Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/revuebleuepoliti61pari

REVUE BLEUE

SOCIETE FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE PUBLICITÉ
IMP. DE LA REVUE BLEUE ET DE LA REVUE SCIENTIFIQUE
.. .. PARIS, 2, rue Monge (Ve); ANGERS, 4, rue Garnier .. ..

Fr. Lit.
R

REVUE POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918

DIRECTEUR PAUL GAULTIER

61e ANNÉE

Du 1er Janvier au 31 Décembre 1923

197241
9.7.25

PARIS

BUREAUX DE LA *REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE (REVUE BLEUE)*
ET DE LA *REVUE SCIENTIFIQUE*

286, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 286

1923

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 1 61e ANNÉE 6 JANVIER 1923

LA NÉCESSITÉ D'AGIR

Nous sommes arrivés à l'heure où la solution du problème des réparations ne peut plus être différée. C'est, pour la France, une question de vie ou de mort. Décimé dans sa population, dévasté dans les parties les plus industrielles de son territoire, notre pays a dû non seulement faire face aux frais de la guerre, mais s'endetter encore pour relever les ruines accumulées par l'ennemi. Victorieux, nous avons dû payer pour le vaincu les dégâts qu'il a commis, alors que nos alliés, que nous avons contribué à sauver en sacrifiant plus que n'importe quel autre peuple nos enfants et notre terre, nous réclament le paiement des dettes que nous avons contractées pour le salut commun.

Vit-on jamais situation plus paradoxale et plus grave pour notre pays qui, à défaut de paiement de la part de l'Allemagne, ne pourrait sortir de la situation qui lui est faite que par l'impôt ou la faillite ? Or, nous sommes à la limite des impositions possibles si nous ne voulons pas tuer la force productive de la France. L'autre alternative — la faillite plus ou moins déguisée sous l'inflation fiduciaire à moins que l'État prenne le parti de ne plus faire le service des rentes — serait un pareil désastre : elle écraserait infailliblement les classes laborieuses en attendant qu'elle nous amenât la révolution.

Mais le problème des réparations ne pèse pas uniquement sur la France ; il pèse de tout son poids sur le monde, qui ne s'en aperçoit pas. Aveugles qui ont des yeux pour ne point voir ! Il n'y a pas d'autre origine, en effet, au malaise redoutable dont souffrent toutes les nations. Tant que cette question ne sera pas résolue, je pourrais dire tant que la justice ne sera pas satisfaite, la paix ne règnera pas en Europe. Outre que la tension des rapports entre la France et l'Allemagne crée une atmosphère d'inquiétude qui est la cause du déséquilibre des changes, la confiance ni les affaires ne peuvent reprendre dans de telles conditions. Les États-Unis en sont les premières victimes : regorgeant d'or et de marchandises, leurs exportations sont arrêtées. Qu'ils ne s'imaginent pas, comme le faisait l'Angleterre de Lloyd George, que cet empêchement tient à la ruine de l'Allemagne. Non, la misère du monde ne provient que de la mauvaise volonté allemande. Car, il faut le dire bien haut, l'Allemagne souffre elle-même plus que toute autre nation du refus de s'acquitter de ses obligations. Elle ne renaîtra que lorsque, s'étant soumise au droit, des emprunts pourront lui être consentis et qu'un accord économique pourra être passé entre elle et nous.

Avant la solution du problème des réparations il n'y a donc rien à tenter pour remettre le monde en état.

Or, qu'a-t-on fait pour le résoudre ? Tout d'abord, on a commencé, lors de l'armistice, par ne point prendre de gages, ce qui est une faute impardonnable, alors que les Allemands s'y attendaient. Puis, près avoir échangé des gages positifs contre

une alliance avec l'Angleterre et les États-Unis, qui n'a pas été signée, on a parlé interminablement. Les chefs des gouvernements se sont transportés tour à tour dans toutes les villes balnéaires d'Europe sans pouvoir jamais arriver, après un flot de notes, d'expertises, de contre-expertises, de communications, de discours, d'arbitrages et de communiqués, à décider quoi que ce fût.

Comment aurait-il pu en aller autrement ? Sans compter l'incapacité native des assemblées à résoudre aucun problème, il était chimérique de prétendre mettre d'accord des nations dont les intérêts immédiats, je ne dis pas profonds, semblent divergents.

Engagé dans le chemin sans issue des conférences internationales, le gouvernement français s'est vu ainsi frustré de l'accord qui lui aurait permis de contraindre l'Allemagne récalcitrante à payer.

L'Allemagne, — cette vérité n'a été que trop méconnue par nos alliés et par nous-mêmes, — ne paiera que contrainte et forcée, quand on lui aura pris des gages. Il faut une forte dose de naïveté pour s'être imaginé que le Reich allait nous remettre de bon gré les milliards de marks-or auxquels a été évaluée sa dette. Il faut ne rien connaître à la psychologie allemande et à la psychologie tout court, pour avoir pensé que l'Allemagne nous apporterait bénévolelement et la corde au cou l'amende formidable que lui a valu sa scélératesse ! alors que nous ne disposons d'aucun moyen de contrôle. On a voulu remplacer la contrainte par l'emprunt. Le bon billet. Comme s'il existait un seul financier pour prêter sans garantie ! De quelque côté qu'on envisage le problème on en vient toujours à la même conclusion : l'Allemagne ne paiera pas tant que nous n'aurons point pris de gages.

Alors seulement, mais alors, elle paiera. Non seulement elle paiera — car elle peut payer, sa richesse ne consistant pas seulement dans son papier avili à dessein, mais dans ses ressources naturelles et industrielles, sans compter les devises étrangères dont elle est abondamment pourvue — nous pourrions, en outre, vraisemblablement contracter avec elle un accord économique qui contribuerait plus que quoi que ce fût à rétablir l'équilibre économique du monde. C'est au point, je le sais de bonne source, que certains industriels allemands ne sont pas éloignés de souhaiter cette prise de gages qui contraindrait l'Allemagne à s'acquitter et permettrait par la suite l'accord que je viens de dire.

Prendre des gages est donc la mesure qui s'impose, celle qu'on ne peut plus éviter, si l'on ne veut pas que la France, l'Allemagne elle-même et, avec elles, l'Europe et l'Amérique ne soient précipités dans le plus noir chaos.

Je ne dirai pas que l'heure est venue d'agir, car elle a depuis longtemps sonné ; disons plutôt que la dernière heure est venue d'agir. Après, il sera trop tard.

L'avons-nous assez reculée cette décision par souci de ne pas rompre l'accord avec nos alliés et aussi par une certaine impuissance non pas seulement à agir mais à décider !

Après beaucoup de menaces qui n'étaient que des rodomontades et de « main au collet » qui relevaient plus de l'opéra-bouffe que de la diplomatie, nous sommes allés jusqu'à décréter une mobilisation partielle pour... faire rentrer nos troupes dans leurs foyers. Quelle comédie dont on devrait s'esclaffer, si les conséquences n'en étaient aussi tragiques et si elle ne témoignait, par ailleurs, d'une cruelle déficience du caractère chez nos hommes politiques.

Sans doute on a pu, dès les premières conférences, s'apercevoir que nos alliés d'hier ne consentiraient jamais à nous laisser prendre des garanties en Allemagne par souci de conserver sa clientèle. Mais n'y a-t-il pas des cas où s'abstenir est pire qu'agir, malgré les inconvénients qui peuvent en résulter ? Le problème des réparations est de ceux-là. Quand bien même nous devrions courir certains risques, à mon sens illusoires, nous sommes à une de ces heures où reculer serait désastreux.

L'action, d'ailleurs, porte en elle des vertus qui ne se révèlent qu'au cours de l'action même. En l'espèce, nos alliés, qui n'ont pas perdu le souvenir des épreuves supportées en commun et des sacrifices que nous avons consentis, nos alliés, qui tout de même connaissent la justice de notre cause, ne manqueront pas vraisemblablement en présence du fait accompli de nous approuver et... de nous suivre.

Après les retards apportés, agir est, à l'heure actuelle, une impérieuse nécessité. Il y a des moments dans la vie des peuples, comme dans celle des individus, où, si graves que soient les risques et quelque prudence qu'on apporte à les affronter, l'indécision est la pire des attitudes. Nous sommes à l'un de ces moments. Plus jamais, si nous le laissons passer, nous n'aurons l'occasion de prendre des gages et la chance d'être payés. S'abstenir dans ces conjonctures serait un désastre.

Paul GAULTIER.

LA VIE INTIME DE MADAME DE POMPADOUR (1)

II

LES BELLES ANNÉES

Le 6 mai 1745, le Roi et le Dauphin partirent pour l'armée de Flandre, et tandis que les tapissiers de la cour remettaient à neuf l'appartement blanc et bleu de Mme de Châteauroux, encore tiède du souvenir de la morte, Mme d'Etiolles quitta Versailles. L'amoureuse volonté du Roi l'envoyait faire une retraite à la campagne, chez M. de Tournelsem. Elle revenait, libre et triomphante, dans ce même château d'Etiolles où son mari ne rentrerait plus.

Cette solitude imposée lui fut légère. Elle vit ses parents et aussi les parents de M. d'Etiolles — Mme d'Estrades, sa cousine, Mme de Baschi, sa belle-sœur — qui ne se piquaient pas de délicatesse et adoraient le soleil levant. A demeure, elle avait Bernis et Voltaire, confidents et conseillers, qui lui tenaient compagnie. elle avait aussi les lettres quotidiennes du Roi, scellées d'une devise galante, avec ces mots « Discret et fidèle ». Mme d'Etiolles tenait à la fidélité beaucoup plus qu'à la discrétion mais elle sentait bien que le Roi ne pouvait l'avouer tant qu'elle portait ce nom bourgeois de Le Normant d'Etiolles. Au début de juillet, elle possédait déjà quatre-vingt lettres de Louis XV, et les dernières portaient comme suscription « A Mme la marquise de Pompadour », et Voltaire écrivait aussitôt :

Il sait aimer ; il sait combattre ;
Il envoie en ce beau séjour,
Un brevet digne d'Henri quatre
Signé : Louis, mais et l'Amour...

C'est ainsi qu'il payait le service rendu par son amie, devenue sa protectrice, et qui lui avait fait avoir la charge de premier gentilhomme de la chambre, et d'historiographe du Roi. L'habile homme, qui savait si bien conduire ses affaires, flattait à la fois et la Reine et la favorite ; et leur offrait successivement son poème sur la *Bataille de Fontenoy*, assez plate imitation de Boileau. On le voit, « cet enfant gâté du genre humain », ce philosophe un peu singe, petit corps desséché et brûlé par l'esprit, assis dans le salon d'Etiolles, et buvant le Tokay envoyé par le Roi ; cependant que dans le fauteuil vis-à-vis du sien se tasse et se carre celui qu'il appelle, « Babet la bouquetière », l'aimable Bernis, rose et rond, ami des dames, joie des salons, mieux né, mieux élevé, que le philosophe, connaissant mieux que lui le vrai monde et plus capable de guider une débutante dans les sentiers difficiles de la cour. L'abbé n'était pas venu à Etiolles de son plein gré et sans scrupules de conscience, mais sur la prière instante du Roi. Il avait demandé conseil « aux plus honnêtes gens » qui le pressèrent d'accepter l'invitation de Mme d'Etiolles. « Il vint m'en parler, raconte Madame de la Ferté-Lubonet. Je lui dis que passant sa vie avec des femmes galantes et fort galant lui-même, je trouvais qu'il y avait plus à gagner pour lui d'être le confident du Roi et de sa maîtresse que de l'être de tous les beaux messieurs et belles dames à la mode. Personne, au reste, n'avait alors l'idée du rôle que Mme d'Etiolles jouerait à la cour et je me mettais en fureur quand on me disait qu'elle en jouerait un grand. » Bernis avait vu plus loin que « la marquise Carillon » : Tout en chantant, sur sa petite flûte de berger d'opéra, les fossettes de « la jeune Pompadour ».

Deux trous charmants où le Plaisir se joue,
Qui furent faits par la main de l'amour.

L'abbé donna d'utiles leçons à la marquise, et, ayant reconnu dans son âme « un amour-propre trop aisé à flatter et à blesser, et une défiance trop générale, qu'il était aussi facile d'exciter que de calmer », il l'accoutuma à entendre de lui la vérité toute pure et sans aucun ménagement. Il ne pouvait lui rendre un plus grand service, et tous les poèmes de Voltaire ne valaient pas une de ces vérités « quelquefois dures » qui se mêlaient aux roses des bouquets de « Babet ».

Cet été de 1745, ce bel été tout sonore de cloches joyeuses et de *Te Deum*, tout doré des gloires de Fontenoy, de Gand, de Bruges, d'Oudenarde, ce fut, pour Mme de Pompadour, le temps d'un bonheur sans ombres qu'elle ne devait plus connaître. En septembre, un autre temps commença pour elle, avec le retour du roi et le début de la vie officielle, Elle était marquise ; la tache originelle de roture était lavée par le décret du souverain qui, seul, crée la noblesse ; elle portait ce joli nom de Pompadour, acheté à l'héritier d'une famillle éteinte, avec la terre patronymique, située en Limousin ; mais pour avoir droit de cité à la cour, il lui fallait encore être « présentée ». On se demandait quelle grande dame aurait la bassesse de servir de marraine à l'ex-demoiselle Poisson. L'abbé d'Aydie, très lié avec la princesse de Conti, lui dit, peu de jours avant la cérémonie ;

(1) Voir la *Revue Bleue* du 16 décembre 1922.

« Quelle est la... qui pourra présenter une pareille femme à la reine ?

— L'abbé, — dit la princesse, mourant de rire, — n'en dites pas davantage, car ce sera moi.

Elle n'ajoutait pas qu'elle jouait un double jeu assez vil, car elle avait sollicité du roi la faveur de conduire Mme de Pompadour, tout en assurant à la reine qu'elle cédait au désir formel du roi.

Cette cérémonie de la « présentation » comportait un rituel compliqué, qu'il fallait étudier comme une comédie et comme un ballet, avant de se produire sur le dangereux théâtre de Versailles. Mme de Pompadour, danseuse et comédienne habile, n'était pas embarrassée par les révérences, et connaissait d'instinct la façon de marcher en habit de cour et de repousser, du talon, l'immense traîne mobile appelée « bas de robe ». Un autre souci l'occupait. Elle savait que l'événement faisait parler tout Paris et que déjà l'on avait arrangé la conversation qu'elle aurait avec la reine : elle savait que ses moindres gestes, ses intonations, sa rougeur ou sa pâleur, seraient guettés et commentés. Pour les amis dévoués de la Reine et du Dauphin, les rivales évincées, les favoris jaloux, les ministres inquiets, pour tous, quelle joie si la nouvelle marquise laissait percer quelques traits de Mlle Poisson ! Certes, bien des gens espéraient encore que la « petite bourgeoise » ferait quelque bourde ou quelque faux-pas et se perdrait par le ridicule.

Mais elle avait si bien répété son rôle, si bien calculé tous ses « effets », qu'elle était sûre d'elle-même, lorsqu'elle parut, le mardi 14 septembre, dans l'appartement du roi. Un monde prodigieux remplissait l'antichambre et la chambre. La princesse de Conti, suivie de sa dame d'honneur, de Mlle de Lachau-Montauban, et de Mme d'Estrades, présentée la veille, conduisait l'héroïne du jour, magnifiquement vêtue et parée. L'énorme panier, la lourde queue qui rendait plus pesant le grand habit de brocart, ne gênaient pas sa démarche noble ; sa petite tête poudrée scintillait de pierreries ; sa belle gorge, ses beaux bras, aux tons nacrés, dans leur demi nudité de gala, défiaient les critiques jalouses. Elle fit une révérence à la porte du roi, une seconde au milieu de la chambre, une troisième tout près de Louis XV qui, rougissant et plus troublé que sa maîtresse, murmura des paroles embarrassées. Mais le moment le plus difficile approchait. Après le roi, la reine devait recevoir l'hommage de Mme de Pompadour. A travers une foule pressée et sans bienveillance, la marquise et son cortège arrivèrent au cabinet de Marie Leczinska. Les trois révérences accomplies, Mme de Pompadour, ayant ôté le gant de sa main droite et fait le geste de prendre le bas de la jupe de la reine pour la baiser, la reine retira doucement sa jupe, selon l'usage établi à la cour de France ; et la marquise, en relevant la tête, vit pour la première fois, de tout près, la femme de Louis XV. Il n'y avait pas de colère, à peine de la mélancolie sur ce visage résigné que le bonheur, autrefois, rendait charmant, avec son petit nez incorrect, ses yeux fins, sa jolie bouche malicieuse, et qui s'était fané dans les larmes. A quarante-deux ans, Marie Leczinska avait pris le ton et l'allure d'une vieille dame. Elle ne mettait plus de rouge et se coiffait d'une fanchon de dentelle noire. Ce n'était pas une rivale : c'était à peine une femme ; mais c'était l'âme la plus belle qui fût à la cour, et c'était la reine. Mme de Pompadour, pénétrée de respect, attendait qu'elle lui parlât... Quelques mots seulement ! Un compliment banal sur sa robe, comme en disent les femmes qui n'ont rien à dire. Mais la reine avait de l'esprit. Elle voulut décevoir les gens qui avaient « arrangé » la conversation ; et elle s'avisa de demander à la marquise des nouvelles de Mme de Saissac, qu'elle avait connue à Paris. Mme de Pompadour sentit l'intention bienveillante, et plus émue que par un accueil glacé, elle murmura :

« J'ai, Madame, la plus grande passion de vous plaire. »

Le duc de Luynes, témoin de la scène, dit que la reine parut assez contente du discours de Mme de Pompadour. Le public, « attentif aux moindres circonstances de cet entretien », prétendit qu'il avait été fort long, « qu'il avait été de douze phrases ».

Il y avait, dans cette attitude de la reine, une volonté de soumission et de résignation chrétienne ; mais il y avait aussi, peut-être obscurément, le secret plaisir d'une revanche sur les maîtresses anciennes, et surtout sur la première, cette Mme de Mailly, qui avait été, pour Marie Leczinska, une rivale — la seule rivale détestée, celle qui avait volé le cœur du roi. Les autres n'avaient rien pris à la reine, puisque, déjà, la reine avait tout perdu. L'épouse délaissée avait souffert de leur triomphe insolent, mais la blessure inguérissable, c'est Mme de Mailly qui l'avait faite. Maintenant, une femme nouvelle paraissait, qui détachait le roi de ses souvenirs ; une femme qui, dès le premier moment de sa faveur, affectait le plus profond respect pour la reine et — chose étrange ! — ne lui était pas ennemie !... Mystère du cœur féminin ! Le choix scandaleux du roi, — scandaleux pour toute la noblesse ! — rassurait presque la reine, par la distance énorme qui mettait la « petite

d'Etiolles » si loin de l'épouse couronnée, et ne permettait de l'une à l'autre, aucune comparaison.

Ces sentiments de la reine, ignorés des courtisans et peut-être d'elle-même, se révélèrent ainsi, dans la première rencontre, et ne se démentirent jamais. Le Dauphin n'avait pas les mêmes raisons d'être indulgent. Il le fit bien voir quand il accueillit la nouvelle présentée d'un visage glacial. Contraint, par l'étiquette, « de lui donner l'accolade, joue contre joue, il lui tira la langue, comme il avait fait, autrefois, dans un bal paré, à Mme de Châteauroux. Le roi, qui apprit cette incartade, envoya son fils en pénitence, à Meudon. Le jeune prince, dans cet exil de quelques jours, eut le loisir d'approfondir son mépris et sa haine pour la créature de péché, dont la présence à la cour offensait sa mère et mettait en mortel péril l'âme du roi ».

Ainsi fut accomplie la prophétie de Mme Lebon, qui reçut, pour sa récompense, cinq cent livres sur la cassette de Mme de Pompadour. La « reinette » de Mme Poisson était vraiment la « reinette » de France.

VI

Il existe encore, sous les toits du château de Versailles, à la hauteur des statues, du côté de la chapelle, un petit appartement dont les fenêtres regardent le parterre du nord. L'ascenseur rudimentaire, appelé « fauteuil volant » ou « chaise à se guinder », qui épargnait aux visiteurs la rude montée de cent marches, a disparu. La solitude et le silence habitent les trois pièces à boiseries grises. Si le fantôme de Mme de Pompadour y revient quelquefois, au crépuscule, il n'y reconnaît que les gracieuses cheminées de marbre, les panneaux des murs, les coquilles sculptées sur le fronton des alcôves, et, par les hautes fenêtres, un moutonnement vert et bleu de feuillages, des eaux miroitantes, des arbres taillés, le plus beau parterre de Le Nôtre, déroulé comme un tapis d'Aubusson aux nobles dessins.

A ce nid d'amoureux — une antichambre, une chambre, une salle à manger agrandie par une alcôve et flanquée d'un office ou « réchauffoir » pour le service de la table, — il faut, par la pensée, rendre ses tentures de soie aux couleurs douces, ses meubles contournés et marquetés, ses fauteuils élargis à la mesure des « paniers » féminins, ses girandoles, ses lustres, ses tableaux, et le joli clavecin qu'animaient les mains légères de la marquise.

Elle vivait là, défendue contre les curiosités indiscrètes, toute voisine de ces petits appartements entresolés, où le roi fuyait l'ennui des vastes pièces d'apparat. Louis XV arrivait chez elle dès le matin ; il y demeurait jusqu'à l'heure de la messe, revenait après l'office, mangeait un potage ou une côtelette et ne se retirait souvent qu'à six heures du soir. Longue journée, où la favorite devait employer à divertir son amant toutes les ressources d'une fantaisie ingénieuse.

Marcelle TINAYRE.

(à suivre)

LE PROTECTORAT FRANÇAIS DES MISSIONS EN CHINE

Les diverses sectes protestantes de Shanghaï viennent de faire éditer un important ouvrage intitulé *The christian occupation of China.* Elles ont tenu à ce que l'Église catholique eût sa place dans leur tableau du christianisme. Les œuvres catholiques françaises sont appréciées dans cet ouvrage avec intelligence et bienveillance. Ce témoignage est pour nos œuvres d'autant plus précieux qu'il ne peut être suspect de partialité et qu'il s'exprime précisément au moment où certaine mesure prise par le Vatican et dont nous allons parler pourrait jeter dans les esprits un doute sur l'activité de ces œuvres.

Les *Acta Apostolicæ Sedis* du 31 octobre 1922 annonçaient que le 12 août précédent, Mgr Celso Constantini, depuis quelque temps administrateur apostolique à Fiume, avait été désigné pour la Délégation apostolique dernièrement érigée (*nuper erectae*) en Chine.

Aux termes du Code de droit canonique, le délégué apostolique a des fonctions d'ordre purement spirituel : « veiller dans le territoire qui lui est assigné, sur l'état des églises et en aviser Rome », « sauf à recevoir à titre extraordinaire une mission plus étendue » ; mais pratiquement la Délégation apostolique qui est une charge permanente est souvent l'acheminement vers la nonciature. Or le nonce a rang de diplomate, il entretient des relations officielles avec le gouvernement du pays où il exerce ses fonctions et « s'acquitte auprès de lui d'une légation stable ».

Étant donné la situation spéciale du ministre de France à Pékin envers les missions catholiques

de Chine — le protectorat qu'il exerce à leur égard en vertu des traités — nous pensons que, malgré le caractère purement religieux de la Délégation apostolique qui vient d'être créée, le gouvernement français a le devoir de s'enquérir des intentions de Rome et de réserver nettement l'avenir.

Les traités auxquels nous faisons allusion sont le traité de Whampoo signé entre la France et la Chine le 22 octobre 1844, et qui reconnaissait implicitement à la France dans son article XXII le protectorat des Missions en Chine, et principalement le traité de Tientsin conclu entre les mêmes puissances le 27 juin 1858, et dont les articles VIII et XIII stipulaient :

Art. VIII (paragraphe 1) : Les Français qui voudront se rendre dans les villes de l'intérieur ou dans les ports où ne sont pas admis les navires étrangers pourront le faire en toute sûreté à la condition expresse d'être munis de passeports rédigés en français et en chinois légalement délivrés par les agents diplomatiques ou les consuls de France en Chine, et visés par les autorités chinoises.

Art. XIII (premier alinéa) : La religion chrétienne ayant pour objet essentiel de porter les hommes à la vertu, les membres de toutes les communions chrétiennes jouiront d'une entière sécurité pour leurs personnes, leurs propriétés et le libre exercice de leurs pratiques religieuses, et une protection efficace sera donnée aux missionnaires qui se rendront pacifiquement dans l'intérieur du pays munis de passeports réguliers dont il est parlé dans l'article VIII.

Dès lors toute une série d'actes, de démarches en faveur des missions et des missionnaires de toutes nations confirmèrent le privilège du gouvernement français.

***

On aurait tort de ne voir dans les textes précités que l'octroi d'un privilège sans importance et d'ordre spécial, sans relation avec notre politique étrangère. Les efforts faits sous le pontificat de Léon XIII par les ennemis de notre prépondérance en Chine, et en particulier par les Allemands, pour l'entamer, suffisent à prouver le contraire. Ces efforts, commencés en 1887, échouèrent tout d'abord : la nonciature que les Allemands auraient voulu voir créer en Chine ne le fut pas ; mais ils aboutirent, en 1891, grâce à Mgr Anzer, vicaire apostolique (1) du Chantoung méridional, à faire demander à la chancellerie allemande, par les missionnaires allemands, les passeports que jusqu'alors tout missionnaire, de quelque nationalité qu'il fût, séjournant sur le territoire chinois devait demander à la chancellerie française en vertu du traité de Tientsin.

En 1918, encore en pleine guerre et à une époque où la situation défavorable des armes françaises pouvait influencer Rome, une nouvelle demande d'envoi d'un nonce en Chine, évidemment inspirée par les Allemands, fut adressée à Benoît XV par le gouvernement de Pékin. Fort heureusement, le gouvernement français, moins insouciant en la matière qu'en 1891, ne laissa pas s'accomplir cette violation de nos droits. Il sut comprendre les conséquences qui résultent pour nous de notre protectorat même amoindri et le prestige que valent au ministre de France aux yeux des Chinois les honneurs qui lui sont réservés par les règles liturgiques et qui lui donnent le pas sur tous les autres ministres étrangers dans les cérémonies catholiques ou mixtes.

Faute d'un ambassadeur de France auprès du Vatican à cette époque, ce fut notre ministre à Pékin, M. A. Boppe, qui, avec autant de tact que de fermeté, fit au gouvernement chinois les représentations que comportait la situation et protesta contre son acceptation d'un nonce apostolique auprès de lui. L'issue de cet incident fut la nomination de Mgr de Guébriant comme visiteur apostolique, fonction d'ordre spirituel qui ne charge le titulaire que d'une mission personnelle et temporaire.

Dans une dépêche explicative de Rome à l'adresse de la presse mondiale et principalement française, dépêche lancée peu de temps après que les *Acta* du 31 octobre eussent annoncé la création d'une Délégation apostolique en Chine en même temps que la désignation de Mgr Constantini, la mission de celui-ci est présentée en termes d'ailleurs vagues et gauches, comme une mission temporaire en vue d'une tâche précise qui « ne semble pas devoir se prolonger bien au delà de l'accomplissement de cette tâche précise... » sans qu'on ose l'affirmer ; elle consiste « à préciser les travaux préparatoires d'un synode général qui doit se tenir en Chine en 1923 ou au plus tard dans les premiers mois de 1924, à présider ce synode même et à veiller à la mise en application de toutes les mesures et décisions qui pourront être prises par les évêques réunis. »

Mais qu'importe que Mgr Constantini soit chargé d'une mission temporaire ! Ce que nous devons retenir, c'est qu'une Délégation apostolique, charge ou mission permanente nous le répétons, vient d'être créée en Chine.

Que le gouvernement français fasse préciser par

(1) Le vicariat apostolique est une division qui répond à celle du diocèse. Il y a en Chine 53 vicariats apostoliques dont 24 français.

son ambassadeur près le Vatican qu'il n'entend reconnaître au délégué apostolique en Chine qu'un caractère purement religieux, il ne fait en cela, ni plus ni moins que Rome, que rester dans les limites de la définition du Code de droit canonique ; mais la question n'est déjà plus entière et *le moins* qu'il puisse à présent demander, pour rassurer dans une faible mesure ceux qui voient dans l'éventualité d'une nonciature un risque de diminution du prestige de la France en Chine, c'est que le successeur de Mgr Constantini soit un Français.

André Duboscq.

LA TORNADE (1)

(*Nouvelle*)

— Voici que j'essaie de m'abuser, et de te tromper, reprit-il. A la vérité, qu'est-ce que je fais encore à Cherga, puisque j'y ai tout perdu, c'est-à-dire l'essentiel, l'amour et l'amitié ? En cette Afrique, un être, surtout s'il arrive d'un pays du nord, devient trop aisément une torche embrasée. Et après avoir jeté quelques éclats, il s'éteint sur ces cendres. C'est le drame de Marguerite, de Jacques et de Nadia. C'est aussi le mien, car je ne suis plus qu'une apparence. Le cœur et l'esprit ont brûlé chez moi. Quand tu auras vécu quelque temps à Cherga, tu découvriras que l'agitation physique réduit chez moi la fonction mentale à sa plus simple expression. Et Dieu merci !

Apitoyé, j'avais posé mes mains sur les épaules de Jean, mais il se dégagea d'un air maussade en disant :

— Tu parais m'affectionner encore. Lorsque tu connaîtras mon aventure, ton amitié ne sera plus qu'un souvenir. Passons au salon.

...Dès le seuil de cette pièce qui chatoyait à l'éclat de ses soieries, ses laques et ses ivoires, les caractères d'argent de la banderole amarante s'imposèrent encore à mon attention :

Genus hominum mobile.

Une négresse vêtue d'un foutah de pourpre, dont les gros yeux d'émail avaient la langueur de ceux des chamelles, vint nous apporter le café. Le sucrier et les cuillers manquaient.

— Idiote ! gronda Leveguen, avec un mécontentement exagéré, le sucre, vite, au trot !

La servante noire éloignée, il eut le geste d'affliction d'un homme désemparé. Ses yeux, qui cherchaient quelqu'un ou quelque chose autour de lui, se posèrent alors sur une photographie représentant une jeune femme en costume roumain, très ornementé de broderies. Sa chevelure ténébreuse, d'une abondance presque accablante, était nattée sur ses épaules. Ses arcades sourcilières ombrageaient des yeux qui dévoraient comme deux bouches avides. La physionomie de cette merveilleuse créature indiquait une résolution qui n'avait pas dû connaître d'obstacles. Je m'étais avancé vers cette image de Nadia, femme de Jacques Bellec, et je m'aperçus que le portrait de Marguerite Leveguen ne se trouvait pas dans le salon ! La songerie de Jean était si profonde qu'il n'avait d'abord pas remarqué mon approche. Un flot de sang l'empourpra et il appuya sur moi des regards presque provocants.

Lui tournant le dos, je revins à ma tasse. Je levai la tête pour boire mon café, lorsqu'une glace de Venise me reflèta Leveguen. Affalé sur un fauteuil et les poings enfoncés dans ses joues, son attitude révélait la désolation pleine de rage d'un homme qui n'accepte pas son infortune. Puis ses larmes coulèrent. Cette tristesse de Leveguen me ramena vers lui. Cette fois, lorsque j'appuyai mes mains sur ses épaules, il accepta le témoignage de ma compassion en murmurant :

— Je ne mérite plus ton estime. Je suis devenu une brute. Ce n'est pas tout à fait ma faute !

Il allait commencer son récit, quand de lugubres cris d'animaux emplirent la nuit.

— Une caravane remonte du sud vers le nord, m'expliqua le colon.

— Est-ce étrange, lui dis-je, ces dromadaires en marche vers des régions fertiles semblent regretter un paradis perdu. Que trouvent-ils donc de fameux dans le Sahara ? La faim, la soif, les brûlures d'un air torride ?

— Sans doute, mais aussi cette autre chose qui vous fait vous avancer toujours vers l'oasis de promission qu'on n'atteint jamais...

L'index levé vers le ciel, mon ami ajouta :

— Poursuivre cette chose incertaine mais merveilleuse ! Mes bonheurs comme mes malheurs, mes fautes ou mes erreurs, me viennent de cette soif d'infini. Sois-en bien persuadé, tout colon est un mystique. La raison conseille de ne pas quitter la France, car y a-t-il pays au monde où l'existence soit plus douce ? Les Français de nos provinces ne se doutent pas de leur bonheur.

(1) Voir la *Revue Bleue*, du 16 décembre 1932.

Sur une pause, Jean reprit :

— Je n'ai pourtant jamais eu le goût de ce pain quotidien trop tendre. Il me fallait des sacrifices ou de grandes joies. J'entends encore, en Sorbonne, notre maître, Lavisse, me montrer aux autres étudiants en disant :

« Leveguen, né avec un squelette religieux, ne sera jamais capable d'impartialité. Aucune raison ! Il n'est que flamme et enthousiasme. »

Ce professeur me jugeait bien. Voici pourquoi j'abandonnai mon projet d'une histoire des peuples celtiques, où j'eusse imposé mes imaginations contre l'évidence des faits. Bellec partageait mes doutes, lorsqu'au cours d'un voyage en Palestine nous rencontrâmes des Russes arrivés en pèlerins et devenus colons. Ces illuminés se déclaraient les plus heureux des hommes et nous nous découvrîmes soudain une vocation de colonisateurs. Civiliser des primitifs et fertiliser un bled hargneux, nous parut la plus noble des missions. Sans l'aide généreuse de Bellec, plus aisé que moi, je n'aurais pu acquérir Cherga, mais cet ami, trop modeste, me laissa croire que mon esprit d'initiative valait une fortune. Son désintéressement inouï m'accordait un acte d'association à des conditions inespérées !... Pauvre cher Jacques !

Aussitôt à Cherga, nous dépensâmes sans compter, et nos bédouins, mieux payés que dans les autres domaines, furent traités avec une bienveillance qui confinait à la faiblesse, car nous voulions les conquérir tout autant que le sol. Jacques et moi, nous prêchions les douars et nous enseignions, tandis que Marguerite et Nadia soignaient femmes et enfants. La peine excessive à laquelle nous nous obligions nous combla d'abord de satisfaction ; et, miracle d'illusion, plus nous succombions de fatigue et plus nous étions radieux. Nous subissions alors une salutaire exaltation de nos volontés. D'abord la courbe ascendante ; rien ne trahit le sourd labeur d'une action nocive, puisqu'on éprouve le sentiment bienfaisant d'une puissance magnifique. En somme, tant que nous sommes restés des Français à la façon de France, nos réactions morales nous défendirent contre nos premières tentations de violence — car la force vous porte à vouloir dominer ; — mais dès que le climat, les efforts harassants et d'inévitables déceptions nous eurent endurcis, nous commençâmes à penser et agir en Africains. Et c'est maintenant que ma confession va me retirer de ton honnête cœur.

Comme je protestais, il reprit tristement :

— Ne t'engage pas avant de m'avoir entendu.

... D'abord, Jacques Bellec et moi fûmes des naïfs de croire que nous pouvions changer le milieu sauvage dans lequel nous devions vivre avec Marguerite et Nadia. C'est aussi stupide que de s'imaginer, qu'avec de l'habitude, on respire sous l'eau. Oui, à la condition de se muer en poisson. Eh bien ! en Afrique, il faut devenir Africain ou disparaître. Quand je parle ainsi, je n'entends pas critiquer, chaque population ayant ses mérites ; je constate un fait. Nos Algériens français, dès la troisième ou quatrième génération, sont devenus de robustes Africains, — aussi sont-ils assurés de leur durée. Eh bien ! Marguerite est morte, avec une rapidité épouvantable, parce qu'elle ne voulut pas ou ne put point s'africaniser. Pourquoi tous les êtres humains s'acclimateraient-ils en tous lieux, quand les essences végétales du midi ou du nord dépérissent lorsqu'on veut les transplanter d'un climat dans un autre ?

A cette réflexion, les yeux de Jean se portèrent inconsciemment sur la photographie exposée qui n'était pas celle de sa femme, mais de Nadia. En s'apercevant de son erreur, le colon reprit, d'un ton plus dur :

— Jacques et moi étions donc absurdes de nous imaginer que nous élèverions la population de notre entourage. C'est nous qui sommes descendus.

Rome et Byzance, bien renseignées par plusieurs siècles d'occupation, n'essayèrent jamais d'européaniser les Africains. Elles exigeaient leur sujétion pure et simple en les laissant libres de vivre à leur guise et dans leurs croyances. C'était la raison. Mais le propre du mysticisme, celui des colons comme celui de nos religieux, c'est d'être déraisonnable. D'ailleurs, quelle beauté dans l'illusion des idéalistes ! Il n'y a que les saints et les héros qui m'aient jamais donné de l'envie. Malheureusement, Jacques et moi, dans notre incapacité à devenir des héros, nous en sommes devenus la caricature, c'est-à-dire des fous. Seule Nadia Antonesco, que cette existence africaine, si proche encore de l'antiquité païenne, charmait, se transforma presque trop facilement. En Roumaine semi-orientale, peut-être retrouva-t-elle ici ses origines ?

Jean s'était retourné vers le portait de la jeune femme et la considérait avec un désespoir mêlé de colère, lorsqu'avec cette versatilité d'expression qui m'étonnait encore chez lui, en se détournant soudain de cette image, il reprit d'une voix attendrie :

— C'est pour avoir voulu demeurer douce et sensible dans ce milieu brutal, que Marguerite s'est consumée... et peut-être a-t-elle précipité volontairement cette consomption ?

Les doigts du colon, écarquillés, montèrent dans l'air avec un signe de tragique interrogation.

Après s'être levé, le bras de Jean décrivit rapidement, plusieurs fois, un cercle imaginaire.

— La tornade, prononça-t-il. Quatre pauvres âmes emportées par le cyclone vers des destinées qui contredisaient à leurs tendances natives. Ah ! Ah ! la destinée ? Quel hasard, mon Dieu ! Et comment prévoir le mal ? Comment l'éviter ? Oui, nous avons été soufflés dans le feu après avoir peut-être jeté quelques beaux éclats, car l'amour prend ici une puissance redoutable. Sur cette terre de Carthage, les Enée ne sont pas rares et les Didon savent mourir de leurs passions déçues.

Les yeux de Leveguen exprimaient un sombre enthousiasme. Leur clarté s'éteignit brusquement.

— Jacques Bellec et moi, continua-t-il, nous n'avions peut-être aimé que le merveilleux dans nos études sur les origines des Celtes ; ce fut encore l'aventure et l'inconnu que nous poursuivîmes dans la colonisation. Il y a de l'explorateur, du corsaire et du soldat chez un colon. Par essence, il répugne à l'existence trop ordonnée. Les grands colons surtout, aux âmes de féodaux, voudraient avoir des droits à la haute et basse justice. C'est ce pouvoir discrétionnaire — pour un grand but — qu'inconsciemment, nous espérions, Bellec et moi. A nos débuts, nous n'en savions trop rien. Les examens de conscience ne se font bien que sur le tard, les fautes commises, lorsque tout est perdu. Beauté de la contrition !

Leveguen eut un rire amer. Ses yeux se mouillèrent de larmes, lorsqu'il ajouta :

— Tu connaissais aussi bien que moi Bellec, ce garçon obstiné et sentimental, et le plus parfait spécimen d'illuminé qui ait jamais vécu. Ne sachant presque rien de la réalité, il n'en voulait rien savoir. Son esprit candide admettait tout ce qui lui semblait le divin, sans examen. Incapable de haine et même de rancune, il s'attachait aux gens qui lui témoignaient quelque intérêt. Chez de telles natures, l'affection devient une foi. Il m'avait consacré sa vie... et je la lui ai prise... comme je lui ai pris son amour, sa joie, sa paix.

S'il ne m'avait pas aimé comme un saint aime Dieu, sa défense aurait peut-être tout empêché. Son dévouement absolu fit de lui un martyr et permit à la brute de triompher.

Leveguen avait enfoncé ses ongles dans les accoudoirs de son siège et ses traits exprimaient de l'horreur.

Il reprit lentement :

— Il y a manière et manière de tuer. L'assassin qui frappe face à face est encore moins hideux que le lâche qui fait mourir sournoisement de chagrin son ami. Moi, j'ai tué mon ami sans paraître y prêter la main, mieux encore, en semblant lui porter secours. Ah ! les passions en plein bled provoquent parfois de tristes aberrations. Nous devenons des êtres effrénés qu'un Européen d'esprit rassis ne peut guère comprendre. Ne me juge donc pas trop sévèrement.

La voix de Jean avait pris un accent si émouvant que je me rapprochai de lui, et ce fut son épaule appuyée à la mienne, et nos mains serrées, qu'il acheva sa confession.

— Aussitôt résolus à coloniser en Tunisie, Jacques et moi décidâmes de nous marier. Nous savions, par l'expérience des colons déjà fréquentés, qu'il ne peut y avoir d'établissement durable qu'en famille. L'agriculteur, célibataire, s'ennuie bientôt dans son bled, et l'état de son intérieur, livré au désordre des domestiques, achève de le décourager. Notre magnifique programme, à Jacques Bellec et moi, voulait qu'on trouvât réunis à Cherga : l'amour, l'amitié et la fécondité. Nous nous étions donc mariés à Beyrouth. Nous voulions inaugurer notre domaine avec nos jeunes femmes.

Marguerite était fille du docteur Kerver, professeur à la Faculté de cette ville syrienne. Née à Quimper, Marguerite, d'une blondeur d'avoine, avait un délicat visage au teint pâle, que le soleil d'Asie-Mineure n'avait pas doré. J'avais retrouvé en elle les vertus de ma mère et de mes aïeules, un sens du devoir simplement accepté et de l'énergie sous une apparence fragile. J'imaginai mon bonheur certain avec cette femme qui me fut en effet attachée, au point... de s'aider à mourir, quand elle s'aperçut de mon ignominie.

Une pénible expiration interrompit Jean. Il reprit à voix basse :

— Comme je veux te disséquer entièrement ma laide anatomie, je dois t'avouer que je fis surtout un mariage d'estime. Tout me convenait en Marguerite, ses goûts, sa famille et sa gracieuse personne, et cependant, voilà l'inexplicable, je n'éprouvai jamais pour ma femme que de l'amitié et du respect. Et le mariage, au lieu de créer cet attachement de l'habitude qui devient souvent aussi fort que l'amour, me sépara de cette raisonnable et chaste jeune femme. Ses vertus mêmes me lassèrent bientôt d'elle. C'est que, sous l'influence de l'Afrique et de ma vie nouvelle, un autre homme, que je ne soupçonnais pas, naissait en moi, un passionné que rebutait l'allure un peu sévère de Marguerite. J'avais évolué avec

rapidité dans un sens inattendu. Jadis maître de ma volonté, je la laissai se débrider. Autrefois modéré dans mes actes et mes propos, je devins brutal et les mots excessifs débordaient sans cesse mes lèvres. Mon ancienne modestie n'était plus qu'un souvenir et j'excédais Jacques Bellec lui-même par ma vantardise. Assuré d'être le meilleur des agriculteurs, je prétendais que mes façons culturales merveilleuses devaient servir d'exemple à la Tunisie. Je ne souffrais plus une contradiction. Le plus tolérant des maîtres aux premières années de mon exploitation, j'en arrivais à frapper mes Arabes, lorsqu'ils commettaient des sottises. Le feu du soleil faisait bouillir mes veines, et le milieu farouche me transformait en un être plus fort, plus résolu et plus voluptueux. C'est ainsi que ce nouvel homme se détacha de Marguerite, fleur bien pâle, pauvre pâquerette du septentrion. Alors je me surpris à considérer Nadia. Elle subissait elle-même l'influence de cette atmosphère fougueuse et goûtait la vie musulmane, ses hammans à la romaine et la nonchalance sensuelle de ses siestes.

La transformation de Jacques avait été aussi rapide que la mienne, mais en un autre sens. Devenue guerrière et agressive, sa religion l'obligeait à détester désormais mahométans et juifs. Les Berbères, prétendait-il, ayant jadis accepté la Croix, il fallait ramener ces renégats à la vraie foi par les seuls moyens convenables avec des Africains, c'est-à-dire la force. Tandis qu'au contact de l'Islam et des rites orientaux de Syrie, j'avais senti le scepticisme m'envahir, Bellec regrettait de n'avoir pas les pouvoirs d'un Constantin afin d'imposer par une violence légitime et nécessaire la conversion des Africains. Assuré de l'évidente supériorité civilisatrice du christianisme, Jacques ne pouvait plus apercevoir une mosquée ou une synagogue sans avoir l'envie de la prendre d'assaut afin d'y planter la croix. Son exaltation excédait Nadia, qui en femme orientale, n'avait d'autre foi qu'en l'amour. Initiée par son père, l'archéologue Antonesco, à la compréhension de la beauté antique, Nadia rappelait les figures des Métopes du Parthénon. En sa splendeur voluptueuse, on se la représentait dansant avec les Grecques des Panathénées. Cette païenne qui répugnait aux examens de conscience avait tour à tour la paresse et la fougue d'une Africaine. Au contact de Nadia, Jacques acheva de perdre son reste de raison. Lui, l'homme chaste, s'embrasa. Puis la réaction se produisit. Ce Breton s'était fait un naïf idéal des vertus conjugales. Les transports de Nadia ne lui parurent pas ceux qu'il devait attendre en union légitime. Bientôt, il s'écarta d'elle avec une pudeur un peu ridicule. Nadia, offensée, commença de tenir Jacques pour un sot et le lui fit sentir. Ses impertinences éloignèrent encore davantage d'elle son mari.

Je m'étais aperçu du désaccord de ce ménage, mais comment aurais-je pu morigéner mon ami, puisque j'en étais venu, dans mon trouble, à désirer sa femme ?

Pour t'expliquer la violence de nos passions, il faut t'imaginer notre solitude dans le bled, Marguerite, retirée dans son appartement obscur, car elle souffrait de l'été, et l'indolente Nadia étendue sur un divan, dont les yeux mordorés me donnaient le vertige. Ajoute le soleil perpétuel sur la campagne fauve où plus une herbe verte ne s'aperçoit jusqu'à l'horizon. Voilà l'Afrique, pendant cinq mois, en attendant le retour des pluies et des merveilleuses floraisons. Le feu du ciel, qui se réfléchit à la surface du bled, brûle alors la plante des pieds comme la sole d'un four. Et, pour les colons, céréalistes comme nous, les travaux suspendus jusqu'à l'automne donnent de longs et dangereux loisirs. Comme un papillon qui ne peut plus résister à la fascination de la flamme, je tournai autour de Nadia. Ah ! combien un homme sensé devient une pauvre chose, quand sa passion l'étreint ! Aux regards que nous nous portions, Nadia et moi, Jacques ne pouvait plus douter de nos sentiments ; à ce moment, il vivait déjà séparé de sa femme pour laquelle il avait une silencieuse aversion. Plusieurs fois, Bellec me considéra d'une façon qui me signifiait toute sa réprobation, et je fus prêt à lui offrir une séparation nécessaire. Cherga nous appartenant par moitié, il aurait fallu vendre ou partager le domaine. Opération compliquée et désavantageuse, mais c'était le moyen d'éviter la faute irrémédiable. Jamais nous ne nous expliquâmes avec franchise. A la vérité, Jacques redoutait de se trouver seul avec Nadia. Notre présence, à Marguerite et moi, lui permettait encore de rencontrer sa femme aux heures des repas et pendant les veillées de chaque soir, sans en être gêné. Leur antipathie était déjà si grande qu'ils avaient peine à échanger désormais les politesses nécessaires. Quelles furent alors les pénibles réflexions de cet ami qui m'avait voué avec le plus admirable désintéressement son existence, lorsqu'il remarqua que Nadia et moi ne pouvions plus résister aux ardeurs de notre entraînement ? Sa vengeance, à cette époque, était de m'entretenir fréquemment de Marguerite, qu'il vénérait pour les mérites qu'il n'avait pas trouvés en Nadia. L'atroce dérision ! nous pouvions regretter réciproquement les qualités de nos femmes !

Jacques me dit un jour, avec une tendresse qui aurait dû m'arracher à Nadia :

— Tout bien réfléchi, je ne pourrai jamais vivre sans toi. Puis il appuya sur moi des regards d'une tristesse poignante.

Lorsqu'il se fut éloigné, je le vis hausser les épaules avec un air d'infini dédain. Le soir même, il partait pour Tunis, sous le prétexte d'aller y renouveler ses vêtements. Il entendait y passer quelques jours. Je me demandai si son absence n'était pas intentionnée ! Dans l'effrayant tumulte de mes sens, je conclus qu'il abandonnait Nadia et je la lui volai alors avec un horrible plaisir.

Désormais, Jacques prit l'habitude de ces voyages à la ville : leurs causes me restèrent longtemps assez secrètes. Nous fuyait-il par sacrifice, désespoir, honte ou mépris ?

Ce malheureux ami qui, en Bretagne, fût demeuré l'un de ces Bretons réservés qui goûtent la douceur d'aimer une femme aussi pudique qu'eux-mêmes, s'était embrasé à l'amour de Nadia. Mais, par une singulière aberration, Jacques allait demander à de viles créatures les ivresses qui lui répugnaient chez une femme légitime. Ainsi, par un triste paradoxe, Bellec, qui reprochait à Nadia ses élans, prit du goût pour les filles crapuleuses et l'alcool. Nous eûmes la cruauté d'en plaisanter, Nadia et moi, car nous ne savions pas tout ce qu'il y avait d'affreux désespoir en cette conduite. Et tandis que la brûlante Afrique nous énervait, confinée en son appartement obscur, comme une personne qui redoutait lumière et chaleur, Marguerite, afin de guérir son paludisme, prenait de la quinine et je ne sais quels autres médicaments inquiétants.

Après une hésitation, Jean continua :

— Je n'en puis plus douter, Marguerite se droguait quand elle s'aperçut de mon goût effréné pour Nadia.

Pendant ce temps, Jacques hantait un casino ou des bars qui jadis l'eussent dégoûté. Il y vivait un voluptueux cauchemar dont il se réveillait pourtant de temps à autre. Il allait alors s'abîmer dans les confessionnaux. En manière de pénitence, ce malheureux illuminé réclamait le droit de convertir en masse les indigènes, par la cravache, s'il le fallait. En ses nuits de délire, s'imaginant qu'il avait transformé tous les minarets en clochers chrétiens, il imitait le son des carillons.

...Indifférent au misérable état mental de Jacques, qui secondait trop bien mes coupables amours, je n'avais d'attentions que pour Nadia. Sans chercher d'excuses à ma conduite, maintenant encore, je crois que l'homme le plus sage n'aurait pu fréquenter cette capricieuse fille d'un Roumain et d'une mère géorgienne, sans éprouver le vertige de sa grâce. Rien que de me trouver en sa présence me faisait boire tous les philtres. S'il ne faut peut-être pas donner le nom d'amour à ces fureurs, quoi qu'il en soit, j'éprouvais une faim jamais rassasiée de Nadia. Et cette femme ravissante méritait mon intérêt. A l'école de son père, archéologue d'une haute érudition, elle avait appris dix langues mortes ou vivantes. En Phénicie, elle avait été capable de collaborer aux travaux d'épigraphie les plus ardus. Sa connaissance des civilisations antiques était à la fois intelligente et nuancée. Eloquente, son don verbal, plein d'images pittoresques, charmait l'imagination. Même Marguerite, qui l'abhorrait, ne pouvait s'empêcher de l'écouter avec plaisir. Mais lorsque le langage de Nadia révélait son amoralité, ma femme se retirait en m'adressant un regard navré, car elle ne pouvait ignorer ma trahison. Nadia et moi, avec une mauvaise satisfaction, nous voyions s'éloigner à pas lents Marguerite, aux yeux si pâles qu'ils semblaient toujours embués par les brouillards de sa Bretagne. Les fièvres avaient consumé ses chairs au point qu'elle n'était presque plus une femme ; elle rappelait les vierges des porches de nos églises, qui n'ont qu'un fantôme de corps, support presque irréel de leur âme, seule existante.

Retirée dans sa chambre ténébreuse, Marguerite absorbait de fortes doses de ses médicaments avec une horrible satisfaction.

...Lorsque nous nous étions installés à Cherga, dès les premiers mois de notre mariage, nos défrichements aux bords de l'oued avaient provoqué des accès de paludisme dans notre petite colonie. Plus fragile que nous, Marguerite ne put se débarrasser de ces fièvres. Elle avait donc pris l'habitude de placer un flacon de quinine devant son couvert, et, à chaque repas, comme on prend un fortifiant, elle mêlait cette poudre à son eau. Puis elle essaya d'autres produits plus actifs, assuraient les pharmaciens. Comme elle souffrait toujours, bientôt elle chercha dans les stupéfiants périlleux un soulagement à ses douleurs. A la veille de sa mort, je soupçonnai qu'elle s'était empoisonnée afin d'abréger sa vie, intolérable, car elle comprenait que, loin de la plaindre, je rendais grâce à sa maladie des libertés qu'elle me donnait.

D'une voix, si sourde maintenant que je dus me pencher pour l'entendre, Leveguen continua :

— Elle mourut silencieusement. Pas une plainte ! L'avant-veille seulement de sa fin, le danger

m'apparut. Quand une terrible passion s'est emparée d'un homme, monstrueux à l'égard de ses proches, il les laisserait périr sans presque s'en soucier. Quand la face encore brûlée par les baisers de Nadia, j'accourus au chevet de Marguerite mourante, elle n'eut qu'un geste de vengeance. Elle savait quelle alcôve je venais de quitter. Elle posa donc ses doigts sur mes lèvres enfiévrées, et me regarda longuement avec un sourire poignant. Je tombai à ses genoux sans oser lui demander pardon. Marguerite, qui ne m'avait pas adressé un reproche, crut à la sincérité de mes pleurs. Ce fut sa main posée sur ma tête, dans un geste de rémission, qu'elle expira. Lorsqu'elle fut morte, je la considérai pendant des heures, cherchant à lire sur sa figure si pure le secret de nos destinées. Oui, pourquoi nos fautes ? Et aucune contrition empêche-t-elle, hélas ! le pécheur de retomber à son péché ?

Navrante vérité, en effet, avec les mois, le visage de Marguerite s'étant peu à peu estompé, un soir que Jacques Bellec gardait le silence plein de stupeur d'un homme enivré, je recommençai à considérer Nadia d'une façon qui la fit frémir. Son mari qui ne s'apercevait pas de mes attentions coupables, car il était lui-même obsédé par ses appréhensions, s'écria tout à coup :

— Dieu me pardonne, je deviens aveugle !

Il battit l'air de ses bras et alla heurter une table.

Sur nos protestations et nos encouragements, il se récria plein d'une joie terrible :

— C'est mérité ! J'accepte votre épreuve, mon Dieu ! Je suis châtié !

Les doigts joints, il répétait avec une ferveur délirante :

— Merci, mon Dieu ! Soyez béni ! Merci de cette affliction !

— Tais-toi, mon pauvre ami, tu divagues, lui dit Nadia, d'un ton qui n'exprimait pas grande pitié.

— Oui, je divague, parce que je suis fou et ce n'est pas d'aujourd'hui, Dieu merci ! reprit Bellec, en riant terriblement.

Nous voulûmes le calmer.

Le malheureux vociférait :

— Tu n'es plus qu'une immonde loque, perdue de sales maladies et le châtiment est venu. Tant mieux ! tant mieux ! Soyez remercié, Seigneur !

Il sautait d'allégresse.

A la suite de ce foudroyant accès, Jacques nous donnait souvent le plus épouvantable des spectacles. Atteint de cécité presque absolue, il heurtait furieusement portes et fenêtres en les injuriant. Soudain, apaisé et se croyant pontife de Carthage et primat d'Afrique, il édictait les mesures propres à christianiser les populations du Croissant.

Enfin, ce dément aveugle devint jaloux de sa femme. Après l'avoir délaissée pour des drôlesses, il se prit, en son abominable état, à la poursuivre. Comme elle le fuyait, il cherchait à la frapper. Les obstacles, que ce malheureux ne pouvait plus voir, le jetaient bas. Encore étendu sur le sol, meurtri, enragé de sa misère, il menaçait de nous tuer. Et comme il aurait été capable de nous tirer des coups de fusil ou de nous poignarder, lorsque Nadia et moi, — souvenir honteux, — voulions abuser de son infortune, nous l'enfermions par surprise dans sa chambre dont j'avais fait renforcer la porte, — une vraie porte de cabanon !

Tandis que ce fou aveugle brisait son mobilier à grandes imprécations, Nadia et moi nous nous étreignions farouchement. Deux fauves en danger de mort par la griffe des autres fauves n'ont pas d'amours plus furtives et plus sauvages.

Une nuit que j'avais rejoint Nadia, après avoir emprisonné Jacques, sa rage lui donna tant de vigueur, qu'il put briser un panneau de la menuiserie et il s'enfuit complètement nu dans la campagne. Les appels de nos bédouins éveillèrent notre attention. Je retrouvai Bellec au milieu des gourbis. Il dansait devant nos Arabes, en vociférant :

— Non, je ne suis pas un « maboul ». Prêtez-moi vos fusils, un couteau ! Il faut que... Ah ! Ah ! encore un saut !... Ecrase ! Ecrase ! Oh ! Oh !

Les éclats de rire de nos ouvriers me serraient le cœur. Enfin je pus faire saisir Jacques. Il nous fallut le ligotter, car il voulait nous massacrer.

Il mourut le mois suivant, d'une crise violente, dans la maison de santé où je l'avais fait interner. Prévenu trop tard, et d'ailleurs une longue journée m'était nécessaire pour me rendre à Tunis, je ne pus l'embrasser vivant. Et comment reconnaître ce bon et dévoué Bellec dans ce visage torturé, presque hideux d'ironie ? Je songeais avec douleur que j'avais répondu au sacrifice de ce fraternel et généreux associé par le plus ignoble des outrages. N'avais-je pas ma part de responsabilité dans ses débordements et son horrible mort ? Il m'était impossible d'en douter.

...Sur un temps de pause, pendant lequel Leveguen considéra le bled à travers sa fenêtre avec un air plein d'angoisse, il continua :

— Mon pauvre Bellec enterré, Nadia et moi rentrâmes à Cherga. Alors que rien n'empêchait plus nos effusions, ma tendresse pour elle s'évanouit. Quoique son amour me fût aussi nécessaire que l'opium à l'opiomane, je n'eus plus pour elle

d'attentions aimables et je réservai mes confidences, afin de n'avoir pas à prononcer d'amers reproches. Cependant, le décès de son mari la faisait mon associée, puisque la part de Jacques lui revenait. Mais rien n'intéressait Nadia que sa passion. Elle s'était enlacée à moi avec l'ardeur de ces lianes qui tueraient l'arbre étreint. Et Nadia m'eût fait mourir, si la mort ne l'avait pas frappée la première. Cette passionnée, en perpétuelle frénésie, se consumait. Encore que son visage fût demeuré clair et ferme, un brasier brûlait son sang. Cette phtisie, que le médecin qualifia de galopante, me parut en effet arriver du brûlant Sahara, au galop d'un cheval arabe. Son assaut fut rapide, terrible. La veille encore, ivre de joie et superbe de son amour comblé, Nadia se réveillait exténuée, haletante. Le feu de la maladie, s'ajoutant au feu de sa passion et au feu du ciel, elle flamba quelques semaines encore avec un éclat admirable, plus belle et plus désirable qu'elle ne l'avait jamais été.

Quelques heures avant sa mort, elle me récita des poèmes dans toutes les langues de sa connaissance. Successivement, elle me fit entendre les grandes voix de Sophocle, Dante, Saâdi, Shakespeare, Gœthe, Ibsen, Tagore, Vigny. Ensuite, elle me réclama le coffret de citronnier rempli des poèmes en latin ou français, écrits à la diable, au crayon, sur des enveloppes ou des feuilles de carnets, par Jacques ou moi. Aux premiers temps de notre installation à Cherga, en notre ivresse de nouveaux colons, tandis que hochequeues et alouettes tombaient du ciel, autour de nous, dans les sillons ouverts qui leur offraient des proies, sur le papier de hasard trouvé dans nos poches, nous célébrions nos labours, nos gens et nos bêtes.

Les mains de Nadia tremblaient à l'examen de ces reliques. Devenus énormes, ses yeux mordorés vacillèrent lorsqu'à l'écriture trapue de Jacques succéda mon griffonnage d'araignée. Tout à coup, elle cria d'effroi. Par la fenêtre ouverte, trois chameaux échappés aux timons des norias, tendaient la tête. Leurs profils busqués aux babines mobiles s'inclinèrent avec une sorte de hideuse moquerie et leurs paupières molles, clignées, semblèrent vouloir nous dire : « Parfait ! Parfait ! Nous arrivons à l'instant intéressant ! »

Epouvantée, Nadia m'avait saisi en implorant mon secours. Son étreinte se dénoua brusquement. Bras ouverts, elle se renversa. Elle allait expirer lorsque d'ignobles injures retentirent et les peaux des dromadaires sonnèrent comme des tambours aux coups de matraque des bédouins qui s'étaient aperçus de leur évasion.

Ainsi succomba Nadia. Sur son lit les enveloppes aux sonnets étaient semées comme les feuilles mortes tombées à l'automne. C'était bien là ma propre frondaison, car je suis désormais de ces arbres qui font encore illusion, parce qu'ils restent debout, alors qu'ils ont séché jusqu'au cœur.

S'étant levé sur ces mots, Leveguen s'avança d'un pas agressif à travers son salon dont les soieries chatoyaient gaiement. Il revint vers moi pour me déclarer d'un air provocant :

— Assez de confession, ce soir. Allons dormir ! Demain, nous conclurons. Bonsoir !

***

Le lendemain matin, je ne trouvai pas Leveguen à la villa. Levé dès l'aube, il s'était rendu à ses travaux. Je ne crus pas devoir le rejoindre, puisqu'il ne m'en avait pas fait prier par ses serviteurs. Au loin retentissaient les explosions du tracteur et les cris gutturaux des Arabes.

Insoucieux de ma présence, ce ne fut qu'à une heure de l'après-midi qu'il regagna Cherga. Il était vêtu d'un dolman à deux galons et coiffé d'une chéchia, vieil uniforme de lieutenant de réserve aux chasseurs d'Afrique, qu'il revêtait afin d'impressionner ses bédouins. Ses yeux aux iris d'or, très dilatés par une nuit d'insomnie, me considérèrent sans aménité :

— Pourquoi m'avoir attendu ? Il te fallait déjeuner.

Pendant notre repas, préoccupé, il ne m'adressa la parole qu'autant que les courtoisies de la table l'y obligeaient. Plusieurs fois, des rides, en forme de croix, creusèrent son front. Evidemment, il regrettait ses confidences et ma présence l'importunait. Le cœur serré à la pensée de perdre l'affection de cet ami d'enfance, je lui annonçai mon intention de partir le soir même. J'attendais ses protestations.

— Comme tu es pressé, me répondit-il avec une froideur qui ne fit que me confirmer dans ma résolution.

Quand la torpédo qui venait me chercher s'arrêta devant le perron, nous nous trouvions sur la terrasse de la villa d'où le domaine de Cherga s'apercevait jusqu'à ses limites. Sur le point de descendre l'escalier, je lui dis :

— Ta magnifique exploitation est ordonnée avec une intelligence profonde.

Il sourit orgueilleusement avant de prononcer, avec une ironie féroce :

— Si, en agriculture, la mort nourrit la vie, voilà la propriété la mieux amendée de la Régence !

M'ayant serré les mains de l'air le plus indif-

férent, je compris ce malheureux désormais incapable d'aucun attachement en ce monde.

Je quittai Cherga, péniblement affecté. Ma voiture ayant été obligée de s'avancer lentement sur une piste rocheuse, je remarquai Jean, déjà revenu vers le coteau qu'il faisait défoncer. Il piétinait d'impatience sur ses bottes et, de sa cravache tendue, il dirigeait la manœuvre de la puissante charrue à tracteur. Les ouvriers bistrés ou noirs volaient aux ordres de ce chef sévère. Alors je songeai :

« Pourquoi son effort, maintenant ? Quelle dérision ! Non, peut-être ? La vie universelle qui domine nos destinées particulières ne nous ordonne-t-elle pas d'avancer parmi les tombes ? Après la tornade qui avait emporté trois pauvres âmes de Cherga, Jean Leveguen, créait avec une volonté victorieuse de l'amour et de la mort, le pain et le vin des autres hommes.

Charles Géniaux.

LES AMES NEUVES (1)

LES COMBATTANTS DE LA GRANDE GUERRE

De toutes les âmes enfantées par la Guerre, la plus imprévue, la plus haute, la plus synthétique, fut l'âme du marteleur même de cette guerre ; — de Celui dont la stature mentale dominera notre époque à travers les âges, que l'Histoire accueillit avec un sourire, et que l'admiration du monde dénomma : le « Poilu ».

Sa formation ne fut pas instantanée.

En 1914, au premier cri d'alarme de la France, il y eut d'abord le *soldat*, le petit soldat garance, éperdu d'enthousiasme, sûr de la Revanche, bondissant derrière ses chefs en tenue de fête.

Alors, les trains fleuris, lourds de canons et de jeunes courages, s'élançaient vers la frontière sous l'élan d'une clameur unanime : « A Berlin !... »

Le petit soldat, déjà, se voyait, l'étendard du Droit à la main, emporté dans une charge triomphale, toute sonore de clairons, toute chatoyante d'uniformes, pénétrer jusqu'au cœur des capitales ennemies...

(1) Voir la *Revue Bleue* du 2 Juillet 1921

Charger ! — Oui, tel était bien le concept symbolique ancré aux fonds héréditaires de toutes ces vaillances françaises par des siècles d'Histoire, de tradition, de récits...

Au cours de l'immémoriale lutte des hommes, ce sont les formes du danger qui conditionnent celles du courage. La résistance morale du guerrier change d'aspect suivant qu'il lui faut se battre à coups de massue, monter aux assauts sous la poix bouillante, recevoir des flèches ou des boulets.

Or, la science — que l'humanité emploie à s'entre-détruire — ayant atteint dans le dernier demi-siècle plus de progrès qu'en cinq cents ans, les formes du péril, et par conséquent du courage, furent moins différentes de Lens, Fontenoy ou Wagram à la campagne de 1870 — que de 1870 à la Grande Guerre.

Etre héroïque, en 1914, c'était s'exposer, insoucieux de la mitraille, tomber en chantant sous un ciel de gloire !

Ainsi l'avaient établi les vieilles méthodes militaires. Les gants blancs avec lesquels furent fauchés tant de nos officiers, en cette première phase de la mêlée mondiale, appartenaient à la même tradition de parade intrépide que le neigeux panache d'Henri IV, l'écharpe de Condé et les dentelles de Steinkerque...

Sur cette bravoure archaïque, ce fut le déferlement méthodique et sombre des masses germaines, répandues comme par de sournoises écluses ; la marée sans reflux, devant laquelle s'effondraient villes, forteresses, corps d'armées — toutes les défenses-frontières de chair et d'acier.

Et, par mille et centaines de mille dans les plaines d'août, sur le rutilement fauve des blés, la Mort cloua les uniformes à l'éclat trop rouge.

Ce fut Charleroi, — la stupeur, le recul harassé sous l'haleine de la cavalerie ennemie, les routes gémissantes, la confusion des blessés, des assassinés, des traînards.....

Sur des lieues et des lieues de Belgique et de France, ressuscitaient les fresques de l'Epouvante antique : cités en flammes, trésors pillés, captifs massacrés, femmes hagardes emportant leurs nouveaux-nés sur un sein tari, chariots informes hérissés de meubles, de vieillards, de hardes, bétail affolé, soldats sans armes...

C'était la « grand'pitié » de jadis, des temps de Geneviève et d'Attila.

Au ciel incandescent éclataient des tonnerres inconnus. Torpilles, lance-flammes, obus

géants, sourdement accumulés à Essen, projetaient dans l'âme du combattant ce dissolvant des plus massifs courages : la surprise.

Le ricanement de l'ennemi effleurait Paris...

Et soudain, comme septembre apportait ses premières fraîcheurs à l'air embrasé, des brumes de la Marne le miracle se leva, renversant les traditions militaires de tous les âges, faisant de la déroute une victoire !

Immobilisées, retraite et poursuite se changeaient en un terreux face à face, qui allait se prolonger quatre ans.

*
* *

Dès lors, la guerre, la Grande Guerre prit sa physionomie et le combattant prit la sienne.

Concentrant sa volonté au lieu de la crier, il cessa de s'élancer pour commencer de « tenir ». Renonçant aux étincelantes chevauchées qu'avaient illustrées ses aïeux, pour mieux défendre sa terre il descendit en elle, s'incorpora à elle, devint lui-même un bloc de glaise, qu'au gré des saisons trempèrent les pluies, brûlèrent les soleils, durcirent les neiges.

Au facile courage éphémère des charges, des batailles rangées où le regard du chef soutient, — il substitua la dure et farouche bravoure continue qui n'a de témoins que les deux voisins de tranchée ; l'interminable patience qui fait succéder l'effort d'un jour morne à l'effort d'une morne veille ; s'égrener sans fin le rosaire des fatigues, des alertes, des grelottements, des sueurs, des fièvres, des assourdissements de la mitraille, du silence étouffé de la sape... pour, de temps à autre, reconquérir quelques mètres du sol !

Il sut mourir sans gloire, sans renom, sans bruit.

Pour jamais se ternirent aux reliquaires de la Légende les « flammes » voltigeantes des lances médiévales, la plume du mousquetaire, les parements du Garde-Française, le bonnet d'oursin du Grognard, la cuirasse même de Reischoffen... Le combattant moderne supprima les insignes ostensibles des guerriers de sa race. Mais il en garda l'âme.

Et ce fut le « Poilu ».

*
* *

D'où venait-il ? Quels étaient, la veille, ses intérêts, ses devoirs, ses goûts ? Etait-il terrien, bourgeois, ouvrier, seigneur ?... Chemineau du Rêve — ou de la grand'route ? Ciseleur d'idées — ou de métaux ? Poète ou banquier, chargé de science, ou d'amour ?...

Sous l'anonymat de la tunique « horizon », nul n'aurait pu le deviner. Et lui-même semblait l'avoir oublié tant, à cette heure, l'individualisme le plus intense se fondit rapidement dans l'âme collective de la défense.

Il était : une nécessité surgie au moment précis où la Patrie le réclamait.

On a beaucoup écrit sur lui. Les uns en ont fait un surhomme subitement affranchi des imperfections terrestres. Les autres, sous prétexte de fixer sa sublime rudesse, lui ont attribué un langage, des façons d'une trivialité imaginaire.

Toute *littérature*, idéaliste ou réaliste, l'amoindrirait.

Contemplons-le donc simplement, tel qu'il s'érigea quatre ans sur tous les points de France, innombrable, identique, inimitable : silhouette énorme et svelte — ballonnée de musettes, bidons, fusil, — tête pensive ou narquoise, moustache en bataille, regard de d'Assas, langage de Rabelais, bavard, galant, grognant, chantant, riant !...

Car il riait ! De tout. D'une figure drôle, d'un coin de paysage entrevu par la portière du train qui le ramenait au Front ; il riait, sous les obus, d'un bon coup de manille, d'une soupe chaude, d'une réplique gauloise ; il riait à l'hôpital entre deux souffrances. Il riait à l'attaque, au repos. Il riait... jusqu'à ce que la mort vînt figer son rire dans un majestueux silence.

Il riait superbement, comme les héros de l'Iliade. Et c'est ce rire, joint à nos larmes, qui donna au Pays sa victoire.

Comment ils partirent

Pour bien saisir la formation et les transformations de cette âme inédite du combattant moderne, il faut l'observer au moment même où cessa la vie civile, le suivre à chaque étape de son aventure immense et l'accompagner enfin dans son retour à l'ambiance normale.

Il faut aussi l'étudier à travers la multitude des situations sociales où la guerre vint le chercher, pour comprendre par quelles diverses réactions ces hommes du vague « autrefois » que représente maintenant l'avant-guerre, sont devenus des hommes nouveaux.

Les jours qui précédèrent le cataclysme furent encore donnés à l'illusion.

Trop inconcevable semblait la folie de déchaîner les principales armées du monde et leur

monstrueux appareil, de l'Oural à l'Océan, pour un assassinat balkanique déjà presque oublié.

Trop disproportionné l'effet d'avec le motif.

L'âme populaire ne saurait découvrir les causes lointaines, complexes, accumulées d'un événement. Elle n'aperçoit que leur synthèse, le fait immédiat qui semble seul décisif. Ainsi, d'un jaillissement volcanique, on ne voit que la flamme et les laves, non le travail millénaire qui les a souterrainement préparées.

Quant aux forfanteries d'Outre-Rhin, elles avaient été trop fréquentes pour impressionner beaucoup. « L'épée aiguisée » et la « poudre sèche » ne représentaient plus que des accessoires un peu usés d'homélies impériales.

Qui donc, à part quelques penseurs, avait suivi l'Allemagne dans sa hantise mystique d'hégémonie ? dans son expansion économique la forçant à chercher de nouveaux débouchés ?...

Quand les peuples apprendront à se mieux connaître psychologiquement, ils s'affrouteront peut-être moins souvent sur les champs de bataille.

Cependant, à mesure que les tentatives de conciliation se voyaient systématiquement repoussées, que la presse germanique augmentait d'insolence et démasquait sa mauvaise foi — une colère commençait de s'allumer dans les âmes françaises.

Aux villes, aux grands centres, où l'employé, le petit fonctionnaire, l'ouvrier même, lisent, veulent se rendre compte, n'admettent pas qu'on les berne, — le caractère éminemment injuste de l'agression dont l'Allemagne nous menaçait, venait réveiller le patriotisme engourdi par les sophismes du temps de paix.

Le sentiment de la justice est très irritable dans le peuple. C'est même ce sentiment que les meneurs socialistes exploitent, en l'égarant et lui dissimulant l'indestructible mur des inégalités naturelles.

Le prolétaire français, discuteur, frondeur, ne tolère ni qu'on le lèse, ni qu'on le brave. Il sentit tout à coup — avec cette logique affective qui est l'instinct vital d'une race — la longue, trop longue patience de la France depuis sa défaite. Le fiel d'Agadir, du Congo, lui remonta au cœur. Un nouvel outrage ne se pouvait plus accepter.

Comme à ses aïeux de 92, le danger de la Patrie lui insuffla une âme de vengeur.

Combien, cependant, parmi les travailleurs, s'imaginaient qu'ils « lèveraient la crosse », ainsi que l'enjoignaient les orateurs vitupérants de leurs congrès ! Ces bruyants apôtres s'étaient laborieusement employés à leur persuader que « les capitalistes seuls causent les guerres, que l'ouvrier conscient du XXe siècle ne saurait se faire tuer au profit des bourgeois comme le serf du moyen âge à celui de son suzerain ». Tracts, palabres, vociférations, rien n'avait été épargné pour lui créer une âme d'anti-patriote.

Pour la désagréger, cette âme artificielle, il suffit d'un ordre muettement dicté par les ancêtres. Les théoriciens qui connaissent le prestige des mots oublient volontiers la puissance des morts.

Cette sainte colère de la Race insultée gagna aussi bien le timide bureaucrate ancré à sa routine, le commerçant âprement tendu vers le gain, le petit rentier stagnant en ses aises médiocres, — que le savant éloigné du domaine des faits par son goût des spéculations métaphysiques, l'homme de loi perdu dans les arguties, le snob, le mondain, l'oisif minutieusement occupés à ne rien faire.

Comme l'armature des théories subversives, celle des intérêts personnels s'écroulait devant l'obscur et formidable remous des commandements ataviques.

La ruche nationale entière s'armait. Pour la première fois, car seule l'ampleur des conflits modernes pouvait déterminer l'appel de toutes les cellules à la défense du patrimoine commun. Jadis, comme dans les républiques d'abeilles, une catégorie choisie d'individus était affectée à cette défense.

A notre époque de spécialisation outrancière, la guerre accomplit ce prodige : dépouiller chacun de ses préoccupations particulières, de son utilité civile, de ses idées, de ses talents, pour donner à tous une tâche martiale, une allure martiale, une âme martiale.

Ce nivellement, opéré en quelques jours, et même en quelques heures, fut facilité, surtout dans les groupements des villes, par l'influence de la contagion mentale.

Alors naquit cette fièvre puissante et calme, si calme qu'elle devait étonner le monde, si puissante qu'elle allait le sauver.

Souvenons-nous...

Les lourdes portes des usines, ouvertes avant l'heure, tandis que les moteurs s'arrêtent, frappés d'une paralysie tragique... une mêlée d'hommes, le front haut, les yeux fiers, s'acheminant vers les logis où les femmes, anxieuses, s'interrogent...

Des banques, des magasins, des théories de jeu-

nes hommes à la mise correcte, laissant sur le comptoir l'étoffe qu'ils pliaient, le registre qu'ils compulsaient, se hâtent, eux aussi, vers la maison qu'ils vont quitter sans prévoir le retour.

Les cafés, en un instant, se vident de garçons comme de consommateurs. Aux théâtres — porte des artistes, porte des machinistes — faces glabres, cottes de travail, conjuguent leurs flots fraternels.

Des études, des officines sombres de la basoche, s'échappent les clercs, souvent précédés de leur patron.

Au fond des vieux hôtels où chaque génération, depuis des siècles, se fait représenter par son sang le plus pur sur les champs de bataille, de modernes chevaliers vont se fondre à la masse populaire. Et les imitent la phalange bourgeoise qui, l'heure d'avant, pérorait dans des salons trop dorés — et la frénétique cohorte agiotrice qui se battait aux colonnades des Bourses.

Tous, de tous les horizons de l'activité moderne, de tous les inconnus de leurs âmes diverses, accourent, se joignent, s'agglomèrent, se fortifient d'une volonté mutuelle.

Souvenons-nous...

Au lointain des rues surgissent des cortèges, tenant à la main l'infime trésor qu'ils emportent de leur existence d'hier, dans un splendide dépouillement, offerts à la Patrie, voici les Défenseurs...

La flamme des drapeaux palpite au-dessus de la flamme des regards. Des chants — les chants qui rythmèrent d'âge en âge nos héroïsmes — éclatent au long des avenues tressaillantes.

Vivantes « Marseillaises » élancées vers l'envahisseur !

Sur leur passage, les fronts se découvrent, car ils sont, déjà, les sacrifiés, les Holocaustes que s'est choisis la Race...

Voici les gares, la grille tragique, qu'ils franchissent — derrière laquelle reste leur cœur, leur chair ; femmes, mères, enfants ; la démarcation solennelle entre ceux qui vont mourir et ceux qui vont pleurer...

Voici les trains, couverts de fleurs et déjà funèbres : convois qui, de tous les points de l'Europe, à cette même heure, comme pris d'une folie sanguinaire, précipitent les uns vers les autres — pour un choc d'idées — des millions de vies humaines... Voici le hurlement décisif du sifflet, que ne suffisent pas à couvrir acclamations et sanglots...

Ainsi partit le soldat des villes.

*
* *

Aux campagnes, d'où devait jaillir cet admirable élément de défense nationale : le paysan, — bien différente fut la genèse des âmes de guerre.

Ni cocardier, ni raisonneur, peu familiarisé aux vues d'ensemble, aux possibilités politiques, le paysan ne connaît qu'une chose : la terre. Seulement il la connaît bien. Il l'aime — d'un âpre amour. Il la respecte. Elle est la beauté, la richesse. Elle est le mobile de ses actes. Pour acquérir un peu plus de cette terre, parfois il commet des crimes. Il l'étudie, la veille, s'alarme pour elle du nuage ou du rayon. Pas un instant son souci ne se distrait d'elle. Les dons qu'elle lui fait, il les reçoit avec gravité, jamais ne les gaspille. Il sait la valeur d'un épi — et de combien de labours dans la brume glacée des aubes, de fatigues courbées sur la plaine torride des gerbes, cet épi est gonflé.

« Terrien », il est devenu lui-même la terre. Il a la lenteur, la prudence, des germinations, et leur silence taciturne.

Alors que, pour d'autres classes sociales, la Patrie représente une entité, un idéal, un patrimoine épique, littéraire, artistique, pour le paysan, elle est le sol : ainsi se trouve-t-il son plus proche défenseur.

De père en fils, depuis la nuit des Races, alternativement, il l'ensemence et la sauve

Car, si le campagnard actuel envoie volontiers son enfant à la ville pour en faire un *monsieur*, cet exode est récent, lui ne descend pas de citadins.

Ce que le paysan de 1914, possesseur de la terre française depuis des siècles, aperçut dans l'orage mondial, la vision qu'évoqua pour lui ce cri : l'ennemi en marche ! — c'étaient les champs dévastés, les moissons du Nord et de l'Est piétinées, la richesse, le labeur de toute une année, perdus.

Un événement, chacun le réalise suivant la réceptivité de son esprit : les récits de fermes bombardées, de bétail pillé, secouaient plus violemment sa sensibilité que les descriptions de carnages humains.

*
* *

Le paysan partit au Front silencieusement. Pas de chants, point d'acclamations, point de cortèges.

Aux lugubres volées du tocsin, épandues sur le lumineux soir d'août, il leva la tête, arrêtant le vol de sa faux... Le tocsin, à la campagne, c'est, en temps normal, une grange, une étable qui brûle. Le terrien, alors, rendu solidaire de ses voisins par la nécessité d'une entr'aide réciproque, laisse là son champ et court au sinistre. Devant l'incendie de la Patrie, il eut la même simplicité : sa faux pliée, son vêtement sur l'épaule, d'un pas lourd mais hâtif il regagna sa chaumière.

Déjà la femme, sans paroles elle non plus, s'activait au fruste bagage, devant les petits, effarés. Les recommandations qu'il fit à cette heure, les soucis qu'il manifesta, furent encore pour la terre, — la terre qu'il n'abandonnait ici que pour aller la défendre où l'ennemi la violait.

Et c'est seulement au seuil, enveloppant d'un même regard son « bien » et sa famille, qu'une émotion le crispait.

Entre les mobilisés paysans, peu de contagion mentale. Ils sont des solitaires.

Quand leur train s'ébranla, on ne leur jeta pas d'adieux solennels. Mais le village, doré de soleil et de blés, estompé dans la tiède buée des troupeaux rentrant vers l'étable ; le village, avec sa rivière calme, ses chemins naïfs, son cimetière familier, — le village que chaque tour de roue rendait plus lointain mais plus éloquent, semblait leur crier : « Défendez-moi !... »

Comment ils « tinrent »

C'est ainsi qu'ils partirent.

Comment ils « tinrent », l'univers l'apprit durant quatre immortelles années et les générations, en la suite des âges, se le répèteront dans un respect émerveillé.

Le mot fut aussi nouveau que la chose.

« Tenir !... » Ces deux syllabes ne disent-elles pas, dans leur énergie sobre, la sublime passivité cramponnée au lambeau de patrie qu'il faut défendre : plaine, forêt, colline... l'obscure patience sous le déchaînement du ciel que la haine des peuples fait ruisseler de flammes, d'acier, de vapeurs nocives...

Géants aux pieds enlizés dans la fange, au front illuminé d'éclairs — aveuglés, assourdis, étouffés, saisis par les mains multiples de la Mort, sous terre, sur terre, dans l'air, chétives humanités livrées à toutes les puissances de destruction par la seule force d'un principe immatériel... ils « tenaient ! »

Ils tenaient, ceux de la première Marne, grandioses isolés, donnant à l'Angleterre le temps de concevoir la nécessité d'une armée, — puis de la réaliser.

Ils tenaient, ceux de Verdun, par qui fut sauvé le monde. Ils tenaient à Douaumont, à Vaux. — Vivants emmurés dans le sépulcre de leur citadelle, sans vivres, sans armes, sans chefs, côte à côte avec la phalange, chaque heure accrue, de leurs compagnons morts.

Ils tenaient en Champagne, sous le miroitement de la tranchée crayeuse ; à l'Yser, transpercés d'eau sournoise ; en Argonne, dans les forêts pleines d'embuscades ; aux Balkans, brûlés par les fièvres ; — comme encore au fond des camps allemands, séparés du reste de l'univers, insultés, affamés, souvent torturés, et déroutant, par leur crânerie souriante, l'épaisse brutalité germanique.

Comment ils tinrent ?... Chacun l'a vu, l'a su, redit, admiré. Mais la mémoire affective, qui trace en l'esprit des images saisissantes, les efface d'une main rapide. Et trop, parmi nous, maintenant oublient.

Graver le Livre d'Or de ces temps pathétiques ne représente d'ailleurs qu'une des tâches de l'Histoire. La physionomie de notre époque — dont aucun cycle de l'humanité n'avait offert de précédent — ne peut-être dégagée que par une étude psychologique de ceux qui « tinrent ».

*
* *

Cette étude présente naturellement, à côté de caractéristiques mentales identiques chez tous les guerriers, une extrême diversité de nuances.

Tous ont fait le même don à la Patrie, mais tous ne l'ont pas fait de la même manière. La catastrophe qui vint les arracher à leur équilibre normal n'a pas provoqué chez tous de semblables réactions. Le craintif devint souvent héros. Le Volontaire enthousiaste se laissa parfois déprimer dans la continuité de la lutte.

C'est par retouches successives que fut remaniée leur structure mentale. C'est par insensibles étapes que leur âme ancienne devint une âme nouvelle.

Les hautes classes furent puissamment aidées dans leur sacrifice par l'éducation, l'atmosphère morale, — entendant depuis l'enfance exalter l'honneur, flétrir la lâcheté, donner la notion du bien immatériel qu'est la Patrie, citer des exemples, récits de famille, etc. La bravoure est, à certain niveau social, aussi naturelle que l'élégance. Elle ne s'apprend pas.

L'hérédité la confère. La transmission de l'âme des morts constitue alors l'armature des générations successives se tenant solidaires de leurs ancêtres et responsables devant leurs descendants d'un nom, d'un patrimoine moral à léguer sans amoindrissement. A ces foyers, la survivance des aïeux est presque visible. L'esprit moderne n'y a pas détruit le culte des Lares.

Dans le peuple, l'état idéaliste et sentimental est souvent réduit par le manque d'instruction et la strangulation de la vie matérielle.

Ouvriers, employés, paysans, en 1914, se nourrissaient peu de l'Histoire — et même de leur histoire. Chez eux, les ascendants sont inconnus. L'ombre les enveloppe généralement au-dessus de l'aïeul.

Mais les morts n'ont pas besoin qu'on les connaisse pour se faire écouter. Le peuple ignore ses ancêtres mais il leur obéit peut-être plus directement que les classes cultivées, ses réflexes ataviques n'étant pas alourdis par un apport d'idées personnelles.

On aurait bien surpris le « Poilu » de Souchez, du Chemin-des-Dames, en lui apprenant que s'il venait d'être sublime au point de faire s'incliner le Monde, c'est parce que des aïeux, dont il ne soupçonnait pas même l'existence, et qui se battirent à Bouvines, Malplaquet, à Jemmapes, à Loigny, dirigèrent impérieusement et sûrement chacun de ses gestes, chacune de ses pensées !...

Mais le peuple ne s'étonne pas, ne s'interroge ni ne s'analyse. Ses impulsions vivaces, fragmentaires, se succèdent, comme autour de lui les saisons, sans qu'il en ait plus de surprise.

Les enseignements de l'Histoire ne se trouvent pas inscrits dans son conscient mais dans son inconscient.

Il ignorait les *Hommes illustres* de Plutarque, mais il les surpassa.

*
* *

Trop de centaines de livres, « Carnets de campagne », « Feuilles de route », « Recueils de lettres », ont raconté l'enfer matériel des tranchées pour qu'il soit utile d'en renouveler la description.

Ce que l'on n'a pas assez dit, ce sont les souffrances morales du combattant, celles qui, précisément, ont le plus contribué à lui faire une âme neuve.

Son évolution mentale s'accomplit en sens exactement inverse, des classes supérieures aux classes incultes.

Pour l'intellectuel, ou seulement l'homme d'une certaine éducation, le Front, le gourbi, la cagna représentaient la plongée en pleine vie sauvage, en pleine régression. Plus d'échange d'idées avec des cerveaux de même étiage, plus d'occupations artistiques, plus d'utilisation de l'intelligence — la tranchée ne demandait pas des penseurs mais des disciplinés — plus de cet épanouissement des facultés élevées que procurent, par un réflexe direct du matériel à l'immatériel, l'élégance de la vie, la sécurité, la bienséance.

Pour quelques esprits vastes, qui découvrirent dans cet ébranlement du monde un gisement inexploré d'observations psychologiques ; pour certaines volontés faibles, satisfaites inconsciemment de se trouver canalisées dans la volonté du chef, combien sentirent vaciller leur équilibre mental devant la brusque disparition de soutiens intellectuels !

Commander les corvées, faire creuser la sape, présider à la relève, subir pendant des heures, inactif au fond d'un trou de terre, le pilonnement ennemi... quelle existence pour qui remuait des idées, étudiait, s'enchantait à des œuvres d'art, s'amusait à des paradoxes, aiguisait ses propos à des propos choisis !

Jamais, peut-être, la sublime devise de l'armée: *Servir*, ne prit un sens plus éloquent que dans ces heures décolorées où le civilisé dut, pour se défendre, redevenir brute.

L'homme du peuple, au contraire, subitement débarrassé du souci de la « matérielle », assuré du pain, du gîte — ce gîte fût-il un tertre surmonté d'une Croix — plongé dans le danger, mais dans l'oisiveté, connaissait pour la première fois le loisir de l'activité cérébrale.

Chez quelques-uns — les plus capables d'affirement — ce fut une révélation. Les livres envoyés au Front, sans sélection, leur dévoilèrent des horizons. Mis parfois brusquement en face de nos chefs-d'œuvres littéraires, ils s'en assimilèrent une partie, entrevirent un ordre de conception insoupçonné...

Dans leur terrifiante retraite, Cénobites sanglants jetés par le monde des Vivants — pour sa défense — vers les zones de la Mort, dégagés d'intérêts, d'ambitions, d'espérances, vraiment seuls, vraiment grands,... ils purent, pour la première fois, accueillir l'Idée. L'Idée en sa valeur intrinsèque, sans cortège utilitaire.

En même temps, maintenus par le danger

dans une atmosphère de noblesse, frôlés à toute heure par les grandes ailes mystérieuses de l'au-delà, certaines notions morales : honneur, élévation du sacrifice, prix de la liberté, leur parvinrent à travers les mots. Le cri des officiers les entraînant à l'assaut : « Allons, mes enfants !... Pour la France !... » l'héroïsme, la comparaison fraternelle du camarade prêtre, — du « curé » si suspect jadis — les prises d'armes où la bravoure du plus humble se voit salnée par les plus grands chefs, tous ces éléments mystiques, ces rappels de réalités invisibles, donnaient à leur mentalité une orientation nouvelle.

A l'arrière, l'émotion des foules, les ovations, en leur apprenant qu'ils incarnaient un type de beauté intérieure, soulevaient les plus prosaïques au-dessus d'eux-mêmes.

A l'hôpital, les heures de convalescence furent souvent des heures d'affinement moral : étonnement charmé devant la délicatesse des soins ; préjugés tombés en voyant des religieuses, des femmes du monde, qu'on leur avait peintes égoïstes, dédaigneuses, accepter joyeusement de pénibles besognes ; respect attendri pour leurs infirmières — quand ils les sentaient respectables.

Cette évolution des plus frustes, qui ne l'a constatée ? Qui ne s'est étonné, par exemple, de rencontrer chez ces hommes dénués d'éducation, des remerciements pleins de tact pour la moindre attention, alors qu'Eux donnaient tout ! la pudeur à raconter leurs exploits même devant une affectueuse insistance ? l'élégante bravoure, enfin, qui tenait dans la formule, — profanée plus tard par la paresse et la vulgarité : — « ne pas s'en faire », c'est-à-dire ne jamais permettre à l'angoisse, à la souffrance d'atteindre votre moi moral !

Presque en chacun de ces guerriers, à de certaines heures, on pouvait trouver un *gentil* homme, au sens français du mot. La Race, le plus limpide fond de la Race palpitait en eux.

*
* *

Si l'évolution mentale des combattants fut très différente suivant leur ancien milieu social, ils se retrouvèrent égaux devant la souffrance, dans le domaine affectif. Ce sont surtout les barrières de l'intelligence qui séparent les êtres: le sentiment n'a pas de caste.

Tous ces hommes étaient pareillement privés d'amour, de foyer, des fêtes du cœur : fils loin de leurs mères, époux sans épouses, pères sans enfants. Du colonel au plus humble combattant, le supplice était semblable.

Qui décrira ce cycle de leur « Enfer ? » Qui dira l'angoisse du soldat des pays envahis sachant ses bien-aimés aux mains de l'envahisseur ?... Les affres d'un jeune mari, forcé d'abandonner une femme jolie, tendre, mais un peu coquette, et dont la fragilité, lassée par l'attente, va peut-être préférer à l'héroïque absent lointain la médiocrité présente d'un embusqué...

Qui dira les hantises de ces veilleurs nocturnes, blocs informes, fantômes échelonnés au fond d'un fossé !... Sous la pluie glacée qui s'insinue jusqu'au cœur, dans les ténèbres peuplées de meurtre, dans le silence peuplé de terreur, rampent le doute, le soupçon, surgissent les visions hallucinantes...

Et il faut rester là, inerte, en apparence inutile. Il faut ne pas savoir. Déserter le devoir d'amour pour le devoir de haine. Défendre sa Race — non pas son bonheur.

Il faut aussi perdre, irréparablement, le printemps de leur paternité, le premier éveil de leurs fils, quittés souvent à quelques mois, quand ils n'étaient encore qu'un espoir souriant. Les permissions amèneront de fugitifs revoirs... Quelques heures peuvent-elles permettre de suivre la miraculeuse éclosion de l'enfance, ses balbutiements, ses candeurs, ses doux étonnements ?...

Le père, le créateur, oublié d'une apparition à l'autre, constituera presque une abstraction pour ces petits dont la tendresse exige une perpétuelle présence.

O France ! France !... tes martyrs ne t'ont pas donné que le sang de leur corps, mais ce sang de l'âme, plus riche, plus douloureux... épanché d'une blessure inépuisable.

Comment ils sont revenus

Ainsi, l'âme du combattant, dégagée des liens personnels, agrandie par l'idéal, plus pensive, plus haute, réalisant des possibilités imprévisibles, devenait peu à peu une âme neuve.

Les mois, après les mois, passaient. — Derrière leur grisaille, l'ancienne existence civile apparaissait lointaine, s'estompait presque dans les brumes du souvenir...

Y avait-il eu vraiment un temps où l'on ne faisait pas la guerre ?...

Chacun des facteurs primitifs avait été remplacé. L'équilibre se trouvait rétabli.

*
* *

Soudain, à l'horizon des peuples épuisés, parut l'aube du 11 novembre...

Humble, le drapeau blanc des parlementaires allemands venait implorer du grand chef Franc la paix, qu'ils n'avaient pas su dicter.

L'âge héroïque était clos.

Le canon ne tonnait plus que pour des salves de triomphe. Une joie formidable se déchaînait sur la terre. Les rois, quittant leurs capitales, venaient saluer Paris, capitale du monde, qui les accueillait par des apothéoses. Les discours débordaient de fraternité. Des serments se nouaient, d'éternelle alliance...

« Plus de guerre — Concorde universelle — Désarmement — Société des Nations. » Les mots sonnent dans l'air allégé. Chacun attend le miracle. Les masses ont la crédulité de l'enfance. Les frontières du possible lui demeurent cachées. Le merveilleux est son élément.

Un être, enfin, paraît, plus acclamé malgré son austère allure de pasteur que les souverains chamarrés, car il incarne l'Espoir, prodigieux et vague... Wilson, ce n'est pas un homme, c'est une promesse. Dans ses yeux pâles, derrière son front d'idéologue, les foules entrevoient une humanité rénovée, marchant au Bonheur par les voies de la Justice.

— On sait comment ce rêve s'éteignit et que les utopies de ce professeur nous furent plus meurtrières que les obus allemands. —

Cependant, le soleil de Versailles semble annoncer l'ère éblouissante du Droit.

La France, vénérée de l'univers, consciente de l'avoir sauvé, en attend un peu d'équité et la reconnaissance de *ses droits*.

Casqués de lauriers, lourds de gloire, portés par le délire d'amour de tout un peuple, les guerriers, les vainqueurs, reviennent. Classes après classes, ils rentrent à leurs foyers, reprennent leurs vêtements, leurs gestes, leurs apparences de civils.

Mais ce foyer, souvent, n'est plus celui qu'ils ont quitté. Les femmes, jetées par les nécessités de la guerre sur les routes de l'activité masculine, y ont contracté des habitudes d'indépendance. Les plus modestes jadis ont pris le goût du luxe subit, sans équilibre, que permettent les hauts salaires. Cet aspect mental inattendu déroute l'ancien chef de famille.

Il est encore enveloppé d'encens. Partout, on lui fait fête. Peu à peu, cependant, l'enthousiasme s'émousse. L'héroïsme est devenu banal. On ne remarque plus une décoration quand elle brille sur trop de poitrines. Les sauveurs, les saints, sont redevenus des hommes.

Le mutilé lui-même cesse d'être l'exceptionnel. Lui, pourtant, se sent exceptionnellement atteint.

Son âme a été l'une des plus rudement burinées par la guerre. Aux premières heures de la blessure qui le faisait un être à part, déchu de sa puissance, l'écrasement physique anesthésiait la révolte morale. — Ensuite, ce fut la période de triomphe. Sous les ovations, les sourires, les tendres prévenances, son mal lui devint précieux, qui le plaçait au-dessus de tous.

Enfin, le retour, l'uniforme quitté pour un quelconque vêtement. L'auréole, lentement, s'efface... Ce ne sont plus des mutilés, mais des infirmes, des non-valeurs ou des valeurs diminuées. Le prestige n'a duré qu'un temps — la mutilation dure toujours.

L'un, privé de ses bras, traîne, parmi l'activité laborieuse des siens, l'inertie d'un impotent. L'autre, jadis rayonnant de sa beauté adolescente, aperçoit, sitôt qu'il n'est plus acclamé, son visage couturé de cicatrices. L'artiste, épris de couleurs, de lignes, sombre dans l'épouvante de sa cécité. D'autres, partis avec l'orgueil de leur vigueur, se sentent minés par l'inguérissable nocivité des gaz.

Devant chacun s'étend le chemin de la Douleur.

Humanité incomplète, désadaptée, ils restent séparés de l'humanité intacte enfiévrée d'action, avide d'oubli. Eux, dont la chair garde les tragiques stigmates ne peuvent oublier.

La pitié qu'on leur témoigne, si elle n'a pas le tact de se faire légère, de les convaincre « qu'ils sont comme tout le monde », irrite leur pudeur morale. La pension, même augmentée, leur semble une gratitude dérisoire en regard d'un don sans réserve.

*
* *

Aux déceptions personnelles de l'ancien combattant s'ajoutent les désillusions d'ordre général.

On l'avait assuré que sa ténacité au Front amènerait la fin des guerres, que sa victoire entraînerait la prospérité, l'aisance. Et voici que dès la première conférence des Alliés, derrière les palabres des diplomates, surgissent les intérêts des Races, âpres, opposés, inconciliables. Voici que les impôts écrasent le vainqueur autant que le vaincu. Le prix de la vie monte sans arrêt. Les indemnités de guerre sont tar

dives. Des conditions nouvelles d'existence, des cadres économiques bouleversés jettent le guerrier d'hier en présence de questions vitales qu'il lui faut résoudre avant même de les bien connaître.

Emergeant de la vie rudimentaire et passive de la tranchée, il a peine à se créer l'âme subtile qu'exige l'amoncellement des problèmes d'après-guerre. Lutter contre des canons est plus facile que lutter contre des tarifs. Si le mutilé a besoin de rééducation, chaque combattant a besoin de réadaptation.

Sans doute, à un certain étiage social peut-il embrasser l'effrayante complexité des causes : internationales, économiques, financières, qui empêchent la paix de rétablir magiquement sur ses bases un monde livré quatre ans au chaos.

Mais la masse ! Les esprits simplistes, avides d'immédiate justice... comment ne se sentiraient-ils pas frustrés du prix de tant d'efforts, exaspérés par l'insolent étalage de fortunes qui n'ont pu s'édifier qu'à l'abri de leur vaillance !

A cet instant précis de désenchantement, la voix insidieuse du bolchevisme vient murmurer près d'eux ses incantations : « Tu t'es battu pour rien — non pas pour ton pays comme ces exaltés voulaient te le faire croire, car ton pays souffre ; — uniquement pour que le bourgeois accroisse ses jouissances. Tes labeurs atroces, ton sang, les larmes tombées sur les cercueils de tes camarades, voilà ce qu'il en a fait. Pour que tu te taises, la société sauvée par toi te jette un ruban, une aumône. Mais si tu prétends vivre, il te faut lui donner, après ton sang, ta servitude. — Si tu le voulais, pourtant, ton sort, celui de tes enfants est dans tes mains. Secoue ta chaîne. Renverse cet édifice mal construit. Prends la richesse qu'on te refuse... »

Comment exiger d'un simple, d'un inévolué, l'intelligence capable de discerner dans ce fatras les impossibilités de réalisation, l'engrenage de la technique moderne, l'interdépendance des capacités... Le cerveau d'un économiste, va-t-on le demander à un maçon, à un cultivateur ?

Le bolchevisme a encore un autre point d'appui. Quatre années, les combattants jouèrent le premier rôle aux yeux de l'univers. Rentrer dans l'obscurité prolétarienne n'est pas attrayant La jeune doctrine, au contraire, leur offre d'être à nouveau les protagonistes d'un drame, les acteurs du « Grand Soir ».

Seul, le bon sens, seule l'expérience russe peuvent les éclairer.

*
* *

En résumé, quel stade mental ont atteint ces hommes qui remplirent le monde d'un éclat d'épopée, inscrivirent dans l'Histoire sa page décisive, et sont redevenus de simples citoyens aux attitudes usuelles et monotones ?

Hier, ils sauvaient la civilisation. Aujourd'hui, ils vont à leur bureau, à leur usine, à leur club, à leur labour...

Les éléments de leur ancienne personnalité, que désagrégea brutalement le cataclysme, se sont-ils reconstitués dès que se reforma l'ambiance d'avant-guerre ?

Trop de facteurs psychologiques imprévus ont agi pour que naisse à nouveau leur âme d'autrefois. Jamais plus ils ne seront les hommes de 1914. Précipités des hauteurs du sublime dans la médiocrité des intérêts quotidiens, ils gardent néanmoins un reflet des clartés qui brillent sur ces cimes. Leurs gestes peuvent être maintenant minutieux, appauvris : ils conserveront, au regard des âges, l'ampleur des gestes immortels.

Mais, si l'idéal a marqué ces âmes de son sceau brûlant, le réalisme du sauvage affrontement des peuples a dû y tracer, lui aussi, son empreinte. Quelle mentalité peut-on avoir lorsque, quatre ans, on ne connut d'autre fonction, d'autre but, d'autre argument, que tuer, tuer toujours, tuer le plus possible, s'ingénier aux moyens les plus efficaces de tuer ?

Ceux qui, sans frémir, plongèrent la baïonnette ou le couteau dans la chair hurlante, ont-ils pris l'habitude, ou l'horreur de la violence?... Ceux qui virent des assassinats de cathédrales, de palais, de châteaux, ont-ils la soif de créer, de construire, d'épandre la beauté ?...

La guerre, qui fut école de ténacité, enseigna également l'initiative, le goût du risque. Incliné souvent, jadis, à suivre sa vie, celui qui devint forgeron de batailles prétend aujourd'hui la diriger. Les vastes entreprises ne l'effraient plus. Au choc des peuples, le monde s'est élargi. Les volontés aussi.

Sur la pensée, l'activité de la génération précédente pesa trop souvent le nom de vaincus.

Dans la jeune énergie du soldat de la Grande Guerre s'affirme l'âme de la Victoire.

Baronne C. de Benoist.

POÈMES

PLOUMANAC'H

La Manche enlinceulée de brumaille d'opale
Qui s'effiloche au large où des sirènes beuglent,
Déroule avec lourdeur ses mornes lames pâles
Jusqu'aux monstres tapis au bord des mers aveugles.

Ossements du passé perçant l'humus des landes,
Annoncelés comme des tours, haussant des dômes,
Ils ont vu fuir les rois et reines des légendes
Et l'engloutissement froid des cités fantômes ;

S'ils allaient se dresser ! — Ces lourds géants des grèves
Soudain dans un rayon soulèvent leur torpeur,
Le soleil troue la brume ainsi qu'un mauvais rêve
Et la lande et la mer tout à coup sont en fleurs.

Sur les landiers de Saint-Guirec à la Clarté
Une atmosphère rose émanant des bruyères
Fait courir dans l'aurore un rêve illimité
Et revêt le granit des monstres, de lumière.

Entre les tours de roc vermeil, l'eau chante et brûle
Et fouille chaque baie jusqu'au cœur d'outre-mer
Et les sept Iles d'or aux lointains qui reculent
Sont les castels des fées gardiennes de la mer...

LUXEMBOURG D'AUTOMNE

Il faut pour mon ennui royal ces voûtes d'or,
Arbres blessés d'automne où rêvèrent des reines,
Et sous les avenues de silence, je traîne
Dans le vent pâle un peuple innombrable de morts...

Penché sur la terrasse au-dessus des splendeurs
De la coupe empourprée au cœur du parc des brumes
Où les carmins, parmi des buées d'or, s'allument,
Mon cœur triste s'abreuve au vin puissant des fleurs...

Tout un monde de marbre habite entre ces flammes,
Et le sourire long, indulgent des déesses
Nous suit jusqu'au seuil d'or des dômes qui s'abaissent
Comme en ces bois sacrés où vont pleurer les âmes...

Nous allons lentement traînant du passé mort,
Royalement vêtus d'agonies taciturnes
Entre des anthémis, des asters et des curnes
Et des futaies taillées en deux murailles d'or...

Le soir tombe sur les chrysanthèmes; Amie,
Serrons-nous dans le soir pâle et diffus qui meurt,
Penche au bord de la coupe aux teintes endormies
Avec ces ors, tes baisers tristes sur mon cœur...

Camille Cé.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA CRISE BELGE

La Belgique traverse en ce moment une crise, une crise qui menace son unité et qui pourrait empoisonner sa vien ationale toute entière, crise extrêmement grave qui illustre douloureusement les réflexions que je faisais dans ma dernière chronique de la Revue sur l'impuissance et l'instabilité des gouvernements parlementaires. La responsabilité du cabinet Theunis dans le vote de surprise qui vient de bouleverser le pays et qui y fait regner, en ce moment, une atmosphère de guerre civile est, en effet, très lourde.

Il s'agissait, comme on sait, de la transformation de l'Université française de Gand en Université flamande. Les Flamands, ou plutôt les Flamingants, parti linguistique, né il y a environ soixante ans, du régionalisme romantique qu'inventa l'Allemagne, considéraient depuis longtemps, la création d'une Université flamande comme le couronnement indispensable de leur programme de revendications.

Gravement méconnues par les hommes de 1830 fondateurs de l'État belge, les exigences linguistiques des Flamands se sont imposées de plus en plus victorieusement à mesure que s'étendait le droit de suffrage. Parmi leurs revendications, il y en avait d'ailleurs de très légitimes. La raison, aussi bien que la justice, exigeaient qu'une population dont la majorité n'entend point le français fût jugée et administrée dans sa langue, et que l'instruction publique, au degré primaire et au degré secondaire, du moins pût lui être dispensée dans un idiome qui lui était cher, et qu'on ne pouvait raisonnablement plus considérer comme un patois destiné à disparaître, erreur qu'avaient commise les créateurs de la Belgique unitaire. Toutes ces réformes ont été réalisées par degrés, et bien avant la guerrre déjà : la loi belge ne s'était pas contentée de consacrer le caractère bilingue de la Flandre, elle avait admis que, dans l'administration aussi bien que dans l'instruction publique, le flamand, langue du plus grand nombre, soit prépondérant.

La création d'une Université flamande apparaissait comme le couronnement logique de toutes ces réformes. Du moment où l'on admettait l'égalité légale du français et du flamand, du moment qu'il était permis à un jeune Flamand de terminer en flamand ses études secondaires, le français n'étant plus considéré pour lui que comme une seconde langue, sinon comme une langue étrangère, il était parfaitement logique qu'il pût exiger de recevoir également, dans sa langue, l'enseignement supérieur et technique.

Et, de fait, il y a longtemps déjà, que plus personne en Belgique ne contestait aux Flamands le droit d'avoir leur Université à eux. Mais — et c'est ici que se démasquent soudain de mystérieuses

et redoutables batteries — le parti flamingant ne se déclara pas satisfait de cette réforme qui eût rencontré l'acquiescement de tout le pays.

Ce qu'il voulait, c'était la substitution d'une Université flamande à l'Université française de Gand, symbole d'un bilinguisme qui lui était odieux.

La Flandre, en effet, est bilingue depuis des siècles. Au XIIIe siècle, déjà, le français y était la langue usuelle de l'aristocratie, de la grande bourgeoisie, et, en général, des classes cultivées. C'était, et c'est encore pour un grand nombre de Flamands, — comme Maeterlinck et Verhaeren, par exemple — la langue maternelle, le flamand ne figurant dans leur bagage intellectuel que comme un idiome populaire, digne assurément de toutes les sympathies, mais assez impropre au commerce des idées et à toute spéculation supérieure. La vérité, c'est que le flamand, dans les provinces du Nord de la Belgique est la langue unique de la classe ouvrière et paysanne, la langue première de la petite bourgeoisie, qui, en général, sait également le français, la langue seconde de la classe supérieure et de l'élite. Mais le parti flamingant a toujours refusé de reconnaître ce fait, ou du moins sa légitimité. Pour lui, le flamand doit être la seule langue officielle de la Flandre ; le français n'y doit être enseigné qu'au même titre que n'importe quelle langue étrangère, l'anglais ou l'allemand, par exemple. Par une erreur historique que, seule, la passion explique, il refuse de reconnaître ce que la culture flamande, dont l'originalité, d'ailleurs, n'est pas douteuse, doit à la France. Quant à la culture française de l'élite flamande, elle est, prétend-il toute superficielle et artificielle. Le français, pour les grands bourgeois flamands, ne serait que le signe d'une illusoire supériorité sociale : ce serait par orgueil, par snobisme, par méconnaissance de leurs devoirs sociaux qu'ils refuseraient de parler le même langage que le peuple. Ajoutez à cette démagogie en soi, la démagogie cléricale qui, à la façon germanique, hait le français comme véhicule d'impiété, et vous comprendrez l'étrange coalition d'intérêts, de sentiments et de passions qui cherche à orienter la Flandre vers la Germanie, encore qu'on s'en défende.

Il y a là, pour la Belgique, un péril extrêmement grave. Ce qui fait l'unité, ou plutôt ce qui était en train de faire l'unité de cette nation composée de deux peuples distincts, c'était précisément en effet, cette élite et cette classe moyenne, où les échanges, les mariages mixtes étaient nombreux, dont la langue, aussi bien en Flandre qu'en Wallonie, était le français et qui avait fini par comprendre qu'elle n'était ni exclusivement flamande, ni exclusivement wallonne, mais belge. Si vous excluez le français de la Flandre, si, par des mesures artificielles, vous obligez la bourgeoisie flamande à se cantonner chez elle et dans son idiome, vous accentuez le fossé qui existe déjà naturellement entre les deux parties de la Belgique, vous coupez les ponts et vous préparez fatalement cette séparation administrative que le baron von Bissing, l'odieux gouverneur allemand que l'invasion imposa à la Belgique, avait institué dans le but de préparer le partage du pays.

***

C'est malheureusement ce que ni la Chambre, ni le gouvernement belge ne semblent avoir compris, alors que le public, dans sa partie vivante et agissante, le comprenait fort bien. A la suite d'un débat extrêmement confus, et par l'effet de marchandages politiques peu honorables, la Chambre a voté la « flamandisation » de l'Université de Gand par 89 voix contre 85, et 7 abstentions. Cette faible majorité — qui donne espoir que le Sénat pourra remédier au vote de la Chambre, — les circonstances dans lesquelles elle a été obtenue et le courant d'indignation que ce vote funeste a provoqué dans tout le pays, où les manifestations protestataires se succèdent de jour en jour, montrent qu'on est très loin de l'apaisement souhaité. Si c'est vraiment l'apaisement que la Chambre avait désiré réaliser, elle a montré qu'elle manquait de sens politique à un degré rare. Quant au gouvernement, fait inouï dans l'histoire parlementaire, il ne s'est pas prononcé : il a assisté aux débats en spectateur. Il a laissé faire. Il a paru se désintéresser d'une question qui touche au plus haut point l'avenir du pays. Et le plus grave, c'est qu'étant données sa composition et sa situation parlementaire il semble qu'il ne pouvait pas se prononcer.

Le Parlement belge, en effet, comme tous les Parlements européens, est composé de telle manière que tous les partis s'équilibrent à peu près, et qu'un gouvernement ne peut s'appuyer que sur des majorités composites. Après l'armistice, on eut un gouvernement tripartite, un gouvernement — autre paradoxe ! — sans opposition, les trois partis, catholiques, libéraux et socialistes y ayant leurs représentants. Depuis le départ des socialistes provoqué par un incident de mince importance, le ministère n'est plus composé que de libéraux et de catholiques, — l'opposition étant composée des socialistes, — sous la présidence de M. Theunis qui n'est point député, déclare n'appartenir à aucun parti, et n'a accepté de former le cabinet que parce qu'il considérait qu'en ce moment, les questions économiques et financières, et notamment la question des réparations primaient toutes les

autres. Ainsi composé, ce ministère n'était ni tout à fait un ministère politique, ni tout à fait un ministère d'affaires ; mais il était manifeste qu'il n'était viable que tant qu'une question politique ne se poserait pas. Peut-être un tacticien parlementaire exceptionnellement habile fût-il arrivé à obtenir au moins pour quelque temps l'ajournement des questions politiques, mais M. Theunis, excellent négociateur, financier de premier ordre, n'est rien moins qu'un manieur d'assemblée, et parmi ses collègues personne n'a pu lui donner les conseils nécessaires. Aussi dès qu'une question politique s'est posée le gouvernement s'est-il trouvé réduit à une impuissance totale. Pendant toute la durée de la discussion sur l'Université de Gand, il s'est tenu coi, subissant avec une remarquable patience les brocards de l'opposition et même ceux de la majorité.

« Parlez, mais parlez donc » criait-on à des Ministres qu'on savait personnellement opposés au projet de « flamandisation ». Ils ne bronchaient pas. On leur avait imposé la discipline du silence. Ils « encaissaient » et ne rendaient pas les coups.

Et sans doute, puisqu'au sein de ce cabinet composite il y avait des adversaires et des partisans de la transformation de l'Université de Gand, on conçoit qu'il lui eût été impossible de prendre position en faveur de l'une ou de l'autre des deux thèses irréductibles, mais son rôle n'était-il pas de trouver la solution transactionnelle que tout le monde eût pu accepter sans déshonneur ? Cette solution, M. Wolf, le nouveau ministre des « Sciences et des Arts », département qui comprend l'Instruction publique, l'a esquissée. C'était une formule de dédoublement des cours qui, sans doute, ne satisfaisait pleinement ni les partisans de l'Université française ni les partisans de la « flamandisation », mais qui avait du moins le mérite de consacrer le principe du bilinguisme en Flandre.

Trop tard. Les passions étaient déjà montées à un tel diapason que ce système n'a pas même été discuté sérieusement. Les défenseurs de l'Université française comptaient d'ailleurs que les députés wallons de tous les partis unis aux libéraux flamands et au groupe des députés bruxellois qui s'étaient engagés envers leurs électeurs à maintenir la vieille Université française, feraient bloc. La volte-face de M. Vandervelde, et celle d'un petit noyau de députés catholiques wallons, l'adresse, la rouerie parlementaire de MM. Camille Huyssmans et Van Cauwelaert, leaders du flamingantisme, ont mis cet espoir à néant. M. Vandervelde, ainsi que MM. Renkin, Eschoffen, Brifaut et consorts ont mis, ce qu'ils ont pris pour l'intérêt de leur parti, au-dessus de l'intérêt national. Ils n'ont pas compris que cette question linguistique qui touche aux libres les plus intimes de l'être déborde le cadre des anciens partis et qu'elle finira par le briser. Tout socialistes qu'ils sont, les socialistes wallons n'entendent pas être dominés par une majorité flamande, et les catholiques de leur côté ne veulent pas être traités comme un membre pourri de l'église parce qu'ils parlent français.

Le gouvernement, en tout cas, sort singulièrement amoindri de l'épreuve. Les services rendus à la Belgique par MM. Theunis et Jaspar ne sont pas encore appréciables aux yeux du grand public qui est obligé de croire sur parole les spécialistes et les gens officieux, tandis que l'insuffisance ministérielle lui est apparue clairement dans une question qu'il connaît. Aussi, au cours de manifestations qui se sont produites un peu partout dans le pays à la suite du vote de la Chambre, les cris de : « Démission ! Démission ! » ont-ils retenti souvent aux oreilles des ministres désemparés. Dans tous les cas, l'immense majorité du parti libéral étant opposée à la flamandisation de l'Université de Gand, les ministres qui le représentent au sein du cabinet seront obligés de donner leur démission si le Sénat ne vient pas corriger le vote de la Chambre.

* * *

Les passions suscitées par cette question et la violente agitation qui a accueilli le vote de la Chambre montrent que le problème est infiniment plus vaste qu'il n'apparaît au premier abord, et l'attention avec laquelle on a suivi les phases successives du débat montre qu'on en a parfaitement compris l'importance. Certes, la suppression d'un foyer de culture française aura toujours un douloureux retentissement dans ce pays dont l'influence intellectuelle est menacée par une véritable conspiration internationale. Mais enfin, ce n'est pas parce qu'on cessera d'enseigner le droit, la médecine ou la philologie à Gand en langue française que la Belgique changera d'orientation politique. C'est du moins ce que disent les flamingants, à qui il arrive de protester officiellement de leur admiration pour la France. Mais cette question de l'Université de Gand, par la manière dont elle a été posée, a pris une valeur symbolique. Quelle que soit l'originalité de cette petite civilisation flamande, qui, par son passé, et ne fût-ce que dans les arts, a pris dans le monde une importance qui n'est pas en rapport avec la population du pays, elle ne peut se suffire à elle-même. Jusqu'à présent, c'est l'influence française qu'elle a subie le plus fortement : ses artistes, ses écrivains, ses savants, ont vécu du commerce intellectuel avec la France. Si, par un nationalisme

étroit, corroboré par un cléricalisme aveugle, la Flandre arrive à proscrire l'influence française, elle arrivera fatalement à s'orienter vers la Hollande ou même vers l'Allemagne. Or, la population flamande en Belgique est plus nombreuse que la population wallonne, elle est plus prolifique : il est donc à craindre qu'elle n'exerce sur le gouvernement central et sur le Parlement une influence de plus en plus prépondérante. C'est ce que les Wallons, dont l'attachement à la France s'augmente de ce qu'ils se sentent plus menacés, sentent d'instinct. Ils se révoltent à l'idée qu'ils pourraient avoir à obéir à une Flandre germanisée, et ils répètent le cri que poussait, il y a quelque quinze ans déjà, un vice-président du Sénat, M. Dupont : « En ce cas, vive la séparation administrative ! » Or, la séparation administrative réalisée dans une atmosphère de haine et de suspicion, serait le plus funeste des expédients. En vérité, ce n'est pas au plus petit pays de l'Europe à renouveler l'expérience qui a été fatale à l'Autriche-Hongrie.

L. Dumont-Wilden.

LES ROMANS

UN ROMAN DU MAROC (1)

Un antique empire, récemment encore inconnu et impénétrable, que le génie organisateur et créateur d'un grand Français — de Lyautey l'Africain — fait entrer dans la civilisation, entre aussi dans la littérature. Il vient d'inspirer à Claude Farrère un de ses meilleurs livres, *Les Hommes nouveaux*, qui peut prendre place à côté de *Fumées d'opium* de *Civilisés*, de *La Bataille*, et de l'*Homme qui assassina*, c'est-à-dire des premiers romans, si dramatiques et si vigoureusement pittoresques où la plus complète psychologie se manifestait par des traits d'une netteté saisissante, propres à marquer les analogies et le contraste de l'Orient et de l'Occident. Mais l'inspiration est plus saine, du fait que l'auteur évoque, cette fois, l'œuvre civilisatrice des plus belles énergies françaises, de celles qui travaillent à « métamorphoser le Maroc anarchique et féodal, le sanglant Maroc de naguère, en cet empire neuf, moderne, futuriste, qu'est devenu, tout d'un coup, le vieux Moghreb des Khalifes d'Occident ». Claude Farrère a vu de près cette œuvre ; il l'admire ; il s'étonne qu'elle ne soit pas admirée de ceux surtout qui se donnent comme les champions de la civilisation et de l'humanité. Sur une terre affreusement sanglante, où l'on ne trouvait qu'anarchie, férocité et misère, nos colonisateurs apportent de la justice, de la clémence, de la sécurité, de l'abondance et du bonheur, biens inappréciables dont tout le monde a profité, « depuis le Sultan qui jadis était un bien petit sultan plutôt esclave de ses sujets que leur chef, jusqu'au dernier des sujets en question, tous esclaves alors comme le sultan lui-même : esclaves les uns des autres, d'abord ; esclaves de la faim, de la soif et de toutes les nécessités ensuite ». Et c'est un singulier paradoxe, comme dit l'un des ouvriers les plus efficaces de cette œuvre, « que nos braves socialistes de France, si chauds à proclamer que tous les hommes sont frères et que le tzar de Russie était un tyran sauvage, s'indignant bravement contre nous autres coloniaux, coupables d'interdire aux tsars nègres ou mulâtres de tyranniser trop énergiquement leurs pauvres bougres d'administrés... »

Le Maroc, la transformation du Maroc, les artisans de la métamorphose : voilà le cadre, voilà le thème, voilà les héros du roman de Claude Farrère. Roman d'un relief et d'une couleur exceptionnels, d'une ampleur inaccoutumée. Nous apercevons Casablanca et Rabat, et Marrakech la Rouge, avec le Mellah florissant, les souks parfumés, la Koutoubia, géante tour almohade et la Mamounia, adorable jardin, les tombeaux Saadiens, où dort toute une dynastie d'empereurs, et la merveilleuse Bakia, « jadis maison plus que royale d'un régent, oncle d'empereur, et résidence, aujourd'hui, d'un maréchal de France, le plus grand des colonisateurs modernes » : nous voyons le maréchal lui-même et ce seigneur de l'Atlas, Nadj Madhani el Saadi, qui, dans le Moghreb, marche le premier après le Sultan. Nous entrons dans sa demeure, la kasba Saada, forteresse et palais dont les salles s'ouvrent sur les *riads*, cours rectangulaires, souvent entourées d'une colonnade en forme de cloître, et toujours plantées en jardins d'orangers, de bananiers, de grenadiers, ornées de vasques, de ruisselets, de bassins, de fontaines, toujours toutes fleuries et tout embaumées de jasmins et de roses...

Sur ce fond, d'une richesse magnifique, dans une atmosphère de poésie et d'épopée, se détache et se développe l'aventure privée, l'histoire intime et pathétique sans laquelle il n'y a pas de roman, mais qui n'a point été rajoutée à cette fin par un artifice qui sort des conditions mêmes où elle nous apparaît et ne fait que les préciser, les trancher les dramatiser.

(1) Claude Farrère : *Les Hommes Nouveaux* (Ernest Flammarion, éditeur).

Un pays nouveau attire des hommes nouveaux, qui s'élèvent avec lui, travaillent à sa grandeur et grandissent avec elle, non sans mettre rudement, vous le pensez bien, la main à la besogne et à vouloir énergiquement les moyens qui conduisent à cette fin. Amédée-Jules Bourron est un de ces hommes-là. Il achète et il vend. En 1910, il avait moins que rien : cinq mille francs, empruntés à des usuriers, au taux de cent pour cent. En 1912, il était mieux qu'à son aise, avec trois cent mille francs. Il en avait douze cent mille en 1914, quand on déclara la guerre, et à la paix, en 1918, achevait son septième million. La progression a continué. N'allez pas croire, là-dessus, que Bourron soit un « nouveau riche » : il est un « homme nouveau ». Les nouveaux riches ont fait leur pelote aux dépens du pays, les hommes nouveaux l'ont faite à son service : il y a une différence, et considérable. Claude Farrère nous la fait fort bien comprendre.

Il s'agit pour Bourron Amédée-Jules, de la faire comprendre à Christiane Séveral, jeune veuve de guerre qu'il a rencontrée sur le *Mezzar*, alors qu'elle allait au Maroc et qu'il y retournait. Christiane comprend si bien, elle aussi, qu'elle accepte aussitôt d'épouser cet homme nouveau et de l'aider dans l'achèvement de sa fortune, en lui apportant ce qui lui manque et ce que donne la « race ». L'accord se produira-t-il ? Voilà le problème qui fournit à Claude Farrère les moyens de nouer, avec beaucoup d'habileté, l'intrigue romanesque : les vainqueurs peuvent-ils, aussi aisément qu'ils ont triomphé de la vie, s'assurer la victoire de l'amour ? C'est plus difficile, si la race a façonné les âmes et déposé en elles des exigences subtiles, mystérieuses en dehors desquelles il n'est pas possible que s'établisse un accord durable et profond. Ces exigences-là, Claude Farrère a su nous montrer comment elles se réveillaient chez son héroïne, quand le mari, pour enlever une affaire d'importance, avait la malencontreuse idée de la jeter sur le chemin de l'homme qu'elle a aimé, qu'elle aime encore, mais dont la sépare à jamais la mémoire du premier mari, tombé au champ d'honneur, et qu'elle a trompé avec lui. Naturellement, ce Bourron ne pouvait pas savoir ; mais tout le mal vient de ce qu'il est vulgaire et positif, sans aucun des réflexes qui défendent le « gentleman ». Et c'est ce que lui explique un Français de race, M. de Tolly :

« ...Pour faire un grand homme, il ne faut que « du sang, des muscles, du courage, et un cerveau ; « un cerveau surtout. Mais pour faire ce que les « Anglais nomment un gentleman, — il faut, en « sus, trente-six ans de collège... je veux dire « trente-six ans d'éducation... eh ! oui : à répartir « comme suit : douze ans au gentleman ; douze ans « à son père ; douze ans à son grand-père. Triste, « mais vrai ! Ces trente-six années-là sont ce qu'un « romancier français nomma, par abréviation, « l'*étape*... »

L'étape est plus vite franchie par les femmes que par les hommes ; elle est brûlée, à vrai dire, et c'est pourquoi Lanie, la fille de Bourron — une fille née d'on ne sait quelle mère au temps de la pauvreté — s'accorde spontanément avec Christiane et se range de son côté à l'heure du conflit.

Car le conflit, vous le pensez bien, ne pouvait manquer d'éclater assez vite, et il éclate, en effet après quelque huit mois de mariage, le jour où l'appel du passé se fait impérieusement entendre et réveille, avive, exalte, le dissentiment profond des deux natures, la divergence des deux sensibilités. L'homme que Christiane a aimé, et qu'elle n'a pas voulu renier parce qu'elle trahissait avec lui son mari au moment où celui-ci tombait au champ d'honneur, cet officier est devenu, lui aussi, un des conquérants, un des organisateurs du Maroc, et Christiane se retrouve sans faiblir, dans des conditions que l'auteur a choisies avec beaucoup d'art. Mais bientôt, mortellement blessé, après avoir accompli son devoir avec la plus sublime abnégation, il supplie Christiane de venir l'aider à mourir, et Christiane, pour ne pas repousser cette prière, doit rompre avec son mari. Lanie suit la jeune femme, et l' « homme nouveau » continuera seul l'œuvre qui a commencé de le grandir, mais qui n'en a pas fait l'égal de l'épouse qu'il avait associée à sa vie, ni même de l'enfant fascinée par elle. Cette épreuve achèvera de le mûrir et de l'affiner ? L'avenir, nous n'en doutons point, lui apportera la paix et reconstituera son foyer. Déjà ne savons-nous pas que sa fille, la charmante Lanie, épousera Jean de Sainte-Foy, le jeune frère de Christiane ? Ainsi se réalisera l'union parfaite qui n'a pu couronner la tentative prématurée de Bourron lorsqu'il crut avoir conquis Christiane Séveral.

Comme il nous le dit lui-même, Claude Farrère n'a pas écrit ce livre sans penser à l'*Etape* de M. Paul Bourget. Le danger eût pu être de superposer ou de juxtaposer un second roman au premier : le roman de la nécessité des transitions sociales au roman de cette sorte d'héroïsme, fait d'énergie, d'audace, d'obstination et de travail, qui est celui des « hommes nouveaux ». Mais Claude Farrère a évité le péril et les deux éléments, au lieu de se contrarier, se renforcent. C'est parce qu'il est, à sa manière, un conquérant et un vainqueur, que Bourron conquiert Christiane, remporte, tout au moins, cette victoire immédiate qui lui a assuré

le consentement de la jeune femme et lui a permis de l'épouser. C'est le même prestige, reconnu et, en fin de compte, admiré, qui la lui ramènera selon toute vraisemblance, un peu plus tard. La crise intermédiaire est le sujet principal du roman, le motif central brodé sur la trame continue que représente la psychologie de l' « homme nouveau ».

Cette psychologie s'éclaire et se dégage au cours d'une action très bien conduite et grâce à des oppositions fort habilement marquées : Bourron et Christiane, Bourron et Lanie, Bourron et le commandant de Chassagne, Bourron et M. de Tolly. Celui-ci surtout est significatif, comme personnage de liaison, si l'on peut dire, qui achève de nous faire comprendre l'opposition et qui peut aider à la résoudre, parce qu'il la comprend et la domine. Gentilhomme « de la tête aux pieds, et de la cervelle au cœur », mais homme d'action aussi, réalisateur comme Bourron, et l'un des principaux collaborateurs du grand Résident, qui en a fait l'inspecteur général des travaux et palais, en même temps qu'un ministre d'État de l'empire Chérifien, cet homme « pittoresque et réjouissant, farci de tics et de toquades..., grand homme par surcroît, grand par l'intelligence et par le cœur, grand par le savoir et par le jugement, grand enfin par la tâche déjà remplie » (quatre-vingts routes percées, vingt-deux ponts lancés, seize palais édifiés), se trouve en communication directe et sympathie naturelle avec une Christiane Séveral et un Amédée-Jules Bourron. Il les comprend l'un et l'autre, et c'est pourquoi il peut les aider à se comprendre et réussir si bien à sauver pour eux le présent tout en réservant l'avenir. Le bienfaisant *Deus ex machina*, bien loin d'être un personnage artificiel, représente, au contraire, la sagesse profonde et la vérité de la vie. Il prend ainsi une valeur symbolique, qui ajoute à son agrément une signification.

Agrément et signification s'unissent, d'ailleurs et se complètent de la manière la plus heureuse dans ce livre ensoleillé et fervent, où le pittoresque rehausse l'imitation des métamorphoses d'un vieil empire renouvelé par cette activité féconde. Nous y retrouvons le marin dont l'imagination, aérée par le vent du large, s'est nourrie de toutes les grandes images du monde, tandis que son esprit se fortifiait au contact des activités humaines, s'élargissait à la mesure du conflit des races. Combien l'exotisme se trouve ainsi renouvelé, transfiguré ! Et il y a aussi, chez Claude Farrère, un poète : ou si vous préférez le romancier a su mettre dans son œuvre la poésie des nuits d'Orient, la poésie de la vie seigneuriale et chevaleresque des princes musulmans, de leurs maisons aux jardins odorants, — la poésie aussi du jeune amour de Jean et de Lanie, — la poésie enfin de ce labeur humain, de cette tâche civilisatrice à laquelle est associé le nom de Lyautey l'Africain. Ajoutons que Claude Farrère est un excellent écrivain, au style alerte, parfois fougueux, toujours de bon aloi et qui nous porte comme le pas d'un bon cheval, ou nous entraîne dans son galop sonore, — un style sain, et de race où s'affirment les qualités supérieures de ce beau talent.

Firmin Roz.

LE THÉATRE

DE " TERRE INHUMAINE " A " MICHEL AUCLAIR " OU DE LA SYNTHÈSE A L'ANALYSE

Les esthéticiens s'accordent en général à reconnaître, comme traits capables de bien séparer le talent du génie, la fécondité et la variété. Un homme de talent ne fait guère qu'une seule œuvre, dont il monnaye ensuite, — ou parfois avant, sous forme d'ébauches, — des répliques ; l'homme de génie se renouvelle sans cesse, comme la nature, et ne s'arrête point de créer.

Or, la dernière fois, nous avons parlé d'une pièce de François de Curel ; il nous faut aujourd'hui parler d'une pièce du même François de Curel : signe de fécondité.

De plus, la pièce représentée au Théâtre des Arts ne ressemble en rien à celle représentée à la Comédie-Française, ni par le ton, ni par la facture, ni même par le tour du dialogue et des idées : signe de variété.

François de Curel a du génie : ce qui n'était pas à démontrer.

***

Toute l'évolution de François de Curel semble avoir été un effort pour concilier de plus en plus harmonieusement les facultés scéniques dont il était doué avec l'esprit philosophique qu'il possède au plus haut point. Dans les premières œuvres, cette fusion n'était point parfaite, et tantôt l'idée philosophique restait un peu abstraite, tantôt la péripétie théâtrale apparaissait un peu isolée et mélodramatique.

Dans *Terre inhumaine*, l'harmonie est parfaite : le drame, qui est très violent, c'est l'idée, qui reste très belle et très claire.

Un jeune Lorrain de vieille race, dont les parents ont été obligés de subir l'annexion, est venu, lui,

étudier en France... Il est un intellectuel de chez nous, lorsque la guerre éclate... Il devient soldat de l'armée française... La guerre, tout de suite, l'a transformé, l'a dépouillé de son intellectualité un peu verbale, de sa sensibilité surtout et de ses nerfs... Il avait peur à la vue du sang... Maintenant, c'est un héros... Blessé, il s'est mis à l'espionnage et un avion vient de le descendre dans son village natal de Lorraine, où il a gardé des amis, où sa connaissance de la langue allemande peut le mettre à l'abri de tout soupçon. Quand l'avion l'a déposé dans un champ, il a dû commencer, lui, l'intellectuel et l'ex-philosophe, par tuer d'un coup de revolver le paysan qui labourait, afin de prendre les habits terreux et de couper court à un témoignage dangereux. Comme il doit attendre vingt-quatre heures les documents précieux qu'il est venu chercher, il se résout à entrer dans la vieille maison de sa vieille maman... La maman est heureuse et stupéfaite d'embrasser son fils... Elle vit seule avec une sœur qui fait la servante, et son cœur déchiré d'inquiétude sur le destin de la France. Mais voici le postulat matériel que suppose toute belle œuvre de psychologie, le hasard de la vie : une Allemande inconnue, une grande dame, a été conduite pour y loger dans la maison de la Lorraine ; les deux femmes ont parlé, et la maman n'a pu résister au désir de montrer la photographie de son enfant... Cette Allemande reconnaît l'espion... Quelle menace pour lui, quel danger pour sa mission.. ! Qu'à cela ne tienne ! L'aviateur a déjà tué un paysan dans un champ : pourquoi ne tuerait-il pas l'Allemande, non pas certes dans la maison de sa mère, qu'il exposerait ainsi à toutes les représailles, mais dans une promenade nocturne ?... Un instinct l'avertit que cette Allemande n'a pu réprimer une sympathie de femme pour lui... Les Allemandes sont sentimentales... Il va tenter de la séduire...

Et voilà le point culminant de la pièce, le point culminant peut-être de l'œuvre entière de François de Curel.

L'aviateur et l'Allemande sont seuls dans une chambre de la maison ; c'est la nuit, la nuit terrible de la guerre, où planent l'épouvante et la mort... Tous les instincts de l'humanité, tous les instincts de cet homme et de cette femme, sont exaspérés... Ils sont en proie, lui à l'envie de détruire une ennemie, elle, à la peur... Sous les paroles qu'ils échangent, ils sentent chacun la fureur et l'angoisse de l'autre. Pourtant l'amour, le désir, l'instinct de vie n'est-il pas plus fort que la mort ?... Malgré elle, l'Allemande livre son secret... Elle est une esclave de cour et d'étiquette... Elle est venue aux armées en escapade pour voir son mari qui commande un corps d'armée : son mari consentira-t-il à la recevoir ?... Elle est en pleine crise féminine... Malgré lui aussi, l'aviateur a laissé surprendre son dessein, puisque, par trois fois, il a invité, sous un prétexte différent, la jeune femme à le suivre dehors, dans les ténèbres... Ainsi, à l'un et à l'autre, les plus puissants stimulants de la sensibilité humaine ont exaspéré leurs nerfs, et c'est dans un cri d'épouvante que l'ennemie se jette aux bras de son ennemi... Et ils passent, sous le vieux toit lorrain, une nuit frénétique... Au matin, ils s'aiment sans doute... L'invincible tendresse qui suit la volupté amollit leur cœur... L'aviateur n'a plus la force de tuer l'Allemande... Il a foi en elle, et peut-être cette foi est-elle légitime... Il le dit à sa vieille mère qui, farouche, l'accuse de faiblesse. Mais n'a-t-il pas commis l'imprudence de rappeler, par un détail, qu'il est un espion français, qui a fait du mal, qui en fera encore à l'Allemagne ?... L'Allemande est reprise par son patriotisme... Elle appelle, de la fenêtre, un soldat qui passe et dénonce la présence de l'amant qu'elle vient de quitter... Par bonheur, ce soldat était précisément l'ami qu'attendait l'aviateur, et c'est par lui qu'il est prévenu... C'est alors qu'on entend dans la maison un coup de revolver... La vieille Lorraine a fait elle-même, au péril de sa vie, justice de l'Allemande. Et l'aviateur n'a plus qu'à reprendre son vol héroïque.

Deux bons interprètes, Mlle Eve Francis et M. Gauthier ont réalisé à souhait la scène admirable du deuxième acte... La comédienne, notamment, a été excellente, ayant su exprimer, avec les nuances mêmes de la vie, le caractère à la fois ethnique et humain de son personnage... Elle a été une Allemande... Elle a été une femme... Elle a été par instants une bête... Nulle figure n'exprime plus fortement l'infinie richesse des caractères propres au théâtre de François de Curel. Jamais encore il n'avait réalisé, dans la complexité même de la vie, dans l'harmonie de la beauté, le tumulte et le désordre de l'humanité sur qui pèsent toutes les fatalités du désir, de la haine et de la peur...

* * *

J'avais beaucoup admiré le *Paquebot Tenacity*, de M. Charles Vildrac et j'avais été heureux de son éclatant succès. Il y avait dans cette œuvre une simplicité, une vigueur et une netteté de dessin qui ne se retrouvent plus aujourd'hui dans la nouvelle pièce du même auteur : *Michel Auclair*. Il y a là, certes, de grandes qualités encore, à la fois dramatiques et littéraires, et, notamment, au second acte, une scène très émouvante et très large ; mais il m'a semblé que manquait surtout ce qui avait fait le mérite principal de la pièce précédente, à savoir

une philosophie, une morale, je ne sais quel jugement, explicite ou implicite, sur la vie...

Une jeune fille, de condition mi-bourgeoise, employée aux postes de sa petite ville, a été fiancée à un ami d'enfance... Cet ami, qui rêve de fonder une librairie d'un genre nouveau dans la ville, retourne pour quelque temps à Paris, afin d'achever son étude de la librairie. Durant son absence, la jeune fille se laisse aller à épouser un sous-officier, avantageux et nul, dont le colonel avait dit en le voyant : « Ce garçon-là peut faire, à cause de sa prestance, un officier... » Dès lors, le jocrisse a été perdu : il s'est mis en tête de préparer l'examen de Saint-Maixent... Est-ce cette belle allure, est-ce cette espérance du galon qui ont monté la tête à la jeune fille ?... On ne sait trop... L'a-t-elle simplement aimé, sans qu'il soit besoin d'autre explication ?... Toujours est-il qu'au second acte, nous la retrouvons mariée et malheureuse... Son mari perd tout leur argent aux courses... Il trafique même avec l'argent des autres, notamment celui de son capitaine et du cantinier... Il n'a, naturellement, aucune chance de réussir jamais à son examen, et il est d'une telle légèreté, d'un tel égoïsme, qu'il n'aperçoit ni le chagrin ni les sacrifices de sa femme. Telle est la situation du ménage, lorsque le jeune libraire, l'ami d'enfance, revient au pays. Avec une généreuse fidélité il s'emploie de son mieux, à conjurer les événements... Grâce à lui, les désastres sont évités, et on peut espérer que l'indélicat sous-officier, une fois tancé et devenu civil, — receveur d'un petit bureau de poste, par exemple, où il ferait faire la besogne par sa femme et irait pêcher dans une jolie rivière — deviendra enfin un mari possible, puisque sa pauvre femme continue de l'aimer...

La scène que j'ai admirée est celle du second acte où la jeune femme et son ami d'enfance reparlent du passé et qui est interrompue par la venue du cantinier réclamant brutalement l'argent confié au sous-officier pour les courses... Qu'un tel scandale ait lieu sous les yeux de ce tiers-là est une souffrance et une humiliation qui font le pathétique de la situation.

On reconnaît donc, dans cette œuvre étrange, incomplète et forte, une volonté de borner l'observation aux événements et aux êtres plus simples, moralement et socialement, parce qu'il est possible à un artiste de styliser cette naturelle médiocrité de la condition humaine. On reconnaît aussi l'intention de n'arriver à ce résultat esthétique que par la vérité même et la précision de l'observation : c'est ce qui classe très haut M. Vildrac. Il a été aidé dans sa tentative par l'excellente, pathétique et discrète comédienne qui joue le rôle de la jeune femme.

***

Si, comme il le faut, nous tenons M. Charles Vildrac comme un des représentants les plus significatifs de la nouvelle école dramatique, il est aisé de voir, rien qu'en rapprochant une œuvre telle que *Michel Auclair* d'une œuvre telle que *Terre inhumaine*, dans quelle direction s'oriente la recherche. Là, toute une conception philosophique de la vie, de la sexualité, de l'évolution animale et humaine envisagées dans leur continuité ; et c'est cette conception qui domine, avec l'esprit de l'auteur, l'ordonnance entière de l'œuvre ; l'événement théâtral et la péripétie ne surviennent que pour donner corps et mouvement à l'intellectualité. Ici, au contraire, affectation de ne considérer la vie que comme une combinaison fortuite d'incidents d'autant plus saisissants pour le dramaturge qu'ils sont par eux-mêmes plus insignifiants ; volonté de n'atteindre à l'émotion ou au comique que par la force du détail et de ne rappeler enfin l'existence possible de quelque idéal que par le contraste secret de cet idéal avec le spectacle représenté. Là, la poésie vient d'en haut ; ici, elle tend à venir d'en bas. Là, domine l'ensemble et ici, le détail ; là, l'idée, ici, le fait.

Gaston Rageot.

LES LIVRES NOUVEAUX

Almanach Payot 1923. (1 vol. in-12, Payot.)

Le sous-titre de cet élégant petit volume : « Agenda de poche de la jeunesse française », en précise l'utilité. La jeunesse des écoles et des lycées y trouvera un grand nombre de renseignements et de faits d'usage courant, des formules algébriques, des notes de physique, de cosmographie, de géométrie, les principales dates de l'histoire universelle, des notions d'art, etc. Une foule de notices sur les sujets les plus divers affirment le souci d'offrir à tous un memento facile à consulter en même temps que des lectures attrayantes et divertissantes. De nombreuses illustrations, des reproductions de tableaux célèbres ajoutent à l'agrément de ce petit recueil qui se distingue par une précision substantielle et une parfaite entente des besoins de nos écoliers.

M.

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

La Question d'Orient

Au moment où s'ouvrait la conférence orientale de Lausanne, un grand journal parisien a cru devoir commencer une campagne extrêmement sévère contre M. Venizelos, en publiant un petit lot choisi de documents diplomatiques secrets, dérobés par un fonctionnaire constantinien, peu importe lequel, au ministère des Affaires Etrangères d'Athènes. Qu'un ami de M. Gounaris ait cherché à venger de la sorte son chef, cela est encore excusable bien qu'il soit avéré que M. Venizelos ne fut pour rien dans les exécutions d'Athènes, mais qu'un Grec ait pu tenter de servir ses passions au détriment de son pays, en diminuant l'autorité du seul homme qui pouvait encore espérer sauver quelque chose dans le conseil des puissances, cela prouve combien les haines politiques sévissent dans ce malheureux pays déchu.

L'accueil fait par la presse française à ces révélations est par contre fort explicable. Bien que l'on connût l'origine constantinienne de ces documents — ce qui eût dû a priori les faire écarter — on crut servir la politique française à Lausanne en attaquant l'autorité de celui qui y défendait les intérêts grecs, déjà si difficiles à défendre. Notre « fureur » turcophile devait renverser tous les obstacles et la prestigieuse éloquence, la foi vibrante, les arguments indiscutables du grand homme d'Etat hellène étaient redoutables. Tels sont les jeux sans noblesse de la diplomatie. Cette campagne a pu faire illusion sur les esprits ignorants pour lesquels les dates — que Michelet considérait comme étant le fondement même de toute histoire — n'ont pas grande importance. Quand, au mois de mars 1920, M. Venizelos plaidait pour une action militaire étendue en Asie-Mineure, nous étions si peu les amis béats de Mustapha Kemal que nous adressions, de concert avec l'Angleterre et l'Italie, un ultimatum à la Sublime Porte pour la sommer de répudier officiellement les agissements du dit Mustapha Kemal dont les troupes menaçaient les côtes de Cilicie. Cette simple mise au point suffit à délimiter la valeur des télégrammes qui ne prouvent qu'une chose. C'est que l'accord sur les moyens d'imposer la paix en Orient furent toujours difficiles et que M. Venizelos, comme tout autre, eut à lutter pour faire adopter ses idées.

Au moment des élections de novembre 1920, M. Venizelos avait dûment prévenu ses concitoyens que tout retour au constantinisme équivaudrait à la ruine du pays.

Devant les électeurs de Syra, il déclarait hautement : « Que le peuple grec n'oublie pas que le traité avec la Turquie par lequel les frontières de la Grèce sont étendues jusqu'à la Propontide, la Mer Noire, les portes de Constantinople et l'intérieur de l'Asie-Mineure n'est pas encore ratifié : que nous sommes toujours par conséquent en état de guerre avec la Turquie et que cet état de guerre ne se terminera pas tant que les nationalistes de l'Anatolie conserveront l'espoir de voir la réaction ramener le roi déchu sur le trône et créer par cela ces aventures intérieures et extérieures dont les ennemis de la Grèce attendent tout profit. » Avec son habituelle clairvoyance, il annonça que la restauration du roi serait la rupture de l'alliance avec l'Entente, seule base de la politique extérieure de la Grèce. Qu'on ne vienne donc pas l'accuser aujourd'hui d'avoir lancé son pays dans une aventure qui dépassait ses forces. Au moment où Venizelos était au pouvoir, l'action militaire de la Grèce en Asie-Mineure avait si bien l'approbation des gouvernements de l'Entente qu'un officier supérieur de l'état-major du maréchal Foch était au grand quartier hellénique et que la force de l'armée grecque était le pivot de toute la politique alliée pour amener la Turquie à composition.

La restauration de Constantin a permis aux avocats de la Turquie, porte-parole des intérêts financiers, théoriciens livresques qui n'avaient point caché leur amertume de voir leurs doctes, mais mauvais conseils méconnus par les signataires du Traité de Sèvres, littérateurs défendant par goût les causes faisandées, publicistes adversaires, en toutes choses, de l'Angleterre, politiciens ignorants en mal de cartographie européenne, ennemis ultramontains de l'orthodoxie grecque, de se ruer, trop heureux de l'aubaine, sur la Grèce, alors en accès d'épilepsie politique.

Leurs efforts réunis ont réussi à imposer à l'opinion française la doctrine de la Turquie amie de la France, doctrine qui nous a amenés au point où nous en sommes aujourd'hui. J'admire les turcophiles — les sincères — qui ont encore le courage d'affirmer leur foi, car les faits ont détruit toutes les illusions encore permises.

Notre situation en Orient est ruinée, et, à moins d'un changement radical — allant jusqu'à une manifestation militaire — de la politique de ces deux dernières années, il n'y a aucun espoir de la sauver. Pour qui veut ouvrir les yeux, la conférence de Lausanne est révélatrice. Quel qu'en soit le résultat — problématique à l'heure où j'écris — les Turcs ont bien été forcés de se montrer tels qu'ils étaient et qu'ils ne cessent d'être : fanatiques et xénophobes. En admettant même qu'ils finissent demain par céder et signent le traité, comment ne pas comprendre que cette situation n'aura été qu'un mensonge opportuniste, à seule fin d'obtenir l'évacuation de Constantinople et l'abandon par les alliés des derniers gages qu'ils détenaient ? Certains de notre absolue impuissance à jamais intervenir par la force en cas de rupture de leurs engagements, le traité de Lausanne sera pour eux lettre morte. A quel respect auraient donc droit, dans l'avenir, les puissances que l'on a bafouées alors qu'elles avaient la force et ne surent pas s'en servir ?

Depuis un an et demi le monde entier connaît l'alliance qui unit Angora et Moscou. Les rapports qui joignent l'Allemagne au groupe turco-bolcheviste ne sont pas moins reconnus par les plus fervents défenseurs de la cause kémaliste. Cette nouvelle triplice est un fait avéré, patent, éclatant. Par quelle aberration la France persévère-t-elle dans une politique d'amitié et de compromission avec des gens qui font ouvertement le jeu de nos ennemis ? On nous dit que le plus brillant avenir commercial nous est réservé et que les intérêts économiques sont désormais l'unique loi des sociétés humaines. Ce dernier postulat qui est peut-être une lamentable vérité pour la plus grande honte d'une civilisation reniant son idéalisme séculaire n'a pas pour corollaire absolu la première affirmation. Les promesses que M. Franklin-Bouillon a rapportées d'Angora en novembre 1921 en aumône de son total abandon des Arméniens de Cilicie, n'ont jamais été que verbales, puisqu'il a lui-même solennellement af-

firmé qu'aucune clause secrète concernant des concessions n'accompagnait l'accord du 20 octobre. Les turcophiles s'exclameront : « La parole d'un Turc est sacrée ! » Mais dans quelles conditions extravagantes les conventions intimes n'ont-elles pas été conclues ? M. Franklin-Bouillon, appelé à négocier un acte diplomatique de la plus haute gravité, qui nous faisait renier les promesses les plus sacrées faites au peuple arménien par les chefs successifs du gouvernement français, reniement qui devait compromettre l'honneur de notre pays et que la plus terrible nécessité pouvait seule expliquer, sans l'excuser, acceptait d'être l'hôte amicalement choyé d'hommes qui, pendant la guerre, avaient été les alliés de l'Allemagne, d'hommes qui, après l'armistice, avaient commandé le feu contre les troupes françaises de Cilicie et avaient ordonné ou laissé exécuter des massacres, non seulement d'Arméniens, mais de soldats français blessés ou prisonniers.

M. Franklin-Bouillon défilait derrière Moustapha Kemal, comme l'eût pu faire quelqu'un de sa suite, sur le front des troupes kémalistes, coiffées du casque boche ; il se voyait convié aux séances secrètes de l'Assemblée nationale où il était acclamé, étrange situation pour le représentant d'un pays officiellement en guerre avec la Turquie, traitant de la fin des hostilités.

L'ancien député de Seine-et-Oise était-il inconscient ou croyait-il que les méthodes parlementaires du tutoiement familier et de la tape sur le ventre qui réconcilient dans les couloirs les adversaires véhéments de l'hémicycle, étaient applicables en toutes circonstances ? On nous répète inlassablement : « Les Turcs sont nos amis ! » Mais quand donc et par quoi l'ont-ils prouvé ? Ils ont donné à des boulevards de Stamboul le nom de deux illustres écrivains auxquels ils ont, par surcroît, offert des tapis précieux, des cuvettes d'or ciselé et quelques autres présents variés. Que signifie cela ? L'Allemagne n'a-t-elle pas honoré le musicographe britannique Chamberlain, défenseur de la culture germanique sans cesser de hurler : « *Gott strafe England* ! » ? Tout pays fêtera ses avocats d'où qu'ils viennent. Une hirondelle ne fait pas le printemps. Et quand bien même les dirigeants d'Angora tiendraient les promesses faites à M. Franklin-Bouillon et concéderaient à des sociétés françaises l'exploitation d'une mine et d'un district forestier, quel rapport l'enrichissement d'une dizaine de financiers français peut-il bien avoir avec notre prestige et notre influence ? Les plus sévères restrictions hypothèquent d'ailleurs *a priori* ces problématiques concessions : la moitié des actions doivent appartenir à des Turcs, le siège social doit être en Turquie, les livres tenus en langue turque; autant dire que ce seront des sociétés turques auxquelles les Français seront autorisés à apporter leurs capitaux. Ceux qui voient là un régime de faveur sont bien innocents. Notre turcophilie frénétique n'aura même pas la récompense honteuse d'un profit.

Les Turcs se considèrent comme des vainqueurs qui, avec l'appui de la Russie et de l'Allemagne, n'ont plus de ménagements à observer, et la grande Assemblée d'Angora a la gloire intransigeante. Tenter d'agir sur elle par le raisonnement, est un labeur inutile. Avec des sous-primaires, ces arguments sont vains. Il faut l'ilfusionisme français pour donner à cette réunion de paysans bornés et de soldats sectaires figure de Constituante et parler de la régénération de la Turquie par le Kémalisme. Dans la délégation de cinquante membres qui vint à Constantinople assister à l'investiture du nouveau Khalife, plus de la moitié ne savaient ni lire ni écrire. Quand on leur parla du tunnel du funiculaire de Galata, ils tremblèrent de peur, s'imaginant que les Anglais les enfermeraient et les écraseraient sous la voûte. Voilà la mentalité et le degré de culture des prétendus rénovateurs de l'Empire ottoman. Ces pauvres gens fanatisés sont conduits par une petite bande d'aventuriers intelligents, extérieurement policés d'un vernis occidental. Mais quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, le Turc reste ce qu'il a toujours été — et je recommande à ce point de vue le tout récent ouvrage du major Melas : *The turk as he is*, réponse indignée au plaidoyer turcophile du professeur Toynbee — un Oriental farouche qui ne s'adoucit que lorsqu'il est maîtrisé ou qu'il a peur.

Actuellement grisé par la victoire, il nargue l'Occident et l'attitude de ses représentants à Lausanne dépasse en arrogance tout ce à quoi l'on pouvait s'attendre.

Ceux qui ne se leurrent pas du simple mirage d'un document sur lequel le mot « paix » sera écrit en ronde ou plutôt en bâtarde, voient l'avenir avec le plus complet pessimisme. Une fois maîtres chez eux, suivant la formule radicale du pacte de Sivas et d'Erzeroum, les Turcs achèveront l'œuvre d'extirpation complète du christianisme d'Asie-Mineure. Cette œuvre abominable est aux trois-quarts accomplie. Elle sera demain le couronnement de notre politique de nations dites chrétiennes. Si l'on pouvait rendre publiques les lettres désespérées, dont j'ai eu connaissance, des plus hautes personnalités du monde missionnaire catholique dans le Levant, l'opinion publique frémirait, mais il y a, paraît-il, une politique française qui exige le silence. Nous sommes sans doute comme le mari outragé qui, pour marier richement ses filles, doit sourire en public à l'épouse infidèle et lui offrir galamment le bras. Cette hypocrisie mondaine est la ressource des âmes faibles. La vérité n'a jamais fait de tort qu'à ceux qui la cachent.

Quand il n'y aura plus de chrétiens en Asie-Mineure, quand ce seul élément laborieux aura disparu, les affaires diminueront progressivement et la Turquie se stérilisera progressivement, livrée à une petite oligarchie de pachas et de beys pratiquant la douce philosophie du « Après nous, le déluge ! »

L'esprit occidental tourné vers d'autres problèmes ne s'en avisera que le jour où les Russes auront définitivement mis la main sur la Turquie agonisante, et seront installés sur le Bosphore. Ce sera alors l'étranglement des petites puissances balkaniques et une formidable menace pour les nations méditerranéennes.

On se lamentera sur notre aveuglement d'aujourd'hui, mais il sera trop tard. Ceux-là même qui en font aisément holocauste au moloch islamique en se félicitant *in-petto* de ce qu'ils croient la décisive victoire de Rome sur les schismatiques d'orient, s'apercevront qu'au-dessus des églises il y a une unité chrétienne et que tous souffrent du mal fait à un seul. La clôture du phanar précédera de peu celle des établissements catholiques en Orient. Nous ne paraissons pas nous rendre compte que nous nous trouvons placés devant un immense danger islamo-bolchevique et nos petites combinaisons politico-financières ont l'envergure des querelles byzantines qui précédèrent l'historique catastrophe.

René Puaux.

La Question des Réfugiés en Grèce (1)

A la date du 1er décembre, le nombre des réfugiés déjà arrivés en Grèce atteignait presque un million, exactement 999.000, dont 825.000 assistés par l'Etat, 24.000 orphelins secourus par un Comité Américain dans des locaux fournis par le Gouvernement et 150.000 réfugiés libres, pourvoyant eux-mêmes à leur entretien.

Il y avait en outre, en cours de route ou sur le point d'être transportés en Grèce, 275.000 réfugiés du Pont-Euxin et de diverses parties d'Asie-Mineure et au moins 100.000 de Constantinople.

Ainsi, il y aura bientôt en Grèce un total de 1.374.000 réfugiés, si toutefois l'exode des chétiens de Turquie doit s'arrêter là.

Pour se rendre compte de l'écrasante charge incombant de ce chef à la Grèce, il suffit de songer que ce chiffre représente plus du quart de sa population totale, qui atteint à peine 5.000.000 d'habitants : c'est comme si, en France, il survenait subitement une population supplémentaire de 10 à 11.000.000 d'âmes, sans pain, sans abri, sans travail.

Il convient en outre de noter que, si la plupart de ces réfugiés sont des Grecs, il en est parmi eux qui, dans la proportion du dizième, sont des étrangers : près de 100.000 Arméniens et quelques milliers de musulmans anti-kémalistes pour qui la Turquie nouvelle est tout aussi inhospitalière que pour les chrétiens.

L'arrivée de ces masses compactes de réfugiés pose devant l'Etat grec un immense et redoutable problème. Il s'agit d'abord d'empêcher ces malheureux de mourir : de les nourrir, de les vêtir, de les abriter, de préserver leur santé physique et morale. Il s'agit ensuite de leur procurer du travail et de pourvoir à leur installation définitive afin qu'ils puissent le plus promptement que faire se pourra vivre de leurs propres ressources.

L'Etat a dû assumer cette énorme charge d'assistance dans les circonstances les plus anormales et dans les conditions les plus défavorables : en pleine révolution, courageusement entreprise pour sauver le pays du total cataclysme auquel le conduisait le régime constantinien ; au moment où tous les services étaient frappés de paralysie et le Trésor à sec.

On ne saurait assez louer l'activité et l'abnégation déployées par le Ministre de l'Assistance, le docteur Doxiadis, qui a mis au service de l'Etat les trésors de son cœur de patriote et de son dévouement de médecin.

A travers d'inextricables difficultés, l'Etat a fourni aux réfugiés un abri improvisé dans des écoles, des églises, des édifices publics, des établissements industriels, des habitations privées. Il leur a assuré un morceau de pain (325 grammes, par tête et par jour, de pain de très médiocre qualité) et un maigre subside individuel de 2 drachmes par jour. Il a assumé la direction de transports compliqués par mer et par terre. Il a enfin organisé des services spéciaux de soins médicaux, de police des mœurs, de bureaux de placement.

Les dépenses exposées de ces divers chefs ont atteint 4.000.000 par jour, soit 120.000 millions de drachmes par mois, somme égale aux dépenses publiques ordinaires, qui ont été ainsi doublées.

*
* *

L'Etat a été utilement secondé, dans sa tâche, par l'initiative privée et par de nombreux concours étrangers.

Il s'est constitué à Athènes un Comité Central panhellénique et, dans les provinces, des Comités locaux de secours qui, concurremment avec la Croix-Rouge hellénique et divers Comités particuliers, ont recueilli, en Grèce et dans les Communautés grecques à l'étranger, des dons en argent ou en nature dont le montant a déjà atteint 100.000.000 de drachmes. Et cette source de charité est loin d'être tarie. Les dons des Grecs de l'Etranger — particulièrement ceux des Grecs des Etats-Unis — continuent à affluer. Ils ont été employés à l'achat de couvertures et de vêtements, à l'organisation de soupes et de cuisines populaires, à l'institution d'hôpitaux, d'orphelinats, de crèches, de maternités, de bureaux de placement.

Parmi les concours étrangers, le plus important est celui des grandes organisations charitables des Etats-Unis. La Croix-Rouge américaine a puisé, avec sa générosité coutumière, dans ses immenses ressources, pour venir en aide aux réfugiés de la manière la plus efficace. Elle s'est chargée de fournir leur pain, par des envois de 8 à 10.000 tonnes de farine par mois, ce qui, représentant 35 à 40.000.000 de drachmes, a considérablement réduit les dépenses d'assistance de l'Etat.

A côté des sociétés américaines, fonctionnent à Athènes, des Comités anglais, belge, hollandais, suédois, suisse, un service de la Société des Nations, des délégations du Comité International de la Croix-Rouge et de l'Union Internationale de Secours aux enfants, enfin un Comité du Saint-Siège. Ils apportent tous, avec générosité et désintéressement, une utile contribution au soulagement d'infinies misères.

*
* *

Cette forme d'assistance ne saurait être que provisoire. Il importe, à tous points de vue, de mettre, au plus tôt, les réfugiés à même de gagner leur vie. C'est l'aspect le plus compliqué du problème, car s'il est relativement aisé d'installer dans les campagnes des populations agricoles, il est infiniment plus difficile de pourvoir, dans l'étroit cadre des villes actuelles, à l'établissement de populations urbaines. Or, celles-ci sont de beaucoup plus nombreuses que celles-là. Elles représentent les deux tiers des réfugiés. Et ce qui augmente de manière vraiment tragique la difficulté, c'est qu'elles constituent, pour la plupart, des familles doublement décapitées : tous les mâles de 18 à 50 ans et toutes les filles de 16 à 25 ans, tant soit peu avantagées par la nature, ont été retenus en Asie-Mineure. Il y a en outre parmi les réfugiés près de 100.000 orphelins, misérables débris de familles disparues, qui réclament des soins spéciaux et un établissement ultérieur plus particulier.

L'initiative privée s'occupe déjà à trouver du travail pour les réfugiés. Elle organise le travail à domicile, place beaucoup de gens dans les familles, les maisons de commerce, les banques, élargit à leur intention plusieurs industries existantes, essaie de reconstituer

(1) Exposé de M. Politis, ancien ministre des Affaires Étrangères de Grèce.

certaines industries jadis florissantes en Asie-Mineure, comme celles des tapis et des dentelles dont la main-d'œuvre se trouve actuellement en Grèce.

L'installation définitive des réfugiés demandera des efforts de plusieurs années et exigera d'importantes mises de fonds, environ deux milliards de drachmes. Il faudra élargir les villes existantes, en créer d'autres, fonder de nouvelles agglomérations agricoles, en bâtissant 150 à 200.000 maisons. Ce travail est déjà commencé, et on peut espérer qu'il sera activement poussé. Dans les environs d'Athènes, on est en train de faire pour 20.000 âmes une cité type destinée à servir de modèle dans d'autres endroits.

Il sera aussi nécessaire d'entreprendre, dans les centres urbains et surtout dans les campagnes, de grands travaux de voirie, d'assainissement, de dessèchement de marais, de drainage, d'irrigation, d'aménagement de houille blanche, etc... Plus de 380.000 hectares de terres cultivables de première qualité pourront de la sorte être rendus à l'agriculture et occuper plusieurs centaines de milliers de réfugiés. Ces travaux seront probablement concédés à de grandes sociétés nationales ou étrangères, qui y trouveront certainement beaucoup de profit. Des groupes américains paraissent disposés à les entreprendre. Il est possible que des initiatives analogues se manifestent dans d'autres pays.

Il s'ouvre ainsi pour l'avenir des perspectives qui, dans l'immense misère du moment, apportent une certaine consolation en permettant d'espérer des jours meilleurs : une fois installés et mis à même de produire, les réfugiés vaudront à l'économie générale du pays une sérieuse augmentation de richesse, environ 4 à 5 milliards de drachmes par an, sur laquelle la part du Trésor, en impôts directs et indirects, sera au moins de 400 à 500 millions de drachmes.

*
* *

Examinés dans le cadre des contingences actuelles et des perspectives d'avenir, les concours étrangers accordés aujourd'hui à la Grèce acquièrent toute leur signification. Ils n'ont pas seulement une haute portée morale. Ils ont aussi une valeur à la fois économique et politique. Car il est dans la logique des choses que le peuple grec conserve un souvenir reconnaissant à ceux qui l'auront secouru au moment de son exceptionnelle détresse.

Pour ce motif, les nombreux amis que la France compte en Grèce éprouvent une profonde tristesse en constatant que, dans ce concert de charité humaine et de solidarité internationale, elle n'est pas encore venue occuper la place que lui assignent ses plus nobles traditions séculaires.

Sans doute ils n'ignorent pas qu'il existe à Paris un « Comité Français de Secours aux Victimes des événements d'Orient ». Ils en ont salué la constitution avec joie. Ils y ont particulièrement remarqué la participation de l'Episcopat français avec, à sa tête, son chef vénéré, S. E. Monseigneur Dubois, dont le nom est resté cher à tous ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher lors de sa visite à Athènes en 1920. Ils ont même pensé que cette circonstance, jointe au fait de la présence en Grèce d'une délégation du Saint-Siège, pourrait avoir dans l'avenir d'importantes conséquences.

Mais l'action du Comité ne s'est pas encore fait sentir, et l'on reste en Grèce sous la pénible impression produite par l'indifférence jusqu'ici marquée — en dépit sans doute de leurs sentiments personnels de pitié humaine — par les représentants officiels de l'autorité et de la pensée françaises.

Il est hautement désirable que le Comité puisse bientôt réparer ce qui ne peut être qu'un simple oubli. Il aura sans doute à surmonter bien des difficultés, car l'opinion française — devenue grecophobe — ne paraît pas disposée à accorder sa sympathie aux malheurs dont la Grèce est accablée. L'hellénisme tout entier est trappé auprès d'elle d'une délaveur imméritée. On en a eu la preuve lors des récents évènements d'Athènes. Dans certains milieux français, on a apprécié sévèrement l'exécution des anciens ministres de Constantin, sans prendre en considération qu'en y procédant la Révolution a obéi à une impérieuse exigence de l'âme populaire qui, exaspérée par tant de deuil, de souffrances et de misère, réclamait le châtiment exemplaire des auteurs responsables de la catastrophe nationale. Car les principales victimes du régime constantinien ont été les classes ouvrières et paysannes. C'est dans leurs rangs qu'ont été recrutés la plupart des 100.000 soldats perdus en Asie-Mineure. C'est sur elles qu'ont le plus lourdement pesé la fiscalité et l'emprunt forcé de l'année dernière. Ce sont elles qui, en contact immédiat et permanent avec les réfugiés, partagent le plus leur misère et sont exposées aux épidémies attendues, quoiqu'on fasse, pour le printemps prochain.

Néanmoins, le Comité ne pourra que réussir dans son effort s'il s'attache à montrer qu'il ne poursuit nullement une œuvre de propagande hellénique, mais simplement un but charitable dans l'intérêt même de la France qui ne saurait demeurer plus longtemps indifférente au triste sort des chrétiens d'Orient.

Un des plus beaux titres de la France en Orient — titre qu'elle n'a cessé, à bon droit, de revendiquer — c'est la protection que depuis des siècles elle a assumée à l'égard des chrétiens. Si la protection n'a pu, hélas — par suite des malheurs des temps — prévenir leur misérable déracinement, elle peut du moins aujourd'hui s'employer à soulager leurs souffrances et à écarter d'eux la mort physique ou morale.

La France a en outre le droit de s'enorgueillir d'une admirable œuvre scolaire grâce à laquelle elle a, depuis tant de siècles, répandu chez les chrétiens d'Orient les trésors de sa merveilleuse culture. Cette œuvre est aujourd'hui fortement compromise sur territoire turc par suite de la disparition de la partie la meilleure et la plus nombreuse de sa clientèle. Les statistiques montrent que 55 % de cette clientèle était grecque et 25 % arménienne. Grecs et Arméniens ont cessé de peupler l'Anatolie. Leur nombre est largement réduit même à Constantinople. Trois millions d'entre eux ont cessé de vivre. Mais ceux qui ont survécu à cette catastrophe sans précédent sont désormais en Grèce. Ils dépassent un million. Ils atteindront bientôt un million et demi. Ils peuvent, dans leurs nouveaux foyers, être les clients de la culture française, comme ils l'étaient jusqu'ici dans leur pays natal. Il est tout naturel que l'œuvre scolaire les y suive, que l'enseignement qui les avait jadis sollicités en Turquie leur soit offert en Grèce. Il y rencontrerait la même faveur qui y a assuré la croissante prospérité d'autres écoles françaises, au nombre de 44, avec une clientèle de près de sept mille élèves, tant garçons que filles.

Ainsi, tout en sauvegardant en Orient son patri-

moine moral, la France rendrait service à des milliers d'enfants — dont beaucoup désormais sans famille — qui ne veulent pas désespérer d'elle, parce qu'ils ont appris à l'aimer. Et en venant remplir, dans la misère grecque, le rôle qui lui appartient, elle faciliterait grandement la tâche de ceux qui n'ont cessé de mettre son amitié à la base de leur politique.

Bulletin Roumain

Dans la nouvelle Roumanie, la question des minorités est très complexe. En Transylvanie comme en Bucovine, au Banat comme en Bessarabie, il y a, en dehors d'une grande majorité roumaine, d'importants îlots d'allogènes. Des Hongrois et des Saxons en Transylvanie et au Banat, des Allemands en Bucovine, des Russes ukrainiens et des Bulgares en Bessarabie, des Israélites dans toutes ces provinces, telles sont les principales minorités dans la grande Roumanie issue de la guerre mondiale. Sur une population de près de 18 millions d'habitants, il y a environ 5 à 6 millions de non Roumains, répandus sur 300.000 kilomètres carrés.

Les vieux pays à population nationale tels que la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, qui, d'une part, contiennent un peuple homogène, d'une vieille culture intellectuelle et politique répandue dans toutes les classes, et qui, d'autre part, n'ont que d'insignifiantes minorités ethniques, ne sauraient se faire une idée exacte des difficultés et des complications inhérentes au problème des minorités dans des pays tels que la nouvelle Roumanie. D'ailleurs, il est superflu de dire qu'il n'y a aucune comparaison possible entre la Roumanie actuelle et l'ancienne Autriche-Hongrie au point de vue ethnographique. La Roumanie est un Etat national avec une race dominante et maîtresse de la terre qu'elle habite depuis toujours, mais au milieu de laquelle les circonstances historiques ont placé des populations de races différentes ; tandis que l'Autriche-Hongrie était un conglomérat de races dominées par deux minorités, les Autrichiens et les Hongrois, lesquels formaient ensemble 20 millions à peine sur les 55 millions d'habitants de l'ancienne monarchie.

Cependant, les difficultés du problème dans la nouvelle Roumanie viennent de plusieurs causes, dont les principales sont les suivantes : une grande partie des ces nouveaux citoyens roumains, qui jusqu'à hier étaient des citoyens magyars, autrichiens ou russes, sont loin d'avoir admis dans leur for intérieur leur nouvelle situation, et par conséquent d'observer dans leurs actes et leurs paroles, à l'égard de leur nouvelle patrie, l'élémentaire loyauté qu'à défaut de patriotisme un Etat a le droit d'exiger de tous ceux qui consentent à habiter sur son territoire. Beaucoup d'entre eux, pour tromper leur désespoir patriotique, aiment à se bercer de l'illusion que la situation et les frontières actuelles ne sont pas définitives, que l'ancien état de choses reviendra un jour, ou tout au moins qu'ils obtiendront, par leurs agissements, plaintes, réclamations à l'étranger contre leur nouveau pays, la constitution de la Transylvanie, ou de la Bucovine, ou de la Bessarabie en Etat autonome. De là viennent les incessantes manifestations d'hostilité contre l'Etat et le régime roumains, complots, espionnages, mouvements révolutionnaires ou communistes à base d'irrédentisme magyar ou russe, que l'on a à enregistrer chaque jour dans les provinces roumaines libérées.

La situation, surtout pendant les premiers temps qui ont suivi l'armistice, la conclusion de la paix ensuite, a été à ce point de vue, tellement grave, que l'Etat roumain a dû se tenir en permanence sur le qui-vive et en état de légitime défense contre les actions de ses ennemis intérieurs soutenus par les ennemis du dehors.

D'ailleurs, il convient de dire que la situation, d'une façon générale, s'est beaucoup améliorée ces temps derniers en ce qui concerne l'esprit dont sont animés mutuellement Roumains et non Roumains. Ces derniers commencent à se rendre compte de plus en plus que la situation actuelle est définitive et que leur propre intérêt leur commande, pour pouvoir bien vivre dans leur nouveau pays, de gagner la confiance de la population dominante par une attitude loyale, la prospérité de l'Etat étant la condition même de la prospérité de ses citoyens. La population roumaine de son côté, à mesure que le temps passe, devient plus experte et plus renseignée dans la question difficile de la population non roumaine, s'habitue à l'idée qu'il lui faut définitivement compter avec elle et acquiert ainsi peu à peu — la fonction créant l'organe — ce que nous pourrions appeler « le sens des minorités ».

Cependant — et là réside une autre difficulté importante de la question — le nombre même de ces minorités et la différence d'éducation politique et sociale existant entre certaines d'entre elles, notamment en Transylvanie, Banat et Bucovine d'une part, et, d'autre part, la masse rurale de la population roumaine, créent à la Roumanie la nécessité, pour que le peuple roumain puisse rester maître de ses destinées et de son pays, de lui donner toutes les facilités de prépondérance, dans le domaine de la culture intellectuelle, qui lui permettent de supprimer son manque d'expérience politique, de compléter le cadre de sa classe dirigeante en augmentant le nombre des personnalités de valeur dans les sciences et les arts, dans le personnel technique et administratif, etc. Autrement, profitant de l'avance, dans cet ordre d'idée, que certains collègues, notamment des provinces détachées de l'ancienne monarchie austro-hongroise, ont acquise par une expérience et une culture plus anciennes, les minorités, pourraient être amenées, dans cette période de transition, à occuper dans l'appareil de direction du nouvel Etat une part assez grande pour que la nation roumaine ne soit plus maîtresse de ses destinées. C'est ce que les Roumains ne veulent pas. Et si les autorités dirigeantes et l'opinion publique se bornent à une action d'intensification de l'éducation et de la culture des masses pour qu'elles puissent au plus tôt tenir tête avec succès à la concurrence des minorités, les jeunes gens des écoles et des universités, ou du moins une partie d'entre eux, ont cru devoir, ces jours derniers, exprimer cette volonté par des manifestations d'une ardeur juvénile mais peu digne du bon renom dont jouit, à juste titre, leur pays à l'étranger. Le gouvernement et les autorités ont d'ailleurs ramené cette jeunesse scolaire, par une attitude qui leur fait honneur, à une plus juste appréciation de sa mission et de son rôle qui est, avant tout, d'apprendre et non de faire de la politique, et aujourd'hui, dans le calme et dans l'ordre, la question des minorités a repris son évolution normale menant à un accord final, sincère et complet, entre Roumains et non Roumains.

E. A.

BULLETIN MARITIME

Le Budget de la Marine Marchande pour 1923

Dans son rapport portant fixation du budget de la Marine marchande pour l'exercice 1923, M. Charles Leboucq, ainsi qu'on l'a vu ici, s'est attaché à montrer les premiers résultats des conventions postales récemment passées entre l'Etat et diverses Compagnies de navigation.

Parlant notamment des « Services Contractuels de la Compagnie des Messageries Maritimes », il indique que l'attention de la France doit se porter spécialement sur nos lignes de la Méditerranée : de leur régularité dépend, en effet, pour une grande partie, le succès de notre politique dans le proche Orient.

Après avoir exposé comment fonctionnèrent, avant la guerre et pendant les hostilités, les navires de la Compagnie des Messageries Maritimes sur les lignes de la Méditerranée pour le service des passagers aussi bien que pour le transport des marchandises, M. Leboucq examine le fonctionnement des « Services contractuels » à l'heure présente :

« En ce qui concerne la Méditerranée, les services postaux sont les suivants :

« 1° *Méditerranée-Nord.* — Une ligne, avec départs tous les quatorze jours, entre Marseille, Naples (facultatif), Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Smyrne, Beyrouth, Vathy (ou Rhodes), Constantinople, Smyrne, Le Pirée, Naples (facultatif), Marseille.

« Cette ligne est desservie par les paquebots ex-russes dont nous avons parlé : « Lamartine » et « Pierre Loti », dont les installations luxueuses ont été vivement appréciées.

« Un autre navire, destiné à cette ligne, est actuellement en construction.

« 2° *Méditerranée-Sud.* — Sur la ligne Méditerranée-Sud, le cahier des charges de 1920 prévoit deux services entre Marseille et Beyrouth, l'un accéléré et l'autre moins rapide, tous deux avec départs tous les quatorze jours et suivant le même itinéraire : Marseille, Naples (facultatif), Alexandrie, Port-Saïd (facultatif), Jaffa (facultatif), Caïffa (facultatif), Beyrouth, Alexandrette (facultatif).

« Les « Services contractuels » n'ont pu encore mettre en ligne sur cette direction, que deux unités, le « Lotus » et le « Sphinx ». Pour donner satisfaction à la clientèle d'Egypte, il a été décidé que, pendant la saison, le « Sphinx » aurait son terminus à Alexandrie, et que le « Lotus » seul continuerait sur Port-Saïd, Jaffa, Beyrouth. De cette façon, on a environ deux départs mensuels sur l'Egypte et un départ mensuel sur la Syrie, par la Méditerranée-Sud. Le mouvement des passagers égyptiens suffit largement à utiliser les facultés du « Sphinx », tandis que, sur la ligne Méditerranée-Nord, où le trafic est généralement moins intense, le « Lotus » profite maintenant du surcroît des passagers qui ne peuvent plus se rendre à Beyrouth par le « Sphinx ».

« Pendant toute l'année dernière, le « Lotus » et le « Sphinx » ont dû refuser des voyageurs, aussi bien au départ de Marseille qu'au départ de l'Egypte. Ils arrivent actuellement combles à Marseille à chaque voyage et, dès maintenant les inscriptions sont très nombreuses pour les retours d'automne. Pendant les neuf mois que comprend le premier exercice des « Services contractuels des Messageries Maritimes », la seule ligne desservie par le « Lotus » et le « Sphinx » a réalisé plus de 10 millions de francs de bénéfices. C'est dire que les « Services Contractuels » ont conservé sur la ligne d'Egypte la prépondérance dont il a été question plus haut. Mais il est à souhaiter que les deux unités complémentaires prévues au cahier des charges soient acquises : elles représentent un excellent placement.

« *Transports de marchandises.* — La ligne Méditerranée-Nord, dont les débuts avaient été peu satisfaisants au point de vue du transport des marchandises, reprend actuellement une certaine activité ; les tonnages, à la sortie de France, sont en augmentation constante. Malheureusement il n'en est pas de même dans le sens du retour, les appoints que procuraient autrefois la Syrie et la Caramanie continuant à faire défaut.

« Sur la ligne Méditerranée-Sud, le cubage offert par les paquebots est utilisé à peu près en entier. »

Quant aux lignes libres de cargos de la Compagnie des Messageries Maritimes, M. Leboucq indique comment, en raison de la crise économique qui sévit actuellement dans le monde entier, elles ont eu à subir des modifications en harmonie avec les nécessités du moment. En 1921, par exemple, une ligne commerciale Méditerranée-Sud avait été reprise, avec l'introduction d'une escale à Bizerte dans l'ancien itinéraire : « Cette innovation, indique le rapporteur, dont l'importance politique et économique ne peut échapper à un esprit averti des choses de l'Orient, avait pour but d'établir une liaison entre deux parties importantes du monde musulman : l'Afrique du Nord et la Syrie. Cette ligne a dû être suspendue provisoirement, mais la Compagnie des Messageries Maritimes ne manque pas de surveiller attentivement la situation du marché et elle fait effectuer un voyage en Méditerranée par ses navires de charge chaque fois que les circonstances le permettent. »

Valeurs de Navigation

Bourse de Marseille du 2 Janvier 1923

Fraissinet	802	»
Messageries Maritimes	213	»
Mixte	249	»
Transatlantique	202	»
Transports Maritimes	848	»

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : 26-28, Boulevard du Chateau, Angers
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (V°)

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 2 61e ANNÉE 20 JANVIER 1923

LE TRAVAIL MANUEL DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

L'introduction du travail manuel dans les programmes de l'enseignement secondaire est aujourd'hui une question à l'ordre du jour. Chaud partisan du développement des exercices physiques, j'ai accepté avec plaisir l'occasion qui m'était donnée de les défendre publiquement. Je me propose de discuter ici ce problème sous ses trois faces : morale, utilitaire et intellectuelle.

Qu'on me permette tout d'abord de rappeler un souvenir de jeunesse. A ma sortie de l'école des Mines, nommé ingénieur à Besançon, je retrouvai là des camarades de l'École Polytechnique, ingénieurs et officiers, avec lesquels je pris pension. Jeunes, ardents et ambitieux, nous avions la prétention d'exceller dans toutes les branches de l'activité humaine : sciences, littérature, beaux-arts, sports et aussi travaux manuels. Nous nous entraînions pour devenir capables d'exercer tous les métiers indispensables à la vie. J'avais l'habitude d'acheter mes cigarettes toutes faites ; mes camarades ne m'en laissèrent pas conserver un paquet tant que je ne fus pas capable de les faire moi-même. A mon tour, je leur rendis la monnaie de leur pièce ; ayant appris à me couper tout seul les cheveux à la tondeuse, je les forçai à faire le même apprentissage.

Je n'eus pas de difficulté à acquérir la pratique de ces petits métiers ; dès mon enfance, mon père m'avait habitué à travailler de mes mains. Je savais bêcher le jardin, scier et raboter les planches, clouer les caisses. Plus tard, j'appris à faucher l'herbe, à casser les pierres avec le long marteau flexible du cantonnier, à faire le maçon, le peintre, sans parler des sports : natation, patinage, skiage.

Aujourd'hui, devenu plus modeste, j'ai renoncé à la prétention d'être un homme universel. J'ai cependant gardé de bons souvenirs de ces apprentissages multiples ; ils m'ont économisé, je crois, bien des honoraires de médecin et m'ont permis de laisser venir les années sans trop d'infirmités.

Loin d'être un obstacle au travail intellectuel, les exercices physiques en sont un adjuvant précieux. « *Mens sana in corpore sano.* » A l'appui de cette thèse, je pourrais invoquer l'autorité des plus grands penseurs. Lors de la composition de ses méditations, Descartes faisait alterner ses réflexions philosophiques avec les travaux du jardinage. Sadi Carnot, l'immortel créateur de la thermodynamique, accordait la même importance aux exercices physiques. Après sa mort, on a trouvé dans ses papiers un règlement de vie qui débute ainsi. « Régler le matin l'emploi de sa journée et réfléchir le soir à ce que l'on a fait. — Porter à la promenade un livre et un carnet pour fixer ses idées, plus un morceau de pain pour la prolonger au besoin. — Varier les exercices du corps : danse, équitation, natation, tour, menuiserie, jardinage. Huit heures de sommeil ; promenade au réveil, avant et après chaque repas. Manger lentement, peu et souvent. Éviter l'oisiveté et les méditations inutiles. »

Tout cela, diront nos jeunes gens, c'est de l'hy-

giène, cela ne nous intéresse pas beaucoup. A leur âge, je pensais comme eux. En développant notre habileté manuelle, nous nous laissions guider, mes camarades et moi, par une simple préoccupation d'élégance. Il ne nous suffisait pas d'avoir une cravate à la mode, notre ambition visait plus haut. Nous considérions un homme intelligent, mais incapable de se servir de ses mains, comme un être difforme, possédant une gibbosité mentale. Bien entendu, un travailleur manuel, un homme de sport sachant seulement actionner ses muscles nous semblaient également incomplets. Dans ses principes d'organisation du travail, Taylor parle d'un ouvrier, du type bœuf, pouvant, toutes les heures de la journée, puis tous les jours de l'année pendant dix années consécutives, porter en courant des gueuses de fonte, sans penser à rien, mais aussi sans se fatiguer. C'est peut-être là un record mais ce n'est sûrement pas celui de l'élégance. De même le bœuf intellectuel, celui que nous appelions autrefois la bête à concours, n'est pas le type de l'homme idéal. Le parfait équilibre de toutes les activités données à l'homme : morales, intellectuelles et corporelles, doit être le but essentiel de l'éducation.

***

C'est là le côté moral du travail manuel. S'il n'y avait pas d'autre point de vue à envisager, les exercices manuels pourraient être rangés à côté des arts d'agrément : danse, escrime, piano ; ils devraient avoir lieu pendant les récréations et être laissés à l'entière disposition des parents d'élèves, sans figurer en aucune façon dans les programmes d'enseignement.

Le point de vue utilitaire est tout différent. Pour réparer les ruines accumulées par la guerre, il faut produire et produire beaucoup. Entraînons donc la jeunesse vers un productivisme intensif. En s'exerçant de bonne heure au travail manuel, nos futurs rentiers, réduits aujourd'hui à la portion congrue par la dépréciation de l'argent, apprendront à raccommoder eux-mêmes leurs sonnettes ou à ressouder le pot-au-feu, quand il fuit. Par l'apprentissage des métiers, les jeunes gens prendront le goût de l'industrie et se détourneront des professions libérales trop encombrées. Enfin les fils d'ouvriers pourront profiter du bénéfice de l'enseignement secondaire, si on leur donne en même temps l'apprentissage nécessaire pour les mettre à même de gagner plus tard leur vie.

Ce sont là des chimères écloses dans l'esprit d'hommes qui n'ont jamais rien produit ; c'est la continuation et le développement des programmes utilitaires de 1902, inventés par des avocats et des latinistes. L'échec éclatant de cette tentative aurait dû cependant calmer les imitateurs et leur faire comprendre que de semblables enseignements constituent un retour vers la barbarie. Les nègres de l'Afrique sont d'aussi bons ouvriers que les Français, nous en avons eu la preuve dans nos usines de guerre ; tous les jours des Sénégalais conduisent des locomotives sur la côte d'Afrique et s'en tirent très bien. Pourquoi ces populations sont-elles sous notre domination, soumises à un véritable esclavage moral ; uniquement parce qu'il n'y a pas chez elles de culture intellectuelle, de classes dirigeantes. La supériorité des pays civilisés, leur puissance tiennent exclusivement au niveau plus élevé de leur instruction, au plein épanouissement des facultés de l'esprit chez une élite appelée à conduire les ouvriers manuels, à commander les soldats et à tenir en main les rênes du gouvernement.

Pour nous rendre compte de l'importance de la culture générale dans la vie des peuples, nous n'avons qu'à jeter les yeux autour de nous, à passer en revue les plus graves problèmes de l'heure présente. Nous ne trouvons nulle part de questions d'ordre manuel ou technique. Nos ouvriers sont aussi habiles et généralement plus intelligents que leurs camarades étrangers : nos ingénieurs ne le cèdent à aucun de leurs collègues ; nos écoles supérieures techniques ont une réputation universelle. Et cependant, après avoir gagné la guerre au prix de lourds sacrifices, nous sommes en train de perdre la paix. C'est entièrement la faute de nos classes dirigeantes, dont la culture est insuffisante.

Le coût élevé de la vie paralyse toute notre activité. Son origine première remonte à une regrettable erreur de nos gouvernants, à l'attribution de bénéfices scandaleux aux fabricants de matériel de guerre et de salaires déraisonnables aux ouvriers des mêmes industries. Loin de corriger cette faute, la loi sur les bénéfices de guerre a encore exagéré la confusion, en s'attaquant surtout aux industriels et aux commerçants honnêtes. Les agriculteurs à leur tour ont demandé, avec quelque apparence de raison, à être traités de la même façon. Aujourd'hui, nos producteurs, gros et petits, habitués à considérer des bénéfices de 100 0/0 comme une chose normale, cherchent à les maintenir par la limitation de leur production et par des tarifs douaniers désastreux. Ils ruinent la France et lui aliènent les pays neutres dont elle aurait tant besoin de se faire des amis.

Une autre cause plus grave encore de la vie chère a été l'erreur de nos parlementaires qui ont doublé leur indemnité, sans apercevoir les conséquences inévitables de ce geste inconsidéré. Il

leur a fallu augmenter dans une plus large mesure encore les salaires et traitements des fonctionnaires et des employés de l'État ; par contre-coup, les ouvriers de l'industrie ont dû être mis au niveau des ouvriers d'État. Ce gaspillage désorganise nos finances et nous aliène les pays étrangers, nos anciens alliés, et tout particulièrement l'Angleterre.

A défaut d'une culture intellectuelle très développée, on ne sait pas prévoir les répercussions indéfiniment prolongées des faits les plus insignifiants en apparence. Les soldats américains, venus pour défendre notre sol, sont repartis ulcérés de la façon dont ils avaient été dévalisés chez nous. On a fermé les yeux sur le moment et toléré les abus, pensant que l'argent repris sur l'étranger était autant de sauvé. Cet argent mal gagné nous coûte bien cher aujourd'hui.

Cette culture générale n'est pas nécessaire seulement chez les hommes appelés à diriger effectivement les affaires du pays ; elle est indispensable dans toutes les classes éclairées de la nation. Celles-ci, en effet, créent l'opinion publique, sans laquelle aucun gouvernement démocratique ne peut réaliser de réforme, ne peut lutter contre les intérêts particuliers toujours ligués contre le bien public.

Si en ce moment la vie chère est exagérée par des droits de douane incohérents, c'est qu'une multitude de Français ont la naïveté de croire à la possibilité de protéger à la fois toute l'industrie d'un pays. Ils n'ont pas le bon sens de comprendre que le seul rôle d'un tarif douanier est de prendre de l'argent dans la poche d'un Français pour le verser dans celle d'un voisin plus débrouillard ou moins honnête.

Si les salaires et traitements continuent à croître chez nous, quand ils diminuent partout à l'étranger, c'est que l'opinion publique accepte la maxime absurde que les traitements et salaires doivent être proportionnés au coût de la vie, quand ils devraient, en réalité, croître bien moins rapidement. Si l'on augmente les salaires proportionnellement au coût de la vie, chacun de nous conserve sa puissance d'achat et par suite de consommation. Les destructions de la guerre ayant réduit dans une proportion considérable les matières disponibles, l'excès de consommation augmente automatiquement le coût de toutes choses et nous conduit à pas accélérés vers la culbute finale. C'est l'équivalent du fonctionnement continu de la planche aux assignats, magistralement organisé par les bolchevistes.

Pourquoi notre industrie est-elle depuis si longtemps handicapée par l'industrie allemande et incapable de soutenir la concurrence? Cela tient avant tout au défaut de jugement d'un grand nombre de nos chefs d'industrie incapables de s'incliner devant la nécessité de la coopération pour abaisser les prix de revient et celle de l'emploi des méthodes scientifiques de travail pour réduire les déchets. Ils se figurent trop souvent que le moyen le plus sûr pour s'enrichir est de commencer par ruiner leurs concurrents.

Dans toutes ces questions si graves pour l'avenir du pays, nous ne rencontrons nulle part la nécessité d'une diffusion plus grande du travail manuel. Il n'y a là que des problèmes d'intelligence et de moralité, dépendant avant tout de la culture générale de l'esprit. Louis XVI fabriquait des serrures au lieu de faire son métier de roi et de s'occuper des affaires du pays ; cela l'a conduit sur l'échafaud. Ne retombons pas dans la même erreur qui serait capable de faire disparaître la France de la carte du monde. Le but de l'enseignement secondaire doit être exclusivement le développement des facultés de l'esprit. Au point de vue directement utilitaire, l'apprentissage manuel devrait donc être strictement proscrit de nos lycées.

***

S'il ne faut pas faire de travail manuel en vue de l'apprentissage d'un métier, cela ne veut pas dire que ce travail convenablement orienté ne puisse pas contribuer utilement au développement de l'esprit. On a dit avec beaucoup de raison que la classe de philosophie donnait la synthèse de l'enseignement secondaire. La culture générale de l'esprit tend, en effet, vers l'acquisition des idées abstraites et générales qui sont l'essence même de la philosophie. Je suis bien d'accord sur ce point, à condition cependant de compléter cette affirmation par celle de la nécessité de placer le travail manuel à la base de la philosophie.

La grande difficulté de la philosophie est de joindre à chaque mot exprimant une idée abstraite une conception très claire de cette idée. Nous nous contentons trop facilement de loger quelques mots bizarres dans notre mémoire et nous reculons devant l'effort nécessaire pour aller jusqu'à l'idée.

Un exemple fera comprendre le défaut auquel je fais allusion. Que de Français ont employé dans ces derniers temps le mot de *relativité*. Il y en a peut-être eu une centaine de mille, si l'on en juge par le nombre de volumes, d'articles de revue déjà publiés. Sur ce nombre, il n'y en a certainement pas 100 ayant une idée exacte du sens du mot relativité ; 900 peut-être en ont une idée plus ou moins confuse et 99.000 emploient ce mot sans qu'il éveille aucune idée dans leur esprit. Leur enthousiasme irréfléchi pour le plus obscur des physi-

ciens, comme le désignait récemment un professeur, est une preuve de débilité intellectuelle.

Cette même faiblesse se manifeste d'ailleurs d'une façon particulièrement nette aux examens du baccalauréat. J'ai toujours gardé le souvenir de deux brillants élèves de l'école normale d'instituteurs auxquels je posai successivement la même question : « Qu'est-ce que l'alcool ? » Ils me répondirent chacun sans hésiter : « C'est un corps caractérisé par l'oxhydrite OH. » « Qu'est-ce alors que l'oxhydrite OH ? » « C'est le groupement caractéristique des alcools. » Je voulus alors, mais sans aucun succès, leur faire appliquer le précepte de Pascal : Remplacer les mots par leur définition. Leur réponse se réduisait à celle-ci : « L'alcool est un corps qui a les propriétés de l'alcool. »

Que de fois, demandant à un candidat de me parler du benzène, ai-je obtenu la seule réponse : « Le benzène est un corps hexagonal. » Je me suis même parfois demandé si certains professeurs n'ignoraient pas aussi complètement que leurs élèves le sens de ce mot.

Ce défaut tient à ce que dans l'enseignement secondaire on commence trop tôt à énoncer verbalement les idées abstraites et générales, à étudier les sciences, sans attendre que l'esprit ait acquis un développement suffisant, ait accumulé assez de faits particuliers pour pouvoir extraire de la comparaison de ces faits les notions abstraites. On oublie que toutes les idées nous viennent des sens. Un homme sourd, aveugle, insensible ne pourrait pas penser. Notre esprit est capable de créer les idées dans la mesure seulement où les sens lui en fournissent la matière. Il est semblable à une machine à vapeur qui crée du travail dans la mesure seulement où le charbon lui fournit de la chaleur.

Dans les conditions ordinaires de l'enseignement, nous utilisons, pour édifier les idées abstraites, les connaissances que chacun de nous acquiert inconsciemment dans la vie courante. En nous promenant, nous mettons plus ou moins de temps pour aller en différents lieux et arrivons ainsi à la notion de la longueur des chemins. Nous lisons plus facilement un livre à la lumière du soleil qu'à celle de la lune et des étoiles, d'où la notion d'intensité de la lumière. La comparaison d'inégalités semblables nous conduit enfin à l'idée abstraite de grandeur et ainsi de suite.

Mais ces observations, ces sensations accidentelles sont toujours incomplètes et de plus très inégales d'un enfant à un autre. L'un voit tout ce qui passe devant ses yeux et l'autre ne regarde rien. Pour ce dernier, un arbre sera seulement une masse confuse se dessinant sur le ciel. Le premier, au contraire, y aura distingué le tronc, les branches, les feuilles, les fleurs, les fruits, puis dans le tronc l'écorce, l'aubier, le cœur, la sève. Par le groupement de ces sensations distinctes, il se fera une idée très nette de ce qu'est un arbre et de là il s'élèvera facilement aux notions de forme, de grandeur, de couleur, de croissance, tandis que son camarade ne pourra jamais, malgré tous les discours de ses professeurs, dépasser le niveau des idées confuses.

Causant, un jour, avec un des dirigeants influents de la C. G. T., des avantages de l'accroissement de la production, je lui disais : « Voici au moins un point sur lequel nous sommes d'accord. » Il me répond : « Jamais de la vie. Pour moi c'est une opinion syndicale et pour vous c'est une opinion de bourgeois ; cela n'a aucun rapport. » Il était de très bonne foi, il était incapable de dissocier l'idée et la personne qui exprimait cette idée. C'était pour lui un bloc confus, comme pour notre collégien la silhouette diffuse de l'arbre.

Le rôle du travail manuel dans l'enseignement philosophique doit être de donner une base précise, indispensable à la formation des idées nettes. En touchant, mesurant et vérifiant les objets fabriqués, on acquiert un ensemble de connaissances qui échappent sans cela aux enfants distraits ; l'on prépare ainsi un terrain favorable pour l'éclosion des idées générales, but essentiel de l'enseignement secondaire.

Nous arrivons ainsi, semble-t-il, à deux conclusions contradictoires : au point de vue utilitaire, proscrivons le travail manuel au lycée, mais acceptons-le au point de vue du développement intellectuel. En réalité, il s'agit là de deux sortes de travaux tout à fait distincts ; à chacun de ces buts opposés correspond une organisation différente des exercices manuels. Si l'on veut apprendre un métier, il faut, comme on le fait pour l'apprentissage du piano ou de la dactylographie, débuter par des exercices tendant à donner un entraînement spécial aux muscles du bras et de la main. Par exemple, dans l'apprentissage du travail des métaux, on commence par passer des heures et des jours à fabriquer à la lime des cubes en fer, puis on apprend par cœur les noms des différentes parties des outils, ceux des différentes matières et de leurs propriétés, etc., toutes choses parfaitement inutiles au point de vue de la formation intellectuelle.

***

Avant de fixer le programme des travaux manuels, il faut bien préciser dans ses détails le but poursuivi, les acquisitions intellectuelles demandées à ce genre de travail.

Avant tout le travail manuel a la grande supério-

rité sur la leçon orale de retenir plus facilement l'attention des enfants et de les entraîner ainsi vers l'*effort personnel*, de les habituer à se donner du mal en vue d'un but déterminé. L'activité, c'est-à-dire le goût de l'effort, est de toutes les qualités de l'esprit la plus importante à acquérir. Elle suffit même à elle seule, car elle permet ensuite, par le seul jeu de la volonté, le développement de toutes les autres facultés de l'esprit. Dans son ouvrage sur l'éducation aux États-Unis, Omer Buyse insiste longuement sur cette utilité des exercices pratiques. A ce point de vue, il faut éviter de faire copier servilement des modèles, de faire apprendre par cœur des définitions d'objet, de faire répéter trop souvent les mêmes mouvements. On demandera, au contraire, aux enfants d'établir eux-mêmes leurs projets de travaux, en se conformant à un plan général donné, et de rédiger à l'appui de leur projet un rapport écrit qui sera ensuite corrigé par le maître. Pour stimuler leur zèle, on leur fera fabriquer de préférence des objets usuels qu'ils pourront emporter chez eux et conserver avec plaisir.

Un second but des travaux manuels est d'habituer l'esprit à la *précision*. Pour cela, ils doivent être orientés de façon à amener, en premier lieu, les enfants à appliquer inconsciemment le principe fondamental de la méthode de Descartes : division de tout objet en ses parties, puis énumération complète des différentes parties d'un tout, et à les familiariser, en second lieu, avec la pratique des méthodes de mesure.

Prenons un exemple : la fabrication d'une boîte à lait en fer-blanc. Les enfants dresseront un plan coté et y joindront un mémoire donnant l'énumération des diverses parties de la boîte : corps, couvercle et anse ; celle des matières premières nécessaires : fer-blanc, fil de fer et soudure ; celle des procédés de fabrication : découpage, pliage et soudage ; celle des outils : cisaille, enclume, marteau et fer à souder.

De même l'usage des procédés de mesure peut être enseigné à l'occasion de la même fabrication. Pour découper le fer-blanc, il faut commencer par établir un dessin coté très précis, puis, l'objet fini, en vérifier les dimensions : hauteur et diamètre, contenance ; poids des diverses matières consommées. Pendant la fabrication même, on déterminera le temps nécessité par chaque opération élémentaire. Indépendamment du développement intellectuel qu'occasionne un semblable travail, il constitue une préparation infiniment précieuse aux études scientifiques ultérieures ; sans mesures précises, la science n'est qu'un vain bavardage.

Ces mêmes travaux manuels peuvent servir à développer l'esprit d'*organisation*, si utile dans toutes les circonstances de la vie, même au lycée pour la rédaction des devoirs de classe. Reprenons le même exemple du pot au lait et appliquons-lui les cinq phases successives de l'organisation :

La *définition du but poursuivi*, c'est-à-dire le dessin précis de l'objet à fabriquer.

L'*étude des procédés de fabrication* : découpage, pliage, soudure, etc.

La *réunion des éléments indispensables pour la fabrication*, c'est-à-dire matières premières et outils.

La *fabrication proprement dite*.

Enfin le *contrôle du résultat obtenu*, c'est-à-dire la vérification des dimensions et de l'étanchéité.

Ces mêmes exercices manuels sont infiniment précieux pour faire comprendre aux enfants la nature exacte des *phénomènes* qu'étudient les différentes sciences. Très peu d'enfants, par exemple, sont en état de comprendre la distinction entre la quantité de chaleur et la température, quand on se contente de la leur expliquer au tableau noir. La notion de chaleur est pour eux une notion globale confuse. Si on leur fait observer, au contraire, un fil de fer chauffé dans la flamme d'un bec Bunsen et rougissant en moins d'une minute, si on leur fait constater d'autre part que le même bec de gaz mettra 1/4 d'heure pour porter à l'ébullition un litre d'eau, ils comprendront que l'eau renferme plus de chaleur que le fil de fer, bien que ce dernier soit beaucoup plus chaud, et arriveront ainsi peu à peu à dissocier l'idée de quantité et celle de degré de chaleur.

De la même façon, le dessin géométrique, nécessaire pour la construction des appareils, donne des notions précises sur les grandeurs étudiées en géométrie : parallèles, perpendiculaires, polygones, tangentes, etc. De même encore la construction et le fonctionnement de petites machines accoutument l'esprit aux notions fondamentales de la mécanique : Déplacement, vitesse, accélération, couples, centre de gravité, inertie, etc.

Les travaux manuels se prêtent aussi très bien à l'apprentissage de deux opérations essentielles de la *méthode scientifique* : l'observation et l'expérimentation. En clouant des planches on observe la production de fentes avec les bois tendres et les clous trop gros ; ces fentes ont une relation avec la direction des fibres du bois. Par l'expérimentation on pourra déterminer la distance du bord des planches à partir desquelles les fentes cessent de se propager, voir comment cet accident varie avec l'essence du bois. Ou encore on étudiera les conditions de la torsion des clous longs et fins, sous le choc du marteau. Elle est d'autant plus facile que le bois est plus dur et les chocs du marteau plus violents.

Toutes les manipulations peuvent être utilisées de la même façon pour développer l'habitude de

l'expérimentation. Par exemple, en chimie, on demandera de décrire ce que l'on observe quand on chauffe dans un tube à essai une matière donnée (de l'iode ou de l'iodure de mercure). En botanique, on observera la germination d'un haricot, en traçant de jour en jour la courbe de sa croissance. On fera des expériences tendant à définir l'influence de la température sur la vitesse de germination ou l'influence de la perforation des enveloppes dures des graines (Caroubier), etc.

On peut encore demander aux travaux manuels le développement d'une mentalité de première nécessité dans la vie publique, mais bien difficile aussi à faire entrer dans l'esprit des hommes, la croyance *au déterminisme*, c'est-à-dire à la nécessité inexorable des lois de la nature. Elle évite l'illusion, si malfaisante à l'heure actuelle, de croire à la possibilité d'annihiler les lois de la nature par des décisions des hommes, par des votes des Chambres, ou encore de créer de la richesse au moyen du désordre et des destructions. Cette croyance au déterminisme n'est-elle pas d'ailleurs la base de toute philosophie?

On peut enseigner tant que l'on voudra le déterminisme dans des cours oraux sans laisser aucune impression dans l'esprit des auditeurs. Par contre un enfant qui se donne un coup de marteau sur les doigts arrive rapidement à la conviction qu'autant de fois il se tapera sur les doigts, autant de fois cela lui fera du mal. En prolongeant cette première observation par des expériences sur le levier, sur les lois d'oscillation du pendule, sur la chute de chaleur des corps chauds aux corps froids, sur l'échauffement d'un corps violemment choqué, on lui inspirera le respect des lois de la nature, on le dégoutera plus tard de chercher à résoudre le problème de la production du blé par de simples mesures législatives.

On pourrait continuer cette énumération des différentes façons d'utiliser les travaux manuels. Toutes les acquisitions de l'esprit nous venant des sens, le développement de chacune d'elles peut être facilité par une orientation convenable d'exercices manuels.

Sans prolonger plus longtemps cette énumération des divers buts du travail manuel, passons rapidement en revue les différents genres d'exercices qui peuvent convenir à un établissement d'enseignement secondaire. Sous réserve d'une étude plus complète, je proposerais le choix suivant :

Classe de 6e. — Le travail du papier et du carton avec les premières notions de dessin graphique.

Classe de 5e. — Le travail du bois avec les mesures de longueur et quelques notions d'organisation du travail.

Classe de 4e. — Le travail du fer-blanc avec l'étude expérimentale des principaux théorèmes de la géométrie, en admettant que l'enseignement théorique de cette science commencera à la fin de la même année.

Classe de 3e. — Le travail des métaux avec l'étude expérimentale des principales lois de la mécanique.

Classe de 2e. — Le travail du verre avec la mesure des grandeurs intéressant l'électricité, la chaleur et la mécanique des fluides.

Classe de 1re. — Montage des appareils de chimie avec des manipulations dites actives et quelques dosages analytiques.

De semblables exercices convenablement dirigés peuvent être de la plus grande utilité pour la formation de l'esprit, pour développer le jugement et habituer à la précision dans les idées.

Pour clore ce trop long exposé, je le résumerai d'un mot : A aucun prix, le travail manuel ne doit « être dans l'enseignement secondaire sa fin à lui-« même, c'est seulement un outil au service de la « culture intellectuelle. Un principe essentiel de toute méthode scientifique, de tout esprit d'organisation, est de ne jamais courir deux lièvres à la fois. Laissons donc la formation technique aux écoles professionnelles et orientons l'enseignement secondaire vers l'entier développement et le parfait équilibre des facultés de l'esprit. C'est là le plus grand service que nous puissions rendre au pays.

H. Le Chatelier,
Membre de l'Institut,
Professeur à la Sorbonne.

L'OPINION EN SUÈDE A L'ÉGARD DE LA FRANCE

M. Félix Rocquain, de l'Académie des Sciences morales et politiques, a bien voulu communiquer à la Revue une lettre ou plutôt un mémoire que lui a adressé un Français en résidence à Stockholm et qui sera lu avec un vif intérêt. C'est une histoire de l'état de l'opinion en Suède à l'égard de la France depuis 1870 jusqu'à ce jour. L'auteur, qui, par les importantes affaires qu'il dirige, est en relations avec les hommes les plus notables du royaume et qui joint à une intelligence très cultivée un remarquable esprit d'observation, se trouve dans toutes les conditions désirables pour être exac-

tement renseigné. Ce mémoire, que nous reproduisons presque textuellement, commence par quelques considérations sur la neutralité que certaines nations de l'Europe et notamment la Suède ont gardée pendant la dernière guerre. N. D. L. D.

***

La neutralité politique qu'un gouvernement croit lui être dictée par les intérêts de son pays lui impose des devoirs et en impose à ses nationaux, sans que les belligérants aient le droit d'exiger qu'ils prennent parti, exigence qui pourtant a été parfois formulée par des patriotes échauffés de telle ou telle nationalité belligérante. Nous ne saurions donc en vouloir à des étrangers de ne s'être compromis en aucun sens durant la guerre, et nous dépasserions notre droit en voulant scruter les replis de leur conscience et en considérant comme des ennemis ceux qui ne se sont pas jetés dans la mêlée. Toutefois, au cours de cette longue et cruelle guerre mettant en cause tous les principes du droit et les devoirs de l'humanité, il était difficile, même pour ceux que leurs préoccupations retiennent loin des controverses politiques, de prétendre se maintenir « au-dessus de la mêlée ». Les sentiments des particuliers restaient libres, et beaucoup en Suède, comme ailleurs, ont usé de cette liberté en des sens divers et les ont manifestés dans des conditions très variées. Ces sentiments, nous devons les connaître et en apprécier les nuances et les manifestations pour déterminer notre attitude envers les Suédois en général et chacun d'eux en particulier, attitude qui légitimement doit avoir aussi ses nuances.

C'est, je le crains, l'opinion courante en France que la grande majorité des Suédois était germanophile durant la guerre et l'est restée, sinon qu'elle était et est encore francophobe ; de même que l'on croit que tel peuple voisin est francophile et germanophobe. Ce sont là des appréciations trop simplistes pour être exactes, et qui ont été accréditées par des personnalités ayant intérêt à les répandre et dénuées d'ailleurs de toute habitude et de toute aptitude d'observation et de jugement scientifiques.

En 1870 et 1871, toute la Suède était avec la France plus qu'aucun autre pays étranger peut-être ; les journaux de Stockholm ont paru encadrés de noir lorsque la nouvelle de la capitulation de Sedan leur est parvenue. En 1914, la presse n'a parlé de la victoire de la Marne qu'en termes inexacts ou vagues. Ce n'était pas là seulement le résultat de nos défaites de 1870-1871, qui devait pourtant réagir naturellement partout sur notre prestige. C'était surtout la conséquence des deux politiques pratiquées en Suède, l'une par la France, l'autre par l'Allemagne pendant quarante ans. Une propagande méthodique avait été suivie par l'Allemagne, saisissant toute occasion d'affirmer à la fois sa force, sa prospérité économique, sa culture intellectuelle, sa sympathie et son estime pour la Suède. L'empereur Guillaume exerçait en ce sens son activité inlassable avec ses procédés qui, n'étant pas sans effet sur certains Français même, étaient prestigieux ici ; ses représentants officiels, choisis avec soin, bénéficiaient de ce prestige, ainsi que les officiers allemands, les savants, les littérateurs, les artistes, les industriels, les commerçants, et pour ainsi dire tous les voyageurs, dont la proximité des côtes allemandes facilitait la venue en grand nombre dans les pays scandinaves, de même que le passage des Suédois en Allemagne et le séjour des professeurs et des étudiants dans les universités et laboratoires d'Allemagne, et des officiers suédois dans les troupes et les écoles militaires allemandes.

Tous les Allemands qui entraient en relations avec la Suède étaient autant de propagandistes de la grandeur allemande. Le peuple allemand était représenté comme la première nation du monde, la mieux organisée, la plus conservatrice en même temps que celle dont l'esprit était le plus ouvert aux idées de progrès, la plus forte militairement et pourtant pacifique, la gardienne de l'ordre, celle qui avait les meilleures méthodes scientifiques et économiques, celle dont la puissance était fondée sur des bases inébranlables et ne pouvait que grandir. C'était enfin celle dont le bras protégeait la Suède contre l'invasion de la « barbarie moscovite ». La France était peinte, au contraire, comme une nation en décadence, rongée par ses vices, condamnée, du fait de sa faible natalité, à disparaître assez rapidement, ruinée par son manque d'esprit d'entreprise et de méthode, et ayant renoncé à tout rôle politique au profit de son allié ou plutôt son suzerain l'Empire russe.

C'était politiquement le point sensible que l'alliance franco-russe. La Suède, qui, dans la Baltique, était en face des deux colosses allemand et russe, les craignait tous les deux, mais surtout la Russie qu'elle n'aimait ni n'estimait, et dont la brutalité l'effrayait et lui répugnait, tandis que l'Allemagne avait l'art de lui faire paraître plus légers les liens dont elle l'enchaînait en les ornant de quelques fleurs. Cette situation ne rendait sans doute pas notre politique très aisée en Suède. Je me permets de croire pourtant qu'elle nous aurait donné, si nous l'avions voulu, l'occasion avanta-

geuse de prendre, entre le pays allié et la Suède, qui n'avait aucun grief particulier contre nous, le rôle d'intermédiaire bienveillant, pour le plus grand bien de la Suède et de la Russie et au profit de la pacification morale de l'Europe. Cela n'a été tenté que par M. Poincaré dans les quelques mois qui ont précédé la guerre, dans les conditions que M. Paléologue et M. Nekloudof ont exposées dans les mémoires récemment publiés; c'était trop tard.

En opposition à la propagande menée par l'Allemagne sur tous les terrains où la suprématie française était installée avant 1871, qu'avait fait la France ? qu'avaient fait notre Gouvernement et nos représentants officiels, et, d'une manière générale, tous ceux qui étaient qualifiés pour représenter la mentalité de la France, son activité, ses forces vives ? Si j'écrivais l'histoire des relations franco-suédoises durant les années écoulées entre la guerre qui a fondé l'Empire allemand et celle qui a détrôné la dynastie des Hohenzollern, je devrais constater que trop de Français ont laissé voir alors une mentalité de vaincus; qu'ils ont pris trop aisément leur parti de voir notre influence évincée des pays où elle dominait jadis, et surtout des pays qui n'étaient pas considérés comme de « Grandes Puissances », nos amis ou clients d'autrefois, qu'ils ont méconnu la force de l'opinion publique étrangère, sans l'appui de laquelle les négociations les plus habiles valent peu : que des paroles malheureuses, de fâcheux articles de journaux, et d'autres maladresses de notre part ont été exploités contre nous comme autant d'armes fournies à nos adversaires par des Français qui furent inconsciemment les meilleurs auxiliaires de la propagande ennemie. Mais la cause la plus grave de notre discrédit croissant dans les pays scandinaves, ce fut que nous donnâmes l'impression d'une abstention systématique, et, de « l'absence ». Les absents ont tort.

Dans ces conditions, je ne m'étonne pas que l'influence française ait décliné en Suède ; je m'étonnerais plutôt qu'elle y eût survécu ; pour l'expliquer, il faut croire que notre culture avait des racines bien profondes dans l'esprit des « Français du Nord ». L'admiration pour nos œuvres intellectuelles n'y a subi, à vrai dire, aucun déclin, même lorsque la part consacrée à l'étude du français dans l'enseignement a été diminuée, il y a une quinzaine d'années, non pas au profit d'autres langues étrangères, mais au profit de matières scientifiques jugées plus pratiquement utiles. L'art et la littérature française n'ont pas eu de détracteurs ici.

Pendant la guerre même, alors que la situation du pays était singulièrement difficile, la politique des Alliés a eu beaucoup d'adversaires, des ennemis même ; celle des Allemands a trouvé des complices. Mais s'il y avait beaucoup de germanophiles, on pourrait compter le nombre des francophobes ! Nos alliés avaient des ennemis, et nous n'en avions guère. La grande majorité des Suédois craignait et détestait les Russes ; beaucoup se défiaient et s'irritaient de la politique et des procédés britanniques. Parmi des germanophiles convaincus, nous comptions beaucoup de gens qui avaient gardé l'empreinte de leur sympathie traditionnelle pour la France, de leur goût pour notre culture, et qui déploraient notre rupture avec l'Allemagne. Ce n'était pas assez, mais c'était quelque chose en ces années-là. La charité suédoise s'est manifestée amplement en faveur des misères françaises durant la guerre, comme elle s'est déployée depuis lors avec un élan de cœur auquel je dois rendre hommage. Et combien d'amis nous avions encore en ce pays, en dépit de tant de circonstances défavorables à l'étalage de leurs sentiments ! L'Alliance française n'a pas cessé de fonctionner en plusieurs villes ; c'est en pleine guerre que s'est fondée la Société de l'art français, sous la présidence de S. A. R. le prince Eugène ; c'est en pleine guerre que l'*Amitié franco-suédoise* s'est créée, avec ce titre compromettant, et que de nombreux parlementaires suédois sont venus à Paris nous affirmer solennellement leurs sympathies, ayant à leur tête Branting et Palmstjerna.

A certains Suédois nous pouvons justement reprocher des actes incorrects, comme à Sven Hedin et à quelques officiers ; et aussi à des membres du Gouvernement, terrifiés par la puissance allemande ; d'autres ont eu une prudence peut-être excessive, mais qu'ils ont crue raisonnable envers un Gouvernement aussi dénué de scrupules que l'était celui de Berlin, et qui n'a pas respecté les navires suédois plus qu'il n'a épargné les autres bâtiments neutres. En certains cas, nous avons bien moins à incriminer des sentiments d'hostilité que cette conviction, entretenue par la propagande ennemie, que la victoire était assurée à l'Allemagne : ce n'est pas seulement en ce pays neutre que cette conviction ébranlait beaucoup de courages.

Pourtant il y eut beaucoup de Suédois qui ne l'eurent pas ; ce n'était pas seulement ceux qui avaient pour notre armée des motifs particuliers de sympathie, comme ceux qui avaient combattu dans nos rangs sous le second Empire, par exemple ce colonel suédois qui, à l'exemple de plusieurs de ses ancêtres, avait servi la France et qui, mort en 1917, n'a cessé d'évoquer ses souvenirs et ses espérances d'ancien combattant de 1870 et dont le cercueil a été couvert de notre drapeau. Beaucoup

de ses concitoyens ont souhaité et ont voulu espérer notre victoire pour le salut des libertés européennes, comme Branting, chef du parti socialiste et actuellement président du Conseil, et la plupart de ses coreligionnaires politiques, et d'autres aussi qui appartenaient à d'autres partis, à tous les partis. Je n'oserais dire qu'ils formaient la majorité, mais ce n'est pas impossible. Tout au moins devons-nous affirmer que l'immense majorité du peuple suédois était hostile aux pensées, aux désirs, aux projets des germanophiles qui voulaient entraîner la Suède dans leur camp et qui se vantaient d'y avoir réussi. Ces vantardises sont à l'origine des préjugés qui me paraissent encore dominer en France, après bientôt quatre ans de l'évolution qui s'est accomplie en ce pays à notre profit, dans la mesure et dans les conditions imposées par les circonstances, et en dépit des efforts d'une propagande hostile qui n'a pas cessé, qui n'a même pas diminué d'intensité. Nous devons, nous aussi, y intensifier notre contre-propagande avec les moyens qui ont apparu comme les plus efficaces, et aussi avec une discrétion qui est une de nos forces pour lutter contre les armes parfois trop massives de nos adversaires.

C'est à mieux faire connaître la France en Suède que M. Delavaud, nommé à la tête de la légation française peu de semaines avant la fin de la guerre, a été invité par notre gouvernement à consacrer ses plus grands efforts. Esprit très distingué, d'un patriotisme éclairé, le nouveau ministre, comprenant l'importance de la mission qui lui était confiée, s'y est donné tout entier. Il trouvait d'ailleurs une situation nouvelle créée par les victoires de la France et dont il n'avait qu'à profiter. Il a pu constater combien, en dépit des intrigues de l'Allemagne, les sympathies françaises étaient vivaces en Suède. La tentation serait grande pour moi de vous exposer le progrès de ces sympathies, les manifestations faites, sur tous les terrains, dans toutes les classes de la société, dans tous les partis politiques, en faveur des idées et des œuvres françaises, sans rien dissimuler pourtant des hostilités rencontrées et des préjugés qui subsistent, ni du retour offensif que la propagande allemande a fait depuis qu'elle y a été encouragée par l'attitude prise envers la France par l'ex-premier ministre anglais. Cela ne doit que nous décider à continuer plus vigoureusement notre action et à nous ingénier à trouver de nouveaux moyens de pénétrer dans la mentalité suédoise.

J'aimerais à vous parler des sentiments des classes intellectuelles suédoises envers notre pays, sentiments qui, en raison de l'intimité des rapports entre professeurs suédois et allemands, du nombre considérable de ceux qui ont reçu le pli de l'enseignement allemand, sont partagés entre les deux adversaires. Dans les Universités, l'Allemagne a beaucoup d'amis; nous en avons aussi, peut-être autant. En décembre 1920, M. Ch. Guillaume, directeur du bureau des poids et mesures, citoyen suisse, mais si français de sentiments, s'en est rendu compte lorsqu'il est venu recueillir le prix Nobel de physique. Si, en 1921, M. Anatole France a eu le prix Nobel de littérature, ce ne sont pas ses idées politiques et philosophiques qui ont provoqué l'admiration, c'est son génie d'écrivain, c'est aussi, cela a été dit et confirmé, le désir de rendre hommage à un homme de lettres français (1). Rien ne peut dépasser la chaleur des sentiments francophiles de l'éminent astronome Hildebrandsson, correspondant de notre Académie des Sciences; ni la solidité des sympathies de l'illustre professeur Arrhenius, lui aussi correspondant de cette Académie. D'autres mériteraient aussi d'être cités, même ceux qui, comme le professeur Mittag-Leffler, encore un correspondant de l'Académie des Sciences, passent pour avoir cru impossible la victoire des alliés sur l'armée allemande, mais dont l'admiration est sans bornes pour le génie de Henri Poincaré et qui, dans ses *Acta mathematica* a fait aux mathématiciens français plus de place qu'à ceux de toute autre nationalité.

Je considère que le principal objet de notre action intellectuelle en Suède, c'est de développer le plus possible nos relations avec les classes dirigeantes et par conséquent avec les Universités où se forme leur mentalité. Telles sont aussi les vues de M. Delavaud. Il s'attache à donner aux maîtres de ces Universités le sentiment que la France les connaît et les estime et qu'elle apprécie, le cas échéant, leurs bons sentiments pour notre pays et pour la culture française. Il a visité les Universités d'Upsal, de Lund et de Gothembourg, et il a fait faire des dons importants de livres français à leurs biblio-

(1) A ce propos, il n'est pas inutile de rappeler les prix Nobel décernés à des Français depuis une vingtaine d'années. Le prix de littérature, qui en 1921 a été décerné à M. Anatole France, l'avait été antérieurement en 1901 à Sully Prudhomme, et en 1904 à Mistral. Le prix de physique a été décerné en 1903 à MM. Henri Becquerel et Pierre Curie et Mme Curie, en 1908 à M. G. Lippmann; le prix de chimie en 1906 à M. Moissan, en 1911 à Mme Curie, en 1913 à MM. Grignard et Sabatier; le prix de médecine en 1907 à M. Laveran, en 1913 à M. Charles Richet. Le prix de médecine a été, d'autre part, décerné en 1908 à Metchnikoff, et le prix de physique en 1920 à M. Guillaume, qui, bien qu'étranger, était presque considéré comme Français, en raison des fonctions qu'il exerce en France. Il importe d'ajouter que le prix Nobel de la paix, décerné par un comité siégeant à Christiania, a été attribué à MM. Frédéric Passy (1901), Louis Renault (1907), M. d'Estournelles de Constant (1909), et à M. Léon Bourgeois en 1920.

Note de M. Félix Rocquain.

thèques. Il a pu faire conférer à plusieurs professeurs des grades de la Légion d'honneur. Mais la plus haute consécration qu'ils puissent ambitionner, c'est la qualité de correspondant de l'Institut de France, qui doit être pour eux une suprême récompense et un encouragement. Dernièrement, M. Delavaud n'a pas été sans contribuer, par des démarches discrètes, à faire conférer cette qualité à un savant Suédois, connu en France par ses ouvrages ; démarches dont le but n'était pas seulement d'obtenir pour ce savant une distinction qui paraît méritée, mais de resserrer par là les liens intellectuels entre la France et la Suède.

***

LA VIE INTIME DE MADAME DE POMPADOUR (1)

Au début, la nouveauté de l'amour, la découverte émerveillée que font deux êtres de leurs sens et de leurs cœurs, pouvait remplir les heures secrètes de l'intimité ; mais le premier feu du désir amorti par cette intimité quotidienne, la maîtresse s'apercevait que le plus beau et le plus rare triomphe d'une femme, ce n'est pas de conquérir un amant, c'est de la garder.

Mieux elle connaissait le caractère du Roi, mieux elle sentait les difficultés de son rôle d'amoureuse.

Car, avant tout, Louis XV voulait être amusé. L'amour était pour lui un remède à l'ennui dont il souffrait comme d'un mal chronique et incurable. Peut-être n'était-il pas né voluptueux : il l'était devenu en essayant d'échapper à lui-même, et son goût assez tardif pour la femme — après neuf ans de morose fidélité conjugale — tenait peut-être à la curiosité plus qu'au tempérament. Cette curiosité qui va souvent avec une certaine pauvreté d'imagination, qui révèle un besoin perpétuel d'être réveillé par le changement, aucune amante ne peut la satisfaire, et les mille et trois de Don Juan n'y suffiraient point : Mme de Pompadour était moins bien armée que d'autres femmes, pour contenter ce monstre de la curiosité libertine qui habitait l'âme mélancolique du roi. La nature l'avait pétrie d'une matière exquise, mais fragile. Un sang pâle courait dans cette chair de blonde, que sa froideur défendait contre l'épuisement de la volupté, et Louis XV fut un peu déçu de trouver la Russie après la Pologne. Il en souffrit dans son amour-propre d'homme beau et sensuel. Une femme de chambre, confidente qui s'attacha fidèlement à la marquise et qui a laissé de curieux mémoires, Mme du Hausset, si familière dans « l'appartement d'en haut » que les deux amants ne se gênaient pas devant elle et la regardaient « comme un chien ou un chat », a levé un coin du rideau de l'alcôve royale. Nous savons, par elle, que « Madame était froide à l'excès pour l'amour », et qu'elle essaya de réveiller la nature somnolente en prenant du « chocolat ambré à triple vanille », des truffes et des potages au céleri. Ce régime échauffant dérangea tout à fait sa santé. Une dame d'honneur de la Dauphine, Mme de Brancas, qui avait fait amitié avec Mme de Pompadour, lui représenta le danger réel qu'elle courait, et l'inutilité de ce régime.

« Ma chère amie, dit Madame à Mme de Brancas, je suis troublée de la crainte de perdre le cœur du Roi en cessant de lui plaire. Les hommes mettent, comme vous pouvez le savoir, beaucoup de prix à certaines choses, et j'ai le malheur d'être d'un tempéramant très froid...

Et elle ajouta en pleurant :

« Vous ne savez pas ce qui m'est arrivé, il y a huit jours ? Le Roi, sous prétexte qu'il faisait chaud, s'est mis sur mon canapé et y a passé la moitié de la nuit. Il se dégoûtera de moi et en prendra une autre.

« Vous ne l'éviterez pas, répondit Mme de Brancas, en suivant votre régime, et ce régime vous tuera. Rendez au Roi votre société de plus en plus précieuse par votre douceur ; ne le repoussez pas dans d'autres mouvements et laissez faire le temps. Les chaînes de l'habitude vous l'attacheront pour toujours. » .

Le conseil était sage et dicté par l'expérience. Mme de Pompadour le mit à profit. Elle comprit que le seul contre-poids au goût du changement, c'était l'habitude, et que l'apathie de Louis XV lui offrait une prise plus sûre que la sensualité.

Peu importait la déception secrète du royal amant qui s'irritait de posséder « une macreuse ». Les jours comptent plus que les nuits dans l'existence d'un homme qui ne sait que faire de son temps et qui veut être sans cesse diverti par des objets nouveaux. Quand le Roi monte à l' « appartement d'en haut », une femme qui lui paraît toujours nouvelle, l'accueille d'un visage toujours égal. Elle est la même qu'il connaît si bien et elle est cent autres. Tantôt, jardinière coiffée

(1) Voir la *Revue Bleue* des 15 décembre 1922, et 1er janvier 1923.

d'un chapeau de paille, tantôt sultane au large pantalon de soie brochée, à la veste boutonnée et fendue sur la gorge; tantôt grande dame et presque majestueuse; tantôt jeune femme vive et gaie, et spirituelle conteuse d'histoires. De tout ce qui la rend si différente des dames de la cour, de tout ce qui aurait pu la perdre, elle a fait les éléments secrets de sa puissance. Elle a vu tant de gens, tant de choses que Louis XV soupçonne à peine, elle est si joliment dégagée des préjugés qui embarrassent les duchesses! Avec ses talents de musicienne et de peintre, son élégance exquise, son art de la conversation appris à l'école de Voltaire et de Fontenelle, cette parvenue de génie a tous les traits de la Parisienne de race, qui peut naître dans la boue et s'élever jusqu'aux marches d'un trône, adaptée à toutes les situations, assouplie à toutes les circonstances, capable d'être, s'il le faut, une amoureuse, une artiste, une femme politique, une courtisane, et même une honnête mère de famille, mais, avant tout et toujours, une femme qui veut plaire, et qui plaît.

Avec elle, le Roi libère son égoïsme, et cède à son indolence. Lui, le concentré, le méfiant, il se livre plus qu'il ne l'a jamais fait — bien qu'il se reprenne par brusques boutades. La marquise apprend à le voir comme l'a peint le duc de Luynes, ni vif ni gai, atrabilaire, impénétrable, « avec un extrême besoin d'exercice violent et de dissipation, et des moments de noire tristesse ». Il aime les femmes et n'a nulle galanterie dans l'esprit. Il est souvent dur, et il a une extraordinaire disposition à rester silencieux, comme si parler lui était pénible. La marquise subit les longs silences que toutes les femmes haïssent parce que l'homme, enfermé dans son mutisme, leur échappe et les inquiète. Elle écoute sans impatience des propos qui ont pour sujets habituels le calendrier, les rites et cérémonies de l'Eglise, le détail des maladies et des opérations. Louis XV aime à parler de la mort — comme tous ceux qui la craignent. Il voit moribonds tous les malades et il leur demande où ils comptent se faire enterrer. Un jour, étant en voiture avec Mme de Pompadour et la maréchale de Mirepoix, il ordonne d'arrêter, appelle un écuyer et dit :

« Vous voyez bien cette petite hauteur ? Il y a des croix, et c'est certainement un cimetière... Allez-y, et voyez s'il y a quelque fosse nouvellement faite. »

L'écuyer obéit et retourne vers le roi : « Il y a trois fosses, sire, et toutes fraîchement faites... »

« — En vérité, murmure la petite maréchale de Mirepoix, c'est à faire venir l'eau à la bouche... »

Tandis que Mme de Pompadour détourne la tête avec horreur.

Cette prédilection pour le macabre, et aussi ce pessimisme qui s'exprime à propos de tous les projets des ministres, ce goût de cendre que prennent, sur les lèvres du souverain blasé, les plus beaux fruits de la vie, n'est-ce pas le signe d'un secret déséquilibre, que nous appellerions aujourd'hui de noms trop facilement employés : hypocondrie, neurasthénie ?...

Tel est l'homme, dans le particulier, malgré la grande allure noble et la physionomie charmante : un être sans ressources intellectuelles et morales, insensible aux arts, peu cultivé, un de ces êtres qui sont une charge pour eux-mêmes et pour les autres. Et c'est celui-là que la frêle marquise doit soulever d'un abîme d'ennui, et soutenir jusqu'à défaillir sous son poids. Elle y réussit, par un miracle de volonté qui l'use lentement et la tue. Elle ensoleille la vie en clair obscur des Petits Cabinets; elle dissipe la tristesse par une chanson; l'humeur par une anecdote imprévue. Elle accepte les goûts du roi au lieu de lui imposer les siens, et elle ressemble à ces gracieux virtuoses de l'acrobatie qui, suspendus sur la mort, les muscles tendus, les os disloqués, la sueur aux tempes, ne cessent jamais de sourire.

Le soir — trois ou quatre fois par semaine — on soupe dans les Petits Cabinets ou dans la jolie salle à manger de la marquise. Peu de convives — quelquefois, dix-huit, bien serrés autour de la table comme à ce souper que raconte si joliment le prince de Croy : « on n'était servi que par deux ou trois valets de la garde-robe qui se retiraient après nous avoir donné ce qu'il fallait que chacun eût devant soi. La liberté et la décence m'y parurent bien observées : le Roi était gai, libre, mais toujours une grandeur qui ne le laissait pas oublier; il ne paraissait pas du tout timide, mais fort d'habitude, parlant très bien et beaucoup, se divertissant et sachant alors se divertir. Il paraissait fort amoureux de Madame de Pompadour, sans se contraindre à cet égard, ayant toute honte secouée et paraissant avoir pris son parti, soit qu'il s'étourdît ou autrement. Il m'a paru fort instruit des petites choses et des petits détails sans que cela le dérangeât, ni sans se compromettre sur les grandes choses. *La discrétion était née avec lui*; cependant on croit que dans le particulier, il disait tout à la marquise... Il m'a paru qu'il lui parlait fort librement, en maîtresse qu'il aimait, mais dont il voulait s'amuser et qu'il sentait qu'il n'avait que pour cela, et elle, se conduisant très bien, avait beaucoup de crédit, mais le Roi voulait toujours être le maître

absolu, et avait de la fermeté là-dessus... On fut deux heures à table avec grande liberté et sans aucun excès. Ensuite, le Roi passa dans le petit salon, il y chauffa et il y versa lui-même son café, car personne ne paraissait là et on se servait soi-même. Il fit une partie de comète avec Mme de Pompadour, Coigny, Mme de Brancas et le comte de Noailles; petit jeu; le Roi aimait le jeu, mais Mme de Pompadour le haïssait et paraissait chercher à l'en éloigner. Le reste de la compagnie fit deux parties, petit jeu. Le Roi ordonnait à tout le monde de s'asseoir, même à ceux qui ne jouaient pas; je restai appuyé sur l'écran, à le voir jouer. Mme de Pompadour le pressant de se retirer et s'endormant, il se leva à une heure et lui dit, à demi-haut (ce me semble) et gaîment : « Allons! allons nous coucher! » Les dames firent la révérence et s'en allèrent, et lui aussi fit la révérence et s'enferma dans ses Petits Cabinets, et nous tous nous descendîmes par le petit escalier de Mme de Pompadour où donne une porte, et nous revînmes par les appartements à son coucher public à l'ordinaire, qui se fit tout de suite... »

Pendant ces soupers du roi — qui ne ressemblent guère à l'orgie crapuleuse dont la légende se crée déjà et se répand par toute l'Europe — la reine Marie soupe, elle aussi, chez le duc et la duchesse de Luynes, « ses honnêtes gens », ses amis vrais. Elle y retrouve le président Hénault et Monterif, le cardinal de Luynes, Nangis, le vieux chevalier d'honneur qui se souvient d'avoir respectueusement aimé la duchesse de Bourgogne, et le comte de Tressan qui, dans ce milieu paisible, représentait l'esprit galant et libertin. Tout le monde est assis, malgré l'étiquette; le chien de la reine ronfle sur un coussin; on parle de la vieille cour, du cher roi Stanislas, des petites Mesdames qui font leur éducation à Fontevrault, de M. le Dauphin, de tout ce qui émeut le cœur filial et maternel de la Reine. Mais parfois, il y a de longs silences « comme chez les Anglais » et toute la compagnie sommeille, tirée brusquement de ses songes par le bon cardinal de Luynes qui, certain soir, se croyant à l'église, s'est éveillé en sursaut et a commandé :

« Qu'on assemble le Chapître! »

C'est une histoire qu'on redira souvent, et qui fera rire le petit cercle de la Reine. Mais, dans l'intimité plus stricte, encore n'est-il pas vrai que l'on se hasarde très prudemment à parler de celle qui, là-haut, sous les toits couronnés de statues, préside le souper du roi? Oh! certes nul n'oserait blâmer le maître, et quant à la marquise, on lui sait gré d'être polie, et point méchante, point médisante et modeste — relativement. Elle a les plus grands égards pour la Reine, et elle oblige doucement le Roi à une déférence conjugale qu'il avait oubliée. Assurément, les temps sont changés! Ni Mme de Mailly, ni Mme de Vintimille, ni la hautaine duchesse de Châteauroux, n'ont eu de ces délicatesses de femme à femme, que la Reine devine et qui la consolent un peu de l'abandon. Naguère, on n'aurait pas imaginé que le Roi pourrait un instant s'asseoir auprès de la Reine quand elle joue « à cavagnole »; lui dire quelquefois un mot presque aimable, lorsqu'elle va le voir, le matin, dans sa chambre; l'inviter même à Choisy, où, lui annonce-t-il, elle aura « un bon dîner, les vêpres et le salut », toutes choses dont elle est gourmande... Cette visite à Choisy, en novembre 1745, deux mois après la présentation de Mme de Pompadour, a laissé un souvenir attendri à la pauvre Reine. Le Roi l'a reçue d'un air agréable; il lui a fait les honneurs du château transformé, de la chambre meublée en satin blanc brodé d'or et de chenille, du cabinet meublé de « velours à parterre ». Au salon, le Roi, toujours debout, a proposé à la Reine de s'asseoir, et pendant le dîner « en maigre », il a paru d'assez bonne humeur, si bien que la Reine « n'a montré aucun empressement à partir », mais qu'elle a parlé, de fort bonne grâce, à Mme de Pompadour, « respectueuse et point empressée ». Au retour, une surprise attendait Marie Leczinska dans son appartement de Versailles, nettoyé, embelli, pendant son séjour à Fontainebleau. Les dorures de la chambre ont l'éclat du neuf; les murs sont tendus de tapisseries représentant des sujets tirés de l'Ecriture sainte, et le lit à quenouille est devenu un lit à la duchesse, en étoffe couleur de feu.

Ces attentions touchent l'âme meurtrie de la Reine qui est sûre, maintenant, de n'être plus humiliée et rudoyée. Et combien plus précieuses lui sont d'autres faveurs du roi, faveurs inespérées, qui vont, par elle, à ceux qu'elle aime : la promotion de son vieux protégé, M. de la Mothe, au titre de maréchal de France, le paiement de toutes ses dettes : quarante mille écus, le déficit de la charité.

Après cela, faut-il s'étonner que la reine ait des indulgences peut-être excessives pour la marquise? Mme de Pompadour n'a-t-elle pas dit, à Mme de Luynes, « que si la Reine l'avait traitée mal, elle en aurait été vraiment affligée, mais qu'elle ne s'en serait jamais plainte; que par conséquent il n'était pas extraordinaire qu'elle profitât de toutes les occasions de parler des bontés que la Reine lui voulait bien marquer et qu'elle cherchât toutes les occasions de lui plaire... » Le duc de Luynes ajoute que « ces sentiments

réussissent fort bien dans le public, et l'on remarque avec plaisir la politesse, l'attention, la gaîté et l'égalité d'humeur de Mme de Pompadour. Il paraît qu'elle est fort satisfaite, non seulement de la Reine, mais même de Mesdames ; qu'elle est aussi assez contente de la manière dont Mme la Dauphine la traite, mais que le silence, l'embarras et l'air sérieux de M. le Dauphin quand il la voit, lui font de la peine ; cependant, elle ne s'en plaint point, et ce n'est que par ses amis qu'on peut le savoir. » (1)

Car le Dauphin ne désarme pas, et sans doute, il souffre de la condescendance maternelle, dont il connaît et comprend les raisons. Son inimitié, qu'il fera partager à ses deux épouses, Marie-Raphaëlle et la princesse de Saxe, qui remplacera Marie-Raphaëlle morte en juillet 1746, s'appuie sur sa fierté de prince, son amour de fils, sa piété de chrétien rigide. Son mentor, l'évêque de Mirepoix, l'entretient dans ce sentiment. Tout le « parti dévot » n'osant agir en face, essaie de ruiner sourdement la maîtresse du roi, l'amie et l'élève des philosophes, une pécheresse et pis encore : une incrédule, qui apporte à la cour le détestable esprit du siècle, l'écho des salons de Paris où Voltaire, Diderot, d'Alembert attaquent l'Eglise, au nom de la liberté philosophique !

Mais les dévots ne sont pas les seuls ennemis de la marquise. Elle doit compter encore avec les femmes, les favoris et les ministres.

Les femmes ne lui pardonnent pas son éclatante fortune. Celles qui se sont rangées de son parti, celles qui soupent avec elle, et celles-là aussi qui lui doivent tout, comme sa cousine d'Estrades, si elles ne souhaitent pas précisément sa chute, ne seraient pas mécontentes qu'elle payât ses joies par quelques chagrins. Mme d'Estrades, laide, effrontée, vénale, vilaine, dit Marmontel, « dans tous les sens, du côté de la figure et du côté de l'âme », a fait des bassesses pour gagner la confiance de la marquise. Une fois présentée, elle a brigué la place de dame d'atours auprès de Mesdames, et pour la servir, Mme de Pompadour a contraint, par ruse, à la retraite, la titulaire de la place, la vieille et vénérable Mme de La Lande, ancienne sous-gouvernante du roi. Le baron de Montmorency, qui s'est entremis dans cette affaire, a été récompensé par le cordon bleu. Quant à Mme d'Estrades, elle profitera de sa situation pour se lier avec M. d'Argenson, le mortel ennemi de la favorite, et pour trahir les secrets qu'elle pourrait surprendre dans les Cabinets du Roi. Elle fera mieux encore : elle se vantera, un soir, à Choisy, après une promenade avec le Roi, d'avoir repoussé une tentative de viol sur sa personne, ce qui est exactement le contraire de la vérité. Et Mme du Hausset pourra écrire, avec indignation, que la comtesse a fait « plus que des avances » au Roi étourdi par le vin, et sans défense contre l'impudique d'Estrades.

(1) Journal du duc de Luynes (VII).

C'est l'ennemie intime, la plus dangereuse de toutes ; c'est l'hypocrisie caressante, installée à la table de la marquise, et présente à sa toilette. Chaque jour, à cette heure charmante où les courtisans affluent dans l'appartement d'en haut, où la marquise, souriant à son miroir, reçoit les suppliques et distribue l'espérance, une d'Estrades est là, qui tend l'oreille, qui s'agite, qui s'exerce à l'espionnage, feignant la plus tendre amitié avec une âme empoisonnée de jalousie, inventant le mal qu'elle n'a pu découvrir, pour nuire à l'amie dont le bonheur la martyrise, et « pour se faire valoir auprès de son amant ». (1)

Si la haine est au foyer même de la marquise, que dire des rancunes et des colères du dehors ? Cette grosse duchesse de Lauraguais, une des Mailly-Nesle, qui a fait l'intérim entre Mme de Châteauroux et Mme de Pompadour, nullement aimée du roi, et bonne pour une passade, comment pourrait-elle ne pas exécrer la triomphatrice ? Et les rivales évincées, Mmes de Rohan, de Robecq, de la Mark, comment ne chercheraient-elles pas ces points sensibles de la femme où la piqûre de la moquerie fait une plaie vive et douloureuse ?

La méchanceté féminine hésiterait-elle, que des hommes seraient là pour l'aider, adversaires secrets de la marquise, dès le début de sa faveur, et plus enragés, à mesure que grandit sa puissance. C'est Richelieu, inconsolable de n'avoir pas donné au Roi une maîtresse choisie par lui et liée à ses intérêts ; c'est le comte d'Argenson, c'est Maurepas, ennemi déclaré de toutes les maîtresses. Celui-là surtout, est terrible par son talent de chansonnier satirique, par les épigrammes à l'emporte-pièce, qui font la joie des salons et qui n'épargnent personne — pas même la majesté royale — annonçant les pamphlets satiriques et les infâmes libelles qui, sous un autre roi, saliront non plus une favorite, mais une reine de France.

Pour ces grands seigneurs, nourris dans le respect des hiérarchies séculaires, formalistes observateurs de l'étiquette qui règle les préséances et réserve à chacun ses droits, la tare suprême de la marquise, c'est sa naissance. Bourgeoise par le sang, et petite bourgeoise, n'ayant pas même reçu cet héritage de traditions dont les bonnes familles parlementaires s'honorent comme d'une autre

(1) Mém. de Mme du Hausset.

noblesse, elle trahit son origine. Elle peut être intelligente, cultivée, spirituelle et gracieuse, il manque à sa politesse même la nuance presque insaisissable qui constitue le « bon air » et le « bon ton ».

Le « bon ton », c'est « un choix d'expressions nobles et délicates, la connaissance de ce qui est dû à chaque personne suivant l'âge, le mérite et le rang » ; c'est une politesse naturelle, une expérience parfaite des usages calculés pour l'agrément de la société, en un temps où l'on se dispense facilement de la vertu, mais jamais de la bienséance !

Les gens de bonne compagnie n'emploient pas certaines expressions qui sont d'usage courant dans la bourgeoisie et dans le peuple. Ils ne se disent pas, « Je vous salue », en s'abordant ou en se quittant. Ils ne se font pas des *cadeaux*, mais des *présents*, le mot cadeaux étant « reconnu pour ignoble ». On ne va pas aux *Français*, mais à *la Comédie-Française* ; on ne boit pas du *Champagne*, mais du vin de Champagne, on ne donne pas des *louis d'or*, mais des *louis en or*. Toutes les locutions proverbiales sont bannies, tous les mots inutiles sont écartés du langage, « parce qu'ils jettent de la langueur et de l'ennui dans la conversation » (1).

Or, cette délicatesse raffinée de l'expression, Mme de Pompadour, si fine, si cultivée, ne la possède pas encore. Il lui arrive de parler comme on parlait chez François Poisson — ou comme parle son ami Duclos, le philosophe cynique, aux soupers de Mme d'Epinay, quand il se plaît à scandaliser les convives. Le bon duc de Luynes note, sans méchanceté, sinon sans malice, que « Mme de Pompadour, bien éloignée d'avoir de la hauteur, nomme continuellement ses parents, même en présence du Roi. Peut-être répète-t-elle trop souvent ce sujet de conversation. D'ailleurs, ne pouvant avoir eu une extrême habitude du langage employé dans les compagnies avec lesquelles elle n'avait pas coutume de vivre, elle se sert souvent de termes et expressions qui paraissent extraordinaires dans ce pays-ci. Il y a quelques jours, qu'elle parlait d'un de ses cousins germains qui est religieux et que l'on a fait venir dans une maison de son ordre, pour être à portée de tenir compagnie à M. Poisson qui habite dans ce lieu depuis quelque temps. Mme de Pompadour a eu la curiosité de voir ce religieux, à dessein de lui rendre service, et elle n'en fut point contente ; elle lui trouva peu d'esprit et dit à quelqu'un qui l'alla voir : « C'est un plaisant outil que mon cousin. Que peut-on faire d'un engin comme celui-là ?» Il y a lieu de croire que le roi est souvent embarrassé de ces termes et de ces détails de famille (1). »

Ce parler *grivois*, ce ton de *caillette*, excite la verve d'une Lauraguais, et fait dire à Louis XV un peu gêné devant ses confidents : « C'est une éducation à faire dont je m'amuserai. » Une cabale se forme contre la *robine*, une cabale qui gagne les cercles de Paris, et prolonge l'écho de ses risées jusque dans le peuple. Un coiffeur gascon, mis à la mode par Mme de Châteauroux et par les dames de la Dauphine, refuse longtemps d'accommoder les cheveux d'une *Madame Le Normant d'Etiolles* ; et lorsqu'il doit céder et se rendre à la toilette de la marquise qui l'interroge sur les causes de sa vogue extraordinaire, il répond héroïquement, devant tous :

« Madame, je coiffais l'autre ! »

Et voici que tout Paris s'amuse à répéter ces chansons anonymes, ces *Poissonnades* attribuées, non sans apparence de vérité, à Maurepas.

Les grands seigneurs s'avilissent,
Les financiers s'enrichissent,
Et les Poissons s'enrichissent
C'est le règne des vauriens — rien — rien.
On épuise la finance
En bâtimens, en dépense,
L'Etat tombe en décadence,
Le roi ne met ordre à rien — rien — rien.

Une petite bourgeoise,
Elevée à la grivoise,
Mesurant tout à sa toise,
Fait de la cour un taudis — dis — dis.
Louis, malgré son scrupule,
Froidement, pour elle brûle,
Et son amour ridicule
A fait rire tout Paris — ris — ris.

Cette catin subalterne
Insolemment le gouverne
Et c'est elle qui décerne
Les honneurs à prix d'argent — gent — gent.
Devant l'idole, tout plie,
Le courtisan s'humilie,
Il subit cette infamie
Et n'est que plus indigent — gent — gent.

La contenance éventée,
Et chaque dent tachetée,
La peau jaune et truitée
Les yeux froids et le cou long — long — long.

(1) Mme de Genlis. L'esprit de l'étiquette de l'ancienne cour.

(1) Mém. de Luynes.

Sans esprit, sans caractère,
L'âme vile et mercenaire,
Le propos d'une commère,
Tout est bas chez la Poisson — son — son.

Si dans les beautés choisies,
Elle était des plus jolies,
On pardonne des folies,
Quand l'objet est un bijou — jou — jou.
Mais pour si plate figure,
Pour si sotte créature
Exciter tant de murmure,
Chacun juge le roi fou — fou — fou...

Marcelle TINAYRE.

LE FASCISME DANS L'HISTOIRE ITALIENNE

Quelle riche matière à réflexions pourra offrir à l'historien futur la rencontre à Lausanne de Lord Curzon et de M. Poincaré avec Benito Mussolini ! Représentants de trois grands États qui viennent de leur conférer ou de leur renouveler une confiance totale, ils symbolisent en même temps trois esprits, trois classes sociales, trois génies nationaux profondément divergents, et cependant réunis par les liens de sympathies et d'intérêts communs dont dépend la paix du monde. Auprès du grand seigneur anglais, qui fut l'un des plus fastueux vice-rois des Indes, et qui doit maintenir la puissance du plus grand Empire du globe, voici l'interprète autorisé de la bourgeoisie et de la République françaises, du pays qui depuis près de deux siècles appuie sa prospérité sur la sagesse mesurée de ses classes moyennes, les plus cultivées, les plus stables, les plus « évoluées » d'Europe ; et voici l'ancien agitateur révolutionnaire, le plébéien sans ancêtres mais passionné pour la grandeur de Rome, qui veut réveiller dans sa jeune patrie le culte d'un prestigieux passé, en fondant sur un faisceau d'énergies neuves, où domine l'élément populaire, son rêve ambitieux et magnifique. Dans sa destinée féconde en surprises, Benito Mussolini imagina-t-il jamais ce colloque, digne de tenter la plume d'un Macaulay ou d'un Taine ? Peut-être ne le pourrait-il dire mais assurément, de longue date, il se sait de la race des chefs et son éclatante fortune a surpris davantage ses ennemis que lui-même.

On a déjà tant glosé sur le fascisme qu'il devient difficile de ne pas répéter ce qui en a été dit. Il est un de ses aspects toutefois qui n'a guère inspiré les commentateurs, et qui est l'un des moins négligeables : c'est le problème de sa genèse lointaine, de sa substance essentielle et de son rôle historique — je dis bien historique, non épisodique — de son point d'insertion exact, en un mot, dans la vie de l'Italie contemporaine. C'est ce point que nous voudrions essayer de déterminer brièvement.

***

Quiconque lit les organes fascistes ne peut s'empêcher de remarquer avec quelle insistance les maîtres de l'heure proclament que leur mouvement est le mouvement révolutionnaire le plus profond, le plus utilement rénovateur que l'Italie ait connu depuis 1848, et leur chef, le plus grand Italien, dans l'ordre politique, depuis Cavour et Crispi. « Pour la première fois depuis Crispi — écrit l'un d'eux — l'Italie va entendre une voix virile faite de volonté et de puissance. Plus heureux que Crispi, Mussolini retrouve aujourd'hui dans la nation entière un trésor enflammé de sympathie spirituelle », car « il n'est pas le représentant de lui-même, comme pouvaient l'être ces jurisconsultes et ces parlementaires qui recueillirent indignement l'héritage politique de Cavour et de Crispi : Mussolini représente surtout la Nation, les forces profondes et vitales du peuple, le passé et l'avenir de la race (1). » Quelqu'un a même pris soin de remarquer que l'attitude énergique adoptée par le Président du Conseil à l'égard de l'ambassadeur italien à Paris rappelait exactement celle de Crispi vis-à-vis du général Lanza, ambassadeur à Berlin, coupable de désapprobation tacite envers certaines instructions reçues de Rome, démissionnaire après un premier rappel à l'ordre, et auquel Crispi s'était contenté de répondre : « Faites d'abord votre devoir. J'aviserai ensuite. »

Quels que soient les sentiments que l'on éprouve à l'égard du fascisme, on ne peut contester la justesse de cette prétention historique. Ni Depretis, ni Zanardelli, ni Giolitti, ni, moins encore, Orlando ou Nitti n'ont jamais représenté autre chose que des intérêts de groupes ou des coalitions parlementaires, succédant généralement à des élections truquées. En dehors du bref sursaut révolutionnaire de 1898, résultat de la première diffusion de l'idéal socialiste et qu'une réaction brutale

(1) *Popolo d'Italia*, 12 et 16 novembre 1922.

étouffa promptement, la Troisième Italie n'a connu jusqu'à l'avènement du fascisme qu'un élan passionné de toutes ses forces vives : celui de mai 1915, qui décida de son intervention dans la guerre européenne et qui réunit spontanément la plupart des éléments dont Mussolini devait organiser les énergies. De sorte qu'il est permis sans injustice de souder en un même tout l'action interventionniste et celle du fascisme, malgré certaines divergences ou certaines défections, et de considérer M. Salandra comme le serviteur constitutionnel d'un idéal que Mussolini imposa ensuite par l'insurrection. On sait, d'ailleurs, que M. Salandra a multiplié les marques de dévotion au fascisme, regrettant seulement que son âge ne lui permît pas d'y jouer un rôle actif, et la présence du général Diaz dans le cabinet Mussolini est une autre preuve de la solidarité qui existe entre les artisans de la victoire militaire et ceux de la victoire « à l'intérieur ».

Comme à l'époque du *Risorgimento* le désir de l'unité nationale, le fascisme a su associer dans un même sentiment plus encore que dans une même doctrine des hommes d'origine sociale et politique très diverse, et cette caractéristique n'appartient qu'à lui seul. On ne la retrouve pas même, du moins à degré égal, dans le parti populaire qui, par tout ce qu'il emprunte aux principes catholiques, devrait plus facilement qu'aucun autre, semble-t-il, réunir toutes les conditions et toutes les tendances. En fait, c'est un parti qui n'a obtenu que de rares adhésions dans la classe élevée, davantage parmi les intellectuels, inclinés en majorité cependant vers le nationalisme ou le socialisme, et qui n'est vraiment en faveur que parmi les masses rurales ou le monde des petits employés. Certains prévoient pour le fascisme un rôle spécifique dans l'organisation d'une classe moyenne qui a jusqu'ici fait presque complètement défaut à l'Italie, où le *professionista*, le fonctionnaire et le négociant sont beaucoup plus près du peuple que chez nous. Nul ne saurait dire encore ce qu'il en sera, mais la vérité d'aujourd'hui, c'est qu'on rencontre dans le fascisme le cheminot à côté de l'étudiant, le prince romain à côté du typographe, l'industriel à côté de l'ouvrier agricole, tout comme on vit jadis, minorité agissante et indomptable, l'élite de la noblesse et de l'intelligence italiennes s'unir à d'ardents patriotes d'humble naissance et poursuivre avec eux la grande tâche de l'indépendance nationale. Mais à l'heure présente il ne s'agit plus d'unité, il s'agit d'*imperium*, de renouveau du prestige italien partout où il sera nécessaire de l'affirmer, et en même temps de réformes intérieures fondamentales, qui s'imposeront sous les dehors de la légalité, dans l'esprit le plus dictatorial qui soit.

***

Comment s'est opérée l'évolution spirituelle qui a groupé des éléments si divers autour de M. Mussolini ? Nous n'aurions presque ici qu'à traduire un lumineux article paru récemment dans le *Popolo d'Italia* sur les « généalogies fascistes » (1) et qu'il sera à peine besoin d'éclairer de quelques indications complémentaires. La forme initiale de l'idée fasciste, écrit M. Mario-Attilio Levi, auteur de cet article, vient de « ceux qui ont donné une première adhésion au mouvement socialiste, espérant qu'il en sortirait un renouveau national », et voyant dans le prolétariat un moyen révolutionnaire de balayer toutes les corruptions et les dégénérescences de la politique italienne. Pour ces hommes, dont Mussolini lui-même est le type achevé, l'œillet rouge était un symbole qui marquait « l'attente d'une évasion hors des mares stagnantes de la démocratie libérale ». Un tel socialisme, presque impossible avant la guerre et limité en fait, jusque-là, à quelques cas individuels, reçut de celle-ci un essor inespéré qui le précisa à lui-même. Ce fut alors l'époque héroïque où Mussolini, chassé du parti socialiste officiel et jurant à ceux qui couvraient sa voix qu'un jour viendrait où, à son tour, il leur fermerait la bouche, fondait avec un petit groupe d'amis le *Popolo d'Italia*, dont on sait les campagnes acharnées contre neutralistes et défaitistes de tout poil. « Ce fut un phénomène d'exceptionnelle clairvoyance politique — observe M. Mario Attilio Levi — que d'avoir su discerner, dans une adhésion socialiste, et qui restait socialiste, à la guerre une possibilité de développements qui ne se confondissent point avec le « bourgeoisisme » démocratique de tous les réformistes. » L'exemple de Gustave Hervé et, surtout, de Lysis offrirait en France quelque ressemblance avec celui de Mussolini ; mais tandis que celui-ci tirait avantage des déceptions que l'incapacité de ses dirigeants réservait à l'Italie, ceux-là voyaient diminuer leur crédit à mesure que l'État français se montrait plus ferme dans sa politique et plus apte à réaliser lui-même quelques-unes des plus importantes réformes qu'ils préconisaient. Là, d'ailleurs, ne se borneraient pas les différences entre les deux mouvements de la *Démocratie nouvelle* et du fascisme, dont l'organisation militaire devint rapidement l'élément essentiel et qui, spirituellement, se rapprocherait davantage maintenant des idées d'*Action française* que de celles de Lysis.

Le second apport d'énergies dont bénéficia le fascisme lui vint des milieux anarchistes « qui

(1) 9 Novembre 1922.

étaient tels par dégoût de l'État libéral, du parasitisme socialiste, de l'incapacité gouvernementale et réalisatrice de la classe dominante. Leur anarchie était seulement négation de la loi en vigueur, non négation de toute loi... Incapables de se frayer une voie propre, ils se jetèrent vers le fascisme quand ils en virent la substance rénovatrice, idéale, antisocialiste et antibourgeoise en même temps. » Parmi ces éléments la plupart étaient très jeunes et contribuèrent à donner au fascisme l'un de ses aspects les plus caractéristiques.

La troisième masse d'adhérents au mouvement fasciste, et chronologiquement la dernière — mais nous verrons que M. M.-A. Levi en néglige une quatrième qui n'est pas la moins importante — s'est détachée du socialisme officiel bien après Mussolini, et en majorité dans les tout derniers mois. Beaucoup s'effraient pour l'avenir du fascisme de ce brusque et tardif revirement, dont ils suspectent la sincérité. M. Levi paraît plus optimiste. « L'adhésion du socialiste au fascisme — explique-t-il — signifie acceptation d'un principe de collaboration hiérarchique des classes où les classes même n'ont rien à perdre. D'autre part, s'il demeurait en quelques-uns l'illusion que le syndicalisme fasciste finira par contraindre le parti à retourner vers la démagogie désormais dépassée, la réalité même des directives et de l'action fasciste ne leur permettra pas de prévaloir, tandis que leur activité, comme celle de tous ceux qui viennent au fascisme du socialisme, peut être précieuse. Dans un parti de masses, en effet, où nombreux sont les hommes qui ne se trouvent point près, même sentimentalement, des foules ouvrières, il est bon qu'existent des personnes qui en soient très proches, pour que demeure garantie dans son intégralité la politique d'intérêt commun de toutes les classes, et donc aussi syndicaliste, que comporte notre programme. » Les socialistes, en somme, reviennent de leurs prétentions, déclare-t-on, quand ils voient que le fascisme n'est pas ce qu'ils ont cru et ne vise nullement à l'anéantissement brutal des « conquêtes prolétariennes ». Alors, « ayant abandonné au passage tout le bagage marxiste, ils apportent au fascisme une sympathie italienne et chevaleresque pour les petits, une ferme conscience de l'importance du mouvement ouvrier et de la valeur de cette classe ».

Nous avons dit que le rédacteur du *Popolo d'Italia* négligeait un élément très important du mouvement fasciste. C'est celui que dans ses derniers mots il désigne implicitement : l'élément bourgeois. Assurément le fascisme n'a pas le caractère d'un mouvement intellectuel comme le nationalisme, avec lequel il marche, d'ailleurs, en accord étroit. Ni les représentants des professions libérales, ni ceux de la classe riche n'y sont la majorité. Ils en forment cependant l'un des meilleurs soutiens et la plupart des cadres. On l'a bien vu quand M. Mussolini a formé son ministère. Qui a-t-il choisi dans son propre parti pour collaborateurs directs ? Un avocat réputé du barreau de Bologne, M. Oviglio, comme ministre de la justice ; un professeur d'économie politique, M. De Stefani, comme ministre des finances ; un autre avocat d'une vieille famille vénitienne, M. Giuriati, comme ministre des régions libérées : tous trois sensiblement plus âgés que lui-même. Par là le président du Conseil a montré qu'il n'avait point, en politique, le goût des aventures et que certaines compétences ne s'improvisent pas. Si des ministres fascistes nous passions aux représentants d'autres partis, nous verrions que M. Mussolini a appliqué à les choisir le même critère et s'est efforcé de mettre partout *the right man in the right place.*

Aux hommes d'origine diverse qui ont convergé vers le fascisme M. M.-A. Levi attribue une note intellectuelle commune : le réalisme politique. Réalisme conscient, voulu, et non point seulement spontané, car ce dernier a toujours formé « une des plus belles caractéristiques du peuple italien ». Par là le mouvement se rattache à Machiavel et à Vico bien plutôt qu'à Hegel et à Marx, c'est-à-dire « aux plus profondes racines spirituelles et culturelles de la race ». Le rédacteur du *Popolo d'Italia* en prend prétexte pour qualifier de mythe l'internationalisme de la culture et de la science politique : « deux théoriciens politiques de deux nations différentes parlent, même spirituellement, des langues étrangères : leur théorie politique possède un substratum pratique national. » Le fascisme est « un mouvement populaire absolument vierge d'idéologies étrangères inutiles pour nous », conclut-il.

***

Faut-il se demander comment le fascisme réalisera ce programme un peu farouche de traditionnalisme agissant ? Le plus simple est de l'attendre à l'œuvre. On peut noter toutefois que le désir hautement affirmé par M. Mussolini de tout subordonner dans son action gouvernementale à l'intérêt de la nation et à sa grandeur a reçu des faits déjà plus d'une confirmation. Je n'entends pas parler seulement des substitutions d'ambassadeurs et de préfets accomplies sans nul souci des personnes (M. de Martino, envoyé de Londres à Tokio, M. Pesce, déplacé de Naples à Pavie, M. Pericoli, de Florence à Côme, en pourraient témoigner) ; je ne songe pas même à la décision récente

du Président du Conseil de transférer le siège du ministère des Affaires étrangères de l'étroite Consulta au palais Chigi, dont les magnifiques pièces de réception peuvent rivaliser avec celles du Vatican, ou de ne plus distribuer de décorations ni accueillir de recommandations. Ces gestes symboliques, encore qu'éloquents et inhabituels, pourraient avoir pour but principal d'étonner la galerie. Mais deux preuves indiscutables de sa volonté loyale d'union nationale et de travail fécond, M. Mussolini les a données en associant au pouvoir tous les partis d'ordre, en pourvoyant par des instructions énergiques au prompt rétablissement de la légalité là ou elle demeurait troublée, et d'autre part en faisant le public juge de son activité réformatrice par l'usage de communiqués détaillés sur les travaux du Conseil des Ministres. Le premier de ces communiqués occupait plus de quatre colonnes de journal et deux le second. Si l'on ajoute qu'avant la fin de 1923, grâce aux pleins pouvoirs qu'il s'est fait attribuer par le Parlement, le gouvernement de M. Mussolini compte avoir réformé la loi électorale, modifié le système d'impôts en vigueur, réduit les fonctions d'État et réorganisé les services publics, et que dès son arrivée au pouvoir le Président du Conseil a donné l'exemple du labeur qu'il exige de tous ses collaborateurs, on doit conclure au moins que la carrière officielle du fascisme commence sous de favorables auspices et promet d'être pour l'étranger l'une des plus curieuses et peut-être l'une des plus profitables expériences politiques de ce temps.

Maurice VAUSSARD.

LES JARDINS SAUVAGES (1)

Le vallon. — Un soir de juillet nous sommes allés sur la route de Paris attendre quelques Clermontois : ce parfait ami, Joseph Desaymard, cher à toutes les Muses, Vaury et Busset, sculpteur et peintre, qui se prénomment tous deux Maurice pour attester que sculpture et peinture ont un péristyle commun, et Marcel Lamy-Torrillon. Ils doivent arriver en auto, pour organiser probablement les fêtes à la mémoire d'Emmanuel Chabrier.

L'après-midi est d'une tranquillité sans mesure, sous le glissement de la nuée, couleur de pigeon. Des prés, des lignes d'arbres s'étagent, de tous les verts de la rainette et de la grenouille, jusqu'aux côtes forestières, coupées de gorges rocheuses. Et par-delà, découpant leurs longues silhouettes en bleutés de plus en plus irréels, pareilles à des songes qui vont se perdant vers l'avenir, les montagnes fantômes rêvent dans une lumière d'azur tamisé.

Sur la fougère lourde encore de rosée, ruisselle la ramure du fayard. Comme les reines des près parfument le soir, près du petit pont ! La guirlande des branchages pend sur le chemin tacheté d'un soleil rose, surplombant tout au bout, finement bleuissante avec ses bois et ses landes, l'échappée des cimes pastorales. Royaume du vert sous les longues brumes couleur du temps, royaume des choses, comme nos rêves de mai, inquiètes et paisibles à la fois.

Jean regarde les bleus fumeux des sous-bois, cette pénombre de velours sous les pins de Chanabert. Le site n'a-t-il pas un caractère shakespearien? Une école de peinture pourrait naître chez nous, ainsi qu'il en naquit une à Barbizon.

Rien n'a jamais parlé pour ce paysage, et voilà que nous venons de lire une suite de poèmes qui en semble la chanson même, douce, claire, fluide. Brèves musiques qui ne sont guère plus que le grisollement d'une alouette au-dessus des éteules, qu'un souffle dans le bouleau pleureur, sur la mousse où quelque rais de soleil allume trois campanules... Pas une de ces pages ne décrit précisément le pays, mais c'est le rêve de ce Livradois tel qu'il apparaît là, bruissant et vert en un demi-brouillard d'azur. Seul un poète a su dire la gravité apaisée de ces montagnes, la tristesse légère de ces teintes, lilas, myosotis, pervenche, sur la pente et dans la nue, ces jeux enfin des lueurs solaires noyées dans la buée bleuâtre qui cendre le val.

Son livre, *le Vallon*, a paru au Mercure en 1913, — et la critique débordée ne lui a pas accordé l'attention qu'il mérite, mais une haute et simple originalité doit assurer son destin. Nous, nous en connaissions déjà quelques poèmes qui nous enchantaient. Car l'auteur habitait avec les siens la maison même de Jean.

Pourquoi jusqu'à ces vers rien n'a-t-il traduit le songe de ces horizons? Nous sommes, explique Jean, trop neufs encore. La mélancolie, comme dans l'habillement les teintes sombres, demeure un plaisir réservé aux vieilles races. En Toscane, quand ils admirent, ils font : bello ! bello ! avec une petite intonation nostalgique. Chez nous, ils feraient : ah ! c'est pas pauvre ! en hochant le chef. L'Auvergne s'est développée en force : un arrivisme. Sans philoso-

(1) V. la *Revue Bleue* des 20 août, 3 et 17 septembre 1921, et 18 novembre 1922.

pher, il faut voir que les paysans sont chez nous tout lourdeur, les hommes sans biais, les femmes sans élégance, les uns et les autres sans souci de beauté.

La beauté autrefois, pourtant vivait ; elle naissait d'un ensemble, d'une soumission plus stricte aux choses naturelles. Tout gardait du style. Aujourd'hui... Mais le temps arrive peut-être d'orienter l'Auvergne vers l'Esprit, vers la grâce.

... Oui, ce paysage enfermait mes pensées, naguère, comme un mur. Il faut en être sorti. Maintenant je le vois mieux. Et les choses...

Ainsi à peu près tu parlais, avec un sourire d'ironie cordiale qui passait à peine ta petite moustache. Puis tu contais en riant tes allures de Florence, tes ascétismes, les mystifications que tu t'amusais à combiner.

— C'est étrange comme je me sens un enfant ; un enfant qui n'a rien fait, qui doit se mûrir, apprendre, comprendre. Si l'on se rendait compte, il y aurait tant à essayer, tant de choses à reprendre, qu'on croit mortes. Le poème épique, par exemple, tel que le Roland furieux, quoi de mieux et de plus commode? Le genre permet de tout traiter et de tout inventer, de passer du comique au tragique, et si l'on veut, de donner en beauté la somme d'une époque.

Le Livradois retrouvé t'allégeait l'âme. Quelques jours plus tard, tu causais presque longuement avec Gandilhon Gens-d'Armes, ce zélateur de l'Auvergne, cet éclatant poète qui a le don de voir l'épique dans le familier, l'âpre, le rieur et l'excellent Gandilhon. Avec aussi Léon Boyer, le petit instituteur qui fut pâtre sur les rampes du Puy-Mary. Léon Boyer, si doux et si modeste qu'on était tout de suite tenté de l'aimer. Et lui non plus ne reviendra pas de cette guerre.

Du régionalisme. — Quelques journalistes, quelques littérateurs auvergnats, étaient donc venus en l'honneur et mémoire d'Emmanuel Chabrier, et Jean notait des traits du génie de la race. Vite il distinguait le danger du régionalisme, qui est d'être un cadre trop facile. Sous prétexte de décentralisation, il accueille tout ce qui, depuis M. Jourdain est prose ou vers. Mais aussi qui ose plonger la main dans ce sac où sont neuf pommes véreuses pour une ayant quelque saveur de terroir? La pelure donne encore à l'œit ; seulement les vers se sont mis dans le fruit. Il a mûri tout en eau, non par le travail de la sève... Le régionalisme, voilà le point, demeure trop affaire de pelure, d'écorce.

Il arrive donc ceci, qu'une doctrine faite pour fomenter des œuvres plus proches de la nature et de la vie, a des effets tout juste contraires. Comme un temps trop doux fait partout sortir le chiendent et les queues de renard au lieu d'aider les blés à pousser. L'art régionaliste ce devrait être l'aboutissement, suivant sa ligne, de l'art de nos vieilles provinces. Faire ce que désireraient de faire nos vieux pères aujourd'hui. Chanter par exemple, comme pourraient chanter sur des pensers nouveaux les poètes des antiques chansons de France. *La Métairie*, sans doute, était œuvre régionaliste. Une expansion. Au lieu de cela le régionalisme, c'est l'imitation. C'est, assuré d'un demi-succès, de refaire à la manque pour chaque province les livres qui ont fait du bruit dans le monde.

Le mal ne serait pas grand si l'on gardait le sens des valeurs. Mais ne se proposait-on pas de statufier Vermenouze, poète assurément marquant et, comme en Livradois notre Michalias, de grand intérêt : seulement, alors, quels honneurs décernera-t-on à un Mistral?

Jean qui comptait pour rien renom, argent, succès, voyait, à quelques écus près, ce que valaient certaines parts de ce régionalisme. Négligeant ce qui n'était qu'honorable, sans valeur de vie ou d'art, il ne consentait qu'à l'important.

Jeunesse impatiente, jeunesse exigeante, parce que le monde est grand devant elle, et qu'elle ne sait si elle y demeurera longtemps. Soldat pressé qui ne prend, avant l'attaque, dans sa mémoire trop pleine, que les vrais souvenirs.

Et il se dépitait un peu que tel, qui de son propre fonds eût pu tirer une œuvre d'intérêt véritable, s'amusât à des besognes d'imitation où le cœur n'intervenait pas. A quoi bon donner des choses « que c'est pas la peine », comme disait Chabrier.

Ce demeure son trait même, sans doute, ce goût de l'essentiel, de ne dire que ce qu'on tire vraiment de l'âme, ainsi employée, au moins. Ce goût qui fit que si tôt une page lâchée, il la regrettait et eût voulu la détruire. Passé l'automne de 1912, à peine s'il écrivit une centaine de vers et sept petits poèmes en prose...

Les signes de guerre. — Septembre fait songer à une bergère assise dans la brume au pied d'un pin, qui regarde devant soi le vent souffler déjà des portes de l'hiver.

C'est le temps qu'aux frissons du brouillard elles descendent toutes, les feuilles fragiles ; celle, blanche, de l'alisier, vient se poser sur celle, jaune, du tremble, vain trésor de ceux qui songent, feuilles d'argent sur feuilles d'or. Trésor qui ne s'amoncelle que pour se défaire dans le vent.

Bien des fois nous sommes allés sur ces sentes ; bien des fois nous avons hanté ces combes, retirées. Là, devant le porche bleuâtre du soir, la campanule sonne de ses clochettes humides le carillon des

lutins. Où nous mèneraient ces chemins si verts si ce n'était hors du monde?

Un pas, et puis un autre pas, un autre encore sur l'herbe trempée... Le vent porte l'odeur des feux d'herbes et le charme de la nébuleuse après-midi. Quelque chose en nous, comme une obscure amitié, croit entendre ce douteux langage et donner une forme à ces apparences des vapeurs. Sommes-nous pas au pays des songes qui prennent sens dès que l'âme se libère de la vie telle quelle?

... Ou bien au baisser du soleil je te trouvais assis à ta fenêtre. Sur la falaise bleue qui court de l'Ouest au Sud, tu considérais les nuages surgir et monter, relevés par le vent comme des proues. Ces étendues de nues s'enflaient, se développaient, gagnaient le haut de l'air. Jusqu'aux reculées du midi, où s'étiraient des plages couleur de soufre, elles s'avançaient, sur des lieues de front, comme le déferlement d'une vague au suspens énorme. Et plus tard, dans tes lettres, tu me rappelais « le grand ciel atlantique que nous regardions les soirs sur Arlanc. » Tu aimais voir des figures, des prestiges se dresser dans le brassage de ces nuées chancelantes. Des rais de soleil crevaient leurs masses ; ou bien tombant en gerbe faisaient comme une main de gloire au ponant, et leur éclairage traînant sur les crêtes les balayait d'un or fluide. Parfois des traînées de feu, des flaques de sang, ruisselaient au ras des lourdes montagnes en des embrasements qui donnaient aux yeux. D'autres fois c'étaient des ciels brouillés, tourmentés, étrangement verts et roses. La lune déformée y prenait une importance singulière. On distinguait des épées flamboyantes et de fantastiques chevaux cabrés.

Les paysans s'arrêtaient sur la route pour regarder, une main en visière. Des vieux parlaient de 70 et de ces couchants rouges qu'on allait voir du haut des Trupies. Les femmes racontaient les signes apparus dans la nue des jours précédents. « Il viendra une guerre, vous verrez, les journaux en sont tout pleins ! » Et l'on disait que 1913 en son cours amènerait la chose.

Jean aimait ajouter foi à ces intuitions populaires: N'a-t-on pas, durant des siècles, observé que des signes semblent les avant-coureurs des grands événements ? Concordances ou présages, tout ne se passe-t-il pas comme si des comètes, toujours, annonçaient les catastrophes? Il se peut. De même qu'une lune sereine en mars annonce une nuit de gel sans que ce soit ses rayons qui roussissent les bourgeons dans les jardins. Certains admettent que les taches solaires en perturbant notre atmosphère font lever à la fois des météores dans le ciel et des idées de folie dans la tête des nations.

Bien des pensers renforçaient cette prescience. Partout les petites nationalités s'éveillaient. Partout le nationalisme s'exaspérait. Non un haut nationalisme de doctrine, mais un brutal nationalisme d'humeur. Le progrès rapprochait matériellement les hommes pour en fait les séparer ; car les différences d'esprits et de sentiments étant mieux perçues, ces différences de prime-face engendraient haine. Et l'on se rappelait que Nietzsche avait prédit une époque de grandes guerres à côté de quoi celles de Napoléon paraîtraient jeux d'enfants.

Certainement un temps de tempête approchait. Jean le voyait venir et croyait au retour d'une sorte de moyen âge, d'un millénaire de foi sous une féodalité nouvelle. « Probablement le catholicisme, peut-être autre chose. »

Il est des esprits mystiques qui, entendant suivre tous leurs rêves, ne peuvent se donner à une foi et souffrent de ce flottement même. De même qu'ils ne peuvent s'emparer de la vie parce qu'ils veulent trop la saisir dans sa réalité et ne sauraient renoncer à cette espérance. Mais nos rêves, frères du vent, sont plus libres que nous : ils nous emportent là où la terre manque et où les fantômes de la nuit apparaissent. « Il n'y a que la foi qui sauve. » Parole vraie dans le ciel et vraie déjà sur la terre pour les êtres distingués, semblables à ces enfants des contes différents des autres petits rustres, que les fades un beau jour enlèvent parce qu'ils n'ont pas gardé leur scapulaire bénit.

Jean se sentait attiré par l'occulte. Il eût aimé entrer en ce domaine défendu. « Il y a là un frisson », disait-il.

Ainsi, en cette triste arrière-saison, assis à sa fenêtre ou sur quelque pierre des collines, il regarde devant soi les choses lentes à venir et qui s'en viennent, cependant. Que voit-il déjà, lui, le frère de ces demi-voyants des campagnes? Les pins fléchissent et gémissent au souffle de l'automne, et pour les derniers regains on entend monter de derrière la haie rouge le grave chant d'une faux qu'on aiguise.

. . . . . .

Sur la colline. — Le 4 août il s'est embarqué pour Grenoble où il rejoint, soldat de 1re classe, le 140e de ligne. Mais le major le voyant faible, fatigué, avec son entorse au genou, jamais vraiment guérie, le renvoie chez lui pour deux mois.

Il revient dans un train de blessés, les premiers atteints des combats d'Alsace. Un matin, je le rencontre devant sa maison. Et comme au chant du coq la campagne voit disparaître les fées, les fantômes, les hantises de la nuit, ainsi, au clairon

d'alors, il se retrouve, délivré, l'ami des jours de vent clair et de lumière fraîche. Il cause, de même qu'autrefois, et m'accompagne à Valeyre.

Une moiteur suspendue dans le bleu, allège, éloigne les monts. Quelle impressionnante paix sur ces campagnes, dans la lumière de ce dimanche ! Nous avons pris la coursière ravinée qui chevauche la colline. De là c'est tout le Livradois qu'on tient sous son regard. Les métairies chaudes dorment au soleil sur les côtes. Plus haut, les pentes de fougère, et ces bois, qui à les voir, font penser au silence. Des croupes de pelouses où les merisiers bruissent, de chaumes avec trois meules où se pose une bande de pigeons, des pinières carrées, en chenilles sur les versants, s'en vont vers le Nord. Là-bas, entre ces belles montagnes teintées de vert puis de bleu, semées de fermes et de paroisses, la vallée semble s'ouvrir sous une vapeur de perle.

Le vieux pays ! Mais aujourd'hui son amitié élargit encore mieux la poitrine. La grande bataille se donne, sans doute. Notre nation... Un tel suspens qu'on est comme étourdi...

Après l'enthousiasme, le bondissement du cœur, une sorte de gravité s'empare de l'âme.

Mais Jean, que lui ont conté les blessés? ne demandent-ils qu'à y retourner, comme les journaux le disent?

— Oui, oui, tout en combustion, ne pensant qu'à se battre. Et des plaisanteries : on ira chercher des blagues à tabac ! Pas un mot pour leur chez eux, les leurs, leur famille. On sentait qu'ils n'y songeaient plus... Je me croyais bien guerrier, mais non...

Sur les visages de ces hommes, et d'après leurs récits, qu'il rapportait, il avait vu la guerre, cette guerre dont le nom serait aussi l'horreur. Et, comme toujours, il voyait cela au plus près du naturel. Ces soldats, des êtres d'héroïsme et de sacrifice, puis, le lendemain faibles et divers, la figure changée, avalant leur gamelle dans un coin sans plus rien dire...

Ils sont plutôt rares, ceux qui savent préférer la vérité nue, tandis qu'il faut tant l'habiller pour les autres. Ce serait chrétien, pourtant, de comprendre la nature humaine et d'être sincère. Seulement pour avoir ce goût du vrai, peut-être faut-il et le goût du réel et le goût de la grandeur, qui donne un certain détachement du quotidien.

En ces jours d'élan, on ne voulait voir que ce qui promettait le succès immédiat. On se rembrunissait aux propos qui n'allaient pas à exalter la confiance. La grande partie se jouait, — les heures qu'on vivait là ! — et ce semblait qu'en désirant, qu'en affirmant la victoire de tout notre sens, nous l'attirions à nous. Pour la mériter, il nous fallait avoir la foi, d'abord.

Jean a l'impression que les deux peuples sont trop lancés pour que ce ne soit pas un coup de fourré terrible. Nous entrerons en Allemagne et eux entreront en France. Cependant, à la fin, on aura le dessus.

Quand nous nous taisons, c'est pour regarder tous deux vers le Nord-Est, comme si quelque chose pouvait nous venir de ce lointain.

Dans les jours qui suivirent j'ai quelquefois heurté à la porte de Jean, pour m'enquérir de son frère alors aux armées de Lorraine. Arrivaient les nouvelles de la retraite de Sarrebourg et l'on ne parlait plus dans le pays que de blessés et que de morts... Il répondait en hâte d'une phrase sur son seuil. A nouveau toute compagnie lui pesait.

Soir d'octobre. — Au déclin de l'automne, par une triste après-midi, comme j'écrivais dans une maison de campagne inhabitée, je le vis venir sur la route. Il allait vite, contre le vent et la pluie, un béret rond rabattu sur les yeux. Son chien noir trempé trottait sur ses talons. Eût-il peur d'être arrêté, il pressa encore le pas, baissant le front, de l'allure de quelqu'un qui fonce, qui fuit en avant. Sa figure, forte et noble, avait un chiffre inquiet, douloureux. Seul, demeurer seul. La solitude, comme la pureté du silence nocturne, ces épousailles de nous et de notre âme, qui parfois tournent au tragique.

Il s'enfonçait dans la pluie de l'arrière-saison et dans l'après-midi finissante.

Par des soirs semblables j'ai revu de cette fenêtre la pluie sur la prairie, l'allée de vieux chênes dans le brouillard et la montagne forestière où traînent des rouleaux de nuages. J'ai revu, je revois encore ce pays qui l'avait fait, et que lui refit à son tour, car le poète crée à nouveau ce qu'il regarde ; je revois ces choses nobles, tristes, un peu sauvages, qui ressemblent à sa vie, mais lui, je ne l'ai plus revu.

Comme il s'en allait vite vers son destin ! Plus tard, lorsqu'il fut au front, cette vision d'un soir d'octobre où il passait en hâte, impatient de tout contact, demeurait. Il fallait attendre. Il reviendrait, blessé ou malade. La guerre finirait. On se retrouverait alors.

Et cependant il me semblait qu'il n'en devait point revenir. Ce n'était pas un pressentiment, mais l'idée qu'il en serait ainsi. Il ne tenait pas de si près à la vie, et comme il avait toujours méprisé les petits profits, il mépriserait les petites précautions. Puis, une logique n'entraînerait-elle pas sa destinée? Sa vie, ç'avait été ce sourd appétit de passer outre ; et il irait plus avant, jusqu'aux portes

de la mort, car à ces portes seules recommençait l'espérance.

Sous le feu. — « Quand je suis bien malheureux... » Etre malheureux, c'est peut-être leur tâche sur terre, à ceux-là qui n'ont pas reçu leur âme en vain. Comme s'ils avaient à payer par leur souffrance la jouissance de tant d'autres. Lorsque nous comprenons ce mot : humanité, au fond de notre cœur nous sentons vraie, l'idée de la réversibilité des mérites.

Nous le sentons; sans cela pourquoi ce secret remords de prendre du plaisir tandis que d'autres, loin de nous, pâtissent? Toute joie doit être contrebalancée par des douleurs sur l'ensemble de la planète, comme le jour par de la nuit. Et puisque ceux-ci ne songent qu'à jouir, il faut que ceux-là souffrent pour le mystérieux équilibre de l'univers.

Mais Jean n'avait plus que six mois à faire, maintenant. il était de la grande classe...

Peu après avoir regagné le dépôt il partit pour le front, pour la tranchée.

Un jour de printemps, à Valeyre, un territorial de l'endroit, un vaillant, un ancien alpin, me dit qu'il a rencontré Jean de planton à Rozières, devant la mairie. On a parlé du pays et bu chopine ensemble. « Lui? oh, allez !... oh !... il est à son affaire, là-bas ! » Le camarade avait dû être frappé de l'attitude de Jean, de sa manière de ne pas se plaindre, de taire ses souffrances. Et il entendait dire simplement, en somme, que Jean était « un vrai redressé. » N'importe, ce mot le faisait revoir tel qu'autrefois, avec son goût de rire et de pousser droit à travers les hasards. Dans la grande amitié des garçons de France, peut-être prenait-il la vie comme une chose épique, facile à l'âme. La santé lui était revenue. Il allait bien et tout irait bien, maintenant.

De fait, Jean s'était retrouvé. S'il eut des ennuis, il n'en fît pas mention. Ayant oublié de le citer, alors qu'une citation lui était dûe, on l'avait nommé caporal. Son chef de section, — un instituteur, on ne s'entendait pas trop — le tracassa pour n'avoir point signalé un camarade absent à l'appel. Finalement, Jean rendit ses galons. Tout au plus s'il relata la chose, d'un mot, à sa manière.

Il avait retrouvé son goût de la lecture et du dessin. Surtout, il avait retrouvé son rire. Et cet entrain n'était pas la fougue brutale de l'attaque, puisque en marchant ainsi, tout rieur. comme le montre la lettre de son compagnon, il pensait aux siens qu'il aimait si chèrement.

« Il avait même trop de courage, et quand on a sauté dans la tranchée boche, on se mit à rigoler comme des fous et je puis vous dire que nous sommes sautés les premiers dans la tranchée ; lui, il a marché devant moi dans le boyau, c'est-à-dire la tranchée boche, et moi je le suivais, et lui me disait toujours que si sa mère le savait dans un état comme nous étions, elle en mourrait, car il pensait toujours à vous autres... »

Il n'avait pas aimé, même dans le coup de folie du départ, que ces soldats ne soient rien qu'à la bataille, sans une pensée pour les leurs. Lui sut se battre splendidement sans renoncer à songer tendrement aux siens.

.....

.....

Le bout de l'an. — La femme qui annonce les offices est venue prévenir : « Le bout de l'an de Jean Angeli, mort à l'ennemi, pour demain jeudi, à huit heures. »

C'est jour de marché. Le soleil, déjà haut sur les bruyères de la montagne, blondit les vieilles architectures de l'église. Des charrettes s'alignent près du porche, avec des bâches jetées sur leurs brancards où éclate la grosse lanterne de fer-blanc. Le potier déballe ses pots ; des marchands de choux à vaste feutre discutent avec les ménagères. Tout un tapage tranquille dans l'ensoleillement matinal, sur la place où des fougères brisées traînent autour des bennes de légumes.

Un office doit être célébré, tantôt, et l'on a dressé le grand catafalque. Pour Jean, plus tragique dans sa simplicité, c'est, recouverte d'un drap noir et d'un drapeau tricolore, une bière dont les cierges flambent au bout des chandeliers de fer nu.

Beaucoup de femmes, celles de Valeyre, en bonnet rond, et long châle noir, des cousines lointainement parentes, car on tient aux liens de parenté dans les campagnes, les voisines, des dames de la ville. Et tandis que la messe commence, entrent les fillettes tout de noir vêtues de l'orphelinat de la guerre, des jeunesses de village portant le traditionnel sac de voyage en veau, et des vieilles au cabas rapetassé de velours. Celles-là, profitant de leur venue au marché, c'est à la messe de huit heures, simplement, qu'elles assistent.

L'office ne ressemble pas tout à fait aux offices habituels, plus cérémonieux, où hommes et femmes se rangent séparés. Un vieux en blouse, qui prie, le chapelet pendant de ses mains nouées, est venu s'agenouiller près du frère de Jean. Puis une jeune veuve, dans les plis de son châle ; et une bague d'aluminium luit à son doigt... Ils se relèvent, s'en vont. D'autres arrivent, remuant lentement leurs galoches...

Les allées et venues des gens, et cette mise de coin de la bière, près du grand catafalque, donnent d'abord l'impression que la messe est à peine

pour le mort. Une mélancolie brûle les yeux, tandis que le feu jaune des cierges se courbe, s'étire, danse doucement à la lumière. Mais non, c'est bien qu'ils soient là, eux aussi, et dans leur tous les jours, les gens des fermes. Une grosse toux, un remuement de sabots, les bruits des hameaux montagnards, l'évent humide et vieux des papeteries, ce calme comme sous les noyers, ce goût ancien comme des chemins bordés de petits murs en granit au long des prés d'herbe sombre, toutes ces choses qu'il aimait, flottent autour de son cercueil. Et si ces paysans sont ici sans savoir, au moins n'y sont-ils point par convenance : ils viennent prier pour les leurs et pour cette grande pitié...

Il en va mieux ainsi. Ainsi sa destinée prend mieux sa grandeur. Comme le métayer prend toute sa noblesse au milieu de ses champs, avec autour de lui ceux qui font l'août, les javelles, et les valets, et les faucilles.

Tu aurais pu vivre, donner des œuvres, et laisser alors un nom plus vivant. Car dans ta petite ville même, voilà qu'on t'ignore. Derrière ton frère en capote bleue, nous ne sommes que quatre ou cinq hommes, et de ceux-là combien t'ont-ils seulement jamais parlé? Mais tu as bien voulu te donner tout. Un mort de la grande guerre : tu es cela pour ces campagnards et peut-être tu ne souhaitas pas d'être davantage.

Les chantres, debout sur les marches de l'avant-chœur, chantent les grandes paroles latines. L'heure venue, les gens de l'office qui doit suivre, sont entrés ; ils se signent, se mêlent hésitants à notre groupe. Paysans en habillements du dimanche, roides dans la petite veste bordée, ils croisent gauchement les bras, les doigts fermés sur leur feutre. Et ils attendent patiemment, penchant leurs têtes rondes aux nuques de brique, tandis que les flammes des cierges tremblent dans le plein jour.

Un rais d'or au fond du vaisseau, entre les piliers touchés d'une lueur rose, enflamboie le vitrail, en fait un songe de lumière. Mystère de gloire que composent là-haut la verrière et le soleil du matin, la promesse. Le Jardin perdu dont se souvient le poète. Comme si ce monde s'ouvrait sur Dieu.

« Le soldat qui meurt pour son pays, dit le cardinal primat de Belgique, fût-il à ce moment en état de péché mortel, monte au ciel comme un élu et comme un saint. » — Mais, si l'âme nous ment ; si la foi pure n'est qu'illusion pure ? — Eh bien, nous qui croyons travailler pour Dieu, mettons que Dieu ne soit pas et que ce monde n'ait aucun sens. Si notre âme nous ment, si cet élan ne nous jette que vers du vide, comme la fusée qui monte pour retomber dans le noir, au moins la lueur de la fusée, est-elle tout par la nuit. Au moins nous faut-il, si la justice et la lumière de Dieu ne sont pas, construire notre rêve de justice et de lumière. Si ce n'est alors pour mener la croisade contre « le mal universel humain », à quoi bon vivre? Sans ce rêve des hommes tout redevient dérisoire démènement dans les ténèbres.

Croyants, incroyants, avec des idées différentes et la même pensée, ne devons-nous pas suivre coude à coude la même route? Au bout du compte il n'y a que ce rêve, puisqu'il n'y a qu'une réalité : les autres âmes sensibles à notre âme. La seule chose réelle avant la Réalité dans la communion des saints, c'est cette amitié des âmes, cette seule sortie possible de notre moi. L'humanité, et sa souffrance sentie... Ceux qui ont eu cela dans leur poitrine et qui ont bien voulu en mourir, ils sont plus vrais que les vivants. Mais ce rêve des hommes, c'est encore l'Evangile, ce que Dieu est venu dire, et en dehors de quoi il n'y a rien.

Henri Pourrat.
Ambert 1917-1919.

UN CHANGEMENT D'AIR

(*Nouvelle*)

Il y avait trois voisins qui vivaient côte à côte dans un certain village. Ils étaient liés par la contiguité de leurs jardins de derrière et de leurs porches d'entrée, par une communauté d'intérêt dans les impôts, les taxes pour l'eau et la cherté de la vie. Ils étaient séparés par leurs opinions religieuses, car l'un était un Mystique, le second était un Sceptique, et l'autre était un ancien dyspeptique qui se déclarait un Asthmatique.

Ces différences leur étaient très chères et formèrent la base d'une amitié durable qui s'alimenta d'interminables discussions sur tous les sujets possibles. Leurs femmes ne prenaient point part à ces discussions, résolues qu'elles étaient de garder des relations de bon voisinage, et incapables de concevoir une différence d'opinion sans sous-entendre une application personnelle. Aussi, tout en s'appelant par leurs prénoms, Clara, Catherine et Caroline, et tout en se donnant de retentissants baisers chaque fois qu'elles se rencontraient, prenaient-elles bien soin de borner leur conversation à des sujets sur lesquels elles n'avaient qu'une seule et même opinion, tels que l'ingratitude des domestiques.

Les maris toutefois, quand ils pouvaient se rencontrer en dehors de l'influence amollissante des

femmes continuaient leurs discussions avec une férocité qui les enchantait, trouvaient des sujets dans tous les événements de la vie, même ceux qui prêtaient le moins à controverse, et se hasardaient volontiers dans le domaine des hypothèses. Aussi vivaient-ils très heureux et leur amitié se fortifiait-elle chaque jour.

— Je ne peux voir votre point de vue, disait l'un, après qu'une proposition en apparence inoffensive avait été émise.

— Peut-être bien répliquait l'autre, s'attachant désespérément à l'avantage du premier service dans les définitions. Mais certainement vous ne le comprenez pas.

Mais tous les plaisirs terrestres, comme dit Sancho Pança, finissent par la satiété. Les voisins après plusieurs années de disputes familières sentirent avec terreur le déclin de leur ardeur combative et l'approche d'une paix anémique. Leurs arguments se répétaient, devenaient faibles, monotones, n'aboutissaient guère qu'à cette sèche constatation de leur position respective :

— « Voilà où j'en suis, voilà où vous en êtes, voilà où il en est. A quoi bon en parler ? Le poivre et le sel avaient disparu de leur table de conversation et comme chacun mastiquait silencieusement son plat de céréales favorites, ils eurent l'impression que les jours de banquet avaient pris fin et que chacun devait dire à l'autre :

Vieillis loin de moi.
Le pire est encore à venir.

Un soir, au moment de se séparer, longtemps avant minuit, sans que la moindre controverse ait animé les heures qu'ils venaient de passer ensemble, ils se regardèrent tristement comme des hommes qui sentent l'approche d'un malheur commun.

— L'ennui, dit le Mystique, qui ne détestait rien autant que la solitude, l'ennui, c'est que nous ne méditons pas assez. Aussi les ressorts de l'inspiration émanant de la snrâme se détendent-ils.

— L'ennui, dit le Sceptique, dont les doutes étaient plus dogmatiques que les dogmes, c'est que nos idées fixes obstruent les conduits qui mènent à nos cerveaux.

— L'ennui, dit en soufflant l'Asthmatique qui avait un appétit énorme depuis qu'il n'était plus dyspeptique, c'est que la vie moderne échappe à toute règle, surtout en ce qui concerne le service domestique. Le mois dernier, ma femme a changé cinq fois de cuisinière, et celle qui, maintenant, sert à ce titre, n'est pas cuisinière du tout. Or, une table saine est la base des pensers sains.

Ce renouveau soudain et inattendu de la joie de la discussion les réconforta grandement, et, pendant plusieurs heures, ils discutèrent, pour arriver comme d'habitude, malgré qu'ils fussent partis des prémisses les plus différentes, aux mêmes conclusions pratiques. Ils admirent tous les trois que leur situation devenait difficile.

Rien de mieux pour guérir qu'un changement d'air. Aussi résolurent-ils de faire ensemble un petit voyage.

Ils allèrent d'abord à New-York dont les dimensions leur causèrent une impression considérable. Le Sceptique fut enchanté par la cathédrale de Saint-Jean-le-Divin, car, disait-il, elle est humaine à ne s'y pas tromper.

Le Mystique fut enchanté par les théâtres, car, s'extasiait-il, la plupart des pièces semblent suprahumaines. L'Asthmatique fut enchanté par le métropolitain, car, affirmait-il, la ventilation y est excellente : c'est comme si l'on mangeait du pudding au pain sur un bateau à vapeur ; vous savez exactement ce qu'on vous donne ; tous les microbes sont confondus et ils se neutralisent les uns les autres.

Le second endroit qu'ils visitèrent fut Chicago où ils avaient entendu dire qu'une nouvelle école littéraire venait de s'élever avec un bruit semblable à celui du tonnerre éclatant sur le miroir paisible d'un lac.

Ils assistèrent à de nombreuses réunions, évoluèrent rapidement dans les cercles littéraires les plus distingués, revenant irrésistiblement au point d'où ils étaient partis.

— C'est ennuyeux, dit le Mystique, la surâme n'y est pas.

— C'est amoindrissant, dit le Sceptique, ces gens sont les mécréants les plus bigots que j'aie jamais vus.

— C'est malsain, dit l'Asthmatique, mais je crois que j'arriverais à digérer le paquet, si seulement je pouvais respirer plus librement. Le vent d'ici est trop fort pour moi.

Alors, ils décidèrent d'aller à Philadelphie pour s'y reposer quelque peu. L'employé de l'hôtel colonial où ils se dirigèrent leur affirma que la maison était bondée, — il ne restait qu'un salon, où il pourrait installer trois lits si ces messieurs le désiraient.

C'était une vaste pièce à l'ancienne mode. Contre le mur s'élevait une grande bibliothèque avec portes vitrées. Les trois lits furent disposés l'un à côté de l'autre, au milieu de la chambre.

— On se croirait chez soi, s'écrièrent les voisins, et jusqu'à minuit, allongés dans leurs lits, ils discutèrent avec une douce férocité antagoniste des qualités de Benjamin Franklin.

Quelques heures plus tard, l'Asthmatique fut ré-

veillé d'un profond sommeil par une crise terrible.

— Ouvrez la fenêtre, fit-il en haletant, j'étouffe.

Le Mystique sauta à bas du lit, et à tâtons, le long du mur, chercha le commutateur, sans pouvoir le trouver. Toujours à tâtons, il se mit en quête de la fenêtre, et sa main rencontra la vitre.

— Elle est fermée, cria-t-il, je ne peux pas trouver le loquet.

— Ne me laissez pas sans air, je vais mourir, suffoqua l'Asthmatique. Brisez la fenêtre.

Alors le Mystique chercha le tabouret contre lequel il venait de se heurter l'orteil, et en enfonça le coin dans le carreau.

— Ah ! dit l'Asthmatique, avec un long soupir de soulagement. Je me sens mieux. Il n'y a rien de tel que l'air.

Et tous trois se rendormirent.

Le matin les éveilla lentement : allonges, dans leurs lits, ils regardaient la chambre. La fenêtre était fermée et les stores baissés.

Mais il y avait un grand trou dans la porte vitrée de la bibliothèque.

— Voyez-vous, dit le Mystique, ce fut la cure par la foi. La surâme vous a guéri.

— Pas du tout, dit le Sceptique. Ce fut la cure par le doute. La meilleure façon de se débarrasser d'un mal, c'est d'en douter.

— Je pense dit l'Asthmatique, que c'était un cauchemar et que cette cuisine de restaurant est la cause de l'humaine misère. Nous avons beaucoup voyagé, et cependant nous n'avons trouvé nulle part meilleur air que celui laissé chez nous.

Aussi retournèrent-ils dans un certain village où ils continuèrent à se disputer très heureusement pendant le reste de leurs jours.

HENRY VAN DYKE,

Traduit de l'anglais par ALICE LA MAZIÈRE.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA RUPTURE DE L'ENTENTE CORDIALE

Rupture courtoise, rupture amicale, c'est tout de même par une rupture de l'Entente cordiale que se sont terminés les pourparlers de Paris.

Somme toute, cette solution si longtemps redoutée a été accueillie en France avec un véritable soulagement. L'opinion est heureuse de se trouver enfin devant une situation nette. Il y a longtemps déjà qu'elle constatait, à peu près unanimement, que l'appui apparent de l'Angleterre ne nous avait valu, depuis l'armistice, que des déboires et des désillusions. Dans l'élaboration difficile du traité de Versailles, il n'est que trop certain aujourd'hui que la France a sacrifié ses conceptions de la politique européenne, ses traditions diplomatiques les plus vénérables, le souci même de sa sécurité au désir qu'elle avait d'exercer en commun avec l'Angleterre et l'Amérique une sorte de magistère des nations libérales et démocratiques qui aurait appliqué, dans le monde entier, les principes de justice pour lesquels les peuples de la grande alliance avaient combattu pendant la guerre.

Ce magistère, les nations anglo-saxonnes consentaient bien à l'exercer d'accord avec la France, mais à condition que celle-ci adoptât toutes leurs conceptions puritaines, si facilement conciliables avec l'esprit le plus mercantile, à condition qu'elle sacrifiât sa sécurité et ses intérêts les plus immédiats à un idéal assez vague, mais éminemment favorable aux intérêts commerciaux des nations maritimes. Le particularisme et le mercantilisme américain plus franc, j'allais dire plus ingénu, que le mercantilisme anglais, a introduit dans le système du traité de Versailles les premières fissures. Quelles que fussent les imperfections du traité de Versailles, les trois grandes puissances qui avaient assumé d'autorité, et sans accepter ni objection ni contrôle, la tâche immense de refaire le monde, y seraient peut-être parvenues vaille que vaille, si elles étaient restées étroitement unies. Mais la défection des Etats-Unis, le seul Etat dont la puissance financière fût demeuré intact, rendait extrêmement malaisée la réalisation du plan grandiose et passablement chimérique conçu primitivement par MM. Wilson, Lloyd George et Clémenceau avec toutes sortes d'arrière-pensées, et en vertu d'une idéologie libérale qui semble aujourd'hui bien désuète.

Cependant, le prestige de la France et de l'Angleterre au lendemain de l'armistice était tel qu'on put croire un moment qu'elles pourraient se passer du concours américain. Les deux grandes puissances européennes possédaient la force: l'Allemagne, était à leur merci. Lors des élections de 1919, l'opinion anglaise, que Lloyd George manœuvrait à son gré, paraissait aussi décidée que l'opinion française à imposer à l'Allemagne vaincue et responsable du désordre

universel les frais de la reconstruction du monde. Dans ces conditions, la France était en droit de croire qu'elle pouvait faire à la politique commune le sacrifice de quelques-unes de ses justes exigences. Et ceux qui craignaient que l'Angleterre ne revînt promptement à cette politique traditionnelle qui consiste à combattre plus ou moins ouvertement la puissance continentale en situation d'exercer l'hégémonie, passaient pour des esprits chagrins, victimes de préjugés historiques. Les événements, hélas! ne devaient pas tarder à leur donner raison. Au lendemain même de la signature du traité de Versailles, lors de ces pourparlers de Spa, qui marquèrent la première défaite diplomatique de la France, on vit se réveiller le vieil égoïsme anglais, d'autant plus puissant qu'il est inconscient. L'Angleterre avait pu retirer de la victoire tous les avantages politiques qu'elle avait pu espérer : la flotte allemande était détruite, la rivalité commerciale d'une nation qui, en 1914, battait l'Angleterre partout sur son propre terrain, n'était plus à craindre; grâce à la fiction du mandat, les meilleures colonies allemandes se trouvaient placées dans la dépendance économique et politique du Royaume-Uni. Enfin, l'écroulement de l'Empire turc avait permis au Foreign-Office et aux puissances financières qui l'inspirent de jeter les bases de la domination anglaise sur les plus riches contrées de l'Asie, la Palestine, la Mésopotamie, la Perse, les pétroles de Mossoul et du Caucase; que d'espoirs illimités pour l'Empire ! Mais, dans le même temps, une grave crise intérieure inquiétait le gouvernement britannique : crise industrielle, crise de chômage, crise de la marine marchande. Cette crise avait manifestement pour origine l'effondrement économique de l'Allemagne et de la Russie. Pour y remédier, il fallait donc relever sans retard et la Russie, et l'Allemagne. De là, les tentatives de rapprochement, d'ailleurs avortées, avec les Soviets; de là, cette brusque germanophilie anglaise, qui ne tend à rien moins qu'à la révision du traité de Versailles, dont l'Angleterre fut la principale inspiratrice. Travailler au relèvement de la Russie sans prendre aucune précaution contre le bolchevisme triomphant, cela risquait de compromettre gravement la Pologne et tout l'édifice si laborieusement construit de l'Europe centrale. Exonérer l'Allemagne des réparations auxquelles elle avait été condamnée, cela risquait de conduire la France, la Belgique et même l'Italie à la faillite. Peu importe : le relèvement de l'économie anglaise passe avant tout. L'opinion britannique, d'ailleurs adroitement manœuvrée par la propagande financière internationale, où les germano-américains exercent une funeste prépondérance, considère, peut-être de bonne foi, que l'ordre économique du monde dépend de la prospérité de la Cité de Londres, des usines de Manchester et du port de Liverpool.

***

Dans ces conditions, il était manifeste que ni la France, ni la Belgique, ni l'Italie, n'avaient plus rien à attendre de l'appui anglais. L'ingérence de l'Angleterre dans la politique des réparations n'était plus qu'un marché de dupe. Il y a longtemps que l'opinion française en est convaincue, et qu'elle reproche plus ou moins ouvertement à ceux qui avaient la charge des affaires du pays les hésitations, les scrupules, et, pour tout dire, la pusillanimité qui les empêchaient de prendre la responsabilité d'une rupture. Elle est consommée, tant mieux. La France reprend sa liberté de manœuvre et ces hésitations, ces scrupules, ont, du moins, l'avantage de faire retomber uniquement sur l'Angleterre la responsabilité de cette nouvelle orientation politique. Il faut, d'ailleurs, rendre cette justice à M. Poincaré, que sa prudence, qui a paru, un certain moment, excessive, a évité à la France les dangers de l'isolement. La Belgique, dont toute la politique, depuis l'armistice, consiste à ménager à la fois la France et l'Angleterre, à chercher, par un jeu ingrat et souvent dangereux un terrain de conciliation entre les thèses de Londres et de Paris, a été contrainte d'adopter enfin cette politique d'entente étroite avec la France que lui commandait le souci bien entendu de ses intérêts, aussi bien que le sentiment public belge. L'Italie elle-même, qui a eu si longtemps l'attitude la plus équivoque, s'est rangée aux côtés de la République, et la fédération des nations sinistrées s'est enfin constituée sur les ruines de cette Entente cordiale, qui était devenue de plus en plus illusoire.

***

« Bien taillé, disait à ce propos M. Emile Buré, reprenant un mot historique. Maintenant, il faut recoudre. » La presse anglaise, et, à sa suite, la presse des pays neutres, qui, presque tout entière, a des tendances germanophiles, nous prédit les pires catastrophes : la grève générale, l'insurrection à main armée, l'effondrement de

l'Allemagne bolchevisée, et, finalement, la ruine générale de l'Europe. Elle nous menace, d'ailleurs, d'une sorte de boycottage économique, dont la conséquence immédiate serait l'effondrement du franc.

A vrai dire, quand on lit avec attention les journaux anglais, on s'aperçoit que, parmi nos voisins d'outre Manche, il y en a peut-être beaucoup qui ne crient si fort que pour se donner du courage. Les ennuis de l'Angleterre sont au moins aussi graves que les nôtres. Sa politique asiatique, qui est loin d'avoir l'approbation entière des puissants Dominions, a abouti à un échec lamentable. Elle parle à la Turquie le plus fier langage; mais, si elle était acculée à la rupture, on ne voit pas bien comment elle arriverait à imposer sa volonté. L'Inde musulmane s'agite, toute l'Asie est en effervescence, et la haine de l'Angleterre est en ce moment le sentiment le plus fort qui puisse agiter les populations du golfe Persique à la mer de Marmara. Le parti travailliste, dont la puissance est de plus en plus redoutable, ne veut pas entendre parler d'aventures belliqueuses, pas plus en Orient que sur le Rhin. D'autre part, si l'Angleterre se refuse à aider la France, la Belgique et l'Italie à obtenir de l'Allemagne le payement des réparations, on est certain aujourd'hui que cette mauvaise volonté n'empêchera pas les puissances sinistrées d'exiger leur dû. Il faut donc renoncer à l'espérance de voir le relèvement immédiat du Reich, grâce à l'exonération de ses dettes. Ce sont donc les Anglais qui feront les frais de cette rupture de l'Entente cordiale, dont ils nous menaçaient avec tant de superbe. Ils ont beaucoup plus à perdre que nous, dans cette nouvelle politique qu'ils nous ont imposée, et peut-être cela consolera-t-il un peu ceux qui aiment à croire à la Justice immanente, et qui, depuis trois ans, ont eu tant de raisons d'en douter. Mais, pour profiter de cette situation, il faut avoir une politique active, il faut tirer parti des circonstances favorables où nous nous trouvons pour remplacer l'Entente franco-anglaise défaillante par un système d'alliances qui est bien plus dans la logique des choses, d'ailleurs. Dès le lendemain de la guerre, quelques esprits clairvoyants, mais sans mandat, préconisaient la formation d'un consortium des nations sinistrées. Voici le moment de le réaliser : il existe en fait : pourquoi ne pourrait-on l'établir solidement par des accords précis et définis? Les Anglais nous ont montré, ils ont tenu à nous montrer que leurs intérêts ne pouvaient concorder avec les nôtres, et que les souvenirs du sang versé en commun ne pouvaient prévaloir sur les exigences des marchands de la Cité. A nous de leur faire voir que le continent peut se passer du concours britannique. On se sépare sans hostilité, tant mieux. Une indifférence polie vaut beaucoup mieux entre voisins qu'une fausse intimité faite de concessions incessantes, de nuages plus ou moins passagers et de réconciliations pleines d'arrière-pensées. L'Angleterre a cru isoler la France; il semble bien que ce soit elle qui retourne à son splendide isolement. Et si le gouvernement de la République sait profiter de la situation, il peut inaugurer une politique continentale singulièrement plus féconde que cette politique d'entente cordiale, où le cœur n'était pour rien, et qui ne lui a valu que des désillusions.

L. Dumont-Wilden.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

NOS HOMMES POLITIQUES (1)

Les faits et gestes, les discours, l'éloquence de nos hommes politiques suscitent quotidiennement des commentaires violents et sans nuances. Telle est la loi de leur activité, condamnée à ne se refléter qu'en un miroir infidèle, propre tout au plus à déformer jusqu'à la caricature leurs actes, leurs paroles et leur caractère même.

Il est très rare qu'un observateur étudie leurs figures sans passion, c'est-à-dire sans idées préconçues, ni préjugés d'aucune sorte, assez informé de leurs mœurs pour n'être ni dupe, ni injuste, assez patient pour découvrir par delà les apparences le fonds de leur nature, philosophe au point d'ignorer l'indignation et l'enthousiasme et de n'accueillir qu'une vérité dépouillée des faux semblants et en quelque sorte scientifique.

Le fait est infiniment rare. Cette rareté, nous en mesurons tout le prix en lisant avec l'attention convenable, en méditant le nouveau livre, si pénétrant, si séduisant, de M. Etienne Fournol : *Le Moderne Plutarque ou les Hommes illustres de la troisième République.*

Ecrire un tel livre, ah! la tâche difficile, et

(1) Etienne Fournol. *Le Moderne Plutarque ou les Hommes illustres de la IIIe République* (Editions du Monde nouveau)

digne sans doute de tenter un écrivain scrupuleux, mais combien redoutable!

Un sujet rebattu et comme gâché, noyé dans la vulgarité d'un immense bavardage ; des visages que tout le monde croit connaître, mais dont nul n'a peut-être jamais aperçu l'accent véritable sous les masques changeants ; des événements complexes, et dont la signification, la plupart du temps, nous échappe... Il faut ici un psychologue, mais la psychologie la plus experte ne suffit pas; le plus habile portraitiste demeure en défaut: la critique de l'homme s'avoue impuissante; ses catégories trop étroites n'embrassent qu'une petite partie du réel et ne nous livrent que des impressions d'ensemble fausses et décevantes.

Nous possédons une riche galerie de portraits d'écrivains, de penseurs et d'artistes : avez-vous remarqué que nous ne saurions citer presque aucun portrait satisfaisant d'homme politique ou d'homme d'Etat ? Quelques effigies conventionnelles, de pesantes biographies ou des esquisses sans relief ni portée, voilà pour le passé. Nous interrogeons à grand'peine les morts qui participèrent le plus bruyamment à notre vie publique. Combien n'est-il pas plus malaisé d'interroger les vivants?

Hors la satire et le pamphlet, nos hommes politiques n'inspirent aucune œuvre durable. Ceux de la troisième République, peut-être n'auraient-ils que de médiocres chances de survivre dans la mémoire de la postérité, si les brûlantes invectives d'un Barrès n'avaient fixé sur des tables indestructibles quelques-unes de leurs attitudes.

Et voilà une bien étrange prérogative. Privilège ou disgrâce? Nos hommes politiques échappent à toute critique équitable; esquivant les censures définitives, les jugements motivés, voire cette justice distributive qui classerait et hiérarchiserait les mérites, ils ne connaissent pas davantage les éloges autorisés ou la gloire assurée : seules les atteignent les sanctions hasardeuses, étrangement contradictoires, du sentiment populaire; soumis au bon plaisir, au caprice des foules inconstantes, toujours mal informées, leur destin n'obéit à aucune règle rationnelle. L'absurde engendre les conséquences les plus déraisonnables : aux uns l'impunité, aux autres une estime hésitante et pour ainsi dire provisoire : la corporation tout entière tenue en une demi-suspicion. Le pays leur confère des pouvoirs considérables ; l'opinion leur conteste la grandeur ; et sans doute leur accorde-t-elle une indulgence de principe aussi éloignée du mépris total que de l'absolution déclarée· mais son approbation elle-même ne va jamais sans d'assez graves réserves. Soupçonneuse, l'opinion demeure à leur égard pleine de réticences... Quel qu'il soit, l'homme politique ne se soustrait guère aux effets de cette incertitude funeste; tous obtiennent une sorte de considération mêlée d'envie; les plus favorisés doivent se contenter du succès et des honneurs; un doute préalable, une indifférence sournoise et quelque malveillance secrète les privent à jamais de la gratitude de leurs concitoyens.

Direz-vous qu'une aussi dure condition soit justifiée, et que, seuls entre les Français d'aujourd'hui, nos hommes politiques ne méritent pas d'être jugés en équité, selon une rigoureuse balance de leurs qualités et de leurs défauts ? M. Etienne Fournol vous rappellerait volontiers que les desseins de la Providence sont insondables : affirmation optimiste, et d'où il faudrait conclure que la destinée de nos parlementaires et de nos ministres, victimes expiatoires de la démocratie, répond à des fins supérieures et que leur sacrifice est l'un des éléments de l'ordre universel.

Sans approfondir cette fatalité, prenons la question par un autre biais. Cette carence de l'opinion publique, qui exclut du jeu politique la notion stricte de moralité, est, à plusieurs égards, bien significative : elle nous contraint à découvrir les caractéristiques d'une espèce d'hommes en vérité assez exceptionnelle.

Car enfin, il n'est de jugement valable sur nos semblables que déduit de leur personnalité. Or la personnalité, voilà tout justement ce qui manque le plus à nos hommes politiques. L'individu peut être vigoureux et posséder même quelques traits d'originalité ; cette originalité, appliquée à la politique, disparaît en quelque sorte à nos yeux : la fonction enveloppe l'être agissant d'un brouillard où nous ne distinguons plus ce qui lui appartient en propre. Quelque effort désespéré que tente l'homme politique pour se singulariser entre ses pairs, nous ne retenons guère que des gestes superficiels, certaines nuances d'affable cordialité ou de présomption impérieuse, ou mieux le ton d'une éloquence. La personnalité de cet acteur toujours en scène, et qui, tel le comédien professionnel, se voit imposer les rôles les plus divers, quoi de plus fuyant, de plus insaisissable? Il agit et il parle — pour lui, c'est tout un, confusion aussi dommageable à lui-même qu'ahurissante pour le spectateur et l'auditeur. Sa parole et son acte sont si étroitement commandés par les circonstances qu'à peine y cherchons nous les motifs raisonnés d'un choix ou

d'une volonté. Les carrières les mieux remplies nous apparaissent balancées à la merci de multiples vagues, sans autre direction appréciable que celle du flot et des vents. Le navigateur possède-t-il une boussole, nous en doutons, et nous savons bien que si une certaine habileté manœuvrière est méritoire, on ne résiste pas à la puissance des éléments et des tempêtes.

Même associé à un naufrage, l'homme politique jouira toujours des circonstances atténuantes, parce que nous ne parvenons pas à définir sa part de responsabilités; quant aux belles traversées, nous estimons en être redevables bien moins à son adresse qu'à la clémence du ciel.

J'exagère à dessein, et l'on soutiendrait que le rôle de la volonté dans les événements humains n'est pas si négligeable. Mais tout justement, cette volonté n'est que bien rarement celle de l'homme politique : il n'agit et d'aventure ne pense que par procuration : sa liberté est restreinte ; l'inspiration vient d'ailleurs : elle surgit obscurément du nombre anonyme. L'homme politique est le truchement incertain, et comme l'exposant visible du mystère social.

Allez donc, dans ces conditions, tenter de portraicturer ces puissants du jour, dont l'intime faiblesse n'est ignorée de personne : plus vous concentrerez sur eux l'effort de l'analyse, plus clairement cette faiblesse apparaîtra ; l'objet même de votre étude s'évanouira à mesure que vous l'approfondirez davantage. Ou bien, pour donner un corps à cette forme spectrale, vous lui prêterez gratuitement des traits qui ne lui appartiennent pas, simples reflets du milieu où elle s'agite... Et c'est pourquoi de tels portraits nous laissent presque toujours une impression de malaise; nous en détestons l'arbitraire.

Lisez maintenant le livre de M. Etienne Fournol. Ce qui vous frappera d'abord, c'est l'attitude de l'écrivain, sa manière d'envisager son difficile sujet, d'où découle une prestigieuse originalité. S'agit-il d'une méthode nouvelle? Il y entre autant d'art que de science. L'intuition, l'imagination et l'hypothèse secondent ici l'observation et nous restituent une vaste réalité, avec ses zones d'ombre, ses horizons lointains, ses domaines inexplorés.... Certes, cela est nouveau : M. Etienne Fournol inaugure un genre littéraire auquel on ne saurait guère trouver d'antécédents; peut-être, après lui, ne sera-t-il plus permis de multiplier ces essais superficiels auxquels nous étions accoutumés : leur légèreté mensongère nous paraîtrait intolérable.

M. Etienne Fournol sait bien qu'une carrière politique n'est pas d'abord ni surtout l'illustration d'un tempérament, voire d'une pensée ou d'une doctrine. Le tempérament importe à peine, les doctrines sont interdites. Le bilan d'une telle carrière nous montre une somme enchevêtrée d'influences multiples, presque toutes extérieures au personnage qui s'en fait gloire, et indépendantes de sa volonté. L'individuel le cède au collectif. L'important, c'est de n'oublier jamais cette subordination, et de savoir interroger, par delà les discours de l'homme politique, les êtres et les choses, les intérêts, les passions, les idées, l'immense diversité de notre temps. Alors seulement, vous éclairerez les ressorts d'une activité parlementaire et ministérielle, et contemplerez l'homme, dans sa misère et sa grandeur, en proie aux forces qui le dominent et l'assaillent de toutes parts.

M. Etienne Fournol fera donc bon marché de la psychologie traditionnelle; et sans doute y sacrifie-t-il beaucoup plus qu'il ne l'avoue : il en possède toutes les finesses. Mais il n'attend d'elle qu'un concours accessoire. L'essentiel est ailleurs. M. Etienne Fournol justifie d'une façon imprévue, en les appliquant à la matière la mieux appropriée à de telles recherches, les procédés de la psychologie unanimiste.

Énumérer les faits principaux de toute une vie, les évoquer non point sèchement, au cours d'un simple récit biographique, mais riches de leurs antécédents, avec tous les liens qui les rattachent à notre humanité contemporaine, en un tableau élargi à leur mesure; peindre ces faits beaucoup moins comme des événements personnels que comme des résultats d'évolutions sociales complexes ; nous révéler des péripéties arrachées toutes vives au sol fécond de notre histoire récente, avec leurs racines profondes, et tout l'humus qu'une telle opération peut entraîner, voilà donc quelques-unes des tâches où notre auteur va s'appliquer. Il s'en acquitte avec bonheur. Et je ne sais guère de lectures plus suggestives que ses exposés incisifs, éclairés de cette ironie qui naît de tant de contrastes — ironie philosophique, et dont la pointe, tournée vers les idées, épargne le plus souvent les hommes — abondants et sobres, avec des raccourcis violents et des digressions pleines de suc, qui ne nous font jamais perdre de vue le sujet principal, mais l'assiègent de rayons convergents, et l'environnent de la plus persuasive et de la plus intelligente clarté.

Le miracle, c'est qu'à travers ces études si largement conçues, la vraie physionomie de nos hommes politiques s'élève avec une étonnante

netteté. M. Etienne Fournol s'éloigne d'eux, mais c'est pour les mieux voir : il les dépouille des prestiges empruntés que leur accordent communément des observateurs distraits; nous n'en discernons que plus sûrement les talents qui permettent aux meilleurs d'accueillir, de concilier et parfois de faire fructifier les impulsions d'autrui : traducteurs de volontés imprécises et d'aspirations ambiguës, ceux-là haussent leur rôle à une apparence de royauté momentanée. M. Etienne Fournol ne leur conteste pas leurs titres de fierté. J'oserai même assurer qu'il leur restitue leur vraie noblesse de premiers serviteurs de l'Etat et du pays.

Dire les mérites proprement littéraires de ce livre nuancé, fin et vigoureux, si propre à satisfaire les lettrés, serait ici superflu puisque les lecteurs de cette Revue en ont eu la primeur à mesure que M. Etienne Fournol l'écrivait; (seule leur a échappé une importante et remarquable préface). Il faudrait, pour en épuiser la substance, un long commentaire... Ce qui était urgent, c'était de montrer par où il se distingue si singulièrement des essais analogues, et de l'inscrire au rang qui doit lui appartenir désormais dans notre littérature politique. Ce rang, j'espère n'en point avoir le démenti, ne peut être que le premier, entre les trop rares œuvres de ce temps où le sens politique se double d'une pensée indépendante et forte.

Lucien Maury.

LE THÉATRE

LA DERNIÈRE PIÈCE DE SACHA GUITRY OU DU PLAISANT AU SÉVÈRE

Il faut être franc : la dernière pièce de Guitry, pour une pièce de Sacha Guitry, pour une pièce jouée par Lucien Guitry, n'a pas de succès. Elle se joue au Théâtre Edouard VII, elle est représentée avec une excellente interprétation, et elle est écrite par le jeune dieu de notre scène : elle a tous les éléments de triomphe pour elle — et les gens s'y ennuient.

Alors qu'avec les pièces de Sacha Guitry qui réussissent, on n'a guère autre chose à faire qu'à constater cette réussite, comme on assiste à un spectacle étonnant et inexpliqué de la nature peut-être allons-nous enfin trouver de quoi parler et disserter à propos d'une œuvre, sinon manquée, au moins discutée. Maintenant que le plaisant devient sévère, le public rechigne : n'est-ce pas le bon moment pour la critique ?...

***

Un *sujet de roman* était-il un sujet de pièce ?..

Ce qu'il y a de curieux dans cette œuvre, c'est le phénomène de renversement par lequel toutes les qualités de l'auteur se sont retournées contre lui, parce qu'elles ne se sont pas accordées ensemble. Les idées de Sacha Guitry, — car il y en a dans sa pièce et d'excellentes — ne se sont point du tout trouvées servies par les dons merveilleux que vous savez qu'il possède comme dramaturge et ironiste. Quand le moraliste tirait d'un côté, l'homme de théâtre tirait de l'autre, et l'un, pour faire son métier, trahissait l'observation de l'autre. Cette contrariété se manifeste dans la donnée même de la pièce.

Sacha Guitry, en effet, semble être parti de cette idée assez courante et peut-être juste, que le métier d'écrivain est par lui-même trop assujettissant et trop grisant pour qu'il soit possible de le rendre conciliable avec la vie de famille. L'artiste doit choisir entre l'art et le mariage, une vie d'exception ou l'existence commune. S'il possède une femme, en effet, cette femme ne risque-t-elle point de le pousser vers le monde, vers l'ambition, de l'incliner, même inconsciemment et par son seul instinct, vers les combinaisons et compromissions qui seules, principalement en un temps comme le nôtre, procurent les honneurs et l'argent ?... Ce mari cessera peu à peu de travailler pour lui-même et ne travaillera plus que pour sa clientèle. Nous n'avons sous les yeux que trop d'exemples de ces servitudes conjugales qui avilissent tant de nos contemporains. Il y a donc un beau drame, — un beau « sujet de roman », — dans ce secret et permanent conflit entre la convoitise féminine et le désintéressement nécessaire du grand artiste. Mais qui ne voit que, pour traiter ce drame dans sa justesse et sa force, il faut lui laisser un caractère de généralité presque classique ? Qui ne voit que la lutte doit être décrite entre un artiste qui ne soit qu'artiste et une femme qui ressemble à peu près à toutes les femmes, du moins à toutes les femmes d'aujourd'hui ?... Or, si le roman, avec du génie, peut s'accommoder de cette généralité et de cette ampleur des grands sujets, le théâtre ne le peut guère et exige, tout au contraire, des caractères très poussés et des incidents très déterminés.

Obéissant à cette loi de son art, qu'il connaît mieux que tout autre, ou simplement à son naturel, Sacha Guitry s'est donc appliqué à nous présenter, à côté d'un artiste qui, en effet, peut être accepté moralement comme un représentant typique de tous les artistes, une femme d'artiste qui est un être exceptionnel et qui dénature les traits généraux que nous attendions au point qu'ils sont devenus méconnaissables. Moins dramaturge, Sacha Guitry fût sans doute resté plus logique.

Et, inhérente à l'essence même de la conception et de la composition, la contrariété que je signale se retrouve et se manifeste nécessairement dans le détail et a réduit l'auteur à nous présenter des scènes dont l'effet dramatique devrait être très puissant, mais qui ne portent tout de même qu'à moitié, parce qu'elles sont logiquement absurdes et psychologiquement inadmissibles.

Bref, la qualité dominante de Sacha Guitry, c'est, sans conteste, l'ingéniosité, — l'ingéniosité d'esprit, qui lui donne la fantaisie, et l'ingéniosité scénique, qui lui donne l'habileté. Mais l'ingéniosité ne réussit point partout, principalement dans le genre pathétique, lequel est soumis à la loi de l'émotion, comme la vie à celle de la respiration. La fantaisie ne touche point. Dans sa pièce, Sacha Guitry n'hésite point à nous montrer son père en état de gâtisme, et par conséquent à nous mettre sous les yeux le spectacle le plus lamentable qui se puisse voir, une ruine auguste. Il emploie donc les grands moyens : pourquoi ces grands moyens ne produisent-ils que de si petits effets ?...

***

Un grand écrivain, déjà vieux, vit solitairement dans son bureau, qu'il ferme à clef de peur que n'y pénètre sa femme. Il vient d'achever un roman, que sa femme, par avarice et ambition, veut faire livrer à l'éditeur et qu'il cache soigneusement. Il est illustre, mais il n'est pas décoré, et il n'est pas non plus académicien. Sa vie s'est passée à se défendre contre sa femme qui convoitait les honneurs autant que la richesse. Maintenant, il se sent las, moralement et physiquement : il déclare à sa femme que, au bout de quarante ans de cette intimité combative, il en a assez... Il veut rester seul dans son bureau... Au reste, si cette femme a entrepris de traiter si mercantilement l'œuvre de son mari, c'est qu'elle n'a rien compris au génie du grand homme. Et voici qu'une question se pose : le mariage de la fille Car le grand écrivain a une fille : il a écrit un livre sur l'éducation des filles : mais qu'a-t-il fait pour la sienne ?... Il n'est pas au courant de ses secrets et apprend, en même temps que la décision du mariage, le nom du fiancé. Il le reçoit, lui parle : c'est un jeune littérateur à qui il conseille de ne pas se marier s'il veut faire de la littérature : il se donne lui-même en exemple, assurant qu'il ne connaît pas sa fille, mais connaît trop sa femme. Sa vie a été un martyre, un humiliation... Pour sauver son dernier roman, — car il sent bien que ce sera son dernier, — il en remet le manuscrit au jeune homme. Est-ce l'émotion de cette scène ?... Le voilà frappé d'une attaque, et sa femme finit par faire appeler un médecin.

Ce premier acte, qui est fort bien fait et dont le détail est toujours heureux, ressemble malheureusement, — pour la raison que j'ai dite plus haut, tout justement, — à un dénouement plutôt qu'à une exposition. La situation est si particulière qu'elle devrait être un point d'arrivée, bien plutôt qu'un point de départ : quarante années d'une telle vie ne se résument pas en une scène : nous trouvons alors que les personnages ont un langage disproportionné à la réalité : qu'est-ce que cette femme ? Un monstre. Certes, vous pouvez mettre en scène tel monstre qu'il vous plaira ; mais expliquez-le et n'ayez pas l'air de croire, surtout, que ce monstre soit normal. Qu'est-ce que ce père qui ne sait rien de son enfant ?... C'est possible aussi qu'il en soit ainsi... Mais, sous tous les aspects, ce qui se passe dans ce bureau de vieil homme de lettres exploité par sa femme ne peut être admis d'emblée comme une observation courante et comme un postulat tout simple...

Au second acte, le grand écrivain est resté amnésique et aphasique : sa femme le tient pour gateux. Elle a donc pris la direction de la maison et de l'œuvre : elle a retrouvé des notes relatives au dernier roman et, avec ces notes, elle fait composer en quinze jours le roman même par un plumitif avec lequel elle tripatouille jusqu'aux idées et à la morale de son mari. Elle étale un cynisme incroyable devant l'éditeur, devant sa fille, devant son mari même, grand corps qui se promène dans la maison avec des yeux hagards et des cris inarticulés. Elle lui fait signer une lettre au Ministre de l'Instruction publique pour demander la croix. Rien de plus scénique que le contraste formé par cette femme et ce mari... Il y a dans *Les Travailleurs de la mer*, un chapitre intitulé « Clubin explose ». C'est cela... Cette femme, depuis l'attaque de son illustre conjoint, a fait explosion. C'est un monstre en liberté, si vous préférez.

Et ce second acte n'est pas moins habile que le premier : il n'est pas plus vrai non plus. Les procédés employés par le dramaturge ne s'accordent pas avec la psychologie des personnages. Il est admissible qu'une femme soit un monstre : il n'est

pas admissible qu'elle le proclame elle-même, dans l'instant même où elle révèle des aptitudes si précises d'organisatrice et d'hypocrite. Son attitude, en présence aussi bien de sa fille ou de l'éditeur que de son mari lui-même, ne se peut expliquer et justifier de soi-même, et il ne suffit pas que le personnage tienne des propos d'auteur pour qu'il apparaisse comme réel. La preuve de ce désaccord profond entre la vérité humaine et la technique théâtrale de Sacha Guitry, c'est que presque tout son dialogue, dans les grandes scènes de cette pièce, se compose de tirades et aboutit à des monologues... Les acteurs parlent chacun à leur tour, après s'être lus tout un acte, comme Lucien Guitry au deuxième.

Enfin, pour le dénouement, deux miracles se produisent. Le grand écrivain guérit, et sa vilaine femme finit par le comprendre. En fouillant les tiroirs, en effet, elle a découvert les lettres d'admiration et d'enthousiasme qui avaient été adressées à son mari par les célébrités de l'époque. Elle est tout justement en train de pleurer de remords et de repentir sur ces lettres, dans le bureau de son mari, à deux heures du matin, lorsqu'il paraît lui-même ayant pris grand soin de la laisser dans l'ignorance de sa guérison. Il a appris trop de choses pendant qu'il ne pouvait parler et entendait son épouse parler de lui comme d'un mort. Il vient pour régler définitivement leur compte; mais, la voilà qui, dans son ignorance, se met à pleurer et à supplier qu'il la comprenne et lui fasse seulement un signe de pardon... Et il pardonne par une pirouette, en romancier, comme il le dit lui-même, avec un humour tragique, afin que le dénouement ne soit pas « trop dur »...

Gaston RAGEOT.

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

Bulletin Roumain

M. Jean DUCA, Ministre des Affaires étrangères de Roumanie.

Paris a compté ces jours derniers parmi ses hôtes de marque M. Jean Duca, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, premier délégué roumain à la Conférence de Lausanne. On sait le succès remporté par M. Duca dans les débats relatifs au régime des Détroits. Il faisait ses débuts dans la politique internationale et ce furent des débuts très remarqués. Son intervention, faite avec talent et autorité, témoignait d'une connaissance parfaite des questions se rattachant au régime des Détroits.

M. Tchitcherine, chef de la délégation des Soviets, a défendu un point de vue que la Roumanie, d'accord avec tous ses alliés, ne peut pas accepter, à savoir : la fermeture des Détroits aux navires de guerre. Il n'est pas difficile de comprendre le but poursuivi par la politique russe — laquelle, tzariste ou bolcheviste, reste éternellement la même dans la question de Constantinople et des Détroits — en défendant ce point de vue : une liberté de navigation qui s'appliquerait aux seuls navires de commerce serait illusoire, car seul le bâtiment de guerre assure sa protection offensive: où va le premier, le second doit pouvoir aller. Fermer les Détroits aux navires de guerre, c'est transformer la Mer Noire en un lac russe : ce jour-là, les Détroits et Constantinople seraient en danger de tomber entre les mains de la Russie, et la Roumanie, qui a déjà eu dans le passé des raisons de craindre son voisin de l'est, se verrait enfermée dans cette poche russe que serait devenu le Pont-Euxin — la mer accueillante aux hôtes, comme l'appelaient ironiquement les anciens Grecs.

*
* *

M. Jean Duca n'a pas pu admettre la thèse russe, et c'est pourquoi il a demandé la liberté de passage à travers les Détroits pour tous les navires. En défendant le caractère international du Bosphore et des Dardanelles, il servait non seulement les intérêts de son pays en même temps qu'une cause juste, mais aussi les intérêts des Turcs, attendu que ceux-ci, poussés par leur accès de chauvinisme jaloux et ombrageux dans les bras de la Russie, ne se rendaient plus compte du but, ou plutôt de l'arrière-pensée des Russes.

Ainsi la Roumanie, par son premier délégué, a-t-elle joué un rôle éminent à la Conférence de Lausanne dans les négociations relatives au régime des Détroits.

Venu à Paris, M. Jean Duca a pris contact avec les membres du gouvernement et les principales personnalités politiques de la France. On a eu plaisir, dans ces milieux, à trouver dans le ministre des Affaires étrangères roumain une personnalité de premier ordre, une intelligence latine vive et claire, passionnée et mesurée à la fois, une belle culture intellectuelle, dans laquelle la civilisation française occupe une place d'honneur, alliées à une connaissance très précise des problèmes de la politique mondiale en général, et européenne en particulier. On s'étonnait de voir aborder avec tant d'aisance et de méthode ces problèmes par un homme si jeune — M. Duca, en effet, est à peine âgé de 40 ans. La véritable cause de cette maîtrise était ignorée en dehors des frontières de la Roumanie. En effet, elle réside dans le fait que l'actuel ministre roumain des Affaires étrangères, outre ses qualités personnelles, et à cause de ces qualités, a été, dans une vie politique si courte, plusieurs fois ministre — pour la première fois à l'âge de 33 ans — au département de l'Instruction publique et des Cultes, puis de nouveau à ce département, enfin ministre de l'Agriculture et des Domaines. Il s'est distingué, dès la première fois où il fit partie d'un cabinet, par une activité qui laissait des traces profondes sur son passage. Esprit moderne, la fine qualité de son intelli-

gence commença par lui tenir lieu avec succès d'expérience, l'aida ensuite à l'acquérir peu à peu, et, aujourd'hui, quoique si jeune, il possède une rare connaissance des affaires publiques roumaines, un sens profond du maniement des hommes, une maturité politique alliée à une ardeur de travail effectif que tout le monde en Roumanie reconnaît et que même ses adversaires politiques — et ils sont nombreux — ne contestent jamais.

La plus grande réforme agraire réalisée en Europe de notre temps, c'est l'expropriation des grands domaines ruraux et leur distribution en lots aux paysans, qui ont été effectuées en Roumanie par le gouvernement libéral, et notamment par le ministre actuel des Affaires étrangères, qui était à ce moment-là ministre de l'Agriculture et des Domaines. Cette réforme fondamentale a modifié les assises mêmes de la structure sociale de la Roumanie, en substituant à une classe de paysans pauvres, sans terre, ouvriers agricoles sur les latifundia des grands propriétaires, une classe de paysans propriétaires petits et moyens, appelée à s'enrichir de plus en plus dans l'avenir et à se fortifier économiquement, à s'élever intellectuellement, à pourvoir la Roumanie d'une base solide, inébranlable garantie contre les ennemis intérieurs et extérieurs de l'Etat roumain. Si le mérite de cette œuvre très grande et très belle revient aussi bien au roi, qui a donné l'exemple, et aux grands propriétaires, qui ont voté eux-mêmes leur propre expropriation, qu'au parti libéral en général, qui a accompli légalement la réforme agraire, il est incontestable que le nom de M. Jean Duca reste attaché à sa réalisation.

*
* *

Tel est l'homme qui venait à Lausanne faire de si beaux débuts sur la grande scène de la politique internationale et que Paris, par ses premiers représentants politiques et intellectuels, a fêté dans des réceptions et par des manifestations d'une sincère et chaude sympathie. M. Benès, qui, le premier parmi les hommes d'Etat européens, apprit à le connaître dans les conférences de Marienbad et de Prague de la Petite Entente, discerna aussitôt de quel genre et de quelle qualité était la personnalité du jeune homme d'Etat roumain. Le monde politique français a ratifié d'une façon brillante ce jugement du créateur de l'Etat tchécoslovaque.

Et si les premières voix de France ont tenu à le saluer, c'est qu'on a su distinguer immédiatement, dans le jeune ministre roumain, qui est un des facteurs essentiels de la vie publique roumaine d'aujourd'hui et de demain, non seulement l'homme d'Etat, partisan définitif d'une politique roumaine de fidélité aux alliances qui ont assuré la victoire et réalisé l'idéal séculaire du peuple roumain, mais encore et surtout l'homme tout court ; et l'on a deviné que cet homme d'une intelligence si aiguë, est, pourtant, un sentimental et un sensible, donc, un vrai « ami » du pays de France.

E. A.

Bulletin Tchécoslovaque

Regardant l'œuvre accomplie pendant l'année qui vient de s'écouler, les hommes qui président aux destinées de la République Tchécoslovaque n'ont pas de raison pour être mécontents. Aucune des prédictions des adversaires ne s'est réalisée. L'ordre a continué de régner au cœur de l'Europe soi-disant balkanisée. La République Tchécoslovaque n'a pas défrayé la chronique politique des journaux par des scandales ni par des bouleversements intérieurs. Sa politique étrangère n'a pas non plus changé de ligne directrice. Sans fracas et sans réclame, le vieux pays continue, sous un nom nouveau, sa tranquille évolution vers la stabilité, servant d'exemple à nos voisins, aidant dans la mesure de ses moyens, sans rancune, ses anciens oppresseurs à se relever de leur détresse.

La couronne tchécoslovaque qui, au début de l'année, était cotée à 20 centimes à la Bourse de Paris, était à 12 le 29 décembre, niveau où elle se maintiendra, selon toutes les probabilités, tandis que tous les autres changes de l'Europe Centrale ont subi un sort contraire. Nous avons dit que de graves perturbations dans l'industrie furent la rançon de cette hausse et qu'il y a eu des victimes. Néanmoins, il semble que le pire moment de la crise est heureusement dépassé, grâce à l'esprit de sacrifice qu'ont montré et les ouvriers et les entrepreneurs, et que la situation du marché est loin d'être désespérée. Pour le premier semestre de 1922, le bilan commercial se solde par un excédent des exportations de plus de 3 milliards de couronnes et les statistiques mensuelles donnent tout lieu de croire que ce tableau ne subira pas de grands changements pour le second semestre. L'énergie avec laquelle le gouvernement exécute son programme financier, dont les principes sont : déflation et économies, a su parer à l'attaque dirigée le 18 décembre dernier contre la couronne : la baisse n'a duré que ce que durent les roses, l'espace d'un matin.

*
* *

L'homme qui a eu le courage de prendre des mesures énergiques pour mettre ce programme à exécution — je parle de M. Rasin, ministre des finances — a été, le 5 janvier, victime d'un attentat qui a mis ses jours en danger. Par bonheur, les derniers bulletins annoncent une amélioration sensible. On peut espérer que M. Rasin sera sauvé et qu'il pourra continuer à servir son pays. Il serait vraiment tragique qu'un homme qui, à vingt-cinq ans, a connu deux ans la douceur des cachots autrichiens, qui, pendant la guerre, a été condamné à mort par l'Autriche en même temps que son ami Kramar, tombât sous la balle d'un de ses compatriotes, un tout jeune homme, aveuglé par la haine de classes et enivré par la phraséologie bolcheviste.

Dès son premier passage au pouvoir, en 1919, M. Rasin réussit à exécuter la séparation monétaire entre l'ancienne Autriche-Hongrie et la nouvelle République. L'estampillage presque immédiat des billets se trouvant sur le territoire de la République fut son œuvre. Cette précaution a sauvé la Tchécoslovaquie du sort de l'Autriche. Continuant ses mesures énergiques,

il a fait voter l'impôt sur le capital qui a produit jusqu'à présent plus de deux milliards de couronnes tchécoslovaques, et qui servira à l'assainissement définitif de la monnaie.

Ayant repris la direction des finances dans le cabinet Svehla, il a mis à l'exécution de son programme d'économies une énergie farouche qui a suscité contre lui, dans certains milieux, des attaques aveugles dont le crime de Soupal démontre la néfaste violence. M. Rasin, a-t-on dit avec justesse, est victime de son courage civique.

L'indignation générale qui suivit l'attentat semble prouver que ce coup de revolver est le dernier symptôme de l'état d'esprit anormal d'après-guerre et que, désormais, le pays pourra continuer en toute sécurité son travail de reconstruction. La paix et la tranquillité, c'est tout ce qu'il demande, à l'intérieur comme à l'extérieur. A l'intérieur, un grand pas vient d'être fait par l'introduction en Slovaquie du nouveau système de comitats qui, en réalité, donne aux Slovaques une autonomie administrative, la seule qui soit compatible avec l'unité nationale et avec la sécurité de l'Etat. Depuis le premier janvier 1923, la Slovaquie, organisée sur la base de nouveaux comitats, est en possession d'une autonomie démocratique très large ; cette journée marque dans l'histoire de ce pays une étape nouvelle vers l'émancipation complète du funeste passé d'asservissement par l'Empire austro-hongrois. Le pays se développe et se reconstruit. Mais ce qu'il lui faut avant tout, c'est la tranquillité. Or, cette tranquillité est constamment troublée par les agissements de voisins turbulents, les Magyars irrédentistes, qui ne se résignent pas à la perte de la Slovaquie et qui, surtout depuis les succès kémalistes, ne rêvent que de déchirer le traité de Trianon. D'anciens ministres, comme le comte Andrassy ou M. Friedrich, ne se gênent pas pour le dire et proclament la résistance ouverte au traité.

*
* *

Le gouvernement, naturellement, est plus prudent, mais, tout en gardant une attitude diplomatique correcte, tout en reprenant avec la Tchécoslovaquie les négociations plusieurs fois interrompues d'un traité commercial, ils tolèrent des discours contre les réparations et, de leur côté, tâchent de soustraire la Hongrie au contrôle des Alliés et aux conséquences de la défaite par des projets de lois qui ne sont qu'un camouflage des mesures de mobilisation. Ainsi un projet de loi a été déposé à la Chambre pour établir une taxe militaire. Le commentaire du ministre Kallay avoue sans ambage qu'il s'agit, avant tout, de grever de cette taxe ceux qui ne se présenteront pas volontairement au service militaire. Cette taxe n'est pas une simple mesure fiscale, elle constitue un véritable moyen de pression, contraire aux articles 103 et 106 du traité de Trianon, qui défendent formellement toute mesure de mobilisation. En effet, la loi tend à établir, par une voie détournée, des listes de tous les hommes valides de 20 à 43 ans. Un autre projet de loi « sur la protection de l'ordre public », présenté le 6 décembre dernier, réserve au gouvernement le droit d'obliger à des « prestations personnelles » tous les citoyens au-dessus de 18 ans et au-dessous de 50, ainsi que tous les propriétaires de bêtes de trait et de moyens de transport, chemins de fer à voie étroite et funiculaires compris, « dès que cela paraîtra désirable au point de vue de la santé publique, du ravitaillement ou de l'ordre public ».

La Petite Entente a eu raison d'attirer, par une note commune, présentée le 19 novembre, l'attention de la Conférence des Ambassadeurs sur ces essais de mobilisation camouflée. Il sera facile de ramener la Hongrie au respect des traités, si l'on s'y prend à temps et avec l'énergie nécessaire. Il est inadmissible que les puissances se laissent duper par les sourires et les protestations de bonne foi des gens de Budapest, protestations qui jurent avec leurs véritables intentions, et même avec leurs actes. L'exemple de Kémal est séduisant : si on laissait faire Budapest, Berlin ne serait pas long à le suivre. H. JELINEK.

Bulletin Polonais

La Question de la Galicie Orientale

VII

Ainsi donc, comme l'ont démontré les élections qui viennent d'avoir lieu, ni la majorité des habitants de la Galicie Orientale ni même tous les Ruthènes galiciens ne réclament l'érection de cette région en Etat indépendant. Mais admettons qu'il en soit autrement. Serait-ce là une raison suffisante pour qu'en invoquant le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, on satisfît, *illico*, à ce désir ?

Le droit de libre disposition des peuples n'est qu'un aspect particulier d'un droit plus général, le droit de tout peuple, voire de toute population à une vie intellectuelle, politique et économique aussi intensive que possible. Il est donc limité par ce droit plus général, c'est-à-dire, qu'il ne peut s'exercer, dans chaque cas particulier, que dans le cadre tracé par la possibilité d'assurer, à la population appelée à se prononcer sur son sort, cette vie intensive, et, en particulier, de la lui assurer au point de vue économique. Car, s'il est exact que même une population privée des conditions suffisantes de développement politique et intellectuel peut néanmoins, — ainsi qu'en témoignent les exemples de l'ancienne Pologne russe, de la Posnanie prussienne et de l'ancien *Reichsland* d'Alsace-Lorraine — atteindre à un haut degré de prospérité matérielle, la réciproque n'est nullement vraie. Un peuple auquel on aurait accordé l'indépendance complète, condition juridique la plus parfaite d'une vie politique et intellectuelle intensive, mais qui, numériquement faible et habitant à l'intérieur des terres, serait privé de la base essentielle de tout développement économique — la possibilité de communiquer librement avec le monde extérieur — un tel peuple ne serait, en fait, ni indépendant, ni même en mesure d'assurer la marche normale de sa vie intellectuelle et politique. Son indépendance, sa prétendue liberté ne seraient qu'un leurre, une entrave bien plus qu'une condition de progrès, de vie. Aussi, appliqué au cas d'une population peu nombreuse, se trouvant dans la situation géographique indiquée, le droit des peuples de disposer d'eux-

mêmes, s'exerçant dans le cadre plus général de leur droit à une vie aussi intensive que possible, ne pourrait-il avoir pour objet la liberté, l'indépendance complète de cette population. Il ne pourrait, par conséquent, porter que sur sa liberté, son indépendance relative, c'est-à-dire, son *autonomie* dans les limites d'un Etat limitrophe.

Or, le cas en question est précisément le cas de la population de la Galicie Orientale. Une Galicie indépendante n'étant pas, comme on sait, viable, l'incorporation de ce territoire à un Etat limitrophe ne résulte pas seulement d'une nécessité matérielle. Elle découle également du droit de libre disposition des peuples, qui, d'après ce qui précède, ne saurait accorder à sa population que la possibilité d'indiquer, par un vote librement exprimé, le pays auquel elle voudrait être réunie.

Quel serait ce pays ?

*
* *

D'après ce que nous avons dit, ce ne pourrait être que la Pologne ou la Russie. Mais quelle Russie ? La Russie soviétique ? La plupart des Ruthènes galiciens et les principales puissances alliées nourrissent des sentiments par trop hostiles à l'endroit du régime bolchévik pour se décider jamais, les premiers, à demander, les seconds à permettre une telle extension des frontières de la République fédérative des Soviets. Ce serait donc entre la Pologne et la Russie non bolchevik que le choix devrait se faire. Mais la Russie non bolchevik n'existe pas, et nul n'est en mesure de dire aujourd'hui ce qu'elle sera. C'est un *x*, une chose indéfinie, *indéterminée*. Or, on ne peut choisir qu'entre des choses *déterminées*. Le choix serait donc impossible, et la consultation populaire serait, ainsi, sans objet.

Elle le serait également si la Russie non bolchevik existait.

C'est que la Galicie Orientale n'est pas limitrophe de la Russie. Entre elle et le pays russe proprement dit s'étend le vaste territoire de l'Ukraine, habité par une population dont les Ruthènes galiciens ne constituent qu'une fraction. Or, s'il est incontestable que les principes démocratiques exigent que l'on permît aux 3 millions de Ruthènes (Ukrainiens) de Galisie de disposer d'eux-mêmes, si tel était leur désir, il est d'autre part non moins certain que ce droit d'une *partie* du peuple ukrainien ne peut être déduit que du droit de décider de son sort, concédé à l'*ensemble* de ce peuple, ou, en tout cas, à son immense majorité, les 25 millions d'Ukrainiens de l'Ukraine russe — d'autant que par leur nombre et par le fait que leur territoire touche à la mer, ceux-ci se trouvent seuls dans les conditions voulues pour user de ce droit dans toute son ampleur, c'est-à-dire pour se constituer en un organisme politique indépendant, viable. Autrement dit, l'exercice par la petite fraction galicienne du peuple ruthène du droit de libre disposition, *limité* au libre choix entre ses voisins, suppose la reconnaissance *préalable* du droit d'autodétermination *totale* à la grande masse de ce peuple, aux Ukrainiens proprement dits. Il la suppose d'autant plus que, ainsi que nous l'avons indiqué, le territoire de ces Ukrainiens s'intercale entre la Galicie et la Russie, et les sépare complètement.

De sorte que du point de vue strict du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme du point de vue des conditions réelles de son application, l'existence d'un peuple ukrainien, ayant la possibilité de décider souverainement de lui-même et de ses rapports avec ses voisins, est la condition *essentielle* de toute solution démocratique du problème est-galicien. En d'autres termes, la question de la Galicie Orientale ne saurait se poser comme une question *extérieure* — comportant une solution pouvant placer tout ou partie de ce territoire *hors des frontières de l'Etat polonais* — ni entre cet Etat et la Russie, ni entre lui et l'ensemble de la population galicienne, mais uniquement entre la Pologne et le peuple ukrainien *libre*. Or, ce peuple n'est pas libre. Malgré certaines apparences, il ne l'est pas plus actuellement qu'il ne l'était sous le régime tsariste. Donc le problème est-galicien ne peut être envisagé comme un problème extérieur. D'où il résulte évidemment qu'il ne peut l'être que comme un problème *intérieur*, ne comportant qu'une solution qui le *maintienne dans le cadre de l'Etat polonais*.

***

Il est vrai que du côté russe on formule une objection contre le droit de souveraineté du peuple ukrainien. Ce droit n'existerait plus, les Ukrainiens y ayant renoncé lorsque, après s'être séparés de la Pologne, ils se sont unis volontairement, en 1654, à la Moscovie.

Le fait invoqué est, en lui-même, incontestable. Seulement, cette union du peuple d'Ukraine, ou, plus précisément de sa fraction la plus active, les cosaques, avec Moscou, était liée à certaines conditions. L'Ukraine devait jouir d'un *self-governement* très étendu. Son chef élu, *l'hetman*, devait même avoir le droit d'entretenir des relations diplomatiques avec les Etats étrangers, sauf à tenir le tsar au courant de ses tractations. Ces conditions, le tsar Alexis Mikhaïlovitch commença à les violer presque dès le lendemain de leur acceptation. Pierre le Grand continua l'œuvre de son père, et Catherine II supprima définitivement les libertés du peuple ukrainien. Or, un contrat dont les clauses ne sont pas respectées devient, de ce fait, nul et non avenu : l'objection tirée de l'acte d'union de 1654 ne saurait être prise en considération. La question de la Galicie Orientale se pose donc, au point de vue du droit des peuples, comme nous l'avons formulé plus haut et implique, par conséquent, la même réponse.

Nous avons montré, dans nos précédents articles, que cette réponse était identique lorsque l'on se plaçait au point de vue de l'Histoire, du Droit international et de la Géographie, sous son double aspect économique et politique. De sorte que, quel que soit le biais d'où l'on envisage le problème, invariablement on arrive à la même conclusion : *la Galicie Orientale doit être maintenue dans le cadre de l'Etat polonais.*

Jacques VERTON.

BULLETIN MARITIME

Notre politique de marine marchande

I

LES EFFORTS DE NOS CONCURRENTS

Au cours de l'année 1921, la France a construit 210.663 tonneaux, en sorte qu'à l'heure actuelle son tonnage présente sur celui d'avant-guerre une augmentation de *plus d'un tiers*. Pendant ce temps néanmoins, l'Allemagne faisait un effort *deux fois et demi* plus important, avec 242 navires et 509.064 tonneaux. Si nous cherchons les causes d'un progrès aussi considérable, en dépit des réductions imposées par le Traité de Versailles à notre ancienne ennemie, nous voyons que son Gouvernement n'a cessé d'aider au relèvement de sa marine marchande et cela d'une manière particulièrement efficace.

Le Reichstag, le 12 mars 1921, a voté pour les constructions nouvelles un crédit de 4 milliards 7 millions de marks. En 1920, il a été mis en réserve 3 milliards 170 millions de marks, dans le même but, et 670 millions pour les constructions. Si l'on ajoute à ces chiffres les 3 milliards 500 millions de marks versés par la Société des Armateurs, on arrive à un total de 11 milliards 970 millions de marks. En retour un consortium composé de 95 % d'armateurs allemands s'est engagé à construire 2.500.000 tonneaux de navires en cinq ans.

La production totale des chantiers de construction allemands pour la marine de guerre et la marine de commerce dépassait à peine 500.000 tonneaux par an en 1913, alors qu'aujourd'hui elle est estimée à 750.000 tonneaux. Ces chantiers espèrent atteindre une production annuelle de 1.500.000 tonneaux.

D'autre part, on voit se manifester chez les Allemands les signes d'une fusion graduelle des Sociétés et d'une mise en commun d'intérêts entre les mines de charbon et les mines de fer ; en outre, les mêmes Sociétés participent à une union financière avec les chantiers de construction en rapports intimes avec les Sociétés de Navigation. C'est ainsi que les chantiers du trust organisé par Herr Ballin seront assurés d'une fourniture régulière d'acier.

Les Allemands ont renoué assez rapidement leurs relations commerciales avec les principaux pays étrangers. Tandis que la moitié du tonnage mondial reste dans l'inactivité, l'Allemagne bénéficie de deux conditions dont ne peuvent profiter les autres nations : les prix du fret sont extrêmement bas en raison du taux du change allemand et aussi parce que le coût d'exploitation des navires allemands ne représente environ qu'un sixième de celui des navires britanniques ou suédois ; de plus, les Allemands tirent un bénéfice de ces prix de fret et achètent partout des navires. Ce sont eux, en effet, qui, à l'heure actuelle, peuvent exploiter de la façon la plus économique leur flotte, parce qu'ils paient les salaires les plus bas et parce que leurs équipages sont moins exigeants et plus disciplinés que ceux des autres nations.

Si nous examinons maintenant ce qui est fait par nos anciens alliés en faveur de leur marine marchande, nous voyons que l'Angleterre n'inscrit pas à son budget de chapitre propre aux subventions maritimes; sa marine marchande jouit, en effet, de conditions générales particulièrement favorables qui lui permettront de se dispenser de mesures légales de protection. Elle a à sa disposition du charbon de soute en abondance et, maintenant, du pétrole. Elle se procure les navires à bon marché dans ses grands chantiers. Elle dispose d'un fret abondant et lourd et ses traditions lui permettent de pratiquer le tramping, source véritable de la prospérité du commerce maritime.

L'Italie, par sa loi du 13 juillet 1911, a institué des primes à la construction et des primes à la navigation et elle accorde aux Compagnies de Navigation des subventions très importantes.

Aux Etats-Unis, enfin, un courant très vif se fait jour en faveur de mesures de protection de la marine marchande américaine. Si l'Etat renonce à avoir une flotte qui lui soit propre, il ne se désintéresse pas, loin de là, du sort des armements privés. Un projet de loi, portant diverses mesures de protection extrêmement favorables aux navires américains, est actuellement à l'étude.

(A suivre.)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

LANCEMENT DU PAQUEBOT MIXTE « HOEDIC ». — « Les Forges et Chantiers de la Méditerranée » ont procédé, à La Seyne, le 21 décembre, au lancement du vapeur mixte *Hoedic*, construit pour le compte des « Chargeurs Réunis ».

Les caractéristiques de ce navire sont les suivantes : longueur 146 mètres, largeur 18 mètres, creux 11 mètres 57, portée en lourd 8.500 tonnes, jauge brute 10.400 tonneaux ; sa vitesse pourra atteindre 16 nœuds. Il pourra contenir 120 passagers de première classe et 86 de troisième classe et sera affecté au service Hambourg-Le-Havre-Amérique du Sud.

D'autre part, le pétrolier *Mérope*, qui a été construit par les Chantiers de la « Société Provençale de Constructions Navales » et mis à la mer le 7 mai dernier, a quitté le port de la Ciotat le 23 décembre pour effectuer en pleine mer ses essais officiels. Ce navire mesure 130 mètres de longueur, 17 mètres 30 de largeur et 10 mètres de creux.

COMPAGNIE DES MESSAGERIES MARITIMES. — Les Messageries Maritimes ont commandé aux Chantiers et Ateliers de la Gironde un grand paquebot qui sera affecté aux lignes de Chine.

Les travaux de construction de cette nouvelle unité, qui a reçu la dénomination provisoire *d'Aramis II*, sont commencés et la quille vient d'être mise en chantier sur l'une des cales des chantiers de Bordeaux. La durée des travaux est estimée à dix-huit mois environ.

Valeurs de Navigation

Bourse de Marseille, 16 Janvier 1923

Fraissinet	814
Messageries Maritimes	219
Mixte	248
Transatlantique	207
Transports Maritimes	918

L'Imprimeur-Gérant : A. DESNOËS. Société Française d'Imprimerie et de Publicité, Ateliers : 26-28, Boulevard du Château, Angers
Bureaux : 2, Rue Monge Paris, (Ve)

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 3 61e ANNÉE 3 FÉVRIER 1923

LE NOUVEL AN EN ORIENT EUROPÉEN

Quelques cartes de visite déposées à domicile, et le Nouvel An, une fois de plus a passé dans ces pays de l'Occident où les anciennes coutumes vivent encore seulement dans leurs derniers refuges campagnards.

L'Orient, même après la guerre, les conserve. Je crois même qu'il les conserve non seulement dans un des pays qui le composent, le mien, la Roumanie, mais partout où la vie nouvelle repose sur les mêmes très anciennes couches des deux civilisations rurales qui s'y sont confondues : celle des aborigènes Thraco-Illyres et celle des Romains, apparus d'abord au hasard des migrations paysannes, en quête de terres labourables et d'air libre, ainsi que de leur corollaire naturel, la liberté humaine, par groupes et par individus.

Il y a eu d'abord toute une série de coutumes pleines, malgré leur âge plus que millénaire, de la fraîcheur des créations populaires spontanées, à la veille de Noël, et pendant les jours qui séparent le 25 décembre de la fin de l'année. Des enfants frissonnant dans le blanc givre qui recouvre la campagne ont paru sous les fenêtres des chaumières. Les voix cristallines s'élevant dans l'air glacé ont fait entendre dans le rythme archaïque, sonnant comme des cloches d'argent, la ritournelle des « fleurs blanches » : « Nous ne vous annonçons aucun mal, nous vous annonçons Dieu lui-même, un Dieu nouveau-né, emmailloté dans ses langes ». Ils ont emporté les craquelins dorés, la petite monnaie, — hélas, de simple papier sale, maintenant! —, et vers le jour à peine les chants des plus forts se font entendre par les sentiers glissants sur le pavé de glace desquels les premières lueurs de l'aurore font jaillir des reflets roses. Et, après le soir des « fleurs blanches » comme celle de la neige intacte, la bande des « Hérodes », mitres de papier doré en tête, manteaux de serge couleur de pourpre sur les épaules, épées de fer-blanc au côté, entourent l'étoile rudement découpée, dans le centre de laquelle le maigre bout de cierge fait ressortir la scène de la crèche où dort l'Enfant. Coutume occidentale au commencement, dans laquelle se perpétue le souvenir des trois « rois mages » — car c'est d'eux qu'il est question, ce mauvais sujet d'Hérode, tueur d'innocents, s'y étant introduit subrepticement, en usurpateur, en raison du cercle d'or qui orne sa chevelure brune.

Le Nouvel An est plus mouvementé et plus bruyant.

Si à Bucarest, et probablement aussi dans d'autres villes de la Valachie, dès avant le soir des charrettes à bœufs ornées de feuillages et de rubans défilent, dans le claquement des fouets, avec accompagnement de rudes gars en costume rural, la chemise et les braies blanches sous le manteau d'hiver, des cocardes au bonnet de poil, quémandant le papier de petite valeur du pauvre qu'ils saluent au passage ou bien les grosses banknotes du riche, qu'ils accablent de félicitations sincèrement émues, —

il en est autrement tout au fond de cette Moldavie qui n'oubliera pas facilement ces usages populaires, un de ses principaux charmes.

Ici les « laboureurs » chantent la légende longue, monotone, absurde, mais pleine de couleur et charmante de « l'oncle Frajan » qui « s'est levé jadis, l'année passée » avec son « cheval exercé », au gros frein de soie, et a fait marcher sa charrue traînée par les bœufs — le refrain dit : « ohé, ohé, menez l'attelage, mes frères ». Les groupes sont solides, ceux qui les composent ont la figure sévère de gens en fonction solennelle, les bottes fortes sonnent sur le pavé glacé ou sur la croûte, durcie par le gel, de la neige qui craque. Une décence absolue domine tout mouvement, toute parole. C'est le théâtre populaire des anciens qui survit : il n'y a que la langue qui ait changé, et si peu! Elle a plutôt évolué.

Au récitatif sonore, où cette fois il n'y a pas un élément de la plainte éternelle qui émeut dans les chansons des nations de là-bas, se mêle, par endroits, le ronflement, du « taureau ». Ce « taureau » qui surgit n'est qu'un tonneau vide, sur lequel on a étendu une peau de tambour que traverse une queue de cheval. Les crins enduits de résine collent aux mains qui les étirent, et les imposants sons graves font regarder curieusement, avec un léger frisson de terreur, les jeunes têtes qui, groupées près de la vitre, autour de la lampe, regardent dans cette obscurité vibrante de voix et riche de surprises.

Tout cela, « les laboureurs » du 31 décembre et le « taureau » qui fait entendre son beuglement avant d'être attelé sous le joug de bois retenu par les bâtons fixés dans le cadre, ce sont, sans doute, des choses très vieilles, datant des origines. Elles viennent de régions dans lesquelles le travail de la terre commençait, sous un ciel plus clément, à cette époque de l'année, où déjà les champs fument ou s'ornent de la nouvelle verdure nourrie par une douce humidité. Il paraît que ce sont les Orientaux musulmans ou leurs prédécesseurs byzantins qui ont ajouté la « chèvre » humaine qui claque de ses mâchoires de bois, la laine en dehors sur son dos, au milieu du chœur champêtre qui ne lui parle pas et daigne à peine sourire de ses bonds.

Dans les logis des riches, dans les habitations des pauvres du monde c'est le moment où les présents apparaissent sur la table pour les petits de la famille. Les cris de joie de l'intérieur répondent à tout ce qui chante, récite, mugit et claque dans la nuit de dehors. L' « arbre de Noël » avec ses reflets de verre colorié et de quincaillerie à bon marché, avec ses cadeaux cachés parmi les dures aiguilles vertes, défiant les rigueurs de la saison, n'est qu'une imitation récente, venue de l'Occident, surtout des pays allemands. On reconnaît facilement l'intrus : s'il a sa part des rires frais et du bonheur qui s'épanouit sur les figures joyeuses, sa chanson à lui montre facilement les traces de l'imitation. Le peuple ne chante, lui, que ce qu'il a créé lui-même.

On se réveillera le matin sous la pluie des grains de riz ou de blé jetés à pleines mains par les familiers et les subalternes de la maison. Il faut accepter de bon gré les vœux qui vous enjoignent de « vivre et de fleurir comme les pommiers, les poiriers, comme l'automne plantureuse, ayant toute l'abondance ». Ce sont les « semailles » qui, dans la même conception archaïque, étaient reliées au mois de janvier.

Les Tziganes, les anciens esclaves, ont, en Valachie seule, une autre offrande : la tête de porc sur le plat, un simulacre. C'est la saint Basile, *Vasilca* : la forme du nom est slave et indique une autre provenance. J'ai retrouvé cette coutume chez les anciens étudiants anglais d'Oxford, mais ici les vers latins des clercs précèdent les improvisations grossières de l'engeance servile dans la vallée du Danube.

Il n'y aura ensuite que les processions du Baptême. A Bucarest — pas à Iassy, l'autre capitale — la croix sera jetée par l'archevêque, à la fin du service divin, dans la rivière, et heureux, rémunéré en proportion de ses efforts et de son succès, sera celui qui, se jetant dans l'eau, arrivera à la saisir, la levant au-dessus de sa tête qui domine l'onde froide, charriant parfois les glaces. Ailleurs, dans les bourgades et les villages, le cortège avance, les prêtres en tête, les porteurs de lanternes, de drapeaux, la foule recueillie, taciturne (car en Orient le chœur des fidèles ne se fait pas entendre). Dans la rivière voisine, l'eau sera bénie, cette eau dont l'aspersion doit répandre sur la foule tous les meilleurs sorts de bonheur. Ces gouttes d' « eau lustrale » ne viennent pas sans doute du Jourdain; la cérémonie de cette bénédiction a précédé de longtemps le christianisme.

Et maintenant, muni de tout ce que peut donner la magie des formules d'incantation, des vœux spontanés et des eaux sacrées, le travail d'une nouvelle année peut commencer.

M. Jorga,
Membre de l'Académie roumaine,
Correspondant de l'Institut.

LA DISTRIBUTION DES PRIX A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Chaque année, l'Académie française, comme les autres Académies, tient sa séance publique, c'est-à-dire qu'elle invite quelques privilégiés, dans son étroite enceinte, à venir écouter le rapport de son secrétaire perpétuel sur les concours littéraires de l'année écoulée, et celui de son directeur sur les prix de vertu.

On y vient pour entendre ces deux autorités et non pas, espérons-le, pour voir les académiciens, sans quoi il y aurait peut-être eu, cette année, déception. En effet il ne vint que quatre immortels à cette séance solennelle, et, si les autres Académies n'avaient pas aidé discrètement au remplissage, l'hémicycle sacré eût été vide.

Qui dira les raisons de ce détachement ?

Littré définit la *compagnie*, une réunion de personnes qui ont quelques motifs de se réunir ensemble. Les motifs sont-ils abolis, et cette jeunesse relative à laquelle on donne des lauriers, ces braves gens que l'on élogie ne méritent-ils pas l'hommage, le témoignage d'un peu d'intérêt ? Il semble que l'on n'y songe pas.

Cet intérêt, du moins, les deux orateurs de la journée l'ont donné en pleine conscience.

***

Assis devant la petite tribune grise, qui s'harmonise si bien avec la salle un peu morose, M. Frédéric Masson, avec cette diction résignée qui lui est coutumière, et aussi avec son indépendance habituelle, a dit tout ce qu'il voulait dire. Sa voix tombait parfois, mais, quand il tenait à signaler quelque chose, il aspirait ferme et la coupole ne perdait aucun de ses mots.

A vrai dire, c'est une ingrate tâche que la confection de ce palmarès, qui voit presque chaque année s'accroître les prix d'encouragement. Depuis vingt ans, il y en a déjà quinze de plus. Oui, que de prix pour « des morceaux éloquents », pour des écrits « paraissant propres » à honorer telle ou telle chose, prix dans l'intérêt des Lettres, des mœurs ou du public, prix pour la prose et pour la poésie, pour les œuvres d'ensemble et pour les œuvres particulières, pour les jeunes et pour les mûrs, et enfin, car il ne faut pas oublier que l'Académie s'occupe de la langue française, prix de littérature et d'éloquence.

Le secrétaire perpétuel, dont le rapport ne peut être qu'une énumération de titres d'ouvrages et de noms d'auteurs, sent la difficulté de sa tâche. « Le temps, dit-il, permet à peine qu'on s'arrête aux œuvres les plus importantes, et pourtant est-il permis de ravir aux lauréats cette proclamation tant espérée ? » Et il cite le cas d'un petit soldat blessé qui, il y a quelques années, était là au premier rang, à côté de sa mère, haletant d'entendre prononcer son nom et s'en alla plein de tristesse parce que rien n'était venu. M. Frédéric Masson voudrait citer tous les lauréats et il s'y applique, mais il ne le peut. J'ai compté leur nombre, ils sont cent dix !

Dans sa conclusion l'orateur avoue que les concours de cette année ne sont point exactement de la même valeur que les précédents. Et l'on s'en doutait à l'analyse de ces œuvres. Il a rencontré des romans « agréables ». Sont-ils vraiment agréables ? Il se console, pour cause, de la pénurie des vers. La critique seule a paru supérieure, et en effet c'est le genre où semble exceller la jeunesse présente. Mais n'est-ce pas plutôt un signe de décadence, surtout quand il est poussé à l'extrême ? Nous avons aujourd'hui la critique des critiques, et si cela continue nous aurons bientôt une troisième mouture.

En résumé, ces concours de l'année ne sont pas très brillants, et le rapporteur, plutôt indulgent, le laisse seulement penser.

Dans cette plaine grise émergent surtout les livres d'histoire générale et d'histoire littéraire.

« L'Histoire entre partout », dit M. Frédéric Masson, et il faut s'en féliciter. Dans mon enfance elle était bien moins prisée. Nos maîtres nous en révélaient peu la grandeur et l'élève qui remportait le prix d'Histoire et Géographie était considéré comme fort en mémoire, mais se sentait exclu du cercle des intelligents où présidait le subtil traducteur de Lhomond. Et, certes, les études latines contre lesquelles on s'acharne aujourd'hui sont indispensables, mais l'Histoire devrait en être le délassement pour la jeunesse. Plus tard, quand on avance dans la vie, on sent le prix d'une bonne formation historique qui assure la garde du goût de la lecture. Malheureusement, comme toutes choses, l'Histoire est mobile, et cela complique bien nos renseignements. Il est certain que pour beaucoup le comte d'Artois n'a pas été présenté sous le jour où nous le montre M. Lefebvre de Béhaigre. Le rapporteur nous fait entrevoir, d'après ce livre, le mystère de Langres. « Il y a là, dit-il, un problème qui, tel quel, est posé et qui atteste certaines complicités encore insoupçonnées entre les étrangers et quelques Français. »

De même le chevalier de la Barre n'est pas le héros offert à l'admiration des foules sur la butte de Montmartre, et cela ne nous déçoit pas. M. Marc Chassaigne en trace la vilaine et véridique figure. Petit garçon malingre, mal tourné, vicieux et sot, il tomba entre les mains des robins qui lui firent un mauvais sort. Le clergé et notamment l'évêque d'Amiens s'employèrent à le sauver et non à le tuer. Mais en ce cas, comme en tant d'autres, la légende est plus forte que l'Histoire.

Nous apprenons différentes choses intéressantes dans le rapport de M. Frédéric Masson. D'abord, et beaucoup ne s'en doutaient pas, saint Vincent de Paul a laissé à sa mort trente mille lettres, et voilà plus de trois siècles que l'on fouille dans le magnifique héritage de ce pauvre homme. Si l'on songe à toutes les autres lettres perdues, on admire une fois de plus l'activité de cet étonnant gascon qui fut théologien, diplomate, conseiller à la cour, précepteur, curé de Clichy, et entre temps le *saint* fondateur des Filles de la Charité !

Nous apprenons encore que le 26 octobre 1927 l'Institution des Postes célébrera son troisième centenaire. C'est un avis donné par avance aux actualistes qui ont le temps de préparer leur article et à la Société des conférences de retenir son conférencier. Au premier abord cette date nous a déroutés, car nous croyions que, bien avant 1627, Louis XI avait organisé le service régulier des courriers, mais il ne s'agissait là que de la poste officielle ; la vraie poste aux lettres avec « piétons distributeurs », entendez facteurs, est l'œuvre du cardinal Richelieu qui, à tous points de vue et, sans vouloir jouer sur les mots, fut le protecteur des lettres.

Enfin, nous dit M. Frédéric Masson, « l'Académie sait vivre ». Autrement dit elle sait manger, ou plutôt elle ne méconnaît pas la dignité de cette opération ; elle distingue cette année et elle couronne : la *Fleur de la cuisine française*, où l'on trouve les plus saines doctrines des meilleurs cuisiniers, patissiers et limonadiers du XIIIe au XXe siècle. L'Académie devait bien cet hommage aux artisans des aimables hôtes qui tant de fois accueillirent ses spirituels membres, ce qui faisait dire à Labiche nouvellement élu : « Je ne savais pas qu'on était nourri. » Heureux temps où l'on ne connaissait pas encore le joug des régimes, où les médecins n'avaient pas encore inventé l'eau, les pâtes, et le poison des œufs ! M. Masson recommande ces deux volumes aux Français qui savent et peuvent encore manger. « Ils en tireront des joies supérieures, bien qu'on les dise basses. »

Mais le secrétaire perpétuel parla de quelques autres livres plutôt alimentaires pour l'esprit, et, à vrai dire, celui qui eut l'honneur de son rapport fut M. Pierre Lasserre.

C'est lui qui a obtenu, cette année, le grand prix de littérature, celui que l'Académie décerne de son propre mouvement et qui, en principe, n'admet aucune candidature.

M. Pierre Lasserre est un écrivain de grand talent. D'abord il écrit bien, ou tout simplement *il écrit*. Et cela aurait paru autrefois presqu'un éloge banal, mais aujourd'hui le fait de savoir tenir une plume comme un crayon devient si exceptionnel qu'il revêt une qualité que l'on doit particulièrement souligner.

Ensuite cet auteur, ainsi que l'a heureusement défini M. Frédéric Masson, est un moraliste littéraire. Il est de ceux qui débordent leur critique, tant ils mettent d'eux-mêmes dans leur critique, et il était bien indiqué pour être l'historien des *chapelles littéraires*, pour voir plus haut que leur crypte, et pour dire très franchement ce qu'il n'y découvre pas. Le rapporteur lui reproche un peu d'en avoir plus été le visiteur que le démolisseur. Remercions-le, du moins, de ne pas avoir été le chantre de tant de litanies prétentieuses.

C'est M. Francis Carco qui s'est vu décerner le prix du roman pour son livre l'*Homme traqué*. Faveur insigne en ce temps où l'on n'écrit plus que des romans, où seule cette forme littéraire peut provoquer les forts tirages, si bien que, pour être lus, les théologiens, les géomètres, les statisticiens et même les historiens se demandent en quels cadres romanesques ils devraient glisser leurs observations.

Donc le prix du roman, suivant l'intention de la donation, est destiné « à récompenser un jeune prosateur pour une œuvre d'imagination d'une inspiration élevée ».

M. Francis Carco a assurément du talent, mais était-il indiqué pour recueillir spécialement ce prix. Le secrétaire perpétuel semble en douter et, pour mieux persuader son auditoire, il n'a rien dit et s'est contenté de donner l'analyse du roman...

Enfin M. Frédéric Masson termina en faisant l'éloge de M. Albert Cim auquel le prix Lambert a été décerné. Ce distingué bibliographe a réuni et collectionné les balourdises, inepties et fautes de français de nos auteurs. Il fait avec aménité collection de barbarismes. Tâche laborieuse et facile, car chaque cuirasse a son défaut et il est assez aisé de l'indiquer. Quelle est celle capable de résister à toutes les flèches ? Le plus pointilleux critique est lui-même vulnérable, et il faut, comme le fait entendre M. Frédéric Masson, plaider l'étourderie. Cependant il y a des hommes de lettres dont les défauts d'écriture sont si nombreux que la cui-

rasse disparaît. Aussi doit-on s'associer au rapporteur, lorsqu'il remercie M. Albert Cim « qui nous a épargné certaines canonisations qui eussent dépassé le ridicule. » Le secrétaire perpétuel de l'Académie française a plus qu'un autre la garde de la grande maison de la langue française et il a bien raison de mettre celle-ci à l'abri « du despotisme de quelques pédants ».

***

« Des prix littéraires aux prix de vertu, a dit le directeur de l'Académie française, la distance est moins longue qu'à première vue il ne pourrait paraître. »

Rien n'est plus vrai.

Tout homme souhaite et prétend avoir toutes les qualités, et finalement ces qualités, en dehors de la beauté qui ne dépend pas de nous, et de la fortune qui ne sourit qu'à quelques-uns, relèvent de la science et de la vertu.

La science, personne n'accepte d'y être étranger, et la parure de la vertu est même invoquée par ceux qui ne portent pas ses bijoux. La vertu, c'est le phare vers lequel chacun prétend régler sa barque. Tout parti politique qui fonde un journal se réclame de « la propreté », et, hier encore, je recevais une nouvelle feuille, se déclarant sensationnelle et s'annonçant comme le « journal honnête pour les honnêtes gens ».

Il est donc bien naturel que le plus illustre corps intellectuel de notre pays, encouragé, éclairé par de généreux Mécènes, cherche à récompenser le plus justement possible ceux qui montent péniblement le sentier de la vertu. J'ai compté 231 prix, ce qui prouve qu'il y a encore plus de couronnes pour la vertu que pour les lettres.

Mgr Baudrillart, avant de saluer toutes ces vertus ignorées — surtout par elles-mêmes — songe à la vertu française et à sa réputation au dehors, cette pensée lui venant naturellement à l'esprit, au retour de son long voyage dans les immenses régions de l'Amérique du Sud, pays de civilisation latine naturellement lié au nôtre et où le moindre geste intellectuel et moral de la France a sa répercussion.

Et en effet ceux qui ont habité à l'étranger, en Amérique ou ailleurs, savent à quel point on s'y occupe de la France ; quelques-uns l'aiment sans réticence, beaucoup la critiquent, mais tous s'en occupent, c'est pourquoi il importe que nous nous tenions bien. Et, mon Dieu, je crois avec d'autres que nous nous sommes bien tenus durant la grande bourrasque. Le maréchal Joffre, qui vient de visiter l'Asie et de faire le tour du monde, ne cache pas l'émotion qu'il a ressentie en voyant partout cette belle figure qui s'appelle le prestige de la France. Il ne faut donc pas trop s'en faire lorsqu'on nous dit que certains étrangers se scandalisent de nos romans et de nos pièces de théâtre et pleurent sur notre corruption. Heureusement nous avons encore en France de bons livres, de bons journaux, de bonnes revues et même aussi de bonnes pièces. Nous ne faisons pas, il est vrai, ce qu'il faut pour les exporter, mais est-ce uniquement de notre faute si des choses indésirables sont importées, et n'y a-t-il pas une méthode tendancieuse à ne vouloir voir la France qu'à travers quelques vilaines œuvres et quelques manifestations excentriques de cénacles ignorés ou méprisés chez nous ?

D'autre part, ainsi que l'a très bien exposé Mgr Baudrillart, nous avons sur le sol étranger des témoins qualifiés de notre esprit et d'admirables agents de nos œuvres : ce sont nos religieux et nos religieuses. Sous les plis de notre drapeau, ils sont là-bas les maîtres de l'enseignement et de la charité. Ce drapeau, il est avec la croix la suprême force de ceux qui ont tout abandonné pour se consacrer à un idéal dont la poursuite est souvent âpre. « Ne m'est-il pas arrivé en Espagne, dit l'orateur, en pleine guerre, de découvrir un petit drapeau français, discrètement cousu par une de nos religieuses aux vêtements d'une Vierge habillée qui dominait l'autel ? »

Par ces missionnaires de la France, en Amérique comme en Orient, la langue française, les idées et les vertus françaises sont gardées et éclairées.

Seulement leurs rangs s'éclaircissent, leur recrutement n'est plus assuré, les collèges français sont dans la nécessité d'accepter des collaborations étrangères et près d'eux s'élèvent des collèges allemands que subventionne la mère-patrie. Et là nos amis de l'Amérique latine sont bien en droit de nous dire : « Les vertus de ces congrégations dont vous vous parez au dehors, vous n'en avez pas voulu chez vous. » Et Mgr Baudrillart, faisant appel à nos hommes politiques, a bien raison de leur dire avec une franchise toute patriotique : « Réfléchissez à un point de vue qui vous avait peut-être partiellement échappé ; bons Français, faites le nécessaire pour que soit assuré le recrutement de ceux qui soutiennent au dehors le renom et l'influence morale de notre patrie. »

Mais Mgr Baudrillart est revenu en France et il nous parle aussi de ceux qui y sont restés, et qui par vocation, par besoin, pourrait-on dire, sont vertueux. Si nous rencontrons, en effet, dans l'existence tant de gens ingrats et envieux, combien sont-ils compensés par ceux chez lesquels le dévouement est comme instinctif ! Avant M. Montyon, avant les

prix de vertu, il y eut, de même qu'il y aura toujours, des domestiques servant sans gages, des sauveteurs trouvant vingt occasions de se jeter à l'eau, et d'autres qui arrêtent les chevaux emportés ou qui éteignent les incendies, et d'autres qui usent leur santé à soigner les malades. Solidarité, sacrifice, désintéressement, les mêmes mots reviennent chaque année sur les lèvres pour louer et cueillir les vertus cachées comme les violettes qui disparaissent dans la mousse des prés.

Ce qui est élogié n'est qu'un signe de tout ce qui est inconnu, mais chaque louange, chaque publicité n'en est pas moins un levier, un soutien pour la masse. C'est l'élite qui mène le monde, sans quoi il y a longtemps que le monde se serait mangé lui-même et tournerait à vide.

Comme nous avons salué M. Lasserre et quelques autres, saluons donc Marie Caillet, Marie-Louise Roy, Marguerite Imbert, Mme Clémentine Villechein, M. et Mme Brisollier, M. Edouard-Joseph Rouzet, et aussi toutes ces admirables œuvres dont la merveilleuse floraison est une des parures de notre pays. Déjà si belles avant la guerre, elles se sont surpassées pendant la tourmente qui les a éclairées et purifiées. Elles ont surtout compris quelles grandes choses pouvait produire l'union de l'État et de l'initiative privée. Là aussi, en raison de l'imperfection humaine, il y a d'heureuses interventions qui n'ont pas été couronnées, et d'autres qui reçoivent sans modestie des lauriers cueillis facilement, mais qu'importe le dosage de chacun, si le bien se fait dans l'ensemble. On est si bien entraîné à la course sociale, à l'étranger comme en France, que Mgr Baudrillart, en voyant offerts tant d'abris de toutes sortes aux deux sexes, à tous les âges, à toutes les conditions, se demande si « l'on ne court pas le risque de porter atteinte à la vie familiale qui demeure la base de la société chrétienne ? »

Et, en effet, la meilleure des œuvres est de travailler pour son foyer, de courir les risques pour soi, de se préparer sous son toit sa maison de retraite, sa petite maison avec sa famille intime, ses vieux meubles et son chien.

Que l'Académie soit bénie pour avoir songé à ce cher compagnon de notre vie, à celui qui la console de tant de déboires, et que ceux qui n'ont pas l'âme-chien veuillent bien sauter ces lignes incompréhensibles pour eux. « O mon chien ! Dieu seul sait la distance entre nous. Seul, il sait quel degré de l'échelle de l'être sépare ton instinct de l'âme de ton maître ; mais seul il sait aussi par quel secret rapport tu vis de son regard et tu meurs de sa mort. » Il semble que le rapporteur aime marcher dans l'ombre de Lamartine en rappelant ces lignes charmantes et en faisant connaître que l'Académie avait décerné le prix Audiffret-Caire au fondateur des douze chenils qui envoyèrent au front 981 chiens.

* * *

« Me voici, dit en terminant Mgr Baudrillart, parvenu à la dernière partie de ma tâche qui n'est pas la moins délicate. »

Il s'agit, en effet, de récompenser les familles nombreuses et de décerner les prix Cognacq-Jay et Lamy. Il y eut 60.000 dossiers, ce qui prouve qu'il y a encore en France quelques familles nombreuses.

Ce sont de très simples histoires que celles de ces foyers répandus dans toutes nos provinces françaises, de ces grandes familles dans toutes les acceptions du mot qui sont à la fois la gloire et la richesse trop restreinte de notre pays. Toutes parlent comme ces Hamonnet, cultivateurs de l'Ille-et-Vilaine, qui eurent 18 enfants en 24 ans. « Étant petits fermiers, sans fortune, nous avons bien de la peine à nourrir notre *petite* famille ! »

Ces familles nombreuses sont-elles plus nombreuses qu'avant la guerre ? et avant ces récompenses ? Un peu plus, pas beaucoup. Attendons et attendons, hélas ! très patiemment. En effet, la vraie cause de la diminution de la natalité, c'est que, dans toutes les classes du pays, on a de plus en plus le dégoût de la vie simple et une soif croissante de jouissances difficiles à satisfaire, quand l'arrivée successive des enfants absorbe les ressources du budget.

Les enfants ne reviendront que lorsqu'il découlera de notre vie sociale qu'ils sont une richesse pour la famille, et aussi lorsque la morale chrétienne aura peu à peu repris l'influence qu'on a laissé s'éteindre, pour ne pas dire plus.

Mais ce qu'il y a de sûr, et l'orateur l'a très bien souligné, c'est que les familles nombreuses sont maintenant en honneur. Il fut un temps, on ose à peine le rappeler, où elles étaient vouées au ridicule ; aujourd'hui, quand on vous présente un père de famille de six enfants, on est pris de considération pour lui. On revient aux idées saines et l'on sait, du reste, qu'il y va de l'existence de la patrie.

Fernand LAUDET,
Membre de l'Institut.

LA LEÇON DES GRANDS HOMMES

Ce n'est point fausse vanité si, depuis la guerre, nous avons pris l'habitude de célébrer, avec un soin pieux, la mémoire de nos grands hommes. La guerre, en exaltant le sentiment national, nous a fait prendre une plus exacte conscience de notre dette. De là, le souci de communier en eux avec ce que notre passé nous a transmis de plus original. Nos grands artistes, nos grands savants, nos grands penseurs, nos grands écrivains, nos grands ingénieurs, nos grands hommes de guerre et nos grands hommes d'Etat, en effet, ne sont pas seulement les meilleurs ouvriers du génie français, ils le symbolisent. A ce double titre, nous les retrouvons au plus intime de nous-mêmes : nous vivons d'eux et par eux.

Les grands hommes d'un pays, parce qu'ils en sont la fleur, en sont aussi les plus parfaits symboles. Combien cela est vrai des grands hommes dont s'honore notre histoire ! On retrouve en eux, à leur plus haut degré de perfection, les qualités de l'âme française. Qu'ils soient guerriers ou poètes, souverains ou philosophes, peintres ou médecins, on reconnaît dans leurs œuvres le visage de la France. Si chacun en révèle, mêlés à sa personnelle originalité, quelques traits particuliers, de leur concert se dégage l'image de notre patrie dans sa plénitude et sa complexité.

Ne retrouvons-nous pas nos qualités de logique chez un Descartes comme chez un Poussin ou un Rameau, chez Louis XIV comme chez Le Nôtre ou Mansard ? La clarté d'un Voltaire n'est-elle pas celle d'un David, d'un Napoléon, d'un Pasteur, d'un Bossuet ou d'un Franck ? Rien ne ressemble tant au bon sens de Molière que celui de Rabelais, si ce n'est celui de La Fontaine ou de Montaigne, pour ne rien dire de l'équilibre d'un Henri IV, d'un Colbert ou d'un Chardin. La grâce de Racine est proche parente du charme de Watteau, de Clodion ou de Musset. Quant à la *furia francese*, elle n'est pas seulement le propre de nos hommes de guerre, qu'ils se nomment Condé, Bayard ou Duguesclin; elle anime aussi bien Corneille et Victor Hugo, Delacroix et Berlioz.

On ne peut bien connaître la France, comme chaque pays du reste, qu'en fréquentant les grands hommes qui en incarnent l'esprit dans ce qu'il il y a de plus pur et, par suite, de plus significatif. Taine ne se trompait point : les grands hommes d'une nation en sont les plus savoureux produits.

Mais les grands hommes ne sont pas, ainsi que Tolstoï les concevait, de simples illuminations du couchant à la crête des vagues que pousse la masse humaine ; ils sont des phares sur lesquels nous devons lever les yeux. Ils n'expriment pas seulement leur milieu ; ils sont, avant tout, des créateurs qui façonnent à leur tempérament l'ambiance où ils évoluent. A leur défaut, la France ne serait pas la France : ne l'ont-ils pas modelée à leur ressemblance ? Sans la série des grands hommes d'Etat, rois ou premiers ministres, qui ont rassemblé son territoire, sans les victoires de nos grands capitaines qui l'ont étendu, sans l'organisation dont l'ont dotée nos grands administrateurs, la nation française n'aurait pas la physionomie que nous lui connaissons. Existerait-elle seulement ? On peut se le demander. A coup sûr, elle ne serait pas ce qu'elle est, et son âme encore moins. Les grands hommes sont des initiateurs : à eux d'édifier l'avenir. Sans doute, ils ne peuvent travailler à vide. Molière n'aurait pas écrit dans un désert, non plus que Pasteur et Claude Bernard n'y auraient fait leurs découvertes. Les grands hommes ont besoin de leurs prédécesseurs et, plus que d'une audience, de la collaboration des humbles qui, par leur travail quotidien, préparent la matière que pétrissent leurs mains puissantes. Il n'en est pas moins vrai que les génies seuls sont créateurs. C'est grâce à leur intervention que l'humanité a pu, non seulement améliorer sa condition, mais s'élever. Ils sont, au vrai, le sel de la terre.

Aussi bien l'action des grands hommes ne s'arrête pas aux frontières. A quelque nationalité qu'ils appartiennent, ils travaillent pour toutes. Et c'est notre honneur que, plus que dans aucun autre pays au monde, les grands hommes de France ont, par leurs qualités de logique et de clarté, rendu un universel service. Si vous ajoutez à cela qu'ils sont plus abondants sur notre sol que partout ailleurs, on comprend qu'on ait pu nommer la France le flambeau de l'univers civilisé.

Des flambeaux qui brillent d'un feu clair au-dessus des Etats, tels sont bien les grands hommes de chez nous. Leur pléiade, témoignage de la primauté intellectuelle de notre race, n'est pas seulement la parure de notre terroir, elle fait partie du patrimoine de l'humanité. Cette

humanité, les meilleurs de nos enfants l'ont servie en servant la patrie française, dont ils ont dressé la figure au-dessus de la mêlée des peuples comme un point de ralliement et de repère, qui se trouve être un guide.

De ces grands hommes de France, nous devons, nous Français, méditer la leçon pour maintenir leur héritage et, si possible, l'augmenter. Nous ne pouvons, en tout cas, rester fidèle à nos traditions qu'en les honorant. Mais tous leur doivent un égal tribut de gratitude, dont le plus flatteur, parce qu'il est aussi le plus fécond, consiste à suivre leur exemple (1).

Paul GAULTIER.

LA JEUNESSE DE GAMBETTA

Les débuts furent rudes : il ne connaissait personne dans la grande ville, peu hospitalière aux jeunes provinciaux sans relations ni fortune. Il prit logement place de la Sorbonne, dans une de ces chambrettes d'étudiant, « quatre mètres carrés », où l'on est si bien à vingt ans, et se mit en quête d'un restaurant à prix doux : il en trouva un à vingt sous le repas, puis un meilleur à dix-huit sous, enfin un parfait où soupe, bouilli, pain et vin revenaient à treize sous, « festin très salubre, très abondant, tout ce qu'il y a de plus engraissant ». (Lettre du 6 février 1857). Mais cette dure existence avait pour remontant un joyeux optimisme, une inaltérable confiance dans l'avenir. Tout aurait été bien sans les remontrances paternelles qui avaient l'amertume de la défaite : pour les amadouer, Léon promettait sagesse, travail, fortune, ou retour au commerce paternel ; et le vieux Joseph, chapitré par sa femme, par son maire, finit par sourire et envoyer quelques subsides complémentaires, « de l'eau vive sur une langue altérée », et jusqu'à sa propre montre « mine de souvenirs, d'enseignements, de conseils et de ressources ». De fait, l'enfant travaillait fort : en arrivant à Paris, il s'était aperçu qu'il ne savait pas grand'chose, que l'enseignement du lycée de Cahors ne valait point celui d'une rhétorique à Henri IV, et, tout en suivant avec régularité le cours de la Faculté de Droit, fréquentait la Sorbonne, le collège de France, les bibliothèques qui lui offraient gratuitement lumière, chaleur et lectures. Solitaire, ne fréquentant guère qu'un officier de Cahors, le lieutenant Sisco, acharné à son travail, décidé à convaincre son père et à forcer la fortune, il abattit en six mois les cours de deux semestres, et en juillet, « reçu avec trois blanches » (dont, par une bizarre transformation, deux rougirent au bulletin officiel), débordant de joie de fierté, de confiance, vint passer ses vacances à Cahors.

Quand il revint à Paris, en novembre 1857, sa vie fut sensiblement modifiée : il n'avait rien perdu de son beau zèle, il suivait assidûment cours et conférences, et passa ses examens dans de très bonnes conditions ; il persévérait dans son travail personnel, garnissait sa prodigieuse mémoire d'un choix extraordinaire de poètes, prosateurs, orateurs ; mais sa solitude avait commencé à lui peser. Or, rien n'était fait pour faciliter sa vie matérielle à la jeunesse des écoles ; l'Association générale des Étudiants n'était même pas en vague projet ; rien n'existait pour préparer ces réunions, conversations et discussions, indispensables pour la distraire et surtout pour nourrir sa vie intellectuelle, rien — que les cafés.

Dans ces années de l'Empire absolu, toute manifestation de la pensée était impossible, la tribune supprimée à la Chambre, les réunions publiques interdites, les cours et conférences réduits à une discrète prudence, la presse muselée : la vie publique était limitée aux cafés. Ils s'étaient multipliés : cafés politiques où, à voix basse mais surveillée, on remaniait la carte de l'Europe et révisait la

(1) M. Payot et moi fondons une collection consacrée aux GRANDS HOMMES DE FRANCE.

Dans cette collection, chacun de nos grands écrivains, de nos grands savants, de nos grands ingénieurs, de nos grands artistes, de nos grands hommes de guerre et de nos grands hommes d'Etat sera étudié à part.

Ecrite par la personnalité la plus compétente, donc la plus apte à comprendre le grand homme qui lui est dévolu, chaque monographie formera un livre, ni trop long, ni trop court, et de format commode, dans lequel sera retracée, d'une façon précise, tout en étant littéraire et vivante, la vie d'un Français illustre. A l'histoire de sa vie sera intimement mêlée celle de son œuvre ainsi qu'il en va dans la réalité, s'il est vrai qu'elles se conditionnent l'une l'autre. D'ailleurs l'œuvre d'un grand homme n'est-elle pas l'essentiel de sa vie ? Aussi bien chacune de ces monographies tâchera de nous faire pénétrer dans l'intimité d'un grand homme pour nous faire saisir le principe qui l'anime.

Nous réalisons ainsi le vœu de notre grand Pasteur. N'a-t-il pas, en effet, déclaré à maintes reprises qu'il n'existe pas de meilleure leçon ni de plus grand profit, non seulement pour les jeunes gens, mais pour les adultes, que de s'inspirer des hommes qui sont l'honneur de l'humanité, en même temps que les seuls ouvriers de son progrès, sans compter qu'à les étudier quelques-uns y gagneront de les pouvoir imiter.

constitution ; cafés littéraires, chacun ayant son grand homme, Scholl ou Barbey d'Aurévilly ; cafés du Quartier Latin, enfin, où la jeunesse exubérante dépensait, à grands éclats de voix, sa sève bouillonnante et apprenait la vie en choquant des idées. Entraîné par quelques camarades, en cet automne de 1857, Gambetta s'y plut ; et, pendant plusieurs années, y passa la majeure partie de ses soirées : au café Voltaire, d'abord, place de l'Odéon, dans la maison qu'habita Camille Desmoulins ; au café Procope, surtout, dans ce vieil établissement de la rue de l'Ancienne-Comédie, que fréquenta Mirabeau : les ombres de ces deux grands révolutionnaires n'étaient point pour l'écarter, Là, il se retrouvait avec quelques amis du Quercy, le Dr Fieuzal, qui devint un oculiste célèbre. Péphau, créateur de l'école Braille, Émile Rey et Talon, hommes politiques ; leur joyeuse humeur, leurs colloques bruyants, mais débordants de vie attiraient d'autres étudiants, et ainsi se formait un cercle où venaient deux élèves de Saint-Cyr, qui furent les généraux Lannes et Brugère ; les deux frères Tachard, dont l'un mourut jeune entre les bras de Gambetta et l'autre devint ministre de la Défense Nationale à Bruxelles, et député du Haut-Rhin, à l'Assemblée de Bordeaux ; Clément Laurier, qui fut longtemps pour Gambetta comme un frères d'armes.

A cette jeunesse turbulente, mais vibrante, Gambetta s'imposait par son éloquence naturelle, son exubérance joyeuse, et cette autorité spéciale que tout petit il avait déjà sur ses camarades d'école. Il devenait populaire au « Quartier », avec sa crinière léonine, l'étrangeté de son regard où la vivacité d'un œil contrastait avec la mort de l'autre, ses vêtements trop larges et mal coupés par quelque tailleur rural, ses grands gestes et cette voix incomparable ayant toutes les virulences et toutes les douceurs.

Toujours prêt à la discussion, il courait de l'un à l'autre, pour se renseigner comme pour combattre. Une question de budget est-elle soulevée ? Gambetta s'empresse place Saint-Georges, assiste toute la soirée à l'un de ces délicieux monologues que M. Thiers appelait une conversation, et le lendemain assomme ses adversaires à grands arguments sur les crédits extraordinaires et les virements de comptes spéciaux. Un inconnu se présente-t-il ? Il engage le fer avec lui, mais l'autre, fine lame de Gascogne, se défend, attaque, pousse à fond. « Tu as bien du talent, lui crie Gambetta ; comment t'appelles-tu ? — Adrien Hébrard. »

A la table de l'hôtel du Sénat, où habitait Gambetta, Alphonse Daudet, son commensal, amène un jour un grand garçon, mince, barbiche en pointe, cheveux en toupet de clown : les deux hommes se regardent, ne se plaisent pas, l'un en ricanements, l'autre en beau rire sonore : ce fut la première entrevue de Rochefort et de Gambetta.

Temps perdu ? Non, heures de détente et de premières harangues ; dans ce cercle intime, parmi ces jeunes hommes dont plusieurs avaient du talent, et tous étaient sincères, Gambetta essayait sa voix, ses effets oratoires, comme en ces écoles de rhéteurs où dans la Rome antique les jeunes stagiaires s'étudiaient eux-mêmes avant de se risquer sur la place publique. Tout était prétexte à des discussions et chacun apportait ses idées, paradoxes ou vérités : économie politique, droit, littérature, philosophie, tout y passait, la politique surtout ; cette jeunesse était ardemment républicaine, et par ces discussions quotidiennes, Gambetta s'affermissait dans une opinion qui était latente en lui, depuis sa jeunesse. Comme dans toute bonne ville méridionale du temps, il n'y avait que deux partis politiques à Cahors, légitimiste ou démocrate (Lettre du 23 juin 1857). La famille Gambetta était démocrate ; le petit Léon avait crié « vive Cavaignac » de 1848 à 1850 et brûlé l'effigie du tyran ; à Paris, il ne se lie qu'avec des républicains, dont il partage les espérances, « le jour approche... nous dansons sur un volcan » (9 juin 1859). Dans ses lettres à son père, très discrètement par crainte du cabinet noir, il disait sa haine du régime et de l'homme ; et, dans son groupe d'amis, « rugissait des apostrophes enflammées contre le César de contrebande auquel il devait en quelque sorte succéder ». (Léon Cladel.)

Une telle existence n'est point sans périls : à se dépenser prématurément et avant d'avoir constitué son capital intellectuel, le débutant tourne au bavardage et au lieu commun ; seule, une forte instruction donne un cadre solide aux splendeurs du verbe. Gambetta le comprit et travailla avec une persévérance qui échappa longtemps aux critiques dédaigneux : il poursuivait ses études juridiques, recherchait l'influence personnelle des juristes les plus austères, spécialement de Valette, devenu son grand ami ; il pensait au professorat, étudiant à fond les matières de l'agrégation, droit romain et droit civil, et ses examens de troisième année passés en août 1859, s'attaquait à sa thèse de licence — une étude sur les hypothèques — qui traînait un peu, soit qu'il voulût en faire un travail complet, acte de candidature à l'agrégation, soit que les discussions du café Procope lui fissent tort ; enfin, en janvier 1860, Léon était reçu licencié avec des notes brillantes.

En même temps, il suivait les cours à la Sorbonne ou au Collège de France, et venait le soir

« réciter » à ses amis ébahis les leçons dont il n'avait pas manqué une nuance ni oublié un développement. Et surtout il cultivait son jardin : ce turbulent, ce « rhéteur de taverne », lisait les bons auteurs dans le silence et la solitude, prenait des notes, se pénétrait de la pensée d'autrui et ses tonitruantes improvisations avaient leurs racines dans des études attentives. Joseph Reinach a retrouvé et analysé ces notes rédigées de 1860 à 1868 ; elles sont singulièrement instructives sur la formation intérieure du tribun.

Ainsi prépare-t-il par avance non la forme, mais le fonds de ses discours ; dans la chaleur de l'improvisation, sa tenace mémoire lui présentera, à l'improviste, des arguments et des citations, produits de lentes lectures et de lointaines réflexions.

Pour se distraire, il passe de longues heures au musée, devant les toiles des maîtres où s'avive son sens naturel et très fin.

C'était là d'utiles travaux, mais pour l'heure improductifs, et Gambetta souffrait fort de ce que Rabelais, son maître favori, appelait « faulte de pécune ». Discrètement, il faisait part à son père de ses embarras d'argent, et remerciait avec effusion pour le moindre envoi. Il donnait quelques répétitions de droit à des jeunes gens de son âge, excellente occasion d'apprendre ce qu'il enseignait. Il écrivait quelques articles pour l'*Opinion nationale*, « journal calme, sérieux, philosophique », mais ce n'étaient là que de minces sources de revenu et, insouciant, confiant dans l'avenir, Gambetta contracta quelques dettes, cinq cents francs de repas à crédit. Le gargotier réclama, n'obtint rien, et écrivit au père : fureur de l'intègre épicier ; des dettes, même pour de spartiate nourriture, quelle abomination ! Le fils, qui avait eu vent de la réclamation du débiteur et redoutait tout de l'indignation paternelle, écrivit une lettre bien humble, bien raisonnable : « Mon père, sois indulgent et lis. » (8 mars 1860.) Aucune réponse ; inquiétude du jeune prodigue ; enfin, admonestations, et vives, s'il faut en croire les protestations de Léon, qui reconnaissait loyalement ses torts, mais s'élevait avec une réelle dignité contre l'épithète « orateur d'estaminet » que lui avait décochée le courroux paternel. « Je n'ai pas travaillé toujours avec la régularité de la pendule ; mais dans ces accès ces fièvres de travail que j'ai eues, je te jure, et je ne me trompe point, j'ai dans ces bouffées de fièvre studieuse plus remué d'idées, plus appris, plus consulté et plus retenu que d'autres... avec leur travail quotidien, régulier, mais faible et économe. » (9 octobre 1860.) C'était exact : il se jugeait bien.

La fin de l'année fut pénible : plus de crédit ; pour payer de menues dettes, des économies jusque sur les repas ; une vaine recherche de quelque position d'attente ; « des propositions ridicules, des promesses en l'air, tous lui disaient : demain ». Pour comble de malchance, un échec au premier examen de doctorat emportait toute espérance d'un professorat prochain. Et malgré tout, une foi inébranlable dans l'avenir ; le mauvais régime des gargotes à bas prix pouvait altérer sa santé, les amis se montrer « indifférents, égoïstes, aujourd'hui flatteurs, hypocrites, demain traîtres et médisants », il se *savait* sûr d'arriver.

Son père en était moins certain, et lorsqu'après son échec à la Faculté de Droit, Léon vint à Cahors prendre quelque repos, un rude combat s'engagea entre les deux hommes : le vieux négociant, las de payer sans résultat immédiat, voulait que son fils postulât pour quelque bonne place de substitut ou de conseiller de préfecture, se mariât avantageusement, et fit souche de bourgeois cossus ; le jeune orateur se révoltait contre toute situation qui l'eût mis en sous-ordre, se refusait à toute attache avec le gouvernement impérial. Alors Joseph Gambetta proposait à son fils qu'il s'installât ici, à Cahors, comme avocat, et à l'ancienneté se formât un bon et solide cabinet d'affaires ; déjà le président du Tribunal, M. Dardenne, un vieux Cadurcien qui ne voyait rien hors Cahors, promettait son appui. Mais Léon avait goûté à la notoriété parisienne ; il était déjà une autorité au Quartier latin, il entendait s'imposer à Paris, à la France entière.

Ce fut le fils qui l'emporta, grâce à la douce persévérance de la mère et à l'intervention de quelques amis, qui ne voulaient point voir « cet aigle mis en cage. » Au début de 1861, le père céda, mais à la condition que cesserait la vie de cabaret, que la tante Jenny s'installerait auprès du jeune turbulent pour apporter à son existence une régularité qui convenait au membre du grand barreau de Paris.

La jeunesse de Gambetta prenait fin.

Paul Matter.

LE MARAIS

(*Nouvelle*)

Le marais s'étendait, comme une frontière indécise, à la limite de deux communes. Ses grands roseaux, ses arbres enchevêtrés, ses lianes de clématites, de bryones et de ronces, ses chemins pleins de fondrières, ses eaux hypocrites en faisaient comme une jungle, un pays vierge et mystérieux. Dès l'enfance, je me sentais attiré vers cette terre incertaine, oscillant sous les pieds. Les yeux glauques de ses « puisards », au milieu des roseaux, immobiles, regardaient le ciel, autre abîme. Je m'y rendais souvent avec mon grand-père qui avait bâti une cabane dans un massif de hauts sapins. Cette année-là — j'avais vingt ans — je l'accompagnais à la chasse. J'écartais les rouches, attentif au départ strident des canards. Devant nous, à cent mètres, un vaste battement d'ailes, lent, ouaté, silencieux, pareil à de grands coups d'éventail, s'éleva sur la houle verte du marais.

— Un héron, dit mon grand-père. Trop loin. On le retrouvera. J'ai tué sa femelle la semaine passée ; il ne quittera pas la contrée.

L'oiseau montait en cercles ; il disparut, puis revint, comme s'il ne pouvait s'écarter de ces lieux. Cependant le soir envahissait la campagne. Comme nous rentrions dans ce silence fatigué des chasseurs bredouilles, un cri, un long cri, pareil à un hurlement de bête, retentit sur la face du marais, émut un bouquet de sapins qui renvoya la plainte, et se perdit ainsi qu'un brouillard sur l'étendue immobile... Je n'avais pu retenir un tressaillement ; mon grand-père s'était retourné.

— C'est le héron ? lui demandai-je.

— Non ; le héron ne crie jamais. C'est la folle.

Je ne sais pourquoi, un frisson me saisit : était-ce la fraîcheur du soir, la fatigue de la journée, l'impression pénible que m'avait produite cet oiseau veuf et triste, ce cri dans la nuit ? J'allais, noyé dans toutes les tristesses de la vie. Le jour mourait sur le marécage endormi que la brume dérobait aux yeux des hommes.

La folle ? Je la connaissais pour en avoir entendu parler.

— Elle crie plus tôt que d'habitude... C'est la nuit qu'il faut entendre ça... quand il y a de la lune... Bien des gens n'osent pas passer par ici. Ils ont peur que les noyés du marais ne reviennent.

— Il y a des morts dans le marais ?

— On le raconte... Certains endroits sont dangereux, les puisards surtout. J'y ai enfoncé des perches de trente pieds sans trouver le fond.

Je me souvenais de ces yeux verts, d'une limpidité extrême, qui, par endroits, apparaissaient tout à coup sous les pas, inattendus comme des pièges au milieu des roseaux et dangereux pour qui connaît mal le pays.

— C'est à cause d'un de ces morts que crie la folle, dit-on.

Je pressais mon grand-père de questions, lorsqu'il s'arrêta.

— Attends un instant. Elle n'est pas loin ; j'entends sa serpe. Tu la verras peut-être.

Un moment après, une femme passa, tirant des branchages derrière elle. Quel était son âge ? Cinquante, soixante ans peut-être ? Mon grand-père la salua d'une voix ronde et bon enfant.

— Bonsoir la Bastiennette !

Une figure cuite par le hâle, rougie comme une branche de pin, se leva vers nous. Vêtue de haillons décolorés, ses cheveux de chanvre roui sur le dos, haute et forte, le nez busqué, elle marchait courbée par la charge du bois. Ses yeux semblaient ne pas nous voir, comme s'ils eussent regardé plus loin que nous... Elle fit un signe de tête et se remit à son travail... Elle ne venait jamais au village. Un boulanger, tous les huit jours, mettait pour elle une tourte de pain à l'orée du bois, dans le creux d'un saule. Son repaire était une cabane rongée de mousse dont les poteaux pourrissaient dans la tourbe, au bord des eaux. On la voyait parfois avec un vieux fusil, un fusil « de munition » comme il en traîne chez nous depuis 1814. Elle recevait quelque argent des fermiers pour qui elle fagotait; on l'accusait de piller les champs de pommes de terre pendant la nuit et même de tirer sur les bêtes du marais : canards, bécasses, lièvres roux, hôtes des roseaux en hiver ; on entendait parfois des coups de feu dans la nuit. Personne ne s'en préoccupait : c'était, disait-on, la folle, c'est-à-dire un être à part, une sorte de génie du marais.

Rien n'excite ma curiosité comme ces existences insolites, mystérieuses. Quelle étrange conception du monde règne dans ces cervelles ? Elle vivait des mois et des mois sans parler ; mais on l'avait connue luronne et coquette. J'in-

terrogeai de nouveau mon grand-père qui s'en allait devant moi, le dos voûté.

— On ne sait pas bien. Je la vois depuis trente ans. Elle avait un homme, un sauvage de son espèce, un bûcheron ; ils habitaient un bout de maison dans le pays. Un jour, un jeune homme est venu, un garçon du Midi de la taille, tiens, tout comme toi, avec des cheveux frisés... Celui-là, on le rencontrait de temps en temps le dimanche, poussant des tyroliennes dans les cafés... Qu'est-ce qui s'est passé ? on n'en sait rien. Toujours est-il qu'on n'a plus revu le jeune homme. Quant au mari de la folle, on l'a aperçu pour la dernière fois avec un sac sur le dos à la gare de Pincy, qui venait de s'ouvrir cette année-là. Naturellement on a causé. Les gendarmes sont venus, se sont inquiétés. Quand ils ont pénétré dans le marais, ils y ont trouvé la femme que tu as vue, penchée sur un « puisard », jusqu'à y tomber et hurlant comme un chien perdu... On n'a rien tiré d'elle ; quand on a voulu la ramener au pays, elle a griffé tout le monde et s'est fait traîner dans l'herbe. Il a fallu la laisser. Elle revenait sans cesse au même endroit, auprès du trou..

— Comme le héron, dis-je.

— Peut-être bien... Mais un héron est une bête qu'on peut tuer. Et c'était sans doute un homme qui était là-dedans.

Je crois que j'avais un peu gêné mon grand père par ma comparaison. Il ne disait plus rien.

— On n'a pas cherché dans ces puits ?

— Chercher ! Chercher ! C'est aisé à dire. Sait-on où ça va, ces trous ? Il y a peut-être cent pieds de profondeur !

Mon grand-père exagérait : mais ces puits ne sont que les points d'affleurement des vastes nappes d'eau sur lesquelles flotte la tourbe ; ils sont à peu près insondables

— Alors on n'a jamais su ?

— Non. Depuis ce temps, la sauvage est restée comme folle. Des affaires de jalousie sûrement. Son homme, on n'a jamais remis la main dessus... Mais le soir, surtout dans les mois d'été, elle crie, elle hurle à faire tourner les sangs.

Toute cette histoire me trottait dans l'esprit et j'échafaudais le drame : le méridional séduisant et jeune, l'intrigue banale, la vengeance.

— Et elle n'a rien dit, rien du tout ?

Mon grand-père s'arrêta... Il y avait si longtemps !

— Non... je ne crois pas. Ou du moins, on n'y a rien compris. Elle a parlé d'un sanglier qu'elle voulait tuer, à l'affût... Ce mot lui revenait sans cesse à la bouche : Ah ! le sanglier, le sanglier !

Je n'obtins pas d'autres éclaircissements. Mais, la semaine suivante, je ne pus m'empêcher de revenir au marais. Je m'y trouvai le soir, à demi égaré, au bord des Puiseaux, et trouvant l'endroit propice, j'attendais les canards, moins attiré cependant par la chasse que par l'espoir de rencontrer la vieille. Dirai-je que j'étais tout à fait rassuré dans cet endroit désert qui avait été — j'en étais sûr — le théâtre d'un drame ? Ce serait mentir. La lune glissait sur les eaux, une lune de novembre, parfaite, comme une patène d'or.

J'allais partir quand j'entendis marcher dans les roseaux. Derrière un saule, je me ramassai en boule.

C'était la vieille. Elle arrivait, comme une somnambule, raide, droite, les cheveux défaits, les muscles du cou saillants, pareils à des cordes, le nez en bec d'aigle— un fusil à la main. Les roseaux craquèrent. La vie du marais, toujours grouillante, même par le froid, s'arrêta. Seul le cri d'un courlis striait la nuit.

Elle s'agenouilla au bord du gouffre, et, accrochée d'une main à un saule, elle se pencha. Je voyais sa silhouette nettement, dans l'eau, à côté de la lune immobile... Un grand soupir sortit de sa poitrine. C'était tellement proche et tellement douloureux, au milieu du grand silence de la nuit, que je ressentis un malaise, comme si je fusse dans un monde surnaturel, auprès de la mort.

Elle saisit son fusil qu'elle avait déposé sur la berge.

— Le sanglier, dit-elle.

Elle leva son arme, tourna le canon du côté de mon saule.... Mille Dieux ! est-ce qu'elle m'avait vu ? est-ce que ?... Ce petit trou noir dirigé vers moi, sous la lune, au bord d'une eau sinistre : je faillis fuir ; mais la prudence me retint. Non, elle ne me voyait pas. Elle ne pouvait pas me voir. Et puis, j'avais l'arbre... Je me rendis compte d'ailleurs qu'elle ne me visait pas, qu'elle ne visait rien. Elle jeta son fusil tout à coup et alors, elle se mit à hurler, à hurler à la mort, mais d'une voix si funèbre, qui s'apaisait par moments, remontait, mourait, puis reprenait avec des sanglots comme ceux d'une mère qui bercerait un enfant mort, que — je vous le dis sans honte — une peur terrible me prit, une de ces peurs nerveuses qui ne viennent pas d'une crainte du danger, mais du mystère qui nous entoure, des choses

inconnues et terribles que l'on ne comprend pas.. Inutile de vous dire que j'oubliai le volier de canards que le hurlement de la folle avait réveillé et qui passait à trente mètres sur un nuage blanc. Et je me précipitai dans l'unique sentier qui tournait autour de la vasque sinistre.

Mais la vieille s'était levée et, se jetant en travers de mon chemin, elle me saisit à bras le corps, me traîna en pleine lumière... Non ! je vous assure que je tiens sur mes jambes — mais une poigne de folle, c'est quelque chose !

— C'est toi ! c'est toi ! Je savais bien que tu reviendrais !

Et tout à coup, elle desserra son étreinte et tomba à mes pieds en serrant mes genoux avec de grands sanglots.

— Pardon ! pardon ! Oh ! je savais que tu apprendrais la vérité ! C'est lui, c'est lui qui m'a fait tirer... Il m'a amenée à l'affût, il m'a montré le sanglier là, là, près du saule... Et c'était toi !... Je savais bien que tu reviendrais, que je t'appellerais si fort que tu m'entendrais de n'importe où ! C'est là, c'est là qu'il t'a jeté...

Elle me traîna près du bord — puis elle cracha dans le puisard sombre que la lune avait quitté.

— Ah ! ah ! l'eau ne te reprendra pas !

Elle me saisit par le cou... Mais oui... Cela vous fait sourire peut-être ? Je vous assure que je ne riais pas. Je me révoltais au contact. Elle me regarda.

— C'est vrai que je suis laide et sale... Viens, viens à la maison, je m'habillerai. J'ai gardé les vêtements que j'avais quand tu es venu la première fois me retrouver. Tu chantais... tiens, comme ça....

Elle essaya de chanter. Sa bouche édentée s'ouvrit et des notes brisées, discordantes, en sortirent, rauques ou avortées. C'était sinistre.

— Viens, dit-elle.

Je la suivis. Mes craintes s'étaient dissipées ; nous rentrions dans la vie — bizarre, anormale — mais dans la vie. Il n'y avait plus de lune au fond d'un puits, plus de hurlement de fauve, plus de fantôme. Je devenais l'ancien amant mort, maintenant ressuscité, d'une vieille hideuse et repoussante. C'était très embêtant, mais sans plus.

La porte de la cabane s'ouvrit. Il y avait là un tas de roseaux couvert d'immondes loques qui était un lit ; un billot de bois comme siège, une table grossière. Elle fit clairer un reste de feu qui dévora quelques branches de pin en roulant.

— Je n'allume pas souvent la chandelle ; aujourd'hui, je l'allumerai. Reste un moment : je vais revenir ; je veux me faire belle pour toi...

Elle entra dans la pièce voisine, si on peut appeler ainsi un appentis délabré. Je l'entendis remuer des coffres, froisser des étoffes ; par les fentes de la cloison, j'aperçus sa peau hasanée, ses haillons sordides. Elle allait sortir de là dans un instant, venir à moi, se jeter dans mes bras.... Eh bien, non ! je n'ai pas eu le courage de supporter cela. Et je me suis enfui, par la porte restée ouverte, à travers la nuit, dans des sentiers inconnus, mon fusil me battant au dos, pris par moments d'une indicible peur qui me serrait la nuque.

Mais je n'avais pas franchi cent mètres qu'un cri, un cri formidable, désespéré, atroce, déchirait la nuit. Sûrement la malheureuse avait constaté ma disparition et son hurlement m'appelait... Je m'arrêtai un instant — puis je me remis à fuir lâchement... Je dis lâchement — car peut-être aurais-je dû mentir, laisser à la folle son illusion, que sais-je?... Je n'ai pas pu.

On ne l'a plus revue depuis lors. Qu'est-elle devenue ? Sans doute les Puiseaux l'ont engloutie, comme ils avaient englouti son amant... Mais tout de même, dans ces moments d'insomnie où tout vous apparaît abjection, dégoût, vomissement, ah ! mes amis, je sens une angoisse m'étreindre en pensant au puisard vert, au héron abandonné qui cherche sa compagne, à la mort de cette pauvre folle, et vous comprendrez comment je fuis aujourd'hui le marais insidieux, sa vie pullulante et le mystère de ses eaux.

Gabriel MAURIÈRE.

PEUT-ON VOIR AVEC SA PEAU?

M. Louis Farigoule l'affirme, en un petit livre paru depuis bientôt trois ans (1). Il n'est pas douteux que le premier mouvement du lecteur, en ouvrant ce livre, soit de méfiance. D'abord on n'ignore pas la personnalité de l'auteur : s'il

(1) *Louis Farigoule. — La Vision extra-rétinienne et le sens paroptique.* — Recherche de psycho-physiologie expérimentale et de physiologie histologique. — Editions de la Nouvelle Revue Française, 1920.

s'appelle bien Farigoule, il est plus connu sous le pseudonyme de Jules Romains (comment prendre un pseudonyme quand on a la chance de porter un nom si sonore et si frappant ?); c'est un rare poète et un puissant dramaturge; c'est aussi l'auteur de romans : *Les Copains*, *Donogoo Tonka*, où la mystification est portée à la hauteur d'un principe. Son plus récent critique a même cru pouvoir avancer que la mystification est un point essentiel de sa doctrine littéraire (1). Voilà plus qu'il n'en faut déjà pour mettre le lecteur sur ses gardes : mais ajoutez la maison d'édition, qui n'a point l'habitude de publier des œuvres sérieuses de philosophie et de science, le ton péremptoire que prend l'auteur dans sa *Note* préliminaire et l'apparence de dédain avec laquelle il rejette tout appareil bibliographique, le sujet même, avec son étrangeté et aussi son importance, enfin les garants assez inattendus que sont pour l'auteur deux poètes (deux médecins aussi), Georges Duhamel et André Nepveu, en littérature Luc Durtain. Tout cela explique que le livre soit encore presque inconnu des milieux philosophiques et n'ait été l'objet d'aucune étude précise du point de vue de la psychophysiologie. De fausses rumeurs, venues on ne sait d'où, et qui représentaient l'auteur comme cherchant à retirer son ouvrage de la circulation et à faire le silence sur sa pseudo-découverte, ne sont pas non plus pour rien dans cette ignorance.

Par la présente analyse, je ne prétends pas apporter une discussion approfondie de la thèse de M. Farigoule, d'abord parce que je manque de compétence, ensuite parce qu'aucune discussion théorique ne pourrait arriver à résoudre une question qui est de fait. Mon but est seulement d'attirer l'attention des expérimentateurs sur des recherches presque absolument neuves et d'un intérêt primordial.

Pour cela il faut d'abord mettre hors de question la sincérité et la compétence de l'auteur. De la première je crois pouvoir me porter garant: M. Farigoule, bien qu'il ait abandonné depuis quatre ans ses expériences pour des travaux d'un tout autre ordre, est plus convaincu que jamais de la valeur de son hypothèse. Pour sa compétence, elle se conclut d'une pratique sérieuse de la physiologie et de l'histologie. M. Farigoule n'est pas venu en amateur à la psychophysiologie. Au cours même de ses études philosophiques, il a consacré deux années entières, ses deux premières années d'École normale, à l'étude exclusive des sciences naturelles. Lorsque pendant la guerre, professeur de philosophie au Lycée de Nice, il est revenu à des études scientifiques, il n'était donc plus un apprenti et le travail dont il s'agit ici est le fruit d'expériences méthodiques poursuivies obstinément pendant plusieurs années.

La question n'est donc pas de savoir si M. Farigoule s'est moqué de nous, ni s'il a parlé à la légère de sujets qu'il ne connaît pas. La question est seulement de savoir s'il s'est trompé.

Je résume brièvement la thèse (1).

Elle naît de la rencontre entre deux problèmes : un problème de physiologie et un problème de psychologie.

1° La physiologie est en général bien moins avancée que la morphologie. En particulier l'analyse microscopique de la peau humaine est aujourd'hui à peu près parfaite; mais les physiologistes ou à leur défaut les anatomistes eux-mêmes se sont contentés d'attribuer au sens tactile toutes les expansions nerveuses, très différentes les unes des autres, qu'ils rencontraient dans le tégument, sans demander aux psychologues une aide cependant nécessaire (Ch. I, p. 9-16). Il y a donc actuellement dans le tégument humain « des entités anatomiques encore vierges d'attributions physiologiques, ou pourvues d'attributions faiblement fondées » (p. 18).

2° La pathologie mentale montre qu'il y a chez certains somnambules des « troubles sensoriels » : tout se passe en particulier comme s'il y avait chez eux dans certains cas une véritable vision des objets sans qu'interviennent les yeux (p. 32-35).

L'hypothèse est dès lors qu'il existe chez tous les hommes une véritable vision inconnue, c'est-à-dire une connaissance des formes et des couleurs distincte de la vision rétinienne, mais comparable à elle et pouvant la suppléer au besoin (Chap. V). Les phénomènes observés ne peuvent en effet s'expliquer ni par les sens déjà connus (p. 76), ni par un appel au surnaturel (p. 76-78), ni par des formes nouvelles de la vision rétinienne (p. 78-80); cependant ils ne peuvent s'expliquer que par la formation d'images visuelles, analogues aux images rétiniennes, mais localisées autre part que sur la rétine (p. 80-82). Cette *vision extra-rétinienne* serait la fonction d'un sens inconnu, que M. Farigoule appelle *sens*

(1) Albert Thibaudet. — *Nouvelle Revue française*. — Juillet 1921.

(1) Les références sont empruntées à la 2e Édition. *Nouvelle Revue française*, 1921, in-12.

paroptique. Il le localise dans certains organites microscopiques de l'épiderme, qu'il nomme des *ocelles*, et dont les deux parties ont été étudiées et décrites par des anatomistes contemporains (p. 88). Ce sens paroptique existerait chez tous les hommes à côté de la vision rétinienne, mais sans fonctionner ou du moins sans être connu de la conscience normale; il pourrait être réveillé ou déclenché soit dans des régimes particuliers de la conscience (somnambulisme, hypnose), soit même par un effort personnel du sujet.

Ces résultats sont acquis à la suite d'une triple série d'expériences : 1° expériences objectives sur des sujets en état d'hypnose (j'emploie ici l'expression traditionnelle sur laquelle l'auteur fait des réserves : cf. p. 29). M. Farigoule a pu ainsi non seulement éveiller chez tous ses sujets un sens paroptique absolument net, mais étudier d'une façon très approfondie les caractères de la vision ainsi découverte, caractères physiques, physiologiques, psychologiques (Chap. IV) — 2° expériences subjectives. M. Farigoule prétend être arrivé à éveiller en lui-même, par un effort très considérable, le sens paroptique, sans du reste parvenir à la même perfection que les sujets hypnotisés (Chap. VI) — 3° expériences sur des aveugles, auxquels M. Farigoule serait parvenu à rendre une vision. Ces dernières expériences ont, pour diverses raisons, été poussées moins loin que celles des deux autres séries (Chap. VII).

Il y a dans cette thèse une partie purement physiologique, que je réserve d'abord, car elle est en dehors de ma compétence et en dehors même du domaine philosophique. En admettant pour le moment l'existence du sens paroptique où faut-il le localiser? Et la description que fait M. Farigoule de ses ocelles correspond-elle bien à l'analyse histologique? Il y réunit deux organites décrits isolément par les morphologistes : d'une part le *ménisque* ou *terminaison hérédiforme* de Ranvier (*expansion intra-épidermique* de Prenant, *paniers intra-épithéliaux* de Dogiel), d'autre part la *cellule sensorielle tactile* de Ranvier (p. 88). Tout ce que peut dire le profane, c'est que cette identification de l'organe supposé à ces ocelles est rendue très vraisemblable par la dialectique serrée de M. Farigoule : 1° une série de remarques sur les conditions que doit remplir l'organe en question (grandeur et pouvoir séparateur, vision à travers les tissus, distance très petite de la surface de la peau) restreignent habilement le champ des hypothèses (p. 82-87); 2° la description de l'ocelle comme appareil optique, comme « un œil microscopique rudimentaire, mais complet » confirme ensuite le choix de l'auteur (p. 88-89); 3° enfin l'auteur, avec une parfaite loyauté, indique les expériences qu'il a tentées pour démontrer son hypothèse d'une façon décisive, et les raisons pour lesquelles ces expériences n'ont pu encore être réalisées (p. 93-95).

Deux points toutefois semblent rester en suspens : d'abord les expansions hérédiformes et la cellule sensorielle ont été dotées par les physiologistes de fonctions tactiles, et l'on aurait aimé voir énoncer et discuter plus complètement les raisons qu'ils ont sans doute données de cette attribution (Cf. p. 20-21 et p. 92), ensuite il semble que les anatomistes n'aient jamais encore rattaché l'un à l'autre les deux éléments dont M. Farigoule compose son ocelle; on voudrait savoir pourquoi.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, cette question n'est pas ici la nôtre. Si l'on prouvait demain que le sens paroptique se localise dans d'autres organes ou organites que les ocelles de M. Farigoule, l'essentiel de sa découverte, c'est-à-dire l'existence d'un sens paroptique, subsisterait. Et sur ce point c'est la psychologie expérimentale qui est en cause.

La première série des expériences tend à prouver, comme on l'a vu, qu'il existe dans des états spéciaux de la conscience un sens inconnu, qui est une vision véritable, mais ayant son siège dans le tégument.

Des phénomènes de vision anormale dans le somnambulisme ont été notés maintes fois, et M. Farigoule s'étonne à juste titre qu'ils aient été si peu analysés encore, et surtout qu'ils n'aient provoqué presque aucune surprise chez les psychologues. On eût aimé seulement qu'il citât quelques références : il est difficile de ne pas voir quelque parti-pris dans l'obstination avec laquelle l'auteur refuse de citer les travaux antérieurs.

Il ne peut être question ici de résumer, même très brièvement, ni les dispositifs, ni les résultats des expériences de M. Farigoule. Il suffira de noter que le sujet hypnotisé, les yeux bandés sans aucune possibilité de vision rétinienne, arriverait après quelques séances à voir avec sa peau : vision d'abord très instable, très limitée et très grossière : quelques taches lumineuses et un vague contour d'objets volumineux et rapprochés (p. 58). Cette vision extra-rétinienne

serait capable de se perfectionner sous tous les rapports, c'est-à-dire de devenir assez parfaite pour permettre au sujet de lire de près une écriture assez fine, pour s'étendre jusqu'à l'infini (p. 60) et pour donner au sujet l'impression d'un espace continu et circulaire, car elle existe aussi bien par la nuque et par le dos que par la poitrine, le front et les mains (p. 61-62). L'auteur a étudié en détail les caractères de cette vision: pour la perception des couleurs et l'étendue du spectre sensible au sens paroptique (p. 48-49), pour la nyctalopie ou vision dans l'obscurité (p. 47), pour la combinaison avec d'autres sens comme l'odorat (p. 51-53), pour la sensibilité paroptique des diverses régions du corps (p. 54-55), pour le temps d'élaboration (p. 65) et le pouvoir séparateur (p. 67), etc. Il donne le détail de plusieurs séries d'expériences, et décrit les appareils (bouclier, guignol) qu'il a construits pour déjouer toute supercherie et s'assurer que la vision rétinienne ne pouvait jouer aucun rôle dans les phénomènes étudiés (p. 44-46). La précision de ces détails, la logique implacable et l'ingéniosité avec lesquelles M. Farigoule a imaginé ses expériences et cherché toutes sortes d'expédients pour éprouver ses hypothèses (p. 50 à 53), la loyauté avec laquelle il indique celles de ces expériences qu'il n'a pu mener à bien et désigne aux chercheurs des voies nouvelles (voir notamment p. 49 et p. 57), tout cela est singulièrement troublant.

J'indique pourtant deux réserves :

1° M. Farigoule ne donne aucun renseignement précis sur l'état où ses sujets ont besoin d'être mis pour qu'apparaisse la vision extra-rétinienne. Ce régime spécial de conscience, il l'appelle *régime* δ et se borne à noter qu'il groupe « beaucoup des phénomènes traditionnellement classés sous la rubrique somnambulisme » (p. 36. Cf. p. 70). Il faut remarquer du moins qu'il ne s'agit pas d'un état exceptionnel, existant seulement chez certains pensionnaires des asiles d'aliénés ou chez quelques hystériques, sujets ordinaires des laboratoires de psychiâtrie : cet état, tout au contraire, pourrait être provoqué, avec plus ou moins de rapidité et de stabilité, chez n'importe quel sujet normal, homme ou femme, et ceux dont s'est servi M. Farigoule ne s'étaient jamais prêtés encore à des expériences de ce genre (p. 36 et 40). La remarque est essentielle, car elle écarte une objection très grave, celle de la simulation, du mensonge hystérique, dont bien des psychiâtres ont déjà été victimes depuis Charcot et qui est presque inévitable avec des sujets professionnels. M. Farigoule repousse avec véhémence cette hypothèse d'une supercherie organisée par ses sujets et insiste au contraire sur leur absolue sincérité (p. 71-72). Mais cela ne nous donne pas les renseignements indispensables sur le régime δ. Sans doute M. Farigoule ne manque pas de raisons pour se taire : d'une part le souci d'une composition scrupuleusement équilibrée l'empêche de s'étendre sur un sujet à côté, qui à lui seul comporterait de longs développements (cf. p. 35): peut-être aussi une sorte de coquetterie, assez peu scientifique, l'a-t-elle poussé à réserver certains secrets de laboratoire. Et pourtant seule l'expérimentation par d'autres que M. Farigoule pourra éprouver à fond son hypothèse. Il est nécessaire évidemment que le plus tôt possible l'occasion soit donnée à l'auteur — ce qui n'a pas encore été fait — de présenter ses expériences à ses collègues psycho-physiologistes, avec le matériel de laboratoire nécessaire. Mais il faut surtout que d'autres expérimentateurs soient à même de reproduire les mêmes résultats, car un fait n'est scientifique que s'il est indépendant de la personnalité de celui qui l'a observé pour la première fois. M. Farigoule le sait d'ailleurs aussi bien que personne, qui a écrit une si jolie page sur la découverte psychologique : « Une découverte est une annexion. L'explorateur découvre un continent, une île, ou un simple îlot, selon ses moyens et sa chance. Dans tous les cas, il y a découverte. Il a révélé aux autres hommes des terres qu'ils ne connaissaient point; les autres hommes peuvent y aller après lui, y faire toutes les constatations qu'ils désirent et même s'y installer. La découverte devient quelque chose d'impersonnel, d'indépendant de son auteur, qui existe et subsiste par soi, qui se développe par soi » (p. 24). Pour que sa découverte puisse exister hors de lui-même, M. Farigoule nous doit donc une étude complète sur ce qu'il appelle le régime δ sur ses caractères et la façon de le déclencher chez un sujet pris au hasard.

2° Il ne semble pas que M. Farigoule soit jamais arrivé à provoquer la vision extra-rétinienne chez ses sujets(du moins chez ceux de cette série) à l'état normal. Le sens paroptique, éveillé au régime δ ou à l'état second, ne semble pas pouvoir passer au régime α, c'est-à-dire à l'état normal ou premier. La chose est d'importance pour deux raisons :

A. Le lecteur, s'il admet la matérialité des faits décrits dans ce livre, est tenté de les expli-

quer par un de ces mots magiques, une de ces formules passe-partout qui servent à voiler le mystère des phénomènes encore inconnus dans le domaine psychique : suggestion ou télépathie. Sans doute l'auteur examine l'hypothèse qu'il traite assez dédaigneusement (p. 78). Sans doute encore les expériences cruciales qu'il invoque semblent bien décisives (le sujet hypnotisé lit par le sens paroptique un texte dont l'expérimentateur n'a aucune connaissance). Mais M. Farigoule ne peut nier que dans ce régime δ le sujet soit sous l'emprise d'une volonté étrangère; il reconnaît même que pour déclencher la vision extra-rétinienne l'expérimentateur doit « tenir le sujet constamment *en main*, ne jamais *perdre contact* avec sa conscience, deviner ses efforts, les orienter d'une manière à la fois opportune et discrète » (p. 71. C'est l'auteur même qui souligne). Si cette force de suggestion ne suffit pas à expliquer entièrement le phénomène, on peut admettre qu'elle y soit pour quelque chose. Il eût été utile, pour démontrer à fond la thèse, que le sujet pût prendre lui-même la direction de son sens paroptique et s'en servir à volonté, hors de toute influence d'autrui.

B. C'était d'autant plus utile que pour M. Farigoule le sens paroptique n'est pas lié à un certain régime de la conscience, mais peut exister aussi bien au régime normal (α) qu'au régime δ : affirmation qui se relie à une thèse générale, dont je dirai un mot plus loin, sur les rapports du normal et du pathologique. Mais il ne suffit pas pour le croire, que rien ne prouve le contraire, ni qu'il y ait à l'état normal souvenir des perceptions extra-rétiniennes du régime δ (p. 73). La seule démonstration valable serait que le sujet pût dans le régime normal de sa conscience avoir la libre disposition du sens paroptique.

Sur ce point spécial, à vrai dire, M. Farigoule entend convaincre son lecteur par la deuxième série de ses expériences, où il est parvenu à réveiller en lui-même, le sens paroptique. La vision extra-rétinienne ainsi provoquée spontanément et à l'état normal apparaît d'ailleurs beaucoup plus difficilement et est bien moins perfectionnée que dans les expériences de la série précédente. M. Farigoule note scrupuleusement les points de contact et les différences entre les deux séries d'expériences (p. 107-126).

La sincérité de l'auteur étant mise hors de doute, y a-t-il moyen d'échapper à sa conclusion, c'est-à-dire de nier la réalité de la vision extra-rétinienne? L'idée d'auto-suggestion vient tout naturellement à l'esprit, mais il est difficile qu'elle tienne devant la lucidité des analyses de M. Farigoule. (voir notamment la distinction entre l'image paroptique et l'image fictive, p. 102-103 — l'analyse de la « vision sternale » et de l' « attitude hétéro-centrique », p. 113 — et celle des « éblouissements », p. 123). Il y a là une faculté d'introspection très rare, servie par une remarquable précision et propriété de langage. Quand même la thèse devrait s'écroulier tout entière aux vérifications de l'avenir, ces analyses, je crois, demeureraient encore comme des témoignages d'une valeur et d'une originalité exceptionnelles (voir notamment l'analyse de l'attention, p. 100-102 et p. 107). Le lecteur pourrait être troublé de l'énergie que met M. Farigoule à décourager les chercheurs qui voudraient tenter sur eux-mêmes des expériences de vision extra-rétinienne (p. 99, p. 105-106). Il ne faut certes pas y voir le désir de se dérober à une vérification, mais plutôt le souci loyal de noter les difficultés extrêmes et même les dangers possibles de cette tâche, et de diriger plutôt l'activité des chercheurs vers les expériences de la première série, car des auto-analyses de ce genre, si l'on n'a pas les nerfs solides et le cerveau lucide, peuvent conduire aux pires extravagances.

Je passe sans insister sur la troisième série, les expériences sur les aveugles, que M. Farigoule n'a pu mener à leur terme Il ne les indique lui-même que très brièvement, et il faut l'en féliciter, car cet aspect de ses études était le plus propre à émouvoir l'opinion publique : c'est la seule qu'il aurait développée s'il avait eu cette intention de réclame et ce goût du tapage que certains lui ont prêtés.

Il a cherché à rendre aux aveugles la vision paroptique, non point par « mutation de régime », c'est-à-dire par l'hypnose, mais dans leur régime normal de conscience. Sans donner de renseignements précis, il affirme être en mesure en 4 ou 5 séances d'une heure, de déclencher chez un aveugle complet un commencement de vision paroptique (p. 131-135). Ici la question est d'une telle importance immédiate et pratique qu'on ne comprend pas comment, depuis plus de deux ans que ces lignes sont publiées, il ne s'est trouvé personne pour offrir à l'auteur de faire la preuve de ce qu'il avance, ou plutôt pour le mettre en demeure d'exécuter ses promesses : une telle indifférence me semble une chose inconcevable et comme une manière de scandale.

Même en laissant de côté l'immense portée sociale qu'aurait une telle découverte, les travaux de M. Farigoule, s'ils peuvent être vérifiés, sont d'une importance capitale : pour la physiologie, s'ils assignent une fonction nouvelle à des organes du tégument, pour la psychologie, s'ils découvrent un sens inconnu, enfin pour la philosophie générale, en ouvrant des aperçus nouveaux sur trois points essentiels :

1° D'abord sur la conception même de l'esprit et la théorie de l'évolution. M. Farigoule reprend avec une remarquable vigueur une thèse esquissée déjà dans la psycho-physiologie contemporaine : l'esprit humain est composé d'une juxtaposition ou superposition de régimes ou de consciences différentes (p. 30-31), dont certaines sont des vestiges de modes de pensées moins perfectionnés et existant dans des formes de vie moins évoluées. Ainsi le sens paroptique, vision par la peau, analogue sans doute au système de vision de certains invertébrés, a été détrôné par l'appareil perfectionné qu'est l'œil (p. 127-128); mais il a continué à exister chez l'homme, soit sans être perçu consciemment, soit même en ne fonctionnant pas (ce qui supposerait qu'un organe qui cesse de fonctionner ne s'atrophie pas nécessairement ; p. 69 et 127). Ainsi le sens paroptique ne serait qu'une de ces « richesses insoupçonnées » que « le tégument humain a gardées de son ascendance » (p. 11). Par là, M. Farigoule prend position dans la vieille dispute sur l'origine, périphérique ou centrale, de la vision : pour lui la peau, dans les formes inférieures de la vie, possède toutes les attributions fonctionnelles des organes des sens différenciés et spécialisés qui se formeront dans la suite de l'évolution à partir des cellules nerveuses du tégument.

2° Ensuite sur la méthode de la psychologie. En effet des sensations comme celles du sens paroptique ne peuvent réapparaître, soit spontanément, soit par une action étrangère, que dans des cas exceptionnels, réputés pathologiques et longtemps négligés comme tels, mais qui en réalité sont plus importants et plus révélateurs pour la psychologie que les états normaux. Ainsi la psychologie ne peut faire de progrès véritables qu'à la condition de se débarrasser du « préjugé pathologique » et d'utiliser ce que l'auteur appelle la méthode de *détection* : « La psychologie expérimentale, écrit-il, comme la physique, ne veut connaître que des faits naturels et des lois naturelles. Elle ne pense pas sous la catégorie du « pathologique ». Tout est normal à ses yeux, en ce sens que tout est soumis aux lois générales de la nature. Elle ne vise point à recueillir une collection d'étrangetés. Bien au contraire. Elle ne s'intérese qu'au général. Mais elle est persuadée qu'ici comme ailleurs le général, avant d'être reconnu, prend figure d'exception. » (P. 28-29.) On peut dire que des Pierre Janet, des Georges Dumas ou encore des Emile Boirac, ont, avant M. Farigoule, non seulement exprimé, mais appliqué ces mêmes thèses avec assurance et bonheur. Il reste que les pages de ce livre où l'histoire de la psychologie est résumée dans un saisissant raccourci, sont, par la fermeté de la pensée et la sûreté du style, parmi les plus fortes que l'on ait écrites sur la méthode de la psychologie expérimentale : elles ont dans leur accent quelque chose de classique.

3° Enfin sur le problème de l'espace. Une fois déjà dans l'histoire de la philosophie, on a cru pouvoir résoudre expérimentalement ce fameux problème sur lequel tant de dialectique s'était déjà dépensée en vain : c'était lors des premières opérations sur les aveugles-nés (Cheselden-1728). Mais nous aurions ici un champ d'expérience autrement vaste : il s'agit de savoir si l'espace du sens paroptique est identique à l'espace visuel ordinaire, ou s'il en diffère; dans ce dernier cas, s'il s'établit par l'expérience une confusion entre les deux espaces. M. Farigoule apporte sur ces points des renseignement dont il signale toute la portée (p. 55-58 et p. 116-119) : les deux espaces, paroptique et optique, lui paraissent se ressembler extrêmement, sauf un certain « écart angulaire » entre les positions des objets. La notion d'ensemble de l'espace paroptique semble donnée d'emblée avec ses caractères essentiels (trois dimensions, distances respectives et taille des objets); mais elle est tout d'abord très imprécise et comme « floue » et l'attention ne peut s'y fixer que sur une champ très restreint. La localisation exacte des objets et la perception simultanée de tous les objets contenus dans un champ étendu sont le résultat d'une éducation assez longue et sujette à des erreurs. Il semble de plus que chaque centre paroptique possède à l'origine son espace particulier, complet mais non coordonné aux espaces des autres centres (de même que sans doute chaque œil nous donne à l'origine des sensations spatiales indépendantes). Mais à mesure que tous ces centres se remettent à fonctionner de concert, leurs données se rejoignent et constituent finalement un seul espace qui se confond avec l'espace visuel, sous la réserve qu'il est circulaire. Si ces données sont justes,

elles apportent de précieux arguments à celles des thèses nativistes qui accordent, dans la formation de l'idée d'espace, une certaine part à l'expérience pour coordonner et uniformiser les données primitives fournies par les divers sens.

En somme on se trouve en présence d'une thèse très originale et hardie sur un sujet de première importance. La question est assez avancée pour que des expériences relativement simples, dans un délai assez bref, puissent l'infirmer ou la vérifier de façon décisive. En attendant ces expériences, on peut surtout lui reprocher d'être trop séduisante et même trop convaincante. L'esprit critique reste d'autant plus en défiance qu'il trouve seulement des objections de détail, sans aucune critique essentielle. Tous les arguments s'ordonnent avec tant de perfection, toutes les objections tombent avec tant de régularité qu'on croit à une invention arbitraire de poète plutôt qu'à la découverte réelle d'un savant aux prises avec le désordre de la nature. On n'est pas accoutumé de trouver une découverte ni si rapide, ni si parfaite, ni faite par un seul homme : il n'y a pas ici assez de tâtonnements pour qu'elle soit vraisemblable. L'auteur s'en rend compte lui-même, et s'excuse parfois (voir notamment p. 88) de ce que ses hypothèses s'enchaînent et se déduisent avec une logique déconcertante. Mais il faut tenir compte de deux choses : d'une part le problème, comme le dit M. Farigoule, est « mûr » (p. 23), préparé par les recherches antérieures plus que ne le fait croire l'absence totale de bibliographie : l'hypothèse est moins révolutionnaire que ne le dit l'auteur, et moins, peut-être qu'il ne le pense. D'autre part, M. Farigoule ne nous met pas au courant de tous ses tâtonnements ; il nous donne l'illusion d'une recherche simple et aisée par la composition infiniment habile de son livre, où il n'a pu se défendre de faire œuvre d'artiste. En fait l'avenir montrera sans doute des trous et des parties branlantes dans l'échafaudage si minutieusement ajusté de cette hypothèse.

Mais quelque chose du moins semble d'ores et déjà acquis : il est impossible qu' « il n'y ait rien là-dessous ». Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que l'auteur, sa sincérité étant hors de conteste, eût une prodigieuse imagination et une puissance de suggestion plus prodigieuse encore, pour avoir monté de toutes pièces, sans aucunes bases expérimentales, une hypothèse si complète et précise et pour l'avoir fait accepter sans preuves à tous ceux qui l'ont assisté dans ses expériences : Jules Romains aurait écrit là le plus beau de ses romans et nous aurions à regretter seulement qu'il se fût attaché à résoudre un problème de psycho physiologie, quand il lui eût été si facile de s'évader vers la métaphysique, et on n'aurait pu le déloger aucune expérience de laboratoire. Mais cela n'est pas, cela ne peut pas être « de la littérature ».

Il restera donc de ce livre soit une découverte immense, si l'espoir de l'auteur est fondé, soit au pis aller deux choses : le point de départ de recherches qui ne peuvent manquer d'être fécondes; un modèle de construction et de style philosophiques, où certaines pages sont de valeur exceptionnelle, par la vigueur de la pensée, le ton convaincu et la dialectique décisive, la pureté et la fermeté de la langue. Pour un mémoire de cent quarante pages, c'est un assez beau bilan.

René MAUBLANC.

L'article qui précède a été écrit en septembre 1921. Depuis lors M. Farigoule a repris ses expériences de vision extra-rétinienne (octobre 1922). J'ai assisté moi-même à l'une de ces séances et j'en suis sorti absolument convaincu. Le sujet, une jeune femme, qui en était seulement à sa huitième séance, a reconnu à distance, les yeux fermés par un bandeau imperméable à toute lumière, des chiffres gros et petits et des couleurs : elle a décrit des objets, elle a lu quelques lignes d'un livre. Avec l'aide de ses seules mains opérant à distance, la tête et le cou étant recouverts d'une couverture, elle a encore lu des chiffres, quoiqu'avec plus de difficulté.

Toute hypothèse de supercherie doit être immédiatement écartée par quiconque assiste à ces expériences. Reste l'hypothèse d'une suggestion hypnotique ou d'une communication télépathique, hypothèse dont il est fait état dans l'article ci-dessus. Mais d'abord le sujet, qui dans les premières expériences avait été mis par M. Farigoule en état d'hypnose, n'a plus besoin à présent d'être endormi pour voir paroptiquement. D'autre part l'attitude du sujet, ses paroles, la scrupuleuse conscience et l'évidente sincérité qu'il met dans ses réponses, tout cela est si exactement contraire aux habitudes du sommeil hypnotique que le doute ne peut guère subsister.

Toutefois j'ai tenu à faire moi-même une vérification péremptoire. J'ai glissé sans les regarder dans un châssis de photographie, sous verre, deux morceaux de carton choisis, les yeux fermés, parmi une dizaine et portant des chiffres. J'ai porté le châssis au sujet dans la pièce voisine. Ni moi ni aucun des assistants, ne con-

naissions les chiffres que contenait le châssis. Le sujet, les yeux bandés, et d'ailleurs à une distance telle que son regard de myope eût pu difficilement reconnaître les chiffres, sans toucher le châssis d'ailleurs protégé par un verre, a lu sans hésiter les deux chiffres puis a tourné vers nous le châssis : le nombre était exact.

J'ajoute que ces expériences ont eu lieu dans des conditions de contrôle absolu, devant plusieurs personnes, parmi lesquelles deux de mes collègues de l'Université.

J'affirme donc que le doute n'est pas permis quant à la matérialité des faits découverts par M. Farigoule. Très prochainement des expériences seront faites devant un plus large public. La parole sera aux représentants autorisés de la psychologie et de la psycho-physiologie, qui n'ont pas donné encore à la thèse de M. Farigoule toute l'attention qu'elle mérite.

Plusieurs séances de contrôle ont eu lieu dans le courant des mois de décembre 1922 et de janvier 1923. A chaque fois, un procès-verbal rigoureux des expériences a été rédigé, et signé par tous les assistants, qui se sont portés garants de la matérialité des faits observés. Parmi les signataires de ces procès-verbaux, on relève les noms: pour la séance du 24 décembre, de MM. Bouglé, professeur à la Sorbonne, Dr Tastevin, Dr Charles Robert, Dr P.-L. Couchoud, Félix Sartiaux ; pour celle du 10 janvier, du Dr Cantonet, chef du service ophtalmologique à l'hôpital Cochin, et de ses collaborateurs : pour celle du 11 janvier, de MM. Anatole France et Gaston Calmann-Lévy. A cette dernière séance, la reconnaissance, par la peau de la nuque, d'objets placés derrière le sujet, a été observée de façon indiscutable.

R. M.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'ALLEMAGNE AU CARREFOUR

Il devient de plus en plus difficile de commenter périodiquement les événements, tant le terrain est mouvant et le spectacle contradictoire et varié. Au moment où paraîtront ces lignes, peut-être seront-elles déjà singulièrement désuètes, mais comment distraire son attention des événements qui se produisent au delà du Rhin? La notion de ce qu'on appelle les tournants de l'histoire est purement artificielle; nous l'avons inventée pour la commodité des discours ou des manuels. Cependant, à des moments comme celui où nous sommes, on a nettement la sensation d'une liquidation générale. Le spectacle du monde va changer d'aspect...

C'est en Allemagne que se trouve le point névralgique. La crise allemande est arrivée à un état tellement aigu qu'elle ne peut se terminer que par une catastrophe ou par l'acceptation du remède que nous lui proposons : le *Reich* est maintenant au carrefour. Cédant aux conseils de cette imagination sombre et romantique qui se plaît aux solutions catastrophiques et qui est un trait caractéristique de sa psychologie, la nation allemande va-t-elle se conduire comme ces Chinois qui se pendent à la porte de leur ennemi à seule fin de leur causer des ennuis, ou le bon sens de ceux qui acceptent la défaite et veulent tirer parti de tout ce que l'on peut encore sauver de l'économie nationale, finira-t-il par l'emporter? C'est ce que l'on saura probablement dans quelques jours.

Quand ils auront vu que la résistance, la provocation et le sabotage ne donnent aucun résultat, les Allemands céderont probablement. Si non...

*
* *

Au premier abord, l'attitude de ces grands industriels qui, pour le moment, dirigent la République et dont M. Cuno est le mandataire, paraît incompréhensible. En 1918, au moment de la Révolution, ils paraissaient trembler devant le bolchevisme. Ils faisaient plus ou moins appel aux baïonnettes françaises pour la protection de leurs usines. Aujourd'hui ils cherchent à provoquer ces troubles qu'ils appréhendaient par dessus tout. On dirait que tous leurs efforts tendent à déchaîner la catastrophe.

Essayons de voir clair dans cette confusion.

La grande masse du peuple allemand est faite d'une race apathique, résignée, disciplinée et laborieuse. Comme on l'a vu, elle est capable de grandes choses, mais à condition d'être menée par une élite énergique et dure. Quand Nietzsche oppose la race des maîtres à la race des esclaves, il constate un phénomène spécifiquement allemand. C'est pourquoi les Allemands de droite n'ont pas tout à fait tort quand ils disent qu'une démocratie allemande est un non sens. Cette élite dirigeante, l'Allemagne l'a trouvée dans cette classe des hobereaux prussiens dont Bismarck fut le prototype, aristocratie singulièrement égoïste et dure, mais énergique, intelligente, imbue tout entière de ce vieil idéal germanique pour qui le dé-

vouement au chef élu est la suprême vertu. Cette classe a fait l'Allemagne du XIXe siècle grâce à quelques têtes politiques d'une puissance exceptionnelle, grâce aussi à l'alliance de la haute université qui a su codifier à son usage l'idéologie hégélienne déifiant en quelque sorte la notion de l'Etat.

Ce magnifique édifice s'est écroulé en 1918. Ses débris jonchent le sol: mais on voit bien aujourd'hui qu'ils sont complètement inutilisables. Les masses allemandes ont commencé par s'en réjouir. Tout de même, le courant des idées modernes les avait pénétrées, elles venaient de gravir un douloureux calvaire et d'instinct elles rendaient les dirigeants prussiens responsables des malheurs de la patrie. Mais à peine s'étaient-elles saisies du pouvoir qu'elles ne surent qu'en faire; l'incapacité du peuple allemand à organiser la démocratie est peut-être un des phénomènes les plus étonnants de l'histoire contemporaine, et rien ne montre mieux à quel point le domaine politique diffère du domaine industriel où ces même Allemands se sont incontestablement montrés des organisateurs de premier ordre.

Elles se mirent donc à chercher des maîtres, et c'est pourquoi elles se sont résignées si facilement à accepter la domination de ces mêmes grands industriels que les journaux socialistes accusaient sans cesse et non sans raison d'exercer une odieuse tyrannie économique et politique. La féodalité du fer et du charbon a remplacé presque automatiquement l'aristocratie des junkers prussiens. Cette féodalité, qui est constituée par un très petit nombre de personnes, paraît du reste être menée par des hommes de premier ordre. Au moment où l'Allemagne s'écroulait tout entière, n'ont-ils pas réussi à résoudre un problème vital, à faire marcher la grande usine allemande sans à-coups sérieux? Avec une énergie et une intelligence à laquelle il faut rendre hommage, avec un courage et un esprit de risque qui dénotent de véritables tempéraments de chefs, ils sont arrivés à réunir des sommes colossales pour réparer leur outillage, transformer les industries de guerre, créer des installations nouvelles; ils ont constitué à l'étranger des capitaux de réserve à l'abri des revendications du fisc et des fluctuations du change. A quel chiffre s'élèvent ces réserves? On ne le sait au juste. On parle de 10 et 20 milliards de marks-or. Mais en tous les cas elles sont considérables.

Cette classe nouvelle, cette redoutable oligarchie connaît son pouvoir, elle a déjà son théoricien. On lit en effet dans un récent article du comte Keyserling, « Economie et sagesse », ces lignes significatives (1) :

« Le premier rôle historique appartient dorénavant à l'économie : elle disposera bientôt de toute la puissance effective, et cela malgré l'intervention de l'Etat parce qu'elle appartient à un groupement supranational et comme tel beaucoup plus puissant. En Allemagne, en particulier, l'Etat, déifié naguère par Hegel et son école, tout puissant pendant l'ère bismarckienne, est voué à une déchéance fatale.

« Il va provisoirement devenir tout à fait impuissant, il sera saboté par ses propres citoyens avec l'approbation de l'opinion publique entière. L'intérêt de la collectivité et de l'Etat vont désormais, en Allemagne du moins, se séparer et diverger pendant des dizaines d'années. Dans le monde de demain le pouvoir réel appartiendra non pas aux masses, comme le croyait Marx, mais aux surhommes de la grande entreprise. Les masses ne règnent que dans les courtes périodes de convulsion, puis elles cèdent leurs pouvoirs à des Césars, et les Césars économiques sont plus puissants en principe que les Césars politiques, d'abord parce qu'ils sont plus insaisissables et ensuite parce que leur existence se justifie de manière plus évidente. Toute entreprise doit être centralisée : un seul doit diriger en dernière instance, or, si des Césars intelligents arrivent au pouvoir, ils seront en leur qualité de rois d'industrie beaucoup plus puissants que tous les Césars politiques. Ils sont plus indépendants et plus libres: et aujourd'hui ce sont ces qualités qui importent. Les Etats sont en faillite ou sur le bord de la banqueroute, les masses par suite de luttes excessives sont affaiblies moralement. Ce sont des individualités puissantes qui vont désormais déterminer en première ligne le progrès. »

Telles sont les idées de la jeune Allemagne. Car il faut bien vous persuader de ce fait : ce qu'il y a de plus intelligent et de plus actif dans la jeunesse allemande se détache de plus en plus de l'idéal démocratique. Ruinée, décimée par la révolution économique, réduite parfois à la plus affreuse misère, « l'intelligence allemande » ne demande qu'à servir l'oligarchie industrielle, comme elle servait l'aristocratie prussienne. Les idées du comte Keyserling sont les siennes. Le socialisme perd du terrain.

(1) Traduction de M. Lichtenberger, *Revue Politique et Parlementaire*.

*
* *

Mais comment concilier cet idéal autoritaire avec la politique catastrophique de la haute industrie ? Comment expliquer que ces industriels qui prétendent dominer le monde et reconstituer la grande Allemagne sur des bases nouvelles et plus puissantes que jamais, aient précipité la chute du mark et provoqué par l'instabilité des prix, par la ruine de la classe moyenne, une démoralisation économique et sociale qui est presque aussi grave que la démoralisation russe? Est ce une faute politique ou un calcul machiavélique?

Dès le lendemain de l'armistice on trouvait éparses dans certains journaux de province ou dans des revues littéraires où se donnait carrière une sorte de littérature apocalyptique de la défaite, des idées assez étranges, qui pouvaient se résumer ainsi :

Le monde s'écroule, la civilisation se dissout, l'Europe va retomber dans une anarchie comparable à celle du IXe siècle; dans ce sanglant désordre, la mission de ramasser le flambeau et de préparer l'ordre nouveau appartient aux seules individualités économiquement et personnellement assez puissantes pour reconstituer la cellule sociale; de même qu'au IXe siècle le monde nouveau fut préparé par ces propriétaires terriens assez courageux pour défendre leur domaine, assez ingénieux pour diriger l'atelier agricole et pour construire le château-fort où les laboureurs trouvaient un refuge en cas de besoin, de même dans notre monde bouleversé, la société sera reconstituée par le magnat industriel qui aura su défendre son usine et soustraire à la rapacité de l'ennemi les capitaux nécessaires à la faire marcher; et plus le désordre sera grand, plus cette féodalité industrielle, qui est plus puissante et mieux armée en Allemagne que partout ailleurs, arrivera vite à cette domination salutaire.

A mesure qu'on voit les événements se dérouler on a de plus en plus nettement la sensation que ces idées ont obsédé le cerveau d'hommes comme Stinnes, Thyssen, comme Rathenau, comme Cuno, qui sont des hommes d'imagination. Ils ont foi en eux-mêmes, ils n'ont pas peur du risque. Ils ont cette dureté hautaine, cette inhumanité glacée qui caractérise le chef allemand, tel que Nietzsche l'a si puissamment décrit.

Pourquoi se préoccuperaient-ils du désordre que leur attitude va créer en Europe? Ne pas payer, ne pas exécuter le traité, tout est là. C'est le moyen de satisfaire leur haine de la France et de précipiter une révolution dont ils sont persuadés qu'ils sortiront vainqueurs. Pareils aux généraux qui jetaient sans compter les masses de soldats gris sur les pentes ensanglantées de Douaumont, ou dans les boues de l'Yser, ils sacrifieront sans remords des millions d'hommes au plan hardi et grandiose qu'ils ont conçu.

Maintenant, il s'agit de savoir si le peuple allemand se prêtera à cette expérience dont il ferait tous les frais. Il n'a pas de chefs : les spartakistes, les communistes ont été traqués : ceux qui restent sont désemparés, et n'ont guère de crédit. Les socialistes indépendants, qui auraient pu jouer un grand rôle, paraissent manquer de cohésion et de courage. Quant aux majoritaires, ils tiennent trop à conserver les petits bénéfices du pouvoir dont il leur reste quelques bribes pour rompre avec la grande industrie qui les mène. Et puis, avec cette absence d'esprit critique qui est peut-être le trait le plus caractéristique de l'intelligence allemande, ce malheureux peuple, aujourd'hui comme en 1914, est la victime désignée de tous les « bourrages de crâne » que peut inventer un gouvernement sans scrupule. Pour le moment, la propagande et le mensonge officiel ont provoqué dans toute la population une sorte de fièvre nationaliste et xénophobe. Dans tous les partis, on ne connaît plus que la haine de la France et de la Belgique, le mépris de l'Italie. A ces masses ouvrières, résignées mais inquiètes, à ces petits bourgeois qui meurent de faim, il a suffi de répéter obstinément que l'occupation de la Ruhr est l'œuvre du capitalisme et de l'impérialisme français pour qu'elles oubliassent, du moins momentanément, leurs griefs contre ceux qui les exploitent. Mais il faut compter avec un instinct qui peut avoir de brusques réactions. Les ouvriers de la Ruhr n'ont pas oublié la répression des grèves de 1919, et il ne semble pas impossible de les rallier à une politique de coopération. La petite bourgeoisie et les intellectuels qui souffrent affreusement se laisseraient assez facilement entraîner à la politique du pire; on voit se développer chez eux une sorte d'état d'esprit catilinaire qui, selon le hasard des circonstances, en fait les fougueux nationalistes, qui assassinent Liebknecht, Erzberger, ou Rathenau, ou des communistes admirateurs de Moscou. Mais les ouvriers sont dans un état d'esprit très différent. Leur situation est moins

pénible, car si les salaires n'ont pas augmenté tout à fait en proportion du prix des choses, ils permettent cependant de vivre au jour le jour. Seulement, ces demi-privilèges de la classe ouvrière sont menacés. La grande industrie a compris qu'elle ne pourra pas maintenir le paradoxe de sa prospérité dans la défaite, si elle n'arrive pas à développer encore la production. Dès à présent, la maison de commerce allemande est au-dessous de ses affaires : on voit venir l'effondrement économique. Les chefs d'industrie ne voient qu'un moyen de l'empêcher : c'est d'obliger l'ouvrier à travailler davantage. « Grâce à la journée de 8 heures, assure Auguste Thyssen, le pays ne produit pas assez. Or, un peuple n'a pas le droit de consommer plus qu'il ne produit. S'il dépasse cette mesure, il vit sur son capital, et se ruine. C'est ce que fait l'Allemagne. » Hugo Stinnes évaluait le déficit à 200 millions de marks-or par mois. Pour combler le déficit, il faudrait en quelque sorte rétablir le servage industriel.

Notez que, si l'on raisonne dans l'abstrait, les Stinnes et les Thyssen ont peut-être raison. Mais comment peut-on espérer convertir le prolétaire allemand à la nécessité de gagner moins et de travailler davantage pour rétablir la puissance d'un organisme économico-politique dont quelques oligarques seront les maîtres exclusifs? La haute industrie savait très bien d'ailleurs qu'elle jouait un jeu dangereux, qu'elle était peut-être à la veille de la catastrophe, et c'est une des raisons pour lesquelles elle met tant d'activité à en rejeter la responsabilité sur la politique française des sanctions.

*
* *

Dans ces conditions, notre jeu est tout indiqué. L'ennemi, pour nous, c'est cette grande industrie impérialiste, qui ne songe qu'à la revanche et que son organisation même pousse à la revanche. Notre intérêt, c'est de défendre contre elle le peuple allemand, et de lui faire comprendre qu'il payera les frais de la catastrophe que provoquera, tôt ou tard, la politique de résistance. Les socialistes français et belges auraient pu rendre dans cette œuvre nécessaire, des services immenses. Malheureusement, ils ne l'ont pas compris. Divisés par des questions de tactique, des questions de doctrine et des questions de personne, le parti a perdu sa discipline d'autrefois : et, par une étrange contradiction, il ne rêve cependant que de reconstituer une internationale de plus en plus chimérique où entreraient l'Allemagne et la Russie. Certains socialistes nous disent : « C'est précisément pour nous concilier la classe ouvrière allemande qu'il fallait éviter d'entrer dans la Ruhr. » Mais quoi, enfoncés dans leur opposition stérile, nos socialistes français et belges n'ont rien tenté de sérieux pour conquérir leurs coreligionnaires allemands à la politique d'exécution, et dans tous les cas, la preuve était faite que les socialistes allemands ne voulaient ou ne pouvaient rien imposer à la grande industrie. Dès lors, n'est-il pas manifeste que l'occupation était pour nous le seul moyen d'agir aussi bien sur les masses ouvrières que sur les oligarques économiques. C'est là que nous pouvons faire de la politique démocratique allemande, en donnant à l'ouvrier allemand la sensation que nous le faisons vivre, que nous le protégeons. Politique difficile, qui demande autant d'intelligence et de générosité que de fermeté. Mais, si nous y réussissons, nous aurons démontré à jamais que cette fois la fortune des batailles ne s'est pas trompée d'adresse, et que la victoire est allée aux peuples-chefs.

Louis Dumont-Wilden.

LES ROMANS

UN CONTEUR (1)

L'art de conter suit dans notre littérature une tradition ininterrompue. Nos fabliaux sont déjà des contes auxquels Boccace donnera ce tour achevé qui fait désormais du conte un genre littéraire distinct. Les *Cent Nouvelles nouvelles* au milieu du xve siècle et l'*Heptaméron* de Marguerite de Navarre sont des récits alertes, rapides, directs, qu'assaisonne une grivoiserie narquoise, passablement cynique, mais exempte de brutalité. Il n'est rien, dans la forme et le fond, qui ne soit assujetti à la mesure. Licencieux et sceptiques, tous les conteurs du xvie siècle possèdent des qualités de finesse et d'observation auxquelles le genre doit son caractère et son charme tout particulier. Il passe en marge de la littérature, quand celle-ci s'élève, dès le premier tiers du xviie siècle, à la dignité des grands genres — ceux dont Boileau traitera

(1) Pierre Mille : *Monsieur Barbe Bleue... et Madame.* Collection « Le Livre de Bibliothèque » sous la direction d'Abel Hermant.

dans son *Art poétique*. Les *Tatarinades*, les *Caquets de l'Accouchée*, maints autres petits livres de même sorte, ne sont que des recueils de bons mots, réparties, équivoques, brocards, gasconnades, facéties qui ouvrent la série des « ana ». Il fallut le bon La Fontaine et son retour aux sources pour rendre au conte son éclat et lui donner un regain de vogue, mais à côté de cette littérature légère, Perrault crée avec les *Contes de ma mère l'Oye*, une forme nouvelle, le conte de fées, qui continuera de fleurir au XVIIIe siècle, non sans se transformer peu à peu, tantôt parce que la raillerie s'insinue à la place de la naïveté, tantôt parce que la féerie se transforme en fantasmagorie toute conventionnelle, et ne sert plus guère que de cadre à des aventures érotiques. C'est le règne des conteurs galants : Crébillon fils, Dorat, Grécourt, Moncrif, Duclos, Piron, La Morlière, Voisenon et tant d'autres — à côté desquels prennent place les conteurs « poissards » comme Vadé et les conteurs badins comme Caylus. Diderot et Voltaire écrivent des contes philosophiques; Marmontel, suivi d'une foule d'imitateurs fastidieux, des contes moraux. Toutes ces tendances allaient reparaître, rajeunies, renouvelées, chez les conteurs du XIXe siècle : Balzac avec ses *Contes drôlatiques*, où il s'essaie, non sans quelque effort et artifice, à faire revivre la manière « gauloise », George Sand, avec ses contes de fées (*Contes d'une grand-mère*), Charles Nodier (*Contes de la Veillée, Contes fantastiques*), Anatole France, Guy de Maupassant, Viliers de l'Isle Adam (*Contes cruels*), Théodore de Banville (*Contes bourgeois*), Alphonse Daudet (*Contes du Lundi, Contes de mon Moulin*), tous les conteurs qui, depuis trente années, n'ont cessé de continuer la lignée sept fois séculaire.

M. Pierre Mille appartient à cette lignée. Il y fait aujourd'hui figure de maître : nous n'avons pas meilleur conteur. Et voici, précisément, trente années qu'il conte. Il nous a conté ses voyages d'abord, car il est grand voyageur, et il a commencé par courir le monde : Madagascar en 1896, les Balkans et la Crète en 1897, pendant la guerre gréco-turque et l'insurrection de l'île; le Sénégal et le Soudan, la Syrie et la Palestine pendant le voyage de l'empereur d'Allemagne aux lieux saints; le Transvaal au moment de la guerre des Boers; le Congo, l'Indo-Chine, le Yun-Nam et l'Inde, Tombouctou et la Guinée française. Trois volumes sont sortis de ces voyages qui prirent à l'auteur sept années de sa vie : *De Thessalie en Crète* (1898); *Au Congo belge* (1899); *Sur la vaste terre* (1906). Et puis Pierre Mille nous a conté de piquantes et significatives histoires, dans lesquelles il lui plaisait de voir « une modeste contribution à la science toute moderne de la géographie sociale ». Que servirait-il de voyager, si l'on ne devenait, plus ou moins, géographe? Pierre Mille est devenu géographe à sa manière, géographe des âmes et des sociétés, qui ne sont point indépendantes des habitudes, des climats, des races et des autres conditions de la vie. Avec quel plaisir nous suivons sur la vaste terre un compagnon aussi clairvoyant et aussi enjoué, qui s'efface d'ailleurs, fort discrètement, mais sans disparaître, derrière le personnage central auquel il cède la première place et laisse le soin d'interpréter pour nous tout en y associant la fantaisie, la réalité! Lisez *Barnavaux et quelques femmes, Caillou et Tili, le Monarque*.

Mais c'est dans les contes même que se manifeste librement le talent de conteur de M. Pierre Mille. Le recueil qu'il nous présente aujourd'hui offre une excellente occasion de le caractériser.

Un vrai conte est tout à fait distinct de la « nouvelle » qui est à vrai dire un petit roman. Je ne sais quel écrivain célèbre a dit que pour réussir une nouvelle il ne fallait pas hésiter à sacrifier un sujet de roman. Cela est vrai; mais on n'en pourrait dire autant du conte. Le conte n'a rien à voir avec le roman. Il lui faut un sujet qui ne comporte point de développement, un sujet qui appelle, qui exige la brièveté. Vous ne le trouverez guère dans la vie normale, où les conditions ordinaires, si elles ne sont pas insignifiantes, demandent à être exposées dans leur détail et commentées dans leur signification. Seuls quelques incidents, quelques épisodes peuvent se détacher avec assez de netteté ou de pittoresque pour fournir au conteur la matière dont il a besoin. Il la trouvera beaucoup plus aisément dans les milieux particuliers, spéciaux, qui ont leur couleur, leur pittoresque physique et moral. M. Pierre Mille s'est inspiré de la psychologie des animaux. Moustache, un barbet noir « très intelligent et toujours paisible », révèle une nuit à son maître, dans une maison dite hantée, à Clamart, la scène du crime qui sans doute y fut commis. Rhéa est une chienne dont l'amour et la jalousie, tels qu'ils se manifestent à l'égard de son maître et de sa maîtresse révèlent une âme. Alzert a été dressé au vol et finit exécuté à la fourrière :

quelques pages nous retracent la suite des images, des actes et des émotions qui se déroulent dans sa conscience de chien, devenue pour nous transparente et où nous lisons tout le drame intérieur de sa destinée. Après l'animal, l'homme. Notre conteur excelle à saisir la silhouette, le caractère et le langage des vagabonds, des cheminots (*le Testament — Rossebœuf vagabond*) : il suffit d'une scène pour qu'ils se révèlent, car la misère de leurs âmes n'apparaît pas moins visiblement, à qui sait les observer et les faire parler, que celle de leurs loques. Les paysans aussi, simples et rudes, avec leurs traits grossis par l'insistance de la nature et le pli des gestes quotidiens, se prêtent aux instantanés qui les fixent tels quels, tout parlants de vérité. Lisez *En diligence, La Choulette*; vous verrez les êtres et vous comprendrez les âmes; il ne s'agissait que de les saisir au moment opportun et dans le bon éclairage.

La Consultation nous fait entrevoir une bande de déclassés, parmi lesquels, au premier plan, l'héroïne de l'histoire, femme d'un petit fonctionnaire colonial et révoqué, Mme Chenaillet, « à qui l'usage invétéré de l'opium a donné une physionomie délicate, des traits pâles et fixes, des yeux agrandis, inquiétants et noirs comme l'eau des tourbières »; avec quel art M. Pierre Mille nous conte comment elle se fit payer quarante francs la consultation qu'elle alla demander à l'avaricieux docteur Théron-Mortier. Et voici enfin les criminels, dans ces quatre contes, dont le premier, *Monsieur Barbe-bleue... et Madame*, nous enchante par son humour, tandis que les trois autres, *L'Epouvantail, Les Ombres reviennent, En une Nuit*, nous saisissent par leur sobriété dramatique et tout ce que recèlent leurs réticences d'horreur contenue, silencieuse.

Car la manière de M. Pierre Mille est sobre, et le conteur aime la concision, la mesure. Il excelle par là dans un genre où ni les peuples anglo-saxons, ni les peuples germaniques, ni les peuples slaves n'ont pu plier l'ampleur ou la minutie de leur imagination. Imagine-t-on un George Eliot, un Thomas Hardy, un George Meredith, un John Galsworthy, en Angleterre, un Tolstoï ou un Dostoievsky en Russie, un Sudermann ou un Conrad en Allemagne, concentrant leurs récits, ramassant leurs effets, jusqu'à obtenir cette forme si brève, si dégagée, si nette, qui est celle du conte français? Kipling seul, le plus solide et le plus musclé des écrivains anglais, qui se plaît à se proclamer disciple de nos conteurs, est parvenu à la perfection de la nouvelle, n'a jamais éprouvé le besoin de s'adapter à un cadre plus restreint.

Ce cadre, au contraire, est celui qui convient le mieux aux qualités de M. Pierre Mille. L'ingénieux écrivain y ajuste les petits tableaux où il note si prestement en traits justes et fermes, parfois aussi d'une délicatesse extrême, le caractère du décor et des personnages, marque tout ce qu'il y a de dramatique ou de pittoresque dans l'épisode qu'il détache, la scène qu'il évoque, et qui vivent sous nos yeux de leur vie propre, juste le temps qu'il nous faut pour les saisir et en être saisis. Ils nous suffisent, et nous ne demandons rien de plus, sinon de rêver un instant à ce qu'éveille en nous de répercussions leur philosophie latente ou leur suggestive ironie.

Mais si l'auteur veut bien que notre pensée prolonge la sienne ou que notre imagination travaille sur le thème qu'il lui a fourni, s'il ne demande pas mieux que de les voir, une fois rendues à la liberté, s'attarder aux jeux de son art et demeurer sous cet enchantement, il est trop habile pour ne pas s'emparer avidement de l'une et de l'autre dès le premier contact sans leur laisser perdre une minute des brefs et précieux instants dont il dispose dans les limites de son récit. Il ne veut pas que notre attention hésite ni que notre intérêt vacille avant de se fixer. Et c'est pourquoi, traitant de l'exceptionnel ou de l'anormal, il s'accroche si volontiers à une actualité qui nous le rend du premier coup familier. *Monsieur Barbe-bleue... et Madame* est écrit en marge de l'affaire Landru, *Une femmes d'affaires* illustre les bouleversements de l'économie présente, *Combats de boxe* bénéficiait de la popularité des grands matches Carpentier, *Une robe du soir* et *Moustache* entrent dans nos préoccupations d'occultisme et de « freudisme ». M. Pierre Mille, en bon et grand journaliste — qui ne connaît et qui ne goûte ses chroniques du *Temps* « En passant ? » — prend soin d'écrire ses contes les plus déconcertants en marge de l'actualité. Mais quant aux autres, il nous abandonne à leur pittoresque plaisant, à l'humour qui les assaisonne (*Le Verglas, la Justice immanente, Un vrai Pêcheur*), à leur ironie irrévérencieuse ou cynique (*Comment M. Boubal en fut*), parfois cruelle et laissant percer une pointe de perversité (*La Théologienne, Réconciliation*).

Et par-dessus tout cela, une impression domine, s'impose : celle de l'art. M. Pierre Mille est un artiste consommé, un artiste charmant

et divers — non seulement un maître de son art, mais un dilettante de tous les autres. Si vous voulez vous en assurer de la manière la plus agréable, lisez après le recueil de contes auquel nous venons de nous arrêter, ce délicieux petit livre : *Le Bol de Chine* ou *Divagations sur les Beaux-Arts* (1). Ce ne sont que des notes presque, ces réflexions, ces impressions, mais présentées avec tant d'agrément, d'une manière si piquante et si vive, que vous y retrouverez encore l'art du conteur.

Firmin Roz.

LE THÉATRE

LE CHARME AU THÉATRE

Dans le temps où éclatait sa jeune gloire, Maurice Donnay, par l'intermédiaire d'un de ses personnages, définissait ainsi la grâce de son observation et la fantaisie de sa verve : « Vous ne savez pas distinguer le bien du mal. Vous êtes d'une inconscience !... C'est d'ailleurs ce qui fait qu'on vous pardonne. Et puis, vous vous en tirez toujours par une pirouette, un sourire, un mot exquis, un air de flûte. En parlant de vous, on dit : « Amusant, beaucoup de charme... Alors, c'est effrayant ! »

Voilà donc ce qui plaisait, il y a quinze ans : l'esprit, le mouvement de l'esprit plutôt qui s'appelle la gaîté, la hardiesse désinvolte, un optimisme sceptique, une manière libre de braver la morale en défendant ce qui est sain, honnête, naturel, conforme même aux intérêts bien entendus de la société, et par-dessus tout cette jovialité, qui consiste à ne voir de la réalité, même médiocre, que ce qu'elle contient de comique et qui, dans l'ordre intellectuel, correspond très exactement à la bonne circulation du sang dans l'organisme.

Ce qui plaît aujourd'hui est-il bien différent ?...

Le charme est toujours de rigueur et la pirouette triomphe ; mais de même qu'une femme mettra un peu plus de rouge aux lèvres ou de noir aux yeux, selon qu'elle devra se montrer dans un salon ou paraître dans une foule intersociale comme celle du bal des « Petits lits blancs » au théâtre des Champs-Élysées, un auteur dramatique d'aujourd'hui devra accuser son charme par des traits plus poussés que jadis, et l'on pourrait aisément observer dans l'œuvre même des triomphateurs d'hier restés ceux d'aujourd'hui, ce changement de robe et de visage qu'ils ont fait subir à leur Muse. Ils ont bien pris garde, en l'attifant à la mode présente, qu'elle fréquente des publics pareils à celui des grands bals où le prix élevé de l'invitation n'empêche point de venir ceux même qui devraient s'en dispenser.

Bref, le « charme » de jadis, quand il était celui de Maurice Donnay, provoquait surtout le sourire ; il était aussi bien dans le style et le dialogue que dans la situation, et il n'y avait rien de plus libre et de plus fantaisiste, au point de vue de la facture théâtrale, qu'une pièce de cette sorte. Sa séduction était presque fortuite comme les rencontres de la conversation et de la vie ; l'auteur semblait y être pour peu de chose, hormis lui-même. Aujourd'hui, la façon est plus serrée, plus technique, plus volontaire. Toutes les situations ont été provoquées le plus délibérément du monde et il ne semble point qu'aucun effet, qui puisse être emprunté même aux moyens des acteurs, ait été négligé. Tout est conçu pour tel interprète et toute phrase est écrite dans le registre scénique de celui ou de celle qui la dira. Il ne suffit pas, par un à peu près sentimental ou verbal, par un trait heureux, d'égayer des spectateurs peu enclins à s'attendrir, encore moins à réfléchir, et pour lesquels le théâtre est à peine de la littérature ; il faut, tout en conservant les mérites et les grâces de l'improvisation, forcer jusqu'au rire des salles composites, qui parfois affectent de n'aimer que la nouveauté, mais qui, dans le fond, n'ont d'autre préoccupation que le plaisir et ne prennent de plaisir qu'à n'être point surprises.

MM. Robert de Flers et Francis de Croisset, dont chacun possède naturellement le charme tel que je l'ai défini plus haut, se sont associés pour le réaliser, dans *Les Vignes du Seigneur*, tel qu'il faut l'entendre et le pratiquer au commencement de l'année 1923. Le succès considérable de leur œuvre atteste tout à la fois la justesse de leur coup d'œil pour le choix du sujet et leur maîtrise dans l'exécution.

***

Il arrive parfois que la comédie et le vaudeville

(1) Paris, Édition Georges Crès et Cie, 1920.

se rencontrent dans l'usage de certains procédés et par la recherche de certains effets de comique. Il y a, par exemple, dans la nouvelle pièce du théâtre du Gymnase, une scène de pochard où l'on voit M. Victor Boucher, d'un réalisme presque surnaturel, si j'ose m'exprimer ainsi, révéler à un ami qu'il est, lui, Boucher, tout justement, l'amant de la femme de cet ami : cette scène, d'aucuns ont pu la considérer comme un épisode de vaudeville aussi bien que de comédie. Ceux-là, qui eussent volontiers reproché aux auteurs et aux comédiens de les avoir trop divertis, étaient des esprits non seulement chagrins, mais superficiels, et si j'insiste sur ce point, c'est que nous y trouvons une occasion très précise de marquer la différence entre la comédie, même la plus vaudevillesque, et le vaudeville même le plus relevé.

Dans le vaudeville, en effet, le rire est la fin, la fin en soi de l'auteur, et il arrive même que ce rire soit provoqué d'une manière presque physique, organiquement, par l'agitation des personnages et par la bousculade des péripéties. Un vaudeville ne signifie rien et le scénario en peut être fait sur papier à la manière d'une épure dans les classes de mathématiques au lycée : c'est du comique abstrait. Dans la comédie, au contraire, le rire n'est qu'un moyen ; la fin véritable, c'est une observation sociale, plus ou moins importante et profonde, je le veux bien, et une vérité morale. Sans doute, lorsque les auteurs des *Vignes du Seigneur* ont conçu leur pièce, ils ont tout de suite vu, — peut-être ont-ils commencé par là — tout l'effet scénique que pourrait produire Victor Boucher en état d'ébriété et tombant dans sa drolatique effusion : à ce moment-là peut-être ont-ils été principalement des vaudevillistes. Mais pour un instant seulement, car aussitôt ils ont enveloppé leur personnage dans une sorte de poésie sentimentale à laquelle ils ont été conduits par l'observation psychologique, et voici que leur pochard est devenu, non pas seulement un amoureux, mais un psychologue capable de révéler la vérité profonde sur l'évolution morale de tout homme adonné aux spiritueux ; en quelques mots, dans une situation charmante, racontant à la femme aimée qu'il s'est mis à boire parce qu'il ne se croyait pas aimé, ce jeune premier d'un genre nouveau analyse fort exactement les motifs généraux de l'alcoolisme chez les alcooliques. On ne boit pas pour boire, mais pour avoir bu. L'alcool rehausse le ton de la vie, relève l'énergie. Tous les faibles sont candidats à l'ivresse, et ceux qui y échappent ont eu seulement un peu plus de chance que ceux qui n'ont point résisté au hasard d'une première expérience trop tentante. Ainsi une scène de vaudeville se hausse jusqu'à la comédie de mœurs et de caractère et soyez persuadés que si la scène est d'un effet si comique, c'est précisément parce que la drôlerie de la situation rayonne et que le geste du pochard, comme celui du semeur, s'élargit jusqu'au symbole.

De même pour l'ensemble de la composition.

La donnée de la pièce, en effet, est simple et facile à développer ; une femme (jouée à la perfection par Mme Cheirel) n'a pas été mariée. Elle a deux filles qu'elle veut voir mariées. La première, malheureusement, est la maîtresse d'un amant, d'ailleurs fort sérieux et fidèle, mais qui, par une sorte de préjugé, déteste le mariage. La seconde a été élevée en Angleterre, et elle revient de son pensionnat en avion, conduite par un jeune Anglais, amoureux d'elle, mais qu'elle n'aime point de même manière. C'est alors que surgit le Pochard. Il est guéri de son vice et il explique à la sœur aînée pourquoi il y était tombé et comment il s'en est relevé. Il l'avait aimée jadis ; il avait cru qu'elle ne l'aimait point. C'était une erreur. Qu'à cela ne tienne donc, l'erreur est réparable. Ils réparent, en effet, du mieux qu'ils peuvent, non sans une double complication : la première, c'est la confidence fâcheuse de l'amoureux à son ami touchant leur partage de la sœur aînée et c'est l'amour secret de la cadette pour ce même séducteur. Il s'agit donc simplement, pour dénouer le tout, de détacher l'amant de sa maîtresse et de lui faire épouser l'autre sœur, cependant que l'aînée sera, elle aussi, épousée après pardon.

On sent bien que, dans un tel sujet, seule compte la façon de le traiter. C'est à quoi répond, on le devine, l'adresse combinée des deux auteurs.

Mais ce sur quoi j'insiste, c'est que, même dans une œuvre aussi légère et aussi résolument gaie, la vérité de l'observation reste l'essentiel. De même que le personnage du pochard s'est trouvé psychologiquement transfiguré, celui de la mère non mariée qui après le mariage devient l'image même de la vie bourgeoise. Cette irrégulière est parvenue à une véritable philosophie sociale, à savoir que, pour une femme, le mariage est la seule carrière désirable, et chaque trait comique de son caractère révèle un détail de nos mœurs actuelles. MM. Robert de Flers et Francis de Croisset ont l'air de rire, parce qu'ils savent qu'on ne pipe le public qu'en l'amusant, mais ils n'en travaillent pas moins sérieusement à la défense des institutions fondamentales et militent énergiquement, quoique discrètement, en faveur de la morale usuelle, du foyer de la famille.

Parole magnifique, en vérité, que celle de Mme Cheirel s'écriant, quand elle a enfin atteint le but de sa vie et découvre l'horizon bourgeois de ses deux filles : « Le mariage nous a coûté trop de peine pour que nous ne le respections pas. » Combien « d'honnêtes femmes », ainsi qu'on s'exprimait jadis, en pourraient dire autant !...

Gaston Rageot.

LA MUSIQUE

POLYPHÈME. — CYDALISE

En peu de jours, l'Opéra-Comique puis l'Opéra viennent de donner deux spectacles nouveaux, qui méritent de retenir l'attention.

Le *Polyphème,* fort bien monté par M. Albert Carré et par MM. Isola sur la scène de l'Opéra-Comique, est une œuvre importante et d'une bonne tenue musicale : elle prouve que l'on peut beaucoup attendre du compositeur, M. Jean Cras.

Celui-ci, officier de marine, s'est déjà fait apprécier des musiciens et des amateurs par plus d'une composition. Nous rappellerons notamment la série d'esquisses musicales dédiées à ses filles, et que l'on a pu lire au piano ou entendre aux Concerts Pasdeloup; — nous citerons aussi un *Quatuor à cordes,* où la forme est vivifiée par un souci d'expression sentimentale et pittoresque, et aussi par une poétique évocation de la mélancolique Bretagne.

Un tel compositeur, appelé vers la musique non par profession mais par un goût naturel et spontané, montre une intelligence ouverte, active, très éclectique, et qui s'affirme par les hautes influences que l'on sent dans sa musique. On voit quels maîtres il a fréquentés; mais il ne s'est strictement affilié à aucune école, à aucune chapelle. Nous croyons que l'amitié de M. Henri Duparc lui fut un guide précieux... Apparemment le marin, durant les longues heures que la vie errante laisse à la méditation, eut tout le loisir (si précieux, si fécond) d'écouter en lui-même ce que lui suggéraient son cœur et sa pensée. Ses méditations, trouvant dans les œuvres des maîtres les expressions voisines de celles qu'il rêvait pour lui, se sont unies, naturellement, au langage musical.

Voilà ce qui fait la valeur de son récent *Polyphème.* On y sent un artiste sincère, doué pour la musique, et qui aspire à exprimer, dans le meilleur langage, des émotions personnelles.

*
* *

Au théâtre, dès que l'on écoute cette œuvre, on constate que le compositeur a été desservi par son livret. — Un livret? Non, ce n'en est pas un : c'est un poème, conçu pour être lu dans le silence et la méditation.

Le *Polyphème,* écrit par Albert Samain, ne peut guère être mis sur le même rang que plus d'une subtile et fluide poésie de *Aux flancs du Vase,* ou du *Jardin de l'Infante.* Bien plus, ses qualités littéraires et le mérite de son exécution, sensibles à la lecture, disparaissent à la scène : l'expérience, tentée au Théâtre Français, en est la preuve. Ce n'est pas tout : à l'Opéra-Comique, le ralentissement forcé que la musique donne toujours, accuse d'une façon cruelle les défauts du poème en tant que livret.

Le compositeur, habitué à la patience par sa vie de marin, a trop négligé *la durée* : mis en musique, un poème prend quatre ou cinq fois plus de temps qu'il le faisait à la déclamation, qui elle-même est plus longue que la lecture à voix basse.

Il est bien difficile que le théâtre se passe absolument d'action. Certes l'action *intérieure,* le lyrisme, dans *Tristan* par exemple, remplace (avec avantage) l'action extérieure. Mais sans la séduction sonore, sans le génie voluptueux de Wagner, que deviendrait ce lyrisme? Et même peut-on dire qu'il n'y ait pas, dans *Tristan,* d'action extérieure, ni de moyens de théâtre, ni même de *ficelles* dramatiques? Est-ce que tout le premier acte n'est pas admirablement *en scène,* et ne se termine-t-il pas par un irrésistible *effet?*

M. Jean Cras a joué la difficulté, l'extrême difficulté. Il a soumis son œuvre musicale, et théâtrale (car enfin on l'entend au théâtre!) à un poème nullement fait pour la scène.

Polyphème utilise l'épisode d'Acis et Galatée, mais transformé par Samain. Le poète, symboliste autant que parnassien, suppose que le cyclope ne tue pas Acis : il se mutile lui-même,

il se crève les yeux (c'est-à-dire son œil unique) afin de se purifier par la douleur. — C'est là une grande idée, certes, mais toute chrétienne, et qui étonne, qui détonne, dans la bouche hirsute et brutale du cyclope.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître le mérite du musicien. Sa partition, malgré la monotonie qu'apportent les alexandrins traités presque toujours en récitatifs, présente plus d'une page émue, spontanée, et qui donne les meilleures espérances sur l'avenir de son talent. — Il y a là un artiste probe et convaincu, qui aspire, qui atteint déjà aux meilleures réalisations. Désormais l'attention la plus sympathique s'attache au nom de M. Cras.

Quant à la distribution des rôles, elle est excellente. Le personnage de Galatée convient sans doute à un soprano de demi-caractère, et Mme Balguerie est plutôt un soprano dramatique. Toutefois cette remarquable chanteuse a su se bien adapter à son rôle. — Polyphème est confié à M. Vanni Marcoux : cet acteur, qui a tant d'autorité, donne à son personnage une intensité, un relief, une puissance, qui forcent l'admiration.

Dans cette œuvre, l'orchestre, notamment durant les préludes et l'intermède dansé, est traité en orchestre symphonique. M. Albert Wolff, qui tient la baguette directrice, s'acquitte au mieux d'une tâche aussi importante.

*
* *

A l'Opéra, le spectacle nouveau est un ballet, *Cydalise et le Chèvre-pied*.

Nous croyons savoir que sa composition remonte à quelque dix ans; mais les cinq années de guerre, puis les difficultés qu'elles ont laissées après elles, ont retardé sa mise à la scène.

Le musicien, M. Gabriel Pierné, n'a plus besoin d'être présenté au public. Depuis longtemps, aux Concerts-Colonne qu'il dirige avec bonheur, il a su conquérir la vive sympathie des auditeurs les plus difficiles. On sait aussi que son œuvre personnelle est déjà fort importante. De grandes compositions symphoniques et avec chœur, un quatuor et un quintette récents, des *Paysages franciscains* pour orchestre, des *Variations* pour piano qui sont célèbres, voilà plus qu'il ne faut pour garantir, d'avance, la valeur musicale de son nouveau ballet.

Aussi bien M. Pierné, parfaitement maître de sa forme, s'est proposé de faire bénéficier un ballet des ressources multiples et variées dont peut disposer un compositeur moderne. Au nombreux orchestre de l'Opéra, il a joint un chœur, un piano, un clavecin, un supplément d'instruments à vent; et, par ailleurs, il a fait appel à la plus grande diversité de style.

Mais il a songé, par une heureuse précaution, à choisir un sujet qui motivait toute cette richesse sonore, et qui apportait aussi, pour le spectateur, une action intéressante et des tableaux variés.

Les deux auteurs du scénario sont deux maîtres du théâtre : MM. Armand de Caillavet et Robert de Flers. Ils ont imaginé un livret d'une fantaisie charmante et gaie (chose rare), où les scènes présentent d'heureux contrastes de mouvement ou de repos, d'*ensembles* et de *pas de deux* ou de *pas de trois;* enfin, pour plus de vraisemblance même dans la fantaisie, ils ont choisi des personnages que personne ne s'étonne de voir danser, puisque c'est Cydalise, danseuse de profession, et des Hamadryades, des faunes, des chèvres-pieds, qui sont aussi des danseurs de profession, — ou qui le sont devenus.

Donc, au lever du jour, les sylvains et les nymphes se dégourdissent les jambes et font les gambades les plus hygiéniques. Un poteau indicateur, planté au croisement de deux chemins, nous empêche, fort à propos, de faire fausse route : ne croyons pas que l'action va nous entraîner en pleine antiquité... Non, la route que voilà mène au palais de Versailles, chez le roi.

Cependant ces faunes (nouveau style et ancien régime) continuent leurs exercices. Même ils donnent des leçons d'assouplissement et de musique agreste à leurs enfants. L'un d'eux, Styrax, est inattentif. On l'attache au poteau indicateur, on l'abandonne « au piquet »... Mais une nymphe revient vers le pauvre solitaire, et le délivre.

Soudain, sur la route de Versailles, passe un carrosse. Au carrefour, il hésite, s'arrête, et l'on en voit descendre son chargement de filles d'Opéra et de danseuses... Styrax, moitié faune et moitié chérubin, les trouve charmantes. Pour les suivre, il s'accroche au carrosse et se cache dans une malle.

Au second tableau, voici les charmilles du Parc, le Tapis-Vert, et l'imposant château dans le lointain. Une estrade est dressée, où la danseuse Cydalise doit se montrer dans un ballet oriental. Elle paraît enfin, elle danse... Et Styrax, le petit faune encore blotti dans une malle, jaillit tout à coup, se mêle à la danse. Déjà ses bonds plaisent à Cydalise, qui se met en coquetterie d'entrechats.

Si bien qu'au dernier tableau, retirée en son appartement, elle songe encore à ce Styrax... Elle le voit enfin, glissant chez elle et tombant d'une fenêtre comme un rayon de lune. Hélas, à peine ont-ils dialogué les danses les mieux appariées, que déjà des voix sortent des frondaisons, grandissent, se précisent; et bientôt les faunes, les dryades envahissant la chambre, entourent le chèvre-pied et l'entraînent loin de Cydalise... Le rêve est fini.

Tel est l'aimable et fantaisiste scénario sur lequel M. Gabriel Pierné combina une partition abondante, variée, féconde en épisodes et en contrastes qui lui donnent un intérêt sans cesse renouvelé. Passages descriptifs, lever du jour ou rêverie sous la nuit, bondissements goguenards des jeunes faunes ou gracieuses et onduleuses évolutions des hamadryades, entrées solennelles des grands seigneurs, solos dansés par Cydalise en travesti indien, vraiment les occasions les plus diverses se présentent au musicien, et il sait ne pas les laisser perdre.

On louera plus d'une page de cette habile partition. On distinguera, au premier tableau, la *suite* où les danses de rythmes différents utilisent des thèmes apparentés, pour aboutir à un mélancolique *andantino,* plein du charme qui se respire dans les barcarolles de Gabriel Fauré. On appréciera aussi l'évocation d'un ballet « galant », où le langage musical se pare d'élégants archaïsmes, et où les violons, à l'unisson, font frémir de nerveux dessins arpégés, ponctués par une trompette, ainsi qu'au temps de Lully ou de Rameau. Enfin, d'un bout à l'autre de l'œuvre, on remarquera la souplesse et l'élégance du style musical, la sûreté, l'ingéniosité, la délicatesse dans le maniement des sonorités de l'orchestre.

Faut-il ajouter que cette partition trouve, chez les musiciens de l'Opéra et chez leur chef, M. Chevillard, les meilleurs des interprètes?

Quant à la chorégraphie, il suffit de citer le nom de Mlle Zambelli, pour évoquer la grâce, l'esprit, et la virtuosité la plus précise. — M. Aveline, dans le personnage fantasque et juvénile du chèvre-pied, montre un bondissement, une sveltesse, une gaminerie de l'effet le plus agréable. Et Mlle de Craponne, parmi d'innombrables egipans et dryades, apparaît comme une figurine souriante, qui se détacherait d'une fresque pompéienne afin de prendre son vol dans la lumière.

Les décors, dans une tonalité soutenue, permettent aux costumes de se détacher avec une légèreté aérienne : il faut féliciter M. Dethomas, dont la palette a su colorer ainsi l'ingénieuse chorégraphie de M. Staats.

Voilà un spectacle des mieux réussis : tous les éléments concourent à réaliser une harmonieuse et charmante fantaisie. Il fait grand honneur à M. Jacques Rouché, qui apporte son goût et son activité dans la tâche ardue de maintenir la musique et la danse telles qu'elles doivent être à l'Opéra.

Adolphe Boschot.

PASCAL ET LE PROBLÈME DU « DISCOURS SUR LES PASSIONS DE L'AMOUR » (1)

Car il y a un problème du *Discours sur les Passions de l'Amour*. Et c'est même un bel exemple des scrupules infinis avec lesquels les historiens de la littérature tâchent de résoudre les questions qu'on tranchait autrefois. Et c'est un témoignage encore de la différence qui malgré tout subsistera entre les recherches historiques et littéraires et les sciences proprement dites : sciences de ce qui se déduit, de ce qui se mesure, se compte, se pèse, ou se reproduit à volonté par l'expérimentation. Il y aura toujours dans nos études une part d'impression, de « réaction » personnelle, — de « subjectivisme », comme nous disons maintenant, — que l'on peut à bon droit s'efforcer de restreindre, mais qu'on ne supprimera jamais tout à fait.

Lorsque Victor Cousin, — dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1843, — publia pour la première fois le *Discours sur les passions de l'Amour*, il n'hésita pas à le proclamer authentique. Et depuis, tous les pascalisants se sont rangés à son avis, — ou presque tous; et les deux qui y résistent seuls semblent le faire surtout par un scrupule de méthode. « Il n'est pas *absolument certain*, dit M. Gazier (2), que Pascal soit l'auteur de cet admirable discours ». « Il n'est pas *prouvé* que ce discours soit vraiment de Pascal », dit M. Brunetière (3). Ce n'est pas là à proprement parler une contestation; c'est un doute, un doute exprimé

(1) V. Giraud, *Pascal a-t-il été amoureux ?* (*Rev. Deux-Mondes*, 15 oct 1907 et *Blaise Pascal*, p. 143); *Pascal et le « Discours sur les Passions de l'Amour »* (*Rev. Deux-Mondes*, 1er Août 1920); Gustave Lanson, *Le Discours sur les Passions de l'Amour est-il de Pascal?* (*The French quarterly*, janvier-mars 1920); Fortunat Strowski, *L'Enigme de Pascal et du Discours sur les Passions de l'Amour* (*Correspondant*, 25 août 1920).

(2) *Pascal et Mlle de Roannez* dans *Mélanges de littérature et d'histoire*.

(3) *De quelques travaux récents sur Pascal* (1885), dans *Etudes critiques*, t. III.

sans insistance, un doute à l'appui duquel on n'apporte aucun argument précis, un doute enfin qu'ont provoqué par réaction les biographes romanesques et romantiques qui, sur la seule existence de ce *Discours*, ont échafaudé l'histoire invraisemblable des amours de Pascal et de Mlle de Roannez.

Mais voici qu'en 1907, M. Gazier découvrit à la Bibliothèque Nationale et signala à M. Giraud un second manuscrit du *Discours*. Non seulement il différait du premier par quelques leçons nouvelles et souvent (1) meilleures; mais il en différait surtout en ce qu'il ne portait pas comme le premier la mention fameuse : « On l'attribue à M. Pascal »; aucun nom d'auteur n'y était inscrit. Et ceci parut à M. Giraud un argument très grave contre l'attribution reçue. Il procéda donc à un examen nouveau et plus méthodique de la question. Le résultat en fut que tous les arguments invoqués par les tenants de l'authenticité s'écroulèrent à ses yeux : « Ni littéralement ni même moralement, le *Discours* n'est assurément indigne de l'auteur des *Pensées*, voilà tout ce que l'on peut dire. Mais qu'en fait il soit de lui, c'est ce que, dans l'état actuel des faits et des textes, rien ne nous permet d'affirmer. »

Ainsi M. Giraud concluait « Que sais-je? » et se reposait sur « le mol oreiller » du doute. Pourtant, il indiquait une méthode propre à résoudre le problème : « Pour établir... l'authenticité du *Discours*, il faudrait découvrir, — et je ne crois pas que l'on y parvienne, — entre certaines des Pensées retrouvées *au cours du* XIXe *siècle* et certains passages du *Discours* des rapports si étroits que l'identité de l'auteur s'imposerait. » Or, c'était là précisément la méthode que M. Lanson avait, de son côté, reconnue la bonne. Et il l'a mise en œuvre avec sa netteté et sa précision ordinaires. Sa démonstration se divise en deux parties. D'abord, il reprend la comparaison générale du *Discours* avec les œuvres de Pascal. Moins sceptique que M. Giraud, il conclut *de cette confrontation que la balance ne reste pas en* équilibre parfait, mais « fléchit fortement du côté de Pascal ». Mais enfin il admet que ce n'est pas ce qu'on appelle une épreuve. Et il recourt alors à la confrontation du *Discours* avec les textes de Pascal découverts au XVIIIe et au XIXe siècles : *Art de persuader*, (1728), fragments publiés par Bossut, pensées supprimées ou modifiées par Port-Royal et retrouvées dans le manuscrit. Il rencontre ainsi « trois passages du *Discours* qui ont un rapport plus frappant avec le texte du manuscrit des *Pensées* qu'avec le texte de Port-Royal », « trois autres qui n'ont de rapport qu'avec des fragments de Pascal omis dans les éditions de Port-Royal et publiés par Bossut ou Faugère, ou au plus tôt en 1728. » Il conclut donc : « Ces constatations sont décisives; et par elles toutes les autres prennent une valeur, y compris la mention du copiste inconnu. Nous avons donc le droit et même l'obligation d'attribuer à Pascal le *Discours sur les passions de l'Amour*. »

Avec une loyauté dont je ne lui ferai pas l'injure de le louer, mais avec une bonne grâce qu'on voudrait toujours retrouver dans les polémiques de ce genre, M. Giraud se déclara convaincu : « Si l'on pouvait douter..., ce doute n'est plus permis. » Mais un nouveau champion se lève qui reprend la thèse abandonnée par son auteur même. M. Strowski, même à l'époque où personne, lui compris, ne contestait sérieusement l'authenticité du *Discours*, avait été « étonné » des répétitions et du « galimatias » de certains passages de ce morceau. L'argumentation de M. Giraud l'avait convaincu. Il résiste à celle de M. Lanson. Ni la confrontation générale du *Discours* avec les écrits de Pascal, ni la comparaison spéciale de certains passages, avec les morceaux ou fragments inconnus aux lecteurs de Port-Royal, ne lui paraissent décisives. La première est vaine et n'aboutit à rien de précis; il reste deux ressemblances curieuses. La seconde, à l'examiner de près, fait surtout apparaître des différences profondes sous des ressemblances purement extérieures. D'ailleurs, c'est la méthode même de M. Lanson qui est « maîtresse d'erreur ». Il ne fallait pas comparer le *Discours* aux *Pensées*, mais aux ouvrages que Pascal a composés dans la période où il aurait écrit le *Discours* : entre la *Lettre sur la mort de M. Pascal* et l'*Entretien avec M. de Saci*. Procédez de la sorte et « vous conclurez que cette incohérence et ce galimatias [du *Discours*] ne sont pas imputables à Pascal et que le *Discours* n'est donc pas de Pascal. » C'est là, je crois, la conclusion essentielle que veut établir M. Strowski. Il y ajoute une hypothèse à laquelle je ne sais s'il tient beaucoup. Le *Discours* serait « comme le procès-verbal — *ajoutons, et ce n'est pas le trahir : le procès-verbal fort gauchement pris* — d'une ou plusieurs conversations, avec les paroles diverses, les opinions, les sentiments, les boutades même, des gens qui ont eu la chance d'y prendre part, — entre autres Pascal, sans doute, ou quelque ami intime de Pascal. » Et il rêve ces conversations chez une abbesse mondaine, curieuse des entretiens à la mode. Quelque jeune religieuse, voulant noter au vol ces propos brillants et subtils, n'a eu ni l'esprit ni la plume assez rapides; et elle nous a transmis « un petit monstre informe où presque seules les paroles de M. Pascal se dégageront en traits de feu ». — Il y a en M. Strowski un critique et un romancier. Je crois bien qu'ici, le critique a passé la plume au romancier, et c'est celui-ci qui a écrit cette dernière — et jolie — page.

« Si vous voulez davantage, en chasse! Messieurs les historiens et les critiques, en chasse! » s'écrie en terminant M. Strowski. Mettons-nous donc en chasse et cherchons si nous trouverons la bonne piste.

*
* *

M. Giraud a combattu la thèse de Victor Cousin par des arguments de valeur inégale.

(1) Mais pas toujours. Je ne trouve pas, comme M. Giraud, que les alinéas y soient « beaucoup plus intelligemment distribués que dans le manuscrit usuel », au contraire. — P. 126 de la petite édition Brunschvicg, la leçon « on *le* reconnaît » me paraît meilleure, puisqu'il s'agit non de se voir dans les yeux de la femme, mais d'en interpréter le langage. — Page 129, « il le *fuit* » s'impose, « il le *suit* » n'offre pas de sens; « ont *le* droit de *nous* condamner » me paraît préférable à « ont droit de condamner »; et « on les perfectionne seulement. De là il est visible... » à « on les perfectionne. Seulement de là... ». — Page 130, « épines » n'est pas sûrement préférable à « peines »; « *tous* ces remuements » est plus expressif que « ces remuements ». — Page 131, l'expression emphatique, « avoir *cent langues* » satisfait plus que « avoir langues »; et je crois qu'il faut lire « pour *le* faire connaître » (cela, qu'on éprouve ces remuements) plutôt que « pour *se* faire connaître »; « qui sait *se* le procurer » peut se défendre. — Page 132, « il faudrait qu'ils fussent héros », supprimé par le second manuscrit, paraît indispensable. — Page 134, « se déterminant » me paraît le terme juste, plutôt que « terminant ». — Je cite plus loin ce que je crois des fautes de lecture, dont une au moins est propre au second manuscrit.

Il a très solidement établi que Victor Cousin a tort d'écrire : « Ce n'est point une simple conjecture de mon esprit. D'autres que moi, au XVIIe siècle, des gens liés avec Port-Royal, qui connaissaient Pascal et sa famille, les bénédictins, lui ont attribué ce fragment ». Les bénédictins de Saint-Germain-des-Prés n'ont reçu ce manuscrit qu'en 1745; ils le tenaient du cardinal de Gesvres, qui le tenait lui-même de Balthazar Henri de Fourcy, abbé commendataire de Saint-Vandrille-en-Caux, docteur en théologie, chevalier de Malte, que nous ne connaissons pas autrement. La mention « On l'attribue à M. Pascal » n'est ni des bénédictins, ni du cardinal, ni même du chevalier de Malte; elle est du copiste, lequel nous est inconnu. Quelle est l'autorité de ce témoin, et quelle est la valeur de ce témoignage, nous l'ignorons. Nous ignorons même quelle en est la portée exacte : s'il se fait l'écho d'une tradition, ou s'il répète une hypothèse, ou même (car enfin la chose n'est pas impossible) si ce n'est pas lui qui l'imagine, pour donner plus d'importance à son texte. Il n'y a donc rien à conclure de cette mention. M. Giraud a pleinement raison. Il n'a que le tort de vouloir avoir trop raison. Parce que le même copiste nous a transmis aussi la *Lettre de M. de Saint-Evremond sur la dévotion feinte* et que cette lettre est un peu ironique, voire libertine, il en conclut que ce copiste était « laïque et très laïque »; et qu'il a reproduit ces deux pièces parce qu'elles circulaient sous le manteau dans la société polie ou épicurienne de la fin du XVIIe *siècle*. — Mais le Discours n'a rien d'ironique ni de libertin; rien dans les sujets ni dans le ton ne l'apparente à la *Lettre* de Saint-Evremond; on ne voit pas pourquoi il aurait dû circuler « sous le manteau » pour échapper à la censure. Que le copiste ait de lui-même ou par ordre de M. de Fourcy, reproduit ces deux pièces, il l'a fait vraisemblablement, comme le dit M. Lanson, parce que, d'une part, la lettre « pouvait intéresser les personnes pieuses, ne serait-ce qu'en les scandalisant », parce que, d'autre part, le *Discours* était attribué ou attribuable à Pascal, auteur des *Provinciales* et des *Pensées* : il l'a donc fait parce qu'il s'intéressait ou qu'il travaillait pour quelqu'un qui s'intéressait aux écrits et aux écrivains religieux Et c'est ce que M. Giraud s'attache vainement, je crois, à nier. Vainement et inutilement. Car cet intérêt pour les choses de religion ne suffit pas pour donner valeur probante au témoignage du copiste anonyme. Et l'argument de Victor Cousin s'écroule.

Le seconde raison de M. Giraud est déjà un peu moins forte. Il rejette à priori tous les arguments d'ordre littéraire qu'ont pu invoquer et Cousin et ceux qui l'ont suivi. Ce « subjectivisme », cet « impressionnisme » ne lui dit rien qui vaille. La prudence est louable. Mais d'abord les arguments de goût et de style ne sont pas *toujours* dépourvus de valeur. C'est une question d'espèce. Je me souviens que naguère encore M. Faguet s'en est servi, d'une manière décisive à mon sens, pour établir que Naigeon n'était pas l'auteur du *Paradoxe sur le Comédien*. Il a tout simplement confronté un certain nombre de pages prises au hasard, les unes dans les écrits authentiques de Naigeon, les autres dans le *Paradoxe* et de cette seule lecture parallèle ressortait une évidence à laquelle nul ne pouvait résister. Certes, la démonstration méthodique, et vraiment « scientifique » celle-là, qu'a donnée ensuite M. Bédier était bien supérieure. Ce que je prétends seulement, c'est qu'on ne peut pas toujours rejeter de parti-pris ce genre d'arguments, refuser d'examiner l'âme de vérité; — ou si l'on veut de vraisemblance — qu'ils peuvent contenir. Après tout, la vraisemblance en matière historique, c'est déjà quelque chose. — En second lieu, il ne s'agit pas ici vraiment de goût « individuel ». C'est un fait qu'un grand nombre, que la presque totalité des Pascalisants, ont été frappés des ressemblances de fond et de forme que présentent le *Discours* et les écrits de Pascal et qu'ils ont conclu à l'authenticité du *Discours*.

(*à suivre*) Gustave MICHAUT,
Professeur à la Sorbonne.

LES LIVRES NOUVEAUX

Félix FALCK : **Le Guide économique de l'Algérie.**

L'importance que prennent nos colonies au point de vue du ravitaillement du pays est de plus en plus évidente. Si nous voulons diminuer les importations de l'étranger, qui grèvent lourdement le consommateur aux cours actuels des changes, nous devons intensifier la production des matières premières, tant en France qu'aux colonies ; nous devons surtout mettre en pleine valeur et extraire intégralement toutes les richesses de notre incomparable empire colonial. Que de fois a-t-on dit que la France pouvait trouver dans ses colonies la plupart des produits qu'elle achète à l'étranger ? C'est dans cet esprit que M. Albert Sarraut a déposé un projet pour la mise en valeur de nos colonies, et a publié un ouvrage remarquable sur nos richesses coloniales.

Se plaçant à un point de vue particulier, M. Félix Falck vient de faire paraître un ouvrage spécialement consacré à l'Algérie, dans lequel sont mises en plein relief les richesses que nous donne notre grande colonie Nord-Africaine.

C'est principalement au point de vue agricole et minier que l'Algérie contribue puissamment au ravitaillement métropolitain. Les vins, les céréales et les primeurs, les phosphates et les minerais de toute nature forment la plus grande partie des exportations algériennes vers la France.

En un style clair et précis, l'auteur du *Guide Economique de l'Algérie* nous décrit chacune des richesses algériennes et nous en montre l'importance. Nul n'était plus qualifié que M. Falck pour écrire un ouvrage destiné à rendre de réels services à tous ceux qui s'intéressent à l'essor de l'Algérie.

D'une lecture agréable, le *Guide Economique de l'Algérie* doit se trouver dans toutes les bibliothèques et sur le bureau de tous les commerçants qui y puiseront des renseignements précieux pour le développement de leurs relations d'affaires avec les producteurs algériens. Il serait à souhaiter que chaque colonie puisse être mise en relief d'une façon aussi précise et aussi utile que l'est l'Algérie dans l'ouvrage de M. Félix Falck. V.

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

La Question d'Orient

Un mois encore s'est écoulé sans que l'on ait pu, à Lausanne, aboutir. Il est vrai qu'entre temps nous avons eu la crise anglo-française sur les réparations et les débuts des sanctions dans la Ruhr, circonstances graves dont la diplomatie ottomane désirait connaître évidemment les répercussions européennes avant de s'orienter vers la conciliation ou pour persévérer dans l'intransigeance. Ses esprits ne paraissent pas encore bien fixés, car les Turcs doivent probablement escompter quelqu'appui bolcheviste à la résistance allemande et voir l'accord de Rapallo porter tous ses fruits. Ils sont donc tout disposés à user à nouveau de procédés dilatoires pour donner aux Russo-Allemands le temps d'apporter à la paix européenne cette menace tangible à la faveur de laquelle la Turquie bénéficierait de la paix de capitulation totale qu'elle s'est mis en tête d'obtenir.

Les Alliés n'ont pas eu de peine à se rendre compte de cette tactique et ils ont mis même quelque bonne volonté à ne pas manifester plus tôt leur lassitude. Ils doivent dans quelques jours remettre aux Turcs un projet de traité, tenant compte de toutes les concessions faites au cours des négociations mais donnant une version alliée définitive des points demeurés en litige. Il est vrai que ceux-ci sont de beaucoup les plus nombreux. Ce projet serait, dit-on, à prendre ou à laisser.

La fermeté montrée par la France à l'égard de l'Allemagne, la neutralité loyale de l'Angleterre, l'appui certain de l'Italie et la passivité de Moscou ne sont pas faits pour donner aux Kémalistes de bien sérieux espoirs de pêcher en eau trouble. Il y a donc de grandes chances pour qu'ils se résignent à finalement signer. Ils ont tout à y gagner, car on ne voit pas vraiment les avantages qu'ils pourraient retirer d'une rupture, mais, avec les Turcs, on ne sait jamais.

Si, par un entêtement invraisemblable, ils s'obstinaient dans la réalisation intégrale du pacte national de Sivas et d'Erzeroum et préféraient rompre plutôt que de céder sur un point quelconque, cela donnerait raison à ceux qui prétendent que tout l'édifice kémaliste est un gigantesque bluff dans lequel l'Europe tout entière a donné comme une joueuse de pocker inexpérimentée et sans estomac. Les anti-kémalistes déclarent que Moustapha Kemal et ses amis n'existent et ne peuvent exister qu'à la faveur de l'état de guerre où l'arbitraire permet d'éluder les responsabilités gouvernementales. La guerre dispense de l'organisation méthodique de la paix qui — et nous en savons quelque chose dans notre propre pays, autrement policé et laborieux que la Turquie — est décidément moins aisée que la guerre. Aujourd'hui Moustapha Kemal, dictateur, héros national, n'a de comptes à rendre à personne. En pacha de conte oriental, il vit dans une villa encombrée de tapis précieux, de sabres d'honneur et, fumant cigarette sur cigarette, donne des interviews à des journalistes de tous pays qui ne manquent pas de mentionner que les œuvres de Napoléon Ier sont en évidence sur la table de travail du grand homme.

Il faut toujours se méfier des autodidactes qui ont, comme livre de chevet, Montesquieu, Napoléon ou Machiavel. Cela sent le primaire qui croit en imposer, le nouveau riche qui s'achète des ancêtres. Quel rapport y a-t-il entre les enseignements napoléoniens et tant la guerre en Anatolie que la réorganisation politique et économique de la Turquie? Tout de même, malgré l'enthousiasme délirant de quelque romancière célébrant le héros avec le lyrisme de Sapho aux pieds du batelier Phaon, la campagne d'Anatolie ne restera pas un de ces modèles de haute stratégie dont les écoles de guerre perpétuent l'enseignement. Avant d'enfoncer le front grec vermoulu qui, dans l'état où il était, eût cédé devant les carabiniers du roi de Naples, l'armée turque, il ne faut pas l'oublier, en juillet 1921, essuya une défaite qui, militairement, fut loin d'apporter la moindre gloire aux tacticiens d'Angora — au contraire. Car on oublie un peu vite qu'en juin 1921 Moustapha Kemal, inspectant le front d'Eski-Cheïr, adressait aux troupes un vibrant discours où il leur annonçait la prise prochaine de Brousse et de Smyrne, discours-programme qui était imprimé et distribué par milliers aux divisions des autres secteurs. Quinze jours après, cette armée turque, que son jeune chef venait d'électriser, cette armée turque qui s'appuyait sur d'admirables positions que des techniciens allemands avaient, aux gages de Moustapha Kemal, organisées, cette armée turque qui, dans les paroles enflammées de son chef, voyait déjà une mosquée verte et une mer bleue, était culbutée, perdait Koutaïa, Afium Karahissar, Eski Cheïr, des centaines de canons et des milliers de prisonniers. Elle ne put se redresser sur le Sangharios que par la désobéissance stupide du prince André de Grèce.

L'armée turque d'alors n'était pas commandée par un échappé d'asile d'aliénés, comme celui qui commandait l'armée grecque en août 1922, elle n'était pas dévorée de défaitisme, découragée, affamée.

En août 1922, il n'y eut ni bataille, ni conception tactique ou stratégique. L'état-major de Constantin avait ôté cinquante mille hommes du front pour tenter une démonstration absurde et impossible en Thrace. Ismet pacha a tapé en un point quelconque et tout s'est effondré. J'attends qu'on me démontre, avec exemples concrets à l'appui, les talents strictement militaires de Moustapha Kemal. Il ne suffit pas, pour être un grand général, de prendre un air grave, de froncer les sourcils et d'offrir sa photographie avec dédicace à M. Franklin Bouillon. La littérature à jet continu de Mme Berthe-George Gaulis n'est pas une garantie suffisante. Pour elle, un officier kémaliste qui accepte dans son automobile les dix petits colis d'une voyageuse fait preuve de haute culture et, lorsqu'il envoie au télégraphe, sans les censurer, les dépêches dithyrambiques de cette correspondante émerveillée, il fait montre de libéralisme. On ne sait ce qu'il faut le plus admirer : la candeur de celle qui croit, ou la candeur de ceux qui la lisent.

Quant à l'Assemblée nationale d'Angora, elle n'a — je me demande si l'on s'en rend bien compte — aucun caractère électif sérieux. Nombre de députés seraient bien en peine de dire de qui ils tiennent leur mandat. Cette caricature de Constituante composée en grande partie d'illettrés vote n'importe quoi, y compris la traduction en turc des romans de Pierre Loti et Claude

Farrère, pour l'instruction des écoliers d'Angora. On ne peut rêver plus parfaite bouffonnerie, mais cette plate courtisanerie est imperturbablement interprétée comme une preuve de l'influence croissante de la pensée française au sein de l'Islam.

Tant que l'état de guerre subsiste en Asie-Mineure et que ne peuvent se rendre à Angora que les sectateurs du culte kémaliste ou des invités du général auxquels on ne montre que ce qu'il convient, nous continuerons à être bercés — j'allais écrire : bernés — par de riantes illusions. Mais quand la paix sera revenue et quand les grands lieux-communs de l'indépendance, de l'honneur national, du territoire libéré seront hors d'usage, on verra ce que le dictateur d'Angora et ses amis feront de la Turquie. Il ne s'agira plus de réquisitionner les meilleures maisons grecques d'Anatolie et d'y feuilleter Napoléon pour y trouver des modèles de proclamations et d'ordres du jour aux bachi-bouzouks. Il faudra établir un budget dont l'armée et ses chefs ne seront pas les uniques bénéficiaires, il faudra assurer le fonctionnement des divers rouages de l'Etat, s'efforcer de combler — on se demande comment — l'immense déficit humain créé par le massacre et l'exode des populations chrétiennes.

Ou je me trompe étrangement, ou les Turcs en sont radicalement incapables. Ils auront beau, pour remplir leurs coffres vides, solliciter des emprunts, offrir concessions sur concessions pour en toucher les commissions traditionnelles, cela ne sera jamais qu'un régime transitoire d'expédients. La Turquie sera finalement la proie, dans sa foncière décadence, soit des Russes, soit de tout autre peuple colonisateur. Par leur orgueil et leur avidité personnelle, les novateurs d'Angora auront ruiné définitivement la Turquie.

Il peut paraître paradoxal de dire que la Turquie ne pouvait et ne peut être sauvée que par les Grecs. C'est une thèse qui a été brillamment soutenue par un des hommes qui connaît le mieux l'Orient, Michel Paillaris, et il avait vu se rallier à ses idées un des sages de la Turquie contemporaine, Ali Kemal bey, que les Kémalistes ont assassiné dès leur arrivée à Constantinople. L'histoire nous montre que les premiers conquérants ottomans maintinrent les privilèges des chrétiens dans l'Empire, non par un libéralisme complètement étranger à leur mentalité, mais par le souci des intérêts généraux de l'Empire. Par leur labeur, leur ingéniosité, leur progressive culture, les chrétiens formaient l'ossature économique et intellectuelle de l'Empire. On a souvent cité les nombreux ministres et secrétaires d'Etat de Turquie qui n'étaient point musulmans mais chrétiens. En ce qui concerne l'industrie, le commerce et la finance, ils demeurèrent une sorte de monopole des chrétiens. Le Turc, conquérant paresseux, se contentait de régner en maître despotique sur ces populations laborieuses, encaissait les impôts, se faisait richement payer le droit d'exemption du service militaire et les diverses autres faveurs qu'il octroyait. Ce système aurait pu longtemps fonctionner ainsi, si par une loi inéluctable des sociétés humaines, les travailleurs n'avaient fini par prendre conscience de leurs droits et n'avaient réclamé au sein de l'Empire ottoman une place, non de fructueux esclaves, mais d'hommes libres. Ces minorités fécondes et saines, monogames, riches d'esprit familial et de solidarité, étaient en voie d'acquérir la prédominance. Les massacres rétablirent l'équilibre et le pillage qui les accompagnait refaisait temporairement la fortune des massacreurs prodigues. Dans tous les témoignages recueillis sur le drame de Smyrne de septembre 1922, les choses se passent de la même façon. L'officier ou le soldat turcs se présentent, le revolver ou le couteau à la main, chez l'Arménien et le Grec : « De l'argent, il nous faut de l'argent ». S'il n'y en a pas ou plus, ils tuent immédiatement; s'il y en a, ils prennent et tuent ensuite.

La fortune ainsi faite n'est point pour durer longtemps. Les cambrioleurs-assassins ne prennent pas de bons de la Défense nationale. Ils se font généralement arrêter dans un bar où ils sablent le champagne, avec des filles. Ils n'ont plus sur eux qu'un infime reliquat du trésor dérobé.

On me dira que si les Turcs avaient laissé les Arméniens et les Grecs librement s'épanouir en Asie-Mineure, ils auraient finalement subi, de la part de ces derniers, le sort dont la Russie ou d'autres, suivant mes propres dires, les menace et que, dans ces conditions, condamnés de toutes façons à perdre leur indépendance, mieux valait pour eux tenter l'effort libérateur, n'eût-il qu'un temporaire effet. Cela serait vrai si l'histoire n'enseignait que les évolutions sont toujours préférables aux révolutions, et si la progressive arrivée au pouvoir des Arméniens et des Grecs, sujets malgré tout de l'Empire, faits depuis des siècles à la cohabitation, n'avait pas eu l'avantage de maintenir les lignes extérieures de l'édifice et les fonctions de la vie interne de la Turquie.

Tout ce raisonnement repose sur le postulat de l'incapacité des Turcs à gérer leurs propres affaires. Leurs amis protesteront. Or, l'amusant, c'est que les plus notoires turcophiles se recrutent, en France, parmi des coloniaux, intéressés à des affaires ou à de la politique en Tunisie, en Algérie ou au Maroc, où la France tient en une tutelle fleurie, mais en tutelle tout de même, les fils de l'Islam.

L'avenir seul dira qui avait raison. Pour nous, c'est avec une triste curiosité que nous attendons.

René Puaux.

Bulletin Roumain

Des nouvelles inquiétantes ont alarmé dernièrement l'opinion roumaine. Des nuages avaient semblé surgir et s'amonceler de trois côtés à la fois à l'horizon : à l'est, au sud et à l'ouest Il va de soi que le public, n'importe quel public, établit toujours une relation entre trois menaces simultanées; à plus forte raison le peuple roumain, qui n'est déjà que trop habitué par toute son histoire à ne voir jamais un danger arriver seul.

En effet, c'est en même temps qu'on signalait brusquement à Bucarest : une recrudescence de l'activité des bandes bulgares dans la Dobroudja méridionale, des concentrations de troupes rouges dans l'Ukraine du sud et des mouvements de troupes hongroises dans le voisinage de la frontière roumaine. Tout cela, à l'instant où l'échec de la conférence de Paris faisait naître en Allemagne l'espoir que la séparation franco-anglaise au sujet de l'action dans la Ruhr et la réserve des Etats-Unis isoleraient la France en face du Reich

plus que la fidélité de la Belgique et de l'Italie ne sauraient la renforcer. Et alors, est-ce donc par une simple coïncidence que les mouvements signalés en Hongrie, en Ukraine et à la frontière bulgare, sans parler des événements de Memel, se produisaient tous au moment même où l'Allemagne avait intérêt à créer des diversions en Europe et à soulever le plus de difficultés possibles à la France et à ses alliés continentaux ? L'opinion et la presse roumaines se sont refusé à le croire. On est convaincu en Roumanie que le tout faisait partie d'un plan d'ensemble, d'une action dont le centre est à Berlin. « Les Magyars qui se réveillent », organisation irrédentiste que le gouvernement de Budapest désavoue sans doute dans ses déclarations officielles, mais qu'il n'a pas la force de supprimer, entretient, depuis les premiers jours de l'armistice et de la conclusion de la paix, de nombreux agitateurs en Transylvanie. Ses relations bien connues d'une part avec les organisations réactionnaires et militaristes allemandes, d'autre part avec les militaires hongrois anciens ou actuels, la grande influence que cette organisation exerce même sur l'armée magyare expliquent les mouvements de troupes signalés en Hongrie non seulement du côté roumain, mais aussi par tous les autres voisins de ce pays.

Il en est de même pour les concentrations de divisions rouges annoncées dans l'Ukraine du sud. Les dispositions dont les Soviets sont animés à l'égard de la Roumanie sont loin d'être amicales. Deux différends essentiels séparent Bucarest de Moscou, en dehors de celui relatif au trésor roumain déposé en Russie pendant la guerre et que les Soviets refusent de restituer : ce sont la Bessarabie et les Détroits.

Dans une récente interview donnée par M. Rakowsky, à Lausanne, à un journal roumain, le second délégué russe a déclaré que la Russie des Soviets demandait un plébiscite en Bessarabie, pour résoudre définitivement la question de cette province, arrachée, comme on sait, par la Russie des tzars, il y a un siècle, au peuple roumain, et redevenue roumaine depuis 1917 de par la volonté de la majorité de la population et avec l'approbation officielle des grandes puissances. La Roumanie a déclaré à plusieurs reprises qu'elle refusait toute discussion sur la question de la Bessarabie, définitivement tranchée pour elle, conformément à la justice historique la plus stricte.

La seconde divergence de vues entre la Roumanie et la Russie est apparue à Lausanne dans la question des Détroits. Les Soviets y ont révélé leur politique, qui tend à assurer leur suprématie dans la Mer Noire, en demandant l'interdiction de l'entrée et de la sortie des navires de guerre dans cette mer. Les Roumains, au contraire, réclamaient la liberté absolue de la navigation et l'internationalisation des Détroits pour tous les navires, de quelque nature qu'ils soient et à quelque pays qu'ils appartiennent, afin précisément que les Etats riverains du Pont-Euxin ne soient pas à la merci de celui d'entre eux qui y possède la plus forte flotte de guerre.

Tels sont les deux graves sujets de désaccord entre la Roumanie et les Soviets. Des deux, c'est la question de la Bessarabie qui occupe le premier plan, car, en ce qui concerne les Détroits, le litige n'est pas circonscrit à la Roumanie et la Russie seules, et la délégation roumaine à Lausanne n'a fait que défendre le point de vue soutenu par tous les Alliés.

C'est donc sur la Bessarabie que restent fixés les regards des Russes et c'est pourquoi ils massent des troupes dans le voisinage de cette province, afin d'être prêts, si une occasion favorable se présentait, à en profiter.

Voilà les appréhensions qui ont agité ces jours derniers l'opinion publique roumaine en présence des concentrations des troupes russes et hongroises aux frontières du pays et des incidents de frontière déjà provoqués par les Magyars. Depuis, une détente sensible s'est produite des deux côtés. Un échange de notes diplomatiques se poursuit, au moment où nous écrivons ces lignes, entre Budapest et Bucarest, qui réussiront sans doute à régler les récents incidents roumano-magyars. Quant aux concentrations des troupes russes, elles auraient pour but, d'après des nouvelles de bonne source recueillies à Lausanne, d'exercer simplement une certaine pression sur la Roumanie, mais les Soviets semblent décidés à ne pas attaquer ce pays, qui ne leur en a fourni aucune raison ni aucun prétexte. Et la question de la Bessarabie elle-même, selon certains échos, ne serait pas de nature à séparer indéfiniment les deux voisins, que tout, par ailleurs, pousse à vivre en bonne harmonie.

En tout cas, il est à signaler que les faits ci-dessus concomitants avec les difficultés franco-allemandes, sont considérés en Roumanie comme une nouvelle preuve de la persistante solidarité créée entre les Alliés par leur intérêt commun de veiller à la sauvegarde des traités, en réponse à la solidarité qui unit certains ennemis des états de choses créés par ces traités. A l'occasion des difficultés qui avaient semblé surgir à un moment donné de l'est et de l'ouest, l'opinion roumaine, exprimée dans la presse, et les cercles autorisés ont regardé vers l'occident ami, vers la France. On sait à Bucarest que cette union des Alliés constitue un dogme de la politique française comme de la politique roumaine, et l'on est convaincu que toute velléité hostile qui essaierait de se traduire en acte contre la Roumanie trouverait les Alliés, la France surtout, prêts à faire les représentations nécessaires pour le déconseiller et l'empêcher.

D'autre part, ces incidents de frontière et ces mouvements de troupes en Hongrie ont provoqué une nouvelle manifestation de l'absolue unité de vues et d'action qui existe au sein de la Petite Entente : Bucarest, Prague et Belgrade — et l'on a ici des raisons d'ajouter : et Varsovie — ont été instantanément d'accord sur l'attitude à observer à l'égard des provocations.

Tous ces faits ont contribué à rassurer l'opinion publique roumaine et à lui faire accueillir sans panique les mouvements signalés aux frontières orientale et occidentale de la Roumanie.

E. A.

BULLETIN MARITIME

Notre politique de marine marchande

CHAPITRE II

NOS PROPRES EFFORTS

1° *Les Constructions Navales.*

D'après le *Board of Trade Journal* du 5 janvier 1922, le tonnage marchand lancé par chaque puissance entre le 1er janvier et le 31 décembre 1921 s'élève aux chiffres suivants :

Pays d'Origine	Nombre de Navires	Tonnage Brut	Puissance en H. P.	Nombre de Navires	Tonnage Brut	Puissance en H P.
Etats-Unis.... (1)	292	1.303.735	1.510.894	698	2.743 067	3.397.321
Allemagne....	241	822 762	369 811	76	204 041	132.545
Japon	119	424 284	659.185	242	597.041	7 0 475
Hollande.....	292	292.586	177.851	241	269 056	148.599
France	119	223 974	129 135	171	101.845	123.470
Italie.....	62	205.594	91 730	43	158.050	159.265
Danemark	48	84 163	46.840	86	81.605	95.682
Suède.....	34	66.746	51.470	38	59.672	58.620
Norvège	48	66 692	31 410	73	65 059	25.150
Espagne	34	57 946	15.019	50	82.934	58.275
Chine.....	29	28.558	21.599	29	54.266	26.652
Belgique	41	13 954	8 605	19	9.131	396
Royaume-Uni.	804	1.596.272	1.318.788	1.169	2.140.928	1.700.106
Dominions Britanniques..	181	153.490	78 576	307	287.493	116.860
Autres pays..	58	46.337	41.937	42	31 982	30.400
Total pour l'ensemble du monde	2 402	5.189.493	4.552.643	3.274	6.947.184	

La diminution ressort donc à 872 unités et 1.757.691 tonneaux d'une année à l'autre.

La cause principale du malaise de nos industries navales vient de ce que le tonnage mondial s'est accru depuis quelques années dans une proportion considérable :

1° En raison de l'apparition d'un très important tonnage américain ;

2° Parce qu'un grand nombre de navires ex-allemands sont devenus disponibles pour le commerce international à un moment où l'emploi du tonnage était en décroissance. En face de cette double crise, sous-production et crise de frets, quels seront les remèdes proposés ?

Pour utiliser le trop plein de notre production navale, que nous devons intensifier néanmoins au maximum, on a suggéré la solution suivante qu'il y a lieu de mettre en relief, à savoir que la France doit devenir exportatrice d'acier et en conséquence exportatrice de navires. Nous disposons d'un excédent de minerais, nous pouvons donc faire de la tôle d'acier et la reporter sous forme de navires. Ainsi nous pourrons utiliser au plein nos 17 chantiers de constructions navales, leur outillage et leurs 36.000 ouvriers. Notre production navale sera marquée au coin de l'industrie française ; nous livrerons des bateaux fins, soignés, qui remplaceront avantageusement les unités bâclées dans la hâte de la guerre.

(1) Sous toutes réserves.

2° *Administration de la Marine Marchande.*

Si nous ne devions invoquer l'excuse de la situation intolérable où nous place la mauvaise foi allemande, nous pourrions avoir honte de la conception étriquée de nos budgets de Marine Marchande. Il y a des dépenses sur lesquelles il est ruineux d'économiser : les dépenses industrielles, d'outillage, etc. Celles-là « paient » et sans elles un grand pays ne vit pas. Un budget de Marine Marchande d'une grande puissance maritime comme la France ne devrait pour ainsi dire pas connaître de frein. Parmi les remèdes proposés pour aider au relèvement de notre Marine Marchande, le plus efficace semble-t-il, serait d'envisager pour l'avenir, la création d'un département de la Marine Marchande digne de notre pays. On sait que, jusqu'ici, le Sous-Secrétariat des Ports de la Marine Marchande et des Pêches ne constitue que la *troisième section du Ministère des Travaux Publics.* A la tête des Ports maritimes c'est l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées qui dirige l'ensemble des services. Sous ses ordres ce sont des ingénieurs des Travaux Publics de l'Etat qui conduisent l'exploitation. Ils sont nommés et administrés par les Travaux Publics, payés et contrôlés par le Sous-Secrétariat d'Etat. Pour l'exécution des travaux le Sous-Secrétariat d'Etat doit recourir, par le canal du Ministre, au Conseil général des Ponts et Chaussées. Pour le régime administratif, le domaine public maritime est classé dans la grande voirie avec les routes nationales, les voies navigables et les chemins de fer. Enfin l'exploitation des ports fait partie de l'exploitation des voies de communication qui y aboutissent. De là tant de difficultés quand il s'agit du perfectionnement de l'outillage du port ou du succès de la mission d'un bateau.

L'an dernier, les marins du commerce exprimaient à la Fédération nationale des Syndicats Maritimes le vœu suivant : « Nous n'avons accepté que comme un pis aller, en 1913, l'institution d'un Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine Marchande rattaché à un Ministère quelconque. Le personnel estime que les services de la Marine Marchande sont suffisamment importants pour constituer un ministère autonome. »

Le rapporteur de la Commission de la Marine Marchande à la Chambre des Députés, à qui nous empruntons ces renseignements, a repris le même vœu, le signalant comme une des mesures les plus efficaces pour l'essor de notre Marine marchande, lorsqu'il examina le budget de l'exercice 1923.

Valeurs de Navigation

Bourse de Marseille du 29 Janvier 1923

Fraissinet.....	840	»
Messageries Maritimes.....	217	»
Mixte.....	248	»
Transatlantique.....	205	»
Transports Maritimes.....	1.040	»

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : 26-28, Boulevard du Chateau, Angers
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (Ve)

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 4 61e ANNÉE 17 FÉVRIER 1923

MONGOLS ET PAPES AUX XIIIe ET XIVe SIÈCLES

« Et sachez qu'il se repentit fort quand il y envoya. » Le sire de Joinville clôt par cette phrase d'une syntaxe un peu rugueuse son récit de l'ambassade vaine que saint Louis, qui avait pris la croix, envoya de Nicosie en Chypre, sur la fin de 1248, vers le « roi des Tartarins », c'est-à-dire en pleine Mongolie, auprès de l'empereur Guyuk, petit-fils et deuxième successeur de Gengis-khan. Malgré ce « repentir », le roi de France, deux ans après le retour de ses premiers messagers, faisait ou laissait encore partir pour la cour mongole le cordelier Guillaume de Rubrouck, lequel n'eut pas d'ailleurs un meilleur succès. Echec fatal, a-t-on dit parfois, d'entreprises chimériques inspirées au monarque par une piété crédule. Une telle appréciation est injuste. La double tentative de saint Louis ne marque qu'un instant d'un effort qui a duré près d'un siècle, et qui a été poursuivi des deux côtés. Sans doute, en fin de compte, l'alliance des Mongols et de l'Occident ne s'est pas faite ou est restée lettre morte. Mais si Mongols et Occidentaux ont à tour de rôle travaillé si longtemps à la conclure, il faut bien qu'il y ait eu à leurs espérances et à leurs désillusions des causes plus profondes que les sentiments individuels d'un souverain ou d'un pape. C'est là un problème qui vaut d'intéresser l'historien ; je voudrais aujourd'hui, en évoquant quelques trouvailles récentes, rappeler brièvement comme il se pose.

Ç'avait été en Occident une stupeur, et bientôt une terreur sans bornes, quand les armées mongoles, bousculant les princes slaves, étaient arrivées en 1241 jusqu'à Liegnitz en Silésie, et avaient conquis la Hongrie dont le roi Bela avait dû chercher un refuge sur une île de l'Adriatique. Ces cavaliers inconnus, surgissant ainsi du fond de l'Orient, intriguaient par leur origine mystérieuse, déconcertaient par leur mobilité, étonnaient par leur endurance, horrifiaient par leur cruauté. Dans le sauve-qui-peut de la chrétienté, on murmurait qu'ils avaient des têtes de chiens et se nourrissaient de chair humaine.

La chrétienté fut sauvée, non par elle-même, mais par des circonstances extérieures à elle. Gengis-khan avait fondé d'un coup un empire immense, et tel de ses généraux guerroya des côtes de Corée jusqu'aux bords du Danube. Avec une énergie et une clairvoyance qui font encore notre admiration, ce barbare inculte avait su établir une discipline et créer une organisation administrative dont même les vaincus reconnurent parfois les mérites. Mais, comme tant d'autres bâtisseurs d'empires, il réussit moins bien à assurer la dévolution régulière du pouvoir après lui. A chaque vacance du trône, le nouveau souverain, désigné ou non par son prédécesseur, devait être proclamé par l'assemblée des princes et des grands. Quand l'ancêtre ne fut plus là pour imposer silence et respect, les compétitions s'exercèrent, et bien vite les Gengiskhanides défirent l'œuvre de Gengis-khan. C'est la mort du second grand khan qui, après Liegnitz, rappela les principaux chefs en Mongolie pour proclamer son

successeur. L'Europe, sans comprendre, vit seulement que les envahisseurs partaient comme ils étaient venus.

Le danger était passé, mais il pouvait reparaître. D'autre part, les Mongols avaient conquis le nord-ouest de la Perse et débouché en Arménie et en Syrie où, refoulant les musulmans, ils avaient montré aux chrétiens quelque bienveillance. Depuis un siècle, le bruit courait en outre, parmi les croisés d'Orient, qu'il existait au fond de l'Asie, dans ces Indes qu'on ne savait plus où placer, un potentat chrétien, souverain magnifique qu'on appelait le Prêtre Jean. Les grands ordres mendiants, dominicain et franciscain, de fondation toute récente, brûlaient d'un zèle apostolique pour la conversion des infidèles. Innocent IV, tout bien pesé, décida en 1245 d'envoyer deux ambassades, l'une vers l'Arménie et la Perse, l'autre vers la Volga, pour reprocher aux Mongols leurs destructions et leurs massacres et les sommer de se faire chrétiens. Nous connaissons surtout la mission qui partit pour la Volga et que la volonté d'un prince mongol poussa jusqu'au centre de l'Asie, aux portes de la capitale Karakorum, auprès du grand khan en personne. L'envoyé pontifical était un des premiers disciples de saint François, Jean du Plan Carpin, frisant la soixantaine, obèse, et qui dut à son corps défendant courir la poste mongole au galop pendant des semaines, mal couvert et à peine nourri.

Ville étrangement pittoresque que ce Karakorum, créé de toutes pièces en pleine steppe. Le second grand khan y avait fait travailler des milliers d'ouvriers musulmans et chinois. Toutes les races et tous les rangs s'y mêlaient en une commune soumission au maître de l'heure, nobles mongols, lettrés chinois, hyperboréens quasi sauvages, vaincus de tous les États musulmans, princes slaves devenus vassaux dociles, artisans recherchés et surveillés, prêtres de toutes confessions, aventuriers de tout poil, ribaudes de toute souche. Quelques années après Plan Carpin, Guillaume de Rubrouck, l'envoyé officieux de saint Louis, y trouvait une certaine Pâquette de « Metz en Lorraine », capturée en Hongrie, et un orfèvre, maître Guillaume Boucher, dont le frère Roger était encore établi à Paris, sur le Grand Pont.

Les Mongols du milieu du XIIIe siècle n'avaient comme religion nationale qu'un chamanisme assez lâche et sans fanatisme. Le grand khan Guyuk n'était pas lui-même hostile aux chrétiens ; il y en avait dans sa famille, et ses deux premiers successeurs furent fils d'une chrétienne ; deux de ses principaux ministres étaient chrétiens. Mais c'étaient des chrétiens nestoriens, relevant d'une confession séparée de Byzance et de Rome depuis huit siècles, chrétiens indigènes rompus à s'accommoder humblement de tous les régimes. La prétention du pape à morigéner le grand khan et à lui dicter sa foi parut naturellement exorbitante. Imaginez un prince d'Asie envoyant alors en Occident un messager pour prescrire aux rois et au pape de se faire bouddhistes ! Guyuk répondit avec hauteur qu'il trouvait le pape bien hardi de se proclamer seul détenteur de la vérité divine, que lui-même avait détruit la Pologne et la Hongrie par la volonté du Ciel, et il enjoignit au pape de lui venir rendre hommage en personne, lui et les rois d'Occident, à peine de ruine.

Qu'il me soit permis de dire ici un mot d'une de ces « trouvailles récentes » auxquelles je faisais allusion tout à l'heure. L'histoire mongole au temps de Gengis-khan et de ses premiers successeurs nous est connue par les historiens chinois, persans, arabes, arméniens, russes, latins, et par une ancienne chronique mongole transcrite phonétiquement en caractères chinois ; mais nous n'avons pour ainsi dire pas de documents originaux émanant des Mongols eux-mêmes. La pierre dite de Gengis-khan au Musée Asiatique de Petrograd, deux lettres des princes mongols de Perse adressées à Philippe le Bel et conservées dans nos Archives nationales faisaient presque seules exception. Pour ce qui concerne en particulier la mission de Plan Carpin, nous savions, par le récit qu'il fit de son voyage, qu'il avait rapporté la réponse de Guyuk au pape en deux originaux, l'un mongol, l'autre « sarrazin », et en une traduction latine faite sur place tant bien que mal en passant par plusieurs interprètes ; mais les deux originaux étaient considérés comme perdus ; on ne connaissait que la traduction latine, en trois textes assez aberrants. Il y a quelques mois, un ami m'apporta la photographie d'un document persan qui lui avait été communiqué du Vatican, en me demandant ce que c'était. Vous comprendrez ma surprise, je dirai même mon émotion. La philologie, pour le philologue, est une manière de religion et on y a le culte des reliques. Ce qu'on m'apportait, c'était l'original « sarrazin » de la réponse de Guyuk à Innocent IV, retrouvé dans une liasse des anciennes archives du château Saint-Ange, avec ce cachet du petit-fils de Gengis-khan qui, au dire de Plan Carpin, avait été gravé par un artiste russe nommé Cosmas.

Les missions envoyées par Innocent IV échouèrent donc et, si on tient compte des messages dont elles étaient chargées et du peu de cas que les Mongols faisaient de la vie humaine, le surprenant est plutôt qu'elles soient revenues l'une et l'autre saines et sauves. Sans doute les envoyés durent-ils leur salut, au moins pour une part, à leur caractère sacerdotal ;

les Mongols avaient le respect — et la crainte — de toutes les religions, qui sont, ainsi que le disait le grand khan Mongka à Guillaume de Rubrouck, comme les cinq doigts d'une même main. Mais aussi, et à l'instigation peut-être des chrétiens nestoriens de leur empire, puis des empereurs byzantins, l'idée germait chez les Mongols d'une solidarité que l'existence d'un ennemi commun créait entre eux et les peuples d'Occident. Les Mongols avaient vaincu les princes musulmans du Turkestan russe, de l'Afghanistan, de la Perse orientale et septentrionale, mais le khalife régnait toujours à Bagdad et le sultan mamlouk d'Égypte menaçait sans cesse la Syrie du Nord et l'Arménie. De leur côté, les chrétiens d'Occident visaient à sauvegarder, bientôt à reconquérir les Lieux Saints. L'union parut surtout désirable quand, le khalifat de Bagdad abattu en 1258, les Mongols vinrent en Syrie au contact direct des troupes du « soudan » égyptien. Le prince mongol qui régnait alors en Perse, Houlagou, était fils d'une chrétienne, mari d'une chrétienne. Des deux côtés on s'abandonna aux plus vives espérances. Les missions officieuses se succèdent, les correspondances se multiplient, pas toujours faciles faute d'interprètes. Une lettre d'Abagha, le successeur d'Houlagou, retrouvée il y a quelques semaines au Vatican, nous montre le prince mongol, gendre d'un empereur de Byzance, s'excusant en 1268 d'avoir envoyé l'an passé des lettres en mongol, que nul à Rome n'a pu comprendre, sur ce que son *secrétaire latin* était alors absent. Son secrétaire latin ! Quel chemin parcouru en un demi-siècle depuis que le petit chef illettré Temujin, émergé sans ressources de la « forêt noire » de Mongolie, s'était mué en le « conquérant du monde » Gengis-khan.

Il ne saurait s'agir d'entrer ici dans le détail de ces négociations dont le dossier s'est enrichi cette année de plusieurs documents originaux en langue mongole, dignes de prendre rang à côté des deux lettres adressées vers le même temps à Philippe le Bel. Le trait commun en est le vif désir exprimé chaque fois par les Mongols de Perse d'une action concertée avec les armées chrétiennes en Syrie. On tomba d'accord plusieurs fois ; toujours, au dernier moment, les entreprises avortèrent. C'est qu'au fond, et pas seulement du point de vue philologique, on ne parlait pas la même langue. Les Mongols n'avaient souci que d'un appui militaire pour vaincre les Mamlouks. Mas les chrétiens auraient bien voulu recouvrer les Lieux Saints sans tirer l'épée. Le zèle des croisades était passé ; on songeait plutôt à Gênes, à Venise, en Sicile, en France, en Aragon, en Angleterre, à tirer le meilleur parti des relations commerciales devenues possibles avec l'Orient. Même la chute de Saint-Jean d'Acre en 1291, qui enlevait aux chrétiens leur dernier point d'appui en Terre Sainte, ne put raviver une ardeur bien tombée. Cette même année deux galères partaient par le détroit de Gibraltar pour tenter d'atteindre les Indes en contournant l'Afrique, deux siècles avant Barthélemy Diaz et Vasco de Gama ; et il y avait bien à bord deux franciscains ; mais les galères étaient équipées par des commerçants génois, que la soie et les épices touchaient plus au vif que le progrès de la foi.

Du moins devons-nous à ces rapports des Mongols et des papes quelques épisodes bien curieux. Je n'en signalerai qu'un ici. Vers 1260, deux chrétiens nestoriens de langue turque, nés l'un à Pékin, l'autre à quinze jours de Pékin, décident de se rendre en pèlerinage aux Lieux Saints ; ce n'était pas une petite affaire. Ils arrivent en Syrie où la domination mongole a remplacé le khalifat de Bagdad. Nos pèlerins ont la pratique des Mongols, si bien que les évêques de Mésopotamie, ayant à élire un patriarche, ne trouvent rien de mieux que de choisir l'un des nouveaux venus, encore qu'il ignore le syriaque, langue liturgique des Nestoriens. Le nouveau patriarche Mâr Yahbalahâ III garda auprès de lui son compagnon né à Pékin, Rabbân Çauma, et celui-ci fut à son tour employé par le khan mongol de Perse dans ses relations avec l'Occident. En 1287, Rabbân Çauma vit le pape à Rome, le roi de France à Paris, le roi d'Angleterre en Gascogne. Et voilà comment, à la fin du XIIIe siècle, un nestorien turc né à Pékin peut parler de la « grande église » de Saint-Denis où sont les cercueils des rois défunts et où « il y a pour le service funèbre de ces rois cinq cents moines qui mangent et boivent aux frais du roi », ou nous raconter comment, à la Sainte Chapelle, le roi Philippe en personne le conduisit vers un tabernacle d'or, d'où le roi « tira un reliquaire de cristal dans lequel se trouvait la couronnes d'épines placée par les Juifs sur la tête de Notre-Seigneur quand ils le crucifièrent. »

Au début du XIVe siècle, l'effort se poursuit, mais déjà intermittent. Les projets de croisades qui s'élaborent en Occident ne tiennent pas assez compte de l'affaiblissement progressif des Mongols de Perse, ni surtout des changements apportés par la conversion d'un grand nombre de princes mongols à l'islamisme. La partie militaire qui se jouait à propos des Mamlouks se doublait en effet d'une partie religieuse, aux conséquences politiques tout aussi graves. Les Mongols pouvaient rester fétichistes sous leurs tentes de feutre en Mongolie, mais non au milieu des populations de haute culture qu'ils avaient asservies. En Chine, ils prirent les religions de la Chine. En Occident, la question fut

de savoir s'ils se feraient chrétiens ou musulmans. Après quelques hésitations, des baptêmes, après qu'un prince de la Horde d'or fût mort revêtu de l'habit franciscain, les circonstances décidèrent, pour les Mongols de la Perse et ceux de la Russie méridionale, en faveur de l'islam, matériellement et moralement plus voisin, et dont les adeptes n'étaient pas divisés entre eux comme nestoriens et catholiques. Passé les premières années du XIVe siècle, les Mongols, militairement et politiquement, n'attendent plus rien de l'Occident ; et par suite tous les projets qu'on agite encore en Italie ou en France sont condamnés d'avance à échouer.

Par contre l'apostolat strictement religieux, agissant par conversions individuelles sans fins politiques immédiates ou lointaines, continua sans trop d'encombre. Son histoire dans l'Asie antérieure est assez connue, mais il remporta aussi, autour de l'an 1300, un succès marqué dans une région plus lointaine, en Extrême-Orient. Les successeurs de Gengis-khan, attirés par la masse de leurs conquêtes chinoises et renonçant en fait à la Mongolie, s'étaient transportés dans la région de Pékin, puis à Pékin même, dès 1260 ; c'est là que Marco Polo trouva le grand khan Khoubilai. Or des rapports, sur lesquels malheureusement trop de documents font défaut, s'étaient établis entre les papes et l'empereur mongol de Pékin. A la fin du XIIIe siècle, un missionnaire franciscain, Jean de Monte-Corvino, arriva à Pékin, dont il devint quelques années plus tard le premier archevêque, avec sept suffragants. Cette mission brillante fut sans lendemain, mais là encore de curieux témoignages viennent peu à peu à la lumière. Marco Polo parle longuement d'un prince nestorien, le prince Georges, qu'on considérait de son temps comme le descendant du légendaire Prêtre Jean. Les oncles du prince Georges avaient accueilli Mâr Yahbalahâ III et Rabbân Çauma quand ils se rendaient de Pékin vers Jérusalem. Après le départ de Marco Polo, Monte-Corvino ramena le prince Georges du nestorianisme à la confession romaine. Or, j'ai retrouvé dans un recueil chinois un monument considérable, qui est l'inscription funéraire de ce même prince Georges. Et un de nos consuls a vu naguère en Syrie un évangéliaire syriaque écrit nommément pour « Sarah, sœur du prince Georges, roi des chrétiens ». Qui de nous n'aimerait à manier ce souvenir tangible de personnages si intimement mêlés aux grands voyages et aux grandes missions d'il y a six siècles !

Dans cette revue si rapide, où le temps m'est strictement mesuré, j'ai dû omettre bien des traits qu'il eût valu peut-être de recueillir. Je voulais du moins montrer que les rapports qui s'établirent au XIIIe siècle entre les papes et les Mongols ne procédaient ni d'une chimère, ni d'un caprice. Ils furent toujours fonction de deux grands problèmes, d'abord celui d'une action commune des Mongols et des Occidentaux contre les Mamlouks d'Égypte, puis celui de la conversion des Mongols soit au christianisme, soit à l'islam. Dans les deux cas, le sort a prononcé contre les désirs des pontifes chrétiens. Peut-être n'en pouvait-il être autrement. Mais plus d'une fois le résultat parut assez incertain pour admettre que ce long effort méritait du moins d'être tenté.

Paul PELLIOT,
Membre de l'Institut.

UN CENTENAIRE

ALEXANDRE PETŒFI

Amour et Liberté
(Devise de Petœfi).

Vers le milieu du siècle passé, Alexandre Petœfi était universellement connu et chéri de tous les amis de la poésie et de la liberté. Pour Michelet, Saint-René Taillandier (1) et leurs contemporains, il était le symbole émouvant de cette Hongrie de 1848 qui tenta en vain de briser le joug séculaire de l'Autriche. L'œuvre partielle du poète fut traduite (2) et présentée au public français vers la même époque ; mais des traductions ne peuvent avoir la même action que l'œuvre intégrale et les vers de Petœfi furent vite oubliés. Actuellement, il n'y a plus guère que le nom de ce grand poète lyrique qui nous soit familier. Peut-être les poètes qui ont eu la pieuse idée de fêter le centenaire de ce rare génie (3) réussiront-ils à rendre à Petœfi la place qu'il mérite dans le Panthéon des grands poètes.

*
* *

Il y a peu de poètes dont la vie et l'œuvre soient aussi intimement fondues que la vie et l'œuvre

(1) Saint René Taillandier : *Revue des Deux-Mondes*, 15 février 1851 ; *Bohême et Hongrie* 1869 ; Chassire, *Le poète de la Révolution hongroise*. 1860.

(2) *Traductions de* : H Desbordes-Valmore, Chassin, Auguste Dozon, F. Gauthier, François Coppée.

(3) Le centenaire a été célébré à Paris, à la Sorbonne, le 26 janvier. A l'occasion de ce centenaire MM. Jean de Bonnefon et P. Régnier ont traduit une cinquantaine de poèmes de Petœfi.

d'Alexandre Petœfi. L'une est un beau poème et l'autre est sa vie transposée en vers. Petœfi naquit une nuit d'hiver — la première de l'année 1823 — dans une chaumière paysanne de Kiskœrœs. Son père, un maître-boucher, loua peu après un étal dans un bourg de la Petite-Coumanie, et c'est ainsi que le futur poète passa son enfance au cœur même de la « puzsta », ce pays magyar par excellence qu'il aima passionnément et chanta en vers fameux. Cette plaine qui s'étend à l'infini comme une mer verte, blonde ou blanche selon les saisons, et qui n'est bornée que par le ciel où miroite, les jours d'été, le Délibàb, ce mirage des steppes hongroises, fut sa première éducatrice en lui façonnant une âme éprise d'espaces illimités, de liberté et de rêves sublimes. Comme les « csikos » (1) de l'Alfœld, il resta toute sa vie un fier enfant de la nature, un gars à l'œil hardi, au franc parler, au cœur généreux.

A quinze ans, il n'est plus capable de se plier à la discipline scolaire. D'ailleurs ses parents presque ruinés alors et découragés du peu de progrès de leur fils, qui n'étudie que l'histoire et la littérature, le livrent à ses propres moyens. Le jeune Sandor ne voit que le bonheur d'être libre et il se lance hardiment à la poursuite de ses rêves. Son idéal est de devenir acteur, car le théâtre représente pour lui l'art, la poésie, la gloire. Et alors commence pour lui une vie errante de pauvre hère, vie de privations et d'humiliations. Il est tour à tour stagiste, acteur, soldat, étudiant, copiste, distributeur de programmes puis encore acteur. Les épreuves de ces dures années ne parviennent pas à l'abattre, car il porte en lui une flamme sacrée : la foi en soi génie. Dès qu'il le peut, il lit, s'instruit et met en vers ses rares joies et ses peines fréquentes.

A la fin de l'année 1843, après une tournée désastreuse en Transylvanie, il tombe gravement malade à Debrecen et sans les soins d'un ami et d'une femme charitable, le pauvre comédien eût terminé là sa triste existence. Mais, son heure n'avait pas sonné. Dans son étroite mansarde, il recopia pendant sa convalescence ses poèmes et les réunit en un cahier contenant environ 80 pièces. Avec ce recueil et quelques sous dans sa besace, les vêtements en guenille, il fait à pied, en plein hiver, le trajet de Debrecen à Budapest (200 kilomètres environ). « L'ouragan me chassait une pluie glacée dans le visage, et les larmes que le froid et la misère faisaient couler gelaient sur mes joues. » écrit-il quelques années plus tard.

Arrivé à Pest, après de vaines tentatives auprès des éditeurs, il porte ses poèmes à Vœrœsmarty, le poète le plus populaire de l'époque. Celui-ci les lit, les admire, les fait éditer et Petœfi est tiré de la misère et de l'obscurité où il avait failli mourir. Ses chansons sont bientôt sur toutes les lèvres, et il devient le chantre favori du peuple et de la jeunesse. A part quelques pièces où l'influence étrangère était perceptible, ce premier recueil révélait un talent poétique tout à fait original. Rompant avec la poésie maniérée, à la mode allemande, Petœfi y parlait la langue naïve et simple, rude parfois, des gens du peuple. Il avait créé un genre de poésie vraiment populaire. Ses vers jaillissaient du fond d'une nature primitive, comme l'eau pure de ces puits artésiens que l'on rencontre dans la plaine hongroise. Il chantait ce qu'il avait vu et senti : l'Alfœld et ses auberges délabrées, le puissant Danube et la capricieuse Tisza, les brigands des grands chemins, la misère, le vin et l'ivresse.

Après l'édition de ce premier recueil, Petœfi devient collaborateur d'une revue et gagne suffisamment pour être désormais à l'abri de la misère. Dès lors, il se consacre entièrement à la poésie. Il complète ses études négligées en lisant énormément. Il dévore surtout les œuvres françaises contemporaines (Hugo, Dumas, Lamartine, Béranger), car son goût est très vif pour notre littérature. Par contre, il déteste en général tout ce qui est allemand. Gœthe même lui est antipathique. « Cet homme — écrit-il — avait un cerveau en diamant, mais un cœur en argile. » En 1846, le Petœfi que connaîtra le monde est complètement formé.

C'était un jeune homme élancé, au visage allongé, où brillaient des yeux noirs étonnamment vifs. Il était d'une franchise allant jusqu'à la rudesse, tant avec ses amis qu'avec ses adversaires. D'une force de volonté peu ordinaire, lorsqu'il s'était proposé un but, il s'entêtait à l'atteindre. On raconte qu'à l'âge de huit ans, il eut l'occasion d'observer une éclipse de soleil partielle. Malgré l'avis de son maître l'enfant décida de suivre le phénomène à l'œil nu et pendant tout le temps que dura l'éclipse, il fixa le soleil, ce qui l'éblouit tellement que pendant plusieurs jours il fut complètement aveugle et qu'il lui en resta une faiblesse à l'œil gauche pour toute sa vie. En général, il était extrême, dans ses sentiments comme dans ses actes.

Aussi, sa poésie, comme sa nature ne peuvent-elles s'épanouir tout à fait dans la vie ordinaire : il leur faut des événements exceptionnels. Les dernières années de sa vie ont fourni au poète les inspirations dont il avait besoin : une violente passion d'amour et une révolution.

Au cours d'un voyage au nord de la Hongrie, Petœfi rencontra à un bal la fille de l'inspecteur des biens du comte Karolyi, et dès cette première

(1) Les gardeurs de chevaux de la plaine hongroise.

rencontre il sentit que jamais il n'aimerait d'autres femmes qu'elle. Julie de Szendrey, d'un naturel exalté et romanesque (elle adorait George Sand) fut touchée de l'aveu et des vers que lui fit le fougueux poète, mais ne crut pas de suite à leur sincérité. D'ailleurs, elle savait que jamais ses parents ne consentiraient à accorder sa main à un « faiseur de rime » sans situation, à un baladin qui courait naguère les grands chemins. Petœfi, vexé et désespéré, rentra à Pest et déversa l'amertume de son âme dans des vers si émouvants que Mlle de Szendrey finit par comprendre que l'amour du poète n'était pas seulement un rêve merveilleux, mais serait aussi une merveilleuse réalité, si elle le voulait. La passion de la jeune fille égalant bientôt celle de Petœfi, un an après leur première rencontre, ils célébrèrent leurs noces, et cette union enchantée enrichit la lyre du poète de la seule note qui lui manquait encore : celle du bonheur. Les vers qu'il compose à cette époque sont parmi les plus beaux de la littérature hongroise. Le jour de son mariage, il écrit une page qui rappelle par son allure dithyrambique les lignes tracées par Pascal, la nuit du 23 novembre 1654. Mais les événements politiques ne laissent pas longtemps le poète à son bonheur. L'année 1848, si importante dans l'histoire de la Hongrie, commence, et Petœfi pressent la révolution qui va éclater. Fidèle à sa devise, il est prêt à sacrifier son amour pour la cause sacrée de la liberté. Il étudie la Révolution : il lit « l'Histoire des Girondins», l'«Esprit de la Révolution et de la Constitution de France» de Saint-Just qui devient son livre de chevet et sur la première page duquel il inscrit : «Le trésor de Petœfi ». Il observe avec impatience les événements de France, car il sait que le jour où l'on élèvera des barricades à Paris, toute, l'Europe se soulèvera contre « la tyrannie ». Et, en effet, les journées de février déclanchent la révolution de mars en Hongrie. Petœfi donne le signal du mouvement en déclamant, le matin du 15 mars, son chant national de *Talpra Magyar!* (Debout, Hongrois), une vraie *Marseillaise*. Le même jour ces vers sont imprimés sans la permission de la censure et par cet acte, la liberté de presse est conquise. Par ses discours enflammés, par son ardeur révolutionnaire, Petœfi suscite à Pest l'enthousiasme général. La jeunesse et le peuple l'idolâtrent et en ces premières journées d'émancipation, le poète atteint à l'apogée de sa popularité. Mais cela ne dure guère. Entraîné par le démon qui le possède, Petœfi voudrait, pour son pays, une révolution aussi radicale que celle de 1789 en France. Or, le gros de la nation hongroise est satisfaite des droits constitutionnels, accordés en hâte par la cour de Vienne, dès la première alerte, et ne songe pas à renverser l'empereur-roi. Le poète reste bientôt presque seul avec ses rêves de liberté et de bonheur universels.

Heureusement pour lui, la révolution hongroise se transforme presqu'aussitôt en lutte pour l'indépendance nationale et le poète communie de nouveau avec la nation, dans l'amour de la patrie. Le poète qui a chanté tour à tour la tristesse, la joie, l'amour, enfle sa voix et entonne des fanfares guerrières et des odes à la liberté pour laquelle il veut mourir (1). Et le Dieu des Hongrois, qui aime les héros et les poètes, exauce ses vœux ; il permet au poète de finir en beauté, de mourir en héros. Lorsque son pays fut attaqué par les forces dix fois supérieures des Autrichiens et des Russes, notre poète-citoyen s'arracha des bras de sa jeune épouse qui venait de mettre un fils au monde et partit combattre en Transylvanie. Le légendaire général polonais Bem l'attacha à sa personne en qualité d'aide de camp et fit son possible pour conserver à la Hongrie son grand barde national et aux armées celui dont les chants décuplaient le courage des combattants ; mais un jour de bataille (le 31 juillet 1849) à Segesvar, où il eut à tenir tête à 16.000 Russes avec 2.400 « honvéds » (2), le cher poète disparut et son corps fut jeté dans la fosse commune. Ainsi s'accomplit le destin que son imagination poétique avait pressenti.

***

Alexandre Petœfi était apparu au firmament hongrois comme un météore qui brille quelques instants d'un feu incomparable puis disparaît soudain, et, de même que la lumière fantastique du phénomène céleste reste longtemps dans le souvenir de ceux qui l'ont aperçue, la chaleur rayonnante de ses vers réchauffera longtemps l'âme des générations magyares et celle des amis de la vraie poésie qui ont appris à connaître un peu Petœfi à travers les traductions fragmentaires et imparfaites de son œuvre. Pour bien des gens, Alexandre Petœfi, n'est que le Tyrtée génial de la révolution hongroise. Or, comme nous l'avons indiqué — à cause du manque de place, bien trop brièvement, il est vrai — sa poésie révolutionnaire n'est qu'*une* des manifestations de sa veine lyrique d'une diversité et d'une fécondité remarquables. Ce poète, mort à 26 ans a parcouru toute la gamme des sentiments humains et sa lyre les a tous exprimés, avec art et sincérité. Chacune de ses chansons populaires, de ses hymnes à la nature, à l'amour, à la

(1) « Une pensée me tourmente », traduction de Jean de Bonnefon et P. Régnier.
(2) Gardes nationaux.

patrie, de ses odes à la liberté, de ses élégies, de ses poésies descriptives et philosophiques, de ses épopées satiriques et héroï-comiques est un miroir cristallin qui reflète une parcelle de sa nature poétique ardente. Quoiqu'il ne soit d'aucune école — « Je suis la fleur sauvage de la nature absolue », écrit-il — il est romantique par tempérament. Il l'est par son imagination flamboyante, par son instabilité perpétuelle, et aussi par toutes ses conceptions littéraires, sociales et politiques. En tout cas, c'est un prodigieux poète lyrique, le plus grand de la littérature hongroise et l'un parmi les grands de la littérature mondiale.

P.-E.-G. Régnier.

LE SOLITAIRE

(*Nouvelle*)

Voici que les premières lueurs du jour commencent à paraître.

A l'Orient, sur les cimes des montagnes d'où sort la Durance, les neiges rougeoient.

Les hauts massifs alpestres se détachent comme cernés d'or ou de fer incandescent.

Au ciel les étoiles s'éteignent une à une.

Le jour se lève et l'énorme disque rouge du soleil apparaît au-dessus des Alpes.

D'un seul coup, ses rayons obliques vont illuminer toute la vallée et le lit du fleuve dont les cailloux polis resplendissent soudain.

Mais les vallons qui viennent y aboutir, au creux desquels croissent en chaos les chênes centenaires, les yeuses toujours verts et les genévriers à l'odeur farouche, les vallons frais et calmes dorment encore dans la douce lumière diffuse.

Des pans de brume trainent comme des voiles déchirés aux flancs des coteaux silencieux.

La forêt qui sommeille moutonne par dessus vallons, gorges et collines.

Elle est si vaste que l'on ne peut en concevoir le commencement ni la fin.

Elle vient de l'horizon incertain d'un côté pour mourir au bord du fleuve, reprendre avec une nouvelle vigueur sur l'autre rive et s'en aller tout là-bas, là-bas vers les montagnes bleues et mauves où la neige met de larges taches éclatantes.

Elle couvre la vaste étendue de ses lentes et onduleuses vagues de frondaisons et de feuillages figées dans leur verte impassibilité.

Cette mer est immense et immobile.

Les grands chênes centenaires, où les premiers bourgeons commencent à peine à paraître comme une tendre brume verte, dominent de leur énorme ramure les bouquets d'yeuses et les taillis de noisetiers et de genévriers.

Au fond de la gorge, au sein d'un massif de buis épais, affalé tout d'un bloc sur le tapis de feuilles mortes, dans l'ombre fraîche et humide, le grand solitaire dort son sommeil paisible de bête repue.

Il a « viandé » toute la nuit, dans les champs et les vergers, au long de la Durance.

Fouillant de son boutoir solide le sol meuble des cultures, il s'est gavé de pommes de terre, de tendres haricots, d'oignons acides et sucrés.

Fourrageant, en bordure du bois de chênes, pour voir s'il ne trouverait pas une truffe délectable, dans la lumière d'argent du clair de lune qui projette sur le sol bleu de la clairière sa silhouette rude et trapue de vieux pillard, il a découvert une « rabouillère » où une mère lapine avait soigneusement caché ses petits nouveaux-nés, douillettement couchés au milieu d'une boule de poils soyeux qu'elle s'était arrachés elle-même du ventre.

Les petits lapins étaient tendres et chauds.

Le grand sanglier les a mangés avec un grognement de plaisir voluptueux, puis il est rentré au bois regagner sa bauge, car l'aurore s'annonçait.

Il a « souillé » dans le lit glaiseux de la source forestière. Il s'est délicieusement roulé dans la bonne boue jaune qui colle aux soies et qui tient frais.

En grognant de joie satisfaite, il a bu l'eau bourbeuse où il a soufflé bruyamment pour le plaisir d'y voir monter des bulles et de sentir le gargouillement de l'eau dans ses naseaux.

Il est allé ensuite se frotter vigoureusement l'échine au pied du vieux pin où tous ses congénères de la région viennent se gratter de temps immémorial et qu'ils ont si bien poli, usé et aminci au contact de leurs rudes soies brunes.

Puis, il s'est retiré dans son fort et, maintenant, il dort, digérant son repas de la nuit : les pommes de terre, les truffes, les oignons et les petits lapins.

Il dort et il rêve qu'il rencontre, dans un sillon où le blé commence à lever, un nid de perdreaux et qu'il dévore les œufs à moitié couvés pendant que la mère crie, s'agite et bat en vain des ailes autour de son boutoir frémissant de plaisir où dégoulinent les jaunes sanguinolents.

A ce doux rêve, la rude peau qui couvre sa face se plisse, ses grandes écoutes noires s'agitent joyeusement tandis que ses énormes machoires s'entrouvrent dans un crispement béat...

Tout d'un coup, le voici dressé d'un bond sur ses pieds fourchus.

Le groin tendu, la gueule à demi ouverte, les oreilles fixes et pointées, son petit œil étincelant, il écoute de toute son attention un bruit soudain qui l'a tiré de son profond sommeil.

Au bas de la gorge, du côté de la source où il a bu ce matin, un aboi de chien vient de s'élever.

C'est un long cri, sonore et grave, puissant comme le son de l'oliphant de guerre des anciens preux.

Il vibre dans l'air calme du matin, prolongé et monotone, sans aucune modulation.

Le solitaire grogne, gratte nerveusement le sol du pied, envoie un coup de boutoir dans un rejeton de genièvre que ses défenses arrachent et projettent en l'air.

De nouveau l'aboi retentit, encore plus grave, plus triste, plus prolongé.

Il part toujours de là-bas, de la source sous les noisetiers.

C'est le cri d'un chien qui vient de relever une piste et auquel il importe peu que toute la forêt et toute la montagne en soient averties. C'est un avis qu'il lance et qui signifie : « Bêtes fauves de ce bois, de ces collines, je vais chasser : prenez garde à vous ».

Le solitaire n'en a cure.

Il a reconnu la voix d'un ennemi qu'il ne veut pas craindre.

***

Il se recouche en grognant, laisse tomber son groin parmi les feuilles sèches, ferme les yeux et semble se rendormir.

Mais il écoute de toute son attention la clameur montant de la gorge. Celle-ci amplifie et répercute le cri lugubre qui roule dans le brouillard du matin, s'accroche aux branches des chênes, rebondit le long des rochers abrupts, court sur les étendues de lavande et de thym, vient s'étouffer dans les fourrées d'yeuses et dans les ronciers qui, pêle-mêle avec les houx et les buis, emplissent le fond de la gorge.

Le chien, maintenant, a été lâché, car sa voix se déplace.

Les aboiements, d'abord très espacés l'un de l'autre, paraissent se précipiter. Ils sont maintenant modulés en sourds trémolos.

Tantôt, ils semblent plus lointains, tantôt plus rapprochés, suivant qu'ils partent d'en deçà ou d'au delà de la crête boisée.

Le vieux solitaire suit de l'ouïe le chemin que parcourt le chien à travers la forêt.

Il lui semble bien que c'est sur sa voie nocturne que son ennemi est lancé.

La prudence lui conseillerait de se lever et de s'enfuir; mais il a bien et beaucoup mangé cette nuit. Sa bauge est fraîche et humide, le soleil, maintenant, a dispersé les vapeurs du matin et doit échauffer les crêtes qu'il éclaire.

Le grand sanglier se retourne en grognant : peu lui chaut que l'on vienne à lui?

Il est bien là où il est.

Il est solide, vigoureux et fort ; ses défenses sont longues et aiguisées comme des lames de poignard.

D'un coup de boutoir, selon sa mode brutale et farouche de combattre, il enverra rouler loin de lui, éventré et sanglant, la tripaille fumant au soleil, le chien assez téméraire pour l'attaquer.

Que lui importe un ennemi qu'il ne craint pas ?

Mais voici que d'autres voix sonores se joignent à la première : d'autres chiens encore ont été lancés sur sa trace.

Les aboiements roulent maintenant de façon presque continue ; ils se rapprochent.

Ce n'est plus un ennemi qu'il lui faudra combattre, c'est avec toute une meute qu'il va falloir ruser.

Il serait peut-être plus sage d'éviter le combat et de fuir.

C'est l'extrémité à laquelle se résout le vieux sanglier.

A regret, le solitaire se lève de sa bauge, compte encore ses ennemis qui se rapprochent.

Tous ses poils, rudement, se hérissent, puis il couche les oreilles et s'en va, noblement, au trot, en dodelinant de la tête et en grommelant.

Il grimpe la colline, trottant, grognant, souf-

flant, se glissant au travers des fourrés, entre les rochers abrupts avec une souplesse incroyable dans un corps si trapu.

Il s'arrête parfois pour écouter la voix de la meute qui monte maintenant du fond de la combe, toujours plus chaude, toujours plus pressée.

Un moment les aboiements se taisent. La forêt semble rendue à l'immobilité et au sommeil.

Le silence paraît plus grand parce qu'il est plus soudain ; c'est comme un grand repos dans une chanson guerrière, comme le vent qui tomberait en plein orage.

Le solitaire se hérisse, tend son boutoir, pointe ses oreilles.

Que va-t-il se passer?

Quelques secondes de silence encore...

Tout d'un coup, sonores, joyeuses et folles, vibrantes et éclatantes comme des fanfares de victoire, les voix des chiens reprennent toutes à la fois avec un entrain nouveau et font rage.

Il sont arrivés à la bauge que le solitaire vient de quitter ; ils sont partis hurlant à plein gosier sur la voie fraîche : la chasse est lancée !

Le vallon tout entier retentit et résonne ; les flancs des coteaux boisés se renvoient en cascades les hurlements et les aboiements du sauvage concert.

Basse et profonde, la voix du vieux chien de tête domine l'ensemble, où la chanson plus aiguë des chiennes perce par moment.

Le grand vieux sanglier s'arrête un court instant, grogne, prend son parti, bondit en avant, et, dans un fracas de branches brisées, fonce à travers bois, écrasant les buis et les genièvres, les veuses et les épines, les ronces et les noisetiers.

Sur sa trace, à toute allure, donnant de la voix à pleine gorge, la chasse dévale, monte, descend, fonce, bondit.

*
* *

De rochers en fourrés, de clairières en taillis, de bois en plaines, par les combes et le long des crêtes, par les frais vallons ombreux et par les cimes dénudées et ensoleillées des collines, le solitaire va grand train.

Son pied fourchu s'accroche aux rochers escarpés, s'enfonce dans la boue des bas-fonds et des souilles, résonne avec un bruit de grêle sur les feuilles sèches qui couvrent le sol des chênaies.

Il grogne, souffle, renifle, se jette au plus profond des taillis les plus impénétrables, revient sur ses pas, coupe sa voie, traverse les ruisseaux et les mares, feinte, fait des défauts, donne en plein dans les hardes de sangliers pour chercher le change ; mais, toujours, la meute est sur sa trace.

Si, parfois, les voix se taisent un instant, c'est pour que, bientôt, la basse grave du rapprocheur éclate et que toutes les autres voix, chantant à l'unisson, reprennent en chœur avec elle la rude et chaude chanson des chiens en pleine chasse.

La matinée passe.

Le vieux solitaire se sent lassé.

Sa ventrée de la nuit et la copieuse quantité d'eau qu'il a bue en rentrant en forêt l'alourdissent.

D'ailleurs sa colère augmente: il n'a plus envie de fuir devant ces ennemis qui hurlent sur sa trace.

Mieux vaut le combat.

*
* *

Il plonge dans une combe où il sait trouver le tronc d'un vieux chêne mort, au milieu d'une clairière étroite et nette, véritable champ clos pour une bataille à mort.

Il arrive à la souche desséchée et qui s'érige, ferme comme un roc.

Il aiguise ses défenses à la rugueuse écorce, s'accule à l'arbre et attend ses ennemis, les soies hérissées, l'œil injecté de sang.

De tous temps, ses pareils, solidement armés comme lui, courageux et rudes jouteurs, grands vieux sangliers à l'humeur farouche et morose, maîtres redoutés des bois dont ils sont les barons pillards, ont lutté ainsi, adossés à un chêne, face à la meute hurlante des chiens.

Dans nos montagnes, dans nos bois hantés par les grands solitaires, les chasses des Volsques, des Romains, des Ligures, des Maures et des Francs ont roulé leur bruyantes fanfares, et les chiens de toutes races, de tous temps, ont, avec le même courage et la même ténacité, hurlé férocement au poil des sangliers farouches.

Au pied de ce vieux chêne millénaire si commode pour s'en faire un abri combien de grands vieux sangliers, de ragots, de vieilles laies ou de solitaires ont-ils dû s'appuyer pour faire face à leurs ennemis et lutter courageusement et loyalement, crocs contre défenses, le nombre

contre la force, à poids divers, à armures diverses, mais à courage égal, jusqu'à ce qu'un épieu ou un couteau tendu par un homme vienne mettre fin à la terrible bataille, ou que le sanglier, d'un grand coup de boutoir, dans un élan superbe, bousculant les chiens cramponnés à ses écoutes et tout saignants de leurs blessures et des siennes, envoie rouler au sol le chasseur téméraire mais assez courageux pour tenter le risque du brutal corps-à-corps...

Mais voici les chiens qui débouchent et vont se jeter sur lui, comme la tradition qu'il a reçue de ses pères le lui a appris. Il se carre, prêt à recevoir le choc de la meute hurlante.

Il s'apprête à frapper du boutoir l'ennemi qui le charge, car c'est, depuis toujours, la mode de sa race de combattre, et, vieux sanglier, il n'a pas dégénéré du courage de ses ancêtres.

Les adversaires vont se joindre et le combat séculaire se déroulera avec la violence et la fougue de toujours.

Les chiens, lancés à toute allure, en jaillissant hors du taillis, du même élan, se jettent sur lui.

Une épaule heurte violemment son épaule. Une mâchoire claque et se referme, emprisonnant son oreille droite; mais d'un coup de boutoir, il a éventré et envoyé à six pas l'assaillant, qui se précipitait sur son écoute gauche.

Le grand griffon gît maintenant sur le sol, le ventre ouvert comme un veau à l'étal et ses membres, dressés vers le ciel, s'agitent en saccades.

La meute marque un instant d'arrêt ; les voix montent de nouveau en longs hurlements, chantant la défense au ferme, la bataille à mort, le noble tumulte du combat.

Les vallons, les cols, les rochers, les collines reprennent en écho ce chant de guerre qu'ils connaissent si bien et qui les éveille depuis de si longs temps.

La montagne, les chênes semblent rajeunir de vingt siècles, car la chanson de bataille des chiens est immuable comme leur ardeur et comme le courage de leur ennemi. Ce sont ces mêmes aboiements que les arbres et les roches ont entendus lorsque les guerriers volsques ou les légionnaires romains poursuivaient à l'épieu les solitaires énormes. Ils se souviennent et en sont joyeux.

La meute se jette à nouveau sur le fauve.

Celui-ci fonce à coup de boutoir dans la masse grouillante et hurlante autour de lui et qu'il ouvre comme un soc fend la glèbe des champs.

Il se bat terriblement mais en silence, pour sa vie et pour satisfaire son honneur et la soif de sang de sa colère, l'œil étincelant sous la rude soie qui le couvre.

Un morceau d'entrailles pend à ses défenses, comme une loque sanglante.

Un griffon tricolore hurle, l'épaule arrachée.

Un autre, silencieux et farouche, lèche le sang qui jaillit de sa poitrine aux spasmes rythmés de son cœur.

Une chienne gémit, le flanc perforé comme par un poignard.

Le cercle s'élargit autour du solitaire qui grogne sourdement.

Les chiens reculent, les poils hérissés, les crocs ensanglantés à nus, et grondent entre leurs babines retroussées.

Le grand sanglier a l'honneur du combat.

Mais voici l'homme qui paraît.

A son approche, les chênes et les yeuses frémissent, car ils ont vu les guerriers anciens s'élancer, le fer au poing, sur le solitaire acculé. Ils connaissent le geste courageux et final.

Le vieux sanglier aussi sait ce qu'il doit faire.

L'homme le domine de sa taille, cependant il n'en a nulle peur et se carre, prêt à frapper cet adversaire nouveau comme les autres et à l'envoyer rouler au loin, sanglant, sur ses chiens agonisants et vaincus... Il fonce.

Mais une détonation a retenti.

Le vieux sanglier, surpris, sent un choc à la poitrine.

Le sang jaillit et la vie lui monte à la gorge avec un flot d'écume sanguinolante.

Il s'étouffe, s'agenouille et s'affaisse en écrasant un chien, tandis que la meute se précipite sur lui, à la curée.

Il tombe, vaincu à son tour, et ses petits yeux de braise, qui s'éteignent, contemplent avec rage, stupeur et mépris cet homme nouveau, adversaire étrange et lâche, qui l'a frappé de loin.

Jean-Toussaint SAMAT.

LA GRANDE INDUSTRIE ALLEMANDE CONTRE L'ÉTAT

Une des conséquences de la révolution en Allemagne a été la dislocation de l'Etat. Elle n'était pas imprévue : des hommes politiques qui connaissaient bien leurs concitoyens, Bismark dans ses *Pensées et souvenirs*, le prince de Bulow dans la *Politique allemande*, avaient prédit que la révolution engendrerait chez eux l'anarchie et l'affaissement moral ; l'expérience des faits a confirmé cette prévision. Phénomène d'autant plus remarquable que l'Etat allemand, tel que ses théoriciens l'ont conçu et ses créateurs l'ont réalisé, cet Etat que Hegel avait déifié pour l'instituer au-dessus de la nation et lui sacrifier sans pitié l'individu, était le symbole de l'Etat fort. A la condition de ne pas être ébranlé dans ses bases. Or la défaite militaire et la révolution ne l'ont pas seulement frappé à la tête ; elles ont à peu près détruit l'armée, anémié et démoralisé le corps des fonctionnaires sur lequel il s'appuyait et l'ont laissé désarmé contre les puissances nouvelles, grandies à la faveur des circonstances, les syndicats ouvriers et les associations patronales. Les premiers ont renversé le Gouvernement, mais jusqu'à présent, ce sont les grands industriels qui ont profité de leur victoire.

En Allemagne, comme chez les autres belligérants, les exigences de la défense nationale ont donné à l'industrie un prodigieux essor. En même temps son rôle s'est trouvé grandi par l'influence que ses représentants ont prise sur le Gouvernement, lequel ne pouvait pas se passer d'eux. Nous avons constaté ce fait dans les autres pays, mais tandis que dans ceux-ci le retour à l'état de paix a remis à peu près les choses en place, la révolution allemande, par les bouleversements sociaux qu'elle a causés, a empêché le retour à l'équilibre. En amenant au pouvoir les représentants des masses ouvrières qui en ont profité pour introduire dans la Constitution et mettre en pratique les principes de la démocratie la plus avancée, elle a déterminé de la part des groupements patronaux une vive réaction. Ceux-ci ont compris que leur existence même était en cause et ils se sont organisés pour la lutte. Ils ont d'ailleurs été assez habiles pour ne pas heurter trop violemment le sentiment des ouvriers. Réunis avec les syndicats ouvriers dans les communautés de travail qui s'étaient formées en 1918, ils ont étudié de concert avec eux les problèmes si nombreux et si complexes que posait le nouvel état de choses, ce qui ne les a pas empêchés de prendre nettement position lorsque les principes fondamentaux étaient en cause et de dresser un obstacle infranchissable en face des revendications ouvrières lorsqu'elles menaçaient la prospérité industrielle. C'est ainsi que les groupements patronaux ont réussi à écarter les projets de socialisation des industries nationales dont le parti socialiste, arrivé au pouvoir, avait fait un des articles essentiels de son programme.

La grande industrie allemande, en effet, a vu sa force croître depuis la guerre avec une incroyable rapidité. Groupés dans quelques énormes consortiums qui englobent toute une série d'industries, depuis la matière brute extraite du sol, jusqu'au produit fini le plus perfectionné, les industriels représentent une puissance matérielle et morale avec laquelle le Gouvernement est obligé de compter, d'autant plus que l'Etat allemand, de l'aveu des Allemands eux-mêmes, est en décomposition. Privé de ses appuis traditionnels, il n'en a pas encore retrouvé d'autres, les socialistes eux-mêmes, pour avoir cru à l'idée des Conseils, lui ont retiré la confiance qu'ils avaient autrefois en sa toute-puissance. Aux prises avec les difficultés extérieures que lui cause l'exécution de traité de Versailles, il est obligé à l'intérieur de faire face à celles qui résultent de sa déconfiture financière.

En face de cette détresse, les industriels voient leur force accrue de la puissance que leur donnent leurs énormes richesses ; l'avilissement de sa monnaie a ruiné les trois quarts de la population allemande ; la moyenne et petite bourgeoisie, les intellectuels, les fonctionnaires, les rentiers, les retraités sont réduits à une misère dont nous nous faisons difficilement une idée. Il s'est produit en Allemagne, sans violentes secousses, une expropriation presque aussi complète que celle que l'avènement du communisme a déterminée en Russie. Seuls les industriels ont trouvé le moyen d'échapper au désastre ; ils en ont même profité pour accroître leurs gains, beaucoup plus qu'ils ne l'auraient pu en temps normal. La dépréciation progressive du mark leur a permis de développer leurs exportations, par conséquent leur a donné le moyen de se constituer des réserves en devises étrangères et de soustraire ainsi une partie de leur capital à la réduction forcée qui l'attendait en Allemagne. Ils ont eu aussi des facilités particulières pour la mettre à l'abri en achetant des propriétés foncières et en développant l'outillage de leurs usines, de manière à augmenter leur puissance de production.

Les richesses qu'ils ont gagnées au détriment de

la masse, les ont-ils mises à la disposition de l'Etat pour l'aider à sortir de ses difficultés financières ? Ils s'y sont toujours refusés, ou, s'ils ont offert leur concours au Gouvernement, c'est à des conditions telles que celui-ci, quelque faible qu'il fût, n'a pas pu les accepter. Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, le seul impôt direct qui rentre régulièrement est l'impôt sur les traitements et salaires, parce qu'il est retenu automatiquement tous les mois. Les impôts frappant les autres revenus, lorsqu'ils sont payés, le sont avec un retard tel que les sommes versées ne représentent qu'une faible partie de la taxe portée sur les rôles, la valeur du mark s'étant dépréciée dans l'intervalle. Les industriels ont toujours opposé la force d'inertie ou des refus formels aux demandes que le Gouvernement leur a adressées lorsqu'il s'est agi de gager des emprunts. Ils ont essayé d'en profiter pour se faire attribuer la propriété de tous les chemins de fer de l'Allemagne, sous le prétexte que ces chemins de fer étaient mal administrés par l'Etat, qui n'en tirait pas un bon parti. Récemment encore, lorsqu'il fut question de stabiliser le mark, ils s'y sont montrés violemment hostiles, en alléguant que cette mesure ruinerait l'industrie allemande. Les social-démocrates n'ont pas manqué, à cette occasion, de dénoncer leur égoïsme et leur appétit de lucre jamais satisfait.

L'influence des industriels sur le Gouvernement s'exerce en dehors de l'action des partis au Reichstag ; le parti populaire, qui les représente, compte seulement 62 membres. Ils sont trop habiles pour chercher à gouverner directement, tandis que les syndicats ouvriers auraient trouvé naturel de constituer le Gouvernement exclusif des travailleurs qui n'aurait été responsable ni envers le Parlement, ni envers les électeurs. Ce qu'ils veulent, c'est conserver un pouvoir de façade qui encoure toutes les responsabilités aux yeux du peuple allemand et de l'étranger ; ils jouissent ainsi d'une liberté dont ils ne pourraient pas user s'ils étaient officiellement les dirigeants de l'Allemagne.

Il faut bien tenir compte aussi de la manière dont le régime parlementaire fonctionne en Allemagne. Ce n'est pas le système majoritaire tel qu'en Angleterre, ou même en France, où la minorité se soumet, de gré ou de force, à la loi du nombre. Jusqu'à présent il ne s'est pas acclimaté chez les Allemands ; ils se font gloire de l'antagonisme, irréductible, qui existe entre l'esprit germanique et la démocratie occidentale. Le régime des partis, disent-ils, est incompatible avec le sentiment, si profond au cœur de tout Prussien, que chacun doit se sacrifier à l'intérêt national. Ce qu'il faut au peuple, ce ne sont pas des élections qui lui donnent le droit de voter périodiquement pour les candidats qu'ont désignés les partis. Bien meilleur est le système fondé sur les compétences et les hiérarchies sociales, qui attribue à chacun, proportionnellement à ses capacités pratiques, morales, intellectuelles, une part déterminée d'autorité et d'obéissance. C'est le système des conseils, fondé sur une solide organisation professionnelle. L'Allemagne est aujourd'hui le seul pays dont la Constitution reconnaisse la représentation professionnelle à côté de la représentation politique. Le Conseil économique d'Empire fonctionne parallèlement au Reichstag, lequel jalouse son influence toujours grandissante. Les industriels vont jusqu'à dire que la représentation des intérêts doit se substituer entièrement à celle des partis.

Ils se sentent tellement sûrs de leur pouvoir que les journaux de Stinnes ont reproché au Gouvernement de n'avoir pas consulté l'industrie allemance au sujet des propositions qu'il a formulées à Londres au commencement de décembre. Cette fois, le scandale fut tel que le chancelier Cuno y fit allusion au Conseil économique du Reich et revendiqua pour le Gouvernement le droit de diriger la politique du pays, l'influence légitime des milieux économiques, dit-il, devant se subordonner à l'action gouvernementale. La plus importante des fédérations industrielles allemandes, l'*Union d'Empire de l'industrie*, crut aussi devoir faire une déclaration à ce sujet et affirmer son loyalisme dans la difficile situation actuelle de l'Allemagne. L'industrie, dit-elle, est prête à collaborer avec le Gouvernement, et les rumeurs qui tendent à la montrer en désaccord avec lui sont criminelles.

D'autre part, les partis politiques opposés au parti populaire ont saisi l'occasion qui leur était offerte pour condamner l'attitude des industriels. Citons seulement les réflexions assez justes de la *Gazette de Francfort*, disant à ce propos qu'il est faux de parler comme le fait l'usage courant de « l' » industrie allemande, voire de « l' » économie allemande : celle-ci n'existe en réalité pas. Comme conception politique, pour la bonne raison que l'ensemble des industriels allemands n'ont pas, sur les réparations, ni sur la question gouvernementale, une manière de voir unanime, pour ainsi dire professionnelle. Ce qui existe, c'est un groupement devenu puissant pendant la guerre et dont les dirigeants n'exercent une influence que grâce à l'effacement habituel de leurs partenaires. Au fond, les industriels sont loin de s'accorder entre eux : ils l'ont montré toutes les fois qu'il s'est agi de venir en aide au Gouvernement pour le rétablissement des finances, l'emprunt international ou les réparations en nature ; ils n'ont jamais eu

qu'une politique négative, chaque groupement ne sachant que critiquer et rejeter ce que proposaient les autres.

Mais un lien solide les unit : leur passion pour la grandeur de l'Allemagne. Ils continuent à poursuivre la réalisation du rêve de domination universelle qui hante les cerveaux allemands depuis Leibnitz. Voilà plus de deux siècles qu'il revendiquait les droits de l'Allemagne sur toute la France de l'est, depuis Metz jusqu'à la Provence, y compris le Dauphiné, le Lyonnais et toute la rive gauche du Rhône ; il leur conseillait, pour y parvenir, de susciter contre la France une guerre commerciale qui lui ferait plus de mal, disait-il, que dix armées. Les esprits n'étaient pas mûrs au XVIIe siècle pour s'assimiler cette doctrine, mais depuis sont passés Fichte, Hegel, Treisck et les autres apôtres du pangermanisme. Le grain qu'ils ont semé a trouvé le sol bien préparé ; la moisson a levé et n'est certes pas celle qu'avaient espérée les philosophes et les littérateurs français du XIXe siècle, qui, à la suite de Mme de Stael, s'étaient forgé de l'Allemagne une idée si incomplète.

A l'Allemagne des philosophes a succédé celle des soldats. Nous avons aujourd'hui celle des industriels. Leur patriotisme, hypertrophié jusqu'au nationalisme le plus outré, s'allie, nous l'avons vu avec leur mépris pour l'Etat allemand. Pour réaliser leurs désirs de voir l'Allemagne de plus en plus puissante, ils ne cessent pas d'indiquer comme le plus sûr moyen le développement de toutes ses forces de production. Eux-mêmes y ont concouru de leur mieux, en travaillant avec une ténacité prodigieuse au progrès de leurs entreprises. Citons seulement l'amélioration constante de la technique, la création de groupements qui facilitent l'abaissement du prix de revient, la recherche des débouchés. Indirectement aussi, en contraignant l'Etat à réagir contre les exigences socialistes, qui diminuent le rendement des ouvriers par la réduction des heures de travail. Ils ont même abusé de l'Etat, trop faible ou complice, en se faisant octroyer toutes sortes de faveurs sous la forme de réductions d'impôts et de subventions ouvertes ou déguisées.

Le parti populaire a adopté leur programme. A la base de la production se trouvent l'extraction du charbon et la culture des céréales. Il faut donc supprimer les livraisons de charbon à l'Entente pour laisser à l'industrie allemande celui dont elle a besoin et en finir avec le système de contrainte économique qui écrase l'agriculture allemande. Il faut aussi renoncer à l'absurde politique fiscale qui empêche la formation des capitaux et favorise outre mesure la consommation ; cela revient à dire qu'il faut ménager les grosses fortunes.

Par-dessus tout, il faut affranchir l'Allemagne des sujétions auxquelles elle est soumise et qui font que l'Allemand est traité dans le monde « comme un homme de droit inférieur ». Il doit jouir des mêmes avantages commerciaux que les autres peuples.

L'état d'esprit des industriels est bien net : ils refusent de reconnaître les obligations du traité de Versailles. Après avoir tant fait pour pousser l'Allemagne à la guerre, dont ils espéraient profiter pour écraser les industries françaises et belges, ils ne veulent pas reconnaître qu'elle l'a perdue, ou plutôt, malgré la défaite militaire, ils prétendent gagner la victoire économique. La bataille que nous leur livrons aujourd'hui dans la Ruhr doit être menée jusqu'au bout pour leur enlever à jamais cet espoir. Cette action directe sera plus efficace que les interventions à Berlin. Après avoir vaincu les armées de l'Allemagne, nous ferons plier ses industriels.

Antoine DE TARLÉ.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LE PROBLÈME TURC

Au moment où la politique énergique de M. Poincaré met enfin quelque clarté dans les relations franco-allemandes, et, en affirmant notre volonté d'exercer jusqu'au bout les droits de la victoire, écarte, du moins pour un temps, les dangers d'une guerre de revanche, voici que l'échec de la Conférence de Lausanne menace de rallumer dans l'Orient un incendie dont il est impossible de prévoir les conséquences. La situation s'est éclaircie sur le Rhin parce que la France s'est décidée à agir seule, suivie immédiatement par la Belgique, dont les intérêts sont étroitement solidaires des siens ; elle se complique en Orient parce qu'à Lausanne on s'est trouvé dans l'obligation d'établir entre les Alliés un concert qui, décidément, est difficilement réalisable, et que l'adversaire turc, reprenant, en somme, les traditions d'Abdul-Hamid, a su profiter des hésitations et des divisions des puissances occidentales.

Il n'est pas douteux que la Turquie a joué là un jeu extrêmement dangereux. Les nationalistes d'Angora, dont l'extrême gauche semble avoir débordé les éléments modérés, représentés, dit-on, par Mustapha-Kemal et par Ismet-Pacha, finiront probablement par être les mauvais marchands de leur politique intransigeante et hasardeuse ; mais,

avant que l'heure du châtiment ait sonné, il y aura, sans doute, beaucoup de dégâts dont la France, hélas! fera les principaux frais. Qu'elle se résigne à suivre la politique anglaise, ou qu'elle continue à essayer de concilier le désir de maintenir l'Entente cordiale et la chimère d'une amitié turque, qu'elle aide l'alliée britannique à mettre à la raison l'orgueil insensé des gens d'Angora, ou qu'elle s'ingénie encore à servir d'arbitre, ses intérêts économiques et son influence intellectuelle dans le Levant n'en seront pas moins menacés. A moins d'un redressement difficile, il semble qu'elle payera fort cher les erreurs de la politique hésitante et pusillanime qu'elle a faite en Orient depuis 1918.

Bien des fautes, en effet, ont été commises depuis l'armistice qui paraissait mettre la Turquie aux abois; mais peut-être ces fautes étaient-elles inévitables, étant donné la façon dont le problème a été posé à ses débuts, et l'obligation où nous nous sommes trouvés de faire des sacrifices continuels à notre désir de maintenir coûte que coûte l'entente franco-anglaise, et de ménager une alliée qui n'a eu ni la générosité, ni l'habileté suprême de sacrifier ses intérêts immédiats à une union intime qui eût assuré pour longtemps la paix du monde.

***

On l'a dit, hélas! avec trop de raison dans la presse de tous les pays qui n'étaient pas directement intéressés, la conférence de Lausanne ne fut rien moins qu'une page glorieuse pour la diplomatie de l'Europe occidentale. Ce ne fut, en effet, qu'une longue suite de capitulations et de défaites devant l'intransigeance ottomane.

« L'opinion publique, écrit un publiciste belge dans la revue *Le Flambeau*, voudrait que cette intransigeance ottomane pût s'expliquer par les efforts que les Alliés, malgré leur résignation exemplaire, ont faits en faveur de quelques revendications essentielles de leur programme. Elle serait heureuse d'apprendre que la rupture s'est produite sur les questions humanitaires, celles des minorités ou celle du foyer national arménien. Hélas! l'opinion publique se trompe. Si par miracle les Alliés et les Turcs n'ont pu s'entendre, ce n'est pas du tout que l'Angleterre, l'Italie et la France aient défendu avec énergie des positions morales. Non : l'Italie, en dépit des proclamations fascistes, n'a pas de politique orientale; l'Angleterre ne songe plus depuis longtemps qu'à s'assurer les pétroles de Mossoul; la France, prête à sacrifier tout le reste, ne gardait un peu d'énergie que pour régler à son avantage la question financière. Les Alliés, pour arriver à leurs fins, étaient résolus à abandonner aux Turcs les minorités et le foyer arménien. »

Ces constatations indignées sont assez injustes à l'égard de la France qui a toujours essayé de concilier la protection des minorités avec le respect de la souveraineté ottomane, et où l'on a eu le mérite d'avoir compris que, tout de même, la Turquie nouvelle ne pouvait pas être considérée absolument comme un peuple mineur. Mais il faut bien constater qu'elles traduisent l'opinion générale en Europe. Ces négociations de Lausanne ont porté le dernier coup au prestige de la diplomatie de l'Entente.

Cependant les négociateurs de Lausanne peuvent faire valoir des excuses. Quand on examine le problème dans son ensemble, on se dit que la seule chance qu'on eût eue d'aboutir à Lausanne, c'eût été le bon sens et la modération de cette petite élite ottomane qui connaît les affaires d'Occident, et qui avait, hélas! toutes les chances du monde d'être débordée par la majorité de hodjas ignorants et fanatiques qui dominent l'assemblée d'Angora. Il était évident, en effet, que les Turcs étaient les maîtres de la situation, parce qu'après leur facile victoire sur la Grèce constantinienne, ils devaient facilement s'apercevoir qu'aucune des grandes puissances capables de leur *imposer* la paix n'était d'humeur à faire les frais de cette entreprise. Si la France s'est décidée à abandonner la Cilicie, c'est, avant tout, parce qu'au lendemain de la grande guerre, après les efforts admirables et surhumains accomplis par son peuple en ces quatre années de sacrifice, aucun gouvernement français ne se sentait la force d'imposer à ses jeunes classes une guerre longue et difficile et dont l'opinion n'eût pas compris l'intérêt. En Angleterre même, quelle que soit l'importance que le commerce britannique attache à la possession de Mossoul, ce ne serait pas sans peine que l'on ferait accepter par la nation et surtout par les Dominions une expédition militaire en Anatolie. Or, une fois la guerre déclarée, il est infiniment probable que l'installation des troupes britanniques à Gallipoli et à Chanak, voire même l'occupation de Constantinople ne suffiraient pas à mettre la Turquie à la raison. N'oublions pas que nous avons affaire à des gens qui ont le sentiment de jouer une partie suprême et décisive. Aussi, à Lausanne, si Ismet Pacha, correct et prudent, sut toujours garder des formes diplomatiques, ses adjoints, dans des conversations particulières et quand on leur parlait de la nécessité, pour la Turquie, de faire des concessions, ne se privaient-ils pas de répondre : « Cherchez donc à nous les imposer. »

Cette attitude se comprend. Voilà une nation guerrière qui, après une longue suite d'humiliations, après avoir vu son pays livré aux intrigues et au pillage de tous les mercantis du monde, bénéficie

tout à coup d'un prodigieux retour de fortune, dû sans doute aux circonstances, mais aussi à une sorte de renaissance militaire et nationale. Sur le point d'être chassée d'Europe, et de perdre sa capitale, elle se trouve tout à coup en situation de reprendre les positions qu'elle occupa jadis dans les Balkans. Comment a-t-on pu s'imaginer un instant qu'elle se laisserait mettre en tutelle ? Qu'il y ait, dans le Kémalisme, une grande part de bluff, qu'il faille accueillir avec beaucoup de méfiance les relations enthousiastes que quelques journalistes, quelques hommes de lettres et même quelques militaires ont rapportées d'Angora où ils semblent avoir été séduits par le pittoresque de l'aventure, ou par le prestige personnel de Mustapha-Kemal, cela me paraît incontestable. Que nous nous soyons fait une idée exagérée des forces kémalistes, qui n'ont battu qu'une armée en décomposition et dont le ravitaillement en matériel est tout de même assez aléatoire, c'est possible ; qu'il eût été juste de faire payer à la Turquie alliée de l'Allemagne le prix de sa trahison de 1914, d'accord. Mais les Turcs eux-mêmes sont absolument réfractaires à un raisonnement de cet ordre et pour le leur faire admettre il faudrait les battre à nouveau et beaucoup plus complètement qu'en 1918. Ajoutez à cela que tout ce qu'on vous a dit de la modération, du bon sens et de la chevalerie des Turcs s'appliquait sans doute aux vieux Turcs, à ceux qui, aujourd'hui n'ont plus rien à dire. La génération qui tient aujourd'hui le pouvoir est d'une toute autre école Ce sont des néophytes de l'État et de la patrie, des primaires de l'école allemande qui sont aussi près de se précipiter aux extrêmes du nationalisme militariste qu'en 1916 les révolutionnaires russes, ces primaires de la sociologie, étaient près du bolchevisme.

Voilà ce qui a vicié les négociations de Lausanne, beaucoup plus que les hauteurs de lord Curzon, les combinaisons italiennes et les erreurs de tactique des plénipotentiaires français. De toute façon il est certain qu'au cours de ces laborieuses négociations, tout en cédant aux Turcs sur tous les points essentiels, ni la France ni l'Angleterre ne sont arrivées à se les concilier. Nous n'avons paru ni habiles ni désintéressés. Nous avons abandonné les chrétiens d'Orient sans nous attacher l'irréductible Islam, et nous avons souscrit à cette honte qui nous reporte au temps des guerres médiques : l'échange des populations. Peut-on imaginer un échec diplomatique plus complet ? On nous dira : la politique ne consiste guère qu'à faire aboutir pour chaque problème la moins mauvaise des solutions. N'est-ce pas quelque chose que d'avoir évité la guerre ? Assurément, mais il est probable que notre longanimité n'a fait qu'en retarder l'éclosion, alors qu'un peu de fermeté et d'unité d'action auraient sans doute réussi à abaisser la superbe de ceux qui viennent de démontrer que les traités de 1919 n'étaient pas intangibles.

***

A Lausanne, la partie était perdue avant d'être engagée, parce que la situation de la France et de l'Angleterre était grevée de lourdes hypothèques, comme l'accord d'Angora, et comme les innombrables fautes que l'ambition démesurée des coloniaux anglais a fait commettre au Foreing Office en 1919 et 1920. On s'aperçoit aujourd'hui que le manque de concert, mieux encore l'étalage de la rivalité franco-anglaise, qui apparut au lendemain même de la victoire du général Allenby, sont à l'origine de tout l'imbroglio oriental. Or, à quelques fautes de détails près, toute la responsabilité de cette funeste erreur remonte au gouvernement de M. Lloyd George, et la France, dans cette affaire, n'a à se reprocher qu'une excessive longanimité.

L'Angleterre s'étonne, et parfois s'indigne de constater que le sentiment populaire en France lui soit en somme assez hostile. La vérité, c'est que si elle était mieux informée de ce que fut la politique anglaise en Orient, et, d'une façon générale, partout où ses intérêts ont été en compétition avec les nôtres, ce n'est pas seulement par des plaisanteries de journaux satiriques que se traduirait l'opinion de ce public français qui n'a cependant pas oublié le sang versé en commun sur les champs de bataille d'Artois et de Picardie. Tous les consuls, tous les agents diplomatiques, tous les attachés militaires, qui, depuis l'armistice, ont exercé leurs fonctions entre la Méditerranée, le Golfe Persique et la Mer Noire, sont unanimes : ils ont toujours trouvé devant eux leurs collègues anglais contrariant leur politique, sapant leur influence, cherchant à diminuer leur prestige, obéissant manifestement à un plan concerté qui visait, non seulement à reprendre à la France tout ce qui lui avait été concédé par l'accord de 1916, mais même à ruiner les positions séculaires qu'elle devait à son rôle traditionnel de protectrice des chrétiens. Le livre abondamment documenté et merveilleusement lucide que vient de publier le comte R. de Gontaut-Biron, *Comment la France s'est installée en Syrie* (1), donne à ce sujet de terribles précisions. Adjoint à M. Georges Picot, haut-commissaire en Syrie, de 1818 à 1919, M. de Gontaut-Biron a suivi de très près tous les événements qui ont marqué l'ins-

(1) A la librairie Plon, Paris.

tallation du protectorat français en Syrie, les difficultés inouïes qui nous furent suscitées par l'émir Fayçal et le bluff arabe aussi bien que par l'invention anglo-américaine du sionisme. Il raconte tout cela avec une intelligente franchise et une modération de ton qui donne d'autant plus de force à son réquisitoire. Il ne ménage d'ailleurs pas ses critiques à la France, et il montre avec une patriotique amertume comment la politique générale du gouvernement entrava trop souvent l'admirable effort d'organisation de quelques Français.

On espérait alors obtenir l'appui sans réserve de la Grande-Bretagne dans l'affaire des réparations et le mot d'ordre était de ne pas contrarier les visées coloniales de l'alliée dont on avait besoin. Elle en profita, et ce qui ressort le plus clairement du livre de M. de Gontaut-Biron, c'est la formidable campagne de dénigrement, l'immense et obscure intrigue dont la France fut la victime même dans les contrées que l'accord de 1916 abandonnait à son influence. On eût voulu rendre impraticable l'exercice du mandat français en Syrie qu'on n'eût pas agi autrement. Comment cette attitude hostile n'eût-elle pas laissé de traces dans le personnel diplomatique et militaire français. Il y a, à Paris, tout un parti qui reproche au gouvernement et à ses agents d'avoir ménagé la Turquie aux dépens de l'amitié anglaise. Sans doute les ménagements accordés à la Turquie n'ont pas été de bonne politique, mais dans bien des cas, l'hostilité anglaise nous y a en quelque sorte contraints.

***

Cet accord de 1916, contrat de vente de la peau de l'ours, pesa d'ailleurs lourdement sur toute notre politique. On sait en quoi il consistait essentiellement. C'était la conclusion de négociations anglo-franco-russes réglant le sort de l'Empire ottoman après la victoire escomptée. La Russie ayant disparu, la convention franco-anglaise demeura seule. Inaugurant avant la lettre la politique Wilsonienne, l'accord de 1916 n'impliquait pas d'annexion, les puissances contractantes se contentaient d'exercer une simple tutelle provisoire sur les nationalités soustraites au joug turc. Ceci dit, on partageait la partie de l'Asie-Mineure enlevée à la Turquie en zones d'influence, et l'on créait l'État arabe ou chérifien qui, dans la pensée des négociateurs français, devait servir à détourner l'Islam de la Turquie, alliée de l'Allemagne, mais qui, dès ce moment, n'était que l'instrument des ambitions anglaises. Ce traité qui, reconnaissant la situation privilégiée de la France en Syrie, plaçait ce pays dans la zone d'influence française, la grevait d'une lourde hypothèque en en détachant la Palestine, et en instituant sur ses confins cette puissance arabe qui devait nécessairement contrarier notre action.

Il rendait d'autre part impossible le retour de nos relations normales avec la Turquie. L'accord de 1916 supposait la ruine totale de l'Empire ottoman. Du moment où l'Empire ottoman demeurait debout, il n'était plus qu'une gêne et une duperie. Aussi, quand la France se fut décidée à abandonner la Cilicie, « la chair de notre chair » disait Mustapha Kemal, M. Georges Picot, qui s'était aperçu que décidément on ne pouvait plus traiter les gens d'Angora, qu'on n'avait pu réduire, comme une bande d'énergumènes ou de brigands, chercha-t-il à entrer en conversation avec le chef de la Grande Assemblée. Il en résulta un projet d'accord que le public français ne connaît guère et que M. de Gontaut-Biron analyse.

Par cet accord, Mustapha Kemal reconnaissait le mandat de la France en Syrie, en fixait raisonnablement la frontière et renonçait définitivement à Alexandrette et à Alep.

En ce qui concerne la Cilicie, M. Georges Picot communiquait à Mustapha Kemal les garanties exigées par la France en compensation du retrait de ses troupes :

Droit de regard du gouvernement français sur l'administration locale et protection des minorités. Le droit de regard devait être exercé par des fonctionnaires français, la souveraineté ottomane étant entièrement respectée dans la forme.

Réorganisation de la gendarmerie sous la surveillance d'officiers français.

Collaboration franco-turque au point de vue économique, des techniciens français étant chargés des grands travaux.

Mustapha Kemal accepta la clause restrictive relative à la gendarmerie. Pour contrôler l'administration il n'admit que des consuls à compétence plus étendue et il demanda qu'en cas d'accord la France garantisse à son tour l'intégrité de l'Empire ottoman vis-à-vis de ses alliés (Angleterre, Italie, Grèce). Bref, il voulait s'entendre avec la France, à l'exclusion de toute autre puissance. Il admettait que des conseillers français seraient adjoints aux ministres ottomans, en particulier pour l'Intérieur, les Finances, la Justice. Ces conseillers auraient même pu être fonctionnaires ottomans. C'est donc une véritable tutelle amicale de la France que la Turquie acceptait, et nous retrouvions d'un seul coup la prépondérance que la guerre et, avant la guerre, la Révolution jeune-turque nous avaient fait perdre.

Pourquoi ce projet d'accord ne fut-il jamais sérieusement envisagé à Paris ? Sans doute avait-

il éveillé les susceptibilités de l'Angleterre, dit M. de Goutaut-Biron. Et il ajoute : la question fut enterrée jusqu'au jour où, après avoir jeté au vent plusieurs centaines de millions et sacrifié quelques milliers de vies, nous dûmes passer sous les fourches caudines de l'Assemblée d'Angora et, vainqueurs, signer avec les Kémalistes un véritable traité de vaincus, où nous avons tout cédé sans contre-partie ».

L'issue de la Conférence de Lausanne vient de lui donner terriblement raison.

Certes en ce moment-ci ce serait une grande faute que de surexciter encore la colère qui monte en France contre la politique de la Grande-Bretagne ; une rupture formelle entre les deux nations serait funeste, mais il n'est peut-être pas mauvais de faire connaître à l'Angleterre que l'opinion française sait desormais à quoi s'en tenir sur la conduite de ceux qui ont voulu escamoter à leur profit tous les bénéfices de la victoire commune. Il y a heureusement en Angleterre des gens qui s'en rendent compte.

Louis Dumont-Wilden.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

UNE HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE SUÉDOISE (1)

Les livres naissent au hasard et leur venue au monde n'est parfois justifiée que par de vaines raisons ou de discutables prétextes. Celui-ci présente à l'état-civil des titres sérieux et toutes les garanties d'une utilité certaine.

Il paraît parce que nous en avions besoin, parce qu'il nous manquait ; il remplit une place vide dans nos bibliothèques ; il ne répète aucun autre livre et nous offre une substance neuve dont nous n'avions point encore éprouvé la richesse.

Ce privilège le distingue de n'avoir, dans notre langue, aucun devancier, car on ne saurait reconnaître cette qualité aux ouvrages, vieux de près d'un siècle, qui traitent du même sujet. Citons-en quelques-uns. L'âge romantique entraînait les Français hors de leurs frontières : un J.-J. Ampère abordait aux plages lointaines de la mythologie et des légendes scandinaves : Xavier Marmier l'y suivait, parcourait les pays du Nord, en rapportait tout un bagage de notions littéraires, et une moisson plus précieuse d'observations sur les mœurs et la vie contemporaines, qui n'ont point perdu aujourd'hui toute valeur ; son *Histoire de la littérature en Danemark et en Suède* date de 1839. La même année paraissait l'*Histoire de la poésie scandinave* d'Edelestand du Méril, précédée de peu par les *Poèmes islandais* de F.-G. Bergmann. Mlle R. du Puget, entre autres traductions, nous apportait une version française de ce qu'on appelait alors *Les Eddas*. Léouzon le Duc écrivait une *Histoire littéraire du Nord*, et traduisait le *Kalevala*. Vinrent ensuite les travaux de A. Geffroy, d'Emile de Laveleye... Rendons justice à cette période de notre histoire littéraire, qui tenta de nous initier aux sources anciennes de la poésie scandinave et finnoise ; mais constatons l'inévitable : la plupart de ces travaux ne peuvent plus aujourd'hui nous être d'aucune utilité : la critique moderne les relègue au rang des œuvres irrémédiablement dépassées.

Après 1870, la France semble se détourner d'un ordre d'études où elle s'était engagée avec ardeur : elle néglige ses relations scandinaves, et dans le temps même où les littératures du Danemark, de la Norvège et de la Suède atteignent à leur apogée, nos compatriotes paraissent oublier le chemin de Copenhague, de Christiania et de Stockholm. Par un juste retour, notre influence intellectuelle décroît dans les trois pays, à mesure que s'aggrave notre indifférence. Aucun de Vogué ne s'éprend du rêve et de la pensée scandinaves. Des touristes publient de négligeables impressions de voyage. Çà et là quelques traductions de sagas. La critique et l'histoire font relâche.

Depuis une vingtaine d'années les liens à demi rompus tendent à se renouer : M. André Bellessort inaugure une connaissance de la poésie et de la psychologie suédoises qu'aucune sonde française n'avait encore explorée aussi profondément (*La Suède*) ; il nous révèle Selma Lagerlof. Des traducteurs nous viennent en aide, M. La Chesnais, Mlle Hammar, Mme de Quirielle... Nos éditeurs accueillent des traductions de plus en plus nombreuses, quelques anthologies. Mais le public suit mal cet effort dispersé. Le vieux préjugé des « ténèbres scandinaves » obscurcit son jugement. Aucun guide ne lui présente ces vues générales qui seules permettraient de relier et de comprendre tant de fragments épars. Les littératures scandinaves, malgré de beaux succès, n'ont point encore eu leur heure en France.

Le théâtre pouvait seconder leur fortune : grâce à Lugné Poé et à la constance de son apostolat

(1) Prochainement paraîtra dans La Bibliothèque scandinave (Leroux édit.), une Histoire de la littérature suédoise, par M. H. Schuck, de l'Academie suédoise, Président de l'Institut Nobel, traduite, sur le manuscrit de l'auteur par Lucien Maury.

scénique, Ibsen, Bjornson et Strindberg ont été régulièrement joués en France. Mais c'est seulement en 1922 qu'Ibsen pénètre au théâtre français ; le grand public ne découvre Peer Gynt qu'en 1923.

Fort heureusement l'Université vient à la rescousse : une chaire de langues et littératures scandinaves créée à la Sorbonne avant la guerre s'étaie de doctorats danois, norvégiens et suédois ; autour d'elle et de son premier titulaire, M. Paul Verrier, s'édifie cette année même un Institut d'études scandinaves : on peut en attendre un renouveau scientifique qu'annoncent déjà quelques thèses.

Tel est, brièvement esquissé, et en ne retenant que les repères principaux, le bilan du scandinavisme en France. En somme, après les tentatives méritoires du début et du milieu du siècle dernier, nous avons renoncé à scruter le passé des peuples du Nord ; le considérable développement de la philologie, de l'érudition et de la critique scandinaves nous est inconnu, et n'a éveillé dans notre monde savant que de très rares échos. Les lettres proprement dites sont parvenues jusqu'à nous ; leurs incursions désordonnées ont éveillé des curiosités mal satisfaites. Il s'agit désormais de compléter et de coordonner des éléments disparates. Intrigué, souvent séduit par un Ibsen, un Björnson, un Andersen, un Jonas Lie, un J. Bojer, un K. Hamsun, un Strindberg, une Selma Lagerlöf, notre public souhaite que l'accès de leurs œuvres lui soit rendu plus facile : il s'interroge sur leurs prédécesseurs et leurs inspirateurs.

La Bibliothèque scandinave ambitionne de contribuer à l'orienter sûrement — en assurant la traduction des œuvres les plus significatives, anciennes et nouvelles, en y joignant des notices et des préfaces où apparaîtront les derniers résultats de la science scandinave. Elle ne remplirait pas toute sa tâche, si, en présence d'un territoire où les jalons sont incertains et rares, elle ne tentait d'en circonscrire les frontières, d'en définir le climat, et d'en dresser la carte. Quel terroir, quelles traditions ont engendré ces auteurs contemporains dont la gloire nous effleure ? Quelles influences ont formé ces génies que nous entendons mal parce que leurs antécédents nous échappent ? Que représentent ces peuples dans la famille européenne ? Quels dons particuliers les distinguent ? Quelle mission au regard de l'esprit ? Que nous doivent-ils ? Leur devons-nous quelque chose ? Quels furent, dans leur passé, leurs rapports avec les autres peuples ? Où les situer dans l'histoire de la fraternité européenne ? Qu'ont-ils créé ? Que peut-on attendre de leurs énergies anciennes et toujours jeunes ?

Ces questions nous les avons posées aux maîtres les plus éminents des pays scandinaves, en les priant d'écrire, à l'usage du public français et international, des histoires de leurs propres littératures qui puissent servir de base à nos enquêtes futures.

Il y faudra plusieurs volumes, et voici une première distinction dont le lecteur ne manquera pas de faire son profit. Nous avons accoutumé de confondre les peuples du Nord comme si le terme scandinave désignait à lui seul une nationalité. Quelques astres lointains brillent à l'horizon septentrional ; nous les englobons dans les limites incertaines d'une nébuleuse ; ce vague nous suffit... Or la plus élémentaire observation révèle une constellation régie par les lois d'une gravitation très précise, avec des centres d'attraction qui opposent leurs influences contraires. Chacun de ces peuples a sa physionomie et son génie particuliers ; chacun d'eux est une force et possède une personnalité. La France, l'Italie et l'Espagne s'affirment différentes dans l'unité du monde latin : des contrastes analogues séparent dans le monde scandinave le Danemark, la Norvège et la Suède.

Ces peuples ont des origines communes : une littérature indivise est au commencement de leurs annales ; nous la devinons à travers l'immense travail historique et poétique d'une petite nation de rapsodes et de scoliastes, l'Islande. C'est au moyen âge seulement que les contrastes s'accusent et qu'à la faveur d'une tentative d'hégémonie danoise, l'aube du sentiment national fait émerger trois nationalités distinctes. Des Vêpres stockholmiennes (1520) jusque vers le milieu du XIXe siècle, la Suède s'isole de ses voisins et les ignore, tandis qu'elle communie avec le reste de l'Europe. Longtemps associée au Danemark, la Norvège sommeille pendant des siècles : son éveil, au début du XIXe siècle, a l'éclat lyrique d'une renaissance : ce vieux peuple manifeste l'intransigeance de la jeunesse dans l'affirmation outrancière de son originalité... Trois peuples, trois patriotismes, trois littératures : encore convient-il de ne point négliger les marches extrêmes de l'univers scandinave : les Færoë, les Orcades et l'Islande, ces Cyclades, cette Ionie du Nord — en Islande un rameau moderne a surgi de racines millénaires — la Finlande... en Finlande la littérature suédoise a essaimé une descendance qui cherche ses destinées au contact du génie finnois et collabore à la civilisation bilingue d'un peuple à demi asiatique.

Voici, pour commencer, une Histoire de la littérature suédoise, qui s'est trouvée prête la première.

***

D'autres que M. H. Schück eussent pu écrire ; mais je crois bien que les plus autorisés se fussent

récusés en faveur du maître incontesté de l'histoire littéraire suédoise.

H. Schück est, à lui seul, un exemple frappant du bénéfice que nous pourrions tirer d'une fréquentation régulière de l'intellectualité suédoise, une preuve vivante du dommage que nous vaut notre éloignement des lettres scandinaves.

Sa biographie se résume en quelques dates universitaires (1) ; sa vie, c'est l'accomplissement méthodique d'un prodigieux labeur, l'éclosion, précipitée avec aisance, d'une œuvre de la plus vaste envergure.

Ses premiers travaux, sa thèse concernent la littérature de la Renaissance en Angleterre ; l'érudition angiaise, que favorise une critique des textes abondamment et scientifiquement développée, l'incite à un retour sur l'histoire de la littérature suédoise, encore mal débrouillée et dépourvue de moyens d'investigation. Il se voue à cette histoire, mais sans cesser de visiter, par delà les frontières de son pays, les domaines étrangers. Sa science née au loin, incline naturellement aux méthodes comparatives : l'un des premiers en Europe, il les applique avec une sûre maîtrise ; peut-être à cet égard, son livre (1890) sur « Le Moyen Age et la Réforme » (en Suède) n'a-t-il été ni devancé ni dépassé. Schück donne là un exemple décisif : l'histoire de la littérature suédoise lui doit de s'être développée, à l'abri de toute inspiration chauvine ou étroitement nationale, selon un esprit de libre recherche attentif à toutes les influences d'où qu'elles viennent.

Ce livre annonçait un grand dessein : à trente ans Schück médite d'édifier une vaste histoire de la littérature suédoise ; mais il aborde un terrain vierge où n'ont été poussées avant lui que d'insuffisantes reconnaissances ; il s'attarde aux vérifications et renonce à dépasser le XVIe siècle. *Le Moyen Age et la Réforme* » demeure l'entrée monumentale et isolée d'une œuvre qu'il n'achèvera sans doute jamais.

Cette œuvre, toutefois, ne cesse de le hanter : il en prépare les matériaux ; il précipite dans tous les sens un effort d'analyse qu'il espère rassembler un jour en une solide synthèse ; il entraîne avec lui ces étudiants d'hier, ces maîtres d'aujourd'hui qui furent directement ou indirectement ses élèves, les Blanck, les Book, les Lamm... Il mène de front le défrichement des origines suédoises et une collaboration assidue à l'étude de maints problèmes de littérature étrangère. Son *William Shakespeare* (1883) est la suite naturelle de ses débuts britanniques. Les littératures allemande, française et italienne ne lui sont pas moins familières que la suédoise.

Initiateur, quasiment inventeur d'une activité scientifique féconde, et qui suscite autour de lui une florissante école, Schück va multiplier désormais avec une étonnante rapidité les enquêtes de détail et les essais d'ensemble, les travaux de pure érudition, les ouvrages de savante vulgarisation et les éditions de textes.

Contraint de renoncer à son dessein primitif, il n'en esquisse pas moins, en collaboration avec Karl Warburg, cette *Histoire illustrée de la littérature suédoise* (3 vol.), classique en Suède, qui est un tableau d'ensemble provisoire certes, mais aussi remarquable par l'abondance de l'information que par la sûreté critique des aperçus et des jugements. Très différent de la plupart de nos manuels, cet ouvrage n'envisage pas la littérature comme un phénomène isolé ; Schück s'est assimilé les enseignements de Taine ; il sait que les mœurs, la civilisation et toute l'histoire d'un peuple se reflètent dans ses Lettres ; il élargit le cadre ordinaire de ces sortes d'ouvrages, et donne du génie national l'interprétation les plus large et la plus pénétrante. Les mêmes tendances caractérisent les trois volumes, plus récents, qu'il intitule : *Les grands traits de la littérature suédoise*.

Entre temps, Schück, qui ne doute jamais de ses forces, et qu'attirent les entreprises illimitées, s'est attaché passionnément à un autre projet ; une gageure semble l'entraîner à assumer et à tenter de réaliser seul un rêve capable de remplir plusieurs existences ; il décrira, en une série de livres, la littérature universelle... Ici encore, une impossibilité l'arrête. Sa *Littérature israélite* est un ouvrage si considérable qu'un plan plus réduit s'impose par la suite. Encore que de moindres proportions, les volumes qu'il intitule l'*Antiquité*, le *Moyen Age*, la *Renaissance* témoignent d'immenses lectures : tout récemment a paru le *Classicisme français*.

Les plus acharnés travailleurs eussent succombé sous le poids de ces travaux encyclopédiques. Un Schück y excite son ardeur, et y découvre le point de départ de maintes recherches originales : l'histoire des religions et des croyances le séduit au passage ; ce goût lui dicte deux volumes d'*Etudes d'histoire littéraire et religieuse nordiques*. Le mystère de l'évolution des civilisations le tente ; il dessine les *Grands traits de l'histoire de la culture médiévale*, et compose une *Histoire du peuple suédois* dont les deux premiers volumes embrassent les origines et le moyen âge. L'art le sollicite ; trois volumes de *Promenades à travers les siècles*

(1) Né à Stockholm en 1855, étudiant à Upsal (1873), docteur (1882) professeur à Lund (1890) puis à Upsal, et enfin recteur de l'Université d'Upsal (1905-18).

le retiennent parmi les ruines, les musées, les monuments de Rome. Ajoutez une monographie entièrement renouvelée sur Shakespeare (1916), des séries comme *Vieux Papiers* ou *Mémoires suédois*, des monographies sur la plupart des auteurs de la littérature suédoise, une œuvre critique éparpillée en une foule d'articles, de discours universitaires ou académiques, cet aperçu incomplet vous donnera une idée d'une activité exubérante et qui déconcerte notre notion du vraisemblable.

Une bibliothèque entière écrite par un seul homme contient sans doute des parties de valeur inégale; mais ce qu'il faut dire, c'est qu'en toute matière Schück introduit des idées et des faits nouveaux. Sa connaissance des œuvres, sa prodigieuse information, son imagination fertile en hypothèses et en rapprochements imprévus lui assurent le prestige d'un inventeur dans presque tous les domaines auxquels il a touché.

Ses compatriotes, en raison de l'universalité de sa science et de ses curiosités, le comparent volontiers aux grands érudits de la Renaissance. On le rapprocherait aussi bien de Linné, dont il a célébré le génie d'observation et de classification; un Schück administre une multitude de faits humains avec la même souveraine efficacité qu'un Linné les divers règnes du monde végétal et animal.

Il manifeste la même impartialité que le naturaliste; il applique aux sciences de l'homme une méthode très voisine de celle des sciences naturelles; jamais érudit n'apparut plus dépouillé de préjugés ou de préférences doctrinales. Schück est historien; les idées et les passions ne l'intéressent qu'à titre de forces dont il aime à mesurer l'intensité et à décrire la complexe intervention dans le jeu de la vie universelle; il lui appartient de les situer dans le temps et l'espace; son rôle ne va pas au delà. Les discussions esthétiques, morales ou philosophiques ne sont pas son fait; il constate, il établit puissamment l'ordre des phénomènes, leur sens et leur portée. La science ne peut rien de plus : *et tradidit mundum disputationibus eorum.*

Le Danois Vedel louait récemment son collègue suédois de n'avoir jamais abandonné la voie royale de la méthode historique : des récifs et des remous périlleux bordent cette voie; Schück les évite et gagne de vitesse tous ses concurrents... Ainsi s'explique cette étonnante carrière; la rigueur obstinée d'une méthode qui exclut la spéculation et jusqu'au concours des disciplines adventices, voilà le secret d'une insolite fécondité.

Littérature, art, mythologie et religions, institutions, mouvement social, H. Schück étudie les aspects les plus divers de la pensée et des actes humains sans se départir jamais de son point de vue strictement historique; il ne s'enferme dans aucune catégorie et dépiste à merveille les prolongements que le fait ou l'idée amplifient bien au delà de leur domaine propre. Cette souplesse, cette soumission à l'objet, qui l'incline à suivre et à reproduire les sinuosités de la vie le préservent de la sécheresse; son érudition n'est ni rébarbative ni pédante; ses plus savants ouvrages semblent écrits pour le grand public aussi bien que ses essais, ses chroniques et ses discours... Il est incomparable dans le débrouillement et l'exposé total d'un vaste problème. Son renom serait universel s'il n'était demeuré volontairement prisonnier de sa langue maternelle; il s'en évade aujourd'hui pour la première fois; puisse le présent volume inspirer aux esprits curieux le désir de connaître un jour ses œuvres les plus importantes.

* * *

Le programme souhaitable d'une Histoire, en français, de la littérature suédoise s'accordait trop avec les idées, la méthode, les conceptions de H. Schück pour qu'il ne l'écrivît pas avec plaisir. On voit maintenant de quelle préparation bénéficie cet ouvrage.

Envisager les lettres suédoises du point de vue européen, les étudier dans leurs relations multiples et incessantes avec les autres littératures, saisir à leur confluent la rencontre des courants étrangers et des inspirations nationales, H. Schück s'en est préoccupé et s'y est appliqué toute sa vie. Evoquer les lettres sans les isoler jamais du milieu social, montrer comment elles s'associent aux destinées de la nation et en illustrent les succès, les revers et les mouvements profonds, telle est l'ambition qu'il proclame dans la plupart de ses livres.

Ce sont tout justement les points où s'arrête d'abord le questionnaire du lecteur français.

Le lecteur sera satisfait. On ne l'importunera pas ici de tous les détails qui ne présentent qu'un intérêt en quelque sorte local. Les auteurs secondaires disparaissent. Seules surgissent à la lumière les grandes figures. Les faits essentiels de l'histoire suédoise sont rappelés : le peuple suédois, — ses mœurs, son caractère et son génie — demeure présent à toutes les pages.

Si particulier, et parfois si secret, si jaloux de son mystère, de ses aspirations et de ses nostalgies, ce peuple n'a-t-il rien de commun avec les autres races du continent européen ? H. Schück est fort éloigné de le croire. Ces Scandinaves sont nos pro-

ches parents ; les âmes de notre Europe ne connaissent entre elles que des abîmes franchissables.

Ces Suédois ont participé à toutes les révolutions de la pensée, du goût et du sentiment dont se sont émus les autres peuples ; leur littérature est inséparable des littératures allemande, anglaise, française, voire des littératures espagnole et italienne. Seuls les peuples slaves n'ont presque rien fourni à la Suède. Notre part, à nous Français, est considérable, et l'on admirera que tant de dépouilles françaises aient enrichi le trésor des Lettres suédoises.

La naissance de la littérature suédoise moderne sous les auspices de la France n'est qu'un fleuron de plus ajouté à l'histoire de notre prépondérance intellectuelle aux XVIIe et XVIIIe siècles. Mais auparavant déjà, en pleiu moyen âge, l'université parisienne avait accueilli maints clercs suédois.

Au XIXe siècle, la Suède est un champ clos où rivalisent, se combattent et triomphent alternativement et parfois simultanément, les influences française, anglaise et allemande. Mais on ne citerait aucun événement intellectuel français d'importance, qui n'ait, à Stockholm et à Upsal, un retentissement notable.

Parcourez l'index placé à la fin de ce livre ; presque tous les grands auteurs — et bien des auteurs secondaires — de la littérature française y figurent, soit qu'ils aient eu en Suède des disciples, ou que leur influence y ait paru redoutable.

En réalité, il n'est aucun moment de la durée où les Scandinaves se soient soustraits à l'appel des voix étrangères. Dès leurs plus lointaines origines, ils subissent la séduction de la nature et de la civilisation méditerranéennes ; les réminiscences latines et helléniques sont fréquentes jusque dans leurs anciennes légendes. Bien des Français seront surpris de retrouver Homère et Virgile, Byzance et Rome en Islande. En esquissant un précieux tableau de cette littérature islando-scandinave — l'une des plus riches et à quelques égards des plus savantes du moyen âge — H. Schück ne pouvait oublier ce trait. On y surprend le rythme même d'une civilisation qui s'est développée à l'écart des grands carrefours sans renoncer jamais à en capter les éclatants échos.

Voyageurs, polyglottes et volontiers cosmopolites, les Scandinaves ont été mêlés à toutes les péripéties de l'histoire européenne. L'obstacle linguistique les a privés de l'audience qu'ils auraient méritée. Et sans doute les découvertes de leurs savants dans l'ordre des sciences mathématiques, physiques et naturelles n'ont jamais passé inaperçues. Le rayonnement de leurs littératures a été considérablement retardé par le fait qu'ils n'ont jamais pu imposer la familiarité de leurs idiomes à un nombre suffisant d'étrangers cultivés.

L'Europe s'est ainsi privée d'un chant qui avait sa place marquée dans la polyphonie de ses arts et de ses disciplines intellectuelles. Il s'agit ici de la Suède. Or, par delà les imitations et les inspirations étrangères, l'inspiration suédoise témoigne d'un accent et d'une dignité comparables à ce que les grandes nations nous offrent de plus original. C'est un esprit de liberté, d'audace et de folle bravoure, l'amour du péril, le goût de l'aventure, saisissables dans cette littérature lyrique et tragique, violente et colorée, des Viking ; à mesure qu'une société mieux ordonnée se constitue, cet esprit enregistre l'indépendance du citoyen dans la loi, en sorte que la terre suédoise n'a jamais connu le servage. A une ère catholique assez brève, et, au dire de certains Suédois, trop éphémère, succède l'absolu triomphe du protestantisme, qui tranche trop de liens avec l'Europe, refrène durement la sensibilité, condamne les raffinements du souci esthétique et plastique, instaure le règne d'une tyrannique orthodoxie ; mais à cette rude école le sentiment national prend toute sa force, une austère méditation discipline le culte de la conscience et de la personnalité ; le lyrisme foncier d'une race musicienne découvre la beauté grave des chants religieux, cette harmonie luthérienne qui retentit sur le champ de bataille de Lutzen, et qu'admirent avec une sorte de saisissement les soldats de Turenne. La Suède s'éprend de l'ordre classique et de la grâce française ; à peine dépose-t-elle son armure guerrière et théologique, elle perfectionne et assouplit sa langue ; ses peintres embellissent les fêtes de Versailles et peuplent ses châteaux d'un monde charmant de galants fantômes. Elle est prête désormais à exprimer toutes les nuances du tempérament national ; les rêves et l'érudition fantastiques d'un Rudbeck s'évanouissent à la clarté tranquille et si séduisante qui émane de Linné. Swedenborg exalte jusqu'à la folie mystique la pensée religieuse, mais déjà Creutz annonce une poésie plus douce et plus humaine. Ses pastorales précèdent de peu l'éclosion de ce Bellman qui semble la synthèse des dons les plus spontanés de son peuple : humour et fantaisie, sain réalisme, musique, lyrisme à demi païen, à demi chrétien ; l'apparition de ce chanteur aviné dans un cabaret de Stockholm marque la première grande date de la poésie moderne suédoise.

Le XIXe siècle est le siècle de l'épanouissement : Tegnér et Geijer l'inaugurent magnifiquement, l'un pur poète, environné de sonorités romantiques, mais toujours maître d'une éloquence lyrique

où se reconnaît l'équilibre de la raison et des suggestions ardentes du sentiment et des sens, l'autre poète, musicien, prosateur, qui enseigne aux Suédois la fierté de leur passé. Ensuite les talents sont si nombreux et si divers, que je ne tenterai pas d'en déflorer la liste. Le Finlandais Runeberg prolonge en ses fraîches épopées le prestige du classicisme. De Thorild à Almquist, à Strindberg se perpétue une lignée d'esprits tumultueux qui poussent à l'extrême l'individualisme rousseauiste et font éclater le scandale de leurs œuvres à la poursuite de la démence et du génie. La divine fantaisie, qui a brillé en Angleterre avec Shakespeare, sommeille au fond de l'âme suédoise : Atterbom la sollicite curieusement avant qu'une magicienne, Selma Lagerlof, l'éveille aux limbes étincelants des songes et des légendes.

Voilà les sommets.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle apparaissent les romanciers et les nouvellistes : M. H. Schück n'a pu les nommer tous. Charlotte Edgrén-Leffler (duchesse de Cajanello), Ernst Ahlgrén, Geijerstam, Pelle Molin, parmi les morts ; Tor Hedberg, Per Hallstrom, Hjalmar Soderberg, Siwertz, E. Wagner, parmi les vivants, mériteraient chacun une étude particulière.

La fleur la plus délicate de la littérature suédoise est l'œuvre d'une pléiade de poètes : Snoilsky, orfèvre du vers, élégant et précieux ; Verner von Heidenstam, auteur de romans qui ont l'ampleur de fresques historiques, plus émouvant dans ses poèmes, somptueux et passionnés, où perce çà et là le désenchantement amer d'un Vigny ; Oscar Levertin, critique délicat, poète du cœur et des souffrances intimes ; Karlfeldt, créateur d'un lyrisme rustique, d'une saveur et d'une grâce inimitables ; enfin l'admirable Froding : son œuvre est proprement le miracle qui récompense une longue tradition littéraire : une déchirante mélodie, un parfum subtil et enivrant, c'est là qu'il faut chercher la suprême confidence de la muse toujours vivante au pays des mille lacs et des forêts éternelles.

Petite par le nombre de ses habitants, la Suède est grande par la diversité et l'éclat de ses Lettres ; toute une partie de ces Lettres — la plus haute et la plus belle — demeure intraduisible s'il est vrai que le lyrisme ne se prête à aucune transposition. Mais la prose souffre d'être reproduite en un autre langage. La poésie elle-même, on peut l'investir, l'approcher, surprendre quelques-uns de ses merveilleux secrets... Il y faut un guide et un conseiller. Le voici. Dédions ce livre à tous ceux qui déploraient l'absence, en notre pays, d'une solide et sûre introduction à l'étude des littératures du Nord.

Lucien MAURY

LE THÉATRE

JOLIES PIÈCES SANS SUCCÈS

M. Romain Coolus a adopté, dans son théâtre, deux personnages qui sont l'expression même de son esprit et de son expérience : esprit philosophique, expérience parisienne. Il les a dessinés une fois pour toutes dans sa pièce célèbre, intitulée *Les Amants de Sazy* ; il vient d'en réesquisser une effigie, à la mode du jour, dans la pièce représentée au théâtre Michel, l'*Autruche*.

L'Autruche est une pièce charmante ; c'est, d'autre part, une pièce, — il ne servirait à rien de cacher cet éminent honneur, — destinée à faire peu d'argent.

J'en dirai autant de *Mademoiselle Bourrat*, œuvre originale et précise, jouée à la Comédie Montaigne, qui a provoqué l'admiration des lettrés, mais qui n'est point parvenue à remplir les ascenseurs élevant le public jusqu'à la petite salle proprement incomblable.

Or, j'avoue que, toutes les fois qu'il m'est donné de constater une aussi flagrante incompatibilité de jugement entre les habiles, comme on disait jadis, et la foule, je me sens passionné par ces cas et m'attache à rechercher les raisons du fait. Et, comme dans tous les procès, on arrive à cette conclusion que les torts sont bien partagés et que si le public a commis la faute de ne point reconnaître la qualité de ce qui lui était offert, les auteurs ont commis celle de ne point rendre plus accessible leur mérite.

***

L'Autruche est une comédie bien faite, qui repose sur une observation juste, dont les personnages sont amusants et vrais, dont le dialogue est léger, spirituel, parisien, et, par surcroît, littéraire. L'ensemble est dominé par l'idée que certains hommes, une fois parvenus à un certain âge, toujours épris de féminité, mais raisonnables et aussi riches d'expérience que d'argent, ne prétendent point exiger des jeunes femmes qu'ils lancent une fidélité rigoureuse. Ils entendent seulement choisir eux-mêmes leurs rivaux, dont la jeunesse et l'insignifiance ne sauraient leur porter ombrage. Ils excluent uniquement les hommes de leur âge, de leur rang, de leur fortune, de leur cercle. De même donc que l'autruche se croit cachée, quand elle s'est mise la tête

dans le sable, cette pauvre Gaby peut bien se croire à l'abri de tout soupçon quand elle se met sur le visage une voilette à gros pois. Son protecteur respecte le plus obligeamment du monde et même favorise cette illusion. Mais voici que, ayant surpris chez son amie, à l'heure du bain, un baron de ses relations, il se décide incontinent à laisser Gaby au nouveau courtisan, se réservant, lui, d'appliquer ses soins, sa fortune et sa méthode à lancer Mariette, femme de chambre de Gaby. C'est que cette femme de chambre est une forte tête, ayant réfléchi sur la condition sociale de la femme à notre époque et qui est venue se placer chez une demi-mondaine uniquement pour avoir l'occasion d'y rencontrer des hommes : calcul qui a parfaitement réussi, comme on le voit. Il semble d'abord que cette Mariette professe une morale très différente de sa maîtresse, car elle estime que la galanterie est devenue une affaire et qu'une femme entretenue qui trompe son entreteneur commet une faute commerciale. Mais elle a tout de même une faiblesse de cœur pour un jeune caricaturiste et bientôt se reconstitue chez elle, au dernier acte, le trio du premier... Elle aussi, près du maître philosophe, ne sera qu'une autruche.

Cette jolie comédie est bien jouée et la mise en scène en est parfois ingénieuse et piquante, comme le dispositif de la salle de bain et du bain. Elle est également osée dans les propos et les situations, parfaitement accordée par conséquent au petit théâtre élégant et cher où elle est représentée. Quels sont donc les motifs qui l'empêcheront sans doute d'atteindre à la centième ?

La réponse la plus simple serait sans doute d'alléguer le caractère littéraire de l'œuvre ; mais, réellement, le public est trop étranger à la littérature pour qu'il soit capable d'en ressentir même le dégoût.

J'inclinerais davantage à penser qu'il y a dans la composition de l'œuvre de Romain Coolus quelque chose d'un peu abstrait, une ligne par trop géométrique et dont le tracé révèle plutôt l'intelligence de l'auteur que la vérité de l'observation. J'aurais préféré, pour mon compte, qu'au dénouement ne se reconstituât point le trio du début. La femme qui avait eu l'intelligence et l'énergie, la souplesse aussi de se faire servante pour devenir grande vedette se devait à elle-même de rester fidèle à son système et à son caractère sans tomber dans le romanesque de l'amour. A la vérité, les spectateurs ne se disent point la chose comme je le fais, mais ils se demandent si M. Romain Coolus a bien exactement noté le changement des mœurs. Aujourd'hui le trio est un peu suranné. La morale d'affaires gouverne aussi la galanterie et notre nouveau « demi-monde », — progrès en loyauté professionnelle ou recul en sécheresse sentimentale, comme on voudra, — a pris grand soin de ne plus confondre, dans une même intimité, l'amour et l'argent. Ou bien il n'y a plus d'amour du tout, — c'est la majorité des cas, — ou bien la femme entretenue s'attache à qui l'entretient, — d'autant plus que ce n'est pas toujours un homme vieux. Voilà, très exactement, le point où nous sommes arrivés : c'est ce point que ne marque pas avec une précision suffisante la comédie de Romain Coolus et nous saisissons là une grande loi du théâtre qui doit être, avant tout, la reproduction fidèle des mœurs présentes. Le moindre écart entre la morale d'une pièce et les mœurs provoque une impression de conventionnel.

Ainsi la vérité dernière, que le public n'a pas démêlée mais qu'il a sentie et subie, — c'est que l'*Autruche* date des *Amants de Sazy*. Il eût fallu mettre à jour.

***

M. Claude Anet, dans certains ouvrages consacrés à la Russie, notamment dans le recueil de nouvelles intitulé *L'Amour en Russie*, s'est fait une spécialité d'étudier l'amour sous ses formes simples, où il apparaît dépouillé de toutes les complications sociales et de toutes les contraintes de la morale.

C'zst une tentative analogue qu'il a faite dans la pièce consacrée à la province : *Mademoiselle Bourrat*.

Mlle Bourrat, en effet, a été isolée de la vie par l'avaricieuse rigidité de sa mère ; elle n'est sortie du couvent que pour tricoter dans la solitude de la maison, et sa seule joie est de se promener dans le jardin. Pourtant dans le jardin, outre la nature et le printemps, il y a le jeune jardinier. Mlle Bourrat est trop innocente pour deviner le péril et s'en défendre. Elle devient grosse sans trop comprendre ce qui lui arrive. La mère, qui compte les morceaux de sucre et a réduit en esclavage, avant sa fille, son mari, ne songe plus qu'à dissimuler la faute. Elle enferme sa fille pendant des mois. Rien ne transpire du scandale intime. Le pauvre bébé, arraché aussitôt du sein maternel, meurt. Mlle Bourrat n'a pas même le droit, en guise de son affreux deuil, de porter un petit ruban noir dans ses cheveux. Et elle finit, conformément aux calculs de sa mère, par épouser son professeur de piano.

Là encore, le mérite littéraire de l'œuvre est éclatant, quoique résultant des qualités les plus sobres et les plus mesurées. Dans la comédie de Claude Anet, aussi bien que dans la mise en scène de Pitoëff, rien n'est sacrifié à l'effet. Et le tour du

dialogue, l'accent des voix, la vérité des gestes et des caractères, finissent par donner l'impression même de la vie.

Pourtant, là aussi...

Là aussi nous retrouvons une province qui ne semble pas davantage marquée à la date du jour que la parisianisme de l'*Autruche*... Cet intérieur, cette femme autoritaire et acariâtre, ce mari fantoche, nous les avons déjà connus, et ils ont été vrais jadis. Le sont-ils encore autant aujourd'hui ? Certes, c'est probablement M. Claude Anet qui a raison et il est probable que l'on rencontre encore, en certaines demeures de petite ville, des innocentes qui ne seraient pas éloignées de penser comme Agnès et qui ne comprennent point pourquoi les oiseaux chantent ni pourquoi elles-mêmes se trouvent agitées par les bras nus d'un beau garçon. Seulement elles ne sont plus la généralité, ces ingénues-là, et ce n'est plus elles que le public, habitué à d'autres types de jeunes filles, peut d'abord évoquer. Ce n'est plus là qu'un trait très exceptionnel de nos mœurs et c'est ce caractère que l'auteur n'a pas pris soin de marquer suffisamment.

Tout change, même la province, et la loi la plus pressante du théâtre, comme du journal, c'est l'actualité, — actualité, s'entend, non pas dans les faits, mais dans les idées et la moralité.

Gaston Rageot.

L'HISTOIRE

DE SAINT IRÉNÉE A CHARLES DE FOUCAULD (1)

D'après le plan établi par M. Hanotaux pour son *Histoire de la Nation française*, un volume y doit retracer la vie religieuse de notre pays. M. Georges Goyau s'est donc appliqué à rendre la physionomie, à fixer le rôle du christianisme français, « bienfait social..., ouvrier de progrès..., facteur de civilisation ». Plus spécialement, du catholicisme français. Non pas qu'il ignore, ou méconnaisse le rôle du protestantisme et du judaïsme dans notre existence nationale : M. Goyau n'ignore rien des sujets qu'il traite. Mais le judaïsme, longtemps méprisé et à la fois redouté des rois et de la foule, ne s'est incorporé que tard à l'histoire religieuse occidendentale. Et pour le protestantisme, dont il rattache justement l'origine à notre humanisme du XVIe siècle, indigène en Ile de France, antérieur à l'explosion de l'individualisme luthérien, M. Goyau, exactement informé à son ordinaire, en suit le développement, les « variations », à travers les querelles de ses théologiens et les confessions de ses martyrs, juxtaposant à la raideur autoritaire d'un Jurieu l'enthousiasme des enfants cévenols aux Assemblées du désert, notant la renaissance des communautés au XVIIIe siècle avec les Court et les Rabaut, le mouvement de « Réveil » au siècle dernier dans le pastorat et les Sociétés de Missions. Toutefois, qu'il se soit opéré, à partir de ce deuxième siècle qui vit se constituer la première chrétienté lyonnaise, une pénétration plus intime entre les peuples héritiers de la Gaule impériale et le culte marqué du signe romain, c'est ce qu'établissent eux-mêmes des écrivains protestants. Que la France ait été construite à base de catholicisme, c'est le strict enseignement de l'histoire. Seulement, pour le bien faire voir, il y a la manière. Celle de M. Goyau n'est qu'à lui. D'extérieur, vous tenez ici un gros volume, compact, où rien, pas même l'illustration, ne sacrifie aux grâces faciles, à la vanité rhétoricienne, aux artifices mignards de pinceau ou de plume. Quelques pages méditées, vous reconnaissez une œuvre de sûre noblesse intellectuelle, secrète ou obscure à aucun degré, mais de structure solide et de trame serrée, qui requiert l'application des plus hautes capacités de l'esprit, à qui elle s'impose souverainement.

Voilà en vérité un grand prodige. Car au cours de cet exposé rigoureux où les faits succèdent aux faits, où se devine à coup sûr que pas une ligne, pas un mot presque n'ont été écrits qui ne résultent d'un choix sévèrement ordonné de documents, de témoignages contrôlés avec une probité constamment sur ses gardes, on s'étonne de ne pas trouver l'indication des sources où l'auteur a puisé, de ces travaux de détail qu'il a tous lus et dont le nombre même a seul rendu possible la présente vue d'ensemble. A qui imputable, cette lacune ? A l'auteur du plan général, le fait est d'évidence. Mais alors, qu'une telle obligation pèse justement sur celui qui, encore à l'École Normale, dressait, comme premier témoignage de sa maîtrise historique, cette minutieuse et lumineuse *Chronologie de l'Empire romain*, disons que c'est un paradoxe — et même une injustice. Car

(1) *Histoire de la Nation française*, sous la direction de Gabriel Hanotaux, de l'Académie française. Tome VI : *Histoire religieuse*, par Georges Goyau, 276 dessins en noir de Maurice Denis, Mestchersky et Sanlaville ; 15 hors-texte en couleurs par Maurice Denis (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1922). Cf. René Bazin, de l'Académie française : *Charles de Foucauld*, explorateur du Maroc, ermite au Sahara. Avec un portrait, un fac-similé d'autographe et une carte-itinéraire (Paris, Plon, 1921).

l'auteur, endigué de la sorte, outre qu'il déçoit notre curiosité (si légitime !), nous prive malgré lui d'un enseignement : celui qui nous initierait au rassemblement des matériaux, à leur mise en place, nous livrerait l'ordonnance de l'édifice. Une œuvre de ce rang n'instruit pas seulement par ce qu'elle fournit en narration, en écriture artiste, si pure qu'en soit la qualité, mais par ce qu'elle suggère sur ce qui supporte la trame du récit, sur ce que la critique de l'auteur a accueilli, sur ce qu'elle a rejeté. Quand cet auteur est M. Goyau, quel ne serait pas le profit ? Le plan de la publication nous en prive, et c'est dommage. Le plan pourrait faire pis : nous induire par exemple à chercher ici, composé sur un modèle trop réputé, une manière de *Discours sur l'histoire de l'Eglise* en France, alors qu'il s'agit bien d'une *Histoire religieuse* riche de pensée qui, pour la première fois peut-être, réussit à dérouler, d'une progression parallèle, la vie *publique* et la vie *cachée* du christianisme français.

Combien éclatante cette vie publique ! A peine installés dans les cités que ne lie plus entre elles le culte impérial, les évêques, élus du peuple, assument contre les envahisseurs « barbares » la nécessaire protection. « Que le flot des barbares, s'écrie Paulin de Nole, vienne se briser contre le Christ et qu'il se laisse dompter ! » Ainsi débute cet ordre ecclésiastique que M. Goyau, si attentif en toute occasion à ne pas laisser déborder son sujet sur l'histoire politique, artistique et sociale, doit cependant montrer mêlé aux plus intimes mouvements de l'existence nationale. Prélats d'Église et d'État, nombreux sont-ils ceux qui ont mené de front la double besogne : fondateurs de paroisses rurales comme saint Martin, confident de l'âme populaire ; introducteurs, comme Rémi de Reims, du roi mérovingien dans la Gaule romanisée ; initiateurs, comme Boniface, de la politique qui installera Charlemagne « collègue temporel du pape dans le vicariat de Dieu ». De la même lignée un Hincmar, constructeur à Reims de la première cathédrale, le premier aussi, dans ces ténèbres du IXe siècle où les reliques des saints fuient devant les Normands et où les Germaniques commencent à truquer les traités de partage, à tracer l'image d'une « monarchie française, avec une bonne frontière d'État, qui mettra la Lorraine en France », un Gerbert, inventeur de la royauté capétienne, « montré du doigt comme celui qui faisait et défaisait les rois », un du Perron qui, procurant la conversion d'Henri IV, met fin à la grande pitié des guerres religieuses, Richelieu enfin, l'homme de l'unité, qui rêve, avec cette autre Éminence, le P. Joseph, de la réunion des confessions chrétiennes. Il est vrai que, féodalisée, l'Église a risqué de perdre sa capacité d'indépendance. Comblée par Clovis avec une « générosité de conquérant enrichi », elle doit bientôt redouter la familiarité gênante des successeurs, la brutalité saccageuse de Charles Martel, l'infiltration de l'aristocratie laïque qui l'asservit au séniorat. Malgré Cluny, « l'armature féodale enserrait l'Église ». En vain, supportant mal que l'argent des peuples afflue en Avignon, « devenu l'un des grands comptoirs financiers de l'Europe », nos théologiens, fidèles au roi comme au pape, un Gerson, un Pierre d'Ailly, inclineraient volontiers les trois tiares du Grand Schisme devant la supériorité du concile général qui, réformant la chrétienté « dans son chef et dans ses membres », dégagerait l'Église de toute vassalité politique. Mais avant les décrets de Trente survient le Concordat, souscrit en 1516 par Léon X, vaincu de Marignan. En conséquence, une vingtaine de cardinaux étaleront leur pourpre à la cour des Valois ; mais voici désormais l'Église, sous la double hégémonie pontificale et royale, « institution sujette », sans rayonnement d'intelligence et d'apostolat. Ainsi se prépare « l'établissement religieux bourbonien » où M. Goyau distingue finement les calculs de prestige d'un Louis XIV, « capitaine » du navire « contrôlant le pilote » romain et imposant à quiconque est né sujet « la théologie royale ». Sa « tourbillonnante activité », que double celle de Mme de Maintenon, « sentinelle de Dieu », s'attaque à tout opposant, aux quiétistes, contre lesquels « neuf mois durant, sous les ombrages d'Issy », trois illustres docteurs, et parmi eux Bossuet, « conçurent », sur ordre de Louis, une définition doctrinale, — aux protestants, par l'acte de 1685, « cette maladresse, cette illusion, cette cruauté suprême ». Une telle Église, « outil du gouvernement royal », quoi d'étonnant qu'elle sombre avec la royauté d'ancien régime ? Mais c'est pour renaître bientôt en Église de Bonaparte, prête au surplus à être assimilée par les gouvernements successeurs. (Aussi, voyez comme un Dupanloup, un Ravignan, un Montalembert regimberont contre Napoléon III, héritier falot d'un grand nom, en dépit de Veuillot et autres « théologiens laïcs de l'absolutisme »). Pour le restaurateur du Concordat, il ne s'agit, en effet, que d'employer la religion, « complément de l'ordre public », à « donner au peuple des leçons de morale et de correcte attitude politique, encadrées par la somptuosité des traditionnelles liturgies ». Singulier régime, sur lequel néanmoins le siècle allait faire passer trop de souffles d'indépendance pour que la « séparation » de 1905 ne trouvât pas l'Église égale à sa destinée et, libre désormais, prête à traiter cordia-

lement avec les nouvelles puissances d'opinion.

Parfaitement armé aussi, et depuis longtemps, d'intelligence et de doctrine. Hilaire de Poitiers, combattant les Ariens, s'était fait « l'éducateur de l'épiscopat gallo-romain », qu'enseignèrent également Germain d'Auxerre et Loup de Troyes. Ce *goût de l'intellectuel*, inné chez nos premiers évêques, le monachisme allait le développer, depuis ces moines de Lérins, argumentant contre les pélagiens et les augustiniens « sans nuances », jusqu'aux Cisterciens, dont la « vague monastique », en 1200, couvre 530 abbayes, jusqu'aux Mendiants du XIIIe siècle qui monteront dans les chaires de l'Université. En ce domaine, Cluny, tout occupé à assurer « la circulation de la parole pontificale à travers l'Europe », s'est laissé éclipser par les écoles de Chartres. Mais au temps où un Pierre Lombard, en son *Livre des Sentences*, codifie la théologie, Hugues de Saint-Victor proclame : « Apprends tout, tu verras qu'il n'y a rien de superflu ; une science restreinte est sans attraits ». Et saint Bernard, mieux inspiré qu'en ces jours où, à la suite de Cluny, il déchaîne sa si inopportune croisade royale, en pleine lutte contre Abélard et les hérésies philosophiques, demande à la seule souveraineté des idées le triomphe de l'orthodoxie ; car « la foi est œuvre de persuasion ; on ne l'impose pas ». Admirable manifeste, à la veille de cette détestable guerre albigeoise où, sous couleur de croisade encore, « deux ans et demi durant le flot des croisés déferla, accourant du nord, pour exproprier le midi », de la mise en action de la « machine inquisitoriale » qui, « comme toutes les institutions qui font trembler, fut parfois manœuvrée par de bien vilaines gens », de toutes ces « répressions militaires, répressions judiciaires », destinées à s'émousser « contre la liberté intérieure des âmes ». Cette France du XIIIe siècle, « conscience de la chrétienté », comme l'appelle Émile Mâle, elle est aussi « le four où cuit le pain intellectuel du monde entier », celle qui, assimilant l'aristotélisme, « publie » avec saint Thomas d'Aquin la nouvelle philosophie occidentale, accueille du franciscain Roger Bacon « la notion de science expérimentale et l'étude philologique des langues », prévoit peut-être, avec Nicolas Oresme, quelques-uns des plus extraordinaires développements de la science moderne. La France d'Henri IV, qui voit les Jésuites dresser à la controverse l'humanisme catholique, prépare l'efflorescence d'études dont les hérauts, dans l'Oratoire, à Saint-Sulpice, à la Maison de Saint-Lazare, auront nom Bérulle, Olier, Richelieu encore et M. Vincent. Port-Royal lui-même, bien que « province de Jansénie, située entre la libertine et la calvinienne », se rencontre avec Bossuet, à côté de la trop policière *Compagnie du Saint-Sacrement*, pour argumenter contre les réformés. « Dans la lutte contre la Réforme, la France catholique ne doit pas son prestige aux ukases de Louis XIV, mais aux démarches intellectuelles de Bossuet ». Même phénomène au XIXe siècle, après ce XVIIIe où l'Église, plus sociale que doctrinale, moins soucieuse de dogme que de bienfaisance, laissait l'*Encyclopédie* systématiser le savoir humain, se laissait « révoquer de ses fonctions d'institutrice », puisque, apparemment, l'Évangile « cessait d'être une source de connaissance ». Or Lamennais, estimant qu'un concordat ne suffit pas pour faire une Église, considérant celle de la Restauration, « embourbée », en pleine détresse intellectuelle, en concevait une autre, qui serait « savante et apôtre », et lançait le premier livre de l'*Essai sur l'indifférence* comme un « coup de tonnerre sous un ciel de plomb ». Un long travail s'inaugurait ainsi qu'allaient accélérer les enthousiasmes du romantisme, la ferveur mystique et démocratique de 1848, l'ardeur rayonnante de Montalembert et d'Henri-Dominique Lacordaire. A la fin du siècle, un d'Hulst l'utilisait pour « donner le branle à cette nouveauté : un mouvement international de science catholique ».

International ? — Exactement, si les démarches les plus secrètes de la mystique française ne tardent guère à manifester cette « affinité entre nos âmes et l'idée d'une religion universelle, planant par dessus les frontières et la variété même des races ». Renvoyons ici le lecteur à M. Goyau et ne risquons pas le ridicule de prétendre fournir en quelques lignes l'impression même fugitive de si grandes choses. Mieux encore qu'il ne les explique, M. Goyau (et c'est son charme) les fait sentir, non à la manière d'un explorateur venu du dehors, mais en familier de cette société des âmes, dont il demeure comme l'hôte privilégié. De cette « vie cachée » de l'Église il faudrait suivre les témoignages en ces initiatives de chez nous passées bientôt dans la liturgie mondiale : les « rogations » de saint Mamert au Ve siècle pour la paix des champs, le jour des morts dû à un Odilon de Cluny, le culte de Marie de Saint-Bernard et l'*Ave Maria* d'Eudes de Sully ; la « Vierge de miséricorde » accueillant au Puy la chrétienté entière conduite par le pape et l'empereur. En dix ans de courses « vagabondes », le dominicain Alain de La Roche en vulgarisera le rosaire. Louis XIII, de qui le règne marque un progrès décisif de la théologie mariale, s'instituant son « liturgiste », de même qu'il inaugurait la Saint-Louis, créait la fête de l'Assomption, ordonnait qu'à la Vierge une chapelle fût dédiée en chaque cathédrale. Celle des filles de Louis XV qui s'enferma au Carmel en faisait rayonner la pratique italienne

du « mois de Marie ». Plus près de nous, l'Immaculée-Conception, qu'avaient exaltée les pontifes avignonnais et nos théologiens du concile de Bâle, prenait rang dans la dogmatique catholique et « Notre-Dame des Victoires » attirait à Paris les supplications des deux mondes. Propagande pacifique, française, menée en conséquence avec goût et mesure. Si l'exigence d'un saint Bernard identifiait « la voie proprement monastique avec la voie du salut », François de Sales, autre « docteur séraphique », répudiant les « arrogances d'accent qui ferment la vérité aux oreilles humaines », présentait la *Vie dévote* comme « simple, désirable et facile ». Or, c'est d'une de ces *Visitations* qu'il avait créées avec Mme de Chantal, que, vers la fin du siècle, quand gallicanisme, jansénisme, quiétisme ne seront plus que des « archaïsmes » étiquetés « dans l'herbier des doctrines religieuses », sortira ce culte du Sacré-Cœur devenu, au cours du siècle dernier, de pratique universelle.

Comment notre Église de France, alimentée par ces sources intérieures, marquée dès le début du signe impérial romain, ne pouvait s'épanouir que dans la catholicité (au sens strict du mot), c'est ce qu'à chaque page fait apparaître notre auteur. Qu'il plaise donc à ce gros Luther, qui voit court, d'imprégner sa réforme de ses passions d' « homme foncièrement allemand » ; à sa guise. Mais Erasme rectifie déjà : « Je serai pour Luther, s'il est avec l'Église. » Et Calvin, ascète français, épris « d'universalisme religieux », sortira de France pour faire de Genève une seconde Rome. Dès 180, à Lyon, futur carrefour des chrétientés occidentales, Irénée, témoin de la filiation qui liait à l'Orient et à Rome conjugués les Églises de Gaule, s'affirmait médiateur entre l'Orient des apôtres et Rome, gardienne de la doctrine. Ainsi de ces ordres religieux, que chaque siècle suscita pour la propagande, jusqu'en pleine Révolution française, mais que le XIXe, par un curieux privilège, devait multiplier en terre de France et lancer à travers déserts et Océans. Leur nombre même décourage la simple énumération. M. Goyau, après le P. Piolet, a pourtant réussi à en dresser le vivant catalogue. Trois exemples suffiront. Combien ont connu en leur temps une Pauline Jaricot, une Mme Javouhey, et cette ancienne servante, Jeanne Jugan, qui tendit la main pour les vieillards ? Aujourd'hui l'univers connaît le *Propagation de la Foi*, si obstinément lyonnaise, au moins pour la générosité, les *Sœurs de Saint-Joseph de Cluny* et les *Petites Sœurs des Pauvres*. Effort missionnaire, l'une de nos traditions, auquel répond tout naturellement cette « attraction singulière du monde chrétien vers la France ». Sans doute parce qu'en dépit de leur vie cachée, « tous nos grands saints font figure de réformateurs sociaux, ou de civilisateurs, ou de techniciens du progrès humain, ou d'organisateurs de bienfaisance ». Alors, ayant rappelé que le *poverello* d'Assise aimait la France (dont il voulut porter le nom) parce qu' « amie du corps du Seigneur », et qu'il eût souhaité y mourir « à cause de sa révérence pour les saints mystères », montré saint Louis, tout pénétré de tendresse franciscaine, fléchissant le premier les genoux aux paroles du *Credo* qui proclament l'Incarnation, M. Goyau évoque à son tour ce « grand moine fraternel », que M. René Bazin a fait si heureusement revivre, ce Charles de Foucauld, brillant officier et savant du premier mérite, mais pèlerin insatisfait de Rome, de Nazareth et de Jérusalem, où n'avait pas pu s'apaiser sa soif de ce bien suprême : la solitude, qui s'en allait, sous le nom de Frère Charles de Jésus, porter dans un ermitage d'Afrique le rêve enchanté d'une « Fraternité du Sacré-Cœur, » et s'enivrait de la pensée, digne d'un haut mystique, d'avoir fait le premier descendre le Christ au cœur du continent mystérieux. Ce « frère universel », comme il a voulu s'appeler, qui, suivant le vœu d'un découvreur de notre XVIIe siècle, dilatait « les bornes de la pitié, justice et civilité » françaises, c'est, après tant d'autres, le magnifique héraut « de la plus grande Église et de la plus grande France ».

Tel est ce livre, construit de main d'ouvrier : par la maîtrise du sujet, la puissance et l'harmonie des proportions, la convenance parfaite et l'allégresse de l'expression, l'un des trois ou quatre grands livres d'histoire de ces vingt dernières années. Trouvera-t-il parmi nous beaucoup de lecteurs ? — Sans aucun doute, si nous en sommes dignes.

Paul Feyel.

PASCAL ET LE PROBLÈME DU « DISCOURS SUR LES PASSIONS DE L'AMOUR » (1)

Ce fait, il faut l'expliquer; et, pour l'expliquer, un certain nombre d'hypothèses se présentent : rencontres dues au pur hasard, ou aux influences du milieu, ou à l'ascendant d'un commun maître; imitation d'un inconnu par Pascal; imitation ou pastiche de Pascal par un inconnu; collaboration de Pascal et d'amis divers, authenticité partielle, authenticité totale... que sais-je encore? A discuter toutes ces hypothèses, on trouvera peut-être que certaines s'éliminent ou se heur-

(1) Voir la *Revue Bleue* du 3 Février 1923.

tent à des difficultés graves, que certaines subsistent ou s'imposent ; et si l'on n'arrive pas à établir la vérité certaine, peut-être trouvera-t-on là le moyen d'indiquer au moins où il la faut chercher et où il est vain de la chercher. — Enfin et surtout il faut être juste envers tout le monde, même envers V. Cousin. Il ne suffit pas de baptiser toutes ses raisons de ce vilain nom d' « impressionnisme », pour être quitte avec lui, — ou avec elles. En fait, V. Cousin a tâché d'analyser son « impression » et ainsi de la justifier; il a tâché aussi de l'appuyer de véritables preuves. « N'est-ce pas là sa manière ardente et altière, tant d'esprit et tant de passion, ce parler si fin et si grand, cet accent que je reconnaîtrais entre mille? » Et plus loin : « La dernière main n'y a pas été mise, mais on reconnaît partout celle de Pascal, l'esprit géométrique qui ne l'abandonne jamais, ses idées favorites et jusqu'à ses mots d'habitude, sa distinction si vraie du raisonnement et du sentiment, et bien d'autres choses semblables qui se retrouvent à chaque pas dans les *Pensées* »; suivent immédiatement, à titre de « preuve presque matérielle », deux confrontations de textes, qui ne sont certes pas dénourvues de valeur. Il y a là-dedans du subjectivisme, j'en conviens. Mais il y a aussi autre chose : Cousin constate, comme M. Lanson, « des rencontres d'expression, de tour, de raisonnement surtout et de pensée avec les écrits authentiques de Pascal ». Il ne suffit pas de lui opposer la question préalable. Pour le réfuter, il faut examiner si ces rencontres sont imaginaires ou réelles, si les conclusions qu'il en tire sont arbitraires ou nécessaires. Et cela, M. Giraud ne l'a point fait. Sa discussion, ici, n'est donc pas concluante.

Quant aux autres arguments, invoqués par lui, ils ne sont rien moins que convaincants.

Que dans le second manuscrit du *Discours* le nom de Pascal ne soit même pas prononcé » lui a paru un fait « d'une extrême importance » et qui « changeait singulièrement les données du problème ». — En vérité, on se demande pourquoi. Nous ignorons si le nom de Pascal n'était pas inscrit quelque part, sur un feuillet qui aura disparu à la reliure. Mais nous n'avons même pas besoin de nous arrêter à cette hypothèse. Le silence du copiste ne nous force nullement à conclure qu'il ignorât ou qu'il rejetât l'attribution qui en était faite. Plus d'un curieux a copié des pages d'un auteur sans y mettre ou y faire mettre son nom qu'il connaissait pourtant, ainsi puisqu'il s'agit de Pascal, le fragment de ses *Pensées* sur la comédie a été imprimé en 1678, parmi les *Maximes de Madame la Marquise de Sablé*: C'est donc qu'il se trouvait copié parmi les papiers de la marquise, *sans nom d'auteur* : pourtant il est bien de lui. Il n'y a donc rien à conclure de ce silence. Au contraire, on peut se demander par quel hasard le second manuscrit se trouve relié avec le *Pater Noster des Jésuites*, « méchante rapsodie gallicane ou janséniste » qui, ni par le ton, ni par le sujet, n'a le moindre rapport avec le *Discours*. Serait-ce que ces deux ouvrages, si bizarrement unis, viennent d'un même collectionneur? Nous serions alors ramenés à l'hypothèse que nous suggérait déjà le contenu du recueil qui conserve le premier manuscrit : les deux amateurs d'opuscules religieux ou ecclésiastiques se seraient intéressés au *Discours* parce qu'il est attribué ou attribuable à Pascal.

Que le *Discours* soit complètement resté inconnu pendant près de deux siècles, que personne n'en ait parlé parmi les parents, les admirateurs ou les adversaires de Pascal, voilà qui paraît à M. Giraud un fait « un peu inquiétant ». « Cette ignorance, ce silence ne sont-ils pas bien extraordinaires, lorsque tous ses autres écrits, même ceux qui étaient perdus, comme la *Vie de Jésus*, nous sont signalés? » — M. Lanson a très fortement répondu à cet argument. Il n'est pas exact que la famille et les jansénistes aient recueilli ou signalé tous les écrits de Pascal : ils ne se sont intéressés qu'à ses essais religieux ou scientifiques; ses lettres de Mlle de Roannez, ils ont découpé les réflexions pieuses, ils les ont fondues dans les *Pensées*, sans nous dire que c'étaient là des extraits d'une correspondance, — et ils ont condamné le reste à l'oubli. En admettant qu'ils le connussent, il leur était impossible d'utiliser le *Discours* de cette façon; ces pages profanes ne pouvaient que les scandaliser, les gêner, leur inspirer la crainte qu'on ne s'en servît pour diminuer l'autorité du « Secrétaire de Port-Royal » et qu'on n'en opposât malignement le ton et le sujet aux Provinciales : « Qui sait s'ils n'eussent point été capables de les anéantir? » En tous cas ils ont sûrement été capables de s'en taire. Et puis l'ont-ils connu? Pascal l'avait-il conservé? Leur en a-t-il parlé? Nous l'ignorons. Il se peut fort bien qu'il eût soumis son manuscrit à l'un des compagnons de sa vie mondaine, et qu'il ait négligé ou dédaigné de le redemander. Quelle importance pouvait-il y attacher après sa dernière et définitive conversion?

De même il est vain de s'étonner que le *Discours* soit « seul de son espèce dans l'œuvre tout entière de Pascal ». — D'abord nous n'en savons rien : c'est le seul *conservé* ou même le seul connu, car nous ignorons quelles découvertes nous réserve l'avenir. Mais quand il serait réellement seul? La période mondaine de Pascal n'est pas si longue; on peut la faire durer deux années au plus; de la *Lettre sur la Mort* (octobre 1651) aux aveux d'inquiétude et de remords qu'il fit à Jacqueline (septembre 1653). Encore ne s'est-il engagé « qu'insensiblement » dans le monde; encore a-t-il consacré une partie de son activité aux travaux scientifiques; encore a-t-il fallu qu'il fît son apprentissage sous Méré, se dépouillât de sa rouille provinciale et bourgeoise, et « commençât l'étude de l'homme »; tout cela supputé, combien de mois reste-t-il où il aurait pu composer d'autres essais du même genre? Et enfin, quand il en aurait eu le temps, pourquoi veut-on qu'il ait « récidivé? » C'est une exigence arbitraire : qui s'étonne, par exemple, que Racine ait écrit une seule comédie?

Ces réserves faites, reste cependant que, grâce à M. Giraud, on reconnaît sans valeur, ou, pour mieux dire inexistante, la seule preuve extrinsèque sur laquelle on puisse établir l'authenticité du *Discours*. C'est là le vrai fait nouveau, et il exige un examen nouveau et plus minutieux des preuves intrinsèques, lesquelles désormais restent seules. Examinons-les donc le plus sévèrement possible.

*
* *

A la première ligne du *Discours*, je lis : « L'homme est né pour penser. » Pascal a écrit : « L'homme est visiblement fait pour penser. » C'est une première ressemblance, ou plutôt une identité. Elle n'est pas déci-

sive. En ce siècle de Cartésianisme, la même idée aurait pu être écrite par bien des gens; et la forme qui lui est donnée n'a rien qui l'individualise. Ce n'est cependant pas un indice à négliger. En ce genre de recherches, la multiplicité des rapprochements accroît singulièrement la valeur de chacun d'eux. Cette ressemblance, qui, seule, ne signifierait absolument rien, signifie quelque chose si d'autres ressemblances viennent s'y ajouter.

Or il en est une autre, — une seconde, — d'une importance capitale. « Il y a deux sortes d'esprits, écrit l'auteur du *Discours*, l'un géométrique et l'autre qu'on peut appeler de finesse. Le premier a des vues lentes, etc... » On ne peut pas ne pas faire le rapprochement avec la fameuse pensée de Pascal : *Différence entre l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse;* c'est la même idée, c'est la même formule, et c'est la même formule *pascalienne*. En effet, M. Giraud le reconnaît le premier, « on ne la trouve que dans Pascal, ou dans ceux qui ont lu Pascal. » Méré, à qui l'on a pu songer pour lui attribuer le *Discours* ou une part dans le *Discours*, a bien, dans sa fameuse lettre à Pascal, été sur le point d'énoncer cette distinction; mais il a tourné autour sans paraître la saisir pleinement et il n'en a pas trouvé la formule. Dans le manuscrit qu'a étudié M. Boudhors, il arrive bien à parler de l' « esprit mathématique », mais il y oppose ce genre d'esprit dont la fin de sa lettre donnait déjà l'idée, « l'esprit métaphysique ». La différence est grande et il apparaît que c'est bien Pascal — et Pascal seul — qui a inventé à la fois et l'idée et l'expression. Les théories de Méré l'ont mis sur la voie; la nature d'esprit et de raisonnement de Méré lui-même l'a amené à concevoir « les fins qui ne sont que fins », pour les opposer aux géomètres qui ne sont que géomètres, et aux géomètres qui, en même temps, sont fins : et c'est ainsi qu'il a abouti à sa formule. La comparaison est encore plus significative si nous l'étendons à la *pensée* voisine de Pascal : *Diverses sortes de sens droit*, etc. Car nous trouvons ici le premier état de l'idée de Pascal, et la première formule qu'il lui donnait, peut-être d'après Méré (*Discours des Agréments*) : « l'esprit de justesse » opposé à l' « esprit de géométrie ». Or, comme l'a remarqué M. Lanson, l'auteur du *Discours* « use d'une précaution oratoire : *et l'autre qu'on peut appeler de finesse;* il en faut conclure que l'expression était familière à l'auteur des *Pensées* et nouvelle pour l'auteur du *Discours* ». Ainsi la formule du *Discours* s'insère logiquement et chronologiquement entre la pensée : *Diverses sortes de sens droit*... et la pensée : *Différence entre*, etc., et elle apparaît, dès lors, plus exclusivement pascalienne que jamais.

Ce second rapprochement exclut l'hypothèse d'une rencontre fortuite que le premier laissait subsister. Il exclut même l'hypothèse que le *Discours* serait d'un inconnu dont se serait inspiré ou qui aurait imité Pascal. M. Lanson avait déjà fait observer que cet auteur supposé ne pouvait être ni Méré ni un contemporain de Méré. Ce n'est pas Méré, puisque Méré n'a pas conçu la formule « esprit de finesse », et j'ajoute n'a pas compris ou accepté la notion qu'elle exprime; puisque Méré n'a pas subi l'influence cartésienne dont le *Discours* offre le témoignage incontestable; puisque Méré y apparaît seulement par celles de ses idées qui ont fait impression sur Pascal et n'y apparaît par aucune de celles que Pascal n'a pas adoptées en tout ou en partie; puisque Méré n'a reproduit nulle part telle idée intéressante et originale du *Discours*; puisque Méré n'avait aucune raison de renier ou d'oublier ce *Discours*, étant donné qu'il estimait fort ou même surfaisait ses ouvrages. Ce n'est pas un contemporain de Méré, car il n'y en a aucun « qui soit à Méré dans le rapport où est Pascal, à Pascal dans le rapport où est Méré » — et j'ajoute à Descartes et à Méré tout ensemble, dans le rapport où est ici Pascal; qui « ait les idées que Pascal a en commun avec Méré » plus une idée (ou des idées) que Pascal n'en a point reçues. Mais maintenant, comment imaginer un homme dont l'esprit aurait à ce point passé par les voies où est passé l'esprit de Pascal, qu'il nous offre une transition inattendue entre divers états d'une même théorie sûrement pascalienne?

En revanche, l'hypothèse que le *Discours* serait de quelqu'un qui imite — ou pastiche Pascal — reste plausible. Le « que l'on peut appeler... » serait alors un procédé pour dissimuler l'influence, en feignant une rencontre. Voyons si un examen plus prolongé nous amène à choisir entre celle-là et l'hypothèse que Pascal serait bien l'auteur du *Discours*.

Nous remarquons tout de suite bien d'autres ressemblances d'idées. On lit dans le *Discours* : « A mesure qu'on a plus d'esprit, l'on trouve plus de beautés originales », et dans les *Pensées* : « A mesure qu'on a plus d'esprit, on trouve qu'il y a plus d'hommes originaux. » C'est un rapprochement de fond et de forme qui saute aux yeux, — et cela en fait trois.

« Il faut (à l'homme) du remuement et de l'action », dit le *Discours;* et Pascal écrit : « De là vient que les hommes aiment tant le bruit et le remuement. » — C'est « parce qu'on n'aime pas demeurer avec soi », ajoute le *Discours;* et les *Pensées* sur le *Divertissement* expriment, comme on sait, la même idée. — Cela fait cinq.

« Dans une grande âme tout est grand », dit le *Discours;* et Pascal donne une application immédiate de cette idée en remarquant que pour arriver à un « certain genre de mal » il faut une grandeur extraordinaire d'âme » comme pour arriver au bien. — Cela fait six.

Le *Discours* remarque que le beau n'a jamais été nettement défini; Pascal de même; — qu'il y a cependant un « modèle » de beau; c'est ce que ce Pascal répète — que, « l'agréable et le beau n'est que la même chose »; et Pascal identifie de même l'agrément et la beauté; — que « la mode »... règle souvent ce que l'on appelle beauté »; et Pascal écrit : « la mode fait l'agrément ». — Cela fait dix.

Le *Discours*, ayant établi qu'il y a des vérités imprimées par la nature dans nos âmes, ajoute : « On le sent mieux qu'on ne le peut dire. Il n'y a que ceux qui savent brouiller et mépriser leurs idées qui ne le voient pas»; et c'est l'opposition que Pascal établit entre « ceux qui sont accoutumés à juger par le sentiment » et ceux qui sont accoutumés à « raisonner par principes ». — Le *Discours* affirme que suivre son sentiment en se donnant au plaisir, c'est suivre sa raison; et Pascal écrit : « Tout notre raisonnement se réduit à céder au sentiment. » M. Lanson concède ici qu'il y a une différence, le *Discours* exprimant qu'on suit effectivement la raison, et les *Pensées* qu'on croit les suivre. Mais d'abord, c'est bien la même constatation psychologique que le sentiment entraîne la raison, et puis

cette idée, qu'on croit suivre la raison quand on ne suit que le sentiment, apparaît ailleurs dans le *Discours* : « on doit le sentir (qu'il faut aimer)... et l'on a le plaisir de se tromper quand on consulte. » — Le *Discours* distingue les cas où l'on juge par règle, des cas où l'on juge sans règle, ou plutôt où l'on juge d'après une règle personnelle « souveraine et indépendante de celle des autres »; ainsi Pascal oppose d'une part la morale du jugement et la morale de l'esprit, dont l'une a une règle, tandis que l'autre est « sans règle », et d'autre part, lui-même, qui a sa règle pour juger d'un ouvrage, et ceux qui ne savent qu'il a sa règle à lui. — Le *Discours* écrit : « Les qualités d'esprit ne s'acquièrent point par l'habitude, on les perfectionne seulement; » et Pascal écrit qu'on « se forme l'esprit et le sentiment par les conversations » pourvu qu'on « sache bien choisir » c'est-à-dire qu' « on l'ait déjà formé et point gâté ». — Le *Discours* soutient que : « l'on a bien une règle pour devenir agréable »; et Pascal « qu'il y a des règles aussi sûres pour plaire que pour démontrer », etc. (*Art de persuader*). — Cela fait quinze.

Enfin, l'auteur du *Discours*, examinant la valeur des preuves qu'il allègue, les juge fortes parce qu'elles « obligent tout le monde à faire réflexion sur soi-même et à trouver la vérité dont on parle »; et l'on sait que Pascal a noté aussi la supériorité de ce genre d'arguments qui forcent le lecteur ou l'auditeur à trouver en lui-même la vérité qui y était sans qu'il le sût. — Et cela fait seize.

Voici donc seize endroits où le *Discours* et les écrits authentiques de Pascal sont, pour ainsi parler, superposables. Il faudrait certes que l'imitateur fût singulièrement nourri de Pascal pour arriver à le reproduire si fidèlement. Je ne crois pas qu'il soit possible d'atteindre involontairement à un décalque si exact. On devrait alors songer à un pastiche. Or, M. Lanson a fort bien montré combien cette hypothèse est invraisemblable. Un mondain, un bel esprit épicurien qui eût voulu traiter de l'amour, eût pastiché un des maîtres du genre, Mlle de Scudéry, La Rochefoucauld, voire Racine; mais l'auteur des *Pensées?* Ou, selon moi, si cette idée fût venue à quelqu'un, c'eût été à quelque franc libertin, transfuge du jansénisme ou assailli par des convertisseurs jansénistes; mais alors la chose eût pris un tout autre caractère, et, avec des expressions empruntées au grand homme du parti, c'eût été de l'impiété, de l'obscénité, ou à tout le moins des pensées hardies et libres qu'il se fût efforcé de rendre. Admettons pourtant qu'il s'agit ici d'un pastiche. Admettons que les ressemblances de formules, de construction, de style en un mot, peuvent-elles aussi s'expliquer de la même façon et disons avec Sully-Prudhomme: « Un faussaire ne devait pas négliger ce facile moyen de faire illusion. »

Mais s'il est « facile » de reproduire des idées ou de plagier le style, il l'est beaucoup moins d'inventer des idées voisines de celles de Pascal, et qui, ne présentant pas cette identité suspecte, aient cependant avec elles un air de parenté révélateur. Or, ces idées abondent dans le *Discours*. Laissons de côté l'étonnement de l'auteur devant l'effet que la coutume a sur nos passions, semblable à l'étonnement de Pascal devant l'effet de la coutume sur nos idées et nos conceptions. Si le mot « coutume » est une conjecture vraisemblable, c'est une conjecture. — Mais le *Discours* déclare : « L'homme est né pour le plaisir »; et Pascal : « Tous les hommes recherchent d'être heureux. » Ce n'est pas tout à fait la même chose; mais qui ne sent que le mondain qui a écrit la première formule devait naturellement la transformer en la seconde formule, une fois converti. Le plagiaire n'avait pas la même raison pour faire la transformation inverse. — On lit dans le *Discours* : « Un plaisir vrai ou faux peut remplir également l'esprit »; dans les Pensées : « L'imagination remplit ses hôtes d'une satisfaction beaucoup plus pleine et entière que la raison », etc. Il était naturel que Pascal, s'il avait remarqué qu'un plaisir faux nous rend aussi heureux qu'un plaisir vrai, ait noté cet effet parmi les prestiges de l'imagination. Il l'était moins que le plagiaire allât chercher cette remarque dans le fragment sur l'imagination, le *Discours* n'étudiant pas ici le rôle de l'imagination dans l'amour. — Le *Discours* signale en nous cette « source d'amour-propre » qui nous représente à nous-mêmes comme pouvant remplir plusieurs places en dehors, et explique ainsi notre joie d'être aimés. C'est de la même façon que les *Pensées* expliquent le désir de la réputation et de l'honneur : « Nous voulons vivre dans l'idée des autres d'une vie imaginaire ». — La théorie du *Discours* sur les délicats et les grossiers en amour est comme une réplique, c'est, en tous cas, une application originale de la distinction de l'esprit de géométrie et de l'esprit de finesse. — L'auteur du *Discours* s'interroge sur la « justice » de certains effet de l'amour ; Pascal proclame « injuste » qu'on s'attache à lui. — Le *Discours*, montrant quels heureux effets peuvent avoir en amour un silence opportun et un trouble qui éteint pour un temps la vivacité de l'amoureux, ajoute : « Tout cela se passe sans règle et sans réflexion; et quand l'esprit le fait, il n'y pensait pas auparavant. » C'est la même remarque que Pascal fait sur les procédés spontanés de l'esprit de finesse : l'esprit des fins part bien, comme l'esprit géométrique, des définitions et des principes, « mais il le fait tacitement, naturellement et sans art. » — Le procédé par lequel nous connaissons les hommes, selon le *Discours*, c'est en nous comparant nous-mêmes avec les autres. Cette comparaison est, pour Pascal, le fondement même de l'art de persuader. — « Quand on a plus de vue, est-il dit dans le *Discours*, l'on aime jusqu'aux moindres choses, ce qui n'est pas possible aux autres. » Encore une application de la théorie des fins et des géomètres. — Enfin, la difficulté de trouver le juste milieu, « le point », en amour, que signale le *Discours*, qu'est-ce autre chose que la difficulté de trouver « le point indivisible qui soit le véritable lieu » pour regarder des tableaux, le juste milieu « dans la vérité et dans la morale? » — Est-ce que dans tous ces exemples — et peut-être en est-il qui m'aient échappé — on ne trouve pas assez de ressemblances pour reconnaître le même homme, assez de différences pour qu'il soit invraisemblable de songer à un pastiche? Quelle habileté merveilleuse eût eue l'auteur de cette gageure?

Il y a plus. Ce qui trahit le plus aisément le pastiche, c'est l'exagération, l'excès. L'auteur d'un pastiche est toujours plus royaliste que le roi. S'il imite Corneille, il sera plus Cornélien, d'une manière plus continue, plus tendue, que Corneille lui-même; s'il imite Pascal, plus pascalien que Pascal. Ici, il n'en est rien, et tout au contraire, comme l'a remarqué M. Lanson, « le *Discours* paraît, en général, offrir plutôt des for-

mes embryonnaires que des formes dérivées ou dégradées de la pensée de Pascal ». — Le développement sur l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse est moins poussé que celui des *Pensées*. — Quand l'auteur du *Discours* parle de l'impuissance où est l'homme de demeurer avec soi, il est, si je puis ainsi parler, au bord de la théorie du *Divertissement*. Quelle tentation pour un auteur de pastiche de placer le mot même, ou au moins de glisser ingénieusement l'essentiel de cette théorie! Comme le lecteur dupé y verra une preuve d'authenticité! L'auteur du *Discours* n'en a rien fait. — Il écrit : « A force de parler d'amour, on devient amoureux. » C'est l'embryon de la théorie de la « machine ». Or la « machine » (avec le « Divertissement») c'est bien ce qui fait tout de suite songer à Pascal. Le *Discours* ne dit rien qui nous invite à ce rapprochement. — Et dans le paragraphe du *Discours* « L'homme n'aime pas à demeurer avec soi... », M. Lanson, par une fine analyse, a montré ce qui se trouve dans plusieurs pensées de Pascal : « L'âme sortant d'elle-même, le vide qui se crée en elle, l'effort pour remplir ce vide, l'idée que tous les objets extérieurs ne sont pas bons pour le remplir, qu'il faut un objet qui ne soit pas l'homme même, mais qui ne lui soit pas étranger, voilà les éléments communs. Dans les *Pensées* comme dans le *Discours*, l'amour et le désir du bien s'orientent par la restriction de la liberté du choix: Dieu, intérieur à l'homme quoique distinct de l'homme, prend la place de la femme, différente de l'homme et semblable à l'homme. C'est une application de la méthode chère à Pascal, qui fait consister la vérité dans la réunion des contraires. » — Il me paraît tout simplement impossible qu'imitateur inconscient ou pasticheur volontaire, un auteur qui se serait inspiré de Pascal en ait ainsi reproduit les idées et la méthode dans leur devenir et non dans leur état définitif.

N'est-ce pas assez encore? Cherchons donc davantage. Le *Discours* s'adapte avec une justesse surprenante à la biographie et à la biographie intellectuelle de Pascal Si Pascal s'est insensiblement engagé à revoir le monde, c'est parce que « l'application prodigieuse qu'il avait donnée aux sciences lui avait causé diverses incommodités qui engagèrent les médecins à lui ordonner de quitter toute étude ». Or, le *Discours* constate que les « pensée pures » « fatiguent et abattent l'esprit de l'homme », que « l'attachement à une même pensée fatigue et ruine l'esprit de l'homme ». — Pascal, débutant dans la vie mondaine, se rendait ridicule aux yeux de Méré pour appliquer aux choses de la vie et de l'esprit les méthodes mathématiques. L'auteur du *Discours* a l'idée étrange d'appliquer la méthode mathématique à la psychologie : « Quand l'amour et l'ambition se rencontrent ensemble, elles ne sont grandes que de la moitié de ce qu'elles seraient s'il n'y avait que l'une ou l'autre. » Pascal à la même époque vient de faire ses expériences sur le vide, et sur l'équilibre des liquides; il est tout chaud des polémiques qu'il a soutenues à ce sujet; il ne renonce pas à s'en occuper encore. Et l'auteur du *Discours*, avec une véritable obstination, a l'air de considérer l'esprit comme un récipient où le vide se fait quand l'homme sort de lui-même et où les autres se précipitent alors pour remplir ce vide. Il paraît ici imbu des images et préoccupé des expériences du physicien, comme il le paraissait tout à l'heure de la méthode mathématique. — Pascal méritait que Méré lui dit en forme de reproche : « Ce Descartes que vous aimez tant » Et l'auteur du *Discours* apparaît comme imprégné de cartésianisme. — Un des traits les plus frappants des écrits de Pascal, ouvrages scientifiques et traités apologétiques, c'est qu'en même temps qu'il veut convaincre ou persuader, il analyse et justifie la méthode qu'il emploie. L'auteur du *Discours* a cette même habitude : « ... c'est en cela que consiste la force des preuves de ce que je dis ». — Et comme Pascal enfin, l'auteur du *Discours* témoigne estimer avant tout la qualité qu'il appelle : « la justice dans l'esprit »; la « netteté d'esprit ». — Si l'auteur du *Discours* manifeste les mêmes tendances ou habitudes permanentes que nous retrouvons dans Pascal, s'il laisse apercevoir la même lassitude, s'il a la même admiration pour Descartes, s'il emploie les mêmes procédés que le Pascal de 1651 à 1653, n'en faut-il pas conclure qu'il est Pascal lui-même?

Et enfin, — car sinon comme preuves proprement dites, au moins comme appoint et confirmation des preuves accumulées jusqu'ici, ce ne sont point choses sans valeur, — n'est-il pas vrai qu'on retrouve dans le *Discours* jusqu'au ton et jusqu'à l'accent de Pascal? « Cependant j'en connais qui disent que cela n'est pas vrai », du *Discours* ne rappelle-t-il pas le : « J'en sais qui ont défini la lumière en cette sorte... » de *l'Esprit géométrique?* il y a bien là le même étonnement et le même dédain. Victor Cousin avait-il si tort de s'écrier « Je sens Pascal », quand il lisait : « La vie de l'homme est misérablement courte... C'est une chose étrange que la coutume se mêle si fort de nos passions!.. il faut pourtant avouer que (la nécessité de reprendre des forces pour mieux aimer) est une *misérable suite de la nature humaine* et que l'on serait plus heureux si l'on n'était point obligé de changer de pensée; mais il n'y a point de remède... L'égarement à aimer en divers endroits est aussi monstrueux que l'injustice dans l'esprit.... » Je sais bien que M. Giraud nie précisément la valeur de ce dernier exemple : « Le mot *monstrueux*, dit-il, n'a peut-être pas ici le sens « violent » et exclusivement moral que nous lui donnons de nos jours. Il signifie souvent au XVIIe siècle étonnant, stupéfiant, choquant pour la raison ». Malheureusement M. Giraud cite des exemples à l'appui de son interprétation. « Cf. Bossuet : « les juifs, peuple *monstrueux*, qui n'a ni feu ni lieu, sans pays et de tous les pays »... Pascal : « C'est une chose *monstrueuse* de voir dans un même cœur et en même temps cette sensibilité pour les moindres choses et cette étrange insensibilité pour les grandes ». Il vous semble que dans ces deux textes, *monstrueux* signifie simplement « étonnant » ou même « choquant pour la raison »?... A moi pas! Et sans dire (encore une fois) que des accents pareils soient ce qu'on appelle des preuves, j'y reconnais cependant des indices non négligeables.

Ainsi l'auteur du *Discours sur les Passions de l'Amour* reproduit nombre d'idées qui sont à Pascal, et une (au moins) qui n'est qu'à lui; il emploie les formules de Pascal; il exprime des théories ou des jugements qui sont étroitement apparentés à ceux de Pascal; on retrouve chez lui des idées pascaliennes à l'état naissant et notamment, sans qu'il ait découvert « la Machine » ou le « Divertissement », on voit très nettement comment la Machine et le Divertissement ont pu naître de ses remarques psychologiques; le *Discours* à sa date présumée, s'insère avec une exactitude étrange dans la biographie matérielle et dans la biographie psychologi-

que de Pascal; on y reconnaît le même état de maladie, les mêmes influences subies, les mêmes habitudes d'esprit, les mêmes préoccupations coutumières; on y entend le même accent. Et l'auteur du *Discours* serait *un inconnu*, une sorte de sosie intellectuel et moral de Pascal? Quelle hypothèse compliquée! Pour moi, je l'avoue, mon opinion est faite dès maintenant. Je trouve le scepticisme de M. Giraud injustime, les concessions de M. Lanson excessives; et je reprendrais volontiers la boutade de Mark Twain (si je ne me trompe) à propos de Shakespeare : « Bien sûr, les tragédies qu'on lui attribue ne sont pas de Shakespeare. Elles sont d'un autre, qui s'appelait comme lui ».

Encore, dans cette confrontation, ai-je pris le *Discours* d'une part et d'autre part les écrits de Pascal, *tels que nous les connaissons actuellement*. Or, le *Discours* date au plus tard des environs de 1700, tout le monde est d'accord là-dessus; et même la structure de la phrase indiquerait plutôt une date antérieure : elle nous reporte à la première moitié ou, si l'on veut, aux trois premiers quarts du XVIIe siècle. Admettons néanmoins cette date de 1700. A ce moment, on ne pouvait lire Pascal que dans l'édition de Port-Royal. Suivons donc la méthode préconisée par MM. Giraud et Lanson et appliquée par ce dernier : comparons le *Discours* aux écrits de Pascal qui sont connus ou dont la forme authentique est connue depuis 1700 seulement. Le résultat est frappant.

Comment se fait-il que, par une rencontre merveilleuse, l'auteur du *Discours* ait écrit : « Il lui faut (à l'homme) du *remuement et de l'action* », là où Pascal avait écrit : « les hommes aiment... le bruit et le *remuement* », tandis que Port-Royal imprimait : « le bruit et le *tumulte du monde* »? — Comment se fait-il que, par une divination géniale, l'auteur du *Discours* ait écrit : « L'homme n'aime pas à demeurer avec soi...; il faut qu'il cherche *ailleurs* de quoi aimer », quand Pascal avait écrit « Notre instinct nous fait sentir qu'il faut chercher notre bonheur hors de nous », tandis que Port-Royal imprimait : « *dans nous* »? — Comment se fait-il que l'auteur du *Discours* ait proclamé l'existence d' « une règle pour devenir agréable », alors que cette idée apparaît dans *l'Art de persuader* imprimé seulement en 1728? — Comment se fait-il qu'il ait reconnu l'influence de la mode sur la conception de la beauté, alors que cette idée se lit pour la première fois dans un fragment publié par Bossut en 1779? — Comment se fait-il que sa théorie de la beauté qui peut contenter l'homme et qui doit être à la fois différente et semblable, soit nettement parallèle à la théorie de Pascal sur le bonheur de l'homme qui est à la fois « et hors et dans nous, » extérieur et intérieur, alors que les fragments où elle se trouve n'ont été publiés que par Bossut? — Et je ne dirai pas : comment se fait-il que le terme « machine » se trouve à la fois dans le *Discours* et dans les fragments publiés par Faugère? puisqu'il peut venir dans le *Discours* et dans les *Pensées* de l'influence Cartésienne. Mais je dirai : comment se fait-il que la *théorie* de la *Machine* apparaisse en germe dans le *Discours*, alors qu'on la connaît seulement depuis qu'on a rétabli le texte véritable des *Pensées* altéré par Port-Royal? — Tout cela semble bien inexplicable si l'auteur du *Discours* et Pascal ne sont pas un seul et même homme.

Gustave MICHAUT,
Professeur à la Sorbonne.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

OUTRE-OCÉAN

Au dire de *Current Opinion* (janvier), le chancelier Wirth a abdiqué entre les mains de Joseph-Wilhelm Cuno. Abdication justifiée. Le Dr Cuno est en effet un très habile homme, ayant surtout le don de s'attacher son monde et d'obtenir de lui le meilleur rendement. « Il passe d'ailleurs pour une des rares intelligences susceptibles par le temps qui court de voir les deux côtés d'une question — et cette objectivité s'applique aussi bien aux problèmes où les intérêts allemands sont en jeu. Sa valeur n'est pas inférieure à celle de Ballin. Son énergie égale la large envergure d'esprit qu'il apporte dans la compréhension des choses et il n'ignore même pas l'art des accommodements nécessaires ». Bref, s'il y a aujourd'hui un homme capable de sauver l'Allemagne, c'est le Dr Cuno.

ALLEMAGNE

Extrait de la chronique politique de la *Deutsche Rundschau*, en son fascicule de janvier : « Personne n'ignore que l'Angleterre ne tient pas plus que l'Amérique à voir la France exercer son contrôle sur la Ruhr. Le Rhin ne présente ni pour les Anglais ni pour les Américains le même intérêt que pour les Français. On ne saurait cependant prédire avec certitude que ceux-ci reculeront au cours de l'année qui commence... Nous avons eu à plusieurs reprises ces derniers mois l'occasion de constater que la politique française avait perdu son assurance au milieu de la confusion qui règne aujourd'hui en Europe. Poincaré n'appartient d'ailleurs pas moins que Lloyd George à la génération de notre dernier Kaiser. Pour lui aussi, entre le cliquetis du sabre et la ferme résolution d'agir il y a de la marge... L'antagonisme qui existe entre lui et le Président Millerand, la rivalité de Loucheur, les obscures éventualités que représentent Tardieu et Clémenceau, tout cela pourrait bien entraîner d'une heure à l'autre la chute de son ministère... et son collègue belge Theunis n'est pas plus solide ».

Dans les *Grenzboten*, Herr Heinz Reimesch expose « la situation de l'Ecole allemande à l'étranger », — car un peuple ne saurait jamais s'intéresser assez à la défense et à la diffusion de sa pensée dans le monde par le moyen de l'enseignement.

Les Allemands de Transylvanie consacrent chaque année plusieurs millions à l'entretien de quelques centaines d'écoles primaires, de sept lycées, de divers établissements d'enseignement commercial et d'enseignement agricole. Le germanisme est pareillement en bonne posture dans le Banat, où une école normale catholique de sa fondation forme aujourd'hui des maîtres compétents et zélés. L'Université de Czernowitz est perdue pour l'Allemagne, mais cette dernière conserve en Bukovine de nombreuses écoles primaires et secondaires. En Bessarabie, on trouve une école allemande dans chaque commune. Pas de sacrifice que les Allemands d'origine ne s'imposent dans les Provinces

baltiques en vue de sauvegarder la situation que la mère-patrie doit ici à la diffusion de sa langue et de sa littérature. — Outre-Océan ? Dans l'Amérique du Nord, les établissements d'instruction publique se sont récemment ouverts à l'enseignement de l'allemand. D'autre part, celui-ci est largement répandu à travers l'Amérique du Sud (et surtout au Chili, dans le Venezuela, au Mexique et dans l'Argentine). — En Chine et au Japon, c'est à peine si la guerre a un moment préjudicié à l'œuvre entreprise par les pionniers du germanisme.

Sous toutes les latitudes, l'École allemande sert activement la cause nationale.

BELGIQUE

A propos du livre récent de M. L. Raynaud, *L'Influence allemande en France au* XVIII*e et au* XIX*e siècle*, M. Wilmotte a, dans *La Renaissance d'Occident* (janvier), cette observation, dont on appréciera la finesse: « Le plus souvent, qu'il s'agisse des drames de Schiller, des contes d'Hoffmann, de la philosophie de Schopenhauer ou du Nietzcheisme, une prompte réaction s'est produite... S'il en advint autrement de *Werther* et plus tard du *Faust* de Goethe, de la philosophie de Kant ou de la musique de Wagner, c'est qu'on se trouve alors en présence d'un état particulier de la sensibilité ou d'une tendance appuyée de l'esprit, en France même. Le culte de Wagner... a été et reste pour nous tous la protestation d'une élite contre la musique facile et la satisfaction, en même temps, d'un certain idéalisme glissant du cerveau dans les nerfs et correspondant à telle disposition de l'heure. *Werther* eût-il connu cette vogue persistante s'il n'avait merveilleusement condensé et exprimé certains troubles de l'âme occidentale... ? »

SUISSE

La Revue de Genève poursuit « la série » qu'elle aura consacrée à la question de « l'avenir de l'Europe » et voici, dans son fascicule de janvier, « le point de vue d'un Français », celui d'un Espagnol et celui d'un Russe. — Notre compatriote, M. André Gide, estime que le malaise général en Occident vient de ce que, tiraillés entre la religion et la civilisation, « dans aucun sens nous ne réussissons rien de pur ». La civilisation n'a pu proscrire la religion et celle-ci, tout en protestant contre la culture, se laisse entraîner par elle très loin de sa pensée première, qui est essentiellement dans l'Evangile. « Nous avons vu les nations d'Europe s'entre-heurter et tuer au nom du même Dieu, », au nom du Christ qui ordonne à celui qui prétend le défendre de remettre l'épée au fourreau. — Cependant, à en croire M. Miguel de Unamuno, « toute foi naît du désespoir ». Le pessimisme qui oppresse notre société engendrera probablement demain « une foi nouvelle », à laquelle l'Occident devra une nouvelle religion. « Nouvelle ? Non. Ce sera la religion de toujours..., la religion de la valeur infinie et éternelle de l'homme individuel, de l'Homme ». — La réponse de M. Dmitri Merejkovski à l'enquête de notre confrère a un autre accent : « Il est probable, y lit-on, que le feu de la guerre qui couve jaillira, n'importe où. Il est probable aussi que cette seconde guerre mondiale ne sera pas de longue durée ; elle dégénérera en guerre civile et les tourbillons de la fumée noire et lourde ramperont sur toute l'Europe. Aussi les termes et les délais n'ont pas d'importance. Qu'importe en effet en combien d'années ou de dizaines d'années sera dépensé, mangé, pillé, dévasté tout ce que l'humanité a amassé pendant des siècles et des millénaires d'existence humaine ? C'est le règne de la Bête qui vient... »

Gaston Choisy.

LES LIVRES NOUVEAUX

Henri de Noussanne. — *L'Aventure du Tasse à Chaâlis*, roman. (Bloud et Gay.)

M. Henri de Noussanne est parti de quelques faits réels pour construire un édifice pittoresque et touffu comme une cathédrale. Présentée par lui, la fable prend la force de la vérité : le travail de l'historien apparaît sans cesse sous la trame fantaisiste du conte. Le romancier a retrouvé les formes de penser du temps et du milieu, il donne l'impression d'avoir vécu dans les décors qu'il évoque et d'avoir pratiqué les mœurs d'une époque qu'il décrit avec un don d'assimilation d'une souplesse rare.

L'intrigue attachante présente les apparences d'une reconstitution et je ne sais ce que je goûte le plus de la vraisemblance du dialogue ou de l'élégance aristocratique du style et de sa couleur.

André Tête : *Le Parc aux Chimères* (Librairie Plon-Nourrit et Cie)

Sous ce joli titre, plutôt lunaire et mélancolique, M. André Tête a groupé des inspirations moins floues et moins éthérées qu'on ne le pourrait croire. Sa muse alerte ne dédaigne pas de s'intéresser aux petites misères sentimentales de notre vie quotidienne. Elle le fait sur un ton bon enfant qui exclut tout prétention et se fait pardonner un peu de laisser-aller par la prestesse de son esprit. Cette muse est un trottin court vêtu mais coquet, qui sait l'art d'aguicher ses soupirants et de faire au bon moment un faux pas. Les chutes des poèmes du *Parc aux Chimères* sont ordinairement fort heureuses. Or, en poésie, comme au théâtre, l'art de bien tomber est difficile. M. André Tete a bien dressé son inspiratrice.

Yvanhoé Rambosson.

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

Bulletin Tchécoslovaque

Les graves décisions auxquelles le gouvernement français a été acculé par les manquements constants et prémédités de l'Allemagne ont, pour l'Europe Centrale et pour la Tchécoslovaquie, voisine immédiate de l'Allemagne, une importance des plus grandes. Tant que le problème des réparations n'est pas résolu d'une façon définitive, il ne faut pas songer à une stabilisation économique de l'Europe Centrale. Toutes les convulsions de l'Occident ont forcément une forte répercussion au centre de l'Europe, et notamment dans la Tchécoslovaquie, que sa situation géographique relie économiquement à l'Allemagne dans une mesure assez considérable. Il est donc naturel que l'opinion publique suive les événements de la Ruhr avec un intérêt passionné et que l'on discute les problèmes de politique générale suscités par les sanctions appliquées par la France. Nous sommes heureux de constater que les commentaires de la presse tchécoslovaque n'ont pas démenti la traditionnelle et profonde sympathie pour la France.

Il est très instructif de comparer le ton de la presse tchèque à l'attitude adoptée par la presse magyare dans la question de la Ruhr. Tandis que la presse magyare a été franchement hostile à la France, la presse tchèque, à l'exception du journal communiste, a été unanime à constater le bien-fondé des sanctions françaises vis-à-vis d'un débiteur récalcitrant et obstiné. Bien que consciente des suites fâcheuses que pourraient avoir, pour sa situation économique, de nouvelles perturbations dans son voisinage immédiat, la Tchécoslovaquie, persuadée de la nécessité et de la justice des sanctions contre l'Allemagne, est prête à en subir les répercussions inévitables. S'appuyant sur ses alliés de la Petite Entente, elle continuera sa politique de défense des traités.

Entre le droit et l'injustice, entre la vérité et le mensonge, la nation tchèque n'a jamais hésité. Dans le conflit actuel, sa place ne pouvait être ailleurs qu'au côté de la France. Aussi M. Benès, fidèle à la politique qu'il exécute depuis des années, n'a-t-il pas hésité à expliquer et à défendre, à la Chambre et au Sénat, devant la Commission des affaires extérieures le point de vue français. Avec la précision méthodique qui le caractérise, il exposa la genèse du problème des réparations, les difficultés du plan de Londres, la situation à la conférence de Paris et les causes de son échec, ainsi que les raisons qui ont amené la France à recourir à des sanctions : « La France, dit-il, a perdu confiance dans l'accomplissement par l'Allemagne des obligations financières que celle-ci a contractées. L'Allemagne n'a pas voulu, ou n'a pas su remettre de l'ordre dans sa situation financière intérieure, dans son budget, dans ses entreprises publiques et dans son change; elle a pratiqué une politique financière et économique qui appauvrissait l'État et elle n'a rien fait pour empêcher l'évasion des capitaux à l'étranger. C'est ce qui l'a empêchée de tenir ses engagements. L'Allemagne porte donc la responsabilité de tous les manquements et de ce qui est arrivé. »

On ne saurait mieux dire, M. Benès a expliqué ensuite les difficultés financières où la France se voit plongée par suite du manquement volontaire de l'Allemagne. Les conclusions se dégageant de son exposé sont claires : il n'y a rien qui puisse amener le gouvernement tchécoslovaque à changer la politique qu'il suit depuis quatre ans : il entend rester fidèle à ses amis et alliés du temps de guerre; il continuera, d'accord avec ses alliés de la Petite Entente, à veiller avant tout à ce que l'ordre et la paix ne soient pas troublés dans l'Europe Centrale, persuadé que de cette façon il rendra à l'Europe entière un service des plus grands. On a cherché à répandre des bruits sur une prétendue mobilisation tchécoslovaque. Le ministre a déclaré que, sans avoir besoin de recourir à des mesures pareilles, le pays est assez fort pour défendre la paix contre tous ceux qui voudraient pêcher en eau trouble.

Ce langage n'était évidemment pas de nature à plaire aux nationalistes allemands. L'un d'eux fit à M. Benès le reproche de parler plutôt en ministre français que tchécoslovaque. M. Kramar se chargea de répondre, au cours des débats, aux orateurs allemands; soutenant le point de vue de M. Benès, il affirma vigoureusement la solidarité tchécoslovaque avec la politique française et repoussa le reproche d'impérialisme que les leaders allemands avaient adressé à la France.

De son côté, M. Benès, par des paroles très sages et très mesurées, réfuta les objections contre la politique du gouvernement, soulevées par l'opposition allemande et communiste.

A l'adresse de la Hongrie, les deux discours du ministre contenaient, dans la forme la plus courtoise, des avertissements très significatifs. Mais tout en constatant en Hongrie des intrigues légitimistes, des provocations systématiques dans les réunions publiques contre les traités de la paix, ainsi que diverses mesures d'ordre militaire que nous avons signalées dans notre dernière chronique, le ministre a tenu à accentuer de nouveau la bonne volonté inlassable du gouvernement tchécoslovaque pour créer une atmosphère favorable entre les deux pays. Le gouvernement hongrois paraît l'avoir compris : d'après les télégrammes de Budapest, M. Daruvary, ministre des Affaires étrangères, approuvé par l'unanimité de l'Assemblée nationale, a tenu compte du ton amical des déclarations de M. Benès Espérons que le gouvernement hongrois passera des paroles aux actes et qu'il s'efforcera sérieusement de supprimer l'agitation contre les traités.

La Tchécoslovaquie vient d'ailleurs de donner une nouvelle preuve de sa politique de conciliation à l'égard de la Hongrie. On sait que sur les 700 kilomètres de frontière commune avec la Hongrie qui devaient être abornés par la commission de délimitation, il n'y a eu des contestations que pour quatre points. Trois fois sur quatre, la Tchécoslovaquie a cédé; pour le quatrième point litigieux, celui de Salgo-Tarjan, bien que forte de son droit et sûre d'avoir pour elle le texte du traité, la Tchécoslovaquie, par la bouche de son ministre à Paris, M. Osusky, vient d'accepter de bon gré, non seulement les bons offices, mais l'arbitrage décisif de la Société des Nations.

Ce geste témoignant de ses intentions pacifiques a produit une forte impression à la récente session de la Société des Nations à Paris, de même que la collaboration active que la République apporte au renflouement des finances autrichiennes.

H. JELINEK.

Bulletin Roumain

Une campagne d'un genre nouveau est faite depuis quelque temps en Roumanie : la campagne des initiatives privées. Et le côté original du mouvement, c'est que le ministre de l'Instruction publique lui-même, donc un « officiel », un représentant de l'Etat, en est le promoteur, l' « animateur ». Et le comble, c'est que cette campagne donne d'admirables résultats.

Déjà l'ancien royaume, avec ses 8 millions d'habitants, souffrait beaucoup du nombre très insuffisant d'écoles primaires rurales, à savoir 4.958 écoles avec 7.510 instituteurs, et 550.010 élèves inscrits, en 1914, pour une population rurale de près de 6 millions d'hommes. En 1918, ces chiffres passent à 5.113 écoles rurales avec 8.780 instituteurs et 569.195 élèves inscrits. A ce moment se produit un changement important. En 1919, nous trouvons 6.000 écoles, 661.590 élèves et, surtout, 11.183 instituteurs, ce qui représente une brusque et considérable amélioration, par rapport au passé le plus récent, en ce qui concerne le personnel enseignant des écoles primaires rurales. Enfin, en 1922, il y a 14.586 instituteurs. Pour comprendre mieux le progrès réalisé lorsque, des 8.700 instituteurs en 1918, on passe à 14.500 trois ans plus tard, il faut comparer ces chiffres avec ceux d'un passé relativement rapproché : il y avait 2.186 instituteurs en 1875, il y en avait à peine 7.510 en 1915. C'est-à-dire qu'en 3 ans, depuis la guerre, on a fait plus, pour l'enseignement primaire rural, qu'on n'avait fait en 40 ans avant la guerre.

C'est là un résultat à signaler. Mais si la question du personnel enseignant est en voie de recevoir une solution satisfaisante, celle des locaux des écoles rurales reste encore incomplètement réglée. En effet, sur les 4.958 écoles rurales qui existaient en 1914, un certain nombre ne disposaient pas de locaux appropriés et s'abritaient dans des maisons de paysans. De plus, pendant la guerre, beaucoup de locaux ont subi des dégâts, sont tombés en ruine ou ont été démolis, surtout dans les régions où se sont déroulés les combats. De sorte que, si en 1919 il y a 6.000 écoles rurales sur le territoire de l'ancien royaume, un grand nombre d'entre elles sont ou bien dépourvues de locaux ou bien installées dans des immeubles nullement convenables.

La question qui se posait avec une urgence croissante était d'assurer la remise en état des locaux détériorés, la construction d'immeubles spéciaux pour les écoles nouvellement créées et pour celles qui étaient jusqu'ici installées dans des maisons de paysans.

Tout cela réclamait des capitaux tels que l'Etat roumain, à qui tant d'autres charges financières très lourdes incombent depuis la fondation de la nouvelle Roumanie, n'était naturellement pas en mesure d'affecter à cette seule destination de pareilles sommes. C'est alors que le ministre de l'Instruction publique, M. le Dr Anghelesco, professeur à la Faculté de médecine de Bucarest et ancien interne des hôpitaux de Paris, a pris la décision de faire appel au pays, et surtout aux paysans. L'appel a été entendu au delà de ce que l'on pouvait espérer. Des « comités scolaires » se constituèrent aussitôt dans toutes les parties de l'ancien royaume, des fonds furent recueillis. Dans un très grand nombre de villages, les paysans contribuèrent avec des sommes importantes, souvent de 3 à 500.000 lei par commune rurale. En plus de l'argent, les paysans firent des dons en nature, matériaux nécessaires pour la construction du local d'école de leur village, et s'offrirent pour y travailler gratuitement. De son côté, l'Etat fournit aux comités scolaires des matériaux pour une valeur d'environ 165 millions de lei. Le résultat fut que la construction de deux mille locaux commença en même temps, pendant l'été de 1922, dans toutes les régions de l'ancien royaume; et les sommes recueillies grâce à l'initiative privée, jointes aux contributions en nature de l'Etat, du public et surtout des paysans, représentent un total de un milliard de lei. L'ardeur avec laquelle chaque village poursuit la construction de son local d'école a fait partout avancer tellement vite les travaux que, dans peu de temps, deux mille écoles nouvelles ouvriront leurs portes à quelques centaines de mille enfants de paysans, que jusqu'à présent on n'avait pas la possibilité d'instruire. Indépendamment de ces écoles, une autre campagne de travail commencera au printemps prochain pour l'édification d'une nouvelle série de 3.000 bâtiments, qui recevront la même affectation, et ainsi l'ancien royaume, qui a besoin de 7.500 écoles rurales, verra disparaître une de ses principales préoccupations : l'instruction des masses paysannes, dont l'état intellectuel arriéré était un obstacle au progrès rapide du pays. Parallèlement à ces travaux, le ministère de l'Instruction publique commencera bientôt la construction d'écoles rurales en Bessarabie, en Bucovine et en Transylvanie, où le même appel que dans l'ancien royaume a été adressé à l'initiative privée, avec le même succès; l'Etat de son côté a déjà affecté 90 millions de lei à ces nouvelles constructions.

Au moment où, par ces réalisations, la Roumanie est en train de résoudre définitivement la question de ses écoles rurales et de son enseignement primaire public, le gouvernement roumain prépare également une réforme des conditions et des systèmes de cet enseignement. Le projet de réforme est déjà prêt et sera prochainement déposé sur le bureau du parlement. Cette réorganisation prévoit 4 à 7 ans d'études pour l'école primaire. Quant aux écoles normales d'instituteurs, qui fournissent aux écoles rurales leur personnel enseignant, leur nombre total, à l'heure actuelle, est de 85 pour toute la Roumanie, dont 54 dans l'ancien royaume : chiffre suffisant pour assurer aux écoles rurales les cadres nécessaires. Quant à la valeur de leur enseignement, il convient de dire que les écoles normales rurales sont parmi les meilleures du pays, et le corps des maîtres d'école de village s'est toujours distingué par le zèle qu'il a déployé à hâter le progrès intellectuel de la classe paysanne. Cette œuvre de culture et de civilisation sera maintenant très intensifiée afin que la Roumanie puisse voir dans peu d'années le nombre d'illettrés de ses jeunes générations rurales tomber à un chiffre voisin de zéro.

E. A.

BULLETIN MARITIME

Un nouveau Congrès des Gens de Mer

Nos lecteurs ont été mis au courant des difficultés créées à l'armement français par le personnel navigant au cours des dernières années et notamment en septembre 1922, lorsque la navigation fut paralysée par suite d'une grève d'inscrits maritimes désireux de voir maintenue l'application de la loi de 8 heures au travail à bord des navires.

Le 24e Congrès fédéral des inscrits maritimes vient de se tenir à Paris, du 25 au 29 janvier dernier, à la Bourse du Travail et d'après ce que nous savons des résolutions qui y ont été prises, il est à craindre que, une fois de plus, les inscrits veuillent faire passer leur propre intérêt avant l'intérêt de la nation.

En ce qui concerne le règlement du travail à bord, le Congrès devant la résistance de l'armement et l'attitude du Gouvernement, n'a pu que s'incliner, se réservant toutefois de soulever la question des 8 heures à bord lorsqu'une action générale et internationale aura été tentée par la Fédération internationale des transports d'Amsterdam.

En ce qui concerne les contrats d'engagement, on sait que les Compagnies de navigation, jusqu'à présent, suivent les coutumes du port d'embarquement de leurs navires, et les contrats diffèrent parfois de navire à navire. Le 11 mars 1922 ,déjà, le Conseil national des Inscrits établissait un projet de contrat unique des conditions d'engagement. Ce projet fut déposé au Comité central des Armateurs et à l'Union Navale Paritaire. Aucune décision définitive n'ayant été arrêtée à ce sujet, le Congrès Fédéral a décidé d'en poursuivre la réalisation.

En ce qui concerne enfin l'acte de navigation de 1793 depuis longtemps les Inscrits maritimes demandent, en raison du chômage qui sévit dans leur corporation, l'abolition de cet acte qui permet l'emploi d'un quart d'étrangers à bord des navires français.

Les Inscrits ont fait remarquer que, lors de la dernière grève notamment, des instructions ministérielles ont donné à cet acte une interprétation qu'ils qualifient de « violation », oubliant que des mesures exceptionnelles peuvent être prises en face d'une crise exceptionnelle de personnel. Les Inscrits maritimes voudraient enfin éliminer du recrutement des équipages l'élément indigène, en réservant la priorité, dans les embarquements, à la main-d'œuvre nationale.

D'autre part, le Congrès, dans ses résolutions, demande que les projets du code de travail maritime et de refonte du code disciplinaire et pénal de la Marine marchande soient rapidement mis en discussion au Parlement, la Fédération se réservant le droit d'y faire introduire des amendements. Au sujet des salaires, le Congrès a demandé le rétablissement des soldes en vigueur avant le 1er août 1921, ce qui équivaut à la rupture du contrat conclu à l'Union navale Paritaire en juin 1921. Les Inscrits français oublient qu'en Angleterre, où la journée de 8 heures n'est pas appliquée dans la Marine marchande, les marins ont déjà subi deux réductions successives s'élevant ensemble à 30 %, alors qu'en France une seule réduction de 15 % a été librement consentie en 1921. Alors que les frets reviennent sensiblement au taux de 1914, les salaires des marins français restent encore *trois fois et demie* supérieurs aux tarifs d'avant-guerre. Le Congrès aurait fixé les modalités de l'action que les Syndicats vont entreprendre pour obtenir cette élévation des salaires. Il a décidé de ne pas rendre publiques ses résolutions.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Lancement du « *Général-Bonaparte* ». — Dimanche 3 décembre 1922 a eu lieu, à Port-de-Bouc, avec un plein succès, le lancement du paquebot de luxe « *Général-Bonaparte* » construit par les « Chantiers et Ateliers de Provence » pour le compte de la « Compagnie Fraissinet », qui l'affectera, dès le mois de mars, au service de la Corse. Ce navire, long de 96 mètres et large de 13 m. 60, a un déplacement de 3.650 tonnes et un port en lourd de 1.000 tonnes (soutes et provisions comprises). L'appareil moteur se compose d'une machine à triple expansion à 4 cylindres, développant une puissance de 4.000 HP., et pouvant donner une vitesse de 17 nœuds et demi. Les chaudières, du type « Marine », seront alimentées par trois soutes à mazout d'une capacité de 300 mc.

Ce paquebot, attendu avec impatience par la Corse, ne coûtera pas moins de 9 millions. Il sera aménagé pour loger 50 passagers de première classe (dont 8 dans des cabines de luxe); 70 passagers de seconde classe et 96 de troisième classe.

Services Contractuels de la Compagnie des Messageries Maritimes. — Les services contractuels des Messageries Maritimes ont décidé de donner aux navires construits pour leur flotte en Allemagne, aux Chantiers de la Gironde et à la Société Provençale de constructions navales, les noms de « *Bernardin de Saint-Pierre* », « *Athos II* », « *d'Artagnan* » et « *Champollion* ».

D'autre part, les « Services Contractuels des Messageries Maritimes ont inauguré, à la date du 15 février, le service qu'ils sont tenus d'exécuter, aux termes de leur cahier des charges, entre Marseille et Haïphong, avec escales à Port-Saïd, Suez, Djibouti, Colombo, Singapour, Saïgon et Tourane.

L' « *Affon* » et le « *Jérusalem* » sont provisoirement affectés à cette ligne. Le premier départ s'est fait par le « *Jérusalem* » et les départs suivants auront lieu toutes les huit semaines, à compter du 15 février.

Valeurs de Navigation

Bourse de Marseille du 12 Février 1923

Fraissinet	862	»
Messageries Maritimes	223	»
Mixte	266	»
Transatlantique	208	»
Transports Maritimes	1.031	»

L'Imprimeur Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Angers, 26-28, boulevard du Château
Paris, 2, rue Monge

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 5 61e ANNÉE 3 MARS 1923

LES AMITIÉS FÉMININES DE DESCARTES (1)

Descartes eut deux élèves princières assez dissemblables ; mais toutes deux lui donnèrent l'illusion d'apprécier sa philosophie plus profondément qu'elles ne le faisaient en réalité. Ce ne furent pourtant pas les petits corps, les tourbillons, la matière subtile et les esprits animaux qui les entraînèrent vers lui, comme ils séduisaient Bélise ou Mme de Grignan. La princesse Elisabeth et la reine Christine étaient beaucoup plus occupées — et ce fut le malentendu entre elles et lui — de l'attirer sur le terrain des dissertations morales et psychologiques. Avec Elisabeth, il en résulta des confidences réciproques, dont Descartes goûta le charme ; ce qui n'empêcha pas la princesse de devenir infidèle à son maître après sa mort. Avec Christine, les rapports furent plus brefs, moins cordiaux et finirent mal.

C'est en 1640 que Descartes, alors fixé à Leyde, rendit visite à la reine de Bohême qui habitait la Haye et connut sa fille Elisabeth. Née en 1618, celle-ci avait vingt-deux ans ou vingt-trois ans et lui quarante-six. Il venait d'être cruellement éprouvé par la mort de son enfant et sa disposition d'esprit devait s'en ressentir. A quarante-six ans, même en ce temps-là, on ne pouvait encore être qualifié de vieux barbon ; mais c'est un âge où l'on apprécie les derniers rayons du crépuscule sentimental et où un philosophe trouve un plaisir particulier à se voir apprécié et compris par une jeune femme.

Elisabeth, princesse en exil, fille de l'électeur palatin Frédéric V, qui fut peu de temps roi de Bohême, sœur de l'autre électeur bigame si plaisamment connu par les lettres de la Palatine, avait été élevée à la française. Protestante, mais sans austérité, elle savait plusieurs langues, les mathématiques, l'astronomie, la physique, la philosophie.

Sa sœur, faisant son portrait, dit qu'elle avait « les cheveux noirs, les yeux bruns et brillants, les sourcils noirs et larges, les dents admirables », mais que sa philosophie la rendait un peu distraite et « ne l'empêchait point d'être fort chagrinée aux heures que la circulation du sang lui causait le malheur d'avoir le nez rouge... »

C'était alors, dit Serbière, un divertissement des dames d'aller en bateau de la Haye à Delft ou à Leyde, habillées en bourgeoises, et de se faire hardiment courtiser au retour par des cavaliers qu'elles surprenaient plus tard en retrouvant leur carrosse à la descente du bateau. Elisabeth ne dédaignait pas de prendre part à ces espièglerie.

Descartes avait dû être introduit chez la reine par un certain Pollet, qui la fréquentait familièrement. Une correspondance s'engagea avec la fille, où celle-ci traitait son philosophe comme un médecin du corps et de l'âme, tenu au secret professionnel. Celui-ci, flatté, répondait avec une confiance égale et ses lettres de direction, philosophiques ou scientifiques, s'émaillaient d'épanchements personnels peu habituels sous sa plume. Cette

(1) M. Louis de Launay, membre de l'Académie des Sciences, doit faire paraître dans la collection « Les grands hommes de France » (Payot), dirigée par M. Paul Gaultier, un ouvrage sur Descartes.

correspondance, plus que toute autre, nous le fait un peu connaître.

Dès le début, il traita longuement, pour elle, la question, délicate entre toutes, des rapports qui lient l'âme au corps et qui, suivant lui, avaient leur siège dans la glande pinéale.

Pendant l'hiver 1644-45, il lui envoya, pour la distraire dans une maladie, tout un traité de morale en six lettres. Puis, de réponse en réponse, il écrivit, à son intention, un traité sur les passions de l'âme.

La morale de Descartes, fondée sur le plaisir que cause la vertu, est un essai de laïcisation où s'associent Epicure et Zénon. Le but à atteindre est la vertu, comme le dit Zénon ; mais ce but une fois atteint assure une récompense, qui est le plaisir d'Epicure. L'homme, n'étant qu'une partie d'un tout, doit s'estimer heureux de se sacrifier à l'avantage commun : d'où une notion de dévouement appuyée sur l'altruisme. (Je ne sais si cette théorie aurait convaincu La Rochefoucauld).

Dans le *Traité des Passions* qui parut quelques semaines avant la mort de Descartes, il considère les passions comme le résultat nécessaire de cette union entre l'âme et le corps, qui n'est pas la cause, mais la conséquence de la vie (simple phénomène physique de combustion). Sans les passions, l'âme serait dans le corps comme une étrangère. Les passions sont bonnes ; l'excès seul en est mauvais.

L'hiver suivant, 1645-46, fut très troublé pour Elisabeth, et Descartes eut l'écho de ses préoccupations. Tout d'abord, elle vit avec chagrin son frère se convertir au catholicisme pour épouser Anne de Gonzague. Descartes lui écrivit à ce propos une curieuse lettre de condoléances, qui ne manifeste pas qu'il attachât une importance extrême à la différence entre le catholicisme et le protestantisme. C'est bien le même homme qui déclarait rester fidèle au catholicisme parce que c'était la religion de son roi et de sa nourrice et qui, d'une manière générale, posait comme principe de morale pratique, la fidélité « à la religion où l'on était né ».

Peu après, la princesse Elisabeth se trouva mêlée à une affaire plus grave, un crime passionnel. Si Descartes raisonnait doctement sur la morale et les passions, il paraît avoir peu réussi à établir un calme durable dans l'âme de ses élèves féminines. La seconde élève de Descartes, Christine de Suède, devait tuer son amant Monaldeschi. La première, d'une vertu irréprochable, encouragea peut-être, ou du moins n'arrêta pas son jeune frère de vingt ans lorsque, pour mettre fin à un scandale de famille, celui-ci assassina un gentilhomme français, véhémentement soupçonné d'être en trop bons termes avec une de ses sœurs après avoir courtisé également sa mère.

Nous ignorons ce que Descartes pensa de ce malheur ; car entre la princesse et lui, il en fut seulement question de vive voix ; mais, détail significatif, le résultat de cette conversation fut la résolution prise entre eux d'adopter « le Prince » de Machiavel comme sujet de correspondance : ce qui les conduisit à admettre qu'un tyran, prenant le pouvoir, pouvait être conduit à des actes inusités, commandés par sa situation.

La suite de ces lettres montre également un Descartes très pratique engageant la princesse à accepter comme transaction une partie du Palatinat que lui assurait le traité de Westphalie, plutôt que de s'obstiner dans son droit absolu sur le reste : « Ceux qui n'ont que l'équité et le droit des gens qui plaide pour eux, ne doivent jamais, disait-il, faire leur compte d'obtenir toutes leurs prétentions ».

Enfin, quand fut décapité Charles Ier, oncle maternel de la princesse Elisabeth, le 9 février 1649, Descartes écrivit à celle-ci, sur « cette funeste conclusion des tragédies d'Angleterre », une lettre en trois points, plus théorique que sentie : 1° vicissitudes habituelles de la fortune ; 2° avantages d'une mort où l'on est plaint et admiré ; 3° brièveté de la douleur physique sur un échafaud.

La fin de cette correspondance avec la princesse Elisabeth présente ce côté piquant qu'elle coïncide avec l'entrée en jeu de Christine de Suède. Descartes, sans y voir malice, essaie de mettre en relation ses deux élèves, qui sont curieuses de se connaître et légèrement jalouses l'une de l'autre.

Il parle tant d'Elisabeth à Christine que l'intermédiaire entre eux, l'ambassadeur Chanut, plus circonspect, croit devoir dissimuler une partie de ses lettres. Un moment même, il est sur le point d'emmener sa première élève faire connaissance avec la seconde et, seul, le veto maternel les en empêche. Enfin, dès qu'il arrive à Stockholm, sa première conversation avec la reine Christine, provoquée par la reine de Suède, s'étend sur Elisabeth.

Ajoutons de suite, pour donner le dénouement de ce premier petit roman que, quand Descartes fut mort, Elisabeth ne crut pas trahir sa mémoire en passant à son adversaire Gassendi. Elle devint abbesse luthérienne de Herford en Westphalie, reçut William Penn et mourut en 1680.

Les rapports avec la reine Christine n'eurent pas la même note affectueuse. Il y entra de la curiosité, de l'ambition et un retour d'humeur voyageuse. Au début de 1649, Descartes était las de la Hollande. Ses velléités de rentrée en France avaient été interrompues par la Fronde. On lui proposa d'aller passer quelque temps en Suède. La renom-

mée de la reine Christine était alors dans tout son éclat. Il se laissa tenter.

Ce ne fut pourtant pas sans une longue lutte intérieure. A cinquante-deux ans, on s'embarque moins aisément qu'à vingt et Descartes, malgré ses goûts nomades, était, pour sa vie intime, un homme d'habitudes. On peut suivre, dans sa correspondance avec son ami Chanut, résident français à Stockholm, qui l'engagea dans cette aventure, les phases successives du projet et ses perplexités.

Chanut et Descartes s'étaient connus à Paris en 1644. L'année suivante, ils se revirent à Amsterdam, où Chanut était venu s'embarquer pour la Suède. Chanut montrait des prétentions à la philosophie et s'intéressait à la science. Descartes le prit plus au sérieux qu'il ne convenait et, à son départ, il lui confia ses Principes, pour les étudier. Six mois après, Chanut, « qui habitait dans la maison de la foi » en homme du monde, « sans curiosité d'en voir les fondements », était obligé d'avouer qu'il n'avait pas eu le temps de parcourir le livre. Mais il réclamait le *Traité des passions*, qui lui paraissait, par son sujet, devoir être plus attrayant et dont il pensait pouvoir parler avec la reine Christine.

On sait quel singulier personnage était, dès lors, Christine de Suède, la fille de Gustave-Adolphe et comment, dans ce pays à moitié sauvage, les États de Suède, chargés de son éducation, avaient réussi à en faire une extraordinaire bas-bleu. Sans manifester encore la complète émancipation morale qui la caractérisera plus tard, elle organisait pourtant déjà ce règne bizarre d'une Médicis élevée au pays des neiges en commençant à collectionner les livres anciens, les médailles et les favoris. Le premier devoir d'un diplomate est de se faire apprécier par les souverains auprès desquels il représente son pays. Chanut, qu'on prétendait amoureux de Christine, s'ingéniait à flatter ses goûts, en causant avec elle de littérature ou de vieux livres. Descartes fournissait un sujet de conversation nouveau. Il promit à la reine la visite du philosophe, comme il lui faisait envoyer de France des reliures anciennes.

Ce plan mit environ deux ans à germer et à fructifier. Au début, on n'avait parlé que d'une correspondance. En janvier 1647, Chanut pensa que des lettres de Descartes, à lui adressées par convenance officielle, mais destinées à être montrées, pourraient distraire la jeune reine. Il prévint Descartes, qui, flatté, se laissa faire, n'ayant eu qu'à se louer de rapports semblables avec la princesse Elisabeth. Et d'abord Chanut l'engagea sur un sujet peu métaphysique, presque littéraire, la morale, où Descartes introduisit des considérations sur l'infini qui effarouchèrent le protestantisme de la reine. Alors le Résident concentra la discussion sur le sujet le plus intéressant de tous pour une femme, même quand elle a les mains tachées d'encre, les cheveux mal peignés, des jurons à la bouche et lorsqu'elle cite Martial et Pétrone : l'amour. Descartes en étudia les degrés divers, compara l'amour et la haine, envisagea leurs dérèglements.

Christine lut les lettres, mais y remarqua surtout les passages qui la ramenaient dans son ordre d'idées antérieur et n'y apporta évidemment pas l'attention soutenue que Descartes exigeait de ses disciples. En septembre 1647, ayant entendu à Upsal une dissertation sur le Souverain Bien, elle voulut connaître l'avis de Descartes, qui envoya, avec quelques pages d'introduction, la copie de lettres écrites à son autre élève. Chanut paraît avoir gardé ce dernier paquet pour ne pas éveiller une jalousie inopportune, et Descartes dut attendre plus d'une année, jusqu'au 12 décembre 1648, avant de recevoir une réponse insignifiante, au lieu de la controverse en forme qu'il espérait.

C'est à ce moment que naquit l'idée de l'appeler en Suède. Au mois de septembre 1648, Chanut avait dû faire un voyage avec la reine qui voulait visiter ses mines d'argent et de cuivre. Obligé d'alimenter une longue conversation en carrosse, il avait d'abord occupé Christine en relisant avec elle Tacite, Virgile et Epictète. Puis, on était passé à Descartes dont on venait de recevoir les Méditations et les Principes en traduction française. La reine commença à y jeter les yeux, eut quelque peine à comprendre, ne voulut pas l'avouer et chargea royalement un de ses savants Freinshemius de débrouiller avec Chanut le sujet pour elle. Chanut, obligé de lire enfin les œuvres de son ami, suggéra l'idée que les explications seraient bien plus claires si l'on pouvait les demander de vive voix à Descartes lui-même. C'est ainsi qu'en février et mars 1649 Descartes reçut trois invitations successives à venir en Suède. Habituée à être obéie, Christine envoya, en même temps, un amiral suédois avec ordre de ramener Descartes sur son navire.

Bien qu'il s'agît seulement à ce moment d'une visite rapide, Descartes fut effrayé à l'idée d'aller vivre « au pays des ours ». La mésaventure de son voyage en France le rendait défiant. Il laissa partir l'amiral sans le suivre en prétextant un malentendu et demanda des délais successifs. En mai 1649, Chanut, allant en France, et traversant la Hollande, le vit et finit par enlever sa décision.

Un peu morose, notre philosophe fit lentement ses préparatifs et presque son testament ; il se com-

manda un costume de cour « avec une coiffure à boucle, des souliers en croissant et des gants garnis de neige », sous lequel il parut fort divertissant à ses amis. Enfin il partit le 1er septembre 1649 et, un mois après, au début d'octobre, le voyage ayant été rapide pour l'époque, il débarquait à Stockholm, après avoir étonné son pilote par ses conversations techniques.

A Stockholm, les déceptions arrivèrent vite. Il tombait au début de l'hiver dans un pays très rude et il arrivait seul, sans le secours de son ami Chanut (alors absent), dans une cour où les Trissotin et les Vadius ne s'entendaient que pour chercher à éliminer tout intrus soupçonné de vouloir participer à leurs bénéfices. Christine le reçut deux fois et, pour trouver quelque chose à lui dire, lui parla de la princesse Elisabeth. Descartes n'eut pas de peine à s'apercevoir qu'elle s'intéressait médiocrement à la philosophie. Après quoi, près de deux mois passèrent, où Descartes s'ennuya fort. Logé à l'Ambassade, il était réduit à la conversation de l'aumônier français et de Mme Chanut, qui profitait de l'occasion pour tâcher de faire donner quelques leçons de philosophie à ses deux jeunes garçons. La reine semblait oublier son philosophe, ou l'employait, comme le reste de sa ménagerie littéraire, à des usages de cour. Trop heureux qu'on ne le forçât pas à danser comme cela était arrivé à un vieil ambassadeur goutteux, il était du moins mis à contribution pour écrire les vers d'un ballet, puis une pastorale. Il n'avait d'autre occupation scientifique que d'observer chaque matin son baromètre, ou de rédiger les statuts d'une Académie. Aussi se montrait-il impatient de repartir et témoignait-il à l'occasion sa mauvaise humeur par quelque boutade, comme lorsqu'il exprimait à la reine son étonnement qu'à son âge elle apprît encore le grec.

Enfin, le 23 décembre, Chanut revint avec le titre d'ambassadeur et s'occupa de consoler son ami en lui procurant les entretiens philosophiques, sur lesquels celui-ci avait compté et lui faisant assurer une pension. Mais la reine était difficile à saisir. A peine Chanut de retour, elle partait pour quinze jours à Upsal. Ensuite, on organisa des leçons. Trois fois par semaine, à cinq heures du matin, Descartes devait venir au palais lui expliquer ses théories dans son cabinet d'étude. Pour un homme frileux et habitué à se lever tard, ce long trajet en carrosse, au mois de janvier, était dur. Quinze jours après, à la sixième ou septième leçon, il fut atteint d'une grippe, puis d'une congestion pulmonaire qui l'enleva en neuf jours, le 11 février 1650.

Pendant ces neuf jours, il fit une belle défense contre le médecin allemand qui voulait le saigner : « Epargnez, lui disait-il, le sang français ». A la fin seulement, lorsqu'il se vit perdu, il se soumit ; mais le médecin lui garda rancune et annonça sa mort avec la satisfaction non dissimulée de voir la Faculté vengée sur un malade récalcitrant. Christine, malgré quelques condoléances officielles, plaisanta, dans l'intimité, sur ce bonhomme qui, pendant deux mois, avait occupé toute la cour de ses théories médicales et prétendu posséder le secret de vivre plusieurs siècles, pour succomber ensuite au premier rhume à cinquante-trois ans. Néanmoins, quand, quelques années plus tard, elle jugea bon de se convertir au catholicisme, elle en reporta le mérite aux leçons de Descartes.

Louis de Launay,
Membre de l'Institut.

LA DESTRUCTION ET L'EXODE DES INDIGÈNES D'ASIE-MINEURE

Un nouveau drame, plus terrible qu'aucun des précédents, est déchaîné depuis huit ans dans les radieux espaces du Proche Orient et les remplit de ses clameurs de meurtre, de souffrance et de misère. Les hécatombes atteignent près de 2 millions de victimes ; les survivants, hommes, femmes, enfants et vieillards, arrachés à leurs champs, à leurs maisons, sans vêtements, sans nourriture, abandonnant le long des chemins sous les coups des meurtriers les nouveaux-nés, les malades et les morts, ont suivi la route de l'exil et se pressent aujourd'hui sur les îles et les côtes exiguës de la Grèce.

Jamais l'histoire n'a connu catastrophe de cette envergure. Quand les flots de Turcomans, de Mongols, d'Osmanlis dévastèrent les vieilles civilisations de l'Inde, de la Perse, de la Mésopotamie et de l'Asie Mineure, ils ne firent pas le vide dans les pays. En 1453, des milliers de Grecs périrent sous le glaive, mais Mahomet II sut contenir les massacres et instituer un régime protecteur des races assujetties. Les partages de la Pologne n'ont pas anéanti les populations. Les boucheries de Chio, en 1822, n'ont pas déraciné la vie. Celles d'Abd-ul-Hamid, en 1894-1896 et celles des Jeunes Turcs en 1908, les plus terribles, qui ont détruit plusieurs centaines de mille Grecs et Arméniens, ont laissé subsister leurs foyers. Il fallait atteindre le XXe siècle et ses proclamations pompeuses sur le droit de vivre des peuples, pour que ces horreurs fussent dépassées.

Quoi qu'on puisse penser de la rénovation que la Turquie annonce une fois de plus, quels que soient les sentiments qu'on éprouve à l'égard des victimes et de leurs bourreaux, de telles abominations sont intolérables et ne peuvent rester sans châtiment. Toutes les grandes nations en portent leur part de responsabilité. Ce sont leurs dissensions qu'a toujours exploitées la Turquie, pour poursuivre impunément ses crimes et conserver l'Empire sur une immense région, aussi grande que la France, que peuplent seuls 6 à 7 millions de Turcs.

L'Allemagne n'a pas été seulement l'instigatrice de ce sinistre programme, elle a concouru à son exécution de 1915 à 1918, elle en a partagé le butin. Après la guerre, l'Amérique, la première, a abandonné les victimes, en rompant le front des Alliés et en refusant le mandat sur l'Arménie. Puis ce fut la trahison de la Grèce constantinienne. La France, qui ne voulut pas distinguer entre le clan germanophile d'Athènes et ses anciens compagnons d'armes, qui préféra tout perdre en Orient plutôt que de laisser s'accroître les intérêts britanniques, s'est jetée dans les bras des agresseurs. L'Italie n'a jamais cessé de les encourager et de les soutenir. L'Angleterre n'est pas moins coupable ; elle a affaibli l'Entente en suscitant à la France les plus graves difficultés ; elle a excité en Orient le zèle de ses amis, les poussant vers Constantinople et sur le plateau anatolien, pour les abandonner quand l'ennemi est devenu menaçant.

Devant le nouveau défi que les Turcs viennent de jeter à l'humanité, la France, champion de l'honneur et des libertés, protectrice séculaire des chrétiens d'Orient, n'élève aucune protestation, ne réclame aucune sanction. Elfe se tait. Son Gouvernement, sa presse presque entière, manœuvrés par les courtes vues et les intrigues d'une politique de circonstance, s'efforcent d'étouffer la voix de ceux qui veulent faire connaître le désastre. Ses représentents s'inclinent devant le fait accompli, prodiguent aux vainqueurs les témoignages d'estime, serrent leurs mains sanglantes, comme Guillaume II serrait, en 1896, après les massacres d'Arménie, celles de son « ami », le sultan Hamid. Et maintenant que des multitudes vivantes ont disparu des villes et des campagnes, que la protection des sujets grecs et arméniens de l'Empire ottoman est réglée par leur suppression, les plénipotentiaires des Puissances civilisées siègent à Lausanne, auprès de ceux qui viennent d'achever ce gigantesque forfait et discutent sérieusement avec eux sur les garanties des « minorités ». Ils s'en remettent à leurs promesses, ils subissent leurs conditions, ils abdiquent toute dignité devant la force et le crime.

* * *

Chargé de mission archéologique en Asie Mineure, j'ai été témoin, quelques mois avant la guerre, du premier acte du drame. Car ses origines sont lointaines. Il n'est pas, comme le croit la majorité du public, la conséquence aveugle du cataclysme qui a ébranlé le monde. Il n'est que l'achèvement d'un vaste programme germano-turc, concerté, depuis 1908, entre l'Allemagne et les Jeunes-Turcs ; l'exécution en a été commencée pendant le premier semestre de 1914, elle a été poursuivie méthodiquement pendant la guerre, elle vient d'être consommée sous la direction occulte de l'Allemagne, avec la complaisance des grandes puissances.

Dès 1913, les chefs de l'*Union et Progrès* et les agents civils et militaires de la politique allemande s'étaient mis d'accord sur la nécessité de détruire ou de déraciner les chrétiens indigènes de l'Empire ottoman. Au début de 1914, la préparation était achevée. Le représentant militaire de l'Allemagne, qui avait pris en mains l'armée turque en 1913, Liman von Sanders était venu passer en revue les troupes qui manœuvraient dans la région de Pergame et inspecter la zone qui devait être d'abord désertée. C'était en mai 1914. Rien ne faisait encore présager la guerre européenne.

Des bandes de paysans et de nomades, fanatisés par l'appel à la guerre sainte et l'appât du pillage, avaient été armées et enrôlées, encadrées par les représentants locaux du Comité *Union et Progrès* et par les officiers de gendarmerie, appuyées à l'occasion par les troupes régulières. Les autorités locales avaient reçu des instructions sous pli cacheté ; les mesures avaient été arrêtées, sous la direction de Talaat et de ses acolytes de Constantinople, par les gouverneurs des provinces.

J'étais alors à Phocée, Le calme, le travail, l'entente complète régnaient parmi les chrétiens et les musulmans. Brusquement, dans toute la région, des bandes firent irruption, armées de coutelas et de fusils. Elles se ruèrent dans les rues, défonçant les portes et les fenêtres à coups de crosse et de hache, égorgeant, clouant sur leurs lits et fusillant femmes, enfants et vieillards, allumant des incendies au moyen de pétrole versé dans les pompes municipales. A Phocée et dans la région voisine, le drame ne dura pas plus de vingt-quatre heures. Aucune résistance n'était possible : la population avait été méthodiquement désarmée depuis un an. Les survivants s'enfuirent dans le plus complet dénûment, ayant été dépouillés de leurs vêtements et de leurs chaussures. Tandis qu'ils s'éloignaient vers Mitylène, vers Salonique et Athène

d'autres caravanes se mettaient en marche sur les routes qui vont vers l'intérieur, poussant devant elles les troupeaux volés, les chevaux, les charrettes, les chameaux chargés du butin.

En une quinzaine de jours, le plus gros du travail était achevé dans toute une vaste région qui s'étend depuis le golfe d'Adramite, au sud de la Troade, jusqu'au golfe d'Ephèse. Dans nombre de villages et de villes, il ne restait plus un seul Grec. Ainsi que le disait aux ambassadeurs des grandes puissances, Son Altesse Saïd Halim Pacha, Grand Vizir et Ministre des Affaires étrangères, avec ce cynisme et cette fourberie dont aucun Gouvernement turc ne s'est jamais départi : « L'ordre règne d'une façon absolue ». Il régnait en effet de lui-même, car il n'y avait plus personne ; tous les biens étaient entre les mains des pillards.

De Smyrne j'adressai un appel pathétique à M. Viviani, ministre des Affaires étrangères, lui représentant qu'il suffirait d'un geste des puissances, du stationnement de quelques canonnières le long des côtes pour empêcher l'achèvement du drame. La seule réponse que je reçus fut une dépêche, m'intimant l'ordre « de me taire sur les événements dont j'avais été témoin ».

Quatre mois après, les Turcs répondaient à l'aveuglement des Alliés par une déclaration de guerre ; elle n'était que la conclusion d'une série d'événements dont les chancelleries seules s'obstinaient à méconnaître la portée. C'est la seconde phase du drame.

En mai et juin 1914, le nombre des victimes avait été de 200 à 300.000 avec 1 à 2 0/0 de morts. Pendant la seconde période, le désastre atteignit plus de trois millions d'hommes, dont à peine un million et demi survécut. Pareille hécatombe passe l'imagination.

Les Arméniens furent réduits les premiers, d'avril à octobre 1915. Ils étaient deux millions dans l'Empire ; le nombre des rescapés ne dépasse pas 6 à 800.000. Le tour des Grecs vint ensuite. Toute la côte occidentale de l'Asie Mineure, sauf Smyrne et sa banlieue, fut nettoyée. Le mouvement s'étendit au littoral de la mer de Marmara et au Pont.

Le drame se déroula avec une méthode et une perfection toutes prussiennes. Le massacre « rouge » fut complété par le massacre « blanc » : la destruction lente par les mauvais traitements, les déportations, le froid, la privation d'eau et de nourriture, la réclusion dans les cachots. La population mâle fut enrôlée dans des milices, brutalisée par les chefs, privée d'abris, à peine nourrie. Dans les équipes de mille hommes il ne restait, au bout de quelques mois, qu'une centaine de survivants. Les populations chassées furent poussées dans les montagnes, contraintes de marcher pendant des trente et quarante jours ; les mères, fatiguées, ne pouvaient plus porter leurs enfants, qui succombaient au froid et à la faim, ou qui, arrachés à leurs parents, étaient internés et convertis par la force. Des milliers de femmes et de jeunes filles furent distribuées dans les harems, internées dans les maisons de prostitution, ou jetées en prison pour y être violées. L'esclavage, toujours légal en Turquie, revient dans toute son horreur.

Quand je parcourus, en octobre 1919, les vastes régions que la fureur destructrice des Turcs, à plus de cent kilomètres des champs de bataille et des combats, avait méthodiquement ravagées, villes, villages et campagnes n'étaient plus qu'un désert. Les vignes avaient été arrachées ou brûlées, les arbres fruitiers, les oliviers incendiés. Les maisons, préalablement pillées, les usines vidées, avaient été systématiquement démolies. Les églises avaient été souillées et saccagées. Les misérables s'étaient particulièrement acharnés sur les cimetières ; les marbres y gisaient brisés, les tombes étaient béantes, les ossements avaient été jetés au vent. La moitié de la population avait disparu ; les biens avaient été pillés et volés.

* * *

Puis ce fut l'accalmie, la lente reprise de la vie après la tempête. La victoire des Alliés, la peur qu'elle inspira aux vaincus, imposèrent au drame un arrêt qui paraissait définitif. Confiants dans les proclamations des Alliés, les survivants crurent à leurs promesses ; ils rentrèrent dans leurs foyers.

On n'a pas connu, en Occident, tout le poignant émoi de ce retour à la vie. Il faut, pour le comprendre, avoir vécu de longs jours auprès des rescapés, à partager leurs souffrances et leurs espoirs. J'en ai suivi, en 1919, puis en 1920, les émouvantes étapes.

Qu'on s'imagine une multitude d'hommes, de femmes, d'enfants réduits de moitié par les massacres et la faim, rentrant après plusieurs années dans leurs villages en décombres, dans leurs champs dévastés, dépouillés de tout, sans aucune promesse de restitution ni de réparation. Ils doivent revivre dans les ruines, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur le travail de leurs bras. Le travail est léger à qui côtoie depuis quatre ans le supplice et la mort. Mais on leur demande davantage : ils sont contraints de revivre sur leurs terres, côte à côte avec leurs bourreaux, avec ceux qui ont tué, torturé leur père, leur femme, leurs petits et qui gardent encore, là-bas, dans l'intérieur, des filles, des enfants. Ils doivent relever leurs

murs, coucher sur des planches, des matelas de foin, tandis que leurs agresseurs, installés dans celles de leurs maisons qui ont été épargnées, couchent dans leurs lits et mangent à leur table. Le paysan voit passer ses troupeaux, ses bœufs, ses charrettes, il lui est défendu d'y toucher. De châtier les coupables, de leur faire rendre gorge, il n'est pas question. Il est défendu, non seulement d'exercer des représailles, de reprendre son dû, mais même d'élever une plainte. C'est à ces conditions qu'ils sont autorisés à revivre, qu'ils sont tolérés dans ce qui leur reste de foyers.

La douleur et la rage les étreint, mais ils se taisent. Une longue résignation ancrée dans la race, la joie de retrouver ces vieilles pierres familières, l'amour de leur terre, un invincible espoir sont les plus forts. La vie renaît quand même.

* * *

Tandis que toute cette misère s'efforçait de se relever de ses ruines dans les épreuves les plus cruelles qui jamais furent réservées à des vainqueurs, le flot des intrigues, des appétits et des dissensions grossissait en Occident. Les Alliés renièrent bientôt leurs engagements les plus solennels. M. Poincaré, alors qu'il était Président de la République, avait engagé au Patriarche des Arméniens de Cilicie la parole sacrée de la France : « Le Gouvernement « de la République, lui écrivait-il, le 16 février « 1919, sait le concours que l'Arménie, et plus par- « ticulièrement le noble pays de Cilicie, attendent « de lui pour jouir en toute sécurité des bienfaits « de la paix et de la liberté et je puis assurer Votre « Béatitude que la France répondra à la confiance « qu'elle lui a témoignée à cet égard. » Le 20 juin 1920, M. Briand s'était pompeusement écrié à la Chambre : « Abandonner des centaines de milliers d'hommes, « de femmes et d'enfants à la tuerie, parce que le « drapeau français aura manqué ! La France n'en « a pas le droit ! »

En octobre 1921, après dix mois d'intrigues, M. Briand consacrait par l'accord d'Angora le « manquement » du drapeau français et livrait en Cilicie des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à la tuerie. En 1922, M. Poincaré, Président du Conseil, acceptant le néfaste héritage de son prédécesseur, reniait la parole qu'il avait donnée au nom de la France, abandonnant Arméniens, Grecs et Circassiens à la boucherie, refusant tout appui aux revendications des survivants, étouffant même les rapports des autorités et les voix de ceux qui voulaient faire entendre la vérité.

* * *

En septembre 1922, l'armée grecque, débarquée depuis mai 1919 en Asie Mineure par le Conseil Suprême des Alliés, trahie par son Gouvernement et ses chefs, démoralisée par les privations, par la certitude que ce qu'elle défendait était abandonné de ceux-là même qui lui avaient donné mission de le défendre, renonçait à toute résistance contre un ennemi que Russes, Allemands, Italiens et Français avaient encouragé, soutenu et renforcé ; elle se débandait sans combat, s'enfuyait en désordre, éperdue, vers les rivages, à travers un pays hostile qu'elle saccageait au passage. Quelques jours après l'embarquement des derniers éléments et l'entrée des kémalistes à Smyrne, l'opulente cité infidèle, Yaour Ismir, était sauvagement mise à sac, puis incendiée par les vainqueurs, qui ne pouvaient se rendre maîtres de 300.000 chrétiens sans les détruire ou les disperser. Un formidable brasier était allumé par les troupes et les autorités, avec l'implacable méthode que quatre ans de leçons prussiennes avaient perfectionnée ; il flambait sur trois kilomètres. Des milliers d'être vivants brûlaient dans la fournaise ; les grappes humaines qui avaient franchi le feu se précipitaient sur les barques, dans la mer, où les meurtriers les poursuivaient à coups de crosse et de fusil. L'Archevêque de Smyrne, Mgr Chrysostome, livré à la foule par le général Nourredine, périssait en martyr. Les prêtres subirent les pires supplices ; le frère du Consul de Roumanie a vu le papas grec de Boudja crucifié sur une porte, des fers à chevaux cloués aux mains et aux pieds. Les soldats tiraient à balle sur les enfants, violaient et assassinaient les femmes et les jeunes filles.

Il faut avoir vu ce que, de mes yeux, j'ai vu pratiquer en 1914, pour croire à de telles horreurs, qu'attestent non seulement les Grecs et les Arméniens, mais des fonctionnaires, des autorités officielles, des médecins, des membres de Croix-Rouge, des commerçants de tous pays : français, danois, roumains, belges, anglais, allemands, américains, kurdes et même musulmans, dont il n'y a aucune raison de mettre en doute les affirmations désintéressées et souvent courageuses. J'en ai recueilli moi-même de la bouche de Français qui, ayant des intérêts en Turquie et craignant la défaveur ou des représailles, m'ont prié de taire leurs noms.

Le sort de Smyrne n'est pas un « accident », de même que le sac de Phocée ne fut pas, en 1914, un fait isolé, comme les Turcs et leurs amis ont cherché à le faire croire. Le flot destructeur s'est répandu sur toutes les régions de l'Asie-Mineure

partout où les indigènes grecs et arméniens avaient repris pied et s'efforçaient de faire renaître la vie. René Puaux a rassemblé des témoignages sur les régions de Balikesser, de Ballia Maden, d'Aïvali et de Vourla. J'en ai reçu sur la région d'Éphèse. Le sort des prisonniers emmenés dans l'intérieur a été terrifiant. Nous n'avons encore que des témoignages isolés sur les populations du Pont et de l'Arménie.

Tel fut le quatrième et dernier acte du drame. Tels sont les derniers hauts faits d'un peuple que la Conférence de Lausanne assimile aux nations civilisées d'Europe et accepte d'accueillir à la Société des Nations, alors qu'elle a trouvé juste d'en exclure l'Allemagne. L'exécution du plan germano-turc de 1914, qui est devenu le plan germano-turc-bolcheviste, est achevé.

* * *

La catastrophe n'est pas seulement une catastrophe grecque et arménienne, elle est un désastre pour l'Europe et pour la civilisation. L'Asie-Mineure est dépeuplée de ses éléments les plus actifs, les plus laborieux et les plus intelligents. Son commerce et ses industries sont détruites. Elle retombe au niveau où l'avait mise la conquête dévastatrice des Osmanlis, d'où deux siècles de patients efforts commençaient à la relever. Les pertes de la France y sont plus importantes que celles des autres grandes nations, parce qu'elle y possédait le patrimoine le plus ancien et le plus riche et qu'avec sa population restreinte et ses charges de guerre elle dispose de moindres moyens pour réparer les ruines.

Hier encore elle a dépensé des centaines de millions en Cilicie ; ses officiers, ses soldats, ses nationaux y ont en deux ans accompli des prodiges. Aujourd'hui la Cilicie est vide, ses écoles, ses institutions françaises sont détruites ou fermées. D'ici peu la Syrie, où nous avons prodigué depuis la guerre plus de deux milliards, subira le même sort.

Des centaines de millions français ont été engloutis à Smyrne. Les intérêts français sont compromis ou abolis en Asie-Mineure, en Thrace et à Constantinople. Les écoles françaises d'Asie-Mineure sont vides ; quand les Turcs nous autoriseront à les rouvrir, elles auront perdu 80 à 90 0/0 de leur clientèle et ne pourront que disparaître. Le matériel de nos entreprises archéologiques a été par deux fois, en 1915 et en 1921, dilapidé ou détruit. La langue française est effacée de l'Anatolie par la mort ou l'exode de ceux dont les familles, depuis des siècles, la parlaient et la propageaient, qui, pénétrés dans nos écoles de sentiments français, faisaient aimer la France en Orient.

Place nette est faite à l'Allemagne, qui seule possède une population assez nombreuse et une connaissance assez profonde du pays pour y réaliser le grand programme de colonisation qu'elle préparait en Anatolie depuis un quart de siècle et qui était l'un de ses grands buts de guerre. Les survivants des victimes qui, depuis des siècles, étaient accoutumés à chercher en France leur appui, à se tourner vers nous dans la détresse, commencent à désespérer de notre justice et de notre puissance. Les vaincus d'hier à qui nous avons tout sacrifié, honneur et intérêts, se proclament nos vainqueurs, se vantent de nous avoir chassés de Cilicie et n'ont que dédain envers un peuple assez faible pour avoir cédé aussi misérablement devant eux et acquiescé à tous leurs crimes.

Les sinistres incendies de Smyrne et de l'Ionie n'ont pas seulement détruit la chair vivante de milliers de victimes ; ils éclairent la ruine de l'œuvre séculaire de la France.

L'Asie-Mineure a perdu le tiers de sa population. Sur 4 millions d'indigènes grecs et arméniens qui y répandaient, avec la civilisation, l'influence de la France, il n'en reste au 1er janvier 1923 que 2 ou 300.000 dans les camps, dans les bataillons de travailleurs, où la mort lente les attend, dans les harems et les internats d'enfants. Près de 2 millions d'hommes ont disparu depuis 1914 par le sang, par la faim, la torture ou l'incendie. On se représente mal l'énormité de ce forfait. Si les Arméniens, les Grecs, les Circassiens, hommes, femmes, enfants, vieillards, qui ont été massacrés en Turquie depuis huit ans, pouvaient se relever et marcher en cortège pour en appeler à la justice et à l'histoire, la sinistre procession, s'avançant au pas par rangs de 20, mettrait plusieurs jours à s'écouler ; elle couvrirait une longueur de 100 kilomètres. Le public, qu'émeut un accident qui se produit près de ses yeux, accepte ces lointaines hécatombes avec indifférence. Si le massacre de près de deux millions d'hommes ne mérite ni protestation, ni châtiments, il n'y a plus d'échelle de mesure pour le crime, et toute notion morale doit être à jamais abolie dans la vie publique et privée des peuples.

Un million et demi d'hommes sont aujourd'hui entassés en Grèce, dans un pays qui, par la constitution de son sol, ne nourrit pas normalement 5 millions d'habitants ; c'est un surcroît de 20 0/0 qu'il s'agit de nourrir, vêtir et abriter. Le problème est d'autant plus tragique que, pour la plupart, les familles sont privées de leurs appuis : on évalue à environ 180.000 les hommes de 18 à 50 ans et

60.000 les jeunes filles et femmes de 16 à 25 ans qui ont été retenus par les Turcs. Le nombre total des réfugiés comprend plus des deux tiers de population urbaine, qu'il est particulièrement difficile d'occuper et de rendre productive.

M. Politis, ancien ministre des Affaires étrangères de Grèce, dans l'exposé qui a paru ici-même, le mois dernier, a fait connaître aux lecteurs de la *Revue* la tâche immense qui s'impose au Gouvernement grec et les concours que les nations étrangères lui ont apportés.

L'État grec a fourni à cette masse d'hommes un abri improvisé dans les écoles, les églises, les édifices publics, les établissements industriels, les habitations. Il a dû fermer ses écoles primaires et secondaires pour une durée qui paraît devoir atteindre deux années. Dans chaque village, la moitié des maisons leur a été affectée. Il a été secondé dans sa tâche par l'initiative privée et par de nombreux étrangers.

Ces formes de secours ne peuvent être que provisoires. Il est essentiel de mettre, le plus tôt possible, les réfugiés en état de gagner leur vie. On s'occupe de reconstituer certaines industries jadis florissantes en Asie-Mineure, dont la main-d'œuvre se trouve actuellement en Grèce, comme celle des tapis, des dentelles, des salines. Il sera nécessaire d'élargir les villes, d'en créer de nouvelles, de fonder des agglomérations agricoles. Des projets sont à l'étude pour l'entreprise de grands travaux de voirie, d'assainissement, de desséchement des marais, de drainage, d'irrigation, d'aménagement de la houille blanche. 400.000 hectares de terre cultivable peuvent être rendus à l'agriculture. Ces travaux seront probablement concédés à de grandes Sociétés nationales ou étrangères ; des groupes américains et anglais paraissent disposés à les entreprendre.

On ne peut penser sans tristesse que la France n'occupe pas dans ce grand mouvement de solidarité humaine la place que lui assignent son caractère généreux et sa grande tradition séculaire de protectrice des chrétiens d'Orient. Elle a subi tant d'épreuves, elle a tant de maux à réparer! Cependant, dès les premiers jours, la petite colonie française d'Athènes a réuni 30.000 fr. ; l'Ecole d'archéologie et la Ligue Franco-Hellénique ont contribué aux secours. Un Comité français s'est constitué à Paris et s'efforce d'éclairer le public, à qui les politiciens, la finance et les journalistes, ont caché la vérité.

Nous avons déjà laissé détruire notre patrimoine dans l'Orient turquilié. Allons-nous abandonner maintenant tous nos intérêts dans l'Orient chrétien ? Allons-nous pousser nos amis à se tourner vers les Anglo-Saxons, derniers défenseurs de leur cause ? Au lendemain de l'armistice, ils s'efforçaient déjà de supplanter notre influence, ils se préparent à profiter de notre abstention pour développer leurs entreprises à notre détriment. Quand l'opinion connaîtra l'étendue du désastre, qui frappe non seulement la Grèce, l'Arménie et la civilisation, mais les œuvres vives de la France, elle flétrira les combinaisons aveugles et misérables, qui en deux ans ont compromis, dans le Levant, à la fois l'honneur et l'intérêt français.

Félix Sartiaux.

PORTRAITS D'ÉCRIVAINS ÉTRANGERS

BOLESLAS PRUS

A de bien rares exceptions près, c'était jusqu'ici un honneur fort ingrat que de faire le métier de grand écrivain polonais : renommée limitée et, partant, incertaine, faute de confirmation par le verdict de l'opinion étrangère. Car les lettrés des cinq parties du monde, Pologne exceptée, ignoraient, peu ou prou, les hommes de là-bas, ignoraient leurs œuvres. Quelques traductions — et pas toutes très bonnes — ne pouvaient asseoir aucune notoriété. Donc, silence durant leur vie, silence à leur mort, dans la presse européenne. De ci, de là, il est vrai, une étude sommaire, un bref souvenir nécrologique se faufilaient entre les pages d'une revue française ou allemande, mais ceci à de longs intervalles et comme par hasard.

Et chaque fois qu'un homme de bonne volonté parlait de ces représentants du génie polonais, il avait quasiment l'air de tirer des registres locaux une gloire paroissiale, d'épousseter un portrait de famille, de dresser une statue à une illustration de province. *Vox clamantis in deserto.*

Les temps sont changés quelque peu.

(1) Alexandre Glowacki, en littérature Boleslas Prus, né à Pulawy, près de Lublin. Licencié ès-sciences mathématiques, il traduit d'abord et adapte des livres scientifiques, il débute dans les lettres en 1872. Ses premiers succès lui viennent de ses *Chroniques hebdomadaires*. Œuvres principales : *Une Erreur* ; *L'Avant-poste* ; *La Poupée* ; *Les Emancipées* ; *Le Pharaon*. Ses œuvres complètes comptent, en outre, 6 volumes de récits et nouvelles.

Je vais vous entretenir d'un de ces grands « anonymes » et, vraisemblablement, je serai le premier à vous révéler cette belle figure littéraire. Le premier ? Me tromperais-je ?

Qui connaît, parmi les plus cultivés et les mieux avertis en France, le nom du grand romancier polonais Boleslas Prus ? Que sait-on ici de son œuvre ?

Pourtant, il est de la même famille de poètes que Dickens auquel l'apparentent un esprit similaire et une même bonté, qu'Alphonse Daudet, dont il a la tendre malice, que Zola, à l'égal de qui il possède le don robuste de mouvoir et d'émouvoir les foules.

Je nomme ces célébrités mondiales, pour mettre à la place due, *inter pares*, l'individualité puissante de Prus, et non pour faire des rapprochements qui ne signifient rien d'ordinaire et qui sont d'un jeu par trop facile. Je m'appliquerai, au contraire, à dégager sa physionomie d'écrivain, à en accuser toute la *dissemblance*, en marquant ses traits distinctifs, les seuls qui comptent et qui vaillent. Et Prus, justement, a de ces traits plein son talent original.

Ne lui cherchons donc point de sosie littéraire ; tâchons de lui trouver des concordances ailleurs que chez ses émules et ses pairs.

Savez-vous à qui il ressemble le plus ? A cette bonne ville de Varsovie — gaie, spirituelle, animée, bon enfant d'habitude, héroïque quand elle le doit.

Vous n'êtes certainement pas sans avoir remarqué combien certains sites sont intimement liés avec les grands poètes qui furent leurs chantres et leurs amants. Dès que nous invoquons Victor Hugo, il nous apparaît dans le cadre de Paris, tout comme dans le cadre de Londres nous apparaît Charles Dickens.

La complexité de Hugo, son génie tumultueux et monstrueux se trouvent illustrés à merveille par les innombrables faces d'éblouissement, de charme et de force propres à la Ville-Lumière qui, dans sa majesté royale, dans son humeur changeante, tantôt gronde en orage, s'illumine de sinistres lueurs d'orgueil, de vengeance et de courroux, et tantôt s'éclaire d'un rire franc et jeune, s'amuse, folâtre et plaisante.

Boleslas Prus se profile sur le fond de Varsovie qui a un visage plus modeste. Elle est telle ces jolies laides à la frimousse chiffonée, pleines de séduction, de sensibilité et d'entrain...

Et Prus la comprend, et Prus l'aime. Il y est attaché par maintes fibres, qui vont du cœur de l'homme au cœur de la ville. Il connaît, comme personne, le rythme de ses jours et de ses nuits, les pulsations de sa vie quotidienne, pulsations précipitées... ralenties : capricieuses, c'est selon. Comme nul autre, il sait fixer ses aspects en tableaux où la vérité, tour à tour, chante et pleure.

Son roman *La Poupée* (*Lalka*) a deux héros, en quelque sorte : Wokulski et Varsovie même. Sur les huit cents pages du livre se déroule le drame multiple dans l'enchevêtrement des couches sociales et des milieux divers. Les acteurs appartiennent à toutes les sphères ; leurs intérêts s'entre-croisent, leurs activités mutuellement se pénètrent en un mouvement continu qui est le propre de l'existence. Le fil de l'action passe entre la fine fleur du high-life varsovien, dans les hauts salons des Allées d'Uïazdov et de Jérusalem (1), coupe le monde des affaires, traîne dans les ateliers et les boutiques, s'engage dans les bas-fonds — et noue ceux qui sont toujours en liesse avec ceux auxquels la faim rend sa visite journalière.

Comme dans une vue panoramique, on embrasse toute la ville : là, blanchoient, sur une riche verdure, les parties seigneuriales parées de marbres, et les coins charmants pleins de soupirs amoureux des Lazienki (2) ; là, filent les boulevards et les rues du centre, avec leur brouhaha de piétons et de voitures ; là, au bas bord de la Vistule, fourmillent les ruelles des quartiers excentriques ; là, papillotte le champ de courses, bariolé de mille couleurs, traversé de mille voix... et les palais... et les maisons... et les masures...

Et tout cela sert de théâtre, de fond, de décors à une foule hétéroclite et hétérogène : aristocrates, grandes dames et bonnes femmes, nobles demoiselles et filles battant le quart, commerçants, savants, gens de turf et de sport, commis de boutique, notables bourgeois, humbles artisans. En trait d'union, parmi cette population de tout crin et de tout poil, vit la jeunesse étudiante dévorant à belles dents la vache enragée, faisant des farces épiques et un tantinet paillarde, peut-être, mais rêvant, entre deux jeûnes forcés, le bonheur de l'humanité et le salut de la patrie.

Et de ce beau monde, demi-monde et petit monde, Prus trace, soit des portraits en pied, criants de ressemblance et d'un fini parfait, soit des esquisses en quelques coups de crayon d'un vrai essentiel.

Voici donc Varsovie, à une certaine époque de sa vie — Varsovie vers 1880 — comme premier héros de *La Poupée*, héros de l'arrière-plan et personnage collectif dans le genre du chœur antique.

Et voilà le second — Wokulski, le personnage central du roman. D'ailleurs, ces deux entités, l'une

(1) Le quartier le plus élégant de Varsovie.

(2) Le Parc et palais d'été des rois — lieu de promenade favori des Varsoviens.

réelle et l'autre fictive, ayant l'âme taillée sur le même patron, âme vaste, variée et vibrante, se confondent, autant dire. La ville paraît se mirer dans l'homme ; l'homme semble personnifier la ville et parvient à lui tenir lieu d'exposé synthétique. Car dans la psychologie riche et multiforme de Wokulski se rencontrent et cohabitent : un financier et un savant, un marchand et un philanthrope, un idéaliste et un esprit éminemment pratique, un parvenu qui aurait des façons princières, un positiviste qui serait romantique en diable. L'être intime de Wokulski est coulé d'un alliage de qualités qui rarement s'assemblent côte à côte, et se totalisent dans une collectivité plutôt qu'en un seul et même individu. Chez Stanislas Wokulski, la volonté avoisine le fatalisme, l'énergie virile marche de pair avec une douce bonté de femme, la clairvoyance s'accorde avec la candeur. Enfin, un lourd poids de désillusions et d'expériences ne l'empêche point de garder, à quarante-cinq ans, une fraîcheur de sensations propre aux cœurs printaniers.

Cette individualité d'élite, mieux, cet être d'exception, aime, à en mourir, Mlle Isabelle Lecka, une jeune fille du monde, parfaitement belle et élégante, et parfaitement froide, vide et nulle.

L'éternelle histoire de l'erreur sentimentale qui, parfois, bande les yeux aux Titania, mais plus souvent aux Wokulski.

Mlle Lecka, malgré l'étroitesse de ses idées et la médiocrité de sa conscience, sert de pivot au drame, de prétexte à une grande passion, de force mouvante et attractive. Comme une petite pierre jetée dans l'eau fait déferler les vagues qui s'agitent, se succèdent et se touchent en cercles concentriques de plus en plus larges, — de même sa chétive existence actionne autour d'elle des événements considérables, réveille des gestes d'énergie, d'amour ou de haine, influe sur le sort des autres et se répercute, en dernière influence, sur la vie générale elle-même. Et nous avons là, une fois encore, une démonstration topique de la loi trouvée par Pascal dans le grain de sable de Cromwell et le nez de Cléopâtre...

Le roman *Lalka* (*la Poupée*), dans son ensemble vaste et complexe, enferme, non seulement, les milieux les plus variés en leur symbiose commune, mais aussi embrasse force idéologies, problèmes, préoccupations et programmes. Maintes questions s'y débattent : les rapports entre les différentes configurations sociales (l'aristocratie et la démocratie) ; les compétitions et les rivalités de divers éléments ethniques (Juifs et Polonais catholiques) ; les divergences des doctrines (l'idéalisme et le matérialisme) avec leurs conceptions respectives du bonheur, du devoir, de la vie. Vous y trouverez même jusqu'aux énigmes de la navigation aérienne et de la permutation moléculaire des métaux.

Ainsi, l'œuvre de Prus est réaliste par la peinture exacte des gens et des choses, psychologique — par l'étude fouillée d'une nature supérieure d'homme et d'un cas extraordinaire de passion, par l'analyse minutieuse de tous les personnages, y compris les plus épisodiques. L'œuvre de Prus est encore philosophique par la façon d'aborder les points en litige et grâce aux larges perspectives qu'elle ouvre sur l'univers.

Ici, dans ce roman, l'esprit, la tendresse, l'intelligence compréhensive et sagace, l'intuition et le savoir, alliés au sens du pittoresque et à un très grand talent poétique, se prêtent leur concours, pour créer quelque chose de plein et de concentré, quelque chose qui forme un organisme complet et présente une ample et vivante synthèse.

Des qualités identiques de pensée vigoureuse et de sensibilité toujours vigilante (mais à un degré variable) enrichissent les autres écrits de Boleslas Prus.

Le roman les *Emancipées* (*Emancypantki*), également un livre de synthèse, a, comme sujet — le titre l'indique — l'émancipation des femmes. Du groupe « féministe », qui tient la place principale dans l'œuvre, se détache et brille en rare joyau un type de jeune vierge, Madeleine Brzeska, le *génie du cœur*, une âme limpide, candide, ornée de toutes les beautés et de toutes les délicatesses, remplie d'amour, prompte au sacrifice, une âme qui crée le bonheur et la joie autour d'elle par « propriété naturelle », comme l'arbre donne des fruits et la fleur prête son parfum, et qui irradie la bonté, comme le soleil nous envoie la lumière et la chaleur...

Si Isabelle (l'héroïne de *la Poupée*) symbolise *l'amour du factice* et Madeleine *l'amour idéal* qui prend sous ses ailes protectrices tout ce qui vit et qui souffre — le paysan Slimak, le héros de l'*Avant-Poste* (*Placówka*) incarne *l'amour du réel*.

Slimak aime la terre nourricière et natale, qui vient de nos pères pour aller à nos fils — fidèlement, âprement, à l'exclusion de toute autre chose. Il s'agrippe — et ceci est sa fonction, sa raison d'être et le sentiment initial de sa vie — à ce lambeau du patrimoine et le dispute becs et ongles à l'envahisseur allemand, au colon qui, de la proche frontière, arrive en conquérant pacifique, mais sûr et inexorable. Slimak sort vainqueur du combat et reste à son « avant-poste », roi de son petit royaume, serviteur et gardien de la glèbe polonaise.

A un moment de sa carrière d'écrivain, Prus abandonne les rives de la Vistule, la chaussée et le trottoir de Varsovie, les forêts masoviennes et les

plaines, et transporte son imagination créatrice au bord du Nil, à trente et un siècles en arrière (1). Dans un décor de la vieille Egypte avec son architecture gigantesque, avec ses dieux et ses mystères, se dresse la figure de jeunesse, de force et de gloire de Ramsès XIII, dernier pharaon de la dynastie vingtième.

La tragédie qui se joue ici, le long de trois volumes, tragédie ibsénienne — c'est un duel sans merci entre un individu de génie et une collectivité (les prêtres), disciplinée, sage, savante, patiente surtout et perfide. L'homme seul est un homme nu et sans défense, et la multitude, bardée de fer par ses volontés réunies, l'emporte sur lui, d'autant plus qu'elle ignore toute pitié et tout scrupule. Aussi, le pharaon Ramsès XIII succombe et meurt.

Dans *La Poupée*, dans l'*Avant-poste*, dans *Les Emancipées* et dans le *Pharaon*, ainsi que dans bon nombre de ses nouvelles, Prus reste fidèle à ses dons de poète lyrique, de caricaturiste de grand style, de satirique, de penseur et de psychologue fin et pénétrant. Mais, ce qui embellit sa physionomie d'artiste et d'homme, c'est sa bonté souriante, brochant sur le tout, bonté faite d'ironie indulgente et de pitié fraternelle.

Tout comme un autre romancier, il procède envers ses personnages, tantôt en horloger qui démonte et remonte son ouvrage, tantôt en anatomiste qui dissèque et expérimente, tantôt en peintre de genre, ou bien en médecin des maladies sociales qui cherche un remède au mal, en confesseur qui écoute avec son cœur, pour diriger et absoudre. Cependant, il a une particularité qui le distingue d'entre tous. Prus produit l'effet d'être sans cesse le co-acteur du drame ; il ne reste jamais en dehors, en spectateur curieux, en observateur détaché. Il est au centre de la chose, participant à la vie qu'il décrit de toute son âme riche et généreuse.

Voici, sans doute, la raison qui fait que tout écrit de Boleslas Prus est tellement direct et dépourvu de « littérature ». Il y a de la clarté et de l'espace dans ses œuvres, une vibration qui anime chaque sujet, chaque coin, chaque point.

Prenez n'importe quel roman, tous, ou peu s'en faut, délimitent la vie, l'arrêtent et la figent. Chez Prus, elle passe en vagues éternelles, et nous la sentons, non pas divisée dans son étendue, interrompue dans sa durée, fragmentée dans son mouvement et sa continuité sans fin, mais pleine, forte, débordante, allant au delà du livre, préexistante et « postexistante ».

Cette vivacité peu commune, cette vitalité prodigieuse, propres aux écrits de Prus, proviennent, certes, de ce que leur auteur n'était pas que nouvelliste et que romancier ; il était aussi journaliste. Comme tel, il a ouvert sa fenêtre toute grande sur le monde, laissant arriver vers lui le fracas de la place publique : cris, plaintes, murmures et soupirs, regardant attentivement son tumulte, son va et vient et son émoi.

Prus, journaliste, possède les mêmes valeurs d'esprit, de talent et de cœur que Prus romancier, tailleur de bonnes images et conteur de belles histoires. Et, bien que ses *Chroniques hebdomadaires* ne furent pas écrites, comme de juste, *sub specie aeternitatis*, leur fond a vieilli à peine et leur forme a conservé de l'éclat et de la vigueur. Aussi, on les lit aujourd'hui, sinon avec la même passion (elles ont perdu tout de même quelque peu de leur *urgence*), du moins avec le même intérêt que naguère, et on les garde sur la même table où demeurent les « Guêpes », d'Alphonse Karr et certains fascicules, les meilleurs, de la *Lanterne*, de Rochefort.

D'aucuns comparaient l'esprit et l'humour de Prus à l'humour et à l'esprit de Dickens. Tout à l'heure, en passant, je l'ai fait, moi-même ; et, malgré mon aversion marquée pour ces sortes de parallèles, j'en toucherai encore quelques mots. Il est évident que tel personnage de notre écrivain a un pendant chez le grand romancier anglais (Amy Dorrit (1) et Madeleine Brzeska) et tel conte (Nawrocony le Converti) rappelle de loin les « Christmas Carol », cette merveille. Pourtant, si je m'aperçois d'une foule de différences qui séparent leurs talents, je ne vois qu'une similitude, mais celle-ci ne rapproche que leurs caractères : l'un et l'autre sont souverainement bons aux petits, aux déshérités, aux pauvres.

Le « trait », chez Prus, est bien moins appuyé, et le comique beaucoup plus tranquille que chez Charles Dickens, dont les modèles sont pris assurément dans la vie, mais après avoir passé, dirait-on, par la pantomime anglaise grimaçante, clownesque, trépidante où la mort, l'angoisse et l'ivresse tiennent les premiers violons. Prus donne ses héros et ses héroïnes avec quelques déviations de contour à peine sensibles, avec quelques accentuations de couleur et quelques faibles grossissements. Côtoyant le grotesque, ils n'y tombent jamais et sont comiques à force d'être vrais et touchants parce qu'humains. La *vis comica* de Prus, qui a deux sources : son cœur et son bon sens très aigu, se trouve modérée par le sentiment de la mesure, habituel à tous ceux qui procèdent de la culture latine, — et cela aussi bien pour les personnages que pour les situations. Aussi, ne rencontrons-nous pas, chez Prus, de

(1) *Pharaon*, roman de l'ancienne Egypte.

(1) L'héroïne de *Little Dorrit*, le roman de Dickens.

ces attitudes burlesques et de ces monstres et fantoches de la « ménagerie » dickensienne : nains épileptiques, eclopes de tout acabit : borgnes, jambes de bois, manchots à la griffe de fer, braves idiots et imbeciles épiques. Et, cependant, son répertoire satirique de types est des plus abondants : non seulement tous les « ordres » y défilent, mais encore toutes les variétés de la même « espèce ». Les campagnes, la province, le pavé de la capitale lui apportent, en contribution, leur faune et leur flore. Et c'est ainsi que nous voyons, comme à travers une loupe ou un verre prismatique, se démener, dans des conflits qui se déroulent toutefois suivant le rythme normal de la logique : le paysan indéracinable qui vit et qui meurt près de son clocher natal, gratte son champ en mangeant son pain bis et sa misère ; et le villageois changé fortuitement en citadin d'occasion, aussi rude et aussi fruste après qu'avant ; la petite noblesse terrienne résidant chez elle, à la campagne, ou transplantée, bon gre mal gré à la ville, plus riche de sentiments que d'esprit ; la bourgeoise bornée bavarde, comme toutes les bourgeoisies du monde, je crois.

Mais Prus aime ses personnages, autant au moins que Flaubert détestait ses « bonshommes ». Il les aime dans leur médiocrité et dans leur bêtise, avec tous leurs défauts et ridicules ; et quand il rencontre une belle âme, une âme neuve et saine, il lui abandonne sans marchander sa tendresse...

N'est-ce donc pas étrange que l'écrivain qui, dans son œuvre, a mis tant de cœur, ait donné aussi peu de place à l'amour, proprement dit ? Car l'amour-passion passe généralement dans le fond du roman, en comparse, — si nous exceptons, toutefois, la *Poupée*, où il est étudié en son entier avec ses flux et reflux, avec ses coups d'ivresse et ses contre-coups de désespoir, avec ses éclipses et ses résurrections soudaines. Cependant, même là, à l'encontre de Sienkiewicz, et de tant d'autres poètes, Prus le traite, non pas comme un culte, mais comme une des forces de l'énergie universelle.

Tel est l'*extérieur* de ses romans et tel en est le côté sentimental. Mais, quelle en est la pensée dominante ?

Comme moraliste, Prus traque deux vices surtout, deux formes de l'insensibilité individuelle et sociale : la paresse et l'égoïsme. Comme philosophe, ne confesse-t-il pas quelque part qu'il « *essaie de montrer aux hommes le but et le plan de la nature visible, ainsi que de dévoiler un coin du monde invisible* ».

C'est, m'objecterez-vous, une proposition fort audacieuse. D'accord ! Il y arrive quand même — comme visionnaire et comme poète.

En superposant le grand problème éternel et le petit problème journalier, il nous montre à tout propos que les réalités, ou ce que nous appelons ainsi d'ordinaire, cachent des choses transcendantes, que le distinct dérobe imparfaitement l'indistinct et que le corps déguise maladroitement l'âme.

Prus est donc foncièrement idéaliste, malgré un faux-semblant de positivisme (obligatoire en quelque sorte à cette époque) et malgré la forme réaliste de son œuvre. Et il devient même un pur spiritualiste, quand il avoue, à un moment de son évolution de penseur, qu'il est interdit à jamais et à tout chacun de « *toucher la vérité du doigt, ni de la voir par les yeux ; mais qu'on la trouve par l'esprit et dans l'esprit* ».

De même que sa doctrine positiviste, le pessimisme de notre écrivain nous semble également spécieux, car Prus l'applique au présent, gardant pour l'avenir tous les optimismes de l'espérance.

Ami lecteur ! il vous est certainement arrivé d'avoir fermé votre livre avez un soupir de regret. Vous avez quitté des fictions, des ombres de la réalité, la brume et le vide au cœur, tout comme si vous quittiez des compagnons de route, auxquels le hasard vous aurait uni un jour de votre vie. Et ce fut aussi triste et aussi maussade que l'heure des adieux au départ.

Eh bien ! ce petit déchirement, vous le ressentirez chaque fois que vous finirez de lire un des romans de l'écrivain polonais. Et vous rouvrirez le volume, après quelque temps, vous le rouvrirez, afin de revivre les mêmes émotions et de revoir les mêmes figures. Car, celles que vous rencontrâtes, en fréquentant Boleslas Prus, vous resteront à jamais chères.

JAN-TORASS.

RAMSÈS SE MEURT

Considérez combien sont vaines en face de l'ordre du monde les espérances des humains ! Considérez toute leur misère en présence des arrêts qu'en signes de feu écrit l'Eternel sur l'immensité céleste...

Ramsès le centenaire, monarque tout-puissant de l'Egypte, se meurt. — La poitrine de l'omnipotent souverain, devant lequel durant un demi-siècle tremblaient des milliers d'hommes, étouffe sous l'étreinte d'un monstre invisible qui suce le sang du cœur, tire la vi-

gueur des bras, s'attaque même à la force du cerveau. Tel un cèdre jeté à bas, gît sur une peau de tigre du Bengale le grand Pharaon, les pieds enveloppés dans le manteau triomphal du roi des Ethiopiens. Sévère pour lui-même, autant que pour les autres, il appelle le plus savant d'entre les médecins du temple de Karnak et dit :

— Je sais que tu connais des remèdes qui tuent ou qui guérissent du coup. Prépare m'en un, idoine à mon mal, et que cela finisse, d'une manière ou d'une autre.

Le médecin hésite.

— Pense, Ramsès, que depuis la descente des hauts cieux, cent fois déjà le Nil a débordé ; puis-je t'administrer un médicament qu'au plus jeune de tes guerriers il serait hasardeux d'appliquer.

Ramsès se souleva sur sa couche.

— Faut-il que je sois bien malade, pour que tu oses, prêtre, me donner des conseils ! Tais-toi, et fais ce que je t'ordonne. L'Egypte ne peut pas rester sous la puissance d'un monarque qui ne saurait plus monter sur un char ni lancer un javelot. Heureusement, mon petit-fils et héritier vit et n'a que trente ans.

Lorsque le prêtre d'une main tremblante tendit le redoutable remède, Ramsès le but, comme un homme altéré boit un gobelet d'eau pure. Et puis, il fit venir le plus illustre astrologue de Thèbes et lui commanda de lire ce qu'indiquaient les corps célestes.

— Saturne est en conjonction avec la Lune, répondit le magicien, ce qui présage la mort d'un membre de ta dynastie, Ramsès. Tu as eu tort de prendre ce tantôt la drogue; car bien illusoires sont les desseins humains en présence des décrets que signe sur le firmament l'Eternel.

— C'est ma mort, très certainement, qu'annoncent les astres, fit Ramsès. Et, se tournant vers le médecin, il demanda : Quand cela pourra-t-il arriver ?

— Avant le coucher du soleil, Ramsès, tu seras fort comme un rhinocéros ou bien ton divin anneau passera au doigt de Horus.

— Conduisez mon héritier, dit alors Ramsès d'une voix affaiblie, dans la Salle des Pharaons; qu'il y attende mes dernières paroles et mon anneau royal, et qu'ainsi dans le pouvoir il n'y ait point d'arrêt, même pour un court instant.

Horus pleura (il avait le cœur tendre), sur la mort proche de l'aïeul ; mais, soumis à la loi et à la volonté du Pharaon, il se rendit aussitôt, entouré des serviteurs, dans la salle du trône. Là, il s'assit sur la terrasse dont les marches de marbre descendaient jusqu'au fleuve, et, triste et angoissé, regarda la vaste vue étalée devant lui.

La lune, près de laquelle clignotait faiblement la funeste étoile de Saturne argentait les eaux métalliques du Nil, dessinait en ombres anguleuses et profondes les gigantesques pyramides sur les jardins et les prés, et éclairait la vallée à plusieurs milles à la ronde. Malgré la nuit avancée, dans les maisons et dans les chaumières, les lampes restaient allumées ; et la population, quittant ses demeures, se répandait dehors, sous le ciel. Sur le Nil glissaient les bateaux et les barques, et sur les places de la ville, dans les rues et près des Palais de Ramsès ondoyait une foule innombrable. Pourtant, le calme était tel que Horus percevait le frémissement des roseaux et les hurlements plaintifs, au lointain, des hyènes qui cherchaient leur pâture.

— Qu'ont ils à s'assembler ainsi ? demanda Horus à un des courtisans, et il montra les têtes qui pavaient l'étendue.

— Ils veulent saluer en vous, seigneur, le nouveau pharaon et entendre de votre bouche les grâces que vous leur réservez.

De même que la lame, lorsque la mer monte, bat la falaise escarpée, de même une vague d'orgueil secoue le cœur du prince à ce moment proche de la domination suprême.

— Et ces lumières mouvantes que l'on voit là-bas, que signifient-elles ? questionne encore Horus.

— Ce sont les prêtres cheminant vers la sépulture de votre mère, Séphora, afin de transporter sa dépouille aux tombeaux des pharaons.

Ces paroles ravivèrent en Horus la peine amère de savoir sa mère — trop pitoyable, au gré du vieux pharaon, à la misère des esclaves — ensevelie parmi eux, par l'ordre cruel de Ramsès.

— J'entends le hennissement des chevaux, dit Horus, en tendant l'oreille, qui part donc à cette heure tardive ?

— Le chancelier a prescrit, seigneur, de tenir prêts des messagers, pour faire revenir d'exil votre maître Fétron.

Horus soupira au souvenir de l'ami cher que Ramsès avait chassé du pays, le punissant ainsi du crime d'avoir semé dans l'âme de l'héritier présomptif l'aversion pour les guerres et l'amour pour le peuple opprimé.

— Et qu'est-ce que cette petite lueur sur l'autre berge du Nil ?

— Par cette lumière, ô Horus ! répondit le courtisan, vous salue de son cloître votre Bérénice prisonnière. Pour la quérir, l'archiprêtre a déjà envoyé une galère royale ; et dès que l'anneau sacré brillera à votre doigt, les lourdes portes du monastère vont s'ouvrir devant Bérénice ; et elle vous reviendra libre, aimante, fidèle.

Horus ne parla plus avant, couvrit ses yeux de sa main et se donna aux songes ; quand, soudain, une vive douleur lui arracha un cri.

— Qu'avez-vous, Horus ?

— C'est une abeille, sans doute, qui m'a piqué à la cheville, dit le prince, tout pâle.

Le courtisan, à la clarté verdâtre de la lune, regarda le pied endolori : « Remerciez Osiris, dit-il, que ce ne fût pas une araignée dont le venin est à cette époque mortel.

... Oh, combien sont chétives les espérances humaines en regard des décrets immuables !...

En ce moment entra le Chef des armées pharaoniennes qui s'inclina devant Horus et dit :

— Le grand Ramsès, sentant déjà le froid de la tombe envahir son corps, m'envoie vers toi avec l'ordre que voici : « Va chez Horus, puisque moi, je m'en vais de ce monde, et exécute sa volonté comme tu exécutais la mienne. Si bien même, il voulait céder la Haute-Egypte aux Ethiopiens et conclure avec ces ennemis séculaires une alliance fraternelle, fais-le, lorsque tu verras mon anneau à son doigt ! Car par la bouche des monarques parle l'immortel Osiris.

— Je ne rendrai certes pas l'Egypte aux Ethiopiens, répliqua le prince, mais je conclurai la paix avec eux, pour ne voir plus couler le sang de mon peuple. Ecris là-dessus un édit sur le champ, et tiens prêts des courriers à cheval : lâche-les aussitôt les premiers feux allumés en l'honneur de mon avènement, du côté où le soleil se lève : qu'ils portent aux hommes de l'Ethiopie mon pardon et ma grâce. Et écris un autre édit encore qui proclamera à tous, présents et à venir, que, dorénavant, on n'arrachera plus jamais la langue aux prisonniers de guerre. J'ai dit.

Le Chef, après s'être prosterné devant le futur monarque, s'en fut transcrire ses ordres souverains ; et Horus, se tournant vers le courtisan lui demanda de regarder derechef la plaie qui se faisait de plus en plus douloureuse.

— Votre jambe a enflé quelque peu, seigneur. Que serait-il advenu si au lieu d'une abeille c'était une araignée qui vous eût piqué !

A cet instant, entra dans la salle le Chancelier de l'empire qui saluant le prince parla ainsi :

— Mon puissant maître Ramsès, dont la vue déjà se voile, m'envoie à toi avec l'ordre suivant : « Va chez Horus et accomplis sa volonté aveuglément. S'il avait le désir de déchaîner les esclaves ou de distribuer toutes les terres entre les paysans, tu le feras, quand tu verras à son doigt le saint anneau pharaonien. Car par la bouche des monarques parle l'immortel Osiris ».

— Mon cœur ne tend pas aussi loin, dit Horus. Mais écris-moi tout de suite un édit où il sera annoncé au peuple : qu'on lui abaisse de moitié les impôts ainsi que les loyers des fermages ; que les esclaves seront libérés des travaux trois jours par semaine, et que, désormais, on n'appliquera plus, sans une sentence judiciaire, la peine de la bastonnade. Et écris encore, chancelier, l'édit qui rappelle du bannissement mon maître Fétron, le plus sage et le plus noble des Egyptiens. J'ai dit.

Le Chancelier tomba la face contre terre. Il allait se retirer, lorsque survint l'archiprêtre.

— Horus, dit-il, d'une minute à l'autre le grand Ramsès partira pour le royaume des Ombres où Osiris pèsera son cœur sur les balances infaillibles. L'anneau sacré des pharaons brillera tantôt à ton doigt ; tu n'auras alors qu'à ordonner et tu seras obéi par nous tous, même si tu voulais démolir le temple d'Ammon, plein de miracles. Car par la bouche des monarques parle l'immortel Osiris.

— Ce n'est pas d'abattre les temples que je rêve. Je me propose d'en bâtir de nouveaux, et grossir le trésor sacré est ma ferme intention. J'exige seulement que tu écrives un édit sur le transfert solennel dans les tombeaux des rois de la dépouille mortelle de Séphora, ma mère, et un second édit sur la délivrance de ma bien-aimée Bérénice, cloîtrée jusqu'ici de force. J'ai dit.

— Tu commences sagement ton règne, Horus ! répondit l'archiprêtre. Tout est préparé pour l'exécution de tes ordres, et les édits seront écrits sans tarder ; lorsque tu les toucheras de l'anneau pharaonien, j'allumerai le luminaire pour qu'il annonce aux populations tes grâces et à ta Bérénice la liberté et l'amour.

Sur ce, le plus savant de tous les médecins de Karnak entra et dit :

— Horus, ta pâleur ne me surprend point : ton grand-père à l'instant-même agonise. Ce potentat des potentats n'a pu supporter l'action par trop puissante du médicament qu'en vain je lui avais refusé. Maintenant, près de

Ramsès veille le coadjuteur de l'archiprêtre qui va retirer de la main du mort l'anneau sacré des pharaons qu'on doit te remettre sans délai, en signe de ton illimité pouvoir. Mais... Horus ! tu pâlis beaucoup ! ajouta-t-il inquiet.

— Regarde ma jambe, gémit Horus, en s'affaisant sur l'hiératique siège d'or aux bras sculptés en têtes d'éperviers.

Le médecin s'agenouilla, toucha la plaie recula d'effroi.

Horus, chuchota-t-il, tu as été mordu par une araignée venimeuse.

— Vais-je mourir?... Alors même que... et se reprenant : dis la vérité, en ai-je pour longtemps?

— Jusqu'à ce que la lune se cache derrière ce palmier.

— Ah, si vite ! Et Ramsès combien vivra-t-il encore ?

— Je ne sais. Peut-être t'apporte-t-on déjà son anneau.

A cet instant entrèrent les ministres avec les édits rédigés.

— Chancelier ! s'exclama Horus, en lui prenant la main, mes ordres seraient-ils accomplis, si je mourais à présent ?

— Vis, Horus, jusqu'à l'âge de ton grand-père. Mais devrais-tu même le suivre de tout près devant le tribunal d'Osiris, chacune de tes ordonnances aurait force de loi, pourvu que tu la touches du saint anneau des pharaons.

— L'anneau ! répéta Horus, mais où est-il l'anneau sacré !

— Un courtisan m'a affirmé, dit à voix basse le chef des armées, que le grand Ramsès est en train de rendre le dernier soupir.

— Et j'ai enjoint à mon coadjuteur, ajouta l'archiprêtre, de prendre l'anneau de Ramsès aussitôt que son cœur s'arrêtera.

— Je vous remercie !... dit affablement Horus, et puis, dans un murmure : Que je regrette la vie ! Ah, que je la regrette ! Mais, je ne mourrai pas tout entier !... Les bienfaits... la paix... le bonheur du peuple resteront après moi... et ma Bérénice sera libre !... Combien me reste-t-il à vivre encore ?

— Ta mort est à distance de mille pas de soldat, fit le médecin tristement.

— N'entendez-vous rien ?... Est-ce que personne ne vient de là-bas ? demandait Horus anxieux.

Silence.

La lune petit à petit approchait du palmier et touchait déjà ses premières feuilles. Dans les sabliers bruissait doucement le sable.

— Est-elle encore loin de moi ? soupira Horus.

— A huit cents pas, dit le médecin, et je doute que tu aies le temps de toucher tous les édits préparés, — si même on t'apportait l'anneau incontinent.

— Passez-moi les édits ! ordonna le prince, épiant toujours si quelqu'un n'accourait pas des chambres de Ramsès — et toi, prêtre, annonce à mesure combien il me reste de vie pour ratifier mes décisions, au moins celles qui me sont les plus chères.

— Six cents pas, murmura le médecin en réponse.

L'édit sur la diminution des impôts et des fermages, pour le peuple et les jours ouvrables, pour les esclaves, s'échappa des doigts de Horus.

— Cinq cents...

L'édit sur la paix avec les Ethiopiens glissa des genoux du prince.

— Personne ne vient ?

— Quatre cents... rappela le médecin.

Horus hésitait... et l'ordre de transporter aux sépultures royales le corps de Séphora tomba par terre.

— Trois cents...

L'édit sur Fétron eut le même sort.

— Deux cents...

Les lèvres de Horus devinrent livides. Maladroitement, d'un mouvement de son bras gourd, il rejeta l'édit sur la défense d'arracher la langue aux prisonniers de guerre et ne laissa près de lui que l'ordre de délivrer Bérénice.

— Cent...

Dans un silence mortel, on entendit tout à coup un claquement vif et sec de sandales. Dans la salle entra précipitamment le coadjuteur. Horus tendit la main.

— Miracle ! clama le nouvel arrivant, le grand Ramsès a recouvré la santé ! Il s'est levé gaillardement de son lit et a exprimé le désir de partir à l'aurore chasser le lion dans la brousse. Et toi, Horus, il t'appelle, en signe de sa bienveillance particulière, pour l'assister à la chasse.

Horus de ses yeux éteints à demi regarda au loin, là-bas où brillait derrière le Nil, dans la prison de Bérénice, la lumière de l'attente : — et deux larmes, deux lourdes larmes coulèrent le long de la figure du mourant.

— Tu ne réponds rien Horus! s'exclama tout étonné l'envoyé de Ramsès.

— Ne vois-tu pas qu'il est mort ? murmura le plus savant médecin de Karnak.

Considérez donc vous tous, tant que vous êtes, combien sont vaines et misérables les espérances humaines à côté des décrets que l'Eternel inscrit en lettres de feu sur la voûte céleste.

BOLESLAS-PRUSS.

(Traduit du polonais par Jan Topass).

LES PRÉJUGÉS DES TRAVAILLISTES ANGLAIS CONTRE NOTRE ARMÉE NOIRE

Nous n'avons que de bien vagues échos, en France, de la propagande qui se poursuit en Angleterre et en Amérique contre notre armée noire et plus particulièrement contre l'envoi de troupes sénégalaises en Allemagne occupée. Les travaillistes anglais, en raison même de leurs attaches « familiales », comme ils le disent ouvertement, avec la « grande cousine du Nord », se font l'écho fidèle de chaque plainte allemande (l'amplifiant au besoin) et le « préjugé de la couleur » aidant, une campagne d'une violence inouïe en est résultée. Or nous commettons une grave erreur de ne pas répondre à des attaques qui ont la plus large répercussion dans tous les pays anglo-saxons. Sans autre préambule citons d'abord un adversaire que l'on se doit de reconnaître tout à fait sincère : le commandant Kenworthy. Personnalité marquante au Parlement Britannique, c'est un « Libéral » parce qu'en ce qui touche la politique intérieure de la Grande-Bretagne, il est anti-communiste, mais au sens international je n'ai jamais entendu la thèse du « Labour Party » aussi complètement et aussi lucidement exposée que par lui. Il nous accuse d' « impérialisme », mais il est équitable d'ajouter qu'il s'oppose à tout maintien d'occupation, à toute nouvelle entreprise militaire de la part de la Grande-Bretagne. Ancien officier de marine, il a fait très hautement son devoir : il a le droit de haïr la guerre. Epaules carrées, cou de taureau, intonation faite pour dominer la houle des assemblées tumultueuses tout autant que la houle du large..., ce marin pense comme Séverine. Il est impossible de se défendre de la sympathie que l'on éprouve pour la personnalité complexe du commandant Kenworthy. Mais tout à coup, chez cet homme qui est incontestablement un grand intellectuel et un humanitaire, on se heurte à une étroitesse qui choque autant qu'elle étonne : la haine conventionnelle du nègre, telle qu'elle est comprise, par la moyenne anglo-saxonne — haine qui exclut, par essence, toute conception large d'une fraternité universelle. « Vous commettez, dit-il, un « *crime hors nature* » par l'envoi de troupes noires en Allemagne. Vous fortifiez, vous excusez la propagande monarchique des Junkers. *Vous vous désolidarisez des nations européennes dans leur état de civilisation actuelle.* »

Faisons une pause et spécifions.

Le commandant Kenworthy n'affirme pas que nos troupes de couleur commettent des excès, des abus. L'air serait « pollué » à son sens pour la population blanche, si, disons à 20 kilomètres de toute habitation, un camp d'hommes noirs se trouvait isolé par un réseau de fils barbelés. Je l'avoue, et je ne me suis pas privée de le lui dire, si les nègres font éprouver un tel sentiment d'horreur aux travaillistes, cette horreur est non seulement déplaisante en soi parce qu' « anti-humaine », mais ne peut que nous sembler enfantine et puérile. A entendre le commandant Kenworthy et l'opinion qu'il représente, on croirait qu'il s'agit, non pas d'hommes appartenant à la grande famille humaine, mais de monstres vomis par le cauchemar — araignées démesurées, infusoires géants, plésiosaures velus et tout en crocs...

Lady Warwick — la « grande dame » libertaire bien connue — a publié dans le *Sunday Illustrated* des articles qui méritent d'être signalés, car ils reflètent à la fois une opinion tout en donnant de la pâture pour alimenter cette même opinion. Au cours de ces articles, Lady Warwick dit en substance : « Les femmes du monde civilisé doivent s'unir pour ne plus acheter un seul article de luxe en France, jusqu'à ce que les Françaises aient compris par ce boycott « qu'une chose hideuse » est commise, dont nos malheureuses sœurs allemandes — qui sont aussi les leurs — sont les victimes. Les femmes françaises ne doivent plus être tenues dans l'ignorance de « *l'infamie noire sur le Rhin* ». Nous le demandons : les Français, « les hommes de leur race supporteraient-ils des noirs sur le sol de la France? » (1).

Hélas ! et sans vouloir faire appel à la haine fratricide qui a, entre blancs, ravagé la malheureuse Europe, nous pourrions demander à Lady Warwick ce que nos « sœurs allemandes » pensaient des « hommes de leur race » alors qu'ils détruisaient nos foyers comme la sauterelle dévaste l'herbe verte et quelle est la femme de France

(1) Il y a en France de nombreuses garnisons noires (N. d. l. R.).

qui serait assez lâche, aujourd'hui, pour détourner son regard de l'humble guerrier noir qui s'est sacrifié pour elle, et cela dans la crainte de perdre une exportation de luxe ?

On ne répond pas en France à une telle propagande parce que le fait est qu'on ignore qu'elle existe. D'ailleurs, entrant ici dans le domaine de la psychologie, il est impossible pour un Français de concevoir ce fameux « préjugé de la couleur » tel qu'il est senti par un Anglais et plus encore par un Américain. Prenons deux exemples également probants.

Le premier est un « événement » qui a beaucoup défrayé la chronique sportive : le match Carpentier-Siki. Retraçons les faits depuis le début : Batling Siki a été vainqueur de Carpentier, lui enlevant le titre de champion d'Europe — loyalement ou par « croc en jambes ? » Le cinéma ralenti « témoin impartial », démontre en tout cas qu'il y avait doute permis. Mais une foule grondante a réclamé contre la première décision de l'arbitre qui avait disqualifié Siki, ce qui lui semblait être « justice pour le noir. » — Or, une telle attitude du public serait tout simplement inconcevable en Amérique. Il est déjà inconcevable et révoltant aux yeux d'un Anglais — tout de même moins outrancier dans ses préjugés de race qu'un Américain — que la foule française ait manifesté contre son idole de la veille, contre Carpentier, beau, charmant et blanc si jamais un homme le fut — et cela pour assurer la gloire d'un nègre !

Quant à la controverse qui a suivi, n'en parlons même pas. Le nœud de l'argument est celui-ci : en France, la foule se serait-elle élevée de cette façon contre la décision plausible d'un arbitre sportif s'il s'était agi de décider entre deux boxeurs blancs ? Non. Le sentiment populaire a craint instinctivement que le noir ne soit sacrifié « parce que noir » et elle a protesté d'avance. En Amérique, *avec* ou *sans* crocs en jambes, si un boxeur aussi populaire que Carpentier avait été mis « knock out » par un nègre, la foule aurait écharpé le malheureux — pour le châtier d'avoir osé être le vainqueur. On craint de penser à la véritable convulsion sociale et politique qui s'ensuivrait aux Etats-Unis si Jack Dempsey était tombé par un nègre. C'est pourquoi son match projeté avec un « homme de couleur » est indéfiniment remis. Des incidents pénibles se sont produits du temps de Jack Johnson. Les autorités américaines savent parfaitement qu'aujourd'hui comme hier la victoire d'un noir sur un blanc jette, dans la balance de la vie nationale, des dangers de pogroms — auxquels les noirs répondraient d'ailleurs par une contre-attaque, car l'expérience a prouvé qu'ils ne se laissent pas toujours lyncher. White House devrait intervenir... et véritablement il est désirable que des scènes tragiques, sanguinaires, mettant en danger la structure sociale d'un grand pays, ne déconlent pas d'un simple *match* de boxe !...

Les Anglais, plus pondérés, se sont contentés d'interdire la rencontre Beckett-Siki. En France on n'en a pas compris le motif véritable. C'est que le triomphe possible d'un « homme de couleur » sur un blanc apparaît intolérable à un public anglo-saxon. C'est un peu comme si un hautain seigneur de la cour de Louis XIV avait reçu la bastonnade des mains de son valet. On aurait pendu, dans ces temps, ou roué vif l'insolent !

Et maintenant, pour ceux qui méprisent la boxe, une situation parallèle s'offre à l'analyse dans la sphère purement intellectuelle qui ne touche qu'aux exercices du cerveau. Pourquoi a-t-on couronné *Batouala* en préférence à plusieurs ouvrages français qui le valaient bien, ou qui valaient beaucoup mieux, car il a été prouvé que c'était en somme une œuvre assez rudimentaire, assez insignifiante. Mais René Maran était né indigène du sol africain. Il fallait encourager « l'essor d'une race jeune » qui cherche son chemin sur la pente abrupte conduisant aux hautes altitudes du génie. Il y a tant de talents en France — peu importe qu'il s'en perde beaucoup sur l'aride colline du découragement.

En conséquence de cette mentalité chez nous-mêmes, de cet attendrissement facile envers nos frères noirs qui peut même, le cas échéant, conduire à l'injustice pour notre race blanche, tellement nous craignons d'en affirmer insolemment les prérogatives, nous devons expliquer clairement avec preuves à l'appui, qu'en envoyant des troupes noires en Allemagne, « *nous ne jouons pas de l'épouvante sur une population désarmée* », le grand argument travailliste, puisque dans un cas semblable la nôtre n'en éprouverait aucune.

Ne laissons pas croire que nous envoyons les Sénégalais chez un ennemi vaincu par sadisme grand guignolesque, pour faire peser sur toute une contrée la terreur innommable... Ne laissons pas croire que, fermant ses volets tous les soirs, le bon bourgeois français, regardant son enfant endormi dans son petit lit blanc, se dit en ricanant : « Ah ! Ah ! Comme ils ont peur à cette heure-ci, les petits Allemands... » Ceci n'a rien d'exagéré, mais reste plutôt en dessous de la propagande travailliste qui se diffuse quotidiennement. Histoire de bonne femme, dira-t-on. En ce qui concerne Lady Warwick... oui ! Mais que penser d'un homme aussi intelligent qu'un Kenworthy qui admet de telles fables !

Qu'il me soit permis d'en appeler encore une fois au cinéma, ce merveilleux enregistreur de la physionomie, voire de la psychologie des êtres et des choses. Regarder sur l'écran la « Visite du Prince de Galles aux Indes », c'est comprendre la célèbre phrase de Kipling telle qu'elle ne peut être interprétée que par un Anglo-Saxon :

« *For East is East, and West is West and never the twian shall meet...* »

Oui ! c'est l'Est et c'est l'Ouest, c'est l'Orient et l'Occident qui ne peuvent pas plus se toucher que le globe solaire ne pourrait se lever ou se coucher en même temps sur les deux hémisphères. Il est de ces miracles que rien ne saurait accomplir... Le Prince de Galles est charmant, son visage est franc, ouvert, sympathique, le public anglais est prêt à jeter sur ses jeunes épaules le manteau de popularité qu'aucun personnage royal n'a porté depuis la mort de son grand-père. Il ne sera peut-être pas un aussi fin diplomate — mais comme Edouard VII il est essentiellement aimable, dépourvu de morgue — l'égal de ses sujets, « génial », comme disent les Anglais... ; en plus, il est visible que le Prince de Galles aux Indes avait le plus vif désir de se concilier la bonne grâce des Princes Hindous. D'ailleurs, il n'y est allé que pour cela...

Et le voici qui marche aux côtés du Gaekwar de Baroda, du potentat asiatique qui est aussi un distingué « gradué » de l'Université de Harvard, issu de la noble race des Rajputs dont la chevalerie est restée légendaire dans toute l'Asie. Le Gaekwar de Baroda, pur de traits comme tous les Rajputs, au teint olive plutôt que bronzé, n'essaie pas de dépasser les deux pas de distance que le Prince de Galles, au cours d'une promenade « intime », et qu'aucun protocole ne dirige, semble mettre soigneusement entre lui et son hôte. De temps à autre, il est vrai, le Prince de Galles se retourne soucieux d'être poli — mais combien il est différent de celui qui, en costume de mascarade, s'accoude familièrement un soir de fête, à bord du « Renown », à l'épaule d'un de ces officiers qui n'est pas un prince, mais un Anglais, un *blanc* comme lui. Pour le Prince de Galles, le Gaekwar de Baroda est tout de même, quand même un « darkie » et, si nous traduisons « noirand », cela ne donnerait qu'une bien faible traduction de cette épithète qui, sous la nonchalance de l'argot, cache l'arête d'une frontière, et quelle frontière !

Après tout ce que nous venons d'exposer, il serait au moins superflu de s'étendre longuement sur la question « femme » qui fait corps et partie du débat actuel sur les préjugés de race. Superflu, plus encore, d'ajouter que nous ne comprendrons jamais la véritable « hystérie » avec laquelle la presse travailliste aborde ce sujet. Chez nous, en effet, qui n'a vu par l'image l'infirmière blanche pitoyable au blessé noir ? A nos yeux, c'est la réalité touchante et tragique, tant de fois répétée dans les hôpitaux du front que nous voyons reproduite par la gravure. Or, bien des Anglo-Saxons frissonneraient d'horreur et de réprobation à la « suggestion » d'une telle image. Pour eux le blessé noir serait le mâle chez lequel le contact de l'infirmière blanche — la femelle — éveillerait le louche et féroce désir des pires outrages...

Et maintenant, pour bien comprendre et bien fixer notre rôle de grande puissance coloniale en antithèse directe de notre attitude opposée à celle des Anglo-Saxons — il faut admettre que nous-mêmes nous avons des préjugés « blancs » en comparaison à d'autres races blanches, lesquelles en sont totalement dépourvues ! Nous avons le « préjugé de la couleur » en nous comparant à l'Espagnol, par exemple. — En tant que conquérant, celui-ci a prouvé, en s'unissant constamment et « légitimement » à la race indigène, à quel point il était exempt de toute prévention de ce genre. C'est-à-dire : il a souvent élevé l'Indienne qui lui semblait jolie — à ses yeux elle était femme autant que les belles de Castille... — au rang d'épouse ou de concubine si officielle que ses enfants à elle, nés de leur union, étaient ses enfants à lui. Il ne la reniait pas. Elle était sa femme.

Mais pendant ce temps, les Indiens de caste inférieure mouraient comme des mouches dans les mines d'or et d'argent que l'Espagne exploitait. Le préjugé de la couleur n'a rien à faire ni avec la bonté — plus les Anglais méprisent les « natives » plus ils se montrent charitables envers les degrés socialement inférieurs de cette race indigène — ni avec la mise en valeur d'un pays.

Nous ne sommes peut-être pas d'aussi bons organisateurs pratiques que les Anglais ou les Américains, mais tout de même chez nous les chemins de fer marchent. Nous envoyons des dépêches, des petits bleus. Nous arrivons même à téléphoner... après quelque petit quart d'heure d'attente. Sans badinage, c'est la première fois dans l'histoire moderne qu'une nation « organisatrice » se trouve en contact avec des races dites « de couleur » sans en éprouver l'effroyable éloignement qui caractérise l'Anglo-Saxon.

Oui. Notre problème en face de l'Allemagne — c'est le nombre inférieur de nos naissances. Une armée « mercenaire africaine » peut nous sauver. Mais un tel dévouement, le cas échéant, ne peut être attendu de ces « mercenaires » de ces « hordes africaines » que si leur cœur bat à l'unisson avec le

nôtre. Il arrive toujours un moment où la discipline n'est qu'une bien faible digue contre les passions humaines.

Or il est compréhensible que l'Allemagne — et les partisans de l'Allemagne — voient avec une sourde inquiétude que *nous savons parler aux nègres* de manière à nous les attacher. Car cette force potentielle qu'est notre armée noire jette dans la balance un poids en notre faveur — lequel, envers la fourmillante Teutonie, maintient l'équilibre...

Elise AUBRY.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA CRISE DU SOCIALISME ET LA QUESTION DES RÉPARATIONS

Devant la lourde tâche qui s'impose en ce moment aux gouvernements français et belge dans la Ruhr, l'écrivain politique, à moins de suivre les événements au jour le jour, ne peut que garder le silence. Il est d'ailleurs imparfaitement renseigné. Par la faute de l'Allemagne, nous sommes revenus, en quelque sorte, au temps de guerre. Ceux qui ont la tâche de conduire les événements n'ont pas à nous confier leurs intentions et l'on ne saurait les blâmer d'observer à l'égard de la Presse, et même des Commissions parlementaires, une réserve prudente. C'est le dernier acte de la guerre qui se joue : il faut en attendre la fin avec la même confiance et la même patience que le peuple français a montrées de 1914 à 1918. Cette confiance n'est d'ailleurs que la conscience de notre bon droit, et puisque nous sommes engagés à fond dans l'entreprise, ce n'est plus le moment de récriminer.

Et cependant, tant en Belgique qu'en France, tout un parti récrimine. Le socialisme belge et le socialisme français, prisonniers d'une idéologie qui semble de plus en plus désuète, poussés par la chimère de rétablir l'unité internationale des revendications ouvrières qui existait avant la guerre, mènent contre l'opération de la Ruhr une campagne qui n'est pas sans danger.

* * *

C'était, en 1914, une grande puissance que le socialisme international, une puissance avec laquelle tous les Etats avaient à compter. Certes, ni en France, ni en Angleterre, ni en Allemagne, ni en Italie, ni en Belgique, il n'avait eu à assumer les responsabilités du pouvoir ; il ne dirigeait pas la politique extérieure, mais partout, il exerçait sur elle un véritable contrôle. Sans doute, ceux de ses membres qui, par intervalles, avaient été appelés à faire partie d'un ministère « bourgeois » avaient, du même coup, perdu une partie de leur action sur les masses — le phénomène a été trop fréquent, de socialistes révolutionnaires devenus des hommes d'États conservateurs pour qu'il faille y insister — mais ce fait même n'en avait pas moins démontré la puissance d'un mouvement politique et social dont aucun gouvernement — si « réactionnaire » fût-il, — ne pouvait négliger de tenir compte. Et partout, les partis socialistes nationaux avaient largement bénéficié de l'unité de direction que leur imposait le bureau international, présidé, en 1914, par M. Emile Vandervelde. Certains de ses adversaires inquiets voyaient déjà le moment où il deviendrait une sorte de super-état intervenant à tous moments dans la vie des nations.

A considérer les choses en dehors de l'esprit de parti, l'action du socialisme international n'avait pas été sans utilité d'ailleurs. Il avait canalisé, discipliné l'éternelle revendication des pauvres, il avait donné l'aspect d'une sorte de religion organisée au mysticisme révolutionnaire, et il pouvait revendiquer, non sans fierté, un certain nombre de réformes et de conquêtes qui avaient inconstestablement amélioré le sort des classes laborieuses. Toute une législation sociale, plus ou moins avancée, selon les pays, mais procédant des mêmes principes, n'avait-elle pas commencé de réglementer, selon nos conceptions modernes de la Justice, les relations du capital et du travail ?

Le socialisme international a donc joué dans l'histoire un grand rôle ; c'était une force avec laquelle on était obligé de compter, et sur laquelle on comptait. Dans le grand désordre que, bien avant 1914, de bons observateurs voyaient poindre à l'horizon, on le considérait comme un des éléments de l'ordre futur. Or, de toutes les forces qui ont manqué plus ou moins à l'espérance de ceux qui voudraient voir luire l'aurore des temps nouveaux, aucune n'a causé de plus profonde déception que celle-là. La guerre d'abord, et l'explosion du nationalisme universel qu'elle a provoquée, la révo-

lution russe ensuite lui ont-elles porté un coup, mortel ? Toujours est-il qu'en 1914 et en 1918, elle s'est trouvée incapable de jouer le rôle qu'on attendait d'elle et qu'aujourd'hui à propos de l'affaire de la Ruhr elle a donné une fois de plus la mesure de son impuissance.

Cette impuissance vient-elle de ses divisions ? Il semble plutôt que ses divisions viennent de son impuissance, car en juillet 1914, lors de cette fameuse séance de Bruxelles, où Jaurès mit sa main dans celle de Scheidemann qui jura qu'il saurait empêcher la guerre et puis s'en retourna à Berlin pour aider à la préparer, l'internationale était encore un bloc imposant. Ce n'est que pendant la guerre que le nationalisme instinctif des masses socialistes d'une part, et la germanophobie sournoise de certains chefs de l'autre, commençaient à jouer dans le socialisme des pays de l'Entente leur rôle de ferments de dissociation. La vérité, c'est que le jour où les majoritaires allemands votèrent les crédits de guerre ils mirent au tombeau l'Internationale telle qu'elle existait alors, car toutes les calomnies toutes les confusions qu'on pourra répandre sur les origines de la guerre et sur la prétendue part de responsabilité du tsarisme, du capitalisme industriel et colonial ne prévaudront pas contre l'évidence des machinations allemandes.

Un des principaux éléments de prestige du socialisme, en effet, c'est qu'il avait imposé aux masses la conviction qu'il assurerait la paix et la justice. Or, en 1914, il a suffi d'un coup de clairon pour dissiper cette illusion de socialisme allemand. N'ayant rien tenté pour empêcher la guerre, les socialistes français se sont vus dans l'obligation de courir à la frontière ou de saboter la défense nationale au profit d'un gouvernement étranger qui avait domestiqué leurs coreligionnaires. Ils n'hésitèrent pas. On se souvient des tentatives de M. Camille Huysmans et des partisans de Stockholm pour réformer l'Internationale à la faveur de la lassitude générale provoquée par la longue durée du conflit. Elles devaient fatalement échouer. C'était la guerre, trop de sang, trop de ruines séparaient les belligérants ; tout ce qui tendait à énerver la volonté de vaincre faisait figure de trahison et parmi tous les sentiments qui unissent les hommes, le sentiment national demeurait seul debout.

Après l'armistice, les dirigeants du socialisme international crurent un moment qu'ils allaient ressaisir la barre. Les vainqueur savaient proclamé qu'ils feraient la paix de la justice et du droit. Ce n'était point des négociateurs, c'étaient des juges. Les quatorze points du président Wilson avaient posé les bases du droit international nouveau, il s'agissait de les imposer au Monde. Or, dans les grandes lignes ils étaient conformes aux principes du socialisme. Mais ce n'était là qu'un aspect de l'idéologie politique qui devait inspirer le traité. Ce traité, il était entendu que ce devait être un traité pénal. Si les Etats-Unis, qui jouissaient alors du plus grand prestige, et qui apparaissaient dans le monde comme quelque chose de plus qu'un arbitre financier, étaient entrés dans la guerre, n'était-ce pas au nom de la Justice, et pour punir l'Allemagne impériale d'avoir troublé la paix du monde ? Vaincue, désemparée, l'Allemagne, alors, reconnaissait d'ailleurs sa culpabilité, ou, du moins, la culpabilité du gouvernement impérial. Kautsky et Kurt Eisner publiaient les papiers accusateurs de l'ancien gouvernement, et la République reconnaissait l'obligation de réparer les désastres causés en France et en Belgique par la guerre allemande. Le socialisme, qui était d'ailleurs représenté parmi les plénipotentiaires réunis à Paris, n'allait-il pas retrouver tout son prestige ?

On dirait, au contraire, qu'il a subi, lui aussi, l'impopularité de tous ceux qui ont participé à l'œuvre manquée du traité de Versailles. C'est que ce traité pénal a manqué son but. Le parti socialiste allemand, divisé, mal conduit, hésitant entre une forme allemande du bolchevisme russe et une capitulation devant le nationalisme industriel, a collaboré sournoisement aux efforts du Gouvernement du Reich pour ne pas exécuter le traité, et, toujours poursuivis par la chimère de reconstituer l'Internationale, les partis socialistes français, anglais, belge, l'y ont aidé plus ou moins consciemment. Les peuples ne l'ont pas oublié, ils ne l'oublieront pas.

* * *

A cette crise externe, s'est jointe une crise interne causée par la révolution russe. Avec quelle joie, avec quel triomphe elle fut accueillie d'abord par le monde socialiste international ! N'allait-on pas voir le socialisme en action, n'allait-on pas montrer aux peuples comment l'application intégrale de la doctrine peut créer l'ordre et le bonheur ? Sur ce vaste terrain vierge qu'était la Russie, débarrassée de son administration tzariste, on allait pouvoir opérer en grand. Le paradis socialiste n'était plus placé uniquement dans la catégorie de l'Idéal, il allait devenir réel.

La sanglante révolution bolchévique, le règne de Lénine et de la Tcheka, ont détruit cette illusion. Non seulement le régime instauré par la révolution russe est apparu, non comme un exemple

à suivre, mais comme un épouvantail, mais tout le socialisme occidental, aussi bien syndicaliste que parlementaire, a été condamné en bloc par les vainqueurs de Moscou. A l'Internationale socialiste s'est substituée l'Internationale communiste, qui a attiré à elle les éléments les plus dangereux, mais aussi les plus jeunes, les plus ardents et les plus actifs. Des nuances à l'infini se sont dessinées au sein des partis : entre le socialisme national des uns, et l'internationalisme révolutionnaire et catastrophique des autres, il y a place pour toute une gamme de sentiments qui permettent à chacun d'interpréter à sa fantaisie une doctrine dont toute la force était jadis dans son unité. Aucune religion ne comporte un aussi grand nombre d'hérésies, et, dans nos pays, l'opinion socialiste n'est plus, pour beaucoup, qu'une des formes du mécontentement. Tandis que Moscou n'a que des sarcasmes pour les mensonges du « suffrage universel », pour la « chimère démocratique », et sous le couvert de la dictature du prolétariat, affirme, avec une brutalité sans exemple le droit d'une élite qui n'a d'autre origine que la force et la volonté, les partis socialistes d'Occident demeurent les prisonniers de la formule parlementaire à laquelle ils se sont accoutumés, et dont ils ont tiré profit.

Ces divisions, ces hésitations, ces querelles de personnes, ce désordre dans la doctrine et dans la tactique, préparaient très mal l'Internationale socialiste à jouer son rôle dans la question des réparations. Or, il y avait là, pour elle, une occasion unique de retrouver son prestige. Elle reconnaissait la légitimité des réparations ; elle avait déclaré par la voix de ses leaders les plus autorisés, que l'Allemagne avait à réparer toutes les ruines qu'elle avait causées. Quel triomphe, si elle avait pu opposer un plan à celui des gouvernements bourgeois, et si elle avait pu imposer ce plan à l'Allemagne récalcitrante !

Elle s'en est tenue à d'aigres critiques, à des diatribes plus ou moins violentes où le Reich a trouvé des encouragements à la résistance, et, en fait de solution positive, elle n'a imaginé qu'une réduction indéfinie de la dette allemande et le recours à un emprunt international qui eût mis le sort de la France et de la Belgique entre les mains de la finance anglo-américaine. Impuissante à empêcher l'opération de la Ruhr qu'elle condamnait, elle s'ingénie aujourd'hui à la faire échouer sans s'apercevoir que, si elle y réussit, le socialisme allemand, dont elle fait tant de cas, sera définitivement maté par la ploutocratie industrielle. Le beau triomphe, en cas d'échec de notre entreprise, que de pouvoir reprocher aux gouvernements français et belge une opération que les socialistes ont désapprouvée ! La situation n'en serait pas éclaircie. Si, au contraire, comme tout porte à le croire, nous finissons par obtenir la capitulation de l'Allemagne, ce sera une défaite de plus pour ceux qui se sont opposés à l'opération. Les partis socialistes belge et français auraient pu jouer un rôle de propagande infiniment précieux. Ils paraissaient tout désignés pour expliquer aux populations ouvrières de la Ruhr que ce n'était pas contre elles qu'était dirigée notre opération, mais contre les maîtres de la lourde industrie et de la grande finance Ce rôle pacificateur, ils ont refusé de le jouer. Ils se sont cantonnés dans une opposition grincheuse, où ils sont dépassés de loin par les communistes. Incapables de saisir le pouvoir, et dans l'attente chimérique d'un retour de faveur auprès du corps électoral, dû au mécontentement que cause l'impuissance des gouvernements, ils voient leurs forces s'effriter, se fragmenter à l'infini dans une poussière de partis sans doctrine et sans discipline. Il n'y a pas lieu de s'en réjouir, car tant qu'existera le régime démocratique et parlementaire, la nécessité des grands partis organisés se fera sentir.

L. Dumont-Wilden.

LES ROMANS

LE ROMAN HISTORIQUE. A PROPOS DE CARDÉNIO (1)

Cardénio vient prendre place, dans l'œuvre de M. Louis Bertrand, à la suite des huit autres volumes qui forment le « Cycle de la Méditerranée (2) ». Il se raccorde, comme le disait M. Paul Bourget du roman qui l'a précédé dans cette série, l'*Infante*, « à la puissante enquête menée par son auteur sur la Latinité, autour de la Méditerranée, de ce lac sacré aux bords duquel s'est formée la seule civilisation dont nous puissions être ». Mais l'*Infante*, exemplaire achevé du roman historique se raccordait « vigoureusement » à ce dessein. *Cardénio* s'y rattache par un lien plus souple et

(1) Louis Bertrand : *Cardénio*, L'Homme aux rubans couleur de feu. Paris, Librairie Ollendorff.

(2) *Le rival de Don Juan* ; *L'Invasion* ; *Les Bains de Phalère* ; *La Grèce du soleil et des paysages* ; *Le Mirage oriental* ; *Le Livre de la Méditerranée* ; *Les Pays Méditerranéens et la guerre* ; *L'Infante*.

tient du roman d'aventures. C'est une raison pour que cette œuvre fort différente, où la qualité littéraire reste la même, trouve auprès du public un plus grand succès.

Il faut au roman d'aventures un arrière-plan d'ombre et de mystère, des dessous, du secret. Nous lui demandons de ne pas tout nous expliquer, d'exciter notre curiosité sans la satisfaire, de laisser travailler notre imagination et divaguer un peu cette « folle du logis ». Cardénio est, à cet égard, un chef-d'œuvre d'habileté, de construction ingénieuse et de mécanique perfectionnée. Nous entrevoyons à peine le personnage mystérieux qui donne son nom au récit et dont nous percevons partout la présence invisible.

« L'homme aux rubans couleur de feu » passera comme une ombre, sans nous livrer son secret. Quant au récit même, le narrateur use d'un procédé merveilleusement adapté à son dessein, puisqu'il reconstitue les faits d'après deux témoignages retrouvés dans les ruines du passé : une relation de voyage de Marie-Louise d'Orléans, fille de Monsieur, frère du roi, et de Mme Henriette d'Angleterre, duchesse d'Orléans, lorsqu'elle vint de Paris à Madrid pour épouser le roi Charles I, relation écrite par don Tomas de Zumarraga, probablement un gentilhomme navarrais de la suite espagnole ; des lettres confidentielles écrites au roi par le marquis de Villars, ambassadeur de France à Madrid, et envoyées à Sa Majesté en dehors des courriers diplomatiques. « L'ambassadeur, qui, d'ailleurs use souvent d'un langage convenu, procède par insinuations et par sous-entendus, qu'il est quelquefois malaisé de deviner. Et puis on sent qu'il a des susceptibilités, des préventions à ménager, il faut savoir lire entre les lignes. » Entendez que le romancier se réserve et se ménage toute liberté d'interpréter et de construire. Il lui restera, par surcroît, à ajuster cette seconde partie du récit à la première. « Mais plus j'étudiais ces lettres et plus je les rapprochais du journal de don Tomas de Zumarraga, plus je m'assurais qu'elles complètent son récit et qu'elles en fournissent la suite naturelle et logique. » Elle nous sera donc présentée, cette suite, telle que l'auteur croit avoir réussi à la rétablir.

Pourquoi tout ce mystère ? C'est qu'il s'agit de nous faire glisser un regard dans la vie très fermée d'une jeune reine d'Espagne au XVIIe siècle et saisir quelques clartés dans les ténèbres dont on l'enveloppe. Cette jeune reine est une princesse de France, sacrifiée, dans toute la fraîcheur de sa jeunesse et de sa grâce, aux nécessités d'Etat et envoyée de la cour du grand roi pour épouser un monarque débile, dégénéré et lunatique, ce très misérable Charles II, en qui allait finir, épuisée, la dynastie de Charles-Quint. Les intrigues qui se nouent autour de lui, les influences qui se disputent sa faiblesse, les trames secrètes, les rivalités obscures, les complicités déclarées ou silencieuses, les impulsions romanesques de la jeune princesse et ses rêveries mélancoliques, tout cela rattache le récit au roman d'aventures et lui donne l'attrait des ouvrages de cette sorte.

Mais ce n'est là qu'une amorce pour nous faire pénétrer plus avant, dans la vérité profonde de l'histoire d'abord, puis dans celle des âmes.

* * *

Comme l'*Infante*, *Cardénio* est un roman historique, au meilleur sens du mot. Il y a quelques mois, M. Pierre Benoit nous expliquait que, selon lui, le roman historique est un genre faux (1), qu'il faut préférer *Mme Bovary* à *Salammbô*, comme il faut mettre Balzac au-dessus d'Alexandre Dumas, et que le devoir d'un romancier, c'est d'être de son temps. Reconnaissons qu'il y a un fond de vérité dans le reproche adressé au roman historique. Il y a incontestablement quelque chose de factice dans la reconstitution des époques disparues, et l'on peut, en effet, se demander si — toutes réserves faites du point de vue de l'art pur — le résultat égale l'effort quand le bon Flaubert se donne tant de peine et dépense tant de talent pour nous décrire le siège de Carthage. Au roman historique, M. Pierre Benoit préfère le roman de l'histoire qui consiste à chercher dans le présent des sujets, des événements et des personnages romanesques. L'un n'exclut pas l'autre, et il n'y a pas de raison que le romancier s'interdise d'évoquer le passé. Où le passé, d'ailleurs, commence-t-il ? M. Pierre Benoit nous dit qu'en écrivant *Pour don Carlos*, il pouvait choisir entre deux guerres carlistes : celle de 1835 et celle de 1874. La première, de son propre aveu, était infiniment plus fertile en épisodes pittoresques : il a choisi la seconde pour ce motif unique qu'elle est plus rapprochée de notre époque, plus mêlée aux passions qui nous agitent, parce que nous pouvons encore rencontrer des soldats du prétendant, causer avec eux... Quand le romancier parle d'être de son temps, il peut donc entendre un temps qui a précédé de plusieurs années sa naissance. Nous voilà tout doucement ramenés sur le chemin du retour au passé. Où nous arrêterons-nous dans cette voie ? M. Pierre Benoit semble

(1) *Le Roman et l'Histoire*, conférence prononcée à la Société des Conférences, le 3 mars 1922, et publiée dans la Revue de la Semaine du 10.

craindre qu'un sujet emprunté au passé ne soit plus assez « mêlé aux passions qui nous agitent » qu'il ne soit plus avec nous en relation assez vivante. Il marque ainsi très nettement une condition essentielle de l'intérêt profond de l'art ; mais dès lors, pourvu que cette condition soit atteinte, le romancier reste libre de choisir son sujet où il veut. La fin seule importe ; laissez-lui prendre à son gré les moyens. Tel sujet emprunté au siècle de Louis XIV peut être plus près de nous qu'un autre tiré d'hier, ou même d'aujourd'hui. Disons plus : un sujet que ne saurait pas nous rendre tout proche tel écrivain, nous apparaîtra dans une liaison étroite avec nos préoccupations, nos intérêts ou nos sentiments, s'il est traité par tel autre qui sait le prendre sous son aspect d'actualité ou de vérité éternelle. La matière de l'art, à vrai dire, importe moins — il faut toujours en revenir à ce grand principe — que la manière de l'utiliser.

M. Paul Bourget, encore une fois, s'est montré l'incomparable critique qu'il n'a jamais cessé d'être, quand il a présenté, à propos de l'*Infante*, une double remarque : d'abord, tout roman est historique en un certain sens et le roman historique n'est un genre particulier que quand la portion historique du récit, au lieu de reculer à l'arrière du tableau, comme dans *Un ménage de garçon*, occupe le premier plan, comme dans *les Chouans*, comme dans *Waverley*, comme dans *Salammbô*, comme dans *Guerre et Paix*, et comme dans l'*Infante* ; ajoutons ici : comme dans *Cardénio*.

Ensuite, et cette seconde remarque est plus pénétrante encore, plus originale que la première et de plus grande portée, le roman historique échappe à tout reproche d'artifice et de convention, quand, par suite d'une longue préparation antérieure de l'écrivain, d'une pleine intimité, d'un accord profond avec son sujet et avec l'époque, il s'impose à lui avec « cette nécessité imaginative, sans laquelle toute création d'art n'est que jeu arbitraire. »

Grâce à cette force d'obsession, il devient aussi naturel que le roman contemporain le plus personnel (1).

* * *

On ne saurait mieux définir la qualité toute particulière des deux romans que M. Louis Bertrand a consacrés à l'Espagne du XVIIe siècle, dans ses rapports avec la France. L'*Infante* nous avait fait entrevoir le personnage de Charles II ; il apparaît au premier plan dans *Cardénio*, avec « ce pâle et long visage lunaire, à la fois grotesque et macabre », ses lèvres violacées et tombantes, son bredouillement, sa timidité, les gaucheries de sa tremblante et maladive passion, l'extraordinaire affinement aristocratique aussi « et, dans la détresse de ce regard vide, une douleur muette et inexprimable — la sombre désespérance des races finissantes — quelque chose enfin, qui était la majesté de ce monarque à la triste figure ». Et puis il y a autre chose aussi que la jeune princesse, cette fille des rois, avait perçu tout de suite. « Malgré la hideur, la bêtise écrite en lettres majuscules sur ce front déprimé, malgré le bredouillement et la rusticité de ce pauvre garçon infirme et débile, elle sentait qu'il était le *Roi* et qu'il en avait conscience — qu'il se savait l'incarnation vivante d'une puissance émanée de Dieu, l'aboutissement d'une œuvre séculaire et gigantesque... »

Tel est, en effet, le dernier des héritiers de Charles-Quint, telle est la monarchie espagnole à son déclin ; et c'est elle que nous apercevons, c'est l'Espagne même à travers l'intrigue de ce roman d'aventures, dans les arrière-plans de ce roman historique, l'Espagne que M. Louis Bertrand connaît si bien. Mais c'est aussi la vérité des sentiments et des âmes. Car il y a un fonds de vérité humaine, fixé avec une précision singulière dans le pittoresque des personnages accessoires : l'ambassadeur de France, qui fait son métier auprès de la nièce de son roi en s'efforçant de la guider sur des chemins semés d'embuscades, et la marquise de Villars, l'ambassadrice, qui, pour mieux exercer son rôle, joue isolément sa partie ; l'ambassadeur d'Allemagne, Grana, « un Génois, uniquement occupé de gain et d'intrigues, et sa femme, une Allemande pleine de morgue et de pédantisme ; leurs serviteurs et leurs agents secrets ; la terrible duchesse de Terranova, Camarera Mayor, dure, intrigante, inquiète. Et cette vérité apparaît surtout dans le personnage principal, la jeune Marie-Louise d'Orléans, que nous voyons d'abord dans toute la grâce un peu frêle de ses dix-sept ans, courant les chemins de traverse et battant les buis-

(1) Paul Bourget : Nouvelles Pages de Critique et de Doctrine. Du roman historique, à propos de l'*Infante* de M. Louis Bertrand. Profitons de l'occasion pour signaler dans ces deux volumes récemment parus à la librairie Plon, la 1re partie du tome 1er consacrée tout entière aux Romans et Romanciers. On ne trouvera nulle part, dans la critique française, des pages qui égalent ces remarques lucides et savantes d'un grand esprit sur l'art où il est lui-même un maître. Et c'est un agréable devoir, parce que c'est un juste hommage, de saluer en passant, encore qu'elles ne concernent plus le roman les autres séries Médaillons et Portraits. Quelques problèmes intellectuels, quelques problèmes sociaux, qui composent ce recueil. Depuis les inoubliables *Essais de psychologie contemporaine*, les douze volumes de « Critique et Voyages » publiés par M. Paul Bourget, représentent une belle part de son œuvre et un des plus beaux témoignages de la pensée contemporaine.

sons en joyeuse compagnie, le long de la route qui la conduit vers sa destinée durant ce voyage de Saint-Germain à Hendaye, puis à Quintanapalla, ce triste village où elle épouse Sa Majesté Catholique. Il faut lire la scène brillante et mélancolique, si merveilleusement évoquée, qui nous la montre écoutant, à Hendaye, la comédie dont a voulu la régaler M. le duc de Vivonne à bord de son vaisseau : *Proserpine*, tragédie lyrique des sieurs Quinault et Lulli. L'allégorie est transparente, nous la reconnaissons, « cette vierge de Sicile, fille des dieux et des rois, qui est ravie, malgré ses larmes, par le ténébreux Pluton, et que la couronne de son funèbre époux finit par consoler de régner au séjour des ombres. » Elle se reconnaît elle-même, la petite reine de dix-sept ans étreinte par une angoisse si forte que sur le fauteuil doré où elle siégeait comme sur un trône au plus haut de la galère amirale, elle finit par s'affaisser, évanouie.

Elle pensait à Cardénio, le soupirant mystérieux qui naguère était près d'elle, à Saint-Cloud, sur la terrasse parmi les statues mythologiques et les parterres en fleurs, avec « sa fine moustache blonde sur ses lèvres vermeilles, ses yeux enivrés, d'un éclat si vif et si doux — et le ruban couleur de feu à la coquille de son épée. » Et l'épouse gémissante du lamentable Charles II ne se consolera pas, comme Proserpine, de régner dans les ténèbres souterraines parce qu'elle continuera de penser à Cardénio qui partout l'accompagne, lui révélant parfois sa présence invisible. C'est une autre scène qu'il convient de mentionner encore, et d'une puissance exceptionnelle, celle où, par suite de quelques machinations savantes, aboutit cette obsession. Après tant d'épreuves, de douleurs, de déceptions, d'attentes et d'espoirs, de rêves épuisants, la jeune reine décidément fléchit sous une tâche trop lourde. « L'Espagne ! la France ! la paix du monde ! Tous ces grands mots épouvantaient cette petite fille ». Le jour est venu, que les intrigues attendaient. La vision hallucinatoire monte plus irrésistiblement dans ses pupilles dilatées, elle répond à l'invite d'une de ses femmes et la suit... Mais ce n'est pas Cardénio qu'elle trouve au sortir du labyrinthe obscur, dans l'Oratoire où l'a conduite une trahison, c'est le roi. C'est vers le roi qu'emportée par un élan de tout son cœur, elle bondit en murmurant : « Cardénio, mon cher amour ! Enfin, c'est vous ! »

Aurons-nous laissé entrevoir, au cours de ces remarques, la haute et pure qualité littéraire de ce roman qui prend place, à côté de l'*Infante*, parmi les plus heureuses créations de M. Louis Bertrand. C'est une vue bien superficielle de le considérer comme une sorte de roman d'aventures, adapté au goût du moment. C'est une œuvre d'imagination rehaussée de vérité historique et psychologique, toute brillante de fantaisie et de poésie, riche aussi de ces vives et chaudes couleurs où se reconnaît l'Espagne. Qui ne goûterait le comique savoureux de la Camarera mayor juchée sur son âne et M. de Villars, ambassadeur de France dans le pauvre hameau de Quintanapalla, quelques instants avant le mariage du roi ? Et si vous voulez un exemple des jolis caprices poétiques du romancier, toujours pleins de signification, lisez les dernières pages de l'épilogue, ou seulement ces dernières lignes du chapitre qui le précède et qui retrace une magnifique fête champêtre offerte aux souverains par leur grand veneur :

> En s'asseyant sur l'herbe, la Reine leva les yeux vers les arbres, et elle s'aperçut que les oiseaux et les écureuils qui semblaient jouer dans les branches y étaient liés par des rubans ou des cordons de soie multicolores. Les pauvres bestioles se débattaient, s'épuisaient en efforts cruels pour rompre leurs attaches.
>
> A cette vue, la Reine se mit à pleurer, tout à coup, sans qu'on pût deviner le motif de ses larmes. Ce fut la dernière fois qu'elle pleura devant témoins.

Œuvre forte et charmante d'un romancier qui connaît à fond *ses* Espagnes et dont l'imagination s'appuie sur la vérité sans y engluer ses ailes.

Firmin Roz.

LE THÉATRE

DE L'INGÉNIOSITÉ AU THÉATRE

La pièce de M. Birabeau, *Un jour de folie*, que joue le théâtre des Variétés, pose une question des plus intéressantes.

D'abord, c'est une pièce de jeune. On y peut chercher quelques-unes des tendances et déjà découvrir quelques-unes des promesses de la nouvelle génération dramatique. Ensuite, c'est une œuvre qui a généralement emporté l'assentiment des critiques et qui a beaucoup plu à la répétition générale ; c'est, par contre, un spectacle devant lequel le public hésite, ce qui est déjà, de la part du public, une façon de prendre parti. Or, il me semble bien que ces trois caractères se commandent entre eux et qu'ils dérivent d'une même cause : l'ingéniosité de l'auteur. M. Birabeau, en effet, est ingénieux,

parce que son imagination a toute la fraîcheur de la jeunesse ; cette ingéniosité a charmé les critiques et les gens de métier qui ont été surpris de quelques détails de mise en scène et de quelques trouvailles accessoires ; et cette même ingéniosité déçoit le public, parce que, en présence de ceux qui ne raffinent point, il reste vrai que l'habit ne fait pas le moine, ni le dispositif matériel d'un acte une pièce.

Précisons tout de suite par un exemple frappant.

A la générale, ce que la plupart des critiques ont le plus vivement admiré, c'est le décor et l'agencement du deuxième acte qui représente le balcon d'une salle de théâtre, le soir d'une première. Les personnages sont assis dans des fauteuils et groupés dans des loges. Quand le rideau se lève, en effet, cette réplique matérielle de la salle sur la scène est inattendue et amusante. Les gens de métier n'ont retenu que la nouveauté de cet agencement scénique. C'est l'acte qui a décidé du succès à leurs yeux. Devant le public, au contraire, tout change : l'auteur est obligé de vider son balcon, ce qui donne immédiatement une impression de désordre et d'ennui ; il a beau multiplier les incidents d'ouvreuses et de chasseurs, ses derniers assistants restent en carafe, si j'ose dire, comme de désobligeants figurants. L'effet maximum a été atteint au lever du rideau, et il ne peut plus, durant toute la durée de l'acte, aller qu'en s'affaiblissant. La pièce a l'air de se vider comme le décor, et les auditeurs ont l'impression qu'il ne s'est rien passé dans l'action. Ce second acte, après avoir été le plus séduisant, est devenu le plus dangereux.

Et voilà comment, par une loi évidemment spéciale au théâtre, les mérites mêmes du jeune écrivain ont fini par se retourner contre lui.

Ce que je viens de vous montrer, en effet, par un détail, je voudrais l'établir pour le sujet même et la composition entière de l'œuvre.

Un vieillard léger a trompé un fidèle mari : le fidèle mari découvre la trahison (ombres chinoises d'un homme et d'une femme qui s'embrassent derrière un rideau : dispositif très ingénieux, bien entendu) et résout de se venger. Le vieillard a une fille ; par bonheur, cette jeune fille aime le mari fidèle : qu'à cela ne tienne !... Ils partent tous deux pour la Riviera ; qand on les rejoint, la jeune fille est toujours jeune fille : c'est donc vraiment de l'amour, et ces belles représailles se terminent par un divorce suivi d'un mariage.

Dans cette intrigue si simple, — en apparence du moins, car nous allons voir qu'il n'en est malheureusement pas de même dans le fond — M. Birabeau s'est appliqué fort méritoirement à glisser quelques études de caractère, — du moins quelques nuances de sensibilité : mais c'est là qu'apparaît l'extrême difficulté essentielle au théâtre dès qu'il veut essayer d'exprimer un peu de vérité. Le sujet, en effet, en dehors duquel il n'est point de salut, tire l'auteur dramatique dans un sens, et l'observation, en dehors de laquelle il n'est pas de vérité, le tire dans un autre. C'est ainsi que, dans sa mince donnée, M. Birabeau a été conduit, à son insu et par le plus noble souci, à impliquer, non pas une, mais deux pièces. C'est ce qu'il y a de plus intéressant dans son œuvre qui l'a dénaturée.

Réfléchissons, en effet.

Voici un industriel qui a été trompé par un associé ; qu'il essaie de s'en venger sur la femme de cet industriel, rien de plus naturel ; que le sujet de cette vengeance la rende à peu près impossible, rien de plus naturel encore. Que cette vengeance se déplace d'une génération à l'autre et passe de la femme à la fille du trompeur, voilà qui va moins naturellement. Étant donné les rapports vraisemblables d'âge et d'intimité que suppose, dans les conditions ordinaires de la vie, le premier postulat, celui de la pièce devient plus difficile à admettre, et, pour le rendre vraisemblable, il va falloir particulariser le caractère de la jeune fille de manière à chercher dans ce caractère les raisons mêmes du rôle qu'elle jouera dans les représailles poursuivies par la victime de son père... Et cette étude de jeune fille est une autre pièce ainsi qu'on le sent confusément dès la première scène où la jeune fille se montre au public dans la compagnie de son père. Elle lui parle avec la sévérité la plus cavalière ; elle lui reproche sa légèreté, ses mensonges, ses petites ruses puériles de vieux fêtard ; elle l'accule au téléphone à un mensonge évident et le spectateur ne peut douter un instant qu'elle ne soit sa femme ou son amie, et c'est seulement dans la dernière réplique qu'elle l'appelle pour nous fixer enfin, « son cher ou pauvre papa ». C'est là une des habiletés que les habiles ont le plus admirée, car elle leur rappelait la scène fameuse de *La Parisienne*, où l'amant est pris pour le mari : mais quelle différence, pourtant, et comme le procédé devient ici dangereux !... De tels coups, en effet, on n'a pas le droit de les porter accessoirement : chez Becque, cette secousse avait pour objet et pour effet de nous jeter le sujet à la tête ; ici, ce n'est pas le sujet dont il s'agit !... Non, le sujet n'est pas l'étude des rapports très particuliers, d'ailleurs fort intéressants et très modernes, de ce père et de cette fille... Nous le croyons d'abord et, immédiatement après, nous sommes désabusés... Nous avons reçu le coup pour rien... Cela ne se pardonne pas, ô ingénu, autant que malicieux, dramaturge... Et nous retombons, bien désappointés, à votre adultère de vaudeville !...

* * *

Avec des mérites très différents, *La Couturière de Lunéville*, de M. Alfred Savoir me paraît avoir mal réussi pour des motifs analogues. Là aussi l'auteur, parti d'une observation juste et même profonde, semble l'avoir gâtée par le souci de l'ingéniosité scénique.

Un jeune officier a connu dans sa garnison de Lunéville une petite couturière. Il l'a oubliée... Peut-être, s'il la retrouvait couturière et à Lunéville même, aurait-il de la peine, quinze après, à la reconnaître. Supposez qu'il ait lui-même beaucoup changé, qu'il soit devenu un financier très parisien : supposez que la couturière ait changé plus encore et soit devenue quelque grande vedette du théâtre ou du cinéma ; supposez enfin qu'ils se rencontrent au bal de l'Opéra, le soir même où le financier enterre sa vie de garçon : et il vous apparaîtra le plus plausible du monde que, même dans un cabinet particulier, l'ancien officier ne reconnaisse pas l'ancienne couturière.

Telle est la donnée initiale et admissible.

Qu'en a fait l'auteur ?

D'abord, conformément à la mode qui met présentement des pochards dans toutes les pièces, il a cherché, au premier acte, à nous divertir par le faux parisianisme des restaurants, des maîtres d'hôtels et des nocturnes soupers... La couturière, elle, a reconnu l'ancien amant qu'elle aime toujours, et, afin qu'il ne se marie pas demain à la Madeleine, elle le grise et le fait emporter par son chauffeur en dehors de Paris... Comme, à ce moment-là, nous ne savons rien, nous plongeons dans un mystère destiné à provoquer notre curiosité : procédé toujours très dangereux et dont ne se méfient pas assez les plus malins.

Mais enfin voici l'erreur fondamentale, d'où est née sans doute la pièce et qui a déterminé le Directeur du Vaudeville à la monter, Mme Simone à la jouer. Au second acte, en effet, on voit la grande comédienne arriver chez celui qui n'est que son amoureux avec une petite valise contenant son pauvre petit costume tailleur d'autrefois. En un tour de main, pendant que son partenaire est allé acheter de quoi souper, elle substitue l'ancienne femme à la nouvelle... substitution qui va se reproduire au moins deux fois encore et, chaque fois, le pauvre homme passera de la cabotine à la couturière et de la couturière à la cabotine sans que même la logique matérielle des événements éveille ses soupçons : sentez-vous combien la vraisemblance psychologique de la première observation se trouve ici aussée jusqu'au ridicule par sa réalisation matérielle ?... Certes, Mme Simone est merveilleuse et se montre, chaque fois, aussi différente que possible d'elle-même... Mais tout de même !...

* * *

Je constate donc avec une certaine inquiétude que si, d'un côté, toute une catégorie de nouveaux auteurs dramatiques semblent s'évertuer, par un blâmable excès, à composer leurs pièces de théâtre en dehors de toute technique, d'autres, par un excès contraire mais non moins périlleux, risquent de compromettre leur talent par l'abus de cette technique... Le métier, au théâtre, a une valeur surtout négative : il préserve des erreurs. Lui demander davantage et escompter l'ingéniosité scénique pour réussir est une grande naïveté.

Gaston RAGEOT.

PASCAL ET LE PROBLÈME DU « DISCOURS SUR LES PASSIONS DE L'AMOUR » (1)

C'est pourtant ce que M. Strowski n'admet point. Et l'on a vu plus haut à quelle hypothèse intermédiaire il s'arrête. Mais elle est d'autant moins recevable, qu'au moment même où il la propose, il vient par avance de l'anéantir. S'il s'était borné en effet à montrer dans le *Discours* une « incohérence » et un « galimatias » qui ne peuvent être « imputables » à Pascal, il serait encore en droit d'y reconnaître de ci de là des opinions, des sentiments, voire des boutades, qu'on pourrait attribuer à l'auteur des *Pensées* et distinguer tant bien que mal des opinions, des sentiments, ou des boutades de ses interlocuteurs. Mais tout justement, il s'est enlevé ce droit, puisqu'il a dénié toute valeur à tous les rapprochements qu'a tentés M. Lanson, sauf deux. Encore se borne-t-il à dire qu'il y a là en effet « des rapports assez curieux ». L'expression, comme on voit est volontairement atténuée, et d'une concession de ce genre, il ne paraît pas qu'on puisse tirer grand chose. Fort nette au contraire est la négation. Abstraction faite de ces deux textes, dont la signification vient d'être ainsi réduite, abstraction faite de ceux que rapproche leur source commune, Descartes, Montaigne ou Méré, il ne reste qu'une « toute lointaine ressemblance »; et ce que M. Strowski y démêle, ce ne sont pas des sentiments, des opinions, des doctrines sembla-

(1) Voir la *Revue Bleue* des 3 et 17 Février 1923.

bles, ce sont au contraire « des sentiments, des opinions, des doctrines *très opposées* ». Quant aux confrontations que M. Lanson a crues décisives en faveur de sa thèse, elles la réfuteraient plutôt : « L'étude de M. Lanson fait apparaître les différences *profondes* qui se cachent sous l'apparence et qui réduisent *à rien* les rapprochements authentiques ». Quand on a ainsi rejeté — en gros et en détail — les arguments de ceux qui ont cru à l'authenticité du *Discours*, quand on a nié tous les rapprochements qu'ils ont tentés pour nous y montrer des paroles attribuables à Pascal; comment peut-on y voir les « paroles de Pascal » s'en dégageant « presque seules, en traits de feu »? Il faudrait pour cela que ces rapprochements fussent fondés : or ils sont traités d'illusoires. Laissons donc cette hypothèse finale, dont on dirait que M. Strowski la présente comme une concession de pure courtoisie; et voyons par quelles raisons il rejette cette authenticité que s'était flatté d'établir M. Lanson.

Il apparaît que le principal motif qui a entraîné la conviction de M. Strowski, c'est ce qu'il appelait dans *Pascal et son temps* « l'impropriété et la confusion », ce qu'il appelle maintenant « le galimatias et l'incohérence ».

Et quand il y aurait du galimatias? Pascal a ingénieusement rappelé que Saint Athanase et Sainte Thérèse, qui sont pour nous des « saints », étaient pour leur temps un « homme » et une « fille ». Tenons compte de cette observation si juste, et ne voyons pas en Pascal l'auteur des *Provinciales* et des *Pensées* qu'il n'a été que plus tard. Ne voyons pas même en lui ce qu'il était dès lors, *mais en sciences, et en sciences seules*, un inventeur et un maître. Voyons-le là où il était un apprenti et un disciple, quand il « commençait l'étude de l'homme » et de la vie mondaine. Il a vingt-neuf ou trente ans; et c'est tard pour s'adapter tout de suite à un milieu nouveau. Il a passé « longtemps » dans l'étude des sciences abstraites, et il y a pris une raideur d'esprit dont il a peine à se défaire, des habitudes de raisonnement dogmatique et didactique qui le rendent ridicule aux yeux de certains, comme Méré. Il a vécu jusqu'alors dans un milieu bourgeois de fonctionnaires et de savants et nous le surprenons — ou nous le surprendrons — qui se laisse encore séduire au bel esprit de la « Sapho de Clermont-Ferrand ». Quand cet homme-là tombe dans un milieu si nouveau, s'exerce à discuter de subtils problèmes qu'il n'a jamais envisagés, qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'il raffine, exagère, subtilise et tombe dans le « galimatias », — surtout si ce galimatias consiste précisément à raisonner sur l'amour, en physicien habitué à spéculer sur « le vide », — ce qui est le cas du premier exemple cité par M. Strowski, ou à raisonner sur la délicatesse, en logicien préoccupé de définir les règles du raisonnement et du jugement, — ce qui est le cas du second exemple? Ce qui m'étonnerait, moi, ce serait que Pascal ne fût jamais tombé dans le galimatias et qu'il eût, du premier coup, trouvé ce « point », ce juste milieu, si difficile, selon lui, à découvrir.

Et puis, ce galimatias y est-il? Nous l'ignorons. Nous ne savons pas, en effet, quel moment de la méditation de Pascal son manuscrit représente. Est-ce le premier état de sa pensée, le premier jet de sa rédaction? il se peut. M. Strowski le croyait autrefois : « *Ce discours*... est moins qu'un brouillon, c'est une première esquisse; ce sont des notes jetées sur le papier. » Et nous n'avons pas le droit de juger un auteur sur une « première esquisse » dont lui-même n'était peut-être pas satisfait. Ce brouillon, d'ailleurs, nous ne savons pas comment il a été reproduit. Il peut y avoir des fautes de lecture, des conjectures introduites pour combler la lacune d'un mot ou de plusieurs, des passages annulés conservés par erreur à côté du passage qui les devait remplacer (1). Des erreurs de ce genre peuvent donner l'impression du galimatias sans que Pascal y soit pour rien.

Et je dirai la même chose de « l'incohérence ». Et quand il y aurait incohérence? Comment s'en étonner, devant un brouillon qui n'a été peut-être ni revu ni mis au point, devant la reproduction peut-etre fautive d'un texte probablement difficile à déchiffrer?

Et puis, cette incohérence y est-elle? M. Strowski, pour en donner un exemple, analyse la première page. Mais cette analyse elle-même introduit une incohérence là où sûrement il n'y en avait point. Il est dit dans le *Discours* : « L'âge ne détermine point ni le commencement ni la fin de ces deux passions (l'amour et l'ambition); elles naissent dès les premières années et elles subsistent bien souvent jusqu'au tombeau. *Néanmoins*, comme elles demandent beaucoup de feu, les jeunes gens y sont plus propres, et il semble qu'elles se ralentissent avec les années; cela est pourtant fort rare. » M. Strowski résume : « ...L'âge n'en détermine ni le commencement ni la fin : elles *sont de feu*, elles naissent *souvent* dès les premières années et subsistent bien souvent jusqu'au tombeau; les jeunes gens y sont plus propres; il semble qu'elles se ralentissent avec les années; cela est pourtant fort rare. » Qui ne voit que le « *souvent* » ajouté fausse la pensée de Pascal? que le « *elles sont de feu* » ne rend pas l'idée « elles demandent beaucoup de feu » et que, si cette proposition fait incohérence, c'est qu'elle a été déplacée et séparée de « les jeunes gens y sont plus propres »? enfin que la suppression du « *néanmoins* » fait d'une contradiction dans les termes, soulignée, donc voulue, donc apparente, d'une contradiction non aperçue, donc involontaire, donc réelle? De plus, M. Strowski continue son analyse comme si les divers paragraphes du morceau formaient un tout suivi. C'est déjà ce qu'il pensait dans *Pascal et son temps* : « Qu'en voulait faire leur auteur? Des maximes à la manière de La Rochefoucauld? On le croirait, si le titre *Discours* n'inclinait

(1) Page 124 « être ébranlé *par la raison* », est peut-être un « bourdon » et il faudrait lire « par la passion » (Lanson); Page 126, les deux manuscrits portent, l'un « l'on a beau se cacher, l'on aime », l'autre » on a beau se cacher à soi-même, l'on aime, » je crois qu'il faut lire « se *le* cacher ». — Page 127, il faut peut-être lire « ... c'est une femme, quand elle a de l'esprit, elle l'anime... » (Faguet). — Page 131, dans le paragraphe « Quand deux personnes sont de même sentiment... » ne manque-t-il point quelque chose...? Ne faut-il pas compléter « Quand deux personnes *de rang différent* » ou bien« ils ne deviennent point *toujours* ». — Page 133, ne faut-il pas lire soit « *S'il* y a », soit « *où* il y a une plénitude de passion » (Lanson). — Enfin voici deux passages où la fusion en un seul texte de deux rédactions successives me paraît évidente. Page 128, le second manuscrit donne « il le cherche *le plus bien* souvent », cela représente les deux leçons « il le cherche le plus souvent... », et « il le cherche bien souvent... ». — Page 129, les deux manuscrits donnent « néanmoins, entre être délicat et ne l'être point du tout il faut demeurer d'accord que quand on souhaite d'être délicat, on n'est pas loin de l'être absolument »; il y a là deux rédactions : première leçon annulée « néanmoins entre être délicat et ne l'être point du tout... »; deuxième leçon « néanmoins, il faut demeurer d'accord, etc... ».

plutôt à penser qu'il s'agissait d'un traité à la manière des *Discours du Chevalier de Méré.* » — Mais de qui est ce titre *Discours ?* Nous n'en savons rien et rien ne nous autorise à croire qu'il soit de l'auteur même. Et si par hasard il était de l'auteur, alors il s'appliquerait au traité que l'auteur avait l'intention de faire, et non aux notes jetées sur le papier pour ce traité futur. Dans son état actuel, il est clair que ce *Discours* n'est pas un discours, mais un ensemble de pensées détachées sur un même sujet, vaguement classées, si l'on veut, par l'analogie des vues émises ou l'association des idées. Alors il ne peut plus être question d'incohérence, puisqu'il n'est plus question de cohérence. Que donnerait un chapitre de La Bruyère si on l'analysait de la sorte ?

S'il y avait dans le *Discours* incohérence et galimatias, si cette incohérence et ce galimatias ne tenaient sûrement ni à l'inachèvement de l'essai ni à une transcription défectueuse, si enfin on admettait que Pascal en ce domaine a toujours été incapable d'incohérence et de galimatias, il s'en suivrait que Pascal n'est pas l'auteur unique du *Discours.* Il pourrait cependant y avoir quelque part et l'on pourrait essayer d'y reconnaître ses « paroles ». Mais cela aussi M. Strowski le nie, ou du moins commence par le nier.

Il examine quelques-uns des rapprochement établis par M. Lanson et il leur refuse ou toute valeur ou toute réalité même. M. Lanson a cité parallèlement le « il lui faut du *remuement* et de l'action » du *Discours* et le « les hommes aiment tant le bruit et le *remuement* » des *Pensées* authentiques inconnues avant Faugère. M. Strowski ne voit là qu'un hasard. « Pascal a employé tous les substantifs qui signifient remuement, agitation, tumulte », il devrait forcément se rencontrer avec quiconque se serait servi d'un de ces mots pour parler de la fièvre des hommes. » — Mais l'auteur du *Discours,* lui, n'a pas employé tous les synonymes : il n'a pas employé *agitation* ou *tumulte,* mots beaucoup moins caractéristiques et dont on ne songerait pas sans doute à tirer des conclusions. Il a employé précisément un mot de Pascal que Port-Royal a trouvé inexact ou déplacé, puisqu'il l'a corrigé. De fait, le dictionnaire de l'Académie de 1694 n'attribue à ce mot que le sens concret « action de ce qui remue » et le sens figuré « mouvement, brouillerie excitée dans un état ». Ce n'est pas dans cette signification que l'ont employé à la fois Pascal et l'auteur du *Discours* (celui-ci à deux reprises); et ainsi la rencontre reprend de son importance.

M. Lanson avait signalé l'emploi du mot « machine » dans le *Discours* et dans les *Pensées* découvertes au XIXe siècle. M. Strowski répond que le mot n'y a pas le même sens : là, le mot *machine* signifie automate; ici, il fait allusion à la théorie fameuse qui couronne l'argument du pari : faites les gestes du sentiment ou de l'idée, l'idée ou le sentiment naîtront. Cela est vrai. — Reste que l'auteur du *Discours* et Pascal ont employé le même mot du vocabulaire cartésien, que l'auteur du *Discours* n'a pu le lire dans les *Pensées,* et qu'ainsi nous avons une rencontre de plus inexplicable par une imitation consciente ou inconsciente. Et j'ai déjà dit que, plus le nombre de ces coïncidences augmentent, plus chacune d'elles prend de valeur et en donne à toutes les autres.

Mais précisément M. Lanson a cru retrouver dans le *Discours* la *théorie* de la machine. Il allègue le texte : « L'on ne peut presque faire semblant d'aimer que l'on ne soit bien près d'être amant, ou du moins que l'on n'aime en quelque endroit; car il faut avoir l'esprit et la pensée de l'amour pour ce semblant : et le moyen de bien parler sans cela ? La vérité des passions ne se déguise pas si aisément que les vérités sérieuses ». M. Strowski croit ici à une erreur d'interprétation. La phrase ne signifierait pas : « Faites les gestes de l'amour, vous deviendrez amoureux » ; mais *tout le contraire,* « Si vous n'êtes pas amoureux, vous ne pouvez faire comme si vous étiez amoureux ». — Délicat problème. A examiner de près le texte, je crois bien que Pascal en effet a voulu dire : Pour faire semblant d'aimer une personne, il faut ou avoir réellement un commencement d'inclination pour elle, ou du moins en aimer une autre. Ainsi, il ne serait pas question là de la machine. Mais le second texte de M. Lanson subsiste. C'est celui-ci : « A force de parler d'amour on devient amoureux. Il n'y a rien de si aisé : c'est la passion la plus naturelle à l'homme. » Et sans doute ce n'est pas la théorie de la machine; mais c'est bien l'observation psychologique qui donnera naissance à la théorie de la machine. Et c'est un de ces rapprochements précieux, qui nous montrent dans le *Discours* un état « embryonnaire » des idées pascaliennes.

Mais M. Strowski a une raison pour rejeter l'argument tiré de ce dernier texte. C'est la même qui lui fait rejeter tous les autres qu'il examine encore. Le *Discours* dit ici qu'il est facile de devenir amoureux ; et Pascal, que le corps, les gestes et les attitudes entraînent l'esprit ; ce n'est pas la même chose. — Le *Discours,* dans le passage du « remuement », nous montrait comment l'homme est amené, par la fatigue de l'esprit, à diversifier ses occupations; et Pascal nous montre comment l'homme accablé par la vue de sa condition misérable, cherche à s'étourdir pour l'oublier ; ce n'est pas la même chose. — Le *Discours* dit ailleurs que le « modèle naturel » de beauté est une idée innée, un modèle intérieur de beauté; et Pascal ne définit la beauté que comme « un rapport entre notre nature faible ou forte, telle qu'elle est et la chose qui nous plaît »; ce n'est pas la même chose. (1) — Le *Discours* dit encore qu'un plaisir faux nous charme autant qu'un plaisir vrai; et Pascal dit que l'imagination contente de ses chimères ceux qui s'y abandonnent; ce n'est pas la même chose. — Le *Discours* dit enfin : « l'homme est né pour le plaisir » et énonce ainsi une idée épicurienne ; et Pascal dit : « Tous les hommes recherchent d'être heureux... » et énonce ainsi une idée mystique ; ce n'est pas la même chose. Puisqu'il y a entre ces deux séries de textes des différences évidentes et d'ailleurs proclamées par M. Lanson « en induire que c'est un même homme, c'est commettre une pétition de principe. »

Voilà qui est étrange. Personne n'a jamais dit, — car ce serait absurdité pure, — que le *Discours* fût semblable de tous points aux *Pensées;* que les idées en fussent arrivées au même stade de leur développement, que les principes directeurs en fussent les mêmes, que l'inspiration en fût la même. Mais précisément les idées

(1) Même ici pourrait-on discuter. Car il y a dans le discours : « Chacun en peut remarquer en soi-même les premiers rayons et *selon qu'on s'aperçoit que ce qui est au dehors y convient ou s'en éloigne,* on se forme les idées du beau... » Cf. Fagnet *Revue Latine,* 1904, p. 579.

de Pascal, à l'époque où il aurait pu écrire le *Discours*, ne sont pas arrivées au même stade qu'elles ont atteint dans les *Pensées*, ses principes directeurs ne sont pas les mêmes, son inspiration n'est pas la même. Dire : on découvre ici un épicurien, là un mystique, donc ce n'est pas le même homme, serait un argument valable, s'il s'agissait d'un auteur qui a toujours été épicurien ou toujours mystique. C'est un argument que je ne comprends pas, s'il s'agit d'un auteur, qui, tout justement a été un épicurien quand il aurait écrit le *Discours* et a été un mystique quand il a écrit les *Pensées*. Il y a assurément un « vieil homme » et « un homme nouveau » dans Pascal; mais ce vieil homme et cet homme nouveau, c'est le même homme. C'est le même homme qui a imposé à ses idées un autre principe directeur et qui les a complétées, corrigées, ordonnées selon ce principe, mais qui ne les a pas tout d'un coup renoncées toutes, pour en accepter d'autres qui n'eussent aucun rapport avec elles. Comme les arguments de Benjamin Constant, les siens se sont retournés au commandement; ceux qui servaient à établir l'épicurisme, s'ils n'étaient pas incompatibles avec le mysticisme, ont été mis au point pour le servir. Et il en est de même des observations psychologiques. Et il en est de même des sentiments, de même enfin des formules. Si donc les différences qu'on aperçoit entre les idées, les sentiments, les dispositions du *Discours* et les idées, les sentiments, les dispositions des *Pensées* sont telles que l'évolution et la révolution historiquement connues de Pascal suffisent à les expliquer, il n'en faut plus tenir compte. Et c'est le cas. Seules alors subsistent pour nous, pour notre recherche, pour notre argumentation, les ressemblances que nous saisissons. Et si elles sont assez fortes et assez nombreuses, elles sont convaincantes. Et je crois qu'effectivement, elles le sont pour tous les esprits non prévenus.

Et loin que la méthode de M. Lanson et de M. Giraud soit « maîtresse d'erreur », comme M. Strowski le leur reproche, c'est la bonne. La sienne, au contraire, paraît fort discutable. Puisque le *Discours*, s'il est de Pascal, doit être placé dans la période mondaine de sa vie, M. Strowski exige que l'on prenne « les points de comparaison dans les ouvrages, dans les habitudes intellectuelles, dans le caractère de Pascal, à cette même période, exactement », — exactement et exclusivement. Mais les ouvrages de Pascal, à ce moment-là ceux qu'il écrit ou qu'il prépare entre la *Lettre sur la mort d'Etienne Pascal et l'Entretien avec M. de Saci*, ce sont des traités scientifiques ou des traités de logique. Quelles comparaisons sont possibles entre des écrits de ce genre et le *Discours ?* Dans les uns, il traite des mathématiques et de physique, des moyens d atteindre au vrai ; dans le *Discours*, de délicatesse, de goût, d'amour. Dans les uns, il se meut à travers un domaine où il est maître et où il se sait maître; dans le *Discours*, il se risque sur un terrain difficile et nouveau pour lui, à la suite d'un Méré qui le traite en écolier. Dans les uns, il déploie à plaisir, avec fougue et vigueur, ses qualités de dialecticien ; dans le *Discours*, il s'essaye à ce genre si difficile des maximes, des brèves réflexions, des pensées détachées. Dans les uns, il parle une langue que de longue date il a appris à manier ; dans le *Discours*, il apprend un langage dont il n'avait même pas l'idée. Dans les uns, il est « géomètre » ; dans le *Discours*, il lui faut s'essayer à être « fin » et même, effort plus subtil, à unir dans la juste mesure la finesse et la géométrie. Qu'on puisse, dans ces conditions, faire des comparaisons utiles, c'est une invraisemblance de le dire, une gageure de le tenter.

Eh bien ! malgré tout, il est possible de faire des comparaisons utiles et nous les avons faites. Entre 1651 et 1653, Pascal est malade et se sent fatigué des sciences abstraites; Pascal est préoccupé de mathématiques, de physique, de théories sur la valeur des preuves et sur l'art de persuader ; Pascal est entiché de Descartes ; Pascal manifeste le caractère ardent que ses polémiques scientifiques ont révélé en lui. Or le *Discours* est d'un homme qui a ressenti la fatigue de l'esprit et qui s'en plaint; un homme dont les raisonnements, dans leur étrangeté, dénoncent le mathématicien et le physicien qui transporte hors de leur domaine ses méthodes habituelles; un homme qui s'arrête au milieu de spéculations sur des problèmes de galanterie, pour étudier la valeur de ses preuves et de son analyse psychologique ; un homme nourri de Descartes; un homme enfin dont la passion éclate dans des exclamations, dans des termes d'une violence révélatrice. Que veut-on de plus ? Et lorsque toutes les conditions imposées semblent réunies à plaisir pour empêcher qu'on puisse reconnaître en Pascal l'auteur du *Discours*, n'est-il pas décisif qu'on l'y reconnaisse encore? Je le crois. — Je le crois dans *l'état actuel des choses*. — Si le document que M. Strowski attend et semble prophétiser se découvre, s'il est authentique, si le témoignage qu'il apporterait est autorisé, si ces données nouvelles nous contraignent de ne pas attribuer le *Discours* à Pascal, ou de ne le lui attribuer que pour partie, alors la question sera tranchée. Les faits sont les faits et les raisonnements ne prévalent pas contre eux. Les tenants mêmes de l'authenticité du *Discours* admettront donc qu'un ensemble prodigieux de ressemblances et de coïncidences les a induits en erreur; ils enregistreront pour leur plus grand profit cette leçon de prudence, et se réjouiront les premiers de la vérité enfin découverte. Mais, jusque-là, je tiens qu'en bonne méthode le parti le plus raisonnable et le plus sûr est de compter le *Discours* au nombre des œuvres de Pascal (1).

G. Michaut.
Professeur à la Sorbonne

(1) Cet article était écrit quand j'ai reçu l'intéressant opuscule de M. Ferdinando Neri, *Un ritratto immaginario di Pascal* (Turin 1921). M. Neri rejette l'authenticité. Ses raisons sont surtout d'ordre psychologique. Mais n'importe qui, en s'appuyant sur des raisons de ce genre et abstraction faite des témoignages, établira que la *Captivité de Saint-Malo* n'est pas de La Fontaine. M. Neri procède aussi à un examen interne du *Discours*. Il me semble que le présent article combat la plupart de ses arguments. Les autres semblent peu solides. Il me paraît vain par exemple de nier l'influence directe de Descartes sur l'auteur du *Discours*, et téméraire, du seul emploi du mot « occassionner », de déduire que le *Discours* trahit l'influence de Malbranche. Du reste cet essai ingénieux mérite d'être lu. — M. Neri propose une correction assez heureuse. Dans l'alinéa : « Une haute amitié, etc. » une faute de lecture ou de copie aurait fait sauter 5 mots répétés; lire « remplit bien mieux qu'une (amitié) commune et égale le cœur de l'homme; *le cœur de l'homme* est grand etc. » Je ne puis que signaler aussi l'article de M. H. Petitot, *Où et quand a été composé le Discours, etc.*, dans la *Revue des Jeunes*, 10 janvier 1921.

LES LIVRES NOUVEAUX

Erich Ludendorff, Ex-Premier Quartier-Maître général des Armées allemandes. — *Conduite de la guerre et politique.* Traduit par le capitaine breveté L. Koeltz. (Paris, Berger-Levrault, 1922).

Depuis la capitulation allemande de 1918, c'est le cinquième volume publié par l'ancien premier quartier-maître général, et c'est un livre de combat. Récriminations contre les prédécesseurs d'Hindenburg qui ne surent conduire la bataille « ni avant ni pendant la Marne » (et c'est Moltke le neveu), qui n'eurent pendant deux années qu'une stratégie d'épuisement de l'adversaire (et c'est Falkenhayn), condamnation sans appel des trois chanceliers dont la « défaillance » complète livra le peuple allemand à la cruelle tromperie de Wilson, de l'Entente et « du peuple juif », rappel des grands principes fixés par Clausewitz, d'après Frédéric II, qui précisent les buts de toute action de force (« chaque guerre, qui ne conduit pas à des conquêtes, affaiblit le vainqueur et paralyse l'Etat »), quelques aveux précieux sur ce qui permit à l'Allemagne assiégée de *durer* au cours de quatre années de blocus, des insolences aussi, comme cette affirmation tranquille que « la défaite de l'Allemagne, le désarmement de l'Europe centrale ont enlevé à l'Europe son foyer de paix », voilà ce que l'on trouve, avec bien d'autres choses, dans ce livre touffu. On y trouve même des vues sur l'avenir, où « la guerre sera encore le dernier et le seul moyen décisif de la politique. Cette idée, complétée par l'amour viril de la guerre, l'Entente ne pourra pas l'interdire au peuple allemand ». Sans doute; mais c'est peut-être dommage.

Berthe Georges-Gaulis. — *Angora, Constantinople, Londres.* (Paris, Armand Colin, 1922).

Sous une forme charmante, où se mêlent avec beaucoup d'art les souvenirs d'un séjour en Anatolie, en 1921, et les « reportages » d'un observateur avisé près des chefs de la Turquie nouvelle et des dirigeants attardés d'une Angleterre vieillie, c'est toute l'histoire du mouvement nationaliste déclanché par Moustafa Kemal, à la suite de l'incroyable et cynique coup de force du haut-commissaire britannique à Constantinople, en mars 1920, de la lutte soutenue par l'Angleterre en Anatolie, par l'armée grecque, personne interposée, des causes enfin de la défaite de l'Angleterre. Mme Georges-Gaulis, qui ne dissimule pas ses amitiés turques, ne cache pas non plus qu'elle a dressé dans ces pages un réquisitoire contre la politique de Londres, où notre adversaire acharné, le colonel Lawrence, ne lui cacha pas davantage qu'il avait tenté contre nous là-bas tout ce qu'il avait pu. Seulement, dans cet Angora, devenu depuis deux ans un des carrefours les plus encombrés des routes asiatiques, où se rencontrent pour une œuvre commune de démolition de l'Empire britannique Afghans, Indoustaniens, Egyptiens, d'autres encore, il ne lui a pas été malaisé de constater que cette démolition s'attestait plus avancée qu'il ne nous avait été permis jusqu'à présent de le connaître en Europe et que, grâce à des méthodes tantôt de corruption et tantôt d'assassinat, l'Angleterre, vaincue sur les champs de combat, n'avait guère récolté que le mépris de l'Orient. Tel est pour le présent « le grand gachis oriental ». Pour que les Français s'en tirent avec honneur, qu'ils reviennent, pour traiter avec la *nation* turque, à leurs traditions de sincérité, en laissant à d'autres les armes émoussées de la fourberie et de la vantardise.

Maurice Baumont et Marcel Berthelot, Agrégés de l'Université. En mission en Allemagne. — *L'Allemagne.* Lendemains de guerre et de révolution. Avec une préface par Ernest Lavisse. (Paris, Armand Colin, 1922).

Impossible, sur la situation issue en Allemagne de la défaite militaire et de la catastrophe impériale, de mener une enquête plus méthodique et d'en fournir un compte-rendu plus sagace. Nos deux auteurs, formés à la pratique du travail universitaire, ne se sont pas laissé troubler par les apparences des Assemblées et de la rue; ils sont allés à l'essentiel. En une série de chapitres parfaitement ordonnés, sur la constitution du *Reich*, les partis politiques, la Prusse et les autres Etats, les formations militaires depuis leur prise en mains par Noske, la situation financière et économique, la vie religieuse et sociale, le mouvement intellectuel, ils ont dressé le tableau de ce que les Français doivent connaître de l'énigmatique République qui, malgré les amputations nécessaires, s'étend encore « de la montagne à la mer ». Et les Allemands aussi auraient profit à méditer ce livre, au lieu de se contenter de gémir sur cette « époque terrible, sans empereur, que traverse l'Allemagne ». Peut-être alors surveilleraient-ils d'un peu plus près ces « organisations mammouth de l'après-guerre » qui tendent à les exploiter économiquement, et le fonctionnement déjà en train, sur les ruines de la liberté germanique mort-née, de ces « duchés industriels, dont parlait Rathenau, où quelques potentats souverains exercent leur tyrannie ».

Dr Hans Delbrück, professeur d'histoire à l'Université de Berlin. — *Ludendorff peint par lui-même*, traduit par le Commandant Koeltz, breveté d'Etat-Major. (Paris, Payot et Cie, 1922).

Voici maintenant, dressé par un Allemand notoire, le réquisitoire contre celui qui passe pour avoir été, plus que Hindenburg, le vrai chef de l'armée allemande, celle qui combattit pendant les deux dernières années de la guerre et qui, en fin de compte, capitula. Ce réquisitoire est à lire, mais avec beaucoup de précautions. Ludendorff n'a pas été, comme se plaît trop à le dire le professeur de Berlin, le simple « cadet qui a perdu la raison » et qui, par défaut « d'entendement » politique, a conduit l'Empire et « la grande famille de Hohenzollern » à la catastrophe. Et par exemple sur le point capital, est-il le seul qui, dès 1917, lors des négociations pontificales, ait refusé de renoncer à la domination, sournoise ou avouée, de la Belgique, pour toujours ou « pour un temps »? L'auteur avoue que la force du général tenait à ce qu'il était en communion d'idées de conquêtes avec le peuple allemand lui-même. Il regrette alors que nul Bismarck ne se soit trouvé pour barrer le chemin à cette politique populaire, avec l'aide de l'Empereur. Regret superflu. Et au surplus, quand il invoque ce secours suprême qui aurait imposé la « paix de conciliation », il faut voir ce qu'il entend par cette paix. C'est tout simplement celle que Bismarck, aux temps heureux, imposa à l'Autriche après Sadowa. Grand merci! Mais à qui, en 1917, et même en 1918, l'armée allemande a-t-elle infligé un Sadowa? La candeur des professeurs allemands est parfois insondable.

P.-B. Gheusi. — *Galliéni*, 1849-1916. (Paris, Eugène Fasquelle, 1922).

Ce livre nous manquait, qui nous donne une vue d'ensemble sur la carrière militaire et administrative, disons mieux, sur l'œuvre de création du maréchal. Parce qu'il a surgi tout à coup dans l'histoire, celle qui ne retient que les grands noms, à l'époque de la conquête et de la pacification de Madagascar, le public est trop porté à croire qu'il s'était contenté jusqu'alors de suivre, de manière plus ou moins obscure, la filière de l'avancement. Il n'en est rien. S'il a appliqué, sans une hésitation comme sans une défaillance, dans la grande Ile, une méthode coloniale qui s'est imposée, par sa perfection même, à ses collaborateurs et à ses successeurs, c'est qu'il l'avait longuement méditée, éprouvée, au cours de ses campagnes africaines et indochinoises. A n'avoir accompli qu'une telle œuvre, il serait déjà grand. Sa fortune a voulu qu'en 1914, malgré les jalousies que l'on devine, il ait grandi encore par la manière dont il a compris son commandement de l'armée de Paris. M. Gheusi ne se flatte sans doute pas d'apporter le dernier mot à la controverse engagée autour des initiatives prises alors par le général, et qui déclanchèrent dès l'après-midi du 5 septembre la bataille que Joffre avait fixée au matin du 6. On en discutera longtemps encore dans les états-majors et dans la presse. Mais il lui restera toujours d'avoir, en mettant au feu les éléments parisiens qu'un général esclave des enseignements d'Ecole aurait jalousement retenus dans le camp retranché, déconcerté le pédantisme d'un Kluck et désorganisé l'aile droite allemande. Et cela n'est pas d'un chef ordinaire.

José Germain et Stéphane Faye. — *Le Général Laperrine, grand Saharien.* (Paris Plon-Nourrit et Cie, 1922).

MM. José Germain et Stéphane Faye ont raison. Nul, plus que le général Laperrine, si ce n'est Charles de Foucauld, avec qui le liait une étroite amitié, ne mérite l'épithète de « grand Saharien », avec la gloire qui s'y attache. Il fallait le faire connaître, et *comprendre*, au lecteur français. Les auteurs y ont parfaitement réussi. Il n'est pas jusqu'au chapitre III, consacré à l'œuvre de Foucauld, resté au Hoggar pendant que le général combat au front de France, que l'on serait tenté d'abord de prendre pour un hors-d'œuvre, et qui ne soit nécessaire pour nous montrer comment Laperrine demeure présent au Sahara, grâce à l'ami qui a « pris la garde » en son absence. Après la conquête, commencée après 1900, non sans entraves et difficultés venues moins du Sahara même que de France, c'est le maintien du nom et du drapeau français au cœur du continent africain, cette *réussite* obtenue par des moyens si faibles et récompensée par de si grands résultats ! Puis c'est la fin dans le grand vide du désert, à 200 kilomètres de Tiu Zaouaten, au cours de l'audacieuse randonnée aérienne où tout a été prévu, sauf la brume qui aveugle le pilote et le repos définitif (le premier que Laperrine ait connu) à Tamanrasset, près de Foucauld, tombé aussi à son poste de soldat. Ainsi se jalonnent les routes de France au Sahara.

P. F.

Mémoires de Saint-Simon. — Tomes XXXI et XXXII.

Tous les lettrés connaissent et apprécient hautement l'édition de Saint-Simon, publiée par A. de Boislisle, avec la collaboration de M. L. Lecestre et de M. J. de Boislisle. Cet admirable monument littéraire et historique, auquel la librairie Hachette accorde une place de premier plan dans la collection des Grands Ecrivains, résulte d'une somme de labeur et de science véritablement formidable. C'est le plus vaste répertoire de faits sur la fin du règne de Louis XIV et la Régence.

Le vingt-huitième volume, publié il y a quelques années, est tout entier occupé par le *portrait* du Roi. Saint-Simon, arrivé à ce point de son récit, semble avoir marqué une sorte d'arrêt dans son manuscrit. Les éditeurs en ont profité pour considérer que la mort du roi terminait une première partie des *Mémoires* : ils ont donc donné une table analytique et alphabétique de leurs vingt-huit premiers volumes. Pour les historiens, pour les littérateurs, cette table est un guide des plus précieux.

Malgré la guerre même, la publication a continué. Récemment les tomes XXXI et XXXII ont paru. Ils sont établis avec le même soin et selon la même méthode que les volumes précédents. Pour ces années 1716 et 1717, on trouvera le texte admirablement établi, avec toutes les variantes du manuscrit et les *additions* faites par Saint-Simon au Journal de Dangeau. Quant aux notes, aux références, aux documents publiés en appendices, ils apportent des précisions qui font mieux saisir le violent et impulsif génie de Saint-Simon.

Extraordinaire écrivain, sorte de Tacite improvisateur et primesautier, toujours emporté par la passion, non, ce n'est pas une « tête académique ». Mais aucun autre écrivain, apparemment, n'a jamais donné aux mots un tel frémissement.

Pour nous, comme tous ceux qui aiment les mots français, nous attendons avec impatience le *Lexique* de la langue de Saint-Simon. Un jour, sans doute, il complètera l'édition Boislisle. Mais d'importants travaux ont déjà paru sur ce sujet : nous les signalerons bientôt.

Adolphe Boschot.

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

Bulletin Roumain

Une des questions essentielles de la nouvelle Roumanie, c'est sa situation financière. Il est donc intéressant de jeter un coup d'œil sur le problème.

Le budget de l'année 1922-23 compte 10,5 milliards de dépenses. Cette somme est presque complètement couverte par les ressources ordinaires.

Il convient d'abord de signaler que de 1901 à 1915 inclusivement, les budgets de l'ancienne Roumanie se sont toujours soldés par des excédents. L'excédent de 1913 a même atteint 25 % des prévisions. La guerre a bouleversé le pays et troublé ses sources de revenus. C'est seulement en 1919-20 que l'on eut de nouveau un budget régulier comme avant la guerre. Voici les chiffres

pour les trois années qui ont suivi la guerre : aux dépenses, nous passons de 5.205 millions de lei en 1919-20 à 6.861 millions en 1920-21 et à 8.250 millions en 1921-22. Pour les recettes, on va, de 2.002 millions de lei en 1919 à 4.224 millions l'année suivante et à 7.708 millions de lei en 1921. Comme on voit il y a, pendant ces trois années, un déficit budgétaire. Mais tandis qu'en 1919, il est de plus de trois milliards, il n'est plus, en 1921, que de 5 à 600 millions, grâce au bond énorme des recettes, qui, de 2 milliards en 1919, passent à 7 milliards 700 deux ans plus tard, alors que les dépenses, pendant le même intervalle ne montent de 5 qu'à 8 milliards.

Comment se présente la situation budgétaire pendant les neuf premiers mois de l'année en cours (l'année budgétaire commence en Roumanie le 1er avril) ? Voyons les chiffres pour les divers chapitres du budget. Impôts directs : prévisions, 487 millions, recettes 454; douanes, prévisions 1.245 millions, recettes 2.639; impôts indirects, 900 millions prévus, 1.075 encaissés; chiffre d'affaires et taxe de luxe, 338 millions prévisions 1.477 encaissés, droits de timbre, enregistrement, successions et donations, 428 millions prévus, 775 encaissés; monopoles de l'Etat, 1.220 prévus, 1.446 encaissés. On voit l'excédent des recettes sur les prévisions L'ensemble des recettes, d'autre part, pour cette même période des neuf premiers mois de l'année budgétaire en cours qui va du 1er avril au 31 décembre 1922, accuse, sans les revenus des chemins de fer, 8.907 millions de lei contre 6.000 millions de prévisions, soit un excédent de près de trois milliards.

Il y a encore une comparaison intéressante à faire si l'on veut apprécier plus exactement le grand progrès réalisé d'une année à l'autre : c'est de comparer la rentrée des impôts pendant les neuf premiers mois des deux dernières années. On trouve alors (nous ne donnons que les chiffres ronds) 364 millions en avril 1921 contre 538 en avril 1922; 368 contre 728 en mai; en juin, 368 contre 717; en juillet, 447 contre 826; en août, 454 contre 780; en septembre, 547 contre 954; en octobre, 552 contre 1.041; en novembre, 567 contre 1.277; en décembre 1.267 contre 2.040 millions de lei; le total a été de 4.936.846.975,75 lei pendant les neuf premiers mois de 1921-22 et de 8.907.337.341,71 pendant la période correspondante de l'année 1922-23. Pendant la même époque de cette dernière année, les prévisions budgétaires accusaient six milliards de dépenses; elles ont été de 5.697 millions, contre 8.907 millions de recettes.

Cependant, il ne faudrait pas conclure dès maintenant que l'année budgétaire qui finira le 1er avril 1923 se soldera par plusieurs milliards d'excédent des recettes sur les dépenses, car, dans le chiffre énoncé plus haut, pour ces dernières, ne sont pas comprises toutes les dépenses autorisées par le budget ni le montant des crédits supplémentaires. L'écart entre les recettes et les dépenses disparaîtra à la clôture de l'année budgétaire en cours. Aussi n'est-ce pas un excédent que dès maintenant le gouvernement a poursuivi, quatre ans à peine après le bouleversement de la guerre, alors que tous les pays connaissent d'importants déficits, mais seulement, pour l'instant, la réalisation de l'équilibre budgétaire, et à l'heure actuelle cet équilibre est réalisé.

Il n'est pas moins vrai que d'ores et déjà on prévoit que l'excédent des recettes sur les prévisions à la clôture de l'exercice en cours, sera bien supérieur encore aux presque trois milliards qu'il atteint aujourd'hui, pour les neuf premiers mois. Or, cet excédent des recettes sur les prévisions se produit précisément à un moment très opportun, car il couvrira les dépenses supplémentaires qui se sont imposées au cours de l'année et que le projet de budget n'avait pu prévoir, telles qu'augmentation du traitement des fonctionnaires, augmentation des dépenses pour la satisfaction des besoins urgents des chemins de fer, etc. Ainsi, il y aura un excédent aussi bien de recettes que de dépenses sur les prévisions du projet de budget, et le premier servira à couvrir le second; ainsi, l'équilibre effectif du budget en cours est dès maintenant assuré.

La conséquence heureuse de cette situation financière est que le gouvernement roumain a pu, grâce à elle, ne plus contracter de nouvelles dettes pour satisfaire ses besoins ni faire de nouvelles émissions de billets de banque.

Ainsi, à la fin de décembre 1222, la circulation fiduciaire était de 15.126 millions de lei et depuis lors elle n'a plus augmenté. Sur ce chiffre, 2.811 millions ont été émis pour les besoins du commerce et de l'industrie et les autres 12.315 millions pour les besoins de l'Etat. D'ailleurs, sur ce dernier chiffre, 5.290 millions ont été dépensés pour la guerre et la réparation des ruines dans les régions dévastées et 7.025 millions pour servir au retrait des roubles russes de Bessarabie et des couronnes autrichiennes de Transylvanie et de Bucovine ainsi que des billets dits « de la Banque Générale », émis par les Allemands pendant l'occupation. La dette de l'Etat à la Banque nationale a passé de 12.374 en 1921 à 12.315; de plus, les 22 millions de francs or qui reviennent à l'Etat roumain de la liquidation de la Banque austro-hongroise ont été affectés au paiement d'une partie de la dette de l'Etat envers la Banque. On estime à 600 millions le montant de la réduction que subira la dette de l'Etat d'ici au mois d'avril. Il ne faut pas oublier non plus que la nouvelle Roumanie est deux fois plus grande comme population et 2 1/2 plus grande comme territoire que l'ancienne : une circulation fiduciaire de 15 milliards dans ce pays accru, où, par ailleurs, tous les paiements se font par mouvements d'espèces et non pas par chèques ou compensation, n'est pas démesurée.

En résumé, l'exposé qui précède montre par des chiffres réels, précis, l'amélioration constante de la situation financière de la Roumanie.

E. A.

La Question d'Orient

Lorsque, dans la dernière semaine de janvier, je rédigeais la chronique qui devait paraître dans la *Revue Bleue* du 3 février, la conclusion de la Conférence de Lausanne demeurait l'énigme du moment. Malgré toutes les probabilités de la signature d'une paix qui offrait à la Turquie d'étonnants avantages, j'émettais, comme très vraisemblable, l'hypothèse

d'une rupture du fait des délégués kémalistes. Les événements m'ont donné raison. Cette dernière semaine de la Conférence de Lausanne a été marquée d'incidents qu'il faut rappeler, car l'histoire les a déjà enregistrés. La politique française a subi là un échec et un affront que nous ne saurions ni oublier ni pardonner. M. Poincaré, bien qu'il eût condamné dans la *Revue des Deux Mondes* la politique de l'accord d'Angora, s'était, depuis son arrivée au pouvoir, manifestement rallié aux idées de M. Francklin-Bouillon et des éminents publicistes qui s'étaient faits les avocats ardents de la Kemalomanie. L'esprit logicien du président du Conseil le poussait à admettre qu'il ne restait à la France, une fois engagée dans une voie, qu'à y persévérer pour faire excuser par le succès final, l'erreur initiale. Nous avions abandonné la Cilicie et les Arméniens dans un saint égoïsme pacifiste, nous avions sacrifié les populations chrétiennes d'Asie-Mineure au moloch islamique pour avoir les mains libres sur le Rhin et nous consacrer au problème vital des réparations. A défaut d'idéalisme, cette politique pouvait se défendre par un opportunisme fécond en profits matériels.

M. Poincaré renvoya M. Francklin-Bouillon en négociateur amical à Smyrne auprès de Mustapha Kemal, en conseiller indiscret à Moudania, il lui ouvrit la porte de son cabinet aux heures critiques de la Conférence de Lausanne. M. Francklin-Bouillon était l'homme qui était sensé connaître l'Orient, qui se vantait de savoir les plus secrètes pensées du gouvernement d'Angora et se faisait fort de pouvoir agir sur lui, en tout instant, de façon décisive. Pouvait-on se passer de son avis et ne pas le suivre? Un peu de politique intérieure étayait cette confiance que des hommes sages et ayant fait preuve de clairvoyance diplomatique, comme M. Auguste Gauvain dans *Les Débats* ne cessaient de dénoncer. On voit aujourd'hui où elle nous a menés.

M. Francklin-Bouillon était évidemment persuadé de son influence personnelle sur Moustapha Kemal. Il croyait être payé de retour pour l'extraordinaire condescendance dont il avait fait montre. La preuve en est que lorsque M. Poincaré adressa, le 27 janvier, à Moustapha Kemal un télégramme l'adjurant d'envisager les avantages de la paix et d'en conseiller en conséquence la signature, M. Francklin-Bouillon crut bon d'appuyer l'appel solennel du président du conseil par un télégramme personnel, dans le même sens.

Notre gouvernement était si persuadé qu'il allait enfin cueillir le fruit de sa prodigieuse longanimité et que les Turcs se jetteraient dans ses bras que, le 30 janvier, M. Poincaré faisait remettre à l'ambassadeur d'Angleterre un savant mémoire, justifiant d'avance juridiquement la paix séparée que les Turcs ne pouvaient pas manquer de nous offrir. Et les organes officieux du quai d'Orsay et amis de M. Francklin-Bouillon, depuis plusieurs jours prévenus de cette éventualité attendue, embouchaient la trompette de la paix séparée et livraient au grand public la collection d'arguments par ailleurs destinés au marquis de Crewe. Sans doute pour lever les dernières hésitations des Turcs devant le geste que l'on attendait d'eux, notre haut commissaire à Constantinople, le général Pellé, recevait mission de dire à Adnan bey, représentant le gouvernement d'Angora, que le projet de traité de Lausanne n'était point un papier de rédaction *ne varietur*. La révélation de cette démarche fit grand bruit à Lausanne. Quand la France, au moment précis où les alliés, après avoir maintenu pendant trois mois leur unité de front, présentaient un traité que cette union avait chance de faire accepter, fit entendre aux Turcs qu'ils pouvaient encore espérer davantage, provoqua plus que de l'étonnement. Au démenti peu probant qui faisait état du télégramme du 27 à Moustapha Kemal en glissant prudemment sur la démarche du 29 du général Pellé auprès d'Adnan bey, succédèrent d'élogieux commentaires des journaux officieux. La France, en notifiant aux Turcs que le projet de traité n'avait pas le caractère d'un ultimatum, avait su ménager leur orgueilleuse susceptibilité et noblement servi la cause de la paix. Quatre jours se passèrent dans l'attente. Aux protestations anglaises contre ce nouveau coup de Tchanak la même réponse était donnée « Si l'Angleterre par son intransigeance, conduit à la guerre et paraît la vouloir, la France, délibérément pacifique, a su trouver le chemin de la paix et n'en déviera pas. Si dimanche les Turcs offrent la paix à la France, celle-ci, soucieuse du sang de ses enfants, se trouvera dans la nécessité morale de signer ».

Le coup de théâtre du dimanche 4 février vit l'effondrement de cet échafaudage optimiste. Ismet pacha offrait la paix séparée non pas à la France, mais à l'Angleterre. A notre délégué, M. Bompard, qui n'avait cessé d'être son ami, il tentait au contraire d'arracher des concessions ruineuses pour les intérêts français : les porteurs français de la dette ottomane devaient se résoudre à perdre quatre-vingt millions de francs par an, nos nationaux devaient renoncer à leurs dernières garanties capitulaires et les Turcs entendaient reprendre les concessions de mines, travaux publics, etc., d'avant-guerre pour en battre monnaie auprès d'autres clients.

M. Bompard fut atterré. Ce diplomate, ingénieux et fin, n'avait pas voulu prévoir un tel dénouement. Il est de ceux qui, tournés vers le dedans, n'ont pas d'antennes et ne s'intéressent qu'à la séduction de leurs propres idées. Il était venu pour faire la paix avec la Turquie à peu près dans le même esprit que le prétendant intéressé se refuse à voir que la demoiselle bien dotée a un ratelier, une perruque, un œil de verre et des appas en baudruche. Il est prêt à batailler sur la dot, à accepter, contre compensation, de cohabiter avec la belle-mère, il est prêt à tout sauf à se voir évincé par un autre. Ismet pacha se montra aussi mal élevé qu'intransigeant. Avant de quitter la chambre 53 de l'Hotel Beau-Rivage il serra la main de Lord Curzon et du second délégué anglais, mais, tournant le dos à la délégation française, descendit l'escalier en ricanant.

On assista alors à l'affligeant spectacle du représentant de la France victorieuse se précipitant chez les Turcs pour tâcher de les convertir *in-extremis*. Tout fut vain. La conférence de Lausanne avait pris fin. L'Angleterre, qui aurait pu se prévaloir du dossier préparé par le quai d'Orsay en vue de justifier une paix séparée, pour accepter celle que les délégués kémalistes lui offraient, nous donnait une leçon de solidarité interalliée en refusant d'en faire même état. Ismet pacha, dans le train qui l'emmenait à Bucarest, déclarait avec cynisme à l'envoyé spécial du *Petit Parisien* qu'il avait en effet tenté de conclure une paix

séparée avec l'Angleterre, seule puissance qui comptât pour la Turquie. Quant à la France et à l'Italie elles étaient quantités négligeables, par leur volonté affichée de paix à tout prix. Une fois la paix signée avec l'Angleterre, la Turquie ferait de la France et de l'Italie ce qu'elle voudrait. La presse française, à quelques exceptions près, réagit sous l'outrage, mais elle le fit timidement. Elle n'osait avouer plus de deux années d'erreur persistante sur le véritable caractère du kémalisme. Le mot d'ordre semblait être de prêcher quand même l'espoir et de rejeter sur Lord Curzon la responsabilité d'un échec dont les Turcs portaient l'immédiate responsabilité, mais dont la politique italienne à l'origine et la politique française à sa suite portaient, avec M. Francklin-Bouillon, la responsabilité profonde.

Au coup de théâtre de Lausanne succédait, le lendemain même, celui de Smyrne. Le gouverneur militaire de la ville enjoignait aux navires de pays alliés de quitter la rade dans les vingt-quatre heures. Sur un refus catégorique le délai fut prolongé de deux jours, puis de trois. Deux semaines seront bientôt passées et nul canon du mont Pagus n'a fait entendre sa voix. Devant la résistance alliée, les Turcs ont mis une sourdine à leur outrecuidance, fournissant ainsi aux avocats de la manière forte le meilleur exemple de l'excellence d'une attitude décidée.

Pendant ce temps la presse nationaliste turque démasquait ses batteries et mitraillait la France. Sans prononcer son nom, M. Francklin-Bouillon était dénoncé comme un faux-frère qui, par de bonnes paroles et d'appréciables promesses, avait brisé l'élan de l'armée turque victorieuse et qui n'avait pas su ou n'avait pas voulu faire triompher à Lausanne le programme Turc intégral comme il en avait pris l'engagement. Les mots de duplicité et de trahison étaient prononcés à l'égard de la politique française. La Turquie était en droit de reprendre sa liberté d'action et de ne plus tenir compte de l'accord d'Angora du 21 octobre 1921.

Ceux qui ont lu le remarquable petit ouvrage d'Omer Kiazim : *Angora et Berlin* se souviennent du document révélateur qu'il contenait parmi beaucoup d'autres : le procès-verbal de la réunion secrète tenue le 6 avril 22 par Salih pacha, Izzet pacha, Ali Riza et le fameux Hamid bey, représentant d'Angora à Constantinople. Ce dernier, questionné par les ministres de la Porte sur la valeur exacte de l'accord d'Angora, leur avait déclaré que son but fondamental avait été de libérer, pour les transporter sur le front de Smyrne, les troupes turques de Cilicie. Par ailleurs l'accord ne liait en rien le gouvernement d'Angora pour lequel « au cas où surgiraient des faits nouveaux, le dit accord devrait être considéré comme inexistant ». Rassurés tant par ces déclarations que par les pièces que leur montrait Hamid bey, les trois ministres concluaient leur rapport au grand vizir en constatant que l'accord d'Angora portait « le cachet d'une simple fraude diplomatique » et qu'en conséquence « les engagements politiques et économiques qu'il contenait n'avaient aucune valeur pratique et n'impliquaient aucune sanction ».

Comme, vers la même époque, l'organe officieux d'Angora, le *Yenni gun*, sous la plume de Younous Nadi bey, président de la Commission des Affaires extérieures de la grande Assemblée nationale, signifiait que l'accord n'était pas un traité de paix et que le vrai traité, réalisant le pacte national, aurait une toute autre envergure et serait l'occasion de fêter le retour de ports comme Alexandrette sous la souveraineté turque, on voit aisément à quoi tendent les Kémalistes. La France doit évacuer la Syrie si elle tient à son titre d'amie de la Turquie. On pavoiserait aussi sans doute pour nous à Berlin si nous renoncions aux réparations et rendions Metz et Strasbourg !

Jusqu'aux révélations finales de Lausanne une illusion était encore possible. Il n'y a plus aujourd'hui d'équivoque. Il est donc stupéfiant de constater que des organes, auxquels une tradition accorde le noble et redoutable privilège de diriger l'opinion française avec l'appui d'une officiosité reconnue, oubliant l'affront dont la France a été victime à Lausanne, parlent de concessions nouvelles à faire aux Kémalistes pour obtenir d'eux la paix. Et comme on n'ose pas demander aux capitalistes français de faire l'abandon de 80 millions de francs de revenus, ce doit être encore une fois l'hellénisme qui fera les frais du marché. On lui arrachera Chio, et Mitylène et Samos et Nikaria. Ce sont là pourtant des noms que l'on devrait avoir scrupule de prononcer car ils évoquent les plus sanglants hauts-faits de la barbarie turque. S'il est des îles qui ont acquis dans le sang, le droit à la liberté, ce sont bien celles-là.

Il serait temps en vérité que l'esprit public français se réveillât. Les Turcs, à Lausanne et depuis, nous ont montré le fond de leur âme. Leur intransigeance nous a épargné la signature d'un traité de capitulation qui était une ruine pour les intérêts français. Ils ont cru qu'ils pouvaient se moquer impunément de nous. Les Allemands font actuellement dans la Ruhr l'expérience des conséquences d'une attitude similaire.

Notre fermeté dans l'incident de Smyrne a calmé instantanément les bravaches. Continuons dans cette voie délibérément. Là est le salut. Depuis 1918 nous avons tenté par l'intrigue de nous créer en Turquie une situation exceptionnelle. Nous avons lamentablement échoué. Revenons à la franche solidarité plus conforme à notre vieille loyauté. Reprenons ce que nous abandonnions imprudemment à Lausanne et que les Kémalistes ont providentiellement refusé. Dictons le traité que nous voulons tous et, celui là, les Turcs le signeront. Il n'est pas besoin pour cela d'expédition militaire, comme le prétendent les turcomanes pour effrayer l'opinion. Que demain il soit entendu qu'Angora ne recevra plus aucun appui direct ou indirect, que la Grèce cesse d'être systématiquement boycottée mais soit ouvertement appelée dans les conseils de la Famille européenne et l'on verra Ismet pacha revenir hâtivement avec un stylographe décapuchonné au bout des doigts.

René Pinaux.

BULLETIN MARITIME

Reprise du trafic d'Extrême-Orient en 1922

Le dernier bulletin décadaire publié par la Compagnie du Canal de Suez montre que le mouvement maritime du Canal a battu en 1922 le record de 1912 en atteignant le chiffre de 743.000 tonnes de jauge nette avec 4.345 navires. Ce chiffre marque un progrès de 468.000 tonnes pour 1.028 traversées *de moins*, ce qui met en évidence l'augmentation de jauge des navires transités dont le tonnage moyen a progressé de plus de 1.000 tonnes en 10 ans.

Par rapport à 1921, le mouvement du canal de Suez en 1922 marque un progrès de 10 %.

Parmi les 5 pavillons qui figurent dans le transit pour un tonnage qu'ils n'avaient jamais atteint jusqu'ici, le pavillon britannique vient au premier rang, le pavillon néerlandais au second et le pavillon français au troisième rang. Bien qu'il soit loin d'atteindre encore le chiffre de 1913, le pavillon allemand a dépassé le pavillon américain et vient maintenant au sixième rang.

Les régions de l'au-delà de Suez qui ont le plus contribué à l'ampleur du transit en 1922 sont, par ordre d'importance : l'Inde britannique, la Chine et le Japon, l'Australie, les Indes néerlandaises et la Perse. En raison de la prohibition d'exportation sur les graines alimentaires de l'Inde la part de ce pays dans le trafic du Canal n'est que de 37 % en 1922 au lieu de 44 % en 1913. Par contre, le transit de la Chine et du Japon s'est élevé à plus de 4 millions de tonnes, ce qui est un record et le mouvement australien, sans atteindre le chiffre élevé de 1919, dû en grande partie à des transports de troupes, s'est accru, en 1922, d'un très important trafic de minerais, de zinc et de laine.

Parmi les principales marchandises expédiées sur l'au-delà de Suez figurent les cargaisons de charbon, les envois de métaux et de machines, de tissus, de matériel de chemins de fer, de ciment, de pulpe de bois et de pétrole.

Le mouvement de retour sur l'Europe a marqué une augmentation très sensible sur 1921 en ce qui concerne les produits suivants : graines oléagineuses (lin et colza, arachide, copra, fèves de soya) blé, riz, huiles minérales, minerai de manganèse, textiles bruts (laine, jute, chanvre et coton) et sucre.

La principale cause de l'intensité du trafic vers l'Europe a été une demande de matières premières pour l'industrie occidentale.

Pour le mois de novembre 1922, en particulier, l'importance du mouvement sous pavillon français s'est élevé à 132.000 tonnes de jauge nette. Dans ce total, il convient de remarquer que la Compagnie des Messageries Maritimes figure pour 88.000 tonnes dont 65.000 tonnes transportées par navires postaux.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Compagnie des Messageries Maritimes — Les Messageries Maritimes viennent de baisser très sensiblement leurs tarifs de passage sur l'Extrême-Orient. Les réductions en première et seconde classe sont les suivantes :

De Marseille à	Navires de la 1re catégorie	
	1re classe	2e classe
Yokohama : ancien tarif....	8.880 fr.	6.390 fr.
nouveau tarif..	7.440 »	5.280 »
Saïgon : ancien tarif....	7.872 »	5.568 »
nouveau tarif..	6.960 »	5.050 »
Colombo : ancien tarif....	5.382 »	3.690 »
nouveau tarif.	4.200 »	3 240 »

De Marseille à	Navires de la 2e catégorie	
	1re classe	2e classe
Yokohama : ancien tarif.. .	7.529 fr.	5.502 fr.
nouveau tarif..	6.600 »	4.806 »
Saïgon : ancien tarif. .	6 906 »	5.040 »
nouveau tarif..	6.360 »	4.680 »
Colombo : ancien tarif ...	4.254 »	3 378 »
nouveau tarif .	3.480 »	2.880 »

Des réductions correspondantes ont été faites sur les tarifs de troisième et de quatrième classes.

Sur la ligne d'Egypte, il y aura également baisse des tarifs de la ligne d'Australie dont les prix également réduits, et à celle des tarifs de la ligne de l'Océan Indien, qui seront abaissés pour un grand nombre d'escales.

On annonce, d'autre part, que le cargo mixte « Kouang-Si », de cette même Compagnie a quitté Dunkerque à destination de Gênes pour y être démoli.

Le « Kouang-Si » fut construit au Havre en 1904, aux chantiers de Graville, ainsi que le « Yunnan », pour le compte de la Compagnie Est-Asiatique. Plus tard, ils furent achetés par la Compagnie des Messageries Maritimes

Le paquebot « Général-Voyron », appartenant aux Services Contractuels des Messageries Maritimes, qui vient de subir dans les chantiers de la Société Provençale de Constructions Navales, à La Ciotat, d'importantes transformations, a quitté Marseille le 5 janvier dernier et effectue son premier voyage, sous son nouveau nom, pour les îles Madagascar, Maurice et La Réunion.

Sud Atlantique — Le premier départ de l'année 1923 des grands paquebots de la Compagnie Sud-Atlantique a lieu aujourd'hui 17 courant, et est effectué par le « Massilia » Le « Lutetia » complètement remis en état, partira de Bordeaux le 17 mars prochain.

Valeurs de Navigation

Bourse de Marseille

Fraissinet	840 »
Messageries Maritimes	219 »
Mixte	260 »
Transatlantique	180 50
Transports Maritimes	945 »

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Angers : Rue Garnier et Rue des Carmes.
Paris, 2, rue Monge

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 6 61e ANNÉE 17 MARS 1923

LA FUITE EN ÉGYPTE

I

Un ange du Seigneur apparut en songe à Joseph et lui dit : « Lève-toi, prends l'Enfant et sa Mère, et t'enfuis en Egypte. » (Math., II, 13.)

Le Christianisme commença par la fuite en Egypte. Et si le Christ n'est pas mort pour toujours dans le cœur des hommes, s'Il doit y renaître de nouveau, Il fuira en Egypte.

II

Aux confins du désert se dressent comme d'éternels jalons, annonciateurs du mystère de l'Egypte, les Pyramides et le Sphinx.

La pyramide, en grec : *pyramis*, en égyptien : *pir-m-us*, signifie : *Sortie de la terre*, Résurrection. Et le titre du Livre des Morts, le livre égyptien par excellence, *Pir-m-haru*, signifie : Sortie à la lumière des ténèbres de la mort à la lumière de la Résurrection.

III

Quant aux deux noms égyptiens du Sphinx, l'un, *Hor-Harmakhitu*, signifie : Dieu du soleil levant, l'autre, Chepra : devenir (Werden), sortir du néant à l'être, ressusciter.

Voilà pourquoi, aux confins du désert, royaume de la mort, le Sphinx lève la tête pour apercevoir le premier le Soleil ressuscité.

IV

Lorsque la Mère avec l'Enfant fuyait en Egypte, lasse d'avoir marché tout le jour, ne se reposait-elle pas à l'ombre des Pyramides, au pied du Sphinx ? Et les noirs triangles des éternels sépulcres ne se profilaient-ils pas dans le ciel étoilé au-dessus de la Mère et de l'Enfant ? La face de pierre du Dieu-Bête ne leur souriait-elle pas ?

V

« *Incipe, parve puer, risu cognoscere matrem.* » « Commence, enfant, à reconnaître ta mère avec le premier sourire », dit la prophétie messianique de Virgile.

Sourire de l'Enfant et du Sphinx : un seul et même mystère est en ces deux sourires. Toute l'Egypte n'attendait que lui, ne pensait qu'à Lui, au Dieu venu sur la terre pour mourir et ressusciter.

VI

Chaque peuple est grand par ce qu'il trouve. Qu'a trouvé l'Egypte ? Dieu.

« Les Egyptiens sont les plus pieux des hommes », dit Hérodote. « Ils ont enseigné à presque tout l'Univers à adorer les dieux : nous savons que les immortels ont habité, et maintenant encore, habitent en Egypte », dit un hélléniste païen du IVe siècle après J.-C. « Notre terre est le sanc-

tuaire de tout l'univers », dit Hermès Trismégiste.

La sainte Egypte est la patrie de Dieu. « Les colonnes de la religion furent élevées en Egypte : voilà qui est plus haut, plus éternel que les Pyramides. » (Rozanov.)

C'est là, dans la religion, que se manifeste notre première opposition avec l'Egypte. Elle a trouvé Dieu, nous l'avons perdu ; elle a élevé les colonnes de la religion, nous les avons détruites : elle est la très pieuse, nous sommes les très impies.

VII

S'il n'y a pas de Dieu, il n'y a pas d'Egypte et tout est comme s'il n'y en avait jamais eu. Mais si Dieu existe et s'il est tout, l'Egypte existe elle aussi et jusqu'aujourd'hui elle est en tout. Dans le premier cas les Egyptiens, « les plus sages des hommes », selon Hérodote, sont des fous ; dans le second cas, c'est nous qui sommes fous. Mais dans les deux cas nous et l'Egypte, nous nous infirmons mutuellement ; nous ne pouvons passer l'un devant l'autre avec indifférence ; nous devons ou haïr ou aimer l'Egypte, fuir loin d'elle ou vers elle.

VIII

A la veille de notre grande impiété, le plus grand d'entre nous entra dans la Sainte Egypte. Le premier Napoléon y entra et comprit que « du haut des pyramides quarante siècles nous contemplent ». Plus de quarante siècles : tous les siècles depuis le commencement du monde. Le commencement du monde contemple sa fin.

IX

« Personne n'a vu l'Egypte et tu y entras le premier », dit le grand philosophe russe, Rozanov, un des plus profonds penseurs religieux de notre époque, celui qui écrivit « l'Apocalypse de nos jours ». L'apocalypse est la fin du monde ; l'Egypte en est le commencement. Plus on est près de la fin, plus on est près du commencement.

« Sois en Egypte ! Suis-moi ! », Soloviev, le prophète russe qui a écrit le « Récit de la fin du monde », entendit cet appel mystérieux. Et le prophète européen, Henrik Ibsen, qui prédit « le Troisième règne de l'esprit » à la fin des temps (César et Galiléen) entendit le même appel : « Je t'attendrai comme je l'ai promis », chante Solveig dans sa chaumière du Nord. Et après cela : « En Egypte, devant le Colosse de Memnon à demi enseveli sous les sables. »

« C'est ici qu'il convient de commencer mon chemin », dit Per Gynt.

Là, en Egypte, commence le chemin qui mène vers le « Troisième règne » à la fin des temps.

X

L'Apocalypse prédit le « règne de mille ans des saints sur la terre, le règne de la paix, la fin des guerres à la fin des temps ». Et à leur commencement, en Egypte, on trouve le prototype de ce règne.

De la IIIe à la IVe dynastie (de 3.300 à 2.400 ans av. J.-C.) pendant mille années, rien en Egypte ne trouble la paix, sinon quelques campagnes contre les nomades à demi-sauvages de la presqu'île de Sinaï.

Si les cent ans de la paix Romaine — *pax Romana* — nous semblent maintenant encore un miracle, une ère de bonheur unique dans la mémoire de l'humanité, combien plus miraculeuse doit alors nous paraître cette paix millénaire de l'Egypte ?

XI

Une fresque funéraire égyptienne représente la moisson mûre et des moissonneurs avec des faucilles. A côté cette inscription : « Voici la moisson. Doux est celui qui travaille. »

XII

Cet excès de force que les autres peuples prodiguent dans les guerres est absorbé ,en Egypte, par le travail paisible. Et si les Egyptiens « ont créé plus de merveilles que tous les autres peuples » (Hérodote), toutes ces merveilles — peintures, sculptures, monuments jamais surpassés, sagesse, légèreté, puissance de vie — sont les merveilles de la paix. Ce n'est que sous le soleil éternellement radieux de la paix qu'a pu mûrir l'Egypte, le fruit de la terre à la céleste douceur.

XIII

« Bon et doux fut mon cœur, c'est pourquoi les dieux m'ont donné le bonheur sur la terre », dit un mort dans une inscription funéraire, et toute l'Egypte aurait pu dire cela d'elle-même.

XIV

Le premier Pharaon de la première dynastie, Ménès (environ 4.000-3.500 ans av. J.-C.) modifia le cours du Nil dans la Haute-Egypte grâce à une gigantesque digue (quosheisch). Elle existe toujours et jusqu'aujourd'hui, répartissant les eaux

du Nil, fertilise la contrée. C'est ainsi qu'après six mille ans, les hommes éprouvent encore les bienfaits du Pharaon Ménès. Son nom est oublié tandis que ceux des César et des Alexandre sont illustres. Mais laquelle a le plus de prix, de leur gloire bruyante ou de la gloire paisible de Ménès ?

XV

J'ai multiplié le froment. J'ai aimé le dieu du seigle.

Nul, sous mon règne, n'a eu faim ni soif.

Les hommes vivaient en paix et en grâce.

C'est ainsi que se glorifie Amenenkhet Ier de la XIIe dynastie. Et Ramsès II de la XIXe dynastie dit de même : « J'ai durant ma vie obligé l'infanterie et la cavalerie à rester paisiblement dans leurs camps et les glaives et les arcs sont demeurés oisifs dans mes arsenaux. »

Et voici la gloire d'Aménè, chef de province : « Pas un enfant ne fut maltraité de mon temps ».

Les siècles effaceront cette gloire ; elle ne sera comprise ni d'Achille, ni même du « doux roi David ». Le soleil de la paix se couchera en Egypte et ne se lèvera plus jusqu'à la fin des temps.

XVI

A la veille même des terribles invasions des nomades asiatiques — les *Hyksos* — le Pharaon Amenenkhet III ne pense point à la guerre, élève d'admirables monuments, irrigue les déserts. Les *Hyksos* vinrent, conquirent et asservirent l'Egypte pour cinq siècles. Pour se délivrer des barbares, l'Egypte fut contrainte de faire la guerre. Et lorsque les Hyksos chassés, le grand conquérant Toutmès III « réunit dans sa main le monde entier, du Nil Bleu à l'Euphrate », cette domination universelle resta précaire et fragile. Parfois les vainqueurs eux-mêmes ne semblent point attacher de prix à leur victoire, et perdent en une année le fruit des conquêtes de siècles entiers.

Ne combattant qu'à contre-cœur, ils ne haïssent même pas la guerre, ils la méprisent. Et ce n'est qu'avec une sorte de dégoût instinctif qu'ils semblent toucher le fer, « métal de Set », dieu de la guerre, demi-démon.

XVII

On dirait que l'Histoire tâchant d'enseigner la guerre à l'Egypte n'y parvient pas. Après les Toutmès guerriers, les Aménophis pacifiques ; après Ramsès II, César égyptien, Ramsès III, celui-là même qui se vante de l'oisiveté de ses arcs et de ses glaives.

Et de nouvelles hordes de barbares inondent la paisible contrée : Libyens, Assyriens, Perses, Ethiopiens, Grecs, Romains — tous déchirent le corps sacré d'Osiris. Mais l'Egypte jusqu'au bout reste fidèle à elle-même. Elle sait que « *la paix vaut mieux que la guerre* » ; c'est la plus populaire et la plus sage de toutes les sentences de la sagesse égyptienne.

Telle est notre seconde opposition avec l'Egypte : nous sommes impies et guerriers ; elle est pieuse et pacifique.

XVIII

Et enfin voici la troisième opposition. Nous vivons, nous nous mouvons dans des espaces infinis, mais notre temps est court. L'étendue de l'Egypte est infime — un lopin de terre, un point, mais ce point se meut sur la ligne infinie du temps. Nous sommes les dévorateurs de l'espace ; l'Egypte est la dévoratrice du temps. Comme le temps est plus synthétique, plus mystérieux et plus profond que l'espace, ainsi l'esprit de l'Egypte est plus profond que le nôtre.

XIX

L'Egypte, « don du Nil », selon l'admirable expression d'Hérodote, est une étroite bande de terre étonnemment fertile, du limon du fleuve, resserrée entre deux déserts, à l'ouest et à l'est. Au nord, la rive du Delta dénuée de ports, et au sud les cataractes du Nil enferment l'Egypte comme des murs infranchissables. Ce resserrement, ce recueillement, cette concentration de la terre se reflètent dans l'esprit de ses habitants. Terre unique, hommes uniques.

XX

La profonde et douce vallée du Nil, abritée de partout, fut le berceau de l'humanité. *Descendre* signifie en Egyptien : « Revenir dans sa patrie » — descendre dans la vallée du Nil, se coucher dans le berceau.

XXI

Tout l'univers est pour les Egyptiens « la terre noire et rouge », l'humus et le sable du désert. « Terre noire » — Quémet — c'est le nom de l'Egypte elle-même. La noirceur du limon du Nil, humide et brillant comme la vivante prunelle d'Isis — et la rougeur des sables morts ; la vie et la mort côte à côte, non point dans des luttes et des tempêtes subites, mais dans l'éternelle union, dans l'éternelle paix.

XXII

Ici le cycle des phénomènes terrestres est aussi invariablement régulier que le cycle des astres célestes. Chaque année, le même jour, les eaux du Nil commencent à croître, sortent peu à peu de leurs rives, inondant les champs brûlés par la sécheresse de l'été et de la mort, engendrent la vie. Et au même jour elles commencent à décroître, rentrent dans leur lit jusqu'au nouveau débordement de l'année suivante.

Ces crues et ces décrues sont régulières, lentes et calmes comme la respiration d'un enfant qui dort.

L'esprit des hommes a reçu l'empreinte de ce calme et de cette éternité de la nature.

XXIII

« Ce qui n'est pas éternel n'est pas vrai », dit Hermès Trismégiste. L'éternelle Egypte est la vérité éternelle.

XXIV

Toute jeunesse passe. Seule, la vieille Egypte fleurit d'une jeunesse immortelle.

XXV

Les livres sacrés égyptiens de l'époque gréco-romaine répètent exactement les inscriptions des pyramides infiniment plus anciennes que les pyramides elles-mêmes. C'est comme si nous répétions les paroles non pas même d'Abraham, mais des hommes d'avant le déluge.

Et non seulement les livres, les rites, les croyances, mais même les détails de la vie quotidienne, les expressions du visage, les attitudes, le son de la voix restent presque immuables.

XXVI

Selon Hérodote, la lamentation des Maneros — chant funèbre d'Isis sur Osiris — se chantait sous la XXVIIe dynastie exactement de même que sous la première : durant trois mille années pas un son ne changea.

Dans les images sacrées le dieu Ammon relève la main droite avec le fléau ; l'enfant Hor approche son doigt de sa bouche comme les petits enfants qui tètent — et tous deux restent ainsi, immobiles, pendant des milliers d'années. Mais cette immobilité n'est pas celle d'un corps dans le cercueil, c'est celle du grain vivant dans la terre ou de l'enfant dans le ventre de sa mère ; c'est l'immobilité, le calme du midi rayonnant, la Vie parfaite dans le calme parfait, la vie éternelle dans la paix éternelle.

XXVII

— Vous vous êtes mis à croire à la future vie éternelle ?

— Non pas à la future vie éternelle, mais à la vie éternelle présente. Il y a des moments. Vous y parvenez et le temps tout à coup s'arrête et c'est l'éternité.

— Vous espérez parvenir jusqu'à un tel moment ?

— Oui.

— Je doute que de notre temps cela soit possible. Dans l'Apocalypse l'Ange jure qu'il n'y aura plus de temps.

— Je le sais. C'est très juste, très net, très précis. Lorsque l'homme *entier* atteindra au bonheur, il n'y aura plus de temps parce qu'il n'en aura plus besoin. C'est une pensée très juste.

— Où donc cachera-t-on le temps ?

— On ne le cachera nulle part. Le temps n'est pas un objet, mais une idée. Elle s'éteindra dans l'âme. (Entretien de Stavroguine et de Kirillov dans les Démons de Dostoievsky.)

XXVIII

Là-bas, derrière cette colline de sable de Khenunzuten (Heracleopolis), dans cette anse du Nil, chaque matin comme au premier jour de la création, sort de la corolle entr'ouverte du lotus bleu, l'enfant nouveau-né, le dieu-Soleil, Rà. Et alors l'homme *tout entier* est heureux : « il n'est plus besoin de temps ; le temps s'arrête : c'est l'instant immobile de l'éternité, c'est la vie éternelle présente ».

Dmitri MEREJKOWSKI.

(à suivre)

LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN ANGLETERRE

L'illustre penseur espagnol, Balnès, écrivait, en 1830, dans ses *Considérations politiques sur la situation de l'Espagne :* « Qui examine à fond l'histoire et consulte les faits, constate que la Révolution, la Restauration et en général tous les grands faits politiques, bien que présentant une tendance marquée vers certaines formes politiques et paraissant émaner d'un principe exclusivement politique, ne sont pas, en réalité, ce qu'ils paraissent. Au dehors, la question est politique, mais au dedans elle est sociale. »

Une école prétend que les formes politiques conditionnent les changements sociaux et économiques. Pur paradoxe et pur sophisme ! Aucune loi historique ne me parait édifiée sur les faits, à n'importe quel moment de la durée, et en n'importe quel coin de la planète, comme celle qu'exprime Balnès. On le prouverait sans courir au déluge et sans descendre aux antipodes.

En étudiant sur place la situation de l'Angleterre, j'ai été immédiatement frappé par le phénomène dont cette loi est la synthèse abstraite. Un de mes amis anglais m'avait dit à Paris : « Vous allez assister à une des transformations les plus profondes et les plus rapides qu'ait subies mon pays depuis longtemps. Je le crois en avance de cinquante ans sur le reste de l'Europe. »

Je suis loin de prendre à mon compte ces deux points de vue, surtout le dernier. Je crois cependans que la vieille Angleterre subit une crise sociale et économique grave qui doit fixer l'attention, car elle aura des répercussions sur le continent. Je voudrais l'étudier dans la mesure où cela est possible, dans une revue sérieuse. On saisira mieux la crise politique dont elle n'est que la résultante et la manifestation.

* * *

Pour comprendre les crises sociales et économiques, ce n'est pas vers les fluctuations et les remous de l'industrie et du commerce qu'il faut regarder d'abord, mais vers la terre. Première et indispensable nourricière de l'homme, dans la mesure ou il y est enraciné et y trouve la satisfaction de ses besoins primordiaux, il est tranquille et j'oserai dire, conservateur. Qu'on prenne l'une après l'autre toutes les grandes révolutions en y ajoutant la révolution russe, et l'on verra qu'elles ont eu toutes, au début, un caractère et une cause agraires. L'on ne peut jamais répondre de la stabilité d'un pays où la question du sol n'est pas réglée à la satisfaction du plus grand nombre de ses habitants.

Elle ne se pose pas d'aujourd'hui en Angleterre. En laissant de côté l'Irlande et sans remonter plus haut que la conquête normande, on la rencontre à toutes les pages de son histoire. Guillaume ne changea pas le féodalisme existant. Il mit le manoir et ses dépendances sous la surveillance et domination directes de l'autorité royale, pour en tirer les impôts et les hommes dont elle avait besoin. En 1348 et 1349, une épidémie terrible, probablement la peste bubonique, appelée « la mort noire », s'abattit sur l'île. Elle atteignit surtout les paysans et le peu qui échappa demanda des salaires tellement élevés que, par *le Statut des Laboureurs* de 1351, on les obligea à accepter ceux qu'ils avaient avant l'épidémie. De là une lutte qui se termina, en 1381, par le triomphe des campagnards devenus maîtres absolus de la terre. Ce sont eux, avec les rares grands seigneurs féodaux ayant survécu à la crise, qui formèrent les premières souches des landlords possesseurs, depuis ce moment, de la terre anglaise.

La rareté de la main-d'œuvre et les avantages de l'élevage, surtout des brebis pour la laine, dont l'exportation était favorisée par les rois, amena à négliger à peu près complètement le travail des champs. D'Henry VII à Elisabeth, souverains et ministres essayèrent de favoriser la culture du blé, mais sans résultats. En 1534, certains landlords possédèrent de 24.000 à 40.000 moutons.

La race anglaise ne se multipliait pas moins. Il ne resta, à ceux qui naissaient sans terre, d'autres ressources que la fuite vers les villes, la charité publique et, plus tard, l'émigration. Le paupérisme et la mendicité sont, dès lors, une des plaies de l'Angleterre et c'est pour la guérir qu'en 1601 la reine Elisabeth promulguait la fameuse Loi des Pauvres. *Poor Law.* Son objet n'était pas tant de prendre soin des miséreux que de les maintenir vivants. Elle fut détestée de tous, sauf des paresseux, qui la méprisaient. Son exécution était de la pure bureaucratie. Elle changea le pauvre du Christ en « paupers ». Elle dégrada des dizaines de milliers d'Anglais dans chaque génération jusqu'au début du XIXe siècle, où elle avait « pauperisé » une portion considérable du peuple et dans les villes et dans les campagnes (1).

En 1834, elle fut améliorée, mais très imparfaitement. En 1909, une Commission royale fut

(1) Parkinson : *First nation in social service*, Nos 25 26.

nommée qui aboutit à deux rapports dits de la majorité et de la minorité, concluant chacun à l'abolition de la loi, mais différant sur les moyens de la remplacer. Des réformes importantes ont été réalisées depuis par ceux qui avaient charge de l'exécuter, mais elle n'en subsiste pas moins.

* * *

Il ne faut pas perdre de vue ces faits si l'on veut comprendre la situation présente et ce qu'elle comporte d'imprévu.

Presque toute la terre anglaise appartient à de grands proriétaires qui l'ont clôturée, mais il n'est pas vrai, comme on l'écrit souvent, que cet état de choses soit dû à l'apparition de l'industrie à la fin du XVIIIe siècle. Celle-ci a pu l'étendre, elle ne l'a pas créé. L'industrie a été, pour l'Angleterre, plus que pour d'autres nations, un bienfait insigne. Elle y a excellé durant un siècle, non seulement en raison de la capacité de ses habitants, mais encore du nombre plus considérable d'ouvriers qu'elle pouvait y appliquer. L'industrie fut, qu'on me permette la comparaison, la pompe aspirante qui attira des routes ou des villages (1), la poussière des mendiants et miséreux qui y croupissaient à charge de la communauté, pour lui donner, par le salaire dont ils disposaient à volonté et *étaient les maîtres*, le sentiment de leur dignité. Aujourd'hui la population du Royaume-Uni est une population urbaine (77 pour cent, avec 41 villes de plus de 100.000 habitants), alors que pour la France la population urbaine n'est que de 42 pour cent, avec 15 villes seulement de plus de 100.000 habitants.

Situation anormale, et qui préoccupe en Angleterre, depuis longtemps, d'excellents esprits. Peut-on espérer décongestionner les villes pour enraciner une bonne partie de la population, surtout la classe moyenne, en terre anglaise ? L'espoir paraît irréalisable. La ruée vers les villes est de plus en plus violente.

Elle s'explique non seulement par les raisons qui expliquent partout la désertion des campagnes : le dur et souvent ingrat travail de la terre, le niveau inférieur du paysan, la vie monotone, l'attrait et les séductions des villes, mais par d'autres particulières à l'Angleterre.

Sauf le bassin de Londres, terre d'alluvion très fertile, à peu près partout ailleurs, le sol est trop riche en silice et trop pauvre en calcaire. Il n'est en rien comparable à ces terrains gras et riches que le Flamand, Belge ou Hollandais, a arrachés à la mer, et moins encore à ceux dont dispose le paysan français dans les trois quarts au moins de son pays. Le climat de l'Angleterre est d'autre part très humide. Un travail très pénible ne donne souvent que de très maigres récoltes quand elles arrivent à maturité. On a même dû renoncer à cultiver le blé pour ne plus cultiver que l'orge, l'avoine et le lin, d'une venue plus facile et d'un rendement plus rémunérateur. Les blés des terrains vierges des Etats-Unis, de l'Argentine ou des terres noires de l'Ukraine (*tchernozion*), de production abondante et à peu de frais, avilissaient les blés anglais,

Pendant la guerre, on se remit à les cultiver pour parer au déficit du marché russe fermé et des transports rendus très malaisés et onéreux par les sous-marins allemands. Aujourd'hui, on y a renoncé et les quelques ouvriers qui avaient quitté les villes pour les campagnes y sont rentrés. Les propriétaires préfèrent consacrer leurs terres à l'élevage, qui demande moins de bras que la culture, et rapporte davantage.

Cette désertion des champs a contribué à augmenter encore le nombre des chômeurs. Mais comment l'empêcher ? Rien ne retenait à la glèbe l'ouvrier agricole, pas même l'appât de gros salaires que le propriétaire ne pouvait ou ne voulait payer. Le paysan belge ou français qui a pris dans le journal et à la caserne le goût de la ville revient cependant volontiers à ses terres, parce qu'il en est le maître, qu'elles lui donnent non seulement la nourriture mais la liberté. Pour les raisons données, la terre anglaise appartient, en très grande partie, à quelques propriétaires. Non seulement le paysan ne s'y intéresse pas, mais on peut dire en réalité, qu'il n'y a pas en Angleterre de classe paysanne

* * *

Personne, en Angleterre, un peu intelligent, qui ne voie les dangers d'une telle situation pour la future stabilité du pays, dangers qui s'accroîtront sans cesse, et en raison du retour en Irlande, d'une foule de travailleurs dont la dure nécessité faisait des éléments plus traitables et plus conservateurs, et en raison de la concentration, tous les jours plus accentuée, des ouvriers dans les villes où ils s'organisent lentement mais fortement, à l'anglo-saxonne, et où la crise très sérieuse que subit le commerce et l'industrie exacerbe leurs idées et sentiments révolutionnaires à un point qu'on ne peut imaginer.

(1) « L'aspiration » n'avait pas attendu la grande industrie. Dès 1700, sur les 5.500.000 habitants de l'Angleterre 1 million seulement était à la campagne dont les trois quarts comme simples ouvriers agricoles.

Les sociologues et les hommes politiques que préoccupe la situation et qui savent que la division de la propriété terrienne entre une classe nombreuse et riche est le facteur principal de la stabilité politique et sociale en France et en Belgique, admirent et envient ces deux pays. Ils se demandent comment on pourra réaliser les mêmes conditions chez eux.

Déjà avant la guerre, de plusieurs côtés, on avait abordé le problème. Sous l'influence du socialiste agrarien, Henry Georges (1880), un Anglo-Saxon d'Amérique, ses disciples du Royaume-Uni, Blatchford, Cock, Pilbock, avaient fondé *La Ligue pour la restitution de la terre.*

Presque en même temps, le naturaliste écossais, Wallace, créait dans son pays la *Ligue pour la nationalisation de la terre.* L'une et l'autre demandaient l'expropriation, celle-ci avec indemnité, celle-là sans indemnité, La nation se rendait ainsi maîtresse du sol et le distribuait aux citoyens anglais qui en étaient privés.

Ces procédés ultra-révolutionnaires, moins que partout ailleurs, ont chance de réussir en Angleterre, non pas autant peut-être pour des motifs de respect de la justice abstraite que pour des raisons de sentiment. Le peuple anglais, pris dans ses masses profondes et sérieuses, voue à ses landlords, vénération, reconnaissance et amour. Les erreurs, les duretés, les égoïsmes de quelques-uns d'entre eux ne peuvent lui faire oublier que toutes les libertés politiques dont il jouit, toutes les gloires et réussites de sa patrie sont leur œuvre. Il n'est pas, au monde, sauf, je crois, au Japon, une aristocratie plus intelligente, plus avisée, plus dévouée aux intérêts de la nation, plus souple et plus capable de s'adapter aux circonstances, plus vraiment libérale et démocratique que l'aristocratie anglaise, sans distinction et opposition fondamentale entre les deux grands partis whigs et tories. Elle a toujours su faire les évolutions nécessaires pour éviter au peuple anglais les révolutions saccadées et meurtrières qui ont ensanglanté d'autres pays.

John Hampden, Eliot Pym et Cromwell, créateurs du système parlementaire, étaient des Lords ; les trois grandes réformes libérales réalisées de 1828 à 1846, émancipation des catholiques, réforme électorale, abrogation de la loi des céréales, le furent par des Lords. et Robert Peel, l'initiateur de la première et de la dernière, était un tory ; Disraéli qui donna à la majeure partie des ouvriers le suffrage en 1867, et qui commença les réformes sociales, était un Lord. Son illustre rival, dont la statue se dresse à côté de la sienne, à Westminster, l'idéaliste Gladstone, à qui la démocratie anglaise, doit le *Ballot Act* (1872) qui assurait le scrutin secret par isoloir, bien avant qu'il ne fût établi en France et en Belgique, la première proposition du Home Rule, l'*Acte pour la représentation du peuple* (1884-1885) qui remaniait dans un sens plus démocratique tout le système électif, n'était pas Landlord, mais appartenait par ses origines à une riche famille de négociants de Liverpool et il fut appuyé par un grand nombre de whigs, landlords.

On peut donc l'affirmer, sans crainte d'erreur : dans son ensemble, le peuple du Royaume-Uni ne tolérerait pas une action violente et de rapine contre ses lords. Les quelques socialistes qui la proposent doivent en prendre leur parti. Il sent qu'ils n'ont rien de commun avec les nobles de Russie et d'ailleurs dont l'étroitesse, la légèreté, le conservatisme ignorant et borné, précipitèrent leur pays dans la révolution et l'anarchie ; il sait qu'il en est une foule parmi eux qui veulent et cherchent une solution à la question agraire. Soutenu par plusieurs, en 1885, Chamberlain ne demandait-il pas que l'État achetât les terres aux propriétaires pour les revendre en petits lots aux ouvriers agricoles ? Avec leur concours, des lois ont été votées en 1887, 1891, 1893, ayant pour objet de créer avec l'aide de l'État une petite propriété à côté de la grande.

L'on arriverait, j'en suis sûr, par des moyens progressifs, modérés et légaux, à organiser et à diviser la terre anglaise mieux qu'elle ne l'est. Ceux-là même, cinq cents landlords environ, qui à cette heure en détiennent à eux seuls plus du sixième, sont disposés aux concessions qu'on leur demandera sans vaines menaces au nom de l'intérêt public (1),

* * *

Le 4 août dernier, paraissait dans le *Daily News* une correspondance de Ragar, sous ce titre : *Comment la Tchéco-Slovaquie a résolu le problème de la terre.* Elle était écrite par M. Emile Davies,

(1) Je trouve dans une brochure intitulée : « *Un Dialogue sur les Landlords* », qui est à son neuvième mille et dont l'auteur est le Père Garrold, un Jésuite, ce passage qui confirme ce point de vue : « Oui, dit le Père à un socialiste qui vient de lui exposer ses vues révolutionnaires sur la question, ce sont les faits qui conditionnent les situations. Le Landlord anglais à une conscience tout-à-fait bonne. C'est un fait et vous devez le regarder en face. S'il avait la conscience endurcie du tyran, comme vous le prétendez parfois, nulle autre issue ne vous serait laissée que de lui appliquer vos grosses bottes. S'il avait la conscience mal à l'aise des aristocrates français, avant la Révolution, les bottes ne seraient pas nécessaires car il céderait au premier choc. Le Landlord français abandonna ses vastes terres, sans lever le doigt ; mais le nôtre a une bonne conscience et cela le rend redoutable comme ennemi ; cela crée aussi la possibilité de le traiter comme un ami puissant. Sans aucun doute, si une alliance est possible, elle est le plus sûr moyen de réaliser un plan de réforme agraire. »

rédacteur financier du *New Statesman*. Son objet direct était d'offrir un exemple, sinon une leçon, à ses concitoyens,

Voici, en effet, comment elle débutait : « Jusqu'en 1919, les conditions en Tchéco-Slovaquie étaient aussi précaires qu'elles le sont aujourd'hui en Grande-Bretagne. Les trois quarts de tout le sol du pays appartenaient à 5.000 familles qui avaient acquis leurs propriétés à peu près de la même manière que notre vieille noblesse. » L'autre quart de la terre était partagé entre deux millions de détenteurs... »

M. Davies exposait ensuite les mesures adoptées pour arriver à ce résultat. Je me contente de le résumer.

En 1919, l'Assemblée Nationale Tchéco-Slovaque fit une loi en vertu de laquelle personne ne pouvait posséder plus de 150 hectares. Les propriétés ayant appartenu à des citoyens d'États ennemis et aux Habsbourg étaient prises sans autre compensation que celles prévues par le traité de paix, Les autres grandes propriétés étaient achetées par l'État à leur valeur moyenne durant la période de 1913 à 1915. On tenait ainsi compte de la plus-value acquise pendant la guerre. L'État paie l'obligation à 5 0/0.

Si un propriétaire préfère vendre à son gré tout ou partie de sa terre à d'autres par des arrangements privés, il le peut à condition que lui et l'acheteur ne gardent pas plus de 150 hectares,

De 1919 à ce jour, l'État a acheté 2.000,000 d'hectares qu'il a distribués à 150.000 tenanciers sous forme de bien vendu ou loué.

La limite de 150 hectares ne s'applique pas aux organisations coopératives qui peuvent posséder davantage. Ainsi la ville de Prague a plusieurs fermes qui lui servent à entretenir ses hôpitaux et d'autres institutions d'utilité publique.

Dans l'expropriation, le Comité tient compte du bon ou du mauvais état de la terre. Si elle est bien cultivée par le propriétaire lui-même, on la lui laisse plus longtemps et, en certains cas, on n'y touche pas du tout; mais si elle est négligée, ou s'il ne la fait pas travailler lui-même, on la lui enlève avec les compensations légales.

Je demandais à quelqu'un bien placé pour savoir, ajoute M. Davies, si cette fragmentation de propriétés n'avait pas nui à leur exploitation avec les machines. On lui répondit que les petits tenanciers avaient formé des coopératives pour l'achat des machines. Dans la mesure où l'on pouvait en juger, les résultats déjà obtenus étaient excellents, l'afflux vers les villes avait été arrêté et, des villes, on s'était porté vers les campagnes. D'ailleurs, le Gouvernement avait très bien vu que la politique qu'il inaugurait demandait au moins 20 ans pour porter tous ses fruits. Il suivait de près les faits pour voir si la méthode coopérative disposant de surfaces étendues n'était pas meilleure que celle des petites propriétés. « La pire réforme agraire, observait l'interlocuteur de M. Davies serait bonne pour votre contrée. J'ai vu récemment pour la première fois l'Angleterre et je n'ai jamais rencontré tant de terre gaspillée et aussi mal cultivée ».

Je laisse à M. Davies la responsabilité de son exposé qui doit être exact mais dont les sous-entendus étatistes ne le sont peut-être pas autant, Il écrit d'ailleurs dans le *Daily News* qui, sans être socialiste. représente en économie sociale et en politique les tendances radicales. On ne peut nier cependant l'influence considérable que ce journal a en Angleterre, surtout à cette heure. Il suit de très près les problèmes sociaux qui se posent.

En l'année 1700, l'Angleterre comptait 5 millions 500.000 habitants. De ces 5.500.000 environ, un million seulement vivaient de la terre, dont les trois quarts comme simples occupants, sans aucun droit, et l'autre quart, comme propriétaires. Le reste de la population était dans les villes et les villages et vivait de l'industrie et du commerce, surtout de la laine.

La campagne anglaise, pour les raisons déjà données, avait été transformée en parcs clôturés pour l'élevage des chevaux, des bêtes à cornes de toute sorte, spécialement des moutons. La production de la laine était beaucoup plus facile et plus rémunératrice que la culture des champs.

Au XVIIe siècle, l'Angleterre est le grand fournisseur de laine du continent, en particulier des tisserands flamands. Sa population, qui n'émigre pas, trouve sa subsistance dans le commerce ou le travail de la laine. De la disparition et décadence des corporations et des guildes au XVIIe et au XVIIIe siècle, date l'origine de cette aristocratie de marchands capitalistes très restreinte, qui a autant travaillé à la prospérité et à la grandeur de son pays qu'à celle de ses propres membres. « Les moyens employés pour réaliser cet ambitieux dessein furent le développement du commerce avec les nations étrangères à notre profit. Les principes directeurs de ce système furent : la protection de notre industrie, le développement de notre marine, garantie sur mer, abritée en de bons ports et protégée par les phares de la côte, Nos exportations devaient être payées en monnaie, pour avoir à notre service un riche trésor d'or obtenu et gardé pour faire face à n'importe quel embarras national. Cette nouvelle expansion du commerce exigeait un capital et une bonne administration. L'un et l'autre furent fournis par de

grandes Compagnies marchandes comme la Compagnie des Indes Orientales, l'ensemble du mouvement étant en partie mis en branle et contrôlé par le Gouvernement (1). »

Cette aristocratie patriote de riches commerçants tenait à sa merci toute la population qui ne pouvait vivre de la terre, c'est-à-dire plus de 3 millions d'Anglais. Ceux-ci, chassés des clôtures où l'élevage en grand avait été instauré — en certains parcs on comptait plus de 24.000 moutons — avaient, ou émigré pour fonder les puissantes colonies d'Amérique, d'Asie, d'Océanie, ou s'étaient installés dans les villages et les villes, en qualité de cardeurs ou de fileurs de laines, pour les grands tisseurs, tailleurs et marchands qui vendaient les produits au dehors. Ces millions d'ouvriers se trouvaient dans la dépendance la plus absolue du capital. Ils travaillaient chez eux, empilés dans des appartements, à des prix dérisoires. L'invention des diverses machines, du métier à tricoter, en 1589, de la navette en 1733, de la mule-jenny en 1765, rendit encore plus précaire leur sort. L'emploi de la vapeur pour tissage, les transformations subies par les industries métallurgiques qui laissent leurs petites forges de villages pour établir leurs hauts fourneaux près des grands bassins houillers et les mines de fer récemment découvertes, marquent la fin du travail à domicile. Les villages se dépeuplent encore davantage, et par millions les ouvriers se précipitent dans les usines. En 1830, la transformation est achevée.

Cette date marque le point de départ de la prospérité inouïe de l'Angleterre sur le terrain industriel. On l'explique aisément : une main-d'œuvre plus abondante et plus traitable que partout ailleurs, des débouchés nombreux déjà obtenus pour les laines sur le continent et dans les colonies, une marine marchande bien organisée pour servir ces débouchés, le capital de l'aristocratie des commerçants et des landlords ne reculant devant aucune initiative hardie, de la houille et du minerai en abondance et faciles à extraire pour mettre en activité des milliers de machines transformant rapidement et à bon compte la laine, le fer, et bientôt le coton cultivé sur une vaste échelle dans les colonies, pour les jeter en objets d'achat et de consommation courante, sur tous les marchés des nations du vieux et du nouveau continent qui, elles, n'avaient pas eu le temps et les moyens de courir si vite, tels ont été les agents décisifs des triomphes industriels de l'Angleterre,

Comprend-on maintenant pourquoi elle a été, jusqu'au début du xxe siècle, le premier et inévitable marchand du monde ?

Quelques chiffres donneront une idée de son extraordinaire emprise. En 1910, son commerce, pris en bloc, exportation et importation, y compris ses colonies, atteignait la somme de 53 milliards de francs. A la même époque, celui de l'Allemagne atteignait 22 milliards, celui des Etats-Unis 20, celui de la France 14, celui de la Hollande 13, celui de la Belgique 8. L'Angleterre importait alors pour 17 milliards, l'Allemagne pour 10, les Etats-Unis 7, la France 6, la Hollande 3, la Belgique 3.

Ces chiffres, on le remarquera, sont de quatre ans avant la guerre, Déjà, à ce moment, la situation de l'Angleterre, comme marchande et entrepositaire du monde, commençait à être ébranlée.

Dans sa réponse à M. Poincaré, à l'ouverture de la Conférence de Londres, le 7 août, M. Lloyd George, pour prouver que la Grande-Bretagne plus qu'aucune autre nation, avait souffert de la guerre, soutint que la crise industrielle et commerciale actuelle, suivie d'un chômage persistant qui atteignait directement ou indirectement cinq millions d'individus, avait pour cause la guerre. De ce chef donc, la Grande-Bretagne avait autant, sinon plus de droits que la Belgique et la France à des réparations. Si elle temporisait, c'était par pure générosité.

Discutant avec un conservateur, éminent économiste, collègue de Lloyd George comme secrétaire du Commerce qui me disait que la situation actuelle était surtout le fait d'une mauvaise politique, je lui objectais la récente déclaration du Premier Ministre anglais, — « Il n'a pas dit la vérité, ». observa-t-il froidement, Il employa une autre formule. Mais je préfère l'adoucir.

Il paraît bien, en effet, que Lloyd George ne dit pas la vérité. La crise industrielle et commerciale a pu être accélérée par la guerre, elle n'a pas été causée directement par elle. Dès 1875, les premiers symptômes se font sentir. La décadence de l'agriculture, dont nous avons expliqué la genèse, est précipitée par la concurrence des pays neufs de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud. Les industries métallurgiques anglaises, au premier rang jusqu'en 1890, cèdent alors le pas aux industries métallurgiques des Etats-Unis et de l'Allemagne qui se sont organisées et leur font une concurrence d'autant plus redoutable que, les mines de fer du Royaume-Uni s'épuisant, les usines doivent acheter leur minerai en France, en Espagne, en Suède. Les industries textiles du coton, de la laine, du jute ont pu conserver leur primauté, mais, même sur ce terrain, l'Angleterre a trouvé des rivaux qu'elle n'avait pas encore rencontrés. Tous les pays euro-

(1) Canon Parkinson. *Social Conditions in England*, p 28.

péens qu'elle avait pu devancer, et de loin, la rattrapent, organisent leurs industries et ferment leurs portes aux produits anglais. Leur disputent plus que toutes les autres les marchés mondiaux deux puissances admirablement armées pour la lutte : l'Allemagne et les Etats-Unis.

A ce malaise économique, dont je viens de marquer les causes, à cette interruption lente mais sûre d'un régime de prospérité sans précédent est due, en grande partie, la transformation de l'état d'esprit des travailleurs. On avait eu beau, depuis 1802, les tirer, par diverses lois, de leur esclavage économique et tenir mieux compte dans les usines de leur dignité d'hommes, ne trouvant plus les salaires suffisants et même les travaux nécessaires pour assurer leur subsistance, à cause de la concurrence étrangère faite aux industries nationales, ils s'étaient lancés dans la politique et leur *trade-unions*, à esprit auparavant conservateur, finançaient maintenant le *Parti du Travail* : le *Labour Party*, à tendances nettement socialistes et qui, en 1906, envoyait à la Chambre des Communes 56 députés.

A la crise économique est due également l'apparition de deux Sociétés à idées avancées : la *Fédération Sociale Démocratique*, fondée par Hardman, en 1880, et dont l'bjet était de propager les idées de Karl Marx. Elle n'obtint qu'un millier d'adhérents. L'autre, la *Fabian Society*, créée en 1883 par des intellectuels, visait à résoudre les problèmes sociaux par voie de *temporisation*, en dehors de la politique, en n'appliquant les théories que par voie d'essai et en tâtonnant. Elle répandit des milliers de *tracts* et réussit à instaurer le système socialiste dans beaucoup de municipes anglais. Elle existe encore et, bien que son influence soit battue en brèche par les partis extrêmes, elle a de nombreux partisans, même parmi les libéraux,

Les faits que j'achève de signaler sont tous antérieurs à la guerre. On trompait donc l'opinion quand on prétendait que la crise actuelle était due à la guerre.

Elle s'accentua alors du fait de la fermeture des marchés ennemis et de la difficulté d'exporter les marchandises créée par les sous-marins.

Quelques chiffres sont éloquents : en 1913, l'Angleterre vendait 7 millions de yards de coton ; en 1914, elle en vend 6 millions ; en 1916, 6 millions ; en 1919, 3 millions et demi. En 1913, elle produit pour 10 millions de tonnes de fer ouvré ; en 1916, pour 9 millions ; en 1919, pour 7 millions. En 1913, elle extrait pour 287 millions de tonnes de charbon. En 1915, pour 263 millions ; en 1919, pour 220 millions.

La guerre, cependant, fut un temps de prospérité pour les propriétaires des mines et pour leurs ouvriers. Il n'y avait pas de chômeurs alors. La conscription militaire avait raréfié la main-d'œuvre dans toutes les catégories de travailleurs. Ceux qui restaient se crurent assez nécessaires et assez forts pour fomenter grève sur grève et augmenter fabuleusement leur salaire. On avait besoin de leurs bras. Le Gouvernement et les propriétaires se tirèrent d'embarras en faisant payer à leurs acheteurs, les Alliés, des prix exorbitants.

« Vous savez, écrivait, en 1921, un économiste anglais catholique, comment, en 1919 et 1920, le nom de la Grande-Bretagne devint odieux à nos Alliés, à cause de l'invraisemblable profit qu'elle tirait du charbon. Comme l'étranger en avait un besoin urgent et consentait à le payer à n'importe quel prix pour maintenir ses industries les plus essentielles, nous lui extorquions des sommes fabuleuses. Ce fut un des cas les plus choquants de l'application du principe capitaliste d'obtenir les plus hauts prix que les nécessités de l'acheteur l'obligent à payer. La responsabilité première de ce péché d'usure retombe sur le Gouvernement ; mais, et les propriétaires des mines et les mineurs y furent consentants et partagèrent le butin. L'industrie et la nation reçurent le châtiment mérité par cette injustice. Ce fut une querelle à propos du surplus naissant de l'exploitation de l'étranger qui amena la grève du charbon l'année passée (1920), grève qui a été, peut-être, le plus important facteur dans la dépression du commerce et l'extension du chômage, suivis de la chute des prix du charbon, de la disparition du contrôle, et en dernier lieu, de l'arrêt désastreux de l'industrie charbonnière et de la ruine et de la détresse que nous voyons autour de nous maintenant. »

* * *

Quand les nations dont la guerre avait désorganisé les usines eurent eu le temps de les remettre sur pied et purent se passer de l'Angleterre, quand la concurrence de l'Allemagne au change déprécié, et celle des Etats-Unis, dont on n'osait pas taxer les produits, se fit sentir, quand la valeur démesurée de la livre sterling comparée aux autres monnaies éloigna encore davantage les acheteurs étrangers, les industries anglaises déjà atteintes avant la guerre et que celle-ci maintint artificiellement commencèrent à décliner rapidement.

On va voir dans quelles proportions. J'emprunte ces chiffres à un rapport fort bien fait, écrit en novembre 1921, par M. Hewins, économiste éminent, secrétaire d'Etat du Commerce durant la guerre, qui a bien voulu me le communiquer.

« Les derniers chiffres officiels montrent que la condition du commerce d'exportation est bien plus mauvaise qu'il y a un an. En comparant les huit premiers mois de chaque année, on voit que les exportations de produits anglais, manufacturés ou non, sont tombées de 890 millions de livres sterling en 1920, à 463 en 1921, soit 48 pour cent. La diminution atteint chacune des quinze classes des plus importantes de nos manufactures. En comparant les six premiers mois de cette année avec la période correspondante de 1913 et en tenant compte du change, on voit que l'exportation de machines est tombée de 22 pour cent, celle des laines et filés de 45 pour cent, celle des produits chimiques de 59 pour cent, celle du fer et de l'acier de 61 pour cent, celle du coton de 62 pour cent, les autres textiles inclus, la soie, de 69 pour cent, La diminution s'est accentuée durant les mois de juillet, août, septembre. Elle affecte tous les marchés. Pour le continent européen, elle est en proportion de 40 à 80 pour cent. Pour les pays neutres et l'Extrême-Orient, elle va de 34 à 70 pour cent et pour les marchés de l'Empire britannique, de 42 à 72 pour cent (1).

Les exportations du fer, de l'acier et de leurs produits manufacturés qui, en 1913, montaient à 4.969.224 tonnes, passaient en 1920 à 3.251.225 tonnes et en 1921 à 1.700.407 tonnes, donc une diminution de 65,8 pour cent sur 1913. Les exportations de textiles (coton, laine, jute) bruts ou filés qui en 1913 étaient de 341.280 pounds (la *pound* vaut 0.453 kg), en 1920 étaient de 233.266 ounds et en 1921 de 212.341 pounds. Les étoffes e coton exportées en 1913 représentaient 6.580.000 square yards (0m83), en 1920 4.335.405 square yards, et en 1921 2.902.659 square yards, donc une diminution de 57,6 pour cent sur 1913. Les tissus de laine représentaient une diminution de 55,6 pour cent en 1920 et de 46 pour cent seulement en 1921.

A. Lugan.

(à suivre)

(1) *The Tariff Commission*, p. 5.

L'AVENTURE ETERNELLE

Nouvelle

« Quoi de plus misérable que cette âme, toujours battue et tourmentée, comme un flambeau exposé au vent? »

Elemir Bourges.

Longtemps, la maison avait été fermée. Un hiver, un printemps, un été, l'automne, puis un nouvel hiver avaient enveloppé, tour à tour, sans qu'elle s'éveillât, sa masse grise.

D'en face on la voyait, sommeillante sous ses volets, passive, inanimée, ancrée au fond du vaste jardin où tous les oiseaux d'alentour avaient élu un nid tranquille.

Plusieurs mois durant, penché au bord de la fenêtre, Georges, pensif, l'avait épiée. Il pressentait obscurément qu'un événement mystérieux éclaterait là quelque jour, comme un signal, pour dénouer son humble vie. Mais les heures s'étaient épuisées vainement, et, peu à peu, l'espoir de l'enfant douloureux s'était fermé comme une blessure.

Or, un matin, en se mettant à table, il entendit son père qui disait :

— La maison est louée!

— Vraiment ? fit Mme Lormeau. Et à qui?

— A des personnes qui viennent de Bretagne.

— Quelles sont ces gens ?

— On ne sait pas.

— Venir de si loin s'installer dans le Berry... ce ne peut être que des originaux, remarqua la voix sèche de Mme Lormeau.

— Quoi qu'il en soit, la maison est louée.

C'étaient là de pauvres mots, de ceux qu'on retrouve sans effort, chaque jour, et dont on use ainsi que d'outils familiers. Mais on ne se doute pas du rayonnement infini de certaines paroles, des trouées illimitées qu'elles ouvrent au fond des êtres, de toute la lumière qu'elles apportent comme un monde délivré.

Georges en fut ébloui, mais il se tut ; il n'avait pas le droit de parler à table, et ses parents ne l'aimaient point.

C'était, pourtant, un garçonnet charmant. Il avait doublé cette période trouble, voisine de la treizième année, où l'enfance, toute en attitudes gauches, en mouvements hésitants et tremblés, sort lentement des limbes de ses formes et découvre l'homme qui s'apprête sous ce dépouillement difficile. Le visage, surtout, par la précision du modelé, des ombres et des plans, attestait une précocité singulière.

L'homme, en cet enfant grave, tenait déjà ses fortes assises.

Peut-être y avait-il chez ces parents indifférents, qui étaient étroits et ternes, un ressentiment obscur et affligé, une rancune inavouée devant cet être qui, né de leur sang pauvre, ne leur ressemblait pas.

Par la fenêtre ouverte, Georges aperçut confusément la façade baignée de clartés douces que coupaient obliquement les ombres respirantes des grands arbres. Il sentait une audace s'éveiller en son être, comme un membre las au réveil. Une force soudaine palpitait en lui, une espèce de fièvre héroïque, comme un courage oublié. Et dans son cœur, où des rêves, abandonnés brusquement, s'aiguisaient, passait un grand souffle impatient et bandé. Il observa furtivement ses parents, et soudain les trouva laids, d'une laideur triste et repoussante. Il songea aux ridicules, aux manies dont leurs vies étaient ridées — leurs petites vies frileuses, étroitement canalisées dans un régime invariable de pensées régulières, de travaux mécaniques, d'habitudes mornes.

Des souvenirs lui revenaient, obsédants — des souvenirs de sa toute petite enfance — jusqu'ici perdus, mais qu'il retrouvait à présent, et qui dénonçaient des tares, des égoïsmes, des avilissements, éclairaient violemment l'existence familiale, la dépouillaient de ce voile d'habitude qui ombre les êtres et les choses, et finit, dans le lent enlisement de la vie commune, par les rendre acceptables.

Le repas s'achevait. Georges quitta la table et traversa le long couloir au bout duquel, sur une porte, une plaque de cuivre portait, gravée en lettres hautes : « Julien Lormeau, Receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre. » Un rayon de soleil, ironique et flottant, faisait flamber l'inscription. Et Georges, plein de pitié, détourna son regard.

*
* *

Il reprit son poste à la fenêtre et guetta de nouveau la maison, comme un veilleur acharné.

Les jours étaient furtifs et légers; il n'en restait, le soir, presque rien, si ce n'était en son souvenir un détail encore inconnu, cueilli au décor du jardin, la forme d'un arbre, la courbe tendre et fugitive d'une allée, très vite disparaissant dans l'épais feuillage comme une nymphe surprise, ou bien un banc de pierre qui luisait doucement, comme une eau morne, sous la voûte épaisse de l'ombre. Chaque heure, un peu plus, lui livrait cette maison, lui ouvrait le mystère de son jardin, de ses massifs, de ses pelouses verdissantes. La nuit, ses rêves étaient capricieusement ramagés d'êtres harmonieux, de choses souriantes et de lumières, de fleurs, de chansons odorantes.

La joie de vivre l'avait repris, comme un grand flux reprend une barque longtemps échouée. Les couleurs de ses joues étaient plus vives sous l'afflux de la sève qui montait en lui. Et, parfois, le soir, à l'heure où l'on peut cacher ses larmes comme un trésor, il pleurait doucement, de bonheur et de reconnaissance.

*
* *

Ils arrivèrent un matin, dans la lumière fine du printemps. On les vit franchir la barrière à claire-voie de la gare, puis s'engager sur la route qui mène au village.

Sans que quiconque les eût annoncés, tout le monde, en un instant, avait appris qu'ils étaient là. Derrière les rideaux doucement soulevés, des visages prudents aiguisaient leurs mines ; les curiosités s'étiraient, se dressaient, s'armaient, semblaient livrer le passage, mais derrière eux se refermaient, réunies par le même besoin de commérages, mêlées pour une besogne affairée de dénigrements.

Les hommes, prêts à partir pour les champs, regardaient longuement et se taisaient. Les ménagères, de leurs balais qui grignotaient, comme des rats furtifs, les recoins des portes, poussaient de petits nuages de poussière et s'interpellaient.

On les suivait à la piste, comme un gibier. Ils étaient quatre. Le père et la mère ouvraient la marche. Lui, très grand, maigre, un peu voûté, semblait soucieux, amer, désenchanté. Elle, une jeune femme pâle, d'un blond tendre, levait craintivement les yeux sur lui, comme pour s'informer de l'impression qu'il recevait de ce décor de paysage et d'humanité. Puis venait un enfant d'une douzaine d'années, vêtu d'une blouse marine et coiffé d'un béret où flambait en lettres d'or, un nom : *Duguay-Trouin*. Il allait sagement, chaussé de souliers à clous, à côté de la servante, une grande femme au visage rude et fermé qui portait la coiffe des « bigoudens » de l'ont-Labbé, — une bizarre coiffe phallique pailletée de clinquant et de broderies barbares. Son buste court était étroitement serré dans une sorte de casaque de velours noir, et sa grosse robe tombait en plis rigides, renflée à la taille par une espèce de boudin circulaire. Elle jetait,

de droite et de gauche, des regards traqués et, parfois, de ses lèvres minces, s'échappait une plainte hoquetante ou revenaient sans cesse les mêmes mots : « Ma Doue ! Ma Doue ! »

Ils traversèrent un pont en dos d'âne, firent quelques mètres encore, s'arrêtèrent. C'était là. Des pas rapides machèrent le sable du jardinet; un homme apparut, venant à leur rencontre. Il salua, tira à lui la lourde grille gémissante, s'effaça.

— Voici les clefs, dit-il. J'ai un peu aéré....

Et il les précéda le long de l'allée centrale. Ce fut l'enfant qui, le dernier, franchit le seuil du jardin. Immobile au bord de la route, il s'était attardé à considérer, derrière les rideaux prudemment soulevés de la maison d'en face, le visage pâle et raidi d'un enfant de son âge. Et tous deux avaient échangé un long regard, comme deux hommes qui, pour sceller un pacte, croisent le fer de leurs signatures.

*
* *

L'enfant inconnu s'appelait Yves. Il apportait avec lui la rumeur chantante de la mer, tout son parfum, son mystère et son rêve, et la saveur du ciel breton doucement penché sur l'eau profonde comme un grand front méditatif. Il disait de ces choses qui déchirent le cœur compact des enfants et y font passer brusquement des souffles de tempête et d'aveuglants éclairs.

Et Georges lui donna sa vie dans un grand élan tumultueux. Ils ne pouvaient se rencontrer qu'à la nuit descendue, quand le silence fait la ville déserte. Yves traversait alors le sombre jardin, et, par une brèche élargie du vieux mur, gagnait la route, puis, prenant une ruelle étroite qui bordait l'enclos de la maison de son ami, il arrivait devant une porte basse qu'une marche de pierre surélevait. Le cœur battant, Georges attendait là, et, très vite lui saisissant la main, l'entraînait sous un hangar de planches au fond duquel étaient rangés des outils de jardinage. Yves montrait de ces coquillages aux volutes serrées où chante la mer, des presse-papiers en verre à travers quoi danse follement un feu d'artifice de rondelles d'émail, ou bien se dressent, sous un ciel translucide, des monuments massifs comme des forteresses. Et puis, c'étaient encore des images marines et d'humbles souvenirs — petits bateaux aux mâtures grêles et compliquées, pareils à ceux des chapelles bretonnes, qui, de la voûte, au bout de câbles goudronnés, pendent en *ex-voto* naïfs et vernissés; médailles attendrissantes, toutes choses puériles et secrètes qui apaisaient à peine leur curiosité vorace.

Mais les jours passèrent, et Yves connut bientôt qu'il avait épuisé les surprises de son pauvre trésor. Il ne pouvait plus, à sa suite, qu'entraîner son ami au long du roman déjà grave de sa petite enfance.

Ainsi, tous deux sentirent que leurs souffrances étaient jumelles. L'une répondait à l'autre, la précisait, l'élargissait, comme un écho mystérieux. Leurs accents étaient gonflés des mêmes amertumes, leurs deux vies obscures pareillement ajourées d'espoirs tremblants. Ils s'étonnaient et se réjouissaient tout ensemble des communautés de leurs âmes, des grandes certitudes qui les avaient, à travers la distance, confusément inclinés l'un vers l'autre, comme ils avaient vu bien souvent les arbres lourds de trop de fruits se pencher pour confondre leurs branches. Tout les unissait dans un isolement soucieux et pathétique comme un serment, — jusqu'à la défense de se parler qui leur avait été faite. Ils en connaissaient les raisons, sans les comprendre ni les admettre, dans leur ignorance des sentiments vils. Ils savaient l'hostilité sournoise qui pesait sur les nouveaux venus, l'irritation des curiosités, déçues de comprendre que ceux-ci entendaient demeurer des étrangers. Ils n'ignoraient rien des moyens mis en œuvre pour forcer le mystère de la vieille maison : les espionnages incessants qui n'avaient fourni que des détails sans importance, l'espoir qu'on avait placé dans les indiscrétions de la servante. La Bretonne avait opposé à toutes les questions le mutisme d'une fierté ombrageuse, d'un dévouement absolu à ses maîtres, — et, surtout, une ignorance complète de la langue française. Et puis, cette grande femme étrangement vêtue, au visage mince et sévère, au parler chantant, imposait aux plus hardis. D'absurdes légendes circulèrent, déformées par l'invention prodigue du populaire, d'ineptes racontars auxquels chacun apportait le tribut de sa malveillance, jusqu'au jour où une saute d'imagination, emportant ces fables comme autant de feuilles mortes, faisait place nette pour une poussée nouvelle de commérages.

Yves confia à son ami le secret de la tristesse des siens et l'humble orgueil qui, farouchement, les obstinait dans leur solitude. Il dit l'amertume du départ, quand il avait fallu quitter la maison natale d'où l'on voit la mer ramagée de sillages profonds et sans cesse illustrée par les images dansantes des grands navires. Un matin,

des hommes étaient venus; ils avaient enlevé tous les meubles, les entassant dans la rue, devant la porte, en présence d'une grande foule. Il y avait eu des cris, des chiffres jetés à travers le tumulte, puis le silence s'était fait. Et le mobilier disparu, la maison devenue vide et glaciale, on était parti. On avait tout abandonné, sans espoir de retour.

Mais lui n'avait pas oublié. La terre perdue et l'immense océan, les visages des femmes, rêveurs et prolongés, et les yeux bleus des hommes hantés par les départs, tout cela était en lui, inquiet et contenu, mais s'enflait parfois brusquement et l'emportait alors comme une voile battante.

— Voilà toute notre histoire, conclut-il. Les gens d'ici sont bien méchants. Et il se tut, accablé comme un captif.

Georges le prit aux épaules et, l'attirant à lui, l'enveloppa dans ses bras. Et, tandis qu'il berçait cette peine insoumise, il sentit sur ses mains ruisseler deux larmes brûlantes.

La nuit était tiède et d'une douceur triste. Au-dessus d'eux, ils voyaient le ciel lointain d'un bleu grisâtre pailleté d'étoiles innombrables, et parfois un souffle chaud, venu des profondeurs de l'espace, passait sur eux et les noyait de sa grande vague chantante et parfumée. Tout près l'un de l'autre, ils entrevoyaient leur visage et leurs yeux levés vers cette immensité; leur bouche aspirait l'odeur des plantes gorgées de sève, l'haleine pure de la nuit, tout ce qui venait de là-bas, de très loin, de pays inconnus dont leurs cœurs insurgés rêvaient confusément. Et, penché tout entier sur le gouffre du passé béant, Yves écoutait monter les souvenirs et le grand souffle des années, comme au bord d'une haute falaise on entend gronder sourdement la rumeur du flot marin.

Sa peine se résorbait dans un espoir chaotique et trouble. Il s'arracha doucement à l'étreinte de Georges et, sortant du hangar, il fit quelques pas au long de l'allée, grave et songeur, pareil à un marin sur le pont d'un navire, aux heures de « quart ». Il s'arrêtait brusquement parfois et regardait le ciel, ou bien il semblait écouter. Puis il reprenait sa marche lente, ponctuée de pauses brèves et pensives.

— Allons, il faut rentrer, dit-il enfin. Il est tard.

Le clocher de l'église détacha deux coups profonds et clairs qui s'épanouirent dans le silence.

— A ce soir ! répondit Georges.

Ils s'embrassèrent. Leurs ombres se joignirent un instant, se désunirent, et parurent s'exhaler comme deux souffles.

*
* *

Le soir même, à l'heure où ils avaient accoutumé de se retrouver, Yves trouva la porte close. M. Lormeau, dans la journée, s'étant avisé que quelque maraudeur pourrait aisément pénétrer dans l'enclos, avait installé une chaîne qui, scellée dans le mur, permettait seulement d'entrebâiller la porte. L'ouverture était trop étroite pour qu'on pût s'y glisser. Yves dut escalader la muraille.

Alors, ils comprirent que la pauvre joie de leurs rendez-vous risquait, à tout instant, de leur être arrachée. Ils en souffraient, ils avaient peur de l'avenir, — peur d'être rejetés à la solitude après avoir goûté à l'amitié. Cette nuit-là, Yves fut plus grave que de coutume : ses silences embarrassés trahissaient une émotion qu'il refoulait à grand'peine ; une inquiétude lancinante faisait trembler sa voix, et sa marche était brouillée de courtes haltes. Assis dans un coin du hangar, Georges regardait sans mot dire cette ombre inquiète et torturée qui, dans la clarté pâle du ciel d'été, dansait sur le mur, comme une aiguille marquant les sautes d'une résolution sans cesse reprise et puis abandonnée. Il n'osait pas l'interroger. Il comprenait obscurément que l'enfant grave songeait à de grandes choses et qu'il allait lui proposer quelque entreprise extraordinaire. Il retenait son souffle, dans l'attente d'un événement bouleversant. Il entendait son sang battre à ses tempes lourdement et son cœur précipiter son rythme. Il lui semblait que tous les deux étaient les prisonniers de quelque ennemi cruel et qu'à cette heure, ayant résolu de s'enfuir, ils pesaient leurs chances et sondaient l'inconnu.

Et soudain, il tressaillit. Yves était à ses côtés et son visage avait une profondeur crispée qu'il ne connaissait pas. Il sentit une main doucement posée sur son épaule ; la voix qu'il entendit le fit trembler.

— J'ai bien réfléchi, Georges. Il faut partir.

— Partir?

La voix se fit plus basse, âpre, impatiente.

— Oui, partir... Nous en aller.

Georges paraisssait absent.

— Partir... oui, oui... Mais où?

Yves haussa les épaules.

— Le prisonnier qui s'évade se demande-t-il où il ira? Il s'enfuit d'abord.

— Mais on nous rejoindra. Et puis, nous n'avons pas d'argent.

Yves lança orgueilleusement :

— Nous en gagnerons!

— Nous sommes si petits!

L'autre répliqua, méprisant :

— C'est bien, je partirai tout seul.

Georges sursauta et fit un pas.

— Oh! Tu m'abandonnerais?

Puis, vaincu :

— Je ferai ce que tu voudras.

Yves sourit et prit entre ses mains les mains de l'enfant qui tremblait. Ils se turent.

— Ecoute! jeta-t-il tout-à-coup, dans un souffle.

Et comme ils prêtaient l'oreille, un murmure lointain les fit brusquement tressaillir. Cela grandissait de seconde en seconde dans le silence extraordinaire; cela montait et retombait comme une plainte lente et continue.

— On dirait une voiture.

Une émotion profonde les agitait.

— Il y a plusieurs voitures.

C'était maintenant sur la route un lent défilé de lourds camions. Des chiens aboyèrent derrière les grilles des jardins; un coq lança son cri sonore et hoquetant; un gémissement s'éleva, — sifflement crispé qui ne cessa plus.

— Ils descendent la côte; ils ont serré les freins.

Les deux enfants gagnèrent le mur, y appliquèrent une échelle et le franchirent. Puis, avisant un fossé creux, ils s'y blottirent. Les voitures arrivaient au pas. Elles devaient avoir atteint déjà les premières maisons du bourg, à l'endroit où la route redevient plane, car les freins cessèrent de grincer. Et l'allure s'accéléra.

C'étaient des voitures de forains, aux formes basses et massives. Elles étaient trois, pareillement peintes de grandes bandes qui avaient dû être blanches et rouges, mais qui se confondaient, à présent, dans une même teinte d'un gris indéfinissable. Une courte cheminée, pareille à un drapeau dérisoire, sommait chacune des roulottes. Sous le plancher, une panière carrée, retenue par quatre chaînes, oscillait doucement au rythme de la marche, comme une barque dansante dans le sillage d'un grand navire. A la tête du premier des chevaux marchait un grand diable à la tignasse noire et crêpue, enveloppé dans un manteau flottant aux longues basques. L'un des minuscules volets laissait filtrer la lumière.

Le convoi faisait un bruit retentissant. Il semblait que le village en dût être alerté. Pourtant, on n'entendit aucun de ces bourdonnements clairs des fenêtres qu'on ouvre brusquement. Le bruit décrut, puis cessa dans le lointain vague. Et le silence parut soudain plus mystérieux et plus poignant.

Tremblants, confus et déchirés, doutant de la sincérité des choses et n'osant pas se regarder, les deux enfants ne bougeaient pas, comme arrachés, par un coup de baguette, aux prestiges d'un rêve illimité. Les ténèbres et la réalité, longuement, interminablement troués par le mirage de vérité et de lumière, se fermaient, se recomposaient à leurs yeux. Ils venaient d'entrer dans la ronde éternelle des hommes. Mais ils ne le savaient pas. Ils ne soupçonnaient pas que, dans le raccourci poignant de cette aventure, ils avaient revécu la millénaire et quotidienne aventure. Ils ignoraient qu'ils s'étaient égalés à la sublime déchéance des hommes dressés, illimités, dans l'éblouissement des sommets, puis brutalement rejetés à leur condition misérable.

* * *

Le rêve, pourtant, se fit réalité. C'était la fête du pays. Georges l'avait oublié.

Le lendemain soir, le vaste champ, où se tenaient les marchés et les foires retentissait du tumulte creux des musiques et des cris suraigus des bonimenteurs à la parade.

Avec ses lumières crues, ses orgues enrouées et défaillantes, ses oripeaux exaspérés, ses vernis écaillés, ses bêtes faméliques, l'emplacement semblait un camp barbare assiégé par la foule et la haute nuit que serraient les platanes. De toutes les voies rayonnantes, des ombres débouchaient, aimantées par ce luxe pauvre, par ces feux grelottants et ces clartés déteintes. Et tous, dans leurs âmes endimanchées, sentaient s'éveiller un sentiment trouble fait d'un peu d'héroïsme, une emphase de cabotinage allègre, le goût et le besoin de ce qui reluit, de ce qui chante, de ce qui, sur la vie blême et nue des jours, jette un reflet de beauté dérisoire, une misérable illusion de somptuosité.

La fête nocturne congestionnait les cœurs, faisait rutiler sur la patience des visages une flamme furtive. Les hommes, recréés, s'émouvaient d'une audace subtile qui s'insinuait en eux comme un sang renouvelé. Les femmes avaient aux yeux

des lueurs alanguies; souples, vives, légères, elles passaient en bandes bruyantes, se tenant par le bras, plus hardies d'être en groupes, dans un nuage de cris, de rires et de chansons.

Georges suivait ses parents. Mais il se détournait du spectacle. Il cherchait quelqu'un et ne le voyait pas. Il souffrait. Il déplorait les heures nocturnes du jardin, les belles histoires que son ami contait avec sa voix chantante, l'intimité divine du hangar de planches isolé et presque perdu, comme une barque sur l'océan. C'est de là que datait sa vie; c'est là, dans l'humble logis de leurs rencontres, qu'elle s'était ouverte, abondante et lourde.

Qu'étaient pour lui ces bruits, cette ruée sourde, ces ombres sur la façade lumineuse des baraques ? Il cherchait la gravité d'un visage enfantin; il attendait que se levât pour lui, du fond noir de la foule, la clarté d'un regard amical, comme un chercheur d'or tressaille de soupçonner, au milieu du sol inhumain, l'enivrante lumière de la traînée précieuse.

Or, comme il détournait les yeux, il aperçut tout à-coup l'être qu'il chérissait, debout, à côté de la bigouden. Yves était arrêté devant une ménagerie où un singe enchaîné jouait avec un chien malicieux, sous le regard d'une filette au teint de fleur chaude et moite, aux yeux noirs et profonds, vêtue d'une courte robe d'un rose défraîchi, chaussée de souliers de satin tout maculés. Elle tenait à la main une cravache flexible, et quand elle la faisait siffler brusquement, tout son corps tressaillait, et son petit visage énergique sous les cheveux courts et bouclés se crispait, violent et têtu.

Immobile et comme fasciné, Yves considérait l'étrange fillette. D'abord, elle n'avait prêté aucune attention à lui, mais l'insistance de ce regard ébloui, lointain comme une méditation, l'avait enfin touchée. Et, par intervalles, elle fixait l'enfant de ses yeux durs dont l'éclat s'atténuait, s'assouplissait, inclinant à une caresse lente, tandis qu'un sourire discret, impénétrable, voletait sur ses lèvres rouges, ainsi qu'un secret retenu.

Trois jours de fêtes... Trois jours de silence et d'angoisse pendant lesquels, chaque soir, ils s'aperçurent parmi la foule, sans pouvoir échanger un seul mot. Le quatrième jour, Yves fut cependant assez habile, se glissant près de son ami, pour lui remettre une feuille de papier roulée en étui. Prestement, Georges l'enfouit au fond d'une poche. Et durant toute la soirée, inquiet, nerveux, il sentit le billet sous sa main frémissante. Il ne put en prendre connaissance qu'une fois rentré. Il le déplia à la hâte, les doigts tremblants et le cœur en désordre.

« Demain matin à quatre heures, devant la roulotte. »

Georges tressaillit longuement. Il crut qu'il allait défaillir... Il se raidit et, avisant l'appui d'un meuble, s'y abandonna.

Il n'avait pas besoin de relire ces lignes qui le brûlaient; elles étaient en lui à présent, y propageant un trouble grandissant, fait de joie triomphante et de confus effroi. Il comprenait que l'heure était venue. Cette nuit devait se passer sans sommeil. Alors, il s'accouda à la fenêtre, le regard perdu sur le décor nocturne du paysage. Mystérieuse et presque claire, d'une surnaturelle beauté, la nuit d'été vivait et respirait par toutes ses étoiles qui cillaient comme des yeux sur la face bleuissante du ciel. L'espace, profond, retenait une clarté molle où les arbres battaient doucement d'une sorte de confuse palpitation pareille à celle d'une mer lointaine. Là-bas, vers l'ouest, l'ombre plus dense marquait la forêt commençante; la plaine montait vers elle d'une pente insensible, semée de bouquets d'arbres, de trous de marne pâles, de ruisseaux, de sentiers furtifs. Les routes blanches naissaient de toutes parts, puis s'exhalaient à l'horizon dans une confusion de mystère et d'ombre, comme des êtres libérés qui entrent enfin dans les limbes du ciel.

Georges sentait son cœur s'émouvoir étrangement, s'élargir dans sa poitrine, se gonfler jusqu'à la souffrance. Et il frissonnait de comprendre qu'il avait peur de cette séparation de lui-même avec toutes les choses familières.

C'est que, sans doute, les plus mornes espaces de vie ne renferment pas un seul jour inutile. Là où vivent les êtres, de mystérieux échanges se produisent, et les rêves d'au-delà, les imaginations latentes doivent, pour se dégager, passer à travers les brumes des habitudes épaisses et des aspects de tous les jours, comme une aube ardente ne se fraye un chemin difficile qu'en perçant les dernières ombres de la nuit. Et puis, tout être humain ressemble à ces malades qui s'interdisent le moindre mouvement pour ne pas réveiller la souffrance endormie. L'homme se blottit dans sa misère, s'y installe, finit par s'y oublier. Et quand il s'y retrouve, il est semblable au dormeur qui s'éveille, malaisé, confus et comme ébloui.

Incertain et troublé, l'enfant abandonna l'appui de la fenêtre et vint s'asseoir à la petite table où il avait coutume d'apprendre ses leçons et de préparer ses devoirs. Cette chambre sombre où il avait vécu était étroite et banale; il s'y sentait mal à l'aise. Les meubles lui semblaient ternes, le papier à fleurettes pâles des murs était sans grâce. Et sur la cheminée, quelques photographies, dans des cadres de peluche rouge, disaient des choses passées.

Toute son existence reflua, insipide et lourde, avec son cortège de jours uniformes, les visages des êtres qui mimaient la vie, les petites rues somnolentes, les boutiques désertes, le silence des heures croupissantes. Au fond de lui, il retrouvait des larmes, des espoirs et de vagues délices, des résolutions pareilles à des victoires, des langueurs, des abattements, de longues nuits passées à de mortelles alternatives.

Maintenant, le jour s'annonçait à une lueur trouble qui grandissait. Trois heures sonnèrent au clocher de l'église. Il frissonna, et longtemps il écouta les ondes sonores s'épandre sur la campagne. Puis, brusquement, il se leva. Une dernière fois, il embrassa d'un seul regard la pièce obscure et, détournant la tête, il avança vers la porte et sortit.

Alors, une audace lui vint, et il s'engagea hâtivement sur le chemin qui menait à la place. La demie de trois heures éclata. Il pensa que son compagnon ne devait pas encore se trouver au rendez-vous et, se dissimulant derrière un bouquet d'arbres, il attendit. Il était là depuis quelques instants, lorsqu'un pas léger le fit frémir. Yves, rapidement, venait vers lui. Il le prit par la main, et, plus fort de cette présence, il marcha résolument. Sur la place encore obscure, la masse des roulottes était silencieuse et incertaine. Un chien gronda, puis se tut.

Quatre heures... Alors, du fond d'une baraque, un bruit confus monta et, d'une porte entrebâillée, un visage filtra comme un rai de lumière.

— C'est elle! jeta Yves dans un souffle.

La fillette, les ayant aperçus, sourit et sauta à terre. Elle les conduisit au pied de la roulotte, se baissa, puis, se glissant entre les lourdes roues, murmura quelques mots pour apaiser le chien.

Après quoi, elle installa les deux enfants dans la large panière au lit de paille chaude où la bête revint se coucher, calmée et déjà familière.

— Nous partons dans une demi-heure, annonça-t-elle.

***

Tassés et grelottants au fond de cette niche, ils regardaient venir le jour. Bientôt, un pas pesant émut le plancher sur leurs têtes; il y eut des bruits vagues, et soudain une mêlée de voix basses, menaçantes et rauques, qui s'enlevaient, dures et sifflantes, puis retombaient dans un demi-silence. Cela continua quelques instants encore et la porte livra passage à un homme qu'ils reconnurent pour celui qui avait traversé le village à la tête du convoi.

La mine sournoise, les poings crispés, il parlait avec animation dans une langue barbare, toute gonflée de colère. Face au grand diable, la fillette ne reculait pas. Pâle, les yeux étincelants, elle ripostait avec une sorte de frénésie; et l'homme, soudain, sursauta d'effroi. Craintivement, il examinait les alentours, et presque suppliant, lui fit signe de se taire. Il y eut un silence. La bohémienne, un éclair de triomphe dans le regard, semblait attendre. L'homme, enfin, comme accablé, haussa ses lourdes épaules; il eut un geste vague et qui consentait. La petite fille, souriante, alla chercher les deux enfants.

— Il ne voulait pas, expliqua-t-elle. J'ai fini par obtenir de garder l'un de vous. L'autre...

Elle n'acheva pas. D'un seul mouvement, Yves et Georges s'avancèrent. Un même mot les unit encore, puis les sépara pour jamais :

— Lequel?

Tête basse, l'enfant sauvage gardait un mutisme farouche. Elle releva enfin ses yeux fervents et tristes, fit un pas brusque, et sur l'épaule d'Yves posa sa main brune.

Alors, Yves ne vit plus rien, — rien que la place, les arbres et le ciel qui tournoyaient dans un vertige. La petite fille s'aperçut qu'il allait s'évanouir; elle le prit dans ses bras et le serra contre elle. Et comme il s'abandonnait, il sentit brusquement sur ses lèvres le souffle ardent des lèvres rouges.

Maintenant, l'attelage s'éloignait, lentement, traînant sa panière à la façon d'un ventre trop lourd.

Et Georges demeurait immobile entre les hauts platanes comme derrière des barreaux de geôle. Un émoi qu'il ne connaissait pas le pénétrait. Il pressentait avec un obscur instinct que l'image même de la vie venait de surgir là, devant lui, sur la place sombre; il découvrait soudain que nos rêves ne sont que des pousses fragiles que le vent disperse, que les destinées sont fixées, et

que l'homme marche au-dessus des abîmes. Et il se sentait tout à coup sans forces et très vieux dans un monde qui ne voulait pas de lui.

Là-bas, la voiture continuait sa route. Elle surgit au haut d'une côte, s'effaça, disparut. Son bruit de ferraille retentissait par intervalles. Il cessa.

Et ce fut le silence.

Claude et Jacques TERSANE.

CHARLES X ET MÉHÉMET-ALI

UN PROJET DE TRAITÉ AU SUJET DE L'ALGÉRIE ET DE LA TUNISIE (1830)

Le 8 février 1830, le sloop de guerre français l'*Eclipse* entrait dans le port d'Alexandrie. Il avait déployé toute diligence, ayant accompli en onze jours la traversée de Toulon. Il portait à son bord M. Huder, aide de camp du général Guilleminot, ambassadeur de France à Constantinople. Ce n'était pas la première fois que M. Huder était apparu à Alexandrie. Le même sloop l'y avait déjà conduit le 16 novembre 1829, et l'en avait ramené cinq jours plus tard. Les allées et venues du personnage avaient intrigué Ras-el-Tin (1) et les Consuls étrangers, lesquels, sous Méhémet-Ali, faisaient figure et souvent fonctions d'ambassadeurs. On commençait à parler de mission secrète. Et John Barker, Esq., consul de S. M. B., tout yeux et tout oreilles, épiait les mouvements du port et ceux de M. Huder. Celui-ci s'attardait à Alexandrie au lieu de gagner le Kaire où, en ce moment, se trouvait le Pacha. Or, voici que le 17 février *la Diligente* pénétrait à son tour dans les eaux égyptiennes. John Barker fut aussitôt informé que ce second navire de guerre français avait mis, pour la même traversée, le même nombre de jours que le précédent, et qu'il transportait M. Langsdorf, ci devant secrétaire d'Ambassade à Florence, qui avait quitté Paris depuis une quinzaine. Du coup le représentant de S. M. B. ne douta plus qu'il s'agit d'une mission de très haute importance. Enfin l'arrivée d'un troisième navire français, *la Comète*, parti de Toulon vingt-quatre heures avant le second, pour annoncer l'envoi de M. Langsdorf, mais qu'avait prévenu *la Diligente*, la bien nommée, acheva de confirmer ses soupçons.

Quelque diplomatie qu'il y eût dépensée, John Barker, cependant, ne put parvenir à percer le mystère de ces missions. Jamais, il est vrai, Méhémet-Ali ne s'était montré plus circonspect qu'à leur sujet. Forcé de répondre à quelque indirecte et lointaine allusion, il mettait une réserve qui surprenait ses courtisans. Ils l'avaient, pourtant, entendu gronder, après sa première entrevue avec M. Huder : « Ces gens-« là ne me laisseront pas en paix, — ils finiront « par me sacrifier », ce qui, en vérité, pouvait aussi bien s'adresser aux indiscrets qui le guettaient sans cesse. Ceux-ci, réduits aux conjectures, colportaient communément que ces mystérieux conciliabules concernaient les clauses de l'article VII du traité d'Andrinople : la France et l'Angleterre se montraient soucieuses d'arriver à un accord avec le Pacha avant que ne survînt un consul russe qui apportât des entraves au règlement de questions intéressant le principe même des monopoles de Méhémet et de ses autres revenus. Mais, on ne tarda pas à découvrir que cette piste était mauvaise, et il transpira que les négociations en cours n'avaient point d'autre objet que l'exécution d'un plan du consul Drovetti. Il s'agissait d'induire le Pacha, agissant d'après les ordres de la Porte, à assumer le commandement d'une expédition franco-égyptienne pour la conquête des trois régences d'Algérie, de Tripoli et de Tunisie, conquête qui devait, soit-disant, renforcer l'autorité de la Porte, et replacer à nouveau ces États barbaresques sous la suzeraineté du Sultan (1).

(1) Le palais ou la cour du Pacha d'Egypte.

(1) Cette seconde version était la seule conforme à la réalité des faits. En date du 29 juillet 1830, Lord Aberdeen, sous-secrétaire d'Etat de S. M. B. pour les affaires étrangères, mandait à John Barker : « Après des dé-« mentis réitérés quant à la véracité des rumeurs de ce « genre qui d'Alexandrie, aussi bien que d'ailleurs, « étaient parvenues au Gouvernement de S. M., le Gou-« vernement français vient enfin non seulement « d'avouer l'existence d'un tel projet, mais encore d'in-« former le gouvernement de S. M. que Méhémet-Ali « a effectivement promis pour cet objet la coopération « de son armée. Bien plus il appert de la communi-« cation du gouvernement français que Méhémet-Ali « devait entreprendre la conquête des Etats barbares-« ques ostensiblement dans l'intérêt de la Porte elle-« même, et que le Comte Guilleminot avait engagé des « pourparlers à Constantinople pour obtenir la sanction « du Sultan... »

John Barker rédigea à l'adresse de sir Robert Gordon, ambassadeur anglais à Constantinople, qui le transmit à Lord Aberdeen, Secrétaire d'Etat de S. M. B. pour les Affaires étrangères, un rapport aussi fidèle que détaillé de toutes ces circonstances et des différents commentaires qu'elles avaient suscités. Il ajoutait, toutefois, que les milieux les mieux informés pensaient que le Pacha refuserait la collaboration demandée par le gouvernement français, bien que celui-ci se fût engagé à supporter exclusivement les dépenses de la guerre par mer et par terre. D'ailleurs, observait-il, jusqu'ici aucun acte du Pacha ne vient contredire cette opinion.

*
* *

Sans doute Lord Aberdeen avait de meilleures raisons que le consul Barker pour redouter des surprises. Aussi dépêcha-t-il (le 29 février) des instructions précises et catégoriques à ce représentant de S. M. B., en lui recommandant de les communiquer sans délai à Méhémet-Ali.

Aussitôt que l'état du Nil, dont les eaux alors étaient très basses, le lui permît, John Barker s'embarqua sur le canal Mahmoudiéh pour le Kaire. Il y arriva le 7 mars et à 8 heures du même soir, était reçu en audience par le Pacha En apprenant son départ par le premier bateau. Méhémet s'était douté du motif de cette visite précipitée. Il le laissa voir tout de suite au consul, en le félicitant, sans même lui donner le temps d'ouvrir la bouche, d'avoir été chargé d'une mission si importante, et qui, remarquait-il avec ironie, lui épargnait l'envoi, pour la troisième fois, du colonel Craddock (1). Puis S. H. écouta avec une profonde attention, et sans laisser paraître aucune émotion, la traduction que lui faisait du message de Lord Aberdeen, au fur et à mesure que John Barker le débitait, M. Walmass, un de ses drogmans confidentiels (2). Ce fut avec un sourire, qu'il voulait rendre sceptique, qu'il accueillit le passage où Sa Seigneurie l'incriminait de s'être engagé à participer avec les Français à la conquête des régions barbaresques.

« Méhémet-Ali est prêt » déclarait Lord Aberdeen « à coopérer avec les Français, quoique la sanction de « la Porte n'ait pas été obtenue. » Là dessus le Pacha partit d'un franc éclat de rire que le Consul de S. M. ne s'expliqua pas sur le moment, mais, reconnut-il, « il « devint évident au cours de l'audience que le Pacha « entendait exprimer par là son mépris le plus parfait « du Sultan. »

Quand l'interprète eut traduit en turc : « Une « mesure qui déplaît souverainement à S. M. et qui « ne peut que déplaire à *d'autres Etats Européens* ». Méhémet-Ali, s'emportant contre un argument qui lui paraissait absurde, perdit toute prudence et se trahit. Du divan où il se tenait accroupi, il se dressa soudain sur ses genoux, et vivement, mais de cette voix doucereuse qui lui était habituelle : « Arrêtez ! Arrêtez ! » cria-t-il. « Vous dites : *à d'autres Etats Européens*. On « doit donc en entendre au moins *deux*. Ayez la bonté « de m'en citer *un* seul que ses intérêts obligent à « s'opposer à ce que les régences barbaresques soient « placées sous mon autorité. Est-ce la Sardaigne ? « Est-ce Naples ? Est-ce l'Autriche ? Les Etats d'Eu- « rope n'ont-ils donc pas, dans mon caractère, une ga- « rantie suffisante que la piraterie cessera d'être exer- « cée? Ne voient-ils pas que je suis un cultivateur, — « que je suis essentiellement un marchand ? »

John Barker ne répondit rien parce que Lord Aberdeen s'en chargeait précisément dans le paragraphe suivant où il affirmait que « S. M. a « elle-même déployé de grands efforts pour répri- « mer et châtier la piraterie des États barbares- « ques afin d'empêcher que nul doute ne soit émis « quant à la sincérité de son désir de voir abolir « cette illégale pratique... » Mais déjà Méhémet-Ali n'écoutait plus qu'avec une impatience à peine déguisée. Quand Barker eut fini de lire et Walmass de traduire, il fit signe au premier de se rapprocher de lui, et il se lança dans un discours qui dura deux heures, sans offrir à son auditeur ni répit ni loisir de placer quelque réplique ou quelque observation.

Le consul de S. M. B. s'évertua néanmoins à élucider les trois points suivants :

1° La Porte avait-elle refusé sa sanction à la conquête projetée?

2° Le Pacha passerait-il outre à cette sanction, en donnant son concours?

3° Le Pacha avait-il jamais consenti, ainsi que le prétendait le gouvernement français, à prêter son nom et employer son armée pour le succès de l'expédition?

(1) Deux fois déjà le gouvernement anglais avait dépêché le colonel Craddock au Pacha d'Egypte pour lui interdire de venir en aide à son suzerain dans sa lutte contre les Grecs, Méhémet-Ali avait fini par prendre en horreur un envoyé qui ne comprenait pas qu'en politique les bons procédés doivent être réciproques. Pour prix de sa forfaiture Méhémet-Ali réclamait son indépendance.

(2) A ce Maltais s'applique admirablement le *traduttore traditore*. C'était l'informateur du Consul de S.M.B.

Sur le premier chef, Méhémet-Ali répondit qu'à la demande du comte Guilleminot le Sultan avait répondu que ses Etats tributaires de Barbarie ne lui ayant pas fourni sujet de plainte, il regrettait de ne pouvoir autoriser une expédition contre eux.

Sur le second chef, Méhémet esquiva toute déclaration positive, mais il laissa entendre qu'il ne tenait le consentement de la Porte que pour une insignifiante formalité.

Enfin, sur le troisième, sur lequel Lord Aberdeen s'étendait avec le plus d'insistance, le Pacha offrit, à plusieurs reprises, les assurances les plus solennelles et les plus formelles au consul de S. M. B. que jamais les Français ne lui avaient même suggéré de promettre sa participation dans leur projet de châtier le Dey d'Alger pour l'outrage que leur représentant en avait reçu.

Cependant la suite de ses explications détruisait manifestement cette assertion.

« Il y a dix-huit jours » dit-il à John Barker, « que « j'ai mis fin à tout surcroît d'importunité à ce sujet « en ordonnant à Boghos (1) d'aviser Huder que sa « mission était terminée. Quelques jours après arrivait « Langsdorf. Il souhaita de se rendre au Kaire. Ibrahim « Pacha (2) l'assura qu'une barque était à sa disposi- « tion, mais que son voyage serait inutile. » « Et main- « tenant », promit le Pacha, « je vous expliquerai toute « l'affaire. Quelques Arabes à ma solde, ayant tué leur « chef, s'enfuirent se réfugier à Tripoli. Je dépêchai « aussitôt quarante de mes cavaliers et six cents Arabes « (avec ceux qui les suivaient à pied leur nombre pou- « vait s'élever à mille hommes) au Dey pour le som- « mer de livrer les meurtriers. En cas de refus du Dey, « j'ordonnais à mes émissaires de ne pas bouger de « devant Tripoli, mais de m'en donner avis. Le Dey « répliqua à ma demande que les Arabes ne se trou- « vaient pas à Tripoli. J'expédiai par mer mes hommes « et des vivres, et j'écrivis au Dey que s'il ne livrait « pas les fugitifs, *je m'emparerais de son pays*. Con- « traints de quitter Tripoli, les assassins se virent immé- « diatement appréhendés par mes troupes qui les amenè- « rent devant moi. J'en fis pendre quatre ou cinq des « plus coupables. Drovetti, qui comprend l'arabe, se « trouvait par hasard à mes côtés, lorsque les prison- « niers me furent présentés. Un ou deux jours après il « vint me voir et m'entretint longuement de son plan et « de la facilité avec laquelle je pourrais me rendre maî- « tre non seulement de Tripoli mais encore de Tunis et « d'Alger, si j'acceptais de conduire une expédition. « Je lui répondis que tout cela était fort bien, mais « qu'il fallait d'abord s'assurer du concours des An- « glais. Il me répliqua que ce soin le concernait et que « je pouvais tenir pour assuré leur consentement. Alors, « lui dis-je, prenez garde, car autrement je ne veux « plus entendre parler de votre projet et je le lui répé- « tai souvent avant son départ (20 juin 1829). Puis « Huder survint qui prétendait que les Anglais n'éle- « vaient aucune objection, ce que je soupçonnais de « n'être pas la vérité, et je déclarai à Huder : que le « Consul de S. M. B. vienne m'affirmer ce que vous « m'annoncez là car, sans cela ou quelque écrit du gou- « vernement anglais, je ne tenterai rien. »

Ainsi Méhémet-Ali chercha à se disculper de toute connivence avec les Français, puis il discourut d'autres choses qui, pour être pleines d'intérêt, n'en paraîtraient pas moins déplacées ici. Car elles n'apportent aucun éclaircissement sur les raisons qu'eut le Pacha de se désister d'un coup de main qu'il savait facile et fructueux (1). Ces raisons demeurent obscures.

Une intimité très étroite, habilement cultivée par Charles X, unissait le Roi de France au Pacha d'Égypte. Que de part et d'autre on ait souhaité de resserrer ces liens par une alliance effective n'offre en soi rien d'invraisemblable. La crainte du Sultan était impuissante à arrêter Méhémet-Ali, non plus celle de l'Angleterre, s'il se sentait soutenu par la France. Survint-il quelque désaccord entre les deux alliés éventuels quant au partage de l'Afrique du Nord et de la « sphère d'influence » de chacun d'eux? C'est ce que sans doute les Archives du Quai d'Orsay permettront un jour de préciser.

Quoi qu'il en soit, par dépit ou par ruse, Méhémet-Ali paraît avoir caressé quelque temps l'idée d'une alliance avec l'Angleterre.

Le 5 juillet, John Barker avait une entrevue privée et confidentielle avec Boghos Youssouf, l'arménienne éminence grise du Pacha. Méhémet avait évidemment recommandé à ce vizir d'offrir au consul de S. M. B. un surcroît de « confidences ». Boghos Youssouf observait toujours dans ses discours la sournoise tactique d'en noyer la substance dans un flot de paroles, s'évadant fréquemment du thème principal pour y revenir, longtemps après, par de subtils détours. Voici ce qu'en la circonstance John Barker parvint à en extraire :

(1) Boghos Youssouf, Arménien, secrétaire-interprète en chef du Pacha, puis son « Ministre » des Affaires étrangères et du Commerce.

(2) Le fils aîné de Méhémet-Ali et le généralissime de ses armées.

(1) Son vizir Boghos Youssouf confia à John Barker que la France avait offert à Méhémet-Ali dix millions de francs pour sa collaboration, remboursables, sans intérêts, par versements annuels de un million. En outre, elle lui faisait présent de quatre vaisseaux de guerre. Mais cette dernière offre aurait été subséquemment convertie en celle de dix autres millions de francs, la contre-valeur des quatre vaisseaux de guerre.

« Les Anglais ne peuvent jamais admettre que les « Français colonisent la Barbarie.

« Quel gouvernement, sinon celui de Méhémet-Ali, « établi sur les ruines du Deylik d'Algérie, offrirait « une suffisante garantie pour la cessation de la pira- « terie ?

« Admirez la sagesse profonde, l'instinctive pré- « voyance du Vice-Roi.

« Observez la patience et la persévérance avec les- « quelles il attendit la crise présente, si naturelle dans « le cours des événements.

« Fidèle à son inaltérable politique d'attachement « envers les Anglais, notez comment il rejeta l'offre « séduisante des Français d'être par eux placé en pos- « session immédiate de l'Algérie.

« Vous voyez comment, graduellement, les événe- « ments rendent témoignage à la politique consommée « depuis longtemps adoptée par S. H.

« Une fois devenu le vassal de l'Angleterre, combien « naturellement serait atteint le grand objet de son « ambition !

« Il savait qu'il ne pouvait l'atteindre avec l'assis- « tance des Français ; mais avec celle des Anglais cet « objet se réalisera comme une suite de sa dépendance « envers eux. »

A travers l'arabesque de cette trame verbeuse et fuyante on pouvait nettement saisir le dessin et le sens de la « politique consommée depuis longtemps adoptée » par Méhémet-Ali et son aboutissant rigoureux, l'indépendance, ce « grand objet » de son ambition.

Mais les cajoleries d'un Pacha aussi félin que celui de l'Égypte n'inspiraient nulle confiance à Lord Aberdeen. Ce ministre différa longtemps, puis éluda tout à fait de répondre à ses avances.

*
* *

Le 8 juillet 1830, la nouvelle de la prise de possession de l'Algérie par les Français parvenait de Marseille à Alexandrie.

Et Méhémet-Ali, Pacha d'Égypte, dit à John Barker, Esq., consul de S. M. B.. :

« Une colonie française sur la côte de Barbarie est « si évidemment contraire aux intérêts commerciaux de « l'Angleterre aussi bien qu'à sa suprématie dans la « Méditerranée, que si cette puissance tolère que les « Français créent un établissement permanent en Algé- « rie, ce ne serait que l'effet de la peur, lors d'une « crise financière, d'affronter à nouveau le vaste « théâtre de la guerre, où son opposition aux desseins « de ses rivaux ne manquerait pas de l'entraîner.

« Mais l'Angleterre ne souffrira pas que la France « mûrisse ses projets, qu'elle prenne racine et qu'elle « projette des branches lesquelles, bientôt, s'éten- « draient à mes frontières occidentales. Un tel voisi- « nage renverserait les plans que je souhaite de sou- « mettre au gouvernement britannique... »

Etait-ce par dépit que Méhémet-Ali s'exprimait de la sorte, dépit d'avoir, à la dernière minute, reculé devant les complications possibles d'une entreprise qui venait si bien de réussir à ceux qui, la veille encore, lui demandaient sa collaboration? Ou bien, dans ses propos insidieux, faut-il voir quelque artifice hardi de ce Pacha qui priait son interprète d'interrompre à la quarantième page sa traduction du *Prince*, parce que, assurait-il, en fait de politique, Machiavel n'avait rien à lui apprendre?

AURIANT.

LA RÉORGANISATION DE LA LECTURE PUBLIQUE EN FRANCE [1]

III

BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES DE PARIS

C'est en 1865 que la première bibliothèque municipale parisienne a été fondée. Depuis cette époque, divers préfets ont pris des arrêtés conformes à des délibérations des Conseils municipaux qui se sont succédé et ont créé d'autres bibliothèques. Aujourd'hui, presque tous les quartiers de Paris ont des bibliothèques municipales. Ces bibliothèques ont toujours fonctionné normalement, même à des heures plus ou moins favorables au public, mais elles ont constamment rempli avec les moyens pauvres mis à leur disposition leur toute petite mission. Nous disons petite mission à dessein, parce que, dans une ville comme Paris, les dites bibliothèques, mieux organisées et d'après des conceptions modernes, rempliraient au contraire une grande et instructive mission.

Pour l'étude qui nous intéresse, nous ne ferons pas l'historique, même sommaire, des bibliothèques municipales de la Ville de Paris ; mais nous apporterons cependant un peu de clarté dans l'œuvre qui a été accomplie, comme dans celle qui reste à faire et qui doit être faite sans retard, si on ne veut pas que Paris, ce Paris arbitre du bon goût et foyer florissant des Lettres, des Sciences et des Arts comme nous l'avons écrit maintes fois, ne soit pas considéré, non pas comme une ville lumière, mais bien comme une ville rétrograde.

(1) Voir la *Revue Bleue* des 1er juillet, 2 septembre et 4 novembre 1922.

En 1912, le préfet de la Seine, se rendant compte que les bibliothèques municipales devaient remplir leur fonction comme tout autre service public, crut bon de confier la direction des bibliothèques municipales à un fonctionnaire de carrière et compétent, M. Ernest Coyecque, qui n'a cessé d'être un animateur des bibliothèques.

D'une enquête très approfondie à laquelle nous nous sommes livré, il ressort très nettement que, depuis la nouvelle gestion jusqu'à aujourd'hui, les municipales parisiennes ont fonctionné avec éclat et ont rendu à la population parisienne les plus grands services. Les lectrices et les lecteurs ont afflué, surtout pendant la guerre, et les statistiques mensuelles publiées au *Bulletin officiel de la Ville de Paris*, prouvent suffisamment combien, pendant la grande tragédie, ces foyers d'instruction populaire ont été utiles.

Mais si les bibliothèques ont bien fonctionné, il faut reconnaître en toute équité que c'est grâce à un effort soutenu, entouré d'initiatives heureuses, qui a été fourni par le Service Central des bibliothèques.

Depuis la guerre, cet effort a été continué, mais les résultats obtenus ne sont pas en rapport avec le travail considérable fourni, du fait de l'insuffisance de crédits.

Nous avons donc étudié de très près cette brûlante question de la réorganisation des bibliothèques municipales de Paris. Nous l'avons étudiée avec prudence, car dès que l'on touche à une partie de l'éducation nationale, il faut émettre des avis et des opinions avec beaucoup de sagesse et de circonspection, car sans sagesse, surtout, l'on risque fort de commettre des erreurs préjudiciables à l'avenir de l'intelligence, à l'avenir de notre culture et à l'avenir aussi de l'ensemble des hommes de demain.

Depuis 1912, des réformes fort appréciables ont été apportées dans la vie des bibliothèques municipales de Paris, dont nous avons donné la nomenclature dans la première partie de notre étude, et des essais ont été faits dans un certain nombre de bibliothèques, dont un, par exemple, qui paraissait vouloir donner des résultats brillants : *l'accès du public aux rayons*, dont nous-même nous avions préconisé la mise en pratique. Hélas ! il faut reconnaître très loyalement que cette initiative a donné des résultats mauvais.

Que l'on ait telle opinion politique, que l'on ait telle conception sociale, que l'on ait tel ardent désir de collaborer à une amélioration morale et intellectuelle des collectivités laborieuses, il est indispensable à certaines heures de la vie de savoir se dépouiller de ses théories personnelles, et de s'élever au-dessus de la société, afin de reconnaître que, partout et toujours, et en toutes choses, avant de donner certaines libertés aux collectivités, il faut, tout d'abord, orienter ces dernières vers une éducation basée sur un sens pratique de la vie, sens qui doit faire comprendre à tous que, si un pays a des devoirs sacrés envers ses concitoyens, par contre les concitoyens ont des devoirs non moins impérieux envers la nation.

Depuis quelque temps, il est entré dans les mœurs issues de la guerre une conception tout à fait déplorable de la propriété de l'Etat et des villes. Et alors, parce qu'une chose appartient à l'Etat ou aux villes, l'on conçoit que cette propriété, qui est à chacun, ne doit pas être respectée. C'est là une conception désastreuse qui, si elle a été constatée dans beaucoup d'organismes, a surtout été remarquée par les administrateurs des bibliothèques municipales. Et c'est ce qui a fait condamner le libre accès aux rayons (pris au sens général).

Aussi, comme nous le disons au début de ces pages, faut-il agir avec beaucoup de prudence chaque fois que l'on veut donner, pour lui faciliter la lecture, des satisfactions pratiques au public. Mais il faut bien cependant s'abstenir de conclure qu'il ne faut rien faire et qu'il faut partir de cette idée fausse qui ne peut que conduire un pays à la ruine que : « lorsqu'on agissait autrement, « ça marchait bien et que par conséquent on pour- « rait bien continuer ainsi... » Non, non et non ! Il faut apporter dans la cité moderne des conceptions et des méthodes nouvelles ; mais nul besoin pour cela de vouloir à tout prix faire entrer dans les cerveaux français des conceptions américaines, anglaises ou allemandes, surtout si ces conceptions ne sont pas en harmonie avec les conceptions françaises. Il faut se renouveler, prendre aux autres peuples ce qu'ils ont de bon, comme les autres peuples doivent prendre aux Français ce qu'ils ont d'excellent, mais tout d'abord, tâchons d'être des Français intelligents, laborieux et allant de l'avant et non des imitateurs puisque nous avons la valeur nécessaire pour être des créateurs.

Et si nous insistons sur ce point, c'est parce que nous avons appris tout récemment que l'on voulait faire entrer comme classement des livres dans les bibliothèques, le système décimal employé en Amérique. Le jour où ce système sera adopté dans nos bibliothèques publiques, de nombreux lectrices et lecteurs déserteront ces dernières.

Le Français, dans son ensemble, n'est pas né mathématicien, et qui dit mathématicien dit, en outre, pris au sens général, « sens pratique de

la vie sous toutes ses formes »; mais il est né sentimental, artisan et très souvent artiste. Ce sont peut-être là, dans la vie active d'aujourd'hui, des défauts, mais nous ne pouvons rien à cela, parce que nous avons, comme les autres peuples, de grandes qualités qui compensent les défauts. Mais, ces constatations faites, il faut, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, tout tenter, pour adapter nos mœurs aux exigences de la vie nouvelle et faire entrer les bibliothèques municipales de Paris, puisque c'est là le but que nous poursuivons, dans la voie des réformes pratiques, tout en tenant compte des crédits qui sont mis à leur disposition.

La ville de Paris, comme toutes les villes du territoire, souffre d'une crise économique et les finances, il n'est besoin de le rappeler, sont mauvaises. Cependant, parce qu'un budget n'est pas brillant, il n'en faut pas déduire qu'il ne faut plus continuer un effort heureux dans la réorganisation des bibliothèques qui a donné de bons résultats.

Il y a, à Paris, 83 bibliothèques municipales, y compris la bibliothèque spéciale Forney, consacrée à l'art et à l'industrie.

Il y a 20 bibliothèques centrales d'arrondissement installées dans les mairies et 62 bibliothèques installées dans les écoles communales.

Il est à la connaissance de tout le monde que les bibliothèques centrales en général ont un rendement supérieur et une activité telle qu'il n'y a aucune comparaison à faire (sauf pour quelques-unes) avec les bibliothèques installées dans les écoles.

Nous avons constaté qu'un certain nombre de bibliothèques installées dans les écoles ne rendaient que des services insignifiants et qu'elles pourraient, par conséquent être supprimées. Et ayant étudié la question à fond, nous pensons que, si l'Administration supérieure pouvait envisager la suppression de ces bibliothèques, avec les crédits mis à leur disposition, on pourrait réorganiser sur des bases plus pratiques et plus hygiéniques un certain nombre de bibliothèques centrales et les ouvrir par exemple comme principale réforme, de 14 à 22 heures.

Sauf la bibliothèque centrale du XIe qui a été créée sous l'Empire et qui se trouve sous un régime spécial, et la bibliothèque Forney, Paris n'a pas une bibliothèque municipale installée au rez-de-chaussée, selon les lois nouvelles sur l'hygiène, bien éclairée et chauffée, ouverte toute la journée.

Il faut le déplorer. Aussi, puisque un effort appréciable a été fait par la Ville de Paris dans le sens de quelques réformes qui ont été goûtées du public, il ne faut pas s'arrêter en aussi bonne voie et il est indispensable d'ouvrir quelques bibliothèques centrales (par exemple celles qui rendent le plus de service à la population), de 14 heures à 22 heures, pour arriver un peu plus tard à un horaire définitif de 9 à 22 heures.

Et quand le public aura obtenu cette première et si légitime satisfaction engagée enfin dans la voie des réalisations pratiques, il sera aisé à l'Administration de la Ville de Paris d'obtenir du Conseil Municipal les crédits nécessaires pour que tous les achats de livres soient plus conséquents, — soient faits dès la mise en librairie des ouvrages afin de mettre ces derniers à la disposition du public dans le délai le plus court.

C'est alors, à ce moment-là, qu'il faudra prévoir une meilleure organisation du Service Central et de l'ensemble des bibliothèques municipales et donner un statut particulier au personnel des bibliothèques centrales d'arrondissement. Car, si l'on doit apporter des améliorations, il est bon de tenir compte de la situation anormale du personnel des bibliothèques centrales dont le rendement est supérieur à celui des bibliothèques d'écoles. Aussi, pour faire cesser un état de choses préjudiciable à la bonne marche d'un service public aussi utile à la population parisienne, il sera sage de prévoir pour ce personnel une classification spéciale.

Et le jour où les bibliothèques municipales de Paris et, en premier lieu, les 20 centrales seront réorganisées, le jour où elles fonctionneront dans des locaux convenables installés au rez-de-chaussée; le jour où les livres seront bien tenus, le service du prêt réorganisé aussi sur des bases nouvelles; le jour où les collections seront révisées, les catalogues rédigés conformément aux goût, désir et exigence pratiques du public, le jour, enfin, où les municipales parisiennes seront dirigées par des administrateurs-bibliothécaires de talent, se mettant facilement à la disposition du public pour lui faciliter ses lectures, ce jour-là les dites bibliothèques rempliront une œuvre utile dont les résultats bienfaisants ne tarderont pas à se faire sentir.

Et c'est encore au moment de cette transformation que le service compétent des bibliothèques devra envisager la mise en pratique d'une initiative qui consistera à faire entrer dans toutes les bibliothèques municipales certaines œuvres aux tendances diverses : œuvres philosophiques, sociales, historiques, littéraires, scientifiques, pédagogiques, artistiques et musicales, dont les auteurs anciens, modernes et récents sont comme les porte-flambeaux de la riche culture intellectuelle de la France.

Il y a des œuvres qui doivent se trouver dans toutes les bibliothèques, comme doivent s'y trou-

ver aussi les dictionnaires les plus récents, comme les traductions des principales œuvres des maîtres étrangers.

Quant aux Revues, depuis celles qui ont déjà acquis une renommée consacrée, telles que *Revue des Deux Mondes, Revue de Paris, Revue de France, Mercure de France, Revue Mondiale, Revue Bleue, Revue Scientifique. Grande Revue, La Nature, Nouvelle Revue, La Renaissance de l'Art français, La Revue de l'Art, L'Art et l'Artiste, Belles-Lettres, Nouvelle Revue Française*, etc., et tant d'autres qu'on pourrait citer, qui y sont déjà, il sera indispensable d'introduire d'office dans les bibliothèques, des revues spéciales, telles que *Revue Musicale, Monde Nouveau, La Revue Française de Strasbourg, La Revue de l'Epoque, La Revue de Télégraphie sans fil, La Douce France, Revue générale de l'électricité, La Technique moderne, Le Ciné* et un certain nombre de revues de jeunes, belles annonciatrices d'efforts nouveaux et de gloires littéraires futures.

Nous savons bien que, après la lecture de ces lignes, on nous objectera qu'il faut des crédits pour mettre en œuvre une organisation nouvelle des bibliothèques municipales de la Ville de Paris et que, il ne faut pas se leurrer, il n'y a plus assez de ressources. Nous répondrons cependant qu'il y a un moyen unique et capital : celui qui consisterait à supprimer les bibliothèques inutiles, comme nous le disons dans le cours de cette étude, puisque leur rendement est dérisoire, et avec les crédits affectés à ces bibliothèques supprimées, augmenter les crédits des bibliothèques importantes à transformer. Mais il faut pour cela avoir la volonté de faire aboutir nettement cette réforme et ne voir que l'intérêt général.

Il faut donc espérer que l'Administration supérieure de la Ville de Paris ne voudra pas laisser tomber en ruines une œuvre, à notre avis, de tout premier ordre.

Elle aura donc à cœur de compléter l'effort dans la direction des réformes commencées en 1912, et de doter Paris, ville lumière, ville où les Lettres, les Sciences, les Arts sous toutes les formes brillent du plus merveilleux éclat, de bibliothèques conformes au goût des collectivités qui, avec assiduité, les fréquentent.

IV.

Conférences et meetings littéraires et ménagers

Nous touchons à la fin de cette bien sommaire étude, et, cependant, notre travail serait incomplet si nous ne nous intéressions pas aux conférences et aux meetings littéraires et ménagers.

Depuis longtemps, nous menons le bon combat loyal et désintéressé, pour que, sous les auspices intelligents du Ministère de l'Instruction publique, des conférences soient faites, traitant tous les sujets, sauf politiques bien entendu, dans les principales bibliothèques de France.

Aujourd'hui surtout, où la nation sort d'une guerre atroce et que le moral de chacun a besoin d'être considérablement relevé, il est urgent d'élaborer un programme concernant une série de conférences à faire dans les bibliothèques municipales, aux heures où le service du prêt ne fonctionne plus.

Mais, si des conférences doivent être organisées d'après un programme consciencieusement étudié, il est également intéressant et pratique, dès maintenant, et cela dans l'intérêt de la jeunesse des deux sexes, d'envisager la création de meetings littéraires et ménagers, afin d'éveiller le goût des jeunes intelligences, de les habituer à réfléchir et à travailler, et à approfondir un sujet posé, afin de savoir se faire, en toute indépendance, une formation intellectuelle bien définie.

L'Amérique et l'Angleterre, qui n'ont pas un patrimoine littéraire et artistique comparable à celui de la France, ont compris cependant qu'il ne fallait pas seulement donner des livres au public, mais bien lui offrir surtout une orientation pratique dans la vie. C'est pour cela que les animateurs des bibliothèques de ces deux pays ont eu l'heureuse idée de créer des conférences et aussi des meetings littéraires et ménagers.

Ce système d'éducation a donné en Amérique et en Angleterre d'excellents résultats. Les jeunes intelligences se sont éveillées, ouvertes aussi aux idées et aux méthodes nouvelles et la plupart ont pris, à côté du goût de la lecture, celui de meubler le cerveau avec des choses utiles et pratiques de la vie sociale.

Nous pensons donc que les services compétents du Ministère de l'Instruction publique pourraient faire des essais de ce nouveau mode d'enseignement en commençant par les grands centres universitaires. Il suffirait, sans copier les Américains et les Anglais, puisque chez nous nous avons des compétences capables d'avoir des initiatives fort intéressantes et même supérieures dans ce nouveau domaine d'éducation nationale, de laisser aux organisateurs, qui se conformeraient bien entendu à un programme, le soin de mettre en œuvre une série de conférences et de meetings littéraires et ménagers, en conformité du goût et des aptitudes de la jeunesse appelée à y prendre part.

Comme on peut s'en rendre compte aisément, le champ est vaste, et dans ce domaine, si l'on veut

s'en donner la peine, l'on pourra mettre en action une œuvre qui ne pourra donner que d'excellents résultats.

Tout dernièrement, nous avons assisté, à Paris, à la Bibliothèque centrale du 18e (Montmartre), dès la séance du prêt terminée, à un meeting auquel prirent part deux jeunes gens et huit jeunes filles, sur la valeur littéraire de *Jocaste et le chat maigre*, par Anatole France. C'est le bibliothécaire qui avait suscité cette petite discussion courtoise ; et les appréciations qui furent émises montrèrent combien les jeunes personnes qui avaient lu l'œuvre étaient satisfaites de pouvoir donner leur opinion et combien de joie aussi elles éprouvaient à parler d'un auteur qu'elles aimaient non seulement pour la beauté du style et la richesse des images, mais également pour la pensée élevée qu'elles avaient su découvrir dans l'œuvre de cet auteur qui a écrit comme on sait de remarquables pages littéraires.

Puisque cet essai a été fait à Montmartre, il n'y a pas de raison pour que d'autres bibliothèques n'aient pas l'initiative d'un essai à peu près semblable, soit à Paris, soit en province.

Notre effort, et nous ne cesserons de le répéter, doit tendre, en attirant le plus de lectrices et de lecteurs dans les bibliothèques, à faciliter par tous les moyens qui doivent être mis à la disposition des animateurs, la lecture des meilleurs auteurs qui aident et forcent même à la formation intellectuelle des jeunes cerveaux d'aujourd'hui. La tâche est grande, la tâche est lourde ; mais elle est haute, belle et prometteuse de moissons fécondes et saines. Et quelle joie de constater un jour que, après avoir tout fait pour meubler intelligemment le cerveau des jeunes générations on a atteint comme résultat à l'élévation du moral de ces cerveaux qui sauront mettre dans l'accomplissement de leurs devoirs sociaux, avec tout leur cœur et le meilleur de leur pensée, le maximum de beauté qui sera comme le couronnement de leur vie normale.

Gabriele d'Annunzio a écrit un jour une fort belle pensée que nous nous plaisons à transcrire ici : « Ou se renouveler ou mourir. » Eh bien, oui, il faut se renouveler et vivre en créant autour de soi une vie nouvelle, vie meilleure parce que perfectionnée avec des conceptions et des méthodes inédites. Et c'est par la fréquentation des bibliothèques publiques que l'on aidera à la compréhension de ce renouvellement de soi-même, de cette conception particulière et généreuse de la vie, qui doit être en harmonie avec les mœurs dépouillées des éléments malsains, issus de la grande guerre. Mais pour que cette fréquentation des bibliothèques soit profitable au public, il est nécessaire de moderniser ces dernières comme nous l'avons indiqué au cours de cette étude, car les individus ne peuvent se moderniser si les milieux dans lesquels ils doivent vivre ou fréquenter ne se transforment pas logiquement, normalement, comme toute chose naturelle qui doit évoluer pour s'acheminer vers le mieux.

L'avenir des sociétés réside dans un idéal que les dites sociétés se complaisent à poursuivre conformément à leurs diverses aspirations qui, doit les faire acheminer vers un bonheur possible. Il faut donc tout faire pour faciliter l'accession à ce bonheur que l'on considère comme indispensable à la vie normale et qui est cependant quelquefois pour la plupart des humains une terre promise que l'on n'atteint jamais. Quoi qu'il en soit, nous devons œuvrer sans cesse dans ce sens, puisque les êtres s'instruisent en se divertissant, s'éduquent et deviennent par conséquent plus logiques et plus justes,

Les bibliothèques, à la condition qu'elles se modernisent, ont la plus louable des missions à remplir, puisqu'elles aident les individus à perfectionner leur culture et à acquérir un minimum de morale si nécessaire à une judicieuse compréhension de la vie.

Marcel Clavié.

RONDELS WATTEAU

I

LE CHEVALIER A LA MARQUISE

Marquise, voici le Printemps,
Qui nous ramène les corolles ;
Le zéphir a des grâces molles,
Qui nous consolent des autans.

Les oiseaux, aux cœurs palpitants,
Vous disent, dans leurs cabrioles,
Marquise : « Voici le Printemps,
Qui nous ramène les corolles. »

A ces voix d'amour que j'entends,
Ouvrez vos oreilles frivoles ;
Ecoutez ce chant sans paroles
Et couronnez mes vœux ardents,
Marquise, voici le Printemps !

II

LA MARQUISE AU CHEVALIER

Hélas ! le Printemps et l'Amour
Ont une existence trop brève ;
Chevalier, j'ai peine grième
A voir que leur règne est si court.

Tout, en ce terrestre séjour,
Fuit comme le flot sur la grève;
Hélas ! le Printemps et l'Amour
Ont une existence trop brève.

Encor, du Printemps, le retour
Vient chaque année avec la sève :
Mais l'Amour passe comme un rêve...
Et nous regrettons tour à tour
Hélas ! le Printemps et l'Amour !

III

LE CHEVALIER

Marquise, si notre amour passe,
Qu'importe, nous aurons aimé ;
Cypris en nous aura semé
Un souvenir que rien n'efface.

Hé ! quoi, d'aimer êtes-vous lasse ?
Déjà votre cœur est fermé ?
Marquise, si notre amour passe,
Qu'importe, nous aurons aimé !

Et qui sait s'il sera fugace,
Cet amour, par vous blasphémé ?
Trop vite vous avez blâmé ;
Voyez à l'épreuve, de grâce,
Marquise, si notre amour passe !

IV

LA MARQUISE

Chevalier, l'amour est un leurre ;
J'ai fait serment de n'aimer plus.
Las ! Où sont les baisers perdus ?
Plaisir s'enfuit, chagrin demeure.

Ecoutez : la naïade pleure,
Dans la fontaine aux bords moussus ;
Chevalier, l'amour est un leurre ;
J'ai fait serment de n'aimer plus.

De nous dire adieu, voici l'heure ;
N'ayez point de pleurs superflus.
Bien d'autres cœurs seront élus
Par le vôtre... ou bien, que je meure !
Chevalier, l'amour est un leurre !

Henri ALLORGE.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA PAIX DE L'EST. MEMEL, VILNO, LES FRONTIÈRES ORIENTALES DE LA POLOGNE

Engagés à fond dans la dernière bataille de la Grande Guerre qui se livre à l'heure actuelle dans le bassin de la Ruhr, il semble que nous ne voyons pas avec assez de netteté tout ce qui se prépare sur les autres secteurs du front. Car aujourd'hui, comme naguère dans les années héroïques il n'y a qu'un seul front comme il n'y qu'un seul ennemi : l'Allemagne. C'est une vérité qu'on ne voit pas assez clairement encore, mais qu'il importe, dans l'intérêt de la France, de faire éclater aux yeux de tous. Lorsque, au temps de la guerre l'Allemagne voyait son élan brisé sur le front occidental, elle se tournait instantanément vers l'Est pour y chercher un succès plus facile qui contrebalançât l'échec subi d'un autre côté. Phénomène dont la permanence attestait l'utilité : il fallait à l'opinion allemande, coûte que coûte des victoires, génératrices d'enthousiasme et de persévérance. Le bon moral de la nation allemande était à ce prix.

En est-il autrement aujourd'hui? Certes nous ne craignons pas pour le moment l'assaut des divisions allemandes, mais la bataille dans la Ruhr, pour être moins sanglante, n'en est pas moins acharnée. Et si, comme de jour en jour cela devient de plus en plus évident, la capitulation allemande doit être amenée par notre action dans la Ruhr, nous avons tout lieu de croire que, recourant à sa tactique ancienne, le Reich ne manquera pas de chercher une diversion dans l'Est. Or, au moment où toute notre attention est concentrée sur la Ruhr, il est indispensable d'empêcher cette diversion de se produire. La politique suivie par nous dans les derniers temps nous mène-t-elle vers le but que la sagesse nous assigne? On en peut douter.

***

Les événements qui se sont succédé depuis le mois de janvier dans ce coin reculé de la Prusse Orientale où s'abrite le port de Memel ne sont pas faits pour grandir notre prestige et renforcer notre autorité. Chargés par le traité de Versailles de garder le port de Memel (le seul port de la Baltitique d'ailleurs soumis à l'influence française), nous y avons placé une petite garnison, garnison qui tirait sa force, non pas des effectifs qui étaient

minimes, mais de son drapeau, le drapeau français.

Pour comprendre les événements actuels il est essentiel de rappeler dans quelles intentions les Alliés ont enlevé le territoire de Memel à l'Allemagne. Memel, petit port de la Baltique, desservant un fleuve mixte polono-lithuanien dont le caractère international avait été reconnu par le traité de Versailles, Memel devait servir de débouché à tous les territoires qu'arrosent le Niémen et ses affluents. Ces territoires sont placés en partie sous la souveraineté lithuanienne en partie sous la souveraineté polonaise. Les deux pays, la Pologne et la Lithuanie avaient des intérêts également importants à défendre et le commerce des deux pays dépendait, dans une large mesure, de la solution qui eût été adoptée. Deux solutions étaient possibles : la première, c'était l'incorporation pure et simple de Memel à la Lithuanie, solution qui eût abouti, étant donné l'état d'esprit qui prévaut à Kowno, à empêcher à tout jamais la navigation polonaise sur le Niémen. Tout le commerce des bois des provinces orientales de la Pologne eût été anéanti du coup. La Pologne, certes, en eût souffert gravement, mais le port de Memel qui dépend largement de ce commerce se fût également trouvé dans une situation critique. La seconde, c'était la constitution d'un territoire libre de Memel, le port étant dirigé par un Conseil composé d'un Memelois, d'un Lithuanien et d'un Polonais sous la présidence d'un représentant d'une Puissance protectrice.

La Pologne aussi bien que la population memeloise eussent désiré voir la France se charger de la protection de ce territoire libre. La Conférence des Ambassadeurs, chargée par le traité de régler cette question, hésita entre les deux solutions. Mais tels étaient les avantages qu'offrait la solution préconisée par la délégation polonaise et celle de Memel, que la Conférence des Ambassadeurs eût été amenée par la force même des choses à s'en inspirer dans sa décision. C'est alors que le gouvernement de Kowno fit le coup de force du début de janvier. Ces événements sont trop récents pour qu'il soit nécessaire de retracer cette lamentable histoire. Faut-il rappeler que des chasseurs français, dont l'uniforme seul aurait dû inspirer le respect, ont été tués et blessés dans cette aventure? Faut-il rappeler que les Alliés, pour répondre à ce défi, n'ont rien trouvé de mieux que d'envoyer une commission dont les décisions furent méprisées, un ultimatum auquel le destinataire n'a même pas cru devoir répondre en temps utile?

Or un mois à peine s'était écoulé depuis le coup de force lithuanien que la Conférence des Ambassadeurs prit une décision attribuant purement et simplement Memel à la Lithuanie, donnant ainsi au monde entier la preuve que le traité de Versailles peut être, dans l'Est de l'Europe, impunément violé.

De l'aveu de tous ceux qui sont au courant de la question, cette décision est extrêmement fâcheuse. Non pas seulement parce qu'elle lèse les intérêts légitimes de notre alliée polonaise, mais, surtout, parce qu'elle achève de démontrer que les Alliés n'ont pas le désir ou la force de faire respecter dans l'Est de l'Europe leurs décisions, et leur drapeau. Cela est grave, au moment où, comme je le disais plus haut, nous combattons dans la Ruhr pour faire respecter notre traité. Il est manifeste que l'Allemagne a cherché dans l'affaire de Memel une diversion ; elle l'a trouvée.

Et si l'on considère que, dès le premier jour, les Soviets ont marqué l'intérêt qu'ils prenaient à voir triompher le point de vue lithuanien dans cette affaire de Memel, si l'on se remémore toutes les notes que M. Tchitchérine a envoyées à la Conférence des Ambassadeurs, on comprendra l'importance que nous attachons à cet événement. Nous sommes en présence d'une action russo-allemande dont la destruction du traité de Versailles est l'objet. Les hommes qui dirigent les affaires russes à la Wilhelmstrasse ont pleinement apprécié l'effet utile de cette affaire. Le baron de Maltzahn est un homme persévérant et ingénieux qui comprend très bien pourquoi la présence de la Lithuanie à Memel est utile à son pays. On comprend dès lors la rigueur avec laquelle les autorités de la Prusse-Orientale ont réprimé toutes les velléités qui se manifestaient dans certains milieux allemands où l'on parlait de venir en aide à la population allemande de Memel contre les Lithuaniens.

Quel que soit le développement ultérieur de cette affaire, il est dès à présent certain que la Lithuanie ne s'est point déclarée satisfaite. Le coup de Memel ayant réussi, elle en rêve d'autres aussi fructueux. Aux troupes lithuaniennes concentrées sur la frontière polonaise, dans le secteur d'Orany, sont venues se joindre les formations de « volontaires » qui s'étaient emparées de Memel. Depuis la prise de possession par la Pologne de la partie de la zone neutre qui lui a été attribuée par le Conseil de la Société des Nations le 2 février il subsiste sur cette frontière un état de choses assez voisin de la guerre. A coups de mitrailleuses et même à coup de canons les Lithuaniens ont bombardé les postes polonais et la voie ferrée Grodno-Wilno qui n'est éloignée de la fronfrontière que de 5 kilomètres environ. La Pologne a observé jusqu'ici beaucoup de calme, mais

elle est décidée à ne point se laisser provoquer indéfiniment. Sincèrement pacifique, respectant scrupuleusement la promesse faite à la Société des Nations de ne point régler par la voie des armes le litige polono-lithuanien, elle attend.

Elle ne pourra pas toujours attendre ; cette situation paradoxale ne peut pas durer éternellement car nul ne peut demander à un pays de laisser tuer ses soldats sans rispoter. Il est donc du devoir des Alliés de prendre toutes mesures utiles pour ramener les Lithuaniens à de meilleurs sentiments car un conflit armé entre la Pologne et la Lithuanie est susceptible, en raison de l'attitude russo-allemande, de développements que nous avons le plus grand intérêt à éviter. C'est un devoir ; c'est aussi un intérêt majeur, car si un véritable incendie venait à se rallumer sur les frontières germano-polono-lithuaniennes il est infiniment probable que tout l'effort que nous accomplissons dans la Ruhr serait perdu.

* * *

Il est donc grand temps de prendre des mesures.

Parmi ces mesures il en est une, d'ordre diplomatique, qui pourra exercer sur la situation une très heureuse influence. On sait que la Pologne a demandé à la Conférence des Ambassadeurs de reconnaître ses frontières orientales, aussi bien celles qui la séparent de la Russie et de l'Ukraine que celles qui la séparent de la Lithuanie. L'article 87 du traité de Versailles en effet réserve aux Alliés le droit de fixer les frontières orientales de la Nouvelle République. Or depuis 1919 la question reste en suspens. On a souvent cité ce mot d'un diplomate qui, placé devant une résolution à prendre, a déclaré avec énergie « qu'il était urgent d'attendre ». Les Alliés ont largement appliqué ce précepte de la sagesse diplomatique. S'étant réservé le droit de fixer les frontières orientales de la Pologne, ils semblent s'en être remis au temps du soin de résoudre les difficultés, ils ont attendu. Mais la vie, elle, n'a pas attendu. C'est l'indétermination des frontières orientales de la Pologne qui a provoqué en 1919 la guerre polono-russe, guerre sanglante et dévastatrice dont le résultat a failli être funeste. Abandonnée par tout le monde hormis par la France qui put du moins lui envoyer des munitions et des officiers, la Pologne faillit être vaincue. Elle aurait pu exploiter à fond sa victoire. Cédant aux conseils pacifiques des Puissances, elle y renonça et elle signa avec la Russie un traité de paix le 18 mars 1921, le traité de Riga, dont l'article 1er a fixé la frontière des deux pays.

La frontière orientale de la Pologne existe donc en fait. Elle existe si bien que sur toute la longueur de 1.200 kilomètres — la distance qui sépare Dunkerque de Marseille — le travail d'abornement est complètement terminé. Mais sur cette frontière, fixée d'un commun accord par les deux parties intéressées, pèse l'hypothèque de l'article 87. Certes, nul ne s'imagina que cette frontière polono-russe pût être sujette à modification. Elle est une réalité. Mais tant au point de vue politique qu'au point de vue économique, le fait que les Alliés n'ont point encore fait usage du droit qu'ils s'étaient réservé par l'article 87 exerce une influence très fâcheuse. Cela gêne la Pologne dont le crédit à l'étranger est diminué par cette indétermination juridique de ses frontières orientales. Cela suscite également — et c'est en ce moment-ci la chose la plus grave — partout où le statut territorial et politique de l'Europe actuelle est considéré comme une calamité, l'espoir qu'un coup de main plus ou moins heureux pourrait y introduire d'essentielles modifications.

Les gens de Kovno qui, malgré la résistance de certains éléments sincèrement francophiles, semblent de plus en plus décidés à suivre les impulsions qui leur sont données de Berlin et de Moscou, semblent sur le point de se laisser entraîner aux plus dangereuses extrémités. Ils rêvent de reprendre Wilno. Qu'ils tentent sur cette ville un coup de main analogue à celui qui a réussi sur Memel et voilà la guerre allumée

Le cabinet Cuno ne demande pas autre chose. Il est manifeste pour quiconque observe les événements d'Allemagne d'un peu près qu'il n'a entamé cette politique de risque-tout à laquelle il s'abandonne que parce qu'il a compté sur cette intervention du dehors. Il a cru d'abord à une médiation anglo-américaine. Elle lui a manqué, alors il se tourne désespérément du côté de l'Est.

Il est peu probable que les Soviets soient de force à entreprendre une guerre de quelqu'envergure et ils semblent aujourd'hui beaucoup plus désireux de reprendre les relations avec la France que de mobiliser l'armée rouge contre elle, mais nous sommes payés pour savoir que la diplomatie soviétique n'hésite jamais à jouer sur les deux tableaux. Si elle entrevoit le moyen d'obtenir quelques avantages en brouillant les cartes, elle n'hésitera pas à le faire. Une fois les premiers coups de canon tirés, personne ne sait ce qui peut arriver. Il y a dans tous les pays de l'Est des éléments de fermentation fort dangereux, toute une population de mécontents qui se croient lésés par le traité de Versailles ou le traité de Riga, qui ont été déçus dans leurs espérances ou qui tout simplement

cherchent les aventures parce qu'en des temps troublés ils ont tiré parti de l'aventure. Excellent terrain pour la propagation d'un certain esprit catilinaire que l'on retrouve aujourd'hui dans tous les pays mais qui est particulièrement répandu dans l'est-européen.

D'autre part, tous les petits États baltiques, impuissants par eux-mêmes, mais à qui leur situation géographique donne une impatience considérable, observent les événements, prêts à voler au secours du plus fort.

Ils commencent à considérer la Pologne alliée de la France comme le principal élément d'ordre et de stabilité dans toute l'Europe orientale. L'affaire de Memel les a considérablement surpris. Ils se sont mis à se dire que la Pologne était bien jeune, la France bien lointaine et bien occupée, l'Angleterre bien indifférente. Un succès diplomatique de l'alliance secrète Berlin-Moscou-Kovno aurait chez eux un retentissement énorme et funeste, et détruirait tout le système politique si laborieusement construit. C'est le moment d'agir promptement et fermement et de soutenir sans réserve l'alliée polonaise. De la paix de l'Est dépend le succès de l'affaire de la Ruhr.

L. Dumont-Wilden.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

M. LE MOINE ET CHATEAUBRIAND (1)

Secrétaire, confident, presque ami — ami subalterne et d'autant mieux accueilli dans une intimité familière à peine soupçonnée des vrais amis — voilà les titres qui introduisent M. Le Moine dans la double biographie du ménage Chateaubriand.

Secrétaire, confident, trésorier ou « ministre des finances » du mari, et l'on devine tout ce qu'implique de dévouement, d'héroïque dévouement, une telle charge au service d'un tel homme ; et combien de secrets partagés, d'intrigues dévoilées, amoureuses, politiques, et d'ambitions et de souffrances, de déceptions et de rêves que l'on n'avoue pas et qui se dissimulent, emportés au courant tumultueux d'une vie majestueuse et magnifique.

Secrétaire, confident, « premier gentilhomme ordinaire de la chambre », ami modeste et d'autant mieux initié aux inquiétudes, aux jalousies timides, à la mélancolie profonde d'une existence grise et sacrifiée, ami de la femme... que de services rendus, avec une intuition délicate des peines du cœur, quelle adroite et fine diplomatie, habile à louvoyer parmi les petits mystères dont une épouse s'afflige sans les pénétrer complètement, que de soins, quelle humble et précieuse et admirable amitié !

Cela dure quinze ans, de 1814 à 1829. Auparavant déjà, vers le début du siècle, Chateaubriand avait éprouvé les talents de M. Le Moine que lui avait révélés Pauline de Beaumont. Après 1814, quand la politique envahit une destinée déjà si compliquée, et dessine sur une trame littéraire les aventures du ministre, du pair de France et de l'ambassadeur, M. Le Moine devient l'indispensable auxiliaire d'une activité nonchalante et fébrile, vouée aux alternatives du triomphe et de l'insuccès, incapable de satisfaire jamais ses nostalgies chimériques. Quinze ans ! Mme de Chateaubriand est, au foyer du poète, la silhouette terne, anxieuse, tristement querelleuse, dont il a esquissé quelque part un crayon maussade ? Pas tout à fait : Chateaubriand, las sans doute de trop longs ménagements et des semblants d'égards qu'il lui a toujours témoignés, n'a pas rendu justice à sa femme. Nous apercevons mieux à travers la correspondance avec M. Lemoine ce visage trop tôt fané, ce visage si morne auprès des belles rivales, qui laisse deviner cependant la vivacité et la grâce de l'esprit. Car Mme de Chateaubriand ne dissimule à M. Le Moine ni ses larmes, ni sa clairvoyance, ni le grand amour qu'aucune déception ne put jamais amoindrir.

Quinze années durant, M. Le Moine va de l'un à l'autre ; il subit et sert les passions terribles et changeantes du mari ; il entoure de prévenances la femme dolente et mal résignée ; il administre une fortune chancelante et toujours ébréchée, veille aux dettes, surveille les créanciers, sauve l'honneur ; il est une providence obscure, le bon génie raisonnable, attentif, qui atténue les chocs trop rudes, éloigne les catastrophes... Peut-être, sans M. Le Moine, Chateaubriand eût-il sombré en quelque affligeant désastre.

M. Le Moine ! Nous connaissions à peine son nom ! Il me semble que désormais il a droit à une place modique mais définitivement assurée dans tous les livres qui prétendront nous retracer la

(1) Maurice Levaillant : *Splendeurs et misère de M. de Chateaubriand, d'après des documents inédits* (1 vol. Ollendorf).

vie de Chateaubriand. M. Le Moine, accordons-lui une mention, une brève inscription en quelque coin du monument que nous réédifions sans cesse en l'honneur de l'illustre écrivain. Il l'a bien mérité.

Personnage falot, ombre discrète, ce petit fonctionnaire des Finances de la restauration ne sollicite rien de plus de la postérité. Il n'a rien fait pour s'imposer à l'attention publique. Mais il nous plaît de saluer sa mémoire et d'y voir le symbole de ces vies honnêtes, de ces abnégations silencieuses, qui sont souvent le support ignoré des existences brillantes, et comme le piédestal d'où s'élance le génie des grands hommes.

M Le Moine, soyez remercié, vous qui avez si bien servi les lettres sans écrire jamais autre chose que des comptes, des mémoires contentieux et de menus billets.

***

Mme de Chateaubriand languit en son appartement de la « rue du Bacq »; elle écrit :

— Je suis malade et veuve : venez donc dîner avec moi : vous ferez maigre et maigre chère.

— Venez dîner avec moi : je suis seule est triste ; c'est aujourd'hui maigre !

— Je ne vous offre pas le denier mais le dîner de la veuve !

— Je crains que vous ne soyez enrhumatisé. Si vous ne criez pas vos reins et ne craignez pas la pluie, venez dîner avec moi. M. de Chateaubriand dîne au Rocher de Cancale. Je suis une pauvre veuve abandonnée...

— Je dîne encore seule aujourd'hui ; mais je reste chez moi à manger une fraise de veau ; venez m'aider à n'en pas laisser. M. de Chateaubriand va à St-Cloud ; il ne déteste plus que sa maison et ne se conduit plus que par le conseil de Mme de Duras...

— Venez dîner, je vous en prie ; je suis malade et noire à mourir. Je suis seule. M. de Chateaubriand dîne chez une de ses amantes...

De ces billets griffonnés en hâte, sur un chiffon de papier que la femme de chambre portait au bureau des Consignations, à peine cacheté d'un pain collant, il y en a cent-soixante. M. Maurice Levaillant les a retrouvés, religieusement collectionnés et classés par les héritiers de M. Le Moine avec les lettres de Chateaubriand.

Les émouvants papiers ! On y lit, à la lueur de mille petites révélations, la tragédie domestique, interminable, où se débat le poète, on y surprend mille aventures qu'il n'a point pris la peine de relater dans le roman lyrique de ses mémoires, on y surprend le perpétuel désaccord de son désenchantement et de son rêve, et ce drame d'argent perpétuellement renaissant, et cette misère d'un cœur insatiable, et cette torture d'une ambition que rien ne satisfera jamais.

Mme de Chateaubriand y apparaît à demi réhabilitée, car elle n'a pas que de l'esprit — et son mari ne lui a jamais contesté une spirituelle vivacité ; ses bouderies, ses fureurs et ses « hargnes » ont l'excuse d'un grand amour bafoué, tour à tour implorant, humble, orgueilleux ou soumis, toujours douloureux, en somme très digne, et peut-être touchant. Que vouliez-vous qu'elle fît en ce temps où le divorce n'était pas inventé ? Quelle autre eût mieux rempli ce rôle impossible et paradoxal d'épouse de René ? Quand donc cesserons-nous d'estimer ridicule la femme qui installe au foyer de l'artiste vagabond et follement inconstant un semblant de dignité ?

Elle souffre de la perpétuelle trahison dont se plaignent tant de belles « madames » tour à tour et simultanément adorées, de ce mensonge qui met aux prises Mme de Duras et Mme Récamier incapables de se réconcilier lorsqu'un caprice du grand enchanteur leur suscite, en toutes rencontres, des rivales imprévues... Elle souffre des mœurs de « panier percé » qu'elle reproche à son mari, car elle ne hait rien tant que « la pauvreté et le ménage chétif ».

Lisez l'histoire de ces mille francs mensuels que lui assure à grand' peine Chateaubriand, ambassadeur à Londres : il s'agit de la retenir à Paris ; M. Le Moine la verra chaque jour ; « surtout, lui a dit l'ambassadeur en le quittant, surtout et à tout prix, arrangez-vous pour qu'elle n'ait pas l'idée de venir là-bas » — Délicate et rude mission, ajoute M. Maurice Levaillant, qui apporte ses preuves. Chateaubriand a solennellement délégué à sa femme les douze mille francs annuels de sa pension de pair ; hélas ! la pension est déjà engagée ailleurs. Cela, Mme de Chateaubriand doit bien entendu l'ignorer ; que de cachotteries, que de subterfuges auxquels M. Le Moine est péremptoirement invité à surajouter le témoignage de sa parole d'honnête homme ! Les humiliants billets que M. l'ambassadeur écrit là, encore que de cette humiliation il ne paraisse pas se douter !

M. Le Moine accepte en même temps maintes autres missions qu'il sait inéluctables ; il reçoit à chaque courrier, et transmet les « petites lettres » que Mme de Récamier attend à l'Abbaye-aux-Bois. Parfois il y a deux « petites lettres » adressées à deux destinataires différentes, et c'est la recommandation : « Ne vous trompez pas ; portez l'une à l'Abbaye, l'autre à la petite poste », ou encore « Voilà les deux petites lettres. Prenez bien garde aux adresses et ne faites pas de confusion. »

Ces deux derniers avis sont datés de Vérone,

où Chateaubriand s'enivre de paraître en plénipotentiaire à un Congrès européen. A Londres ou à Vérone, même avidité de plaire, même zèle à multiplier les « conquêtes, » même fatuité, même orgueil de coudoyer « les grands », même tourbillon d'affaires grandes et petites, de plaisirs, de passions et d'intrigues soudain interrompues par des crises d'amère mais éloquente mélancolie. Mme de Chateaubriand s'en désole : son bon sens, son lucide amour surveillent de loin « le pauvre chat »; son amour découvre jusqu'au fond la dangereuse vanité de tels jeux où s'épuise en prodigalités superflues le plus merveilleux génie.

Excédée, elle se résout à des fugues en Suisse, en province; l'ambassadeur en disponibilité l'y poursuit; car il ne se résigne pas à désespérer ce dévouement tenace; il en sait le secret, qu'il a livré dans une de ses lettres intimes; « timide et tremblante pour *lui* seul, ses inquiétudes renaissantes lui ôtaient le sommeil et l'envie de guérir ses maux; *il* était sa permanente infirmité et la cause de ses rechutes... » Ailleurs, il se vante de pouvoir « lui faire cracher le sang à volonté pendant deux jours de suite ». Telle est l'effroyable sincérité de celui que Stendhal, à l'abri d'un pseudonyme, appelle, dans ses lettre anglaises, « notre grand hypocrite national »... Elle l'aime.

Entre eux l'ingénieuse obligeance, l'amitié prévenante, compatissante et efficace de l'honnête M. Le Moine. Nul n'a mieux connu l'aventure de ces deux êtres; grâce à ses archives, nous apprécions plus justement, à la mesure humaine, leurs destinées où s'affrontent la trivialité et la noblesse, où le souci sordide côtoie le rêve le plus éclatant, et la réalité médiocre ou tragique les plus séduisantes apparences ... Elles se ferment, ces archives, le jour où meurt le bon M. Le Moine. Et, comme de juste, un certificat s'ajoute à leurs derniers feuillets :

Je soussigné reconnais avoir reçu de M. Auguste le Moine un compte exact de l'emploi fait par M. le Moine, son père, des sommes qu'il a reçues pour moi en vertu de ma procuration.

Paris, le 4 juillet 1229.

Approuvé l'écriture ci-dessus,
Chateaubriand.

Un quitus en règle, Chateaubriand ne doit pas davantage à M. Le Moine. Peut-être ne l'a-t-il pas sur lui-même puisqu'en 1833, au retour d'une visite au cimetière Montparnasse, il introduit dans ses *Mémoires* l'épigraphe suivante :

«... Je parcours souvent ce cimetière, moins vieux que moi, où les vers qui rongent les morts ne sont pas encore morts... Dans cet exil nouveau, j'ai déjà d'anciens amis. M. le Moine y repose. Secrétaire de M. de Montmorin, il m'avait été légué par Mme de Beaumont; il m'apportait presque tous les soirs, quand j'étais à Paris, la simple conversation qui me plaît tant quand elle s'unit à la bonté du cœur et à la sûreté du caractère. Mon esprit, fatigué et malade, se délasse avec un esprit sain et reposé. J'ai laissé les cendres de la noble patronne de M. le Moine au bord du Tibre...

La gratitude de Chateaubriand ne va pas au delà de ce dédaigneux souvenir.

*
* *

Les papiers de M. Le Moine pouvaient tomber aux mains du premier venu; quelle chance les a préservés de la curiosité d'un quelconque chercheur d'indiscrétions ? Un poète en a eu la primeur, et ce n'est peut-être pas lui, mais sûrement nous-même qu'il convient de féliciter de cette heureuse rencontre. Les tristes commentaires que suscite trop aisément ce genre de confidences nous sont épargnés; M. Le Moine ne cautionne pas un de ces livres qui nous dégoûteraient des grands hommes si d'abord l'indignité de leurs auteurs ne nous sautait aux yeux. Il est le guide d'une pieuse admiration, empressée à connaître et à comprendre, et non point sans doute à absoudre ce qui ne saurait être absous mais à juger humainement, avec tact, avec mesure, avec délicatesse et scrupule, le plus humain des spectacles.

Le poète n'a dédaigné aucun des secours de l'érudition; il n'ignore rien de ce qui concerne la vie de Chateaubriand; il sait quels documents publiés éclairent et complètent le moindre billet de M. Le Moine; son récit s'élargit d'autant; de proche en proche, c'est toute la carrière de Chateaubriand qu'il évoque; des chapitres, non esquissés encore, de biographie psychologique se précisent. « Ainsi lorsque l'on veut cueillir les fleurs étranges qui s'épanouissent à la surface d'un étang, on arrache avec elle la texture végétale du fond; et l'on tient dans ses mains tous les secrets de l'onde. »

On a écrit beaucoup de livres en ces dernières années, sur la vie et l'œuvre de Chateaubriand : je n'en sais pas de plus aimable, de plus instructif, de plus digne du sujet que celui de M. Maurice Levaillant.

Lucien Maury.

LE THÉATRE

LE VIEIL HOMME ET LES MŒURS D'AUJOURD'HUI

S'imagine-t-on la gêne cruelle d'un critique dramatique qui, après avoir discuté de toutes les œuvres d'un jour que lui impose l'actualité, se trouve soudain devant une reprise telle que celle que MM. Gavault et Coquelin viennent de faire à la Porte Saint-Martin du *Vieil Homme ?* Entre ceci et cela, il n'y a, comme disent les mathématiciens, aucune commune mesure. Dans l'un des deux cas, la critique n'est que du journalisme : dans le second elle devrait être de l'histoire. Faut-il donc se servir des mêmes mots, user des mêmes principes de jugement ?... Evidemment non... Il faut parler de la pièce de M. de Porto-Riche de la même manière qu'on fait une conférence sur Corneille ou Marivaux. En d'autres termes, il s'agit pour nous, aujourd'hui, de nous élever, dans notre appréciation, du relatif à l'absolu... Et c'est cette escalade qui est si dangereuse... Quand vous dites à une femme qu'elle a une robe qui est un chef-d'œuvre, vous lui faites un compliment plus vif que si vous dites à un poète qu'il a composé un beau sonnet : seulement, vous ne parlez pas de la même chose. De même, aujourd'hui, nous allons parler art, et non théâtre. Nous aurons à employer des expressions et à user de procédés ordinaires ; mais ce ne sera point, pourtant, la même chose...

* * *

On sait que l'œuvre entière de Georges de Porto-Riche — d'une unité singulière et d'une pathétique harmonie — pourrait être définie la monographie dramatique d'un couple d'amoureux.

Couple très spécial, vous le savez aussi.

L'homme — non pas Don Juan, car il n'a aucun mysticisme et nulle méchanceté — non pas Bel-Ami, car il n'a point de vénalité, moins encore Priola ou Valmont, car il n'a pas d'orgueil ni de sadisme, mais simplement homme d'amour, homme léger, homme facile et fat, passager du désir — irrésistible aux femmes comme tous les hommes qui ne pensent qu'aux femmes, à peine menteur et surtout inconscient, pour qui rien n'existe, de la famille ou des affaires, hormis son instinct et son plaisir, type raffiné enfin, tant il est redevenu élémentaire, de l'égoïsme masculin.

La femme, plus cultivée et plus instruite, capable parfois, dans son chagrin et sa solitude, d'aimer l'art et la beauté, peu sentimentale, pourtant, elle aussi, et directement soumise à son tempérament, attachée par l'instinct autant que par l'amour, et d'une fidélité aussi exclusive et exigeante, aussi primitive que la violente polygamie de son mari, en sorte que le drame qui, leur vie durant, se jouera entre ces conjoints est exactement celui de l'espèce où s'opposent les tendances fondamentales du mâle et de la femelle.

Et, dans l'histoire de ce couple, chaque pièce de Porto-Riche constitue un chapitre. Dans *La Chance de Françoise*, ils sont jeunes mariés ; dans *Amoureuse*, ils sont mariés depuis huit ans ; dans *Le Passé*, ils ont échappé au mariage, mais non pas à la fatalité de leur duel douloureux ; enfin, dans le *Vieil Homme*, ils sont devenus père et mère.

Toute la nouveauté, ici, c'est le fils. Comment le caractère de l'homme d'amour, qui a torturé sa compagne, va-t-il, maintenant, désespérer son enfant ? Jusqu'à quelle extrémité expiatoire va-t-elle conduire ce personnage, d'autant plus funeste qu'il a été plus léger ?...

* * *

Dans le moment même où Michel Fontanet — l'homme d'amour — fait à Thérèse — la femme qui reste l'amoureuse — le serment de ne plus la tromper, et où ils se sont retirés à la campagne pour rendre cette fidélité plus facile, un hasard fait surgir dans cette fragile intimité Mme Alain. Augustin, le fils, est amoureux de Mme Alain. Le père naturellement se met de la partie. Il oublie vite tous ses serments, trompe sa femme et réduit son fils au suicide. Si seulement il avait aimé sa dernière maîtresse ?... Mais c'est par une suprême étourderie, au moment de rompre avec elle, qu'il provoque l'accès désespéré de son enfant.

On sent, dans ce simple raccourci, la simplicité tragique et la grandeur de cette composition où les personnages anciens, tout en restant les mêmes, se trouvent brusquement transfigurés par la présence du nouveau venu.

Ce nouveau venu, en effet, est nouveau non pas seulement dans le théâtre de Porto-Riche, mais dans le théâtre contemporain.

Augustin, c'est, si vous voulez, la personnification de l'amour et de la jeunesse virils. Mais ce jeune chérubin est marqué de traits précis. Il est, non pas le jeune homme, mais le fils de son père et de sa mère. De sa mère, il a le goût passionné de l'exaltation et de la fidélité, le lyrisme contenu et enflammé — dans le temps où, sous le nom de Germaine Fériaud, elle célébrait la nuit et

maudissait le jour — et de son père, il tient le goût de la féminité, autant presque que de la femme, une ardeur charnelle qui s'exprime provisoirement par des cris, des gestes, des couplets, en attendant de le faire par la violence du désespoir. Et, de tous ces éléments, qui sont l'essence même de son caractère et de son œuvre en général, Georges de Porto-Riche a composé une figure à la fois exubérante et fermée, à la joie visible et au chagrin secret, à qui l'amour rend jusqu'à la santé et à qui la déception ôte jusqu'au goût de vivre, qui devient un document de premier ordre dans l'histoire sentimentale de la jeunesse. La scène la plus belle de toute l'œuvre est celle où la mère et le fils se trouvent en présence l'un de l'autre. La mère, plus avisée, est déjà certaine de la trahison, et elle éprouve comme un obscur besoin de se réfugier près de son fils.

Mais voici que, non moins clairvoyante en ce qui concerne son fils que son mari, elle découvre le secret amour du jeune cœur. Alors, elle ne songe plus qu'à cet amour : elle était résolue à éloigner d'elle Mme Alain, mais cela ferait tant de peine à Augustin !... Mme Alain restera.

* * *

Mon intention, en commençant cette chronique, n'était point de faire valoir une fois de plus les exceptionnels mérites de l'œuvre de Porto-Riche. Il est préférable, semble-t-il, et plus instructif pour nous, de rechercher dans quelle mesure cette forme de théâtre et de sensibilité est encore accordée à nos mœurs présentes. Ce n'est plus là, bien entendu, la pièce même qui est en cause, mais, tout au contraire, le public.

Or, il semble que le public considère un peu toute cette famille bouleversée par la passion, comme un foyer de fantaisie. Ce père qui ignore totalement son fils ; cette épouse qui ne cesse de faire des mots d'auteur sur sa propre situation et qui passe si aisément du pardon à la fureur, et inversement ; ce petit garçon qui crie ses sentiments et porte son amour comme un drapeau, d'abord, comme un cilice ensuite ; tout ce dialogue désinvolte, lyrique, cynique, plein de délicatesse et de cruauté, qui enchante et brutalise à la fois, tant de contrastes, tant d'esprit, tant de bonne humeur, tant de passion, tant de douleur et de fatalité tragique, tout cela compose, assurément, une atmosphère que les auditeurs d'aujourd'hui ne tolèrent plus qu'avec peine.

De telles angoisses sont si éloignées de leurs préoccupations !...

D'abord les hommes comme cet homme d'amour n'existent plus guère : ils n'ont plus assez de tempérament ou de loisir ! Cet être-là a, à peu près, cessé d'exister, ou il s'est multiplié, si vous préférez, — ce qui revient au même. En tout cas, il a certainement changé de manière, et ce que la plupart des ménages qui se trouvent à la Porte Saint-Martin ont de la peine à reconnaître aujourd'hui, ce sont ces perpétuelles récriminations de la femme, ces perpétuelles promesses de l'homme, qui, sous les yeux mêmes de toute sa famille, recommence instantanément à coqueter. Les hommes d'aujourd'hui sont peut-être restés aussi légers : ils sont certainement devenus plus sérieux.

Surtout il n'est plus de femmes qui se résigneraient à la docile fidélité d'une amoureuse de Porto-Riche. D'abord, la plupart du temps, elles n'aiment plus avec autant de passion, ce qui suffirait déjà à marquer une différence assez fondamentale ; surtout, sans être féministes, elles sont tout de même trop pénétrées de leur valeur et de leur dignité, pour consentir à tenir, du moins publiquement et explicitement, un tel rôle de servitude sensuelle et d'abnégation morale. Elles préféreraient user d'armes un peu différentes... Bref, il semble que l'abîme marqué par Porto-Riche entre les deux sexes tende à se combler et que le drame, dont il a conté la pathétique histoire, soit en voie de liquidation... Ce sera tant pis, je le veux bien... Mais ce sera !

Enfin, parmi nos « greluchons », cherchez donc un Chérubin, un Fortunio ou un Augustin !...

Gaston Rageot.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Outre-Océan

Un article de M. Alfred L.-P. Dennis dans la *North American Review* établit que, si elle s'est abstenue à la Conférence de Lausanne, l'Amérique n'entend nullement pour autant se désintéresser de « la question des Détroits ». Depuis bientôt cinq siècles, depuis leur installation à Constantinople, les Turcs estiment que le contrôle des Détroits leur revient de droit : mais, outre que la Turquie n'est pas seule à avoir des intérêts dans la mer Noire, l'on ne saurait considérer « le Canal de Constantinople » (ainsi qu'on dit parfois à tort) comme la frontière entre l'Europe et l'Asie sans prétendre du même coup fermer à la civilisation une de ses grandes voies. Que les Anglais ne songent pas davantage à faire de Gallipoli un autre Gibraltar. Et la proposition russe d'interdire la mer Noire à toutes les puissances égale-

ment n'aura encore pas l'agrément de Washington : aussi bien la Russie ne pourra-t-elle intervenir ici que lorsqu'elle se sera donné un gouvernement acceptable par les peuples civilisés...

Canada

Dans la *Revue Trimestrielle Canadienne* (fasc. 32), un remarquable plaidoyer de M. Joseph Arbour en faveur des humanités : « le Classique et les Affaires. » — Au Canada, où d'ailleurs « les aristocrates de la richesse ne pullulent pas encore », les commerçants ne furent guère jusqu'ici que des travailleurs acharnés. Cependant, le commerce devenant plus difficile, on a fini par comprendre la nécessité d'un autre appui que celui de la patience et du temps et « peu à peu l'on se rallie à cette opinion qu'il faut avant de s'aventurer aux affaires donner à son esprit un tour particulier »,... de même que le médecin ou l'avocat « avant de prétendre massacrer ou faire pendre leurs semblables ». D'où la fondation à Montréal, il y a douze ans, d'une « Ecole de hautes études commerciales. » — Pourquoi la culture générale ne préparerait-elle pas à l'étude du commerce aussi bien qu'à celle de la médecine, par exemple ? « De fait, l'étudiant qui arrive à cette Ecole, après un cours classique, est littéralement dépaysé... Lui qui, jusque là, avait vécu un peu dans le rêve et la poésie, trouve étrange l'enseignement commercial... Les mathématiques sont étudiées différemment... » Mais on ne voit pas les raisons pour lesquelles, l'esprit dès longtemps assoupli par une gymnastique appropriée, il passerait moins aisément que le futur médecin des lettres aux matières où il devra se spécialiser...

Allemagne

Pertinacior — qui eût quasi parié, il y a un mois, pour la chute du ministère Poincaré (et pour celle du ministère Theunis en même temps) — écrit dans le fascicule de février de la *Deutsche Rundschau* : « Depuis que les Français se sont installés sur le Rhin, l'attitude a été, tant du côté de notre industrie que du côté de notre gouvernement, irréprochable : gouvernement et industrie opposent à l'envahisseur la seule résistance à nous possible en l'occurrence, la résistance passive... Les Français ont d'ailleurs très habilement préparé leur opération... On se demande maintenant quelles sont leurs intentions pour l'avenir. Ici, l'économique et le politique s'associent étroitement. Le président du Conseil bavarois disait dans un récent discours qu'il s'attendait à voir l'ennemi atteindre prochainement la ligne du Mein. C'est là une éventualité avec laquelle il convient de compter. Dans le cas où elle se réaliserait, les Français réussiraient en effet en premier lieu à séparer l'Allemagne du Sud de l'Allemagne du Nord, ensuite à aborder et voir à accaparer les charbonnages de l'Allemagne centrale, enfin à joindre la Pologne à travers la Saxe ».

Ni semi-français, comme on le voudrait à Paris, ni prussiens tout court, comme on le prétend à Berlin, les Rhénans, proclame en substance M. Ortyvin Ravo dans *Der neue Merkur*, les Rhénans sont par le sang, par la langue et par les mœurs « des Allemands »... La situation que la Bavière, elle, a su conserver réalise assez bien l'idéal qu'un sage patriotisme est en droit de poursuivre, entre Bâle et Wesel... Il y a « une civilisation rhénane », « une vieille civilisation rhénane », et il suffit pour s'en convaincre de regarder faire dans la vie de chaque jour cette population d'esprit ouvert, gaie, remarquablement polie et qui diffère tant de ses voisins immédiats, des Hessois comme des habitants du Sauerland ou du Duché de Berg.

Roumanie

Sous la signature de M. M. Jorga, Professeur à l'Université de Bucarest, on trouvera dans le fascicule de février de la *Revue de Genève* des renseignements qui démentent catégoriquement les informations trop souvent erronées — et « volontairement erronées » — de la presse européenne quant à la question des nationalités et au sort des vaincus en Transylvanie roumaine : l'article abonde en précisions d'évidence cueillies sur place et de première main. — En ce qui touche les Magyars, par exemple. Si l'Etat enseigne la langue de l'Etat, tout Roumain de nationalité hongroise peut faire ses études complètes dans sa langue et « les anciens livres magyars sont en grande partie entre les mains des élèves, qui peuvent apprendre à loisir que les frontières de leur patrie magyare touchent aux Carpathes, d'après les terribles prescriptions du traité imposé par les Austro-Allemands à la Roumanie brisée ». Alors que sous le régime hongrois, les feuilles d'opposition étaient à chaque instant poursuivies pour « haute trahison », il n'y a pas eu depuis 1918, sous le régime roumain, un seul procès de presse. — Les Saxons ont pareillement tous moyens de défendre leur nationalité : « Le petit commerce allemand suit ses anciennes méthodes; rien n'a changé dans l'existence des gens de métier; la plupart des fonctionnaires de cette race ont conservé leurs places ». — Quant aux Souabes, « le régime roumain a rendu à cette population nombreuse tous les droits nationaux qui lui avaient été déniés ».

Suisse

L'expertise en écriture n'est pas, quoi qu'en disent tant de railleurs, une « Science amusante », bonne tout au plus à piquer la curiosité des badauds : que l'on songe seulement aux conséquences possibles d'une erreur judiciaire... M. Edmond Locard, Directeur du laboratoire de Police technique de Lyon, est un spécialiste en la matière et bien intéressantes sont les quelque vingt-cinq pages qu'il consacre, dans la *Bibliothèque Universelle* et *Revue Suisse* (février), à « l'expertise des documents écrits ». Ainsi, sur les débuts de « la photographie de l'invisible », dont l'enquête criminelle tirerait un si remarquable parti (dans le cas de « falsification par grattage », notamment), écoutez : « Un photographe berlinois reçoit la visite d'une jolie cliente. Il fait plusieurs clichés. Lorsque, le lendemain, il les développe, il constate que toutes les plaques portent des maculatures, et toutes au niveau du visage. Lettre d'excuse avec proposition d'une nouvelle séance de pose... Plusieurs semaines après, la cliente revient : elle relevait de la petite vérole. Les maculatures des clichés étaient la reproduction de l'exanthème encore invisible, mais qui avait déjà modifié la constitution des tissus. Dès lors, le fait était acquis, la plaque photographique est sensible à des détails que la rétine ne perçoit point. »

Gaston Choisy

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

Bulletin Tchécoslovaque

M. Alois Rasin

C'est une belle et grande figure qui s'en va avec M. Rasin. Il succomba le 18 février dernier, après six semaines de souffrances supportées avec une sérénité héroïque, à la blessure causée par la balle d'un jeune dévoyé.

Avec un respect ému, la nation entière se penche devant la fraîche tombe du noble patriote dont la vie n'était qu'un long dévouement, qu'une lutte de tous les instants pour la liberté et pour la grandeur du son pays. La liberté de la Bohême! Toute l'énergie de cet homme d'acier y était consacrée depuis sa jeunesse. Il était l'âme de ce mouvement politique et intellectuel qui, vers 1890, groupa les meilleurs éléments de la jeunesse intellectuelle tchèque et qu'on connait sous le nom d'*Omladina* (le rajeunissement). Ardent, fougueux, énergique, le regard vif et la parole tranchante, il voua au régime policier de l'Autriche une haine mortelle. Comme Vienne s'est décidée à intenter un procès monstre à cette jeunesse turbulente qui ne voulait pas abdiquer et qui ne cessait pas de parler du droit d'Etat Bohême, le jeune docteur en droit sut expier son audace par deux ans de prison et la perte de son diplôme. Mais Rasin n'était pas de nature à se laisser intimider. Il reconquit son grade et reprit la lutte, cette fois, par d'autres moyens, moins turbulents, mais plus efficaces. Il continue cependant à brandir le drapeau des droits historiques du Royaume de Bohême. En 1911, il entre au Reichsrath de Vienne, élu par le parti jeune-tchèque. Il assure ainsi la liaison entre le parti du droit historique et le parti du docteur Kramar.

Il contribua certes à lui faire abandonner cette illusion de la politique positive, qui, croyant à la possibilité d'une Autriche juste, tendait à assurer à la nation tchèque une place correspondant à sa force intellectuelle et économique. Aussi, dès le premier jour de la guerre, Rasin comprit que le moment historique était venu pour la nation tchèque. Désormais, plus de compromis avec l'Autriche qu'il savait condamnée. Ce fut cette conviction profonde, ce fut cette foi inébranlable à la victoire finale de son peuple qui lui donnèrent la force de tenir jusqu'au bout. Incarcéré à la « Tour de mort » à Vienne, condamné à être pendu par le conseil de guerre, il accepte le verdict sans broncher et refuse de signer le recours en grâce. Devant cette force d'esprit, le bourreau recula. En 1917, après bien des hésitations, Charles IV signa l'amnistie de Rasin et de Kramar. Aussitôt rendu à la vie, Rasin conquiert, pour la troisième fois, son diplôme de docteur en droit dont on l'avait privé et se met à réaliser les projets qu'il avait longuement médités dans la solitude de la prison. Il redevient un des membres les plus actifs de la vaste conspiration tchèque ourdie contre la monarchie.

Cependant les événements se précipitent. Le 27 octobre 1918, il apprend que le comte Andrassy avait capitulé devant le président Wilson : il n'hésite plus. Il fallait agir, prévenir l'action probable de Vienne et de Berlin, s'emparer de toutes les administrations, désarmer la garnison magyare de Prague en évitant toute effusion de sang. A six heures du matin, il téléphone à M. Soukup et à neuf heures, après une courte conférence avec MM. Svehla et Stribrny, tout, y compris le téléphone et le télégraphe, était entre les mains de ces trois hommes. Dans la journée, l'indépendance de l'Etat tchécoslovaque est proclamée.

Le conspirateur s'est montré un homme d'Etat. Du jour au lendemain, celui qui avait été, pendant vingt-cinq ans, le destructeur de la monarchie, devient un constructeur de patrie libérée. Membre de l'Assemblée Constituante, il assume la formidable responsabilité du portefeuille des finances dans le gouvernement Kramar. On sait avec quelle énergie farouche il s'attaqua aux difficultés de la situation. Mesurant la profondeur de l'abîme où la communauté monétaire avec l'Autriche menaçait d'entraîner la République, il comprit qu'il fallait créer une monnaie nouvelle et exécuter, aussi vite que possible, la séparation monétaire d'avec l'Autriche. Il y parvint, dans les circonstances les plus difficiles, au moment où les frontières de l'Etat n'étaient pas encore fixées. Il fit estampiller les billets de banque et les comptes-courants en retenant, malgré toute opposition, une partie des dépôts et des billets de banque à titre d'acompte du futur prélèvement sur la fortune. Cette opération fondamentale exécutée, il se mit à assainir les finances publiques. Il ne cessait de prêcher que, seuls, le travail et les économies peuvent sauver la République de la déroute financière. Ayant dû abandonner son portefeuille, il ne s'enferma pas dans une bouderie : député et membre du « Conseil des Cinq », il continua à défendre la politique de déflation, sans craindre l'impopularité, sans reculer devant les attaques des démagogues. Il aimait la lutte pour la bonne cause, il dédaignait les attaques, sûr de la nécessité de certaines opérations, fussent-elles douloureuses. Il serra la vis des impôts, il resta sourd aux doléances des industriels atteints par la hausse de la couronne, et, rentré au pouvoir en octobre dernier, il n'hésite pas à réduire sensiblement les traitements des fonctionnaires, non pas qu'il fût dur, mais parce qu'il le fallait pour assainir et stabiliser la monnaie. Une réforme fiscale et une réorganisation des entreprises publiques devaient couronner son œuvre. Fauché avant d'avoir pu l'exécuter entièrement, il eut cependant la satisfaction de voir que sa politique a donné de bons résultats. Le change est à peu près stabilisé, la crise de la monnaie presque surmontée. Son ami et son confident, M. Becka, qui est son successeur au ministère des Finances, continuera son œuvre dans le même esprit.

Le Président de la République a adressé, au ministre de l'Intérieur qui assure l'intérim de la Présidence pendant la maladie de M. Svehla, un message où, en termes profonds et émus, il apprécie les nobles vertus de celui qui fut, non seulement un des économistes et un des hommes d'Etat les plus éminents de l'heure présente, mais aussi, dans ces heures troubles, un bel et pur exemple de grandeur morale.

H. JELINEK.

BULLETIN MARITIME

Les services contractuels des Messageries Maritimes

Au moment où cette importante Société procède à l'émission d'obligations dont nos lecteurs ont pu trouver le détail dans notre *Revue Financière*, il nous paraît intéressant de rappeler ce qu'a été son activité depuis sa constitution.

Les services maritimes postaux et d'intérêt général sur l'Extrême-Orient, l'Australie et la Nouvelle-Calédonie, la côte orientale d'Afrique et la Méditerranée orientale, sont assurés actuellement en vertu de la convention passée le 29 décembre 1920 entre l'Etat et la Compagnie des Messageries Maritimes, par la Société des Services Contractuels des Messageries Maritimes.

Au début de leur exploitation, les Services Contractuels des Messageries Maritimes disposaient de 16 paquebots que la Compagnie des Messageries Maritimes leur cédait en exécution de la convention. Quelques mois plus tard, 15 paquebots étaient achetés par la Société ou mis à sa disposition par l'Etat français et la flotte qu'elle possède aujourd'hui atteint 31 unités représentant 375.900 tonnes de déplacement.

L'augmentation du nombre des navires dont elle dispose, tout en permettant à la Société d'améliorer les relations maritimes qu'elle est chargée d'assurer, ne peut cependant suffire à l'exécution intégrale des services prévus par la Convention. Un gros effort de construction s'imposait. Les services contractuels l'ont poursuivi inlassablement. Deux paquebots, l'un de 20.200 tonnes, l' « Aramis », l'autre de 15.100 tonnes le « Leconte de Lisle », ont été lancés, le premier en avril 1922, le second le 29 octobre 1922; leur achèvement se poursuit aussi rapidement que possible et la Société escompte leur entrée en service respectivement au début et au milieu de l'année 1923.

En dehors de ces deux unités, quatre paquebots sont actuellement en construction dans divers chantiers : deux de ces navires seront du type « Aramis » (plus spécialement affecté à la ligne d'Indo-Chine, de Chine et du Japon), un autre sera du type « Leconte-de-Lisle » (destiné en principe aux lignes de l'Océan Indien), et le quatrième sera un sistership du « Sphinx », le magnifique paquebot actuellement affecté à la ligne d'Egypte.

Cette première tranche de constructions neuves aura pour effet d'améliorer considérablement les services assurés par la Société et nous ne pouvons, au point de vue national, que nous en féliciter.

L'effort sera du reste continué sans interruption : les 37 navires représentant près de 500.000 tonnes, qui composeront dans un avenir rapproché la flotte des services contractuels, ne pourront suffire à assurer strictement et régulièrement tous les départs prévus par la convention sur les différentes lignes. D'autre part, il faut d'ores et déjà se préoccuper des navires de remplacement nécessaires à toute exploitation bien comprise et c'est autant pour accélérer les constructions en cours que pour permettre l'exécution d'un programme de constructions nouvelles qui donnera à la Société l'ensemble des moyens indispensables à son exploitation, que la Société des Services Contractuels des Messageries Maritimes recherche actuellement de nouvelles ressources.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Compagnie des Messageries Maritimes. — La Chambre de Commerce de Dunkerque vient d'émettre un avis favorable à l'allocation d'un nouvel emplacement à quai à la Société des Messageries Maritimes.

Compagnie Générale Transatlantique. — On annonce que le vapeur « Moïse » va désormais effectuer tous les quinze jours, un voyage sur Bougie. Le vapeur « Eugene-Pereire », d'autre part, assure maintenant un service régulier décadaire entre les ports tunisiens et Marseille.

Le paquebot « Gouverneur-Général Grévy » a quitté Marseille le 19 février sur Alger. Il est complètement transformé pour la chauffe au mazout et sera l'un des courriers les plus rapides d'Algérie.

Le « Gouverneur-Général Jonnart » terminé à Brest a rejoint Marseille au début du mois.

Enfin, le « Capitaine Winckler » construit en 1922 a été vendu par le Gouvernement français à la Compagnie Générale Transatlantique. Il jauge 3.100 tonnes de portée en lourd et 2018 tonnes brutes.

La Compagnie Générale Transatlantique va ainsi se trouver à disposer, au début de l'été, d'une belle flotte homogène de 8 grands navires destinés aux relations entre la France et ses annexes méditerranéennes (lignes d'Oran, Alger et Tunis). Le « Tingad » et le « Charles-Roux » étaient déjà connus, ainsi que le « Duc d'Aumale » et le « Lamoricière ». La série des « Gouverneurs » (« Chanzy », « Grevy », Gueydon » et « Jonnart ») complète heureusement les unités nécessaires à l'exploitation.

Il est à noter qu'aucun tonnage ennemi n'a remplacé le tonnage perdu pendant la guerre sur ces lignes.

Compagnie Fraissinet. — Les dernières nouvelles de Galatz font espérer que le Danube ne sera pas pris cette année en raison des pluies abondantes qui ont facilité la navigation sur ce fleuve. Aussi la Compagnie Fraissinet qui, pendant l'hiver, s'arrête à l'escale de Constantza, se dispose-t-elle à reprendre l'escale de Braïla. Le Gouvernement roumain, après avoir retenu pour la consommation du pays 1.720.000 tonnes de blé, n'a laissé disponibles pour l'exportation que 180.000 tonnes, destinées, d'ailleurs à couvrir les avances faites dernièrement par la France et la Suisse. Mais il arrive en revanche à Marseille beaucoup de haricots et de lentilles de la Mer-Noire ainsi que des avoines et des orges.

Valeurs de Navigation

Bourse de Marseille

	Le 12 Mars 1923.
Fraissinet	803 »
Messageries Maritimes	215 »
Mixte	246 50
Transatlantique	170 50
Transports Maritimes	867 »

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Angers : Rue Garnier et Rue des Carmes.
Paris, 2, rue Monge

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 7 61e ANNÉE 7 AVRIL 1923

PIERRE CURIE INTIME

Je rencontrai Pierre Curie pour la première fois au printemps de l'année 1891, alors que je vivais à Paris, où, depuis trois ans, je poursuivais des études à la Sorbonne (1). J'avais passé les examens de la licence physique et je préparais ceux de la licence de mathématiques ; en même temps, je commençais à travailler au laboratoire de recherches du professeur Lippmann. Un physicien polonais, avec qui j'étais en relation, et qui estimait beaucoup Pierre Curie, nous invita un jour ensemble pour passer la soirée avec lui et sa femme.

Quand j'entrai, Pierre Curie se tenait dans l'embrasure d'une porte-fenêtre donnant sur un balcon. Il me parut très jeune, bien qu'il fût alors âgé de trente-cinq ans .J'ai été frappée par l'expression de son regard clair et par une légère apparence d'abandon dans sa haute stature. Sa parole un peu lente et réfléchie, sa simplicité, son sourire à la fois grave et jeune inspiraient confiance. Une conversation s'engagea entre nous, bientôt amicale ; elle avait pour objet des questions de sciences sur lesquelles j'étais heureuse de demander son avis, puis les questions d'intérêt social ou humanitaire, auxquelles nous nous intéressions tous deux. Il y avait entre sa conception des choses et la mienne, malgré la différence de nos pays d'origine, une parenté surprenante, attribuable, sans doute, en partie, à une certaine analogie dans l'atmosphère morale au milieu de laquelle chacun de nous avait grandi dans sa famille.

Nous nous rencontrâmes de nouveau à la Société de physique et au laboratoire ; puis il demanda à me rendre visite. J'habitais alors une chambre au sixième étage d'une maison dans le quartier des Ecoles, et c'était un logement pauvre, car mes ressources étaient extrêmement restreintes. Je m'y trouvais pourtant très heureuse, ayant réalisé à vingt-cinq ans seulement l'ardent désir que j'avais eu depuis longtemps de faire des études de sciences approfondies. Pierre Curie vint me voir avec une sympathie simple et sincère pour ma vie de travailleuse. Bientôt il prit l'habitude de me parler de son rêve de vie consacrée entièrement à la recherche scientifique, et il me demanda de partager cette existence. Toutefois, il n'était pas facile de prendre une telle décision, car elle comportait la séparation de mon pays, de ma famille, et le renoncement à des projets d'activité sociale qui m'étaient chers. Ayant grandi dans une atmosphère de patriotisme entretenue par l'oppression exercée sur la Pologne, je voulais, comme tant d'autres jeunes gens de mon pays, contribuer par mes efforts à la conservation de l'esprit national.

Les choses en étaient là, quand, au début des vacances, je quittai Paris pour me rendre auprès de mon père en Pologne. Notre correspondance pendant cette séparation a contribué à resserrer

(1) Voici quelques brefs détails biographiques :
Mon nom est Marie Sklodowska. Mon père et ma mère appartenaient à des familles polonaises et catholiques ; ils étaient tous deux professeurs d'enseignement secondaire à Varsovie (Pologne russe à cette époque). Je suis née à Varsovie et j'y ai fait mes études de Lycée ; j'ai travaillé ensuite quelques années dans l'enseignement puis je suis venue à Paris en l'année 1892, pour y faire des études scientifiques.

entre nous le lien d'affection qui commençait à s'établir.

Pierre Curie m'écrivit durant l'été 1894 des lettres que je crois admirables dans leur ensemble. Aucune d'elles n'est très longue, car il avait l'habitude de la rédaction concise, mais toutes ont été écrites par lui dans le souci évident de se faire connaître à celle qu'il désirait pour compagne, tel qu'il était, avec une sincérité objective. La qualité même de la rédaction m'a toujours paru exceptionnelle ; nul n'était capable comme lui de décrire en peu de lignes un état d'esprit où une situation, de manière à en évoquer une image saisissante de vérité par des moyens très simples. Par là il eût pu, je crois, être un grand écrivain. Il convient de reproduire ici quelques passages de ces lettres qui expriment comment il envisageait l'éventualité de son mariage :

« Nous nous sommes promis (n'est-il pas vrai ?) d'avoir l'un pour l'autre au moins une grande amitié. Pourvu que vous ne changiez pas d'avis ! Car il n'y a pas de promesses qui tiennent ; ce sont des choses qui ne se commandent pas. Ce serait cependant une belle chose à laquelle je n'ose croire que de passer la vie l'un près de l'autre, hypnotisés dans nos rêves : *votre rêve* patriotique, *notre rêve* humanitaire et *notre rêve* scientifique. De tous ces rêves-là, le dernier seul est, je crois, légitime. Je veux dire par là que nous sommes impuissants pour changer l'état social, et s'il n'en était pas ainsi, nous ne saurions que faire, et en agissant dans un sens quelconque nous ne serions jamais sûrs de ne pas faire plus de mal que de bien, en retardant quelque évolution inévitable. Au point de vue scientifique, au contraire, nous pouvons prétendre faire quelque chose, le terrain est ici plus solide et toute découverte, si petite qu'elle soit, reste acquise...

» Je vous conseille vivement de revenir à Paris au mois d'octobre. Cela me ferait beaucoup de peine si vous ne veniez pas cette année, mais ce n'est pas par égoïsme d'ami que je vous dis de revenir. Je crois seulement que vous travaillerez mieux et que vous ferez ici besogne plus solide et plus utile. »

On peut comprendre, d'après cette lettre, qu'il n'y avait pour Pierre Curie qu'une seule manière d'envisager son avenir. Il avait voué sa vie à son rêve scientifique ; il lui fallait une compagne qui pût vivre le même rêve avec lui. Il m'a dit plusieurs fois que s'il ne s'était pas marié jusqu'à trente-six ans, c'est qu'il ne croyait pas à la possibilité d'un mariage répondant à ce qui était pour lui un besoin absolu.

A vingt-deux ans, il écrivait dans son journal : « La femme, bien plus que nous, aime la vie pour vivre ; les femmes de génie sont rares. Aussi lorsque, poussés par quelque amour mystique, nous voulons entrer dans quelque voie antinaturelle, lorsque nous donnons toutes nos pensées à quelque œuvre qui nous éloigne de l'humanité qui nous touche, nous avons à lutter avec les femmes, et la lutte presque toujours est inégale, car c'est au nom de la vie et de la nature qu'elles essaient de nous ramener. »

On voit d'autre part, dans la correspondance citée plus haut, la confiance inébranlable qu'il avait dans la science et dans le pouvoir de celle-ci pour le bien général de l'humanité ; et il semble légitime de rapprocher ce sentiment de celui qui dicta à Pasteur les paroles bien connues :

« Je crois invinciblement que la science et la paix triompheront de l'ignorance et de la guerre. »

Cette confiance dans les solutions scientifiques rendait Pierre Curie peu enclin à prendre une part active à la politique. Il était attaché par éducation et par sentiment aux idées démocratiques et socialistes, mais il n'était dominé par aucune doctrine de parti. Il remplit, d'ailleurs, toujours ses obligations d'électeur, ainsi que le fit son père. Dans la vie publique comme dans la vie privée, il ne croyait pas à l'emploi de la violence :

« Que penseriez-vous, m'écrivait-il, de quelqu'un qui songerait à se jeter la tête la première contre un mur de pierre de taille, avec la prétention de le renverser ? Cela pourrait être une idée résultant de très beaux sentiments, mais, de fait, cette idée serait ridicule et stupide. Je crois que certaines questions demandent une solution générale, mais ne comportent plus aujourd'hui de solutions locales, et que lorsqu'on s'engage dans la voie qui n'a pas d'issue, on peut faire beaucoup de mal. Je crois encore que la justice n'est pas de ce monde, et que le système le plus fort, ou plutôt le plus économique sera celui qui prévaudra. Un homme est exténué par le travail et vit même misérable ; c'est là une action révoltante, mais ce n'est pas pour cela qu'elle cessera ; elle disparaîtra probablement parce que l'homme est une sorte de machine, et qu'il y a avantage au point de vue économique à faire fonctionner une machine quelconque dans son régime normal, sans la forcer. »

Il appliquait à sa vie intérieure le même besoin de clarté et de compréhension qu'à l'examen de problèmes généraux. Un grand besoin de loyauté envers lui-même et envers les autres le faisait souffrir des compromis imposés par l'existence, bien qu'il les réduisît au minimum.

« Nous sommes tous esclaves de nos affections,

esclaves des préjugés de ceux que nous aimons ; nous devons aussi gagner notre vie, et par cela devenir un rouage de machine. Le plus pénible, ce sont les concessions qu'il faut faire aux préjugés de la société qui nous entoure ; on en fait plus ou moins selon qu'on se sent plus faible ou plus fort. Si l'on n'y en fait pas assez on est écrasé. Si l'on en fait trop on est vil et l'on prend le dégoût de soi-même. Me voilà loin des principes que j'avais il y a dix ans. Je croyais à cette époque qu'il fallait être excessif en tout, et ne faire aucune concession au milieu qui nous entoure. Je croyais qu'il fallait exagérer ses défauts comme ses qualités. »

Telles étaient les pensées de celui qui, sans fortune lui-même, souhaitait associer sa vie à celle de l'étudiante qu'il avait rencontrée.

Au retour des vacances, nos relations amicales nous sont devenues de plus en plus chères, chacun comprenant qu'il ne pouvait trouver un meilleur compagnon d'existence. Notre mariage fut donc décidé et eut lieu le 25 juillet 1895. Conformément à nos goûts communs, la cérémonie a été réduite au strict minimum ; elle a été civile, car Pierre Curie n'appartenait à aucun culte, et moi-même je n'étais pas pratiquante. Les parents de Pierre Curie m'accueillirent avec la plus grande cordialité et, réciproquement, mon père et mes sœurs, qui assistaient à mon mariage, furent heureux de connaître la famille dont j'allais faire partie.

Notre première installation, extrêmement modeste, consistait en un petit logement de trois pièces situé rue de la Glacière, non loin de l'Ecole de physique. Son mérite principal était d'avoir vue sur un vaste jardin. L'ameublement, très sommaire, se composait d'objets ayant appartenu à nos parents. Nos ressources ne nous permettaient pas de nous faire servir. Je devais donc assurer presque entièrement les soins du ménage, ce dont j'avais pris l'habitude pendant ma vie d'étudiante.

Le traitement de professeur de Pierre Curie était de six mille francs par an, et nous tenions à ce qu'il ne s'imposât pas d'occupations supplémentaires tout au moins au début. Pour ce qui me concerne, j'entrepris de préparer le concours de l'agrégation des jeunes filles en vue d'un poste dans l'enseignement et je fus reçue en 1896. Notre existence était entièrement organisée en vue du travail scientifique, et nos journées se passaient au Laboratoire où Schützenberger m'autorisa à travailler auprès de mon mari.

Celui-ci était alors engagé dans un travail sur la croissance des cristaux, qui l'intéressait vivement. Il désirait savoir si certaines faces d'un cristal se développent de préférence parce qu'elles ont une vitesse d'accroissement différente ou parce que leur solubilité est différente. Il obtint assez rapidement des résultats intéressants (non publiés), mais dut interrompre ce travail afin de poursuivre des recherches sur la radioactivité, et ne put jamais le reprendre, ce qu'il regrettait fréquemment. J'étais occupée, à la même époque, à une étude sur l'aimantation des aciers trempés.

La préparation de son enseignement à l'Ecole était pour Pierre Curie un souci important. La chaire était nouvellement créée, et aucun programme de cours ne lui était imposé. Il partagea d'abord ses leçons entre la cristallographie et l'électricité, puis, reconnaissant de plus en plus l'utilité d'un cours théorique sérieux d'électricité pour de futurs ingénieurs, il se consacra entièrement à ce sujet et réussit à établir un enseignement (en cent-vingt leçons environ), le plus complet et le plus moderne alors à Paris. Il dut accomplir pour cela un effort considérable, dont j'ai été le témoin journalier, constamment soucieux de donner une image complète des phénomènes et de l'évolution des théories et des idées, soucieux aussi de précision et de clarté dans le mode d'exposition. Il songeait à publier un traité résumant cet enseignement, mais, absorbé par des préoccupations multiples pendant les années suivantes, il ne put malheureusement mettre ce projet à exécution.

Nous vivions très unis, nous intéressant en commun à toutes choses : travail théorique, expériences de laboratoire, préparation de cours ou d'examens. Pendant onze années de vie commune, nous ne nous sommes presque pas séparés, à tel point qu'il n'existe que peu de lignes de correspondance entre nous de cette époque. Nos journées de repos ou de vacances étaient consacrées à des promenades à pied ou à bicyclette, soit dans la campagne des environs de Paris, soit au bord de la mer ou en montagne. La préoccupation du travail était si absorbante chez Pierre Curie qu'il pouvait difficilement séjourner un temps prolongé dans un endroit où les moyens de travail lui manquaient. Après quelques jours, il lui arrivait de dire : « Il me semble qu'il y a bien longtemps que nous n'avons rien fait. » En excursion, au contraire, au cours de journées successives il se sentait heureux et jouissait pleinement de ces promenades que nous faisions ensemble, de même qu'il avait joui jadis de celles faites en commun avec son frère, sans que, d'ailleurs, la joie de voir de belles choses l'empêchât de penser à des questions scientifiques. Nous parcourûmes ainsi les régions des Cévennes et des monts d'Auvergne, ainsi que les côtes de France, et quelques-unes de ses grandes forêts. Ces journées de grand air et de belles visions nous lais-

saient des impressions profondes que nous aimions évoquer par la suite. Un souvenir radieux nous est resté d'une journée de soleil, où, après une montée longue et pénible, nous traversions la prairie verte et fraîche de l'Aubrac, dans l'air pur des hauts plateaux. Un autre souvenir vivant était celui d'un soir où, attardés au crépuscule dans la gorge de la Truyère, nous avons été particulièrement séduits par un air populaire qui se mourait au loin, venant d'une barque qui descendait au fil de l'eau, et où ayant bien mal prévu nos étapes, nous n'avons pu regagner notre logis avant l'aube ; une rencontre avec des charrettes dont les chevaux prirent peur de nos bicyclettes nous obligea à couper au travers des champs labourés : nous reprîmes ensuite la route sur le haut plateau, baigné par la lumière irréelle de la lune, tandis que les vaches, qui passaient la nuit dans des enclos, venaient gravement nous contempler de leurs grands yeux tranquilles.

La forêt de Compiègne nous a charmés au printemps, par sa tendre verdure et ses tapis, à perte de vue, de pervenches et d'anémones ; à la lisière de la forêt de Fontainebleau, les bords du Loing, chargés de renoncules d'eau, étaient pour Pierre Curie un objet de ravissement. Et nous aimions la mélancolie des côtes de la Bretagne et l'étendue des landes de bruyères et d'ajoncs, jusque vers les pointes du Finistère, semblables à des griffes ou des dents s'enfonçant dans le flot qui toujours les ronge.

Plus tard, ayant notre enfant avec nous, nous avons été amenés à prendre des vacances dans une même localité, sans voyager. Nous vivions alors aussi simplement que possible, dans des villages retirés où l'on pouvait à peine nous distinguer des habitants de la région. J'ai le souvenir de la stupéfaction d'un journaliste américain qui nous retrouva au Pouldu, au moment où, assise sur les marches de pierre de la maison, j'étais occupée à vider le sable de mes espadrilles : toutefois, sa perplexité ne fut pas de longue durée, et prenant son parti de cette situation, il s'assit à côté de moi et se mit en devoir de crayonner dans son calepin mes réponses à ses questions.

Les relations les plus affectueuses s'établirent entre les parents de mon mari et moi. Nous allions fréquemment à Sceaux, où l'ancienne chambre de mon mari restait toujours à notre disposition ; je me liai aussi d'affection tendre avec Jacques Curie et sa famille (il était marié et père de deux enfants) ; le frère de mon mari est devenu le mien et l'est toujours resté.

Notre fille aînée, Irène, vint au monde en septembre 1897, et peu de jours après, Pierre Curie eut la douleur de perdre sa mère. Le docteur Curie vint alors habiter avec nous dans une maison avec jardin située aux fortifications de Paris (108, boulevard Kellermann), au voisinage du parc de Montsouris. C'est là que Pierre Curie vécut jusqu'à la fin de sa vie.

Avec la naissance de notre enfant, les difficultés de notre organisation de travail se trouvaient augmentées, car il me fallait consacrer plus de temps à la vie d'intérieur. Fort heureusement, je pouvais laisser ma petite fille en compagnie de son grand-père qui aimait beaucoup s'en occuper. Il fallait songer aussi à se procurer des ressources nouvelles pour la famille agrandie et pour l'aide qui m'était désormais nécessaire à la maison. Cependant notre situation resta encore la même pendant les deux années suivantes que nous avons consacrées à un travail de laboratoire intensif sur la radioactivité. Elle ne s'améliora qu'en 1900, au détriment, il est vrai, du temps que nous pouvions employer à nos recherches scientifiques.

Toute préoccupation de vie mondaine était exclue de notre existence. Pierre Curie avait pour les obligations de ce genre une répugnance invincible : pas plus dans sa vie de jeune homme que plus tard il n'accepta de faire des visites, ou de nouer des relations sans intérêt. Grave et silencieux, il préférait s'abandonner à ses réflexions, plutôt que d'échanger des paroles banales. Il attachait, au contraire, beaucoup d'importance aux relations avec ses amis d'enfance, et avec ceux à qui il était lié par une communauté d'intérêt scientifique.

Parmi ces derniers, il faut citer E. Gouy, professeur à la Faculté des Sciences de Lyon. Ses relations amicales avec Pierre Curie dataient du temps où tous deux avaient été préparateurs à la Sorbonne ; ils entretenaient une correspondance scientifique régulière et prenaient plaisir à se revoir lors des courtes visites de E. Gouy à Paris, durant lesquelles ils étaient inséparables. Il y avait aussi d'anciennes relations d'amitié entre Pierre Curie et Ch.-Ed. Guillaume, aujourd'hui directeur du Bureau international des Poids et Mesures, à Sèvres ; ils se voyaient à la Société de physique, et se rejoignaient parfois le dimanche à Sèvres ou à Sceaux. Plus tard, il se forma autour de Pierre Curie un groupe d'amis plus jeunes, engagés comme lui dans les recherches de physique et de chimie, faisant partie du domaine l plus nouveau de ces sciences : André Debierne, son collaborateur dans les travaux sur la radioactivité, et ami intime, Georges Sagnac, son collaborateur pour une étude sur les rayons X, Paul Langevin, son ancien élève, qui devint professeur au Collège de France, Jean Perrin, actuellement professeur de chimie-physique à la Sorbonne, Georges Urbain, ancien élève de l'école, maintenant professeur de chimie à la Sor-

bonne. Souvent l'un ou l'autre venait nous voir dans la tranquille maison du boulevard Kellermann. Nous poursuivions alors une causerie sur les expériences récentes ou futures, sur les idées et théories nouvelles, et nous ne nous lassions pas de jouir du merveilleux de la physique moderne.

On ne faisait guère de réunions nombreuses dans notre maison, car Pierre Curie n'en éprouvait pas le désir. Il était plus à son aise dans une conversation à quelques-uns et allait rarement à d'autres réunions que celles des sociétés scientifiques. Si d'aventure il se trouvait égaré dans un milieu où la conversation générale ne pouvait l'intéresser, il se réfugiait dans un coin tranquille et pouvait oublier l'assistance en poursuivant ses pensées.

Nos relations de famille étaient très restreintes, de son côté comme du mien, la sienne peu nombreuse et la mienne éloignée. Il était cependant très affectueux pour ceux des miens qui pouvaient venir me voir à Paris ou en vacances.

En 1899, Pierre Curie fit avec moi un voyage en Pologne autrichienne, dans les Carpathes, où l'une de mes sœurs mariée avec le docteur Dluski, et médecin elle-même, dirigeait avec son mari un grand sanatorium. Par un désir touchant de connaître tout ce qui m'était cher, il voulut apprendre le polonais bien qu'il connût peu, en général, les langues étrangères, et bien que je ne lui eusse point conseillé cette étude qui ne pouvait lui être suffisamment utile. Il avait une sincère sympathie pour mon pays et croyait au rétablissement d'une Pologne libre dans l'avenir.

Dans notre vie commune, il m'a été donné de le connaître comme il le souhaitait et de pénétrer sa pensée chaque jour davantage. Il était autant et plus que tout ce que j'ai pu rêver au moment de notre union. Constamment grandissait mon admiration pour ses qualités exceptionnelles, d'un niveau si rare et si élevé, qu'il m'apparaissait parfois comme un être presque unique, par son détachement de toute vanité et de ces petitesses qu'on découvre chez soi-même et chez les autres, et que l'on juge avec indulgence, non sans aspirer à un idéal plus parfait.

C'était là, sans doute, le secret du charme infini qui se dégageait de lui et auquel on ne pouvait guère rester insensible. Sa figure pensive et la clarté de son regard exerçaient un grand attrait. Cette impression s'augmentait ensuite en raison de sa bienveillance et de la douceur de son caractère. Il lui arrivait de dire qu'il ne se sentait point combatif, et cela était entièrement vrai. On n'eût pu entamer une dispute avec lui, car il ne savait pas se fâcher. « Je ne suis pas très fort pour me mettre en colère », disait-il en souriant. S'il avait peu d'amis, il n'avait point d'ennemis, car il ne lui arrivait jamais d'être blessant, même par inadvertance. Pourtant, on ne pouvait guère le faire dévier de sa ligne d'action, ce qu'exprimait son père en lui donnant le nom de « doux entêté ».

Quand il exprimait son opinion, il le faisait toujours avec franchise, car il était convaincu que les procédés diplomatiques sont, en général, puérils, et que la voie directe est à la fois la plus simple et la meilleure. Il acquit, par là, une certaine réputation de naïveté ; en réalité, il agissait ainsi par volonté réfléchie plutôt que par instinct. C'est peut-être parce qu'il savait se juger et se recueillir en lui-même qu'il était parfaitement capable d'apprécier avec lucidité les mobiles d'action, les intentions et les pensées des autres, et s'il pouvait négliger des détails il se trompait rarement sur le fond. Le plus souvent il réservait pour lui ce jugement si sûr, mais il l'exprimait sans réticence quand il en avait pris la décision, avec la certitude de faire un acte utile.

Dans ses relations scientifiques, il n'avait aucune âpreté et ne se laissait pas influencer par l'amour-propre et le sentiment personnel. Tout beau succès lui faisait plaisir, même dans un domaine où il s'attendait à avoir la priorité. Il disait : « Qu'importe que je n'aie pas publié tel travail si un autre le publie », et pensait qu'en matière de science l'on doit s'intéresser aux choses et non aux personnes. Toute idée d'émulation était si contraire à son sentiment, qu'il la condamnait même sous la forme de concours ou de classement dans les lycées, aussi bien que sous la forme de distinctions honorifiques. Ses conseils et ses encouragements ne faisaient jamais défaut à ceux qu'il croyait aptes au travail scientifique, et certains lui en conservent une profonde reconnaissance.

Si son attitude était celle d'un homme d'élite ayant atteint le plus haut sommet de la civilisation, ses actes étaient ceux d'un homme vraiment bon, doué d'un sentiment de solidarité humaine intimement lié à sa formation intellectuelle, plein de compréhension et d'indulgence. On le trouvait toujours disposé à aider dans la mesure de ses moyens toute personne dans une situation difficile, et même à employer pour cela une partie de son temps, ce qui lui était le plus grand des sacrifices. Son désintéressement était si spontané qu'on songeait à peine à le remarquer, les moyens matériels ne pouvant servir, à son point de vue, qu'à assurer, en dehors d'une existence simple, la possibilité d'aider les autres et de travailler selon ses goûts.

Que dire enfin de son amour pour les siens et de

ses qualités d'ami ? Son amitié, qu'il donnait rarement, était sûre et fidèle, car elle reposait sur une communauté d'idées et d'opinions. Plus rare encore a été le don de son affection, mais combien ce don a été complet envers son frère et envers moi-même ! Sa réserve coutumière pouvait céder à un abandon qui laissait s'établir l'harmonie et la confiance. Sa tendresse était le plus exquis des bienfaits, sûre et secourable, pleine de douceur et de sollicitude. Il était bon d'en être entouré, il était cruel de la perdre après avoir vécu dans un milieu qui en était tout imprégné. Laissons-lui la parole pour dire comment il savait se donner : « Je pense à toi qui remplis ma vie, et je voudrais avoir des facultés nouvelles ; il me semble qu'en concentrant mon esprit exclusivement sur toi, comme je viens de le faire, je devrais arriver à te voir, à suivre ce que tu fais et aussi à te faire sentir que je suis tout à toi en ce moment, mais je n'arrive pas à avoir une image ».

Nous n'avions pas lieu d'avoir une très grande confiance dans notre santé et dans nos forces souvent mises à de dures épreuves ; de temps en temps, comme il arrive pour ceux qui savent le prix de la vie commune, la crainte de l'irréparable venait nous effleurer. Alors son simple courage l'amenait toujours à la même conclusion inévitable : « Quoi qu'il arrive, et dût-on être comme un corps sans âme, il faudrait travailler tout de même (1).

Marie Curie,
de l'Académie de Médecine.

COMMENT L'ALLEMAGNE A SU SE FAIRE PAYER

Je conseille à tous ceux qui s'apitoient sur l'Allemagne et prennent prétexte, pour accuser la France d'impérialisme, de l'occupation de la Ruhr, à laquelle le gouvernement français ne s'est décidé qu'après une longue patience, devant les preuves réitérées du mauvais vouloir du Reich à acquitter ce qu'il nous doit, afin de l'y contraindre, de lire le petit livre que M. Lewandowski (2) vient de consacrer aux moyens dont l'Allemagne, elle, s'est servie pendant la guerre pour se faire payer ce que nous ne lui devions pas. Car on est, de par le monde, beaucoup trop porté à l'oublier : tandis que l'Allemagne a méthodiquement et volontairement ravagé nos départements du Nord et de l'Est, dans l'intention avérée de s'enrichir de leurs dépouilles et de les mettre pour longtemps hors d'état de produire, nous ne faisons que réclamer, conformément au traité de Versailles, ce qu'elle nous doit du fait de ces dévastations mêmes.

Je conseille la lecture du livre de M. Maurice Lewandowski : *Comment l'Allemagne a su se faire payer*, non seulement à ceux que scandalise l'occupation de la Ruhr, mais encore à tous ceux qui, devant le sabotage organisé à l'instigation du gouvernement allemand, nous conseillent d'abandonner la partie plutôt que de prendre des mesures de rigueur. Après avoir lu l'exposé des déprédations systématiquement poursuivies par le Reich sur notre territoire, on abandonnera, je l'espère, le préjugé de l'occupation invisible auquel un excès de scrupules avait, au début, induit le gouvernement français. Outre qu'une ignorance complète de la mentalité germanique, et de son unique respect de la force, pouvait seule permettre de croire qu'on parviendrait, par un procédé aussi anodin, à faire s'incliner l'Allemagne, il n'est que de voir comment les Allemands ont rançonné, pendant l'occupation, la ville et la région de Lille pour y puiser, en même temps qu'une plus saine appréciation des moyens propres à faire payer l'Allemagne, la résolution de s'en servir en vue de satisfaire au droit et de rétablir la paix du monde qui — qu'on le veuille ou non — est suspendue à la solution de ce problème.

Ah ! si les Allemands avaient été victorieux, ils auraient bien su se faire payer, non les dommages qu'ils n'ont point subis, mais leurs frais de guerre, sans compter une indemnité formidable. Et cela n'aurait pas traîné. La France entière aurait sué de l'or sous la botte du vainqueur. Ils n'auraient eu pour y parvenir qu'à étendre à la France entière les méthodes perfectionnées qu'ils ont employées dans la région de Lille.

Qu'on en juge :

Et, d'abord, les contributions de guerre. Le total des contributions et amendes que la seule ville de Lille a supportées pendant l'occupation s'élève à la somme de 184.357.241 francs. En vain, l'Evêque et le Maire de Lille intervinrent-ils auprès des autorités pour tâcher d'épargner à la ville bombardée, incendiée et réquisitionnée, une charge aussi écrasante. Rien n'y fit. Devant le retard de quelques communes à s'acquitter, le Gouverneur

(1) Madame Curie, membre de l'Académie de Médecine, doit faire paraître dans la Collection « *Les Grands Hommes de France* » (Payot), dirigée par M. Paul Gaultier, un ouvrage sur Pierre Curie.

(2) Maurice Lewandowski : *Comment l'Allemagne a su se faire payer*, 1 vol. in-8 (Hachette et Cie).

de Lille s'impatiente : il menace de s'emparer des titres et des sommes d'argent confiés aux banques, ainsi que des œuvres d'art des particuliers pour les vendre. Bien plus, il menace de la famine, par interruption du ravitaillement, les communes retardataires. Ces menaces, on les exécute. C'est ainsi que certains villages furent privés de charbon. Les fonds et valeurs déposés dans les Etablissements de Crédit furent placés sous scellés, puis saisis. Les habitants durent ainsi répondre, sur tous leurs biens, du paiement des sommes exigées. Le 7 juillet, le général commandant la sixième armée fait savoir que, « afin de garantir le paiement des montants en question », il a décidé que « le total encore dû formerait une dette solidaire de toutes les communes du territoire occupé par la sixième armée et de tous les administrés de ces communes ».

Or, à quoi servirent ces contributions qui devaient être soldées en monnaies d'or et d'argent ou en billets de la Banque de France contre des Bons communaux, dont l'Etat français dut, lors de l'armistice, assurer le remboursement ? A l'entretien des armées allemandes sur notre territoire et à la constitution de disponibilités en valeurs internationales en vue de continuer la lutte. Les sommes ainsi perçues sur l'ensemble des pays occupés s'élèvent à deux milliards.

Aux contributions, les Allemands ajoutèrent les réquisitions en nature. Les matières premières de toutes sortes — métaux, textiles, cuirs, caoutchoucs, huiles, machines, métiers, appareils électriques, automobiles, bicyclettes, chevaux, bétail, etc... — furent enlevés contre des bons sur la Mairie qui devait les régler, ou mieux encore, contre des accusés de réception avec promesse de restitution après la guerre, autrement dire contre du vent. Le commandement allemand réquisitionna jusqu'aux ustensiles de ménage. « Par ordre de la Kommandantur, tous les habitants de Lambasat doivent déclarer à la Mairie les provisions disponibles qu'ils possèdent en services de table, assiettes, couteaux, fourchettes, cuillers. Tout contrevenant à cet ordre sera sévèrement puni d'amendes pouvant atteindre 500 marks ou d'emprisonnement d'un minimum de 3 mois. » Dans une autre commune, toutes les vaches furent placées dans une seule étable pour être soignées par les habitants qui avaient reçu l'ordre d'en traire le lait pour les officiers.

Quant aux réquisitions de métaux destinés à la fabrication des projectiles et de matériel de guerre, elles furent particulièrement acharnées. La recherche s'en opérait maison par maison. Dans les usines, des équipes de policiers démolissaient les murs suspects pour s'assurer que rien n'y était caché. « Si les perquisitions faisaient découvrir la moindre parcelle de cuivre non déclarée, la peine encourue pouvait atteindre 10.000 marks d'amende et 5 ans d'emprisonnement. » Il n'est pas jusqu'aux cloches des églises qui ne furent confisquées. Mais ces réquisitions prirent le caractère d'une terrible persécution quand elles s'exercèrent sur la laine des matelas, dont les malades et les vieillards ne furent pas exemptés.

Comme bien on pense, les réquisitions industrielles ne furent pas omises. Le 4 décembre 1914, moins de 2 mois après la prise de Lille, elles furent annoncées par l'affiche suivante : « La Festungsintendantur de Lille a consigné aujourd'hui chez M. X... les marchandises ci-dessous : 500 balles de coton, qui se trouvent telle rue, tel numéro ». Suivaient diverses prescriptions ; entre autres : « Les propriétaires et les employés sont responsables de ces marchandises. On remettra à l'autorité allemande trois factures indiquant quantité, qualité et prix. Les prix sont sans engagement pour l'autorité allemande. Ils seront fixés plus tard en Allemagne. Le propriétaire reçoit une des trois factures qui devra porter la signature, le grade et le régiment de l'enleveur, ainsi que l'Administration pour laquelle l'enlèvement a été fait. »

Après les matières premières, les Allemands firent main basse sur les machines électriques et les machines-outils, que des experts allemands avaient été chargés de choisir et de faire transporter en Allemagne aux frais des municipalités.

Enfin, aux réquisitions succédèrent la dévastation systématique de nos usines du Nord, déjà vidées de leur matériel et de leurs machines. Ce que l'on n'avait pu ou ce que l'on avait dédaigné d'emporter fut systématiquement brisé et démoli. Les bâtiments eux-mêmes furent détruits.

Mais où les réquisitions atteignirent le dernier degré de l'odieux c'est lorsque, s'appliquant non plus aux biens, elles frappèrent les personnes. En dépit de toutes les règles du droit international, le gouvernement allemand n'a pas hésité, en effet, à réquisitionner la main-d'œuvre française contre notre pays, notamment en obligeant les ouvriers de Lille à fabriquer des sacs à terre. Il ne craignit pas d'instaurer un véritable système de déportation en masse, sans distinction d'âge, de sexe ou de condition, pour cultiver les terres en friche. Des enlèvements nombreux d'hommes, de vieillards, de femmes, de jeunes filles et même d'enfants furent ainsi pratiqués, la plupart du temps la nuit, en dehors de toute procédure judiciaire, avec un arbitraire sans appel. Dans chaque quartier, l'officier qui opérait exécutait sa consigne

impitoyablement, comme s'il s'agissait de criminels de droit commun. En cas de résistance, voici la sanction : « Emprisonnement jusqu'à 3 ans et amende jusqu'à 10.000 marks, ou l'une de ces peines, à moins que les lois en vigueur ne prévoient l'application d'une peine plus sévère ».

Une partie de la population lilloise fut ainsi soumise, sous prétexte de réquisition de services, à la déportation avec travaux forcés. Pour la seule ville de Lille, le nombre des évacués s'élève à 10.000 pris indifféremment dans toutes les classes de la population. Un certain nombre furent dirigés à proximité de la ligne de feu, tandis que d'autres étaient transportés plus loin et jetés pêle-mêle dans des granges où rien n'avait été préparé pour les recevoir.

Il est inutile d'ajouter que toutes les banques furent placées sous séquestre et que tous les pouvoirs du Directeur passèrent, moins les responsabilités, aux mains des Allemands, qui en profitèrent pour acheter des titres et des coupons des pays neutres avec des bons communaux qui ne leur coûtaient rien — opérations qui ont porté, pour la seule région du Nord, sur plus d'un demi-milliard de francs en vue de constituer à l'Allemagne des disponibilités pour continuer la guerre.

Nous avons, d'ailleurs, un précédent, le traité de Bucarest peut nous faire entrevoir la paix que l'Allemagne aurait imposée à la France si elle avait été vaincue. Le traité de Bucarest stipulait que les armées allemandes occuperaient la Roumanie, aux frais de cette dernière, jusqu'à une époque qui devait être fixée ultérieurement au gré de l'Allemagne. Tant que durerait l'occupation, l'Allemagne devait avoir un représentant dans chaque ministère roumain avec droit de contrôle et de commandement. La juridiction allemande, civile et militaire, devait rester seule en vigueur. De leur côté les Roumains ne pourraient pas garder plus de 30.000 hommes sous les armes. En revanche, il était stipulé que tous les hommes de 14 à 60 ans pourraient être astreints à des travaux manuels pour le compte des occupants. Enfin, le traité de Bucarest décidait que pendant 30 ans le droit exclusif à l'exploitation de tout le pétrole roumain serait concédé à une Société allemande, avec droit de prolongation pour deux autres périodes de 30 ans et la faculté d'utiliser, comme bon lui semblerait, les routes, magasins, chemins de fer, postes et télégraphes. Toutes les contestations devaient être soumises au tribunal arbitral, dont le principal arbitre serait désigné par le président de la Cour de Leipzig.

Et ce traité une fois signé, « ce fut, d'après les propres paroles de M. Jean Bratiano, le déménagement méthodique et réglé de toute une nation. Ce fut le vide pratiqué savamment, lentement, sur toute l'étendue d'un royaume. Blé, pétrole, meubles, charbon, rails de chemins de fer, wagons, bestiaux, instruments agricoles, jusqu'aux arbres de forêts, on prit tout, on emporta tout... Lorsque, après les victoires de Foch, les envahisseurs durent déguerpir et que nous fûmes libres, il ne restait pas cent carrioles dans toute la Roumanie, et il ne restait pas un jour de farine de réserve à Bucarest. »

Qui pourrait, après avoir pris connaissance de tels faits, nous critiquer de vouloir recouvrer la dette que, sous le coup de leur défaite, les Allemands ont été obligés de reconnaître en compensation des dégâts qu'ils ont gratuitement et délibérément infligés à nos régions du Nord et de l'Est ? Le refus de payer les ruines accumulées, que nous oppose l'Allemagne, et les plaintes qu'elle prodigue de ce que nous ayons osé prendre un gage ne peuvent que nous paraître plus éhontés, plus assuré notre bon droit, et plus légitimes les garanties dont nous ne nous sommes que trop tardivement décidés à nous emparer. Il y a là une question non pas seulement de droit mais d'équité, dont tous les peuples devraient reconnaître l'imprescriptible nécessité. Il faut que, dans l'intérêt de tous, justice se fasse.

Quant aux procédés employés par les Allemands, et que décrit si bien M Lewandowski, qu'ils nous servent de leçon. Non qu'il faille les imiter en tous points et répondre à la barbarie par la barbarie. Nous pouvons, du moins, en toute sécurité de conscience, retenir quelques exemples de conduite dont l'efficacité, mise au service cette fois de la juste réparation des maux injustement soufferts, n'est pas douteuse ; les Allemands nous l'ont prouvé.

C'est ainsi que les biens, meubles et immeubles, des industriels de la Ruhr devraient nous répondre des paiements du Reich, qui, jusqu'ici, n'a su que se dérober et se camoufler, au mépris des lois écrites et non écrites, pour échapper à ses obligations. Cela ne saurait durer. L'heure est venue d'appliquer à l'Allemagne, si elle s'obstine à ne pas réparer, quelques-uns des procédés qu'elle a inventés pour nous piller. Elle serait mal venue de se plaindre, et on le serait plus encore de la plaindre, d'un traitement que, sans raison, elle a infligé à nos provinces dévastées, alors qu'il ne s'agit, pour nous, que de l'obliger à restituer les vols qu'elle a commis.

Paul GAULTIER.

LA FUITE EN ÉGYPTE [1]

XXIX

« Ce qui nous frappe d'abord et surtout dans tout ce qui est égyptien, c'est un extraordinaire *silence* » (*Spengler*). La plus haute perfection des sciences mathématiques dans l'architecture, dans la construction des canaux, dans les calculs astronomiques et pas un manuel de mathématiques ; une législation qui sert de modèle à l'Empire-Romain (ce n'est point sans raison que Jules César rêve de faire d'Alexandrie la capitale du monde) et pas un recueil de lois ; une sagesse insondable et aucune philosophie.

Là encore nous nous opposons à l'Egypte. Dans tout ce qui est égyptien notre rationalisme est absent, parce qu'absente est notre mécanique morte. Tout y est vivant, animal, végétal, et tout croît, vit, respire silencieusement.

Nos tonneaux vides roulent avec un bruit assourdissant, mais les « eaux de la vie » en Egypte coulent silencieuses ; notre maison s'écroule avec fracas et la moisson égyptienne mûrit doucement. Nous détruisons en bavardant, et l'Egypte crée en se taisant.

Voilà d'où vient cet extraordinaire silence, ce mutisme de l'Egypte.

« Pays muet et immobile et mort. » (*Lermontov.*)

Non pas : pays vivant, mais d'autant plus muet qu'il est plus vivant.

XXX

Paroles d'une prière à Thot, dieu de la sagesse : « Source dans le désert, scellée pour ceux qui parlent, ouverte pour ceux qui se taisent ! »

Verset d'un hymne au dieu du Soleil, Ammon-Rà : « Le bruit est détesté de Dieu. Hommes, priez en silence ! »

C'est ainsi que l'Egypte est muette en attente du Verbe qui vient.

XXXI

Elle vit dans le temps, mais si doux est son vol au-dessus d'elle qu'elle le sent à peine ; elle vit dans le temps comme dans l'éternité.

Voilà pourquoi les Egyptiens n'ont pas d'Histoire, au sens que nous donnons à ce mot. Leur sentiment du temps lui-même n'a pas encore évolué ; il est faible, confus et comme émoussé en comparaison du nôtre, si aigu et qui s'aiguise toujours vers cette suprême acuité prédite par l'Ange de l'Apocalypse : « Il n'y aura plus de temps ».

XXXII

Les Egyptiens semblent n'être pas encore tout à fait nés. On dirait que leurs âmes ne sont pas encore complètement incarnées, définitivement tombées de l'autre monde en celui-ci, de l'éternité dans le temps.

XXXIII

Nos recherches historiques, lorsqu'elles sondent l'abîme de l'antiquité égyptienne, n'en touchent pas le fond. A-t-il un fond, cet abîme ?

XXXIV

D'après les plus récentes recherches (*de Morgan*, *Maspero*), l'Egypte des pyramides n'est point le commencement, mais la fin et peut-être la décadence d'une Egypte plus ancienne. Sa première apparition dans l'Histoire est déjà parfaite et, en partie, surpasse même toutes ses manifestations ultérieures. Son évolution préhistorique est pour le moins aussi longue que les quatre mille ans de son histoire.

S'il en est ainsi, Platon ne se trompe pas de beaucoup en assurant que les arts y existaient dix mille ans avant les Grecs.

XXXV

On ne trouve chez les indigènes de l'âge de pierre habitant la vallée du Nil aucun indice de leurs rapports avec l'ancienne Egypte (*de Morgan*). Entre l'Egypte des pyramides et l'âge de pierre, il y a un vide, une interruption non comblée par toutes nos recherches historiques.

XXXVI

L'apparition de l'Egypte est subite ; lorsqu'elle apparaît à l'horizon de l'Histoire elle est parfaite comme le disque du soleil levant : au delà de la ligne de l'horizon il est le même que dans le ciel.

XXXVII

La soudaine apparition de l'Egypte confond toutes nos idées sur le *Progrès*, l'*Evolution* de l'humanité. D'après ces théories, les ténèbres seraient derrière, la lumière devant nous et nous marcherions des ténèbres vers la lumière. Mais voici que la marche de l'Egypte est inverse ;

(1). Voir la *Revue Bleue* du 17 mars 1923.

elle vient d'on ne sait quelle grande lumière. Plus on recule dans le passé et plus elle est vive, comme si sa source même était là, dans l'abîme des âges. Quelle est donc cette lumière ? D'où vient-elle ? Qu'y a-t-il au fond de cette insondable, de cette vertigineuse antiquité ?

XXXVIII

Notre sonde n'en touchera jamais le fond. L'homme est-il sorti des pattes du singe ou des mains de Dieu ? Nous n'en serons jamais nécessairement convaincus. Mais plus nous reculons dans le passé et plus évidente est la trace de Dieu sur l'homme. La trace du Paradis est sur les visages égyptiens.

XXXIX

« Vous, Hellènes, vous êtes d'éternels enfants. Il n'y a pas un vieillard parmi vous. Vous n'avez aucune tradition, aucun souvenir de l'antiquité lointaine », dit à Solon l'Athénien le vieux prêtre de Saïs (*Platon*, Timée). Il explique cette absence de mémoire de la nouvelle humanité par les déluges et les conflagrations universelles qui ont maintes fois exterminé le genre humain. Il n'y en eut pas en Egypte et c'est là seulement que se conserva le souvenir de la jeunesse du monde d'avant ces cataclysmes antiques.

« Il y eut jadis, en face de ce détroit que vous appelez les *Colonnes d'Hercule*, une île, une terre plus grande que la Libye et l'Asie-Mineure réunies. Elle s'appelait l'Atlantide. » C'est ainsi que le même prêtre de Saïs rapporte une des plus anciennes légendes de l'Egypte. Les Atlantes, habitants de l'île, étaient des « fils des dieux » (*Platon*, Critias).

« En ce temps-là il y avait sur la terre des géants, surtout depuis le temps où les fils de Dieu descendirent vers les filles des hommes et qu'elles leur eurent donné des enfants. Ce sont ces puissants hommes qui, de tout temps, ont été des gens de renom », dit le livre de la *Genèse* (VI, 4) semblant faire écho à l'Egypte.

« Lorsque la nature divine des hommes se fut graduellement épuisée en se mêlant à la nature humaine et que celle-ci eut entièrement pris le dessus, les hommes furent pervertis », continue le prêtre de Saïs dans le dialogue de Platon. « Les sages voyaient bien la méchanceté des hommes, mais les insensés s'imaginaient avoir atteint le sommet de la vertu et du bonheur, alors qu'une folle soif de richesses et de puissance les dévorait... Et Zeus décida de punir la race pervertie des hommes. »

« Et l'Eternel, voyant que la malice des hommes était très grande sur la terre... en eut un grand déplaisir dans son cœur. Et il dit : J'exterminerai les hommes de dessus la terre » (*Genèse*, *VI*, 6-7).

Les deux récits ont la même fin. Le dieu égyptien Atoum dit : « Je détruirai tout ce que j'ai créé ; je submergerai la terre et la terre deviendra de nouveau de l'eau. » — « Les eaux du déluge vinrent sur la terre et toute chair expira » (Genèse VII, 10-21). — « Il y eut de grands cataclysmes, des déluges et en un jour, en une nuit, l'île Atlantide disparut dans les profondeurs de la mer » (*Platon*, Timée).

XL

« Les Atlantes étendirent leur domination jusqu'aux limites de l'Egypte », dit Platon (Critias). Et d'après Hérodote : « Il y eut une route allant de Thèbes aux Colonnes d'Hercule » — à l'Atlantide.

Ainsi, dans cette antique légende, le premier balbutiement peut-être de l'humanité, l'origine de notre monde est liée à la fin de quelqu'autre monde. Et le lien entre eux, c'est l'Egypte.

XLI

Si dans la légende de l'Atlantide nous ne trouvons aucune trace de vérité objective, historique, nous y trouvons cependant une trace de vérité subjective, religieuse : c'est l'eschatologie païenne du commencement du monde, de la Genèse, si contradictoirement semblable à l'eschatologie chrétienne de la fin — à l'Apocalypse.

XLII

La lumière de l'Atlantide : voici ce qui est au fond de la vertigineuse, de l'effroyable antiquité, de l'*éternité* égyptienne.

XLIII

Qu'est-ce que l' « Atlantide » ? Légende ou prophétie ? Fut-elle ou bien sera-t-elle ?

Les Atlantes sont les « fils des dieux » ou, comme nous le dirions aujourd'hui, des *hommes-dieux* « L'homme s'exaltera d'un orgueil titanique, divin et alors viendra l'Homme-Dieu », dit Ivan Karamazov, dans Dostoievsky. De qui cela est-il dit ? des Atlantes ou de nous ? Nous aussi, ne sommes-nous pas des « fils de dieux » condamnés à l'avance, possédés d'un fol orgueil, altérés de grandeur et de puissance surhumaines, révoltés contre Dieu ? Et une fin pareille à celle de l'Atlantide ne nous attend-elle pas ?

XLIV

« Ainsi, nous inclinant lentement et nous refroidissant, nous approchons de notre commencement. »
(Pouchkine.).

Nous approchons du commencement et de la fin, car la fin des temps coïncide avec leur commencement dans le cercle de l'Eternité.

XLV

Voilà pourquoi « personne n'a vu l'Egypte et tu y entras le premier ». Le premier de nous y entrera celui qui est le plus près de l'Apocalypse.

XLVI

Et voilà pourquoi l'Egypte nous fait cette double impression : d'une infinie antiquité et d'une nouveauté également infinie.

XLVII

Memphis et Héliopolis sont plus près de l'avenir, plus « apocalyptiques » que toutes nos cités contemporaines. Les aiguilles de pierre des obélisques sur les places de Constantinople, de Rome, de Paris, de New-York et de Londres sont d'éternels jalons sur la route de l'humanité, route de l'Atlantide vers l'Apocalypse.

XLVIII

Lorsqu'aux jours les plus noirs de la Terreur bolcheviste, en décembre 1918, dans les salles non chauffées de la Bibliothèque Nationale de Pétersbourg où l'encre gelait dans les encriers, je feuilletais les énormes volumes de l'Expédition de Bonaparte, de Champollion et de Lepsius, avec les planches des peintures et des sculptures égyptiennes, je n'y aurais rien compris si là même, à côté de moi, je n'avais vu s'accomplir « l'Apocalypse de nos jours ».

XLIX

Je me rappelle, dans mon enfance, sous le ciel vert et transparent d'un jour de février, au-dessus de la nappe brumeuse et blanche de la Néva, les faces de granit rose, poudrées de givre, des Sphinx. Avec quelle avidité les contemplais-je ! Comme je voulais savoir à quoi ils songent !

Et aujourd'hui encore je voudrais le savoir — savoir ce qu'ils pensent de tout ce qui se passe autour d'eux. Leurs yeux de pierre ne voient-ils pas plus avant que tous les yeux vivants dans le mystère de l'avenir ?

L

La fin de l'Atlantide, le commencement de l'Egypte, c'est la fin du premier monde et le commencement du second. L'Apocalypse, c'est la fin du second et le commencement du troisième, car en trois mondes s'accomplit le mystère de Trois.

LI

Que l'Egypte soit la seule voie vers ce mystère, nous le comprendrons un jour si le Christ n'est pas mort dans nos cœurs.

Et voilà ce que signifie notre fuite en Egypte.

Dmitri Merejkowski.

PORTRAITS D'ÉCRIVAINS

GEORGES LECOMTE

Georges Lecomte vient d'être, avec une émouvante unanimité, rappelé à la Présidence de la Société des Gens de Lettres qu'il occupa déjà plusieurs fois. Il m'est particulièrement agréable, à cette occasion, de m'associer au nouvel hommage que vient de rendre au grand romancier des *Valets*, de *Cartons verts*, de la *Maison en fleurs* (1) l'élite intellectuelle de France.

Je n'ai pu me défendre, à cette heureuse nouvelle, d'évoquer les années difficiles que Georges Lecomte a éclairées de son amitié affectueuse et bienveillante. Je le revois au milieu de ses tableaux, de ses bronzes, de ses livres, le front haut, le regard franc, la parole chaude et sonore, grand et légèrement voûté, rose et argent, avec un air de mage, mais de mage malicieux, à la bonhomie distinguée et souriante. Je ne m'étonnais pas de retrouver toujours, groupée autour de lui, cette jeunesse littéraire dont il fut, dont il demeure l'un des plus ardents animateurs. C'est d'instinct, en effet, qu'elle va vers cette haute intelligence anoblie d'un grand cœur.

Dans son ouvrage sur Camille Pissarro, Georges Lecomte écrivait récemment ces lignes consacrées au caractère du vieux maître impressionniste :

« Sa bonté s'accompagnait d'une ironie sou-
« riante. La laideur morale, l'égoïsme, la cupidité,

(1) *Georges Lecomte*. Œuvres complètes. (Eugène Fasquelle, Paris).

« l'infatuation, l'arrogance l'étonnaient toujours « comme des anomalies contraires à l'ordre de la « nature et du monde. Mais loin de s'en irriter, « il les prenait en pitié et il en riait candidement « comme d'une bouffonnerie bien étrange. »

Ces quelques lignes, on pourrait les graver au frontispice de l'œuvre que nous a donnée Georges Lecomte. On comprend qu'il ait aimé Camille Pissarro. N'est-il pas fait à sa ressemblance ? Cette bonté, nous l'avons personnellement éprouvée. Mais elle ne suffirait pas à expliquer le grand mouvement affectueux qui porte d'un irrésistible élan tous nos jeunes écrivains vers Georges Lecomte. Plus heureux que certains de ses prédécesseurs, il a osé ouvrir largement sur l'avenir les fenêtres du sombre hôtel de la cité Rougemont. Il a fait dans cette vieille maison pénétrer un air nouveau. Et M. René Doumic définissait, il y a quelques jours à peine, dans la *Revue des Deux-Mondes*, l'originalité et la grandeur de l'œuvre accomplie par M. Georges Lecomte à ses différents passages à la présidence de la Société des Gens de Lettres.

Cette présidence, ces présidences successives, avec quel prestige les a-t-il exercées, avec quel effacement aussi ! Je le revois, à la Sorbonne, le jour où devant M. Raymond Poincaré, alors Président de la République, il traçait en un saisissant raccourci l'historique de cette Société à laquelle il avait donné un si magnifique essor. Il ne pensait alors qu'à ceux qui l'avaient précédé. Et il fallut que le trait rouge d'une cravate de commandeur vint quelques jours plus tard signaler cette illustre modestie, pour replacer Georges Lecomte à son rang — le premier — parmi ceux dont il venait, en s'oubliant lui-même, de faire publiquement l'éloge.

Cependant, aux yeux de beaucoup, Georges Lecomte, défenseur du droit et des intérêts des écrivains français, fait oublier le puissant romancier à qui nous devons aussi tant d'œuvres remarquables, profondes. Certains s'obstinent à ne voir en lui que le Président, le Délégué, le porte-parole, l'Homme-à-la-cervelle-d'or qui, de banquets en banquets, d'inaugurations de monuments en fêtes solennelles, d'enterrements en apothéoses, distribue automatiquement le regret et la louange, porte des toasts, donne l'absoute, accroche aux mausolées le laurier déjà rouillé des immortalités éphémères. L'ironiste qui ne cesse de sourire derrière les lorgnons de Georges Lecomte pourrait comparer malicieusement son double à ces graves ordonnateurs dont la canne heurte d'un vain appel le seuil des caveaux les plus illustres.

Il se doit à la fois aux vivants et aux morts. Terrible besogne que ne récompensent d'ordinaire ni l'ingratitude prévue des vivants, ni le taciturne silence des morts !

Que lui importe ! Il n'en conserve pas moins la satisfaction d'avoir mis d'accord son œuvre et son cœur. Il lui aura été donné de se pencher sur la grandeur et la servitude littéraires, et tout en mesurant ainsi la beauté de l'œuvre à laquelle il a dédié sa vie, il aura pu exercer son infatigable bonté et contenter cette impatience de dévouement désintéressé qui, sans cesse, s'agite en lui.

Mais si considérable qu'elle soit, cette œuvre profondément humaine et sociale ne saurait faire oublier l'œuvre de l'écrivain.

Méditons un moment sur celle-ci.

* * *

Ce sont, d'une part, les grands romans sociaux : les *Valets*, les *Cartons verts*, le *Veau d'Or*, l'*Espoir*, *Bouffonneries dans la Tempête*, d'autre part, les études psychologiques de *Suzeraine* et de la *Maison en Fleurs*, la satire légère et pimpante des *Hannetons de Paris*, les souvenirs de voyage : *Espagne*, l'œuvre enfin du critique d'art qui fut l'un des premiers historiens de l'Impressionnisme à une époque où sa défense exigeait quelque courage et qui — à l'exemple de Diderot — a su discerner dans ses *Salons* des talents aujourd'hui reconnus. Si j'avais à placer sur les rayons d'un bibliothèque ces livres où s'agitent tous les fantoches comiques ou douloureux de notre vie contemporaine, je les situerais non loin de l'*Education sentimentale*, de *Bouvard et Pécuchet*. Pour compagnons plus fraternels, je leur donnerais Numa Roumestan et le Nabab. Octave Mirbeau ne serait pas très éloigné de celui qui fut son ami, bien que Georges Lecomte, moraliste et satiriste, ne possède ni la cruauté, ni l'acrimonie du grand pamphlétaire. Rappelons, à ce propos, qu'une injuste légende s'est formée autour des premiers livres de Georges Lecomte. Parce qu'il a, dans les *Cartons verts*, présenté, comme l'a fait aussi Courteline, une critique du fonctionnarisme, parce qu'il a, dans les *Valets*, stigmatisé les mœurs parlementaires, on a voulu voir en lui un misanthrope chagrin, un acerbe censeur aux violences déplacées, un fâcheux échauffant sa bile, mêlant je ne sais quel acide à son encre dangereuse. C'était vraiment le méconnaître. Il suffit de le lire attentivement pour s'en convaincre.

Georges Lecomte n'a rien d'un Jean Lorrain, d'un Zola, d'un Huysmans. Nous ne saurions le comparer à ces vautours sacrés des charniers hindous, repus et contemplant, d'un œil reconnaissant, l'ordure que leur bec a fouillée. Il a horreur des ricanements, des clabaudements, du sarcasme,

Et si les plaies de la société l'obligent à se pencher sur leur purulence, ce ne sera jamais pour se complaire ensuite dans leur description faisandée qu'il se courbera vers elles, mais plutôt pour les sonder, rechercher l'origine du mal, y porter le fer rouge et purificateur de sa plume, essayer enfin de les fermer.

Moraliste, certes, cet écrivain l'est au plus haut point, mais à sa façon. Comme il sait la tempérer d'ironie — souvent même d'humour — sa morale ! Il la force au sourire, à un sourire qui, s'il souligne, ne grince et ne blesse jamais, au sourire d'un philosophe bienveillant, indulgent, qui se garde des exagérations grandiloquentes, trouverait ridicules les lamentations comme il jugerait incorrectes les injures, et qui ne désespère point, au fond, de voir un jour renaître du vieil homme une humanité meilleure.

Là où Zola exulte d'une allégresse démoniaque, où Huysmans écume d'une pittoresque colère, où Jean Lorrain remue l'ordure d'une plume insolente enrichie de pierreries, le moraliste et le satiriste des *Valets*, des *Cartons verts*, du *Veau d'Or*, de *Bouffonneries dans la tempête* fait, lui, le procès de son temps sans recherche, sans effets de toge ou de manches, avec tact et mesure, avec la plus humaine et la plus tendre pitié.

Tact, mesure, telles sont en effet les principales qualités de cette œuvre. « Castigat ridendo mores ». Ce n'est même pas en riant que cet écrivain fustige les mœurs de son temps, c'est en souriant. Le sourire, un sourire sans amertume, voilà ce qui ensoleille ces larges fresques, voilà ce qui leur donne leur véritable sens et leur véritable beauté.

Cette tendance à l'ironie souriante, les premières pages de Georges Lecomte la révélaient. N'apparait-elle pas déjà dans *La Meule* et dans *Mirages* — les deux seules œuvres dramatiques dans cet ensemble qui comprend plus de dix volumes ? Elles éclairent aussitôt l'âme de cet observateur et de ce psychologue qui, à la manière d'un Molière ou d'un Beaumarchais, se presse de rire de tout de peur d'être obligé d'en pleurer. Rien n'est plus significatif dans *la Meule* que la scène où le paysan trompé vient, accompagné de la femme infidèle, exposer ses griefs au magistrat frappé de la même infortune conjugale. On songe à une page de Guy de Maupassant, mais d'un Maupassant moins pessimiste. Et l'on imagine sans peine l'ampleur sarcastique, le tour amer et caricatural qu'aurait pris cette scène sous la plume virulente d'Octave Mirbeau. Elle garde ici une allure bonhomme aux simples et justes couleurs Et c'est cette mesure qui lui donne un si vif accent de vérité De même dans *Mirages* où telles répliques font songer aussitôt au *Diable à Paris* de Gavarni. Elles soulignent sans cruauté, avec une malicieuse humeur. Nous sommes loin,ici, de l'humour redoutable d'un Sem, d'un Abel Faivre, d'un Forain dont le crayon agressif est plus près de la plume incisive d'un Mirbeau que de la plume indulgente d'un Georges Lecomte.

* * *

Ainsi, loin du romantisme de Flaubert, loin aussi du réalisme amer de Maupassant et des puissantes grossièretés de Zola, cet écrivain a su se maintenir, par delà les excès et les outrances, dans les sages limites d'un naturalisme classique.

Mais, bien qu'il ait serré de très près ses « modèles », en voulant nous offrir une peinture aussi fidèle que possible des mœurs de son temps, il n'a pas donné — comme certains de ses devanciers du XVIe et du XVIIe siècle — dans le travers du roman à clef. A travers ses personnages, si saisissants cependant de vérité actuelle, c'est l'homme en général, l'homme éternel qui transparait. Grattons un peu les couleurs de son arriviste, nous retrouverons l'Ambitieux de tous les temps. Derrière son sceptique surgit l'Indifférent. Les Denisot, les Carette, les Francfort des *Valets* ont, chez les antiques, leurs illustres pendants, Maxime Pirouette possède, dans tous les cimetières parisiens sa concession à perpétuité. Chaque siècle a beau l'ensevelir avec pompe et lui faire des funérailles dignes de son impérissable néant, il n'en encombre pas moins, d'âge en âge, tous les salons — que ceux-ci soient du pur Louis XIV, du Régence, du Louis-Philippe ou de l'Empire, que Francis Jourdain où Jean Gabriel Domergue en aient dessiné les fauteuils.

Si l'observateur des *Hannetons de Paris* évoque M. Lamproie, banquier et lanceur d'affaires, l'ombre portée du personnage fait grimacer soudain sur le mur du passé la lippe et le tricorne des Champagne, des Clitophron et des Chrysippe.

La vie ne change guère. Elle nous offre de siècle en siècle les mêmes grotesques, les mêmes bouffons avec des tares identiques, des travers, des défauts et des vices éternels. « Les morts gouvernent les vivants », a écrit Auguste Comte. Derrière nos contemporains peints par Georges Lecomte, c'est l'homme de tous les temps que nous trouvons résumé en un large et puissant portrait synthétique.

* * *

Je ne m'attarderai pas à vous présenter ici les personnages de cette œuvre. Vous les connaissez

bien. Ils vous sont familiers. Vous les avez coudoyés, vous les fréquentez et les saluez encore.

Qui, parmi vous, n'a jamais rencontré les députés Denisot et Carette, le jeune secrétaire arriviste Edouard Francfort, des *Valets*, ou M. M. Potron-Lafleur, Ramonat, Des Granges, Loriol, des *Cartons verts*, Petrus Gosserand, de *Suzeraine*, Mlle Odile Valmont, de la *Maison en Fleurs*, ce délicieux M. de Merville, directeur au Ministère des Voies et Communications que nous avons rencontré dans les *Cartons verts* et qu'avec tant de joie nous retrouvons dans l'*Espoir*. M. Haguenau et M. Vergogne, et, aussi, les Malfroy du *Veau d'Or*, Victor Pijean et François Fourchon de *Bouffonneries dans la tempête*? Et je voudrais pouvoir définir ici, en quelques lignes, l'art si particulier d'un écrivain dont la plume sait en quelques traits tracer une silhouette, enlever un croquis qui vaut, à lui seul, un portrait, révéler un caractère, exprimer une âme.

Personne, a-t-on écrit de La Bruyère, personne n'a su mieux traduire en signes extérieurs les états d'âme et les qualités d'âme. On reconnaît de loin l'homme pénétré de son importance à ce qu'il « marche des épaules et se rengorge comme une femme ». Chez La Bruyère, le costume complète la figure et aide à l'interpréter. L'idée même, presque toujours, tend à passer en exemple, en faits concrets. La méthode d'observation du romancier du *Veau d'Or* n'est pas sensiblement différente. Il la définit, d'ailleurs, fort bien dans la préface de ce puissant roman : « L'écrivain, « déclarait alors M. Georges Lecomte, doit pres- « sentir et deviner; la moindre parole, le geste « le plus furtif lui révèlent un caractère et des appé- « tits. Mais pour qu'il puisse ainsi reconstituer « les drames et les comédies du Monde d'après « un chuchotement ou un regard, il faut qu'il « l'ait longtemps observé et que, longtemps aussi, « il ait vécu ses joies, ses douleurs, ses frissons et « ses colères.

« Les faits de l'esprit et du cœur, qui sont des « réalités au même titre que les faits matériels « et sociaux, peuvent être étudiés ou pressentis « avec la même pénétration. La vérité des époques « historiques est également découverte grâce au « même sens logique et droit de la vie.

« C'est à cette œuvre si vaste que prétend le « Roman moderne, dégagé de l'étroite formule « naturaliste. »

« Le roman, dira encore plus loin M. Georges Lecomte, est une forme vivante. Les idées n'y doivent pas être dogmatiquement exposées, mais elles sont incarnées dans les personnages dramatiques ou comiques ; ceux-ci les vivent dans chacune de leurs paroles, dans chacun de leurs actes et de leurs gestes. Le type le plus bouffon et en apparence le moins intellectuel peut avoir une vie morale très intense et très complexe. *C'est par des faits qu'elle doit se révéler et non par les théories de l'auteur.* »

Georges Lecomte a excellé dans cet art si difficile qui consiste à éclairer de quelques mots essentiels un type et un caractère. Voici le vieux Potron-Lafleur, expéditionnaire au Ministère des Voies et Communications, avec « sa pomme d'Adam dans son cou décharné, le crin dur de son toupet blanc et de ses pattes de lapin qui, contrastant avec la facétieuse jeunesse du regard, donnaient à ce vénérable collègue l'air d'un grime. »

C'est encore : « M. Condamine, petit homme rasé, à l'aspect de prêtre, trottinant d'une allure furtive, le dos rond, les mains enfouies dans les manches de sa redingote. En même temps que fonctionnaire de l'Etat, il était organiste à Saint-Pierre de Montrouge. » Peut-on oublier, dans la *Maison en fleurs*, ce portrait de vieille demoiselle qui dépeint Odile Valmont ?

« Ses larges joues renflées s'étalaient sur son col avec une gravité toute sacerdotale, et quels candides regards ses gros yeux ronds levaient au ciel ! Parfois, il est vrai, une lueur facétieuse passait sur leur limpidité, et une jovialité vite éteinte arquait plus encore la demi-lune de son nez au bec de corbin. Il rappelait la mine béate d'un cacatoès mâchant du chènevis. »

* * *

Je pourrais à l'infini multiplier ces exemples. Ils abondent à chaque page, révélateurs d'une mentalité, d'un caractère, des travers, des vices, des défauts, des manies. A chaque personnage ainsi présenté en quelques traits de plume correspond un langage qui, étroitement adapté à la personnalité, la dénonce dans ses plus intimes pensées et met à nu les éléments secrets qui la composent.

D'où la vie intense de cette œuvre, son accent de vérité, sa force étonnante de persuasion. Mais ce que l'on saisit avec le plus de sympathie et d'admiration au-dessus de ces figurants d'une époque dont il nous a si bien dénombré les faiblesses, c'est la pensée même d'un philosophe qui, ayant patiemment observé les hommes et « usé ses esprits à en démêler les vices et les ridicules », nous apparaît parmi eux sans amertume, humain, indulgent, plus près de la pitié que du blâme, avec l'ironique et tendre sourire du Bouddah assis sur son lotus, et regardant couler sous ses yeux calmes les forces éternelles et tumultueuses de la Vie.

Edmond Gojon

LES POURPARLERS ITALO-YOUGOSLAVES

Les gouvernements de Rome et de Belgrade procèdent actuellement à la mise en pratique des accords qu'ils ont conclus, réglant entre les deux pays les litiges du passé et fixant les conditions de leurs rapports pour l'avenir. Le mérite en revient surtout à M. Mussolini qui a tenu à ce que son pays fasse honneur à la signature apposée au bas du traité italo-yougoslave de Rapallo, conclu le 12 novembre 1920, et à ce que ce traité entre en vigueur dans l'intérêt commun des deux pays. Il faut espérer qu'il ne se produira rien d'imprévu pour compromettre désormais son exécution.

Le règlement de la question adriatique présente, en effet, un intérêt tout particulier pour le maintien de la paix dans cette partie de l'Europe. Il suffit de se rappeler que depuis le fameux traité secret de Londres, conclu par la Triple Entente avec l'Italie, en 1915, les rapports italo-serbes ont suscité plus d'une fois de sérieuses inquiétudes aux Alliés victorieux de la guerre. Cette inquiétude persistait même après la signature du traité de Rapallo et jusqu'à ces derniers temps, par suite du peu d'empressement que l'Italie a mis pour l'exécuter. Pourtant, le traité a été négocié et conclu directement entre l'Italie et la Yougoslavie qui ont souscrit de leur propre gré à cette formule qui figure dans son texte que « les deux royaumes, désirant instituer entre eux un régime de sincère amitié et de rapports cordiaux pour le bien commun des deux peuples, ont convenu... » L'Italie a mis plus de deux ans pour s'y conformer Il ne nous appartient pas de chercher ici les causes et les raisons de cette longue hésitation ; contentons-nous d'enregistrer les bonnes dispositions actuelles du gouvernement de M. Mussolin d'exécuter le traité.

* * *

Le traité de Rapallo est la base des arrangements qui sont intervenus ultérieurement et de ceux qui sont négociés actuellement. Il a réglé d'une façon précise et incontestable les frontières italo-yougoslaves et la question de l'Etat indépendant de Fiume, ainsi que le sort de la ville de Zara, devenue une enclave italienne en Dalmatie yougoslave. Quant aux autres questions litigieuses, ce traité ne contient que les solutions de principe et prévoit que les détails seront fixés par des arrangements ultérieurs. Cette fâcheuse lacune a permis aux Italiens de prétendre jusqu'à présent que l'Italie était en droit de maintenir son occupation sur les territoires qui, d'après le traité de Rapallo, reviennent à la Yougoslavie tant que tous les arrangements prévus ne seraient pas conclus. Que pouvait faire le gouvernement de Belgrade en présence d'une telle interprétation de l'accord conclu ? L'opinion publique yougoslave lui suggérait de faire enregistrer le traité à la Société des Nations et d'obliger ainsi l'Italie à l'exécuter. Mais le Gouvernement était d'avis qu'un arrangement à l'amiable valait mieux que la contrainte quand il s'agit de fixer les rapports cordiaux entre deux peuples. Les pourparlers ont donc été repris entre les gouvernements de Rome et de Belgrade et ont abouti à l'accord de Santa-Margarita, qui fixe les conditions pour l'exécution du traité de Rapallo. Cet accord, signé à Rome le 23 octobre 1922, précise que l'Italie doit évacuer les territoires attribués à la Yougoslavie dans un délai de 12 jours, après l'échange des ratifications, et qu'une commission mixte italo-yougoslave doit se réunir à Abbazia pour surveiller cette évacuation et procéder au règlement de toutes les questions concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Etat de Fiume. A cet accord sont joints trois conventions et un protocole, signés à la même date. La première fixe le régime douanier et le trafic de frontière entre la ville italienne de Zara et les territoires limitrophes yougoslaves, en Dalmatie. La seconde est relative à la répression de la contrebande et des contraventions aux lois des finances. La troisième contient les conditions concernant l'évaluation des propriétés mobilières et immobilières provinciales en Dalmatie ; la systématisation des intérêts patrimoniaux des provinces, districts et communes ; la répartition des biens des provinces ainsi que celle des archives de la Dalmatie ; la nationalisation des sociétés et maisons de commerce, etc... Quant au protocole, il spécifie que les communications actuelles entre Zara et son territoire limitrophe, ainsi que certaines clauses de la troisième Convention, resteront en vigueur jusqu'à l'application du traité de commerce italo-yougoslave, que les deux Etats ont pris l'engagement de conclure « dans l'intérêt des deux peuples et pour resserrer les liens entre eux ».

Depuis un mois, les accords que l'Italie et la Yougoslavie ont conclus sont en voie d'exécution. Les troupes italiennes ont déjà évacué toute la région qui revient à la Yougoslavie, sauf le port de Baros et le Delta. La Commission mixte fonctionne à Abbazia et une conférence s'est ouverte à Rome pour négocier le traité de commerce. Tels sont les résultats acquis dès main-

tenant. Malheureusement, la Commission mixte d'Abbazia se heurte à des difficultés sérieuses concernant l'interprétation et l'application du traité de Rapallo et de l'accord de Santa-Margarita. L'une de ces difficultés provient de la non évacuation du port de Baros et du Delta par les troupes italiennes. Du côté italien, on donne diverses explications au maintien de cette occupation. Suivant l'une, le gouvernement italien procéderait à cette évacuation dès que l'accord sera intervenu sur l'organisation de l'État indépendant de Fiume et l'exploitation de son port. Suivant d'autres versions, le gouvernement italien envisagerait l'attribution du port de Baros et de Delta à l'État de Fiume et non pas à la Yougoslavie. Or, l'article IV du traité de Rapallo est précis sur ce point, stipulant que l'Etat de Fiume se compose du corpus separatum, dans ses limites antérieures à la guerre, de la ville et de l'arrondissement de Fiume, et d'une partie de l'ancienne Istrie, dont la description est donnée. Ni le port de Baros ni le Delta ne se trouvent dans les limites désignées, car ils faisaient partie de l'arrondissement de Sussak. D'ailleurs, cette question a été réglée lors de la signature du traité de Rapallo, puisque les délégués du gouvernement italien, tout en évitant d'y introduire une clause précise concernant le port de Baros et le Delta, ont reconnu le bien fondé du point de vue yougoslave. Le comte Sforza, qui était alors ministre des Affaires étrangères italien, a consenti, néanmoins, de reconnaître par une lettre spéciale, écrite de sa main, l'attribution du port de Baros et de Delta à la Yougoslavie. Il en fut ainsi convenu et cette lettre est une annexe au traité de Rapallo. En outre, une carte géographique d'une échelle de 1.200.000 est jointe au traité et sur laquelle le comte Sforza lui-même a tracé la ligne frontière entre la Yougoslavie et l'Etat de Fiume, laissant en dehors des limites de cet État le port de Baros et le Delta. Sur ce point, il ne devrait donc pas y avoir de contestation de la part de l'Italie. Mais la délégation italienne, à la commission mixte à Abbazia, a posé la question sur un autre terrain. Elle prétend que le port de Fiume avec celui de Baros et le Delta constituent une unité indivisible et que, pour conserver cette unité, il faudrait la placer sous la direction d'un organisme administratif spécial, qu'elle désigne sous le nom de consortium italo-yougoslave. Son projet est actuellement étudié par le gouvernement de Belgrade. La presse yougoslave se montre peu enthousiasmée par cette combinaison, considérant qu'un tel arrangement confirmerait la situation prédominante de l'Italie à Fiume Elle trouve qu'il n'y a pas lieu de lier la question de l'évacuation du port de Baros et de Delta au règlement de l'organisation de l'État indépendant de Fiume et que, du moment que le traité est explicite sur ce point, l'Italie n'a pas le droit d'agir à l'égard de la Yougoslavie comme une puissance victorieuse pour peser sur les négociations en cours et lui imposer à accepter ses conditions.

Il y a encore d'autres divergeances de vue qui se sont produites à la Commission mixte à Abbazia. La délégation italienne propose que la souveraineté de l'Etat de Fiume soit limitée a la ville et que le port soit placé sous une administration commune Italo-yougoslave, alors que le gouvernement de Belgrade désirerait s'en tenir strictement au traité de Rapallo, laissant à l'Etat de Fiume le soin d'administrer son port. L exploitation de la voie ferrée et l'organisation de l'administration des douanes en territoire de l'État fiumain, soulèvent également des difficultés. Enfin, les Italiens font des objections concernant l'interprétation de l'article II de l'accord de Santa-Margarita et soutiennent qu'il prévoit l'arbitrage du président de la République helvétique seulement en cas de litige pour la délimitation de la frontière et non pas pour l'ensemble des problèmes à résoudre.

*
* *

Dans ces conditions, il est peu probable que les négociations en cours puissent aboutir rapidement à un règlement définitif, d'autant plus que la Commission mixte d'Abbazia a suspendu ses travaux pendant toute la durée des vacances de Pâques Il faut espérer que les délégués en profiteront pour se concerter avec leurs gouvernements respectifs et qu'ils retourneront à Abbazia avec des instructions précises pour éliminer toutes les difficultés par un règlement rapide des points restés en suspens. Ils auront ainsi rendu un grand service non seulement à leurs pays, mais aussi à la cause de la paix en Europe

D. Tomitch.

BANARU LE MENON

(*Nouvelle*)

Depuis une quinzaine de jours, Banarù, le grand menon (1) gris ardoise, aux longues cornes en lyre, Banarù était très malheureux.

Il semble qu'un grand bouc comme Banarù, dont les cornes sont solides, la barbiche de belle soie grisaille, le nez noir et frais, l'œil vif et perçant, les longues oreilles sombres, mobiles et soyeuses, la queue, garnie d'un long poil d'argent, fièrement levée en trompette, eût dû se trouver heureux comme le roi des boucs, rien qu'à se promener de droite et de gauche à l'entour du troupeau.

Il pouvait, tout à son aise, heurter son front robuste contre ceux de ses collègues, faire face aux « labries » (2) comme ils lui aboyaient après, manger les plus hautes branches qu'il parvenait à atteindre du bout des dents, debout sur les pieds de derrière, et s'appuyant d'un de ses petits sabots fourchus de devant au tronc des arbres.

Mais il y avait une limite à sa liberté de vagabondage, et une limite, c'est presque une prison.

Les premiers jours que l'on avait été dans la montagne, le troupeau entier s'en était donné à cœur-joie.

Sous la garde bienveillante du Bayle-berger et de ses aides, qui laissaient aux bêtes une très grande liberté, vaguement surveillés par les « labries » postés en observation sur des rochers et n'en bougeant guère, tous, béliers, moutons, brebis, agneaux, agnelles, menons et bourriquots avaient, à loisir, patrouillé par petits groupes et brouté dans tous les environs.

Cela avait bien été pendant quelque temps et aurait duré davantage si, un beau jour, une sotte d'agnelle ne s'était avisée de se faire enlever par le loup.

En plein jour, elle était allée avec quelques compagnes brouter dans un petit bosquet de sapins très ombreux, non loin de la lisière de la forêt.

Il faisait beau, le soleil brillait au ciel radieux, de grands papillons jaunes voletaient de fleurs en fleurs, des perdrix picoraient dans une touffe de gentiane.

Tout d'un coup, il y avait eu une fuite éperdue de ses bêlantes compagnes, les perdrix s'étaient envolées, raides comme des balles, avec un bruit d'aile strident et deux brefs appels, tandis que la forme grisâtre d'un loup franchissait d'un bond l'espace qui séparait le bosquet du bois, la jeune agnelle jetée en travers de son dos.

Les chiens avaient chargé en aboyant avec fureur ; les bergers étaient accourus en brandissant des bâtons, et Michel, le Bayle, se hâtait en glissant deux cartouches à chevrotines dans son fusil à deux coups.

Pendant que les jeunes chiens et les aides les plus novices rassemblaient et maintenaient le troupeau affolé, les vieux labries et les bergers étaient entrés dans la forêt à la recherche de la disparue et de son ravisseur.

On avait cherché longtemps en vain, battu tous les environs, sans retrouver leur trace.

Le bois était sombre, les rochers escarpés. Il y avait d'immenses ravins sauvages et des crevasses profondes comme tout, au fond desquelles les ronces et les broussailles formaient un maquis inextricable. Des chutes d'eau bouillonnantes chantaient partout et faisaient une multitude de petits torrents rapides où le fauve avait laissé son odeur.

Les chiens n'avaient rien trouvé et rentraient le nez à terre, la langue pendante. Michel, le Bayle, était revenu sans avoir déchargé son fusil, les sourcils froncés, silencieux au milieu de ses bergers exités par la chasse.

De ce jour, c'en avait été fini de la liberté.

Une garde constante était montée autour du troupeau.

Le Bayle et les vieux bergers racontaient aux jeunes attentifs, qui ouvraient tout grands leurs yeux effarés, des histoires du vieux temps où il était question de loups affamés, de brebis égarées, de rapts, de courses à travers les montagnes sauvages à la poursuite de louves chargées de leur butin, de liteaux découverts, de louvarts étranglés par les labries.

(1) Grand bouc d'une race élevée spécialement pour précéder les troupeaux de moutons dans leur transhumance de la plaine provençale dans les montagnes des Alpes. Ils sont agiles, gris ardoise et très batailleurs. Leurs grandes cornes en lyre leur servaient à défendre les moutons attaqués par les chiens des villages que l'on traversait et, au besoin, à mettre en fuite les loups. Lorsque le troupeau se déplace, les menons, portant de grosses cloches de cuivre, marchent en pelotons au-devant des moutons.

(2) Chiens de berger de la Brie employés généralement en Provence et appelés du nom de leur pays « labrie ».

Cependant la surveillance se faisait étroite et constante.

Les grands chiens, aux poils hirsutes, dégringolaient en aboyant de leurs observatoires à la moindre alerte et, si les brebis, ou même des menons, s'écartaient du troupeau, fonçaient derrière et les mordaient cruellement aux jarrets pour leur rappeler la consigne et le sentiment du danger.

Cela ne faisait plus du tout l'affaire de Banarù.

Si bonne et si savoureuse que fût l'herbe de son pâturage, elle ne lui plaisait plus que fort médiocrement.

Ce n'était point qu'il eût, comme Blanchette, (vous vous rappelez bien Blanchette, la chèvre de M. Seguin ?) ce n'était donc point qu'il eût, comme cette petite folle, envie de courir par la montagne tout seul, au risque de voir le loup fondre sur lui et le manger malgré sa belle défense.

Depuis le temps de M. Seguin et de Blanchette, les bêtes avaient fait des progrès.

Il y en avait qui étaient allées en chemin de fer, dans les wagons à deux étages et à claire-voie construits pour le transport des bestiaux.

Toutes connaissaient les trains, au moins pour les avoir vus courir à travers les campagnes de Camargue et de Crau, et les automobiles qui sillonnent la route en faisant beaucoup de poussière mal odorante, et ces énormes oiseaux bourdonnants, les aéroplanes, qui voyagent de Miramas ou d'Istres à Garrons, près de Nîmes, les ailes toujours grandes ouvertes comme les éperviers en chasse.

Banarù connaissait bien l'histoire de Blanchette, que tous les vieux menons racontent aux jeunes et aux chevrettes lorsqu'ils montent pour la première fois dans la montagne.

Banarù savait parfaitement qu'un loup, c'est plus fort qu'un bouc, si belles et si solides que soient ses cornes. Michel, le Bayle, partait avec un fusil à la poursuite du loup, et pourtant Michel était un rude berger, un homme fort, un grand vieil homme à la barbe grise, aux yeux de braise, et que tous sous son empire, bêtes et gens, craignaient comme le feu.

Aussi Banarù ne se souciait-il point de voir ou de combattre le loup.

Mais ce qui le rendait malheureux, c'était de ne pas avoir goûté à *toutes* les fleurs sauvages des Alpes.

Il avait bien brouté, dans les gras gazons de la montagne, sous les sapins et sous les frênes, la lavande et la campanule, la digitale et la gentiane, qui fait baver les boucs tant elle est amère.

Il avait mangé des cytises qui, lorsqu'on se dresse sur les pieds de derrière pour les atteindre, vous envoient dans les yeux une poussière de pollen jaune et odorant.

Il avait mangé des framboises juteuses et des mûres toutes noires sur les ronciers, et des fraises rouges et toutes petites qui sentent si bon et qu'il faut aller chercher sous les feuilles parmi les brindilles où elles roulent dès qu'on les touche.

Une fois, il avait trouvé une touffe de blanches edelweiss. Il l'avait mangée tout de suite, pour goûter ce qu'il en était, mais il ne lui avait pas trouvé d'autre saveur que celle d'un morceau de vieille couverture de laine qu'il avait mangée, un jour, au mas des Frignants, près du Vaccarès.

Vagabondant à travers les pâturages, il avait donné maints coups de dents à droite et à gauche, selon son bon plaisir. Il avait librement brouté toutes les fleurs de la montagne et toutes les herbes de la Saint-Jean.

Cela, c'était très bien.

Mais il voulait goûter à une chose qui devait être adorable, dont le goût devait laisser loin derrière lui celui des plantes cependant si savoureuses qui poussent à l'ombre des frênes, des sapins et des rhododendrons : Banarù voulait manger de « la Reine-des-Alpes ».

Il avait vu une plante, un jour, le jour même où cette imbécile d'agnelle s'était fait enlever par le loup.

Qu'elle était belle, cette plante, et qu'elle était tentante !

Il l'avait bien regardée, longuement contemplée avec envie ; au bord de la crevasse, elle montrait ses trois fleurs bleuâtres, sèches comme des chardons, mais qui devaient avoir un si bon goût, qui devaient être si agréables à manger, en regardant du coin de l'œil ce précipice béant prêt à vous engloutir et en tenant bien sagement ses quatre petits pieds aux sabots noirs fendus, étroitement réunis sur la même arête de roche, de peur de perdre l'équilibre.

Banarù voulait aller manger de la « Reine-des-Alpes ! »

Un jour, n'y tenant plus, il profita de ce que les chiens étaient occupés à rassembler un peloton de jeunes agneaux indisciplinés et que les

bergers étaient réunis autour de leurs camarades remontant du village avec le pain et les nouvelles, pour s'enfuir en deux bonds rapides et gagner la forêt.

Elle lui parut noire et pleine de mystère.

Il n'aimait pas du tout l'obscurité ni les mystères, Banarù, le menon. Cela cache des dangers dont les boucs sages doivent se garder prudemment afin de n'y point tomber.

Il regarda dans la clairière vers le pâturage. Il vit que personne ne s'était aperçu de sa fugue.

Il inspecta le bois autour de lui, reniflа l'air en fronçant son joli nez soyeux.

Le bois était tranquille et silencieux: l'air ne lui apporta qu'un parfum de cytises et de myrtilles ; mais, de cela, il n'avait cure.

Il s'orienta.

Voici le pic où sont les gentianes. Voilà la combe où s'est perdue la trace de l'agnelle.

A droite, il y a les trois gros sapins. A gauche, la combe descend vers le ravin aux « Reines-des-Alpes ».

Il faut traverser la combe, rejoindre le ravin et le suivre en remontant.

C'est ce que fit Banarù.

Il s'en alla, tantôt trottant, tantôt s'arrêtant pour écouter et sentir s'il ne se présentait rien de suspect ou de redoutable, prêt à bondir sans fausse honte vers le troupeau, au premier émoi.

Mais rien d'anormal. Tout était toujours calme et silence.

Les grosses sauterelles aux ailes bleues sautaient devant lui avec un bruit métallique, les couteaux détendus.

Un écureuil fauve avec sa queue en panache, en fuyant sur les branches souples d'un noisetier, le fit tressauter soudain ému... puis il reprit sa marche aventureuse vers la délicieuse et si tentante « Reine-des-Alpes » qu'il savait bien où retrouver.

Après un instant, le cœur battant d'anxiété, il arriva à l'endroit où il avait vu, voilà quinze jours, le splendide bouquet de fleurs merveilleuses qui avaient hanté son sommeil et exacerbé son désir.

Hélas! hélas! elles étaient à moitié fanées, sèches et roides; brûlées par le soleil, elles ne présentaient plus rien d'appréciable pour la dent experte d'un jeune menon, à la longue et soyeuse barbiche.....

Le ravin était toujours là, en bas.

Profond et sombre, il en montait un vague murmure d'eau. Elle devait courir en bas, tout en bas sur les roches du fond.

Banarù, désolé et déçu, regarda autour de lui pour voir si, par hasard, le danger ne serait pas venu...

Mais toujours pas de loup!

Décidément, c'était un mythe, ce loup! Alors, rassuré, il inspecta soigneusement les bords du précipice.

De son côté, rien ; deux ou trois campanules peut-être, mais il en avait déjà goûté.

Une grande fleur jaune avec des clochettes étagées comme celles d'un chapeau chinois. Il les connaissait pour en avoir mangé une fois ; ça ne valait rien, ça laissait dans la bouche une bave jaunâtre et amère.

De l'autre côté... il eut un joyeux frisson... de l'autre côté, il y avait aussi des campanules, mais là-bas, à une trentaine de mètres en amont, il voyait soudain se dresser un magnifique bouquet de « Reines-des-Alpes »

Il courut le long de la crevasse jusqu'à leur hauteur. Il tendit le cou vers elles.

Elles étaient merveilleuses et attirantes, c'étaient vraiment les Rines des Alpes, droites et hautaines dans leur robe bleu cendré.

Il avança les lèvres, se pencha au bord du précipice, le cou tendu, les dents gourmandes, follement, au risque de se faire entraîner par le poids de ses cornes. Les fleurs étaient trop loin!

Il mesura le ravin du regard. Il n'était tout de même pas si large que cela.

Banarù était agile, nulle chèvre, nul cabri, nul vieux bouc, nul jeune menon dans les pâturages de la montagne ne pouvait rivaliser avec lui pour sauter de rocher en rocher, bondir par dessus les crevasses, ou partir tout d'un trait et s'en aller tomber, immobile et les quatre pieds joints, sur la pointe aiguë d'une roche.

En se penchant, il vit quelque chose bouger au fond du précipice.

Il regarda avec attention.

Cela ressemblait à un chien gris-jaune avec des oreilles pointues et une queue touffue, et cela le regardait d'en bas, accroché qu'il était au bord du précipice ; cela avait une langue rouge et des dents pointues et blanches qui retroussaient les lèvres.

Banarù le reconnut tout de suite au portrait qu'on lui en avait fait : cela, c'était le loup.

Mais les « Reines-des-Alpes » étaient de l'autre côté.

Le loup était en bas, si bas, si loin qu'il sem-

blait à peine gros comme un petit « labrie » quand ils commencent seulement à courir.

Qui sait ? en vérité, il n'était peut-être pas plus gros... et les « Reines des Alpes » étaient si belles...

Alors Banarù regarda bien le bouquet de fleurs de l'autre côté du précipice ; il estima la longueur du saut, s'en alla loin du bord pour prendre son élan et partit comme un trait, le cou à demi recourbé, la barbiche au poitrail, les cornes en avant, comme il se doit.

Il choisit bien la pierre où il devait appuyer ses quatre sabots une dernière fois, y fit un solide rappel des pieds, débanda ses reins puissants et s'en alla à travers l'espace, les jambes de devant repliées sous sa poitrine, celles de derrière tendues, bien raidies.

Il toucha le bord du précipice de l'autre côté, mais seulement du bout des sabots qu'il tendait désespérement.

Il sentit qu'il perdait pied et qu'il allait choir.

Il aperçut dans un clin d'œil le loup qui se hâtait en dessous de lui, dans le fond du ravin, le nez en l'air, et sur le bord, les belles « Reines-des-Alpes » si bleues et si tentantes devant lui... si près de lui...

Il allongea les lèvres dans un dernier sursaut de volonté, saisit une des fleurs merveilleuses entre ses dents gourmandes et, ayant mis toute son énergie dans ce suprême effort, dégringola de roc en roc pour aller, pantelant et à demi-mort, mais mâchant encore la belle fleur si tentante, tomber dans la gueule du loup qui le mangea comme il avait fait jadis de Blanchette.

Jean-Toussaint SAMAT.

LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN ANGLETERRE (1)

La dégringolade économique la plus accentuée a été dans l'exportation du charbon. En 1913, la Grande-Bretagne exportait 73.400.118 tonnes (la tonne vaut 1.016 kg.), en 1920, elle en exporte 21.931.853 tonnes et en 1921 21.660.552 tonnes. Soit pour 1921, une diminution de 66.5 pour cent sur 1913.

Ces derniers chiffres sont significatifs. Ils nous permettront de comprendre ce qu'écrivait, en mai 1921, l'économiste catholique déjà cité par moi :

« L'industrie minière, dit M. Franck Hodges, est insolvable ». La plus forte et la plus favorisée de nos industries en ce pays fait banqueroute. Elle ne peut pas payer et se tirer d'affaire après quelques semaines de dépression, et bien qu'elle ait joui d'un strict monopole durant des années et qu'elle ait surchargé le consommateur anglais de prix écrasants pour un mauvais produit, et pratiqué contre l'étranger la plus audacieuse exploitation connue dans la récente histoire des profiteurs. Il y a quelques mois, le gouvernement avait accumulé un surplus de plusieurs millions de livres sterling, fruit des prix usuraires imposés aux acheteurs du dehors à l'heure de leur nécessité. D'après M. Hodges, ce surplus atteignait 66 millions bien que, d'après le Gouvernement, il ne dépassât pas le tiers de cette somme. Cependant, en novembre, nous avions une grève parce qu'il y avait un surplus ; en avril nous avions un lock-out parce qu'il y avait un déficit. La nation perdait des millions par le coup porté à son commerce ; les dépenses gouvernementales devaient augmenter, des taxes plus lourdes devenaient nécessaires, plus d'ouvriers se trouvaient sans travail et plus de familles condamnées à une demi-famine ».

Je dois ajouter que les achats de charbon par les Etats-Unis, à cause de la grève d'août dernier, ont augmenté un peu les prix. L'occupation de la Ruhr les a augmentés aussi. Je remarque encore que M. Franck Hodges, que cite l'économiste anglais, bien que de tendances modérées, parlait en faveur de l'attitude prise par le *Labour Party*.

Ces réserves faites, nous trouvons exprimées, sinon toutes les causes de la crise industrielle dans les lignes de l'économiste cité en ce pays, du moins une des grandes causes de la crise charbonnière qui fait peu d'honneur au gouvernement et aux mineurs, et en même temps indiquées, quelques-unes des graves conséquences de ce malaise économique.

En 1919, à la faveur des nécessités mondiales créées par la guerre, il se fit un trafic éhonté de manufactures de coton que leurs propriétaires depuis de nombreuses générations, vendirent pour en tirer profit. Les acheteurs les vendirent à leur tour. On en vit changer plusieurs fois de mains en peu de mois, et atteindre des prix qui dépassaient cinq et même dix fois leur prix d'avant-guerre. Les espoirs des derniers spéculateurs ayant été déçus, ils se trouvent acculés à la banqueroute par la stagnation de leurs industries, pendant que leurs vendeurs sont passés dans la classe des nouveaux riches.

(1) Voir la *Revue Bleue* du 17 mars 1923.

*
* *

Supposez un de ces grands magasins de Paris où s'approvisionnent en marchandises de toute espèce, sauf le pain, les légumes et la viande, les habitants de cette cité. Des capitalistes entreprenants créent, à côté de ce magasin, qui jusque-là a eu le monopole de la vente des objets manufacturés, d'autres magasins où ces objets sont plus à la portée du public et à meilleur marché. Quelle serait la situation du premier ?

Pour ne pas avoir à liquider complètement, il devrait renvoyer les employés des rayons où aucune marchandise n'est vendue, diminuer les salaires des autres, trouver de nouveaux débouchés si c'était possible, et en attendant, donner à manger et à boire à son personnel dirigeant et même subalterne, s'il voulait n'être pas exposé à disparaître ou à soulever des haines dangereuses contre lui. Il devrait atteindre son capital de réserve, sans couvrir les dépenses par la vente.

Telle est la situation actuelle du magasin mondial et monopolisateur qu'était devenue l'Angleterre au cours du dernier siècle. La concurrence des magasins des autres nations, autant que la guerre qui l'a accélérée et facilitée, a créé pour cet immense entrepôt de laines, de cotonnades, de machines et de charbons, des difficultés dont on ne saurait exagérer l'importance et dont la solution me paraît très ardue.

Les directeurs de l'entrepôt, je veux dire les propriétaires des houillières, des métallurgies et des usines de Manchester, Liverpool, Birmingham, Sheffield, etc., ont été obligés d'abaisser les salaires de leurs ouvriers qui avaient profité de la situation créée par la guerre, mais sans économiser. En septembre 1921, les salaires des mineurs avaient diminué de 20 pour cent au-dessous du salaire d'avant-guerre, bien que le coût de la vie se trouvât être de 125 pour cent plus élevé qu'alors. Les dockers avaient perdu 3 shillings par jour. Les mécaniciens avaient perdu 10 shillings par semaine. Les ouvriers du coton avaient été diminués de 4 shillings 5 pence par livre sterling de gain, ceux de la laine davantage encore. Ceci en septembre 1921. Depuis lors, les salaires ont baissé encore davantage. Le total de diminution atteindrait aujourd'hui 10 millions de livres sterling par semaine, soit au taux actuel du change : 760 millions de francs.

Il a fallu prendre des mesures encore plus radicales et plus pénibles.

Certains produits ne se vendant pas ou se vendant fort mal, des usines ont été obligées de se fermer et d'autres ont renvoyé une partie de leur personnel... Le nombre d'ouvriers sans emploi, tel que le donnait une statistique officielle publiée par le *Daily News*, le 23 août 1922, était de 1.332.100, avec une augmentation de 3.351 sur la semaine précédente. Mais il ne s'agissait là que des ouvriers auxquels le gouvernement sert une allocation de chômage. Avec ceux qui ne la touchent pas, on peut sans exagération arriver au chiffre de 2 millions de chômeurs. De ce fait, à peu près 5 millions d'individus sont atteints par la crise actuelle. Et la situation est devenue bien plus difficile encore pendant l'hiver.

* * *

Tant que le bazar anglais vendait ses marchandises avec des profits abondants, il pouvait, sans toucher au capital, acheter au dehors sa nourriture. Du jour où les clients se sont éclipsés, comme le charbon, les laines, les cotonnades, les objets manufacturés ne sont pas comestibles, si l'on a voulu manger il a fallu trouver de l'argent pour acheter la subsistance. A cette heure, l'Angleterre attaque son capital de diverses manières. L'une de ces manières est l'accroissement considérable de l'*income-tax*. Les statistiques montrent que le contribuable anglais est le plus fortement imposé. Voici les chiffres en livres sterling : Angleterre, 20 livres sterling d'imposition par tête, soit environ 1.020 fr. (1) ; France : 12 livres sterling ; Etats-Unis : 7 ; Allemagne : 1.

Les hommes d'État, en ce pays, se rendent compte de la gravité de la situation. S'en rendent compte aussi et surtout, ceux qui sont les plus atteints par elle.

« Nous sommes d'abord, une nation industrielle, écrivait Lord Rothemere, illustre financier, frère de Lord Northcliffe, et il n'y en a sans doute pas une au monde qui se trouve exposée à des conditions économiques plus redoutables que celles de la Grande-Bretagne en ce moment. »

« A cette heure, écrivait M. Chiozza Moncey, le statisticien du *Labour Party*, dans l'*Observer* du 29 mai 1921, avec notre commerce de charbon, de l'acier, du fer et des constructions navales en suspens, et les autres commerces d'objets nécessaires et de luxe en décadence complète, il est douteux que nous gagnions la subsistance de la moitié de notre population. Les choses nécessaires à l'existence nous arrivent toujours, sans doute, et elles continueront ainsi quelque temps, même si

(1) Mais d'autre part les contribuables que l'*income tax* peut atteindre, sont bien plus nombreux en Angleterre qu'en France où la fortune est beaucoup plus divisée.

la paralysie du commerce continue. La menace de la situation se trouve donc pour l'instant écartée. Notre importante population vit largement de réserves, mais leur exploitation a une limite. »

Ainsi de tous côtés, directeurs et employés de la Grande Maison de Commerce qu'est l'Angleterre cherchent des marchés et des clients pour écouler leurs produits. Ils croient que la pacification franco-allemande, la restauration de la Russie, les leur ouvrirait.

Je suis loin d'en être aussi convaincu. Mais il est bon que les journalistes et les hommes d'État du Continent — ceux-ci suivent trop souvent les premiers dont les ignorances et les parti-pris sont si nuisibles aux intérêts qu'ils prétendent servir — se rendent enfin compte de l'état de chose en Angleterre et ailleurs, s'ils veulent un peu comprendre la politique de ce pays qui plus que jamais est une politique économique, et ne pas se payer de phrases aussi ronflantes que vides.

Peut-être les uns et les autres arriveront-ils à voir que le chaos actuel ne peut qu'empirer, si les peuples ne consentent pas à oublier leurs égoïsmes sacrés qui les mènent tout droit à la débâcle, pour se solidariser et s'aider, mettant en commun leurs infortunes et aussi leurs ressources dont la valeur réparatrice serait du fait centuplée.

L'opinion publique, un peu partout, est convaincue que le grand moyen, sinon le seul, de tirer l'Angleterre de ses embarras économiques actuels, est de lui ouvrir tous les marchés européens, en particulier ceux de la Russie et de l'Allemagne. Cette conviction est pour beaucoup dans l'attitude des politiciens anglais aux diverses conférences interalliées.

Avouerai-je que, sans nier une certaine valeur à ce remède, je suis assez sceptique sur son efficacité à rétablir l'équilibre troublé, et je ne crois pas du tout que ce pays puisse retrouver jamais les triomphes économiques qu'il a connus au siècle passé.

Les marchés nationaux s'efforcent de plus en plus à satisfaire leurs nécessités. Leurs diverses industries ont dans la plupart des cas, rattrapé, sinon devancé l'Angleterre. Ce fait nouveau est d'importance capitale pour ce pays et pour les autres. Supposons que la tranquillité européenne soir rétablie, que l'Allemagne et la Russie reprennent leur trafic normal comme avant la guerre. Que peut envoyer l'Angleterre en Allemagne ? Pas du fer, elle n'en a pas assez pour elle ; pas de charbon, l'Allemagne en a trop ; pas d'objets manufacturés, celle-ci les produit en plus grande quantité et à meilleur marché. Restent les laines et les cotons. Mais ici, la concurrence de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud, est redoutable, sinon invincible,

En Russie. il est vrai. il n'y a encore ni objets manufacturés, ni charbon, ni laines, ni cotons en suffisance. Mais du jour où elle sera ouverte au commerce mondial, l'Angleterre ne sera pas la seule à lui porter ses marchandises. Les deux Amériques, l'Allemagne, les nouveaux États du Centre de l'Europe, la Belgique, la France la précéderont, la suivront ou l'accompagneront avec les mêmes marchandises que certains pourront offrir au client russe à des prix plus abordables.

Non seulement, les industries des divers pays essaient avec succès de rattraper l'avance de la Grande-Bretagne, mais plus encore qu'avant la guerre, leurs gouvernements les protègent par des taxes d'entrée élevées. Ce n'est assurément pas du côté des États-Unis qu'elle peut songer à trouver un débouché, quand on voit le gouvernement de cette nation proposer d'instituer un tarif qui, pour la coutellerie, atteindrait 184 0/0 *ad valorem*, et pour d'autres objets 50, 75, et 100 0/0. Ce qui pourrait amener sa culbute à la prochaine consultation électorale. On l'a vu aux élections partielles récente.

Devant ces faits indéniables, certains Anglais clairvoyants et quelques économistes de leurs amis du continent, pensent que la Grande-Bretagne devrait résolument modifier son système économique. Elle ne peut plus être l'unique marchand du monde et trouver dans la seule vente de ses produits manufacturés l'argent pour acheter sa nourriture au dehors. Sans donc renoncer à ses industries, elle doit chercher chez elle de quoi sustenter sa population. Elle sera ainsi indépendante et échappera à toutes les crises occasionnées par les concurrences mondiales. Elle ne fera d'ailleurs que revenir à un passé que les nécessités de la guerre avaient semblé un moment vouloir faire revivre en l'obligeant à cultiver ses terres.

Voici, en effet, ce que je trouve dans un rapport très volumineux et très consciencieux, écrit en 1906 par le *Comité de l'Agriculture*, pour être présenté au Ministre, M. Chamberlain :

« Jusqu'à l'abolition des Corn-Laws, l'Angleterre était en fait indépendante des exportations étrangères pour la consommation, et cette situation avait été maintenue pendant longtemps, malgré l'accroissement de la population. Le nombre des personnes nourries du blé du sol anglais, atteint son maximum dans la période de 1841-1845, où 24 millions eurent leur besoin satisfait sur 26.800.000 habitants. L'importation de blé et de farine de blé s'éleva de 292 millions de cwts (cwt = 100 kgs) en 1831-1835, à 691 millions, en 1836-1840 et à

828 millions en 1841-45. Depuis cette période, les importations n'ont fait qu'augmenter et rapidement en coïncidant avec la diminution du pourcentage de la population et du nombre de gens nourris par le blé du pays. Ce nombre tomba de 24 millions en 1841-1845, à 1 millions 500.000 en 1901-1905, diminution qui n'est pas inférieure à 81 1/1 0/0 en cinquante ans. En d'autres termes, dans la période de 1891-1895, la même quantité de blé était produite qu'à la fin du XVIIe siècle, avant qu'aucun perfectionnement de la culture n'ait eu lieu. »

Mais le retour au passé ne devrait pas signifier le retour aux errements du passé. Il ne faudrait pas oublier que si l'Angleterre se suffisait alors en blé, c'était en vendant parfois le pain à des prix exorbitants. La récolte ayant été mauvaise en 1836, la *corn-law* qui empêchait l'importation des blés étrangers, avait abouti à la famine pour des milliers d'ouvriers. Contre elle, Richard Cobden, le père du Libre-Echange, *Free-Trade* manchestérien, mena une campagne pendant deux ans, qui aboutit à son abolition que le tory Lord Robert Peel fit voter en juin 1846, par une coalition de libéraux et de conservateurs.

Ces temps sont révolus et les faire revivre serait une faute capitale. Il s'agit de trouver dans la terre anglaise, à des prix abordables aux travailleurs du pays, la nourriture nécessaire à la population de l'île qui, par là, serait soustraite aux fluctuations du commerce des objets manufacturés.

Obtenir ce résultat n'est pas aussi facile qu'il paraît au premier abord. Il y a les habitudes prises de pur commercialisme et industrialisme, qui avaient si bien réussi aux propiétaires et à leurs employés, les enrichissant tous proportionnellement et leur assurant une vie commode.

J'ai déjà parlé des plans proposés pour diviser la terre plus équitablement et y attacher ainsi davantage le paysan. L'on m'assure que depuis la guerre, pas mal de fermiers ont acheté les propriétés de leurs land-lords. Mais ces achats ont fait passer la propriété foncière en d'autres mains, ils n'ont pas modifié son assiette d'une manière générale.

Cette division de la terre, même bien comprise, ne suffirait pas pour attirer vers elle. La génération actuelle a pris trop de goût à la ville pour la quitter. Celle qui monte et celles qui arriveront pourraient être gagnées aux campagnes, en raison des détresses croissantes des villes, si on leur en donnait le goût à l'école, si on leur offrait dans les villages, avec un gain stable et assuré, des maisons confortables, des distractions, des moyens de transport et des communications faciles pour aller dans les villes et, surtout, pour écouler leurs produits.

Ce dernier point est de capitale importance. Tout le système de voies ferrées anglaises est construit pour prendre les marchandises affluant aux dix ou douze ports principaux de la périphérie ou pour transporter à ces ports les houilles, laines ou objets manufacturés des grands centres. Les nécessités de l'agriculture, en particulier pour l'exportation de ses produits, ont été complètement négligées. D'où ce paradoxe : il coûte moins, et il est plus facile, de transporter des pommes de terre, du bétail, des fromages, du Danemark à Londres que du centre de l'Angleterre. Il n'y a pas de chemins de fer pour les agriculteurs et, là où ils existent, le coût des transports est formidable et rend la concurrence étrangère très facile. Du rapport agricole déjà cité, je tire cette donnée fournie par des marchands de lard et jambon de Carlisle :

« L'Amérique peut jeter ses produits sur les marchés anglais pour un quart du prix qui nous est imposé. De New-York à Liverpool, 7 shillings 6 pence par tonne. De Carlisle à Liverpool, 15 shillings par tonne ; de Carlisle à Londres, 30 shillings par tonne. »

L'adaptation des chemins de fer anglais aux besoins agricoles est l'une des premières conditions pour le retour du pays à une politique terrienne.

Cette mesure et d'autres prises, il restera encore à tenir compte de l'handicap qu'est, pour l'agriculture anglaise, un climat trop humide et des terrains en nombre trop siliceux.

* * *

A la différence des nations du continent, surtout des nations latines, où les idées et leur développement abstrait jouent un rôle si important et conditionnent d'ordinaire l'existence des partis, ceux de l'Angleterre et du monde anglo-saxon, dépendent non exclusivement, mais avant tout, de considérations économiques. Le tory conservateur est de naissance protectionniste, le whig libéral est libre-échangiste. Mais — et la remarque a son importance — il n'est pas rare, de voir des lords de la plus vieille noblesse, libéraux, et des gens d'humble bourgeoisie parmi les tories. Les uns et les autres apportent, dans leurs conceptions spéciales, assez de souplesse pour arriver à des concessions mutuelles qui arrivent à faire l'équilibre dans la politique quotidienne.

Aujourd'hui plus encore qu'au lendemain des guerres napoléoniennes et après le blocus continental, aujourd'hui, après une catastrophe sans précédent qui a bouleversé la planète et atteint dans ses parties vitales le monopole commercial que l'Angleterre détenait depuis un siècle, la menaçant par là de n'avoir plus de pain à donner

à ses insulaires et plus de travail à ses ouvriers, chacun de ces deux grands partis politico-économiques, apporte sa solution aux difficultés qui se posent.

Comme au temps de Cobden, au point de vue agricole, les conservateurs soutiennent que la division de la terre ne guérirait rien puisqu'elle empêcherait la culture sur une large échelle avec les moyens techniques, qui seule rémunère le travail; que l'on ne peut songer à faire refluer les foules habituées aux villes, vers les champs; qu'il faut donc, avant et par-dessus tout, protéger l'agriculteur anglais contre la concurrence du dehors et contre l'handicap des transports et voies ferrées, à l'intérieur.

Mais, pour important que soit le domaine agraire, ils comprennent que celui qu'il importe avant tout de sauver, car il conditionne la vie même du pays, est le domaine industriel. Ils ont donc élaboré un plan grandiose qui vise à faire de l'Angleterre une immense maison de commerce dont les dépendances et succursales ne seraient plus seulement les usines et filatures de Manchester ou de Liverpool, mais toutes ses colonies intimement unies à la maison-mère, si l'on peut dire, soumises à peu près aux mêmes tarifs d'importation et d'exportation, se passant de l'une à l'autre, aux moindres frais, ce qui leur manque. Les statistiques ne prouvent-elles pas qu'avant la guerre, seul le commerce avec les colonies était en progrès ?... Raison décisive pour constituer avec elles un puissant empire économique. Ce but serait atteint, pensent-ils, en répudiant complètement les traités de commerce actuels, en imposant un tarif très élevé à toutes les marchandises qui concurrencent les marchandises anglaises et coloniales, en accordant un tarif de faveur à toutes les colonies pour qui la clause de la nation la plus favorisée accordée aux autres nations par l'Angleterre, ne devrait plus fonctionner. De plus, des taxes importantes seraient mises sur certains produits en vue de sauvegarder les industries spéciales à la Grande-Bretagne et de protéger la main-d'œuvre de ses industries, contre les effets du « dumping » et de la dépréciation des monnaies étrangères.

Dans un rapport fort bien conçu, M. Heswins, ancien ministre, montre que les législateurs, depuis la guerre, semblent s'acheminer vers la réalisation de ce plan. En 1919-1920 et 1921, le principe de faveur pour les colonies est accordé. En 1921, le Parlement a voté l'Acte de Protection des industries nationales, à la majorité de 164 voix. En vertu de cet Acte, les Communes ont passé un bill, le 1er août 1922, imposant un droit d'entrée de 33,13 0/0 sur les gants fabriqués venant d'Allemagne.

Les conservateurs-protectionnistes demandent encore — je l'ai insinué — que le système d'étendre automatiquement les concessions accordées à une nation, par la clause de la nation favorisée, à toutes celles qui obtiennent des traités de faveur avec l'Angleterre, soit supprimé. Ils allèguent l'exemple des États-Unis qui n'acccordent ces concessions que contre des avantages réciproques.

Ce plan, très simple et très efficace à première vue pour sauvegarder le commerce britannique, quand on l'examine de près, présente des difficultés insurmontables. De toute évidence, il tromperait l'attente de ceux qui le préconisent. Supposons que l'Angleterre et ses colonies deviennent ce colossal magasin, fermé et protégé contre les concurrences des autres magasins, que veulent bâtir les protectionnistes. Peuvent-ils croire que les autres directeurs de magasins aux États-Unis, en France, en Allemagne et ailleurs, ne prendraient pas les mesures adéquates pour empêcher et le Gouvernement britannique de taxer leurs produits, et les industries anglaises de venir déprécier leurs prix, en favorisant, au besoin, les rivaux de ces industries? Un exemple frappant de ce qui arriverait, sur une vaste échelle, s'est offert récemment, quand les Communes, en août dernier, ont discuté la surtaxe d'importation pour les gants fabriqués en Allemagne. Les députés conservateurs du Lancashire, bien que conservateurs et donc protectionnistes, ont protesté contre cette surtaxe de 33 0/0 parce qu'elle menaçait d'arrêter leurs exportations en filés de coton qui vont justement en Allemagne où ils servent à faire les gants. Avec d'autres conditions économiques que celles qui existent maintenant, est-ce que l'Allemagne, pour se venger de cette surtaxe, ne serait pas justement incitée à s'approvisionner en coton, en Amérique ou ailleurs ?

Le système proposé, d'autre part, suppose que les intérêts de l'Angleterre correspondent toujours adéquatement aux intérêts de ses colonies. Ce n'est pas exact. D'abord l'Angleterre elle-même trouvera toujours plus d'avantages, en raison des distances et pour d'autres motifs, à faire du commerce avec la France, la Belgique, l'Espagne, l'Allemagne, qu'avec l'Australie, le Canada ou les Indes. Puis, ces colonies, il y a longtemp, font un commerce très actif et très lucratif avec d'autres pays, surtout avec les États-Unis. Du jour où le Canada et l'Australie seront entravés et lésés dans leurs exportations par les taxes impériales de protection, ne seront-ils pas portés à secouer le joug économique de la mère-patrie, en attendant de secouer son joug politique ? La protection à outrance qu'elle exigeait pour son thé ne fut-elle pas la cause déterminante

des scènes de Boston et du soulèvement des colonies américaines contre l'Angleterre ?

Déjà avant la guerre, le Canada avait fait des traités spéciaux avec la France, l'Allemagne, les États-Unis et divers pays, sans tenir grand compte des intérêts de l'Angleterre. Ces traités ont été dénoncés, il est vrai, mais il ne semble pas que le Canada soit disposé à subordonner complètement ses intérêts commerciaux à ceux du Royaume-Uni. En 1918, le Gouvernement Australien a conclu avec les États-Unis un traité de commerce qui inclut, il est vrai, un tarif de faveur pour la Grande-Bretagne, mais après avoir sauvegardé tous les avantages essentiels de l'Australie, impliqués dans ses relations, déjà anciennes avec les États-Unis.

Enfin les statistiques montreraient qu'il y a aujourd'hui près de deux millions d'individus qui auraient dû émigrer. Les conservateurs protectionnistes parlent de faire des lois favorisant l'émigration. Mais le peuple anglais soutenu par le *Labour Party* s'y refuse osbtinément. Aussi entend-t-on des voix célébrer discrètement Malthus et prêcher la restriction des naissances pour rétablir l'équilibre entre la population et les possibilités alimentaires du pays.

Les libres échangistes n'ont pas manqué de faire valoir les difficultés signalées contre le système de monopole et de clôture impériale que proposent les protectionnistes, pour sauver les industries et le commerce anglais. Ils sont soutenus, dans leur opposition, par les masses populaires du pays pour qui la protection à outrance, signifierait comme en 1838, la cherté du pain et la cherté des objets de première nécessité.

Le *Labour Party* qui représente de plus près les tendances des classes ouvrières, est résolument opposé au système protectionniste et le combat vigoureusement dans toutes les élections.

Certains intellectuels, et du parti libéral et du *Labour Party*, esprits généreux qui, se rendent bien compte des difficultés actuelles et prévoyent celles plus grandes qui attendent demain l'Angleterre plus encore que les autres nations, refusant de secouer les chaînes de leurs égoïsmes traditionnels, proposent une sorte d'internationalisme économique à côté, sinon à la base, de la Ligue des Nations. Par lui, les peuples civilisés établiraient une solidarité, une coopération générale, une mise en commun de leurs biens qui seraient équitablement distribués entre eux.

Un plan si grandiose, à portée lointaine dans le temps et l'espace, heurte des difficultés qui paraissent, à première vue, insurmontables. La plus colossale est, sans nul doute, cet égoïsme national, universel que la guerre a violemment exacerbé. Cependant, il est permis de se demander si M. Wilson, au lieu de proposer sa Ligue, à caractère si abstrait, à tendances politiques et même militaires, eût dressé un plan clair et palpable d'entente économique, d'abord entre les peuples alliés, qui se fût étendu ensuite aux autres, n'eût pas mieux servi la civilisation et réussi à pacifier la planète. Plus on étudie dans leur complexité internationale les problèmes qui se posent aujourd'hui, plus on trouve que ce sont des problèmes économiques qu'il est urgent de résoudre. Ils resteront en suspens, non dans les phrases des protocoles, mais dans les réalités, tant qu'on ne voudra pas considérer les faits sous cet angle. Qui donc ne voit que la question de l'argent, de sa fonction, de son administration, de sa circulation, de son échange, est une question aussi vitale pour la stabilisation des relations diverses entre les peuples, que la question russe elle-même et même d'autres questions ? Si les pouvoirs alliés n'avaient pas tous été absorbés par la préoccupation de tirer d'abord le plus d'épingles possible du jeu de la Conférence de la Paix, d'un accord unanime ils l'auraient abordée avant les autres.

Voilà, sans doute, pouquoi les esprits généreux dont j'ai parlé, un peu partout, demandent qu'avant tout on assainisse le change international. On leur objecte que c'est « agir comme un médecin qui dit à son patient qu'il n'y a pas moyen de le guérir, si d'abord il ne se débarasse des symptômes de sa maladie. On ne peut assainir le change en agissant directement sur lui. » De toute évidence. Mais on pourrait agir solidairement entre peuples sur les conditions économiques qui commandent le change. Un médecin, en fortifiant tout le système musculaire et nerveux d'un malade, le débarrasse même des symptômes spéciaux de sa maladie. — Mais, objecte-t-on encore, avant d'organiser solidairement et économiquement les peuples, il faut organiser son peuple d'abord. — Une organisation n'empêche pas l'autre. Et votre organisation, entreprise seule, indépendante et exclusive des autres, n'aboutira pas puisqu'elle est solidaire des autres organisations. Dans un village, on n'est pas à l'abri de l'épidémie qui y règne parce qu'on désinfecte sa maison ou même parce qu'on en ferme la porte et les fenêtres.

A. LUGAN.

LA PEINE QUOTIDIENNE[1]

I

Je n'écouterai plus la tristesse du soir.
Avec ses voiles d'or et ses dolentes voix,
Il ranime toujours d'impossibles espoirs
Et ces molles langueurs que j'aimais autrefois.

O trop attendrissants et pâles reposoirs
Pour le culte aboli de mon ancienne foi !
Que vos roses, aux plis du drap d'or bientôt noir
S'effeuillent, une à une, et volent loin de moi...

Je prendrai désormais le courage de vivre
A la lumière forte et claire du matin :
Le ciel est un champ nu qu'un sang généreux teint;

Et du vaste combat tout fumant qui s'y livre,
Afin de m'alléger et me grandir le cœur,
C'est le jour, et non point la nuit, qui sort vainqueur.

II

Non, ce n'est pas possible, encor, qu'on désespère,
Quand la vie est si vaste et la nuit si légère.
Les douleurs ont tordu et fait saigner mon cœur.
Mais je ne savais pas cette haute douceur.
Mais je ne savais pas cet invincible charme
Que vous levez sur nous, comme un soldat son arme.
Je croyais que l'amour à jamais était mort.
Je croyais que mon cœur, aussi, était plus fort.

Seigneur, vous m'avez fait une âme frémissante
Pour qu'elle aime l'amour et son plaisir, et sente
L'attrait mystérieux de l'humaine beauté.
Et puis vous avez fait, Seigneur, la pureté...
Je suis là, mon esprit brûlant dans ma chair ivre,
Et je tremble, à l'instant effroyable de vivre.

Louis Lefebvre

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA QUESTION RHÉNANE — LA PUISSANCE DÉMONSTRATIVE D'UN ASSASSINAT

La tentative d'assassinat dont M. Joseph Smeets, le leader séparatiste rhénan, a été la victime à Cologne éclaire d'un jour nouveau cette question rhénane que tant d'intérêts contradictoires se sont ingéniés à obscurcir. Si les organisations nationalistes allemandes qui, depuis le meurtre de Kurt Eisner jusqu'à celui de Rathenau, ont tant d'attentats sur la conscience, ont tenté de faire disparaître M. Smeets, c'est qu'ils le considéraient comme un danger. Or, depuis l'armistice, la propagande allemande s'efforce de faire croire que le mouvement séparatiste rhénan n'est qu'une invention française et que tous les autochtones qui l'ont servi ne sont que des agents de l'ennemi, des traîtres à la patrie rhénane comme à la patrie allemande.

Cette question est, pour nous, pour l'Europe entière, d'un intérêt primordial. Pendant la guerre, tous les esprits politiques, quand ils arrêtaient leur attention sur ce qu'il y aurait à faire de la victoire — encore problématique alors — rêvaient de dissocier les Allemagnes; ils se souvenaient avec admiration de la longue période de sécurité que la paix de Westphalie avait donnée à la France. Quelques-uns, d'autant plus émus par les grands souvenirs du passé que le présent paraissait plus sombre, voyaient déjà le drapeau tricolore flotter sur les forteresses du Rhin comme aux plus beaux temps de l'Empire; mais ce n'était qu'une minorité : les plus ambitieux parmi les sages ne songeaient qu'à reconstituer une Confédération du Rhin sous le protectorat français, et ceux qui avaient quelque communication avec le monde international, et qui savaient à quel point le dogme du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes régnait sur cette opinion européenne avec laquelle il était certain qu'on serait obligé de compter, si indécise fût-elle encore, se contentaient de souhaiter l'institution d'une Rhénanie indépendante, ou du moins autonome dans le cadre du Reich.

Au lendemain de l'armistice, dans le silence qui fut imposé à l'opinion, dans l'insouciance qui caractérise cette étrange période d'intrigues, de malentendus et de débauche de billets de banque, tout cela fut oublié. On enterra la question rhénane sous des considérations juridiques et humanitaires. Il fut entendu parmi les remanieurs de la carte du monde qu'il était impossible de dissocier l'Allemagne, parce qu'une telle entreprise était contraire au vœu des populations et que, si on leur imposait cet injustifiable statut, elles s'abandonneraient au désespoir et se livreraient au bolchevisme. Pour l'Amérique et pour l'Angleterre, l'Allemagne de 1914 était l'éternelle Allemagne et c'était, déjà, à leurs yeux, une concession que de l'amputer des provinces polonaises de la Prusse et de l'Alsace-Lorraine.

On ne discuta pas, et ce fut à partir de ce moment une sorte de dogme pour les auteurs du traité que la volonté des Rhénans, non seulement de demeurer allemands, mais même de demeurer prussiens. On occupa la rive gauche du Rhin et les têtes de pont de la rive droite comme garantie du paiement des réparations, de même que l'Allemagne en 1871 avait occupé certains départements français; mais toute politique séparatiste, de la part des autorités occupantes, fut strictement interdite, et il fut officiellement entendu que tous les mouvements autonomistes étaient sans importance, suscités par des Français ou des Belges trop zélés et qu'on devait décourager. Il semble que cet état d'esprit

(1) Extraits de *La Peine Quotidienne* qui paraîtra prochainement à la librairie Garnier.

soit encore celui de la Haute Commission interalliée : elle est là pour appliquer le traité, elle l'applique. Ce traité reconnaît l'intégrité du Reich. Ceux qui cherchent à le détruire ne peuvent être que de dangereux énergumènes.

* * *

Au fond, tout ce problème rhénan est accroché à une question de fait : les Rhénans désirent-ils, oui ou non, rester liés à la Prusse ? Sont-ils satisfaits de cette constitution de Weimar qui renforce singulièrement l'unité allemande ? Souteraient-ils l'indépendance ou l'autonomie ?

Rien n'est plus difficile que de déterminer les aspirations d'un peuple, que de jauger l'opinion ; sauf en temps de crise, les peuples sâvent parfois ce qu'ils ne veulent pas, mais ils ne savent presque jamais ce qu'ils veulent. Cette observation est particulièrement vraie pour les pays-frontières qui, comme la Rhénanie, ont toujours été disputés par des empires rivaux au cours de l'histoire. Le 29 décembre 1915, Barrès, rentrant d'un voyage dans quelques districts que nos troupes avaient reconquis en Alsace, écrivait un article dans lequel il y avait une image saisissante : il décrivait l'accueil réservé qu'à Dannemarie, les notables, du haut de leur perron, faisaient au passant français : « Descendaient-ils serrer la main de Barrès ? Non pas. Ils saluaient, se tenaient sur le seuil. Et moi, suis-je allé franchement à eux ? C'est une faute que je n'ai pas commise. Mon expérience antérieure de l'Alsace m'avertissait de les ménager et de respecter leur prudence. » Et l'auteur des *Bastions de l'Est* d'expliquer, avec ce ferme bon sens qui est comme le contrepoids de son lyrisme, les difficultés de vie d'une population frontière, dont le territoire a toujours été disputé, qui, depuis 44 années, est obligée de comprimer ses sentiments et qui, alors — nous sommes en 1914 — n'était pas sûre de notre victoire.

Eh bien ! la Rhénanie, à certains points de vue du moins, c'est un peu l'Alsace-Lorraine de l'Europe. Dans les magnifiques leçons qu'il a professées à l'Université de Strasbourg, et qu'il a réunies sous le titre *Le génie du Rhin*, Barrès, reprenant en quelque sorte l'enquête de Victor Hugo, mais l'enrichissant de notions plus précises, inventoriait avec soin tous les souvenirs celtiques qui subsistent dans la légende du Rhin, tous les souvenirs français qui ont survécu à 1815. Il arrivait ainsi à faire un tableau assez impressionnant de ce qui peut rattacher les Rhénans à la France. Mais, depuis 1815, que d'événements ! En cent ans, et davantage, des populations moins malléables que les populations rhénanes eussent eu le temps de recevoir profondément l'empreinte prussienne. Depuis 1815, il y a eu la longue négligence de la France qui, avant l'autre guerre, ne connaissait plus du Rhin que ses villes d'eaux, il y a eu la défaite de 1870, il y a eu l'étonnante prospérité de l'Empire, il y a eu cette forte organisation prussienne qui a transformé certaines villes rhénanes en centres industriels exceptionnellement puissants, il y a eu l'école allemande et sa savante propagande nationaliste et impérialiste. En 1914, il est incontestable que l'œuvre de Jean-Bon Saint-André, de Lezay Marnesia, de Ladoucette et de Kepler était tout-à-fait oubliée des Rhénans.

C'est ce qui paraît avoir frappé les auteurs du traité de Versailles. Ce qu'ils ne virent pas, c'est que la défaite de 1918 avait apporté un fait nouveau.

* * *

Depuis l'armistice, l'esprit public, en Allemagne, s'est ressaisi de telle manière que l'on a un peu oublié l'état de désarroi dans lequel il se trouvait alors. C'était inimaginable. Les premiers Français qui, ayant connu l'Allemagne brillante d'avant-guerre, y revinrent en 1919, furent stupéfaits des symptômes de décomposition sociale et morale que présentait cette grande nation. Tout s'était écroulé : les institutions, les lois, les dynasties, les mœurs ; on n'avait plus ni foi ni confiance en rien ni en personne, on s'attendait au pire, et l'on se ruait au plaisir et à la dépense avec la frénésie de gens qui attendent la fin du monde. Un sentiment dominait : c'était la colère contre ceux à qui la voix publique attribuait justement le désastre, les Hohenzollern, les gens de Berlin, les militaires, les junkers. Si, à ce moment-là, la révolution avait eu des chefs, on eût vu des hécatombes comparables à celles dont la Russie à été le théâtre.

Quand les troupes alliées pénétrèrent en Rhénanie, la population était prête à accepter n'importe quoi. Le populaire applaudissait à l'écroulement de l'Empire à quoi il attribuait tous ses maux ; les bourgeois tremblaient devant la Révolution sociale menaçante, et considéraient les armées victorieuses comme leur seule sauvegarde. Ils n'étaient pas prêts à se dire français, mais ils étaient prêts à s'entendre dire qu'ils n'étaient pas prussiens.

Ils étaient prêts à s'entendre dire qu'ils n'étaient pas Prussiens, mais encore eût-il fallu qu'on le leur dît. Comme les notables de Dannemarie, ils se tenaient sur la réserve, ils attendaient que les

vainqueurs fissent acte de vainqueurs. Or, les vainqueurs se sont empressés de reconnaître le Reich unitaire, tel qu'il sortit de la Constitution de Weimar ; ils ont ignoré la Rhénanie, et, officiellement, du moins, ils ont considéré ceux des Rhénans qui avaient assez de courage pour réclamer l'autonomie et la République comme des agitateurs sans importance et sans crédit. Gens de peu, ce Smeets, ce Dorten... Eh quoi ! ce ne sont jamais que les gens de peu qui consentent à risquer quelque chose. Comment eût-on pu s'imaginer que les puissants industriels de Cologne et de Dusseldorf se jetteraient dans une telle aventure, sans avoir reçu l'assurance d'être soutenus à fond. Assurément, les Rhénans, à ce moment là, ne demandaient à être ni français, ni belges. Ils continuaient à se sentir allemands ; mais, étant d'une race où l'on ne se révolte jamais contre le fait accompli, et où l'on a le plus grand respect de la force, ils eussent accepté sans protestation un régime qui les eût mis à l'abri du gâchis berlinois et leur eût assuré la bienveillance des Alliés.

Mais ces idées-là ne pénétrèrent jamais dans les chambres bien closes où les Quatre décidèrent du sort du monde. Pour les Américains, merveilleusement ignorants de l'Europe et de son histoire, l'Allemagne était l'Allemagne, une et indivisible ; quant aux Anglais, dès l'armistice, ils reprirent consciemment ou inconsciemment, leur politique traditionnelle, et comme ils se refusèrent à comprendre qu'on pouvait parfaitement morceler l'Allemagne sans agrandir la France, ils s'opposèrent immédiatement, et de toutes leurs forces, à toute espèce de diminution du Reich. Quant aux Français, ils avaient fait du maintien de l'Entente la pierre angulaire de toute la politique, ils ne voulaient pas envisager la question rhénane ; les Italiens ne pensaient qu'à leurs déceptions, les Belges n'osaient pas penser par eux-mêmes.

C'est pourquoi il y eut alors un mot d'ordre dans toute la presse officieuse : le mouvement rhénan est sans importance, ceux qui le provoquent ne sont que des pêcheurs en eau trouble qu'il faut considérer comme suspects. Et cependant, dès ce moment, on pouvait constater que le séparatisme avait des racines profondes. Tous les observateurs impartiaux qui se donnèrent la peine d'aller y voir — j'en sais qui partirent pour la Rhénanie avec la conviction que Dorten et ses amis n'étaient que des ambitieux plus ou moins directement soudoyés par certaines caisses de propagande que les gouvernements ne contrôlaient pas très bien — revinrent complètement retournés, et convaincus que la République rhénane était viable, à condition que les Alliés missent une certaine habileté et une certaine discrétion à la soutenir. C'est ce qui ressort d'ailleurs de l'enquête très vivante et très documentée que M. Jean Ajalbert vient de faire paraître après plusieurs voyages en Rhénanie (1). « Il ne faudrait pas se figurer, lui a dit un de ses amis rhénans, que l'élément séparatiste (ce qui signifie aussi bien les fédéralistes que les neutralistes) ne représente qu'une infime partie de la population rhénane, comme l'a crié jusqu'à présent la presse prussienne et comme l'a cru malheureusement une partie de la presse et de l'opinion publique françaises. S'il en était ainsi, les journaux à la solde de Berlin ne mèneraient pas contre lui la formidable campagne que l'on sait. En réalité, la majorité de la véritable population rhénane désire ardemment la fin de la détestable tutelle prussienne, et l'établissement d'un État libre du Rhin. Malheureusement, la Prusse a su si bien baillonner l'opinion publique dans les contrées en question — ceci au nez et à la barbe des autorités occupantes — qu'elle a réussi à masquer complètement la vérité. »

Ce document est tout récent. Il ne serait donc pas trop tard. Il ne serait pas trop tard, malgré la surexitation nationaliste que la Prusse est arrivée à créer plus ou moins artificiellement à la faveur de l'occupation de la Ruhr ; il ne serait pas trop tard malgré quatre ans de tergiversations, d'hésitations, de politique contradictoire, malgré quatre ans pendant lesquels on a laissé les agents de l'occupation sans instructions précises, pendant lesquels on a négligé une propagande indispensable, et pour laquelle aucune dépense n'aurait dû être ménagée ?

Les observations de M. Ajalbert tendraient à le faire croire. Mais ce qui nous en donne la conviction, ce sont les attentats dont les leaders séparatistes ont été victimes de la part des associations nationalistes de Berlin, dont quelques-unes, du moins, ont tout l'air d'être soutenues par le gouvernement. L'assassinat de M. Smeets a une valeur démonstrative considérable ; on ne cherche à faire disparaître qu'un homme que l'on craint.

Mais nos gouvernements sont-ils disposés à avoir enfin une politique rhénane ? Rien ne paraît, hélas moins probable. L'entrevue de Bruxelles, outre le règlement de quelques questions techniques assurément importantes, n'a eu d'autre résultat que d'affirmer à la face de l'univers

(1) *Propos de Rhénanie*, par Jean Ajalbert (Paris, Editions du Monde Nouveau).

que notre politique, la politique franco-belge, n'avait que des visées économiques, que nous n'avions entrepris l'occupation de la Ruhr que pour nous faire payer, et que les questions de politique, les questions de sécurité, nous apparaissaient comme secondaires. Si la propagande allemande, en nous représentant dans le monde entier comme des impérialistes avides de conquêtes, n'avait eu comme résultat que de nous pousser à renoncer à la seule politique qui puisse assurer notre sécurité d'une manière durable, elle eût déjà rendu un fameux service au germanisme.

La politique rhénane qui n'a jamais eu pour objet — il faut bien le répéter à satiété — l'annexion de la Rhénanie mais sa libération du joug prussien, a d'ailleurs toujours eu contre elle l'opposition du socialisme international qui, lui, n'attend la paix que du triomphe de la *Soziale demokratie* et que la trahison de 1914 n'a pas suffi à éclairer.

L. Dumont-Wilden.

LE THÉATRE

LE ROLE DU SUJET DANS LES BONNES PIÈCES

Dans une des chroniques précédentes, j'ai insisté sur l'illusion de certains jeunes dramaturges qui, préoccupés avant tout de l'ingéniosité scénique, négligeaient de chercher un sujet ou qui, en ayant trouvé un par hasard, négligeaient — ce qui n'est pas moins difficile — de le circonscrire.

Voici que, comme contre épreuve, je trouve aujourd'hui deux succès éclatants et de nature, à vrai dire, bien différente, puisque l'un nous vient de la Comédie Française et l'autre de la Comédie Montaigne. D'autre part, MM. Robert de Flers et Gaston de Caillavet, dans le ton qui fut le leur et qui n'eut jamais rien de prétentieusement révolutionnaire ; d'autre part, M. Jules Romains auteur de *Cromedeyr le vieil*, que nos lecteurs connaissent et qui fut toujours à la recherche de la nouveauté poétique, cinématographique et théâtrale, ont pareillement sacrifié à la grande loi constitutive de leur art et en ont été pareillement récompensés. A preuve que l'un des auteurs de la première pièce, qui est aussi chroniqueur dramatique, M. Robert de Flers, a consacré un feuilleton tout entier à célébrer les mérites de l'auteur de la seconde.

* * *

A serrer encore de plus près les choses, on s'apercevrait que dans ces deux pièces, qui l'une et l'autre reposent solidement sur un bon sujet, ce sujet est lui-même d'une nature très déterminée et telle qu'elle se retrouve identique dans les deux cas. Ce sujet, ce n'est point une intrigue, ni un fait divers, ni une péripétie matérielle, et ce serait assurément fausser les deux œuvres que de n'en montrer que l'affabulation. Un vrai sujet de théâtre — comme dans le *Misanthrope*, comme dans l'*Avare* et dans *Tartuffe* (pas celui de M. Guitry, bien entendu), c'est un caractère.

* * *

Dans la pièce de Robert de Flers et Gaston de Caillavet, le personnage principal, qui donne son titre à l'ouvrage, est, comme toutes les grandes figures de la vraie tradition française, un caractère d'apparence comique et de fond triste. Il se dégage de lui un peu de ce haut pathétique souriant qui accueille Georges Dandin ou Boubouroche. Il est également propre à toucher et à égayer. Il souffre, ce qui le rend grave, et il est tout à la fois avisé et naïf, ce qui le rend deux fois risible, soit qu'il ait lui-même de l'esprit, soit qu'on en ait à ses dépens.

M. Bretonneau est le caissier principal d'une banque. Il a la confiance de ses patrons et l'estime de ses subordonnés. De sa vie, il n'a commis une erreur de calcul ; de sa vie, il n'est arrivé en retard au bureau. Or, ce matin, il est en retard : il vient de découvrir — malgré l'incongruité de l'heure — que sa femme le trompait. Il fait lui-même le récit de son infortune à ses patrons et ce récit est une merveille d'émouvante drôlerie. Que va faire M. Bretonneau...? Il est bon... Le suborneur est un de ses subordonnés. Il est prêt à pardonner et donne le choix à Mme Bretonneau entre lui et l'amant. Mme Bretonneau choisit l'amant...

Aventure banale, jusque-là, semble-t-il.

Mais un caissier principal est un grand chef et l'autorité morale de M. Bretonneau n'a pas été sans imposer au cœur de la petite Louise, la dactylo... Quand elle apprend le malheur de celui qu'elle admire, son sentiment achève de devenir romanesque, car « être trompé, c'est encore une aventure d'amour... » Donc Louise aime M. Bretonneau qui, non seulement n'est plus malheureux, mais devient heureux, ce qui n'a aucun rapport... Il découvre l'amour, l'intimité, la tendresse et, surtout, lui qui a toujours été bon et enclin à la

paternité, il trouve, dans la joie, l'emploi de tous ces penchants... Et vous devinez la suite... Mme Bretonneau n'a pas tardé à se rendre odieuse à son amant et elle revient à son mari... Elle va ainsi briser deux fois la destinée de son mari, en partant et en revenant. Car M. Bretonneau est bon... Il laisse sa femme louer une chambre dans sa maison... et il essaie de concilier ainsi son amour pour Louise et sa pitié pour sa femme. Mais on jase... Les préjugés vont leur train. Voyez-vous ce caissier principal ayant, à lui tout seul, deux femmes ? Pour le bon renom de la banque, les patrons sont obligés de lui demander de choisir entre sa fonction et ses plaisirs. Hélas !

M. Bretonneau, redevenu la créature et l'esclave de Mme Bretonneau, s'aperçoit enfin qu'il n'y a place dans la destinée d'un caissier principal, et sans doute de beaucoup d'autres hommes, ni pour l'amour ni pour la bonté...

Cette pièce d'une rare qualité, où la légèreté du dialogue enveloppe et tamise, sans la faire oublier, la gravité du fond, n'a pas été mal jouée. M. de Féraudy a donné beaucoup de profondeur et de pathétique au personnage de Bretonneau. Il eût été souhaitable qu'il lui gardât pourtant plus de fantaisie et de mouvement... De même Mlle Renaud a été charmante de fraîcheur et d'innocence dans la petite Louise : je me demande si elle n'a point été un peu loin dans cette fraîcheur et cette innocence... Le personnage n'eût pas été moins vrai ni moins touchant, si l'on avait senti davantage que, tout de même, la jeune fille a déjà été avertie de ce qu'elle fait par une première aventure... Quant au personnage de Mme Bretonneau, qui, sans doute est le plus difficile à bien délimiter dans la pièce, je ne crois point que Mme Fonteney, en le poussant comme elle l'a fait, à la charge, y soit parvenue.

* * *

M. Le Trouhadec saisi par la débauche, qui fait en ce moment courir tout Paris dans un endroit où il est bon que Tout Paris prenne l'habitude de venir, est la pièce légère et philosophique où un écrivain, qui est philosophe de son métier, a cherché à se divertir lui-même par la légèreté de sa fantaisie. Les événements qui se déroulent sont de fabrication professionnelle, si je puis dire, puisque le personnage qui les provoque dans la pièce est lui-même défini « l'amateur d'événements » : il suffit que ces événements soient de nature à nous révéler la naïveté, d'ailleurs très réfléchie et souriante, d'un membre de l'Institut, professeur de Géographie au Collège de France.

Donc M. Le Trouhadec a été séparé de la vie par sa célébrité. En quoi il ressemble à ces savants avec lesquels Anatole France nous a familiarisés dans ses premiers romans... Mais, après les charmes épuisés de la gloire, voici que le Géographe a découvert l'attrait plus vif d'une jeune comédienne... Il l'a suivie à Monte Carlo... L'auteur d'événements lui permet de faire connaissance de la jeune artiste et d'esquisser le commencement d'une raison... Un Monsieur, du nom de Trestaillon, dont il a fait connaissance à la pension de famille, lui donne une heureuse consultation sur la manière dont les vieux savants doivent traiter les jeunes commédiennes... M. Le Trouhadec va jouer à la roulette... Comme il ignore tout du jeu, il joue complètement au hasard, sans se rendre compte de ce qu'il fait de son argent sur « le carrelage », comme il dit et, en une heure de temps, gagne plus de cent mille francs. Et c'est bien là la plus piquante de ses aventures, car, comme il est savant, nul ne doute qu'il n'ait gagné en suivant une méthode et qu'il ne possède un secret... Et, ainsi de suite... M. Le Trouhadec est, si j'ose dire, un caractère à tiroirs... Et, comme le caractère est amusant, tous les tiroirs contiennent nécessairement quelque chose d'amusant. J'ajoute que l'auteur sait parfaitement tirer tous ces tiroirs.

J'ai retrouvé à la fois avec plaisir et mélancolie un des acteurs qui, parmi la jeune génération, m'avait donné les joies les plus vives... M. Jouvet, qui avait joué avec tant de talent, au Vieux-Colombier, *La folle journée*... Cette fois-ci, il semble que le rôle soit trop long pour lui, car il s'y montre d'une monotonie dont je l'aurais cru incapable... Est-ce que ce comédien, comme tant d'auteurs, aurait déjà oublié qu'il n'y a que le naturel qui compte et que tout procédé se retourne infailliblement contre celui qui l'emploie... Il n'y a de fantaisie que dans la vérité.

Gaston Rageot.

LA MUSIQUE

DEUX PIÈCES BIEN FRANÇAISES : L'AMOUR MASQUÉ ; LE HULLO

Deux pièces musicales, à cause de leur agrément, de leur élégance et de leur esprit, viennent d'être fort bien accueillies par le public. Leurs qualités sont de celles que l'on donne, à bon droit, comme les plus caractéristiques de la musique française au théâtre. L'une de ces deux pièces, aussi bien, a pour compositeur un maître renommé de la musique légère, M. André Messager ; et l'autre est l'œuvre d'un musicien encore jeune, mais qui a donné de grandes espérances au théâtre, M. Marcel Samuel Rousseau.

* * *

M. André Messager, dans l'*Amour masqué* que représente le théâtre Edouard-VII de M. Alphonse Franck, a pour collaborateur un de nos auteurs comiques les mieux doués, M. Sacha Guitry. En unissant leurs fantaisies dans une « comédie musicale », tous deux se sont proposé, non pas d'étudier des caractères ou de suivre les péripéties logiques d'une intrigue, mais bien de nous montrer d'aimables personnages de convention, ainsi que jadis le faisait la comédie italienne.

Dans l'*Amour masqué*, on voit comme une série de masques.

La jeune première, c'est *Elle*.

Elle n'a pas de nom ; *Elle* a vingt ans, elle est belle, elle a deux *amis* qui l'aident à vivre luxueusement.

L'un est un *Baron*, semblable à tous les barons riches qui ont une petite amie ; l'autre est un fantasque indien, un Maharadjah, qui ne sait pas un mot de français, et qui utilise comme interprète, dans ses aventures galantes, un respectable membre de l'Institut.

Evidemment, *Elle* s'ennuie, malgré ses colliers de perles et ses manteaux de zibeline ou de chinchilla. Car le luxe n'est rien sans l'amour. Or, une photographie la trouble et lui apporte de nouveaux désirs : ce beau jeune homme, oui, elle voudrait le rencontrer !... Par bonheur, on annonce une visite : serait-ce *Lui* ?... Hélas, il a quarante ans et un peu de ventre, et les tempes grisonnantes. Mais pourquoi son regard rappelle-t-il celui de la photographie ?

On cause. *Elle* raconte ses rêves ; et *Lui*, un peu vexé d'avoir vieilli depuis qu'on a fait son portrait, promet de lui faire connaître son fils et de l'amener, le soir même, à la fête qu'elle donne pour ses vingt ans.

Evidemment, il ne dit rien à son fils ; il vient lui-même. Il est masqué ; et il a encore tout ce qu'il faut pour donner plus que des illusions. *Elle* aussi est masquée ; et même, pour que ses deux amis la laissent tout à fait libre, elle se donne deux remplaçantes : ce sont ses femmes de chambre, habillées comme elle, et masquées.

Si bien que le *Baron*, aveugle comme tout amoureux, s'esquive avec une soubrette ; et que le Maharadjah, aveugle *idem*, s'esquive avec l'autre, mais se la laisse ravir par le membre de l'Institut. Quant aux deux héros, *Elle* et *Lui*, ils n'ont plus qu'à filer le parfait amour.

Une telle fantaisie, qui ne s'attarde pas à chercher la vérité ou la vraisemblance, est rendue charmante et séductrice par l'esprit primesautier et par la verve gaminante qu'y apporte, sans aucun effort, M. Sacha Guitry. Les cabrioles du dialogue, les coupes goguenardes des vers extrêmement libres, les traits et les pointes des couplets, jaillissent sans interruption, et maintiennent le spectateur dans la gaieté palpitante, claquante, bon enfant, qui convient à cette comédie de masques.

On connaît l'art et la finesse de M. André Messager. Comme dans sa délicieuse *Véronique*, il a montré de l'entrain, et même de l'esprit — de l'agrément et même de la grâce — de la facilité et même de l'élégance.

Musicien parfaitement maître de son art, nourri de toutes les musiques, dominant les ressources de plus d'un style et jouant avec virtuosité des richesses ou des subtilités de l'orchestre, il a pu réussir une partition qui semble improvisée, et qui l'est sans doute, mais qui prouve une extraordinaire culture musicale.

Les auditeurs des opérettes usuelles, où la musique est si violemment outragée, seront séduits par la verve, et ne remarqueront pas l'art exquis de ce véritable maître. Quant à ceux qui aiment le style et la grâce, ils trouveront aussi de quoi admirer. Après avoir souri, après avoir ri de tout leur cœur, ils n'auront pas à rougir d'une offense faite à la musique. Même dans ses pages bouffes et dans ses parodies, et jusque dans son « tango chanté », cette partition porte la marque d'un artiste impeccable.

L'*Amour masqué* est fort bien mis à la scène, et même très bien chanté. On regrette que M. Sacha Guitry, qui peut tout oser puisqu'il réussit

toujours, n'ait pas essayé de nous donner l'illusion du chant. M. Darmant, avec beaucoup de charme, murmure la chanson du Maharadjah ; Mlle Marthe Ferrare et Mlle Marie Dubas sont deux servantes qui méritent bien d'être maîtresses ; M. Urbain et M. Maurel sont adroits et comiques.

Quant à Mlle Yvonne Printemps, sa voix est d'une souplesse et d'une fraîcheur délicieuse ; elle chante comme une cantatrice, mais reste jeune et naturelle : elle est l'apparition de la jeunesse même.

* * *

Le Hulla, que l'Opéra-Comique représente avec un succès marqué, a pour auteurs M. André Rivoire et M. Marcel Samuel Rousseau.

Tous les lettrés apprécient plus d'un livre et plus d'une œuvre théâtrale de M. Rivoire. Ils ne peuvent avoir oublié ni le *Bon Roi Dagobert*, ni *Berthe aux grands pieds*, ni tant de poèmes qui semblent réaliser le programme que Sainte-Beuve, à ses débuts, indiquait par ces mots : « l'élégie d'analyse ».

Quant à M. Marcel Samuel Rousseau, prix de Rome en 1905 et professeur au Conservatoire de Paris, il a déjà prouvé ses dons de musicien de théâtre dans le *Tarass-Boulba* que représenta naguère le Théâtre-Lyrique.

Le Hulla nous entraîne dans un Orient de légende et de conte.

Voici l'intrigue. Le jeune et riche Taher vient de répudier sa femme. Il la regrette, car il est marié depuis peu. Il voudrait même la reprendre. Or une vieille coutume exige que la femme ainsi répudiée ne soit reprise par son mari qu'après avoir été épousée par un mari intérimaire : celui-ci est appelé un « hulla ».

Donc Taher, comme on achète un remplaçant, se procure un hulla. La noce a lieu : festins et danses... La nuit, quand le hulla est introduit auprès de l'épousée, il la reconnaît. Oui, c'est elle qu'il aimait depuis longtemps ; oui c'est lui qu'elle aimait depuis toujours !... Si bien que tous deux ne veulent plus être séparés.

Mais ce hulla n'est qu'un mendiant, et le riche Taher cherche à s'en débarrasser... Par bonheur, le roi de ces contrées voyage incognito. Il s'intéresse aux deux époux qui s'aiment ; et bientôt tout s'arrange pour le mieux.

Tel est le résumé de cette aimable fable. Elle est présentée avec beaucoup d'adresse scénique ; elle est écrite dans une langue dont on apprécie la souplesse et la pureté ; enfin, de-ci de-là, de jolis artifices de métrique ou encore des rimes capricieuses et milliardaires, rappellent que le poète est vraiment un maître ouvrier.

La partition de M. Marcel Samuel Rousseau offre pour caractéristiques l'élégance et la clarté. L'auteur s'est proposé de rendre à la mélodie vocale l'importance qu'elle mérite.

Il n'a pas cru, en symphoniste de théâtre, devoir se libérer des motifs conducteurs. Ils offrent, en effet, plus d'un avantage et permettent une juste économie des idées ; il faudrait de l'audace pour rompre avec un usage établi depuis quelque quarante ans. L'auteur renforce même ce système ou du moins le rend plus étroit : un même motif, pour mieux s'affirmer, revient de préférence dans le même ton et avec les mêmes timbres. Mieux vaudrait, évidemment, qu'il fut assez caractérisé pour ne pas redouter la variété tonale ni la diversité des timbres de l'orchestre.

Il faut féliciter le musicien d'avoir employé la couleur orientale avec un tact fort avisé. Après tant de musique russe, les compositeurs ont de l'orientalisme plein les mains : c'est donc agir en artiste que de ne pas faire étalage de ces richesses trop faciles.

La sobriété voulue de l'orchestre, sa transparence et sa fluidité font valoir les dessins vocaux. Le style de l'œuvre est moderne, mais sans aucune de ces audaces outrancières qui sont parfois le faux semblant de l'originalité.

Cela n'empêche pas M. Samuel Rousseau de manier vigoureusement, quand il le veut, les multiples ressources de la masse orchestrale. Presque toutes les fins d'actes sont éclatantes. Elles produisent d'autant plus d'effet qu'elles succèdent à des scènes qui semblent se dérouler dans une grisaille frêle et argentée.

Cette œuvre est mise à la scène de la meilleure manière : on y retrouve le bon goût auquel les spectateurs de l'Opéra-Comique nous ont accoutumés. La distribution vocale mérite de grands éloges. M. Charles Friant prête au rôle du Hulla une voix facile et bien conduite. Mme Yvonne Brothier chante en bonne musicienne, et son timbre est d'une pureté délicieuse. M. Audoin prouve des moyens dramatiques ; M. Azéma et M. Lafont donnent du relief à leurs rôles. Enfin un court divertissement fait valoir des étoffes chatoyantes dans un paysage lumineux.

Adolphe Boschot.

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

Bulletin Roumain

« Isvor, le pays des saules » par la princesse Bibesco.

Ces jours derniers, un événement important, mais si heureux s'est produit à Paris : il a paru un livre par lequel la Roumanie, la vie roumaine, — types, mœurs, traditions, paysages, — devenaient, pour la première fois dans une langue étrangère, des expressions et une matière de haute littérature, de grande valeur d'art. Ce livre s'appelle *Isvor, le pays des saules;* son auteur est la princesse Bibesco.

***

Jusqu'à présent, ce sujet n'avait fourni des inspirations littéraires qu'en langue roumaine; quelques peintres l'ont traité, dont un, le plus grand, Grigoresco, est peu connu à l'étranger et dont les œuvres se sont perdues en grande partie, pendant la guerre, en Russie. Georges Enesco a utilisé dans l'une de ses compositions des motifs populaires roumains. Et c'est à peu près tout. L'étranger ne connaît rien de l'essence éternelle de la race roumaine, de sa vie intérieure et extérieure, de son folklore. Et pourtant, ce sont là des survivances d'un passé très ancien, aux origines très complexes, dont la variété précisément leur assure une réelle originalité.

Rien d'étonnant d'ailleurs à cela. Jusque dans les premières années du XXe siècle, il y avait en Roumanie une classe paysanne, gardienne fidèle de ces antiques traditions et de ce folklore ; des intellectuels qui les étudiaient mais n'avaient pas encore entrepris de les faire connaître à l'étranger, et la société, une sorte d'aristocratie dans laquelle, à de rares et très honorables exceptions près, il était de bon ton de connaître mieux les langues, les civilisations, les cultures des pays étrangers, de la France en premier lieu, que les valeurs équivalentes du peuple roumain. Une réaction nationaliste commença à ce moment sous la puissante impulsion de M. Nicolas Iorga. Les grandes dames roumaines, de plus en plus pénétrées de l'originalité, de la note neuve et personnelle, de la richesse artistique que représentaient les diverses manifestations de la vie du peuple roumain, entreprirent, aidées par les écrivains et les intellectuels de leur pays, une œuvre de relèvement de toutes les traditions anciennes, sous toutes leurs formes. La reine Elisabeth et ensuite la reine Marie furent à la tête de ce mouvement. Bientôt, les anciens costumes, dont quelques-uns, dans certaines régions, sont incomparables de noblesse et de distinction des couleurs et des lignes, les objets de l'art domestique, les vieux tapis, les merveilleuses broderies, les vieux trésors enfouis depuis des siècles dans d'antiques monastères, au sein des montagnes, bref, tout un passé riche de belles images, formes, couleurs, de poésie populaire dramatique et puissante, de traditions remontant aux époques thraco-romaines et même, peut-être, plus haut, tout un monde inconnu de croyances, de sentiments, de profonde sagesse populaire et de terribles expériences historiques multiséculaires ressuscitèrent peu à peu; un style nouveau réapparut, dans le dessin, la peinture, l'architecture surtout, style qui avait produit jadis et recommence à produire aujourd'hui de très belles créations.

Hélène Vacaresco fut, dès la première heure, et de toute son âme ardente, le héraut en France de ce printemps qui naissait aux confins de l'Orient avec l'Occident, sur les bords du Danube où ses ancêtres avaient été parmi les grands chefs de ce peuple. Elle fut l'agent de liaison entre les deux pays et les deux nations, et un écho de cette unique nostalgie roumaine, le *dor*, qui n'a d'équivalent dans aucune langue, passa, par ses poèmes, dans l'âme de tant de Français.

***

Voici aujourd'hui, enfin, une autre grande dame de ce pays qui apporte en offrande à la France un bouquet merveilleux des plus belles fleurs de l'âme populaire roumaine. *Isvor, le pays des saules*, par la princesse Bibesco, est un des livres les plus captivants qui aient paru depuis longtemps, et un des plus nouveaux. Elle révèle un monde inconnu en France. Toutes ces traditions antiques, ces coutumes, croyances religieuses ou païennes, superstitions, rêves, désirs, toute la trame d'une âme populaire riche et secrète, que sa vie et son passé a rendue profonde, sensible et intelligente, ont trouvé en la princesse Bibesco un poète qui a senti et rendu leur poésie, un peintre qui en a saisi les couleurs, un créateur qui, en les recréant, en a fait de pures œuvres d'art, d'un accent pénétrant.

Et rien n'est plus émouvant que précisément l'union, l'amalgame étrange, d'une rare saveur, entre ces deux âmes si différentes, celle de l'artiste, très fine et vaste, mais consciente d'elle-même et de ses richesses innées et acquises, et l'autre, la grande âme qui s'ignore, l'âme populaire, spontanée, aussi riche, mais riche en trésors uniquement innés, sans rien d'acquis, âme ingénue et nue dans sa vérité première et dans son antique jeunesse. On les saisit, toutes les deux, dans ce livre, on les surprend sur le vif, face à face ou dans leur corps à corps, cherchant à se pénétrer l'une l'autre, à s'en imbiber, à se vaincre : c'est une mêlée d'une humanité qui fait vibrer les cordes les plus profondes de notre cœur.

Nous aurons sans doute l'occasion, dans ces *Chroniques*, de consacrer au livre de la princesse Bibesco, une analyse qui en indique tout au moins les nombreuses beautés.

Signalons encore, pour aujourd'hui, le livre, que vient de publier la Bibliothèque d'Histoire contemporaine, intitulé *La Roumanie Nouvelle, la société roumaine et les curiosités ethniques*, par Marcel Gillard, agrégé de l'Université. C'est un aperçu d'ensemble, assez général, mais précis et exact, de la Roumanie d'après-guerre et des problèmes nouveaux que sa nouvelle configuration suscite ce pays.

E. A.

La Question d'Orient

Malgré l'effort des turcophiles pour présenter la réponse d'Angora sous le jour le plus favorable, on est bien forcé d'admettre que les demandes turques sont inadmissibles. Qu'on en juge par les quelques points suivants : Les Turcs qui revendiquent avec l'orgueil d'un amour-propre soi-disant blessé leur assimilation aux citoyens des plus grands Etats et repoussent de ce fait la prétendue insulte des capitulations centenaires, en arrivent à demander le droit d'exclure les étrangers de certaines concessions et exploitations. Nous en arrivons aux Capitulations à rebours, ce qui est vraiment le comble. Les Turcs veulent être en mesure d'exclure un certain nombre de produits étrangers, forme suprême d'un protectionisme qui a tous leurs suffrages. Ils récusent un certain nombre d'Etats comme signataires de la future paix. Ils réclament le remboursement des emprunts contractés par eux au cours de la guerre balkanique de 1912-13. Autrement dit, ils veulent rendre rétrospectifs les effets de la défaite grecque d'août 1922. Ils veulent décider la nullité des jugements rendus par les tribunaux de Constantinople durant l'occupation alliée. Ils veulent disjoindre, pour les reviser, les clauses économiques du traité de Lausanne avec l'arrière-pensée de nous reprendre les concessions accordées en 1914 à nos nationaux contre l'emprunt de 500 millions qui servit d'ailleurs à nous faire la guerre. Les garanties judiciaires qu'ils proposent sont nulles. Quelqu'un a dit que la réponse d'Angora était un monument de défiance et de haine. C'est avant tout un monument d'orgueil. Tant qu'on ne sera pas fait à cette idée que la politique d'Angora découle du raisonnement : « Nous sommes vainqueurs, les survainqueurs qui avons eu raison de l'Entente victorieuse de la Grande Guerre et, nul ne pouvant rien contre nous, nous n'avons aucune limite à imposer à nos prétentions. », on se débattra dans d'inutiles essais d'accord.

*
* *

Les grandes puissances, penchées sur le volumineux document ancyrien délibèrent sur le moyen d'aboutir par persuasion sur des gens qui ne veulent pas être persuadés. Elles n'osent envisager, pour ne pas heurter sans doute une opinion publique qui a été systématiquement trompée et aiguillée vers la turcophilie la plus folle, le seul moyen rationnel de sortir de l'impasse dans laquelle cette turcophilie nous a conduits, à savoir la collaboration avec la Grèce.

Cela est si rationnel que les turcophiles impénitents s'en inquiètent déjà. Un auteur que la passion ou l'ignorance détournent du chemin de la vérité à un point, rarement atteint, jusqu'à présenter l'accord d'Angora (que M. Franklin-Bouillon lui-même avouait dans l'intimité être une paix de vaincu signée à la demande urgente du général Gouraud), comme ayant été *obtenu par nos armes*, conclut son article sur la conférence de Lausanne : « A vrai dire, à Lausanne, comme à Athènes avant 1914, comme à Salonique en 1915, 16 et 17, nos diplomates se sont fait rouler par une personnalité inquiétante pour l'établissement de la paix en Orient, Venizelos. Ce Crétois malin et retors, tout en restant dans l'ombre, a su tirer les ficelles qui faisaient agir lord Curzon, Bompard et Garroni. Sur lord Curzon il avait barre, grâce à son compatriote Zaharof, sur M. Bompard il avait l'emprise de son affabilité et de son sourire. Venizelos n'a qu'un but, l'échec des pourparlers. Le prévoyant, les derniers jours, il a fait venir à Lausanne le colonel Plastiras afin de mieux lui donner ses instructions. C'est que pour Vénizelos, c'est le rêve d'hégémonie grecque qui recommence. Il voit de nouveau le Turc en fuite et la Grèce s'étendant jusqu'aux rives asiatiques de la mer Noire et au golfe Persique. Souvenons-nous des moyens employés par Venizelos pour réaliser ce rêve. Ne tombons plus dans ses filets. Que les tombes de Sebdul-Bahr, de Salonique, du Zappeion nous servent d'avertissement. Que le sang français n'auréole plus la gloire grecque ».

J'ai cité toute la conclusion de cet article, non pour polémiquer avec son auteur que je ne connais point et qui est sans doute le plus honnête homme de la terre et le plus convaincu, mais pour montrer dans quelle mentalité le problème oriental est abordé et présenté dans des périodiques importants et d'un large rayonnement. C'est fausser systématiquement l'histoire que de présenter M. Venizelos comme un homme d'Etat retors qui « roula » nos diplomates en 1914, 15, 16, 17 et les « roule » encore aujourd'hui. Il est honteux d'oublier ainsi qu'il offrit le concours de la Grèce à la France dans la guerre mondiale sans exiger aucune contre-partie. Et si quelqu'un fut roulé, ce furent bien les Grecs qu'on maintenait dans la neutralité tout en négociant à leurs dépens avec les Bulgares auxquels la diplomatie française offrait impudemment des territoires grecs sans en consulter les possesseurs.

Ce n'est pas un chapitre d'histoire dont nous puissions être fiers.

J'avoue ne pas comprendre le rapport que peuvent avoir les morts de Sebdul-Bahr, de Salonique et du Zappeion avec la personnalité de M. Venizelos et sa politique. Ce n'est pas lui qui a déclanché l'attaque des Dardanelles; l'expédition de Salonique a été l'une des conceptions capitales de l'Etat-Major interallié et ses résultats ont été décisifs pour abréger la durée de la guerre par l'effondrement de la Bulgarie. Quant aux morts du Zappeion, ils n'ont jamais été mis, tout de même, à la charge de M. Venizelos, car ce jour-là à Athènes, alors que nos soldats tombaient, les Venizelistes étaient frappés de même sorte et le vénérable maire d'Athènes, M. Benachi, avait la barbe arrachée tandis qu'on lui crachait au visage.

Dire qu'à Lausanne M. Venizelos avait barre sur lord Curzon grâce à M. Zaharof est une de ces calomnies puériles qui trouvent créance au café du Commerce parmi les amateurs de romans-feuilletons qui se plaisent à tout expliquer par l'intervention d'un homme masqué maniant les milliards à la pelle. M. B. Zaharof, qui a dû faire imprimer des cartes de visite avec la mention « ne sait pas chanter » pour répondre au nombre croissant de solliciteurs indiscrets n'a pas plus d'action sur lord Curzon que M. Venizelos n'en a sur M. Bompard par l'affabilité et le sourire, ce qui est tout simplement comique.

M. Venizelos enfin a eu si peu pour but l'échec des pourparlers de Lausanne que toute son action n'a eu qu'une orientation : donner la paix à son pays à des conditions acceptables. Il a cédé sur tous les points

où cela lui paraissait possible, au point même de provoquer en Grèce une violente campagne contre sa prétendue faiblesse.

A la veille de la conférence de Lausanne, j'avais eu avec M. Venizelos, qui m'honore de longue date de son amitié, une conversation où j'avais précisément abordé le sujet d'un retour de fortune pour les armes grecques.

M. Venizelos m'avait de suite arrêté. « Non, nous ne pouvons pas et nous ne devons pas envisager l'éventualité d'une reprise des hostilités et d'une rentrée de l'armée grecque en Thrace orientale. Il est impossible d'imposer aux malheureuses populations grecques de Thrace orientale le renouvellement d'une expérience qu'elles ont déjà faite deux fois. Avec la versabilité de la politique européenne d'aujourd'hui, on nous rendrait la Thrace orientale demain qu'on nous la reprendrait après-demain. Nous ne devons avoir qu'un objectif, la paix, dont la Grèce a le plus urgent besoin pour se relever et elle se relèvera, car elle est laborieuse. Je ne vais pas chercher autre chose à Lausanne. Je ne lutterai que sur un terrain, celui des réparations que les Turcs voudraient, paraît-il, nous demander. Je montrerai, chiffres et documents en mains, que les dommages qu'ils nous ont causés sont infiniment supérieurs à ceux dont ils peuvent avoir à se plaindre. »

Et tous ceux qui ont été à Lausanne peuvent témoigner que M. Venizelos s'est scrupuleusement cantonné dans le programme qu'il m'avait exposé. Je voudrais bien que l'on pût m'expliquer comment M. Venizelos a pu agir pour aboutir à l'échec des pourparlers, alors que tout le monde s'accorde à reconnaître que la conférence de Lausanne a pris fin sur un refus des Turcs de reconnaître le bien-fondé des revendications françaises.

Cet examen critique de la thèse d'un turcophile entre beaucoup d'autres, peut paraître une digression. Il était pourtant nécessaire de ne pas laisser s'accréditer des légendes aussi fausses. Critiquer est d'ailleurs insuffisant, l'important est de proposer un programme. Or, il est pour moi nettement tracé.

*
* *

Nous avons pris depuis deux ans et-demi une attitude aussi injuste que désastreuse à l'égard de la Grèce. Vis-à-vis de ce pays qui fut notre allié pendant la guerre, nous avons agi comme à l'égard du pire de nos ennemis. Alors que nous passions l'éponge sur le meurtre de soldats français à Fiume, que nous faisions l'oubli immédiat sur les insultes dont un de nos maréchaux était abreuvé en pleine *piazetta* de Venise, nous invoquions inlassablement les morts de Zappeion pour refuser à la Grèce toute sympathie.

Nous avons profité du retour de Constantin sur le trône pour faire peser sur l'ensemble du peuple grec (dont la moitié avait pourtant voté contre) et sur les Hellènes d'Asie mineure entièrement irresponsables, car ils ne votaient pas le poids d'une rancune que rien n'a pu apaiser. Au lendemain même de la chute de Constantin, alors que le tribunal révolutionnaire condamnait à mort ceux-là même contre lesquels nous n'avions cessé de crier l'anathème, une hypocrite pitié nous maintenait parmi les contempteurs du peuple grec. L'Angleterre et l'Italie rompaient toutes relations diplomatiques avec la Grèce et la légation de Grèce à Paris ne conservait de rapport avec le quai d'Orsay que grâce à l'éminente personnalité de M. Romanos qui ne pouvait être considéré comme l'émanation du comité révolutionnaire.

Quand on songe que la Turquie qui a refusé de ratifier le traité que notre victoire de 1918 nous donnait le droit de lui imposer, qui n'a cessé d'être en guerre avec nous, car les Kémalistes nous ont massacré des milliers d'hommes en Cilicie, en 1921, et qui, par le refus de Lausanne, est toujours en guerre avec nous, entretient à Paris un ambassadeur qui a ses grandes et ses petites entrées, un bureau de propagande et des agents ayant pignons et pavillons sur rue, on se demande si l'on rêve et si l'on est dans cette France amoureuse de logique et intransigeante sur les principes qui se faisait, par cela, aimer et respecter dans le monde ?

Mais il est inutile d'insister sur les fautes du passé. Si l'on veut signer demain une paix honorable avec la Turquie et rétablir le prestige de l'Entente dans le Levant, que l'on commence par reconduire à la frontière ces ambassadeurs et agents qui n'ont pas plus de droit d'être en France et d'y intriguer au bénéfice de leur pays et au détriment du nôtre que l'Allemagne n'eut le droit de rouvrir le palais de la rue de Lille avant la ratification du traité de Versailles. On comprendrait peut-être à Angora que nous avons fini de rire.

Qu'un loyal et complet rapprochement soit concurremment fait avec Athènes et son gouvernement. Que la Grèce cesse d'être une ex-alliée dont nous avons plus ou moins honte et que nous avons constamment l'air d'être prêts à abandonner à la merci des Turcs. Faisons par cela même savoir aux Turcs que l'armée grecque de Thrace, que les Turcs redoutent plus que toute autre chose, fait partie intégrante de nos moyens d'action. Rendons à la Grèce son rôle séculaire de fourrier de la civilisation occidentale en Orient. Accordons-lui l'appui financier que nous lui avions promis et que nous lui avons retiré provisoirement. Et l'on verra les choses changer d'aspect.

A la place des Turcs, comment n'aurions-nous pas l'attitude insolente qu'ils ont adoptée si nous sentions que nos adversaires n'osent pas se servir de l'arme qu'ils ont à leur disposition et font si naïvement notre jeu ?

Nous avons voulu tenter, malgré tous les avertissements contraires, l'aventure turcophile. La démonstration est faite. Il n'y a jamais honte à reconnaître une erreur, mais il n'y faut pas persévérer.

René Puaux.

BULLETIN MARITIME

Comment on pense relever le paquebot « Lusitania »

On se souvient que, le 12 mai 1915, les Allemands coulèrent à la torpille, à environ 10 kilomètres de la côte sud-est de l'Irlande, un grand paquebot anglais, le « *Lusitania* » qui arrivait des États-Unis avec 2.000 passagers. En raison de l'importance de sa cargaison, estimée à 6 millions de dollars, on a étudié différents moyens de relever ce navire ou de retirer de sa coque ce qui pourrait en être sauvé.

Un premier projet, dû à l'ingénieur américain Bliss-Leavitt, consiste à placer au-dessus de l'épave un vapeur en bois de 2.800 tonnes, muni du matériel nécessaire. Le « *Lusitania* » gisant à 73 mètres de profondeur, les scaphandriers au lieu des appareils de scaphandre en caoutchouc, utilisés dans les cas ordinaires, devront revêtir des appareils spéciaux, semblables aux armures des chevaliers anciens et conçus de façon à supporter les pressions des plus grandes profondeurs. En 1917 et 1918 déjà ces appareils ont servi au sauvetage de la riche cargaison d'un vapeur américain coulé en 1865 au large de la côte du Michigan, dans le Lac Huron, par 60 mètres de fond. Ce scaphandre est en bronze et pèse 175 kilogrammes à l'air et 40 kilogrammes en immersion. Il permet à un homme de rester 45 minutes à une profondeur de 120 mètres sous la mer sans éprouver de malaise. L'air nécessaire à la respiration du scaphandrier lui est fourni par un appareil comprenant :

1° De la soude caustique pour absorber le gaz carbonique exhalé;

2° De l'oxygène comprimé admis à l'intérieur du scaphandre au moyen d'une valve spéciale et assurant la fonction respiratoire pour trois heures.

Le plongeur est descendu et remonté au moyen d'un câble d'acier qui sert aussi de câble téléphonique et qui est amarré au sommet du casque du scaphandre.

En ce qui concerne les fouilles à exécuter à l'intérieur de la coque du « *Lusitania* » l'Ingénieur prévoit que les plongeurs placeraient des cartouches de dynamite sur les ponts qui surmontent la chambre forte, renfermant les valeurs, métaux précieux ,bijoux, etc... du paquebot. On ferait exploser ces cartouches électriquement afin de permettre aux scaphandriers de pénétrer par une brèche à l'intérieur. Le coffre-fort et les paquets précieux seraient remontés à la surface au moyen d'une grue de 30 tonnes installée à bord du vapeur en bois. Des lampes électriques spéciales, enfermées dans des globes capables de supporter 300 kilogrammes de pression, donneraient la lumière nécessaire.

Un autre procédé a été proposé par M. Simon Lacke. Il consiste à remettre le « *Lusitania* » lui-même à flot en refoulant dans sa coque, après fermeture des grandes ouvertures, un important volume de débris de liège, ou autres matières à grande flottabilité, mélangés à la paraffine fondue. Ce refoulement se ferait à chaud, au moyen de pompes puissantes, à raison de 300 tonnes à l'heure. M. Lake estime que la puissance de flottabilité obtenue serait d'environ 25 kilogrammes par pied cube de matières paraffine-liège ainsi entrées dans le navire.

Un troisième matériel a été inventé par M. Lindquist. Il consiste en grands cylindres d'acier portant chacun deux aussières d'acier destinées à passer sous la quille du navire. Ces cylindres seraient descendus pleins d'eau. En glissant les aussière sous l'arrière et l'avant de la quille du « *Lusitania* » qui sont relevés de quelques trois mètres au-dessus du fond et en vidant ensuite les cylindres d'acier on espère décoller peu à peu le navire de manière à le soulever finalement.

La coque ainsi hissée serait remorquée vers la côte jusqu'à ce que la hauteur de l'eau soit assez faible pour permettre l'emploi des moyens de sauvetage ordinaires.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Le Tour du Monde en 113 jours. — Les Messageries Maritimes vont réorganiser leurs services sur l'Australie et le Pacifique. Ces services comprendront désormais un service direct sur l'Australie, qui débutera le 23 mai, et qui continuera ensuite par départs le 11 et le 29 août. Les arrivées à Sydney coïncideront autant que possible avec la période des laines ; en outre, il sera créé un service Dunkerque-Nouméa, via Panama, qui touchera notamment au Havre, à Bordeaux et à Marseille. Le départ aura lieu, en principe, toutes les douze semaines.

Le service sera organisé de telle façon que la correspondance existera dans les deux sens par les paquebots des Messageries Maritimes et que les passagers pourront faire le tour du monde sous pavillon de cette Compagnie.

Le paquebot d'Australie coïncidera à Colombo avec le courrier de Chine, qui amènera les passagers d'Australie en transbordement sur Sydney. A Sydney, ces passagers pourront prendre le paquebot « Pacifique » jusqu'à Nouméa, et à Nouméa le courrier de Dunkerque via Panama, ayant accompli ainsi le tour du monde dans un délai qui durera, selon les correspondances, et qui, pour le premier voyage sera de 113 jours. Le premier départ sur Nouméa par Dunkerque aura lieu le 25 avril. La durée du parcours Marseille-Taïti sera de 43 jours et demi, sur Nouméa de 57 jours et demi. La ligne sera desservie par des vapeurs mixtes de la Compagnie Contractuelle des Messageries du type l' « El-Kantara ». Les passagers y trouveront donc, quand l'organisation sera complète, des possibilités intéressantes à des prix moins onéreux sans doute que la voie en partie transcontinentale France, New-York, San-Francisco et Papeete.

Valeurs de Navigation

Bourse de Marseille

	Le 3 Avril 1923.
Fraissinet	762 »
Messageries Maritimes	220 »
Mixte	252 »
Transatlantique	167 »
Transports Maritimes	708 »

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 8 61e ANNÉE 21 AVRIL 1923

CE QUE NOUS FAISONS DANS LA RUHR

Si quelque jour, comme on peut le supposer, une nouvelle conférence internationale est appelée à reviser les lois de la guerre, elle aura tout d'abord à donner une définition de la guerre elle-même, car celle-ci revêt aujourd'hui certaines formes que n'avaient pas envisagées les plénipotentiaires rassemblés à Saint-Pétersbourg en 1868, à La Haye en 1899 et en 1907.

C'est à cela que faisait allusion Lord Curzon, dans un discours prononcé à l'Aldwich Club, le 27 février dernier, où il a parlé de la France et de l'Allemagne « engagées dans une sorte de guerre déguisée ».

En réalité, c'est une lutte ouverte entre deux peuples dont l'un met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour se soustraire à l'exécution d'un traité qu'il a signé, tandis que l'autre, fort de son droit, maintient imperturbablement ses revendications qui se résument en ces deux mots : réparations et sécurité.

Aujourd'hui, le problème est nettement posé; mais pour en arriver à cette claire conception, que de temps il a fallu, que de discussions et de conférences! Toutes ces tergiversations avaient créé de l'énervement. En France, au début de la présente année, on pensait presque unanimement qu'il était temps d'en finir. Aussi l'occupation de la Ruhr fut-elle accueillie avec satisfaction, comme un dernier geste nécessaire et seul capable de contraindre l'adversaire à plier les genoux: mais il fallait nous attendre à une résistance opiniâtre : elle s'est produite, avec la méthode et la discipline propres au caractère allemand; les pouvoirs publics, les puissances financières et industrielles, les organisations sociales de toute espèce se sont dressés contre nous. Leur opposition a pu être qualifiée de passive, jusqu'à présent, bien que plusieurs incidents sanglants se soient déjà produits. Si de telles bagarres n'ont pas été plus graves et plus nombreuses, cela tient uniquement à la patience inlassable de nos troupes qui n'ont jamais cédé à de vaines provocations, n'ont fait usage de leurs armes que pour riposter à une attaque et ont su éviter les pièges que l'ennemi leur tendait pour les amener à tirer les premiers coups de fusil.

Tant de calme de notre part a surpris certains de nos compatriotes, partisans des méthodes promptes et des résultats immédiats. Ceux-là pensaient que dès notre entrée dans la Ruhr toutes les résistances seraient brisées et que l'argent affluerait dans nos coffres, ainsi que le coke et le charbon dans nos mines. Or l'action que nous avons entreprise n'a rien d'un coup de main ou d'une razzia. Ce n'est même pas une opération militaire, puisque l'armée n'y est intervenue que pour garantir la sécurité de la Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines que l'on appelle aujourd'hui, par

abréviation, la M. I. C. U. M. Si la France et la Belgique avaient voulu prendre effectivement possession du bassin minier, manu militari, elles eussent dû y envoyer des effectifs doubles de ceux qui ont été employés. Alors, sans doute, le problème eût changé de face, mais on ne peut affirmer que ces événements n'auraient pas troublé profondément nos relations avec certaines puissances neutres. En tout cas, Lord Curzon n'aurait plus pu parler de « guerre déguisée ».

***

Les considérations qui précèdent permettent déjà de comprendre la méthode qui a présidé à l'ocupation du bassin. Elle s'est faite en trois stades, de façon à fournir à l'Allemagne l'occasion et le temps de céder à nos justes revendications; mais devant son obstination, après avoir fait un premier bond le 11 janvier jusqu'à Essen et Mulheim, nous avons poussé nos troupes, le 15, à Bochum et Gelsenkirchen: le 17, à Dortmund.

Les mesures prises par l'Allemagne pour nous mettre en échec ont été, d'abord, le déménagement du Kohlensyndicat d'Essen sur Hambourg; ensuite l'interdiction de tout transport de coke et de charbon vers la France et la Belgique; enfin la désorganisation des services publics par l'interdiction faite à tous les employés de déférer aux ordres des autorités d'occupation.

A toutes ces manifestations hostiles, la France et la Belgique ont répondu par des représailles sévères. Le 1er février, des postes de bouclage installés sur toute la périphérie de la zone occupée, ont été chargés d'interdire toute sortie de charbon, de coke et de sous-produits tels que goudron, benzol et ammoniaque vers l'intérieur de l'Allemagne. Le 12 février, cette interdiction a été étendue aux produits métallurgiques, fonte, acier, tôle, ainsi qu'aux scories, phosphates et briques de laitier.

A partir de ce moment, la lutte était déchaînée, pour ne pas dire la guerre.

Ce fut d'abord, de la part du gouvernement allemand, l'ordre donné à ses fonctionnaires de n'obtempérer à aucune injonction ni réquisition des autorités d'occupation; une pression énergique fut exercée sur les particuliers et surtout sur les commerçants, pour les amener à participer à cette résistance passive; de nombreux actes de sabotage furent commis sur les diverses lignes de communication, pour nous empêcher d'utiliser les chemins de fer, les télégraphes, les téléphones; le trafic fut complètement arrêté sur les lignes ferrées que nous occupions; des mesures furent prises par le Reich pour assurer le paiement des salaires des ouvriers en grève, tant dans les services publics que dans les entreprises privées; des peines sévères furent édictées contre les individus qui se mettraient au service des Français ou des Belges : un premier arrêté les menaçait de prison, le Reich crut utile, par la suite, de recourir à la peine des travaux forcés.

En même temps, une propagande intense était organisée pour soutenir le moral des populations allemandes et pour ébranler celui de leurs adversaires. On vit alors surgir dans la presse une avalanche de fausses nouvelles. L'agence Wolf se surpassa. Et, pour doubler l'action des journaux, toute la Ruhr était inondée de tracts, les uns, rédigés en Allemand, à l'usage de la population indigène, les autres, en français, adressés à nos soldats. Au début, d'innombrables affiches multicolores étaient placardées, pendant la nuit, sur toutes les murailles et cela donnait aux villes, le matin, un aspect chatoyant: mais plus tard, les afficheurs ayant eu quelques ennuis, renoncèrent à ce procédé de diffusion et maintenant, les propagandistes distribuent les tracts à la main ou les envoient par la poste aux destinataires.

Toutes ces mesures prises par les Allemands ont été immédiatement suivies de ripostes, de la part des Alliés. De nombreux fonctionnaires, ayant refusé de se soumettre aux arrêtés de l'autorité d'occupation, ont été déférés aux Tribunaux militaires ou simplement expulsés des territoires occupés; les journaux qui prêchaient la résistance à outrance ou qui répandaient de fausses nouvelles ont vu leur publication, leur vente ou leur colportage interdits; les formations de Schutzpolizei qui constituaient de véritables foyers de résistance dans certaines villes ont été désarmées et dissoutes, d'abord à Essen, le 19 février, puis à Gelsenkirchen, Bochum, Herne, Recklinghausen, Dortmund, Mulheim, Oberhausen, c'est-à-dire dans toute la Ruhr. D'autre part, l'encerclement de la Ruhr a été complété par l'établissement d'un cordon douanier qui interdit toute importation ou exportation, sauf en ce qui concerne les vi-

vres. Une régie franco-belge a pris en main l'exploitation de tout le réseau des chemins de fer occupé. Une protection complète a été promise à tout Allemand qui viendrait travailler sous la direction des administrations alliées; des bureaux d'embauchage ont été créés pour recruter de la main-d'œuvre sur place.

Et depuis lors, l'exploitation de la Ruhr par les Français et les Belges a commencé. Elle a été peu rémunératrice au début, en raison des difficultés suscitées par la résistance ennemie et des faibles moyens dont nous disposions pour en triompher; tout d'abord, nous avons pu prendre dans les gares quelques trains de coke et de charbon qui ont été expédiés en France et en Belgique; la même opération a été faite sur le Rhin et dans le Herne-Kanal; enfin, nous sommes allés nous servir sur le carreau même des mines. Les résultats obtenus suivent une progression constante et permettent dès maintenant de bien augurer de l'avenir; mais il faut mettre l'opinion publique en garde contre le fléau de l'impatience.

***

Telles ont été dans leurs grandes lignes, les premières phases de notre installation dans la Ruhr. Certes, depuis le début du mois de janvier, les missions civiles envoyées dans le bassin minier et les troupes chargées d'assurer leur protection ont mené une rude existence, mais quelle satisfaction ne doivent-elles pas éprouver aujourd'hui en discernant les premiers indices du succès qui va couronner leurs efforts! A vrai dire, on ne pouvait pas concevoir qu'il en serait autrement, puisque l'esprit humain se refuse à admettre que le droit ne finisse pas par triompher. Cette conviction a fait notre force, tandis que les Allemands s'épuisaient dans une lutte désespérée. Tous les moyens leur ont été bons, au début; ils ont renoncé peu à peu à ceux dont l'expérience leur avait démontré l'inutilité ou l'insuffisance.

Leur propagande par tracts, par journaux, par brochures, a revêtu un caractère de frénésie; mais la nôtre n'était pas moins active, et à de certains moments, on songeait à ces campagnes électorales où les affiches d'un candidat, à peine collées, sont couvertes par celles du concurrent. Cette bataille est déjà moins vive : les seuls tracts qu'éditent encore les Allemands sont destinés aux soldats français et belges que l'on voudrait démoraliser; mais le robuste bon sens des troupiers rend toutes ces tentatives illusoires.

Dans certaines localités, les commerçants avaient décidé de ne plus servir les clients belges et français; mais l'appât du gain a bientôt mis fin à ce boycottage.

Et puis le blocus des pays occupés a eu pour conséquence une réduction notable du travail dans les mines et dans les usines; l'industrie ne reçoit plus de commandes, les magasins ne sont plus achalandés, le nombre des chômeurs s'accroît. Il en résulte une inquiétude évidente dans la classe ouvrière. Le gouvernement et le parti nationaliste redoublent d'efforts pour enrayer cette démoralisation. Des appels ont été adressés à la charité publique pour alimenter les fonds de secours et les dons en nature destinés à la Ruhr (Ruhrspende, Ruhrhilfe). Des ministres sont venus visiter le pays et essayer de galvaniser les énergies. Les sabotages et les attentats se sont multipliés.

Cependant les partis de gauche attaquent vivement le gouvernement Cuno, soit dans leurs journaux, soit dans les réunions publiques. Les ouvriers sont mécontents de payer à eux seuls les neuf dixièmes de l'impôt. Les communistes parlent ouvertement de faire rendre gorge aux grands industriels; ils s'inquiètent des menées nationalistes et cherchent à organiser eux-mêmes des troupes de police susceptibles de s'opposer à un coup de force que pourrait tenter la droite. Bref le front unique dont parlait la presse gouvernementale est loin d'être réalisé.

D'autre part la propagande allemande à l'étranger n'a pas eu tous les succès que le Reich en attendait. Dans une déclaration faite à Rome, le 2 mars, au Conseil des Ministres, M. Mussolini a dit que l'Angleterre gardait une attitude d'attente circonspecte. Depuis lors une évolution s'est produite chez les Anglais : ils vendent bien leur charbon, le chômage a diminué dans leur pays: leur budget s'est soldé par un excédent très important. Notre action dans la Ruhr ne leur inspire plus la même circonspection.

Quant aux Américains, depuis qu'ils ont retiré leurs troupes de Coblence, ils semblent vouloir se désintéresser des affaires de la Ruhr et rajeunir ainsi, par une formule nouvelle, la doctrine désuète de Monroë.

Enfin, en Allemagne même, la confiance est très ébranlée : le récent échec de l'emprunt en

est la preuve. C'est donc dans une véritable atmosphère d'inquiétude que l'opinion publique commence à discuter l'éventualité de prochaines négociations. Dans son discours du 6 mars au Reichstag, le chancelier Cuno, sans se départir de son programme de résistance à outrance, demandait à la France de faire connaître ses intentions. Il doit être fixé aujourd'hui.

On sait ce que nous demandons pour nos réparations et notre sécurité. N'ayant plus aucune concession à faire, nous resterons sur nos positions et nous observerons ce qui va se passer en Allemagne. Si une nouvelle offensive de propagande se déclenche, nous la combattrons froidement en opposant aux informations tendancieuses de l'adversaire des déclarations empreintes de netteté et de franchise. Nous ne nous laisserons pas accuser de crimes que nous n'avons pas commis et nous saurons rappeler chaque fois qu'on nous y obligera, les propres crimes de l'ennemi, la violation de la neutralité de la Belgique, l'incendie de Louvain, le torpillage du Lusitania, la destruction de la cathédrale de Reims et tant d'autres.

Si l'on mettait encore en doute la légitimité de notre action dans la Ruhr, nous évoquerions les textes qui nous ont permis de prendre cette mesure, notamment le § 18 de l'annexe II de la partie VIII du traité du 28 juin 1919. Nous renverrions aussi nos contradicteurs à l'article 43 de l'annexe à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, en ce qui concerne le rétablissement de l'ordre public dans les pays occupés.

Enfin nous montrerons toute la fermeté et toute la patience qu'il faudra pour obtenir les satisfactions qui nous sont dues; mais nous laisserons à l'Allemagne le soin de régler ses affaires intérieures. Si elle se suicide nous la regarderons mourir. Si le Reich continue à faire une politique contraire aux intérêts des provinces occupées, nous laisserons aux Rhénans toute liberté de disposer d'eux-mêmes, soit qu'ils préfèrent reprendre leur indépendance.

Mais quoi qu'il arrive, nous ne renoncerons à aucune de nos revendications dont le règlement est indispensable à la paix du monde.

* * *

HENRI III ET LES GUISES

LA JOURNÉE DES BARRICADES

Depuis la publication de l'édit de tolérance de 1577, les luttes continuelles, qui jusqu'alors avaient mis aux prises catholiques et protestants, semblaient s'être apaisées. Cette paix dura peu. Par la mort, en juin 1584, du duc d'Anjou, frère de Henri III, l'un et l'autre étant sans lignée, Henri de Bourbon, roi de Navarre et chef aux Huguenots, devenait, d'après les traditions monarchiques, successeur éventuel de la Couronne de France. A la pensée qu'un prince hérétique pourrait un jour régner sur la France, les passions se réveillèrent parmi les catholiques. On sait comment le duc de Guise résolut, de concert avec ses deux frères, le cardinal de Guise et le duc de Mayenne, d'exclure de cette succession le roi de Navarre, et de lui substituer son oncle, le vieux cardinal de Bourbon. Il entraîna dans une ligue Paris et les principales villes, leva des forces et, par une convention avec le souverain d'Espagne, Philippe II, s'assura son appui. Cette ligue, qu'on appela la Sainte Ligue, n'était pas seulement dirigée contre le roi de Navarre; elle visait aussi Henri III, suspect de complaisance à l'égard des huguenots. Par sa mollesse, par ses dévotions extravagantes, par ses prodigalités outrées envers des favoris, par son recours incessant à des impôts sans mesure, il avait commencé de se discréditer dans l'opinion. Des libelles circulaient où on lui prédisait qu'il serait renversé du trône. Un écrit était répandu ayant ce titre significatif : « *Du pouvoir que le peuple a sur le prince* ». Le duc de Guise avait-il, dès ce moment, conçu le projet de s'avancer jusqu'au trône sous le couvert du cardinal de Bourbon ? Ce qui est certain, c'est qu'à Rome paraissait un écrit anonyme où l'on exprimait le vœu qu'un Guise succédât à la couronne de France. Instruit de ces menées, Henri III, après avoir tenté vainement d'arrêter les promoteurs de la Ligue dans leurs entreprises, se décida à entrer en négociations. De là, en juillet 1585, ce traité de Nemours — qu'il subit plutôt qu'il ne l'accepta — par lequel il octroyait des places de sûreté aux Guises, les fortifiant ainsi contre lui-même, révoquait son dernier édit de tolérance, prohibait, sous peine de confiscation de corps et de biens, tout exercice du culte réformé, avec in-

jonction aux protestants qui n'auraient pas abjuré de sortir du royaume.

C'était la guerre décidée de nouveau contre les protestants.

A la requête des Guises, le pape Sixte-Quint déclara le roi de Navarre déchu, comme hérétique, de tout droit à la couronne de France.

Ce prince n'en fut que plus déterminé à se défendre et envoya aussitôt en Allemagne demander des secours. Le duc de Guise, de son côté, afin de s'entendre avec Henri III sur la conduite des opérations, se rendit à Paris, où le peuple, gagné tout entier à la Ligue, le salua de ses acclamations. On convint de former d'abord trois armées, dont l'une, sous les ordres du duc, se porterait en Champagne pour s'opposer à l'entrée probable en France de forces allemandes, et le duc de Mayenne fut chargé d'ouvrir la campagne.

Henri III, engagé malgré lui dans la guerre, ne devait la pousser qu'en apparence. Il manda secrètement à ceux des gouverneurs de province en qui il avait confiance de ne se prêter qu'à demi aux opérations militaires. Il fit plus ; par l'entremise de sa mère, Catherine de Médicis, il entama des pourparlers avec le roi de Navarre, en vue d'arriver à un accommodement. Ces pourparlers, plusieurs fois ajournés, interrompus, repris, occupèrent une partie de l'année 1586, sans aboutir à un résultat. Le duc de Guise n'avait pas caché son mécontentement de ces démarches et, dans une réunion qu'il eut, près de Noyon, avec le cardinal de Bourbon, lequel s'était dès le début associé à la Ligue, on arrêta que, si le roi ne voulait rien entreprendre de décisif, on agirait sans lui. « Dites à Sa Sainteté, écrivait le duc au nonce pontifical, l'archevêque de Nazareth, que, plutôt que de consentir à une paix funeste, nous remuerons toute pierre. »

A Paris, on n'était pas moins mécontent. On accusait Henri III non seulement de ménager sourdement les huguenots, mais d'être de connivence avec le roi de Navarre. En janvier 1587, on apprenait qu'une armée considérable, composée de Suisses hérétiques et d'Allemands, approchait de la frontière. Cette nouvelle excita encore les ligueurs parisiens et un complot fut ourdi contre Henri III. On devait s'emparer des points principaux de la capitale, puis se saisir de la personne du roi que l'on contraindrait à abandonner en d'autres mains le gouvernement de l'Etat. Ce complot eût peut-être été suivi d'effet, du moins en partie, si le duc de Guise, prévenu à temps, n'eût fait savoir à ses partisans qu'il était le chef de la Ligue et entendait que nulle entreprise n'eût lieu sans son assentiment.

Un revirement parut s'opérer dans la conduite de Henri III. Les accusations, les menaces, dirigées contre lui, ce commencement de complot dont il avait reçu, non sans inquiétude, le secret avis, l'avortement des conférences avec le roi de Navarre, l'arrivée imminente d'une armée étrangère, tout lui fit comprendre qu'il devait se jeter franchement dans la guerre. Il prescrivit des mesures militaires, fit appel à la noblesse française, ordonna une levée de Suisses dans les cantons catholiques et annonça l'intention de se mettre lui-même à la tête d'une armée. Si résolu qu'il fût à poursuivre la guerre, il fit une dernière tentative pour l'éviter. Dans une entrevue qu'il eut avec le duc de Guise, il lui insinua que par quelques concessions aux huguenots on pourrait détourner l'orage qui allait tomber sur la France. Mais le duc répondit qu'il ne donnerait jamais son adhésion à une paix, tant que la religion ne serait pas affermie. Au mois de septembre, Henri III partit enfin de Paris pour aller rejoindre le corps d'armée qu'il devait commander, acclamé alors par ce même peuple qui, la veille, était prêt à s'insurger contre lui.

Ce fut au début de cette guerre, au mois d'octobre, que le roi de Navarre remporta cette victoire de Coutras, qui fut pour son adversaire, le duc de Joyeuse, l'un des favoris de Henri III, un véritable désastre. Cependant l'armée d'invasion avait passé la frontière. Suivie de près et harcelée par le duc de Guise, elle s'était arrêtée à deux lieues de Chartres. Bien que la mortalité, causée par la fatigue des longues étapes qu'elle avait dû fournir, par l'insuffisance de vivres et les maladies, lui eût fait perdre une part notable de son effectif, elle était encore redoutable. Le 24 novembre, le duc de Guise, renforcé de troupes espagnoles qu'à l'insu du roi il avait mandées des Pays-Bas, tomba à l'improviste sur les Allemands campés à Auneau et leur infligea une défaite qui fut presque une déroute. Il est vrai que les Suisses protestants, sur l'appui desquels les Allemends devaient compter, ne les avaient pas soutenus. Henri III négociait alors avec eux. Il leur représenta qu'en s'armant contre lui ils avaient violé l'alliance conclue de longue date avec les rois de France, leur promit de l'argent et des vivres à condition de quitter le royaume, et, le 27 novembre, les Suisses, ayant fait leur paix, opéraient leur retraite Il négocia de même avec les Allemands, que leur défaite et la défection des Suisses avaient démoralisés et qui, le 8 décembre, à la suite d'une convention, munis également d'argent et ravitaillés, reprirent le chemin de l'Allemagne.

Après avoir ainsi délivré la France de l'invasion, Henri III retourna à Paris, où il fit célébrer un *Te Deum* en l'église Notre-Dame. Mais ces actions de grâces, qu'il avait ordonnées, ne répondaient pas au sentiment public. Le duc de Guise n'avait pas vu sans colère lui échapper la gloire d'une victoire plus complète. A Paris, le peuple donnait toutes les louanges au duc et n'avait qu'injures et mépris pour la conduite du roi. Trente à quarante docteurs de Sorbonne tinrent une manière de conseil et décrétèrent qu'il était licite d'ôter le gouvernement aux princes qui manquaient à leurs devoirs. Les Guises restaient armés et recommençaient leurs menées. Dans une requête au roi, ils le sommèrent en quelque sorte de se lier plus étroitement à la Ligue et de se conformer rigoureusement au traité de Nemours non encore exécuté. En fait, on n'avait rien gagné sur les huguenots, et Henri III sentait lui-même qu'il lui faudrait continuer la guerre. Mais avant de reprendre les hostilités, il voulut ramener les Guise à l'obéissance. « Si je laisse faire ces gens-là, disait-il, je ne les aurai pas seulement pour compagnons, mais pour maîtres; il est temps d'y mettre ordre ». Il ne doutait plus alors de leurs vues ambitieuses. Par l'organe de son ambassadeur à Rome, le marquis de Pisani, il pria le pape de rappeler à leurs obligations ceux qui voulaient être plus grands qu'ils n'étaient et cherchaient à satisfaire leurs ambitions plutôt qu'à avancer le service de Dieu ». Non seulement le duc de Guise désobéissait, mais il conspirait contre son souverain. Au mois d'avril 1588, un nouveau complot, et, cette fois, d'accord avec lui et mieux organisé, était tramé dans Paris. Comme auparavant, le mot d'ordre était de marcher sur le Louvre et de s'emparer de la personne du roi. Vingt mille hommes armés étaient prêts à agir, et le duc de Guise leur avait envoyé secrètement quelques-uns de ses capitaines, chargés de les commander. Henri III, averti cette fois encore, jugea nécessaire d'user de mesures de précautions. Il posta dans les faubourgs Saint-Denis et Saint-Martin quatre mille Suisses, qu'il fit venir de Lagny où ils étaient cantonnés. Se voyant découverts, les ligueurs parisiens furent pris de crainte. Ils dépêchèrent vers le duc de Guise, qui se trouvait en ce moment à Soissons, et le pressèrent de venir les sauver de la vengeance du roi.

Henri III eut la faiblesse de lui faire porter des explications, l'assurant « qu'il n'avait qu'un désir, celui d'unir et d'embrasser tous ses sujets ». Le duc annonça néanmoins son dessein de se rendre à Paris pour protéger ses amis et aussi pour se justifier auprès du roi des soupçons dont il se savait l'objet. Henri III essaya d'abord de le détourner de ce dessein et lui transmit enfin la défense formelle de venir à Paris. Quatre jours après avoir reçu cette défense, le duc de Guise se présentait inopinément dans la capitale.

Félix Rocquain.
Membre de l'Institut.

(A suivre.)

LES PAS EFFACÉS

GABRIELE D'ANNUNZIO

Une fois l'esprit libéré de ces deux repentirs possibles, il me restait à composer des variations sur ce vers subtil :

L'église est préparée, y viendrez-vous, mon Dieu?

Eh bien! oui, parfaitement, ce dieu se trouva, se trouva disposé, disponible, et il vint. Voilà, et ce fut un grand événement, presque une grande aventure de ma vie.

Quelques années en deçà, j'avais rencontré Gabriele d'Annunzio, chez Sarah Bernhardt, le soir de la première de *La Ville Morte;* et il était arrivé ce qui advient fréquemment, un manque absolu de proportions entre l'aspiration et sa résultante. J'en avais pris mon parti, habitué à ces sortes de déconvenues, et reconnaissant la puérilité qu'il y aurait à vouloir faire des auteurs préférés de notre esprit les amis élus de notre cœur, ce qui peut vraiment sembler aussi difficile et aussi fortuit que de gagner, en le coiffant d'un anneau, dans des jeux appropriés, un flacon d'une liqueur exquise.

Le grand poète n'avait guère reparu en France depuis cette date. Il y revint, écrivit à une amie commune, qui m'en fit part, un passage gracieux me concernant, et le désir me reprit de recommencer l'expérience. Tout de suite elle réussit, au-delà de toutes espérances; nous devînmes, comme on dit, les meilleurs amis du monde, et je goûtai l'enivrement capiteux de me croire tendrement aimé par un homme de génie.

Je fis ce que je n'avais, je crois, jusqu'alors consenti à l'égard d'aucun être humain, de l'un, ni de l'autre sexe, je contractai, *motu proprio*, un engagement sentimental et presque religieux, d'une année, en l'honneur de celui qui acceptait cet hommage lige, se prêtait affectueusement à ma respectueuse fantaisie, et qui, tout comme s'il m'avait armé son chevalier, me donna l'accolade. Et je résolus de faire tout ce qui serait en mon pouvoir, non seulement pour conquérir une telle amitié, mais pour la fixer, pour n'en démériter jamais; je crois m'être tenu parole; et quand bien même celui qui en fut l'objet n'en serait pas tout le premier convaincu, cela me trouverait indifférent; comme l'écrit Gœthe, « j'ai assez à faire de m'accorder avec moi-même ».

Je ne crois pas qu'il ait existé d'être plus séduisant (et avec d'autant plus d'art que son extérieur ne l'est pas, au sens habituel de ce mot): du moins je n'en ai jamais rencontré. D'anciens portraits, des rapports véridiques certifient un temps où la nature ne refusa point à son apparence physique ce qu'elle prodiguait à son esprit; mais la calvitie, la déformation graduelle des traits, à laquelle nous sommes tous soumis, sous les coups de l'âge, ne permettent plus de se manifester, dans sa personne, qu'au jeu de la juvénilité indomptable, de l'énergie inextinguible, soutenues par l'élégance éternelle.

D'abord on pensait que c'était lui, et l'idée que les grâces, à la fois spontanées et concertées que l'on en recevait, venaient d'un tel artiste et d'un pareil maître, faisait éprouver toute la gloire et toute la joie des accointances lumineuses qu'on appelle snobisme, par extension, dans l'ordre des relations faussement dignifiantes, mais que, sur le terrain du vrai mérite Carlyle nommait justement : « le culte des héros ». N'allez pas en conclure que l'homme fût attachant, l'attachement ne saurait être que réciproque, et il ne paraissait pas le désirer. Pas de gentillesse et pas de grandeur dont il ne parcourût le clavier, avec l'évident désir de plaire, quoique je pense plutôt pour le plaisir qu'il ressentait à exceller dans ce genre, comme il faisait dans son art, mais sans que l'émotion vînt communiquer à sa grâce le frisson qui la divinise.

Un jour, à goûter, chez moi, il était assis, avec quelques personnes, et je prenais plaisir à les servir moi-même, comme font les anges, dans l'Ecriture, à leur présenter, entre autres, des mangues, dont j'avais souhaité de connaître la saveur, parce que j'en avais entendu parler par Leconte de Lisle, et que m'avait rapportées, de Bombay, une aimable parente de mon prédécesseur indien. Sans interrompre son propos, sans faire allusion à son acte, d'Annunzio se leva, fit quelques pas dans la pièce, prit une chaise et me la présenta, devenant ainsi, chez moi, mon hôte, sous les deux acceptions, celle d'être reçu, et celle de recevoir. Mais je ne doute pas qu'il n'ait fait cela, pour l'avoir accompli, comme font les équilibristes, d'une prouesse supplémentaire, parce que, seul, il pouvait en réaliser toute la grâce, et peut-être parce que, seul, je pouvais en évaluer toute la coquetterie.

⁂

Il me conta qu'il avait eu un ami; je le savais, mais que ce dernier avait fini par se retirer, déçu, et que, dans le genre, il ne lui restait plus que des partisans dévoués à sa cause. Je lui demandai s'il avait écrit quelque chose sur l'amitié; il me répondit que ce sentiment jouait un premier rôle et occupait une large place dans le roman dont la traduction allait paraître (1): je la lus ardemment et je devins persuadé que pas une des nuances de cette manifestation sentimentale ne lui avait échappé, ce qui ne signifiait pas du tout qu'il fût en état de la ressentir; il est possible que les êtres sans cesse occupés à s'objectiver dans les sentiments deviennent incapables de les éprouver. Bien des fois je lui ai entendu maudire l'amour, et j'avoue ne pas être persuadé non plus que ce dernier soit de son registre sensible; mais ce dont je suis certain, c'est que la permanente société des femmes (à condition d'en changer) lui est indispensable; jamais vous n'obtiendrez de lui ce que tout camarade vous accorde avec joie, une soirée de théâtre à goûter ensemble une représentation passionnée; et quand il fait mine d'en fêter le projet, soyez sûr que la chose finira par une composition de loge où vous devrez sacrifier l'audition à des compliments, et attraper, du spectacle, ce que vous pourrez vous en approprier par-dessus une épaule.

La dernière fois, il me semble bien que je le vis, avec plénitude; j'avais déjeuné chez lui, il venait d'être malade, et nous allâmes faire

(1) *Forse che si...*

ensemble une promenade mélancolique, à visiter une portée de lévriers, qu'une de ses amies soignait avec un zèle proclamé, par lui, digne d'une franciscaine. Il se plaignit amèrement de l'égoïsme du sexe, dont il venait, me disait-il, de subir une nouvelle injure, et me fit part du désir qu'il avait d'entreprendre avec moi un voyage aux Indes. Je lui assurai que mon aspiration était toute semblable, et quelques heures après, je lui écrivis que, sans aller si loin, nous pourrions peut-être commencer par passer tranquillement ensemble la soirée au spectacle, en attendant les bayadères. Il me répondit : « J'y vais avec une dame ».

Le premier jour qu'il vint au Palais Rose, bien entendu, avec quelques dames, que nous avions choisies, de commun accord, je lui récitai ces vers que j'avais composés pour lui exprimer mon esthétique tendresse :

Seul, le silence pourra dire
Ce que la parole tairait:
Ce n'est pas assez qu'on admire,
Un culte doit être secret.

Le mystère, seul, est suprême;
L'ineffable est-il proféré?
Ce n'est pas assez que l'on aime,
L'office doit être sacré.

Ce qu'au fond de son cœur, on crie,
Au dehors n'apparaît que peu;
Ce n'est pas assez que l'on prie,
L'inconnu monte seul à Dieu.

Mais ce n'était qu'une célébration intime, j'en souhaitais d'extérieures, capables de donner, à mon maître consenti, la mesure de mon dévouement réactionnaire.

C'est que je me sentais, je ne dis pas indigné — il ne faut jamais s'indigner, *nil admirari* — plutôt ironiquement émerveillé d'une complète abstention de la vie des lettres, à l'égard de ce confrère sans pareil, venu dans l'héritage de son choix, et réellement passé inaperçu, comme une incarnation esthétique du verbe. A quelques rares exceptions près, qui lui donnaient de faibles marques privées de leur estime personnelle, tous nos gros bonnets de lettres faisaient les sourds, les aveugles et les morts, pour ne pas voir ce qui leur crevait les yeux, la possibilité d'honorer un maître des maîtres. En conséquence, je résolus de réagir, dans la mesure de mes moyens, contre ce scandale par omission, et vous allez voir si mon destin, si mon instinct de *déterminant* me fit, ce jour-là, défaut, quand je me trouvai préparer un terrain de rencontre nécessaire entre deux esprits supérieurs, qui devaient, plus tard, se retrouver, dans les hautes régions de la vie civile internationale.

Je profitai d'un dîner que souhaitait de nous offrir une de nos amies, et je résolus de donner, à ce gracieux événement, une tournure de glorieux avènement, qui en accrût la portée. Nous décidâmes d'inviter Barrès, qui était l'ami de notre amphitryonne, ainsi que le mien, et dont la présence donnerait à notre réunion un rehaut exceptionnel. J'allai le voir, et le trouvai, comme toujours, mi-partie affable et dédaigneux. Je l'entretins d'un article de mon nouvel ami, paru, le jour même, dans le *Matin*, je crois, et qui relatait, de façon poignante, l'expérience manquée, des années en deçà, du premier promoteur de l'avion dans notre pays, Ader, une page s'achevant sur une phrase d'un envol retombé, lequel mettait des larmes dans les yeux, et même dans la voix, j'en savais quelque chose, puisque je lisais ce passage à mon interlocuteur, pour le dérider et le décider. Celui-ci me coupa mon effet, m'interrompit brusquement avec ces mots textuels : « De prime abord, je n'aime pas cet Italien. » Puis, il me développa que toute cette littérature de volupté (que, je crois d'ailleurs, il avait peu fréquentée) lui faisait l'effet de l'enlizement assez méphitique d'une pensée; mais, tout de suite, il accepta le dîner projeté, de la meilleure humeur du monde, sans manquer d'ajouter, avec sa grâce amère, que le désir de m'être agréable et le plaisir de me rencontrer l'emportaient sur le reste, dans sa décision.

Le soir du dîner, qui avait lieu au Pré-Catelan, nous étions réunis, autour de la table en longueur, dont les deux extrémités étaient occupées par notre hôtesse, et par moi, qui lui faisais face, d'Annunzio, à droite de la maîtresse de la maison, Barrès, à sa gauche, puis Mme Bartet, deux actrices notables, deux jeunes écrivains connus. La chère fut exquise, le cliché va de soi, d'autant plus qu'il dit, cette fois, vrai. J'avais fait peindre, par un enluminieur de ma connaissance des menus dans le goût médiéval, et représentant le fruit couronné, des grenades, le symbole du Maître, je récitai une poésie adaptée, en manière de toast, puis, à la suite du repas, Mme Bartet, avec son art habi-

tuel, détailla le célèbre passage du *Feu*, sur ces mêmes grenades. Durant cette lecture, l'auteur, assis sur un canapé, prit et garda l'attitude modeste d'un collégien, dans une distribution de prix qui lui est favorable. Mais je me suis aperçu, depuis, que rien de tout cela n'importait, et que nous nous trouvions être des instruments d'une mission de plus d'envergure. Sensible au charme de notre invité, Barrès se déclara enchanté de la manifestation, bien qu'un peu surpris de la perversité gigantesque et assez puérile avec laquelle son vis-à-vis s'était entêté à détailler, pour sa voisine, les moyens pratiques de se faire aimer par un lion: évidemment, ça n'est pas bien neuf, et se trouve entre les pages d'une *Passion dans le désert*, de Balzac.

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Le premier novembre qui suivit notre connaissance, d'Annunzio ne me demanda pas de m'accompagner à la tombe de mon pauvre « Chancelier », cela eût été trop facile, trop semblable à ce qu'auraient fait d'autres; je le rencontrai près de cette tombe même, en allant y porter mes fleurs funéraires, et je pus croire qu'il avait traversé la France tout exprès, pour me donner ce témoignage ineffable. De tels mouvements, je ne dirai pas que je lui garde une infinie gratitude, parce que je crois que la gratitude ne l'atteint pas, mais je les regarde assembler sur les eaux du passé, leurs moires irisées.

Si de semblables comportements ne relèvent que de la coquetterie, c'est qu'elle peut se hausser jusqu'à devenir une vertu, qui mériterait alors de s'appeler *la coquetterie du cœur*.

Il semblait professer beaucoup d'admiration pour le livre dont je viens d'évoquer le nom et le souvenir; peu après sa lecture, il en composa un dans le même esprit, à la mémoire d'un ancien ami, récemment trépassé, et sur la garde il traça, de sa belle écriture impressionnante et immortelle : « Ecrit à l'ombre des pages sublimes du Chancelier ». Puisqu'il le déclarait, il savait que ce serait lu, étudié, commenté, et certainement, prenait, pour l'avenir comme pour le présent, la responsabilité de cette parole durable; c'est qu'il se sentait assez riche, pour faire aux autres cette générosité de paraître leur emprunter quelque chose.

Je pense, à présent, que cette façon dont je l'ai vu faire « le terrain de la liberté », d'un sentiment qui m'apparaît fixe, contient l'explication de ce qui peut sembler inexplicable, et même parfois blessant, dans certains de ses actes. Il devance la menace du jong, que serait, pour lui, d'être jugé par qui que ce soit, tenu à telle ou telle chose, dans l'ordre de ses déterminations particulières. Et puis, il cède à une orientation divinatoire, presque divine, qui le mène, selon des chemins connus de lui seul, à des buts requis par l'Invisible, et cette orientation n'a pas lieu de se préoccuper de ce qui doit être lésé d'intermédiaire sur le trajet de l'éternel.

Ceci établi, je ne lui ai jamais vu de petitesse, même dans sa façon de prendre part aux causeries mondaines, qui en requièrent immanquablement, et presque les exigent. Il ne réagit ni contre les médisances, ni même contre les calomnies, ce qui se pratique d'ordinaire, par méchanceté déguisée, quand ce n'est pas simplement une façon bourgeoise et médiocre de les créer en feignant de les combattre. Non, quand sa conversation charrie une allusion contenant du blâme pour quelqu'un, c'est que cette dernière a cessé d'être cancan, pour passer fait; mais il ne s'y attarde pas, il glisse, avec une réticence qui s'abstient de juger, et ressemble au voile jeté par des fils respectueux sur la nudité d'un Noé, qui, après tout, a bien le droit d'être ivre. Non seulement il ne rapporte pas les propos qui séparent, mais il relate, chose inouïe, ceux qui pourraient rapprocher; il me plaît de mentionner ces particularités, parce que je les juge plus rares et plus difficiles que de créer des chefs-d'œuvre et d'entraîner des masses.

Une chose qui étonnera beaucoup de gens, le propre de sa causerie n'est pas d'être brillante, plutôt toute simple, substantielle et directement appliquée aux événements en cours; mais parfois un éclair la traverse, ou le sillon lumineux d'un aérolithe. Il porte en soi son phare, dont les lentilles tournent et jouent pour lui seul dans son cerveau ébloui. Son visage, que les aveugles ne jugent pas beau, prend parfois, au contraire, des aspects de beauté d'autant plus saisissants qu'elle est imparfaite et composée de contrastes; sa tête ressemble alors à un objet précieux, qui mieux qu'à la coupe d'un vêtement, s'assortirait aux courbes d'un plat, comme un chef de Baptiste, dont on s'apercevait que la carnation est représentée par un émail appliqué sur de l'or. Les plus émouvantes de ces minutes expres-

sives sont celles où son masque laisse tomber la combativité factice et l'allégresse feinte; la tristesse du regard hésitant au seuil des paupières, apporte alors, du fond de l'âme, quelque chose de fané qui se refuse à revivre; les narines se déforment comme celles d'une figure de bouclier que la lutte a bosselée, et les coins de la bouche s'abaissent si désespérément qu'ils expriment l'indicible horreur d'assister à un supplice dont on ne pourrait pas avoir pitié. Un jour que je lui demandais où en était la sommation d'allégresse, par lui jadis faite à l'existence, il me répondit : « Depuis longtemps, ma vie ne s'appuie plus que sur la douleur ».

Un peintre s'est essayé témérairement à donner la traduction du millénaire palimpseste de ce visage, sur lequel des caractères tracés avec des ombres reparaissent parmi d'autres gravés au couteau; mais il n'en a reproduit que la caricature, n'en ayant vu que la déformation. Besnard, lui aussi, plus séduit par le patriotisme que par l'art, vient, dit-on, de commencer le portrait du Maître, dont un confrère du peintre présage non sans malice, mais avec justesse, que l'autre va « le faire trop grand (1) ».

Dans la note finale de mon essai sur le *Mystère*, j'ai tracé, moi, une épitaphe pour cette noble amitié ensevelie. Je me félicite, même je me vante d'avoir publié cette apologie, à l'issue des représentations peu fêtées de Saint-Sébastien, en une heure où c'était probablement moins facile qu'on ne le jugerait aujourd'hui, puisque personne autre ne l'a fait à ce moment. C'est, sans doute, ce qui m'a incité depuis, à rédiger, lors du triomphe, sur un autre terrain, du poète fameux, cette réflexion mélancolique : « *Je n'aime pas les triomphateurs, ils sont séparés de nous par tous ceux qui les négligeaient, aux heures où nous demeurions auprès d'eux, pour les consoler de leur abandon* ». Il est advenu, d'ailleurs glorieusement et magnifiquement, à M. d'Annunzio, ce qui était arrivé à sa compatriote, la Joconde, laquelle n'a dû qu'à des circonstances étrangères d'apparaître enfin « célèbre », aux regards de ceux qui ne pouvaient atteindre, tout seuls, son art fascinant et son irritante énigme (2).

Robert de Montesquiou.

(1) J'ai vu, depuis, la reproduction de ce tableau qui me paraît un peu synthétique, un peu sommaire.

(2) *Les Pas effacés*, du Comte Robert de Montesquiou, doivent paraître prochainement chez l'éditeur Grasset.

FIGURES COLONIALES

M. MARTIAL MERLIN

Le nouveau gouverneur général de l'Indo-Chine vient de débarquer à Bordeaux revenant en France pour gagner aussi rapidement que possible son nouveau poste. La réception qui lui a été faite suffirait à elle seule pour justifier le choix du gouvernement. Tous les groupes coloniaux (Institut colonial, Association régionale des Conseillers du Commerce extérieur, Union Coloniale, Syndicat de défense des intérêts Sénégalais) se sont associés pour donner à l'ancien gouverneur de l'Afrique Occidentale française le témoignage de reconnaissance qui lui était dû. Et cette manifestation prouve tout de même qu'il y a quelque chose de changé en France en matière coloniale. Nous avons connu le temps qui n'est pas si lointain où commerçants et colons, d'une part, et administrateurs de l'autre s'ignoraient ou même se défiaient les uns des autres. Quant aux indigènes, ils vivaient indifférents et résignés, payant l'impôt, ne demandant rien et considérant ceux qui représentaient l'autorité française comme des êtres à part auxquels il était prudent d'obéir et oiseux de demander. Or, en quittant Dakar, M. Merlin a reçu des chefs indigènes et de la population elle-même des preuves éclatantes de l'attachement qu'il avait su leur inspirer et des regrets sincères que leur inspirait son départ; à Bordeaux, ce sont les commerçants qui lui ont dit leur reconnaissance pour les services rendus. C'est donc qu'il a été un grand chef, au noble sens de ce mot et que son œuvre a été grande et utile. Les envieux et les aigris pourront bien prétendre le contraire, ce qui est toujours facile mais le fait est là et à étudier de près ses actes depuis plusieurs années aucun doute n'est permis. Il est bien de cette ligée de grands gouverneurs dont nous avons le droit d'être fiers et auxquels les étrangers eux-mêmes rendent justice. L'œuvre d'un Doumer, d'un Albert Sarraut, d'un Maurice Long en Indo-Chine, d'un Galliéni à Madagascar, d'un Lyautey au Maroc, d'un Roume et d'un Merlin en Afrique occidentale témoigne, mieux que le pourraient faire tous les discours, en faveur du génie colonisateur de la France.

Ce qu'il y a de frappant dans la belle et longue

carrière de M. Merlin, c'est qu'il s'est fait lui-même. Rien ne le préparait au rôle de premier plan qu'il a joué et qui l'a désigné pour le poste suprême au choix du Ministre. Doué d'une grande faculté d'assimilation et d'une sage méthode de travail, il s'est créé une manière, étudiant, comparant, s'instruisant de ce qui s'accomplissait dans les colonies étrangères, empruntant à ceux qui l'avaient précédé le meilleur de leurs conceptions (c'est ainsi que M. Merlin ne laisse jamais une occasion de dire ce qu'il doit à M. Roume) et ne se mettant au travail qu'après avoir longuement étudié le plan qu'il voulait suivre.

Laissons de côté les notes biographiques que tous les journaux ont publiées ces jours-ci. Constatons simplement qu'ayant administré ou gouverné des colonies dans le monde entier, personne ne connaît mieux que lui notre domaine colonial, nos différents gouvernements, leurs faiblesses mais aussi leurs ressources et leurs possibilités d'avenir. Tout jeune encore, il est administrateur aux îles Marquises et devine ainsi les problèmes qui se poseront un jour dans le Pacifique et dont la solution est aujourd'hui au premier plan des préoccupations du Ministre des Colonies. Administrateur et directeur des affaires indigènes, il prend un premier contact avec ce vieux Sénégal riche en souvenirs, plus riche encore en espérances. Après avoir gouverné les Antilles qui lui ont ouvert les yeux sur la politique envahissante des Etats-Unis et sur les problèmes économiques que posait déjà la future ouverture du canal de Panama, il revient, pour la deuxième fois en Afrique occidentale au moment où la création, nécessaire, quoi qu'en pensent quelques-uns, d'un vrai gouvernement général, allait donner à notre empire Ouest-Africain des perspectives éblouissantes. Pendant cinq ans, il est associé aux efforts de M. Roume pour donner à Dakar un port qui est aujourd'hui, un des premiers ports internationaux du monde entier, pour organiser la vie indigène en associant les chefs à la réalité du pouvoir, pour esquisser l'organisation d'un cadastre, pour créer la justice indigène, pour entreprendre de nouveaux champs d'action et étendre les terrains cultivés, pour amorcer enfin, cette politique des chemins de fer dont nous verrons, d'ici peu d'années l'heureux achèvement.

M. Merlin a aussi une qualité, d'autant plus grande qu'elle est plus rare, qui est celle de tous les grands réalisateurs, il sait attendre. Volontiers, dirait-il comme Mazarin, « le temps et moi ». Au départ volontaire de M. Roume, tous les coloniaux estimaient que son successeur désigné était M. Merlin. Pour des raisons complexes et qui n'ont rien à voir ici, mais qui prouvent simplement qu'il est bien regrettable d'avoir des ministres qui s'occupent des colonie, sans y croire, il ne fut pas désigné. D'autres auraient, légitimement, marqué quelque mauvaise humeur. Il avait vingt-quatre heures pour maudire ses juges; il n'en utilisa pas une seule; il ne fit agir personne, ne réclama rien et quand, par une réparation insuffisante et tardive, il fut nommé gouverneur général de l'Afrique Equatoriale, il rejoignit immédiatement son nouveau poste.

Certes, ce poste n'avait rien de séduisant. Longtemps encore, l'Afrique équatoriale sera le parent pauvre de nos possessions coloniales. M. Merlin tint à honneur d'y séjourner et d'y travailler de son mieux. Et brusquement, voilà que la guerre lui fournit l'occasion qu'il n'avait pas cherchée de jouer un grand rôle. C'est des bords du Congo que vont s'élancer les troupes auxquelles est confiée la conquête du Cameroun. Entreprise difficile avec des soldats médiocres en nombre et en qualité ; il faut, sous un soleil torride, dans des contrées malsaines, avec des difficultés inouies de ravitaillement, faire la longue route qui sépare Brazzaville de Douala. Les débuts sont difficiles et peu encourageants. Tout le monde perd la tête, à Paris comme au Congo; les ordres contradictoires se succèdent. Mais M. Merlin a la foi; il garde son sang-froid et son sourire; il a, dans le lieutenant-gouverneur Fourneau, ancien officier d'artillerie, un second animé par une volonté inflexible et un courage indomptable. Ce qui paraissait impossible se réalise; le Cameroun tombe entre nos mains et le gouvernement cite M. Merlin à l'ordre du jour de la nation par un ordre du jour dont les termes constituent, M. Merlin me l'a dit lui-même, le plus grand honneur et la plus pure joie de sa carrière.

Voilà huit ans que M. Merlin gouverne l'Afrique Equatoriale. Toujours sans l'avoir demandé, il est appelé au gouvernement général de Madagascar mais, comme c'est la guerre, il ne revient pas en France et gagne directement son nouveau poste par la route du Cap et le canal de Mozambique. Il se remet en apprentissage, reprend l'œuvre de Gallieni là où ce grand ad-

ministrateur l'avait laissée; il se passionne pour ce pays nouveau pour lui et pour ce nouveau devoir. Mais l'Afrique Occidentale a besoin de lui et, en 1917, il est appelé au gouvernement général qui aurait dû être sien en 1908. Ainsi revenait-il, après avoir fait le tour de l'Afrique, à son point de départ.

M. Merlin a donc connu cette destinée qu'aucun administrateur colonial n'a connue avant lui et qu'aucun administrateur ne connaîtra après lui, car il faudrait pour cela un singulier concours de circonstances et de sinistres catastrophes comme celle de la guerre, d'avoir été successivement le titulaire des quatre gouvernements généraux de notre empire colonial et d'avoir partout réussi. L'année dernière, au cours de cette admirable exposition de Marseille qui a été pour le monde entier une révélation, M. Merlin a fait, à la Société de Géographie, une conférence sur ce sujet que seul il pouvait traiter avec compétence et précision : « De l'Afrique équatoriale à l'Afrique Occidentale en passant par Madagascar ». Cette année, il pourrait en faire une autre : « D'Afrique en Asie par l'Océan Indien ». J'admets que le hasard fasse bien des choses mais quand ce hasard dure pendant vingt ans, qu'il obéit à une loi rigide et permanente, il faut bien chercher une explication. Cette explication, elle est dans ce fait que M. Merlin est doté d'une faculté aiguë d'observation, qu'il ne commande pas aux événements, mais qu'il s'y adapte, que, sans abuser de l'autorité, il entend être obéi, quand il croit avoir raison, et qu'il a toujours pensé que la première mission d'un gouverneur général est d'avoir une bonne et saine politique indigène et d'aider de tout son pouvoir aux efforts des commerçants et des colons.

⁂

Certes il arrivait en Afrique Occidentale bien instruit des choses et des hommes, ayant toujours suivi avec passion ce qui se passait dans ce pays où il avait si longtemps vécu et il n'avait aucun apprentissage à faire. Il reprenait simplement l'œuvre où il l'avait laissée puisque ni Ponty, en raison de sa mort brutale et courageuse, ni le pur Vollenhoven tombé en héros sur le champ de bataille n'avaient pu donner leur mesure. Mais le moment était particulièrement dur. M. Merlin avait laissé la guerre à Brazzaville et il retrouvait la guerre en arrivant à Dakar. Il fallait, avant tout, puisque la patrie l'exigeait, assurer le recrutement et l'embarquement des troupes noires; il fallait expédier dans la metropole les matières premières qu'elle demandait; il fallait tendre la main aux commerçants que la crise économique qui secouait le monde entier menaçait d'une ruine imminente; il fallait enfin rémédier à une situation financière difficile et, malgré tout, continuer la construction de la voie ferrée Thiès-Kayes qui sera inaugurée cette année même. M. Merlin fit face à tout. Mais le moment vint où un devoir nouveau et difficile s'imposa. Profitant du trouble des esprits, du mécontentement des uns et surtout des appétits des autres, de mauvais bergers agitaient le Sénégal; les élections amenèrent au Conseil général et dans les municipalités des représentants inattendus, pressés de bénéficier de cette situation inespérée et dont quelques-uns parlaient déjà de séparatisme. Ce pays qui avait vécu, pendant près d'un siècle, dans une paix profonde connut la haine du blanc, les revendications exagérées des noirs, l'agitation exaspérée par une presse spéciale et par des paroles de menace. M. Merlin ne se départit pas de ce sang-froid dont j'ai déjà parlé. Sans violences mais avec une volonté tenace et un calme que rien ne démontait, il endigua le courant, reconquit les sympathies un moment égarées et, au moment où il s'en va, il laisse le pays rasséréné, les passions apaisées, et il a eu, dans les derniers jours, la joie réconfortante de recevoir publiquement les remerciements de ceux qui naguère le dénonçaient à la vindicte publique. Quelle plus belle revanche! quelle plus belle satisfaction!

Nous avons essayé dans ce court article de faire connaître non seulement l'administrateur, mais encore l'homme. C'est une belle figure de notre histoire coloniale; il y en a eu, certes, d'autres; il y en a encore, mais il compte parmi les plus grandes. Le voilà maintenant en Indo-Chine; sa vie laborieuse et mouvementée lui a donné une telle expérience qu'elle le dispense de toute préparation préalable. Que fera-t-il dans notre empire Indo-Chinois? Il continuera la politique de travaux publics, la mise en valeur du sol, mais c'est ce qu'il a fait partout où il a passé. Il reprendra à son compte, n'en doutons pas, la politique indigénophile qui a rendu le nom de M. Sarraut si cher aux Annamites; mais a-t-il agi autrement en A. O. F.? C'est un beau couronnement de carrière qui à son dernier stade jette, comme le soleil couchant, un dernier et plus vif éclat; mais il en est digne et ceux qui

seraient tentés de l'envier doivent penser que, pour arriver à Saïgon, M. Merlin a passé trente ans de sa vie dans les pays les plus malsains, sous les climats les plus brûlants, qu'il a partout travaillé, souvent souffert sans jamais avoir connu une heure de découragement, et que s'il est parvenu au sommet, c'est par une route difficile, rocailleuse et pleine d'embûches. L'homme est, en somme, digne de l'œuvre.

Camille Guy.

CELLE QUI ENFREIGNIT LA LOI DU SABBAT

(*Nouvelle*)

Le moment de mourir approchait pour l'aïeule centenaire, la vieille grand'mère polonaise : le pronostic du docteur ne lui donnait plus guère qu'un quart d'heure de vie... L'attaque avait été soudaine et les petits-enfants qu'elle aimait à réprimander ne pouvaient se trouver là. La crise était terminée, elle avait cessé de lutter contre la grande vague de souffrance, et voguait paisible à présent vers les frontières de son refuge terrestre. Les garde-malades, oubliant la fatigue que leur avaient causée son humeur chagrine et les exigences de ses scrupules alimentaires, se penchaient sur le lit où gisait la pauvre créature décharnée. Elles ne pouvaient deviner que celle-ci revivait en pensée le grand événement de sa vie.

Presque quarante ans auparavant, veuve, et déjà bien près de soixante-dix ans, alors que l'horizon pour elle se bornait à son village de Pologne, elle recevait une lettre. Cette lettre arrivait la veille du Sabbat, par une journée pluvieuse d'été, et venait de son cher fils, son unique garçon, qui tenait une auberge de campagne à douze lieues de là où il avait fondé une famille. Elle ouvrit la lettre avec une anxiété fiévreuse. Son fils — son Kaddish (1), — la prunelle de ses yeux! La vieille femme parcourut avidement l'écriture hébraïque orientée de droite à gauche... une faiblesse la prit, elle faillit tomber. Comme enfoui par hasard au milieu d'une causerie de quatre pages, se trouvait un paragraphe dont les lignes lui semblèrent écrites avec du sang. « Je ne me suis pas senti très bien ces temps-ci; sans doute la température accablante et les nuits de brouillard.. Pourtant, rien de sérieux, une digestion un peu pénible, voilà tout. » La lettre contenait aussi quelques roubles qu'elle laissa tomber sans leur prêter attention.

C'est qu'une terreur panique, plus rapide que la poste si lente de cette époque, s'était répandue à propos d'une attaque subite de choléra dans le district habité par son fils. Déjà, toute la journée, elle avait été en proie à l'inquiétude au sujet de ce fils; la lettre confirmait ses pires appréhensions. Même si la terrible maladie ne l'avait pas encore touché, au moment où il écrivait, il se trouvait de son propre aveu dans cette condition d'infériorité physique qui en rend les atteintes plus aisées et plus redoutables. Peut-être, à cette heure, était-il sur son lit de souffrances — peut-être à son lit de mort... sinon mort déjà! Elle avait longtemps vécu, la petite grand'mère; même à ce moment, elle avait dépassé la commune mesure; elle avait vu mourir bien des gens, et elle savait que l'Ange de la Mort n'accomplit pas toujours à loisir sa sinistre besogne : en temps d'épidémie il a les mains trop pleines pour pouvoir prêter attention à chaque cas. Et l'instinct maternel lui tiraillait les fibres du cœur et l'entraînait vers son enfant.

La fin même de la lettre semblait contenir un pressentiment spécial : « Viens me voir bientôt, chère petite mère, car, de quelque temps, je ne pourrai sans doute aller à toi. »

Oui, il fallait partir tout de suite, aller le voir... qui sait si ce ne serait pas pour la dernière fois?

Mais une pensée soudaine et terrible la traversa : le Sabbat venait de commencer à l'instant même; pendant vingt-quatre heures, il allait être interdit de circuler en voiture ou à cheval! Avec une sorte d'égarement, elle examina la situation. En un seul cas la Religion permettait d'enfreindre la Loi du Sabbat : celui où la vie serait en jeu. Hélas! aucun déploiement de logique ne pouvait l'induire à décider que la vie de son fils dépendait de sa présence! Au contraire, en analysant la question avec la logique inexorable d'une conscience scrupuleuse, elle se rendait bien compte que la gravité de cette maladie n'était qu'une hypothèse

(1) *Kaddish*, prière de deuil dite pendant ou après la mort et par extension, la personne qui la dit.

plausible, voilà tout. Non, non, aller le rejoindre maintenant serait, à n'en pas douter, une violation du Sabbat.

Et pourtant, en dépit de tous les raisonnements, sa conviction demeurait ferme, qu'il était mortellement atteint, et sa résolution de partir sans délai s'affermit encore. Après une lutte angoissante, douloureuse, elle trouva un compromis. Elle ne pouvait aller en voiture (car, par surcroît, ce serait faire travailler les autres et impliquerait aussi une transaction financière). Alors, elle irait *à pied*. Si coupable que pût être le fait de dépasser la limite de 2.000 mètres au-delà du village — distance fixée par la loi rabbinique, il n'y avait pas moyen de faire autrement. Et, de toutes les manières de voyager, la marche était, certes, la moins sacrilège.

Le Tout-Puissant — béni soit-il — Il saurait bien qu'elle n'avait point l'intention d'accomplir un travail, et peut-être que dans sa miséricorde il voudrait bien se montrer indulgent envers une pauvre femme qui jamais auparavant, n'avait profané le saint Jour du Repos.

Ainsi donc, le soir même, après un repas hâtif, ayant serré sur son cœur la précieuse lettre, la petite grand'mère ceignit ses reins pour faire à pied les douze lieues qui la séparaient de son fils. Elle ne prit point de bâton; en porter un répondait à la définition talmudique du travail. De parapluie, pas davantage, bien qu'on fût dans la saison des pluies. Elle s'éloigna bon train pour franchir lieues après lieues, tandis que, devant elle, à l'horizon lointain, apparaissait, sur l'oreiller, un pâle visage, qui pourtant brillait à ses yeux comme une étoile conductrice. « Je viens, mon agneau, murmurait-elle. La petite mère est en route. »

C'était une nuit étouffante. Le ciel plombé, sinistre, semblait suspendu au-dessus de la terre comme un linceul. Des vapeurs traînantes enveloppaient le tronc des arbres de chaque côté de la route. A minuit, comme sur un tableau noir, le brouillard effaça complètement les étoiles; mais la petite grand'mère savait que la route allait tout droit. Toute la nuit, elle marcha en pleine forêt, sans peur comme Una (1), ne rencontrant ni homme ni bête. Pourtant, ces régions sont hantées par les ours et les loups, et les serpents y rampent dans les fourrés. Seuls d'inoffensifs écureuils bondirent devant elle sur la route. Le matin la trouva épuisée, boitant presque. Mais elle marchait toujours. Près de la moitié du chemin restait encore à parcourir.

Rien à manger. La nourriture aussi était un fardeau défendu, et au cours du jour saint elle ne devait rien acheter. C'est en marchant qu'elle récita les prières du Sabbat, avec l'espoir que Dieu lui pardonnerait cette irrévérence. Ces oraisons lui firent partiellement oublier ses douleurs corporelles. Comme elle traversait un village, elle entendit se confirmer la terrible rumeur du choléra. Cela pendant dix minutes lui donna des ailes, puis la faiblesse physique reprit le dessus, et elle dut s'appuyer contre une haie tout à l'extrémité du village. Il faisait presque jour. Un mendiant qui passait lui donna un morceau de pain, heureusement non beurré, de sorte qu'elle put le manger avec moins de scrupules de conscience sur un contact possible avec des choses défendues.

Elle reprit son voyage, mais le repos n'avait fait que rendre plus difficile et plus douloureux le mouvement de ses pieds. Elle eût souhaité les baigner dans un ruisseau, cela aussi était interdit.

Reprenant la lettre cachée dans son corsage, elle la relut pour stimuler sa force défaillante en criant : « Courage, mon agneau, la petite mère est en route. » Bientôt les nuages amoncelés se fondirent en de longues traînées de pluie qui lui fouettèrent le visage et d'abord la rafraîchirent, mais très vite la trempèrent jusqu'aux os, faisant de ses vêtements mouillés un poids plus lourd encore à ses épaules, et changeant le sentier en un amas de boue où s'enlisaient et s'enchevêtraient ses pieds chancelants. Sous la morsure du vent et sous l'averse furieuse elle allait, boitillant, trébuchant. Une angoisse nouvelle la poignait maintenant. Aurait-elle la force de tenir? A chaque minute écoulée, son pas se faisait plus lourd et plus lent: elle avançait en se traînant comme une limace. Et plus son allure se ralentissait, plus devenait aigu le pressentiment de ce qui l'attendait à la fin du voyage. Recueillerait-elle ses dernières paroles? Peut-être — affreuse pensée — n'arriverait-elle que pour se trouver en face de son cadavre? Peut-être Dieu allait-il la punir d'avoir voyagé le saint Jour du Sabbat?

— « Courage, mon agneau, gémit-elle, ne meurs pas encore, la petite mère arrive. »

La pluie cessa : un soleil ardent, brûlant, pa-

(1) Heroïne d'un poème de Spenser : *The faerie queen*.

rut, qui sécha ses mains et son visage, mais les fit ruisseler à nouveau de transpiration. Chaque centimètre de terrain apportait à présent une torture; pourtant les pieds héroïques continuaient d'avancer. Une voix mourante, bien éloignée encore hélas! semblait l'appeler, et tout en se traînant, elle murmurait : « Je viens, mon agneau, courage, la petite mère est en route. Courage, je te verrai encore. Je te retrouverai vivant. »

A un moment, un charretier qui passait, voyant sa détresse, lui offrit une place, mais elle secoua la tête avec fermeté. L'après-midi s'avançait; elle rampait presque à travers la forêt, trébuchant çà et là par excès de faiblesse, et écorchant ses mains et sa figure aux ronces du sentier. Enfin l'âpre soleil disparut et des vapeurs commencèrent à s'élever à la surface des mares forestières. Et toujours les lieues sans fin s'étendaient, et toujours elle avançait, inerte d'épuisement, à peine consciente, ne faisant un pas que parce qu'elle venait de faire le précédent. Pourtant par intervalles, elle murmurait encore : « Courage, mon agneau, j'arrive. »

Le Sabbat était terminé bien avant que brisée, saignante, à demi-évanouie, les membres exténués, la petite grand'mère pût enfin atteindre en rampant presque, et le cœur glacé par le fatal pressentiment, l'auberge de son fils à l'orée de la forêt.

A la porte, rien du bruyant va et vient habituel des paysans polonais le samedi soir, mais le son de voix nombreuses qui entonnaient sinistrement un hymne hébreu. Un homme en caftan ouvrit la porte et machinalement leva le doigt pour l'avertir d'entrer sans bruit. La petite grand'mère regarda dans la chambre de derrière et vit sa belle-fille et ses petits-enfants accroupis sur le plancher, siège de ceux qui sont en grand deuil...

— Béni soit le Vrai Juge! murmura-t-elle en déchirant ses vêtements. Quand est-ce arrivé?

— Hier. Nous avons dû l'enterrer en hâte à cause du Sabbat approchant.

La petite grand'mère éleva sa voix tremblante et la joignit à l'hymne :

« Je chanterai pour toi un nouveau chant,
« ô Seigneur; sur la harpe à dix cordes je chan-
« terai tes louanges!...

Les garde-malades ne purent comprendre quel afflux soudain de force et d'énergie venait de soulever la forme momifiée qui gisait là et l'avait assise sur son lit. La petite grand'mère portait la main à sa poitrine décharnée : elle en tira un papier aussi plissé et jauni qu'elle même, convert d'hiéroglyphes étranges, biscornus, à la couleur depuis longtemps effacée; elle l'éleva vers ses pauvres yeux chassieux, où parut une belle lumière qui illumina le visage aux mille rides. Ses lèvres s'agitèrent lentement : « Courage, mon agneau, marmotta-t-elle. Courage! La petite mère est en route. Je verrai ton visage. Je te retrouverai vivant. »

Israël Zangwill.

(Traduit de l'anglais par Mme Marcel Girette)

LE RAPPROCHEMENT SERBO-BULGARE

La Yougoslavie et la Bulgarie sont enfin parvenues à se mettre d'accord pour réprimer par une action commune la propagande terroriste des comitadjis bulgares, dont les incursions en territoire serbe troublaient constamment les rapports de bon voisinage entre les deux pays. Cet accord, s'il est loyalement appliqué en Bulgarie, peut donner d'excellents résultats et certains prévoient même qu'il peut ouvrir la voie vers la réconciliation des deux peuples, ce qui serait, assurément, la meilleure garantie de la paix dans les Balkans. Pour nous, de telles prévisions sont encore un peu prématurées et la question qui se pose actuellement est de savoir si le gouvernement de Sofia parviendra à maîtriser les organisations du Comité macédonien en Bulgarie et s'il a l'autorité suffisante pour exécuter les clauses de l'accord qui vient d'être négocié à Nisch. Car, il ne faut pas oublier que M. Stambouliski lui-même, tout en étant un partisan éprouvé du rapprochement serbo-bulgare, a hésité pendant trois ans pour s'engager résolument dans la voie que le traité de Neuilly a imposée à la Bulgarie. Avant de se résigner à chercher une entente directe avec la Yougoslavie, M. Stambouliski a bien essayé de soulever la question des « minorités bulgares » en Serbie et dans le but évident d'aboutir

à la révision des clauses territoriales du traité de paix. A cet effet, il s'était adressé d'abord à la Conférence de Gênes et ensuite à la Société des Nations, lui signalant le prétendu danger de guerre, créé par la note collective que la Roumanie, la Grèce et la Yougoslavie ont remise à la Bulgarie, le 14 juin 1922, l'invitant à mettre fin aux agissements des comitadjis bulgares qui s'organisent librement sur son territoire pour se livrer à des incursions continuelles dans les pays voisins. Ce n'est qu'après le refus du Conseil de la Société des Nations de prendre en considération les doléances du gouvernement bulgare et l'invitant à s'adresser directement aux gouvernements intéressés, que M. Stambouliski a compris que la Bulgarie devait renoncer à tout espoir de révision du traité et qu'il ne lui restait qu'à s'entendre avec les Etats voisins pour vivre en paix avec eux. C'est dans ces conditions qu'il est entré en contact avec le gouvernement yougoslave, en lui proposant d'examiner en commun les conditions dans lesquelles il serait possible de mettre fin à l'action des comitadjis dans les régions frontières serbes. Le gouvernement yougoslave a accepté avec empressement cette proposition et a même consenti à ce que M. Stambouliski se rende personnellemnt à Belgrade pour mieux examiner la question. Il s'y est entretenu longuement avec M. Pachitch, président du Conseil, M. Nintchitch, ministre des Affaires étrangères, et a été même reçu par le roi. Un accord de principe était intervenu pour réunir une conférence serbo-bulgare afin de fixer les conditions d'une coopération efficace en vue de mieux surveiller la frontière commune et de protéger la sécurité des populations dans les régions frontières serbes contre les incursions des comitadjis.

La conférence serbo-bulgare, qui a revêtu un caractère purement technique, s'est réunie à Nisch le 1er mars dernier. Elle a abouti à un accord que les délégués des deux pays ont signé *ad referendum*, le 27 mars. L'accord doit entrer en vigueur aussitôt qu'il sera signé également par les deux gouvernements.

Que contient cet accord de Nisch? On l'ignore, ou du moins on ne le sait pas encore d'une façon précise. Les discussions et les décisions prises n'ont pas été rendues publiques pour ne pas provoquer des polémiques de presse qui auraient pu compromettre les négociations. Cette discrétion a été observée surtout pour préserver M. Stambouliski contre les critiques et les attaques de ses adversaires qui le combattent avec acharnement et justement à cause de ses efforts actuels en vue d'aboutir à un rapprochement avec la Yougoslavie. Néanmoins, on sait que l'accord contient une dizaine de clauses qui prévoient le renforcement de la police frontière des deux côtés, leur coopération pour surveiller la frontière et pour poursuivre les bandes de comitadjis en territoire serbe aussi bien qu'en territoire bulgare. Les patrouilles de police serbe peuvent, en cas de besoin, franchir la frontière bulgare sans demander l'autorisation préalable, étant munies d'une autorisation générale. Les commandants de la police frontières serbes et bulgares auront plein pouvoir de se tenir en contact et de se concerter sur les mesures à prendre, suivant que les événements le nécessiteront et sans qu'ils aient besoin de recevoir des instructions particulières pour agir.

M. Stambouliski a déjà fait connaître au gouvernement de Belgrade sa ferme résolution d'exécuter intégralement l'accord de Nisch et il a pris des mesures énergiques à cet effet. L'état de siège a été proclamé dans le département de Pétrich et dans l'arrondissement de Doupnich, en Bulgarie, où vivent les comitadjis en masses, terrorisant les autorités et même la population civile. Il faut attendre maintenant les résultats de ces mesures. Si elles sont efficaces et si M. Stambouliski réussit à désarmer les comitadjis, non seulement dans les régions frontières mais aussi dans toute la Bulgarie, il créera la possibilité à ce que les deux Etats voisins réglent également par une entente directe d'autres questions en suspens. Il en est déjà question et le ministre de Serbie à Sofia a été dernièrement à Belgrade recevoir des instructions pour les pourparlers qui doivent s'engager à Sofia en vue de conclure une convention pour la livraison des coupables qui ont commis ou ordonné des massacres en Serbie pendant la guerre et sous l'occupation bulgare, ainsi que pour régler diverses questions d'ordre économique et financier touchant les droits reconnus à la Yougoslavie par le traité de Neuilly.

Les élections législatives, qui doivent avoir lieu en Bulgarie le 22 courant, donneront certainement une indication précise sur les dispositions du peuple bulgare, s'il est pour ou contre le rapprochement serbo-bulgare. Si M. Stambouliski obtient une fois de plus sa

grande majorité, les rapports entre les deux pays pourront se développer dans de bonnes conditions et dans leur intérêt commun. Et si la Bulgarie donne des preuves réelles de sa loyauté et qu'elle renonce à toute arrière-pensée, le peuple serbe, qui a été victime de ses deux trahisons successives, lui accordera certainement sa confiance pour la troisième fois afin d'entretenir avec elle des rapports de bon voisinage, en attendant que le temps fasse son œuvre et qu'il soit possible de réaliser entre les deux peuples un rapprochement plus étroit.

D. Tomitch.

LA SITUATION EN SYRIE ET SES REMÈDES

Le spectacle est certes réconfortant de voir toutes les forces morales de la nation appuyer l'action du gouvernement dans la Ruhr et faciliter ainsi le gain d'une partie où se joue l'avenir du pays. Pourtant la gravité des affaires allemandes ne doit pas seule absorber nos préoccupations. Il y a de par le monde d'autres problèmes qui sollicitent aussi de nous une vigilance attentive, au premier rang desquels se pose l'insoluble question d'Orient. Les aspects de celle-ci se transforment avec une rapidité déconcertante, et nous n'avons pour l'instant rien à augurer de favorable des surprises qu'elle nous ménage. Notre prépondérance historique dans le Levant décline en effet de jour en jour, si bien, qu'à peine entamée en 1914, elle tend à n'y être bientôt qu'un souvenir.

Pour concevoir à quel point, là-bas la situation de la France est partout compromise, il suffit de l'exemple de la Syrie, où cependant le mandat nous confère théoriquement une autorité sans partage et une influence absolue. Il y a dix ans à peine, on appelait à juste titre cette province ottomane la « France du Levant », tant elle était imprégnée de la culture et des traditions françaises. En 1919 encore — l'enquête américaine l'a démontré, malgré la pression exercée contre nous, — la majeure partie des populations syriennes appelait de ses vœux et de son vote la tutelle de la France. Aujourd'hui, tous les musulmans souhaitent le retour des Turcs, et les chrétiens ne manifestent plus envers nous qu'une fidélité fort attiédie. Bref, le mécontentement est général, et gagne jusqu'à nos amis les plus éprouvés.

Les causes d'une évolution aussi radicale et d'une désaffection si prompte sont multiples et infiniment complexes. La Grande Guerre a renforcé les aspirations nationalistes dans tout l'Orient et, contrairement à ce qu'on pourrait croire, profondément atteint le lustre d'une Europe à bout de forces et par conséquent moins redoutable. Quant au prestige séculaire de la France, il s'est effondré sous le poids des erreurs commises et l'humiliation des renoncements consentis, malgré la continuité des bienfaits et l'auréole de la victoire.

L'Oriental veut être impressionné. Son amitié, sa reconnaissance même demeurent platoniques s'il ne subit en même temps l'ascendant de la force, de la puissance et de la richesse. De plus avisés que nous en ont fait étalage; dans leur ombre nous avons trop bénévolement accepté le rôle du brillant second, c'est-à-dire du comparse besogneux, modeste et sacrifié.

Plier servilement notre politique aux vues de nos alliés, y subordonner nos propres intérêts ne nous qualifiait guère, il faut l'avouer, pour défendre utilement la cause des populations confiées à notre garde. Les Syriens s'y sont d'autant moins trompés qu'ils firent bien souvent eux-mêmes les frais de nos abdications. Et très vite ils ont perdu la foi en l'efficacité de la protection de la France. Aussi nous ont-ils à peine su gré d'avoir purgé leur pays de l'anarchie chérifienne, pour avoir attendu dix-huit mois cette opération tardive.

Nos succès militaires contre les nationalistes, entre autres la prise d'Aintab, le Verdun turc, eurent, il est vrai, un immense retentissement. Mais presqu'aussitôt l'accord d'Angora allait effacer tout le bénéfice moral si chèrement acquis. Le fait de souscrire une convention aussi désastreuse signifia clairement, pour nos amis comme pour nos adversaires, l'épuisement complet de la France et son incapacité de poursuivre la lutte. Les chrétiens y virent en outre l'abandon définitif de notre protectorat traditionnel. Saura-t-on jamais combien l'exo-

de des Arméniens fuyant la Cilicie restituée aux Turcs a semé sur leur chemin de suspicions et de rancunes contre les Français!

Enfin nous avons importé en Syrie la plaie d'un fonctionnarisme dont beaucoup d'éléments étaient douteux ou maladroits. Cela ne nous a pas été pardonné. Pendant la guerre les Alliés se proclamaient à tout propos les champions des petites nations, de leurs droits et de leurs libertés. Les peuples d'Orient prirent ces promesses au pied de la lettre, et leur désillusion fut amère lorsqu'ils reconnurent avoir seulement changé de maîtres. Dûment endoctrinés par les propagandes les plus perfides, qui soulignaient complaisamment nos fautes et dénaturaient nos meilleures initiatives, les Syriens, particulièrement déçus, n'ont vu dans le mandat qu'une colonisation déguisée. De ce jour la France fut discréditée à leurs yeux.

Voilà pourquoi ils se détachent de nous.

Suspendant leurs rivalités, ajournant leurs querelles, les musulmans de tout l'Orient font aujourd'hui bloc en face de l'Europe. Car le principe de la fraternité entre « croyants » demeure intact, tel que l'institua Mahomet, il y a treize siècles. Aussi voyons-nous les musulmans de Syrie, qui forment plus des deux tiers de sa population, faire trêve à leur particularisme et regarder vers les Turcs auxquels les unit fortement la solidarité de l'Islam. Depuis quatre ans d'ailleurs les preuves abondent de la coopération turco-arabe contre nous et contre les Anglais.

Déjà en 1919, alors que le désordre et l'insécurité sévissaient dans la zone arabe de Damas et d'Alep, beaucoup de gens regrettaient tout bas le régime ottoman. Le calme a reparu, mais loin de s'atténuer, les sentiments turcophiles se sont développés. Les victoires des nationalistes n'y ont pas été étrangères. En Syrie, comme dans le reste de l'Asie, elles soulevèrent l'enthousiasme des masses islamiques, qui supportent avec une impatience croissante l'ingérence européenne dans leurs affaires. Angora ne l'ignore pas, et certains extrémistes ne dissimulent plus leur dessein de restituer Alep et Alexandrette à la patrie turque; ils espèrent même que Damas, où leurs partisans grossissent, ne demeurera pas toujours en dehors des frontières de la Turquie restaurée. Les modérés, dont Moustapha Kemal reste le chef, ne formulent pas encore, ouvertement du moins, de telles ambitions. Ils s'en tiennent jusqu'à nouvel ordre aux limites fixées par l'accord d'Angora; Ismet Pacha l'a très loyalement reconnu, lorsqu'à Lausanne, par une imprudence peut-être calculée, lord Curzon proposa de lier la question de Syrie à celle de Mésopotamie. Mais en Orient plus qu'ailleurs, l'impossibilité d'aujourd'hui peut aisément devenir la réalité de demain. Temporiser y est dangereux; les dispositions, accommodantes au début, tournent à l'intransigeance, et les esprits, d'abord conciliants, se montrent, quelques mois plus tard, irréductibles. L'histoire des quatre dernières années en témoigne. Rien ne nous garantit au surplus que les modérés d'Angora conserveront indéfiniment le pouvoir; la lutte est chaude au sein de la Grande Assemblée, et les intraitables paraissent gagner du terrain.

Pareillement, sous l'empire des circonstances, les conceptions du gouvernement turc sont susceptibles de se modifier. Qu'en Syrie des manifestations se produisent en sa faveur, résistera-t-il toujours à la tentation de s'annexer cette contrée? Il excelle, nous le savons, à interpréter les principes wilsoniens et le Pacte National, singulièrement imprécis sur le chapitre des limites? Ceci n'est qu'une hypothèse. Mais voici qui est réel. L'opinion britannique, dont l'impatience va croissant contre les charges inhérentes au mandat sur la Mésopotamie, en réclame chaque jour plus impérieusement la suppression. Le gouvernement de Londres y consentira-t-il? Pas avant, soyons en convaincus, de s'être fait de quelque façon assurer par les Turcs le droit d'exploiter et de protéger effectivement les pétroles de Mésopotamie et ceux de la Perse, qui forment depuis vingt ans le pivot de sa politique orientale. Puis, afin de couvrir son amour-propre, très amicalement il nous insinuera l'idée d'imiter le désintéressement de son geste, et les revendications turques sur la Syrie acquerront de ce fait un poids presqu'irrésistible.

Pareille éventualité venant à se réaliser — et elle n'a rien d'invraisemblable — quelle figure ferions-nous? Singulièrement précaire deviendrait là-bas notre situation. Après tant d'obstacles surmontés, tant de millions dépensés, de vies humaines sacrifiées, nous faudrait-il obéir une fois de plus aux suggestions anglaises, liquider à perte cette aventure, et renoncer pour toujours aux mirages de l'Orient?

D'aucuns le préconisent dès à présent. Ils

n'imaginent pas, sans doute, le déséquilibre que notre disparition du Levant provoquerait en Asie, en Afrique du Nord, en Europe même, et dont nous serions les premières victimes?

Nous ne pouvons plus, ni ne devons envisager semblable solution. Disparaître du Levant équivaudrait en effet pour la France à choir au rang des puissances secondaires, sans la participation desquelles se règlent les destinées du monde.

Pour l'instant d'ailleurs, rien n'est encore perdu. Un peu d'expérience de l'Orient permet au contraire d'affirmer qu'une politique ferme et libérale tout à la fois regrouperait bientôt autour de nous les sympathies et nous vaudrait comme autrefois, le respect et l'admiration. Déjà, si l'attitude de la délégation française à Lausanne avait paru moins inconsistante, l'écho de notre énergie à l'égard de l'Allemagne eût plus profondément retenti en Orient.

Mais si nous voulons nous maintenir en Syrie, il serait bon d'aviser aux moyens et de réformer d'urgence une manière de faire dont l'épreuve ne fut pas concluante. La Syrie doit cesser d'être la villégiature aux grasses prébendes où les fonctionnaires de notre administration métropolitaine s'en vont à tour de rôle faire une cure de soleil et goûter les charmes de la couleur locale. Quels services la France et la Syrie peuvent-elles attendre de ces gens, même des mieux intentionnés mais qui, envoyés à l'improviste, et sans préparation, ne savent rien du pays, de ses coutumes, de ses traditions et de ses besoins? Leurs fautes de tact, leur mollesse ou l'exagération de leur sévérité indisposent les populations; ignorant tout des gens et des choses de l'Orient, ils ne sont pas prémunis contre les propos qu'il vaut mieux taire, les gestes à éviter, les décisions irréfléchies; ils ne soupçonnent pas que certains actes ou certains mots provoquent des interprétations passionnées et parfois des conséquences imprévues. Leur simplicité choque ou leur rudesse offense. Les uns se croient habiles en maniant l'oriental à l'instar du Français, les autres s'imaginent énergiques en le traitant comme un sauvage.

Voici que la restriction des crédits votés par le Parlement pour la Syrie, si regrettable à tant d'égards, oblige le Haut-Commissariat à une organisation simplifiée. L'occasion s'offre ainsi d'octroyer aux Syriens, naturellement et de notre plein gré, des concessions opportunes. N'attendons pas, en effet, d'y être contraints, et méditons l'exemple des Anglais en Egypte. Pour avoir cédé trop tard, ils durent céder davantage, et l'irritation persiste aussi vive sur les bords du Nil contre la domination étrangère.

Il ne peut plus bien entendu s'agir d'administration directe ou même indirecte. La modicité des ressources allouées interdit désormais de doubler les fonctionnaires indigènes d'adjoints français. L'Etat ou les Etats syriens subviennent dès maintenant par eux-mêmes à tous leurs besoins; il faut leur accorder en outre le droit de se régir à leur convenance, c'est à dire l'autonomie complète, tempérée au sommet par le contrôle du seul Haut-Commissaire. La place des agents français n'est plus dorénavant dans les postes administratifs, à moins d'être aux gages exclusifs de l'Etat qui les emploie.

Il est évident que, de longtemps encore, un tel état de choses ne sera pas la perfection. Il y aurait miracle à voir ces gouvernements neufs et inexpérimentés, capables du premier coup de mener leurs affaires sans heurts et suivant la technique moderne. Mais à quoi bon brusquer leurs progrès? Toute contrainte serait prématurée, vaine et odieuse. Gardons-nous de faire, ainsi que l'écrivait lord Cromer « des mahométans démahométanisés et des Européens invertébrés », et d'introduire chez eux à nos dépens l'anarchie intellectuelle et morale. L'Orient ne saurait s'européaniser au commandement, ni se dégager en un jour de ses routines millénaires pour adopter d'emblée nos méthodes et notre mentalité. Que les indigènes en conçoivent peu à peu les avantages, ils se les assimileront spontanément et très vite. C'est dans ce sens que doit intervenir le représentant de la France. Notre Haut-Commissaire est le guide et le conseiller tout désigné des organismes politiques et administratifs de la Syrie. Son rôle est désormais de les aider à franchir les étapes, d'inspirer graduellement les réformes, de parer aux improvisations ruineuses, de proportionner les entreprises aux possibilités.

N'oublions pas qu'en Syrie vivent des peuples très vieux qui furent jadis à l'avant-garde de la civilisation. Leur rééducation est déjà à demi accomplie. Ayant autrefois réalisé de grandes choses, animés d'un sincère désir d'améliorations nouvelles, ils méritent qu'on leur fasse crédit. Il y a là-bas sans doute, entre groupements ethniques et religieux, des rivalités an-

cestrales, des haines invétérées. Le Haut-Commissaire doit en être l'arbitre bienveillant mais impartial; il appuiera, s'il le faut ,ses avis de sagesse et de modération par un droit de veto indispensable pour rectifier paternellement les erreurs et réprimer sans pitié les abus, tandis que, disposant des forces militaires françaises et indigènes, il veillera à la sécurité intérieure et extérieure du pays.

A cette besogne ne doit pas se borner sa tâche.

Dans les circonstances actuelles, où nous assistons au réveil de l'Islam, la Syrie offre pour la France un magnifique poste d'observation. Là nos agents se trouvent à même de centraliser les renseignements qui convergent de l'Afrique et de l'Asie, et, dans le voisinage des Villes saintes, sur la route des pélerinages, de tâter directement le pouls de l'Islam. D'autre part, nos œuvres scolaires instruisent des milliers d'élèves, dont beaucoup appartienent aux contrées voisines; à l'école de nos maîtres, les élites dirigeantes des peuples d'Orient apprennent à penser librement en français. Leur éducation terminée, et de retour dans leur patrie, ces jeunes gens, dont quelques-uns demain gouverneront leurs concitoyens, répandent autour d'eux le goût et la culture française; gagnés par l'exemple constant de notre supériorité morale, ils maintiennent vivaces les sympathies pour la France et se constituent presqu'inconsciemment les gardiens vigilants et les actifs auxiliaires de notre influence.

Mais il faut qu'auprès de notre Haut-Commissaire, tous les ouvriers de la pensée française sans distinction, tous les artisans de notre expansion pacifique et civilisatrice soient assurés du plus large accueil et d'un appui sans réserves. La Syrie doit rester, ce qu'elle était avant la guerre, le grand centre pédagogique français, exerçant une action déterminante sur tout l'orient de la Méditerranée, de l'Egypte au Bosphore de la Syrie à la Perse.

C'est là une belle et noble mission pour laquelle il faut moins de fonctionnaires et de soldats que de volonté méthodique, d'influence personnelle et d'activité toujours en éveil. Le choix de ceux auxquels elle sera confiée n'est donc pas indifférent. Vingt collaborateurs suffisent autour de notre Haut-Commissaire, mais tous gens rompus aux questions orientales, d'un désintéressement absolu et d'un dévouement sans limites à l'œuvre commune. Sur leurs épaules reposera l'édifice, aujourd'hui singulièrement lourd et fragile, de la situation de la France, non pas seulement en Syrie, mais dans tout le Levant, Le gouvernement français serait bien inspiré de les rechercher à la mesure de leurs responsabilités.

Roger de Gontaut-Biron.

BARCELONE ET L'ORIENTATION SPIRITUELLE DE LA CATALOGNE

La Revue Provençale « *Le Feu* » a consacré à Barcelone et à la Catalogne un de ses récents numéros. De courts, mais substantiels articles, dûs à des Catalans notoires, exposent la thèse de la nationalité catalane. Les idées émises, le tableau des expériences réalisées, la nomenclature des succès obtenus, méritent d'être connus et médités. Sans doute les revendications politiques de la Catalogne, soit en vue d'une certaine autonomie, soit même en vue d'une complète indépendance, ne sont pas nouvelles. L'activité dont témoigne ce peuple aussi bien dans le commerce que dans les arts n'est plus méconnue du public français, mais on ignore généralement certaines des causes profondes qui assurent le succès du mouvement nationaliste catalan et les buts précis que poursuit cette nation. Le puissant intérêt à les connaître constitue un véritable enseignement.

En quelques lignes significatives, M. Puig I Cadafalch, président de la *Mancomunitat*, c'est-à-dire du gouvernement régional catalan, a résumé l'importance prise par la ville de Barcelone dans la formation de l'unité catalane.

Au cours des derniers siècles, la Catalogne avait cessé d'avoir une vie nationale intense et s'était insensiblement habituée à ne plus être qu'une province espagnole, qui avait malgré tout conservé certaines particularités. Alors que la campagne s'était figée dans une attitude passive et indifférente, la ville de Barcelone au contraire se développait, devenait une grande cité laborieuse, dont la population passait pour se consacrer exclusivement à l'accroissement des richesses matérielles. C'est cette même ville, en effet, qui a créé en Catalogne un vaste mouve-

ment de renaissance intellectuelle et morale. Le rôle joué par Barcelone est saisissant et peut-être unique : c'est la ville dans son anonyme immensité qui a recréé la nation et non pas, comme le fait s'est passé ailleurs, quelques individualités rassemblées par hasard dans la cité.

On peut se demander pour quelles raisons cette ville moderne, matérielle, réussit à secouer l'engourdissement intellectuel qui avait gagné la Catalogne entière.

La grande raison, la raison profonde, vient du caractère du développement de Barcelone. Le XIXe siècle aura vu surgir des cités géantes, passant en quelques années de quelques milliers à des centaines de milliers d'âmes. Le développement de la plupart de ces villes est dû à une cause principale, souvent fortuite. Une grande industrie, celle de l'automobile par exemple, s'est créée là; elle aurait pu se créer ailleurs. Telle autre cité est devenue un lieu de transit; telle autre est née de la découverte de ressources minières, etc. Le développement de Barcelone au contraire, est dû à de multiples causes, qui forment un ensemble harmonieux. La vieille cité sut grandir en conformité de ses destinés profondes.

Barcelone comprit merveilleusement son rôle historique et géographique. Elle comprit que sa prospérité devait être celle d'une capitale véritable, qu'elle ne pouvait maintenir sa richesse qu'en restant fidèle à son rôle permanent. Barcelone devait être une grande ville et un grand port méditerranéen. Elle entraîna avec elle toute la Catalogne vers la Méditerranée, vers les eaux bleues qui tentent le commerce, vers la civilisation méditerranéenne, c'est-à-dire vers ces nations si anciennes et éternellement jeunes qui ne cessèrent de guider et d'embellir l'humanité.

Barcelone est, aujourd'hui, une cité d'un million d'âmes. Tous ceux qui l'ont visitée ont célébré sa vie inquiète, ardente et d'une activité si intense. On a vanté, avec raison d'ailleurs, ses vieux quartiers, ses rues étroites et pittoresques, ses fameuses ramblas, avec leur foule alerte et ses fleurs vivantes; toute cette joie et cette beauté offertes avec violence, mais sans vulgarité.

Car rien n'est banal, rien n'est tristement laid dans Barcelone. Les quartiers modernes ont souvent une magnifique ampleur et une correction de capitale, dont la puissance s'est imposée depuis longtemps. On peut rêver, si on y tient, en fumant sa cigarette, sous les arcades du cloître de la Cathédrale. Mais surtout quel que soit le spectacle de la rue, des vieilles places calmes, ou des rues grouillantes de Santa Maria, on est attiré, séduit, entraîné; les sens sont actifs, le cerveau bouillonne et le cœur bat. Et puis, enfin, il y a la mer, la mer où s'en vont, nombreux, les lourds vapeurs allongés ou ventrus, où toujours, comme au temps d'Homère, on tire sur le sable les rondes barques des pêcheurs.

La Catalogne entière travailla à la prospérité de Barcelone. Des campagnes et des petites villes descendirent vers la cité méditerranéenne les hommes entreprenants et volontaires. Ils entraînèrent souvent avec eux les voisins les plus proches des pays de Valence, des Baléares, de l'Aragon. Enfin ils attirèrent hors de leurs plateaux les Castillans, tentés par une activité et une richesse qu'ils ne trouvaient pas chez eux.

Les revendications catalanes n'ont en vue ni la satisfaction d'un certain amour-propre, ni la reconnaissance d'un particularisme plus ou moins pittoresque. La base des revendications catalanes est un désir violent de parvenir à un haut idéal de civilisation. La Catalogne veut être un grand peuple, et s'associer aux grandes civilisations méditerranéennes avec lesquelles elle se sent des affinités précises.

Animée d'un tel esprit, la politique catalane est forcément constructive. Il y aurait une étude intéressante à faire sur l'œuvre accomplie par la *Mancomunitat*. Ce qui frappe avant tout, c'est l'harmonie parfaite qui existe dans cette œuvre déjà immense. Le développement du bien-être matériel va de pair avec le rayonnement de la pensée et de l'art, avec l'affirmation chaque jour plus nette d'une volonté politique personelle. Il suffit pour s'en rendre compte de jeter les yeux sur le tableau précis que M. Rovira I Virgilei a tracé de l'activité de la *Mancomunitat* :

« Moralement, elle s'est vouée à la haute culture et à la culture populaire. Tandis que d'un côté elle instituait les Cours Monographiques Internationaux de Hautes-Etudes : laboratoires de Psychologie Expérimentale, Centre d'Etudes Juridiques, Institut de Physiologie, de l'autre, elle organise des bibliothèques populaires dans diverses villes catalanes, elle crée la Commission d'Education Générale, l'Institut d'Orientation Professionnelle, Etudes Normales, Ecole d'Etè, d'Infirmières, Professionnelles pour la femme, Locales d'Industrie, de Hautes-Etu-

des Commerciales, de Commerce, etc... Sans parler de ces autres Institutions que lui confia la Députation de Barcelone quand, il y a trois ans, elle remit tous ses services à la *Mancomunitat* : Institut d'Etudes Catalanes, savante corporation autonome qu'elle subventionne largement, la Bibliothèque de Catalogne (la meilleure à Barcelone, supérieure à toutes celles de l'Etat), Ecole d'Administration, Université Industrielle (ensemble admirable d'enseignement technique industriel et artistique, comparable aux meilleures institutions similaires du Nord-Amérique).

« La *Mancomunitat* a pris à sa charge de nombreuses obligations que l'Etat central espagnol très arriéré en sciences avait négligées ou qu'il avait sans cesse différées : la cartographie géographique et géologique catalanes, Météorologie, Inventaire et Conservation des Monuments.

« En agriculture, la *Mancomunitat* s'est tout de suite chargée de l'Ecole d'Agriculture (fondée par la Députation de Barcelone) qu'elle élargit et perfectionne. En outre de leur enseignement et de leurs services techniques, les professeurs de cette école visitent constamment les régions agricoles de la Catalogne, donnant aux cultivateurs des conférences et petits cours pratiques sur les travaux champêtres. Les services techniques comprennent : Laboratoire d'analyse agricole, Arbres fruitiers, Terres labourables, Œnologie et Viticulture, Action sociale agraire, Cheptel et Reboisement. Ce dernier service a organisé plus de trente concours et fondé une section de Pathologie animale. L'Institut de Mécanique appliquée a organisé l'an passé une Exposition de Machines et un Concours de Tracteurs ».

Il faudrait ajouter à cette liste déjà longue les Maternités, Hospices, Etablissements de Bienfaisance et dans un autre ordre d'idées, les Bourses de Travail, l'Institution de Politique sociale, la Caisse de Crédit communal, etc.

« Notre problème, écrit M. Joan Estelrich, n'est pas administratif, ni d'antagonisme politique, ni d'exacerbation particulariste. C'est un problème de culture : mettre à profit l'agitation nationaliste pour donner une solution à la gestion culturale de notre race. Cette question s'enracine et puise son aliment dans la renaissance littéraire. Elle est le soutien puissant, le flambeau de notre enthousiasme. Si le développement économique a fourni des éléments à notre œuvre reconstructrice, la grande fonction créatrice, justificatrice, régulatrice, a été réservée à l'intelligence... »

La renaissance littéraire de la Catalogne n'est pas un projet; c'est une réalité. La littérature catalane existe; elle s'est signalée depuis de nombreuses années dans la poésie, le roman, le théâtre, la critique. Il faut la compter aujourd'hui parmi les grandes littératures contemporaines. Il y aurait lieu d'étudier dans le détail les genres, les œuvres et les hommes. Mais auparavant il y a un caractère de cette littérature qu'il importe de signaler. La littérature catalane veut être nationale, sans doute, mais en même temps humaine et participer à ce caractère d'universalité qui consacre la gloire des plus belles littératures du monde, littératures antiques, littérature française surtout. M. Joan Estelrich écrit :

« Ainsi nous en sommes arrivés à préciser les essences de notre tradition éminemment méditerranéenne. C'est dès lors que s'est dessiné dans notre pays un mouvement de classicisme, de réalisme politique, de réaction contre tout l'anecdotique en littérature. La Méditerranée est devenue un symbole. Plus, une garantie, un sens, une raison lumineuse, la clarté de l'esprit, une passion pour la liberté. En cherchant la plus authentique tradition catalane, nous avons remarqué comment nos prédécesseurs surent garder toujours le contact avec l'Europe essentielle. Tout en gardant notre saveur, nous n'avons pas fait groupe à part; nous ne nous sommes pas abandonnés à des influences extra-européennes. La nouvelle Catalogne prétend comme dans le passé communier avec les idéals humains patriotiques, esthétiques de l'élite européenne qui rayonne sur l'univers. Notre plus grande gloire serait de contribuer à faire plus haut ce renouveau classique annoncé par les signes du temps sur les sommités de l'âme contemporaine... »

Pour arriver à ce but, les écrivains catalans ont trouvé deux aides principales : l'humanisme, la connaissance et la vulgarisation de la culture gréco-latine et l'exemple de la France « éternelle transmettrice de levures universelles ». Ils considèrent la culture classique comme la base de la culture catalane. C'est par elle qu'ils peuvent exalter la conscience méditerranéenne de la nation, c'est par elle aussi qu'ils espèrent développer le sens international dans ce qu'il a d'élevé, de bienfaisant. Sur ce terrain ils se plaisent à trouver un guide dans le génie français et rendent ainsi hommage à l'universa-

lité de notre pensée et de notre civilisation.

La littérature classique et la littérature française sont, plus qu'aucune autre au monde, propres à façonner et à épanouir de fortes personnalités. Les Catalans savent fort bien que leur patrie restera petite par le nombre de ses habitants. Aussi ont-ils en vue le développement d'une culture qui fasse de leur civilisation une civilisation qualitative et non quantitative. Ils méditent l'exemple donné par la Norvège, petit peuple et très grande nation. Ils entendent occuper par la valeur de leurs hommes d'action, de leurs écrivains et de leurs artistes une place égale à celle que tiennent les peuples du monde les plus orgueilleux de leurs foules innombrables.

L'exemple de Barcelone nous donne à réfléchir. La grande cité catalane a été un peu l'émule de Paris, dont le développement fut toujours complet et harmonieux. Paris, une des villes les plus populeuses du monde, est celle où peut-être la mesure, les dimensions exactes, tant au point de vue matériel que moral, offrent le plus de perfection. C'est une attitude que notre capitale ne doit pas perdre. Mais, en dehors de Paris, nous avons nos grandes cités provinciales qui ont un rôle local à maintenir et qui pourraient trouver dans l'œuvre accomplie par la *Mancomunitat* des enseignements précieux. Enfin notre civilisation doit être elle aussi qualitative. Nous devons suppléer au nombre par la qualité. Parmi les éléments les plus utiles susceptibles de donner à la civilisation française le caractère d'excellence qu'elle a su atteindre dans le passé, il ne faut pas oublier l'humanisme pris dans un sens large, c'est-à-dire le maintien de la tradition classique. C'est toujours grâce à la connaissance de la civilisation classique que la langue et la pensée françaises conserveront ce caractère d'universalité qui a fait depuis des siècles admirer et aimer la France aux quatre coins du monde.

Jean Malye.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

COMMENT FAIRE PAYER L'ALLEMAGNE

Les opérations que nous avons entreprises dans la Ruhr se poursuivent normalement, malgré les innombrables difficultés que nous suscite le Gouvernement du Reich, appuyé, il faut bien le dire, par le sentiment national allemand qu'il a surexcité au plus haut point. Les écoles qui avaient été faites au début et qui étaient sans doute plus ou moins inévitables se corrigent peu à peu, et l'on sent venir le moment, où l'Allemagne, à qui notre occupation cause d'inextricables embarras, reprendra la conversation. Mais comment la reprendra-t-elle?

Par le communiqué de Bruxelles, les gouvernements français et belges ont déclaré solennellement qu'ils ne visaient aucun but politique, et que l'opération qu'ils ont entreprise n'a d'autre objet que d'obliger l'Allemagne à s'exécuter, et à payer aux Alliés ce qu'elle leur doit en fait de réparations.

Que leur doit-elle? Le problème a été compliqué comme à plaisir, aussi bien par les discussions auxquelles on s'est livré dans la presse que par les quinze conférences qui se sont succédé depuis la conclusion du traité de Versailles, de telle manière que le public n'y comprend plus grand'chose. En droit, nous en sommes toujours à l'état de payement de Londres qui fixait, on s'en souvient, la dette de l'Allemagne à 132 milliards de marks-or, ce qui constituait une réduction sensible sur les sommes exigées primitivement au titre des réparations. Or, de l'aveu à peu près unanime de tous ceux qui ont examiné d'un peu près le problème des réparations, refaisant éternellement cette toile de Pénélope que la duplicité allemande et les divergences entre alliés défont chaque jour, les états de payement de Londres ont fait faillite, notre faiblesse ayant permis au Reich de se livrer à la plus formidable escroquerie qu'ait enregistrée l'histoire. Dans le même temps qu'il se livrait à des gaspillages insensés, indemnisant généreusement tous ceux de ses nationaux qui avaient souffert de la guerre, les armateurs de Hambourg et de Brême aussi bien que les hobereaux de la Prusse orientale, dans le même temps qu'il avilissait

délibérément sa monnaie par une inflation sans exemple, il demandait en effet moratoire sur moratoire et donnait la preuve d'une mauvaise volonté que M. Lloyd George lui-même flétrissait vigoureusement dans son discours du 6 mai 1921. Il arrivait ainsi suivant le but qu'il s'était proposé, semble-t-il, dès les débuts, à faire admettre presque généralement qu'il se trouvait dans l'impossibilité de satisfaire aux obligations qu'on lui avait imposées. Aussi peut-on dire que, depuis ce moment, tous les hommes d'État de l'Europe, tous ceux qui ont l'ambition de le devenir et même un grand nombre d'économistes et de publicistes désintéressés n'ont-ils plus d'autre préoccupation que de se demander : Comment faire payer l'Allemagne?

Comment faire payer l'Allemagne? C'est le titre d'un petit ouvrage extrêmement intéressant de M. Georges Barnich, directeur de l'Institut de Sociologie Solvay, de Bruxelles (1), et l'on retrouve la même préoccupation dans la remarquable enquête politique que publient MM. Alfred de Tarde et Robert de Jouvenel (*La politique d'aujourd'hui*) (2).

Il semble que, jusqu'à présent, l'attitude des gouvernements intéressés au cours de ces quinze conférences dans lesquelles on a cherché à appliquer un traité difficilement applicable, ait été singulièrement flottante, et qu'ils n'aient jamais présenté que des solutions improvisées. Il est assez naturel que l'opinion, qui, mal informée, mal éclairée, ne s'est guère prononcée sur ces questions que de la manière la plus confuse, cherche enfin à faire entendre sa voix, et que ceux que les hommes politiques appellent dédaigneusement « des individualités sans mandat » poursuivent une solution que les gouvernements n'ont pas trouvée. C'est ce que fait M. Barnich, c'est ce que font MM. Alfred de Tarde et Robert de Jouvenel.

A la vérité, les deux ouvrages sont bien différents. M. Barnich a un système et il l'expose; MM. de Tarde et de Jouvenel se contentent de mettre en évidence les différentes thèses en présence dans le monde politique français, M. de Tarde se faisant le porte parole du Bloc national, M. de Jouvenel celui du Bloc des gauches. Mais ce qui est intéressant, c'est que les solutions entrevues par M. Barnich aussi bien que celles que l'on trouve esquissées dans les conversations que M. de Tarde eut avec MM. Paul Reynaud, Noblemaire, de Peyerimhoff, Forgeot qui appartiennent au Bloc national, ou des entretiens que M. Robert de Jouvenel a demandés à M. Hennessy, à M. François Albert, à M. Painlevé, qui appartiennent au Bloc des gauches, on trouve une même orientation. Sans doute, le Bloc national, qui représente la majorité de la Chambre, incline encore à croire que les seules solutions admissibles du problème des réparations sont des solutions nationales qui se règlent de peuple à peuple, des Allemands à nous, tandis que le Bloc des gauches n'a confiance qu'en des règlements internationaux, et estime que des problèmes tels que le payement de 132 milliards de marks-or ne peuvent être résolus en faisant fi de la solidarité économique des peuples. Sans doute, il apparaît d'abord que le Bloc national s'appuie sur la garantie d'une puissante armée, tandis que le Bloc des gauches, fidèle aux anciens dogmes de l'antimilitarisme, met tout son espoir dans les Conférences et les Congrès, mais, quand on en vient aux solutions pratiques on voit que les thèses se rapprochent beaucoup plus qu'il ne paraît tout d'abord.

*
* *

Ce que les trois écrivains constatent tout d'abord c'est que personne ne donne plus à la formule : l'Allemagne paiera le sens simpliste qu'elle eut dans l'esprit des hommes politiques de 1919. « Le plus ignorant conçoit désormais ce qu'est le change et quelles difficultés soulèvent les paiements. Les solutions de force ne sont plus défendues par leurs partisans de la même manière. On les considère moins comme un moyen de se payer soi-même que comme des procédés propres à donner à l'Allemagne le désir de payer ».

Mais comment l'Allemagne payera-t-elle?

Il y a, pour elle, trois moyens théoriques de s'acquitter envers les Alliés, étant donnée la dépréciation de sa monnaie.

1° Les paiements en devises étrangères.

2° Les réparations en nature et en main-d'œuvre.

3° Un emprunt international :

M. Robert de Jouvenel s'empresse d'indiquer qu'à son avis, le premier de ces moyens ne vaut pas grand'chose, chaque payement de cette

(1) Collection du Petit Guide politique. Ferenczi, édit., Paris.
(2) La Renaissance du livre, édit. Paris.

sorte aboutissant à priver l'Allemagne de ce qui lui reste de crédit et de ce qui nous reste d'espoir d'être payés. Le payement en nature et en main-d'œuvre a moins d'inconvénients, mais il en a aussi, bien qu'il ne rencontre plus la violente opposition d'intérêts et de sentiments qui se manifestait au début. A bien examiner, on s'est aperçu que ce qu'il y avait à lui reprocher, c'était bien moins le tort qu'il pouvait faire à l'industrie nationale que ce fait qu'il ne pouvait être mis en pratique qu'au moyen d'une collaboration financière de la France elle-même. M. Le Trocquer, Ministre des Travaux publics, auteur d'un plan très ingénieux, a été obligé de convenir, dit M. de Jouvenel que, pour l'exécution de ce programme, la France serait obligée de prendre à sa charge environ un tiers des dépenses à faire.

C'est l'emprunt international qui est généralement préconisé par les hommes du Bloc des gauches, et certes, au premier abord, l'idée est séduisante, particulièrement pour ceux qui craignent, par-dessus tout, une solution de force. Mais on se souvient que quand, pour la première fois, un projet d'emprunt international fut examiné par le Comité des banquiers présidé par M. Delacroix il fut immédiatement subordonné à une réduction considérable de la dette allemande, réduction qui ne serait admissible pour nous que par la compensation préalablement réalisée des dettes interalliées. Or l'Amérique s'est montrée irréductible sur ce sujet. Dès lors l'emprunt international paraît irréalisable et ceux qui prétendent que c'est l'occupation de la Ruhr, que c'est le « militarisme » français qui indisposent l'Amérique, font une supposition tout à fait gratuite.

Reste le système de la coopération industrielle franco-allemande, qui, combinée avec les réparations en main-d'œuvre, paraît décidément avoir la faveur des esprits les plus positifs.

« Ce mode de payement, disent MM. Alfred de Tarde et Robert de Jouvenel, bien qu'il rappelle peut-être sous une forme moderne les procédés de l'économie antique, paraît l'un des plus efficaces et l'un des mieux adaptés à notre économie présente. Il n'introduit pas dans le pays brusquement une masse de richesses susceptibles de se déprécier, mais il prépare les éléments d'une richesse future et certaine. Tels de ces travaux, comme l'aménagement du Rhône s'échelonnent sur dix ans et plus. En outre, le plan établi par M. Le Trocquer associe l'industrie française et l'industrie allemande dans ces entreprises. C'était là une nécessité économique autant que politique. Pour les cinq groupes de travaux prévus (aménagement du Rhône, de la Truyère, de la Dordogne moyenne, souterrain de Saint-Maurice à Wesserling, canal du N.-E.) le total des fournitures en main d'œuvre et en marchandises s'élèverait à cinq milliards deux cents millions environ; mais la contribution allemande ne couvrirait que trois milliards huit cents millions, et la contribution française monterait à un milliard trois cents millions. Il s'agit donc, au fond, d'une véritable association économique entre la France et l'Allemagne pour de vastes entreprises de construction sur le sol français. La est, pour nous, le grand intérêt de cette solution : elle est un acheminement vers d'autres modes plus généraux d'association économique, et même vers cette participation française aux affaires allemandes que réclament aujourd'hui beaucoup d'hommes politiques et d'hommes d'affaires de tous les partis...

Plusieurs formes de participation peuvent d'ailleurs être conçues : les unes qui laisseraient à la France le rôle passif d'un rentier qui touche ses coupons, les autres, de beaucoup supérieures à nos yeux, qui se rapprocheraient d'un véritable contrat d'association, contrat où chaque partie trouverait ses avantages, et dans lequel s'intégrerait notre créance de réparations. Il suffirait d'en poser le principe; l'application donnerait lieu à toute une série d'accords particuliers : accords de fournitures entre industries qui se complètent, accords de prix et de débouchés entre industries rivales... L'un de ces accords-type serait celui des métallurgistes lorrains et des métallurgistes de la Ruhr. L'industrie moderne fait du coke et du fer deux produits inséparables; or, depuis le traité, le coke est en Allemagne et le minerai de fer est en France. Pourquoi les industriels allemands qui possèdent le coke ne s'associeraient-ils pas aux industriels français qui détiennent le fer? La seule condition de cette entente serait qu'une part des fournitures allemandes fût affectée à la liquidation de notre créance ».

Il y a là l'ébauche d'une entente industrielle qui pratiquée de bonne foi finirait par amener un apaisement que tout le monde souhaite et que certains industriels allemands ont envisagé dès le début. Mais Alfred de Tarde et Robert de

Jouvenel qui ont mené leurs enquêtes dans deux groupes politiques opposés constatent qu'il y a un fort courrant d'opinion en leur faveur : « Paiement en marchandises, paiement en main d'œuvres et grands travaux, accords économiques entre la France et l'Allemagne, participation française au capital allemand, autant de solutions positives qui ne paraissent soulever aucun conflit politique et qui semblent appartenir à cette catégorie de solutions *nationales* que l'opinion sans distinction de partis est prête à faire siennes.

***

Le système de M. Barnich, qui est belge, se rapproche de cette participation du débiteur et du créancier aux mêmes affaires. Pour lui, le meilleur moyen de faire payer l'Allemagne, étant donnée la dépréciation du mark, serait d'exiger d'elle la livraison d'un certain nombre de titres allemands. Ce procédé fut préconisé dès 1920 par l'Institut Solvay, qui avait été chargé par la Commission des Réparations d'étudier les capacités de payement de l'Allemagne. L'Institut avait calculé qu'à la fin de l'année 1913, le capital-social de l'ensemble des sociétés anonymes allemandes s'élevait en chiffres ronds à 16 milliards de marks. Une évaluation, d'ailleurs assez arbitraire, de la valeur boursière de l'ensemble de ces sociétés donnait environ 30 milliards de marks. Au 31 décembre 1919, il y avait, en Allemagne 5.714 Sociétés Anonymes, avec un capital social de 21.350 millions de marks (évidemment des mark-papier). A la fin de 1920, l'activité industrielle était telle que l'on comptait plus de 6.000 sociétés anonymes, et les augmentations de capital portaient l'ensemble de la valeur nominale de ces sociétés anonymes à 30 milliards de marks environ. On voit, par cette évaluation, que l'Allemagne peut payer, ou du moins, peut payer quelque chose.

« En tenant compte, dit M. Barnich, de ce fait indiscutable que les mesures financières à imposer à l'Allemagne auront pour conséquence de donner une plus-value considérable aux portefeuilles de valeurs dont la livraison serait exigée, il semble indiqué de s'en tenir à la prise en gage d'une partie des quelques 6.000 valeurs mobilières cotées dans les bourses de Berlin et de province. Je pense que la livraison pourrait porter sur 30 0/0 de l'ensemble de ces valeurs. »

Suivant M. Barnich, il y a deux procédés qui permettent de réaliser l'opération : ou bien on opèrerait un prélèvement de 25 0/0 sur toutes les actions, et dans ce cas, l'opération prendrait une trop grande envergure et la réalisation des titres pourrait être difficile, ou bien le prélèvement devrait être limité à un nombre restreint de sociétés, quitte à être plus fort. De cette manière, les titres remis éventuellement à la Commission des réparations étant surtout des titres de grandes sociétés allemandes, le prélèvement serait plus aisé, ainsi que la liquidation.

Comment s'opérerait ce prélèvement?

« Il ne peut être question, dit M. Barnich, d'obliger le gouvernement allemand à effectuer dans les diverses Bourses de l'Empire, des achats de titres à concurrence du montant requis. Mais supposons qu'une loi soit intervenue qui décide de réquisitionner 20 0/0 des titres des sociétés choisies à cette fin. Le procédé le plus simple consisterait à obliger chacune d'elles à majorer la valeur nominale de son capital social dans les proportions nécessaires. Supposons une société au capital de 10 millions de marks, représentés par 10.000 actions de mille marks; il faut réquisitionner 20 0/0 de son capital. Elle crée 2.000 actions nouvelles qui sont remises à la Commission des réparations et son capital est ainsi porté nominalement à 12 millions. Le nouveau passif de 2 millions est contrebalancé dans ses livres par une créance correspondante sur le Reich. Pour cette société, la répartition des bénéfices sera seule changée; au lieu d'être partagés entre 10.000 actions, ils le seront entre 12.000.

Le second procédé de M. Barnich consisterait à exiger une réduction de la valeur nominale des actions; une société, par exemple, ayant un capital de 10 millions représenté par 10.000 actions de 1.000 marks serait tenue, pour un prélèvement de 20 %, de réduire la valeur de ces actions d'un cinquième, de manière que leur valeur nominale de 1.000 marks serait ramenée à 800 marks. Puis il serait créé pour 2 millions de marks d'actions nouvelles c'est-à-dire 2.500 actions de 800 marks, à transférer à la Commission des réparations. Le capital de cette Société serait donc représenté à l'avenir par 12.500 actions de 800 marks, c'est-à-dire que sa valeur nominale resterait fixée à 10 millions. Le gage ainsi contitué serait confié à la Commission des réparations.

En ce qui concerne les dividendes auxquels donneraient lieu les titres, ils devraient pouvoir

être remis, semble-t-il, au gouvernement allemand ou être retenus par la Commission pour grossir encore la valeur du gage, sauf à être reversés à ce dernier au moment de la restitution du titre. Les titres devraient bénéficier, en vertu de la loi même qui déciderait de leur remise au trésor, de droits au moins égaux à ceux qui ont été ou seraient dans l'avenir reconnus aux porteurs de titres les plus privilégiés. La Commission devrait éventuellement être autorisée à liquider en cas de nouvelle défaillance allemande, tout ou partie des titres sans préjudice des autres mesures à prendre en cas de manquement. Il serait entendu que lorsque l'Allemagne se serait acquittée de toutes ses obligations les titres lui seraient restitués avec les dividendes accumulés ».

Ce système qui fut d'ailleurs esquissé dans les milieux industriels dès 1920 mais que M. Barnich a étudié à fond et à quoi il a donné corps a incontestablement de grands avantages. Il n'épuise pas le crédit de l'Allemagne: il l'oblige à travailler aux réparations et selon les vœux formulés par MM. Alfred de Tarde et Robert de Jouvenel il institue cette coopération économique franco-allemande dans laquelle tant de bons esprits voient le seul moyen de remettre de l'ordre en Europe. Suffirait-il à payer les réparations? C'est une autre question. Rien n'empêche d'ailleurs de l'appliquer en même temps que des paiements en nature et des paiements en main d'œuvre.

*
* *

Paiements en nature, paiements en main d'œuvre, livraison de titres, participation alliée à l'industrie allemande, il semble donc qu'on s'achemine vers une solution économique du problème. Reste la question politique, la question de sécurité. MM. de Tarde et de Jouvenel ayant exposé l'un la thèse du Bloc national et l'autre la thèse du Bloc des Gauches terminent leur livre par un chapitre commun : « *Où les thèses se confrontent* ». Ils y constatent en un dialogue émouvant que si les deux partis où plus exactement les deux psychologies politiques s'entendent ou tendent à s'entendre lorsqu'il s'agit du problème économique, les divergences s'accusent dès qu'on aborde le terrain politique. Le Bloc national tient à affirmer la victoire et à réaliser la paix dans un sens purement français. La question dit-il est à régler uniquement entre la France et l'Allemagne.

— « Erreur profonde, répond le porte-parole du Bloc des Gauches, la question ne peut recevoir d'autre solution qu'une solution internationale, tous les peuples sont solidaires qu'ils le veuillent ou non ».

Et il met son espoir dans la Société des Nations.

Entre ces deux thèses concluent MM. de Tarde et de Jouvenel, il faut choisir ».

Faut-il choisir? Les solutions économiques proposées par M. Barnich ne pourraient-elles pas être appliquées dans le même temps que l'institution d'une Rhénanie autonome et démilitarisée satisferait ceux que hante la crainte légitime d'une guerre de revanche?

L. Dumont-Wilden.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

HENRI POURRAT ET LE RÉGIONALISME (1)

La France, périodiquement, s'éprend de décentralisation. Décentralisation administrative, industrielle, beaux projets de renaissances provinciales, départementales, que de discours, que de vaine éloquence! Autant en emporte le vent. Entre tant de nations acéphales, la France s'étonne de ce décret providentiel qui l'a dotée d'une tête si puissante, dominatrice, voire tyrannique. Elle s'en étonne, et parfois s'en afflige. Les lois de la physiologie sociale sont immuables. La France s'affligera longtemps d'un privilège qui règle toute sa vie.

En littérature les avantages d'une sévère centralisation sont évidents; la continuité, la fécondité de notre vie littéraire depuis trois siècles témoignent que, bien loin de contraindre l'esprit, un tel régime le stimule prodigieusement. Toutes les sèves de la nation captées au profit d'une fleur suprême, cette fleur retient l'attention du monde par un éclat incomparable. Aujourd'hui encore, la France est à l'avant-garde de la littérature universelle. Cela mérite considération.

(1) Henri Pourrat. *Les Jardins sauvages* (1 vol. Edit. de la Nouvelle Revue française.)

Une impitoyable sélection, une émulation violente entretiennent parmi nous une connaissance du métier littéraire, un fonds de culture, une ardeur inventive et créatrice que l'on chercherait vainement ailleurs. Notre niveau littéraire moyen est supérieur à celui de tous les autres pays; l'étranger ne rivalise avec nous que s'il a du génie. Cela aussi, il est bon de le dire — sans ostentation — mais c'est la vérité.

A ces bienfaits de la centralisation, quelques méfaits s'opposent dont il serait superflu de dresser la liste.

Paris triomphe. A quel prix ? Et quels sacrifices ne consentons-nous point !

Nos provinces saccagées, décimées au profit de la capitale, protestent timidement. Il arrive que nous les entendions : voici sur le tapis la décentralisation littéraire.

Vieux sujet ressassé. Je n'y reviendrais pas si, tout justement, un régionaliste n'apportait à le discuter un accent assez nouveau.

Il distinguait le danger du régionalisme, qui est d'être un cadre trop facile. Sous prétexte de décentralisation, le régionalisme accueille tout ce qui, depuis M. Jourdain, est prose ou vers. Mais aussi, qui ose plonger la main dans ce sac où sont neuf pommes véreuses pour une ayant quelque saveur de terroir ? La pelure éclate encore à l'œil, seulement les vers se sont mis dans le fruit. Il a mûri tout en eau, non par le travail de la sève. Le régionalisme, voilà le point, demeure trop affaire de pelure, d'écorce....

Il arrive donc ceci, qu'une doctrine faite pour fomenter des œuvres plus proches de la nature et de la vie a des effets tout juste contraires. Comme un temps trop doux fait partout sortir le chiendent et les queues de renard, au lieu d'aider les blés à pousser....

Le régionalisme, c'est l'imitation. C'est, assuré d'un demi-succès, de refaire à la manque, pour chaque province, les livres qui ont fait du bruit dans le monde.

Ainsi parle M. Henri Pourrat.

*
* *

Régionaliste, Henri Pourrat est sévère au régionalisme. Et voilà l'intérêt de ce réquisitoire : ce ne sont point propos en l'air, jugements distraits d'un critique qui constate négligemment sa déception. Henri Pourrat, vous dis-je, est un régionaliste convaincu : mieux, il vit son régionalisme, qui n'est point à ses yeux une fantaisie littéraire, mais une doctrine vraiment complète et nourricière. Son exemple nous est un enseignement : car l'artiste, le poète ne sauraient faire impunément deux parts de leur vie ; la théorie est d'un maigre secours à qui ne la met point en pratique dans la totalité de l'effort quotidien : elle se dessèche, elle n'engendre que des œuvres factices si ses racines ne puisent point librement aux profondeurs du réel.

Henri Pourrat vit à Ambert : sa petite ville lui suffit — et l'admirable pays qui s'étage aux deux rives de la Dore. Il n'accueille que des inspirations auvergnates, ou du moins toutes ses pensées tournent à la glorification de sa province. Régionaliste, il est plein de son sujet; il y revient sans cesse et l'éclaire d'aperçus dont nous ferons notre profit :

L'étude des humanités devrait être articulée de façon à devenir vraiment une éducation des âmes. Mais, même alors, ces leçons, le petit garçon n'en tirera rien pour sa vie s'il ne les voit vivre devant soi, comme il le pourrait voir à la campagne.

Une enfance rustique comporte plus de bénéfices qu'on ne le pense. C'est aux champs que se pourrait le mieux tenter une éducation du sentiment et des vers, à laquelle on songe si peu. Des enfants sentiront fort bien devant un homme au travail que le geste le plus sûr se trouve par là même être le plus beau. Ce faucheur, ce batteur en grange est beau, qui mène sa besogne d'une cadence égale, point lassante. Une sympathie de leurs muscles le leur dira. La beauté, comme la fleur, comme le fruit, n'est point rare ni difficile, elle est naturelle ! Elle est une réussite....

Surtout, la poésie n'est que là... Les frissons qui, sans qu'on les comprenne, traversent parfois le cœur à la rencontre d'un vers, ne sont que le ressouvenir des émerveillements de l'enfance...

N'allez point croire d'ailleurs que la jeunesse, confinée en quelque coin de province, y demeure prisonnière, l'imagination captive des spectacles environnants :

De seize à vingt ans, au fond de la province, il est difficile de n'avoir point des humeurs romantiques. Le romantisme est-il autre chose que le désir de se séparer du tel quel, de la médiocrité contente de soi, qui ne cherche rien et ne croit qu'à son argent et à son bien-aise ?

Ainsi, par des observations qui naissent spontanément sous sa plume, Henri Pourrat, au cours d'un vivant récit, nous fait entrevoir quelques-uns des aspects réels du régionalisme. J'extrais ces remarques d'un volume qu'il dédie à la mémoire de son ami Jean-François Angeli, héros de la grande guerre. On souhaiterait qu'il systématisât ses vues et nous offrît quelque jour un traité du régionalisme. Un tel livre, écrit par lui, serait substantiel et utile.

On voit bien quel tour prendrait sa réflexion, et qu'une philosophie de la vie envelopperait ici le programme littéraire. Mais il resterait à élucider le problème fondamental du régionalisme sur quoi notre poète ne projette encore que des clartés incertaines. Henri Pourrat s'arrête à la périphérie de ce problème: s'il tente de pénétrer plus avant, voici ce qu'il déclare :

L'art régionaliste, ce devrait être l'aboutissement suivant sa ligne de l'art de nos vieilles provinces. Faire ce que désireraient de faire nos vieux pères aujourd'hui. Chanter par exemple comme pourraient chanter *sur des pensers nouveaux*, les poètes des antiques chansons de France.

Henri Pourrat nous propose une difficulté, il ne la résout point. Le régionalisme, serait ce donc quelques formes d'art naïves, et, je le veux bien, savoureuses, mais enfin singulièrement restreintes en leur archaïsme désuet? Simple curiosité alors, dilettantisme où s'enlisent tant de poètes régionaux? Henri Pourrat entend que des pensers nouveaux vivifient ces formes vieillies, et sans doute charmantes, mais impuissantes à enclore la riche expérience du présent. D'où les tirera-t-il, et comment ne voit-il pas qu'ils feront éclater le rythme trop grêle de l'antique chanson?

Certes le poète devra s'inspirer des musiques anciennes, mais comme un Paul Dukas s'inspire des vieux airs de Rameau. L'archaïsme n'est plus ici que l'un des ingrédients d'un modernisme hardi, le léger parfum qui survit à la mort, et qui marque, à travers les générations, la pérennité de l'âme. Ce modernisme, voilà tout ce qui nous importe. Quels éléments le constitueront? Quelles règles se donnera-t-il? Le mystère de la création surgit devant nous. Nos régionalistes s'en doutent-ils, qu'hypnotise si souvent une partie essentielle sans doute, mais si fragmentaire de leur tâche?

Traditionnaliste d'instinct, et par définition, le régionalisme manque de traditions. Le régionalisme est un art qui cherche à se situer dans le temps et dans l'espace, un art à inventer. Le vrai régionalisme sera, par bien des côtés, révolutionnaire, ou il ne sera pas.

Jaillira-t-il d'un jet du vieux sol provincial? Prétendra-t-il se nourrir uniquement des sucs et des sèves du terroir? Certains lui promettent cette merveilleuse croissance, mais ce ne sont là que des mots. S'enfermera-t-il dans les limites d'un canton, d'une région? Il y étoufferait bientôt. Voyons donc bien nettement que le régionalisme découvre son domaine propre aux approches d'une frontière : son centre se fixe sur la ligne idéale qui départage la France, entendue au sens de civilisation unitiée, fortement constituée par trois siècles d'école logiquement disciplinée, et la province caractérisée par son folklore, ses souvenirs, le génie de ses habitants, telles particularités de mœurs, de langage, et de tempérament. Encore la province n'est-elle que très imparfaitement autonome : ceci englobe cela : la cellule, partie intégrante d'un corps plus vaste, ne vit que d'échanges et mêle intimement sa substance à celle de la masse qui l'entoure... Il s'agit donc d'exprimer littérairement une physionomie provinciale, qui est après tout une physionomie française. L'art régionaliste ne peut être qu'une variété de l'art national.

Il s'ensuit que l'art régionaliste ne devra ignorer aucune des ressources de notre grande et unique tradition littéraire : on le trahit en le réduisant à des moyens d'expression trop sommaires.

L'art régionaliste naîtra au confluent de deux courants qui mêlent et souvent confondent les eaux de l'Ile de France, et ces ondes capricieuses que tant de nymphes nonchalantes font éclore sur toute la surface de notre sol. En deçà ou au-delà, le régionalisme usurpe son nom, on se résigne à une médiocre signification. Déterminer l'aire où Paris et la province se rencontrent et s'épousent, voilà ce qui importe d'abord.

Qui le tentera? La tâche est délicate. Qui fixera la loi des emprunts réciproques du provincial et du Français? La province est très riche, mais fort embarrassée de ses richesses. Ce qui lui manque, c'est l'art de les administrer; cet art-là, elle sait où l'apprendre, et Henri Pourrat ne l'ignore pas puisqu'il invoque les concours nécessaires : « le temps arrive peut-être d'orienter l'Auvergne vers l'Esprit, vers la grâce. »

*
* *

Cette rude Auvergne, ce bastion aux arêtes vives, où la race, négligente des grâces de la vie, semble s'enfermer en un rêve têtu de succès matériel, Henri Pourrat travaille à l'éveiller d'une torpeur séculaire. Y a-t-il une âme auvergnate, vibrante et innocente, enthousiaste, imaginative et sensible, Henri Pourrat le croit, il l'affirme, j'oserais dire qu'il le prouve. Si ce poète ne s'empresse point de formuler les règles de son art décentralisateur, il fait davantage, et mieux, en dégageant peu à peu cet art même des brumes de sa montagne natale. Considérez ses livres : vous y reconnaîtrez le visage d'un pays que nous avons méconnu, et qui paraît s'être longtemps ignoré lui-même : un visage de force et de finesse, animé de beaux songes millénaires, et comme spiritualisé par

la révélation soudaine d'un monde intérieur que certaines apparences ne laissaient point soupçonner.

Cette âme errante d'une province et d'une race, Henri Pourrat la surprend à travers ces vieux récits, ces contes, ces légendes, ces chansons qui courent les vallées et les monts, les forêts superstitieuses, et chantent tout-à-coup dans la mémoire d'une bonne femme, d'un pâtre ou d'une gardeuse de moutons; parfois il ne distingue pas très bien ce qui vient de l'homme et ce qui émane de la nature, de l'enchantement des eaux, des couleurs, des lumières; nous sentons qu'il a raison : c'est au contact des choses primitives et éternelles que vibre le génie spontané d'une humanité simple : toute poésie véritable évoque ces communications secrètes et sans doute mystérieuses, qui s'établissent, au commencement des civilisations, entre l'être pensant et l'univers immédiatement saisissable. Henri Pourrat est poète, et je crois bien qu'avant lui personne n'avait aussi distinctement perçu la délicate harmonie, l'accord nuancé et parfait, la musique très pure, naturelle et humaine que se renvoient les pentes fleuries, et les cimes rocheuses de son Livradois et de son Forez.

Il y a là une fraîcheur bien reposante au sortir de notre fournaise parisienne; cette façon d'accueillir tous les souffles qui passent, d'en respirer l'arome, et de goûter un miel que d'autres composent si laborieusement est infiniment séduisante.

Henri Pourrat esquisse des silhouettes rustiques, et c'est la part réaliste de son œuvre. Réalisme un peu gauche parfois, mais si sain et si franc! Psychologie sommaire, mais à peine moins significative, en ses traits vigoureux, que la science compliquée de nos plus subtils analystes. Et j'en suis bien fâché pour nos romanciers mondains si souvent empêtrés dans leurs labyrinthes compliqués. Ces fortes enluminures aux couleurs un peu crues nous restituent le sens des proportions, le sens de l'homme. Peut-être leur relief nous apparaîtrait-il moins saisissant, si une grande lumière poétique ne les environnait de toutes parts. Car il faut toujours en revenir à cette qualité maîtresse d'Henri Pourrat : poète, il rassemble toutes les clartés éparses dans la durée, diffuses parmi l'histoire légendaire, les vieux chants, les paysages de sa province... Les paysages, il les suggère plutôt qu'il ne les décrit, et peut-être est-il peintre, mais ce qui me touche, c'est que, là encore, il épèle un merveilleux langage.

Lisez donc *Sur la colline ronde*, *les Montagnards* (poèmes), *Gaspard des Montagnes* et ces tout récents *Jardins sauvages*... Puis nous reparlerons du régionalisme.

Lucien Maury.

LE THÉATRE

DU MAUVAIS ET DU BON MÉTIER

Marianne est la femme la plus honnête et la plus aimée qui soit dans une époque comme la nôtre; son mari, qui est médecin, n'a ni clients ni besoins et peut lui consacrer tout son temps; c'est un homme gourmand, paresseux, qui tolère avec peine que Marianne prenne seulement un « jour » pour offrir des gâteaux à des indifférents. Bref, un ménage idéal. Mais, jadis, François de Curel avait eu l'idée de nous montrer « L'Envers d'une Sainte » : est-ce que la plus fidèle et la plus heureuse épouse n'aurait pas, elle aussi, un « envers »...? On s'en va répétant que l'enfer est pavé de bonnes intentions : pourquoi le paradis ne serait-il pas pavé de mauvaises? Voici cette parfaite Marianne qui apprend de sa petite sœur Monique que celle-ci a une intrigue : elle en est d'abord stupéfaite, tant la chose lui apparaît incroyable, puis indignée, tant la chose lui paraît abominable... Ce premier sursaut de sa nature est excellent, comme on le voit. Mais l'amant de Monique est un séducteur professionnel, un homme à femmes, c'est-à-dire un de ces êtres à qui leur réputation prête on ne sait quel prestige un peu diabolique... Il s'introduit dans la maison même de Marianne, comme client de son mari, et il lui demande de venir chez lui sous le prétexte de lui parler de Monique, dont le bonheur est en jeu... Ira-t-elle?... On la voit dans une garconnière rouge, avec un divan, un Bouddha, et un étrange éclairage... Pourquoi est-elle là?... Le Séducteur ne lui dit même pas qu'il l'aime... Il ne l'a même pas touchée, effleurée, et elle est toute troublée... C'est elle-même qui se séduit et se trouble... C'est du fond de sa nature et de

son cœur que montent cette invincible curiosité, ce désir secret de l'aventure, qui couvent au fond de toute âme féminine... L'homme qui est là est une figure bien impersonnelle, simple image d'un rêve, forme passagère d'un désir inavoué... C'est à elle-même, à elle seule, que cède Marianne en ouvrant les bras à l'inconnu... Mais cette chute est-elle bien réelle, et Marianne est-elle vraiment devenue la maîtresse du séducteur, amant de sa petite sœur?... Le mari, redevenu médecin, constate que sa femme a eu la fièvre pendant quatre jours, et le délire... L'aventure ne fut qu'un rêve, sans doute, un cauchemar... La leçon en est-elle moins révélatrice et moins cruelle, et Marianne ne doit-elle point penser qu'elle est une femme comme les autres, à la merci de ses nerfs, d'un homme qui passe, d'un instant qui fuit?... Pauvre de nous!...

*
* *

Tel est à peu près, le sujet de la pièce intitulée : *Est-ce Possible?* que M. André Birabeau vient de faire représenter au Théâtre de l'Œuvre et de faire jouer par une remarquable comédienne, Mlle Corciade.

Si cette pièce de l'Œuvre avait été jouée avant celle des Variétés dont nous avons parlé l'autre jour, il est probable que l'auteur en eût tiré plus d'honneur. Il eût encore été un véritable représentant du type littéraire qu'on se plaît à chercher chez Lugné-Poe, qui est un découvreur, alors que, pour beaucoup, son essai boulevardier le classait déjà dans une autre espèce de dramaturges. Rien n'est plus délicat à déterminer que la mesure dans laquelle il convient d'être connu ou de ne pas l'être. J'estime, personnellement, que André Birabeau était trop notoire pour avoir le droit de donner cette pièce-là dans ce théâtre-ci... Une nuance, sans doute, rien qu'une nuance, qui a moins d'importance sur la destinée de la comédie que les fêtes de Pâques, le beau temps et la proximité du terme de loyer, mais qui, tout de même, n'a pas été sans influer sur l'opinion des connaisseurs. J'avoue, en ce qui me concerne, avoir été plus sensible à certains défauts, encore légers, de la pièce de l'Œuvre, parce que j'étais encore exaspéré de les avoir vus, grossis et éclatants, dans la pièce des Variétés.

Et c'est pourquoi je reviens à la charge aujourd'hui et m'acharne sur un des écrivains les plus doués de sa génération et qu'une certaine fausseté d'esprit risque d'égarer définitivement.

Certes, l'idée que les pires tentations agitent parfois les femmes les plus pures n'est pas toute neuve. Pour la rajeunir, M. André Birabeau disposait des plus belles ressources : il a le sentiment de la vie amoureuse, la perspicacité psychologique, un dialogue vif et pittoresque, parfois une belle langue, de l'esprit et même de la fantaisie... Il est capable d'éclairer toute une scène, toute une situation, tout un caractère, par une formule naturelle, et forte, souvent profonde et poétique... Seulement il est affligé de deux manies, qui, comme toutes les manies, reposent sur des préjugés. Il veut faire « théâtre », et il veut faire original.

Sa manie scénique le pousse à des drôleries qui ne sont pas drôles et qui n'ont pour effet que de montrer le vide de son intrigue principale et de son affabulation. Par exemple, il nous montre un personnage dont il a sans doute attendu beaucoup pour nous égayer : le maladroit, l'homme qui casse tout, dont les pieds, les mains, les jambes sont, dès qu'il entre dans un salon, immédiatement attirés par le bibelot le plus fragile... La silhouette, certes, en vaut une autre, mais à quoi sert-elle?... Un tel personnage, à ce point épisodique et pourtant si poussé, en dit long sur la façon dont un auteur dramatique a fait la psychologie de son public et combien cette psychologie est fausse... Le spectateur, — même le bêta qui rit de tout, — ne s'amuse jamais de ce qui ne l'intéresse pas... Hélas! j'en ai tant connu, des dramaturges bien nés, que cette erreur a perdus sans espoir!..

Pour le second point, le mal est plus grave encore, car il est plus essentiel. Désespérant, en effet, de renouveler son sujet par l'observation, M. André Birabeau a pensé lui conférer une originalité saisissante par un dispositif scénique... Il a tenté de figurer, non pas une réalité, mais un rêve... Il a voulu, semble-t-il, nous offrir la photographie d'un délire... Nous assistons, non pas à la conduite, mais à la pensée de la coupable.

Je dis qu'il « semble » qu'il en soit ainsi, car tout le malheur de l'œuvre est précisément dans cette incertitude où reste le public et où, j'en suis persuadé, l'auteur a cru trouver le fin du fin. Voici, en effet, ce qu'il a agencé.

Au second acte, nous sommes dans la garçonnière du Séducteur. La lumière, je l'ai dit, en est fort étrange, il est vrai; mais le séducteur,

le casseur de bibelots, d'autres personnages sont là en chair et en os... Marianne survient... Elle est en costume de ville... Elle enlève un chapeau et une jaquette très réels... Très réels aussi apparaissent les bras de la Comédienne... Tout se passe donc sous nos yeux le plus naturellement du monde, et quand le rideau tombe, nous ne doutons pas que Marianne en fasse autant pour tout de bon.

Et c'est à l'acte suivant que le mari médecin nous apprend que sa femme a été malade et a eu le délire : c'est lui qui décrète tout cela, que ce que nous avons vu de nos yeux, ce qui s'appelle vu, ne fut que fantasmagorie de cerveau délirant : c'est rétrospectivement que l'idée principale, l'idée du rêve photographié, nous est révélée... Nous ne marchons pas!...

Ah! Monsieur André Birabeau, vous à qui la Nature a donné tant de beaux dons, quand donc consentirez-vous, par simple reconnaissance, à prendre cette nature pour unique modèle?.. Vous auriez fait une si belle pièce sans tant d'histoires!...

*
* *

Telles étaient les réflexions que je me faisais sur le métier théâtral, tel que le conçoivent les jeunes d'aujourd'hui, lorsque j'ai eu l'occasion d'aller voir la reprise de la *Tosca*...

Deux grandes figures disparues : Victorien Sardou, Sarah Bernhard!...

Certes, le théâtre de Sardou, lorsqu'il n'est plus vivifié par le génie de Sarah Bernhard, ne peut nous faire oublier aujourd'hui certaines des œuvres qui, dans son temps, ont sans doute pâti de son succès, de sa suprématie!... Ce n'est plus la note du jour, d'abord; ensuite, ce ne fut jamais de la haute littérature. Pourtant, une pièce de Sardou vous procure encore la satisfaction très spéciale que l'on peut aussi bien éprouver devant une machine que devant une œuvre d'art et qui est de constater la parfaite appropriation des moyens employés à la fin poursuivie... Il y a là, comme dans le « faire » de certains grands peintres, une technique d'une impeccable exactitude... On peut penser ce qu'on voudra des « effets » recherchés par le dramaturge : on ne peut lui contester d'atteindre toujours, et même encore aujourd'hui, ceux qu'il a voulus.

Vous vous souvenez, par exemple, de l'effroyable situation où se trouve la Tosca, au troisième acte. Elle est chez son amant, qui abrite un ennemi du tyran. Elle sait où est caché cet homme et que son amant sacrifiera sa vie à l'honneur. On peut le soumettre à la torture : il ne trahira point son hôte... Aussi le tyran n'escompte-t-il point l'effet de la torture sur le torturé, mais sur le cœur et les nerfs de la Tosca. C'est l'amant qu'il fait mettre à la question, et c'est la maîtresse qu'il interroge... Dans la pièce à côté, elle entend les gémissements de celui qu'elle aime et aussi, chaque fois qu'elle refuse de répondre, l'ordre donné de serrer davantage la vis qui crucifie le patient...

Allez donc chercher au théâtre du Grand Guignol quelque chose de mieux fait!...

Dieu me garde de tenter jamais l'apologie du « métier »!... Je note simplement que, il y a un quart de siècle, un homme s'entendait aussi bien que les spécialistes d'aujourd'hui à provoquer l'exaspération des nerfs par la terreur ou la simple angoisse physique et que cette perfection, hier comme aujourd'hui, était simplement réalisée par la technique...

Qui sait si tout le secret du théâtre, qui n'est qu'indirectement et, pour ainsi parler, qu'accessoirement, de la littérature, ne réside pas dans cette technique?

Gaston Rageot.

LES LIVRES NOUVEAUX

Louis Chollet : **La Terre Maternelle** (Au Jardin de la France, Blois).

En vers larges et bien frappés, M. Louis Chollet chante avec bonheur la terre maternelle qu'il a deux fois raison d'aimer, puisqu'il naquit sur les bords royaux de la Loire, aux jardins de Touraine, pays de Rabelais.

Pays de Rabelais ! terre nourrice et mère !
Chinon, Lerné, Cinais et la Roche-Clermault,
Fastes qui déridez le front du plus grimaud,
Vous êtes l'Iliade et voici votre Homère !

L'œuvre de M. L. Chollet est abondante déjà. Ce dernier volume, plein de sève, enrichit sa gerbe de quelques riches épis.

Meyer Zundel (Mlle) : **La Gloire de l'Illusion** (Librairie Cervantès).

L'auteur de ce recueil est, je crois, une étrangère,

mais, amie de Judith Gautier, elle s'est trouvée à la bonne école. Comme le divin Théo, curieuse de l'antiquité la plus lointaine, celle des Pharaons et des momies, elle dresse des stèles égyptiennes. Comme lui, aimant ce qui brille et qui chatoie, les émaux et les camées, elle est le poète des couleurs et des contours. Ce qui est bien à elle, c'est une angoisse philosophique, très moderne, qui lui donne des allures de prophétesse et inspire ses *poèmes océaniques* et toute la série de ses *rythmes futurs*. Malgré d'assez explicables défaillances de forme, malgré l'obscurité de certaines strophes par trop sibyllines où le poète annonce des temps meilleurs, ce livre original et généreux atteste un véritable don lyrique. D'assez nombreux poèmes consacrés à la mémoire de Mme Judith Gautier, dénotent une très vive sensibilité.

Edmond Fleg : **Ecoute, Israël** Crès et Cie, éditeurs).

M. Edmond Fleg, qui pourrait se contenter de ses brillants succès de théâtre, a entrepris une œuvre considérable, qui pourrait être celle de toute une vie. *Ecoute, Israel* comprendra sept parties, groupées sous l'invocation des sept grandes fêtes juives. Le premier volume, qui réunit le livre de la Pâque et le livre des Semaines, célèbre toute l'épopée judaïque des temps d'Abraham à ceux de la captivité sous Nabuchodonosor. D'ailleurs toute l'œuvre dramatique d'Edmond Fleg ne révélait-elle pas le souci des grandes questions religieuses? *Le Message*, inspiré par l'angoissant problème de la survie, *le Démon*, où l'Amour est appelé démon, *la Bête*, dont on n'a pas bien compris le sens philosophique, cette délicieuse *Maison du Bon Dieu* elle-même, trahissaient l'angoisse intime de l'auteur. Edmond Fleg retrace en de nouveaux psaumes toute l'histoire du seul peuple de race blanche qui n'eut pas de mythologie. Les voyants d'Israël, seuls monothéistes, ont adoré l'unique Iéhovah. L'auteur s'inspire directement de la Bible, qui inspira tous les poètes et tous les peintres, et qu'aucune époque peut-être ne connut aussi imparfaitement que la nôtre. Ses vers libres, avec leurs simples assonances et leurs mètres irréguliers, donnent l'impression d'être traduits de quelque grand psalmiste. Avec ses imprécations pleines de force, ses voluptueux chants d'amour, cette œuvre de foi, d'érudition et de poésie, a une véritable grandeur biblique.

Jacques Heugel : **Andromède**. (Calmann-Lévy, éditeur).

Le poète de l'*Ile radieuse* et du *Souffle embrasé* se plait à traiter de grands sujets en de larges poèmes dramatiques. Ce n'est point qu'il ait souci d'écrire pour le théâtre. Comme il le dit lui-même, *le milieu où évoluent ses héros, c'est l'âme, dont les horizons sont illimités*. Andromède, on le sait, inspira au grand Corneille, qui renonça pour un jour à la règle des trois unités, l'idée de notre premier opéra. Telle Iphigénie, livrée par l'oracle aux fureurs de Neptune, mais sauvée par Persée des monstres marins, l'éthiopienne Andromède symbolise peut-être la terre, prisonnière de la nuit et que délivre l'aurore, tant il est vrai que tout mythe est d'origine solaire. M. J. Heugel nous a peint l'ascencion de deux âmes, purifiées par la poésie et l'amour, qui s'élèvent avec leur fidèle Pégase jusqu'au ciel, où tous trois deviendront des constellations. Sa belle tragédie symbolique, qui gagnerait à être resserrée, mais dont l'inspiration reste toujours noble, est toute imprégnée de poésie grecque.

Charles Daniélou : **Les Armoricaines** (Eugène Figuière, éditeur.)

Originaire de ce curieux Locronan, que ranime chaque été le Pardon de la Troménie, M. Charles Daniélou représente à la Chambre le pays de Chateaulin, un des plus beaux de France, avec sa rivière paresseuse, bordée d'aulnes bruissants, son Menez-Hom, d'où l'on domine la baie de Douarnenez, sa presqu'île de Crozon qui marque l'extrême pointe du vieux monde. Mais avant de représenter ce pittoresque arrondissement de Basse-Bretagne, qui a gardé son parler, ses coutumes et son âme, M. Ch. Daniélou l'a aimé et l'a chanté. C'est qu'il fut d'abord poète, et Sully-Prudhomme aimait sa rêveuse et mélancolique poésie. Attaché au sol natal comme tous les Bretons, il célèbre son pays de brumes et de légendes dont tous ceux qui l'ont connu conservent un peu la nostalgie. Il célèbre ses rudes marins, ses paysans tenaces, ses filles aux grands yeux limpides que Renan comparait à de claires fontaines. Il connaît les noms des moindres villages de Cornouailles, et sait insérer dans ses vers leurs jolis noms évocateurs. Landes abruptes et genêts en fleurs, nuits de tempête et jours de pluie, jeunes amours et vieilles superstitions, c'est une fois encore, toujours la même et toujours neuve, la délicieuse chanson bretonne.

André Dumas.

La Géographie

Volbertal : Ermenonville, ses rites, ses curiosités, son histoire (1 vol., Imprimeries réunies de Senlis).

Ermenonville, illustré par le séjour de J.-J. Rousseau, est situé dans une des parties les plus pittoresques de l'Ile de France. M. Volbertal décrit avec infiniment d'agrément les rites romantiques, les temples et ruines symboliques, les monuments et inscriptions de ce domaine célèbre et fait ainsi revivre à nos yeux un siècle d'art et d'histoire. Il n'a point oublié Gérard de Nerval, non plus que Sylvie, dont le gracieux fantôme semble errer encore autour du tombeau solitaire de Jean-Jacques. Son livre sera fort utile aux Parisiens qui ne connaissent pas suffisamment Ermenonville et précieux à tous les amis de nos Lettres et de notre art.

M.

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

Bulletin Roumain

Ces jours derniers, l'opinion publique occidentale a été submergée par une vague de nouvelles graves sur la situation en Roumanie. Et comme le public prête sa propre bonne foi de lecteur aux auteurs des informations qu'il lit, quoi d'étonnant qu'on se soit quelque peu alarmé en France d'apprendre que ce pays ami et sympathique au peuple français était menacé de toutes sortes de troubles et de dangers ?

On disait notamment que des mouvements révolutionnaires avaient éclaté à Bucarest et dans plusieurs autres villes de Roumanie; le roi et la famille royale, à en croire ces informations, un peu trop légèrement accueillies par certains journaux, avaient précipitamment quitté la capitale pour éviter la révolution; le gouvernement était sur le point de tomber; et ainsi de suite... On sait aujourd'hui que tous ces bruits étaient faux. Le roi n'a jamais quitté Bucarest. La reine se trouvait à Belgrade depuis bien avant le commencement de toute cette campagne d'inventions tendancieuses, s'étant rendue auprès de la reine Marie de Yougoslavie, sa fille, qui était souffrante; depuis lors, elle est rentrée à Bucarest, où elle se trouve en ce moment, ainsi que toute la famille royale.

Comment expliquer alors cette subite marée de nouvelles inexactes concernant la Roumanie ? Ce pays compte à l'extérieur de ses frontières certains ennemis qui guettent toutes les circonstances et tous les événements de la vie politique roumaine susceptibles d'être déformés ou grossis de façon à compromettre ou à desservir l'Etat roumain en Occident. A l'intérieur, les luttes des partis ont une violence qui va bien souvent plus loin que les limites assignées à ces conflits par le souci des intérêts supérieurs du pays. A l'occasion du vote récent de la nouvelle Constitution au Parlement de Bucarest, ces luttes ont atteint une intensité regrettable : tout de suite il s'est trouvé à l'étranger des gens empressés à présenter la situation en Roumanie sous les aspects que l'on a vus.

La réalité est tout autre. Le gouvernement et le parti libéral qui est au pouvoir ont préparé un projet de Constitution qui fit l'objet de longues études et de longs travaux d'élaboration et de rédaction. Des questions nouvelles se posaient à la nouvelle Roumanie que l'ancien royaume n'avait pas connues ou qui n'avaient pas nécessité l'inscription de leur solution dans le pacte fondamental. La Roumanie actuelle, par exemple, compte une importante minorité ethnique dans sa population : ses droits de citoyens égaux à ceux des Roumains doivent être inscrits dans la Constitution, ce qui n'était pas le cas avant 1914. Une autre question est celle du sous-sol; la composition du Sénat également a été modifiée. L'unification administrative des nouvelles provinces avec l'ancien royaume et tant d'autres questions posées par la nouvelle configuration du royaume danubien devaient recevoir une solution dans le texte même de la Constitution.

Certains partis de l'opposition dénièrent alors le droit au Parlement actuel de procéder au vote de la Constitution, parce que, disaient-ils, les élections dont il était issu n'avaient pas été assez libres d'ingérences administratives. L'opposition se compose des partis suivants : le parti national, comprenant les Transylvains de MM. Maniu et Vaïda-Voévode uni à l'ancien parti démocrate de M. Take-Jonesco; le parti paysan, dont les chefs sont MM. Mihalake et le Dr Lupu; le « parti du peuple » ayant pour chefs le général Averesco et M. Argetoiano; le parti nationaliste démocrate dont le chef est M. Nicolas Iorga.

De ces différentes organisations, deux ont manifesté une particulière violence dans leur lutte pour empêcher le Parlement actuel de voter la nouvelle Constitution : ce sont les partis national et paysan. Leurs représentants à la Chambre et au Sénat commencèrent par faire une obstruction qui empêchait les débats de continuer et provoqua de la part du bureau l'exclusion temporaire d'un certain nombre d'entre eux; à cela, ils répondirent en se retirant du Parlement et en commençant au dehors une campagne dite « de renversement du ministère ». Elle consista en manifestes et appels au pays, réunions publiques, cortèges dans les rues, etc. La police dut alors prendre les mesures d'usage en pareil cas; des gendarmes et des troupes barrèrent certaines rues du centre pour empêcher les désordres. Cela se répéta plusieurs fois, les jours où l'opposition avait convoqué des réunions publiques, suivies régulièrement, en ces circonstances, en Roumanie comme partout ailleurs, de manifestations dans les rues. Mais pas une seule fois il n'y eut conflit entre les manifestants et la troupe qui barrait les rues principales : une foule révolutionnaire provoque toujours ces conflits. Aucun coup de fusil ne fut tiré, aucune provocation de la foule à la troupe ne fut enregistrée; pas une goutte de sang n'a coulé au cours de ces manifestations répétées. Le public se dispersait tranquillement chaque fois, et une heure après l'ordre le plus parfait régnait de nouveau dans la ville : voilà à quoi se réduisent les troubles graves, de caractère révolutionnaire et antidynastique, que les ennemis de la Roumanie annonçaient au monde civilisé. Si, il y a eu encore autre chose : un jour, la foule s'est réunie devant le club du parti national : quelques manifestants s'étant livrés à des excès de langage et à des actes de provocation, on fit venir les pompiers avec leurs pompes pleines d'eau, et les fenêtres du club furent copieusement arrosées, les manifestants enthousiastes également. Le public s'amusa du spectacle, comme bien on pense.

Les deux autres partis d'opposition, — le parti du peuple et les nationalistes démocrates — critiquèrent la Constitution et même s'abstinrent de la voter, mais leurs représentants au Parlement ne s'associèrent pas à la campagne d'obstruction à l'intérieur et de manifestations à l'extérieur des assemblées parlementaires entreprise par les nationaux et les paysans.

On peut juger par cet exposé des faits et de la situation combien était vraie la version annonçant que la Roumanie était en danger, que la révolution y avait éclaté et que l'on pouvait s'attendre aux pires catastrophes dans ce pays. Le calme et l'ordre y règnent, le peuple travaille et l'Etat danubien pour lequel la France éprouve un si affectueux intérêt poursuit tranquillement sa route vers le relèvement et la prospérité.

E. A.

Bulletin Tchécoslovaque

Avant d'entrer en vacances de Pâques, la Chambre et le Sénat ont tenu à accomplir une œuvre de grande importance : la loi de défense des institutions républicaines, après avoir été adoptée par la Chambre, a été votée au Sénat le 19 mars. Cette loi, dont l'attentat qui a coûté la vie à M. Rasin a provoqué et hâté la réalisation, a été adoptée par tous les partis sincèrement républicains. Par contre, les communistes allemands de toutes nuances, les Magyars et, soit dit à leur honte, les populistes slovaques du parti Hlinka, ont fait beaucoup de bruit autour de cette loi et l'ont combattue à grand renfort des phrases sur la liberté menacée et sur le chauvinisme national. Le jeu de tous ces partis est clair. Les principes démocratiques sur lesquels repose la République ne sont nullement en cause ici, mais les nouvelles dispositions législatives sont de nature à gêner ceux qui ne songent qu'à conspirer contre la sécurité de l'Etat. Il était vraiment temps que la majorité prît des mesures pour arrêter les menées des pangermanistes, des communistes et de quelques populistes slovaques aveuglés par l'ambition déçue et par la haine.

Ces débats ont eu encore un résultat dont on ne peut que se féliciter. Ils ont contribué à éclaircir la situation au sein du parti des socialistes nationaux. Une petite fraction de 4 députés bolchevistes, ayant refusé de se conformer à l'attitude prise par la majorité a été exclue du parti. Cette décision énergique ne pourra que produire un bon effet dans le parti dont l'unité a depuis longtemps souffert par le flirt de M. Vrbonsky et consorts avec l'anarchie bolchéviste.

Reste à savoir comment le tribunal électoral résoudra la question des sièges des députés exclus. Mais dans le cas même, peu vraisemblable d'ailleurs, où le tribunal déciderait contre le parti, celui-ci ne peut qu'y gagner : mieux vaut un parti moins nombreux, mais bien consolidé et discipliné, qu'un parti désorganisé, indécis et louvoyant.

Quant à la politique extérieure, l'attention des milieux politiques tchécoslovaques est attirée par deux questions. D'abord, par une orientation nouvelle que semble vouloir prendre la politique hongroise, puis par les bruits qui courent sur l'entrée définitive de la Pologne dans la Petite Entente.

Disons d'abord quelques mots à propos de la Hongrie. Nous n'avons jamais cessé, ici même, d'accentuer la bonne volonté de la Tchécoslovaquie de vivre en paix avec sa voisine, à condition, bien entendu, que celle-ci se place sincèrement sur le terrain des traités et qu'elle cesse de nourrir des idées irrédentistes. Ces temps derniers, les journaux ont annoncé, à diverses reprises, la prochaine venue à Prague du comte Bethlen, premier ministre hongrois. En même temps presque, M. Masaryk donnait au *Budapesti Hirlap* une interview à laquelle les Hongrois se sont chargés de donner une large publicité, en la déformant d'ailleurs quelque peu, car si le Président parlait du règlement de la question des nationalités, il n'a jamais fait de promesse de rectification de frontière. De son côté, M. Benès, dans diverses interviews, insistait également sur la même question des nationalités dans ses rapports avec la politique tchéco-hongroise. Les deux hommes d'Etat rappelaient le sort des 300.000 Slovaques en Hongrie, privés de toute représentation parlementaire et de tout établissement scolaire, tandis que l'Etat tchécoslovaque laisse aux Magyars toute liberté politique et entretient 680 écoles primaires et 6 établissements secondaires magyars. La nouvelle de la visite du chef du gouvernement hongrois n'a pas encore été officiellement confirmée, mais si ce voyage à Prague a réellement été envisagé, il risque d'être quelque peu retardé jusqu'au jour au moins où sera réglé le récent incident de Koes-kemet où la commission de contrôle militaire interalliée a été houspillée et accueillie à coups de pierre par la foule dans un village où elle était venue pour perquisitionner, l'existence d'un dépôt d'armes clandestines lui ayant été signalée. Le gouvernement hongrois a exprimé ses regrets de l'incident, mais la commission, ayant reçu des instructions, exige des excuses formelles que le gouvernement hongrois paraît hésiter à donner. Cet incident montre une fois de plus comment la politique hongroise joue double jeu, suivant une habitude qui s'est d'ailleurs manifestée d'une façon éclatante dans le cas du comte Karolyi. Il n'est pas de nature à faciliter les négociations. Le désarmement hongrois exigé par les traités, est une condition indispensable aux relations de bon voisinage avec la Hongrie. Prague a donné maintes fois la preuve qu'elle n'est pas contraire à un rapprochement : mais encore faut-il que l'attitude de Budapest cesse d'être équivoque.

La seconde préoccupation de l'heure, c'est l'élargissement de la Petite Entente. Il semble que la presse polonaise commence à comprendre combien une étroite collaboration de la Pologne avec la Petite Entente est nécessaire, si l'on veut arriver à stabiliser l'Europe Centrale. M. Skrzynski semble vouloir reprendre l'idée de M. Skirmunt, bien que ses déclarations faites à Paris n'aient pas été de nature à faciliter cette tâche. La question de Javorina si malencontreusement provoquée par les Polonais, toujours en suspens, reste le seul obstacle à un rapprochement qui est indispensable dans l'intérêt des deux Etats slaves. Les vœux de la Pologne viennent d'être comblés : il serait inconcevable qu'elle voulût encore insister pour obtenir de la Tchécoslovaquie ce territoire qui n'a jamais été polonais et empêcher ainsi un rapprochement que tous les éléments raisonnables des deux pays désirent très sincèrement.

H. JELINEK.

BULLETIN MARITIME

Le Tour du Monde par les paquebots des Messageries Maritimes

C'est un projet à l'étude depuis plusieurs mois et dont l'exécution a été décidée tout récemment que celui de la création, par les Messageries Maritimes, d'une nouvelle ligne doublant le service régulier qu'elles assurent déjà sur l'Australie, le prolongeant jusqu'à la Nouvelle-Calédonie et reliant Dunkerque à cette possession en empruntant le Canal de Panama. Aux quelques renseignements que nous avons déjà donnés à ce sujet, ajoutons les détails suivants :

Le premier départ de Dunkerque aura lieu le 24 avril prochain par l' « EL-KANTARA » et les suivant se succèderont les 17 juillet, 9 octobre, etc..., chaque navire desservant les escales suivantes :

A l'aller : Le Havre, Bordeaux, Marseille, Pointe-à-Pitre, Fort de France, Colon, Panama, Papeete, Wellington, Westport et Nouméa;

Au retour : Suva, Papeete, Panama, Colon, Fort de France, Pointe à Pitre, Marseille, Bordeaux, le Havre et Dunkerque.

Grâce à cette création, et nous croyons devoir appeler sur ce point l'attention de nos lecteurs, ne serait-ce qu'en raison de la singularité qu'il présente, il sera désormais possible à un touriste d'effectuer le tour du monde, de Marseille à Marseille par exemple, sans cesser pour une seule de ces traversées d'emprunter les paquebots des Messageries Maritimes.

La durée du parcours sera évidemment variable selon le délai des correspondances assurées par les navires des différentes lignes dans certaines escales. Elle n'excèdera cependant pas 156 jours et pourra se trouver réduite à 113 comme ce serait le cas pour un voyageur décidant de quitter Marseille le 15 juin prochain par un paquebot de la ligne de Chine et du Japon pour poursuivre sans interruption son voyage jusqu'à son retour dans ce même port.

Voici, à titre de curiosité, les grandes lignes de l'itinéraire qu'il suivrait avec les dates de son arrivée dans les ports principaux et de son départ des mêmes ports :

Départ de Marseille 15 juin Arrivée à Colombo 3 juillet
Départ de Colombo 3 juillet Arrivée à Sydney 28 juillet
Départ de Sydney 30 juillet Arrivée à Nouméa 4 août
Départ de Nouméa 6 août Arrivée à Marseille 7 octobre

Au cours de ce périple, il aurait successivement fait escale à :Pord-Saïd, Suez, Djibouti, Colombo, Fremantle, Melbourne, Sydney, Nouméa, Suva, Papeete, Panama, Colon, Fort de France et Pointe à Pitre. C'est dire, indépendamment de l'originalité du voyage, la variété des pays qu'il aurait eu l'occasion de visiter dans un laps de temps inférieur à 4 mois.

Ainsi que l'on aura pas manqué de le constater par l'itinéraire que nous avons donné en premier lieu et qui est proprement celui de la nouvelle ligne, Dunkerque, Le Havre, Bordeaux et Marseille seront désormais reliés à Nouméa sans transbordement. Le service du stationnaire « PACIFIQUE », qui rejoint Sydney à Nouméa et aux Nouvelles Hébrides n'en subsiste pas moins et il continuera, comme par le passé, à assurer, au moyen d'un transbordement à Sydney, la communication de l'ancienne ligne d'Australie, dont le point terminus est ce dernier port, avec la Nouvelle-Calédonie.

Dès à présent, un prix de passage a été prévu pour le tour du monde, à condition que le passager l'effectue exactement par les navires de la ligne d'Australie à l'aller, par le « PACIFIQUE » de Sydney à Nouméa, et au retour par les vapeurs de la ligne de Nouvelle-Calédonie.

Si l'on tient compte, si remarquablement bas que paraisse ce chiffre, qu'il ne représente en 1re classe qu'une dépense quotidienne de 70 francs, on conviendra que les Messageries Maritimes, pour un prix pratiqué par certains hôtels et non des plus grands, offrent à leur clientèle, outre l'installation, le service et la table, un extraordinaire élément d'intérêt et de distraction, en quelque manière par surcroît.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Compagnie des Messageries Maritimes. — Un des anciens navires allemands pris en charge par la Cie des Messageries Maritimes en juillet 1922, l' « *Antinoüs* », est actuellement en cours de transformation dans les « Chantiers de France », à Bordeaux. Les travaux seront probablement terminés vers le mois de juin prochain, et le nouveau paquebot mixte sera ensuite mis en service sur la ligne d'Océanie dont il est parlé dans notre « *Bulletin Maritime* ». — Les dimensions de ce navire, qui peut recevoir 69 passagers de 1re classe et 50 passagers de 3e classe, sont les suivantes :

Longueur	128 mètres 27
Largeur	17 mètres 06
Creux	9 mètres 85
Puissance de la machine	2.800 H. P.

On annonce, d'autre part, le prochain départ sur la Chine et le Japon du paquebot « *Aramis* », construit par les « Chantiers de la Gironde » pour les Messageries Maritimes en remplacement de l' « *Australien* » torpillé pendant la guerre sous le régime de la réquisition générale.

Ce navire, qui a effectué son premier voyage d'essai le 11 avril dernier, au départ de Bordeaux, a été aménagé pour recevoir au total 327 passagers, soit 101 de première classe, 116 de seconde classe et 110 de troisième classe.

Sa longueur est de 165 mètres et son déplacement est de 20.320 tonnes.

Son appareil moteur est constitué par deux turbines à engrenages, de 7 chaudières cylindriques à 4 foyers de 5 m. 41 de diamètre et 3 m. 66 de long, donnant une surface de chauffe totale de 2.265 mètres 2,20 et permettant de produire à l'heure 50.000 kilogrammes de vapeur avec une surchauffe de 85 degrés.

Valeurs de Navigation

Bourse de Marseille

	Le 17 avril 1923.
Fraissinet	777
Messageries Maritimes	218
Mixte	246
Transatlantique	176
Transports Maritimes	747

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureaux : 2, Rue Mengé, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 9 61e ANNÉE 5 MAI 1923

HENRI III ET LES GUISES

LA JOURNÉE DES BARRICADES (1)

Ce fut le lundi 9 mai 1588 que le duc de Guise entra dans Paris, escorté seulement de huit gentilshommes. Il n'était pas sans se rendre compte du danger auquel il s'exposait en y venant malgré les ordres de Henri III. Par prudence, il se décida à aller d'abord trouver la reine-mère, qui logeait, non pas au Louvre, mais dans un hôtel construit sur l'emplacement des Filles repenties. Il pouvait croire qu'au besoin elle lui serait une protection auprès du roi. Avant de quitter Soissons, il lui avait écrit, protestant de ses bonnes intentions et lui demandant de faire châtier les auteurs des « mensonges » répandus à son sujet. Il savait d'ailleurs que, quelles que fussent les circonstances, elle était, par humeur, toujours disposée à négocier.

Entré dans Paris par la porte Saint-Antoine, il avait dû, pour gagner l'hôtel de la reine-mère, traverser toute la ville. Bien qu'il tînt son chapeau rabattu sur ses yeux et qu'il s'efforçât de cacher le bas de son visage dans son manteau, il fut reconnu et aussitôt acclamé. On criait : « *Vive Guise, le pilier de l'Eglise!* » Une damoiselle, « étant sur une boutique », lui dit, au moment qu'il passait : « Bon prince, puisque tu es ici, nous sommes sauvés ! » Catherine, quand il parut devant elle, ne put s'empêcher d'être troublée : « Encore que je sois aise de vous voir, lui dit-elle, je vous eusse vu plus volontiers en un autre temps ». Elle consentit à l'accompagner au Louvre. Elle s'y fit porter en litière, tandis que le duc suivait à pied, sans cesse acclamé par la foule. Des femmes s'approchaient de lui, avec une sorte de vénération, touchaient le bord de son manteau. Il affectait de dédaigner ces démonstrations qu'au fond il recevait avec joie ; il y voyait la preuve qu'à l'occasion il pourrait tout oser.

Henri III, prévenu par sa mère de la visite du duc, avait en hâte fait assembler ses gardes. Si l'on en croit certains récits, il aurait eu d'abord la pensée de punir le téméraire qui le bravait aussi ouvertement ; mais, au moment d'en donner l'ordre, il aurait hésité. Lorsque le duc se présenta avec la reine-mère, il se tenait dans la chambre de sa femme et assis. Le duc lui fit une profonde révérence, mettant presque le genou en terre. Le roi, qui « ne s'était pas remué » à son entrée, lui demanda d'un ton irrité : « Pourquoi êtes-vous venu, mon cousin ? » Guise, « ému et fort pâle », répondit qu'il avait voulu se disculper en personne des accusations calomnieuses dirigées contre lui. Peut-être la présence des deux reines fut-elle alors sa sauvegarde. Dans un long discours « étudié », il essaya de justifier sa conduite et celle de son parti. Henri III parut s'apaiser. Entré au Louvre avec appréhension,

(1) Voir la *Revue Bleue* du 21 avril 1923.

il en sortit libre et par cela même plus audacieux.

La multitude, qui, massée aux abords du palais, attendait impatiemment la sortie du duc, se précipita sur ses pas, dès qu'elle l'aperçut, et l'acclama de nouveau. Le surlendemain, 10 mai, vers les quatre heures de l'après-midi, eut lieu entre lui et le roi, au logis de la reine-mère, une seconde entrevue, dans laquelle on traita de questions relatives à la garde de la frontière de l'Est. Quand Henri III se retira pour regagner le Louvre, le duc l'accompagna et, exagérant les signes de déférence, marcha tête nue, à ses côtés, jusqu'au château. Là il assista au souper de ce prince et, en sa qualité de grand maître de la maison du roi, lui donna la serviette. « Il semblait, dit un témoin de ces journées, que tout allait assez bien ».

Ces marques de respect et presque d'humilité ne trompaient pas Henri III. Il sut que des partisans du duc, des capitaines, des soldats, pénétraient « file à file » dans Paris. Depuis l'arrivée du chef de la Ligue, toute la ville était en fermentation. Le roi, appréhendant quelque mouvement, prit des mesures de précaution. Dès le lundi 9, il avait enjoint au prévôt des marchands de faire exercer une étroite surveillance tant aux portes que dans l'intérieur de la ville. Le 10, il prescrivit des perquisitions dans les hostelleries et autres lieux où se pouvaient trouver des étrangers et « gens qui n'auraient légitime aveu ». Ces prescriptions ne furent qu'à demi exécutées. La milice municipale n'était pas toute en la main du roi, et dans le corps de ville on comptait plus d'un ligueur. Le soir du 11, comme l'agitation croissait, le prévôt des marchands, par ordre de Henri III, convoqua les échevins, et il fut décidé que celles des compagnies de bourgeois dont on était le plus sûr se tiendraient en armes la nuit et feraient « bonne garde par quelques places ». A ces mesures le roi en ajouta une plus efficace. Le jeudi 12, à quatre heures du matin, les habitants étaient réveillés par le son des fifres et des tambours. C'étaient les Suisses qui, cantonnés dans les faubourgs, pénétraient dans Paris avec un régiment de gardes françaises et venaient prendre position par détachements séparés sur divers points de la ville.

A la vue de ce déplacement de troupes, plus d'un parmi ceux qui, sans se mêler à ces agitations, observaient les événements, tint le duc de Guise « pour perdu ». Si ces troupes « fussent allées droit à son logis, lit-on dans quelques récits, c'en était fait de lui; et on pouvait tirer le rideau, la farce était jouée ». Loin d'avoir cette hardiesse, Henri III fit dire au duc que ces forces avaient ordre « de ne rien entreprendre, ni d'offenser aucun, et seulement de tenir ferme à ce qu'il ne survînt aucun tumulte ou mutinerie ». Mais le peuple avait aussitôt donné l'alarme. Les bruits les plus sinistres circulaient. On disait que le roi, une fois maître de la ville, devait faire pendre tous « les bons catholiques », que les potences étaient déjà dressées. En un moment, les boutiques se ferment, les chaînes sont tendues, des barricades élevées aux coins des rues, et chacun court aux armes.

Une collision entre les troupes du roi et le peuple semblait inévitable. Le nonce, qui était alors le Vénitien Morosini, évêque de Brescia, essaie de s'entremettre pour empêcher l'effusion du sang. Courageusement, « à travers les piques et les arquebuses », il va au Louvre trouver le roi et le conjure de se montrer au peuple, l'assurant que sa seule présence suffira à arrêter l'émeute. Henri III incertain, inquiet, ne sait à quoi se résoudre. Les bourgeois envoient le prier de rappeler ses troupes. Il continue à les laisser immobiles devant l'insurrection grandissante. Dans chacun des postes qu'elles occupaient, elles étaient entourées et comme tenues prisonnières par le peuple armé et frémissant, qui menaçait, si elles ne se retiraient, de les tailler en pièces. Le roi donna enfin l'ordre de les ramener vers le Louvre. Déjà ceux des Suisses qui étaient postés au Marché-Neuf commençaient à battre en retraite, quand un coup de feu parti de leurs rangs — ce qu'on croyait — tua un bourgeois. Aussitôt ils sont assaillis, et cinquante à soixante des leurs restent sur le carreau. Ils jetaient leurs armes, fuyaient, levaient les mains au ciel, criant : « France! France! chrétiens nous! »

Les autres compagnies de Suisses eussent vraisemblablement subi le même sort, si Henri III, pour sauver ses soldats, ne se fût résigné à demander l'intervention du duc de Guise qui acquiesça à sa prière, voulant se donner le mérite de la modération et montrer en même temps son ascendant sur la foule. On eut alors un singulier spectacle. On vit le duc, en pourpoint de satin blanc et sans armes, précédé de deux pages, s'avancer parmi le peuple, « passant de barricade en barricade », le contenir par sa parole, puis aller dégager les troupes parquées et prisonnières, qui défilèrent devant lui en le saluant comme leur libérateur. Partout retentissaient dans la multitude les cris de « *Vive Guise!* » auxquels s'ajoutaient parfois d'autres cris, tels que ceux-ci : « *Il ne faut plus lanterner; il faut conduire Monsieur à Reims* ».

La bataille était évitée, mais, des deux côtés, on demeurait en armes. Tandis que les troupes

du roi étaient massées autour du Louvre, le peuple, de peur de surprise, fortifiait ses barricades et les poussait jusqu'aux abords du château. Toute la nuit, chacun se tint sur ses gardes, « chandelles et flambeaux allumés aux fenêtres de toutes les maisons ». Le vendredi 13, la nouvelle se répandit que d'autres forces approchaient de la capitale. C'était le régiment de Picardie que, l'avant-veille, le roi avait mandé avec plusieurs compagnies d'ordonnance. On crut que ces forces devaient se joindre aux Suisses pour charger les Parisiens. Le prévôt des marchands et les échevins, accompagnés de quelques capitaines de la cité, se rendirent au Louvre et représentèrent à Henri III que, s'il ne renvoyait ses troupes, les pires événements étaient à redouter. Le pauvre roi répondit « qu'il ferait tout ce qu'on voudrait ». Il envoya aux régiments qu'il avait appelés du dehors l'ordre de rebrousser chemin et fit sortir les Suisses de Paris.

Le tumulte néanmoins, au lieu de diminuer, grandissait. Du haut des chaires, des prédicateurs disaient « qu'il fallait aller quérir frère Henri dans son Louvre. » Trois à quatre cents moines de tous les couvents étaient armés et prêts à marcher vers le château avec les insurgés. En vain la reine-mère, s'acheminant non sans peine, par les rues retranchées de barricades, jusqu'à la demeure du duc de Guise, lui demanda de s'interposer de nouveau. D'un ton froid et hautain, il répond que cette fois il ne pourrait se faire écouter du peuple.

Mais déjà Henri III a été averti par l'un de ses serviteurs qu'on en veut à sa personne. Il se décide à fuir. Il sort du Louvre à pied, une baguette à la main, « comme s'allant promener » et gagne les Tuileries où était son écurie. Il monte à cheval et, escorté des Suisses et des soldats français de sa garde, s'éloigne avec les courtisans et les conseillers demeurés fidèles. « Dieu soit loué, s'écriait-il ! j'ai secoué le joug ». Il atteint Saint-Cloud, puis Rambouillet, d'où le lendemain il se rendait à Chartres, laissant le duc de Guise maître dans Paris. « C'est la ruine du royaume », disait le nonce. « La crise ne peut qu'aller en empirant ; nous avons deux rois », écrivait le médecin italien Cavriana, agent secret de la cour de Florence.

Catherine était restée à Paris, sur la demande de son fils, pour essayer « par sa prudence d'assoupir le tumulte ». Le nonce Morosini y était resté également afin de seconder les efforts de la reine-mère. Henri III, par son évasion, déjouait les calculs du duc de Guise, qui, en le tenant dans Paris, l'avait à sa merci. « J'eusse pu mille fois l'arrêter, écrivait-il quatre jours après à ses partisans en province ; mais à Dieu ne plaise que j'y aie jamais pensé. » Peut-être n'osa-t-il aller jusque-là, et la suprême audace lui manqua-t-elle. Peut-être aussi crut-il qu'en s'appuyant sur la Ligue, une fois maîtresse du royaume, il arriverait plus sûrement au but de ses secrètes ambitions qu'en s'y portant de lui-même par un coup de force.

Quelle que fût sa véritable pensée, il prit aussitôt les mesures qu'il jugeait nécessaires, voulant faire croire que les entreprises imputées à Henri III avaient été l'unique cause de la révolte ; il ordonna d'abattre les barricades, et, le lendemain du départ du roi, il n'y avait plus trace d'insurrection dans Paris. En même temps il achevait de se rendre maître de la capitale. Le cardinal de Guise, puis le cardinal de Bourbon étaient venus le rejoindre pour l'aider de leur concours. Dès le 14 mai, le duc se faisait livrer la Bastille. Il occupa de même l'Arsenal, le Temple, le Château de Vincennes. Le prévôt des marchands, qui avait pris parti pour le roi, fut incarcéré, et la municipalité dissoute. Le 18 mai, une « compagnie de bons bourgeois catholiques » se réunissait à l'hôtel de ville et procédait à de nouvelles élections. Un « archi-ligueur », La Chapelle-Marteau, fut élu prévôt des marchands, et l'on nomma d'autres échevins. On remplaça également les capitaines et les lieutenants de la milice. Dès lors tout Paris fut au pouvoir du duc de Guise.

Il ne suffisait pas, pour le succès de ses desseins, que la Ligue possédât Paris ; il fallait qu'elle eût aussi la France. La nouvelle municipalité, le jour même de son installation, envoya à toutes les villes catholiques une circulaire où, disant comment le peuple avait sauvé sa liberté et sa religion, elle les invitait à s'unir à Paris, comme les membres au chef, avec plus d'ardeur et de volonté que jamais. A cette circulaire étaient jointes des lettres du duc de Guise, dans lesquelles il exhortait les habitants des mêmes villes, « comme frères et compatriotes » à employer pour le bien de la foi « cette occasion venue inopinément du ciel ». Dans des lettres particulières à ses partisans, il retraçait d'un style triomphant cette journée des Barricades « toute reluisante de l'infaillible protection de Dieu », disait comment « il avait mis l'ordre » dans l'émeute, empêché « les pilleries et les massacres » et, en confondant par sa modération les calomniateurs qui l'accusaient de complots homicides, témoigné de son zèle au service et à l'honneur du roi ». Bien qu'on eût persuadé à Sa Majesté de quitter Paris, ajoutait-il, il espérait que, mieux conseillée, elle renoncerait à d'injustes

défiances. S'il en était autrement et « que le mal continuât », il saurait, avec les moyens que Dieu avait mis en son pouvoir, « défendre ensemble la religion et les catholiques » et les délivrer de « la persécution » que leur préparaient dans l'entourage du roi les « fauteurs d'hérétiques ».

Ce n'était pas sans intention que le duc de Guise parlait de son zèle pour le service du roi. Tout en agissant en rebelle, il ne voulait pas le paraître. Il sentait que la Ligue ne dominerait effectivement la France que si elle parvenait à reconquérir le souverain fugitif, et à gouverner en son nom. Sur le désir exprimé par la reine-mère, il laissa des délégués du Parlement porter à Henri III des assurances de soumission. Lui-même adressa au roi une lettre remplie de déférence, où, se disant « malheureux » des soupçons qu'on avait inspirés à Sa Majesté contre lui, il rappelait avec quelle « franchise » il était venu le trouver, au hasard de sa vie, pour dissiper ces soupçons, quelle peine il avait prise pour contenir le peuple à qui de « justes craintes » avaient mis les armes à la main, et combien par cette conduite il s'était montré éloigné des machinations que lui imputaient ses ennemis. » « Le subit partement de Votre Majesté m'ôta le moyen de pouvoir, comme j'avais envie, de raccommoder toutes choses à son contentement. Je continuerai néanmoins cette même volonté, et j'espère me comporter de telle sorte que Votre Majesté me jugera très fidèle sujet, qui ne désire qu'acquérir l'heur de ses bonnes grâces. »

Dans le moment où le duc de Guise signait ces menteuses protestations, Henri III, ne voulant pas qu'on pût croire qu'il avait fui par peur devant les rebelles, écrivait à tous les gouverneurs de province pour « les avertir au vrai » de ce qui s'était passé. Dans ces lettres, qui, par « l'humilité » du style, ne respiraient « ni la grandeur, ni la royauté », il parlait longuement des troubles qui s'étaient élevés dans Paris et dont il laissait entendre que le duc de Guise avait été l'instigateur, disait ses inutiles efforts pour les apaiser, comment, menacé en son château du Louvre, il s'était décidé à sortir de la capitale plutôt que de réduire par la force les habitants d'une cité qui lui était « si chère », et finalement priait les gouverneurs et, avec eux, tous « ses bons serviteurs » d'empêcher que ces troubles ne s'étendissent au reste du royaume. Il écrivait également aux Parisiens, leur disant qu'on les avait trompés, qu'il n'avait jamais eu les intentions hostiles que lui prêtaient certains factieux, et les exhortait à « se tenir unis et conjoints avec lui ».

Dans cette lettre aux Parisiens, il s'abstenait de toute insinuation contre le duc de Guise et ne le nommait même pas. En revanche, il l'accusait formellement dans une autre qu'il adressait au marquis de Pisani, et à laquelle était joint un mémoire détaillé sur les événements. « Vous verrez par ce mémoire ce qui m'est arrivé à Paris et l'occasion que j'ai de me sentir offensé de ceux qui en sont cause et particulièrement de mon cousin le duc de Guise. Vous ferez savoir à notre Saint Père que, nonobstant ce qui est advenu, je persiste en mon premier dessein de faire la guerre aux hérétiques et à cette fin de m'acheminer en Poitou, pourvu que le duc de Guise veuille sortir de la ville de Paris et se retirer en son gouvernement de Champagne pour être prêt à s'opposer à une nouvelle descente d'étrangers comme nous en sommes menacés... Mais s'il refuse ce parti et continue à préférer l'établissement de sa grandeur et autorité à ma bonne grâce et à l'union des catholiques, vous direz à Sa Sainteté que je jouerai de mon reste et me fortifierai de tous ceux que je connaîtrai être propres... pour l'empêcher de passer plus outre et conserver ce qui m'appartient. »

Le « reste », qu'il ne précisait pas, était vraisemblablement une alliance avec le roi de Navarre. Morosini en avait eu tout d'abord l'appréhension, et, deux jours après la fuite du roi, il avait eu, à ce sujet, un long entretien avec le duc de Guise. « C'est au nom du pape que je vous parle, lui avait-il dit. » De la décision que vous prendrez dépend la conservation de la foi et du royaume, comme celle de votre personne et de votre honneur. Vous voulez l'extermination de l'hérésie ; mais vous-même m'avez avoué que la guerre contre les hérétiques était impossible sans le concours du roi. Il faut donc vous unir à lui ; autrement vous le forcerez à se jeter dans les bras des huguenots, et ceux-ci, à leur tour, se joindront contre vous aux protestants étrangers. Serait-ce que vous aspiriez à la couronne ? Je ne le veux supposer. Si les princes et les grands de la Ligue vous acclament comme duc de Guise, pensez-vous que, se jugeant vos égaux, ils voudront vous révérer comme roi ? Sachez aussi que Sa Sainteté est trop pénétrée de ce qu'on doit à la dignité souveraine pour jamais soutenir la révolte d'un sujet contre son maître légitime.

Le nonce ne se trompait pas sur les sentiments de Sixte-Quint. A la première nouvelle des événements de Paris, il fut étonné de l'audace du duc de Guise ; il le fut plus encore de la faiblesse de Henri III. Très jaloux lui-même de son autorité temporelle, n'ayant pas hésité, en certaines circonstances, à punir avec une extrême rigueur les entreprises contre cette autorité, il ne com-

prenait pas les incertitudes du roi. D'après ce qu'écrivait au nonce le Secrétaire d'Etat pontifical, le cardinal de Montalto, il disait : « Le roi avait ou non confiance dans le duc de Guise. S'il avait confiance en lui, pourquoi appeler toutes ces troupes dans Paris ? S'il le suspectait, il devait se saisir de lui, soit la première fois, quand il s'est présenté avec la reine-mère, soit la seconde, quand, au souper du Louvre, il a donné la serviette. Et il n'y avait pas de tumulte à craindre ; le chef pris, personne n'eût bougé. » Dans une conversation avec l'ambassadeur de Venise, il fut plus catégorique : « Si le roi tenait le duc de Guise pour ennemi, pourquoi ne pas l'arrêter et lui faire trancher la tête ? Et il ajoutait : « Fuir de Paris, pourquoi ? par peur d'être massacré ? S'il l'eût été, du moins il fût mort en roi. »

Félix Rocquain,
Membre de l'Institut.

LA HONGRIE SE PRÉPARE POUR LA REVANCHE

Les difficultés que les alliés éprouvent pour obliger l'Allemagne à se conformer au traité de Versailles ne devraient pas les dispenser de surveiller de près la Hongrie qui déploie depuis quelque temps toute son activité dans les préparatifs militaires en vue de profiter d'une occasion favorable pour détruire l'œuvre du traité de paix de Trianon. Ses préparatifs sont même plus manifestes que ceux de l'Allemagne elle-même puisque la Hongrie est parvenue à avoir aujourd'hui une armée régulière invisible, qui s'entraîne secrètement et qui dispose d'un armement complet D'ailleurs, les dirigeants hongrois ne cachent nullement ces desseins et affirment publiquement qu'ils entendent poursuivre la politique de reconstitution de l'unité territoriale de la Hongrie d'avant-guerre. Le maintien du régime monarchique en est la meilleure preuve. Si paradoxale que puisse être aux yeux de l'étranger la forme constitutionnelle de ce royaume sans roi, elle symbolise la non renonciation sur les possessions territoriales qui ont été arrachées à la couronne de Saint-Etienne.

Pour entretenir le peuple dans l'illusion de reconquérir les provinces perdues, le gouvernement hongrois sévit avec acharnement contre les républicains qui s'efforcent d'engager la Hongrie dans une voie pacifique et de lui éviter les risques de nouvelles aventures dont les conséquences seraient encore plus désastreuses que celles de la défaite subie dans la grande guerre européenne.

***

Actuellement, le gouvernement hongrois fait tout son possible pour se débarrasser de la Commission de contrôle intéralliée qui siège à Budapest. Il s'était même adressé, à cet effet, à la Conférence des Ambassadeurs, lui demandant de rappeler cette Commission, sous prétexte qu'il ne peut plus payer les frais de son entretien et qu'en outre, la Hongrie, devenue membre de la Ligue des Nations, se trouve placée désormais exclusivement sous le contrôle de cette Ligue.

La Conférence des Ambassadeurs a cru devoir accéder à cette demande et lui donner satisfaction dans une certaine mesure, en proposant au gouvernement hongrois de remplacer la Commission de Contrôle interalliée par le Comité de garantie qui siègerait à Budapest et qui aurait à surveiller à la fois l'exécution des clauses militaires des traités conclus par la Hongrie et la Bulgarie. Heureusement que la Petite-Entente était intervenue à temps pour s'opposer à une pareille transaction en démontrant aux grandes puissances alliées la nécessité de maintenir la Commission de contrôle et même d'élargir ses pouvoirs pour arriver à désarmer la Hongrie. Les gouvernements de la Petite Entente n'ont pas eu grande peine à convaincre la Conférence des Ambassadeurs de la mauvaise volonté que met le gouvernement hongrois à exécuter loyalement les clauses militaires du traité de Trianon.

En effet, d'après ce traité, la Hongrie n'a pas le droit d'avoir une armée régulière recrutée par le service militaire obligatoire, mais une armée de volontaires dont le nombre ne doit pas dépasser 35.000 hommes, y compris les officiers et les troupes de complément. Or, le gouvernement hongrois s'est arrangé pour faire passer par la caserne tous ceux qui sont aptes au service militaire, sous prétexte de leur faire subir une période d'essai d'un mois et pouvoir en choisir le contingent nécessaire pour l'armée des volontaires. Le ministère de l'intérieur hongrois a soumis dernièrement au Parlement un projet de loi relatif au renforcement de la protection du travail obligatoire qui fixe, en réalité, les conditions de la mobilisation générale éventuelle, puisqu'il prévoit que tout ressor-

tissant âgé de 18 à 50 ans peut être appelé au service du pays si la sûreté intérieure l'exige. Il en est de même pour les réquisitions des moyens de transport et le bétail qui doivent être tenus à la disposition des autorités chargées de la surveillance de l'ordre intérieur. Grâce à cette mesure, le gouvernement hongrois aura en main tous les éléments nécessaires pour exécuter la mobilisation générale dans le plus bref délai Les préparatifs militaires se font par les soins des anciens officiers de l'armée hongroise qui dépendent en majeure partie d'une administration occulte dont le rôle est en apparence de s'occuper de la distribution de secours aux invalides de guerre, aux orphelins et aux sans travail, mais en réalité ils tiennent à jour les listes des mobilisables et poursuivent tous les préparatifs que nécessite la mobilisation générale d'une nation armée. Ils sont également chargés de surveiller l'application de la loi concernant le paiement de l'impôt militaire à laquelle sont soumis tous les habitants du sexe masculin âgés de 20 à 30 ans. Sont exempts de cet impôt ceux qui font leur service militaire dans l'armée des volontaires, dans la gendarmerie, la police frontière, ainsi que les invalides et les inaptes au service militaire. Cette loi est la meilleure preuve de l'existence du service militaire obligatoire en Hongrie.

***

En dehors de ces préparatifs pour organiser une grande armée prête à toute éventualité, le gouvernement hongrois poursuit également des préparatifs d'armement. Lors de la signature de l'armistice, le commandement hongrois n'a remis aux Alliés qu'un matériel inutilisable et en quantité insignifiante sous prétexte que la plus grande partie des armes et munitions avait été détruite par les troupes elles-mêmes. En réalité, tout ce matériel de guerre a été caché et se trouve encore aujourd'hui soigneusement dissimulé. Il ne se passe pas de semaines sans que la Commission de contrôle interalliée ne découvre des armes cachées dans des propriétés privées et surtout dans les églises, couvents et cimetières. Lors de la signature du traité de Trianon, le gouvernement hongrois a d'ailleurs avoué avoir du matériel de guerre non livré aux Alliés, puisqu'il a trouvé le moyen de s'en procurer immédiatement pour son armée de volontaires que la Hongrie était autorisée à entretenir pour maintenir l'ordre intérieur. Mais le gouvernement hongrois ne se contente pas de garder son matériel d'avant-guerre, il en fabrique en cachette dans les usines hongroises et s'en procure même de l'étranger, notamment en Bavière et aussi dans d'autres pays. La Commission de contrôle intéralliée à Budapest possède à ce sujet des preuves irréfutables, puisqu'elle a eu plus d'une fois l'occasion de saisir du matériel importé en fraude.

Des mesures d'ordre financier également ont été prises par le gouvernement hongrois pour l'éventualité d'une guerre de revanche. Ces mesures lui ont permis de recueillir jusqu'à présent une somme de 15 milliards de couronnes qui s'accroît continuellement grâce à la perception de la taxe sur les fortunes et leurs revenus, taxes variant entre 5 et 20 %.

Pour compléter l'organisation de ces préparatifs militaires, des sociétés patriotiques et irrédentistes ont été créées avec l'appui du gouvernement hongrois. La plus importante d'entre elles est l'association « Ebredöe Magyarok Egyesulet » connue à l'étranger sous le nom de « l'Association des Hongrois éveillés », qui compte actuellement plus de 250.000 membres actifs. Les chefs les plus en vue de cette organisation sont le fameux Etienne Fridrich, Gembes, Hegedus, Kis, Wolf et surtout Hejas et le baron Pronay. Cette association s'est formée au lendemain du régime bolchevique en Hongrie pour combattre le bolchevisme et les israélites. Grâce au concours que ces membres lui ont prêté, Horthy a pu s'emparer de Budapest et se proclamer régent de Hongrie. Depuis, tout en prêtant son concours efficace au régime Horthy, l'organisation des Hongrois éveillés développe son activité pour donner une instruction militaire à ses adhérents et les préparer pour la guerre de revanche. Elle s'est fixé comme but de faire entrer la Hongrie dans ses anciennes frontières et même de les étendre, en y englobant la Bosnie, l'Herzégovine et la Dalmatie. Sa propagande s'étend également dans les anciennes provinces hongroises qui font partie actuellement des Etats de la Petite Entente, notamment en Slovaquie, où on cherche à éveiller et à encourager un courant autonomiste, et en Transylvanie. Elle possède dans les principales villes hongroises des sections sous lesquelles se trouvent placés des comités locaux. Les membres de cette organisation sont munis de fusils automatiques, de mitrailleuses et même d'artillerie, ainsi que de toutes sortes d'explosifs. Elle entretient des rapports directs avec des organisations analogues dans les pays allemands et en Autriche. Elle était même en relation avec le comité central des comitadjis bulgares à Sofia et avec l'organisation des Fascistes italiens par l'intermédiaire du colonel italien Romanelli. Mais il faut croire que ces relations

sont rompues depuis quelque temps, grâce à la vigilance de M. Mussolini, président du Conseil italien et de M. Stanboulisky, président du Conseil bulgare.

L'organisation des Hongrois éveillés est en réalité un État dans l'Etat, puisque la plupart des fonctionnaires d'État sont ses membres et par ce fait tout l'appareil administratif et les moyens de communications se trouvent entre les mains de cette organisation.

Le gouvernement hongrois contribue dans une très large mesure aux frais de l'entretien de cette organisation. On peut même dire que celle-ci poursuit sa propagande d'après les directives qu'elle reçoit directement du gouvernement hongrois. Son secrétariat général se trouve d'ailleurs dans l'immeuble de la Présidence du Conseil, ou du moins s'y trouvait lors de l'affaire du Burgenland à laquelle le gouvernement de Budapest prétendait être complètement étranger.

***

Il résulte de cet aperçu général sur les agissements de la Hongrie qu'il y a urgence dans l'intérêt de la paix à ce que les Alliés prennent des mesures énergiques appropriées pour mettre fin aux préparatifs militaires de la Hongrie, afin d'éviter tout conflit éventuel dans l'Europe Centrale. Certes, la Commission de contrôle interalliée qui fonctionne à Budapest s'acquitte amplement de sa mission à la satisfaction générale de tous les pays alliés. Mais ses moyens d'action pour surveiller les préparatifs militaires en Hongrie ne paraissent pas suffisants. Pour obliger la Hongrie à exécuter loyalement les clauses militaires du traité de Trianon, il faudrait élargir les pouvoirs de cette Commission et surtout faire pour la Hongrie ce qui a été fait pour l'Allemagne, c'est-à-dire fixer les sanctions qu'il y aurait lieu de lui appliquer chaque fois qu'une violation flagrante du traité de paix se produit. C'est la seule manière d'engager le gouvernement hongrois dans la voie pacifique et en conformité avec l'état de choses créé par le traité de Trianon.

***.

PORTRAITS D'ÉCRIVAINS ÉTRANGERS

ALOÏS JIRASEK

Nulle part peut-être, l'âme tchèque n'a trouvé une expression plus vraie, plus belle, plus harmonieuse que dans l'œuvre de M. Aloïs Jirasek, œuvre qui condense dans leur plénitude tous les désirs, toutes les aspirations, toutes les espérances, toute la foi, bref, tout le génie de la race. Le peuple tchèque l'a bien compris ; c'est dans les œuvres d'Aloïs Jirasek qu'il a appris à écouter la voix du pays natal, la voix d'innombrables aïeux qui sont nés, qui sont morts sur ce sol de la Patrie arrosé de leur sueur au labeur et de leur sang au combat. Le peuple tchèque aime ses œuvres, où il entend la parole douce et puissante de ces ancêtres, où il saisit l'esprit même de son histoire. Il n'est pas aujourd'hui de Tchèque quelque peu instruit qui ne connaisse au moins un livre de Jirasek.

Comme tous les grands créateurs, comme tous les grands hommes de la Tchécoslovaquie moderne, Jirasek tient par toutes les fibres de son être au sol du pays natal et au peuple dont il est issu. Il naquit le 23 août 1851, à Hronov, petite ville de la Bohême de nord-est, sur la frontière du Comté de Klasdko (Glatz) arraché par Frédéric II, avec la Silésie prussienne, à l'ancien royaume de Bohême. Le trait est à retenir : les patriotes les plus fervents dans tous les pays sont presque toujours venus des contrées limitrophes ; il suffit de rappeler l'origine lorraine de Maurice Barrès. C'est un pays de rochers et de montagnes, riche en beaux sites, mais pauvre en terre labourable, un pays de petits fermiers et de tisserands. Le voyageur qui le traverse entend sortir de chaque maisonnette le bruit d'un métier, devant lequel tous les membres de la famille, enfants ou vieillards, alternent depuis l'aube jusque fort avant dans la nuit. A l'époque de l'enfance de Jirasek, Hronov, qui est aujourd'hui un des centres de l'industrie textile de la région, était un petit bourg tranquille aux blanches maisonnettes de bois, couvertes de chaume ou de bardeaux. La maisonnette natale de Jirasek, blottie au-dessous de la grand'route, près de l'église au vieux clocher de bois, a subsisté malgré les changements survenus tout autour.

C'est dans ce pays que Jirasek, fils d'un petit boulanger, a passé son enfance de garçon pauvre. C'est à ce pays qu'il s'est attaché d'un amour fidèle et touchant, c'est à lui qu'il a consacré une grande

(1) Prononcez Yirâse.

partie de son œuvre, et il y est toujours revenu, même lorsque le vieux bourg s'est transformé en une ville d'usines. L'ululement strident des sirènes n'a pas chassé le maître de ce beau coin de terre vers lequel l'appelaient tous les souvenirs de son jeune âge.

C'est le coin par où, jadis, Frédéric II descendit en Bohême, c'est par là que, en 1866, Moltke mena ses régiments vers Sadowa. Jeune garçon de quinze ans, Jirasek entendit les sons aigus des fifres prussiens et le grondement de la canonnade ; il vit le Kronprinz allemand traverser la place de Hronov et après la lutte, sur les champs de bataille et dans les granges, des cadavres entassés.

De ces scènes, le futur peintre de larges tableaux guerriers a gardé un souvenir ineffaçable. Ces premières impressions développèrent chez lui le sentiment national qu'avait éveillé déjà un séjour dans la ville allemande voisine de Broumov où il avait été envoyé au collège, pour apprendre l'allemand, selon la coutume du pays. Il termina ses études secondaires à Hradec Kralové, qui était un des foyers du nouveau mouvement patriotique et littéraire. Puis ce fut la Faculté des Lettres de Prague, où il étudia l'histoire et la littérature. Nommé ensuite professeur d'histoire au collège de Litomysl, il y passa quatorze ans. Cette vieille petite ville provinciale, remplie de traditions historiques, inspire les premières nouvelles dans lesquelles s'affirme sa maîtrise, surtout lorsqu'il dépeint la vie bourgeoise d'avant 1848, en tableaux d'un charme vieillot. Enfin il est nommé à Prague et il continue à écrire et à enseigner. Au bout de trente ans de professorat il prend sa retraite pour s'adonner plus activement encore à la littérature. Telle est, dans ses grandes lignes, cette vie digne et simple, toute remplie d'un labeur ininterrompu, d'un effort artistique incessant.

Le génie d'Aloïs Jirasek est de ceux qui, comme des fruits, mûrissent lentement au soleil d'été pour avoir, à l'approche de l'hiver, toute leur saveur.

En effet, il fallut plusieurs années au jeune poète débutant de 1871 pour trouver sa véritable vocation épique.

D'abord, il dut vaincre en lui les influences du romantisme, de Walter Scott, de Mickiewicz et de Kraszewski qui avaient laissé des traces sensibles dans ses premières nouvelles et qui pourtant permirent à son premier grand roman *Skalaci* (la Famille des Skalak), de révéler déjà une force d'observation réaliste qui surprenait chez un auteur de 23 ans. Le sujet de *Skalaci* est un épisode de la sanglante insurrection des paysans contre le comte Piccolomini à Nachod, en 1775. Dans ce récit de la lutte désespérée des pauvres paysans affamés contre le despotisme arbitraire du régime féodal, l'auteur aborda pour la première fois le problème qui ne cessera plus de l'intéresser, celui du mouvement des masses populaires. Il reprendra un jour, dans *les Têtes-de-chiens* un sujet semblable.

Peu à peu, il abandonne le romantisme qui attribue aux personnages représentatifs le rôle prépondérant dans l'histoire, car il comprend que pour donner une idée juste et exacte d'une époque, il faut tenir compte du sourd travail des idées dans le peuple. Aussi ce ne sont pas les grands personnages historiques isolés à la façon romantique qui sont les héros de ses œuvres suivantes : c'est le peuple tchécoslovaque tout entier, dans sa gloire, dans son abaissement, dans son admirable renaissance.

Mais ce ne fut pas sans peine que Jirasek arrive à sa nouvelle conception du roman. Tenté par la grandeur de l'époque hussite pendant laquelle le petit peuple tchèque avait si héroïquement tenu tête à l'empereur, au pape, à toute l'Europe, il écrivit ce roman : *Une glorieuse Journée*. Sa tentative était encore prématurée. Ce n'est qu'une première ébauche de l'œuvre qu'il composera quinze ans plus tard, le roman « *Contre tous* », apothéose de l'héroïsme hussite.

Les années de préparation lui ont servi à écrire une longue série de nouvelles et de romans ; les montagnes natales, la vieille ville de Litomysl avec ses traditions, divers épisodes du passé de la Bohême en fournissent les sujets. Je ne puis ici les citer toutes et devrai me contenter de mentionner quelques-uns de ces ouvrages.

Dans *les Contes de la Montagne*, il dessine rigoureusement, avec une sobriété saisissante, des types de paysans tchèques, sans dissimuler les travers de leur caractère, comme par exemple cet entêtement passionné, si caractéristique de la nature tchèque, que l'on trouve dans la nouvelle intitulée *La Race sauvage*. Le vieux paysan Kvirenc, brouillé avec sa famille, ne veut pas permettre à sa fille et à son gendre de puiser de l'eau dans son puits. Ceux-ci portent plainte et le tribunal décide en leur faveur. Furieux d'avoir perdu son procès, le vieux se jette dans le puits pour empêcher ainsi sa fille de boire de cette eau, dans laquelle son père s'est noyé.

Parmi les nouvelles inspirées par le séjour à Litomysl, je n'en citerai qu'une, intitulée *Une Histoire de Philosophes* (1). L'expression « philosophe » est employée ici dans le sens d'« étudiant en philosophie ». La nouvelle, qui est un petit chef-d'œuvre de grâce mêlée de tragique, donne un tableau de l'effervescence et de la nervosité de la jeunesse des écoles tchèques aux approches de 1848. La petite ville aux

(1) Une traduction française, de M. Chollet, a été publiée, en feuilleton, par la *Gazette de Prague* (1922-3).

mœurs encore patriarcales, où se déroule l'action, a fourni les modèles de quelques figures inoubliables : ce sont comme de fragiles porcelaines de Saxe ce Monsieur Rounibek qui semble résumer en lui tout l'esprit borné de la bureaucratie de Metternich, ou cette excellente Mademoiselle Elise, la bonne mère des « philosophes », ses pensionnaires.

Les idylles bourgeoises ne retinrent pas longtemps Jirasek. Peu à peu, allant plus avant dans l'histoire, il est séduit par le type du hobereau tchèque de xve siècle qui, ayant pris au temps des guerres hussites le goût des armes, se résigne difficilement à la tranquille vie de gentilhomme campagnard et préfère aller guerroyer avec les Polonais contre l'Ordre Teutonique ou même s'engager au service de l'étranger. C'est ici que se placent les ouvrages : *Au Service de l'Étranger* et *Le Bûcher de Tchevo*, qui montrent déjà une connaissance parfaite de l'art hussite de la guerre, art créé par Jean Zizka l'Aveugle. Plus tard, dans sa vaste trilogie : *La Confrérie*, Jirasek reprendra ce type de guerrier par goût et par habitude, et il créera des personnages d'une grandeur, d'une sévérité morale et d'une vaillance qui rappellent les classiques exemples de l'histoire romaine.

L'œuvre la plus importante de cette période est le roman *Les Têtes-de-chien*. Ce titre désigne des paysans habitant le pays limitrophe de la Bavière aux environs de Domazlice. Les Hhodes — tel est le nom de cette tribu — préposés à la garde de la frontière, ont reçu, des rois de Bohême, des privilèges et des lettres de majesté. Relevant directement du roi, organisés militairement, ils possédaient leur drapeau orné d'une tête-de-chien, signe de vigilance : de là leur sobriquet qui fournit le titre du roman, évoquant la lutte désespérée des Hhodes pour la sauvegarde de leurs libertés après la bataille de la Montagne Blanche. Le public français aura bientôt l'occasion de lire cette œuvre en version française. J'aime à croire que malgré l'éloignement de l'époque et de l'action, le lecteur français s'intéressera à ce tragique épisode de l'histoire du peuple tchécoslovaque, qu'il comprendra un peu où ce peuple a puisé sa haine de l'oppresseur allemand et j'espère qu'il aimera les belles figures que sont par exemple Matyeï Prjibek et Jan Kozina. Bien qu'étant une œuvre de jeunesse (1881), ce roman est, de par la largeur de la manière épique, de par la force de l'évocation historique, de par l'intensité du pittoresque et de la couleur locale, très caractéristique du génie de l'auteur. Cette couleur locale est rehaussée par l'emploi du dialecte Hhode, charme qui, malheureusement, échappe à toute possibilité de traduction. Espérons que ce livre sera bientôt suivi d'autres et que le lecteur français pourra connaître des romans comme *Contre tous*, ou *Les Ténèbres*, où Jirasek a donné sa pleine mesure.

Dans le roman *Les Rochers*, le jeune maître s'est encore penché sur la douloureuse période qui suivit le désastre de 1620. Racontant le sort d'une famille noble d'émigrés, il sut présenter, dans un raccourci admirable, tout le tragique du sort de la nation après la bataille de la Montagne-Blanche : malgré son profond sentiment de tristesse, il ne glisse jamais dans l'élégie sentimentale lorsqu'il dit le martyre de sa patrie. Bien au contraire, il cherche à deviner les gages d'un meilleur avenir, la force cachée sous les ruines, force qui n'apparaîtra qu'un siècle plus tard, lors de la grande renaissance nationale.

Dans les deux derniers romans qui, par la solidité harmonieuse de leur construction, ainsi que par la profondeur du sentiment humain, appartiennent à ses meilleures œuvres, l'auteur était déjà parvenu à posséder pleinement ses moyens artistiques. A une connaissance très sûre de l'âme humaine et à la science du passé, il joignait un art également puissant de romancier réaliste. Dès lors il était de taille à aborder de grandes œuvres embrassant toute une époque. La forme d'un simple roman ne suffisait plus à ce dessein : il lui fallait désormais composer des cycles de romans.

L'époque hussite, la plus glorieuse page de l'histoire de Bohême, se présentait à l'auteur : tâche énorme dont seuls les historiens peuvent apprécier les difficultés. S'appuyant sur les recherches minutieuses du maître historien Tomek, il fit dans la trilogie *Parmi les Courants*, un tableau très pittoresque, très captivant en même temps que très vrai, des temps troublés qui précédèrent et déterminèrent le mouvement hussite. Toute l'époque est là : la vie à la cour, la vie universitaire, l'agitation religieuse ainsi que l'effervescence générale provoquée par les débauches du clergé et par l'insolence toujours croissante des étudiants et des maîtres allemands, auxquels les statuts de l'Université de Prague donnaient la prépondérance sur les Tchèques, enfin, en un mot, tout ce qui contribua à provoquer cette terrible explosion du patriotisme, de la fierté nationale, du sérieux moral et du zèle religieux qu'on nomme les guerres hussites. Cette œuvre, entachée encore çà et là de restes d'influence romantique, n'a pas de héros dans le sens courant du mot. C'est une cohue de personnages parmi lesquels on rencontre de grandes figures historiques, le roi Venceslas IV, l'archevêque Jean de Jenstejn, le jeune maître Jean Hus, le jeune hobereau qui devint plus tard le grand capitaine Jean Zizka, mais ces hommes sont encadrés par une foule vivante, grouillante et bariolée d'étudiants, de prêtres, de courtisans, de bour-

geois, de truands, de paysans, de laquais. C'est le pays entier qui est le héros du roman.

Depuis, Jirasek est resté fidèle à cette conception. Après avoir montré les causes de l'orage hussite, il a peint ensuite dans le roman *Contre tous* la plus glorieuse page de l'époque tchèque, la conflagration elle-même. Profondément outragée et blessée dans son orgueil de race et dans son sentiment de justice par le supplice de Jean Huss, indignée de voir l'Eglise corrompue s'ériger en arbitre moral, la nation se leva et courut aux armes.

Dans le poignant tableau de la victoire des Hussites sur les Croisés à la Montagne de Vitkov, près de Prague, le roman s'élève et devient une apothéose de la force nationale triomphante. La description de la bataille est d'ailleurs un morceau classique et peut soutenir sans crainte la comparaison avec les plus célèbres passages de ce genre.

Cette évocation intégrale du passé est couronnée, dans la troisième partie du roman, par le tragique et sombre tableau du fanatisme sauvage de la secte mystique qu'on appela plus tard les Adamites et qui fut cruellement exterminée par Zizka. Il serait difficile de citer des pages rendant avec la même intensité et la même sobriété la frénésie érotique, la fureur collective d'une masse en délire, avide de sang, hallucinée et excitée jusqu'à la folie par le fanatisme religieux. Seul à mon avis, depuis Jirasek, le grand romancier russe, M. Méréjkovsky a atteint à cette puissance troublante dans son *Pierre et Alexeï* où il étudie les diverses aberrations mentales des sectes mystiques russes du XVIIe siècle.

Un troisième grand roman de Jirasek se rattachant à cette époque porte le titre : *La Confrérie*, et le sous-titre : *Trois Rhapsodies*.

Ce vaste triptyque dépeint la lamentable dissolution des dernières troupes hussites, qui, tenant encore la Slovaquie, s'efforçaient de sauver l'héritage du jeune roi Ladislas des entreprises des Magyars conduits par Hunyad.

Jusqu'à ce roman, Jirasek s'était appuyé, dans ses ouvrages, sur les recherches des historiens tchèques comme Tomek et Sedlacek. Avec la *Confrérie*, il abordait un terrain vierge, inexploré, sauf quelques travaux d'historiens magyars, écrits avec un parti-pris indéniable. Force lui fut donc de fouiller lui-même les archives et de faire la double besogne de savant et de romancier. Il la menа à bonne fin, et créa une œuvre à la fois d'érudition et d'imagination, de savant et d'artiste.

Historien impartial, il suit la décadence et la décomposition fatale de la confrérie, depuis la glorieuse victoire remportée par elle sur Hunyad, depuis les belles journées où le capitaine tchèque Pobera de Lom avait osé brûler les faubourgs mêmes de Budapest, jusqu'à la dispersion complète des troupes démoralisées, l'austère rigueur hussite de leurs chefs s'étant laissée amollir par les charmes d'une belle Hongroise catholique qui les trahit. Dans ce personnage séduisant de la traîtresse « Maria la Hongroise » l'auteur, à qui on aurait pu faire le reproche de ne peindre que l'amour idyllique, a créé un beau type de femme sensuelle et passionnée avec tout son charme félin.

Dans ce livre, l'art épique de Jirasek atteint à son apogée. Ces farouches Hussites, Tchèques et Slovaques : Jiskva, Pobera, Talafus, les frères Kozic, Aksamit, sont campés avec une sûreté, avec une vérité surprenantes. On vit avec eux ; on entend leurs cris de joie, de fureur, de haine et d'amour, leurs lourdes plaisanteries, on voit leurs gestes, on comprend leur engouement pour la vie guerrière et l'on finit par aimer ces rudes gaillards qui, au fond, ne sont que de bons garçons naïfs, terriblement braves. On ne peut s'empêcher d'admirer la force créatrice de l'auteur, qui a su ressusciter et faire revivre des figures oubliées et l'on partage sa mélancolie au spectacle de tant d'héroïsme inutilement gaspillé.

Après avoir célébré, dans cette série de romans hussites, l'héroïsme guerrier de la nation, Jirasek voulut s'incliner devant un autre héroïsme, tout d'abnégation, de sacrifice, de travail et de dévouement à l'idée nationale. Dans les cinq grands tomes de son roman *F. L. Vek* il a érigé un monument à ces obscurs ouvriers qui accomplirent le miracle de la renaissance tchèque à l'aube du XIXe siècle ; à ces héros presque anonymes qui réussirent à réveiller la conscience du pays engourdie par deux siècles d'oppression et de germanisation. Cette vaste composition groupe autour du protagoniste, un humble patriote, toute une cohue de personnages et reconstitue avec une étonnante fidélité historique toute la vie de Prague à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècles. Ce fin connaisseur du « rococo » pragois a su rendre, tantôt avec humour, tantôt avec émotion, le charme d'une époque crépusculaire éclairée déjà par la lueur des temps nouveaux. L'œuvre entière est édifiée sur les résultats des recherches historiques personnelles de l'auteur ; néanmoins, la poussière des archives n'a nullement altéré l'éclat et la fraîcheur de l'ouvrage. Le vaste et beau tableau de mœurs intitulé « *Chez Nous* », est consacré à la chère province natal du maître.

Là, peu à peu, nous assistons à son réveil. Et l'éveilleur, c'est le curé Havlovicky, une âme pur, un noble idéaliste qui souvent souffre au milieu de ses paroissiens bornés, intolérants et superstitieux. Nous suivons, pas à pas, son dévouement, ses efforts pour assurer un meilleur avenir au peuple qu'il instruit, au peuple dont il améliore l'existence sociale et

dont, enfin, il réveille la conscience nationale. C'est une œuvre touffue et exquise à la fois, où l'auteur nous apprend tout sur la vie, les mœurs, l'âme et le caractère du peuple. Il nous dit l'admirable endurance du pauvre montagnard dans sa lutte éternelle contre la terre peu fertile, l'existence des malheureux tisserands exploités par les entrepreneurs, la passion fatale qui entraîne ces pauvres diables au dangereux métier de contrebandiers, l'oppression féodale, l'absolutisme de Metternich : toute l'époque enfin revit dans ce roman auquel l'expérience, les traditions de famille et les souvenirs personnels de l'auteur prêtent un accent inimitable de profonde vérité.

A l'époque d'humiliation qui suivit la défaite de la Montagne-Blanche, Jirasek avait déjà consacré plusieurs œuvres, notamment les *Têtes-de-chien* et *Les Rochers* ; mais il attendit jusqu'à sa soixantième année avant d'aborder dans son ensemble ce sujet tragique de la patrie crucifiée. Ce n'est qu'en 1915 qu'il donna, dans le roman *Les Ténèbres*, un tableau grandiose de la Bohême meurtrie, ligotée, plongée dans un sommeil léthargique et livrée sans défense au fanatisme des Habsbourg et de leurs acolytes jésuites. Jamais le travail de l'historien et celui de l'artiste ne se sont fondus dans un ensemble aussi parfait. Par la composition magistrale qui embrasse la vie du pays sous tous ses aspects, par le large souffle épique, par le poignant intérêt romanesque, psychologique et idéologique, ce livre seul suffirait à assurer l'immortalité à son auteur. La critique la plus farouche a dû s'incliner devant cette œuvre si profondément humaine qui réalise, à côté de *Salammbô* et de *Guerre et Paix*, un nouveau type de roman historique.

Paru au commencement de la guerre, ce livre est devenu une sorte de Bible où le peuple tchèque, aux heures les plus angoissantes de la grande épreuve qui devait lui apporter la liberté ou la replonger à tout jamais dans l'esclavage, a puisé le réconfort moral et la foi dans l'avenir.

Pendant la guerre, la censure autrichienne saisit le premier volume du roman *Le Roi hussite*, inspiré par la grande figure du Roi Georges de Podiebrady. Avec la même maîtrise que dans *Les Ténèbres*, l'auteur, triomphant des difficultés de son thème où la diplomatie et la politique tiennent une place si grande, évoque les préliminaires de la lutte engagée par le Roi de Bohême contre le pape d'un côté et contre l'hérésie des Frères Moraves de l'autre. Le public tchèque attend avec impatience la suite de ce roman qui doit comprendre trois volumes.

A plusieurs reprises, le grand poète épique s'est montré un puissant dramaturge.

Dans sa première pièce *La Voïnarka*, il donna un tableau très vivant des mœurs villageoises en même temps qu'un tragique conflit de l'amour et de la tendresse maternelle dans le cœur de la femme. Il y a dans son drame « *Un Père* », pièce rigoureusement réaliste et d'une solide construction, des scènes d'une sombre grandeur et des caractères dessinés avec une force rare. Dans le personnage central du vieux paysan bigot et rapace, l'auteur a créé un type profondément humain, car son avarice qui ne recule devant aucune dureté, même envers ses enfants, lui est dictée par un désir invincible de reconquérir le sol que ses pères avaient possédé. Cet étrange attachement à la terre, si fréquent, chez les paysans, entraîne la mort de son fils et la ruine de tous ses espoirs (1).

Le reste du théâtre de M. Jirasek a été écrit, pour ainsi dire, en marge de son œuvre de romancier et la complète. Ainsi *L'Emigré* traite du douloureux conflit de la foi et du patriotisme chez les descendants exilés des tchèques protestants. Jadis, leurs pères avaient dû quitter le pays, avec Coménius ; les fils revenaient avec les armées de Frédéric II qui apportaient, il est vrai, la liberté de la conscience mais en même temps la germanisation complète. La trilogie dramatique : *Jean Hus*, *Jean Zizka*, *Jean Rohac*, donne, sous forme d'une série de scènes puissantes et profondes et dans un raccourci dramatique, tout le sens philosophique de l'époque hussite. Se souvenant de la destinée tragique des Slaves de Poméranie, due en grande partie à leurs discordes intestines et voulant donner à ses compatriotes un sérieux avertissement, il compose la puissante tragédie « *Gero* ». Enfin, avec sa « *Lanterne* », il donne au répertoire tchèque une œuvre des plus charmantes. Dans ce conte dramatique, la grâce fragile et mièvre du XVIIIe siècle est très heureusement combinée avec le charme mystérieux des légendes populaires et on a eu raison de dire que c'est le « Songe d'une nuit d'été » rêvé par un Tchèque. Une sérieuse allégorie du destin national est cachée dans ce riant conte de fées, sans toutefois en détruire l'illusion poétique.

Deux volumes de « Mémoires » complètent l'œuvre de l'écrivain dont nous n'avons cité que les livres les plus caractéristiques. Ses œuvres forment jusqu'à présent 44 volumes.

J'ai dit que l'œuvre de Jirasek tient par toutes ses fibres au sol natal, à l'histoire du pays, aux traditions et aux idées qu'a consacrées le sang des ancêtres. Par cette inébranlable fidélité à l'idéal de la liberté nationale qui inspire toute son œuvre,

(1) *Un Père* a été représenté, en janvier 1921, au théâtre du Parc, à Bruxelles (trad. H. Jelinek).

Jirasek était destiné à devenir un apôtre d'énergie nationale. Le sort lui a réservé une grâce rare : après avoir, pendant quarante ans, éduqué, consolé et fortifié le cœur de sa nation en évoquant son glorieux et triste passé, il fut appelé à entrer lui-même activement dans l'histoire. Aux heures les plus sombres de la grande guerre, quand de nouveau se jouait le sort de la nation tchécoslovaque, tout le pays, spontanément, salua comme son chef intellectuel l'écrivain qui était la vivante incarnation de ses aspirations vers la liberté.

Tandis que dans les plaines de la Russie, les soldats tchécoslovaques, instruits par ses romans, accouraient sous le drapeau blanc-rouge et se groupaient autour de M. Masaryk pour accomplir l'incroyable et héroïque anabase de Sibérie, le vieux maître, le premier, signa le manifeste des écrivains adressé aux hommes politiques fléchissants, et le 13 avril 1918, dans une manifestation inoubliable, au nom de la nation, leva son bras pour jurer fidélité à l'idéal de la liberté. C'est à lui que le général Gaïda dédie ses Mémoires sur l'immortelle campagne des légions tchécoslovaques en Sibérie. C'est par sa bouche que les écrivains tchèques souhaitent la bienvenue au Président Masaryk le jour où le grand exilé rentre dans la capitale libre d'une République indépendante. Membre de l'Assemblée Nationale législative, il fut élu sénateur de Prague aux premières élections, nommé docteur *honoris causa* de l'Université de Prague et citoyen de presque toutes les villes tchèques de la République. Son buste est placé au foyer du Théâtre National et le soixante-dixième anniversaire de sa naissance fut une véritable fête nationale.

Malgré tous ses honneurs, M. Jirasek est resté ce qu'il a toujours été : un homme exquis de bonté et de simplicité, qui n'est heureux que lorsqu'il peut se réfugier dans sa modeste petite maison de campagne au fond de ses montagnes natales de Hronov où, tout jeune, il a gardé les vaches et les chèvres de son père.

Arrivé au seuil de la vieillesse, le grand rénovateur du roman historique peut tranquillement regarder en arrière ; peu d'écrivains ont si bien mérité et de l'art et de leur patrie.

H. Jelinek.

BLAJEYI CHOTERJINSKY

(*Nouvelle*)

I

Sur la galerie supérieure de la plus haute tour d'Hodonin une petite porte de fer s'ouvrit et Blajeyi Choterjinsky parut, Blajeyi Choterjinsky, l'hetman général du roi Georges de Bohême, le rude guerrier qui, après avoir si âprement défendu la ville de Hradishtié, s'était replié sur Hodonin où il était maintenant assiégé par les Hongrois de Mathias.

C'était l'aube d'un jour de juin. Les bouffées d'air, assez vives à cette hauteur, faisaient trembler les longues moustaches grises de l'hetman. Il assura son casque sur son front sillonné de rides et ferma son manteau. Le seigneur Blajeyi avait froid ; et pourtant, d'ordinaire, il ne craignait pas la fraîcheur du matin, mais il n'avait pas dormi cette nuit-là. On s'attendait à un assaut. Avec le seigneur de Moshnov et Hodonin, un brave entre les braves, dévoué corps et âme à la cause du roi Georges, il avait travaillé très tard à préparer ses plans de défense. Puis il était descendu auprès de son fils mourant.

Sur les remparts où sa vie était toujours en danger, l'hetman avait l'esprit plus lucide, le cœur moins lourd, car là il était tout à sa tâche, tout à son devoir ; mais dans cette chambre... Son fils horriblement blessé... Son fils torturé de fièvre... Et rien à faire...! Et ce médicastre, entouré de ses drogues, assis au chevet du petit...! Ce médicastre qui voulait le consoler, qui lui parlait de guérison..., comme si lui, le père, ne voyait pas que le jeune homme allait s'affaiblissant, dépérissant, s'éteignant...

Pauvre enfant! Comme il serre les dents...! Quels efforts il fait pour retenir ses cris de douleur...! Lui naguère si gai, si fort, si brave!

Ah! qu'il était beau son départ d'Hodonin, son départ pour cette expédition en plein cœur du pays ennemi! Quelle glorieuse journée de soleil et d'espoir! Hodonin n'était pas assiégé... ; le roi Mathias s'attardait encore près de Hradishtié... Et puis, quelle victorieuse chevauchée à travers la Hongrie...! Quelle dure leçon le jeune homme avait donnée à ces gens qui voulaient asservir, opprimer les peuples de la Moravie et de Bohême...! Et ce retour...! Ce butin magnifique...! Les chariots étaient combles...!

Oui, mais c'était de cette expédition qu'il avait rapporté cette cruelle blessure...

Au petit jour l'hetman était sorti de la chambre ; c'est en soupirant, en haletant qu'il avait monté l'escalier... Arrivé aux créneaux, à son poste d'observation, il a senti s'alléger le lourd fardeau qui l'oppressait...

Au-dessous de lui les maisons et les rues de la petite ville, la cour et les bâtiments du château sont immobiles et noyés d'ombre. En bas, c'est encore la nuit et le sommeil. Seules, quelques sentinelles vont et viennent le long des remparts et sur la place où les noirs chars de guerre font de grosses taches sombres. Au camp hongrois règne ce même silence, ce même silence de mort.

Pourtant, quel vacarme ils ont fait hier au soir... ! Que pouvaient-ils bien machiner encore ? Un assaut sans doute... Mais ils en ont abandonné l'idée... Pourquoi ?... Ah ! attendez ! attendez ! Sa Grâce Notre roi Georges va venir à notre secours... C'est à ce moment-là que vous pourrez montrer si vous avez du cœur... Aujourd'hui votre besogne est vraiment trop facile... Il n'y a pas grand honneur pour une armée à assiéger une poignée d'hommes, une poignée d'hommes épuisés par la maladie... La maladie... ! Ah ! ces marais maudits..., ces bourbiers d'enfer !

L'hetman cesse d'observer le camp hongrois. Ses regards parcourent la vaste plaine bordée de ténèbres, ils cherchent les marécages, les eaux stagnantes tantôt luisantes comme des plaques d'acier poli, tantôt cachées sous un sombre manteau de roseaux et de broussailles.

Blajeyi Choterjinsky marche à grands pas le long de la galerie. Il marche avec autant d'assurance que s'il se trouvait sur le pavé d'une rue, et non sur le sommet d'une tour, à cent pieds de haut.

Arrivé aux créneaux du levant il s'arrête. C'est de ce côté, par delà le ruban argenté de la Morava, que se trouve la frontière hongroise. Les yeux gris du vieux guerrier se font plus pénétrants, plus perçants. Ils fouillent anxieusement l'horizon. Car l'hetman attend le retour de son fils cadet, parti, lui aussi, pour la Hongrie, avec trente bonnes voitures et six cents soldats... Il a quitté Hodonin un peu avant l'arrivée de l'armée ennemie... Il s'en est allé joyeux plein d'espoir, nullement découragé par la grave blessure de son frère...

Il devrait être revenu. C'était avant-hier qu'on l'attendait. Les pluies l'ont peut-être retardé... Ou alors... ! Ah, grand Dieu ! L'aîné mourant..., le cadet dont on est sans nouvelles... ! Pourquoi n'a-t-il pas envoyé de messagers...? Et on aurait tant besoin de lui..., de lui, de ses hommes, de ses chariots, des vivres dont ses chariots doivent être pleins ! A Hodonin, ce ne sont pas les coups d'épée, les flèches, les boulets qui tuent ; ce sont les maladies, les fièvres, la faim, la faim surtout..., et les gens tombent comme des mouches... Ah ! si Zdeniěk revenait ! On pourrait tenir encore, lutter encore, donner au roi Georges le temps de venir à leur aide, de les dégager de cet étau... Mais non ! Zdeniěk est vivant... Et il n'est pas loin... Est-ce qu'il craindrait de ne pas réussir à percer les lignes des assiégeants...? Pourtant il sait bien que son père ferait une sortie et trouverait le moyen de le faire rentrer dans la place avec tout son butin... C'est donc qu'un malheur est arrivé !

Les réflexions de l'hetman furent interrompues à ce moment. Une voix l'appelait, une voix embarrassée, contrainte.

— « Qu'est-ce qu'il y a ? »

— « Messire Blajeyi ! » répéta la voix, comme défaillante.

— « Va-t-il plus mal ? »

— « Plus mal... ! Il...»

Choterjinsky fit en courant le tour de la galerie ; il se courba pour passer sous la porte de fer et s'engagea dans l'escalier. Son écuyer, un rude soldat lui aussi, l'y attendait ; il pleurait.

« Est-il...? » demanda le père, angoissé.

L'homme baissa la tête. L'hetman porta la main à son front, la passa sur ses yeux, puis, écartant l'écuyer d'un geste, il bondit dans l'escalier.

Au moment où le vieux serviteur, arrivé à la dernière marche, s'approchait de la chambre, la porte s'en ouvrit violemment et le chirurgien vint tomber sur les dalles.

« Pourquoi cherchais-tu à le tromper ? » lui dit l'écuyer...

La tête penchée, l'oreille aux écoutes, il attendit...

Derrière la porte refermée, un grand silence...

II

Soudain dans le camp hongrois, une clameur éclata, dont le bruit vint déferler jusque dans la ville. Les sentinelles tchèques purent observer chez l'ennemi un mouvement inusité. Des bandes d'hommes d'armes couraient de-ci de-là ; bientôt une troupe, assez nombreuse, escortant des voitures, arriva ; elle fut entourée, acclamée.

Quelques heures plus tard, un peu avant midi, on annonça au seigneur Blajeyi un messager du roi Mathias. L'hetman sortit de la chambre de mort. Il avait l'air sombre, mais il marchait résolument, la tête droite, comme à l'ordinaire, et sans faire attention aux regards anxieux et compatissants qui le suivaient.

Le messager apportait la sommation du roi Mathias : la ville et la garnison devaient se rendre.

« Vous êtes bien pressés.., nous pas, dit Cho-

terjinsky. Vous savez que le roi Georges est en marche et vous voulez que nous nous rendions avant qu'il vous chasse d'ici. »

Le messager affirma que les assiégeants n'avaient rien à craindre de l'armée du roi Georges, armée qu'on commençait à peine à rassembler, et cela loin, très loin d'Hodonin.

« Eh bien ! Nous attendrons », lui répondit l'hetman.

— « Vous mourrez de faim, tous, avant qu'elle arrive. »

Et le Hongrois ajouta : « Quant à ton fils, Zdenièk, n'espère plus le revoir.

— « Est-ce que vous l'auriez pris ? » demanda Blajeyi, railleur.

— « Oui, nous l'avons pris », assura le messager.

— Avec tous ses soldats ?

— Avec tous ses soldats.

— Vous les avez pris comme ça, à la glu, comme des bouvreuils, n'est-ce pas ? Et le vieillard eut un sourire ironique.

— « Alors tu ne veux pas me croire ?

— Non, je ne te crois pas, » répondit l'hetman avec force.

— « Et pourtant, nous les tenons, tous... et, tu sais ils sont tous morts, tous ».

— « Tous, tous, sans exception ? » Le visage du chef s'assombrit.

— « Oui, tous, jusqu'au dernier.

— Tais-toi ! Je ne suis pas en humeur de plaisanter. Va-t-en. » Et il ajouta d'une voix farouche : « Même si ce que tu dis est vrai, je ne rendrai pas la ville. Va-t-en dire ça à ton maître. Moi, je resterai fidèle à mon roi jusqu'au bout. »

Puis il tourna le dos au messager et s'éloigna.

Avec Vltchek de Tchernov, le commandant des chars de guerre, il prit ses dernières dispositions en vue d'une attaque ; ensuite il alla au château donner des instructions pour les funérailles de son Blajeyi. Blajeyi ! Le jeune homme portait son nom, son nom à lui !

Il voulait que l'enterrement eût lieu le jour même. Le lendemain était si peu sûr ! Et puis l'air n'était-il pas empesté, corrompu...? Mieux valait se hâter... ! D'ailleurs à quoi bon le garder un jour de plus...? Pour que son frère puisse le revoir... Son frère ! mais, où était-il ? Quand reviendrait-il ? Et que disait donc ce Magyar.. ? Que Zdenièk était mort, lui aussi..., que tous ses hommes avaient été tués, oui, tous, jusqu'au dernier. L'enfer avait donc pris le parti des Hongrois... ! Mais non.. ! C'était impossible Cet homme mentait... Il voulait lui faire peur..., lui faire rendre la place.

Il n'y croyait pas, mais il y pensait... Et lorsqu'il se trouva de nouveau devant le corps de son Blajeyi, il eut un serrement de cœur en songeant que son autre fils, son Zdenièk... !

III

Le jeune seigneur, revêtu de ses plus beaux habits était prêt pour le cercueil. Dans l'église, on terminait son tombeau ; et, déjà, les prêtres endossaient chasubles et surplis.... quand, soudain, en dehors de la ville, un canon gronda, puis un deuxième, puis un troisième.

L'hetman qui était venu dire un dernier adieu à son enfant sortit en hâte.

Les coups partaient du camp hongrois ; c'étaient des grosses pièces, des mortiers et surtout des « tottachs » qui tiraient, et qui tiraient par salves. En un clin d'œil les funérailles, le mort, l'hetman lui-même furent oubliés. Hodonin était en émoi. Les habitants couraient vers les maisons, descendaient dans les caves ; les soldats se précipitaient aux remparts, prenaient leurs postes de combat. Les cliquetis d'armes et les bruits de voix se confondaient en une rumeur à laquelle se mêlait encore le vibrement prolongé des canons magyars.

Le vieux Blajeyi, arraché à sa douleur, semblait revivre. Il sauta à cheval et galopa vers la grand'-porte de la ville. C'était à cette porte que l'ennemi en voulait surtout. Que de pierres ils avaient déjà lancées contre elle. Et aujourd'hui encore, quelle avalanche ! Et Blajeyi poussait son cheval, il avait hâte de se rendre compte de l'effet de la canonnade.

Mais que se passe-t-il ? Les soldats les ramassent ces pierres... Ils les lèvent en l'air, ils les regardent... ils se les montrent... Et voilà que deux hommes viennent à sa rencontre... Mais que portent-ils donc ? Ils ont l'air absolument fous... Et c'est à lui qu'ils font signe... C'est lui qu'ils appellent, d'assez loin encore. Ils approchent, ils arrivent près de lui. L'un d'eux lui crie : « Voilà ce qu'ils nous lancent ! » Et il lui montre une tête fraîchement coupée dont le sang dégoutte encore, cette tête a été déformée, défigurée par la violence du choc... La deuxième tête que l'autre soldat tient par les cheveux est méconnaissable, elle aussi.

Blajeyi reste un moment sans pouvoir parler. Il a blanchi dans les guerres, il a combattu contre les Turcs eux-mêmes, mais jamais, jamais il n'a vu ça : des têtes humaines servant de projectiles !

« Ce sont les têtes des nôtres » hurle un des hommes.

« N'a-t-on lancé que ces deux-là ? » demande l'hetman.

— « Ah, non ! Il y en a déjà une trentaine de tombées, et cela continue... Nous savons maintenant ce que sont devenus nos camarades. »

L'hetman a blêmi ; ces paroles lui ont percé le cœur... Ses yeux flamboient... Il vocifère : « Ah, les bêtes sauvages ! ».

Il saisit les deux têtes, cherche à reconnaître les deux visages : ils sont barbus et vieux. Il rend les têtes aux soldats. Il leur ordonne de ramasser toutes les têtes et de les déposer en lieu sûr. Il éperonne son cheval et s'en va plus loin.

Les paroles du messager lui reviennent en mémoire... Cette langue de chien a dit la vérité...

Il tire son épée, la brandit. Il ne réfléchit pas que les ennemis sont loin. Il ne sait plus ce qu'il fait. Cette horrible canonnade l'a rendu fou de rage.

Sur son passage, les soldats, hors d'eux-mêmes eux aussi, lui crient que les Hongrois lancent des têtes. Ils lui en montrent. Et il s'arrête. Il prend des têtes dans ses mains et il les examine, et il oublie tout. Mais toutes ces têtes sont cassées, broyées, déchiquetées, et c'est en vain qu'il y cherche un indice, un signe. Il se ressaisit, comprend que sa recherche est inutile, surtout en un tel moment. Il donne l'ordre de ramasser toutes les têtes et de les porter au cimetière de l'église et de les y déposer avec soin... « Car ce sont les têtes de nos camarades que mon fils a emmenés avec lui, là-bas en Hongrie. »

Et il ajoute : « Surtout faites attention à celle de mon fils, de mon Zdenièk. Vous la connaissez, n'est-ce pas... ? Dés moustaches, mais pas de barbe... Le roi de Hongrie paye un florin chaque tête tchèque qu'on lui apporte... Eh bien, moi ! Je vous en donnerai cinq pour celle de mon de fils. »

Et il pousse son cheval plus loin. Et il répète à tout instant : « Ah, les sauvages ! les sauvages ! les bêtes féroces ! » ou bien : « Attention à la tête de mon fils ! Attention à la tête de mon fils ! »...

Les têtes continuaient à tomber, tantôt l'une après l'autre, tantôt attachées deux à deux par les chevelures, car ces têtes n'étaient pas rasées, comme des têtes hongroises. C'étaient toutes des têtes tchèques... et souvent les tresses pleines de sang étaient collées aux chairs meurtries.

Toutes on les ramassait, toutes on les examinait, toutes on les portait avec précaution au cimetière de l'église ; là on en faisait deux tas, les plus méconnaissables étant mises à part pour que le père pût décider... Et les deux tas s'élevaient... Vers la fin de l'après-midi, on comptait déjà quatre cent vingt-cinq têtes... et il en tombait encore aux remparts et dans la ville.

Du camp ennemi venait toujours ce grand vacarme joyeux d'acclamations et d'applaudissements...

Les habitants d'Hononin se signaient, pâlissaient à chaque coup de canon... Des femmes fuyaient..., d'autres tombaient évanouies...

Et les soldats qui, au cimetière, entassaient les têtes songeaient à leurs pauvres frères d'armes et surtout à leur vieux chef. Comme il devait souffrir !... Son fils aîné dans son cercueil !... La tête de Zdenièk... Dieu sait où !... Peut-être n'était-elle pas tombée dans la ville comme les autres !... Peut-être s'était-elle brisée contre la muraille... ! Peut-être avait-elle roulé dans le fossé... !

L'attaque attendue n'avait pas lieu ; mais les Hongrois continuaient à tirer, surtout avec leurs « tottachs ». Et le nombre des têtes augmentait...

— « Avec Monseigneur Zdenièk six cents hommes sont partis.

— Pas un seul n'a été sauvé.

— Non, pas un. Dieu nous garde ! »

Les vieux hommes d'armes sentaient un effroi nouveau les gagner.

Et toujours on apportait des têtes... Sur une des deux pyramides on déposa la cinq cent quatre-vingt-deuxième...

« Cela va bientôt finir ! » dit le Seigneur de Moshnov... En effet, peu après l'horrible canonnade cessa.

... Tous les regards étaient fixés sur la petite porte du cimetière... Blajeyi Choterjinsky parut... Le seigneur de Moshnov s'avança à sa rencontre, la main tendue.

« C'est fini pour aujourd'hui » dit-il. Une flamme terrible luisait dans ses yeux. « Ces sauvages veulent nous épouvanter pour que nous nous rendions ; mais nos morts nous apprennent ce que nous avons à faire. » Et il montra du geste les funèbres monceaux près desquels l'hetman s'était arrêté, les yeux fixes. Tout le monde se tut ; tout le monde demeura immobile, chacun retenant son souffle, car tout le monde regardait le père. Lui contemplait les têtes. Il était blême, ses sourcils froncés étaient secoués de mouvements nerveux... Enfin il leva les yeux et demanda d'une voix sourde :

« Et Zdenièk, vous ne l'avez pas trouvé ? »

On lui répondit que non, mais qu'il était possible que sa tête se trouvât parmi les plus défigurées. Le vieillard alors se pencha vers l'horrible tas, il le fouilla, cherchant la tête fougueuse, la tête adorée de son plus jeune fils, de son favori, de l'espoir de sa vie...

Soudain, au camp hongrois, un coup de canon un seul... L'hetman se redressa... il attendit... il écouta... De nouveau cette même clameur... plus joyeuse et plus féroce encore... Puis un grand silence..., un grand calme...

Un soldat partit aux nouvelles..., mais déjà deux hommes accouraient. L'un portait une sorte de sac, l'autre une tête.

L'hetman s'élança à leur rencontre...

Et, la minute suivante, il tenait dans ses mains la tête de son fils, cette tête jeune et blonde, sans barbe au menton, cette tête à moustache jolie... !

Elle était pure, elle était nette, elle était propre, mais elle était livide.

Elle était tombée, soigneusement enveloppée de foin et de paille et cousue dans une peau de mouton...

Le vieux guerrier contempla longuement le visage de son fils bien-aimé, puis il dit au seigneur de Moschnov :

« Le chef est revenu le dernier. »

Il tira une bourse de sa poche, la jeta aux soldats et il sortit du cimetière.

Le seigneur de Moshnov fit creuser une fosse pour les têtes des compagnons de Zdenièk.

Un calme de mort s'appesantissait sur la ville... Au cimetière seul, il y avait un peu de vie, un peu de mouvement. Pioches et bêches résonnaient en heurtant le sol, reluisaient aux derniers rayons du soleil. Le jour mourant caressait pour la dernière fois les faces exsangues des cinq cent quatre-vingt-quatre héros tchèques.

Quant à la dernière tête tombée dans la ville, l'hetman, en ce moment, la déposait auprès du cadavre de son fils aîné.

« Vous vous serez donc retrouvés, mes enfants, quand même !»

Il était seul, seul avec eux. Il les contempla longuement, si longuement que sa vue s'en troubla, puis il se pencha, les baisa au front et sortit de l'église.

IV

Les cloches d'Hodonin se mirent à sonner lugubrement. Leur chant s'envola dans le crépuscule.

Au camp hongrois, une joie farouche régnait. Les soldats de Mathias criaient et chantaient.

« Ils enterrent aujourd'hui, ils se rendront demain ». répétaient-ils avec assurance.

Or, dans la ville, si les cloches sonnaient on n'enterrait plus. Les funérailles étaient terminées ; ce glas n'était qu'une ruse de guerre, et déjà Blajeyi Choteryinsky apprêtait tout pour le combat.

Redevenu absolument maître de lui, l'hetman allait partout, arrangeant tout, disposant tout, donnant ses ordres avec sang-froid et décision. Une lueur fauve brillait dans ses yeux gris, sous ses durs sourcils couleur de cendre.

« Cette pluie de têtes a coûté six cent florins au roi Mathias ; il lui reste à payer la dette du sang » dit-il au seigneur de Moshnov.

La nuit venue, la garnison fit une sortie. Les soldats tchèques, assoiffés de vengeance, et le seigneur Blajeyi plus farouche encore qu'aucun d'eux, firent rage dans le camp hongrois, et la dette de sang fut largement payée.

Au petit jour, Mathias apprit que le roi Georges marchait sur Hodonin avec une puissante armée, et il donna à ses troupes décimées l'ordre de lever le siège.

A ce moment, le vieux Blajeyi vivait encore. Son rude visage s'éclaira quand le seigneur Vltchek vint lui annoncer la délivrance d'Hodonin et l'arrivée du roi Georges.

« Va à sa rencontre, murmura-t-il, et dis-lui que nos morts sont vengés. »

Le lendemain l'hetman succomba aux blessures qu'il avait reçues pendant l'attaque nocturne.

Il a été enseveli dans le tombeau où l'attendaient le corps de son fils Blajeyi et la tête de son fils Zdenièk.

Aloïs Jirasek.

Traduit du tchèque par O. Simek et Eugène F. Maloubier.

LA PHILOSOPHIE DU FASCISME

L'entrée du professeur G. Gentile, métaphysicien, moraliste, éducateur, dans le ministère dont Mussolini est le chef ne souligne-t-elle pas une concordance, — qui d'ailleurs ne serait pas nouvelle en Italie, — du monde des idées avec l'évolution politique, vérifiant une fois de plus l'aphorisme familier à B. Croce que la philosophie est histoire et que l'histoire est philosophie. Nombreux sont assurément les points de concordance. Réduire le communisme à l'impuissance fut un des buts de l'action *fasciste*. Or selon le moraliste éloquent et profond des *Discorsi di Religione*, contre le socialisme qui est une foi, l'individualisme bourgeois dans l'État neutre, agnosticiste, étant d'inspiration plus basse, ne peut opposer qu'une défense dérisoire. Dans un temps où le rapprochement du Vatican avec le Quirinal est à l'ordre du jour, où les tractations de don Sturzo vont peut-être sous condition ménager au *Fascio* l'appui de cette force politique intacte, les catholiques italiens, Gentile met en parallèle la catholicité très nationaliste d'ailleurs des hommes du *Risorgimento* avec le laïcisme sans idéal des années après 1870. Une laïcité réelle et positive ne peut se désintéresser

de ces valeurs spirituelles sans lesquelles il n'est pas de vraie culture. Or il y a dans l'Église une force de vie spirituelle qui vaut que l'État s'en fasse une alliée non pas, bien entendu, en s'inféodant à une seule Église mais en reconnaissant la valeur de la religion sous toutes les formes particulières qu'elle revêt.

D'après cet aperçu des idées de Gentile on conçoit que sa philosophie et celle de son ami Benedetto Croce, auxquelles Emilio Chiochetti a consacré des exposés critiques fort sympathiques dans les éditions « *Vita e Pensiero* », aient rencontré une presque entière adhésion dans le monde religieux et particulièrement dans le milieu d'esprit fort ouvert de l'école néo-scolastique italienne. Mais, suivant les paroles mêmes de l'auteur des *Discorsi di religione*, il est possible, je pense, de parler d'une conception religieuse de la vie, de définir même la philosophie comme tirant de la religion sa matière, sans mériter pour cela d'être qualifié de clérical et de mystique.

L'opinion italienne a été si divisée sur la question de la participation à la guerre européenne qu'il n'est pas étonnant que la façon de réagir à un tel événement et à ses suites présente suivant les individus une grande diversité. Le nationalisme de Mussolini paraît dater de la guerre. Mais un Italien, même socialiste, ne peut guère être internationaliste. Il reste dans la tradition classique de cet universalisme cher aux héritiers modernes de Rome ; et combien en regard de ce grandiose héritage le présent lui paraîtra misérablement disproportionné à ses aspirations ; disproportion qu'il sera même porté à exagérer dangereusement. Ecoutez en quels termes Mussolini donnant dans le *Popolo d'Italia* ses impressions de combattant (1) sur le Monte Nero, l'Ursig et le Javorceck, parle des compatriotes arrivés d'Amérique pour servir : « C'est chose compréhensible que les milliers d'Italiens qui dans ces derniers vingt ans ont battu les routes du monde, savent par une douloureuse expérience ce que c'est que d'appartenir à une nation politiquement et militairement effacée. » Et cette même correspondance n'est pas d'autre part sans nous renseigner incidemment sur une nuance du nationalisme du chef fasciste qu'il y aura peut-être intérêt à rappeler. Son patriotisme s'y montre, pourrait-on dire, à la fois unitaire et fédéraliste. Cela correspond assez bien aux caractéristiques géographiques d'abord, puis politiques d'un pays dans lequel l'unité nationale est encore récente, en voie vers un plus complet parachèvement. Dès lors l'idée de cette unité y est d'autant plus vivante et garde sa fraîcheur d'intérêt, et d'autre part chaque petit pays y a conservé sa personnalité, est resté en quelque sorte un individu (1).

Chez un peuple où l'altruisme en politique est périodiquement vitupéré, « l'égoïsme sacré » a plus d'une forme. Le neutralisme Giolittien qui paraît avoir été l'attitude adoptée au début par le clan des penseurs néo-Hegéliens et notamment par B. Croce et G. Gentile, n'a peut-être été qu'un italianisme strict, craintif des aventures, mais non pas nécessairement pro-Germain en dépit d'une rubrique semblant évoquer l'idée d'une philosophie importée d'Allemagne. Or en réalité, non moins originale que les néo-Hegélianismes anglais et américain, la doctrine de Croce se prévaut de certains caractères ethniques, autochtones, qui d'ailleurs ne sont pas étrangers à l'allure d'orthodoxie dogmatique qui lui a été reprochée. Son affinité avec l'âme nationale m'apparaît dans l'idée de développement qui en est le point essentiel et qui lui est commune avec l'historicisme d'Hegel. C'est que précisément chez l'Italien plus que chez tout autre peuple, les titres de noblesse d'un grand passé et ensuite des vicissitudes politiques innombrables ont développé le souci de faire apparaître la continuité des temps, l'unité de l'Italie dans les temps ; et il y a bien là les éléments, le substratum de l'attitude historiciste qu'il incombe au penseur d'universaliser.

Dès avant Croce et Gentile d'ailleurs, cette continuité dont nous parlons a été cherchée dans le domaine spécial de l'évolution philosophique ; elle fut déjà la préoccupation de Spaventa (2) qui est leur précurseur. Il s'agit d'établir l'indépendance du mouvement philosophique de la péninsule et en même temps l'intérêt universel de ce mouvement, sa participation à la marche du mouvement philosophique européen en même temps que sa continuité autonome originale en regard du mouvement philosophique dans les autres pays européens. L'idéalisme italien se doublera donc d'une histoire de la philosophie faisant correspondre nom pour nom une lignée continue de penseurs italiens à la série des grands initiateurs que les autres pays d'Occident ont donnés à la philosophie. G. Bruno annonce Spinoza et même Leibniz ; « Vico est le vrai précurseur de toute l'Allemagne » ;

(1) Ce *Diario di Guerra* écrit au jour le jour pour les lecteurs du *Popolo d'Italia* a été aussi publié dans la *Rivista di Psicologia* du Prof. G. C. Ferrari.

(1) Le régiment de bersaglieri auquel M. appartenait est pour lui le régiment Italien par excellence, ayant cette particularité d'être recruté dans toutes les régions de l'Italie.

(2) B. Spaventa *La Filosofia Italiana nelle sue relazioni con la Filosofia Europea.*

Galuppi, nouveau Locke, est Lantiste sans le savoir ; la crise du subjectivisme kantien avec Fichte est représentée par Rosmini. Le Schelling et en partie l'Hegel italien, c'est Gioberti. Et Spaventa lui-même, qui renoue ainsi la philosophie nationale à la philosophie européenne, inaugure un Hégélianisme qui n'est pas, commme celui de son collègue Vera, une répétition servile.

En somme, soit dans le domaine de l'idée, soit dans le domaine des faits, le nationalisme italien a pour horizon un universalisme. Croce tour à tour met la guerre au rang d'un cataclysme naturel au regard duquel la recherche des responsabilités individuelles ou collectives est vaine ; ou bien il voit en elle comme une tragédie du progrès dont le héros et le vainqueur est toujours en définitive l'humanité. Nationalisme et universalisme, car tant que sa nation n'est pas en jeu, sa vue porte au delà des conflits des peuples, « les rapports internationaux excédant la portée d'une connaissance qui exige de s'individualiser dans un cas particulier étudié de près pour être vraiment positive ». Il semblerait qu'en dehors d'un Italianisme strict, il n'y ait pour lui que romantisme à la d'Annunzio. Mais avec les réalités de la guerre devenues plus proches apparaîtra la préoccupation constante des problèmes nés de la guerre et notamment celle de maintenir l'esprit public à un niveau élevé. Et ces réalités elles-mêmes sont devenues et restent pour B. Croce et pour G. Gentile une grande expérience pleine d'enseignements.

« Les jeunes hommes, écrit ce dernier, ont appris à sentir fortement vibrer leur âme en face de la mort non comme destin inéluctable fixé par la nature, mais comme devoir et idéal, et ils se trouvent ainsi posséder de la liberté et de la vie une conception bien différente de cette conception nonchalante qui avait cours. » La vie personnelle étant ainsi développée, il ne restera plus à l'individu qu'à se dire « l'État c'est moi » et à s'identifier comme volonté avec l'État pour que soit réalisé l'État vrai dont l'existence repose non *inter homines*, mais *in interiore homine*, lequel est tout l'opposé de l'État individualiste, simple moyen, et qui s'identifie au contraire avec l'individu, en tant qu'organe des intérêts de la majorité. Voilà bien le programme d'un État voulu, vécu, renouvelé par le dedans, dans lequel nous trouvons, conformément aux concordances que nous avons signalées, l'expression en quelque sorte métaphysique de l'anti-parlementarisme et de l'anti-individualisme fasciste.

Le Fascio semble être maintenant en mesure de démontrer par les actes qu'il n'est ni un parti de plus, ni une faction. A ce compte l'action de forme séditieuse qu'il mena pendant plusieurs mois, passivement tolérée par le pouvoir, était donc tout simplement une anticipation de la dictature qu'il déclare vouloir exercer. Le fait d'avoir été une faction n'est pas d'ailleurs à répudier. Dans un beau récit d'Anatole France, le Gibelin Farinata degli Uberti fait l'éloge de la guerre civile où se montre mieux selon lui l'amour des citoyens pour leur ville, que dans les guerres extérieures. Il y a là un trait bien italien et dont on pourrait rapprocher les idées de Fr. Agostino Gemelli (1) sur le patriotisme. Il faut à la volonté de défendre la patrie un autre contenu que des émotions sentimentales et poétiques. Il y faut cet élément volontaire, l'esprit de parti qui fait que l'on se consacre à faire triompher un régime préféré comme seul conforme à la personnalité historique de sa nation. Ainsi l'organisme patrie est quelque chose de vivant et d'opérant dans la conscience des individus composants.

Cette conception de l'État et en même temps le système métaphysique de G. Gentile, l'*actualisme*, trouvent peut-être en quelque sorte leur vérification dans le présent moment historique. Quelle est, en effet, l'essence de ce système ? la science est réellement l'esprit qui l'édifie, comme la poésie est vraiment l'âme du poète et de celui qui goûte la poésie et la recrée en lui ; la réalité du livre, c'est le liseur. Et l'État n'est autre chose que les volontés qui le vivifient, qui le recréent par un intense élan spirituel. Ainsi le monde en tous ses aspects trouve son centre vivant en nous qui le construisons. « La réalité en somme est cette réalité spirituelle que l'esprit fait exister et qu'il ne présuppose pas. »

En face du renouveau idéaliste qui se dégage des *Discorsi di religione*, deux autres doctrines se détachent, expression de mentalités qui ont réagi de façon diverse au grand fait de la guerre et de ses suites. L'âpreté de leurs attaques contre la philosophie de l'esprit n'empêche pas certaines affinités réelles de terroir et d'esprit entre celles-là et celle-ci, peut-être plus perceptibles à l'œil d'un étranger. De quelque façon qu'on les envisage elles apportent leur nuance à cet horizon philosophique du moment que nous avons entrepris de retracer. C'est d'abord l'éclectisme esthético-sceptique à fond de pessimisme de G. Rensi (2). Rensi, qui combattit le neutralisme dans la *Cultura Filosofica*, mène aujourd'hui un jeu de massacre contre les divers rationalismes et principalement contre le « Panglossisme » idéaliste. Le scepticisme ne fut-il pas, en effet, toujours le fruit naturel et logique de cet irrationnel qui éclate sans mesure dans les

(1) *Rivista di filosofia Noo-Scolastica*, déc. 1915.
(2) Giuseppe Rensi. *Lineamenti di Filosofia Scettica.*

grands bouleversements de peuples. De Xénophane à Gorgias, de Celse à Leopardi, il peut d'ailleurs se réclamer d'antécédents autochtones non moins valablement que l'idéalisme. Mais il arrive que son acharnement contre le dogmatisme néo-Hegélien nous les montre d'autant plus inséparables et même sur plus d'un point se pénétrant en quelque sorte l'un l'autre. Attirance des contraires qui est tour à tour la vérité de l'Hegélianisme et la vérité du scepticisme.

Pessimiste encore au moins quant au point de départ est le livre d'Antonio Aliotta, *La guerra eterna e il dramma dell' esistenza.* Anti-idéaliste aussi en dépit du titre Héraclitien et Hegélien, cet ouvrage qui nous montre à tous les degrés de l'existence l'harmonie ou du moins un équilibre précaire naissant de la lutte. Mais ici particulièrement, il est visible que par delà les séparations des doctrines et pourrait-on dire des factions ennemies, empirisme, rationalisme, positivisme, philosophie de l'esprit, se rejoignent des tendances assez homogènes. Cette « onde impétueuse de l'expérience qui rompt les digues des concepts », cette théorie des principes moraux et politiques entendus comme « des formations actives qui naissent des effets de réciproque adaptation des individus et des États » ne transposent-elles pas dans un langage un peu différent un sentiment qui n'est pas sans analogie avec l'attitude « actualiste » en philosophie, laquelle s'harmonise si curieusement avec la péripétie politique dont l'Italie nous fait maintenant spectateurs ?

Jean PÉRÈS.

DES COLLÉGIENS FRANÇAIS EN POLOGNE (1)

Le 13 septembre de l'an passé, cent collégiens et lycéens, répondant a l'invitation du gouvernement polonais, partaient pour la « France du Nord ». Dans le groupe, toutes les Universités de France, une seule excepté, se trouvaient représentées, et nous étions vingt-trois du Collège Stanislas. Pendant quinze jours, grâce à des guides empressés, nous avons vécu de la vie polonaise. Successivement nous avons visité la capitale, Varsovie, contre laquelle est venue se briser la ruée bolchevique, Lwow, où flotte le souvenir héroïque des 1.600 étudiants et étudiantes tués en défendant leur ville, Cracovie, fière de ses musées et de ses églises, fière surtout de son magnifique Wawel, Zacopane, dans les Tatry, égayée par le costume pittoresque des montagnards, la Haute-Silésie, hérissée d'usines et noire de la poussière du charbon, Lodz, le centre de l'industrie textile, Poznan, enfin, « le cœur de la Pologne ».

Au spectacle varié qui se déroulait sous nos yeux notre esprit s'est enrichi d'une foule d'impressions que nous nous efforçons maintenant d'ordonner pour en tirer quelques idées générales.

Dans l'ensemble, ce qui nous a surtout frappés, c'est l'unité et la vitalité de la nation. Partout où nous sommes passés, dans cette Pologne autrefois russe, autrichienne ou allemande, nous avons rencontré, avec quelle joie ! même esprit, même idéal, même foi dans la destinée de la Patrie. La religion et la langue ont constitué, pour les Polonais, de ces liens que la persécution, sournoise ou brutale, ne réussit pas à briser. Dans une ville que nous croyions trouver passablement germanisée, à la suite de la « colonisation » systématique qu'elle avait eu à supporter Poznan (Posen), vivent aujourd'hui 96 0/0 d'authentiques Polonais. Bien loin en effet de les avoir imprégnés de moscovisme ou de germanisme, l'esclavage, stoïquement subi, jamais accepté, a convaincu les Polonais de l'antagonisme radical qui existe entre leur esprit et l'esprit russe ou l'esprit allemand, si bien que l'unité en a été renforcée dans la nation ressuscitée. Quoi d'étonnant si ce peuple, qui a su tant souffrir pour rester lui-même, travaille aujourd'hui avec ardeur ? A Wielicza nous avons visité les mines de sel gemme, en pleine exploitation ; la Haute-Silésie déborde d'activité et nous n'avons aucune peine à croire, ainsi qu'on nous l'a dit, que le rendement atteint presque partout les chiffres d'avant-guerre. Lodz, dont les Allemands avaient pillé les usines, a produit, en 1922, presqu'autant qu'en 1913. Quant aux campagnes, elles sont toutes aussi remises en valeur. Nous avons été invités, par petits groupes, dans les propriétés de la campagne posnanienne. J'ai été avec plusieurs camarades à Gultawy. Comme nous n'y avons passé que le samedi soir et le dimanche, nous n'avons pas assisté au travail des champs, mais nous avons visité la ferme. Après avoir fait le tour des écuries et des

(1) Sur la Pologne renaissante, beaucoup de livres savants ont déjà paru. Il a semblé intéressant de donner ici les impressions d'un jeune Français instruit, d'esprit ouvert, à qui est échu de prendre contact direct avec les jeunes Polonais de son âge, au cours d'un rapide voyage de trois semaines. Le lecteur trouvera ici la notation de visions et de souvenirs dont l'une des qualités au moins est, avec la vivacité de la sympathie, une complète sincérité. P. F.

étables, nous avons vu les instruments, nombreux et variés. Nous avons pu nous rendre compte que la routine n'était pas en honneur là-bas, quand le fermier nous montrait une charrue à cinq socs pour tracteur et un Decauville qui relie les champs aux bâtiments. Une telle renaissance s'explique mieux, elle n'apparaît pas comme l'effort enthousiaste d'un moment, quand on songe que la population, déjà nombreuse, s'accroît annuellement de plus de 300.000 individus. C'est un spectacle qui donne confiance en l'avenir de la Pologne que celui de ces enfants, souvent pieds nus quand ils sont du peuple, mais à la mine toujours réjouie, qui, à toute heure, se pressent dans les rues et dans les jardins publics. Alors notre pensée se reportait vers nos villes de France et nous étions tristes, par comparaison, de les trouver trop désertes. Les « gymnases » (établissements d'enseignement secondaire) regorgent d'élèves. Nous avons visité deux de ces gymnases à Wanzawa et à Lodz. L'installation en est luxueuse ; ce qui se comprend car tout y est neuf. Les collections d'histoire naturelle, les laboratoires de chimie, les salles de physique avec leurs appareils nombreux et modernes, faisaient notre admiration. Les élèves, qui nous faisaient les honneurs de leurs trésors, nous parlaient de leurs études, nous interrogeaient sur les nôtres. Notre plaisir était réciproque à constater que nous recevons la même culture littéraire. Sans avoir besoin d'aborder les sciences, ni la politique, nous pouvions converser de Virgile et d'Homère ; c'était dans notre idée comme le signe d'une communauté de race. Il me souvient d'un Polonais qui, par exception, ne sachant pas le français, tentait de me dire en latin son amour pour la France. Comme la conversation devenait plutôt difficile, il se mit à rire et, appelant à son aide le Celte Virgile, récita « *Arma virumque cano...* » Ce faisant, il exprimait bien quand même ce qu'il sentait : nous étions l'un et l'autre de même race spirituelle, nous étions deux Latins. Nos liens ne s'arrêtent pas là. Plus d'une fois, parcourant une ville avec nos hôtes, entrant dans une église et nous agenouillant côte à côte, puis visitant un musée, un château, nous promenant dans quelque parc, nous parlions de tout, de la guerre, de l'Allemagne, des relations établies dans le cours des siècles entre la France et la Pologne, des vieilles universités cracovienne ou parisienne, et il y avait un tel accord dans nos pensées que nous nous demandions en nous-mêmes : « Sommes-nous donc d'une même nation ? » C'est qu'en réalité nous sommes frères, frères par la civilisation, frères par la foi : nous sommes « Romains ».

Ainsi s'explique l'amour que les vrais Polonais portent à la France. Cet amour ils nous l'ont dit, mais, mieux encore, nous l'avons senti, et profond. Toute occasion pour eux est bonne de le manifester. Ils ont célébré le centenaire de Napoléon avec enthousiasme. Nous avons vu, imprimé en français et en polonais, un livre sur Napoléon, aussi beau que ce qui s'est fait de plus beau à Paris. Un peuple honore un grand homme quand il l'a sacrifié ou qu'il s'est sacrifié pour lui. Plusieurs fois nous avons entendu des Polonais nous dire avec fierté : « Poniatowski est resté fidèle à l'Empereur. Il a préféré la mort à la trahison. » Dans tous les musées, dans tous les châteaux on trouve quelque objet qui rappelle le souvenir de Napoléon. Ici c'est le gobelet dans lequel il a bu à Waterloo, ailleurs le bonnet de fourrure qu'il portait à la Bérésina, ailleurs encore le petit chapeau avec la cocarde, et partout des gravures, des estampes, des médailles, etc.

Ce culte napoléonien tient, en dehors des raisons historiques, à ce que le Polonais se fait une certaine conception du Français. Il y cherche, poussées à l'idéal, les qualités qu'il trouve en lui-même, bravoure, hardiesse, générosité, esprit de décision, et se crée ainsi un type qu'il trouve bien réalisé dans Napoléon. Cette conception, avantageuse ou non, explique aussi pourquoi des étudiants, quand ils nous parlaient de l'art français, louaient surtout Horace Vernet, pour la peinture, et Bizet pour la musique.

Notre langue est parlée par toute l'élite. On la comprend même parfois dans les magasins. A Poznan, dans un bureau de poste où je tâche, au moyen d'un idiome germano-polonais, de me procurer des timbres, l'employé me répond, aimable : « Parlez français, monsieur : cela vous donnera moins de peine et je comprendrai mieux. » Les discours qu'on nous adressait étaient en français. Pour tout dire, le français est presque une autre langue nationale pour les Polonais cultivés. Aussi nous réclament-ils avidement des livres qui, en ce moment, leur reviennent très cher à cause du change. D'ailleurs il y a dans les grandes villes des librairies françaises où vous trouvez tous les livres et les plus récents, les romans du moins. C'est ainsi qu'à Poznan, en entrant dans une de ces librairies, le premier livre que j'aperçois sur la table est *Le Voyage de M. Renan*, d'André Thérive, avec le portrait de l'auteur. Il se fait aussi de nombreuses traductions. Le *Journal de Pologne* (rédigé en français, à Varsovie) en donne la liste. C'est un bon moyen de faire connaître et aimer la France. Encore le traducteur pourrait-il se demander si la renommée de *Balouala* ne se confinerait pas avec avantage entre les murs de Paris.

Le gouvernement polonais, qui voulait que notre documentation fût complète, nous fit voir l'armée, la veille de notre départ. A quelques kilomètres de Poznan, dans la campagne, nous avons assisté à des manœuvres. Pendant que se déroulaient les opérations, nous conversions avec les plus jeunes officiers. L'un d'eux nous confiait qu'envoyé en Alsace, pendant la guerre, dans un régiment allemand, il n'avait pas tiré un coup de fusil sur les Français. Un autre nous racontait les batailles qui s'étaient livrées contre les Bolcheviks et nous exposait comment la Pologne, enfin victorieuse de ses ennemis du dehors, allait maintenant soumettre les « fauteurs de désordre et les ennemis intérieurs ».

Les manœuvres terminées, les troupes défilèrent et le général Racheweski nous adressa la parole. C'est un des meilleurs discours que nous ayons entendus : en quelques mots il nous donna comme l'enseignement de notre voyage : « la France et la Pologne, dit-il, ne se sont jamais, dans l'histoire, élevées l'une contre l'autre, mais bien souvent, et naguère encore, elles ont combattu côte à côte. Puisse cette union, qu'elles ont réalisée dans la guerre, se continuer dans la paix ! »

Ce message d'un grand chef, nous l'avons reçu, nous écoliers, avec émotion et modestie. Tout de même, nous étions fiers d'avoir été choisis pour le rapporter à la France !

Louis SALLERON.

PRIÈRE DU TEMPS DE GUERRE

Mon Dieu, je ne suis rien, moins devant votre face,
Ebloussant le front voilé du séraphin,
Qu'une ombre de fumée instable et qui s'efface,
Et pourtant, moi l'obscur et le sceptique, afin
Que votre charité m'exauce et satisfasse
Ma douleur, je vous prie en cette guerre sans fin.

Que votre volonté pitoyable délivre
Nos provinces du joug affreux des Allemands
Et de la honte d'être esclaves et de vivre
Parmi l'opprobre et la misère et les tourments.
A voir le mal qu'ils font au beau pays de France,
Qui de nous dans son cœur retrouvera l'amour
Ou le pardon ? Au lieu d'oublier cette offense,
Que la haine nous soit le pain de chaque jour.
Délivrez-nous de toute indulgence ! Et si, même
La prière divine, à ma bouche aujourd'hui,
Dans sa rude ferveur semble impie et blasphème,
O Tout-Puissant, dernier espoir, suprême appui,
Entendez le long cri d'éternel anathème
Qui monte vers le ciel des gouffres de ma nuit.

Par les puits corrompus et les sources taries,
Par les fermes à l'abandon et les vergers
Sans arbres, les jardins et prés d'herbes flétries
Où rôdent des troupeaux que les mauvais bergers
Pourchassent dans la steppe aride des prairies,
Par le bétail frustré de crèches et pâtis,
*Qu'*Ils *soient maudits !*

Par les toits démolis et par l'humble chaumière,
Des pauvres mendiant un lambeau de l'azur
Avec sa porte basse ouverte à la lumière,
Par les combles heureux de baigner dans l'air pur,
Par les auvents de tuile et les pignons d'ardoises,
Des logis paysans et des maisons bourgeoises,
Par les âtres éteints des châteaux ou taudis,
*Qu'*Ils *soient maudits !*

Par la Marne et par l'Ourcq, par la Meuse et par l'Aisne,
Par les canaux sanglants de La Lys à l'Yser,
Par les vallons et les coteaux et cette plaine
Immense qui n'est plus qu'infertile désert,
Par les fleuves sacrés et les rivières saintes,
Que l'eau claire devienne un breuvage d'absinthe
Pour leur soif et les voue à des maux inédits,
*Qu'*Ils *soient maudits !*

Par les champs défoncés d'obus et de mitrailles,
Par les beaux grains perdus au massacre des blés,
Par les glèbes en friche et labours sans semailles,
Par les ronces de fer et les fils barbelés
Tendus dans les moissons des chevaux piétinées,
Par les récoltes d'or que l'on n'a point vannées
Dans la splendeur des chauds et rayonnants midis,
*Qu'*Ils *soient maudits !*

Par les bois ravagés, les forêts abattues,
Où les multiples voix des nids et des rameaux,
Avec l'harmonieux feuillage se sont tues,
Par les villes, les bourgs, villages et hameaux
Dévastés de la Flandre et de la Picardie,
Où fume le brasier pourpre de l'incendie,
Par l'ondulement blanc des collines d'Artois
Que déchire un lacis souterrain de tranchées,
Par ce grand cimetière où d'innombrables croix,
Sur des tombes sans noms de soldats, sont penchées,
Pourvoyeurs de la mort, fossoyeurs et bandits,
Soyez maudits !

Par les vierges de Dieu dans les couvents blessées
Jusqu'au fond de leur cœur candide et de leur chair,
Et qui gardent depuis, vivant dans leurs pensées,
Le songe inavoué d'un grand secret amer;
Par les corps innocents pollués, par ces femmes
Qui pleurent à jamais la souillure des âmes.
Violeurs, tâcherons de mâle œuvre, tandis
Que vos savants zélés excusent et déclament,
Que vos gestes, devant l'univers, soient maudits!

Par le sol plantureux où les belles cultures
Se mouvaient, à longs flots verts et bleus, sous le vent,
Par les corons sans vie, au bord des emblavures,
Les corons, les terrils de Flandre et d'Ostrevent,
Par l'industrie et les usines ruinées
Depuis des jours, depuis des mois et des années,
Par le Nord travailleur émigrant au Midi,
Que leurs richesses mal acquises soient données
A ces maudits!

Par la France éprouvée et toi, douce Belgique,
Crucifiée au clair symbole des moulins
Qui tendent leurs bras roux sur le polder tragique
Où ne fleurissent plus les colzas ni les lins,
Mais où brûlent Louvain, Malines et Dixmude,
Ypres et Nieuport, torches des solitudes;
Par la pauvre Serbie aux enfants orphelins,
La déploration des villes saccagées,
Par vos droits méconnus, nations outragées,
Et par les Océans aux neutres interdits,
*Qu'*Ils *soient maudits!*

Par le martyre iconoclaste des églises,
L'effrondrement des tours, des nefs et des jubés,
Et la rapine aux doigts crispés de convoitises :
Calices, ostensoirs, ciboires dérobés
Au trésor trois fois saint des calmes tabernacles,
Avec le pain d'hostie et le vin des miracles.
Par ces assauts d'enfer contre le Paradis,
*Qu'*Ils *soient maudits!*

Par le massacre inique et fou des cathédrales,
Sur la France, depuis des siècles, à genoux,
Ogives pleines d'ombre et verrières royales
D'où le soleil gothique est descendu sur nous.
Colonnes par l'espoir et la foi géminées!
Ample beauté du monde aux pierres profanées,
Décombres de prière et de rêve, que sont
Reims la sublime, Arras l'Espagnole, et Soissons.
Contre le sacrilège inutile et le crime,
Protestez! Car il faut, porches anéantis,
Que votre divin corps mutilé se ranime
Pour étouffer l'appel que, du fond de l'abîme,
Pousseront ces maudits!

Par la dispersion atroce des familles
De Lille, de Douai, de Tourcoing, de Roubaix,
Par le servage monstrueux des jeunes filles,
Quand Tergnier ou Bapaume ou Péronne flambaient
Par les vieillards traînés captifs en Allemagne
Et parqués à l'étroit, sans hygiène et sans pain,
Par les camps de la mort, la vermine et la faim
Qui torturent les prisonniers et par les bagnes
Où l'on vous supplicie, otages et proscrits,
*Qu'*Ils *soient maudits!*

Ah! que par chaque plaie au flanc de la Patrie,
Par toute la pitié française et nos douleurs,
Pour leurs forfaits sans nombre et pour leur barbarie,
Les nourrissons tués, les vieux frappés, les pleurs
Des mères, par l'horreur indicible et qui crie
Vengeance au plus haut ciel, contre eux, contre les leurs,
Par l'ivresse et l'élan tardif de la victoire,
Qu'ils portent, déprimés, un faix de discrédit,
Dans les âges futurs et la future histoire,
*Qu'*Ils *soient maudits!*

Ils sont lâches, ils sont fourbes, ils sont impies,
Ils sont les assassins déments des hôpitaux,
Que la Justice les flagelle et qu'ils expient
Tant de rapts, de dols, d'infamies et fléaux.
Seigneur, par les foyers dispersés et la cendre
Des bûchers allumés au revers des sillons,
Sur leurs meules, sur leurs maisons, faites descendre,
Dans un vent de colère aux rouges tourbillons,
La pluie âcre, le soufre embrasé de Gomorrhe,
Que les feux de Sodome épouvantent encore
Les horizons du soir sinistrement grandis.
*Qu'*Ils *soient maudits!*

Qu'ils aillent, lamentable et morne caravane,
Sans abri ni repos, d'un exode pareil
A celui de nos gens de la France artisane,
Dans le gel et sous la morsure du soleil,
Et qu'ils aillent, tribus d'errants, au long des routes,
En haillons, éreintés, le ventre creux, afin
De connaître à leur tour débâcles et déroutes,
L'angoisse de l'exil, l'avanie et la faim,
Les mioches ouvrant leur bouche à la becquée
Avare, dans l'effroi de la bête traquée
Derrière les fusils et les couteaux brandis.
*Qu'*Ils *soient maudits!*

Que votre règne arrive, ô Seigneur, et seconde
L'effort et le destin des races, que ce soit
La fin du crépuscule ensanglanté du monde,
L'instant de la défaite et du plein désarroi.
L'heure où la représaille impitoyable accable
Ce peuple, parmi tous despotique et coupable,
Sous le poids de sa faute et de son châtiment,

Que le rêve insensé de l'orgueil allemand
S'écroule peu à peu comme un château de sable,
Et triomphe la Paix bienfaisante et semblable
Au printemps qui fleurit de roses un courtil!
Ainsi soit-il!

Mars 1918. LÉON BOCQUET.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'AFFAIRE DE MEMEL

Dans une situation aussi incertaine que celle où se trouve l'Europe, les pêcheurs en eau trouble sont fort nombreux. Les plus dangereux peut-être en ce moment sont les Lithuaniens. Un communiqué de la conférence des Ambassadeurs, qui a passé d'abord assez inaperçu, a annoncé en termes diplomatiques que les pourparlers engagés entre son représentant et la Lithuanie étaient provisoirement suspendus. Cela signifie exactement qu'ils ont été rompus.

Cette rupture n'a étonné personne de ceux qui sont un peu au courant des dessous de cette dangereuse affaire. On sait que le port de Memel, desservant un fleuve mixte, à la fois polonais et lithuanien et devant logiquement être utilisé comme débouché des deux pays, a été enlevé à l'Allemagne par le traité de Versailles. Celui-ci, en autres ajournements inopportuns, a suspendu sa décision, en ce qui concerne le régime du port et de la ville et même en ce qui concerne la souveraineté qui doit s'exercer. On y place provisoirement une petite garnison française, chargée d'y maintenir l'ordre en attendant que Memel fût déclaré polonais, lithuanien ou ville libre.

Ce provisoire a duré jusqu'à la fin de 1922. A ce moment, voyant que la Conférence des Ambassadeurs, occupée d'autres affaires, négligeait complètement Memel, une bande de Lithuaniens envahit brusquement le territoire, chassa les quelques soldats français qui s'y trouvaient en tua même quelques-uns dans l'échauffourée et prit possession de la ville au nom du gouvernement de Kewene. Le coup fait, la République lithuanienne envoya sans tarder des troupes régulières et des fonctionnaires, comme s'il était sûr que cette belle aventure se terminerait à son avantage. Et de fait, la Conférence des Ambassadeurs qui était, paraît-il, sur le point de prendre sa décision se plut à ignorer ces contingences et voulant demeurer dans les sphères sereines du droit international, attribua Memel à la Lithuanie, ce qui était, paraît-il, conforme à l'esprit du traité de Versailles et aux exigences de la géographie. La Conférence des Ambassadeurs a du reste une grande confiance dans les vertus pacificatrices de la mansuétude. Mais il était entendu que, d'accord avec la Lithuanie et la Pologne, les puissances de l'Entente fixeraient le régime du port de façon à donner satisfaction aux légitimes exigences du commerce polonais. Or, dès le commencement des négociations, on s'aperçut que les représentants de Kewene mettaient à tout arrangement amiable, la plus grande mauvaise volonté. Leur intransigeance vient donc d'avoir raison, même de l'esprit conciliant de la Conférence. On nous dit que les négociations reprendront, on se demande comment, étant donné que la Pologne avait fait toutes les concessions compatibles avec sa dignité et avec ses intérêts essentiels.

De toute façon, il apparaît clairement que cette intransigeance ne s'explique que par le désir de s'insurger contre la récente fixation des frontières polono-lithuaniennes. A plusieurs reprises, et notamment les 13 janvier, 17 mai et 18 novembre 1922, le gouvernement lithuanien avait insisté dans des notes officielles pour que la Conférence des Ambassadeurs usant des droits que lui conférait le traité de Versailles fixât définitivement les frontières en question. Il s'en remettait donc à l'arbitrage ; celui-ci lui étant défavorable, il le repousse tout simplement et va jusqu'à proférer des menaces de guerre ; qu'est-ce à dire ? Etant donné la situation de la Lithuanie, la faiblesse relative de son armée, cette attitude n'est explicable que si les gens de Kewene se sentent sérieusement soutenus, soit par Berlin, soit par Moscou, ce qui est infiniment plus probable. Comment douter qu'il n'y ait là un symptôme singulièrement inquiétant?

* * *

Dès son origine, la Lithuanie est d'ailleurs apparue comme un pion que le germanisme avançait du côté de l'est sur l'échiquier européen. Ce sont les Allemands qui, pour exécuter un vieux plan germaniste de morcellement de la Russie, ont lancé l'idée, dès les débuts de la guerre, de constituer un Grand-duché ou un Royaume de Lithuanie qui, gouverné par un

prince allemand, eût été uni à l'Empire par un lien de vassalité fort étroit. Chez les intellectuels blanc-russiens qui forment la classe dirigeante de la population lithuanienne moyenne (Welna) et même Krowno, cette idée n'eut d'abord qu'un médiocre succès. Ces intellectuels étaient en général de bons patriotes russes et ils ne songèrent même pas au commencement de la révolution à une autonomie blanc-russienne. Quant à l'aristocratie, d'origine lithuanienne, les Radziwill, les Skirmunt, les Kerwin-Nilewsky, les Sapieha, elle était polonisée depuis longtemps, elle avait oublié la Lithuanie ou si elle y songeait, c'était pour en faire une province polonaise au cas ou son rêve se réaliserait. Seuls, les Juifs, qui constituent une minorité importante, qui avaient mille raisons de détester la domination russe, mais qui craignaient le prosélytisme catholique des Polonais, étaient plus ou moins favorables au plan allemand à condition que les droits nationaux du peuple juif fussent respectés.

En ces années 1914-1917 d'ailleurs, qui pouvait songer sérieusement à l'avenir dans ces pays frontières, où les populations ne s'élevaient pas encore à la notion de nationalité et où, en fait, la nationalité, comme en Orient, se détermine encore par la religion? Le fonds de la population, le paysan lithuanien, petit propriétaire assez peu cultivé, est profondément catholique, mais les Blancs-russiens du district de Wilna, sont orthodoxes. Enfin dans les villes, il y a un prolétariat juif considérable et très attaché à ses croyances.

Avant la guerre, tout le monde vivait en paix, dans une paix apparente, sous la rude autorité de l'administration russe peu tendre aux juifs, mais très respectueuse des droits des catholiques. Cependant, et rien ne montre mieux la force singulièrement agissante de la conception de la nationalité chez les peuples jeunes, dès le commencement de la révolution russe, l'idéal nationaliste se propagea avec une incroyable rapidité. Ce fut surtout après le triomphe des Bolcheviks qui proclamèrent le droit des peuples allogènes, à se séparer de la Russie, que le mouvement autonomiste s'accentua. Les intellectuels blancs-russiens, qui jusque là n'y avaient pas songé instituèrent à Minsk une république de Russie Blanche; les Lithuaniens, qui quelques mois auparavant étaient prêts à élire un Grand Duc ou un Roi, devinrent soudain d'ardents républicains. Dans la région de Wilna, les juifs, cette fois d'accord avec les Russes, demandèrent que la Lithuanie (la région de Wilna comprise) devînt un Etat des nationalités. « Nationalituét en Stant » où chaque nationalité aurait des droits égaux. Les Juifs particulièrement, pensant que la Lithuanie ne pourrait jamais exister par elle-même, sans une alliance étroite soit avec la Russie, soit avec la Pologne, optaient, dans la région de Wilna, pour la constitution d'une fédération polono-lithuanienne, Wilna demeurant autonome et servant en quelque sorte de trait d'union entre la Pologne et la Lithuanie.

Tout cela était singulièrement vague, et semblait indiquer que les gens de Wilna aussi bien que ceux de Kowno craignaient surtout d'être incorporés dans la République polonaise. Cependant, rien ne justifiait les prétentions de la Lithuanie sur Wilna. La population de cette grande ville est exclusivement composée de Blancs-Russiens et de Juifs. On y parle le russe, le polonais et l'allemand, personne n'y comprend le lithuanien. La vérité, c'est que les gens de Wilna hésitaient, ne savaient à qui se donner et n'avaient même aucune conscience de leur véritable désir. Il était tout naturel qu'ils fussent la proie du plus fort ou du plus hardi. De là, la multiplicité des opinions qu'on eut le plus sincèrement du monde dans l'Europe occidentale sur le sort qu'il convenait de faire à Wilna; selon le hasard de ses relations, le publiciste, le diplomate, l'enquêteur qui parcouraient le pays, revenaient persuadés que celui-ci était de sympathie polonaise ou de sympathie lithuanienne.

Les années 1919 et 1920 furent singulièrement troublées. Les Allemands partis, ce furent les Bolchevicks qui, avec la complicité du haut commandement allemand, s'emparèrent de la région de Wilna et y proclamèrent la République lithuanienne des soviets. Cela ne dura pas longtemps. Quelques mois de domination bolcheviste suffirent à soulever toute la population contre le régime communiste. Les petits propriétaires blancs-russiens ou lithuaniens qui n'avaient jamais connu le régime du Mir, ne pouvaient ni souffrir, ni comprendre un gouvernement qui non seulement supprimait la propriété des seigneurs, mais qui prétendait aussi ignorer la petite propriété foncière. Comme pendant ce temps, le gouvernement de Kowene s'était solidement affermi, ses troupes chassèrent donc assez aisément les régiments de l'armée rouge. Mais tout en opérant sur un autre terrain, les Lithuaniens se montrèrent aussi tyranniques et aussi maladroits que les Russes. Ils arrivèrent en conquérants et en maîtres, proclamèrent langue officielle le lithuanien que personne ne parlait et ne comprenait, nommèrent aux plus petits emplois des fonctionnaires

étrangers à la région et soulevèrent contre eux toutes les nationalités sans exception. C'est ce qui rendit si facile l'entreprise du général Zelikowsky dont les troupes on s'en souvient envahirent brusquement la ville et proclamèrent son rattachement à la Pologne.

On se souvient que cette entreprise fut très mal jugée dans le monde diplomatique de l'Occident et particulièrement en Angleterre. Il y eut contre le général Zelikowsky, une véritable campagne de presse. On assura que la population de Wilna gémissait sous la domination des soudards polonais. En réalité, Zelikowsky et son adjoint Osmolowsky se conduisirent avec beaucoup d'habileté et de libéralisme. Ni les Juifs, ni les Blancs-Russiens, ni les paysans lithuaniens n'eurent à se plaindre, durant les cinq ou six mois que dura ce gouvernement provisoire. Zelikowsky et Osmolowsky se disaient partisans de l'autonomie de ce qu'ils appelaient la Lithuanie moyenne, c'est-à-dire la région de Wilna, et de la conclusion d'un lien fédératif entre la Pologne et la Lithuanie. La population ruinée par tant de guerres et de révolutions souhaitant ardemment la paix, mais que l'idéal nationaliste et particulariste continuait à travailler, adopta avec joie ce programme.

Seulement ni la Pologne, ni la Lithuanie ne voulurent y souscrire. La presse lithuanienne combattait violemment le gouvernement de Varsovie, la presse polonaise répondit de même et une véritable haine nationale commença à se se développer dans ces deux pays que l'intérêt présent aussi bien que les souvenirs du passé auraient dû unir. Les esprits modérés et libéraux entrevirent un moment un moyen de salut dans l'adaptation du projet que M. Hymans développa devant la Société des Nations et qui, tenant compte des revendications de la population, pouvait à la rigueur arranger tout. Mais la Lithuanie le repoussa violemment et fit preuve dans les négociations d'une telle mauvaise foi et d'une telle haine de la Pologne qu'elle gâta définitivement sa cause. Plus personne à Wilna ne songe à l'orientation lithuanienne, bien que le gouvernement de Varsovie, rompant avec la politique très sage de Zelikowsky, pratique depuis quelque temps un système de polonisation qui cause de graves mécontentements; mais à l'instigation des Cercles nationalistes de Varsovie on impose la langue polonaise, partout on veut obliger la population blanc-russienne et orthodoxe à fréquenter l'école polonaise où l'on enseigne le catéchisme et l'on a allumé une véritable guerre scolaire qui n'est pas sans danger et qui fournit à la Lithuanie un motif d'intervention et des arguments de propagande.

* * *

Ces erreurs du gouvernement polonais n'ont pas manqué en effet de susciter contre lui l'indignation de tous les libéraux d'Occident. On se montre très sévère pour la Pologne dans nos pays. On exige de cette nation qui vient de se reconstituer, qui a tout à créer : ses méthodes administratives, son personnel politique, son économie nationale, une sagesse politique que de vieux peuples habitués depuis longtemps au régime parlementaire ne montrent pas toujours. On oublie qu'il est très naturel que dans un pays qui a son unité à faire, qui doit effacer les traces des dominations étrangères, qui doit ressouder les trois tronçons que le partage de 1795 a fait de l'ancien empire, il paraisse nécessaire de pratiquer l'unification jacobine. Quand nous reprochons aux Polonais leur politique scolaire ou leur politique linguistique, ne sont-ils pas en droit de nous répondre qu'ils ne font que nous imiter? N'est-ce pas la France qui a inventé ces méthodes unificatrices dont nous faisons grief à la Pologne? N'est-ce pas elle qui a imposé des lois uniques une langue unique, à des populations d'origine différente? La France n'est-elle pas faite d'un amalgame de peuples divers dont la politique monarchique, puis la politique républicaine ont fait un seul peuple et à qui le pouvoir central a en quelque sorte façonné une âme?

La Pologne qui compte des historiens de valeur, et où l'on a fort la manie historique, s'étonne quand nous lui reprochons d'employer les procédés d'unification qui ont si bien réussi chez nous. Elle se sent menacée par un grand nombre d'ennemis, son douloureux passé lui a rudement enseigné le danger des divisions et du libéralisme et s'il est un peuple qui peut faire valoir des raisons quand on lui fait grief d'imposer, fût-ce par la force, le respect de l'unité nationale à ses allogènes, c'est bien le peuple polonais.

Seulement au temps où nos États-nation se constituaient aux dépens des petites nationalités qu'ils englobaient, la démocratie n'était pas encore dans ses mœurs, et par conséquent les petites nationalités n'avaient pas encore conscience d'elles-mêmes. On les a éveillées partout, en proclamant le dogme de la souveraineté populaire et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les États qui ont à se constituer dans une atmosphère si contraire à la notion de l'État sont naturelle-

ment aux prises avec les plus graves difficultés.

Il est manifeste d'ailleurs que la protection des minorités blanc-russiennes et orthodoxes n'intéresse que bien médiocrement la Lithuanie, qui est aussi catholique et beaucoup plus « cléricale » que la Pologne.

Dans tous les cas, cela n'a rien à voir dans l'affaire de Mémel, et comme la question de souveraineté n'est plus en question puisque la décision de la Conférence des Ambassadeurs est irrévocable, la politique d'intransigeance et de mauvaise volonté de la Lithuanie ne s'explique que par des tractations singulièrement louches avec l'Allemagne et avec la Russie. Remarquez au surplus que la manœuvre de Memel se produit au moment où l'Allemagne aux abois a le plus urgent besoin d'une diversion et où la situation de plus en plus difficile du gouvernement des Soviets le pousse aux résolutions extrêmes. Un incendie se rallumant dans l'Europe orientale servirait singulièrement les desseins de ces partis allemands qui ne rêvent que solutions catastrophiques aux insurmontables difficultés au milieu desquelles ils s'agitent. Certes on ne voit pas encore très bien quels avantages la Lithuanie retirerait d'une nouvelle conflagration générale, mais la haine est mauvaise conseillère et le sentiment antipolonais est surexcité au plus au point dans les classes dirigeantes de Kowno. De toute façon notre intérêt direct est de soutenir énergiquement la Pologne dans toute cette affaire. Elle est la gardienne de la paix dans l'Europe orientale. Elle est notre poste avancé aussi bien contre le péril russe que contre le péril allemand. Si on la sent forte, résolument épaulée par les puissances d'occident et spécialement par la France, les petits États encore vacillants des pays baltes qui attendent toujours le moment de se précipiter au secours du vainqueur finiront par se grouper autour d'elle, assurant ainsi la paix et la sérénité de toute cette partie de l'Europe.

L. Dumont-Wilden.

LE THÉATRE

DEUX AUTEURS DRAMATIQUES ET UN COMÉDIEN ÉTRANGER

Evidemment, il ne faut rien exagérer : toutefois, lorsqu'on s'applique à suivre d'un peu près le mouvement des idées et les fluctuations du succès, il semble que des remarques comme celle-ci s'imposent. Il vient de paraître, presque simultanément, sur deux scènes différentes, l'une officielle, L'Odéon, l'autre d'avant-garde, la Comédie des Champs-Elysées, deux œuvres également remarquables et de retentissement égal, l'une qui nous vient du Danemark et l'autre de l'Italie. Ces œuvres ont certainement beaucoup de valeur et l'estime dont elles ont été entourées est infiniment naturelle et légitime. Toute la question que je me risque à poser est seulement de savoir si ce mérite est absolu ou relatif et si, d'une manière générale, toutes les fois que, en France, nous nous tournons avec cette sympathie vers les littératures étrangères, ce n'est point par lassitude et si, présentement, nous n'avons pas salué les noms de Mme Karen Bramson et de M. Pirandello avec d'autant plus de chaleur que nous étions plus fatigués de notre présente indigence... De même si, à l'égard de l'acteur Danois, M. Reumert, nous avons été si accueillants, n'est-ce point parce qu'il nous a rendu, pour un instant, cette belle illusion de la vie et de la vérité que toutes nos vedettes parfaitement incapables, avec un métier dont nous connaissons tous les procédés, de nous procurer...

Si nous jugeons du présent ou de l'avenir par le passé, nous devons, en effet, constater que la vogue des littératures étrangères a toujours coïncidé, chez nous, depuis l'influence de l'Espagne et de l'Italie au XVIIe siècle jusqu'à celle d'Ibsen et des Russes, avec un affaiblissement momentané de la production nationale, et que, d'autre part, cet engouement, traduisant des aspirations profondes et non satisfaites du public, a été l'occasion, sinon la cause, d'une renaissance. Faut-il penser qu'il en est de même aujourd'hui et que, Dieu merci ! il en sera de même aussi demain?...

***

Le *Professeur Klenow*, de Mme Karen Bramson, est une « pièce d'idées », comme nous ai-

mons à dire dans notre jargon de critiques; mais c'est aussi, — ce qui est plus rare, — une pièce de femme. Entendez donc tout de suite que ce second caractère neutralise, en quelque sorte, le premier, c'est-à-dire que les idées ne nous apparaissent point avec leur habituel caractère d'abstraction doctrinaire et systématique, mais qu'elles sont vivantes, mouvantes et chaudes, toutes baignées encore de sensibilité et de poésie... Elles ne s'enchaînent point... Elles se contredisent parfois... Il serait bien difficile, je crois, d'en dégager une capable de résumer toutes les autres et qui donnerait un sens vraiment philosophique à cette étude de passion... On a l'impression que l'auteur n'est point partie d'une notion, mais d'une observation et que, chemin faisant, en même temps que son cœur était touché, son esprit était mis en mouvement... Sa pièce n'est pas née de ses idées, mais ses idées de sa pièce... Ces idées, en effet, ce sont seulement les élans de cœur d'une femme très intelligente et dont le sentiment, tout naturellement, rayonne, et devient de la clarté spirituelle...

Dans une œuvre de ce genre et de ce mérite, l'anecdote, bien entendu, ne compte guère.

Le Professeur Klenow est célèbre, laid et vieux. Sa laideur et sa vieillesse l'ont tenu loin de l'amour, et la gloire n'a point rempli sa solitude... Il est sur le point de devenir aveugle, et, lorsqu'il entend les révoltés se plaindre de l'inégalité sociale, il n'a pas mal à les confondre en invoquant l'inégalité naturelle dont il est lui-même, avec sa cécité, une victime... Mais voici qu'il a rencontré, un soir, presque « dans le ruisseau », une jeune fille qui pleurait parce qu'elle s'était enfuie de chez son père, un horrible marchand de vins exigeant d'elle les pires complaisances à l'égard des clients. Le Professeur a cru d'abord n'obéir qu'à la bonté, puis il a cédé à un autre sentiment. Il aime cette jeune fille et cette jeune fille ne l'aime pas; elle aime un jeune homme. Dès lors s'engage une lutte entre le Professeur et le jeune homme pour garder le cœur de la jeune fille. L'un possède les armes naturelles, l'autre, celles de l'esprit et de l'expérience... et nous assistons, peu à peu, à l'emprise du vieillard sur l'enfant jusqu'à ce que, incapable de choisir entre sa pitié et son amour, la jeune fille se tue.

M. Reumert, l'interprète danois de cette œuvre, est lui-même un acteur de premier ordre. Il a acquis au plus haut point la technique de la composition, et il garde le don de la sincérité, néanmoins. Peut-être le soin qu'il devait apporter à la diction dans une langue qui n'était pas la sienne et l'émotion de paraître devant un public parisien contribuèrent-ils à le préserver de tous les dangers qui menacent les acteurs Il est difficile de garder en scène le mouvement même de la vie...!

*
* *

M. Pirandello, le second triomphateur étranger de cette quinzaine, est un romancier devenu subitement, aux environs de la cinquantaine, auteur dramatique... En quelques années, il a écrit près de quarante pièces, qui lui ont tout de suite valu, en Italie, la première place comme auteur dramatique.

Déjà, dans un petit théâtre de Montmartre, en même temps que l'*Antigone* de M. Jean Cocteau, on avait joué de lui *La Volupté de l'Honneur*, dont nous avions admiré l'ingénieuse et cruelle subtilité.

Quand on a pu voir, presque en même temps, deux spécimens d'art dramatique aussi différents que ceux-ci, l'œuvre de la Danoise Bramson et l'œuvre de l'Italien Pirandello, on ne peut manquer d'être frappé, pourtant de leur ressemblance profonde, ressemblance qui, justement, les distingue de notre production nationale : c'est le goût passionné des idées... Il semble que, chez nous, présentement, la scène ait horreur de l'intelligence... Ailleurs, c'est cette intelligence qui domine... Sans doute en avons-nous abusé : de là notre indifférence et, par instants notre apparent dégoût, alors que les autres gardent encore, dans le monde de la spéculation morale et philosophique, une fraîcheur de néophytes...

Les pièces de Pirandello, en effet, ne sont pas moins idéologiques que celles de Me Bramson... Seulement, lui, il n'est pas une femme émue et frissonnante devant le monde intelligible : il est, au contraire, un humoriste...! Il s'est trempé curieusement dans l'atmosphère philosophique créée par les grands penseurs Européens, depuis Begson jusqu'à Freud, et il a médité sur les problèmes les plus profonds de la personnalité psychologique et de la destinée morale... Mais il sait bien que les choses humaines les plus sérieuses ne le sont guère... S'il est de son temps par les doctrines, il en est aussi par l'humour...

L'art de Pirandello, c'est de l'humour philosophique...!

Ainsi, je me sens tout-à-fait incapable de vous faire l'exposé de la pièce jouée à la Comédie Montaigne : *Six personnages en quête d'un auteur*. Cette pièce, en effet, en comprend deux : celle qui se joue sous nos yeux, et celle qui aurait dû se jouer. La première est claire et simple; la seconde est aussi compliquée que possible, puisqu'il s'agit de déterminer en récit les rapports entre les six personnages qui cherchent un auteur et de nous faire entrevoir quelle eût été la pièce... Mais il n'est pas nécessaire, justement, de tout saisir dans cet imbroglio hypothétique pour prendre plaisir au spectacle réel qui se déroule sous nos yeux. On admire simplement la désinvolture, le comique et la cruauté avec lesquels nous est présentée une satire du théâtre et la définition de l'art.

Deux idées, en effet, semblent dominer l'œuvre : la première est tout à l'honneur du génie et de la création artistique. Ce qui est vrai, selon Pirandello, ce n'est pas la réalité périssable et changeante; c'est la réalité transformée, embellie, pensée, la réalité qui a passé par le rêve d'un cerveau privilégié; ce ne sont pas les hommes, pauvres personnalités qui n'ont même pas d'unité, mais le personnage de théâtre. La fiction animée par le génie, voilà tout ce qu'il y a de vrai dans le monde, puisque seuls sont éternels, comme Sancho Pança, les êtres qui n'ont jamais existé.

La seconde idée, qui paraît contradictoire, c'est qu'il n'y a rien de plus faux que le théâtre et de plus décevant que le jeu des comédiens... Pirandello a pris comme cadre de sa pièce le plateau où répètent un directeur et une troupe de théâtre... Arrivent les six personnages qui demandent qu'on les joue... Et nous assistons, dans un merveilleux second acte, à la confrontation du personnage et de l'interprète... On n'a jamais poussé si loin la caricature ni si nettement dévoilé au public la vanité comique... Pirandello adore le théâtre, mais il n'aime pas les comédiens : est ce si contradictoire, après tout...

GASTON RAGEOT.

LA POÉSIE

QUELQUES RÉCENTS VOLUMES DE VERS

Nos poètes ne chôment pas et leur nombre se multiplie. Ils n'arrivent même plus à se lire entre eux. Les Samedis et les Mercredis poétiques ne peuvent épuiser la liste de ceux qui mériteraient d'être « dits ». Sur la table du moindre courriériste littéraire s'amoncellent les volumes de vers. Pourtant dix au moins des livres dont nous voudrions parler sont signés de vrais poètes, justement notoires, trente autres sont l'œuvre d'écrivains probes et sincères et contiennent mieux que des promesses. Mais, alors que tous les quotidiens proclament le nom du dernier faiseur de vaudeville, à peine pouvons-nous nommer ici des poètes de talent que nous aurions un si grand désir de faire lire et de faire aimer. Puissent-ils nous pardonner notre injustice involontaire, et nos lecteurs, en se procurant leurs ouvrages, nous consoler de n'avoir pu enrichir ces notes de plus abondantes citations !

Voici d'abord trois plaquettes, si riches et si denses qu'il leur faudrait consacrer une longue étude, d'autant plus que nous les devons à trois de nos meilleurs poètes contemporains. *A Sainte Térèse de Jésus* ne compte qu'une vingtaine de strophes, mais ces vers, dans leur fluidité chaste et comme botticellienne, sont si purs d'inspiration et de forme qu'ils devraient prendre place dans toutes les anthologies. Ardent comme une prière, le noble poème de M. Louis Le Cardonnel, mystique et grand poète des *Carmina Sacra*, illustre la pensée de celle qui a dit : « Je meurs de ne pas mourir. »

O Térèse, aide-nous à mieux remplir nos tâches,
A vaincre en ces hasards qu'il nous reste à courir,
Nous les chrétiens du siècle, aimant son joug, et lâches,
Nous qui ne mourons pas de ne pouvoir mourir.

L'Allée des Glaïeuls dont le poème à des Esseintes, où Stéphane Mallarmé célèbre les iridées, a inspiré le titre, comprend cinq odes et un sonnet dédiés par M. André Fontainas à M. Paul Valéry. Ces deux poètes en qui revit le grand Mallarmé confient une pensée volontairement obscure à des vers toujours définitifs, *nous laissant le bonheur de deviner peu à peu*. M. André Fontainas, qui appartient à la génération symboliste et veut laisser aux choses tous leurs mirages, tout leur mystère, s'apparente aux Parnassiens par le soin méticuleux de la forme. Il est un poète de Renaissance et son lyrisme s'épanouit en belles odes qu'aurait admirées Ronsard. Mais Banville eût aimé l'ingéniosité, la variété, la sûreté du parfait technicien :

Amant des mots et des rythmes
Qui nous enchantent, subtil
Déchiffreur de logarithmes,
Ainsi, Valéry, soit-il !

M. Francis Vielé-Griffin a réuni, pour tresser une *Couronne offerte à la Muse Romaine*, vingt petits poèmes d'une fraîcheur matinale. Malgré leur facture presque classique, les vers d'un des plus célèbres poètes du vers-libre n'ont rien perdu de leur souplesse et gardent un rythme personnel. Tout en respectant les lois consacrées, sa Muse Romaine conserve sa poésie naïve et raffinée tout ensemble. Debout entre les cyprès de Virgile,

devant la claire Méditerranée et sous le ciel bleu, telle que Dante l'immobilisa dans son éternelle beauté, elle est évoquée en vers lumineux.

Et voici les poètes de la vie, qui veulent être des hommes en même temps que des artistes, et refléter dans leurs vers toutes les joies et les douleurs humaines M. Fernand Gregh, qui fonda jadis l'*humanisme*, est homme et nous confie, en vers toujours harmonieux et souvent magnifiques, tous ses rêves, toutes ses mélancolies, tous ses élans personnels, mais exprime aussi toute l'âme ardente ou inquiète des hommes de son temps. Il s'est placé au centre des choses, comme l'écho sonore de Victor Hugo. Art essentiellement fraternel et humain qui rapproche les hommes en leur révélant mieux leur fonds commun. Dans son dernier livre, le poète, ayant atteint le milieu de sa carrière, s'est mis tout entier, et tourne un peu la tête sur l'épaule pour revivre tout le beau passé et mesurer le chemin parcouru.

On ne sait comment il se fait,
Mais, voilà — la vie est passée.

Ce recueil important, où se résume toute son œuvre, suffirait à consacrer le poète. Il revoit dans les brumes du passé la maison de l'enfance d'où il partit un jour pour vivre sa part de vie humaine, aimer, devenir père, être un chaînon de la chaîne éternelle, dégager l'or des minutes passagères, tressaillir, espérer avec tous ses frères pendant les quatre années où la France porta sa couronne douloureuse. Toute la douceur, toute la gravité, tout l'étonnement de vivre s'expriment en ce volume singulièrement riche d'émotion et de pensée. Mais quel charme dans ces ressouvenirs !

Où sont-ils les espoirs de notre adolescence
Et le rêve infini qu'apportait le matin?
L'horizon nous semblait si bleu d'être lointain
Et la beauté du monde était notre innocence.

Et c'est la beauté de la vie que chante avec une juvénile allégresse le charmant Georges Dessoudeix dont la *Corbeille des Soirs* est pleine de fleurs d'avril. Poètes de la vie, M. Henry Berton dont le *Cœur effeuillé* révèle une âme noble, mélancolique et résignée, M. Pierre Ardouin, l'impeccable auteur de *Grappes d'Or et Chardons bleus*, M. Martin-Videau, qui se retourne vers le passé pour y rechercher le véritable sens de l'existence humaine, M. Léon Néel, dont les *Pétales de Pourpre* s'effeuillent si délicatement, M. Charles Dornier, le puissant auteur des *Feux et Chants dans la nuit*, qui nous rappelle un peu Verhaeren et sait évoquer en beaux vers tumultueux tout le frémissement des modernes « villes tentaculaires », poète sain et de forte race malgré ses tendres nostalgies. M. Fernand Dauphin, d'une belle voix sonore, célèbre dans ses *Allégresses* les jeux de l'âme et du monde. M. Marcel Dumenger, M. Henri Deberly, poètes et artistes d'une rare perfection que le divin Théo aurait aimés, dans l'*Or des ruches* ou *Grains d'ambre et d'or* font tinter l'or pur de leurs rimes. M. Emmanuel Aegerter comparant les poètes, éternels baladins, aux *Comédiens d'Elseneur*, les suit dans leur course aventureuse. M. Fagus, frère naïf de Villon et de Verlaine, poète inquiet et trépidant avec une personnalité bien marquée, noue des couronnes d'épis, de marguerites et de roses pour en faire sa *Guirlande à l'Epousée*. M. Raymond Benda, philosophe et métaphysicien, dit le rythme infini de la vie universelle. Plus élégiaque, M. Charles Boulley-Duparc, dans son livre harmonieux, *Mais où sont les neiges d'antan*, dit tous les émois de son âme devant la beauté du monde, et ses automnes mélancoliques et ses radieux printemps. Mais si tous ces poètes de la vie confient leurs tristesses ou leurs joies à des vers de forme traditionnelle, d'autres, comme l'exquis et sensible Georges Périn, recherchent des sonorités plus discrètes et des rythmes plus personnels. Comme le plus délicat des impressionnistes, cet écrivain délicat, fluide et comme aérien, procède par petites touches, infiniment nuancées, d'ombre et de lumière. M. Jean Sarment, qui s'est placé au premier rang de nos jeunes auteurs dramatiques, dans le *Cœur d'Enfance*, laisse apparaître toute la sensibilité aiguë d'un Henry Bataille. M. Alphonse Séché, qui vient de nous donner un précieux livre de chevet, subtil et réconfortant, *Paroles pour notre bonheur*, a rompu avec toute prosodie régulière. Son dernier recueil au titre délicieux, *Dans toute cage il y a deux oiseaux*, nous rappelle qu'il y a deux âmes en tout homme, comme disait Faust, l'une qui tient à ce monde et l'autre qui s'ouvre un chemin vers le ciel. Et le talent du poète que sa philosophie rapproche de Maeterlinck, d'Emerson et peut-être de Marc-Aurèle ,est de prêter aux paroles les plus sages et les plus vraies je ne sais quelle grâce légère :

Les mots de la sagesse sont vides de sens
Pour celui qui ne sait les écouter.
Les mots de la sagesse sont les plus sots des mots
Pour qui n'entendit jamais
Que les mots du faux plaisir.

Et le souvenir de la guerre inspire toujours des strophes nouvelles. A vrai dire, tous les poèmes écrits depuis neuf ans sont un peu des poèmes de guerre, et comment pourrait-il en être autrement ? Pouvaient-ils complaisamment analyser leurs tristesses sans causes et leurs mystérieux tressaillements, tous ceux qui n'ont connu que des angoisses trop réelles, pouvaient-ils oublier tout à coup tout ce dont nous avons vécu pendant cinq ans ? Parmi les poètes dont la guerre fut la grande inspiratrice, citons le lamartinien Georges Audigier, dont *Le Sang Versé* contient des vers bien émouvants, M. Edmond Pasquier, autre combattant, qui célèbre les héros du fort de Vaux, M. Léon Hiélard, qui dans ses vers de territorial se révèle un poète précis et puissant, M. Henri Davoust, ancien rédacteur du *Tord-Boyau*, dont les odes bien venues ont germé dans la boue des tranchées, M. Joseph Soulié, qui célèbre avec éloquence l'éternelle gloire de nos poilus, M. Maurice Gauchez dont *les Rafales* révèlent un grand souffle lyrique, M. Pierre Paraf, qui dédie de touchants poèmes à ses frères d'armes tombés sous la terre de France, M. G. Bronsseau qui évoque nos champs de bataille, M. Roger Reigner dont la mélancolique flûte s'attendrit pour chanter les douloureux printemps de la guerre et notre bon Maître Maurice Bouchor, qui, pendant cinq ans, exaltant nos âmes, a suivi anxieusement la marche de l'immense tragédie. Ses poèmes, écrits au jour le jour forment, aujourd'hui réunis, la plus glorieuse épopée. M. Maurice Betz, dans ses *Scaferlati pour troupes*, donne, sur des rythmes bien personnels, sa vision de la guerre, évoquant les aubes pâles, les nuits d'hiver aux postes d'écoutes, dressant toute la carte de ses souvenirs de cinq années. Et nous trouvons encore d'admirables poèmes dans le beau recueil d'un autre parfait poète, Eugène Hollande. Sa prophétie d'une nouvelle Cassandre, qui, dès avril 1914, voit, au ciel de la Patrie, passer des ailes ensanglantées,

lui a dicté d'ardentes strophes lyriques et la douleur des mères lui a inspiré les plus nobles élégies. Et dans son livre d'une si belle ordonnance qu'a préfacé M. Pierre de Nolhac, M. Gustave Fort, ayant passé l'âge de combatttre, nous donne encore des poèmes de guerre, puisqu'au milieu des angoisses de la grande tourmente, il éprouve le besoin de mieux aimer son pays natal. Il trouve pour le chanter des accents simples et vrais, et ses sonnets, tendrement issus d'un cœur sincère, m'ont parfois rappelé ceux d'un Joachim du Bellay. Mais sa Muse est bien à lui et s'épanche en vers harmonieux.

Laisse entrer l'infini par la fenêtre ouverte,
Car la nuit étoilée apaise les douleurs,
Les accords de Chopin, versés comme des pleurs,
Se répandront plaintifs sur la plage déserte.

Et depuis des milliers d'années qu'il y a des hommes, et qui aiment, les poètes de l'amour ne se lassent pas de répéter l'éternelle chanson. Le *Poème de l'Amour et du Baiser*, de M. Philippe Chabaneix, est d'une jeunesse adorable. Ses vers précis, concis, mélancoliques et souriants tout ensemble, sont de qualité tout à fait rare. M. Maurice-Pierre Boyé, M. André Romane, qui vient d'obtenir le prix Fouraignan, en leurs vers d'une aimable galanterie, nous ont rendu un peu de la grâce du Chevalier de Boufflers. M. Maurice Gervais, dans la *Lumière qui n'est plus*, nous offre, poète-philosophe, un touchant poème d'amour et de mort. M. René Maran, prix Goncourt de 1921, a réuni dans le *Visage calme* des poèmes tendres, graves, de forme classique qu'aurait pu admirer Moréas. M. André Payer nous confie ses *Ferveurs secrètes* dont j'aime la claire et discrète sincérité. Poèmes simples, purs, qui gagnent bien vite notre sympathie. Mais l'amour sûr, durable, conjugal, a trouvé son poète en M. A.-P. Garnier. Son *Jardin d'Amour* est l'œuvre d'un écrivain poète dont aucun livre ne nous laissait indifférents, mais qui est maintenant en pleine possession de son art. Ses vers, d'une forme plus sûre, n'ont rien perdu de leur souplesse. Il chante les joies permises et les plaisirs honnêtes du foyer, dégage la poésie quotidienne de la vie, le rythme harmonieux des saisons et des jours. Et ce poète heureux est un sage puisqu'il sait trouver la poésie où elle est, dans la sereine paix du devoir accompli. Que de jolies fleurs dans ce *Jardin d'Amour!*

Sous le fardeau croissant des tâches quotidiennes,
Dans le soin messager que requiert la maison,
Tu demeures, prisant les vertus, ces gardiennes,
La sagesse adorable et la douce raison.

Et voici des poèmes dramatiques. M. Louis Lefèvre, auquel ses romans si curieux et son émouvante *Prière d'un homme* ont valu l'admiration des lettrés, nous montre dans *Aurelia* un jeune prince, qui abandonne l'amie, l'idéal de son enfance, pour s'emparer de la reine d'un pays voisin, et qui, revenu vainqueur, se lasse vite d'un bonheur factice, et regrette les joies tranquilles de son enfance. La Délivreuse des morts lui apprendra que le vrai bonheur est dans l'amour qu'on a pour les hommes. Ce beau poème, riche de pensée, écrit en vers, non pas libres, mais libérés, vaut surtout par la noblesse généreuse de l'inspiration. C'est une œuvre de large envergure. M. Anthelme Grivet, l'auteur de *Chouans* inspirés de Balzac, soutient fort habilement l'intérêt pendant quatre actes. M. François de Costils, à qui nous devons la *Mort des Idoles*, confronte le Christ et l'Homme dans une scène d'une grande puissance. M. Jean Bicour de Bourgies, dont le théâtre fantaisiste, gracieux et truculent tour à tour, s'illumine d'un joli rayon de lune, fait revivre les héros de Molière et de Banville. Mais les cinq œuvres importantes que le pur et profond poète Jean-Marie Mestrallet a réunies dans un seul volume suffiraient à faire la réputation d'un écrivain dramatique. Dans l'*Esprit des Eaux*, il nous offre une forte évocation des temps préhistoriques, dans *la Délivrance*, il nous donne sa belle vision de l'avenir. Dans son *André Chénier*, drame d'amour et de sang, où palpitent toutes les passions humaines, J.-M. Mestrallet, historien et philosophe, fait revivre le grand poète que se disputent les forces du rêve et de la vie.

Mais c'est à nos poètes descriptifs et paysagistes qu'il faudrait faire la plus large place. Les uns chantent leur province natale comme M. Albert Marchon dont le premier livre : *Sous le signe de la Vierge*, atteste une surprenante maîtrise. La nostalgie de ce Parisien qui regrette le ciel clair, les parfums, les collines neigeuses de son Dauphiné, lui a dicté d'admirables petits poèmes où se révèle un poète de qualité rare, qui, sans rien perdre de la simplicité de son cœur, est devenu un très habile ouvrier du vers. M. Louis Vaunois, poète des bords royaux de la Loire, se montre bien dans ses vers harmonieux le digne petit-neveu, qu'il est en réalité, du doux Racine. M. Eléonore Daubrée célèbre en vers solides la terre des ancêtres. M. A. de Courson a répandu dans son livre toute la mélancolie bretonne. Poète érudit, M. Auguste Jehan évoque en vers de belle tenue trois siècles de la vie versaillaise. M. Ch.-Rafaël Poirée aime la nature et la chante, rêveur et solitaire comme un pâtre des montagnes. M. Ch.-Th. Féret, toujours original, robuste et plein de verve, tresse de riches couronnes à la gloire de sa Normandie. M. Pierre Agnélant, ami des clairs horizons et des calmes paysages, nous apporte dans ses vers tout son pays du Beaujolais. Fils du divin Chénier, M. Fernand Mazade, un des plus parfaits poètes d'aujourd'hui, a réuni dans son livre *De Sable et d'Or*, des vers limpides comme un ciel de Provence et d'une harmonie, d'une mesure, d'une fluidité vraiment exquises. Quel regret de ne pouvoir citer quelques pièces de cet admirable recueil ! M. Alexandre Embéricos nous offre de lumineux poèmes de l'Egée. Pèlerin ébloui, M. Alcide Ramette a rapporté du soleil de ses voyages en Orient. M. Achille Segard, voyageur et homme d'action, qui a conduit sa solitude sous les cieux de tous les pays, reste un poète inquiet et rêveur. M. G. Groux nous peint le Sahel cher à Fromentin dans ses poèmes algériens qui font penser à de brillantes aquarelles. Et c'est encore un délicat paysagiste qu'il faut admirer en M. Emile Ripert, qui nous transporte dans cette délicieuse Ombrie où saint François et ses frères obtinrent de leur Sœur Pauvreté la joie parfaite. Quelle vie fut jamais plus digne d'être chantée que celle du doux *poverello* qui prépara peut-être la Renaissance en ramenant les hommes à la contemplation de la nature ? Les vers d'Emile Ripert conservent un peu de la pureté des *fioretti*. J'aime ceux où nous voyons passer Sœur Claire parmi les vergers fleuris de la Portioncule :

Claire aura de la joie à voir Sainte Marie
Où sa voix dit les vœux que François a reçus;
Mais la table ne sera pas très bien nourrie;
Le premier plat sera qu'on parle de Jésus,
Et le second sera qu'on parle de Marie.

Mais nous n'avons rien dit encore de nos poétesses bien que plusieurs d'entre elles comptent parmi les meilleurs poètes contemporains. Les *Confidences* de Mme S. Foulot-Clavel, les frais et délicats *Poèmes Couleur d'Aurore* de Mlle Hélène Vervoort, *La vie est là*, de Mlle Suzanne Renaud, chez qui nous trouvons un sentiment si profond de la nature, *La Lampe éteinte*, de Mme Marie Delétang, dont les vers nous révèlent une âme de poète singulièrement riche et frémissante, *La Ronde des Jours*, de Mme M. Henry-Rosier, dont la voix pure s'élève parmi la monotonie provinciale pour dire la mélancolie, l'angoisse et la beauté de la vie en strophes d'un charme puissant, *l'Œil du Rêve*, de Mme Marguerite Yvane qui sent si bien le mystère des choses, le généreux poème, *Etre Français*, de Mme Herter-Eymond, *Le Livre de l'Idole*, de Mlle S.-B. Mac Daret, poète émouvant des paysages mystiques et des églises noyées d'ombre, qui sait peindre en sûre artiste, avec des couleurs infiniment précises et nuancées, *A l'Ombre du Drapeau*, où Mme la baronne de Baye enchasse en strophes harmonieuses ses tendres souvenirs d'infirmière, *l'Amoureuse Chanson*, de Mme George Vallières, qui, dans le jardin secret de ses rêves, a dressé un temple à la Sagesse où elle trouve un suprême refuge, tous ces recueils sont les œuvres de poètes classiques qui possèdent un sûr métier. Parmi les poétesses vers-libristes, citons Mme Jeanne Dortzal, qui, dans son charmant *Il était une fois*, évoque ces impressions délicieuses d'enfance avec la plus savante ingénuité, Mme Roger de Nereys, qui, ouvrant l'oreille aux brises qui viennent de Paros, nous chante, à la manière antique, des chansons païennes écrites en marge de celles de Bilitis, Mme Jane Hugard, qui élève, mère inconsolée, un pieux monument à la mémoire d'un enfant disparu, Mlle Marie-Paule Salonne, née en ce coin de Bretagne d'où Renan croyait entendre les cloches d'Is, évoque avec une douceur infinie, sa *Maison dans la Brume*. Presque enfant encore, cette jeune fille a révélé des dons exceptionnels. La forme témoigne par endroits de quelque inexpérience, mais ses vers venus de l'âme sont toujours vrais, sincères et pathétiques. Que cette petite Bretonne reste fidèle à son pays de brume, qu'elle reste la calme servante de la sainte simplicité! Elle a du souffle : elle a un accent très personnel. Nous la compterons parmi nos meilleurs poètes. Et que de poésie encore, mélancolique et légère, dans les *Ombres Heureuses* de Mme Cécile Périn! C'est toute la douceur, toute la tristesse noblement acceptée de la vie quotidienne. Une femme qui a souffert, pleuré, sait idéaliser sa douleur, changer des larmes de deuil en larmes de joie, vivre parmi les ombres d'un beau passé. Sans aucun stoïcisme vain, le poème *In memoriam* est de la plus humaine, de la plus bienfaisante beauté. Peu de poètes nous ont donné de ces impressions lumineuses. Et voici encore un beau livre, *Le Sanglot d'Eve*, de Mlle Amélie Murat. C'est l'éternel sanglot des âmes qui cherchent vainement un refuge, aimant sans être comprises et priant sans être exaucées. Ces vers religieux et passionnés semblent ceux d'une sœur spirituelle de Charles Guérin. Mais l'auteur de ces vers élargit, épure sa douleur en parlant au nom de toutes les femmes qui ont souffert. Heureuse douleur puisqu'elle inspire des strophes ardentes ou graves qui parfois font penser à Mme Desbordes-Valmore et parfois à Mme Ackermann. Et je voudrais, parmi beaucoup d'autres, pouvoir citer les vers où le poète offre à Dieu son cœur mal guéri :

Ah! comment se fait-il, mon Dieu, qu'il vous désire
Du fond de sa misère et sa fragilité,
Pauvre cierge incertain qui vous offre sa cire,
Mais vous refuse un feu par le monde agité?

Et je ne peux pas ne pas signaler au moins trois importantes études, signées de poètes notoires, que ne peuvent ignorer tous ceux qui aiment la poésie. M. Ernest Raynaud, l'ami admiré de Moréas, en même temps qu'il publiait le troisième volume de sa *Mêlée Symboliste*, a consacré à Charles Baudelaire, dont il recherche les origines, retrace la vie, étudie l'œuvre dans ses moindres détails, un ouvrage définitif d'érudit, de critique et de poète. Sans s'associer à ceux qui le dénigrent avec injustice ou l'exaltent aveuglément, il lui assigne, parmi les poètes du siècle dernier, une place qui est glorieuse sans être tout à fait la première.

Les femmes poètes de la Hollande, par Mlle Lya Berger, devraient se trouver dans toute bonne bibliothèque. Tout en étudiant des figures féminines aussi curieuses que celles de la nonne poète Hadewyck, des sœurs Wisscher, qui chantèrent sur les rives mélancoliques du Zuiderzée, ou de Mme Hélène Swarth, le plus grand poète moderne néerlandais, Mlle L. Berger sait faire revivre des milieux et des époques. Et plus passionnant qu'aucun roman est le livre où M. Maurice Levaillant surprend, avec l'aide de lettres inédites, tous les secrets de M. de Chateaubriand, nous le montre amoureux de Pauline de Beaumont, de Juliette Récamier, voire même de sa femme dont la maladie dépendait moins de la poitrine que des nerfs, et qui ne se portait bien que lorsqu'elle se trouvait auprès de son grand homme. L'âme orageuse, romantique et toujours insatisfaite de René palpite tout entière dans ce livre dû à la collaboration de l'historien très avisé et du très délicat poète que nous admirons en Maurice Levaillant.

Est-ce tout? — Non. A peine avons-nous signalé le tiers des volumes amoncelés sur notre table. Depuis l'abolition de toute loi prosodique, le premier venu s'improvise poète. Et nous savons bien que d'innombrables poèmes de facture traditionnelle sont d'une désespérante banalité, mais le respect de la discipline, qui reste une entrave, aurait au moins l'avantage de réfréner dans une certaine mesure cette production surabondante. La poésie meurt de trop de poètes. Ce qui est certain, c'est que les meilleurs d'entre eux, comprenant qu'à une prosodie toujours changeante rien de durable ne pourrait être confié, observent strictement les règles consacrées. Les licences ont été tellement à la mode qu'elles sont aujourd'hui démodées. Après tant d'audaces faciles, la plus grande hardiesse consiste à présent à être simple, clair, et pas trop hardi. Il n'est plus possible d'être original qu'en renonçant aux vaines originalités. La meilleure façon maintenant de paraître un peu révolutionnaire est de respecter les traditions poétiques. Ce que nous pouvons remarquer aussi, c'est que nos poètes ont perdu un peu de leurs mélancolies sans causes, de leurs désespérances de naguère (une d'or, de pourpres, d'allégresses, et (bien mauvais mot) que de ferveurs! La grande tourmente a balayé les inutiles tristesses d'autrefois. Nous souffrons moins depuis que nous avons vraiment souffert. Jamais la vie n'avait paru plus belle, le monde plus radieux, et ceux que le malheur a véritablement touchés éprouvent le besoin d'ennoblir et d'épurer leur douleur.

André Dumas.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Outre-Océan

Si la perte par l'Angleterre de l'Empire des Indes n'est pas encore un fait pratiquement accompli, on peut du moins la considérer comme un fait dès maintenant acquis à l'histoire, constate la revue américaine *Current Opinion*. L'évolution aura été rapide entre la mer d'Oman et le golfe du Bengale et il aura suffi des agitations de ces dernières années pour déterminer jusque parmi les éléments les plus sages de la population l'irréductible volonté de secouer la tutelle britannique. Au demeurant, le nombre des fonctionnaires augmentant sans cesse, les Anglais ont dû bon gré mal gré accepter la collaboration des indigènes et demain les Indes seront autonomes à leur tour. On se tromperait pourtant en supposant que les menées d'une poignée de fanatiques auront ici raison de la paix publique. Les Anglais ne sont nullement menacés sur les bords du Gange d'une quelconque expulsion, mais leur autorité décroissant de jour en jour, ils s'éliminent d'eux-mêmes. Davantage : il ne tiendra qu'à eux de rester « en invités que l'on écoute », car, encore imparfaitement initiés aux méthodes occidentales, les Hindous ne sauraient se passer de celles-ci, en matière de finance et d'industrie notamment.

La paix entre les Alliés et l'Allemagne vaincue enfin signée, l'Europe, disait-on, pourrait s'attendre à la ruée vers elle des Amériques : de là-bas les foules accourraient contempler le spectacle des ruines laissées derrière lui par le formidable cataclysme; et puis, il y aurait tant de nouveaux multimillionnaires avides de connaître de près les beautés de notre vieille société !

Las ! les chiffres que publie dans la *Fortnightly Review* (fasc. VIII) M. J. Davenport Whelpley attestent la persistance d'une importante diminution du nombre des voyageurs d'Outre-Océan à destination de l'ancien continent. (Autour de ces chiffres, aucun ergotage possible d'ailleurs, le régime des passeports rendant le contrôle facile). Les Américains atterrissant en Europe étaient avant la guerre trois cent mille environ bon an mal an : or, ils n'ont pas été cent mille, par exemple, pendant le premier semestre de 1922.

Les causes de cette abstention ? D'abord, le prix de la traversée a quasi triplé depuis 1913 — et qui sait si, quoique riches ou mieux parce que riches comme jamais, les Américains ne vont pas se mettre maintenant à « compter », eux aussi ? Le commerce européen montre en outre des exigences à effaroucher Crésus lui-même. Enfin, il y a à l'endroit de notre monde cette désaffection — pour ne pas dire davantage — dont il n'est pas de jour que la presse transocéanique ne nous apporte quelque nouvel écho.

Allemagne

A la Deutsche Rundschau (mars), Pertinacior écrit que l'Allemagne se trouve une fois de plus isolée, au milieu de la terrible épreuve que lui inflige la haine de la France. Que si parmi les peuples qui se refusèrent à participer à la guerre mondiale quelques timides sympathies se manifestent à son endroit, celles-ci demeurent impuissantes politiquement parlant. « Reste à savoir, conclut le chroniqueur, si nous sommes assez fermes, si nous sommes assez virils pour nous défendre et pour persévérer ainsi dans notre premier mouvement... Ce n'est pas l'heure de se payer de mots... Ce qu'il nous faut absolument, c'est une direction qui se rende compte de ce qu'elle peut au juste au dehors et qui réprime énergiquement à l'intérieur toute tentative de désordre; quant à nous, gouvernés, nous n'avons qu'à serrer les dents et à nous tenir, jusqu'au bout, coude à coude ».

Italie

Le Professeur Giorgio del Vecchio examine dans la *Nuova Antologia* les réformes et moyens qui s'imposent pour attirer autour des chaires de son pays les étudiants étrangers. En constatant qu'ils y sont d'ailleurs un peu moins clairsemés à l'heure actuelle, il écrit que les Universités et autres établissements d'enseignement supérieur italiens comptaient au total en 1913-1914 exactement 429 auditeurs venus d'outre frontières. Mais chez le voisin telles Universités d'importance secondaire — ainsi celles de Lausanne, de Berne, de Zurich — en comptaient autant, considérées isolément, et parfois davantage....

Dans *Minerva* (fac. 5), une aimable dissertation de M. Americo Scarlatti sur « les canards », au sens journalistique du mot . « Quand la nouvelle n'existe pas, il reste à l'inventer » : il y faut « la manière » ! Dans le journalisme quotidien comme en littérature, « le vrai n'est rien et le vraisemblable, c'est tout »... Et l'auteur de nous conter cette savoureuse anecdote. Léon XIII se mourait. Le correspondant à Rome d'une grande feuille de Madrid courait la Ville Eternelle en quête du « renseignement sensationnel », lorque, en désespoir de cause et venant à songer à propos au crédit dont le cardinal Rampolla avait toujours joui sous le pontificat qui allait finir, il imagina de télégraphier à son journal que le pape, anticipant sur les suffrages du conclave, avait solennellement désigné pour lui succéder le Secrétaire d'Etat qui avait si fidèlement servi sa politique. La trouvaille fit en effet sensation. Au point que le gouvernement espagnol s'étonna auprès de son représentant au Vatican de ce qu'il l'eût laissé dans l'ignorance de pareille nouvelle.

Suisse

Sous le titre « Les dernières années du prince Albert et la Reine Victoria », la *Bibliothèque Universelle et Revue Suisse* publie un long fragment, traduit par M. Roger-Cornaz, d'un livre à paraître prochainement. On trouvera dans ces pages d'intéressants détails sur la vie privée du couple britannique. En relatant la visite à Windsor des souverains français, l'écrivain anglais Mr. Lytton Strachey, dessine cette amusante silhouette de celle qui fut la toute puissante Victoria : « Elle s'attacha beaucoup aussi à l'impératrice, dont elle admirait les grâces sans le plus petit soupçon de jalousie. Et pourtant Eugénie, dans tout l'éclat de sa beauté, enveloppée des étouffantes crinolines parisiennes qui faisaient si bien valoir sa taille haute, mince et souple, aurait pu exciter le dépit de son hôtesse qui,

très petite et assez forte, nullement jolie, habillée sans goût comme une petite bourgeoise, ne pouvait guère se sentir à son avantage. Mais Victoria ne doutait de rien. Il lui importait fort peu que la chaleur lui fît monter le sang au visage et que sa capote violette fût à la mode de l'an passé... Elle était reine d'Angleterre. N'était-ce pas suffisant? Elle avait la vraie majesté, et elle le savait ».

Égypte

A propos de la découverte de la tombe de Tut-Ank-Amon, Ahmed Ramzy fait, dans les *Echos de l'Orient* (n° 69), cette réflexion, qui ne manque pas de justesse : « Quand les peuples d'Europe tracent les origines de leur civilisation, de laquelle d'ailleurs ils sont très jaloux, ils les cherchent toujours dans l'ancienne Grèce et à Rome. Mais la destinée a servi l'Egypte cette fois. La tombe de ce jeune Pharaon vient de montrer que la civilisation de la Vallée du Nil avait atteint un degré supérieur à celui de plusieurs autres, même antérieures... » La civilisation actuelle est « l'œuvre de l'humanité tout entière et n'est pas le monopole d'une race ou d'un continent ».

Gaston Choisy.

LES LIVRES NOUVEAUX

Alcuin Miliait : *Les Opérations cardinales de l'esprit humain. — Noble Pantagruel.* Etude de physiopsychologie. Vignettes de R. de Montaudouin, frontispice par Marcel Schorp. — 1 vol. grand in-8° raisin, 600 pages. Gaston Douin, éd.

Ce livre d'un savant physiologiste est certainement l'étude la plus complète, qu'on ait osée, de la philosophie de Rabelais. Pourtant les faits et dit du noble Pantagruel, l'auteur y expose, au travers du texte de Rabelais, l'histoire physiologique de l'esprit humain, dégageant d'abord celui-ci du mythe dans lequel il est enfermé; le soumettant à l'épreuve du doute expérimental; le libérant, enfin, sous le guide de la Conscience. C'est, de plus, l'histoire de l'esprit humain, considéré dans la pensée, et dans les investigations, qui établissent la relation entre les pensées. L'auteur discute ensuite, Rabelais en main, les théories, les affirmations de certains philosophes; il souscrit au dogme de parfait spiritualisme, qu'est l'infinie relativité. Et, en conclusion, il essaye un commentaire approché du « Cy Entrez », où il développe le rituel des Thélémites, — le fonds commun des cultes. — Tout cela, méthodiquement ordonné, éclairci de tables et d'annotations précieuses, constitue pour tous, un cycle, pour la première fois complet, de physiopsychologie. Peut-être la forme en laquelle ce remarquable ouvrage est présenté déroutera-t-il, à première vue, les lecteurs superficiels; mais, outre que cette étude ne s'adresse pas à eux, cette ingénieuse intervention de Rabelais dans la propre discussion de son œuvre, sera au contraire un charme de plus, pour tous les esprits sérieux, partant seuls capables de s'intéresser à une œuvre de cette valeur.

A. R.

J. G. Fichte : *Discours à la Nation allemande.* Traduits de l'allemand par J. Molitor, agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie. Préface de Charles Chabot, Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Lyon. 1 fort volume in-8°. 245 pages. — Alfred Costes, éd.

On sait l'immense action de ces discours, prononcés par Fichte, au lendemain du désastre d'Iéna. On peut affirmer qu'ils ont véritablement créé en Allemagne, le sentiment national; et qu'ils ont contribué, plus que tout, à y imposer la haine de la France. Il posait, en effet, en principe absolu, indiscutable, que le peuple allemand « *possède le plus nettement le germe de la « perfectibilité humaine;* qu'il est, par conséquent, celui « à qui « *revient la préférence dans le développement « de l'humanité* »; et il concluait : « *Si vous sombrez, « l'humanité tout entière sombre avec vous, sans espoir « de restauration future* ». — On comprend le succès de pareilles affirmations auprès du peuple le plus vaniteux, et le plus dénué de bon sens, qui soit au monde. Nous avons expérimenté, au cours de la guerre, ce que valait cette prétendue supériorité du génie moral de l'Allemagne. Mais ce qu'il importe de retenir, et c'est pourquoi il faut lire ces discours, c'est la théorie si vraie du rôle que Fichte assignait à l'éducation de l'enfant, dans cette régénération qu'il essayait, pour son pays, et dans laquelle, il n'a que trop complètement réussi. C'est un exemple que nous devrions suivre, à notre époque de désarroi moral, en nous gardant, certes, de la stupide prétention d'hégémonie mondiale, que Fichte plaçait à la base de sa doctrine. — La traduction de M. J. Molitor mérite tous les éloges, pour sa précision et sa tenue littéraire; et la préface de M. Charles Chabot, contribue à rendre plus accessible, à tous, la compréhension de ces célèbres discours.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La Question d'Orient

Quand, vers la fin de chaque mois, après avoir relu mon précédent article sur la question d'Orient, je mesure la marche des événements depuis son apparition, je suis frappé par l'implacable logique avec laquelle tout se développe. Le mois dernier, je montrais les turcs d'Angora voulant disjoindre, pour les reviser, les clauses économiques du traité de Lausanne, « *avec l'arrière-pensée,* écrivais-je, *de nous reprendre les concessions accordées en 1914 à nos nationaux contre l'emprunt de 500 millions* ». Deux semaines plus tard l'Assemblée d'Angora votait la concession globale, dite du projet Chester, qui donnait aux américains la concession accordée en 1914 aux français.

Au lieu de frapper du poing sur la table et d'employer les moyens énergiques que je ne cesserai de préconiser parce qu'ils sont efficaces : reprise des relations avec la Grèce d'une part, expulsion des agents turcs de Paris d'autre part, on se borne à remettre de belles protestations rédigées par des fonctionnaires du contentieux et

à ergoter avec les américains sur la valeur juridique des concessions qu'ils viennent de se faire octroyer.

Résultat : Ismet pacha, se rendant à Lausanne, déclare à son passage à Lausanne (20 avril) :

« Nous tâcherons cette fois de régler avec les alliés les questions économiques qui ont pour nous une importance vitale. Nous partons pour Lausanne pleins d'espoir. Nous sommes disposés à faire certaines concessions, à condition que les alliés montrent de la bonne volonté et un esprit conciliant. Si nous trouvons à Lausanne la même opposition que la dernière fois, nous quitterons immédiatement la conférence et cet acte signifiera cette fois, non seulement le commencement des inimitiés, mais bien le commencement d'une nouvelle guerre. Nous avons l'ardent désir de conclure la paix de l'Orient, mais nous désirons que cette paix soit digne. »

Autant dire : malgré le mémoire des Puissances, nous signifiant que la limite des concessions est, dans leur esprit, atteinte, nous venons avec le ferme espoir d'en arracher de nouvelles.

N'est-ce point la démonstration que l'attitude timide de la France dans la question Chester, comme dans toutes celles qui l'ont précédée, est considérée comme la preuve de son irrémédiable impuissance ?

Les turcs, en adoptant ce ton, sont logiques avec eux-mêmes. Le procédé leur a, jusqu'ici, réussi. Ils continuent. Mais sommes-nous, en ce qui nous concerne, dans la nécessité de demeurer en posture d'humilité mendiante ? Les événements du proche Orient n'ont-ils apporté aucun enseignement dont nous puissions profiter ?

***

La politique économique du kémalisme est la reproduction fidèle de celle du bolchevisme russe. Elle fait table rase du passé. Elle répudie cavalièrement toutes les dettes. Alors que tous les pays civilisés cherchent à équilibrer leur actuel budget en payant la rente de leur grand livre, la Turquie entend se débarrasser de cette obligation d'honneur. On recommence sur nouveaux frais. Le procédé est commode. C'est celui des faillis qui ont placé les bénéfices dissimulés au nom de leur femme et sollicitent impudemment de nouveaux capitaux de ceux-là même qu'ils ont grugés.

Si le gouvernement français acceptait cette étrange et scandaleuse façon d'agir, comment serait-il en droit de réclamer des soviets le paiement des emprunts russes ? L'épargne française a, en 1914, prêté cinq cents millions de francs à la Turquie sur la garantie de concessions de chemin de fer. La Turquie s'est servie de cet argent pour nous faire la guerre. Elle soutient aujourd'hui la théorie que cette même guerre qu'elle nous a faite avec notre argent a rompu le contact et qu'elle est en droit de disposer au profit de tiers desdites concessions ferroviaires. C'est plus que du cynisme.

La défense des intérêts français se trouve là sur un terrain où nul recul n'est possible. La théorie d'Ismet pacha, telle qu'il l'a exposée à M. Jules Sauerwein, du *Matin* « nous n'aurons pas de peine à trouver d'autres concessions » est insoutenable. « Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ! » Les droits de la France sont précis, ils ne sont pas de ceux avec lesquels on puisse jongler. Nulle confiance ne peut être accordée à des hommes qui agissent de la sorte.

Comme, d'autre part, les kémalistes refusent, tout en votant sans cesse de nouveaux crédits pour l'armée, de payer les coupons de la dette, nous nous trouvons en face d'un gouvernement dont la France, au point de vue économique, a tout à redouter.

Ainsi le premier argument de la politique turcophile, poursuivie depuis bientôt trois ans : la sauvegarde sinon la suprématie des intérêts financiers français en Asie-Mineure, s'effondre lamentablement.

Les turcs ruinés et ne voulant subir aucune des conséquence de la guerre qu'ils ont poursuivie, aux côtés des Empires centraux, contre nous, répudient leurs dettes tout en sollicitant de l'argent. La France étant la principale créancière, c'est elle qui subit directement et durement le contre-coup de cette victoire kémaliste que nous avons si inconsidérément encouragée et aidée. Que l'on se souvienne seulement de la satisfaction ironique avec laquelle on a salué à Paris la défaite grecque d'Asie-Mineure après avoir applaudi à la magnanimité avec laquelle M. Francklin-Bouillon, d'accord avec M. Briand faisait, en janvier 1922, cadeau au kémalistes pour plusieurs millions de matériel de guerre, y compris chevaux et canons des corps d'armée de Cilicie et l'on appréciera la déraison coupable de notre politique orientale.

Nous avons, par tous les moyens, combattu l'occupation grecque de l'Asie-Mineure parce qu'il semblait que les Grecs, industrieux et actifs limiteraient, en travaillant eux-mêmes, le champ d'action de l'industrie et du commerce français. Bien que, pendant cette occupation, les Grecs aient régulièrement payé l'exploitation du réseau français et versé au service de la dette les revenus locaux des territoires occupés, alors que les kémalistes ne payaient rien, cette lutte s'est poursuivie jusqu'à l'effondrement du front grec. Les Turcs ont réoccupé toute l'Ionie, mais, comme ils se refusent à payer quoi que ce soit, les porteurs français de la dette n'ont même plus cette portion de revenus qui était versée par le gouvernement hellénique durant l'occupation. Les puissances pouvaient, de tout temps, avoir un contrôle sur la Grèce. Elles sont désarmées devant le kémalisme réfugié dans son insaisissable nid d'aigle d'Angora.

L'argument de l'intérêt moral est également condamné.

Le kémalisme poursuit la destruction systématique des établissements français.

Qu'on interroge à ce sujet Mgr Lagier, directeur de l'œuvre des écoles catholiques d'Orient et l'on sera édifié.

La décision prise par Angora, à la veille même de la seconde conférence de Lausanne, de supprimer l'enseignement français dans les écoles primaires et de le diminuer dans les écoles supérieures se passe de commentaires.

Les sacrifices consentis par la France, du fait de sa politique turcophile, ne trouvent même plus de contrepartie d'ordre moral.

Reste enfin l'argument de la sauvegarde de la Syrie achetée au prix de l'abandon de la Cilicie et des Arméniens. Cela encore est un leurre. Mustapha Kémal de passage à Alep y prononçait, il y a quelques semaines, un discours incendiaire où il annonçait la libération nécessaire de la Syrie, terre ottomane, du joug étranger.

Puis l'on apprenait que l'Etat Major d'Angora opérait une concentration à la frontière de Syrie. Ismet pacha, interrogé par M. Sauerwein, d'accusé se mue en accusateur.

« S'il faut en croire les nouvelles de presse, n'est-ce point la France qui envoie en Syrie d'importants renforts de troupes coloniales ? »

L'audace est ici vraiment extrême. Quand on sait

que le général Gouraud a quitté le Haut-Commissariat de Beyrouth précisément parce qu'on lui refusait les renforts qu'il demandait bien qu'il eut démontré la gravité de la menace turque, on admire la mauvaise foi consciente d'Ismet pacha, l'homme qui prétend venir chercher la paix à Lausanne.

Le général Gouraud, en abandonnant ses hautes fonctions, s'est montré pessimiste à l'extrême pour l'avenir du mandat français en Syrie. Malgré le profond respect que je professe pour ce grand homme de guerre, je ne puis m'empêcher de penser que M. Robert de Caire et lui portent une lourde part de responsabilité dans la situation actuelle. Suivant l'un et l'autre le mirage de la fraternisation avec l'Islam si fort en honneur au Maroc où les conditions sont essentiellement différentes, ils ont flirté avec les Turcs jusqu'au jour où ils se sont vus dans la nécessité de capituler devant eux. Le général Gouraud a approuvé les négociations de M. Franklin-Bouillon, il n'a pas mis son *veto* à la livraison aux Turcs de matériel de guerre. Il a cru à l'efficacité de la politique de faiblesse. Le général Weygand, qui lui succède, sans être spécialement averti des choses d'Orient, puisera, dans son ardente conviction catholique, un sens plus aigu du rôle que joue le christianisme dans le Levant. C'est déjà là un point capital dans l'évolution nécessaire de la politique française.

A Lausanne d'autre part le général Pellé remplacera M. Bompard. Notre Haut-Commissaire à Constantinople, s'il a peut-être le défaut d'une trop grande urbanité qui répugne aux manifestations d'énergie, a au moins l'avantage d'être parfaitement renseigné sur les conditions actuelles de la Turquie. L'Empire ottoman est dépouillé à ses yeux de toutes les écharpes de soie brodée dont la fantaisie politique ou la littérature entouraient son hideux squelette. Le temps n'est plus où le Quai d'Orsay lui enjoignait de mettre des contre-torpilleurs à la disposition de diplomates fantaisistes désireux de banqueter avec le ghazi Moustapha et de trinquer avec lui. Il a eu à subir toutes les avanies de la jeune Turquie nationaliste et il sait ce qu'elle veut et ce qu'elle vaut.

Il est en particulier averti de ce que représente l'opposition et quelle farouche énergie les kémalistes doivent déployer pour réduire au silence leurs adversaires. Au milieu d'avril, Kémal a fait voter une loi considérant comme traître quiconque s'aviserait de vouloir remettre en question la décision prise le 1er novembre dernier, abolissant le sultanat et en transférant les droits souverains à la grande assemblée nationale. Dans la préface d'une brochure que je faisais paraître le 11 novembre dernier (*La question d'Orient devant le Parlement*) je montrais la consternation des indiens turcophiles devant cette décision, outrage à toutes les traditions de l'Islam. Les turcomanes français, toujours soucieux de défendre leurs amis d'Angora, se plurent à soutenir que le kalifat était une fonction religieuse, analogue à la papauté et pouvant dès lors aisément se passer du pouvoir temporel. En déclarant cela, ils prouvaient soit leur méconnaissance absolue de la mentalité musulmane soit leur parti-pris bénévole. Ce qui me paraissait fatal est arrivé. Non seulement le monde musulman mais la Turquie elle-même n'acceptent pas cette violation de la tradition et l'opposition a trouvé dans la question du sultanat sa plus forte plate-forme. De là la loi nouvelle. Or en même temps l'ex-sultan adressait au monde musulman une proclamation sensationnelle qui se termine par ces mots :

« Je n'ai que temporairement quitté mon trône et mon pays pour défendre le prestige du califat et protéger ma vie contre les gens qui ne connaissent ni loi ni justice. J'ai quitté mon pays comme le Prophète quand il quitta La Mecque pour Médine. La séparation du sultanat et du califat est une insulte à l'ensemble du monde islamique. La situation du califat n'est pas une chose qu'un petit lot d'irresponsables, fils de parents de toutes langues et races, sans religion et sans patriotisme, peuvent changer ou détruire à leur gré. Même le vote de cinq millions de Turcs n'est en mesure de le changer. C'est à vous, les 300 millions de musulmans du monde entier qu'il appartient de décider ».

Les alliés, qui ont toujours argué que leur politique turcophile avait l'incomparable avantage de leur concilier les sympathies du monde musulman se trouvent aujourd'hui devant le dilemne d'avoir à soutenir la thèse du sultan-khalife et de reprendre la politique de Rouher et de la bataille de Mentana ou d'avouer que leur crainte du loyalisme islamique était une pauvre invention de coloniaux timides.

Mais le point intéressant de la situation ainsi révélée est que le kémalisme ne représente pas l'unanimité, tant s'en faut, de l'opinion turque. Mustapha Kemal ne condamnerait pas à mort quiconque oserait lever la voix si le danger n'était pas considérable pour lui et ses amis. Déjà il a, après l'assassinat du chef de l'opposition, Chukry bey, obtenu la dissolution de la Chambre et réduit d'un tiers le nombre des députés preuve de la fantaisie de la prétendue loi électorale turque, paravent du plus parfait arbitraire).

Par le terrorisme il entend éliminer l'opposition et y réussira vraisemblablement, au moins électoralement Mais à étouffer le sentiment populaire on ne fait que retarder son explosion.

Les alliés ont-ils intérêt à favoriser le maintien au pouvoir d'hommes qui, par leur intransigeance, leur sont hostiles dans tous leurs actes ? Ont-ils intérêt à leur faire présent d'une paix inespérée dont ils puissent se prévaloir devant le peuple turc comme d'un succès dû à leur seul mérite ? Malgré les fanfaronnades d'Ismet pacha, si les délégués d'Angora rapportaient de Lausanne la guerre et non la paix, le peuple turc n'accueillerait pas avec des couronnes les ambassadeurs porteurs de mauvaises nouvelles.

Ce serait peut-être au contraire, dans un sursaut de lassitude, la fin du kémalisme.

On se demande ce que nous pourrions bien perdre à la disparition du kémalisme, après tout ce qu'il a perpétré contre nous. Mènera-t-on à Lausanne l'intelligente politique de fermeté qui peut parfaitement aboutir à ce résultat ? Que l'on prenne donc au mot le jeune général menaçant, qu'on ne le retienne pas s'il veut hâtivement reprendre le train.

Quand cet article paraîtra, la démonstration sera faite et cette fois la question d'Orient sera rentrée dans la voie qu'elle n'aurait jamais dû quitter.

René Puaux.

BULLETIN MARITIME

Les Transports maritimes au Congrès de la Chambre de Commerce Internationale

La Chambre de Commerce Internationale a tenu son deuxième Congrès à Rome, du 18 au 25 mars, dans le but de réglementer celles des questions économiques qui ne peuvent être traitées qu'en vertu de conventions internationales.

Les Commissions, groupées sous les trois titres : Finances, Industrie et Commerce et Transports, comptaient environ 500 délégués des pays suivants : Italie, Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Tchéco-Slovaquie.

Le groupe des « Transports » présidé par M. Arthur Balfour, Député, Président de l'Association des Chambres de Commerce britanniques, était lui-même subdivisé en trois sections : Transports par chemins de fer, Transports par avions, Transports par mer.

En ce qui concerne la Marine Marchande, le Congrès de Rome fut saisi de deux propositions de résolution ayant trait, l'une au privilège du pavillon, l'autre à l'immigration.

La première motion contient les idées essentielles suivantes :

« Le Congrès constate avec regret que certains pays ont une tendance croissante à considérer les exportations de leur territoire et les importations dans leur territoire comme étant un commerce national et à prétendre avoir le droit d'assurer un traitement de faveur aux vaisseaux battant pavillon national en ce qui concerne le transport par mer des marchandises et des passagers. Le Congrès estime qu'une telle tendance est contraire aux droits internationaux. »...

« En conséquence, le Congrès demande qu'on s'oppose nettement à toute tentative qui aurait pour but, par des mesures quelconques de discrimination, de réserver le transport des marchandises ou des passagers entre pays différents aux navires battant pavillon national quels qu'ils soient. Le Congrès estime que si l'on veut établir et maintenir le commerce entre les diverses nations sur des bases saines on n'y peut arriver qu'en donnant à toutes les marines marchandes de tous les pavillons de toutes les parties du monde des chances égales. »

Cette proposition de résolution a été fortement soutenue par les délégués britanniques. M. Arthur Balfour, en qualité de Président, a insisté sur l'importance du sujet et sur le poids que le vœu du Congrès pourrait avoir sur les décisions futures des Etats protectionnistes.

Le rapporteur, M. Sandeman Allen, a ajouté que la résolution concernait la liberté des ports sans laquelle il n'est pas de liberté des mers.

Les délégués français firent remarquer que la législation française (sur les droits de quais 1897) actuellement en vigueur, loin de donner un avantage au pavillon national, favorise, en fait, le pavillon étranger puisqu'elle favorise les navires de fort tonnage faisant des opérations peu importantes dans les ports français (opérations d'escales). Ils ajoutèrent que les armateurs français sont depuis longtemps d'accord pour écarter d'une façon absolue les droits préférentiels, contraires aux dispositions formelles de la loi de 1866 établissant le traitement égal de tous les pavillons dans les ports français. En conséquence, la France a le droit d'exiger la réciprocité, dans les pays étrangers, de la même loi de 1866 qui proclame le principe de traitement égal des pavillons dans ses ports, prévoit des mesures de rétorsion en cas de non réciprocité et permet au pouvoir exécutif de prendre des mesures par simple décret lorsque le besoin s'en fait sentir.

A la suite de ces discours la résolution fut adoptée par le groupe des Transports et ratifiée le lendemain par la réunion plénière du Congrès.

Le second vœu formulé par le groupe des Transports concerne l'immigration. Tout en reconnaissant aux Etats le droit de fixer le nombre d'immigrants à admettre, le Congrès estima qu'aucun privilège de pavillon ne doit être accordé aux navires transporteurs de nationaux. Cependant les délégués italiens déclarèrent que tant que la liberté d'immigration ne serait pas réglée aux Etats-Unis, l'Italie réserverait pour ses propres navires le transport de la plupart des immigrants à destination de ce pays. A la suite de cette déclaration, la Chambre Internationale du Commerce ayant donné l'assurance qu'elle s'emploierait auprès du Gouvernement de Washington en vue d'atténuer les restrictions à l'immigration, les délégués italiens renoncèrent à la réserve précédemment formulée.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Compagnie marseillaise de Navigation a vapeur (Fraissinet et Cie). — Le nouveau paquebot de luxe le « Général Bonaparte », dont nous avons annoncé le lancement en décembre dernier, vient d'effectuer de Marseille à l'Ile d'Elbe, à Bastia et Ajaccio un voyage officiel d'essai qui fut particulièrement satisfaisant. De retour à Marseille le 19 avril, ce grand paquebot aménagé pour recevoir 144 passagers a été aussitôt mis en service par la Compagnie Fraissinet sur toutes les lignes principales de la Corse. Rappelons que construit par les « Chantiers et Ateliers de Provence », ce navire est susceptible de donner une vitesse de 17 nœuds ½ à l'heure. Ses machines peuvent chauffer au mazout et au charbon.

Compagnie Paquet. — La Compagnie Paquet vient d'acquérir un cargo hollandais, le « Bergpolder » construit en 1922 dans les chantiers de Groeniger, qui sera spécialement affecté à la ligne Marseille-Kenitra-Rabat.

Valeurs de Navigation

Cours de la Bourse de Marseille

	Le 30 avril 1923
1° — Fraissinet	765
2° — Messageries Maritimes	194
3° — Mixte	243
4° — Transatlantique	169
5° — Transports Maritimes	720

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Angers : Rue Garnier et Rue des Carmes.
Paris, 2, rue Monge

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoes.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 10 61e ANNÉE 19 MAI 1923

LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Nous nous plaignons beaucoup des mœurs parlementaires et nous avons raison. Mais la faute en incombe moins aux hommes politiques, qui, dans la moyenne, ne sont pas inférieurs à leurs aînés, qu'aux institutions et à l'usure qu'un long service leur a fait subir. La preuve en est qu'au fur et à mesure des successives consultations électorales le personnel a beau changer en partie les défauts restent les mêmes, s'ils ne s'aggravent. La machine politique marche mal : elle consomme trop d'intelligences et de volontés pour un médiocre rendement.

C'est, notamment, aux vices d'organisations de notre démocratie qu'il faut faire remonter l'instabilité gouvernementale et, par suite, le manque d'autorité dont nous souffrons.

Comment le gouvernement disposerait-il de quelque autorité dans un régime où le pouvoir exécutif est à la merci de représentants soumis eux-mêmes à toutes les fluctuations d'un suffrage amorphe où le nombre seul compte, les voix s'additionnant au lieu de se peser ? Comment, d'autre part, de ce défaut d'autorité ne découlerait pas une foncière incoordination des services publics à qui personne n'est capable d'imposer une direction, ainsi qu'on l'a bien vu au manque de plans qui nous a tant nui pendant et depuis la guerre ? Tout de même, faute d'un pouvoir régulateur, l'administration devient la proie des partis, qui, insoucieux des compétences, logent leurs créatures dans les emplois publics, cependant que, libérés de tous freins, les bureaux ne s'éveillent de leur léthargie que pour écraser les initiatives sous leur despotique routine. A la base de l'État, nous trouvons l'humeur des foules qui, comme les enfants et les femmes, sont, par essence, capricieuses et versatiles.

Pour que la France prospère, la nécessité s'impose donc d'organiser la démocratie. N'oublions pas que, si la fonction crée l'organe, l'organisme réagit sur la fonction et que les plus belles intentions du monde ne servent de rien sans instruments pour se réaliser.

Nous devons, en conséquence, commencer par réformer la Constitution, puisqu'aussi bien elle est l'armature du corps politique.

En réalité, la Constitution de 1875, sous laquelle nous vivons, est bâtarde. Née des circonstances, elle ne fut qu'un compromis entre les partis qui se disputaient alors la suprématie. Elle est, comme telle, parfaitement illogique. D'où l'obligation de la refondre si nous voulons avoir une loi Constitutionnelle saine, autrement dit un contrat social qui, avec la forme du gouvernement, fixe les rapports des différents pouvoirs et fortifie l'autorité gouvernementale en sauvegardant la liberté des citoyens.

***

Pour commencer, les droits de l'homme et du citoyen devraient être inscrits en gros caractères au fronton de notre Constitution, ainsi qu'une définition de la souveraineté nationale qu'inspirerait le respect de ces droits.

Elle devrait spécifier que « souveraineté » ne signifie pas « pouvoir absolu ». Ce n'est pas parce que, à la souveraineté royale a succédé celle du peuple, que celui-ci peut faire bon marché des droits individuels. La souveraineté nationale qui est, à l'extérieur, le droit pour une nation de ne recevoir d'ordre d'aucune nation étrangère, consiste, à l'intérieur, dans la possibilité pour le peuple de choisir ses gouvernants. Étant donné que les citoyens ne peuvent gouverner eux-mêmes, par impossibilité matérielle d'abord, et incompétence ensuite, ils sont bien obligés de déléguer des chefs auxquels ils doivent obéissance, sous condition pour eux de respecter la liberté de chacun. Les représentants du peuple ne détiennent pas plus la puissance absolue que le peuple dont ils sont issus. La souveraineté nationale, n'est ni contractuelle, comme l'imaginait Rousseau, ni de droit divin. Elle a sa source dans la nécessité de sauvegarder l'ordre social en protégeant chacun contre tous et contre l'État.

Aussi bien, pour faire passer ces idées dans la pratique, il conviendrait d'instituer une Cour Suprême, comme aux États-Unis ou, en Suisse, le Tribunal Fédéral, qui aurait pour tâche de défendre les libertés publiques et privées et la Constitution elle-même contre toutes les usurpations d'où qu'elles viennent. Nous ne sommes, en effet, dans notre état politique actuel, à l'abri d'aucun abus vis-à-vis des personnes ou des lois. Cette juridiction suprême, qui devrait être indépendante et, par conséquent, au-dessus de toutes les influences, aurait le droit d'abroger les lois contraires à la Constitution, donc attentatoires à la liberté des citoyens, et de maintenir les pouvoirs publics dans les bornes de leur fonction.

Nous reviendrions, de ce fait, à nos meilleures traditions. Du temps que nos rois préparaient l'unité de la France en fortifiant et étendant l'unité royale, les corps de justice protégeaient les sujets de la couronne contre les tyrannies seigneuriales. Plus tard, quand la royauté triomphante se transforma en monarchie absolue, les mêmes tribunaux ne craignirent pas de résister, dès qu'ils le jugeaient légitime, au roi lui-même, non seulement en refusant d'enregistrer ses édits, mais en suspendant l'exécution des lois et en allant, au besoin, jusqu'à lui adresser des remontrances.

Il convient, en outre, afin de sauvegarder les libertés individuelles, de séparer les trois pouvoirs qui sont chargés de veiller au maintien de l'ordre — le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, — beaucoup plus nettement qu'ils ne le sont aujourd'hui. Cette délimitation, en les empêchant d'empiéter l'un sur l'autre, empêche du même coup, l'un d'entre eux d'opprimer les citoyens, comme il arrive aussitôt que l'un prend le pas sur les deux autres. Par ailleurs, il n'y a pas de plus sûr moyen dans une démocratie, d'investir le pouvoir exécutif de l'autorité nécessaire à la bonne marche des affaires tant extérieures qu'intérieures. Il n'y en a pas, par suite, de meilleur de faire s'incliner les intérêts particuliers devant l'intérêt général.

***

Encore faut-il, au préalable, libérer, autant que faire se peut, les élus de leurs électeurs. On n'y arrivera qu'en organisant dans ce sens le suffrage universel.

Et, d'abord, c'est une grave erreur de considérer les élus du peuple comme ses mandataires. Tandis que tout mandat a un objet précis, leur mission est relative à l'intérêt général sans détermination aucune. Les députés sont moins les représentants de leurs circonscriptions que du pays tout entier, les divisions électorales répondant à une simple commodité. Plus, donc, un système électoral sauvegardera la liberté des élus du peuple, plus il remplira sa destination en leur permettant de mieux envisager les destinées nationales.

Le scrutin de liste, avec représentation proportionnelle, semble, à cet égard, une excellente formule.

Toutefois, en vue d'assurer plus d'indépendance encore aux représentants du peuple il serait bon d'introduire dans la Constitution le vote plural, le nombre de voix variant avec les fonctions, les titres et le nombre d'enfants, ceux sur qui pèse une plus lourde responsabilité étant plus intéressés à la prospérité du pays que ceux qui ne se connaissent aucune attache. Il va sans dire que, dans ces conjonctures, la veuve, mère de famille, devrait pouvoir voter et disposer d'autant de voix qu'elle a d'enfants mineurs.

Enfin, il serait sage d'accorder voix consultative aux compétences qui sont plus que jamais nécessaires, par suite de la complexité de leurs rouages, à la conduite des États modernes. Non que la représentation professionnelle doive, à mon sens, rem-

placer la représentation proportionnelle, les intérêts de métier, s'ils peuvent aider à discerner l'intérêt général, risquant aussi, lorsqu'ils sont directement en cause, d'en obscurcir la vision. Ce qui ne veut pas dire que les compétences techniques ne doivent être consultées dans l'intérêt commun. Bien au contraire, il serait avantageux de joindre à la représentation issue du suffrage universel une représentation de métier soit sous forme de chambre consultative distincte, soit que les grands corps constitués, qui gèrent les intérêts fédéraux de chaque spécialité, tels que la Société des Agriculteurs de France, le Comité des Forges, le Comité des Houillères, le Comité des Armateurs, l'Union des Chambres de commerce, puissent nommer des députés en nombre restreint, qui apporteraient leur expérience des affaires dans les Assemblées, sans altérer le caractère de la représentation nationale.

Il serait, pour les mêmes motifs, à souhaiter, que le Sénat, qui, grâce à son élection à deux degrés, forme contrepoids aux improvisations quelquefois hasardeuses de la Chambre des Députés, bénéficie du droit de choisir lui-même quelques-uns de ses membres. Sur 300 sénateurs, 250, par exemple, pourraient être élus par les départements, les 50 autres étant désignés par le Sénat lui-même parmi les notabilités du pays. On ouvrirait, de cette manière, les portes de la Chambre haute à des personnalités d'élite n'ayant d'attache avec aucune circonscription électorale. Les sénateurs inamovibles nommés en 1875 n'ont-ils pas été l'honneur du Sénat ?

Il ne suffit pas, cependant, que la représentation nationale soit indépendante et compétente, il faut qu'elle travaille.

Or il n'est personne qui ne reconnaisse que la Chambre des Députés gâche son temps. Elle n'arrive même pas à remplir avec ponctualité sa primordiale et plus essentielle besogne : le vote du budget.

Comme remède à un aussi déplorable état de choses, il convient, tout d'abord, de réduire le nombre des députés : les assemblées trop nombreuses, outre qu'elles contiennent forcément beaucoup de médiocrités, étant condamnées à la confusion d'où découle la stérilité.

Le règlement intérieur devrait mettre de l'ordre dans la confusion actuelle qui entrave tout travail sérieux et vicie les délibérations. Les discours — tout le monde le sait — sont la plaie du régime parlementaire. Trop de paroles retardent, en même temps qu'elles faussent les solutions. Pour obvier à ce fléau, le règlement devrait limiter le nombre des orateurs sur une même question et borner leurs discours à dix minutes ou un quart d'heure. On éviterait de cette façon les frais d'une éloquence aussi oiseuse que coûteuse, qui embrouille et paralyse tout, sans compter qu'elle fait perdre un temps précieux au gouvernement et aux représentants du pays.

Pareillement, le flot ininterrompu des interpellations devrait être contenu. Il faudrait n'autoriser que celles qui sont sérieuses, les grouper et prier les interpellateurs de s'entendre pour charger l'un d'eux de les soutenir à la tribune. Le temps consacré à leur discussion devrait, en outre, être abrégé. On en peut dire autant des amendements : leur multiplication, à la faveur de variantes quasi imperceptibles, serait aisée à éviter.

***

Il importe, en tout cas, pour protéger l'intérêt général des atteintes de l'intérêt privé, de veiller à ce que le législatif n'empiète pas sur l'exécutif, comme il arrive tous les jours.

La Chambre des Députés et le Sénat ont pour principale mission de fixer les dépenses et les recettes publiques, autrement dit de discuter et de voter le budget. Du moins convient-il que la Chambre des Députés ne profite pas de ce privilège pour introduire, sous le couvert de la loi de finances, à l'aide soit d'adjonctions, soit de retranchements de crédits, des réformes qui n'y ont que faire, comme la suppression des sous-préfets ou celle de l'ambassade auprès du Vatican. A cet effet, l'initiative parlementaire devrait être interdite en matière budgétaire, cette initiative aboutissant d'ordinaire à des augmentations de dépenses que ne compense aucun surcroît de recettes ou d'économies. On aboutit ainsi au gâchis financier, sans compter qu'une telle pratique démoralise les esprits, tout citoyen rêvant, dans ces conditions, de participer, peu ou prou, au gaspillage des deniers publics.

Tout de même, pour protéger le pouvoir exécutif contre le pouvoir législatif, l'initiative parlementaire devrait être restreinte en matière législative, en ce sens que tous les projets de loi, d'inspiration parlementaire et même gouvernementale, devraient, au préalable, être soumis au Conseil d'État. Ayant connu, sous l'Ancien Régime, « de tout ce qui concerne l'administration générale du royaume tant pour l'intérieur que pour l'extérieur », devenu, sous Napoléon Ier, « le siège du gouvernement et l'âme de l'empereur » véritable conseil de gouvernement sous Napoléon III, le Conseil d'État, remarquable réunion de légistes et d'administrateurs, participa, jusque sous la Constitution de 1848, à la confection des lois. Déchu de ce rôle, il faut le lui restituer au plus tôt si l'on veut opposer une digue à la manie

légiférante qui possède les Chambres et mettre fin à l'inextricable chaos que représente notre actuelle législation. Au Conseil d'État devrait être confiée la tâche, non seulement de préparer les lois, mais d'accorder et coordonner celles qui existent.

Cela, toutefois, ne saurait suffire à réprimer les excès auxquels le pouvoir législatif n'est que trop porté et que favorise, il faut bien le dire, la Constitution de 1875. Il convient d'augmenter l'indépendance et les prérogatives du pouvoir exécutif.

Avant tout, il faut conférer au Président de la République une plus grande autorité.

Depuis 1879, on n'a cessé, en dépit de la Constitution et comme s'il s'agissait d'un suspect, de diminuer pratiquement ses attributions.

Représentant supérieur des intérêts généraux du pays, personnification de la France au dedans et au dehors, il dispose, en droit, d'une autorité matérielle et morale considérable. Il peut exercer sur la direction des affaires, intérieures et extérieures, l'influence que, d'après la Constitution même, il a le devoir de mettre au service de l'intérêt national. Chef suprême de l'armée, disposant des forces de terre et de mer, négociant et ratifiant les traités, dont il ne donne connaissance aux Chambres qu'après que l'intérêt et la sûreté de l'État le permettent, le Président de la République est, par ailleurs, l'arbitre de la politique intérieure. Placé au-dessus des partis, il choisit les ministres, prend part à leurs délibérations, peut les renvoyer, adresser des messages au Parlement, suspendre les lois, ajourner ou dissoudre la Chambre. Voilà la lettre.

Pourquoi faut-il qu'elle soit morte ? Sans doute, chaque acte présidentiel doit être contresigné par un ministre. Sans doute, il faut au Président de la République, pour prononcer la dissolution de la Chambre, le concours du Sénat. N'empêche que la principale cause de déchéance du pouvoir présidentiel ne remonte aux successifs présidents de la République eux-mêmes, qui, peu à peu, ont laissé tomber leurs prérogatives en oubli. C'est au point que l'opinion publique est convaincue, suivant la boutade de Casimir Périer, que le rôle du Président de la République est celui d'un maître de cérémonies. Rien n'est plus vrai ! A l'heure actuelle il en est réduit à se faire le spectateur inerte des menées et entreprises parlementaires.

Comment en serait-il différemment, étant donné que le Président de la République est l'élu des Chambres et qu'il est irresponsable ?

Nommé à la majorité des suffrages par le Sénat et la Chambre des Députés réunis en Assemblée nationale, le Président de la République n'est pas l'élu du peuple : il est, comme l'appelait Lamartine, le favori du Parlement. Soucieux de n'octroyer à la France qu'une parodie de République, les Constituants de 1875 ont traité le peuple en mineur. Faire désigner l'exécutif par le législatif n'est pas seulement méconnaître la séparation des pouvoirs, mais encore subordonner le premier au second. Tenu par la reconnaissance ou par la crainte, le Président de la République ne pouvait que se confiner de plus en plus dans ses fonctions décoratives, d'autant que les Chambres ont, le plus souvent, eu soin d'appeler à la Présidence les personnalités les moins suspectes d'autorité personnelle.

Les États-Unis ont évité cet asservissement de l'exécutif au législatif en remettant la désignation du Président de leur République à des élus à cet effet par le peuple lui-même. Bien plus, ils ont décidé qu'aucun sénateur ni aucun représentant ne pourrait figurer parmi les électeurs présidentiels. Les États-Unis n'ont pas eu, depuis plus d'un siècle, à le regretter.

Il est vrai qu'une fois, en France, la désignation du Président de la République a été confiée au suffrage universel, mais en des temps si troublés qu'il devait être attiré par le prestige impérial. Ce n'est pas une raison pour traiter le pays en mineur et ne pas lui reconnaître le droit de nommer lui-même son représentant suprême, au suffrage direct ou non. A la rigueur, si l'on veut ménager les transitions, le Président de la République pourrait être élu par les conseils généraux, les conseils d'arrondissement, les conseils municipaux, les chambres et les tribunaux de commerce, à l'exclusion des fonctionnares rétribués par l'État.

Mais, pour que le Président de la République dispose d'un pouvoir exécutif réel, il est nécessaire qu'il soit responsable.

Sous la monarchie, l'irresponsabilité du chef de l'État, qui représente une sorte de pouvoir abstrait, se comprend. Gardien du principe héréditaire, auquel il doit son trône et qu'il transmet intact, le souverain abdique, en fait, l'action gouvernementale entre les mains de ministres dont la responsabilité le couvre en même temps qu'elle le maintient dans les limites constitutionnelles. Son irresponsabilité est la conséquence de son inviolabilité. Il n'en va pas de même dans une République où le chef de l'État est élu à temps et où, par conséquent, il ne saurait détenir de fonction publique sans autorité, ni d'autorité sans responsabilité, celle-ci étant, à la fois, le signe et la contrepartie de son autorité. Neutre envers les partis, il ne doit pas le rester envers la France. Ayant pour devoir de servir l'intérêt permanent du pays, il est, moralement, et doit, politiquement, porter la

responsabilité de ses destinées. Le Président de la République, devrait, ainsi que les ministres, être justiciable de la Cour suprême, — par origine indépendante des partis, — des crimes commis dans l'exercice de ses fonctions, autrement dit des délits de toute nature, funestes à l'État ou aux citoyens, qu'il peut perpétrer en vertu de sa puissance politique et administrative.

Ainsi investi, le Président de la République serait véritablement le chef du gouvernement. Il devrait, par suite, pouvoir choisir les ministres, — comme le reconnaît, d'ailleurs, la Constitution de 1875, — les renvoyer et, s'il est besoin, dissoudre la Chambre sans l'assentiment du Sénat.

Délégués du Président de la République, intermédiaires entre lui, qui incarne le pouvoir exécutif, et le pouvoir législatif, les ministres sont chargés de la direction des affaires et de l'application des lois.

On a proposé, pour éviter l'instabilité ministérielle qui résulte des compétitions parlementaires, de prendre les ministres, ainsi qu'aux États-Unis, en dehors du Parlement. L'idée est séduisante. Malheureusement, il serait à craindre que les représentants du peuple, ne pouvant plus participer au gouvernement, ne le traitassent en ennemi. En outre, l'incompatibilité entre le mandat législatif et le pouvoir exécutif risquerait d'abaisser encore le niveau des Assemblées délibérantes en les privant de personnalités éminentes ou, au contraire, de laisser le pouvoir exécutif à des médiocres et même à des hommes de paille eux-mêmes aux mains des chefs de partis.

Pour obvier à ces inconvénients, tout en protégeant les ministres contre les appétits ou les caprices parlementaires, qui, aussitôt qu'ils parviennent au pouvoir, ne songent qu'à les renverser, peut-être pourrait-on élargir la faculté que possède le Président de la République de choisir, en dehors des Chambres, des hommes désignés par leurs qualités pour devenir ministres. En tout cas, on pourrait décider que les députés ou sénateurs aussitôt munis d'un portefeuille devraient donner leur démission et qu'ils ne seraient pas rééligibles avant la fin de la législature. On parviendrait probablement, de cette manière, à assainir les mœurs parlementaires en régularisant les ambitions ministérielles.

On aurait chance, par surcroît, de voir des ministres plus compétents, choisis moins pour leurs capacités d'intrigue que pour leur mérite. Non qu'il faille nécessairement des ministres techniciens, qui risqueraient d'apporter des vues trop étroites, mais des hommes d'activité et de grand sens, au courant des affaires publiques et informés, en particulier, de leur département. Aussi bien, il serait désirable que les services de chaque ministère fussent concentrés entre les mains d'un secrétaire général, qui, à côté du ministre politique chargé plus spécialement des rapports avec le Président de la République et le Parlement ainsi que de la haute direction de son ministère, jouerait le rôle d'une sorte de ministre technicien, dont les avis, unis à sa besogne d'impulsion et de coordination, ne manqueraient pas d'être fort utiles.

Pareillement, la nécessité s'impose de créer un organisme central interministériel, rattaché à la Présidence du Conseil des ministres, dont la fonction consisterait à coordonner les travaux des différents ministères, à empêcher les frottements et les heurts qui, trop souvent, entravent les plus urgentes initiatives, à les aider et à suivre les affaires jusqu'à leur conclusion grâce à l'autorité et à la vue d'ensemble dont un tel organisme jouirait sur les diverses administrations. On obtiendrait, par ce procédé, l'unité de direction, donc la convergence et la continuité des efforts qui ne nous manquent que trop. Cet organisme formerait une sorte de superministère sous l'autorité directe du Premier ministre. Inutile d'ajouter qu'il devrait être érigé en administration autonome, indépendante de la personnalité de tel ou tel président du Conseil et qui lui survivrait.

La cohésion ainsi obtenue entre les différentes administrations, tout de même que leur indépendance du pouvoir législatif, aiderait beaucoup le gouvernement, qui disposerait ainsi vis-à-vis des Chambres, sous réserve de leur contrôle, de la liberté et de l'autorité indispensables pour agir. Il pourrait, par suite, — toutes garanties étant assurées aux citoyens par l'institution d'une Cour suprême — se consacrer tout entier aux intérêts du pays sans se soucier des appétits parlementaires, qui, eux-mêmes réduits par le fait d'un système électoral plus conforme à l'intérêt général, songeraient moins à se satisfaire.

***

Voter une Constitution plus respectueuse que celle de 1875 des droits individuels et de la séparation des pouvoirs, donner au Président de la République plus d'autorité en lui conférant la responsabilité, affranchir les députés et les sénateurs de la tyrannie des intérêts particuliers par une plus rationnelle organisation du suffrage universel, telle est, en résumé, la première réforme à accomplir, si nous voulons une France digne de son nom, fidèle à son passé comme à sa vocation, et capable de mettre en œuvre toutes les forces dont elle dispose.

Mais n'attendons pas une si capitale réforme — et pour cause — de la Chambre et du Sénat réunis en Assemblée nationale. Seule une Assemblée Constituante élue par le peuple, sur l'initiative du Président de la République, pourrait réaliser cette grande œuvre.

Paul GAULTIER.

A PROPOS DE THÉODORE DE BANVILLE

DE L'ALEXANDRISME DANS NOTRE POÉSIE

Banville prétendit entrer dans le mouvement romantique et se rangea derrière la bannière de Hugo. Je crois qu'il était sincère, en ce sens qu'il participa de tout son cœur au mouvement de rénovation poétique de 1830. Évidemment il ne se rattachait en aucune façon ni à Lamartine, ni à Lebrun, ni à Lefranc de Pompignan, ni à J.-B. Rousseau, ni à Malherbe et pas davantage à Luce de Lancival, à Casimir Delavigne, à Jouy, à Voltaire. De Malherbe à Lamartine, notre poésie lyrique s'était faite presque exclusivement biblique et paraphrasait les psaumes de David. Elle se développait parallèlement à l'éloquence de la chaire chrétienne. Elle mettait en vers les effusions de Bossuet, de Bourdaloue et de Massillon, ainsi que leurs considérations morales ou philosophiques. Le grand, l'immense talent de Lamartine avait un peu brouillé les idées à cet égard et avait empêché de voir, ce qui aurait dû éclater à tous les yeux, à savoir que Lamartine continuait directement la poésie lyrique du XVIIe siècle chrétien et prolongeait un genre morose et épuisé.

Ce genre avait gardé du rythme ce qui convenait à l'amplification oratoire. Il avait même laissé tomber les adorables stances, qu'avaient su si bien manier Corneille, Bertaut, Maynard et les délicieux poètes du temps de Louis XIII. Il avait déplorablement appauvri nos ressources rythmiques.

Je dois dire que, sous ce rapport, les romantiques et leurs continuateurs les Parnassiens ne firent guère mieux. Ils semblèrent même rétrécir encore le domaine du rythme, tout occupés qu'ils étaient du rythme intérieur de leurs alexandrins, dont ils varièrent avec un extrême bonheur les coupes, les césures, les rejets, les enjambements. Du reste, à ce point de vue, ils avaient dans André Chénier, un modèle merveilleux et qu'ils ne surpassèrent pas, qu'ils eurent même bien de la peine à égaler.

On vous a dit que le XIXe siècle avait été le grand siècle lyrique. Je vous engage à n'en rien croire, car rien n'est plus inexact. Le mérite du XIXe siècle a été de refaire la langue poétique, ce qui n'est pas tout à fait la même chose, d'en finir avec le langage abstrait et d'y réintégrer l'image.

Le rôle de Victor Hugo a consisté à refaire de la langue poétique un instrument latin et virgilien, à nous réapprendre à écrire en français de beaux vers latins. C'est la même réforme, qu'avaient déjà tentée et réussie Ronsard et du Bellay. Seulement, Ronsard, du Bellay et leurs successeurs avaient été peu à peu balayés par les austères réformateurs chrétiens du XVIIe siècle, dont Port Royal représente la personnification la plus célèbre. Et l'esprit biblique et augustinien l'avait emporté.

Il y eut bien au XVIIe siècle une et même deux écoles d'hellénisants, représentée, la première, par Racine, la Fontaine et le Molière d'Amphitryon, la seconde, par Fénelon, mais Racine, lui-même, emporté par le courant religieux, se fit lui aussi poète biblique avec *Esther* et *Athalie;* la Fontaine lut Baruch, Molière mourut et Fénelon succomba, dans sa querelle avec Bossuet. La poésie janséniste triompha. C'est à cette poésie, je l'ai dit, que se rattache Lamartine.

André Chénier nous ramène à l'hellénisme mais à l'hellénisme alexandrin. Ceci demande quelques explications.

Ce qui caractérise la haute poésie grecque, celle des époques classiques, c'est qu'elle était faite pour être entendue en public et orchestrée, plutôt que pour être lue dans le silence du cabinet. Les vieux aèdes déclamaient leurs chants épiques, en s'accompagnant de la lyre. Les dithyrambes étaient exécutés par des chœurs de chanteurs, qui marquaient par des mouvements de danses, savants et minutieusement réglés, le rythme des vers et des strophes. La tragédie était chantée et parlée. Toute poésie lyrique, qu'il s'agit d'odes ou d'odelettes, comportait un cérémonial et une mise en scène. C'était de la poésie organisée C'était de la poésie véritable, orale, spectaculaire, soumise au contrôle d'une réalisation publique. De la sorte, il n'y avait point de poésie inutile ou plutôt toute poésie avait une vie dramatique, elle était claire, simple, directe, intéressante, émouvante, dépouillée, marchante, elle avait une progression, ne supportait pas les longueurs, mais le fond et la forme y étaient dans un juste équilibre exactement calculé pour ne jamais fatiguer l'attention toujours un peu fuyante des foules.

Pour ces auditions et exécutions de poèmes, il

y avait dans chacun des petits centres une clientèle très entraînée, à l'oreille très sûre, au goût très formé, comme celle qui fréquente aujourd'hui nos concerts. C'étaient les mêmes gens qui allaient, à l'Agora, écouter parler Périclès, Lysias ou Démosthène, et qui, dans la journée, allaient visiter les travaux des Scopas et des Andias. Dans tout ce qu'ils voyaient en leur journée, dans tout ce qu'ils entendaient il n'était question que de mesure, d'harmonie, de proportions, de maîtrise sereine, d'élégance, de lignes. Un même rythme soulevait toute la vie publique, dont la poésie n'était qu'une des manifestations.

On ne lisait pas ou du moins on lisait bien peu alors. On ne lisait pas plus les poèmes que nous ne lisons aujourd'hui les partitions musicales. On allait entendre la poésie comme nous allons entendre la musique. Seuls les exécutants avaient à déchiffrer les textes.

Il en résultait que la poésie était une chose vivante. Chacun en retenait des bribes ou des fragmens entiers, qu'il s'en allait murmurant, comme on fredonne des airs de musique et des refrains de chansons.

Mais, après les conquêtes d'Alexandre, le monde ayant, en grande partie, embrassé la civilisation grecque et adopté le grec comme langue littéraire, les conditions se trouvèrent complètement changées. Les lettrés affluèrent dans les cours des successeurs d'Alexandre, où ils remplirent des fonctions de professeurs, de bibliothécaires, de libraires. Ils ne trouvèrent là qu'un public très distingué sans doute, mais très restreint. Il ne put y avoir de théâtres ni rien qui y ressemblât, sauf en Sicile et à Athènes, bien déchue de sa vieille splendeur. En revanche, il se forma dans toutes les villes du monde, où les lettres grecques étaient dispersées, des groupes avides de savoir ce qui se passait et soucieux de se tenir au courant de ce qui se faisait de beau à Alexandrie, à Séleucie, à Tarse, à Agrigente, à Syracuse, à Tarente. Pour satisfaire à ce besoin tout nouveau, le livre apparut. Dès qu'un poète se révélait quelque part, des copies de ses œuvres se répandaient avec une rapidité extrême dans tout l'univers alors connu.

La lecture succédait à peu près définitivement à l'audition. Le caractère de la poésie se modifia alors profondément. Il y eut la même différence entre les poètes nouveaux et les anciens qu'entre les orateurs de l'Agora et les plus brillants rhéteurs. Le fond qui, jusque-là, n'avait fait qu'un avec la forme, fut sacrifié à celle-ci. L'intérêt se porta moins sur les choses et davantage sur la manière de les écrire. Le travail intérieur du style devint presque tout. On fit un sort à chaque vers. Le poète négligeait ou abrégeait son histoire, pour arriver plus vite aux développements, où il se sentait exceller.

La littérature latine, qui arriva par là-dessus, ne fut qu'une littérature alexandrine en langue latine. Et comme les mots latins étaient plus sonores, plus lapidaires que les mots grecs, le travail du style y devint encore plus important.

C'est sur ces poètes alexandrins et sur leurs imitateurs latins qu'André Chénier se modela. C'est l'esprit de Brion et de Moschus qui anima ses idylles ; c'est de leur simplicité voulue, artificielle, savante, extrêmement travaillée qu'il s'inspira.

L'hellénisme de Chénier n'a donc rien à voir avec l'hellénisme de Racine, car Racine travaillant pour le théâtre, se retrouvait dans des conditions analogues à celles qu'avaient connues les Sophocle et les Euripide. Comme eux, il faisait de la poésie orale et se rapprochait ainsi de l'esprit des Grecs de la grande époque. Il n'y avait entre Sophocle, Euripide et Racine que la différence des temps et des civilisations. La psychologie de Racine était fatalement plus compliquée, mais la langue, la prosodie, l'architecture dramatique, dont il usait, étaient moins pures et moins artistiques. Tout de même, les œuvres de Racine, d'une construction moins réussie, et ne disposant pas d'un lyrisme aussi souple, étaient d'une qualité intellectuelle peut-être plus rare et plus admirable.

Racine, avec *Andromaque* et *Phèdre*, Molière, avec *Amphitryon*, La Fontaine avec ses Fables, nous avaient replacés dans la ligne grecque véritable, comme personne n'avait réussi encore à le faire, à aucune autre époque.

Ce n'est pourtant pas de ce côté que Théodore de Banville regardait, quand il rêvait avec Leconte de Lisle et à la suite de Théophile Gautier, de fonder une école de poésie néo-grecque. Gautier, obéissant à son propre tempérament et s'inspirant des idées de Winkelmann et de l'École allemande, n'avait vu dans l'art grec qu'un art sculptural et tout plastique. C'était se faire des Grecs une idée bien incomplète, car la sculpture de Phidias ne fut chez eux qu'un art tardif, né probablement de certaines réalisations de leur théâtre.

Banville régla sa conception poétique à la fois sur Chénier, sur Gautier sur ses souvenirs des poètes latins et sur l'art décoratif des Jardins de Versailles. Il chanta les dieux grecs, tels qu'il les avait vus ou devinés à travers les jolis marbres du XVIIe et du XVIIIe siècle. Il les chanta en des vers d'un merveilleux travail et où l'on pouvait retrouver le métier de Ronsard, celui de Saint-Amand, de Théophile, de Tristan, d'André Chénier, de Gautier et de Victor Hugo, dont il avait admirablement et avec un goût exquis fondu et assoupli toutes les res-

sources. Banville achève en lui la série des plus délicieux poètes, nés avec l'Humanisme de la Renaissance, mais ses ancêtres les plus directs sont les humanistes fantaisistes au temps de Louis XIII. Il les a dans les moëlles, mais il ne se laisse pas distraire comme eux de son sujet. Son goût est plus averti, plus surveillé, plus fin. Il est plus près de ses sources. Poète mythologue, il puise sans cesse dans Ovide.

Au fond, il est l'Ovide français, mais un Ovide qui surveille peut-être encore plus sa forme que l'Ovide latin et qui a encore plus peur du ridicule, s'il est possible, que son modèle. L'un et l'autre œuvrent, avec la même joie et la même ivresse, sur la Mythologie, mais le respect humain les retient. Ils tiennent essentiellement à ce qu'on croie qu'ils s'amusent. Et en effet, ils s'amusent, mais redoutent qu'on les suppose jamais pris à leurs propres jeux. Banville est terrorisé à l'idée qu'on pourrait le prendre pour un pédant, pour une vieille perruque du classicisme parce qu'il met en vers français des sujets de thèmes et de versions, parce qu'en réalité, il sent bien qu'il écrit des pièces de vers sur des matières de collège. Alors il se donne l'air de le faire toujours un peu à la blague, tout comme Ovide. De là, les calembredaines de ses rimes, qui avertissent que ce n'est pas sérieux, car un poète sérieux peut rimer aussi richement que Banville mais pour ne pas se faire remarquer, tandis que Banville s'arrange toujours pour qu'on voie sa rime. Il a l'air de vous dire : « Heu ! celle-là vous étonne. Attendez un petit moment. Je vous en ferai voir d'autres, bien plus extraordinaires encore. Chez moi, c'est de plus fort en plus fort, comme chez Nicollet. »

A chaque instant, par ce procédé, l'attention de l'auditeur ou du lecteur est détournée du sujet, son émotion est diminuée. Cela, qui vous amuse un moment, finit par vous agacer, surtout à l'audition.

On voit en quoi consiste la poésie de Banville. C'est de la poésie écrite et faite pour la lecture. C'est de la très jolie littérature en vers, de l'écriture artistique propre à délecter les connaisseurs, qu'elle ravit par l'imprévu et l'élégance du tour et par la difficulté à chaque instant vaincue. C'est de la poésie de grammaire et de bibliothécaire, en marge des vieux beaux livres, donc, à proprement parler, de la poésie alexandrine. C'est de la poésie sur de la poésie. Elle est extrêmement agréable, étant du beau travail et faite de main d'ouvrier. Et pourtant on ne la lit guère, parce qu'en France on ne lit pas beaucoup les vers. On ne lit pas les vers, parce que nos vers ne sont pas faits pour être lus. Ils sont trop lyriques et à cause de cela, ils ne se prêtent pas aux longues compositions. Nous n'avons pas le vers qu'il faut pour l'épopée ou pour le roman poétique. Lorsqu'un Mistral a voulu en essayer, il lui a fallu recourir à la langue provençale. Jamais il n'aurait pu écrire en français *Mireille*, *Neste* ou *Calendal*, ou s'il l'avait fait, nous aurions un Jean Aicard de plus. Seul Lamartine a pu écrire *Jocelyn* et la *Chute d'un Ange*, qui ne sont lisibles que parce qu'écrits d'un style prosaïque et assez lâché et parce qu'ils font un peu figure d'œuvres du second ordre.

Nous avons pourtant beaucoup de grands poètes, mais ceux-là, nous n'avons pas besoin de les lire, nous les savons par cœur. Et pour les savoir par cœur, nous n'avons pas eu besoin de les apprendre, ils se sont accrochés tout seuls à nos mémoires.

Ainsi la poésie est redevenue pour nous ce qu'elle était pour les anciens Grecs, un genre oral. Et il n'y a de vrais poètes que ceux dont on retient les vers. Les autres peuvent avoir tout le talent, tout le génie imaginables, ce sont des poètes ratés, des poètes inutiles. Et chez les plus grands, il n'y a que quelques morceaux qui survivent réellement. Tout l'essentiel de notre poésie voltige sur les lèvres de quelques milliers de personnes. C'est le capital de notre civilisation, c'en est l'expression exquise et suprême.

Banville a essayé d'une poésie qui se ferait lire. Et, en effet, à force d'esprit, il a réussi dans une certaine mesure, comme l'avait fait Victor Hugo à partager un instant la vogue avec le roman ou le livre de critique à la mode. Il y a réussi comme en un autre temps, avait réussi l'abbé Delille. Il a été lu, acheté, placé dans les bibliothèques. Mais aujourd'hui on ne le lirait plus, s'il ne s'était assuré par son théâtre une merveilleuse survie. Et cela, parce que le théâtre nous ramène aux vraies conditions du poème organique, qui sont de constituer une symphonie à plusieurs voix sur quelque thème éternellement émouvant.

Sur ce terrain-là Banville est presque sans rival, au XIXe siècle. Son théâtre et celui de Musset sont ce que notre époque a produit de plus achevé et de plus parfait. C'est du théâtre, qui, ne devant rien à l'actualité, n'en est pas tributaire.

C'est du théâtre classique un peu décadent. Je l'appelle décadent, parce que la préoccupation de dire ingénieusement, spirituellement les choses y est trop affichée et que l'auteur vous y rappelle à chaque instant que ce qu'il dit n'est pas très sérieux, n'est qu'un jeu de fantaisie et d'adresse. Et cependant, son imagination est si forte, si charmante, qu'elle vous fait croire à la réalité de ses situations et de ses personnages et qu'il y croit lui-même, tout en raillant sa crédulité et la nôtre, comme pour prendre les devants et empêcher qu'on ne se moque de lui.

Il se donne l'air, passez-moi l'expression, de le faire à la blague, mais au fond il est très ému et c'est pourquoi il nous émeut. C'est un enfant qui joue devant de grandes personnes et qui se prend à son jeu, mais ne veut pas que ce soit dit.

Il est poète humaniste et n'est que cela. Il en a un peu honte, comme d'être un enfant arriéré devant son grave siècle. Il n'a pas le courage de dire tout ce qu'il pense, car, tout au fond de lui-même, il pense que notre gravité n'est que sénilité et que les choses qu'il affecte de dire en plaisantant sont les seules sérieuses, les seules importantes. Et il a raison. Il y a bien plus de sagesse, de science de l'homme et d'absolue vérité dans *Esope* ou dans *Riquet à la Houppe* que dans le *Gendre de M. Poirier* ou le *Demi-Monde*, car tout ça, c'est des bêtises, me disait le petit Silvain, à cinq ans, un jour qu'il assistait à une représentation d'une pièce d'Emile Augier. Le jeune Silvain avait raison : « Tout ça, c'est des bêtises, si on le compare à Déidamie ou à la Femme de Socrate », car il n'y a de vrai au monde que la poésie.

En réalité, si Racine est le Virgile du théâtre, Banville en est l'Ovide et ce n'est pas peu dire. Entre Racine et Banville, il n'y a rien dans cet ordre ni de cette qualité.

A cause de cela, le nom de Banville demeurera donc très grand, de plus en plus grand, à mesure que diminueront d'autres noms, qui nous impressionnent encore ; son règne vient de commencer. Après ses petites pièces, jouées presque par charité, voici que ses grands pièces rentrent l'une après l'autre au répertoire de la Comédie Française. Elles s'y installeront, elles y resteront. Ce sont des pièces d'imagination, mais il n'y a que celles-là qui durent quand elles sont bien faites.

Ne croyez pas à la vertu de l'observation, aux études de mœurs, à la science psychologique. Ce sont des balançoires. Rien n'est vivant, en littérature, que ce qui est imaginé. L'essentiel est de raconter et de mettre en scène de belles histoires ; l'essentiel est d'avoir le don. Ce serait trop facile de prendre des notes et de copier la vie ! Tout le monde y réussirait.

Banville a été avec Leconte de l'Isle, l'auteur des *Erynnies*, le véritable rénovateur du théâtre classique en France. Il est à Racine ce que Marivaux est à Molière. Il a continué Racine dans le sens où celui-ci était entré avec *Phèdre*, c'est-à-dire qu'il a tendu à faire de ses pièces des poèmes, de purs poèmes, des poèmes sans mélanges, dont toutes les parties s'équilibrent harmonieusement et dont les sujets mêmes relèvent de la poésie pure. L'histoire est la perdition du théâtre en vers, c'est l'histoire qui a perdu Corneille, Voltaire et même Hugo et son école dramatique. Le champ véritable de la poésie dramatique, c'est le mythe, père du symbole, c'est le conte féerique et la légende.

Les continuateurs de Banville sont Rostand, qui a plus de force dramatique et moins de goût, Maurice Bouchor, l'auteur trop méconnu de ces deux petits chefs-d'œuvre, le *Noël* et *Tobie*. Et ce seront tous ceux qui auront compris sa leçon et qui se détournant du théâtre oratoire, du théâtre à mise en scène et à gros effets, entreprendront, avec moins de timidité que lui, de rétablir selon leur tempérament, le poème.

Alfred Poizat.

LA SITUATION DANS LA SARRE

Voici qu'à la suite des menées pangermanistes la question de la Sarre a été de nouveau mise en discussion et de façon particulièrement bruyante cette fois — à Genève. Il semble donc opportun de jeter un coup d'œil rapide sur la situation de cette région et de résumer l'œuvre accomplie, au cours des trois dernières années, par la Commission de gouvernement, chargée de l'administrer souverainement au nom de la Société des Nations.

Le Territoire de la Sarre est une création du Traité de Versailles. Création, à vrai dire, un peu artificielle ; car ni la géographie, ni l'histoire n'ont donné à cette contrée de personnalité bien déterminée. Aucune délimitation naturelle ne la sépare des régions voisines : de Sarreguemines en Lorraine à Sarrebrück on suit la même vallée, sans que l'on note rien qui puisse distinguer les deux pays, tant dans l'aspect du paysage que dans les traits de la population. Si l'on met à part, en effet, l'immigration prussienne très forte, mais de date assez récente, il paraît bien que les Sarrois, dans leur ensemble, se confondent entièrement avec les Lorrains. Dans le passé, ce qui constitue le territoire actuel de la Sarre a présenté, durant des siècles, un enchevêtrement inextricable de fiefs, dont les seigneurs rendaient hommage, tantôt au roi de France et tantôt à l'Empereur (1). Louis XIV fut le premier à régulariser de ce côté notre frontière, en incorporant au royaume un certain nombre de

(1) Voir le beau livre de M. le comte Jean de Pauge, *Les Libertés rhénanes* (Librairie Perrin, 1922).

comtés et seigneuries qui formèrent « la province de la Sarre ». Ce même souverain fonda la ville qui porte son nom, Sarrelouis. Mais, quelques années plus tard, le traité de Ryswick enleva à la France la plus grande partie de la nouvelle province, y compris Sarrebrück : nous ne gardions plus que Sarrelouis avec six villages. La Révolution reprit l'œuvre du grand Roi. En 1814, nous conservions encore une partie du territoire, englobant Sarrelouis et Sarrebrück, pour peu de temps, il est vrai, puisqu'au traité de Vienne les Alliés nous enlevèrent toute la vallée de la Sarre en aval de Sarreguemines. L'annexion de ce pays à la Prusse, et, pour une minime fraction, à la Bavière ne se fit pas, d'ailleurs, sans de vives protestations, sans de touchantes manifestations de fidélité à la France, particulièrement dans la région de Sarrelouis. Ces sympathies sont restées jusqu'à nos jours très vivaces et on pourrait en donner bien des preuves.

Après la dernière guerre, nous eussions été en droit de nous en prévaloir pour réclamer la frontière de 1814, mais par là nous n'aurions pu obtenir qu'une partie du bassin houiller, dont la propriété devait nous dédommager de la destruction systématique par les Allemands de nos mines du Nord.

Au demeurant, on se rappelle les laborieuses négociations auxquelles a donné lieu cette question de la Sarre lors de la Conférence de la Paix. A la dernière extrémité, afin d'éviter les risques d'une rupture avec nos alliés, nous dûmes accepter un compromis et le soin de rédiger un texte définitif fut confié à un comité réduit de trois personnes, assistées d'experts juridiques et techniques, qui travaillèrent sans discontinuer, pendant dix heures. C'est dans cette « nuit historique » du 9 au 10 avril 1919 (1) qu'a été élaborée la section IV de la partie III du traité (articles 45 à 50) avec le long annexe qui l'accompagne. Il n'y a rien d'étonnant, par conséquent, si le statut politique et économique de la Sarre n'est pas parfait et si la mise en application de ses dispositions donne lieu aujourd'hui encore à tant de divergences d'interprétations, à tant de controverses, exploitées naturellement par la mauvaise foi germanique.

Tel qu'il a été délimité — de façon un peu conventionnelle — en 1919, le territoire de la Sarre ne constitue pas une entité économique, à proprement parler. Il ne peut vivre par lui-même ; c'est à peine si sa production agricole suffirait à subvenir, pendant quarante jours, aux besoins de sa population. La Sarre est une région essentiellement minière et industrielle, et, sous cet aspect encore, elle ne saurait demeurer isolée : autant pour approvisionner ses usines en minerais que pour écouler ses produits (charbons, fers et aciers, articles manufacturés), elle est tributaire de l'extérieur et, en premier lieu, des pays limitrophes. Du jour où les Alliés ont décidé de détacher la Sarre — ainsi, du reste que l'Alsace, la Lorraine et le Luxembourg du *Zollverein*, — on comprend donc très bien qu'ils l'aient unie à la France au point de vue douanier : c'était, en effet, la seule solution possible, si l'on ne voulait pas étouffer son existence économique et condamner ses habitants à la faim et à la misère. Seulement, on comprend aussi que ce bouleversement ne se soit pas réalisé sans heurts ni sacrifices d'intérêts privés, dont la propagande allemande a naturellement essayé de tirer parti contre nous : d'autant plus qu'il a coïncidé avec la crise économique mondiale et qu'il s'est encore compliqué de toutes les difficultés auxquelles a donné lieu la coexistence officielle dans le Bassin du mark et du franc. (1)

La Commission de gouvernement, qui est présidée par un Français, M. Rault, est parvenue cependant à triompher peu à peu de tous ces obstacles. Elle a réussi — et ce n'est pas un mince éloge à lui décerner — à mettre sur pied le système élaboré par le Traité de Paix et à donner une vie propre au Territoire de la Sarre. Les liens administratifs et politiques qui le reliaient à l'Empire allemand, à la Prusse et à la Bavière, ont été successivement rompus, des institutions particulières ont été créées, dignes d'un Etat véritablement autonome, en conformité avec la volonté exprimée par les Alliés à Versailles et de façon à permettre aux habitants de se prononcer ultérieurement, en pleine connaissance de cause sur leurs propres destinées. Les questions financières et monétaires elles-mêmes, si délicates soient-elles, peuvent être considérées aujourd'hui comme à peu près résolues. L'évolution économique du Bassin n'est pas encore achevée, mais elle est en très bonne voie.

Les Allemands n'ont jamais cessé, pourtant, d'annoncer l'imminence d'une catastrophe. En septembre 1921, une délégation soi-disant sarroise a fait appel à la Société des Nations « pour sauver le pays à la dernière heure ». Mais depuis lors, des mois et des mois se sont écoulés sans que ces sombres prophéties se soient réalisées. La situation économique de la Sarre, sans être des plus brillantes, est assurément bien meilleure que dans certaines régions voisines de la France et d'Allemagne. Grâce

(1) M. André Tardieu, qui joua un rôle primordial en la circonstance, a fait de ces discussions un exposé des plus instructifs dans *l'Illustration* du 12 juin 1920.

(1) J'ai traité en détail cette question dans deux articles de *l'Economie Nouvelle* (mars et avril 1923), auxquels je me permets de renvoyer le lecteur.

à l'effort remarquable de l'administration française des Mines, la production des houillères a passé de 9 millions de tonnes en 1919 à plus de 11 millions en 1922 et elle n'est pas loin d'atteindre le chiffre d'avant-guerre. L'industrie, si énergique de son côté, a passé victorieusement la période la plus critique : la production de fonte est même supérieure, depuis juillet dernier, à la moyenne mensuelle de 1913. On peut en dire autant de la plupart des autres branches d'activité de la région. Le bâtiment, en particulier, est en plein essor et ne souffre que de la pénurie de personnel. Le nombre des chômeurs n'était en octobre que de 1,10 %, par rapport à l'ensemble de la population ouvrière, alors qu'il dépassait, au même moment, 6 % en Allemagne. Il serait facile de donner encore bien d'autres preuves de la prospérité grandissante du territoire : les chiffres de la consommation augmentent, les dépôts des caisses d'épargne enregistrent, d'une année à l'autre, une plus-value sensible, la faillite et les ventes de biens-fonds par autorité de justice ont presque disparu, etc.

Fidèle à la ligne de conduite tracée par son Président et dans l'esprit du Traité de Paix, la Commission de gouvernement s'est surtout attachée à assurer, dans toute la mesure du possible, le bien-être des habitants. L'œuvre qu'elle a réalisée d'accord avec la Direction des Mines, en matière d'assistance et de prévoyance sociale, d'hygiène, de logements ouvriers et de maisons à bon marché, d'enseignement, etc. est considérable et lui fait le plus grand honneur, ainsi qu'à notre pays, car elle est digne, en tous points, de nos plus nobles traditions de générosité et de libéralisme. J'en ai parlé ailleurs (1) et on me dispensera d'y revenir ici. Mais il est à souhaiter qu'elle soit mieux connue, car elle constitue la meilleure réponse que nous puissions faire à la propagande pangermaniste.

Toutefois, ce serait une grave erreur de juger notre politique dans la Sarre uniquement d'après ces résultats d'ordre économique et social. La population, dans son ensemble, n'est sans doute pas indifférente aux avantages de toute sorte qu'elle doit au régime institué à Versailles. Elle reconnaît, assurément, dans son for intérieur, les efforts sincères et heureux de la Commission de gouvernement pour la sauvegarde et la satisfaction de ses intérêts essentiels. Mais, aussi longtemps que l'avenir lui paraîtra aussi incertain, on ne saurait lui demander de se prononcer ouvertement en faveur des nouvelles institutions, ni *à fortiori* pour la cause française. Je mets à part, bien entendu, les émigrés prussiens, surtout nombreux à Sarrebrück, colonie étrangère au pays, mais excessivement tenace et agissante, que Berlin, selon sa politique habituelle, a implantée dans ce territoire, comme dans les autres « marches » de l'ancien Reich : ceux-là peuvent être considérés comme foncièrement hostiles et irréductibles. En revanche, nous n'avons cessé, je crois, de compter de très vieilles amitiés à Sarrelouis et dans les campagnes : mais il est incontestable que ces amitiés, qui se manifestaient si librement aussitôt après l'armistice, sont devenues dans la suite plus timides et plus effacées... Devons-nous nous en étonner ?

C'est ici qu'apparaissent surtout les insuffisances du Traité de Paix. Non seulement la frontière de 1814 n'a pas été rétablie — comme on s'y attendait à Sarrelouis —, mais le délai fixé pour la période transitoire n'est que de quinze ans. Dès 1935, la population sera appelée à choisir entre trois solutions : le retour à l'Allemagne, l'union à la France ou le maintien du régime actuel. Quinze ans ! alors que, malgré une domination d'un siècle, nos ennemis n'ont pas réussi à germaniser complètement cette région ! On s'explique dans ces conditions, que la perspective prochaine de cette redoutable échéance et la crainte , trop fondée, de représailles prussiennes oppressent les esprits les mieux disposés en notre faveur et empêchent les meilleures volontés de s'affirmer en toute sincérité.

Nos amis sarrois auraient-ils la velléité de s'affranchir de cette effroyable obsession que les intimidations prussiennes leur imposeraient bien vite le silence. L'Allemagne a beau être éliminée officiellement de la Sarre, elle s'y trouve toujours en réalité. Allemande — et ardemment pangermaniste — est la presse, stipendiée largement par le *Reich* et par l'*Heimatdiehst*. Allemands — de nationalité et d'esprit — sont les fonctionnaires sarrois, pour la presque totalité, en dépit du serment de fidélité, prêté à la Commission de gouvernement. Allemands sont les syndicats ouvriers auxquels est affilié tout le personnel des mines et des usines et dont le siège social est outre-Rhin. Allemande enfin, est demeurée l'organisation du clergé, dont l'influence est si grande dans cette région et qui continue à relever des diocèses de Trèves et de Spire, tandis que les jeunes prêtres reçoivent toujours leur instruction à Bonn et à Munich. Bien qu'il eût été conforme à la simple logique d'assurer l'autonomie du territoire, au point de vue religieux, comme on l'a fait pour l'administration publique.

C'est, cependant, dans une atmosphère aussi empoisonnée par la propagande pangermaniste que l'on a procédé, en juin dernier — un peu prématurément, sans doute — à des élections au suffrage universel. Le résultat ne pouvait pas surprendre : sur

(1) Dans une Conférence au *Musée Social* (21 mars 1923), qui sera prochainement publiée sous forme de brochure.

30 sièges que compte le *Landerat*, 25 ont été attribués à des partis qui nous sont plus ou moins hostiles. Il est vrai que les abstentions ont été nombreuses : 35 % dans le cercle de Sarrebrück, 60 % dans celui de Sarrelouis, ce qui est la preuve des hésitations et des timidités auxquelles je faisais allusion. J'entends bien que cette assemblée locale n'a que le caractère d'un Conseil consultatif, car la Commission de gouvernement ne saurait se dessaisir en sa faveur des pouvoirs souverains qu'elle tient du Traité de Versailles. Mais les Allemands ont entretenu à plaisir l'équivoque, en prétendant faire jouer à ce Conseil le rôle d'un véritable Parlement. Une chose certaine est que l'apparition de ce nouveau rouage administratif — où dominent les agents de Berlin, tels que l'industriel Roechling, jadis condamné par contumace par le Conseil de guerre d'Amiens pour vols et pillages dans les régions occupées — a singulièrement compliqué la tâche, déjà si difficile, de la Commission de gouvernement et créé dans la Sarre un état de choses vraiment inquiétant.

Les effets en ont apparu avec évidence lors de la grève des mineurs, qui a éclaté au début de Février. Auparavant, peut-on dire, depuis l'entrée de nos troupes, la tranquillité du Bassin n'avait été troublée de façon sérieuse à aucun moment : et ce calme contrastait étrangement avec les agitations incessantes causées dans le Reich par la cherté de la vie. Les mineurs sarrois pouvaient d'autant moins se plaindre de leur sort qu'ils avaient été les premiers à bénéficier du paiement en francs. Le fait que cette grève a coïncidé avec l'entrée de nos troupes dans la Ruhr suffit à montrer qu'elle a obéi surtout à des fins politiques. Esclaves des secrétaires de leurs syndicats, les mineurs, quelles que fussent leurs préférences personnelles, ont obéi, bon gré mal gré, au mot d'ordre venu d'outre-Rhin. En même temps, le ton des journaux pangermanistes, qui n'ont de sarrois que le nom, devenaient plus violents ; l'existence de sociétés secrètes a été dénoncée dans le Territoire ; d'autres symptômes indiquaient qu'un dangereux mouvement politique était en préparation...

La Commission de gouvernement avait le devoir d'y parer sans retard. Elle s'était rigoureusement cantonnée jusque-là dans une absolue neutralité, en montrant même vis-à-vis de la presse allemande une indulgence qui pouvait paraître excessive. Les circonstances l'obligeaient, cette fois, à adopter une politique plus énergique. Elle se résolut donc à mettre en vigueur dans le Territoire l'ordonnance provisoire « de sécurité publique » édictée par le Reich après l'assassinat de Rathenau.

On sait que cette mesure a été l'objet, ces jours-ci, à Genève, d'une épineuse discussion. Finalement, le Conseil de la Société des Nations a approuvé la conduite du Président Rault, par 8 voix contre 2. Mais le fait qu'une question, soulevée en réalité par les Allemands, ait été présentée et défendue par le représentant d'une nation autre et que le délégué britannique ait cru devoir, de son côté, réserver son vote mérite de retenir notre attention.

Il importe, assurément, à la paix de l'Europe que réussisse l'expérience instituée dans la Sarre par la Société des Nations, et il y va également du prestige et de l'avenir de cette dernière. Mais nous ne saurions oublier, non plus, que la France est, plus qu'aucun autre pays, intéressée à la question ; et c'est le moment de nous demander si, de ce côté, le traité de Versailles nous accorde toutes les garanties qui nous sont indispensables.

En dehors des souvenirs historiques et des traditions qui ont créé entre la Sarre et nous un lien, que la spoliation de 1815 n'a pu complètement briser, notre présence dans ce territoire est justifiée par deux ordres de considérations. Considérations économiques, étant donné que le Bassin apparaît comme le complément naturel de nos mines de fer de Lorraine et que les houillères sarroises nous ont été attribuées en toute propriété, au moins pendant quinze ans, à titre de réparations. Raison de sécurité, ensuite : car cette région, où les Allemands ont multiplié les lignes stratégiques, est comme un formidable bastion établi contre nous, en vue de favoriser l'invasion classique partie des bords du Rhin.

A ce double point de vue, le gage que nous détenons semble, en somme, assez précaire. En ce qui concerne les mines, si le plébiscite de 1935 se prononce pour l'Allemagne, ce pays en reprendra possession, à charge de nous en payer la valeur. On peut compter il est vrai, que le Reich n'ayant pas rempli à ce moment toutes ses obligations, nous serons en droit d'exiger de lui la propriété définitive des houillères, dont le montant sera simplement porté à son crédit ; mais la chose n'ira sans doute pas sans de longs marchandages et il nous faudra témoigner d'une grande énergie pour faire céder notre partenaire. La France ne saurait, en tout cas, renoncer à l'exploitation des mines — pour laquelle elle a déjà consenti de lourds sacrifices — pas plus qu'elle ne peut à un point de vue général se désintéresser de la vie économique de cette région, qui sera, d'ici peu de temps, complètement rattachée à notre système financier et monétaire.

La question militaire est plus pressante encore. A la différence de ce qui a été établi pour les provinces rhénanes, le Traité de Versailles n'a pas prévu l'occupation militaire de la Sarre. Nos troupes y tiennent simplement garnison en attendant la constitution

d'une gendarmerie locale — alors, pourtant, que nous ne saurions admettre que la protection des mines et des ouvrages d'art fût imparfaitement assurée et que notre armée du Rhin demeurât coupée de ses communications avec la France.

C'est un point sur lequel la Commission de gouvernement a eu particulièrement à se défendre contre les manœuvres allemandes devant le Conseil de la Société des Nations. Celui-ci lui a constamment donné raison jusqu'ici, de même que sur toutes les autres questions. Mais s'il convient de l'en féliciter hautement, cela ne suffit pas à nous affranchir de toute inquiétude pour l'avenir. Ce qui s'est passé ces jours-ci à Bochum doit être pour nous un avertissement.

Contrairement encore à ce que le Traité a décidé pour la Haute-Commission interalliée des Pays Rhénans, le président de la Commission de la Sarre n'est pas nécessairement un Français. M. Rault ne doit d'avoir été maintenu à son poste qu'à la confiance unanime dont il jouit fort justement parmi tous ses collègues, et au sein de la Société des Nations. Mais la fissure qui est apparue déjà à la dernière réunion du Conseil risque de s'élargir. Qu'adviendrait-il si le présidence de la Commission sarroise venait à passer à un autre germanophile ou même à un Anglais, pour le cas où l'entente cordiale se désagrégerait tout à fait ?

Comme on le voit, la solution de la question de la Sarre, telle qu'elle a été imaginée à Versailles, repose essentiellement sur la solidité et sur l'efficacité de la Société des Nations et, avant tout, sur le maintien de l'harmonie parfaite entre les Alliés. Malheureusement, les événements de ces dernières années autorisent certaines inquiétudes à cet égard.

Nous n'avons point à rechercher ici par quels moyens il serait possible de corriger le régime actuel. On aime à croire que le règlement des affaires de la Ruhr et de Rhénanie en fournira l'occasion : ce sera alors le devoir de nos gouvernants de ne pas oublier la Sarre. Pour l'instant, il est nécessaire que l'opinion française soit renseignée impartialement sur toutes les faces du problème, et que, sans tomber dans un pessimisme exagéré et d'ailleurs injustifié, elle n'en méconnaisse pas toute l'importance de l'inconstestable gravité.

Angel MARVAUD.

PORTRAITS D'ÉCRIVAINS ÉTRANGERS

LUIGI PIRANDELLO

La meilleure étude critique qui ait été publiée sur l'œuvre de Luigi Pirandello est sans doute celle d'Adriano Tilgher, dans ses *Studi sul teatro contemporaneo*. Le riche contenu de cette œuvre est exposé avec une rigueur et une solidité d'analyse impeccables. De cette étude, le *pirandellisme* sort systématisé de la façon la plus cohérente et la plus complète. Mais quel que soit l'intérêt du *pirandellisme*, ce serait pourtant diminuer Pirandello que de le réduire au *pirandellisme*. On peut même se demander si ce ne serait pas fausser la signification de toute son œuvre.

Théâtre d'idées, a répété sur tous les tons la critique française, après la représentation des *Six personnages en quête d'auteur*. Il faut répondre tout de suite : « non ». Théâtre qui fait penser, mais non pas théâtre d'idées. Et dans le même sens, il faut dire également qu'il n'existe pas de *pirandellisme* chez Pirandello, mais qu'on peut extraire de l'œuvre de Pirandello le *pirandellisme*.

Pirandello n'a jamais varié depuis trente ans. A ceux qui lui demandaient ce qu'il était, il a toujours répondu qu'il était un humoriste, et l'un de ses premiers écrits est précisément une étude sur l'humorisme où il a mis au net ses théories sur l'art qu'il a nuancées et approfondies depuis mais sans jamais rien changer à leur fond même.

L'humorisme, tel que l'entend Pirandello, n'a rien de commun avec l'humour de nos auteurs gais. Il s'apparente davantage à l'humour anglais du XVIIIe siècle, à l'humour d'un Sterne ou d'un Swifft. Toutefois, il ne se confond pas davantage avec cet humour. C'est que l'humorisme de Pirandello n'est pas une forme d'art, préférée par un écrivain pour des raisons toutes personnelles, congénitales ou accidentelles. Non, l'humorisme véritable, profond, total s'impose à quiconque a une vision exacte de la réalité humaine. La plupart des humoristes se bornent à bien exploiter le sentiment des contraires, à chercher sous les larmes le comique, sous le comique la douleur ou bien à dissimuler leur sensibilité à vif sous la pudeur ironique d'un sourire. Le véritable humour, selon Pirandello, a sa source dans la conscience qu'a l'homme de son existence, dans ce fait primordial que l'homme ne se borne pas à vivre sa vie, mais qu'il la pense, qu'il en est le spectateur et l'acteur tout ensemble.

C'est là la grande différence spécifique entre

l'homme et le reste de la nature. Un arbre, un animal vivent selon leur loi et selon les circonstances, mais l'homme le plus fruste, en même temps qu'il vit, prend une idée de lui-même et de sa vie. La vie coule sans arrêt, se modifie de minute en minute; l'homme va beaucoup moins vite que la vie; les images de lui-même, de son existence dont il prend conscience durent encore en lui comme de fidèles représentations, alors que la vie les a déjà profondément modifiées. D'où la dualité entre la vie et l'image que s'en fait l'homme, entre le réel et la conscience de ce réel, la forme dont le revêt l'homme pour le penser. Le réel n'étant pensable que mis en forme par la conscience humaine, cette dualité entre la vie et la forme ne peut être éliminée que de deux façons : soit en se refusant à penser sa vie, en se réduisant à vivre comme un végétal, soit en se refusant à tenir compte du réel (ce qui est le propre des fous, pour qui compte seule leur idée fixe, et le propre aussi des héros de la littérature, des personnages créés par les artistes dont la personnalité est stable et ne saurait varier).

Chacune des affirmations qui précèdent pouvaient être illustrées par une nouvelle ou une pièce de Pirandello. Il en est de même de toutes celles qui vont suivre.

Ainsi le sentiment de la dualité qui est à la base de l'humorisme est, pour Pirandello, à la base d'une vision correcte de la vie humaine. En se faisant humoriste, Pirandello ne fait rien autre chose que du réalisme strict. Il ne déforme pas, il ne systématise pas la vie, comme on le prétend, il ne fait que copier la vie telle qu'elle est (*La vie toute nue*, c'est le titre d'un de ses recueils de nouvelles; *Masques nus*, tel est le titre général qu'il a donné à son théâtre). Il ne consent pas à vêtir ou à farder la vie; il la montre telle quelle est en réalité : un incessant duel entre la vie et le sentiment de la vie.

Les conséquences de ce duel permanent sont infinies. Les quatre cents nouvelles, les cinq romans, les vingt-huit pièces de théâtre qu'a écrits Pirandello n'ont d'autre objet que d'illustrer ces conséquences, et en le faisant, Pirandello s'est, sans le savoir, rencontré avec la philosophie de la mobilité bergsonienne, avec le freudisme, avec le relativisme einsteinien, avec Proust. Il a touché le fond du grand problème qui plus ou moins hante les philosophes et les écrivains d'aujourd'hui : la multiplicité de la personnalité humaine, l'incommunicabilité des êtres entre eux, la difficulté de différencier l'illusion de la réalité, etc...

Adriano Tilgher a inventorié, avec une admirable lucidité, les thèmes principaux utilisés par Pirandello. Il y a d'abord une série de thèmes individuels, auxquels nous avons déjà fait allusion : l'impossibilité de se passer d'une forme; l'impossible essai de vivre la vie dans sa nudité absolue; le renoncement à vivre; l'impossibilité de se regarder vivre; l'inexistence de la personnalité, chaque individu étant un chaos de forces contradictoires. Puis vient la série des rapports des hommes entre eux : être, c'est paraître; chaque individu est une île où l'on ne peut aborder; les hommes ne peuvent se comprendre, etc... En troisième lieu, les drames qui naissent de l'abîme qui se creuse entre le présent et le passé, — de la volonté qu'apporte l'homme à se conserver tel qu'il était alors que tout est changé autour de lui et en lui, — de la contradiction qui existe entre un individu et l'idée que s'en font les autres, — de la destruction du masque que l'individu s'était appliqué sur le visage, — de l'acceptation d'un masque imposé par force (l'homme accusé d'être un jeteur de sorts et qui se résignant à le devenir, va réclamer au juge une patente de jettatore), — de la révolte de la vie contre le masque (troisième acte de la *Volupté de l'honneur*), — du triomphe de l'irrationnel, etc...

* * *

S'il arrive que la dialectique et une sorte d'esprit de système dominent certains récits ou certaines comédies de Pirandello jusqu'à les réduire à un simple jeu, plein d'ingéniosité, mais sans contenu vraiment émouvant, le cas le plus fréquent est exactement opposé. Pirandello cherche son inspiration première dans la vie, soit qu'il travaille sur quelque fait divers authentique, soit qu'il imagine de toutes pièces une intrigue, le plus souvent très compliquée, mais si vraisemblable que la réalité la confirme souvent (l'aventure de *Feu Mathias Pascal*, par exemple, a été vécue réellement vingt ans après la publication du roman de Pirandello). Sur cette donnée brute que lui fournit seule la réalité de son imagination, Pirandello travaille jusqu'à ce qu'il l'ait transfigurée, non pas selon lui-même, mais selon chacun des personnages qui en sont les héros. Il construit autant de fois son histoire qu'elle contient de personnages, puis il agence ces plans divers, qui se coupent, convergent, divergent tour à tour. Dans *Six personnages en quête d'auteur*, ces plans divers sont présentés simplement, juxtaposés, chaque personnage en incarne un; l'auteur a manqué pour les assembler en un tout harmonieux.

Le réalisme avec lequel Pirandello prend soin de reproduire le point de vue de chacun de ses héros a pour conséquence une inégalité extrême dans les diverses notations qui se succèdent au cours

d'un récit ou d'un acte. Des remarques qui ne dépassent guère en portée les observations ordinaires des amuseurs de la *Vie Parisienne* voisinent avec des notations qui, par leur imprévu, leur acuité, leur profondeur égalent Pirandello à un Stendhal, un Dostoïewski, un Proust.

A y bien réfléchir, cela prouve que Pirandello n'est pas un idéologue, un philosophe, mais un créateur. Il écrit sous la dictée de ses personnages. Il n'essaie pas de schématiser, de clarifier ce que lui dictent ses héros, il transcrit fidèlement, d'où une certaine lourdeur, du délayage parfois, des répétitions, mais d'où aussi une extraordinaire impression de vie.

La variété des sujets, des héros de Pirandello est extraordinaire. Quand on a lu vingt ou trente de ses nouvelles disparates, soudain une cristallisation se produit et c'est toute l'Italie d'avant-guerre, l'Italie d'entre le désastre d'Adouah et sa fougueuse entrée dans la grande bataille des nations qui surgit. Personne n'a peint avec plus de force et de vérité la bourgeoisie de la capitale et de la province italiennes, ce mélange extraordinaire de finesse, de crédulité, de passion, de positivisme, de poésie et de pharisaïsme qui fait de l'Italien un des peuples les plus complexes et les plus curieux de l'Europe nouvelle.

Il ne faut pas se hâter de juger Pirandello. Il méprise l'éclat et la séduction ; il se sait désobligeant et amer. Mais il sait aussi quelle grande leçon de force et de bonté contient son œuvre. Il sait qu'il n'est pas un simple démolisseur : cette vie qui nous fuit sans cesse et qui déçoit ceux qui croient l'avoir fixée, l'homme digne de ce nom doit courageusement la construire minute par minute, aussi belle, aussi bonne qu'il le peut pour lui et pour les autres. Le malheur de l'homme est fait en grande partie de son inertie intellectuelle et morale. Le territoire où l'homme peut exercer son pouvoir est bien étroit : le passé ne lui appartient plus, le futur ne lui appartient pas encore, mais il peut modeler le présent à son gré, pourvu qu'il se conforme aux exigences perpétuellement changeantes de la vie. Lueur d'espoir et d'optimisme au milieu des ruines !

Benjamin Crémieux.

DESSUS ET DESSOUS

(*Nouvelle*)

Ils étaient montés, par le petit escalier de bois, sombre et rapide, sans parler, ni faire de bruit, furtivement. Le professeur Carmelo Sabato — trapu, gras et chauve — portant dans ses bras comme un poupon au maillot une grosse fiasque de vin. Le professeur Lamella, son ancien élève, avec deux bouteilles de bière, une dans chaque main.

Depuis plus d'une heure, sur la haute terrasse aménagée sur les toits, parmi les cheminées, les tuyaux de poêle, les conduites d'eau, sous le scintillement massif et continu des étoiles innombrables qui trouaient le ciel sans dissiper les ténèbres de la nuit profonde, ils parlaient philosophie.

Et ils buvaient.

Le professeur Sabato, du vin ; du vin, jusqu'à en crever, que lui importait ! Le professeur Lamella, de la bière : il ne tenait pas à mourir.

Des maisons, des rues de la ville ne montait plus, depuis longtemps, le moindre bruit. De temps à autre, seulement, un roulement de voiture au loin.

La nuit était lourde et chaude ; le professeur Carmelo Sabato avait commencé par dénouer sa cravate et dégrafer son col, puis il avait déboutonné son gilet, ouvert sa chemise sur sa poitrine velue ; enfin, malgré les objurgations de Lamella : « Mon cher maître, vous allez prendre froid », il avait quitté son veston et, non sans pousser de nombreux soupirs, plié, puis glissé sous son séant, pour être mieux assis sur la banquette basse de bois, les jambes écartées, étendues de part et d'autre d'un guéridon rustique, pourri par les pluies et le froid.

Il laissait aller sa grosse tête chauve et rasée ; sous les épais sourcils retombants, ses yeux troubles, striés de rouge, étaient mi-clos, et il parlait d'une voix languissante, voilée, hésitante, comme un homme qui gémit en rêve :

— Mon petit Henri, mon cher petit Henri, disait-il, tu me fais du mal... Je t'assure : tu me fais du mal, beaucoup de mal...

Lamella, petit homme blond, maigre, bilieux, d'une nervosité extrême, était couché dans une sorte de hamac suspendu du côté de la tête à un anneau fixé au mur de la terrasse, du côté des pieds à deux tiges de fer fixées aux barreaux du parapet. En allongeant le bras, il pouvait atteindre la bouteille posée par terre : il saisissait presque toujours la bouteille déjà vidée, et il s'en irritait ; à la fin, d'un revers de main, il l'envoya rouler sur le sol en pente, à la grande angoisse, à la terreur même du vieux

professeur Sabato, qui se jeta à terre, à quatre pattes, et courut après la bouteille pour l'arrêter, tout en geignant, d'un ton furieux :

— Je t'en prie... je t'en prie... es-tu fou ?... en bas, on va croire que c'est le tonnerre.

Quand il parlait, Lamella se contorsionnait ; il ne pouvait demeurer en repos une minute, il se contractait, se détendait, lançait dans l'air des coups de poing, des coups de pied.

— Je suis bien persuadé que je vous fais du mal, mon cher maître, mais c'est exprès. Il faut que vous guérissiez ! Je veux vous relever ! Et je vous répète que vos idées sont démodées, démodées, démodées... Réfléchissez-y bien et vous me donnerez raison !

— Mon petit Henri, mon cher petit Henri, ce ne sont pas des idées, implorait Sabato, de sa voix hésitante et plaintive. C'était peut-être des idées autrefois ! Aujourd'hui c'est un sentiment, c'est un besoin chez moi, mon enfant : comme le vin... un besoin...

— Précisément, je vous démontre que c'est stupide, poursuivait l'autre. Je vous supprime le vin et je vous fais changer de sentiment.

— Tu me fais du mal...

— Je vous fais du bien ! Ecoutez-moi. Vous dites : je regarde les étoiles, n'est-il pas vrai ?... Non, vous dites : *je contemple...* c'est plus noble. Donc, je contemple les étoiles, et je sens aussitôt notre infinie, notre chétive petitesse s'abîmer ! Vous entendez comme vous savez encore bien parler, cher maître ? Je me rappelle que vous avez toujours bien parlé, même quand vous faisiez vos cours. *S'abîmer* est très bien dit ! Que devient la terre, demandiez-vous, l'homme, toutes nos gloires, toutes nos grandeurs ? N'est-ce pas ? C'est bien cela ?

Le professeur Sabato fit plusieurs fois oui de sa grosse tête rasée. Une de ses mains, comme morte, était abandonnée sur le banc ; de l'autre, sous la chemise, il fourrageait dans la toison ursine de son poitrail.

Lamella reprit avec animation :

— Et cela vous semble sérieux, mon cher maître ? Pardon. Si l'homme peut comprendre et concevoir ainsi son infinie petitesse, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'il comprend et conçoit l'infinie grandeur de l'univers ! Et dès lors comment dire de l'homme qu'il est petit ?

— Petit... petit..., répétait le professeur Sabato et sa voix semblait venir de distances infinies.

Et Lamella, toujours plus en colère :

— Vous plaisantez ! Petit ? Mais il faut qu'il y ait en moi par force, comprenez-vous, quelque chose de cet infini. Sinon je n'en aurais pas la notion : je n'en aurais pas plus la notion que, mettons, mon soulier ou mon chapeau. Quelque chose de cet infini, oui, qui, si je fixe... comme cela... les yeux sur les étoiles, soudain s'ouvre, mon cher maître, s'ouvre et devient comme rien, l'immensité des espaces où roulent des mondes, je dis bien : des mondes, dont je sens et comprends la formidable grandeur... Mais cette grandeur, à qui appartient-elle ? A moi, mon cher maître ! Car c'est un sentiment qui vit en moi ! Dès lors comment pouvez-vous dire que l'homme est petit, puiqu'il contient en lui tant de grandeur ?

Un cri soudain et curieux — zrrri — troua le silence profond qui avait suivi la dernière question de Lamella. Il sursauta :

— Comment ? Que dites-vous ?

Mais il vit le professeur Sabato immobile, comme mort, le front appuyé sur le rebord du guéridon.

Le cri d'une chauve-souris, sans doute.

Dans cette attitude, à plusieurs reprises, le professeur Carmelo Sabato, aux paroles de Lamella, avait gémi :

— Tu me tues... tu me tues...

Mais, tout à coup, une idée l'illumina, il leva la tête avec colère et cria à son ancien élève :

— Ah ! c'est ainsi que tu raisonnes ? Tu t'arrêtes là ? Mais poursuis ton raisonnement, sacrédié ! Que signifie ce que tu racontes ? Cela signifie tout au plus que la grandeur de l'homme réside dans le sentiment de sa petitesse infinie ! Cela signifie que l'homme n'est grand que lorsqu'il se sent et se voit tout petit, au regard de l'infini, et qu'il n'est jamais aussi petit que lorsqu'il se croit grand ! Voilà ce que cela signifie ! Quel réconfort, quelle consolation peux-tu tirer de là, du fait de savoir que l'homme est ici-bas condamné à ce désespoir atroce : voir grand ce qui est petit — toutes les choses de la terre, et voir petit ce qui est grand — les étoiles ?

Il saisit furieusement la fiasque et engloutit deux verres de vin, l'un sur l'autre, comme s'il les avait bien mérités et avait acquis le droit incontestable de les avaler, après ce qu'il venait de dire.

— Quel rapport y a-t-il ? Qu'est-ce que cela a à voir dans la question ? criait Lamella, les jambes hors du hamac, gesticulant des pieds autant que des bras, comme s'il voulait s'élancer sur le professeur. — Réconfort ? Consolation ? C'est cela que vous cherchez, je le sais ! Vous avez besoin de vous voir, de vous savoir petit...

— Petit, parfaitement... Petit, petit...

— Petit, au milieu de petitesses et de mesquineries...

— Oui... parfaitement...

— Logé sur un atome infinitésimal de l'espace, n'est-ce pas ?

— Oui, oui... infinitésimal...

— Mais pourquoi ? Pour continuer impunément à vous abrutir, à pourrir sur place !

Le professeur Sabato ne répondit pas : il avait de nouveau à la bouche son verre, qui déjà lui tremblait dans la main. Il fit signe que oui de sa grosse tête, sans cesser de boire.

— N'avez-vous pas honte ! n'avez-vous pas honte ! hurla Lamella. Si la vie a en soi, si l'homme a en soi le malheur que vous prétendez, à nous de le supporter noblement ! Les étoiles sont grandes, je suis petit, et par conséquent je me saoule, n'est-ce pas ? Voilà votre logique ! Mais les étoiles sont petites, entendez-vous, petites, si vous ne les concevez pas grandes : c'est donc en vous que résident la grandeur et la mesure de la grandeur ! Et si vous êtes assez grand pour concevoir grandes les choses qui sont en apparence petites, comme les étoiles, pourquoi voulez-vous voir petites et mesquines les choses qui paraissent à tous grandes et glorieuses ? Qui paraissent et qui sont telles, mon cher maître ! Non, il n'est pas petit, comme vous le croyez, l'homme qui les a faites, l'homme qui a ici, dans sa poitrine, en lui, la grandeur des étoiles, cet infini, cette éternité des cieux, l'âme de l'univers immortel... Que faites-vous ? Ah ! vous pleurez ? Je comprends ! Vous êtes déjà saoul, mon cher maître !

Lamella sauta du hamac et se pencha sur le professeur Sabato, appuyé au mur, tout secoué par les sanglots qu'il semblait éructer, par les hoquets qui l'un après l'autre lui montaient du fond des entrailles, puant le vin.

— Assez, assez, bon Dieu ! lui criait Lamella. Vous me mettez en rage, parce que vous me faites pitié. Un homme de votre intelligence, de votre savoir, se ravaler à ce point, quelle honte ! Vous avez une âme, une âme, une âme... Je me la rappelle votre âme, toute noble, enflammée pour le bien, oui, je me la rappelle.

— Je t'en prie, je t'en prie..., gémissait, implorait le professeur Carmelo Sabato, mon petit Henri mon cher petit Henri... je t'en prie, ne me dis pas que j'ai une âme immortelle. Hors de moi, hors de moi ! Voilà, oui, voilà ce que je dis : cette âme immortelle, elle est hors de nous... Tu peux la respirer, toi, tu n'es pas encore corrompu... Tu la respires comme l'air et tu la sens en toi... certains jours plus, certains jours moins... Voilà ce que je dis ! Elle est hors de nous... Par pitié, laisse-la dehors, l'âme immortelle. Moi, je n'en veux pas, non... Je me suis corrompu exprès pour ne plus la respirer... Je me remplis de vin, parce que je ne la veux plus, je ne veux plus la sentir en moi... Je vous la laisse... Sentez-la en vous... Moi, je n'en peux plus, je n'en peux plus...

A ce moment, une voix douce appela du fond de la terrasse :

— Monsieur...

Lamella se retourna. Dans l'encadrement noir de la petite porte les larges ailes de la cornette d'une sœur de charité mettaient une tache blanche.

Le jeune professeur accourut, parla à voix basse à la sœur, puis tous deux s'approchèrent doucement de l'ivrogne et le prirent chacun par un bras pour le mettre debout.

Le professeur Carmelo Sabato, la chemise ouverte, la tête branlante, le visage inondé de pleurs, considérait Lamella, puis la sœur, surpris, abasourdi par ces soins silencieux ; sans souffler mot, il se laissa emmener tout titubant.

La descente de l'escalier de bois sombre, étroit et rapide fut malaisée. Lamella marchait devant, soutenant presque tout le poids de cette masse qui s'abandonnait ; la sœur, par derrière, se courbait pour retenir la charge de toute la force de ses deux bras.

Enfin, en le tenant sous les aisselles, ils l'introduisirent, après avoir traversé deux petites pièces sombres, dans la chambre du fond, éclairée par deux cierges qu'on venait d'allumer sur les deux tables de nuit qui flanquaient le grand lit à deux places.

Raide, les bras croisés, le cadavre de sa femme était étendu sur le lit. Le visage était dur, hargneux, rendu plus livide encore par le reflet des cierges sur le plafond bas et pesant de la chambre.

Une deuxième sœur priait agenouillée, les mains jointes, au pied du lit.

Le professeur Carmelo Sabato, encore soutenu par les aisselles, haletant, regarda un moment la morte, atterré, en silence. Puis il se tourna vers Lamella comme pour lui poser une question :

— Ah ?

La sœur, sans colère, avec une humilité triste et patiente, lui fit signe de se mettre à genoux comme elle.

— L'âme, ah ? finit par dire Sabato, en frissonnant, l'âme immortelle, ah ?

— Monsieur, supplia l'autre sœur qui était plus âgée.

— Ah ? oui, oui... tout de suite, prononça avec épouvante le professeur Carmelo Sabato, en se laissant glisser non sans peine à genoux.

Il tomba la face contre terre et demeura ainsi un moment, se frappant du poing la poitrine. Mais soudain, sa bouche à ras du sol émit sur un ton suraigu et confus à la fois, le refrain d'une sale chanson française : « Mets-la dans l'trou, mets-la dans l'trou... » que suivit un ricanement : hi, hi, hi, hi...

Les deux sœurs se retournèrent, en proie à l'hor-

reur ; Lamella se baissa aussitôt pour l'arracher de terre et le traîner dans la salle à côté ; il l'assit sur une chaise et le secoua brutalement, longtemps, en lui ordonnant :

— Silence ! Silence !

— Oui, l'âme, disait l'ivrogne en haletant, elle aussi... l'âme... l'immensité... l'immensité des espaces... où roulent des mondes, des mondes...

— Silence, continuait à lui crier Lamella d'une voix étouffée, en le secouant, silence...

Sabato, alors, essaya de se mettre debout pour protester contre la violence qu'on lui faisait ; il ne put pas ; il leva un bras, en criant :

— Deux filles... celle-là... elle m'a jeté deux filles à la perdition... deux filles !

Les sœurs accoururent, le conjurant de se calmer, de se taire, de pardonner ; il se reprit de nouveau, commença à faire oui, oui de la tête, essayant de pleurer ; ses pleurs éclatèrent enfin, d'abord accompagnés d'un râle de sa gorge serrée, puis de lourds sanglots. Peu à peu, sur l'exhortation des sœurs, il se calma ; et, sans plus penser qu'il avait laissé son veston sur la terrasse, il commença à fouiller dans les poches inexistantes de sa chemise.

— Que cherchez-vous ? lui demanda Lamella.

Fixant d'un regard égaré les deux sœurs et son ancien élève, il répondit :

— Elles m'ont écrit... toutes les deux... Elles voulaient voir leur mère... Elles m'ont écrit...

Il ferma à demi les yeux et renifla longuement, avec délices, en s'accompagnant d'un geste expressif de la main :

— Quel parfum... quel parfum... Laurette écrit de Turin... l'autre de Gênes...

Il étendit une main et prit le bras de Lamella.

— Celle que tu voulais épouser...

Lamella, mortifié devant les deux sœurs, se rembrunit.

— Jeannette... Nénette, oui... C'est maintenant Célie... ah ! ah ! ah !... Célie Bouton... Tu voulais l'épouser.

— Taisez-vous, taisez-vous ! gronda Lamella, grimaçant de colère et d'indignation.

De peur, Sabato enfonça sa tête dans les épaules, mais il regardait en dessous d'un air malin son ancien élève :

— Tu as raison, oui, bien raison... Mon petit Henri, ne me fais pas de mal... Tu as raison... Tu l'as entendue à l'Olympia ? « Mets-la dans l'trou, mets-la dans l'trou... »

Les deux sœurs levèrent les mains comme pour se boucher les oreilles, le visage rempli de commisération ; elles rentrèrent dans la chambre de la défunte dont elles fermèrent la porte.

Agenouillées de nouveau au pied du lit, elles entendirent longtemps la querelle des deux hommes demeurés dans l'obscurité.

— Je vous défends de rappeler cela, criait le jeune homme.

— Va regarder les étoiles... va regarder les étoiles, disait l'autre.

— Vous êtes un bouffon !

— Oui... et tu ne sais pas ? Nénette m'a... m'a aussi envoyé un peu d'argent... et je ne le lui ai pas renvoyé, ah ! mais non ! pas de danger ! Je suis allé à la poste toucher le mandat et...

— Et ?...

— Et avec, j'ai acheté de la bière pour toi, idéaliste...

Luigi PIRANDELLO.

(Traduit de l'italien par Benjamin Crémieux)

DANS UN VIEUX PARC

Pour parer d'un regard et d'un tendre entretien
Ce long jour monotone en sa fuite insensible,
Que la fleur refermée au songe très ancien
Ranime devant moi sa corolle invisible.

Renaissez dans mon rêve et chantez à sa voix,
O fantômes d'un temps que mon appel module,
Secouant à vos pieds la cendre d'autrefois,
Refaites un bonheur à mon âme crédule.

Légères passions, ô formes que j'aimais,
Quand je buvais l'ardeur de ces amours passées,
Qu'importe que vos jours soient ailleurs, désormais,
Puisque mon souvenir vous fait vivre, enlacées !

Sur le bois recueilli l'ombre du soir s'étend,
La flûte, doucement, s'éteignit, puis les danses,
Dans l'air décoloré tout se tut, c'est l'instant
Où le cœur en tremblant attend les confidences.

Si le mien de nouveau tressaille devant vous,
Alors que vous voilà sur des routes perdues,
Si mon riant espoir se met à vos genoux,
Si ma mémoire unit vos grâces confondues,

Que je mêle avec art l'éclat de vos matins
Pour charger de couleurs ma palette fleurie :
O passé ! c'est toujours avec toi que je peins
La gloire de mon cœur sur les ciels de ma vie !

André CAZAMIAN.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LES AFFAIRES D'ORIENT ET LE NATIONALISME ASIATIQUE

« Ce fut, au XVIIIe siècle, un grand malheur pour la France que d'être mêlée à tant de questions diverses, et d'avoir, sur tous les points de l'Europe et du monde, tant d'intérêts et de traditions à soutenir, dit quelque part M. Emile Bourgeois, dans son *Manuel historique de politique étrangère*. Elle dissipait en les dispersant son influence et ses ressources : elle agissait en tous sens, hésitait, et partout se contredisait. »

Ce « malheur », la France le devait, et elle le doit encore peut-être, à sa situation géographique de puissance à la fois maritime et continentale, à son passé chargé de trop de gloire, à son prestige, qui fait que les nations les plus lointaines comptent d'abord sur elle pour réaliser la conception qu'elles se font de la Justice, et lui demandent plus qu'elle ne peut donner. Toujours est-il qu'elle se trouve aujourd'hui dans une situation analogue à celle que caractérisait M. Emile Bourgeois. L'axe de sa politique est sur le Rhin. Le premier devoir de ceux qui la dirigent est de mener à bien la liquidation de la victoire, et d'assurer la sécurité de l'avenir, en mettant l'Allemagne dans l'impossibilité de reprendre un jour la guerre d'agression qu'elle n'a cessé de méditer. C'est là le point capital, celui qui devrait absorber l'attention de tous les Français, et aussi de tous les « bons Européens » qui devraient comprendre que jamais l'Europe ne retrouvera son équilibre, tant que la France se sentira menacée du côté de l'Est. Aucun pays au monde n'a, plus que la France, le droit de pratiquer cet « égoïsme sacré » dont l'Italie moderne a donné la formule et l'Angleterre l'exemple. Mais pourrait-elle le faire ? Bon gré mal gré, ne doit-elle pas se mêler d'une quantité d'affaires où son intérêt ne paraît point directement engagé ?

Les Allemands, quand on leur parle de cette nécessité d'assurer la sécurité de la France, proposent un pacte mutuel de non agression ; mais ils se gardent bien d'y comprendre la Pologne. Pour eux, c'est en détruisant cette « création de la France » qu'ils produiraient la première fissure dans l'édifice maudit du traité de Versailles, et le nouvel État polonais, avec l'orgueil naturel et légitime d'une vieille nation civilisée, soudain rajeunie, a beau montrer, vis-à-vis de la France, une indépendance assez susceptible, notre politique ne peut, à aucun titre, se désintéresser de ce qui se passe à Varsovie. Notre prestige, notre grandeur, notre sécurité même, sont liés pour longtemps encore à l'existence et à la prospérité de l'État polonais. Mais ce point dangereux de l'Europe orientale n'est pas le seul coin du monde vers lequel l'attention et les forces de la France soient irrésistiblement attirées, quelque nécessité qu'elle sente de concentrer ses moyens d'actions. Il y a le proche Orient...

* * *

Au moment où, parmi les plénipotentiaires réunis à Paris, le système des mandats sur les pays à mettre en tutelle commença de prévaloir, il y eut des gens pour regretter que la France ait accepté de s'occuper de la Syrie. Ils prévoyaient que ce protectorat provisoire entraînerait la République dans des aventures qui n'étaient peut-être pas sans danger. Et le fait est que ce vieux pays, qui a usé toutes les dominations, où toutes les civilisations du monde se sont confondues et désorganisées en une sorte de poussière impalpable, cette espèce de Conservatoire de toutes les religions, de toutes les sectes, de toutes les hérésies, est un des territoires les plus difficiles à gouverner qui soient au monde. On n'y trouve plus rien de ferme ni de durable : ni institutions, ni esprit public, ni grands intérêts économiques, rien que des sectes qui se détestent, se jalousent, et se considèrent comme autant de petites patries. « Qu'allez-vous faire dans cette galère ? » disaient ces Cassandres, si ce n'est gaspiller sans profit des hommes et de l'argent ? Les difficultés actuelles, les intrigues anglaises, les intrigues arabes, les intrigues turques, tout cet imbroglio proprement inextricable, dans lequel le général Gouraud a réussi tant bien que mal à créer un ordre précaire, semble leur donner raison. Mais le moyen, pour la France, je vous prie, de décliner l'offre qu'on lui faisait, et d'abandonner des populations dont elle était la protectrice depuis des siècles, et qui considéraient sa langue et son esprit comme la seule forme de la civilisation supérieure ? C'est pourquoi on avait jugé, lors des Conférences de Paris, que la France seule était capable de faire l'éducation politique des populations syriennes, et l'on avait eu raison ; mais encore eût-il fallu que ses alliés lui facilitassent son action, et ne se laissassent pas entraîner, par un double jeu où il est bien difficile de ne pas voir de la perfidie, à soutenir des aventuriers bédouins comme Hussein et Fayçal, ou des rêveurs chimériques comme le colonel Lawrence (1). L'histoire de l'orga-

(1) Sur les intrigues de l'émir Fayçal et du colonel Lawrence, voir *Le Chemin de Dumas*, par Jérôme et Jean Tharaud.

nisation du mandat français en Syrie pendant ces deux dernières années est un des plus beaux exemples de l'immoralité politique qui triomphe aujourd'hui sous les grands mots de Droit et de Justice. On dirait que tous les pêcheurs en eau trouble, tous les intrigants, tous les aventuriers de la Méditerranée orientale se sont lignés contre la France pour l'empêcher d'exercer au plus grand profit de tout l'Occident un droit qui lui avait été reconnu par toutes les nations réunies à Versailles. Peut-être, parce qu'elle était occupée de soins plus urgents, parce que la mauvaise foi de l'Allemagne lui avait créé une situation financière difficile entre toutes, n'a-t-elle pas montré, dans l'exercice de ce droit, toute l'énergie désirable. Peut-être le gouvernement central, soucieux d'éviter toute difficulté avec l'Angleterre, n'a-t-il pas soutenu avec assez de fermeté ceux de ses agents locaux qui voyaient le plus clair. Toujours est-il que le résultat auquel on est arrivé risque d'être également funeste à toutes les nations d'Occident qui ont des intérêts dans la Méditerranée orientale. Comme l'ont constaté MM. Jérôme et Jean Tharaud au cours du voyage qu'ils viennent de raconter dans leur beau livre *Le Chemin de Damas*, toutes les populations syriennes, tant chrétiennes que musulmanes, ont cessé d'avoir confiance non seulement dans la France, mais dans l'Occidental, quel qu'il soit ; les unes, les chrétiennes, se livrent sans mesure à leurs petites passions locales, les autres tournent leurs regards vers Angora, et ces mêmes gens, pour qui, pendant la guerre, le Turc était devenu l'ennemi, se sont repris à le considérer comme le vrai, comme l'unique défenseur de la foi musulmane. Voilà le résultat auquel ont abouti les coloniaux anglais pour avoir caressé le rêve chimérique d'un grand royaume arabe soumis à leur influence. Ils y ont gagné d'avoir empêché la France d'exercer en Syrie le rôle que les traités lui avaient assigné, mais par contre coup ils ont fait les affaires de ces nationalistes turcs dont le triomphe définitif serait aussi funeste aux intérêts anglais qu'aux intérêts français.

* * *

Ce réveil de la Turquie est un des phénomènes les plus importants et les plus inquiétants de ce temps-ci.

Depuis plus d'un siècle, toute la politique orientale de l'Europe s'est construite en fonction de l'écroulement probable de l'Empire ottoman qui semblait ne se maintenir qu'à cause des rivalités de ceux qui avaient intérêt à se le partager. Or, voilà que, brusquement, au moment même où il semblait que les Turcs allaient être définitivement chassés d'Europe, où leur défaite semblait irrémédiable, voilà qu'un sentiment national intense s'éveille dans ce pays pour qui le mot de patrie semblait incompréhensible, et qu'à la suite d'événements imprévus, dont une victoire sur les Grecs, ils se trouvent en situation sinon de dicter la paix, du moins de la discuter dans d'excellentes conditions. A Lausanne, Ismet-Pacha parle en vainqueur. A ses yeux, ou du moins aux yeux de ses mandants, la victoire des Turcs sur les Grecs efface la victoire des Alliés ; il nous fait ses conditions, qui impliquent l'abandon des privilèges séculaires que nous exercions dans tout l'Empire, non seulement comme protecteurs des chrétiens, mais aussi comme commanditaires d'un Etat perpétuellement endetté. Revirement paradoxal, et si inattendu que notre opinion publique, généralement mal éclairée d'ailleurs sur les affaires d'Orient, ne sait plus de quel côté doit aller sa sympathie ou sa colère.

Nous avons reproché souvent aux Allemands de manquer de psychologie. Dans nos relations avec la Turquie nouvelle, il semble que nous en ayons manqué au moins autant qu'eux sinon plus qu'eux. Nous avions, sur la Turquie et sur les Turcs, un certain nombre d'idées arrêtées, dont il semble que nous n'ayons pas pu nous dégager à temps. Toute une littérature a propagé en France une sympathie très vive et très tenace pour les Osmanlis de l'ancien Empire. L'aristocratie militaire, qui semblait résignée à sa décadence politique, ne gardait de son ancienne splendeur qu'une sorte de gentilhommerie chevaleresque qui s'apparentait à nos plus vieilles idées sur l'honneur et la courtoisie guerrière. L'ancienne Turquie nous apparaissait comme une sorte de faubourg Saint-Germain de l'Europe orientale, pleine d'élégance et de lassitude, de scepticisme et de générosité ; les fonctionnaires avec qui nous avions affaire se montraient à nous comme des grands seigneurs courtois de l'époque de Saladin, comme des philosophes désabusés qui toléraient avec dédain que nous laissions nos financiers et nos mercantis faire des affaires à leurs dépens, parce qu'à leurs yeux, le temps ne comptait pas, et que tout ce que nous appelons le progrès n'était que la plus grande des vanités. C'était charmant, cette Turquie de roman et d'opérette, sur la décomposition de laquelle vivaient des milliers de parasites, et dont l'Occident attendait philosophiquement la fin, sans la désirer, du reste. Habitués à cette image, nous n'avons pas compris le caractère des générations nouvelles qui la transformaient, et ce n'est que d'un œil distrait que nous avons

suivi la révolution jeune-turque dont nous n'avons pas pénétré la profondeur.

Ces Jeunes-Turcs, nous les avons d'abord applaudis pour les idées démocratiques et modernes qu'ils affectaient ; puis, quand nous les avons vus se mettre à l'école de l'Allemagne et se tourner contre nous à l'heure décisive, avec un mélange de duplicité orientale et de cynisme prussien, nous avons cru bénévolement qu'ils ne constituaient qu'une bande d'aventuriers sans autorité véritable sur le pays. D'où venaient-ils, ces Jeunes-Turcs? Par leurs origines, n'étaient-ils pas étrangers à la race turque elle-même : Albanais, Kurdes, Arméniens, Juifs islamisés, véritable tourbe levantine? Quelques individus, généralement méprisables, intrigants qui devaient leur fortune aux troubles de la Révolution, nous empêchèrent de voir quel était le véritable caractère d'un éveil de conscience nationale chez un peuple à l'existence psychologique duquel nous avions fini par ne plus croire.

Notre aveuglement est d'autant plus impardonnable que ces Jeunes-Turcs se sont formés chez nous, à notre école. Certes, durant les années qui ont précédé la guerre, le haut personnel ottoman s'était orienté vers Berlin. Avec ce culte de la force qui distingue tous les Orientaux, c'est de la puissance allemande qu'ils attendaient le salut. C'est aux écoles militaires allemandes que se formaient leurs officiers, c'est aux ingénieurs allemands qu'ils avaient recours pour l'exploitation industrielle de l'Empire ; mais leur idéal nationaliste et jacobin, leur conception de l'Etat, leurs méthodes politiques, c'est à Paris qu'ils étaient venus les chercher. De 1890 à 1905, environ, le quartier latin était encombré d'étudiants révolutionnaires d'origine ottomane. Il y en avait dans tous les cafés, dans tous les cercles où l'on remettait en question les droits de la société, où l'on réformait le monde dans la fumée des cigarettes et les éclats de voix des apprentis orateurs. C'est là qu'ils se sont pénétrés du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de cette conception révolutionnaire de la démocratie qui convient si bien aux ambitieux. Ils y ont appris, non seulement les finesses de la langue, mais aussi les faiblesses de notre régime parlementaire. C'est ce qui en a fait de si redoutables adversaires.

Tout ce scepticisme, tout ce cynisme de politiciens néophytes, qui fait de l'Assemblée d'Angora un Parlement plus instable, plus impulsif, plus *parlementaire* que tous les nôtres, vient de ce fait que plusieurs de ses dirigeants les plus influents se sont formés dans les milieux révolutionnaires internationaux, qui ont Paris pour centre.

Comment voulez-vous qu'ils considèrent nos hommes politiques avec respect alors qu'ils les ont entendu juger dans nos brasseries et nos cercles anarchistes, alors qu'ils les ont connus, eux ou leurs camarades, aux heures difficiles des débuts. Quand nos hommes de lettres visitent les villes d'Orient ils sont émerveillés d'y rencontrer sous le fez tant de Parisiens parfaitement au courant de nos affaires : ils devraient en être effrayés. Ce sont nos idées démocratiques révolutionnaires et jacobines qui ont servi de levain au nationalisme oriental. Tant que pour ces peuples mal définis la religion a été la seule idée de force, ils se sont résignés sans peine à l'hégémonie économique et politique de l'Occident : n'avaient-ils pas l'éternité pour eux, qu'importait que le Dieu de l'Islam donnât pour un instant de la durée, la puissance aux infidèles? L'heure viendrait, l'heure du triomphe de la vraie loi, sans que le bon musulman eût à se donner la peine de hâter sa venue. Mais les étudiants qui avaient rapporté de France un athéisme de café surent en quelques années transformer le vieil idéal religieux de l'Islam en un idéal national singulièrement ombrageux. Ils se gardèrent bien de combattre une religion à laquelle ils ne croyaient plus, mais ils apprirent à s'en servir et l'assemblée d'Angora donne aujourd'hui le spectacle d'une majorité de Hodjas fanatiques manœuvrés par une minorité de « libres penseurs » sceptiques et cyniques à qui l'ambition et l'orgueil de race tient lieu de religion. Les uns et les autres n'ont qu'un cri de ralliement : la « Turquie aux Turcs, guerre à l'étranger et à ses alliés allogènes ». Et ils nous servent toute la dialectique nationaliste sur les métèques et la nécessité de restaurer la pureté de la race.

C'est à la France qu'ils en veulent d'abord, parce que la France est en Syrie, parce que la France leur paraît trop occupée sur la Ruhr pour être bien redoutable en Orient, parce que c'est la France qu'ils connaissent le mieux. Mais l'Angleterre se leurrerait dangereusement si elle s'imaginait que ses marchands, ses missionnaires et ses consuls seraient ménagés par le mouvement xénophobe qui se cristallise autour d'Angora, mais qui s'étend avec une prodigieuse rapidité dans l'Asie entière et qui a déjà des ramifications dans l'Afrique du Nord. La vérité, c'est qu'en présence du réveil de l'Asie, toutes les nations de l'Europe sont solidaires. Quelque reproche que nous ayons à faire à quelques agents anglais sinon au *Foreign Office* lui-même, nous serions fous de nous réjouir de l'agitation révolutionnaire qui se répand dans l'Inde comme l'Angleterre serait folle de continuer à nous susciter des difficultés en Syrie. Le trait caractéristique du XIXe siècle a été l'expansion coloniale

de l'Europe, l'exploitation du monde par l'industrie occidentale. Prenons garde que la seconde moitié du XXe siècle ne soit caractérisée par la révolte du monde et la revanche de la barbarie asiatique.

Les Kémalistes, quand ils s'imaginent qu'ils peuvent se passer de l'Europe, se trompent, c'est entendu. Quand ils essayent de nous faire croire qu'en dix ans de temps ils ont pu créer dans le campement turc une classe moyenne instruite, une bourgeoisie intellectuelle capable de fournir un personnel politique et administratif, ils nous font sourire ; c'est entendu. Mais quand une vague mystique emporte un peuple, il devient sourd à tous les conseils de la raison. Elle est en train de se former dans le mystère de la vieille Asie, berceau et tombeau des races ; les gens d'Angora se sentent portés par elle. Ce ne sont ni des raisonnements ni des conférences diplomatiques que les arrêteront. Ils n'hésiteront dans la folle entreprise que certains d'entre eux méditent que s'ils sentent les grandes puissances unies pour leur résister. Puisse-t-on le comprendre à Londres et à Rome comme à Paris.

L. Dumont-Wilden.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

LE FRANÇAIS LANGUE MORTE? (1)

Ceci n'est point une plaisanterie. M. André Thérive n'a rien d'un mystificateur. M. André Thérive entend que la langue française vive... *in saecula saeculorum.* Donc il la tue. La mort seule échappe aux vicissitudes de cette constante évolution qui est la loi des êtres et des choses en un monde d'illusion. La mort est immuable. La mort est éternelle. Mourons donc pour mieux vivre, pour vivre éternellement... Voilà la logique de l'amour.

Ainsi voit-on les grands amoureux devenir de grands criminels. L'amour dément les règles de la moralité commune ; il les ignore. Condamnez-le, aucune de vos condamnations n'est valable à ses yeux s'il demeure fidèle à son principe. Follement amoureux, M. André Thérive est terriblement logique. Autant l'absoudre tout de suite si nous sommes encore capables de comprendre la passion, et non point seulement de l'excuser, mais peut-être de lui vouer une admiration sincère et quelque secrète envie.

N'allez point là-dessus soupçonner M. André Thérive de mysticisme, de romantisme, ni d'aucune autre sorte de lyrisme. Il est des amoureux lyriques. Celui-ci se contente d'être démonstrativement éloquent. Son discours — car il devait à sa démonstration de composer un discours savamment équilibré à la façon de nos ancêtres — exclut toute ivresse verbale et ces effervescences confuses de sentiments à quoi se réduisent trop fréquemment les éloges de notre langue. Ce zèle homicide est, vous dis-je, impitoyablement logique, d'une logique pertinente et purement rationnelle. Les arguments de M. André Thérive sont bien de vraies raisons — d'autant plus frappantes et redoutables qu'il pense avec ordre, et ceci n'est pas tout à fait un pléonasme. Comment réfuter un auteur qui enchaîne si habilement ses syllogismes ? A peine nous laisse-t-il le temps de contester un fait ou une idée. Mais voilà bien la secrète faiblesse d'une thèse écrite *ad probandum* : la perfection même de la preuve nous irrite et nous inquiète. Nous acquiescerions plus volontiers à la doctrine d'André Thérive si elle nous apparaissait moins massive et moins impérativement triomphante.

* * *

La langue se meurt, la langue est morte... Vous connaissez l'antienne : les philologues et les linguistes nous l'ont suffisamment ressassée : la science moderne a mille moyens de constater ces morts-là. La langue littéraire s'est fixée et figée il y a trois siècles : ni son vocabulaire ni sa syntaxe n'ont sensiblement évolué ; il y a un abîme entre la langue écrite et la langue parlée ; la première ne manifeste aucun signe de croissance, la seconde se diversifie et s'amplifie quotidiennement ; ici l'immobilité de la mort, là le foisonnement et l'audace de la vie. L'avenir est à la vie.

Thème désolant au regard des lettrés. André Thérive en est surtout agacé. Il relève une affirmation que nul ne saurait plus contester. Il s'en fait un drapeau. Il renchérit. Le français littéraire est une langue morte ? Soit. Bonnes gens, votre message me comble de joie. Que n'avez-vous complètement raison. Hélas, un petit souffle anime encore ce cadavre. Etouffons-le. Frappons au cœur. « Tuons-la... Sauvons en quelque sorte la langue de la vie. » Après quoi nous rédigerons ensemble une lettre de faire-part dûment circonstanciée. Célébrons de belles funérailles. Les caprices de cette

(1) André Thérive : *Le français langue morte?* (Plon).

morte ne troubleront plus notre éternel contentement.

Cette lettre, la voici, précédée de considérants meurtriers, illustrée d'aphorismes terribles : « La langue écrite n'est évidemment pas encore assez morte pour demeurer figée et pure... Une langue morte, c'est ce qui vit immortellement... La langue morte ou figée est un instrument incomparable d'échange pour la pensée et la vie même... » André Thérive inaugure la plus définitive des thérapeutiques : « il est extravagant que des gens sentent le besoin de vivre plus vite comme si la vie ne se chargeait pas elle-même de nous assurer de mourir ! » Vivre plus vite, courir les aventures, risquer mille accidents, se fier à la nature, en livrant un combat quotidien aux forces du mal, quelle délirante erreur ! Atteignons d'un bond le terme fatal de toute agitation : seuls les morts échappent aux épidémies.

André Thérive se défie de la nature : « rien de bon ne sortira de l'évolution naturelle. » Il hait les philologues et les linguistes, qui exaltent l'inéluctable fatalité de cette évolution. Les philologues ne sont pas artistes : ils ne sentent pas la beauté de la mort ; leur science « toute nue et toute bête » nous leurre de la plus frivole sagesse ; l'homme de goût doit « prendre leurs œuvres et s'asseoir dessus pour lire Abel Hermant. » Au surplus ces pernicieux philologues nous sont bien utiles. André Thérive entretient avec eux de singulières relations ; il les dépouille de leur savoir pour mieux assurer ses conclusions : révérence et mépris. La vieille querelle des savants et des écrivains aboutit ici à une sorte d'alliance : la moralité du pacte est inattaquable puisqu'on y voit un maître réduire à la plus stricte obéissance d'infortunés subalternes.

André Thérive et son armée de philologues rudoyés prouveront ce qu'ils voudront, et d'abord qu'une commune victoire marque parfois l'humiliant désastre de l'un des alliés.

Mais enfin le spectacle est beau de cette discipline qu'impose une pensée tyrannique à de récalcitrants auxiliaires. Ce livre est entraînant parce qu'il est vibrant d'ardeur guerrière et que nous résistons mal, Français, à l'enivrant appel d'un assaut hardiment claironné.

Morte la langue littéraire, écrasée sous l'effort conjugué du théoricien et des grammairiens, il s'agira de l'empêcher de renaître. Il est des morts qu'il faut qu'on tue. Sait-on jamais de quelles sournoises résurrections nous menace un idiome assassiné ? Prenons garde aux revanches de la vie. La mort est une suprême illusion si notre veille se relâche aux portes du tombeau. Veillons implacablement.

Avec une prévoyance sans défaut, André Thérive nous signale toutes les issues par où pourrait surgir une haïssable renaissance. Car vous entendez bien que cette langue si solidement enchaînée, si précieusement embaumée, nul n'aura le droit seulement d'y toucher. Quiconque en aura violé les règles sacrosaintes sera honni de ses semblables et mis au ban de la corporation des écrivains. Et voilà pour les cacographes qui n'auront que ce qu'ils méritent. Les artistes tenteront des innovations plus dangereuses parce que plus séduisantes ; ni l'archaïsme ni le futurisme ou le modernisme ne devront nous séduire. A tous ces apôtres subtils et pervers du progrès (l'affreux vocable) et de la vie nous opposerons un front d'airain. Une sorte de terrorisme régnera dans le royaume des lettres. Pour peu que le bras séculier consente à recourir à cette religion nouvelle, nous connaîtrons la stabilité d'une incorruptible orthodoxie. Mort à jamais, le français littéraire vivra éternellement.

* * *

Telle est la thèse. Extravagante ? Ah, que non ! Il n'est que de s'entendre sur les mots. Ce langage provocant n'est pas si provocant. Il n'a d'autre but que de nous obliger à considérer des vérités simples, élémentaires... et décriées.

André Thérive constate la perfection de notre langue littéraire ; il est infiniment sensible à la beauté intellectuelle du discours classique. Il sait que le mérite essentiel en est la précision unie à la clarté. La supériorité des langues réside dans la syntaxe. La supériorité logique de la nôtre est éclatante : « polie par des siècles d'usage mondain et de purisme sourcilleux, appliquée à pourchasser toute équivoque de mots et tout embrouillement de propositions », elle est inégalable. Allons-nous donc l'abandonner, ou pis, la laisser se corrompre ? Elle est irremplaçable.

S'agit-il au surplus d'une simple question de forme ? André Thérive le conteste avec énergie. Cet instrument si parfait est inséparable de l'âme française. Leurs destinées sont indissolublement liées. Notre langue n'est pas seulement l'expression la plus pure du génie national, elle est notre sauvegarde. Toute dégradation infligée à la langue annonce une décroissance des vertus qui ont fait notre force. Et c'est pourquoi, notamment, nous devons nous opposer à l'envahissement des idiomes étrangers.

Instituons donc une « campagne pour aviver la conscience linguistique de ce pays ». Rien n'est plus nécessaire ni plus urgent puisque tant de nos compatriotes ne paraissent pas même se douter de la

gravité des périls dont nous menacent la déchéance de la grammaire et les caprices d'une trop arbitraire sémantique.

Tout Français est bilingue. Nous nous imaginons que seule la langue orale est vivante parce que nous la voyons évoluer sous nos yeux avec une étonnante rapidité. En réalité, elle meurt quotidiennement. Ne vit que ce qui dure. La permanence, la stabilité de notre langue littéraire sont le signe d'une vitalité puissante et, pour peu que nous le voulions, le gage d'une quasi-éternité. Toute déformation de la langue écrite que nous ont léguée nos ancêtres porte en soi son châtiment : les auteurs les plus épris d'innovations verbales sont bientôt oubliés. Les styles morts dont notre histoire littéraire dresserait aisément la liste sont tout justement ceux qui ont violemment transgressé l'usage commun.

Une pureté, une dureté cristallines, voilà donc ce qu'il faut souhaiter. Par là le français vaincra le temps; bien plus, il rayonnera dans l'espace. N'admirons pas si fort la propagation de l'anglais qui conquiert l'univers en se dissociant et en donnant naissance à d'informes sabirs. Le concours des intérêts économiques est une base fragile et qui n'assurera jamais la suprématie d'une langue. Cette supériorité demeurera le privilège de la langue la plus propre à servir les intérêts supérieurs de la civilisation. L'humanité aura toujours besoin d'une parole loyale et immuable : fournissons-lui l'étalon le plus sûr où mesurer la justesse de la pensée.

Ainsi André Thérive nous flatte : il ouvre à notre langue de vastes horizons que lui interdisent volontiers les philologues ; d'un cas désespéré il fait surgir l'espoir. Et c'est là peut-être la nouveauté la plus attrayante de sa thèse, qui par ailleurs est l'illustration — au surplus forte et frappante et remarquablement opportune — de la vieille doctrine universitaire.

Certes il était temps qu'on nous remémorât la dignité, la valeur propre, la puissance du français traditionnel. Souhaitons que l'avertissement soit entendu de nos jeunes écrivains présomptueux ; ils cultivent la licence verbale et y cherchent l'originalité ; ils s'imaginent qu'il est en leur pouvoir de créer des formes de langage inédites et de les imposer à l'usage collectif. Un prompt oubli fera justice d'une aussi naïve illusion. Condamnés avant que de naître, il semblerait que leurs audaces ne doivent susciter nulle inquiétude. André Thérive s'en inquiète cependant parce qu'ils nous détournent fâcheusement de la règle. Le règne de l'éphémère finirait par discréditer l'ordre sauveur.

André Thérive développe la leçon d'un bon régent de collège : cette leçon est profitable et savoureuse parce qu'elle secoue le poids d'une routine pédantesque, qu'elle met en œuvre une solide érudition philologique et littéraire, et manifeste la force et la subtilité d'un esprit généralisateur. Les puristes ont l'habitude de rétrécir absurdement les problèmes de la grammaire et de l'étymologie. André Thérive restitue à ces problèmes leur ampleur et nous invite à concevoir leur véritable signification... Cela dit, j'ai attesté l'extrême intérêt de son livre et regrette de ne pouvoir le suivre en maintes considérations qui exigeraient de trop longues vérifications, voire d'épineuses controverses.

Pour salutaires que soient ses conseils, maintes objections se présentent à l'esprit. Et j'entends bien que son intransigeance doctrinale s'accommode dans la pratique d'heureux fléchissements; il consent que la langue, même fixée et figée, évolue lentement : bien des exigences légitimes franchiront cette porte entr'ouverte... On lui reprochera surtout d'avoir arbitrairement délimité sa définition de la langue littéraire : la dialectique, le jeu des idées, l'analyse morale l'intéressent avant tout. Il fait bon marché de la valeur expressive de la langue, « qualité indéfinissable qu'elle partage peut-être avec le dernier des jargons ». Qu'en pensent nos poètes, nos romanciers ?... On lui reprochera une certaine étroitesse de goût, et cette notion sévère d'une langue trop hautainement aristocratique. On lui reprochera...

Sans doute, et ses contradicteurs n'auront pas toujours tort. Mais par ce temps d'universel laisser-aller, de déliquescence et de basse démagogie littéraire, il fallait que ce livre fût écrit. Lecture tonique et bien recommandable.

Lucien Maury.

LE THÉATRE

DEUX ROMANS A LA SCÈNE

S'il y a un lieu commun de l'esthétique théâtrale, c'est bien celui-ci : on ne tire pas une pièce d'un roman. Non seulement cet aphorisme est considéré comme une vérité de principe, mais il a pour lui la vérification expérimentale d'une longue histoire : chaque fois que l'occasion s'en présente, le fait contrôle l'assertion.

Certes, je n'entreprends point de rouvrir ici une controverse épuisée ni de décider enfin s'il y a une incompatibilité essentielle entre les deux genres ou si la faiblesse ordinaire des pièces tirées des romans ne proviendrait pas uniquement de ce que la réplique ne vaut jamais l'original et qu'une belle œuvre ne se recommence pas.

Je pose seulement le problème suivant : pourquoi, en tout temps, s'obstine-t-on à tirer des pièces des romans, et pourquoi, particulièrement à l'époque présente, cette tendance s'accuse-t-elle et menace-t-elle de s'accuser encore? Nous avons eu *La Vagabonde*, après *La Bataille;* voici *Faubourg Montmartre* et *Les dieux ont soif*, après *Crainquebille*.

D'une manière générale, je crois que l'on peut trouver la raison profonde qui pousse le théâtre à puiser dans le roman en réfléchissant sur la psychologie des dramaturges et surtout des directeurs de théâtre et des comédiens. Dès que l'on a eu possibilité de fréquenter un peu ceux qui sont obligés, soit pour écrire, soit pour jouer et monter une pièce, de faire choix d'un sujet ou d'une œuvre, on s'aperçoit de l'irrésolution dans laquelle ils se débattent tous. Est-ce parce que le théâtre est réellement un genre plein de mystère? Est-ce parce que ceux qui s'occupent de théâtre ont fini, dans la fièvre et l'agitation, par perdre le sentiment des lois essentielles? Toujours est-il qu'il n'est personne qui se puisse faire par avance, sur manuscrit ou scénario, une idée même approximative de ce que donnera une œuvre... Les conditions vraies du succès échappent totalement à ceux qui sont chargés de le préparer. D'autre part, une entreprise de théâtre est devenue une affaire considérable qu'un bon administrateur hésite à risquer sur son seul jugement. Songez donc à la nécessaire perplexité d'un directeur de théâtre, toutes les fois qu'il a à prendre une détermination touchant un spectacle : Voici, par exemple, la pièce d'une jeune homme qui lui plaît et la pièce d'un homme arrivé, qui ne lui dit rien. S'il est sage, il ne manquera pas de se tenir le raisonnement suivant : « le succès est un phénomène dont j'ignore tout. Ce jeune homme n'a jamais eu de succès, puisqu'il débute : est-il fait pour en avoir? Ce vieillard en a déjà eu : donc il peut en avoir encore. »

Et qu'on dise ce que l'on voudra : le raisonnement, de la part d'un praticien à qui l'expérience n'a fait que révéler l'aléa terrible du métier, est irréprochable.

Or, à cet égard, qui ne sent le prestige légitime d'un roman qui a fait fortune? Le sujet doit plaire, puisqu'il a plu ; et l'auteur aussi... Ce passé de gloire est une garantie. On ne se lance pas, avec un livre fameux, dans l'inconnu total... On bénéficie de la réclame déjà faite et l'on sait, de toute certitude, que les lecteurs du roman s'intéresseront à la pièce, puisque le public ne vient jamais au théâtre que pour revoir ce qu'il a déjà vu... Le bruit fait autour d'une donnée préserve contre les dangers de l'originalité et de la nouveauté, qui sont les ennemis essentiels du théâtre..., etc., etc.

A cette tendance naturelle et générale, notre temps a-t-il ajouté quelque chose de particulier? J'en suis persuadé.

D'abord jamais la loi du succès ne s'est exercée plus implacablement qu'aujourd'hui : le cinématographe l'a aggravée en provoquant l'habitude de tirer un film de tout roman qui a fait du bruit. La vogue engendre la vogue et, le plus souvent, le roman passe ou passera par ces deux formes successives : adaptation théâtrale, adaptation cinématographique : cela fait partie de sa réussite et constitue le monnayage de son retentissement. Cela devient même une tâche importante, urgente surtout, des grands groupements littéraires, tels que *La Société des gens de lettres*, que d'assurer la défense du roman contre la défiguration cinématographique et de garantir au premier inventeur d'un sujet la propriété effective de sa trouvaille.

De plus, il y a présentement, entre le théâtre et le roman, une différence qui, à elle seule, suffirait sans doute à expliquer le phénomène que nous observons : littérairement, le roman est riche, le théâtre est pauvre. Il n'est que trop naturel que le pauvre emprunte au riche. Cherchez comme vous voudrez : des livres comme *Faubourg Montmartre*, par exemple, ou *Les Dieux ont soif* n'ont guère d'analogies ni d'equivalent,

dans le théâtre : comment résister à la tentation de porter ces beautés sur la scène? Une pièce, c'est un sujet, un milieu, des caractères, un décor, parfois toute une documentation... Il convient aussi qu'une pièce soit une idée, ou du moins apporte une conception de la vie, une morale, une espèce de philosophie... Tout cela, ne le trouve-t-on pas dans un beau roman? Pourquoi le talent, lui aussi, n'obéirait-il pas à la loi du moindre effort? Et voilà pourquoi il est à craindre que le théâtre, pris entre le cinéma et le roman, finisse par ne plus exister comme genre distinct.

* * *

Henri Duvernois et son collaborateur, Abel Tarride, ont été des adaptateurs à la fois ingénieux et fidèles. D'un roman, d'une qualité si rare que l'intérêt du détail l'emportait sur celui de l'intrigue et des péripéties, ils sont parvenus à faire un drame pathétique, violent, pittoresque. Les caractères ont été, naturellement, poussés, comme celui de la malheureuse fille tombée dans la « coco », comme celui-même de Gevrinette qui devient une figure d'une innocence presque romanesque, comme celui du père, qui meurt sans avoir jamais rien compris à la destinée humaine, et comme celui enfin du mauvais génie de la famille, le corrupteur trafiquant de substances vénéneuses. Ce grossissement est la loi même du théâtre et il faut féliciter les adaptateurs de l'avoir observée sans détriment pour cette vérité, qui était apparue si nuancée et si précise dans le roman.

Mais surtout, l'adaptation a respecté et sauvegardé le caractère presque auguste de l'œuvre de Henri Duvernois.

Si Henri Duvernois, en effet, à qui la nature a accordé tous les dons de l'esprit, est parvenu à une situation littéraire à laquelle conduisent bien rarement tous les dons de l'esprit, c'est parce qu'il porte en lui quelque chose de supérieur à son talent : cette sensibilité généreuse et pitoyable sans laquelle aucun artiste, en un temps comme le nôtre, ne peut plus atteindre à la seule forme valable de la notoriété, laquelle repose d'abord sur la sympathie. Devant les tableaux déchirants que la hardiesse du romancier nous propose, nous sentons qu'il ne se complaît point en ces peintures pour elles-mêmes et qu'il nous redit seulement comment lui-même en a été touché, bouleversé, attendri et parfois, malgré son indulgence native, révolté. Nous communions avec sa pitié, et tout le secret de son succès — comme de son apparent sourire — est là. Henri Duvernois n'est pas un moralisateur, ni même un moraliste. Il ne se propose aucun dessein prémédité. Il est un réaliste, mais qui ne se désintéresse pas de la réalité, et c'est pourquoi il nous y attache nous-mêmes de tout notre cœur, qui répond au sien.

N'est-ce pas déjà beaucoup que, dans une adaptation théâtrale, subsiste ce qu'il y a de meilleur et de plus noble , de plus mesuré et de plus fin, dans l'esprit, dans l'âme d'un romancier?

* * *

A l'Odéon, le jour de la générale, M. Anatole France assistait, dans une avant-scène, à l'adaptation de l'ouvrage que d'aucuns tiennent pour son chef-d'œuvre : des tableaux, conçus comme des estampes et accompagnés de musique, défilaient... Le « Ça ira » grondait dans la coulisse et des acteurs vociféraient. Parfois, on parvenait à saisir une belle phrase... et le charivari du tambour recommençait derrière le décor.

On vit le maître illustre applaudir par instants: sans doute M. Gsell, qui recueille si bien tous les propos tombés de l'auguste bouche, nous dira-t-il quelque jour ce que signifiaient ces marques de satisfaction.

Gaston Rageot.

LES ARTS APPLIQUÉS

LA TAPISSERIE MODERNE AU MUSÉE GALLIÉRA ET L'ART APPLIQUÉ AUX SALONS

Une industrie hier encore en complète décadence, c'est celle de la tapisserie. L'année 1734, dans laquelle Oudry reçut les lettres patentes qui l'installaient administrateur de la Manufacture de Beauvais, marqua pour la tapisserie le début d'une ère néfaste. Là, commence, de par la volonté d'Oudry, l'abandon des principes de saine exécution. A partir de cette époque, au lieu de persévérer dans les méthodes adaptées aux matériaux employés, inscrivant avec simplicité une franchise décorative, on s'efforça vers le trompe-l'œil et la reproduction intégrale des tableaux.

Illogisme et contresens ! Chaque métier a ses lois organiques imposées par la matière et par la fabri-

cat'on. Il est absurde de demander à qui œuvre avec des *flutes* ou des *broches* garnies de fils de laine ou de soie de dépenser des mois ou des années pour obtenir exactement le résultat auquel le peintre est arrivé avec ses pinceaux en un temps bien moindre.

La conséquence des instructions données par Oudry fut que les auteurs de cartons se désintéressèrent de la technique de la profession pour laquelle ils travaillaient. Ils livraient à la fabrique une composition peinte à leur gré, sans nul souci des difficultés de la traduction. Les exécutants avaient la charge d'interpréter les œuvres confiées et devaient tendre le plus possible vers le fac-simile. Pour atteindre ce but, on arriva à multiplier à l'infini les nuances. Un artisan de Beauvais par exemple sera fier d'en avoir utilisé trente-deux sur un centimètre carré. Ainsi se sont augmentés dans des proportions considérables, sans nul bénéfice esthétique, au contraire, la durée du travail et le prix de revient. En même temps on abandonnait pour l'indication des passages le *battage* apparent, sous forme de hachures, assurant de façon progressive la pénétration des tons, procédé qui conférait à l'ensemble un aspect puissant, construit et largement décoratif ; on amollissait la facture dans la vaine préoccupation de faire de véritables tableaux astreints au respect des modèles et de la perspective.

On en arriva à oublier les ressources pittoresques du métier, à commettre des œuvres dont l'expression n'est qu'un mensonge et dont la joliesse banale ne peut s'apparenter qu'au chromo.

Quelques hommes se sont donné récemment pour tâche de remédier à un si navrant état de choses. M. Marius Martin en particulier, Directeur de l'Ecole Nationale d'Art Décoratif d'Aubusson, est le plus ardent animateur d'une rénovation qui se prépare et qu'on lui devra en grande partie. Les directives qu'il a nettement établies, les résultats qu'il a obtenus ont déjà modifié la situation. On pourra s'en rendre compte au Musée Galliéra en visitant la consolante exposition de cartons modernes pour la tapisserie de basse-lisse, organisée par M. Henri Clouzot, avec ce sens des réalisations qui caractérise son action.

L'impression d'ensemble est qu'il existe enfin un groupe d'artistes déjà nombreux, susceptibles d'apporter à nos manufactures et à des industriels éclairés une collaboration compétente. La majorité des projets qui nous sont soumis ne sont plus élaborés à la manière de tableaux, mais constituent de réels cartons de tapisserie.

Le reproche qu'on pourrait adresser à nombre d'artistes serait de n'avoir pas assez compris qu'en général la tapisserie doit être éclatante. Les harmonies sombres s'écrasent sur la muraille, l'éteignent et la bouchent. Les couleurs trop claires ou trop atténuées ont un autre inconvénient : elles passent vite. Les tapisseries anciennes qui nous charment par leurs nuances éteintes furent jadis brillantes. Si l'on cherche à obtenir dès maintenant cet effet du temps, un jour viendra où il ne restera plus rien. La tapisserie qu'on détache du *métier* doit pouvoir affronter la lumière des siècles et ses accords chromatiques doivent être solides et chaleureux.

A ce point de vue, les envois de M. Maingonnat, un panneau : *Les Faisans*, et un panier de fleurs monté sur un écran de M. Montagnac, possèdent le rayonnement nécessaire. Voilà des œuvres adroitement préparées pour la fabrication et présentant dans d'heureuses dispositions de chantants contrastes. A cela s'ajoute, par l'emploi d'une chaîne espacée et d'une grosse trame, une très sensible économie de main-d'œuvre.

Je sais bien que certains industriels combattent une façon de faire génératrice de la baisse marchande. Ils ont tort. Ils trouveraient avantage à augmenter le nombre des débouchés et d'autre part ils seront victimes de leur résistance le jour où un confrère intelligent et audacieux saura en s'adaptant aux conditions contemporaines du commerce s'emparer de tous les marchés.

M. Faureau qui nous présente à la fois le carton et le tissage possède d'incontestables dons, mais il tombe dans l'abus du noir.

Parmi les envois les plus complets je relève ceux de M. Charmaison, puissants, très écrits, très équilibrés.

Mme Bérengère Lassudrie fait admirer de ravissantes scènes d'enfants destinées à illustrer des sièges et dossiers de fauteuil. Et voici des fleurs pimpantes aux vives colorations. Le grand panneau est d'une joie libre et débordante.

L'art de M. Rapin convient parfaitement à la tapisserie. Sa somptuosité s'y trouve à l'aise. Quelle riche symphonie que celle de *L'Automne*, lumineux paysage à l'arrangement savant.

L'épisode exotique de M. Lucien Madrassi est bien conçu avec ses aplats de tons locaux. L'esquisse de M. Gaudissart, *Les Colombes de l'Oasis*, est également propice à une bonne traduction. J'aime moins *La Jeunesse*, trop académique, et les *Danseuses de Biskra* un peu traitées en illustration. M. Capiello expose une affiche. *Le Chant le plus beau* par Mlle Dufau est une toile décorative de noble inspiration. Ce n'est pas un carton de tapisserie. Même reproche aux *Trois Fillettes* de Mme Marval beaucoup trop floues, à ses *Fleurs* qui tolèrent trop de vide autour d'elles. Quant à *La Madelon* du même auteur, on pourrait la reproduire assez facilement, mais serait-il d'engager de fortes dépenses pour la confec-

tion matérielle de ce qui n'est à vrai dire qu'une gavrochinade ? Le projet de tentures de M. Paul Deltombe ne manque pas de qualités, mais cet artiste a fait mieux. La *Jeanne d'Arc écoutant les voix* par M. Georges Dorignac est curieusement archaïque et moderne à la fois. M. Boisfleury suit les voies tracées par M. Jaulmes ; il réussit, avec moins d'accent et de diversité.

M. Brémond et M. Pierre Vaillant accrochent ici des œuvres invraisemblablement destinées au *métier*. Bien qu'il soit, me dit-on, fils d'un tapissier d'une de nos manufactures, M. André Auclair ne semble pas avoir mieux compris les besoins de la profession. Par contre, je louerai M. Jean Baldoui pour un carton établi avec le souci de renseigner l'éxécutant en tous points. Il en est de même d'une harmonieuse composition de M. Paul Vera. Sa mesure et sa chaleur n'ont besoin pour s'exprimer que de vingt-neuf tons dont la gamme est indiquée sur le cadre. Les ateliers de l'Ecole d'Aubusson en mettant au jour un écran du même artiste ont démontré que cette sobriété était loin de nuire à l'effet.

Je note les captivants travaux de MM. Prouvé, Bergevin, Claudius Denis, Charles Dufresne, toujours savoureux, Gaston Prunier, Jean-Charles Duval et de Mme Lewistska. Les fleurs de M. Valtat sont faites pour la tapisserie. Bien que je réprouve les motifs rompus par les plans d'un meuble, je goûte l'élégance de la gerbe disposée par Mme Savreux, une artiste dont il nous faut déplorer la disparition. Je complimente Mme Goiset-Calvet pour son paravent monté de tons, mais là encore je regrette que le dessin se trouve brisé d'une feuille à l'autre. Les verdures de M. Barette sont fort habiles ; c'est un fouillis organisé. Avec une plus complète connaissance du métier, Mme Dartey créera des modèles d'une spirituelle fantaisie. Les maquettes de M. Silva Bruhns sont toujours bien composées. M. Montagnac, avec sa parfaite science du meuble, produit un excellent projet de siège. Son écran exécuté est d'une captivante délicatesse, mais sa grâce tendre résistera-t-elle longtemps ?

M. Henri Marret accroche un paysage qui compte parmi les plus pratiquement étudiés pour le but poursuivi. Je n'en saurais dire autant de l'esquisse de M. Lévy Dhurmer qui s'est tout à fait trompé. *La Marseillaise entraînant les Chansons de France* est une grande machine confuse, bien que sèche de dessin.

Sans m'arrêter aux insignifiantes horreurs de M. Millard, ni aux erreurs formidables de M. Le Feuvre qui n'a rien compris à l'art moderne, je passe aux envois de nos Ecoles d'art décoratif. Ils ne sont pas aussi satisfaisants qu'ils le devraient. L'Ecole des Beaux-Arts d'Avignon nous présente plutôt des projets de papiers-peints et les autres Ecoles n'adoptent pas assez franchement les principes modernes, à l'exception de celle d'Aubusson, et surtout de l'Ecole Municipale d'art appliqué de la rue Duperré qui, sous la direction de Mme Chatrousse, accomplit de très remarquables performances. Je féliciterai entre autres, Mlle Suzanne Fayet et Mlle Marbotte, pour des projets d'écran et de tabouret sérieux et intelligemment présentés, Mlle Samson, et enfin Mlle Kantjounzeff (atelier Maurice Testard).

Je ne veux pas clore cet article sans dire que les tentatives faites à Aubusson n'ont pas été sans susciter une émulation. Une enquête menée dans *le Bulletin de la Vie Artistique* par les soins de M. Guillaume Jeanneau, avec l'assentiment de M. Jean Ajalbert, administrateur de la Manufacture Nationale de Beauvais, invita récemment la critique à désigner trois artistes auxquels serait fait commande officielle d'un carton. Ce petit plébiciste a vu sortir les noms de MM. Jaulmes, Dufresne et Dufy, trois créateurs qui ont déjà fait leurs preuves. Souhaitons qu'on les mette bientôt à l'œuvre, au profit de la renaissance qui se dessine nettement aujourd'hui.

*
* *

L'Exposition de la Société des Artistes Décorateurs ayant lieu cette année indépendamment des Salons, mais en même temps qu'eux au Grand Palais, c'est à elle naturellement que nos créateurs ont réservé leurs plus notables œuvres. Les sections d'art décoratif des Salons s'en trouvent réduites d'autant. Elles évoquent ces radeaux de sauvetage où quelques survivants se pressent autour d'un mât de fortune ou plutôt d'infortune. Quelques fidèles sont là, mais les ensembliers se sont réservés pour le haut navire qui porte le destin des arts appliqués et qui appareille cette année pour un beau voyage dont la première escale triomphale sera l'Exposition de 1925.

Au Salon des Artistes Français la présentation la plus importante est celle de M. Brandt. Un dispositif architectural nous présente trois motifs de fer forgé, dont l'un surtout, au centre, est particulièrement réussi. Il s'agit du panneau principal d'une porte. Le cadre puissant et simple fait valoir une composition dont l'invention brille par une verve élégante et dont l'exécution en tant que ferronnerie est magistrale.

En dehors de ce stand situé à l'entrée de la salle, quelques envois sont disposés en haut de l'escalier d'honneur, à la naissance de la galerie suspendue au-dessus du hall, des deux côtés. *Apparant rari nantes...*

Une mention spéciale doit être faite des vitraux de M. Auguste Matisse, parce que la conception de l'auteur est toute différente de celle qui anime d'ordinaire les verriers. Les volontés de M. Matisse s'orientent vers des vitraux d'appartement formant des cloisons colorées n'arrêtant pas la vue. Dans ce but, il ne craint pas de laisser de place en place de larges surfaces unies et comme il sait les répartir et les équilibrer, l'effet est des plus heureux.

M. Max Blondat expose l'épée d'académicien offerte à M. Forain par les Humoristes. Le dessin en est harmonieux. Je ne regrette ici que la banalité des lettres J. L. F. et leur coloration trop blanche qui tranche brutalement sur le bronze doré.

Parmi les céramistes, M. Rumèbe apporte une note somptueuse. Ses grès et ses porcelaines de grand feu sont d'une matière précieuse et les tons en sont profonds et rares. Il faut signaler aussi le talent dépensé par M. Emmanuel Chabrier dans ses poteries décorées; la souplesse élégante et la vivante modernité des statuettes de Mme Domergue, qui prendront partout, je l'espère, la place des copies et des pastiches de Saxe; enfin les fabrications de vases en grès flammé par M. Greber.

Les essais de verreries à la pince de M. Dumoulin m'ont arrêté par leurs recherches curieuses de matière. Il est regrettable que les formes manquent de pureté. Voici de frais émaux sur verre, par Mlle Lambruschini; d'autres, fort précieux, par Mlle Moussy. Les pâtes de verre de M. Argy-Rousseau ont une tendre séduction.

M. Sarlande expose des bijoux grassement traités. J'ai remarqué également ceux de MM. Robert, Hoffmann et David.

Les vanneries de M. Leroux — un artisan du Fays-Billot, dans la Haute-Marne — nous prouvent qu'on peut encore découvrir dans nos provinces des fabricants exécutant avec amour de simples objets usuels.

Mme Pangon, qui a créé le batik français, y triomphe sans conteste. Un panneau et deux vitrines garnies d'étoffes prestigieuses proclament sa maîtrise.

Avant de quitter le Salon des Artistes Français, je note encore, de M. Rivir, une glace à main, dont la forme est étudiée et l'exécution parfaite; enfin les envois de MM. Laumonnerie, Gruber, Colmant, Grange, Lelièvre, Nies, Miault, Lemoine, Blanchetière, et de Mmes Chatrousse et Jane Lévy.

A la Société Nationale, c'est, comme aux Artistes Français, un ferronnier qui offre le plus imposant effort. La croix monumentale de M. Subes est une œuvre forte, exécutée par un artiste jeune, dont je suis les progrès constants. Il y a là, en sus d'un irréprochable métier, des qualités d'équilibre dans les lignes et dans la couleur et de mesure dans la répartition des détails qui aboutissent à des travaux sobres et sains.

D'autres artisans du marteau ont ici une exposition des plus impressionnantes, ce sont les frères Capon qui ont acquis dans leur art une science achevée qu'ils mettent au service d'un instinct naturel de la synthèse des formes et de la noblesse décorative.

Je ne m'attarde pas devant les créations dignes de louange de MM. Lalique, Dunand, et Linossier, car j'aurai l'occasion de parler longuement de leurs auteurs à propos du Salon des Artistes Décorateurs.

M. Delaherche, après une carrière brillante et féconde, n'a pas cessé de chercher toujours. Sa vitrine retiendra tous ceux qui ont la passion des belles choses. Ceux-là s'arrêteront aussi longuement devant la coupe de M. Georg Jensen, d'une prenante beauté.

Je note les broderies de Mme Berthelot, un vitrail largement conçu et destiné au Palais de Justice de Bruxelles par la Comtesse Elisabeth Greffulhe, des grès et faïences de Gandais, des œuvres de MM. Colin, Butaut, E.-M. Sandoz, de Lierres, Laurain et de Mmes O'Kin, Laffitte, Totten, Dubowska, Lazarski et dans le domaine de l'architecture la maquette de phare, d'une si admirable venue, due à M. André Ventre et les projets de MM. Mas, Cochepain et Gaudibert.

Je ne veux pas quitter ce Salon sans rendre un hommage à un disparu qui fut un esprit charmant, d'une délicieuse grâce inventive, à Pierre Roche, sculpteur et décorateur, dont un pieux souvenir a groupé ici un certain nombre d'œuvres où se manifeste le sens qu'il eut d'un art *moderne* bien français.

Dans mon prochain article je parlerai du Salon des Décorateurs, qui vient de s'ouvrir, et dans lequel s'affirme l'irresistible essor d'un art nouveau.

Yvanhoé Rambosson.

LA MUSIQUE

FIN DE SAISON

Naguère les concerts symphoniques de Paris après s'être fait entendre durant l'hiver, se terminaient à Pâques. Pendant la semaine sainte, les *concerts spirituels* étaient les dernières manifestations de nos sociétés d'orchestre. Mais maintenant, depuis quelques années déjà, les séances musicales se prolongent sous divers prétextes : elles trouvent même à durer jusqu'au Grand Prix, grâce à des chefs d'orchestre qui viennent de l'étranger.

En principe, la saison des concerts est déjà close : on peut donc jeter un coup d'œil sur les productions proposées au public durant les derniers mois.

Ce regard en arrière donne quelque mélancolie. Combien d'œuvres ont paru, et disparu. Pourtant elles prouvaient du talent, ou de la bonne volonté, ou une ingéniosité laborieuse, ou de l'audace dans la recherche... Mais les œuvres sont si nombreuses qu'elles ne peuvent toutes espérer vivre longtemps. Que deviendraient les auditeurs, s'il leur fallait conserver le souvenir de toute la musique écrite depuis un siècle !... Les musiciens, comme beaucoup d'autres artistes et comme la plupart des hommes, doivent se dire : « nous et nos œuvres, nous sommes voués à la mort ». Il y a vingt siècles, c'était déjà un *vieil* adage.

Toutefois, parmi les musiciens joués récemment, nous voudrions retenir l'attention sur quelques-uns qui nous semblent le mieux mériter.

***

Tandis que l'Opéra-Comique reprenait la *Habanera*, les Concerts Colonne, si bien dirigés par M. Gabriel Pierné, faisaient applaudir une autre composition de M. Raoul Laparra, le *Dimanche basque*.

Ce compositeur, qui est encore un véritable *jeune*, s'impose par sa sincérité. Il écrit selon sa nature, pour s'exprimer lui-même, sans se soucier de complaire à une petite chapelle, ni d'étonner les pâles humanités qui ne sont pas de sa petite confrérie ou coterie.

M. Raoul Laparra se soucie peu de combiner tels ou tels artifices, pour se mettre à la mode d'hier ou de demain. Sans vain souci de la couleur rare, son orchestre est largement coloré. Les idées ne jouent pas à cache-cache avec l'auditeur : elles se montrent telles qu'elles sont, à découvert, et cette franchise ne manque pas d'être fort agréable.

Les quatre tableaux symphoniques de son *Dimanche basque*, sans recourir au placage des thèmes ou des rythmes populaires, ont néanmoins une grande force d'évocation. L'auteur, apparemment, après avoir vécu dans la nature qu'il voulait évoquer, aura puisé dans ses émotions et ses souvenirs. Ainsi, avec des accents sincères, venus du fond de lui-même, il peut émouvoir l'auditeur : ce tableau musical est l'expression d'une sensibilité.

***

Une symphonie de M. Tournemire, jouée aussi par les Concerts Colonne, a placé tout à coup ce compositeur parmi ceux dont on attend le plus. M. Charles Tournemire est un modeste : jusqu'à présent la grande publicité du théâtre n'a pas contrarié le silence de sa laborieuse solitude.

Certains artistes, de nos jours, entrent dans la notoriété par effraction : ce n'est pas le cas de ce travailleur méditatif. Elève de César Franck, et comme lui organiste à Sainte-Clotilde et professeur au Conservatoire de Paris, M. Charles Tournemire est un artiste sincère, recueilli, patient, grandi par l'humilité, qui est une meilleure force que l'orgueil. Il est animé non seulement par la foi en son art, mais par la Foi.

La symphonie qu'on a récemment entendue vient de grandir la haute estime où les meilleurs amateurs tenaient déjà son talent. C'est la *cinquième* qu'il donne au public : elle atteste une maturité qui ressemble bien à de la maîtrise.

D'après un commentaire qui vient de l'auteur même, cette *cinquième symphonie*, tout en restant musicale et en ne cherchant pas le pittoresque, s'efforce d'exprimer les sentiments ou les méditations que donne le spectacle des montagnes. En effet, elle a de la grandeur, de l'austérité. Les passages plus aimables et de caractère pastoral cèdent bientôt à des développements où passent des pensées recueillies ou même religieuses.

L'œuvre s'ouvre par un choral, confié aux cuivres. Les dernières notes de ce choral sont comme une incise mélodique (ou une *cellule*, puisque ce mot est en faveur), qui va reparaître çà et là, se transformer, s'inverser dans le mouvement vif, et devenir un germe de développements. Ces notes rappellent un dessin mélodique souvent usité (sauf légères variantes) : on le trouve dans Schumann (*Warum*), dans la Symphonie de Franck... Beethoven, dans un des derniers quatuors, l'avait utilisé ; il avait même précisé sa signification sentimentale, en le citant avec quelques mots : *Muss es sein*. C'est donc là, peut-on dire, comme une sorte d'interrogation : l'âme hésite, on songe au mystère de la destinée... M. Tournemire

a repris cette forme mélodique, mais en la modifiant un peu, afin de la mieux adapter à son dessein.

Le second mouvement, que l'auteur appelle *pastorale*, est une sorte de lied très développé, d'un travail ferme, et d'une instrumentation à la fois sobre et variée. — Le finale, *Vers la lumière*, est animé par une réelle puissance rythmique. Les thèmes, déjà entendus, y reparaissent, tantôt intacts, tantôt modifiés. Et la symphonie, d'une langue solidement classique et franckiste, s'achève en laissant une impression de plénitude et de grandeur.

Un tel mérite nous engage à parler de quelques projets de M. Tournemire. Après avoir achevé un drame lyrique, qui sera sans doute représenté à l'Opéra durant la saison prochaine, il poursuit la composition d'une vaste trilogie. Celle-ci est animée par la Foi même du musicien. Avec des personnages jusqu'ici fort éloignés l'un de l'autre, cette œuvre prend tour à tour pour cadres des pays et des siècles divers. Mais elle rend sensible une idée unique : l'ascension de l'homme vers la vérité.

On peut croire que le musicien a trouvé une vérité selon son cœur, car il suit le *poverello* d'Assise pour se rapprocher de l'enseignement divin. La vérité, pense ce musicien religieux, c'est le renoncement à soi-même, et l'amour de Dieu, dans sa parole et ses créations. L'intelligence sans l'amour n'est qu'une vanité décevante : voilà ce que nous montre le premier drame, qui utilise le *Faust* de Marlowe. Servir un idéal que l'homme crée de soi-même, voilà une autre vanité, que nous montre *Don Quichotte*, le deuxième drame lyrique. Mais le seul bien qui ne trompe pas, c'est de suivre la voix de l'amour véritable, comme le fit saint François : le dernier drame de la trilogie fait revivre le *poverello* dans les lumineux paysages, où la douceur du jour semble déjà se pénétrer d'une autre lumière.

***

Espérons que cette vaste trilogie ne connaîtra pas les épreuves de ce *Roi Arthus* que la Schola, sous la magistrale direction de M. Vincent d'Indy, fit applaudir récemment.

Il y a vingt ans, le *Roi Arthus* fut monté, à Bruxelles, par le Théâtre de la Monnaie. Depuis vingt ans, combien d'œuvres moins méritantes furent représentées par nos théâtres subventionnés ; combien d'œuvres, qui n'étaient guère recommandées par des noms auxquels s'attache, comme celui d'Ernest Chausson, une renommée hautaine, pure, et sans cesse grandissante.

Les fragments dirigés par M. Vincent d'Indy font sentir qu'une telle œuvre mérite autre chose qu'un oubli dédaigneux. Elle est d'une conception noble, grande et poétique. Son style musical, formé sous l'ascendant de Wagner et de César Franck, mais qui sert souvent à l'expression de la mélancolie et de la tendresse de Chausson, présente la même émouvante gravité que l'on admire dans le *Poème pour Violon* et dans les *Lieder* qui sont devenus célèbres à bon droit. Certes, ce n'est pas là du « théâtre », au sens où l'entendent des confectionneurs avisés. Mais beaucoup de grandes œuvres musicales ne sont pas non plus du « théâtre », et pourtant elles vivent à la scène, vivifiées par leur lyrisme, par la séduction de l'orchestre et par la puissance de leur expression intérieure. Vraiment, après une attente de vingt années, l'œuvre d'un musicien aussi réputé que Chausson mérite au moins d'être montée sur une grande scène de Paris !...

***

Et maintenant, l'été commence : mais la musique ne cesse pas. On annonce des concerts étrangers, des virtuoses étrangers, des chefs d'orchestre étrangers, et le public aussi sera étranger, car il y a beaucoup d'étrangers à Paris. L'avantage du change leur permet d'affronter le prix des places.

Nous parlerons de ces concerts et de ces spectacles, s'il ne sont pas étrangers à la musique.

Adolphe Boschot.

LES LIVRES NOUVEAUX

Jules Isaac : *Joffre et Lanrezac*. Contribution à l'histoire de Charleroi. — Paris. Etienne Chiron, 1922.

Ce n'est pas l'histoire du premier mois de la guerre. C'est beaucoup mieux ; à savoir une « étude critique des témoignages », ceux du moins que nous possédons, qui ne nous sont pas dissimulés pour de bien singulières raisons, « sur le rôle de la 5e Armée ». Etude d'une méthode irréprochable et d'une force de conviction aussi grande qu'il est possible pour le moment. Le général Lanrezac, qui commandait la 5e Armée, à l'aile gauche du dispositif français, avait d'abord eu le tort de critiquer âprement le plan du général en chef qui recherchait la décision par une poussée de ses deux armées du centre à travers les Ardennes, « coupe-gorge » d'où il serait quasi impossible de déboucher, — et cet autre tort de deviner la manœuvre à large envergure, avec trente corps d'armée, à travers la Belgique, à laquelle ne crut que trop tard le Grand Quartier de Vitry. Ajoutez que Lanrezac, diplomate à aucun degré, ne « s'ac-

crocha » pas avec French, placé à sa gauche. Il n'en fournit pas moins l'effort victorieux de Guise, pour que l'armée anglaise pût se reposer le 29 août. Après quoi, ayant sauvé tous les corps du désastre, il ne lui resta plus qu'à prendre le chemin de Limoges. M. Isaac a merveilleusement débrouillé, en historien critique, qui sait que l'histoire n'est qu'un « pauvre petit juge d'instruction perpétuellement occupé à reviser ses dossiers et à recommencer ses enquêtes », sans avoir le droit « de déposer des conclusions » le problème posé par la disgrâce de Lanrezac le 3 septembre, à la veille de la bataille libératrice, rendue possible en partie grâce à lui. Modèle de travail que devront méditer tous ceux qui s'intéressent à la grande guerre.

Maurice Paléologue, ambassadeur de France : *La Russie des Tsars pendant la grande guerre.* — Tome II (3 juin 1915-18 août 1916) ; tome III (19 août 1916-17 mai 1917). Aquarelles de G. Loukomsky. — Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1922.

« Après dix mois de guerre, avouait le prince Lvow le 20 juin 1915, nous ne sommes pas encore mobilisés ». M. Paléologue l'a constaté lui aussi, et il n'a pas de peine à s'expliquer, au cours des deux dernières années de sa mission, comment cette incapacité, dans cette Russie, « modèle parfait d'un Etat où les gens ne sont pas à leur place », à comprendre les conditions de la guerre moderne jointe à la décomposition du régime tsariste, à la corruption des bureaucrates, plus autocrates que le tsar même, aux intrigues sournoises de « la cour de Potsdam » constituée dans la capitale « artificielle » de Pierre le Grand, aux monstruosités enfin du sadisme raspoutinien, conduisit automatiquement à la catastrophe. Tout cela (et c'est le progrès sur la manière du premier volume de ce *Journal*) plus rapidement noté, sans dissertations complaisantes et littéraires, que l'auteur, sans doute n'a plus le temps de rédiger, tant les événements se pressent, et tant les acteurs se montrent débordés par les événements. Une figure falote, sur ce fond de byzantinisme faisandé (au sens ordinaire du mot) : celle de Nicolas II, malchanceux toute sa vie, appliqué cependant à tromper le destin par de médiocres ruses de paysan, fataliste aussi et persuadé qu'il est une « victime expiatoire pour sauver la Russie ! » Les derniers chapitres pleins de visions directes, amusants par la candeur de tel socialiste français en extase devant la beauté de la rnée populaire (par qui manœuvrée en dessous ?), mélancoliques par l'impression qu'ils donnent de l'écroulement, à la fois stupide et formidable d'un monde qui fut grand, sont d'un art direct, qui ne se cherche pas, mais qui, d'autant plus, éveille un écho sympathique dans l'intelligence du lecteur.

Jean Jaurès : *Histoire socialiste de la Révolution française.* Edition revue par A. Mathiez. Tome I. *La Constituante.* — Paris, librairie de l' « Humanité », 1922.

Dans ce premier volume, à la réimpression duquel M. Mathiez a donné les soins les plus intelligents, Jaurès a débrouillé, après avoir « tâché de lire tout l'essentiel » (textes originaux, sources, grands journaux, etc.) le tumulte politique et social où a sombré l'ancien régime et où la Révolution se cherche, jusqu'au lendemain des journées d'octobre 1789. Ce n'est encore que la période de début, de préparation, où ne se dégage pas encore nettement ce caractère « socialiste » que l'auteur aperçoit dans les faits historiques et économiques de la fin du XVIIIe siècle. Peut-être est-ce la faute des historiens antérieurs, qui n'ont pas eu « le souci et le sens de l'évolution économique, de la profonde et mouvante vie sociale ». Tout de même ils se doutaient que la Révolution avait été « le plus vaste déplacement de propriétés qui se soit produit depuis les invasions des barbares ». Jaurès y ajoute l'idée (que Marx exprimait déjà) qu'un tel phénomène, qui ne profitera d'abord qu'à la bourgeoisie, après la destruction du régime et de l'esprit féodal, n'en prépare pas moins tous les progrès ultérieurs du prolétariat, c'est-à-dire de « l'ensemble des hommes qui vivent de leur travail et qui ne peuvent travailler qu'en mettant en œuvre le capital possédé par d'autres ». On devine ce que devient le travail de l'historien : « les conditions économiques, la forme de la production et de la propriété sont le fond même de l'histoire ». Mais Jaurès est trop *artiste* (il y avait chez lui une connaissance, que peu de gens soupçonnaient, de l'art universel et de son histoire) pour ne pas y joindre l'étude des *passions* et des *idées* des hommes. En une forme magnifique, Jaurès en a exposé le jeu, hors de l'Assemblée Constituante, puis dans l'Assemblée, d'esprit révolutionnaire « moyen, bourgeois », mais que le déficit des finances et l'impossibilité de vivre jetteront bientôt « aux grandes hardiesses ».

André Fribourg : *Les Semeurs de haine. Leur œuvre en Allemagne avant et depuis la guerre.* — Paris, Berger-Levrault, 1922.

Pourquoi M. Fribourg a-t-il, dans l'étude excellente qu'il fait de l'œuvre abominable entreprise contre nous dès longtemps de l'autre côté du Rhin, interverti l'ordre chronologique et relégué dans une seconde partie la préparation d'avant-guerre ? A en prendre connaissance après le débordement hystérique du moment présent, elle paraît bien anodine. Or ce livre est un travail historique, mené avec toutes les préoccupations de documentation critique et de méthode requises. C'est lui faire tort que d'en bouleuler ainsi l'ordonnance naturelle. Cela posé, il convient de remercier M. Fribourg d'avoir dénoncé le péril européen que fait courir la fermentation, entre Rhin et Oder, de ces sentiments forcenés qu'entretient un certain parti qui a perdu, avec la guerre terminée, son industrie traditionnelle et qui redoute de perdre jusqu'à sa raison d'être avec l'avènement, si éloigné soit-il encore, de la démocratie politique. L'Allemagne est un vase clos où s'agitent, dans le désarroi total, cinquante-neuf millions d'êtres habitués au caporalisme de l'intelligence comme à celui des armes et pour qui la paix ne signifie rien si elle n'est pas prometteuse de jouissances matérielles et de vie facile. Il en sera ainsi tant qu'elle n'aura pas éliminé de son organisme le virus prussien. A constater avec M. Fribourg comment elle l'absorbe encore aujourd'hui avec délices, l'idée s'impose que la libération intellectuelle de l'Allemagne n'est pas encore pour demain.

René Valléry-Radot : *Le Duc d'Aumale*, d'après sa correspondance avec Cuvillier-Fleury, 1870-1871. — Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1922.

Le Duc était né en 1822. Ce livre est donc, à sa manière, un livre de centenaire. Il est extrêmement atta-

chant. L'auteur a utilisé la correspondance échangée entre le fils du roi, soldat en Algérie, et son ancien précepteur; or rien ne permet de mieux connaître et apprécier l'intelligence et le cœur du futur vainqueur d'Abd-el-kader. Rien aussi qui fasse mieux mesurer la rigueur de la destinée envers l'un des hommes les plus ouverts évidemment d'intelligence, les plus accueillants à toutes nouveautés politiques et sociales, les moins attardés aux formules du passé. La vie du duc d'Aumale, tourmentée par la Révolution, assombrie par les deuils domestiques les plus cruels, est peut-être le monument le plus complet de l'injustice du sort, acharné contre un homme supérieur à l'ordre vulgaire. On s'en convaincra en lisant le présent volume, qui nous fait souhaiter que la tâche entreprise par M. Vallery-Radot soit poursuivie jusqu'à la mort de son héros.

Dr Otfried Nippold, Ancien professeur de droit international, Président de la Cour suprême de justice du territoire de la Sarre. — *Le Chauvinisme allemand*. Préface d'Albert Malvaux. (Paris, Payot, 1921.

Ce sont réellement deux volumes en un seul tome. Le lecteur français y trouvera, classés par un juriste de la Suisse alémanique, hostile naturellement à tout chauvinisme provocateur, des articles de la presse allemande qui, à partir de 1913 et à la suite des désillusions des guerres balkaniques, poussent à la revanche du germanisme au moyen d'une guerre générale. Outre les « chants de haine » le plus débridés, la presse enregistre, même celle qui éclaboue au chauvinisme, bête à force de suffisance et de brutalité, des organes pangermanistes, les calculs positifs de ces bons bourgeois pour qui Bismarck demeure « le plus grand politicien d'affaires de l'Allemagne », et d'affaires fructueuses, qui, tout en se défiant de l'Autriche, « pas même un tout géographique ... Etat contre nature, qui marche formellement vers sa dissolution », de ce François-Ferdinand qui ne vient en Allemagne que pour « enrôler l'Allemagne à la guerre », se laissent tout de même « emballer » par la vision d'une « Allemagne unifiée, s'étendant du Belt jusqu'à l'Adriatique... solution d'une future guerre européenne » et empoisonner doctoralement par les professeurs de *morale* politique. « Aucun peuple, prononce l'un d'eux, ne supporte, sans de graves dommages, une paix de plus de quarante années ». C'était le 19 juin 1914!

P. F.

Jacques d'Ars : *Les Mémoires d'un Chien de Guerre*. Aperçu historique et anecdotique de la Grande Guerre. — 1 vol, in-16. 250 pages. — L. Klotz, éd.

Cette histoire de la Guerre, mise en une fiction amusante à la portée des enfants, comble, par là, une lacune dans la série de nos livres de guerre; et, d'autant plus que rigoureusement exacte dans l'exposition des faits, d'une langue sobre, et sans recherche inutile de style, elle ne s'adresse pas uniquement aux lecteurs du premier âge. De plus âgés y peuvent trouver un plaisir; car ce livre contient de délicieuses descriptions, d'un calme émouvant, et des aperçus dont la profondeur témoigne, chez Jacques d'Ars, d'une rare puissance d'observation.

A. R.

BULLETINS DE L'ETRANGER

Bulletin Roumain

M. Victor Antonesco, ministre de Roumanie, est rentré dernièrement à Paris après un séjour d'environ un mois à Bucarest. Nous avons cru intéressant de lui demander quelle était la vérité sur les bruits qui ont couru dans la presse d'Occident annonçant des troubles à caractère révolutionnaire en Roumanie, et quelle était aujourd'hui la situation de son pays au point de vue économique. Le ministre de Roumanie a très aimablement accédé à notre désir et nous a fait un exposé de ces deux questions que nous résumerons ci-dessous.

Les bruits qui ont circulé en Occident sur les troubles révolutionnaires en Roumanie sont, ainsi que nous l'avions dit nous-mêmes dans notre précédente chronique, une déformation tendancieuse de quelques menus incidents de nature purement politique, économique ou universitaire. Ces incidents non seulement n'ont nullement troublé le pays et compromis l'ordre public, mais au contraire ont servi à montrer combien toute la nation reste réfractaire aux tentatives faites par des meneurs, jeunes ou vieux, pour créer des agitations et pour interrompre le rapide processus de relèvement et de consolidation qui se poursuit en Roumanie, depuis la conclusion de la paix. Depuis quelques mois déjà, un certain nombre d'étudiants s'efforçaient d'empêcher leurs collègues israélites de suivre les cours des Facultés, dans les villes universitaires. Le gouvernement a fini par fermer les Universités, avec l'approbation de l'opinion publique, et l'on a vu ainsi que le pays tout entier, malgré la sévérité de cette mesure, voulait avant tout le maintien de l'ordre et de la paix.

D'autre part, le vote de la nouvelle Constitution a provoqué au Parlement une série de manifestations de la part de deux partis de l'opposition : les partis national et paysan. Après avoir essayé de faire de l'obstruction à la Chambre, ces partis ont convoqué des réunions publiques pour protester contre le vote de la Constitution. A l'issue de ces réunions, des manifestations ont eu lieu dans les rues, mais les troupes ont maintenu l'ordre sans avoir eu besoin de recourir à des moyens violents pour disperser les manifestants. Depuis que la Roumanie est un Etat, ces réunions publiques et ces manifestations ont toujours été les principales armes de combat de l'opposition contre le gouvernement : ce sont là des mouvements purement politiques, sans aucun caractère social ou révolutionnaire.

Dernièrement, à cause de la cherté de la vie dans les grands centres urbains, quelques fonctionnaires publics mécontents ont propagé parmi leurs collègues l'idée d'une grève générale, pour obliger le gouvernement à augmenter les salaires. Cette agitation n'a servi qu'à démontrer le patriotisme des fonctionnaires publics et leur dévouement à l'intérêt général, car, malgré les grandes difficultés de la vie, ils ont refusé d'adhérer à la grève, qui échoua dès le début.

C'est à cela que se réduit « la révolution en Roumanie ». Le pays est plus tranquille et plus solide qu'à tout autre moment depuis la conclusion de la paix jusqu'à ce jour. Le gouvernement poursuit une

œuvre de rigoureuse consolidation financière dont les résultats ont commencé déjà à se faire sentir. A l'issue des hostilités, la Roumanie avait une dette extérieure non consolidée de 2 milliards de francs : le premier soin du Cabinet fut de consolider cette dette et l'opération par laquelle il vient d'y parvenir est un beau succès financier pour le crédit de la Roumanie. Un autre problème dont la solution devait être trouvée d'urgence était celui du budget. Depuis la guerre, la Roumanie vivait sans budget, avec des finances désorganisées, avec des impôts non perçus et des dépenses non déterminées. Le déficit était, en 1919, de 3 milliards de lei. Le gouvernement roumain fit des efforts dignes de tous éloges, en présence de cette situation, pour y mettre fin : il a réussi en effet, et aujourd'hui, non seulement le budget est équilibré, mais encore pour l'exercice 1er avril 1922-31 mars 1923, les recettes sont de 13 milliards et demi de lei alors que les prévisions avaient été de 10 milliards et demi : une plus value de trois milliards, ce sont là les tout derniers chiffres officiels. Et déjà l'année dernière le budget accusait un excédent de deux milliards des recettes sur les dépenses, grâce auquel le gouvernement a pu accorder un milliard d'augmentation de salaires aux fonctionnaires publics et attribuer des sommes importantes aux dépenses nécessitées par le relèvement du pays, la réparation des ruines de la guerre et la satisfaction des nouveaux besoins. Grâce à cette politique, depuis près d'un an et demi, il n'a plus été imprimé en Roumanie un seul billet de banque, ni émis un seul bon du Trésor.

Le programme que le gouvernement a commencé à appliquer depuis son arrivée au pouvoir comportait trois phases : 1) consolidation de la dette extérieure; 2) équilibre du budget; 3) mise en valeur et développement des ressources du pays. Les deux premiers points de ce programme ayant été réalisés, le Cabinet de Bucarest aborde maintenant l'application du troisième point.

La réforme agraire vient de doter la Roumanie d'une classe de paysans propriétaires, qui aiment leurs terres par-dessus tout, qui ont commencé à les travailler avec ardeur et qui, étant les fournisseurs exclusifs des villes pour tous les objets d'alimentation, s'enrichissent chaque jour davantage, au point qu'aujourd'hui ils offrent spontanément aux grands propriétaires 20 à 40 mille lei pour un hectare de terre qui valait avant la guerre 2 mille lei. Les champs sont très bien cultivés grâce à eux. L'union de l'ancien royaume avec la Transylvanie a augmenté considérablement la force industrielle de l'Etat roumain, cette dernière province possédant de nombreuses et importantes industries; de plus, chaque jour on crée de nouvelles fabriques, usines, mines. L'importation consiste en grande majorité en machines de toutes sortes, ce qui indique précisément une intensification de l'activité industrielle. Les chemins de fer s'améliorent de plus en plus. En dehors des énormes richesses que possède la Roumanie en pétrole, bois et céréales, il y a en Transylvanie des quantités considérables de gaz méthane; le gouvernement appliquera incessamment un nouveau programme d'exploitation et de développement des ressources naturelles de la Roumanie. Le capital étranger sera invité à participer à cette œuvre. Mais dès maintenant, le pays se trouve dans une situation incomparablement meilleure qu'en 1919; les progrès réalisés dans tous les domaines ont été très rapides et donnent la certitude que la prospérité n'est pas loin. E. A.

Bulletin Yougoslave

Les négociations serbo-grecques relatives à la création d'une zone franche serbe dans le port de Salonique ont, enfin, abouti à un accord satisfaisant pour les deux pays. La convention qui vient d'être signée à Athènes fixe en termes généraux les avantages concédés à la Yougoslavie qui obtient une zone délimitée dans le port dont elle pourra disposer librement pour son commerce d'importation et d'exportation. Cette zone se trouvera exclusivement sous l'administration civile serbe et la loi serbe y sera seule applicable. Toutefois, au point de vue militaire, elle continuera à rester sous la dépendance du préfet maritime grec de Salonique, mais celui-ci ne pourrait y intervenir que sur la demande du commissaire civil serbe.

Il reste à compléter la convention signée par des accords spéciaux relatifs aux transports ferroviaires, visite sanitaire des marchandises yougoslaves, etc. Des négociations ont été déjà engagées à cet effet. Cependant, il a été convenu que sans attendre que ces accords soient conclus, la Yougoslavie pourra, dès la ratification de la Convention, se servir de la zone franche mise à sa disposition.

L'accord serbo-grec relatif au port de Salonique est d'une importance capitale pour le commerce d'importation et d'exportation yougoslave. En effet, tant que la question de Fiume ne sera pas réglée, pour permettre à la Yougoslavie et même à tous les pays de l'Europe centrale de se servir de ce port de l'Adriatique, et tant que la ligne de chemin de fer Danube-Adriatique ne sera pas construite, le port de Salonique restera, pour ce pays, la seule voie d'accès à la mer. Aussi comprend-on que la Yougoslavie ait tenu à obtenir la liberté nécessaire pour son trafic commercial par Salonique et qu'elle ait cru devoir en obtenir la promesse par le traité d'alliance de 1912. La question de la zone franche serbe à Salonique a été soulevée lors du règlement de la première guerre balkanique. La Grèce, ayant obtenu ce port, en vertu du traité de paix conclu avec la Turquie, avait promis de créer une zone franche pour le commerce serbe. Des pourparlers ont été aussitôt engagés entre les deux gouvernements pour fixer les conditions dans lesquelles la Yougoslavie pourrait se servir du port de Salonique. Dès l'ouverture des pourparlers, la délégation grecque a repoussé sans même vouloir discuter le projet serbe et les négociations ont été suspendues. Une convention fixant les principes de l'accord a été ensuite conclue *ad referendum*. Dans cette convention se trouve une clause prévoyant qu'en cas de création d'une zone libre du port de Salonique, la zone serbe y serait comprise. C'était à la veille de la guerre européenne. Lorsque les événements ont obligé la Grèce à proclamer le port de Salonique zone libre par la loi n° 390 du 17 novembre 1914, la question de la zone franche serbe se trouvait par ce fait réglée pour la durée de la guerre. A la fin des hostilités, cette zone libre a été supprimée et le gouvernement serbe s'est alors adressé au gouvernement grec pour reprendre les négociations en vue d'obtenir la zone franche, promise à la Serbie par le traité d'alliance. Malheureusement, les événements intérieurs en Grèce n'ont pas permis d'aboutir rapidement à un accord. D'autres difficultés, qu'il ne convient pas de rappeler ici, ont surgi également au cours des négociations.

Maintenant que l'accord est conclu, il est à souhaiter que du côté grec on se rende compte de l'intérêt que présente pour la Grèce son application qui contribuera non seulement à l'expansion économique de la Yougoslavie mais aussi au développement commercial du port de Salonique. En tout cas cet accord constitue à notre avis le premier pas vers une collaboration plus étroite entre la Grèce et la Petite Entente pour la sauvegarde de la paix dans les Balkans.

D. Tourich.

Bulletin Tchécoslovaque

Le gouvernement tchécoslovaque, désirant très sérieusement maintenir des rapports de bon voisinage avec la Hongrie, n'a jamais cessé de prouver ses idées pacifiques et conciliantes.

A plusieurs reprises, et dans notre dernier Bulletin encore, nous avons souligné ces efforts sincères et les déclarations multipliées du Président de la République et du Ministre des Affaires Etrangères. Des négociations en vue de conclure un traité de commerce ont dû deux fois être interrompues par la faute des Magyars. On a pu espérer, ces temps derniers, que la situation financière de la Hongrie amènerait un changement de méthode du gouvernement hongrois, qui vient implorer le secours financier auprès des Alliés. Il n'en a rien été.

Tout en se répandant en protestations de bonne foi, et de loyauté, envers ses voisins, le gouvernement d'oligarchie magyare ne cesse de nourrir et de fomenter des troubles. L'article de ***, publié dans le dernier numéro de la *Revue Bleue*, a résumé, d'une façon claire et persuasive, ce que nous n'avons jamais cessé de répéter. Les Magyars font, vis-à-vis de leur voisins, exactement la même politique que les Allemands vis-à-vis des Alliés : ils ne cherchent qu'à échapper aux conséquences du traité de paix au point de vue militaire et économique.

Il y a cependant des Français qui ne voient ou ne veulent pas voir clair. Lors de la visite du comte Bethlen à Paris, la propagande magyare a tout fait pour fausser l'opinion publique à cet égard. Des écrivains de la valeur des Tharaud se sont fait mobiliser, dans le *Gaulois*, pour écrire sur les illusions qu'on se faisait en France, d'après M. d'Ormesson, sur l'Europe Centrale. Or, en fait d'illusions, c'est justement M. d'Ormesson qui s'en fait sur les Magyars, et les événements sont là pour le prouver. On ne saurait prétendre qu'un homme politique comme M. Benès, qui se tue depuis quatre ans à rétablir la vie normale en Europe centrale, cherche querelle à ses voisins. Or, depuis quelque temps, les Magyars ne cessent de provoquer des incidents à la frontière slovaque. Il y en eut quatre dans le courant du mois dernier, dont l'un a coûté la vie au douanier Sedlacek. Aux notes de protestation adressées à Budapest, les Magyars répondaient régulièrement, prétendant qu'on les avait provoqués. Devant cette mauvaise volonté constante, le gouvernement tchèque a été forcé de prendre des mesures énergiques. « Il n'est plus possible, déclare M. Benès, le 24 avril, devant la Commission des Affaires extérieures de la Chambre, de tolérer de tels incidents de frontière qui pourraient dégénérer en un conflit plus grave. Il est impossible d'ailleurs que nous ne réussissions pas à régler nos rapports de frontière aussi raisonnablement que nous l'avons fait avec l'Allemagne, l'Autriche et la Pologne. Il faut en finir... Je crois devoir, à ce propos, m'élever contre les insinuations de M. Daruvavy, ministre des Affaires Etrangères de Hongrie, qui laisse entendre que nous songeons à discréditer la Hongrie en Europe. C'est juste le contraire : notre plus vif désir est de voir s'établir entre nos deux pays de paisibles relations de bon voisinage. Pour établir ces relations de bon voisinage, il faut assurer d'abord l'ordre et la tranquillité. » Des mesures coercitives assez sévères ont dû être prises. Elles ont été levées quelques jours plus tard, lorsque la commission mixte eut terminé son enquête.

Cette enquête a constaté que le meurtre du garde-frontière Sedlacek a eu lieu en territoire tchécoslovaque près d'une route publique qui constitue la ligne de démarcation. Le sergent hongrois Horvath a avoué lui-même avoir donné sept coups de baïonnette à la victime.

Des constatations du même genre ont été faites pour les autres incidents. Le soldat hongrois Tolh, qui a été blessé le 12 avril près de Perina, avait lui-même provoqué la fusillade, en attaquant par derrière les douaniers tchécoslovaques.

Il résulte des constatations faites sur place, que la seule vue d'un soldat tchèque est pour les Magyars le signal d'une attaque qui se produit sans égard à la ligne de démarcation. La commission mixte s'est elle-même rendue compte du caractère intolérable de cette situation.

Il est temps que le gouvernement hongrois abandonne, sérieusement, cette politique de coups d'épingles et de duplicité, qui ne trompe plus personne en Europe. A Genève, lors de la dernière séance de la Société des Nations, M. Onucz a démasqué les arrière-pensées stratégiques des Hongrois qui se cachaient sous des apparences anodines, dans la question du territoire de Salgo-Tarjan. Ce dernier point litigieux de frontière ayant été résolu, il ne reste à la Hongrie qu'à embrasser la voie de l'exécution loyale des traités.

La Tchécoslovaquie est décidée à ne plus se laisser berner, et si les Magyars ne veulent pas accepter la main qui leur est tendue, une fois de plus et malgré tout, pour une collaboration paisible, la Petite Entente est là, plus unie et plus résolue que jamais à faire respecter le droit et l'ordre au centre de l'Europe.

H. Jelinek.

BULLETIN MARITIME

Un nouveau procédé de communication. — Le faisceau d'ondes ultra sonores.

En 1912, à la suite de la disparition du « Titanic », quelques physiciens eurent l'idée de tirer parti des ondes ultra sonores (1) pour accroître la sécurité de la navigation.

En 1915, M. Langevin, professeur au Collège de France, parvint à réaliser le premier appareil pratique pour l'émission et la réception des signaux ultra-sonores en vue de la communication sous-marine.

M. Langevin vient d'expliquer ces temps derniers le mécanisme de son appareil devant l' « Académie de Marine » dont il a déjà été parlé ici.

Une comparaison permettra aux lecteurs de se représenter très clairement le principe de cet appareil. Deux navires avancent l'un vers l'autre dans la nuit, invisibles l'un pour l'autre : Comment obtenir de l'un qu'il révèle sa présence à l'autre ? Comme un homme placé devant une falaise entend venir en écho le cri que sa voix a lancé, tout navire doit pouvoir lancer à volonté, en utilisant les ondes ultra sonores (dont les vibrations peuvent se propager infiniment plus loin dans l'eau que celles de la lumière) *un appel que ces ondes lui renverront en écho quand elles trouveront un obstacle devant elles.*

Dans le dispositif imaginé par M. Langevin, un appareil générateur d'oscillations électriques, identique à ceux qu'emploie la T. S. F., est plongé dans l'eau et transforme l'énergie de ces oscillations en ondes ultra sonores de même fréquence sous forme d'un faisceau orientable à volonté. Lorsque les ondes ultra sonores rapportent un écho, l'appareil les retransforme en oscillations électriques susceptibles d'être mesurées. Presque dans l'instant où l'antenne sous-marine transmet les ondes, l'écho revient, dénonçant la présence de l'obstacle et sa distance. L'observateur peut ainsi connaître, au mètre près, la distance à laquelle cet obstacle se trouve. L'appareil, extrêmement robuste, est constitué par un bloc de quartz et d'acier qui met en jeu les propriétés piezo électriques découvertes en 1880 par Jacques et Pierre Curie. La solution pratique du problème de la transmission des ondes ultra-sonores n'a d'ailleurs été possible que grâce au développement récent des procédés de télégraphie sans fil.

On prévoit, dans l'avenir, toute une série d'applications de cette nouvelle découverte : conversations sous-marines de navire à navire ou de navire à poste à terre, création de phares sous-marins, etc., etc...

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Le Nouveau Paquebot « Cuba ». — Le nouveau paquebot « CUBA » de la Compagnie Générale Transatlantique, a effectué le 28 avril dernier ses essais de recette postale sur les Bases de Belle-Isle.

(1) On donne le nom d'ondes ultra sonores aux vibrations dont le nombre est supérieur à 6.000 par seconde, c'est-à-dire lorsqu'elles sont trop nombreuses pour être perçues par l'oreille humaine. En effet, ce que nous appelons « son » est le résultat, sur notre tympan, de vibrations entre 40 et 6 000 à la seconde.

Le fonctionnement des divers appareils a été en tous points satisfaisants et la vitesse du navire a largement dépassé celle imposée par le Cahier des Charges de la Convention postale.

Le premier départ de ce paquebot sur la ligne de Saint-Nazaire La Havane-Vera Cruz, est fixé au 5 mai.

Il est intéressant de signaler que le « CUBA » a été construit en conformité des prescriptions de la Convention Internationale du 20 janvier 1914 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, et qu'il présente par conséquent des conditions spéciales de sécurité.

Ouverture d'une ligne commerciale de la Baltique. — Nous apprenons que la Compagnie des Messageries Maritimes vient de créer une ligne commerciale régulière reliant le Nord de la France aux pays Baltes (Lettonie, Esthonie et Finlande.

Ce service, dont le port tête de ligne est Dunkerque, touchera à Anvers (éventuellement Gand aux lieu et place d'Anvers) et à Riga.

Lorsque l'importance du chargement à enlever le justifiera, les ports de Helsingfors ou de Reval seront également desservis.

A titre provisoire, et sauf imprévu, les départs auront lieu de Dunkerque tous les mois environ, le premier de ces départs devant être assuré par le vapeur « TETUAN » qui quittera Dunkerque vers le 25 mai 1923 et escalera à Anvers vers le 27 du même mois.

Il est à peine besoin d'attirer l'attention sur l'intérêt que présente l'initiative des Messageries Maritimes pour l'accroissement des échanges entre la France d'une part, les pays Baltes et, dans un avenir moins lointain qu'on ne l'imagine, tout l'arrière-pays d'autre part.

Il est, en outre, à remarquer que la ligne commerciale de la Baltique, prolongement naturel des services qu'exploitent les Messageries Maritimes sur les au-delà de Suez et vice-versa, facilitera d'une façon particulière les relations commerciales entre le domaine colonial d'Extrême-Orient et les régions du Nord de l'Europe.

Au moment où l'armement allemand vient précisément d'organiser un service entre les ports de l'Allemagne et les pays de transit pour la Russie, la Lettonie et l'Esthonie, il était indispensable de mettre à la disposition du commerce français une ligne battant pavillon national.

C'est ce que les Messageries Maritimes ont compris.

Valeurs de Navigation

Cours de la Bourse de Marseille

1°	Fraissinet	778
2°	— Messageries Maritimes	191
3°	— Mixte	246
4°	— Transatlantique	160
5°	— Transports Maritimes	698

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. DESNOËS.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 11 61e ANNÉE 2 JUIN 1923

LA FIN D'UNE ÉPOQUE

Les événements tragiques de notre temps qui se déroulent brutalement en catastrophes mondiales déconcertent les esprits par leur aspect d'incohérence. L'un parle du Chaos Européen ; c'est Wells, L'autre affirme que la machine ronde a perdu la boule, c'est le spirituel Grosclaude. Le pessimisme gagne les géographes de Sorbonne qui annoncent le déclin de l'Europe. L'impression de désordre et de confusion égale le sentiment d'horreur et d'effroi. L'inquiétude règne ; *Quo Vadis* ? Où va le monde ? Où va l'Europe ? On s'interroge, on s'apeure. Quelques-uns s'étourdissent. Beaucoup dorment.

A force de dédaigner les grandes synthèses historiques, les grands tableaux comparatifs entre les temps écoulés, à force de préoccupations érudites qui entraînent les spécialistes de l'histoire à la recherche du détail méticuleux sans jamais tenter les larges compositions à la manière du XVIIe et du XVIIIe siècle, nous n'avons plus de raisons et de moyens de classer les faits. Il n'y a plus que quelques professeurs de lettres pour lire le discours sur l'histoire universelle de Bossuet. Il n'y a plus un historien pour se demander si l'on ne pourrait refaire un pareil essai, dans un autre esprit. L'essai sur les mœurs de Voltaire est souvent cité, peu lu, et depuis les leçons de Guizot en Sorbonne, sous la Restauration, personne ne s'inspire de cette tradition d'ordre et de clarté qui exprime si bien une manière de l'intelligence française. Depuis que la grande guerre est terminée, on semble en tous pays exclusivement hypnotisé par les débats sur les responsabilités et les origines Pour chaque événement récent, il y a une immédiate cause. Mais pour l'ensemble des faits, nul ne veut chercher de précédents. Ce serait présomption et témérité d'essayer de faire ce que tant de savants et d'écrivains ont renoncé à faire. Mais l'on peut bien tout modestement rappeler quelques faits dont le rapprochement s'impose si l'on veut se donner la peine de remonter le cours de l'histoire. N'avons-nous pas à Versailles cassé des jugements prononcés par Clio il y a trois ou quatre cents ans ?

***

Fait d'histoire universelle : l'écroulement de quatre empires, l'effacement de quatre dynasties.

En Orient, ce sont les Romanoff et les Osmanlis qui disparaissent. Dans l'Europe centrale, ce sont les Halsbourg et les Hohenzollern. La violente secousse de la guerre brise d'immenses empires qui se cassent exactement comme un verre déjà entamé par la rayure d'un diamant.

Chacun des dynastes conquérants restitue ses prises récentes ou anciennes. Puis, acteurs haïssables d'un drame abhorré, il est chassé de la scène.

Cette aventure n'est pas une aventure nouvelle. Quelques années avant la guerre, la dyuastie conquérante des Mandchoux, elle aussi, avait été chassée du pouvoir, sinon de Chine. Cent ans

auparavant, le roi d'Espagne avait perdu son empire des Indes occidentales et son voisin, le roi de Portugal, avait été évincé presque en même temps que lui de l'Amérique latine.

Rapprochez ces événements. Groupez-les. Le siècle qui s'étend de 1824 à 1922 a marqué l'expulsion successive de sept dynasties conquérantes et l'émiettement de sept vastes empires, à savoir, l'espagnol, le portugais, le mandchou, l'ottoman, celui du Romanoff, celui du Halsbourg et celui du Hohenzollern.

Cette immense opération, une fois achevée, l'époque semble toucher à son terme qui avait commencé au quinzième siècle et avait marqué la division de la planète entre plusieurs potentats jaloux de la gloire des Assyriens ,d'Alexandre, des Romains et de Gengisskhan, de Timourlank et des Grands Mogols. Sans outrepasser les droits de l'observation et de la logique, on est en droit de dire, une époque s'achève qui avait débuté par la grande expansion des petites monarchies d'Espagne et de Portugal.

L'aventure conquérante ayant pris fin, les empereurs ayant entraîné les empires, les peuples paraissent au premier plan. Le monde reprend son allure antérieure — non pas identique, bien entendu : l'expansion des races — la blanche et la noire en particulier — l'extermination de certains peuples dans le Nouveau-Monde, ne permettent pas de retrouver la fresque tout entière cachée dans un badigeon trois ou quatre fois séculaire. Mais la carte politique et territoriale du monde ressemble beaucoup plus à celle du XVe qu'à celle du XVIIIe et du XIXe .Voilà le fait le plus frappant.

Hasard ? Non pas. Que fait l'Europe, depuis cent ans, en refoulant progressivement le Turc du continent; elle fait reparaître des peuples en retraite : Grecs, Serbes, Valaques et Moldaves, Albanais et Bulgares. L'Europe a peiné pour refaire la carte des Balkans à peu près telle qu'elle était dessinée par l'histoire du Moyen-Age.

Qu'avons-nous voulu en Bohême ? Faire revivre un État et un peuple biffés depuis 1620. Qu'avons-nous cherché en Pologne, en Lithuanie ? A rendre la vie à des nations soumises depuis 1772, 1793, 1795.

Un peu partout les peuples ont demandé les révision de verdicts séculaires, si bien que le retour au *statu quo ante* nous amène à faire vis-à-vis à un monde qui ne ressemble en rien à celui qu'ont connu un Talleyrand,et un Metternich, un Vergennes et un Choiseul, un Richelieu et un Mazarin, un François Ier et un Henri II. Louis XI ou Charles V seraient les seuls gens à comprendre l'Europe actuelle, pour ne parler que de l'Europe seulement,

***

La guerre, déchaînée par l'Allemagne pour achever la conquête de l'Europe, ne devait-elle pas, si elle déviait du but que lui assignèrent les Empires centraux, précipiter des évolutions déjà achevées ?

Toute l'histoire de l'Autriche-Hongrie depuis un demi siècle n'annonçait-elle pas la désagrégation de la monarchie ? Et la défaite de l'Allemagne ne faisait-elle pas prévoir les restitutions nécessaires ? La disparition du Halsbourg n'a surpris personne. Avant Max de Bade déjà Bulow avait fait toucher terre des deux épaules à Guillaume II. La guerre a muri des fruits dont depuis longtemps on connaissait les fleurs.

Est-ce la désagrégation finale de la Turquie qui fut une surprise ? Et même celle de la Russie ? La révolution de 1905 n'a-t-elle pas fait surgir la première menace ? N'a-t-on pas vu alors une révolution sociale ? Et un Soviet ? Ignorait-on l'acuité du problème agraire ? La composition des deux premières Doumas n'avait-elle pas révélé la vraie pensée politique des Russes ?

A vrai dire, il n'est pas un historien de la génération disparue qui n'ait averti et fait prévoir ces prodigieuses révolutions.

N'est-ce pas Renan qui écrivait en septembre 1870 au docteur Strauss : « Vous avez levé dans le monde le drapeau de la politique ethnographique et archéologique, en place de la politique libérale. Cette politique vous sera fatale. La philologie comparée que vous avez transportée à tort sur le terrain de la politique vous jouera de mauvais tours. Les Slaves s'y passionnent. » Cette passion devait ruiner deux grands empires au moins. La catastrophe était en vue, il y a déjà plus d'un demi-siècle.

N'est-ce pas Lavisse qui écrivait, peu de temps avant la guerre : « Quelque jour, dans l'amoncellement sans cesse grossi de matières inflammables, le feu prendra ; les nations se heurteront les unes contre les autres; quelques-unes seront brisées par le choc : et, sans doute, la révolution, partout préparée, balayera d'un geste vengeur et juste empereurs et rois, et leurs serviteurs, et cette société qui aura laissé conduire les peuples de pareilles catastrophes... » ?

Non, les hommes qui avaient l'habitude de la science, de l'observation et de l'histoire n'avaient pas manqué de signaler la courbe de l'évolution générale. Ils connaissaient l'esprit de leur temps. Et ils savaient bien que quelques défaites décisives briseraient définitivement les derniers empires

conquérants. Lorsque des peuples revenants sont venus frapper à la porte du palais de Versailles, réclamant des greffiers de la diplomatie leur rectification d'état civil, les survivants de 1848, autant qu'eut fait Gambetta, saluaient le décret de la justice immanente ; mais ils avaient compris, depuis longtemps, qu'elle suivrait la route qui menait droit au cimetière de l'Europe.

***

Tous les tenants des dynasties dénoncent la balkanisation européenne. Bienheureuse balkanisation ! Sous ce vocable de la langue politique allemande, les Français retrouvent cette pensée et ce fait, la libération. Débarrassés des dynasties, les nouveaux peuples se gouvernent eux-mêmes. Comme après la révolution d'Amérique, les républiques se sont multipliées. Ce mot signifie simplement que le pouvoir héréditaire est suspect aux peuples et qu'il apparaît à chacun, du dehors, comme du dedans, tel un risque. Ne sont demeurés rois que les souverains résignés à régner sans gouverner. La planète évolue lentement vers la Pan-démocratie. Sans doute, l'ordre ne règne-t-il pas dans tous les pays qui ont été découronnés : il a mis bien du temps à s'établir dans les Etats de la jeune Amérique. Il n'y a pas de route royale pour l'éducation des peuples. Toute expérience politique se paye. Mais le monde s'est aujourd'hui affranchi de forces qui le tyrannisaient depuis plusieurs siècles.

Les peuples goûtent la joie d'être enfin seuls, par l'exclusion des intrus.

***

Assurément, l'affranchissement politique serait de peu de prix s'il s'accompagnait d'un asservissement économique.

A l'heure actuelle, les mêmes hommes qui ne comprennent rien au changement fondamental qui se produit dans la politique ne comprennent guère plus aux transformations essentielles qui s'introduisent dans les idées des peuples en matière économique.

De ce côté aussi, c'est le mot d'indépendance qui sonne très fort. Autrefois, chaque souverain voulait avoir son armée et, le cas échéant, sa marine. Aujourd'hui, chaque nation veut avoir ses moyens de défense au point de vue agricole, industriel, commercial.

Le grand commerce international ira-t-il suivre dans la fosse commune les vieilles entreprises de domination par les armes ? Cela paraît vraisemblable et possible. Et c'est la question de demain.

L'idée de faire servir un peuple à l'utilité exclusive d'un autre est en train de passer chez les peuples qui, jusqu'ici, se laissaient faire. Autonomie politique, autonomie économique. Il s'ensuivra encore quelques conséquences qui nous ramèneront à un nouveau temps où, comme dans l'ancien, le travail était organisé dans le cadre des exigences et des possibiliés nationales.

Albert MILHAUD.

PORTRAITS D'ÉCRIVAINS

GUSTAVE LANSON

Un philologue du XVIe siècle, — un de ces philologues bien vains d'une science imparfaite et confuse, et qui ne savaient point que la première vertu d'un humaniste est l'humanité, — s'il revenait parmi nous, serait bien surpris de voir quelles sont devenues les mœurs de la gent érudite : plus de querelles malsonnantes, plus de haines entre les hommes d'études. Leurs duels sont loyaux et courtois. Ils collaborent, et se sentent les ouvriers d'une même œuvre ; et lorsque l'un d'eux s'est élevé plus haut que le commun des artisans, lorsqu'il a pris rang de maître dans la confrérie, tous lui adressent leurs hommages, façonnent, en secret, quelque bon outil, quelque ingénieux présent, quelque riche parure ; puis tous, au jour convenu, viennent apporter en commun leurs cadeaux. Et ainsi se forment ces écrins de savants souvenirs qu'on appelle des *Mélanges*. C'est sur la table de M. Lanson que fut déposé, il y a peu de jours, le plus récent de ces écrins (1).

Dès qu'on l'ouvre, on est frappé de la diversité de sa matière et des noms qui s'y sont inscrits. Ils viennent de tous les points de l'horizon. Ils viennent des broussailleuses contrées du moyen âge, de ce XVIIIe siècle où M. Lanson a donné de vigoureux coups de pioche, des études romantiques où son édition des *Méditations* est un des plus hauts monuments. Ils viennent de par delà les frontières, de par delà les océans. Ce sont des noms d'amis,

(1) *Mélanges* offerts par ses amis et élèves à M. Gustave Lanson. (Hachette).

de disciples, et, au seuil de ces *Mélanges*, les noms de morts héroïques. Ce sont enfin les noms, aussi multiples, aussi divers, des œuvres de M. Lanson. Saviez-vous qu'il s'était occupé du poète Manilius et qu'il avait commenté la *Seconde Philippique?* Vous aurez bien d'autres sujets de surprise en feuilletant ce volume et bien d'autres sujets d'admiration. Vous direz que l'écrivain qui a reçu un tel hommage mérite qu'on le range parmi les maîtres d'un temps, et qu'il est un des trois ou quatre hommes de ce temps qui puissent parler, sans ridicule, de ses *disciples*. Et vous imaginerez une physionomie solennelle, une grande statue faite à la mesure d'un pareil socle.

Rien de tel, cependant : sans doute un visage énergique, un profil aquilin que barre un lorgnon et que souligne une barbe brève et drue, mais une voix lente, mesurée avec sagesse, insinuante comme le raisonnement, nette, d'ailleurs, et ferme, comme les faits et les affirmations. Des yeux qui, ayant beaucoup lu, observent beaucoup. Une taille ni grande ni petite, — petite plutôt, — que semble courber quelquefois le poids d'un lourd savoir, ou quelque souvenir cruel, une grande douleur paternelle refoulée au plus intime de l'âme. Enfin, dans toute l'attitude et toute la physionomie, une force attentive, qui se surveille et qui surveille, celle d'un professeur qui a pris jadis des élèves en faute, celle d'un érudit qui prend chaque jour en faute d'autres érudits.

***

Ce goût d'observer et de noter, sa carrière lui a donné libre cours : la classe de rhétorique qui l'accueille au sortir de l'École Normale lui montre des âmes d'adolescents, et, en les regardant se former et s'essayer aux choses de l'esprit, l'idée lui vient de leur donner des *Conseils sur l'art d'écrire;* le tsarewitch, le futur Nicolas II, dont il dirige, un moment, la culture française, lui laisse voir ce qu'un jeune prince « honnête, médiocrement intelligent, suffisamment laborieux » peut recéler de faiblesse dangereuse, — et il s'en souviendra quand il jugera Bossuet, précepteur du Dauphin ; ses cours à l'École Normale où il supplée Brunetière, à la Sorbonne où il remplace Larroumet, le mettent en contact avec les intelligences curieuses et exigeantes de ces étudiants, qu'il s'appliquera, désormais, à discipliner, à former, à enrichir de connaissances et de méthode ; enfin ses voyages, et en particulier son enseignement aux États-Unis, lui ouvrent de très larges fenêtres sur de très vastes horizons. Quand son esprit se reporte vers « cette charmante cité d'Ann Arbor toute pleine d'arbres » ou vers les toits neigeux de New-York qu'il voyait de son dixième étage, ce ne sont pas de vains plaisirs qu'ils lui rappellent, mais des expériences, des faits, toute une masse d'observations et, pour ainsi dire, de « fiches » intérieures.

Et c'est aussi une brûlante activité, car nul plus que lui ne sait se multiplier, et, pour donner un bon exemple de ce que peut être cette étonnante puissance de travail, je renvoie aux premières pages de ses *Trois mois d'enseignement aux Etats-Unis*. Sa vie, qu'on croirait tout occupée à amasser des documents, à prendre des notes menues sur de menus papiers, s'est dépensée à parler, à écrire, à diriger le travail des autres, à polir son propre travail. Depuis sa thèse sur *Nivelle de la Chaussée* qui annonce sa méthode, jusqu'à ses *Réflexions d'un vieux critique sur la jeune littérature* qui résument une grande part de son expérience — en passant par son *Histoire de la Littérature française*, qui est son œuvre la plus populaire, et, peut-être, son œuvre centrale (1) — il a fouillé tous les coins de notre littérature en des styles divers. Styles divers, mais où se reconnaît toujours sa griffe : style abstrait le plus souvent, style qui renonce à briller, — « Résignons-nous à ne pas briller », a-t-il dit, — style énergique cependant, qui condense l'idée en formules, qui sait mordre, et dont il n'est point bon de recevoir les étrivières ; tyle qui peut s'élever à l'éloquence, et j'en donnerai pour preuve, dans le *Bossuet* de M. Lanson, ces longues périodes où le critique semble rivaliser avec le sermonnaire, et après avoir emprunté au *Sermon sur l'Unité de l'Eglise* une phrase, d'une page en fait une autre, pour son compte; style, enfin, où l'image spirituelle vient parfois animer l'aridité de la logique ou des faits, et donner aux idées une vivante couleur. Veut-il exprimer qu'en littérature rien ne peut remplacer le goût, ou, plus exactement, la *dégustation* : « Jamais, dira-t-il, on ne connaîtra un vin, ni par une analyse chimique, ni sur un rapport d'experts, sans y avoir goûté soi-même »; veut-il ajouter qu'il n'en est pas moins ridicule de bouder l'analyse et l'étude érudite : « Le bon M. de Vassy, écrira-t-il, en voulait à la physique de Descartes qui ne laissait pas admirer paisiblement la lumière du soleil, et prétendait l'expliquer. »

On le voit : c'est au moment où il veut définir sa méthode et la défendre que M. Lanson sent toute sa verve s'allumer, et prend, sur sa palette, des touches plaisantes. Cette méthode, en effet, on la peut résumer tout entière dans cette double image que je viens de citer ; et s'il fallait peindre l'auteur de ces livres si différents, mais utiles à un même

(1) Une nouvelle édition, revue, complétée, et mise à jour, de cette *Histoire* vient de paraître !

degré : l'*Histoire de la Littérature française* et le *Manuel bibliographique de la Littérature française*, j'esquisserais volontiers ce diptyque : le « dégustateur » qui nous invite à boire ; le physicien qui compte avec minutie de combien de couleurs se compose un rayon de soleil.

Cette « méthode Lanson » qu'on a raillée et louée avec une égale ardeur, et que le maître a exposée dans la *Revue du mois* en un véritable *Discours de la Méthode*, est-il bien sûr qu'on la doive appeler la « méthode Lanson » ? M. Lanson lui-même nous dirait non, — et il demanderait pourquoi nous ne la nommerions pas aussi bien la « méthode Croiset » ou la « méthode Bédier ». Il n'ignore pas qu'il a des compagnons de lutte. Il n'oublie pas non plus qu'il a des maîtres. Il salue leur souvenir, et Gustave Larroumet, Gaston Boissier sont des noms qu'il n'écrit pas sans piété. En vérité, ce sont de grands noms. Seulement, dans le royaume de la critique et de l'histoire littéraire, je crois qu'il en est de plus grands.

Et d'abord ces deux noms que l'on ne sépare guère : Taine et Renan. M. Lanson, à ses débuts, a goûté l'air aristocratique de celui-ci, il a même parfois imité son dilettantisme ; puis, il s'en est dépris. Taine l'aurait plus fortement marqué de son empreinte, s'il n'avait senti que la science avait grisé ce puissant cerveau, et s'il n'avait trouvé quelque chimère à vouloir *faire* La Fontaine avec la Champagne, l'esprit gaulois et le don poétique. « Nous tenons les formules, dit-il quelque part ; voilà de quoi faire Corneille. Seulement, sera-ce Pierre ou Thomas ? » M Lanson est devenu lui-même à mesure qu'il s'est écarté de Taine et de Renan, à mesure aussi qu'il s'est détaché de Brunetière.

Brunetière, à l'égal de Taine, mais d'une autre façon que Taine, s'est laissé prendre au piège de la science. M. Lanson qui l'a connu de près, et qui n'a été blessé, — il le laisse entendre en un endroit, — ni par les pointes ni par les rudesses de sa personnalité, M. Lanson a compté pour autant de faiblesses son tempérament de logicien, sa doctrine transformiste, son dogmatisme littéraire. « Il a été au total, un grand maître » dit-il, — mais *au total* seulement. Voilà qui n'eût point suffi peut-être à cet esprit autoritaire et dominateur. Et Jules Lemaître ? Et Faguet ? Et ce subtil Anatole France que M. Lanson aime d'une particulière dilection, peut-être parce qu'il reconnaît en lui son cher XVIIIe siècle ? M. Lanson ne leur fera-t-il donc pas quelque place parmi ses maîtres de méthode ? Non : ce sont des créateurs, ce sont des critiques, et il veut être surtout un historien de la littérature, il ne veut que les servir, leur donner des matériaux positifs, rester à sa place qui est moins brillante et plus sérieuse ; et si, dans ce partage, on trouve de l'humilité, que l'on ne se laisse pas piper aux apparences, et qu'on y discerne un secret orgueil.

Orgueil de savant, orgueil de philosophe, orgueil d'homme. Car sa besogne est plus virile que toutes les grâces des humanistes et tout le bavardage des rhétoriciens. M. Lanson, qui fut professeur de rhétorique, n'aime pas ce mot. Quand on lit sous sa plume « rhétoricien » ou « humaniste » ou « bel esprit », on sait que, derrière le verre de son lorgnon, un peu de malice a brillé. A quoi le XXe siècle doit-il le marasme universitaire que tous les programmes et toutes les réformes sont incapables de guérir ? A la rhétorique. A qui le XVIIIe siècle doit-il la perte du Canada ? Aux rhétoriciens de la Compagnie de Jésus (1). La rhétorique est le mal universel et la science est l'universel remède.

***

Entendons-nous : il n'est point question, ici, de science au sens où Taine et Brunetière entendaient ce terme. Il ne faut point emprunter à telle étude de la nature son vocabulaire ou ses procédés. Il s'agit de composer une science autonome, et qui ne se relie aux autres sciences que pour s'en faire des auxiliaires discrets. La psychologie ne s'est constituée qu'en se dégageant de la physique ou de la chimie auxquelles l'enchaînaient un Herbart et un Taine. De même l'histoire littéraire ne saurait se constituer sans l'aide de l'histoire ; elle n'est, en un sens, qu'un chapitre de l'histoire de la civilisation, et les conseils d'un Seignobos, d'un Langlois, d'un Monod valent pour une édition critique aussi bien que pour la publication d'une vieille charte ; mais son but n'est pas le but de l'histoire ; la matière qu'elle analyse, — ces œuvres toujours vivantes, toujours agissantes, — n'ont rien de commun avec le régime féodal ou les guerres puniques ; enfin la méthode par laquelle, lentement, elle éclaire les siècles et les hommes, le long travail qui ressuscite Racine et Saint-Simon, n'a qu'un lointain rapport avec la besogne historique, attachée à dégager de Racine le XVIIe siècle, et de Saint-Simon tout ce qui n'est pas Saint-Simon.

La seule chose qu'il faille prendre à la science, dit M. Lanson après Frédéric Rauh, « ce ne sont pas tels ou tels procédés... mais son esprit ». C'est la défiance de l'impressionnisme ; c'est la défiance des jugements hâtifs qui ne s'appuient pas sur de longues recherches ; c'est la défiance, et aussi le dédain,

(1) *Trois mois d'enseignement aux États-Unis*, p. 52.

des « qualificatifs sentimentaux »; c'est le respect des faits, et le souci de n'en pas laisser échapper, de faire des dénombrements entiers, de constituer des répertoires, — ces répertoires qui réjouissent tant le cœur de M Lanson; — c'est la prudence, qui n'avance que pas à pas, qui prend garde à ne pas trop vite généraliser, à bien distinguer ce qui est général de ce qui est accidentel; c'est l'impartialité, qui se garde avec soin de toute passion, qui n'examine aucune question par un seul biais, qui atténue toute vérité par la vérité contraire, ou, — pour mieux dire, — complémentaire; c'est, enfin, la modestie, et même l'humilité, qui ne croit jamais tenir de certitude définitive, qui souffre que d'autres expériences viennent vérifier ou contredire les siennes, et qui, sur la route obscure où chemine le savoir humain, s'interdit d'affirmer avec arrogance ou de conclure avec dogmatisme.

Mais, a-t-on répondu, s'il y faut tant de soins et de précautions, « quelle vie suffira à l'étude de la littérature française ? » — « Aucune, a répondu M. Lanson... mais ce qu'une vie d'homme ne peut faire, beaucoup de vies d'hommes le feront. L'histoire littéraire française est une entreprise collective. » Taine pensait à peu près de même, qui voulait voir se multiplier les monographies, pour que, par lentes approches, et de résultats en résultats, l'humanité pût s'élever à cette formule unique, par où la science devait se conclure. Pour ma part, ce programme m'effraie, je l'avoue. Je m'afflige de ne point voir cette conclusion de mes yeux, et je suis assez égoïste pour que le bonheur de la postérité ne me console pas entièrement. Je voudrais que, de mon vivant, on pût porter un jugement sur l'œuvre de Bossuet, sur l'œuvre de Voltaire, dire si elles furent bonnes ou mauvaises, et écrire quelquefois, — ainsi que M. Lanson l'a fait, — un *Bossuet*, un *Voltaire*, avant d'avoir toutes les pièces en mains.

Certains critiques ont poussé plus loin leurs regrets, — trop loin : ils ont dit que tout cet appareil scientifique leur gâtait le panorama littéraire. Ils ont gémi, en voyant tant de notes au bas des *Méditations* ou des *Lettres philosophiques*. Ils ont dit : « Dieu merci ! la grande édition critique de la *Reine Pédauque* ne paraîtra pas de nos jours; » ils se sont inquiétés qu'on voulût pousser la recherche des sources « jusqu'à l'extrême limite des colorations possibles ». Mais quoi ! Vous pourrez toujours lire Lamartine, quand il vous plaira, dans quelque exemplaire parfumé de boudoir ou d'alcôve ; le gros livre qui vous effraie vous servira pour entrer dans le « sous-sol » de l'œuvre (l'expression est de M. Lanson); et nul ne vous oblige à descendre chaque jour à la cave. Le sourire de M. Pierre Lasserre est agréable, mais souvent superficiel. Il oublie que la science dont il se gausse est jeune, et qu'il n'est pas charitable de railler le bégaiement d'un enfant. Le maître de philosophie de M. Jourdain, avec ses A et ses O, était peut-être ridicule. Il n'empêche qu'au milieu de ses contorsions et de ses grimaces il fondait, sans qu'on s'en doutât, la phonétique.

A la vérité, les critiques adressées à M. Lanson atteignent plutôt certains de ses disciples indiscrets. M. Lanson les appelle : « nos traceurs d'influences et quêteurs de sources ». Mais, — j'en vois la preuve dans son goût pour Sainte-Beuve, — il les abandonnerait vite à leur triste destinée, s'ils prétendaient nous imposer la sécheresse, la froideur, la haine des idées générales. M. Lanson ne se refuse ni l'imagination ni même la passion. Il veut ressentir « par la sympathie » la vertu des grandes œuvres, et l'éprouver sur lui-même; devant la « prose insouciante » de Mme Périer, il sent se lever en lui les images de Port-Royal; et dans le style troubadour de l'Empire, dans ses grâces vieillottes, l' « imagination historique » lui découvre le reflet d'une époque. Il aime les images; il aime les idées. La seule condition qu'il veut leur imposer, — et nul n'oserait s'en plaindre, — c'est qu'elles soient « vraies ».

Les idées de M. Lanson, ses idées littéraires, ses idées politiques, sont elles « vraies » ? Elles sont sincères, du moins, et l'on en peut trouver la preuve dans leurs évolutions mêmes. Il a d'abord boudé le XVIIIe siècle, il a repoussé le nom de « voltairien »; et puis, il est venu peu à peu à Voltaire, il a fait, dans ses études, une part de plus en plus grande au XVIIIe siècle, une part de plus en plus « sympathique »; il l'a mis enfin comme au centre des travaux qui s'élaboraient autour de lui. La Révolution dont il avait d'abord souligné les excès, lui a paru, de plus en plus, salutaire en ses conséquences. Et ses jugements particuliers s'en sont ressentis. Qu'on relise, entre d'autres, l'article *Béranger* — pour ne point parler de l'article *Hugo* — dans son *Histoire* littéraire; aux repentirs qui lui sont venus, on admire la probité de ses scrupules; et l'on regrette seulement qu'ils se soient exercés en faveur de ce Béranger qui ne fut ni un poète, ni un penseur, ni une belle âme.

« Dans un monde qui toujours change » et où la pensée se colore de nuances diverses, il est une chose qui demeure, pour nous, immuable : c'est la France; c'est la fierté que son histoire nous inspire, les leçons que nous donne la culture française. Ce « patriotisme littéraire », cette foi dans la valeur de la culture qui s'acquiert par le français, M. Lanson les a professés, au cours de la guerre, dans ses cours, à la Sorbonne et en Amérique. D'ailleurs il les a toujours sentis en lui; mais il les a entendus

à sa manière, qui le sépare de beaucoup d'entre nous. Quand il a prononcé le mot de *tradition française*, il l'a appliqué au rationalisme, au libéralisme, aux « idées de progrès, de justice et d'humanité », — ou bien il n'a dit ce mot qu'avec dédain. Il a employé la « tradition » à détruire la tradition. Cet « amour de la patrie irrationnel, instinctif et brutal », a-t-il dit, cette guerre déclarée à l'intelligence au profit de la tradition, — rien de plus contraire au tempérament de la France, et, précisément, à sa tradition. S'il regarde avec curiosité, s'il suit de près les efforts littéraires de notre temps, s'il loue ce temps de contenir, plus qu'aucun autre, des hommes distingués dans tous les genres, s'il a poussé son goût pour la littérature d'aujourd'hui jusqu'à se charger naguère, dans la *Grande Revue*, de la critique dramatique, M. Lanson condamne l'œuvre de quelques-uns de nos plus grands écrivains, et les adjure de s'appliquer enfin à cette grande tâche qu'ils négligent : « fortifier l'unité de la conscience française (1) ».

***

C'est à cette unité qu'il veut faire servir l'histoire littéraire. « La critique, dogmatique, fantaisiste ou passionnée, divise : l'histoire littéraire réunit, comme la science dont l'esprit l'inspire ». Il n'y a pas, dit-il encore, de science monarchiste ou républicaine. Et s'il est vrai que l'histoire littéraire conduise à cette union sacrée que M. Lanson a servie durant la guerre, s'il est vrai que les intelligences adolescentes, dont elle est la discipline, prennent à son école des leçons de tolérance, de modestie, de respect des faits, d' « humanisme » vrai, M. Lanson est vraiment dans le cadre où son influence peut être la plus féconde. C'est, dans une des rues les plus silencieuses de la Montagne Sainte-Geneviève, une maison d'allure maussade, retirée derrière une grille et une cour où veille un gardien vigilant. Après avoir traversé un vaste vestibule, et jeté, sur le jardin, un regard étonné. — car il y a des fleurs là, il y a, là, des oiseaux, — vous y pourrez longer des couloirs de monastère, passer à pas feutrés au long de monacales bibliothèques, ou encore, dans les cellules où se groupent, par affinités électives, d'imberbes bénédictins, vous sentir enveloppé de choses vieilles et jeunes, — vieux murs et jeunes idées. Morne et froid sanctuaire. C'est pourtant là que Louis Pasteur est devenu le grand Pasteur dont nous fêtons cette année la mémoire, que Taine et Fustel de Coulanges ont fait provision de pensée et de science, que furent conçus, peut-être, les premiers *Contemporains* de Jules Lemaître et l'*Évolution créatrice* de M. Bergson. C'est là que des hommes d'action, d'ardents politiques, de vigoureux pamphlétaires se sont armés pour la lutte. Là a enseigné Brunetière. Là Jaurès et Péguy ont passé. Là le poète des *Gueux* a nourri de rimes et de rythmes sa tête de rajah. Et il est bien peu de critiques connus, d'historiens et de philosophes, en notre temps, qui n'aient pas épanoui leurs premières fleurs dans ce séminaire de Thélème. M. Lanson règne sur ce jeune peuple, libre et respectueux, dont l'humeur est frondeuse, mais qui s'arrête et qui s'incline devant toute vraie science et toute vraie conscience.

Pierre MOREAU,
Professeur à l'Université de Fribourg.

(1) *Trois mois d'enseignement aux Etats-Unis* (Conférence sur *La France d'aujourd'hui*.

NÉNETTE ET NONO

(*Nouvelle*)

Nénette avait un an et quelques mois quand son papa mourut. Nono n'était pas encore né, mais il existait déjà : on l'attendait.

Oui, s'il n'y avait pas eu Nono, peut-être la petite maman, quoique jeune et jolie, n'aurait pas songé à se remarier : elle se serait consacrée tout entière à sa petite Nénette. Elle avait de quoi vivre modestement sur les revenus de sa dot, dans la petite maison que lui laissait son mari.

Mais l'idée d'élever un garçon, ignorante de la vie comme elle avouait l'être, sans guide ni conseil, sans parenté proche ou lointaine, lui fit accepter la demande d'un bon jeune homme qui jurait d'être pour les deux pauvres orphelins le plus affectueux des pères.

Nénette avait trois ans environ; Nono, un an et demi, quand leur mère se remaria.

Elle avait tant pensé à Nono, qu'elle n'avait pas imaginé la venue possible d'autres enfants de ce second mariage. Mais un an ne s'était pas écoulé qu'elle se trouva en danger de mort : deux jumeaux. Les docteurs demandèrent qui ils devaient sauver : la mère ou les enfants. La mère, comme de juste! Les deux jumeaux furent sacrifiés. Sacrifice qui ne servit à rien : après un mois environ d'atroces souffrances, la pauvre petite maman mourut à son tour, désespérée.

Nénette et Nono restèrent ainsi orphelins de mère, auprès de cet homme dont ils ne savaient même pas le nom, ni ce qu'il était dans la maison.

Son nom, si Nénette et Nono avaient voulu le savoir, il était facile de leur répondre : il s'appelait Erminio del Donzello et il était professeur : professeur de français à l'École technique. Mais quant à savoir ce qu'il faisait encore dans la maison, le professeur Erminio del Donzello ne le savait même plus lui-même.

Sa femme était morte, ses deux petits jumeaux étaient morts avant de naître ; la maison n'était pas à lui, la dot n'était pas à lui, les deux enfants n'étaient pas à lui. Que faisait-il encore là ? Il se le demandait. Mais franchement pouvait-il s'en aller ?

Il posait la question, les yeux rouges, brûlés par les larmes, à tout le voisinage qui avait envahi la maison le jour de son malheur, et depuis parlait en maître, en tuteur et protecteur des deux orphelins. Il se serait montré peut-être reconnaissant de tout cela, si les façons de tous ces gens ne l'avaient pas tant blessé.

Il ne savait que trop qu'on juge toujours sur l'apparence et que les jugements portés sur son compte étaient parfaitement iniques. Les apparences ne prévenaient pas en sa faveur : sa maigreur excessive lui donnait l'air pointu ; son cou trop long était affligé d'une énorme pomme d'Adam, qui choquait par ses dimensions au milieu de toute cette maigreur ; ses moustaches étaient rêches et rêches ses cheveux ramenés en éventail derrière les oreilles ; ses yeux s'armaient de lunettes à branches, la forme de son nez lui interdisant le lorgnon. Mais, bon Dieu, de ce cou trop long il croyait du moins savoir extraire une voix pleine de suavité, il croyait savoir accompagner les phrases aimables qu'il prononçait de regards, de sourires et de gestes pleins de grâce — les gestes de ses mains toujours gantées de fil d'Écosse, qu'il n'enlevait même pas en classe, pour enseigner le français aux enfants des écoles techniques, qui naturellement se tordaient de rire...

Mais non, pas la moindre pitié, pas la moindre considération pour lui, pour son double malheur, dans tout le quartier. On eût dit que la mort de sa femme et des deux jumeaux était considérée par tout le monde comme un juste châtiment, comme une punition bien méritée.

Toute la pitié allait aux deux orphelins, dont on envisageait le sort tout abstraitement. Oui, le beau-père se remarierait sans aucun doute, et avec une mégère, un vrai tyran dont il aurait des enfants, qui sait combien ? des enfants auxquels Nénette et Nono devraient servir de domestiques, jusqu'au jour où, à force de mauvais traitements, de sévices, Nénette d'abord, Nono ensuite mourraient.

Une indignation frémissante, un frisson d'horreur soulevait tout le quartier à cette seule idée ; les deux petits étaient, dans toutes les maisons du voisinage, embrassés impétueusement, couverts de pleurs.

C'est que le professeur Erminio del Donzello, chaque matin, avant d'aller faire sa classe, pour se concilier ses voisins hostiles et montrer tout le soin qu'il avait des deux orphelins, après les avoir bien lavés, chaussés, habillés et lissés, les prenait chacun d'une main, et les confiait tantôt à une famille, tantôt à une autre : il n'avait que l'embarras du choix.

Il y avait, bien entendu, dans chacune de ces familles plus charitables que les autres, et particulièrement soucieuses de l'avenir des enfants, une jeune fille à marier. Toutes ces jeunes filles, sans exception, auraient été pour les deux orphelins des mères passionnément dévouées ; il n'y aurait qu'un tyran perfide, qu'une seule mégère sans pitié, celle qu'Erminio del Donzello choisirait dans le tas.

C'était une nécessité inéluctable : Erminio del Donzello devait se remarier. Tout le quartier attendait de jour en jour qu'il se décidât, et, à dire vrai, il y pensait sérieusement de son côté.

Les choses pouvaient-elles continuer de la sorte ? Ces familles qui montraient tant de zèle à accueillir les enfants, c'était pour l'amorcer, aucun doute possible à cet égard. S'il continuait à faire semblant de ne pas comprendre, on lui fermerait les portes au nez, aucun doute non plus, à cet égard. Et alors ? Comment pourrait-il s'occuper seul de ces deux petits ? Avec sa classe tous les matins, les leçons particulières l'après-midi, les devoirs à corriger le soir... Prendre une bonne ? Il était jeune et ardent, bien qu'extérieurement il n'en parût rien. Prendre une bonne d'âge canonique ? Mais il s'était marié parce que la vie de garçon, l'obligation d'aller mendier de l'amour, ne lui avait plus paru compatible avec son âge et sa dignité de professeur. Et à présent, avec ces deux petits...

Non, vraiment : c'était une nécessité, une nécessité inéluctable.

L'embarras du choix le tourmentait, l'exaspérait davantage chaque jour.

Et dire qu'au début il avait cru qu'il lui serait difficile de trouver une seconde femme, dans la situation où il se trouvait ! Il lui fallait une femme et il s'en présentait dix, douze, quinze, l'une plus impatiente que l'autre.

C'est qu'au fond il était bien veuf, mais si peu : on pouvait dire qu'il n'avait même pas eu le temps d'être marié. Il y avait bien les enfants, mais ils n'étaient pas de lui. La maison, jusqu'à la majorité des enfants, si jeunes encore, lui appartenait, il jouissait aussi des revenus de la dot. Avec son traitement de professeur, cela faisait une jolie entrée en ménage !

Toutes les mères, toutes les jeunes filles du quartier avaient fort bien calculé tout cela. Mais Erminio del Donzello était bien certain que sa vie serait un enfer, s'il faisait son choix dans le voisinage.

Il avait surtout, et non sans raison, peur des belles-mères. Chacune de ces mères déçues deviendrait sur-le-champ une belle-mère pour lui ; autant de mères posthumes de sa pauvre femme, autant de grand'mères des deux petits orphelins. Quelle mère, quelle grand'mère, quelle belle-mère serait par exemple Madame Ninfa de la maison d'en face qui lui avait fait et continuait à lui faire, ainsi que sa fille Romilda et son fils Toto, les offres de service les plus pressantes !

Ils venaient chez lui tous les trois, presque chaque matin, lui arracher les enfants, pour qu'il ne les conduisît pas ailleurs. Allons, au moins un ! donnez-nous au moins l'un des deux, ou Nénette ou Nono ; plutôt Nénette, oh ! la chérie ! mais Nono aussi, oh ! le chéri ! Et des baisers et des bonbons et des caresses à n'en plus finir.

Erminio del Donzello ne savait comment se défendre ; il souriait, très ennuyé ; il se tournait d'un côté, de l'autre ; il plaquait ses deux mains gantées sur son cœur, il tordait son cou comme une cigogne :

— Chère madame... chère mademoiselle, j'ai peur d'abuser... je ne voudrais pas...

— Laissez, laissez, professeur ! Vous pouvez être certain qu'ils ne sont chez personne aussi bien que chez nous ! Romilda en est folle, vous savez ? elle en est folle, et de l'un comme de l'autre. Et voyez Toto !... Au cheval de mon papa, hein, Nono ? Quel amour... ah ! beauté... Tiens, mon chéri, tiens, ma perle fine !

Erminio del Donzello, contraint de céder, s'en allait ; on eût dit qu'il marchait sur des charbons ardents ; un sourire à droite, un sourire à gauche comme pour demander pardon aux autres voisines.

Mais pendant qu'avec ses gants de fil d'Écosse il enseignait le français aux élèves des écoles techniques, quel enseignement donnaient les voisines, et en particulier Madame Ninfa, sa fille Romilda, son fils Toto, à Nénette et à Nono ? Quelles préventions, quels soupçons inoculaient-ils dans ces petites têtes ? Quelles craintes aussi ?

Déjà Nénette, qui était devenue une belle poupée, toute grassouillette, remuante et capricieuse, les joues trouées de fossettes, la bouche en cœur, les yeux brillants, aigus et malins, éclatant de son rire nerveux, les cheveux noirs, ébouriffés, couvrant ses yeux de leurs mèches folles, malgré le geste rapide et rageur de la tête dont elle les relevait, Nénette se dressait fièrement contre les menaces imaginaires, les mauvais traitements, les abus de la future marâtre, dont les voisines lui emplissaient la tête ; elle tendait son petit poing serré, en criant :

— Et moi, je la tue !

Et les voisines se jetaient sur elle, se l'arrachaient, la couvraient de baisers et de caresses.

— Oh, la chérie, l'amour, le petit ange ! Oui, ma chérie, tu as raison. Tout est à toi, tu sais : la maison est à toi, la dot de ta maman aussi, à toi et à ton petit frère, tu comprends. Il faut que tu défendes ton petit frère ! Et si ce n'est pas suffisant, nous sommes là pour vous défendre contre elle et contre lui, n'aie pas peur, nous sommes là pour te défendre et défendre Nono.

Nono était un gros paquet, un petit père tranquille, les jambes en serpe et la langue encore empâtée. Quand Nénette, sa sœur, levait le poing et criait : — « Et moi, je la tue? », il se tournait tout doucement, la regardait et demandait avec placidité, d'une voix profonde et sérieuse :

— *La tue, de vrai* ?...

Cette question déchaînait à nouveau les caresses frénétiques de toutes les bonnes voisines.

* * *

Erminio del Donzello s'aperçut bien des résultats de cet enseignement, lorsqu'après un an d'hésitation et d'angoissante perplexité, il se décida à fixer son choix sur une vieille fille déjà âgée, nommée Catherine, nièce d'un curé, l'épousa et l'introduisit dans la maison.

La pauvre fille semblait toujours en train de réciter ses patenôtres, même quand elle parlait, les yeux baissés, du ménage ou de la lessive. Néanmoins, chaque matin, Erminio del Donzello, avant de partir, lui disait :

— Ma chère Catherine, je t'en prie. Je connais, je connais ta douceur, ma chérie. Mais fais en sorte, par pitié, de ne pas fournir à toutes ces vipères le moindre prétexte de lancer leur venin. Que ces deux angelots ne crient et ne pleurent à aucun prix. Je t'en supplie.

Très bien, mais Nénette, par exemple, avait les cheveux emmêlés : ne fallait-il pas les peigner ? Nono, petit goinfre, avait la bouche sale : les genoux aussi : ne fallait-il pas les laver ?

— Nénette, mon amour, viens ici que je te peigne.

Et Nénette, tapant du pied :

— Je ne veux pas que tu me peignes !

— Nono, viens ici, mon chéri, montre à ta sœur comme tu te laisses laver.

Et Nono, toujours placide et grave, imitait gauchement sa sœur :

— *Pas laver.*

Et si Catherine les forçait un tout petit peu, ou si elle s'approchait d'eux, le peigne ou la cuvette à la main, c'étaient des hurlements à ameuter la ville !

Et les voisines aussitôt :

— Voilà que ça commence ! Ah ! les pauvres petits ! Dieu de miséricorde, entendez-les, entendez-les ! Mais qu'est-ce qu'elle fait ? Elle arrache les cheveux à l'aînée ! Vous entendez quelles giffles au plus petit ! Ah ! quel malheur... Mon Dieu, mon Dieu, ayez pitié de ces deux pauvres petits innocents !

Bien entendu, si Catherine, pour ne pas les faire hurler, laissait Nénette dépeignée et Nono sale :

— Regardez ces deux amours, ce qu'ils sont devenus : une pauvre petite chienne sans maître et un petit cochon !

Parfois Nénette, le matin, s'échappait de la maison en chemise de nuit, les pieds nus ; elle s'asseyait sur le perron, devant la porte de la maison, croisait ses jambes et tout en secouant la tête pour rejeter en arrière les mèches rebelles, elle annonçait en riant à tous les passants :

— Je suis en pénitence !

Tout doucement, un instant après, sur ses jambes en serpe, descendait à son tour Nono, en chemise de nuit et nu-pieds comme sa sœur, tenant par la poignée son petit vase émaillé ; il le posait à côté de sa sœur, s'asseyait dessus, et bredouillait gravement :

— *Pénitente* !

Autour d'eux s'élevaient les cris de pitié et d'indignation des voisines indignées !

— Les voilà nus à présent, nus ! Quelle barbarie, par un froid pareil ! Faire mourir d'une bronchite, d'une pneumonie ces deux pauvres petits êtres ! Comment Dieu pouvait-il permettre des choses semblables ? Ah, oui, ils avaient quitté leur lit en cachette ? Pourquoi l'avaient-ils quitté ? Qui sait comment ces deux petits étaient traités ! Rien de visible, naturellement... Les gens d'église, on les connaît : ils savent donner le supplice sans faire crier ! Et maintenant des larmes par-dessus le marché, des larmes de crocodile !

Une sainte elle-même aurait perdu la patience. Cette pauvre femme se sentait « tourner les sangs », non seulement à cause de l'injure cruelle qu'on lui faisait, mais encore de désolation, en voyant cette petite Nénette, si délicieuse, grandir comme une diablesse, à l'instigation de ces perfides commères, effrontée, sans respect pour personne.

— La maison est à moi ! La dot est à moi !

Seigneur Jésus, la dot ! Une enfant haute comme une pomme qui hurlait, brandissait les poings et tapait des pieds pour sa dot !

Le professeur Erminio del Donzello, en quelques mois, semblait vieilli de dix ans.

Il regardait sa femme qui pleurait de désespoir et il ne savait quoi lui dire, pas plus qu'il ne savait quoi dire à ces deux démons déchaînés.

Etait-il donc ramolli ? Pas le moins du monde. Il ne parlait pas, parce qu'il se sentait malade. Il se sentait malade parce que... parce que c'était le destin qui accompagnait les deux enfants.

Leur père était mort ; leur mère, pour eux, s'était remariée et était morte. A présent, c'était son tour.

Le professeur Erminio del Donzello en était profondément convaincu.

C'était son tour !

Demain, sa veuve, la pauvre Catherine, pour donner à Nénette et à Nono un guide, un soutien, passerait en secondes noces et elle mourrait à son tour ; son second mari serait obligé de se remarier, et ainsi, l'un après l'autre, une suite sans fin de pères et de mères postiches passeraient en peu de temps dans cette maison.

La preuve évidente, il la trouvait dans le fait qu'il se sentait déjà au plus mal.

C'était le destin, il n'y avait donc rien à faire, rien à dire.

Sa femme, voyant qu'elle ne réussissait par aucun moyen à le distraire de cette idée fixe qui l'annihilait, alla demander conseil à son oncle, le curé. Le prêtre lui ordonna de faire son devoir, selon sa conscience, sans prêter attention aux infamies des méchants. Si la bonté ne réussissait pas avec les deux enfants, elle avait le devoir d'employer la force !

Le conseil était sage, mais, hélas ! il n'eut d'autre effet que de hâter la mort du pauvre professeur.

La première fois que Catherine avait mis le conseil en pratique, Erminio del Donzello, revenant de l'école, vit se précipiter sur lui Toto, le fils de Madame Ninfa, suivi de toutes les voisines qui, les bras au ciel, hurlaient à qui mieux mieux.

Sa femme avait dû se barricader dans la maison. Il y avait devant la porte des sergents de ville et des carabiniers.

Tout le quartier avait signé une pétition à la

police pour protester contre les sévices dont les deux orphelins étaient victimes.

La honte et les ennuis d'un pareil scandale, la rage qu'Erminio del Donzello éprouva contre une iniquité aussi obstinée, aussi féroce, lui donnèrent un transport de bile qui, en quelques jours, le mit à l'agonie.

Avant de fermer les yeux pour toujours, il appela sa femme à son chevet et lui dit avec un filet de voix :

— Catherine, veux-tu un conseil ? Épouse, épouse ce Toto, ma chérie, le fils de Madame Ninfa... N'aie crainte, tu ne tarderas pas à me rejoindre. Tu le laisseras se débrouiller tout seul avec une autre femme... Avec ces deux enfants sur les bras, sois tranquille, il ne fera pas long feu, lui non plus...

Nénette et Nono avaient trouvé chez la voisine qui les gardait une chatte sans méchanceté et un perroquet empaillé. Ils jouaient, dans le bonheur de l'ignorance.

— Minet, je t'étrangle... disait Nénette.

Et Nono, se tournant vers elle, bredouillait :

— *Etrangle de vrai ?*

Luigi PIRANDELLO.

(Traduit de l'italien par Benjamin Crémieux)

LA PSYCHANALYSE

Elle est à la mode. Elle fait beaucoup de bruit. Elle en fait trop. Après les revues littéraires, les journaux la prennent pour sujet de chroniques. Le théâtre vient de s'en emparer (le « *Mangeur de rêves* » de M. Lenormand). Il est à craindre que ce succès lui soit plus nuisible qu'utile. Il faudrait le regretter. Rien de plus facile que de couvrir de ridicule une théorie qu'on a commencé par défigurer, qu'on ne s'est pas donné la peine de comprendre et dont on ne voit que les conséquences dangereuses. La traduction du plus récent ouvrage du Dr Freud (1) permettra au lecteur attentif de constater que tout n'est pas à rejeter dans cette doctrine, choquante par certains côtés, très fine et suggestive par d'autres.

(1) *Introduction à la Psychanalyse*, trad. du Dr S. Jankelevitch. (Payot, éditeur).

L'idée-mère du freudisme, c'est qu'un grand nombre de faits psychiques, normaux ou non, qui passaient jusqu'ici pour être dus au hasard, ou — ce qui revient trop souvent au même, — à des causes purement physiologiques, s'expliquent par l'action des tendances vagues et presque inconscientes qui sommeillent au fond de tout être humain. Nous avons tous, non seulement par derrière la face sociale et apparente de notre personnalité, celle que nous montrons ou que nous voudrions montrer à nos semblables, mais aussi au-dessous de sa face interne, celle que nous nous connaissons ou que nous croyons connaître, nous avons tous de ces désirs passagers, de ces goûts plus ou moins avouables, de ces projets à peine esquissés dont la réalisation nous paraît absurde ou inutile ou dangereuse, et que nous nous empressons de repousser dès qu'ils prennent un semblant de réalité et cherchent à passer à l'acte. Nous les désavouons. Nous leur refusons toute adhésion. Nous les « refoulons ». Mais vienne un instant de distraction, et ils prendront la direction de nos mécanismes tout montés : paroles, mouvements, gestes, et ce seront les *lapsus calami et linguæ*, les expressions involontaires et aussitôt réprimées de notre humeur ou de nos émotions, tout ce que Freud appelle les « actes manqués » : on dit un mot ou on fait un geste de trop, on casse ou on perd un objet qui déplaît « comme par hasard » ; « comme par hasard » encore on oublie de lire un livre rebutant ou d'écrire une lettre ennuyeuse ou d'être exact à un rendez-vous gênant. Si on laisse aller sa plume librement, elle écrit le nom de la chose ou de la personne dont on cherchait à écarter l'image. Quand M. Homais décide d'orner sa pelouse, avait déjà noté Flaubert, il y représente la croix d'honneur qu'il n'a pu obtenir du gouvernement. Nous nous jouons la comédie à nous-mêmes, nous sommes notre propre dupe : consciemment ? inconsciemment ? on ne sait trop ; ni l'un ni l'autre, tellement il y a en nous de replis cachés, tellement le « moi » dépasse le « je », comme disait W. James.

De même vienne le sommeil, et le relâchement d'attention qui est sa caractéristique essentielle, et sans doute sa cause : aussitôt l'une ou l'autre des tendances refoulées pendant la veille, la plus récente, ou celle qui nous a le plus préoccupés, parfois celle que nous avons le plus vivement combattue, profitera de l'obscurité et de l'absence de surveillance pour montrer le bout du nez et tenter de s'introduire par la porte entr'ouverte. Si elle ne rencontre pas de résistance d'aucune

sorte, elle s'emparera des centres moteurs et les fera jouer à sa guise, et ce sera un accès de somnambulisme. Si les centres moteurs ne se laissent pas mener ainsi, s'ils sont trop profondément assoupis, elle essaiera sa force sur ceux qui commandent à l'imagination, plus facile à mettre en branle, et ce sera le « rêve infantile », où se réalise tel quel, d'emblée, mais en représentations seulement, le désir que la réalité avait jusqu'ici enrayé : un pauvre diable jonglera avec les écus, Bob verra le pays aux montagnes de chocolat et aux fleuves de lait, et Tristan retrouvera son Yseult. Mais il est rare, en dehors de l'enfance et des tempéraments d'artistes ou de malades, que la conscience disparaisse et s'oublie à ce point : elle ne s'en laisse pas accroire si facilement et résiste aux suggestions de l'inconscient, ce prétendu *alter ego* qui n'est qu'un faux frère. D'où conflit, qui peut avoir trois issues : devant l'insistance de cet élément de trouble qui essaie de se glisser sur la scène (et qui, tout aussi bien qu'un désir inavouable, peut être une sensation réelle : un bruit, un rayon de soleil, une douleur organique etc...) 1° ou ce bon régisseur qui est le moi normal (il vaudrait mieux dire le « je ») repousse l'importun par une vive réaction motrice et laisse le champ libre à d'autres acteurs moins indésirables ; on se retourne, on saute d'un rêve à un autre, on en est quitte pour un changement de programme ; — 2° ou bien il n'en vient à bout qu'en faisant appel au corps de garde et à l'autorité, en mobilisant tout le reste de la conscience : jugement, raisonnement, etc., qui l'auront vite « réduit » à ce qu'il est, c'est-à-dire peu de chose (Taine) ; mais alors notre régisseur aura manqué à sa consigne, qui était de remplacer le directeur et de le laisser dormir — 3° ou enfin il ne laissera pénétrer l'intrus qu'après l'avoir entouré d'un décor factice, et l'avoir revêtu d'un déguisement convenable sans doute, mais qui le défigure aussi au point de le rendre méconnaissable : et ce sera le « rêve symbolique », où grâce à de multiples artifices de substitution la base réelle disparaît sous la masse des superstructures, ou la trame sous la broderie aux détails infinis. Tel Maury se voyant arrêté, emprisonné, jugé, traîné dans la fatale charrette, placé sur le billot et sentant le tranchant du couperet — qui n'était autre que la flèche de son lit détachée par accident du plafond; telle cette dame rêvant qu'elle va au théâtre avec son mari, qu'il n'y a presque personne, qu'elle s'y ennuie et n'y trouve pas en particulier une de ses amies jeune mariée, etc. ; ce qui signifie, nous dit Freud, qu'elle regrette de s'être mariée trop tôt. L'interprétation est peut-être contestable, c'est d'ailleurs une merveille d'ingéniosité, mais l'existence de ces allégories dans le rêve est un fait indéniable.

Or il n'y a pas loin du rêve à la maladie. Qu'est-ce qu'un névrosé ? En gros, d'après Freud, c'est celui qui, à la suite d'une émotion, d'un acte pénible, d'un conflit trop violent a vu son moi réduit à des proportions inférieures à celles de notre moi nocturne ; en ce sens on peut dire qu'il vit dans un état de sommeil perpétuel ; il n'a plus sur son inconscient un pouvoir de contrôle suffisant, il se sent débordé : lui ayant cédé une fois, il se croit, et dès lors il est incapable de ne pas lui céder toujours. Ce n'est plus lui qui vit, c'est son inconscient, ou plus exactement une partie de son inconscient qui vit en lui, celle qui a su s'emparer de la direction et qui l'a conservée. Le moi n'est pas aboli, mais il est réduit à la domesticité ; le régisseur est devenu un simple habilleur, un machiniste : il se borne à prêter toutes les richesses de ses magasins d'images ou d'idées aux fantaisies du personnage qui tient la scène — pour ne plus la quitter. Tantôt il le fait consciemment et de mauvais gré, en rechignant : la vie du malade n'est plus qu'une lutte continuelle entre les deux adversaires, lutte sans issue où aucun n'a le dessus, mais où chacun nuit à l'autre et l'empêche d'agir : c'est l'ancienne « folie du doute » des neurasthéniques, la « névrose d'angoisse » de Freud, avec ses obsessions et ses manies. Tantôt l'inconscient l'emporte, il se complaît dans ses inventions, dans ses débauches d'imagination spontanée, il s'enivre de son rôle jusqu'à en oublier l'irréalité ; le moi se laisse mener, avec des intervalles de demi-conscience où il devine son abaissement sans rien tenter pour en sortir ; parfois il restera tellement dissimulé qu'on poura croire à sa dissociation en 2, 3, 4... fragments autonomes, — autant que de déguisements.

Tantôt enfin sa dissolution est complète, l'inconscient s'en donne à cœur joie, il exploite toutes les ressources de ce qui fut une personnalité : plus de règles, plus d'entractes, plus de limites dans le sabotage du magasin aux accessoires : l'acteur devient un pantin malfaisant et grotesque qui ne sait même plus imiter les dehors de la vie et en viole toutes les conventions : c'est le délire, l'aliénation et ces multiples démences auxquelles les médecins ont donné les noms pittoresques de paranoïa, narcissisme, sénilisme, confusion mentale, etc.

Telle est, très simplifiée, privée des distinctions de détail et des fines analyses qui en font l'agrément et l'originalité, et surtout du complément essentiel qu'on verra plus loin, la théorie sur laquelle repose la Psychanalyse, et qu'elle prétend appliquer à la pratique médicale et psychologique. Voudrez-vous en effet apprendre à vous diriger et à vous connaître vous même, selon le vieux précepte de Socrate si souvent rappelé, mais d'une exécution si difficile ? Tenez compte de ces mille petits riens qui encombrent votre vie intime, surveillez les intentions qui se dissimulent et sachez vaincre les répugnances instinctives qui s'opposent souvent à la réussite de vos plus beaux desseins : ne consentez jamais à vous duper vous-même. « Défiez-vous du premier mouvement, c'est le bon », disait cette habile canaille de Talleyrand. Non, ce n'est pas toujours le meilleur, mais c'est souvent le plus vrai, le plus naturel, et aussi le plus dangereux.

Voulez-vous étudier ceux qui vous entourent ? Notez soigneusement leurs réactions immédiates, leurs tics, leurs manies, leurs lapsus et, s'il se peut, leurs rêves : la plupart ont un sens, et si vous y regardez de près, ils vous en apprendront plus que tous les gestes voulus et les paroles mûries, qui ne vous diront que ce qu'on prétend être ou ce qu'on croit être pour vous, et non ce qu'on est dans le fond : autant de masques à arracher et de décors à faire sauter si vous désirez atteindre la vie et scruter les dessous de la comédie humaine.

Voulez-vous rendre la santé à l'un de ces malheureux qui n'a plus en main la direction de sa machine organique et psychique? S'il appartient à la troisième catégorie de malades dont nous parlions plus haut, pas grand'chose à faire, M. Freud le reconnaît loyalement ; car c'est la machine qui est détériorée et n'obéit plus aux commandes ; on ne peut que la mettre à l'abri, pour éviter les accidents, et tâcher de la réparer par les moyens de la physiologie. Mais pour les deux autres, rien n'est désespéré, puisque le moteur est bon ; tout vient du conducteur, il s'agit de refaire son éducation. Il faudra le questionner adroitement, capter sa confiance jusqu'à ce qu'il remonte dans son passé et retrouve sous le fouillis des superstructures imaginatives et des mensonges plus ou moins déformateurs la source première de l'erreur, le moment où la voie normale a été abandonnée, où l'énergie volontaire a fait défaut, le conflit où elle a été vaincue et surtout l'identité de son adversaire. Dès que celui-ci sera dévoilé, toute sa puissance nocive s'évanouira comme une nuée au soleil, car il la tenait surtout de l'obscurité dans laquelle il s'enveloppait. Donc, faire passer l'inconscient dans le conscient, voilà tout le secret de la médication. Mais c'est infiniment plus difficile qu'il semble à première vue, M. Freud ne nous en cache pas les raisons : l'inconscient des névrosés est un ennemi terrible, précisément parce qu'il est invisible, insaisissable, et revêt pour échapper à l'empire du moi les formes les plus invraisemblables : ne va-t-il pas souvent jusqu'à utiliser la confiance même qu'accorde le malade, et surtout la malade, à son médecin pour la transformer en sympathie pour sa personne, puis en des sentiments plus tendres qui risquent fort, si on n'y prend garde, de dégénérer en une phase nouvelle de la névrose et d'anéantir tous les espoirs de guérison ? Car c'est l'intelligence seule qui doit agir, et l'intervention de l'affectivité ne peut être que nuisible : en effet, ou le médecin ne résiste pas à son client, et il aggrave le mal, ou il lui résiste et en vertu d'une éternelle loi une fois de plus vérifiée, l'amour se change en haine et tout contact est perdu, tout est à recommencer.

*
* *

Cependant, à force de patience et d'habileté, M. Freud nous assure qu'il a obtenu d'excellents résultats ; et on n'en doute pas, et il ne resterait qu'à le remercier d'avoir constitué une théorie et une thérapeutique nouvelles des névroses ; on lui ferait seulement observer qu'elles diffèrent assez peu de celles de nos psychiâtres, en particulier de Bernheim (1) et de Pierre Janet, sauf qu'elles s'appuient sur une analyse plus profonde des processus inconscients, et qu'elles s'interdisent, à bon droit, croyons-nous, tout recours à la suggestion hypnotique. Mais M. Freud ne s'en est pas tenu là. Il a cru nécessaire d'ajouter à sa doctrine un complément qui en est visiblement pour lui la partie la plus essentielle et la plus originale, et dont il faut avouer que nous l'avons insidieusement amputée jusqu'ici. C'est ce « pansexualisme » qui a le plus contribué et à sa renommée dans le grand public et à son insuccès près des spécialistes. M. Freud le sait si bien qu'il n'introduit adroitement l'exposé de sa thèse préférée qu'au tiers de son livre (p. 146 et suiv.), et avec toutes sortes de précautions : on regrettera seulement

(1) Dont M. Freud a été l'élève, ainsi que de Charcot.

qu'elles n'aient pas suffi à l'arrêter sur une pente dangereuse.

Ces tendances inconscientes que nous refoulons à l'état de veille, et qui se vengent en suscitant pendant le sommeil les constructions si compliquées du rêve, elles appartiennent à un même type, on peut les étiqueter, les identifier : ce sont celles qui ont le plus de motifs d'être combattues par le moi parce qu'elles sont le plus contraires à notre vie sociale et au développement de notre esprit, ce sont les tendances sexuelles. C'est l'instinct sexuel ou, comme dit Freud, la « libido » sous tous ses aspects et avec toutes ses ruses, ses perversions et ses déformations, qu'on retrouve à la base de nos « actes manqués » comme à la source des productions de notre imagination ou, en un mot, de tous nos états psychiques ; car tous, normaux ou anormaux, peuvent s'interpréter en fonction de la sexualité : non pas qu'elle suffise à les expliquer, comme on le fait dire trop souvent à M. Freud, qui proteste à plusieurs reprises contre cette falsification de sa pensée (p. 119, 365, 412) ; mais elle les provoque par la lutte qu'elle ne cesse de livrer aux puissances du moi. Que sont les œuvres d'art sinon de la « libido sublimée » ? Quand le sommeil se produit-il, sinon quand la libido se détache de son objet pour rentrer dans le moi où elle s'oublie ? Qu'elle ne soit plus capable de sortir du moi pour retourner à son objet et il y aura démence « narcissique » ; les névroses proviennent à la fois d'une fixation et d'une privation de la libido, de la « fuite du moi » devant elle, d'où résultent les états d'angoisse des mélancoliques, les obsessions et les crises de l'hystérie, etc.

Il ne suffit pas de s'indigner. Il faut voir quelles sont les preuves qu'apporte M. Freud à l'appui de sa thèse. Elles nous paraissent appartenir à trois genres différents. Les unes sont d'ordre psychologique : elles résultent de l'examen du symbolisme des rêves et de l'imagination en général. Cela ne se résume pas. Je laisse au lecteur dont la pudeur n'est pas trop chatouilleuse le soin de consulter la liste hétéroclite des objets qui sont censés représenter pour la conscience, et même à son insu, les sexes et tout ce qui les concerne. On pourrait d'ailleurs l'enrichir aisément en puisant dans l'argot de caserne ou de café-concert.

Les autres faits sont d'ordre sociologique. Car les freudiens découvrent de nombreuses vérifications de leurs idées dans les coutumes et les rites, les littératures et les langues, notamment pour tout ce qui se rapporte à l'inceste : ici se place l'étude du fameux « Œdipe-complexe » à travers les âges et les peuples. M. Freud ne va-t-il pas jusqu'à attribuer au « développement excessif de la libido la richesse et la variété de la vie psychique de l'homme », la raison de sa supériorité sur l'animal et des progrès de la civilisation (p. 431) ?

Le troisième ordre d'arguments est emprunté à l'étude clinique des névroses : toutes ont une base sexuelle et peuvent se définir et se diagnostiquer par là. Ce qui ne veut pas dire, a soin de préciser l'auteur, qu'il suffise de rendre aux malades l'usage normal de leurs organes pour les guérir.

Il semble que ces derniers faits soient les plus solides. Nous n'avons pas la compétence nécessaire pour les apprécier. Rappelons seulement qu'à diverses reprises, notamment dans ses *Médications psychologiques*, M. Pierre Janet a fortement réfuté l'interprétation freudienne des symptômes de l'hystérie.

Mais quelle que soit la valeur du pansexualisme en psychiâtrie, de quel droit étendre ses applications à la vie psychique normale ? Ne présente-t-il pas de celle-ci une simplification abusive et grossière ? Il faudrait l'établir par un examen de détail des prétendus faits invoqués par M. Freud ; quelques-uns feront sourire... à ses dépens. On lui saura gré seulement d'avoir fourni un grand nombre de preuves nouvelles de la place importante qu'ont toujours tenue les sentiments érotiques dans la vie sociale, dans les coutumes et dans les arts. Mais comment démontrer que les tendances sexuelles sont toujours à la base des innombrables aspects de la conscience ? *A priori*, cela est impossible : il faudrait procéder à une énumération complète.

Du moins on s'apercevra des dangers de la théorie par les conséquences où elle a poussé son auteur. Par exemple elle se heurtait immédiatement à l'existence des rêves et de toutes les efflorescences de l'imagination chez l'enfant. Fallait-il donc supposer que sont éveillés déjà chez lui des instincts qui n'ont pas encore d'organes appropriés? M. Freud n'hésite pas à le faire, et à lui attribuer les perversions et les raffinements de l'érotisme adulte : rien de plus naturel chez lui, paraît-il, que le penchant incestueux : n'y a-t-il pas souvent de la jalousie entre mère et fille, entre père et fils? Bien plus, le bébé n'est-il pas déjà amoureux de sa mère, puisqu'il la tète par plaisir ? On s'étonne que M. Freud s'arrête en si bon chemin et ne re-

trouve pas des formes de la libido jusque chez l'embryon.

De même il en arrive à identifier la libido avec l'affectivité, sous prétexte qu'elle est la source des plaisirs les plus intenses, et le moi avec l'instinct égoïste de conservation. Nous ne lui rappellerons pas la distinction classique de S. Mill entre la quantité et la qualité des plaisirs, mais nous lui demanderons s'il n'y a pas autant d'égoïsme dans l'instinct sexuel qu'il y a d'altruisme dans le moi intellectuel, et si, plus généralement, ce schéma de l'opposition entre la conscience et la libido, entre l'intérêt de l'espèce et celui de l'individu, n'est pas bien schopenhauérien, bien « vieux jeu » et bien loin de la réalité... Ne nous montre-t-elle pas une compénétration toujours croissante des instincts par la raison, physiologiquement une subordination progressive des organes internes au cerveau ? Que la libido ait pu jadis chez l'homme, comme maintenant encore chez l'animal, imprégner tous les actes et diriger toute la vie consciente, il n'en est pas moins vrai qu'à force d'être refoulée elle a peu à peu accepté son état de servitude et qu'elle ne joue plus guère chez beaucoup de nos contemporains — pour reprendre notre image de tout à l'heure — qu'un rôle épisodique.. quand elle ne reste pas dans la coulisse. Qui ne connaît des exemples d'artistes ou de penseurs que l'aile de l'amour ne semble pas avoir même effleurés, tel Watteau, ou ce Bordas-Demoulin « qui n'avait jamais trouvé le temps d'aimer », nous dit son biographe Huet. La Psychanalyse en fera évidemment des anormaux. C'est trop facile, et la « sublimation » explique trop de choses. Parce qu'on ne connaît pas les frontières du normal et de l'anormal, est-ce un motif pour les supprimer ?

Incontestablement M. Freud a cédé à cette manie, à laquelle avant lui tant d'autres psychiâtres n'ont pas su résister, de reconstituer l'humanité avec les tristes échantillons qui composent sa clientèle. Mais il serait injuste de ne considérer de son œuvre que la partie la plus faible et la plus caduque, et d'oublier la base solide sur laquelle il l'a édifiée, à savoir la contribution importante qu'il a apportée à la psychologie de l'inconscient. Il a bien mérité de la science en chassant le hasard d'un domaine où on pouvait croire qu'il régnait en maître: quoiqu'ici encore il y ait à faire quelques réserves : il n'est pas sûr que nos actes automatiques obéissent tous à une finalité aussi étroite qu'on le prétend, qu'ils aient tous une signification, et que beaucoup de nos rêves et de nos distractions soient régis par d'autres lois que celles du déterminisme physiologique.

Robert TROUDE.

STENDHAL ET LE PAYSAGE DAUPHINOIS

« Arrigo Beyle, Milanese », éprouva sans aucun doute et conserva toujours une passion très vive pour l'Italie où, dès 1800, il éprouva les joies de l'affranchissement, où s'épanouit son adolescence ; mais, on le sait déjà par sa correspondance et par divers ouvrages de son âge mûr, cette préférence eut ses limites. Son amour pour la société, l'esprit, la littérature, les beaux-arts d'outre-monts, demeura plus réservé en ce qui touche le paysage. Question de sentiment, sans doute, plus encore que d'observation : quoi qu'il en soit, c'est à la nature de son pays natal et de son enfance, même quand de bon cœur il maudissait le « monde » grenoblois, qu'il demeura profondément attaché ; à la nature, fort belle d'ailleurs, qui encadrait son éveil à la vie et qui agit de façon indiscutable sur sa formation définitive. S'il déblatéra contre la « ville », il ne parla jamais de la campagne qu'avec une émotion sincère, une prédilection nettement marquée même par rapport à sa chère Italie.

On connaît, par exemple, le chapitre XIII d'*Henri Brulard*, l'un des rares qui soient pourvus d'un titre : « Premier voyage aux Echelles » (1790 ou 1791). « Le bonheur, dit-il à ce propos, que pour moi rien ne peut surpasser, du séjour aux Echelles et du séjour à Milan du temps de Marengo..» C'est à peu près l'admiration que lui inspire, dans les *Mémoires d'un Touriste*, la perspective de Cras sur Grenoble et son horizon du sud-est : « Cet ensemble est bien voisin de la perfection ; j'étais en train de me demander comme à Naples : Que pourrais-je ajouter à ceci si j'étais le Père éternel ? » Ailleurs : « La vallée de l'Isère est plus resserrée et peut-être moins magnifique que celle des plaines des environs de Bologne (Italie), mais elle est bien autrement pittoresque et variée » ; ailleurs encore : « Les montagnes de ce pays sont imposantes, et il

y a des détails charmants (n'est-ce pas là précisément ce que l'analyse fait découvrir dans cette fameuse beauté italienne dont on parle tant ?) »

C'est ce que M. Gabriel Faure a si bien montré dans le joli recueil qu'il intitulait, voici trois ans, *Au pays de Stendhal*. Avec raison, il a insisté sur l'amour avec lequel Henri Beyle contemplait de la maison de son grand-père la vue du Moucherotte, sur sa fidélité constante aux souvenirs de Claix, de la belle allée de tilleuls, du panorama sur la plaine et sur la montagne, sur cette sympathie pour les régions montueuses si nettement manifestée dans cette phrase d'*Henri Brulard* : « Paris sans montagnes m'inspirait un dégoût si profond qu'il allait presque jusqu'à la nostalgie. Dans le fait, je n'avais aimé Paris que par dégoût profond pour Grenoble... La boue de Paris, l'absence de montagnes, me donnait un chagrin profond. »

Non que de Furonnière, ce jeune bourgeois, eût jamais réalisé la moindre ascension vers les Quatre-Montagnes, berceau de sa famille, saisi l'alpenstock et chaussé des souliers ferrés : il déclare sans embarras, dans les *Mémoires d'un Touriste*, qu'il n'a pas eu le courage d'entreprendre la course des Sept-Laux. L'alpinisme actif n'était pour ainsi dire pas né, ou si peu ! si l'on entend par là le plaisir de gravir les pentes rudes, les rocs escarpés et les neiges éternelles ; mais, à la suite d'Elie Bertrand et surtout de J.-J. Rousseau, s'était formé et insensiblement développé un goût pour les Alpes vues d'en bas, analogue à la tendresse du Parisien en vacances pour les bords d'une mer où il n'a garde de naviguer. On admirait de loin : c'était une ivresse, non de mouvement, mais de vision pure, sans quitter le confort de sa maison de campagne ou de son jardin : « *Levavi oculos meos in montes* », chantait le psalmiste, et encore était-ce pour en attendre du secours ; ainsi faisait-on, platoniquement, dès la fin du XVIIIe siècle ; et c'était déjà beaucoup mieux que rien. Le jeune Henri leva les yeux, comme beaucoup d'autres ; seulement, son génie lui révéla, nous le verrons, ce qu'éprouvent d'ordinaire les seuls initiés à la liberté des hauts sommets.

* * *

Sans insister ici sur l'enthousiasme avec lequel il parle du Dauphiné dans les diverses parties de son œuvre, enthousiasme véritable en dépit du mauvais plaisir qu'il se donne parfois de le bafouer, nous voudrions faire nettement ressortir à quel point, dans *Le Rouge et le Noir*, c'est bien un paysage dauphinois qui, non seulement encadre, mais encore influence la transformation de Julien Sorel.

La criminelle aventure du séminariste Berthet, guillotiné à Grenoble le 29 février 1828, a subi pour se métamorphoser en chef-d'œuvre romanesque une triple déformation : le « héros » monte bien plus haut, d'aussi bas, et sa chute est d'autant plus profonde ; il obéit à un système précis ; ce système enfin, chose singulière, fut défini et arrêté, non dans le paysage natal du petit forgeron, non dans la plaine du Rhône, mais dans la montagne et (nous voudrions le démontrer par des identifications de paysages et des rapprochements d'expressions) dans la montagne même de Claix.

Dirons-nous avec lui que cette transposition n'a d'autre objet que d'épargner la vie privée, c'est-à-dire la réputation des victimes réelles du fait-divers ? C'est bien ce que l'auteur semble affirmer dans sa « postface », et nous pouvons sans doute l'en croire sur ce point ; mais à la réalité indiscrète il en a substitué une autre qui lui appartenait bien, celle de ses idées ou velléités personnelles, celle surtout de l'horizon qu'il embrassait dans les rares jours heureux de ses premières années.

« Vu que Julien est un coquin, devait-il écrire (*Corresp.* III, p. 21) et que c'est mon portrait. » Idéal plutôt que portrait, le pauvre Beyle étant bien incapable d'en faire autant qu'il en prêtait à son héros ; mais enfin on sait bien que, si Julien agit comme Berthet, il pense comme Stendhal et que, par ailleurs, les souvenirs personnels de celui-ci ont été multipliés dans le roman. L'abjection morale du père Sorel n'est pas précisément, de la part de l'auteur, un acte de piété filiale ; l'honnête homme qu'était le géomètre Gros (ch. XIII), ce jacobin de Gros, nous est connu par maint passage d'*Henri Brulard* ; les dragons du 6e (ch. V) eurent Henri Beyle pour sous-lieutenant ; Julien abhorre sa patrie, tout ce qu'il y voit — le paysage excepté bien entendu — « glace son imagination » comme si c'était Grenoble.

Mais on n'a pas assez remarqué l'exactitude, non plus que l'influence du décor, et cette fidélité de l'auteur s'explique désormais, grâce à M. Gabriel Faure, de la façon la plus simple. Après neuf ans d'éloignement, Henri Beyle dépouillé de son patrimoine revoit Furonnière aux mains d'un étranger ; il y achète les raisins qu'autrefois il y cueillait en propriétaire, la montagne même ne lui appartient plus. S'il est bien exact que son passage de 1821 en Dauphiné n'eut pas lieu et résulte d'une confusion, s'il est exact qu'il faut le reporter en 1828, quelques mois à peine après la triste fin d'Antoine Berthet que l'orgueil ambitieux et déçu préservait de la bassesse, alors que Thuellin habité par Mme Périer-Lagrange, née Beyle, est si voisin de Brangues, comment ne pas mieux saisir encore l'intérêt tout spécial, l'intérêt exceptionnel, qui conduisit l'auteur

à faire, de ce simple assassinat, un chef-d'œuvre d'observation et d'analyse ? Il l'a nourri d'énergie et de « beylisme » authentique, soit ; il l'a nourri d'abord de souvenirs, de rêves de jeunesse, et du paysage montagnard de Furonnière. Il a fait jouer à ces pentes, à ces rocs effrayants d'en bas, un rôle bien aventuré, rarement défini depuis et qui est singulièrement juste !

L'esprit de Besançon et de Verrières est bien celui qu'*Henri Brulard* prête à Grenoble ; mais le site même de Verrières n'est pas sans rapport avec celui des Echelles qui charma si vivement le neveu de Romain Gagnon. Verrières « est abritée au nord par une haute montagne : c'est une des branches du Jura ». Le bourg, tout bruyant et éclaboussé de ses eaux courantes, vit richement de ses scieries et de ses tissages ; mais nous n'insisterons pas, considérant avec quel calme, peut-être voulu, sont décrites les Echelles dans les *Mémoires d'un Touriste*, et aussi parce que là n'est certes pas l'essentiel.

Si Verrières et Besançon ne nous intéressent guère, en effet, quant au paysage, il en va tout autrement de « Vergy » ; c'est là qu'il convient de s'arrêter.

Non que le village (ch. VIII) nous séduise par l'aventure tragique de Gabrielle ; autant vaut le rappel, un peu plus loin, de Boniface de La Môle et de Marguerite de Navarre, véritable parti pris d'ennoblissement légendaire : « L'intérêt du paysage ne suffit pas, devait-il écrire dans les *Mémoires* en arrivant de Genève à Lyon ; à la longue, il faut un intérêt moral et historique ; alors, il y a harmonie fort agréable ». Et, tout récemment, un critique autorisé pouvait écrire : « Les paysages illustres, où vivent les grands souvenirs historiques et qui en prennent un visage humain. » On se passerait bien pourtant, à lire *Le Rouge et le Noir*, de l'histoire de La Môle ou du sire de Vergy. Ce qui nous touche davantage, c'est la splendide allée de ses tilleuls, conservée sous forme de marronniers, et mieux évoquée encore dans le rôle que joue l'immense tilleul de « Charles le Téméraire » — entendez « Louis XI, ci-devant Louis II Dauphin » —, arbre de la Science de ce paradis terrestre, si favorable à la perdition de Mme de Rênal.

Là on se trouve (il l'a dit souvent) « au milieu des plus belles montagnes du monde », bien loin des authentiques marécages du Rhône. Au bout de la nouvelle allée, le point de vue est égal, « sinon supérieur à ce que la Suisse et les lacs d'Italie peuvent offrir de plus admirable ». Un peu plus loin, au sommet d'une côte rapide, on arrive bientôt à de grands précipices, bordés par des bois de chênes qui s'avancent jusque sur la rivière : comme tout cela ressemble à Comboire dominant le Drac ! C'est sur les sommets de ces rochers coupés à pic que « Julien, heureux, libre... » Dans ces rochers encore, muni du livre « unique règle de sa conduite et objet de ses transports », il trouvait « à la fois bonheur, extase et consolation dans les moments de découragement. » La paille de maïs avec laquelle, « dans ce pays », on remplit les paillasses des lits est chose bien dauphinoise, et qui sait si le renouvellement de cette paille, si dangereux pour Julien et son portrait caché, n'avait pas créé jadis un péril analogue pour le jeune Beyle, détournant sans scrupule de la bibliothèque paternelle les livres interdits, pour les lire (ch. IX) sous le second tilleul ?

***

C'est là, en vérité, que Julien, gravissant « par un sentier à peine marqué » les grands bois par lesquels on peut aller de Vergy à Verrières (de Claix à Grenoble par le sentier dit de la Vie), « fut presque sensible un moment à la beauté ravissante des bois au milieu desquels il marchait » (ch. X), parmi les quartiers éboulés de roches nues, les grands hêtres qui s'élevaient presque aussi haut que ces rochers. Là, sur un roc immense, il se dressa, bien sûr d'être séparé de tous les hommes, découvrant dans l'air pur de ces montagnes élevées « la sérénité et même la joie » pour son âme. Il regardait le ciel embrasé par un soleil d'août ; les cigales chantaient, comme dans cette visite du Musée que rappelaient huit ans plus tard, les *Mémoires d'un Touriste*, par la même chaleur, à la même heure : « Midi sonnait, le soleil était dans toute son ardeur, le silence universel n'était troublé que par le cri de quelques cigales ; c'était le vers de Virgile dans toute sa vérité :

Sole sub ardenti resonant arbusta cicadis.

Et la description de ce panorama du Musée de Grenoble se termine, tout à fait à droite, par « le rocher et les précipices de Comboire ». Des grandes roches du pic des Aigles (c'est notre Moucherotte, dont le sobriquet provient d'une bévue de la carte) partait quelque épervier, oiseau de proie dont l'œil de Julien suivait machinalement les orbes immenses. « Il enviait cette force, il enviait cet isolement » de l'oiseau puissant et solitaire ; il entrevoit là sa destinée. Mais son piédestal d'observation n'est pas assez haut encore ; il ne voit pas encore assez clair pour conclure ferme et affirmer ; une interrogation, non dépourvue sans doute de précision dans son incertitude, marque l'étape : « C'était la destinée de Napoléon ; serait-ce un jour la sienne ? »

Il fallait donc monter plus haut pour voir plus clair, substituer la nuit sereine et fraîche du *som-*

met au soleil éblouissant et brûlant de la moyenne altitude, et rien n'est plus facile encore que de le suivre ici de Claix jusqu'au point culminant du col de l'Arc. C'est là qu'il s'affranchira du doute, de l'entraînement qu'il aura subi par le pouvoir de la beauté (ch. XI), de la rêverie douce et vague si étrangère à son caractère définitif. Il nous reste à le suivre dans le chapitre XII, intitulé « Un voyage », voyage décisif pour la direction de sa vie, sinon de sa carrière perpétuellement incertaine.

Nous le voyons poursuivre gaîment son chemin « au milieu des plus beaux aspects que puissent présenter les scènes de montagnes ». La grande chaîne qu'il va franchir au nord de Vergy, en réalité à l'ouest de Claix, parmi les grands bois de hêtres — car les sapins ne commencent que beaucoup plus haut — est composée de roches nues, exactement comme la Grande Roche de Saint-Michel. Le panorama s'étend et se développe à la cime jusqu'aux crêtes du Forez et « du Beaujolais ». Il devient si beau que le jeune ambitieux s'arrête de temps à autre pour regarder malgré lui un spectacle si vaste et si imposant. C'est près du point culminant (le pic Saint-Michel s'élève à près de 2.000 mètres), que passe au col de l'Arc (1.750 m. environ) la « route de traverse », alors si fréquentée, qui conduit à la vallée solitaire (celle de Lans) où habite Fouqué, le marchand de bois son ami.

Sur le col même, il découvre une petite grotte, la *balme* des Bœufs ou des Moutons, au milieu de la pente presque verticale d'un des rochers. Elle est bien réelle, celle-là, et ne ressemble guère à l'imaginaire abri de Jocelyn ; escarpement vertigineux dénué de végétation, c'est une retraite austère, où Julien écrit sur la pierre carrée qui lui sert de pupitre sans rien voir de ce qui l'entoure. Il est « libre », « plus heureux qu'il ne l'avait été de sa vie », l'âme égarée « dans la contemplation de ce qu'il s'imaginait rencontrer un jour à Paris ». C'est bien là que son ambition se précise et se définit, là qu'il n'aperçoit entre lui et les actions héroïques que le manque d'occasion, qu'il voit nettement son avenir sous l'uniforme du soldat ou la soutane du prêtre « suivant la mode qui alors régnera en France ».

Il est vrai qu'en y repassant, deux jours après, il sent que la paix de son âme a été momentanément troublée par les offres de son ami ; ce ne sera pas la dernière fois, tant s'en faut, heureusement pour l'intérêt et pour la « vie » du roman. Il redoute, avec douleur, de n'avoir pas une véritable fermeté. N'importe ! il a désormais assez de clairvoyance pour se sentir *différent* (c'est Stendhal qui souligne) après ce petit voyage dans la montagne. S'il y fût resté, ajoute-t-il plus loin, nul doute qu'il n'eût appris tout le nécessaire dans la solitude de la montagne. Il n'a pas retrouvé le calme complet, c'est un petit malheur ; mais il sait bien ce qu'il veut, sa vie est orientée. Il a *pensé*, véritable découverte due à la merveilleuse pénétration de l'auteur, en fonction de l'altitude ; « placé comme sur un promontoire élevé, il pouvait juger », et il juge. Dès le surlendemain, « comme le soldat qui revient de la parade », Julien avait de sens froid conquis Mme de Rênal et, sans manquer à rien de ce qu'il croyait devoir à lui-même, parfaitement joué son rôle. Déjà, Stendhal l'a remarqué, la montagne avait triomphé de l'amour : quelle montagne ? Un examen attentif (et qu'il eût été facile de pousser bien au delà du peu que nous venons de dire) des lieux d'après les textes nous permet d'affirmer qu'il s'agit bien de celle de Furonnière, de Comboire et de la grotte du Col de l'Arc.

La plaine est faite pour l'amour, pour la beauté pure ; la montagne pour la pensée libre : conception bien romantique, en attendant les données de l'alpinisme proprement dit. Non, certes, qu'il s'agisse de rester éternellement sur ces hauteurs idéalisées : « Le voyageur qui vient de gravir une montagne rapide s'assied au sommet, et trouve un plaisir parfait à se reposer. Serait-il heureux (même au voisinage de ce *Vergy* qui lui était si cher) si on le forçait à s'y reposer toujours ? » (ch. XXIII.)

C'est pourtant là, « puisque reposer est le mot », que Julien près de mourir demande à jouir de l'éternelle paix : « Plusieurs fois, je te l'ai conté, retiré la nuit dans cette grotte, et ma vue plongeant au loin sur les plus riches provinces de France, l'ambition a enflammé mon cœur. » Là précisément, *vers* le point le plus élevé de *sa* montagne, on l'ensevelit comme un roi : « Par les soins de Mathilde, cette grotte sauvage fut ornée de marbres sculptés à grands frais en Italie. » Telle est bien l'oraison funèbre, ou plutôt le portrait définitif de Stendhal : orné par l'Italie, une femme aidant sans doute ; mais le fond est bien toujours cette « grotte sauvage » qu'il se représentait de façon si juste, et qu'il ne devait jamais voir : le « Milanese » dauphinois, hélas ! dort son dernier sommeil dans la plaine sans caractère d'un cimetière parisien.

S. CHABERT,
Professeur à la Faculté des Lettres de Grenoble.

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DES BIBLIOTHÉCAIRES ET DES BIBLIOPHILES

(3-9 Avril inclus 1923)

C'est le 5 avril dernier que s'est ouvert, dans la salle Liard en Sorbonne, le Congrès des Bibliothécaires et des Bibliophiles. Ce congrès avait été organisé par l'association des bibliothécaires français avec le concours de la Société des Amis de la Bibliothèque Nationale et des grandes bibliothèques de France.

Les organisateurs de cet important congrès où des questions fort intéressantes touchant surtout le Livre et la diffusion de ce dernier à l'étranger, furent très discutées, avaient convié pour prendre part aux travaux des diverses sections tous ceux qu'intéressent les questions du Livre, tant au point de vue artistique qu'au point de vue technique, c'est-à-dire les Bibliothécaires, Bibliophiles, Auteurs, Editeurs, Imprimeurs et Libraires.

Depuis le deuxième congrès des Bibliothécaires, tenu à Bruxelles en 1910, sans parler de la *Semaine du Livre* (novembre 1920) deux congrès nationaux du *Livre* se sont tenus à Paris, l'un en 1917, l'autre en 1921. Les Bibliothécaires y ont été représentés et des résultats importants ont été obtenus pour les bibliothèques françaises.

Le Congrès qui s'est ouvert le 3 avril pour être clôturé le 9, sous la présidence de M. Louis Barthou, Président de la Commission supérieure des bibliothèques et bibliophiles de marque, était divisé en trois sections :

1° Bibliothèques et Bibliothécaires;

2° Utilisation des Bibliothèques et diffusion du Livre;

3° Histoire et Art du Livre.

M. Henry Martin, administrateur de la Bibliothèque de l'Arsenal et président du Comité d'organisation, ouvrit la séance inaugurale en adressant la bienvenue amicale à tous les hôtes français et étrangers du congrès. Après avoir rappelé sommairement les travaux des précédents congrès de 1900 et 1910 dont il fut le secrétaire général et après avoir dit tout le bien qu'il espérait du congrès qui allait s'ouvrir, il donna la parole à M. L. Barthou, de l'Académie française, qui souhaita la bienvenue aux congressistes. Et s'adressant tout particulièrement aux délégués étrangers, il leur dit :

« L'amour consacré des livres crée la plus bienfaisante des solidarités, celle de l'ordre, de la méthode, de la clarté, du travail et de l'étude.

« Il n'y a pas de goût plus noble. Vous nous direz vos initiatives; nous vous dirons et vous exposerons les nôtres. Nous travaillerons en commun.

« La France s'est remise au travail dans ce domaine comme dans tous les autres, avec une activité dont je suis sûr que l'originalité et la fécondité vous étonneront. Jugez-la sur ses livres : ils sont ses témoins. »

M. Eugène Morel, bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale et président de la section des bibliothèques, après les éloquentes paroles de M. Barthou, tint à parler de la crise actuelle du Livre et des difficultés de réédition. Il essaya de montrer deux moyens essentiels pour lutter contre les graves inconvénients qui, si on n'y prend garde, risquent d'atteindre la pensée française, et insista, comme nous-mêmes l'avons déjà préconisé dans l'étude sur la *Réorganisation de la lecture publique en France* publiée ici même, sur la multiplication des bibliothèques et leur diffusion, et la reproduction filmée des textes. Excellente idée dont il faut savoir gré à l'auteur d'avoir su la développer avec cette conviction et cet esprit combatif qui sont l'honneur de sa vie de bibliothécaire et de littérateur.

La séance d'inauguration du Congrès prit fin sur cette idée fort louable et, le même jour, dans l'après-midi, les diverses sections commencèrent leurs travaux.

*
* *

Comme nous le disons au début de cette étude, le Congrès avait divisé ses travaux en trois sections.

La première section était présidée par M. Pol Neveux, inspecteur général des bibliothèques, assisté de MM. Henri Dehérain, conservateur à la Bibliothèque de l'Institut, et Charles Sustrac, conservateur à la Bibliothèque Sainte-Geneviève.

Les travaux de cette section avaient été divisés en six parties principales :

I. — Conservation : *a*) Inventaires; *b*) Réserves; *c*) Magasins, etc.

II. — Aménagement; Architecture.

III. — Inventaire des richesses d'art.

IV. — Questions professionnelles : *a*) Budget; *b*) Statuts des fonctionnaires; *c*) Personnel féminin; *d*) Formation professionnelle; *e*) Enseignement.

V. — Accroissements ou aquisitions : Dépôt légal; Commission de répartition; Souscriptions; Echanges; Prêts; Lacunes dans les Bibliothèques.

VI. — Echanges internationaux.

La deuxième section était présidée par M. Eugène Morel, bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale, vice-président de l'Association des Bibliothécaires français, assisté de MM. Ernest Coyecque, inspecteur des Bibliothèques de la Ville de Paris et du Département de la Seine, Georges Girard, bibliothécaire-adjoint du Ministère des Affaires Etrangères, Stanislas Reizler, bibliothécaire de la Société de Géographie, J. Lavaud, bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale.

Les travaux de cette section avaient été divisés en cinq parties principales :

I. — Bibliographie : *a*) Grands répertoires; *b*) Fiches, rédaction, unification des formats; *c*) Indexation, dépouillement des périodiques; *d*) Classification.

II. — Documentation pratique : Offices de renseignements, de traduction. — Relations entre bibliothèques. — Les droits de propriété intellectuelle et les communications scientifiques. — Expositions temporaires.

III. — Multiplication des documents : Systèmes photographiques et mécaniques de reproduction à tirage restreint. — Dactylographie et calligraphie. — Impression et réimpression des textes anciens et livres épuisés, estampes, musique.

IV. — Bibliothèques générales et spéciales : *a*) France et étranger. Organisation de la lecture en commun; Centres et branches; Prêts; Bibliothèques circulantes; Accès aux rayons; *b*) Bibliothèques spécialisées; Dessins et modèles industriels; Bibliothèques professionnelles et techniques; Livres pour aveugles, etc.; *c*) Les bibliothèques de l'enseignement; La propagande et l'art d'utiliser les bibliothèques et catalogues; Bibliothèques régionales et bibliothèques universitaires, d'enseignement secondaire ou scolaire, etc.

V. — Documents autres que le livre : *a*) Estampes et photographies documentaires; *b*) Cartes géographiques; *c*) Cinématographie; *d*) Phonographie.

La troisième section était présidée par M. Paul Durrieu, de l'Institut, vice-président de la Société des Amis de la Bibliothèque Nationale et des grandes bibliothèques de France, assisté de MM. Charles Mortet, administrateur de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, Amédée Boinet, bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, Franz Calot, bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, P. Mornand, bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale.

Les travaux de cette section, comme les précédents, avaient été divisés en cinq parties principales :

I. — Le Manuscrit : *a*) Histoire du manuscrit aux diverses époques; *b*) Technique de la miniature; *c*) Les différentes écoles et leurs chefs; *d*) Les grands amateurs; *e*) Histoire des bibliothèques du moyen-âge; *f*) Les collections publiques et privées riches en manuscrits à peintures.

II. — Le Livre imprimé.

1° *Impressions xylographiques.*

2° *Impressions typographiques* : *a*) Technique; *b*) Histoire des ateliers et biographie des imprimeurs; *c*) Marques typographiques; *d*) Les dessinateurs et graveurs de caractères.

3° *Le Livre imprimé illustré à la main ou par gravure* : *a*) Technique; *b*) Principaux centres de production; *c*) Les artistes illustrateurs de livres : dessinateurs et graveurs; *d*) Rapports avec les peintures des manuscrits; *e*) Estampes; *f*) Cartes géographiques.

4° *Biographie des Bibliothécaires et des Bibliophiles.*

III. — Le Livre de musique : *a*) Histoire du livre de musique dans les différents pays; *b*) Technique; *c*) Les grands imprimeurs; *d*) Les principales collections publiques.

IV. — La Reliure : *a*) Histoire de la reliure aux différentes époques; *b*) Technique; *c*) Biographie des relieurs; *d*) Les grands amateurs de reliure.

V. — Les *ex-libris.*

***

Nous avons tenu à donner intégralement la division des travaux de chaque section, afin de mettre sous les yeux de ceux qui nous liront l'importance des questions qui ont été traitées à ce congrès.

Nous devons cependant exprimer un regret : que l'on n'ait pas cru devoir (peut-être pour des raisons matérielles qui sont très probablement

excusables) faire sténographier tout ce qui s'est dit et tout ce qui a été discuté dans les diverses sections. Il est certain que si nous avions pu avoir sous les yeux, en écrivant ces impressions, un compte rendu même succinct et précis de tout le travail qui a été fait, nous ne nous serions pas trouvé dans l'obligation de jeter seulement une vue d'ensemble sur les travaux des diverses sections. Cela nous eût, en outre, évité de commettre des omissions qu'il est toujours regrettable de commettre dans l'intérêt de la cause que l'on veut soutenir et défendre.

Aussi nous sommes-nous contentés de faire un effort de mémoire et de ne nous intéresser qu'aux principaux voeux qui ont été approuvés par le Congrès, voeux qui ont été émis aussi bien par des Français que par des délégués étrangers.

A l'ouverture du Congrès, les présidents des trois sections se trouvaient en présence de :

1° Première section : 23 communications.
2° Deuxième section : 47 communications.
3° Troisième section : 32 communications.

De toutes ces communications auxquelles plusieurs autres sont venues s'ajouter pendant les travaux du Congrès, un très grand nombre ont été éliminées ou fondues avec d'autres afin de soumettre à la ratification définitive du Congrès, des voeux clairs, précis et capables d'être pris en considération, soit par les Chambres, soit par le Ministre de l'Instruction publique de qui dépendent la plupart des bibliothèques.

Donc, après une sélection faite avec beaucoup de conscience, les bureaux des trois sections réunis ont arrêté la liste des voeux à soumettre à l'approbation du Congrès. Cette liste est la suivante.

Marcel Clavié.

(A suivre).

LE LIVRE DE L'IMMORTELLE VIE

JEUNESSE DANS LE PRINTEMPS

Je suis la jeunesse, la jeunesse! et je veux
Agenouiller vos cœurs et mettre
Toute l'âme des fleurs qui rit aux chemins creux,
Tout l'essor des parfums qui nimbe mes cheveux,
Tout le ravissement d'un conte merveilleux
Et tout l'avril qui me pénètre,
Et mes vingt ans harmonieux,
Dans l'espérance de votre être
Et dans l'attente de vos yeux.

Oui, je suis la jeunesse!
Printemps, printemps, baise ma joue
Et dénoue
Mes longues tresses.
J'ai tous tes frissons dans le sang,
Et je sens
La caresse
De tes odeurs et de tes chants.
Tes silences, je les entends,
Et je les vois, tes tendresses!
Mon rêve à ton rêve est pareil,
Je me mire dans ton éveil
Et je dresse
Mon cœur dans le soleil
Et mes deux bras dans l'allégresse!

Je suis la fée éblouissante du jardin
Et le sourire aux premiers pas de la journée.
La sœur des lys fervents et des roses passionnées,
L'aile du premier chant tendu dans le matin,
Les premiers ébats dans la brise folle.
Le cœur de la Source ivre de corolles.
Ainsi que l'eau s'égrène aux pentes des rochers,
Ma gaîté se répand au bord des cieux penchés
Et dans les vasques de lumière,
Et vibrant d'un amour que ma voix ne peut taire,
J'étreins l'aurore en fleurs sur mon sein virginal,
La sève épanouit le sang de mes artères
Et mon hymne s'effeuille en goultes de cristal.

Je suis la première éveillée,
Et la feuillée
Est mon amie.
Je cueille la prime pensée,
Tout endormie
Dans la rosée
De la prairie;
Lorsque rien ne jaillit du sol,
Que rien n'aspire
L'odeur vermeille,
Mon chant est le premier envol
Qui se désire
Et qui s'étire
Et s'ensoleille;
Et quand l'âme du rossignol

Frôle ma lyre
Et s'émerveille,
Ce sont les trilles de mon rire
Qui le réveillent !

Je suis la vierge au seuil des jours extasiés,
J'érige ma douceur dans la pompe aurorale,
Je suis l'amie des lys pâles
Et, parce que la douceur monte et qu'il sied
Que des liens du sol les lys soient déliés
Et que vers l'infini leur pureté s'exhale,
J'élance et tends mon corps sur la pointe des pieds,
Je me détache et m'éblouis comme un pétale
Que ne retient plus l'églantier,
Comme une plume de ramier !
Et cambrant ma beauté que la lumière enchante,
Tout mon rayonnement dans l'aube rayonnante,
Je ne suis qu'un accord du rythme essentiel,
Je ne suis qu'un élan qui respire et qui chante,
Je ne suis qu'un cri vers le ciel !

Je suis la jeunesse
En liesse
Et je sens
A mes pieds frémissants
La caresse douce
Des mousses,
Qu'un liseron lacé en tremblant
Ma cheville,
Qu'un lilas met son frisson blanc
A mon flanc,
Qu'il habille
Ma sveltesse de jeune Elle,
Qu'un jasmin m'encense et me ceint,
Que l'émoi d'un grand lys me touche,
Qu'un œillet fleurit à mon sein,
Qu'une rose éclôt sur ma bouche...
Et baisant d'un cœur ingénu
Le corps nu,
Les lèvres des pousses nouvelles,
Je reçois dans mes bras tendus,
Comme un essaim de tourterelles,
Tous les rayons éperdus,
Toutes les fleurs, toutes les ailes !

Oui, je suis la jeunesse éparse dans le temps,
Le printemps qui m'enlace étreint tous les printemps,
Je suis la jeunesse et la grâce,
Je suis tout le bonheur qu'on berce et qu'on embrasse
Et qu'on lasse,
Toute la forêt verte et tous les chants d'oiseaux,
Tous les élans brisés, tous les rêves enclos,
Tous les soupirs blottis aux flûtes des roseaux,
Tous les jardins sacrés où les rêves s'éploient,
Tout le miel où les pleurs se noient
Et toute l'ivresse et toute la joie !

Je suis l'immensité d'un ciel sans horizon,
Sur l'angoisse des fleurs où ma douceur s'épanche
Je verse allègrement l'amphore des saisons
Et, jetant mes désirs et ma ferveur au cou des branches,
Tandis qu'un hosanna gonfle les frondaisons,

Je mords à la clarté de toutes mes dents blanches !

Ernest Prévost.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA POLITIQUE CATASTROPHIQUE DE L'ALLEMAGNE

Les hommes d'Etat qui ont aujourd'hui la charge démesurée de conduire les affaires du monde font tous plus ou moins penser à l'apprenti sorcier de Gœthe. Par légèreté, par inconscience, et souvent aussi parce qu'ils se trouvent forcés d'agir avant d'avoir eu le temps de méditer dans quelle direction s'exercera leur action, ils déchaînent des forces inconnues qu'ils sont ensuite incapables de maîtriser. Ceux de France et d'Angleterre, du moins, se rendent compte de la situation ; c'est peut-être ce qui explique les hésitations, les timidités qu'on leur reproche. En Orient, en Allemagne, sans parler de la Russie, ils semblent prendre un plaisir diabolique à jouer avec les explosifs. En Orient, et je pense surtout aux Turcs et aux Grecs, ils ont du moins l'excuse de se trouver en présence d'un tel état d'anarchie qu'ils ne peuvent guère l'aggraver beaucoup ; mais, en Allemagne, depuis l'écrasement du mouvement spartakiste, les divers gouvernements de coalition qui se sont succédé étaient parfaitement en situation de remettre de l'ordre dans le pays, et finalement de le relever. L'industrie était intacte ; le peuple, après son accès de fièvre de 1919, avait repris son allure moutonnière ; il obéissait. Certes, le poids des réparations pesait lourdement sur l'économie allemande, mais il était manifeste que les vainqueurs, effrayés eux-mêmes de la situation troublée dans laquelle la victoire avait laissé le monde, étaient prêts à faire au Reich le plus large crédit au moindre signe de bonne volonté. Ils auraient pu morceler l'Allemagne : une partie de l'opinion, en France et en Belgique du moins, le souhaitait. Ils ne l'ont pas voulu pour des raisons assez complexes, raisons politiques, raisons juridiques et sentimentales, raisons économiques aussi. La politique traditionnelle de l'Angleterre est de ne pas tolérer qu'une puissance continentale devienne trop forte ; elle voulait qu'une Allemagne unifiée continuât de faire contrepoids à la France. L'Amérique tout entière, et de puissants partis en France et en Angleterre avaient pris tout à fait au sérieux le dogme wilsonien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — notion juridique que la France a inventée d'ailleurs. Enfin, tous ceux que leur profession, leurs intérêts ou leur éducation entraî-

nent à faire primer les préoccupations économiques sur les préoccupations politiques, souhaitaient que l'Allemagne ne fût ni démembrée, ni épuisée, afin qu'elle pût payer les justes indemnités auxquelles l'avait condamné le traité de Versailles, Les apparences démocratiques que s'était données la République allemande lui avaient valu d'ailleurs l'agissante sympathie des travaillistes anglais et des partis d'extrême-gauche en France et en Belgique. Son gouvernement se trouvait donc en situation de réaliser la paix véritable, de panser ses blessures au moyen de cette politique d'exécution qu'il fit un moment semblant de pratiquer.

Malheureusement, on s'aperçut bientôt, et de la façon la plus manifeste, que ce n'était qu'un faux semblant, et que, quel que fut le ministère qui représentât le Reich, il n'aurait jamais d'autre but que d'éluder le traité de Versailles, et de ne pas payer les réparations. L'occupation de la Ruhr l'a obligé à jeter le masque et à dévoiler le principe de sa politique qui n'est au fond que la politique du pire.

* * *

Il est certain qu'à Paris, on s'était fait certaines illusions sur l'opération de la Ruhr; il semble même qu'il y ait eu plusieurs illusions successives. Il ne s'agissait d'abord, on s'en souvient, que d'envoyer à Essen des ingénieurs et des douaniers qui auraient fait, en quelque sorte, office d'huissiers opérant une saisie-arrêt sur les biens d'un débiteur récalcitrant. Puis, devant la résistance que l'on rencontra, l'opération prit un caractère de plus en plus militaire : on crut qu'elle déterminerait à Berlin une panique qui obligerait enfin l'Allemagne à entrer dans la voie des réparations. C'était méconnaître la volonté bien arrêtée que les dirigeants du Reich avaient manifestée à différentes reprises de tout tenter, plutôt que de s'exécuter loyalement. N'oublions pas qu'au lendemain du traité de Versailles, l'Allemagne tout entière, par la voie de sa presse, s'écria que le traité était inexécutable, et que ses plénipotentiaires ne le signaient que contraints et forcés pour éviter une catastrophe immédiate où s'écroulerait la civilisation tout entière. Ils se représentaient, les bons apôtres, comme les véritables défenseurs de l'Europe civilisée. Avec cette force d'obstination et de concert qui est un des traits les plus caractéristiques de l'esprit allemand, ils s'en sont toujours tenus à cette thèse, ils ont entrepris de prouver au monde qu'elle était exacte, et à force de propagande, de gémissements et de mauvaise foi, ils sont bien près d'y être parvenus.

Étant données l'organisation de l'économie universelle, l'extension de la richesse mobilière, il est relativement facile à un peuple de dissimuler ses ressources, surtout à un peuple dont la richesse est concentrée en quelques mains puissantes. Nous savons, par des indices certains, que la classe industrielle allemande, aujourd'hui toute puissante, dispose encore de ressources énormes, qu'elle a su mettre à l'abri dans des banques étrangères des capitaux considérables. Mais ces signes ne sont guère visibles que pour des spécialistes des questions industrielles et financières. Il n'est guère possible de les mettre sous les yeux du public international, et, par un admirable raffinement d'hypocrisie, ces magnats de la finance et de l'industrie, qui représentent le type le plus complet et le plus redoutable du capitalisme moderne, sont arrivés à émouvoir tous les démocrates du monde sur le sort du prolétariat et de la petite bourgeoisie qu'ils ont réduits à la plus affreuse misère en dépréciant volontairement le mark. En vérité, s'ils arrivaient à leurs fins, cette affaire des réparations serait la plus grande immoralité de l'histoire.

* * *

Mais ils n'y arriveront pas ou s'ils y arrivent, ce sera sur les ruines de leur nation. L'Allemagne d'aujourd'hui nous présente le sinistre spectacle d'un troupeau affolé et résigné au pire, conduit par une petite bande de joueurs cyniques qui mettent toute leur funeste habileté à brouiller les cartes, persuadés qu'ils sont, qu'ils finiront toujours par s'en tirer.

Le résultat le plus clair de leur politique de « résistance passive », c'est qu'ils ont fait naître dans tout le peuple allemand une haine de la France qui met au premier rang le problème de notre sécurité.

L'opération de la Ruhr avait pour but essentiel de saisir un gage, d'assurer le payement des réparations. C'était une opération économique et ce n'est que secondairement qu'elle devait servir à contrôler les armements effectifs de l'Allemagne. Mais depuis que le Gouvernement de Berlin a su exciter la population contre nous, au point que la fameuse explosion de patriotisme de 1812 paraît bien pâle auprès de la fureur que l'on sent dans toutes les manifestations de l'esprit public, elle est devenue par la force des choses une opération militaire. Alors que l'an dernier encore, un rapprochement entre les deux peuples paraissait possible et souhaitable à beaucoup d'industriels et d'intellectuels, la haine du Français est devenue le seul sentiment unanime de cette nation désemparée. La guerre de revanche est maintenant le

grand rêve populaire, l'idéal de ces mêmes gens qui s'affirmaient naguère guéris du militarisme. Dans ces conditions, comment la question de sécurité ne primerait-elle pas pour nous toutes les autres ? Est-ce cela, ce qu'ils ont voulu ?

Peut-être ont-ils trouvé habile de nous mettre dans la nécessité de renforcer le caractère politique et militaire de l'occupation, afin d'avoir un nouveau prétexte pour incriminer notre militarisme et notre humeur conquérante. Au fond, toute leur politique de temporisation, de tergiversations et d'intrigues est fondée sur l'espoir de voir les alliés se brouiller irrémédiablement. M. Cuno, après M. Wirth, a spéculé sur les fluctuations de la politique intérieure, tant en France qu'en Angleterre. Ils avaient à peu près réussi à gagner M Lloyd George à leur cause, et depuis la chute de l'ondoyant Gallois, ils n'ont jamais perdu l'espoir de voir le parti travailliste susciter assez d'embarras à un gouvernement conservateur d'une stabilité relative pour que celui-ci, afin de jeter du lest, fît mine de soutenir l'Allemagne contre la France. La constitution du bloc des gauches, en France, d'autre part, et son opposition au Bloc national, a fait naître en eux de chimériques espoirs. Bref, ils n'ont cessé de spéculer sur l'événement inattendu qui distrairait l'attention de l'Europe du problème des réparations, comme un créancier qui, au lieu de travailler à éteindre sa dette, compterait sur un tremblement de terre, une épidémie de peste, ou la fin du monde pour supprimer la créance en supprimant le créancier.

* * *

Il est incontestable que cette politique a entretenu dans toute l'Europe un état de malaise qui pourrait devenir mortel s'il se prolongeait longtemps encore, et qui livrerait le vieil Occident civilisé à un retour offensif de la barbarie asiatique. Mais les Allemands en sont les premières victimes.

La situation générale chez eux devient, en effet de plus en plus mauvaise. La misère s'accroît, la situation des classes moyennes est atroce. Signe caractéristique : les deux tiers des étudiants sont obligés d'exercer un métier, et souvent un métier manuel pour poursuivre leurs études : le *werkstudent* est devenu un type courant. A l'Université de Berlin, pendant le second semestre de 1922, 80 % des étudiants en étaient réduits à cette situation. Suivant le Dr Bœlitz, ministre de l'Instruction publique prussien, on comptait 60.000 *werkstudenten* pour l'ensemble des Universités de l'ancien royaume. Autre symptôme : du 1er janvier 1921 au 31 décembre 1922, 240 journaux quotidiens ont cessé de paraître, 89 ont fusionné avec d'autres feuilles, 167 ont considérablement réduit leurs proportions. L'industrie, qui d'abord avait été peu touchée par la guerre, commence à souffrir cruellement de l'occupation de la Ruhr. Interrogé par un correspondant du journal danois *Politiken*, le Dr Gugenheimer, l'un des dirigeants d'une des principales entreprises métallurgiques d'Augsbourg, avouait que la métallurgie allemande, ainsi que les industries textiles, étaient gravement atteintes. « Ces industries, disait-il, ne peuvent vivre du marché intérieur. Pour acquérir les devises nécessaires à l'achat des matières premières, elles doivent absolument exporter. Or, l'Allemagne n'exporte plus. » Et il ajoutait : « Quelle que soit l'issue apparente du conflit de la Ruhr, victoire ou défaite, une chose est sûre, la puissance productive de l'Allemagne aura souffert énormément. »

Certes, il y a là les éléments d'un nouveau chantage. Le meilleur thème de la propagande allemande est actuellement celui-ci : l'occupation de la Ruhr ruine notre production et nous rend désormais absolument incapables de payer les réparations. Mais si le Dr Gugenheimer, en faisant ces déclarations, songe à soutenir la politique de son pays, elles n'en sont pas moins exactes et n'en traduisent pas moins une détresse réelle. Or, dans notre civilisation industrielle, un grand peuple, dont la force productive est ruinée, est condamné à une régression rapide. « La civilisation est aussi près de la barbarie que le fer le plus poli l'est de la rouille » disait Rivarol. C'est plus vrai en Allemagne que partout ailleurs, parce que la civilisation n'y a pas les racines profondes qu'elle a en France. La politique de résistance et de mauvaise foi des magnats industriels conduit le peuple tout entier à la catastrophe.

Certains hommes s'en aperçoivent, du reste. « Le monde ne croit pas à notre volonté de réparer, écrivait il y a quelques jours M. von Gerlach, il nous reproche de ne pas avoir fait notre devoir en imposant les riches ; et le socialiste Hermann Muller convenait au Reichstag que les sommes réunies par l'Allemagne devaient couvrir le prix des reconstructions en France. Certes, voilà de sages paroles, mais ceux qui les prononcent ont bien l'air de prêcher dans le désert. Assurément, les notes anglaise et italienne, qui ont cruellement déçu les espérances du chancelier et des partis de droite, ont renforcé leur situation, mais elles n'ont pas complètement désarçonné les partisans de la politique du pire. Ceux-ci ne céderont que quand ils sentiront toute proche la catastrophe. Et alors, il est possible qu'il soit trop tard.

L. Dumont-Wilden.

L'HISTOIRE

LA NOUVELLE « IMAGO-MUNDI »

La première est celle de 1110 dont l'auteur, le cardinal Pierre d'Ailly, ayant mêlé à des notions précises la foule des « imaginations » héritées de l'antiquité, devait sans le vouloir pousser Colomb à la découverte. Toutefois si M. Ernest Granger, qui vient de condenser dans les deux volumes de sa *Géographie universelle* (1), amples, solides et vivants, les résultats de longues années d'études, se cherchait des prédécesseurs, peut-être avouerait-il plus justement encore que l'archevêque de Cambrai ce Sébastien Münster, vrai savant de la Renaissance, qui essaya de faire tenir dans sa *Cosmographia* la première grande description *raisonnée* des régions du globe. De 1544 à 1650, en ce temps de curiosité encyclopédique (mais le nôtre n'est pas moins curieux), quarante-quatre éditions, présage favorable !, devaient s'en succéder. Pour retrouver un effort du même ordre, et qui soit aussi heureux, il faudra longtemps attendre : à savoir jusqu'à cet ensemble de découvertes qui, inaugurées après 1763, fourniront à la cartographie des données assez sérieuses pour établir d'abord une représentation exacte du monde et, comme disent les Allemands, une véritable *Weltkarte*. Deux des leurs, au siècle dernier, un Alexandre de Humboldt, un Karl Ritter, surent avant tous les autres systématiser notre connaissance de la vie terrestre, lier en des rapports de dépendance naturelle les phénomènes qui, les uns relevant de la géologie, de la tectonique, de la climatologie, ceux-ci produits par les agents occupés à modeler la surface, expliquent au total, réserve faite de l'action humaine, l'aspect actuel des choses et des êtres. C'est sur de telles données et vivifiée par cette méthode que fut construite l'œuvre d'Elisée Reclus dont le premier volume parut en 1875.

Mais, à cette date, combien de points du domaine terrestre encore inconnus ! Aujourd'hui, même les « terras descontrecidas » du Brésil, non encore étudiées, ne sont pas ignorées tout à fait. En 1875, l'Afrique, attaquée par ses bords, moins riches en articulations que notre Europe, n'était encore qu'entrevue en son centre par les parcours « en coups de lance » de Caillié, de Barth, de Nachtigal, de Duveyrier, de Livingstone. Les Russes, avec Prjévalski, venaient seulement d'aborder l'Asie intérieure, les immensités de neige et de sable du Pamir, du Tarim et du Tibet. L'Australie centrale n'avait laissé passer à travers son horrible végétation de spinifex qu'une ou deux caravanes de pionniers. Le Canada du Nord et la Patagonie figuraient en blanc sur les cartes sincères et les espaces polaires demeuraient inviolés.

Cinquante ans à peine ont passé qui ont plus réalisé pour changer la représentation du visage de la planète que les âges précédents depuis l' « invention » du nouveau monde. L'exploration continentale une fois remise en train ,avec des sursauts de fièvre où se mêlaient, comme au XVIe siècle, l'appétit de conquête, l'exaltation politique et le prosélytisme de la foi, voici que l'Océan, sondé à son tour, était sommé de livrer le secret de sa structure et de son relief, des mouvements de ses eaux, de leur circulation superficielle, du pullulement de la vie jusque dans ses abîmes. Les derniers lambeaux de continents se voient « nationalisés » par protocoles diplomatiques. Les « Indes noires » d'Afrique sont partagées dès 1885. Au centre de l'Asie, sur le « toît du monde », au niveau des neiges permanentes, s'affrontent l'empire indien et l'empire russe. Le « break up of China », succédant à celui de l'Indo-Chine, met en question l'équilibre territorial de l'Extrême-Orient. Les « contestés » d'Amérique du Sud sont peu à peu arbitrés y compris les Andes méridionales et la Terre de Feu. Hier encore, le Spitzberg, avec ses mines de charbon, était revendiqué avec succès par la Norvège. Demain, ce sera peut-être l'Antarctique, puisqu'en son pôle flottent déjà deux drapeaux européens.

L'aubaine est grande pour le géographe attentif à toute manifestation de la vie sur la planète, et l'intérêt passionné, surtout quand, instruit comme M. Granger à la forte discipline inaugurée dès 1873 par Paul Vidal de la Blache (1), il note, à travers les démarches d'apparence fantaisiste parfois de la géographie politique, la manifestation des influ-

(1) Ernest Granger, Professeur agrégé d'histoire et de géographie : *Nouvelle Géographie universelle*. Le Monde nouveau ; les aspects de la Nature ; les ressources agricoles, industrielles et commerciales ; la vie des hommes. 850 gravures et 160 cartes. Deux volumes (Paris et Londres, Hachette et Cie, 1923).

(1) Ses leçons sur le massif des Alpes et sur les pays allemands, « qu'il fallait étudier pour ne pas se résigner à la défaite derrière les Vosges », professées à la Faculté des Lettres de Nancy, ont paru ici même : *Revue Politique et Littéraire*, 6 septembre 1873, 10 janvier 1874, 6 février et 18 décembre 1875. Cet enseignement, le maître l'a continué à l'Ecole Normale de 1877 à 1897, puis à la Sorbonne. Cf. Emile Bourgeois : *Notice sur la vie et les travaux de Paul Vidal de la Blache* (Institut de France. Académie des Sciences morales et politiques ; séance du 27 novembre 1920).

ences exercées en profondeur par les nécessités physiques sur les établissements humains. Vainement les bouleversements dont les hommes sont les artisans se déchaînent à travers l'histoire : cinq siècles de brassage des peuples européens après la débâcle romaine, cinq ans de guerre et de carnage au début du XXe, clôturés par des traités incohérents. Pour s'orienter en ce chaos renouvelé, il faut en revenir à ce qui explique l'adaptation d'une région naturelle, le terrain et son relief, le climat avec sa chaleur et ses degrés d'humidité, le régime des eaux continentales, le contact avec les mers, la végétation spontanée ou de culture, les ressources à tirer du règne animal. Voilà ce que l'auteur porte dans l'esprit à mesure qu'avec l'aide d'une illustration particulièrement riche (1) il promène son lecteur à travers les fameuses cinq « parties du monde » de la géographie classique.

Pour lui, et pour la satisfaction de notre esprit, la physionomie présente du globe s'éclaire de ce que lui fournit l'histoire de son passé. Il sait que la distribution des terres et des eaux, qui étale aujourd'hui les flots océaniques sur les trois quarts de notre sphère, résulte d'accidents répétés dont les plus grandioses sont sans doute les plus récents. Depuis l'époque primaire où s'étendaient, au nord et au sud de l'équateur, les deux masses continentales compactes que séparaient déjà, trait fondamental, le sillon des méditerranées, que de transformations dues à ces forces constamment à l'œuvre : forces de dislocation, agents météoriques pour l'érosion et le modelé superficiel, volcanisme et séismes. Les vieilles terres usées, « boucliers » américains et « pénéplaines » hercyniennes d'Europe centrale, parfois rajeunies au contact des plissements postérieurs et rabotées par la glaciation, apparaissent encore comme les môles de résistance autour desquels les puissances de destruction, mais aussi de reconstruction, se donnent libre jeu. Le puissant plissement méditerranéen, que l'on suit de la Sierra Nevada ibérique aux extrémités de l'Himalaya, surplombe les fosses profondes de la Méditerranée historique, du golfe Persique, de la mer du Bengale. D'autres, plus grandioses encore, cordillière américaine et chaînes disloquées de l'Asie de l'Est, dominent de près les rives du Pacifique, suspendent en balcon, au-dessus des dépressions abyssales les plus marquées qu'ait constatées la sonde, les archipels de l'extrême Asie. De ces plissements aux directions diverses la complexité est grande, accrue par les tremblements du sol et les manifestations du feu souterrain, telle qu'elle apparaît dans le fouillis d'îles et de mers de la « médiocéanée » malaise. Cependant, entre la Westralie, le Dekkan hindoustanien, Madagascar, témoins, avec l'Afrique du Sud, de ce continent austral où s'attarda la pensée de Ptolémée, se creusait l'Océan Indien, tandis que la vallée sinueuse de l'Atlantique séparait Europe et Afrique du continent occidental, soupçonné par Platon, atteint dès le IXe siècle par les Normands, et dont le souvenir se perdit si étrangement jusqu'aux découvreurs du XVe. Ainsi se sont dessinés des traits généraux qui, vulgarisés par les cartes, accusent si cruellement l'émiettement de nos continents dans la masse océanique et qu'il convient de corriger sur un point : en leur rattachant comme *plateau continental* les espaces en bordure recouverts de moins de mille mètres d'eau et tapissés de dépôts « terrigènes », voire ces mers sans profondeur en marge des océans dans lesquelles se reconnaissent plutôt des plaines submergées.

Voilà le domaine où s'est peu à peu répandue l'humanité. Avec quelle lenteur ! Car il lui a fallu s'accommoder des conditions du climat, des eaux ruisselantes et courantes, nourricières de la vie végétale et animale. Et des fatalités géographiques en ont commandé, restreint aussi l'expansion. Les plus tyranniques n'ont pas toujours été les accidents du sol, plateaux dénudés ou hautes montagnes. Plus déterminantes s'attestent ces fatalités de climat qui ouvrent ou interdisent aux peuples primitifs l'accès de vastes espaces. Tel le Sahara où « le brouillard, la rosée même sont inconnus. Quand souffle la tempête, quand l'harmattan, le sirocco, le khamsin, le simoun balayent le désert de leur brûlante haleine, l'atmosphère s'emplit d'une poussière ténue, bêtes et gens se couchent sur le sol, tournant le dos aux rafales. Les fines particules de sable pénètrent dans les yeux et la gorge. Rien ne saurait rendre l'horreur de ces heures où les tempes se serrent sous un étau de feu, où, dans une demi-obscurité livide, hurle la voix affolante de l'ouragan ». Les nuits qui succèdent peuvent bien être « admirables »; le Sahara demeure un pôle de répulsion, tout comme la sylve équatoriale où l'exubérance arborescente même semble étouffer en ses ténèbres presque toutes autres formes de vie. Longtemps les tribus humaines ne pousseront guère leurs migrations que

(1) La documentation géographique d'aujourd'hui s'est fort enrichie des applications de la photographie : photographie d'aviation parfois si suggestive et film cinématographique. Encore est-il nécessaire que de vrais géographes président au choix. Dans le présent ouvrage, où toutes les vues sont commentées, d'excellents spécimens sont les propres clichés de l'auteur, un impressionnant panorama par exemple de tel glacier du mont Blanc, d'autres paysages ou scènes rapportés de ses voyages en Italie et en Orient.

le long des routes à céréales et à pâturages, à peu de distance des rives des fleuves à limon. Les civilisations antiques, toutes fluviales, naîtront aux bords des rivières de Mésopotamie, de l'Indus et du Gange, du Mékong, du Hoang-Ho et du Yang-Tseu, remonteront vers l'occident un Dniester et un Danube. Mais c'est le Nil qui mérite le mieux le nom de « berceau de l'humanité civilisée ». Pour tirer le meilleur parti de ses eaux, étirées entre deux déserts, il a fallu inventer les premières sciences exactes, régler les contestations entre propriétaires, « rendre à chacun ce qui lui est dû : de là la naissance de la loi civile ». La récolte dès lors abondante « permet les loisirs, le développement du bien-être qui sont les conditions essentielles du progrès. Ainsi s'explique le merveilleux épanouissement, aux rives du Nil, de toutes les formes d'art, de la science, de la philosophie, et l'élaboration de ces règles morales qui, vieilles de quatre mille ans, nous paraissent cependant si près de la perfection ».

Cadres étroits tout de même, limités aux plaines basses d'alluvions, alors que l'Asie des hautes terres est encore de nos jours plus qu'à demi vide d'hommes. Combien de temps des centaines de millions d'êtres (un vice-roi de l'Inde anglaise se vantait de gouverner, avec l'Empereur de Chine, la moitié du genre humain), « terriens » accrochés à sa périphérie, leur existence suspendue aux caprices de la mousson, ont-ils eu leur horizon borné par les montagnes à glaciers, les déserts hostiles et l'immensité vide de l'Océan ? Dans une page magistrale, M. Granger l'a évoquée cette Asie, bloquée au nord par les glaces polaires et, sauf aux bords étroits de la Mer Rouge et aux rivages dentelés de l'Egée, ouvrant celles-là sur des mers dont les bornes n'étaient jamais bien loin, comme refermée sur elle-même. « Pendant des dizaines de siècles, Chinois, Japonais, Cambodgiens, Hindous, Persans virent déferler sur leurs rivages la longue caresse de la houle que poussait la mousson, sans être jamais tentés de partir à la recherche de l'inconnu. Et les premiers grands navires qui sillonnèrent leurs océans vinrent, non pas de leurs chantiers inexistants, mais de cet inconnu même, de cette Europe si lointaine où, sur des mers qui savent se faire attirantes, se lancèrent des hommes forts comme le chêne, à la poitrine bardée d'un triple airain ».

Ceux-là continuaient la conquête des mers, inaugurée par les Phéniciens, les Grecs et les Arabes. Le XIXe siècle devait l'achever, faire sauter les obstacles les plus resserrés qui s'interposaient entre elles. Après quoi, leurs forces multipliées par les nouvelles puissances de la physique, les hommes s'élanceraient à l'assaut des masses continentales jusque-là impénétrées, que des voies ferrées sillonneront avant même que les voies fluviales ne soient équipées. Demain, l'instrument des dernières explorations sera l'aéroplane. La science, née en Europe, est en train de fournir aux humanités diverses le moyen d'exploiter la portion de terre qu'elles habitent.

Mais aussi, comme conséquence immédiate, quel déplacement d'intérêts ! L'Europe, institutrice des mondes nouveaux, avait tracé les routes du commerce. Mais, et c'est ici la partie la plus neuve du livre de M. Granger, celle qui définit le caractère des relations économiques d'à présent, dès le début de ce siècle, des courants d'échanges s'étaient établis qui échappaient au contrôle européen. Pour ce trafic de l'Afrique en Inde, du Bengale et de Cochinchine au Japon, pour le riz, le thé et l'opium, ce n'était plus l'armateur ou le courtier d'Europe, voire l'Anglais de Hong-Kong, mais le négociant chinois de Rangoun, de Singapore ou de Cholon qui s'imposait comme intermédiaire. Maintenant, il s'agit de quelque chose de plus, d'une émancipation totale qui donne aux Etats-Unis, au Japon, à l'Inde même, grands « profiteurs » financiers et économiques de la guerre, des prises nouvelles et durables sur les marchés d'Extrême-Orient, d'Australie, d'Amérique du Sud, anciens clients du vieux monde occidental. C'est ce que M. Demangeon, en un remarquable travail d'analyse, appelait récemment « le déclin de l'Europe » (1). Très justement, M. Granger cite la formule, qui s'est imposée à l'attention de qui veut connaître l'époque présente. Il montre à son tour la progression des bénéfices yankees procurés par l'abondance des industries alimentaires, des textiles, des fers et aciers, des bois manufacturés, des produits chimiques, par la suprématie en houille et en pétrole. Unité économique du Pacifique : hégémonie économique américaine. Sans doute, et prouvées par l'alignement et l'entassement des dollars. Mais à ce tableau qui ne doit pas être présenté sans nuances, et qui n'est si éclatant qu'à raison de l'ombre que la guerre projette encore sur les nations, appauvries en main-d'œuvre, du vieux continent. M. Granger est un esprit trop avisé pour ne pas apporter le correctif indispensable. Ces puissances économiques nouvelles, qui les a constituées ? Des gens venus d'Europe, précisément. Sans les émigrants fournis par elle, peu d'espoir pour les Etats d'outre-Atlantique, où l'accroissement spontané de la population est médiocre, de

(1) A. Demangeon. *Le déclin de l'Europe* (Paris, Payot, 1920).

peupler leurs espaces vides, de soutenir leur production, de faire travailler leur outillage. Aussi bien les statistiques douanières ne présentent-elles rien d'absolu, encore moins de définitif. Après une éclipse qui fut due au triomphe passager de la barbarie mécanicienne, voici que l'Europe, renouvelée par la libération de ses jeunes nationalités, pousse derechef au premier plan des valeurs mondiales les ressources de son esprit, ses facultés d'invention, aussi multiples et variées que les accidents pittoresques de son sol et que les nuances de son climat, s'impose aux « diplomates du dollar » pour le règlement des questions du Pacifique, tient tête à l'Asie avant d'entreprendre peut-être de la refaire à son image. L'intelligence organisatrice est toujours d'Eurasie méditerranéenne.

Paul Feyel..

LE THEATRE

DE LA CHIMERE AUX ŒUVRIERS

Nous avons depuis longtemps déjà fait connaissance avec ces Compagnons de « la Chimère » qu'emporte un zèle si généreux qui nous avaient donné la *Martine* du jeune fils de Tristan Bernard. A leurs débuts, ils n'avaient point de domicile et donnaient leurs représentations d'une manière intermittente, où ils pouvaient. Ces temps sont finis, et la Chimère vient de s'installer dans un théâtre fort ingénieux, quoique fort sommairement aménagé, que l'on appelle « Baraque ».

J'ai pu assister à la répétition des couturières du dernier spectacle : c'était aussi la répétition des peintres, — peintres en bâtiment, s'entend, car le travail de tous les corps de métier continuait dans la salle, en même temps que celui des comédiens sur la scène : cela sentait un peu la thérébentine, mais était fort pittoresque. La répétition se prolongea malheureusement si longtemps que je pus voir en entier la pièce de Lucien Bernard, *Ma Normandie*.

Les Compagnons de la Chimère ont ceci de particulier qu'ils ne recherchent pas la jeunesse d'esprit uniquement chez les jeunes d'âge. Ils savent bien qu'il n'y a, le plus souvent, aucun rapport entre l'état-civil d'un homme et son état intellectuel. Ils ne font donc aucune acception du nombre d'années chez les auteurs et considèrent seulement les œuvres... Ce sont les œuvres, en effet, qui sont jeunes ou vieilles, non les hommes.

Tel est justement le cas de Lucien Besnard, dont la pratique du théâtre est déjà ancienne mais qui a gardé, malgré l'expérience, toute la foi et l'originalité de ses vingt ans. *Ma Normandie* est une paysannerie, rafraîchie par une composition pittoresque et actualisée par l'idée qui en a été l'inspiratrice. Nous assistons, en effet, à une sorte de lutte entre l'esprit des campagnes et celui des villes. Un village refuse de se laisser industrialiser : admirable sujet.

* * *

Une autre jeune compagnie de théâtre, qui semble comme une annexe de L'Œuvre, « Les Œuvriers » vient de faire un remarquable début en nous offrant la représentation de l'*Embrasement*, trois actes tout à fait simples, pathétiques et vigoureux de Gaston Sorbets.

Chacun sait, en effet, que les vrais sujets de théâtre sont fort limités, et que l'originalité des véritables auteurs dramatiques est simplement de renouveler, en les actualisant, ces thèmes éternels de la passion Parmi ces thèmes, le plus beau peut-être est l'angoisse de l'homme déjà vieillissant devant la jeunesse du charme féminin. Peut-être même l'homme, dont le tempérament, dans l'extrême jeunesse, le jette surtout à la passion, si ce n'est à la dissipation, ne parvient-il à véritablement éprouver l'amour qu'à partir du moment où il commence à douter de pouvoir l'inspirer. Son inquiétude sentimentale, alors, n'est que la forme aigue et manifeste, d'une inquiétude plus profonde et plus large, qui est celle même de sa destinée.

Tel est le moment psychologique, qui n'est parfois qu'une crise très rapide et très violente, que Gaston Sorbets a entrepris de mettre à la scène dans sa pièce.

Voici un artiste, un peintre, qui jusqu'à aujourd'hui a travaillé avec succès et vécu avec bonheur. Il travaille et vit à la campagne, dans une maison gaie, près d'une femme aimante. Mais, depuis quelque temps, il se sent comme anxieux de lui-même : sa besogne, son art, marchent moins bien. A-t-il été vraiment heureux ? A-t-il eu vraiment du talent ?... C'est l'instant critique, qui commence par une sorte d'agitation intellectuelle et qui va se manifester par un sursaut du désir et de l'amour. Une jeune fille survient, en effet. C'est une sorte de servante, mais très au-dessus de sa condition et à laquelle on s'intéresse, dans la maison, par une bienfaisance familiale... Cette jeune fille, outre la jeunesse, possède une beauté dont le peintre

désire tout de suite fixer la grâce et le mystère sur sa toile. Il demande à la servante d'être son modèle. Mais peindre, n'est-ce pas aimer, et l'art n'importe quel art, n'est-ce pas tout amour ?... Cependant ce peintre amoureux et honnête est un bien maladroit intrigant. Il laisse découvrir ses toiles par sa femme et les voilà réduits à se dire la vérité., et tel est le mérite principal de l'œuvre de Gaston Sorbets : les personnages, chez lui, sont sincères, parce que lui-même est un écrivain courageux... Chaque réplique de sa pièce est un pas vers la franchise, un essai de loyauté. Ce mari et cette femme s'expliquent vaillamment, regardent les autres et eux-mêmes de face. La jeune servante elle même ne recule point devant l'évidence de la raison. Elle comprend que sa véritable destinée n'est point dans cet amour dont elle ne saurait dire elle-même dans quelle mesure il l'a atteinte et troublée : elle se résigne à épouser un brave jardinier, très coq du village, et qui, n'ayant pu séduire cette honnête personne, en conclut qu'elle est digne de devenir sa femme.

La pièce que M. Gaston Sorbets a composée et écrite sur cette donnée est solide, franche, dramatique. La langue en est simple et vigoureuse, et ce style, toujours correct et bien français, sonne singulièrement le naturel de la vie. Il est regrettable qu'une œuvre de cette qualité ne soit pas offerte davantage au grand public : souhaitons donc qu'après le succès de la répétition générale, les *Œuvriers* trouvent à même de laisser leur spectacle courir toute la carrière qui lui est certainement réservée.

* * *

Egalement à L'Œuvre (chez Lugné-Poé, lui-même, cette fois-ci), j'ai assisté à une représentation de *L'Otage*, de Paul Claudel, et je tiens à déclarer que cette soirée aura été un des événements intellectuels de ma vie.

Je ne rouvrirai pas, certes, la vieille controverse sur le génie — que les uns dérètent et que les autres nient — de Paul Claudel. Je me bornerai à dire : ne lisez jamais une pièce de Paul Claudel : allez la voir jouer. Je ne sais pas si Paul Claudel a du génie. Ce que j'ai constaté, c'est qu'à la lecture, je ne puis le comprendre, et qu'à la scène, il me communique les impressions les plus fortes que j'aie dues au théâtre contemporain.

Pourquoi ?...

Quand je lis une pièce de Paul Claudel, je ne comprends, j'ose l'avouer, ni le détail ni l'ensemble. Pour l'ensemble, en effet, je vois une pièce à prétentions historiques, comme l'*Otage*, où l'histoire est traitée avec une désinvolture dont la raison échappe. Les personnages les plus notoires, Napoléon le Pape, le Roi, et les événements les plus connus, sont traités comme s'il s'agissait de simples fictions. Si l'on prend des personnages historiques, ne semble-t-il pas qu'il faille du même coup adopter leur histoire ? Pour le détail, nous tombons simplement dans la difficulté propre au style de Paul Claudel, sur sa manie typographique, et autres particularités et gentillesses à propos desquelles tout a été dit. On arrive ainsi à la conclusion très claire et très certaine que Paul Claudel n'est pas un observateur ni un psychologue, ni un esprit lucide, ni un lyrique, ni même un prosateur, et on doute même qu'il soit un écrivain.

Voilà pour la lecture.

Et au théâtre, que se passe-t-il ? On dirait, soudain, un vitrail qui s'éclaire. Tout ce qui échappait apparaît ,tout ce qui rebutait s'efface. Paul Claudel n'est sans doute pas un auteur dramatique, car ses pièces restent bien mal faites (et d'ailleurs il se soucie bien peu de cette facture), mais il est un écrivain dramatique d'une puissance telle qu'il suffit de quelques mots détachés de son dialogue pour qu'une scène entière, un personnage, une époque de l'humanité, toute une philosophie s'évoquent et s'illuminent.

J'ai eu proprement, à la représentation de l'*Otage*, la sensation du divin.

Vous vous rappelez, au moins en gros, le sujet. Sygne de Coufontaine est restée, au lendemain de la Révolution, seule héritière des biens et du nom de sa famille. Elle a reconstruit le château. Elle est l'emblème de la fidélité et de la tradition. Survient un cousin à elle, qui a perdu sa femme infidèle et ses enfants et qui s'est consacré à la défense des droits du Roi contre l'usurpateur Napoléon. Ce qu'ils ont de mieux à faire, ces deux cousins qui portent le même nom, c'est d'échanger leur foi et d'assurer par eux-mêmes, en s'épousant, la survie de Coufontaine. Mais voici le drame. Le cousin a dérobé, comme disait Harpagon, le pape, et l'introduit clandestinement dans le château de Sygne. Or, le préfet de la région, Turelure, fils de bûcheron, a toujours été amoureux de Sygne, et il vient, ayant éventé la présence du pape, lui mettre le marché à la main : le pape sera pris, ou elle l'épousera... Elle a horreur de Turelure, qui représente la Révolution, l'Empereur, et elle a donné sa foi à son cousin. Mais le pape ne mérite-t-il pas un sacrifice d'importance ? Le curé du pays dirige la méditation et l'oraison de Sygne qui finit par s'offrir spontanément à la volonté de Dieu, et cette fin du deuxième acte est à peu près sublime.

Le troisième est moins clair. Sygne est mariée à Turelure, devenu préfet de Paris. Un enfant est

né de ce mariage, à qui Turelure veut réserver le titre et les biens de Coufontaine. Turelure livrera Paris au roi, si Coufontaine lui-même consent, à son tour, ce sacrifice. Sygne le persuade, en effet, que lui et elle, derniers vestiges d'un monde fini, n'ont rien de mieux à faire. Coufontaine se résigne mais non sans destiner à Turelure une balle qui atteint malheureusement la pauvre femme.

Ce qui donne, à mon sentiment, une beauté presque auguste à cette œuvre qui, d'ailleurs, est la plus scénique de Paul Claudel, c'est, d'une part, la ferveur spirituelle qui semble jaillir en chaque réplique d'admirables et vivantes images, et d'autre part la largeur symbolique des perspectives ouvertes sur les destinées de cette histoire que l'auteur, dans le détail, traite avec tant de désinvolture, mais dont il dégage, dans l'ensemble, la signification avec tant de pathétique et de poésie.

Gaston Rageot.

LES ARTS APPLIQUÉS

LE SALON DES ARTISTES DÉCORATEURS

Les Ensembles

La Société des Artistes Décorateurs qui se manifestait autrefois annuellement dans les locaux restreints mis à sa disposition au Pavillon de Marsan par l'Union Centrale des Arts Décoratifs, a pour la première fois obtenu un emplacement au Grand Palais.

M. Sézille, architecte, a utilisé avec une remarquable ingéniosité le long et incommode boyau dans lequel il avait à installer une exposition de l'art du goût moderne. Le tour de force qu'il a accompli donnera aux dispensateurs des emplacements une idée de ce qu'il eût pu réaliser si on lui avait confié des locaux dignes de la grande cause nationale que défendent les Artistes Décorateurs.

Quoi qu'il en soit, l'étranger qui vient ici se documenter sur l'état de nos Arts Appliqués et en quelque sorte tâter le pouls de la France artistique et industrielle, peut constater l'énergie et la bonne santé de nos producteurs. De quelque nationalité que soit un visiteur et quel que soit le goût particulier de sa race, je défie bien — s'il est doué de quelque sens artistique — qu'il ne soit profondément impressionné par un ensemble aussi puissant, aussi riche et aussi harmonieux que la grande salle à manger de M. Maurice Dufrêne.

Tout se tient ici. Architecture et mobilier se commandent. Pour un ensemble de meubles aux larges volumes et qui tire son opulence de la splendeur des bois, M. Maurice Dufrêne a voulu un cadre sobre et imposant. Pas de tentures de papier ou d'étoffe. La muraille elle-même sert de fond et, pour en rompre la monotonie, l'artiste a utilisé le galbe de la serviette gothique avec infiniment d'adresse et de sens des proportions. Il y a là un essai de décoration générale tout à fait réussi.

A côté de cette œuvre maîtresse, M. Maurice Dufrêne en expose deux autres : un cabinet de travail auquel je ne saurais reprocher que la maigreur imposée aux pieds de meubles par une série de décrochements successifs; une salle à manger dont le buffet rassemble en un séduisant accord l'acajou, l'amaranthe et le palissandre, dans une armature en noyer. Ce buffet serait parfait sans la cage de verre rapportée sur son faîte et qui pourrait être supprimée sans inconvénients. Je goûte fort dans le cabinet de travail un fauteuil de cuir d'une forme savante et d'une savoureuse coloration.

La salle à manger en érable gris de MM. Fabre et Steeg est fortement conçue. Le buffet est particulièrement bien équilibré. Les fauteuils recouverts de velours mauve présentent une assise confortable. La commode s'adorne d'un marbre dont les tonalités de pêche s'allient exquisement avec celles d'un vase bien choisi. Dans cette symphonie violette et argentée, j'aurais vu sans déplaisir un rien de marqueterie un peu soutenue exaltant le gris d'un panneau, ou une entrée de serrure qui compte, quelque chose enfin susceptible de rompre l'impression un peu réfrigérante d'un ensemble cependant remarquable. Il ne manque ici que cette pincée de poivre de Cayenne dont un cuisinier vigilant relève certains plats.

A employer semblable adjuvant, MM. Danin et Genevrière n'ont point manqué. La chambre à coucher qu'ils ont composée pour M. Jean Borlin est entièrement en palissandre des Indes ciré. Ce bois très distingué demeure dans des tonalités assourdies qui pourraient devenir d'autant plus fastidieuses qu'il n'est ici aucune ornementation autre que celle de la ligne même du meuble, tracée, il est vrai, avec une ingéniosité subtile et réfléchie. Pour écarter cette menace de monotonie, MM. Danin et Genevrière ont enchâssé dans tout ce calme un objet remuant par son dessin et par sa couleur : le couvre-lit. Ainsi se révèle une sensibilité affinée dont on retrouve l'expression dans la base à la fois solide et dégagée de ce mobilier très étudié, dans lequel je ne déplore qu'un peu de maigreur dans les montants du bahut. Elle se manifeste encore, cette sensibilité, dans la neutre

rumeur d'un fond qui reste à son plan avec juste ce qu'il faut pour qu'on n'en ignore, ou par la tendre note d'une cristallerie verte ou améthyste qui chante avec le charme prenant d'une voix pure dans la nuit. Nous sommes là en présence d'une conception poursuivie avec un constant souci d'art.

Les installations de M. Follot nous offrent un exemple de cette même conscience, avec cette différence que leur auteur doit se méfier de son imagination féconde qui le pousse à la surabondance. Cette noble inquiétude, qui lui laisse sans cesse le désir de parfaire, il doit s'employer à la maîtriser. Chacun de ses stands contient généralement les éléments de plusieurs créations. Il fait songer à ces écrivains dont le cerveau en continuelle gestation crée des romans trop touffus. C'est pourquoi je préfère cette année dans ses envois ce qu'il appelle lui-même « Salle à manger modeste » et « Chambre à coucher modeste », car ces ensembles qui ont le mérite d'être de prix fort abordables, restent encore cossus dans leur simplicité. J'avoue ne pas goûter le salon noir et or, évocateur d'un 1830 sans gaîté. Le cabinet de travail nous délivre de cette impression morose. La vue seule de son admirable tapis y sullirait. M. Paul Follot est d'ailleurs un maître incontesté en cette matière.

Un des meilleurs meubliers d'aujourd'hui, M. Montagnac, nous propose une table-bureau dont j'admire la perfection. Il a utilisé pour le plateau un morceau de ronce de palissandre dont il a su mettre en valeur les dispositions naturelles et les reflets profonds.

Un cabinet de travail du même me satisfait moins, non par sa structure générale, mais par l'illogisme de son ornementation. Un motif d'entrelacs est coupé net aux deux extrémités d'un tiroir faisant partie d'un plan nu, de sorte que rien n'explique l'arrêt des courbes mathématiques au beau milieu d'une surface. Voilà une erreur qui étonne d'un de nos plus sûrs logiciens du meuble, qui montre aussi cette année un très beau tapis édité par M. Bouix.

Une salle à manger par M. Rapin retient par son inspiration bien française. La table, les chaises sont élégantes, deux encoignures présentent une architecture reposante. Quant au buffet, sa base est stable et sereine ; la partie supérieure a moins de sobriété et forme un peu comme un autre meuble superposé. Le boudoir voisin, également de M. Rapin, fut élaboré avec un soin patient. Les pieds de la poudreuse paraissent un peu frêles, mais un charme certain émane de ce coin intime.

La salle à manger de M. René Gabriel s'impose agréablement. Seules les chaises pèchent par quelques détails. Les dossiers quadrillés, en lamettes légères, pourraient manquer de résistance. Les pieds, cannelés mécaniquement, s'amortissent insuffisamment sur le siège, d'où apparence de lourdeur. Les autres meubles sont d'une simplicité sympathique et l'accompagnement alerte du fond, du tapis et du papier peint rend le tout fort plaisant.

M. Ruhlmann, le maître de l'ébénisterie moderne, n'est représenté que par un petit bureau en ébène macassar marqueté d'ivoire, mais c'est un chef-d'œuvre de grâce aisée et comme naturelle.

Un des précurseurs du mobilier populaire moderne, M. Gallerey, revient à une formule dans laquelle il a fait ses preuves, avec une confortable salle à manger en merisier ciré dont il établit le buffet, la table et les six chaises pour 2.590 francs, résultat fort appréciable au point de vue de la concurrence avec les fabrications des styles périmés. A signaler aussi sa chambre en noyer ciré et un svelte bahut-buffet de forme originale, placé dans le stand où M. Briotel présente un billard élégant, se transformant à volonté en table de salle à manger. Je note dans cette salle de billard un curieux jeu d'échecs par M. Raby et, de M. Zola, d'excellents vases en cuivre martelé.

M. de Bardyère est en progrès considérable. Son art a pris de la force. Il concentre maintenant sur certains points des effets qu'il dispersait jadis. Son buffet en acajou et amboine, avec ses panneaux en pointes de diamant élargies vers le bas, est très heureusement personnel. Une idée à retenir est celle des stores encastrant certaines parties en verroteries formant vitraux (collaboratrice, Mme Lehucher-Mery).

Le sens pratique de M. Marcel Charpentier nous vaut un cabinet de travail bien conditionné, d'un charme discret. M. Doumergue utilise habilement la somptuosité de la matière. J'estime que son lit gagnerait si le panneau du pied était moins élevé. Je ferai la même remarque dans la pittoresque chambre de M. Eric Bagge. Mme Lucie Renaudat au contraire a bien compris que l'esthétique et la commodité conseillaient généralement de dégager l'abord du lit. Le sien est bien compris, malgré que j'en supprimerais volontiers les panaches de perles servant d'écran aux appareils électriques, accessoires d'un entretien difficile et placés de façon gênante pour l'usage et pour le service. La décoration de l'armoire en losanges d'or sur fond vert est bien voyante.

Deux installations érigent ici la preuve que l'art moderne descend maintenant des intérieurs jusqu'à la rue. D'une part, un magasin d'une attirante distinction créé par M. Prou pour la parfumerie Violet ; d'autre part, une boutique plus rutilante

destinée par M. René Herbst à un marchand de chaussures. Dans les vitrines, d'exquises trouvailles de Perugia affirment qu'il n'est aucun domaine que l'art appliqué ne puisse embellir et que dans les usines d'aujourd'hui il existe encore des fées pour transformer en merveilles les souliers de Cendrillon.

M. Bernaux expose une desserte dont il a eu tort de couper par le jeu des portes le motif ornemental sculpté. Par contre, il faut savoir infiniment de gré à M. Massac de l'intelligente manière dont il a, sur sa commode, combiné des incrustations formant motif central les portes fermées et gardant aspect de motif complet les portes ouvertes. MM. Lahalle et Levard pratiquent les laques avec talent. Leur cabinet n'a qu'un défaut, c'est que ses tonalités tranchées en rompent l'homogénéité. Une fort jolie pendule est un peu gâtée par un cadran trop commercial.

Les meubles de M. Legrain ne peuvent prendre place que dans une pièce à destination définie. L'un d'eux est surmonté d'un prestigieux oiseau taillé dans le cristal de roche par M. Czaky. La nursery de M. Chareau abonde en sagaces dispositifs. Mais quel vert cru ! Je ne suis pas un ennemi juré de l'excentricité. Il est des jours où l'on a plaisir à voir bousculer la banalité de l'existence. Mais j'aime, je l'avouerai à Mme Eileen Gray, que la bizarrerie soit aussi motivée que la sagesse quotidienne. Ce n'est pas toujours le cas dans la chambre à coucher pour Monte-Carlo. Témoins, les paravents à jour qui ne sont que des fantaisies dans l'espace. Un paravent n'est-il pas fait pour garantir d'un mouvement de l'air ou dérober quelque chose à la vue ?

Mme Chauchet-Guilleré a le mérite de ne point se borner dans ses recherches et de se plaire à évoluer sans cesse. Sa chambre de dame est d'un agrément certain.

M. Jallot a installé dans une rotonde un meuble dont l'apparat sans complications séduit. Que n'a-t-il conservé le même esprit de sacrifice en concevant sa salle à manger où je constate un abus de filets marquetés. Excès d'ornementation également dans les envois de M. René Leclerc. Trop de sculptures et de dorures dans le boudoir de M. Majorelle.

Avant d'en terminer avec les ensembliers, je note la saine rusticité de M. Francis Jourdain ; un pittoresque arrangement de M. J. Klein ; l'avenante chambre de M. Leleu ; l'armoire à glace de M. Frèchet ; une salle à manger qui date un peu, par M. Collet ; de M. Joubert, une psyché pour une bien petite femme et un piano à queue trop rudimentaire ; de M. Nowah, un buffet bien construit et une banquette à laquelle je reproche la case qui la domine ; enfin, la tonnelle et les meubles de jardin de M. Valette.

Je me suis attaché dans ce compte-rendu à étudier de façon assez complète la décoration générale et le mobilier, estimant que c'est dans les ensembles que se précise le goût et le style d'une époque. Les critiques que j'adresse ici à nos créateurs sont des critiques de doctrine, portant presque toujours sur des détails, et amicalement faites à des partisans d'un idéal commun que je défends depuis que je tiens une plume. Elles ne diminuent ni la valeur profonde, ni le passionnant intérêt d'un mouvement nécessaire et d'une prodigieuse vitalité, car il n'est rien de parfait *sub sole*, et dans les plus glorieuses productions du passé on pourrait trouver sujet à discuter.

Dans mon prochain article, après avoir traité de l'art appliqué au Salon des Tuileries, je reviendrai au Salon des Décorateurs pour passer en revue les envois isolés des artistes spécialisés, les maquettes d'architecture et la Salle de la Manufacture de Sèvres.

Yvanhoé Rambosson.

LES LIVRES NOUVEAUX

E. Bourgeois et G. Pagès. — *Les Origines et les Responsabilités de la grande guerre.* Preuves et aveux. (Paris, Hachette, 1921.)

Cet ouvrage, dû à la collaboration de deux des maîtres des études historiques, expose, suivant un plan logique, plus que chronologique, les antécédents diplomatiques et politiques du conflit de 1914. Origines immédiates et crise brusquée de juillet ; retour sur les conditions d'hégémonie allemande où a vécu l'Europe de 1871 à 1904 ; essai de dégagement, du fait des puissances occidentales, de ce joug pesant à partir de 1904 ; tout est examiné à la lumière des textes, publics ou secrets, que les auteurs ont eus à leur disposition, élucidé de manière à mettre en relief le plan final d'asservissement du continent aux ordres de Berlin. Un choix très abondant de pièces d'archives, et notamment les dépêches officielles, annotées par Guillaume II à la veille même de la guerre et aussitôt le déchaînement du conflit, font de cet ouvrage capital le manuel indispensable pour qui veut étudier et comprendre. On méditera tel passage de la correspondance intime dans laquelle, dès octobre 1904, Guillaume enghait Nicolas II : « Quoique Delcassé soit un anglophile enragé, il sera assez sage pour comprendre que la flotte anglaise est complètement incapable de sauver Paris ». Voilà une lueur sur les « origines » de la guerre. Le livre en contient d'autres.

BULLETINS DE L'ETRANGER

La Question d'Orient

L'obligation de donner à l'imprimerie, une dizaine de jours d'avance, le manuscrit d'une chronique qui doit suivre, d'aussi près que possible, l'actualité politique, fait envier les dons des voyantes en mesure de prédire le plus proche avenir. Les événements peuvent, en quelques jours, prendre un cours inattendu qui ôte à certaines considérations le plus clair de leur intérêt. Nous traversons actuellement des jours chargés d'électricité. L'orage passera-t-il sur Lausanne sans éclater ? Il y a des raisons de craindre une rupture comme il y a des raisons d'espérer un accommodement. Le mieux, dans l'incertitude, est d'examiner les hypothèses.

Il n'est pas inutile de rappeler les éléments du conflit.

Lorsque Youssouf Kemal bey fit, pour la première fois, connaître les conditions de paix du gouvernement d'Angora (c'était avant que l'armée grecque eût quitté l'Asie-Mineure) on y lisait aux paragraphes 4 et 5 :

Payement par les Grecs des dépenses nécessitées pour la réparation des territoires occupés, ainsi que des indemnités pour le déplacement des mohadjirs (musulmans ayant quitté la Macédoine et installés ailleurs comme colons).

Restitution sans condition à la souveraineté turque de Smyrne et de toutes les autres localités de l'Anatolie, conformément au pacte national.

La note de Youssouf Kemal bey contenait également toutes les clauses connues; suppression des capitulations, indépendance absolue de la Turquie au point de vue politique, militaire, financier et économique et se terminait par cette déclaration : « Le gouvernement d'Angora n'acceptera pas la moindre modification à ces conditions considérées comme les revendications minima de la Turquie. La responsabilité de tout ce qui pourrait arriver dans l'avenir incombera aux puissances alliées dans le cas où elles se refuseraient à les accepter. »

On ne pouvait être ni plus catégorique, ni plus insolent. Il importe de ne pas oublier que lorsque les puissances reçurent cet ultimatum non équivoque, l'armée grecque tenait encore solidement le front d'Anatolie et que l'aide des puissances eût suffi pour lui assurer la victoire définitive sur le kémalisme.

Mais les puissances voulaient la peau de Constantin. Cette vengeance d'amour-propre blessé obscurcissait leur jugement. Je ne suis pas suspect de tendresse pour Constantin dont j'ai combattu tant que j'ai pu la restauration, mais j'ai toujours soutenu que, le fait une fois accompli, nos intérêts supérieurs nous commandaient de nous en accommoder, quitte à agir ultérieurement.

A tous ceux qui ont des intérêts en Orient, qui suivent les affaires d'Orient, qui ont souci du prestige de la France dans le Levant, je pose la question suivante :

« Estimez-vous que l'effondrement de l'influence française en Turquie, la fermeture de nos écoles, la suppression des capitulations qui, depuis des siècles, protégeaient nos nationaux et leur permettaient de commercer, la mainmise sur nos établissements de crédit, les impôts sur nos négociants, la perte de nos privilèges de cabotage, la disparition de nos concessions, vendues à d'autres, la perspective pour les porteurs de fonds ottomans d'être payés en papier ou de n'être pas payés du tout, la perte de la Cilicie et la menace s'étendant à la Syrie, — et j'en oublie — sont compensés par la disparition du pouvoir et de ce bas monde de Constantin et de ses ministres ? Si vous aviez pu garder les capitulations, les écoles françaises, la liberté de commerce, et tout le reste au prix du maintien de Constantin, n'auriez-vous pas dit: Soit ! »

On me dira peut-être qu'il était impossible de prévoir l'effondrement des intérêts français en Turquie et que les Turcs avec lesquels M. Franklin-Bouillon négociait, en octobre 1921, l'accord d'Angora avaient figuré d'excellentes gens dont on ne pouvait attendre une telle hostilité ultérieure.

A cela je réponds en citant la note de Youssouf Kemal bey. Les Alliés savaient les intentions claironnées des kémalistes touchant les capitulations, touchant les intérêts financiers et moraux de l'Occident en Turquie, bien avant l'effondrement du front grec. On n'a rien fait pour l'empêcher, au contraire. Nous avons tous fourni des armes, des munitions, du ravitaillement à ces Turcs qui nous disaient sans ambage : « Notre volonté formelle est de vous expulser tous d'Anatolie. » Il fallait, à ce moment-là laisser de côté la question Constantin, complètement accessoire à côté des intérêts en jeu, appuyer de façon efficace, et non par de vains discours comme M. Lloyd George, l'action de l'armée grecque, ravitaillée, pourvue des escadrilles d'avions qui lui faisaient défaut, soutenue moralement — fait capital — par une sympathie européenne dont elle sentait douloureusement l'absence, l'armée grecque était en mesure de vaincre définitivement les Turcs, et nous n'aurions pas eu à Lausanne, un général Ismet pacha, orgueilleux et superbe, traitant en vaincues les puissances européennes victorieuses de la grande guerre.

Notre politique n'a pas d'excuses. Elle a été animée par une haine étroite contre un homme qui, s'il nous avait fait du mal, ne pouvait plus nous en faire. Aux temps lointains des monarchies féodales, les rois lançaient leurs peuples en guerre pour venger un affront personnel ou pour humilier un rival. Il ne semblait pas que nous dussions revenir à ces criminelles pratiques. Au-dessus des hommes il y a les nations et leurs intérêts généraux.

Cet exorde, qui a un caractère rétrospectif, a pourtant son importance d'actualité. Les grandes puissances peuvent se trouver à nouveau demain devant un problème de nature rigoureusement semblable. Puisse le passé servir de leçon pour l'avenir.

En effet, les Turcs, en se présentant à Lausanne, n'ont rien changé au programme de Youssouf Kemal bey. Ils l'ont simplement aggravé. S'ils osaient, alors que l'armée grecque était au cœur de l'Anatolie, formuler de pareilles prétentions, la reconquête de Smyrne devait leur donner une arrogance supplémentaire. On sait avec quelle intransigeance ils ont, à Lausanne, tant dans la première que dans la seconde conférence, refusé toute garantie aux ressortissants étrangers et fait la sourde oreille lorsqu'il s'est agi du règlement de leurs dettes.

Les alliés, qui se sont volontairement et imprudemment désarmés, ont été de capitulation en capitulation, s'efforçant, par des appels au bon sens, à la générosité, à l'amitié, de sauver quelque chose. Rien n'y a fait.

Les Turcs sont restés fidèles à leur tactique initiale : négocier pendant quelques jours, donner une impression de bonne volonté et d'entente, pour, à la séance première, en revenir à la formule négative.

Nous avions si formellement déclaré que nous ne ferions jamais rien contre eux (M. Franklin-Bouillon leur avait même promis que nous défendrions à Lausanne toutes leurs revendications même contre nous-mêmes) qu'ils en prenaient à leur aise.

Nous nous sommes inclinés devant la thèse turque d'après laquelle la Turquie ne verserait pas de réparation à l'Entente. Nous acceptâmes cela dans l'idée que, comme de toutes façons, même s'ils s'y engageaient par traité, les Turcs ne paieraient jamais rien, mieux valait ne pas faire de cette clause une pierre d'achoppement à la signature du traité. On espérait sans doute ainsi se rattraper en nature par des concessions — que les Turcs n'ont d'ailleurs pas données.

Mais satisfaits de n'avoir rien à payer, les Turcs, qui ont un ardent besoin d'argent, entendaient faire payer les Grecs. Ceux-ci, dès le début, déclarèrent qu'ils ne paieraient rien. La première prétention formulée par Youssouf Kemal bey était une mauvaise plaisanterie, car l'occupation grecque de l'Asie-Mineure avait amélioré l'état du pays et, quant aux *Monadgirs*, la Grèce pouvait, par réciprocité, présenter la facture de l'entretien de milliers de réfugiés chrétiens expulsés d'Anatolie par les Turcs pendant la guerre mondiale.

Si, dans sa retraite d'Afium-Karahissar à Smyrne, l'armée grecque avait brûlé villes et villages, suivant la coutume des armées qui ne laissent pas de cantonnements intacts pour les poursuivants, encore fallait-il s'entendre sur la valeur intrinsèque des chaumières en terre battue qu'un coup de botte pouvait renverser. Les millions alignés par Kemal pacha étaient un audacieux échafaudage. De plus, la Grèce avait vu s'abattre sur son sol pauvre plus d'un million de malheureux êtres à demi-nus et affamés jetés à la côte par les kémalistes. Le trésor grec s'était épuisé à soulager ces misères. Dans la balance des comptes, la Grèce était manifestement créancière. Ces quelques explications fournies, la délégation hellénique ajoutait qu'elle se refusait catégoriquement même à discuter la question. Au cours de la première conférence de Lausanne, M. Venizelos fut formel et fut, jusqu'à la veille de la rupture, appuyé par lord Curzon.

Quand la seconde conférence reprit, la question, que l'on sentait épineuse, fut laissée de côté et l'on discuta mille autres détails, avec la même lenteur et la même difficulté, d'ailleurs. Mais le gouvernement grec n'entendait pas qu'un doute pût subsister dans l'esprit des Turcs sur ce problème capital. A la fin de la seconde semaine de mai, après deux importants conseils des Ministres à Athènes, M. Alexandris, ministre des Affaires Etrangères partait pour Lausanne où M. Romanos, l'éminent ministre de Grèce à Paris, venait le rejoindre auprès de M. Venizelos et de M. Caclamanos.

M. Alexandris apportait d'Athènes à M. Venizelos l'expression du désir du gouvernement hellénique de voir cette question des réparations mise sans plus tarder sur le tapis. La Grèce se sentait en mesure de parler net. Elle avait en effet reconstitué en Thrace une armée de 150.000 hommes, bien équipée, bien commandée à laquelle les attachés militaires étrangers les moins bien disposés ont été forcés de rendre hommage. La Grèce n'a jamais considéré la débâcle d'Asie-Mineure comme une défaite après laquelle il n'y a qu'à demander grâce. Elle avait été provoquée par des éléments politiques et moraux, étrangers à l'art militaire. Si revanche il devait y avoir, les sceptiques seraient édifiés. Tandis que la force grecque se reconstituait ainsi, l'armée turque, pas payée, n'ayant plus de chrétiens à tuer pour les dépouiller, se débandait. Mustapha Kemal était obligé de la transporter aux confins de la Syrie pour l'entretenir dans l'espoir de nouveaux pillages.

Après des entretiens avec Sir Horace Rumbold, le général Pelle et le signor Montagna qui laissait libre de choisir la procédure la meilleure, M. Venizelos, sur leurs conseils, se rendait chez Ismet pacha, auquel, dans une conversation de deux heures, il exposait les idées bien arrêtées du gouvernement hellénique. Deux jours plus tard Angora télégraphiait à Ismet de maintenir ses exigences. La question, demeurée entière, devait être portée devant l'assemblée plénière de la Conférence. M. Venizelos, fort du bon droit de la cause hellénique n'accepta, dans l'intérêt de la paix, que la cession de Karagatch, qui n'avait pas, pour la Grèce, un intérêt primordial, cette bourgade étant grevée de la servitude du débouché bulgare sur la mer Egée. Si la reprise des hostilités avait eu lieu, quel était l'intérêt de l'Entente? Certains déclarent qu'il fallait s'interposer entre les combattants, que les troupes françaises devaient barrer la route à l'armée grecque de Thrace, au risque même de provoquer une guerre franco-grecque. C'est proprement de la démence. Si vraiment Turcs et Grecs avaient du en venir aux mains, n'était-il pas de l'intérêt majeur de la France, de voir, sans aucun frais, les Grecs rabattre l'orgueil des kémalistes et peut-être rétablir tout le prestige occidental dans le Levant? Les Turcs ne nous ont vraiment pas suffisamment récompensés de tout ce que nous fîmes pour eux pour que nous ne puissions applaudir à la leçon salutaire qui leur eut été éventuellement donnée. On cherche depuis six mois vainement le moyen de leur faire signer la paix. Il n'y avait peut-être que celui-là.

Au lendemain de l'accord gréco-turc, que l'on doit à la fermeté du gouvernement hellénique, donnant en cela aux puissances une grande leçon sur la manière de négocier avec les Turcs, ces derniers ont d'une part cherché à revenir sur l'accord, en réclamant le paiement des bons de réquisition de l'armée grecque et d'autre part ont fait état de la satisfaction qu'ils venaient d'accorder à la Grèce, dont ils redoutaient tout simplement l'armée, pour demander aux alliés de reconnaître de façon palpable, leur sacrifice. Parce que la Turquie avait cédé à l'ultimatum grec, les alliés étaient tenus de faire les frais de l'arrangement.

Et les négociations des jours suivants ont vu réapparaître l'intransigeance turque. Les Turcs ayant besoin d'argent, les Grecs n'en voulant ni n'en pouvant donner, les puissances apaiseront-elles le conflit en offrant aux Turcs un emprunt? Ce serait un comble! Mais ce ne serait pas la première stupéfaction que nous aurons eu à éprouver dans l'erratique traitement de la question d'Orient.

René Puaux.

Bulletin Roumain

L'AGRICULTURE AVANT ET APRÈS LA GUERRE

Jetons un coup d'œil aujourd'hui sur l'agriculture roumaine, qui est, on le sait, la principale source de richesse du pays.

Sur la superficie totale du sol de la nouvelle Roumanie, 25.667.770 hectares sont cultivables et 7.308.688 sont couverts de forêts.

On doit ajouter à ces étendues les terrains inondables, source future de riche production agricole, et les étangs poissonneux.

La superficie agricole est répartie, d'après les régions, de la façon suivante :

Roumanie ancienne : 9.973.663 h.; Transylvanie 5.501.438 h.; Bessarabie : 3.617.480 h.; Banat (entier) : 2.083.954 h.; Crishana (sans les départements hongrois) : 1.956.044 h.; Maramuresh : 1.526.622 h.; Bucovine : 1.008.570 h.

De toutes les cultures faites sur la superficie agricole de la Roumanie, les céréales occupent la première place. Elles formeront encore longtemps le principal surplus des revenus.

Il a été cultivé en céréales, avant la guerre, dans toutes les régions roumaines, une superficie de 13.642.545 ha., à savoir :

Roumanie ancienne, approximativement : 5.443.380 ha.; Transylvanie, Banat et les autres régions roumaines de l'ancienne Hongrie : 5.274.631 ha.; Bessarabie : 2.539.227 ha.; Bucovine : 385.307 ha.

Ces superficies se maintiendront à peu près dans les mêmes rapports aussi dans le cadre de la Roumanie nouvelle, et c'est donc sur cette base que nous pouvons évaluer la production en céréales du pays.

Le rendement annuel des superficies susmentionnées était approximativement de 13.589.402 tonnes, soit 1.358.940 wagons, ce qui reviendrait à une production moyenne d'environ 1.000 kil. par hectare. Cependant, la production moyenne de l'ancien royaume a été, avant la guerre, de beaucoup inférieure à celle des régions ralliées. Ainsi par régions, la production moyenne en céréales se présente de la sorte :

Banat : 1.370 kil. par ha.; Chrishana : 1.240 kil. par ha.; Transylvanie : 1.229 kil. par ha.; Bucovine : 1.220 kil. par ha.; Maramuresh : 918 kil. par ha.; Bessarabie : 861 kil. par ha.; Roumanie ancienne : 820 kil. par ha.

En ne mettant comme base que la production d'avant-guerre et en maintenant le même rapport entre la production et l'exportation, on peut évaluer le surplus annuel de la Grande Roumanie à environ 500.000 wagons de céréales.

Comme on a vu, le rattachement des nouvelles provinces, et notamment de la Bessarabie, a presque doublé la superficie cultivable de la nouvelle Roumanie.

Voici à l'heure actuelle la répartition du sol :

	Étendue en hectares	Pour cent de la superficie
Ensemencements	11.180 800	37,9
Jachères	1.149 288	3,9
Vignobles et vergers	313.000	1,1
Prairies naturelles	1 597 300	5,4
Pâturages permanents	2.858 485	9,8
Forêts	7.308 688	24 6
Eaux, voies, routes, bâtiments, etc.	5.016.862	17,3
	29.424.423	100,0

Il est superflu de dire que la guerre a créé des conditions qui ont rendu beaucoup plus difficile la production agricole pendant les premières années qui ont suivi l'armistice de 1918. La désorganisation des Chemins de fer, l'extrême réduction du cheptel, la réforme agraire qui substitue à la grande propriété la petite propriété sont les principaux obstacles qu'il a fallu vaincre pour améliorer de plus en plus la production agricole.

Cette amélioration cependant est sensible. La superficie cultivée a été de 8 millions d'hectares en 1920 et de plus de 9 millions en 1921. Cependant, les conditions atmosphériques très défavorables en 1921 ont fait que la production a été inférieure à celle de 1920 — 8.900.000 tonnes en 1920 — 7.000.000 en 1921.

Malgré cela, on n'a exporté en 1920 que 942.000 tonnes alors qu'on en a exporté 1.470.000 tonnes en 1921. Pour qui s'intéresserait aux détails de la culture, pendant les 3 années 1920, 1921 et 1922, nous donnons ci-dessous le tableau suivant :

	Superficie Cultivée Hectares			Production Tonnes		
	1920	1921	1922	1920	1921	1922
Blé	2.022.710	2.488.335	2.615.000	1.668.587	2.100.000	2.680.000
Seigle	315.603	326.562	266.545	239.922	230.674	2.412.000
Orge	1.400.171	1 569.373	1.746.838	1.471.950	985.292	1.870.000
Avoine	966.403	1.239 006	1.319.030	922.089	963.168	1.175.000
Maïs	3.295.418	3.443.990	3.716.365	4.623.845	2.772.899	
Totaux	8.000.307	9.067.266	9.663.778	8.926.394	7.052.033	8.137.000

Pour ce qui est de l'exportation, voici encore quelques chiffres :

	1920	1921	1922 (4 mois)
	Tonnes		
Blé	1.049	93.114	20.838
Seigle	41.164	55.864	9.730
Orge	420.872	387.168	84.921
Avoine	38.594	165.466	39.636
Maïs	440.068	769.149	108 677
Totaux	941.747	1.472.761	253.802

Ce qui fera encore mieux apprécier l'amélioration de la situation agricole de la Roumanie dans les années 1920, 1921 et 1922, c'est de savoir que la petite Roumanie qui, avant la guerre, était un des greniers de l'Europe, a dû importer des céréales et de la farine d'Amérique et d'Australie en 1919, c'est-à-dire lorsqu'elle avait doublé son territoire et sa population.

Voici encore des chiffres :

	Importations 1913	Importations 1919	Exportation 1919
	Tonnes		Tonnes
Blé	2.374	44.598	10
Farine	7	144.565	7
Seigle	992	2.560	»
Orge	1.497	426	»
Avoine	1.119	4.831	»
Maïs	4.356	14.520	650

Par conséquent en 1919 la production agricole de la nouvelle Roumanie, c'est-à-dire d'une superficie de 300.000 K², est inférieure à la production de 1913 de la

petite Roumanie d'avant la guerre qui ne comptait à peine que 138.000 K². Cela montre à quel point la guerre a épuisé la Roumanie et l'effort que représente l'amélioration de sa situation pendant les premières années qui ont suivi la conclusion de la paix.

Si l'ancien royaume avec une superficie cultivée de 5.400.000 Hª a exporté en 1911 4.000.000 de tonnes de céréales et environ 3.000.000 en 1912 et 1913 pendant les guerres balkaniques, il est permis de compter pour les années suivantes, avec une superficie cultivée presque double, et lorsque les conditions normales d'exportation seront revenues, sur 6 à 8.000.000 de tonnes de céréales exportables.

Voici enfin quelques chiffres sur la question de l'élevage en Roumanie. La guerre a porté un grand coup au cheptel roumain; le nombre des chevaux a été réduit de moitié, celui des bovidés des deux tiers, celui des moutons est tombé à moins de la moitié et celui des porcs à moins des deux tiers. Mais le rattachement des nouvelles provinces à l'ancien royaume a amélioré la situation et le cheptel roumain augmente de plus en plus, comme on peut le voir par le tableau suivant :

	1919	1920	1921
Chevaux	1.379.916	1.485.200	1.686.728
Bovides	4.633.999	4.875.624	5.721.170
Moutons	7.790.633	8.689.966	11.494.047
Chèvres	354.775	499.922	573.900
Porcs	2.289.458	2.513.610	3.159.591

Bulletin Yougoslave

Le voyage du général Le Rond en Yougoslavie a donné l'occasion au peuple serbe-croate-slovène d'affirmer une fois de plus son inébranlable attachement à la France et de prouver ainsi qu'il entend rester à ses côtés non seulement par reconnaissance pour l'amitié éprouvée dans la guerre européenne, mais aussi par conviction que cette solidarité est une des meilleures garanties pour assurer dans l'Europe Centrale la paix issue de la victoire commune des alliés.

Le général Le Rond a été accueilli à Belgrade en vieil ami de l'armée serbe. Il a été reçu en audience par le roi et a eu des entrevues avec MM. Pachitch, président du conseil, Nintchitch, ministre des Affaires Etrangères et le général Péchitch ministre de la Guerre. Il a visité le camp d'aviation de Novisad, la garnison de Belgrade, les arsenaux militaires et a été prié de prolonger son séjour pour pouvoir se rendre également à Sarajevo, capitale de la Bosnie, et sur la côte dalmate. Le général a été partout chaleureusement accueilli et acclamé par la population aux cris de « Vive la France ».

Les visites du général Le Rond en Roumanie et en Yougoslavie, comme celles du maréchal Foch en Pologne et en Tchécoslovaquie, ne sont certes pas de simple courtoisie. Toutefois, rien ne permet de les considérer comme ayant été dictées par des raisons autres que celles de maintenir l'étroite solidarité entre la Pologne et la Petite Entente, d'une part et la Grande Entente de l'autre. L'opinion publique serbe en particulier est unanime à considérer que cette solidarité est plus que jamais nécessaire dans l'intérêt commun de tous les alliés victorieux de la grande guerre. C'est donc à tort que la presse ennemie et même une partie de la presse italienne ont cru devoir interpréter le voyage du roi d'Angleterre à Rome comme ayant pour but de resserrer les liens entre l'Angleterre et l'Italie en excluant la France qui a été ainsi obligée de se tourner vers la Pologne et la Petite Entente pour ne pas rester isolée.

Les divergences de vues passagères qui se produisent entre Paris et Londres ne sont pas assez grandes pour permettre aux ennemis de la solidarité interalliée d'envisager de telles éventualités et de s'en réjouir par avance. Les manifestations italo-anglaises de Rome ne portent pas plus ombrage à l'Entente cordiale franco-anglaise que celles de Prague, Varsovie, Bucarest et Belgrade à l'Entente franco-italienne. Les trois grandes puissances alliées sont trop conscientes de la nécessité de maintenir entre elles l'étroite solidarité pour la défense de leurs intérêts réciproques dans le monde entier pour ne pas persister dans la ligne de conduite que leur fixent les traités de paix qu'elles ont elles-mêmes élaborés.

Quant aux Etats de la Petite Entente, ils se sont groupés justement pour assurer le respect de ces traités dans l'Europe Centrale et, par conséquent, leur politique à suivre se trouve ainsi nettement définie. Mais, ils se rendent très bien compte que pour remplir ce rôle de gardien de la paix dans l'Europe Centrale, ils ont besoin d'avoir derrière eux les grandes puissances alliées unies, dont le concours leur a été si précieux pendant la guerre et qui leur a permis aux uns de libérer leurs frères opprimés et aux autres de retrouver leur indépendance nationale. C'est du moins l'avis unanime de l'opinion publique yougoslave. Le général Le Rond a pu s'en rendre compte sur place et les entretiens qu'il a eus à Belgrade lui ont permis d'emporter cettte conviction que la Yougoslavie entend pratiquer l'unité de front interalliée dans la paix avec la même résolution que la Serbie l'a pratiquée pendant la guerre.

D. Tomitch.

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 12 61e ANNÉE 16 JUIN 1923

LE ROLE POLITIQUE D'ALBERT BALLIN

L'action politique de Ballin a commencé dès le jour où, devenu, en fait, le chef de sa compagnie, il lia le développement de celle-ci à l'expansion de la puissance allemande. L'organisation laborieuse du système des *pools* et la participation au trust Morgan en sont les exemples les plus saillants; mais on pourrait en citer bien d'autres.

Il fut mêlé directement à l'action diplomatique de l'Empire, dans les négociations qui durèrent de 1908 jusqu'à la veille même des hostilités, pour prévenir le choc menaçant de l'Angleterre et de l'Allemagne, à propos de l'hégémonie maritime. Ballin n'est pas un agent officiel. Il opère en marge. Il cause avec des amis anglais, dont le principal est sir Ernest Cassel. Son gouvernement peut le suivre ou le désavouer; mais l'agent officieux ne fait pas une démarche, n'écrit pas une lettre, n'a pas une conversation sans prendre l'avis préalable de l'Empereur, de Von Tirpitz ou du Chancelier et sans leur rendre compte.

L'intermédiaire, du côté anglais, sir Ernest Cassel, était « un Allemand de naissance venu en Angleterre dès sa jeunesse, et devenu l'un des plus grands financiers du monde. Il avait été grand ami du Prince de Galles, le futur roi Edouard VII, en même temps que son banquier et son conseiller politique. Dans les dernières années de sa vie, le roi Edouard venait presque chaque jour dans sa maison faire une partie de bridge. »

Cassel mit sa grande influence au service d'un rapprochement entre sa patrie adoptive et sa patrie véritable, c'est-à-dire l'Allemagne.

Il ne craignit pas, d'ailleurs, de se déclarer Allemand à plusieurs reprises et, comme tel, fut exclu, pendant la guerre, du *Conseil Secret*.

Pour Ballin, bien plus que l'alliance franco-russe, la rivalité anglo-allemande était une menace de guerre. Si on arrivait à apaiser cette rivalité, la guerre ne lui semblait plus à craindre. Selon lui, la cause de cet antagonisme était la construction de la flotte de guerre allemande. Il se disait que « l'Angleterre qui possédait un tiers de la surface terrestre habitée et entendait conserver ses possessions, ne pouvait renoncer à la suprématie sur mer. » Peut-être, malgré son grand bon sens, ne réfléchissait-il pas assez que l'énorme et rapide développement de la flotte commerciale allemande avait une contre-partie nécessaire qui était le développement parallèle de la marine militaire.

Quoi qu'il en soit, Ballin voyait juste quand il jugeait sage de conclure un compromis anglo-allemand. Mais cette entente était-elle possible ? Il n'a pu y réussir, dit son biographe, « parce que l'esprit de compromis ne régnait pas en Allemagne; les Allemands au contraire connaissaient mal l'étranger et s'exagéraient leurs propres forces. Ces défauts caractérisaient bien l'Allemagne d'avant-guerre, dominée par deux éléments influents : le vieil esprit prussien et la grosse industrie. Ces deux éléments de l'Allemagne, d'orientation si

différente, se sont rencontrés sur le terrain économique pour faire une politique douanière, qui sans doute, donna à l'Allemagne la prospérité, mais créa la matière de graves conflits internationaux. »

Certes, Ballin et Cassel étaient deux adversaires dignes de se mesurer. Mais ici, ils n'étaient pas adversaires. Tous deux tendaient au même but. Leurs sympathies étaient communes et leur clarté d'esprit égale. S'ils avaient pu être les plénipotentiaires des deux pays, pour lesquels ils négociaient dans la coulisse, l'accord serait vite intervenu. Mais ils n'avaient pas les mains libres ; chacun parlait au nom de ses mandants, dont ils n'avaient pas pouvoir de sacrifier les points de vue. Dans leurs entrevues, ils rivalisaient de prudence pour ne pas compromettre la thèse officielle ; puis, quand ils se retournaient vers leurs commettants, ils se faisaient, sans doute, les avocats de la thèse adverse et cherchaient à concilier des partis pris au fond irréductibles. C'est du moins ainsi qu'apparaît Ballin prêchant la modération à l'Empereur, au chef de l'Amirauté, au Chancelier.

Il commença par soutenir la restriction du programme naval allemand, puis cette limitation des armements toujours chère aux Anglais, et qui prête à tant d'équivoques et à tant d'échappatoires. Mais le gouvernement allemand recherchait surtout un *accord politique*. La formule est vague ; elle comporte des sous-entendus qu'il n'est pas cependant difficile de deviner : l'alliance ou la neutralité de l'Angleterre en cas de conflit avec la France ou la Russie. Malgré toutes les sympathies pour l'Allemagne de certains ministres libéraux anglais, le peu de cas qu'ils faisaient de la France et leur antipathie mal dissimulée pour la Russie, une entente politique était peut-être le parti qui répugnait le plus au tempérament anglais. Néanmoins le cabinet britannique se montra très disposé à seconder les efforts des intermédiaires officieux et en 1912, à la veille de la mission Haldane, il fut vaguement question d'un traité de neutralité.

Toute cette bonne volonté fut contrariée par des incidents qui témoignent d'une sorte de susceptibilité nerveuse régnant des deux côtés. Par exemple, fin octobre 1908, c'est l'incident de l'interview de Guillaume donnée au *Daily Telegraph*, dont les termes « assez vifs » produisirent en Allemagne « une indicible stupeur ». « L'Empereur, dit M. Huldermann, aurait dû sentir la portée politique de ses affirmations, et ne pas épancher son cœur avec tant d'inconséquente sincérité ; mais c'était là un de ses grands défauts. »

En juillet 1911, l'envoi de la canonnière *Panther*, à Agadir, provoque une nouvelle tension, qui se manifeste par un violent discours de Lloyd George, lequel déclare que l'Angleterre ne peut admettre que, dans des questions touchant à ses intérêts vitaux, on agisse comme si elle n'existait pas.

En 1912, on s'irrite, en Allemagne, d'un discours de Winston Churchill, surtout parce qu'il a dit qu' « une grande flotte était pour l'Angleterre une dure nécessité, tandis que, pour l'Allemagne, c'était *une sorte de luxe* » ; l'Empereur vit dans ses mots une injure. Dans un télégramme à Ballin du 19 mars 1912, il parle de « l'invraisemblable discours de Churchill qu'une grande partie de la presse anglaise et beaucoup de ses compatriotes ont considéré comme une provocation à l'adresse de l'Allemagne. A bon droit, d'ailleurs. » Et Guillaume termine ainsi : « *où voit-on qu'il ait fait des excuses pour l'expression « flotte de luxe » dont il s'est servi dans ce discours ?*

Le chancelier Bethmann Hollweg partageait l'indignation de son maître et le même jour, 19 mars, il écrivait à son tour à Ballin « Churchill paraît être un incorrigible emballé ».

Cependant, s'il faut en croire M. Huldermann, ce discours ne contenait rien d'agressif. C'était un exposé de la rivalité des deux pays dans les constructions navales. Churchill y proposait le *Naval Holiday*, c'est-à-dire une trêve de part et d'autre dans les constructions. L'auteur ajoute qu'il traduisit lui-même et fit répandre en Allemagne le texte de ce discours, avec l'appui d'un comité pour le rapprochement des deux pays. « Le résultat ne fut pas atteint, il est vrai, car, dans les deux pays, des groupes puissants professaient l'opinion que les tentatives de rapprochement étaient vouées à l'échec et que le *parare bellum* était la seule maxime à suivre. »

Cet accès de nervosité se produisait précisément un mois après la visite du ministre anglais Haldane à Berlin. On semblait à ce moment s'être mis d'accord, quoiqu'en termes peu précis. Haldane, au dire de Guillaume, s'était montré *très gentil et très raisonnable*. A Londres comme à Berlin, on se déclarait très satisfait du succès de la mission Haldane. Asquith, au Parlement, et le Chancelier, au Reichstag, faisaient des déclarations pacifiques et optimistes.

A-t-il donc suffi du mot de Churchill sur la *flotte de luxe* pour arrêter court l'essor de si belles espérances ? On se mit à qui mieux mieux à récriminer et chacun suspecta la bonne foi de son partenaire. En Allemagne « on pensait que les pourparlers n'avaient pas été menés avec franchise du côté anglais », que la mission Haldane à Berlin n'avait pas été une démarche sincère ou que cet intermédiaire avait été pour le moins désavoué par son gouvernement. Pendant ce temps, les milieux conservateurs anglais

« faisaient ressortir avec force qu'on ne pouvait se fier à l'Allemagne, et poussaient à la politique d'armements comme unique moyen de salut ».

Certes le *Fair Play* est une belle devise, mais combien idéale. Ballin et Cassel l'avaient sans doute pratiquée, dans la mesure où elle est possible entre gens d'affaires ; mais le franc jeu est d'une application plus difficile encore entre politiciens et diplomates. Il n'est pas contestable que les deux courtiers officieux furent sincères dans leur désir commun d'un rapprochement anglo-allemand, et les libéraux anglais partageaient leur sentiment puisque ceux-ci parlaient, en février 1912, d'une convention de neutralité. Mais quelle neutralité et dans quels cas ? Au surplus, des deux côtés, les dirigeants étaient dominés par l'opinion publique. Cette opinion avait été créée de toutes pièces, en Allemagne, par la propagande effrénée sur le développement de la flotte. D'autre part, l'opinion anglaise n'avait pas besoin d'être excitée, puisque la suprématie maritime de la Grande-Bretagne apparaissait comme directement menacée. C'est derrière « une tâche intérieure insoluble » que se retranchent Guillaume et son chancelier quand les Anglais demandent la réduction du plan de constructions. Quant aux sentiments des milieux anglais, deux rapports de Ballin destinés à l'Empereur, l'un du début, l'autre du milieu de 1910, sont significatifs à cet égard. On y lit :

« Actuellement, on est au protectionnisme et à l'union douanière avec les colonies ; la germanophobie est si violente que l'on peut à peine se rencontrer encore avec ses vieux amis, parce qu'on s'aperçoit, tout à coup, que les gens sont devenus fous et ne parlent plus que de la guerre qui vient et du protectionnisme à établir. »

Ce *délire mêlé de germanophobie qui a saisi la nation anglaise* attriste tellement cet anglophile, qu'il en arrive à douter de l'idole dont il a, d'ailleurs, passé sa vie à saper le piédestal : « J'avoue que, au sujet de l'Angleterre, mes prévisions sont assez pessimistes. Les Anglais ne peuvent vraiment plus rivaliser avec nous, et s'ils n'avaient pas la puissance des capitaux, si un flot d'or ne continuait de se déverser des grandes colonies vers la petite métropole, ils deviendraient bientôt pour nous, avec leurs habitudes de conservateurs repus, des quantités négligeables dans la concurrence sur le marché mondial. »

L'épilogue de l'échec de la mission Haldane fut la démission de l'ambassadeur allemand, comte Metternich. Très partisan d'un rapprochement, il envoya un rapport où il déclarait que, si les armements *allemands* étaient poursuivis, *la guerre avec l'Angleterre éclaterait au plus tard en* 1915. Ce rapport reçut, paraît-il, une note marginale très défavorable de l'Empereur. L'ambassadeur comprit et démissionna pour raison de santé.

On peut se demander quelle fut pendant ce drame, qui dura six années, l'attitude personnelle de Guillaume II. Les Mémoires de Ballin nous livrent à cet égard, avec divers renseignements suggestifs, deux documents émanés de l'Empereur et qui sont pleinement révélateurs.

Chacun sait qu'aucune sympathie n'exista jamais entre Edouard VII et son neveu. Le roi d'Angleterre ne fit une visite officielle à Berlin que dans la neuvième année de son règne. Guillaume II blâmait hautement la conduite privée de son oncle, quand celui-ci était encore Prince de Galles, et il ne cachait pas au dehors sa désapprobation. De plus, par un sentiment de famille bizarre, il était choqué et irrité que ses *parents* couvrissent en quelque sorte de leur couronne une politique que, lui, jugeait contraire au développement normal de l'Empire. Quand la guerre fut déclarée, il se considéra *comme trahi par ses proches en Angleterre.*

Le premier des deux documents est reproduit intégralement par Ballin sous la signature de Guillaume II. A la fin de 1911, quelques mois après l'incident d'Agadir, Ballin transmit à l'Empereur un article de la *Westminster Gazette* en lui faisant remarquer qu'il reflétait l'opinion des milieux libéraux anglais sur la politique extérieure. Cet article était, dans son ensemble, très favorable à l'Allemagne. Il fut retourné à Ballin souligné et annoté par l'Empereur, avec, de sa propre main, une note finale que voici.

« Excellent, sauf l'idée ridicule que nous rechercherions l'hégémonie en Europe Centrale. *Nous sommes* justement l'Europe Centrale, et il est tout naturel que d'autres Etats moins forts s'appuient sur nous ou entrent dans notre sphère d'influence par voie d'attraction, surtout s'ils sont de notre race. C'est ce que les Anglais ne veulent pas admettre parce que cela détruit leur théorie de la *Balance of Power*, qui consiste à manœuvrer à volonté les grandes puissances européennes les unes contre les autres, et parce que cela créerait un continent uni, ce qu'ils veulent empêcher par tous les moyens. De là, les mensonges au sujet de notre soif d'hégémonie. L'hégémonie ? Il faut voir comme ils la revendiquent et l'exercent déjà dans le monde. Nous autres, Hohenzollern, n'avons jamais eu d'ambitions pareilles ni poursuivi de but aussi nébuleux. Et plaise à Dieu que cela ne nous arrive jamais ! Guillaume, I. R. »

Évidemment, en écrivant ces lignes à Ballin, l'Empereur est sincère, mais son indignation ne rappelle-t-elle pas un peu la parabole de la paille

et de la poutre ? Mettons, si l'on veut, pour être impartial, qu'ici la paille était de la grosseur d'une poutre.

Si cette note révèle l'aigreur intime de Guillaume contre l'Angleterre, le second document est encore plus suggestif, car il annonce, dès 1912, et avec une précision parfaite, la crise jugée inévitable qui éclatera en 1914. C'est une lettre de l'Empereur à Ballin, du 15 décembre 1912. Guillaume déclare que la situation est très tendue entre l'Autriche et la Serbie. La Serbie compte sur l'appui de la Russie, l'Allemagne devra secourir l'Autriche. Celle-ci se trouve à un tournant critique et il s'agit de son existence même : restera-t-elle allemande et alliée de l'Allemagne ou sera-t-elle submergée par la vague slave ? C'est donc une guerre de race imminente qui dresserait les Germains contre les Slaves enorgueillis. Ce combat de race ne peut nous être épargné, car il s'agit de l'avenir des Habsbourg et de l'avenir de «notre Patrie» ; c'est donc une question vitale pour les Germains en Europe.

« L'Angleterre, disait la même lettre, avait jusque-là soutenu le point de vue austro-hongrois : c'était un fait d'une grande importance. Comme la guerre contre la Russie entraînerait immédiatement la guerre contre la France, il était intéressant de savoir si dans cette affaire *purement continentale*, l'Angleterre ne se déclarerait pas neutre, puisqu'elle nous avait proposé au mois de février un traité de neutralité.

« Or, le 6 décembre, Haldane, évidemment envoyé par Grey, vint trouver Lichnowsky et *déclara en termes très secs à l'ambassadeur stupéfait* que, si l'Allemagne était mêlée à une grande guerre, contre la Russie et la France, l'Angleterre ne resterait pas neutre, mais qu'elle se placerait immédiatement aux côtés de la France ! Il donnait pour raison que l'Angleterre ne pouvait tolérer et ne tolérerait jamais que l'Allemagne s'emparât de la suprématie en Europe, ce qui pourrait amener la formation d'un bloc continental. Ainsi, l'Angleterre ne pouvait à aucun prix nous laisser écraser la France. Vous pouvez penser, concluait l'Empereur, quel effet cette nouvelle a produit à la Wilhelmstrasse. Quant à moi, elle ne m'a pas surpris. Comme vous savez, j'ai toujours compté militairement l'Angleterre comme une ennemie. Je suis content de voir la situation s'éclaircir, même en ce sens négatif ».

Il semble bien que l'attitude de l'*aimable* Haldane ait été singulièrement exagérée et défigurée aux yeux de l'Empereur. Ballin se renseigna auprès de Cassel, ami de Haldane, lequel protesta en affirmant qu'il avait eu avec l'ambassadeur allemand un entretien d'une demi-heure très agréable au cours duquel l'occasion s'était offerte à lui de répéter la formule discutée à Berlin pendant son séjour : à savoir que l'Angleterre avait intérêt à ce que la France demeurât intacte. Le Prince Lichnowsky, dans le mémoire intitulé *Ma Mission à Londres*, rappelle cet incident sans montrer la moindre stupéfaction et il ajoute : « Tous les dirigeants s'exprimaient dans le même sens. » La façon dont les faits furent présentés à l'Empereur prouve donc que son entourage, loin d'essayer d'arranger les choses, comme Ballin, cherchait plutôt à les envenimer. Comme on a pu le voir par les deux documents qui viennent d'être analysés, ces conseillers trouvaient chez Guillaume un esprit bien préparé à les accueillir.

Ainsi, dès la fin de 1912, l'Empereur annonçait le conflit austro-serbe, l'intervention de la Russie, suivie de la France, liée par ses traités, enfin l'Angleterre refusant de rester neutre. Il semble paradoxal, après ces révélations, de présenter le gouvernement français et l'influence personnelle de M. Poincaré comme responsable d'une guerre jugée inévitable à Berlin.

D'ailleurs Ballin, envoyé à Londres par Von Jagow, peu après le 16 juillet 1914, avec une mission que son biographe ne précise pas, se rencontra avec Grey, Haldane et Churchill qu'il trouva dans les dispositions les plus pacifiques. On ne commença à craindre pour la paix qu'après la note autrichienne du 23. « Quand Ballin revint en Allemagne, le 27, il avait encore l'impression qu'un diplomate allemand un peu adroit pourrait très bien parvenir à une entente avec l'Angleterre et la France, ce qui affermirait la paix et empêcherait la Russie d'engager la bataille. L'Angleterre et les hommes politiques dirigeants étaient, disait-il, absolument pacifiques, et le gouvernement français désirait si peu la guerre que ses représentants à Londres avaient été, selon l'expression de Ballin, « très petits » et feraient tout pour prévenir une catastrophe. Mais l'Angleterre, continuait-il, était engagée vis-à-vis de la France à se ranger à ses côtés en cas d'attaque non provoquée, et elle ne tolérerait certainement pas que nous traversions la Belgique, conformément à notre vieux plan de campagne. Tout ce que dit Ballin est confirmé par les rapports de l'ambassadeur Prince Lichnowsky et par ce que les autres membres de l'ambassade ont raconté sur leurs impressions dans ces journées critiques ».

On a souvent répété que les Allemands avaient commis une faute de psychologie en envahissant la Belgique en 1914, et que, s'ils l'avaient évitée, l'Angleterre serait restée neutre. Les hésitations et les divisions du cabinet britannique, à la fin de juillet, ont contribué à accréditer cette opinion. On ignore ce qui a pu se passer dans l'esprit de

certains ministres anglais, à l'heure décisive où il faut, quand même, assumer les grandes responsabilités ; alors, les caractères médiocres chancellent et cherchent à se dérober, comme le condamné devant l'échafaud. Les Allemands, eux, n'avaient plus d'illusion sinon sur leurs propres forces. Ils étaient prévenus des intentions de l'Angleterre, mais que pouvait peser la *misérable petite armée anglaise* dans la balance du destin ? Puisque le conflit était inévitable, il n'y avait plus rien à ménager. La violation de la Belgique ne pouvait être que l'épreuve de la volonté anglaise, et, à ce point de vue encore, comme au point de vue stratégique, elle s'explique, surtout dans l'état d'esprit que nous connaissons maintenant.

Pour revenir à Ballin, il avait poursuivi sa chimère avec une inlassable obstination. Ses conversations avaient continué avec Cassel. En 1911, à la veille même de la guerre et quand elle était déjà décidée, il s'efforçait encore de ménager une entrevue entre Churchill et Tirpitz. La tentative, après tant d'autres, échoua cette fois, par l'intervention de l'Empereur. Avant que Ballin pût en entreprendre de nouvelles, la catastrophe se produisit.

On a pu remarquer qu'il n'est guère question de la France dans tout cela. C'est une vassale de l'Angleterre obligée de suivre la Russie. Le véritable conflit est, à l'Est, entre Germains et Slaves ; à l'Ouest, entre Anglais et Allemands.

Aussi la France n'a jamais tenu grande place dans les considérations de Ballin sur la politique internationale. C'est pour lui quantité négligeable. Il n'en parle que rarement et avec une nuance de dédain. Au début de la guerre, il envisage son écrasement comme une nécessité préalable et d'ailleurs certaine, après quoi on pourra s'entendre avec les Anglais. Sans doute, l'instabilité du monde politique français ne lui a pas échappé, mais le cerveau de ce manieur d'affaires n'a jamais pu soupçonner, même un instant, la grande force atavique, immanente chez nos paysans, et leur puissance de résistance pour défendre leur sol. Ce sont ceux-là, pourtant, qui ont *tenu* sur la Marne, sur l'Yser et à Verdun et qui, par deux fois, en septembre 1914 et en mai 1918, se sont redressés après la défaite. Pour Ballin, la richesse économique et l'organisation commerciale étaient les seuls facteurs de l'histoire ; les forces morales ne comptaient pas, tandis qu'elles sont presque tout, à la condition qu'il se trouve une volonté pour les diriger. Un grand quartier général n'est pas une volonté, c'est un syndicat. Il faut un homme : au besoin, jadis une bergère a pu suffire : Jeanne d'Arc.

Félix Roussel,
Président de la Cie des Messageries Maritimes.

L'ÉVOLUTION D'UN POÈTE

DE L'AMOUR A LA NATURE

Certaines régions, certaines provinces — on l'a souvent remarqué — sont plus fécondes en écrivains, notamment en poètes, que d'autres, même voisines. Ce n'est pas toujours le seul fait du hasard. Les vastes horizons des mers ou des plaines, les vallées des beaux fleuves, les calmes ondulations des plateaux et des collines, où les jeux mouvants de la lumière peuvent se déployer dans toute leur somptueuse variété, se prêtent évidemment mieux que les pays de montagnes aux caprices de l'imagination. Par leur rudesse et leur immobilité, les cimes arrêtent le rêve ; elles séduisent, au contraire, les hommes d'énergie, les esprits scientifiques et positifs. J'ai déjà fait cette constatation à propos du Dauphiné qui, pouvant s'enorgueillir de tant d'esprits éminents dans la philosophie, la politique, les sciences, l'art de la guerre ou l'industrie, ne donna le jour à aucun grand poète. Son seul écrivain célèbre, Stendhal, se caractérise justement par l'absence de tout lyrisme, la sécheresse, le goût du détail et des notations précises. Jean-Marc Bernard, qui mourut glorieusement devant Souchez, en 1915, et qui, pourtant, ajoutait volontiers à son nom l'épithète de « dauphinois », avait écrit, quelques mois avant la guerre, un article sur le Dauphiné. « Beaucoup de gens, déclarait-il, y firent et y font des vers ; mais tous ces vers sont sans élan et sans poésie. » Si, parmi les vivants, il met à part André Rivoire, Poizat et Le Cardonnel, c'est pour remarquer aussitôt qu'aucun d'eux ne chanta la province à laquelle ils n'appartiennent guère, peut-on dire, qu'au point de vue administratif. Tous les trois — et lui-même qu'il oublie modestement — virent, en effet, le jour dans la vallée du Rhône, qui est, au contraire, l'une des contrées privilégiées qu'illustrent de nombreux écrivains.

Je les évoquais l'autre jour, et plus particulièrement André Rivoire, tandis que je descendais le Rhône en bateau. Après Chasse, au tournant du fleuve, d'où l'on a une si magnifique vue de Vienne, étagée sur ses collines, des vers chantèrent dans ma tête :

Là-bas, dans ma petite ville,
Qui s'éveille dès le matin
Et qui s'endort, le soir, tranquille,
A l'heure où le soleil s'éteint,

Au pied des coteaux que domine
Un mont neigeux à l'horizon,
Au bord du fleuve qui chemine
A la porte de ma maison...

***

C'est à Vienne, en effet, que naquit, il y a exactement un demi-siècle, André Rivoire, dont je viens de relire les volumes de vers sous les arbres de mon Seillon. Excellente condition pour savourer des poèmes. « Une lecture ainsi faite, déclare Anatole France, est une lecture heureuse... L'ombre mouvante qui tremble sur le feuillet du livre et le bourdonnement de l'insecte qui passe entre l'œil et la page mêlent à la pensée de l'auteur une impression délicieuse de nature et de vie. »

André Rivoire a donc vu le jour au bord du Rhône. Qu'importe, me direz-vous, le hasard d'une naissance ! Quelle influence cette vallée eut-elle sur son talent ? Du reste, ajouterez-vous peut-être, qu'importe toute la nature au poète de l'amour !

Qu'André Rivoire soit un poète de l'amour, et l'un des plus exquis, c'est bien évident, et cela pourrait suffire à sa gloire. Dans un article de la *Revue des Deux-Mondes,* André Beaunier a dit tout ce que comportait ce sujet. Je pourrais cependant faire remarquer qu'en ses vers, si passionnés ou si subtils qu'ils soient, on trouve toujours la clarté des rives rhodaniennes. Finesse et bon sens luisent dans les vifs regards des gens de ce pays où l'on ignore presque le brouillard, où les légères brumes qui montent parfois du fleuve sont transparentes et lumineuses. Sans avoir l'implacable dureté des paysages alpestres, ni l'éclat trop net que donne le soleil provençal, les choses y prennent une silhouette si précise qu'on ne peut se contenter de mots vagues pour les décrire. De là vient même le prosaïsme des poètes que ne porte pas un lyrisme suffisant, d'un Emile Augier, né à Valence comme Le Cardonnel, d'un Ponsard, né à Vienne comme Rivoire. Mais même un vrai poète, fils de cette vallée, toute marquée encore par plusieurs siècles de civilisation gréco-latine, ne sacrifiera jamais aux Muses incertaines qui, de l'étranger, viennent parfois troubler notre clair génie. Les vers d'André Rivoire coulent comme une eau limpide. Indifférent aux écoles nouvelles, rebelle aux influences éphémères et stériles, le poète est fidèle aux sages enseignements que nous donnait Anatole France, dans le *Jardin d'Epicure,* et qui restent valables pour les vers comme pour la prose : « Tout ce qui ne vaut que par la nouveauté du tour et par un certain goût d'art, vieillit vite. La mode artiste passe comme toutes les autres modes. Il en est des phrases affectées et qui veulent être neuves comme des robes qui sortent de chez les grands couturiers : elles ne durent qu'une saison. »

***

Il y a, du reste, chez André Rivoire, autre chose qu'une sensibilité amoureuse. Certes, il ne pourra jamais dire, ainsi que la comtesse de Noailles,

La forêt, les étangs et les plaines fécondes
Ont plus touché mes yeux que les regards humains.

Mais on trouve dans ses vers, l'émotion du poète devant la beauté des choses : c'est une veine, d'abord enfouie, et qui ne se montre guère dans ses œuvres de début ; elle apparaît peu à peu dans les poèmes de sa maturité et il est probable qu'elle ira sans cesse en s'élargissant. N'en est-il pas ainsi chez la plupart des écrivains ? Rares sont ceux qui, dès leur jeunesse, regardèrent la nature avec l'enthousiasme d'un Ruskin, contemplant, tout enfant, la plaine de Croydon et s'écriant que les yeux lui sortaient de la tête. Dans toute l'inconscience et l'ardeur de l'adolescence, nous pouvons, la joie au cœur, le rire aux lèvres, rêver ou parler d'amour sans remarquer le sentier fleuri de buis ou d'aubépines, témoin de nos aveux et de notre émoi. A vingt ans, est-ce qu'on regarde autre chose que le visage de l'aimée ? Aussi, quand, aujourd'hui, André Rivoire évoque ses premiers troubles amoureux, il se revoit bien

courant sur les pelouses
Dans le jardin de *ses* vacances d'écolier,

mais il se souvient surtout des fillettes qui l'entouraient :

En ce temps-là, j'étais le roi d'enfants jalouses,
Leur maître tour à tour superbe et familier...
D'un regard ou d'un mot je faisais des tempêtes ;
Et, selon le caprice obscur de mon désir,
Je voyais se dresser ou se courber les têtes
Et le visage élu rayonner de plaisir.

Il n'est donc pas étonnant que l'on ne rencontre pas la nature dans ses premières œuvres : les *Vierges* et *Berthe aux grands pieds,* et pas davantage dans ses pièces de théâtre, bien que les décors fleuris, qui encadrent *Il était une bergère* et le *Sourire du faune,* soient l'occasion de quelques vers pittoresques. Je signale pourtant, dans le *Bon roi Dagobert,* le délicieux jardinier du dernier acte et ces vers où se révèle le chasseur que fut, dès sa jeunesse, André Rivoire :

Ah ! la chasse ! l'odeur de la forêt mouillée...
Le vent frais qui vous baigne à travers les manteaux,
Le brusque soleil rouge au-dessus des coteaux...
Ah ! ce sont des matins de lumière et de joie !

***

Le Songe de l'Amour, le premier des trois recueils de vers jusqu'ici publiés, qui contiennent en somme le vrai Rivoire, parut en 1900. Le poète, qui n'avait pas trente ans, ne sort guère de lui ; il vit avec ses espoirs, ses joies, ses craintes et ses souffrances. A peine pourrait-on citer un rapide croquis de nature dans une pièce intitulée *Au pays* :

La ligne des coteaux se détache si pure,
Sous le ciel bleu du soir !
Des arbres, çà et là, dressent la découpure
De leur feuillage noir.

Mais il ne s'attarde guère à cette contemplation :

...déjà ma pensée est loin du paysage,
Mes yeux n'en voient plus rien.
Devant moi, seulement, monte votre visage
Triste comme le mien.

En fait de paysages, on ne trouve que des « paysages intimes », suivant le titre même de l'un des poèmes. La nature n'intervient, peut-on dire, qu'en fonction de son amour. Comme le déclare André Beaunier, « elle lui est une étrangère, à moins que ne s'y promène la bien-aimée... Alors, elle lui devient le temple de l'idole, temple tout parfumé de l'encens qu'il brûle en l'honneur de l'idole et temple voluptueux de la présence de l'idole. » Avec Vigny, il dirait volontiers à celle qu'il aime :

L'oiseau n'est sur la fleur balancé par le vent,
Et la fleur ne parfume et l'oiseau ne soupire
Que pour mieux enchanter l'air que ton sein respire ;
La terre est le tapis de tes beaux pieds d'enfant.

Thème vingt fois repris, depuis, par les poètes. Ernest Dupuy, qui fut un commentateur si subtil de Vigny, se rappelait sans doute la strophe de la *Maison du berger*, quand il fait dire à Clotho, dans ses *Parques* trop oubliées :

A travers le réseau des cils de ton amante,
Tu trouves la tiédeur du printemps plus clémente,
Et le cœur embaumé des roses plus vermeil.

Gabriel Faure.

(à suivre)

L'OPINION PUBLIQUE EN FRANCE AU XVIIe SIÈCLE

Presque jusqu'à nos jours, les historiens ont étudié le XVIIe siècle en vertu d'une théorie non seulement établie depuis longtemps, mais ayant eu encore la bonne fortune d'être restée inattaquée et intangible. Ils l'ont considéré, sans examen approfondi, comme une époque pendant laquelle, en France, s'est installée et a fleuri dans toute sa splendeur la monarchie absolue.

Dans l'ensemble, ce jugement n'est certes pas dépourvu d'exactitude. Cependant ne convient-il pas d'y apporter quelques réserves, de le rendre moins catégorique, d'en modifier en tout cas la simplicité lapidaire? Certains l'ont déjà tenté.

* * *

Ils ont d'abord constaté, sans y insister d'ailleurs — et nous verrons les motifs de leur discrétion — que précisément pendant ce siècle la presse était née en France. Ils ont reconnu aussi et surtout qu'à la même époque s'était manifestée une véritable opinion publique dans le pays ou plutôt dans la capitale, et plus tard à l'étranger par suite de circonstances spéciales. Les actes de la monarchie absolue, dans tous les domaines, ont provoqué l'apparition d'une foule d'ouvrages, courts ou étendus, simples plaquettes ou vrais livres, où les auteurs ont librement exposé leurs sentiments personnels. Ce mouvement, déjà fort sensible dans le cours du XVIe siècle, s'accentue et s'amplifie pendant la période suivante au point que celui qui tâche de pénétrer cette littérature particulière risque d'être débordé devant la masse toujours plus compacte et plus ample de ces ouvrages et doit se résigner à faire entre eux un choix forcément arbitraire.

Mais, dira-t-on, cette opinion publique, sous ses deux formes, a-t-elle pu se manifester impunément?

Il est indiscutable que, dès cette époque, le gouvernement français en a reconnu l'importance et, aussi, la nécessité d'agir sur elle pour la gagner et l'attacher à sa cause. Soit en exerçant sur les *Gazettes* une surveillance étroite et en y faisant insérer des documents qui présentaient les actes du souverain sous des aspects constamment favorables et heureux, soit en prenant à ses gages des écrivains chargés d'expliquer dans leurs ou-

vrages la politique royale et de vanter ses succès, il a tâché continuellement d'acquérir des adhérents fidèles et d'annihiler en même temps tout sentiment d'opposition. Sous Marie de Médicis déjà, ce système est employé pour convaincre non seulement les habitants de la capitale, mais la masse des sujets provinciaux : il est développé en particulier pendant la Fronde par Mazarin. Aussi, lorsque l'on rencontre une brochure parue, pendant ces deux périodes, à Bordeaux, Rouen, et, avec la mention : *Jouxte la copie imprimée à Paris*, peut-on soutenir avec une certitude à peu près complète qu'elle sort d'une presse royale. Bien plus, Richelieu et Louis XIV, tout en usant, eux aussi, de ce procédé, ont coordonné et perfectionné la méthode. Ils ont en effet groupé autour d'eux des hommes, dont la fonction exclusive fut de soutenir les prétentions royales en écrivant des ouvrages de polémique pure ou de jurisprudence politique. Auprès du personnel dirigeant, il s'est ainsi formé momentanément de véritables équipes dont la plus remarquable est, sans contestation possible, celle qui obéit au ministre de Louis XIII.

* * *

Mais, par cela même qu'il reconnaissait indispensable d'influencer l'opinion publique à son profit, le gouvernement monarchique ne fut-il pas amené à prendre des mesures de précaution pour prévenir toute tentative hostile, à réglementer étroitement en cette matière, ainsi qu'il le faisait partout ailleurs?

A n'en juger que par la fréquence répétée des décrets officiels, on pourrait être enclin à croire que la suppression de la liberté de penser et d'écrire a été un dogme intangible de la royauté française au XVIIe siècle. Ces mesures sont en effet nombreuses et variées.

Il en est que l'on peut considérer simplement comme préventives. Ainsi, les imprimeries autorisées dans le royaume sont en nombre restreint et inégalement réparties entre cent dix cités : tandis que Paris en possède trente-six environ, Lyon et Rouen dix-huit, dans soixante-deux villes il n'en existe qu'une pour chacune d'elles. — Ainsi encore, on rappelle avec instance que le permis d'imprimer est obligatoire, et l'une des principales fonctions des exempts est de perquisitionner chez les libraires pour constater s'ils observent scrupuleusement les édits. — Ainsi enfin, la censure s'exerce régulièrement sur tous les ouvrages. n'accorde qu'à bon escient le privilège royal et le retire pour les motifs les plus futiles et les plus étonnants. Boileau et Bossuet, eux-mêmes, n'ont pas évité cette mésaventure, l'un pour avoir osé critiquer dans ses satires les écrivains désignés par Chapelain pour obtenir des pensions, l'autre pour avoir omis de demander l'autorisation de faire imprimer sa réponse à l'*Histoire critique du Vieux Testament* de Richard Simon.

En outre, des peines sévères sont édictées contre ceux qui commettent l'imprudence de violer les ordonnances. Les parlements sont chargés d'examiner et de condamner les ouvrages jugés dangereux, et leurs arrêts sont innombrables. Charles du Plessis d'Argentré a consacré plus d'un volume de sa *Collectio judiciorum de novis erroribus*... à l'énumération des décisions prises au XVIIe siècle contre les livres traitant des différends religieux, et G. Peignot a même composé un curieux *Dictionnaire critique, littéraire et bibliographique des principaux livres condamnés au feu, supprimés ou censurés*. Et cette intervention s'exerce quels que soient les sujets exposés : non seulement les écrits jansénistes, protestants et quiétistes eurent à en souffrir fortement et constamment, tant les questions religieuses devinrent aiguës, mais beaucoup d'autres ouvrages subirent le même sort, comme l'*Histoire de la guerre de Hollande* de Primi-Visconti, la *Dîme royale* de Vauban, le *Télémaque* de Fénelon, pour ne citer que les exemples les plus connus.

Les auteurs et les libraires ne sont pas davantage à l'abri. Amendes, emprisonnement, bannissement, galères, telles sont les peines ordinaires qui les menacent : tantôt c'est en vertu d'un jugement sans appel rendu par le Châtelet de Paris, tantôt un simple ordre du roi suffit. Sous la régence de Marie de Médicis, un faiseur d'almanachs et de prédictions estimées sinistres et funestes, Morgard, va ramer sur les galères du roi. Richelieu, lui, fait éprouver sa rigueur à tous sans distinction. Ses adversaires, Mathieu de Morgues et Chanteloube, ne lui échappent qu'en se réfugiant à Bruxelles. De ses partisans, l'un, Fancan, meurt à la Bastille ; un autre, Paul Hay du Chastelet, y est enfermé pendant quelque temps. Durant la Fronde, la police mazariniste a fort à faire pour traquer les libraires séditieux et n'y réussit pas toujours devant l'opposition violente de la foule. Sous Louis XIV, la répression s'accentue et devient plus efficace. Antoine Aubery, qui a écrit pourtant le traité *Des justes prétentions du roi sur l'empire*, est récompensé par un internement momentané à la Bastille. Le polémiste Courtilz de Sandras y séjourne à plusieurs reprises. L'avocat Antoine Bruneau, dans son *Journal*, nous raconte enfin avec des détails précis ce qui advint au mois de novembre 1691 lors-

que fut répandu le libelle intitulé : *Scarron apparu à Madame de Maintenon et les reproches qu'il lui fait sur sa conduite.*

Malgré ces faits, choisis entre beaucoup d'autres, il ne semble pas toutefois possible de conclure à l'inexistence de la liberté de penser et d'écrire en France au XVIIe siècle, à l'indifférence ou à l'inertie de l'opinion publique. La répétition des édits, loin d'être une preuve formelle de leur observation, autoriserait plutôt à soutenir que les injonctions royales sont restées lettre morte là comme en d'autres matières, que la loi a été enfreinte bien souvent et que les menaces judiciaires et pénales n'ont nullement arrêté l'ardeur des polémistes.

Ceux-ci ont eu beau jeu pendant des temps troublés et sous des gouvernements faibles comme ceux de Marie de Médicis, de Luynes et de Mazarin, et, soutenus par la foule attendant avec impatience l'apparition de ces brochures dont elle était si friande, ils ont donné libre cours à leur verve de bon ou de mauvais aloi contre les dirigeants. La main ferme de Richelieu lui-même n'a pas pu les contenir complètement : le cardinal n'a pas réussi à étouffer l'opposition et à empêcher que, de son vivant, il ne parût des libelles violents contre lui.

Sous Louis XIV, l'unanimité semble d'abord acquise, sauf peut-être en matière religieuse. La majesté royale, les succès de la politique, l'éclat des victoires et des conquêtes, tout concorde pour que les sujets admirent et louent sans réserves leur souverain et son gouvernement. Mais, après vingt ans de règne personnel, Louis XIV commet des fautes nombreuses et graves. Il mécontente par son intransigeance religieuse, par son ambition exagérée qui provoque des guerres ruineuses pour la France, et cela au moment où disparaissent les uns après les autres les grands ministres, serviteurs fidèles de la monarchie absolue. Alors réapparaît l'opposition, menée par des écrivains, les uns restés dans le royaume, les autres émigrés et, avec elle, en même temps, ce que l'on appelle les « mauvais livres ». Le gouvernement, affaibli, est incapable d'arrêter toute publication hostile. Dès 1682, il laisse s'accroître le nombre des imprimeries : il y en a 278 en 1701, alors qu'en 1739 on n'en trouvera plus que 250. De même pour les périodiques, auxquels viennent se joindre ceux qui sont créés hors de France. Enfin, l'absolutisme ne peut rien contre la presse clandestine non seulement de Genève, Cologne, Bruxelles, Anvers et Amsterdam, mais encore de Rouen, Lyon et Bordeaux. Les idées de contrôle et de réformes sont exposées presque sans entraves : les libelles contre les personnes se multiplient, alors que les éloges et les panégyriques du roi et des ministres disparaissent à peu près complètement.

Ainsi, théoriquement, la liberté de penser et d'écrire fut interdite au XVIIe siècle en France : pratiquement, elle a existé, et elle s'est exercée par la presse et par des ouvrages divers de polémique, brochures et livres de toutes sortes, pamphlets et libelles.

* * *

Dans sa *Réponse aux questions d'un provincial*, Bayle demandait déjà que l'on écrivît une histoire de la presse et, en particulier, « des *Gazettes* mères-nourrices des *Mercures*, afin de savoir quand elles ont commencé en chaque ville, par qui et comment ». Ce vœu de l'érudit français n'a pas encore été exaucé.

François Denis Camusat, esprit éveillé et inquiet, eut bien l'intention de publier une *Histoire critique des Journaux*. Mais son livre qui, sous ce titre, parut en 1731, à Amsterdam, en deux volumes, ne traite guère que du *Journal des Savants* et, dans la dernière partie, du *Mercure galant*. Au cours du XIXe siècle, Eug. Hatin a tenté de combler cette lacune et a consacré à l'histoire de la presse française et, aussi, étrangère, plusieurs ouvrages. Malgré des imperfections, inexactitudes et omissions, ceux-ci restent, pour nous, précieux encore aujourd'hui, étant les seuls sur cette matière : nous devons toutefois regretter que, précisément pour le XVIIe siècle, les renseignements soient assez souvent incomplets ou vagues.

Est-il exact que la presse politique soit née en France, ainsi qu'on l'a quelquefois soutenu ? Il ne le semble pas. Les Gazettes paraissent avoir une origine vénitienne, et c'est de la ville des lagunes que s'est ensuite répandu l'usage de publier des nouvelles relatives aux événements et affaires politiques. Mais, si la France ne peut pas, à cet égard, revendiquer la priorité, c'est elle qui a donné à la presse une grande extension et une variété constamment accrues. Aux journaux politiques, comme la *Gazette*, elle a ajouté ce que l'on peut appeler la presse d'informations et, aussi, la presse littéraire : la *Muse historique* de Loret a inauguré le règne des nouvellistes en 1650, et le *Journal des Savants*, créé en 1665, a bien été le premier journal littéraire. Sans doute, le nombre des feuilles périodiques publiées en France resta toujours peu considérable par suite de la surveillance ombrageuse et étroite exercée par le gouvernement. Aussi, pour avoir une idée juste du mouvement et de l'influence de la pensée française, est-il nécessaire de regarder hors du royaume. Lorsque

des sujets du roi quittèrent leur patrie pour échapper à l'absolutisme religieux et politique de Louis XIV et pouvoir exposer sans péril leurs conceptions personnelles, ils transportèrent dans les pays, qui leur accordaient à la fois un refuge et la liberté, les habitudes françaises. En Hollande, en particulier, sont alors fondés des périodiques dont l'existence est plus ou moins facile sans doute, mais qui reproduisent et répandent les idées particulières des novateurs hardis. Et ainsi se continue hors du royaume l'évolution de la pensée dans des journaux *français* imprimés à l'étranger, qu'il faut prendre garde de ne pas confondre avec les journaux *étrangers* écrits en langue *française* et ayant un tout autre esprit.

Louis André.

(à suivre)

UN MONSTRE

(*Nouvelle*)

Schalom Asch naquit à Koutno, Pologne, en 1880.

Comme la plupart des auteurs yidisch, il vient des couches profondes du peuple, qui seul aspira à élever l'idiome parlé par une douzaine de millions d'israélites au rang d'une langue littéraire.

Asch fréquenta le héder, *cette école confessionnelle où l'on enseigne aux garçonnets, dès l'âge de trois ans, l'hébreu dans d'antiques ouvrages. Il étudiait jusqu'à l'âge de dix-huit ans dans les séminaires et passait ses nuits, comme au bon vieux temps, à travailler, courbé sur l'in-folio talmudique et commentant les textes arides de l'Exégèse.*

Il vint à la littérature tout seul, miraculeusement, s'échappant soudain des sombres chapelles aux murs enfumés pour aller respirer l'air pur et vivifiant des champs de Pologne.

Ce grand garçon dégingandé, enthousiaste, impulsif, les sens en éveil, s'enfuit des ruelles désolées où jamais ne perce un rayon de soleil, pour s'enivrer du parfum capiteux des bois et rêver sur les bords de la Vistule aux beautés de la vie extérieure...

Asch écrivit une suite de tableautins impressionnistes tout à fait exquis, sans avoir au préalable connu de maîtres, ni suivi aucun conseil littéraire. Si jamais écrivain est redevable à soi-même de son génie, c'est bien Schalom Asch-le-Magnifique. D'ailleurs, après avoir publié ses fraîches et fluides œuvrettes, où la langue yidisch apparut pour la première fois capable de rendre toutes les nuances et tous les chatoiements, Asch composa à 23 ans Un Village (1), *roman de la vie orthodoxe considéré à juste raison comme son chef-d'œuvre.*

Auteur d'une quarantaine de livres : romans, contes, nouvelles, théâtre et relations de voyage, Asch, — dont le génie se renouvelle à chaque production, — est actuellement le plus célèbre écrivain yidisch vivant et c'est aussi celui dont les œuvres sont le plus traduites.

L. B.

Je vais vous parler d'un champ qui est situé au delà du bois de Dombrowo, sur les bords de la Vistule.

Les hauts et imposants peupliers qui s'y dressent depuis des générations se sont nourris de ce sol jadis fertile, et ont peu à peu absorbé toute la sève. A présent, la terre est desséchée, comme les flasques mamelles d'une femme phtisique. Autrefois, les rais du soleil printanier baignaient le sol en se jouant et appelaient les hommes au labour. Et voilà que les grains s'y dispersent, emportés par le vent qui souffle en tempête. Même lorsqu'apparaissaient les faibles signes de la floraison printanière, le sable les rongeait impitoyablement.

Et la terre ne donnait plus au paysan le peu de blé qu'il attendait d'elle. Des pommes de terre et un seigle médiocre, c'est tout ce que, avaricieusement, le sol produisait. Les épis venaient si bas et les grains si clairsemés qu'on hésitait à en faire la récolte. Mais les paysans ne voulaient pas laisser en friche la terre du bon Dieu. Les hommes et les bêtes, d'ailleurs, tout comme la végétation, y devenaient rabougris, étiolés, stériles.

A la croisée des chemins, aux confins du bourg, s'élevait un calvaire. Une nuit de mai les paysans se rassemblèrent autour du Christ avec des cierges et des missels. Tous étaient dans l'inquiétude et l'angoisse. Partout ailleurs, les champs étaient pleins de blonds épis de froment, et le seigle noir frissonnait à la moindre brise. Au foyer, rien qu'un peu de pommes de terre ! Les paysans prévoyaient pourtant une

(1) Renaissance du Livre, éd. 1923.

récolte avantageuse, mais la sécheresse menaçait de tout gâter. Et ils vinrent durant la nuit pour obtenir la pluie bienfaisante.

En vain le curé du voisinage avait-il fait dérouler une pieuse procession : pas une goutte d'eau ne tomba. Au soir, les paysans scrutaient le ciel rutilant, cherchant à prévoir le temps du lendemain. Mais toujours les nuits étaient noires, et les journées claires et torrides.

La prière sortait fervente des cœurs brisés ; les voix féminines étaient macérées dans les larmes et la douleur. Quant à la voix masculine, dure, revêche, la note plaintive y prédominait cependant. Ce n'était point un chant psalmodique, mais des clameurs de détresse s'élevant du fond de la sombre nuit. La forêt était opaque et taciturne ; les arbres silencieux semblaient des mystères. Par instant, la brise mugissait terriblement dans la dense feuillée. Pour les enfants, cette nuit était remplie de frayeur. Agenouillés, ils étreignaient de leurs petits bras le bois rugueux du Calvaire.

Tout autour planait un lourd mystère, et les paysans, humblement, imploraient l'inexorable nourricier.

A quelques pas du Calvaire gisait un être qui rappelait un caniche prêt à l'attaque. Deux yeux noirs ardaient dans la nuit opaque, regards tourmentés, effarés. Cette créature jappait, clabaudait, émettant des *sons* rauques ou aigus, la tête enfouie dans la terre.

Les paysans n'avaient point remarqué cet être au premier abord. Mais lorsque le vieux Martchine eut aperçu les deux yeux étincelants, il s'arrêta de prier et dit à Anton Grochof :

— Anton, regarde donc, ton « malheur » s'approche !

Un temps, ce fut le silence complet. Puis tous s'indignèrent :

— Sauve-toi ! Emporte ta carcasse, « malheur ! ».

Et se signant, ils marmonèrent tous :

« Sainte Vierge, ayez pitié de nous ! »

Alors, Anton prit des sarments et, menaçant la créature, il cria :

— Oust ! à la niche ! Vite, à la niche !

La femme d'Anton, se signant à son tour, implora la Mère du Seigneur :

« Sainte Vierge, prenez-le en pitié et chassez le malin qui le possède ! Faites-lui la grâce de vos ailes diaphanes, sainte Vierge, Seigneur Jésus ! »

Cependant la créature ne bougeait toujours pas, mais écoutait, visiblement intéressée, les malédictions que lançaient sur elle les paysans. Les petits bondirent de terreur et se réfugièrent dans les girons de leurs mères.

— Quel diable t'envoie ici pour troubler nos prières, hein ! cria une forte voix de la foule.

Puis Anton Grochoff alla droit sur le monstre et, avec un gourdin, le mit en fuite.

C'est alors que, la prière achevée, les paysans se dispersèrent et disparurent comme des ombres.

Anton et sa femme, rentrés, s'en furent voir la vache et son jeune veau.

Sur la cheminée un quinquet fumeux répandait des ombres. La femme demanda :

— Dis, est-ce que « Ça » couche au seuil de l'écurie?

— Oui, vieille, « Ça » repose près de la porte.

Elle coupa une tranche de pain bis et, entrebaillant la porte, lança :

— Tiens, mon « malheur », dévore.

La créature happa habilement la ration; puis tout retomba dans un silence complet.

Cet être qui mâchonnait gloutonnement du pain à l'écurie était le propre rejeton des Grochof. Agé de cinq ans, il ressemblait étrangement à un chien. Velu, les yeux petits et noirs, il avait aussi, comme les chiens, les oreilles tombantes. Ses cris se confondaient avec les aboiements du chien. « Ça » rampait à quatre pattes et jetait autour de soi des regards inquiets...

Les paysans croyaient dur comme fer que Satan leur avait envoyé cet être monstrueux, que tous leurs malheurs venaient de la présence au bourg du petit monstre. Aussi, dès qu'il arrivait quelque chose, on l'attribuait aux maléfices de la « créature ». La rencontre avec le fameux rejeton signifiait pour les paysans une catastrophe imminente. Se glissait-il au milieu des prieurs, plus de doute possible : le malin l'a délégué pour jeter un maléfice. On voulait l'affamer. Un jour ses parents le chassèrent du bercail, mais rien n'y fit. Tenaillé par la faim, il s'introduisait subrepticement dans les maisons et s'emparait des aliments. On avait beau le pourchasser au fond des bois, Satan, décidément, le protégeait...

Le jour, il enlevait leurs tartines aux enfants et s'en allait les dévorer en paix dans les greniers ou dans les écuries. Le soir, il revenait rôdailler autour du foyer paternel, et se répandait en d'étranges articulations devant les volets clos. On finissait toujours par lui ouvrir la porte de l'écurie, et il recevait sa ration de pain bis.

La mère ne songeait pas à son petit, le jour

durant, mais quand on venait lui conter les méfaits de son rejeton, elle suppliait la Vierge de l'enlever de ce monde...

Pendant les froides nuits d'hiver, alors qu'Anton ronflait, elle ouvrait doucement la porte à son enfant transi.

Quant à Anton, lui, souhaitait la mort de son « malheur », mais une mort naturelle ; il ne pouvait pas se résoudre à l'empoisonner, comme le lui conseillèrent les paysans. Lorsque sévissait le typhus asiatique, ses compagnons de beuverie reprochaient durement à Anton sa géniture, disant : « Hé, toi, ta femme a accouché d'un petit de Satan ! »

Il rentrait furieux chez lui, et empoignant la vieille par le chignon, il tapait dur en vociférant : « Ah ! sois maudite ! tu trafiques avec le diable, honte des humains ! »

*
* *

Au lendemain des grandes prières, Anton transportait des madriers à la scierie de la ville. Comme il traversait le bois, il aperçut un alignement de roulottes, signe de la présence des forains. Un peu plus haut, une bande de gosses faisait fête à une ménagerie. Curieux, Anton s'approcha. Là, des lions rugissaient dans leurs cages ; sur une estrade, des singes haut perchés gambadaient, sautillant et ricanant. Un bateleur fardé, manches retroussées, montrait des bras tatoués. Il portait des boucles d'oreilles et jouait avec les fauves.

Le paysan fouetta sa bête en songeant :

— Dépêchons-nous. Voilà des gens qui ne sont pas chrétiens. S'amuser avec des singes ! Pour sûr, ça sent le diable. On devrait les chasser de chez nous. Sait-on seulement d'où ils nous viennent !

A déjeuner, les paysans mangeaient au pied d'un vieux chêne. Voïtek dit :

— Bien sûr, cette bande nous est envoyée par Satan ! Ces gens n'ont pas l'âme en repos. Ça vagabonde et trime par tous pays et ça sème le malheur au passage !

— Et les singes ? enchérit un autre. Vous croyez que c'est là de vrais singes ? Ouais ! Ces gens rencontrent en cours de route des âmes maudites, ils en font leurs instruments, voilà !...

— Il faut vraiment chasser ça de chez nous, proposa délibérément Anton.

— Avant tout, riposta un autre, il faudrait anéantir Satan qui gît dans nos murs...

Un silence pendant lequel on percevait le grattement insolite du sol... Anton était blême, il aurait voulu partir, mais ne put se décider

On reprit la conversation quand Matchik, le doyen du bourg, amputé d'une jambe, déclara .

— Voilà longtemps qu'il devrait être chassé de chez nous. C'est lui la cause de tous nos maux. Qui sait? La visite de ces histrions-là, c'est encore peut-être sa besogne! Avez-vous entendu comme il bougonnait durant notre prière de la nuit dernière ? C'est Satan qui nous l'a envoyé, ah ! oui, c'est lui !

— Il faut l'empoisonner ! s'écrièrent plusieurs voix à la fois. Seul le poison nous débarrassera de cet être de malédiction !

— Qui vous empêche de le faire ? intervint, enfin, le père. Faites-le donc. Moi, j'ai assez de péchés sans ça, laissez-moi tranquille !

Cette réponse calma un peu l'animation; et le silence s'empara des paysans pour le reste de la journée.

Pour rentrer le soir, Anton voulait éviter les forains. Mais, de très loin, le bruit lui parvenait, et la foule entourait les bateleurs.

Quand il fut près de la foire, les enfants, le montrant du doigt, crièrent au dompteur :

— Le voici ! C'est le père !

Le forain alluma un cigare et s'approcha d'Anton Grochof :

— Cède-nous le môme, vieux, il sera mieux chez nous qu'à vadrouiller dans les bois...

Anton leva les yeux et vit la « créature » affublée de la robe de chien de cirque. Un collier au cou, il s'exerçait à sauter dans un cerceau, à la grande joie des gosses et des paysannes accourus pour voir un tel spectacle...

— Vrai, petit oncle, intervint un autre histrion de la troupe. Ça te fera de quoi acheter deux arpents de terre. Dis-moi, où habites-tu ?

— Et puis, quoi, encore ! hé, suppôts du diable ! Je vous apprendrai comment je m'appelle, espèces de bâtards sataniques !

Ce disant, il sauta à bas de sa voiture, brandissant le fouet sur le « malheur ».

Mais celui-ci, agile et prompt comme l'éclair, déguerpit en poussant d'étranges hurlements.

Alors, Anton, poursuivi par une bande de gamins, rentra chez lui furibond. Il se jeta sur sa femme qu'il roua de coups en criant :

— Veille sur ton bâtard ! Attention à Satan ! fille du diable !

« Ah ! mon Dieu, oh ! Vierge Marie ! » se lamentait la paysanne bastonnée.

Et elle courut se réfugier chez une voisine charitable.

Son courroux apaisé, Anton dételа hâtivement, et ce soir-là il omit de faire sa prière. Il se coucha en silence, après avoir avalé sa soupe en maugréant.

*
* *

Par une nuit sombre et effrayante, tout le bourg était en prières au pied du Calvaire.

Le rejeton des Anton se lamentait à sa façon, qui était canine. La mère caressait la tête du monstre. N'était-il pas chair de sa chair ?

« Jésus, Vierge sainte, ayez pitié de lui ! Oh ! toi, mon « malheur », ma douleur, pourquoi es-tu maudit ? »

Le petit se serrait contre sa mère, il mordillait ses jupes, cherchant quelque chose de ses yeux profonds.

Couché, Anton ne pouvait fermer les yeux; le sommeil l'avait fui. Il demandait chaque minute à sa femme : « Dors-tu, vieille? »

Dans sa cervelle, il remâchait sans cesse les paroles du bateleur. L'offre lui parut intéressante. « Deux arpents de terre ! Mais puis-je seulement céder mon enfant au diable? Tel quel, c'est mon enfant. »

Devant ses yeux passait la « créature », vêtue en chien de cirque. Un dompteur était là, le gourdin à la main...

Et, se rappelant les paroles de ses compagnons, il dit tout bas :

« Oui, c'est Satan qui les a envoyés ici ! »

Mais les deux arpents de terre surgissaient toujours, immenses, fertiles, bien cultivés. Déjà il se voyait propriétaire du champ de Mantchik, ah ! quelle aubaine pour lui !

« Pécheur, pécheur, ne vends point ton âme ; sache que c'est à Satan que tu la confies ! »

Cependant la voix qui lui criait ces paroles était vite couverte par une autre plus puissante, impérieuse.

« Tu auras une fortune, lui disait-elle ; débarrassé du monstre, tout le bourg t'en saura gré. »

Alors ses lèvres chuchotèrent : « Doux Seigneur, sainte Vierge, assistez-moi, ayez pitié d'un pauvre pécheur. » Puis il réveilla sa femme :

— Ecoute, vieille, lève-toi donc!

— Hé là ! qu'as-tu, le ventre te fait mal ?

— On veut nous acheter le petit, il y aura deux arpents...

— Allons, pas de bêtises; laisse-moi dormir, homme !

Mais il ne pouvait pas dormir; la veilleuse vacillait.

Soudain il s'habilla.

— Qu'as-tu, aujourd'hui, Anton ? où vas-tu si matin ?

— Bah ! je crois qu'on remue quelque chose à l'écurie.

— Peuh ! la tête te tourne, mon pauvre homme.

Anton ne répondit mot.

Après un temps, la vieille comme rêvassant, demanda :

— Que m'as-tu dit tout à l'heure, qui veut acheter quoi ?

— Là, je te l'ai bien dit : on veut acheter notre « malheur ».

— Hein ! Tu oses dire ça, vieux ! Tu vas voir, je dirai tout au curé et aussi au brigadier !

— Allons, tais-toi, vermine ! Je suis chrétien comme eux tous, entends-tu ! Si tu en parles, je te casse les reins !

La paysanne se tut; c'est alors qu'augmenta la colère d'Anton ; il menaça sa femme de la hache :

Elle pleurait, la tête enfouie dans l'oreiller :

— Tu couches avec Satan ! Tu produis des monstres, garce !

Et il partit en claquant la porte.

« Ah ! Sainte Vierge, secourez-moi ! »

*
* *

Son pied heurta une chose molle ; il recula d'un pas, effrayé. C'était son rejeton, endormi la face contre la terre. Il ouvrit la porte toute grande, et à la lueur pâle du jour naissant, il contempla longtemps son œuvre.

Il lui vint une envie de causer avec le curé... Mais, en attelant, son regard était constamment tourné vers le terrain fertile de Matchik... Par cette aube grise, le champ favorisé pouvait encore exciter davantage la convoitise humaine. Néanmoins, Anton évitait, par un long détour, la rencontre des forains.

Lorsqu'il fut parti, sa femme courut précipitamment enfermer son petit au fenil. La clef accrochée à son cou, elle pouvait vaquer tranquillement à ses travaux.

Une voisine, venue chercher une pelle à enfourner le pain, lui dit :

— Veillez bien sur le petit, les malins sont venus en nombre le chercher...

— Qu'ai-je à le surveiller ? C'est la volonté de Dieu !...

Mais ce disant, mère Anton s'assurait qu'elle avait bien la clef suspendue à son cou...

Au bourg, il n'était question que de la clique diabolique venue pour enlever le monstre. Déjà toutes sortes d'histoires circulaient sur le compte des bateleurs, et les paysannes vivaient dans la terreur... Les enfants étaient cachés, et les bons chrétiens se signaient du matin au soir. Personne n'allait plus rôder autour de la fête foraine.

*
* *

Un peuple d'infirmes, de manchots, de boiteux, d'estropiés; des vieillards sordides, une ivre à la main, des sorcières et des magiciens avaient envahi le bourg. Les femmes y voyaient un signe manifeste de la présence satanique en ce lieu... Chacun disait :

— Puisqu'ils sont venus pour le « monstre », il est juste qu'on le leur abandonne; sans quoi ils seraient capables de tout anéantir.

Mais la femme d'Anton était prête au combat, seule contre Satan et sa clique. Sur la porte du fenil, elle avait tracé une croix à la craie... En vain, les voisines lui racontaient-elles les rouéries du malin....

— Cède-donc, vieille, lui disaient les gens; tu vois bien qu'il vaut mieux se soumettre.

Mais elle gardait le silence... et la clef du fenil.

Il y eut assemblée à l'auberge. Les plus anciens du bourg vinrent dire à la mère :

— Pas d'entêtement, vieille, contre le diable il n'y a rien à tenter...

— Allez vous faire pendre!

Ce fut là sa seule réponse.

Elle aurait aimé voir le curé, mais comment laisser la maison au diable?...

En dernier lieu, les paysans convinrent d'aller chercher de force le monstre et de le remettre entre les mains des bateleurs. Ainsi le diable et ses suppôts quitteraient le bourg.

Les hommes chargés de découvrir la « créature » en furent pour leurs frais. Personne ne savait où nichait le « malheur ». Devant la maison, la vieille montait une garde vigilante; les cheveux ébourrifés, l'œil allumé, prête à se jeter sur quiconque voudrait toucher à « son petit ». Et les choses en étaient là, par la volonté de la paysanne butée.

*
* *

Là-haut, le monstre regrettait la compagnie du cirque. L'instinct de plaire et de faire rire s'était éveillé chez l'homme-chien...

Il se morfondait dans le fenil, loin des bois... Déjà il dédaignait la nourriture, il courait d'un bout à l'autre de sa retraite en se lamentant éperdument.

Les voisins disaient :

— C'est bien l'esprit malin désireux de retourner chez son maître..

Lui, à force de recherches, parvint à s'échapper de la cachette maternelle.

Il s'élança à travers ronces et chardons pour regagner en hâte la ménagerie.

La foire était déserte; on n'y voyait pas âme qui vive.

Quelle ne fut pas la surprise du dompteur, occupé à nourrir ses fauves, lorsqu'il entendit les jappements du monstre!

Celui-ci grimaçait, clabaudait et minaudait comme s'il eût voulu se faire pardonner son absence prolongée...

Le soir, Anton, en cours de route, songeait à faire un détour pour brûler la foire. Il vira tout en admirant les champs qui auraient pu devenir siens... Mais, quoi qu'il fît, il se trouva soudain en présence des bateleurs!

Les peupliers dressaient leur frondaison jusqu'aux nues ; le silence, ce soir-là, était impressionnant. Le cœur d'Anton battait; il avait peur... Pourquoi son cœur lui faisait-il si mal? Il ne savait pas non plus d'où lui venait une telle frayeur. Il ne pensait à rien ni à personne; il se sentit accablé, oppressé.

Le ciel était embrasé, rutilant et strié d'azur. Le soleil lentement s'évanouissait, se mourait; et les arbres avaient un aspect effarant.

Son cheval brusquement s'arrêta. Un vieux bateleur, dodu, pansu, couvert de bagues, de pendeloques et d'anneaux, s'approcha de lui. Une bande de gamins l'entourait. Anton songea: — « Ça y est, je suis perdu; qui me sauvera de la main satanique? Pris au piège, cet homme pourra faire de moi tout ce qu'il voudra. »

Et le madré paysan prit les devants :

— Eh bien! Vous me donnerez de quoi acquérir deux arpents?

— Nous donnerons, pour sûr!

— Bon. Comme ça, c'est entendu.

— Allons, on va traiter l'affaire chez Yankel.

— Allons-y, vieux!

Les bateleurs montèrent en voiture et la bande se rendit chez l'aubergiste.

Anton songeait qu'il avait affaire au diable, et il s'étonna que la chose ne fût pas plus terrible qu'il se l'imaginait...

Yankel leur servit de l'eau-de-vie et de la

bière dans une chambre du fond. Comme il ignorait l'objet de la transaction, il intervint pour louer la vache, la basse-cour et le champ d'Anton..

Mais, dès qu'il eut appris la chose, il se tut et prévint aussi les siens :

— Chut! Faites comme si de rien n'était. Ni vu, ni connu! Notre affaire, c'est de servir les clients.

Sa femme caressait les joues mafflues de son aînée, en marmonnant :

« Dieu d'Abraham, quel peuple! Vendre ses propres enfants! »

Anton rentra tard à la maison. Après avoir mangé en silence, il alla se coucher sans faire le signe de la croix. Sa femme lui dit :

— N'est-ce pas que les sorciers tenaient à l'avoir, le petit?

Lui ne répondit pas; la colère couvait dans sa poitrine.

Dehors les voitures passaient dans le vacarme le plus assourdissant. De partout, les cris s'élevaient : « Bons chrétiens, gardez vos petits, le diable passe!... »

Toutes les mères murmurèrent dévotieusement : « Dieu merci, ils ont quitté le pays ».

Anton était taciturne: quant à sa femme, ayant avalé sa soupe, elle en prit une pleine gamelle sous son tablier et s'en fut clandestinement au fenil nourrir son « petit »...

Elle revint bientôt en se frappant la poitrine, s'arrachant les cheveux de la tête. Elle poussait des clameurs terrifiantes :

— Chlopka niema! (le gars n'est plus).

Puis, elle se jeta à terre et se cognait la tête contre le sol, en criant :

— Au secours! Aidez-moi, bons chrétiens, le gars a disparu!

Alors, lourdement, Anton se leva; il tira de sa poche une grosse poignée de pièces blanches et les répandit sur la table...

La paysanne se redressa vivement, jetant un prompt regard de louve sur son homme. Puis, saisissant son châle, elle s'élança à la poursuite des voitures qui disparaissaient.

Sur son passage, des groupes de paysannes se formèrent qui hochèrent tristement la tête en voyant courir la mère du *monstre*, et dirent :

— Ce qui est au diable doit appartenir au diable. Il est venu chercher son bien, et il l'emporte.

Elle courait de toutes ses forces sur la grand'-route. La nuit était noire, et les routes désertes. Une ondée filtrait dans la ténèbre nocturne. La mère avançait dans un chemin où les platanes formaient une haie, et des ombres surgissaient qui lui semblaient être des lutins...

Il lui semblait entendre derrière elle une multitude de gens qui couraient, couraient... Alentour, rien que la plaine dénudée et le silence de toutes les choses. Une frayeur l'envahissait, une terreur telle qu'elle n'osait plus continuer son chemin à travers bois. Tout, devant elle, prenait un aspect mystérieux, et sa frayeur la paralysait.

Fort heureusement, un Calvaire se dressait devant ses yeux, une île pour un bateau en naufrage... D'un mouvement automatique, elle se jeta aux pieds du Christ. Ses bras brûlèrent d'étreindre Dieu; elle ferma les yeux pour ne plus voir les esprits qui la hantaient....

« Oh ! doux Jésus », mugissait comme une bête blessée, la pauvre paysanne.

Au lointain, un écho affaibli des voitures sataniques, ces maudites œuvres du malin emportant sa chair...

La fatigue l'avait brisée, elle défaillait d'épuisement.

Alors, comme soulagée, elle murmura fervemment :

« Doux Seigneur, sainte Vierge, ayez pitié de lui, ayez pitié de moi ! »

SCHALOM ASCH.

Traduit du Yidisch, par L. BLUMENFELD.

LE MUGUET

Le petit grelot du muguet
Penche sa corolle alourdie
Par la rosée où s'irradie
L'éclat d'un soleil subjugué.

Il est troublant et distingué,
Dans sa grâce tout étourdie,
Le petit grelot du muguet
Penchant sa corolle alourdie.

Son frais parfum est prodigué
Par le printemps qui le dédie
A la bergère d'Arcadie,
Au berger qui rêve, intrigué,
Au petit grelot du muguet.

EXODE PRINTANIER

Voici venir l'époque où, pâle citadin,
Tu reprends ton essor abandonnant la ville,
Y laissant les soucis de la tâche servile
Ou les plaisirs d'oisifs passe-temps du mondain.

Et des voix vont chanter qui te feront soudain
Devenir un instant disciple de Virgile.
En buvant le vin frais dans la coupe d'argile,
Tu te couronneras des roses du jardin.

Il est bon, il est doux et de toute sagesse
De mettre une virgule à ton sort agité ;
Cours aux champs, il y faut humer avec largesse

L'air pur qui, dans les bois, n'est jamais frelaté.
Dans le printemps vermeil, va respirer l'arome
Du thym et du muguet auprès des toits de chaume.

LA LÉGENDE DU SAULE

En dépit des autans, des frimas, des rafales,
Le vieux saule dressait ses souples rameaux verts
Dans le ciel bleu lavé de l'affront des hivers,
Oubliant l'ouragan sous les brises vernales.

Et le parfum subtil que les roses exhalent
Ravissait sa ramure en passant à travers.
Ses tiges frémissaient et berçaient dans les airs,
Avec les nids moussus, ses frêles feuilles pâles :

Une rose était née à ses pieds, triomphant
De l'arbre qui l'aimait comme on aime un enfant.
Mais, un vent de malheur soufflant dans la vallée,

Aux implacables dieux, elle fut immolée.
Or, le saule était fait pour n'aimer que les fleurs,
Ses branchages depuis s'inclinent tout en pleurs.

Gustave Fort.

LES CYCLOPES

Au flanc du terrain creux, en forme d'urne verte,
La batterie anerée avec ses canons lourds
De ses durs aboîments n'interrompt point le cours.
L'ennemi que ce feu persistant déconcerte,

Du repaire infernal a décidé la perte.
Sans trêve les obus pleuvent sur ce séjour
Comme pour aggraver d'un incessant labour
La blessure ancestrale en la terre entr'ouverte.

Sous les coups de bélier, le sol tremble et gémit :
Des torrents de fumée ont fait du jour la nuit.
Il semble qu'on entende en la combe fermée

Des cyclopes géants agrandissant encor
Dans le tumulte immense et dans l'ombre enflammée
La fissure des monts dans le ravin de mort.

Mars 1915

Yvanhoé Rambosson

LE CONGRÈS DES BIBLIOTHÉCAIRES ET DES BIBLIOPHILES[1]

De tous ces vœux, dont certains ont soulevé des discussions parfois véhémentes, nous n'en avons retenu que quelques-uns que nous commentons parce qu'ils contiennent des idées générales intéressantes, capables d'être prises en considération par les pouvoirs publics si ces derniers bien entendu veulent bien s'intéresser à eux et les faire adopter par les Chambres.

Premier vœu : « *Obtenir que dans toute construction, l'architecte subordonne tout aux fins particulières de la bibliothèque, pour que le service puisse être assuré avec le maximum de célérité et d'économie.* »

Jusqu'à aujourd'hui, et sauf bien entendu dans des circonstances exceptionnelles, chaque fois que les villes faisaient édifier un édifice communal

(1) V. la *Revue Bleue* du 2 juin 1923.

devant servir à une bibliothèque publique, jamais les municipalités ne mettaient en rapport l'architecte chargé de la construction avec le bibliothécaire.

Le Congrès a comblé cette lacune en approuvant un vœu qui a une grande portée, attendu que, la plupart du temps, les architectes ne voient que le côté architectural et négligent les dispositions pratiques intérieures de la bibliothèque. Aussi, est-ce pour cela que certaines bibliothèques édifiées récemment en province sont d'un déplorable goût pratique parce que les architectes n'ont pas été mis en rapport avec les bibliothécaires ou bien n'ont pas voulu tenir compte des remarques compétentes et judicieuses de ces derniers.

La bibliothèque moderne doit être édifiée en parfaite harmonie entre l'architecte et le bibliothécaire ; en dehors de cette harmonie la bibliothèque ne peut être construite qu'au détriment de l'accession du public.

Deuxième vœu : « *Revendiquer des bibliothécaires de compétence reconnue et variée et des employés aptes au service, des horaires utiles, des règlements moins disparates dans la partie générale, des prêts plus accessibles, la réduction des frais généraux, et surtout la personnalité civile pour les bibliothèques, enfin, toutes les mesures susceptibles d'associer étroitement le public au progrès des bibliothèques.* »

Ce vœu émis par M. Langlois est en conformité de vue avec la thèse que nous avons soutenue ici même dans les divers articles que nous avons consacrés à la *Réorganisation de la lecture publique en France*. Mais la compétence du personnel des bibliothèques, les horaires et surtout, la personnalité civile, touchent à la réorganisation générale de toutes les bibliothèques, réorganisation qu'il est urgent de voir aboutir, sans cela la culture générale de la Nation en souffrira cruellement.

Troisième vœu : « *Qu'il prend acte de l'appel que lui ont adressé M. Meyer pour la Bibliothèque nationale juive de Jérusalem et M. de Tanazzi pour la grande Bibliothèque de Beyrouth en faveur des fonds français de ces établissements et exprime le vœu que les bibliothèques d'Occident, spécialement de la France, contribuent par leurs dons aux bibliothèques de Palestine et Syrie à y répandre la civilisation occidentale.* »

Ce vœu, qui a été voté par les congressistes et qui ne nous a pas paru attirer suffisamment leur attention, mérite que l'on s'attarde un peu sur l'idée générale qui a guidé son auteur.

Depuis longtemps déjà, les bibliothèques non seulement de Jérusalem et de Beyrouth, mais de la plupart des villes de Palestine et de Syrie, sollicitent du Gouvernement français, des bibliothèques publiques et des bibliophiles des dons d'ouvrages. Quelques envois ont bien été faits ; ils sont insuffisants. Mais où il est bon d'attirer tout particulièrement l'attention de tous ceux qui sont susceptibles de collaborer à ces envois, c'est sur le choix des ouvrages. Nous ne voudrions cependant faire ici le procès de personne : mais tout dernièrement, dans des circonstances analogues, des envois d'ouvrages ont été faits et destinés à de grandes bibliothèques, et la plupart des livres offerts étaient des livres d'auteurs médiocres. Il ne faut plus que cela se reproduise, car au lieu de soutenir la propagande française dans les villes où nous adressons les ouvrages, nous lui ferions un tort considérable et, partant, nous porterions une atteinte très grave à notre culture générale qui, à l'étranger, a une renommée considérable.

Il est donc indispensable de désigner, pour le choix des ouvrages à envoyer, des hommes compétents à la conscience et à la valeur littéraire éprouvées et, il faut chasser d'un tel domaine, où ils ne doivent pas vivre, tous les inutiles et, surtout tous les incompétents.

Quatrième vœu : « *Que les autorités chargées du soin des bibliothèques soient toujours soucieuses de ne pas confier les trésors du domaine du livre à des administrateurs purement pratiques. Il est du plus haut intérêt que ces trésors soient toujours sous la direction de conservateurs savants et tout à fait compétents dans cette matière, tant pour la conservation des manuscrits et des livres que pour la guidance des chercheurs et des érudits.* . »

Par ce vœu, l'auteur, M. Burger, veut avant tout conserver à l'esprit savant qui doit diriger une bibliothèque toute son autorité morale et intellectuelle ; il craint surtout que l'esprit pratique, l'esprit moderne porte une atteinte grave à l'esprit savant dans l'intérêt des chercheurs et des érudits.

Si, dans son ensemble, ce vœu est susceptible de donner satisfaction à un public restreint, en le détaillant un peu nous constatons qu'il contient des lacunes qu'il sera utile de combler.

Nous sommes, nous aussi, de cet avis que la bibliothèque publique doit être dirigée par un homme de valeur et, surtout, par un homme compétent. Mais, à côté de l'homme compétent, il est indispensable qu'il y ait l'homme pratique qui a des conceptions nouvelles de la lecture publique. Malheureusement, beaucoup de compétences ont des idées d'une autre époque ; elles vivent tellement avec les œuvres du passé qu'elles ignorent très souvent les œuvres nouvelles. Bien plus, se cantonnant dans une tour d'ivoire, elles ne veulent pas apporter le moindre

modernisme dans les bibliothèques dont elles ont la direction et alors, en entrant dans ces lieux reposants de la lecture publique, nous avons l'impression d'entrer dans des cimetières.

Eh bien, il ne faut plus que cela soit. Il ne faut plus entrer dans des cimetières où dorment paisiblement les œuvres maîtresses comme les autres des divers représentants de notre littérature, mais bien dans des bibliothèques où les fenêtres s'ouvrent souvent sur la vie du dehors, dans des bibliothèques vivantes où l'on sent que la pensée contenue dans les ouvrages donne l'impression de vouloir sortir de sa torpeur pour se mettre à la disposition du goût des collectivités laborieuses qui s'annoncent.

Il est donc indispensable d'avoir à la tête des bibliothèques publiques des compétences, mais des compétences ayant en même temps des vues pratiques, sans cela il faudra adjoindre aux *compétences savantes des compétences pratiques* qui essaieront de travailler en parfaite harmonie dans l'intérêt des chercheurs et des érudits.

Cinquième vœu : « *Que sur la proposition de MM. Girau-Maugin et Sustrac le Congrès des Bibliothécaires et des Bibliophiles considérant qu'il est d'un intérêt capital pour toutes les recherches d'érudition et de science que les publications des éditeurs portent sans exception la date de leur parution, émet le vœu que dans tous les pays une loi impose cette obligation aux éditeurs et que des sanctions sévères contre les infractions soient prévues.* »

L'idée fort intéressante qui a guidé les auteurs de ce vœu est des plus louables ; mais nous ne nous faisons aucune illusion sur l'aboutissement de ce vœu qui devrait être pris en considération par tous les gouvernements, attendu que dans divers congrès la même idée a été développée, sans jamais voir hélas! aboutir un résultat heureux. Bien mieux : c'est que depuis la guerre, nous avons constaté que non seulement un très grand nombre d'éditeurs ne mettent plus de date sur les ouvrages qu'ils éditent, mais même lorsqu'ils font une édition nouvelle d'un ouvrage qui précédemment portait une date, ils suppriment carrément la date pour faire croire au public-acheteur que l'ouvrage est nouveau.

Nous prétendons, et nous l'affirmons hautement, que cette manière de procéder porte une atteinte grave à notre culture, car il y a des œuvres qui ont été écrites sous l'influence de l'époque et que, en supprimant les dates d'éditions premières, les idées ayant changé, évolué, le public se trouve dérouté en lisant une œuvre qu'il ne peut quelquefois situer dans son temps et dans son milieu.

Oui, il est nécessaire de réagir contre ces abus, mais il faut pour cela un cerveau vaste et énergique capable d'imposer une manière de voir qui mettra un peu d'ordre dans la manière d'agir de certaines maisons d'éditions.

Sixième vœu : « 1° *Que le gouvernement français propose au Parlement le vote d'une loi inspirée de la loi tchéco-slovaque de* 1919 *et de la loi belge de* 1921, *dite loi Destrée, sur les bibliothèques* ; 2° *Que le Conseil municipal de Paris procède incessamment à une réorganisation technique et moderne des bibliothèques municipales en s'inspirant de la loi belge de* 1921, *dite loi Destrée, et du modèle réalisé par la bibliothèque américaine de Belleville.* »

Dans son introduction à la *Liste des nouvelles acquisitions d'ouvrages* pour les Bibliothèques municipales de la Ville de Paris (édition 1922), M. Ernest Coyecque, inspecteur des Bibliothèques de la Ville de Paris et du Département de la Seine écrit textuellement ceci : « L'organisation des bibliothèques « publiques ou, pour mieux dire, de la lecture « publique dans les nations modernes, préoccupe « légitimement l'élite intellectuelle des divers pays. « Je ne rappellerai que trois faits encore tout ré- « cents, pour insister plus particulièrement sur le « dernier : le décret italien de 1917, l'initiative, en « 1919, de l'association des bibliothécaires suisses « et la loi belge de 1921.

« Ces trois faits ont même inspiration et même « but : la prospérité d'un peuple est fonction de son « équipement d'instruction, et il faut alimenter « toute la population, où qu'elle habite, en livres « comme on l'alimente en pain.

« En Italie, est obligatoire la présence d'une biblio- « thèque dans toutes les écoles et dans tous les « cours populaires du royaume.

« Le système suisse comporte des magasins cen- « traux d'approvisionnements, où l'on forme des « bibliothèques ambulantes, composition générale, « à l'usage des collectivités, et d'où l'on envoie, « pour les besoins particuliers des individus, les « livres spéciaux dont ils ont besoin.

« En Belgique, il n'a pas fallu plus d'un an au « Gouvernement pour préparer, déposer, faire voter « et promulguer une loi de tous points parfaite, « véritable loi-type que la France en général, la « Ville de Paris et le département de la Seine, en « particulier, seraient bien inspirés de s'appro- « prier sans plus tarder... »

Ces sages conseils, ces sages avis d'un homme compétent en matière de bibliothèques donnent au présent vœu un intérêt capital, car c'est de cette organisation complète de la lecture publique en France que nous-même n'avons cessé de préconi-

ser, que dépendent le moral de notre pays et l'avenir des intelligences d'aujourd'hui et de demain.

Mais oui, il faut le crier, le crier très haut : il faut réorganiser la lecture publique en France en s'inspirant des méthodes américaine, belge, italienne et autres et, en adaptant ces méthodes pratiques à nos mœurs issues de la grande guerre et dépouillées bien entendu de toutes les routines administratives.

Car, il faut bien cependant se rendre à l'évidence et reconnaître en toute loyauté que, depuis la guerre nous n'avons presque rien fait en comparaison de ce qu'a fait notre amie la Belgique, en matière de bibliothèque.

En Belgique, il existe une bibliothèque dans chaque commune ; il est toutefois permis d'établir une bibliothèque intercommunale, à l'usage des habitants de deux ou plusieurs communes limitrophes.

Trois genres de bibliothèques : la bibliothèque publique, créée et entretenue par la commune, la bibliothèque adoptée créée par l'initiative privée, qui, après l'adoption, continue à la gérer dans les conditions du contrat intervenu entre la commune et le Conseil d'administration ; la bibliothèque libre, œuvre entièrement indépendante.

Chacune est susceptible de recevoir une subvention de l'État ; il lui faut seulement remplir les sept conditions suivantes : local convenable, minimum de livres et de prêts, ouverture à tous, gratuité, sauf une légère cotisation pour le prêt à domicile, une deux ou trois séances hebdomadaires de prêt suivant la population de la localité, enfin, gérance par un bibliothécaire homme ou femme, de nationalité belge, possédant le certificat d'aptitude à la fonction.

Au point de vue budgétaire, toute commune qui établit ou adopte une bibliothèque, a l'obligation de consacrer au moins 25 centimes par tête d'habitant à l'aménagement, à l'entretien et au développement de la bibliothèque.

Eh bien, pour conclure au sujet de ce vœu qui devrait recevoir une consécration pratique des pouvoirs publics français, formons le souhait sincère et ardent, nous qui possédons la langue et la littérature les plus riches du monde entier, de ne pas arriver comme le personnage de la Fable, les derniers dans la voie des réformes touchant cette partie cependant intéressante de l'enseignement public.

Septième vœu : « *Qu'à tous les degrés de l'enseignement, les élèves soient familiarisés avec l'usage des bibliothèques...* »

Les deux auteurs de ce vœu en le soumettant à l'approbation des membres du Congrès ont été sûrement animés par un louable souci d'initier l'enfant dès le plus bas âge, c'est-à-dire dès l'âge où il commence à comprendre et à analyser sommairement, au goût de la recherche et de la lecture. Malheureusement, en France, ce système ne peut guère être appliqué comme par exemple il fonctionne actuellement en Amérique, attendu que les Bibliothèques publiques en France ne possèdent pas un catalogue par fiches fait d'après une méthode uniforme. Et puis, il faut initier la jeunesse à la recherche ; et pour cela il faut des bibliothécaires qui aient eux-mêmes reçu un enseignement pratique tel que nous l'avons préconisé dans l'étude que l'an dernier nous avons publiée ici-même. Malgré cela la tentative doit être faite.

Huitième vœu : « *Que les pièces de théâtre portent non seulement la date de leur publication, mais encore celle de la première représentation de la pièce et l'indication du théâtre où elle a été représentée pour la première fois.* »

Au sujet de ce vœu qui a son intérêt plus qu'on se l'imagine, il y aura très souvent des difficultés matérielles qui empêcheront sa réalisation.

Lorsqu'à Paris la première représentation d'une œuvre dramatique est donnée, il est facile de connaître très exactement la date de la première représentation. Mais il arrive très souvent à de nombreux auteurs que la première représentation d'une œuvre ait été donnée dans un petit théâtre de province, à leur insu, et où il n'y a même pas très souvent un représentant de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. Alors, dans ce cas, il faut avoir foi aux déclarations du directeur de théâtre qui souvent sont erronées.

Neuvième vœu : « 1° *Que les bibliothèques spécialisées développent leur rôle d'office d'information et se tenant en rapport avec les associations scientifiques professionnelles et industrielles s'ouvrent largement aux travailleurs et établissent entre elles dans chaque pays et de pays à pays des relations permanentes ;*

2° *Que soient multipliés, également, les offices de documentation, en connection avec les bibliothèques et soient reliés entre eux par branches de connaissances, par pays et de pays à pays en profitant le plus possible, de ce qui existe déjà, et que par l'intermédiaire d'un institut central ils forment entre eux un réseau, universel pour la documentation.* »

En soumettant ce vœu qui est fort beau parce qu'il touche à une conception vaste et à des relations internationales, les auteurs, M. Henriot et divers ont voulu faire naître l'occasion de resser-

rer les liens d'amitié entre tous les peuples en se servant des offices d'information et de documentation. L'idée est généreuse et fort louable.

L'*Institut International* de bibliographie de Bruxelles, que dirige avec tant de tact et de compétence M. Otlet, est à notre avis tout désigné pour s'adjoindre des offices d'information et de documentation qui rendront des services inappréciables.

* * *

Nous avons tenu à commenter quelques-uns des vœux les plus intéressants qui ont été soumis par les sections à l'agrément définitif des membres du Congrès des Bibliothécaires et des Bibliophiles.

Ce qu'il faut donc souhaiter, mais souhaiter passionnément, c'est que M. le Ministre de l'Instruction publique qui est le grand maître de l'Université en France, prenne connaissance des principaux vœux qui ont été soumis à l'approbation des membres du Congrès des Bibliothécaires et des Bibliophiles, adopte pour les faire siens ceux d'entre eux qu'il jugera les meilleurs.

Nous devons souhaiter également que des conférences et des meetings littéraires et ménagers soient enfin organisés dans quelques bibliothèques publiques, afin d'éveiller et de développer chez les jeunes esprits, à côté du goût de l'étude, de la lecture et de la recherche celui de penser sainement, de remuer des idées et de les émettre en toute sincérité et en toute indépendance.

Aussi, songeons-nous à tout ce bien moral et intellectuel que l'on peut faire avec la bibliothèque publique qui aide les esprits à s'ouvrir à un monde nouveau, les jeunes intelligences surtout à se développer et à s'enrichir de pensées fortes et généreuses qui donnent une conception plus judicieuse des milieux sociaux dans lesquels on doit vivre.

Marcel Clavié.

AU VAL D'ANDORRE

C'est sous l'Andorre et la Cerdagne que la nouvelle voie ferrée va très heureusement relier davantage la France à l'Espagne. On roulera vite, mais dans la nuit de la terre. J'espère bien pourtant qu'il y aura toujours, dans nos pays de lumière, des Français assez épris des grâces de la Pyrénée, pour aller là-haut, souvent au-dessus des nuages, admirer le visage si original de l'Andorre. D'ailleurs, allons-y ensemble : vous ne regretterez pas le voyage.

Placé sur le versant sud des Pyrénées, le Val d'Andorre forme une sorte de rectangle que limitent les pics de Las Bareytis et de Fontarguite (les Baneltes et Fontaine d'argent), ainsi que le cours du Runer, du côté de l'Espagne. Dans cette Andorre, aussi libre dans l'espace qu'une hirondelle, l'instruction est très répandue; l'école est gratuite; l'impôt sur le revenu est établi depuis longtemps. Ainsi, suivant les besoins de l'année, chaque commerce taxe ses citoyens d'après le produit présumé de leurs terres et le nombre de leurs bestiaux.

Bûcherons plus que bergers, les Andorrans sont à peine six mille, répartis en six paroisses. Ici, l'hiver a des vertus merveilleuses. Sous la neige de novembre, puis sous le brouillard de mars, l'herbe repousse vite.

Des terrasses de la montagne, on voit que les Pyrénées ne sont pas, comme les Alpes, un système compliqué de pics et de ravins, mais un mur qui s'abaisse aux deux bouts. A l'ouest, les Basques, les Catalans, à l'est, sont les portiers de deux mondes. Portiers irritables, las de l'éternel passage des Nations. Entre la Seo d'Urgel et Roncevaux, il y a bien des tombeaux.

Le petit Etat est gouverné par un Conseil Général de 24 membres, six par paroisse. Les pouvoirs sont exercés en commun par deux viguiers, nommés l'un par l'évêque d'Urgel, l'autre par la France, qui a succédé aux comtes de Foix. Ces personnages commandent la milice, composée de tous les chefs de famille, munis d'un fusil. La Casa de la Vall (Maison de la Vallée), qui date du XVIe siècle, est à Andorra, la capitale, siège du gouvernement et en même temps maison d'école, Hôtel de Ville, Palais de Justice et prison.

Suivez-moi donc, en cette après-midi de fin

avril, avec mon compagnon, bon fils de la Catalogne. Nous partons de Viedesos, un village de mineurs qui exploitent des gisements de cuivre, surtout de fer, et le long du ruisseau, nous montons par des zigzags rapides, à travers des pâtis, des roches éboulées. Le sentier s'insinue en des gorges parfois si étroites qu'il y a juste la place de nos personnes.

L'eau suinte de partout, s'abandonne dans des vasques limpides ou s'écoule en mille fils sur le penchant d'une terrasse. Souvent un fond de sapins drape le flanc de la montagne, et c'est à leur lisière que nous marchons, par des lacets qui brusquement interceptent l'horizon ou découvrent l'étendue.

A l'ouest, se dresse le pic de Las Bareytes, puis les pyramides de Coma Pedrosa; au nord, le Montcalses et la Pique d'Estats; à l'est, par-dessus l'épaule du Tristanga, on aperçoit une partie du Val d'Ordino. Dans le sud, se développent en amphithéâtre les Monts de l'Andorre et cette longue arête de la Fierra de Cadi, que de tous les points de la Cerdagne, là-bas, on voit du matin au soir étinceler de tous les ors et de toutes les pourpres du soleil.

Pourtant, les sapins ont cessé. Il n'y a que des chênes, de plus en plus bas, et qui s'accrochent à l'humus du roc, pour résister aux tempêtes. Depuis longtemps, on ne voit plus d'oiseaux. Une brise exquise de printemps, en ce jour brûlant d'été sur la plaine, souffle ici, sur les champs de mousse rampante, parsemés de fleurs mauves, roses, violettes, qui ouvrent de petits yeux de velours. C'est le soir. Une fine clarté d'azur tombe de la nue dans les moindres plis de la montagne.

Nous sommes au-dessus de 2.000 mètres, au Port d'Arinsall, loin encore de l'Andorre. La nuit va nous surprendre. La blonde Etoile du Berger s'allume, lorsque par bonheur, au creux d'un cirque dont les parois sont tapissées de lianes et de ronces épineuses, apparaît un pâtre vêtu de sa houppelande, et qui sur le foyer de plusieurs pierres, prépare son repas, une soupe et des truites. Le brave homme nous offre son hospitalité, si simple et généreuse.

Dans sa grotte, où tant de pâtres ont passé le meilleur de leur existence, nous dormons sur un banc de roc jonché de paille. L'aube froide nous réveille, C'est après avoir rompu un morceau de pain et bu « à la régalade » le vin du « pourron », que nous reprenons notre route.

Tandis qu'au-dessous de nous les nuages roulent en nappes flottantes, la lumière du soleil ranime progressivement la montagne, ses crêtes d'or aussi minces que des lames, les bois noirs, les taillis profonds, les abîmes où de l'eau étincelle. Un torrent invisible gronde avec un fracas de train rapide.

Depuis Arinsall, nous descendons, pas longtemps, par l'étroit défilé du Gran Saut-Antoni. Voici une large route blanche, qui d'abord longe des marais, des bois, puis traverse des prés, quelques jardins. Et là-bas, l'oasis aux grands sapins et aux vieux chênes, c'est le village d'Andorra, la Capitale, ses toits en coiffes de pierre fortement inclinées sur de sombres murs de schiste et de granit. Cela, d'un peu loin, a un aspect presque farouche dans le riant panorama du plateau qui semble, à ces mille mètres d'altitude, habillé de parures de fête.

D'ailleurs, c'est dimanche. Il est tard, plus de midi. Dans ce drôle de village aux maisons peintes, aux rues bordées d'arcades, nous ne trouvons point d'auberge. Sur la place de l'église, des hommes en *bacatine* rouge devisent gaiement; des femmes en bonnet blanc aux ailes amples, quelques-unes en *capa* noire se déployant presque plus bas que la jupe bleue ou grise, bavardent à l'écart, assises sur des pierres. Un bûcheron nous accueille dans sa « casa » très propre.

Vers le soir, comme tous les dimanches, une musique joue sur la place, et l'on danse. Point d'autres lumières que celles du firmament. Les jeunes filles, fortes et souples, affectent envers les étrangers que nous sommes une galanterie rieuse. C'est une heure de simplicité tendre, de joie naïve et bienfaisante.

Puis, à l'aube, réveil au son des cornemuses, qui appellent les troupeaux. Et nous descendons du col de l'Andorre, où l'on est si heureux, près du ciel, sous la loi très douce des plus anciennes traditions, nous descendons dans la plaine si chaude, où fument des cheminées d'usines, où des trains tumultueux emportent vers leurs plaisirs ou leurs affaires des voyageurs inquiets.

Georges Beaume.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA CRISE DU FASCISME

Aux dernières nouvelles qui nous viennent d'Italie, le fascisme subit une crise Est-ce la maladie mortelle dont doit mourir un régime exceptionnel qui n'a dû son succès qu'à la « psychose de guerre », et qui est, en soi, incompatible avec le courant démocratique qui emporte le monde moderne ? Est-ce l'inévitable crise de croissance que subit un parti révolutionnaire qui devient un parti de gouvernement ? Il est d'autant plus intéressant d'examiner les deux hypothèses que, dans l'Europe troublée et desaxée où nous vivons, le fascisme a pris la valeur d'un mythe.

Avec le besoin de simplification qu'éprouve le public, il apparut qu'au moment où il était dans sa courbe ascendante, et se préparait à saisir le pouvoir, il fallait choisir entre Rome et Moscou. Moscou, c'était la Révolution, la démocratie égalitaire parvenue à son terme dernier, le vieux rêve anarchiste réalisé ; Rome, c'était la réaction salutaire des forces conservatrices, l'ordre renouvelé, rajeuni sous ses formes traditionnelles, mais adapté aux nécessités du monde moderne. Et tous ceux qui, par tempérament, par éducation, par scepticisme foncier, s'attachent au principe d'autorité, tournèrent les yeux vers M. Mussolini avec une admiration mêlée d'un peu d'inquiétude, mais d'autant plus agissante que ce nom même : Rome, évoquait dans leur esprit tous les souvenirs classiques qui nous paraissent inséparables de la notion de l'État. Mais cette notion de l'État n'est chez nous qu'un compromis, toujours instable entre l'idée de souveraineté que nous avons héritée de Rome et l'idéal antinomique de liberté qui nous vient de la Révolution. Pour nous, l'État, c'est l'organisateur de la Liberté, et il a fallu la crise sociale, l'espèce de révolution larvée que nous subissons tous pour nous faire entrevoir comme une chose désirable le renforcement d'un pouvoir central dont la tendance naturelle est d'éviter tout contrôle. La sympathie avec laquelle le mouvement fasciste et son triomphe furent accueillis par la bourgeoisie européenne tient essentiellement à la peur qu'elle éprouvait devant la contagion bolchevique.

Et pourtant, pour qui considère le phénomène fasciste d'un peu loin et d'un œil froid, il s'apparente de fort près, sinon dans son but, du moins dans ses méthodes à ce bolchevisme détesté,

Qu'est-ce que le régime actuel de la Russie, le régime des Soviets ? C'est le règne d'un parti qui, s'étant organisé militairement, s'est emparé du pouvoir, s'y maintient en se superposant à l'État en en faisant sa chose et son instrument. Il y a dans l'État russe actuel, des formes légales ou pseudo-légales, mais elles sont purement illusoires. Le pouvoir réel, c'est le parti communiste, minorité agissante et qui tient à rester minorité. C'est exactement le contraire de la démocratie.

Sous le règne de M. Mussolini, dictateur, l'Italie politique offre le même spectacle Le fascisme, lui aussi, c'est un parti organisé militairement qui, grâce à cette organisation militaire, s'est emparé de l'État. Certes, il ne faudrait pas pousser trop loin le parallèle. Si les dirigeants de la République des Soviets sont, en fait, des autoritaires à qui ne répugnent aucun des moyens de gouvernement de la tyrannie classique, ils n'en sont pas moins plus ou moins les prisonniers du mysticisme révolutionnaire et de la phraséologie démocratique qui leur ont servi à s'emparer du pouvoir. Tandis que M. Mussolini, à qui l'on ne saurait méconnaître une netteté d'esprit toute latine, a, dès l'origine, proclamé sa volonté de restaurer dans sa force impériale l'État, et l'État italien d'abord ; mais il n'en est pas moins vrai que les deux gouvernements s'appuient sur une force extra légale.

Or dans nos vieux pays d'Occident, où le plus humble des citoyens recourt d'instinct à la protection de l'État, où la loi est, malgré tout, une chose vivante, c'est incontestablement une faiblesse. C'est ce que M. Mussolini a senti. Fort délibérément, il est sorti de la légalité pour rentrer dans le droit, pour employer une formule fameuse. Mais aussitôt au pouvoir, il n'a eu de cesse qu'il n'ait fait de son droit, son droit nouveau, la légalité.

Au moment où la révolution fasciste triompha si facilement d'un gouvernement parlementaire en état de liquéfaction, M. Mussolini qui était l'idole de son parti, qui apparaissait à toute une jeunesse ardente et disciplinée comme l'incarnation de l'Italie nouvelle, eût pu céder à la tentation de changer à son profit la forme même de l'État italien. La monarchie vacillait, et beaucoup de gens parmi les fidèles du dictateur lui conseillaient de brûler les étapes et de créer à son profit une république césarienne, formule politique qui a toujours plu aux peuples latins. Mais c'est alors que les spectateurs désintéressés de ce drame politique connurent qu'il y avait en lui l'étoffe d'un véritable homme d'État. Exerçant le pouvoir réel, il sut en dédaigner les apparences. Bien qu'il semble avoir

un goût très vif pour les souvenirs romains, je ne voudrais pas lui asséner de trop lourdes comparaisons historiques ; mais il n'est pas impossible qu'il ait songé à l'exemple de l'homme qui, sorti comme lui de la petite bourgeoisie italienne, sauva l'Italie et le monde de l'anarchie il y a 19 siècles et fonda l'empire romain en respectant scrupuleusement toutes les formes de la République. Octave, aussi, eut le scrupule de la légalité. Ce scrupule nécessaire il n'y a pas à contester qu'il ne soit pour beaucoup dans la crise actuelle du fascisme.

***

Au lendemain du coup d'État, tout le monde crut que la première opération à laquelle allait se livrer le dictateur, c'était la dissolution de la Chambre. Il eût été naturel et logique qu'il renvoyât dans ses foyers un Parlement qui lui était sournoisement hostile : il n'en a rien fait, peut-être en partie par ce désir intelligent de respecter les formes constitutionnelles qu'il pouvait adapter à ses desseins, et peut-être aussi, semble-t-il, par mépris, et peut-être par amour du jeu. Cette Chambre, qui n'eût pas demandé mieux que de le mettre hors la loi, et qui s'inclina devant lui avec une incroyable platitude, dès qu'il eut la force, on dirait qu'il ne l'a conservée que pour prendre plaisir à l'humilier. On voit aujourd'hui que ce plaisir, passablement néronien, n'était pas sans danger.

« Le véritable homme d'État, écrit M Emile Buré, dans l'*Eclair*, se défie de lui-même et de sa popularité, toujours précaire. Il est bien avisé quand, dans son ascendance, il s'interdit toute fantaisie, toute coquetterie. Mussolini nous en fournit aujourd'hui la preuve. Les parlementaires qu'il a blasonnés et aussi effrayés reprennent quelque assurance. Ils ne l'attaquent pas encore de front, mais ils minent lentement sa position et sèment l'inquiétude parmi ses troupes. A certains signes, on pourrait croire même qu'ils le troublent, qu'ils ébranlent sa volonté. « L'aigle attend le moment propice pour fondre sur sa proie : il vous étonnera encore », disent les fascistes. Soit ! Mais que le moment propice ne tarde point, car le chasseur a déjà armé son fusil... »

Le fait est que les libéraux, les socialistes, et cette fraction des « populaires » qui n'ont adhéré au fascisme que de mauvaise grâce et ne demandent qu'à s'en séparer, commencent à relever la tête, et cherchent à profiter des discordes qui naissent inévitablement au sein d'un parti victorieux. Un double péril menace le dictateur : il vient d'abord de ceux que l'on pourrait appeler les superfascistes, comme MM. Balbo et de Vecchi, M. Balbo n'hésite pas à reprocher à son chef sa timidité. « Si le Président l'avait voulu, a déclaré le Premier, les chemises noires eussent remplacé l'armée gris-vert, les chefs de la milice seraient devenus les maréchaux de la nouvelle armée qui, lancée sur le monde, aurait renouvelé les gestes de Rome ». Quant à M. de Vecchi, sous-secrétaire d'État aux pensions, le grand conseil fasciste a dû le désavouer, parce que cet impérialiste déterminé avait revendiqué, à différentes reprises, Nice et la Savoie. M. Mussolini a trop de finesse pour ne pas comprendre à quelles funestes aventures pourraient l'entraîner ces jeunes ambitieux qui ont vraiment trop d'imagination ; mais il est plus ou moins le prisonnier de sa légende et de son éloquence. Dans un de ses discours, où avec plus de force et de netteté, il rejoint parfois la grande éloquence de d'Annunzio, n'a-t-il pas dit : « Nous irons en avant vers les buts de l'Italie impériale, qui sont le rêve de mon âme ! » Il n'est pas très étonnant que l'aile gauche du parti, les jeunes, ceux qui ne sont pas encore nantis, lui rappellent ses paroles et le pressent d'accomplir son œuvre.

Les habiles, les politiciens du parti, ne sont pas moins dangereux pour son unité. Ils cherchent sournoisement des compromis avec les puissances financières internationales que M. Mussolini avait promis de combattre. M. Farinacci, commissaire pour la Lombardie, a déjà obligé le président à résilier le contrat signé par le Roi, qui cédait à une compagnie le chemin de fer de Crémone. C'est une grave fissure dans le plan de réforme des services publics, une des grandes idées du règne Mussolinien. Enfin, dans le Midi de la Péninsule, deux fractions fascistes, celle du capitaine Padovani et celle de M. Gréco, un ami de M. Nitti, converti au fascisme se combattent assez rudement, à propos de la réforme électorale. Comme le fascio est formé d'éléments très divers, venus à lui de tous les points de l'horizon politique, comme il comprend des anciens socialistes, des échappés du parti populaire groupés autour du noyau nationaliste, ces divergences de vues, ces querelles intestines, étaient inévitables, et dès les premiers jours, il apparaissait bien que, seule, la hardiesse dans la lutte et le prestige, l'action personnelle du chef étaient nécessaires pour leur imposer silence. Mais aujourd'hui, quoi qu'en disent les amis du dictateur, ces troubles internes du parti donnent des espérances à tous les vieux politiciens qu'il a si fort malmenés, et qui lui reprochent déjà sourdement de se laisser endormir, et de ne pas agir comme il l'avait promis.

M. Mussolini a rendu à son pays d'immenses services. Il l'a sauvé de l'anarchie, il lui a permis,

mieux encore, il l'a obligé à se remettre au travail ; il a rétabli la confiance et le crédit, il lui a rendu l'optimisme, si nécessaire à cette nation pleine de ressources, d'énergie, de vitalité, mais exceptionnellement impressionnable. Les réformes administratives et politiques qu'il a promises, il ne les a pas réalisées d'un coup de baguette, mais il commence à les accomplir avec beaucoup plus de finesse et de prudence qu'on n'aurait cru pouvoir en attendre de cet autodidacte imaginatif et volontaire. Mais le danger qui menace à un moment donné de leur existence tous les hommes qui, comme M. Mussolini, ont été portés brusquement au pouvoir à la suite de quelque révolution, c'est qu'on leur demande plus qu'il ne leur est possible de donner, c'est qu'on exige d'eux le miracle, et que pour essayer de tenir leurs promesses, ils ne se lancent dans de chimériques aventures. Si M. Mussolini compose avec les démocrates et les libéraux qui ne peuvent pas lui pardonner la façon dont il les a malmenés, il risque de s'enliser dans un marais de politicaillerie. S'il cède à son aile gauche, il risque de se lancer dans des aventures extérieures qui ne peuvent guère, dans l'état actuel de l'Europe, qu'aboutir à un échec. Le vaisseau fasciste est en ce moment très difficile à gouverner. Heureusement que le pilote a fait ses preuves, car si le mouvement de rénovation sociale italien échouait, ce serait un terrible encouragement pour tous les partis qui suivant le funeste exemple de Kerensky, ne songent, par ambition ou par fidélité à une idéologie périmée, qu'à composer avec le communisme.

L. Dumont-Wilden.

LE THÉATRE

VICTOR HUGO A LA COMÉDIE FRANÇAISE ET D'ANNUNZIO A L'OPÉRA

Les Théâtres nationaux ont, comme on dit, fait un bel effort en faveur des poètes et de la poésie, ces jours-ci, mais, il faut l'avouer, avec une chance inégale : Tandis que Victor Hugo triomphait à la Comédie, d'Annunzio devait se contenter de l'estime à l'Opéra.

Puisqu'il faut toujours commencer par le désagréable, commençons donc par l'Académie nationale de musique.

Gabriel d'Annunzio est un grand lyrique audacieux : son lyrisme sauve ses audaces. Après les Grecs et Racine, il n'a point peur de reprendre le sujet de *Phèdre* et il a raison de ne point avoir peur, puisque ce vieux thème n'est pour lui qu'une occasion d'images et de mouvements. Il ne recherche point l'intérêt de curiosité, en quoi il est tout justement dans la plus pure tradition hellénique ; il semble ne point se préoccuper non plus de l'intérêt proprement dramatique et les passions, dans leur frénésie, provoquent seulement son exaltation verbale. Il suffit pour qu'il écrive, que son imagination soit échauffée : comment l'aventure de Phèdre ne le mettrait-elle pas en cet état fiévreux qu'il recherche et qui constitue l'essence même de son inspiration ?

Donc, va pour Phèdre !...

Mais en Italien !...

Des poètes, qui entendent parfaitement la langue maternelle de d'Annunzio, m'affirment que le texte original est admirable et ce que j'en puis moi-même pressentir m'incline à penser comme eux. La richesse de sons et de couleurs, l'élan du style, la ferveur du ton, l'abondance et la nouveauté des images et cette sorte de trépidation de tout l'appareil poétique qui vous donne l'impression de marcher sur un pont suspendu et frémissant, tout le génie enfin de Gabriel d'Annunzio fait oublier de quelle manière il s'en sert et à quoi il l'applique.

Mais une traduction ?... Vitrail qui s'éteint ; mélodie qui s'éloigne et dont on ne perçoit plus que des bribes !...

Mais surtout, l'interprétation de Mme Ida Rubinstein !...

Mme Ida Rubinstein a reçu du ciel la grâce et la gracilité... Elle est longue, elle est mince, elle est souple... Elle possède tout à la fois l'instinct et l'art des attitudes. Je l'ai vue, au second acte, couchée sur sa chaise longue, caressant de la joue son coussin, muette, le regard mystérieux, et tout le corps onduleux : c'était parfaitement beau. Mme Ida Rubinstein marche comme elle danse et sa danse est un poème... Mais pourquoi Mme Ida Rubinstein s'est-elle faite tragédienne ?... Elle est parvenue, à force de patience, à apprendre notre langue, imitant en cela son poète lui-même qui connaît mieux le Français que la plupart de nos écrivains nationaux. Mais est-ce l'effort qu'elle doit faire encore pour ne point avoir « d'accent » qui lui donne cette monotonie d'une interminable mélopée ?... J'ai vu, chez d'autres comédiens, chez le grand Danois Reumert, par exemple, cet effort se tourner en mérite et si M. Pitoef souffre comme Mme Ida Rubinstein de cette étrangeté, Mme Pitoef, en

revanche, comme M Reumert, en tire profit. Sans doute en est-il de cela comme du reste et la sincérité d'un artisan trouve son bien partout.

Quoi qu'il en soit, Mme Ida Rubinstein a le tort de se méconnaître elle-même et il est cruel de voir une femme de son mérite et de sa beauté mésuser pareillement de l'une et de l'autre. Elle devrait se borner à une mimique rythmée et elle s'accable du texte le plus lourd et le plus long !... Son timbre monocorde accuse la lenteur des développements et, quand elle a passé par cette interprétation, la poésie de d'Annunzio s'est dissipée comme un rayon de lumière dans le brouillard.

Il n'est que juste, en revanche, non pas de louer les artistes qui ont eu l'imprudence de s'engager dans cette paradoxale aventure, mais la mise en scène et les décors... Il est juste aussi de louer l'orchestre entier de l'Opéra qui, n'ayant presque rien à jouer, donne du moins au public l'exemple d'une bonne volonté soutenue dans l'art d'écouter d'ennuyeuses tirades.

Expérience à ne pas recommencer, en vérité...

* * *

Il n'est pas encore possible aujourd'hui, semble-t-il, qu'une œuvre de Victor Hugo soit écoutée avec impartialité et sagesse. J'ai entendu de bons esprits, une fois de plus, s'irriter et dénoncer, dans la fantaisie jaillissante et improvisatrice des *Deux Trouvailles de Gallus*, un abus de verbalisme et une surcharge d'ornementation, dissimulant mal le vide de la pensée... Il est probable que de telles réactions seraient depuis longtemps périmées si, par malheur, nous n'avions été rejetés en un temps où les jeunes générations ont contracté l'horreur de tout ce qui est développement, amplification, épanouissement formel et par conséquent, dans une très large mesure, lyrisme. Je ne sais ce que nous gardons de romantisme au fond de nous, ni si nous en gardons même : j'affirme que nous ne pouvons en supporter l'expression et que, pour la plupart des jeunes hommes d'aujourd'hui, il suffit d'avoir une idée juste, sans qu'il soit besoin de l'enguirlander de rhétorique, fût-ce une rhétorique de génie. Il faut malheureusement accorder que le dernier acte de la pièce représentée à la Comédie n'est point sans donner à ceux qui jugent ainsi et reprochent à Victor Hugo de les rebuter une apparence de justification. Il est presque fatal que l'on en arrive à cette opinion lorsque, d'aventure, ayant à juger ce poète des poètes, on néglige tout justement les vers : autant vaudrait commencer par plumer un oiseau pour apprécier sa beauté.

Personnellement donc, en philosophe assez désabusé des idées pour ne plus les chercher au théâtre ni prendre Victor Hugo pour un penseur, je tiens à faire une observation qui m'a causé bien de la joie. Il m'arrive si peu souvent, malgré toute ma bonne volonté, d'éprouver une impression esthétique dans un fauteuil d'orchestre, que je me demande avec anxiété si ce n'est point moi qui suis dans mon tort, ayant tout simplement perdu la faculté d'admirer et de sentir les belles choses. La Fontaine disait avec mélancolie :

Ne trouverai-je plus de charme qui m'arrête ?
Ai-je passé le temps d'aimer ?...

S'enthousiasmer, au fond, c'est aimer et quel charme qui vous arrête mieux qu'un chef-d'œuvre ? Bref, on en vient à douter, peu à peu, de sa sensibilité artistique... On craint, sinon de vieillir, d'être blasé par l'usage immodéré et trop continu de la médiocrité...

Par bonheur, avec les *Deux Trouvailles de Gallus*, je me suis senti, par la joie et la ferveur, réhabilité à mes propres yeux... Quand je n'admire point ce n'est pas de ma faute et je n'en veux pour preuve que la magnifique et allègre représentation dont je suis sorti ébloui.

Gallus est un landgrave, qui s'est approprié un trône fort illégitimement : il a un neveu qui vit à la campagne... Mais voici que lui-même a passé la cinquantaine : c'est l'âge de la philosophie. Il en a assez du pouvoir et préférerait l'amour : mais à cinquante ans !... A cinquante ans, pour l'homme, les sens et le cœur ne vont plus ensemble. Par les sens, on peut ressembler à un animal devant qui se trouve une perle : Margarita. D'autre part, quand le cœur a trouvé sa nourriture — Esca —, on ne sait plus s'en servir et l'on ne réussit pas mieux les affaires de sentiment que les autres. Ainsi fallait-il à Gallus, pour exprimer l'idée d'Hugo, deux trouvailles ; ainsi, sans doute, n'aurait-il fallu, pour ces deux trouvailles, que deux actes. On ne sait pas bien pourquoi le poète a dédoublé sa deuxième partie et voilà pourquoi, en tout cas, la fin ne vaut pas le commencement.

Donc, au premier acte, Gallus fait trouvaille d'une jeune fille trop pure et qui, au reste, est amoureuse. Elle est justement amoureuse du neveu du Landgrave, ce qui fournit à Gallus l'occasion d'un joli geste de philosophe, de prince et d'amoureux : il renonce à la belle pour en faire présent, en même temps que du trône, à son neveu. Lui-même ira se divertir à Paris, où l'attendent, à coup sûr, les occasions de faire d'autres réflexions très sages.

Au deuxième acte, Gallus enlève la jolie fiancée d'un rustaud. Celui-ci allait épouser, à cause du bien qu'il a, la modeste paysanne. Mais il suffit à Gallus de faire choir des robes et des joyaux sur la tête et les épaules de la fiancée pour qu'elle consente à délaisser la charrette de son promis et à monter dans la somptueuse chaise à porteur qui l'enlève.

Au troisième acte, la belle est riche, et semble légère. Gallus l'aime, mais il se croit trop de sagesse pour laisser rien paraître de sa tendresse. Il a tort, car la belle enfant (elle a un peu de mélodrame dans l'âme à la manière des Marion de Lorme), s'empoisonne par désespoir de n'être pas aimée.

Des trois tableaux, le premier est le plus frais et le plus poétique : il est tout entier illuminé par la grâce blonde de Mme Huguette Duflos qui s'est révélée la diseuse de vers la plus simple, et par conséquent, la meilleure de la Comédie-Française.

Le second tableau est le plus réussi et le plus habilement agencé au point de vue scénique. Il a été tout entier égayé par la grâce raffinée et savante de Mme Piérat.

Le troisième n'est pas bon et il faut adresser un compliment particulier à la vaillance et au tact de Mme Piérat qui, dans la fin de son rôle, a fait, comme disait Racine, « quelque chose de rien... »

Mais, à raconter ainsi ces trois pochades de génie, je m'aperçois que j'ai tout simplement plumé l'oiseau... Sachez donc que jamais plumage ne fut plus éclatant, plus souple, plus varié, plus nuancé, plus émouvant, plus spirituel... Ce n'est point un oiseau de grande taille, à vrai dire, et c'est pourquoi il a pu garder tant de charme et de légèreté...

Gaston Rageot.

LES BEAUX-ARTS

LES SALONS

L'art français, cette année, nous réservait une surprise : nous n'avions que deux Salons de printemps ; un troisième nous est né, et sa naissance fut accompagnée de quelque vacarme. Alors que les deux Sociétés rivales, par un voisinage déjà long et des échanges toujours plus nombreux, semblaient préparées à s'unir sous le regard bienveillant du ministre qui les protège, il y eut un craquement dans le vieil édifice. Les exigences, faut-il dire l'intolérance de quelques élus de la Société Nationale, provoquèrent au sein de l'assemblée un de ces beaux tumultes que l'on admire parfois au Palais-Bourbon. Des artistes éminents donnaient leur démission du Comité ; d'autres les suivaient ; et voilà que ces dissidents, sans perdre une heure, groupés et organisés à nouveau, nous ont ouvert, sur la jolie terrasse qui borde la Seine, un Salon des Tuileries. Comme ils n'avaient point le temps, ni les moyens, ni peut-être l'autorisation d'aménager l'Orangerie, l'architecte Perret leur arrangea bien vite un gentil baraquement de planches, aéré, lumineux, où il fera chaud peut-être, mais l'on n'en goûtera qu'avec plus de volupté le repos, au dehors, sous les arbres dont la brise de la Seine remue le feuillage léger.

Tout de suite on sent que ces nouveaux Indépendants se font un jeu de leur pauvreté. Elle est rassurante, elle amuse ; et, tout d'un coup, elle émerveille. A peine a-t-on pénétré dans cette galerie de planches dressées sur la terre nue, et commencé de regarder avec indulgence un tas de choses peintes assez médiocrement, il semble tout d'un coup qu'un grand souffle exultant vous passe sur le visage. On lève les yeux : sur un vaste socle, une haute figure équestre appelle l'attention ; un général, dont le costume et l'allure semblent d'un temps déjà loin de nous, lève la main, et impose sa volonté. Autour de lui, quatre personnages étranges, de proportions colossales, sont debout ; ils tiennent des emblèmes, une épée, un livre, une chaîne brisée, un rameau feuillu ; c'est la Victoire, l'Eloquence, la Liberté, la Force. On voudrait leur échapper : ils ressemblent si peu aux hommes et aux femmes dont nous avons l'habitude ! mais ils nous ont saisis impérieusement, ils nous tiennent par une sensation puissante, irrésistible. Est-ce de l'art français? Peut-être, mais certainement rien de pareil ne s'est montré dans notre art depuis que Rude, au seuil

de l'Arc de Triomphe, lançait la clameur de la *Marseillaise* sur la troupe de ses guerriers nus. Il faut voir la maquette de l'ensemble pour mieux comprendre et mieux juger. Ces bronzes extraordinaires sont trop près de nous ; grandissons le socle de dix mètres. Voilà l'œuvre héroïque, la première où depuis la victoire notre sculpture ait pris son entier essor ; mais elle n'appartient à la France que par la main qui l'a modelée ; elle va franchir l'Océan, porter à la République Argentine le salut d'un génie fraternel. Le nouveau président de cette République amie, l'homme charmant qui fut jusqu'à ce dernier hiver l'hôte fêté de Paris, a commandé au sculpteur Bourdelle ce monument à la gloire de son aïeul, le général de Alvéar. Déjà Rodin avait envoyé là-bas sa belle statue du président Sarmiento, dont le socle de marbre est tout illuminé par l'apparition d'un Apollon radieux, aux pieds de qui se tord et se noue le serpent que sa flèche a percé ; mais l'art de Bourdelle, bien que ses origines le ramènent à l'atelier de Meudon, est d'une qualité toute autre : il a la robustesse et la sûreté de la grande architecture. Nous en avons senti, l'an dernier, l'énergique simplicité, devant sa Vierge monumentale, et nous allons le retrouver, dans un moment, tout à son rôle spirituel, sous la coupole du Palais des Beaux-Arts.

De cette même main d'artiste, moins frémissante et voluptueuse que celle de Rodin, mais guidée peut-être par de plus hauts exemples, est sorti l'admirable buste de l'architecte Perret. On aura plaisir à en rapprocher la noble intelligence de la grâce profonde qui enveloppe mieux que jamais, cette année, les bustes féminins de M. Despiau, docile encore aux leçons de Rodin. Ce sont là, j'imagine, les plus sincères et durables portraits de ce Salon des Tuileries, où tant de peintures aimables et savantes méritent l'attention, sans l'arrêter peut-être par des qualités inattendues.

Les meilleurs peintres de la Société Nationale se sont enrôlés parmi les dissidents. M. Albert Besnard n'a pas hésité à déployer sur une cloison transversale la vaste composition de la tapisserie qui lui a été commandée pour l'Université de Strasbourg. M. Maurice Denis a envoyé deux tableaux, dont l'un, *la Conversation sacrée*, est tout baigné d'une émouvante harmonie où le cœur a sa part autant que le métier, et l'autre, le *Jeu de balle*, fragment d'une décoration destinée à un hôtel privé, séduit par la joie de la lumière et le beau rythme des mouvements. M. Georges Desvallières expose des œuvres que nous connaissions déjà, mais qui nous démontrent plus nettement que jamais que ce disciple si personnel de Gustave Moreau est un des maîtres de ce temps-ci. Le panneau décoratif de M. Aman-Jean, destiné au Japon, offre la séduction mélancolique de ses harmonies mourantes. Les fleurs si raffinées de M. Karbowski, dans leur atmosphère discrètement voilée, s'accordent délicieusement avec les paysages italiens de M. Laprade et de M. Harrisson, ou avec les Intérieurs de M. Morisset. M. Jules Flandrin a trouvé dans le site de l'antique ville de Vayson un de ces beaux décors de montagne dont il sait exprimer toute la franchise et toute la lumière ; et ses deux tapisseries mythologiques, par le rythme de la composition et la vivacité de leurs tons simples, nous apportent de parfaits modèles d'un art dont tous demandent en France la rénovation.

La noblesse antique, la beauté spirituelle de la lumière, l'harmonie calme et auguste des grandes frondaisons que la mer étincelante et les nuages d'argent du ciel baignent doucement de leurs reflets, l'apparition élyséenne de figures nues et blondes dans le silence radieux de la nature, cette musique savante et pure qui depuis tant d'années nous enchante, résonne encore et se prolonge aux toiles de René Ménard. Qu'il les nomme *Adam et Eve*, ou *les Trois Grâces*, ces figures vont rejoindre dans notre imagination les nymphes et les pâtres de Virgile et d'André Chénier ; la sérénité les habite et rayonne de leurs lignes heureuses.

Le réalisme un peu âpre de M. Lucien Simon, la délicate et jolie naïveté de Mme Jeanne Simon, l'observation toujours si consciencieuse de M. René Prinet, qui occupe ici tout un panneau considérable, puis les notes vives, les portraits de M. Blanche, les fantaisies primesautières de Mme Marval, les paysages où M. Le Sidaner satisfait son rêve tout en demeurant fidèle à la vérité de la nature (le *Port du Croisic* et surtout le *Soleil levant*), et ce clocher d'une église de montagne, pieusement et humblement peinte par Mme Le Chatelier, à l'heure où va disparaître la clarté du jour, tout cela n'a pas cessé de nous être agréable et familier. M. Lebasque n'est pas aussi heureux que nous le souhaiterions dans sa *Sortie de bain*. En revanche, il semble que M. Albert André nous ait donné son chef-d'œuvre avec cet *Intérieur* où les fleurs bleues d'une cinéraire, devant la gaze des rideaux et par dessus les tons saumonés du divan et du tapis, ont un charme de fraîcheur indicible. M. Albert André a écrit un livre excellent sur Renoir : peintre, il s'est volontiers souvenu de Manet ; il continue dignement, avec un charme très personnel, la lignée des grands impressionnistes.

Mais déjà les fanfares de M. Ottmann, le style brutal et froid de M. Vallotton, la plénitude un peu lourde des paysages de M. Charlot, les rudes ébauches de M. Manguin, nous acheminent vers le Salon

d'Automne ; et nous y sommes avec le puissant et sombre portrait de M. Othon Friesz. M. Inguimberty est un jeune et audacieux marseillais qui nous arrête par les dimensions d'une toile où les porte-faix de sa ville natale semblent peints avec le plâtre qu'ils transportent si pesamment ; ce n'est encore que la promesse d'un talent que nous attendons aux prochaines épreuves. Et voici qu'apparaît M. Dufresne, pour l'amour de qui tant de bons et vaillants camarades ont risqué une révolution ; il les en récompense bien mal. Non content de se moquer de nous avec son imagerie de nègre, il a mobilisé à sa suite les vieux débris de l'armée cubiste. Les « études directes » de M. André Lhote, aussi ingénieux théoricien que barbare exécutant, sont plus dangereuses peut-être que les folies de M. Metzinger, de M. de la Fresnaye ou de M. Gleizes ; et ni M. Utrillo, ni M. de Vlaminck ni même M. de Waroquier, architecte farouche, ne nous feront oublier les enseignements de Corot et du bon sens.

Ce mélange d'éléments disparates, qui fait la vie et l'amusement du Salon des Tuileries, va nous manquer cruellement, dans l'interminable visite que nous offrent, au Grand Palais, les quarante-trois salles de peinture de la Société des Artistes Français et les vingt-trois salles de la Société Nationale. Que de bons élèves ! Il semble, au premier abord, que rien ne soit changé à la Société Nationale, à tel point l'agréable présentation des salles réussit à en masquer le vide. Et l'on y retrouve avec plaisir M. Auburtin, M. Dauchez, M. Willaert, M. Paul de Castro, M. Seyssaud, M. Lhermitte, chacun ayant sa façon de voir et d'interpréter un beau paysage ; ceux de M. Charles Cottet, déjà anciens, nous font ressouvenir d'œuvres admirables de ce grand artiste si durement éprouvé. De bons portraits, par M. Paul Robert, M. Henri de Nolhac, M. Léon Garraud, Mme Davids, qui dessine si gracieusement, Mlle Breslau, qui a rendu avec un esprit et un naturel merveilleux les figures, familières au public parisien, d'Anatole France et d'Albert Bartholomé ; et ce tableau si amusant, *En famille*, où M. Foujita, primitif du XXe siècle qui combine toutes les astuces et les naïvetés de Montmartre et du Japon, s'est représenté, avec sa femme et son chien, sur le fond blanc d'une muraille ; enfin, et il suffira de la nommer, *Mlle Geneviève Vix dans « Salomé »*, par M. Van Dongen. M. Zakarian a voulu se rajeunir en exposant aux Tuileries ses sombres natures mortes ; mais nous avons ici M. Lobre, avec sa *Muselle*, qui nous charme comme un vieil air de danse, et sa *Soupière*, dont la faïence blanche nous offre un succulent régal.

Dans l'autre Salon, où presque tout est peint, dessiné ou sculpté, non pour l'amour de l'art, mais dans l'attente de la distribution des prix, il y a, comme à l'ordinaire, des toiles d'autant plus vides qu'elles sont plus énormes ; il est vrai que l'énormité devient un titre à la médaille ; M. Ortiz Echagüe, élève de Bonnat et de Jean-Paul Laurens, s'il avait traité dans le format qui leur convenait les scènes familières qui lui ont mérité une médaille d'or, aurait sans doute fait de bons petits tableaux, que l'on n'eût point remarqués ; mais il a obtenu, par un bruyant coup de gong, de se faire récompenser et même acheter par l'État. De bons jeunes gens, qui ont eu le prix de Rome, ne réussissent, par la taille de leurs envois, qu'à en accentuer la prétention ou la pauvreté. M. Adler méritait peut-être sa médaille d'honneur par la conscience qu'il met, chaque année, à nous représenter la vie du Paris populaire ; je voudrais à sa peinture un peu plus de solidité, cette pâte généreuse où Roll, dans ses meilleurs moments, faisait si bien jouer les effets lumineux ; je lui voudrais aussi un peu du sentiment plus âpre d'un Raffaëlli. M. Jules Joets, dont l'*Orchestre* a les dimensions mêmes de la nature, semble aussi bien doué comme peintre que M. Adler ; sans la hantise de la médaille, j'imagine qu'il eût tiré de ce réalisme vulgaire un petit tableau d'excellent métier et d'esprit digne des vieux maîtres hollandais.

On admirera le métier viril de Mlle Jouclard (*la Moisson*) et de Mme Martin Gourdault (*les Fiançailles, golfe de Carthage*). L'orientalisme de Mlle Cormier (*Marocaine*), plus discret, reste séduisant. M. Balande paraît avoir perdu les grandes qualités que nous lui reconnaissions il y a deux ans ; comment peut-il se satisfaire de cette *Improvisation* aux figures fades et de dessin faible, au paysage mal établi, à l'atmosphère terne ? S'il a jamais eu du goût pour notre vieux Poussin, qu'il retourne lui demander ses leçons ; et s'il préfère Manet, qu'il apprenne de ce grand maître la franchise. M. Avy s'éloigne décidément de Besnard, mais il tâtonne encore à la recherche de la simplicité, que M. Jean Dupas rejette avec mépris : son *Jugement de Pâris*, continuant l'amusante fantaisie des *Pigeons blancs*, qui furent son dernier envoi de Rome, amuse et agace tout à la fois par les beaux dons de peintre dont il use prétentieusement ; M. Domergue, qui continue volontiers Gaston La Touche, est un des joyeux rameurs de ce bateau-là. *Le Café à l'asile des vieillards*, de M. Dervaux, le *Chiffonnier* et la *Marchande d'oranges*, de M. Jamois, sont d'une peinture plus sobre que les *Mineurs d'Anzin* de M. Jonas, dont l'habileté nous offre le trompe-l'œil d'un étonnant cinéma. Et je me garderais de mentionner un effarant carton, la *Salomé*, de M. Marcel Béronneau, s'il ne portait l'indication : Comman-

dé par l'État pour les Gobelins, (en 1913, a-t-on prudemment ajouté).

Une médaille d'or a récompensé le beau talent du peintre de nos cathédrales, M. Gaston Rigaud, qui depuis bien des années sait faire vibrer au long de leurs murailles et autour de leurs colonnes la diaprure étincelante des verrières du moyen âge. A Paris, à Chartres, à Auxerre, il a connu les heures du soleil et de l'ombre, les heures de la méditation, de la prière et du chant ; et dans un précieux tableau, terminé à la veille même de la guerre, il nous a conservé la richesse de la basilique martyre de Saint-Rémy, une des gloires de Reims.

L'enseignement de l'Ecole des Beaux-Arts et des ateliers Jullian, dont le Salon des Artistes français nous porte le fidèle témoignage, a sa meilleure réussite dans le portrait, et il serait long d'énumérer tout ce qu'on en voit ici, entre l'excellent et l'honorable. M. Marcel Baschet a rendu en perfection ce sourire intelligent et bon de l'homme que l'âge et la longue expérience ont incliné vers une douce et bienveillante malice. M. Dénéchaud s'est montré pénétrant à souhait dans l'effigie du peintre *Henry Tenré*, attentif devant sa toile. On s'arrête auprès du *Maréchal Pétain*, de M. Dagnan-Bouveret, et du *Maréchal Lyautey*, de M Patricot ; *le Trio de Saint-Saëns*, de M. Jules Grün, où le vieux maître, accoudé au piano, écoute avec joie sa musique, est une œuvre expressive et bien composée, tout commme la toile, de dimensions plus grandes qu'à l'ordinaire, où M. Alexis Muenier prend aujourd'hui rang parmi nos premiers portraitistes Il y a, dans l'austérité, dans la rigidité voulues du portrait de *Mme Charles Péguy*, toute enveloppée de sa noire toilette de veuve, et nettement profilée sur un fond de muraille blanche, un singulier accent d'art primitif, où se plaît décidément M. Pierre Laurens, et qu'il impose avec force à notre souvenir.

Mais, à côté de tant d'œuvres différemment habiles, et dont le métier nous intéresse sans nous surprendre, en voici une dont l'habileté suprême consiste à effacer jusqu'aux moindres traces de ce métier, devenu insaisissable. J'ai déjà tenté, ici-même, de définir le talent de M. Ernest Laurent, et de rendre par des transpositions musicales ou autres, la nature de son extraordinaire séduction. Ces jeux littéraires, qui ne sauraient assurément déplaire à un des esprits les plus raffinés de notre temps, ne sont plus aujourd'hui de mon goût, et je voudrais uniquement louer le *Portrait de Mme E. R.*, comme une peinture qui nous donne la vérité, c'est-à-dire toute la vie et tout le charme d'une femme. Regardez ce portrait lentement, jusqu'à l'isoler des images qui l'entourent ; je serais bien surpris si, après cette conversation muette dans la pénombre lumineuse d'une chambre, où ce blond et ce noir d'un visage et d'un vêtement, ce rouge délicat des lèvres et ce pourpre d'une rose à la ceinture s'avivent de l'éclat fugitif d'une perle sur une main nerveuse, conquis, ému, un peu troublé peut-être, vous ne disiez pas : Mais c'est la vie, dans son âme et sa réalité !

L'énorme hall des Artistes français est, comme à l'ordinaire, bien fourni de sculptures. Au centre se dresse la grande statue équestre de *Saint Louis*, noblement exécutée par M. Hippolyte Lefebvre pour dominer la terrasse du Sacré-Cœur de Montmartre ; et tout alentour surgissent les monuments aux morts, de valeur toujours très diverse, où nos tailleurs de pierre et de marbre ont trouvé l'aliment indispensable de l'existence, ce qui ne signifie pas nécessairement l'inspiration. La médiocrité, la banalité trop fréquentes ne donnent que plus de prix aux quelques œuvres qui témoignent d'une méditation grave et d'un haut effort. Les monuments et les projets de MM. Magrou, Henri Bouchard, Laporte-Blairsy, Achard, Barberis, Maxime Réal del Sarte, méritent une sincère estime ; le délicat *Souvenir* de M. Max Blondat continue dignement toute une série d'œuvres charmantes ; et je louerais plus volontiers la figure de la Patrie douloureuse et reconnaissante que M. Desruelles destine à la ville du Quesnoy, si elle ne rappelait trop fidèlement un beau bronze du sculpteur américain Saint-Gaudens. *Les Fantômes*, de M. Landowski, nous apportent une vision tragique, émouvante, un peu littéraire peut-être, et qu'au premier abord il semblerait plus naturel de demander à la peinture ; elle retient longuement le regard et la pensée. Une critique que l'on en peut faire serait de constater (et d'admirer, si l'on veut) l'exécution trop parfaite, égale et sage, d'un travail où les qualités enseignées et requises par l'École atteignent leur suprême expression ; nous parlions tout à l'heure de Rude ; songez à son *Réveil de Napoléon*.

Il y a, sous la coupole de l'autre Salon, un monument singulier, qui vise au grandiose, et qui l'atteindra tout au moins par ses dimensions. Pour commémorer le débarquement des premiers soldats américains qui vinrent, en 1917, relever nos forces et notre confiance si durement ébranlées, un phare doit être construit sur la pointe de Grave, à l'embouchure de la Gironde, au sommet d'une tour de cent mètres en ciment armé, dont l'architecte André Ventre expose la maquette au dixième. Ce n'est plus un rocher, et c'est une sorte de forteresse, d'aspect égyptien dans ses lignes essentielles ; en somme, un « gratte-ciel » de taille inusitée, ce

qui n'est pas pour déplaire à nos lointains amis. Sur le socle, au devant du triangle effilé qui s'avance vers les flots, Bourdelle a placé la figure de la France, debout, qui attend et regarde, patiente et ferme; il lui a donné les traits, l'allure de la Minerve de Phidias. On peut discuter le symbolisme; mais la noblesse et le calme sublimes de cette statue, haute de vingt mètres, dominent assurément toute critique.

Que de bustes seraient à citer! peut-être les meilleurs sont-ils, au Salon de la Société Nationale, ceux du Dr Paulin, en marbre ou en bronze. La joie épanouie de M. René Ménard, l'observation lumineuse de M. Paul Jamot sont traduites avec cet amour de la vérité qui inspira jadis le buste célèbre d'Edgar Degas; nulle part on ne sentira mieux s'exprimer le « *sic ora ferebat* » du poète de l'Enéide.

Les bons graveurs se sont dispersés suivant leurs préférences. MM. Jacques et Camille Beltrand ont émigré aux Tuileries; M. Bouroux, des Artistes français, MM. Béjot, Beurdeley, Colin, Gusman, Jouas, Leheutre, de la Société Nationale, sont demeurés au Grand Palais. Et les architectes enfin, cantonnés presque tous dans les longues et froides galeries du rez-de-chaussée, réservent d'intéressantes surprises à qui aurait la patience et le temps de les interroger. La médaille d'honneur a été décernée à une immense restauration du *Palais de Tibère à Capri*, par M. Boutterin. Un Allemand, Weichardt, avait déjà tenté une reconstruction idéale de cette villa de Jupiter, dressée à la pointe méridionale de l'île; et je ne vois pas très bien en quoi le nouveau travail est plus sûr. Mais, si c'était vraiment cela, qu'il est donc heureux que cela ne soit plus! J'ai flâné délicieusement autrefois parmi ces roches brûlées par le soleil et le vent de la mer, dans le parfum des herbes rares; pas un instant je n'y ai rêvé de cette archéologie de Prix de Rome. Mais il faut bien qu'elle ait sa récompense, et toujours elle l'aura, tant que l'on n'admettra point cette chose évidemment monstrueuse, qu'un architecte français s'instruirait mieux à étudier les monuments de notre grande architecture, à tracer des plans et des coupes de Versailles, des Invalides ou de l'École Militaire, plutôt qu'à relever hypothétiquement tel temple ou tel palais latin ou grec. La restauration du *Bosquet des Dômes*, dans le parc de Versailles, offre en ce genre un modèle qui sera peut-être suivi. Utilisant, auprès des documents figurés, tous les débris conservés de ce bosquet somptueux, M. Armand Guéritte est parvenu à reconstituer, avec une exactitude admirable, les dômes, d'un style si pur, qui en ont disparu, il y a cent ans; et l'on peut apprécier par ses dessins ce que furent, ce que pourraient être encore des monuments qui comptent parmi ce que l'art de Louis XIV a produit de plus achevé.

Je n'ai rien dit des expositions rétrospectives, qui sont nombreuses, et des plus intéressantes. Jean-Paul Laurens en sort grandi; Desboutins n'y gagne guère, et Pierre Roche, trop littéraire, y perd. Mais il faut étudier le charmant ensemble d'aquarelles et de peintures du lyonnais Auguste Ravier, qui mérite le pieux enthousiasme de son biographe M. Jamot, et surtout il faut s'attarder parmi les dessins et les gravures de M. Forain, qui est de ce monde, de notre monde, lui, et nous rend toujours, avec son âpreté, le goût de la vie, un goût tendre et amer, mêlé de regrets, d'ironie et d'espoir; car, il faut bien l'avouer, dans cet immense et monotone Grand Palais, les morts oppriment un peu les vivants.

André Pératé.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Canada

M. Forest, Professeur à l'Université de Montréal, résume devant les lecteurs de la *Revue Canadienne* (fasc. de mars-avril-mai) la longue question des rapports de la science et de la philosophie. — En estimant que l'effort de la génération qui touche aujourd'hui à la vieillesse tient dans « une défaite intellectuelle de l'illusion scientiste et de l'illusion démocratique » (*Nouvelles Pages de Critique*), M. P. Bourget a sans nul doute raison au moins en ce qui concerne la science. En parlant de « la faillite de la science », Brunetière constatait sous une forme un peu paradoxale une vérité que des philosophes comme Boutroux et Bergson, des savants comme Claude Bernard, Duhem et Henri Poincaré étaient en train d'établir définitivement. Taine, dans son étude sur Byron, écrivait que c'était à « l'âme » que la science s'en prenait enfin, « munie des instruments exacts et perçants » dont trois cents ans d'expérience avaient prouvé « la justesse et la portée » : mais sa promesse de « supprimer la philosophie » et de « fonder la morale », la Science n'ignore plus maintenant qu'elle ne la tiendra jamais... « A la place de cette science aux espoirs illimités — celle de *L'Avenir de la Science* de Renan —, une autre a surgi, plus humble d'allure, plus modeste dans ses prétentions, — celle de *La Science et l'Hypothèse* de Henri Poincaré ».

Allemagne

Dans le n° de mai de la *Deutsche Rundschau*, Herr Heinz Brauweiler soupire en ces termes vers la formation du « sens politique » en Allemagne : « La Prusse ne s'est pas bornée à enseigner à l'Allemagne « la notion de l'Etat » : nous lui devons en outre d'avoir expérimenté l'absolutisme et ici son œuvre a été évidemment moins heureuse... Spengler prétend que notre société aboutira de nécessité au césarisme tel qu'il prévalait parmi les hommes voilà deux mille ans. Ficker professe que le centralisme est d'ailleurs le système le plus naturel chez un peuple usé, chez un peuple ayant épuisé ses possibilités de progrès et de développement... Cependant, notre peuple en est-il là ? Dieu merci, il reste plein de vigueur et, vraiment, l'on ne saurait estimer que dans son cas l'acceptation du césarisme impliquait le renoncement et la décrépitude. Certes, la défaite nous aura été une terrible épreuve et nous avons grandement lieu de voir en quoi nous nous sommes trompés. Mais le malheur ne signifie nullement en l'espèce une condamnation sans appel et il nous appartient de demeurer assez confiants en nous-mêmes pour refaire *l'Allemagne* en restaurant « l'Etat *allemand* ».

Italie

Il suffit, constate la *Rassegna Internazionale*, il suffit d'avoir mal lu Darwin pour prétendre fonder sur sa théorie de « la survivance des plus aptes » l'éternelle et universelle nécessité de la guerre. Mais raisonnons moins étourdiment. L'unique objectif que poursuit en tout être vivant l'imprescriptible instinct de « la lutte pour l'existence » est le maintien et le développement de l'espèce : or, l'homme — à s'en tenir à ce qui le concerne — agira-t-il jamais en aussi étroite conformité de ce premier instinct que lorsqu'il s'attachera à multiplier et à perfectionner les méthodes lui permettant l'exploitation des ressources à lui offertes par la nature ?... Celles-ci sont immenses et nous commençons à peine à en soupçonner l'étendue... Le machinisme — en comprenant sous cette appellation tous les instruments de travail, du plus modeste outil à l'appareil le plus savant — équivaut pour l'*homo sapiens* à un ensemble d'organes « acquis » et qu'il contrôle à son gré... Que, cessant de se faire la guerre, les hommes s'entendent pour organiser vraiment et mener avec une énergie croissante « la guerre contre la nature », — laquelle créera, au lieu de détruire.

Belgique

« Virgile et nous », dit, dans la *Revue Générale* (mai), M. Henri Davignon. Car il n'est que de savoir dégager de la poésie virgilienne les enseignements qu'elle comporte pour nous. Ainsi : « Une légende veut que sa mère l'ait mis accidentellement au monde dans un fossé, au moment où elle revenait à la campagne. Un peuplier fut planté à cet endroit... Je songe à ces bouleaux semés par les vents au creux de nos vallons ardennais... Le génie poétique de Virgile lui vint-il de l'ambiance agreste où il naquit ou du contact de Rome ? Il y a autant de différence entre l'*Alta Roma* et un village provincial qu'entre l'humble peuplier et le cyprès altier. Mais une pensée n'est point inapte à saisir la grandeur d'une patrie qui s'est d'abord émue de la grâce d'un hameau parmi des marais et des joncs... Il ne faut pas décourager la jeunesse de chanter l'ivresse de l'aube et la douceur des crépuscules sous prétexte qu'un pays a besoin de penseurs et d'artisans de sa force. Et voilà un premier conseil virgilien dont on peut dégager la leçon dès qu'on l'aborde en quatrième. »

A la *Renaissance d'Occident* (fasc. de mai), M. Léon Bocquet nous rappelle un autre centenaire, un bi-centenaire plutôt, dont il regrette que l'on ne se soit point souvenir davantage. La récente disparition de la dernière en date des plus illustres interprètes de Racine aura fait tort, semble-t-il, à la mémoire de Clairon. Ce fut cependant une grande, une très grande artiste que Claire-Hippolyte-Joseph Legris de Latude, née (à Condé-sur-l'Escaut) en 1723. Les contemporains s'engouèrent si fort de sa manière qu'ils reconnurent en elle « Melpomène en personne » et que Voltaire lui-même enveloppera de son mieux « les suggestions » qu'il pourra avoir à lui soumettre. L'autorité dont jouissait la Clairon ne se fondait du reste pas uniquement sur la supériorité de son jeu : « Elle mit fin assez résolument, par exemple, aux violents anachronismes de costume qui faisaient jouer le *Cid* en perruque et *Phèdre* en robe à paniers. Mlle Clairon inaugura des toilettes plus conformes au temps et à l'histoire. On lui sut gré d'innover en une matière où nul ne s'était imaginé encore de trouver à redire ».

Gaston Choisy.

LES LIVRES NOUVEAUX

G. Hoornaert. S. J. — *Le Combat de la Pureté*. Préface par le R.P. Vermeersch. 1 vol. in-12, 375 pages (Action catholique, Bruxelles).

Voici un livre d'une belle franchise, sur un sujet délicat, et qui certainement vaut d'être signalé, parce qu'il mérite d'être lu. C'est, tout à la fois, un traité théologique d'une grande sûreté de doctrine, qu'accompagne une réelle largeur d'idée ; et en même temps, il constitue un intéressant traité de morale pratique, et aussi un exposé médical très suffisant. On ne pourrait guère lui reprocher, que l'abus de l'érudition, l'abondance exagérée des citations, et, dans un autre ordre d'idées, de ne s'adresser qu'aux seuls croyants. Pour ces derniers, sans doute, il sera un guide excellent et très sûr; mais je doute qu'il puisse avoir sur les autres, la moindre action. Ces réserves faites, on peut considérer cet ouvrage comme faisant le plus grand honneur au P. Hoornaert, en recommander la lecture et en souhaiter la diffusion.

A. R.

Général Jouinot-Gambetta. — *Uskub, ou du rôle de la cavalerie d'Afrique dans la victoire* (Paris, Berger-Levrault, 1921).

Commandant une splendide brigade de trois régi-

ments de cavalerie d'Afrique, le général Jouinot-Gambetta est l'auteur de ce raid audacieux qui, par des chemins à peine tracés, porta nos troupes en trente jours, du 20 septembre au 21 octobre 1918, de Monastir au Danube. Entre temps, après la victoire du Dobropolje, nos cavaliers, lancés à toute allure, enlevaient Uskub et Kumanovo, contribuaient à l'encerclement de la XIe armée allemande, dégageaient Nich, nettoyaient, par Zajecar, la vallée du Timok. Le journal de route du chef témoigne en faveur de l'intelligence et de la ténacité déployées pour interpréter dans le sens du maximum d'action les volontés de Franchet d'Espérey, obstiné à exploiter jusqu'à conclusion logique le succès initial. On comprend la mélancolie qui s'exprime aux dernières pages, lors de cet armistice occidental qui risqua de rendre vain l'héroïsme dépensé par l'armée d'Orient. L'historien aura à s'occuper de cette énigme. Le présent livre constitue dès maintenant une déposition de première valeur.

Em. de Martonne, Professeur de Géographie à la Sorbonne. — *Les Régions géographiques de la France* (« Bibliothèque de Culture générale », Paris, Ernest Flammarion, 1921).

En moins de deux cents pages, grâce à une méthode qui dépouille l'accessoire et le contingent pour ne considérer que l'essentiel dans les phénomènes de la nature, M. de Martonne communique une impression vivante, profonde et, bien que toutes les « régions naturelles » de notre pays ne figurent pas à la table des chapitres, complète du sol, du climat, de la structure physique et humaine de la France. A qui a besoin d'être *initié* à cette science si récente de la géographie naturelle, telle que l'a constituée chez nous Vidal de La Blache, la lecture de ce livre s'impose, petit par le format et le volume, mais qui fait penser bien plus que bien des gros « traités » d'apparence plus savante.

Jacques Boulenger. — *Histoires vraies* (Paris, Société des Trente, Albert Messein, 1921).

Quatre *histoires* en effet, mais de la petite histoire : l'une, très amusante sur les « Coquillards » de Dijon, ces *apaches* du XVIe siècle auxquels fut intimement mêlé François Villon, les autres sur la mort du duc de Guise le Balafré, sur la fuite en 1637 de Mme de Chevreuse en Espagne, sur le ténébreux assassinat de Paul-Louis Courier à la Chavonière, contées en perfection d'après des publications récentes par le très sérieux érudit et charmant écrivain qu'est M. Jacques Boulenger.

P. F.

BULLETINS DE L'ETRANGER

Bulletin Roumain

Voici quelques détails sur l'amélioration constante qu'on enregistre dans les chemins de fer roumains.

Le nombre des locomotives en service, qui était de 146 en 1919 pour l'ancien royaume, et de 1.030 à la fin de 1920, a augmenté depuis dans les proportions suivantes :

1921.	— juin	1.096	locomotives
«	— décembre	1.358	—
1922.	— janvier	1.366	—
«	— avril	1.453	—
«	— juillet	1.616	—
«	— octobre	1.644	—
«	— novembre	1.684	—

Le trafic s'est également développé. Le nombre des trains de marchandises qui était de 531 et celui des trains de voyageurs qui était de 409 au mois d'août 1922, s'est accru depuis cette date. Le montant annuel des tonnes brutes transportées a passé de 7.017.135 en janvier 1922 à 11.730.945 en septembre dernier. Le nombre de wagons de marchandises chargés mensuellement passe de 67.887 en 1921 à 71.437 en mars 1922 et à 103.770 en septembre dernier.

Une locomotive parcourt aujourd'hui 80 à 100 kilomètres par jour en moyenne, alors qu'elle n'en parcourait que 50 à 65 en 1921.

Quant à la situation financière des chemins de fer, voici quelques chiffres provisoires :

Années	Recettes	Dépenses	Déficit
	En lei	*En lei*	*En lei*
1919-1920	277.677.500	491.541.199	213.863.699
1920-1921	724.294.000	1.036.000.296	311.706.296
1921-1922	1.400.000.000	2.200.000.000	800.000.000

L'augmentation progressive du déficit pendant ces trois dernières années a pour cause la hausse des prix, la crise de l'exploitation : plus le trafic augmente — et le chiffre des recettes prouve cette augmentation très rapide puisqu'elle passe de 277 millions en 1919 à 1.400 millions en 1921 — plus le déficit initial devait augmenter également.

Le budget des chemins de fer pour 1921-1922 était de 1.764.800.000 lei. Celui de 1922-23 prévoit 2.500 millions aux recettes et 2.700 millions aux dépenses; le déficit de 200 millions qui en résulte est couvert par les recettes ordinaires.

Si le chiffre des recettes pendant l'année 1922 a eu la progression que nous venons d'indiquer en comparaison avec les précédentes années, leur montant reste quand même inférieur aux prévisions. En effet, pour les trois premiers trimestres de 1923, il y a dès maintenant un déficit des recettes, par rapport aux évaluations, de 320 millions, à savoir : 1.554 millions de recettes contre 1.875 millions de prévisions.

En ce qui concerne les dépenses, le chiffre exact n'est pas encore connu, mais il est certain qu'il dépassera les prévisions. Le déficit des chemins de fer pour l'exercice en cours sera sans doute un peu supérieur à celui de l'année dernière.

Pour la couverture de ces déficits, déjà en 1922, le Ministre des Finances avait à choisir entre une augmentation des tarifs et l'obligation de faire appel aux ressources générales du budget : c'est à cette dernière solution qu'il s'est arrêté. Cependant, vu le chiffre important du déficit actuel, on a été obligé de consentir quand même une augmentation des tarifs de 25 % qui a été prévue dans le projet pour l'année 1923. Les tarifs actuels sont huit fois plus élevés que ceux d'avant-guer-

re, alors que les prix généraux sont 25 fois plus élevés qu'en 1916. D'autre part, il convient d'ajouter que les tarifs roumains sont de beaucoup inférieurs à ceux de la plupart des pays d'Europe.

En dehors de l'augmentation des tarifs, on procède à la révision des réductions de tarif accordées, ainsi que des transports en franchise et des permis de circulation, et l'on étudie le moyen de développer le rendement : ce seront là les principaux moyens de diminuer, sinon de supprimer, le déficit actuel du budget ordinaire des chemins de fer.

Il ne s'agit là que des dépenses d'exploitation. Les chemins de fer roumains sont obligés de satisfaire aujourd'hui aux besoins considérablement accrus de la nouvelle Roumanie et pour y parvenir, ils doivent faire de grandes investitions de capitaux pour ces dépenses extraordinaires il faut des ressources extraordinaires qui ne peuvent provenir que d'un emprunt extérieur. En effet, l'état actuel du marché roumain ne pourrait fournir des sommes suffisamment importantes. De plus, comme l'extension du réseau et l'amélioration du trafic exigent des matériaux et de l'outillage qu'il faut se procurer en très grande partie à l'étranger, on ne peut pas acheter ces matériaux avec le produit d'un emprunt contracté en lei vu la baisse du change roumain. Pour ce qui est du remboursement et des arrérages d'un emprunt extérieur, le relèvement du change roumain, l'amélioration des conditions économiques et le rétablissement de son crédit, rendront de plus en plus léger ce fardeau.

A l'heure actuelle, on étudie l'autonomie des chemins de fer, et nous croyons savoir que ce projet est appelé à une réalisation prochaine. Son application aura pour conséquence la séparation de la gestion de l'État d'avec celle des chemins de fer et l'indépendance financière de ces derniers. Ainsi, mieux administrés, les chemins de fer seront plus à même d'obtenir des capitalistes étrangers le concours qui leur est nécessaire pour doter la Roumanie du réseau capable de satisfaire tous ses nouveaux et grands besoins, et d'assurer sa prospérité croissante.

Bulletin Tchécoslovaque

(La visite du maréchal Foch. — La mort de Mme Masaryk. — Les Hongrois et les Réparations. — Les socialistes tchèques à Hambourg).

Par la visite du maréchal Foch qui est venu en Tchécoslovaquie le 14 mai dernier, l'amitié franco-tchèque, déjà traditionnelle, a reçu une consécration officielle. Toutes les classes de la nation, tous les partis depuis les catholiques jusqu'aux socialistes, ont tenu à acclamer celui qu'ils considèrent, suivant la belle expression du poète Viktor Dyk, comme le « Soldat de la Providence », en qui le génie de la race s'est incarné au moment du danger suprême. Le grand soldat a dû le sentir, répondant au sourire gracieux des jeunes femmes tchèques et slovaques qui formaient, sur son passage, des bouquets éclatants de couleurs, il devait le sentir, passant au milieu de la double digue humaine formée par des Sokols et des Ovels, par des soldats et par des masses du peuple, au milieu des cris de joie et d'enthousiasme : il devait sentir cet amour de la France, qui est, chez les Tchèques, plus qu'un résultat de la constellation politique, plus qu'une explosion de griserie passagère, mais est l'expression spontanée d'affinité intellectuelle, fortifiée par les événements historiques de ces dernières années. Pendant l'excursion qu'il fit au champ de bataille de Sadova, il a pu se rendre compte du haut degré de civilisation des petites villes et des campagnes tchèques, ainsi que des sentiments du peuple tchèque pour la France. Passant en revue les troupes, visitant l'Ecole militaire, il eut l'occasion de constater les étonnants progrès d'une armée qu'on a pu créer de toutes pièces depuis quatre ans et demi, grâce à la précieuse collaboration des généraux Pellé et Mittelhauser. Son cœur de soldat a dû se réjouir de voir cette jeune force, prête à défendre les fruits de la victoire commune contre tout agresseur. Les conversations qu'il a eues avec le président Masaryk et avec M. Benès ont dû le persuader que la République ne cherche qu'elle à aucun de ses voisins et veut se consacrer uniquement à son œuvre pacifique de reconstitution. Il a tenu néanmoins, au retour, à faire mention des préoccupations que l'attitude des Hongrois cause au gouvernement de Prague. « Les Tchécoslovaques, a-t-il dit, se soucient beaucoup de ce qui se passe en Hongrie et n'ont pas tout à fait tort. Les sentiments de revanche y fermentent. Il serait excessif de parler d'un réel péril, mais il faut une politique prudente et ferme. » Ces paroles sont significatives dans la bouche du grand maréchal. Je les rappelle ici, parce qu'elles confirment ce que j'ai écrit, ici-même, il y a un mois. Espérons que la visite du maréchal aura, en dehors de sa grande portée morale, des conséquences pratiques pour le resserrement des liens qui unissent les deux Républiques et qu'une convention militaire viendra, au moment opportun, sceller l'étroite amitié franco-tchèque.

Des oriflammes de deuil se mêlèrent, malheureusement, à l'éclat joyeux des drapeaux tricolores dans la capitale pavoisée pour recevoir le vainqueur : Madame Charlie-Garrigue-Masaryk, la compagne dévouée du Président de la République, s'éteignait au château de Lany le jour même où le train du maréchal pénétrait en territoire tchécoslovaque. Ce fut une noble figure que cette américaine, de lointaine origine provençale et dont le sort a fait une collaboratrice du créateur de la liberté tchécoslovaque. Le sort a même voulu qu'elle payât de son bonheur personnel la libération de sa patrie adoptive. Pendant que son mari faisait le tour du monde pour réveiller les consciences et pour organiser les forces éparses de la résistance tchèque, sa femme, traquée par les policiers autrichiens, vit sa fille incarcérée, un de ses fils mourir, tandis que l'autre devait servir dans l'armée de l'oppresseur. Elle revit sa fille, son fils; son mari rentra en triomphe, salué comme libérateur par la nation entière. Mme Masaryk, hélas, n'a plus retrouvé son beau sourire d'autrefois; elle avait trop souffert pendant les cinq longues années de la guerre : son système nerveux était resté atteint, et, ce déclin, qui aurait pu être un beau soir doré, ne fut qu'une lente agonie. Le pays entier s'incline avec respect devant la tombe et devant la douleur de son premier Président.

***

La Tchécoslovaquie a suivi, comme de juste, avec intérêt le voyage entrepris le mois dernier, par le comte

Bethlen, aux capitales des pays alliés. Il ne s'agissait, en effet, de rien moins que d'obtenir, pour la Hongrie, la mainlevée — ne fût-ce que temporaire — de l'hypothèque prévue par l'article 180 du traité de Trianon et destinée à assurer le paiement des réparations. Présentant sa requête à la Commission des Réparations, le comte Bethlen tâchait d'assimiler la situation de la Hongrie à celle de l'Autriche à laquelle on avait accordé la mainlevée générale de l'hypothèque. En reprenant le procédé de l'Autriche, le comte Bethlen a oublié qu'une entente préalable avait été conclue par Mgr Seipel avec les principaux intéressés de l'Autriche et que l'Autriche avait donné des preuves d'une bonne volonté réelle de vivre en paix avec ses voisins, ce qui, malgré toutes les déclarations du gouvernement, n'est pas le cas de la Hongrie. Aussi la diplomatie de la Petite Entente, a-t-elle salué avec satisfaction la décision de la C.D.R. qui entend réserver une partie des emprunts hongrois au payement des réparations, et elle a été heureuse de trouver la France à ses côtés. Sans vouloir entraver le relèvement économique et financier de la Hongrie, la Petite Entente tenait à avertir l'opinion publique que le cas de la Hongrie, loin d'être identique avec celui de l'Autriche, se rapproche beaucoup plus des méthodes allemandes. Dès que la Hongrie se décidera à des procédés pacifiques et conformes aux traités signés, elle peut être sûre de trouver dans ses voisins des collaborateurs loyaux pour son relèvement économique et financier. Les preuves de la bonne volonté ne manquent pas et nous n'avons jamais cessé de le répéter.

⁂

Parmi les pays européens, l'Etat Tchécoslovaque est, sans contredit, celui qui est allé le plus loin dans la voie de la protection du travailleur. Les partis socialistes tchèques peuvent se vanter d'avoir obtenu, dans la législation sociale et ouvrière, des résultats qu'on est loin d'avoir réalisé dans tous les autres pays. On aurait cru, par conséquent, qu'au congrès international du parti, les socialistes tchécoslovaques seraient reçus à bras ouverts et qu'ils y joueraient un rôle de premier plan. Or, c'est juste le contraire qui est arrivé à Hambourg. La façon dont les Tchèques y ont été traités prouve que l'Internationale actuelle est devenue un instrument entre les mains des Allemands qui, sous le couvert d'internationalisme, entendent poursuivre des buts purement nationalistes, voire même chauvins. D'abord, le parti tchèque des socialistes nationaux (parti Klofatch) ayant refusé d'adhérer à la révision des traités, n'a pas été admis à la nouvelle Internationale. Par contre, la petite fraction de M. Vrbensky qui faisait chorus avec les Allemands, a été non seulement agréée mais récompensée par l'admission d'un délégué au détriment du parti social-démocrate tchécoslovaque.

Contrairement à toute notion d'équité, le nombre de voix accordées à la Tchécoslovaquie a été partagé entre les Tchèques et les Allemands dans la proportion de 9/7, ce qui est absurde vu l'importance respective des deux partis. Grâce aux machinations de M. F. Adler, le nouveau secrétaire de l'Internationale, les Tchèques ont été privés de représentation dans le Bureau. On a écouté avec complaisance le puéril mémorandum des Allemands de Tchécoslovaquie qui n'était qu'une suite de calomnies contre la République, dans le genre pangermaniste. On a poussé l'audace jusqu'à vouloir imposer une sorte de commission de contrôle destinée à surveiller la politique intérieure du parti. Les Tchèques ont repoussé cette attaque, infligeant un démenti formel aux doléances hypocrites des Allemands, refusant catégoriquement d'admettre une commission qui s'immiscerait dans les affaires intérieures du pays, mais, ne voulant pas, malgré tout, rompre avec l'Internationale, ils durent accepter une commission destinée à aplanir le litige entre les partis tchèque et allemand.

Il ne nous appartient pas de juger les décisions du parti social-démocrate tchécoslovaque. On peut cependant se demander si, dans ces conditions, il pourra, sans compromettre les intérêts de son pays, rester au sein de l'Internationale devenue désormais, un instrument de plus entre les mains du germanisme contre les vainqueurs de la grande guerre.

H. Jelinek.

Correspondance :

COMMENT SE PROPAGENT LES IDÉES FRANÇAISES EN ORIENT

C'est surtout par les traductions étrangères des livres que se propage dans le monde l'influence des idées françaises. Gustave le Bon est un des hommes qui du fond de son cabinet aura le plus contribué à propager les idées françaises dans tout l'Orient. Au Japon, aux Indes, en Egypte, en Turquie ses livres connus par de nombreuses traductions sont aujourd'hui classiques.

Un de ses traducteurs en langue turque, le Dr Abdullah Djevdet Bey, ancien Directeur Général du service de santé en Turquie et actuellement Directeur d'un des plus importants journaux ottomans de Constantinople, nous envoie à ce sujet la traduction de l'extrait suivant de sa préface au livre de Gustave le Bon, *Hier et demain*.

« La guerre mondiale constitua un livre immense et terrible. Gustave le Bon est celui qui a su le mieux lire ce livre infernal. Il est le philosophe français qui a le mieux compris et a surtout le mieux analysé, dans notre siècle les facteurs divers de chutes et de relèvements sociaux, des passions, des opinions et des croyances, etc. Le public intellectuel turc le connaît par nos traductions de ses livres l'*Evolution des peuples*, *Aphorismes du temps présent*. *Enseignements psychologiques de la guerre européenne*.

« *Hier et demain*, son ouvrage le plus récent est formé de pensées brèves et résume presque tous ses travaux antérieurs. Le grand journal anglais *Times* cite comme les plus éminents penseurs de la France moderne les noms de H. Poincaré, Gustave le Bon et Bergson et recommande la lecture attentive des livres de Gustave le Bon. Son livre sur la *Psychologie du socialisme* publié en 1907 est plein de prophéties réalisées au bout de 10 ans. On n'a pas besoin de chercher d'autres critériums pour vivifier la précision et la justesse des mesures et des balances dont ce grand penseur se sert dans ses recherches.

« Gustave le Bon a renouvelé la psychologie et l'a élevée au rang des sciences positives où l'immortel Claude Bernard avait élevé la physiologie. Cet éminent penseur français est à coup sûr un des flambeaux qui nous ont permis de sortir un peu hors de cette nuit ténébreuse dont le monde est enveloppé. »

BULLETIN MARITIME

Un Commissariat dans le Pacifique

Dans son rapport fait au nom de la Commission des Finances sur le budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1923 et déposé, le 8 juillet 1922, à la 2e séance de la Chambre des Députés, M. Léon Archimbaud, député de la Drôme, membre du Conseil supérieur des Colonies, a consacré un long chapitre à la « création du Commissariat général de la République française dans l'Océan Pacifique ». En le plaçant au début même de son volumineux rapport l'auteur a voulu indiquer l'importance primordiale qu'il attache à cette idée déjà présentée par lui dans son rapport sur le budget colonial pour 1922.

La réforme envisagée a pour but :

1° — De donner au Gouverneur Général de l'Indo-Chine les pouvoirs nécessaires pour assurer au nom de la République l'établissement et la continuité d'une politique française dans le Pacifique pour la sauvegarde intégrale de nos intérêts et de nos droits.

2° — De donner à l'Indo-Chine un pouvoir de tutelle morale et, dans certains cas, matérielle, sur toutes nos possessions océaniennes en vue de mettre fin à l'état d'abandon à peu près complet dans lesquelles elles se trouvent du fait de leur éloignement de la métropole.

Au point de vue administratif, le principal avantage serait de remédier à l'instabilité des gouverneurs et au régime néfaste de l'intérimat par l'établissement, d'une manière permanente, d'un personnel administratif métropolitain, spécialisé à l'Océanie. Il ne saurait toutefois, être question d'élargir l'union indo-chinoise, les colonies océaniennes ayant des organisations intérieures dissemblables.

Au point de vue financier, les colonies océaniennes, dont les budgets sont particulièrement difficiles à équilibrer à l'heure actuelle, trouveraient, grâce à l'appui de l'Indo-Chine, le crédit qui leur a manqué jusqu'ici. Elles pourraient ainsi se procurer les capitaux nécessaires à leur développement et à leur mise en valeur.

L'Indo-Chine, dont la situation financière est maintenant très brillante, pourrait prendre à sa charge les modiques subventions — 815.000 francs au total — que l'Etat alloue actuellement aux colonies océaniennes. Lorsque ces colonies auraient retrouvé une situation normale, il serait sans doute possible de les faire participer financièrement aux dépenses du Commissariat général.

La mise en valeur des terres propres à la culture, dont la superficie est très importante dans la Nouvelle-Calédonie, aux Nouvelles Hébrides et dans les Etablissements français d'Océanie, aussi bien que l'exploitation minière dans ces mêmes pays souffre de la pénurie de la main-d'œuvre. Des Japonais et des Chinois sont employés dans quelques-uns des Etablissements d'Océanie, mais leur recrutement est particulièrement difficile et onéreux étant donné l'éloignement et la complication des moyens de transport. En 1921, la Nouvelle Calédonie et les Nouvelles Hébrides ont demandé en Indo-Chine 3.000 manœuvres et ouvriers agricoles; Tahiti en réclamait également 3.000. Les résistances opposées par les colons de l'Indo-Chine aussi bien que par la population indigène à l'émigration ouvrière seraient en partie surmontées le jour où l'Indo-Chine jouerait un rôle de tutelle sur les colonies du Pacifique.

Le projet envisage en second lieu la création d'une ligne régulière et nationale reliant l'Indo-Chine avec nos Colonies du Pacifique afin de tirer certaines de ces îles du complet abandon dans lequel elles se trouvent.

La ligne irait de Saïgon à Tahiti par Nouméa en traversant l'archipel de la Malisie et le détroit de Torrès. En prévoyant des escales aux Nouvelles-Hébrides et aux îles Wallis, il faudrait estimer à 15.000 milles la distance à parcourir pour un voyage aller et retour.

En dernier lieu le rapport examine la question des relations radio-télégraphiques.

Depuis le 19 octobre 1919, date à laquelle le câble Tourane Doson s'est rompu, la France a abandonné son ancien projet de liaison télégraphique entre les différentes colonies du Pacifique. Par contre un nouveau projet, tenant compte des progrès importants réalisés dans la technique de la T.S.F. pendant la guerre, a été adopté. Le poste de Saïgon assurera bientôt directement les communications avec Paris et vers le Pacifique; il atteindra l'Australie, la Nouvelle Calédonie, les Nouvelles Hébrides, les îles Hawaï et même San Francisco.

Rien n'a été encore fixé par les Pouvoirs Publics au sujet du Commissariat Général du Pacifique. Il convient, d'ailleurs, de remarquer que nos Colonies d'Extrême-Orient n'ont pas montré à l'égard de ce projet l'enthousiasme auquel on aurait pu s'attendre. Au cours de la discussion du budget colonial à la Chambre en décembre 1922, M. Outrey, député de la Cochinchine, a exposé quelques-unes des objections formulées en Extrême-Orient au sujet de ce projet. Il a indiqué notamment que la ligne envisagée pour relier l'Indo-Chine aux plus lointaines colonies du Pacifique était d'une inutilité certaine puisque la Compagnie des Messageries Maritimes dessert déjà cette région par la ligne nouvellement créée sur la Nouvelle-Calédonie et Tahiti, avec retour par l'Australie.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Prochaine mise en ligne de l' « Antinoüs ». — Prochainement seront achevés à Dunkerque les travaux de transformation de l' « Antinoüs » en cours d'exécution aux *Chantiers de France* depuis novembre dernier. On se rappelle que ce cargo ex-allemand, de 9.000 tonnes de port en lourd, a été cédé par le Gouvernement Français à la « Société des Services Contractuels des Messageries Maritimes » qui le prirent en charge à la date du 13 juillet 1922.

Nous avons indiqué précédemment (21 avril 1923) les dimensions de ce navire destiné à la nouvelle ligne de l'Océanie sur laquelle nous donnons ci-dessous de nouveaux détails.

Les transformations effectuées sur l' « Antinoüs », outre l'addition d'une chaudière alimentant la machine principale qui permettra de donner au navire une vitesse de 11 nœuds, ont consisté à l'aménager en cargo mixte comportant 71 passagers de première classe, 150 passagers de troisième (dénommée seconde classe économique). Ces résultats ont été obtenus en reliant le château central et la dunette qui surélève d'un pont la partie arrière du navire et en utilisant l'entrepont ainsi formé et une partie de l'entrepont inférieur qui existait. Une autre partie de cet entrepont a été aménagée pour rece-

voir 148 passagers avec couchettes démontables; des cloisons amovibles permettent de séparer ces couchettes par groupe de 6 ou 8 de façon à constituer des cabines (dites de troisième classe économique).

Le volume des cales et entreponts disponibles pour les marchandises, non compris l'entrepont mentionné ci-dessus, est alors de 9.533 mètres cubes.

L'essai à la mer de l' « Antinoüs » est prévu pour la fin de juin, après un passage au bassin nécessité par l'achèvement de la modification de la sortie d'arbre. Le navire pourra donc, selon toute probabilité, faire le départ du 17 juillet pour lequel il est prévu.

Récentes commandes des « Services contractuels des Messageries maritimes ». — Le 18 avril dernier, les Chantiers et Ateliers de Penhoët à Saint-Nazaire ont reçu la commande d'un paquebot pour le compte des « Services contractuels des Messageries maritimes » et destiné à la ligne de l'Océan Indien.

Ce navire portera le nom d' « Explorateur Grandidier » et devra être terminé pour la fin de mars 1925. Ses caractéristiques seront les suivantes :

Longueur	138 mètres
Largeur	18 mètres 60
Creux	12 mètres 60
Port en lourd	6.500 tonneaux
Tirant d'eau	7 mètres 70

Ce navire sera aménagé pour recevoir :

74 passagers de première classe
90 pasagers de seconde classe
60 passagers de troisième classe
70 rationnaires.

Le 18 avril dernier également la « Société des Services contractuels des Messageries maritimes » a commandé à la « Société Provençale de Constructions Navales » à la Ciotat un nouveau paquebot destiné à la ligne de Méditerranée-Sud qui sera terminé fin avril 1925 et portera le nom de « Mariette-Bey ».

Ce navire aura exactement les mêmes caractéristiques que le « Champolion », commandé dans les mêmes chantiers le 26 août dernier pour la ligne Méditerranée-Sud, et qui doit entrer en ligne à la fin d'août 1924. Les caractéristiques de ce navire sont les suivantes :

Longueur	150 mètres
Largeur	19 mètres 17
Creux	13 mètres 36
Port en lourd	6.460 tonneaux

Il pourra transporter :

189 passagers de première classe
133 passagers de seconde classe
124 passagers de troisième classe
500 rationnaires.

On se souvient, d'autre part, que le 22 août dernier, la même Société a commandé aux Chantiers de la Gironde à Bordeaux un paquebot, du type « Aramis » dont il aura les caractéristiques, et qui devra entrer en ligne à la fin d'août 1924. Ce navire qui portera le nom d' « Artagnan » desservira la ligne de Chine.

Il pourra transporter :

111 passagers de première classe
152 passagers de seconde classe
95 passagers de troisième classe
500 rationnaires.

Enfin, la Société vient d'acquérir trois paquebots, actuellement en achèvement dans les Chantiers de la Loire, qui seront prochainement mis en ligne sur la ligne d'Indo-Chine.

Les efforts réalisés par la Compagnie au cours de l'année précédente méritaient, nous semble-t-il, d'être signalés. Nous les résumerons ainsi :

Neuf nouveaux navires achetés ont été mis en service depuis le début de 1922. Avec la mise au point de ces navires, se termine la série des travaux importants auxquels la Compagnie a dû procéder pour les adapter aux nécesités des lignes sur lesquelles on envisage de les placer. En outre, deux navires, l' « Aramis » et le « Leconte-de-Lisle », ont été lancés au cours de l'année. Dans le même temps, cinq autres paquebots ont été commandés à différents chantiers et une sixième unité vient tout dernièrement d'être confiée aux Ateliers et chantiers de Saint-Nazaire. Les cinq premiers paquebots sont en construction, deux du type « Sphinx », à la Société Provençale de constructions navales à la Ciotat, et un troisième est en construction dans les chantiers de la Gironde à Bordeaux. Les deux autres sont construits en Allemagne, en exécution du Traité de Versailles. Ainsi s'accomplit méthodiquement le programme de rééquipement des lignes coloniales des services par la Compagnie des Services Contractuels des Messageries Maritimes.

Le Tour du Monde pour 59 francs par jour en première classe. — La Compagnie des Messageries Maritimes délivre des billets autour du monde sur l'itinéraire ci-après :

Marseille, Alexandrie (facultatif), Port-Saïd, Djibouti ou Aden, Colombo, Fremantle, Melbourne, Sydney, Nouméa, Suva (Fidji), Papeete (Tahiti), Panama, Colon, Fort-de-France, Pointre-à-Pitre, Marseille.

ou :

Marseille, Pointe-à-Pitre, Fort-de-France, Colon, Panama, Papeete (Tahiti), Wellington (Nouvelle-Zélande), West-Port (Nouvelle-Zélande), Nouméa, Sydney, Melbourne, Fremantle, Colombo, Aden ou Djibouti, Port-Saïd, Alexandrie, Marseille.

Le prix du billet autour du monde, valable deux ans, est de 8.000 francs, en première classe.

La durée du tour du Monde suivant l'itinéraire ci-dessus est d'environ 135 jours, ce qui fait ressortir la journée de voyage au prix invraisemblable de 59 francs, pour le transport et la nourriture (vin de table compris).

Les porteurs de billets autour du Monde peuvent emprunter, sans augmentation de prix, tous les paquebots de grand luxe des Services Contractuels des Messageries Maritimes, des lignes de Méditerranée-Sud entre Marseille et l'Egypte et des lignes au-delà de Suez entre Marseille et Colombo.

Ils ont éventuellement à transborder à Colombo sur les paquebots mixtes de la ligne d'Australie, à Sydney sur les paquebots mixtes de la ligne de Nouvelle-Calédonie.

Les itinéraires sont prévus de façon à assurer au mieux la correspondance dans les trois ports indiqués ci-dessus.

VALEURS DE NAVIGATION

Cours de la Bourse de Marseille 12 juin

1° — Fraissinet	763
2° — Messageries Maritimes	188
3° — Mixte	242
4° — Transatlantique	160
5° — Transports Maritimes	731

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Angers : Rue Garnier et Rue des Carmes.
Paris, 2, rue Monge

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 13 61e ANNÉE 7 JUILLET 1923

QUESTIONS D'EMPIRES (1)

L'an passé, nous avons vu la Gaule appliquée aux œuvres de l'esprit, s'initiant par l'écriture et l'image à la vie cultivée, s'instruisant des leçons de la Grèce : et ce nom de Grèce, et les choses d'intelligence et de beauté qu'il nous rappelle, ont dominé notre enseignement.

Cette année, nous verrons la Gaule en proie à la fureur des batailles et à l'esprit de conquête : car, en elle, comme en toutes les nations, comme en toutes les âmes, il y eut à la fois l'énergie qui produit et l'énergie qui détruit, la force qui crée par elle-même et celle qui s'acharne contre le bien d'autrui. Ce sont ces principes de meurtre et de rapine que nous allons montrer en acte, poussant d'abord la Gaule à envahir le monde, se retournant ensuite contre elle, et, après lui avoir fait espérer la maîtrise de la terre, la soumettant à un empire étranger. Et ce mot d'empire, et le nom de Rome qui en est inséparable, s'imposeront cette année à nos récits et à nos réflexions.

*
* *

Désormais, et même après la chute de Rome, nous ne pourrons éloigner de nos entretiens la pensée d'un empire : sur la Gaule ou la France pèsera toujours la présence ou le fantôme d'une domination universelle.

Après les cinq siècles de l'Empire Romain, ce sera l'Empire de Charlemagne, qui entravera la formation naturelle du royaume des Francs. Puis, ce sera l'Empire féodal de l'Angleterre, qui arrêtera le merveilleux essor de la royauté française. Si notre pays n'a pas réussi à devenir lui-même, j'entends par là à prendre ou à garder ses frontières naturelles, c'est parce qu'il a voisiné avec des volontés impériales, celles de l'Allemagne, celles de l'Espagne : ce titre d'empire, ramassé par la Germanie dans la défroque du monde romain, a plané sur notre histoire comme un nuage gros de tempêtes. Lorsqu'on se décida à le mépriser chez nos ennemis, au temps de la Révolution française, on le réhabilita chez nous par une imprudence insigne ; et cela nous valut de perdre les barrières protectrices que la terre nous avait données et que la liberté de la patrie nous avait enfin rendues. — Car on ne fait pas à l'impérialisme sa part : il ruine tôt ou tard les nations qui s'en glorifient, aussi sûrement que celles qu'il a choisies pour victimes.

De nos jours, ai-je besoin de vous rappeler les angoisses que nous a causées, durant près de cinq ans, la folie de l'Allemagne à vouloir imiter Rome ? Ai-je besoin de vous dire la place que ce mot d'impérialisme tient dans les propos ou les réalités politiques de l'heure présente ? — Dans les propos :

(1) Collège de France : cours d'Histoire et d'Antiquités Nationales, leçon d'ouverture, 6 décembre 1922.

car on nous l'adresse sans relâche, comme un sanglant reproche, à nous autres Français, que vingt-cinq siècles de dangers ou de fausses gloires ont dégoûtés à jamais du mot et de la chose. — Dans les réalités : car ceux-là mêmes qui incriminent l'impérialisme français (*quis tulerit Gracchos de seditione querentes ?*) viennent d'esquisser cet empire de l'Asie devant lequel Rome avait reculé : le jour où on étudiera avec soin, pièces en mains, la besogne des conquérants anglais (1), on sera stupéfait et exaspéré de certaines audaces formidables qui rappellent, chez des marchands de Birmingham ou de Manchester, les pires folies d'Alexandre ou de César.

Je dis folies, je dis exaspéré : car il s'agit ici, au Collège de France, de parler en historien, de parler en toute franchise, en dehors des amitiés ou des intérêts contemporains ; il s'agit pour nous, même à propos des événements actuels, de faire de l'histoire, c'est-à-dire de faire de la vérité, de trouver, même pour les circonstances d'aujourd'hui, le recul de sentiment qui rend l'impression plus juste et le regard plus ferme.

Je dis donc la folie impériale et je m'exaspère contre elle, parce que cet esprit de conquête a fait trop de mal. Voilà vingt-cinq siècles, je le répète, que le monde en souffre ; et quand notre Gaule, à cause des Brennus ou des César, se trouva en contact avec l'idée d'empire, il y avait déjà des dizaines d'autres siècles que l'univers en souffrait. César n'a fait que reprendre l'ambition d'Alexandre, Alexandre n'a fait que déposséder la Perse, et à l'arrière de l'Empire Perse, est l'Empire de Babylone ou celui de Ninive. Depuis les ténèbres où se cachent les plus anciennes destinées du globe jusqu'à la lumière de notre époque, — triste lumière, faite trop souvent d'éclairs meurtriers et de flammes d'incendies, — toutes les nations qui ont voulu vivre se sont toujours heurtées au mal d'empire. Israël prenait enfin possession de son sol, de ses limites, et pour ainsi dire de son âme, il était enfin devenu une patrie, lorsque l'envoyé de Sennachérib lui annonça que son maître avait résolu de soumettre les peuples de la terre (2) ; et c'est la phrase que la Gaule, mille ans plus tard, entendra du poète attitré de l'Empire Romain : *tu regere imperio populos, Romane, memento.*

Puisque nous allons commencer la longue et lamentable histoire des passions impériales, recherchons aujourd'hui ce que signifie ce mot d'empire, quels sont les caractères de l'institution qu'il sert à définir, et s'il ne faut pas l'arracher pour toujours des pensées nationales.

(1) Voyez les remarquables articles du *Journal des Débats* sur *l'Impérialisme anglais en Orient*, 14, 15 et 16 septembre 1922.

(2) *Chroniques*, II, ch. 32, § 13 et s.

*
* *

Le mot date des temps romains. Mais je vous ai dit que la chose est très vieille, car les âmes et les sociétés humaines se meuvent depuis des milliers d'années dans des idées et des cadres qu'elles n'arrivent point à changer. Ce qui change, ce sont les formules, les titres, les fictions juridiques qui enveloppent des réalités toujours pareilles. Entre Sennachérib et Philippe II, entre l'Empire Romain et l'Empire des Tsars, je vois d'abord des différences de noms qui semblent nous interdire de les comparer ; et puis, à l'analyse, je me rends compte qu'ils se ressemblent dans leurs causes, leurs conséquences et leurs vices.

Le plus ancien titre dont se soient prévalus les chefs d'empires est le même dont se paraient les chefs de nations ou de cités, ce titre prestigieux de roi qui est un des plus anciens héritages de l'humanité et qui renfermait en soi une sorte de principe magique ou de valeur divine. Qu'il ne soit maître que dans Ur ou dans Borsippa, qu'il commande à toute la Babylonie, que son autorité s'étende jusqu'aux mers lointaines, le despote oriental nous apparaît en roi (1), vicaire de son dieu et pasteur de son peuple, et l'accroissement de ses domaines ne le fait changer ni de titre ni de caractère ; Alexandre lui-même demeurera roi de Macédoine après son entrée dans Babylone. On se bornait à renforcer le mot traditionnel par un qualificatif de majesté : et le maître de l'Empire Perse s'appela le grand roi ou le roi des rois. Telle était la gloire du nom, que Jules César rêva de l'imposer au monde romain, et d'être, à la façon des souverains de l'Orient, roi des rois de l'univers.

Mais Auguste et les Romains répudièrent le titre royal. Ils préférèrent celui de *imperator*, de *imperium*, qui, de temps immémorial, désignait l'autorité publique, celle du magistrat sur les citoyens, celle de Rome sur ses sujets. Auguste et ses successeurs ne voulurent être que des empereurs, et le monde romain ne fut jamais qu'un empire.

Seulement, cet empire embrassait des dizaines de royaumes ; cet empereur avait pour vassaux des dizaines de rois. Et depuis lors, et grâce à l'hypocrite réserve d'Auguste, les vocables d'empire et d'empereur se sont placés au-dessus de toutes les

(1) Quel que soit le titre indigène qu'il ait pris.

royautés, en tant qu'emblèmes verbaux des puissances suprêmes et des ambitions universelles.

Le mal était fait. Car ce fut un très grand mal, dans l'histoire de l'humanité, que d'avoir imaginé un titre souverain, un mot de gloire militaire et de maîtrise matérielle. Le mot suffira à éveiller des désirs de chefs, à provoquer des convoitises de peuples, à justifier des servilités de multitudes. Désormais, le besoin d'être empereur ne quittera plus l'Occident, et le Christianisme lui-même, qui avait failli périr par l'empire, l'accepta, l'adora et le propagea. Maintenant encore, malgré tant de désastres qu'il a apportés, malgré tant de laideurs où il s'est compromis, le titre romain garde son prestige ; et à côté de *rex Britanniarum* nous lisons *imperator Indiæ*.

C'est la France, celle de Hugues Capet et de saint Louis, qui a eu le mérite de proclamer l'inanité et le danger de ce titre. Aux prétentions impériales du César de Germanie, elle répondait qu'empire et royauté se valent quand le souverain gouverne avec justice, et que le roi de France est empereur en son royaume. Et si les armées allemandes s'approchaient pour soutenir les prétentions de leur chef, les armées de France les arrêtaient sur l'Aisne ou sur la Marcq. Jusqu'au dix-huit brumaire, la France a été, en Europe, une briseuse d'empires ; et elle a su, ces dernières années, reprendre ce rôle (1).

***

Si elle a abandonné ce rôle sous les Napoléons, c'est parce qu'elle a eu le culte d'un homme, et que cet homme a eu le culte de soi.

Car voici l'une des causes, peut-être la plus profonde et la plus durable des causes qui créent les empires : l'orgueil humain, ce qui fait la gloire d'un chef et la prééminence de son nom. Je ne sépare pas de la plupart des empires le nom d'un conquérant et son désir d'être le premier sur la terre. Sennachérib, Cyrus, Xerxès, Alexandre, César, ce sont des hommes qui ont voulu être au-dessus de tous les hommes, plus que tous les hommes. Etre le premier au milieu des siens, et, quand on est roi, être le premier parmi les rois, qui nous dira jamais les souffrances et les sottises que le rêve du premier rang a déversées sur le genre humain ? Et, cependant, il demeure inné à chacun de nous, et toutes les vertus chrétiennes ne réussissent pas à l'extirper des âmes. Étendez à la pensée du monde le cri du cœur de Jules César : « Je préférerais être le premier de mon village plutôt que le second dans Rome », et vous comprendrez pourquoi César a voulu, une fois devenu le premier dans Rome, conquérir l'Orient et l'Occident, pour être à la fin le premier dans l'univers, ainsi que l'avait été Alexandre ou que l'était Jupiter.

Car ces sortes d'ambitieux jalousent à la fois les vivants et les morts, les humains et les dieux. César, avant d'être le maître de Rome, se moquait de Jupiter, et il fut le plus laïque des proconsuls ; une fois dictateur, il s'égala à Jupiter, et il se laissa adorer comme dieu : la laïcité ou le scepticisme n'étaient pas pour lui des articles de gouvernement impérial. Alexandre, entrant à Babylone, se croit l'émule de Bacchus, et il songe à marcher sur l'Occident pour devenir l'émule d'Hercule. Et Napoléon, dans ses propos, parlera d'Alexandre, de César et de Charlemagne, et de l'empire du monde.

Mais l'orgueil d'un homme a pour complice l'adoration des foules. Je me sers à dessein de ce mot d'adoration : car il y a, dans l'influence exercée par un homme sur les autres hommes, je ne sais quel magnétisme d'âme qui de nos jours encore provoque parfois les soumissions les plus absolues, les confiances les plus aveugles, et qui dans les temps antiques amenait la résignation de l'esclave ou la dévotion du croyant. Un Scipion l'Africain, un Pompée, apparurent aux vaincus et aux Romains eux-mêmes comme des êtres mystérieux à pouvoir surnaturel, et dans ces milieux pourtant lettrés et réfléchis, on parlait d'eux ainsi qu'on avait parlé en Orient des rois d'Assyrie ou de Babylone, on crut qu'ils étaient « des lumières descendues du ciel » pour allumer des foyers de villes, dresser des sanctuaires de dieux et ployer les nations sous le joug. Le monde a cru en ces fondateurs d'empires autant qu'ils ont cru en eux-mêmes.

***

A l'orgueil de la personne s'ajoute l'orgueil collectif : les peuples, cités ou nations, ont en eux un principe d'amour de soi, qui les prédispose, ou, plutôt, qui les prédestine à mépriser les peuples voisins, et le mépris, en matière politique, est l'avant-garde de l'attaque. Ici encore, je me sers à dessein d'une expression d'allure mystique, celle de prédestiné. Car les peuples d'autrefois, qui vivaient en état permanent d'exaltation religieuse, se sont véritablement persuadés chacun qu'il était, de par la volonté divine, le premier de la terre, que son dieu était le plus grand dieu ou le seul vrai dieu, et que ce dieu lui réservait la domination de l'univers. Lorsque les Gaulois partirent pour pren-

(1) Voyez notre leçon du 6 décembre 1916, *La place de la guerre actuelle dans l'histoire générale : Empire et Patrie* (*Revue Bleue* des 16 décembre 1916 et 6 janvier 1917).

dre l'Italie et l'Orient, ils pensaient que leurs dieux leur avaient promis l'empire de la terre, et jusqu'au milieu de la servitude romaine ils espérèrent cet empire. Assurément, jamais Israël, conscient de sa petitesse territoriale et de sa faiblesse militaire, n'a rêvé de dominer Assur ou Memphis, d'être dans le monde autre chose qu'une patrie : mais il s'est vengé de son humilité de petite patrie en faisant de son dieu, par la parole de ses prophètes, le dieu auquel la terre entière doit obéir.

Cette pensée, de commander à la terre, s'insinue dans toutes les visions d'empire, empire d'homme ou empire de peuple. César a véritablement désiré conquérir le monde, et à ce titre, à ce titre seulement, il mérite le mot de Michelet, d'avoir été « l'homme de l'humanité ». Rome s'est complaisamment imaginé qu'elle ferait l'unité du monde, et elle appela son empire, par anticipation, *orbis terrarum*, l'univers. Çà et là surgit encore, chez des publicistes contemporains, — de l'autre côté de nos frontières, — l'idée de cette unité mondiale sous la suzeraineté d'une seule nation. — Et c'est en réalité une merveilleuse espérance que celle de l'accord universel, d'une immense cité humaine qui serait l'image d'une « cité de Dieu » : elle hante l'élite de nos penseurs, elle sourd confusément dans l'esprit des plus humbles. Le malheur est que, comme toutes les aspirations des âmes, comme toutes les découvertes de la science, comme tous les rêves d'avenir ou toutes les croyances en un idéal, elle n'a jamais servi que de motif à des conquêtes ou de formule à des empires.

* * *

Le mensonge triomphe autant que l'orgueil à forger des empires. — Rome, disaient les Césars, n'est venue en Gaule que pour y assurer la paix menacée par les guerres civiles et la sécurité menacée par les Barbares : mais si Rome n'avait point rompu l'unité gauloise, il n'y aurait peut-être eu dans la Gaule ni guerres civiles ni incursions de Germains. Voilà pour le prétexte politique. — Il est certain que la domination espagnole, à Cuba et aux Philippines, sombrait dans les horreurs des répressions sanglantes : les États-Unis intervinrent par raison d'humanité, mais à leur tour ils entrèrent, pour n'en plus sortir, dans l'engrenage de l'impérialisme. Voilà pour le prétexte moral. — Le prétexte divin, vous le trouverez chez un Charlemagne, qui dévaste la Germanie pour la soumettre au Christ : mais qui vous dit que les successeurs de saint Boniface n'auraient pas réussi à convertir les Saxons, comme saint Patrice et ses compagnons à convertir l'Irlande, sans armes et sans soldats ? — Je suis de ceux qui ne comprennent pas qu'on ait besoin de conquérir pour faire le bien des hommes.

A côté des prétextes, voici les raisons, profondes et cachées. — Les promoteurs chrétiens de l'Empire Espagnol ne sont qu'une façade sacerdotale, qui dissimule la masse compacte des chercheurs d'or et des marchands de biens. — Si l'Angleterre a uni en un seul empire l'Afrique orientale, du Cap à Alexandrie, c'est pour que cette Afrique fût sillonnée par une ligne continue de rails, que ces rails portassent machines et wagons, et que ces wagons fussent chargés de cotonnades, rails, wagons et cotonnades fournis par les marchands de Birmingham et de Manchester.

Jamais on ne pourra dire tous les malheurs qu'a produits l'internationalisme industriel ou commercial, recherche de matières premières ou de débouchés. Mettons que ces choses-là soient nécessaires, qu'elles ont toujours été, qu'elle seront toujours. Il n'empêche qu'elles ont fait périr autant d'hommes que la peste et la famine. Le jour où, il y a quatre ou cinq mille ans, s'est posée la triple question du cuivre, de l'étain et de l'or, l'ange de la dévastation, pour parler comme Israël, a ouvert ses ailes sur la terre et s'est réjoui de voir commencer son règne.

Le samedi 14 octobre 1922, aux applaudissements des gens de Manchester, Lloyd George glorifiait l'Angleterre de s'être installée sur les Dardanelles, à Tchanak, non loin des ruines de Troie : et cela, a-t-il dit en terminant, pour sauver d'une mort certaine les Chrétiens d'Orient. A Tchanak, en réalité, l'Empire Britannique est enfin maître des fameux Détroits, que tous les rois des rois ont convoités depuis Agamemnon, le plus ancien des prédécesseurs connus de Lloyd George : et désormais pourront passer par ces Détroits, en toute indépendance, les navires anglais à la recherche des pétroles du Caucase et de la Caspienne.

* * *

Soyons justes : la faute n'est pas seulement chez ceux qui attaquent, elle est aussi chez ceux qui se laissent attaquer. Un empire, pour la moitié de la besogne, est l'œuvre des vaincus ; une patrie meurt par le suicide, aussi bien que par l'assassinat. Si les Gaulois étaient demeurés unis malgré les intrigues de Rome, ils auraient pu arrêter César comme nous avons arrêté plus tard les empereurs germaniques. Si les Grecs n'avaient

point sacrifié l'hellénisme aux rivalités de cités ou aux amours-propres de parti, ils auraient arrêté Philippe comme ils avaient arrêté Xerxès. Les principaux fauteurs d'empires, dans l'Antiquité, ce sont les petites patries municipales, les Eduens appelant Rome, ou Sparte trahissant Philopémen ; et ce sont aussi les partis politiques, les aristocrates de Bibracte ou de Capoue préférant l'arrivée d'un consul à l'avènement de chefs populaires. Je ne reviens pas sur les erreurs mortelles des cités antiques, sur leur confiance, leur crédulité à l'égard de l'étranger, qui les faisait se réfugier dans le giron de Rome, prête à les étouffer : confiance et crédulité dont la France elle-même a failli mourir, lorsqu'elle a cru en des visages d'amitié qui n'étaient que des masques de conquérants. Ici même, il y a trois ans (1), je vous ai dit comment meurent les patries : leur égoïsme ou leur aveuglement font autant pour bâtir des empires que l'orgueil ou le mensonge des dominateurs.

Il faut dire, pour excuser tant de villes grecques qui se sont livrées à Rome, qu'elles n'avaient le choix qu'entre deux empires, celui de l'Italie ou celui de la Macédoine. Inversement, il faut que nous disions, pour excuser l'ambition romaine, que si elle n'avait point pris la Sicile ou la Grèce, ce n'est pas à la liberté qu'elle les aurait laissées, mais à l'empire de Carthage ou à celui d'Antiochus. Les armes appellent les armes, et l'empire suscite l'empire. Voilà qui explique et justifie, entre autres raisons, les empires coloniaux des nations modernes, et le nôtre en particulier, le plus rationnel et le plus raisonnable de tous : je parle de notre empire africain. Ce fut une affaire de sécurité pour la France que d'aller en Algérie, et, de là, en Tunisie et au Maroc. Si nous n'y étions pas en ce moment, d'autres y seraient, et un formidable danger, du côté de la Méditerranée, s'ajouterait à celui qui nous menace du côté du Rhin. Notre domaine africain est un domaine de protection nationale, et il me plaît à dire que la France est une des rares nations qui ait su se donner un empire sans céder à l'impérialisme : j'appelle impérialisme le prurit des convoitises illimitées, des prétentions qui ne se rassasient point.

***

Car il n'y a pas que les autocrates ou les chefs de dynasties qui soient impérialistes. Aristocraties, démocraties, théocraties même, sont sujettes au mal d'empire, au même degré que des souverains. La démocratie athénienne écouta complaisamment Alcibiade qui lui parlait de conquêtes, et la plèbe de Rome ne cessa de soutenir les Scipions dans leurs projets d'aventures. J'hésite à croire que, si le Directoire avait vécu, il n'eût pas ébauché ce que Napoléon édifia. Dans l'œuvre de l'impérialisme anglais, je ne trouve aucun nom significatif de roi : conservateurs et libéraux se sont combattus, mais pour savoir qui dirigerait l'empire. Ce fut une sottise de croire, en 1918, que les ambitions allemandes venaient des Hohenzollern, et que la démocratie les relèguerait dans l'ombre.

Je ne dis pas que cela ne vienne un jour. Je continue à espérer que plus d'indépendance chez les hommes engendrera chez eux plus de fraternité, et que la conscience de la dignité personnelle, la jouissance de la liberté nationale décideront une fois les peuples à se respecter et à s'entr'aider. Mais je dis que j'espère, je ne dis point que je suis convaincu : car il faudra, pour supprimer l'impérialisme, que beaucoup de christianisme s'ajoute à beaucoup de liberté, beaucoup de devoirs à beaucoup de droits.

Camille JULLIAN,
Membre de l'Institut.

(*A suivre*)

(1) *Comment meurent les patries*, leçon du 3 décembre 1919 (*Revue Bleue* du 15 janvier 1920).

L'ORTHODOXIE LATINE

I

Dans les derniers temps, parmi les questions discutées en relation avec la nouvelle Constitution roumaine, il y a eu aussi celle de la situation que réclame l'Eglise catholique.

Cette Eglise a existé, avec des interruptions et des changements de direction, dès le XIIIe siècle. Si elle n'a pas précédé l'orthodoxie dominante, elle a été dès le début sa rivale. Mais, alors que cette religion de l'Orient eut toujours un caractère national, la foi latine a été propagée et défendue sous les drapeaux de conquête de la Hongrie et de la Pologne avant d'être dans le programme de la paisible propagande des Frères-Mineurs. Si,

plus tard encore, cette dernière a gagné, sous la forme d'une organisation « uniate », un grand nombre des Roumains de Transylvanie, espérant les réunir tous, ç'a été par suite d'une impulsion, plus que cela, d'une pression, parfois à force de dragonnades, de la part de la Maison de Habsbourg, devenue propriétaire de cette province et qui avait intérêt à retenir dans sa clientèle, par un lien plus fort que celui des devoirs du sujet, ces grandes masses paysannes, ennemies naturelles des privilèges de l'aristocratie magyare et de la bourgeoisie saxonne. Enfin tout dernièrement, dans l'Ancien Royaume les chefs de l'Eglise catholique ont été toujours des étrangers et parfois de ceux qui représentent d'autres intérêts politiques que ceux des Roumains. L'archevêque de Bucarest actuel, Netzhammer, un Allemand, a été le complice de l'occupation des Centraux, et son obstination a rester à son poste n'est qu'une perpétuelle offense aux sentiments de pays.

La Constitution conserve donc à l'orthodoxie, développée en même temps que les anciennes Principautés roumaines et tendant presque toujours aux mêmes buts, cette place d'Eglise dominante, parce qu'autrement l'Etat resterait, ce qui est très dangereux avec les traditions et les besoins d'âme de là-bas, sans religion. Les uniates, en tant que Roumains, ont pour leur Eglise la seconde place. Les autres religions, le catholicisme romain aussi, non seulement jouissent d'une liberté entière et de toute la protection nécessaire, mais leurs chefs ont des sièges dans le Sénat du royaume.

Il y a eu des critiques dans le monde intéressé. Elles paraissent avoir trouvé un écho même dans certains pays latins. Et, puisque je considère le « latinisme » ethnique et culturel comme une nécessité, étant donné qu'il y a un germanisme, et il y a même encore un slavisme, qu'on me permette de discuter les avantages que peut avoir cette solidarité des nations latines à la conservation ou à la disparition de l'orthodoxie chez les Roumains.

II

L'Eglise d'Orient, quels que soient à l'avenir ses rapports avec les autres organisations chrétiennes, ne périra pas. Elle est trop fortement ancrée dans des traditions millénaires, qui sont même antérieures au christianisme superposé. Des millions continueront à croire à la procession du Saint-Esprit sans le *filioque*, à employer le pain levé dans l'Eucharistie et à ne pas reconnaître le Pape comme chef suprême de leur religion ; la consécration du corps sacré se fera comme auparavant, dans l'ombre des autels fermés et les litanies remplaceront les gestes coutumiers dans l'Eglise romaine.

S'il en est ainsi — et qui parmi ceux qui connaissent la puissance irrésistible et mystérieuse des traditions pourrait le contester ? — la latinité a, je crois, tout intérêt à être représentée parmi les fidèles de cette autre Eglise.

Dans les formes rebelles au catholicisme papal elle l'était par les Vaudois, elle l'est encore par sa part, si importante, créatrice et ordonnatrice même, dans le calvinisme né à Noyon en France et consolidé à Genève de langue française. Pourquoi abandonner une vieille Eglise rivale qui, avec ses obédients et ses divergents, domine l'Orient des Carpathes aux steppes de la Sibérie, et d'Archangel aux frontières de l'Arabie, entre les mains des Grecs, des Slaves, de certaines races de l'Asie ?

III

Mais ce n'est pas seulement une participation matérielle que les Latins doivent retenir dans l'Eglise d'Orient, mais bien quelque chose de plus : une influence morale. Je m'explique. On dit : orthodoxie, comme s'il y en avait eu, et s'il y en avait aujourd'hui, une seule, sans différence de temps et de pays. Il n'en est pas ainsi, et il m'est facile de le démontrer.

En effet, si l'Eglise grecque, qui vient de celle patriarcale, de Constantinople, a été jadis l'associée presque la dominatrice de cette grande forme politique qui a été l'Empire d'Orient, si, par imitation, les Eglises slaves, toutes les Eglises slaves ont eu l'appui d'une contrefaçon de l'Empire byzantin, ce concours mutuel n'a pas été durable. En Russie l'Eglise a été tyrannisée par le Tzar, réduite à un simple *instrumentum regni* et aussitôt des sectes révolutionnaires s'en sont détachées qu'elle n'a pas réussi à soumettre. Dans les Balkans, Grecs, Serbes, Bulgares, après la disparition de leurs Etats, dès le XIVe et le XVe siècles n'ont plus eu que de misérables Eglises tolérées, réduites en esclavage. La persistance du Patriarcat œcuménique n'a sauvé que, pour les Grecs surtout, certaines formes d'un prestige tout apparent.

L'Eglise roumaine, au contraire, a vécu sous les ailes d'une organisation politique qui n'a pas été interrompue un seul moment. La dignité d'un Etat maître chez lui s'est transmise à elle. Les grandes cérémonies impériales ont été continuées avec le même faste, d'une génération à l'autre. La pompe

du moyen âge n'a été en rien amoindrie, et depuis bientôt mille ans, chaque jour de Pâques, un souverain roumain signe ou fait signer en son nom l'Evangile de Pâques.

La pérennité politique latine a mis donc son sceau indélébile sur l'orthodoxie roumaine. Mais ce n'est pas tout.

Le moyen âge entier est l'époque des créations populaires, de la latinité, des *Romaniae*, des « Romagnes » dont sont venus les royaumes indépendants, aux universités, aux cathédrales, aux chansons de geste. Or, représentants en Orient de cette puissance créatrice, les Roumains ont imposé et maintenu à leur Eglise un caractère populaire et, par ce fait même, national.

Une influence hussite, venue à travers la Hongrie septentrionale, leur a donné dès le commencement du xve siècle les Ecritures dans leur langue. Le slavon officiel s'opposa de toutes ses forces à l'intrusion de ce vulgaire qui n'avait pas, comme la révolte, au ixe et au xe siècles, de ce slavon lui-même, l'approbation d'une autorité religieuse universelle, Pape, Concile général, Patriarche œcuménique. Après trois siècles de lutte, le roumain s'imposa dans le service divin par la seule volonté nationale, — fait unique dans l'histoire du christianisme européen. Alors que les Grecs, les Russes, les autres Slaves écoutent le texte sacré dans une langue archaïque ou étrangère, dont ils n'arrivent qu'à deviner le sens, les Roumains communient d'âme avec leurs officiants, et leur style littéraire a ses plus profondes et plus fortes racines dans la Bible.

Religion imprégnée de longs siècles d'histoire et marquée de l'esprit même du peuple, cette orthodoxie est pour les Roumains *legea noastra*, « legem nostram ». C'est dire qu'elle appartient par tout ce que lui ont donné ces Latins d'Orient à la grande création latine du moyen âge, dont la latinité actuelle n'a aucun intérêt à se défaire.

N. Jorga,
Professeur à l'Université de Bucarest,
Agréé à la Sorbonne,
Correspondant de l'Institut.

L'ÉVOLUTION D'UN POÈTE [1]

DE L'AMOUR A LA NATURE

Au début du *Chemin de l'oubli*, publié quelques années après, le poète, qui a souffert, semble se replier plus encore sur lui-même. La pièce initiale, *Réclusion*, est bien caractéristique, où il raille ses confrères qu'enchante l'odeur des herbes et des bois :

Ils sont heureux ! Moi que m'importe
L'aspect innombrable des champs,
L'odeur douce que le vent porte
A l'heure des soleils couchants !

Mon âme est à jamais fermée
Et morte à tout ce qui n'est pas
Le parfum de la bien-aimée
Ou le murmure de ses pas.

Je n'entends, je ne vois rien qu'elle ;
C'est en vain que, pour me guérir,
La nature peut être belle,
Embaumer, chanter et fleurir.

Pourtant, à la fin du volume, se dessine déjà une évolution. Le poète, déçu et blessé, va chercher la guérison au pays natal, qu'il avait oublié dans la fièvre heureuse de ses amours parisiennes, mais dont il commence à subir la nostalgie aux heures douloureuses des rancœurs et des trahisons. Avec quelle joie, arrivé aux bords du Rhône, il reconnaît les décors de sa jeunesse !

C'est en vain que mes yeux avaient cru t'oublier :
Comme je te retrouve, horizon familier !

C'est que nos souvenirs d'enfance se sont à notre insu profondément gravés dans l'esprit, surtout les souvenirs de cette nature que nous semblions ne pas même avoir regardée. Ceux qui ont vécu leurs premières années à la campagne en conservent une sorte de vision inconsciente, d'éblouissement intérieur qui, tôt ou tard, surgit du passé et illumine leur âge mûr. André Rivoire, qui ne quitta sa province qu'à dix-sept ans pour venir à Paris, ne devait pas lui demander en vain des consolations.

Tout le passé lointain me gagne, me pénètre
Et, comme aux soirs fiévreux de mes premiers départs,
Souriant et paisible, accourt de toutes parts ;
Je sens que mon passé d'hier est une offense
A tout ce qui survit en moi de mon enfance,
Et je me sens repris par toute la douceur
De retrouver en moi, fidèle, mon vrai cœur.

(1) Voir la *Revue Bleue* du 16 juin 1923

*
* *

Dix ans s'écoulent. Le poète, qui a dépassé la quarantaine, ajoute à sa lyre une corde plus grave. Un nouvel amour lui rend la joie, et, cette fois, la nature, associée à son bonheur, communique à celui-ci je ne sais quelle sérénité. L'idylle, ébauchée à Paris, s'épanouit sous le ciel de Provence. « Un amour, ai-je écrit jadis, éclos au soleil, dans la joie d'un clair matin ou la tiédeur pénétrante d'un après-midi, plonge plus profondément en nous qu'une idylle de salon. » Jadis, dans la nature, André Rivoire ne voyait que la femme aimée; maintenant, c'est la nature qu'il découvre à travers celle-ci.

Devant moi, la jeunesse et la beauté des choses
S'éclairent au bonheur que tu m'as révélé.

Ces deux vers sont en quelque sorte le thème de tout le troisième volume, intitulé le *Plaisir des Jours*.

Hélas ! que de printemps je n'aurai pas vus naître !
J'ignorais ta douceur impérieuse, Avril,
Et ce brusque besoin de bonheur puéril
Que tu nous mets au cœur et dont tu nous enivres !
Tout enfant, j'ai connu le printemps par les livres...
Et voilà qu'aujourd'hui le printemps m'apparaît,
Le vrai printemps, celui des champs, de la forêt !

Lui qui, jadis, a tant aimé la vie factice de Paris, au bout d'une journée maintenant,

En revient le front lourd et les sens meurtris.

Pour un peu, comme Rousseau, il lancerait à la cité les imprécations de l'*Emile* : « Ville de bruit, de fumée et de boue, où les femmes ne croient plus à l'honneur ni les hommes à la vertu ; adieu, Paris : nous cherchons l'amour, le bonheur, l'innocence ; nous ne serons jamais assez loin de toi ! » Le souvenir de la ville ne sert plus qu'à lui faire mieux savourer la joie de la campagne.

Comme nous sommes loin de la ville, où l'on traîne
Des jours confus et dispersés !
Que la lumière est douce et que l'ombre est sereine
Sous les arbres au vent bercés !

Le poète ne travaille plus uniquement sous la lampe, comme autrefois, pendant les nuits fiévreuses.

J'ai poussé ma table tout près
De la croisée ;
Le jardin brille de rosée,
Le vent est frais.

Une pièce du recueil : *Renaissance*, est tout à fait caractéristique de l'évolution qui s'est produite :

Il est loin, le rêveur précocement vieilli,
Le chercheur de désirs tourmenté d'impossible,
Sitôt sûr d'être aimé brusquement insensible,
Qui, chaque jour plus las, se penchant sur son cœur,
Sans cesse y regardait se faner du bonheur.
Pour m'emplir tout entier de frémissante joie,
Il suffit maintenant d'un rosier qui rougeoie...

Tout le recueil est plein de jolies notations de nature, que l'on sent prises sur le vif ; et l'on peut même y trouver quelques pièces (entre autres : *Litanies*, le *Jardin grimpant*, *Devant l'aurore*, *Croquis d'été*), où il n'est pas question d'amour.

* * *

Sans doute cette évolution va-t-elle continuer. C'est la loi générale dont j'ai déjà cité tant d'exemples parmi les écrivains. A mesure que nous vieillissons, nous nous rapprochons de la terre, comme pour nous faire une amie de celle qui doit nous recevoir. Dans les derniers vers de l'auteur, publiés l'an dernier, par la *Revue des Deux-Mondes*, l'amour passe presque au second plan. La première pièce est intitulée : l'*Odeur de l'Estérel*, une autre : *Soir sur l'étang*, la dernière : *Voyages*. Celle-ci est peut-être la plus belle qu'ait écrite André Rivoire ; elle nous révèle tout à fait sa manière de sentir.

Il a peu voyagé, comme tous ceux qui ont beaucoup vécu en eux-mêmes et se sont bornés, pendant de longues années, à la seule analyse de leurs joies d'amour et de leurs tourments. Il nous le disait dans une pièce du *Chemin de l'oubli* :

Je n'ai vu le monde qu'à peine ;
J'ai vécu — tristesse ou bonheur —
Toute ma part de vie humaine
Sans pouvoir sortir de mon cœur.

J'ai dédaigné les paysages,
Les bois, les fleuves et les ciels.
Je n'ai connu que les visages
Et les yeux confidentiels.

Souvent — mais combien vainement ! — je me rappelle avoir jadis essayé d'exciter le poète à voyager. J'aurais tant voulu qu'il visitât cette Italie dont je lui disais les enchantements, faisant miroiter à ses yeux les vers charmants qu'il en rapporterait ! Le jour où il me parla du projet de composer sa *Juliette et Roméo*, je crus avoir cause gagnée. » — Vous ne pouvez tout de même pas, m'écriai-je, écrire votre pièce sans voir Vérone et l'Italie ! » Il se contenta d'aller... rue de Florence.

Quand je lus pour la première fois *Voyages*, il me sembla que j'entendais, mais délicieusement traduites en vers, les paroles que je lui disais :

Partir, partir !... Emplir ses yeux d'images neuves !
Suivre un baiser qui rit derrière un éventail !
S'attarder devant l'arc brisé d'un vieux portail !
S'accouder, au soleil couchant, sur d'autres fleuves !

La suite du poème ne tarda pas à m'apprendre que le poète ne pouvait pas se transformer à ce point. Il ne veut point se laisser prendre à l'appel des sirènes car son âme est rebelle

A ces bonheurs errants faits de plaisirs épars.

Il ignore ce besoin d'horizons inconnus et d'images nouvelles, qui faisait dire à Lamartine, partant pour l'Orient,

Je ne sais pas comment l'étoile y tremble aux cieux.

Moins encore il éprouve ces désirs soudains et frénétiques de la voyageuse du *Cœur innombrable* qui s'exalte au seul bruit d'un train :

Il siffle, quel appel, vers quelle heureuse Asie !
Ah ! ce sifflet strident, crieur des beaux départs !
Moi aussi, m'en aller vers d'autres quelque part...

André Rivoire n'aura jamais la véhémence passionnée de la comtesse de Noailles ; il nous le dit en deux belles strophes de ce même poème :

Ah ! sans doute, moins que personne, je suis né
Avec une âme prompte et que tout renouvelle !
Ce qui plaît à mon cœur lentement se révèle,
C'est toujours lentement que je me suis donné.

Pour accueillir en moi-même les paysages,
Il faut que je les sente un peu m'appartenir,
Il faut, pour que mes yeux puissent les retenir
Qu'ils m'aient souri longtemps, comme de chers visages.

* * *

Donc, n'attendons point du poète ce qu'il ne veut, ce qu'il ne peut nous donner. Nous aurons encore — heureusement ! — des vers d'amour, sans cesse plus amples, plus hauts d'inspiration, plus riches d'âme et de pensée, où la vraie passion et les sentiments éternels tiendront plus de place que les aventures et les émois de la sensualité. Et nous aurons aussi des poèmes de nature, où nous nous consolerons de ne trouver nul exotisme, puisque tel n'est pas le goût de l'écrivain. Mais il y chantera, avec son émotion sobre et sincère, ennemie de tout clinquant, les paysages de sa terre natale, et le fleuve qu'il considère déjà comme un peu sien,

mon fleuve à moi, calme et puissant,
Beau de tout mon pays qu'il reflète en passant,

et sa ville, et sa vieille maison où l'attend, chaque année, plus impatient, un cœur maternel. Ah ! que je plains mes confrères qui, nés à Paris, n'ont point de petite patrie et ne se sentent pas désirés, dans quelque coin de France, par les gens et par les choses mêmes ! Heureux le poète qui, au milieu du tumulte de la grande cité, sait qu'il a quelque part un refuge, un havre sûr, et qui peut s'endormir en murmurant :

Dans le pays de ma jeunesse
Où mes quinze ans ont frissonné,
J'irai pour que mon cœur renaisse,
Tendre et fort, comme il était né...

Gabriel Faure.

LA DISCUSSION LINGUISTIQUE EN BELGIQUE A PROPOS DE L'UNIVERSITÉ DE GAND

Les Belges discutent, en ce moment, une question qui, assurément, a le caractère d'un programme de politique intérieure, mais à notre époque où chacun est amené à suivre ce qui se passe d'important chez les autres, et surtout lorsqu'il s'agit de la Belgique que son rôle héroïque, pendant la guerre, a rendue l'un des grands pays moraux du monde, il est permis aux voisins de tâcher de comprendre l'objet des préoccupations essentielles du peuple belge.

Et, assurément, un problème qui a amené, au su et au vu de tout le monde, un mouvement populaire de plus de *cent mille* personnes dans la capitale, ne peut pas échapper à l'attention.

Les Belges n'ont pas le referendum, mais ils ont agi, le 28 janvier, comme s'ils l'avaient, et le Gouvernement n'a pas pu se mettre la tête sous l'aile au point d'ignorer ce qui se passait.

Cette manifestation populaire dont le peuple belge eût été incapable au lendemain de la guerre,

marque un réveil évident de son énergie morale, que la nourriture insuffisante de quatre années d'occupation et l'oppression subie dans une contrée entièrement séparée du reste du monde, avaient diminuée au point qu'on put parfois lui imposer des réformes qui n'étaient pas dans ses désirs.

Le Belge était devenu méconnaissable pour des Belges !

Ce charme néfaste paraît heureusement rompu.

Nous ne croyons pas inutile de faire connaître à des lecteurs français la portée que nous semble avoir la lutte entamée par notre pays à propos de l'Université de Gand.

Il ne faut pas, en effet, que nos amis de France aient à ce sujet des impressions qui, facilement, seraient erronées parce qu'il s'agit de l'emploi de la langue française.

Une semblable discussion ne se concevrait pas dans un pays dont la forte centralisation et l'absorption par une capitale influente remontent à plusieurs siècles, comme la France.

Bien que, à l'instar de tous pays, il y ait en France des dialectes comme le provençal et le breton, le gouvernement central a, depuis les efforts de Louis XI puis de Louis XIV, une telle importance, et la langue de la capitale a pris un tel empire, tant dans le pays que par son rayonnement à l'étranger, qu'il n'est pas question de voir coexister plusieurs langues officielles.

En Belgique, nous avons eu, à travers l'histoire, deux langues employées simultanément dans les petits Etats couvrant le sol belge, mais parfaitement indépendants les uns des autres.

L'indépendance de ces Etats était entrée tellement dans la conviction des habitants qu'il y a peu d'années encore, nous avons connu personnellement des Gantois qui n'admettaient pas que l'on considérât comme Flamands leurs frères Brabançons parlant le flamand.

La situation géographique de ces Etats et l'organisation politique qu'ils eurent au Moyen-Age et pendant la Renaissance, comme tous les autres pays d'Europe, ont contribué, l'une et l'autre, à maintenir cette coexistence de deux langues dans chacun d'eux, même dans la principauté de Liége.

Dans le comté de Flandre, la langue flamande était naturellement d'un emploi courant chez la majorité des habitants ; mais en même temps ce comté de Flandre constituait un fief du royaume de France et, vivant d'un commerce intense avec sa voisine, voyait prendre droit de cité au français qui, non seulement fut la langue de la cour de Gand, mais encore succéda au latin dans beaucoup d'actes officiels des communes de Gand, d'Ypres et de Bruges.

Ce n'est pas, en effet, parce qu'un pays se trouvait sous la vassalité de l'empire d'Allemagne ou sous celle du roi de France, que ses habitants parlaient une langue germanique ou la langue française. Aussi est-ce une erreur toute moderne, mise à la mode par des poètes et des savants allemands, au service de la politique d'expansion prussienne, que de prétendre que la langue et la nationalité se confondent.

C'est une erreur encore plus grave, parce qu'elle envenime la discussion, que d'assimiler la langue et la race.

Des peuples de même race parlent des langues différentes, comme par exemple les Gallois des Iles Britanniques et les Bretons de France, et des peuples de races différentes parlent parfois la même langue, comme les Celtes des bords de la Moselle, à Trèves, et les Slaves germanisés de la Prusse Orientale, ou encore les Basques d'Espagne et les Basques de France.

La différence des races se détermine par les caractéristiques des corps et, notamment, par la mensuration des crânes.

Or, un homme et un peuple peuvent, suivant les circonstances de politique et d'intérêt, apprendre et employer une langue différente de celle qu'ils employaient auparavant.

Mais vraiment, il est impossible de soutenir qu'ils changent de race ou qu'ils aient eu deux crânes.

En Belgique, qui fut habitée par des peuplades venues successivement de l'Est et qui, par suite des circonstances, subirent plus ou moins l'influence gallo-romaine, il serait bien difficile de soutenir qu'il y ait eu, dans la population, une différence de races. Et si elle avait existé jadis, elle serait, de nos jours, fondue par l'effet des relations quotidiennes et des alliances qu'elles ont provoquées.

Nos ancêtres avaient la sagesse de ne pas s'embarrasser l'existence à discuter pareilles choses et vivaient paisiblement côte à côte, en parlant simultanément deux langues, ou en laissant parler à leurs voisins celle qu'ils préféraient, tandis que les autorités ne poursuivaient que le but de se faire obéir en se faisant comprendre.

Un exemple frappant en est la politique intérieure des ducs de Bourgogne, maison princière de sang français, qui étendit son sceptre sur la Belgique entière et n'hésita pas à proclamer ses décrets dans l'une ou l'autre langue, suivant les circonstances.

Aussi, quand le Gouvernement du royaume des Pays-Bas, créé en 1815, voulut, par son illusion

d'unité, imposer l'usage administratif exclusif du néerlandais, provoqua-t-il ainsi un des motifs du mécontentement qui aboutit à la Révolution de 1830. Celle-ci proclama par l'article 23 de la Constitution, l'usage individuel de la langue de son choix, pour chaque citoyen.

Dès lors, Flamands aussi bien que Wallons s'estimèrent heureux de trouver, pour ainsi dire dans leur berceau, une des langues de grande relation, leur permettant de s'épandre au dehors quoi qu'ils vécussent en un pays d'étendue restreinte.

C'est une chance dont sont dépourvus la plupart des pays de petite surface ; c'est pour ses habitants une force énorme.

Cela n'empêcha jamais les Flamands d'aimer et de parler aussi la langue flamande ni ceux d'entre eux qui se servaient du français pour acquérir une instruction plus développée, de connaître les deux langues.

Quand on a habité quelque peu la Flandre, on sait que même les personnes qui ont fait leurs études en langue française se servent avec une égale facilité du flamand, pour leurs relations locales quotidiennes ainsi que dans leurs familles.

On sait aussi que l'ambition de tout père de famille qui n'a pas pu s'instruire lui-même, est d'arriver à ce que ses enfants apprennent le français pour posséder un second outil de travail et de succès.

On peut dire cependant que, par réaction contre le régime hollandais, l'étude du flamand se vit un peu négligée et que les fonctionnaires des différents ordres ne se donnèrent pas suffisamment la peine de pouvoir se mettre au service de ceux de leurs administrés qui ne savaient que le flamand.

Telle semble être l'origine du mouvement commencé au milieu du XIXe siècle, pour demander que des mesures législatives rendissent obligatoire la connaissance de la langue flamande chez ceux que leurs fonctions mettaient en contact quotidien avec des populations purement flamandes.

Pareilles revendications contenaient assez de justice pour que l'on y donnât satisfaction, et une série de lois introduisirent ainsi l'usage obligatoire du flamand dans l'administration de la justice, dans les communications officielles et dans l'armée.

Il fallait qu'un Flamand, non instruit du français, se sentît chez lui lorsqu'il était en contact avec des agents de l'autorité. Mais chez certains, la passion s'en mêla, car à cette légitime préoccupation utilitaire s'est ajoutée, dans quelques esprits, une inspiration sentimentale d'amour également légitime pour l'idiome dans lequel ils avaient été bercés. Les conséquences de pareille affection furent cependant exagérées, car, n'admettant plus la liberté que pour eux-mêmes, ils voulurent transformer leur amour pour la langue flamande en un amour forcé chez leurs concitoyens.

Pensant que la langue flamande n'était pas assez admirée, ils ont imaginé de vouloir l'imposer à tous les habitants d'une région, de manière à rapprocher, disaient-ils, toutes les classes sociales, se figurant qu'en Flandre celles-ci étaient, plus qu'ailleurs, éloignées les unes des autres ; de là la nécessité à leurs yeux de combattre l'usage du français en le réduisant à l'état de langue de luxe, presqu'étrangère.

Ce point de vue, en quelque sorte mystique, qui empêche ses adhérents d'envisager froidement le problème, est aussi dangereux qu'il est utopique : dangereux comme le furent jadis les convictions trop acerbes, entraînant les guerres de religion ; utopique, parce que peu de gens considèrent la langue qu'ils emploient au point de vue poétique ou sentimental et que les masses, au contraire, voient avant tout le rendement qu'elles en tirent, au point de vue de leur développement personnel et de leurs intérêts. Aussi aura-t-on beau faire toutes les lois linguistiques qu'on voudra, jamais on ne changera par là les besoins d'un peuple ; la loi, pour être utile et efficace, doit être la codification des mœurs, comme la chaussure doit s'adapter au pied et non pas le pied à la chaussure, sous peine d'être déformé et atrophié comme un pied de Chinoise de l'ancien régime.

Malheureusement aussi, la politique se mêla à ces revendications, et l'on vit les partis surenchérir les uns sur les autres dans le but évident de s'attirer des voix aux élections.

Ce souci naquit dans tous les partis. C'est ce qui fait qu'heureusement la question, devenue vitale pour la Nation, déborde les partis politiques et pourra peut-être, grâce à cela, être résolue dans le calme.

A ces préoccupations électorales s'est ajoutée aussi l'ignorance dans laquelle on se trouvait, dans bien des milieux, de la véritable mentalité française, que ceux qui ne s'en doutaient pas, ont découverte pendant la guerre.

Ne voyant la France qu'à travers certains journaux et certains romans plus faciles à comprendre que d'autres livres, ou d'après les tendances de certains Ministres, il y eut des adhérents du parti conservateur — dit catholique — pour croire que la première condition du sauvetage des ames était l'ignorance du français.

Les socialistes, à leur tour, s'adressant aux mêmes masses populaires et conduites par certains hommes issus d'elles-mêmes, pour lesquels l'usage du fran-

çais constituait un effort, crurent devoir aussi mettre à leur programme l'expansion de la langue flamande non pas par son propre développement mais par des barrières opposées à la langue française.

Avant la guerre déjà, ce ferment de discorde existait à l'état latent dans le pays, bien qu'en presque toutes circonstances, Flamands et Wallons s'entendissent à merveille et n'eussent d'autre but que de vivre les uns à côté des autres, le plus commodément possible ; l'élan national, provoqué par l'agression allemande, en 1914, le fit bien voir, et il n'est pas d'officier qui n'ait été témoin de l'admirable camaraderie des uns vis-à-vis des autres, dans l'armée.

Nous pouvons attester pour l'avoir vu dans les endroits de captivité des Belges en Allemagne, que les Flamands n'étaient pas les moins ardents à ne se considérer que comme des Belges et à opposer aux efforts des Allemands pour les diviser une admirable résistance.

Mais les Allemands sentant, à partir de 1916, que la grande victoire qu'ils escomptaient leur échappait chaque jour davantage, entreprirent, avec l'esprit d'organisation qui les caractérise, une politique plus intense de division dont ils escomptaient les effets bienfaisants pour eux.

Dans les camps allemands, ils séparèrent systématiquement les Wallons des Flamands en tâchant de persuader à ceux-ci qu'ils avaient été, depuis 1830, opprimés par leur propre gouvernement, issu d'eux cependant. Les Allemands ne se rendaient d'ailleurs pas compte de la différence existant entre un Gouvernement comme le nôtre et le Dieu-État des Prussiens.

Ils insistaient pour que le plus d'hommes possible se déclarassent Flamands, par exemple parce qu'ils étaient nés à Bruxelles, déclarée par eux région flamande.

J'ai connu le cas de prisonniers mal vus et par conséquent maltraités parce que, nés à Gand, ils avaient la prétention de parler le français et de fréquenter des prisonniers wallons plutôt que de s'entretenir en langue flamande ; à la moindre expression de leurs sentiments d'hostilité au mouvement organisé, ils étaient envoyés aux travaux les plus pénibles, par exemple dans une mine de sel qui devait détruire à tout jamais leur santé.

Profitant de ce qu'ils avaient sous la main de malheureux prisonniers affaiblis par une longue captivité et par un régime de terreur savamment organisé, nos gardiens s'efforçaient de leur faire, en quelque sorte, abandonner leur nationalité belge en voulant les forcer à se déclarer soit Flamands, soit Wallons ; ce devait être dans leur esprit la reconnaissance des dissertations publiées alors par des savants allemands domestiqués par l'État, pour démontrer que la Belgique n'était qu'une invention pro-française de 1830 et comportait en réalité deux peuples, dont le plus nombreux, les Flamands, était proche parent des Allemands seuls capables de faire leur bonheur.

Après avoir, en 1914, rêvé la conquête de la Belgique entière, le Gouvernement de Berlin devait par ce système arriver, lors de la conclusion de la paix, à une annexion comprenant la précieuse côte de Flandre ou tout au moins à un protectorat de la moitié du pays.

C'est alors qu'il voulut, à tout prix, créer lui-même, pour s'en faire gloire vis-à-vis des Flamands, qu'il faisait semblant de vouloir protéger en les opposant aux Wallons, l'Université flamande de Gand.

L'idée d'une instruction supérieure en flamand existait déjà avant la guerre ; elle n'avait pas encore été mûrie ; les Allemands la firent mûrir brusquement, en supprimant l'Université de *langue française*, en emprisonnant pour cela ceux qui la défendaient et en installant une Université de langue flamande sous l'égide de l'Allemagne.

C'était un programme de destruction d'une chose existante, entrant dans les vues de ceux qui, craignant la concurrence et voulant imposer leur façon de voir à la population des Flandres, malgré celle-ci, préféraient qu'il n'y eût, dans cette partie du pays, qu'une seule Université. Ces malheureux ne voyaient pas que, en cas de victoire allemande, la langue flamande qu'ils aimaient à juste titre, n'aurait pas tardé à être remplacée par la langue allemande elle-même, le flamand ne constituant qu'une étape.

La thèse de l'Université unique de langue flamande m'a été, en 1917, exposée dans le camp de Gœttingen, où, pour tâcher de s'assurer des adeptes, les Allemands avaient organisé une sorte de club flamingant dénommé *Vlamisches Haüs*, et installé dans une baraque spéciale « ornée d'un drapeau jaune surmonté d'un lion noir » ; emblème de la vieille Flandre ; la Belgique disparaissait. Un jeune soldat adhérent de la maison du peuple de Gand discutant avec moi dans le camp, ne me cacha pas que, s'il y avait deux Universités, il était convaincu que les étudiants préféreraient l'Université de langue française à celle de langue flamande ; il fallait donc à tout prix empêcher la concurrence.

C'était la négation de la liberté ; c'était la contrainte dans toute sa beauté parce qu'il était nécessaire, prétendait-on, de forcer les habitants

à entrer dans ces vues pour leur propre bien, qu'ils étaient incapables d'apprécier eux-mêmes.

Pareille thèse sentait de loin son influence boche distillée dans l'esprit de pauvres prisonniers dénutrifiés dont on voulait se servir dans un but de domination germanique.

Dans ce même camp de Goettingen, j'ai pu prendre, par fraude, copie d'un document par lequel le Général Von Bissin, gouverneur en Belgique, faisait demander par Berlin à tous les commandants de camps de prisonniers, que l'on recueillit les jeunes gens sur la sympathie desquels on pouvait compter pour les envoyer étudier à Gand et leur promettre ainsi la faveur d'échanger les fils de fer du camp contre les rues de la capitale des Flandres.

Tel est le jour sous lequel se présenta la création de l'Université flamande de Gand, en 1916, pour les Belges qui ont combattu l'ennemi, soit dans les rangs de l'armée, soit parmi les civils opprimés dans le pays.

Aussi, dès le retour du roi et de ses troupes, l'Université flamande ou allemande avait-elle vécu.

La décision de principe de posséder cependant une Université de langue flamande, en Belgique, fut, dès lors, adoptée et admise peu à peu par tout le monde.

L'argument du prix que pourraient coûter deux Universités est, certainement, le plus misérable argument qui soit ; en présence d'une question de sentiment qui menace la tranquillité du pays à un moment où se font jour dans notre malheureuse Europe tant de problèmes et de dangers angoissants, l'argent n'existe pas en face de la conservation de la Patrie.

Celle-ci exige que l'on respecte le droit de ceux qui veulent recevoir un enseignement en langue française et que, tout en créant ce qui peut manquer on ne démolisse pas une institution utile au pays, non seulement au point de vue scientifique, mais encore au point de vue national ; on peut parfaitement maintenir les avantages qu'elle offre sans porter pour cela aucune atteinte au droit de ceux qui n'en veulent pas user et préfèrent autre chose que l'on doit fonder pour eux.

Il ne semble donc pas nécessaire, pour cela, que l'on commette ce que M. Carton de Wiart a si justement dénommé à la Chambre : « un crime contre l'esprit ». Il n'est pas nécessaire pour cela que la Belgique se donne le ridicule de supprimer une institution prospère qui date de près de cent ans. Il n'est pas nécessaire pour cela, non plus, que l'on dépouille les habitants des Flandres qui désirent étudier en français du droit incontestable que leur confèrent et la tradition et leur passé et la Constitution elle-même.

A ces motifs de raison et d'opportunité, que nous venons de résumer, s'ajoute pour la Belgique un motif plus péremptoire encore de donner aux citoyens Belges quelque chose de nouveau, sans rien leur enlever de ce qu'ils possèdent déjà. C'est la crainte que l'on ne recommence, par une pareille destruction, l'histoire de 1830, sur une plus petite échelle. C'est la crainte que cet acte de destruction ne crée, dans le pays, une véritable scission morale.

Il ne faut pas que l'Université de Gand apparaisse comme une sorte d'emblème de la destruction de la liberté et de l'histoire.

L'effet d'un acte semblable pourrait, en effet, entraîner des conséquences incalculables et les Belges pourraient se voir amenés à réaliser, sans le vouloir, le programme que les Allemands avaient en vue et n'ont heureusement pu achever.

Après la suppression de l'Université de langue française qui marquerait une séparation de la Flandre d'avec le reste du pays, on peut redouter de voir demander la division de l'armée en régiments flamands et régiments wallons, et ensuite la séparation administrative entre les deux parties du pays.

Celui-ci est trop petit pour pouvoir, sans danger, supporter une pareille scission en deux parties car elle détruirait la cohésion nationale et pourrait l'empêcher de résister victorieusement aux chocs que l'histoire ne nous épargnera pas plus dans l'avenir qu'elle ne nous en a épargnés dans le passé.

A ce point de vue, la lutte actuellement engagée dans le pays intéresse au premier chef l'avenir de celui-ci, mais intéresse en même temps ses voisins, qui ont tout avantage à ce que la Belgique soit une et aussi forte que possible, puisqu'elle sert de boulevard, autant à la France qu'à l'Angleterre, contre d'autres invasions qu'il importe que nous éloignions de nous.

On comprend donc que l'on suive, avec anxiété à l'étranger, les événements du jour.

Ceux-ci ne contiennent rien qui soit hostile à la France, même chez la plupart des chefs flamingants, mais par contre on peut légitimement soupçonner les Allemands de suivre et de chercher à influencer les événements, pour en tirer parti.

Les aveux faits dans leurs mémoires, par les Bissing, les Ludendorff et les Erzberger en sont d'irrécusables témoignages.

On se tromperait lourdement aussi, en confondant Flamands et Flamingants ou partisans de l'isolement linguistique de la Flandre. La présence à Bruxelles, le 28 janvier, de délégués flamands, aussi nombreux que les délégués wallons, a bien

montré que l'immense majorité du pays désire ardemment le maintien de son unité et ne veut pas entendre parler de contrainte linguistique pas plus que d'aucune autre.

Il s'agit donc d'une question de politique intérieure, mais dont la solution raisonnable, qui puisse donner satisfaction à tout le monde, importe cependant au juste équilibre de l'Occident de l'Europe, encore si menacé.

HALOT,
Anc. Sénateur de Bruxelles.

L'ENFANT PASSIONNÉ

(*Nouvelle*)

Il demeurait dans la cour d'un hôtel ancien, à Rouen, rue de la Cigogne, avec sa tante et sa vieille grand-mère. En deux ans, tout petit, il avait perdu son père enlevé par une pneumonie, et sa mère trop frêle, qu'il adorait et dont il baisait encore le portrait chaque soir. La fièvre du chagrin qui dessèche des cœurs mûrs avait mûri le sien, tout d'un coup.

Il n'avait pas eu d'enfance. Intelligent et frémissant, il avait eu à sept ans l'effroi vague des abandonnés. Il avait rejeté sur sa tante, avidement, son besoin d'aimer. Elle était autoritaire, mais il se courbait docilement, comme une branche, sous sa poigne forte; vieille fille, sa sévérité faite des disciplines d'autrefois cachait une tendresse un peu rude que l'enfant sentait bien, une tendresse profonde et sûre qui n'avait pas la tiédeur maternelle, mais était un appui pour une âme fragile, rendue craintive par le malheur.

Mademoiselle Caron en avait fait le petit confident de ses soucis, car la vie, voyez-vous, n'est pas toute rose. Elle était modiste en chambre et gardait depuis trente ans de vieilles clientes, maintenant de vieilles amies. Et parfois Roger allait porter les chapeaux dans un tambour. Il disait en riant : « Je suis ton trottin ». Il galopait rue Ganterie, rue du Vert-Buisson, rue Herbière; ces dames s'amusaient de ce petit bonhomme à caboche blonde, réfléchie, et il entendait ces bonnes demoiselles Bailhache se chuchoter : « Passe-moi, Cécile, dix sous pour le petit neveu de Mlle Caron. — Tenez, mon jeune ami, voilà pour vous acheter des gâteaux. »

Roger n'achetait pas de gâteaux; il achetait des livres d'histoires où il se trempait comme en un bain d'oubli, loin des grisailles de la pluie du morne hiver, en des îles dorées de soleil où des créoles se balancent sous des bambous, au chant des vagues langoureuses.

Tante le menait parfois, aux jours de fêtes, sous les marronniers, entre les massifs du Jardin des Plantes, ou bien le soir, par distraction, au mois de Marie de Saint-Godard où les cierges font un buisson de flammes devant qui s'agenouillent des chapes d'or. Mais à la maison, quand il rentrait du lycée où grâce à Monsieur Janvier, adjoint au Maire, ma tante avait obtenu pour lui une bourse d'externat, une fois ses devoirs achevés, il ne s'ennuyait jamais. Il avait découvert de beaux livres dans la bibliothèque de papa, que tante, sur ses instances, avait fini par lui ouvrir. Elle chercha pour lui un livre de contes et trouva ceux d'un certain Monsieur Boccace; en les lui apportant, elle parcourut des yeux la nouvelle du Rossignol; elle rougit soudain et reporta précipitamment le livre, édifiée. Mais les *Mille et une Nuits* de l'abbé Galland, c'est, n'est-ce pas, d'une lecture bien anodine, et le soir, Roger lui contait comment Sindbad le Marin découvrit les trésors sous la grotte de l'île mystérieuse. Avec un cœur d'une grande innocence, il aimait surtout, sans savoir pourquoi, l'histoire de ce prince de Perse qui, languissant d'amour, mordait les fruits à la place qu'avaient touchée les beaux doigts de la favorite d'Haroun Alraschid. Un joli livre encore, un poème provençal de chevalerie que Doré avait illustré, et dans des prés émerveillés de fleurs naïves, ou dans des stalles gothiques, le Chevalier Jaufre devisait tendrement avec la belle Brunissende. Mademoiselle Caron se pouffait parfois à ses réflexions candides.

On se gaussait un brin de la grand'mère que tante jugeait égoïste et insensible. Quand elle geignait sur ses pauvres reins, tante haussait les épaules : « Depuis quarante ans, ma pauvre mère, que nous pleurons ta mort... » Elle passait sur la vieille femme ses mauvaises humeurs, les rancunes d'une vie trop faite de déceptions et de deuils. Elle lui donnait des conseils qui étaient des ordres; mais l'autre, tout en gémissant, n'en faisait qu'à sa tête, allait

faire un domino chez la voisine d'en bas, on s'enfermait dans sa chambre, se consolant entre son feuilleton de Paul de Kock et sa prise.

A la communion de Roger, il y eut un beau dîner; ma tante avait retiré un peu d'argent de la Caisse d'Epargne : pour une fois, ce pauvre enfant aurait une petite fête et elle avait loué une salle du Château-Beaubet, à la pointe de l'île Lacroix. A la sortie de la chapelle du Lycée, le communiant s'était jeté avec effusion dans ses bras et elle avait pleuré comme s'il eût été son vrai fils, en songeant à sa pauvre sœur, si douce, disparue. Encore enfiévré par la cérémonie, Roger toucha à peu de mets, au milieu des dames Garrigues en capote à fleurs, de Mademoiselle Sénéchal qui répétait : « Le plus beau jour de la vie... » et du cousin de Mesnil-Esnard qui le taquinait sur son bon Dieu. Il s'échappa sous les saules au bord de l'eau et devant le grand fleuve, rêva, et vit marcher le Seigneur sur les eaux...

Mais deux mois plus tard, sa tante se plaignit d'étourdissements et il s'affola : il courut chez le médecin en tremblant : elle se sentait les jambes rompues et peu à peu l'enfant vit cette volonté de fer qui fondait comme cire. Il s'apitoya, sans comprendre l'étendue du mal. Mais bientôt, cette femme qui pleurnichait, criait nerveusement au beau milieu de la rue à la moindre taquinerie, l'impatienta. Il lui en voulait de n'être plus elle-même, d'avoir changé les rôles, d'être devenue l'enfant, alors qu'il devenait la volonté.

Il l'aimait bien encore, cependant, et un jeudi matin il fut bouleversé : Madame Botenthuit et ses filles, les dernières clientes fidèles, venaient commander leur chapeau pour la saison d'hiver. Alors, Mademoiselle Caron les regarda longuement d'un air désolé, laissa tomber de découragement ses pauvres mains molles, ses mains si courageuses qui avaient tant travaillé jour et nuit, plissé jadis avec tant de goût tant de crêpe et de soie, et balbutia, la bouche tremblante d'un sanglot étouffé : « Je ne peux plus, je n'ai plus la force ». Et avec l'élan simple des cœurs d'autrefois, la dame avait ouvert sa pelisse, avait ouvert ses bras et lui couvrait la joue d'un baiser plein de larmes. Les jeunes filles et Roger aussi, dans un coin, pleuraient.

Mais durant cette lente maladie de langueur, il se détachait inexplicablement de cette femme qui s'éloignait de lui, enveloppée de son mal comme d'un brouillard, et il se rapprochait de sa grand'mère négligée, dans un besoin d'accrocher quelque part sa tendresse. Elle semblait fermée, cette vieille femme austère et froide; elle l'aimait pourtant à sa manière silencieuse. Lui faisait cuire au four un petit flan, et le soir, quand ces dames Garrigues venaient chercher ma tante pour lui faire faire un tour de jardin ou une partie de bésigue, la vieille et l'enfant, autour d'une maigre lumière, se réchauffaient dans des confidences faites de longs regards et de paroles brèves. Ils jouaient aux cartes, eux aussi, à des jeux faciles ; cela laissait à leurs souvenirs mutuels le temps de défiler intérieurement; leurs âmes aux deux bouts de la vie se comprenaient. Elle contait de vieilles histoires, chantait des airs vieillots de sa voix fêlée :

Ma sœur, te souvient-il encore
Du château que baignait la Dore
Et de cette tant vieille tour
Du Maure
Où l'airain sonnait le retour
Du jour?...

Puis elle déroulait des souvenirs de 48, de l'hiver de 70 et des casques à pointe. C'était dans son grand lit qu'il couchait maintenant, la tante malade ne pouvant plus supporter l'enfant dans le sien. Quand il faisait trop chaud, en canicule, ils riaient parce que la vieille femme agitait le drap comme une voile en mer pour faire de la brise.

*
* *

Madame Gabelle vint en visite un dimanche : « Cet enfant s'ennuie et vous ennuie. Qu'il monte donc le jeudi jusqu'à notre jardin de Bois-guillaume. M. Gabelle n'y voit plus, le cher homme, ses mains tremblent; entre deux parties de cerceau, le petit écrira des lettres sous sa dictée; il sait joliment l'orthographe, n'est-ce pas? Roger est aux anges. Il aimait ce grand jardin là-haut, près des bois, où sa tante l'avait quelquefois mené. Et puis, sortir enfin de l'atmosphère grise de cette malade, de cette vieille femme, de ces vieilles rues, de cette cour où il regardait mélancoliquement un fusain s'étioler! Il allait de ces vieilles choses vers ces vieilles gens, heureux puisqu'au moins là-haut, il pourrait jouer dans de la lumière.

Il partit donc désormais tous les jeudis après déjeuner. La ville avec ses tours se découvre à mesure qu'il s'élève. Il dépasse les marronniers du boulevard. Dans son ascension solitaire, il chante comme en pleine montagne. Il s'étonne

de son lyrisme, le lyrisme des oiseaux qui trillent. Des acacias se balancent par-dessus de vieilles murailles et il chante les acacias en fleurs. — L'enfant triste était transfiguré. Son rire rajeunissait les Gabelle qui disaient : « Ce Roger, ce Roger Bontemps! ». La bonne dame, qui aimait encore à rire, le croyait rieur.

Sous la vérandah, M. Gabelle était assis dans un vaste fauteuil : un admirable vieillard, beau comme on représente les vieillards grecs avec une barbe blanche et des yeux fermés à la lumière, et le petit qui apprenait la mythologie le comparait à Œdipe. C'était un ancien courtier maritime, et dans le bourdonnement des abeilles qui se posent sur les giroflées, d'une voix distinguée et lointaine, il l'emporte vers des pays qu'il n'a point vus lui-même, mais d'où viennent les gros navires qui remontent vers Rouen, chargés de bois de Norvège, d'oranges et de vins d'Espagne. Pourtant, comme autrefois il avait eu l'occasion de voir un coin de Tunisie, il revoguait en pensée sur des mers d'indigo, vers des terrasses blanches, vers des cours intérieures fraîches de dattiers et de fontaines, et lui qui ne voyait plus, remplissait la maison de clarté.

Et le vieux jardin, un peu envahi d'herbes et de mousse, enchantait l'enfant : c'était la jungle où des chattes rôdent avec des souplesses de panthères; un gros noyer au fond qui laissait pleuvoir en octobre des noix, un mirabellier près du mur que couvraient en été autant de prunes blondes que de feuilles et qu'on lochait en passant d'un coup d'épaule : « Petit mâtin! » faisait Madame Gabelle en riant derrière son lorgnon.

Quand il était las du jardin, il le regardait à travers la porte vitrée, encadrée de losanges bleus, rouges, verts, orange, et voilà que la pelouse de neige en janvier devenait une pièce de velours grenat, une topaze dorée ou une large émeraude; que les arbres d'été surgissaient d'un monde de féerie: leurs feuillages devenus d'azur, ou de flammes écarlates avec des fruits et des oiseaux de feu. Garderait-il plus tard ce don de voir les choses à travers des losanges à transparence de pierreries?

Ce n'est pourtant pas toujours le paradis terrestre et il y a des jeudis où la pluie détrempe les allées, où le vent arrache méchamment toutes les feuilles, où les âmes aussi deviennent couleur du temps. Le vieillard blanc souffre d'un eczéma qui le harcèle aux changements de saison et l'enfer s'allume sous sa peau. Il lance des imprécations contre ce charlatan qui le soigna il y a quelque trente ans et l'empoisonna avec son arsenic : « Hardel, ancien interne des Hôpitaux de Paris! Haridelle va! » Il se déchire les jambes de ses ongles : « Haridelle! canaille! » Sa femme s'affairait, le poudrait, découvrait des pots d'onguents, apaisait un peu les brûlures du sang réveillées.

L'enfer s'éteignait et la paix rentrait dans le corps et l'âme du vieillard. Après avoir expédié quelques lettres d'affaires, il faisait écrire à Roger qui en souriait de plaisir un gentil mot à sa filleule de Paris. Il mettait une coquetterie à dire des choses jolies à la mode ancienne : « Nous t'envoyons, fillette, quelques-unes de nos pêches qui n'ont certes pas le velours de tes fraîches joues. — Ne viendras-tu pas bientôt avec ta maman apporter ton printemps dans l'hiver de ton vieux parrain? »

Les lettres cachetées, l'enfant ouvrait le *Journal de Rouen* et lisait à haute voix l'article : *Au fil des jours*, ou M. Gabelle lui disait d'atteindre un tome sur une étagère : *L'Oiseau*, la *Mer*, de Michelet, ou un ouvrage d'Eugène Noël qui fut l'ami de Michelet, car M. Gabelle était de la génération qui se plaisait à trouver de l'amour dans toute la nature et prêtait une âme affectueuse aux plantes comme aux êtres animés.

Parfois aussi, Roger devait ouvrir un gros dictionnaire de médecine et il frémissait. Le vieillard recherchait obstinément l'origine mystérieuse de son mal ou quelque remède plus efficace : encore qu'il doutât de tous ces officiers de santé qu'il traitait également d'ânes, il avait foi au livre où l'on n'aurait pas eu le front d'imprimer des âneries : « Allons, Roger, cherche : *arsenic*... C'est ce que je pensais : à faible dose et pour des jeunes gens. Mais à cinquante ans empoisonner le sang d'un homme! Canaille! Lis : *eczema*... Exactement les symptômes. Trois mois de clinique à Paris dans les mains de ce Hardel: Haridelle! Cherche urèthre maintenant. Maladies de l'urèthre. — Ces choses obscures, douloureuses qui sont en nous et qui ont des noms énigmatiques et lourds de menace font peur à l'enfant : il lit avec effroi : «... Les cellules épithéliales pavimenteuses deviennent cubiques... L'urétrhrocomie consiste dans la section du rétrécissement à l'intérieur de l'urèthre... par le procédé de Maisonneur, c'est une opération grave qui entraîne quelquefois la mort... » Et ces mots redoutables, chargés de souffrances inconnues, ces mots qui veulent dire du sang et des déchirements intérieurs, trou-

blent l'âme tendre et la digestion de l'enfant. Un après-midi que Mme Gabelle est sortie en ville et l'a laissé seul avec l'aveugle, il se sent malaise et il interrompt sa lecture d'un soupir faible : « Assez, monsieur, assez! — Continue donc, petit serin! ». Ses yeux chavirent, il s'est effondré sur le plancher dans une plainte, et l'aveugle blanc s'est levé, tremblant, tâtonnant, effrayé, ne sachant que faire dans cette maison de silence pleine pour lui de ténèbres. Roger a murmuré : « Ce n'est rien, je vais mieux! » et il s'est relevé. « Colione! » a mâchonné le vieux qui se rassure, et il a raconté à Mme Gabelle, devant Roger pourpre jusqu'aux oreilles, que ce bêta-là vient de tourner de l'œil comme une femmelette, et Mme Gabelle se fâche en devinant la scène : mouver ainsi les sangs à son pauvre homme! Puis, brave femme, elle pardonne, non sans dire : « Ecoute, mon pauvre Roger, je ne te savais pas si Nicodème! » Roger souriait, ayant gagné à ce « tournement d'œil » de n'avoir jamais plus à refaire de lectures médicales.

*
* *

Un lundi de Pâques fleuries, Roger monte dans les neuves floraisons fraîchement ensoleillées. Il se sent un cœur lyrique, il se retourne sur la côte et les flèches bleutées jaillissent d'une mer bleue entre des branches roses de pêchers et des pruniers tout en neige. Il découvre la splendeur de la terre. Il a tant besoin de jeunesse, lui qui vit parmi les vieillards. Il aimerait mieux vagabonder dans du printemps que d'aller s'enfermer dans cette atmosphère un peu écœurante de chambre de malade. Mais sa tante tient à ce qu'il s'y rende : M. et Mme Gabelle lui offrent vingt francs au jour de l'an comme récompense. Il est secrétaire en titre et se doit à sa tâche. Il éprouve une fierté de secrétaire de ministre.

Il entre, avec une excuse préparée pour excuser son retard. Des éclats de rire frais l'arrêtent dès la porte. Il a un éblouissement.

Une jeune fille en col de guipure lumineuse, une grande jeune fille est là qui pose sur lui des regards amusés. Elle lui tend la main : « How are you, master Roger? » Et elle rit : « Car vous savez l'anglais, Monsieur le Secrétaire ». Il balbutie : « Quite well, thank you. »

Tout l'avril est entré avec elle; sur son corsage de broderie, il y a des bouquets de roses et dans un pot bleu près de la fenêtre, des jonquilles pour elle fleurissent. Il sourit, il a une volubilité dans la parole qu'il s'ignorait. Au jardin où il l'accompagne, dans l'arome des cassis, il parle de ses études, il déroule la procession des Panathénées avec une fine joie vaniteuse. Elle le regarde, intéressée, surprise : ce petit provincial sait donc tout cela.

Il rentre, transporté, un peu fébrile, raconte avec exaltation sa journée à ma tante : « Allons, voyons, sois calme. Fais tes devoirs ». Sur le visage défait de la malade passe un sourire.

Ce jour-là, il n'a pas écrit de lettres pour M. Gabelle qui a dit : « Tu reviendras demain après la classe, mais ne baguenaude pas en route, fiston, comme aujourd'hui. »

A la sortie du lycée, il court d'une traite là-haut. Mlle Berthe est là, dans une autre jolie toilette. Il ne peut pas dire pourquoi cette toilette lui paraît jolie : c'est la jeune fille sans doute qui rend si belle cette robe gris-perle. Elle vient de Paris, elle apporte le mystère et le mystérieux parfum de la grande ville jamais vue. Il regarde avec gêne ses gros souliers à lui qui sont lourds, et tout à coup il se sent mis comme un petit pauvre. Il la contemple, penchée sur un album de gravures et il se penche aussi; les doigts bagués ont un éclair en tournant les pages, les cheveux tout en or tiède, frôlent ses tempes et il sent une grande joie. Il regarde ses yeux : ses yeux ne sont pas bleus comme dans les histoires, ni sombres non plus. Ils sont gris et cependant il n'a jamais vu des yeux si beaux, si larges, si doux, si veloutés. Ils sont gris, mais ils changent et reflètent le jardin.

Et cette voix comme dorée qui donne un charme aux moindres choses qu'elle dit : « Parrain, faut-il porter votre chaise longue sous la véranda? » Elle jase de Paris, de l'Exposition et des palais blancs qui s'élèvent au bord du fleuve. Ce sera une grande fête et il voit en rêve la cité magique qui se bâtit dans une irréelle splendeur. Il y voudrait aller avec elle.

« Mais si ça te chante, bonhomme, viens donc dimanche après déjeuner; Berthe n'a que quatre jours à nous consacrer; sa mère viendra la chercher dès lundi; on fera en voiture une promenade à la Forêt-Verte. »

*
* *

Un travail sourd se fait dans l'âme de Roger. Il mange à peine et sa grand'mère l'accuse de bouder contre son ventre, d'être à caprices. Il n'a pas faim et pourtant il n'est pas souffrant; une fièvre intérieure le nourrit. Il a hâte d'être à dimanche. Il va rêvasser dans le jardin Saint-

Ouen tout odorant d'épines-roses fleuries. Il compose des airs pleins de douceur, comme si cette musique montait de lui. Il compose des vers qui lui semblent beaux à pleurer :

Le ciel était de bleu satin
Et Mai parfumé d'églantines
Versait des perles dans l'écrin
Du cœur des roses purpurines...

Et cela s'achève par une reprise : le ciel était de satin bleu! Il lui naît des images audacieuses : « des lilas sont fleuris dans mon cœur ». Il se sent dans l'âme comme une aurore incompréhensible.

Innocent, il se demande avec inquiétude : « Mais qu'est-ce que j'ai donc? Est-ce que je vais être malade? J'ai un peu de fièvre, comme avant ma scarlatine. » Mais non, puisqu'il se sent heureux, heureux et malheureux, tout ensemble, troublé, car avant, sa vie était si calme, si lisse. Pourquoi tremble-t-il quand elle rit du beau rire de ses dents, toutes blanches comme un peu de neige, entre ses lèvres rouges? Pourquoi cette hâte de la revoir? Il ne la connaissait pas, il y a trois jours. Il aimait bien sa maman autrefois, et sa tante, mais il n'avait jamais éprouvé cela. Pour elle, il donnerait tout ce qu'il a; il est vrai qu'il n'a rien ou presque; il n'a rien qu'elle aimerait, à part un beau livre d'étrennes avec des colibris peints dedans, mais le beau livre est dans la bibliothèque et tante ne serait pas contente.

Il a songé l'autre jour à lui acheter des violettes, mais ce serait sans doute ridicule. D'ailleurs, en ouvrant sa petite bourse, il n'y avait trouvé que six sous, et jamais il ne s'est senti si triste d'être pauvre.

Dès le dimanche matin, il a tourmenté sa tante. Il ne veut pas de ce col élimé; il en veut un plus haut qu'elle lui a acheté pour sa première communion. Il mettra avec sa cravate bleue à petits pois. Il se regarde dans l'ancienne psyché du salon de modes : « Petit bêta, voyez-vous un peu? ça fait déjà le coquet. » Sa tante, d'un pâle sourire de malade, lui noue sa lavallière.

Il part frémissant.

*
* *

Il roule dans la citadine découverte avec les vieilles gens, à côté d'elle, sur la banquette étroite, en route pour une forêt de conte, transporté dans de l'irréel. Elle a cueilli des chatons d'amandier et lui en caresse le cou; il joue avec son bracelet, un serpent d'or, dans le charme de son parfum inconnu. Après Boisguillaume, c'est un pays nouveau, plus beau que tous ceux qu'il a rêvés, comme si elle transfigurait tout de son regard de beauté. Et tout à coup l'on s'enfonce dans la fraîcheur claire. Une gaze vert-lumière au-dessus de leur tête, légère comme une ruée; ici, entre les colonnades, c'est un lac pâle d'anémones, plus loin un lac azuré de jacinthes. Il fait la découverte des jacinthes des bois, la découverte de la forêt. Ils descendent de voiture; pour lui, elle se fait enfant et court : « Hou, hou... où est la biche? Elle est au bois. »

Elle est la Belle au bois dormant qui se réveille au chant printanier des oiseaux; elle est Viviane qui rit et se moque de Merlin, elle est Geneviève de Brabant retrouvée au milieu des biches.

Mais M. Gabelle a un peu froid et sa femme qui s'amusait à les suivre entre les branches, les rappelle : « Ohé! Ohé! ». Ils accourent empourprés de plaisir : « Marraine, voici le Prince Charmant qui m'a ressuscitée. »

Ils reviennent à travers les herbages, rajeunis dans le soleil horizontal qui l'auréole, la Belle aux cheveux d'or. Une grande joie inonde le cœur de l'enfant, une joie radieuse dont il ne sait pas très bien la cause. Elle babille en riant comme si elle était heureuse en sa compagnie, et cela lui suffit.

A cinq heures, en rentrant, une visite d'un jeune homme ganté, cérémonieux. Il s'assoit, comme un peu interdit par une présence inattendue. C'est le premier clerc du successeur de M. Gabelle, que celui-ci a connu, haut comme ça. Il baisse les yeux, a des rougeurs. Et Roger qui l'observe a senti comme une morsure au cœur et il l'interrompt et s'impose, impertinent entre elle et lui. On parle mouvement des navires dans le port, Chambre de Commerce, mais il n'écoute pas. Quand le jeune homme est parti, Mme Gabelle demande à Berthe en riant : Qu'est-ce que tu penses de ce garçon-là, hein? — Oh, fait-elle d'un geste léger, il ne m'emballe pas, il a l'air trop serin. » Et c'est pour Roger un grand soulagement.

En attendant le dîner, on joue à pigeon-vole, car Roger doit pour une fois passer la soirée, et, les yeux brillants, il trouve des saillies, des gamineries qu'il ne soupçonnait pas en lui, n'en ayant, dans son monde de vieux, jamais eu l'emploi. « Il est impayable, ce Roger! » fait Mme Gabelle, en s'affairant, et le vieillard sou-

it dans sa barbe de neige, comme Nestor du ond d'une sagesse antique.

Après souper, on fit la partie de loto classique et Berthe se prêta à ce vieux jeu avec sa enne grâce, et Roger frétillant, guettait les ions à la sortie du sac, alignait ses boutons, ppelait avec malice les quaternes, avec triomphe les quines! Comme il était loin de la pauvre partie morne avec grand'mère, à la lueur aune d'une chandelle. « Mais voyez-le qui râfle out, ce fripon! » D'un coup d'œil de feu, il lominait les cartons de Berthe, réparait les ublis et finalement, grâce à lui, elle gagna la elle. « C'est une dot, fit-elle, en ramassant les entimes, je vous la dois Roger, partageons. »

Il est l'heure de partir; toutes les fêtes ont leur fin. Roger se lève et tremblant, une boule lans la gorge, il tend la main. Et Mme Gabelle pitié : « Allons, voyons, embrasse-la, puisque tu en grilles d'envie. » Elle soulève le petit bonhomme et la grande jeune fille de vingt ans, amusée, tend sa joue. Alors, une félicité inconnue coule en lui comme un fleuve d'aurore; il ferme les yeux, approche ses lèvres qui brûlent vers cette joue plus douce qu'une fleur; un afflux de sang lui monte de la poitrine et s'épanouit en baiser de pourpre; il a comme une seconde d'évanouissement. Tout ce que les poètes ont dit est une pauvreté auprès de cette plénitude de bonheur virginale et première. Tous les baisers passionnés qu'il donnera plus tard seront, en comparaison, de fades voluptés.

*
* *

Dix ans plus tard, il la revit, jeune femme dans l'épanouissement, toute en beauté. Il croyait l'avoir oubliée, mais les souvenirs, plus forts que dix ans de vie, lui traversèrent le cœur comme une bouffée d'enfance. Ce baiser fut sur ses lèvres avec son goût de fleur. Il se passa la main devant les yeux et se retint pour ne pas tomber...

J. Gaument et Camille Cé.

L'OPINION PUBLIQUE EN FRANCE AU XVIIe SIÈCLE (1)

Pour déterminer le caractère vrai de cette presse au XVIIe siècle, nous devons donc tenir compte, avant tout, de l'époque et du lieu. Nous pouvons voir ainsi qu'elle n'a pas été insignifiante, comme on l'affirme trop hâtivement, qu'elle a joué en réalité un rôle appréciable et que l'historien a un intérêt évident à la consulter.

En France même, les organes politiques, comme la *Gazette*, ont été, a-t-on dit justement, privés de toute initiative et de toute impartialité et placés sous la dépendance directe du gouvernement qu'ils ont été obligés de soutenir sans restriction aucune. On connaît les mots attribués à Richelieu exigeant de Théophraste Renaudot une docilité passive : on sait moins qu'à côté du directeur du journal les ministres placèrent, pour avoir toute garantie, une sorte de conseil de rédaction composé d'hommes sûrs, dévoués à la cause royale. Le Père Joseph n'a-t-il pas dirigé souverainement le *Mercure* pendant les dernières années de sa vie ? D'Hozier, Mézeray, Voiture, Bautru, La Calprenède, etc., n'ont-ils pas été attachés officiellement à la rédaction de la *Gazette* ? Enfin, les articles, avant d'être insérés, n'étaient-ils pas soumis à l'approbation des ministres, par exemple Michel Le Tellier et Hugues de Lionne ? Il est donc hors de doute que la presse politique n'a bénéficié d'aucune indépendance, qu'elle ne représente pas l'opinion publique, qu'elle est une presse gouvernementale. Elle n'en a pas moins une certaine importance : elle signale des faits précis, donne des dates exactes et surtout reproduit des documents, relations et mémoires de toutes sortes qu'on ne peut trouver que chez elle aujourd'hui. Peut-il être indifférent de lire dans le *Mercure*, principalement à partir de 1629, les « dissertations » de politique extérieure et, dans la *Gazette*, les récits historiques de Louis XIII lui-même ? Ainsi, grâce à ces feuilles, il sera aisé à l'historien de connaître l'expression de la pensée royale ou plutôt la façon dont le gouvernement voulait que ses actes politiques fussent interprétés.

Les nouvellistes, eux, n'ont pas une si vaste ambition : ils se contentent de menus faits. Ils se mettent eux-mêmes sous la protection d'un grand personnage : p. ex. Loret écrit pour la duchesse de Nemours, et Dufresny, directeur du *Mercure galant* à partir de 1710, est pensionné par Louis XIV.

(1) Voir la *Revue Bleue* du 16 juin 1923.

Étant à couvert de cette manière, ils se proposent non seulement d'amuser leurs protecteurs, mais de les renseigner sur tout ce qui se passe à la cour et à la ville. Les allusions politiques sont rares et toujours discrètes : les indications relatives aux mœurs, les appréciations sur les personnages marquants, les mentions d'événements ayant provoqué quelque émoi, etc., y sont plus fréquentes et souvent curieuses. C'est à ce point de vue seulement que l'historien tirera profit de la lecture de ces pièces généralement agréables.

La presse littéraire n'a pas eu plus d'indépendance que la presse politique. Sur elle, aussi, le gouvernement a tenu à avoir la haute main. Le fondateur du *Journal des Savants*, Denis de Sallo, dut promptement démissionner par suite du mécontentement que la liberté de sa critique avait soulevé, et, en 1701, le chancelier Pontchartrain acheta ce même journal, à la tête duquel il plaça de sa propre autorité un comité de rédaction. Toutefois, il ne faut pas s'exagérer la gravité de cette surveillance. Elle n'est pas rigoureuse et stricte comme celle imposée à la *Gazette* par exemple. Une liberté suffisante, large même, est laissée aux littérateurs et aux savants, et, comme le soutient avec raison Hatin, « c'est là bien plutôt que dans la presse politique, alors étroitement muselée, qu'il faut chercher le mouvement et la vie ».

La presse française à l'étranger échappe au contraire entièrement à l'emprise du Roi Soleil et de ses ministres : elle n'a aucune restriction à observer, elle jouit d'une pleine indépendance. C'est chez elle que l'on rencontrera, peut-on dire, l'expression de l'opinion publique ou, mieux, des intellectuels. Mais l'historien, heureux d'y puiser des informations sûres et abondantes, doit rechercher si elles sont données en toute impartialité. Il ne faut jamais oublier que la plupart de ces écrivains ont dû quitter leur patrie. Ils ont de la haine non pas contre elle, mais contre celui dont l'absolutisme les force à vivre à l'étranger : ils sont fatalement portés à dénigrer tous les actes du roi et à combattre, parfois sans mesure, son gouvernement. Si la presse de France est soumise et approuve tout *systématiquement*, eux, au contraire, usent de leur liberté illimitée pour tout critiquer *systématiquement*.

* * *

S'il convient de contrôler avec soin les renseignements fournis par la presse au XVIIe siècle, à plus forte raison est-il nécessaire de faire des réserves à propos des pamphlets beaucoup plus vivants, intéressants et curieux, mais dont l'étude est infiniment plus dangereuse et délicate.

Faut-il comprendre, sous le nom de pamphlets, ces simples brochures n'ayant que quelques pages et caractérisées par la verve malicieuse ou la méchanceté intéressée ? Ce serait, semble-t-il, trop restreindre le sens de ce mot. Il est surprenant de constater qu'à l'époque où fleurirent les pamphlets de toutes sortes, le dictionnaire de l'Académie française, dont la première édition parut à la fin du siècle (1694), n'ait pas fait place au terme lui-même. Les définitions esquissées plus tard par divers auteurs sont d'autre part trop vagues, trop étroites ou trop subtiles. Il paraît juste et logique de donner à ce mot un sens très étendu, d'englober sous le nom de pamphlet tout ouvrage, bref ou long, de quelques pages ou de plusieurs volumes, dans lequel est traitée une question de polémique, dans lequel l'auteur s'adresse à l'opinion publique et s'efforce de la gagner à sa cause. Peu importe que ces écrivains attaquent des personnes avec une extrême vivacité ou qu'au contraire ils combattent ou défendent des idées avec opiniâtreté. L'œuvre a le même caractère et poursuit le même but : exercer par toutes sortes de moyens, depuis l'injure niaise jusqu'à la discussion technique serrée, une influence favorable sur le sentiment des contemporains. Pascal, Bossuet, Jurieu, pour ne prendre que quelques exemples, ont été des pamphlétaires aussi bien que Fancan, Aubery et Courtilz de Sandras.

Il serait exagéré d'affirmer que, dans toutes ces œuvres de polémique, le ton est constamment le même, violent, acerbe, injurieux. Sans doute beaucoup de ces écrivains se sont contentés d'user de la calomnie insipide, espérant accabler leurs adversaires sous le flot des épithètes malsonnantes et grossières, l'emporter en somme par le ridicule. Mais beaucoup d'autres, et non des moindres, ont employé des artifices plus relevés pour convaincre l'opinion. S'il s'agit de questions religieuses, par exemple, ils accumulent des textes choisis à bon escient, composent des ouvrages tenant le milieu entre la théologie et la polémique et croient ainsi entraîner la conviction du lecteur par l'amas des preuves et leur adroite disposition. S'il s'agit d'histoire politique, c'est bien autre chose. Le pamphlétaire expose les faits qui lui conviennent, les interprète à sa guise, les fausse le plus souvent pour soutenir une thèse personnelle et construit en définitive une histoire dont le principal, et presque le seul caractère, est de n'être pas véridique. Tels furent les polémistes de l'entourage de Richelieu. Tels furent, plus tard, Courtilz de Sandras, Dumont et Freschot. Ce n'était pas toutefois sans danger

pour eux : le premier fut « embastillé », le second vécut à l'étranger et le troisième reçut la bastonnade à Utrecht !

Ainsi compris, les pamphlets constituent indubitablement une source très abondante et très variée. C'est en Allemagne que le parti que l'on en pouvait tirer a été aperçu tout d'abord. Ranke s'en est servi dans son *Histoire de France...* avec modération. G. Droysen l'a signalée à l'attention de ses élèves et, grâce à son impulsion, ont paru, depuis, diverses études dont la plupart offrent de l'intérêt. En France, on ne s'est préoccupé des pamphlets qu'assez tard. Encore aujourd'hui il existe un seul catalogue pour une période, et peut-être la moins importante, celui des Mazarinades, publié par C. Moreau. Pour le reste du siècle, on en est presque réduit à rechercher les titres des pamphlets, quelquefois une succincte analyse, soit dans les catalogues des grandes bibliothèques, soit dans ceux de bibliothèques particulières, soit dans quelques ouvrages spéciaux et difficilement accessibles. Aussi des lacunes nombreuses et importantes existent-elles encore dans l'étude et l'utilisation des pamphlets français par les historiens. Certains, cependant, comme M. Batiffol dans ses ouvrages sur l'époque de Marie de Médicis et sur la duchesse de Chevreuse, ont judicieusement estimé que cette source ne devait pas être négligée. D'autres, comme Desdouvres, qui veut tout ramener et attribuer au Père Joseph, en ont fait un usage excessif. En présence de cette incertitude et de cette insuffisance, nous ne pouvons que souscrire aux paroles suivantes, en les appliquant à tout le XVIIe siècle sans exception : « Une étude approfondie des pamphlets s'imposerait : elle serait difficile, mais elle conduirait à des résultats importants pour l'histoire de Richelieu et la composition de ses mémoires. »

* * *

En attendant la réalisation de ce vœu et pour la faciliter, s'il est possible, essayons d'indiquer sommairement ce qu'ont été les pamphlets au XVIIe siècle et quelle évolution paraît s'être produite à cet égard.

Il est une première distinction à établir entre ces œuvres. Dans les unes, les auteurs s'attaquent exclusivement à la personne même du souverain, de ses ministres, de ceux qui ont quelque influence ou quelque notoriété. Ils ont un but très précis, dénigrer de façon systématique et déraisonnable ; ils ne tiennent compte que des défauts et les exagèrent à plaisir ; pour eux le personnage est une cible qu'il faut couvrir de traits acérés, quelle qu'en soit la qualité. Aucune vue historique ne les anime : ils ne se distinguent que par l'étroitesse et la grossièreté de l'esprit. Ils écrivent des libelles, parfois sanglants, auxquels l'historien ne devra puiser qu'avec une extrême prudence. Ne reculant devant aucun détail scabreux, en inventant même, ils ont ridiculisé Concini, Luynes, Richelieu, Mazarin, Louis XIV, Mme de Maintenon, etc.

Il en est d'autres, heureusement, beaucoup plus importants, ceux où l'écrivain, tout en ne faisant pas complètement abstraction des personnes, se consacre avant tout à la défense ou à la réfutation des idées. En ce sens, pendant tout le cours du XVIIe siècle, se sont perpétués deux partis dont les tendances ont été constamment opposées sur toutes les questions, politique extérieure, religion, administration, etc. Les uns, les adversaires du gouvernement, se sont attachés à critiquer les actes de ceux qui avaient la direction des affaires. Leur opposition a été plus ou moins ardente et sa vivacité a été d'autant plus grande que le pouvoir était plus faible, d'autant plus atténuée que le pouvoir était plus fort. L'historien notera la variété extrême de ces œuvres : il y découvrira des idées neuves, des critiques justes, mais il aura soin de tenir compte de l'époque et des circonstances dans lesquelles elles ont été composées.

Il lui sera d'ailleurs facile de contrôler les assertions émises : en face des adversaires se posent en effet les partisans du gouvernement. Celui-ci, qui s'est servi de la presse pour la diriger à son gré, a vu clairement que la polémique, elle aussi, devait être utilisée dans l'intérêt de ses desseins pour influencer l'opinion publique. Sa tactique a été à peu près constante : avoir à ses gages un certain nombre d'écrivains destinés, non pas peut-être à le défendre, mais tout au moins à expliquer les raisons de son action, à la commenter favorablement, à en montrer l'excellence. La monarchie, quelque absolue qu'elle fût, a éprouvé au XVIIe siècle le besoin de donner satisfaction à l'opinion, bien faible encore cependant, de lui faire approuver sa politique, de répondre à une opposition théorique quelconque. Dans ces œuvres, parfois très fortement réfléchies, la pensée royale s'exprime et se développe et l'historien est tenu de la connaître pour pouvoir l'analyser et l'interpréter.

Ces deux tendances se manifestent de façon différente suivant les époques. A la mort de Henri IV, l'apaisement s'est fait à la faveur d'une paix de douze ans : les grandes questions, les grands intérêts, qui avaient auparavant provoqué l'apparition de brochures nombreuses, n'existent plus. Sans doute, sous Marie de Médicis et Luynes, deux conceptions se maintiennent : les « bons catholiques »

veulent réduire par la force le parti huguenot et remplacer l'alliance avec les Etats protestants par l'union avec l'Espagne ; les « bons Français », fidèles à la tradition, répugnent au contraire à la guerre civile contre les réformés et font passer avant tout la lutte contre l'ennemi héréditaire, les Habsbourgs catholiques, encore trop puissants. Ces tendances opposées, peu vives dans la réalité, ne donnent pas naissance à des pamphlets d'une haute envolée : on raisonne, on se moque, on injurie, on s'en prend aux dirigeants contre lesquels on décoche des traits de toute nature, on n'expose guère de vastes idées. On critique malicieusement, on ne formule avec fermeté et logique aucun plan politique. Les pamphlets de cette époque sont « raisonneurs, fanfarons, dramatiques, facétieux, bouffons et gaillards. C'est le règne de la farce politique ».

Avec Richelieu, le changement est complet. Avant son arrivée au pouvoir, il a usé de cette arme contre ceux qui lui barraient le chemin, en particulier contre Luynes. Devenu le maître de la France, il s'en est encore servi dans son intérêt personnel et dans celui de son gouvernement. Soit pour se défendre contre ses ennemis, soit surtout pour imposer à l'opinion de ses contemporains et à la postérité l'image qu'il voulait que l'on gardât de lui, il forma une équipe de pamphlétaires remarquables, Fancan, Sirmond, Hay du Chastelet, Ferrier, etc. Mais en même temps il poursuivit d'une haine impitoyable ses adversaires qui employèrent contre lui des moyens semblables et lui firent, comme Mathieu de Morgues, une guerre sans merci. Et ainsi les pamphlets sont alors ou « forts de raison, méthodiques, mesurés », ou bien « sanglants, furieux, atroces ».

Sous Mazarin, ou plutôt pendant la Fronde, la décadence est réelle. C. Moreau, qui a consacré à cette période plusieurs ouvrages, et après lui d'autres érudits reconnaissent franchement qu'elle est la moins intéressante de toutes : c'est cependant la seule pour laquelle nous possédions un catalogue ! Une agitation souvent factice et ridicule, une absence totale d'idées généreuses, une préoccupation exclusive des intérêts mesquins, tout cela n'a pu, en effet, donner lieu qu'à des pamphlets « burlesques, plaisants, populaires, hargneux, bavards, ou niais ou pis encore ».

Au début de son règne personnel, Louis XIV paraît, en cette matière comme en toutes les autres, être resté l'élève de Richelieu et de Mazarin : suivant leurs principes, il prend la peine d'exposer sa politique à ses sujets et à l'Europe et, dans les premières années de son gouvernement, réapparaissent avec quelque éclat les théoriciens de la jurisprudence politique, imitateurs et parfois émules de leurs prédécesseurs. Dans cette période brillante, où la soumission est complète, les pamphlétaires n'osent exercer leur verve piquante que contre les galanteries du roi et de la cour. Puis, pendant l'apogée du règne, le silence n'est guère troublé que par la question religieuse qui, progressivement, devient aiguë et provoque la publication d'ouvrages ardents, dont la plupart doivent retenir l'attention. Mais, à partir de 1680 environ, pour les raisons exposées plus haut, les pamphlétaires trouvent ample matière à écrire. En présence des attaques tenaces et de plus en plus vives dont son gouvernement est l'objet, Louis XIV se sent forcé de revenir à l'ancien système et de recourir à des défenseurs gagés. Jusque vers 1700, ceux-ci produisent des œuvres généralement insignifiantes : pendant la guerre de la Succession d'Espagne, d'autres soutiennent avec plus de mérites les vues de leur souverain. Mais cette polémique d'ordre gouvernemental apparaît bien terne et faible, si on la compare à la polémique d'opposition. A celle-ci, quoi qu'on en ait dit, les refugiés à l'étranger ont eu la part la plus abondante. Ils n'en veulent pas à la France, mais à l'absolutisme du Roi Très Chrétien, le combattent sur toutes les questions, politiques, religieuses, économiques, et émettent sur elles des idées nouvelles, irréalisables pour l'instant, fructueuses pour l'avenir. Et ainsi, sous Louis XIV, les pamphlets, d'abord « aventureux, caqueteurs, romanesques, galants et libertins », finissent par devenir « sérieux, raisonnés, diplomatiques, tacticiens, vengeurs, fanfarons et arrogants ».

Telles sont les considérations générales susceptibles, croyons-nous, de guider celui qui entreprendrait d'explorer ce filon encore insuffisamment exploité.

Cette étude présente d'ailleurs des difficultés assez graves d'ordre matériel. Par exemple, les pamphlets ont, pour le plus grand nombre, paru sous le voile d'un anonymat qu'il n'est pas toujours aisé de déchirer, ou encore sous des pseudonymes rarement transparents. On est fréquemment arrêté pour fixer avec certitude l'attribution d'un ouvrage à tel ou tel auteur : les discussions durent encore pour savoir qui, Fancan ou le Père Joseph, a composé certains pamphlets de l'époque de Richelieu. Les écrivains ont, en outre, pris le soin, afin d'éviter toute poursuite fâcheuse, d'indiquer des lieux d'édition et des libraires imaginaires. Le nom de Villefranche, par exemple, que l'on peut lire sur de nombreux ouvrages, est un simple symbole et ne désigne pas une ville comme on pourrait le supposer tout d'abord. L'éditeur, Pierre du Marteau, n'a pas davantage existé : les Elzéviers de

Leyde, Amsterdam et Utrecht ont, les premiers, employé ce pseudonyme et, à leur suite, les éditeurs de Hollande, de Belgique, d'Allemagne et de France (en particulier ceux de Rouen) en firent un usage constant. Enfin, certains auteurs déclarent formellement qu'ils publient la traduction d'un livre hollandais, italien, etc., alors qu'en réalité l'ouvrage a bien été composé par eux : l'abbé Joachim le Grand, qui écrivit des brochures de propagande politique à la fin du règne de Louis XIV, eut une préférence marquée pour ce subterfuge. Cela explique les hésitations que l'on a toujours éprouvées pour déterminer l'origine des pamphlets.

De cette source si abondante, quelle peut être en définitive la valeur ? Nous écartons immédiatement tous les pamphlets qui visent exclusivement les personnes : ils seront d'un très faible secours pour l'historien. Les autres sont évidemment d'importance fort inégale. S'ils sont dépourvus de toute impartialité et de toute sérénité, ils renferment pourtant des renseignements utilisables : s'ils doivent être consultés avec précaution, ils doivent en même temps être étudiés avec soin. Dans l'ensemble, ils nous présentent l'évolution, lente, graduelle, de l'opinion, et aident à comprendre l'avenir. Il n'y a pas au XVIIe siècle un pamphlétaire comparable à Voltaire : mais Voltaire eût-il été possible sans ce développement indéniable de la pensée française ?

L. André.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LE ROLE DE L'ANGLETERRE ET LE PROBLÈME DE L'ORDRE

Le spectacle qu'offre actuellement l'Europe est celui d'un immense désordre. En 1918, en voyant les trônes s'effondrer et les vieux empires que l'on représentait d'ordinaire comme des « prisons de peuples », l'Autriche et la Russie, tomber en poussière, tous les mystiques de la démocratie, et même quelques politiques à la tête plus froide, ont pu croire que, sous l'empire de la doctrine wilsonienne, une véritable harmonie politique allait s'établir, selon l'idéal populaire. Le principe des nationalités, consacré par la formule du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, allait apaiser les vieux conflits des races et des Etats, et l'humanité se disposait à entrer dans l'ère juridique de son développement. C'était le temps des discours, de la diplomatie d'amateurs, le règne des chargés de missions et des professeurs de droit international. Ils organisaient leur Salente de Genève, et dépensaient tant de grands mots qu'ils finissaient par y croire...

A la vérité, on avait déjà perdu toute espèce d'illusion sur les résultats de la Révolution russe, qui, dans l'Orient de l'Europe, substituait à un ordre illusoire un désordre manifeste. Mais n'était-ce pas un progrès considérable que la constitution de la République allemande ? Les trois derniers Etats féodaux de l'Europe, les empires d'Allemagne, d'Autriche et de Russie avaient disparu. Il ne restait donc plus aux démocraties parlementaires, régies toutes, en somme, par les mêmes principes, le pouvoir exécutif fût-il électif ou héréditaire, qu'à régler leurs rapports entre elles. Après quoi, allait commencer l'ère nouvelle.

Il a fallu beaucoup en rabattre de ces rêves. On s'aperçut bientôt que cette identité des régimes politiques, à laquelle on avait cru naïvement parce que les trônes allemands s'étaient écroulés, n'était qu'un leurre, et que dans l'immense et énigmatique Germanie, la République, toute d'opportunité, nullement de conviction, n'était qu'un expédient imaginé à la hâte pour sauver l'unité du Reich, et tromper les Alliés en flattant leurs manies idéologiques.

Il est possible, il est même probable que, malgré tout, la République subsiste en Allemagne, parce que les Hohenzollern sont impossibles et qu'on ne voit pas d'autre dynastie capable de s'imposer, et aussi parce que la République, par son imperfection même, est, en somme, le plus durable des régimes, celui auquel on se résigne le plus facilement. Mais il n'en est pas moins vrai que, pendant de longues années encore, la République allemande, unitaire ou fédéraliste, n'aura qu'une existence précaire et troublée, qu'elle oscillera perpétuellement entre le bolchevisme et la réaction, et que le seul lien moral au moyen duquel l'État vacillant puisse essayer de consolider son existence, sera la haine de l'étranger, et particulièrement la haine de la France.

Ce vaste pays, qui avait rêvé d'imposer au monde son ordre à lui, est donc devenu un foyer de désordre infiniment dangereux. Que l'anarchie dont il est menacé s'unisse à l'anarchie russe, et voilà reconstitué le monde barbare, dont les

incompréhensibles bouillonnements détruisirent jadis la civilisation romaine. Sans encourir le reproche de pécher par excès d'imagination historique, il est permis de se souvenir de ce précédent.

* * *

Du grand rêve juridico-démocratique que les rédacteurs du traité de Versailles cherchèrent à réaliser, peut-être sans trop y croire, car ni M. Clémenceau, ni M. Lloyd George ne sont des naïfs, quelque chose subsiste pourtant dans l'Europe centrale et orientale, ce sont les Etats nouveaux qui ont été édifiés sur les ruines de l'Autriche, de l'Allemagne et de la Russie, et dont on a voulu faire une sorte de digue destinée à contenir le germanisme, et à enrayer, en cas de besoin, les flots de lave qui pourrait s'échapper du volcan russe : ce sont la Pologne, la Tchécoslovaquie, et, dans une certaine mesure, la Yougoslavie et la Roumanie, renouvelée par des agrandissements considérables. Dans quelle mesure ces États sont-ils des éléments de l'ordre nouveau ?

A l'origine de ces États nouveaux, il y a le principe des nationalités ; mais, pour obéir aux exigences de la géographie et de l'économie, on a été contraint de faire subir à ce fameux principe tant d'entorses que ces nouveaux États, dans une certaine mesure, peuvent passer eux aussi pour des « prisons de peuples ». La république tchécoslovaque, qui a de grandes ressources économiques et qui a eu le bonheur, dès son origine, d'être dirigée par des politiques habiles qui ont su remplacer par une étonnante intelligence réaliste l'expérience qu'on aurait pu croire qui leur manquerait, est profondément troublée par des questions de nationalité et de religion dont la solution ne sera pas aisée. Les Slovaques reprochent aux Tchèques d'avoir violé le pacte de Pittsburg qui est le fondement même de la république actuelle, et menacent de faire cause commune avec la minorité allemande qui, considérable par le nombre et par la situation sociale de ses membres, est installée en Bohême au cœur même de l'État, et cherchent très habilement à y prendre une influence prépondérante.

L'existence de la jeune République de Pologne n'est pas moins difficile : elle a deux rudes tâches à remplir immédiatement : assurer par des mesures politiques et militaires la sécurité de deux mille kilomètres de frontières ouvertes, et résoudre le problème des autonomies locales sans affaiblir le pouvoir central. Ni la question juive, ni la question ruthène ne sont résolues, et il y a en Haute-Silésie, des minorités allemandes singulièrement remuantes. Certes, on peut accorder beaucoup de confiance au patriotisme polonais. Ce peuple a foi dans son avenir et il est plein de ressources ; mais on ne peut s'empêcher de penser qu'afin de donner à l'État l'autorité et la force dont il aurait besoin pour résoudre tant de difficultés, une organisation dictatoriale, fût-elle provisoire, eût mieux valu que la démocratie parlementaire qui, depuis 1919, a rendu tant de fois la situation du Belvédère si difficile.

Les critiques théoriques du parlementarisme sont usées et vaines. Quels que soient les défauts de ce régime imparfait et coûteux, il est le seul possible dans l'état actuel de la civilisation. Il faudrait une crise autrement grave et surtout autrement longue que celle que nous avons traversée pour que les peuples consentissent à se démettre de leur souveraineté, soit entre les mains d'une bureaucratie privilégiée, soit entre les mains d'un individu. Cela viendra peut-être, mais les temps ne sont pas proches. Cependant, il faut signaler qu'après tant de crises, le régime parlementaire subit une crise nouvelle qui a pour origine le principe des nationalités, et l'affirmation solennelle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Importé d'Angleterre, où la nation est faite depuis longtemps, adapté tant bien que mal à la France qui se trouve dans le même cas, et à l'Italie, il ne convient guère aux États faits de plusieurs nationalités. Son fonctionnement normal exige l'existence de deux ou trois partis *constitutionnels*. Or les exigences des nationalités brisent les partis. L'actuelle crise belge illustre cette thèse d'un exemple singulièrement probant. Tant que la nationalité flamande s'est ignorée, on a cru qu'elle pouvait parfaitement vivre dans le cadre de l'État belge unitaire, mais extrêmement libéral, le régime parlementaire belge est apparu à l'Europe comme un modèle de sagesse. L'avènement du socialisme ne l'a pas troublé trop profondément. Après l'alternance des partis suivant la bonne formule anglaise, on a connu, il est vrai, en Belgique, une domination un peu longue du parti catholique, mais la puissance de l'opposition rendait cette domination parfaitement acceptable. Or, depuis que l'institution du suffrage universel et les succès funestes de la propagande démagogique de droite et de gauche, ont créé le parti « flamingant », cet équilibre est rompu. Le parti socialiste garde une certaine cohésion apparente et artificielle grâce à sa fidélité au dogme de l'Internationale ; le parti libéral, dont les effectifs électoraux assez réduits sont presque exclusivement composés de la bourgeoisie des villes, doit à sa faiblesse même une certaine unité, mais le parti catholique est complètement désemparé et désa-

grégé. En Wallonie aussi bien qu'en Flandre, l'appel de la race parle plus haut que la discipline politique. Ajoutez à cela que le régime de la représentation proportionnelle rend la constitution d'une véritable majorité à peu près impossible et vous comprendrez que, depuis l'armistice, le gouvernement belge n'ait pu vivre que d'expédients et de compromissions au jour le jour.

Mutatis, mutandis, c'est la situation que l'on retrouve dans tous les Parlements où les questions de race et de langue sont venues se superposer aux questions politiques. Elles rendent l'exercice de la souveraineté populaire extrêmement difficile, sinon impossible ; elles obscurcissent la notion du loyalisme à l'égard de l'Etat auquel on appartient, au point que, dans ces pays, on ne sait jamais au juste à quel moment un héros devient un traître. Et cela aussi est un élément de désordre général, peut-être le plus grave de tous.

* * *

Et cependant, il n'est personne qui ne le sente, ce dont le monde a le plus besoin après la grande catastrophe de la guerre, c'est d'ordre et de repos. Tout se tient : il est certain que la misère russe, la faillite allemande, le désarroi des changes, le chômage des usines anglaises, les embarras financiers de la France, contribuent à cette inquiétude universelle qui accroît tous ces embarras nationaux. Le monde économique a besoin de confiance, le monde politique de sécurité. Sécurité et confiance tiennent à la remise en ordre de l'Europe. Or, qui pourrait entreprendre cette grande tâche indispensable, si ce ne sont les puissances où l'État, malgré toutes les difficultés de l'heure, est demeuré relativement sain : la France et l'Angleterre. Avec l'Italie et les États-Unis, elles avaient, du reste, assumé cette tâche, lors des négociations qui précédèrent le traité de Versailles. Par le désaveu du Président Wilson, les États-Unis y ont renoncé brutalement. Quant à l'Italie, en proie à une crise intérieure dont elle commence seulement à se remettre, elle a repris l'attitude de l'égoïsme sacré qui lui était peut-être d'ailleurs indispensable. La France et l'Angleterre sont donc restées seules en face du problème ; elles étaient de taille à le résoudre, elles possédaient la force et le prestige : le prestige de la victoire, le prestige des deux nations politiquement les plus avancées du globe. Avec ce rien de méfiance, de jalousie et de mauvaise humeur que les jeunes nations éprouvent toujours à l'égard de celles qui les protègent, la nouvelle Europe de 1918 n'en attendait pas moins d'elles des conseils de sagesse, sinon des ordres. Or, jusqu'à présent, elle n'a reçu que des ordres contradictoires, et auxquels les récalcitrants, témoins les Turcs, ont parfaitement su se soustraire.

Cela tient à ce que la France et l'Angleterre ont manqué de concert et d'unité de vues. Depuis la conclusion de la paix, tous les esprits éclairés, à Londres comme à Paris, n'ont cessé de répéter dans d'innombrables articles et d'innombrables discours, que la bonne entente des deux nations était indispensable à la paix du monde. Mais il est bien rare que cette bonne volonté si souvent affirmée se soit traduite par des actes. Admettons que, dans ses rapports avec l'Angleterre, le gouvernement français ait commis quelques impairs généralement explicables par une certaine ignorance des mœurs et de l'esprit anglais. Convenons que, dans son besoin d'informations sensationnelles, la presse des deux pays, a souvent accentué des malentendus qu'elle aurait dû s'efforcer de dissiper. Il n'en est pas moins vrai que, pour tout esprit impartial, la Grande-Bretagne a pratiqué une politique dont la dualité, pour ne pas dire la duplicité, est difficilement explicable. En Syrie et dans tout le proche-Orient, toutes, ou presque toutes les difficultés de la France ont pour origine les intrigues des agents anglais ; c'est en jouant un double jeu entre la France et l'Angleterre que les Turcs, les vaincus de 1918, ont pu imposer leur volonté, et il est manifeste que, sans les encouragements plus ou moins tacites qu'elle trouvait à Londres, l'Allemagne ne se fût pas lancée dans les aventures funestes pour tout le monde où l'a entraînée sa folle résistance au traité de Versailles. Les événements qui se sont produits dans la Sarre tout récemment ne montrent-ils pas que certaines puissances financières anglaises agissant sans doute sans l'aveu officiel du gouvernement, mais que celui-ci s'est toujours bien gardé de désarmer, se livrent contre les intérêts français à des intrigues intolérables ? On sait qu'à l'occasion des grèves qui ont éclaté dans le bassin de la Sarre, l'Angleterre a demandé qu'il fût procédé à une enquête internationale, et que la question fût portée devant la Société des Nations. Or, comme on s'étonnait de ce que ces grèves pussent se prolonger si longtemps, étant données les faibles ressources des syndicats et le peu de secours qui leur venait d'Allemagne, n'a-t-on pas constaté, après une enquête minutieusement et secrètement menée, que les fonds qui permettaient aux grévistes de tenir, venaient d'une importante corporation de la Cité ? Aussitôt après cette découverte dont on n'a guère parlé, la grève cessa, et l'Angleterre renonça à ses exigences.

Il est inutile d'insister sur ces éléments de querelle, mais une constatation s'impose, c'est que si une

grande partie de l'opinion anglaise est restée fidèle au souvenir de la guerre et du sang versé en commun, il y a, dans cette Grande-Bretagne si complexe, des forces politiques, économiques et sociales importantes pour qui la guerre et l'alliance française ne furent qu'un épisode. Aussitôt après la victoire, elles ont voulu obliger leur pays à reprendre sa politique traditionnelle et essentiellement insulaire qui consiste à entretenir les mésintelligences sur le continent, et sous prétexte d'empêcher la France d'y saisir l'hégémonie, de lui créer, dès qu'on la croit forte, d'inextricables embarras. Sans doute il ne faut pas croire qu'elles sont *toute* l'Angleterre, mais il faut compter avec elles.

Rien n'est plus dangereux en politique que les traditions immuables. Sans doute, il fut un temps où la puissance de la France fut un grand danger pour le système politique de l'équilibre sur lequel reposait la forte situation de l'Angleterre dans le monde, mais ce temps est passé. La France est « achevée », comme disait M. de Vergennes. Elle n'a que faire d'une extension de pouvoir ou de territoire. Elle n'a et ne peut avoir, étant donné son système politique et sa contexture économique, d'autre souci que celui de sa sécurité. Le jour où tous les partis anglais en seraient enfin convaincus, l'entente cordiale retrouverait sa cordialité d'autrefois et le problème de l'ordre en Europe serait bien près d'être résolu. Mais on dirait qu'ils ne veulent pas être convaincus, et l'on voit s'esquisser à Londres un plan de domination économique presque aussi détestable que le plan allemand de domination politique qui nous aurait ruinés en 1913.

L. Dumont-Wilden.

LES ROMANS

M. HENRY BORDEAUX ET L'ORIENT (1)

Il n'y a sans doute point d'œuvre, chez nos romanciers contemporains, dont l'ensemble présente une aussi forte unité d'inspiration que celle de M. Henry Bordeaux : ce n'est pas une raison pour en méconnaître la variété. Du *Pays natal*, qui est le premier de ses romans — le premier qu'il ait écrit, sinon le premier qu'il ait publié — jusqu'à *Yamilé sous les cèdres* qui vient, si je ne me trompe, le dix-huitième dans la série (je ne pare pas des trois ou quatre volumes de nouvelles non plus que d'une douzaine de volumes de critique ni des ouvrages sur la guerre) combien divers sont les récits où se déploient des dons incomparables de conteur ! Le *Lac noir*, *La Nouvelle croisade des enfants* et *La Peur de vivre* ne se ressemblaient déjà pas plus que *Les yeux qui s'ouvrent*, *La Résurrection de la chair* et *La Maison morte*. Un voyage en Orient, dont les impressions nous seront livrées bientôt sous une forme directe, vient d'inspirer au romancier une œuvre charmante, qui unit à la plus poignante beauté dramatique la plus noble simplicité de lignes, une vérité pittoresque et les prestiges de la poésie : réussite heureuse, où l'esprit se repose avec le même délice qu'offrent au voyageur fatigué l'ombre des palmiers et la fraîcheur d'une source, cependant qu'autour de lui s'étend le désert avec sa vie sauvage et sa majesté primitive...

C'est un beau conte d'Orient que nous conte, comme avait fait naguère M. Maurice Barrès dans *Un jardin sur l'Oronte*, M. Henry Bordeaux dans *Yamilé sous les Cèdres*. Et nul pays, mieux que l'Orient, ne se prête aux beaux contes. La Nature, l'Amour et la Mort s'y révèlent dans leurs affinités profondes et leur étroite parenté originelle. Les traditions, héritées du plus lointain passé, parent ainsi d'une fraîcheur toute neuve la force que leur assure leur vénérable antiquité. Les instincts essentiels n'ont rien perdu de leur puissance sous les raffinements dont les ont chargés des siècles d'une culture qui tourne sur elle-même dans un monde fermé. Une incomparable poésie enveloppe ces vieilles races grâce auxquelles se perpétue jusqu'à nous quelque chose de la jeunesse du monde. Cette poésie, M. Maurice Barrès l'a fixée à miracle dans une évocation du moyen âge où triomphe son art savant et subtil, soutenu par des impressions du présent ; M. Henry Bordeaux l'a saisie toute vive dans ces impressions mêmes et mêlée à la vérité de ses peintures, à l'intérêt dramatique de son récit.

Ce récit lui-même, l' « Histoire d'Yamilé », est encadré entre une première partie, « Les Cèdres », qui évoque de la manière la plus heureuse l'atmosphère et le décor, et une troisième, « La Descente de la Montagne » qui nous fait pénétrer plus avant dans le secret des âmes et nous permet d'y suivre le prolongement ou le contre-coup des faits. Enfin le récit est direct, l'histoire nous étant contée par un de ceux qui s'y trouvèrent le plus étroitement mêlés, par celui qui pouvait le mieux, acteur et témoin, en exprimer toute la beauté tragique et le véritable sens. Admirons l'art du romancier ; et, supérieurs encore à tout art, le naturel, l'incompa-

(1) Henry Bordeaux : *Yamilé sous les cèdres*. 1 vol. Librairie Plon.

rable aisance de l'arrangement et de la narration.

Dans l'ensemble et dans le détail, M. Henry Bordeaux n'a rien écrit de plus souple, de plus nuancé, de plus frais. La forme a la transparence de ces soies d'Orient qui s'adaptent à tous les contours et à tous les mouvements du corps ; elle s'orne, comme de fines broderies, des images et sentences du pays. Elle est aérée, légère, frémissante parfois des souffles qui ont passé à travers les cèdres du Liban et sur les neiges de ses pentes...

Mais le charme du conte d'amour se relève et s'ennoblit des richesses que l'auteur sait découvrir dans un sujet tiré de l'Orient chrétien. L'Orient seul apparaît, l'Orient de l'Islam, des Arabes et des Turcs, chez cet Omar-bey-el-Hussein, subitement incendié par le désir, et qui s'est donné tout entier, en un instant, pour toujours. Si Yamilé, au contraire, reste la jeune Orientale, docile à sa passion et rebelle à tout le reste, conquise et stoïque, capable de tout sacrifier, sans hésitation et sans effort, à son amour, parce qu'elle le préfère à tout, enivrée de sa force et de sa douceur au point qu'il lui faut, pour le chanter, des versets qui semblent empruntés au Cantique des Cantiques, — elle n'en reste pas moins chrétienne au fond de l'âme, acceptant la mort comme une expiation. Expier ? Oui, sans doute, car elle a tout abandonné pour suivre le bien-aimé, et elle a été trop heureuse. Pourtant elle n'a point trahi. « Oh ! mon Dieu, non, je n'ai rien renié, ni ma foi, ni ma race, ni ma montagne. On ne renie rien quand on aime. On aime : voilà. C'est divin. C'est tout. Et même, je n'ai pas cessé de prier. J'ai prié dans mon bonheur et pour mon bonheur. ».

La voilà tout entière, dans l'intime vérité de son cœur, telle qu'elle se dévoile, au moment de mourir, à celui qui l'a aimée sans retour, de l'amour le plus noble, le plus désintéressé, le plus pur. Amour dédaigné, dont Khalil Koury a rempli sa vie, « pour le plaisir et la douleur d'aimer. » Amour chrétien qui se nourrit du sacrifice et s'élève avec la douleur, Khalil a aimé Yamilé jusqu'à vouloir la sauver pour la rendre à son rival. « Quelle volupté est-ce donc d'être aimé, quand il est si prodigieux d'aimer ? » Mais l'amour, quel qu'il soit, ne saurait juger : il altère les vrais rapports des choses. Le plus clairvoyant et le plus héroïque se borne à comprendre et à pardonner C'est-à-dire qu'il s'identifie à son objet. Ce n'est pas ainsi que pouvaient en user avec Yamilé le père et le frère qu'elle a abandonnés pour engager son amour hors la loi et la foi, ni les anciens de la tribu — car ces Maronites du Liban vivent comme une tribu de chrétiens, campés et retranchés au milieu des infidèles. — Elle a aimé contre eux ; « pour s'allier à un Musulman, elle a foulé aux pieds sa foi et sa race. » L'amour ne se commande pas, dira qui veut la défendre. « Peut-être, mais il se garde. S'il est contraire à notre honneur, on ne l'avoue pas. On en vit ou l'on en meurt, peu importe, et cela ne regarde personne... Mais dès qu'il paraît au dehors, il nous engage, et avec nous tout l'avenir, puisqu'il crée. »

Qui parle ainsi ? Mountaha la sœur d'Yamilé, cinquante ans après l'événement. Et aussi, par sa bouche, M. Henry Bordeaux, dont nous reconnaissons là une des grandes idées essentielles et directrices. Admirable dialogue final et qui sert d'épilogue au roman, cet entretien de Khalil et de Mountaha où s'affrontent deux conceptions de la vie, celles que désignent sommairement chez nous les durs termes de Romantisme et de Rationalisme chrétien. Ce qu'on peut dire de plus fort contre la première, c'est que, du point de vue même de la sensibilité auquel elle se place, il lui est difficile de se défendre, puisqu'elle aboutit à la faillite. Ecoutez Khalil. Une justice sévère, qu'il appelle barbare, a condamné Yamilé ; il déclare qu'il est avec les victimes, contre les meurtriers. Les victimes, où sont-elles ? Où sont les meurtriers ? demande Mountaha. « Ma mère est morte de chagrin et de honte. Mon père n'a pu survivre à la condamnation qu'il avait eu le courage de prononcer. J'ai été privée de leur soutien. Mes frères et toi, vous vous êtes exilés. En Boutros, le Liban a perdu un chef. Oui, je me demande où sont les victimes. » Et si les parents, la famille, s'étaient résignés, avaient accepté ? Ce serait pire... « ...Bientôt les filles de nos montagnes auraient peuplé les harems de Tripoli, d'Alep et de Damas... Nos ennemis nous entourent, nous pressent de toutes parts. Nous sommes, dans ce massif du Liban, au-dessus de la mer, une forteresse chrétienne sans cesse battue des vagues musulmanes. » Par les massacres, par la famine, l'ennemi essaie de la réduire et de l'abattre. « C'est autre chose qu'une exécution individuelle, la mort de tout un peuple. On s'y prépare par la faiblesse... » Yamilé condamnée, a racheté par avance toutes les jeunes filles qui auraient pu devenir coupables à leur tour et tous les maux qu'elles auraient pu causer. « Depuis sa terrible exécution, aucune maronite n'est entrée dans la demeure d'un musulman, fût-ce comme servante. *Voilà comment on maintient une tradition.* »

Ce n'est pas l'auteur qui a souligné cette conclusion : il convenait de la détacher, parce qu'elle forme le lien de ce beau conte d'Orient et des autres romans, si différents, auxquels il s'apparente ainsi, non point par un artifice, mais, au contraire, par

le simple effet d'un profond accord avec la vie. Cette loi naturelle, dont M. Henry Bordeaux s'est plu à nous montrer le jeu dans nos foyers et dans notre société, avec quelle force saisissante ne joue-t-elle pas dans les conditions exceptionnelles où se trouve la petite communauté des Maronites du Liban ? L'auteur de *Yamilé sous les cèdres* est un trop habile romancier pour n'avoir pas aperçu du premier coup d'œil combien il grandissait et renouvelait son sujet, en approfondissant le conte d'amour jusqu'au point où s'y découvrent le conflit de deux civilisations et le drame de la destinée d'un peuple. La merveille est que le conte d'amour ait gardé dans cet élargissement toute sa grâce, toute sa fraîcheur, toute sa poésie. Ce sont là bonnes fortunes trop rares, qui n'arrivent qu'aux romanciers les mieux doués, à l'heure même où ils sont en possession de tous leurs moyens, en plein épanouissement de leur talent et dans cet « état de grâce » où la production littéraire recueille elle aussi le bénéfice des plus hautes réalisations de la vie intérieure.

Firmin Roz.

LE THÉATRE

UNE PIÈCE DANGEREUSE A LA COMÉDIE-FRANÇAISE : L'HOMME EN MARCHE

A la dernière répétition générale de la Comédie-Française, M. Alexandre, principal acteur et qui avait joué son personnage avec la plus louable conviction, est venu sur la scène pour annoncer selon l'usage de qui était l'œuvre qui venait d'être représentée. Il était si troublé qu'il lui fut impossible de laisser tomber, sans bredouillement, le nom glorieux. Et c'est ainsi que nous apprîmes, à travers les larmes de l'interprète, que *L'Homme en marche* avait été composé et écrit par M. Henri Marx.

Je me garderai bien de reprocher à l'éminent comédien l'émotion dont il a fait preuve et la persistante admiration qu'il professait pour un rôle où il avait pu se croire lui-même excellent. Je me garderai aussi de reprocher à la Comédie d'avoir monté, après l'avoir lue et retenue, une œuvre dont le sort les a déçus. Les lecteurs de la *Revue Bleue* savent peut-être, en effet, que l'un des principes sur lesquels repose mon édifice intellectuel de critique dramatique est que tout professionnel de théâtre, acteur, directeur ou comité composé de Directeurs et d'acteurs, se trouve dans l'impossibilité absolue de se faire, sur manuscrit, une idée juste d'un ouvrage théâtral. Que l'on ait pu, à la Comédie-Française, tenir la pièce nouvelle de M. Henri Marx pour un chef-d'œuvre et cela jusqu'à la dernière heure, il n'y a donc rien de plus naturel et une erreur de cette sorte est accident courant dans l'histoire du théâtre.

En conséquence de quoi, devant un échec manifeste, je me bornerais donc à garder le silence ce qui n'est pas une des moins bonnes manières d'exprimer son opinion, si, par malheur, nous ne nous trouvions cette fois-ci devant un ouvrage qui, par sa nature et ses tendances, est capable de dépasser son propre insuccès, d'égarer, sinon le public, du moins ceux qui se font fort de discerner et de suivre les goûts du public. En d'autres termes, il ne faut pas qu'on puisse dire que l'œuvre de M. Henri Marx est tombée parce qu'elle appartient à un genre dont les spectateurs ne veulent pas, mais parce qu'elle est mauvaise. Ce n'est pas le public qui est fautif, mais bien l'auteur.

Un malentendu, sur ce point-là, serait désastreux.

* * *

Nous vivons à une époque où il est convenu de dire que les spectateurs qui vont au théâtre, après avoir été la veille au cinéma et en attendant d'aller le lendemain au cirque et au music-hall, ne sont plus en état de supporter aucune œuvre sérieuse, étudiant des caractères ou discutant des idées. Et il faut reconnaître qu'une telle appréciation ne manque point de vraisemblance. Il est certain, en tout cas, qu'elle est devenue le principe directeur de tous ceux qui, à un titre quelconque, s'occupent de monter des spectacles de théâtre.

J'avoue, pour mon compte, n'être jamais allé jusque-là, mais avoir été, par instants, fort inquiet.

Or, j'ai vu représenter, au théâtre de l'Œuvre, *Hedda Gabler*, où, entre parenthèses, M. Piérat a révélé un aspect absolument nouveau et selon moi, particulièrement intéressant, de son talent. Et j'ai constaté que Ibsen était toujours aussi frais, aussi actuel... J'ai signalé ici même du mieux que j'ai pu l'accueil fait à la pièce de Pirandello, à celle de Mme Bramson. Depuis j'ai pu observer combien le grand public, même à l'Odéon, se plaisait aux représentations, d'un style si haut, du *Professeur Klenow*... Et sur ce point, je suis particulièrement heureux d'avoir été des premiers

à signaler l'œuvre la plus intéressante, sans contredit, de toute l'année.

Alors..? Est-ce que ce ne sont point là des pièces sévères, des pièces d'idées, des œuvres originales, et qui nous transportent dans un monde bien différent de celui dans lequel on voudrait aujourd'hui nous confiner ?

Ne soyons donc pas injustes, comme on a failli l'être, envers le public. Je ne prétends point, certes, qu'il soit actuellement emporté, par une propension naturelle, vers les formes les plus élevées de l'art théâtral. Je veux seulement observer qu'il n'est pas impossible qu'il reconnaisse, accepte et même admire ce qui est noble et fort.

De quoi il résulte — et c'est tout ce que je tiens à mettre en lumière — que la pièce de M. Henri Marx, même à la Comédie Française, aurait pu réussir, si elle avait été elle-même réussie.

* * *

Il m'a semblé apercevoir, dans *Un Homme en marche*, deux ou trois observations extrêmement justes et intéressantes.

La première, c'est que la foule cherche, non pas des idées, mais un homme. Celui qui l'inspire, ce n'est point celui qui lui apporte un idéal, mais celui qui manifeste un caractère. Il ne faut point lui montrer, en le découvrant, un but, mais seulement lui indiquer, d'un geste catégorique et puissant, le point où elle veut aller.

Commander à la foule, en définitive, c'est donc lui obéir et les mêneurs, ce sont ceux qui suivent. On aperçoit, en conséquence, les changements nécessaires qui s'imposent à tout homme en marche. Il est obligé, en cherchant à se réaliser dans les autres, de se modeler sur les autres et partant de renoncer à soi-même. Que se cache-t-il donc de compromissions et de faiblesses au fond du cœur d'un chef ?...

Etc., etc...

Il y avait là, on le conçoit, de quoi alimenter n'importe quelle pièce et quel débat moral ou psychologique. M. Henri Marx a choisi une « espèce » qui, par elle-même, n'était ni bonne ni mauvaise comme toutes les données du roman ou du théâtre.

Le fils d'un industriel n'est pas d'accord avec son père sur la question sociale et sur les rapports des patrons avec leurs ouvriers. C'est un jeune homme qui paraît dater du temps où M. François de Curel concevait le type, alors si neuf, du jeune patron idéaliste, tel qu'on l'a vu dans *Le Repas du Lion*. Le sociologue de M. Henri Marx s'éloigne donc de ses parents et de son usine pour se consacrer à une œuvre sociale.

Il a merveilleusement réussi dans son apostolat. Une fête au Trocadéro couronne son triomphe. Mais il y a, non seulement l'envers d'une sainte, comme dit encore M. François de Curel, il y a l'envers d'un prophète. Cet homme-là a un secret — un enfant né jadis d'une ouvrière, et il a vécu en perpétuel état de mensonge près de l'étrange créature qui est devenue sa compagne en attendant de devenir sa femme. Et cette crise intime lui ouvre les yeux sur son rôle social. Ce n'est pas très beau, « un homme en marche ».

Sur cette affabulation très simple, il était possible de faire une pièce émouvante ou du moins lumineuse.

Or, M. Henri Marx a manifesté dans l'exécution de son œuvre le plus décevant des talents. Il possède, en effet, un réel sens des idées et un don assez heureux d'expression concrète, vivante. Il y a dans son style de la netteté et de la fermeté. Le détail est parfois excellent. Mais, en vérité, le prodigieux, c'est que l'accumulation de ces clartés furtives engendre l'obscurité. On comprend parfaitement les répliques, à peine les scènes, très peu les actes, et pas du tout la pièce : rien de plus curieux.

On me pardonnera donc une irritation qu'il ne m'est pas habituel de laisser voir, lorsque d'aventure j'en suis atteint. Mais j'en veux beaucoup à M. Henri Marx, d'abord à cause des belles facultés dont il use avec si peu de discernement, ensuite à cause du genre qu'il a choisi et auquel il est à craindre qu'il n'ait, en un moment critique, porté un assez grave préjudice.

Gaston Rageot.

LA MUSIQUE

Les « Noces » de Stravinski et « Padmavati »

Spectacle absurde.

Musique absurde.

Voici le sujet. — Ce sont des danses et des chœurs, avant un mariage.

Des Grecs ou des Latins, ou tel autre peuple exempt de folie, auraient chanté *Hymen, hyménée*, combiné un cortège harmonieux, réglé telle fête joyeuse, grave, ou tendrement mélancolique, selon le caractère ou les traditions religieuses de la race.

Les nouveaux « ballets russes » reflètent la folie qui ensanglante et ruine actuellement la Russie : même mentalité détraquée, même déséquilibre. Avant la guerre, on sentait le pangermanisme dans les musiques de l'Allemagne post-wagnérienne ; et dans le *Sacre du printemps*, on sentait aussi le détraquemant slave, qui aboutit au bolchevisme.

Car la musique, aux mains d'artistes qui ne sont pas *insignifiants* (c'est-à-dire sans signification), — la musique exprime ce qu'il y a de plus profond, de plus instinctif, de plus fatal, chez un homme et dans une race. Elle est un reflet, et un reflexe, de leurs nécessités intérieures.

Noces, comme le *Sacre du printemps*, écrits tous deux par un compositeur aussi doué, aussi habile que M. Stravinsky, voilà bien la marque d'une mentalité délirante.

Pour ne pas le voir, pour n'en pas convenir, il faut être maniaque, ou bolcheviste, ou gobemouches.

Par bonheur, sur quatre spectateurs vraiment français, il y en a trois, et parfois quatre, qui ont encore un esprit équilibré. Devant un tel spectacle et une telle musique, ils sourient, sans même se fâcher ni discuter : de telles œuvres sont sans lendemain, tant qu'on ne sera pas détraqué, tant qu'on écoutera les chefs-d'œuvre où respire l'âme même de la musique.

***

Donc, pour cette fête nuptiale, imaginez des jeunes filles en noir, et une mariée en noir, et une mère en noir, et un papa en noir. Tous en noir, avec un peu de linge blanc. Et le décor est largement encadré de noir. D'ailleurs, il est simple : trois amples bandes d'étoffes noires, sur le haut et sur les deux côtés, encadrent une toile d'un bleu pâle, d'un seul ton, toute vide, sans rien du tout, sauf une toute petite fenêtre, minuscule, lilliputienne, grande comme un timbre-poste.

Deuxième tableau. Même décor. Mais la toute petite fenêtre qui était à droite, a disparu. Elle est remplacée par deux petites fenêtres, à gauche, et qui sont, à elles deux, grandes comme deux timbres-poste. Et voici les jeunes gens (en noir) le marié (en noir), la maman (en noir) et le papa (en noir). — Tous en noir, avec un peu de linge blanc.

Le troisième tableau est comme le premier. Mais il y a deux fois plus de personnages en noir, puisque les jeunes gens, toujours en noir, rejoignent les jeunes filles, qui n'ont pas quitté le noir.

Enfin, coup de théâtre : une porte s'ouvre. On voit quatre édredons blancs, une pyramide d'édredons blancs, sur le lit nuptial.

Et c'est tout.

A l'orchestre, il n'y a pas d'orchestre.

La musique est confiée aux instruments de percussion. La « batterie », c'est un groupe de batteries. Timbales, xylophones, tambours, caisses, gongs, triangles, cymbales ordinaires, cymbales antiques... Seuls sont admis les instruments percutés. A ce titre, figurent quatre pianos : dans cet orchestre loufoque, ils apportent leurs trois cents marteaux.

Sous la baguette du commandant de batterie, vocifère un groupe d'hommes et de femmes. Leurs voix s'efforcent de remplacer tous les instruments.

Chose attristante : ce n'est pas un simple charivari. Çà et là, malgré l'évidente gageure de ce ballet abracadabrant, on retrouve un musicien habile et vraiment doué. On s'afflige d'un tel gâchage. Après *Petrouchka*, comment en venir au *Sacre*, puis à *Noces!*

***

Il est inutile de chercher une transition, pour passer de *Noces* à *Padmavati*. Toute idée générale, tout parallèle qui tendrait à chercher des ressemblances ou des contrastes, risqueraient d'être artificiels.

Le musicien de *Padmavati* est M. Albert Roussel. Professeur à la *Schola*, auteur applaudi des *Evocations* et du *Festin de l'Araignée*, ce compositeur, animé par une noble conception de son art, est arrivé à la pleine maturité de son talent. Il n'a rien d'un improvisateur hasardeux. Avec lui, on peut être sûr que tous les éléments de sa musique sont mis en œuvre après avoir été éprouvés par une longue

réflexion. Et nous le constatons pour l'en féliciter. L'idée musicale peut être spontanée ; bien plus, elle l'est presque toujours, même quand elle résulte d'une gestation plus ou moins consciente. Mais l'art exige une longue pratique : l'habileté même, qui résulte d'habitudes acquises, demande aussi une surveillance scrupuleuse.

Padmavati, qui vient d'être monté par l'Opéra, relève d'un genre de spectacles qui contribua jadis à la formation même du « genre opéra ». C'est un « « *opéra-ballet* ».

L'auteur du livret, notre érudit confrère M. Louis Laloy, s'est occupé jadis de Rameau et aussi de la musique de l'Extrême-Orient. Il a donc pensé que l'Inde du XIIIe siècle pouvait fournir un cadre favorable à un spectacle mêlé de danses et de chants. Le titre d'une œuvre de Rameau, « les *Indes galantes*, opéra-ballet », l'a peut-être incité à cette entreprise. Mais le style « galant » devait céder la place, évidemment, à un style modernisé.

Dès que le rideau se lève, nous voyons un spectacle somptueux, féerique : un éblouissement de couleurs. Les murs des maisons resplendissent de lumière ; des velums safranés sont tendus d'un toit à l'autre ; et la foule circule, vêtue d'étoffes éclatantes : toutes les variétés de rouges, de bleus, de verts, font une harmonie puissante, parmi les blancs crémeux des longues tuniques, les multicolores guirlandes de fleurs et de feuillages, le scintillement des armes damasquinées, incrustées d'ivoire, de pierreries et de cabochons.

Or, le roi de Tchitor, Ratan-Sen, attend Alouaddin, sultan des Mogols. Celui-ci, ennemi de la veille, vient pour conclure un traité d'alliance. Le roi l'accueille fraternellement : pour lui faire honneur, il lui montre ses richesses, ses guerriers, ses esclaves, et même les femmes de son palais.

Mais le sultan mogol veut voir aussi Padmavati, la femme du roi. Il la voit, il l'aime, il laisse paraître son amour... La guerre va donc recommencer.

Au second acte, le sultan assiège la ville : dès l'aurore, il va donner l'assaut... Blessé, déjà vaincu, le roi de Tchitor se réfugie dans un temple de Siva. Il y retrouve sa Padmavati : s'il meurt, sera-t-elle donc l'esclave du vainqueur ?... Alors, héroïque, et désespérée, Padmavati poignarde le roi, afin de mourir avec lui, consumés tous deux sur un même bûcher funèbre.

Sur ce sujet, M. Albert Roussel écrivit une ample partition. Elle témoigne d'un très bel effort d'art et s'impose à l'attention des meilleurs connaisseurs. Peut-être l'ensemble du public sera-t-il quelque peu dérouté... Mais tous, à tout le moins, reconnaîtront le belle tenue et la riche couleur de cette œuvre.

Même les auditeurs, dont le goût personnel pourra n'être pas pleinement satisfait, loueront le souci d'unir plus d'une ressource ou d'une recherche « moderne » aux acquisitions désormais classées de la langue symphonique.

Outre l'emploi de l'orchestre, remarquable par sa richesse et son ingéniosité, l'utilisation des voix mérite d'être étudiée d'une façon particulière. Le musicien ne s'est pas contenté d'écrire des rôles chantés : il a placé, dans l'orchestre, des solistes et des chœurs ; et, dans la trame instrumentale, il a incorporé une partie vocale des plus importantes.

Pour monter cet « opéra-ballet », M. Rouché a fait preuve de goût et de somptuosité. Les décors et les costumes, la chorégraphie, la distribution des rôles chantés ou dansés, dans lesquels on retrouve les meilleurs artistes de l'Opéra, — tout a été mis en œuvre pour donner à *Padmavati* une réalisation magnifique.

Adolphe Boschot.

BULLETINS DE L'ETRANGER

L'Incendie de Smyrne

Le 16 octobre 1922, M. Franklin-Bouillon, revenant de Smyrne où M. Poincaré l'avait envoyé en mission auprès de son ami Moustapha Kemal, déclarait aux représentants réunis de la presse française :

« Ce sont les Grecs qui ont incendié Smyrne ! ». (*Figaro*, 17 oct. 22). L'incendie de Smyrne, dit-il avec force, a été délibérément organisé par les Grecs en retraite ». (*Journal*, 17 oct. 22).

Il se faisait, ce disant, l'interprète de ses amis turcs dont la parole est pour lui, sacro-sainte.

Le mot d'ordre à cette époque était d'accabler les Grecs. A la Chambre française, au courageux et juste exposé de M. Edouard Soulier qui précisait la culpabilité turque, M. Lenail répliquait en soutenant la même thèse de la responsabilité grecque. M. Poincaré lui-même déclarait : « L'amiral Dumesnil est en pleine contradiction avec vous sur le récit de l'incendie de Smyrne ». Le président du Conseil n'en disait pas davantage sur le rapport que l'amiral lui avait envoyé, mais l'affirmation était catégorique. Il est facile de deviner le contenu de ce rapport par une simple opération de recoupement. Il n'y a qu'à lire le rapport de la mission de la Ligue maritime et coloniale, présidée par M. Le-

nail, et qui passa à Smyrne quelques jours après l'incendie. Ce rapport est tout au long dans *Mer et Colonies*, l'organe de la ligue, n° 196 b, décembre 1922. C'est auprès de l'amiral Dumesnil, dont le portrait orne la première page, que ces messieurs se sont renseignés. Et on lit, sous la plume de M. Maurice Rondet-Saint :

« Voici ce qui semble résulter des informations re-
« cueillies et puisées à diverses sources d'ordre diffé-
« rent :

« Le 13 septembre, l'incendie éclatait de toutes
« parts. Dès le début, les pompiers accourus furent
« attaqués par des bandes, les tuyaux coupés ; des
« fusils partirent seuls ; les postes occupés par les
« marins étrangers qui durent se replier furent aban-
« donnés ; ce fut alors, hors de toute répression possi-
« ble, le pillage, le massacre, l'horreur.

Une interrogation est sur toutes les lèvres ici. Et le monde entier se la pose en ce moment.

« Comme jadis Moscou, la destruction de Smyrne par
« le feu a été décidée de propos délibéré et organisée.
« Le doute à ce propos n'est pas permis. Les foyers
« d'incendie se sont déclarés simultanément en de mul-
« tiples points de la ville. On a saisi non seulement
« sur des hommes, mais sur des femmes et sur des
« enfants, des bombes incendiaires. Mais à l'instigation
« de qui la destruction de la ville a-t-elle été décidée ?
« Naturellement, les Grecs et les « Hellénisants » accu-
« sent les Turcs, lesquels, ajoutent-ils, ont maintes fois
« prouvé dans le passé quels « maîtres spécialistes »
« de l'atrocité ils se sont montrés. Toutefois, une ques-
« tion s'impose : Les Turcs avaient-ils intérêt à détrui-
« re Smyrne ? Non, de toute évidence : Smyrne était
« la plus belle conquête que pût désirer le gouverne-
« ment d'Angora.

« Les apparences sont donc bien pour qu'on ne
« puisse attribuer aux Turcs l'adage : « *Is fecit cui pro-*
« *dest* ».

« Les Grecs ? Un mouvement de fureur, alors, qui
« les aurait poussés à anéantir ce que leurs armes
« n'avaient su leur conserver, et à en priver ainsi leurs
« adversaires ?

« Certains l'affirment sans pouvoir le prouver. Com-
« me d'autres assurent que les Arméniens n'ont pas
« reculé devant le forfait pour exercer contre leurs
« ennemis séculaires, les Musulmans, une vengeance
« terrible. »

M. Lenail ayant, dans la séance de la Chambre du 26 octobre 1922, tenu exactement le même raisonnement que son collègue de la Ligue maritime et coloniale, il apparaît clairement que ces deux personnalités n'ont fait que reproduire l'exposé qui leur fut fait à la table de l'amiral Dumesnil huit jours après l'incendie.

L'amiral Dumesnil, aujourd'hui préfet maritime de Brest, est une des gloires et un des espoirs de la marine française, mais cela ne signifie pas malheureusement que son caractère soit à l'abri des fâcheuses suggestions de la courtisanerie politique. A Paris, le Gouvernement ne cachait pas une turcophilie effrénée. Qu'eût pensé le président du Conseil d'un rapport qui n'eût pas blanchi les Turcs, sur lesquels s'appuyait la diplomatie actuelle de la France ?

On m'a affirmé que l'amiral Dumesnil, pour soulager sans doute sa conscience, envoya ultérieurement un second rapport qui contredisait le premier, mais ni l'un ni l'autre n'ont vu le jour.

J'ai déjà raconté ailleurs (*La question d'Orient devant le Parlement*, nov. 1922) que l'amiral Dumesnil, au lendemain de l'incendie, jeudi 14 septembre, en ignorait à ce point les circonstances, que lorsque, ce jour-là, Sa Grandeur Mgr Valega, archevêque catholique de Smyrne et vicaire apostolique de l'Asie-Mineure, monta à bord du *Jean-Bart*, l'amiral lui demanda à qui l'incendie était imputable : aux Grecs ou aux Arméniens ? car il ne concevait, *à priori*, pas d'autres coupables. Mgr Valega dut lui montrer le bas de sa soutane, ses souliers et ses bas encore mouillés de pétrole et lui révéler que les voitures d'arrosage de la Municipalité de Smyrne avaient remplacé l'eau par le pétrole. L'amiral déclara que cette affirmation, comme celle d'autres prêtres français, était due à l'imagination de gens frappés par la soudaineté et par la gravité du sinistre. Quant à lui, sa conviction de l'innocence des Turcs était basée sur *ses conversations avec les autorités turques* (sic) et sur le bon sens (c'est l'argument reproduit par MM. Lenail et Rondet-Saint : Smyrne était trop précieuse pour que les Turcs commissent la folie de la brûler).

L'accueil fait à cette doctrine par l'opinion française devait encourager les turcophiles anglais à s'en faire les défenseurs devant le public anglais. M. E.-N. Bennett, trésorier de la *Near and Middle East Association*, écrivait, le 26 décembre 1922, au *Morning Post* pour affirmer que la commission d'enquête française avait établi que le feu avait été mis par les Grecs et les Arméniens. Il joignait à sa lettre le témoignage d'un anglo-levantin, M. Frank Whittall, d'après lequel des Grecs avaient dit devant lui qu'ils ne laisseraient que des cendres s'ils devaient jamais quitter Smyrne.

Un autre membre de la même famille, M. Léonard R. Whittall, avocat à Smyrne, donnait à l'organe kemaliste en Angleterre, le *Muslim Standard*, qui l'insérait dans son numéro du 25 janvier 1923, une longue étude intitulée : *Qui a brûlé Smyrne?* qui conclut que cet incendie fut le résultat d'un plan délibéré de la part des Grecs. Ses preuves sont, il est vrai, d'ordre purement psychologique et logique, ce qui est insuffisant, car, en justice, le coupable n'est pas toujours celui que le seul raisonnement désigne.

Le directeur du *Muslim Standard* déclare que l'article de M. Whittall est décisif.

Il confirme ce que le correspondant spécial dudit *Muslim Standard* lui écrivait, le 7 octobre 1922 (N° du 26 octobre 1922), d'Angora :

« Notre maréchal entre à Smyrne pour rassurer une
« population en proie à une panique due aux assassins
« et pillards grecs et arméniens. Nos soldats ont sauvé
« des chrétiens que des chrétiens dépouillaient, ont
« sauvé des femmes et des enfants chrétiens que des
« chrétiens grecs et arméniens foulaient aux pieds et

« finalement eurent à éteindre l'incendie dans le quar-« tier chrétien de la ville, incendie qui avait été allumé « par des incendiaires chrétiens. Quelle fut leur récom-« pense ? Des bombes et des coups de pistolet tirés par « des chrétiens grecs et arméniens cachés derrière des « volets ou des coins de murs. Le pacha lui-même fut « deux fois visé, mais Dieu sauva sa vie ».

Nous retrouvons là la version de M. Bondel-Saint que, non content de consigner dans *Mer et Colonies*, il avait transmise aux *Débats* (29 septembre 1922).

Les Grecs et Arméniens ont empêché l'extinction de l'incendie qu'ils avaient allumé. L'accusation est formelle.

Le correspondant spécial du *Muslim Standard* à Smyrne (N° du 5 octobre 1922) n'avait-il pas déjà écrit :

« Il a été établi sans aucun doute, non seulement « par les autorités turques, mais même par des négo-« ciants étrangers, que l'incendie de Smyrne est le fait « des Grecs et des Arméniens. »

Contre cette doctrine que Turcs et turcophiles proposent audacieusement j'entame alors la lutte et je publie deux brochures successives : *La Mort de Smyrne* et *Les Derniers jours de Smyrne*, où sont réunis tous les témoignages que j'ai recueillis sur la culpabilité des Turcs. Déjà à M. Franklin-Bouillon, M. Romanos, le ministre de Grèce à Paris, a répondu de sa bonne encre pour le défier de prouver son accusation contre les Grecs. Le néfaste négociateur de l'accord d'Angora serait bien en peine de produire cette preuve. Il a lancé cette accusation sur la foi de ses amis Turcs, persuadé qu'en France une accusation contre les Grecs serait acceptée d'emblée. Mais, pour ceux qu'un peu d'esprit critique conduit, l'invraisemblance d'une organisation secrète grecque capable de mettre le feu à une ville six jours après que l'armée turque en a pris possession, apparaît. Il y a des témoignages qu'on ne peut pas réfuter. De naïfs turcophiles ont trop parlé. Ils ont dû reconnaître que le quartier arménien avait été cerné, que des combats s'y étaient livrés... mais il y a à cela des raisons, et l'on s'efforce de les produire.

Le *Muslim Standard* du 30 novembre 1922 reproduit une information dont la précision est impressionnante. Plusieurs jours avant la rentrée des Turcs à Smyrne on (?) aurait découvert un plan grec de destruction de la ville et l'on en aurait avisé les autorités alliées, c'est-à-dire les amiraux. Mais il y a mieux : dans les trois heures qui suivirent l'entrée des Turcs à Smyrne, deux Arméniens (évidemment traîtres) informaient les autorités militaires turques de l'existence d'une association secrète arménienne, l'*Association de secours arménienne*, titre d'apparence charitable masquant une organisation de combat. Les deux traîtres arméniens apportaient la liste des deux cents membres. Les Turcs firent immédiatement cerner par des troupes le siège de l'association, où l'on trouva un arsenal de bombes et de documents indiquant d'autres dépôts d'armes et de munitions sur divers points des quartiers grecs et arméniens.

Le *Khilafat Bulletin*, organe du grand mouvement turcophile aux Indes, a, dans son numéro du 27 octobre 1922, fait état du témoignage d'une Européenne de Smyrne, Mme Béatrix de Candolle, femme du directeur d'un des chemins de fer. Celle-ci rejette la responsabilité initiale sur les Arméniens. 600 d'entre eux, armés de bombes et de fusils, pillaient la ville. Force fut aux troupes turques de les cerner et de les mettre hors d'état de nuire. Elles le firent avec quelque rudesse en mettant le feu au quartier arménien, ce dont on ne saurait blâmer des troupes dont le chef a été délibérément blessé par une bombe qui lui fut jetée au moment où il entrait dans la ville. Le quartier arménien se révéla un véritable arsenal comme le démontraient les explosions qui accompagnèrent l'incendie des maisons. Le vent changea et l'on perdit le contrôle du feu qui commença à faire rage. A ce moment inopportun arrivèrent les soldats (turcs) de Bournaba, enragés par ce qu'ils avaient vu des atrocités commises par les Grecs. Voyant des flammes, ils y jetèrent promptement du pétrole et incendièrent le reste de la ville.

Les candides kemalophiles de Bombay se sont-ils rendu compte du pavé qu'ils lançaient sur le crâne de leurs amis d'Angora ? Le feu a donc bien été mis initialement par les Turcs et avivé par les soldats turcs. Les raisons de leur acte n'ont rien à voir avec le fait lui-même. Quelques aveux du même genre font sentir que le sable est mouvant. Du côté turcophile, on fera désormais le silence sur l'incendie de Smyrne. D'ailleurs, la conférence de Lausanne concentre l'attention, ses avatars successifs suffisent à préoccuper l'opinion. La première conférence échoue. La seconde s'ouvre sous de sombres auspices. Ismet et ses mandants s'entendent à faire traîner les choses. C'est alors que le gouvernement d'Athènes s'émeut de ces procédés dilatoires. M. Alexandri part pour Lausanne. M. Venizelos déclare à Ismet pacha que la question des réparations réclamées par la Turquie ne saurait être indéfiniment réservée pour des jours meilleurs ou pires. Ismet pacha a déclaré, en arrivant à Lausanne, que les Grecs avaient réduit en cendres vingt grandes villes, les experts turcs ont aligné d'interminables chiffons atteignant des milliards, où chaque cahute en terre battue est évaluée au prix d'un immeuble à cinq étages. M. Venizelos conteste tout cela. La Grèce, qui supporte la charge d'un million de réfugiés sujets ottomans, se considère comme ayant acquitté et au delà les dommages de la guerre d'Anatolie. Ismet, on s'en souvient, refuse de céder.

La délégation hellénique laisse entendre qu'une rupture ne l'effraye pas, car elle a en Thrace une armée reconstituée. Le 18 mai, elle remet aux journaux un exposé du différend. C'est alors que nous voyons l'incendie de Smyrne à nouveau évoqué.

Le 19 mai 1923, le bureau de presse turc à Lausanne communique une longue note dans laquelle la délégation turque dénonce les dévastations commises en Asie-Mineure par l'armée grecque en retraite et affirme que « l'incendie de Smyrne a été allumé par des organisations gréco-arméniennes créées par les autorités helléniques et restées dans la ville après le départ des troupes grecques ».

La délégation turque est donc fondée à réclamer les milliards dont elle a établi la facture.

On se souvient que malgré cette apparente intransigeance, Ismet pacha céda et accepta Karagatch en échange de sa renonciation aux réparations.

Cela, ce sont les deux premiers actes. Ils se sont déroulés avec une rigoureuse logique. Les responsabilités de l'incendie de Smyrne ont été attribuées suivant le parti pris ou suivant les méthodes d'investigation historique, mais nul n'a contesté, d'un côté ou de l'autre de la barricade, le caractère belliqueux de la catastrophe. Les Turcs se sont efforcés de justifier des violences et des massacres qu'ils ne peuvent plus nier. Après avoir soutenu la thèse de la seule culpabilité gréco-arménienne, ils en arrivent à accepter des témoignages qui les mettent eux-mêmes en cause, mais justifient leur action.

La délégation turque à Lausanne ne va cependant pas jusque-là. Ismet pacha, en janvier 1923, ne cessa d'accuser l'armée grecque de l'incendie de Smyrne, et la note turque du 19 mai demeure sur cette position.

Mais voici le coup de théâtre du 22 juin 1923. A Lausanne on donne connaissance d'une lettre envoyée le 30 avril 1923 par le gouvernement d'Angora pour enjoindre aux compagnies d'assurances de considérer l'incendie de Smyrne comme *purement accidentel* et de règler leurs polices sous menace de saisir leurs biens et ceux de leurs agents. Les compagnies d'assurances excipaient en effet du risque de guerre ou d'émeute qui rend les polices inopérantes.

Ainsi donc, tout à coup, les Grecs et les Arméniens sont blancs comme neige, tout cela parce que les Turcs, ayant échafaudé cette accusation lorsqu'ils espéraient en tirer des réparations de la Grèce, se sont aperçus, mais un peu tard, qu'ils fournissaient des armes aux avocats des compagnies d'assurances. Comme ce que les Turcs cherchent, d'une façon ou d'une autre, c'est de l'argent, ils ne se sont pas embarrassés de cette contradiction, et le gouvernement d'Angora a, le 30 avril, envoyé la circulaire mentionnée plus haut.

Comme illustration des procédés de la justice turque, cet incident est typique. Il montre comment elle fonctionnera en Turquie sous le nouveau régime de la suppression des capitulations, et il éclaire la mentalité turque d'aujourd'hui.

René Puaux.

Bulletin Yougoslave

Le coup d'État en Bulgarie qui a réussi à renverser le régime Stamboulisky et à amener au pouvoir des hommes dont la ligne de conduite est pour le moins que l'on puisse dire encore inconnue, inspire les plus vives inquiétudes aux peuples voisins, notamment aux Yougoslaves.

En effet, l'opinion publique en Europe ne connaît les récents événements bulgares que d'après les informations qui ont été répandues à l'étranger par les soins du nouveau gouvernement. Celui-ci avait tout intérêt à les présenter comme étant la consécration du mécontentement croissant du peuple bulgare contre le régime Stamboulisky. Peut-on admettre que les trois quarts des électeurs qui ont voté il y a deux mois, aux élections législatives, pour le maintien au pouvoir de Stamboulisky, approuvant sa politique, au lendemain de la signature de l'accord serbo-bulgare, aient subitement fait volte-face? Ne faudrait-il pas plutôt conclure que le coup d'État a été accompli contre la volonté de cette majorité et avec le concours des éléments dont l'activité a toujours inspiré une méfiance justifiée aux États voisins. D'ailleurs, si l'opinion publique européenne a pu être induite en erreur par ces informations tendancieuses, les gouvernements alliés, grâce à la présence de leurs représentants à Sofia et surtout grâce à la Commission militaire interalliée de contrôle, doivent connaître la vérité. Ils doivent savoir à l'heure actuelle que le coup d'État a été préparé surtout par les organisations révolutionnaires dépendant du Comité macédonien et avec le concours de la Fédération des anciens officiers de l'armée bulgare. Ils ont pu apprendre également que le nouveau gouvernement a pu procéder à la mobilisation d'une force armée dont le nombre dépassait considérablement celui qui est prévu par le traité de Neuilly et que les armes distribuées aux mobilisés sont d'une fabrication très récente et portent la marque de maisons étrangères, notamment hongroises.

Dans ces conditions, il était tout naturel que la Yougoslavie témoigne au nouveau gouvernement bulgare une certaine méfiance et qu'au lendemain du coup d'État elle ait éprouvé le besoin de se concerter avec ses alliés de la Petite Entente en vue d'une attitude commune à prendre à l'égard de la Bulgarie. Les trois gouvernements se sont mis d'accord pour attirer l'attention des grandes puissances alliées sur l'infraction aux clauses militaires du traité de Neuilly que constituait la mobilisation en Bulgarie. En outre, les gouvernements de Prague et de Bucarest se sont solidarisés avec le gouvernement yougoslave, en lui confiant le soin de faire remettre à Sofia une note collective invitant le nouveau gouvernement à procéder immédiatement à la démobilisation et à le mettre en garde contre les conséquences que pourrait encourir la Bulgarie en persistant à vouloir violer les clauses militaires du traité. Cette note n'a pas été remise étant donné qu'entre temps le gouvernement bulgare, sur les conseils de certains gouvernements des grandes puissan-

ces alliées, s'est empressé de faire éloigner de la capitale les comitadjis et les troupes mobilisées, en informant tous les gouvernements alliés qu'il est résolu à continuer la politique étrangère de M. Stambouliskv, conformément aux engagements pris par le traité de Neuilly.

Ces assurances ne sont pas de nature à donner pleine satisfaction à la Yougoslavie, qui considère, à juste raison, que l'accord serbo-bulgare, conclu récemment pour la répression de l'action terroriste des comitadjis dans les régions frontières, complète le traité de Neuilly. Aussi, le gouvernement de Belgrade est-il en droit d'observer une attitude réservée à l'égard du nouveau gouvernement bulgare, tant qu'il n'aura pas donné des preuves réelles de sa résolution d'appliquer également cet accord. Conformément à l'accord serbo-bulgare, une commission mixte doit se réunir à Solia au début du mois de juillet pour régler les questions de séquestres et celles de la restitution des réquisitions effectuées par les Bulgares en Serbie occupée, dont le montant s'élève à 100.000.000 de dinars. Ce sera une occasion pour le nouveau gouvernement bulgare de prouver qu'il est bien résolu à poursuivre une politique de bon voisinage à l'égard de la Yougoslavie.

Le coup d'État bulgare, quelles que soient ses conséquences, prouve combien la paix dans les Balkans est peu stable puisqu'il a eu aussitôt des répercussions en Albanie et en Hongrie. Dans l'Albanie du Nord une insurrection a éclaté dans le but de renverser le gouvernement de Tirana; en Hongrie, la Fédération des Hongrois éveillés a tenté par un coup d'État de faire revenir les Habsbourg sur le trône de Saint Étienne. Il suffit de lire les journaux gouvernementaux hongrois pour se rendre compte des espoirs que le succès du coup d'État bulgare inspire aux partisans de la revanche. Des preuves irréfutables établissent nettement que les préparatifs du coup d'État bulgare étaient connus en Hongrie et qu'ils avaient reçu même des encouragements du dehors. Il s'agissait de mettre à l'épreuve une fois de plus la solidité de la Petite Entente. La presse yougoslave fournit à ce sujet une foule de renseignements qui doivent inspirer une certaine inquiétude à tous ceux qui tiennent à la solidarité des alliés victorieux pour assurer la sécurité de la paix acquise en commun au prix de tant de sacrifices.

D. Tomitch.

BULLETIN MARITIME

Tahiti

Le récent établissement, par la Compagnie des Messageries Maritimes, d'une ligne de navigation qui accomplit en 135 jours le tour du monde, a attiré tout particulièrement l'attention du public sur les facilités qu'elle donne aux habitants de la métropole de gagner l'île lointaine et merveilleuse de Tahiti.

Tahiti, « perle du Pacifique », attachante par la splendeur de ses paysages, la douceur de son climat et de ses coutumes, la beauté légendaire de ses habitants, fut depuis longtemps la source d'inspirations lyriques dont les tableaux de Gauguin, les ouvrages de Victor Ségalen et la *Rarahu* de Pierre Loti sont les plus célèbres exemples.

Parce que, pendant trop longtemps, cette possession demeura isolée de la métropole, on voudrait nous la représenter aujourd'hui comme détachée de la Mère-Patrie, soumise à l'emprise étrangère aussi bien dans le domaine social que dans l'ordre économique. Sans doute n'est-il pas surprenant que, séparée de San Francisco par vingt-cinq jours seulement de navigation, la possession française se soit en quelque sorte « américanisée ». Les hôtels, les automobiles, les cinémas y sont de style anglais et la livre et le dollar servent de monnaie courante. La langue française est moins volontiers parlée que la langue anglaise, et demeure seulement l'apanage du gendarme, de l'instituteur et des fonctionnaires, ce qui n'est point de nature à la faire apprécier particulièrement. Mais ce regrettable état de choses, si nous en croyons les leçons du passé, ne saurait persister longtemps maintenant que l'île et la Métropole vont pouvoir reprendre un courant d'échanges de toutes sortes et à tous points de vue nécessaire. Tout au plus peut-il confirmer la Compagnie de navigation française qui assure ces relations, dans la conviction que son effort sera couronné de succès.

Si l'on veut se persuader, d'ailleurs, que l'amour de la France n'est pas mort dans le cœur des Tahitiens, il suffira de lire le rapport qu'écrivait en 1919 le Commandant de l' « El Kantara », paquebot des Messageries Maritimes qui, rapatriant à Tahiti et en Nouvelle-Calédonie un contingent de soldats océaniens venus combattre à nos côtés, accomplissait, pour la première fois, ce « voyage autour du monde » organisé maintenant de façon régulière. « Jamais, nulle part, écrit cet officier, aucun de nos navires n'a reçu semblable accueil. J'arrivai à Tahiti le samedi matin, 28 juin, à 9 heures, après 19 jours de traversée, au milieu d'un enthousiasme indescriptible. Aussi bien à bord qu'à terre, ce n'était que chants, musique, drapeaux, farandoles. Toute l'île était là, couchant dehors depuis trois jours, pour recevoir ses enfants. Ces gens, Français du fond du cœur, étaient venus au devant du premier navire, « venant de France », comme ils disaient, qui leur apportait la nouvelle de la signature de la Paix. Tous les chefs de nos Tahitiens ont tenu à nous saluer au départ. Ce sont de grands et bons enfants. Nous avons passé là, au milieu d'eux, sept jours de joyeux délire qui certainement feront date dans l'histoire de l'île et de sa participation à la grande guerre. »

Ce côté, en quelque sorte moral de la question, est

renforcé par le point de vue économique. La Conférence de Washington nous a donné un droit de regard dans le Pacifique : or, c'est à Tahiti, qui depuis le percement du Canal de Panama, est appelée à jouer un rôle militaire de premier plan, que ce droit peut et doit être exercé. Les obstacles ne manqueront pas : si l'île est fertile en vanille, café, coton, coprah, ce sont là des richesses en friche, car il n'y a pas de main-d'œuvre à Tahiti. Les Maoris abandonnent les quelques rares cultures aux mains des Chinois, d'ailleurs peu nombreux.

Parmi les projets de réorganisation prévus en vue du relèvement de cette île, un des plus importants est celui de l'aménagement du Port de Papeete où, depuis 1912, une Compagnie s'efforce de créer un port capable de recevoir les paquebots et les cargos de fort tonnage qui, allant de Panama en Australie, trouveraient à Tahiti une escale excellente. La guerre est venue retarder les travaux commencés, mais on espère qu'ils pourront être mis à exécution l'an prochain.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Croisière des ports de France.

Il y a quelque temps déjà, nous appelions l'attention de nos lecteurs sur la possibilité d'effectuer le tour du monde, de Marseille à Marseille, par les paquebots des Messageries Maritimes.

Or, Marseille, point de départ pour le touriste désireux d'effectuer le tour du monde, n'est pas le port tête de ligne des navires qui assurent les services d'Australie via Suez et de Nouvelle-Calédonie via Panama. Ce port tête de ligne est Dunkerque. Les navires, après avoir quitté ce port, font escale au Havre et à Bordeaux pour arriver à Marseille après une traversée dont la durée est de 15 à 18 jours, temps passé dans les escales compris.

Les Messageries Maritimes ont pensé que cette traversée Dunkerque-Marseille avec arrêt au Havre et à Bordeaux pouvait, surtout pendant la période des beaux jours, séduire les personnes qui aiment la mer et permettre notamment aux jeunes gens ou étudiants de connaître ce que sont les navires qui assurent les relations internationales, en leur donnant un avant-goût de l'agrément que procurent, aux touristes, les grands voyages maritimes.

Un tarif tout à fait spécial a été établi à cette occasion, tarif dont nous donnerons un aperçu en indiquant que le prix en première classe pour le trajet Dunkerque-Marseille n'est que de 600 francs (nourriture comprise) et ce, encore une fois, pour une période variant de 15 à 18 jours. Le succès n'a pas tardé d'ailleurs à répondre à l'heureuse initiative prise par les Messageries Maritimes et il nous revient qu'en quelques jours seulement de nombreuses demandes ont été adressées à la Société par des personnes désireuses de s'assurer un passage lors des prochains départs.

Un voyage en France d'étudiants égyptiens.

Sous les auspices d'un comité dont S. E. Mohamed Tewfick Rifaat pacha, Ministre de l'Instruction publique, et M. Henri Gaillard, Ministre de France au Caire, ont bien voulu accepter la Présidence et qui comprend : S. E. Ahmed Ziwer pacha, Ministre des Communications; S. E. le sous-secrétaire d'État à l'Instruction publique; M. Pierre de Witasse, Consul de France à Alexandrie; M. René-Julien Labruyère, etc..., la Compagnie des Messageries Maritimes et la Société Française du Tourisme organisent pour cet été un voyage d'études en France des étudiants et de la jeunesse égyptienne.

Des sacrifices très importants ont été consentis pour permettre aux étudiants d'effectuer un voyage d'environ 50 jours en visitant : Marseille, Lyon, Paris et ses environs, Vichy et les villes du Centre de la France pour le prix extrêmement réduit de 60 à 70 livres égyptiennes, tous frais compris avec la traversée aller et retour d'Alexandrie à Marseille.

Le premier départ aura lieu d'Alexandrie le 17 juillet par le « Lotus ».

Voyages en Europe.

Un autre voyage de tourisme, un peu plus long et comprenant outre le programme ci-dessus indiqué un séjour à Grenoble et environs, Grande-Chartreuse, Aix-les-Bains, Annecy, Chamonix, Genève, etc..., est organisé par la Compagnie des Messageries Maritimes avec départ d'Alexandrie par l' « Armand Behic » le 7 juillet et retour le 3 septembre pour la somme exceptionnelle de 98 livres égyptiennes en 1ère classe tout compris (hôtels de premier ordre, excursions en autos, entrées aux Musées, pourboires, guides, etc...).

De plus, dans le but de donner aux anciens combattants français résidant en Égypte les plus grandes facilités pour aller en France pendant l'été, la Compagnie des Messageries Maritimes offre aux membres de l' « Union Française des Soldats de la Grande Guerre » et à leurs familles une combinaison qui leur permettra, d'une part de s'embarquer à Alexandrie pour Marseille le 8 juillet, à bord de l' « Armand Behic » et, d'autre part, de rentrer à Alexandrie par un paquebot quittant Marseille le 29 août, pour le prix à forfait de L. É. 28 en 1ère classe, L. É. 21 en seconde classe et L. É. 14 en troisième classe, prix comportant la traversée aller et retour Alexandrie-Marseille avec la nourriture (vin compris).

Il y a lieu de féliciter la Compagnie des Messageries Maritimes de cette très remarquable initiative.

Nouveaux paquebots pour les Messageries

Trois paquebots « Iamaïque », « Kerguelen » et « Islande », actuellement en achèvement aux Chantiers de la Loire pour le compte des Chargeurs Réunis, viennent d'être cédés par cette Compagnie aux services contractuels des Messageries Maritimes.

VALEURS DE NAVIGATION

Cours de la Bourse de Marseille.

Le 2 juillet 1923.

1° Fraissinet	765
2° Messageries Maritimes	185
3° Mixte	222,50
4° Transatlantique	156
5° Transports Maritimes	720

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Angers : Rue Garnier et Rue des Carmes.
Paris, 2, rue Menge

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 14 61e ANNÉE 21 JUILLET 1923

LA FIGURE RELIGIEUSE DE PASCAL [1]

POINTS ACQUIS — TRAITS FIXÉS

..... Le nombre a été grand, durant ces cinquante dernières années, des travailleurs sur Pascal — soit dans l'Université, qui s'honore d'avoir toujours fourni à cette « religion de la France », — comme eût pu dire Sainte-Beuve, mieux encore que de Bossuet, — le plus de dévots, de dévots utiles ; — soit dans le clergé séculier ou régulier, autrefois un peu hésitant, mais maintenant rallié ; — les uns et les autres non seulement à Paris, mais en province, notamment en Auvergne, en Normandie, en Poitou, non seulement en France, mais à l'étranger, en Suisse, en Belgique, en Angleterre, en Italie ; — et non seulement parmi les catholiques, mais parmi toutes les croyances et incroyances. Belle et diverse armée, tellement grosse, que je n'en puis énumérer nommément les membres, ni citer leurs ouvrages. On les reconnaîtra au passage dans cette rapide revue des résultats qui leur sont dus. (2)

I

Le premier point où, grâce à eux, la lumière tombe largement, c'est le début de la vie de Pascal.

Non point, pourtant, au sujet des origines familiales de l'enfant merveilleux. Pour mieux connaître ce que fournirent à l'éclosion de son génie les transmissions héréditaires, il faut attendre, sur les marchands de Clermont, et les vignerons de Gerzat, et les magistrats et les officiers de finance plus récents, ses ancêtres, les généalogies que des savants de sa province nous promettent. — Et, de même, touchant les premières épreuves de sa santé physique. Notre curiosité, si confiante soit-elle en la médecine rétrospective, réclame plus que des diagnostics, qui, actuellement, ne s'accordent point. Constatons, du moins, que les indications de sa sœur Gilberte sur la vivacité ardente, emportée, du tempérament de Blaise ; sur son énergie, où la nervosité n'empêchait pas l'entêtement, se sont confirmées de tous les détails

(1) Cette étude reproduit, avec les développements que ne comportait pas la cérémonie, l'allocution prononcée à Port-Royal-des-Champs, le dimanche matin 17 juin 1923, sous la présidence de M. le Conseiller à la Cour de Cassation Henry Jaudon.

(2) [Ici, il nous sera permis de citer au moins quelques ouvrages d'ensemble postérieurs à 1900 : Emile Boutroux, *Pascal ;* Jacques Chevalier, *Pascal ;* Victor Giraud, *Pascal, l'homme, l'œuvre, l'influence ;* — du même : *Blaise Pascal, Etudes d'histoire morale ;* Hatzfeld, *Pascal ;* Jovy, *Pascal inédit* (6 volumes) ; Gustave Michaut, *Les Epoques de la pensée de Pascal* ; le P. Petitot, *Pascal, sa vie religieuse et son apologie du Christianisme ;* Strowski, *Pascal et son temps* (3 volumes) ; Sully-Prudhomme, *la Vie religieuse selon Pascal ;* et la grande édition des *Œuvres complètes de Pascal*, publiée dans la Collection des *Grands Ecrivains de la France*, par Léon Brunschvicg, Pierre Boutroux et Félix Gazier (14 volumes)].

aujourd'hui révélés de sa vie publique ou intime.

La jeunesse est plus abondamment connue, du moins en ce qui a trait à son éducation.

Nous la voyons bien à présent, cette éducation privée, où, sans autre camarade que sa sœur Jacqueline, l'intelligence magnifiquement douée de Blaise profite, sans nulle déperdition, de la culture surintense dont elle est l'objet.

Nous le voyons bien, ce père précepteur — un « original » moralement et intellectuellement — volontaire, spontané, impérieux et sûr de lui. Bon chrétien assurément, mais chrétien de sa date, j'entends de la date de sa formation propre, c'est-à-dire des environs de 1603 à 1610 — adhérent fidèle d'une foi catholique mal épurée, où traînent d'étranges superstitions, dignes des contemporains de Henri III, — foi solide, que, dans une province restée orthodoxe et politiquement loyaliste, le protestantisme et les guerres civiles ne déconcertèrent pas, mais que, non plus, les belles ardeurs de la Contre-Réformation et du Renouveau catholique éclos sous Henri IV n'ont pas enflammée.

A Paris — ne craignons pas d'insister un peu sur cette phase première de Pascal (si importante, et d'où découle tout le reste), — la même culture l'enveloppe et le suscite, puisque le père, qui a vendu sa charge de Président à la Cour des Aides de Clermont, s'y peut consacrer tout entier, — puisqu'il a, dans ce Paris de 1631 à 1639 où la vie intellectuelle s'avive, de nombreuses et belles relations dans l'élite, — Roberval, Fermat, Desargues, Mersenne et Descartes, relations illustres qui doivent enhardir ce quinquagénaire déprovincialisé. Plus que jamais doit s'exercer, sur un fils déférent, cet enseignement, philologique et philosophique à la fois, dans sa partie littéraire, à la fois spéculatif et pratique, dans sa partie scientifique, — enseignement inventé tout exprès pour lui par l' « humaniste » modernisé qu'était le Président Pascal. Humaniste grécisant et latiniste sans doute, comme les magistrats d'alors, liseurs de Montaigne et de Rabelais et de du Bellay et de Malherbe, citateurs de tous les « vieux illustres » d'Athènes et de Rome, — mais très averti des nouveautés, très enthousiaste des progrès de la science, très digne contemporain des Bacon, des Képler, des Cavalieri, des Galilée... Ce qui fait que, d'une part, pour avoir les coudées franches, il n'hésite pas à professer que « *tout ce qui est l'objet de la science ne saurait l'être de la foi* », — et que, d'autre part, il s'enivre de stimuler chez ce Blaise dont il est fier, — et de stimuler au maximum et sans scrupule, — l'initiative intellectuelle, et toutes les ambitions, tous les élans, brides abattues, de la Raison libre, qui ne doute de rien, ne doutant point d'elle-même.

Et ici, — bien que Victor Cousin eût très bien deviné qu'il faut toujours se rappeler Jacqueline Pascal quand on veut comprendre son frère, — nous voyons plus clairement dans plusieurs études plus récentes, se fortifier le contact de ces deux âmes presque jumelles, s'établir leur marche de conserve, leur envol, en avant, — et, dans une confiance mutuelle, se dessiner ce prestige de la jeune fille spirituelle, imaginative, poétesse, — actrice mondaine au besoin, — gracieux échantillon de féminité géniale, sur le jeune penseur arithméticien, ébloui.

II

Les résultats moraux de cette formation de toutes les heures, dans une ambiance exceptionnelle où le feu sacré de l'intellect ne se refroidit jamais, et où tout nourrit une curiosité avide, on ose mieux les dire à présent qu'il y a cent ans. N'apparaissent-ils pas logiquement ? La tendresse d'un père, veuf, déraciné volontairement de sa province, les pleurs d'orgueil qu'il verse, en voyant les aptitudes de son fils unique et les succès, sur lui, de sa « méthode singulière », que pouvaient-ils provoquer chez Pascal, sinon, avec un retour de tendresse passionnée pour ce père bienfaisant, l'orgueil de la façon dont lui-même répond à ces soins ? Et, aussi, la confiance en soi, la hardiesse, l'impériosité, tous les « égotismes » d'une personnalité qui se voit grandir.

Quant aux fruits intellectuels, ils furent, dès Clermont-Ferrand, assez visibles pour que, dans cette ville où il y avait une société lettrée, bientôt capable, trop capable, de rivaliser avec les « réduits » et les salons parisiens, — et un petit noyau d' « amateurs éclairés » de science, — ces curieux et ces beaux esprits admirassent déjà, semble-t-il, en Jacqueline, une petite Catherine de Vivonne, en Blaise un Pic de la Mirandole, découvreur des sciences qu'on lui refuse ou qu'on lui mesure. A Paris, ces prodiges continuent, et, pour Blaise, se manifestent d'abord, en ces conférences hebdomadaires des « Habiles » en sciences, que le jeune étudiant en grammaire latine aide à résoudre les problèmes proposés par les savants étrangers. Et puis, c'est, à seize ans, en 1640, l'*Essai sur les Coniques*. La vie savante de Pascal commence.

Il faut avouer que depuis le milieu du XVIIIe siècle, on ne fut pas très soucieux en France, de cette « partie » du génie et de l'activité de Pascal. L'hymne où Chateaubriand stylisait en lyrisme les louanges d'un vieux mathématicien, éditeur de Pascal, avait paru suffire, — et l'on se rappelle qu'il n'y a pas si longtemps encore, une critique grognonne se fonda, pour contester l'originalité et même la probité scientifique de Pascal, sur la plus

fragile des présomptions : la jalousie de ses contemporains ou de ses immédiats successeurs.

En revenant à ces questions, on est revenu de ces défiances. « Les savants » à qui trop souvent peut-être leurs découvertes personnelles et l'urgence de les pousser toujours plus avant font oublier leurs prédécesseurs, — ont reconnu la valeur considérable, et même sur de certains points, l'originalité du génie inventif et intuitif de Pascal. Joseph Bertrand lui-même l'osa dire. Et, aujourd'hui, d'un accord unanime, — et rare chez ces juges redoutables, — Pascal est placé, dans l'histoire de la physique, au premier rang ; dans l'histoire des mathématiques et de la géométrie, au rang le plus honorable. (1).

Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il lui est arrivé ce qui arrive encore tous les jours dans les discussions scientifiques : c'est que sa part de propriété — dans les théories spéculatives ou dans les inventions pratiques — doit être diminuée du mouvement acquis de la science et de l'apport de ces suggestions environnantes, dont un chercheur profite, — sans le savoir parfois, — dans la chaleur de son effort isolé, — et dont il a raison de profiter.

En même temps, d'ailleurs, que la Science française se décidait à enregistrer dans ses annales un grand homme authentique, — nos « littéraires » eux-mêmes, philosophes, théologiens, historiens, critiques, à la suite de Sainte-Beuve qui a presque tout vu, — étaient amenés à constater, de plus en plus, certaines vérités sous-estimées.

En premier lieu, la place que les sciences du Nombre ou de la Matière vivante tinrent dans l'âme de Pascal et dans sa vie. On se rendit mieux compte de la profondeur du goût qu'il avait pour elles, — de la passion qu'il ressentait pour la recherche scientifique sous ses deux formes : méditation abstraite et observation par les yeux ; — de son attachement véhément, mais prudent et critique, aux principes, aux idées directrices qu'il avait d'abord conçues, de sa confiance aux méthodes qu'il avait préconisées et aux résultats qu'on en pouvait tirer.

Que montrent, en effet, déjà les écrits de Pascal sur l'*Art de penser*, sinon qu'il le définit et le décrit moins en logicien psychologue qu'au point de vue et à l'usage de la recherche mathématicienne ou physicienne ? Mais si, en outre, — à l'aide des travaux qui ont élucidé en ces derniers temps le texte des *Pensées*, et qui, avec une ingéniosité admirable, en ont reconstitué le plan dans la plus grande vraisemblance, — si l'on relève tous les passages où Pascal jetait sur le papier ses réflexions sur l'ordre de l'univers, sur ses merveilles ou ses énigmes, sur les acquêts ou les desiderata de la connaissance humaine, sur les possibilités du progrès, — le simple lecteur, moins exigeant en précisions que les professionnels de la science, n'a-t-il pas la sensation qu'il se trouve ici en présence, non seulement d'une mentalité et d'un enthousiasme scientifique avérés, mais d'une de ces imaginations puissantes qui, aux yeux profanes, constituent essentiellement le grand savant ? Tels ou tels mots jetés dans un coin des *Pensées* nous font l'effet, à l'heure où nous sommes, d'être comme les anticipations divinatrices d'un prophète des merveilles modernes.

(1) Voir Albert Maire, *L'œuvre scientifique de Pascal*, Bibliographie, préface par Pierre Duhem.

III

A la vie mondaine de Pascal, à Paris d'abord, puis à Rouen de 1631 à 1646, je ne sais quelle pudeur empêchait, — jusqu'à Brunetière y compris, — les Pascalisants de faire attention. « Nous n'avons pas besoin de connaître ces vétilles — disait l'illustre critique, — non plus que de savoir si Pascal eut des ambitions politiques, pour comprendre qu'il se soit occupé du calcul des probabilités. » Non. Mais nous avons besoin de le savoir pour mieux comprendre sa conversion, — l'esprit dont elle s'est inspirée, — la direction initiale qu'il lui donna et la forme où elle s'est définitivement satisfaite.

Non pas, cela va sans dire, que Pascal, qui, en 1646, s'engagea dans une vie spirituelle singulièrement intense, fondée sur le « repentir », résolue à la « pénitence », — non pas que Pascal eût commis, vraisemblablement, des fautes bien graves,.. Non pas que, comme tous les convertis, il n'ait pas exagéré plus tard la déchéance d'où l'avait relevé la Grâce ; — mais pourquoi tout de même refuser de croire qu'il n'y eut pas, dans son passé, matière, sinon à des remords, du moins à des regrets que devait aiguiser le sentiment de la fuite des jours ? Pourquoi ne pas admettre qu'il n'eût pas été très touché, trop touché, sinon de ces plaisirs grossiers dont la vie laborieuse de l'intellectuel n'a guère de peine à préserver les natures délicates, — mais de ces tentations de l'amour que le théâtre et le roman, que le paganisme léger des Précieux et des Précieuses, que la vie aventurière de ces temps troublés conspiraient à innocenter dans la poésie de l'Héroïsme ou de la « Gloire », ou simplement dans l'épicurienne insouciance ? Pourquoi ne pas croire qu'il eût conscience d'avoir été plus d'une fois égaré, même dans la vie intellectuelle, par la vanité, par l'orgueil, par l'ambition, par l'esprit de domination, par toutes ces poussées mauvaises de l'égoïsme, déchaîné sur un monde qu'il imagine sa chose ?

Toujours est-il que ce que nous savons maintenant des milieux que Pascal traversa, — dans le

Paris et le Rouen de la fin de Richelieu et du ministère de Mazarin, pendant la trop bonne Régence, — dans une France où, autant que jamais, la bataille politique et les progrès de la civilisation matérielle donnaient beau jeu à l'immoralité plus ou moins élégante, souvent même cynique : — ce que nous savons des relations de son père et de lui-même, de la situation très en vue d'Etienne Pascal, grand personnage, collègue puissant du redouté proconsul Séguier dans cette province normande qu'il s'agissait de réduire, après la grosse insurrection de 1638, à l'obéissance au pouvoir absolu ; — ce que nous pouvons supposer des ambitions possibles et du père (1) et du fils ; — tout cela nous induit à croire qu'il pouvait bien, sans trop d'exaltation et d'excès, s'accuser plus tard d'avoir été, sinon coupable en action, du moins capable de le devenir à fond, et que son tempérament impulsif et sa volonté violente l'avaient amené plus d'une fois jusqu'au bord du Péché. Si bien que, le jour où il considérerait en lui ces « Passions de *l'âme* » où Descartes montrait en ce moment même qu'elles étaient pour autant des appétits de la chair, il pouvait dire ce que dit quelque part Joseph de Maistre, — que le cœur d'un « honnête homme », qui, par fortune, n'a pas osé aller jusqu'au bout, n'est peut-être pas beaucoup moins laid que le cœur d'un vicieux réalisé.

IV

Ainsi documentés, nous voyons quand nous arrivons en 1646 au gros événement de la vie morale de Pascal, à la « première conversion », quel sens elle prend. Cette crise religieuse, c'est bien en effet tout au moins le premier acte de la réformation de son être.

Il a vingt-trois ans. Il est le « jeune homme » qu'allait définir Bossuet, à l'âge du grand départ de l'être vers la vie, toute la vie, à l'âge des vigueurs luxuriantes et senties de l'Esprit, du Cœur et du Corps. Le corps, chez lui, défaille, il est vrai. Depuis cinq ans déjà, il est malade. Mais sa maladie s'étourdit dans les « divertissements » d'une existence sans doute luxueuse, dans les jouissances exquises et capiteuses de la vie cérébrale, dans les rudes combats de la science, dans les satisfactions de la gloire déjà conquise, et dont les horizons s'élargissent, — toutes « convoitises » ou « voluptés » qu'il savoure d'autant plus qu'il est plus débile.

C'est alors qu'un accident survient à son père — peu grave en soi — mais la tendresse des trois enfants, orphelins de mère et pour qui leur père est tout, y voit tout de suite, avec la perspicacité de qui aime, l'avertissement certain de la séparation prochaine.

Et c'est devant Blaise Pascal (sûrement aussi devant Jacqueline) avec la Vision de la Mort, le Problème de la Vie qui se dresse... Et donc, le Problème du Devoir.

Et comme, — par l'effet même de cette « cloison étanche » que, sur la prescription de son père, Blaise a dû établir entre ses spéculations scientifiques et ses fréquentations philosophiques, orales ou livresques, d'une part, et sa foi de naissance, de l'autre, — comme il retrouve intacts et inébranlés dans sa mémoire, les dogmes, les vérités de son catéchisme, et, dans sa vie, les habitudes de son éducation : — la question de la Vie, la question du Devoir, vous sentez comment tout de suite elles se formulent chez lui : elles deviennent la question du Salut. Une fois constatée, cette fragilité de tout doit, en tout, régler notre conduite. Il faut vivre la vie présente en fonction de la probable vie future. Il faut être chrétien conséquent ; voilà la grande affaire, sinon la seule.

Mais, pour faire son salut dans la christianisme, dans le catholicisme acceptés, quelle voie choisir ? Car il n'en manque pas alors comme toujours : *Multae sunt mansiones...* Et notre histoire religieuse du XVIIe siècle, mieux connue, nous montre quels choix s'offraient alors à la bonne volonté.

V

Il y avait cette piété de saint François de Sales dont le livre de *Philothée*, dont les progrès de la Visitation avaient fait couler, si l'on peut dire parmi les âmes sensibles de la société française rajeunie, les persuasions insinuantes : piété mystique sans doute, mais exempte de mollesse, et dans ses abandons tendres, soucieuse toujours de paraître, — et d'être — raisonnable et pratique.

Il y avait la philosophie christologique de Bérulle, rationalisme mystique, platonisme précartésien, dont le prestige austère des Carmels parisiens et provinciaux et la pédagogie des maisons de l'Oratoire offraient aux âmes cornéliennes la noble séduction.

Il y avait la religion des purs Mystiques, Franciscains ou Jésuites, dont les innombrables petits foyers ont été, vous le savez, déterrés naguère si joliment de la poussière des livrets dévots, — religion éminemment attrayante quand elle se donnait carrière à travers toutes les illuminations de l'Oraison exaltée, mais dont les ambitions aboutissaient souvent, chez les Jésuites plus sages, à des pratiques menues, combien propres à guider en des chemins

(1) Les titres officiels d'Etienne Pascal, en 1646, étaient : « Conseiller du Roi en ses conseils d'Etat et privé, commissaire député en la Haute-Normandie pour l'Impôt et levée des Tailles, et sur le fait de la subsistance et étapes des Troupes, et autres Affaires concernant le service de Sa Majesté en la dite province ».

embaumés les âmes malades!... A moins qu'elle n'allât même jusqu'à offrir, — comme chez les disciples du P. Cotton ou du P. Joseph, — aux individus énergiques les moyens de féconder par le recueillement, toutes les activités d'un apostolat plongé dans le siècle et dans ses « œuvres » sanctifiées.

Il y avait encore la Vie d'œuvres des petites compagnies séculières, sa bienfaisance propagandiste, militante, enseignante, telle que Vincent de Paul et les Compagnies du Saint-Sacrement la proposaient aux âmes ambitieuses de mériter et d'élargir « le règne de Jésus-Christ. »

Il y avait enfin le Saint-Cyranisme, encore naissant à Paris (1602-1631) mais qui avait déjà conquis tous les Arnauld, les Le Maistre, les Sacy. Son code, sa « bible » augustinienne venait de paraître (1642), rédigée par l'évêque d'Ypres, déjà (1643) suscitant des batailles, commentée qu'elle était par les manifestes d'Antoine Arnaud sur la Morale et sur la Communion eucharistique.

Or, du jansénisme, quelle était l'offre, vous le savez; — l'offre ou plutôt le commandement impérieux à la Jérusalem chrétienne selon lui décadente..., Du haut d'un idéal inflexible et méprisant, il condamnait « le Siècle » de tous les temps et de tous les lieux, mais surtout le Siècle moderne tel qu'il sortait de l'anarchie de la Réforme et des perfides écueils de la Renaissance. D'un coup d'œil pessimiste mais perçant, — et dont en 1646 la France de la Fronde et de la Régence allait bientôt confirmer les sévérités, — il voyait cette société s'engouer d'un matérialisme nouveau : maquillé, aggravé des perfides élégances païennes. Et ces terribles prophètes, pour sauver la France catholique, ne voyaient rien de mieux que de faire surgir devant elle l'image du Dieu oublié, du Dieu qui — étant tout l'Etre, — a seul droit d'être, et devant qui les misérables créatures n'ont d'autre raison d'exister que de se prosterner dans la boue de leur corruption impuissante, afin de ravir à la Grâce toute gratuite du Très Haut, Très Pur et Très Juste, un pardon décidé d'avance par sa prescience et qui ne dépend que de son choix.

De ces diverses solutions, le fils d'Etienne Pascal choisit la dernière, la plus rude, et, — j'ajoute, — visiblement aussi, déjà à cette date, la moins faite pour réussir en France et dans tout l'Occident chrétien.

Pourquoi cette option hardie, que rien ne déterminait par avance?

Des circonstances fortuites, sans doute, et assez curieuses, n'y furent pas étrangères.

(A suivre.)

Alfred Rébelliau,
Membre de l'Institut.

QUESTIONS D'EMPIRES (1)

Le régime impérial s'est habillé de formes infiniment variées. On croyait, au temps des Romains, qu'il était inséparable du pouvoir d'un seul : comment, disait Tacite, un corps immense peut-il fonctionner sans un seul maître pour le diriger ? Je ne suis pas sûr que Montesquieu n'ait pas pensé de même, en songeant à Charles-Quint et à Philippe II.

Mais il faudrait reviser ce jugement, comme tant d'autres de l'*Esprit des Lois*. Tout est à refaire dans l'étude politique et morale des empires. Je n'ai du reste, ici, le désir que de vous inviter à réfléchir sur ce sujet, dont dépend le lendemain de la France et du monde.

Pas une seule fois, dans son histoire déjà longue l'Empire Anglais n'a évolué vers la monarchie absolue, et c'est bien plutôt le contraire qui s'est produit : de ses possessions lointaines lui sont venus plus de principes de liberté que de craintes de tyrannie. Je ne pense pas que nous puissions jamais voir arriver un dictateur issu de notre empire colonial.

Peut-être dira-t-on que c'est précisément la différence entre les empires coloniaux de nos jours, et les empires continentaux à la façon de ceux de Napoléon, de Charlemagne ou de César. Ceux-ci, tout d'un tenant, réunis par la force des armes, appellent la gloire d'un chef et le pouvoir absolu d'un maître; et la masse d'un territoire compact, le voisinage des multitudes vaincues pèsent pour ainsi dire sur le pays souverain, et l'obligent à concentrer ses moyens d'action dans les mains d'un seul. Ceux-là, au contraire, constitués par des possessions lointaines, faits de domaines et de sujets séparés les uns des autres, ne devant leur unité qu'à des vaisseaux de guerre, à des ententes de commerce, à des routes maritimes, toutes choses flottantes et mobiles, faciles à séparer et à isoler, ces empires peuvent grandir et durer sans que les conditions de la vie politique soient changées dans la nation mère. Et il est de fait que, tant que l'Empire Romain ignora les grandes conquêtes continentales, la liberté courut moins de risques au forum ou au sénat.

***

Toutefois, entre nos empires coloniaux et l'Empire Romain, je suis autant frappé des analogies que des différences.

(1) V. la *Revue Bleue* du 16 juin 1923.

Rome a imposé sa domination aussi bien à des tribus à demi barbares, telles les populations du Danube, qu'à de vieux Etats civilisés, telles l'Egypte ou la Judée. Et notre domaine d'outre-mer renferme, à côté des sauvages de l'Afrique, les anciens royaumes, à vie raffinée, du Cambodge et de l'Annam.

Le propre de l'Empire Romain a été de vouloir que tous ses sujets devinssent des citoyens de Rome, quelle que fût la condition de leur terre originelle : Numide errant au pied de l'Atlas, pêcheur armoricain dévot aux Druides, Grec d'Athènes ou Égyptien de Memphis, tous sont devenus citoyens romains et par là ont eu Rome pour patrie. « Ce qui n'était qu'une ville est devenu le monde. » L'idée et le sentiment de patrie, formés dans l'enceinte municipale, passant par-dessus la contrée d'Italie sans s'y arrêter, se fixèrent sur l'Empire : il est vrai parce que cet empire avait pris la forme d'une seule cité, d'une seule ville, démesurément grandie par des forces morales. Mais ne voyons-nous pas commencer de nos jours une révolution semblable, le titre de Français se répandant sur toutes les terres de notre domaine, et notre empire, à son tour, s'essayant à s'élargir en patrie, non plus cette fois en patrie qui ne serait que l'ombre d'une ville, mais en patrie qui serait l'épanouissement d'une vaste nation ?

***

Mais les empires coloniaux des temps modernes sont-ils appelés à devenir d'immenses États uniformes, à la façon romaine, à n'être chacun qu'une patrie, ayant en Europe son centre et son foyer, et ayant ses filiales ou, en quelque sorte, ses provinces et ses municipes répartis dans le monde entier ? — Non! je ne crois pas que ce soit leur véritable destinée et, j'ajoute, leur vrai devoir. Je dis devoir, parce que je ne comprends pas la formation d'un empire, même colonial, sans des obligations morales pour le peuple souverain. Parler de sécurité, d'expansion, de débouchés, tout cela, après tout, est de l'égoïsme national : je m'y résigne, mais je demande à ce que cela soit compensé par le dessein d'une humanité supérieure.

Ce dessein, cette vue d'avenir, pour les nations qui, comme l'Angleterre et la France, ont charge d'empire colonial, c'est de créer là-bas, en Asie ou en Afrique, des sociétés pareilles aux nôtres (1) de véritables patries humaines, car je persiste à regarder la patrie comme la forme idéale du groupement social. Ce que je voudrais pour ces empires, c'est qu'ils devinssent peu à peu une fédération de patries, filles d'une patrie mère, — filles et non pas filiales, — à la manière dont la cité de Marseille, dans le monde antique, se disait la fille de la cité de Phocée. Je voudrais qu'au delà des mers, au Maroc ou en Indo-Chine, la France apparût, non pas comme un État dominateur qui commande et qui exploite, mais comme le tuteur d'un instant qui prépare des civilisations affaiblies à recouvrer une nouvelle vie. Ce rôle d'éducateur fera passer condamnation, aux yeux du moraliste, sur l'esprit de conquête et sur l'idée d'empire. Et que l'Angleterre ait déjà su animer des patries coloniales, au Canada, en Afrique, en Océanie, voilà déjà qui vaudra à son impérialisme un premier pardon.

Cet ouvrage, de fonder des patries, l'Empire Romain s'y est montré impuissant. Obsédé par le besoin d'unité et la fascination de la Ville Éternelle, il n'a point su reconnaître et adopter les forces naturelles et nécessaires qu'étaient les grandes régions de la terre et les sociétés qui s'étaient efforcées d'y grandir ; il n'a pas su faire de la Gaule ou de l'Italie un corps social et une âme collective. Peut-être si, au lieu de se muer en une seule cité, s'il avait imaginé une fédération de peuples, peut-être aurait-il vécu davantage, et laissé au monde une culture plus variée et plus d'indépendance dans les esprits.

***

Je reconnais que l'Empire Romain rendit à une partie de ce monde le très grand service de l'instruire dans une culture commune, d'apprendre aux hommes à se servir d'une même langue, à façonner les mêmes figures d'art, à admirer également Homère et Virgile, à communier devant les mêmes autels de dieux. Et l'on est tenté de croire, et beaucoup l'ont dit, que si aujourd'hui l'Europe, en son entier, commence à ébaucher une fraternité spirituelle où la foi du Christ s'ajoute à l'œuvre de la pensée grecque, c'est parce que l'Empire Romain a offert à l'hellénisme et au christianisme un domaine d'une étendue telle, la domination d'une telle multitude, que le reste des hommes ont dû, de gré ou de force, s'initier à ces formes de la vie morale acceptées et propagées par des majorités humaines. De même, si cette civilisation européenne et chrétienne a pénétré peu à peu les terres les plus lointaines de l'univers, c'est parce qu'elle a été soutenue et divulguée par les empires coloniaux du Portugal, de l'Espagne, de la Russie, de l'Angleterre et de la France. Tantôt ces empires ont agi par eux-mêmes, sur les terres que leurs armes avaient conquises.

(1) Voyez le projet de M. le député Georges Boussenot.

Tantôt ils ont agi par la vertu de puissance, par la force d'attraction qui résidaient en leur masse : et il faut bien que la Chine et le Japon se laissent pénétrer par la science supérieure de l'Occident, qui les étreint par le contact de nos empires. Il a donc été besoin d'un Empire Espagnol ou d'un Empire Anglais pour préparer l'unité de la terre ; et l'on appliquera aux siècles modernes la pensée de Fustel de Coulanges : « Il a fallu un Empire Romain pour préparer l'unité chrétienne. »

Je ne pourrai jamais, pour ma part, consentir à cette conclusion, et à croire que l'unité morale de l'univers doive être commencée par le fer et le feu, ou, si l'on préfère, par les machines de Birmingham ou les cotonnades de Manchester. Qu'il en ait été ainsi à tous les âges de l'histoire, que les peuples modernes aient continué les errements impériaux de Cyrus ou de Rome, je le constate ; mais c'est parce que l'homme possède, enraciné au plus profond de sa nature, le besoin de prendre ou de conquérir, de posséder ou de commander, et que les plus nobles progrès ont dû s'accommoder aux tares de l'espèce humaine. Mais je me refuse à voir dans l'impérialisme autre chose qu'un misérable expédient du passé, un sacrifice fait aux passions de l'âme et aux forces du corps, je me refuse à voir en lui la formule éternelle pour réunir les hommes en une vie commune.

Aux admirateurs de l'Empire Romain ou de l'Empire Espagnol, je répéterai une fois de plus qu'ils font une histoire de surface, que ces grands empires frappent leur imagination comme le ferait une aventure de cinéma, et que la splendeur de ces édifices les empêche de voir la lente circulation des idées, en dehors du bruit des armes et des cortèges triomphaux. La véritable unité du monde antique, je vous ai dit l'an dernier que c'est la Grèce qui l'a préparée (1), et si l'on objecte Alexandre et son empire, je répondrai que l'hellénisme n'avait pas attendu la phalange macédonienne pour descendre sur le Tigre et l'Euphrate. Sans l'Empire de Charlemagne, dit-on, la Germanie ne serait point devenue chrétienne : est-ce que le Christianisme a eu besion d'un empire pour conquérir le monde slave ? Faisons donc une histoire plus intense et plus intime, pénétrons jusqu'aux sources mystérieuses de la pensée humaine, et nous verrons que quelques-uns des plus purs éléments de la vie générale se sont répandus en dehors des routes d'empire. Côte à côte, durant cinq siècles, ont vécu au moyen âge l'Empire Germanique et le royaume de France : celui-là n'implanta rien en Europe qui ressemble à un germe de civilisation ; et celui-ci, au contraire, fit de l'Europe une patrie spirituelle, par la gloire universelle de la langue française, de l'Université de Paris, de l'épopée de Roland, de l'art de nos cathédrales. Deux siècles plus tard, sous Louis XV et Louis XVI, jamais la France ne fut moins ambitieuse d'empire, répudiant même au profit de l'Angleterre ses domaines ou ses amitiés légitimes de l'Inde et du Canada : et c'est à la même date, pendant que l'Angleterre constituait son empire matériel, que les doctrines de la philosophie française conquéraient le monde, le conduisaient à plus de liberté, à plus d'égalité.

***

Les meilleurs terrains pour produire des idées générales et généreuses sont des terres de patrie, et non des territoires d'empire. Réfléchissez bien sur ce fait, que je vous ai souvent signalé : les principes d'une morale absolue, ceux qui auront fait le plus pour relever la dignité individuelle et établir la charité universelle, ces principes sont nés et ont grandi précisément chez les peuples qui ont eu au plus haut degré le sens du patriotisme et la haine des empires.

Voyez ce qu'était la France au dix-huitième siècle. Elle était la plus ancienne nation du monde, la plus cohérente et la plus homogène ; elle s'était formée, non pas par la conquête et par la bataille, comme devait se former de nos jours la nation germanique, mais par le retour volontaire de ses provinces à l'appel du roi et du nom de France. C'était le pays où il était le plus agréable de vivre, où l'accord était le plus complet entre les hommes, où tout semblait les attirer à l'égoïsme de la vie nationale. Et c'est dans ce milieu que se forgeaient ces droits de l'homme et du citoyen destinés à toute la terre.

Dix-huit siècles plus tôt, le christianisme avait apporté aux hommes de cette terre des droits tout aussi féconds, des sentiments plus doux encore, lorsqu'il avait fixé pour but suprême aux volontés humaines la vertu de la charité, le devoir de la fraternité, l'amour du prochain, la foi et l'espérance. Et les premiers discours où ces mots se sont entendus, ont été prononcés entre Tibériade et Jérusalem, dans la seule région de l'Orient qui se fût vraiment consacrée au culte de la patrie et à maudire les empires.

Cinq siècles plus tôt, ce qui avait fait la gloire d'Athènes, c'est qu'elle avait vaincu le plus grand empire de la terre, et que sa victoire avait montré en elle l'idéal de la patrie municipale. Et de la

(1) *La conversion du monde à l'hellénisme*, leçon du 7 décembre 1921 (*Revue Bleue* des 15 avril, 6 et 20 mai 1922).

vie intense, du prodigieux élan d'enthousiasme qui surgirent alors sur l'Acropole, naquirent à la fois les plus belles formes de l'art universel et les plus nobles expressions de la noblesse humaine. Socrate, comme Jésus, ne doit rien aux empires.

***

Je vous rappelle ce que je vous ai dit il y a six ans, en 1916, lorsque le plus malfaisant des impérialismes modernes menaça la patrie française. Ces vastes dominations ne sont favorables ni au progrès intellectuel ni au progrès moral. L'homme y vit trop loin de ses chefs, et il a trop d'indifférents autour de lui. L'Athénien voit l'Acropole, le Juif monte à Jérusalem, le Français connaît ses frontières : et d'être chez soi, au milieu des siens, près d'un foyer, sur une terre que l'on aime, à la vue de paysages qui caressent toute votre vie, voilà qui fait les poètes et voilà aussi qui fait les savants, et non pas les espaces impériaux où se perdent les regards. Il faut, pour avoir le courage de peiner et la force de créer, des familles qui vous soutiennent et qui vous réconfortent. Même à son insu, Descartes subissait l'action et le charme de la France. Socrate a vécu au milieu de tendres amis et non pas d'admirateurs cosmopolites. La pensée humaine se discipline aussi mal au contact des multitudes que dans une interminable solitude, et dans le vaste Empire de Rome, on se sentit tout ensemble perdu dans un désert et bousculé par la foule.

Ce fut une douloureuse surprise, pour les hommes d'élite qui avaient applaudi à la paix romaine, de voir que, sous la pression débilitante de cette servitude mondiale et de ce compagnonnage illimité, l'esprit humain devint incapable de rien inventer en fait de science, de rien imaginer en fait de beauté. On s'était attendu à des prodiges de découvertes, et on arriva à ne plus comprendre les découvertes de la Grèce. On s'était attendu à des merveilles d'art, et on en vint à ne plus savoir copier Phidias ou Praxitèle. Le souffle créateur manqua au monde antique le jour où il voulut vivre en empire.

***

Je ne nie pas que ces empires ne semblent en mesure d'assurer aux hommes de meilleures conditions dans leur vie matérielle, une sécurité plus complète, un gouvernement plus équitable, plus de richesse sur la terre. Pourtant, lorsque j'ai voulu analyser leur œuvre, il m'a paru qu'ils n'ont jamais donné leur mesure en matière d'ordre, de justice ou de travail, que cette œuvre n'a été que l'ébauche d'un début ou un programme sans exécution, comme si ces corps immenses, à la tête énorme et aux membres disparates, furent frappés, à la façon des bêtes de la préhistoire, d'incohérence organique ou de sénilité précoce. — Je ne parle que des empires qui sont morts, des empires continentaux, à la façon de Rome ou de Babylone ; je ne sais ce que vaudront demain les empires coloniaux qui s'élèvent autour de nous.

Jamais ces empires d'autrefois, faits des ruines de cités ou de nations, ne réussirent à mettre sur la terre plus de sécurité qu'elle n'en avait connu au temps des cités municipales ou des royautés de peuples. Ces cités, ces royaumes, à coup sûr, ne se faisaient plus la guerre : mais les luttes civiles entre prétendants à l'empire amassèrent plus de deuils dans les Gaules que les conflits entre Arvernes et Éduens ; et les batailles de Sparte et d'Athènes firent verser moins de sang que les rivalités des héritiers d'Alexandre. En temps ordinaire, même dans les plus beaux jours de la paix romaine, le brigandage sévissait sur les routes, les Césars ne surent jamais organiser une gendarmerie efficace, et je vous raconterai un jour, de leur époque, des histoires de bandits à côté desquelles les anecdotes de Mandrin, de Cartouche ou de Gaspard de Besse ne sont que des plaisanteries d'antichambre.

Je ne peux m'empêcher de sourire quand je lis, dans les polémiques quotidiennes des journaux politiques, le conseil d'avoir un gouvernement fort et une sage administration, et, pour cela, d'imiter Rome. Mais la brutalité n'est pas la force, et le formalisme n'est pas la sagesse. Oublions, si l'on veut, les abominations d'un Fonteius ou d'un Verrès, qui firent le silence à force de solitude : ce sont les méfaits de débuts d'empire, et l'Angleterre elle-même a eu son Warren Hastings. Mais cent ans plus tard, après cent ans de règles et de fonctionnement, la justice impériale était d'une lenteur déconcertante. Les meilleurs des gouverneurs ignoraient souvent les éléments de leur métier. Il fallut, pour juger saint Paul, un long voyage de plusieurs mois et deux ou trois ans de séjour à Rome. Une affaire de rien du tout, celle de thermes de village, pouvait durer quarante ans. M. Lebureau, des Etats modernes, ne fait que continuer les pratiques de son prédécesseur romain, le véritable créateur du type. — Mais enfin, dira-t-on, si lente fût-elle, c'était la justice qui arrivait, égale pour tous. L'égalité, tout comme la liberté, voilà de plaisants mots à prononcer dans l'histoire des empires. Ces formations politiques énormes déterminent au contraire d'énormes

coalitions d'intérêts devant lesquelles ne tardent pas à sombrer les volontés les plus fermes de droit et de justice, même celles d'un Hadrien ou d'un Marc-Aurèle. Tantôt, c'est la poussée de la plèbe romaine, immonde ramassis de centaines de milliers d'hommes, venus de tous les points du monde pour mendier et voler ; tantôt c'est la soumission des conseils ou des gouverneurs du prince aux exigences de l'aristocratie terrienne ou des sociétés de capitalistes. Qui dit grandeur exagérée de l'Etat, dit aussitôt excroissance redoutable, en cet Etat, d'une puissance d'exploitation qui en soutire les forces à son profit. Lorsque Fustel de Coulanges voulut retrouver les origines profondes de la noblesse féodale, il les chercha et il les rencontra dans deux empires, celui de Rome et celui de Charlemagne. Et en sourdine des ambitions impériales de l'Angleterre, vous percevrez le prodigieux travail de la ploutocratie industrielle.

Restera-t-il au moins, à l'actif des empires, les grands travaux qui transforment le sol, forêts défrichées, marais desséchés, fleuves endigués, canaux de circulation ou d'irrigation, la conquête de la bonne terre et la discipline des forces de la nature ? Ces jours-ci, quand on exposait les tâches magnifiques que l'Angleterre s'assignait en Asie, la Mésopotamie rendue à la vie agricole, la canalisation du Tigre et de l'Euphrate, le captage du Jourdain ou de l'Indus, on se plaisait à dire qu'elle reprenait l'œuvre des empires de Ninive ou de Babylone. Mais est-il donc vrai que cette mise en valeur de la terre soit le mérite des maîtres d'empires ? J'ai consulté, à ce sujet, M. Moret pour l'Egypte, M. Contenau pour la Babylonie, et leurs réponses m'indiquent qu'il faudrait plutôt attribuer à de petites sociétés primitives, royautés municipales ou tribus de villages, ces merveilleux travaux de drainage et d'irrigation qui ont fixé la loi du sol et le destin des hommes. Pour faire de la bonne terre, un groupe de familles unies, laborieuses et patientes, vaut tous les empereurs et tous les bureaux d'Etat. Ce n'est pas Charlemagne qui a desséché les marécages de la Vendée, ce sont les moines de Maillezais ; ce n'est pas l'Empire Romain qui a desséché les Marais Pontins, mais les villageois des trente bourgades volsques. Assurément, César et ses successeurs ont dressé un superbe programme de grands travaux : aucun ne fut exécuté. Qu'il eût été facile à l'Empire, avec l'étendue de ses ressources, l'autorité de ses chefs, l'abondance de sa main-d'œuvre, de tracer en notre Gaule ce réseau de canaux qu'appelle le voisinage et pour ainsi dire la parenté de nos fleuves ! Or, il ne fut jamais question, sous les empereurs, que de deux canaux : celui des embouchures du Rhône, que les légions de Marius avaient creusé, et que l'Empire laissa s'envaser, et celui de la Saône à la Moselle, que projeta un gouverneur, et que firent échouer des conflits de bureaux. Oh ! je sais bien que les admirateurs forcenés de Rome me montreront le Colisée comme chef-d'œuvre de construction d'empire : je me permets de lui préférer la Cathédrale de Reims, qui fut simplement l'œuvre d'une patrie municipale.

***

En revanche, si l'Empire Romain n'a point desséché les Marais Pontins, c'est lui qui les a reconstitués en détruisant la nation volsque, qui avait réussi à dompter cette terre rebelle. Et cela est un exemple, ou plutôt un symbole, des décombres matériels qui servent de fondement aux empires. Lisez le tableau du monde romain que rédigea le grec Strabon aux abords de l'ère chrétienne : villes démolies, champs dévastés, terres en friche, marais et solitudes, populations qui s'étiolent, peuples qui disparaissent, ce livre de géographie est le répertoire de toutes les souffrances du monde méditerranéen, lorsque Auguste en eut achevé la conquête. Et si vous étudiez, à l'aide du puissant ouvrage de Maspero, ce qu'était l'Empire Perse au moment où il réalisa l'unité de l'Orient, là encore vous vous heurterez à chaque instant à des amoncellements de débris.

Mais ce ne sont pas ces détresses matérielles qui m'irritent le plus à la vue des empires, ce sont les déchéances morales ; ce ne sont pas les ruines des édifices et la dévastation de la terre, ce sont les ruines des patries et la dévastation des âmes. Songez aux œuvres de sentiment et de pensée que les peuples d'autrefois ont accomplies, et qui se sont effondrées dans la fournaise des empires, comme des formes et des figures de cloches s'effaceraient dans la masse d'un métal en fusion. Que sont devenues, sous l'empire des Perses ou d'Alexandre, ces villes de Phénicie, Tyr ou Sidon, autrefois si vivantes, si libres et si joyeuses ? Quelle déchéance pour l'Israël des prophètes, que d'être à la solde gréco-romaine d'Hérode ou de Ponce Pilate ! Les poésies des Druides et des bardes ont disparu de la Gaule latine, et je ne verrai jamais le miracle de fouilles qui nous en rendra les vestiges. La nation de Cadix avait des poèmes millénaires où étaient racontées l'histoire de l'Espagne atlantique, l'épopée de ses dieux et de ses héros : et ce beau chapitre de la vie de l'Occident s'est oublié pour toujours sous le mépris des chevaliers romains qui brassaient les affaires d'argent de l'Andalousie.

Un empire, c'est la rupture de la tradition qui unit les hommes à leur passé, c'est l'abandon de leur foyer moral et de leur famille politique pour de lointaines alliances et les banales cohabitations avec des commensaux étrangers; c'est la lutte contre la double force qui produit les patries, la solidarité des terres d'une région, l'intimité nécessaire des hommes de cette terre. Et comme tôt ou tard la terre sera la plus forte, comme tôt ou tard les siècles du passé s'imposeront à l'heure du présent, la fondation d'un empire, au profit ou au détriment d'une patrie, est un arrêt dans la marche de l'humanité, est une faute dans l'histoire.

*
* *

Gardons-nous de cette faute d'empire, si nous voulons que la France continue son destin providentiel, l'œuvre pour laquelle l'ont marquée la terre et l'homme, la nature et l'histoire.

De toutes les régions du globe, il n'y en pas une seule qui, autant que la nôtre, puisse vivre de sa vie propre, sans nul besoin de l'étranger, sans déborder ses frontières (1). Elle a un sol qui suffira à la nourrir, et qui, le jour où elle saura l'exploiter davantage, l'affranchira de matières premières qu'elle sollicite aujourd'hui du dehors (2); et si jamais, en éduquant ses besoins et ses ressources, elle arrive à tirer tout de sa terre, l'avenir lui appartiendra, j'entends l'avenir qui fait la sécurité des peuples et le bonheur de leurs citoyens. Que la France s'écarte donc de ces ambitions industrielles et commerciales par lesquelles se fondent les empires et se ruinent les nations mêmes qui bénéficient de ces empires : l'impérialisme de Rome a fait que l'Italie est morte de misère; et dans un accès de franchise et de bon sens, Lloyd George a reconnu un jour que l'impérialisme de l'Angleterre la ferait peut-être mourir de faim. Pour vivre encore de sa propre vie — je pense maintenant à la vie morale — la France a un passé, une langue, une littérature, une philosophie, qui peuvent suffire à élever les âmes de ses enfants. Qu'elle cultive ce domaine spirituel, et surtout qu'elle l'enrichisse. J'aimerais mieux pour elle des années de recueillement et de labeur intime que la dispersion d'une propagande vagabonde. Fustel de Coulanges, en écrivant la *Cité Antique*, Molière, en composant *le Misanthrope*, ont plus fait pour la France, sans la quitter un instant, que les courses les plus brillantes de nos météores en mission. De grandes œuvres, faites sous le chaud rayonnement d'un peuple qui travaille et que l'on aime, voilà le principal devoir de l'esprit français. Mais comme, après tout, la destinée des patries n'est pas de s'enfermer en elles-mêmes, de se complaire dans l'égoïsme et l'admiration de soi, mais de préparer sur son domaine la voie d'une humanité meilleure, tâchons d'organiser en France, par le double effort de la raison et du sentiment, les lois sociales et les pratiques morales qui feront de notre pays un modèle à suivre. Trouver un soulagement à une misère humaine, cela vaut tous les empires.

Gardons-nous de tous les impérialismes, et de celui qui pourrait germer en nous, et de celui qui pourrait poindre à notre voisinage. Les patries qui nous environnent, respectons-les à l'égal de la nôtre, mais détestons-les dès qu'elles prendront un langage d'empire. Que l'étendue d'une nation ne suffise pas à accroître notre estime pour elle, et admirons la Belgique, repliée en un recoin de l'Europe, autant que l'Angleterre, occupée à circonvenir la terre. Dans notre empire colonial, prévoyons et préparons le jour où il sortira de lui une fraternité de peuples, nous entourant de leur reconnaissance et de leur communion. Et pour être bien sûrs qu'on ne touchera pas à notre patrie et à celles qui naîtront de nous, protégeons nos frontières et nos rivages contre toutes les menaces d'empire.

Voilà bien des rêves. Mais j'ai voulu rêver des belles choses que peuvent être les patries, avant d'aborder le triste récit des ambitions gauloises et de l'impérialisme romain.

Camille JULLIAN,
Membre de l'Institut.

(1) « Elle est, disent les économistes, le seul pays d'Europe qui puisse vivre, comme les Etats-Unis, *à l'état d'économie fermée* ».

(2) Je songe à la question essentielle, dite du « carburant national ».

PIERRE LOTI ET JEAN AICARD

Une amitié, qui ne fut pas une amitié littéraire, a uni Pierre Loti et Jean Aicard. Il y eut entre eux une fraternité, aux causes profondes et complexes, et qu'éprouvait si complètement Loti que la dernière ligne de ses lettres à Jean Aicard est toujours : « Je t'embrasse, ton frère, Julien », la dédicace écrite en tête de chacun de ses livres : « A Jean, son frère Pierre. » Cette affection de Loti pour Jean Aicard était, quoique leurs âges fussent à peu près les mêmes, celle d'un jeune frère qui se réfugie dans le cœur d'un grand aîné, qui s'abandonne, se plaint, se fait consoler et câliner. L'esprit inquiet de Pierre Loti, son nihilisme philosophique qui, exprimé ou latent, projette une ombre désespérée sur les pages les plus éblouissantes de son œuvre, trouvaient, dans l'âme claire de Jean Aicard, dans sa lucide philosophie d'idéaliste rationnel, l'un le refuge apaisant, l'autre, la contradiction salutaire. Et puis, ce qui subsista toujours, en cet inexplicable et prodigieux Loti, du petit enfant frissonnant se blottissait avec délices dans la bonté de Jean Aicard, dans ses pitiés divinatrices ou compréhensives que l'ironie ne tarait point.

C'est auprès de Mme Juliette Adam, leur marraine littéraire qui les nommait « ses fils », que se noua l'amitié de Jean Aicard et de Pierre Loti. D'où vint-elle? Pour Jean Aicard, — il me l'a dit — elle vint de la pitié. Oui, si invraisemblable qu'au premier regard cela puisse paraître! Dans l'homme auquel son organisation nerveuse livrait la quintessence de toute sensation et que son métier de marin menait à tous les paradis, à toutes les féeries de la planète, dans l'écrivain que la célébrité élisait si jeune, Jean Aicard voyait uniquement l'éternel souffrant, le cœur attentif à soi-même qu'endolorissaient d'imperceptibles frôlements, une nuance, un souffle. Il se penchait, doucement miséricordieux, sur cette souffrance toujours en puissance dans la vie intense de l'artiste, et qui, libérée, amenée à la surface par des motifs souvent mal saisissables, irréels, était pourtant véritable, tragiquement saignante et gémissante comme une blessure de la chair.

Mais, chez Loti, où fut l'origine de l'amitié? Probablement, comme pour tout ce qu'il nous a révélé de ses mouvements affectifs, elle fut en une sensation : une sensation dont il ne prit sans doute jamais conscience. Son horreur, presque physique, presque tactile, du néant, du non être, revêtait pour lui figure de ténèbres, de confusion, d'étouffement; il devait, nécessairement, se sentir attiré par ce qui était clarté, ordre, rythme vital. Jean Aicard était tout lumière : âme lumineuse qui, à la lueur de son rayonnement, voyait le bien caché qui peut résulter des faits indifférents, la bonté qui peut être à l'état non perçu dans tout être humain; pensée lumineuse, qui délimitait, enserrait en le dessin précis des mots, l'idée ou l'image. Lumière de l'esprit, lumière de l'âme faisaient la lumière du visage; les yeux attiraient en eux la clarté et la beauté pour les refléter en enthousiasme et en ferveur; le sourire, qui resta toujours pur et jeune, était comme une irradiation. Dans le paysage qu'est une physionomie humaine, ce sourire prenait les nuances de toutes les heures du jour; il avait les jeunes confiances du matin, la triomphale plénitude des midis, l'apaisement doux des soleils descendants, la mélancolie inquiète des crépuscules, la tristesse comme désabusée de certains soirs lunaires. Mais qu'elle fût d'aube, de plein jour, de nuit limpide, la lumière demeurait, et c'est d'elle que s'éprit tout d'abord le sombre Loti visionnaire pour qui toute ombre était celle de la mort, le noir de l'anéantissement total.

La tendresse réciproque fut touchante de ces deux cœurs si dissemblables, et, dans les lettres de Loti, elle s'exprime de façon inattendue, très émouvante. Ce qu'ils s'écrivaient reste leur secret, peut-être pour toujours; au moins pour des années encore, jusqu'à ce que tous ceux qui ont vécu au même temps qu'eux les aient rejoints dans la mort.

***

Pierre Loti vint plusieurs fois à La Garde, passer quelques jours auprès de Jean Aicard. Le voyageur qui avait vu et, par les mots, rendu ostensibles aux sédentaires les plus grandioses ou les plus étranges aspects du globe, aima le paysage tranquille, mesuré, équilibré de la plaine de La Garde; la ceinture de collines aux lignes mollement flottantes dans le sud et dans l'est; les grandes architectures nettes et harmonieusement balancées du Coudon et du Faron; la vaste trouée plane vers Toulon et son horizon de montagnes pâles, comme aériennes. Il disait qu'un délicieux repos, une sorte de confiance en la vie

lui venaient de cette nature si classiquement ordonnée et qui semblait avoir pour destination de transmettre aux hommes sa sérénité.

Puis, certains détails, certains points particuliers l'amusaient de comparaisons, de réminiscences. Des tableaux spéciaux, souvent très disparates à l'ensemble, se formaient pour ses yeux, recréaient sous le ciel provençal, tel ou tel coin lointain de la terre.

Dans le parc des Lauriers-Roses, Jean Aicard a fait creuser une petite mare aux bords irréguliers. Quelques minuscules rochers s'escaladent, parmi des joncs, des roseaux à longues feuilles striées de vert et de chrome éteint; de fins bambous noirs cernent deux de ses côtés et, entre eux, luisent, jaunes, bleues, vertes, d'énormes grenouilles de Massier, étagées sur les pierres, ramassées ; prêtes au bond, avec de gros yeux en saillies exagérées, de larges gueules grimaçant un rire de monstres bénins. L'un des bords est découvert, laisse apercevoir un groupe de cycas et de lauriers-roses, un long pin grêle et un pan distant de montagne généralement bleu ou violet. Loti appelait cet endroit le petit Japon. Après le déjeuner sur la terrasse, à l'ombre des grands pins parasols, il prenait le bras de Jean Aicard en disant : « Allons maintenant fumer nos cigarettes chez Madame Chrysanthème. »

La dernière fois que Pierre Loti vint à La Garde, c'était au printemps, au temps où la sèche Provence est couverte d'herbe drue et de fleurettes. Le chemin de Sainte-Marguerite, qui mène de La Garde à la mer, a, de chaque côté des fossés assez profonds où roulent en torrents les pluies d'automne et dont les pentes se couvrent, en février, de frêles anémones violettes à cœur noir. Loti, un matin, s'arrêta longuement devant ces rives fleuries; des ombres légères d'oliviers tachaient de minces hachures bougeantes le doux tapis violacé : « La Galilée », fit-il, avec un regard lointain qui, par cette parcelle de la terre française, reconstituait une vision de la mystérieuse contrée sacrée.

Un soir, le crépuscule déjà descendu et absorbant les trop précises particularités d'aspect, Jean Aicard et Pierre Loti montaient la vieille route qui longe, en corniche, le flanc sud du Thouars. Par une antique porte écroulée, entre quatre gros cyprès très vieux, ils pénétrèrent dans la propriété d'un ami, d'où Jean Aicard voulait montrer à Loti, simplifié, dépouillé, religieux de contours comme le fond d'un tableau des Primitifs, son cher village de La Garde. Ils gagnèrent un petit bois de très hauts oliviers que l'ami, littérateur et artiste lui aussi, laissait croître en toute liberté. Pierre Loti regarda longtemps sans parler; puis, tout bas, avec un singulier tremblement dans la voix : « Ici, vois-tu, à cette heure et en négligeant les petites choses, nous sommes au Gethsémani. Voici les oliviers; à nos pieds *la Vallée*, et cette éminence, avec ses murs indistincts, ses profils irréguliers, c'est Jérusalem. » Puis, quittant brusquement la vision concrète : « Tout de même, ajouta-t-il dans un murmure, comme IL est partout ! » Et Jean Aicard avait gardé, de l'heure, des paroles, du son qu'elles avaient eu, une émotion indicible, comme si, à ce seul moment de leur vie, il avait rencontré son ami à l'huis entr'ouvert du mystère.

*
* *

J'ai dit que l'amitié de Pierre Loti et de Jean Aicard n'était pas une amitié littéraire. Par une évolution inverse de celles habituelles entre écrivains, elle devint littéraire. Loti lut les bonnes feuilles des œuvres de son ami :

« J'ai reçu, et déjà lu, la préface exquise et la « pétition de l'Arabe. Encore merci, tu m'as « fait bien plaisir. J'avais envié de mettre ton « nom en tête de la petite Japonerie que je « t'envoie, puis je ne l'ai pas trouvée assez jolie. « Je te l'adresse ce soir.

« Ne viendras-tu pas me voir avant que je ne « prenne la mer? »

La tranquille confiance qu'avait Loti en Jean Aicard l'amena à lui communiquer ses manuscrits, à demander des conseils *qu'il suivit toujours*. « Cet indépendant, remarquait Jean Aicard, dès qu'il était en confiance, avait toutes les docilités. »

Formidable, 29 Juin.

« Mon cher Jean,

« Pardonne-moi de venir t'embêter de mes « petites affaires personnelles. Mais tu es le seul « en qui j'aie confiance entière pour les conseils. « Tu voudras bien encore être assez bon pour « m'en donner, dis?

« Voici le commencement du Livre de la Mort. « A la page 24, tout le passage marqué au crayon, « qui a paru ainsi dans une revue, faut-il le main- « tenir ou le modifier?

« Et la dédicace, et l'avertissement, peuvent- « ils aller, trouves-tu?

« Pourquoi ne m'as-tu pas écrit un mot me « disant où tu en es; je te l'avais bien demandé « pourtant.

« Je t'embrasse.

Julien. »

*
* *

L'an dernier, quand se constitua le groupe des amis de Jean Aicard, Pierre Loti, l'un des premiers, nous envoya son adhésion. Déjà effleuré par la mort, il écrivit à notre ami Paul Gaultier une lettre toute pleine d'émotion.

Aujourd'hui, la porte du grand mystère s'est fermée sur tous deux, Jean Aicard et Pierre Loti, qui concevaient si différemment ce qu'elle celait à leurs yeux de chair.

Léon de Saint Valery.

CALME DU SOIR

Impressions du temps de guerre.

Voici, simplement noté, ce que j'avais devant les yeux, de la terrasse du jardin, le dimanche soir 7 juillet, entre huit heures et demie et neuf heures moins dix :

Au premier plan, chênes que le lierre épouse et châtaigniers fleuris, formant au paysage un encadrement de verdures touffues, vaste fenêtre ogivale qui s'ouvre sur la lumière, la pureté diaphane de la journée qui finit.

A gauche, il en est une autre, sorte de lucarne irrégulièrement ronde, coupée de quelques branches feuillues.

Immédiatement au pied de la terrasse s'étend le petit môle, la « cale », comme on dit ici, la cale de Stang-al-Lestree, pour l'appeler par son nom. A son extrémité et à sa droite, seuls visibles pour moi, des mâts de bateaux se dressent, lisses et gris, avec leur petite poulie au sommet et leurs simples cordages Ces bateaux me sont cachés, mais de les avoir vus si souvent ainsi, je les devine, par cette marée basse : coques noires, souillées parfois de vase grise, droites ou penchées, suivant que sont ou non placées les « béquilles ».

Sur la cale, dont le sol est d'un ton d'ocre chaud, une borne se dresse, à droite, ceinturée d'un câble. Quelques personnages : marins aux costumes de toile, bleus ou bruns ; à cette heure, les bruns prennent des tons particulièrement chauds. Des petites filles aux costumes sombres rehaussés de collerettes blanches. Une femme « à la mode de ville », toute noire, entourée de voiles, en grand deuil, s'appuie à la balustrade de fer. — Un chien blanc et jaune va et vient paisiblement.

Au delà de la cale, c'est le fond découvert de notre petite anse, avec ses tonalités diverses, jusqu'au cap qui, là-bas, forme l'un des côtés de son embouchure et par-dessus lequel apparaît la mer, limitée elle-même par la côte de la baie.

Les colorations se succèdent :

Du gris d'abord, un gris mat et uni, sable mouillé et vase humide.

Rapidement, sur ce gris, des reflets bleus et parfois un peu rosés viennent se poser. C'est que le sol, devenu moins égal, a retenu de l'eau où le ciel se mire.

Ensuite, une grande bande verte ponctuée de quelques flaques — ce qu'on appelle ici « l'herbier » c'est-à-dire des plantes marines vertes à chevelures assez longues qui, lorsque le flot descend, se déposent naturellement en larges touches.

Une mince ligne de petits rochers se manifeste par un trait jaune.

Puis c'est le sable de la côte d'en face qui commence ; il commence par le gris rose pour passer, par les différentes teintes du rose et du mauve, au blanc rose : sable éclatant, coloré, transfiguré, magnifié par le couchant.

Et nous parvenons au cap dont ce sable forme le rivage ; sur son sommet, de la verdure, un peu jaune ; les verdures de bord de mer, celles qui poussent dans le sable, ne sont généralement pas éclatantes et le soleil, depuis bien des jours, est brûlant. Le cap se prolonge et se termine par des rochers d'un brun foncé.

Par delà le cap, c'est la mer, la mer d'un bleu tendre, un peu éteint, avec des reflets roses ; la mer immobile et plate.

Et voici la côte de la baie, la côte précédée de quelques roches, la côte relativement lointaine, qui se caractérise, elle aussi, par des verts, des jaunes, des blancs rosés et des bruns. A son voisinage, proche l'entrée de Concarneau, un grand bateau qui semble immobile et dont les voiles, cependant tendues par une indiscernable brise, sont également roses.

Au-dessus, le ciel, profond, d'un bleu pâle et lumineux — ponctué de rose. Le rose va aller en augmentant, devenir de plus en plus intense semble

t-il jusqu'à l'instant qui précède sa disparition. Après ces roses et les mauves, nous aurons du gris ; du vert aussi, un instant avant le bleu qui sera déjà presque la nuit. Toutes les teintes changeantes, en un mot, si différentes en apparence et qui cependant se mêlent en se succédant par des transitions insensibles, dans le ciel et sur les flots, lors d'un beau coucher de soleil, comme elles se jouent, si variées, se poursuivent, se juxtaposent et se superposent dans la nacre irisée et ajourée de cette coquille ramassée hier sur la plage...

Mes yeux, par instant, se portent aussi sur ma lucarne de gauche et, à travers les feuilles, qui, par endroit, s'y découpent, j'y vois les mêmes nuances : un sol gris-bleu et vert, puis un peu de jaune, du gris allant au mauve et des roses variés, du saumon au vieux-rose ; un ciel identique à l'autre ; entre le rivage et le ciel, des arbres verts, aux cimes encore bien éclairées par le soleil qui se couche derrière moi, forment des masses distinctes, bien différenciées les unes des autres ; puis des lointains gris.

Entre mes deux « ouvertures », il y a, je le sais, mais je ne la vois pas, la longue file, surmontée de verdures sombres, des falaises et des rochers qui, comme les costumes de toile tannée des marins, prennent des tonalités « feuille-morte » si particulières, et aussi, au milieu de la végétation, ce champ bien régulier, dont la terre nue, on ne sait pourquoi à cette époque, est de la même teinte.

Un oiseau de mer blanc tournoie lentement, tout rose naturellement, dans ce ciel immatériel.

Dans le jardin, familier, léger et fluet, avec son délicat manteau bronzé et son charmant petit gilet couleur de flamme, son bec pointu et son brillant œil de jais, un rouge-gorge sautille sur ses pattes menues.

Au cri strident, bref et pressé des hirondelles dans le ciel, répond celui des grillons sur la terre.

Telle une chrysolithe, une luciole luit doucement dans l'herbe.

Le cadre est beau, qui encadre une « vue » plus belle encore ; un grand calme règne... Et cependant, là-bas, la lutte formidable se poursuit, que mènent les nôtres qui veillent, souffrent et parfois meurent pour nous protéger. Notre pensée qui ne les quitte guère ne peut que se reporter actuellement vers eux avec plus de reconnaissance, plus de tendresse et d'âcuité.

Nous sommes bien loin, aux antipodes, de ce sentiment d'égoïste satisfaction prêté par Lucrèce aux humains qui sont sur terre à l'égard de ceux qui sont exposés aux périls de la mer.

Comment pourrait-il en être autrement, à cette heure si douce que nous ne pouvons vivre comme nous la vivons, que nous ne pouvons goûter que grâce à leur sacrifice, « à cette heure (aussi) où le ciel fume de sang et d'âmes », suivant la pathétique expression d'Agrippa d'Aubigné — qui avait le don de ces trouvailles à la fois puissantes et pittoresques — expression que j'ai le souvenir d'avoir citée déjà, mais qui, aujourd'hui encore, revient tout naturellement sous ma plume, car elle me hante souvent, ne s'appliquant que trop parfaitement, implacablement, aux heures que nous vivons. Comment, je vous le demande, en pourrait-il être autrement en une journée qui, pour être si radieuse, n'en tient pas moins sa place « en ces temps de rouges ténèbres », comme s'exprime Jean Richepin ?... (1)

***

Car c'est la guerre, la guerre voulue par nos voisins les barbares, la guerre de haine, de déprédation et de dévastation qui se poursuit sans trêve ni relâche depuis tantôt quatre ans, la guerre, qu'à défaut de notre pensée vigilante, suffirait à nous rappeler ce léger bourdonnement, d'abord si peu différent de celui du lucane ou de sa biche, volant, par ces belles soirées, autour des vieux arbres. Ce bourdonnement si léger, le voici qui grandit et s'amplifie ; c'est celui, non d'un cerf-volant — d'ailleurs il ne sort qu'à la nuit tombante et c'est en plein jour que j'écris ceci — mais d'un aéroplane ou d'un hydravion.

L'entendre ici, ce bruit de moteur qui nous parvient maintenant si souvent à Paris au cours de la nuit, ce bruit qui nous rappelle alors « l'épée de Damoclès » sans cesse suspendue sur nos têtes, me produit une impression très particulière. Toujours, en effet, il fut évocateur pour moi, à Paris, d'un bruit analogue, tant et tant de fois perçu dans la splendeur de l'été, dans le calme de cette même campagne bretonne : celui des machines à battre, autour desquelles, dans un nuage de poussière d'or, tous s'empressent, hommes, femmes et enfants, pour que la récolte soit, aussi rapidement que possible, mise à l'abri... Commençant avec l'aurore, continuant tout le jour malgré la chaleur, se prolongeant le soir tant qu'un peu de clarté demeure, ce bruit a toujours été lié pour moi à des idées et des souvenirs d'enfance que l'on devine. L'antithèse, à Paris, n'en est que plus forte, quelque chose, on voudra bien excuser cette formule à la fois un peu familière et bizarre, « à la manière de Victor Hugo, revu et complété par Tolstoï (La Guerre et la Paix) ».

Or, maintenant, c'est aux lieux mêmes où, jadis, j'entendais le bruit de la machine à battre que

(1) Dans une lettre du 4 novembre 1916.

j'entends celui, analogue, des moteurs aériens. C'est la guerre ; c'est l'annonce maintenant que de grands navires, précédés, accompagnés d'aéroplanes, d'hydravions et de dirigeables passent à l'horizon, traits noirs sur l'eau, suivis de longues traînées de fumée. Je vais à la fenêtre et, effectivement, les découvre, très loin, au large. Il fait gris ce matin. Les navires sont d'un gris sombre sur l'eau grise, sous le ciel gris ; dans les buées grises deux aéroplanes se discernent à peine ; la fumée grise se répand au loin. Et lentement passent les navires qui sans doute gagnent Brest où, dans quelques heures, débarqueront de nouveaux frères d'armes américains venus à travers le vaste Océan pour prendre leur part de la lutte immense.

*

Le même soir, quelques instants avant dix heures, dans la pénombre grise et bleue qui s'étend et se généralise, des petites filles se sont mises à danser. Ce sont des rondes accompagnées de chœurs qui, à la différence de ceux des théâtres, ont une bonne raison pour être incompréhensibles, puisque ces enfants chantent en breton. Puis, brusquement, la ronde se disloque et les petites filles, telles des lutins capricieux, des korrigans fantasques, des sylphides légères, se mettent à danser deux à deux, se tenant par les mains, tournant très vite, très vite, à perdre haleine : petites silhouettes sombres, noires, aux jupes élargies par le tournoiement...

Au loin une pauvre petite maison blanche, insignifiante le jour, bien laide même pour tout dire, semble capter comme un miroir toute la lumière du ciel, de la campagne et des flots environnants. Elle devient et longtemps demeure rose puis simplement claire dans la nuit grandissante... La magie de l'heure fait que cet humble et banal cube de maçonnerie et d'ardoise évoque successivement pour moi les colorations vespérales de telle blanche villa d'El Biar — qui portait, je crois, un nom breton — et les topazes roses, transparentes, dont parfois se parent et le Pagus qui domine Smyrne et les monts qui, dans le lointain, sont le fond du panorama de la baie d'Alger.

Quelques minutes de calme et — c'est un signe des temps, c'est la guerre — les paroles de la « classique » *Madelon* retentissent. Je puis bien avouer, je l'espère, sans paraître médire d'un chant qui tant et tant de fois égaya et réconforta nos combattants et après ce que j'ai dit plus haut à leur sujet, qu'ici je souhaiterais autre chose... Voici maintenant la «*Marseillaise*», que je préfère — car si j'aime entendre les Bretons chanter en breton, je n'oublie pas qu'ils sont Français — pas plus qu'ils ne l'ont oublié eux-mêmes au cours de cette guerre — et, aux jours que nous vivons, notre hymne national ne saurait sembler importun à aucun moment, en aucun lieu.

Le calme de nouveau, cette fois définitif, jusqu'à l'instant où, ce matin, se fit entendre le bruit des « billettes » sur la cale — mais, comme dit Kipling, ceci est une autre histoire — je n'écris pas, comme il le fit aussi, une histoire pour les grandes personnes.

Georges Philippar.

7-8 *Juillet* 1918.

UN DIEU VIVANT

(*Nouvelle*)

Quelle que soit leur dimension, les temples ou autels purement shintos sont tous bâtis dans le même style archaïque. L'autel typique est une construction oblongue en bois naturel dépourvue de fenêtres, que surplombe un toit très incliné. La partie supérieure des portes, perpétuellement fermées, est ajourée et se compose généralement d'un treillage très resserré. Dans la plupart des cas, l'édifice est légèrement surélevé du sol sur des pilotis de bois, et la bizarre façade pointue, aux ouvertures en forme de visières, aux fantastiques projections de poutres au-dessus du pignon d'angle, pourrait rappeler au voyageur européen certaines formes de lucarnes gothiques. Point de couleur artificielle. Le bois naturel prend vite, sous l'action de la pluie et du soleil, une teinte grisâtre, qui varie des tons argentés du bouleau au gris sombre du basalte. De cette forme et de cette teinte, le *yashiro* isolé des campagnes ressemble moins à une œuvre d'ébénisterie qu'à une particularité du paysage, — forme rurale aussi proche de la nature que les rochers et les arbres, — et qui n'a été créée que pour servir de manifestation de Ohotsuchi-no-Kami, — le Dieu de la Terre, — la divinité primitive du pays.

J'aimerais théoriser un jour sur la raison pour laquelle certaines forces architecturales évoquent chez le spectateur l'idée du surnaturel : pour le moment je me bornerai simplement à dire

que les autels shintoïstes évoquent pareil sentiment, qui ne fait que grandir au lieu de s'affaiblir avec la familiarité, et qu'une connaissance des croyances populaires l'intensifie encore davantage. Nous n'avons pas de mots anglais pour décrire ces formes bizarres, et notre langage est encore moins capable de communiquer l'impression étrange qu'elles produisent. Ces termes shintos que nous rendons par les mots *autel* ou *temple*, sont en vérité intraduisibles : j'entends que la signification japonaise qui s'y rattache ne peut être indiquée par la traduction.

« La Maison auguste » des Kami (dieux) n'est pas tant un temple dans le sens classique du terme, qu'une *chambre hantée*, une *chambre* à esprits, — une maison à fantômes, — les fantômes de grands guerriers, de héros, de rois et de maîtres, qui vécurent, aimèrent et moururent il y a des centaines ou des milliers d'années. Je pense que le terme *maison à fantômes* évoquera mieux que les mots *autels* ou *temples* dans l'esprit occidental quelque vague notion du caractère étrange du *miya* ou *yashiro shinto*, — qui ne renferme dans son perpétuel crépuscule rien de plus substantiel que les symboles ou des gages, — ces derniers étant fort probablement en papier.

Or le vide que l'on devine derrière la façade est infiniment plus suggestif que ne le serait quoi que ce soit de matériel. Et lorsque vous vous rappelez que des millions de gens ont depuis des milliers d'années adoré leurs morts devant des *yashiro* similaires, — que toute une race croit encore que ces constructions sont habitées par des personnalités conscientes mais invisibles, — vous êtes également porté à réfléchir combien il serait difficile de prouver l'absurdité d'une foi pareille. Non, — malgré vos répugnances occidentales, et malgré tout ce que vous jugiez utile de dire ou de taire plus tard au sujet de pareille expérience — vous vous verrez très probablement forcé, sur le moment même, à admettre très respectueusement certaines possibilités. Le raisonnement ne vous servira pas à grand chose. L'évidence des sens compte pour peu. Vous savez qu'il y a d'innombrables réalités qui ne peuvent être ni vues ni entendues, ni senties, mais qui existent en tant que forces, — que forces immenses. Et puis encore, vous ne pouvez railler la foi de quarante millions d'êtres, tant que cette foi vibre tout autour de vous comme l'air, — tant que vous êtes conscient qu'elle pèse sur votre être psychique de même que l'atmosphère pèse sur votre être physique. Quant à moi, chaque fois que je me trouve seul en présence d'un temple shinto, j'ai la sensation d'être hanté. Et je ne puis m'empêcher de songer aux aperceptions possibles de celui qui me hante. Et cela me porte à m'imaginer ce que je ressentirais si j'étais un dieu, — un dieu habitant un temple ancien de la province de Izumo, gardé par des lions de pierre, sur le faîte d'une colline, à l'ombre d'un bosquet sacré.

Si minuscule qu'elle fût, mon habitation ne serait jamais trop petite, car je n'aurais ni dimension ni forme. Je ne serais qu'une vibration, — un mouvement invisible comme celui de l'éther, quoique pouvant parfois, lorsque je voudrais faire une apparition, me créer un corps fantôme à la ressemblance de mon *moi* corporel.

Ce que l'air est à l'oiseau et l'eau au poisson, ainsi tout l'espace serait perméable à cette essence qui serait *moi*. Je passerais à volonté par les murs de mon habitation pour nager dans le long bain d'or d'un rayon de soleil, — pour vibrer dans le cœur d'une fleur, — pour chevaucher sur le col d'une libellule.

Puissance sur la vie et puissance sur la mort seraient miennes, — et aussi la puissance de l'extension de soi, et la puissance de la multiplication de soi, — et aussi le pouvoir d'ubiquité. Je m'entendrais adorer simultanément dans mille foyers; et chaque soir je respirerais la vapeur de cent offrandes de ma place à l'intérieur de cents autels familiaux. Je verrais les lumières sacrées s'allumer à mon intention dans de petites lampes d'argile rouge, — dans de petites lampes de cuivre, — les lumières des *Kami*, — allumées avec le feu le plus pur et nourries avec l'huile la plus pure.

Mais dans mon *yashiro* sur la colline je serais très honoré; c'est là que parfois je réunirais mes *moi* innombrables; c'est là que j'unifierais mes pouvoirs pour répondre aux supplications qui me seraient adressées.

Dans le crépuscule de ma maison fantôme, j'attendrais la venue de pieds chaussés de sandales, et je regarderais les bras bruns qui attacheraient les papiers noués qui portent les vœux, et j'observerais le mouvement des lèvres de mes adorateurs en prière...

« *Harai tamai Kiyomé tamaé!...* Nous avons battu les tambours, nous avons allumé les feux; pourtant la terre est assoiffée, et le riz man-

que. Daigne, dans ta divine pitié, nous envoyer de la pluie, *O Daimyo-jin* ».

« *Harai-tamai Kiyomé-tamaé!..* Je suis brune, trop brune, parce que j'ai peiné dans les champs, parce que le soleil a dardé ses regards sur moi... Daigne augustement me rendre blanche, très blanche, — blanche comme les femmes de la ville, O Daimyo-jin.... »

« *Harai-tamai Kiyomé-tamaé!...* Pour notre fils Tsukamoto Motokichi, soldat de vingt-neuf ans : qu'il puisse vaincre et nous revenir vite, — vite, très vite, — nous te supplions humblement, O Daimyo-jin. »

Parfois une jeune fille me confierait tout son cœur en des murmures :

« Fillette de dix-huit ans, je suis aimée par un jouvenceau de vingt ans. Il est bon, il est sincère; mais la pauvreté nous accompagne et la route de notre amour est sombre. Aide-nous de ta pitié divine; fais que nous puissions nous unir, O Daimyo-jin... »

Puis aux barres de mon autel, elle suspendrait une tresse de cheveux, une tresse douce et épaisse, faite de ses propres cheveux, brillants et noirs comme l'aile du corbeau, et attachée par un lien de feuilles de mûrier. Et dans le parfum de cette offrande, — le parfum simple de sa jeunesse rustique, — moi, fantôme et dieu, je retrouverais les sentiments du temps où je fus homme et amant...

Les mères amèneraient leurs enfants jusqu'à mon seuil, — et elles leur apprendraient à me vénérer, en leur disant :

— Prosterne-toi devant le grand Dieu Clair; rends hommage à Daimyo-jin.

Alors je percevrais le doux et frais battement de petites mains, et je me souviendrais, que moi, fantôme, j'ai aussi été père.

J'entendrais journellement le bruit de l'eau pure versée à mon intention, — le tintement des piécettes, le riz sec grêlant sur ma case de bois comme la pluie. Et je me sentirais rafraîchi par l'esprit de l'eau et fortifié par l'esprit du riz.

Des festivals auraient lieu en mon honneur. Des prêtres aux coiffures noires, aux vêtements de lin, m'apporteraient des offrandes de fruits, de poisson et de varech, — des gâteaux de riz, et du vin de riz, se masquant le visage avec des feuilles de papier blanc, afin que leur haleine ne souille point les mets qui me seraient destinés. Et les *miko*, leurs filles, belles dans leurs *hakama* cramoisis et leurs robes blanches comme de la neige viendraient danser aux tintements de clochettes, agitant des éventails de soie, — afin que je me réjouisse de l'éclat de leur jeunesse et du charme de leur grâce. Et l'on y entendrait de la musique, — musique étrange de tambours et de flûtes, chants en une langue disparue, — tandis que les *miko*, chéries des dieux, évolueraient lentement devant moi :

« *... Quelles vierges sont celles-ci, — les vierges qui se tiennent telles des fleurs devant la Déité? Ce sont les vierges de la Déité auguste.*

... La musique auguste; les danses des vierges; la Déité sera heureuse de les entendre, la Déité sera heureuse de les voir.

... Devant le Grand Dieu Brillant, les vierges dansent, — les vierges pareilles à des fleurs fraîchement écloses...

On me ferait des offrandes nombreuses et diverses : — lanternes de papier peint portant mon nom sacré, — serviettes de couleurs diverses portant, imprimé l'âge du donateur, — tableaux commémorant l'accomplissement pour la guérison de malades, — le sauvetage des navires, l'extinction d'incendies et la naissance d'un fils.

Mes *Karashishi*, mes lions de garde, seraient également honorés. Je verrais mes pèlerins leur attacher des sandales de paille autour du cou et des pattes, en priant les *Karashishi-Sama* de leur accorder des pieds forts et vaillants.

Je verrais la mousse, fine comme de la fourrure verte, pousser lentement, lentement sur le dos de ces lions; je verrais les lichens surgir de leurs flancs et de leurs épaules, en des taches de vieil argent, en des taches de vieil or. Je contemplerais pendant des siècles l'affaissement lent de leurs piédestals inclinés, minés par les gelées et par la pluie, jusqu'au moment où les lions perdraient enfin l'équilibre, et tombant, briseraient leurs têtes monstrueuses. Alors le peuple me donnerait des lions d'une autre forme, des lions de granit ou de bronze, aux dents dorées, aux yeux dorés, — aux queues ressemblant à un tourment de feu.

Entre les troncs des cèdres et des palmiers, entre les colonnes articulées des bambous, j'observerais, saison après saison, les changements des couleurs de la vallée; la chute de la neige d'hiver et la chute de la neige des fleurs de cerisier; — le jaune flamboyant du *natané*; l'azur du ciel reflété dans les plaines inondées; — plaines parsemées de chapeaux en forme de lune

des travailleurs qui m'aimeraient; et enfin le vert tendre et pur des jeunes pousses de riz.

Les oiseaux, les *mukus* et les *uguisis* rempliraient les ombres de mon bosquet de trilles et de gazouillis mélodieux, — les insectes-cloches, les grillons, et les sept merveilleuses cigales de l'été feraient vibrer tout le bois de ma case-fantôme sous leurs orages musicaux. Parfois je pénétrerais comme une extase dans leurs petites vies, afin d'aviver la joie de leurs clameurs et de magnifier la sonorité de leurs chants.

Mais je ne pourrai jamais devenir un dieu, — car nous sommes au dix-neuvième siècle; et personne ne peut vraiment comprendre la nature des sensations d'un dieu, — à moins qu'il n'y ait des dieux dans la chair. Y en a-t-il? Un ou deux, peut-être dans des régions très reculées. Autrefois il y avait des dieux vivants.

Jadis tout homme qui accomplissait une action particulièrement grande, bonne, sage ou brave, pouvait être promu dieu après sa mort, quelque humble que pût être sa condition dans la vie. Des bonnes gens qui avaient souffert beaucoup de cruautés et d'injustice pouvaient recevoir également les honneurs de l'apothéose. Et la tendance populaire à rendre des honneurs posthumes et à adresser des prières à ceux qui meurent volontairement dans des circonstances particulières, — comme par exemple aux âmes des amoureux malheureux, survit encore. Sans doute les anciennes coutumes qui donnèrent naissance à cette tendance, eurent-elles leur origine dans le désir d'apaiser l'esprit contrarié, bien qu'aujourd'hui, on semble croire que le fait d'éprouver une grande douleur suffit pour qualifier celui qui la subit à la condition divine d'existence. Et il n'y aurait rien d'absurde dans pareille pensée. Mais il y eut des déifications encore plus remarquables. Certains hommes eurent de leur vivant l'honneur de voir construire des temples à leur esprit, et furent traités comme des dieux. Non pas, en vérité, comme des dieux nationaux, mais comme des divinités secondaires, — les déités tutélaires ou dieux de village. Ainsi *Hamaguchi Gohei*, fermier de la région d'Arita, dans la province de Kishué fut proclamé dieu avant sa mort. Et je trouve qu'il le méritait.

Avant de raconter l'histoire de *Hamaguchi Gohei*, il me faut dire quelques mots de certaines lois, — ou plus exactement de certaines coutumes ayant la force de lois, — qui gouvernaient plusieurs communautés villageoises dans l'ère pré-Meiji. Ces coutumes furent basées sur l'expérience sociale de plusieurs générations; et bien que différant en quelques détails suivant la province et la région, leur signification principale était partout la même. Certaines étaient ethniques, — d'autres industrielles, — d'autres encore religieuses. Et tout, jusqu'à la conduite individuelle, était réglé d'après ces coutumes. Elles préservaient la paix, et elles exigeaient l'aide et la bonté réciproques des villageois; il pouvait parfois y avoir des combats sérieux entre différents villages : petites guerres paysannes à propos de bornes ou de questions d'irrigation. Mais dans cette guerre de vendetta, on ne pouvait tolérer aucune querelle entre hommes d'une même communauté, et le village entier ressentait tout trouble inutile de la paix intérieure. Cet état de choses existe encore à un certain degré dans les provinces les moins modernisées : les gens savent y vivre sans se disputer, — pour ne pas dire sans se battre. En règle générale, les Japonais ne se battent que dans l'intention de tuer, et si un homme sobre se laisse aller au point de frapper un coup, il rejette virtuellement la protection communale et prend sa vie dans ses propres mains avec toutes les probabilités de la perdre.

La conduite privée du sexe faible était réglée par certaines obligations remarquables, tout à fait étrangères à tous les codes écrits. Avant son mariage, une jeune paysanne jouissait de beaucoup plus de liberté qu'on n'en accordait aux jeunes citadines. Elle pouvait avoir un amant : et on ne l'en blâmait pas, à moins que ses parents n'y fissent des objections. On considérait cela comme une union honnête, — honnête en tant qu'intention.

Mais ayant fait son choix, la jeune fille se trouvait liée par ce choix. Si l'on découvrait qu'elle rencontrait clandestinement un autre admirateur, les villageois la dévêtaient, la laissant toute nue, pourvue seulement d'une feuille de *shuro* en guise de tablier, et on la chassait en la raillant par toutes les rues et toutes les ruelles du village. Pendant la disgrâce publique de leur fille, les parents n'osaient se montrer; ils devaient partager sa honte et demeurer dans leur maison dont les volets était hermétiquement clos. La fille était ensuite bannie pour cinq ans, mais à la fin de cette période, on considérait qu'elle avait expié sa faute, et elle pouvait réintégrer son domicile sans craindre de s'entendre adresser d'autres reproches.

L'obligation d'aide mutuelle en temps de calamité ou de danger était la plus impérieuse de toutes les obligations communales. En cas d'incendie, tous et toutes étaient tenus à venir immédiatement en aide au mieux de leur habileté. Les enfants eux-mêmes n'étaient pas exempts de ce devoir. Dans les villes, les choses étaient autrement organisées; mais dans tous les petits villages le devoir universel était excessivement simple; le négliger eût été considéré impardonnable.

Un fait curieux, c'est que cette obligation d'aide mutuelle s'étendait aux questions religieuses; tout le monde était tenu d'invoquer les dieux pour les malades et les malheureux chaque fois qu'on le demandait. Par exemple, il se pouvait qu'un village reçut l'ordre d'accomplir un *sendo-mairi* (1) pour quelqu'un de très malade. En des occasions de ce genre, les *Kumi cho* (et chaque *Kumi-cho* était responsable pour la conduite de cinq familles) couraient de maison en maison en criant : « Un tel est très malade; veuillez tous vous dépêcher d'accomplir un *sendo-mairi*. »

Sur quoi, tout occupés qu'ils pussent être à ce moment, tous les habitants du village étaient tenus de se hâter vers le temple, en ayant soin de ne pas butter ni trébucher en chemin, comme le moindre faux pas au cours d'un *sendo-mairi* portait, croyait on, malheur au malade.

Et maintenant pour ce qui concerne Hamaguchi.

De temps immémoriaux, les côtes du Japon ont été balayées à de longs intervalles irréguliers, par d'énormes lames de fond, causées par des secousses sismiques ou par des éruptions de volcans sous-marins. Les Japonais appellent ces marées soudaines et effrayantes des *tsunami*. La dernière eut lieu pendant la soirée du 17 juin 1896, lorsqu'une vague de deux cent milles frappa les provinces du nord-est, Niyagi, Iwaté et Aomori, — détruisant des douzaines de villes et de villages, ruinant des régions entières et tuant près de trente mille personnes. Or l'histoire de Hamaguchi Gohei est l'histoire d'une pareille calamité qui eut lieu bien avant l'ère du Meiji.

Hamaguchi Gohei était déjà un vieillard à l'époque de la catastrophe qui le rendit célèbre. C'était l'habitant le plus influent de son village : depuis bien des années il en était le *muraos* ou chef. Et il n'était pas moins aimé que respecté. Les villageois l'appelaient en général *Ojiisan*, ce qui veut dire Grand père. Mais comme il était l'homme le plus riche de la communauté, on parlait parfois de lui en le désignant par son titre officiel, *Choja*. Il donnait des conseils aux petits fermiers, — il servait d'arbitre dans leurs disputes, — il leur avançait même de l'argent au besoin, et il disposait de leur riz pour eux aux meilleures conditions.

La grande ferme au toit de chaume de Hamaguchi était perchée sur le bord d'un grand plateau qui surplombait une baie. Le plateau, consacré en majeure partie à la culture du riz, était enclos de tous côtés par de hautes collines boisées. De sa limite extérieure, le terrain inclinait en une grande concavité verte, comme creusée, jusqu'au bord de la mer. Et toute cette pente, qui avait environ trois quarts de mille de long, était bâtie en terrasses et ressemblait, vue de la mer, à un immense escalier de gradins verts, divisé au centre par un étroit zig zag blanc, un sentier des montagnes. Les quatre vingt dix chaumières et un temple shinto qui composaient le village étaient bâtis dans la courbe de la baie; d'autres maisons étaient éparpillées sur une certaine distance des côtés du chemin étroit qui conduisait à la demeure du *Choja*.

Par une soirée d'automne, Hamaguchi Gohei considérait, du balcon de sa maison, certains préparatifs qu'on faisait dans le village au dessous de lui, en vue d'un festival. La récolte de riz avait été belle, et les paysans allaient célébrer leur moisson par un bal dans la cour de l'*ujigami* ou temple shinto paroissial. Le vieillard pouvait distinguer les bannières de fête ou *nobori*, qui battaient dans le vent au-dessus des toits de la rue unique, — les festons de lanternes de papier attachées à des perches de bambou, — les décorations de l'autel et l'assemblée de jeunes gens vêtus de couleurs vives. Il n'y avait personne auprès de lui ce soir, sauf son petit-fils, âgé de dix ans : tous les autres membres de la famille étaient descendus au village. Lui-même les aurait accompagnés s'il ne s'était pas senti moins vaillant que d'habitude.

La journée avait été oppressante, et malgré une brise naissante, il y avait toujours dans l'air

(1) Accomplir un *sendo-mairi* signifie faire mille visites à un temple et répéter mille invocations à la déité. Mais il est nécessaire d'aller seulement de la grille ou *torii* de la cour du temple au lieu de prière et retour mille fois de suite, en répétant mille fois la même invocation ; la tâche peut se diviser entre nombre de personnes, — dix visites accomplies par cent personnes étant tout aussi efficaces que mille visites accomplies par une seule personne.

cette espèce de chaleur lourde qui, selon l'expérience du paysan japonais, précède, à certaines saisons, un tremblement de terre.

Et bientôt le tremblement se fit sentir. Ce n'était pas assez violent pour effrayer les gens, mais Hamaguchi, qui avait senti des centaines de secousses au cours de sa vie, remarqua que celle-ci était particulière; on eût dit un long mouvement spongieux. C'était sans doute l'arrière-vibration d'une immense secousse sismique très éloignée. La maison craqua et bascula lentement plusieurs fois: puis tout se calma de nouveau.

Lorsque le tremblement cessa, les vieux yeux perçants de Hamaguchi se tournèrent avec inquiétude vers le village. Il arrive souvent que l'attention d'une personne contemplant fixement un endroit ou un objet particulier, soit tout à coup divertie par le sentiment de quelque chose qu'elle ne voit pas sciemment, — par la simple et vague sensation de l'inconnu dans le cercle pâle de la perception inconsciente qui s'étend au delà du champ visuel. Ce fut ainsi qu'il advint que Hamaguchi se rendit tout à coup compte qu'il se passait quelque chose d'insolite à l'horizon. Il se leva et contempla la mer. Elle s'était tout à coup assombrie et se comportait étrangement. On eût dit qu'elle se mouvait *contre le vent*. Elle paraissait s'éloigner de la terre.

En très peu de temps, tout le village avait remarqué le phénomène. Apparemment personne n'avait senti le mouvement du sol, mais tous étaient évidemment stupéfaits par le mouvement extraordinaire de l'eau. Ils couraient vers la plage et même au delà de la plage pour mieux le contempler. De mémoire d'homme un pareil reflux n'avait jamais été vu sur cette côte. Des choses inconnues auparavant apparurent soudain : des espaces insoupçonnés de sable côtelé et des étendues de rochers se révélaient, tandis même que Hamaguchi les contemplait. Et personne parmi les villageois ne semblait se rendre compte de la signification de ce reflux monstrueux.

Hamaguchi Gohei lui-même n'avait jamais vu pareille chose. Mais il se souvenait d'histoires que lui avait racontées dans son enfance le père de son père, et il connaissait toutes les conditions de la côte. Il savait ce que la mer allait faire. Peut être songea t il au temps qu'il faudrait pour envoyer un messager au village, ou pour prévenir les prêtres bouddhistes de la colline de sonner leur grande cloche... Mais il lui eût fallu beaucoup plus de temps pour dire ce qu'il pensait qu'il ne lui en fallut pour penser. Il appela simplement son petit-fils :

— Tada! — vite! — Allume-moi une torche.

Les *taimatsu* ou torches de pin, sont tenues toutes prêtes dans bien des demeures de la côte en cas de besoin par des nuits d'ouragan; — on s'en sert également à certains festivals shintos. L'enfant enflamma une torche immédiatement, — et la saisissant, le vieillard se hâta vers les champs où des centaines de meules de riz représentant à peu près tout son capital, attendaient d'être transportées. S'approchant de celles placées le plus près du flanc de la colline, il se mit à les enflammer, se hâtant de l'une à l'autre aussi vite que ses vieilles jambes le lui permettaient. Les tiges desséchées s'enflammèrent comme du bois sec; la brise marine dirigea les flammes vers la terre, et bientôt les meules prirent feu rangée par rangée jetant vers le ciel des colonnes de fumée qui se confondirent en un énorme tourbillon nuageux. Tada, étonné et terrifié, courait après son grand-père en criant:

— *Ojitsan*, pourquoi? *Ojitsan*, pourquoi? Pourquoi?

Mais Hamaguchi ne répondit point. Il n'avait pas le temps d'expliquer. Il ne songeait qu'aux quatre cents vies qui étaient en péril... Pendant quelques instants l'enfant regarda, ahuri, le riz qui brûlait; puis il éclata en sanglots et s'enfuit vers la maison, bien persuadé que son grand-père était devenu fou. Hamaguchi continua à enflammer les meules jusqu'à ce qu'il parvint à la lisière de son champ. Puis il jeta sa torche à terre et attendit. L'acolyte du Temple de la Colline, voyant l'incendie, fit sonner la grande cloche et les gens répondirent au double appel. Hamaguchi les regarda revenir en hâte de la plage et remonter au village, tel un essaim de fourmis et, à ses yeux inquiets, guère plus rapides; car les moments lui semblaient terriblement longs. Le soleil baissait et le lit ridé de la baie et une longue étendue tachetée s'étendaient nus dans le flamboiement orange. Et la mer s'enfuyait toujours vers l'horizon.

Cependant Hamaguchi n'eut pas longtemps à attendre l'arrivée du premier secours : une vingtaine de jeunes paysans qui voulurent s'attaquer immédiatement au feu. Mais le *Choja* étendit les deux mains et les arrêta :

— Laissez brûler, mes fils, ordonna t il. Laissez. Je veux que tout le *mura*, que le village entier soit réuni ici. Un grand danger menace, — *taihon-da*.

Le village entier accourait; et Hamaguchi se mit à compter. Bientôt tous les jeunes gens et les jeunes garçons furent sur les lieux, ainsi que plusieurs femmes et jeunes filles particulièrement agiles. Puis arrivèrent les gens plus âgés, les mères portant leurs bébés sur le dos, et même les enfants, car ces derniers pouvaient aider à passer les seaux. Et les vieux, trop faibles pour suivre la première foule, étaient bien à mi chemin de la colline escarpée. La foule sans cesse grossissante, qui ne savait rien, considérait alternativement, tristement surprise, les champs qui flambaient et le visage impassible de leur *Choja*. Et le soleil se coucha.

— Grand-père est fou! Il me fait peur, sanglota Tada, pressé de questions. Il est fou, il a mis le feu exprès au riz. Je l'ai vu faire.

— C'est exact, s'écria Hamaguchi. L'enfant dit vrai. J'ai mis le feu au riz... Est-ce que tout le monde est ici?

Alors les *Kumi-cho* et les chefs de famille regardèrent autour d'eux et dirent :

— Tous sont ici ou le seront bientôt.. Nous ne comprenons pas ce qui se passe.

— *Kita!* s'écria le vieillard à haute voix, en désignant le large. Dites maintenant que je suis fou.

Tous regardèrent l'orient à travers le crépuscule, et ils virent au rebord de l'horizon brumeux une longue ligne mince pareille à l'ombre projetée par une côte, là où il n'y eut jamais de côte, — une ligne qui s'épaissit et qui s'élargit, de même que la ligne d'une côte s'élargit aux yeux de quelqu'un qui s'en approche : et pourtant incomparablement plus rapide. Car cette ligne sombre, c'était la mer qui revenait, surgissant comme une falaise et courant plus vite que ne vole le milan.

— *Tsunami!* clamèrent les villageois. Mais tous les cris, tous les sons et l'ouïe furent assourdis par un choc innommable, plus lourd que n'importe quel tonnerre, lorsque la vague colossale frappa la côte avec une force qui fit frémir les collines, — et avec un éclat d'écume qui ressembla aux scintillements d'éclairs de chaleur. Puis, pendant un instant, il n'y eut plus rien de visible qu'un tourbillon d'embruns qui remonta la colline comme un nuage; et devant cette menace, les gens s'éparpillèrent, saisis de panique. Lorsqu'ils regardèrent de nouveau, ils virent une blanche horreur de mer qui s'acharnait sur le lieu de leurs demeures; elle se retira en rugissant, arrachant les entrailles de la terre sur son passage. Deux fois, trois fois, cinq fois, la mer frappa ainsi, — puis se retira; mais chaque fois avec un élan moins violent. Puis elle recouvrit son ancien lit et y resta, — encore démontée comme après un typhon.

Là haut, sur le plateau, pas une parole ne fut prononcée. Tous contemplaient, consternés, la désolation à leurs pieds, — l'horreur de rochers arrachés et de falaises dénudées, — la houle de varech de haute mer projeté au-dessus du site dévasté des demeures et du temple. Le village avait disparu : la plupart des champs n'étaient plus. Les terrasses elles-mêmes étaient détruites, et de toutes les maisons éparpillées autour de la baie, on ne reconnaissait plus que deux toits de paille ballottés follement sur les vagues dans le lointain. L'arrière-terreur de la mort à laquelle ils venaient d'échapper, et la stupéfaction qu'ils éprouvaient devant la perte générale, rendaient tous les villageois muets : enfin la voix de Hamaguchi s'éleva de nouveau doucement :

— *Voilà pourquoi j'ai mis le feu au riz.*

Et il se tenait au milieu d'eux, lui, leur *Choja*, aussi pauvre que les plus pauvres, car sa fortune était anéantie. Mais par ce sacrifice il avait sauvé quatre cents vies humaines. Le petit Tada courut vers lui, et lui saisissant la main, lui demanda pardon d'avoir proféré de vilaines paroles. Alors les gens s'éveillèrent à la raison pour laquelle ils étaient encore en vie. Et ils se mirent à s'émerveiller de la clairvoyance si simple, si dévouée qui les avait sauvés. Les anciens se prosternèrent dans la poussière devant Hamaguchi Gohei, — et le peuple imita leur exemple.

Alors le vieillard versa quelques larmes, parce qu'il était heureux, et aussi parce qu'il était vieux et faible et avait subi une cruelle épreuve.

Mais dès qu'il put trouver des paroles, il dit, tout en caressant machinalement les douces joues brunes de Tada :

— Ma maison est debout, et il y a de la place pour beaucoup d'entre vous. Et le temple sur la colline est encore debout; les autres y trouveront abri.

Alors il les mena vers sa demeure et le peuple se mit à pleurer et à crier de joie.

La période de détresse fut longue, parce qu'en ces jours-là, il n'existait nulle communication rapide entre les différentes régions, — et l'aide qu'on envoya quérir dut venir de très loin. Mais lorsque des jours meilleurs se dessinèrent, les villageois n'oublièrent pas leur dette envers Hamaguchi Gohei. Ils ne pouvaient l'enrichir, —

du reste il ne l'eût pas toléré, — même si c'eût été possible. Les dons ne pouvaient suffire à exprimer le sentiment de vénération qu'ils éprouvaient pour lui. Car ils croyaient que l'âme qui habitait en lui était divine. Alors ils en firent un dieu, et ils l'appelèrent dorénavant Hamaguchi Daimyo-Jin, — pensant ne pouvoir lui faire plus d'honneur. Et en vérité aucun honneur plus grand ne saurait être fait à un mortel dans aucun pays.

Et lorsqu'ils rebâtirent le village, ils élevèrent un temple à son esprit, sur le fronton duquel ils fixèrent une tablette portant son nom tracé en caractères chinois dorés. Et ils l'y adorèrent avec des prières et des offrandes.

Je ne sais ce qu'il pensa de tout cela. Je sais seulement qu'il continua à vivre dans sa vieille demeure au toit de chaume sur le flanc de la colline, avec ses enfants et les enfants de ses enfants, — d'une façon aussi humaine et aussi simple qu'auparavant, tandis que son âme était adorée dans le temple du village.

Il est mort depuis cent ans et plus. Mais on me dit que son temple est toujours debout, et que le peuple adresse encore des prières à l'âme du bon vieux fermier pour qu'il les aide en temps de menace ou de danger...

J'ai demandé à un philosophe japonais de mes amis de m'expliquer comment les paysans pouvaient raisonnablement s'imaginer que l'esprit de Hamaguchi pût être dans un endroit tandis que son corps vivait dans un autre. Je demandai aussi si ce n'était qu'*une* de ses âmes qu'ils avaient adorée de son vivant, et s'ils croyaient que cette âme particulière s'était détachée des autres pour accepter leurs hommages.

— Les paysans, répondit mon ami, considèrent l'esprit comme quelque chose qui peut se manifester même pendant le vivant de la personne dans plusieurs endroits à la fois. Bien entendu, pareille idée diffère totalement de la conception occidentale au sujet de l'âme.

— Cette idée est-elle beaucoup plus rationnelle, demandai-je malicieusement.

— Eh bien, répondit-il avec un sourire, bouddhistes, — si nous acceptons la doctrine de l'unité de l'esprit, l'idée du paysan japonais semblerait contenir une ébauche de la vérité. Je ne pourrais guère en dire autant de vos idées occidentales !

LAFCADIO HEARN

Traduit de l'anglais par Marc Logé.

FIGURES COLONIALES

M. CARDE

Partir d'un humble bureau d'une petite sous-préfecture d'Algérie, pour entrer, par la porte la plus discrète, dans l'administration coloniale ; gravir d'un pas sûr et patient tous les degrés de la hiérarchie, ne rien demander à la protection et à la réclame et se trouver un jour, avant même d'avoir atteint cinquante ans, Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française, est une destinée bien belle et bien rare et qui ne saurait s'expliquer ni par le hasard, ni par la chance. Telle a été cependant celle de M. Carde. Et dès lors n'est-il pas intéressant de se demander à quelles causes profondes il a dû son élévation et de chercher l'homme à travers le fonctionnaire ?

Le voici, tel qu'il est, tel qu'il a toujours été ; tel que je l'ai connu, alors que, simple adjoint des Affaires indigènes à Madagascar, il était mon collaborateur au Service de Géographie du Ministère des Colonies. Visage énergique et résolu, la mâchoire puissante, le parler bref et les yeux regardant loin. Au demeurant, il donne l'impression de la volonté et de la force, non de la dureté, car un sourire fréquent dissipe la froideur du premier contact. C'est avant tout un homme d'action ; quand il a conçu un plan, il l'exécute, mais il ne le conçoit qu'après l'avoir mûrement étudié et préparé. Quand il a un chef, il lui obéit, car il a toujours été un fonctionnaire soumis et exécutant avec beaucoup d'intelligence et de rapidité les ordres qu'il reçoit ; mais, quand le chef, c'est lui, il demande à ses subordonnés la même obéissance et la même activité. Mais, comme il est bon et qu'il sait récompenser, il a suscité partout où il a passé des dévouements absolus et des affections très vives. Lui-même a connu dans sa carrière mouvementée des hommes dont il a gardé l'empreinte, qui sont pour lui comme des modèles et dont ni le temps ni la mort n'ont pu altérer le souvenir. C'est ainsi que choisi, tout jeune encore, comme Secrétaire Général de l'A. O. F. par le noble et pur Van Vollenhoven mort admirablement à la tête de sa compagnie, il ne peut encore prononcer ce nom et évoquer cette figure sans que sa voix s'altère et que ses yeux se mouillent de larmes qu'il ne cherche nullement à dissimuler. C'est ainsi qu'il nous est apparu au Banquet de l'Union Coloniale, et son émotion fut si vive, qu'elle se communiqua à tous. Donc, ayant des amis dévoués, et dévoué à

ses amis, il n'est jamais isolé et cette collaboration d'hommes de valeur qui le comprennent et le devinent accroît singulièrement sa puissance d'action.

Cet esprit de décision, cette indifférence des conséquences que peut avoir son geste et son attitude l'ont mis parfois dans une situation difficile. Quand Van Vollenhoven, refusant noblement d'exécuter des instructions qu'il n'approuvait pas, eut quitté Dakar pour rejoindre l'armée, M. Carde se trouva brusquement investi des lourdes fonctions de Gouverneur Général, appelé lui aussi à prendre contact avec l'homme qui, muni de pleins pouvoirs, arrivait à Dakar. Observant à la lettre les instructions qu'il avait reçues, il défendit avec dignité et fermeté les droits du Gouvernement Général et ne céda que sur les instructions venues de très haut et de très loin. Il jouait là une grosse partie qui pouvait à jamais compromettre sa carrière, mais il le fit avec tant de calme et d'empire sur lui-même, qu'il n'en souffrit nullement, et ceux-mêmes qu'il avait heurtés dans leurs projets ne lui en ont pas gardé rancune. Il avait eu déjà, alors qu'il était Chef de cabinet du Gouverneur de la Martinique, à une époque troublée comme en connaissent les Antilles, des moments pénibles, mais il sut ne pas dépasser, dans les concessions à faire, la limite qu'il s'était fixée et il fut pour son chef beaucoup plus âgé que lui, et si mal conseillé par ailleurs, le plus sûr et le plus utile des collaborateurs.

Il ne faudrait pas conclure de ce qui précède que M. Carde est un homme de lutte ; rien ne serait moins exact. Il l'accepte quand elle se présente, mais il ne la cherche pas. Peut-être, dans les premières années, était-il un peu autoritaire, mais la pratique du pouvoir et la connaissance des hommes ont modifié son caractère, et il ne lui reste de cet instinct de combativité que ce qui est nécessaire à un homme qui veut, suivant la formule de Jules Ferry, « oser et agir ». Or, nous arrivons à une époque de notre histoire coloniale où un Gouverneur qui n'adaptera pas sa politique à cette formule, ne sera pas un bon Gouverneur. M. Albert Sarraut le disait éloquemment l'autre jour, et il avait raison.

* * *

Ainsi d'Algérie à Madagascar ; de Madagascar aux Antilles ; des Antilles à l'Afrique Équatoriale ; de l'Afrique Équatoriale à l'Afrique Occidentale, M. Carde a promené son regard attentif et son inlassable énergie. Sachant ce qui lui manquait, il a beaucoup appris et beaucoup retenu. Du labeur quotidien et des petites affaires administratives, il s'est élevé aux idées générales ; il a eu son plan, sa méthode, son idéal. Rien ne prouve mieux ce que je dis que le rapport volumineux qu'il a remis à la Société des Nations dont il était le mandataire, quelques semaines avant de quitter le Cameroun. Il semble que par une sorte d'intuition, il avait prévu qu'il allait quitter ce pays où il avait, depuis quatre ans, donné sa mesure, de sorte que ce rapport qui lui a valu un témoignage public de satisfaction des membres de la Société est en même temps un testament. Cet ouvrage va être prochainement publié. On le lira avec un intérêt prenant et aussi avec une légitime satisfaction. Il démontre par les résultats acquis ce qu'un administrateur français, pénétré de notre doctrine coloniale et des principes généreux et humains qui dominent nos rapports avec les indigènes, peut obtenir d'eux, et combien surtout l'âme française diffère de l'instinct brutal et cupide des Allemands qui furent, dans ce pays, nos prédécesseurs. Grâce à l'action directe et permanente de M. Carde, l'esclavage n'est plus au Cameroun qu'un souvenir ; le sort de la femme, jadis bête de travail et bête de plaisir, s'est élevé et ennobli ; la propriété foncière, fondement de la Société et de la famille, a été organisée. Enseignement, Assistance Médicale, Justice indigène, toutes ces réformes sans lesquelles il ne saurait y avoir de colonisation, ont été par lui préparées, amorcées et plus qu'esquissées. A un autre point de vue, on lira aussi avec une sympathique curiosité les chapitres consacrés aux Travaux publics, aux réformes financières, aux institutions agricoles. C'est une belle œuvre réalisée en moins de quatre ans ; avec le temps, il aurait fait mieux encore, mais le plus fort est acquis et son successeur n'a qu'à marcher résolument dans la route largement ouverte.

Je ne voudrais pas que cette étude, toute de psychologie, fût un simple panégyrique. Cela ne serait digne ni de lui, ni de moi, et si j'ai pour M. Carde une vieille affection, elle ne m'aveugle pas. Le nouveau Gouverneur Général est doué, je l'ai déjà dit, d'une grande puissance de travail. Quel que soit le climat, quelle que soit la fonction, il donne toujours un gros effort personnel. Je crains qu'il ne soit la victime de cette qualité et qu'elle ne l'entraîne à vouloir tout faire par lui-même. Or, ce n'est pas ce qu'il faut demander à un Gouverneur Général, qui a surtout un devoir et une mission de contrôle, de direction générale et d'autorité supérieure. Quand il aura choisi ses collaborateurs, et il a prouvé qu'il se connaît en hommes, je souhaite qu'il leur fasse confiance, qu'il les laisse agir, et que sa présence réelle ne les dispense pas de toute initiative. Un Gouverneur Général ne peut tout voir, tout ordonner, tout prévoir. Carde a le sens profond de la responsabilité ; qu'il encourage celle de ses

chefs de service. Il pourra ainsi consacrer plus de temps à prévoir au lieu de se contenter de voir, et en accordant le présent à ses collaborateurs, il pourra mieux préparer l'avenir. Autre chose encore, Carde sort des cadres des administrateurs, c'est essentiellement un homme de carrière. Il a donc pour ses anciens collègues une estime particulière et j'ajouterai méritée, car il est impossible d'avoir, comme nous, vécu avec ces fonctionnaires obscurs, dévoués et courageux, toujours aux prises avec des difficultés quotidiennes, constamment en lutte avec les climats, les événements et les hommes, sans éprouver pour eux une admiration raisonnée et aussi une confiance absolue. Ce sentiment, M. Carde l'éprouve plus que tout autre, et c'est là qu'il y a peut-être un danger. Les administrateurs ne sont ni omniscients, ni ubiquistes. Déjà leur rôle est singulièrement compliqué. Il faut qu'ils soient des guides, des financiers, des juges, des chefs militaires, c'est beaucoup. Or, il ne faut pas leur demander qu'ils soient en même temps des ingénieurs, des médecins, des entrepreneurs, des agronomes et des géomètres. Tout en condensant en eux les pouvoirs d'administration générale, il conviendrait, à mesure que nos colonies se rapprochent de l'organisation métropolitaine, de faire appel aux spécialistes, de ne confondre ni les attributions, ni les tâches et de ne pas demander aux Administrateurs si aptes à tout tenter dans les pays neufs, de se passer des compétences dans les pays mieux adaptés. C'était la conception de M. Roume ; peut-être est-ce la bonne ? De jour en jour, les travaux à réaliser, les Sociétés agricoles et industrielles à créer, les ports à outiller exigent l'intervention des compagnies privées à condition, bien entendu, que le contrôle du Gouvernement s'exerce d'une façon permanente. Travail de contrôle, je le répète, mais non d'exécution. Je souhaiterais que M. Carde fût convaincu de l'idée que l'Étatisme à outrance ne répond plus absolument à la situation présente de nos colonies de l'A. O. F. car je le connais assez pour savoir que le jour où il sera de cet avis, nul mieux que lui ne saura entrer dans cette voie nouvelle sans rien abdiquer de son autorité, ni de sa volonté.

Tel est M. Carde. Il semble que j'ai donné de lui une impression exacte. C'est, je crois, La Bruyère qui a dit « ce sont les faits qui louent », aussi ai-je laissé parler les faits. Au reste, rien n'est moins compliqué, plus limpide et plus facile à comprendre que le caractère de M. Carde. M'élevant du particulier au général, je dirai qu'il est l'exemple le plus caractéristique de ces Gouverneurs qui, après avoir longtemps obéi, ont appris à commander et qui, ayant toujours vécu aux colonies, savent ce qu'elles attendent de nous. C'est une nouvelle génération qui arrive aux honneurs et aussi aux responsabilités. Quel chemin parcouru en moins de vingt ans ! Il en est ainsi désormais ; les Gouverneurs, chose assez nouvelle, gouvernent ; les administrateurs travaillent ; les indigènes confiants nous aiment et nous les aimons. Rien de plus beau et rien de plus digne de notre race. Mais de tous ceux qui ont grandi sur la terre d'Afrique, le nouveau Gouverneur Général de l'A. O. F. est le type le plus caractéristique, le plus complet, celui de qui on peut encore attendre beaucoup, bien qu'il ait déjà beaucoup donné.

Camille Guy.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

UNE CONSPIRATION INTERNATIONALE

Certes, il faut prendre garde de ne jamais tomber dans cette manie des petits esprits et des petites gens qui veulent toujours expliquer les péripéties de la politique internationale par une sorte de roman chez la portière, où l'on voit un mauvais génie, une canaille idéale gouverner les partis et les ministres, en tirant quelques ficelles. Toutes les époques ont eu leurs croquemitaines : Pitt et Cobourg, Metternich, Bismark. Dans une certaine mesure, M. Lloyd George a joué ce rôle dernièrement.

Évidemment, c'est trop simple. Pas plus qu'il n'y a de hasards en politique, il n'y a de metteur en scène infernal. Quand on veut comprendre quelque chose au jeu des intérêts et des passions nationales, il faut considérer le balancement des forces, le développement normal des idées ; aujourd'hui plus que jamais, les hommes ne sont que peu de chose dans d'aussi grands débats, ils peuvent retarder ou précipiter les événements, ils ne peuvent ni les empêcher ni les déterminer. Cependant, quand on considère tous les embarras et toutes les difficultés que la politique française rencontre depuis quelques mois, et surtout depuis quelques semaines, quand on remarque le concert qui semble y présider, on ne peut s'empêcher de se dire qu'une véritable conspiration internationale semble avoir été ourdie contre le traité de Versailles, et ceux à qui il devait assurer de justes répa-

rations et de légitimes garanties. Cette conspiration, des circonstances l'ont servie, mais comme ceux qui la mènent ont su en profiter! Assurément, la crise ministérielle belge avait des causes purement intérieures, elle était l'aboutissement logique d'une situation parlementaire paradoxale. Mais n'est-il pas curieux de voir que c'est précisément le moment où cette crise était devenue inévitable que M. Cuno et ses conseillers ont choisi pour mettre les gouvernements alliés dans la nécessité de lui faire une réponse collective. Puis c'est l'affaire Dorten, lancée avec beaucoup d'habileté par M. Garvin, directeur de l'*Observer*, qui a passé longtemps pour un ami de la France, mais qui combat méthodiquement sa politique. Cette affaire Dorten, dont la presse anglaise, et, derrière elle, les presses hollandaise, suisse, scandinave, voire italienne, sans parler de certains journaux français et belges, ont fait un véritable scandale, est purement ridicule. L'*Observer* a publié un rapport attribué à M. Tirard, et d'où il résulterait que le haut Commissaire français à Coblence aurait eu des rapports assez suivis avec le Dr Dorten et les séparatistes rhénans. Or, ce que beaucoup de gens ont reproché à M. Tirard, en France, et au baron Rolin-Jacquemyns en Belgique, c'est de s'être désintéressé du mouvement rhénan. M. Dorten et ses amis, dans leur tentative de se séparer de Berlin, n'ont jamais été soutenus de notre côté que par des partisans isolés, des groupements nationalistes, comme le Comité de politique nationale belge ou le Comité de la rive gauche du Rhin à Paris. Les gouvernements, et particulièrement leurs représentants en Rhénanie les ont toujours laissés se tirer tout seuls des difficultés que leur antiprussianisme leur suscitait; ils n'ont même pas su protéger Smeets contre ses assassins. On peut déplorer cette politique de l'abstention, on peut soutenir que, sans chercher le moins du monde à préparer des annexions indésirables, il nous était parfaitement loisible de nous intéresser à un mouvement qui tendait à séparer la Rhénanie de l'Allemagne et à assurer ainsi la sécurité de notre frontière de l'Est, beaucoup mieux que ne pourrait le faire aucun pacte de garantie. Mais puisque, officiellement, nous nous sommes abstenus soigneusement de toute politique rhénane, il est juste que nous ayons du moins le bénéfice moral de cette abstention. Le rapport en question, où M. Tirard n'était pour rien, ne faisait d'ailleurs que reproduire des plaintes que M. Dorten ne cesse de répéter à tout venant.

A peine la campagne déterminée par l'*Observer* au sujet de nos prétendues ambitions rhénanes s'est-elle apaisée qu'un autre journal anglais dénonce avec terreur les progrès de l'aviation française; ils ne peuvent être autre chose qu'une menace contre l'Angleterre! Puis c'est l'étrange lettre du Pape au cardinal Gaspari. Certes, comme tous les documents pontificaux, celui-ci peut être modifié, édulcoré par des commentaires. Mais l'Allemagne et les amis de l'Allemagne en Europe n'y ont pas moins vu une condamnation de l'opération de la Ruhr. La publication de cette lettre était d'autant plus gênante pour le gouvernement français qu'elle pouvait prêter à toutes sortes de manœuvres dans la politique intérieure. Les journaux socialistes et radicaux qu'inspirent ou que dirigent les adversaires de M. Poincaré ne se sont-ils pas empressés de déclarer, malgré leur anticléricalisme doctrinal, que la politique de la Ruhr venait d'être condamnée par la plus haute autorité spirituelle du monde, et que la France, de ce fait, se trouvait rejetée dans la pire solitude morale? Enfin les manœuvres financières dirigées contre le change français et contre le change belge n'apparaissent-elles pas comme le plus odieux des chantages?

C'est donc une mobilisation complète de toutes les Internationales : l'Internationale rouge, l'Internationale noire, et enfin l'Internationale dorée, qui pourrait bien actionner les deux autres. Et ce qu'il y a, à la fois, de plus inquiétant et de plus caractéristique, c'est que ce mouvement convergent contre la politique franco-belge s'est produit précisément au moment où la résistance de l'Allemagne semblait près de fléchir, et où la crainte de la catastrophe imminente paraissait sur le point de déterminer le Reich à entreprendre des négociations. Depuis le jour où il inventa la « résistance passive », il est évident que M. Cuno a compté sur l'aide de l'Angleterre. C'est parce qu'il s'est su, ou parce qu'il s'est cru soutenu par lord d'Abernon et lord Curzon qu'il s'est lancé dans une aventure sans issue. Certes, cet appui a été moins direct, moins formel qu'il ne l'avait espéré, mais le fait seul que l'action franco-belge dans la Ruhr n'avait pas l'approbation du Foreign Office suffisait à nous créer une atmosphère défavorable qui devait fatalement prolonger la résistance allemande C'est de cette atmosphère qu'est née la conjuration internationale dont nous sommes victimes.

* * *

Quand on parle d'une conjuration, il ne faut évidemment pas s'imaginer qu'il s'agisse d'un complot ayant son chef et sa trame ourdie par toutes sortes d'agents circulant à travers le monde. Certes, au temps des conférences, la fausse bonhomie de M. Lloyd George, ses arrière-pensées manœuvrées

par les puissances financières de la Cité nous ont fait le plus grand tort. Mais il est trop simple de se le figurer comme une espèce de démon auquel obéissent tous les ennemis de la France. Cette conjuration dont quelques hommes croient pouvoir se servir est en quelque sorte spontanée. Elle a pour origine le mouvement convergent de toute une série de forces financières et idéologiques qui ont intérêt à ruiner l'œuvre de Versailles.

On le voit de plus en plus clairement, le grand vice du traité de Versailles, c'est qu'il est à la fois inachevé et démesuré ; ceux qui l'ont négocié ont cru qu'ils pourraient pour cent ans régler le sort du monde, et refaire la carte de l'Europe conformément au principe des nationalités dont ils n'ont pas prévu les dangers. Ils ont bien entrevu les problèmes économiques qui allaient se poser, mais, impuissants à les résoudre, ils en ont laissé le soin à l'avenir. Ils ont réglé assez minutieusement les questions territoriales, mais ils n'ont pas su ou n'ont pas voulu approfondir l'immense question des réparations. A la base du traité, qui était un traité *pénal*, ils ont posé ce principe juridique que toutes les ruines de la guerre devaient être réparées par ceux qui en étaient responsables mais au moment de déterminer la façon dont on procéderait, ils ont posé la plume, se contentant de fixer quelques règles de principe, et laissant à la Commission des réparations, dont ils faisaient une sorte de sur-État sans pouvoir, le soin de les résoudre. Or, il était à prévoir que, devant la nécessité de la production et des échanges à réorganiser dans le monde entier, ceux qui n'avaient pas un intérêt direct et vital aux réparations arriveraient promptement à s'en désintéresser. C'est ce qui s'est produit. Les pays sinistrés ne sont plus que des gêneurs. Leurs réclamations sont justes oui, évidemment, mais leur attitude ne ressemble-t-elle pas à celle de ces gens qui se lamentent sur l'injustice du sort, alors que les habiles arrivent à les corriger en prenant la vie comme elle vient, et en profitant des quelques avantages que les circonstances leur permettent de saisir? Il est juste que l'Allemagne paye, mais si elle ne peut payer qu'en se ruinant et en ruinant le monde du même coup, la sagesse ne serait-elle pas de se résigner à ce qu'elle ne paye pas ?

Tel est le raisonnement des neutres, et de ceux des belligérants anglais et américains qui n'ont pas de ruines à relever. Ils le font partager à tout le monde du pacifisme international, pour qui la France est toujours suspecte ; ils ont trouvé assez facilement à lier partie avec le socialisme qui, dans toute l'Europe, cherche à profiter des fautes qui ont été commises par les gouvernements « bourgeois » pour se sauver du discrédit où le jeta son attitude pendant la guerre. Et tout cela crée une atmosphère qui rend de plus en plus difficile l'attitude que la France et la Belgique ont adoptée pour obliger l'Allemagne à exécuter le traité. Au lendemain de la conclusion du traité de Versailles l'opinion universelle nous était encore favorable. Hélas! il n'en est plus ainsi aujourd'hui. La propagande allemande, soutenue par une certaine propagande anglaise et par la propagande socialiste internationale, ont solidement établi la légende d'une France impérialiste pour qui la question des réparations n'est qu'un prétexte et qui n'a d'autre but que d'occuper indéfiniment la Ruhr et la Rhénanie. La participation de la Belgique à l'opération eût dû écarter cette hypothèse, mais la même propagande la représente comme définitivement vassalisée par la France et rendue incapable de suivre son propre destin. C'est un thème qu'on retrouve périodiquement dans les journaux allemands anglais, hollandais et même dans quelques journaux belges ennemis de l'influence française.

Au reste, la pression qui a été exercée sur la Belgique pour l'obliger à abandonner l'alliance française ou du moins pour renoncer à participer à l'occupation de la Ruhr est inouïe. Il y a eu contre son industrie, qui ne vit que d'exportation, l'esquisse d'une manœuvre de boycottage et la baisse anormale de son franc doit être attribué aux mêmes mesures d'intimidation. Certes, l'opinion populaire s'est cabrée, mais dans le personnel politique les inquiétudes de l'heure présente ont réveillé certaines tendances anglomanes ou francophobes. M. Paul Hymans au nom de la Société des Nations, M. Van Cauwelaert, — le leader catholique lamingant, au nom du Pape, M. Vandervelde au nom de l'internationale ouvrière ont prononcé des discours que les amis de la France n'ont pu entendre sans déplaisir.

Ceux qui s'opposent plus ou moins ouvertement à la coopération franco-belge exploitent d'ailleurs non sans adresse l'attitude plus ou moins réticente du gouvernement français à l'égard de certaines suggestions de M. Jaspar. MM. Theunis et Jaspar ont déclaré plusieurs fois avec beaucoup de netteté que les Belges étaient entrés dans la Ruhr pour en sortir dès que l'Allemagne se serait inclinée, dès qu'ils auraient la victoire.

Mais quelle victoire ? En quoi consiste cette fois la victoire. Le gouvernement belge a essayé d'en donner une définition. Il existe un plan belge de réparations, qui n'a pas été publié mais dont on connaît les grandes lignes, plan réaliste qui s'inspire de nos nécessités mais qui cherche à s'accommoder des possiblités du débiteur et qui détermine ces possiblités grâce à des moyens d'investigation que nous

possédons. Ce plan le gouvernement belge eût voulu le voir discuter par la France, amendé et modifié si c'est nécessaire de façon qu'il devienne le plan franco-belge. Pour y arriver il a fait plusieurs démarches qui sont restées sans résultat. Il avait été admis en avril dernier que MM. Barthou et Delacroix causeraient à la Commission des réparations et confronteraient les idées des deux gouvernements. Ces conversations n'ont jamais eu lieu parce que M. Barthou, dit-on, n'a pas reçu les pouvoirs suffisants pour les commencer utilement. C'est alors que M. Jaspar a fait remettre au quai d'Orsay un mémoire « technique » qui, avec la lettre qui l'accompagnait formait à tout le moins un projet de plan commun. Le mémoire technique a été déclaré très intéressant et... serré dans les archives. Communiqué plus tard à Londres il n'a pas obtenu plus de succès. C'est ce qui permet aux socialistes de dire au gouvernement belge : « Vous ne savez pas pourquoi vous êtes dans la Ruhr si ce n'est pour faire plaisir à M. Poincaré. »

Mais tout cela n'a plus guère qu'un intérêt rétrospectif. Si remarquable soit-il, ce plan belge qui comportait, en échange d'une nouvelle réduction de la dette allemande, l'institution de régies et de monopoles contrôlés, n'était praticable que dans l'hypothèse d'une certaine bonne volonté allemande. Or le Reich accentue sa résistance et jusqu'au discours de M. Baldwin à la Chambre des Communes on a pu s'imaginer qu'il était soutenu par l'Angleterre. C'était au point que les membres de la conjuration internationale ont pu croire un moment à la rupture irrémédiable de l'Entente. Le discours de M. Baldwin a eu du moins le mérite de dissiper cette équivoque.

Oh ! certes, il est loin de nous satisfaire pleinement, ce discours. Mais il laisse les choses en l'état. Au fond il traduit clairement les embarras du gouvernement britannique qui continue à désapprouver l'opération de la Ruhr, mais qui se reconnaît incapable d'adopter la politique dont ses officieux nous ont menacés, et qui consisterait à traiter directement avec l'Allemagne en sautant à pieds joints par-dessus le traité de Versailles. M. Baldwin veut gagner du temps dans l'espoir que la poussée « à gauche » que l'on remarque depuis quelque temps en France pourrait amener au pouvoir un gouvernement plus docile à la politique britannique. C'est un bien faux calcul. Un gouvernement de gauche aurait la même politique que M. Poincaré ; il ne pourrait en avoir d'autre. Cette politique de temporisation ne traduit que faiblesse et ce discours du Premier Anglais est une véritable défaite de la conjuration internationale.

L. DUMONT-WILDEN.

LES ROMANS

UN RAPPEL A LA VIE INTÉRIEURE

Le nouveau roman de M. Georges Lecomte nous conduit tout droit au cœur même du malaise de l'heure présente. Pour bien des raisons qu'il n'est pas besoin de rappeler ici, nous vivons dans l'agitation et comme aliénés de nous-mêmes. Encore exténués d'un immense effort et d'une tension nerveuse qui excédait peut-être la limite des forces humaines, nous sommes à la fois aiguillonnés par les besoins, tourmentés par les soucis, incertains du lendemain, préoccupés de l'avenir. Les uns se tuent de travail et les autres s'étourdissent dans le plaisir ou les divertissements. Jamais les ambitions n'ont été plus fiévreuses, ni les cupidités plus ardentes, ni les espoirs plus impatients. L'activité se fait plus brutale à mesure que s'avivent les exigences du désir. Est-ce un effet de ce désarroi, de ce désordre ? Voici qu'un trouble profondément quelques âmes, éveille en elles la conscience comme une interrogation sur le sens de la vie.

Le Sens de la vie.. Ce fut, en 1888, le titre du livre qui donna la notoriété à Edouard Rod. D'autres causes avaient produit les mêmes effets. Oppressés par le « Scientisme », blasés sur les raffinements de l'art pour l'art, excédés du Naturalisme, déçus ou déconcertés par le Symbolisme, les jeunes hommes de cette génération écoutaient avec ferveur l'évangile que Tolstoï résumait dans cet appel adressé à tous : « Il faut avoir une âme. » Et Maurice Barrès, analyste aigu que pressait l'instinct de recomposer et de reconstruire, pratiquait dans sa sensibilité et sa pensée des sondages qui allaient lui faire découvrir le fond solide sur lequel il pourrait édifier une philosophie de l'action. Trente ans ont passé, et la loi des retours rouvre un nouveau cycle, que d'autres suivront, à la fois pareils et différents...

La Lumière retrouvée est une œuvre d'aujourd'hui : chaque détail de mœurs est, pour ainsi dire, marqué de sa date ; chaque trait de caractère se rattache, par un point ou par un autre, à quelqu'une de nos préoccupations. Mais tous ces traits, comme tous ces détails, convergent en un centre unique : la conscience d'un homme de plaisir qui, en lutte avec son frénétique instinct de conquête, retrouve peu à peu la maîtrise d'elle-même

(1) Georges Lecomte : *La Lumière retrouvée*, 1 vol. de la Bibliothèque Charpentier.

et l'accord avec les suprêmes réalités. L'objet essentiel du roman est de nous retracer cette évolution ; son principal mérite, de la suivre pas à pas à travers la vie elle-même, sans jamais perdre le contact de ses forces ni de ses leçons.

Olivier de La Brirette est une sorte de Don Juan fiévreux, insatisfait et mélancolique. Virtuose en l'art de plaire, il s'est taillé dans le monde une gloire de conquérant auquel nous sentons bien que ses triomphes n'ont pas apporté le bonheur. En vain le demande-t-il sans cesse à de nouvelles victoires ; rien n'est jamais sorti de sa course au plaisir que le malaise physique et moral. N'est-ce pas la preuve qu'il ne marchait pas dans sa véritable voie ? Aussi bien, son cœur n'est point pervers ; il ne se complaît nullement dans le mal, et même il se porte souvent au bien, soutenu par certaines traditions et par des habitudes chevaleresques. Cet homme, « qui méconnaissait tous les principes et ruait à travers toutes les règles, trouvait néanmoins dans le sentiment de l'honneur et de ce qu'il considérait comme « chic », un support pour une existence convenable. Sauf cependant en ce qui concernait ses capricieuses aventures galantes où, à l'ordinaire, il se montrait sans freins, scrupules ni vergogne ! » L'intérêt du sujet de M. Georges Lecomte est précisément de nous montrer comment cette exception devait disparaître un jour, — lorsque l'aventure galante fait place au véritable amour et que celui-ci se produit dans des circonstances où le sentiment de l'honneur parle plus haut et plus fort que jamais.

Oui, le sentiment de l'honneur parle très haut et très fort chez Olivier de La Brirette quand il se voit aimé de Germaine Lusigny, la femme d'un de ses amis les meilleurs, d'un compagnon de tranchées et quand il comprend que lui-même est sur la pente de l'amour. Lusigny, d'ailleurs, dès qu'il devine le danger, lui parle avec franchise, d'homme à homme et cœur à cœur. Le mari loyal et profondément épris voit sa femme perdre pied dans le tourbillon de plaisir qui succède au calme tendre des années de guerre ; il redoute pour elle l'étourdissement et le vertige auxquels ne peuvent échapper les agitées et les imprudentes qu'emporte la farandole. Le péril était beaucoup plus grave pour Germaine, et sans doute la démarche de son mari n'avait pu suffire à l'écarter. Comment ne pas songer ici à ce beau roman de *Monsieur de Camors*, où Octave Feuillet a voulu montrer que l'honneur, détaché des grands sentiments qui le soutiennent, tombe comme une fleur coupée. M. Georges Lecomte se rallierait, j'imagine, à cette conception, puisqu'il s'est préoccupé surtout, si j'interprète bien sa pensée, de renforcer chez son personnage le sentiment de l'honneur par toutes sortes de raisons profondes, découvertes l'une après l'autre, et de plus en plus clairement perçues.

C'est ainsi que, tour à tour, une tante de province, Mme de Lantigné, une excellente et noble amie, Mme Verchizeuil, la fin d'un sage, l'expert-géomètre Grosbois, et l'exemple surtout d'un vieux médecin, le Dr Vallières, lui découvrent cette vérité si simple, mais trop oubliée, que toute félicité nous vient de la vie intérieure et qu'il faut atteindre jusqu'à cette source pour retremper nos forces, guérir les maladies de notre âme et trouver la paix. Pour Mme de Lantigné, le principe de la vie intérieure, c'est la foi ; pour Mme Verchizeuil, c'est une foi moins vive, complétée par un vif sentiment de la poésie des êtres et des choses, de la nature et du passé ; le géomètre était un simple et un sage, un « jovial conciliateur », qui puisait sa sérénité dans son amour de la vie rurale. Et quant au Dr Vallières, ce guérisseur des corps est aussi un guérisseur des âmes qui fait le bien pour la seule joie de l'accomplir, sans l'illusion de la moindre gratitude, et conquiert à ce salutaire régime la sérénité.

Il est permis ici de se demander, et de demander à M. Georges Lecomte en quoi le principe de l'honneur, qui dirige la conduite de son principal personnage, est inférieur à ceux dont il nous montre l'efficacité chez les personnages épisodiques, et pourquoi il ne le met pas sur le même rang ? Dans cet éclectisme moral que l'auteur résume ainsi : « Sous des formes différentes, quels que soient principes, idées, croyances, toujours la vie intérieure ! Voilà décidément le secret... » — pourquoi l'honneur ne serait-il pas une de ces formes ? Alfred de Vigny faisait de l'honneur une religion, la religion de l'homme moderne, sans rites ni symboles, et qui s'accorde de tous points, disait-il, avec la religion chrétienne. Ce dernier trait est contestable, car le christianisme va certainement beaucoup plus loin que le sentiment de l'honneur dans l'abnégation et le renoncement. Mais ce qui ne paraît pouvoir être contesté, c'est que l'honneur soit un principe de vie intérieure. La vérité, c'est que tous les principes ne se valent pas et qu'il conviendrait de les ordonner selon une hiérarchie. Chacun ajoute à la force qu'il porte en lui-même celle qu'il emprunte aux principes de l'ordre supérieur, et tous sont suspendus, qu'on le veuille ou non, au principe religieux. A celui-là tous les autres empruntent leur efficacité secrète, et c'est ce qu'entendait Renan lorsqu'il disait de l'incroyance contemporaine : « Nous vivons du parfum d'un vase vide. »

Mais n'oublions pas que M. Georges Lecomte écrit un roman, et non point une œuvre philoso-

phique. Il n'est pas obligé de remonter jusqu'à ce que les métaphysiciens appellent, d'un pléonasme nécessaire, les « principes premiers ». Il serait même bien fâcheux pour son art qu'il y remontât. L'art ne dépasse pas, dans ses moyens d'expression, le champ de la réalité concrète. Revenons, avec M. Georges Lecomte, à cette réalité. Il nous la dépeint avec beaucoup de précision, de charme, de vérité et de poésie. Tous ces personnages secondaires, de qui son héros reçoit une leçon, nous apparaissent dans leur cadre naturel, comme des expressions diverses d'une terre heureuse, recueillie, paisible. Comme l'auteur aime et comprend son Mâconnais! comme il en décrit bien les paysages, où plutôt comme il saisit leur âme, et l'âme des gens avec celle des choses! Il y a une scène de vendanges et un tableau de pressoir qui sont d'un réalisme exquis. Et sur tout le pays plane, discrètement évoquée, mêlée à la noblesse du décor et au drame intérieur qui s'y déroule, la grande ombre de Lamartine.

Ce drame n'est pas seulement enveloppé d'une atmosphère : il faut dire encore qu'il se détache sur un arrière-plan. Par-delà les causes successives dont nous voyons l'influence déterminer l'évolution du personnage principal, la cause initiale, dominante et profonde, c'est la guerre. Notre vie est, hélas! actuellement ce que la guerre l'a faite. Nous vivons dans ses conséquences, c'est-à-dire en elle encore ; en elle nous nous mouvons et nous sommes. Sa réalité nous anime, nous enveloppe et nous accable. Et par une effroyable aberration, où Pascal reconnaîtrait sans doute l'éternel besoin de « divertissement », il semble que la plupart des gens n'y pensent plus ou du moins agissent comme s'ils n'y pensaient plus. M. Georges Lecomte nous montre l'idée de la guerre à l'origine de l'évolution de son personnage et il lui donne encore une part décisive dans cette évolution. C'est parce qu'il y a entre Olivier de La Brirette et Maurice Lusigny l'amitié des tranchées, que le premier se reconnaît le devoir absolu de ne pas trahir l'autre. Dans cette même période de début, Germaine sent pour la première fois l'inconvenance, l'anomalie de sa vie agitée et frivole quand elle voit surgir devant elle, dépaysé dans un dancing, « le spectre des temps héroïques », sous la figure d'un mutilé qu'elle a soigné comme infirmière. Enfin c'est une visite au Linge qui, en replongeant Olivier dans l'atmosphère de sainteté et d'héroïsme, redresse son âme encore désemparée, y réveille le sentiment de la résignation, la fait bénéficier des mérites de toutes les âmes « qui, de cet enfer, s'élevaient avec ce qu'elle ont de meilleur, de plus noble, de plus pur, vers le ciel! » Là, lui est rendue la maîtrise de soi-même, qui naguère régnait en ces parages. Là se décide sa rédemption : « Assez de tergiversations!... Plus de rechutes!... C'est tous les jours qu'il faut agir proprement, comme nous l'avons fait ici, lorsque, dans le péril et l'atmosphère du sacrifice, la loi morale illuminait, parfois à leur insu, les plus récalcitrants... » L'homme est rendu à la vie intérieure lorsqu'il a repris « l'habitude d'interroger sa conscience et d'entendre avec recueillement sa voix. »

M. Georges Lecomte a su égayer un sujet aussi grave par l'observation enjouée, la verve satirique et l'humour où se retrouve l'auteur de *Bouffonneries dans la Tempête*, des *Hannetons de Paris*, des *Cartons verts*. Le salon ultra-moderniste de Mme Torteron, à Mâcon, est plaisant comme une transposition tout actuelle des *Précieuses ridicules*. La figure et les allures de l'opulente, de l'impérieuse Marguerite Ozolette offrent une amusante caricature, peut-être un peu simplifiée et un peu forcée, des faits et gestes d'une reine d'opéra qui porte dans la vie réelle ses habitudes de théâtre et joue ses rôles au naturel, toujours et partout. Ainsi se nuance et se diversifie cette œuvre d'une belle tenue littéraire et d'une grande élévation morale, où passe le reflet de la flamme dévorante et purificatrice qui, après avoir consumé pendant cinq ans la vie de la France, en éclaire encore aujourd'hui les profondeurs.

Firmin Roz.

LE THÉATRE

DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE AU CONSERVATOIRE

Par une rencontre heureuse, la Comédie française, cette année, a donné son dernier spectacle quelques jours avant les concours du Conservatoire, si bien que j'étais encore sous le coup de l'émotion que j'avais éprouvée dans la maison mère, si j'ose dire, lorsque je suis entré dans la filiale. Les élèves que j'ai vus concourir avaient été formés par les principaux comédiens dont on avait pu saisir, une fois de plus, l'esprit et les

méthodes de travail dans un spectacle récent. Ceci, dans mon esprit, naturellement tourné vers les analogies et les rapprochements philosophiques, s'expliquait sans doute par cela, et c'est pourquoi je ne puis me retenir aujourd'hui de réunir dans un même article la représentation de *Florise* et de l'*Infidèle* à la Comédie française et les concours du Conservatoire.

*
* *

Tout le monde se rappelle l'anecdote par laquelle Théodore de Banville a voulu exprimer une de ses idées familières, a savoir que l'art, fût-ce l'art du comédien et de la comédienne, était plus fort que tout, fût-ce l'amour, dans une âme qui en était une fois possédée. Florise, qui voyage comme première vedette et comme amie de l'auteur dans la troupe d'Alexandre Hardy, rencontre sur sa route un jeune gentilhomme dont elle se croit définitivement éprise. Elle n'hésite point à délaisser Hardy lui-même et la troupe, et peut-être résisterait-elle au regret du chariot, — le chariot de l'aventure et du succès emportant tous les autres histrions comme un essaim chantant d'illusions qui s'effacent derrière le coteau, si Hardy n'avait pas imaginé le piège suprême qui est de faire jouer par une autre comédienne un rôle de Florise devant Florise elle-même... Peu à peu, en écoutant sa médiocre camarade, Florise s'énerve et bientôt se met à jouer elle-même le personnage... Chassez le naturel, qui chez l'actrice était l'artifice, il revient au galop des répliques.

Sans doute sait-on aussi que, sur ce thème, Banville a construit une pièce un peu lente et longue. Mais on n'ignore pas non plus qu'il l'a parée des vers les plus chantants, les plus brillants et pourtant aussi les plus mesurés et les plus élégants, tels enfin qu'on n'en saurait trouver dans tout le théâtre romantique, dont ils viennent, ni dans le théâtre romanesque, qui en est venu depuis. Jamais la fantaisie de l'imagination et du sentiment ne s'est exprimée dans un langage plus aérien, jamais la musique rythmique n'a chanté avec plus de grâce, de savoir et de légèreté.

C'est de quoi l'on peut se rendre compte, du moins, à la lecture.

Car pour ce qui est de la représentation...

Je ne veux pas entrer ici dans le détail des fautes commises... Absence totale de mise en scène, distribution fortuite ou malheureuse, conjuration d'ensemble contre la poésie et le rythme, lourdeur du mouvement, emphase et solennité... Bref, erreur totale...

Certes, chacun des grands comédiens et comédiennes qui ont apporté leur collaboration à cet échec incontesté, ont donné par ailleurs de trop éclatantes preuves de leur mérite personnel pour qu'ils puissent être, en cette mésaventure, individuellement pris à partie...

Et c'est cela qui est grave...!

L'art du comédien traverse à la Comédie française une crise périlleuse... Il semble que l'esprit général y soit flottant et qu'on ne sache plus prendre parti... D'un côté subsistent et s'imposent toujours certaines habitudes et traditions... D'autre part, des influences du dehors, des influences modernistes comme on dit en un autre langage, se sont fait sentir... On rougirait sans doute de dire les vers comme jadis, c'est-à-dire sans oublier qu'ils sont un assemblage régulier de syllabes et une composition étudiée de rimes et de rythmes... et, pour avoir l'air d'aujourd'hui, on les casse... On croit se rapprocher de la nature en supprimant tout la beauté de l'art, quoique l'on persiste à garder l'artifice de la voix et du geste... Quand sortira-t-on de là?... Et comment?...

L'Infidèle de Georges de Porto-Riche a eu, à vrai dire, plus de chance. D'abord, toute neuve, toute fraîche, écrite, semble-t-il, avant-hier par un poète de vingt-cinq ans, la pièce emporte ses interprètes dans son élan... Les vers, d'une technique précise et sûre, sont pourtant d'un tel envol lyrique, d'une telle verve spirituelle qu'ils semblent jaillir de la bouche même des acteurs et les couplets sont composés par un auteur dramatique qui possède un tel instinct du théâtre que les gestes et les attitudes ne s'indiquent pas moins nécessairement à l'interprète que la cadence et l'intonation... Prose ou vers, la caractéristique exceptionnelle de Georges de Porto-Riche fut toujours ce don merveilleux de la langue théâtrale et du frémissement scénique. De plus — exception qui confirme la règle — il y eut le vif et sincère talent de Brunot et la beauté tendre et douloureuse de Mme Huguette Duflost : deux acteurs sur lesquels nous reviendrons cet été, parce que, non seulement ils ne suppriment pas les vers, mais ils y ajoutent leurs propres dons...

*
* *

D'après les Maîtres, qu'on juge donc des élèves...!

J'ai déjà fait ici, sur le Conservatoire, toutes les réflexions dont je veux épargner cette année la répétition aux lecteurs. J'ai du moins eu la satisfaction de voir qu'elles avaient intéressé M. Paul Boucour, dont chacun admire le goût et la compétence artistique, et qui a bien voulu faire état d'un article de la *Revue Bleue* dans son rapport à la Chambre des Députés.

Je veux simplement constater que nos remarques de l'année dernière seraient bien plus justes encore cette année.

Avant même d'avoir rien entendu du concert, j'ai surpris dans la salle une anecdote qui courait et qui a suffi à me jeter dans une tristesse émerveillée. Un concurrent, qui allait dire les vers de Victor Hugo, était tchéco slovaque ou quelque chose d'approchant. On ajoutait qu'il avait été un mathématicien remarquable, avait préparé Polytechnique et avait tout délaissé pour faire du théâtre... Hélas! si cela est vrai, il faudrait une fois de plus déplorer le funeste et trompeur prestige de ce métier : je n'ai pu vérifier les aptitudes mathématiques du jeune homme qui joua le personnage de Don Salluste dans *Ruy-Blas* : mais je n'ai que trop bien constaté, par contre, qu'il était pour le moins tchéco slovaque...

Transposez donc cette pittoresque, mais barbare mésaventure, et vous aurez le résumé de tout le concours. A ces futurs comédiens, il ne manque que des aptitudes comiques... La nature ne les a point du tout prédestinés à une vocation qu'ils n'avaient point... Ces femmes ne sont pas assez jolies, ces hommes n'ont pas assez de stature et ni les uns ni les autres ne possèdent la voix, le geste, ces facultés enfin d'exprimer les émotions humaines qu'il faut avoir trouvées dans son berceau...

Bref, ce qui manque au Conservatoire, ce sont les sujets : est-ce parce qu'il n'y en a plus que dans les Balkans ou parce que nous ne savons plus les recruter en France...?

Gaston Rageot.

LA PRINCESSE DE CLÈVES

Une récente polémique au *Journal des Débats*, de nombreux articles, entr'autres ceux de M. Henry Bordeaux à la Revue des Deux-Mondes, les *Amants d'Annecy*, ont ramené l'attention sur le célèbre chef-d'œuvre de Mme de La Fayette.

Le point de départ de ces intéressantes discussions fut le petit livre que j'ai publié sous le titre de « La Véritable Princesse de Clèves » et qui posait la question des sources de ce roman.

S'agissait-il d'une œuvre de pure imagination ? On l'affirmait généralement jusqu'ici et, ce faisant, on semblait oublier que le principal héros, le duc de Nemours, était bien rigoureusement un personnage historique et que le milieu de la Cour de Henri II où évoluait son amour n'était pas reconstitué avec un moindre soin et une moindre exactitude. Pourquoi la Princesse de Clèves et son mari eussent-ils été seuls fabuleux ? La chose me parut guère vraisemblable et ce fut la cause de mes recherches. Evidemment, il n'y avait pas à la Cour de Henri II de princesse de Clèves répondant au portrait qu'en avait fait Mme de La Fayette. La princesse de Clèves était donc ou un personnage imaginaire ou une femme de la même Cour dont, pour diverses considérations, l'auteur avait dû cacher sous ce nom d'emprunt la véritable identité.

Au XVIIe siècle et surtout dans le milieu intellectuel très raffiné qui était celui de Mme de La Fayette, on n'avait guère l'habitude d'inventer des sujets. Les Scudéry, les la Calprenède en voulant en inventer étaient tombés en des extravagances qui devaient en dégoûter à jamais. Après les enseignements de Racine et de Boileau, on ne travaillait plus que sur le vrai : Rien n'est beau que le vrai, le vrai seul est aimable.

Travailler sur des données imaginaires, c'était se condamner à travailler dans le faux et partant du faux à rester jusqu'au bout dans le faux.

Or, il est visible, il saute aux yeux que Mme de La Fayette rêvait de transporter dans le roman les procédés de la tragédie racinienne et de faire un roman racinien ce que, du reste, elle a réussi entièrement, délicieusement, adorablement.

Il n'est donc presque pas douteux que son roman lui a été inspiré par une aventure réelle du duc de Nemours, sans quoi, pourquoi serait-elle allée chercher, dans une époque si proche encore, ce prince connu dont les descendants vivaient au XVIIe siècle et dont certains contemporains de Mme de La Fayette avaient pu connaître la veuve et les enfants? C'était à la fois trop près et trop loin.

Quelle pouvait donc être la véritable princesse de Clèves ? Telle fut la question que je m'étais posée.

Or, une circonstance frappa tout de suite mon attention. Mme de La Fayette, qui parle longuement dans son livre de toutes les personnes un peu en vue à la Cour de Henri II, ne nomme pas celle qui y tenait, après la reine, le rang le plus considérable : la duchesse de Guise, née Anne d'Este et qui était du sang royal de France, puisqu'elle était la fille de Renée de France et la petite-fille de Louis XII. Ce si-

lence est d'autant plus extraordinaire et significatif qu'Anne d'Este, duchesse de Guise, femme du plus grand capitaine de son temps, fut précisément aimée de Nemours qu'elle aima elle-même dans des circonstances semblables à celles du roman et qu'elle finit par épouser plus tard. Mme de La Fayette aurait-elle écarté de son récit la première personne qui eût dû y figurer, qui s'imposait avant tout autre à son attention, s'il ne se fût agi du prototype même de son héroïne ? La passer sous silence, c'était la dénoncer. S'il se fût agi d'une héroïne imaginaire, le premier soin de Mme de La Fayette eût été de parler de la duchesse de Guise pour détourner les soupçons. Si elle a évité de la nommer, ce fut donc bien intentionnellement et parce qu'en réalité, il s'agissait d'elle et qu'elle ne songeait point à le nier. Au contraire, Mme de La Fayette n'était peut-être pas fâchée qu'on crût son histoire vraie parce que le lecteur s'y attacherait davantage et en serait plus touché.

Et puis, Mme de La Fayette ne faisait pas des romans, mais des nouvelles. La Princesse de Clèves n'était qu'une grande nouvelle. Le roman alors, prolongement de nos chansons de gestes, comportait des aventures à dormir debout et était un genre assez discrédité qui, cependant, essayait de se relever dans l'estime des lettres, en devenant le roman bourgeois imité des romans picaresques espagnols. Tels étaient le *Roman comique*, de Scarron, et le *Roman bourgeois*, de Furetière, qui devaient conduire à Gil Blas ce qui n'était pas précisément le genre de la Princesse de Clèves.

La nouvelle, au contraire, datait de fort loin et était un genre essentiellement français où les Italiens avaient à la vérité également fort bien reussi. C'était un récit court, souvent licencieux, quelquefois chaste et touchant d'une histoire d'amour arrivée et relatée tantôt par un chroniqueur, tantôt par la tradition. Il y en avait d'innombrables recueils : les Cent Nouvelles Nouvelles, le Décameron, celles de Marguerite de Navarre, etc.

La publication des Mémoires de Brantôme, en 1665, déjà en partie connus par des extraits publiés six ans plus tôt, et celle des Mémoires de Marguerite de Valois en offraient aux conteurs une mine nouvelle qui paraissait inépuisable et d'autant plus précieuse qu'elle se complétait des renseignements oraux abondants que les familles étaient à même de fournir sur une époque dont le souvenir était resté si vivant et si attachant. Brantôme et Marguerite remirent à la mode le XVIe siècle comme y a été remise de nos jours, l'époque de la Restauration.

Dans l'exploitation de cette mine, Mme de La Fayette avait été précédée par Mme de Villedieu. Celle ci, qui était une véritable femme de lettres, décidée à tirer un revenu de la vente de ses livres et par conséquent à en produire beaucoup, s'avisa qu'il y avait lieu d'élargir les proportions de la Nouvelle de telle façon qu'elle pût remplir tout un volume. Elle y parvint en multipliant les analyses psychologiques et en faisant discourir longuement les personnages. Les interminables conversations amoureuses abondaient dans les roman de d'Urfé et de Mlle de Scudéry. L'originalité de Mme de Villedieu fut de faire tenir à ses héros des propos plus raisonnables et plus conformes à la vie réelle. Elle pouvait s'inspirer de Corneille, de Racine qui montra enfin comment la passion s'exprime et qui porta à sa suprême perfection le dialogue amoureux. Mme de La Fayette, qui avait infiniment plus de talent que Mme de Villedieu, n'eut plus qu'à transporter la manière de Racine dans son récit pour fixer enfin un genre nouveau dont la fortune ne devait plus s'arrêter. De la nouvelle ainsi traitée sortait le moderne roman romanesque, le roman d'analyse dont elle créait le premier chef-d'œuvre et auquel elle donnait sa forme définitive.

Ce roman-là, issu de la transformation de la nouvelle au contact de la tragédie du XVIIe siècle et qui allait devenir un des genres français par excellence, ne fut rendu possible que par le développement de la librairie.

M. Bordeaux s'est demandé si Mme de La Fayette avait voulu écrire un roman historique. Certainement non, car, non seulement le roman historique mais le simple roman, tel que nous l'entendons aujourd'hui, n'existait pas. On ne connaissait encore que le roman poétique et le roman d'aventures, l'un et l'autre démodés et discrédités à l'exception du roman picaresque.

Ce qu'elle trouva en vogue et en passe de considération littéraire, c'est la nouvelle historique, et c'est une nouvelle de ce genre qu'elle voulut écrire. Elle n'ambitionna pas de révolutionner la littérature en inventant des genres nouveaux; elle ne visait pas si haut. Il lui suffisait de conter avec délicatesse, grâce et sentiment, avec goût et naturel des histoires touchantes et pareilles à la vie, mais des histoires du passé, d'un passe assez proche pour ressembler au présent. Elle n'avait qu'à suivre la voie ouverte par Mme de Villedieu pour la dépasser et la faire oublier. Ce genre lui convenait parfaitement, semblait fait pour elle. Elle n'avait donc qu'à s'y conformer et à en accepter les règles. Ce n'était pas à elle, simple femme du monde, d'innover en littérature. Ç'eût été trop prétentieux et peut-être dangereux. Raconter des histoires de la Cour de Louis XIV aurait pu provoquer du scandale et présenter de sérieux inconvénients. Se raconter soi-même eût paru de l'impudence. Mais elle n'eut à faire aucune de ces réflexions, elles ne se présentèrent même pas à son esprit. Ce n'était pas l'usage, cela ne se faisait pas ainsi. Il était admis par tous qu'il fallait un certain recul pour rendre les personnages intéressants; il le fallait pour les pouvoir idéaliser. On n'était pas encore entraîné à voir et à plus forte raison à peindre romanesquement les gens qu'on connaissait, on ne savait pas prendre avec eux la perspective nécessaire. On n'y est arrivé bien plus tard qu'à force d'écrire des romans et d'en lire.

Il était tellement plus indiqué et plus facile de prendre dans des Mémoires historiques un sujet tout prêt et qu'on pouvait choisir entre mille, au lieu de se risquer sur une aventure fatalement incomplète et dont on ne savait pas ce qu'elle donnerait.

Il était donc bien évident que l'héroïne principale du roman de Mme de La Fayette était une personnalité historique, tout comme le duc de Nemours. Pourquoi donc en avait-elle changé le nom?

Avant de répondre à cette question, qu'on me permette d'indiquer les similitudes entre la Princesse de Clèves et la duchesse de Guise.

ROMAN	HISTOIRE
Jeune fille, la Princesse de Clèves se nomme Mlle de Chartres.	Chartres appartenait à ce moment au père d'Anne d'Este,

Elle est élevée loin de la Cour où elle vient vers 16 ans pour se marier.	Anne d'Este est élevée à Ferrare et vint à 17 ans à la Cour de Henri II pour épouser le duc de Guise.	
Mlle de Chartres avait eu de brillants partis et sur le conseil de sa mère, elle épouse le Prince de Clèves.	Anne d'Este eut de brillants partis entre autres le Roi de Pologne et pour plaire à Henri II, son père la maria à François de Guise.	
Mlle de Chartres était blonde avec un éclat que l'on n'a jamais vu qu'à elle. Sa beauté fit sensation à la Cour.	Anne d'Este était blonde. « Jeune il n'y en a point qui l'ait passée » ; sa beauté provoqua l'admiration de la Cour.	
Le duc de Nemours devient amoureux d'elle. Pour elle, il délaisse ses autres maîtresses et renonce à son mariage avec la Reine d'Angleterre.	Le duc de Nemours devient amoureux d'elle, renonce pour elle à son mariage avec la Reine d'Angleterre et délaisse Mlle de Rohan qu'il avait séduite et dont il avait un fils.	
La Princesse de Clèves aime Nemours, reste honnête et appelle son mari à son aide.	La duchesse de Guise aime Nemours, reste fidèle à son mari qu'elle appelle à son aide. Elle est peut-être la seule femme qui, aimée de Nemours, lui ait résisté.	
Le Prince de Clèves a de terribles inquiétudes et charge un de ses amis d'espionner Nemours.	François de Guise a de terribles inquiétudes et charge son ami Antoine de Bourbon de faire une enquête.	
La Princesse de Clèves va rejoindre son mari mourant.	La duchesse de Guise va rejoindre son mari à Orléans où il est blessé mortellement.	
Le Prince de Clèves reproche à sa femme son infidélité et convaincu de son innocence il lui dit : Ce me sera toujours un soulagement d'emporter la pensée que vous êtes digne de l'estime que j'ai eue pour vous.	Le duc de Guise d'après la 1re édition du récit de l'évêque de Reims citée par M. H. Bordeaux reproche à sa femme son infidélité puis il lui dit : « Vous savez que je vous ai aimée et estimée autant que femme peut être. »	
Mme de Clèves a une affliction si violente qu'elle perd quasi l'usage de la raison.	Anne d'Este a un chagrin si violent qu'il effraye la Cour.	
Nemours arrive à avoir une entrevue avec la Princesse de Clèves. Elle refuse de l'épouser et le prie de ne pas chercher à la revoir.	Nemours a une entrevue avec la duchesse de Guise. Elle refuse de l'épouser et le prie de ne pas chercher à la revoir de quelque temps.	
Nemours et le Vidame de Chartres convinrent qu'il fallait suivre ses ordres de crainte que si le public s'apercevait de l'attachement qu'il avait pour elle, elle ne fît des déclarations et ne prît engagement envers elle. Le Vidame la vint voir. Elle lui dit que son dessein était de demeurer dans l'état où elle était.	L'entrevue de Nemours ayant été sue, ainsi que son projet de mariage, Anne de Guise déclara devant la Cour qu'elle voulait rester en sa viduité.	
Après cette déclaration, la Princesse de Clèves part pour les Pyrénées.	Après cette déclaration, Anne de Guise part avec la Cour pour les Pyrénées.	
Nemours fit écrire à Mme de Clèves par la Reine.	Nemours fit intervenir la Reine près de la duchesse de Guise.	
Enfin il alla lui-même aux Pyrénées pour revoir Mme de Clèves et sous prétexte de prendre des bains.	Enfin il part lui-même vers les Pyrénées pour revoir la duchesse de Guise sous prétexte de rejoindre la Cour.	

Ainsi qu'on le voit, le roman suit pas à pas l'histoire, à ceci près que, le roman terminé, l'histoire se continue différente.

Mme de La Fayette a cru devoir modifier le dénouement, le rendre plus douloureusement sublime et aussi plus conforme à l'idéal de son temps qui était celui de Corneille et de Racine.

Mais, en terminant son roman, elle se séparait de l'histoire. Elle ne pouvait donc pas appeler son héroïne duchesse de Guise, car en épousant plus tard Nemours, la duchesse de Guise cessait de ressembler à la Princesse de Clèves.

Dans ces conditions l'auteur ne pouvait pas davantage donner au Prince de Clèves les traits majestueux ni la grande figure du duc de Guise.

Elle lui a substitué la figure moindre du duc de Clèves, second fils du duc de Nevers et de celui-ci n'a pris que les traits nécessaires à son roman.

Pour le duc de Nemours, elle se contenta, négligeant l'homme de guerre remarquable qu'il avait été, de peindre en lui le don Juan. Mais Racine a-t-il procédé autrement pour Titus, pour Pyrrhus, pour Achille qui étaient aussi des guerriers?

« Quoi qu'il en soit de ce petit problème d'identité, a dit M. Paul Bourget, les emprunts à Brantôme, si abondants, si précis, démontrent avec quelle lucidité l'amie de La Rochefoucauld a vu nettement cette loi de technique littéraire : ne jamais séparer le cas individuel des conditions générales qui l'ont rendu possible. »

Valentine Poizat.

LES LIVRES NOUVEAUX

Jean Dornis. — *Un Celte d'Alsace. Ed. Schuré, sa vie, sa pensée, ses plus belles pages.* (Perrin).

M. Edouard Schuré, l'un des doyens de notre littérature contemporaine, mérite pleinement la pénétrante et vibrante étude que lui consacre Mme Jean Dornis en un volume où elle a recueilli en outre un choix des plus belles pages de l'auteur des *Grands Initiés*, des *Sanctuaires d'Orient*, de la *Vie mystique*, de la *Prêtresse d'Isis*, de *Précurseurs et Révoltés*, de l'*Ame celtique*, etc...

Voici donc la biographie d'un « Celte d'Alsace » et qui explique le goût d'Edouard Schuré pour la poésie et la musique allemandes dont il fut chez nous l'interprète inspiré sans jamais cesser d'approfondir le propre génie de notre race. Les lecteurs de la *Revue Bleue* connaissent bien la doctrine ésotérique d'Edouard Schuré, son sens du mystère, ses vues sur notre histoire expliquée par l'influence du celtisme. Ils auront

plaisir à retrouver rassemblés ici de nombreux fragments choisis parmi les plus significatifs de son œuvre, pages éclatantes et souvent prophétiques, témoignages éloquents d'une spiritualité qui ne s'est jamais démentie. Il ne leur sera pas moins agréable de lire les chapitres consacrés au romancier, au dramaturge, au critique, au poète par un critique excellent; de telles pages sont précieuses en ce qu'elles facilitent et parachèvent notre intelligence de l'une des plus ardentes pensées de ce temps.

M.

BULLETINS DE L'ETRANGER

Bulletin Tchécoslovaque

Un sentiment très profond de la solidarité slave a été, depuis plus de cent ans, un trait caractéristique de la pensée tchèque. Ce n'était pas une vague rêverie romantique : depuis le temps lointain où le poète Jan Kollar chantait l'idéal de la fraternité slave, l'idée de la solidarité slave est passée dans le sang du peuple tchèque; elle embrassait tous les Slaves sans exception, dans le même élan désintéressé et tous les bons Tchèques souffraient véritablement des divisions et des discordes qui avaient si longtemps déchiré les Polonais et les Russes, les Serbes et les Bulgares. L'idée du slavisme était devenue chez les Tchèques, une sorte de religion. Et lorque, après la libération, le temps des réalisations est venu, le gouvernement de la République n'a jamais cessé d'appliquer cette idée : on se rappelle les efforts de la délégation tchèque à la Conférence de la Paix, pour obtenir, en faveur des Lusaciens, sinon l'indépendance, au moins la protection consentie par la Conférence aux minorités nationales. Ces efforts, hélas, sont restés vains, grâce à l'ignorance de certains diplomates, et les Serbes de Lusace ont été abandonnés à leur sort. Je me rappelle très vivement l'accueil cordial qui a été fait, pendant la guerre, par les Pragois aux Polonais venus de Galicie évacuée devant la poussée des armées russes, la large hospitalité offerte par les Théâtres tchèques aux artistes polonais; je revois les inoubliables journées slaves de Prague au mois de mai 1918, où en pleine guerre, au nez de la police autrichienne, les Yougo-slaves, les Polonais et les Tchèques se juraient une amitié et une fidélité sans restriction. L'année dernière, j'ai dit ici même l'admirable effort réalisé par la Tchécoslovaquie pour les Russes, effort qu'elle continue toujours, avec méthode. Ces jours-ci, M. Milioukov, au retour d'une visite à Prague, exprimait au gouvernement tchécoslovaque sa reconnaisance et le prince G.-I. Lwow, dans un article de la *Gazette de Prague*, a trouvé des accents touchants pour dire sa gratitude. On me permettra d'en citer quelques lignes : « L'action tchecoslovaque en faveur des Russes et de la Russie est exaltée par le sentiment moral qui la pénètre... L'Europe entière a, jusqu'à présent, fait moins pour la Russie que la Tchécoslovaquie. En trois années, on a créé à Prague une Université où 5.000 étudiants achèvent leurs études supérieures, deux lycées d'internes, une école des chemins de fer, des cours d'automobilisme, de coopération, un institut pédagogique, une Université populaire. On travaille à la fondation d'un institut pédagogique supérieur inspiré des principes de Komensky... Plusieurs milliers de cosaques reçoivent un enseignement agricole pratique qui en Tchécoslovaquie, est techniquement très développé... Les dépenses du gouvernement tchécoslovaque pour les œuvres d'assistance aux Russes s'élèvent annuellement à 120 millions de couronnes. Prise absolument, cette somme dépasse le crédit global affecté à ce but par tous les autres États de l'Europe. »

Mais la valeur réelle d'une action, ajoute le prince Lwow, ne se mesure pas par des chiffres, en tant que chiffres, quel qu'en soit le montant. « Car l'histoire n'estimera pas d'après de chaque peuple à l'œuvre gigantesque qui s'accomplit. Elle pèsera dans la balance les forces intellectuelles mystérieuses, principes mobiles de nouvelles énergies... C'est de ce point de vue que l'histoire estimera également la mission de la Tchécoslovaquie, non seulement d'après son concours matériel... mais d'après sa signification mondiale, car les idées de liberté, de paix, de vérité et d'amour sur lesquels la Tchécoslovaquie fonde son activité, dépassent le réseau étroit de frontières. Leur champ d'action, c'est le bien-être de l'humanité tout entière, c'est le bonheur universel. »

Si j'ai cité les paroles du vénérable patriote russe, c'est pour montrer, combien le sentiment de solidarité slave est enraciné dans les cœurs du peuple tchécoslovaque qui n'a jamais refusé son secours à aucune nation slave et qui, dans son élan d'amour fraternel, n'a jamais mesuré son affection à aucun de ses frères de race. On comprendra l'étonnement et l'indignation douloureuse de tous les Tchèques lorsque la Pologne ressuscitée a élevé des prétentions sur des territoires ayant depuis des siècles fait partie de la couronne de Bohême. Mais nous ne reviendrons pas sur la question de Tiechine. Nous avons accepté la décision, croyant que, à ce prix, l'amitié tchéco-polonaise est à jamais assurée. Les Polonaais, hélas, n'en sont pas restés là. Ils ont soulevé la question de Javorina.

On ne pourra pas nous reprocher d'avoir porté devant le public français cette querelle qui sépare encore les deux États destinés à s'entendre. Nous nous sommes toujours abstenus de parler de ce douloureux point, car nous sommes profondément persuadés de la nécessité d'une entente entre les deux pays slaves, menacés par un ennemi commun. Nous n'avons jamais voulu envenimer la plaie et étaler, devant l'étranger, cette discorde de famille. M. Benès, s'inspirant probablement de mêmes sentiments, n'en parlait que dans des cas de nécessité extrême, lorsqu'il était provoqué par les Polonais, quelquefois même au préjudice de sa situation politique à l'intérieur du pays. Nous ne nous départirons pas de cette ligne de conduite que nous nous sommes tracés, encore que la campagne de presse polonaise inaugurée par la déclaration récente de M. Seyda et dont quelques échos se font entendre même dans la presse parisienne, nous y autoriserait. Nous attendrons, avec sérénité l'issue de l'affaire qui, depuis la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 28 juillet 1920 est une *res judicata*. Par cette décision, le secteur de

Javorina — qui, soit dit entre parenthèse, n'est pas du tout si négligeable, puisque c'est un des plus beaux coins des Hauts Tâtras — a été définitivement attribué à la Tchecoslovaquie. La Conférence des Ambassadeurs ne peut plus revenir sur sa décision sans porter une grave atteinte à sa propre compétence et sans créer un précédent très dangereux même pour la Pologne. La néfaste obstination polonaise ayant porté la question sur le terrain du prestige, il ne faut pas s'étonner que même des journaux très polonophiles, comme le *Ceske Slovo*, aient répondu avec énergie à l'ultimatum, si peu diplomatique, de M. Seyda. La Tchécoslovaquie, froissée dans ses sentiments slavophiles qu'elle a tant de fois prouvés, refuse d'acheter l'amitié polonaise par des concessions territoriales. L'amitié de s'achète pas. Mais malgré les imprudentes paroles du nouveau ministre polonais, les Tchécoslovaques sont loin de vouloir l'imiter. M. Hodza, ministre de l'agriculture, a donné preuve de sagesse et de modération prononçant dans un dicours récent, des paroles de conciliation : « L'histoire, a-t-il dit, enseigne, que la liberté de la Pologne et de la Tchécoslovaquie n'a jamais survécu à la rupture de leur bonne entente. Dès que ces deux nations ont cessé de suivre des voies convergentes, elles sont tombées sous la domination allemande. C'est pourquoi la solution du conflit polono-tchécoslovaque est la condition fondamentale de la politique slave en Europe Centrale. »

Espérons que ces paroles seront entendues et méditées.

H. Jelinek.

Bulletin Yougoslave

La Conférence de la Petite Entente

Les États de la Petite Entente tiendront leur conférence de cette année à Sinaia, en Roumanie, le 29 juillet prochain, où leurs ministres des Affaires étrangères auront à examiner les problèmes fixés à l'ordre du jour et prendre les décisions qui conviennent. Cette conférence présente un intérêt tout particulier à cause de l'importance des problèmes qui vont y être examinés. En effet, il s'agit de fixer l'attitude commune des états de la Petite Entente dans tout le domaine de la politique étrangère, ainsi que concernant la question des réparations. On peut en déduire sans exagération que le résultat de cette conférence sera pour les états intéressés d'une importance égale au traité d'alliance défensive lui-même qu'ils ont conclu il y a trois ans. A ce moment-là, il s'agissait surtout de prendre un engagement mutuel en vue de faire respecter l'état de chose créé par le traité de Trianon et de Neuilly. Depuis la conclusion de cette alliance, certains grands problèmes ont pris une telle importance qu'ils nécessitent un nouvel examen et obligent les États de la Petite Entente à compléter leur traité d'alliance par des accords additionnels. Les précisions qui doivent y être apportées visent notamment l'attitude commune à l'égard de la Hongrie et de la Bulgarie, ainsi que la décision à prendre pour jouer désormais dans la politique européenne le rôle en rapport avec leur importance dans l'Europe centrale et orientale.

La question du désarmement de la Hongrie et les mesures à prendre pour assurer un contrôle plus efficace de l'application du traité de Trianon, seront examinées tout particulièrement. La situation en Bulgarie créée par les récents évènements nécessite également un accord plus précis quant à l'attitude commune de la Petite Entente à l'égard de ce pays. En outre, les trois ministres des Affaires étrangères auront à fixer un délégué commun dont ils soutiendront la candidature au Conseil de la Société des Nations, où il aura à représenter le groupe de la Petite Entente et la Pologne. Ces États considèrent qu'ils doivent être représentés au Conseil de la Société des Nations, non seulement à cause de leur importance et du rôle de gardiens de la paix qu'ils ont assumé dans l'Europe centrale, mais aussi et surtout parce que la Société des Nations, dans ses prochaines sessions, aura à s'occuper des questions qui les intéressent tout particulièrement, notamment celle du traitement des minorités. Ni la Tchécoslovaquie, ni la Roumanie, pas plus que la Pologne ou la Yougoslavie, ne sauraient consentir à ce qu'une question aussi vitale pour elles reçoive une solution en leur absence.

D'après les informations de presse, la Roumanie se proposerait de soulever à cette conférence la question de la reconnaissance du fait accompli concernant la Bessarabie pour que, dans le cas où une contestation quelconque de la réunion de cette province à la Roumanie se poserait devant la Société des Nations, ou ailleurs, elle soit soutenue par ses alliés.

Quant au problème des réparations, qui intéresse tout particulièrement la Yougoslavie, celle-ci se propose d'obtenir l'appui de ses alliés pour les droits qui lui sont reconnus par les traités de paix, l'accord de Spa du 16 juillet 1920, les accords spéciaux conclus entre la France et l'Angleterre et les décisions prises par la Commission des Réparations.

On sait que d'après ces divers arrangements, la Serbie a droit à 5 % sur les 118 milliards que l'Allemagne doit payer à titre de réparations et à 10 % sur les 14 milliards dus par la Hongrie, l'Autriche et la Bulgarie, soit au total environ 7.300.000.000 francs. Cette indemnité a été reconnue à la Serbie avec son adhésion et, par conséquent, il ne saurait être question de modifier ni le chiffre, ni les modalités du paiement sans son consentement préalable.

Une fois que l'accord sera établi entre les ministres des Affaires étrangères de la Petite Entente sur les décisions à prendre, la Pologne sera invitée à y donner son adhésion. On prévoit que le ministre des Affaires étrangères de Pologne se rendra à cet effet à Sinaia pour donner sa signature.

L'opinion publique yougoslave est unanime à exprimer sa conviction que la Petite Entente sortira de cette conférence raffermie, pouvant s'imposer avec plus d'autorité aux États ennemis, les obligeant à respecter les engagements pris par les traités de paix.

D. Tomitch.

BULLETIN MARITIME

La Situation de nos Compagnies postales et l'Etat

Au cours de l'Assemblée générale des actionnaires de la *Compagnie Générale Transatlantique*, le Président du Conseil d'Administration de cette Société a exposé la situation de l'armement français, dans ses rapports avec l'Etat.

Les armateurs de France ont eu à supporter, comme ceux des autres pays, une crise sans précédent qu'ils ont pu surmonter, grâce à leur esprit de prudence et grâce au dévouement de leur personnel. Malheureusement, par un singulier paradoxe, la marine marchande française qui, autrefois, se trouvait protégée alors que la plupart de ses concurrentes ne l'étaient pas, se trouve aujourd'hui la seule qui ne bénéficie pas d'encouragements suffisants. Tous les autres pays font preuve au contraire d'un esprit de protectionnisme intransigeant.

Ce n'est pas seulement l'Amérique, qui se prépare à voter des lois restrictives et dangereuses pour tous les pavillons étrangers; c'est l'Allemagne qui protège sa marine par des subventions directes, l'Italie qui accorde des primes à la construction, à la navigation et même à la démolition; c'est enfin l'Angleterre qui, par sa politique charbonnière, favorise ses navires et les place dans une condition supérieure à celle des autres nations.

Par contre, on est stupéfait d'apprendre que les subventions postales de l'Etat sur la ligne de New-York ne se montent qu'à 2.500.000 francs, chiffre d'avant-guerre qui n'est pas même suffisant pour rémunérer les dépenses directes du service postal, sans compter tous les frais indirects qui en découlent.

Il est impossible que cette situation puisse s'éterniser et le Président de la *Compagnie Générale Transatlantique* a donné la bonne nouvelle qu'avec son sens averti des besoins de notre marine marchande, M. Rio s'était montré favorable à envisager un régime sous lequel la subvention serait payée en or et non en francs-papier. C'est de toute justice, car les navires de la Compagnie sont obligés de régler en dollars la majorité de leurs dépenses, qu'il s'agisse du charbon ou des dépenses d'escale. Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement se propose d'aider la Transatlantique à construire deux navires de luxe analogues au « PARIS » et qui devront entrer en service l'un dans trois ans, et l'autre dans cinq ans.

La *Compagnie Générale Transatlantique* possède actuellement 99 navires dont la jauge brute totale est de 538.000 tonnes, le déplacement de 898.000 tonnes, la puissance de 457.000 chevaux. Ainsi que l'a dit son président, elle est prête à se mettre en marche avec toute l'intensité nécessaire pour prendre largement sa part d'un trafic mondial rétabli sur des bases normales.

Il en est de même de toutes nos Compagnies de navigation postale. Encore faut-il que les pouvoirs publics se rendent compte de la nécessité de les appuyer dans cette tâche.

La révision des subventions de la *Compagnie Générale Transatlantique* a fait l'objet d'un vœu favorable tant du Congrès Maritime qui s'est tenu récemment à Bordeaux que de la commission extra-parlementaire qui a repris ce vœu pour son propre compte.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Des noms illustres attribués à de nouveaux navires.

En 1912, le Conseil d'Administration de la *Compagnie des Messageries Maritimes* avait décidé de donner les noms d'*Athos* et de *Porthos* à des navires qui devaient être affectés aux lignes d'Extrême-Orient.

L'*Athos* fut torpillé, le 17 février 1917 en Méditerranée, au retour du premier voyage qu'il effectuait sur la ligne de Chine.

Un navire devant, en exécution du traité de Paix, être contruit en Allemagne, pour être ensuite remis aux Services Contractuels, le Conseil d'Administration de cette Société a demandé au Sous-Secrétariat d'Etat de la Marine Marchande et a obtenu l'autorisation de donner le nom d'*Athos* à ce navire. Cette autorisation permet, conformément au désir unanime du Conseil, de perpétuer le souvenir du premier navire qui a porté ce nom et qui a été victime de la barbarie allemande.

En novembre 1921, le Conseil a pris une décision de principe concernant la dénomination des nouvelles unités à affecter à la ligne de Madagascar, ces navires devant prendre les noms d'officiers généraux, de grands coloniaux, de littérateurs ou de poètes dont la naissance, les actions ou les œuvres sont liées à la vie et à l'histoire de nos Colonies de l'Océan Indien.

Comme première application de cette décision de principe, des navires acquis par la Société des Services Contractuels ont reçu les noms de *Maréchal Galliéni*, *Général Duchesne*, *Général Voyron*, *Amiral Pierre*, *Aviateur Roland Garros*, et un navire en construction sur les chantiers de la Société Provençale de Constructions Navales à La Ciotat, a reçu le nom de *Leconte de Lisle*.

Dans le même ordre d'idées, le Conseil d'Administration des Services Contractuels a décidé, le 27 mai 1923, de donner le nom de *Bernardin-de-Saint-Pierre* à un navire en construction en Allemagne, conformément aux clauses du Traité de Versailles, et celui de *Explorateur Grandidier* à un navire à construire par la Société de Chantiers et Ateliers de Saint-Nazaire (Penhoët). En outre, un navire acheté par la Société des Services Contractuels portera le nom de *Général Metzinger*.

VALEURS DE NAVIGATION

Cours de la Bourse de Marseille

1°	— Fraissinet	737
2°	— Messageries Maritimes	207
3°	— Mixte	227
4°	— Transatlantique	163
5°	— Transports Maritimes	700

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 15 61e ANNÉE 4 AOUT 1923

LA FIGURE RELIGIEUSE DE PASCAL [1]

POINTS ACQUIS — TRAITS FIXÉS

Deux gentilshommes du pays normand, disciples fervents du curé augustinien de Rouville, et qui, par charité, — et peut-être aussi par prosélytisme, — pratiquaient la médecine, furent appelés pour réduire la fracture de la jambe d'Etienne Pascal, s'installèrent chez lui trois mois durant. Et par eux, — disent les historiens de Port-Royal — « M. Pascal et les siens commencèrent à prendre connaissance des ouvrages de Jansénius, de M. de Saint-Cyran, de M. Arnauld et d'autres de ce genre ».

Oui, mais si ces lectures firent sur Blaise Pascal l'effet que l'on sait, nous le concevons mieux à présent, mieux instruits que nous sommes de tout ce qui, chez lui, devait s'ajouter à l'exaltation d'une âme fougueuse et extrémiste, le jour où il éprouverait le choc humiliant des choses et la ruine désolante de la vie. — Que l'on n'oublie surtout, ici, ni ces théories de son père, qui, en élevant entre la raison et la foi un mur plein, préparait, sans le savoir, le jeune homme aux plus entiers sacrifices de la raison à la foi; — ni cette mentalité alors principalement, sinon exclusivement mathématique à laquelle, — un but nouveau étant proposé, et la nécessité d'y viser admise, — les lignes brisées des chemins louvoyants devaient paraître, autant que basses, illogiques.

Combien logique, au contraire, et cohérente et légitimement catégorique, cette doctrine janséniste; — et qu'avec une satisfaction intellectuelle passionnée il la devait saluer, — lorsqu'il la voyait — non seulement ériger en une lumière crue, l'honneur et *l'imperium* de Dieu, les droits infinis qui, de sa justice, de sa pureté, de sa perfection, de son Etre seul découlent; — non seulement replonger, d'un poing violent, la créature dans son néant métaphysique et dans cette fange morale qui est la condition même de son non-être; — mais encore prescrire le seul traitement que, d'une part, mérite en droit cette misérable révoltée et qui, d'autre part, puisse sauver, — peut-être — sa misère impuissante. « Depuis que la nature humaine a été corrompue et comme courbée par le péché », elle ressemble à « ces arbres » qui, quand on les veut remettre en droiture, et « que la main qui les tenait « à cet effet » les laisse aller, retournent « avec d'autant plus de violence » brutale « a leur état naturel ». D'où il suit qu'il faut, pour redresser, toute vaine et mortelle pitié écartée, « *une force extrême* »...

Ainsi parlait Saint-Cyran dans le *Discours*

(1) V. la *Revue Bleue* du 21 juillet 1923.

sur la réformation de l'homme intérieur dont la traduction venait de paraître. Ainsi pensera, et voudra faire, tout de suite Pascal.

Il y a là un « théorème » démontré dont s'impose l'application exacte. Et donc, *dès lors*, il voudra, non pas seulement *vivre avec Dieu*, mais « *ne vivre que pour Dieu seul, n'avoir point d'autre objet* ». Il voudra, *dès lors*, non pas seulement infléchir la précédente direction de sa vie et de ses pensées, mais la renverser à l'opposite.

De cette décision prise en principe d'une révolution radicale, la violence de ses gestes immédiatement consécutifs, à l'égard du prochain, est la marque.

C'est, *dès ce moment*, la pression qu'il exerce, lui, le bon fils et le bon frère, en toute cruauté ingénue, sur sa sœur Jacqueline, pour l'engager à un abandon du monde qui, seul, peut la sauver.

C'est, *à ce moment*, cette « affaire Saint-Ange », à Rouen, déjà signalée avec clairvoyance par Victor Cousin. Un ancien franciscain, Jacques Forton, soutient, en des « conversations particulières » qu'un esprit puissant peut, sans la foi et par le seul raisonnement, parvenir à la connaissance de tous les mystères ». Qu'est-ce là? Que fait-il de ce Dieu dont les yeux de Pascal dessillés par Jansénius, Saint-Cyran ou Gibieuf, voient si clairement la toute-puissance, unique maîtresse de l'ordre spirituel comme de la matière? Que fait-il de la Foi de saint Paul, et, surtout, de la Grâce efficace de saint Augustin et de Jansénius? Il « séduit la jeunesse ». Sur lui Pascal s'acharne — bien que ses « opinions », faciles à « tourner en risée », ne fussent guère plus étranges que celles de beaucoup de braves docteurs catholiques profitant de la maxime *in dubiis libertas* pour risquer des explications aventureuses du *comment* d'un Mystère. Avec décision, ce néophyte enflammé se fait à la fois apôtre et inquisiteur.

VII

Mais alors, dans l'accomplissement de ces desseins pieux jusqu'à l'intolérance, un changement se produit, par quoi ils semblent arrêtés.

Dans le temps même où, convaincu qu'avec la révélation janséniste il a touché la vérité, communément méconnue du Christianisme, et où il y confirme sa famille, — au moment même où sa santé à lui s'altérant beaucoup plus que celle de son père, doit avertir sa perspicacité scientifique que son corps n'est pas de ceux à qui une longue durée est promise, — au lieu de s'enfoncer dans la retraite, au lieu de faire ce qu'il conseille à Jacqueline, il retourne à la vie, à la vie extérieure, brillante et frivole.

Il est vrai qu'à cette date, les efforts et les succès des Sciences mathématiques et physiques se manifestaient nombreux et éclatants dans toutes les directions : — physique expérimentale du globe; physique de l'homme, description des fonctions de l'esprit, géométrie supérieure, arithmétique, analyse et algèbre. De 1641 à 1646, paraissent les *Méditations* et les *Principes* de Descartes, les recherches initiales de Roberval sur le « système du monde » et la « Cycloïde », les œuvres complètes de Viète, les œuvres géométriques de Torricelli. Les amis d'Etienne Pascal, Desargues, maître de Blaise, et le P. Mersenne, apportent leurs contributions, ou pratiquement inventives, ou érudites, ou théoriques, à cette marche en concert des très grands esprits. La question du vide posée par Torricelli, l'hypothèse de la pression de l'air, lancée de divers côtés, provoquent des expériences. A tous ces appels, Pascal, — sans hésiter, ce semble — répond. L'inventeur de la *Machine arithmétique*, malgré sa fatigue corporelle, se remet aux recherches. Avec quelle activité variée, de 1647 à 1654, on le sait, on s'en souvient mieux aujourd'hui. Mais aussi, avec quelle ardeur et quelle vivacité, non seulement à la recherche mais à la publication des faits constatés! Non seulement à la publication de ces résultats, mais à leur proclamation comme venant de lui, mais à la revendication âpre de ses mérites d'inventeur! Le père Noël, le physicien Jésuite, en sut quelque chose, et ses amis de Clermont : « Un homme d'honneur », accusé de larcin scientifique « ne doit point souffrir de s'en voir accusé... » Sur un autre « terrain », MM. de Beuvron et de Montmorency-Bouteville n'eussent pas dit mieux que ce superbe chevalier de la Science.

Aussi bien, ce n'est pas seulement un savant combatif que Pascal continue d'être durant ces sept années 1647-1654: — c'est un mondain. — Le « divertissement » que les médecins, lui ordonnent, il paraît bien qu'il le prend docilement, largement, chez les seigneurs titrés et les bourgeois riches où ce fils d'un « noble de robe », haut fonctionnaire, revenu du reste à Paris dès 1647, est admis. Il assiste aux spectacles mondains d'alors, comédies, concerts, opéras, ballets; aux jeux aussi, auxquels peut-être il prend part

lui-même; et à la chasse... Mais surtout, sans aucun doute, aux amusements salonniers des « beaux esprits », aux visites, aux « cercles » où les hommes éminents versent aux pieds des Princesses de Science, leurs grands ou petits vers galants et leurs subtiles admirations de la grâce féminine. Il voyage aussi, entre 1648 et 1651, et partout où il va, même en Auvergne, surtout en Poitou, partout il prend contact avec cette France d'alors, jouisseuse au milieu même de l'anarchie politique, élégante ou visant à l'être, sur laquelle le roman, le théâtre, la poésie exercent une dominatrice influence; où, — dans des âmes dont le christianisme se cache, timide, inerte et honoraire, — règne un épicurisme libertin, si elle ne sont que frivoles, et, si elles ont des ambitions de sérieux, un stoïcisme libre-penseur, mis à la mode par MM. Du Vair et de Malherbe. Que de cette ambiance sentimentale et sensuelle, agnostique ou païenne, vibrante ou sceptique, Pascal ait connu à peu près tous les cantons, on n'en saurait douter par ce que nous savons aujourd'hui de son intimité depuis 1650, au moins avec le duc de Roannez; — de ses relations sûrement avec la duchesse d'Aiguillon, probablement avec le monde de la marquise de Sablé, et enfin, et par-dessus tout, avec cet étonnant chevalier de Méré qui, — s'il n'était pas allé trop tôt enfouir en province son mérite dépité, — serait dans l'histoire, pour cette période, le type intégral de l'Homme du monde, du Philosophe conscient de la Société polie.

Mais alors, si pendant sept ans, dans l'Augustinien de 1646, sommeille, étouffé par les pensées de la Science ou les affections du beau monde — si, sept ans durant il s'oublie, s'échappe et se disperse, — qu'était-ce que cette conversion? Un engouement intellectuel, une toquade de raison, ou l'échauffement momentané d'un mysticisme occasionnel? Et de quelle qualité était donc la vie religieuse de Pascal? Fallait-il, pour la créer ou la fouetter, des émotions fortuites, des secousses d'imagination, des « miracles », l'accident du pont de Neuilly, la Sainte Epine?... On voit quel problème grave posait aux pascalisants, aux disciples comme aux détracteurs, ce temps d'arrêt? Relaps, ou libéré ou incertain? Croyants et incroyants se partageaient entre ces trois hypothèses.

VIII

En ne se rebutant point des précisions modestes, de la chronologie, les recherches des biographes modernes ont à la fois modifié les données du problème et délimité la partie insoluble.

Jusqu'à quel point Pascal a-t-il pris plaisir à s'abandonner à la science, à tenir ces promesses que son génie avait fait naître, à remplir ces obligations que ses travaux de début lui imposaient : — nous ne le saurons jamais. C'est bien évident. Mais tout porte à croire que, dans une large mesure, l'amour-propre s'est mêlé chez lui à l'amour de la vérité, et la « gloire » à l'accomplissement du devoir scientifique.

Par contre, quelles sont les choses solides que la détermination et la confrontation des dates nous fait toucher comme contemporaines?

C'est d'abord que cette période de 1647 à 1655, période apparente d'un éloignement de Dieu, période où le *Discours sur les passions de l'Amour* fut écrit s'il est, plus ou moins complètement, plus ou moins « immédiatement » sorti de sa plume — est pourtant celle où Pascal écrivit à ses sœurs ces lettres du 26 janvier, du 1er avril et du 5 novembre 1648, où le détachement et le mépris du monde s'expriment d'une manière si épurée, si profondément chrétienne, que la littérature ascétique n'a guère de textes plus incontestables et plus classiques, si l'on peut dire; — où sa piété mystique s'affirme en de si pathétiques formules, que, si les mots ont un sens et un son, vraiment il n'y a pas moyen de suspecter une seconde leur absolue sincérité...

C'est la période aussi où il écrivit, en 1651, cette Lettre à sa sœur Gilberte et à son beau-frère *sur la mort de son père,* où la résignation la plus héroïque, la conviction la plus « surnaturelle » à la bonté de Dieu, lors même, lors surtout qu'il frappe sans pitié; la confiance la plus abandonnée en sa Grâce toute seule, sans nul espoir aux ressources de l'impuissance humaine, s'étalent avec une alliance d'arguments et de ferveurs tellement surabondante que, si l'on ne reconnaît pas là le produit du christianisme janséniste, je ne sais où l'on le cherchera...

C'est la période, encore, où, vers 1651, probablement, il écrit pour lui la *Prière sur le bon usage des maladies* où le même accent résonne, et où la fusion du chrétien qui souffre avec le Christ qui a souffert, et le mélange de leurs souffrances associées poussent jusqu'à la dernière limite de la hardiesse le dogme chrétien de « la vie en Jésus ».

Donc l'on voit que, même durant ces années de prétendue « chute », non seulement l'idée de

ce Dieu auquel il a voulu se vouer ne cesse point d'être présente à Pascal, mais le commerce avec lui n'est ni interrompu ni même relâché. Pourquoi donc alors ajourne-t-il l'exécution de la promesse si formelle et si réfléchie qu'il lui a faite en 1646? Est-ce ici « l'hésitation avant l'abandon » — qu'ont souvent connue et décrite les mystiques : « l'état de suspension », comme écrit la Mère Agnès à Jacqueline, « où sont les personnes qui sont retenues dans le monde malgré elles? »

N'y aurait-il pas là, au contraire, un volontaire ajournement? De ces rapprochements de textes contemporains et de gestes simultanés de Pascal que de récents « pascalisants » (1) ont soulignés avec une insistance impressionnante, ne voilà-t-il pas un fait nouveau qui ressort, — non pas encore certain, sans doute, mais singulièrement vraisemblable.

IX

En 1646, le Frère Saint-Ange, prétendant que l'esprit humain, bien intentionné, s'il est « vigoureux », peut atteindre aux vérités révélées, avait fait regimber Pascal. Mais voici que, dès l'année suivante, Pascal, en son incident trop longtemps oublié, nous apparaît disant la même chose! Voici qu'il a fait au saint-cyranien Rebours, une analogue déclaration. Il veut lui démontrer, et il offre, pour cela, à Port-Royal, ses services, « que l'on peut, suivant les principes mêmes du sens commun, démontrer beaucoup de choses que les adversaires disent leur être contraires, et que, quoiqu'il les faille croire sans l'aide du raisonnement, le raisonnement bien conduit portait à les croire ».

Ce qui est, on le sait du reste, l'idée de toute une partie de son *Apologie* projetée *de la Religion*. Mais si cette idée a commencé dès lors de hanter son esprit, — si en même temps il s'est convaincu, au commerce du monde, que pour le convaincre, il faut le connaître, — que, lui, il l'ignore et ignore tous les moyens par lesquels on peut agir sur lui — s'il se convainc de plus en plus, en étudiant la Théologie et l'Ethique, que *l'Art de penser* et *l'Art de persuader*, tels que les mathématiciens les formulent, ne valent plus devant les phénomènes moraux, devant les préjugés et les idées de tradition ou d'habitude, devant les sentiments, les passions, les intérêts, devant les objections du simple bon sens ou de l'esprit de finesse; — n'est-on pas fortement et légitimement tenté d'entrevoir un propos délibéré dans la façon dont il conduit ou laisse se dérouler sa vie de 1646 à 1651? Et, sans doute, il observe, il expérimente. Au sortir d'un entretien avec quelques familiers ou familières du salon de Mlle de Montpensier, il écrit sa dissertation sur ces *Passions de l'Amour* qui sont le grand moteur de la vie déréglée et païenne. Il fait parler Méré sur lui-même et sur les autres. En même temps qu'il relit Montaigne et Epictète, aussi bien pour pénétrer le secret de leur fatal prestige que pour tirer d'eux des aveux éventuellement profitables à la démonstration du Christianisme, il feuillette les adeptes vivants ou du « Libertinage épicurien », ou du Scepticisme ou du Stoïcisme. Il « dépouille » les hommes. Il amasse des documents. Il fait des fiches pour l'*Apologie*.

Aussi bien ne s'en vantera-t-il pas lui-même plus tard, au lit de mort, à son confesseur? — il a conservé et conféré avec les plus opiniâtres, il a déterminé par expérience leur fort et leur faible; il leur a donné « croyance en lui »; il a appris comment « les prendre et les convaincre ». Cette époque de mondanité n'avait point été la rechute et le temps perdu sur lequel M. de Sacy pleurait en 1655; ce furent des années d'exploration préparatoire à la grande œuvre qu'il rêvait afin d' « étendre le royaume de Jésus-Christ et à amplifier la gloire de Dieu et à procurer le salut des âmes ».

Et c'est, en même temps, par une analogue conséquence de l'espérance, de l'ambition qui lui est tout d'un coup venue de « raisonner » le Christianisme, — c'est, pour cela qu'il continue de cultiver la Science.

Qui mieux que lui peut se rendre compte que la « *libido sciendi* » peut être tournée au service de Dieu? Il ne se croit pas tenu de jurer fidélité à toutes les paroles de Saint-Cyran, lui qui, après tout, *n'est pas de Port-Royal* — (et combien ce mot, sincère et exact, est moins mal compris à présent par les pascalisants qu'il ne le fut jadis, où il scandalisait même nombre d'entre eux!) — Il n'est pas obligé d'asservir aux ignorances dévotes, aux phobies anti-intellectuelles de M. Singlin, de M. Hamon, de M. Rebours, de M. de Pontchâteau, et à leurs anathèmes — un talent dont il doit compte à Dieu. La Science est une Force; bien plus, il voudrait qu'elle apparût aux yeux du vulgaire comme une Puissance de ce monde, égale, supérieure même à « la Royauté ».

(1) M. Ch.-H. Boudhors spécialement, dans une *Étude* sur c chevalier de Méré.

Qu'on se rappelle les fières déclarations de la lettre à la Reine Christine : l'art de persuader, « pouvoir des esprits sur les esprits », vaut autant, et même il est plus noble que le droit de commander et que l'empire sur les corps.

Ainsi se dégage de plus en plus à nos yeux, le motif pour lequel, à peine la campagne des *Provinciales* terminée (septembre 1657), il se remet en rapports avec les savants étrangers, propose et accepte des problèmes; ainsi nous comprenons pourquoi jusqu'au commencement de 1660 ces tractations scientifiques l'occuperont sans scrupule.

Sans doute, ami de ce P. Mersenne, si fort inquiet du nombre grandissant dans Paris des athées, Pascal commence dès lors, comme son jeune contemporain, Bossuet, y viendra vingt ans plus tard, à craindre que, sous ces noms de *philosophie naturelle* et de *doctrine cartésienne*, une grande offensive ne se prépare contre le Christianisme. Sans doute il juge, comme le reconnaîtra Bayle, parlant de lui, vingt-deux ans après sa mort, qu'une Démonstration de la Vérité de la Religion révélée ne peut désormais, dans ce siècle de Raison, fermer la bouche aux « libertins », que si c'est d'un excellent mathématicien ou physicien qu'elle est signée. La « mondanité » de Pascal, de 1647 à 1654, son adhérence à la Science jusqu'en 1660, ne furent vraisemblablement, — en admettant même qu'il y ait pris plaisir, — ni une contradiction, ni une rechute. Elles furent, pour une bonne part, le fait voulu d'un dessein chrétien.

X

...Ce sont enfin les derniers jours de Pascal et l'attitude ultime de sa pensée qui ont été, depuis une quinzaine d'années, à nouveau et très fructueusement étudiés.

Pascal mourant s'était il retracté? Le champion de Port-Royal avait il, au lit de mort, désavoué son œuvre?

On l'avait insinué, dès le XVIIe siècle. En janvier 1665, un peu plus de deux ans après la mort de Pascal, le P. Beurrier, curé de Saint-Etienne-du-Mont, sur la paroisse duquel Pascal mourut et qui le confessa *in extremis*, avait remis à l'archevêque de Paris, sur la demande du prélat, excédé et irrité de toutes ces querelles de la Grâce, un rapport sur les sentiments de Pascal. Ce rapport, aussitôt les controversistes antijansénistes avaient cru pouvoir s'en autoriser, non pas, du reste, sans protestation immédiate de la famille et des amis de l'auteur des *Provinciales*. En 1908, la découverte des *Mémoires* de Beurrier, commentant lui-même sa déclaration, sembla d'abord confirmer l'hypothèse d'une rupture de Pascal avec son passé et ses amis. Et certes, elle était pour plaire, cette conjecture, aux lettrés comme aux sceptiques, comme aux intransigeants orthodoxes : une troisième ou quatrième « crise », une contre-conversion nouvelle, achevant, en coup de théâtre, la physionomie tourmentée de celui où notre romantisme tenace ne demande qu'à voir toujours l'Eternel Inquiet!

Mais il faut regarder les textes. Or, que ce soit la première déclaration du confesseur obtenue ou arrachée de lui par son supérieur, et au nom de raisons de circonstance telles qu'il ne la pouvait refuser, — déclaration dont les termes, pour peu soigneusement qu'on les pèse, signifient, non un désaveu, mais tout au plus un regret des polémiques passées; — que ce soit la seconde déclaration du P. Beurrier, lui-même, concédant, sans se faire prier, à la famille Périer que, lorsqu'il avait entretenu Pascal, il avait pu ou dû mal comprendre la nature des dissentiments existant alors entre « les Messieurs de Port-Royal » et lui, touchant la signature du *Formulaire*; — que ce soient les lettres adressées à Mme Périer par Antoine Arnauld et plusieurs de ses confrères pour exposer ces divergences de tactique, divergences où, du reste, la résistance de Pascal, allait, non pas en deçà, mais beaucoup plus loin dans l'obstination que celle d'Arnauld et des autres « moyenneurs » d'une réconciliation; — que ce soient, enfin les chapitres des *Mémoires* de Beurrier versés naguère aux débats, mémoires où les paroles de Pascal, fidèlement, ce semble, relatées, atténuent gé de croire à une rétractation provenant soit d'un remords soit d'une évolution d'opinion de *textes* ne permet à quiconque les fit sans préjugé de croire à une rétractation provenant soit d'un remords soit d'une évolution d'opinion de Pascal...

Pas plus à une rétractation de son adhésion d'esprit à la plus sévère formule de la Grâce augustinienne qu'à une rétractation du rigorisme des *Provinciales*; pas plus à une rétractation de son appel à une appréciation plus juste par les Evêques, par le Souverain Pontife, par le Concile, par l'Eglise universelle, des bonnes volontés de Jansénius et des Jansénistes, ses maîtres, qu'à une rétractation des campagnes dont

l'avait chargé Port-Royal contre la morale relâchée. La Casuistique « favorise le vice, la lâcheté, le libertinage ». En juillet-août 1662, il la flétrit de sa voix épuisée avec d'autant plus de vivacité et de netteté que jamais, et avec tant d'éloquence que son confesseur, émerveillé et convaincu, acquiesce.

Est-ce à dire pourtant qu'il n'y ait pas plusieurs renseignements à retenir des explications que le texte précieux exhumé par M. Jovy (1) contient?

Celui-ci, d'abord, qu'il déclare avoir abandonné volontairement, depuis deux ans, à la fois la question du « comment » de l'action divine sur le libre arbitre, mystère impénétrable à la compréhension humaine; — et la question des « bornes de la puissance du Pape », où il se défie de son ignorance en scolastique et en droit canonique, où il a peur, — ce sont ces mots — « d'en dire *trop* ou *trop peu* ».

Ceci, ensuite qu'il déclare « s'en tenir » sur ces deux questions au « sentiment de l'*Eglise* », et qu'il « veut *avoir* une *parfaite soumission* au Vicaire de Jésus-Christ qui est le Souverain Pontife », — termes qui ne diffèrent ni de ceux de la plupart des docteurs jansénistes d'alors, lesquels « se crurent toujours les plus fidèles serviteurs de la Papauté » et eussent, non sans douleur, mais fermement, préféré le silence au schisme, — ni des motifs qu'invoquait Bossuet pour décider les Religieuses de Port-Royal à la signature du *Formulaire* — ni des expressions de Fénelon acceptant la condamnation des *Maximes des Saints* par le Pape mal informé.

Ceci, enfin, qui est l'indication capitale à retirer de ces paroles finales : le motif pour lequel il s'écarte de la controverse. C'est que la controverse a augmenté entre les Chrétiens, entre les Catholiques, une division funeste; c'est qu'un autre danger doit réclamer leurs efforts coalisés : — le « libertinage » des mœurs, le « libertinage » des idées, — deux formes d'un même péril, dont, ainsi qu'il le rappelle alors, il a vu de ses yeux la menace hardie. Devant cette invasion qui progresse, il faut la paix intérieure, à tout prix.

Et c'est ici que, — pour nous faire entendre pleinement combien cette indulgente mansuétude et ce mépris de ses ambitions passées lui sont un sacrifice facile, — plusieurs textes et plusieurs faits, nous aident, qui tous, se peuvent grouper plus ou moins probablement et à très peu d'intervalle dans la dernière phase de sa vie (1).

Ces textes, ce sont : *la Prière pour le bon usage des maladies* », possible préface, plus probable traduction de la « deuxième conversion » de 1654;

L'Ecrit trouvé dans l'habit de M. Pascal après sa mort; dont la date (1654) nous donne celle de cette résolution définitive;

L'Abrégé de la vie de Jésus (postérieur à 1656);

La lettre à Fermat, du 18 août 1660, le rude adieu, tardif, du reste, et retardé sans doute le plus qu'il put, à la science tant aimée;

La lettre à Domat de 1662, sévère mercuriale infligée à l' « esprit propre » et au désir coupable de domination qui se glisse et se cache dans les *Frondes* religieuses comme dans les autres;

Le *Mystère de Jésus,* enfin, qui, probablement, est une des dernières « Pensées » (1).

Et les faits qui les commentent, ce sont ces démarches, racontées ou par la famille Périer, ou par les biographes jansénistes du XVIIIe siècle, et que les recherches anciennes et récentes n'ont point démenties. C'est Pascal malade prenant la résolution s'il revient à la santé d'imiter les disciples de M. Vincent, de M. de Renty, de M. Olier ,les « hommes d'œuvres », de courir, comme eux, après les pauvres; de substituer à la vaine propagande de l'esprit, l'apostolat du cœur. C'est Pascal, quelques mois avant sa mort, recueillant dans la rue une pauvresse qu'il veut arracher à la misère et au vice et qu'il confie sans hésitation aux soins des prêtres de cette paroisse de Saint-Sulpice où domine pourtant l'esprit des adversaires du Jansénisme. — C'est, quelques semaines seulement avant sa mort, ce même Pascal, abandonnant son cabinet de travail, son oratoire, sa maison, pour y laisser se soigner en paix un pauvre menuisier, père de famille et malade, qu'il y a recueilli, et qu'il y loge, pendant que lui-même il se transporte, tout épuisé qu'il est, chez sa sœur. Et là, ses dernières pensées actives, son dernier effort de perfectionnement, quels sont-ils? Entouré par cette sœur de soins tendres, qui l'émeuvent, il travaille, par une indifférence voulue, à détacher les siens de l'amour qu'ils lui portent, pour que rien de ces cœurs, trop appliqués à lui, trop unis entre eux et trop heureux de l'être, n'échappe à Dieu

(1) *Pascal inédit*, Vitry-le-François, 1910. Cf. Augustin Gazier : *Les derniers jours de Blaise Pascal*, 1911. Albert Ojazdias, *Le vrai Pascal et le faux Pascal*, 1911.

(1) Sur ces questions de dates, qui marchent vers des solutions définitives, voir surtout G. Michaud et Victor Giraud, L. Branschwieg et Petitot.

qui les réclame en leur entier, qui les veut occupés uniquement de lui et de ses pauvres...

Evidemment; en ces deux dernières années, la continuelle préoccupation de Pascal est de mettre toute son énergie à pratiquer l'Evangile, à réaliser en lui le *chrétien effectif*. Et c'est par ce propos délibéré que s'explique, en dernière analyse, le testament de sa pensée que les échos de sa dernière confession nous révèlent.

Non, il ne renie pas cette théodicée augustinienne, toute pleine de Dieu, toute écrasée dans l'humiliation de la créature, - enflammée cependant et ardente à conquérir par l'acceptation héroïque de cet anéantissement, un peu de chance de salut... C'est à cette conception-là du Christianisme qu'il dût l'initial déclenchement rédempteur, puis, dans le dur chemin montant, le viatique armé de sa vaillance, l'illumination progressive de sa foi raisonnée. Mais il se désintéresse de la défense théologique de cette théodicée augustinienne, oui. Il s'en désintéresse précisément, parce que c'est elle-même qui l'y oblige, qui lui commande de tuer en lui le penseur, pour ne laisser vivre que le fidèle, de supprimer en lui les actes d'intellectualité pour ne laisser vibrer que la charité, que l'amour. Sans renier ce qu'il a jugé vrai, et ce qu'il a défendu, et ce qu'il a propagé, il a, pour s'en détacher, d'autres raisons encore que l'impossibilité, constatée par son bon sens scientifique, de résoudre certains problèmes théologiques aussi insolubles que la Quadrature du Cercle; il a d'autres raisons que le désir, sensé aussi, de l'union chrétienne universelle en face d'un danger anti-chrétien qui s'accroît : — il a la *vue* dont son esprit est de plus en plus radieusement éclairé, le sentiment dont son cœur s'inonde en « pleurs de joie » — la vue et le sentiment du Dieu, qui, par cela même qu'il est juste, est aimant et aimable, et qui, à son élu, demande de se désaimer complètement lui-même, d'aimer le prochain par-dessus lui-même, et le Dieu sauveur par-dessus tout et tous. Qu'on se rappelle tant de mots des *Pensées* : l'autre « ordre », — et les « raisons » d'une certaine Raison supérieure à la raison raisonnante, à ses méthodes le mieux concertées, à ses théories les plus conséquentes, à ses conceptions les plus spécieuses. Dans l'approche de Dieu, Pascal, de 1660 à 1662, est à l'étage au-dessus, au dernier des « châteaux » où l'âme puisse gravir et se reposer en son ascension peineuse et ravissante. A cet étage, où le commerce divin est fait non seulement d'intuition, mais encore, osons le dire avec les Mystiques, d'impressions, de *contacts*, sa vie non pas extatique pourtant, — car il me semble que j'y vois toujours et la pensée consciente, et l'effort humain, — sa vie, où ne s'évanouissent ni ne sommeillent aucune des « puissances », on l'a vu, mais où elles éliminent délibérément de leurs actes ce que n'admet plus l'intellect sublimé et le cœur transporté, — sa vie est tellement au delà et au-dessus de son passé qu'elle est au-dessus des pensées qui l'ont faite et de la doctrine dont elle a germé. Faut-il même, au bout du récit de cette vie, si merveilleuse, encore que si humaine, aller jusqu'aux dernières hardiesses de la sincérité? Ici encore, l'exégèse érudite dont elle a été l'objet nous secourt, et nous permet de dire qu'en août 1662, le Dieu de Pascal est sans doute, — ainsi le veut sa volonté d'une « foi d'enfant », — le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, le Dieu des révélations, des prophéties, des traditions suivies, mais qu'il est surtout le Dieu humanisé du Christianisme, le « Jésus » dont Jacqueline Pascal, dès 1651, expliquait à la Mère Agnès son « idée », — dont Blaise lui-même, a, plusieurs fois, esquissé, à genoux, le pathétique « mystère ». Et alors aussi, l'obscur de ce « mystère » n'existe plus guère pour lui. Il existe pour « les savants », pour les « philosophes », qui pensent seulement; — il existe pour les docteurs de l'Ecole qui s'évertuent à expliquer l'inexplicable et à concilier les contraires. Il est dissipé pour celui qui a compris ou appris deux choses : l'une que « Jésus a versé telles gouttes de sang pour lui », l'autre que Jésus a dit : « Aimez-vous les uns les autres, c'est la loi et les prophètes »; et aussi que ce Fils de Dieu Fils de l'Homme appelait ses disciples « ses chers amis, ses bien aimés ».

Avec ces yeux-là, en cette Lumière, et de ce sommet de la Montagne des Béatitudes et de la Loi nouvelle, quel effet pourraient faire à Pascal, les théologies et les *formulaires*, les « résistances » et les « souscriptions?... »

Alfred Rébelliau,
Membre de l'Institut.

LE JOURNAL D'UNE COLLÉGIENNE RUSSE EN 1917 ET 1918

NELLY PTACHKINA (1)

Le 25 juillet 1920, à Chamonix, une jeune Russe, qui avait passé son baccalauréat en Sorbonne cinq jours auparavant, glissait sur la mousse, près de la cascade du Dard, et se tuait ainsi qu'elle l'avait pressenti et noté dans son *Journal*, dès 1918, à Kief, devant un précipice moins redoutable que ceux des Alpes. Les jours suivants, les journaux mentionnèrent ce drame, puis le silence se fit sur Nelly Ptachkina, et son souvenir ne vivrait plus que parmi ses proches, si la partie la plus importante de son *Journal* ne venait d'être publiée par un de ses anciens maîtres, M. Serge Svatikof.

Littérairement, ce journal n'a pas toute la valeur de celui de Marie Bachkirtseff qui, d'une façon, l'a inspiré. Ce que nous en pouvons lire a été écrit, en effet, en 1917 et en 1918, alors que Nelly Ptachkina, née en 1903, n'avait que quinze ou seize ans; elle avait grandi, d'autre part, dans un milieu de province peut-être moins favorable à l'éclosion littéraire que la vie cosmopolite de sa devancière. Cette œuvre d'une collégienne mérite pourtant d'être lue, étudiée, et peut-être, le jour où les bolcheviks nous laisseront le loisir de repenser à l'âme russe, traduite.

Ce qui fait son intérêt, ce n'est pas le tableau des événements contemporains. Nelly Patchkina ne se soucie pas de répéter les journaux, ou de conter tout ce qu'elle a vu et entendu. Elle note, une fois, que la vie est devenue chère, et cite des prix, mais sans s'y arrêter: sa famille est riche. Elle revient souvent sur les menaces qui pèsent sur son père, deux fois coupable, puisqu'il est bourgeois et capitaliste, sur les perquisitions faites à maintes reprises chez ses parents, sur la grossièreté et la vénalité des bolcheviks, et aussi, un peu plus tard, des « Gardes Blanes », mais les périls ne la troublent guère : elle est brave, et peut-être n'imagine-t-elle pas tous ceux qui l'entourent. Le sentiment qui la domine, c'est la curiosité à l'égard d'états d'esprit qui ne peuvent pourtant pas être tout à fait absurdes, et ses réflexions à leur sujet seront instructives pour quiconque voudra peindre la vie morale des Russes de ce temps.

Il se peut, d'ailleurs, que certains lui dénient le droit d'en parler. Elle est Juive, en effet, mais, en réalité, aussi peu que possible. Elle n'a pas l'amour inné de sa race; il faut le spectacle d'un pogrom pour qu'elle s'intéresse à « ces Juifs sordides » qu'elle méprisait jadis. Elle n'en a pas non plus la tradition: élevée, semble-t-il, en dehors des pratiques confessionnelles, elle ne tire ses idées que de lectures qui sont presque toutes russes. Ne se sentant que Russe, elle aime la Russie « de tout son cœur », et prend sa part de toutes ses souffrances.

En 1917 et en 1918, à Moscou, elle passe des jours d'angoisse à la pensée de la paix particulière que préparent les bolcheviks. Sans avoir une idée claire des obligations de la Russie envers ses alliés, elle sent que l'abandon de la lutte pèsera lourdement sur l'honneur et les intérêts russes. Mais que faire? Ne pas traiter serait livrer le pays à l'invasion, puisque sa force est brisée. Mais l'est-elle sans retour possible? Tolstoï, dans *Guerre et Paix*, démontre que le problème de la victoire est avant tout moral; qu'un sursaut de l'orgueil national se produise, on aura encore des chances. Le mieux est donc de résister, même sous la direction des bolcheviks, sur lesquels, évidemment, elle a encore des illusions, comme, d'ailleurs, sur les Allemands. « C'est possible qu'ils viennent avec de bonnes intentions; que, sous le régime d'ordre qu'ils imposeront, nous vivions, nous bourgeois, plus heureux et plus tranquilles. Malgré cela, malgré la raison qui nous dit qu'avec les Soviets tout ira de mal en pis, je ne veux pas des Allemands. En de tels moments, on sent si l'on aime vraiment ce que les gens appellent la patrie. Moi, je sens que je l'aime ».

Hélas! cette paix déshonorante est conclue; Nelly Patchkina voit les Allemands, non pas à Moscou, mais à Kief, et leur vue ne la révolte pas. Mais on ne saurait attendre d'une fillette une fermeté que n'ont pas eue d'illustres hommes d'Etat, et puis, dans l'intervalle, elle a eu la révélation, qui lui a été cruelle, de l'antisémitisme des foules. Comme tout le milieu des Juifs riches et cultivés auquel elle appartient, elle se sent prise entre les partis qui exploitent la haine, l'un du bourgeois, l'autre du Juif. Forcément, dans une telle situation, la vie intérieure qu'elle oppose souvent à la vie sociale devient un refuge, et c'est elle surtout qui nous attache dans ce *Journal*.

(1) Nelly Ptachkina *Dnevnik*, Paris, Povolotski, 1922.

Le point de départ en serait à chercher dans des cahiers écrits en 1915, mais qui sont restés à Moscou et ne s'y retrouveront pas. Ceux qui sont publiés nous laissent entrevoir, dans le passé, une fillette passionnée de lecture, déjà très sensible aux impressions ressenties, soit au Caucase, soit dans la forêt russe, et d'opinions si rigides quelle s'en étonnera plus tard, quand des lectures passablement désordonnées auront transformé sa mentalité.

La première qui l'ait fait rêver, c'est, semble-t-il, celle du *Journal* de Marie Bachkirtseff qui lui a donné, comme à beaucoup d'autres, l'idée « de se mettre à la fenêtre pour se regarder passer dans la rue ». Mais, sauf en ce point de départ, la ressemblance est médiocre. Nelly n'a pas d'aspirations artistiques, et ne songe à la gloire, confusément, que le jour où elle soupçonne qu'elle pourra devenir un écrivain. En attendant, son *Journal* lui sert d'instrument d'étude et de contrôle. Il s'y agit pour elle, avant tout, de déterminer les influences qui s'exercent sur elle, influences de vie ou d'œuvres, de les apprécier et, par conséquent, de choisir entre elles.

Nous avons déjà dit comment elle juge la révolution. De ses lectures, elle rappelle l'*Oblomof* de Gontcharof, dont elle rêve d'être un jour l'idéale Olga Alexandrowna, le *Faust* de Tourguénief, qui lui fait se demander, non sans quelque inquiétude, si Tourguénief a raison, après Goethe, de ramener la vie au renoncement. Mais c'est Tolstoï qu'elle cite le plus souvent, en partie pour ses opinions historiques — il y a peut-être des leçons à tirer, encore en 1918, de *Guerre et Paix* — en partie pour ses thèses morales ou sociales. Elle croit, avec lui, que les riches et les intelligents sont criminels d'être plus heureux et plus éclairés que la plèbe: elle rêve donc de se consacrer un jour à cette plèbe, de l'aider à s'élever, par l'école ou autrement. — « Je vois clair, je suis socialiste! » — et cet humanitarisme qui la décide, en attendant mieux, à ménager les domestiques, est d'autant plus méritoire que la barbarie qui l'entoure pourrait le mettre en état d'esprit moins altruiste. Mais elle ne suit pas Tolstoï jusqu'au bout. Si la lecture d'*Anna Karénine* lui fait admettre qu'une femme « tombée » n'est pas aussi coupable qu'elle l'avait cru jadis, d'autres œuvres de Tolstoï, plus récentes, la laissent perplexe. Elle y retrouve, en effet, cette idée du renoncement dont elle ne peut décidément pas prendre son parti. Comment croire qu'une vie, non pas luxueuse, mais simplement élégante, intelligente, puisse être un crime? Et puis, elle a quinze ans; ainsi que cet adolescent de Tourguénief dont toutes les pensées tournent autour de l'amour « comme les martinets autour d'un clocher », elle attend un avenir de tendresse, qu'elle désire, non sans le redouter un peu, car elle en imagine mal certains éléments : « Il faudra que j'en parle à tante Anioute », et l'on sourirait si l'on ne pensait au dénouement si proche. De ces questions qui la tourmentent, de ces réponses qui, sous la plume d'une fillette, inquiètent le lecteur, tout ce qu'il faut retenir, c'est que certains écrivains russes, même des plus grands, ne sont pas de sûrs éducateurs; eux aussi, ils aiment côtoyer les abîmes. Nelly n'est point sans le soupçonner; il lui arrive de se lasser de ses divagations. « Je récris les phrases de mes auteurs », et de ses auteurs eux-mêmes. « Voilà ce que c'est, s'écrie-t-elle, que de lire des livres si intelligents! » Et ce dernier mot sonne avec une ironie qui permet d'espérer en son intelligence à elle.

D'espérer quoi? M. Serge Svatikof estime, non sans raison, qu'elle serait devenue un écrivain de talent; si son style est parfois rugueux, et sa discussion naïve, on trouve, dans ses pages tourmentées, un sentiment très vif de la nature joint à une singulière pénétration psychologique. Or, pénétration, poésie, c'est là le meilleur de la littérature russe. Aurait-elle eu une véritable originalité, et laquelle, c'est moins facile à discerner. Si son *Journal* est intéressant par des traits personnels, il l'est encore plus — du moins pour nous Français — parce qu'il a de généralement russe. Ce qui nous frappe en elle nous a frappé déjà dans beaucoup de jeunes filles venues de là-bas, comme elle, pour chercher à Paris la chaleur de l'immense foyer intellectuel. A des degrés divers nous leur avons vu le sens et l'amour des lettres, la générosité souvent irréfléchie, l'audace de l'idée et parfois de l'action. Nelly, dans son *Journal*, se qualifie de *molodets*, et cette épithète, qu'on peut traduire « un bravi », elle ne l'a que trop méritée. M. Serge Svatikof nous la montre, à Chamonix, sur la pente moussue qui la supporte à peine, disant à son cousin qui est resté en arrière : « Comment faire? aller en arrière, en avant? Bah! comme toujours, en avant! » Elle fait un mouvement et disparaît. Ce mouvement fatal, que de jeunes Russes l'ont fait, et la Russie elle-même ne vient-elle pas de le faire!

Emile HAUMANT,
Professeur à la Sorbonne.

LE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ DE CINQ MILLIARDS PAR LA FRANCE A L'ALLEMAGNE (1871-1873)

Dans le paiement de l'indemnité de guerre de cinq milliards par la France à l'Allemagne, un point reste encore obscur. Comment l'Allemagne a-t-elle absorbé et, si je puis ainsi dire, digéré cette somme énorme pour l'époque, en deux ans? La question est d'actualité. La France se trouve aujourd'hui en situation analogue. Depuis le Rapport mémorable de Léon Say sur le paiement de l'indemnité, nous savons par quelle gigantesque opération de Trésorerie nous fîmes tenir cinq milliards à l'Allemagne. Mais quelles prestations l'Allemagne a-t-elle reçues. Dans quelle mesure? Des effets libellés en monnaie allemande supposent des prestations antérieures.

*
* *

Avant d'aborder ce problème délicat, auquel la question des réparations donne une singulière actualité, nous rappellerons les opérations de Trésorerie, bien connues des spécialistes, par lesquelles la France se libéra. La monnaie métallique ou le billet de banque ont tenu une place presque négligeable : 742 millions de francs.

Billet de la Banque de France ...	125	millions
Or français	273	—
Argent français	239	—
Numéraire et Billet de Banque allemands	105	—
Total	742	millions

Par contre le Trésor français passa à l'ordre du Trésor allemand un portefeuille de lettres de change de 4.248 millions francs. De Foville évoque dans son petit volume sur la monnaie cette douloureuse époque de notre Histoire. « Il m'a été donné, écrit-il (p. 220) d'assister personnellement deux des premiers Ministres des Finances de la République pour l'apposition de leur signature sur cette multitude infinie de papiers qu'il fallait « endosser » pour en faire la rançon de la France. Deux nuits de suite, je fus, par ordre, l'unique gardien d'un coffre de fer qui contenait ainsi représentés, plusieurs centaines de millions. Il y avait là les éléments d'une inoubliable leçon de choses ». Et Léon Say écrivait en 1883, évoquant lui aussi ces tristes souvenirs :

« Je me rappelle avoir passé des heures à regarder des lettres de change et des billets de toutes formes et de toutes grandeurs, dont les uns valaient des millions, les autres des centaines de francs seulement... Toute l'histoire du commerce de l'Europe me passait pour ainsi dire sous les yeux. » Ce portefeuille groupait 120.000 effets! »

Le premier paiement fut effectué le 1er juin 1871 (40 millions). Le 6 mars 1872, les deux premiers milliards étaient soldés. Le paiement des trois derniers milliards commence le 29 août 1872 et s'achève le 5 septembre 1873. Les paiements s'opèrent à la cadence prescrite par Berlin : 250 millions par mois pour les trois derniers milliards.

Comment la France réussit-elle à constituer cet énorme portefeuille de traites de 4 1/4 milliards de francs, d'autant plus difficile à réunir que le traité n'admettait en paiement que des effets libellés en monnaie allemande ou en florins de hollande, francs belges, livres sterling?

Une volonté tenace et une rare compétence financière triomphèrent de tous les obstacles. Au 5 septembre 1873 nous avions fait tenir à l'Allemagne 4 1/4 milliards en traites libellées dans les monnaies stipulées au traité. Savoir :

Monnaies libératoires

	Millions
Thalers	2.485,3 fr.
Florins de Francfort	235,1 fr.
Reichsmark	79.0 fr.

Monnaies libératoires après conversion en monnaie allemande par le Trésor allemand.

Mares banco de Hambourg (1).	265,2 fr.
Florins de Hollande	250,5 fr.
Livres sterling	637.3 fr.
Francs belges	295,7 fr.
Total	4.248,1 fr.

La prépondérance des effets libellés en monnaie allemande 3.054 millions (en y comprenant les mares banco de Hambourg) est remarquable. Nous y reviendrons dans un instant. Mais la rai-

(1) Le marco banco était une monnaie de compte utilisée encore à Hambourg. Elle datait de l'Ancien Régime.

son de cette prépondérance ne l'est pas moins. Les versements en livres, francs belges ou florins de Hollande n'étaient libératoires qu'après conversion par le Trésor allemand aux frais du gouvernement français en monnaie allemande. Et « les premiers comptes qui furent rendus de ces conversions, nous dit Léon Say, firent voir au Trésor français que ses intérêts seraient mieux défendus par lui-même que par le Trésor allemand. » La France se mit en devoir d'acquérir sur toutes les places des effets libellés en monnaie allemande.

Mais pour pouvoir acheter ainsi thalers et florins à Londres, Bruxelles, Amsterdam, encore fallait-il que la France disposât de créances sur ces divers pays. Pour pouvoir acheter des thalers à Londres, elle devait d'abord y obtenir des livres. Pendant le règlement de l'indemnité de guerre, la France a dû constituer ou réaliser des créances sur l'étranger.

La France devint créancière de l'étranger *en développant ses exportations de marchandises.* Il y eut là un élément dont Léon Say n'a peut-être pas montré toute l'importance. Mais la France aussi *possédait avant* 1870 *un gros portefeuille de valeurs étrangères.* Nos coupons étrangers encaissés à l'étranger nous procurèrent des sommes élevées. Notre portefeuille de coupons étrangers atteignait dès cette époque 7 à 800 millions de francs par an. Mais les coupons à eux seuls n'eussent pas suffi. Nous nous sommes libérés en 2 ans, et deux fois 800 millions donnent 1.600 millions. Nous devions 5 milliards. Nous avons vendu des titres étrangers. Enfin les emprunts français furent souscrits par des étrangers. Ajoutons que pendant la guerre les capitaux déposés dans nos banques, effrayés par nos insuccès militaires, avaient gagné Londres, Bruxelles et même Amsterdam. Nous avions de ce chef grossi nos comptes courants sur ces diverses places. Notamment, sous la menace du siège de Paris, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, la Banque de Paris procédaient à d'importants envois de fonds à Londres.

Mais le développement de nos exportations de marchandises nous paraît avoir joué un rôle essentiel. Avant la guerre de 1870, comme tout pays encaissant un gros portefeuille de coupons étrangers, la France importait plus qu'elle n'exportait. Nos débiteurs étrangers nous réglaient en marchandises le montant de nos coupons, tout comme la Russie avant 1914 acquittait par ses exportations de blé une part de ses coupons étrangers. A partir de 1872 les exportations françaises l'emportèrent sur les importations. La situation se renverse. (En 1876 nous redevenons créanciers).

	Excédent d'importation	d'exportation
	Millions francs	
1867	200	»
1868	513	»
1869	78	»
1870	65	»
1871	694	»
1872	»	191
1873	»	232
1874	»	193
1875	»	335
1876	412	»

Si en 1871 une bonne part de nos coupons étrangers doit servir à régler notre excédent d'importation de 694 millions (notre récolte a été mauvaise) en 1872, 1873 (années où nous versons à l'Allemagne près de 4 milliards sur 5) nos exportations l'emportent sur les importations *libérant ainsi nos* 700 *à* 800 *millions de coupons étrangers pour l'achat au dehors d'effets libellés en monnaie allemande.* En totalisant coupons étrangers et excédents d'exportations en 1872 et 1873, on trouve deux milliards environ.

Deux milliards n'eussent pas suffi. Nous avons exporté des titres étrangers. L'étranger a souscrit à nos emprunts de libération.

Par qui ces titres ont-ils été vendus au dehors? Par les porteurs français eux-mêmes? Assez rarement. Le plus souvent ils l'ont été par les Banques françaises et notamment par le Syndicat des Banques créé à cette époque pour le règlement de l'indemnité. Mais, par ses banquiers, le Trésor français a pu sans difficulté acheter à Paris les coupons étrangers de ses nationaux ou leurs titres étrangers négociables à Londres, Bruxelles, Vienne ou Francfort.

L'Etat français émet deux emprunts l'un de de 2 milliards (loi du 21 juin 1871), l'autre de 3 milliards (loi du 15 juillet 1872) avec le plus grand succès. Avec ces 5 milliards de francs, l'Etat achète aux porteurs de titres étrangers français leurs valeurs étrangères. La liberté va suffire à tout : car, en ébranlant notre crédit, nos épreuves de 1870 ont amené une hausse de l'intérêt : les emprunts français sont des emprunts 5 %. Par contre le cours des bonnes valeurs étrangères monte à Paris, on les tient pour

sûres; elles sont très demandées pour le règlement de l'indemnité de guerre. L'écart entre le taux d'intérêt de nos emprunts et le taux de l'intérêt donné par les fonds étrangers se tend de ce chef. Le public français arbitre des valeurs étrangères à faible rendement contre des fonds d'Etat français à rendement élevé. Et le Trésor obtient ainsi les titres étrangers, dont il a besoin, pour régler l'indemnité.

Il est impossible de fixer exactement le montant des titres étrangers qui furent exportés de ce chef. Léon Say, faute de précision suffisante, se refuse à donner un chiffre. Il se borne à montrer une réduction sur le montant des coupons italiens et turcs encaissés à Paris après ces opérations. Sans le prétendre rigoureusement exact, il semble cependant qu'un chiffre de deux milliards est vraisemblable puisque nous chiffrions à l'instant à deux milliards environ le solde créditeur provenant de coupons ou de marchandises exportées.

Et au total la France a constitué son portefeuille de 4.248 millions en thalers, florins de Francfort, livres, francs belges et florins de Hollande à l'aide de ses exportations de marchandises, de coupons, de valeurs internationales. Pour des sommes beaucoup moindres grâce à ses comptes courants au dehors. Notre balance des comptes présente un solde créditeur considérable en notre faveur. Et nous pûmes acheter des devises libellées principalement en monnaie allemande sur toutes les places (Paris y compris bien entendu).

*
* *

Car sur 4 1/4 milliards de francs remis en paiement à l'Allemagne, les effets libellés en monnaie allemande représentaient plus de 3 milliards de francs. Et le surplus fut converti en cette monnaie par les soins du Trésor allemand. Comment avons-nous réussi à trouver dans le monde une telle quantité d'effets tirés sur l'Allemagne? Ce côté de l'opération a généralement été négligé. Léon Say dans une brève note se borne à poser la question en ajoutant : « La situation économique de l'Allemagne pendant les années 1871, 1872 et 1873 demanderait une étude spéciale qui dépasserait le cadre de ce rapport ». Un économiste allemand, peu de temps avant la guerre, a consacré un gros volume au *Système monétaire français pendant la guerre* (1870-1878) (1), où il a donné son attention à ce problème. A l'aide des statistiques relatives au commerce extérieur de l'Allemagne, des monographies d'Ekelhaüser (1) et d'Hübener (2), on peut parfaire ses observations?

Ce problème, comme celui du règlement par la France des 5 milliards, présente deux aspects : quel emploi le Trésor allemand a-t-il fait des milliards passés à son ordre? D'où provenaient-ils? Un effet libellé en thaler suppose un allemand débiteur : quelle était l'origine de ces créances sur l'Allemagne?

600.836.000 thalers (2.253 millions francs) (3) furent utilisés pour le paiement des dépenses du Reich. Parmi ces dépenses de gros achats d'or à Londres. Le surplus, soit 793 millions de thalers (2.927 millions fr.), furent répartis entre les Etats particuliers. Ceux-ci employèrent cette manne à amortir leurs dettes. Fin 1871, la dette de la Ligue des Etats du Nord atteignit 220 millions thalers; fin 1872 elle était ramené à 12 millions de thalers. De même 102 millions de Bons du Trésor 5 % à 5 ans de la Ligue furent appelés au remboursement par ordonnances du chancelier du Reich des 1er janvier et 1er février 1872. Fin janvier 1871 la Seehandlung (Banque d'Etat de la Prusse) avait procédé au rachat de 52.225.000 thalers de Bons du Trésor 5 %, et les avait remis à la Caisse d'amortissement. Soit un amortissement de 362 millions de thalers. On remboursait aussi les Bons du Trésor placés à Londres pendant la guerre.

Par deux lois des 4 décembre 1871 et 8 juillet 1873 l'Allemagne, adoptait le *monométallisme* or et décidait de *substituer à la circulation argent une circulation or*. Le gouvernement impérial importe de ce chef de grosses quantités d'or principalement de Londres, qui est déjà le marché mondial de l'or. Le Reich se procure (4) :

1871 et 1872	523.976.000 mk. or (5)
1873	516.335.000 —
1874	318.000 —

Si nous défalquons 220 millions mk. versés par la France au titre de l'indemnité de guerre, il reste net pour 1871-1873 : 870 millions de marks (environ 273 millions de thalers).

Et nous voyons que l'indemnité de guerre a servi au Trésor allemand essentiellement à solder ses dépenses restées impayées, à rembour-

(1) *Die wirtschaftliche Krisis*, Berlin, 1876.

(1) *Die deutsche Wirtschaftskrisis von* 1873. Berlin, 1905.

(2) Gutmann. *Das französische Geldwesen in Kriege* (1870-1871). 1913. Le change du thaler était fixé à 3 fr. 75.

(3) Le thaler vaut 3 marks.

(4) Helfferich. *Das Geld*, 2e éd. 1910, p. 176.

(5) Y compris l'or de l'indemnité de guerre : 220 millions mk.

ser sa dette publique, à introduire dans l'Empire le monométallisme or.

Au point de vue économique ces règlements de dépenses, ce remboursement de la dette, ces achats d'or se traduisent par une *exceptionnelle abondance de capitaux disponibles*, par une rénovation de la circulation monétaire.

L'abondance des capitaux disponibles, l'afflux de métal or converti presqu'aussitôt en monnaie (on frappe 121 millions de marks or en 1871-1872 et 591 millions en 1873) stimulent en Allemagne l'esprit d'entreprise: et pendant tout le temps de l'afflux des milliards français, l'Allemagne connait une période d'exceptionnelle prospérité. De nouvelles entreprises voient le jour. La spéculation envahit les Bourses de Berlin, de Vienne et de Francfort. Les capitalistes allemands acquièrent des valeurs mobilières à l'étranger, notamment à Londres et à Paris. Londres et Paris vendent à Berlin, Vienne et Francfort, des valeurs de banques autrichiennes, de chemins de fer autrichiens, des fonds italiens, russes, ottomans, américains. Le gouvernement impérial lui-même donne l'exemple et place une partie de ses rentrées de fonds en valeurs américaines (Gutmann, p. 315). Ces titres sont d'autant plus facilement acquis par des Allemands que les coupons de nombre d'entre eux sont payables en monnaie allemande et parfois ils sont cotés à la fois à Londres, Paris, Vienne ou Francfort. Ainsi en est-il des chemins de fer Sud de l'Autriche (coupons en francs, thalers, ou florins de Francfort), chemins de fer hongrois (coupons payables à Paris, Berlin, Francfort, Londres, Amsterdam (Gutmann, p. 304 et 305), des Domaniales d'Autriche, des Bodenkreditanstalt, etc., etc...

Nous sommes ainsi bien près de comprendre comment la France put constituer son portefeuille de 4 milliards de traites. L'Allemagne reçut des marchandises, de l'or, des coupons, des titres.

Et d'abord l'Allemagne *importe des marchandises*. Nous retrouverons dans le capital des sociétés par actions allemandes créées dans cette période une part des capitaux remis par le Trésor allemand à ses fournisseurs ou à ses rentiers. En Prusse, une loi du 11 juin 1870 assouplit la législation sur les sociétés, supprime notamment la nécessité d'une autorisation gouvernementale préalable. Le nombre des sociétés créées et leur capital progressent avec une singulière rapidité.

Sociétés nouvelles fondées en Prusse

	Nombres	Capital	
1870	41	177	millions mk.
1871	225	1 018	—
1872	504	1 495	—

Ces nouvelles sociétés s'occupent principalement de banque, de production minière et métallurgique, de chemin de fer, de bâtiment. En 1873 l'afflux des milliards se ralentit. Le nombre de sociétés créées diminue. Une crise économique violente se déclare.

1873	72	538	millions mk.
1874	19	77	—

Mais en 1871 et 1872 cette création de sociétés nouvelles, d'usines de toutes sortes implique un afflux exceptionnel de marchandises. Un outillage tout neuf est constitué. Il le sera en partie par l'importation.

Commerce extérieur de l'Allemagne

MILLIONS DE FRANCS

	Importation	Exportation	Excédent d'imp.
1872	4.022	2.862	1.160
1873	4.635	2.814	1.821

Et l'Allemagne reçoit une grosse part de son indemnité sous la forme de *marchandises*. La Grande-Bretagne est au premier rang de ses fournisseurs.

Exportations britanniques en Allemagne.

1.000 £

1870	28.065	1873	36.709
1871	38.493	1874	35.127
1872	43.150	1876	29.734

Mais le Reich réforme sa circulation monétaire et se procure — principalement à Londres — 820 millions de marks de *métal or*. La France pouvait donc trouver à Londres de grosses quantités de papier sur l'Allemagne, libellé en thalers ou florins.

Nous avons noté encore, que, parmi nos *coupons étrangers*, certains étaient payables en monnaie allemande. Il y eut là une nouvelle source de remises.

Certaines banques aussi tirèrent des traites sur leurs correspondants allemands qui les acceptèrent.

Toutefois dès que la Preussische Bank (plus

tard Reichsbank) eut connaissance de ces pratiques, elle décida, pour y mettre fin, de refuser à l'escompte le papier de ces maisons-là. Et ces tirages de complaisance ne nous furent pas d'un grand secours.

Mais plus encore, les capitalistes allemands, remboursés de leurs rentes nationales ou de leurs bons du Trésor, achetèrent des *titres* autrichiens, ottomans, italiens à Paris, Londres, Bruxelles. Les Français et les Anglais en vendirent à Berlin ou Francfort. Ces achats de titres étrangers par des Allemands rendent l'Allemagne débitrice. Des traites libellées en monnaie allemande peuvent être tirées sur les acheteurs de titres.

Et au total le mécanisme de cette gigantesque opération se révèle en somme assez simple. Il rappelle un peu la marche d'une pompe sans fin. La France passe à l'ordre du Trésor allemand un premier portefeuille de traites; le Trésor allemand en déverse le montant sur ses créanciers ou ses rentiers. Ceux-ci achètent des marchandises, des titres, notamment au dehors. Le Trésor français (ou ses banquiers) achètent les traites libellées en thalers nées de ces achats, les passe à l'ordre du Trésor allemand, qui acquitte une nouvelle tranche de ses dettes, rembourse une autre fraction de sa dette publique... Et on recommence jusqu'à arrêt de la pompe, au moment où les 5 milliards sont acquittés.

Sans pouvoir préciser exactement combien l'Allemagne a reçu sous forme de marchandises, d'or, de coupons ou de titres, nous inclinerions à penser qu'elle pourrait bien avoir reçu 2 milliards en marchandises, 1 milliard en or et un milliard en coupons ou en titres.

L'indemnité de guerre a permis à l'Allemagne d'amortir sa dette de guerre, d'adopter le monométallisme or, de développer son industrie, d'atténuer sa dette extérieure et de constituer un portefeuille de valeurs étrangères.

La France, elle, pour s'acquitter et réunir un portefeuille d'effets de 4 1/4 milliards de francs a exporté des marchandises, des coupons, des valeurs internationales. L'Etat français s'est endetté à l'intérieur principalement de 5 milliards, pour acquérir ces moyens de paiement internationaux et les remettre ensuite au Trésor allemand. L'Allemagne aujourd'hui doit songer à suivre cet exemple.

*
* *

Toutefois, s'il y a des analogies entre le problème des réparations et celui du paiement de guerre de 1871, s'il s'agit dans les deux cas de transférer des milliards d'un pays dans un autre, des différences sont à retenir : la somme à déplacer aujourd'hui est d'une autre envergure : 132 milliards de mark-or. L'Allemagne dispose bien d'un portefeuille de créances sur l'étranger, mais d'un montant infime en comparaison de sa dette en capital. Les Alliés ne se soucient pas, eux, d'importer de l'or et d'ailleurs l'Allemagne en possède très peu. A la différence de la France, qui put s'acquitter en marchandises, or, coupons, titres internationaux, l'Allemagne se libérera principalement par ses excédents d'exportation de marchandises (1). On est aujourd'hui d'accord sur ce point. Mais comme sa dette en capital est énorme, l'Allemagne ne saurait se libérer en quelques années à l'instar de la France en 1871-1873. Sa capacité de paiement est limitée; et, *la capacité de recevoir de ses créanciers ne l'est pas moins. Le marché mondial ne saurait être envahi ces années prochaines par des milliards de mark-or de produits allemands.* Les paiements allemands doivent avoir le caractère d'un service d'arrérages. A cette condition quelques milliards annuels représenteront d'assez nombreux milliards en capital. Et les Alliés pourront recevoir ainsi sans en souffrir le montant de leur créance. Ces paiements n'excéderont pas au surplus la capacité financière de l'Allemagne (2).

Mais les paiements des réparations, ayant le caractère d'un service d'arrérages, doivent être effectués par le débiteur à l'aide de ressources indéfiniment renouvelables — à l'aide de ressources annuelles d'impôt, qui procureront au Trésor allemand les sommes nécessaires — à l'aide d'exportations annuelles des marchandises qui transformeront les perceptions fiscales en créances sur l'étranger.

Ainsi posé, le problème des réparations n'est pas plus insoluble que celui du paiement en deux ans de cinq milliards par la France à l'Allemagne en 1871. La durée, la nature et l'origine des prestations varient seules dans l'une et l'autre hypothèse.

PAIEMENT DES 5 MILLIARDS EN 1871-1873

En monnaie (métal ou billets) : 742 millions francs

En traites (à l'ordre du Trésor allemand) : 4.248 millions francs

(1) Rist. *Les Réparations. Revue d'Economie Politique*, 1923, p. 181.

(2) Voir notre brochure *Le Problème des Réparations. Comment le résoudre ?* Paris, Plon, 5e éd., 1923.

Genèse du portefeuille traites de 4.218 millions fr.

Côté France	
Marchandises exportées	500 millions fr.
Coupons étrangers exportés	1.500 millions fr.
Titres exportés	2.000 millions fr.
TOTAL	4.000 millions fr.

Côté Allemagne	
Marchandises importées	2.000 millions fr.
Or importé (de Londres principalement)	1.000 millions fr.
Coupons et titres importés	1.000 millions fr.
TOTAL	4.000 millions fr.

Ce tableau est donné à titre d'indication et pour préciser le schéma d'un transfert de milliards d'un pays à un autre.

Jean Lescure.
Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

RACINE ET LA POLÉMIQUE DE PORT-ROYAL

Vers le temps d'Andromaque, Racine entra dans cette voie de travail et de dissipation qui devait le porter, en moins de dix ans, au plus haut de son génie et au seuil de la pénitence. Ses proches n'avaient pu exercer sur lui l'autorité dont ne craignent point d'user un père ou une mère, et personne n'avait à lui demander un compte rigoureux de ses actes. Mais il avait bénéficié d'une adoption collective, il avait été recueilli dans un « petit troupeau », et il était difficile que le cercle qui l'avait élevé ne le réclamât point pour s'en réclamer. L'éditeur Mesnard n'est pas tout à fait de cet avis. « Remarquons », dit-il, à propos de la querelle de Racine et de Port-Royal, « remarquons... qu'on parlait d'outrage aux morts, non d'ingratitude, quoique de ce côté surtout on eût beau jeu ; mais Port-Royal ne se souciait pas alors de reconnaître Racine pour un de ses élèves. Non seulement il ne faisait pas, à leur point de vue, honneur à l'éducation qu'il avait reçue, ils devaient même le regarder comme un homme prêt, dans son dépit, à passer décidément aux ennemis... (1).

Port-Royal restait trop soucieux de ses intérêts et de l'utilisation possible des talents qu'il formait pour ne pas ménager même un disciple peu docile. Peut-être, à propos de l'incident des *Visionnaires*, les solitaires regrettèrent, en leur cœur, l'imprudence d'un vieillard et la vivacité d'un jeune homme qui se pressa trop de se déclarer et dont le tour de plume fit penser, en soupirant, à M. Pascal. Toutefois, pour toucher au fond du débat, il faut penser à cette lettre émouvante qu'écrivait, avant *la Thébaïde*, la Sœur Agnès de Sainte-Thècle à son neveu(1).

« Je vous écris dans l'amertume de mon cœur et « en versant des larmes que je voudrais pouvoir « répandre en assez grande abondance devant Dieu « pour obtenir de lui votre salut... J'ai appris avec « douleur que vous fréquentiez plus que jamais des « gens dont le nom est abominable à toutes les per- « sonnes qui ont tant soit peu de piété, et avec raison, « puisqu'on leur interdit l'entrée de l'Église et la « communion des fidèles, même à la mort, à moins « qu'ils ne se reconnaissent. Jugez donc, mon cher « neveu, dans quel état je puis être, puisque vous « n'ignorez pas la tendresse que j'ai toujours eue « pour vous, et que je n'ai jamais rien désiré, sinon « que vous fussiez tout à Dieu dans quelque emploi « honnête. Je vous conjure donc, mon cher neveu, « d'avoir pitié de votre âme et de rentrer dans votre « cœur, pour y considérer sérieusement dans quel « abîme vous vous êtes jeté. Je souhaite que ce qu'on « m'a dit ne soit pas vrai ; mais si vous êtes assez « malheureux pour n'avoir pas rompu un commerce « qui vous déshonore devant Dieu et devant les « hommes, vous ne devez pas penser à nous venir « voir. »

Racine était sensible. Nous verrons chacun : amis, ennemis, adversaires, lui reconnaître cette qualité. Comment put-il résister à de tels accents ? Il avait profité de Port-Royal, il s'y était édifié, il en avait célébré les eaux, les champs et les bois : il avait aussi plaisanté assez légèrement sur ses malheurs, dans le secret du cœur, on s'en apercevra trop tôt, il en avait fixé certains ridicules, il n'entendait pas se laisser mener, jeune homme, comme il avait été conduit enfant. Il y a dans son cas, à l'égard de ses anciens maîtres, une vénération qui s'ignore et qui ne reparaîtra au jour que bien plus tard, une estime qui se déguise, une révolte qui gronde et une acrimonie qui éclate. Ce maître futur des harmonies, ce pénitent des heures mûres veut « vivre sa vie ». Dès son contact avec le monde il a été emporté. De condition médiocre, il a senti que son mérite suffirait à lui assurer les joies des riches et des grands. La gloire et l'amour se sont offerts : il ne détourne plus les lèvres des enivrantes liqueurs et il ne répond que par des sarcasmes aux voix

(1) Mesnard, I, 70.

(1) Cf Larroumet, *Racine*, p. 32.

conventuelles qui lui rappellent les engagements et les douceurs puériles du passé.

On sait à quel propos éclata la querelle. L'imprudent Nicole, au cours d'une polémique avec l'auteur des *Visionnaires*, Desmarets de Saint-Sorlin, après avoir contesté que la « première profession » de son contradicteur avait été « de faire des romans et des pièces de théâtre », ne craignait pas d'ajouter ces paroles à la fois générales et assez précises :

« Ces qualités, qui ne sont pas fort honorables au « jugement des honnêtes gens, sont horribles étant « considérées selon les principes de la religion chré- « tienne et les règles de l'Evangile. Un faiseur de « romans et un poète de théâtre est un empoison- « neur public, non des corps, mais des âmes des « fidèles, qui se doit regarder comme coupable d'une « infinité d'homicides spirituels, ou qu'il a causés en « effet ou qu'il a pu causer par ses écrits pernicieux. « Plus il a eu soin de couvrir d'un voile d'honnêteté « les passions criminelles qu'il y décrit, plus il les a « rendues dangereuses, et capables de surprendre et « de corrompre les âmes simples et innocentes. Ces « sortes de péchés sont d'autant plus effroyables « qu'ils sont toujours subsistants, parce que ces « livres ne périssent pas, et qu'ils répandent tou- « jours le même venin dans ceux qui les lisent ».

Nicole a-t-il voulu désigner tout particulièrement le transfuge? On l'a cru et il est certain que Racine a pris ou feint de prendre pour lui ces paroles. On a dit que tout chaud du triomphe de l'*Alexandre*, le jeune poète n'a pu supporter les récriminations de censeurs que ce triomphe excitait encore contre lui. Il y a d'abord, à ce propos, une coïncidence chronologique et on a eu raison de la signaler. La première des huit *Imaginaires* qui reçurent le titre de *Visionnaires*, celle même qui contient le texte incriminé porte la date du 31 décembre 1665. *Alexandre* représenté ce mois-là, la malédiction de Nicole semblait venir en réplique. Qu'on prenne garde, cependant, que le polémiste a exprimé un sentiment général et un lieu commun de morale chrétienne, qu'il entrait dans sa vocation et dans sa manière de considérer le genre plus que les individus et, dans l'espèce, l'art plus que les artistes, que l'intention de faire une personnalité a dû rester à l'arrière-plan dans sa conscience, et que le souvenir ou le regret d'un disciple infidèle est resté sans doute enveloppé dans sa pensée s'il a durci son trait.

Quoi qu'il en soit, Racine réagit et on sait comment. La courte lettre où se montrent tout son esprit, toute sa méchanceté, toute sa maîtrise devait être dans toutes les mémoires. Elle est merveilleuse et accablante, pour ses anciens amis comme pour lui. Les secrets et la grande misère de Port-Royal y sont touchés d'une main sûre et impitoyable, un esprit s'y révèle, qui ravit par son talent et effraye par la perfection qu'il apporte dans la méchanceté.

Il suffit de quelques traits pour qu'apparaisse l'austère et chagrine physionomie de gens retirés dans la solitude pour s'y dresser contre tout et contre tous et professer, dans la pénitence, une humilité qui leur fait damner chacun. Pourquoi s'ingénient-ils à augmenter le nombre des ennemis qui les accablent ? Pourquoi veulent-ils déconsidérer des génies en possession de tous les suffrages ? Faudra-t-il ôter du monde l'occasion des moindres divertissements ? Mais ces anathèmes voilent mal de chers intérêts. Desmarets n'est devenu un homme abominable que depuis qu'il a pris parti contre Port-Royal. N'est-ce point imiter les Jésuites que de n'envisager comme eux « dans les personnes que la haine ou l'amour qu'on avait pour leur compagnie ?... »

Et après l'attaque, les insinuations, la moquerie, l'impayable histoire des deux religieuses, le soupçon jeté sur de sévères maximes que la passion inspire encore, et un geste de dédain pour renvoyer à leur tâche habituelle de fastidieux compilateurs.

Port-Royal ne sut d'abord d'où partait le terrible pamphlet, que l'abbé Testu ne jugea pas mauvais de s'attribuer, et n'apprit le nom du véritable auteur qu'avec un cri de colère. Il fit répondre. Les deux lettres publiquement adressées à Racine pour amortir l'effet de la sienne sont l'une d'un inconnu : Goibaud du Bois ; l'autre, sans doute, faussement attribuée à M de Saci, puis au duc de Luynes, de Barbier d'Aucour. Elles restent parfaitement lisibles encore et l'une est remarquable. « Si Barbier d'Aucour, comme le veut Jules Lemaître, un peu sévère, ennuie » et s'efforce avec assez de mauvaise grâce à la plaisanterie, du Bois « judicieux » ne paraît pas si lourd (1). Nous laisserons là Barbier qui se contente d'amplifier les arguments de son confrère et nous nous attarderons un moment avec celui-ci.

Nicole s'était contenté d'une invective et Racine avait esquivé la difficulté. Goibaud du Bois développe. Oui ou non, dit-il, le théâtre peut-il être permis au chrétien, oui ou non les poètes qui le fournissent sont-ils des criminels ?

« Ne voit-on pas que leurs ouvrages sont composés « d'un mélange agréable d'intrigue, d'intérêts, de « passions de personnes où ils ne considèrent point « ce qui est véritable, mais seulement ce qui est « propre pour toucher les spectateurs et pour faire « couler dans leurs cœurs des passions qui les em- « poisonnent de telle sorte qu'ils s'oublient eux- « mêmes et qu'ils prennent un intérêt sensible dans « des aventures imaginaires... ?

(1) *Jean Racine*, p. 126.

« Car enfin puisque tout le monde sait que l'esprit « du christianisme n'agit que pour éteindre les « passions et que l'esprit du théâtre ne travaille qu'à « les allumer, quand il arrive que quelqu'un dit un « peu rudement que ces deux esprits sont contraires, « il est certain que le meilleur pour les poètes c'est « de ne point répondre, afin qu'on ne réplique « pas, et de ne point nier, afin qu'on ne prouve « pas plus fortement ce qu'on avait seulement pro- « posé ... » (1)

Il appartenait à un temps qui fondait sa conduite sur sa croyance de donner tout son sens à cette querelle de la morale et du théâtre où nous ne saurions plus entrer animés du même état d'esprit. La littérature, alors, dans son bon vouloir, prétendait appuyer l'œuvre de la chaire, et poètes, romanciers et auteurs comiques ou tragiques faisaient volontiers profession de prêcher leur auditoire. L'Église n'était pas dupe de ce zèle. Elle doutait que ces censeurs profanes pussent asseoir leurs critiques sur une théologie suffisante et il ne lui échappait point que les meilleures intentions, sur la scène, risquent de fort mal tourner. Elle savait qu'une belle personne reste attrayante en débitant d'admirables maximes et que le spectacle de l'amour le plus chaste ne laisse pas d'être contagieux. Elle approuvait le Père Malbranche qui disait que le plus sûr remède contre les passions est encore de les éviter, et elle se tenait scrupuleusement à son rôle quand elle traitait les poètes de théâtre d'empoisonneurs publics.

La dispute devait atteindre son plein avec Bossuet qui prononce là-dessus, comme en tant d'autres matières, le jugement définitif : « On devient bientôt un acteur secret dans la tragédie », écrit-il au P. Caffaro, « on y joue sa propre passion, et la fiction au dehors est froide et sans agrément, si elle ne trouve au dedans une vérité qui lui réponde... (2) » C'est sur ce terrain que Goibeau du Bois porte la discussion et c'est en termes analogues qu'il s'exprime.

Le poète, dit-il, veut tout autre chose qu'instruire ; « il sent toutes les passions qu'il conçoit, et il s'ef- « force même de les sentir afin de les mieux conce- « voir. Il s'échauffe, il s'emporte, il se flatte, il « s'offense et se passionne jusqu'à sortir de lui- « même pour entrer dans le sentiment des person- « nages qu'il représente »... Quelquefois, conclut- « il, quelquefois ses vers peuvent être assez inno- « cents, mais la volonté du poète est toujours cri- « minelle, les vers n'ont pas toujours assez de charme « pour empoisonner, mais le poète veut toujours « qu'ils empoisonnent : il veut toujours que l'action « soit passionnée et qu'elle excite du trouble dans « le cœur des spectateurs »... (1).

On conçoit que Racine ne suive pas son contradicteur. Il a mieux à faire et il sait trop que dans les polémiques où le public est pris à témoin ce ne sont pas les raisons sérieuses qui triomphent. Il répond en renchérissant sur sa première réponse, en achevant d'accabler Port-Royal sous la malignité de ses traits, en doublant une histoire d'une autre histoire, en dressant de ses adversaires un portrait où on les voit, pédants superbes et farouches, passer insensiblement du ridicule à l'odieux. Quant au principal, il l'esquive.

« ...Car de me demander, dit-il, comme vous faites « si je crois la comédie une chose sainte, si je la crois « propre à faire mourir le vieil homme, je dirai que « non ; mais je vous dirai en même temps qu'il y a « des choses qui ne sont pas saintes et qui sont pour- « tant innocentes. Je vous demanderai si la chasse, « la musique, le plaisir de faire des sabots et quel- « ques autres plaisirs que vous ne vous refusez pas à « vous-mêmes, sont fort propres à faire mourir le « vieil homme, s'il faut renoncer à tout ce qui diver- « tit, s'il faut pleurer à toute heure ?... » (2).

Mais la question est de savoir, précisément, si la comédie peut se ranger parmi ces choses innocentes. Racine écarte le débat et se contente d'affirmer. Quand on lui dit que le genre où il s'adonne est assez vain et risque, tout au moins, de dissiper l'esprit, il détourne aussi la question et feint de mal comprendre pour avoir le plaisir de se moquer.

« J'en pourrai dire autant des romans, répondit-il, « et il semble que vous ne les condamnez pas tout à « fait. « Mon Dieu, Monsieur, me dit l'un de vous, « que vous avez de choses à faire avant de lire des « romans ! » Vous voyez qu'il ne défend pas de les « lire, mais il veut auparavant que je m'y prépare « sérieusement. Pour moi, je n'en avais pas une idée « si haute : je croyais que ces sortes d'ouvrages « n'étaient bons que pour désennuyer l'esprit, pour « l'accoutumer à la lecture, et pour le faire passer « ensuite à des études plus solides....»

Il est bien de la plus insigne mauvaise foi !

On sait l'histoire de cette seconde lettre et de la préface qui devait l'accompagner. Racine ne les publia pas et elles parurent pour la première fois dans l'édition des œuvres de Boileau de 1722. Jean-Baptiste Racine raconte comment Boileau arrêta son ami. « Cela est fort joliment écrit, lui dit-il, mais vous ne songez pas que vous écrivez contre les plus honnêtes gens du monde. » Racine lui-

(1) *Mesnard*, IV, p. 292.
(2) *Lettre sur la Comédie*, éd. Garnier, p. 102.

1) *Mesnard* IV, p. 292.
(2) *Mesnard*, IV, p. 333.

même, répondant à l'abbé Tallemant qui osait lui reprocher sa conduite, ne craignit point de dire, en pleine Académie : « Oui, Monsieur, vous avez raison, c'est l'endroit le plus honteux de ma vie et je donnerais tout mon sang pour l'effacer... (1) »

On veut que Port-Royal n'ait tenté aucune démarche auprès de l'enfant rebelle. J.-B. Rousseau écrit à Brossette : « M. Racine se rendit, il se dénonça lui-même et donna toute sorte de marques de repentir à M. Arnauld qui lui pardonna ; mais la mère Angélique n'a jamais voulu le voir depuis ce temps-là (2). » Notons ce trait de ces âmes austères. Il se pourrait pourtant que toute cette histoire ait été écrite en apologétique et fût à refaire. Il y a une lettre de Port-Royal à Vitart, écrite sans doute pour qu'il ne se taise pas auprès de son cousin, très dure d'ailleurs pour celui-ci, où la menace répond presque à la menace et où on lit ces mots :

Mais puisqu'il a assez peu d'honneur (*Racine*) pour dire sans scrupule le oui et le non sur la même affaire, qu'il ne se plaigne que de lui et qu'il prenne garde qu'en pensant si fort foudroyer les autres et *faire fortune à leurs dépens comme il s'en est vanté plus d'une fois*, il ne se fasse plus de tort qu'il ne leur en saurait faire. » (3).

Pesez chacun de ces mots, si lourds de si graves reproches. Oui, l'affaire, sans doute, a été beaucoup plus vive qu'on ne l'a dit et que ne le laisse supposer, par exemple, toute cette préface de l'édition Mesnard. Ici encore l'histoire, comme presque toujours, dans une vie et une œuvre méconnues par paresse ou par système, serait à recommencer.

Les écrits polémiques de Racine contre Port-Royal témoignent donc d'engagements déjà étroits avec le monde, d'une solidarité compromettante, d'une irascibilité excessive. « Il semble qu'un homme aussi tendre et aussi sensible que vous l'êtes », écrivait Barbier d'Aucour, « ne devrait songer qu'à vivre doucement et à éviter les rencontres fâcheuses (4) » Ces mots « sensible » et « tendre » dont on a tant abusé, désignent des vertus qui se manifestent pour le moment par un acte d'ingratitude et de méchanceté. A la veille de ses chefs-d'œuvre Racine, impatient de tout joug et de tout souvenir importun, ne songe plus qu'à son art, à sa gloire temporelle et montre une susceptibilité d'auteur qu'on n'attendait point de son caractère. Mais les génies ont leurs faiblesses, et bien souvent celle-ci. Toutefois, on ne doit point s'abandonner trop vite à cette impression première. Quelques phrases, dans ces nouvelles « petites lettres » qui, cette fois, ne servent plus, sonnent singulièrement.

« Mon dessein était seulement d'avertir l'auteur des « *Imaginaires* d'être un peu plus réservé à prononcer « contre plusieurs personnes innocentes... » (1) « si « j'ai à vous blâmer de quelque chose, c'est d'étendre « vos inimitiés trop loin et d'intéresser dans le « démêlé que vous avez avec des Marets cent autres « personnes dont vous n'avez aucun sujet de vous « plaindre... » (2) « Je ne refuse point de lire vos « *apologies*, ni d'être spectateur de vos disputes, « mais je ne veux pas y être mêlé. Ce serait une chose « étrange que, pour un avis que j'ai donné en passant, je me fusse attiré sur les bras tous les disciples de Saint Augustin. » (3) et enfin : « *Il se pourrait qu'en voulant dire des injures vous en disiez au meilleur de vos amis...* » (4).

Ne le sent-on point ? Racine est secoué plus que détaché, égaré plus que perdu. Sous cette verve qui cingle, des attaches se maintiennent, des forces se perpétuent qui longtemps sommeilleront, mais dont le réveil figurera l'aurore de la pénitence et d'un retour définitif.

Gonzague Truc.

(1) *Mesnard*, IV, p. 206.
(2) *Mesnard*, IV, p. 268.
(3) *Mesnard*, IV, p. 271.
(4) *Mesnard*, IV, p. 317.

(1) Préface, *Mesnard*, IV, p. 271.
(2) 1re Lettre *Mesnard*, IV, p. 278.
(3) 2e Lettre *Mesnard*, IV, p. 336.
(4) *Mesnard*, IV, p, 337.

LUCE

(*Nouvelle*)

Elle était jolie, douce, timide, triste, un peu sotte. Elle se laissait déchirer ses robes d'enfant riche, voler ses plumes et ses livres. J'avais trois ans de moins qu'elle, et je me fis sa protectrice. Elle m'adora tout de suite, humble et caressante comme un chien sauvé.

Elle quitta le lycée plus tôt que moi. Il lui fallait la côte d'azur, l'exil du sanatorium. Elle m'écrivit chaque jour de longues lettres, pleines de naïve tendresse, de projets d'avenir touchants.

« Je serai votre demoiselle de compagnie promettait-elle. Nous ne nous séparerons pas. »

Cela m'étonnait qu'elle ne dise pas : votre femme de chambre.

Elle revint après deux ans d'absence, complètement guérie, affirmaient ses docteurs. Elle était toujours une grande fillette maigre, au charme discret, qui se voilait de ses pâleurs et de ses silences.

Quand nous sortions ensemble, on la regardait distraitement ; dans les soirées et dans les bals, on ne l'invitait pas beaucoup. Les hommes n'aiment guère ces pastels effacés.

L'été de ses vingt et un ans, elle fit un séjour à Aix-les-Bains. Ses lettres eurent les mêmes effusions, qui me froissèrent alors. J'insistai pour qu'elle me décrive la Savoie, me raconte ses excursions. Elle me parla donc du mont Revard, des gorges du Fier, du Pont de l'Abîme, avec une admiration maladroite de pensionnaire, des comparaisons puériles, et même des frayeurs morbides.

Le 6 octobre, je reçus sous enveloppe une carte du château de Châtillon « où naquit en 1241 le pape Célestin IV », avait-elle écrit de son écriture écolière. Mais au verso, l'écriture était différente : elle s'enroulait, s'élançait, se déployait, avec des caprices et des élégances de femme. Je lus :

« A mercredi, ma chérie. Je vous apprendrai mon bonheur si lourd et si étouffant que j'ai peur de redevenir malade. Mais non. Il est vraiment la meilleure des médecines, vous verrez...

Tous mes baisers les plus affectueux.

Votre LUCE.

Elle arriva le mercredi avant dix heures, elle qui ne se levait que pour midi. Elle était rose, exubérante, rieuse, désinvolte et provocante.

Après m'avoir embrassée et complimentée, elle me dit tout à coup :

— Il est bien ! oh ! comme il est bien.

Elle sortit de son sac un vaste sac à la mode qui avait des prétentions et des laideurs de parvenu, huit ou dix photographies. Je pus contempler M. Pierre Mauret en jaquette fleurie et en complet de tennis blanc, en panama et en casquette de chauffeur, accoudé dans les gorges de la Diosaz, méditatif à la porte de l'Abbaye de Haute-Combe, songeur devant le lac du Bourget, fringant parmi les constructions du tir aux pigeons, railleur en lisant les vers des Charmettes, attribués à Mme d'Epinay. Partout, malgré la diversité du costume et de l'attitude, il me sembla très chic, très snob, et très nul. Au bout d'une heure, je savais tout ce qu'il pensait, tout ce qu'il considérait, tout ce qu'il aimait. Il pensait chevaux et autos, il considérait les « usages du monde », il aimait les étoffes du Népal.

Luce le vénérait pour ses nœuds de cravate et ses coups de raquette. Elle était littéralement hypnotisée. Je la devinai prête à le servir de tout son dévouement d'animal domestique.

Ses fiançailles n'étaient pas encore officielles. La mère de Pierre était morte en juillet, et on attendait que le deuil soit moins récent pour communiquer la nouvelle.

Des semaines passèrent. Luce délirait toujours, était de plus en plus jolie. Les jeunes gens qui faisaient la moue, autrefois, quand on la leur désignait, la déclarèrent aguichante, et certains d'entre eux la recherchèrent en mariage. « Un des plus brillants avocats du barreau montpelliérain », comme disaient les chroniques locales, M. Max Maurillot, s'obstina même à la courtiser, malgré des refus très nets. Elle finit par lui avouer qu'elle n'était pas libre : il redoubla de galanterie et d'empressement. Il me prit pour confidente, et m'inquiéta par ses exaltations. Il était à lui seul tous les amoureux fameux, Werther, des Grieux, Dominique, Hernani. Pour la première fois, je croyais à la passion ; je redoutais ses mélodrames. Tantôt j'aurais voulu hâter le temps, et tantôt l'immobiliser.

Pierre habitait Marseille, où il avait une situation dans la haute industrie, mais il venait chaque semaine à Montpellier. Il était bien l'homme de ses photos ; nous devînmes pourtant d'excellents camarades. J'éprouvais une sorte de gratitude maternelle : ma Luce avait par lui tant de joie...

En janvier, il fut appelé dans les environs de Bordeaux, pour la succession de Mme Mauret. On ne le vit pas d'un mois. Luce était morne, s'étiolait, — et moi aussi, par sympathie physique.

Le 12 février, je me promenais le matin, sur la terrasse de la villa ; je regardais les collines de Grabels, ces volcans éteints, d'allure si bonasse, lorsque j'aperçus le facteur qui brandissait une lettre et me criait :

— Pour Mademoiselle !...

Le format... la couleur... je crus reconnaître le papier de Pierre. Je dégringolai en deux bonds l'escalier. C'était bien son écriture simple et rapide. Je gardai un grand moment l'enveloppe entre mes doigts tremblants ; je suffoquais de pitié en murmurant : « Pauvre petite Luce. »

Je me secouai bientôt, me moquai de moi-même.

— Il lui prépare une surprise, et il me consulte. Vaut-il mieux diamants ou saphirs, dans un pendentif Louis XV ? Ou encore : le plumetis sera-t-il plus original que le richelieu, pour des coussins de boudoir ?

J'empruntai à mon chignon une épingle d'écaille

je décachetai l'enveloppe en remontant lentement. Je m'affalai sur le palier, car la lettre disait :

« Je serai marié, ma chère amie, lorsque vous recevrez ces lignes. Je ne pourrai jamais l'écrire à Luce : je vous charge de la prévenir avec ménagements. Je suis lâche, mais je crains ses larmes plus que tout au monde. Je l'aime, et je suis malheureux comme un damné. Je payerai de toute ma vie un moment de faiblesse et de trouble. Ne me questionnez pas : il y a des confessions impossibles.

Je compte sur vous, Antone, qui êtes aussi bonne que belle, comme les fées. Vous la soignerez, vous la guérirez.

Plaignez-moi, et peut-être souffrirai-je un peu moins.

Votre tout dévoué.

PIERRE.

Je ne sais plus comment j'avertis ma petite, mais elle rechuta, malgré mes précautions, et elle eut de la fièvre. Il n'y avait qu'un moyen de la consoler : lui persuader qu'elle ne l'aurait pas rendu heureux. J'y employai toute ma diplomatie. J'avais encore tellement d'empire sur Luce que je finis par la convaincre. Elle connut ainsi la délectation du sacrifice.

Max Morillot compléta ma cure. Très assidu auprès de Luce, il la traita en jeune sœur infirme. Peu à peu, à mesure qu'elle se résigna, il fut grisant comme un amant.

Leur noce eut lieu le 20 novembre de la même année. Ils voyagèrent quelques semaines en Italie. A leur retour, Luce était fraîcheur, gaîté, bavardage, expansion, gaminerie. Mais elle avait comme englouti sa petite âme esclave dans celle de Max. Lui accueillait parfois avec des brusqueries, ses adhésions constantes.

Pendant les mois qui suivirent, je fus tout le temps chez eux. Si je manquais un jour, ils boudaient pendant trois. Ils ne décidaient rien sans mon avis. Les domestiques même disaient à tout propos : « Nous demanderons à Mlle Antone. » Je prétendais en riant que je jouais le rôle nécessaire de gouvernante ou de vieille tante, et je rappelais sa promesse à Luce : « Je serai votre demoiselle de compagnie. »

Un après-midi de mai, je lisais à mi-voix du Samain, sous les accacias du perron tout fouetté de soleil, lorsque surgit devant moi une Luce de cauchemar. Elle devait passer la journée à Palavas, avec ses cousins Néry, et je crus au cauchemar tant que je ne l'eus pas touchée. Ses mains et ses joues étaient glacées. Je la fis asseoir sur un fauteuil de rotin. En s'accrochant à moi, elle enfonça ses ongles dans mes bras et déchira ma blouse.

— Antone ! oh ! Antone...

Elle bégaya mon nom sept ou huit fois. Je ne demandai rien, sûre qu'elle se déchargerait bientôt. Je la berçai, je la caressai, renouai ses cheveux, rajustai son corsage.

Elle parla tout à coup, avec des hésitations, des interruptions et des pauses.

— Les Néry ne sont pas sortis aujourd'hui. Jacques a été indisposé. Leur billet m'est parvenu après le départ de Max. Il me pria, en m'embrassant, de dire à la cuisinière qu'il ne déjeunerait pas. « J'accepterai enfin l'invitation de Lusinier : je l'accompagnerai au Lez, chez Rimbaud. » Et il conclut en s'inclinant : « Madame à la mer, Monsieur à la campagne : c'est le ménage moderne. » Je fus bien ennuyée à la perspective d'être seule tout le jour, lorsque je reçus le message de Charlotte Néry. Je faillis téléphoner à Max. Puis je pensai qu'il s'était peut-être engagé tout de suite auprès de Lusinier. Je reposai le récepteur, que j'avais déjà dans les doigts, et je résolus d'aller voir mon ancienne bonne, Julia, qui a perdu son père l'autre samedi. Elle est concierge chez les Blanc, à Celleneuve. Vers deux heures, j'envoyai Louison me chercher un fiacre. Quelques mètres après l'octroi, il y eut un embarras de véhicules : deux autos, une charrette, le tram et une jardinière. Mon cocher s'arrêta, et je vis Max, au volant d'une des autos : il se penchait vers une femme à épaisse voilette. Mon premier mouvement fut de sauter de mon fiacre pour me précipiter sur lui. Je me contins ; j'eus même une voix tranquille en ordonnant à mon cocher de suivre, — si possible, la voiturette blanche. Ils tournèrent bientôt à gauche dans un de ces chemins montants, et ils descendirent devant une villa toute petite et peinte en vert. A son profil et à sa silhouette, je reconnus Mme Levalié.

Elle se serra contre moi, balbutia :

— Antone oh ! Antone... Je voudrais mourir... tuez-moi. La vie m'a tellement déçue, narguée, blessée, que ma vie n'en peut plus...

J'étais atterrée. Je plaisantai naturellement. Je répondis avec une volubilité incohérente par tout ce qui me traversa l'esprit :

— En voilà une affaire ! Vous n'êtes qu'une fillette de vous mettre pour ça dans un pareil état... Ne l'aviez-vous pas prévu ? Un homme entre-t-il chez maître Levalié ? Huit jours après, sa grosse Madame est sa maîtresse. Et Max était toujours fourré chez eux depuis le procès Trinquet. Elle l'a presque .. violenté. Il est trop poli pour ne pas avoir comblé tous ses vœux, — trop pratique aussi car elle a beaucoup d'influence dans le milieu et porte préjudice à qui lui résiste. Il n'y a pas là motif pour un désespoir de tragédie... Jeanne

Rebel compare les aventures de son conjoint aux bons repas qu'il fait dans les banquets, et elle n'est pas plus jalouse de ses satisfactions gastronomiques que des autres. En l'occurrence, la comparaison serait fausse. Un bon repas donne des plaisirs variés, une digestion agréable, tandis que je parie, je parie que ces rencontres dans la petite villa peinte en vert sont des corvées pour Max.

— Mais, Antone, se représenter son mari dans les bras d'une autre, c'est affreux...

— Vous ressemblez à ce barbon farouche, qui interdisait à sa femme d'avoir recours à un docteur ! Et encore, ça s'explique mieux de la part d'un homme : il veut être seul à voir et à posséder — comme dans Miss Heylett — tandis que nous, pauvres de nous !... c'est après tant d'autres que nous voyons et que nous possédons. D'ailleurs la fidélité, d'après les philosophes, n'est pas une preuve d'amour ; — mais les persévérances de Max pour vous avoir, et ses sollicitudes actuelles en sont de très certaines.

Je dis assez pour la suggestionner. Un peu plus tard, je la ramenai chez elle. Comme elle avait du monde à dîner, je la déshabillai, je la rhabillai, je la recoiffai, je la poudrai...

Max n'eut un peu d'entrain qu'au dessert. Je murmurai à ma petite, en lui aidant à servir le café :

— Hein ! quel effet ça lui produit ?

Elle me glissa :

— Interrogez-le ce soir, et demain, vous me rapporterez sa réponse.

Je fis signe que oui.

Dès que les invités se furent retirés, Max me reconduisit. Nous n'avions pas fait dix pas dans l'avenue, que je lui racontai la visite de Luce, mais avec lui je ne plaisantais plus. Gavroche était devenu l'Éternel du mont Sinaï.

Il fut très touché de la peine de Luce. Il ajouta :

— Entendez-moi, Antone, et vous me jugerez ensuite. J'ai un tempérament de lutteur, bizarre mais, impérieux. Je suis de ces hommes qui veulent reconquérir chaque jour leur amante ou leur femme, qui ont besoin de combattre, de gagner, de perdre même parfois, pour éprouver toutes les émotions. J'ai horreur de la sécurité, de la stabilité, du prévu. Il me faut le sentiment du précaire et du danger. Il faut que je me demande avec angoisse, en entrant chez moi : « Si elle était partie ? si elle m'avait trompé ? » Vous concevez, alors, que je me sois lassé de Luce, qui a toujours les mêmes baisers, les mêmes phrases, un amour égal, qui ne se dérobe jamais, et qui ne m'inspire aucun doute quant à sa constance. Au début, ce qui m'a séduit, attiré en elle, c'était justement son indifférence à mon égard, et son attachement pour l'autre. J'ai dû l'assiéger, la disputer à un compétiteur. J'avais comme rival, après, un souvenir auquel je l'ai arrachée peu à peu. Mais maintenant que je la sens définitivement à moi, je cherche ailleurs ce qui m'est indispensable : la guerre, avec ses alternatives de victoire et de défaite...

— Mme Levalié est l'ennemie rêvée ?

— Ah oui !... Croyez-vous que, cet après-midi, nous avons bu tranquillement du thé, en discutant... Schopenhauer ?

Le nom fit de l'écho dans ma gaîté.

— C'est pourquoi vous étiez si peu brillant, à table ? Cependant, le thé agit sur la verve. Exemple : l'humour anglais.

Devant ma porte, en me pressant la main, Max me jura qu'il romprait, malgré tout l'art stratégique de Mme Levalié.

Je ne répétai que ce serment à Luce, et il ne fut plus question de cela entre nous. Mais ma petite avait changé : au lieu de sourire et de rire sa vie, elle la pleurait en cachette. Ses yeux étaient vieillis et souvent révoltés, comme ceux d'un enfant puni injustement. Ils me semblèrent aussi jeunes que l'année précédente, lorsqu'elle et Max revinrent de Gryon, fin octobre. Luce étala tout de suite, sur sa table à ouvrage, des mousselines, des rubans, ses soies légères, avec des patrons de béguins, de robes et de douillettes. Jusqu'en mars, elle cousit tout le temps, pendant que je lui lisais du Rodenbach ou du Viélé-Griffin, « pour varier ses idées », lui disais-je ; mais je n'y réussissais guère : elle ne m'écoutait pas. Elle coupait un vers pour m'interroger sur la place d'un nœud rose, ou la largeur d'un entre-deux d'Irlande.

Lorsqu'elle eut son Tony, Luce ne le quitta plus. Du matin au soir, elle le portait, le promenait, lui parlait, ou le regardait dormir. Elle ne le cédait à la nourrice que la nuit, et toutes les trois heures dans la journée. Max avait cette rage froide qu'ont tous les maris orgueilleux ou amoureux, supplantés par leur enfant. Moi je le taquinais :

— Eh bien voilà un nouveau compétiteur auquel la disputer... Soyez aimable, enlevant, irrésistible ...

Et il l'était ; mais Luce ne s'en doutait même pas, ne consentait plus à le suivre au théâtre ou au concert, me suppliait de sortir avec lui, « parce qu'il est de ces hommes qui se croient incomplets sans une femme à leur côté », expliquait-elle. Pendant quelques semaines, il nous escorta partout, ma mère et moi. Les plus rondes langues montpelléraines s'effilèrent.

Luce était de plus en plus radieuse et bien portante. En juin, elle préparait sa villégiature à la

Bastide, quand Tony fut emporté en deux jours, d'une crise d'entérite.

Luce ne pleura pas, mais elle eut des syncopes, des douleurs dans le dos. Son docteur l'envoya immédiatement à Leysin. Elle y mourut trois mois plus tard, souriante et jolie, entre les bras de Max.

Marthe CLEUZIÈRE.

LE VALLON

Deux collines qu'un partiel
Manteau de bois vêt de mystère
Devant mes yeux dressent au ciel
Deux des mamelles de la terre ;
L'une est plus molle, et l'autre point
D'une roche en forme de poing
L'air coloré, l'azur insigne,
Mais toutes deux, bénignement,
Offrent au lièvre un aliment
Et toutes deux portent la vigne.

A leur pied, de même qu'au sein
De quelque belle une parure,
Luit un village à la fois ceint
Et divisé par la verdure ;
Une eau rapide, en un lit creux,
Agilement relie entre eux
Les toits couverts de sombres laques,
Points lumineux de l'attifet
Que le soleil à midi fait
Etinceler comme des plaques.

Ici ne gronde nul des bruits
Parmi lesquels naît l'opulence ;
Chômés ou non, les jours, les nuits,
Ont la douceur et le silence.
L'honnête médiocrité
Conserve aux cœurs l'alacrité,
Aux chairs le suc de la jeunesse ;
Probe et vaillant, l'homme est sans maux :
Ses instruments, ses animaux,
Sont les seuls biens qu'il se connaisse.

Rendez, rendez grâce, mes yeux,
D'être venus à la lumière
Avant le siècle où sous les cieux
Périront l'arbre et la chaumière !
Rendez grâce, ma lèvre, et vous,
Mon oreille ouverte aux sons doux
De l'air, de l'onde et des cithares !
Rendez, rendez grâce, mon corps,
De vous mouvoir dans les décors
Harmonieux des temps barbares !

Que de symptômes alarmants !
D'ici peut-être mille années,
Ces coins rustiques et charmants
Connaîtront d'autres destinées.
Plus il acquiert, plus dans son for
A son seul règne prétend l'or :
Pour obéir au dieu rapace,
Ce monde, un jour, perdra l'azur,
L'homme y vivra devant un mur
Sous une énorme carapace.

Et de même qu'avec respect,
Nous inspirant d'une colonne,
Au même endroit qu'elle occupait
Nous reconstruisons Babylone,
Son nostalgique et vague esprit,
Frappé, sitôt qu'il le comprit,
De la grandeur qu'il y découvre,
Recréera d'après un dessin
Tel site enchanteur du Vexin
Ou l'architecture du Louvre !

Henri DEBERLY.

LA PERLE

Avant d'être pendue au col qui vous est cher,
Satin où luit par moi la douceur d'une lune
Vue à travers l'écran d'une nue importune,
J'ai lentement grossi dans la nacre et la chair.

Pacifique destin ! A peine, de la mer,
Lorsque l'huître affamée ouvrait sa valve brune,
Pouvais-je, un bref instant, voir briller la fortune
Sous la changeante moire et le tumulte amer.

Je me souviens de jours tourmentés où l'orage
Jusqu'en nos profondeurs faisait sentir sa rage :
La coquille, mon lit, se soulevait alors,

Mais, quel que fût l'éclat de la voix déchirante,
D'un mouvement plus doux que la gorge où je dors
Et dont la paix, je crois, n'est jamais qu'apparente !

Henri DEBERLY.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

M. MUSSOLINI ET LE PROBLÈME DE L'ORDRE

Tandis que des discussions de plus en plus confuses se poursuivent entre Londres et Paris, tandis que nous attendons patiemment qu'au travers des intrigues entre-croisées qui obscurcissent le débat, le symbolisque M. Brittling incarnation de l'Angleterre, commence à voir clair, les phénomènes qui se produisent au midi de l'Europe, dans cette belle Italie, où trop longtemps on n'a voulu voir qu'un jardin et un musée, deviennent de plus en plus intéressants.

Les théoriciens de la monarchie assurent que, depuis la révolution française, « l'immense problème de l'ordre » comme dit Auguste Comte, est posé. Peut-être a-t-il toujours été posé, et le sera-t-il éternellement, car l'ordre dans les sociétés humaines est essentiellement instable. Mais le fait est que, depuis les grands bouleversements de l'histoire, jamais l'Europe n'a donné un spectacle plus désordonné qu'à l'heure actuelle. Dans le prodigieux chaos créé par la guerre et la paix imparfaites, quelques îlots subsistent, et d'autres émergent, vieilles nations assez solides pour résister à la tempête, nouveaux Etats qui, dans des conditions plus ou moins difficiles, manifestent plus ou moins énergiquement leur volonté de vivre. Mais, à l'intérieur même de ces États, le désordre n'est pas moins grand. Les principes mêmes sur lesquels ils reposent sont remis en question, non seulement par des théoriciens de cabinet ou des révolutionnaires isolés, mais par ceux-là mêmes qui en ont la garde, et qui semblent n'avoir plus qu'une foi très relative dans la légitimité de leur pouvoir.

Il semble que l'exemple de Kerensky n'ait été compris par personne, car, en dépit de tous les discours officiels, les gouvernements en arrivent peu à peu à admettre le mythe communiste comme un idéal politique semblable aux autres. Dans tous les Etats parlementaires, aucune majorité solide n'arrive plus à se former : c'est le règne des ministères de coalition et de conciliation, des combinaisons éphémères : après nous le déluge. Situation dangereuse entre toutes, car cette impuissance avérée des gouvernements commence à atteindre la confiance que les citoyens ont dans l'Etat qu'ils représentent. Or, c'est sur la confiance que le citoyen a dans l'Etat et dans sa durée que repose notre civilisation tout entière. Que la confiance disparaisse le crédit s'écroule, et, avec le crédit, toute notre organisation économique. On est forcé d'en revenir au troc, aux formes les plus primitives du rapport social. C'est ce que l'on a vu en Russie, c'est ce qui se produira peut-être demain en Allemagne : régression terrible, dont nous n'avons pas encore pu mesurer toutes les conséquences. Aussi, l'idée s'est-elle fait jour dans l'esprit de beaucoup, de ceux qui réfléchissent et qui ont conscience de leurs devoirs envers l'avenir, que les bienfaits de l'ordre dépassent de loin pour l'instant ceux des libertés qui nous étaient les plus chères. Des hommes qui ont grandi dans le culte des droits de l'Homme et des principes de la Révolution en sont arrivés à se demander si la restauration du principe d'autorité, avec tous les inconvénients qu'elle comporte, n'était pas nécessaire au moment où nous sommes, pour rétablir la paix et la confiance dont le monde a besoin.

Mais comment revenir en arrière? Comment, sous des régimes d'opinion, imposer silence à l'opinion, ou comment la diriger dans un sens déterminé, alors qu'il est dans la logique de son évolution de se fragmenter tous les jours davantage? Le retour aux vieilles monarchies autoritaires et impossible; le passé ne se refait pas. Il n'y a plus de droit divin, il n'y a même plus de légitimité universellement acceptée. Reste la dictature, le pouvoir personnel de l'homme supérieur, le bonapartisme idéal en un mot. On n'y croyait plus, nul général vainqueur ne s'étant imposé au lendemain de la guerre. Or, voici qu'en Italie, un homme sorti de l'ombre, un petit bourgeois romagnol formé par les milieux révolutionnaires, impose tout à coup sa dictature à un grand pays monarchique, tente de refaire de l'ordre par l'exercice sans contrôle du principe d'autorité et au mépris de toutes ces libertés modernes que nous respectons comme des dogmes. S'il réussit, quel exemple dangereux ou salutaire!

*
* *

Or, il semble qu'il réussisse.

Dans un de mes précédents articles de la *Revue*, comme j'examinais la crise interne du fascisme qui s'est produite il y a quelques semaines, je me demandais s'il s'agissait d'une crise de croissance ou des prodromes d'une dissolution

et d'un échec final. Le triomphe de M. Mussolini, qui vient d'imposer à la Chambre son système électoral, montre que c'était bien d'une crise de croissance qu'il s'agissait; la dictature fasciste a l'air d'être consolidée pour longtemps.

Mais est-ce bien la dictature fasciste qui est consolidée? N'est-ce pas plutôt la dictature personnelle de Mussolini? « Vous ne savez pas combien les mouvements d'opinion sont rapides chez nous, me disait un Italien de Paris retour de Rome. Tout le monde aujourd'hui est antifasciste, en Italie, mais tout le monde est mussoliniste. » J'ai beaucoup de raisons de croire qu'il exagérait, mais il n'en est pas moins vrai que M. Mussolini lui-même tend de plus en plus à rompre avec les méthodes de violence révolutionnaire qui lui ont si bien réussi, et à s'écarter des éléments extrêmes du fascisme. C'est la règle. Un révolutionnaire ou un conspirateur qui réussit commence toujours par se garder de ses anciens amis ou de ses anciens complices. Il faut être naïf pour s'en indigner. Le révolutionnaire sincère, et qui continue de l'être, ne peut être qu'un instrument dans les mains d'un créateur d'ordre nouveau : lors de sa marche triomphale sur Rome, alors que les milices fascistes avaient réellement maté toutes les forces adverses, deux solutions s'offrent à son courage et à sa fortune; la solution révolutionnaire et républicaine; le renversement de la Maison de Savoie et la proclamation d'une République plébiscitaire; ou la solution pseudo-légale qui consistait à imposer à la Monarchie défaillante une sorte de protectorat dictatorial. C'est cette dernière qu'il a choisie. Il a non seulement conservé la Monarchie, mais aussi le Parlement qu'il n'a pas même pris la peine de dissoudre tant il était sûr qu'il accepterait le fait accompli. L'événement lui a donné raison et aucune brimade, aucune manifestation de mépris n'a eu raison de la servilité de cette Assemblée. Mais il fallait bien mettre fin à cette situation paradoxale, et, puisque la dictature de M. Mussolini prenait décidément des formes légales, lui donner une sorte de Constitution ou du moins lui assurer le Parlement de tout repos dont le dictateur a besoin pour légaliser les réformes qu'il veut accomplir par voie d'autorité. C'est ce que fait la Nouvelle loi électorale que M. Mussolini a imposée à son Parlement.

Elle est extrêmement ingénieuse, cette loi. Voici le système qu'elle institue :

L'Italie formera un collège électoral unique pour la distribution des sièges entre les partis. Elle sera toutefois divisée en vingt régions. Le parti qui dans l'ensemble du royaume groupera le plus grand nombre de suffrages se verra attribuer les deux tiers des mandats de toutes les circonscriptions et, comme aucune liste régionale ne pourra présenter un nombre de candidats supérieur aux deux tiers du nombre des sièges, tous les candidats de la majorité seront automatiquement élus. Le tiers restant sera réparti entre les autres groupes d'après une règle proportionnelle. La Chambre étant composée de 535 membres, la majorité aura donc toujours 356 représentants, ni plus, ni moins; en effet, alors même qu'elle obtiendrait plus des deux tiers des votes, elle n'aurait pas droit à plus des deux tiers des sièges.

Voilà donc le Gouvernement assuré d'une majorité compacte. Evidemment, si l'on se place au point de vue théorique du droit public qui veut qu'un Parlement soit l'expression de la volonté populaire, ce système présente de graves inconvénients; il fournit, dans certains cas à une minorité le moyen de s'imposer au pays. S'il avait été en vigueur en 1919, les socialistes qui n'ont eu qu'un million 800.000 votes, se seraient emparés de 356 sièges. Aujourd'hui, comme le dit le *Corriere della Serra,* un des rares journaux qui ont osé combattre le projet, les 356 candidats de la majorité seront en réalité désignés par le chef de celle-ci; la Chambre ne sera donc pas élue, mais nommée par décret. Voilà le régime de la candidature officielle du second Empire singulièrement perfectionné.

Ces critiques sont fort justes, si l'on se place au point de vue de la liberté, mais elles tombent à faux si l'on admet que ce qu'a voulu M. Mussolini, c'est précisément la suppression de la liberté, dont il ne veut conserver que le masque. Nous indignerons-nous, au nom des principes, comme le font quelques libéraux attardés? L'Italie tout entière applaudit, et l'on a assisté, à Monte-Cittorio, à des scènes à la fois comiques et touchantes. MM. Giolitti et Orlando ont serré avec effusion les mains du dictateur; le président de la Chambre, M. de Nicola, et même certains socialistes, se sont jetés dans ses bras. Nous savons bien que le baiser politique ressemble plus à celui de Judas qu'à celui de Folleville, nous savons bien que, pour nous rendre compte de la psychologie politique italienne, il faut monter de quelques tons la psychologie politique française, mais le trait n'en est pas moins

caractéristique. Si MM. Giolitti et Orlando sourient au dictateur, c'est qu'ils savent que leurs électeurs voudraient l'embrasser. Le fascisme commence peut-être à se démoder, mais le mussolinisme est encore dans sa phase ascensionnelle.

Au reste il est à remarquer que si le système de M. Mussolini institue la Majorité, il institue aussi une opposition, une opposition de contrôle. C'est extrêmement sage et l'on reconnaît bien là la finesse opportuniste de ce rude réaliste qui ne se paie pas de mots.

Peut-être y a-t-il dans ce système, qui respecte les formes de la démocratie mais qui en détruit l'esprit, les éléments d'une réforme du régime parlementaire. Le principal grief qu'on peut lui faire, à ce régime, c'est l'impuissance où il s'en lise du fait que représentant de plus en plus exactement l'opinion, grâce à la représentation proportionnelle, il est comme elle, essentiellement instable. Il n'est pas un seul Etat dans toute l'Europe, où le Gouvernement dispose d'une majorité assez solide pour entreprendre une politique d'action. Tous vivent au jour le jour en s'appuyant sur des coalitions éphémères. Or, même en temps normal, dans une civilisation industrielle comme la nôtre et quand il s'agit de diriger une machine aussi compliquée qu'un Etat moderne, une certaine unité de direction est indispensable. A plus forte raison dans l'état de trouble où nous vivons et devant la perspective de toute l'économie de l'Europe à restaurer, tout le monde sent la nécessité d'une politique raisonnée et continue. Nous ne sommes plus au temps où les hommes comme les citoyens pouvaient se laisser vivre. Il faut se défendre, il faut agir. Hélas! l'action pour un homme d'Etat n'est possible sous le régime actuel que s'il consent à ruser et à transiger avec les partis. Dispose-t-il de l'immense prestige d'un Clémenceau, il n'a même pas le temps d'en profiter, tant le prestige est fragile, précisément parce que la logique propre à la machine parlementaire la pousse à le détruire.

Aussi M. Mussolini agit-il en profond politique en profitant du pouvoir personnel et sentimental dont il jouit dans son pays pour consolider légalement une puissance qu'il doit à la Révolution et qu'il entend exercer contre la Révolution. M. Mussolini ne veut plus être gêné, il veut être aidé par son Parlement en qui il entend trouver un paravent pour son pouvoir personnel et peut-être à la rigueur un conseiller.

Tout cela ne va pas sans de sérieuses atteintes aux libertés publiques. Le dictateur s'en prend déjà à la liberté de la presse; il s'en prendra bientôt à la liberté de réunion, à la liberté d'association, et ses ennemis n'ont pas tout à fait tort quand ils assurent qu'il s'achemine lentement et sûrement vers le despotisme. Mais les peuples ne veulent-ils pas du despotisme? Le peuple italien dans tous les cas, qui en 1919, semblait sur le point de tomber dans le bolchevisme, a l'air de l'appeler avec ivresse.

Ayant été sur le point de se dissoudre dans une terrible crise sociale, ayant vu l'Etat sur le point de chavirer, il ne voit plus guère que « l'immense problème de l'ordre ». L'ordre mussolinien a permis la reprise des affaires, il a fait monter la lire, il a reconstitué les services publics. Lui demanderait-on davantage? L'Italie n'a jamais été un pays où l'on tient beaucoup aux principes. Qu'importe à « l'homme dans la rue » que les députés soient nommés par décret, et que les journalistes soient plus ou moins brimés par la censure? Pasquin et Marforio s'en tireront toujours. Le pain et la polenta sont à un prix abordable, il n'y a guère de chômage, le dictateur n'est pas « fier », il veut même faire appel à une coopération socialiste. Au diable les libertés qui n'empêchaient pas l'Italie de tomber dans la misère!

*
* *

Ajoutez à cela que M. Mussolini a su donner un aliment à l'imagination du peuple. Il est l'homme de la Grande Italie, de l'Italie impériale, et il profite, — ce qui n'est nullement négligeable en ce pays, — de l'espèce de courant poétique, dont d'Annunzio fut d'abord le héros. Il reprend ses thèmes les plus grandiloquents sur les droits de l'Italie à l'héritage de Rome, et, sans entreprendre aucune action périlleuse, laisse entrevoir qu'aucun rêve n'est trop beau pour un peuple vainqueur.

Cela n'est peut-être pas sans danger. Certes, il ne faut pas prendre au tragique les déclamations de quelques disciples qui font semblant de se laisser griser par leurs paroles, et qui devant des assemblées de jeunes gens excités parlent tout simplement de revendiquer la Tunisie, la Corse, Nice, la Savoie, la Dalmatie, le Tessin et l'Empire maritime de la Méditerranée, mais il est bien difficile d'arrêter à temps le cours d'un mouvement d'opinion. M. Mussolini doit sa fortune à un sursaut du sentiment national qui n'a été si puissant que parce qu'il s'est produit au sein

d'une nation rajeunie, pleine de souffle, de force, d'ardeur expansive et d'imagination. Sa grande force est d'incarner à la fois l'œuvre et l'idéal national. Le danger, c'est que cet idéal, dans l'ivresse du succès, ne l'emporte au-delà des limites raisonnables. Un peuple jeune et sain, dans la phase ascendante de son développement, est nécessairement impérialiste. L'impérialisme n'est que la manifestation extérieure d'une forte personnalité nationale; le tout, c'est qu'il garde la mesure. Admettons qu'on puisse compter sur la finesse italienne. Il semble du reste qu'il soit permis sur ce point aussi, de faire crédit à M. Mussolini. Il a toléré des écarts de langage, dont une nation plus susceptible et moins sceptique que la française, eût pu s'offenser. Mais son action a toujours été prudente et sage, même dans ses rapports, assez délicats, avec la Yougoslavie. Il faut cependant surveiller l'expansion du nationalisme italien qui, chez certains éléments jeunes, a des tendances à devenir assez agressif et à tourner à la xénophobie. Il tend à accaparer à son profit l'idée latine dont nous avons cru, un peu naïvement, qu'elle servirait l'intérêt français. A Rome et à Florence, comme à Paris, on rêve assez volontiers d'une fédération des Nations latines qui ferait contrepoids aux puissances anglo-saxonnes, mais on entend bien que c'est la Rome moderne, héritière de la Rome antique, qui en prendrait la direction.

L. Dumont-Wilden.

LES ROMANS

LE NOUVEAU ROMAN PSYCHOLOGIQUE (1)

Il est entendu qu'il faut se méfier des étiquettes et des classifications. Mais la critique a bien le droit de relever des tendances, et c'est même le seul moyen dont elle dispose pour s'orienter, pour orienter aussi le lecteur. On ne saurait guère contester que Marcel Proust, si personnel, si original, soit, à sa manière bien différente de celle d'un Paul Bourget, un romancier psychologue, lorsqu'il tente « la résurrection d'une vie par la mémoire » et assigne à son art, comme objet essentiel, « la lente reprise par le moi des éléments que le temps y a déposés » (1). On a dit que le dernier mot de cet art « est peut-être moins l'amour de l'analyse que la haine de la synthèse » : jugement très contestable, si nous songeons à l'immense et continuel effort de reconstruction que signifie la série des volumes *A la Recherche du temps perdu.*

C'est une question analogue qui se pose avec le roman si neuf, si subtil et si substantiel dans sa simplicité, de M. Jules Romains : *Lucienne.* Toute simple, en effet, cette histoire de quelques semaines de la vie d'une jeune fille, semaines décisives, au cours desquelles il ne se passe que les événements les plus ordinaires. Lucienne, après le remariage de sa mère, est venue vivre dans une petite ville de province, où une de ses amies, professeur au lycée, lui a fait espérer qu'elle l'aiderait à trouver des leçons de piano. Elle en trouve, et un mari par surcroît, également souhaité par les deux sœurs, élèves de Lucienne, dont il n'a voulu ni l'une ni l'autre.

Comme nous sommes loin du traditionnel roman d'analyse, exécuté à la loupe et au scalpel, de la « planche d'anatomie » où excella le maître et où s'appliquaient, en s'y attardant, ses disciples! M. Jules Romains semble se soucier infiniment moins de science que de vie : lui aussi il veut comprendre; mais il se garde bien de fixer le papillon pour le soumettre à la torture. Il attache sur lui un regard attentif et passionné, épie le battement de ses ailes sur la fleur où elles tremblent et suit son vol dans l'ombre ou la lumière. Nous essaierons de préciser ses procédés : pour l'instant, j'indique l'impression qu'ils me laissent.

Se rattachent-ils aux doctrines dont l'auteur se réclamait comme poète? On sait que M. Jules Romains professe l'unanimisme, dont il exprime l'esprit dans les préceptes du *Manuel de déification* : « Si tu vois un groupe naissant dans une rue de la ville, marche vers lui et donne-lui ton corps... Pénétrez doucement dans la masse; interrogez les hommes; sachez pourquoi il y a un groupe. Dites alors des paroles qui l'exciteront à vivre; augmentez le consentement, avivez la fureur ou la pitié des hommes. Et pensez le groupe. » Dans la méditation qui termine une autre de ses œuvres, *Puissances de Paris*, il précise : « Nous, pauvres hommes, nous appren-

(1) Jules Romains : *Lucienne.* Editions de la Nouvelle Revue française.

(1) René Lalou : *Histoire de la littérature française contemporaine.* Les Editions G. Crès et Cie.

drons aux groupes à devenir des dieux, en leur disant ce qu'il passe de leur conscience à travers nous. » Evangile obscur, dont l'art du romancier tirera un magnifique parti, si c'est bien à lui, comme je le pense, qu'il faut attribuer un certain fléchissement ou assouplissement des limites trop rigides de l'espace et du temps, une communication plus libre des êtres et une solidarité plus complexe des moments de la durée, avec influence de l'avenir sur le présent.

Nous ne vivons pas isolés. Ce sont nos mauvais jours, ceux où nous n'acceptons pas la présence, l'attitude, les mouvements des gens, où nous avons le sentiment de faire un petit effort intérieur pour corriger leur posture, ou retenir leurs gestes, en somme de lutter contre eux mentalement; et il nous vient de là une obscure fatigue. Lassant aussi, le sentiment plus neutre d'être sans le moindre lien avec eux, de n'avoir aucune part à leur agitation, de passer hors de leur atteinte comme ils restent hors de la nôtre. Les bonnes heures sont celles où nous sentons les choses bien présentes, bien réelles, carrément plantées en face de nous, et pourtant amies de nous : elle ont alors un air de plénitude qui nous réjouit. Est-il besoin de remarquer combien de tels sentiments élargissent et fortifient l'art du romancier par le relief qu'ils donnent à ses sensations et l'interprétation plus fraîche, plus vive, plus vivante de la réalité?

Non moins vive et non moins riche, l'interprétation des personnages, qui sont toujours vus à la fois par le dehors et par le dedans. Ils nous apparaissent avec leur extérieur, leurs gestes; nous entendons leurs propos ordinaires; et en même temps, ils nous laissent voir comme par transparence leur mécanisme intérieur, le déroulement de leurs sentiments silencieux et de leurs secrètes pensées. Cette Lucienne prend, à chaque instant, une conscience singulièrement aiguë d'elle-même : ce n'est point pourtant qu'elle s'analyse. Non : s'analyser ce serait s'enfermer en soi pour s'appliquer à séparer tous les éléments d'un état donné ou en isoler toutes les phases. Lucienne se borne à percevoir, au fur et à mesure qu'elles se produisent, toutes ses réactions. Elle ne se retire pas de l'univers, mais ne s'aperçoit, au contraire, elle-même, que dans ses rapports avec les personnes et avec les choses. L'art qui exprime ces perceptions est naturellement beaucoup plus concret, beaucoup plus souple et divers que celui de l'analyste. Il y a un poète dans ce romancier.

Mais il y a aussi un réaliste de la meilleure sorte. Monsieur et Madame Barbelenet, leurs deux filles Cécile et Marthe nous sont représentés avec une précision du détail matériel qui correspond à la vérité de leurs mouvements intérieurs. Et ce ne sont pas seulement les personnages qui se manifestent par deux séries parallèles de faits : la réalité tout entière se présente à nous, si l'on peut dire, sur deux plans. De là une richesse infinie de combinaisons : car nous pouvons n'engager de nous-mêmes que l'extérieur ou l'intérieur, ou les deux ensemble, mais dans un ordre différent, et quatre éléments peuvent en somme s'associer deux à deux de bien des manières. Parfois un trait hardi, simplement jeté, nous avertit d'une complexité à laquelle l'observateur banal ne pense pas. La première fois que Lucienne entre chez les Barbelenet, elle a l'impression qu'ils sont cinq. Tout bien compté, ils ne sont que quatre : le père, la mère et les deux filles. Lucienne admet donc qu'elle a dû peut-être, inconsciemment, se compter elle-même. Non; il y avait bien un cinquième, et qui jouera un rôle capital : Pierre Febvre, le fiancé malgré lui. Mais ce jour-là, il n'était pas au salon; il n'y était pas ostensiblement, en personne : pourrait-on dire néanmoins qu'il fût absent?

Les limites du temps, avons-nous dit, ne sont pas plus rigides que celles de l'espace. A maintes reprises, M. Jules Romains nous fait sentir chez ses personnages la présence et l'influence de l'avenir. Quelque chose de l'avenir est déjà dans le présent et y agit. Par exemple, après sa première visite chez les Barbelenet, Lucienne ressent un mélange de mélancolie et de joie. Pourquoi sa mélancolie? Elle la devine « vigilante, lucide, comme un regard de marin qui voit un signe à l'horizon. Quant à sa joie, elle n'ose pas l'examiner de trop près, tant elle a peur de la voir s'évanouir : « Car elle ne paraissait pas se rapporter au succès de ma journée. Elle ne continuait pas davantage l'excitation qui m'avait saisie cinq ou six heures plus tôt. » Cette joie, elle aussi, a pour cause un événement fortuit, dont l'existence quoique encore dans l'avenir, est déjà pourtant une réalité.

Cet événement, c'est l'amour, qui nous apparaît dans cette œuvre avec la simplicité élémentaire, la logique secrète d'une force de la nature. Je ne connais rien de plus neuf que les pages (202-208) où nous est montrée l'apparition soudaine, la révélation de l'amour. Tout s'était

fait par le dedans, travail intérieur qui tout à coup se découvre, et ne déconcerte pas moins celle chez qui il s'est accompli par sa naissance insaisissable que par la rapidité de son progrès. Cela la prend comme la fièvre; mais si elle sent que son corps ne reste pas étranger à l'événement, elle comprend que son corps n'est pas lui-même en question : d'abord à la quantité d'avenir dont elle sentait que son angoisse était chargée; et puis à ce détachement de soi, comme si sa vie était aspirée hors des limites de sa personne. En même temps se révèle à elle la beauté jusqu'alors inaperçue, insoupçonnée, de celui qu'elle aime, « la beauté, la terrible beauté, sur le visage de Pierre Febvre ». Et elle s'étonne aussi de la posture de son âme, une posture de condamnée, — de « condamné qui accepte sa condamnation, qui la tient pour inéluctable, qui est prêt à s'y adapter, par conséquent, dans une certaine mesure, à en tirer du bonheur. Mais condamné tout de même, courbé ».

Et l'amour qui apparaît ainsi, nécessairement, logiquement, silencieusement, s'exprime de même. Qu'elle est originale aussi, la scène dans le break, avec les allusions de plus en plus précises et comme incidentes de Pierre Febvre à un mariage dont il n'a jamais été question ! Il parle à Lucienne devant Mme Barbelenet et Cécile, comme si le mariage était une chose toute naturelle, décidée, admise. Et les Barbelenet? « Ce n'est pas qu'il supprime leur présence, ni qu'il tienne à les éberluer. Non, il se les annexe avec une tranquillité insolente, et feint de ne pas douter qu'ils ne soient très à leur aise. » N'est-il pas d'ailleurs plus prodigieux même que les Barbelenet acceptent cela sans scandale? Il faut bien admettre que tout s'était par degrés réglé entre eux, *intérieurement*.

Ce sens de la vie intérieure et surtout cette perception des deux phases de la réalité confinent parfois quelque peu au mystère et au symbolisme. On pourrait citer des passages subtils, obscurs, comme l'étrange méditation de Lucienne sur la relation des choses familières et de sa propre personne, qui ne sont jamais véritablement deux fois dans le même rapport à cause d'un déplacement « dans un autre espace, de l'ordre invisible... » Mais aussi quelle page étonnante de précision concrète, de poésie et de symbolisme sur cette ivresse de l'âme qui fait perdre aux pensées une partie de leurs poids, de sorte qu'elles s'élèvent en bourdonnant, sans que nous ayons le goût de les maintenir liées entre elles. — et nous nous moquons de savoir si elles s'accordent. Rien ne paraît aussi bon à Lucienne. « L'amour même, je le supplie de s'alléger assez pour pouvoir flotter au niveau de cette griserie... Que l'amour même accepte cette proximité sans lien de plusieurs existences délicieuses, leur élévation, toutes ensemble, par l'ivresse de l'âme, au niveau des nuages universels! » Est-ce dans ces moments que notre âme montre une grandeur et une force qu'on ne lui connaissait pas? Il semble bien qu'il y ait là comme une participation à la vie de l'univers, où M. Jules Romains voit la source de toute exaltation.

L'aisance avec laquelle l'auteur se meut dans les deux plans de la vie physique et de la vie psychologique se traduit par une singulière souplesse, subtilité et ductilité du langage qui s'adapte plastiquement, poétiquement à tout le détail des sensations, à toutes les nuances, à tous les mouvements de la pensée... L'image est parfois d'une précision pittoresque et saisissante : « Ce frisson de fièvre qu'on sent courir, on dirait que c'est notre vie soudain épouvantée qui revient sur elle-même, et remonte et s'enlace frileusement à ses propres rameaux ». Un vif sentiment de l'art — musique, peinture — intervient à propos pour interpréter un sentiment ou rehausser une impression. Une jeune fille, au piano, trahit l'agitation de son âme par la manière même dont son jeu se précipite ou s'arrête, lance une note poignante ou s'applique à une suite de notes laborieuses, d'un calme affecté, comme pour donner le change. Autre exemple : la maison Barbelenet, triste, lugubre si l'on veut, mais non point d'une sèche austérité, éveille dans la pensée de l'auteur une analogie avec « un tableau ancien, tout noirâtre à première vue, mais riche pourtant de rouges et d'ors rentrés ».

Sans doute pourrait-on relever quelque excès de subtilité. Mais M. Jules Romains souhaite, il me semble, une lecture active, et son art vise naturellement à exciter l'intelligence et l'imagination. Il procède volontiers par allusions ou par rappels. Il est agile et libre, se joue allègrement dans les deux plans qu'il a tracés de la réalité, rajeunit ainsi le réalisme, vivifie l'analyse, confine au symbolisme, et garde un équilibre, une mesure que nous n'avons pas trouvés dans les œuvres poétiques du même auteur. *Lucienne* laisse l'impression d'une forme complexe et neuve de roman.

Firmin Roz.

L'HISTOIRE

LE DERNIER DES HISTORIENS DE PORT-ROYAL (1)

L'ouvrage posthume d'Augustin Gazier porte pour titre : *Histoire générale du mouvement janséniste depuis ses origines jusqu'à nos jours.* « Jusqu'à nos jours »? Oui, si l'auteur lui-même a été réputé jusqu'à sa mort (survenue le 20 mars 1922) comme l'un des plus fidèles parmi les gardiens sinon de la doctrine du moins des souvenirs port-royalistes, et s'il est vrai que « la petite société d'amis de Port-Royal que Nicole mourant avait constituée en 1695 subsiste encore ». Toutefois c'est avec force qu'il se défend d'avoir voulu, bien qu'il en possédât tous les moyens, écrire une histoire du Jansénisme. Non pas sous le prétexte qu'il viendrait trop tard et que Sainte-Beuve en aurait avant lui épuisé la matière. Peut-être n'aurait-il pas fallu le presser beaucoup pour lui faire avouer que le *Port-Royal*, dont il ne cache pas les faiblesses, loin d'avoir été traité complètement, n'a que défloré tout au plus ce que l' « oncle Beuve », de qui la curiosité en ces matières comme en plusieurs autres fut plus aiguë que persévérante, n'a que très imparfaitement compris. Mais son dessein est autre : il s'agit d'étudier, en des âmes d'une haute valeur religieuse et qui sacrifièrent, d'une volonté inflexible, les satisfactions les plus légitimes de la vie terrestre aux âpres exigences de leur salut, un certain tour d'esprit qui remonte chez nous au XVIe siècle, qui, au début du XVIIe siècle s'est appelé « port-royaliste ou janséniste » (peu importe) et qui s'est perpétué « à Port-Royal, autour de Port-Royal, et finalement autour des ruines de Port-Royal, à travers les deux derniers siècles ».

Au surplus, puisque nous sommes ici en matière historique, convient-il de distinguer entre les époques. Alors que le XVIIe siècle, si attentif aux questions de théologie, a pu être profondément remué par le gros in-folio de Jansénius et la *Fréquente Communion*, la prédestination et la grâce efficace, alors que le XVIIIe siècle, « le siècle de la Bulle *Unigenitus* », a pu voir encore les robins du Parlement dressés en bataille sur le sujet des billets de confession et des refus de sacrements contre l'archevêque de Paris et contre le roi, le XIXe siècle, au sortir de la Révolution, plus apaisé ou moins religieux, envisage l'ensemble de ces querelles avec plus de sérénité. Et voici sans doute le comble. Pour Gazier en personne, en dépit de la grâce certainement suffisante de son baptême augustinien, davantage encore d'une discrète mais formelle profession de foi qui l'apparente volontairement aux « amis de la vérité », Port-Royal des Champs et Port-Royal de Paris n'apparaissent plus guère que « comme sujets d'études historiques et archéologiques ».

A les bien lire, et ils en valent la peine, ces deux volumes, que leur éditeur qualifie en justes termes « du Sainte-Beuve amélioré », nous apprennent pourtant deux choses. D'abord, que pour aborder certains sujets interdits au vulgaire, il ne suffit pas d'être muni d'une intelligence si largement ouverte qu'elle soit, comme était celle du critique des *Lundis*. Une instruction préalable est requise, et même mieux : à savoir une certaine sympathie d'âme et aussi une certaine conformité de vie qui vous découvre les replis de conscience et vous introduise, non pas comme un étranger, en plein cœur de vos héros. En second lieu, revenant à Gazier qui, doué comme il était pour les recherches d'érudition, eut l'idée singulière d'enseigner sous la forme oratoire la littérature française en Sorbonne, il sera permis de regretter qu'il ne se soit pas donné davantage aux études d'histoire religieuse auxquelles, d'éducation première et de culture, il semblait si exactement adapté. Capable avec cela de tout exposer, dans un sujet aussi replié et complexe que celui-ci, avec une clarté parfaite, aisance et esprit. Car il avait de l'esprit, encore que dans son enseignement il eût le souci essentiel d'empêcher de le laisser croire ; et l'on oserait dire qu'il a sans effort retrouvé quand il lui convenait la plume, et la mieux affilée, de nos classiques du XVIIIe siècle et de Voltaire (ne lui en déplaise) pour écrire sur des idées que Voltaire ne s'était guère donné la peine de pénétrer. Je n'en veux pour preuve que l'appréciation portée en passant sur l'œuvre religieuse de Bonaparte, restaurateur d'un culte qui s'était déjà restauré tout seul, sur le « gallicanisme tapageur des Articles organiques » et ailleurs, à propos de cette déclaration royale du 2 septembre 1754, par laquelle Louis XV opposa la loi du silence aux « grandes remontrances » parlementaires, rédaction obscure et toute diplomatique cette remarque qui se glisse que « la diplomatie et la sincérité n'ont jamais parlé la même langue ». Mais on chercherait loin sans doute un plus bel exemple de *rosserie*, et plus profonde, sous le sou-

(1) Augustin Gazier, professeur honoraire à la Sorbonne : *Histoire générale du Mouvement janséniste, depuis ses origines jusqu'à nos jours.* Deux volumes (Paris, Edouard Champion, 1922).

rire, que cette constatation qui montre les jansénistes innocents de la ruine, en 1764, de la Compagnie de Jésus : « Ils n'ont pas eu la gloire de purger l'Eglise des monstres qui l'infestaient ; ou, si l'on veut, la honte de lui ravir ses auxiliaires les plus dévoués ». En quel sens penche Gazier? On le devine ; car dans cet ouvrage où défile une si longue théorie de faux-semblants, une chose au moins éclate, et c'est l'absolue sincérité de l'auteur.

Il est si bien du XVIIe siècle que, formulant une de ses idées maîtresses, c'est à Fitz-James, cet évêque de Soissons petit-fils de Jacques II d'Angleterre et qui ne fut pas cardinal, qu'il en emprunte l'expression (dans une lettre au pape Benoît XIV) : « Combien seraient demeurés dans l'obscurité s'ils n'avaient eu de prétendus hérétiques à persécuter ! » Ainsi veut-il nous faire mieux entendre que le jansénisme, tel qu'il a été présenté par ses adversaires, défiguré, condamné et traqué, n'est qu'une construction de l'esprit, un « monstre », qu'il n'y a jamais eu de « véritables jansénistes », mais seulement des hommes qui, dans la pleine liberté d'une « obéissance raisonnable », ont adopté « une façon particulière de concevoir la théologie dogmatique, la morale chrétienne et l'histoire religieuse ». Cette façon, ils l'estimaient au surplus conforme à la doctrine du concile de Trente, qui se révolta d'une voix unanime contre le *pélagianisme* de Lainez (cet « intrigant » que les Pères n'arrivèrent jamais à faire canoniser), conforme aussi à celle des saints Pères et de saint Augustin, touchant surtout les deux problèmes de la grâce efficace et de la prédestination. Ils ont protesté en son temps contre le livre de Molina (Lisbonne, 1588) et réagi « contre les théories impies de ceux qui ont subordonné au libre arbitre de la créature l'efficacité de la grâce et la toute-puissance du créateur ». C'est contre ces théories que Jansénius, moins théologien que porte-parole des Louvanistes, s'est borné à dresser une « table analytique des traités augustiniens sur la grâce ». En quoi il n'innovait point, pas plus que ne devaient innover les Duvergier de Hauranne et les Arnauld, directeurs spirituels de Port-Royal et avant tout, suivant la définition d'un cardinal, « catholiques fervents qui n'aimaient pas les Jésuites ». De même donc que sans Descartes le cartésianisme, parce que les idées essentielles en étaient dans l'air, se serait quand même constitué, ainsi le mouvement janséniste se serait produit même si les Jésuites, aidés de Nicolas Cornet, syndic de la Faculté de Théologie, n'avaient pas imaginé de présenter comme extraites de l'*Augustinus* les cinq propositions. Car le jansénisme n'a rien à faire véritablement avec Jansénius. Ce sont les Jésuites qui l'ont inventé, et « peut-être n'avancerait-on pas un paradoxe insoutenable si l'on disait que son véritable père est saint Ignace de Loyola lui-même ».

Voilà le raisonnement de notre auteur. Ce n'est pas le lieu de rechercher, encore moins de décider si, du point de vue théologique (car, pour Descartes, il a certainement tort), Gazier était fondé à présenter comme on l'a vu la naissance du jansénisme ainsi que la position prise par Port-Royal et ses amis au cours du XVIIe siècle et si, dans leurs déductions à propos de matières si délicates, acharnés qu'ils étaient à défendre saint Augustin contre les « audaces » de quatre Jésuites : Monte-Major, Lessius, Hamelius, Molina, ils se sont bien contentés de reproduire sa doctrine et s'ils n'y ont pas ajouté. Chronologiquement, Gazier a raison. Car la première attaque en règle contre l'illustre Compagnie, *le Franc et Véritable Discours au roi Henri IV* d'Antoine Arnauld, ce « péché originel de Port-Royal », est de 1602, quelque quarante années avant la compilation de l'évêque d'Ypres, et les malheurs n'ont commencé de pleuvoir sur Port-Royal qu'à partir du moment où ses monastères se sont peuplés des membres de la famille Arnauld. C'est un fait que Richelieu ne les aimait guère, ces Arnauld, ni les autres « Messieurs », ni après lui la Régente espagnole, et Louis XIV encore moins, sans que, pour expliquer cette tenace animosité, il semble nécessaire d'invoquer des motifs tirés de la théologie. C'est un autre fait qu'après une première accalmie, la « paix de l'Eglise » sous Clément IX (octobre 1668), Port-Royal, réduit, à la suite d'un acte de spoliation, à son abbaye des Champs, mais glorieusement gouverné encore par Mme du Fargis et la Mère Angélique de Saint-Jean, protégé moins par le grand nom de Pascal que par l'attentive amitié de Mme de Longueville, se trouva, au lendemain de la mort de la dernière survivante de la Fronde, condamné sans appel dans l'esprit du roi. Aussitôt recommence la persécution, non pas brutale au début, mais progressive, fertile en ses procédés et toute politique, qui s'attaque tour à tour au recrutement de l'abbaye, désormais empêché, aux « Messieurs » des Granges, aux religieuses expulsées et déportées, aux bâtiments détruits, aux morts déterrés et jetés au charnier. Tous ces événements, familiers à ceux qui ont pratiqué le régime louis-quatorzien, le lecteur les trouvera ici relatés avec sobriété, mais bien placés dans leur cadre historique, en pleine et exacte valeur.

N'oublions pas que toutes ces conséquences découlaient des cinq propositions, de la signature imposée du *formulaire*, au sujet duquel allait surgir la

distinction fameuse du droit et du fait, et que, comme disait Duguet en 1721, « il est inouï qu'on ait jamais censuré un ouvrage entier sur un extrait arbitraire que ses ennemis en aient fait ». Telle se répète pourtant l'aventure d'autres propositions non moins fameuses, les cent cinquante-cinq « extraites », (toujours !) du livre quadragénaire de l'oratorien Quesnel (Bérulle, qui avait fondé l'Oratoire, avait voulu faire de Saint-Cyran un évêque et avait donné, avec Condren, le plan de collèges que les Jésuites n'aimaient pas). A propos de celles-là, la France chrétienne tout entière sera « en feu » pendant soixante ans. Gazier a merveilleusement décrit cet incendie. C'est là, sur le XVIIIe siècle religieux, car il existe un XVIIIe siècle religieux, et combien ardent ! la partie la plus neuve et la plus curieuse de son livre, celle qu'il faut lire avec le plus d'attention et qu'une analyse risquerait de trahir. Quel jeu pour lui que de montrer comment les prétendus jansénistes : Bénédictins de Saint-Maur et de St-Vanne, Oratoriens que le Père Tellier aurait voulu détruire comme « républicains », Doctrinaires, Dominicains, Génovéfains, Chartreux, Lazaristes, Camaldules, Feuillants, hérauts de la renaissance port-royaliste avec les Visitandines, Carmélites, Ursulines, Calvairiennes, Bénédictines, Hospitalières, en vérité *gallicans*, et *gallicanes*, se sont bien gardés de joindre, contre l'Eglise romaine, leur effort à celui des philosophes. Qui au contraire, s'est déchaîné contre ceux-ci, et contre l'*Encyclopédie*, et l'*Esprit* d'Helvétius ? Mais précisément les *Nouvelles Ecclésiastiques* port-royalistes, mieux armées pour la lutte depuis que devenues hedbomadaires en 1728. Pas davantage ne serait-il exact, en dépit d'une tradition qu'il faudra bien déraciner un jour, de mettre au compte du jansénisme la Constitution civile du clergé, que prépara une commission de l'Assemblée où les « jansénistes » n'étaient que trois ou quatre et qui s'explique autrement mieux par la persistance de l'esprit légiste chez les héritiers directs des bureaucrates de l'ancien régime. Mais si « jansénisme » il y eut alors, qu'en subsiste-t-il après la Révolution ? Gazier n'en note que quelques manifestations, et si sporadiques, si humbles, si craintives ! On s'en étonne. On pense aussi que c'est par discrétion pour les personnes, qui sont d'hier. On se surprend à être tenté de sourire à l'étonnement un peu indigné de l'auteur qu'il ne se soit pas rencontré en 1870 un évêque français pour porter l'appel du vieux Soanen et de ses trois confrères de 1717 au concile du Vatican. Et la pensée vient de la vanité d'un tel « appel » et qu'il n'aurait été que la résurrection factice de quelque chose qui était bien mort. Mais Gazier découvre un autre motif. C'est que, dit-il, « comme les Jésuites n'étaient plus les maîtres, il n'y avait pas de raison pour que après la Révolution le mouvement janséniste prît de l'importance ».

Mot significatif, qui est bien plus qu'une boutade ; car, placé à la fin de l'ouvrage, il se raccorde étroitement, opiniâtrement, avec les vues générales de l'introduction. Mais alors si Gazier, qui se proposait de suivre, en ses multiples manifestations, l'esprit port-royaliste à travers trois siècles de notre histoire religieuse, peut encore se déclarer catholique, haïr le schisme, professer qu'il veut maintenir « les vérités séculaires que reconnaît l'Eglise tout entière, la toute-puissance de Dieu se conciliant d'une manière mystérieuse avec le libre arbitre de l'homme », puis, s'abritant derrière le Père Quesnel, proclamer que « les évêques sont nos pères et que le souverain pontife est le premier de tous », et tout cela, plus de cinquante ans après 1870, c'est donc, quoi qu'il en soit des cinq propositions, en dépit de notre indifférence moderne, plus cruelle encore aux dissidents que les mousquetaires et les démolisseurs de la monarchie absolutiste, que l'œuvre assignée par le dernier historien de Port-Royal à la Compagnie de Jésus contre « la résistance augustinienne orthodoxe » n'est pas terminée, et que, par conséquent, Port-Royal n'est pas mort.

Paul FEYEL.

LE THÉATRE

UN INTÉRESSANT ESSAI

Supposez deux jeunes hommes, — deux enfants, puisque à eux deux ils n'ont pas quarante-cinq ans. L'un, — Lucien, — est marié, riche, travailleur : il croit à son amour, à sa richesse, à son avenir. L'autre est pauvre, tuberculeux et ne croit guère à la vie, qui va le trahir, ni à l'amour qu'il a naturellement voué à la femme de son ami. Cherchez maintenant la nature de l'amitié qui les unira : est-ce que l'un ne s'appliquera pas aussi fatalement à faire du bien à l'autre que l'autre à faire du mal au premier?... Lucien héberge, loge, entretient enfin Mario et Mario persiffle, analyse, scrute jusque dans les plis les plus secrets le cœur de Lucien. Supposez

alors que s'engage entre eux, sur eux-mêmes, le dialogue suivant :

MARIO

Et sais-tu pourquoi, si haïssable, tu me supportes ?

LUCIEN

Je me le demande.

MARIO

C'est que je suis ton œuvre pie, le rachat de ton bonheur, ton stock d'indulgence, ton assurance contre le mauvais sort... Oui, tu n'acceptes pas d'un cœur allègre les bénéfices de l'injustice, cette fantaisie de la fortune qui t'élève, toi, parmi tant d'autres, et peut-être aux dépens de quelqu'un... Tu as des scrupules, cette furonculose de l'âme... Je suis le calmant, sinon le remède. Mais tu n'as pas que des scrupules, tu as des inquiétudes ; car enfin, tu dois tout au hasard, à ton mérite, rien...

LUCIEN

Tu es idiot...

MARIO

Oui, mais incorruptible. Hein ! T'en ai-je crevé des bulles de savon où dansait l'ar-en-ciel... ? Et sois sûr qu'en toute occasion, je continuerai à te mettre — comme dit cet autre, — « ton nez dans ta belle âme »... C'est pour ton bien... Ça le rendra propre...

LUCIEN

Oui. Eh bien, j'ai à te supporter, mon vieux, une raison péremptoire que tu oublies...

MARIO (*sans méfiance*)

Oui ?

LUCIEN

Oui... (Brutal) C'est que je t'aime.

MARIO (*s'affaissant, démonté, sur le bras de son fauteuil*)

Bouffre !... Tu deviens sentimental ? Ah ! non ! non ! Dis que ma présence te divertit et que ma verve te secoue... Dis que nos intelligences s'accordent et même nos sensibilités... Dis que nous nous plaisons ensemble, que nos disputes ne tombent jamais à la querelle... Chacun de nous tire de l'autre agrément et profit... Mais ne dis pas que nous nous aimons... Dis que nous avons les mêmes goûts, que nous aimons les mêmes choses... que nous aimons la même femme...

Enfin, après toutes ces hypothèses, ne pensez vous pas qu'une pièce où elles se trouveraient réalisées, où vous trouveriez ces personnages, cette situation et ce dialogue mériterait une attention particulière?...

*
* *

Un soir du mois dernier, j'avais reçu une invitation à me rendre dans un hôtel particulier pour assister à une représentation théâtrale organisée « pour l'amour de l'art », affirmait l'aimable carton.

Les entreprises de cet ordre, à l'heure actuelle, pullulent avec une telle virulence que mon premier mouvement, après tant de déceptions essuyées, fut de m'abstenir. Toutefois je connaissais personnellement l'animatrice de cette tentative si désintéressée... Je sais que des résultats, tant au point de vue des auteurs que des comédiens, avaient déjà été obtenus par elle. Bref, je m'arrangeai de manière à passer au moins un moment dans le bel hôtel de la Directrice bénévole.

J'assistai à deux tableaux de *Les Enfants jouent*, pièce en quatre tableaux, de Mme Marguerite Duterme. Une assistance fort nombreuse, parmi laquelle, avec quelques critiques, je remarquai quelques-uns des plus brillants et des plus célèbres représentants du théâtre à tendances neuves ou du moins novatrices.

Les deux tableaux que j'entendis étaient les derniers de la pièce... Il serait saugrenu d'affirmer qu'ils me plurent, ce serait surtout offenser l'œuvre... La vérité, c'est que j'eus, par instants, l'impression qu' « il passait quelque chose », et c'est pourquoi je m'empressai de solliciter le manuscrit.

J'ai lu ce manuscrit à la campagne, loin du public et des comédiens — ainsi sans doute qu'il faudrait toujours faire pour apprécier équitablement une œuvre de théâtre, car, si, par essence, le théâtre est fait pour être joué, en réalité, l'interprétation ne manque presque jamais de le dénaturer... Les jeunes acteurs qui avaient prêté leur zèle à la pièce de Marguerite Duterme avaient assurément fait de leur mieux et la mise en scène avait été fort judicieuse et fort soignée; je suis cependant convaincu qu'il n'est personne dans la salle qui, ce soir-là, ait pu pressentir le véritable mérite littéraire de l'œuvre qui leur était offerte...

*
* *

Vous n'avez sans doute pas oublié le succès qui salua, l'année dernière, certaines comédies à prétentions psychologiques. Il fallait naturellement que cette psychologie fût sentimentale et romanesque. Nous étions alors, — au moins pour quelques-uns et par réaction, contre une vogue qui se portait ailleurs, — assez curieux d'analyses portant sur les passions. D'autre part, vous n'ignorez pas que, dans le roman d'une manière constante et, au théâtre, qui retarde toujours sur le roman, par occasion, l'intérêt se porte aujourd'hui sur la jeunesse... Le personnage presque unique du roman actuel, c'est le jeune

homme et, accessoirement, la jeune fille ou la jeune femme.

— Réunissez ces deux tendances et vous avez du même coup défini *Les Enfants jouent*.

Dans cette pièce, en effet, Babet, la femme de Lucien dont Mario est également amoureux, n'est, à proprement parler, qu'une jeune femme théorique : en fait, elle est une jeune fille, bien plus, une enfant. Ce sont donc bien trois enfants qui jouent, c'est-à-dire qui s'initient eux-mêmes au véritable amour peut-être, à la vie certainement, et c'est par leur enfantillage qu'ils évitent le drame où seraient tout naturellement tombés des hommes et des femmes, ceux-ci en se faisant beaucoup de mal avec beaucoup de laideur. Donc analyse sentimentale et passionnelle, puisque c'est d'amour qu'il s'agit, mais dans le ton de la comédie et même de la poésie, puisqu'il ne s'agit que de petites âmes encore faibles et puériles!...

***

On voit l'ingéniosité du sujet. Ainsi qu'il arrive, toutes les fois qu'un sujet est bien choisi, la plus simple anecdote suffit à le mettre en œuvre.

Donc, dans le fragile équilibre de ce trio d'innocents, un petit incident surgit. Lucien veut partir en Egypte pour achever un ouvrage auquel il travaille sur Cléopâtre. Mario espère qu'il partira seul, lui laissant Babet et tâche tout au moins de le déterminer à agir ainsi. C'est à ce propos que s'engage entre eux l'explication dont je vous ai donné plus haut un extrait.

Au fond, Lucien va-t-il en Egypte à cause de Cléopâtre où à cause de Mario?... Il sait que là-bas « c'est loin, c'est cher... » Il se croit libéral et répète sur tous les tons que Babet, sa femme, ne dépend que d'elle-même et que Mario est bien libre de lui faire la cour. Mais il est tout de même un bourgeois honteux et timide... « Ta tyrannie sournoise, lui dit cruellement son ami, a l'impérieux besoin de croire à son libéralisme, et tu ne vas à l'abus que par les voies de l'équité. La paix de ta conscience est à ce prix. Tu ne diras pas à Babet : « Je te défends de recevoir Mario! » Ceci excède les droits que tu te confères. Mais tu laisseras fort bien « tomber » Mario... »

Le résultat de cette conversation révélatrice est d'inspirer à Lucien des doutes sur son droit, sur son amour, sur celui de Babet. Une conversation similaire a pour effet de provoquer dans l'esprit de Babet une inquiétude identique : elle est si jeune, si inexpérimentée! Comment pourrait-elle avoir la certitude que Lucien l'aime vraiment?... Elle a l'intention de l'accompagner en Egypte, mais, dès les premières allusions que fait Mario à la conversation qu'il vient d'avoir là-dessus avec son mari, la pauvre petite se demande si ce n'est pas Lucien lui-même qui a eu l'idée de ne pas l'emmener.

Telle est la mutuelle indécision dans laquelle ce trop jeune mari et cette trop ingénue épouse s'abordent et commencent à parler du voyage; comment ne se méprendraient-ils pas l'un et l'autre sur leurs désirs respectifs et leurs intentions réciproques?... Lucien croit que Babet ne veut pas l'accompagner, et Babet soupçonne que Lucien ne veut pas qu'elle l'accompagne; petite scène de dépit amoureux, mais conjugal, et qui devient tout de suite violente, précisément parce-qu'elle est conjugale!... Inconsciemment, Babet se montre d'autant plus sensible à l'apparence, indifférente de son mari que chantent encore à ses oreilles les paroles passionnées de Mario, et, de la même manière, Lucien se montre d'autant plus soupçonneux à l'égard des calculs supposés de Babet, que quelques-unes des flèches de Mario lui sont restées fichées en plein cœur... Et les gros mots viennent; et les grands gestes... Babet s'en va et se réfugie à l'étage supérieur, dans l'atelier de Mario, où elle espère, comme toute épouse offensée, trouver une vengeance immédiate... Mais le ménage n'est pas fait dans l'atelier de Mario, le poêle est éteint... Il ne peut la recevoir dans ses bras... Son bel amour, à lui, Mario, n'était pas si beau que cela, parce que lui-même n'est qu'un pauvre méchant bougre, qui n'a pas plus de santé morale que de santé physique... Et voici dans quel langage ardent et cynique il exprime sa déception :

« Pourquoi êtes-vous venue..? Mes plus mauvaises fièvres n'avaient pas prévu cela. Vous m'avez tout flanqué par terre... Pourquoi êtes-vous venue, vous?... Celle qu'on ne trouble ni ne capte, la femme entre toutes qu'on aime parce qu'on ne l'aura jamais... Pourquoi êtes-vous venue, petite bourgeoise offensée qui court se venger de son mari en s'offrant à l'ami commun...? ...Vous venez de me condamner au dédain de moi-même... Je ne vous le pardonnerai jamais! Sur ce que valent mes dons d'artiste, je n'avais plus guère que les illusions de mes amis... Mais je croyais du moins mon amour tout puissant... Et voilà que mon amour n'est qu'une pauvreté... aussi! Vous êtes venue et je n'ai pas su vous accueillir... Je n'ai pas su oublier et vous faire oublier le froid, l'inconfort, la saleté et mon pauvre ennui... Ah! vous avez raison... Je n'ai rien dominé, ni moi, ni vous, ni l'heure dont j'étais le maître... Une heure peut-être incomparable... Peut-

être, peut-être... C'était peut-être la grande révélation et nous l'avons manquée ! Et nous avons tué des Dieux à naître... Ma terre promise est au pays de nulle part et l'occasion glace mon désir. Je suis à jamais hésitant, débile, médiocre... même dans la cruauté, même dans la perfidie. Je ne le savais pas, vous me l'avez appris. Je vous déteste et c'est affreux... ! »

Et c'est ainsi que cet enfant devient un homme, ce couple d'innocents, un ménage... Tout rentre dans l'ordre et la pièce s'achève par un dîner auquel Mario lui-même est invité...

Me suis-je trompé, en trouvant cet essai intéressant...?

Gaston RAGEOT.

BULLETIN DE L'ETRANGER

La Question d'Orient

La conférence de Lausanne vient de clôturer enfin ses travaux par une série de capitulations *in-extremis* de la part des Alliés. C'est le triste aboutissant d'une triste politique. Les grandes puissances payent lourdement le prix de leurs égoïstes querelles. Après avoir unanimement constaté que l'Empire ottoman était le fléau, puis la honte de l'Europe, après avoir salué l'occasion, offerte par sa défaite, conséquence de son alliance avec les empires centraux, de mettre un terme à sa malfaisance, les grandes puissances ont elles-mêmes reédifié cet empire en abandonnant les garanties dont cinq siècles avaient démontré le caractère indispensable et en ruinant tout à la fois leur influence et la chrétienté d'Orient sur laquelle cette influence s'appuyait et sans laquelle elle ne pouvait exister.

Toutes les belles phrases sur les liens séculaires franco-turcs, sur l'union de la France et de l'Islam, sur la place que la France reprendra aisément dans la Turquie nouvelle, sont de faciles clichés, qui terminent les timides défenses de la politique suivie. Ceux-là même qui s'en servent manquent évidemment de foi, mais espèrent faire accepter, par ces solennelles affirmations, les erreurs qu'ils ont coupablement encouragées.

Quand l'avenir montrera au peuple français l'étendue de la faute commise, les responsables auront depuis longtemps changé les cordes de leur guitare; nul ne se souviendra plus des conditions dans lesquelles cette catastrophe est arrivée et le tarte à la crème des difficultés franco-anglaises ou des problèmes allemand et russe — si d'autres n'ont pas surgi d'ici là — suffira à étouffer les curieux.

J'ai presque honte de me flatter d'avoir, dès l'origine, prévu et annoncé le danger. La chose était si évidente qu'on n'en saurait tirer quelque mérite. Il suffisait de connaître un peu l'Orient et de n'être pas aveuglé par une systématique hostilité à l'égard de l'Angleterre. En effet, à part les quelques romanciers du Bosphore — dont l'influence fut certes énorme sur la masse mais dont la compétence politique était nulle — la turcophilie française s'est recrutée parmi des gens éminents auxquels la Turquie était parfaitement indifférente, mais qui poursuivaient, en Orient, la lutte qui leur paraissait nécessaire contre le prétendu danger de l'hégémonie anglaise.

La science politique est une science redoutable. Tant qu'elles ne dépassent pas les tables de marbre du Café du Commerce, les dissertations diplomatiques sont relativement anodines, mais lorsque des publicistes, ayant de puissants moyens d'action sur l'opinion publique, poursuivent, hantés par l'ombre de Machiavel ou le souvenir de Metternich, d'inlassables campagnes, avec le secret espoir de remanier la carte de l'Europe au bénéfice évidemment de leur pays, la chose est infiniment plus grave.

L'on pourra un jour — quand les acteurs auront disparu — établir les responsabilités initiales de cette folie désastreuse qui a abouti à dresser l'une contre l'autre les deux puissances dont l'union seule peut assurer la paix du monde : la France et l'Angleterre. Faire de M. Lloyd George l'unique bouc émissaire est une par trop facile solution. L'homme d'État anglais avait des défauts, mais ne les avait pas tous, et ce serait faire preuve d'une noire ingratitude que d'oublier son attitude pendant la guerre et même pendant la conférence de la Paix. Il eût été bouffon d'espérer qu'il ferait table rase des intérêts anglais pour ne songer qu'aux nôtres, mais l'histoire impartiale lui rendra justice. Il avait une instinctive générosité, sans doute un peu désordonnée, mais à laquelle il était toujours possible de faire appel. Si la politique française était sans reproche, si, en toutes choses, notre loyauté diplomatique ne supportait nul soupçon, le procès de l'ex-premier ministre anglais assurerait sa condamnation, mais il est malheureusement certain que tel n'est pas le cas. Le malaise actuel provient en grande partie de la déformation voulue de la vérité. Alors que la morale la plus élémentaire enseigne aux hommes l'humilité et que le *mea culpa* est le premier stade sur le chemin du perfectionnement, notre pays a été soumis au régime du narcissisme le plus intransigeant. Toute critique a été considérée comme de l'anti patriotisme, comme si le patriotisme consistait à tout admirer et à tout défendre indistinctement, y compris les erreurs et les fautes, dès l'instant qu'elles étaient nationales.

Nous en sommes revenus à la mentalité qui s'opposait à la révision du cas du capitaine Dreyfus comme attentatoire au prestige de l'Etat-Major et à la discipline qui fait la force principale des armées. La guerre de 1914 a prouvé que l'armée française ne se portait pas plus mal d'avoir fait passer la justice avant la prétendue raison d'Etat.

Dans l'affaire d'Orient nous nous sommes comportés en ennemis flagrants de l'Angleterre, derrière l'hypocrite paravent d'une turcophilie que rien ne justifiait ni dans le passé ni dans le présent. Dans le passé notre rôle traditionnel avait été la protection des minorités chrétiennes contre l'oppression ottomane; dans le présent, la Turquie hamidienne s'était alliée à l'Allemagne et la Turquie kémaliste avait mené, contre le corps français de Cilicie, une lutte sauvage accompagnée d'atrocités abominables.

Nous reprochons à l'Angleterre d'aider l'Allemagne

à se dérober aux conséquences de sa défaite et de poursuivre un plan dont la pensée directrice est d'empêcher la France de s'assurer en Europe la situation solide que lui méritait sa victoire et qui était la garantie nécessaire de son avenir. Nous avons fait exactement la même chose à l'égard de la Turquie au détriment de l'Angleterre. Chronologiquement c'est nous qui avons commencé. Quand j'ai précédemment soutenu la thèse que la sauvegarde de l'alliance franco-anglaise exigeait la mutualité des concessions : la France adoptant le point de vue britannique dans les affaires d'Orient pour être en mesure de solliciter une réciprocité d'appui sur le Rhin, il m'a été répondu que la France n'avait à abandonner ses droits sur aucun point du globe, qu'elle devrait réaliser le programme intégral de son expansion nationale et que c'était être un « petit Français » que d'envisager le moindre abandon. C'était d'une belle phraséologie de réunion publique. Cette noble intransigeance peut s'extasier aujourd'hui devant ses résultats. Nous avons dû évacuer la Cilicie, nos établissements religieux et scolaires d'Asie-Mineure n'ont plus d'élèves, nos commerçants, sous la menace de l'arbitraire turc, liquident leurs affaires et s'en vont, les concessionnaires français voient leurs titres reniés, les porteurs de la dette ottomane ne savent plus en quelle monnaie ils seront payés si même ils le sont. Et, devant cette catastrophe française, il est des publicistes qui se consolent en écrivant que l'Angleterre a subi à Lausanne un échec marqué mais que les Turcs ne tarissent pas d'éloges sur la courtoisie du général Pellé. Le plus éminent des turcophiles français, tout en constatant que la France ne récolte pas, dans la paix de Lausanne, tout ce que l'accord d'Angora lui permettait d'espérer, se félicite néanmoins de ce que toutes les thèses de Lord Curzon soient désavouées et que l'Asie turque échappe à la domination anglaise. C'est donc toujours l'unique point de vue : la lutte contre l'Angleterre. On nous montre bien ce que l'Angleterre y perd mais non ce que la France y gagne, et c'était là pourtant l'essentiel.

Cette politique anti-anglaise nous a fait abandonner la Grèce qui avait lutté à nos côtés pendant la guerre et contribuer par tous les moyens à sa défaite d'Asie-Mineure. M. Franklin-Bouillon, dans sa candeur de néophyte turcophile, se flattait de réserver à la France la reconnaissance de ses nouveaux amis en leur livrant des armes françaises pour repousser les Grecs. On a vu, à Lausanne, ce qu'était cette reconnaissance. Le pays que la presse turque a le plus abreuvé d'injures a été la France.

Comment en pouvait-il être autrement d'un pays qui ne s'est jamais incliné que devant la force et auquel toute idée civilisée est étrangère ?

J'ai sous les yeux le rapport de la commission internationale d'enquête sur le traitement des prisonniers grecs en Turquie. C'est un monument d'infamie.

En octobre 1922 un communiqué officiel turc dénombrait les prisonniers grecs : 2.050 officiers dont 250 officiers supérieurs et 4 généraux, 32.000 soldats.

Les contrôles du ministère de la guerre d'Athènes donnaient des chiffres approchant : 2.951 officiers et 54.000 soldats manquants.

Or, quand il s'est agi de l'échange des prisonniers, les Turcs n'ont pu présenter que 740 officiers et 12.000 hommes. La preuve est ainsi apportée, de leur propre aveu, qu'ils ont fait périr les deux tiers des officiers et la moitié des hommes. (D'après les contrôles grecs 42.000 soldats seraient morts en captivité.)

Les témoignages recueillis par la commission d'enquête dépassent les pires prévisions. On a pu voir des officiers turcs vendre, pour être égorgés par des paysans fanatiques, en sacrifice propitiatoire, des prisonniers confiés à leur charge. Et ils les vendaient de 3,50 à 7 francs pièce !

Les prisonniers étant nu-pieds (leurs chaussures leur ayant été volées par leurs vainqueurs) on semait des débris de verre sur la route qu'ils devaient suivre et le gouvernement d'Angora, dans la capitale même, devant l'édifice du Parlement, faisait passer les officiers capturés sous des arcs de triomphe en les forçant, à coups de cravache, à crier « Vive Moustapha Kémal pacha ! ». Massacres collectifs par salves de mitrailleuses, assassinats, corvées mortelles, etc., toutes les formes de torture se trouvent dans ces pages.

La conscience de l'humanité se sera-t-elle révoltée ? Les Américains, qui font si volontiers étalage de rigorisme moral, comprendront-ils le scandale de leur politique d'affaires qui, plus encore que la France, a soutenu la Turquie à Lausanne ? Cela paraît peu probable. Il n'y a plus, là comme ailleurs, de réaction idéaliste de l'opinion. Le veau d'or tend à devenir l'unique divinité des temps modernes. Il a, jusqu'ici, en Orient, mal récompensé ses adorateurs français.

Ceux qui diront que la France ne pouvait suivre d'autre politique et que la faute retombe sur les impérialismes anglais et grec, portent une accusation injustifiée. La Grèce a été victime non de son impérialisme, mais de l'égoïsme de ses anciens alliés. Si la France et l'Italie n'avaient pas eu l'illusoire ambition d'exploiter seules l'Asie-Mineure et n'avaient travaillé à en expulser la Grèce, le kémalisme ne serait pas aujourd'hui victorieux et n'aurait pas réussi à dicter sa loi à Lausanne. Les puissances européennes auraient encore aujourd'hui l'arme protectrice des Capitulations pour leurs ressortissants, les concessions françaises seraient indiscutées et la paix d'Orient aurait eu sa conclusion logique.

Une page cinq fois séculaire est tournée, non pour le mieux mais pour le pire ; les observateurs les plus avertis annoncent déjà que la Turquie nouvelle, portée par cette xénophobie qui lui a procuré un si grand triomphe d'amour-propre, veut se priver de l'appui des capacités étrangères afin de réaliser intégralement le programme : la Turquie aux Turcs. Il ne faut pas être grand clerc pour prévoir qu'elle fera crouler les derniers fondements économiques qui la soutiennent encore. Du gâchis qui en résultera, qui profitera un jour ? Il est peu vraisemblable que ce soit la France qui n'a point d'émigrants en nombre suffisant à envoyer dans le proche-Orient et dont l'influence ne s'exerçait que par l'intermédiaire des populations chrétiennes, aujourd'hui exterminées ou exilées. La Russie, au contraire, ruinée économiquement par le bolchevisme, se porte progressivement vers le sud. A demi-asiatique, elle a les qualités ethnographiques pour prendre la succession de l'Empire ottoman, qui ne lui sera disputée que par les pays balkaniques de la petite Entente.

Un nouveau chapitre de la question d'Orient s'ouvre en 1923, mais la France n'en sera plus l'un des protagonistes. Si c'est cela que l'on a voulu, l'on a bien réussi.

René Puaux.

BULLETIN MARITIME

Une Croisière de Propagande française

Le 12 octobre 1922, partait de Brest, sous le haut commandement de l'Amiral Gilly, la division volante des cuirassés « Jules Michelet » et « Victor Hugo » chargés d'une mission de propagande nationale et d'études économiques. Au moment où ces navires viennent de rentrer en France, il nous paraît intéressant de résumer ici l'œuvre réalisée au cours de leur voyage.

On se rappelle que passant, par Bizerte et Djibouti la croisière, après avoir visité Madagascar et La Réunion, toucha l'Australie et la Nouvelle Zélande à qui elle apportait les remerciements officiels de la France pour le concours que leurs soldats nous ont prêté pendant la guerre.

Elle se rendit ensuite au Japon, par la Nouvelle-Calédonie, et y séjourna pendant un mois. Elle revint enfin par la Chine, l'Indo-Chine, le Tonkin, les Indes anglaises.

La division volante de croiseurs ayant à accomplir normalement une campagne d'informations et d'entraînement maritime de ses équipages, notre ministre de la Marine avait eu la pensée de la faire servir en même temps à la propagande française. Notre ministre des Colonies, s'associant à cette initiative, détacha près de l'amiral Gilly un Gouverneur colonial chargé de le représenter dans la croisière. Ce dernier fit sur le but de la mission de remarquables exposés aux Chambres de Commerce et d'Agriculture de Haïphong, d'Hanoï et de Saïgon.

Ainsi comprise, cette croisière n'a pas manqué de recueillir les résultats les plus excellents. Par les explications que ses membres ont données en de nombreuses rencontres aux éléments dirigeants de l'opinion publique et des affaires, par les conférences faites au grand public, par le film, par les nombreux prospectus, tracts et brochures qu'elle a distribués et commentés, elle a servi notre propagande, et par ses enquêtes, elle a pu mesurer la grande importance des débouchés offerts à nos produits dans les Dominions du Pacifique et déterminé le plan de la campagne que nos commerçants et nos industriels ont à faire pour prendre sur ce marché la place qu'ils méritent.

Au Japon, le succès de la mission a été particulièrement intéressant du fait qu'elle se trouvait être en opposition avec le service puissamment organisé de la propagande germanique qui avait reçu l'ordre de redoubler, à ce moment, ses attaques contre la France. Les Japonais ont marqué leur curiosité pour l'œuvre coloniale de la France dont on leur exposait les principes, les méthodes et les résultats.

De l'ensemble des observations réunies au cours de cette croisière, il ressort l'opportunité, dans l'intérêt de la France, de coordonner dans le Pacifique, dans les mers de Chine et du Japon, toutes les actions de la Métropole avec, comme point d'appui et foyer de rayonnement, la forte colonie de l'Indo-Chine. On se souvient que c'est là ce que le rapporteur du budget et M. Sarraut viennent tout récemment d'exposer eux-mêmes devant le Parlement.

RENSEIGNEMENTS — INFORMATIONS

Les Messageries Maritimes et le trafic extrême-oriental.

Les statistiques du Canal Maritime de Suez permettent de fixer la part des Messageries Maritimes et de la Société des Services Contractuels dans le trafic de l'Europe avec l'au-delà de Suez en 1922. Le mouvement des navires des deux entreprises réunies effectué par la voie du Canal s'est élevé en 1922, à 115 traversées représentant 587.000 tonnes de jauge nette, contre 86 traversées et 442.000 tonnes en 1921. Il a donc augmenté de 29 traversées et de 145.000 tonnes, grâce à la reconstitution progressive des services postaux. En y comprenant des navires (français et russes) affrétés, on constate que le mouvement total des deux entreprises en 1922 a été plus exactement de 673.000 tonnes nettes au canal de Suez, contre 449.000 tonnes en 1921 (avec l'adjonction, cette année là, de deux affrétés). Le progrès est, par conséquent, de 224.000 tonnes.

Avant-guerre — en 1913 — les Messageries Maritimes avaient atteint, dans le transit du Canal de Suez, un tonnage de jauge nette de 691.000 tonnes, en y comprenant des affrétés. On voit donc que l'entreprise, sous sa double forme actuelle, a présenté, l'an dernier, une activité presque équivalente, quant à ses opérations avec l'au-delà du Canal.

Services Contractuels des Messageries Maritimes.

Le Conseil des Services Contractuels pour rappeler le souvenir de deux grands Français, dont le nom est intimement lié à l'histoire de la civilisation en Egypte, a décidé, les 11 décembre 1922 et 28 mai 1923, que deux navires à construire par la Société Provençale de Constructions Navales qui seront utilisés spécialement sur la ligne d'Alexandrie, porteront les noms de « CHAMPOLLION » et de « MARIETTE PACHA ».

Nous avons annoncé précédemment que la Compagnie des Chargeurs Réunis avait cédé récemment à la Société des Services Contractuels des Messageries Maritimes, trois paquebots mixtes en achèvement aux Chantiers de la Loire : « JAMAIQUE », « ISLANDE » et « KERGUELEN ».

Ces navires ont les caractéristiques suivantes : longueur 152 mètres 10, largeur 18 mètres 07, creux 11 mètres 58, jauge brute totale : 10.700 tonneaux. Puissance totale des deux machines, 8.000 chevaux.

Conformément à la décision qu'à prise le Conseil d'Administration de la Société de donner les noms des Châteaux de l'Ile de France aux navires mis en service sur la ligne d'Indo-Chine, les trois navires porteront respectivement les noms de :

« CHANTILLY », « COMPIÈGNE », « FONTAINEBLEAU »

Le « CHANTILLY » a déjà fait, le 6 juillet dernier, de Brest à Saint-Nazaire des essais officiels qui ont été très satisfaisants.

VALEURS DE NAVIGATION

Bourse de Marseille, 4 juillet 1923.

Fraissinet	762
Messageries Maritimes	183
Mixte	225
Transatlantique	160
Transports Maritimes	720

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. DESSOPS

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 16 61e ANNÉE 18 AOUT 1923

HENRI III ET LES GUISES

LES ÉTATS DE BLOIS (1)

Depuis le 3 mai 1588, qui suivit la journée des barricades, où Henri III avait fui de Paris jusqu'à Chartres, laissant le duc de Guise maître de la capitale, on pouvait dire avec un contemporain qu'il y avait deux rois, l'un, Henri III, qui l'était de nom plus que de fait, et l'autre, le duc de Guise, à qui le titre seul manquait et qui, par la Sainte Ligue, dont il était le chef suprême, dominait une notable partie de la France. Catherine de Médicis, restée à Paris après le départ de son fils, était presque aussitôt entrée en pourparlers avec le duc, qui, se sentant assez fort pour imposer des conditions au roi, promit de lui adresser une requête où seraient consignées ses réclamations et celles de ses partisans. Henri III avait appelé des forces autour de lui. Néanmoins, conseillé par sa mère, désireux lui-même de la paix, il se montrait disposé à un accommodement. La requête qu'il reçut, signée par le cardinal de Bourbon et le duc de Guise au nom de toute la Ligue, ne semblait pas de nature à faciliter un rapprochement. On lui demandait non seulement de poursuivre, de concert avec le duc de Guise, la guerre contre les huguenots, et de prendre des mesures pour empêcher que le royaume ne tombât un jour sous leur joug, mais de diminuer les impôts, de réformer les abus, de tenir les bourgeois et les habitants de Paris pour ses très fidèles sujets, de ratifier l'élection qu'ils avaient faite d'une nouvelle municipalité et de ne plus s'ingérer désormais dans le choix des magistrats de la cité ; enfin, « s'il plaisait à Sa Majesté de revenir dans sa Ville de Paris », de n'y amener que ses gardes ordinaires, en laissant toutes autres forces éloignées d'au moins douze lieues de la capitale. On eût pu croire qu'une requête aussi audacieuse eût porté Henri III à une résolution énergique. Il n'en fut rien, et le faible prince continua les pourparlers. Dans une réponse écrite que, le 29 mai, il fit transmettre par la reine-mère, il disait sa ferme intention de combattre les hérétiques, promettait de convoquer les Etats-Généraux où il serait avisé à la réforme des abus et au soulagement du peuple, ainsi qu'aux moyens d'empêcher que le royaume passât jamais aux mains des hérétiques, et se déclarait prêt à user de clémence envers les Parisiens, s'ils lui donnaient, pour le passé et l'avenir, les satisfactions qu'ils lui devaient. Deux jours auparavant, comme témoignage de sa sollicitude pour le bien de ses sujets, il avait, par des lettres patentes, annulé en une fois trente-cinq édits bursaux. Par d'autres lettres patentes, il convoqua pour le 15 septembre, à Blois, les Etats-Généraux.

Si grandes que fussent ces concessions, elles ne suffirent pas au duc de Guise. Il se prépara à marcher sur Chartres, afin de contraindre la volonté du roi et, se prévalant d'une convention antérieure

(1) V. la *Revue Bleue* des 21 avril et 5 mai 1923.

faite avec le souverain d'Espagne en faveur de la Ligue, requit de Philippe II de l'argent et des troupes. C'était la guerre entre la Ligue et le roi. Henri III craignit d'échouer dans une lutte inégale et, se rendant compte qu'un échec serait sa perte, il se résigna aux déclarations humiliantes contenues dans sa lettre du 2 juin. Il voulait, y affirmait-il, oublier le passé et ne faire aucune différence entre ses sujets parisiens et ses autres sujets ; il tiendrait le cardinal de Bourbon pour son second père et désirait qu'il résidât à la cour avec l'honneur dû à sa qualité et à son âge ; il désirait de même avoir auprès de lui le duc de Guise, l'aimerait, prendrait ses conseils en toutes choses, et le chargerait de commander après lui dans ses armées.

Assuré, d'après ces nouvelles concessions, de la docilité du roi, le duc jugea inutile de se porter sur Chartres et manifesta d'autres exigences qu'il fit connaître par un écrit que rédigea l'archevêque de Lyon, le principal conseiller et comme le secrétaire de la Ligue. C'était que le roi confirmât ses déclarations par un traité formel, qu'il s'engageât par serment et non par de simples promesses à extirper l'hérésie, qu'il fît procéder à la vente des biens des hérétiques pour en employer les deniers à l'entretien des armées, qu'aux places de sûreté accordées à la Ligue trois ans auparavant par le traité de Nemours on en ajoutât d'autres. Le duc demandait en outre, pour ce qui le regardait personnellement, qu'à sa charge de grand maître de la maison du roi fût jointe celle de généralissime de ses armées, c'est-à-dire de lieutenant général du royaume. Pressé par sa mère de sortir d'une situation où sa couronne était en péril, las lui-même de ces négociations, Henri III consentit à tout. Le 7 juillet la paix fut conclue, et, le 10, l'édit qui la consacrait, appelé l'*Edit d'union*, était publié à Paris.

Aux termes de cet édit, Henri III, renouvelant le serment prêté par lui à son sacre, jurait d'employer « toutes ses forces et moyens » à l'extirpation de l'hérésie, ordonnait à tous ses sujets de prêter le même serment, ainsi que celui de ne jamais tolérer qu'un hérétique ou un fauteur d'hérésie régnât sur la France. Il ratifia sans réserve les changements opérés dans la municipalité parisienne, accorda les places de sûreté qui lui avaient été demandées et, par des lettres patentes, nomma le duc de Guise lieutenant-général du royaume. Il ne borna pas là ses complaisances. Il conféra des privilèges particuliers au cardinal de Bourbon, « comme au plus proche de son sang », qualification par laquelle il semblait le reconnaître pour son successeur éventuel au détriment du roi de Navarre. Il conféra également des privilèges au cardinal de Guise et promit le chapeau de cardinal à l'archevêque de Lyon. Le duc de Guise ayant tout obtenu, au delà même de ce qu'il avait demandé, le roi n'avait plus rien à céder.

Selon l'usage, un *Te Deum* fut célébré à Paris à l'occasion de la paix, et des feux de joie furent allumés devant l'Hôtel de Ville. Dans les premiers jours du mois d'août, la reine mère, le duc de Guise, le cardinal de Bourbon, l'archevêque de Lyon et un certain nombre de seigneurs se rendirent à Chartres. Rien dans l'accueil du roi ne témoigna qu'il eût gardé quelque irritation du passé. Comme le duc de Guise avait mis le genou en terre, Henri III le releva et l'embrassa à deux reprises. Le nonce Morosini s'était aussi rendu à Chartres et avait été témoin de l'entrevue du roi et du chef suprême de la Ligue. « Je ne sais, disait-il, si les cœurs répondent à ces embrassements ». Le duc de Guise, parlant dans une lettre à l'ambassadeur d'Espagne, Mendoza, de l'accueil qu'il avait reçu et des faveurs accordées à son parti, disait : « Ou c'est une merveilleuse mutation de volonté et comme un monde nouveau, ou une extrême dissimulation. » Plus d'un jugeait impossible que Henri III, en dépit de sa noblesse habituelle, ne ressentît profondément les humiliations qu'il avait dû subir et ne cherchât à s'en venger. Le médecin Cavriana écrivait à la cour de Florence, dont il était l'agent secret : « Je crois qu'on en viendra un jour au poignard ; j'en vois déjà la fête. »

***

Le premier septembre, Henri III se rendit à Blois, où il avait convoqué les Etats-Généraux. Il était accompagné de la reine-mère, du duc de Guise et de toute la cour. La veille s'y était rendu Morosini que, selon le désir du roi, le pape venait de nommer cardinal et son légat en France. L'ouverture des Etats qui avait été fixée au 15 septembre dut être différée d'un mois en raison de l'absence d'un certain nombre de députés. A mesure qu'ils se présentaient, Henri III les mandait auprès de lui pour les « catéchiser », se flattant de s'en faire un appui contre la Ligue. Mais le duc de Guise l'avait devancé ; depuis que les Etats avaient été convoqués, il avait envoyé des émissaires dans toutes les provinces et baillages. « Je pense avoir tellement pourvu aux choses, écrivait-il le 5 septembre à Mendoza, ambassadeur d'Espagne, que le plus grand nombre des députés sera pour nous et à notre dévotion. » A l'exception du duc de Mayenne, second frère du duc de Guise, qui se trouvait en Bourgogne dont il était gouverneur, tous les seigneurs de la Ligue étaient présents, le cardinal de Guise, le cardinal de Bourbon, l'archevêque de Lyon. Le légat, selon les instructions du pape, parlait tan-

tôt au roi, tantôt au duc de Guise, s'efforçant de les unir et de dissiper les défiances. Le roi protestait de ses bonnes intentions à l'égard du duc et le duc de sa fidélité au roi. Néanmoins l'inquiétude était dans les esprits ; on soupçonnait que quelque chose de grave se préparait. Le 25 septembre, Cavriana écrivait de Blois, où il avait suivi la cour : « On s'attend à quelque événement étrange, inouï, mais on ne sait quel il sera, ni d'où partira le coup. ».

Était-ce le roi ou le duc de Guise que ce « coup » devait atteindre ? L'une et l'autre question se posaient. Ce qui ne faisait doute, c'était que le duc de Guise était particulièrement menacé, sans qu'on pût dire de quel côté le péril s'annonçait pour lui. Le roi n'était pas le seul qui lui fût sourdement hostile ; sa puissance grandissante lui avait créé à la cour plus d'un ennemi. Maints avis lui parvenaient qu'on en voulait à sa vie. Il y avait « pourvu », disait-il, étant entouré « d'un bon nombre de ses amis » et ayant pratiqué « par présents et par argent » plusieurs de ceux dont on voudrait se servir contre lui. « Si l'on commence, j'achèverai plus rudement que je n'ai fait à Paris ».

Il n'était pas jusqu'au roi d'Espagne qui ne lui envoyât des avertissements. Il lui manda par son ambassadeur de se tenir sur ses gardes et de se défier surtout du roi. Mendoza répondit à Philippe II « qu'à moins que le roi ne l'attaquât lui-même dans son cabinet ou, — ce qui était plus à craindre — qu'il ne lui fît tirer quelque coup d'arquebuse, le duc ne voyait pas qu'il eût rien à redouter de ce côté ; outre les gentilshommes de sa suite et les nombreux partisans qu'il avait dans la ville, il y avait dans Orléans des troupes prêtes à marcher sur Blois pour le secourir lui et les siens ». A Paris, on craignait également pour le duc de Guise. On y préparait des levées d'hommes, et les principaux de la Ligue parisienne déclarèrent à l'ambassadeur d'Espagne, qui n'était pas allé à Blois, « que, si le roi venait à se porter à quelque extrémité contre le duc de Guise, ils appelleraient immédiatement le duc de Mayenne et se mettraient sous l'obéissance et la protection de Sa Majesté catholique ».

Telle était la situation des esprits au moment où s'ouvrirent les États. Quelques jours auparavant avait été célébrée en l'église des Cordeliers une messe solennelle pour appeler sur leurs travaux les bénédictions du ciel. Le roi, les seigneurs de la cour et tous les députés communièrent ensemble, comme si les dissentiments se fussent effacés dans un commun élan de ferveur religieuse et de zèle du bien public. Cet accord n'était qu'apparent. Les États, gagnés en grande majorité au parti de la Ligue, étaient, ou hostiles à Henri III, ou prévenus contre lui. Le choix qui fut fait des présidents des trois ordres suffisait à montrer les dispositions de l'assemblée. Le clergé élut le cardinal de Bourbon et le cardinal de Guise, la noblesse le comte de Brissac, qui avait été l'un des directeurs de l'émeute à la journée des Barricades, et le tiers choisit La Chapelle-Marteau, qui, au lendemain de cette journée, avait été nommé prévôt des marchands par les bourgeois insurgés.

Le 16 octobre, eut lieu la séance d'ouverture des États avec l'apparat traditionnel. Le duc de Guise, en pourpoint de satin blanc, était assis aux pieds du roi, surveillant du regard ses partisans et, selon le mot d'un contemporain « semblant d'un seul élancement de sa vue, les fortifier en l'espérance de l'avancement de ses desseins, de sa fortune et de sa grandeur, et leur dire sans parler : « je vous vois ». Henri III prononça un long discours, où il convia les députés à l'aider de leur concours pour « faire reluire de plus en plus la gloire de Dieu, extirper l'hérésie dans le royaume, y rétablir l'ordre et la règle et soulager le pauvre peuple ». Il déclara qu'en publiant « le saint édit d'Union », son principal but était l'extinction de l'hérésie, et il proposa, afin de rendre cet édit plus « stable », d'en faire « une des lois fondamentales de l'État ».

Ce qui paraissait dans son discours, c'était, autant que le souci des intérêts de la religion et des besoins du royaume, celui de sa propre autorité. Dès le début de sa harangue, il exhorta les députés à oublier « toutes les passions particulières, à rejeter tout autre parti que celui de leur roi ». Cette tenue des États, disait-il, est un remède pour guérir les maux du royaume « et pour raffermir la légitime autorité du souverain plutôt que de l'ébranler ou de la diminuer ». Un passage fut surtout remarqué. Après avoir dit que par son édit d'Union « toutes autres ligues ne se devaient souffrir et que toutes associations, pratiques, intelligences, levées d'hommes et d'argent, tant dehors le royaume que dedans, sans la permission du souverain étaient, en toute monarchie, bien ordonnée, crimes de lèse-majesté », il ajoutait : « *Aucuns grands de mon royaume ont fait telles ligues et associations* ; témoignant ma bonté accoutumée, je veux bien mettre, pour ce regard, tout le passé sous le pied ; mais comme je suis obligé et vous tous, de conserver la dignité royale, je déclare, dès à présent pour l'avenir, atteints et convaincus du même crime de lèse-majesté ceux de mes sujets qui ne s'en départiront ou y tremperont sans mon aveu ».

A ces mots : *aucuns grands de mon royaume*, qui le visaient personnellement, le duc de Guise « changea de couleur », et il contint difficilement sa colère jusqu'à la fin de la séance. Le cardinal de Guise, d'un

caractère emporté et violent, se montra encore plus indigné. Il reprocha à son frère « de ne jamais faire les choses qu'à demi ». Si l'on eût écouté ses conseils, s'écriait-il, « on n'eût été en la peine ou on était ». A la suite d'un conciliabule tenu chez le cardinal de Bourbon, il se rendit, avec l'archevêque de Lyon, auprès du roi, et lui demanda de retrancher dans l'impression de son discours les mots qui les avaient offensés, disant « qu'il y allait de leur honneur à tous » et que, s'il ne consentait à cette suppression, la plupart des députés abandonneraient les Etats. Vainement Henri III répliqua que c'était lui faire violence, entreprendre sur sa liberté ; le « pauvre prince » finit par céder, et le discours fut publié avec la correction exigée.

Il subit une autre humiliation. Bien que, par le premier article de l'édit d'Union, il eût « juré » de ne tolérer dans son royaume aucune autre religion que la catholique, le clergé et le tiers s'étaient concertés pour lui demander de réitérer ce serment devant l'assemblée en proclamant cet édit loi fondamentale de l'Etat. Le roi objecta qu'un nouveau serment n'était pas nécessaire, que c'était mettre en doute sa sincérité. Les députés insistèrent de telle sorte qu'il dut céder encore. Le 18 octobre, dans une seconde séance royale, lecture fut faite de l'édit d'Union ; après quoi, Henri III, prenant la parole : « Je jure devant Dieu d'observer ce mien édit tant que Dieu me donnera la vie ici-bas, et j'ordonne qu'il soit à jamais observé en mon royaume, comme loi fondamentale » ; puis il invita tous les députés à jurer à leur tour, ce qu'ils firent, les ecclésiastiques « mettant les mains à la poitrine et les autres, levant les mains au ciel ».

Ce ne fut pas non plus assez aux yeux des députés que, par un autre article de l'édit, défense fût faite « de recevoir à être roi » aucun prince hérétique ou fauteur d'hérésie. Le 1 novembre, sur la proposition du clergé, ils émirent le vœu que le roi de Navarre, qui avait alors « les armes au poing », fût déclaré « criminel de lèse-majesté divine et humaine et indigne, lui et sa postérité, de la succession et de tous droits du royaume ». Henri III, tout en disant approuver ce vœu, représenta qu'on ne pouvait condamner le roi de Navarre sans l'entendre ; que ce défaut de formalité avait été l'un des griefs de ce prince quand il s'était vu frappé d'excommunication, et qu'il conviendrait d'envoyer une ambassade « l'avertir de son devoir ». Les trois ordres refusèrent de se rendre à ces représentations. Comme l'archevêque d'Embrun, chargé de notifier ce refus au roi, alléguait qu'on ne pouvait communiquer avec un excommunié : « Si vous craignez les censures, répondit Henri III, le légat est à la cour pour vous absoudre et délier ». Les députés ne laissèrent pas d'écrire ce vœu dans leurs cahiers ; en cela plus intransigeants que le pape lui-même, qui, malgré la sentence fulminée contre le roi de Navarre, avait, dans les instructions particulières adressées à Morosini, conseillé une dernière démarche auprès de ce prince pour le ramener à l'Eglise.

Henri III était convaincu qu'on ne décidait rien dans les Etats qui ne fût concerté avec le duc de Guise. Ce qui est certain, c'est que les principaux députés le visitaient « soir et matin », à quoi il faut ajouter que « de jour à autre » il expédiait des courriers aux mutins de Paris, qui lui en expédiaient de leur côté. Entre Henri III et le chef de la Ligue allait s'accentuant chaque jour un conflit qui, bien que dissimulé, n'échappait pas à des témoins attentifs. « Avant peu, écrivait l'un d'eux le 22 novembre, nous verrons qui sera le plus fort, du roi ou du duc de Guise ».

Sur ces entrefaites s'était passé un événement qui ajouta encore aux griefs de Henri III. Le duc de Savoie, gendre de Philippe II, profitant, pour étendre ses domaines, des circonstances difficiles où se trouvait le roi, avait envahi le marquisat de Saluces, unique possession qui restât alors à la France au delà des Alpes. La première pensée de Henri III fut de châtier l'envahisseur. La noblesse sentit aussi l'injure, et le comte de Brissac alla, au nom des députés de son ordre, requérir le clergé et le tiers de s'unir à la noblesse pour aider le roi à venger l'honneur de la France. Charles-Emmanuel, afin d'excuser son usurpation, faisait dire à Blois et à Rome qu'il n'avait voulu que se garder des entreprises du chef huguenot Lesdiguières, et empêcher l'hérésie de pénétrer en Italie. Sixte-Quint, dont Henri III avait demandé l'intervention, n'était pas éloigné de croire aux allégations du duc de Savoie et paraissait peu disposé à s'entremettre. « Pourquoi tant s'émouvoir au sujet d'un moucheron comme est le duc? disait-il. Sa Majesté fera mieux de tourner ses forces du côté des hérétiques. Plus tard, le duc lui rendra ses places de Saluces ». Circonvenus par l'ambassadeur d'Espagne, qui envoya leur représenter qu'une guerre avec le duc de Savoie entraînerait la guerre avec Philippe II, le clergé et le tiers déclarèrent ne vouloir s'associer au vœu de la noblesse qu'à la condition que les hostilités contre les Huguenots ne seraient pas interrompues. Le roi ne pouvant porter ses armes des deux côtés à la fois, c'était laisser impuni l'outrage fait à la France.

Henri III crut voir là aussi la main du duc de Guise. Il était persuadé que le duc de Savoie ne se serait pas jeté dans cette aventure, s'il n'eût été assuré par avance de la complicité du chef de la Ligue. Il ne se trompait qu'à demi. Après la fuite du roi à Chartres, le duc de Savoie, le jugeant

perdu, avait offert au duc de Guise de l'aider dans ses desseins, s'il le laissait entrer en partage du royaume et lui cédait le Dauphiné, la Provence et le marquisat de Saluces. Le duc de Guise, sans rejeter ses propositions, avait remis à plus tard à s'entendre avec lui. Quand il apprit que Charles-Emmanuel, brusquant les choses, avait occupé les places françaises du Piémont, il s'en émut comme les députés de la noblesse, mais moins pour les intérêts de la France que pour les siens. Ainsi qu'en témoignent ses lettres à Mendoza, il craignait que cette occupation, en amenant une guerre avec la Savoie, n'empêchât la guerre contre les hérétiques, laquelle importait à sa fortune ; et ce fut à sa sollicitation que l'ambassadeur d'Espagne fit peur au clergé et au tiers des armes de Philippe II.

Henri III n'était pas au bout de ses humiliations. Suivant ses ordres, le duc de Nevers venait d'entrer en Poitou pour s'opposer au roi de Navarre, et le duc de Mayenne, qui s'était rendu à Lyon, se préparait à marcher en Dauphiné contre Lesdiguières. Les États, tout en voulant la continuation de la guerre contre les hérétiques, entendaient n'accorder qu'à certaines conditions les subsides nécessaires. Ils requéraient du roi, avec la réduction des tailles, l'établissement d'une chambre de justice chargée de rechercher et de punir les dilapidateurs des deniers publics. C'était, d'une manière indirecte, faire le procès du roi sur ses prodigalités. Henri III, qui avait besoin d'argent autant pour lui-même que pour ses armées, manda à plusieurs reprises les députés auprès de lui, leur affirma qu'il était résolu « à régler sa maison, à ne plus enrichir personne », que présentement « il n'avait pas un sol », ajoutant, d'un ton familier, que « dans son conseil on tirait la langue d'un pied de voir ses nécessités ». Les États se décidèrent à voter 120.000 écus dont trente mille pour le roi et quatre-vingt dix mille autres pour les armées du Poitou et du Dauphiné. Encore Henri III, pour obtenir ce secours, dut-il consentir à la demande qui lui était faite d'instituer une Chambre de Justice. Cette chambre, selon la volonté des États, devait être composée de vingt-quatre membres dont dix-huit tirés des trois ordres et choisis par eux et six à la nomination du roi, ce qui enlevait à Henri III toute influence effective sur les jugements qui seraient prononcés.

C'en était trop. Se confiant un jour au légat : « J'aime mieux mourir, lui disait Henri III, que de laisser amoindrir et abaisser ma dignité ». Ce fut à la suite de ces affronts répétés et sous l'impression des sourdes colères accumulées qu'il forma le dessein de se défaire de celui qu'il regardait comme l'auteur de ces injures et le préparateur de sa ruine. Un des seigneurs de son entourage qui lui étaient le plus attachés, le maréchal d'Aumont, l'avertissait qu'un mot courant parmi les ligueurs était qu'il fallait mettre le duc de Guise à la tête, non seulement des armées, mais du gouvernement, et le faire nommer connétable par les États ; il ne lui dissimulait pas qu'il était urgent d'aviser et que, s'il n'y prenait garde, il serait infailliblement accablé et détrôné par la Ligue. Des propos émanés du cardinal de Guise et qu'on rapportait à Henri III le mettaient aussi en éveil. Ce violent et entreprenant prélat ne se cachait pas de dire « qu'il ne mourrait point qu'il n'eût tenu la tête du roi, pour le raser et le faire moine ». Comme pour confirmer ces propos, la sœur des Guises, Madame de Montpensier, qui se trouvait à Blois, affectait de porter pendus à sa ceinture des ciseaux d'or qu'elle disait destinés à ce pieux emploi. De divers côtés, Henri III recevait même l'avis que sa vie était menacée. Une contestation qu'il eut alors avec le duc de Guise acheva de le décider. Cette contestation s'était élevée au sujet d'une des villes de sûreté accordées par l'édit d'Union. Henri III affirmait avoir cédé non la ville d'Orléans, comme le prétendait le duc de Guise, mais celle de Dourlans ; le duc soutenait que c'était celle d'Orléans, ajoutant « qu'il trouverait bien le moyen de la conserver », et, à force d'audace, il arracha le consentement du roi.

Le 18 décembre, Henri III fit venir discrètement dans son cabinet le maréchal d'Aumont et deux de ses conseillers les plus fidèles, et, après leur avoir exposé ses griefs et ses craintes, demanda leur avis sur les moyens de se délivrer de son ennemi. Ils remirent leur réponse au lendemain. La pensée du roi avait été d'abord de procéder contre le duc de Guise par les voies ordinaires de la justice et de le déférer au Parlement comme criminel de lèse-Majesté. C'était aussi la pensée du maréchal d'Aumont. Mais les deux autres confidents et un troisième mandé par le roi représentèrent l'impossibilité de faire le procès à un sujet aussi puissant sans provoquer dans Paris un soulèvement qu'on aurait peine à contenir ; et ils opinèrent pour « un coup de main ». Cet avis prévalut, et la mort du duc fut résolue. Depuis quelque temps déjà, on remarquait sur le visage du roi des signes d'irritation, et « chacun prévoyait un malheur ». Mendoza écrivait au duc « qu'il lui importait plus que jamais de veiller à sa sûreté, parce que le roi lui faisait la partie trop belle pour qu'il n'y eût pas là quelque chose de caché ». La mère du duc, la duchesse de Nemours, inquiète

pour son fils, l'avait pressé de s'éloigner de Blois, et une délibération avait eu lieu à ce sujet entre les principaux de la Ligue. « Qui quitte la partie la perd », avait dit l'archevêque de Lyon, et le duc, qui avait « le cœur haut », était resté.

C'était le 23 décembre qu'il devait être frappé. Les « quarante-cinq » avaient été chargés de la besogne. Ainsi étaient désignés quarante-cinq gentilshommes gascons, attachés spécialement à la personne du roi et prêts à tout pour le servir. Henri III avait fait savoir que, ce jour, à la première heure, il tiendrait son conseil. A l'heure indiquée arrivèrent successivement divers membres du conseil, puis l'archevêque de Lyon, le Cardinal de Guise ; le duc arriva le dernier. La veille, dit-on, il avait reçu un avertissement qu'il méprisa. Comme il traversait la salle qui précédait le cabinet du roi, il y fut suivi par les quarante-cinq. Etonné, il se retourna. A l'instant, il fut poignardé et tomba. Le cardinal de Guise et l'archevêque de Lyon, accourus au bruit, furent aussitôt arrêtés. Des ordres avaient été donnés pour saisir la duchesse de Nemours et le prince de Joinville, fils aîné du duc de Guise. On saisit de même le vieux cardinal de Bourbon. Des instructions avaient été envoyées pour arrêter aussi le duc de Mayenne qui se trouvait à Lyon ; mais, prévenu à temps, il put s'échapper et gagner la Bourgogne.

Le coup fait, Henri III se rendit auprès de la reine-mère, à l'insu de laquelle le meurtre avait été décidé. Catherine était malade et au lit. L'agent florentin Cavriana, qui devait sans doute à sa qualité de médecin d'être présent, a raconté la scène. Le roi étant entré : « Comment vous portez-vous ? » demanda-t-il à sa mère. « Bien, répondit Catherine, j'ai pris médecine. » Le roi s'avançant alors avec un visage assuré, reprit : « Madame, je vous prie de me pardonner ; Monsieur de Guise est mort et l'on n'en parlera plus ; je l'ai fait tuer. Je ne pouvais plus supporter son insolence. J'avais oublié l'injure du 13 mai, où je fus obligé de fuir Paris. Mais, voyant que de nouveau et à toute heure il menaçait mon autorité, ma vie et mon Etat, je me suis résolu à cette entreprise. J'ai longuement disputé en moi si je devais l'exécuter ou non. A la fin, Dieu m'a inspiré et aidé, et je vais lui rendre grâces à l'église au sacrifice de la messe. » Tout cela, écrit le narrateur, « avec un calme et une fermeté dont j'étais émerveillé. »

Les Députés du tiers tenaient séance en ce moment à l'Hôtel de Ville, quand soudain le grand prévôt fit irruption dans la salle, suivi de soldats armés de piques, de hallebardes et d'arquebuses qui criaient : « Tue, tue, tire, tire ». Effrayés, plusieurs députés s'enfuirent. Le grand prévôt annonça qu'on avait voulu tuer le roi, que certains des députés présents étaient du complot et qu'il avait ordre de les arrêter. La Chapelle-Marteau, les deux échevins Compans et Cotteblanche élus avec lui le 18 mai, Neuilly, président de la cour des aides, ainsi que quelques autres, furent emmenés malgré les protestations de l'assemblée. Ceux des députés qui étaient restés, se répandant alors par la ville, apprirent avec stupeur la mort du duc de Guise, l'arrestation du cardinal, son frère, et de l'archevêque de Lyon. Le lendemain 24, le roi envoya signifier aux trois ordres, avec défense de quitter Blois, l'injonction de continuer leurs travaux. Le 25, dix-huit députés, dont six de chaque ordre, se rendirent au château pour demander l'élargissement des prisonniers. Ils ne furent pas reçus. Le roi leur fit dire « qu'il était inutile de venir lui parler pour le cardinal de Guise, qui était mort ». La veille, le cardinal avait subi le sort de son frère. Henri III n'avait voulu d'abord que le retenir en prison. Mais le violent prélat, à la suite de son arrestation, avait proféré de telles menaces contre « le tyran », qu'on persuada le roi de se défaire de lui comme étant, après l'aîné des Guises, le plus dangereux de ses ennemis. Un capitaine aux gardes alla chercher le cardinal en sa prison sous prétexte de le conduire vers le roi, et le fit tuer par ses soldats.

Félix Rocquain,
de l'Académie des Sciences
Morales et Politiques.

LA VIE INTIME DE Mme DE POMPADOUR[1]

LE THÉATRE DES PETITS-CABINETS

Mme de Pompadour se défend, car le Roi ne suffirait pas à la défendre. Il est faible avec Richelieu qui fut le complice de ses plaisirs ; il apprécie les services du comte d'Argenson, malgré le mauvais ton de ce grand seigneur dont le style ordurier scandalise les diplomates ; il tient à Maurepas, esprit souple et délié qui sait faire du travail un divertissement ; et il y a aussi, au fond de Louis XV, malgré la faiblesse amoureuse, un secret désir de contradiction et comme un besoin de revanche. Dans ces premières années, dans ce temps de « l'appartement d'en haut », la marquise est toute grâce, patience, discrétion. On dirait qu'elle veut

(1) V. la *Revue Bleue* des 15 décembre 1922, 1er et 20 janvier 1923.

se faire pardonner son bonheur. Quand elle perd sa mère, en décembre 1715, et que le Roi, ému par sa douleur, lui propose de supprimer un voyage à Marly, elle refuse de troubler, à cause de son grand deuil, les projets qui intéressent la cour entière ; et c'est elle, peut-être, qui suggère à Louis XV la singulière pensée d'offrir à Marie Leczinska, en guise d'étrennes, la magnifique tabatière d'or émaillé qu'il commanda pour Mme Poisson. Si le Dauphin et Mesdames continuent d'exécrer la favorite, et l'appellent crûment « maman p... », elle ne veut pas entendre l'écho de cette injure. Si la douce Reine retrouve, par instants, un éclair de malice féminine, la marquise ne perd jamais le respect. Elle se console en entendant le roi chanter, dans un souper de Choisy, tel couplet de sa façon à propos du père Adam :

Il n'eut qu'une femme avec lui,
Encor, c'était la sienne :
Ici, je vois celles d'autrui
Et n'y vois point la mienne.

La gaîté du roi, c'est la gage du triomphe, c'est le cher souci de la marquise, et quand le beau visage aux yeux noirs daigne s'éclairer, Mme de Pompadour a le sentiment d'une victoire. Cela vaut bien qu'elle mette ses rancunes de côté, qu'elle attende son heure, et qu'elle paraisse ménager Richelieu, en attendant de l'anéantir. Il fut l'intendant des plaisirs, l'organisateur des soupers et pis encore. Elle ira — plus tard — presque aussi loin que lui dans la complaisance. Au printemps de sa faveur, elle a ce trait de génie d'inventer pour l'Inamusable un amusement inédit : le théâtre des Petits Cabinets, élégant prétexte à renouveler sans cesse les aspects d'une beauté tout en nuances que menacent déjà le temps — et l'habitude.

Dans une galerie du palais, près du Cabinet des Médailles, une petite salle charmante s'éleva, M. de Tournehsem, devenu, par la grâce de sa jolie nièce, directeur général des Bâtiments, à la place d'Orry disgracié, se chargea de fournir le matériel et les costumes. La troupe et l'orchestre réunissaient de grands seigneurs avec quelques gens de leur domestique qui étaient bons musiciens : c'étaient Mmes de Brancas et de Sassenage, la marquise de Livry, et cette ravissante et spirituelle Mme de Marchais, femme du premier valet de chambre, rivale de Mme Geoffrin et providence des candidats à l'Académie. C'étaient aussi les ducs de Chaulnes, de Nivernois, d'Ayen, MM. de Sourches, de Meuse, de Gontaut, de Maillebois. Le duc de La Vallière était directeur. Monterif sous-directeur et l'abbé de la Garde, souffleur et secrétaire. Parmi les choristes et les instrumentistes, il y avait, en majorité, des professionnels, empruntés à la musique de la chapelle ou à l'Opéra de Paris.

« Étranges animaux à conduire qu'une troupe de comédiens ! » disait Molière. La marquise s'aperçut que la discipline est nécessaire au théâtre comme aux armées et que des gens de qualité, travestis en comédiens, prennent vite l'esprit et les défauts du métier. Elle demanda la collaboration du Roi pour composer un règlement qui serait accepté par tous les acteurs. On a conservé ce document aimable, ces rênes de ruban rose et bleu qui devaient brider si légèrement les vanités et les jalousies :

I

Pour être admis comme sociétaire il faudra prouver que ce n'est pas la première fois que l'on a joué la comédie, pour ne pas faire son noviciat dans la troupe.

II

Chacun y désignera son emploi.

III

On ne pourra, sans avoir obtenu le consentement de tous les sociétaires, prendre un emploi différent de celui pour lequel on a été agréé.

IV

On ne pourra, en cas d'absence, se choisir un double (droit expressément réservé à la société, qui nommera à la majorité absolue).

V

A son retour, le remplacé reprendra son emploi.

VI

Chaque sociétaire ne pourra refuser un rôle affecté à son emploi, sous prétexte que le rôle est peu favorable à son jeu ou qu'il est trop fatigant.

Ces six premiers articles sont communs aux actrices comme aux acteurs.

VII

Les actrices seules jouiront du droit de choisir les ouvrages que la troupe doit représenter.

VIII

Elles auront pareillement le droit d'indiquer le jour de la représentation, de fixer le nombre des répétitions et d'en désigner le jour et l'heure.

IX

Chaque acteur sera tenu de se trouver à l'heure très précise désignée pour la répétition, sous peine d'une amende que les actrices seules fixeront entre elles.

X

On accorde aux actrices la demi-heure de grâce, passé laquelle l'amende qu'elles auront encourue sera désignée par elles seules.

Jamais règlement de théâtre ne fut mis en termes plus galants. On retrouve ici le goût du siècle consacrant la suprématie de la femme, dès qu'il s'agit de fêtes et de plaisirs. Certes, Louis XV prit aux répétitions du Petit-Théâtre autant d'agrément que son bisaïeul aux représentations de Saint-Cyr, mais Pompadour n'était pas Maintenon. Il ne s'agissait plus d'amuser la vieillesse dévote d'un souverain, guéri du péché et paternellement ému par les « innocentes colombes » de Racine. Au lieu des grands vers tragiques, de petits vers badins; au lieu des chœurs sacrés, des ariettes : au lieu des coiffes modestes et des jupes longues, des robes étincelantes, démesurées par leur ampleur, chargées de blondes, de guirlandes et de festons ; au lieu du drame biblique, l'opéra ou la comédie légère, et quelquefois la grande comédie, puisque la pièce d'ouverture, choisie par Mme de Pompadour et jouée devant quatorze personnes — le 17 janvier 1747 — c'est *Tartuffe*.

Le goût de la voltairienne, de l'amie des encyclopédistes, s'affirme dans ce choix. Pompadour-Dorine, fière de montrer sa gorge éblouissante, refuse le mouchoir hypocrite offert par le faux dévot, et raillant l' « Imposteur », elle croit affaiblir, dans l'esprit du Roi, les scrupules religieux qui trop souvent lui reviennent et le hantent. Mais Molière est trop grave ou d'une gaîté trop mélancolique sous les oripeaux du burlesque, pour mettre en valeur les grâces fines et fragiles de la favorite. Elle lui préférera un comique plus mince, une satire plus légère, des pièces qui auront la saveur du temps actuel, les *Trois cousines*, de Dancourt, le *Préjugé à la mode*, de La Chaussée, *Le Mariage fait et rompu*, de Dufresny. Et comme elle ne veut perdre aucune de ses chances de plaire, elle se révèle cantatrice aussi bien que comédienne Sa voix, véritable expression de sa personne, est, comme elle, délicate, jolie et nuancée ; peu de puissance réelle et beaucoup d'art, une voix qui n'est pas inégale aux grands récitatifs, aux grands airs d'*Acis et Galathée*, de *Phaéton*, d'*Armide*, et qui se joue, avec une facilité délicieuse, dans les mélodies tendres et simplettes du *Devin de Village*.

Le succès des premières représentations retentit bien au delà du Cabinet des Médailles. Tout le château s'en émut et tout Paris. Les courtisans se découvrirent d'imprévues vocations théâtrales. Mme du Hausset rapporte à ce sujet un trait bien curieux : « Dans le temps qu'on jouait la comédie aux Petits Appartements, j'obtins, par un moyen singulier, une lieutenance du roi pour un de mes parents, et cela prouve bien le prix que mettent les plus grands aux plus petits accès à la cour...Madame n'aimait rien demander à M. d'Argenson. Pressée par ma famille qui ne pouvait concevoir qu'il me fût difficile, dans la position où j'étais, d'obtenir pour un bas militaire un petit commandement, je pris le parti d'aller trouver M. le comte d'Argenson.

« Je lui exposai ma demande et lui remis un mémoire. Il me reçut froidement et me dit des choses vagues. Je sortis. M. le marquis de Voyer, son fils, qui était dans son cabinet et qui avait tout entendu, me suivit. « Vous désirez, me dit-il, un commandement ; il y en a un de vacant qui m'est promis pour un de mes protégés. Mais si vous voulez faire un échange de grâces et m'en faire obtenir une, je vous le céderai. Je voudrais être *exempt de police* et vous êtes à portée de me procurer cette place. »

« Je lui dis que je ne concevais pas la plaisanterie qu'il faisait.

« Voici ce que c'est, dit-il. On va jouer le *Tartuffe* dans les Cabinets. Il y a un rôle d'exempt qui consiste en très peu de vers. Obtenez de Madame de me faire donner ce rôle et le commandement est à vous. »

« Je ne promis rien, mais je racontai l'histoire à Madame. La chose fut faite, et j'obtins le commandement pour mon parent, et M. de Voyer remercia Madame comme si elle l'eût fait faire duc. »

Autour de la Reine et du Dauphin, les dévots murmuraient ; mais la vertueuse Reine elle-même, qui n'aimait pas beaucoup la comédie, céda au démon éternel des femmes, à la curiosité... Son fidèle lecteur, Moncrif, le poète des *Chats*, avait composé certain livret pour un divertissement musical, et un peu grisé par une enfantine vanité, il apporta le texte de son chef-d'œuvre, après la représentation, dans le cercle de la Reine. Marie Leczinska y jeta les yeux et dégrisa l'auteur d'une seule petite phrase : « Moncrif, voilà qui est fort bien, mais en voilà assez ! » On peut croire que, ce soir-là du moins, il ne fut plus question de théâtre. Cependant, Mme de Pompadour qui avait de la suite dans les idées et la tenace, sournoise et patiente volonté féminine, décida que la Reine viendrait à son théâtre, et avec la Reine, la Dauphine et le Dauphin. Elle s'arrangea pour obtenir du Roi une grâce qui tenait fort au cœur de la Reine : la promotion de M. de la Mothe qu'on fit maréchal de France. Marie reçut cette nouvelle au lever du Roi et comme, dans sa joie et dans son émotion, elle voulait baiser la main de son mari, Louis XV l'embrassa, faveur bien rare ! Il lui dit « qu'il n'avait pas voulu l'inviter au dernier spectacle de ses Petits Cabinets, parce que la pièce était un peu libre mais qu'on en jouerait une autre samedi, qui pourrait l'amuser, et qu'elle lui ferait plaisir

d'y venir ». La Reine, dit M. de Luynes, trouva le Roi « charmant », et le samedi suivant, elle parut au théâtre. Assise à côté du Roi, elle écouta la comédie, « qui pouvait l'amuser » avait dit Louis XV, et elle dut se demander quelle sorte d'amusement le Roi entendait lui réserver, car c'était, cette comédie, le *Préjugé à la mode* où l'on tournait en ridicule l'amour conjugal !... Un petit opéra, *Erigone*, de Mondonville, termina la soirée. Marie Leczinska put contempler à loisir sa rivale, vêtue d'un « corset de taffetas blanc couvert de réseaux argentés de draperies et de mancherons du même taffetas imprimé argent et garni de fleurs découpées. » Autour d'elle évoluaient le duc d'Ayen en Bacchus, M. de la Salle, en Sylvain, avec « un habit du magasin des Menus Plaisirs, en taffetas feuille morte », onze Faunes chantants, le sieur Piffet, en Amour, les demoiselles Puvignée et Camille, en « habits de statues » avec « festons et fleurs découpées, bracelets, nœuds de manches, colliers de ruban blanc, chenillés blancs et une *plume* de fleurs artificielles... » Quatre autres demoiselles portaient des « habits du magasin des Menus Plaisirs, remis à leur taille, en taffetas blanc tamponné de gaze d'Italie ».

La présence de la Reine au théâtre des Petits Appartements imposa silence aux dévots qui blâmaient le Roi trop ouvertement, mais le public grommelait. La construction d'une salle nouvelle, dans la cage du grand escalier des Ambassadeurs, avait coûté, disait-on, deux millions de livres. Mme de Pompadour protestait : « Non, vingt mille écus seulement ! Le Roi ne peut-il mettre cette somme à son plaisir ? » En réalité, pour établir le nouveau théâtre, Louis XV avait dépensé soixante, quinze mille livres. L'inauguration eut lieu le 27 novembre 1748. Les sièges réservés au Roi et à la famille royale étaient placés en face de la scène et sur les deux côtés deux balcons et une galerie pouvaient recevoir quarante spectateurs. L'orchestre comptait autant de musiciens. On donna les *Surprises de l'Amour*, paroles de Gentil-Bernard et Moncrif, musique de Rameau — qui eurent un succès médiocre, malgré le talent de Vénus-Pompadour vêtue d'un « corps et basques d'étoffe bleue en mosaïque argent, garnie de réseau argent chenillé de bleu ; mante de taffetas peint, garnie de réseau argent chenillé bleu ; grande queue d'étoffe bleue à mosaïque argent garnie de réseau argent chenillé de bleu ; jupe de taffetas blanc, avec grands festons de taffetas peint garni de réseau argent chenillé bleu et enroulement de double réseau argent chenillé bleu, rosettes de rubans bleus chenillées d'argent et garnies de franges d'argent. »

Suivirent un opéra de Campra, *Tancrède*, assez froidement reçu ; puis la *Mère coquette* de Quinault, une très jolie pantomime l'*Opérateur chinois*, dont Moncrif avait écrit le livret et M. de Courtenvaux la musique. On y voyait une Chine de paravent, travestie selon le goût du XVIIIe siècle, avec une foire de village, des boutiques en plein vent, un dentiste charlatan et un philosophe pêcheur à la ligne. Mais le plus grand triomphe de la troupe, ce fut, en janvier 1749, la représentation d'*Acis et Galathée*, de Campistron et Lully. Le burin de Cochin nous a conservé l'image de la jolie salle neuve, avec la famille royale assise en face de la scène où, dans un décor de rochers, et de bois, Acis et Galathée se lamentent. Le vicomte de Rohan, dans le rôle d'Acis, porte l'étrange costume des bergers d'opéra ; corps et basques d'étoffe cerise à mosaïque d'argent, « tonnelet » bouffant comme une jupe de danseuse, manches et petit collet en moire d'argent ; une mante traînante bleue et argent, une pannetière de moire cerise et argent ; et chaque mouvement qu'il fait éveille aux plis des soies somptueuses un scintillement de paillettes.

Devant lui, Galathée debout, la tête inclinée, étend les bras d'un geste pathétique. Sa tête poudrée, ses bras demi-nus semblent amenuisés par le contraste de l'énorme panier qui se développe en largeur. La grande jupe de taffetas blanc « peinte en roseau, jets d'eau et coquillages » — car la nymphe Galathée est une déesse de la mer — s'étale sur cette armature invisible où disparaît complètement la forme réelle de la femme. Le corset de taffetas rose tendre, la draperie de « gaze d'eau » argent et vert à petites raies, la mante verte doublée de taffetas blanc, tout ce vaste appareil d'étoffe, de broderies de métal, aux trois couleurs blanche, verte et rose, reflétant les irisations de la nacre marine, est décoré de glands et de « barrières » de perles. L'actrice, vêtue ainsi, n'est plus une femme. Artificielle et féerique, elle étonne, irrite et renouvelle le désir de l'amant. Cette fascination de la comédienne sur les sens et l'imagination masculine, le roi la subit, charmé, et s'il jette, par hasard, les yeux, à sa droite, Louis XV doit les détourner vite, pour ne pas mêler à la vision éclatante l'image triste de Marie Leczinska, coiffée en vieille femme de son éternelle fanchon noire.

Si les salons de Paris et les philosophes défendent la marquise — n'a-t-elle pas montré son goût pour les idées et les talents nouveaux, en jouant l'*Alzire* de Voltaire ? — les faiseurs de pamphlets dénoncent la dilapidation des finances et l'exemple immoral donné par le roi : « Lindor, — écrit l'un d'eux — gêné par sa grandeur pour prendre une fille de coulisses, se satisfait en prince de son sang ; on lui bâtit une grande maison, on lui élève exprès

un théâtre où sa maîtresse devient danseuse en titre et en office. Hommes entêtés de la vanité des sauteuses ; insensés Candaules, ne pensez pas que le dernier des Gygès soit mort en Lydie (1). »

Et le marquis d'Argenson, ennemi personnel de la marquise : « On vient d'imprimer un recueil fort ridicule des divertissements du théâtre des Cabinets ou Petits Appartements de Sa Majesté, ouvrages lyriques, misérables et flatteurs. On y voit les acteurs dansant et chantant, des officiers généraux et des baladins, de grandes dames de la cour et des filles de théâtre. En effet, le Roi passe ses journées aujourd'hui à voir exercer la marquise et les autres personnages par tous les histrions de profession, qui se familiarisent avec le monarque d'une façon sacrilège et impie. »

Le Roi sentit qu'il fallait céder quelque chose à l'opinion. Il supprima le théâtre des Petits Cabinets — et le ressuscita au château de Bellevue.

Là, Mme de Pompadour est chez elle. Elle reçoit seulement la société la plus intime du Roi, dans le tout petit théâtre décoré à la chinoise. C'est là qu'elle joue des comédies et des ballets, l'*Amour architecte*, *Zeleika*, *Vénus et Adonis*, l'*Impromptu de la Cour de marbre*, charmante fantaisie de Favart et Lagarde, et enfin, pour clôturer sa carrière d'actrice, elle donne l'œuvre exquise de Rousseau : le *Devin de Village*, qui fut reprise en 1753, avec Mlle Fel dans le rôle de Colette.

La marquise voyait dans cette reprise d'une opérette qui avait plu au Roi l'occasion d'être utile à Rousseau, car elle aimait les gens de lettres. Elle les aimait en souvenir de sa jeunesse, par réaction contre l'ennui de la cour, par un désir — que certains eussent trouvé « bourgeois » — de rehausser en dignité, devant une aristocratie orgueilleuse, ceux qu'on appelle aujourd'hui, les « intellectuels » Elle était de leur race et de leur monde ; et tout attachée qu'elle fût, cette ambitieuse, aux grandeurs qu'elle avait conquises et qu'elle n'eût sacrifiées à aucun prix, elle voulait que ces grandeurs fussent avantageuses à sa famille, à ses amis qu'elle ne reniait pas et aux amis de ses amis. Ce que n'avaient fait ni Montespan, ni Maintenon, elle, la fille de François Poisson, le saurait faire, pour la gloire de son royal amant et sa propre gloire de maîtresse royale. Créer des manufactures, faire éclore, sur un geste de ses jolis doigts, le petit peuple délicieux des porcelaines de Sèvres, régner sur les musées et les ateliers, exciter l'imagination des artistes, les recevoir familièrement, leur parler de leur art comme en parlent les vrais amateurs qui ont touché eux-mêmes aux crayons et aux burins ; dessiner avec des architectes les plans de Crécy et de Bellevue, diriger les décorateurs, permettre à La Tour d'ôter — pour peindre librement — son bonnet, sa perruque et ses jarretières ; causer, dans la liberté de la toilette, avec l'aimable Bernis, le bon bourru Duclos, le jeune Marmontel, l'excellent docteur Quesnay ; quel plaisir et aussi quelle détente pour une femme soumise aux rudes disciplines de l'étiquette et aux fatigues de l'amour sans plaisir !... Cet agrément si cher eût été vain et presque dangereux, si le Roi n'avait eu l'illusion d'y participer. Or, Louis XV n'était pas un lettré, encore moins un artiste ; il n'avait pas, comme son bisaïeul, à défaut d'une instruction solide, l'amour naturel du grand et du grandiose. Mais il était fils du charmant XVIIIe siècle, et vivait dans le cadre merveilleux de Versailles. Il avait donc reçu, des choses et non des gens, cette culture délicate du goût qui lui était commune avec tous ses contemporains. Fermé au sublime, il sentait vivement la grâce, et la grâce, autour de lui, était partout : grâce des jardins, des salons, des bibelots, des robes de femme, et de la femme embellie par ses robes. N'était-ce pas la grâce de la marquise qui avait séduit le roi, plus que sa beauté ? Sous ces influences il devenait sensible à certaines formes des arts interprétés dans le sens voluptueux. Il pouvait aimer la volupté délicate de certaine peinture, de certaine musique, dont les qualités techniques lui échappaient ; et cette interprétation qu'il en faisait n'était pas fausse, ni forcée, ni vulgaire, bien que superficielle et incomplète. En cela, il était un homme de son temps, de ce temps où il était presque impossible de trouver une chose absolument laide, où le plus petit bourgeois, l'artisan, le paysan même, ne voyaient, ne maniaient que des objets faits pour enchanter l'œil d'un artiste.

Mais cette sensiblité demeurait courte et limitée au joli. Elle ne réagissait pas sur les idées ; elle n'excitait pas, chez le Roi nonchalant, la haute curiosité intellectuelle et l'admiration pour les gens à talents. Louis XV — et non sans raison — redoutait les beaux esprits ainsi que des éléments destructeurs ; et s'il était flatté qu'il y eût sous son règne, un Voltaire, il le craignait et ne l'estimait pas ; en le voyant aussi vaniteux qu'avide, ombrageux, jaloux de ses confrères, extrême dans la flatterie comme dans le dénigrement et l'ingratitude. « Je l'ai traité, disait-il, aussi bien que Louis XIV a traité Racine et Boileau. Je lui ai donné une charge de gentilhomme ordinaire et des pensions. Est-ce ma faute, s'il a fait des sottises, s'il a la prétention d'être chambellan, d'avoir une croix et de souper avec moi ? Ce n'est pas la mode

(1) *L'École de l'Homme ou Parallèle des portraits du siècle et des tableaux de l'Écriture sainte*, par Dupuis (?)

en France...» Louis XV, qui n'était pas grand psychologue, voyait juste, dans la circonstance, et le frère de Mme de Pompadour, Abel Poisson, devenu marquis de Vaudières et de Marigny, confirmait le jugement du Roi : « La fantaisie de Voltaire a toujours été d'être ambassadeur, et il a fait ce qu'il a pu pour qu'on le crût chargé d'affaires politiques, quand il a été pour la première fois en Prusse. » Une telle prétention devait paraître à Louis XV le comble de l'indécence et du ridicule.

D'ailleurs, si Louis XV ne pouvait comprendre l'inquiétant génie de Voltaire, Voltaire ne comprenait pas mieux le caractère du Roi, et il lui arrivait de manquer de tact, comme font souvent les gens d'esprit trop sûrs d'eux-mêmes. Lorsque Mme de Pompadour fit représenter le ballet du *Temple de la Gloire* où Louis XV était désigné sous le nom de Trajan, Voltaire, guettant le Roi à la sortie, se jeta à ses pieds et d'un ton emphatique : « Eh bien ! s'écria-t-il, Trajan, vous reconnaissez-vous là ? » Louis XV passa sans répondre, avec un visage glacé. Plus tard, quand la favorite apprit la détresse de son ancien maître Crébillon, et, dans un élan qui l'honore, fit venir le vieux poète à Versailles, les détails de l'entrevue exaspérèrent la frénésie jalouse de Voltaire. Crébillon, introduit chez Mme de Pompadour qui était souffrante et alitée, l'avait remerciée en lui baisant la main. A ce moment même, le Roi entra : « Ah ! Madame, dit finement le vieillard, le Roi nous a surpris ; je suis perdu. » Le Roi daigna sourire et confirma la donation promise de cent louis sur sa cassette et d'un logement au Louvre. Bien mieux, il s'intéressa à la publication de *Catilina*, imprimé aux dépens du Trésor, à l'Imprimerie royale. Voltaire ne put pardonner à la marquise sa bonté pour un poète malheureux. Il s'en fut à Ferney, de rage ; il écrivit, après tant de madrigaux à la belle « Pompadourette », de petits vers assez dégoûtants, et donna son cœur au roi de Prusse... La mort prématurée de la marquise lui inspira pourtant quelque repentir, mais la rancune le tenait encore. Il écrivit au comte d'Argental : « Quoique Mme de Pompadour eût protégé la détestable pièce de *Catilina*, je l'aimais cependant, tant j'ai l'âme bonne. » Et à Damilaville : « Comptez, mon cher frère, que les vrais gens de lettres et les vrais philosophes doivent regretter Mme de Pompadour. » Cela était juste, car philosophes et gens de lettres devaient beaucoup à la marquise et lui avaient causé quelques désagréments, parce qu'ils sont d'une race qui n'est jamais satisfaite, quoi qu'on tente pour l'obliger.

Mme de Pompadour en refit l'expérience avec Rousseau, après Voltaire. Le *Devin du Village* avait mis Jean-Jacques à la mode, et Duclos, qui rencontrait le philosophe musicien chez Mme d'Epinay, s'était pris d'amitié pour lui. Très lié avec la favorite, il dut l'intéresser à l'ours génevois dont il dépeignit les façons plus singulières encore que sa singulière figure. Quand Mme de Pompadour donna le *Devin du Village* à Fontainebleau, Jean-Jacques consentit à surveiller la dernière répétition « honteux comme un écolier » au milieu des brillantes actrices de l'Opéra. Maussade par timidité, ne pouvant prendre le ton du monde, il affectait de mépriser les bienséances, faute de savoir les observer, — ce qui est le cas de beaucoup de cyniques. Le jour de la représentation arriva. Il y parut dans l'équipage négligé qui lui était ordinaire : grande barbe et perruque assez mal peignée, et il fut placé dans la loge de M. de Cury, en face de la petite loge où était le Roi avec Mme de Pompadour. Quand les chandelles furent allumées, Jean-Jacques, saisi de l'inquiétude maladive des névropathes, se persuada qu'on l'avait mis en vue pour l'offrir en spectacle à la cour, et il commença à avoir honte de sa barbe et de sa perruque... « Je me demandai, écrit-il dans les *Confessions*, si j'étais à ma place, si j'y étais mis convenablement ; et après quelques minutes d'inquiétude, je me répondis oui, avec une intrépidité qui venait peut-être plus de l'impossibilité de m'en aller que de la force de mes raisons. Je me dis : je suis à ma place puisque je vois jouer ma pièce, que j'y suis invité, que je ne l'ai faite que pour cela, et qu'après tout, personne n'a plus de droit que moi-même de jouir du fruit de mes talents. Je suis mis à mon ordinaire, ni mieux, ni pis ; si je recommence à m'asservir à l'opinion en quelque chose, m'y voilà bientôt asservi derechef en tout ; mon extérieur est simple et négligé, non crasseux, ni malpropre ; la barbe ne l'est point en elle-même, puisque c'est la nature qui nous la donne, et que selon les temps et les modes, elle est quelquefois un ornement... » Pendant que l'auteur se faisait ces réflexions qui ne venaient certes pas d'un excès de simplicité ou de modestie, le Roi, la marquise et la cour applaudissaient la charmante pastorale et considéraient l'auteur avec un étonnement dépourvu de malice. Nouveau souci pour Jean-Jacques. Il était armé contre la raillerie, mais non pas contre « l'air caressant ». Le succès s'accrut jusqu'à devenir un triomphe. L'auteur entendit autour de lui un chuchotement de femmes qui lui semblaient belles comme des anges et qui s'entredisaient à mi-voix : « Cela est charmant ; cela est ravissant ; il n'y a pas là un son qui ne parle au cœur. » Le plaisir de donner du plaisir à tant d'aimables personnes, l'émut au point qu'il se prit à pleurer dans sa grande barbe, et se livra sans distraction au plaisir de savourer sa gloire... La vo-

lupté du sexe, avoue-t-il, y entra pour beaucoup plus que la vanité d'auteur, et Jean-Jacques eût moins pleuré s'il n'y avait eu là que des hommes.

Le même soir, le duc d'Aumont lui fit dire d'être au château le lendemain vers les onze heures, qu'on le présenterait au Roi, et M. de Cury, chargé de ce message agréable, ajouta qu'il s'agissait d'une pension et que le Roi l'annoncerait lui-même au père de Colette et de Colin. Mais les protecteurs du philosophe n'avaient pas compté avec son hyponcondrie. Jean-Jacques passa une nuit épouvantable. Il se rappela ses incommodités, le « fréquent besoin de sortir » qui l'avait tourmenté pendant le spectacle et qui le tourmenterait certainement lorsqu'il serait dans la grande galerie, attendant le passage du Roi. L'idée seule de l'état où ce besoin pouvait le mettre était capable de le lui donner jusqu'à le faire évanouir, à moins d'un esclandre auquel il eût préféré la mort... Et puis, il s'imaginait devant Sa Majesté qui lui parlait avec bienveillance... Quelle contenance tenir, quelle réponse faire, sans quitter « l'air et le ton sévère » qui étaient comme la grande barbe, partie de la livrée philosophique ?... Et puis, que diraient ses rivaux, si le Suisse désintéressé, contempteur des honneurs et de la fortune acceptait une pension ? Et cette pension, serait-elle payée ?... Devant les difficultés créées par sa tête malade, Jean-Jacques se soulagea par la fuite, plantant là honneurs, pensions, et le Roi, et la maîtresse du Roi et les courtisans. Il se consola d'avoir perdu la pension, en maudissant la société et aussi en pensant que le Roi de France fredonnait toute la journée des ariettes du *Devin* — avec la voix la plus fausse de son royaume.

Mme de Pompadour pardonna cette incartade à celui qu'elle appelait « le hibou » et lui envoya cinquante louis. Jean-Jacques remercia en grognant, et plus tard, lorsque parut la *Nouvelle Héloïse*, il écrivit, sans penser à mal, que « la femme d'un charbonnier était plus respectable que la maîtresse d'un roi. » M. de Malesherbes lui fit remarquer que cette affirmation pourrait blesser Mme de Pompadour. Alors Rousseau crut tout arranger en remplaçant le mot *roi* par le mot *prince* — et il offensa ainsi sa bienfaitrice, Mme de Luxembourg, amie très intime du prince de Conti.

Montesquieu, Buffon, d'Alembert, Diderot, Marmontel et Piron et bien d'autres, éprouvèrent aussi, en diverses occasions, l'intelligente amitié de la marquise. Elle défendit l'*Encyclopédie* de la manière la plus spirituelle et la plus courageuse. C'est Voltaire lui-même qui a rapporté ce joli trait : « Un domestique de Louis XV me contait un jour que le Roi son maître, soupant à Trianon en petite compagnie, la conversation roula d'abord sur la chasse, ensuite sur la poudre à tirer. « Il est plaisant, dit M. le duc de Nivernois, que nous nous amusions tous les jours à tirer des perdreaux dans le parc de Versailles et quelquefois à tuer des hommes et à nous faire tuer sur la frontière sans savoir précisément avec quoi l'on tue. — Hélas ! nous en sommes réduits là sur toutes les choses de ce monde, répondit Mme de Pompadour. Je ne sais de quoi est composé le rouge que je mets sur mes joues, et on m'embarrasserait fort si l'on me demandait comment on fait les bas de soie dont je suis chaussée. — C'est dommage, dit alors le duc de la Vallière, que Sa Majesté ait confisqué nos dictionnaires encyclopédiques, qui nous ont coûté chacun cent pistoles... Nous y trouverions bientôt les décisions de toutes nos questions. » Le roi justifia sa confiscation. Il avait été averti que les vingt et un volumes in-folio qu'on trouvait sur la toilette de toutes les dames, étaient la chose du monde la plus dangereuse pour le royaume de France, et il avait voulu savoir par lui-même si la chose était vraie avant de permettre qu'on lût ce livre. Il envoya sur la fin du souper chercher un exemplaire par trois garçons de la chambre qui apportèrent chacun sept volumes et avec bien de la peine. On vit à l'article *Poudre* que..., etc... et, bientôt Mme de Pompadour apprit la différence entre l'ancien rouge d'Espagne, dont les dames de Madrid coloraient leurs joues, et le rouge des dames de Paris... Elle vit comment on lui faisait ses bas au métier. et la manœuvre de cette machine la saisit d'étonnement. « Ah ! le beau livre, s'écria-t-elle... Sire, vous avez donc confisqué ce magasin de toutes les choses utiles pour le posséder seul et pour être le seul savant de votre royaume ? »

Louis XV eut aimé la science s'il n'avait pas redouté les savants. L'intervention de la marquise fut inutile.

(A suivre.)

Marcelle TINAYRE.

UN JUGEMENT ALLEMAND SUR L'ALLEMAGNE

UN PASTEUR DE POGSEE (1)

Un roman qui dépeint la vie des paysans allemands pendant la guerre et qui exprime les pensées d'un pasteur de village sur cette guerre, sur la défaite et la révolution a tout lieu de nous intéresser. Et ceci d'autant plus que Gustave Frenssen, l'auteur de cet ouvrage, qui met ses jugements dans la bouche d'un pasteur, l'est, de même que son héros, dans le pays où il place l'action du roman, dans le Holstein septentrional, non loin de Kiel, au nord de Hambourg, en partie dans ces terres des Frisons qui bordent la mer du Nord. Enfin Gustave Frenssen est un écrivain goûté du public allemand. On se rappelle qu'il est devenu soudain célèbre en 1901 après avoir publié *Jôrn Uhl* qui s'est vendu à près de 300.000 exemplaires: les œuvres qu'il a fait paraître depuis, *Die Landdgrâfin*, *Dei drei Getreuen*, *Hilligenlei*, *Peter Moors fahrt*, ont obtenu un succès analogue. A la fin de 1914 il donnait un récit épique *Bismarck*, apothéose du chancelier conçu depuis plusieurs années, inspiré par l'inquiétude que lui causait une politique qui lui semblait s'écarter de plus en plus des voies tracées par le fondateur de l'unité allemande.

Le réalisme de Gustave Frenssen nous est un garant de la fidélité de ses tableaux. Malgré ses lourdeurs, ses longueurs, ce livre de plus de 600 pages nous captive de la première page à la dernière et on ne peut refuser de reconnaître sa beauté à la fois naturaliste et épique par la grandeur simple, les sentiments et les épisodes pris dans ce qui, chez les hommes, est essentiel et permanent.

Adam Barfood est le fils d'un charpentier qui, toute sa vie, n'a fait que conseiller et aider ses voisins et qui, partant, a fini dans la *pauvreté*. Adam qui lui ressemble a choisi la carrière de pasteur afin d'être mieux à même de soulager l'infortune. Tandis qu'il étudie à l'Université, il s'occupe presque uniquement de tirer ses camarades des difficultés où ils se mettent, des périls qu'ils courent; aussi, malgré ses dons d'intelligence, passe-t-il son examen d'une manière tout à fait insuffisante, mais surtout les examinateurs ne lui trouvent pas l'air ecclésiastique; il a gardé l'aspect d'un paysan. Par bonheur, l'évêque devine qu'il y a en lui le consolateur que les hommes cherchent dans leur prêtre; il aime son humanité débordante; il estime très haut ce cœur qui ignore la paresse, cet esprit pratique, cet optimisme qui subsiste au milieu des pires épreuves. Et il lui donne une paroisse de pêcheurs sur la côte.

En effet c'est un singulier prêtre dont, plus tard, quand il sera connu dans son diocèse, on parlera beaucoup. Les deux objets de son culte sont Jésus-Christ et Gœthe. « Jésus n'est pas notre maître en tout, dit-il, loin de là; il est bien, dans certaines choses, le guide de l'humanité; il l'est de ceux qui, comme cela se faisait de son temps, regardent uniquement le ciel; par là, il a été cause que l'humanité a trop négligé la terre. Par contre Gœthe est notre maître en tout. » C'est pourquoi il prêche surtout Gœthe, dont l'œil a scruté pieusement le monde et les hommes. Les personnes qui ont vécu en pays protestant ne seront pas étonnées qu'un pasteur professe un pareil *credo* .

Ses sermons, on l'imagine assez d'après ce que je viens de dire, ne sont embarrassés ni de dogme ni de théologie. Ils sont simples et vivants. Adam Barfood cherche à remplir ses auditeurs de l'esprit de droiture, de miséricorde et du « pieux sentiment de l'humanité ».

C'est toute la vie d'Adam Barfood, de sa femme Gude qui, elle non plus, n'a rien du type nouveau de la femme d'un pasteur, mais qui est vive, gaie, impulsive et ne lit pas un livre de toute l'année, de leurs quatre enfants que nous suivons. A la maison on lutte avec la pauvreté, mais on est tout de même heureux, au dehors il y a les histoires des paroissiens, d'abord à Hopptrupp, puis à Pogsee. Adam Barfood est une sorte de vicaire de Wakefield, avec toute la différence de temps et de pays.

Nous voici arrivés à la veille de la guerre. Au mariage de sa fille, le pasteur de Pogsee a prononcé un toast dans lequel il a donné son jugement sur la politique allemande, jugement empreint d'une certaine naïveté voulue par l'auteur sans doute. « Nous autres Allemands, dit-il, nous vivons à une époque heureuse et humaine. Il y a chez nous de l'ordre. Nous travaillons avec plaisir. Le paysan est devenu un homme riche, le petit fabricant un homme important. Le peuple allemand mène une vie sobre, saine et ordonnée. Quant à l'empereur, parce que sa

(1) *Der Pastor von Pogsee*, par Gustave Frenssen (Berlin, Grote).

nature primesautière le fait aller en zigzag, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, bien des gens sont inquiets. Mais il n'y a personne qui le méprise ou le haïsse. Tout le monde l'aime parce qu'il est bon enfant, qu'il ne veut que le bien; si après avoir monté à l'assaut du ciel, il perd soudain courage, c'est qu'il est un vrai Allemand, qu'il est le sang de notre sang, la chair de notre chair. Mais comme il est entouré d'hommes qui sont tous plus ou moins les disciples de Bismarck, et ne le sont pas seulement par la force, qu'ils le sont encore par la sagesse et la prudence, nous continuerons à vivre en honneur et en paix. » Il pousse un vivat en l'honneur du peuple allemand et de son chef, qui est accueilli par les exclamations enthousiastes de l'assemblée. Tels sont, dans la prospérité de leur patrie, les sentiments du pasteur et de ses amis.

La guerre éclate. « Les Allemands ne l'ont pas voulue, ni les autres peuples, pense Adam Barfood. Ce sont les gouvernements qui en portent la responsabilité. »

Après quelques jours arrivent régulièrement les messages de la mort qu'Adam s'est chargé de porter dans chaque famille, lourde et terrible tâche qui le fait participer à la douleur de tous ces foyers. Le sien est atteint à son tour. Longtemps il a été préservé, mais ses deux fils sont tués à quelques jours de distance, une de ses filles, atteinte de la grippe, meurt également; la fille qui lui reste devient boiteuse pour avoir soutenu un char qui s'écroulait et qui allait écraser des enfants. Lui-même est accusé par ses paroissiens d'être l'auteur de l'incendie qui détruit le presbytère; il aurait voulu par là s'approprier des objets précieux qui lui étaient confiés. Il vit dans une pauvre maison, endurant de pénibles privations, comme ses voisins. Les garde-manger sont vides, les enfants meurent par milliers. On est dans la troisième année de guerre. Les gens croient qu'aucun homme ne reviendra du front. La fille du pasteur gémit à ses côtés : « J'ai vingt-neuf ans, pleure-t-elle. A cet âge, mère avait déjà un mari et des enfants. Moi, le matin, j'ai la bêche et la fourche, l'après-midi les livres à l'école. »

L'angoisse de la guerre, venant du front, se répandait partout. C'était comme si l'humanité allait être engloutie. Le dernier rire s'était figé, la grippe et la tuberculose n'épargnaient personne. La misère rongeait ceux qui résistaient aux maladies. « Les Allemands avaient été un peuple propre jusqu'à la maison de correction, jusqu'à la maison de prostitution. Et à présent, la saleté, telle qu'une lèpre, gagnait les corps et les âmes. » De Kiel et de Hambourg on voyait venir des gens, surtout des ouvriers, dont le costume révélait qu'ils étaient accoutumés à vivre dans l'aisance; ils parcouraient les campagnes pour se procurer des provisions; avec des larmes ils mendiaient à la porte des paysans un peu de farine, de pommes de terre ou de graisse. Il en arrivait toujours davantage; mais il y avait aussi d'autres processions : les réfractaires, les déserteurs fuyant le champ de bataille et se dirigeant vers le nord, des hommes aux métiers inavouables, vagabonds, contrebandiers, cambrioleurs qui dérobaient ce qu'ils pouvaient et allaient vendre dans les villes le fruit de leur vol. « Qu'y a-t-il de bien, qu'y a-t-il de mal? disaient-ils. Quand on sait ce que font les riches officiers? »

Les lois rendaient les choses pires, protégeaient les coquins, faisaient tort aux pauvres. L'immoralité grandissait dans la jeunesse des villes qui n'avait plus d'école et était privée de l'autorité paternelle.

« Attendons la victoire, disait Adam Barfood. Elle viendra et alors nous serons de nouveau le peuple le plus pur de la terre. » Mais on lui répondait : « Quand nous vaincrons, quand nous vaincrons! Sera-ce une victoire? »

Des idées sombres s'emparaient des meilleurs. Pour eux tout devenait également obscur, injuste et faussé. Ils attendaient une grande catastrophe. Cette pensée prenait de la force surtout dans les étapes. Les nobles natures s'en saisissaient et y trouvaient un soulagement.

« Et plus que tout le reste pesait sur le cœur l'horrible mensonge des autres peuples qui accusaient l'Allemagne d'avoir voulu la guerre. »

« Sommes-nous donc un peuple belliqueux, cruel? Nous qui nous regardions comme le peuple le meilleur de la terre? Tout le monde est contre nous, on veut nous prendre nos vaisseaux, notre or, nos provinces. Pourquoi Dieu a-t-il voulu cela? Est-ce sa volonté? »

Un socialiste que rencontre Adam Barfood répond à ces questions : « Nous avons vécu quarante ans sous Bismarck qui était un homme dur et brutal... Il a fait tort aux Danois, aux Français... Les pas des Allemands étaient durs, leurs fonctionnaires hautains. Les autres nations ont fini par dire : Jusqu'où cela ira-t-il? Nous avions une armée considérable, nous avons voulu avoir aussi une flotte importante et les autres peuples ont conçu de l'inquiétude. Les

chefs choisis par l'empereur n'étaient pas ce qu'il fallait, ils étaient facilement désorientés. Je n'accuse pas notre empereur quoiqu'il y ait eu en lui, comme dans nos fonctionnaires et dans nos officiers, de l'orgueil. Ce n'était pas un homme sans noblesse, je suis certain qu'il n'a pas voulu la guerre; j'accuse tout le monde. Depuis le temps de Bismarck, le peuple est devenu injuste et cupide, imprévoyant, paresseux et, dans la société des peuples, il s'est montré vantard et camarade sans noblesse. Même, au moment où la guerre éclata, il y aurait eu un moyen de l'empêcher. » Ce que tu dis me frappe, réplique Adam. Notre peuple est coupable par négligence et par bêtise. »

C'est la fin de l'année 1918; la révolution est à Kiel. Sur les routes, courent les automobiles remplies de matelots mutinés. Des soldats mal tenus, défaits, errent dans la campagne. Deux officiers montrent en rougissant de honte leurs vêtements déchirés dont on a arraché les épaulettes. Des jeunes gens et des jeunes filles, qui ont travaillé ensemble dans des usines vont en troupes, armés de revolvers, volant et obligeant les passants à vider leur bourse.

On remarquera le caractère de sombre désespoir qui, dans ce roman, marque le désastre allemand; le désordre, les troubles ne sont pas une réaction du patriotisme exaspéré, ce n'est pas la vindicte des classes opprimées et trompées, c'est la dissolution d'un Etat, d'une nation qui n'était policée que superficiellement. La scène qui se passe avant la guerre, le jour où l'on a vidé l'étang de Pogsee, lorsqu'après le dîner le sacristain et sa maîtresse contrefont, devant le pasteur, qui les arrête du reste, la flagellation et la passion du Christ, révèle une monstrueuse grossièreté. L'envahissement de l'église, après l'armistice, par une troupe de bandits, qui, par une conséquence bien inattendue, permet de constater l'innocence d'Adam Barfood, est d'une sauvagerie inouïe. Dès que les cadres se sont rompus, le peuple allemand est retombé sous la domination de ses instincts primitifs et brutaux. Il n'y a pas jusqu'à la manière dont le pasteur, qui a lui-même montré une étonnante liberté dans ses relations avec sa première fiancée, absout sa fille dans d'étranges circonstances, qui ne soit la preuve d'une morale assez relâchée. Il ne pardonne pas à sa fille, il la loue quand, faute de trouver un mari, elle devient la maîtresse d'un homme marié et père de plusieurs enfants. Son doyen lui ayant reproché la vie que mène sa fille, Adam ouvre la fenêtre, appelle la jeune femme et montre ses mains calleuses au vieil ecclésiastique : « Elle travaille du matin au soir, déclare-t-il, ce fut dès son enfance une nature maternelle, mais elle n'a pas pu se marier. Si tu as le sentiment de la valeur humaine, tu ne la condamneras pas. » Ces paroles ne manqueraient d'ailleurs, ni de beauté ni de justesse si elles étaient présentées comme un appel à l'indulgence.

Un enfant naît de cette union. La première fois qu'Adam le voit, il le prend dans ses bras et s'écrie en le soulevant : « Dieu fasse qu'il devienne un véritable Européen allemand! Oui, lui et ses enfants seront témoins de la gloire de l'Allemagne plus grande qu'elle n'était auparavant. Il verra le peuple allemand revenir à son honnêteté gœthienne afin d'accomplir sa destinée et d'être le cœur de l'Europe. »

Adam Barfood a surmonté les épreuves qui l'ont assailli grâce à son amour de toutes les créatures; de même il admire le désespoir patriotique par sa foi en l'avenir. Ce socialiste, partisan des Hohenzollern, prononce devant ses paroissiens un long sermon, un nouveau *discours à la nation allemande,* où il fait l'examen de conscience de son peuple et lui indique la voie que désormais il doit suivre.

« Quoique nous, le peuple allemand, nous soyons entrés dans la guerre saintement, pieusement, saisis de Dieu, le visage tourné vers Dieu, protestant de notre innocence, nous avons été battus et, plus que battus, déshonorés.

« O Dieu, un peuple entier marche dans la fange et tu ne le vois pas. Le visage de l'humanité se tourne vers lui avec une expression de mépris qui signifie : « Ces Allemands, un peuple corrompu. Tous les peuples sont libres, mais le peuple allemand doit être enchaîné comme un animal sauvage ». On dit que pendant la paix nous nous sommes secrètement armés, que nous avons déclaré la guerre sournoisement, que nous avons fait la guerre inhumainement, brûlé les villes et les villages par pur amour de la destruction, que nous avons tué des prisonniers sans défense... On nous a forcés à le reconnaître, puis on a dit : « Il faut affaiblir ces tigres, non ce ne sont même pas des tigres, ce sont des hyènes, le rebut de l'humanité », on nous a pris notre défense, le privilège d'une nation libre, nos colonies, nos bateaux, nos fleuves, neuf millions de nos frères... et ce peuple allemand qui auparavant était si haut, qui avait des maisons si propres, des enfants si joliment habillés, dont les vieillards se chauffaient au soleil

sur le banc près de la porte, à présent il est dans la boue, ce n'est plus qu'un marais.

« Notre tâche est de nous justifier? Comment est-ce possible? L'histoire n'est pas le jugement de Dieu. Quant les choses affreuses, la guerre, la défaite, la révolution sont tombées sur nous, nous avons bien senti que ce n'était pas du tout la justice de Dieu.

« Quels étaient nos péchés? Il y en a eu trois. De grandes et riches nations, en petit nombre, tiennent le premier rang. Or nous nous faufilâmes parmi elles grâce à notre science, à notre diligence, mais il nous manquait la manière. Nous tous, l'empereur en tête, nous n'étions pas prévoyants, nous n'avions pas l'oreille fine, nous ne remarquions rien, nous n'étions pas distingués. Alors le monde entier se tourna contre nous. Et nous ne nous en aperçumes pas, aveugles que nous étions. Alors la guerre vint sans que nous eussions un ami; nous fûmes donc battus.

« Quand l'orage éclata, notre gouvernement déclara : il ne mordra pas sur nous, nous sommes de granit. Mais nous n'étions pas de granit, tout le monde le savait. Le peuple français était de granit, le peuple anglais l'était, le peuple serbe aussi. Tout son territoire fut envahi, il fut dispersé et pourchassé, il demeura une nation. Les Etats-Unis sont de granit, mais les peuples allemands et russes n'étaient pas de granit. Non! Les Allemands étaient un bloc avec une fente au milieu. Quand deux hommes se rencontraient, ils n'avaient ni la même opinion, ni la même pensée ni la même croyance. L'un était un bourgeois; il aimait l'empereur, les officiers, les fonctionnaires, l'église, les banques. L'autre était un ouvrier; il aimait la République, la démocratie, les milices, la libre croyance et la libre pensée, l'égalité et souhaitait la disparition de tout le reste. Nous savions qu'il y avait cette immense fente; avec une Constitution démocratique, nous aurions pu la boucher, mais nous ne le fîmes pas et sombrâmes comme les Russes.

« Et en troisième lieu, nous avions été trop heureux pendant cinquante ans. Nous n'avions pensé qu'à manger et qu'à boire. Nous n'avions pas de grande et sainte croyance qui unît et élevât tout le peuple! Voilà les raisons de notre défaite.

« Mais pourquoi le peuple allemand ne remonterait-il pas? Les autres peuples valent-ils mieux que nous? Les Français ont plus d'élan qu'aucun peuple sur la terre, leur sang a coulé du Mississipi à Moscou; ils sont courageux et orgueilleux. Mais comme leur victoire est chancelante, cruelle leur victoire, combien légères sont leur vie et leur conscience! Combien superficiels leurs actes, leurs méditations, leurs prières! »

Le pasteur oppose aux défauts français les vertus du peuple allemand, compare sa lutte « contre vingt ennemis » à celle d'un cerf contre une meute, à celle de la Grèce contre les Perses, de Carthage contre Rome, des Pays-Bas contre l'Espagne.

L'Allemagne sortira de l'abîme où elle est tombée, mais il lui faut d'abord retrouver sa fierté, redevenir un peuple de Gœthe et pour cela faire prédominer la politique de Weimar sur celle de Potsdam; pourtant le drapeau impérial devra s'unir à celui des ouvriers; l'unité sera couronnée et de nouveau incombera à la Germanie l'honneur d'exprimer les grandes pensées.

Tel est cet examen de conscience où les péchés paraissent véniels et se resument en un défaut de finesse et un manque d'union, quoi qu'on puisse objecter que les socialistes allemands ont bien servi le gouvernement pendant la guerre. Frenssen ajoute l'orgueil et la domination des instincts matérialistes depuis 1870; ici il se rapproche davantage de la vérité; mais il n'insiste pas sur ce point et ne se soucie pas de le développer. Il rejette les responsabilités de la guerre. Il entrevoit dans un éclair que l'ambition de l'Allemagne, qui menaçait la liberté de tous les peuples, a rassemblé contre elle une partie d'entre eux. Il est superflu de faire remarquer que les Alliés, contrairement à ce qu'il avance n'étaient pas vingt et qu'ils se battaient contre trois grandes puissances et une moindre mais aussi militaire.

Il ne s'appesantit pas sur l'idée que les ennemis de l'Allemagne défendaient leur existence et il retombe dans la pire forme de l'orgueil lorsqu'il donne pour mission à sa patrie d'exprimer les grandes pensées de l'Europe. Elle n'a que trop retrouvé, non pas sa fierté, mais son orgueil. Au milieu du désarroi, de la corruption dont il fait le tableau, la prédication de cet écrivain, pasteur dans les marches du Nord, en est le témoignage le plus éclatant.

Jacques de Coussange.

LES TRIBULATIONS DE M. LESOURD

M. Lesourd était un petit homme au nez crochu, aux yeux vifs, aux joues pâles, rasées et tombantes; il portait en toute saison un pourpoint, des bas et un chapeau noirs. Il ne sortait de son appartement de la rue de la Ferronnerie que pour se rendre à l'église des Minimes où il fréquentait. Les voisins, épiciers, passementiers, ajusteurs, clercs de procureur et petits rentiers le connaissaient et le saluaient discrètement sans lui adresser la parole : car il était taciturne et il évitait les colloques.

M. Lesourd était de son état érudit et traducteur. Mais comme il était pieux et se méfiait de la vaine gloire, il ne parlait à personne de ses travaux. Après trois ans de patientes recherches, il avait fini par élucider le sens des *Œuvres et des Jours* d'Hésiode et maintenant il s'appliquait à la traduction qu'il écrivait dans un cahier relié en parchemin gris. Il s'interrompait parfois pour lire à haute voix la page qu'il venait d'écrire et la justesse des mots français, à travers lesquels il sentait les mots grecs, l'enchantait d'une joie qui suffisait au bonheur de sa vie. M. Lesourd n'avait pas de famille ni d'amis. Sa modeste fortune lui permettait de vivre indépendant et de traduire les auteurs anciens.

Quand il eut achevé la traduction des *Œuvres et des Jours*, ses tribulations commencèrent. Il porta le manuscrit à Sébastien Mabre Cramoisy, qui n'écouta pas ses explications, mais parut mal impressionné par la tournure et le vêtement du nouvel auteur. Il avait posé le cahier négligemment sur une table parmi des objets divers et il causait de choses indifférentes, d'un air ennuyé, pour se donner le temps d'étudier son client. M. Lesourd qui n'était pas préparé à cette stratégie s'agitait dans une grande impatience; enfin, n'y tenant plus, il reprit son cahier et sortit, accompagné jusqu'à la rue par l'éditeur qui maintenant l'accablait de civilités. Rentré chez lui, après avoir déploré la lourdeur d'esprit du marchand de livres, M. Lesourd enferma son manuscrit dans un des tiroirs de son bureau et ouvrit la *Théogonie* pour en commencer la traduction, se disant que pendant les quelques années que durerait son travail, il vivrait heureux, loin des sots. Il palpa le gros livre à la reliure blonde et il laissa ses yeux errer et se caresser sur les caractères grecs dont les arabesques élégantes se détachaient sur la matité du papier; c'était une édition de Venise, rare, riche et exacte; et M. Lesourd s'estimait heureux de pouvoir passer une partie de son existence au contact d'un livre si précieux.

Mais il était dit que sa visite à l'éditeur aurait pour lui des conséquences graves. Comme il avait bien fallu qu'il écrivît son adresse, pendant quelques jours les visites affluèrent dans son appartement de la rue de la Ferronnerie. C'étaient des érudits illustres, d'autres qui croyaient l'être et dont M. Lesourd ignorait jusqu'au nom; ils venaient tous entretenir le traducteur de sa traduction dont il avait été parlé dans la boutique de Sébastien Mabre Cramoisy. Après s'être longtemps demandé quel motif pouvait les pousser à monter ainsi son escalier et à perdre leur temps dans son cabinet, M. Lesourd s'aperçut que la plupart d'entre eux ne cherchaient que le plaisir de parler à quelqu'un qui les écoutait. Ils revenaient parce qu'ils étaient venus; ils rencontraient chez lui des inconnus qu'ils traitaient d'amis; ils s'habituaient. Le traducteur comprit, et il ne se trompait pas, qu'il avait pour toujours perdu le repos. Comme il était trop poli pour rebuter les visiteurs et que sa femme de service se refusait à des violences devant lesquelles il reculait lui-même, son cabinet fut bientôt aussi fréquenté que la boutique de l'éditeur Cramoisy. On touchait à ses livres, on les seconait, on les déplaçait; et un jour il ne retrouva pas une édition des *Adages* d'Erasme qu'il affectionnait.

M. Lesourd ne dormait plus. Il eut l'idée de changer de logement. Mais outre qu'il est difficile de trouver une rue et une maison qui conviennent à un traducteur, il fit réflexion que ses persécuteurs finiraient par le découvrir parce qu'il est impossible d'échapper à l'indiscrétion des portiers. Il alla consulter un M. Charpentier qui était le seul homme qu'il connût familièrement. M. Charpentier vint chaque jour lui apporter ses conseils et lui amena plusieurs de ses amis qui avaient chacun une couple d'expédients à proposer. Les conseillers étant plus bavards que les érudits, il ferma sa porte et fit dire qu'il était malade. Mais, comme il fallait mourir ou guérir, il guérit, et les visites qu'il reçut à l'occasion de sa convalescence l'accablèrent au point qu'il faillit tomber malade en effet.

Au reste, cette nouvelle manière de vivre n'était pas sans apporter quelques avantages. On parlait de lui et il passait pour un traducteur

illustre sans avoir rien publié. Mais outre que le temps lui manquait pour traduire, maintenant qu'il avait la réputation d'un traducteur, il se méfiait, je l'ai dit, de la vaine gloire, et ce tapage fait dans son cabinet et autour de son nom l'assommait. Sans compter que trois femmes, une romancière, une traductrice et une poétesse, s'étaient glissées, il ne savait comment, dans la troupe de ses visiteurs, et qu'il avait horreur des femmes, les regardant comme des êtres dangereux et incomplets. Il décida, en conséquence, qu'il irait s'enfermer avec sa bibliothèque aux Granges de Port-Royal des Champs, où il connaissait particulièrement M. Hamon, et qu'il y vaquerait au soin de son salut tout en poursuivant sa carrière de traducteur. Il avait alors exactement quarante-trois ans.

La joie fut grande aux Granges lorsque M. Lesourd y vint demander un asile; car sa réputation l'y avait précédé, grâce à M. Charpentier qui était un ami du dehors. Dans cette société où tous les métiers étaient utilisés, on avait un particulier besoin de traducteurs. L'étude des écrivains anciens étant une des bonnes distractions des solitaires, il leur était venu à la pensée que s'ils traduisaient ces auteurs en beau français, ils rendraient service au public et nommément à tous ceux qui étaient voués à l'éducation de la jeunesse. C'était un moyen de contrebattre l'influence des Pères de la Compagnie de Jésus qui avaient pris par là une grande autorité sur l'esprit des régents de collège, sans compter qu'un traducteur habile peut toujours glisser ses sentiments dans les préfaces ou dans les gloses et servir, en apôtre, la vérité. Mais ils manquaient d'érudits véritables capables d'élucider les endroits difficiles des Grecs et des Latins. Aussi M. Lesourd fut accueilli avec une jubilation qui l'étonna et qui ne laissa pas que de l'inquiéter pour sa tranquillité future. Mais sa bibliothèque fut installée avec tant de célérité et de bonne grâce qu'il oublia vite cette première impression et qu'il s'abandonna à la joie d'être enfin tranquille, tout entier à son office.

Par les soins des Messieurs, sa traduction des *Œuvres et des Jours* fut publiée chez ce Mabre Cramoisy qui avait été cause de ses premières amertumes et qui aujourd'hui faisait précéder son texte d'une épître liminaire très flatteuse pour l'auteur et très alléchante pour le public. Avec cette modestie pleine d'assurance et d'habileté qui les caractérisait, les Messieurs adressèrent des exemplaires de la traduction nouvelle aux quarante de l'Académie Française et à tous les amis de la vérité qui avaient quelque renom dans les lettres; ils firent courir sur M. Lesourd des bruits flatteurs; et bien qu'il eût horreur de la vaine gloire il dut se résigner à la situation d'auteur applaudi. Vivant dans la solitude, il n'avait pas à en supporter les inconvénients et il en conçut à la longue une secrète fierté qui s'insinua en lui comme un poison agréable.

La notoriété a du charme mais elle impose quelques obligations. Bientôt il fut entendu que M. Lesourd était le seul de nos érudits qui fût capable de mettre en français les poètes classiques, que M. Lesourd en conséquence était obligé à les traduire et qu'il manquerait à sa vocation surnaturelle s'il se dérobait à ce devoir. Le murmure public, guidé par Port-Royal qui savait ses besoins, devint chaque jour plus précis et la liste fut établie des traductions que la France attendait de M. Lesourd : d'abord un Térence, puis un Catulle, puis un Aristophane et, si Dieu lui continuait le bienfait de la vie et de la santé, un Lucrèce, un Martial et un Euripide.

M. Lesourd commença par regimber : il avait formé le dessein de traduire Hésiode et, après lui, les agronomes de l'antiquité. Il se méfiait des poètes qui ont écrit sur des sujets futiles comme l'amour et il se sentait plus en sécurité avec ses rustiques. Mais il était prisonnier de sa réputation et il obéit. Il remit à sa place sur le rayon l'édition vénitienne de la *Théogonie* et il prit un Térence, édité à Lyon, qui était aussi fort beau et fort correct. La langue du comique est transparente comme une eau claire et exprime tout droit des sentiments simples, sans embarrasser le discours d'allusions obscures. M. Lesourd, sans lever la tête, put traduire en quatorze mois deux comédies de Térence. Il s'accorda alors un moment de répit pour lire son texte.

La lecture dura trois jours; et, à mesure qu'il tournait les feuillets de son cahier, M. Lesourd allait d'étonnement en étonnement. Il avait remplacé des phrases latines par des phrases françaises sans se préoccuper de l'effet que pouvaient produire des sentences accumulées. Maintenant cet effet lui apparaissait. Les comédies latines étaient des matières d'erudition où les mots n'avaient d'autre rôle que de fournir au savant un exemple pour son lexique; mises en français, elles devenaient vivantes. Il y avait là des personnages dont le nom, une fois traduit, éveil-

lait une idée brutale, comme *meretrix* et *leno* qu'il avait remplacés par *la ribaude* et *le marchand de ribaudes*. Ces personnages tenaient le langage et les propos de leur condition, ce qui, en latin, avait l'avantage de suggérer aux lexicographes des gloses curieuses, mais qui, en français, offensait les oreilles, je ne dis pas pudiques, mais simplement honnêtes.

Pour un homme timoré comme M. Lesourd, il y avait pis encore : les jeunes gens de la comédie parlaient d'amour aux femmes avec une chaleur et une netteté, que la langue française épurée par les Précieuses ne pouvait pas rendre sans tomber dans une grossièreté qui avait le double inconvénient de blesser la délicatesse et d'éveiller les sens. M. Lesourd était très malheureux. Il professait en matière de traduction des principes passablement rigides, se croyant tenu, en conscience, à traduire tous les mots du texte et à les traduire exactement; par ailleurs, il ne lui venait pas à la pensée qu'il pût jamais écrire un mot malsonnant. Un violent conflit s'éleva en lui qui mit aux prises sa conscience de traducteur et sa conscience de chrétien et qu'il fut incapable de résoudre. De même qu'il avait souffert du tapage insolite que les visiteurs faisaient autrefois dans son cabinet, il souffrait maintenant de ses agitations intérieures et du tumulte de son âme. C'étaient ses tribulations qui continuaient, causées par une visite malencontreuse à Sébastien Mabre Cramoisy et par le désir inavoué de la gloire littéraire.

Il alla trouver M. Hamon que le problème nouveau prit au dépourvu. Un petit conseil se réunit des meilleures têtes de la maison. M. Lesourd, qui était méticuleux comme un traducteur, voulait examiner un à un tous les mots douteux et demandait qu'on épluchât en commun les passages risqués. Sa proposition fut jugée impertinente. En gros, ces Messieurs furent d'avis que, sans se préoccuper des sottes alarmes d'une pudeur trop excitée, il fallait éviter dans une traduction les termes libres, tout en restant fidèle à l'original. Comme M. Lesourd insistait et désirait savoir en quoi cette réponse pouvait le tirer d'embarras, on lui dit qu'il fallait dissimuler sous d'honnêtes périphrases la vivacité des images trop crues et couvrir d'un voile d'honnêteté la nudité des passions. Le terrible traducteur revint à la charge et malgré la consigne qui lui interdisait d'articuler des exemples, il jeta le mot *meretrix* dans le débat et il demanda comment il fallait le rendre en français. Ces Messieurs furent d'avis que *courtisane* était plus noble que *ribaude;* et, renseigné par ce détail sur ce qu'il pouvait oser, M. Lesourd remercia l'assemblée et rentra dans sa cellule.

Il employa deux mois à revoir ses deux comédies, râclant çà et là tous les mots vifs qu'il remplaçait par des périphrases dont la puérilité et la longueur — il faut beaucoup de mots quand on veut éviter la clarté — le dégoûtaient. Mais les Messieurs se montrèrent satisfaits de son travail; les comédies parurent sous ce titre : *Le Térence français, volume I*, et furent reçues avec un grand applaudissement. M. Lesourd en conclut que le public n'était pas aussi difficile que lui sur l'exactitude des traductions et qu'il aimait les périphrases. Il en tira des conséquences pratiques pour la suite de son travail qu'il acheva au bout de dix-huit mois. *Le Térence français* eut trois volumes : les dévots les trouvèrent un peu libres; les libertins crièrent qu'on avait arrangé Térence en dévot; les jésuites firent quelques chicanes sur le sens de l'ablatif particulier aux comiques; les honnêtes gens qui étaient sans parti pris et ne cherchaient pas si loin furent ravis de lire dans une bonne langue pas trop insolente les fines comédies du Romain. La traduction des *Œuvres et des Jours* fut oubliée et M. Lesourd fut appelé communément dans les compagnies : le Térence français.

Encouragé par le succès, M. Lesourd entreprit la traduction des poésies de Catulle. L'expérience l'avait instruit et il était attentif aux libertés du texte; au reste, l'œuvre de Catulle, coupée en morceaux dont quelques-uns sont fort courts, l'obligeait à s'arrêter souvent, à reprendre haleine et à se relire. Ses perplexités recommencèrent. Ce qu'il y avait de terrible avec Catulle, c'est que, les mots vifs une fois émoussés, il restait que l'œuvre avait je ne sais quel goût sensuel qu'il était impossible de dissimuler. M. Lesourd pensait à ses lecteurs et il s'accusait déjà des excès où les porteraient les passions que sa traduction aurait réveillées. Mais où ses inquiétudes devinrent de la stupeur et de l'angoisse, c'est quand il s'aperçut qu'il devait trembler pour lui-même. Le livre qu'il traduisait lui envoyait au visage des bouffées d'air chaud qui lui donnaient le vertige. Cette perpétuelle invitation à l'amour, ces descriptions tendres de scènes passionnées, ces mots caressants et enflés d'une intumescence voluptueuse, avaient peu à peu grisé M. Lesourd sans qu'il songeât à s'en apercevoir; il se trouvait tout à coup dans la si-

tuation d'un homme qui aurait bu trop de vin généreux sans le savoir, et qui recouvrerait la conscience au moment où elle n'est plus assez forte pour résister à la tentation de boire encore de propos délibéré.

En relisant sa traduction, il remarqua que depuis un certain passage, depuis le moineau de Lesbie pour dire l'endroit exact, il avait donné aux périphrases, dont il continuait à user par devoir, un tour plus libre et plus galant. Chose étrange! ainsi grimées, ces périphrases avaient quelque chose d'équivoque; elles ressemblaient à un masque sévère qu'on aurait paré de mouches provocantes; elles étaient beaucoup plus libertines dans leur candeur apprêtée que l'expression droite qui aurait traduit les mots tout nus. Comme la plume écrit de l'abondance du cœur, M. Lesourd en inféra que son cœur était gâté.

Par suite de sa timidité, il ne demanda conseil à personne, et il continua à traduire Catulle, résolu à marcher jusqu'au bout, à travers le feu. Depuis qu'il avait découvert son émotion, M. Lesourd, qui était inexpérimenté, s'en exagérait la profondeur et, du même coup, en augmentait la force. Il se demandait avec terreur s'il n'allait pas tomber amoureux. Il remarqua qu'il y avait des fleurs dans le jardin des Granges, que les bois étaient verts, que le ciel était bleu. Que ne se dit-il pas à lui-même, tout bas, le malheureux M. Lesourd! Il battait la campagne. Comme il n'avait pas cinquante ans, il considérait, qu'après tout, il pouvait encore rentrer dans le monde, prendre une charge et se marier.

Quand il se fut séparé de Catulle, il retrouva des jours de calme. Mais il n'était plus le même et il comprenait quel danger grave il allait courir s'il continuait son métier de traducteur. Il s'en ouvrit à M. Hamon, en ne lui célant rien des troubles et des folies qui avaient agité son cœur. Comme d'habitude, M. Hamon se montra fort surpris. Puis, tâchant de résoudre ce cas particulier par l'application de principes généraux, il déclara à M. Lesourd que ces inquiétudes dont il souffrait étaient une tentation du malin qui voulait le détourner de suivre sa vocation, que les PP. Jésuites annonçaient de leur côté qu'ils allaient donner des auteurs anciens des translations exactes, que dans l'intérêt de la vérité, il fallait se dévouer, se sacrifier, comme le médecin qui traverse les maladies et manipule les poisons pour le bien des chrétiens. « Il ne se peut pas, ajouta-t-il avec chaleur, que Dieu vous abandonne dans ce danger que vous allez courir pour sa gloire et qu'il vous refuse la grâce des traducteurs. »

M. Lesourd fut bien aise d'apprendre qu'il existait une grâce spéciale pour les traducteurs; elle n'était pas de trop pour l'arracher aux tentations qui le harcelaient.

C'est dans une singulière situation d'esprit, où la confiance et l'angoisse étaient mêlées, qu'il entreprit la traduction d'Aristophane. L'édition qu'il possédait de l'illustre comédien était celle de Venise, qui est enrichie de gloses latines dans les marges et d'une longue dissertation liminaire où l'annotateur explique au lecteur bénévole que les grossièretés scatologiques et les indécences d'Aristophane n'avaient rien de choquant pour le public athénien : c'étaient façons de parler habituelles au peuple, dont le poète s'empare pour faire rire les honnêtes gens. L'annotateur, prévoyant qu'un jour Aristophane serait traduit, conseille de tourner en latin les expressions graveleuses, parce que la langue latine n'est pas comprise du populaire et que d'ailleurs elle n'éveille pas dans l'esprit des images aussi précises que le fait la langue vulgaire. M. Lesourd n'était pas à la fin de ses tribulations. Cet avant-propos le glaça de terreur. Sa terreur augmenta quand il s'aperçut qu'il recherchait avec une hâte et une curiosité malsaines ces expressions qu'il devait tourner en latin : décidément son âme était corrompue et la grâce des traducteurs lui manquait.

L'indécence du poète grec dans sa *Lysistrata* dépassait toute imagination : elle avait quelque chose d'énorme, de triomphant, d'orgiaque. Ce n'était plus de la griserie qu'elle apportait comme le sourire équivoque de Catulle; elle insinuait la folie, la folie qui emporte les Bacchantes. Et M. Lesourd, dont la fantaisie s'était développée au contact des poètes anciens, vit passer un troupeau de Bacchantes échevelées, les seins insolents, qui poursuivaient en tordant leurs bras un but invisible et fuyant. Il essaya de se ressaisir et n'y parvint qu'à moitié. Les caractères grecs dont la finesse plaisait tant à son œil d'érudit s'agitaient comme pris d'un vertige; ils se disjoignaient, puis se poursuivaient en des poses inconvenantes.

M. Lesourd quitta sa table de travail; sans réfléchir et sans temporiser, il alla trouver M. Hamon et lui tint à peu près ce discours : « Monsieur, je vous déclare que je ne veux plus traduire aucun écrivain du paganisme; ils sont tous damnés et mènent à la damnation. Aristophane,

Catulle et même ce Térence qu'on admire tant m'ont troublé le cœur et je me demande si mon salut éternel n'est pas compromis. Je n'entrerai plus dans la bibliothèque. Que votre jardinier prenne ma place et je prendrai la sienne. Et s'il se trouve, par hasard, qu'il ne sache pas assez le grec pour traduire Aristophane, nous laisserons ce soin aux PP. Jésuites. S'il faut déclarer le fond de mon cœur, je le souhaite : ce comédien maudit portera le désordre dans l'âme des Pères et nous vengera de leurs méfaits sans que nous y mettions la main. »

On essaya de fléchir la résolution de M. Lesourd qui ne voulut rien entendre. De ce jour-là jusqu'à sa mort, il s'appliqua à arroser les fleurs et à bêcher les plates-bandes. Peu à peu, il retrouva la tranquilité de l'âme: quand il mourut, dans un âge avancé, il avait oublié les grivoiseries de Catulle et d'Aristophane, et comme son imagination s'était éteinte, il appartenait tout entier à Dieu.

Jean QUERCY.

DOSTOIEWSKI AU BAGNE EN SIBÉRIE

Quand un homme est arraché brusquement à son milieu et forcé de vivre dans un milieu tout à fait différent, avec des hommes qui peuvent le blesser et lui nuire dans leur vulgarité et leur manque d'éducation, il cherche un moyen de parer les coups les plus rudes, se forme un programme de conduite, et prend une attitude particulière. Les uns se renferment dans le mépris et le silence rigide, les autres recourent aux flatteries et tâchent d'acheter la paix au prix des plus basses cajoleries. Dostoiewski, condamné au bagne pour plusieurs années, et contraint de vivre au milieu d'un terrible monde de criminels, eut une autre attitude : celle de la fraternité chrétienne. Chaque poète a ses racines dans le peuple, dans les âmes simples, auxquelles la bonne éducation n'a pas encore enseigné l'art de cacher sous le voile des banales paroles ses propres douleurs.

Les moujiks de Jasnaja Poliana en apprirent plus à Tolstoï que ses amis de Moscou; les paysans qui accompagnaient Turgeniew à la chasse, fournirent à son esprit original une moisson plus abondante que ses amis européens. Dostoiewski de même se sentait incliné vers les pauvres; instinctivement, dès son enfance même, il tâchait de s'approcher d'eux. Cette faculté qu'il avait acquise de les comprendre lui rendit en Sibérie les plus grands services.

*
* *

Il arriva en Sibérie par une froide journée d'hiver après avoir fait le voyage en compagnie de voleurs et d'assassins, que la mère-patrie expulsait et envoyait dans les divers bagnes de Sibérie.

Voilà donc la vraie Russie, qu'il avait vainement cherchée à Pétersbourg: voilà ces Russes, cet étrange assemblage de Slaves et de Mongols, qui ont su conquérir la sixième partie du globe terrestre. Dostoiewski examine les tristes visages de ses compagnons de voyage, et la clairvoyance dont tous les poètes sont plus ou moins doués l'aide à deviner leurs pensées, à lire dans leurs cœurs enfantins. Il examine avec sympathie les forçats qui marchent à côté de lui et n'attend qu'un mot pour entamer la conversation avec eux. Mais ils le regardent avec une curiosité exempte de bienveillance. N'est-il pas un noble? N'appartient-il pas à cette classe maudite des tyrans éternels qui traitaient leurs serfs comme des chiens, les considéraient seulement comme des esclaves, condamnés à travailler toute leur vie afin que leurs maîtres pussent vivre dans la débauche et dans la mollesse? Ils ne tardent pas à entamer le dialogue avec lui pour se moquer et rire. Ils se heurtent les coudes à ses premières paroles, ils se pâment de rire. A mesure qu'il parle, le tumulte s'apaise: ils se taisent tout à fait. Les moujiks voyaient devant eux leur idéal, le vrai Christ, l'homme sage et humble qui met Dieu au-dessus de tout, car tous sont égaux devant la face de Dieu, celui qui possède la culture, et la communique aux autres au lieu de s'en enorgueillir: c'est ainsi que les moujiks se représentaient les vrais nobles, les purs « Barje », mais ils les rencontraient rarement sur leur chemin. Chacune de ses paroles le relevait aux yeux de ses compagnons. Sa bonne renommée le suivit au bagne: ceux qui furent internés avec lui à Omsk entretinrent leurs camarades de l'originalité et de la singularité de ce reclus, condamné à subir le châtiment avec eux: il ne manquait jamais par-

mi eux, de cœurs généreux; s'étant aperçus de la santé maladive du jeune homme, ils l'entourèrent d'attentions affectueuses, s'efforçant d'épargner ce rêveur qui avait trop pensé à tant de héros de ses romans, pour pouvoir acquérir une idée exacte de la réalité de la vie. Ils se disaient que si la vie au bagne était dure pour eux, habitués aux fatigues et aux privations, elle devait être un enfer pour lui, accoutumé à l'aisance dont il avait joui et à sa condition sociale qui lui valait l'estime universelle. Ils tâchèrent de le consoler en lui disant que la vie est longue et que si jeune il pourrait, sorti du bagne, reconstruire son bonheur. Ces forçats avaient pour lui des tendresses dont sont seuls capables les paysans russes.

*
* *

Ils voyaient en mon père, non seulement un jeune homme triste et infirme, mais ils comprirent son génie. Ces paysans incultes ignoraient ce que c'est qu'un roman, mais avec l'infaillible instinct du peuple, ils devinèrent que Dieu avait envoyé ce rêveur sur la terre pour accomplir de grandes choses. Ils reconnurent sa valeur morale, et firent de leur mieux pour le traiter ainsi qu'il méritait.

Mon père raconte dans ses mémoires qu'un jour les forçats furent conduits au bain; l'un d'eux s'offrit à l'aider, mon père refusa, mais il dut céder; le baigneur improvisé l'assista avec le plus grand soin, le soutenant comme un enfant pour qu'il ne glissât sur le terrain humide. Ils me lavaient comme si j'étais de porcelaine, dit mon père, dans ses mémoires, émerveillé de ce traitement délicat. Voilà bien le vrai mot : il était vraiment un objet précieux aux yeux de ses humbles compagnons ; ils sentaient qu'un jour il serait d'une immense utilité pour la grande communauté russe et ils le protégeaient.

Un autre jour, exaspérés par la mauvaise nourriture qu'ils recevaient, les forçats préparèrent une sorte de manifestation et demandèrent à parler au commandant de la forteresse d'Omsk. Mon père jugea qu'il était de son devoir d'y participer, mais ses compagnons ne le lui permirent pas. « Ta place n'est pas ici », lui cria-t-on de tous côtés, et on le fit rester en prison. Les forçats savaient bien que cette protestation contre la mauvaise nourriture les exposerait à de graves châtiments et ils voulaient les épargner à mon père. Ces humbles paysans avaient une âme chevaleresque.

*
* *

La protection que les forçats concédaient à mon père témoignait qu'il s'était acquis une grande autorité morale sur leurs âmes. Il était trop modeste pour en parler, mais Nekrassow se donna la peine de signaler le fait. Le poète russe avait l'œil du lynx; dès l'apparition du premier roman de mon père : *Pauvres gens*, il reconnut les qualités du grand écrivain et s'empressa de publier l'ouvrage dans *La Revue* dirigée par lui. Ensuite, quand il connut personnellement mon père, il fut frappé de la pureté des sentiments, de la noblesse d'âme du jeune romancier.

Mais ce monde si petit, plein de jalousies et de détours au milieu duquel vivaient les écrivains russes de ce temps-là, défendit à Nekrassow de se lier d'amitié avec mon père. Cependant il ne l'oublia jamais et bien souvent il songea à lui pendant sa relégation en Sibérie. Nekrassow se distinguait des autres poètes par une profonde connaissance de la psychologie des paysans. Il avait passé toute son enfance dans la petite propriété de son père et y retournait chaque été. Maintenant, connaissant bien et le peuple russe et mon père, il se posait souvent cette question : « Quelles relations pourraient s'établir entre les forçats et le jeune écrivain? » Les poètes pensent en vers, et il nous a laissé un poème très beau où il décrit la vie de Dostoiewski parmi les délinquants. Il ne le nomme pas, parce que la censure, très rigoureuse, ne le lui aurait aurait pas permis, mais il dévoila son intention à ses amis écrivains; et plus tard à Dostoiewski lui-même.

*
* *

Dans ce poème, il décrit un prisonnier, jadis gentilhomme, qui avait tué sa femme par jalousie; envoyé au bagne, le misérable se lie d'amitié avec les pires criminels, il boit, il joue avec eux, bien qu'il les méprise. Mais un prisonnier différent des autres attire son attention. Il est délicat de santé, il a la voix d'un enfant et ses cheveux sont luisants et fins. De même le prince Myschkion, tel qu'il est dépeint dans « l'*Idiot* » est très maigre et a l'aspect d'un malade; ses cheveux si blonds qu'ils semblent presque gris. Il est très taciturne, vit à part des autres, ne se familiarise avec personne. Les forçats ne l'aiment pas parce qu'il a les mains blanches, c'est-à-dire qu'il ne peut pas faire

des travaux grossiers; voyant qu'il se fatigue toute la journée sans en tirer aucun profit, ils se moquent de lui et lui donnent le surnom de « taupe ». Ils s'amusent à le battre et rient de constater sa pâleur chaque fois qu'il entend les âpres ordres des geôliers.

Un soir, les forçats enfermés en prison jouent aux cartes, et s'enivrent; un prisonnier infirme lutte avec la mort. Les forçats le raillent et chantent un ironique *Requiem*.

« Malheureux! ne craignez-vous pas Dieu? » dit une voix terrible.

Les forçats se retournent stupéfaits. C'est « la taupe » qui parle, mais à présent elle semble transformée en lion. Le prisonnier silencieux leur ordonne de se taire, de vénérer les derniers instants d'un mourant, parle de Dieu, et leur montre l'abîme où ils se précipitent.

Depuis ce jour, il devient le maître des forçats qui n'ont pas perdu la conscience de leur faute. Une foule respectueuse l'entoure, boit avidement ses paroles. Ce prisonnier est un savant : il parle aux misérables d'art poétique, de science, il leur parle de Dieu, mais surtout de la Russie. Il est patriote, il admire son pays et lui présage un grand avenir. Il n'est pas éloquent, mais il a l'art de parler à l'âme, de toucher profondément les cœurs de ses auditeurs. Le prisonnier idéal meurt au bagne entouré de la vénération et de l'admiration des reclus. Ils le soignent avec abnégation dans son infirmité et le portent tous les jours dans la cour sur une espèce de brancard construit par eux pour qu'il respire un peu d'air frais et voie le soleil qu'il aime tant. Après sa mort, son tombeau est visité comme celui d'un saint.

Quand mon père revint de Sibérie, Nekrassow lui montra ce poème en disant : « Vous en êtes le héros ». Quand par la suite ses amis lui demandaient si le poète l'avait dépeint exactement, mon père répondait en souriant :

« Oh non! il a exagéré mon importance; car c'est moi qui fus le disciple des forçats ».

Aimea Dostoiewski.

Traduit du russe par Stéphanie Kalinowska.

LA DESCENTE

Poème)

Je sens le glissement de tout ce qui s'écroule.
Une fuite incessante éloigne l'horizon.
La route sous mes pas comme une vague roule.

Sans arrêt tout avance et cette inclinaison,
Rapide comme un vent que pousse la tempête,
Fatigue l'univers, l'espace et la raison.

Le rythme est effréné, ni repos ni conquête.
Interminablement se déroule le flot.
A suivre la descente il faut que tout s'apprête,

Les cimes, les vallons, l'océan, le sanglot,
Les âmes, les soleils, les fleurs et les étoiles,
Les cris des naufragés, le chant du matelot.

Les firmaments, tendus comme d'immenses toiles,
Laissent tomber l'essaim des nuages flottants,
Et les éclairs, aigus, transpercent tous ces voiles.

Les champs ont des frissons, les cieux sont haletants;
Les fleuves insoumis ont de stridents murmures,
Les hommes affolés des mots inquiétants.

La rouille sur les cœurs, les plaines, les ramures,
D'un rougeâtre linceul allume les reflets
Et rien n'échappe aux feux des brûlantes armures.

Les suaves matins, les couchants violets,
Les belles nuits jetant de longs rayons bleuâtres,
Disparaissent aux plis d'invisibles filets.

La brise et l'ouragan, les savants et les pâtres
Dans un même dédain arrêtent leurs élans,
Et les dômes vont choir dans les cendres des âtres.

Les torrents révoltés, les ruisseaux nonchalants
Pénètrent sans arrêt les mers et les rivages,
Et le sang des humains coule des cœurs tremblants.

L'humanité, voulant rompre ces esclavages,
Élance son désir et tente d'amarrer;
Mais rien n'est en dehors de ces roulis sauvages.

Les uns ont la candeur étrange d'adorer
L'insaisissable Dieu qui règle leur martyre;
L'idole et le dévot croulent sans s'effleurer.

Il est des esprits forts que la pensée attire,
Leurs efforts redoublés bâtissent des destins;
Mais les siècles d'un pas brisent l'homme et la lyre.

Tous les attachements sont des sommets hautains,
Que la foudre recherche au milieu de l'espace;
Leurs débris vont tomber dans les fossés lointains.

Le charme des plaisirs est une heure de grâce;
Les rires argentins n'ont jamais de retour;
La joie est dans la vie une clarté qui passe,

L'éternel glissement est affreux en amour.
Je sens l'horrible fin de ce tendre poème.
J'arrache chaque stance à la vague du jour.

Je vois dans un visage un dédale suprême.
Rien n'a l'intensité fuyante d'un regard.
Dans un sourire clair passe une angoisse extrême.

Et la descente est là, fougueuse et sans égard,
Ecrasant les aveux, les espoirs, les tendresses,
D'un rythme inconscient, rapide, fou, hagard.

Les âmes des amants sont pleines de détresses.
Tout meurt entre leurs mains, les fleurs et les baisers,
Les rêves et les pleurs, les mots et les caresses;

Et déçus, palpitants, captifs, inapaisés,
Ils descendent la pente où s'engouffre le monde,
Se blessant aux éclats des mirages brisés.

A leurs cris éperdus, nulle voix qui réponde.
Et toujours la descente où l'on glisse sans fin,
Plus bas à chaque instant, plus bas chaque seconde.

Un cadavre hideux, un visage divin,
Un soleil, un rocher, un étang, une plaine,
S'emmêlent âprement dans un même ravin.

La pensée est debout, mais le destin l'entraîne.
Il faut rouler, rouler dans l'abîme infini.
Et nul effort humain ne peut rompre la chaîne.

Et depuis cet instant où « tout est défini »
Par cette redoutable et fatale descente,
Je veille un désespoir, calme, profond, uni.

Autour de moi, tout est vertige et tout s'absente,
Et tout retombe, et tout s'écroule, et tout s'enfuit,
Et rien n'arrête cette chute étourdissante.....

Et nous sommes au seuil de l'Éternelle Nuit.....

Valentine de Wolmar.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA CACOPHONIE EUROPÉENNE

Le concert européen ! L'expression est tout à fait désuète; on ne l'emploie même plus dans les journaux de la plus lointaine province, elle évoque le règne de Louis-Philippe, la cravate de M. Guizot, le *Constitutionnel*, et si quelqu'un s'avisait de la reprendre, il ne ferait pas sourire, il ferait rire. Il ne s'agit plus de concert en Europe, mais d'une cacophonie qui fait songer à la musique du jazz-band de nos dancings.

Avant la guerre, ce fut le rêve de quelques vieux civilisés que de voir renaître sous une forme plus large et plus riche l'esprit européen, tel qu'il existait à la fin du XVIIIe siècle, une sorte de culture et de conscience commune à tous ces peuples de l'Europe occidentale, dont la civilisation, du moins sous ses formes les plus élevées, a les mêmes origines chrétiennes et classiques. L'agression de l'Allemagne a brisé le rêve. Au lendemain de la victoire, on avait cru pouvoir espérer en ramasser les morceaux. Vaine espérance ! On voit bien aujourd'hui que, pour une centaine d'années sans doute, les peuples vont se cantonner dans un égoïsme de plus en plus étroit. Le vocabulaire de l'Internationale sert encore aux partis d'extrême-gauche pour des fins politiques, mais il ne répond plus à aucune réalité psychologique. En dehors des vieux états-majors socialistes qui sont, de toutes parts, dépassés par leurs troupes, il n'émeut plus personne, et dès que le communisme cesse d'être uniquement velléitaire, il devient d'un nationalisme agressif.

Au lendemain de l'armistice, trois puissances possédaient assez de force et de prestige pour remettre de l'ordre dans le monde, et peut-être pour restaurer l'esprit européen en l'élargissant jusqu'au monde nouveau : c'étaient la France, l'Angleterre, et les Etats-Unis. En se retirant de la partie, avant même qu'elle fût terminée, les Etats-Unis ont été les premiers à manquer à leur rôle, et peut-être à leur mission. Ils étaient apparus comme une grande puissance morale, ils ne sont plus aujourd'hui qu'une grande puissance commerciale. Restaient la France et l'Angleterre. Le problème se limitait à l'Europe, mais il pouvait encore être résolu dans le sens européen. Le traité de Lausanne, d'une part, et l'échec de la politique commune en matière de réparations, de l'autre, vont étaler à tous les yeux leur impuissance. Le moment viendra sans doute où l'on pourra établir les responsabilités qui apparaissent déjà à tous les yeux de ce funeste échec, mais, dès l'abord, sa constatation s'impose.

* * *

A Lausanne, l'impuissance de l'Europe occidentale est apparue de telle manière qu'on a mis une sorte de pudeur à parler le moins possible de ce grand acte diplomatique qui devait régler la situation de l'Orient Un diplomate roumain très fin, très subtil, mais qui me paraît porter à l'extrême le scepticisme professionnel, M. Diamandi, a défini ainsi le caractère de la Conférence :

« La Conférence était placée, dès le début, dans une atmosphère spéciale; le sentiment profond de la conscience des peuples, qui, après des années d'épreuves, aspirent à la tranquillité, lui dictait ses instructions : éviter au monde le spectacle d'un

nouveau conflit. Dès lors, la Conférence se bornait à n'être qu'une partie diplomatique : la persuasion prenait la place de la menace ; la temporisation devenait une méthode nécessaire. Ce fut une œuvre longue d'adaptation et d'ajustements successifs et minutieux, une œuvre d'orfèvrerie diplomatique. »

Un échec de l'Angleterre, cette conférence ? A Dieu ne plaise ! Un échec de la France ? Pas davantage ! Un chef-d'œuvre de concessions, de temporisations, une « pièce d'orfèvrerie diplomatique » ! Et le fait est que, du moment qu'il était évident que les Alliés ne se résoudraient en aucun cas à recourir au sort des armes, la lassitude seule pourrait avoir raison d'un des adversaires. Les Turcs, plus patients, et qui avaient compris, dès le premier jour, qu'ils étaient inattaquables dans leur repaire d'Angora, devaient avoir l'avantage. « Nous avons eu la paix sans épithète, » comme dit le diplomate roumain ; c'est quelque chose. Mais à quel prix avons-nous obtenu ce quelque chose?

« A voir le fond des choses, dit M. Michel Paillarès (*L'Eclair*, 28 juillet), qui n'est pas diplomate, mais qui connaît bien la question d'Orient, Mustapha-Kemal vient de remporter une éclatante victoire qui égale celle de Mahomet II. On pourrait même affirmer que jamais le Croissant n'avait infligé à la Croix une aussi grave défaite. »

M. Michel Paillarès exagère un peu, mais sa romanesque colère exprime avec éloquence le sentiment de tous les Français d'Orient et de tous les amis de la France en Orient. Et il ajoute :

« Les Capitulations sont abolies. Quel triomphe pour l'Islam ! Des Indes au Maroc, tous ceux dont la prière ardente s'envole vers la Mecque, trois cent millions d'Asiatiques et d'Africains vont tressaillir d'orgueil et d'espoir. La gloire de Soliman le Magnifique est éclipsée. Le plus grand, le plus majestueux des padichahs qui a fait trembler Charles-Quint et l'Empire avait cru devoir accepter que, sur toute l'étendue du territoire ottoman, l'infidèle jouît de privilèges spéciaux le plaçant au-dessus de la loi du Coran. C'était rendre un solennel hommage à toute la chrétienté. Et voici que de la pointe de son sabre — un sabre de bois — Mustapha Kemal disperse et détruit toutes ces barrières qui protégeaient depuis des siècles catholiques, orthodoxes et protestants. Qu'on ne s'y trompe pas, c'est par la clause qui met sur le même pied et au même niveau musulmans et non musulmans que l'on peut juger de l'importance des succès des kémalistes. Avoir repris Smyrne, Andrinople et les Détroits, ce fut, certes, un très beau coup ! Mais avoir contraint l'Europe à reconnaître l'indépendance absolue, dans les domaines politique et économique, de la Turquie nouvelle, c'est un prodige inouï que les nationalistes les plus exigeants, tels Enver et Talaat, n'eussent pas osé réclamer, même après une apothéose allemande.

« C'est qu'ici, c'est tout le prestige de l'Occident qui est réduit en poussière, c'est toute notre civilisation qui s'efface, humble et craintive, devant les rudes sommations des Barbares. Ceux-ci, d'ailleurs, se proclament supérieurs à nos races de dégénérés, non seulement par la force, mais par l'intelligence. Leurs journaux n'ont cessé de répéter depuis deux ans qu'ils n'ont rien à nous envier. Ils prétendent avoir tous les qualités et toutes les vertus qui font les grandes nations. S'ils n'ont pas marché aussi vite que nous, sur les routes du progrès matériel, c'est que nous avions accumulé les obstacles sous leurs pas avec le régime des interventions incessantes qu'autorisaient les traités et les conventions et que toléraient des grands-vizirs et des chambellans corrompus jusqu'à la moelle. Affranchis de notre tutelle, ils réaliseront des miracles. »

Voilà le danger. On ne sait à quelles extrémités l'infatuation peut porter l'Assemblée d'Angora. L'Angleterre, avec ses cuirassés dans le Bosphore, conserve là-bas un reste de prestige ; mais la France ! Sans doute, du moment où l'on consentait à oublier la défaite des Turcs en 1918, à ne les considérer que comme les vainqueurs des Grecs, à leur appliquer strictement les principes wilsoniens, les capitulations étaient condamnées ; mais encore aurait-on pu espérer un régime de transition qui eût sauvé les apparences. L'Angleterre s'en est désintéressée et, s'il est faux de dire que les cabinets de Londres et de Paris ont joué la partie à Lausanne, l'un contre l'autre, il n'en est pas moins vrai que c'est parce que les Turcs ont eu dès le premier jour la conviction très nette que l'entente des deux pays était loin d'être étroite qu'ils ont montré tant d'intransigeance.

Mais la conséquence la plus grave peut être du traité de Lausanne, c'est l'exemple qu'il donne. Après Lausanne, il est démontré qu'un peuple, même sans finances et sans crédit, sinon sans armée, peut impunément braver les puissances européennes qui ont prétendu faire la loi au monde ; que les traités annexes, en attendant le traité de Versailles lui-même, sont sujets à révision. S'imagine-t-on que la leçon ait été perdue à Moscou et à Berlin ?

* * *

Au reste l'Europe, dans ses espoirs de reconstruction, a-t-elle été tout aussi bien bafouée par l'Allemagne que par la Turquie et par la Russie. Et ici, les conséquences sont autrement graves. Le dernier acte de l'histoire confuse et compliquée des réparations : la réponse de l'Angleterre aux notes française et belge, n'est que la constatation de l'impossibilité de s'entendre. Assurément, si le cabinet de Londres reste obstinément accroché à sa position, on a pu dire néanmoins qu'il ne coupait pas tous les ponts derrière lui, que la conversation peut, et par conséquent, doit continuer, qu'une rupture officielle, ce qui eût été évidemment la conjoncture la plus déplorable, a été évitée jusqu'ici. C'est quelque chose. Il ne faut pas s'exagérer d'autre part l'importance de l'espèce d'incorrection diplomatique commise, par le *Foreign-Office* qui, après avoir accepté, sinon de-

mandé, le secret des négociations, priait brusquement les gouvernements français et belge de publier, dans les vingt-quatre heures, toutes les pièces du procès, comme s'il en appelait au monde, et voulait rendre l'opinion universelle juge de la cause ; nous n'en sommes plus au point de prendre au tragique des questions de forme. Ce qui est grave, c'est que la réponse britannique accuse une incompréhension irrémédiable et totale du problème tel qu'il apparaît à nos yeux.

Nous pensons, nous, qu'il est indispensable que l'Allemagne paye la réparation des ruines qu'elle a causées ; que nous ne pouvons pas, sans courir à une catastrophe, supporter tout seuls, quoiqu'étant vainqueurs, le poids des frais de la guerre ; qu'il y a là, du reste, une question d'élémentaire justice ; que si les réparations ne sont pas mises à la charge des Allemands, les coupables, elles retomberont à la charge des Français et des Belges, les victimes ; que l'attitude adoptée par le Reich depuis le traité de Versailles et qui a consisté à ruiner ses finances et à organiser une véritable catastrophe financière à seule fin d'échapper aux conséquences de sa défaite, est absolument intolérable ; qu'il n'est rien de tout cela qui n'ait été reconnu officiellement par les gouvernements anglais ; que le chiffre de la dette allemande réduit à 132 milliards a été fixé d'accord avec les experts et les hommes d'Etat anglais et qu'il n'y a aucune raison de le réduire davantage ; que l'occupation de la Ruhr n'est que la saisie d'un gage, opération parfaitement légitime et tout à fait conforme à l'esprit et à la lettre du traité de Versailles ; qu'enfin, nous ne voyons pas d'autre moyen d'obliger l'Allemagne à exécuter un traité à la rédaction duquel l'Angleterre elle-même a eu la plus grande part.

A cet exposé de nos revendications, l'Angleterre n'oppose aucun argument ni de droit ni d'équité ; elle se contente de répondre que l'Allemagne, étant ruinée, — elle ne conteste pas qu'elle se soit ruinée elle-même de propos délibéré — il est indispensable de procéder à une nouvelle révision de sa dette, révision à laquelle, sous prétexte d'impartialité, elle veut convier des neutres, c'est-à-dire de ces gens qui estiment que la France est bien assez riche pour payer les frais d'une guerre sur les origines de laquelle ils estiment n'être pas bien renseignés. Ce qui importe, avant tout, à son point de vue, c'est de restaurer le commerce du monde. Or, assure-t-elle, la reconstitution, et même la prospérité de l'Allemagne, est nécessaire à ce commerce. Quant au problème des réparations, il est secondaire. Tant pis pour les pays dévastés, ce sont des victimes de la guerre. Et si nous mettons comme condition à une nouvelle réduction de la dette allemande, la suppression des dettes interalliées, elle nous déclare qu'il ne peut en être question.

En ce qui concerne l'occupation de la Ruhr, elle estime que cette mesure est inopérante, et ne fait qu'ajouter au gâchis universel, insinuant au surplus que cette prise de gages pourrait bien cacher des arrière-pensées.

* * *

Dégagé de tout le brouillard que des polémiques irritantes et des intrigues de toute nature ont accumulé autour du problème, je crois que tel est bien le résumé essentiel du débat. L'adhésion très nette et très franche de la Belgique à la politique française, et même l'attitude expectante de l'Italie, montrent que toutes les nations sinistrées conçoivent bien la question des réparations de la même façon. C'est en vain que l'on a essayé de faire croire que le point de vue belge était différent du point de vue français : les réponses de la France et de la Belgique ont été absolument concordantes sur la question de la résistance passive et sur les conditions d'évacuation de la Ruhr ; elles comportent quelques divergences sur le règlement des réparations. Mais ces divergences ne portent que sur des questions de forme et de procédure. Tandis que la France s'en tenait aux accords précédemment signés, et invitait la Grande-Bretagne à prendre la parole au cas où elle aurait eu des suggestions à faire, la Belgique esquissait un plan des réparations, plan qui était sans doute amendable, mais qui avait l'avantage d'exister, et de former une base de discussion. Au fond, les Belges ne repoussent pas absolument l'idée d'une nouvelle, mais légère réduction de la dette allemande. Tenant compte, dans une certaine mesure, de la capacité de payement du débiteur, ils admettraient qu'on se contentât de la réparation des dommages matériels, suggérant par ailleurs toute une série de mesures à prendre en Allemagne, et au moyen desquels ils croient pouvoir indiquer sur quelles ressources on pourrait compter. On a répondu officieusement en France à ces suggestions, en faisant remarquer qu'il était vain de proposer quelque mesure que ce soit, tant que la mauvaise volonté de l'Allemagne ne serait pas définitivement brisée. Belges et Français, on le voit, ont identiquement le même but, les mêmes désirs, les mêmes besoins ; ils ne sont en désaccord, désaccord léger, que sur les méthodes à employer pour y atteindre.

Au surplus, la réponse de l'Angleterre a enlevé tout intérêt à cette controverse : Lord Curzon repousse les suggestions belges avec le même dédain

que le réquisitoire français, mais il ne leur oppose rien.

Qu'aurait-il pu leur opposer ? M. Garvin, directeur de l'*Observer* à qui la mauvaise humeur a fait perdre tout bon sens parle d'exercer une pression économique sur la France et la Belgique. C'est enfantin. Dans une guerre économique l'Angleterre aurait à souffrir plus que nous ; son industrie ne peut pas s'offrir le luxe de perdre ses derniers clients. Essayerait-elle de régler directement avec l'Allemagne la question des réparations ? On ne voit pas bien comment elle pourrait s'y prendre. Irait-elle jusqu'à soutenir financièrement le Reich et l'aider dans sa « résistance passive » ? Cela ne ferait qu'augmenter ce gâchis économique dont la « *cité* » s'épouvante. C'est le point mort. L'Angleterre fait un aveu d'impuissance. Mais cet aveu d'impuissance ne retombe-t-il pas sur toute l'Europe ? La divergence radicale qui sépare la France et l'Angleterre sur une question aussi essentielle que le règlement de la paix ne prouve-t-elle pas qu'il n'y a pas de conscience internationale, pas de conscience européenne. Sans doute on peut expliquer le différent par la dangereuse survivance de certaines traditions politiques. (L'Angleterre ne peut souffrir l'hégémonie d'une puissance continentale et tend à opposer à la France une Allemagne d'égale force ; quand dans un but d'équilibre et de sécurité, la France s'érige à favoriser la constitution d'une Rhénanie indépendante et neutre, on la soupçonne de vouloir régenter « les Allemagnes », comme du temps de Louis XIV.) Mais n'accuse-t-elle pas surtout des divergences intellectuelles et psychologiques invariables? Il existe en Angleterre une élite de « bons Européens » qui ont compris ce que ces traditions avaient de désuet, qui n'ont pas oublié le sang versé en commun sur les champs de bataille de France ; c'est la fleur de la race, mais peuvent-ils enrayer le courant d' « insularité » qui ramène la Grande-Bretagne à son égoïsme traditionnel ?

Et voilà pourquoi l'Europe, la vieille Europe, est en train de perdre sa couronne. Les « primaires » d'Angora la regardent avec un dédain supérieur ; les bolchevistes de Moscou la considèrent comme la patrie périmée des « petits bourgeois », et là-bas, par delà les mers, les Japonais, les Australiens, les gens de Shanghaï et de Frisco disent avec simplicité que dans cinquante ans l'axe de la Civilisation sera transporté dans le Pacifique...

L. Dumont-Wilden.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

CYRANO ET LES LIBERTINS (1)

Nos libertins du XVIIe siècle ont été exagérément loués ou critiqués : maîtres de la pensée libre, précurseurs de la philosophie du siècle suivant, tel est ordinairement le titre qui leur vaut la haine des uns, l'enthousiasme des autres : amis et adversaires y insistent la plupart du temps lourdement ; on accable d'une grave responsabilité d'assez minces personnages et des irréguliers qui n'eurent point tant d'ambition. On ne les juge pas selon leur temps, mais selon les mérites ou les démérites d'une postérité qu'ils n'avaient pas prévue et qui elle-même n'a pas toujours fait grand cas de leur tradition. Arrachés à leur époque, associés à nos débats, à nos passions, ils nous fournissent aujourd'hui l'exemple d'un déni de justice également inique dans le blâme ou l'éloge.

Est-il donc si difficile de respecter les perspectives du temps et de faire triompher l'esprit historique en un sujet d'histoire ?

Que les libertins aient illustré un épisode caractéristique et en quelque sorte nécessaire de notre XVIIe siècle, voilà ce que l'on oublie trop. Ce siècle tourmenté enseignait aux Français l'ordre et la discipline par les moyens les plus rudes : il ne venait à bout des dissidences qu'en préparant la souveraineté d'une orthodoxie — religieuse, politique, littéraire — impitoyable et absolue. Remarquez bien que la première activité des libertins précède l'avènement de Louis XIV et coïncide avec la période tumultueuse où la France regimbait encore contre l'établissement d'un ordre trop rigide. Les libertins vivent dans une atmosphère de lutte. Ils sentent s'appesantir sur eux l'autorité royale, les privilèges des grands, les mœurs et les croyances d'une société qui s'achemine à l'apothéose de la monarchie, de l'église, de la règle dans tous les domaines de la pensée et de la vie. La poussée est terrible, meurtrière à qui ne se soumet point. Est-il donc si étonnant qu'elle ait paru intolérable aux plus audacieux? Point n'est besoin d'invoquer ici une doctrine philosophique ; aussi bien les premiers libertins ne s'en soucient-ils point ; ni Geoffroy Vallée, ni Théophile de Viau, ni des Barreaux, ni St Pavin ne font mine de philosopher ; leur protestation naît des circonstances ; ils s'élèvent contre l'oppression qui leur est la plus douloureuse et scandalisent les contempo-

(1) *Les Œuvres libertines de Cyrano de Bergerac, parisien* (1619-1655) précédées d'une Notice biographique, par Frédéric Lachèvre, (2 vol., Champion).

rains par la liberté de leurs mauvaises mœurs, leurs railleries, leurs blasphèmes ; leur révolte est le geste spontané de tempéraments insubordonnés ; elle est la réaction naturelle que provoque et suscite le triomphe trop écrasant de l'autorité.

C'est seulement avec Cyrano de Bergerac que le courant libertin se complique : Lignières, Dehénault, Mme Deshoulières, Chaulieu, La Fare continuent la négation désordonnée et en quelque sorte impulsive de Théophile de Viau et de des Barreaux ; Cyrano esquisse des solutions nouvelles : il les esquisse « timidement », au dire de son plus récent biographe, M. Frédéric Lachèvre : après lui viendront Gabriel de Foigny, cordelier défroqué, le protestant Denis Veiras d'Alais et l'avocat Claude Gilbert. Cette seconde lignée est plus méthodique que la première ; elle annonce les Encyclopédistes, mais elle est bien loin de systématiser avec leur flamme et leur logique.

Si donc il est légitime de marquer des étapes, de constater des transitions, sans qu'il soit toujours possible d'établir une filiation directe et moins encore de faire descendre Voltaire, Diderot, d'Holbach ou Jean-Jacques de des Barreaux, irons-nous donc exagérer le rôle des libertins, et leur reprocher — à moins qu'on ne les en glorifie — la Révolution française ? L'argument serait un peu fort ; tout au moins conviendrait-il de ne le développer qu'avec nuances, avec prudence, en distinguant nettement l'ordre historique et l'enchaînement, même lointain, des états d'esprit et des idées.

Et voilà posée une question de méthode historique où il semble bien qu'il ne soit pas permis d'hésiter. L'historien décrit une époque ; il ne saurait ignorer ce qui a suivi ; il doit bien prendre garde toutefois de confondre les temps, et d'introduire dans le passé ce qui est le fait d'un développement postérieur (j'entends les passions, les idées, les événements imprévisibles à l'humanité dont il s'occupe. La tentation est grande d'abuser de notre savoir, d'expliquer les pères par les fils et d'éclairer de nos récentes lumières les âges anciens ; on n'y cède pas sans péril ; l'historien scrupuleux sait trop qu'il y a là une source d'erreurs : la grande conquête de l'esprit historique au XIXe siècle, c'est tout justement qu'il a appris à se prémunir contre les erreurs de ce genre.

L'historien décrit une époque ; sa description, pour être objective, doit faire abstraction du futur. C'est seulement lorsque son tableau sera achevé qu'il pourra anticiper sur les événements, esquisser des conséquences et poser le problème des responsabilités. L'histoire proprement dite se sépare ainsi de l'histoire des idées, proche parente de la critique philosophique. La première témoigne, et rien ne doit altérer la sérénité de son témoignage ; la seconde entreprend le jeu hardi des rapprochements et des confrontations ; elle situe les doctrines dans une sphère idéale où il lui est facile de les classer selon leurs affinités, leurs parentés ou leurs contradictions.. Il y a là deux méthodes, qui se prêtent un mutuel concours, mais que l'intérêt bien entendu de la science conseille de maintenir distinctes.

M. Frédéric Lachèvre n'admet pas ce divorce, et l'on demeure surpris qu'un érudit aussi strict ne s'inquiète pas du trouble où sa fâcheuse indétermination précipite ses lecteurs. Ecrit-il l'histoire des libertins ? Instruit-il leur procès — avec des repentirs, des attestations de circonstances atténuantes et parfois des admirations, où se reconnaît le pur historien ? On se le demande et l'on éprouve le constant regret de ne point démêler nettement ses intentions.

M. Frédéric Lachèvre, en une série de remarquables travaux, a ressuscité Théophile de Viau, Claude de Chouvigny, Claude Le Petit, ce Parisien qui fut brûlé en 1662 en l'honneur des bonnes mœurs et de l'orthodoxie, et plusieurs de leurs confrères en libertinage ; nul n'a mieux approfondi la chronique de la confrérie libertine, qui est souvent une chronique scandaleuse ; nul n'est mieux préparé à juger les libertins en historien. Or cet historien a des vivacités de polémiste ; la polémique égaie ces graves recherches ; elle ne leur conféra aucun surcroît d'autorité.

La plupart des libertins ont vécu dans le célibat. M. Frédéric Lachèvre les en blâme et tout aussitôt rédige cette note :

« Cette petite constatation — indiscutable — a son prix quand on lit les critiques amères des libres-penseurs contre le célibat des prêtres, des moines et des religieuses. La diminution de la natalité en France, avant l'effroyable guerre de 1914-1918 qui menaçait notre pays d'une disparition rapide, tenait au Code civil (partage égal du patrimoine familial, ce qui équivaut à sa destruction) à l'affaiblissement de l'idée religieuse, à la diffusion de la Libre-pensée, et aussi aux libres-penseurs dont un grand nombre meurent dans le célibat, ou limitent leur progéniture à un enfant. »

Et allez donc !

Mais qu'ont à faire ici ces intéressantes considérations !

Elles nous apprennent que M. Frédéric Lachèvre était l'homme le moins disposé à considérer avec indulgence les libertins, mais on voit trop que les motifs de sa sévérité sont fort peu historiques et moins encore scientifiques.

De sérénité aucune ; cet historien s'irrite encore du scandale qui échauffa si fort un père Garasse ; il

ressent à la façon d'une offense personnelle telle boutade de Cyrano de Bergerac. Et voici une plaisante et paradoxale aventure : les libertins doivent à un bouillant adversaire le plus vaste monument qui ait été élevé à leur mémoire. Bienfaisante haine! C'est elle qui incite M. Frédéric Lachèvre à restaurer l'authentique figure de Cyrano, affadie par la légende et le pousse à écrire : « Notre satisfaction est grande de servir la renommée de Cyrano de Bergerac comme il eût désiré qu'elle fût servie », entendez par la publication intégrale des œuvres libertines dudit Cyrano.

Les opinions de M. Frédéric Lachèvre, encore que très affirmatives, sont moins solides que son érudition. Cette érudition seule nous importe : elle est de premier ordre, minutieuse, vétilleuse à souhait, merveilleusement active et habile à constituer l'encyclopédie, pittoresque et vivante, du libertinage.

On louera sans réserves cette scrupuleuse édition de textes : *L'Autre monde ou les Estats et Empires de la Lune*, *Les Estats et Empires du Soleil*, utopies cyranesques, témoignent d'une force d'imagination et d'une ingéniosité de pensée que sont bien loin d'atteindre nos actuels romanciers d'aventures ; le théâtre de Cyrano, pillé par Molière, contient des scènes dignes de mémoire. La correspondance enfin, voire les Mazarinades, sont d'un ragoût parfois violemment épicé, mais étrangement savoureux...

On remerciera enfin M. Frédéric Lachèvre d'avoir si savamment reconstitué jusque dans le détail la biographie de Cyrano ; le personnage est complexe et ne ressemble guère au héros de Rostand. On sait que ce Gascon était né parisien ; Bergerac était le nom d'un petit fief ou d'une ferme que son père possédait non loin de Paris. Le méridionalisme et la noblesse de Cyrano sont également fictifs, mais on peut supposer qu'il devait quelque chose de sa verve à son grand-père, marchand de poisson aux halles de Paris.

Ses innombrables aventures composent le plus coloré, le plus attachant des romans. Quant à ses idées, qui indignent tant M. Frédéric Lachèvre, toutes n'étaient point démentes. Cyrano cultive l'extravagance ; au risque de m'attirer l'animadversion de son biographe, j'avouerais que l'audace de ce fol, poète et bon observateur, me paraît souvent rencontrer — le plus spirituellement du monde, — la raison.

Lucien MAURY.

LES ROMANS

UN ROMAN DE TERROIR (1)

Après douze années de silence, M. Alphonse de Châteaubriant, qui avait débuté par l'éclatant succès de *Monsieur des Lourdines* et remporté le Prix Goncourt, nous donne sa seconde œuvre, *La Brière*, et obtient de l'Académie française le Grand Prix du Roman. Par ce temps de production hâtive et de littérature improvisée, voilà un rare exemple de recueillement et de concentration. Mais, voici, du même coup, un livre d'une rare valeur et qui, certes, avec tout le talent du monde, n'aurait pu être improvisé.

Rien ne ressemble moins, en effet, à une construction de l'esprit, à un jeu du dilettantisme, ou à une fantaisie de l'imagination. *La Brière* est un ouvrage d'une perfection savante, né de la terre, comme une plante, lentement mûri au cours des saisons, comme un fruit, riche de substance et gonflé du suc de la réalité, — un ouvrage qui a de profondes racines et leur doit sa vigueur, le jet pur de sa croissance, l'ordre et la mesure de son épanouissement. C'est un roman de terroir, chargé de tous les effluves du sol, de toutes les harmonies de la nature et de l'homme, vrai d'une vérité assez haute pour qu'elle atteigne la poésie. L'art, ainsi compris, demeure étranger à l'artifice : il lui faut le concours du temps et des saisons, l'action des éléments, le soleil et la pluie, les vents, la rosée, les brouillards...

Étrange pays, pays perdu, cette « Brière » qui étale aujourd'hui un marais de tourbe, inondé partout, là où fut jadis une grande forêt noire. Ce n'est pas de la terre et ce n'est pas de l'eau ; mais elle est, pour ses habitants, la « belle Brière, née de l'Océan, avec sa parure d'îles vertes » ; et comme ils l'aiment, « la grande patronne » qui leur procure tout, le feu, l'aliment, la peine, le travail, la consolation !... Lentement, au cours des siècles, ils se sont adaptés à sa nature et façonnés à son image, si bien que les Briérons font un petit peuple à part, aujourd'hui, dans ce monde fermé. C'est ce petit peuple, c'est ce petit monde que M. de Châteaubriant connaît merveilleusement, par une longue intimité, et dont il a voulu nous représenter la vie, les mœurs et les ames en les fixant dans la forme durable de l'art avant qu'elles ne disparaissent.

(1) A. de Châteaubriand : *La Brière*. 1 vol. Bernard Grasset, éditeur (Grand Prix du Roman. 1923).

Car elle est aussi, à sa manière, cette Brière, une « terre qui meurt », et l'on comprend que M. René Bazin se soit fait, à l'Académie française, le défenseur du livre pour la plus haute récompense dont elle dispose en faveur du roman.

Ames et mœurs, et la vie même de cette région, tout cela est concentré, personnifié, symbolisé dans l'étonnante figure d'Aoustin, vieux Viking au visage à bec de rapace où brillaient deux yeux de laque, « grand bâti d'os et de nerfs... pétri par Dieu dans un morceau de terre noire d'une dureté sans égale » et qui lui-même avait toute la mine de le savoir, lorsque, silencieux, têtu et inexorable, entre sa femme et sa fille terrifiées, il semblait « remâcher là, devant sa potée, quelque vieille promesse de l'Éternel ». Allez changer un gaillard de cette trempe, cet être de puissance et de force qui se met corps et âme en travers des volontés, contraires à la sienne et des desseins qu'il n'accepte pas !

Il est né pour la résistance, et le trait caractéristique de sa personnalité est l'orgueil. Sa malheureuse fille, Théotiste, s'est éprise d'un garçon qui l'a sauvée, mais qui vit dans un autre village, appartient, aux yeux du père, à une autre race, et ne peut donc, a-t-il décidé, l'épouser. Un des deux éléments du drame est là, non pas dans la lutte, car on ne saurait lutter avec un tel homme, mais dans la condamnation que le maître a portée et les tragiques conséquences qu'elle entraîne. Il quitte son foyer et va se terrer, non loin de là, dans sa masure natale, où la solitude seule enveloppe son âme inflexible et son cœur durci. Un trait parmi tant d'autres révèle avec une force singulière l'orgueil fou de ce despotrustique. Il découvre un jour que l'amoureux de sa fille, Jeanin, revient clandestinement rôder aux abords du logis et trouve le moyen de la voir. Ainsi donc, ceux dont il s'est détourné continuent de vivre ! Cela lui paraît un défi à la Nature. « Est-ce que les choses derrière lui n'auraient pas dû s'arrêter dans leur cours ! Est-ce que tout ne devrait pas tomber en détresse comme la vie dans un corps privé de sa nourriture ! Cet échec l'humiliait furieusement. »

Résistance et orgueil, voilà son attitude encore dans la lutte pour maintenir la vieille existence traditionnelle de la Brière et de ses habitants, pour défendre le passé contre les entreprises nouvelles et les transformations : car c'est là le second élément du drame. — Le drame de la terre, qui enveloppe les personnages, les dépasse et les grandit. Aoustin est enraciné dans cette terre : ou plutôt il y tient par toutes ses fibres, il en participe, il n'en peut être séparé. Sa profession même de garde le maintient socialement, si l'on peut dire, en contact étroit avec elle ; il vit par elle et pour elle. C'est lui qui entreprendra de chercher en fouillant toutes les demeures, c'est lui qui retrouvera les titres de propriété et d'indépendance, ces lettres patentes, sur arrêt, datées de Versailles, « le vingt-huitième jour de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-quatre », par lesquelles le roi maintenait et confirmait les habitants des paroisses de Brière en Bretagne « dans la propriété, possession et jouissance commune et publique de la dite Brière mottière et terrains contenant des tourbes et mottes à brûler, situé entre et dans les dites paroisses... » Que l'on vienne donc la leur prendre maintenant, leur Brière, que l'on ose les exproprier ! Ils sont armés pour plaider, pour se défendre ; — ils le croient du moins. Et plus que jamais, Aoustin s'identifie avec le sol qu'il pense avoir sauvé. Identification qui finit même par devenir matérielle lorsque, mutilé par un coup de feu qui lui a fait perdre une main, il la remplace par une autre taillée dans le bois noir que la tourbière a durci. Il les défie bien tous maintenant de dire où la Brière finit, et où, lui, il commence...

Autour d'une personnalité de cette force, les autres êtres ne peuvent paraître que secondaires et accessoires. M. de Châteaubriant a su pourtant donner à ses figures un relief pittoresque. Nous entrevoyons les syndics, graves et dignes, comme il convient à des gens qui vivent sur des traditions très anciennes et qui ont le sentiment de leurs responsabilités. Nous voyons le maire, ancien capitaine au long cours, qui représente cette singularité dans le pays : une manière de petit bourgeois, et qui vit là, « en vieux veuf, retiré dans sa petite chaumière aussi enfumée que toutes les autres, avec sa figure toujours rose, son éternel bonnet de peau de lapin, et sa grosse canne noire de mortas sur laquelle s'appuyaient ses douleurs... » Nous voyons aussi l'Aoustine, effarée, avec son petit serre-tête, son regard myope. Mais nous voyons surtout Théotiste, la grande fille brune, mince et souple dans ses vêtements noirs, la fille aux yeux d'or dont les grandes prunelles « laissaient voir du fond de leur fixité une sourde expression de crainte et de ressentiment ». Elle assombrit le roman de son martyre comme Aoustin l'anime de son activité despotique, et tous deux aboutissent ensemble au désastre.

Mais finalement la volonté du père, qui a fait le malheur de la fille, semble se perdre elle-même dans la fatalité, à quoi le roman emprunte une singulière grandeur. Quel plus haut sujet que celui de *La Brière*, où l'auteur a vu le conflit entre ce qu'il appelle, d'une expression si noble et si juste, un « beau retard des siècles » et la puissance des

temps nouveaux ? La crise se déclare au moment où cette puissance a vu les Briérons et où ils savent qu'elle les a vus. Dès lors, l'inquiétude et le souci sont avec eux pour toujours. Au-dessus de tous les personnages, et les enveloppant en quelque sorte, il y a leur âme commune, « l'âme qu'ils se sentaient en commun. » et de laquelle émane un ordre où elle s'exprime, une sensibilité par laquelle elle se manifeste, une volonté collective par laquelle elle agit. M. Jules Romains ne reconnaîtrait-il pas là son « unanimisme » ? Nous irons plus loin. Dominant tous les personnages humains, il y en a un autre, supérieur à eux et qui tient la première place, qui joue le premier rôle. De même que dans l'admirable roman de Thomas Hardy, *Le Retour au Pays natal* (« The Return of the Native »), c'est la bruyère d'Egdon qui est le personnage principal, de même, dans l'œuvre de M. de Châteaubriant, c'est la Brière elle même, la Brière qui commande à tous, qui est « la grande patronne » et finalement donne à son meilleur serviteur, à son fils le plus authentique et le plus fidèle, l'impression qu'elle se met contre lui, lui déclare l'inimitié, le trompe, le paye de trahison... Il lui a trop sacrifié sans doute ; il lui a tout sacrifié, immolé sa fille : à son tour de se montrer inhumaine envers cet inhumain.

De la première à la dernière ligne, le réalisme minutieux, précis, puissant, de l'auteur, s'élargit, s'ennoblit, s'imprègne de poésie. C'est une loi de l'art qu'il ne peut s'attacher profondément à la réalité sans l'éclairer et la transfigurer. Il n'est presque pas un trait de la plume de M. de Châteaubriant, pas une touche, qui ne soit, en même temps que vraie, poétique. Mais il y a surtout des scènes tout entières où cette poésie éclate et s'épanouit. La nuit de la découverte, par exemple, lorsqu'Aoustin a trouvé par hasard, dans le dolmen où vit une espèce de folle, les fameux papiers. Il sort à demi-grisé par le rhum qu'elle lui a fait boire, par « l'alcool non moins vif de sa belle aventure ». La nuit est splendide, inondée de clarté. Il croit entendre bourdonner des cloches, « là-haut au sein de l'éther glacé, comme dans les nuits de Noël, où la naissance du Seigneur Jésus est aussi l'événement du plus profond des cieux !... Sur la terre l'herbe éblouissait, « les feuillages brasillaient... les roseaux resplendissaient sous leur parure de givre, et de leur bouquet d'argent se levaient des formes vaporeuses qui s'éloignaient enlacées et glissaient sur les eaux : c'était les fées de la Brière, les fines dames aux longues robes de mousseline qui dansent les bras nus et couronnés de nymphées... »

Nature étrange, personnages primitifs dont quelques-uns sont étranges aussi : la poésie, dans le cadre d'une telle œuvre, touche naturellement au fantastique. Il y a une autre nuit, dans ce même dolmen de Kervily, où Théotiste, égarée, brisée de fatigue, transie de froid, à demi-morte, vient se réfugier chez Florence. La pauvre folle, qui a jadis perdu sa fille, vit aujourd'hui avec les souvenirs du luxe de l'enfant séduite et trahie. Elle prend Théotiste pour sa fille, la ranime, la réchauffe, ouvre un coffret et « tendant devant elle une nappe de lumière, un éblouissement de firmament, un tissu de lune et d'étoiles, des ondes d'argent d'une inexprimable mollesse », la couvre d'un manteau de bal...

Avons-nous fait entrevoir la grandeur et l'harmonie de l'œuvre, la beauté délicate et savante, la plénitude de sa forme ? Je ne voudrais pas, à propos d'un livre si remarquable, chercher de petite chicane à l'auteur. Je lui avouerai pourtant qu'un lecteur sensible et attentif est d'autant plus choqué par quelques taches qu'elles ressortent davantage sur la trame précieuse du style. Il est inacceptable qu'une incidente dépende d'une autre incidente : « C'était une route récente *qui* remplaçait le vieux chemin de souffrance, toujours croutant, couvert d'eau l'hiver, *qui*, jusqu'à ce jour, avait desservi le pays. » Il est non moins fâcheux qu'il laisse échapper un « *jusqu'à ce qu'à* la vue d'Aoustin... » (p. 58). Autre construction bien lourde et bien incertaine : « C'était un matin de léger brouillard duvetant les contours des prairies de fine brise retroussant la feuille d'argent des saules, de petits foyers de soleil couvant dans le sein profond des tourbières.. » Débrouillez-vous comme vous pourrez dans ces trois participes enchevêtrés. Ailleurs, c'est un lapsus : « mais il n'osait à peine tourner ses yeux » (p. 122). Des fautes d'orthographe malencontreuses ont échappé aux typographes, et quant aux fautes d'impression il y en a de pittoresques comme celle-ci : « Elle descend du plus profond des cieux (la justice) pour assainir la conscience des hommes ; et celle-ci *assassinait* la conscience du village. » Nous devons lire évidemment *assainissait*. De telles négligences, qui déparent de plus en plus les ouvrages d'aujourd'hui, sont pénibles dans une œuvre de prix comme celle de M. de Châteaubriant. Car c'est par là qu'il faut finir, comme c'est par là que j'ai voulu commencer : *La Brière* est un roman d'une qualité très haute, avec sa vérité et sa poésie, son charme exquis et profond, sa perfection mûrie, sa beauté de détail et d'ensemble. C'est une magnifique et vivante œuvre d'art.

Firmin Roz.

A PROPOS DE LA PRÉTENDUE RÉTRACTATION DE PASCAL

Cette question d'une palinodie *in extremis* de Pascal janséniste est l'une de celles qui peuvent encore passionner les Pascalisants, et que notre collaborateur M. Rébellian a traitée dans son dernier article. Sa conclusion a été fort obscurcie par une suite d'erreurs typographiques (p. 509, deuxième colonne). On est prié de lire ainsi qu'il suit la ligne 35 et les suivantes :

...*Que ce soient, enfin, les chapitres des* Mémoires *de Beurrier versés naguère aux débats, mémoires où les paroles de Pascal, fidèlement, ce semble, relatées, atténuent, singulièrement, loin de l'accroître, l'idée de désaveu que la première déclaration de Beurrier pouvait suggérer,* — aucun de tous ces textes *ne permet, à quiconque les lit sans préjugé, de croire à une rétractation provenant soit d'un remords, soit d'une évolution d'opinion de Pascal.*

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Canada

Dans la *Revue Trimestrielle Canadienne*, fasc. 34, M. Dalbis, Professeur à l'Université de Montréal, montre et démontre que le fameux roman de Louis Hémon, *Maria Chapdelaine*, est au premier chef « une œuvre symbolique ». Certains s'en doutaient bien, à vrai dire. Il n'empêche que les aperçus où se complaît M. Dalbis s'inspirent d'une connaissance trop précise de la vie canadienne pour ne point intéresser grandement le lecteur qui n'y trouverait encore que la confirmation de ses propres impressions. Cet exemple : « Louis Hémon a vécu à Saint-Gédéon... Il a passé plusieurs mois comme employé à gages à la ferme des Bédard, située à trois milles au nord de Péribonka. Mais il a pensé que même là, dans le milieu qu'il connaissait le mieux, l'isolement n'était pas assez grand et que le mérite de son héroïne pouvait être de ce fait diminué... Là, quoique sévère, la vie s'adoucit quelquefois et, mon Dieu, peut-être que Maria, habituée au labeur et peu exigeante sur la question des plaisirs, n'aurait pas eu tout le mérite de sa décision. A côté de l'austère devoir, l'intérêt aurait pu la guider. Louis Hémon ne l'a pas voulu. Il l'a située dans le coin le plus reculé, là où la vie est la plus rude, le climat le plus dur, où l'isolement est le plus grand et c'est-à-dire dans la situation où les pionniers qui ont fait le pays se sont trouvés aux origines. »

Angleterre

Outre-Manche, le nombre des femmes l'emporte présentement de quelques millions d'unités sur celui des hommes : or, le fait ne laisse pas, là-bas, que d'inquiéter de « bons esprits » qui, en invoquant le tout puissant instinct de la maternité, dénoncent dans pareille « rupture d'équilibre » un réel danger pour l'ordre social.

Cependant, cet instinct, on en exagère singulièrement l'importance, écrit Mme Clair Stobart dans la *Contemporary Review*. Ne croirait-on pas, à s'en référer à certains moralistes, qu'il ne saurait y avoir d'honnêteté en dehors de la maternité ? Ce qui domine au juste chez la femme, c'est le besoin de se rendre utile — et « l'aspiration à la maternité » n'est en fin de compte qu'une manifestation de ce besoin premier et essentiel. Frappant, l'exemple des abeilles. Les abeilles ne renoncent-elles pas à être mères pour se consacrer tout entières au travail de la ruche et ainsi se sacrifier à la communauté ?

L'*authoress* fait incidemment cette remarque qu'il faut voir dans l'inemploi des forces féminines une des causes majeures de la désertion des temples. La femme a bien le droit d'enseigner les éléments de la religion au petit qui grandit sur ses genoux, mais, franchi le seuil du sanctuaire, elle n'a plus qu'à se taire : « *taceat autem mulier in ecclesia...* » Après quoi, comment s'étonner si le garçon, devenu homme, pense que « la religion, c'est bon pour les femmes et les enfants » ?

Allemagne

Voici la conclusion d'un article où Wilhelm Sollmann discute « les exigences de la France en vue de garantir sa sécurité » et auquel la *Deutsche Rundschau* réserve ses premières pages dans son numéro de juillet : « Pour deux grands peuples voisins, nulle vraie sécurité possible en dehors de celle qui se fonde sur leur réconciliation, et s'il y a lieu, leur entente et un régime de sages accommodements. Quand la France réussirait à morceler l'Allemagne territoriale, elle ne réussirait encore pas à briser de durable façon l'unité de « la nation allemande ». Abstraction faite de tant d'autres éléments qui cimentent la cohésion parmi nous, il suffit de considérer l'irréductible solidarité qui lie nos grandes associations patriotiques pour constater que le Reich ne saurait plus avoir à redouter la division qui a jadis prévalu chez nous. La France entend se prémunir contre l'éventualité d'un abaissement dont elle voit la menace dans une tension excessive de l'esprit belliqueux en Allemagne, mais elle ne comprend pas qu'elle le provoque justement, cet esprit, en prétendant nous imposer des exigences que nous tenons pour intolérables. »

Belgique

Le communisme, c'est « l'utopie périodique ». Mais les prêcheurs qui tout le long de l'histoire vont semant la doctrine de haine et de subversion auront-ils jamais trouvé terrain mieux préparé ? Croyant sans cesse en-

tendre derrière eux la lourde marche des cohortes moscovites, ils ne songent plus à rien dissimuler de leurs intentions. Cependant, constate M. René Foucart dans la *Renaissance d'Occident* (fasc. de juillet), cependant, le pire danger vient de ceux qui, s'étant habitués par étourderie ou par snobisme à rendre la Société responsable des souffrances de l'Individu, s'aveuglent quant aux conséquences de leurs principes. « Ces accusations, au lieu de s'adresser aux abus spéciaux que présente tout établissement humain, embrassent dans leur vague généralité l'ensemble de l'organisation sociale » et, une fois engagé dans cette voie, on est fatalement amené à saper les bases mêmes de cette organisation. « C'est donc au communisme qu'aboutissent chez nous ces orateurs et ces écrivains qui ont pris à tâche la démolition de nos institutions sociales ».

***

Dans la même publication, de M. Henri Tanner, à propos de *La Séparation des Races*, le livre récent de M. Ramuz, le romancier le plus puissant de la Suisse romande, ce « raccourci » aussi vigoureux que juste : « Le Suisse est lent, réfléchi, perplexe et renfrogné... Réfugié dans ses montagnes, il fut montagnard et le restera toujours... Le Suisse ne marche jamais à plat. Il est des montagnes, il connaît les rythmes de la nature... Il voit les choses les unes après les autres, dans l'ordre préconçu. Il est fataliste en face de la nature, idéaliste en face des hommes. C'est la nature qui lui enseigne la sagesse, l'équilibre pesant des masses ordonnées par Dieu, qui a construit les montagnes. » Le Suisse est à la fois un civilisé et un primitif.

Suisse

A la *Revue de Genève*, fasc. de juillet, « Un Européen » écrit — sur un ton qui paraîtrait peut-être suspect à une oreille un peu fine — qu'il y a dans le sort de la France « une fatalité ». La France veut la paix et elle entretient une armée formidable; elle ne veut pas de conquêtes et elle occupe des territoires qui ne lui appartiennent pas; elle veut l'accord international et elle s'oppose à l'élargissement de la Société des Nations : « ce pays, en un mot, fait à chaque instant le contraire de ce qu'il voudrait et s'indigne que le monde voie ce qu'il fait et non ce qu'il désire ». Un pays qui a à sauvegarder quelque intérêt d'une nature telle qu'il ne le peut sacrifier à rien est perdu d'avance « dans les marchandages »... « La France est ce pays. Ses relations avec l'Allemagne sont de telle sorte qu'elle doit leur sacrifier toute autre considération et qu'aucune amitié ne lui paraîtra trop coûteuse si elle sert contre l'Allemagne. Aussi longtemps qu'il en sera ainsi, la France ne doit pas s'attendre à marquer aucun succès... Toutes les pièces sont entre les mains de ses adversaires... » Bref, « Un Européen » estime qu'un dieu lui-même renoncerait à jouer la partie.

Gaston Chotsy.

BULLETINS DE L'ETRANGER

Bulletin Roumain

Certains bruits ont été colportés ces temps derniers par une ou deux feuilles parisiennes concernant de prétendus appels au crédit que le Gouvernement roumain aurait faits en France. Nous sommes en mesure d'affirmer que ces bruits sont entièrement inexacts.

La seule opération financière faite dernièrement par la Roumanie sur le marché français fut la consolidation des bons du trésor émis depuis l'armistice, en d'autres termes la conversion des titres de dette flottante à courte échéance en titres d'emprunt consolidé amortissable en 42 ans d'après un plan déterminé.

Certainement cette opération ne constitue en aucune manière un appel au crédit français : ce n'est que la consolidation des dettes que les Gouvernements roumains ont dû contracter en France depuis la fin de la guerre pour les besoins du ravitaillement et de la réorganisation de la Roumanie ravagée par la guerre et l'occupation ennemie.

La vraie situation de la Roumanie à l'heure actuelle résulte non pas d'affirmations tendancieuses mais des faits : ce pays a assuré la couverture de ses dépenses; les recettes de 1922-1923 accusent, contre 10,5 milliards lei de prévisions, 14 milliards de recettes, soit un excédent de 3,5 milliards; ce chiffre, naturellement, augmentera d'ici à la clôture de l'exercice. Ce supplément de recettes a permis de couvrir les crédits nouveaux dont le gouvernement a eu besoin au cours de l'année budgétaire et a eu pour effet l'équilibre effectif du budget.

D'autre part, cette année on a appliqué la réforme des contributions directes, consistant en la création de plusieurs impôts cédulaires sur les revenus et d'un impôt complémentaire progressif sur le revenu global : dès maintenant, on escompte un surplus important de recettes à la suite de l'application de cette réforme, dont une autre conséquence heureuse est qu'elle assure une répartition plus équitable des charges publiques. La révision des impôts indirects, l'augmentation des taxes des chemins de fer, des postes et télégraphes, une exploitation plus attentive et méthodique des domaines de l'Etat, que l'union avec les nouvelles provinces a énormément augmentés, une meilleure utilisation des richesses nationales assureront au pays une prospérité croissante et lui permettront de satisfaire de plus en plus complètement ses besoins.

Le budget pour 1923, qui va du 1er avril au 31 décembre, est de 15,5 milliards de lei et les chiffres de l'exercice précédent autorisent la conviction que ces prévisions seront non seulement atteintes mais dépassées.

Une nouvelle phase s'ouvre pour la politique économique du pays, après la phase marquée par la consolidation des finances publiques : il s'agit de fournir à la Roumanie tout l'outillage dont a besoin l'Etat agrandi pour l'extension et l'électrification de ses chemins de fer, la création ou l'augmentation des docks,

des ports, des routes, etc. De plus, il y a la question de la mise en valeur des richesses du sol : pétrole, mines, gaz naturel, forêts, chutes d'eau, etc. Tout un vaste programme d'action est élaboré en ce moment par le Gouvernement roumain et, dès qu'il sera terminé, on procédera incessamment à sa réalisation.

Il va de soi que la mise en valeur des ressources d'un pays exige des capitaux considérables. Cependant, si la Roumanie accepte le concours des capitalistes étrangers, elle n'y a pas fait appel jusqu'à présent. Les pays alliés et amis de l'Etat roumain auront à examiner eux-mêmes, lorsque le programme d'exploitation des richesses roumaines sera publié, si leur intérêt veut qu'ils prêtent leur concours à cet Etat dans l'œuvre qu'il est sur le point d'entreprendre, et qui, en lui assurant la prosppérité économique, garantit, par là même, sa force politique.

Un autre bruit qui a couru ces jours derniers prétendait que la nouvelle constitution roumaine contiendrait des dispositions hostiles aux étrangers qui voudraient collaborer à la mise en valeur et l'exploitation des ressources roumaines. Ce bruit aussi est dénué de fondement. Les étrangers ont le droit de travailler en Roumanie, sans aucun danger pour leurs entreprises et leurs capitaux ; ils ont le droit également de posséder des immeubles urbains ; la seule restriction, inscrite à l'article 18 de la nouvelle constitution, leur interdit de posséder des immeubles ruraux, et cette prescription n'est qu'une reproduction de l'article 7 de l'ancienne constitution de 1886. D'ailleurs on sait que la Roumanie vient de réaliser une réforme agraire radicale, qui a supprimé les grandes propriétés et a distribué aux paysans des lots de terre qu'ils devront payer. La grande propriété ne dépasse plus en Roumanie, en principe, 100 hectares de terre arable. D'ailleurs, la prévision de l'article 18 n'est sans doute pas de nature à contrarier les étrangers qui désireraient participer aux entreprises roumaines, car, s'ils voulaient y investir des capitaux, ce n'est évidemment pas dans les exploitations agricoles qu'ils les emploieraient, alors que c'est surtout l'industrie et la mise en valeur des autres matières premières du pays qui seront les plus rémunératrices.

Les décisions de la Conférence de Sinaïa

La conférence qui vient d'avoir lieu à Sinaïa a été une occasion pour les alliés de la Petite Entente de manifester une fois de plus leur étroite solidarité et de leur permettre de préciser l'identité de vue pour la ligne de conduite commune à suivre concernant l'ensemble les problèmes intéressant la Roumanie, la Tchéco-slovaquie et la Yougo-slavie. Après avoir passé en revue la situation générale en Europe, les trois ministres des Affaires Etrangères se sont tout spécialement occupés de la Bulgarie et de la Hongrie.

Pour la Bulgarie, une Entente est intervenue sur les solutions prévues pour toutes les éventualités. La Petite Entente, tout en considérant que le Gouvernement Bulgare actuel est sous l'influence prépondérante du Comité macédonien, paraît disposée néanmoins à lui permettre de prouver par les actes qu'il est bien résolu à respecter et à se conformer au traité de Neuilly et aux engagements contractés par le Gouvernement de M. Stamboulisky.

Quant à la Hongrie les représentants de la Petite Entente se sont mis d'accord pour lui accorder les facilités nécessaires en vue d'obtenir un emprunt international, mais sous condition que cet emprunt ne serve en aucune façon ni à l'armement ni à la propagande irrédentiste hongroise dans les provinces réunies aujourd'hui à la Roumanie, à la Tchéco-slovaquie et à la Yougo-slavie. Les trois états demanderont donc des garanties et cette condition est d'autant plus justifiée que le gouvernement hongrois, par sa tolérance, pour ne pas dire par sa complicité, a permis jusqu'à présent à la Ligue des Hongrois réveillés et aux autres organisations irrédentistes de déployer une activité telle que plus d'une fois les Etats voisins se sont vus obligés de le rappeler au respect des clauses du traité de Trianon. D'après des informations de presse, la conférence de Sinaïa aurait même arrêté les conditions de ces garanties et les mesures à prendre pour exercer un contrôle rigoureux en Hongrie, sur l'emploi du produit de l'emprunt international. En tout cas ces conditions n'ont pas été dévoilées jusqu'à présent mais il est facile de les deviner. Il suffit de se rappeler les conditions dans lesquelles l'Autriche a obtenu l'autorisation de contracter des emprunts pour le relèvement de ses finances. Les Etats vainqueurs lui ont imposé un contrôleur pour veiller sur ses finances et surtout sur l'emploi des fonds qui lui ont été fournis. Une pareille mesure s'impose également pour la Hongrie. Les Etats de la Petite Entente étant les principaux intéressés comme créanciers de cet Etat ex-ennemi, il est tout naturel qu'ils demandent que ce contrôle leur soit confié et qu'ils aient également un délégué dans la Commission militaire interalliée de contrôle à Budapest pour collaborer à la surveillance du désarmement complet de la Hongrie, conformément au traité de Trianon. Il est probable que les Etats de la Petite Entente exigeront en outre la dislocation de toutes les organisations militaires et irrédentistes en Hongrie. En tous cas, quelles que soient les décisions prises à Sinaïa, nous ne tarderons plus longtemps à les connaître, étant donné que les gouvernements de la Petite Entente, doivent communiquer à la Commission des Réparations les conditions auxquelles ils consentiraient à la levée de l'hypothèque sur les biens de l'état hongrois pour lui permettre de conclure un emprunt international. La restauration des finances hongroises dépend donc exclusivement du gouvernement de Budapest. A en croire la presse hongroise, qui est unanime à protester contre les conditions de la Petite Entente, surtout celle demandant un délégué à la Commission militaire interalliée de contrôle à Budapest, on pourrait en conclure que le Gouvernement du Comte Béthlen aurait des difficultés pour faire accepter ses conditions par le Parlement hongrois. Cependant, il ne peut y avoir pour la Hongrie d'autre solution pour restaurer ses finances, que l'acceptation des conditions formulées par la Petite Entente. Son cas, en

effet n'est en aucune façon semblable à celui de l'Autriche qui s'est efforcée depuis la conclusion du traité de Saint-Germain, de s'y conformer strictement. Par contre, il est tout à fait identique à celui de l'Allemagne, puisque la Hongrie cherche continuellement à se dérober aux engagements pris par le traité qu'elle a signé. L'entretien des organisations irrédentistes, les manifestations belliqueuses et de provocation auxquelles se livrent continuellement ces organisations, ainsi que les nombreuses découvertes de dépôts d'armes et de munitions cachées nous le prouvent amplement. La conférence de Sinaïa paraît avoir abouti également à des résultats dont on a omis de faire ressortir toute l'importance. En effet, les trois ministres des Affaires Etrangères, ayant eu à examiner la politique générale de la Petite Entente, notamment celle vis-à-vis de l'Allemagne, se seraient mis d'accord que leur groupement doit rattacher son action à celle des grands alliés.

La Roumanie, la Tchéco-slovaquie et la Yougo-slavie se rendent parfaitement compte de la nécessité de l'exécution intégrale du traité de Versailles et des conséquences désastreuses qui pourraient résulter pour la paix générale en Europe si l'Allemagne parvenait à déchirer ce traité. La petite Entente est donc entièrement solidaire de ses grands alliés, pour imposer à l'Allemagne le respect du traité de Versailles et elle leur demande en échange leur appui pour faire respecter les traités qui intéressent plus directement sa sécurité. Elle considère ces traités comme inséparable du traité de Versailles et que la moindre défaillance dans l'application soit du traité de Trianon soit de celui de Neuilly, serait de nature à porter de graves préjudices à l'application du traité de Versailles. Ayant solidairement imposé les conditions de paix à toutes les nations ennemies vaincues, il ne devrait y avoir aucune différence dans l'application des traités de paix, qu'il s'agisse des clauses politiques et militaires ou bien des réparations.

Les trois ministres des Affaires Etrangères au cours de leur réunion à Sinaïa ont décidé de pratiquer à l'avenir une collaboration plus étroite entre les trois gouvernements dans le domaine de la politique étrangère et qu'à cet effet leurs représentants diplomatiques à l'étranger auront à se tenir en contact suivi et à agir en commun dans toutes les questions intéressant la Petite Entente. Enfin, ils ont examiné l'opportunité d'élargir la Petite Entente par l'entrée de la Pologne et de la Grèce. Les informations de presse laissent supposer qu'ils se sont rendu compte qu'il est encore prématuré d'envisager une collaboration aussi étroite avec la Pologne et la Grèce. Néanmoins, tout permet de croire qu'un rapprochement sensible s'est produit entre les Etats de la Petite Entente d'une part, la Pologne et la Grèce de l'autre et que ces Etats parviendront à s'entendre pour se présenter comme un seul groupement devant la Société des Nations lors de sa prochaine assemblée. Par contre, la conférence de Sinaïa paraît avoir examiné de plus près la suggestion de former une Petite Entente balkanique dans laquelle entrerait la Roumanie, la Yougo-slavie et la Grèce, voire l'Albanie dans le but de veiller au respect du traité de Neuilly et à la sécurité de la paix dans les Balkans, rôle que remplit actuellement la Petite Entente dans l'Europe Centrale. Cette question intéresse tout particulièrement la Yougo-slavie et la Grèce. Toutefois, elle mérite d'être approfondie par les gouvernements intéressés, et, par conséquent, il serait encore prématuré d'envisager dès maintenant comme réalisable la formation de cette Petite Entente balkanique.

D. Tomitch.

BULLETIN MARITIME

Les Relations maritimes de Dunkerque avec l'Extrême-Orient, l'Australie et la Baltique.

Les Messageries Maritimes qui, avant la guerre assuraient, au départ de Dunkerque, un seul itinéraire spécialement destiné à relier la métropole et l'Indochine, ont développé depuis lors, malgré la crise économique et maritime, leurs services au départ de ce port.

Actuellement elles offrent tant aux exportateurs qu'aux importateurs du Nord de la France par Dunkerque les possibilités suivantes de réception et d'expédition :

1° *Ligne d'Indochine.* — Par la ligne d'Indochine dont les départs s'effectuent tous les 28 jours elles touchent :

En Belgique, Anvers; en France, Le Havre, La Pallice; en Egypte, Alexandrie, Port-Saïd, Suez; aux Etablissements des Détroits, Singapore; en Indochine, Saïgon, Tourane, Haïphong. Retour par Saïgon, Singapoure (facultatif, Pondichéry, Colombo, Djibouti, Suez, Port-Saïd, Alexandrie). Après Alexandrie itinéraire libre.

Les navires employés sur ce trafic sont :

	Déplacement	*Port en lourd*
Min	17.892 t.	12.090 t.
Yalou	17.000 «	10.900 «
Yang-Tse	17.800 «	12.120 «
Si-Kiang	16.600 «	11.334 «
Commissaire Ramel	16.620 «	11.052
Saint-Loubert-Bie	14.500 «	9.700
Docteur Pierre Benoit	16.822 «	12.085

2° *Ligne d'Extrême-Orient.* — Par la ligne d'Extrême-Orient dont les départs s'effectuent le 20 de chaque mois, les Messageries Maritimes touchent :

En Belgique, Anvers; en Angleterre, Middlesbro, Londres; en Egypte, Port-Saïd, Suez; en Indochine, Saïgon; en Chine, Hong-Kong, Shanghai régulièrement, Pukow, Hankow, le Golfe de Petchili tous les deux voyages; au Japon, Moji, Kobé régulièrement, Yokohama tous les deux voyages, par les navires :

	Déplacement	Port en lourd
Commissaire Pierre Lecocq	12.298 t.	9.158 t.
Chef-méc. Maillot	12.298 «	9.158 «
Lieutenant de la Tour	12.300 «	9.158 «
Commandant Mages	12.298 «	9.158 «
Commandant Dorise	11.880 «	8.600 «
Heinam	12.430 «	8.736 «
Lieut de Missiessy	12.300 «	
(de la Société France-Indochine)		

Cette ligne apportera à Dunkerque les graines oléagineuses de Chine, les riz et maïs de l'Indo-Chine.

3° *Ligne du Pacifique.* — Cette ligne, comportant un départ toutes les douze semaines, touche :

En France, Le Havre, Bordeaux, Marseille; aux Antilles Françaises, la Guadeloupe et la Martinique; en Amérique Centrale, Colon et Panama; dans le Pacifique, Tahiti, les Iles Fidji, Suva; en Nouvelle-Calédonie, Nouméa; aux Nouvelles-Hébrides, Port-Vila; en Nouvelle-Zélande, Wellington, West-Port.

Les navires mixtes employés pour ce trafic sont :

	Déplacement	Jauge brute
El Kanlara	13.475 t.	6.888 t.
Louqsor	13.475 «	6.889 «
Antinous	13.356 «	5.809 «
Andromède	13.000 «	7.498 «

4° *Ligne d'Australie.* — La ligne d'Autralie dont les départs s'échelonnent environ tous les sept semaines dessert :

En France, Le Havre, Bordeaux, Marseille; en Egypte, Port-Saïd, Suez; en Arabie, Aden; à Ceylan, Colombo; en Australie, Fremantle (éventuellement), Adélaïde, Melbourne, Sydney et Brisbane (éventuellement), avec les navires :

	Déplacement	Jauge brute
Céphée	18.558 t.	9.155 t.
Ville de Metz	13.850 «	7.006 «
Ville de Strasbourg	13.850 «	7.006 «
Ville de Verdun	13.850 «	7.006 «

Nous avons déjà signalé l'intérêt que présente cette ligne au point de vue du trafic des laines. Ajoutons que, vant 1870, le port de Dunkerque recevait les laines par l'intermédiaire des ports du Havre, de Londres, de Hull et de Hambourg. Avant cette date, en effet, Dunkerque n'entretenait de relations maritimes régulières qu'avec les Iles Britanniques, les ports septentrionaux de l'Europe, les ports français et les ports de la Péninsule Ibérique et de la Méditerranée.

La fin de l'Empire marqua une période de transition pour Dunkerque dont les lignes régulières se développèrent de plus en plus, par la suite, parallèlement à son commerce et à l'activité industrielle du département du Nord.

5° *Ligne de Riga; Services sur la Méditerranée et le Proche-Orient par transbordement à Marseille.* — La Compagnie des Messageries Maritimes vient de créer une ligne commerciale régulière reliant le Nord de la France aux pays Baltes (Lettonie, Esthonie et Finlande), afin de permettre à Dunkerque de recevoir les lins et les bois de Russie.

Ce service dont le port tête de ligne est Dunkerque, touchera à Anvers (éventuellement Gand aux lieu et place d'Anvers) et à Riga.

A titre provisoire, et sauf imprévu, les départs auront lieu de Dunkerque, tous les mois environ, et seront assurés par le navire « *Tétuan* » 1.724 tonnes d. w. qui a quitté Dunkerque le 25 mai 1923 pour la première fois.

D'autre part, la Compagnie va mettre en charge à Rouen tout prochainement le vapeur « *Teneriffa* » à destination de Reval et Helsingfors pour compléter son service de Dunkerque. Le « *Teneriffa* » peut recevoir des passagers.

Il est à peine besoin d'attirer l'attention sur l'intérêt que présente l'itinéraire de la Compagnie des Messageries Maritimes, au point de vue national, pour l'accroissement des échanges entre la France d'une part, les pays Baltes et tout l'arrière pays, d'autre part.

Il faut remarquer que la Ligne commerciale de la Baltique, qui est comme le prolongement naturel des services qu'exploite la Compagnie des Messageries Maritimes de France sur les au-delà de Suez et vice-versa, facilitera d'une façon particulière les relations commerciales entre le domaine colonial d'Extrême-Orient et les régions du Nord de l'Europe.

A un moment où l'armement allemand, dans la perspective d'une action future sur la Russie, vient précisément d'organiser un service entre les ports de l'Allemagne et les pays de transit pour la Russie, la Lettonie et l'Esthonie, il devenait indispensable et urgent de mettre à la disposition du commerce français, une ligne battant pavillon national; c'est ce qu'a compris la Compagnie des Messageries Maritimes.

VALEURS DE NAVIGATION

Bourse de Marseille

14 août 1923

Fraissinet	795
Messageries Maritimes	203
Mixte	240
Transatlantique	166
Transports Maritimes	271

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoes.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 17 61e ANNÉE 2 SEPTEMBRE 1923

LES PREMIERS ROMANS SOCIAUX DE VICTOR HUGO

En 1829, Victor Hugo n'a que vingt-sept ans, mais il est précocement mûri par les épreuves de sa jeunesse, par la mort de sa mère, par ses jours de laborieuse et vaillante bohème dans le petit logis de la rue du Dragon, par les difficultés de sa vie présente. Il est marié depuis sept ans, père de trois enfants, Léopoldine, Charles et François. Il est tel que vient de le dessiner Deveria : visage soigneusement rasé sur cravate à la Royer-Collard, masque énergique et grave, un front magnifique encadré de cheveux noirs, deux yeux pleins de songe et de vie intérieure. Il est le chef incontesté de la jeune école.

Il a beaucoup produit. Et, dans l'ensemble, ses premières productions, *Bug Jargal* ou *Han d'Islande*, *Ballades* ou *Orientales*, ne sont que fantaisie brillante et parfois bien bizarre ; avec son intempérance d'imagination, elles n'attestent encore que ses dons de peintre et de musicien, sa science innée du verbe, de l'image et du rythme. Déjà, pourtant, par quelques-unes des *Odes* s'est révélé celui qui sera le grand poète du foyer ; et, chose non moins neuve à pareille date, — à l'heure où les autres lyriques, fils de René, ne se plaisent que dans l'expression de leur *moi*, de leurs vagues inquiétudes et de leur incurable mélancolie, — déjà s'annonce par la plupart de ces mêmes *Odes* celui qui sera le grand poète de la cité, de nos luttes pour le progrès, de la bataille sociale.

C'est alors qu'il fait paraître *le Dernier jour d'un condamné*, suivi en 1834 de *Claude Gueux*.

I

Sous la forme d'un journal intime, *Le Dernier jour d'un condamné* est l'analyse d'une âme depuis cinq semaines en face de la mort ; c'est la lente agonie d'un homme, d'un criminel, mais enfin d'un homme, en pleine santé, en pleine vie, qui voit la mort toute proche, inévitable, et qui se débat comme déjà sous la main du bourreau.

Sur quoi Edmond Biré, — à qui nous devons tant de précieux renseignements sur la personne et l'œuvre de Hugo, mais qui ne s'est si longtemps occupé de lui que pour mieux le dénigrer, — Biré déclare qu'il n'y a là qu'un jeu d'esprit, jeu cruel d'artiste romantique. L'horrible, nous dit-il, était à la mode en 1829 ; les Jeune-France trouvaient piquant de boire dans un crâne ; quelqu'un en offrait un à Sainte-Beuve en manière de petit cadeau : Hugo s'est amusé, lui, à nous faire peur avec une tête coupée. L'idée lui viendra seulement en 1832, dans la préface ajoutée au texte primitif, de donner à son roman une haute signification, et d'en faire un réquisitoire contre la peine de mort. L'idée ne lui en viendra qu'après coup, quand les journées de Juillet et le procès intenté aux derniers ministres de Charles X auront fait naître contre la peine de mort un mouvement d'opinion ; car — et avec Biré c'est le refrain inévitable — « Hugo n'est pas un inventeur, il n'est jamais à la tête, mais toujours à la suite, jamais créateur et maître d'une idée, mais toujours serviteur et héraut des idées d'un moment. »

Accusation à laquelle il y a, ce me semble, deux réponses péremptoires.

La première, dans l'histoire même du romantisme. Il est très vrai qu'en 1829, et depuis plusieurs années, la mode littéraire était aux tableaux effroyables, aux scènes de torture et de massacre, aux caveaux funèbres, aux cimetières, et non seulement aux bourreaux ou aux assassins, mais aux monstres, aux spectres, aux pactes avec le diable, aux apparitions infernales. Mode à laquelle tous ont sacrifié, Hugo dans *Bug Jargal* et *Han d'Islande*, Balzac dans *L'Héritière de Birague* et *le Centenaire*, Mérimée dans *la Vision de Charles IX* et *La Vénus d'Ille*; mode dont les traces reparaîtront jusque dans des romans ou des drames postérieurs à 1830. Elle s'explique par le déséquilibre des esprits au lendemain de la Révolution, par l'influence de trois romanciers anglais, Mme Radcliffe, Lewis et Maturin, qui avaient fondé, pourrait-on dire, l'école du cauchemar, mais plus encore par un besoin, tout à fait légitime en ce temps-là, de réaction contre les ridicules timidités de l'art pseudo-classique. Qu'on se souvienne, par exemple, de cet *Othello* où Ducis ne laissait aux personnages de Shakespeare ni leurs noms, selon lui trop barbares, ni même leur couleur, puisque l'époux de Desdémone cessait d'être nègre pour prendre un teint « cuivré », où un mouchoir s'appelait un « tissu », et où Othello n'étouffait plus sa femme sous un vulgaire oreiller, mais la tuait noblement d'un coup de poignard. Il était grand temps, certes, de rompre avec des bienséances surannées et de puérils scrupules ; il était bon de dire à la muse de Ducis et de Népomucène Lemercier ce que dira Renan à Pallas Athéné dans son admirable *Prière sur l'Acropole* : « Le monde est plus grand que tu ne crois ! » Ces outrances ou ces folies romantiques, ces défis au bon goût et au bon sens étaient la transition nécessaire entre l'art froidement noble, conventionnel et mort des derniers classiques et la libre, hardie, féconde imitation de la vie moderne. Par là le romantisme préparait le public à accepter et à goûter dans l'œuvre d'art l'image des plus humbles ou des plus poignantes réalités, à passer du « palais à volonté » dans les milieux bourgeois ou populaires, dans l'arrière-boutique, l'atelier ou la mansarde, dans l'hôpital ou la prison : par là il s'acheminait au réalisme, et l'auteur du *Centenaire* ou de *L'Héritière de Birague* allait devenir celui de *La Comédie humaine*. Hugo a fait comme Balzac ; seulement il est arrivé plus vite au but. Il y est arrivé dès 1829, dès le *Dernier jour d'un condamné* qui n'est plus « un jeu », une invention fantastique, mais un premier essai de roman réaliste et de roman social.

Et veut-on, d'autre part, la preuve qu'en l'écrivant il avait pleine conscience de ce qu'il voulait faire ? Qu'on lise les lignes suivantes, que je n'emprunte pas à la préface de 1832, mais au texte de 1829 : « N'y aurait-il pas dans ce procès-verbal de la pensée agonisante, dans cette progression toujours croissante de douleurs, dans cette espèce d'autopsie intellectuelle d'un condamné, plus d'une leçon pour ceux qui condamnent ? Peut-être cette lecture leur rendra-t-elle la main moins légère quand il s'agira quelque autre fois de jeter une tête qui pense, une tête d'homme, dans ce qu'ils appellent la balance de la justice... Ils sont triomphants de pouvoir tuer sans presque faire souffrir le corps. Eh ! c'est bien de cela qu'il s'agit ! Qu'est-ce que la douleur physique près de la douleur morale ! Horreur et pitié, des lois faites ainsi ! Un jour viendra, et peut-être ces mémoires, derniers confidents d'un misérable, y auront-ils contribué... »

Non, l'ouvrage n'a été composé ni pour exploiter la vogue des romans macabres, ni pour obéir à un mouvement d'opinion qui ne devait se produire qu'à dix-huit ou vingt mois de là ! Hugo a dit, et nous n'avons nulle raison de douter de sa parole, d'où lui était venue l'inspiration. Elle lui est venue, comme en mainte autre occasion, d'une « chose vue », et de quelle chose ! Il a noté dans *Actes et paroles* et dans le *Victor Hugo raconté*... ses successives rencontres avec l'échafaud. La première datait de 1818 ou 1819, d'un après-midi où, passant derrière le Palais de justice, il avait vu marquer au fer rouge l'épaule d'une voleuse : « J'ai encore dans l'oreille, après plus de quarante ans, et j'aurai toujours dans l'âme l'épouvantable cri de la suppliciée... Je sortis de là déterminé — j'avais seize ans — à combattre à jamais les mauvaises actions de la loi. » Un autre jour, en 1825, sur la place de Grève, il assista, non sans détourner la tête avant la fin, à une exécution ; en 1828, enfin, il en vit préparer une dans le même lieu, il vit l'exécuteur essayer tranquillement le couperet, graisser les rainures... Le lendemain, il se mettait au travail, et écrivait son livre, qui est un livre de bonne foi.

Est-ce aussi un chef-d'œuvre ? La chose est moins sûre. Mais, si l'on songe aux difficultés du sujet, certainement c'est un tour de force. Le condamné commence son journal le matin du jour dont il ne verra pas la fin, et presque aussitôt il apprend qu'il n'a plus que quelques heures à vivre. Que peut, dès lors, être ce journal, sinon un cri et toujours un cri ? Comment nous éviter l'impression de monotonie dans l'horreur ? Hugo y a presque réussi. Il a su varier les éléments d'intérêt, multiplier les saisissants contrastes. Un retour en arrière nous

ramène à la salle des assises, le soir du verdict, ou plus loin, bien plus loin dans le passé, à des années d'innocence et de bonheur ; un regard par la fenêtre, à travers des barreaux de fer, nous montre une cour de prison toute grouillante de forçats qui vont être ferrés et envoyés à Toulon. Trois fois le décor change, peint chaque fois avec la même vérité pittoresque : Bicêtre, la Conciergerie, et ,suprême étape, la Grève. Des figures très diverses passent, un prêtre, des magistrats, un policier, un autre condamné qui attend son tour ; une voix de femme se fait entendre, voix fraîche qui chante une chanson de bagne ; des rêves à rendre fou alternent avec des scènes de gros comique où l'homme qui va mourir est aux prises avec un huissier et un gendarme dignes d'Henri Monnier. Il se produit même, quoique le dénouement soit prévu d'avance et inéluctable, une péripétie dramatique, un temps d'arrêt dans cette marche à la mort : arrivé devant la sinistre machine dont les deux bras se dressent au-dessus de la foule, l'homme dit qu'il a une déclaration à faire, il obtient d'être conduit dans une chambre de l'Hôtel de ville pour y être entendu d'un juge ou d'un commissaire à qui, d'ailleurs, il ne trouve rien à dire qu'un seul mot vingt fois répété : « Ma grâce, ! ma grâce !... » Laissé seul un instant dans cette chambre, il respire, il reprend espoir, il se rattache à la vie. Soudain, un dernier cri lui échappe sur lequel va se refermer le livre : « Ah ! les misérables ! il me semble qu'on monte l'escalier... »

Quelle que soit l'habileté de Hugo, elle ne pouvait suffire à nous masquer le défaut inhérent au sujet, l'invraisemblance du long récit qui nous est donné pour une confession écrite en sept ou huit heures et au pied de la guillotine. Le condamné écrit à Bicêtre, à la Conciergerie, à l'Hôtel de ville ; toujours et partout il a le besoin, et le temps, et le moyen d'écrire. Pareille manie de l'écriture ne s'était pas vue depuis l'âge héroïque du roman épistolaire, depuis les temps de *Clarisse Harlowe* et de *La Nouvelle Héloïse*, où les amants ne faisaient point un pas sans emporter leur écritoire, où M. de Wolmar quittait sa femme mourante pour noter tout ce qu'elle venait de lui dire, et où de son lit d'agonie Julie écrivait des lettres de vingt pages à Saint-Preux, — de même que celui-ci, naguère, l'attendant au rendez-vous, s'écriait : « Quel plaisir d'avoir trouvé de l'encre et du papier ! Je donne le change à mes transports en les décrivant, » etc., etc.

Qui donc est-il, ce condamné qui a la plume si facile ? Quel est son crime ? Tel qu'il nous apparaît, intelligent, aimant, âme de rêveur, cerveau de philosophe se peut-il qu'il ait tué, et qui a-t-il bien pu tuer ? Est-ce sa femme ? Ah ! si c'était elle, je reconnais qu'il aurait des chances d'intéresser les lecteurs, et surtout les lectrices. Mais nous ignorons tout de son passé, sauf précisément qu'il a une femme et une petite fille, toutes deux bien vivantes. Lui seul ne vit pas. Cet homme qui va mourir, mourra sans avoir jamais existé. Un chapitre, il est vrai, porte en titre : *Mon histoire*, mais il se réduit au titre, et une note nous avertit que le texte s'en est perdu. Hugo explique dans sa préface qu'il s'est interdit de parti-pris tous les détails qui peuvent individualiser une figure, parce qu'il voulait peindre le condamné en soi, tous les condamnés en un. Mais n'est-ce pas raisonner d'étrange façon, et ne faut-il pas lui répondre qu'une abstraction est un néant, que les créations de l'art n'atteignent à la vérité générale qu'à la condition de vivre d'une forte vie individuelle, et que pour représenter tous les condamnés il fallait d'abord que celui-ci fût un être humain ?

Il n'a pu, bien entendu, soutenir jusqu'au bout semblable gageure, et demeurer constamment dans l'abstrait qui est le contraire même de son génie ; force lui a été de se contredire, de prêter à celui qu'il faisait parler quelques traits distincts de physionomie ou de caractère, des goûts, des sentiments, des souvenirs personnels. Et alors qu'arrive-t-il ? Il arrive que dans le prétendu condamné nous avons la surprise de reconnaître Victor Hugo en personne ! Le voici enfant « dans un grand jardin sauvage, ancien enclos de religieuses que domine de sa tête de plomb le sombre dôme du Val-de-Grâce », et auquel il ne manque que le nom des Feuillantines ; le voici père, et parlant à sa petite Marie exactement comme si elle s'appelait Léopoldine ; le voici gravissant les tours de Notre-Dame, écoutant le tonnerre du gros bourdon, et tout prêt à écrire le fameux chapitre des cloches dans *Notre-Dame de Paris* ; le voici attentif aux aspects et à l'histoire des vieux édifices, peintre hors pair dès qu'un spectacle frappant s'offre à sa vue ; le voici curieux de toutes les formes que peut revêtir le langage, fût-ce sur les lèvres d'un repris de justice, et si occupé à étudier l'argot des prisons à « rouscailler bigorne », qu'il en oublie évidemment la menace de mort suspendue sur sa tête.

Mais je me reprocherais de railler ; au fond, nous n'en avons guère envie en le lisant. Car si nous découvrons sans peine l'artifice, il n'en reste pas moins que l'œuvre est faite de réalités singulièrement douloureuses, et qu'un problème s'y pose auquel nous ne nous heurtons jamais sans tressaillir. Il s'y pose la question de savoir si la Société a le droit de tuer.

Question qu'il a reprise à nouveau, et cette fois

sans aucun travestissement romanesque, dans la préface de 1832. Il y parle en son nom. Il dit ce qu'était à son époque la peine de mort, applicable à l'incendiaire, au faux-monnayeur, dans certains cas même au voleur, aussi bien qu'au meurtrier. Il montre les crieurs publics se répandant dès l'aube dans les rues de Paris, et ameutant des spectateurs pour la Grève ou la barrière Saint-Jacques. Il fait observer que trop fréquemment, par la faute de l'exécuteur ou de sa machine, le supplice se prolongeait, s'aggravait, dépassait ce que l'imagination peut concevoir de plus atroce. Il cite deux cas récents, l'un qui venait de se produire à Pamiers, l'autre à Dijon, et il en précise si impitoyablement les circonstances que je n'ai pas le courage de transcrire son récit. Après le récit, la discussion s'engage :

« Qu'avez-vous à alléguer pour la peine de mort ?...

« Ceux qui jugent et qui condamnent disent la « peine de mort nécessaire. D'abord, parce qu'il « importe de retrancher de la communauté sociale « un membre qui lui a déjà nui et qui pourrait lui « nuire encore. — S'il ne s'agissait que de cela, « la prison perpétuelle suffirait. A quoi bon la mort? « Vous objectez qu'on peut s'évader d'une pri- « son ? Faites mieux votre ronde. Si vous ne croyez « pas à la solidité des barreaux de fer, comment « osez-vous avoir des ménageries ?...

« Mais, reprend-on, il faut que la société se venge, « que la société punisse. Ni l'un ni l'autre. Se ven- « ger est de l'individu, punir est de Dieu. La société « est entre deux. Le châtiment est au-dessus d'elle, « la vengeance au-dessous. Rien de si grand et de « si petit ne lui sied. Elle ne doit pas « punir pour « se venger »; elle doit *corriger pour améliorer*. « Transformez de cette façon la formule des cri- « minalistes, nous la comprenons et nous y adhé- « rons.

« Reste la troisième et dernière raison, la théorie « de l'exemple. — Il faut faire des exemples ! il faut « épouvanter par le spectacle du sort réservé aux « criminels ceux qui seraient tentés de les imiter ! « Voilà bien à peu près textuellement la phrase « éternelle dont tous les réquisitoires des cinq cents « parquets de France ne sont que des variantes « plus ou moins sonores. Eh bien ! nous nions d'abord « qu'il y ait exemple. Nous nions que le spectacle « des supplices produise l'effet qu'on en attend. « Loin d'édifier le peuple, il le démoralise, et ruine « en lui toute sensibilité, partant toute vertu. Les « preuves abondent... Que si, malgré l'expérience, « vous tenez à votre théorie routinière de l'exemple, « alors rendez-nous le seizième siècle, soyez vrai- « ment formidables, rendez-nous la variété des sup- « plices, rendez-nous les tourmenteurs jurés, ren- « dez-nous le gibet, la roue, le bucher, l'estrapade, « l'essorillement, l'écartèlement, la fosse à enfouir « vif, la cuve à bouillir vif ; rendez-nous, dans tous « les carrefours de Paris, comme une boutique de « plus ouverte parmi les autres, le hideux étal du « bourreau, sans cesse garni de chair fraîche. Ren- « dez-nous Montfaucon, ses seize piliers de pierre, « ses brutes assises, ses caves à ossements, ses « poutres, ses crocs, ses chaines, ses brochettes de « squelettes, son éminence de plâtre tachetée de « corbeaux, ses potences succursales, et l'odeur de « cadavre que par le vent du nord-est il répand à « larges bouffées sur tout le faubourg du Temple. « Rendez-nous dans sa permanence et dans sa « puissance ce gigantesque appentis du bourreau « de Paris... A la bonne heure ! voilà de l'exemple « en grand...

« Mais vous, est-ce bien sérieusement que vous « croyez faire un exemple quand vous égorgillez « misérablement un pauvre homme dans le recoin « le plus désert des boulevards extérieurs ? »

On a souvent reproché à Victor Hugo ses changements d'opinion, quoique peut-être un homme qui a vécu quatre-vingt trois ans, et parmi tous les orages du XIXe siècle, fût assez excusable de n'avoir pas toujours été du même avis sur toute chose. Sur celle-ci, en tout cas, il n'a jamais varié. L'attitude prise est demeurée immuable. En 1839, il intervient en faveur de Barbès, et le sauve avec quatre vers adressés au roi Louis-Philippe :

Par votre ange envolée ainsi qu'une colombe,
Par le royal enfant, doux et frêle roseau,
Grâce encore une fois ! Grâce au nom de la tombe !
Grâce au nom du berceau !

Pair de France en 1845, et appelé à se prononcer dans deux causes capitales, il vote la détention. Député en 1848, il monte à la tribune pour développer la même thèse que dans la préface de 1832. Il la développe en 1851, et avec quelle élévation de pensée, quelle éloquence ! en défendant son fils Charles au cours d'un procès de presse. Dans la *Lettre à lord Palmerston* en 1854, dans la *Lettre à un Génevois* en 1862, dans je ne sais combien de pages qui appartiennent aujourd'hui au recueil des *Actes et paroles*, on entend sa voix s'élever du fond de l'exil pour paraphraser magnifiquement le : *Tu ne tueras point*, pour faire de la peine de mort un problème tout ensemble social, philosophique et mystique. Sans cesse, sans se lasser, dans *Melancholia*, dans *Torquemada*, dans *Toute la lyre*, il jette le même appel aux consciences, — appel qu'entendront et répéteront avec une égale force Tolstoï et Dostoïewski.

Il ne s'agit point ici de rouvrir le débat. Disons

simplement que de telles voix sont de celles qui ont le droit de se faire écouter, et qu'on ne les écoute pas sans un trouble profond.

II

Hugo ne s'était pas tenu uniquement, dans le *Dernier jour d'un condamné*, à la question de la peine de mort. Deux épisodes, qui, à vrai dire, font hors d'œuvre dans le roman, — un tableau et un portrait, — y viennent élargir la signification du plaidoyer.

Le tableau est celui du « ferrage » des forçats et de leur départ pour le bagne.

Une cour de prison, vaste, carrée, autour de laquelle s'élèvent quatre façades à six étages ; à toutes les fenêtres des quatre façades, derrière des grillages, les visages maigres et blêmes des prisonniers, « spectateurs de la cérémonie en attendant leur jour d'être acteurs. » A midi, par une grande porte cochère qui s'est ouverte brusquement, la chiourme entre, « espèces de soldats sales et honteux, en uniformes bleus, à épaulettes rouges et à bandoulières jaunes », escortant une charrette toute pleine de chaînes et de ballots de linge. De toutes les fenêtres aussitôt partent des hurlements, des menaces, des rires, des imprécations, et presque en même temps deux ou trois portes basses vomissent, « comme par bouffées », des nuées d'hommes déguenillés. Ce sont les forçats. Leurs cris répondent à ceux des fenêtres qui les acclament et les applaudissent. Un gardien fait l'appel, les range côte à côte selon les hasards de l'ordre alphabétique, jette devant chacun d'eux une chemise, une veste et un pantalon de grosse toile, et, sur un signe, ils commencent tous à se déshabiller. A la même minute, une froide averse d'automne éclatant à l'improviste vient s'abattre sur leurs têtes découvertes, sur leurs membres nus, sur leurs vêtements de toile étalés à terre. « Un silence morne avait succédé à leurs bruyantes bravades. Ils grelottaient, leurs dents claquaient ; leurs jambes maigries, leurs genoux noueux s'entrechoquaient, et c'était pitié de les voir appliquer sur leurs membres bleus ces chemises trempées, ces vestes, ces pantalons dégouttants de pluie ...» Une fois vêtus, ils vont à l'autre coin du préau recevoir le collier de fer qu'un bout de chaîne rattache à la chaîne commune, « au cordon », et qu'on leur rive au cou à grands coups de masses de fer. Ils sont devenus sombres ; les uns pleurent ; d'autres frissonnent et se mordent les lèvres... Tout à coup, le soleil ayant reparu, ils se lèvent tous, comme par un mouvement convulsif, se prennent par les mains, forment une ronde immense. « Ils tournaient à fatiguer les yeux. Ils chantaient une chanson de bagne, une romance d'argot, sur un air tantôt plaintif, tantôt furieux et gai ; on entendait par intervalles des cris grêles, des éclats de rire déchirés et haletants se mêler aux mystérieuses paroles ; puis des acclamations furieuses ; et les chaînes qui s'entrechoquaient en cadence servaient d'orchestre à ce chant plus rauque que leur bruit. » Tout le jour et toute la nuit qui suit, ils sont libres de chanter ainsi et de danser. Le lendemain, au petit jour, cinq longues charrettes viennent les prendre :

« Elles étaient découvertes. Chaque cordon en « occupait une. Les forçats étaient assis de côté « sur chacun des bords, adossés les uns aux autres, « séparés par la chaîne commune qui se dévelop- « pait dans la longueur du charriot, et sur l'extré- « mité de laquelle un argousin debout, fusil chargé, « tenait le pied. On entendait bruire leurs fers, et, « à chaque secousse de la voiture, on voyait sau- « ter leurs têtes et ballotter leurs jambes pendantes.

« Une pluie fine et pénétrante glaçait l'air et « collait sur leurs genoux leurs pantalons de toile, « de gris devenus noirs... Pas de mouvements pos- « sibles. Une fois rivés à cette chaîne, on n'est plus « qu'une fraction de ce tout hideux qu'on appelle « le cordon et qui se meut comme un seul homme. « L'intelligence doit abdiquer, le carcan du bagne « la condamne à mort., et quant à l'animal lui- « même, il ne doit plus avoir de besoins et d'appé- « tits qu'à heures fixes. Ainsi, immobiles, la plu- « part demi-nus, têtes découvertes et pieds pen- « dants, ils commençaient leur voyage de vingt- « cinq jours, chargés sur les mêmes charrettes, vêtus « des mêmes vêtements pour le soleil à plomb de « juillet et pour les froides pluies de novembre... « Il s'était établi entre la foule et les charrettes « je ne sais quel horrible dialogue... à un signe du « capitaine, je vis les coups de bâton pleuvoir au « hasard dans les charrettes sur les épaules ou sur les « têtes, et tout rentra dans cette espèce de calme « extérieur qu'on appelle l'*ordre*. Mais les yeux « étaient pleins de vengeance, et les poings des misé- « rables se crispaient sur leurs genoux. »

Voilà le tableau, vision dantesque qui fait mal, qu'on voudrait oublier, qu'on n'oublie pas ; autre « chose vue », autre aspect de la justice humaine : l'homme qu'avait dégradé le crime, dégradé et perverti encore par le châtiment.

Quant au portrait, c'est celui d'un inconnu avec lequel le condamné se rencontre pendant la halte à la Conciergerie. L'inconnu est expansif et conte son histoire.

Fils d'un malfaiteur qui est mort la corde au cou, orphelin à six ans, il s'est élevé comme il a pu, sans

que personne se souciât de veiller sur lui et de l'instruire, dans le ruisseau ou sur les grands chemins, mendiant d'abord, voleur ensuite. A dix-huit ou vingt ans il s'est fait prendre, et en route pour les galères ! Il y est resté quinze ans, en est sorti avec soixante-six francs amassés sou par sou, et bien résolu à redevenir un honnête homme. Mais on lui avait remis un passeport jaune qu'il était obligé de montrer partout et où était écrit *forçat libéré* : « La belle recommandation !... Je faisais peur, et les petits enfants se sauvaient, et l'on fermait les portes. Personne ne voulait me donner de l'ouvrage. » Alors, quand les soixante-six francs ont été mangés, et cela n'a pu être bien long, il s'est remis à voler, il a fini par tuer pour vivre, et demain il sera « fauché ».

III

L'intention qui s'indiquait dans ces deux scènes, se précise dans *Claude Gueux*.

On avait, non sans raison, reproché à Hugo, après *Le Dernier jour d'un condamné*, d'avoir fait de son héros une abstraction. Dans l'œuvre de 1834, il s'est efforcé de nous en présenter un qui fût plus réel, tout en étant ou pour mieux être symbolique, et il s'est inspiré d'un fait vrai, d'une affaire récemment jugée à Troyes et qui s'était terminée par la condamnation et l'exécution de l'accusé.

Il la raconte ainsi :

« Il y a sept ou huit ans, un homme nommé Claude Gueux, pauvre ouvrier, vivait à Paris. Il avait avec lui une fille qui était sa maîtresse et un enfant de cette fille. Je dis les choses comme elles sont, laissant le lecteur ramasser les moralités à mesure que les faits les sèment sur leur chemin. L'ouvrier était capable, intelligent, fort mal traité par l'éducation, fort bien traité par la nature, ne sachant pas lire et sachant penser. Un hiver, l'ouvrage manqua. Pas de feu, ni de pain dans le galetas. L'homme, la fille et l'enfant eurent froid et faim. L'homme vola. Je ne sais ce qu'il vola, je ne sais où il vola. Ce que je sais, c'est que de ce vol il résulta trois jours de pain et de feu pour la femme et pour l'enfant, et cinq ans de prison pour l'homme. » — En prison, Claude se conduit bien ; il travaille ; les autres détenus le sentent supérieur à eux, ils l'écoutent, le consultent ; un d'eux, Albin, s'attache à lui d'une amitié fraternelle, et, le voyant sans cesse affamé, partage avec lui sa ration. Le directeur, qui n'est peut-être pas un méchant homme, mais qui est un homme borné, autoritaire et jaloux de son autorité, sait mauvais gré à Claude de l'ascendant qu'il a pris sur ses camarades, de la déférence qu'ils lui témoignent ; il en vient à le prendre en haine, et le tourmente de cent manières. Un jour, il a la cruauté de l'informer que son ancienne maîtresse s'est faite fille publique ; un autre jour, il le sépare d'Albin qu'il fait passer dans un autre quartier de la prison. Claude le supplie de lui rendre son ami ; il n'obtient que des refus. Il devient pensif ; il ne parle plus, il réfléchit longuement. Un soir, il réunit tous les prisonniers, leur expose les faits, leur déclare qu'au fond de sa conscience il a jugé et condamné le directeur, qu'il va le tuer d'un coup de hache, et quand celui-ci entre, il le tue, en effet : « Lequel des deux était la victime de l'autre ? » Le 16 mars 1832, il comparaît devant la cour d'assises ; le président lui demande, avant d'envoyer les jurés dans leur chambre s'il a quelque chose à dire pour sa défense: « Peu de chose, répond Claude. Voici pourtant. Je suis un voleur et un assassin ; j'ai volé et tué. Mais pourquoi ai-je volé ? Pourquoi ai-je tué ? Posez ces deux questions à côté des autres, messieurs les jurés. »

Il fut exécuté le 8 juin.

Edmond Biré, qui ne désarme jamais, accuse Hugo d'avoir idéalisé Claude Gueux ; la *Gazette des tribunaux* en main, il démontre que le portrait n'est pas exact de tout point, que Claude habitait Troyes et non Paris, qu'il n'était pas ouvrier, mais berger, que son ami Albin n'était qu'un être abject, guillotiné lui aussi par la suite, etc. On pourrait objecter que dans le *Victor Hugo raconté*... Hugo cite de son côté divers documents, lettre du greffier, texte du recours en grâce, d'où il ressort avec évidence que dans l'âme de Claude Gueux tout n'était pas gâté, et que son crime a été très réellement l'effet des tortures morales endurées dans sa prison. Mais que servirait de discuter sur la part plus ou moins grande ici de l'arrangement littéraire ? Le poète n'est pas un reporter ; le poète — Vigny l'a dit en termes inoubliables dans la préface de *Cinq Mars* — a le droit d'agrandir et d'idéaliser la cause qu'il plaide, si cette cause est juste. Et qui oserait affirmer que Hugo se trompe ou nous trompe quand il reproche à la justice humaine d'être souvent inhumaine, quand il dit que souvent elle achève d'aigrir l'âme du coupable au lieu de l'apaiser et de l'assainir ? On assure qu'aujourd'hui les prisons sont des lieux de délices. Je le veux bien, je n'en puis juger, — je manque d'expérience, — mais jadis? au temps où Hugo écrivait, au temps du bagne, chez nous et à l'étranger ? Qu'on se rappelle *La Maison des morts*, effrayant tableau du bagne sibérien, tableau fidèle et peint d'après nature ; la conclusion en est bien frappante : « Combien de jeunesse, de forces inutiles étaient enterrées et perdues entre ces murailles sans profit pour per-

sonne ? Il faut bien le dire : tous ces gens-là étaient peut-être les mieux doués, les plus forts de notre peuple. Mais ces forces puissantes étaient perdues sans retour. A qui la faute ? »

Je n'égale pas *Claude Gueux* à *La Maison des morts*. Le but de l'œuvre étant de nous toucher, c'est une œuvre à demi-manquée ; quoique moins artificielle que *Le Dernier jour du condamné*, elle ne donne pas l'illusion de la réalité, et, tout en nous forçant à réfléchir, elle ne nous émeut pas profondément. Le langage y est théâtral, et les idées y sont étroites. Hugo n'y aborde pas de front le grand problème de la misère ; il ne traite que de la pénalité, il ne fait voir qu'un aspect restreint de la question sociale, ou, si l'on veut, de l'iniquité sociale. Et ses conclusions sont incertaines. Dans tel passage il fait appel au législateur, il compte sur les hommes pour corriger l'œuvre des hommes, il affirme sa foi au progrès ; ailleurs, et notamment aux dernières pages, on dirait qu'il en désespère. Il demande à la religion de bercer la souffrance des pauvres gens : « Ensemencez les villages d'évangiles. Une bible par cabane... Donnez au peuple qui travaille et qui souffre, donnez au peuple, pour qui ce monde-ci est mauvais, la croyance à un meilleur monde fait pour lui. » Ainsi Bossuet jadis, dans le *Sermon sur l'éminente dignité des pauvres*, sans paraître espérer ni souhaiter une plus juste répartition des biens ici-bas, consolait les déshérités en leur promettant la première place dans la cité céleste, dans l'autre vie.

La vérité est que les deux romans de Victor Hugo valent moins par ce qu'ils sont que par ce qu'ils annoncent, et que leur mérite essentiel à nos yeux est d'être l'ébauche des *Misérables*. En vingt endroits le rapprochement s'impose. Ici comme là le Palais de justice, la prison ou le bagne, les conversations ou les chansons en langue « bigorne ». Le tragique chemineau dont la silhouette se profile dans *Le Dernier jour d'un condamné*, est un peu Gavroche par son enfance vagabonde et sa verve gouailleuse, — et par les mépris qu'il essuie après avoir expié, lorsqu'en sortant du bagne il veut revenir au bien, il est déjà Valjean ; celui-ci ne parlera pas avec moins d'amertume et de colère, en entrant chez Monseigneur Myriel, du passe-port jaune qui sert « à le faire chasser de partout où il va ». Comme Claude Gueux, Valjean volera pour donner du pain à une femme et à un enfant ; et cette femme qu'aimait Claude, cette fille-mère dont la misère fait une fille publique, c'est elle, un jour, qui se nommera Fantine. Part de responsabilité qui incombe à la société dans l'acte du criminel, dans la déchéance de l'homme, de la femme ou de l'enfant, — dureté, inhumanité de l'expiation, — quasi impossibilité du relèvement pour la créature déchue, — nécessité de répandre l'instruction et, selon l'énergique formule de Hugo, « de cultiver, d'éclairer, de moraliser la tête de l'homme du peuple pour n'avoir plus besoin de la couper », — nécessité de se pencher miséricordieusement vers les damnés de la vie, de « faire pénétrer dans le code la douce loi du Christ », c'est-à-dire l'esprit de Myriel, — solution possible du problème social par l'amour : si ce sont là les idées jetées un peu en désordre et à l'état de brève indication dans les deux livres de 1829 et de 1831, qui ne voit que ce sont celles qui vont reparaître dans *les Misérables*, amplifiées, élargies, traduites en scènes vivantes et en vivantes figures ?

Il semble même, à écouter Hugo, que dès ce temps-là l'œuvre nouvelle fut conçue dans sa tête et sur le point d'être écrite.

« Nous ne voulons pas seulement l'abolition de la peine de mort, disait-il dans la préface de 1832, nous voulons un remaniement complet de la pénalité sous toutes ses formes... *Nous comptons développer ailleurs, sur cette matière, le système d'idées que nous croyons applicable.* » Et dans *Claude Gueux* : « Nous avons cru devoir raconter en détail l'histoire de Claude Gueux, parce que, selon nous, tous les paragraphes de cette histoire pourraient servir de têtes de chapitres au livre où serait résolu le grand problème du peuple au dix-neuvième siècle. Dans cette vie importante il y a deux phases principales : avant la chute, après la chute ; et, sous ces deux phases, deux questions : question de l'éducation, question de la pénalité ; et, entre ces deux questions, la société tout entière... Questions sévères, questions poignantes... Celui qui écrit ces lignes *essaiera de dire bientôt peut-être de quelle façon il les comprend.* »

En dépit de ce « bientôt », il a mis près de trente ans à tenir sa promesse, et pour expliquer un si long retard c'est toute sa vie publique et privée de 1834 à 1862 qu'il faudrait étudier. Il faudrait rappeler en premier lieu son amour pour Juliette Drouhet, amour passionné, plein d'ivresses et de remords, qui s'empare de lui, et qui peut bien lui dicter de beaux vers lyriques, *Les Chants du crépuscule*, *Les Rayons et les Ombres*, mais qui l'écarte pour un temps de sa tâche sociale comme de son foyer ; ensuite survient le deuil accablant, la mort de sa fille, en 1843, et le voilà réduit au silence ; plus tard, il est député, proscrit, mêlé à nos luttes politiques. Il n'a pas, cependant, renoncé à son entreprise ; il y pense, il y travaille de façon intermittente, sans jamais la perdre entièrement de vue. L'œuvre s'organise et s'ordonne dans son esprit ;

d'époque en époque, elle change de titre et de proportions. Vers 1836 ou 1837, elle s'intitulait *Le Manuscrit de l'évêque*, en deux tomes, promis par traité à l'éditeur Renduel. Elle a beaucoup grossi et s'intitule *Les Misères*, lorsqu'en 1847 Auguste Vacquerie est autorisé à y jeter les yeux et commence à en parler. La première édition qui paraît en 1862 sous le titre définitif, forme dix volumes.

Et certes, ce n'est pas seulement par le nombre des pages ou les dates de publication que la distance est grande entre les premiers romans sociaux de Victor Hugo et *Les Misérables*. En dépit de tous leurs défauts qui se voient de reste, *Les Misérables* sont une immense œuvre d'art, la plus généreuse que le XIXe siècle ait vue éclore. Du moins n'est-il pas indifférent de constater que l'auteur les avait esquissés trente ans plus tôt, et qu'ils sont une pensée de sa jeunesse réalisée au soir de sa vie.

André Le Breton,
Professeur à la Sorbonne.

UN EXAMEN DE CONSCIENCE PAR UN AMÉRICAIN

Il y a un siècle, Rousseau avait mis à la mode les *Confessions* : on campait l'individu en face de la société. Après Saint-Preux et Jean-Jacques, c'était Werther, René, Oberman, Adolphe; même Vigny, sur sa tour d'ivoire, se confessait dans le *Journal d'un poète*. Aujourd'hui le pendule oscille dans l'autre sens; on souligne la solidarité humaine; on confesse la tribu, la province, la nation, la race. Dès avant la guerre, Zola, en littérature, Le Bon, en psychologie, creusaient l'âme des foules, et Jules Romains mettait en formule l'Unanimisme. Jusqu'en Amérique on sentait le besoin d'exprimer une conscience nationale, — témoin le livre de Roosevelt, *La Vie Intense*. Puis, la guerre vint. L'armistice était à peine signé que Walter Rathenau commençait la série des confessions nationales des grands chefs allemands, — et la moins larmoyante et la moins calculée de toutes : *Von Kommenden Dingen* (Demain). La France aussi s'interrogea abondamment par ses économistes, ses hommes politiques, ses chefs militaires. En 1919, un homme de lettres et philosophe, M. Paul Gaultier, donnait de la France une confession frappante dans son *Examen de Conscience;* l'Amérique vient de nous donner une œuvre parallèle, et pareillement sincère, dans *Everyday Americans*, par Henry Seidel Canby.

L'auteur est un ancien, — ancien, mais point vieux du tout — professeur à l'Université de Yale, brillant, réfléchi, pénétrant; il est aujourd'hui éditeur de la *Literary Review*, nouvellement fondée. M. Canby est une vraie intelligence américaine, de la meilleure espèce; mais pendant longtemps il ne s'était pas rendu compte de ce que cela signifiait. Il avait connu déjà l'Europe et sa littérature, mais en voyageur plutôt. La guerre est venue, et il s'est trouvé en contact étroit, en contact de vie, avec les hommes de l'Europe; il les a connus non plus seulement dans leurs heures de loisir, mais au travail; au travail de guerre — mais qu'importe quelle est la sorte de travail. Nous ne dirons pas qu'il a communié avec l'Européen, mais si on veut bien nous passer ce terme un peu vulgaire, il s'est frotté aux Européens — surtout aux Anglais du reste — et de ce frottement est jaillie la lumière. Pas seulement pour lui, mais pour les autres — et c'est là l'importance de son livre d'aujourd'hui.

Dès les premières pages il met bien en évidence un contraste qui s'impose à lui avec force. Il oppose le conservateur anglais-radical, et le libéral américain-conservateur.

C'est au temps de Shakespeare peut-être, dit-il, que remonte le type anglais qu'il veut définir et qu'il a retrouvé existant pendant la grande guerre; c'est un individu démocratique — ou radical — dans ses idées, dans ses théories, mais un individu profondément aristocratique — ou conservateur — dans sa vie, c'est-à-dire, dans ses goûts et sa conduite. D'où ce fait bizarre pour l'étranger qu'une bonne partie de la législation vraiment progressiste, vraiment démocratique, en Grande-Bretagne dans les cinquante dernières années, est due à l'initiative des jeunes gentlemen d'Oxford et de Cambridge « qui n'ont pas plus l'intention de se joindre au prolétariat que de descendre dans la rue sans col, ou sans avoir pris leur tub. »

Le jeune Américain intéressant est à peu près l'opposé : point du tout aristocratique dans sa vie — libéral au contraire — c'est-à-dire, cordial, bon enfant, très simple dans ses goûts et ses manières; il est conservateur — point du tout démocratique — dans ses idées politiques et sociales.

(1) *Everyday Americans*, by H. S. Canby, (New-York, 1920, Century Company).

M. Canby rappelle que l'Américain fait commencer son histoire à la Révolution de 1776. Or, de là, c'est-à-dire de ces principes politiques, sociaux et même religieux que ses ancêtres ont inscrits, il y a un peu plus d'un siècle, dans la Constitution, l'Américain d'aujourd'hui ne bougera pas : « Il est l'homme qui luttera pour la liberté proclamée par la Déclaration d'Indépendance et contre toute manifestation postérieure de l'esprit révolutionnaire... » C'est un progressiste qui n'admet pas un iota de progrès à *son progrès* : « C'est un révolutionnaire converti en gendarme ».

Ne nous laissons d'ailleurs pas prendre aux apparences. L'Américain est d'un entreprenant formidable en certaines occasions. Il démolira sans hésiter un bâtiment de dix étages pour en construire un autre de vingt étages à la place; il jettera au vieux fer des milliers de machines pour adopter un modèle nouveau modérément modifié. Mais parlez lui de toucher à l'œuvre des révolutionnaires de 1776, et le voici « aussi soucieux de l'orthodoxie de ses idées qu'une jeune fille de sa virginité ». (1)

*
* *

Tout le livre développe cette idée fondamentale, et M. Canby n'hésite pas à en montrer — sans mettre des gants — les conséquences dans les événements de ces derniers mois. L'Amérique s'est levée comme un seul homme — en conformité avec les principes de 1776 — pour abattre l'hydre de l'aristocratisme; mais dès qu'elle crut cette œuvre achevée, l'Amérique se montra incroyablement plus conservatrice que toute autre nation : « La seule véritable ardeur qui s'est manifestée chez nous depuis l'armistice — dit M. Canby — a été pour défendre notre droit de laisser l'Europe cuire dans son jus (*stew in her own juice*) et notre privilège d'envoyer pendre les grands principes ». M. Harding, au jour de son inauguration, le 4 mars dernier, ne donne certes pas tort à M. Canby. Le premier aliéna de son discours ne contient-il pas ces mots ? « Nous avons vu les passions du monde épancher leur furie, mais nous contemplons notre république inébranlée, et considérons comme assurée *notre* civilisation... Nous, Américains, nous avons acquis la certitude que notre gouvernement représentatif est l'expression la plus élevée et la plus sûre de la liberté et de la civilisation ». Il a donc existé, l'idéalisme américain qui a inspiré la croisade de 1917; mais c'était une croisade qui constituait en quelque sorte un anachronisme, — car le kaiserisme lui-même était un anachronisme.

La ligue des nations était pourtant sortie d'un cerveau américain, mais voyez : l'Américain s'est passionné pour elle tant qu'elle signifiait une ligue pour protéger les petits peuples, pour leur apporter la démocratie et la justice *comme elles existent en Amérique;* mais ceci fait, et dès qu'il exista vaguement des Pologne, des Yougoslavie, des Tchécoslovaquie, et quand le monde voulut faire plus que cela en établissant une association où l'Amérique eût à accepter des responsabilités nouvelles « cette passion pour la ligue s'affala » (*collapsed*). M. Harding encore a fait écho : « La prospérité de notre république, matériellement et spirituellement, prouve la sagesse de notre politique traditionnelle de non-implication dans les affaires du vieux monde, *non involvement in old-world affairs*). Confiants en notre pouvoir de forger nos propres destinées et réclamant jalousement ce droit, nous ne cherchons aucune part dans la direction des destinées du vieux monde. » (Discours du 4 mars 1921.)

*
* *

M. Canby est sévère pour ses compatriotes. Il n'est pas sans se rendre compte des « pourquoi » mais, pour lui, expliquer n'est pas approuver. Sans doute, tout est agréable en Amérique, tout est confortable, tout est solide, — pourquoi rien changer? En ce qui nous concerne, de ce côté de l'Océan, « la société est en règle... les dividendes sont payés... les droits des citoyens sont sauvegardés... les affaires sont les affaires, et la politique est la politique. » Que si l'Europe est toute en désordre, si on y meurt de faim, de froid, de maladies contagieuses, qu'*ils* la réorganisent!! Au fond, conclut M. Canby, avec son sarcasme d'honnête homme : « Notre vie nationale est double. Nous pouvons nous tenir sur un pied moral, nous pouvons nous tenir sur un pied de *business*. Et

(1) On dira : Et le 18e amendement à la Constitution, la Prohibition des boissons alcooliques ? La réponse est bien simple. On ne se séparait pas de l'esprit des pères puritains avec la prohibition ; on y faisait rentrer une disposition qui avait en quelque sorte passé entre les mailles. Et ajoutons d'autre part que cette timidité intellectuelle ne se manifeste que dans les domaines de la vie pratique. Car pour tout ce qui est « dernier cri » en littérature et en art — et qui n'a pas de portée sur la morale et la politique, par exemple pour le Futurisme et le Cubisme, l'Amérique répond noblement, — comme l'a constaté M. Léonce Bénédite récemment en tournée de conférences en Amérique. Mais on comprend bien qu'il s'agit ici plutôt de se donner à soi-même l'illusion qu'on est libre d'esprit — à peu près comme le timide fait des coups de tête pour se donner à soi-même et aux autres, l'illusion d'une volonté.

généralement, nous changeons de l'un à l'autre. En 1918 nous étions sur un pied tout à fait, le premier nommé; en 1919 nous avons été tout heureux de changer de pied ».

***

Oserons-nous le dire cependant? M. Canby nous paraît trop se borner à constater des faits; et pas assez disposé à tirer des conclusions en tenant compte des explications des faits, — explications qui suggèrent des remèdes possibles.

Après tout, que reste-t-il des constatations assez pessimistes de M. Canby? C'est qu'il y a une force très grande qui empêche l'idéalisme américain de se manifester. Cette force, c'est la prospérité nationale qui est là *toujours présente*, tandis que la misère européenne est *si loin*. Quand on est heureux, on n'est pas trop disposé à réfléchir, — c'est inutile. Mais cela ne veut pas dire qu'on soit mauvais; cela veut peut-être seulement dire qu'on est étourdi; ou même qu'on n'a pas été mis en état de savoir ce qu'il faudrait savoir pour vouloir exercer ses bons sentiments.

M. Canby, justement, signale des symptômes très intéressants et très encourageants sous leur aspect mélancolique. Il voit les meilleurs esprits en Amérique se demandant avec anxiété : où allons-nous? et que voulons-nous? Que veulent nos commerçants qui nous rendent riches? Que veulent nos directeurs et nos conseils d'éducation ? (*schoolboards*) après nous avoir gavés de connaissances ? Que veulent nos institutions politiques et sociales après avoir garanti chacun contre la misère et l'injustice ? Pourquoi? Et après? Quoi?

Or, l'écart signalé par M. Canby entre l'activité fiévreuse de l'Américain et des fins apparentes à cette fièvre, existe certainement. Mais avoir au cœur cette inquiétude, c'est quelque chose. Et pour les gens réfléchis de cette grande nation se poser cette question : « L'idéalisme américain est-il une vertu, une maladie, une illusion? » n'est-ce pas déjà un aveu, et trahissant de nobles sentiments? Les Américains sont « utilitaristes » à la façon de Mill, ils préfèrent être des humains non satisfaits que des porcs satisfaits. Personne ne saurait nier cela.

Ailleurs, M. Canby remarque avec une horreur sacrée — bien compréhensible, — la facilité incroyable avec laquelle les Américains se payent de mots : « L'Amérique est pleine de *sloppy thinking* », c'est-à-dire que la pensée a un peu chez eux la nuance d'eau à relaver : imprécision dans la façon de poser les problèmes, faits à moitiés assimilés, et sensiblerie — ah! surtout sensiblerie écœurante, résultat, « dans les écoles, de parlottes qui glorifient un démocratisme naïf ». On se croit grand apôtre du progrès quand on prêche 1776 ; on se vante d'avoir les meilleures écoles du monde quand on ne connaît que celle de son village ; on dit que l'Amérique n'a en rien profité de la guerre quand elle a drainé l'argent du monde entier et qu'elle a ainsi les moyens d'imposer sa volonté à toutes les nations, car la guerre l'a à peine touchée. — Soit! soit! soit!... mais dans tout cela il y a quelque chose de bon encore; on aspire à des choses, ou du moins on se vante de choses qui sont très belles et trahissent des esprit qui n'ont pas de bas instincts. Mieux vaut des Américains se vantant de vertus politiques, d'écoles, de générosités qui n'existent peut-être pas, que des Américains se vantant des millions, des chapeaux, des maîtresses qu'ils peuvent avoir vraiment.

Prenons un troisième grand point dans le livre de M. Canby. « Depuis la guerre nous sommes retombés, dit-il, dans l'esprit le plus bourgeois. Aujourd'hui la classe moyenne règne. Ce que nous allons voir tantôt sera le produit fini de la vie bourgeoise. Car il est clair que cet esprit est en pleine floraison. Nous nous en vantons et nous exaltons ses vertus. Nous méprisons l'aristocratie. Nous accumulons le sarcasme sur le prolétariat et persécutons ses prophètes. Quiconque s'élève parmi nous acquiert bientôt la mentalité bourgeoise ». Que le passé était différent! Voyez donc : c'est au XVIIIe siècle, quand l'Amérique n'était pas la grande démocratie, quand elle avait une philosophie tout à fait puritaine et théologique, et conservatrice, qu'il y avait de la vie; alors vécurent des hommes remarquables. Voyez les Washington, les Jefferson, les Franklin et les signataires de la Déclaration d'Indépendance; voyez encore au milieu du XIXe siècle les Lincoln, les Grant, les Sherman et la pléiade des hommes de pensée. Ces hommes accomplissaient de grandes choses; toutes leurs traditions puritaines ne les en empêchaient pas, tandis qu'il semblerait que c'est justement l'établissement de la démocratie moderne qui a tout arrêté; et aujourd'hui on a si peur du progrès qu'on ne fait des penseurs et des avocats et des éducateurs que pour « préserver l'esprit du passé ». Mais voyez donc encore la récente guerre, dit M. Canby; et il écrit des pages admirables sur l'incroyable surprise que réservait à des hom-

mes comme lui l'entrée de l'Amérique en guerre. Que pouvait donner, se demandait-on, cette éducation sans vie, conventionnelle, endormant l'individualité, bourgeoise profondément ? Eh bien ! ce fut magnifique, et la jeunesse universitaire surtout répondit immédiatement et, de façon à dissiper les plus noirs pressentiments... tandis que « après »... une phrase suffit à M. Canby pour caractériser « après » : « Après la paix, l'étudiant américain — tout américain — r lombe dans le vieux marasme ».

Or, ici encore M. Canby semble en quelque sorte faire effort pour n'appuyer que sur un des côtés de la question. Ce que nous voyons, nous, dans tout cela, c'est d'abord que l'Américain quand il voit un grand but, il veut le réaliser; et ensuite, que dès qu'il veut ce but, il peut le réaliser avec ardeur et succès. Que demander de plus ? Ne faut-il pas en conclure que cet affaissement de nouveau dans la mentalité bourgeoise, ce renouveau de l'indifférence d'avant-guerre, est probablement dû tout simplement à cette cause que l'Américain *ne voit plus rien?*

Récapitulons ce qui est arrivé : Wilson avait *vu* net un grand but : la Société des Nations — et il l'avait *fait voir;* l'Amérique en particulier l'avait vu avec lui.

Seulement Wilson n'avait pas embrassé tous les problèmes à considérer pour réaliser sa grande œuvre. Historien de l'Amérique, politicien de Washington, il ne s'était pas douté de la complexité des problèmes de la politique européenne. Il n'en avait pas moins choisi, et réussi à imposer aux Alliés, ses voies. Elles eussent été plus expéditives si elles eussent été praticables, mais elles ne l'étaient pas. Résultat : tout fut si bien brouillé que l'Amérique cessa de *voir.* Ou plutôt l'Amérique *crut voir* qu' à la faveur des discussions internationales, toutes les mesquineries de la politique d'avant-guerre renaissaient. Elle vit, — avec quelque raison — qu'il en était ainsi dans son propre Sénat à Washington; elle ne réussit à voir dans la France qui voulait seulement éviter une nouvelle guerre, qu'une France impérialiste, — et on pense si le joli trio de la *New Republic* (incroyablement aveugle ou roublarde), de la *Nation* (avec le dangereux, volontairement aveugle, fanatique et gallophobe Villard), et du syndicat *Hearst* y usèrent de leurs millions. Bref, l'Amérique conclut innocemment : *post hoc, ergo propter hoc;* elle balança Wilson; et elle abandonna l'Europe.

Tout le mal est là. L'Amérique ne voit *pas* parce qu'elle ne voit *plus.* Il faut lui faire voir *de nouveau.*

MM. Harding et Coolidge sont honnêtes hommes et désireux de bien faire, mais qui ont eu moins d'occasion encore que M. Wilson — beaucoup moins — pour se mettre au courant de la situation mondiale. Pour eux, une chose est claire dans le mandat que leur a confié, après la guerre, le peuple américain : « remettre la maison en ordre ». Là dessus leur programme est net; et ils feront bien, car ils *voient.* Chacun a remarqué, d'autre part, l'indécision de leurs discours en matière de politique étrangère (1). Ce n'est pas de l'hostilité pour les alliés d'hier : c'est de l'embarras. Ces hommes doivent sur la question premièrement être éclairés et *voir.*

Mais il faut se hâter de les éclairer. Il s'en est fallu de peu que les machinations des Allemands — soutenues par la presse des inconscients ou des sinistres du trio susnommé — n'aboutissent à la séparation des alliés d'hier. Heureusement que déjà tout cela a duré suffisamment pour que dès aujourd'hui parût, en pleine lumière, au peuple Américain — lequel sait voir après tout — : 1) que l'alliance des pro-allemands (aujourd'hui dits pacifistes) avec les Irlandais couvre une multitude de malpropres manœuvres politiques ; 2) qu'il y a incompatibilité entre, d'une part, les protestations bruyantes et incessantes des Allemands prétendant qu'on leur demande des indemnités impossibles, et d'autre part qu'il faut les bons dividendes des maisons de commerce allemandes — dividendes qu'il faut bien avouer pour persuader aux Américains de renouer les relations d'affaires ; 3) qu'il y a tout de même quelque chose de grand dans la manière dont la France a accepté sa défaite en 1871, et dont elle a acquitté sa dette, fièrement et *silencieusement* —, quand on le compare avec les gémissements sans dignité alternant avec des cris d'animaux qu'on égorge dont les amis de l'Allemagne inondent les colonnes de la presse américaine.

Il faut veiller toujours ; mais tout compté, les choses ne vont pas si mal. Selon nous, le livre de M. Canby finit au point où il pourrait avec avantage commencer. Que l'auteur se serve de son excellente plume et de son influence pour éclairer ses compatriotes.

Albert Schinz,
(Smith College, Northampton-Mass.

(1) Le silence *absolu* même de M. Coolidge sur la question d'Europe.

LA POÉSIE D'AUJOURD'HUI

DE L'INCOHÉRENCE A L'HERMÉTISME

Taine reprochait à Victor Hugo vieillissant de taper sur le clavier poétique comme un sourd. Aujourd'hui, nos aèdes ne méritent pas ce reproche, car ils ont acquis un toucher exquis, et délaissant la polyphonie bruyante, ils jouent sur un doigt des notes décousues, sans aucun accompagnement. Avec un peu d'imagination, cela forme parfois des airs charmants, quelque peu puérils. D'autres, comme s'ils étaient pris de folie subite et de sympathie ancestrale pour le père Hugo, se sont mis à frapper à poings fermés sur le clavier. D'autres encore se livrent à un exercice compliqué qui consiste à faire exécuter à chaque main une phrase d'une tonalité différente. Il est trop tôt pour savoir ce qui sortira de ce conservatoire, ou plutôt de ce laboratoire, où, jadis, le travail de la poésie consistait à parer la pensée d'oriflammes éclatantes et de guirlandes de fleurs, et naguère exigeait un renoncement à l'effet, une restriction des moyens rhétoriques, une ascèse verbale qui la rendaient d'apparence terne et pauvre. Mais aujourd'hui, privée de rime, de rythme et parfois de raison, la poésie ne ressemble, pour la plupart de nos contemporains, qu'à une pauvre mendiante boiteuse, bègue et folle, qui prétend s'asseoir sur le pont des Arts pour y quêter la faveur d'un public qui n'accorde pourtant son attention qu'à la littérature ornée des pompons de rhétorique traditionnelle et charmant les oreilles par les grelots de la rime.

J'ose croire cependant qu'il y a maldonne, qu'à bien la considérer, la jeune vagabonde n'est pas sans charmes, et que dévisagée avec sympathie et interrogée avec bienveillance, elle paraîtra une diablesse assez agréable. Mais comment faire pour ne pas être rebuté par son langage sybillin? Faut-il courir l'aventure de ce littérateur qui, s'étant efforcé, avant la guerre, de donner une classification des poètes, trouva qu'il y avait presque autant d'écoles que de versificateurs? Des maîtres et pas de disciples. Hier encore, un publiciste ayant pris la peine d'interroger les nourrissons des Muses sur les tendances de la poésie, a pu constater que l'individualisme aigu continue à sévir chez les poètes au point qu'ils ne comprennent guère que leur façon de chanter et qu'ils méprisent le jargon de leurs congénères... Eloignons-nous plutôt des musiciens, et mêlons-nous aux auditeurs. De là, nous apprécierons mieux le concert.

Comme ce maître de musique qui rangeait les violonistes en trois catégories, ceux qui jouent bien, ceux qui jouent mal, et ceux qui ne savent pas jouer du tout, je classerai les poètes d'aujourd'hui en trois groupes : ceux que l'on comprend bien à première lecture, ceux que l'on entend mal, et ceux que l'on ne comprend pas du tout, quelque effort qu'on fasse pour cela.

L'on m'objectera qu'il y a quelque inconvénient à classer les poètes suivant leur degré de compréhension, comme si l'intelligence était le signe distinctif de la poésie. J'entends bien, mais j'alléguerai le nombre considérable de poètes obscurs qui vaguent et divaguent par le monde, ce qui ne laisse pas d'être ennuyeux, puisqu'ils prétendent avoir quelque chose à nous dire, et qu'ils nous le communiquent par des imprimés en noir sur blanc.

— Qu'importe si vous ne comprenez pas, clamera superbement un poète. Il ne s'agit pas de comprendre, mais de sentir!

Grand merci! répondrai-je. Laissons à la musique le soin d'émouvoir notre sensibilité, à la peinture celui de faire la joie de nos yeux, mais donnons à la pensée la tâche de comprendre, c'est-à-dire de saisir l'affinité des choses, d'établir des rapports, sinon nous tomberons dans les extravagances de « l'oiseau qui chante », de la « fleur qui embaume » et de l'intelligence qui vagit. Au fait, qu'est-ce que la sensibilité pure? Un état affectif vide de contenu intellectuel, analogue à l'âme du nouveau-né ou du dégénéré. Je ne vois pas l'avantage qu'il y aurait à atteindre cet abrutissement. Car si vous éprouvez joie ou peine, bonheur ou tristesse, si vous êtes sensible en un mot, et que vous désiriez me communiquer votre émotion, vous devez vous servir des mots. Vous pouvez, si cela vous plaît, vous borner aux cris et aux gestes, danser, chanter, ou taper de la grosse caisse. Mais quand vous écrivez, faites que j'entende. Ne me payez pas en monnaie de singe. Les mots sont une monnaie loyale dont la valeur est sujette à variations, certes, mais au su et au vu de tout le monde.

Je m'attends à ce que ces êtres supérieurs, doués d'un langage séraphique, me dénient la faculté d'apprécier leur ramage, mais je consens volontiers à être exclu de la communauté

des anges, et je laisse aux jeunes pédants le soin de les adorer en un charabia métaphysique où les noms de Bergson, de Poincaré et d'Einstein sont cruellement noyés dans une argumentation vaseuse... Pourquoi ai-je l'air de me fâcher contre quelqu'un ou contre quelque chose, alors que je vais vous introduire dans le Parnasse contemporain par une avenue ensoleillée?

*
* *

Tous les poètes n'ambitionnent pas d'être des « auteurs difficiles » et ne s'enveloppent pas dans des voiles multicolores ou dans une cagoule sinistre. C'est une belle et claire lumière blanche qui coule à travers la poésie de Blaise Cendrars, de Paul Morand, de Georges Ferré, de Marcel Raval, d'Ivan Goll, qui sont pourtant très différents par leur tempérament, leur sensibilité et leur culture. Voici un exemple de cette poésie limpide dont les rayons se brisent parfois dans le prisme de l'intelligence, mais qui en ressortent toujours simples et avec des contours nets :

Matinée... les persiennes... l'espoir du déjeuner
l'oubli du mauvais rêve
la visite ponctuelle au royaume des toiles d'araignées ;
il a plu des gouttes d'été cette nuit.
. . . . . .
Midi... Silence... la nature déjeune de soleil,
. . . . . .
Quatre heures du soir... chaleur... citronnade...
bras nus... livres sur les genoux... yeux nulle part...
tête vide.

(Lise Hirtz : *Heures*).

C'est là le poème filmé, succession de taches indépendantes qui rappellent le procédé d'une école de peinture dont M. Signac est l'avant-dernier représentant. Ajoutez-y le vers libre et l'absence de rime qui sont des conquêtes dont les Duhamel, les Vildrac, les Jules Romains, et les Spire ont bénéficié hier, grâce aux conquêtes du symbolisme. Alors, la poésie serait en retard sur les autres arts? Mais non, elle va vous prouver qu'elle a évolué aussi. Car tandis que la peinture s'intellectualisait en cheminant vers le cubisme sous la conduite de Glaize, de Lhote, et de Favory, la poésie descendait vers le monde des sensations et du subconscient. Voyons par quels sentiers elle est arrivée à l'entrée de l'enfer du dadaïsme, où retentirent naguère les cris inarticulés de ces damnés de la poésie.

— La pensée claire, parlée ou écrite, n'est pas toute la pensée, disent les novateurs. Laissez-nous plonger dans les ténèbres du subconscient, ouvrir les sources vives de la pensée et vous verrez sa richesse! Ne savez-vous pas qu'en passant au crible de l'attention volontaire et en dirigeant ce flot tumultueux vers le canal de la logique, on perd les effets les plus rares de l'association? Foin de la logique! Assez de raison! Laissez-nous divaguer! Que le rêve passe avec son cortège d'ombres!

Le langage logique n'est pas toute la pensée. Evidemment. Mais y a-t-il intérêt à lâcher dans l'espace le fleuve avec son charroi de pierres, sa vase et son débit saccadé? Les intégralistes, les « totalistes » l'affirment et ils revendiquent en opposition au langage ordonné, clair, le droit à l'insubordination des idées, le droit à l'incohérence. Et ils se livrent à une orgie d'associations accidentelles dont voici un échantillon :

notre vie laisse le nez impassible
comme le ciel réflexions de l'eau Suzanne
scandale des bibelots que mon œil
achève par la suite
trépidation des trains
ou vives jouissances des Messalines
les eaux minérales ressemblent à la musique
Eve et Adam membres de l'Institut.

Francis Picalia : *Pensées sans langage.*

De quoi s'agit-il? Où sommes-nous? Hélas, le poète a fermé la fenêtre, clos les volets, et il chante, rideaux tirés. Enfermés dans ce cabanon, on s'impatiente, on tâtonne, et l'on s'efforce de s'échapper de ce lieu sinistre en ricanant et en se heurtant aux incohérences. Mais arrêtons-nous au sortir de ce noir abîme pour nous reconnaître, et afin de nous entendre, définissons : Ce qui caractérise l'incohérence, c'est le passage fortuit, inexplicable à tout autre que soi-même, d'une idée à l'autre, comme dans la rêverie, le songe ou l'ivresse. Personne ne met en doute le charme de la rêverie, qui n'est qu'un nom poétique de l'association des idées. Mais ce charme tient précisément au caractère intime, individuel, de ce déroulement d'images. Tâchez de l'extérioriser, il s'évanouira, car alors naîtra le besoin de subordination, du choix d'un objet, d'un but sur lequel vous fixerez votre attention et celle d'autrui. Je vois bien l'intérêt que présente l'incohérence pour la pathologie, pour la psychologie, mais pour la littérature, point. Je doute d'ailleurs qu'un homme normal puisse noter le film intégral de sa pensée, puisque aussi bien la tension qu'exige le langage

parlé ou écrit pour faire sortir la pensée du clair obscur où elle gît rompt précisément la chaîne naturelle des images. Or, chaque fois qu'on tendra à rétablir sur le papier l'association accidentelle que des circonstances ont établie entre des images, le lien de ce rapprochement fortuit et personnel échappera aux yeux du lecteur et le sens s'évanouira. Seule l'association par ressemblance permet une commune mesure entre les esprits. Elle construit des ponts plus ou moins hardis, qui sont accessibles à beaucoup, sinon à tous, et qui forment les comparaisons, abrégées en métaphores. Tout autre mode d'évocation est exclusivement personnel et ne vaut pas la peine d'être dit, chanté ou même imprimé. Le lecteur s'écriera devant l'amas informe d'images : c'est idiot! Il aura raison, au sens étymologique du terme, car « idiot » veut dire « personnel » « particulier ». Il priera le poète de garder sa brochette d'images pour soi, et d'offrir ailleurs ce collier qu'il croit de pierres précieuses, mais qui est verroterie misérable pour tout autre que lui.

*
* *

Il faut donc qu'un écrit soit communicable, qu'il soit composé en langage clair, je veux dire compréhensible. Tout être qui écrit, comme celui qui parle, accomplit donc un acte social, au sens propre du terme. Il n'a pas le droit d'être individualiste, sinon l'expression de sa pensée ne fera pas plus d'effet que le chant d'un oiseau : cui, cui, cui, n'en produit sur ses frères. Les animaux n'échangent pas de pensée. Ils n'en ont point. Ils n'ont que des images dont la confusion dépasse celle de nos tristes chantres de l'incohérence.

Pour mieux faire saisir le procédé du poème incohérent, j'en fabriquerai un sous vos yeux. J'évoquerai des idées surgies dans des circonstances particulières. Puis je couperai les ponts. Des images resteront dont le sens n'apparaîtra point aux non-initiés.

Je note une bribe de conversation entendue sur les boulevards : — Ces Anglais, crois-tu qu'ils nous roulent?... Voilà mon sujet. J'écrirai donc en me servant du ton elliptique cher aux contemporains :

Boulevards. Anglais roulent. (Voyez que l'ellipse du pronom régime crée déjà l'obscurité). Puis l'allitération me fournira : *Râle*, et un « rétablissement » me donnera : *Roule* et l'assonance amènera : *Boule*. Enfin, une allusion à un fait récent évoquera : *Einstein,* parce que la Boule s'associe à la mappemonde, à l'Univers et par là, à un savant (Ce sera la seule association logique et compréhensible). Voilà mon « poème » achevé. Pour qu'il soit tout à fait joli, et propre à épater le bourgeois, je le dispose ainsi :

Boulevard
Anglais roulent
Râle, Boule
Einstein

Et pas de ponctuation, s'il vous plaît! Il faut que le lecteur en reste stupide.

On voit qu'il n'est pas difficile d'être poète dadaïste. Ce jeu innocent et solitaire peut se transformer en distraction de société en demandant à trois ou quatre personnes à la ronde leur pensée de l'instant, et en publiant le résultat de l'enquête.

Est-ce à dire que la poésie doive être toute clarté et transparence? Ce serait la confondre avec l'exposé logique, le plaidoyer, la dissertation, la narration qui sont esclaves d'un plan et soumises à des proportions définies. Il faut accorder au poète une allure libre, et la disposition des images qui se pressent en son cerveau. La lumière trop vive noie le contour des objets. Avez-vous remarqué combien la nuit qui tombe met en relief la masse d'un arbre, et qu'une clarté faible rend la nudité d'un corps plus émouvante?

Fuyons l'obscurité, mais ne craignons pas le clair-obscur. Car l'obscurité qui semblait d'abord régner n'est peut-être bien que relative. Si nous n'y voyons pas d'abord, c'est que nos yeux, blessés par le vif éclat du dehors, demandent un temps pour s'adapter. En attendant, essayons de tâter, de deviner, tâchons non de voir, mais d'entrevoir. Si donc un poème nous paraît incompréhensible, c'est que le sens en est caché. Il se dérobe aux regards indiscrets, et son charme sera d'autant plus puissant qu'il aura été tardivement révélé.

A quoi comparerai-je un poème d'aujourd'hui? A un télégramme écrit en chiffres, et dont il faut chercher le secret.

A un palimpseste où les mots des deux textes qui se recouvrent sont effacés en partie.

A ces flacons de parfum qui, chauffés dans la main, dégagent leur fragrance.

A une femme qui ne s'offre pas et qu'on n'emporte point d'assaut par des déclarations et des

déclamations faciles. Elle cède à une douce sollicitation, elle se livre après un long siège où l'offensive ménage l'assiégée et entretient des intelligences avec elle... Qui apportera les clefs de cette ville désirable? Personne. A vous de la chercher.

Je me représente ainsi l'évolution de la poésie contemporaine : Le symbolisme menait des attelages à deux, où les sens matériel et spirituel étaient parfaitement accouplés. Mallarmé voulut alléger la poésie et biffa l'un des termes de comparaison (je supprime le mot « comme ». disait-il à l'un de ses disciples, Ed. Dujardin). Par lui, la poésie se sublimisa, mais de bigle qu'elle était à force de contorsions, elle devint borgne. Les dadaïstes se chargèrent de crever le seul œil qui lui restait et qu'avaient déjà obscurci les raffinements, les ellipses, les allusions et autres manigances syntaxiques et verbales.

Nous voilà passés de l'incohérence à l'hermétisme. Un regard distrait les confondra dans une même réprobation, alors qu'ils sont placés aux antipodes de la pensée. L'incohérence est le flux brut, impur et saccadé, issu du réservoir cérébral; l'hermétisme est la quintessence, la sublimisation, la condensation de ce courant capté. En présence de cette intellectualisation de la poésie, de cet héliotropisme, — puisqu'elle relève sa tête aveuglée vers la lumière — qui demande du lecteur un effort de recréation, qui l'oblige à faire en sens inverse le chemin qu'a parcouru le poète, qui l'invite à méditer aux carrefours de l'association des idées pour ne pas s'égarer dans une mauvaise voie, — on est en droit de s'étonner quand des théoriciens prêchent encore les droits de la sensibilité sur l'intelligence. Jamais la poésie n'a été si élevée dans le plan psychologique : l'allusion, la subtibilité, la concision, les détours et les retours de la pensée en font un exercice de lecture qui exige de ceux qui veulent s'y livrer une souplesse d'esprit, une culture, une négation des moyens d'expression vulgaire qui sont hors de la portée des intelligences moyennes et même des âmes hypersensibles.

Des trois états actuels de la poésie, l'un est un cadavre qu'on essaye encore de galvaniser, mais qui sent déjà. Des deux autres, le premier est le jeu de la sensibilité et le reflet des choses dans la lumière, le second un chatoiement, un prisme à mille facettes d'où les rayons blancs ressortent en reflets irisés.

W. Mayr.

A L'AUBERGE DE MANUEL

(*Nouvelle*)

Un quart d'heure jusqu'à l'auberge de Manuel... de là jusqu'à Popechti-le-Haut, un relais ; avec un bon cheval, qui va l'amble, une heure et demie ; le cheval est bon ; si je lui donne l'avoine à l'auberge et si je le laisse reposer trois quarts d'heure, cela peut aller... Ainsi, un quart d'heure et trois autres quarts d'heure, une heure ; et jusqu'à Popechti une heure et demie, cela fait deux heures et demie... Il est maintenant sept heures passées ; à dix heures au plus tard, je serai chez le colonel Jordaki... Je me suis un peu attardé... j'aurais dû partir plus tôt... mais enfin ! puisqu'on m'attend, on m'attendra...

En calculant de la sorte, j'ai commencé à voir de loin, à une bonne portée de fusil, beaucoup de lumière à l'auberge de Manuel ; le nom lui était resté : c'était maintenant l'auberge de Manuelle, car l'homme était mort depuis cinq ans environ... La solide gaillarde ! comme elle a travaillé, comme elle a turbiné pour sortir de la gêne, car au temps de son mari, elle était sur le point de vendre l'auberge ; et maintenant, elle a payé ses dettes, elle a réparé l'immeuble ; elle a fait bâtir une écurie de pierre et tout le monde dit en outre qu'elle doit avoir de bon argent comptant. Les uns supposent qu'elle a trouvé un trésor... les autres, qu'elle connaît des sortilèges. Un jour des brigands ont voulu la dévaliser... Ils ont essayé d'enfoncer la porte. L'un d'entre eux, le plus brave, un homme solide comme un taureau, a levé sa hache et, au moment où il l'abaissait avec violence, il est tombé. On l'a relevé rapidement. Il était mort... son frère a voulu parler, mais, sans le pouvoir, — il était devenu muet. Ils étaient quatre individus. On a placé le mort sur les épaules du muet et les autres l'ont pris par les pieds, pour l'enterrer un peu plus loin. Au moment où ils sortaient de la cour de l'auberge, Manuelle se mit à crier : « Au voleur ! » et voici que surgissent devant eux le sous-préfet entouré de gens et de quatre soldats à cheval. L'administrateur s'écrie : « Qui vive ! » Les deux bandits de s'enfuir ! Reste le muet avec son frère mort sur son dos. Alors, que faire à l'instruction ? Tout le monde savait que le muet parlait ; qui pouvait s'imaginer qu'il ne faisait pas le muet ? On l'a abruti de coups, pour lui faire recouvrer la parole : peine perdue ! Ça a coupé aux malandrins l'envie de venir piller l'auberge !...

Tout en me rememorant cela, j'étais arrivé à l'auberge. Quantité de charrettes font halte dans la cour ; les unes conduisent du bois dans la vallée, les

autres du maïs aux coteaux. C'est un soir aigre d'automne.

Les charretiers se chauffent auprès des feux... C'est pour cela que l'on voyait tant de lumières de loin. Un valet prend mon cheval par la bride, pour lui donner à manger dans l'étable. J'entre dans le cabaret ; une foule était en train de boire, tandis que deux tziganes somnolents, l'un sur son violon, l'autre sur sa cobza (1), fredonnaient des chansons d'Olténie. J'ai faim et j'ai froid. L'humidité m'a transi.

« Où est la patronne ? demandai-je au garçon qui se trouvait au comptoir ».

« Près de son fourneau ».

« Il doit faire plus chaud là-bas qu'ici », dis-je en passant par une petite salle du cabaret dans la cuisine.

Tout était reluisant dans la cuisine... et il n'y avait pas, comme dans le débit, un relent de cojocs (2), de bottes et de sandales humides —, c'était une odeur de pain chaud. Manuelle surveillait ses fourneaux.

— « Je suis heureux de vous trouver, dame Mariette.

— « Soyez le bienvenu, Maître Etienne.

« Y a-t-il encore quelque chose à manger ? »

« Pour les braves gens, comme vous, il y a à manger, même en pleine nuit. »

Et, immédiatement, dame Mariette donne l'ordre à une vieille femme de mettre la table dans la chambre ; puis elle s'approche d'une niche sous le poêle, en disant :

« Voyez, choisissez ! »

Dame Mariette était belle, vigoureuse et appétissante, je le savais. Jamais cependant, depuis que je la connaissais — et je la connaissais depuis longtemps, j'avais passé tant de fois par l'auberge de Manuel, du vivant même de mon père, quand il n'y avait pas de route pour aller à la ville — non, jamais elle ne m'avait paru si charmante. J'étais jeune, gentil, entreprenant, plus entreprenant encore que gentil. Je m'approchai d'elle, à gauche, au moment où elle était penchée vers l'âtre ; je la saisis à mi-corps ; ma main touchant son bras droit, ferme comme de la pierre, le diable me poussa à la pincer.

« Que faites-vous ? » me dit-elle, en me regardant de travers.

Et moi, pour la calmer.

« Les beaux yeux que vous avez, dame Mariette ! »

« Ne cherchez pas à me flatter ; dites-moi plutôt ce qu'il faut vous donner.

(1) Sorte de mandoline.

(2) Sorte de veste en peau de mouton.

« Ce qu'il faut me donner... ce qu'il faut me donner ! Donnez-moi ce que vous avez en propre ».

« Rien que ça ! »

Et moi, en soupirant :

« — Les beaux yeux que vous avez, dame Mariette ! »

« — Si votre beau-père l'apprenait ! »

« — Quel beau-père ? D'où savez-vous ? »

« Pensez-vous qu'en vous cachant sous votre caciula (1), le monde ne voit pas ce que vous faites ?.. N'allez-vous pas chez le colonel Iordaki, pour vous fiancer avec sa fille aînée ?... Aussi, ne me regardez plus de la sorte, passez dans la chambre et mettez-vous à table.

J'ai vu dans ma vie bien des chambres proprettes et reposantes, mais comme cette chambre... Quel lit ! quels rideaux ! quel plafond ! tout était blanc comme lait. Et l'abat-jour et toutes sortes de merveilles, de différentes couleurs, faites au crochet !... il y faisait tiède comme sous l'aile d'une couveuse... et une odeur de pommes et de coings...

J'ai voulu m'asseoir à la table, et, suivant l'habitude de mon enfance, j'ai voulu savoir où était le Levant, pour faire mes dévotions. Avec étonnement j'ai regardé tout autour de moi, sur tous les murs : pas une icône.

Dame Mariette me dit :

— « Que regardez-vous ?

Je répondis :

— « Les icônes, où les mettez-vous ?

Elle répond :

« Les icônes, ne me parlez pas de cela ! Elles ne sont bonnes qu'à cacher des artisons et des punaises !

Quelle femme soigneuse !... Je me mis à table, en me signant, suivant la coutume, quand tout à coup, un miaulement : j'avais, sans doute, touché de ma botte ferrée un vieux matou qui se trouvait sous la table. Dame Mariette se lève rapidement et ouvre une porte dans la muraille ; le matou, furieux, bondit au dehors et, en même temps, l'air froid pénètre dans la chambre et éteint la lampe. A tâtons, elle cherche les allumettes ; je cherche d'un côté, la dame cherche de l'autre ; nous nous sommes trouvés ,poitrine contre poitrine, dans l'obscurité... Pour moi, hardi comme je l'étais, je la prends dans mes bras et commence à l'embrasser... La dame, tantôt s'y refusait, tantôt consentait ; elle avait les joues brûlantes, la bouche fraîche ; elle avait, près des oreilles, des cheveux fous, doux comme un duvet de pêche... Enfin, voici la servante qui apporte la casserole et une chandelle. Nous avions dû chercher longtemps les allumettes, car le verre de lampe était tout froid. Nous la rallumâmes.

(1) Bonnet de fourrure.

Quel bon repas ! du pain chaud, un canard rôti, aux choux, des saucisses de porc grillées et du vin ! et le café turc ! Et de rire et de babiller !

Bénie soit dame Mariette ! Après la café, elle dit à la vieille :

« Dis qu'on tire une demi-mesure de vin muscat ».

Quel fier vin muscat !... Une sorte d'engourdissement s'emparait de mes membres ; je me suis mis à l'écart sur le lit, pour fumer une cigarette, en buvant les dernières gouttes ambrées de mon verre et, à travers la fumée, je regardais dame Mariette, qui était assise sur un siège en face de moi et qui me roulait mes cigarettes. Je dis :

« Ah ! Dame Mariette ! quels yeux vous avez ! Savez-vous une chose ? »

« Quoi ? »

« Si vous le voulez bien, faites-moi donc faire un café... mais moins doux... »

Et de rire ! La servante dit, en venant avec le café :

« Maîtresse, vous êtes ici à bavarder... vous ne savez pas ce qui se passe dehors ?... »

« Quoi donc ? »

« Il s'est levé un de ces vents... Il y aura du malheur ».

Je me suis dressé subitement et j'ai regardé l'heure, près de dix heures trois quarts. Au lieu d'une demi-heure, j'étais resté à l'auberge deux heures et demie. Voyez ce que c'est quand on se met à bavarder.

« Qu'on m'amène mon cheval ! »

« Qui ?... Les valets sont couchés. »

« J'irai moi-même à l'écurie... » »

« Quel sortilège t'attire chez le colonel ? » dit la maîtresse de maison, en pouffant de rire et en me barrant la route.

Je l'ai écartée tout doucement et je suis sorti par la véranda. En vérité, le temps était affreux... Les feux des charretiers s'étaient éteints ; hommes et bêtes dormaient sur des rafles de maïs, se serrant, prudemment, les uns contre les autres, à terre, tandis que, dans l'air, hurlait un vent furieux.

« C'est un grand ouragan, dit Dame Mariette en frissonnant et en serrant fortement ma main. Etes-vous fou de partir par un temps pareil ! Restez cette nuit ici et vous partirez demain au jour. »

« Impossible ! »

J'ai retiré violemment ma main ; je suis allé à l'écurie, à grand peine, j'ai réveillé un valet et j'ai trouvé mon cheval ; je l'ai sanglé, l'ai amené près de l'escalier et je suis monté dans la chambre pour souhaiter bonne nuit à mon hôtesse. Elle, perdue dans ses pensées, était assise sur le lit, tenant en main ma caciula, qu'elle ne cessait de tourner et de retourner.

« Qu'ai-je à vous payer ? » demandai-je.

« Vous paierez quand vous repasserez, » répondit l'hôtesse, en regardant attentivement au fond de ma caciula.

Puis elle se leva et me la tendit. Je la pris, la mis sur ma tête, légèrement de travers. Je dis, en regardant fixement les yeux de la femme, qui brillaient étrangement :

« Je vous baise les yeux, dame Mariette.

« Bon voyage ! »

Je me mis en selle ; la vieille servante m'ouvrit la porte de la cour et je sortis. La main gauche sur la croupe de mon cheval, je me retournai. Au-dessus de la haute palissade on voyait, ouverte, la porte de la chambre et, par l'entrebaillement, on distinguait l'ombre blanche de la femme. Elle avait la tête dans ses mains et le haut de son visage était dans l'ombre. Je cheminai lentement, en sifflotant une romance, jusqu'au moment où, à un coin de la palissade, je pris la route et que la maison disparut à ma vue. Je dis : « Allons ! en route ! » et je me signai. J'entendis nettement le claquement de la porte et un miaulement de matou. Mon hôtesse, sachant que je ne pouvais plus la voir, était rentrée au chaud, et, sans doute, elle avait pris le matou dans la porte. Maudit matou ! Il se fourrait toujours dans les jambes des gens.

J'ai dû marcher un bon bout de temps. La tempête augmentait et me secouait sur ma selle. Là-haut, les nuages se poursuivaient, poussés comme par la crainte d'un châtiment céleste, les uns plus bas, les autres au dessus, tandis que par intervalles brillait, tantôt plus vif, tantôt plus faible, le pâle éclat du dernier quartier. Le froid humide me pénétrait, je sentais mes jambes et mes bras qui se glaçaient. J'avançais, tête baissée, pour ne pas me laisser emporter par le vent ; je commençais à éprouver une douleur à la nuque, une fièvre au front et aux tempes et des bourdonnements aux oreilles. J'avais trop bu, pensai-je, en rejetant ma caciula en arrière et en relevant la tête. Mais le tourbillon des nuages m'étourdissait ; je ressentais une brûlure au côté gauche. Je respirai profondément une bouffée d'air froid. Mais une douleur fulgurante traversa ma poitrine. Je baissai le nez de nouveau. Ma caciula me serrait la tête comme un étau. Je l'enlevai et la mis à l'arçon de ma selle... J'avais mal... j'avais eu tort de partir ! Chez le colonel Jordaki, tout le monde devait dormir ; on avait dû m'attendre, mais par ce temps on aura cru, naturellement que je n'avais pas été assez sot pour me mettre en route... Je poussai mon cheval qui buttait, comme s'il avait bu, lui aussi...

Mais le vent se calma un peu ; le temps s'éclaircit annonçant la pluie ; une clarté livide ; il se mit à

tomber une pluie fine et pénétrante... Je remis ma caciula... Tout à coup, le sang recommença à me brûler les tempes. Mon cheval était à bout ; il haletait, suffoqué par la violence du vent. Du talon, je le pressai et lui donnai un coup de fouet : voilà l'animal qui fait quelques pas en toute hâte, puis renâcle et s'arrête court, comme s'il voyait devant lui un piège inattendu... Je regarde. De fait, à quelques pas devant nous, je vis un petit monstre qui sautait et dansait. Un animal ? qu'est-ce que cela peut être ?... Une bête sauvage ? C'est trop petit... Je saisis mon revolver ; j'entends nettement comme un cri de chevrette... Je pousse mon cheval autant que je puis ; il fait volte-face, puis repart. Quelques pas... et, de nouveau, le voilà qui renâcle... De nouveau, la chevrette... Il s'arrête, se retourne, je lui donne quelques coups, je presse sur le mords. Il avance... Encore la chevrette... Les nuages se sont dissipés tout à fait ; maintenant, je vois parfaitement, c'est une petite chèvre noire ; tour à tour elle marche et se retourne ; elle lance des ruades ; puis elle se dresse sur ses pieds, se précipite, barbiche au vent, la tête la première, pour donner un coup et fait, en chevrotant, toute espèce de sauts incroyables et de folâtreries. Je descends de mon cheval, qui, pour rien au monde, ne veut plus avancer ; je le tiens solidement par la bride ; je me mets à croupetons : « Tza ! tza ! » de la main, j'appelle la chevrette comme pour lui donner du son. Elle s'approche, toujours en folâtrant. Mon cheval renâcle, il essaie de m'échapper ; il me fait tomber sur les genoux, mais je le tiens bien. La chevrette s'est approchée de ma main ; c'est un chevreau noir, très joli, qui, docilement, se laisse prendre. Je le place dans mon bissac, sur des vêtements.

Cependant mon cheval frissonnait et tremblait de toute sa carcasse, comme pris du frisson de la mort.

Je me remis en selle. Le cheval partit comme un fou.

Depuis longtemps, il filait comme l'éclair, sautant par dessus les fondrières, les terres et les troncs d'arbres, sans que je pusse l'arrêter, sans que je reconnusse les lieux qu'il parcourait, sans que je susse où il m'entraînait. Dans cette course folle, où, à chaque instant, je pouvais me rompre le cou, le corps glacé et la tête en feu, je songeais au bon gîte, que, sottement, j'avais abandonné... Pourquoi ? Dame Mariette m'aurait donné sa chambre, autrement, elle ne m'aurait pas invité... Le chevreau remuait dans mon bissac, pour se mettre mieux à son aise ; je me retournai pour le voir ; tranquille, sa tête intelligente hors du bissac, il me regardait aussi. Je me rappelai d'autres yeux... que j'avais été sot ! Mon cheval butte ; je le retiens avec peine ; il veut repartir mais tombe, exténué, sur ses genoux. Tout à coup, par une déchirure des nuages, se montre le dernier quartier de lune, penché d'un côté. Cette vision me remplit de stupeur, comme un coup de massue au front. Elle était devant moi... Il y avait donc deux lunes au ciel ; je vais vers la colline ; je devais avoir la lune derrière moi. Je me retournai rapidement pour voir laquelle était la véritable... Je me suis trompé de route ; je descends vers la plaine... Où suis-je ? je regarde devant moi : du maïs sur pied; derrière moi la pleine campagne ; je me signe, en serrant plein de dépit, entre mes jambes engourdies, mon cheval, pour le faire se relever ; je sens alors une forte secousse près de mon pied droit... Un cri ; j'ai écrasé le chevreau. Rapidement, je porte la main à mon bissac ; vide, le bissac ! — en route j'ai perdu le chevreau ! Le cheval se redresse, en secouant la tête, comme pour se dégourdir. Il se dresse sur ses deux pieds, fait un écart et me jette à terre de l'autre côté, puis, comme piqué par un taon, il prend la fuite dans la campagne et disparaît dans l'obscurité. En me relevant, tout meurtri, j'entends un bruissement dans les maïs et une forte voix d'homme, qui, proche de moi, s'écrie.

« Sit ! Tza ! tza ! psit ! que le démon t'emporte. Va-t-en au diable ! »

« Qui est là ? » criai-je.

« Un brave homme. »

« Mais qui ? »

« Georges »

— « Quel Georges ? »

— Natrutz... Georges Natrutz, qui veille sur le maïs... »

« Viens donc ici. ! »

« Mais, je viens ! »

Et, parmi les tiges de maïs, se montre l'ombre d'un homme.

« Je t'en prie, frère Georges, où sommes-nous ? Je me suis fourvoyé avec cet ouragan. »

« Mais où voulez-vous aller ? »

« A Popechti-le-Haut. »

« Ehé ! chez le colonel Jordaki. »

« Tout juste. »

« Alors, vous ne vous êtes pas fourvoyé... Mais vous avez encore bien à faire pour arriver à Popechti ! Vous êtes ici à peine à Haculechti. »

« A Haculechti ! alors je suis près de l'auberge de Manuel ! dis-je avec joie. »

« Voyez, c'est là-bas ! Nous sommes derrière l'écurie. »

« Alors, montre moi ma route, que maintenant, je ne me rompe pas le cou ! »

J'avais erré pendant plus de quatre heures.

En quelques pas, nous sommes arrivés à la porte. Dans la chambre de Dame Mariette, il y avait de la lumière et des ombres remuaient derrière les rideaux.

Qui sait quel autre voyageur, plus malin que moi, avait partagé le lit propret. Pour moi, il allait me rester une banquette près du poêle. Mais quel bonheur! Dès que j'eus frappé, on m'entendit. La vieille servante s'est précipitée pour m'ouvrir... En entrant, je m'embarrasse le pied dans quelque chose de mou — le chevreau ! c'était bien lui ! le chevreau de mon hôtesse. Lui aussi était entré dans la chambre et était allé se cacher sagement sous le lit.

Que dire ? La femme savait-elle que je reviendrais Ou s'était-elle levée de bon matin ?... Le lit n'était pas défait.

« Dame Mariette ! » c'est tout ce que je pus dire et, voulant me signer pour remercier Dieu de m'avoir sauvé la vie, j'ai voulu porter ma main droite vers mon front.

Dame Mariette me prit rapidement la main, me la fit baisser et me prit de toutes ses forces dans ses bras.

Il me semble que je revois encore cette chambre.

Quel lit !... Quels rideaux !... Quel mur ! quel plafond ! Tout était blanc comme lait. Et l'abat-jour, et toutes sortes de merveilles de toutes couleurs, faites au crochet... il y faisait tiède comme sous l'aile d'une couveuse... et une odeur de pommes et de coings...

Je serais resté longtemps à l'auberge de Manuel si mon beau-père, le colonel Jordaki — que Dieu l'ait en sa garde ! n'était venu pour me tirer de là avec un grand vacarme. Par trois fois, j'avais fui de chez lui avant les fiançailles et j'étais revenu à l'auberge jusqu'au jour où le vieux, pressé de me voir devenir son gendre, envoya des hommes pour se saisir de moi et me conduire, étroitement garotté, à un monastère de la montagne ; pendant quarante jours, jeûne, génuflexions et oraisons. J'en suis sorti tout repenti ; je me suis fiancé et marié.

Bien longtemps après, par une nuit claire d'hiver, j'étais occupé à jacasser avec mon beau-père, suivant la coutume paysanne, devant un pot de vin. Un employé qui était allé faire des achats à la ville, nous apprit que, vers le jour, il y avait eu un grand incendie à Haculechti. L'auberge de Manuel avait brûlé entièrement, ensevelissant dame Mariette, maintenant décrépite sous un énorme tas de charbons ardents.

« Cette vieille chipie ! la voilà dans les flammes, » dit en riant mon beau-père.

Et il m'invita à lui raconter l'histoire que je viens de narrer et que je lui avais déjà racontée tant de fois. Le colonel soutenait toujours qu'au fond de ma caciula la dame avait caché des charmes et que chevreau et matou ne faisaient qu'un.

— « Non, ce n'est pas possible, dis-je. »

« C'était le diable, crois m'en. »

« Possible ! répondis-je, mais, s'il en est ainsi, mon Colonel, le diable vous conduit aussi, à ce que je vois ,vers le bonheur. »

« D'abord, il vous fait voir le bonheur, pour vous perdre, puis il sait bien où il vous conduit. »

« Mais qu'en savez-vous ?

« Ça, c'est une autre histoire ».

CARAGIALE (1).

(Traduit du roumain par M. F. Voilquin.)

PETITS POÈMES ÉLECTRIQUES

LES RAYONS X

Il y a des émanations qui traversent la pierre, d'autres le bois. Il en est qui passent à travers l'or, d'autres qui s'insinuent à travers l'argent et le verre.
(LUCRÈCE, L. VI, V, 981).

Comme le talisman que prétendaient avoir
Les Mages scrutateurs de redoutables Bibles,
Ce tube me permet de voir
Les arcanes des Invisibles.
Entre les atomes des corps,
A la façon dont la lumière
Pénètre et traverse le verre,
Ces rayons passent sans efforts.
— Mais, Science, quand donc ton prodige suprême
Me laissera-t-il voir jusqu'au fond de moi-même ?

(1) Caragiale (1853-1912) est un des écrivains les plus typiques de la littérature roumaine. Au cours d'une vie pleine de contrastes, il a pu étudier de près les personnages qu'il a fait ensuite figurer dans ses pièces. Il peint de préférence les petites gens des faubourgs, qui n'ont pris de la civilisation occidentale qu'un arsenal de mots prétentieux et des idées toutes faites ; les hommes politiques, qui ne comprennent pas grand chose aux mots qu'ils emploient.

Ses principales comédies sont : *Une nuit orageuse, Une lettre perdue, Maître Leonidas face à la Réaction.*

Ses nouvelles, qui sont écrites dans une langue extrêmement pure, présentent les mêmes qualités d'humour que son théâtre.

LES LAMPES A GAZ RARÉFIÉS

...Et toi, Ether, toi qui fais rouler sur le monde le flambeau de la lumière...
(Eschyle-*Prométhée enchaîné*).

Froides et multicolores,
Vos lumineuses fleurs me font parfois songer
A de féeriques aurores,
Sur quelque monde étranger.
Cette lumière de rêve
Evoque un double soleil
Orangé-bleu, qui se lève
Sur un très lointain globe, au nôtre non pareil.
Ces longs tubes, sous les pilastres
Des palais aux arceaux de fers,
Font fuir mon esprit jusqu'aux astres,
Qui là-bas, aux confins des sidéraux éthers,
Eclairent d'autres univers.
— Soleils déconcertants de la voûte infinie,
Sans doute, hélas! votre étrange clarté,
Jeunes soleils, ou bien soleils en agonie,
Illumine une moins barbare humanité ?

L'AMPOULE A INCANDESCENCE

Ælohim vit que la lumière était bonne et sépara la lumière d'avec les ténèbres.
(GENÈSE, ch. 1, v. 3.)

Son filament ténu de métal rare,
Que porte au rouge blanc
Le fluide invisible ou bien étincelant,
Evoque à mon esprit bizarre
La terre, aux premiers jours de la Création,
La terre, planète naissante,
Enorme sphère, encore incandescente,
De matières en fusion.
— Mais j'ai tourné l'interrupteur et les ténèbres
Retombent. C'est ainsi qu'un soir pâle et lointain,
Toi, qu'adoraient les Parsis et les Guèbres,
O Soleil, tu seras éteint !

LE COUPE-CIRCUIT

..... Sans mon secours, les mortels, écrasés par la foudre, tombaient au fond des enfers.
(Eschyle-*Prométhee enchaîné.*)

Un court-circuit se forme et l'électricité,
Force que le hasard délivre,
Se précipite en ses câbles de cuivre
En augmentant toujours d'intensité,
Torrent tumultueux d'ampères,
Qui portent l'incendie avide et redouté !
Le fil fin va rougir ; les flammes, ces vipères,
Vont bientôt répandre en tout lieu
Le FEU...
— Mais non ! le plomb fusible a rempli son office,
Il a « sauté » ; le fluide subtil
S'évanouit ; merci, petit plomb vil,
O gardien vigilant, toi dont le sacrifice
M'a sauvé d'un affreux péril !

Henri ALLORGE.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

FRANCE ET BELGIQUE

Faut-il admettre que, dans le conflit diplomatique qui la sépare de la France et de la Belgique, l'Angleterre ait usé sans scrupule de l'arme financière? La question est délicate, mais elle mérite d'être posée.

Que les corporations de la Cité, d'accord avec le Gouvernement, ou faisant pression sur le Gouvernement, aient cherché à obliger la France et la Belgique à abandonner la Ruhr en dépréciant leur monnaie, la grande masse du public en est convaincue, aussi bien à Bruxelles qu'à Paris, et l'on raconte, à ce sujet, beaucoup de ténébreuses histoires qui, heureusement pour l'honorabilité de la Grande-Bretagne, ne sont pas très bien établies. La situation embarrassée des finances françaises, l'énormité de la dette, expliquent en partie la dépréciation de notre franc par rapport à la livre et au dollar. La situation plus embarrassée encore des finances belges, l'obligation où est ce pays surpeuplé d'acheter à l'étranger une grande partie du blé dont il a besoin pour se nourrir, l'opération désastreuse que fit son gouvernement en 1919 en reprenant au pair les 7 milliards de marks que les

Allemands avaient laissés dans le pays ou qui y rentrèrent subrepticement à la seule annonce de cette mesure trop libérale, pèsent lourdement sur sa Trésorerie, et expliquent en partie que le franc belge ait eu un change défavorable par rapport même au franc français. Mais il n'en est pas moins vrai que les financiers étrangers, anglais, allemands et hollandais principalement, ont cherché à profiter de la situation, et le marché monétaire belge étant plus sensible que le marché monétaire français, parce qu'il est plus étroit, ont accentué contre le franc belge une manœuvre qui n'avait réussi qu'à demi contre le franc français. La spéculation internationale s'en est mêlée, d'ailleurs : les agioteurs n'ont pas de patrie.

Pour le moment, grâce aux mesures énergiques prises par M. Theunis pour enrayer la spéculation et à l'emprunt de 400 millions de francs français qui a été négocié entre le gouvernement belge et un consortium de banques françaises, le péril paraît enrayé, et l'inquiétude que la baisse soudaine de la monnaie nationale avait fait naître en Belgique, inquiétude que les ennemis de la politique franco-belge ne se privaient pas d'exploiter, s'est apaisée. La promptitude avec laquelle la finance française est venue au secours du franc belge a même produit l'effet le plus salutaire. Cette aventure a montré à quel point la force des choses unissait, sur le plan économique aussi bien que sur le plan politique, les deux nations qui ont été le plus durement atteintes par la guerre, et qui ont un intérêt vital à tirer pleinement parti de la victoire ; peut-être montrera-t-il aux esprits les plus éclairés des deux pays que le salut commun est dans une union plus étroite et mieux délimitée que celle qui les lie actuellement.

***

La France et la Belgique ont conclu cette année un traité d'entente économique dont les bienfaits ont été célébrés comme il convient par la presse officieuse ; il n'a pas encore été ratifié par les Parlements, mais il le sera certainement. Étant données la situation des industries belges et françaises et les conditions dans lesquelles les négociations se sont ouvertes, ce traité est aussi satisfaisant que possible. Il met fin à une guerre de tarifs plus ou moins sournoise, il stabilise les coefficients, il met un terme à des discussions d'intérêts toujours irritantes ; mais, conclu pour un terme assez court, il a quelque chose de provisoire, de fragmentaire et de manifestement insuffisant. Les négociateurs, qui se sont livrés à un travail d'adaptation extrêmement minutieux, et qui ont voulu travailler dans une atmosphère de confiance réciproque à laquelle tout le monde a rendu hommage, ont fait de leur mieux ; mais ils ont dû se tenir dans les limites assez étroites qui leur étaient assignées. En somme, cette entente économique n'est qu'un traité de commerce comme un autre. On avait rêvé de tout autre chose. On avait rêvé d'une union économique tellement étroite que des surprises comme celle qui s'est produite le mois dernier eussent été impossibles.

***

Se souvient-on en effet que, dès 1916, au moment où le gouvernement belge recevait au Havre l'hospitalité de la France, il avait été question, aussi bien dans les milieux belges que dans les milieux français, d'une *union douanière*. Il y eut des conversations très actives pendant la conférence économique réunie à Paris par le Ministère Briand. Elles furent abandonnées quand celui-ci se retira. On en reparla en 1919, quand il fut de nouveau question de régler les relations économiques des deux pays. Mais la situation du Gouvernement belge — qui, du reste, avait changé de personnel — était alors totalement différente. Il avait à tenir compte de l'opinion publique. Or, l'opinion publique belge — très mal éclairée sur la question, se montra, en général, fort opposée à l'idée d'une union douanière. Cette opposition avait pour origine un préjugé économique fortement enraciné dans les milieux industriels, d'une part, et de l'autre, la susceptibilité, infiniment respectable mais que je crois injustifiée, du sentiment national.

Le préjugé économique tient dans cet axiome : la France est protectionniste, la Belgique est libre échangiste ; cette attitude leur est dictée par leur contexture économique et industrielle. Ni l'un ni l'autre pays ne peuvent donc en changer et leur union est impossible.

Cet aphorisme fut peut-être exact autrefois, mais il ne répond plus à aucune réalité. Le libre échange en effet n'est plus qu'une notion d'école. Tous les pays sont plus ou moins protectionnistes, et la Belgique comme les autres. Entre le protectionnisme français et le prétendu libre échange belge, il n'y a qu'une question de degrés et de modalités Si on se place sur le terrain purement économique, on constate aisément que toute la difficulté consiste, pour les industriels, dans un changement d'habitudes et de méthode. C'est une difficulté dont il faut tenir compte, mais on avouera qu'elle n'a rien d'insurmontable.

***

L'objection d'ordre politique et national est plus importante, et c'est elle, au fond, qui a déter-

miné d'abord l'opposition irréductible de la Belgique. Elle se résume dans cette phrase que répétait à tout venant un homme d'État belge qui, d'ailleurs, n'était rien moins qu'un ennemi de la France : « Un petit pays qui conclut avec un grand pays une union douanière abandonne implicitement une partie de sa souveraineté. Il se vassalise. On commence par avoir les mêmes douaniers, on finit par avoir la même armée. »

Ce serait exact, s'il s'agissait d'un grand pays d'humeur conquérante, et d'un petit pays d'humeur à être conquis. Mais ce n'est nullement le cas de la France et de la Belgique. La France n'est plus conquérante, elle ne *veut* plus l'être et ne *peut* plus l'être. Son organisation politique, sa population stationnaire et l'avancement de sa civilisation lui interdisent les ambitions d'ailleurs généralement déraisonnables des peuples adolescents. Territorialement, elle est achevée, d'ailleurs, et tous les Français qui réfléchissent se disent que l'annexion de nouveaux territoires, et particulièrement l'absorption de la Belgique, même si ce pays s'y prêtait avec enthousiasme, serait pleine d'inconvénients, de difficultés et de dangers. La France a besoin d'une Belgique forte à ses côtés. Elle n'aurait que faire de nouvelles provinces, turbulentes, mécontentes, et probablement inassimilables.

La Belgique, d'ailleurs, n'est pas du tout disposée à se laisser absorber. Les progrès du flamingantisme, certes, constituent un danger pour l'unité nationale. En réponse à quelques activistes flamingants qui crient « A bas la Belgique ! » et qui aspirent à se fondre dans une grande Néerlande, il est arrivé que des Wallons de Liége, de Mons ou de Tournai se soient écriés : « Plutôt que d'être dominés par ces Flamands-là, nous préférons devenir Français ! » Mais au fond, ce ne sont là que des écarts de langage caractéristiques de toutes les polémiques locales. Il y a près de cent ans que l'État belge existe ; il a créé des habitudes politiques auxquelles tous les Belges, Flamands et Wallons, sont plus attachés qu'ils ne le croient. Il y a des siècles qu'une nation belge, plus ou moins embryonnaire, plus ou moins consciente d'elle-même, existe et se développe. Pour disparates qu'elles soient, les provinces belges ont su maintenir leur personnalité au travers de plusieurs dominations étrangères, et sont restées elles-mêmes sous le gouvernement de la Couronne d'Espagne, de l'Empire d'Autriche : elles ont même maintenu leur individualité au travers de l'unification jacobine et napoléonienne. Comment peut-on s'imaginer que cette individualité soit à la merci d'une union douanière ? Ceux des Belges qui l'ont cru ont vraiment manqué de confiance dans l'avenir et la force de leur pays.

***

Quant aux avantages d'une union économique franco-belge, ils éclatent à tous les yeux de telle manière qu'on se demande comment il est possible de les contester. Dans l'état à peu près chaotique où se trouve le monde, et qui ira probablement en s'aggravant, puisque ni l'Amérique ni l'Angleterre n'ont voulu faire les sacrifices nécessaires au maintien d'une Entente qui eût pu imposer au monde sa force et sa raison, les peuples qui ont les plus grandes chances de maintenir chez eux l'ordre et la prospérité sont ceux qui pourront se suffire à eux-mêmes et qui pourront limiter au minimum leurs achats à l'étranger. Or, la France et la Belgique unies en un tout économique ont, avec leur domaine colonial, le moyen de se suffire presque entièrement à elles-mêmes. Elles disposent, en effet, de presque toutes les matières premières indispensables à la vie des peuples et au fonctionnement d'une industrie perfectionnée. Avec l'Algérie et le Maroc, elles ont assez de blé ; elles ont du fer en abondance, du cuivre, du zinc, du nickel, du charbon, du plomb, du caoutchouc ; il ne leur manque guère que du pétrole. La Belgique, pour vivre, doit exporter en grande quantité les produits fabriqués ; elle ne peut se passer d'exportation, et par conséquent, elle a besoin de l'étranger, c'est exact. Mais quand bien même tous les autres marchés lui seraient fermés du fait de son union avec la France, le marché français, avec ses immenses annexes coloniales, lui suffirait amplement.

Mais, dira-t-on, l'industrie française, déjà si éprouvée par la guerre, n'aurait-elle pas à souffrir gravement de cette concurrence?

Beaucoup moins qu'on ne se l'imagine, car les conditions de l'industrie ont complètement changé en Belgique depuis la guerre. Le taux des salaires y est maintenant aussi élevé qu'en France, et la vie aussi chère ; la loi de huit heures y est appliquée beaucoup plus rigoureusement, et les difficulté des industriels belges sont au moins aussi sérieuses que celles des industriels français. Certes, il y aurait des difficultés d'adaptation et peut-être, pour certaines industries, une période de transition assez difficile à traverser et au cours de laquelle les gouvernements auraient à les secourir ; mais quel est le changement de régime qui ne comporte pas certaines difficultés ?

Et qu'on s'imagine la puissance économique d'une union qui aurait à sa disposition Anvers et Marseille, le fer du bassin de Briey et le charbon du Hainaut, de la Campine et de la Sarre, les blés du Maroc et de l'Algérie, les caoutchoucs du Congo et de l'Indo-Chine, le riz du Tonkin, d'une union qui

règnerait sur les trois quarts du continent africain ! Que lui importeraient les conspirations financières de la Cité de Wall-Street ?

Pour résister à la domination anglo-saxonne, dont le monde paraît menacé, on parle souvent d'une fédération des peuples de civilisation latine. L'idée, pour le moment, a quelque chose de purement académique ; elle peut servir de thème à des discours, de prétexte à des congrès, mais elle est loin d'être mûre. Trop de rivalités, trop d'intérêts contradictoires divisent les trois grands peuples qui croient avoir quelque droit à l'héritage de Rome. Quant aux nouveaux Latins d'outre-mer, ils sont trop loin, et trop jeunes. Une union économique franco-belge, au contraire, est réalisable à peu près immédiatement ; elle formerait à la puissance britannique un contrepoids suffisant, et qui aurait l'avantage de ne menacer personne. Elle est dans la force des choses, elle se fera tôt ou tard.

L. DUMONT-WILDEN.

LES ROMANS

APRÈS LE CUBISME (1)

Voici que la plasticité du Roman lui permet de prendre de nouvelles formes. Les jeunes écrivains les plus « avancés » viennent à lui — de quelles lointaines extrémités de l'art littéraire ! M. Jean Cocteau, après *Le Potomak*, *Le Coq et l'Arlequin*, *Vocabulaire*, et d'autres fantaisies plus ou moins diverses, imprévues et singulières, publie *Le Grand Ecart*. M. Philippe Soupault, du groupe Dada, nous donne *Le Bon Apôtre*, qui, pour n'être qu'à peine un roman, se rapproche certes beaucoup plus de ce genre qu'il ne se rattache aux précédents écrits du même auteur : *Aquarium* ou *Rose des vents*, *L'invitation au suicide* ou *Westwego*. Quels sont les caractères et les mérites de ces nouveautés ?

***

Le petit roman de M. Jean Cocteau, bref, rapide, élégant et sec, est conduit avec une certaine grâce audacieuse qui ne peut manquer de séduire. Ce n'est point un récit, mais une suite de notations, de remarques, de dialogues, séparés par des blancs d'inégale étendue et coupés en une dizaine de chapitres. A travers tout cela, nous suivons la très banale aventure d'un garçon de seize ou dix-sept ans qui, se trouvant à peu près livré à lui-même, pendant une année où ses parents l'ont laissé à Paris pour préparer son baccalauréat, devient l'amant d'une jeune femme richement entretenue par un banquier juif et doit bientôt céder la place à un jeune Anglais, champion du saut en longueur, lequel, ayant lui-même trompé cette Germaine avec son amie Louise, sera remplacé à son tour par un autre jouvenceau de la même bande, Mahieddine Bachtarzi, Algérien d'origine turque, poète et éthéromane. Car tel est le joli petit monde où se déroule toute cette histoire. Jacques Forestier, le personnage principal, Mahieddine et Peter Stopwell sont, avec Petitcopain et Maricelles, les élèves de M. Berlin, professeur, rue de l'Estrapade, qui les relègue, à l'étage au-dessus du sien, dans « cinq chambres sur un corridor sordide, éclairé par un bec de gaz qu'une pâte de poussière empêchait d'ouvrir à fond ». Les silhouettes des cinq garçons, leur vie dans ces chambres, leur travail de cancres, sont retracés avec un réalisme cru, sobre et cruel.

L'analyse du caractère de Jacques est remplacée, aux toutes premières pages, par une succession de traits décisifs, mais disparates, qu'il n'est pas facile d'assembler. Sensible, avec des apparences de dureté, nerveux, il cache tout au fond de lui nous dit-on, « un goût bourgeois de l'ordre », et adopte crânement l'esprit de sa classe, « par mépris pour la supériorité primaire » qui consiste à en prendre le contre-pied ; mais, d'autre part, sa nature excessive n'envisage aucun juste milieu. A nous d'accorder ces contradictions. L'auteur nous laisse négligemment le soin de faire l'assemblage et de compléter la première esquisse à mesure qu'il nous fournira de nouveaux éléments. C'est la manière des écrivains de la jeune école : ils partent vite et vont de l'avant ; ils sont pressés, ils sont rapides, ne se mettent point en peine d'un plan concerté. Leur art ne sait qu'improviser ; il court ou plutôt n'avance que par bonds et par saccades. Cette spontanéité, cette vivacité lui assurent des trouvailles. D'un normalien qui annotait Bergson et Taine et travestissait l'humour de Barrè, l'auteur nous dit : « Son intelligence était en pointe. Il l'amincissait en la savourant comme un sucre d'orge. »

Après un voyage à Venise — ah ! Venise n'a pas de succès auprès des jeunes romanciers — Jacques revint à Paris, ville plus sournoise, « en ce sens qu'elle cache mieux ses pièges et qu'elle est moins naïvement machinée. » Pièges où le jeune homme sera pris. L'essentiel du roman, c'est la partie

(1) Jean Cocteau, *Le Grand Écart*. Librairie Stock (Delamain, Boutelleau et Cie) ; — Philippe Soupault. *Le Bon Apôtre*, Collection de la *Revue européenne*. Aux éditions du *Sagittaire*.

inégale jouée entre cet adolescent dont le cœur « venait de recevoir la permission de mettre en marche » et une jeune femme qui ne débutait pas. « *Le Grand Ecart* » : titre à double sens. Jacques sort tout à fait de sa voie et va se perdre dans les mauvais sentiers qui l'en éloignent. Mais n'est-il pas, lui aussi, comme la danseuse qui s'abat pour achever le cancan, « fendu en deux jusqu'au cœur »?

Rien ne manque à son désenchantement : triste expérience, en vérité, que la sienne, parmi tant de bassesse, de laideurs et de vices. Et tant de corruption autour d'une âme aussi jeune! Dans la douleur de l'abandon et le dégoût de cette course sans but, Jacques, comme un voyageur qui se jette du train en marche, songe à mourir. Les sensations de l'empoisonnement par la cocaïne sont rendues avec une précision poignante et une sorte de poésie symbolique. Jacques n'échappe à la mort que parce qu'un filou l'avait trompé sur la drogue. Il sera sauvé, moralement aussi bien que matériellement. Il a entendu le juif Osiris, qui supporte tout de Germaine, dire à propos d'une vétille qu'il n'a pas voulu passer à un groom : « Ça, je peux éviter. » Révélation ! Voilà, en effet, la formule de la résistance. « La phrase lui apparut vague, haute, mystérieuse. Il y retrouva le sourire des colosses. » Et comme conséquence : « Il décida, sur cette phrase, coûte que coûte, de se bâtir le caractère, de chausser du plomb, de prendre un uniforme. »

Oui, un uniforme, pour cacher son cœur trop gros. Car « il savait bien que pour vivre sur terre il faut en suivre les modes et le cœur ne s'y porte plus ».

Conclusion excessive d'un adolescent qui vient de vivre une année malsaine, et que sa première expérience a déçu, que son premier amour a trompé.

***

Nous avons essayé de dégager aussi explicitement que possible ce que M. Jean Cocteau a voulu faire et d'indiquer, en soulignant quelques traits essentiels, comment il l'a fait. L'examen du *Bon Apôtre* complétera cette esquisse et nous permettra de préciser certaines conclusions.

M. Philippe Soupault nous annonce « l'histoire de deux jeunes gens ». Mais il ajoute aussitôt que l'un des deux personnages — l'auteur lui-même, car il se met en scène sous son propre nom — n'est qu'un témoin. C'est donc seulement l'histoire de l'autre qu'il nous raconte. Et il déclare : « Il s'agit de l'éducation des années 192... Education sentimentale ? Oui. Non. Education tout court. » Le problème de l'éducation ne nous paraît pas être au premier plan dans ces aventures. On nous dit bien qu'au lycée le jeune garçon « apprend à connaître, mais sans choix, sans certitude. Histoire, par exemple : « Napoléon, né à Saint-Germain, le dernier des Mérovingiens (1198-1515) ». Géographie : « Ils trébuchaient contre les continents, s'embarrassaient dans les lignes de navigation. La France, capitale Paris, la Belgique, capitale Asnières, la Turquie, capitale Aschères, Le Japon, chef-lieu Aubervilliers. » C'est se moquer de nous : survivance, sans doute, de l'esthétique Dada. Ces cancres lisent *L'Education sentimentale*, *Le Rouge et le Noir*, *Faust*, *Le Portrait de Dorian Gray*, enfin et surtout Arthur Rimbaud ; l'année suivante, en philosophie, Hegel et Bergson dont ils inscrivent une phrase sur tous les murs, sur tous les tableaux noirs vacants : « L'intelligence est caractérisée par une incompréhension totale de la vie ». Jean, le héros du livre, s'assombrit. Il se cache. Il devient plus silencieux. Et c'est tout ce qui nous est dit de l'éducation.

Education des années 192..., précise l'auteur. Comment cela ? Le livre paraît tout au début de cette décade, en 1923. Or le personnage qu'on nous y présente vient de vivre cinq années de Paris, précédées d'une année en Normandie et de cinq années de prison : onze années déjà, si nous comptons bien, et qui nous reportent au moins en 1912. Ce garçon avait alors dix-sept ans et s'était présenté au baccalauréat. Nous sommes avertis d'ailleurs qu'il a onze ans quand le roman s'ouvre : ce serait donc vers 1907. Voilà qui s'accorde assez mal. Dans cette période, d'autre part, il s'est produit un fait de quelque durée et de quelque importance : la guerre. Pas la moindre trace dans le roman, pas une allusion. Est-ce vraisemblable ?

Le dessein de M. Soupault reste donc très flottant et ses indications demeurent fort incertaines. On dirait qu'il a peu réfléchi à tout cela. Nous avons signalé, à propos de M. Jean Cocteau, cette tendance à improviser, sans plan concerté. Des négligences échappent ainsi, ou même des contradictions, également singulières. L'auteur écrit à la page 9 et y répète deux fois, parlant de son ami : « Je l'ai beaucoup aimé. » Un peu plus loin (page 19), il déclare non moins catégoriquement, parlant de lui et de cet ami : « Ils ne s'aimaient ni l'un ni l'autre ». A quoi pense-t-il quand il écrit : « Adolescent, il réussissait à séduire tous ses condisciples, tous ses professeurs *et à se faire aimer de ses parents* », comme si ce dernier trait exprimait le dernier mot de l'habileté. Un enfant qui réussit à se faire aimer de ses parents ne saurait être un enfant ordinaire. Notons aussi, puisque nous en sommes à ces détails un peu déconcertants, que les négligences matérielles foisonnent dans les œuvres de la jeune école : ponctuation hasardeuse ou insuffi-

sante, fautes d'orthographe, fautes d'impression — tout cela d'autant plus choquant que papier et typographie font souvent à ces privilégiés des éditions charmantes, comme c'est le cas pour *Le Grand Ecart* et *Le Bon Apôtre*. On y voudrait plus de soin.

Les dictionnaires de l'usage nous apprennent que « faire le bon apôtre », c'est contrefaire l'homme de bien. M. Philippe Soupault a changé ce sens. Le « Bon Apôtre », pour lui, c'est l'individu qui veut à tout prix s'adapter. Et il identifie chez son personnage cette disposition avec la volonté d'être élégant. Jean répétait souvent cette définition de Brummell (M. Philippe Soupault écrit Brumell) que l'élégance est l'art de ne pas se faire remarquer. « Cette boutade devint une règle, la règle de son jeu ». Soit. Comment le joue-t-il ?

Vers dix-sept ans, il commet un vol chez son père. Pourquoi ? Nous saurons plus tard que c'était pour faire chasser une jeune bonne de quatorze ans dont il avait abusé. Etrange gamin ; vilaine conduite. Mais ce n'est pas tout. Après le départ de la bonne, il a continué de voler, en simulant des attaques par des malfaiteurs, des crises nerveuses, des absences de raison. Il est enfermé dans une maison d'aliénés, puis à Sainte-Pélagie où il est soumis à l'examen des médecins-légistes. Notons que la prison de Sainte-Pélagie, où l'on abritait surtout des détenus politiques, notamment des écrivains condamnés pour délits de presse, a été démolie en 1899. Toujours le même sans-gêne : comme nous voilà loin des scrupules des réalistes !

Jean est finalement jugé, condamné. Il fait cinq ans de prison. Nous le retrouvons, à sa sortie, dans un village normand où il se repose et s'entraîne. Il reconnait, en s'examinant, qu'il ne lui est pas possible de suivre une ligne droite, qu'une instabilité profonde l'oblige à ne pas réfléchir, à ne jamais attendre qu'un désir et à obéir de toutes ses forces. Il reprend par degrés contact avec la vie et revient à Paris.

Les pages qui nous retracent son existence nouvelle fournissent les exemples les plus typiques peut-être de la manière de M. Soupault. Jean déploie une extraordinaire activité. Il a bientôt pris la place de son père à la tête d'une société de navigation. Nous le voyons dans son bureau où il commande, et nous pouvons lire les petites pancartes qu'il a rédigées à l'usage des employés : maximes qui révèlent l'organisateur et le chef, tant il est plus facile de réaliser l'ordre dans l'activité extérieure que dans la vie intérieure ! Il se grise des grandes affaires ; mais, tout au fond, elles l'ennuient. « Ce qui lui plaisait, c'était l'alibi ». Est-ce un agité et un inquiet ? Est-ce un dilettante ? On nous donne des traits épars, une notation saccadée, rapide : à nous de faire la synthèse, l'assemblage ou l'accord. Consciemment ou inconsciemment, l'auteur recule devant ce travail trop long et trop difficile.

Jean se mêle aux soirées cosmopolites, aux nuits interlopes. Il s'amuse et s'ennuie, parce qu'il n'a pas trouvé son équilibre et que sa vie ne le satisfait pas. Parfois une remarque nettement formulée nous rappelle que Jean, si las qu'il fût de se conformer — et c'est cette lassitude qui le faisait fuir dans des voyages — s'efforçait toujours, moins par goût sans doute que par une nécessité de sa nature, de réaliser une adaptation. Nulle part le caractère n'est analysé ni construit. Nous avons, en écoutant le personnage parler, ou en le regardant agir, à nous le représenter et à le comprendre. Nous arriverons ainsi au dénouement, qui nous le montre lassé de son effort et s'évadant de ce monde où il l'a vainement poursuivi. Il disparaît et envoie un jour, du Canada, une carte postale.

Pour arriver avec lui à ce terme, il faut nous frayer la route à travers des notations, des remarques, des dialogues et des fantaisies. Des traits elliptiques sont jetés, sans lien, pour évoquer des scènes, les résumer. « Une dame jouait à pile ou face un adultère vénitien. » Un déjeuner dans un restaurant du bois, des courses à Longchamps, sont présentés selon l'esthétique cubiste — construction laborieuse, incohérence, obscurité — avec des notations justes, imprévues, des expressions heureuses. Le résultat voulu est de nous laisser entrevoir que le personnage s'amuse et s'ennuie, qu'il n'a pas trouvé son équilibre et que sa vie ne le satisfait pas. Cependant, il disserte, à propos d'élégance, sur le complet-veston, les chaussures, la cravate, dans le style des journaux de mode, de même qu'il s'exprimait à propos de ses affaires, ou que l'auteur s'exprimait pour lui, dans le style des bureaux de navigation. Tout cela est juxtaposé, comme les pièces d'un placage.

***

Telle ou telle de ces pièces — parfois est excellente. Il y a des morceaux exquis, des bijoux d'anthologie, dans le roman de M. Jean Cocteau. Je voudrais transcrire ici la légende persane, en quinze lignes, du jeune jardinier qui a rencontré la mort (pages 26-27). Tout différent, dans *Le Bon Apôtre*, ce prosaïque voyage d'ennui à Bellagio : fatigue du train, détachement et dégoût de tout le reste. Jacques ne voit rien et ne veut rien voir. Il porte sa lassitude avec lui et n'a nulle envie de quêter des sensations pour enchanter son mal. Rappelons-nous Barrès, les colombes des

Iles Borromées, Isola Bella : finis cette évocation, cette poésie, ce lyrisme. Les écrivains nouveaux réagissent avec décision, brusquerie, une coquetterie de brutalité et d'impertinence. Ce qui est parfaitement sincère chez eux, et fort légitime, c'est ce besoin de réagir. Ils se dégagent ainsi, s'affranchissent, affirment des formes nouvelles de sensibilité, préparent sans doute de nouvelles formes d'art. Ne nous étonnons pas, ne nous irritons point que celles-ci ne soient pas du premier coup réalisées.

En attendant, voilà nos jeunes impatients évadés des procédés lents et minutieux de l'analyse, lassés d'avance de tout effort de synthèse, dégoûtés du lyrisme, indifférents aux jeux vieillis du symbolisme. Ils notent d'un trait vif, hardi ; ni refonte ni retouche. S'ils ne sont pas contents du trait qui doit fixer la sensation, l'idée ou l'image, ils en ajoutent un autre, deux autres, autant qu'il faudra. Le lecteur doit s'arranger de ces notations ; qu'il en fasse ce qui lui plaira : il a du temps à perdre ; l'écrivain, non. Et le lecteur pardonne beaucoup, parce que le trait est souvent juste et que sa vivacité plaît ainsi que sa hardiesse. Il y a aussi l'imprévu, la gaminerie, qui ont leur charme, surtout quand cela tourne soudain pour se jeter, de tout l'élan de la jeunesse, dans le pittoresque et la poésie.

Nous aurions le plus grand tort de négliger de telles œuvres, encore que leurs auteurs nous aient plutôt mal préparés à les recevoir. M. Soupault a bien marqué, dans son livre, le rapport de l'état d'esprit de ses deux personnages avec le mouvement artistique auquel ils se mêlèrent, et comment celui-ci correspond au malaise, au désarroi, à l'impuissance agitée du « Bon Apôtre ». Les bons apôtres ! « Ils jouaient à pile ou face sans conviction et sans crainte d'abord dans les cafés, puis dans les salles de rédaction, enfin chez les peintres et les poètes. » A pile ou face, sans conviction : nous n'en doutions pas. Et M. Soupault ajoute que le grand ennemi c'était le public, qu'il fallait l'atteindre par tous les moyens et « à tout prix faire scandale ». Nous le savions bien, nous critiques, et c'est pour cela que nous attendions. « Beaucoup de littérateurs auraient accepté facilement de mourir pour que l'on parle d'eux. » C'est beaucoup dire. Quelques-uns en tout cas ont fait beaucoup mieux que de mourir : après s'être amusés — amusés ? — à des mystifications, ils se sont appliqués à des œuvres. *Le Grand Ecart* et *Le Bon Apôtre* sont mieux que des essais et plus que des promesses. Attendons seulement que le talent des deux auteurs mûrisse et qu'il évolue : les éléments positifs éliminéront les autres et peut-être verrons-nous s'épanouir une forme nouvelle ou rajeunie du Roman.

Firmin Roz.

LE THÉATRE

COMÉDIENS DE THÉATRE ET COMÉDIENS DE CINÉNA

Curieux problème de technique comique que celui qui a été provoqué, en ce chômage d'été, par un petit fait divers.

Une jeune fille du meilleur monde a rompu avec son honorable famille pour se consacrer au cinéma. Tous les goûts sont dans la nature et toutes les passions sont excusables, à la condition d'être sincères et totales. Parmi les nombreux coups de tête dont les jeunes filles, même dans les milieux les plus austères, semblent aujourd'hui devenues coutumières, celui-là, après tout, ne semble ni plus absurde ni plus inconvenant que celui d'une princesse qui épouse son chauffeur ou son écuyer.

Pourtant un critique et auteur dramatique, que j'admire fort en ses deux fonctions, M. Edmond Sée, s'est prononcé assez sévèrement, il y a quelques semaines, contre cette jeune personne. Il ne lui a pas reproché, s'entend, d'avoir renoncé à une vie bourgeoise pour se consacrer aux belles aventures de l'art. Il regrette seulement qu'elle se soit jetée, si j'ose dire, sur l'écran et non sur la scène, estimant par conséquent que pour être comédienne de théâtre, on peut accomplir légitimement tous les sacrifices et braver tous les scandales ; que devenir comédienne de cinéma, en revanche, ne justifie point tant de fracas.

C'était là, vous le voyez, à propos d'un incident mondain, poser la grave question (toutes les questions sont graves, quand il s'agit de théâtre) du mérite du comédien selon qu'il joue une pièce ou un film.

Edmond Sée, en bon auteur dramatique, avait naturellement pris parti pour ses naturels interprètes et affirmé leur supériorité sur leurs émules du cinéma. L'argument principal dont il se servait consistait à montrer l'effort de continuité que réclamait la composition d'un rôle comique (comique pris dans son sens etymologique) par opposition au découpage cinématographique. Le comédien de la première catégorie vit, en quelque sorte, son rôle par le dedans ; celui de la seconde ne le vit que du dehors et comme par à coups.

A quoi n'ont pas manqué de répliquer, bien entendu, les défenseurs et amis du cinéma, notamment M. Vuillermoz dans un article du *Temps*. L'acteur de cinéma, observait-on, démuni de la

parole, est obligé de compenser ce défaut en accusant le caractère expressif de son jeu. Quant à son personnage lui-même, il exige une composition d'autant plus forte et plus réfléchie, d'autant plus personnelle qu'il repose non pas sur le guide-âne d'un dialogue, mais sur l'indication plus générale et plus libre d'un scénario.

Telle est la querelle.

A vrai dire, je ne crois point qu'il soit essentiel de trancher la question de prééminence ni de savoir si telle enfant de la « bonne société » sera plus fondée à choisir une des deux carrières que l'autre. Mais il peut être intéressant de préciser, à ce propos, la véritable nature de l'un et l'autre acteur, celui qui joue sur scène et celui qui joue devant l'écran.

* * *

A remarquer, d'abord, que, chez nous, la plupart des grandes vedettes cumulent et que presque toute la Comédie-Française a passé par le cinéma : c'est donc qu'il y a nécessairement quelque chose de commun entre les deux genres et que tout au moins, contrairement à la première opinion que je vous ai rapportée, Mme Huguette Duflost ou M. Brunot ne pensent point déchoir en passant du théâtre au cinéma.

Par contre, à noter aussi qu'il n'en est pas de même en Amérique où le préjugé serait plutôt inverse, la prééellence, si j'ose dire, tendant à s'établir en faveur des gloires cinématographiques. La raison de cette différence entre le régime des États-Unis et le nôtre paraît, d'ailleurs, fort simple à expliquer. Il n'y a pas en France plus de trois mille cinq cents salles de cinéma ; on en compte plus de quarante mille en Amérique. Le cinéma reste donc, chez nous, de la petite industrie. Étant donné les habitudes croissantes de prodigalité dans la composition des films, on peut dire que le marché français est beaucoup trop étroit pour assurer le libre développement de la production. De là l'obstination chez nous à considérer toujours le cinéma comme un dérivé de la littérature et un succédané du théâtre : de même qu'on cherche des sujets dans les romans ou les pièces célèbres, on choisit donc les interprètes parmi les comédiens. En Amérique, au contraire, assurée d'un immense débouché, l'industrie cinématographique s'est affranchie et constituée par elle-même. D'où nous pouvons conclure que s'il existe quelque chose de commun entre la technique théâtrale et la technique cinématographique au point de vue des interprètes, les différences doivent être plus grandes encore que ces analogies, puisque, dès que le cinéma se développe, il tend à devenir, par ses sujets aussi bien que par ses interprètes, autonome.

La ressemblance est évidente.

D'une manière générale, en effet, l'acteur a pour mission de rendre sensible, par les moyens naturels de l'expression humaine, les états invisibles de l'âme. En présence d'un rôle, c'est-à-dire d'une âme fictive, il lui faut, d'abord, le don moral d'intuition sympathique qui lui permet de s'identifier avec cet être imaginaire, d'en éprouver toutes les joies ou toutes les tristesses, les passions enfin, et, ensuite, il doit posséder les dons de beauté et de puissance physiques qui lui permettront de traduire par les mouvements, les attitudes et les cris ces émotions qui cesseront ainsi d'être fictives quand il les aura réalisées en lui-même. On saisit donc ici les conditions élémentaires d'un talent dramatique quelconque, lesquelles sont, à vrai dire, principalement physiques et dépendent particulièrement des aptitudes corporelles. C'est de quoi sont parfaitement convaincus les auteurs dramatiques consommés qui s'appliquent, non pas à chercher des interprètes pour leurs personnages, mais à modeler leurs personnages sur les interprètes qu'ils ont en vue ; c'est en revanche ce dont il n'est tenu nul compte dans le recrutement du Conservatoire, ainsi que nous l'avons trop souvent constaté.

Il est généralement fait état, dans une controverse comme celle que je rappelle aujourd'hui, de la différence entre l'acteur de théâtre, qui dispose de la voix, comme principal moyen d'expression, et de l'acteur du cinéma, qui reste muet... Cette particularité, malgré l'apparence, n'a pas autant d'importance qu'on le croit. Le texte que débite le comédien, en effet, n'a pas, pour l'ordinaire, une très grande puissance affective et il représente un élément abstrait, tout intellectuel, destiné à faire comprendre au spectateur la situation... Les tirades, en scène, ne servent qu'à diminuer l'effet dramatique. Au cinéma, tout cet appareil du langage articulé se trouve remplacé par les explications écrites et surtout, si le film est bien conçu, il doit être rendu complètement inutile par la simplicité même de la situation. Enfin et surtout, chacun sait que le cinéma sans musique n'est pas tolérable : la musique remplace, — et fort avantageusement, — la voix du comédien...

Tâchons donc de préciser les différences réelles entre les deux modes d'interprétation.

* * *

Ces différences profondes, — (et, à vrai dire, si profondes qu'elles tendront de plus en plus à séparer entièrement les deux genres et à imposer jusque chez nous la coutume américaine), dérivent de la nature du contrôle qui s'exerce dans l'un et l'autre cas.

L'acteur joue devant le public et l'unique objet de son jeu, ce sont les impressions du public. Le critérium du résultat obtenu, c'est « l'effet ». Le comédien ramène tout à « l'effet » : en quoi il a parfaitement raison, puisque les gens auxquels il s'adresse, les spectateurs assemblés dans la salle, attendent de lui qu'il les fasse pleurer ou rire. De cette observation découlent aussitôt deux conséquences, l'une touchant la vocation même des comediens et l'autre l'évolution de leur carrière. Par le fait que l'acteur travaille devant le public, il éprouve une espèce particulière d'ébranlement nerveux, qui s'appelle le trac. Il y a deux manières de réagir au trac : la dépression ou l'excitation. Ceux que le trac paralyse ne seront jamais des comédiens; ceux que le trac exalte peuvent en être. D'autre part, le juge souverain de l'acteur est le public, mais rien de plus aisé à tromper ou tout au moins à influencer que ce juge... Il ne distingue pas très sûrement entre ce qui est sincère et ce qui ne l'est pas. Des procédés sont capables souvent de l'abuser, surtout lorsqu'il est prévenu par la publicité et la réputationd'un comédien ou d'une comédienne. Il en résulte que les acteurs, à mesure qu'ils réussissent, sont enclins à ne plus refaire que ce qui a déjà réussi. Ils tombent dans le « métier, » qui n'est qu'une habitude empirique et qu'il ne faut pas confondre avec la technique, laquelle est un système méthodique et expérimental des nécessités propres à un art, en d'autres termes, ils sont exposés à s'éloigner d'autant plus de la vérité et du naturel qu'ils avancent en âge et en réputation. On sent très bien, en tout cas, pour peu qu'on assiste à un concours du Conservatoire, que l'on n'a jamais pu jusqu'ici parvenir à une étude raisonnée de l'art comique. C'est la base scientifique qui manque pour former la jeunesse et pour préserver la vieillesse du simple « cabotinage ».

L'acteur de cinéma, au contraire, échappe tout à la fois au public et au trac et il ne sert de rien de dire que lorsque les grands comédiens de cinéma éprouvent, en se voyant eux-mêmes sur l'écran et en sentant les foules s'émouvoir de leur jeu de puissantes émotions : c'est certain, mais la question n'est pas là. Ces impressions, venues du public, sont postérieures à leur travail. Ce n'est donc pas « l'effet » dramatique qui est leur vrai contrôle. Ils le trouvent dans l'enregistrement de leurs mouvements et de leurs gestes, tels qu'ils ont été saisis dans la lumière implacable et sur l'image cruellement authentique. L'idée, si banale, des visages qui sont ou non « photogéniques », est à la fois vraie et fausse : elle est fausse en ce sens que cette photogénie, qui est surtout le résultat du grimage, n'est pas le propre du visage; elle est vraie en ce sens qu'elle correspond à un instinct profond et spécifique, qui est le sens de l'écran, et que les uns possèdent, tandis que les autres ne l'ont pas. Or, il est incontestable que ce jugement immédiat et matériel offre un fond plus positif à l'art du comédien de cinéma que l'assentiment du public pour le comédien de théâtre.

Sans créeer de préséance, j'inclinerais donc à conclure que le comédien des deux sortes poursuit un même but, l'expression de la vérité, et que le plus souvent il s'en écarte pour tomber dans l'artificiel. Il semble néanmoins que, pour se prémunir contre ce risque, le cinéma soit mieux armé, puisque, après une si longue expérience, il semble que l'art comique ne soit pas encore sorti du « métier », ce qui permet de craindre qu'il n'en puisse jamais sortir, tandis que l'on aperçoit très nettement la possibilité prochaine d'une véritable technique cinématographique.

Le certain, en tout cas, c'est que si, à l'heure actuelle, il est encore admissible que s'établisse (à la faveur de l'un ou de l'autre, peu importe,) une comparaison entre ces deux sortes de comédiens, le temps n'est pas loin où une telle querelle paraîtra aussi surprenante que si l'on entreprenait un parallèle entre la musique et la sculpture. Les progrès du cinéma ne sauraient consister qu'à s'écarter de plus en plus de la littérature, avec laquelle on l'a trop longtemps confondu, et quand il aura cessé d'être du simili-théâtre pour n'être plus que du cinéma, on s'apercevra que ses interprètes ne sont pas du tout des frères, mais tout au plus des cousins des acteurs comiques.

Gaston Rageot.

LA MUSIQUE

ÉDOUARD GRIEG, POÈTE DES FJORDS

La musique de Grieg, vers 1890, connut une vogue singulière parmi la jeunesse française. En 1891, alors que cet engouement avait gagné tout le public des concerts, alors que la *suite* de *Peer Gynt* et le *Concerto* étaient souvent acclamés, le compositeur scandinave dirigea lui-même, aux Concerts Colonne, un festival de ses œuvres. Tous les amoureux d'art étaient là; et il y avait encore beaucoup d'autres auditeurs, car la vaste

salle du Châtelet était pleine. Elle eut, même, ce dimanche-là, une contenance extraordinaire et vraiment fabuleuse. Parlez de Grieg dans un salon : quelqu'un ne manquera pas de rappeler ce fameux festival, et chacun s'écriera :

— « J'y étais ».

Ce jour-là, tandis que Raoul Pugno, pesant, massif, posé devant le piano comme une énorme forme éléphantine, laissait distraitement ses mains épaisses, puissantes, pétrir le clavier, et susciter, comme par une magie, un poétique sortilège de sons veloutés et caressants. — Edvard Grieg, observé par tous, guétté, adulé, apparaissait, — inoubliable.

Grieg, petit, les jambes grêles et ployées, mal à l'aise et s'effaçant, gêné d'être là, nerveux, sursautant comme un oiseau mécanique, battait la mesure avec de minuscules saccades. Penché sur son pupitre, il semblait plonger vers l'orchestre. Au-dessus de la courbe noire de son dos arrondi, s'ébouriffaient, sauvagement vivaces, de longs cheveux tout raides, dont la blonde rousseur commençait à blanchir... Soudain, dans les applaudissements et les clameurs, il faisait face au public, saluait, disparaissait... A peine avait-on pu remarquer son visage épanoui par le grand air du pays natal, — son visage d'une clarté enfantine, lumineux, tout rose, barré par une grosse moustache jaunâtre, qui retombait aux deux pointes, comme un croissant retourné... Mais ses yeux avaient jeté leur éclat bleu. Troublés, apeurés, ces yeux étranges, brillants, limpides, profonds comme l'eau des fjords, mais surmontés par de brousailleux sourcils, cachés à demi, et tout pleins encore des rêves longtemps caressés dans une solitude lointaine. Ils tremblaient, ces yeux au regard volontaire, obstiné, mais timide, — ils tremblaient comme ceux d'un oiseau qui tombe, de l'immense silence de l'espace, dans un tumulte qu'il veut fuir.

Grieg, quelques années après, en 1902, revint à Paris, et reprit le bâton chez Colonne. L'avouerai-je? Je ne retournai pas voir un enchanteur que j'avais trop aimé. Je l'aimais moins alors. Et surtout il se produisait dans une mêlée de passions politiques où son charme risquait de s'évanouir : les uns préparaient leurs sifflets, les autres recrutaient des claqueurs. Le concert se changeait en réunion publique, en manifestation avec orchestre et vociférations obligées. On ne pouvait plus y chercher l'oasis spirituelle où flottent des mirages familiers.

Ces mirages se sont-ils dissipés à jamais? Peuvent-ils encore renaître, et aussi séduisants qu'autrefois?

Le charme de toute musique, hélas, est inconstant comme nous-mêmes. S'il est enclos, s'il sommeille dans les notes imprimées sur le papier, c'est par nous qu'il s'éveille et revit, c'est en nous qu'il prend la puissance d'évocation. Il est donc dans la dépendance de nos âmes : elles s'ouvrent à lui ou le repoussent, selon la fantaisie ou les multiples nécessités de nos heures diverses.

*
* *

La musique de Grieg est imprégnée de l'âme scandinave. Aux spécialistes du folkore, il appartient de déterminer ce que l'ingénieux compositeur emprunta aux chants et aux danses populaires. Evidemment il leur doit beaucoup.

Mais ce n'est point par un placage, par une marqueterie de thèmes, que notre sensibilité naguère fut séduite. D'autres musiciens, auparavant, avaient utilisé les mélodies scandinaves. Par malheur, captifs de leur éducation allemande, ils les avaient germanisées. Bien plus, formés sous l'ascendant de l'école de Leipzig, ils les avaient *mendelssohnisées*.

Grieg, plus artiste, plus poète, se libéra souvent d'une déformation étrangère : il sut être lui-même. Plus exactement, il sut *devenir* lui-même. Ses frères spirituels, ses profonds éducateurs, ce furent Schumann, Chopin, Schubert. En eux il trouvait les maîtres dont il avait besoin pour s'initier à son expression personnelle et intime. Leur art contenait, obscurément, l'art qu'il allait combiner et créer, qu'il allait animer de son âme.

Sa musique, vers 1890, trouva dans les jeunes gens de notre génération les auditeurs, les propagateurs les mieux appropriés. Artistes, hommes de lettres, poètes, déjà enrôlés dans le wagnérisme et fatigués de sa tyrannie, peu touchés par la suavité de César Franck, par les troublantes délices de Fauré, par l'outrancière couleur des Russes ou par la grâce divine de Mozart, nous cherchions un autre enchanteur que Wagner. Nous désirions un maître nouveau, presque notre contemporain, et plus subtil que le théâtral Wagner, plus secret, moins raisonneur, moins véhément, moins grand peut être, mais plus intime. A cet âge où l'on mêle l'exaltation de l'art au désir de l'amour, nous voulions affiner nos jeunes rêves dans une musique encore inentendue, nous aspirions à les magnifier dans un culte nouveau.

Parmi nous, le succès de la musique de Grieg fut immédiat.

D'autres poètes des sons (et c'étaient les initiateurs mêmes de Grieg) nous avaient préparés à nous abandonner à lui. La mélancolie et la passion, l'amoureuse intimité de Schumann; la douceur triste et résignée, la grâce de Schubert; les sursauts, la fièvre, le *rubato* frissonnant de Chopin, — déjà, nous nous plaisions à les faire revivre en nous. La musique de Grieg, soudain, et avec l'imprévu des nostalgiques mélodies scandinaves, nous apporta un reflet de ces maîtres aimés, un *double,* dont la séduction était insoupçonnée. Nous ne pûmes résister à ce charme à la fois accoutumé et nouveau. Comme un charme ancien, il connaissait le chemin de nos cœurs; mais il nous apportait des troubles inéprouvés : nos rêves, stimulés par lui, appareillaient pour des régions encore vierges.

Ce fut un engouement sincère. On nous révélait alors les drames d'Ibsen. Dans les expositions de peintres étrangers ou même au Musée du Luxembourg, nous nous plaisions à méditer parfois devant ces paysages nordiques, où les étendues de neige se voilent d'un reflet bleu sous un ciel blond comme le miel. D'autre fois, dans un cercle de montagnes, sur la rive d'un fjord glauque et transparent, c'était l'allègre chanson des couleurs vives, vibrantes, vermillons des maisons peintes, laques violacées des bruyères, émeraudes des mousses dont les houpes printanières moutonnent au pied des arbres...

Ce que nous rêvions ainsi devant ces images muettes, Grieg nous le suggérait, plus intimement, par sa musique. Ces paysages lointains, ces décors où les drames d'Ibsen (et même les romans russes) évoquaient alors pour nous des âmes d'autres races, Grieg, soudain, les rapprochait de nous, et leur donnait une voix que nous entendions mieux. Avec sa musique, nos âmes dialoguaient dans l'ineffable. Sollicités par elle, nous imaginions une nature scandinave, presque toute de fantaisie, mais plus belle encore pour nous, plus douce, inconsistante comme un mirage. *Morceaux lyriques;* andantes de sonates, *Humoresques,* lied de la frémissante Solweig... Nous étions séduits par ces mélodies nées si loin de nous; elles nous sollicitaient à d'irréels voyages vers des régions de mystère et de légende. Et, dans une lumière nébuleuse, c'était encore notre rêve, c'étaient nos aspirations mêmes que nous retrouvions. Habitués à nous abandonner à la caresse de Schumann ou de Schubert, nous retrouvions des délices presque pareilles, mais un décor nouveau dans l'enchantement de Grieg. Il avait aussi une délicatesse, une mièvrerie, une subtilité, et comme une pâleur flottante, auxquelles notre jeunesse ne pouvait résister. Alors nous aimions tant Botticelli et l'harmonieuse dissonance de ses lignes!... Comme le maître florentin, comme ce faux primitif si savant et si volontaire, le maître scandinave enveloppait nos incertains désirs dans une caresse experte, qui nous semblait naïve.

Alors, par un jeu de la mode, Grieg, artiste délicat, épris de nuances, et dont les menues et précieuses élégances se dissimulent sous une apparence de naïveté ou de facilité populaire, — Grieg, qui avait patiemment élaboré le meilleur de son œuvre pour des auditeurs de bonne compagnie, devint tout à coup un auteur à succès, un musicien populaire. Tous les pianos, où peinaient de médiocres exécutants, dirent et redirent les *Pièces lyriques,* qui ne demandent aucune virtuosité: toutes les jeunes filles, qui croyaient chanter parce qu'elles avaient un filet de voix, soupirèrent les *lieder* transcrits dans tous les tons; et tous les orchestres, vulgarisant la *Suite de Peer Gynt* dans les concerts et même dans les casinos, firent boudir et onduler la petite danseuse mauresque Anitra, après avoir atténué jusqu'au silence, dans la *mort d'Ase,* les plus agonisants *diminuendo* de *pianissimo* et *de perdendosi.* Quant aux Sonates, trop élégantes, trop agréables pour ne pas conduire la musique de chambre vers la musique de salon, elles triomphèrent, inévitablement, dans tous les salons.

C'était trop.

Un ingénieux compositeur, un intimiste adroit et raffiné, un *lakiste* des fjords, n'apportait pas une substance musicale assez riche, une inspiration assez ample, assez générale ni assez profondément humaine, pour fournir longtemps à cette admiration déréglée... En moins de vingt ans, il perdit ses admirateurs : sa musique ne souleva plus que le dénigrement. Même quand il mourut, en 1907, il n'obtint guère que des éloges cursifs et condescendants. Dans les propos entre musiciens, on l'exécutait d'un ton cavalier :

— « Grieg?... Mais ce n'est rien du tout, déclarait-on journellement. Quatre mesures de mélodie populaire, deux ou trois artifices d'harmonie, et voilà tout!...

Jugement excessif, jugement injuste, — comme tant d'autres.

Si l'on prenait le temps de réfléchir un peu, au lieu de céder uniquement aux caprices et aux coups de nerfs; si l'on tâchait de ne pas être ingrat pour un musicien qu'on a aimé, peut-être aurait-on quelques chances de le situer à la place qui lui convient.

*
* *

Grieg, à la vérité, n'est pas un très grand musicien, un créateur puissant; mais il est un artiste fort agréable. Le souffle lui manque, mais non la délicatesse ni l'élégance. Avec une intelligence fort clairvoyante, avec une exacte estimation de ses forces, avec un style méticuleux, avisé, souple, surveillé, soucieux des bons exemples et recherchant gentiment des audaces si menues qu'elles ne pouvaient pas surprendre bien longtemps, — il se proposa de parfaire une œuvre légère et fine, un peu grêle, mais poétique et pittoresque, rêveuse et distinguée. Une telle œuvre, restreinte mais charmante, sans profondeur mais non sans joliesse, il sut la réussir.

Tous les artistes, même avec des visées plus grandes ou plus ambitieuses, n'ont pas le bonheur de remplir leur dessein. Avant Grieg, le musicien Niels Gade avait tenté d'utiliser le fonds des mélodies populaires du nord. Disciple et ami de Mendelssohn et de Schumann, attaché longtemps au Gewandhaus de Leipzig, Niels Gade ne sut pas rompre l'empreinte de l'école allemande. Au contraire, Edvard Grieg, avant ses trente ans (vers 1860), secouait déjà le joug du Conservatoire de Leipzig, où il n'avait été qu'un élève passager.

Epris de sa liberté, éclairé par l'insuccès de Gade, encouragé par Liszt qu'il rencontre à Rome et auquel il soumet son élégant *concerto* (que domine encore l'influence de Schumann), Grieg comprend que sa propre originalité, son charme et sa poésie, lui seront donnés par son pays même. Il modèle ses *lieds* sur les chants norvégiens ou scandinaves; il anime sa musique d'orchestre ou de piano, et même ses sonates, aux rythmes des danses populaires. Bien plus, lié avec Ibsen et Björnstjern-Björnson, marié avec une cantatrice qui s'était vouée à la diffusion du folklore, Grieg, fidèle à la Norvège qu'il habite presque constamment, se retire dans une villa voisine de Bergen, et d'où la vue s'étend sur un paysage bien caractéristique : un lac, un fjord, entouré de forêts de bouleaux et de chênes, et dominé par d'abruptes montagnes. Là, dans cette solitude lumineuse, longuement, patiemment, il s'imprègne de l'âme de son pays, il l'interroge, il l'écoute, il l'entend mystérieusement chanter en lui-même.

A l'extrémité de son parc, dans un petit chalet de bois, il passe de longues heures, seul avec le paysage, et improvisant au piano, travaillant, corrigeant, ciselant ses essais de musique comme des bijoux finement orfévrés. Il aime cette solitude ardente; il la défend contre ses amis mêmes. Sur une pancarte près de la porte, il fait afficher :

— « Edvard Grieg désire qu'on ne vienne pas le voir avant quatre heures de l'après-midi. »

Il médite; il rêve; il cherche ce qui est vraiment lui, sous tant d'apparences que les souvenirs lui apportent. Epris de perfection et de clarté, il reprend contact avec les initiateurs qu'il s'est choisis : outre les œuvres du folklore nordique, c'est surtout Schumann, Schubert et Chopin; mais il sait ne pas devenir leur esclave ni leur épigone. Par une lente, une volontaire, une consciente et scrupuleuse élaboration, il s'efforce d'amener à la vie de l'art, en des pages délicates et accomplies, la beauté lumineuse et précise, la passion rêveuse et la nostalgique poésie qu'il respire sur la terre où il est né et où sa vie s'écoule. De fait, il accomplit le labeur précieux et avisé d'un musicien d'anthologie. Utilisant le vaste apport du romantisme il l'adapte à ses fins particulières : il est un *alexandrin* du nord. Son œuvre, sous une apparence gracieuse et frêle, révèle un artiste volontaire et maître de son art, et aussi un poète qui sut écouter le chant de son cœur et de ses rêves.

C'est pourquoi elle mérite de durer.

*
* *

Certes, les auditeurs n'ont plus désormais les mêmes sensations, le même engouement, que les jeunes esthètes et le public d'avant 1900. Parmi les anciens fervents, même ceux qui croient avoir le moins changé, éprouvent combien toute musique, bien qu'elle reste identique à elle-même, devient autre, incessamment : ceux qui la perçoivent changent chaque jour.

Depuis le début du vingtième siècle, les amateurs d'art ont entendu de fausses notes diverses et même beaucoup de fausses notes : je parle des fausses notes faites exprès. A chaque saison, peut-on dire, certains groupements de notes passent d'une catégorie dans la suivante : agaçants d'abord, puis savoureux, ensuite inexpressifs, et enfin rebutants. Aujourd'hui, l'*écriture* de Grieg, puisqu'on ramène souvent la mu-

sique à une question d'*écriture*, doit sembler « pauvre » aux croquesols et aux snobs en mal de doubles dièzes, de polytonalité et autres gentillesses.

Peut-être aussi le charme de Grieg, pour avoir opéré trop vite et trop souvent, s'est-il fatigué. Il en advint ainsi de Chopin lorsque des mains nombreuses, inlassables mais inhabiles, se mirent à le tapoter sur tous les pianos. Tous les pianistes devaient beaucoup l'aimer, car ils le châtiaient, ce passionné, à tour de bras; Chopin, nerveux et frémissant, n'en pouvait mais... Grieg le remplaça sur la claie du martyre, c'est-à-dire sur le piano des jeunes filles et de leurs professeurs : aussitôt, dans un silence propice et mérité, le génie de Chopin reconquit tout son pouvoir.

Moins profonde, moins personnelle et novatrice, l'œuvre de Grieg reprendra peut-être, après de nouvelles sautes des engouements musicaux, quelque chose de son charme d'autrefois. Certes, l'ensemble de circonstances qui lui assura un peu avant 1900 l'étonnant succès d'une révélation, n'a guère de chances de se reproduire d'une façon aussi prodigieuse. Malgré tout, les meilleures pages de Grieg peuvent garder longtemps encore une séduction prenante, à laquelle plus d'un cœur, surtout pendant les troubles de l'adolescence, résistera peu.

Seules restent vraiment vivantes les musiques qui savent stimuler nos aspirations mystérieuses. Selon les modes changeantes, selon les clartés ou les éclipses qui se font dans les esprits et dans les âmes, les idéales régions, évoquées par la musique et qui plaisent aux inconscients besoins des hommes, ne sont pas toujours les mêmes. Nos rêveries, capricieusement, changent de villégiatures. Certaines œuvres, que les foules visitaient jadis, deviennent comme des ruines dans un paysage abandonné. Mais parfois la génération suivante y revient cueillir de nouveaux rêves.

Adolphe Boschot.

BULLETINS DE L'ETRANGER

La Question d'Orient

Au lendemain de la signature de cette extraordinaire paix de Lausanne, qui restera, espérons-le, seule de son espèce dans les instruments diplomatiques par lesquels La France aura consacré sa victoire de 1918 (!) le proche Orient va procéder à sa réorganisation.

En Turquie, le gouvernement Kémaliste ne voit pas autre chose que l'exploitation de son triomphe. Les élections générales lui ont donné une majorité d'autant plus écrasante que toute opposition a été muselée. Les électeurs, sous menace de vingt-cinq livres turques d'amende, ont été conduits aux sections. On ne leur a, dans la plupart des cas, pas fait l'honneur de leur faire connaître le nom des candidats. Sur le bulletin signé de leur nom le président de la section a inscrit le nom de l'élu et tout a été dit.

Mustapha Kemal et ses amis ne se laisseront arracher le pouvoir et tous les avantages qu'il présente que par la force. Une révolution intérieure contre l'autocratie ancyrienne est-elle possible? C'est un problème analogue à celui que le bolchevisme a posé aux observateurs européens. Depuis longtemps la chute des dictateurs de Moscou a été annoncée pour la fin de l'année ou du mois et les saisons ont succédé aux saisons sans que Lénine et Trotsky aient quitté le Kremlin. Les bolchevistes ont gardé le pouvoir en établissant le monopole des vivres pour leurs adhérents et en faisant de l'armée rouge l'ossature de leur dictature.

Moustapha Kemal et Ismet sont-il en mesure d'imiter cet exemple? Le caractère ottoman a certes une passivité qui peut se prêter à l'application d'une dictature prolongée, mais il n'y a pas dans le peuple turc un mysticisme comparable à celui du peuple russe. L'armée rouge, en dehors de ceux qui y sont maintenus par la faim, est animée d'une sorte de ferveur d'apostolat : une fausse idéologie, mais une idéologie tout de même, maintient cet instrument de domination. On n'en peut dire autant de l'armée kémaliste. Recrutée autant par l'appât du pillage que par la xénophobie et le fanatisme musulman contre les chrétiens, elle était en décomposition dès le lendemain de la reprise de Smyrne. Pendant la conférence de Lausanne, Ismet pacha s'est incliné devant le *non possumus* de M. Vénizelos sur la simple menace de l'armée hellénique reconstituée en Thrace à laquelle il savait qu'il ne pouvait rien opposer de sérieux en cas de reprise des hostilités. Avant même la signature de la paix de Lausanne l'armée turque se licenciait d'elle-même. Mustapha Kemal peut conserver une garde prétorienne mais il ne peut espérer constituer et garder une armée rouge, instrument de domination intérieure. Le pillage des propriétés chrétiennes étant terminé, il n'y a plus rien à attendre de ce côté pour stimuler les recrues. Mustapha Kemal, instruit par l'exemple bolchevik, tient pourtant à s'assurer de cette force militaire nécessaire à la conservation du pouvoir. Son adresse présidentielle à l'Assemblée d'Angora est à ce point de vue significative. Après avoir noté que le traité de Lausanne avait dissipé le rêve d'une plus grande Arménie, balayé le gouvernement du Pont et ses partisans, détruit toute espérance d'établissement de sphères d'influences dans la Turquie méridionale et déclaré que la Turquie devait veiller à ne point laisser échapper ces fruits de ses mains et qu'il fallait développer le pays dans son entière capacité économique, il a immédiatement ajouté : « A mon point de vue, la chose la plus importante pour la Tur-

quie nouvelle est la sécurité. *L'armée est la meilleure protection tant pour la tranquillité intérieure que pour l'indépendance du gouvernement.* C'est pourquoi une organisation efficiente de l'armée doit être un de nos principes fondamentaux. Il serait enfantin de croire que la paix que nous avons obtenue durera toujours. L'imaginer serait conduire la nation aux plus graves dangers. Aussi longtemps que nos droits nationaux et notre honneur seront respectés, nous userons de réciprocité, mais nous avons appris par de tristes expériences que les droits des faibles sont fréquemment foulés aux pieds : nous ne devons donc négliger aucune préparation nécessaire pour faire face à toutes les éventualités tout en entretenant les meilleures relations avec les nations étrangères. »

Quand on a vu combien, en Orient, les grandes puissances occidentales ont renoncé à toute action de force et ont même capitulé devant les menaces de la Turquie, on se rend compte que Mustapha Kemal était dans l'impossibilité d'invoquer le péril extérieur pour plaider en faveur de la réorganisation de l'armée. C'est donc bien comme arme intérieure et politique que le dictateur d'Angora veut maintenir en Anatolie une dispendieuse armée, alors que le budget turc aurait besoin d'un suprême effort d'économie pour faire face aux plus simples besoins de l'Etat.

Ceux qui connaissent le mieux l'Orient parce qu'ils y ont de vieux et importants intérêts et ne sont pas de nouveaux venus poursuivant la chimère de la corne d'abondance brandie par M. Franklin-Bouillon, ne prêtent pas longue vie au gouvernement kémaliste. Tant que la lutte effective contre les puissances et la Grèce donnait une apparence de nationalisme à la toute puissance de Mustapha Kémal et la justifiait, l'opposition à l'absolutisme d'Angora se heurtait à l'accusation majeure d'anti-patriotisme. Aujourd'hui que la paix est faite l'argument tombe. Le gouvernement a, pour les élections, muselé ses adversaires en décrétant de haute trahison toute allusion à la déposition du sultan et à l'attribution de ses pouvoirs souverains à l'assemblée nationale. Mustapha Kémal sentait le danger d'une agitation loyaliste. Si elle n'a pu se faire ouvertement, elle demeure latente et d'autant plus redoutable. S'imaginer le peuple turc en état de maturité politique suffisante pour comprendre le principe démocratique de la souveraineté du peuple et la subtile distinction entre les pouvoirs spirituels et temporels du khalifat est lui faire beaucoup d'honneur. La propagande faite clandestinement pour le rétablissement intégral des droits du sultan trouve le terrain le plus favorable. Dès que le gouvernement d'Angora aura démontré — et cela ne saurait tarder — son incapacité à rendre une prospérité quelconque au pays que sa xénophobie et son fanatisme sanguinaire ont vidé de tous les éléments laborieux et industriels, grecs et arméniens, de l'Empire, l'opposition n'aura point de peine à lever la tête, d'autant que Mustapha Kémal et ses amis se leurrent en espérant tenir la Turquie sous la domination tutélaire d'une armée rouge. Le Turc est un bon soldat quand un but précis est indiqué à son effort. Mais il ne demeure pas sous les armes pour l'amour de l'art. Où Angora trouvera-t-il l'argent nécessaire à la solde? Par quel moyen assurera-t-il le relèvement économique de l'Empire? Les Ottomans, on le sait, sont dans l'incapacité totale de diriger des affaires économiques ou financières. Ce sont des agriculteurs ou des soldats. La disparition des Arméniens et des Grecs a stérilisé la vie économique de l'Empire.

Les Turcs espèrent combler ce déficit intellectuel et industriel en faisant appel aux Juifs de l'Empire ottoman. Il y a là une minorité fort bien douée — caractéristique générale de la race — qui peut en effet occuper un grand nombre de postes administratifs et financiers laissés vacants par le départ des Grecs et des Arméniens. Mais si ces derniers, aussi bien grecs qu'arméniens, en collaborant depuis des siècles au développement de l'Empire dont ils furent même ministres et secrétaires d'Etat, travaillaient en réalité pour les aspirations nationales de leur race, en asseyant son influence, on ne peut attribuer aux israélites ottomans aucune visée de cette nature. Traités par les Turcs d'infidèles à l'égal des chrétiens, leur patience n'aura pas pour réconfort l'idée de servir, au-delà d'eux-mêmes, une cause dont l'avenir assurerait le triomphe. Les Grecs et les Arméniens cultivaient l'Asie Mineure et s'intéressaient à son sort parce que cette terre ancestrale devait un jour leur revenir. Les israélites ne verront pas au-delà de leur intérêt personnel. Ils feront payer cher aux Turcs les services que ceux-ci leur demanderont sans cesser de les mépriser. De toute façon d'ailleurs, leur nombre est insuffisant pour subvenir à tous les besoins.

Avec l'appui fictif des israélites Angora va tenter un rudiment d'organisation, anémié par le souci constant de la lutte intestine contre une opposition ayant les droits du sultanat pour drapeau. Mustapha Kémal et ses amis seront dans la nécessité d'intensifier leurs attaques contre le sultanat, d'inculquer au peuple des théories de plus en plus démocratiques et même démagogiques. S'ils ont la victoire, ils auront parallèlement détruit, en Turquie, la notion d'autorité indispensable aux peuples en croissance; s'ils sont vaincus, le sultan trouvera un peuple à jamais divisé, car l'anarchie est la conséquence fatale de l'inoculation de principes supérieurs à des primaires. Les apôtres de la Turquie nouvelle ont été des bâtisseurs de châteaux en Espagne. Nous leur donnons rendez-vous dans un proche avenir.

La Grèce sort de la guerre dans une situation infiniment plus favorable. Son indépendance n'a pas été le résultat d'un coup de dé et d'une démoralisation diplomatique des grandes puissances, sans exemple dans l'histoire. Depuis un siècle, elle a racheté, lambeau par lambeau, la majeure partie de son patrimoine, au prix de sacrifices héroïques. Dans ces dernières années, elle a su confier ses destinées à un homme, Venizelos, — aujourd'hui l'objet de perfides et abominables attaques de la part d'adversaires qui le redoutent même dans sa volontaire retraite, — qui aurait couronné cet édifice de reconstitution de la patrie sans une série de cataclysmes dont la coupable versalité des puissances ne fut pas le moindre. Dans un récent ouvrage (*Ainsi parlit Venizelos*) j'ai tenté d'analyser les événements de novembre 1920 qui provoquèrent la chute du leader libéral. Avec la représentation proportionnelle il fut demeuré au pouvoir, car les libéraux eurent, dans l'ensemble, 53 % des voix. Les royalistes l'emportèrent dans les campagnes, que les promesses de démobilisation et le nom de Constantin, réalisateur possible des prophéties médiévales, avaient séduites. Les adversaires

victorieux de Venizelos furent les esclaves de leur programme de restauration constantinienne. C'était une gageure de vouloir poursuivre la politique anatolienne de Venizelos tout en s'aliénant, par un affront caractérisé, les puissances, et en particulier la France (dont le représentant, M. Jonnart, avait présidé au renversement de Constantin) sans lesquelles la Grèce n'était pas de taille à mener l'œuvre à bonne fin.

La France aurait pu et dû, dans son propre intérêt, ne pas relever cette injure et ne considérer le problème grec que dans ses rapports avec la cause supérieure de la chrétienté et avec l'influence occidentale en Orient. Mais c'était sans doute demander un trop grand effort d'objectivité à ses hommes politiques assiégés par les turcophiles de tous poils dont les plus subtils donnaient à leur théorie l'attrait d'un bon tour à jouer à l'Angleterre.

Ils l'emportèrent aisément pour conduire finalement la France à la défaite de Lausanne.

Au lendemain de la catastrophe de Smyrne, le peuple grec eut à cœur de reagir. En quelques mois, je dirai même quelques semaines, son armée était reconstituée en Thrace. Le gouvernement révolutionnaire mettait en jugement les ministres dont l'égoïsme avait conduit la patrie au bord de l'abîme et Constantin prenait définitivement le chemin de l'exil où la maladie le terrassait rapidement. Le gouvernement hellénique, placé devant l'angoissant problème du million de réfugiés que le fanatisme ottoman avait jeté sur les rives de Grèce, y faisait face avec autant d'intelligence que de dévouement. La vie du pays reprenait assez rapidement sa physionomie normale au point que les partis politiques pouvaient à nouveau songer à l'exposé de leurs programmes.

Une crise comme celle que venait de traverser la Grèce devait fatalement s'accompagner d'une certaine rigueur de la part des hommes qui avaient assumé la responsabilité du pouvoir. Le mal causé par le constantinisme avait été tel qu'il ne devait pas être permis aux défenseurs de ce régime néfaste d'en présenter à nouveau l'apologie, même avec des arguties d'avocat. Athènes a connu les rigueurs de la censure, mais le peuple grec est trop avide de liberté et trop accoutumé au libre jeu des idées pour ne point retrouver vite l'équilibre qui en permet l'expression.

En 1920 Venizelos laissa son adversaire M. Gounaris revenir de son exil italien et accepta le libre combat. De même aujourd'hui le gouvernement révolutionnaire donne à la compétition électorale qui se prépare toutes les facilités nécessaires. Les électeurs auront à choisir entre le parti que dirige l'ex-général Metaxas, homme d'une incontestable intelligence qui groupe autour de lui l'opposition royaliste, un parti libéral venizeliste (sans Venizelos qui désire demeurer encore dans la retraite), un parti libéral républicain, un petit parti socialiste et un parti dit de conciliation aux destinées duquel préside le vétéran M. Zaimis, et qui entend faire appel à des hommes nouveaux dont le nom n'évoquera aucun souvenir douloureux de luttes intestines passées. A comparer les élections turques aux prochaines élections grecques on est en mesure de juger l'état des deux pays.

Si l'on fait abstraction des péripéties de la lutte pour n'en voir que le résultat final, la Grèce sort de ses guerres avec la Turquie et la Bulgarie et de la guerre mondiale, avec un accroissement considérable de territoire. L'Epire lui revient, amputée de quelques districts que la diplomatie européenne, sur l'instigation de l'Italie qui en espérait profiter, a adjugé à l'Albanie, bastion avancé de la Turquie en Europe. Elle garde sa part de Macédoine, la Thrace occidentale, les grandes îles du Nord de l'Egée. L'Italie conserve, il est vrai — et ce n'est pas à l'honneur de sa bonne foi — les îles du Dodecanèse. L'Angleterre fait la sourde oreille aux demandes d'autonomie de la majorité grecque de la population de Chypre. On peut, dans une certaine mesure, comprendre cette décision du gouvernement anglais. Il avait accepté de rendre Chypre à la Grèce si l'Italie de son côté, se dessaisissait de Rhodes. Celle-ci reniant ses promesses, Londres s'en tient au *statu quo*, d'autant que la Grèce a des soucis immédiats suffisants pour n'avoir point besoin d'y ajouter celui de l'administration de Chypre et de sa défense éventuelle contre la Turquie. L'Angleterre est obligée d'autre part de surveiller le développement de l'impérialisme italien dans la Méditerranée orientale. Mais le jour viendra, par une loi inéluctable de l'histoire, où le Dodécanèse et Chypre feront retour à la Grèce. Depuis 1821 la résurrection de la Grèce a été progressive et constante. La Turquie chante aujourd'hui son chant du cygne.

René Puaux.

Bulletin Roumain

L'année budgétaire 1922-1923 a pris fin le 31 mars dernier; cependant la clôture définitive de l'exercice aura lieu le 30 septembre prochain. Il est donc possible d'ores et déjà de connaître les résultats presque complets donnés par l'application du budget de 1922-1923.

Les budgets de l'ancien royaume se sont soldés, depuis 1901 jusqu'au moment de la guerre, par des excédents. La guerre a radicalement changé cet état de choses. Le premier budget de la nouvelle Roumanie issue de la guerre qui marquait le retour aux pratiques financières normales fut celui de 1922 : il se chiffrait par 5,2 milliards aux dépenses et par 2 milliards aux recettes. Depuis 1919, ces dépenses sont allées en augmentant, ce qui est naturel, d'ailleurs, vu les charges écrasantes imposées à l'Etat par les nombreux besoins de la réorganisation des services publics, l'organisation de la nouvelle Roumanie et la dépréciation monétaire. Cependant, les recettes se sont considérablement accrues au cours de ces trois dernières années, et le déficit budgétaire passe, de plus de 3 milliards de lei en 1919, à 2,6 milliards en 1920 et à 1 milliard en 1921, malgré l'augmentation des dépenses.

Les déficits budgétaires avaient, naturellement, en Roumanie comme partout ailleurs, des conséquences inévitables : augmentation de la circulation fiduciaire de la dette flottante, et, contre-coup regrettable, diminution du crédit de l'Etat roumain à l'étranger. La tâche du gouvernement était donc d'assurer l'équilibre des dépenses et des recettes. C'est le principe qui a servi de base au budget de 1922-23, se chiffrant par 10,5 milliards de lei de dépenses couvertes presqu'entièrement par les ressources ordinaires. Ce résultat a été atteint

par l'augmentation des contributions directes et des droits successoraux, par la création d'un impôt sur les salaires, sur les valeurs mobilières et le chiffre d'affaires, par la majoration de certaines taxes de consommation et de circulation et du tarif des produits monopolisés. Les recettes prévues au budget étaient de 10.498 millions de lei, dont 6.158, soit 60 %, provenaient des impôts, à savoir : un sixième de l'impôt sur la fortune, et cinq sixièmes des impôts sur la circulation et la consommation. Les moyens dont M. Vintila Bratiano s'est servi pour appliquer ce budget furent : la compression des dépenses, la satisfaction des besoins avec le budget de 1921-22 légèrement majoré, l'introduction de l'ordre dans l'administration, le recouvrement scrupuleux des recettes.

Quels fruits ont produit ces mesures ? Les voici : Du 1er avril 1922 au 31 mars 1923, contre 10.500 millions de lei des prévisions se dressent 13.200 millions de recettes effectives, auxquelles s'ajoutent les 622 millions encaissés du 1er avril au 31 mai 1923, total 13.822 milions de lei, soit un supplément de recettes de 3.300 millions de lei, soit un supplément de recettes de 3.300 encore plus grand au 30 septembre prochain, date de la clôture effective de l'exercice budgétaire en cours.

En ce qui concerne les dépenses, leur chiffre était de 9.300 millions au 31 mai 1923. Mais ces chiffres augmenteront également avant le 30 septembre, car toutes les dépenses prévues n'ont pas été encore effectuées et des crédits supplémentaires ont été accordés au gouvernement.

Le supplément de recettes qu'on a vu a permis à l'Etat de faire face à ses besoins quotidiens sans faire appel à l'émission de billets et sans augmenter sa dette, de couvrir les crédits nouveaux que le gouvernement a dû demander, et d'assurer l'équilibre effectif du budget.

Le nouveau budget pour 1923 — exactement neuf mois : du 1er avril au 31 décembre — accuse 15.406 millions de lei aux dépenses. Cette augmentation des dépenses est due : au service de la dette, qui atteint 2.659 millions, affectés au paiement du coupon de toutes les obligations intérieures et extérieures de l'Etat ; à la majoration des allocations budgétaires de l'année ; à l'augmentation des traitements des fonctionnaires, des dépenses des chemins de fer et P. T. T. ; à une meilleure dotation des services publics.

Les chiffres ci-dessus montrent que l'Etat roumain couvre de plus en plus ses besoins ordinaires par ses recettes ordinaires, — condition première et essentielle de son assainissement financier, qui se trouve ainsi presque complètement réalisé à l'heure actuelle. Une ère nouvelle commence pour la Roumanie : celle de la mise en valeur de ses grandes richesses, qui mènera ce peuple ami de la France à la prospérité et au bien-être matériel, capables d'augmenter sa force ethnique et politique et de consolider la position de son beau pays aux bouches du Danube et sur les deux versants du Carpathe, pour qu'il puisse être à l'abri de toute menace dans l'avenir.

Bulletin Yougoslave

LE DANGER BULGARE

La situation en Bulgarie et les événements qui s'y déroulent depuis le coup d'état qui a renversé le régime du parti agrarien sont de nature à confirmer les craintes éprouvées par les Etats voisins, lors de l'arrivée au pouvoir de M. Tsankoff. Aujourd'hui, il apparaît clairement que l'accord serbo-bulgare de Nish, conclu au mois de mars dernier, a été le point de départ de l'action décisive d'une lutte engagée entre les deux camps adverses : l'un, s'efforçant de pratiquer loyalement une politique de paix, conforme au traité de Neuilly, et, l'autre, cherchant à entraîner la nation dans la voie d'une politique de revanche. En effet, le Gouvernement de M. Stamboulisky a procédé à des élections législatives dès la signature de l'accord de Nish pour savoir si l'immense masse d'électeurs bulgares approuverait sa politique d'une collaboration avec la Yougoslavie pour rétablir les relations de bon voisinage et préparer ainsi le terrain d'un réel rapprochement entre les deux états voisins. Ayant obtenu une majorité écrasante — sur 245 députés élus, 215 étaient du parti agrarien — M. Stamboulisky s'est mis immédiatement à l'œuvre pour appliquer les clauses de l'accord de Nish. Il a ordonné la dissolution des organisations macédoniennes, la suppression de leurs journaux et publications et a pris des mesures énergiques contre la propagande et l'action des Macédoniens en Bulgarie. Les efforts de M. Stamboulisky, avaient convaincu le gouvernement de Belgrade que la Bulgarie était résolue à poursuivre désormais une politique de paix, et il s'était efforcé de son côté, de l'aider dans cette voie. L'arrangement intervenu concernant la dette bulgare et les services que la délégation serbe-croate-slovène a rendus à la Bulgarie lors de la conférence de Lausanne, sont des témoignages évidents des dispositions bienveillantes qu'avaient prises le gouvernement de Belgrade à l'égard de la Bulgarie pour lui permettre de consolider sa situation intérieure et de se consacrer à son développement économique. Malheureusement, la chute de M. Stamboulisky et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement entièrement inféodé au Comité révolutionnaire des macédoniens et à la Ligue militaire bulgare ont gravement compromis les résultats déjà obtenus par les efforts communs.

Le gouvernement serbe-croate-slovène a des raisons d'éprouver des inquiétudes au sujet de la ligne de conduite de la Bulgarie actuelle. En effet, le traité de Neuilly a été manifestement violé par le coup d'état organisé et accompli par le Comité des Macédoniens et la ligue militaire qui détiennent aujourd'hui entre leurs mains tout le pouvoir, tout en restant dans les coulisses pour ne pas donner des prétextes aux états voisins d'intervenir pour obliger la Bulgarie à respecter le traité de Neuilly. L'armée des volontaires, que le gouvernement de M. Stamboulisky avait créée en se conformant à l'article 79 du traité de Neuilly, se trouve entièrement reconstituée par des éléments exclusivement macédoniens et des anciens officiers et sous-officiers de carrière qui y ont été engagés sous de faux noms d'anciens volontaires. Ces faits ont été établis après de minutieuses vérifications et ils sont

d'ailleurs connus grâce aux renseignements précis que le Comité de garantie interallié, qui fonctionne à Sofia, a dû communiquer aux Gouvernements alliés. Dans l'administration civile, le gouvernement a procédé également au changement de tout le personnel, en remplaçant les fonctionnaires du régime de Stamboulisky par les membres influents de la ligue militaire et des organisations macédoniennes. Ces organisations poursuivent actuellement librement leur propagande avec la bienveillante tolérance du gouvernement de M. Tsankoff. Leurs journaux ont réapparu et prêchent librement que pour la Bulgarie le seul salut est la guerre de revanche aux côtés de n'importe qui pourvu que ce soit contre la Serbie et la Grèce, pour leur enlever les territoires qui sont considérés par la Bulgarie comme faisant partie de la Macédoine bulgare.

Dans ces conditions, peut-on croire, à la sincérité de ceux qui sont actuellement à la tête de la Bulgarie? Peut-on croire à la bonne foi de M. Tsankoff qui affirme solennellement que le Comité macédonien n'a pris aucune part au coup d'état, alors qu'il en était l'instigateur et qu'il a renversé le gouvernement de M. Stamboulisky avec le concours de la Ligue militaire. Cette dénégation de faits édifiants prouve que le gouvernement actuel emploie la méthode du roi Ferdinand qui savait induire en erreur les puissances de l'Entente jusqu'au moment de l'entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés des Empires centraux, en leur faisant croire qu'il était résolu à rester neutre dans la guerre européenne alors qu'il avait conclu un traité d'alliance avec l'Allemagne dès le mois d'août 1914!

Le Comité central des Macédoniens étant le facteur prédominant en Bulgarie, on est obligé de juger la ligne de conduite de ce pays non pas d'après les déclarations officielles du gouvernement actuel, mais d'après la politique qu'entend poursuivre ce Comité. A sa tête se trouve un certain Todor Alexandrof, chef des Comitadjis et un des fondateurs du Comité central macédonien créé en 1893. Ce Comité vient de se fusionner avec la ligue militaire à la tête de laquelle se trouve le général Todor Lazarof et qui est investi par les deux organisations du mandat de Délégué commun auprès du gouvernement de M. Tsankoff. M. Alexandrof a de tout temps poursuivi le but d'enlever aux Grecs et aux Serbes les provinces conquises au cours des guerres balkaniques pour les réunir à la Bulgarie. Au début de la guerre européenne il était parvenu à faire assassiner les chefs autonomistes macédoniens, à supprimer leurs organisations et à créer une organisation unique favorable à l'annexion à la Bulgarie. Alors que celle-ci n'était pas encore entrée en guerre aux côtés des empires centraux, il s'était déjà mis à leur service et avait déployé toute son activité, en organisant des bandes de comitadjis en territoire bulgare pour des incursions et pour fomenter des soulèvements dans la Serbie méridionale. Il a reçu, à cet effet, d'importantes sommes d'argent de l'Autriche et de l'Allemagne, que le gouvernement du roi Ferdinand ne pouvait pas ignorer. Cette activité du Comité macédonien avait permis au gouvernement de Belgrade de se rendre compte des dispositions réelles de la Bulgarie et de douter de sa prétendue résolution de rester neutre dans la guerre européenne. En effet, trois mois avant l'entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés des empires centraux, les incursions des comitadjis bulgares en territoire serbe ont pris une telle tournure qu'il était évident que la Bulgarie était alliée par un traité d'alliance avec l'Allemagne et l'Autriche.

Le gouvernement de M. Tsankoff s'efforce aujourd'hui de convaincre les grandes puissances alliées que le coup d'état qui l'a amené au pouvoir n'a modifié en aucune façon la politique extérieure de la Bulgarie. En réalité, cette politique a pris nettement une nouvelle orientation; cherchant à se ménager l'appui de l'Italie et à obtenir l'approbation de l'Angleterre, en favorisant les intérêts de ces deux puissances en Orient pour contrebalancer l'influence prépondérante française. Les dirigeants actuels bulgares croient que l'Italie leur prêterait son appui pour créer une Macédoine bulgare autonome au détriment de la Yougoslavie et de la Grèce. Ils basent leurs espérances sur le fait qu'à certaine époque les gouvernements italiens avaient favorisés l'activité du Comité macédonien pour créer des difficultés au gouvernement yougoslave et l'obliger ainsi à accepter les solutions du problème adriatique que l'Italie voulait lui imposer. A ce sujet les journaux bulgares ont publié, au temps de M. Stamboulisky, des révélations affirmant que le Comité central macédonien recevait d'Italie d'importantes quantités d'armes et de munitions et qu'Alexandrof aurait reçu 7 millions de lires pour l'organisation et l'action terroriste en Macédoine serbe. L'opinion publique serbe-croate-slovène a donc des raisons de considérer que la situation actuelle en Bulgarie contient des germes de nouveaux conflits et de complications dans les Balkans et que les voisins de la Bulgarie doivent suivre de très près la politique de ce pays et pratiquer à son égard une surveillance sérieuse pour empêcher une nouvelle trahison bulgare. Cette ligne de conduite vigilante s'impose d'autant plus que la situation du gouvernement Tsankoff se trouve sérieusement ébranlée à cause des exigences du Comité macédonien et de la ligue militaire qui le presse à s'engager dans une voie belliqueuse pour secouer le joug « imposé » par le traité de Neuilly. La presse bulgare annonce que le général Lazaroff prendrait la succession de M. Tsankoff, étant le seul homme jouissant de la confiance illimitée de la couronne et de celle de la ligue militaire et du Comité macédonien. Il est certain que si pareille éventualité se produisait les gouvernements de la Petite Entente ne sauraient l'accueillir sans protestations énergiques, car le général Lazaroff personnifie par son activité et par sa situation de président de la Ligue militaire et de délégué du Comité macédonien, tout le programme belliqueux de ces deux organisations contre l'état de choses créé par le traité de Neuilly. La Petite Entente ne saurait accepter ce nouveau fait accompli sans avouer qu'elle est impuissante à parer aux complications qui n'auraient pas tardé à se produire par l'arrivée au pouvoir du parti militariste bulgare. D'ailleurs l'assassinat de M. Daskalof ministre du gouvernement de M. Stamboulisky à Prague et un des membres les plus influents du parti agrarien, doit mettre en garde tous ceux qui se font encore des illusions sur la bonne foi des dirigeants actuels en Bulgarie de poursuivre une politique de paix.

D. Tomitch

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie; Ateliers : 4, rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux : 2, rue Monge, Paris (V^e)

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 18 61e ANNÉE 15 SEPTEMBRE 1923

MAETERLINCK PHILOSOPHE

LE GRAND SECRET

Maurice Maeterlinck est un homme heureux. Ce fait seul le recommanderait comme un phénomène exceptionnel à l'attention du psychologue et de l'historien littéraire, indépendamment de la valeur supérieure de son œuvre qui se distingue par son sérieux de la frivolité courante et de l'industrialisme brutal de la littérature contemporaine. Il n'est pas facile d'être un homme heureux en ce temps où l'âpre lutte pour la vie ravale les intellectuels à ses procédés expéditifs. Et pourtant l'auteur de *Pelléas et Mélisande*, de ces délicates et mélancoliques figures de rêve, est un homme heureux dans toute l'acception du terme. Il l'est dans sa littérature comme dans sa vie. Peu d'écrivains eurent autant de chance. Au point de vue du succès rapide et de la faveur constante du public, seules les carrières de Loti, de Bourget et de Rostand peuvent lui être comparées. Et puis, ce rêveur est un homme pratique et des plus habiles. A la fois cycliste, canotier, chauffeur et boxeur émérite, il a toujours combiné les exercices du corps avec les méditations spirituelles. Il passa sa jeunesse dans les collines vallonnées et les brumes flamandes. Mais la fortune lui ayant souri de bonne heure, il s'installa dans un somptueux château de Normandie et finit par s'enamourer de la Provence lumineuse et parfumée. C'est là surtout, entre le bourdonnement des abeilles, les aromes des roseraies et d'aventureuses randonnées en automobile dans les Alpes qu'il écrivit maint chef-d'œuvre. Et là aussi, malgré son mysticisme moyenâgeux, tous les dieux de l'Olympe vinrent le visiter : Jupiter qui donne la gloire et la richesse, la belle Cypris et son fils Cupidon et Mercure, qui est, dit-on, à la fois le dieu de l'occultisme et du commerce. Quant à la fortune et à la gloire, elles vinrent à lui d'elles-mêmes sans qu'il se soit dérangé pour elles. Ne raconte-t-on pas que pendant qu'il écrivait *l'Oiseau bleu*, cette féerie allégorique un peu froide, mais néanmoins charmante et suggestive, deux barnums américains se disputèrent la primeur de ce drame pour l'Amérique — à coups de millions?

Il faut dire à l'honneur de Maeterlinck qu'il ne se laissa nullement griser par tant de succès et qu'il poursuivit obstinément pendant toute sa vie les grands problèmes qui l'avaient préoccupé dès son adolescence. Son dernier volume, *Le Grand Secret*, qui n'est rien moins qu'une histoire des doctrines secrètes depuis l'origine de la civilisation jusqu'à nos jours, en est une preuve éclatante. Mais, avant de nous demander ce que signifie ce livre pour l'heure actuelle, ce

que valent ses analyses et ses conclusions, jetons un rapide coup d'œil sur le développement poétique de Maeterlinck, où déjà percent ses idées-mères.

I

Maeterlinck est né à Gand en 1862 d'une vieille famille bourgeoise. Il fit ses humanités au collège des Jésuites et se prépara à être avocat. Mais, déjà féru de vers et de poésie, il eut tôt fait de pendre son Code au clou et de venir à Paris, où il passa l'hiver de 1885 à 1886. Le symbolisme battait son plein et le novice fréquenta ses chefs qui se nommaient alors Mallarmé, Verlaine, Remy de Gourmont, Vielé-Griffin, Charles Morice et d'autres. Un courant sympathique s'établit immédiatement entre eux et le jeune poète gantois, qui n'avait pas encore trouvé sa voie et qui demeurait en expectative en se cherchant lui-même. Au dire de son biographe, M. Esch, qui tient ce fait du poète lui-même, Maeterlinck fut orienté par Villiers de l'Isle Adam « vers le côté spirituel, poétique et mystérieux des choses » ce qui, continue son biographe, lui donna le courage de persévérer dans le milieu hostile où il vivait jusqu'alors » (1). Or Villiers de l'Isle Adam, nature très originale et très puissante dont les symbolistes se réclamèrent plus tard, n'était pas à vrai dire un symboliste dans le sens assez superficiel de la jeune école, mais un mystique ardent et croyant, de couleur catholique, fortement teinté de science occulte qu'il tenait d'Eliphas Lévy. M. Esch pense que sans Villiers de l'Isle Adam, Maeterlinck « dont le tempérament était plutôt réaliste, aurait peut-être suivi Zola ». Je ne le crois pas. Maeterlinck me semble plutôt appartenir à cette catégorie de Flamands à la fois épicuriens et mystiques, chez lesquels un certain besoin de spiritualité contemplative est aussi bien ancré que leur sensualité foncière. Villiers de l'Isle Adam, l'enthousiaste convaincu, fut donc simplement l'éveilleur de sa nature supérieure. Le Breton alluma le génie du Flamand avec l'étincelle celtique.

De cette première expédition à Paris Maeterlinck revint s'enfermer pour dix ans dans sa solitude gantoise, agrémentée de courtes pointes chez ses amis parisiens. Ces dix années (de 1886 à 1896) furent décisives pour sa carrière et peut-être les plus fécondes de sa vie. Il y trouva sa manière, son esthétique spéciale et son genre subtil de théâtre, tout en lisant les maîtres qu'il s'était choisis. Et ces maîtres étaient tous de grands mystiques : Ruysbroeck l'Admirable, Novalis, John Ford, Carlyle, Emerson. Entre temps, la destinée lui avait réservé une surprise des plus agréables. Le 14 août 1890, Octave Mirbeau publia dans le *Figaro* un article d'éloges fulgurants, qui, parlant du théâtre non encore joué de Maeterlinck, se terminait par ces mots : « Un nouveau Shakespeare nous est né ! » Le compliment dépassait quelque peu la mesure. Mais l'article eut un grand retentissement. Le coup de tam-tam de Mirbeau fit trou dans la dure oreille du public, et le nom du poète belge y resta muni de la grosse étiquette. Autre chance inespérée. Les symbolistes cherchaient un dramaturge et n'en trouvaient pas. Le poète inconnu la veille et devenu subitement célèbre arrivait à point pour leur mouvement. Les pontifes du cénacle l'acclamèrent à l'unanimité et le portèrent sur le pavois. *L'Intruse*, jouée par Lugné-Poë qui venait de fonder le théâtre de *l'Œuvre*, eut un brillant succès et fit époque. La courte pièce, d'une singulière habileté, répondait à la théorie de la nouvelle école et à la mentalité du public d'alors, qui ne cherchait pas une foi réelle, mais un frisson nouveau par un léger chatouillement de l'Occulte et de l'Invisible.

Point d'action, point de caractères, point de développement psychique dans cet acte poignant et oppressant, mais une gradation savante dans la lourde terreur qui pèse sur tous les personnages. Une famille, réunie dans un salon faiblement éclairé, attend anxieusement le dernier soupir d'une moribonde couchée dans la chambre voisine. Le personnage principal est *l'Intruse*, la Mort que tout le monde attend et dont on sent déjà la présence invisible, à des bruits et à des signes mystérieux : une faux qui grince derrière la scène, un cri de terreur de l'aïeul et trois jeunes filles tremblantes qui entrent enlacées par les épaules, comme trois Parques virginales. Le nom de la redoutable « Intruse » n'est même pas prononcé, mais lorsque la Sœur de charité apparaît à la porte en faisant le signe de croix, tout le monde se lève pour pénétrer dans la chambre mortuaire. Le drame est fini. Sa note dominante et sa conclusion est le mot de l'aïeul aveugle : « Je suis ici seul dans les ténèbres. »

(1) Voir l'intéressante brochure de M. Esch : *L'Œuvre de Maurice Maeterlinck*, dans la Collection : *Les Hommes et les Choses*, du Mercure de France.

Maeterlinck a formulé lui-même, dans le *Trésor des Humbles*, l'esthétique qui se dégage de ce genre de drame. Il l'appelle « le tragique quotidien » ou « la terreur qui se cache sous la silencieuse tragédie de la vie ». Or ce tragique, tel qu'il le conçoit, n'est au fond que la crainte de la mort et l'impuissance de pénétrer son mystère insondable. Cette pensée lancinante, les efforts qu'il fera pour la vaincre, ses tentatives de réaction contre cette obsession déprimante, constituent l'atmosphère et la note dominante de l'œuvre poétique de Maeterlinck et se poursuit dans son œuvre philosophique comme un fil conducteur, fil noir ou voile funèbre qui continuera de flotter pour lui sur les jardins enchantés de la vie.

On pouvait croire, il est vrai, en lisant *le Trésor des Humbles*, qui est peut-être le livre le plus captivant et le plus profond de ce chercheur de vérité transcendante, qu'il allait dépasser son scepticisme natif et percerait en quelque endroit l'épais rideau qui nous cache l'immense royaume de l'Invisible. Car, dans ce livre, il est au bord d'un autre monde. Il en perçoit les rayons furtifs. Il constate que les âmes communiquent toutes entre elles dans les régions profondes et par d'autres voies que les yeux et les oreilles; que certains enfants, d'un développement psychique avancé et fatalement voués à une mort précoce, ont des divinations sûres et un sens supérieur de la vérité. Il s'aperçoit que les racines de la femme plongent plus avant que les nôtres dans la nuit des origines et nous ramènent parfois aux sources mêmes du destin. Il découvre enfin « le pouvoir du silence » qui nous fait sentir à certains moments de notre vie « le poids du mystère ineffable qui est en nous » et nous révèle « ces puissances obscures qui agissent au fond de nous et relient notre vie psychique du subconscient à la vie universelle. » Voilà l'observateur au seuil du sixième sens et de la quatrième dimension. De là à pénétrer dans le prodigieux royaume de l'Ame il n'y a qu'un pas. Mais ce pas, Maeterlink ne veut ou ne peut pas le faire. Les fusées qui lui viennent des régions supérieures ne sont que des lueurs fugitives. A ce point de vue, et malgré leur haute valeur littéraire, ses œuvres postérieures au *Trésor des Humbles* nous apparaissent comme des reculs successifs après une courte excursion dans le vaste royaume de l'Au-delà. Il est vrai que dans *Sagesse et Destinée* comme dans la *Vie des Abeilles*, livres exquis et pleins de poésie, il cherche à se consoler de son scepticisme par les joies et les beautés de la vie terrestre. Mais ce n'est là qu'un palliatif. Le problème tourmenteur le persécute et le ressaisit. Dans *la Mort* et dans *l'Hôte inconnu*, il aborde les questions multiples que soulèvent le spiritisme, la psychologie expérimentale et les innombrables phénomènes occultes de notre temps. Enfin, dans le *Grand Secret*, il nous livre une synthèse des plus intéressantes de ses études qui embrassent toute l'histoire des religions et des doctrines occultes. Il se défend d'avoir voulu écrire « une monographie méthodique de l'occultisme » mais, pour épargner au lecteur « le fatras » de cette littérature, il nous en rapporte « les impressions d'un voyageur de bonne foi qui a parcouru ce pays en curieux plutôt qu'en croyant. Je ne me suis attaché, ajoute-t-il, qu'aux œuvres maîtresses qui ont vraiment à nous apprendre quelque chose que nous ne trouvons pas ailleurs. »

Excellente méthode. Dans ce livre aussi sincère que sérieux, mais néanmoins déconcertant, il faut soigneusement distinguer deux choses : 1° l'analyse documentaire et en quelque sorte matérielle des doctrines; 2° la compréhension de leur esprit et les conclusions finales qu'en tire l'auteur. L'analyse des doctrines est en général exacte et approfondie. Quant aux conclusions de Maeterlinck, elles sont d'un scepticisme et d'un pessimisme effarant. Elles reviennent à dire en somme que la science prétendue affirmative des plus anciens sages de la Terre, à savoir des Richis de l'Inde védique et des fondateurs de la religion égyptienne que la tradition résume sous le nom de Tôt-Hermès, n'était au fond qu'un scepticisme transcendant sur la nature insondable de Dieu, comme sur la destinée de l'âme après la mort. Persuadés que sur toutes ces questions nous ne savons *rien* (pense notre auteur) ils se contentèrent de revêtir leur ignorance de beaux mythes. — A l'autre bout de l'histoire humaine (continue notre cicerone dans le labyrinthe complexe des religions, des philosophies et des doctrines ésotériques) à l'autre bout de cet énorme rouleau, la science contemporaine serait revenue par ses découvertes stupéfiantes à cet agnosticisme fondamental et transcendant. Le formidable travail de l'humanité pendant dix millénaires d'histoire aboutirait donc à ce désastre intellectuel, à ce cataclysme moral : *Ignorabimus!* nous ne savons et ne saurons jamais rien !

II

Dans l'histoire de la doctrine occulte, ainsi que nous la présente Maeterlinck, je me propose, comme je l'ai dit, de faire le départ entre les faits positifs, objectivement et scientifiquement adoptés et les conclusions personnelles de l'auteur.

Commençons par les constatations positives et les faits incontestables.

1) *La succession et l'évolution des espèces.* « Ces cosmogonies et ces théogonies immémoriales sont peu à peu confirmées par la science. Est-ce le seul hasard qui, par exemple, ait voulu que la terre émanât du chaos, se formât et se couvrît de vie exactement dans l'ordre qu'elles indiquent? Selon les livres de Manou, l'éther engendra l'air, l'air en se transformant engendra la lumière, qui, engendrant la chaleur, produisit l'eau. Lorsque le monde fut sorti de l'obscurité, dit le Barghavat-Pourana, contemporain du Véda selon les Hindous, les principes élémentaires produisirent la semence végétale qui anima d'abord les plantes. Des plantes la vie passa dans les corps fantastiques qui naquirent de la boue des eaux, puis par une série de formes et d'animaux différents, arriva jusqu'à l'homme. — N'est-ce pas toute l'évolution darwinienne confirmée par la géologie et prévue il y a au moins six mille ans? »

2) *La Théorie de l'Ether, substance primitive et unique.* Cette théorie remonte elle aussi aux premiers sages de l'humanité. Elle consiste à dire que l'univers a une âme subtile, qui, pénétrée et modelée par la pensée divine, produit successivement la matière et tous les êtres. Ce fluide cosmique impondérable, cette âme du monde est la transition entre l'esprit et la matière et la source de tout ce qui existe. Les initiés ont connu depuis des siècles cette vérité que la science moderne retrouve à travers ses alambics, ses télescopes et ses microscopes, sa matière radiante et sa téléphonie sans fil. Maeterlinck le constate et s'en étonne. « Ce que la religion primitive appelait *Akasha* devient d'échos en échos le *Telesma* d'Hermès Trismégiste, le *Feu générateur* d'Héraclite, la *Lumière astrale* de la Kabbale, le *Pneuma* de Gallien, la *Quinta essentia* de Paracelse, l'*Azote des* Alchimistes, l'*Esprit divin* de Saint-Thomas d'Aquin, la *Nature subtile* de Descartes, le *Spiritus subtilissimus* de Newton, l'*Od* de Reichenbach et de Karl du Prel, l'Ether infini, mystérieux et toujours en mouvement, d'où tout sort et où tout rentre. »

Voilà, parmi beaucoup d'autres, quelques-unes des vérités essentielles que Maeterlinck a trouvées dans les doctrines ésotériques. Il les enregistre impartialement, mais on est surpris des conclusions qu'il en tire. Les voici en résumé : 1) Nous ne savons rien de la nature divine parce que nous ne pouvons concevoir Dieu qu'à travers ses manifestations et non dans sa nature intime, insondable et infinie. Pour le connaître dans sa nature intime, il faudrait pouvoir pénétrer dans le Dieu avant la lettre, dans celui qui existait avant le monde. 2) « Nous savons enfin qu'il n'y eut jamais de révélation « ultra-humaine », dit l'auteur à la fin de son livre. Selon lui, toutes les religions et toutes les doctrines occultes procèdent d'une tradition préhistorique, d'une spéculation métaphysique que nous appellerions aujourd'hui purement rationaliste. Cette métaphysique était selon Maeterlinck absolument et radicalement agnostique. Ayant reconnu que le *Dieu suprême* est inconnaissable et la destinée de l'âme après la mort impénétrable, ils inventèrent *les Dieux* inférieurs pour masquer leur propre ignorance et sauver l'humanité du désespoir. 3) Au point de vue philosophique, le progrès est une illusion. L'histoire des religions et des philosophies ne fait que répéter les sophismes des Anciens Rishis. Les fantasmagories mythologiques et les cosmologies abstraites se sont répétées et copiées les unes les autres à travers les temps. A travers les milliards de siècles, l'univers et ses mondes, les hommes et leurs Dieux imaginaires ne font que recommencer leur fatigant circuit, sans jamais atteindre leur but. L'humanité tourne comme un écureuil dans sa cage. Il n'y a pas de secret, parce que tout vient du néant et y retourne.

Ces navrantes conclusions, qui mettent en joie les Homais du matérialisme, ne peuvent s'expliquer chez un poète raffiné comme Maeterlinck, dont l'âme fut toujours harcelée par l'inquiétude des vérités supérieures, que par une profonde déception de sa vie intérieure. Il voudrait croire à la vie future, mais n'y peut parvenir. Alors il se venge de la tristesse amère qui ressort de son impuissance en niant cet Au delà qui se dérobe à son étreinte.

La révélation ultra-humaine et l'origine des religions. — Sur quoi Maeterlinck fonde-t-il cette idée que les fondateurs des religions primitives de l'Inde et de l'Egypte partirent du doute

transcendant et que l'agnosticisme est le premier et le dernier mot de la sagesse? Sur quelques passages du *Rig-Véda* comme celui-ci : « Qui sait, qui peut nous dire d'où naquit, d'où vint la création et si les Dieux ne sont nés qu'après elle? » D'abord, ces passages sont exceptionnels dans les hymnes. Leur ton habituel est celui de l'affirmation et de l'adoration fervente. De plus, et c'est là-dessus que j'insiste, les chanteurs védiques ne sont pas les *Richis*, les sages qui reçurent la révélation première et fondèrent la religion brahmanique. Ce n'étaient que leurs élèves et leurs succédanés inférieurs. Toutefois ces inspirés eurent des successeurs dignes d'eux. Pour juger de la profondeur de pensée des Richis prévédiques, il suffit de lire l'admirable petit livre de la *Bagharat-Gita* (Chant du Bienheureux) où l'immortalité de l'âme et la splendeur de l'Au-delà sont affirmées avec la dernière énergie. On y trouve des phrases comme celle-ci : « Quand l'homme sait voir tous les êtres dans le suprême Esprit et le suprême Esprit dans tous les êtres, il ne peut plus délaigner quoi que ce soit. » Ce bijou de la philosophie brahmanique nous donne l'idée de ce que fut l'inspiration des premiers Richis. Maeterlinck se figure que leur mentalité fut pareille à la nôtre et qu'ils cherchaient la vérité par des déductions rationnelles. Or, tous les documents postérieurs du brahmanisme démontrent que leur état d'âme fut exactement le contraire, c'est-à-dire celui de l'inspiration pure et de la vision directe. Ce furent des Voyants qui étudièrent l'évolution du Kosmos par la contemplation intérieure. Leur sagesse provenait d'une série d'extases lucides, coordonnées et enchaînées. Et la concordance de ces visions cosmiques avec les Idées-Mères des philosophies rationalistes postérieures, comme avec les grandes découvertes de la science moderne, est une des preuves les plus frappantes de la réalité objective de l'Au-delà. Car d'où leur seraient venues ces vérités, impénétrables aux sens physiques, sinon d'un monde supérieur? Or, par une contradiction flagrante, Maeterlinck supprime dans ses conclusions l'idée de l'Au-delà, comme un concept purement subjectif, après avoir écrit un livre qui en démontre l'existence nécessaire et indubitable.

L'évolution historique et la doctrine occulte. — Nous avons constaté que d'une part, Maeterlinck est attiré et fasciné par les révélations du monde intérieur de l'âme qu'il observe chez les autres, mais que d'autre part il se refuse à en admettre la réalité objective parce que les preuves extérieures ne lui en paraissent pas assez convaincantes et surtout parce qu'il ne les retrouve pas en lui-même. De là sa conclusion désolante sur l'agnosticisme primordial et final auquel l'humanité serait condamnée. De là aussi sa conception pessimiste de l'histoire des philosophies et des religions. Partie, selon lui, d'un agnosticisme absolu avec les Richis de l'Inde, l'élite humaine y reviendrait aujourd'hui par la science moderne. Toutes les religions et toutes les philosophies officielles ou occultes, qui se sont succédées depuis cinq mille ans ne seraient que des reproductions affaiblies de la philosophie primitive de l'Inde et de l'Egypte. La Perse, la Chaldée et la Grèce n'y auraient rien ajouté. Quant aux doctrines occultes, qui vont des Gnostiques à la Kabbale et des mystiques du moyen-âge aux hermétistes modernes, ils n'auraient fait que se copier les uns les autres pour aboutir à l'effondrement final de leurs rêves. Cela s'appelle ne plus voir la forêt à force de s'arrêter à chaque mousse et perdre de vue l'ensemble pour les détails. Si l'on s'habitue à dominer ce labyrinthe, on s'aperçoit que l'histoire de la pensée humaine n'est pas un tâtonnement dans les ténèbres, mais une marche perpétuelle en avant et une extension croissante de son horizon. Il n'y a pas une seule révélation primitive aux Indes et en Egypte, mais une série de révélations intermittentes, dont chacune ajoute quelque chose à la vérité totale déjà entrevue par la sagesse visionnaire des Richis. Zoroastre y ajoute une vision directe du Verbe créateur et le concept de la liberté humaine par la lutte du Bien et du Mal. La Grèce réalise le Divin dans l'Humain par la Beauté dans l'Art et traduit, dans le drame d'Eleusis, les mystères de la vie antérieure et future.

Jusque-là, le mouvement intérieur de l'humanité pouvait être représenté par une courbe descendante, par un plongeon de plus en plus profond de l'âme dans la matière. Plongeon nécessaire à la connaissance du monde extérieur et à la prise de possession de la terre par l'homme. Cependant, aux approches de l'ère chrétienne, l'humanité était arrivée par cette descente dans la matière à un obscurcissement fatal de son intelligence divine et par suite à une corruption et à une anarchie qui la menaçait d'une destruction totale par un retour à l'animalité.

Ce fut alors que parut le Christ. En Jésus, le Verbe divin, qui jusqu'alors ne s'était manifesté

que de loin à travers des personnalités comme Krichna, Zoroastre ou Moïse, personnalités qui malgré leur puissance et leur éclat n'étaient que les ombres de son rayon solaire, s'incarna pleinement et au grand jour dans un homme, avec une force inouïe et une splendeur éblouissante. Sa vie, sa mort et sa résurrection furent un appel à l'humanité pour retrouver le chemin perdu du Ciel dans sa descente graduelle aux abîmes de la matière, loin, bien loin du monde spirituel d'où descendent les âmes.

Mais, tragique aventure, poids écrasant du Destin, entre l'Ame et son Ciel un mur formidable s'était élevé au cours de sa descente dans le gouffre. Le chemin du salut, la route des cimes, que les anciens Rishis avaient trouvée par la contemplation pure et la sagesse solitaire, ne pouvait plus maintenant se retrouver que par la double voie de la contemplation et de la science physique, par la double connaissance de l'Idéal et du Réel, du monde intérieur et du monde extérieur, de l'Ame et de l'Univers. Il s'agissait de les faire concorder. Labeur ingrat et tâche prodigieuse. Or, pour deux mille ans, ces deux mondes ont vécu séparés par des cloisons étanches. La Religion travaillant à l'approfondissement du monde intérieur et la Science à la connaissance de la Nature sont devenues étrangères l'une à l'autre et même hostiles. A partir du IVe siècle, où l'initiation est défendue et la gnose interdite, ces deux puissances qui jadis n'en faisaient qu'une se contrecarrent et se combattent sans cesse. L'histoire des doctrines occultes n'est pas autre chose qu'une série d'essais de réconcilier ces deux puissances, dont chacune a souvent désiré détruire sa rivale et dont l'union est indispensable à la régénération de l'humanité.

Or, tout le mouvement occultiste aboutit à un fait central et capital formulé par les occultistes de la Renaissance au XVIe siècle et particulièrement par Paracelse. Le fait essentiel qui résulte de leurs tâtonnements et de leurs découvertes, est l'analogie, la correspondance et l'unité fondamentales de l'homme et de l'univers, du microcosme et du macrocosme par leur constitution intime. Les initiés antiques avaient intuitivement affirmé cette vérité dans leurs doctrines et leurs mythologies, mais elle se trouve pour la première fois exposée scientifiquement dans le *De Natura Rerum* de Paracelse. Il l'expérimente et la démontre comme physicien, comme chimiste, comme physiologiste et comme médecin. Il a émis la théorie de la transmutation des métaux à laquelle revient la chimie contemporaine. Sa cosmogonie est bâtie sur l'existence du fluide vital universel qu'il appelle *Alkahest*, sur l'existence du *corps éthérique* commun aux plantes, aux animaux et aux hommes, enfin sur *le corps astral* ou *l'aura humaine*, reconstatée trois siècles plus tard sous le nom d'*Od* par le baron de Reichenbach. Cette trinité humaine est dominée, selon Paracelse, par un principe immatériel, l'*Archée*, le moi supérieur, ou étincelle divine. Et c'est parce que cette trinité humaine correspond à la trinité divine (Univers, Ame du Monde et Dieu) que l'Homme est immortel — *s'il le veut*.

Est-ce en présence de telles découvertes, qui ouvrent à l'âme comme à l'esprit, à la science comme à l'art des perspectives infinies, qu'il est permis de conclure à l'agnosticisme radical, à la vanité de l'évolution humaine, à la négation implicite de l'Au-delà, à l'inutilité de sept mille ans d'histoire, à la duperie de la science et de la religion, de la mystique et de l'occultisme et au néant final qui nous guette par delà toutes nos espérances et nos enthousiasmes?

M'adressant à la fois au poète subtil et au penseur pénétrant qu'est Maeterlinck, je serais tenté de lui dire : « Pourquoi toutes ces timidités et toutes ces contradictions? Pourquoi reprendre sans cesse de votre main gauche ce que votre main droite a fait semblant de nous donner? Quand le prêtre, lié par des défenses séculaires, ne sait plus que répondre à nos questions pressantes, quand l'homme de science se perd dans le dédale des faits accumulés, quand le philosophe hésite devant le gouffre de l'infini, n'est-ce pas au poète à faire la lumière en affirmant courageusement la Vérité qu'il a découverte au fond de lui-même et de nous rendre enfin la liberté de l'Ame et la royauté de l'Esprit? En ce monde comme dans l'autre, l'homme se crée lui-même son ciel ou son enfer. Pourquoi se créer un enfer plutôt qu'un ciel? Disons donc à l'auteur de *Pelléas et Mélisande*, de *Sœur Beatrice* et de *Monna Vanna* : « O poète, qui devez être un voyant, souvenez-vous de votre mission. Ne trahissez pas ce monde divin que vous avez entrevu. Vous qui savez créer, ne calomniez pas le Créateur suprême, et puisque vous avez célébré le pouvoir infini de l'Amour rédempteur, ne doutez plus de l'Ame immortelle!...

Edouard Schuré.

LA POLITIQUE DE LA FRANCE AU MAROC

Quelques personnalités françaises, dont certaines venaient au Maroc pour la première fois, ont inauguré le mois dernier les nouveaux quais d'accostage du port de Casablanca et la section de voie ferrée de Rabat à Fez. Il leur a été sans doute difficile d'embrasser d'un seul coup d'œil le merveilleux effort que le Maroc poursuit depuis dix ans pour mettre en valeur ses ressources et se donner l'outillage économique indispensable à l'exploitation intensive de son sol et de son sous-sol. Mais certains contrastes les ont frappés et leur ont révélé quelques aspects de cette transformation extraordinaire qui vient de s'opérer sur cette terre d'antique civilisation.

Dans les quartiers commerçants de Fez, dans les souks et les fondouks bruyants et populeux, ils ont trouvé ce Maroc du moyen âge, qui n'a pas changé depuis des siècles. Ce sont les mêmes artisans qui travaillent à des métiers où pourtant l'art garde encore assez de liberté pour inspirer quelques caprices à ceux que groupent des corporations sévèrement réglementées. Sur les routes, ils ont rencontré les marchands en caravanes et le voyageur isolé allant lentement au pas de son cheval ou de sa mule.

Notre politique, en effet, a respecté comme elle devait le faire, le culte, les traditions, les mœurs du peuple marocain et en cela elle a été prévoyante et sage. Elle a obéi aux enseignements de l'histoire. Quand on connaît le Maroc, qu'on parcourt le pays et voit à chaque pas surgir une civilisation évidemment en retard sur celle des peuples européens mais néanmoins empreinte d'une véritable grandeur, lorsqu'on visite une ville comme Fez où l'on prie dans les mosquées, l'on enseigne dans les médersas, l'on trafique dans les souks depuis des siècles, on comprend les difficultés de la tâche qui nous attendait. Il fallait construire sans détruire, innover sans ruiner les traditions, briser les routines tout en conservant les usages, pénétrer dans le pays sans soulever la haine ou la colère, mais, au contraire, en faisant appel à la bonne volonté d'un peuple intelligent et dont l'indolence, si souvent chantée, n'est pas toujours vraie.

Il fallait réaliser une tâche délicate en donnant au Maroc une administration qui conservât un caractère marocain : c'est le mérite du Maréchal Lyautey d'y être parvenu.

Mais à côté de ce vieux et poétique Moghreb, où nous retrouvions les survivances de notre époque féodale, nous avons vu surgir un Maroc ultra-moderne. Le contraste ne pouvait en être que plus saisissant.

Les villes sont sorties de terre avec une rapidité déconcertante. C'est ainsi que Casablanca compte aujourd'hui près de 100.000 âmes et ne comprend pas moins de 35.000 Européens dont 19.000 Français.

Des ports, comme ceux de Casablanca, de Rabat, de Kénitra ont été construits. Celui de Casablanca, conquis pour ainsi dire entièrement sur la mer, grâce à son outillage, ses terre-pleins, ses magasins, peut assurer actuellement une manutention de plus de 2.000 tonnes par jour. Au cours de l'année 1921, le mouvement des marchandises, importations et exportations, a atteint plus de 100.000 tonnes. Dix ans plus tôt, il fallait pour débarquer sauter de l'échelle du bateau dans les barques agitées par la houle et traverser, non sans courir le risque de chavirer, les brisants et la barre.

Le commerce extérieur qui était de 57 millions de francs en 1909, de 110 millions de francs en 1912, première année de protectorat, est passé à plus de 1.200 millions de francs en 1920.

Pour les routes, il n'en existait que 40 kilomètres en 1914 qui fussent empierrées. Le réseau routier est actuellement de 4.000 kilomètres et la progression a été au début de 500 kilomètres par année !

Le réseau des voies ferrées, inexistant pour ainsi dire jusqu'ici, vient d'être ouvert au trafic par l'inauguration de la ligne de Rabat à Fez. C'est encore insuffisant sans doute. Mais le chemin de fer Tanger-Fez est en construction.

Il faut souhaiter que les travaux soient assez activement poussés sur le tronçon Tanger-Petitjean, et plus particulièrement dans la zone espagnole pour que cette ligne soit inaugurée dans un avenir assez prochain.

D'autre part, l'Office chérifien des Phosphates, pressé d'exporter économiquement les phosphates de la région d'Oued Zem, a commencé de Casablanca dans cette direction les travaux d'établissement d'une voie normale. Les phosphates marocains, dont nous avons visité les gisements à Bou-Jniba et à Kourigha constituent, en effet une richesse considérable.

Au cours de l'année 1922, il a été extrait 96.397 tonnes de phosphates.

Ces phosphates ont des teneurs variant de

60 à 70 0/0 et aux plaines de la Tessaoud la teneur atteint même 73 0/0.

Mais le Maroc est, avant tout, un pays agricole. Dans la zone actuellement soumise à notre influence, on peut évaluer la superficie des terres à rendement agricole à près de 10 millions d'hectares, soit les deux cinquièmes du territoire que nous occupons. La production des céréales tient le premier rang, le blé et l'orge représentant 90 0/0 de la superficie des terres cultivées. La vigne couvre 2.000 hectares environ.

Le grand problème qui se pose est celui de la colonisation. La colonisation telle qu'elle est pratiquée en Algérie depuis 1870 est-elle possible et désirable au Maroc ? Question infiniment grave dont dépendent les destinées du pays et de notre politique. Sans aborder, dans un exposé aussi synthétique, cette discussion, on peut dire que la petite exploitation paraît, du moins pour le moment, difficilement conciliable avec les conditions économiques du pays, surtout dans le Sud-Marocain. Là, en effet, les voies de communication sont encore plus précaires que dans le reste du pays. Le moyen ou petit colon, voisin de propriétaires indigènes qui se contentent d'un bénéfice moindre, sera concurrencé par eux dans les cultures courantes et se trouvera en butte, dans l'isolement du bled, à toutes sortes de difficultés.

Mais il n'est pas douteux que sur tous les points du territoire cultivable du Protectorat où il sera possible d'installer des colons français, tous les efforts devront tendre à leur assurer l'aide et les encouragements nécessaires.

Notre pays à faible natalité ne peut évidemment plus faire à l'heure actuelle l'effort de colonisation réalisé autrefois en Algérie. Mais les qualités déployées par ceux des nôtres venus s'installer en Afrique du Nord témoignent éloquemment des résultats heureux que l'on peut attendre de l'établissement de colons français au Maroc. Déjà, d'ailleurs, un certain nombre de nos compatriotes y ont fait œuvre de colons et ont réalisé un effort digne de louanges.

Le cheptel marocain a une valeur globale qui peut être évaluée à plus d'un milliard. Il représente une des principales richesses du Maroc.

Les forêts couvrent une superficie de 1.500.000 hectares et ce nous fut un merveilleux coup d'œil que la traversée de ces étendues couvertes de forêts de chênes-lièges entre Rabat et Kénitra — ou de cèdres majestueux comme à Azrou, dans la région du Moyen-Atlas.

Le Maroc n'est pas encore un pays industriel. Ne possédant aucune des ressources d'énergie, il doit faire venir son combustible — houille, pétrole, essence — du dehors. Il est donc remarquable qu'il ait pu, dans ces conditions, monter 268 établissements industriels dont plusieurs importants, représentant un capital global de plus de 173 millions et une force motrice de 14.000 HP. Mais ce n'est là qu'un commencement.

Le Maroc dispose d'un précieux réservoir de forces hydrauliques. Jusqu'ici, nous n'avons pas été en mesure de l'exploiter. Mais nos récents succès militaires ont mis entre nos mains les biefs supérieurs et les sources des grands cours d'eau, qui, bientôt captés, fourniront l'énergie nécessaire. Alors, le Maroc, dûment équipé, pourra non seulement se suffire à lui-même, mais redresser le fléau de sa balance économique qui jusqu'ici penche du côté des importations.

Nos soldats et nos colons qui ont travaillé à la pacification du Maroc et à sa mise en valeur ont été les artisans obstinés et courageux d'une œuvre dont l'ampleur commande l'admiration. L'étape de l'outillage vient d'être franchie. Il nous faut entrer résolument dans la période de l'exploitation méthodique et rationnelle.

Les résultats seront d'autant plus heureux que nous aurons mieux su l'encourager et le Parlement l'a compris lorsqu'il a voté récemment le projet de loi portant admission en franchise en France et en Algérie des produits marocains.

Les colons marocains méritaient bien cet encouragement. Par ailleurs, l'intérêt général du pays y trouvera son bénéfice.

A chaque voyage que nous avons effectué au Maroc, nous avons été frappés par les transformations considérables accomplies en l'espace de quelques mois.

Nous avons éprouvé une grande fierté à constater l'effort accompli, les progrès réalisés et notre reconnaissance est allée à tous ceux, soldats, colons et fonctionnaires qui, sous la haute impulsion du grand animateur qu'est le Maréchal Lyautey, ont fourni le témoignage vivant des qualités de notre race.

Léon Barety,
Député,
Président du Groupe Parlementaire,
du Maroc.

UN CENTENAIRE OUBLIÉ

La mode est aux centenaires. Il semble que de tous côtés après la terrible commotion qu'il vient de subir, notre pays, las enfin des importations étrangères, veuille se ressaisir et reprendre son essor sous l'inspiration de son génie et de ses traditions. Parmi ces centenaires récemment célébrés, celui de l'École des Chartes le fut dans un cadre usurpé, aux lieu et place d'une institution qui, pour n'avoir pas atteint, sous sa dernière forme, un siècle d'existence, n'en reste pas moins chère à tous ceux qui l'ont connue. C'est à l'Hôtel de Soubise qu'en 1817 un ministre de goût installa l'École des Chartes ; on y accédait par cette porte ogivale flanquée de deux tourelles à toit conique qu'on a eu l'heureuse inspiration de reproduire sur la carte d'invitation à la cérémonie du 22 février 1922. A la fin du second empire on la transféra dans une autre partie de l'Hôtel. Mais c'est dans ce palais des archives tout rempli des plus délicates productions de l'art du XVIIIe siècle que notre chère École avait sa place marquée. C'est là que je suis allé dans un solitaire et mélancolique pèlerinage, évoquer la figure des maîtres que j'y ai connus, Léon Gautier, Jules Quicherat, Anatole de Montaiglon, Adolphe Tardif... Ailleurs, ils m'auraient paru dépaysés et à la Sorbonne leurs successeurs me semblent occuper une place d'emprunt. Là, en effet, où depuis vingt-cinq ans ils enseignent, dans cette partie de la nouvelle Sorbonne contiguë à l'église était jadis installée la Faculté de théologie de l'État ; c'est là que j'ai entendu Gratry, Perreyve, Adolphe Perraud, Elie Méric, Jules Loyson... et bien d'autres maîtres dont les leçons laissaient sur les auditeurs d'ineffaçables impressions. C'est en 1821, l'année même de la création de l'École des Chartes, que Louis XVIII accorda à l'Université de Paris la jouissance de la Sorbonne jusque-là occupée par le Musée des Arts. Recteur, Faculté des Lettres, Faculté des Sciences, Faculté de Théologie s'y installèrent tant bien que mal ; la Faculté de Droit y occupa même une partie de la chapelle jusqu'au jour où elle émigra complètement sur les hauteurs de la Montagne Sainte-Geneviève. De tous ces hôtes de 1821, un seul a disparu, celui qui dans les siècles passés occupait à la Sorbonne et semblait depuis y garder la première, la plus large place, la Faculté de Théologie. Cette disparition ne doit pas faire oublier le centenaire de son installation dans la maison de Robert Sorbon : elle a fait pendant presque tout le XIXe siècle grande figure dans l'Église aussi bien que dans l'État et il n'a pas dépendu d'elle que l'éternel conflit des deux puissances ne se dénouât autrement que par la séparation de 1905. Sa suppression en 1885 fut la première rupture des liens concordataires. L'institution ne revivra pas sous sa forme ancienne, mais son souvenir mérite d'être conservé : elle montra comment des esprits élevés savent unir à la foi religieuse la plus pure l'attachement aux traditions françaises, le plus loyal libéralisme et une haute culture intellectuelle.

* * *

La Faculté de Théologie faisait partie de l'organisation universitaire telle que l'avait créée Napoléon Ier et réglementée le décret du 17 mars 1808. Elle y occupait même le premier rang dans les solennités académiques et notamment à la distribution des prix du concours général on y voyait les professeurs en robe violette marcher les premiers et précédés de leur massier ; ils apparaissaient alors comme des survivants de la Sorbonne de Robert ou de Richelieu. Ils n'y furent cependant pas logés au début et c'est sur la place, au coin de l'ancienne rue des Maçons (aujourd'hui rue Champollion) dans « les écoles extérieures » que la Faculté de Théologie fut d'abord installée (1). Mais dès 1813, le Cardinal Maury, dans un rapport à l'Empereur, réclamait sa réintégration dans la maison qui avait été si longtemps la sienne : « L'éducation ecclésias-« tique, écrivait-il, seule garantie que puisse avoir « le Gouvernement de la doctrine du clergé, est « encore si faible et tellement incomplète que « l'Église gallicane est menacée de n'avoir bien-« tôt plus de défenseurs dignes de soutenir son « ancienne gloire... Très peu d'hommes s'élèvent au-« dessus des préjugés de leur première éducation. « Il est donc du plus grand intérêt de surveiller « et de ranimer les grandes études qui ont fait « depuis le IVe siècle jusqu'à nos jours, du clergé « de France, le plus éclairé, le plus illustre clergé « de l'Europe... La réputation de la Sorbonne est un « héritage de gloire que le clergé français doit « recouvrer pour l'intérêt même du Gouvernement. « C'est un monument historique, c'est la première « École de la France et l'on peut même dire de toute « l'Église catholique pour la théologie ; et cette « école si recommandable serait anéantie si l'on « différait plus longtemps de la rétablir. Rien n'est « plus digne, Sire, de votre majesté que d'ajouter

(1) On retrouve encore place de la Sorbonne, 6, une aile de bâtiment avec la porte cintrée, les barreaux de fer forgé et les boiseries, derniers vestiges de ces années de l'antique Sorbonne.

« cette nouvelle et nécessaire restauration à toutes « celles dont sa haute sagesse ne cesse d'enrichir « la France... » C'était un véritable séminaire national que Maury proposait d'installer à la Sorbonne; on y aurait enseigné les quatre articles de 1682 et les plus pures doctrines gallicanes. En 1813, l'Empereur avait d'autres soucis et la requête du Cardinal ne reçut jamais de réponse.

Après la Restauration, il était naturel que l'on songeât à faire revivre l'ancienne « maison et Société de Sorbonne ». L'abbé de Foucauld réclama hautement la place pour les survivants de la vieille société; ils étaient encore soixante qui demandaient à renouer les traditions interrompues de Robert Sorbon. Ce projet contrecarrait celui de Maury; les artistes en profitèrent et gardèrent la place. Les Facultés des Sciences et des Lettres restèrent au collège de Plessis-Sorbonne, la Faculté de Théologie dans cette partie des écoles extérieures dont j'ai essayé de fixer la place. Mais, en 1820, le duc de Richelieu était président du Conseil, ses souvenirs de famille le rendaient favorable à une résurrection de la Sorbonne l'abbé Nicolle qui avait été son principal auxiliaire dans l'administration de la province d'Odessa acheva de le décider. Le 16 novembre 1820, le Conseil royal de l'Instruction publique se transporta sur les lieux pour examiner les moyens d'approprier la Sorbonne aux trois Facultés de Théologie, des Lettres et des Sciences, à l'École Normale et au logement du Recteur. Le 13 janvier 1821 fut publiée l'ordonnance royale prescrivant cette nouvelle affectation, de telle sorte que nous avons déjà dépassé le centenaire de la restauration en Sorbonne de la Faculté de Théologie. Elle fut d'abord installée dans l'angle Est de la cour près de l'Église, au-dessus de la sacristie; c'est dans la salle du premier étage qu'avaient lieu les cours; le doyen habitait le second et c'est là que jusqu'à sa mort vécut Mgr Maret. Bien que reléguée dans ce coin obscur de la vieille Sorbonne, la Faculté de Théologie semble au début y régner en maîtresse. Mgr Frayssinous venait de supprimer l'École Normale qui était rue des Postes et ne l'avait en 1826 établie que dans l'ancien collège du Plessis dont Jules Simon nous a laissé dans ses mémoires un si lamentable tableau; à la Faculté des Lettres, les cours de Cousin et de Guizot étaient suspendus et Villemain trouvait difficilement grâce. C'est à ce moment, en 1827, que les anciens docteurs de Sorbonne manifestèrent dans une pétition le désir de se joindre aux nouveaux et de reprendre tous ensemble les anciennes réunions de *Prima Mensis*. La lettre conservée aux archives de la Faculté porte la signature du Cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, et de tous les professeurs en exercice. MM. Mercier, Groult, Cottret, Lansac. A leur tête était le doyen, l'abbé Jean-Marie Burnier-Fontanel, Savoyard fidèle à Dieu et au roi. Au cours de son décanat ce prêtre bénit dans l'Église même de la Sorbonne le mariage de sa nièce avec M. Louis Loyson, alors professeur au Lycée Louis-le-Grand. Si, à ce moment, il avait pu lire dans l'avenir et prévoir les destinées du nouveau ménage, quels sentiments d'effroi et peut-être aussi de satisfaction aurait-il éprouvés? Le premier né du mariage qu'il bénissait devait être le célèbre Père Hyacinthe, le second, M. Jules Loyson, un des derniers professeurs de la Faculté de Théologie. A cette famille aussi attachée à l'Université qu'à l'Église il était réservé d'inaugurer et de clôturer en Sorbonne, à quatre-vingts ans de distance, le haut enseignement théologique.

La Révolution de 1830 fut le signal d'une réaction violente contre la politique de Charles X. Elle devait avoir sa répercussion à la Sorbonne. Rome n'avait jamais voulu donner une valeur canonique aux grades conférés par les Facultés de Théologie de l'État. Une ordonnance du 25 décembre 1830 déclara qu'à partir du 1er janvier 1835 nul ne pouvait être promu aux hautes fonctions ecclésiastiques s'il n'avait obtenu dans une de ces facultés le grade de licencié; je crois bien que cette ordonnance, arme de combat mise aux mains du ministre des cultes, ne fut jamais appliquée Une autre manifestation de l'esprit du temps fut le choix du doyen de la Faculté. Grégoire l'ancien évêque constitutionnel de Blois, était mort assisté de trois prêtres jansénistes de la paroisse Saint-Séverin, MM. Evrart, Barabère et Guillon. Ce dernier était professeur d'éloquence sacrée à la Sorbonne : Louis-Philippe le nomma doyen et plus tard évêque de Cambrai d'abord, de Beauvais ensuite. Rome lui refuse obstinément l'institution canonique et M. Guillon dut se contenter en 1833 du titre d'évêque du Maroc *in partibus*. Pareil conflit devait, trente ans plus tard, se terminer par la même solution pour un autre doyen; M. Maret nommé par l'Empire à l'évêché de Vannes dut se contenter de celui de Sura. Aux côtés de M. Guillon se groupèrent d'autres maîtres qui ont laissé dans la science religieuse des noms justement honorés. M. Glaire, un de nos plus doctes hébraïsants, M. Jager, savant historien, M. Cœur grand orateur, futur évêque de Troyes; à ces maîtres s'en joignirent bientôt deux autres dont la notoriété devait être plus durable et plus étendue, M. Dupanloup qui, en 1811, fut nommé professeur d'éloquence sacrée et M. Maret qui, deux ans plus tard, entrera dans cette Sorbonne qu'il ne devait plus quitter jusqu'à sa mort. C'était l'époque ou au Collège de France les cours de Quinet et de

Michelet provoquaient des manifestations tumultueuses et dans la presse les polémiques les plus ardentes. Dans ce conflit la Faculté de Théologie était prise entre deux feux et recevait des coups de deux côtés : le ministre suspendit le cours de M. Dupanloup qui avait attaqué Voltaire et Mgr Parisis dont M. Foisset a dit qu'il était alors « le premier évêque de France », écrivait de la Faculté : « Non, jamais à part la constitution civile du clergé « qui fut un schisme manifeste, jamais il n'y eut « en France d'institution plus effrayante pour « l'Église. Nous bénissons la mémoire de l'illustre « archevêque de Quélen qui se refusa toujours à « concourir par ses présentations à la formation « de ces facultés théologiques universitaires dans « son diocèse ; nous félicitons le vénérable arche- « vêque de Toulouse qui s'y refuse encore ; en ce « qui nous concerne, nous ne conseillerons jamais « à aucun prêtre d'aller prendre des grades dans « une Faculté de Théologie qui n'aurait pas été « instituée par le Saint-Siège et qui ne sera pas « placée sous la direction de l'évêque... (1) ». Le décret de 1808 avait en effet institué six Facultés à Paris, à Aix, à Bordeaux, à Rouen, à Lyon, et à Toulouse. La résistance de Mgr d'Astros et de ses successeurs empêcha toujours l'organisation de la Faculté de Toulouse. Napoléon avait cependant mis à sa disposition un local admirablement approprié à cette destination, l'ancien séminaire de l'Esquile où fut élevé La Romiguière et où les doctrinaires avaient si longtemps enseigné. La Faculté de Paris changea en 1835 de local : elle passa du côté Ouest de la cour de la vieille Sorbonne à l'endroit même où, dans la nouvelle,est installée l'École des Chartes. C'est là que de 1835 à 1885, elle a vécu des jours dont quelques-uns ne furent pas sans éclat.

En 1888 l'esprit était tout autre qu'en 1830 et les Facultés de Théologie n'avaient à craindre ni l'hostilité, ni même l'indifférence des pouvoirs publics. Deux grandes commissions parlementaires s'occupèrent d'elles : l'une était le comité des cultes, dont les travaux ont été publiés par son secrétaire, M. Pradié ; l'autre était la commission de l'enseignement dont les procès-verbaux authentiques, plus complets que ceux publiés par M. de Lacombe, sont entre les mains des héritiers de son secrétaire, M. Housset, ancien avocat aux Conseils. M. de Falloux engagea des négociations avec Rome ; elles n'aboutirent pas. Après le coup d'État de 1851, l'Empire voulut payer au clergé et à l'Episcopat le concours que, à quelques exceptions près, ils lui avaient apporté. M. Hyppolyte Fortoul était ministre de l'instruction publique ; la Sorbonne et l'Institut lui-même eurent à souffrir de son autorisation et de son arbitraire. Il voulait lui aussi réorganiser sur de nouvelles bases les Facultés de Théologie, lorsqu'il mourut subitement à Ems. Son successeur, M. Rouland, rédigea un projet qui resta jusqu'à la fin la base de toutes les négociations successivement reprises et interrompues, jamais terminées. Mais on était alors à la veille de la campagne d'Italie, le vent ne soufflait plus vers Rome et les Facultés de Théologie devaient jusqu'à la fin vivre et se mouvoir dans le statut de 1808.

(1) *Des empiètements*, 1844, p. 78.

* * *

Même dans ce cadre étroit, notre Sorbonne ecclésiastique gardait noble figure et je voudrais ici, à l'occasion de son centenaire, la faire revivre telle que je l'ai connue vers la fin du siècle dernier. Elle m'apparaissait comme une survivance raccourcie de cette Église Gallicane dont Bossuet avait célébré les gloires et dont le concile du Vatican allait faire disparaître les derniers vestiges. Lorsque sous les fresques de Philippe de Champaigne et en face de tombeau du Cardinal, j'y voyais ces professeurs dans leur archaïque costume avec l'épitoge violette, le bonnet carré et le rabat Français, je songeais à ces soutenances sorboniques dont M. Octave Gréard nous a laissé de si intéressants récits et je croyais entendre une dissertation sur la bulle *Unigenitus* ou les cinq propositions

La plus originale de ces figures était celle du doyen Maret. Il était entré à la Sorbonne en 1843, il y vécut près d'un demi-siècle et il s'y était si bien identifié à la Faculté de Théologie que celle-ci ne put lui survivre : ils moururent tous deux à quelques mois d'intervalle. Lorsque le touriste qui a visité les gorges du Tarn, a l'heureuse inspiration de se soustraire aux itinéraires classiques des guides officiels, il remonte au-delà de la partie navigable et se trouve bientôt sur un de ces immenses plateaux calcaires qu'Onésime Reclus a si bien dénommés « le pays de la soif » S'il ne se laisse pas rebuter par cette désolante aridité et poursuit sa marche le changement de spectacle ne tarde pas à lui faire oublier la fatigue de la course. Ce sont les Cévennes qui succèdent à la région des Causses.

Henry JAUDON,
Conseiller à la Cour de Cassation.

(à suivre)

POÈMES

PRIÈRE

Quand la dernière mer sera cruisée et le dernier écueil relevé,
quand le dernier champ sera moissonné et la dernière moisson
[rentrée,
quand le dernier feu sera éteint et le dernier hôte parti,
exaucez la dernière prière que je vous ferai, soyez clément,
[ô Seigneur

Et faites-moi mourir une nuit en mer, une nuit de tempête et de
[foudre,
au milieu des plaintes bruyantes du vent dans les voiles, les
[cordages et la mâture,
envoyez-moi une dernière grande vague pour me noyer et m'en-
[gloutir,
dans la demeure des thons visqueux où sont les galions sub-
[mergés.

Et là, dans ce lieu calme d'un vert mystérieux, loin de la vue et
[de l'ouie,
accordez-moi d'entendre parfois l'élan et le choc de l'écume
contre la fine proue aiguë des superbes voiliers qui appareillent
vers l'étoile du nord solitaire et le beau port natal.

LA QUÊTE

D'amis et d'amours nous n'en avons point, ni de richesses, ni
[de foyer béni,
mais l'espoir de la Cité de Dieu à l'autre bout de la route.
Pour nous ne sont pas le calme, le repos et la paix du cœur,
car nous cherchons une cité que nous ne trouverons jamais.
Il n'y a point d'aise pour nous sur terre pour ceux qui comme nous
cherchent une cité cachée qu'ils ne trouveront jamais.
Seulement la route et l'aurore, le soleil, le vent et la pluie,
et la veille près du feu sous les étoiles, le sommeil et la route
[encore.

Nous cherchons la Cité de Dieu, et la retraite où la beauté se cache,
et nous trouvons le marché bruyant, et le son des glas.
Jamais la cité d'or où un peuple radieux demeure,
mais la ville de douleurs où les cortèges funèbres encombrent la
[rue.

Nous suivons la route poudreuse jusqu'à ce que le jour s'obscur-
[cisse,
et que le soleil couchant éclaire les clochers au loin, à la limite
[du monde.

Nous marchons de l'aube au crépuscule, jusqu'à la fin du jour
cherchant la Sainte Cité au delà des limites du ciel.

D'amis et d'amours nous n'en avons point, ni de richesses, ni de
[foyer béni,
mais l'espoir de la Cité de Dieu à l'autre bout de la route.

FLOTS ESPAGNOLS

Flots espagnols, flots espagnols, vous résonnez à mes oreilles,
comme une douce et lente musique des grises années oubliées
qui dit des contes, et chante des airs et m'apporte d'obsédants
[souvenirs
de la grève de Muertos ou plût au ciel que je fusse !

Le ressac se brise sur Los Muertos et ne cesse jamais de gronder,
et c'est là que nous avons jeté l'ancre et que nous avons
[débarqué,
près de la lagune bleue silencieuse au milieu des troncs d'arbres
[pourris
qui s'effritent comme les vêtements des cadavres rejetés par les
[mers.

Nous avons jeté l'ancre à Los Muertos, à l'heure du couchant
[rouge,
nous avons laissé le navire en mer, à l'ouest de la Tête de Nègre;
et avant que la brume eût envahi les rocs, avant la tombée du jour
nous avions tous débarqué à Muertos avec l'or que nous avions
[gagné.

Nous le portions à travers les marais dans dix coffres tailladés,
enfonçant dans les sables mouvants, la poitrine brûlée par le
[soleil,
soufflant sur les troncs d'arbres, haletants, jurant contre les
[mouches et la chaleur,
désireux de boire à longs traits d'un gobelet d'argent dans la
[fraîche cabine.

La lune était blanche comme un spectre, tandis que nous posions
[notre trésor :
il y avait des parures à faire un mendiant riche comme la ville
[de Lima,
les amulettes de cuivre et les breloques d'argent au cou des
[pirates espagnols,
des doublons d'or, et des doubles myodores, des louis d'or et des
[portagues.

Les massives boucles d'oreilles jaunes des Indiens du Brésil,
des émeraudes de Rio dans leur gangue, des bezoars du Guaya-
[quil ;
de l'argent brut et travaillé, des vases en bronze antique d'Arica,
les joyaux des os des Incas profanés par les Dons.

Nous avons aplani cette place avec nos pioches et poinçonné l'arbre
qui marque la cachette du trésor que nul ne verra jamais,
et nous avons rejoint le navire et vers le sud appareillé
dans le grand ressac de Los Muertos qui résonne à mes oreilles.

Je suis le dernier vivant qui le sache. Tous les autres ont suivi
[leur route
tués, morts, ou échoués sur les vieux rocs de Mulata,
et je vais chantant, violonant, vieux, affamé, désespéré,
et je retrouverais tout cet or caché, si je pouvais y être.

Mais tel n'est pas le destin. Je suis vieux et presque aveugle,
et le passé d'un vieillard est une chose étrange, car il ne
[l'abandonne jamais,
et je vois en rêve parfois la grève, le disque du soleil couchant,
et le grand navire qui se balançait au bout de la Tête de Nègre.

J'aimerais y atterrir. J'aimerais prendre un pic et aller
à l'unique palmier marqué à la place que nul ne connaît,
et prendre l'or et l'argent qui y tombent en poussière depuis des
[années,
près du grand ressac de Los Muertos qui résonne à mes oreilles.

LE VENT D'OUEST

C'est un vent chaud, le vent d'ouest, plein de cris d'oiseaux :
je n'entends jamais le vent d'ouest sans larmes aux yeux,
car il vient des terres d'ouest, des vieilles collines brunes,
et l'Avril est dans le vent d'ouest, avec ses narcisses.

C'est une douce terre, la terre d'ouest, pour les cœurs las comme (le mien,
les vergers de pommiers y fleurissent, et l'air est comme le vin.
Il y a une fraîche herbe verte où l'on peut reposer à l'aise,
et les grives ne sont que chants et gazouillent dans leur nid.

« Ne voulez-vous pas revenir, frère ? Vous avez été longtemps, (au loin.
C'est avril et le temps des fleurs, et blancs sont les rameaux ;
et brillant le soleil, frère, et chaude la pluie.
ne voulez-vous pas revenir, frère, nous revenir de nouveau ?

Le jeune blé est vert, frère, où les lapins courent.
c'est le ciel bleu et les blancs nuages, la chaude pluie et le soleil.
C'est une chanson pour l'âme humaine, frère, un feu pour l'esprit
d'entendre les abeilles sauvages et de voir encore le joyeux (printemps.

Les alouettes chantent à l'ouest, frère, sur le froment vert,
ne voulez vous pas revenir, frère, et reposer vos pieds fatigués ?
J'ai un baume pour les cœurs meurtris, du sommeil pour les (yeux cuisants,
dit le vent chaud, le vent d'ouest, plein de cris d'oiseaux.

La blanche route à l'ouest est la route que je dois fouler
vers l'herbe verte, l'herbe fraîche, le repos de cœur et d'esprit
vers les violettes et les ruisseaux bruns et le chant des grives
dans la douce terre, la terre d'Ouest, la terre à laquelle j'appar- (tiens.

CRÉPUSCULE DE JUIN

Le crépuscule tombe ; le soleil
s'incline et disparaît,
les enfants ont cessé
de jouer avec les filets.

Dans un chaud reflet d'or
les bois sont baignés.
Les ombres s'accroissent ;
la chauve-souris a crié.

Doux est le parfum du foin frais fauché ;
les faucheurs s'en vont
au logis, chacun son chemin,
dans les hautes herbes.

Le vent du soir remue les fougères
un engoulevent tourbillonne ;
des fenêtres étincellent
dans les auberges.

Tout devient obscur. La lune !
et la rosée tombe.
mon amour, cette beauté dans nos cœurs.
peut-elle mourir ?

LE CANARD SAUVAGE

Crépuscule. Rougeur à l'ouest,
Obscurité. Un reflet sur le bois.
La charrue se traîne au repos.
Le canard sauvage vient picorer.
O cœurs que nul ne comprend,
quel cri sauvage dans l'étang ;
qu'ont donc vu les canards de la ferme
pour crier ainsi — battre des ailes et crier ?

Seulement l'âme qui s'enfuit.
Ardemment. Ardemment. Elle s'envole
sur le globe de la lune,
sur le bois qui rayonne
Ailes liées. Cous tendus,
un élan et un cri sauvage.

Un long cri de douleur
dans les roseaux d'un lac d'acier,
dans une terre que nul ne connaît.

John MASEFIELD.

Traduit de l'anglais
par Jeanne Fournier-Pargoire

LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE

I

Renan a écrit, dans ses *Souvenirs d'enfance et de jeunesse* : « Nos machines démocratiques exctuent l'homme poli ». Par ce jugement, Renan ne déniait pas, probablement, à la démocratie, que la vertu de politesse au regard des relations entre les individus. Il entendait la politesse au sens le plus large, celui de vertu sociale en relation avec le bon ordre dans la cité et l'harmonie dans les mœurs publiques. Renan était un aristocrate. Un sociologue, en tous cas, lui a répondu que, au contraire, « une société fondée sur l'égalité, a, plus que toute autre, besoin de vertus sociales, et la politesse n'est, au fond, que l'expression ou l'imitation de ces vertus ». Nous ne pensons pas que l'on puisse s'inscrire contre cette vérité, et il convient, dès lors, de s'en féliciter en tant que Français, puisque, chez nous, suivant l'expression consacrée, désormais « la démocratie coule à pleins bords » et que, si le jugement de Renan était exact, on serait malheureusement obligé d'admettre qu'elle ne saurait conduire qu'à l'anarchie. L'exemple des démocraties de l'antiquité n'a pas corroboré, pendant de longs siècles, ce jugement de Renan, mais il est vrai que la République dont Platon a dressé le plan théorique était à hiérarchie aristocratique. Nous ne croyons pas que le régime démocratique soit entaché d'une inaptitude originelle et fonctionnelle à se gouverner harmonieusement. Mais il faut voir les choses comme elles sont. Le danger, pour la démocra-

tie, est de se laisser asservir par le nombre et d'exclure de l'orientation de ses destinées l'élite de la nation. Il est facile de mesurer la gravité et l'étendue d'un tel péril par ce qui se passe en Russie. Nous avons pu redouter, en France, qu'il ne devienne également menaçant par les efforts poursuivis, depuis deux ans, dans les milieux révolutionnaires et syndicalistes extrémistes, afin de surestimer le travail manuel et de sous-estimer le travail intellectuel. Nous expliquerons tout à l'heure comment ce péril n'est, en réalité, que l'aboutissement d'une longue série de fautes. En attendant, il nous paraît que, à la jauge de la simple logique, le jugement de Renan manque de solidité. Comme l'a fait encore observer le sociologue que nous citons plus haut, « la vie commune a pour conditions l'établissement de certaines mœurs honnêtes et civiles, qui sont favorables au bien-être général et particulier, et elle tend par conséquent à les développer. » Or, la vie commune, en fonction de l'exercice de la liberté, est la vie même de la démocratie, et les vertus sociales qui constituent l'ordre, le progrès et l'harmonie dans l'Etat, lui sont plus indispensables qu'à tout autre gouvernement.

A quoi donc peut-on reconnaître les vertus sociales essentielles pour une démocratie ? Précisément à ce qu'elles s'avèrent le plus capables de la prémunir contre les entraînements inhérents à sa propre nature. Parce que, en démocratie, chaque citoyen détient une part de la souveraineté nationale, il serait manifestement absurde d'en déduire que chacun a le droit d'agir à sa fantaisie. Et ce qui est vrai pour l'individu l'est au même titre et avec une égale force pour le groupe. La liberté individuelle est limitée et l'intérêt particulier ou corporatif également. L'individu étant une cellule de l'organisme social, comme nous l'avons déjà noté ici, sa liberté et son intérêt ne peuvent s'exercer à l'encontre du bien de cet organisme, ou, si l'on veut, de la collectivité. Chaque individu et chaque groupe doivent donc observer un certain nombre de règles nécessaires au bien commun. L'Etat, qui représente la collectivité, est le gardien naturel de ces règles, et doit posséder, par conséquent, l'autorité. Pour qu'il y ait harmonie dans l'Etat, il faut qu'il respecte la loi et la fasse respecter, mais il importe aussi que l'individu ou le groupe s'en montre également respectueux.

Or, chaque citoyen d'une démocratie, par cela seul qu'il détient une partie de la souveraineté nationale, est tenté de salier cette souveraineté à ses exigences, de réclamer de l'indulgence pour ses fautes, et, par suite, de se montrer indulgent pour celles des autres. Il élude ses responsabilités et n'est plus fondé à exiger que les autres les prennent. Cette méconnaissance du devoir civique engendre une propension à la création de ce que M. le député Ajam appelle « une ambiance de sensiblerie ». « C'est, ajoute-t-il, un défaut commun à tous les Français : ils sont en même temps très braves et très sentimentaux. Il est curieux de constater que cette nation, qui a fait preuve de tant de qualités guerrières, se montre, en général, si veule dans la vie civile. On dirait même que la guerre, au lieu de fortifier le sens d'autorité et de défense sociale, a plutôt contribué à l'émousser. Et pourtant, bien avant la catastrophe mondiale, la société française avait à se plaindre de la faiblesse des hommes chargés de soutenir son armature. »

C'est que notre système politique s'adapte mal aux conditions de l'exercice de l'autorité et de la défense sociale : il est, par contre, un bouillon de culture excellent pour le développement du microbe de la démagogie. Les candidats sont fatalement entraînés à ne pas contrecarrer les électeurs afin de gagner leurs suffrages. Or, il semble qu'il n'y ait rien que la démocratie juge attentatoire à la liberté comme l'autorité. D'où la peur de la responsabilité. En revanche, il n'est rien qu'elle préfère à ce qui flatte ses préjugés, son intérêt et ses passions. Aussi les candidats s'abaissent-ils aux plus regrettables flatteries et se livrent-ils aux plus folles des surenchères. Élus, ils passent leur temps à obtenir pour les électeurs faveurs et passe-droits. L'un de ceux-ci encourt il une condamnation ? Ils harcèlent les ministères et les administrations pour en faire décharger ce possesseur d'un bulletin de vote. Ils vont jusqu'à multiplier les interpellations afin d'amener à composition l'autorité parfois récalcitrante. Tant d'interventions n'atteignent pas toujours leur but parce qu'il se peut qu'un concurrent, plus habile ou plus audacieux, obtienne davantage. N'importe. Le dommage social n'en a pas moins été causé.

Car, ainsi, l'impassibilité de la loi cède devant les intérêts électoraux. La répression s'énerve. Le Parlement vote, à des intervalles quasi réguliers, des amnisties générales qui finissent de détruire le sens de la responsabilité et de ridiculiser la justice. Il vote aussi des lois que la sensiblerie domine. Telle la loi Bérenger, excellente en théorie, mais qui, si l'on dressait la statistique des récidivistes qui en ont

bénéficié, s'avérerait la plupart du temps inopérante. Et que dire de la sensiblerie que l'on pourrait appeler socialisante ? C'est en cette matière que notre démocratie cède surtout devant la loi du nombre. Personne, certes, ne s'inscrit aujourd'hui contre les améliorations qu'il convient d'apporter au sort des travailleurs. Mais il faut les décider dans le sentiment de la justice, dans le respect de la loi et dans la sauvegarde de la responsabilité, qui sont les vertus démocratiques par excellence, en dehors de « l'ambiance de sensiblerie » au milieu de laquelle elles se dissolvent. Autrement, on aboutit à ne plus posséder qu'une déplorable caricature de la démocratie, et c'est l'ordre social lui-même qui risque d'être compromis.

*
* *

Rien de plus probant, à cet égard, que le résultat des complaisances et des abdications du pouvoir en faveur du syndicalisme et de la C. G. T. La loi de 1884, juste en son principe, exigeait d'être appliquée dans la stricte légalité. On a empoisonné son application de sensiblerie et on s'est prêté à ce qu'elle fût constamment violée. Bien que les tentatives de grève générale qui ont été déclenchées en 1920, soient déjà un peu loin de nous, il faut relire le terrible discours prononcé par M. le député Engerand, dans la séance du 18 mai, au cours des interpellations dont elles furent le prétexte, pour comprendre comment l'Etat, par sa sensiblerie démagogique et l'affaiblissement systématique de la loi, avait amené les agents de son réseau à une mentalité « de réceptivité révolutionnaire ». Il n'est pas d'exemple plus instructif de la perversion sociale d'une collectivité par la puissance qui a le devoir de la maintenir dans la légalité en la prémunissant contre les exagérations, les exigences inacceptables et les violences.

Notons que le mal étalé par M. Engerand atteignit les industries dont l'Etat a le monopole et toutes les administrations. L'abdication du gouvernement devant les révolutionnaires créait, par répercussion, un état d'esprit anarchiste dans les administrations municipales et les services communaux, contaminait le prolétariat tout entier. Le principe d'autorité était bafoué : il sombrait dans les flots envahissants du désordre général.

Il faut que le mal soit encore bien profond, puisque le syndicat des cadres de l'Etat vient de faire paraître une brochure dans laquelle il dénonce courageusement « l'oblitération de la conscience professionnelle, l'indifférence dans le service, conséquences d'une direction qui ne veut plus faire l'effort du commandement ».

Il n'est pas jusqu'aux parents des élèves des lycées et collèges, peu habitués cependant à récriminer et à protester, qui n'aient fait récemment circuler une pétition à l'adresse de M. le Ministre de l'Instruction publique, souhaitant « une restauration vigoureuse de l'autorité », et, en attendant une révision totale des programmes, « un travail plus appliqué et plus méthodique en vue d'une formation intellectuelle et morale plus efficace ». Ils déplorent que les maîtres de l'enseignement secondaire « ne trouvent point, auprès de l'autorité compétente, les concours nécessaires ». Ils avertissent que « nous assistons à un relâchement des méthodes d'enseignement et d'éducation qui se traduit par un abandon trop visible de la discipline et un affaiblissement certain des études ». « Oui, déclare à son tour M. le député Ajam, il faut que tous ceux qui disposent d'un pouvoir social quelconque s'efforcent de remettre sur pied ce pauvre principe d'autorité sans lequel il n'y a pas de vie sociale possible. Autorité ne signifie pas brutalité : cela signifie simplement fermeté et justice. » L'Etat, qui est le gardien naturel de l'autorité, doit donc, le premier, donner l'exemple. Mais sera-ce suffisant ? Nous croyons également, qu'il faudra parvenir à nous doter du sens social, c'est-à-dire à subordonner notre intérêt particulier à l'intérêt général, être convaincus que la loi doit être respectée et que la liberté sans la responsabilité est le contraire du bon ordre dans la cité. Il conviendra enfin que nous organisions rationnellement et scientifiquement la démocratie.

*
* *

Si, en effet, la crise, dont nous n'avons voulu retenir que quelques aspects, est une crise de moralité générale en partie consécutive à la guerre, elle a des causes profondes, dont le processus s'est développé bien longtemps avant les hostilités, et elle est, au vrai, la crise de la démocratie. Il convient, en premier lieu, d'apporter à notre organisation politique les remaniements que l'expérience a révélés nécessaires, de réaliser la revision dont M. Millerand a eu grandement raison d'indiquer l'utilité. Mais il faudra ensuite reviser notre fausse conception de la démocratie. On dirait que nous avons à cœur de justifier l'opinion de Renan

sur l'antinomie des « machines démocratiques » avec la politesse, c'est-à-dire leur inaptitude à former des Etats policés, où tout est à sa place en concordance avec les lois qui régissent les organismes et la civilisation. Il sera donc indispensable de nous débarrasser de notre « ambiance de sensiblerie ». Qu'on entende bien que nous ne voulons pas dire par là que nous devons nous opposer à l'amélioration du sort du plus grand nombre. Mais nous croyons qu'elle doit être réalisée dans la légalité, avec le respect des droits de chacun, et, par conséquent, dans un strict sentiment de justice et en dehors de toute surenchère. Le sens de la mesure, qui n'a subi chez nous qu'une éclipse passagère, nous y sera d'un secours précieux.

Au surplus, cette nécessité d'une organisation rationnelle et scientifique de la démocratie est apparue avec tant de force que toute une pléiade de chercheurs généreux s'est déjà mise à l'œuvre pour en définir les données et en spécifier les conditions. Il s'agit d'organiser, comme l'écrivait récemment M. Guy Grand, « l'Etat démocratique que nous n'avons pas encore, qui est en voie de réalisation, mais qui est le seul cadre susceptible de coordonner la tradition et le progrès ». C'est-à-dire que le problème consiste à harmoniser ce qui a fait la France grande et forte dans le passé avec les aspirations du progrès démocratique. Alors, la crise de la démocratie n'aura été qu'une crise de croissance qui nous permettra de marcher vers un avenir meilleur.

Louis NARQUET.

JUSTICE

(*Nouvelle*)

C'était après le dîner, à l'heure des cigares et des petits verres, dans l'engourdissement des digestions, dans le léger trouble des têtes. Le fumoir s'ouvrait sur une terrasse, devant une pelouse en pente qui dévalait vers la Seine. La lune argentait le fleuve; l'air était d'une douceur incomparable; l'ombre des arbres dormait sur le gazon.

Les femmes causaient dans le salon voisin, dont la porte grande ouverte laissait passer le bruit des voix qui se perdait dans la solitude du parc.

Les fumeurs étaient silencieux. Soudain l'un d'eux demanda :

— Avez-vous lu le livre du docteur Rollin?

Plusieurs de ces messieurs répondirent oui en même temps, et parmi eux, le médecin de la localité, un homme de trente-cinq ans, grand et robuste, de mine énergique et marié depuis un an à la plus jolie femme du monde.

— Si je l'ai lu!... Je l'ai lu et relu, ajouta-t-il avec enthousiasme.

Et il jeta en souriant un coup d'œil vers le maître de la maison.

— Inutile de vous demander, reprit le fumeur, si vous partagez l'avis de votre confrère! Après une déclaration faite sur ce ton...

— Allez-y, mon cher, dit au médecin l'amphitryon, ancien notaire parisien, qui habitait deux mois chaque année, le beau domaine dans lequel il recevait ses amis ce soir-là. Edifiez ces messieurs. Cela vous fera tant de plaisir!...

— Vous n'en auriez peut-être pas moins à me contredire devant eux, cher maître, répliqua le médecin.

On comprit que les deux hommes avaient déjà discuté ensemble les théories du docteur Rollin et pour remettre plus sûrement le feu aux poudres, quelqu'un s'avisa de dire :

— Pourvu que le Sénat ne vote pas la nouvelle loi sur la responsabilité des criminels! Ce fatras de médecine, de philosophie et de sensiblerie...

Il n'en fallut pas davantage pour que le médecin reprît pour son compte les théories de son confrère. Pour un peu, à l'entendre, on eût pensé qu'il n'y avait plus de criminels, mais des fous, des demi-fous, des quarts de fous peut être, auxquels il fallait l'asile et non le bagne. Les assassins, les voleurs devenaient plus à plaindre que leurs victimes, car ils n'étaient, à de rares exceptions près que des malheureux, tarés, victimes eux-mêmes d'un atavisme fatal. Leur culpabilité devait s'établir avec d'infinies précautions, et en tenant compte, avant tout, de leur propre état physiologique et de celui de leurs ascendants. Comment en effet déclarer simplement coupables, des hommes que l'on ne peut médicalement considérer comme entièrement responsables des actes pour lesquels ils sont déférés aux tribunaux?

Là-dessus le maître de la maison répliqua :

— Sans doute il est naturel que le médecin

soit consulté par les juges, dans la mesure qu'impliquent les termes de l'article 61 du Code pénal, c'est-à-dire pour déclarer si l'accusé était ou n'était pas en état de « démence au moment de l'action ». Mais que son rôle s'arrête là. La Justice n'en demande pas davantage. La sensiblerie peut seule se montrer plus exigeante. A quoi bon cette recherche de tares physiologiques, d'antécédents morbides chez un assassin, par exemple, qui de l'avis du médecin n'était pas fou au moment du crime? Pourquoi vouloir quand même l'innocenter ou du moins réduire sa responsabilité, en un mot en faire un demi-fou? Il faudrait qu'un accusé fût extraordinairement sain de corps et d'esprit et ses ascendants également, pour que vous ne découvrissiez point en lui ou en eux la moindre tare en sa faveur, et d'autre part, que gagnerez-vous à cette découverte, je vous prie? Le docteur Rollin prétend qu'en tenant dans un asile « jusqu'à guérison », l'accusé auquel le médecin aura reconnu une tare physiologique quelconque, la société évite qu'il ne commette un second méfait, ce qui pourrait arriver si l'on se contentait de le punir de prison et de le relaxer au bout d'un temps plus ou moins long. D'abord c'est dire qu'il n'y aura que des malades, car je le répète, ils seront rares ceux chez qui l'on ne pourra rien découvrir de morbide; en outre je demande si les médecins guériront cette tare, puisque tare il y aura, que l'accusé a hérité d'un ascendant éloigné et quels seront les soins qu'ils prescriront? Il s'agit bien d'un instinct malfaisant, d'une impulsion qui échappe à la conscience de l'individu? Eh bien! quel remède plus efficace que la crainte du châtiment, qui agit aussi sans l'aide du raisonnement, opposerez-vous à cet instinct? Plus l'individu sera taré, plus il justifiera l'emploi d'un tel remède. Il réussit bien auprès des animaux...

Le médecin se récria. La discussion engagée ne tarissait plus. Le fumoir s'était divisé en deux camps, celui du notaire de beaucoup le plus nombreux, et celui du docteur. Chacun apportait son argument ou soutenait son chef de file de son approbation hautement formulée.

Ces messieurs menaient un tel tapage que les dames, intriguées, voulurent voir de quels gestes s'accompagnait cette éloquence; elles vinrent par la terrasse jusqu'à l'entrée du fumoir et la femme du médecin arriva juste à point pour entendre son mari s'écrier, en se tournant vers le notaire :

— Je vous déclare, cher maître, que si l'auteur du meurtre commis ici il y a trois ans avait été retrouvé et que j'eusse été consulté à son endroit, au moindre symptôme de tare physiologique, que j'eusse découvert en lui, je ne me serais pas contenté de le communiquer aux juges, j'aurais dit, qu'à mon avis, cet homme était irresponsable, du moins en partie.

— Et vous l'eussiez fait mener à Charenton, plaisanta le notaire.

— Certainement. Quoi! un homme qui étrangle une femme et, après en avoir odieusement abusé, j'en conviens, lui coupe sa chevelure et la répand à terre... rien que devant ce fait, ne peut-on pas présumer que cet homme est fou?

— Pas assez fou cependant, remarqua l'amphitryon, pour n'avoir pas su dépister la police. Car il a joliment escamoté le châtiment qu'il méritait et même le cabanon confortable que vous lui réserviez et qu'il a dédaigné, l'ingrat!

Le médecin allait riposter, quand le fumeur dont la réflexion avait provoqué le débat lui demanda froidement :

— En votre âme et conscience, Docteur, si la victime du meurtre que vous venez de rappeler avait été une de vos parentes, une personne qui vous fût chère enfin, et qu'on vous eût consulté, est-ce l'asile ou le bagne que vous eussiez demandé pour le meurtrier?

La question était si inattendue que tout le monde en fut saisi. Mais le médecin répondit d'un ton indigné :

— Me jugez-vous donc capable, Monsieur, d'agir contre ma conscience pour me venger?

— Agir contre votre conscience pour vous venger, non certes, reprit l'autre en souriant, mais agir contre la loi pour vous faire à vous-même justice, mille fois oui. C'est le sort des lois qui vont contre le bon sens, d'être tournées et rejetées pour d'autres qu'on se fait à soi-même à côté. Celle que vous prônez, Monsieur, à la suite du docteur Rollin, nous ramènera au lynchage plus sûr dorénavant que le verdict des juges et à la justice privée, épouvantable celle-là, au lieu de l'autre qui, je vous le concède, n'est pas parfaite.

— La justice privée, objecta le docteur, engendre le crime, vous le savez comme moi.

— Vous l'avez dit, repartit l'interlocuteur, elle engendre le crime, et d'autant plus sûrement que l'idée de crime disparaît vite quand l'idée de châtiment semble pouvoir la remplacer.

La plupart des femmes se rallièrent à cet avis

et les partisans du médecin se sentant battus n'eurent plus envie de répliquer. Tout le monde alors passa dans le salon.

*
* *

Trois mois plus tard, un après-midi de novembre le médecin alla pour affaire à Paris, et comme il prévoyait ne rentrer qu'assez avant dans la soirée, il recommanda à la domestique qui restait avec sa femme de n'ouvrir à quiconque sonnerait, qu'après s'être enquise du nom du visiteur; car le mari de la bonne qui remplissait habituellement les fonctions de jardinier avait dû se rendre en province pour quelques jours, et les deux femmes demeuraient seules à la maison, située à la limite de la localité sur une route peu fréquentée. Le médecin avait choisi en se mariant cette habitation parce qu'elle comportait un jardin plus vaste que ceux qu'il eût trouvés au centre. D'ailleurs le pays était tranquille, et de mémoire d'homme rien de grave ne s'y était passé avant ce crime dont on avait parlé chez le notaire et qui remontait à trois ans.

Or il y avait dans le voisinage et sur la même route, une masure entourée de quelques mètres de jardin et dans laquelle logeait une vieille femme malade, qui venait ordinairement aider au service chez le docteur. Celui-ci la visitait gratuitement et même payait les remèdes. En outre sa femme envoyait tous les jours la domestique auprès d'elle.

Ce jour-là, la bonne, retenue par son ouvrage plus tard que de coutume, ne put aller chez la malade qu'à la nuit. Elle fut surprise de trouver sur le seuil un veston de drap, véritable défroque usée jusqu'à la corde et sans couleur, qui paraissait avoir été jetée par un mendiant par-dessus la barrière qui bordait la route. Elle le poussa du pied dans la pièce où la vieille était déjà couchée et après avoir allumé une lampe, elle le prit entre deux doigts et l'examina non sans dégoût, à bout de bras.

La malade suivait des yeux son manège et quand elle distingua le vêtement d'homme :

— Ah! fit-elle d'un ton contrarié, moi qui ne voulais pas vous dire...

— Qu'on vous avait fait ce cadeau, interrompit la bonne en riant.

— Non, reprit l'autre, mais que depuis trois nuits un vieux chemineau dort sous le hangar, là, contre le mur.

— Comment! s'écria la bonne, vous logez un chemineau? Vous voulez donc vous faire assassiner? Puis effrayée par ses propres paroles, elle jeta instinctivement un coup d'œil autour d'elle et déclara : — Je ne remets plus les pieds chez vous, vous savez!

— Que voulez-vous que craigne une vieille et pauvre femme comme moi?

— Mais à quoi pensez-vous? Allez-vous me donner des raisons? Vraiment, a-t-on idée de loger un chemineau chez soi! Comment cela est-il arrivé?

— Il a frappé un soir à ma porte et de mon lit j'ai demandé : qui est là? Il m'a répondu : « Un malheureux qui vous prie de le laisser passer la nuit sous le hangar, parce qu'il pleut à verse. » J'ai permis. Le lendemain matin, je vis sa figure appuyée contre la vitre. Lorsqu'il put distinguer l'intérieur de la chambre et qu'il m'aperçut, il me remercia. Puis il partit. Le soir il revint. Même prière. Même remerciements le lendemain, et ainsi encore hier soir et ce matin. Il aura laissé tomber ce vêtement du sac qu'il porte sur le dos.

— Mais où va-t-il? Que fait-il le jour? demanda la bonne.

— Il mendie sans doute. Peut-être est-il allé chez vous.

— Comment est-il?

— Autant que j'ai pu voir, il est petit, mais large d'épaules. Il m'a semblé que sa barbe était rousse encore par endroits.

— Je sais, dit la bonne, qu'un mendiant a sonné ces jours-ci à la maison, et que Madame, qui justement ouvrait la porte pour sortir, lui a fait honte de mendier à son âge. « Croyez-vous, Maria, m'a dit Madame, cet homme qui n'a pas cinquante ans je suis sûre, qui n'a l'air ni bête, ni malade et qui mendie! N'est-ce pas honteux? » Je souhaite que ce ne soit pas le même, car vous seriez mal tombée. En tout cas j'en parlerai à Madame et nous verrons. En attendant, je vous dis, moi, que vous avez tort. Voyons, où en êtes-vous? Combien de temps êtes-vous restée levée aujourd'hui? Avez-vous pris votre potion?

Et tout en mettant un peu d'ordre dans la chambre, Maria, d'un air entendu, questionnait la malade comme l'eût fait son maître lui-même.

*
* *

Pendant ce temps le docteur, dont les affaires à Paris n'avaient pas traîné, rentrait chez lui plus tôt qu'il ne l'avait prévu. Impatient d'avertir sa femme de son retour, il sonna et

en même temps, tirant de sa poche un trousseau de clefs, il ouvrit la petite porte prise dans la grille même. Personne, ni la bonne ni sa femme, ne vint au coup de sonnette. Cependant il voyait, au rez-de-chaussée, de la lumière filtrer à travers les persiennes des fenêtres de la salle à manger. Il n'était pas admissible que les deux femmes fussent dans cette pièce, car elles l'eussent entendu sonner? Aucune lumière n'apparaissait ailleurs.... « Parbleu! pensa-t-il, elles sont là, mais comme elles ont peur, elles n'osent pas bouger. » Et il eut envie d'aller resonner par plaisanterie.

— Allons! c'est moi, rassurez-vous, dit-il en se décidant à entrer dans le vestibule.

Et il ouvrit la porte de la salle à manger.

Mais là encore rien ne bougea. Le gaz était allumé. Au premier coup d'œil il remarqua seulement que la fenêtre qui donnait sur le fond du jardin était ouverte et qu'une chaise était renversée. Il fit un pas le long de la table et par terre, de l'autre côté, il vit des pieds, un corps étendu.... Horreur! Sa femme à demi-nue, les vêtements arrachés, le visage tuméfié, les yeux hors de la tête... Sur son cou des marques bleues indiquaient clairement qu'on l'avait étranglée. Il recula devant l'atroce spectacle, se prit la tête dans les mains et demeura hébété, étourdi, comme assommé du coup. Enfin il s'aperçut que la chevelure blonde de sa femme était dénouée, et soudain il vit quelque chose de sombre engagé dedans. Il fait un effort instinctif pour distinguer l'objet et reconnaît des ciseaux, une paire de ciseaux rouillée, entrée dans la masse épaisse des cheveux... Alors la vision positive qu'il a sous les yeux fait place à des images fugitives évoquées par des souvenirs confus.... Mais à force d'attacher son regard sur les ciseaux, le voile tendu devant sa mémoire se déchire et il se souvient... Il s'appuie à la table, comme frappé une seconde fois. Mais le sang lui monte au visage; il se penche en avant, se redresse, s'avance d'un pas, revient, comme si une force surhumaine lui défendait d'approcher du cadavre... Enfin ses traits se durcissent, sa physionomie exprime d'implacables pensées, d'inexorables résolutions et tout à coup il saisit les ciseaux, les met prestement dans sa poche, s'assure qu'ils n'ont pas commencé leur œuvre, et alors seulement, il embrasse le corps à pleins bras et le couvre de baisers et de larmes...

.....

Grâce au signalement que fournit la vieille voisine du docteur, l'assassin fut arrêté.

Le tribunal revint sur le meurtre commis dans le pays trois ans plus tôt et le chemineau avoua en être l'auteur. Son avocat exploita très habilement le fait de la chevelure coupée et répandue sur le sol pour plaider l'irresponsabilité, mais comme cette fois rien d'analogue n'avait été constaté, il fut condamné à mort.

Il jura qu'il avait encore tenté de couper les cheveux de sa victime, avec des ciseaux qu'on avait dû trouver dans la salle à manger, et qu'il avait abandonnés en entendant sonner; mais les juge ne furent point dupes de ce dire qui, en cas d'exactitude, eût ajouté un grand poids à la plaidoirie de l'avocat et provoqué sans doute un nouvel examen du médecin légiste...

André Dubosco.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'ÉCHEC D'UNE FÉODALITÉ INDUSTRIELLE

Nous vivons en pleine révolution, et nous assistons, témoins étonnés et tâtonnants, à une transformation du monde qui n'est guère comparable qu'à la ruine de l'Empire romain; n'oublions pas que l'immense phénomène historique qui tient vingt pages de manuel scolaire mit plusieurs siècles à s'accomplir. Mais ce que l'époque où nous sommes apporte de nouveau dans l'histoire humaine, c'est que le phénomène est universel, qu'il touche tous les peuples de la terre. Dans chaque pays, il revêt une forme différente, mais au fond, la révolution russe, comme la révolution fasciste, l'agonie de l'Empire allemand, et l'inquiétant état de malaise qui règne en Angleterre et même en France ne sont que des réactions spasmodiques provoquées par une crise sociale qui a, pourrait-on dire, quelque chose de tellurique. Chaque peuple essaye de la résoudre à son profit sous peine de mériter le reproche d'impérialisme,

parce que ce qu'on appelle impérialisme chez les autres n'est souvent qu'une manifestation de leur volonté de vivre. Leurs réussites ou leurs échecs sont pleins d'enseignements.

J'ai essayé de montrer naguère dans cette Revue l'intérêt général que présentait à ce titre l'œuvre de rénovation nationale tentée par M. Mussolini; l'échec de la féodalité industrielle allemande auquel nous assistons n'est pas moins digne de retenir l'attention.

***

Ceux qui essayent de donner un sens aux événements contemporains, et que l'immense bouleversement provoqué dans le monde entier par la guerre, puis par la Révolution russe, inquiète pour l'avenir de la civilisation, ont suivi avec intérêt quelques phénomènes économiques et sociaux qui se sont produits à peu près simultanément un peu partout en Europe et en Amérique et qui tendaient à substituer aux démocraties parlementaires une aristocratie industrielle. Etant donnés les besoins de plus en plus compliqués et de plus en plus étendus des masses humaines, en effet, il paraissait logique que les maîtres de la production fussent les maîtres de l'heure. Les peuples les plus prospères ne doivent-ils être ceux qui pourront le mieux régler leur travail et leurs échanges? Telle est la forme moderne de la richesse. Or, l'échec économique du régime soviétique ayant démontré l'impuissance du marxisme, et l'incohérence des mesures prises par nos Etats à forme démocratique et libérale pour enrayer les crises économiques et monétaires ayant mis en lumière la nécessité d'une organisation nouvelle des rapports entre l'économique et le politique, on avait pu assez légitimement se demander si le salut de la civilisation ne viendrait pas du gouvernement par une aristocratie de producteurs.

En fait, cette aristocratie s'est constituée dans tous les pays, et elle exerce une puissance occulte qui sert de thèmes faciles et littéraires à tous les partis de gauche et d'extrême-gauche. « L'indignation n'est pas un état d'esprit politique », disait Bismarck; ce n'est pas non plus un état d'esprit scientifique. Il est naïf de s'insurger contre un phénomène aussi général. Si l'industrie se concentre à la fois verticalement et horizontalement, comme disent les Allemands, si le régime des consortiums, des cartels, des trusts, s'est généralisé à ce point qu'il s'est imposé au monde entier, c'est apparemment qu'il était une nécessité de l'évolution, sinon du progrès. Comme le dit très justement M. Robert de Jouvenel, dans un petit livre plein d'idées et de vues fécondes, qu'il vient de publier sous ce titre paradoxal *Feu l'Etat* (1), « on ne saurait concevoir une politique qui, pour mettre fin au régime de la féodalité contemporaine, prétendrait dissocier les intérêts qui se sont spontanément rejoints, voire interdire à ces organisations légitimes, et peut-être nécessaires, la participation à la puissance publique ». Mais M. Robert de Jouvenel ajoute : « Par contre, on ne concevrait guère mieux, que l'Etat, spectateur indifférent, assistât à la conquête de tout le pouvoir économique et politique par quelques consortiums qualifiés pour représenter des intérêts restreints mais inaptes à saisir l'intérêt général. »

Fort bien, mais ces consortiums sont-ils inaptes à saisir l'intérêt général?

Certains hommes qui les représentent, ou qui passent pour les représenter dans le monde politique, ne le pensent certes pas. Ils sont prêts à saisir le pouvoir, et croient de bonne foi qu'on pourra remettre le monde en état, comme on renfloue une société anonyme par une augmentation de capital.

Toujours est-il que, dans une grande partie de l'opinion, où s'était propagé le dégoût des mœurs politiciennes, et où l'on avait été vivement frappé de l'impuissance des hommes d'Etat qu'on avait jugés les plus expérimentés et les plus habiles, l'impression, encore un peu vague, s'est répandue que, dans la crise économique actuelle, c'est aux hommes venus du monde économique au monde politique qu'appartient l'avenir.

On a fondé sur eux d'immenses espoirs; ils devaient substituer le réalisme au verbalisme, la sincérité brutale des affaires aux mensonges endormants de la politique; en eux reposaient les dernières réserves d'énergie de cette classe bourgeoise qu'on a cru si souvent sur le point de s'abandonner et de faire sa nuit du 4 août. Et ceux qui croient à l'avenir mécanique et scientifique aussi bien que ceux qui se leurrent sans cesse de l'espoir de refaire le passé se sont rencontrés dans une confiance égale en l'industriel sauveur. Or nous venons d'assister en Allemagne à la main-mise d'une véritable féodalité industrielle sur les affaires de l'Etat et à son échec le plus complet...

(1) Ferenczi éditeur.

⁂

C'était un magnifique édifice politique que l'Etat allemand, tel que l'avait fait le rude génie de Bismarck. Au faîte, la monarchie prussienne, et la dynastie des Hohenzollern, appuyée sur une administration admirablement disciplinée, et recrutée presque toute entière dans cette classe des junkers prussiens qui était devenue une véritable classe politique, ayant sa psychologie particulière, sa tradition, sa mystique, cadre vigoureux de cette Allemagne amorphe, et qui a toujours manqué, à un point inouï, d'éducation et de sens politique. Puis, au-dessous de cette aristocratie administrative et militaire, une classe intellectuelle, une « intelligenzia », fort honorée, fort bien payée, mais ayant abdiqué toute indépendance aux mains de l'Etat. Puis, encore sur le même plan, une classe industrielle et commerçante, recrutée comme la classe intellectuelle dans toute l'Allemagne, et qui, grâce à d'incontestables qualités d'ordre, de labeur et d'organisation, grâce aussi à l'intelligente protection de l'Etat, qui, par sa puissance, sut imposer aux autres peuples le « dumping », s'était prodigieusement enrichie. Enfin, à la base de l'édifice, l'immense peuple des travailleurs, gorgés de bien-être matériel, disciplinés dans les syndicats chrétiens et socialistes, qui canalisaient fort heureusement l'éternelle revendication sociale.

Mais l'armature de la construction, la force intelligente qui lui donnait la vie, c'était uniquement l'armée et l'administration prussienne. Or, cette armée et cette administration devaient leur force et leur prestige à la victoire, à la victoire de 1870. Aussi la bataille de la Marne, et l'échec de la guerre « fraîche et joyeuse » furent-elles pour elles, un coup mortel.

On ne le voit nettement qu'aujourd'hui et d'abord personne, ou presque personne ne le soupçonna de ce côté ci des lignes, mais à partir de ce moment, toute la conception bismarckienne est ébranlée. La clé de voûte s'effrite, les murs se lézardent. L'Empire fait encore illusion de loin; il semble ne rien avoir perdu de sa force agressive. Ceux qui connaissent les ressorts cachés de la machine savent que rien ne pourra arrêter sa désagrégation.

Que reste t il alors de l'édifice impérial? L'intelligence a si complètement abdiqué toute indépendance au profit de l'Etat qu'elle ne songe même pas un instant à revendiquer un rôle; n'est-il pas caractéristique que, parmi les hommes qui ont essayé de sauver l'Etat allemand depuis la défaite, pas un ne soit venu du monde universitaire? La seule force qui demeura intacte, dans l'Allemagne désemparée de 1918, c'est l'industrie.

⁂

Elle avait largement profité de la guerre, cette industrie, comme l'industrie de tous les pays belligérants, d'ailleurs. L'extraordinaire effort qu'elle avait fait pour alimenter deux fronts pendant près de quatre années, lui avait valu d'immenses profits qui lui avaient permis d'accentuer le mouvement de concentration commencé quelques années avant 1914. L'Allemagne fut le premier pays d'Europe où le système des cartels, des ententes à la fois horizontales et verticales (c'est-à-dire des ententes qui groupent des industries de même nature ou des industries différentes, mais concourant à la même production) ait été pratiqué en grand. Aussi, au moment de la débâcle, toutes les forces industrielles de l'Empire étaient-elles concentrées en quelques mains, oligarchie puissante et orgueilleuse, où se rencontraient d'ailleurs des hommes de premier ordre comme Walter Rathenau, ou ce Hugo-Stinnes, qui, dans la légende, incarne toute cette classe de grands féodaux industriels.

Sous le masque d'une République démocratique, qui ne fut jamais ni républicaine ni démocratique que de nom, cette oligarchie se saisit du pouvoir de fait, et sauf quelques rares apôtres socialistes, la plupart des survivants de l'époque héroïque du socialisme, personne ne s'insurgea contre ce pouvoir. On lui a prêté le dessein d'accentuer le désordre dont souffrait l'Allemagne et l'Europe afin d'affermir définitivement sa puissance, comme l'aristocratie féodale du XIIe siècle affermit la sienne à l'époque du grand interrègne. La sombre imagination de quelques-uns des dirigeants de l'économie allemande a t elle fait éclore cette idée? On l'a vue poindre dans certains écrits, mais peut-être cette tentative des magnats industriels d'édifier leur fortune sur la ruine des finances publiques vient-elle de l'Etat lui-même, désireux avant tout d'échapper aux conséquences du traité de Versailles. Peut-être aussi était-ce une inéluctable fatalité économique, développement naturel d'un système social où la vie industrielle est depuis longtemps intense, tandis que la vie politique y demeure encore embryonnaire.

Toujours est-il que personne ne peut nier que

c'est aux efforts combinés de l'Etat et des industriels allemands que sont dues la prodigieuse inflation pécuniaire et la déroute des changes auxquelles nous assistons. On a prétendu qu'au point de vue purement économique la manœuvre était habile, la baisse du change allemand constituant une véritable prime à l'exportation. Les milieux industriels anglais en ont été fort effrayés, mais le résultat est patent : la production allemande est ruinée comme tout le reste.

« On sait aujourd'hui, dit M. Robert de Jouvenel à quelles conséquences désastreuses un pareil système aboutit : la classe ouvrière allemande est, même relativement, la plus mal rétribuée du monde; les classes moyennes ont, pour ainsi dire, disparu, et les professions libérales sont le plus directement atteintes; quel que soit le bénéfice prélevé par le commerce, le prix de vente risque le plus souvent de demeurer au-dessous du prix de remplacement; l'industriel même n'est pas assuré de retrouver dans la vente de l'objet fabriqué le moyen de récupérer le prix de la matière première étrangère nécessaire à de nouvelles fabrications. En définitive, les exportations ne cessent de baisser, et jamais la balance commerciale de l'Allemagne n'a été aussi tragiquement déficitaire. Seule, l'agriculture est prospère dans un pays que, du temps du chancelier de Caprivi déjà, son agriculture ne suffisait pas à nourrir. La plupart des entreprises sont en déficit, et celles mêmes qui distribuent des dividendes à apparence fastueuse — l'A. E. G. distribue 40 %, dit M. Poincaré — ne restituent pas à leurs actionnaires à titre d'intérêt, si l'on tient compte du taux des changes, la deux centième partie du capital qui leur a été versé. Les seules grandes fortunes qui s'édifient et qui sont, en effet, dans la plupart des cas celles de quelques grands industriels, ne sont point fondées sur les bénéfices de la production, mais sur ceux de la spéculation.

« A Berlin, les établissements de plaisir sont envahis, parce que nul n'a intérêt à économiser de l'argent qui se déprécie heure par heure; mais dans aucune grande capitale, on ne rencontre moins d'automobiles, car c'est là que la fortune est le plus rare. L'Allemagne, prodigieux chantier, capable de produire toutes les richesses, est devenue une nation pauvre, précisément pour avoir cru que les citoyens pouvaient s'enrichir contre l'Etat, et que les égoïsmes particuliers pouvaient s'affranchir du contrôle de l'intérêt général que l'Etat devait représenter. »

Cette constatation est bien le plus terrible argument qu'on puisse produire, sinon contre le gouvernement de toute aristocratie industrielle, du moins contre le gouvernement de l'aristocratie industrielle allemande. En vérité, l'échec est complet, et d'autant plus significatif que de toutes les oligarchies industrielles européennes, l'oligarchie allemande était la plus fortement organisée.

***

A quoi tient cet échec?

D'abord, évidemment, à l'énergie que la France a montrée, enfin! dans ses justes revendications. L'occupation de la Ruhr a jeté, dans l'économie allemande, un trouble profond. Elle a frappé dans ses œuvres vives cette aristocratie industrielle qui devait une part de son prestige à ce qu'elle s'était tacitement engagée à rétablir l'Etat allemand dans sa force et sa puissance. Mais ce n'est pas là la seule raison qui ait déterminé la fin de l'aventure. L'échec de l'aristocratie industrielle allemande est dû avant tout à ce qu'elle a manqué de véritable désintéressement, à ce qu'elle est apparue trop nettement aux yeux des masses comme une force de classe, à ce qu'elle a bien plus songé à asseoir sa puissance sur les ruines de l'Etat qu'à sauver l'Etat. Les grands industriels allemands ont cru, peut-être de bonne foi, qu'ils étaient à eux seuls toute l'Allemagne; ils se sont imaginés, comme cet industriel français (cité par M. de Jouvenel), que des intérêts qui faisaient un tel volume que les leurs se confondaient avec l'intérêt public. Dans la lutte qu'ils avaient entreprise contre la France, ils faisaient bon marché des intérêts immédiats et de l'endurance économique de leurs compatriotes moins armés qu'eux. L'homme économiquement fort ne sait généralement pas ce que c'est que « le lait de la tendresse humaine »; l'Allemand, dont la civilisation a toujours manqué de douceur, est peut-être encore plus fermé que les autres à ces sentiments humains. Mais les facteurs sociaux ne sont pas des facteurs abstraits. Le travailleur allemand, si résigné soit-il, est un être vivant dont la passivité n'est pas infinie; il ne se révolte pas encore mais il refuse de servir des desseins qu'il ne comprend pas. Une classe sociale quelle qu'elle soit ne légitime son pouvoir que par les services qu'elle rend à la communauté; l'aristocratie industrielle allemande a prétendu que sa manœuvre catastrophique a empêché l'étranger de mettre la main

sur l'économie nationale, mais les Français sont dans la Ruhr; les usines sont obligées de fermer faute de matières premières; les ouvriers souffrent de la faim; le crédit public est tombé aussi bas qu'en Russie; les classes moyennes ont pour ainsi dire disparu. En vérité le bilan est admirable!

La situation aurait-elle pu être sauvée? qui sait? En tout cas les magnats de l'industrie porteront la peine de leur échec. Le peuple leur reprochera toujours de n'avoir songé qu'à eux-mêmes et d'avoir été incapables de vivre assez loin et assez haut pour faire au salut commun les sacrifices indispensables. C'est une leçon à mettre sous les yeux de la classe industrielle française. Renan entrevoyait l'avenir idéal des sociétés humaines dans le règne d'une aristocratie intelligente; mais il mettait à son pouvoir une condition : le désintéressement.

L. Dumont-Wilden.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

LE DÉSÉQUILIBRE DU MONDE(1)

C'est un des spectacles les plus pathétiques de l'heure présente que l'effort de l'intelligence pour se rendre maîtresse de la réalité. Effort d'un immense intérêt théorique et pratique. L'esprit est engagé d'honneur à découvrir le sens des problèmes singuliers qui tourmentent l'humanité, mais aussi bien le sort de chacun de nous — du plus modeste au plus favorisé — dépend-il du succès ou de l'insuccès de cette exploration, et des conséquences qui en découleront nécessairement. Théorie et pratique se rejoignent, s'additionnent et leur total figure l'ensemble tragique des alternatives où nous sommes engagés. Le temps n'est plus des constructions arbitraires et des rêves incertains; il faut penser pour vivre; l'erreur et la chimère encourent de terribles répressions; le vice de l'idée déchaîne sur nous le désastre immédiat. Nous vivons en un temps où il faut retourner la formule traditionnelle, si illusoire : « primo vivere, deinde philosophari. » Notre temps manque surtout d'une philosophie, c'est-à-dire d'un ensemble de concepts cohérents, clairement intelligibles, liés aux conditions présentes de notre vie et mettant l'évidence au service de l'action.

Telle le chœur d'une tragédie antique, la foule implore les héros et les dieux. Sa faiblesse ne sait pas susciter l'homme de génie secourable. Sa voix n'émeut qu'une cohorte de docteurs ès-sciences particulières, également myopes, également prisonniers de disciplines indéfiniment fragmentées, unanimement incapables d'embrasser un trop vaste chaos et d'en extraire les lois d'un univers habitable.

Au surplus, nulle formule magique ne nous tirera d'embarras; l'intelligence humaine procède avec lenteur, et le génie lui-même ne parvient à construire qu'après une longue période analytique.

Nous n'avons pas dépassé ce stade de l'analyse; tout diagnostic sur l'avenir immédiat du monde et de la société serait prématuré. Parmi tant de travaux et de méditations que suscite l'universelle angoisse, il n'est de réellement valables que les parties d'observation et les témoignages méthodiquement calqués sur les faits certains.

Une vaste enquête, et qui s'étend à tous les domaines de l'activité de l'espèce, voilà donc l'occupation du moment; chacun y apporte ses tendances particulières, l'appoint de ses connaissances, de sa pénétration et de sa logique; seuls les prophètes paraissent négligeables; nous sommes avides de classement, d'ordre, d'exactes définitions et de vérités démontrées.

Entre tous ces chercheurs passionnément attachés à une œuvre de salut — de salut public — le Dr Gustave Le Bon mérite la faveur d'une exceptionnelle attention.

*
* *

L'autorité du Dr Gustave Le Bon a grandi dans une atmosphère de bataille; exaltée par certains, glorifiée en de nombreux milieux de France et de l'étranger — tel Jean Jacques, des chefs d'Etat sont venus le consulter — elle est ailleurs dédaignée, voire contestée: le Docteur Gustave Le Bon n'a jamais tenté d'apaiser ces oppositions; son intransigeance volontiers sarcastique ne craint point les allures provocatrices. Il fait sonner très haut son titre de sa-

(1) Dr Gustave Le Bon. *Le Déséquilibre du monde.* (1 vol. de la Bibliothèque de philosophie scientifique — Flammarion.)

vant indépendant; titre en effet remarquable, et que l'on ne voit pas si communément revendiquer en France. Indépendant, il l'est de toutes manières, et d'abord à l'égard de la science patentée et en quelque sorte officielle. A cette science qui se pare des sanctions de l'Etat et des Académies, il ne ménage ni les brocarts ni le défi. Et je crois bien que cette audace lui procure ses plus vives joies et qu'il y puise sa plus grande fierté... Mais il n'est pas moins indépendant — et ceci nous importe davantage — à l'égard des idées admises, des doctrines et de tout ce qui subsiste de croyance arbitraire dans l'esprit de nos contemporains.

Homme d'opposition, briseur d'idoles, le Dr Gustave Le Bon aimerait qu'on mît d'abord en lumière ce trait de sa physionomie.

Nous nous y refuserons d'autant moins que ce tempérament intellectuel si marqué se reflète dans toutes ses œuvres et ajoute à ses plus austères travaux un attrait de piquante polémique.

L'âge n'a point tempéré cette fougue dont le docteur Gustave Le Bon n'a jamais tenté de modérer les éclats. Le docteur Gustave Le Bon est l'un des doyens de notre monde intellectuel; il fonce avec la même ardeur qu'au temps de sa jeunesse sur ses éternels ennemis, l'esprit de chimère, l'idéalisme aveugle, le dogmatisme autoritaire basé tantôt sur la superstition des foules et la routine, tantôt sur la parole faillible de maîtres imprudemment affirmatifs.

Il trace un vaste tableau de ce déséquilibre du monde qui menace de devenir chronique. Après tant d'autres, il dresse le catalogue de nos misères, il nous offre une description complète de nos souffrances et de nos plaies... Complète, je ne sais, car tout justement nous ne connaissons point la redoutable étendue de nos maux. Mais enfin peut-être fallait-il la vaste expérience de ce sociologue et de cet homme de science pour embrasser un aussi large ensemble de réalités sociales.

Attiré d'abord par les sciences de la nature, retenu ensuite par la sociologie, le Dr Gustave Le Bon a vécu une double carrière d'expérimentateur et de psychologue; ses retentissants ouvrages ont intéressé successivement les physiciens et les chimistes, les historiens et les politiques; il a résumé sa philosophie dans *La Psychologie des foules*. Déterminisme des phénomènes naturels, complexité irrationnelle des phénomènes humains, tels sont les deux pôles de sa pensée. Rarement vit-on chercheur aussi capable d'unir, de compléter et de corriger l'une par l'autre deux méthodes qui se nuisent parfois en empiétant sur leurs domaines respectifs, l'une réalisant l'absolu de l'exactitude, l'autre condamnée à interpréter dans le relatif une réalité mouvante et souvent insaisissable. Accoutumé à parcourir deux plans dont les perpétuelles interférences brouillent nos vues et déterminent les plus fâcheuses confusions, le Dr Gustave Le Bon était ainsi préparé à distinguer mieux que la plupart de nos contemporains les éléments divers de notre situation présente. L'esprit géométrique et l'esprit de finesse doivent être interrogés tour à tour en un monde où la matière et les forces psychiques se livrent dans la nuit de redoutables combats; à l'un et à l'autre le Dr Gustave Le Bon prête une voix claire et distincte en sorte qu'il nous fait assister à une sorte de dialogue, émouvant et toujours instructif.

L'une des grandes difficultés de l'heure, c'est qu'un grand nombre de faits contemporains se présentent à nous sous l'aspect d'accidents; il n'est de connaissance rationnelle que des faits en série; or nous découvrons mal les précédents de trop d'événements imprévus, surgis avec une brusquerie déconcertante; nous en raisonnons faiblement parce que leur lien logique avec le passé nous échappe; combien la recherche des catégories intelligibles n'est-elle pas facilitée lorsqu'un Dr Gustave Le Bon déroule sous nos yeux l'énorme acquis de ses expériences d'observateur et de penseur!

*
* *

Lui-même d'ailleurs n'exagère pas les résultats auxquels il aboutit; un examen précis de la situation économique lui dicte les lignes suivantes :

« L'heure de donner une conclusion aux pages qui précèdent n'a pas sonné. Les peuples continuent à être conduits par des ombres. Ils s'en dégagent lentement sous l'influence de forces nouvelles devenues les grandes régalatrices du monde. »

En un ouvrage qui demeure avant tout descriptif, il n'en introduit pas moins les principes auxquels l'ont conduit une longue vie méthodiquement vouée à l'étude et à la méditation; il les affirme avec sa force coutumière, avec une intransigeance tranchante qui leur prête un nouveau relief.

Certes nous ne sommes pas surpris qu'il nous rappelle une constatation, fréquemment enregistrée dans ses œuvres antérieures!

« Les civilisations modernes se présentent sous deux façons, tellement dissemblables, tellement contradictoires, que, vues d'une planète lointaine, elles sembleraient appartenir à deux mondes entièrement différents.

« Un de ces mondes est celui de la science et de ses applications. Des édifices qui la composent rayonnent les éblouissantes clartés de l'harmonie et de la vérité pure.

« L'autre monde est le ténébreux domaine de la vie politique et sociale. Les chancelantes constructions restent enveloppées d'illusions, d'erreurs et de haines. Des luttes furieuses le ravagent fréquemment... »

Nous retrouvons ici ces vues de la Psychologie des foules qui nous montraient les masses asservies au sentiment, à l'instinct, à l'hérédité, et quasiment inaccessibles aux enseignants de la raison.

Une grande défiance de l'homme incline le Dr Gutave Le Bon à un pessimisme social très vrai parce qu'il édifie une nation très pure et quasiment héroïque de l'effort et des devoirs immédiats de l'intelligence et de la volonté.

Je n'irai point tenter de résumer un livre aussi dense, mais j'en trahirais le sens si je ne relevais pas qu'il est écrit tout entier à la gloire des élites.

Elites de la technicité, élites de l'intelligence et du caractère, c'est somme toute sur elles que le Dr Le Bon compte pour démêler le présent désordre et faire triompher une nouvelle harmonie.

Tout au plus lui objecterait-on que leur mission nous apparaît — en France tout au moins — plus large qu'il ne l'imagine.

Il est très frappé de la toute-puissance des lois économiques dont nous subissons les effets sans pouvoir souvent en préciser l'exacte formule. Il souhaite une adaptation de notre pays aux conditions du négoce et de l'industrie modernes et par conséquent, une orientation résolument utilitaire de l'éducation nationale : il réédite à ce propos le vieux procès qu'il lui plut d'intenter naguère à notre Université. Sa pressante augmentation est légitime en ce qui concerne une grande partie de la nation. Mais nous demanderons que l'on n'abolisse pas en France les traditions d'une haute culture désintéressée; cette culture est l'une de nos forces, l'une de celles qui assurent le plus efficacement le développement de notre caractère national et l'expansion de notre prestige et de notre influence.

Où nous sommes complètement d'accord avec le Dr Gustave Le Bon, c'est quand il dénonce les illusions dont se colorent faussement les programmes de notre politique, intérieure ou extérieure. Ici encore l'intervention des élites pourrait être bienfaisante : superstitions financières, mysticismes humanitaires et révolutionnaires encombrent notre route, rappelons de tous nos vœux le souffle libérateur qui dissipera ces menées.

Le Dr Gustave Le Bon esquisse une critique vigoureuse de nos plus communs préjugés; il assene les vérités à sa manière, qui est péremptoire et rude. Certains de ses aphorismes nous rappellent à la réalité avec une triomphante énergie; ainsi il nous révèle que « l'élément contrainte est fondamental dans le domaine du droit »; ou encore lorsqu'il modifie le précepte évangélique en un sens que n'eussent pas désavoué nos moralistes : « aidez-vous les uns les autres, *dans votre propre intérêt.* »... Des enseignements de ce genre sont d'une criante opportunité. La sagesse un peu abrupte et censément violente du Dr Gustave Le Bon est l'une des plus salutaires que l'on puisse proposer à la méditation de nos démocraties crédules et trop peu entraînées au contrôle critique de leurs sentiments et de leurs imprécises idéologies.

Lucien Maury.

LES ROMANS

ORIENTATION

Les amateurs de romans n'ont jamais été à pareille fête. Quelle provende! Il y en a pour tous les goûts; et si la quantité est énorme, la qualité n'en est pas pour cela plus mauvaise. Il se dépense en vérité beaucoup de talent et de toutes les sortes dans ces œuvres dont le défaut principal serait peut-être qu'elles ont trop souvent un caractère d'improvisation. Dès que l'une d'elles se présente avec les richesses et la perfection de la maturité, elle se met hors de

pair : telle *La Brière* de M. Alphonse de Chateaubriant, étudiée en détail dans un de nos précédents articles. Mais beaucoup d'autres méritent d'être signalées. Essayons aujourd'hui de les rattacher à quelques directions générales et de relever ainsi, avec les préférences des romanciers, les tendances actuelles du roman français.

⁂

Il semble d'abord qu'il y ait chez les écrivains un réveil de l'art de conter et dans le public un regain de goût pour le divertissement des contes. Ni le naturalisme avec ses descriptions et ses inventaires, ni le roman psychologique avec ses analyses et ses « planches d'anatomie », ni le symbolisme qui détourna plutôt vers la poésie l'activité d'une génération ou deux, n'avaient favorisé cette tendance. Elle a reparu chez nous avec le roman d'aventures, auquel M. Pierre Benoit a rendu toute sa vogue, tandis que M. Pierre Mac Orlan, à la fois abondant et sec, fantasque et précis, l'assaisonnait de verve, d'humour, de fantaisie et de caricature. Une autre formule, celle du feuilleton, s'épanouissait, rajeunie, dans l'œuvre habile d'un Maurice Leblanc ou d'un Gaston Leroux. En même temps reparaissaient le conte lontemps négligé, et la nouvelle qui avait connu le discrédit.

M. Pierre Mille est, en ce genre, un maître dont il est difficile d'égaler la perfection. Nous avons étudié récemment le remarquable recueil, *Monsieur Barbe-Bleue... et Madame,* qui ouvrait la collection « Le Livre de Bibliothèque » sous la direction d'Abel Hermant (1). Les vingt-trois contes qui forment le volume *La nuit d'amour sur la montagne* (2) et les vingt-sept groupés sous le titre *L'Ange du Bizarre* (3) ont tous, dans cette forme d'une aisance et d'un agrément remarquable, la saveur qu'un mélange d'ironie et de sagesse donne aux récits de cet observateur, de ce voyageur, de ce grand lettré et de cet humoriste. Est-ce autre chose qu'un conte, « ce menu roman », comme il l'appelle lui-même, *Myrrhine, courtisane et martyre* (4), où nous est retracée l'histoire d'une petite courtisane de Corinthe, dont l' « existence répréhensible et pourtant innocente a sombré dans le plus grand bouleversement qu'ait vu le monde occidental jusqu'à nos jours »?

M. Gaston Chérau, qui s'est affirmé comme romancier d'une forte et subtile originalité, vient de réunir sous le vocable, imagé et sonore *La Despélouquéro* (1), les contes exquis entendus là-bas, au pays d'Armagnac, dans les granges qui sentent la paille sèche, tandis que les mains, décortiquant le maïs, « arrachent les cuillères blondes de l'épi et font apparaître le gros bijou de perles... » Cinq histoires invoquant la chasse et les impressions d'un chasseur terminent le recueil ce qu'il faut lire en vacances et ranger soigneusement, au retour, dans sa bibliothèque.

« Les Cahiers verts » (2), qui nous ont révélé *Maria Chapdelaine,* nous offrent *La Belle que voilà...*, un volume où ils ont réuni quelques récits que Louis Hémon a écrits entre 1904 et 1911, pendant les sept années qu'il passa en Angleterre, avant de partir pour le Canada. « Il avait le goût des atmosphères étrangères et une singulière aptitude à s'en pénétrer, à les exprimer », dit M. Daniel Halévy, dans sa note liminaire. C'est ce qui lui a rendu possible d'écrire son chef-d'œuvre, et nous ne saurions rester indifférents aux récits où il essayait ses dons d'émotion, de récit rapide et de grandeur simple

Voici, de M. Gérard Gailly, un autre recueil, *...Ni moi sans vous;* trois récits d'amour — l'amour et ses défaites — dont chacun renferme la substance d'un roman et se rattache au genre très français mais naguère trop dédaigné de la longue nouvelle (3). Il était naturel que le genre retrouvât la faveur des auteurs et du public, en un temps où le roman court, direct, dégagé de tout accessoire, est redevenu à la mode. Nous pouvons voir là certainement une réaction contre les lenteurs et l'abondance des naturalistes et des psychologues. Mais une cause matérielle a sa part aussi dans ce mouvement. La cherté du papier a déterminé les éditeurs à publier de préférence des œuvres restreintes. Ils dédoublent les romans plus étendus et les publient en deux volumes. Beaucoup d'auteurs ne se sont pas fait prier pour accepter une restriction qui leur permet d'aller plus vite, et les lecteurs pressés sont assez inclinés pour leur part à s'en accommoder.

A ce goût du récit, du conte, de l'œuvre

(1) Le « Livre », 9 rue Coëtlogon, Paris.
(2) Ernest Flammarion, éditeur.
(3) J. Ferenczi, éditeur.
(4) J. Ferenczi, éditeur.

(1) Librairie Plon.
(2) Librairie Grasset.
(3) Ernest Flammarion, éditeur.

courte, il convient de rattacher des recueils dont les pièces distinctes forment une suite, comme *Le Collier de pierre de lune*, de Charles Bugnet ou *La Conquête de la joie*, de Raymond Schwab. Dans une « Note sur l'auteur », Fœmina (Jacques Vontade) écrit ces lignes d'une précision rigoureuse : « Les forêts de symboles dont parle Baudelaire, Schwab s'y promène, non, comme la plupart, les yeux distraits, les oreilles closes, mais singulièrement attentif. Il devine les prolongements étranges, atteint les rapports cachés. Les contraires lui avouent leurs analogies. Il perce les apparences et, leur secret sous-jacent, si difficile à saisir, il le saisit. » On en dirait autant de Charles Bugnet. Mais celui-ci n'a pris pour thème qu'une déception d'amour, au sujet de laquelle il nous fait parcourir tour à tour trois cycles de méditation sentimentale : le cœur en voyage, le mirage des souvenirs et la solitude enchantée. La Conquête de la joie, au contraire, c'est la conquête, offerte à chaque être, de l'univers et de soi-même. Le jeune roi d'un Orient fabuleux, que sollicitent successivement les Tentations, les Connaissances, les Soifs et les Bonnes Volontés, n'est-il pas notre image à tous? Les frontières de temps et de lieu s'effacent et l'aventure apparaît dans ce qu'elle a d'universel : elle a pour scène l'univers. Le livre symbolique s'achève dans une « Néoménie de la Joie ». Est-ce un hasard qui rapproche sous le même signe de l'astre des nuits ces deux livres si différents, dont le premier a voulu emprunter son titre aux pierres de lune, tandis que l'autre s'épanouit dans un chant final évoquant la fête célébrée chez les Grecs au renouvellement de la Lune?

⁂

Entre tant de conteurs qui rendent au récit tout son prestige, les écrivains féminins tiennent une très belle place. Mme Marcelle Tinayre, dont nous analysions ici, au moment de leur publication, *Les lampes voilées* et *Le Bouclier d'Alexandre*, a donné, depuis, *Priscille Sévère* (1), où il lui a suffi, nous dit-elle, « de regarder, d'entendre, et de traduire la vie » pour écrire un de ces romans qui, fournis tout entiers par la réalité, « dépassent par leur fantaisie extraordinaire ceux que nous pourrions imaginer. » Figure étrange, son héroïne, née dans la plus humble condition, vouée aux plus humbles travaux, avec une intelligence sans culture et sans équilibre, va par le monde, poursuivant un rêve qui recule devant elle comme l'horizon; elle passe son existence à errer, de maison en maison, cherchant celui qui sauvera le monde. Il serait difficile de surpasser la simplicité, le pittoresque, la force et le charme de l'art à la fois naturel et consommé avec lequel nous est retracée cette histoire.

Mme Delarue-Mardrus nous raconte, dans *L'Ex-Voto* (1), une histoire normande chargée des saveurs de cette langue houlleuraise dont elle nous dit qu'elle sait faire un sort à tout, « mauvaise langue, moqueuse langue, mais vivante, vivantes, et qui ne laisse rien tomber dans l'indifférence. » Vivante comme le talent de l'auteur, comme l'invocation du paysage de sa naissance, comme les figures des gens, leurs allures et leurs âmes qui lui sont si familières.

C'est un fait que la littérature féminine devient moins individuelle, intime et lyrique qu'elle ne l'a longtemps été, et jusque chez les auteurs même dont nous relevons ici la nouvelle tendance : élargissement de leur inspiration ou de leur expérience et triomphe aussi de cet art de conter où elles finissent par exceller au point de l'appliquer à une autre matière que les aventures de leur propre cœur...

⁂

Il faut mettre à part les romans de la guerre, nombreux encore et de divers sortes. Nous ne saurions à ce propos, omettre de mentionner, bien qu'ils ne soient pas des romans, les cinq volumes de récits de guerre si poignants, si vivants, dont Maurice Genevois vient de publier le dernier, *Les Eparges* (2). Leur art les apparente, non moins que leur intérêt pathétique, à ce que nous trouvons de meilleur dans la production romanesque d'aujourd'hui.

Le Réveil des morts (3), un vrai roman, riche de substance, vigoureux, pénétrant et précis de forme.

Sous le regard de la Déesse, par le Dr Berthe Grimpret et Gabrielle Vair (4), ordonne et anime, dans la forme romanesque, des documents, saisis au vif sur l'occupation de Lille. Livre ad-

(1) Calmann-Lévy, éditeurs.

(1) Fasquelle, éditeur.

(2) Ernest Flammarion, éditeur. Les quatre précédents sont : *Sous Verdun* (Librairie Hachette), *Nuits de guerre*, *Au seuil des Guitounes*, *La Boue*.

(3) Albin Michel, éditeur.

(4) Calmann-Lévy, éditeurs.

mirable de vérité, de simplicité et de force; livre qu'il faut lire parce qu'il évoque les souffrances et l'énergie des martyrs de l'invasion, l'âme meurtrie et vaillante des héros obscurs, et les dévouements et les sacrifices, et les déceptions aussi, au lendemain de la paix : « une génération broyée par la guerre, reployée sur son malheur; et la génération suivante, déjà ruée à son plaisir, à des ambitions renouvelées. Des jeunes qui croient inaugurer une autre ère, inventer de nouvelles vertus! » Mais la patrie est là toujours, la patrie dont nous pouvons dire ce que les auteurs disent de leur ville laborieuse, de « cette terre d'effort séculaire, puissante et tranquille comme un cœur profond » : « Il faut l'aider à retrouver la vie. »

C'est exactement le problème qui inspire à M. Roland Dorgelès le roman de la paix et des déceptions de la paix et de l'effort pour retrouver la vie. Ce n'est pas en quelques lignes qu'on peut exprimer la signification et mesurer la valeur d'une œuvre de cette qualité et de cette importance. Nous nous bornons aujourd'hui à la saluer au passage et reconnaître qu'elle mérite de prendre place à la suite des *Croix de bois* qui ont classé l'auteur au premier rang des jeunes écrivains de sa génération.

Tous les lecteurs de M. Abel Hermant savent avec quelle habileté malicieuse il excelle à conter. Par là il se rattache au groupe de romanciers qui entretiennent ou renouvellent cet art. Mais nous devons nommer ici *La dame de la guerre*, histoire rapide, légère, ironique, qu'il est permis aujourd'hui de raconter comme un épisode en marge des événements, mais qui ne se fût point accordé à leur grandeur quand sévissait la tourmente. Il y a et il y aura sans doute encore d'autres livres de cette sorte, telles ces *Bouffonneries dans la tempête*, de Georges Lecomte, dont nous avons déjà parlé. M. Abel Hermant a dû donner à son principal personnage, avec quelque chose de son propre esprit, l'agrément d'une créature charmante et l'intérêt d'un caractère qui se manifeste dans une période de crise où le lendemain ne ressemble plus à la veille.

⁂

N'est-ce pas, d'ailleurs, ce changement, le thème qui s'impose avec le plus de force aux romanciers de l'heure présente? Il transforme, sur certains points, en une véritable révolution une évolution qui se faisait chaque année de plus en plus rapide; partout ailleurs, il la précipite. Ceux qui restaient attachés à la vie provinciale, qui savaient l'observer et en goûter le charme évoquent avec une souriante tristesse ou une fantaisie nostalgique ces images d'un passé si proche et déjà lointain (1). Voici *Jamais plus...*, de M. Armand Praviel (2), une fine et émouvante histoire de Gascogne où nous est retracée l'aventure de Jacques Raband, notaire écouté et respecté dans sa petite ville, mais dont le mariage malheureux avec une Parisienne sert à illustrer ce théorème découvert par le vieux M. Souriguère : « Ce sont les femmes qui ont ruiné notre vie provinciale. » L'étroite liaison du drame individuel avec le drame social dans lequel il est enveloppé, fait de cette œuvre un très beau roman, très humain, très vivant, et de beaucoup plus de portée qu'une simple histoire d'amour.

L'Illustre Bobinet (3) apporte une note nouvelle dans l'œuvre si diverse et si riche de Charles Le Goffic. Poète exquis, romancier pittoresque, ému et profond, de sa Bretagne natale, auteur des plus beaux récits épiques de la grande guerre, l'excellent écrivain s'est amusé à évoquer les souvenirs de son enfance au pays breton. Autour de l'écolier espiègle qui tient un peu le rôle de compère dans cette revue à la fois si plaisante, si piquante et si pleine d'une charmante bonhomie, l'auteur a reconstitué les mœurs fort curieuses et les figures très caractéristiques d'un passé provincial dont nous risquons de ne plus rien retrouver bientôt dans l'uniformité de la vie contemporaine. Petit monde d'autrefois, gentiment suranné et ridicule, dont un coin s'entr'ouvre pour nous laisser entrevoir — car nous sommes en Bretagne la vieille terre des âmes ardentes et des drames profonds — une tragédie domestique qui assombrit cette atmosphère d'aimable comédie et de farces truculentes. Roselyne, la jeune châtelaine, est une figure de légende, toute nimbée de poésie, avec l'auréole d'un douloureux destin.

(*A suivre.*) Firmin Roz.

(1) Voir le charmant livre de M. Emile Seyden : *Petites villes de France*, des éditions G. Crès et Cie, Paris.

(2) Bloud et Gay, éditeurs.

(3) Librairie Plon.

LES LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

LA ROSERAIE D'ARMÉNIE

M. Archag Tchobanian est, comme Moréas, l'un de ces méditerranéens établis en France et qui y ont acquis de notre langue une maîtrise qui les rend nôtres; mais si Papadiamantopoulo-Moréas n'a plus eu qu'un regard distrait vers son pays d'origine, la Grèce, M. Archag Tchobanian est demeuré passionnément fidèle à sa malheureuse patrie arménienne et il consacre les plus belles années de sa déjà longue carrière à défendre sa cause lamentable.

Il s'est en particulier appliqué à faire connaître les trésors littéraires de l'Arménie. Ses volumes successifs sur *Les Chants populaires arméniens*, *Les Trouvères arméniens*, *Les plus belles chansons de Djivani* sont des documents de la plus haute valeur. Sous le titre : *La Roseraie d'Arménie* enfin il a entrepris une splendide publication, dont le second volume vient de paraître (Leroux, éditeur) qui est la plus précieuse anthologie que nous possédions, après les travaux du père Léonce Alichan, de Mgr Balian, des pères Akinian, Costanian, Dergantz, de M. F. Macler et les publications de la revue *Basmarep*, sur la littérature arménienne.

Les poèmes réunis dans ce considérable recueil (abondamment illustré des plus beaux spécimens de l'art arménien) furent écrits dans la langue populaire du moyen âge qui fut le chaînon intermédiaire entre l'arménien classique et l'arménien moderne. Le cycle auquel ils appartiennent est la partie la plus riche et la plus originale de la vieille poésie arménienne. Comme le dit M. Tchobanian, dans la préface du tome II, « le lyrisme classique, depuis l'adoption du christianisme, s'était développé en dehors et au-dessus de la vie populaire; il fut une production de moines savants élaborée au fond des couvents, traitant presque exclusivement des sujets religieux, didactiques et historiques; la vie courante, les mœurs populaires, la nature, en étaient le plus souvent absentes. Quoique née en plein Orient, cette poésie, influencée par la culture byzantine, et plus tard, sous les Croisades, par la pensée latine, a peu de liens avec l'inspiration vraiment orientale; un abîme la sépare de la poésie persane, malgré les rapports politiques étroits des deux peuples, et de la poésie arabe, bien que l'Arménie ait été pendant quelques siècles sous la domination ou la souveraineté des Khalifes; elle n'a emprunté aux Arabes que quelques formes prosodiques; l'esprit y demeure purement chrétien, dirigé vers la pensée d'Occident; la personnalité ethnique s'y affirme, chez les meilleurs auteurs, par une allure, une couleur, un accent particulier, qui font que ces pages de poésie chrétienne, gardant quelque chose de la tradition lyrique nationale, ne se présentent pas comme de pâles imitations d'œuvres byzantines, mais comme la section arménienne de la littérature mystique occidentale. »

Des œuvres proprement populaires du début de l'ère chrétienne, rien n'est resté; les copistes qui étaient tous gens d'église n'ont commencé à reproduire des pages composées en arménien vulgaire qu'à partir du jour où des auteurs érudits, des ecclésiastiques, se sont mis à écrire dans la langue des *achoughs* (trouvères) en mêlant des éléments profanes à leurs inspirations religieuses

Les plus vieilles compositions connues de ce genre sont les petits poèmes de Nersès le Gracieux (XIIe siècle).

A partir du XIVe siècle, les copistes accueillent les œuvres des trouvères proprement dit. Cela coïncide d'ailleurs avec le mouvement, constaté dans le monde chrétien presque tout entier, qui pousse l'esprit et la foule populaire à réagir contre l'hégémonie de la culture scolastique.

La poésie arménienne de cette époque comporte tous les genres, des chants d'amour aux cantiques en l'honneur des braves tombés pour la défense de la patrie ou des martyrs suppliciés pour leur fidélité à la foi chrétienne. Le genre dramatique par contre en est complètement absent; l'épopée et le roman n'y ont qu'une place très limitée et sous une forme rudimentaire. Le roman est remplacé par des résumés versifiés de la vie des grands personnages historiques arméniens et de saints illustres, par des contes en vers, tirés de la Bible, comme le *Livre d'Adam* d'Arakel de Sunik, auquel M. Tchobanian consacre tout le tome I de la *Roseraie d'Arménie*.

Arakel de Sunik s'y montre mysogyne de la façon la plus originale.

Après avoir chanté la beauté d'Adam,

Adam était une fleur fraîche éclose,
Bourgeon lumineux du printemps
Glorieusement épanoui au milieu du Paradis;
Il exultait de joie en lui-même,
Il brillait comme un miroir,
Dieu apparaissait toujours en lui;
Le rayon de la Lumière s'épanchait
Et resplendissait sur son corps.

Sa chair était comme un diamant imprégné de lumière
Fleurie de transparente clarté ;
Son esprit et son âme s'irradiaient ;
Et il s'émerveillait de sa propre gloire.

Arakel s'en prend à Eve, faite d'une simple côte, « os insensible » et en conséquence dénuée d'intelligence. Le poète atténue d'ailleurs, pour ses lectrices, la sévérité de son jugement en ajoutant, dans une note : « les autres femmes ne sont pas comme elle »

Il décrit, avec beaucoup de couleur, la scène de la tentation d'Eve

Prenant le fruit dans sa main,
L'âme glacée, elle tremblait de tout le corps,
Car elle pressentait au fond de son être
Qu'elle marchait à la perte amère de son âme.
Elle approcha le fruit de sa bouche,
Mais les gardiens l'arrêtèrent,
Car les dents, avec la double lèvre,
Dieu les mit comme serrure à la bouche.
Mais la langue mauvaise qui parlait
Ouvrit du dedans la serrure.

Le poète fait un émouvant tableau de la terreur et de la tristesse de la première femme :

Elle enrageait comme une possédée,
Elle dévorait la chair de son bras ;
Privée de sommeil, elle n'avait nul repos.
Elle ne cessait de crier.
Elle regardait le ciel : ses yeux s'assombrissaient ;
Elle regardait la terre : tout paraissait noir ;
Derrière elle, devant elle, tout la poussait au désespoir ;
A gauche, à droite, elle ne voyait qu'incertitude.
Un malheur pareil à celui d'Eve
Ne s'est jamais vu depuis et ne se verra plus jamais ;
Car toutes les douleurs issues du Mal
S'accumulaient sur sa personne,
Tout ce que souffrent ceux qui meurent en ce monde
Et ceux qui sont éternellement torturés dans l'Enfer,
Fut souffert par elle
Qui devint le premier objet du Mal.

Arakel imagine alors une des plus émouvantes versions de la chute de l'homme.

Adam partagera le fruit défendu par amour pour sa compagne et pour n'être point séparé d'elle ; Eve plaide :

Si tu as pour moi quelque tendresse
Ecoute ta compagne.
Prends ce fruit et mange-le toi-même
Pour que je reste avec toi au Paradis.
Si tu m'aimais vraiment jusqu'ici
C'est aujourd'hui que tu le prouveras ;
Pour l'amour de ton créateur
Rappelle-toi nos premières amours.

et Adam, attendri, répond :

Ne me reproche rien, ô femme!
J'ai toujours pour toi le même amour,
Mais si je mange le fruit de cet arbre
Je serai châtié comme toi.

Ève argumente :

Toi, tu n'as rien fait contre le Seigneur
Comme moi qui ai péché ;
Si pour moi tu manges le fruit,
Le péché de ma trahison sera effacé.
C'est pour toi que le Seigneur m'a créée,
Car il a pour toi une grande et indicible tendresse ;
Si tu manges le fruit, il te pardonnera ta faute,
Et à cause de toi, il ne me chassera pas.

Et Eve développe l'argument suprême :

Prends et goûte comme moi,
Pour que je reste avec toi au Paradis.
Mais si Dieu m'en chasse seule,
Qui sera désormais ta compagne?

Et le poète constate :

Adam eut l'esprit égaré
Lorsqu'il vit Eve perdue ;
Il désirait faire ce qu'elle demandait,
Car il l'aimait de grand amour.
Il hésitait, ne sachant lequel suivre,
Du Créateur ou de la Femme :
Sa raison fut vaincue par ses yeux,
Il se détourna de Dieu et non pas de la Femme.
Il ne put suivre l'ordre du verbe ineffable,
Car il n'était pas incréé comme Dieu.
Il était un être créé,
Il préfère écouter la voix de son semblable.

J'ai tout à l'heure mentionné Nersès le gracieux, le seul témoin qui nous soit resté de la littérature arménienne en langue vulgaire du XIIe siècle. Voici, à titre de spécimen une charade.

Il est une auberge
Sur la route des passants ;
Des inconnus viennent y descendre
Et ceux qui y demeurent s'en vont.
Celui qui arrive, on le comble d'honneur ;
Celui qui part on le dépouille.

vous avez deviné, c'est le monde.

Ces petits poèmes, ces *Kafas*, pour la plupart des quatrains, très en faveur dans la poésie orientale, écrits pour être chantés, sont nombreux dans l'anthologie arménienne. Ils indiquent le raffinement de l'esprit et du goût, ils font comprendre les miniaturistes dont l'Arménie possédait des maîtres incontestés. Les recherches faites depuis une trentaine d'années ont infirmé le jugement hâtif que Georges Perrot avait porté lorsque, dans son *Histoire de l'art dans l'antiquité* il avait nié qu'il y eût un art arménien. Maw, Schlumberger, Choisy, Strzigouski, Diehl, Morgan, Macler, ont démontré que non seulement les Arméniens ont produit un art original, mais que cet art a exercé une influence plus grande sur l'art byzantin, à l'époque de la formation de celui-ci, que celle qu'il a reçu de l'art byzantin arrivé à son apogée.

En dehors de son art national, l'Arménie a fait sentir au loin son influence artistique. Daniel, l'architecte du tombeau de Théodoric le grand, à Ravenne, était un Arménien. C'est à Tiridate, auteur de la belle basilique d'Ani, que les Byzantins confièrent la restauration de Sainte Sophie.

Il ne faut pas davantage oublier que les monuments, l'orfèvrerie, les pierres sculptées, les faïences dont les Turcs tirent gloire sont presque entièrement dus à des artistes et artisans arméniens.

Ce serait donner de cette vieille litterature arménienne une idée incomplète que de ne point s'arrêter sur les constants cris de détresse de ce peuple martyr.

Est-ce hier ou dans la seconde moitié du XIIIe siècle que le poète Frik écrivait :

Nous confessons la sainte Vierge
Marie, mère de Dieu,
Nous croyons à la divinité triple et une,
Au Père, au Fils et au Saint-Esprit.
Mais nous sommes livrés aux infidèles,
Qui mènent en captivité des milliers d'entre nous,
Démolissent nos saintes églises
Et élèvent des mosquées à leur place.
Que de femmes sont par eux rendues veuves,
Et combien d'enfants orphelins!
Que de sang ils ont versé sur terre,
Que de crimes atroces ils ont commis!
Jusqu'à quand nous tortureront-ils en ce monde?
Jusqu'à quand nous opprimeront-ils impudemment?

Est-ce aujourd'hui ou au début du XVIIe siècle que Siméon d'Aparan se lamentait sur le sort de l'Arménie?

Jérémie l'avait prédit
Et Zacharie après lui;
Le soir amène une nuit douloureuse,
Et les yeux des Arméniens sont chargés de la rosée des larmes.
Ils désirent mourir et ils disent :
Heureux ceux qui sont morts!
Malheur à nous, faux vivants
Qui sommes torturés par les fils d'Ismaël.

Malgré ces souffrances séculaires et peut-être à cause d'elles, les Arméniens sont restés admirablement fidèles à leur patrie meurtrie. Djivani, le barde ambulant, a rendu mieux que quiconque cette indéracinable tendresse.

Tu es plus grande que bien d'autres par l'esprit et la dignité;
Depuis longtemps tu es habituée à supporter les douleurs :
Bien qu'ancienne, tu es toute jeune pour moi;
Auguste vieille, c'est toi que j'aime, c'est toi.
Toi, au sein de laquelle dorment les ancêtres de Djivan,
Toi, mère sacrée de tous mes frères de sang,
Arménie aux cheveux blancs, Arménie adorée,
Antique vieille, c'est toi que j'aime, c'est toi!

Par ces quelques citations cueillies dans les deux gros volumes édités par M. Archag Tchobanian, les lecteurs français apercevront une Arménie qu'ils ne soupçonnaient pas, incomparable foyer de culture d'art et de civilisation que l'Occident devrait avoir à cœur non seulement de sauver mais d'encourager et que, par leur incompréhensible démence, on aide au contraire les Turcs à définitivement anéantir. Mieux que tous plaidoyers politiques sur les droits des Arméniens, la *Roseraie d'Arménie* de M. Archag Tchobanian devrait triomphalement servir la cause de son infortunée patrie.

René PUAUX.

LES LIVRES NOUVEAUX

Louis Forest. *L'Amour et le naïf.* 1 vol. in-18 (La Renaissance du livre).

L'œuvre, épuisée en librairie depuis longtemps, est réimprimée et présentée de nouveau au public, qui accueille avec faveur « cette histoire plaisante, pleine sans en avoir l'air d'une psychologie plus profonde que celle qu'on trouve dans beaucoup d'ouvrages plus prétentieux, dont la volupté même a une sorte de pureté rare, et qui se lit d'un trait comme on boit de l'eau de source. » Ainsi la caractérise M. José Germain, dans la courte notice où il explique comment il a fallu insister auprès de l'auteur, aujourd'hui un des journalistes les plus connus du monde, pour obtenir l'autorisation de rééditer « ce roman d'amour, amusant, divers, plein de philosophie gaie, avec je ne sais quoi de classique dans la bonne humeur et les larmes » et, par tous ces caractères, au goût d'aujourd'hui.

Pierre Valdagne. *La véritable Madame Bradiel.* 1 vol. in-18 (Ernest Flammarion).

Ce livre n'est pas moins bien venu que les autres récits du même auteur. Ces vingt-huit petits chapitres, dont chacun, en moyenne, n'a pas dix pages, nous promènent, à travers une action très amusante et pleine de surprises, à Londres, que l'auteur connaît bien, et dans les milieux les plus disparates de Paris, qui lui sont encore plus familiers. Action amusante, disons-nous : et il est certain que l'auteur ne s'en amuse pas moins que nous-mêmes. Verve toujours jeune, esprit toujours vif, invention toujours charmante, très jolie langue pour conter une histoire et rien qu'une histoire : voilà ce qui fait un livre exquis, d'une allure bien française, où l'amour apparaît à chaque pas, juvénile, entreprenant, tendre et heureux.

Tristan Bernard. *Corinne et Corentin.* 1 vol., petit in-16 (Ernest Flammarion).

Le maître humoriste nous offre un « roman de mœurs et d'aventures, à portée sociale intermittente » où se mêlent, aux péripéties les plus singulières, les remarques les plus justes, et se marient le plus agréablement du monde l'observation et le paradoxe.

Claude Gével. *Une bourgeoise et l'amour.* 1 vol., petit in-16 (Ernest Flammarion).

Dans la même collection que le précédent, c'est un autre roman qu'on pourrait aussi qualifier d'aventures et de mœurs, car l'auteur y conte comment une bourgeoise s'évade de la vie terre à terre, exaltée par son amour pour un bohême que cet amour embourgeoise. Le thème est joli, gai, ironique, et prête pourtant à la réflexion. « Un petit livre profond sous des apparences légères », a dit Edmond Sée, « très français, et d'un tour classique » : une heure de lecture des plus agréables, si vous allez jusqu'au bout sans vous arrêter en chemin; mais je vous recommande les haltes, toutes les fois qu'un bon endroit vous y invite, ce qui se présente assez souvent.

Pierre Billotey. *La Fortune de Fortuné.* Collection du « Merle Blanc » éditée par S.E.P.T. (Société d'Edition et de Publicité Technique).

Nous mentionnons ici ce plaisant ouvrage qui a reçu le prix des humoristes.

Alfred Machard. *Le Loup-garou.* 1 vol. in-18. (Ernest Flammarion). Collection « Les romans d'aventures ».

Le pittoresque et populaire auteur de la série « l'Epopée au Faubourg » se repose en nous contant l'histoire d'un forçat évadé, qui après s'être refait une vie laborieuse et honnête s'aperçoit, cinq jours avant d'atteindre le délai de prescription, que la police le traque de nouveau. Il s'enfuit. Échappera-t-il à la poursuite ? L'action, ramassée, n'a pas moins de force entraînante que dans cet *Homme traqué* de Francis Carco à qui l'Académie décernait l'an dernier le Grand Prix du Roman.

Maurice Level. *L'Ile sans nom.* 1 vol. in-18 (Ernest Flammarion).

Ce roman, paru dans la même collection que le précédent, fera les délices des lecteurs qui se plaisent à une histoire mystérieuse, sobrement contée, avec netteté et précision, d'un style rapide et vigoureux.

Cette renaissance du roman d'aventures, après tant de romans naturalistes et psychologiques, correspond à un réveil de l'art de conter.

F. R.

BULLETINS DE L'ETRANGER

Bulletin Roumain

Les dernières semaines des vacances politiques et parlementaires en Roumanie sont celles du mois de septembre. Comment se présente la situation politique à la veille de la « rentrée » ?

C'est une expectative générale. Au pouvoir, le parti libéral continue son programme de relèvement du pays, d'assainissement des finances publiques, d'augmentation des ressources par une réforme des impôts, et de mise en valeur des richesses nationales. C'est une activité positive, créatrice, dont les bons effets se font sentir dans l'économie générale de l'Etat et dans ses divers domaines tels que chemins de fer, routes, ponts, agriculture, industrie, commerce, et, d'une façon générale, dans la production et le rendement des sources de matières premières et d'objets manufacturés que possède le pays.

Et l'opposition ? La force d'une opposition vient de l'opinion publique. Si celle-ci est hostile au gouvernement, elle crée une opposition même lorsque les hommes nécessaires pour diriger le mouvement font défaut. Inversement, l'absence d'une oppostion forte est une preuve certaine que l'opinion publique n'espère pas une amélioration d'un changement de gouvernement.

Est-ce à dire que la Roumanie soit devenue depuis la guerre, elle seule en Europe et au monde, une Arcadie heureuse au point de vue matériel, économique? Non certainement, et il y a encore bien des difficultés à vaincre, des lacunes à combler, des défauts et des maux à corriger, des cadres à compléter, des institutions à améliorer ou à créer. Il est tout aussi vrai qu'un peuple est par définition composé d'un mélange d'opinions contradictoires et que dans tous les pays du monde il y aura des gens qui feront retomber la faute de tous leurs mécontentements, mécomptes, souffrances et difficultés sur le gouvernement. Les ancêtres de cette sympathique classe de grognons sont Adam et Ève eux-mêmes, les premiers opposants de la création.

Mais l'opinion publique roumaine, qui est douée du grand bon sens et de la clarté d'esprit latins, compare la situation actuelle non pas avec un idéal de bien-être représentant l'antipode de la situation générale de l'Europe, mais avec l'état de choses qui a existé dans le pays à l'issue de la guerre; et ainsi elle se rend compte du grand chemin déjà parcouru dans la voie du progrès et du relèvement. Elle compare également les améliorations générales et rapides réalisées par le pays sous le gouvernement actuel avec celles, plus lentes et hésitantes, qu'on a enregistrées sous les cabinets précédents et, se demandant la raison de cette différence, elle la trouve sans difficulté dans le spectacle qu'offre le camp de l'opposition.

Dans tous les pays du monde, et en Roumanie au moins autant que partout ailleurs, l'opposition se considère comme une armée mise en présence d'une forteresse à laquelle elle doit donner l'assaut pour la conquérir et s'y installer : le pouvoir. Mais plus que toutes les autres, la forteresse gouvernementale dépend non seulement de sa propre force, mais, en sens inverse, de celle des assaillants. Or, à l'heure actuelle, le camp des partis d'opposition en Roumanie est plus divisé que celui des Grecs devant Troie, — et, ce qui est plus grave, ils n'ont même pas l'espoir de pouvoir introduire au sein de la forteresse le cheval odysséen de la discorde. Car le gouvernement et le parti libéral sont légendaires en Roumanie par leur discipline et la massivité compacte de leurs rangs, la cohésion des éléments qui les composent. De ce côté, rien à espérer.

Or, quels sont ces partis d'opposition? Ils sont plusieurs, mais chacun reste solitaire retiré sous sa tente. Des tentatives répétées de rapprochement, de fusion, ont été faites depuis deux ans, et une seule a réussi jusqu'ici : le parti national transylvain a fusionné, l'année dernière, avec l'ancien parti démocrate de la vieille Roumanie, dont le fondateur et le chef jusqu'à sa mort fut M. Take Jonesco. Mais c'est tout. En dehors du nouveau parti résulté de cette fusion, et dont les chefs sont MM. Maniu et Vaida-Voévode, il y a encore, dans le camp de l'opposition, le parti du peuple, dont les deux chefs, le général Averescu et M. Argetoïano, sont depuis quelques temps séparés par une question très grave. On dit même que M. Argetoïano serait sur le point de donner sa démission du parti. Cependant, avant le conflit entre les deux chefs et la cause qui l'a provoqué, le parti du peuple était considéré comme le successeur presque certain du parti libéral à la direction des affaires. Il ne saurait en être de même désormais, pendant un certain temps tout au moins.

En dehors de ces groupes, il y a le parti paysan, dont les chefs sont MM. Mihalake et le Dr Lupu. A plusieurs reprises on a entamé des pourparlers en vue de la fusion de l'organisation paysanne avec le parti transylvain-démocrate, mais ils n'ont jamais abouti. Au cours de la précédente session parlementaire, les deux organisations avaient conclu un accord pour combattre le gouvernement au Parlement et pour empêcher le vote de la nouvelle Constitution. Mais ce fut un accord négatif. Dès qu'on essaya de passer à une action positive commune par la fusion des programmes, les différences radicales qui existent entre eux fit échouer tous les efforts. Et depuis lors, plus le temps passe, plus les deux partis semblent s'éloigner l'un de l'autre et plus leurs oppositions apparaissent irréductibles. Quant au parti nationaliste démocrate dont le chef est M. Nicolas Iorga, il n'a lui non plus une importance numérique et politique suffisamment grande pour le mettre en mesure de prendre seul la responsabilité du pouvoir. Tous les partis de l'opposition se trouvent donc dans cette situation. Isolés, ils sont trop faibles; et pour s'unir, ils sont trop divisés.

Cette impuissance stérile augmente la force du gouvernement et du massif parti libéraux. L'opinion publique assiste à ces tentatives mort-nées de rapprochement entre les partis d'opposition, à ces essais de fusion aussitôt échoués qu'entrepris, et se convainc que la situation actuelle, sous le régime d'un seul parti unitaire et solide, si elle présente l'inconvénient du manque de contrôle qu'implique une opposition forte, a du moins, grâce au patriotisme des membres du cabinet, l'avantage d'assurer une continuité et une tranquillité bienfaisantes à l'évolution du pays vers la situation normale et vers la prospérité.

E. A.

Bulletin Albanais

L'ALBANIE ET SES PROTECTEURS

Les Albanais ne sont pas plus heureux depuis qu'ils ont leur Etat indépendant que sous l'oppression turque. Tant qu'ils étaient les sujets du sultan, les Albanais musulmans n'avaient pas à se plaindre de leur sort; ils ne payaient pas d'impôts et avaient le droit de prendre aux populations agricoles chrétiennes ce dont ils avaient besoin pour vivre. Ce traitement de faveur avait sa raison d'être, car il s'agissait pour le gouvernement turc de combattre par la terreur la conscience nationale des populations chrétiennes en Vieille Serbie et en Macédoine. Quant aux Albanais catholiques, ils étaient de tout temps les victimes des convoitises de l'Autriche et de l'Italie, qui, chacune de son côté, s'efforçait à les avoir sous sa « protection ». L'Autriche a d'abord songé à se faire attribuer l'Albanie dans les mêmes conditions qu'elle a obtenu la Bosnie et l'Herzégovine au Congrès de Berlin et d'étendre ainsi sa domination dans les Balkans. Mais elle s'était heurté à l'opposition obstinée de l'Italie. L'Allemagne a dû intervenir en 1900 pour décider ces deux

puissances, qui étaient alors ses alliées, de conclure un accord s'interdisant mutuellement de poursuivre une politique annexioniste en Albanie. L'Autriche et l'Italie ont alors changé de méthode, en donnant à leur propagande en Albanie un caractère national. Des comités rivaux austro-albanais et italo-albanais ont été créés et subventionnés par les deux gouvernements dans le but de recruter et de soudoyer les chefs de tribus et les intellectuels albanais qui s'engageaient à servir leur cause. Le malheureux peuple albanais a eu beaucoup à souffrir de cette protection antagoniste austro-italienne, car les agents de ces deux puissances l'ont constamment entraîné dans des luttes fratricides dont les victimes se chiffrent jusqu'à présent à plusieurs centaines de mille.

A l'issue des deux guerres balkaniques, l'Autriche et l'Italie considéraient que le moment était venu pour soulever devant l'Europe la question de l'indépendance du peuple albanais. Les grandes puissances de l'Entente ont cru qu'elles étaient de bonne foi et se sont empressées d'accepter leur suggestion. Quant aux états balkaniques, ils l'ont accueilli favorablement dans l'espoir de voir triompher le principe pour lequel ils avaient combattu, « les Balkans aux peuples balkaniques », tout en éprouvant des craintes justifiées que l'intérêt particulier que portaient l'Autriche et l'Italie à la formation de cet État rendrait illusoire son indépendance et permettrait à ces deux puissances de s'en servir comme tremplin pour leurs intrigues dans les Balkans. Pour se garantir contre ces risques, la Grèce, le Monténégro et la Serbie ont demandé que le nouvel état devienne réellement indépendant et qu'il soit placé sous la protection collective de toutes les puissances européennes au nom desquelles une puissance neutre aurait à l'administrer pour un temps déterminé.

En 1913, la conférence des ambassadeurs, réunie à Londres, a délimité les frontières du nouvel Etat et a fixé les conditions de son administration intérieure. Il va de soi qu'à cette conférence la Triplice avait une influence prépondérante pour toutes les décisions prises. Des régions, habitées en majorité par des Grecs, ont été attribuées à l'Albanie, sur l'insistance de l'ambassadeur d'Italie, et des régions habitées en majorité par les Serbes, ont été enlevées à la Serbie victorieuse, sous la pression de l'ambassadeur autrichien. L'ambassadeur autrichien lui-même s'en vantait plus tard dans ses mémoires, en disant notamment qu'il avait réussi, grâce à l'appui de ses collègues italien et allemand, d'imposer à la conférence le point de vue du gouvernement de Vienne en ce qui concerne les régions voisines de la ville monténégrine de Pedgoritza pour contrecarrer le projet serbo-roumain de la voie ferrée transbalkannique et qui devrait relier tous les pays danubiens à la mer Adriatique. Néanmoins, la Serbie a accepté les décisions prises à la conférence de Londres et au moment où elle était entrée dans la guerre européenne, en 1914, sa frontière était nettement délimitée du côté de l'Albanie. A l'issue de cette guerre victorieuse pour elle et ses alliées, la Serbie était en droit de considérer que cette frontière ne saurait faire l'objet d'aucune contestation et qu'il ne viendrait pas même à l'idée de ses alliées de lui enlever des partisans de son propre territoire pour les attribuer à l'Albanie. Malheureusement, des influences occultes sont intervenues et ont remis en question la délimitation de la frontière serbo-albanaise. En effet, qu'il s'agisse de modifications de la frontière dans les régions voisines de la ville de Podgoritza, où il y a d'immenses forêts, ou bien de celles dans la région du couvent de Saint Naoum, où il y a des mines de charbon, ce sont aujourd'hui les intérêts des capitalistes étrangers qui priment les considérations ethnographiques et l'intérêt de la paix dans les Balkans. Certains groupements financiers, dont nous ne voulons pas citer ici ni la nationalité ni les noms des personnages qui en font partie, se sont fait promettre par le gouvernement albanais les concessions pour l'exploitation de ces forêts et mines et, pour s'assurer la fortune ainsi acquise à bon compte, ils déploient toute leur activité, sans se soucier des conséquences périlleuses que leurs agissements pourraient avoir pour la sécurité de la paix dans les Balkans. La conférence des ambassadeurs n'ignore pas ces faits, puisque le gouvernement albanais s'en était plaint à elle à plusieurs reprises. Nous ne citerons ici que le cas des concessions des gisements pétrolifères que le gouvernement albanais était contraint de promettre à la fois à des groupements financiers anglais, français et italien. Il en était de même pour la concession des forêts. Comme il ne pouvait pas leur offrir la même concession, le gouvernement albanais vient de confier l'exploitation des forêts en question à un groupement financier allemand.

Quant à l'Italie, elle persiste à poursuivre en Albanie sa propagande en vue de l'occuper un jour. Dans ce but, elle entretient des bandes d'insurgés albanais qui intriguent constamment contre l'état des choses en Albanie et troublent la sécurité de la paix dans les régions frontières. Plus d'une fois le gouvernement albanais s'était plaint aux gouvernements alliés et même à la Société des Nations de cette action malveillante des agents italiens en Albanie. Les rapports du délégué de la Société des Nations et de certains agents diplomatiques en Albanie sont catégoriques sur ce point que les agissements auxquels se livrent les agents de la propagande italienne en Albanie, en entretenant des bandes d'insurgés, en leur fournissant des armes et des munitions, constituent le plus grave danger pour la sécurité de la paix dans les Balkans. A leur avis, l'Italie escompte que les incursions répétées de ces bandes d'insurgés, soit en territoire serbe, soit en territoire grec, finiront par provoquer un riposte de l'un de ces deux pays, ce qui donnerait à l'Italie un excellent prétexte pour intervenir en Albanie. Le représentant des Etats-Unis en Albanie était même obligé à la fin de l'année dernière, de faire une démarche auprès de son collègue italien pour l'inviter de faire cesser ces intrigues qui causent tant de soucis aussi bien au gouvernement albanais qu'aux états voisins.

En France, on aime beaucoup l'Italie, mais cet amour n'exclut pas celui que nous éprouvons pour la paix aussi bien dans les Balkans que dans n'importe quelle autre partie de l'Europe. Il faut espérer que les milieux belliqueux en Italie finiront par se rendre compte que la meilleure façon de servir leur pays, c'est de rechercher un rapprochement économique avec les États balkaniques au lieu de chercher à créer des complications dont les conséquences pourraient mettre en danger la paix actuelle acquise au prix de tant de sacrifices humains.

***

Bulletin Tchécoslovaque

Si l'été, pour la plupart des mortels, est une époque de repos, ce n'est certes pas le cas, cette année, pour M. Edward Benès, ministre des Affaires Etrangères de la République Tchécoslovaque. Depuis deux mois, cet homme extraordinaire, auquel ses détracteurs eux-mêmes ne sauraient dénier une activité infatigable, a parcouru l'Europe dans tous les sens. En juillet, on le voit à Paris, à Londres, à Bruxelles, s'informant de la situation, traitant à Paris les détails de la visite que M. Masaryk doit y faire en automne, donnant le dernier coup de main à M. Dvoracek dans ses négociations du nouveau traité commercial franco-tchèque qui est entré en vigueur le 1er septembre, dissipant à Londres plus d'un malentendu entre la France et l'Angleterre au sujet des réparations, réglant, à Bruxelles, une série de questions économiques entre la Belgique et la Tchécoslovaquie. A la fin de juillet, il trouve, à Sinaïa, en Roumanie, ses collègues de Belgrade et de Bucarest, avec lesquels il débat la question de l'attitude commune à prendre à Genève, à la session de la Société des Nations, notamment dans l'affaire des crédits à accorder à la Hongrie dont la situation financière devient menaçante. Nous avons dit ici-même que la Petite Entente ne désirait nullement la ruine de la Hongrie; elle est prête à consentir à des sacrifices pour la sauver. Toutefois, comme de juste, elle veut avoir la certitude que les crédits avancés à la Hongrie ne seront pas employés par les Magyars aux armements plus ou moins clandestins et à la propagande de revanche. La Petite Entente n'a aucune envie de fournir à ses turbulents voisins des moyens de lutte contre elle-même; forte de l'expérience de la Commission interalliée de contrôle militaire, elle demande à être représentée, cette fois, au moins dans la Commission de contrôle financier.

C'est ce qui fut décidé à Sinaïa et M. Benès fut désigné, par ses collègues, pour signifier au comte Bethlen le point de vue de la Petite Entente. Le Premier hongrois, comptant probablement sur l'appui de l'Angleterre et de l'Italie, a refusé de rencontrer M. Benès sur le territoire tchécoslovaque, et comme M. Benès, par conséquent, n'a pas accepté de se rendre ailleurs, les négociations directes entre la Hongrie et la Petite Entente n'ont pu avoir lieu. Elles ne seront entamées qu'à Genève, lors de la session de la Société des Nations.

Avant de s'y rendre, M. Benès a fait une visite à Rome. L'Italie, en sa qualité de principal créancier de la Hongrie, a le plus grand intérêt à l'assainissement des finances hongroises. La rencontre de M. Benès avec M. Mussolini qui est un vieil ami de la nation tchécoslovaque et auteur d'un livre sur Jean Huss, fut empreinte de la plus grande cordialité. Les deux hommes d'Etat ont pu constater un accord complet des points de vue sur la question magyare. Cet accord était d'ailleurs à prévoir : si des doutes pouvaient exister en Italie sur les buts poursuivis par la Petite Entente, ils ont été dissipés : quiconque désire sérieusement la paix et l'ordre en Europe, doit nécessairement se placer sur le terrain des traités de paix, et comme la Petite Entente n'a jamais demandé à la Hongrie que l'exécution loyale des traités signés, elle devait facilement s'entendre avec l'Italie. Quant aux conditions auxquelles l'emprunt international serait accordé à la Hongrie, on ne pourra pas appliquer automatiquement le procédé employé vis-à-vis de l'Autriche. Les deux ministres se sont mis d'accord sur le principe, mais la décision ne sera prise qu'à Genève. De toute façon, la Société des Nations ne pourra s'opposer à la demande de la Petite Entente qui n'est que trop justifiée par les récidives magyares. Après l'entente préalable de M. Benès avec M. Mussolini, la formule ne sera pas difficile à trouver. — M. Benès ne s'est pas borné à traiter l'affaire hongroise; il a profité de son séjour à Rome pour régler, avec le Quirinal, une série de questions d'ordre économique et, avec le Vatican, certains problèmes ayant trait à la séparation de l'Eglise et de l'Etat en Tchécoslovaquie.

Au moment où nous écrivons ces lignes, la session de la Société des Nations a été ouverte à Genève. Elle aura, pour la Tchécoslovaquie, une très grande importance à plusieurs points de vue. On se rappelle que, l'année dernière, la Petite Entente, d'accord avec la Pologne, a posé sa candidature pour être représentée au Conseil de la Société. Le nom de M. Nintchitch n'ayant pas réuni un nombre suffisant de suffrages, on songe à proposer, cette année, la candidature de M. Benès. Il a été question, du côté polonais, de proposer un Polonais. La décision ne sera prise que sur place, au moment de l'élection. Il est inutile d'insister sur l'importance qu'aurait la présence, au sein du Comité, d'un représentant d'un groupement d'Etat aussi important que la Petite Entente.

Une autre question du plus haut intérêt pour la Tchécoslovaquie qui doit être tentée à Genève; c'est le différend polono-tchèque à propos de Javovina. La Conférence des Ambassadeurs a décidé de demander, au Conseil de la S. D. N., un avis consultatif sur cette question. Pour protester contre cette décision, la Pologne a révoqué ses représentants de la Commission mixte pour la délimitation de la frontière et refuse de subvenir désormais aux frais de cette Commission. Ce geste de mauvaise humeur ne trahit que trop clairement les appréhensions des Polonais de voir la question soumise à un tribunal dont on ne saurait soupçonner l'impartialité.

H. Jelinek.

BULLETIN MARITIME

La Marine Marchande Japonaise

A l'heure où l'attention de l'Europe est attirée sur les conséquences d'ordre économique que pourront avoir les récents désastres — encore mal connus — dont le Japon vient d'être le théâtre, il nous paraît intéressant de noter ici la part qu'avait prise la marine marchande dans la prospérité de ce pays.

Avec les Etats-Unis, le Japon est la nation qui a accompli, au cours de ces dernières années, le plus considérable effort en ce qui concerne la flotte marchande.

Jusqu'en 1868, en effet, elle ne possédait d'autre type de navires de mer que les « jonques »; en 1914 son tonnage marchand comprenait 1.706.000 tonneaux de vapeurs et de voiliers et la part du pavillon national dans le trafic atteignait, dès cette date, 50 %.

Au cours de la guerre, le Japon ne perdit que 270.000 tonneaux et ces pertes ont été plus que compensées par des acquisitions et des constructions puisqu'au 30 juin 1920 le tonnage marchand se décomposait comme suit :

	Nombre de navires	Tonnage total brut
Navires de 20 t. et au-dessus	3.086	3.132.165 t.
Navires à voiles de 20 t. et au-dessus	14.694	985.921 t.
Navires de 1.000 t. et au-dessus	790	2.492.717 t.

Le pourcentage se répartissait ainsi :

1° 1% appartenant aux Chemins de fer Impériaux Japonais;

2° 35 % appartenant aux grandes Compagnies subventionnées dites « shosen » (Nippon Yusen Kaisha, Osaka Shosen Kaisha, Toyo Kisen Kaisha);

3° 64 % appartenant aux autres Compagnies dites « shagaisen ».

La caractéristique principale de cette flotte est d'être moderne et composée d'unités « jeunes ». Dès 1872 la flotte des *vapeurs* a toujours été, au contraire de ce qui existait pour beaucoup d'autres nations, supérieure à celle des voiliers, sous le rapport du tonnage du moins, car leur nombre était naturellement inférieur. Bien que le Japon fût un des pays les moins riches du monde en minerai, la *construction* a joué un rôle très important dans la constitution de sa flotte. C'est ainsi qu'à la fin de 1918, il avait en activité 57 chantiers de constructions navales avec 157 cales. On a calculé que le tonnage moyen des navires lancés pendant la guerre par les Chantiers Japonais ressort à 2.675 tonneaux et la proportion des navires ayant moins de 5 ans était, en 1921, de 40 % en tonnage. Ces navires utilisent la chauffe au mazout dans la proportion de 1/3 environ, cette chauffe coûtant environ les 2/3 de la chauffe au charbon. En 1922 les principales Compagnies qui avaient transformé leurs navires dans ce but étaient la « *Mitsui Bussen Kaisha* », la « *Nippon Yusen Kaisha* » et la « *Kokusai Kisen Kaisha* ».

Au cours de la même année la Marine impériale japonaise faisait installer la propulsion électrique sur un superdreadnought, le « Kamoï », ce qui marque un souci de progrès en ce qui concerne le matériel naval.

Les bénéfices réalisés par les Compagnies de navigation ont été fantastiques. La « Nippon Yusen Kaisha » en 1917 distribua un dividende de 51 % et ses réserves s'élevaient à 47 millions de yens. « L'Osaka shosen Kaisha » distribua 60 % et ses réserves étaient de 68 millions de yens. Les petits armateurs ont distribué jusqu'à 600 % de dividende!

La constitution de *trusts* destinés à maintenir une situation financière stable, en dépit de la crise mondiale des frets, n'a pu cependant empêcher, dès la fin de 1920, le Japon de désarmer un grand nombre de navires et d'arrêter en partie ses constructions. En avril 1922, 300.000 tonnes de navires de haute mer furent désarmés en quelques jours à la suite de la crise de l'exportation des soies. Au début de 1923, la situation avait encore empiré en raison de la venue en Extrême-Orient de navires européens qui permettaient les transports à prix réduits, notamment celle des navires allemands de Hugo Stinnes et aussi de la grève des mineurs américains qui força les armateurs à payer leur charbon très cher en Angleterre.

Nous ne savons pas encore dans quelle proportion a souffert une telle flotte, mais tout donne lieu à penser qu'elle va rendre au Japon de grands services pour le transport des matières premières nécessaires à une reconstitution qui ne saurait être tardive

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Société Française d'Imprimerie; Ateliers : 4, rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux : 2, rue Monge, Paris (V°)

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 19 61e ANNÉE 6 OCTOBRE 1923

LA VIE INTIME DE Mme DE POMPADOUR (1)

LE CHEMIN DE L'AMITIÉ

Une à une, elles s'en vont, les belles années, les brèves années d'amour; elles s'en vont parmi les intrigues et les plaisirs, et la jeunesse fatiguée de la marquise sent déjà le petit froid du déclin. Le soir, après le théâtre, après le souper du Roi, celle qui fut Galathée ou Colette, remonte, par les petits escaliers sombres, à la jolie chambre de l'appartement du haut. Le Maître doit venir. Il faut dépouiller la vaste robe si lourde, le *corps* aux échelles de ruban, les fleurs, les bijoux, les plumes, et commencer la toilette de nuit, avec des soins précis de courtisane. Etre belle, à toute heure, dans tous les costumes, malgré les chagrins secrets et les misères féminines, quelle tâche, quel effort! La robe est tombée: les cheveux se déroulent dans un nuage odorant; l'eau parfumée tiédit l'argent de la cuvette, et les femmes empressées mettent, autour de la marquise à demi-nue, le charmant désordre d'un petit tableau libertin. Celle-ci couvre le feu d'une cendre légère comme un voile gris: celle-là écarte les grands rideaux somptueux de l'alcôve: une autre bassine le lit tout écumeux de dentelles: une autre éteint les lumières qui se reflètent dans les glaces des trumeaux. Puis elles sortent. Madame est seule, avec sa fidèle du Hausset. Elle regarde, au miroir ovale de la toilette, sa figure du soir, la figure que l'amour seul connaît et qu'il veut retrouver, toujours pareille dans la diversité infinie. Hélas! ce beau fruit charnel est meurtri déjà, marqué, marbré de taches légères, griffé de rides très fines, que le fard dissimule aisément, mais qui paraîtront bientôt malgré le fard. Les yeux, un peu saillants, s'entourent d'un large cerne; la bouche est pâle; le tissu délicat du cou et de la gorge commence à se froisser; et toute cette beauté de trente ans révèle le travail de la maladie qui rôde dans son organisme secret, là où gît la force essentielle de la femme.

La maladie, épouvantail de l'amour! Madame de Pompadour songe en frémissant qu'elle n'a pas le droit d'être souffrante. Un jour qu'elle s'était sentie plus mal qu'à l'ordinaire, pendant un séjour à Choisy, elle s'excusa de ne point descendre au salon. A deux reprises, Louis XV réclama sa présence, et comme on lui répétait qu'elle était hors d'état de paraître, il dit sèchement : « A-t-elle la fièvre? — Non, Sire. — Alors, qu'elle descende!... »

C'est le sang de Louis XIV qui parle, dans

(1) Voir *Revue Bleue* des 15 décembre 1922, 1er et 20 janvier, et 18 août 1923

cet égoïste inconscient. Le bisaïeul, non plus, n'aimait pas qu'on fût malade, et il traînait, dans son carrosse, des femmes en grand habit, qui, fiévreuses, convalescentes, grosses ou récemment accouchées, devaient supporter le soleil et le vent, les cahots, sans jamais se plaindre. Madame de Pompadour voit approcher le temps où elle ne pourra plus ne pas se plaindre. Elle sent, avec effroi, le battement irrégulier de son cœur, l'instabilité de ses nerfs surmenés, le trouble qu'ont laissé, dans tous ses organes, les maternités avortées. Elle se consume dans cette existence qu'elle appelle, — comme celle du chrétien — un « combat perpétuel » et, parvenue à l'éclatant sommet de sa fortune, elle considère, devant elle, la route qui redescend...

Il est bien vrai qu'elle s'est élevée, très vite, et sans faux pas, jusqu'à cette cime. Que d'obstacles surmontés, que d'ennemis abattus! La Reine et le Dauphin non pas gagnés, mais rendus neutres; les courtisans séduits; les ministres réduits à une sorte d'obéissance: la roture ignoble des Poisson décrassée; le père réhabilité; le petit frère Abel, que le Roi nomme familièrement « frérot », devenu marquis de Vandières de Marigny, destiné à la Direction générale des Bâtiments; la mignonne Alexandrine élevée comme une princesse au couvent de l'Assomption. Quel chemin parcouru depuis le rendez-vous de chasse de Sénart! La marquise est prodigieusement riche; elle achète des domaines qu'elle embellit et où elle ne fait que passer : après l'admirable Crécy, c'est la petite maison exquise de la Celle; c'est le royal Bellevue; c'est l'Ermitage de Versailles et celui de Fontainebleau. Dans ces demeures enchantées, elle est reine, et les plus grands seigneurs de France portent l'habit à ses couleurs — vert pour Crécy, rouge pour Bellevue. Le Roi y vient, soupe, regarde les jardins illuminés d'où sortent des bergers et des Faunes qui lui adressent des compliments, écoute la comédie, bâille et s'en va souvent sans remercier l'amie ingénieuse. Il s'en va, mais il revient. Ses duretés, son humeur taciturne, ses velléités de trahison, ses accès de repentir quand il a bien peur de la mort, tout cela n'entame point la chaîne serrée de l'habitude. Aime-t-il encore sa maîtresse? Elle ne sait. Elle sait seulement qu'il craint les éclats et déteste les intrigantes. La maréchale de Mirepoix a bien deviné ce caractère, elle qui disait à la marquise : « C'est votre escalier que le Roi aime; il est habitué à le monter et à le descendre, mais s'il trouvait une femme à qui parler de sa chasse et de ses affaires, cela lui serait égal au bout de trois jours... »

Madame de Pompadour ne veut pas qu'il trouve cette confidente. Les passades qu'il a pu s'offrir, elle consent à les ignorer ou à pardonner, pourvu que l'amitié ne s'y mêle pas au plaisir. Elle accepterait des rivales que leur bassesse rendrait inoffensives. Les autres, elle luttera jusqu'à la mort pour les écarter.

L'amitié, oui, c'est l'amitié seulement qu'elle désire, l'amitié, faite de confiance et d'habitude, trame plus lâche que l'amour et plus solide, qui ne serre pas la chair, qui ne pèse pas à l'égoïsme et à la sensualité de l'homme, et qui pourtant retient, dans son nœud léger mais inextricable, ce que les amants mirent en commun de leurs pensées et de leurs sentiments, ce qui ne vieillit pas, ce qui peut subsister malgré la maladie, et jusque dans les flétrissures de l'âge.

Lien sublime des grandes âmes, fleur suprême de la plante qui eut pour racine la volupté, cette amitié, pourtant, vaut ce que valent les amants; et, telle que la marquise l'imagine, elle n'est pas d'une très haute qualité spirituelle. C'est une affection où la prudence et l'intérêt ont leur part. C'est une affection, cependant, et sincère, qui comporte un certain dévouement de la femme et une certaine fidélité de l'homme, que les méchants, certes, ne comprendraient pas, qu'ils appelleraient complaisance basse et faiblesse.

Garder les biens, les titres, le crédit, et s'il se peut, les accroître, et garder aussi le cœur de Louis XV, — ce qui lui sert de cœur! — sacrifier tout le reste et s'en faire un mérite, fortifier sa puissance par les abnégations qui devraient l'anéantir, cette idée traverse quelquefois l'esprit inquiet de la favorite. C'est une terrible partie à jouer, mais si elle ne la joue pas, tout est perdu, car le Roi commence à sentir l'infériorité de sa maîtresse en tant que maîtresse, et la résistance secrète d'un corps qui n'aime pas le plaisir sensuel, qui le subit, et sait mal le donner... Entre les bras fatigués de la marquise, Louis XV, déçu, se souvient d'autres caresses et compare...

C'est pourquoi, l'attente de la volupté, dans cette chambre délicieuse, est triste comme la mort.

Ce drame secret, qui a commencé dans la joie même des premières étreintes, lorsque le Roi

s'étonnait de posséder une femme froide « comme une macreuse », durera cinq ans.

Ce que Madame de Pompadour perd dans l'ombre de l'alcôve, elle le regagne le jour, au contraire de ces amoureuses qui tiennent l'homme par les sens et dont chaque nuit est une victoire que détruit chaque matin. Le jour venu, la marquise refait ses armes. Elle appelle au secours de sa beauté défaillante l'art exquis du maquillage et de la toilette. Le fard lui rend une apparence de santé, un éclat qui s'accorde avec la poudre, avec les dentelles, avec la chatoyante splendeur des soies à ramages et la richesse du décor. Elle retrouve son joli regard, son sourire flottant au coin des lèvres, sa voix musicale, ses manières nobles et charmantes, ses talents de chanteuse et de diseuse, son vif esprit parisien, qui n'est pas tout à fait l'esprit de Versailles. Ainsi armée, elle reprend le combat. A tous ceux qui lui disputent la puissance, elle livre bataille, et pour vaincre, elle ne cesse d'épier, de calculer, de chercher le moment propice et le point faible.

La maîtresse du Roi peut ignorer la politique; l'amie du Roi ne le peut point. Il lui faut donc disputer aux ministres une influence dont ils sont jaloux. Elle a gagné les premières manches. Débarrassée du contrôleur général Orry et du marquis d'Argenson qu'elle a fait remplacer par des créatures à elle, Machault d'Arnouville et Puysieux, Madame de Pompadour a contre elle Richelieu, Maurepas et le comte d'Argenson, amant de la perfide Estrades. Longtemps, par indolence, scrupule ou taquinerie, Louis XV a refusé de départager les adversaires. Il paraît même s'amuser un peu cruellement de leur jeu. Mais le murmure des *Poissonnades* vient jusqu'à ses oreilles, et l'occasion arrive — admirablement préparée par la marquise — où le Roi est obligé de sévir.

Richelieu, d'abord, est touché. Revenu du siège de Gênes, il avait annoncé son intention de « crosser la Pompadour comme une fille d'Opéra » et, presque aussitôt, se targuant de sa charge de Premier gentilhomme de la Chambre, il avait refusé au duc de La Vallière, directeur du théâtre des Petits Cabinets, les costumes et accessoires qui appartenaient aux Menus-Plaisirs du Roi. Les réclamations de la marquise restèrent sans effet. Il fallut que Louis XV parlât incidemment de la Bastille, un soir, à son petit coucher, pour que Richelieu cédât, d'un air tout ironique, et comme s'il n'attachait aucune importance à sa défaite. Mais désormais prudent, il ménagea la favorite et servit même ses rancunes contre leur ennemi commun, Maurepas. Celui-là ne devait pas, ne voulait pas désarmer. Appuyé sur la famille royale, aimé du Roi, il combattait Madame de Pompadour à visage découvert, avec le double sentiment d'être utile à l'Etat et de contenter une vieille haine. Mais la marquise prévoyait ou parait les coups. Elle s'arrangeait pour ne jamais quitter le Roi même aux heures de travail, où elle rompait à tout moment le fil des conversations trop intéressantes, donnait hautement des ordres au ministre : « Il faut... Je veux... » Maurepas bouillait de colère. Il regardait du côté de Louis XV... Le Roi, un peu gêné, déclarait : « Faites ce que Madame désire ». Et « Madame », alors, d'un ton léger :

« Allons donc, Monsieur de Maurepas! Vous faites venir au Roi la couleur jaune. Adieu, monsieur de Maurepas! »

Le ministre partait exaspéré, et soulageait sa bile par d'abominables chansons. Un soir, à souper, Madame de Pompadour disperse à ses pieds un bouquet de jacinthes blanches. Le lendemain, tout Versailles, tout Paris, répètent

Par vos façons nobles et franches,
Iris, vous enchantez les cœurs,
Sous nos pas, vous semez des fleurs,
Mais ce ne sont que des fleurs blanches...

L'allusion aux infirmités secrètes de la femme blesse au vif le Roi et la marquise. Madame de Pompadour exige que l'auteur anonyme soit découvert et châtié. Elle se rend, elle-même, avec Madame d'Estrades, chez Maurepas.

— On ne dira pas que j'envoie chercher les ministres; je viens les chercher. Quand donc saurez-vous les auteurs des chansons?

— Quand je le saurai, Madame, je le dirai au Roi.

— Vous faites peu de cas, monsieur, des maîtresses du Roi.

— Je les ai toujours respectées, Madame, de *quelque espèce qu'elles fussent...*

La marquise emporte ce trait, piqué au vif de son orgueil, et Maurepas de rire, chez la maréchale de Villars, l'amie de la Reine. On lui disait :

— Vous avez reçu une belle visite!

— Oui, de la marquise. Cela lui portera malheur. Je me souviens que madame de Mailly vint aussi me voir deux jours avant d'être renvoyée. Pour madame de Châteauroux, on sait que je

l'ai empoisonnée. Je leur porte malheur à toutes. »

Il se vantait. Sa perte était certaine, dès ce moment. Madame de Pompadour affecta de craindre ce poison que ses contemporains voyaient partout. Elle refusait de manger et de boire à la table même du Roi, pleurait et gémissait sans cesse. Tous les hommes, et les rois comme les autres, ont une sainte terreur des « scènes » féminines, et Louis XIV lui-même cédait aux violences de madame de Montespan. Maurepas — le 25 avril 1740 — reçut un congé brutal dont la Reine, l'innocente Reine, supporta le contrecoup. L'exil du disgracié dura vingt-cinq ans — mais les Poissonnades continuèrent, et le chevalier de Resseguier osa publier cette épigramme :

Fille d'une sangsue et sangsue elle-même,
Poisson, d'une insolence extrême,
Etale en ce château, sans honte et sans effroi,
La substance du peuple et la honte du Roi.

Ce qui lui coûta son grade dans le régiment des Gardes-françaises et lui valut vingt ans de détention.

Cependant, dans les rues de Paris, on ramassait des papiers qui portaient cette inscription : « Rasez le Roi, pendez Pompadour, rouez Machault ». Le cri populaire montait contre la favorite et ses créatures, cri sincère, injuste parfois, mais qu'un souverain ne peut dédaigner sans crime et ignorer sans péril, — le même cri qui montera, plus tard, contre « l'Autrichienne », et que Louis XVI ne saura pas mieux entendre que Louis XV ne l'a entendu.

Le comte d'Argenson demeurait encore, en face de la marquise détestée, mais il savait la force de l'adversaire et il composait avec cette puissance. On le vit aux dîners de madame de Pompadour. Il la conduisit à l'exposition des tableaux du Louvre. Ce furent toutes les apparences d'une réconciliation, tandis que d'Argenson préparait déjà, avec la complicité de sa vilaine maîtresse, madame d'Estrades, le renvoi de la favorite et la faveur de madame de Choiseul-Romanet.

Ainsi au cours des années, madame de Pompadour ruine ses ennemis, par dessous, avec une patience obstinée et des ruses infinies. Elle les attaque en ordre dispersé comme Horace fit des Curiaces. Ce sont les débuts de la femme politique qui, de plus en plus, interviendra dans les affaires, qui nommera les ministres et les généraux, soutiendra Belle-Isle et Soubise, recevra des lettres flatteuses de l'Impératrice Marie-Thérèse, et se déclarera personnellement l'ennemie du roi de Prusse. Forte des secrets conquis et qu'elle sait garder, forte de la science qu'elle possède des hommes, de la cour, du caractère de Louis XV, elle fera la guerre aux Jésuites et au Parlement, elle inaugurera un nouveau système d'amitiés et d'alliances. Nous ne la suivrons pas dans ces intrigues politiques que ne rachètent pas, devant la postérité, deux pensées, réalisées en deux grandes œuvres : la Manufacture de Sèvres, et l'Ecole militaire. Nous n'en retiendrons que ce qui peut éclairer la vie intime de la femme, expliquer l'évolution de son caractère, et la forme de ses relations avec le Roi. Nous la verrons, en l'espace de dix années, se transformer complètement, perdre, dans l'atmosphère de Versailles, cette douce bonté qui lui était naturelle, et grisée par sa vaine gloire, justifier le jugement attristé de Bernis : « La marquise n'avait aucun des grands vices des femmes ambitieuses; mais elle avait toutes les petites misères et la légèreté des femmes enivrées de leur figure et de la supériorité de leur esprit; elle faisait le mal sans être méchante et le bien par engouement; son amitié était jalouse comme l'amour, légère, inconstante comme lui, et jamais assurée. »

IX

En décembre 1749, les gens bien informés racontaient tout bas certaine nouvelle qui donnait fort à penser aux courtisans. Ce bel « appartement d'en haut », ce nid d'amour, où la marquise avait passé les temps les plus heureux de sa liaison avec le Roi, ce théâtre charmant de leur vie intime, de leurs petits concerts, de leurs soupers familiers, madame de Pompadour l'abandonnerait au duc et à la duchesse d'Ayen. Elle prendrait l'appartement des Penthièvre et celui de la comtesse de Toulouse, c'est-à-dire tout l'espace compris depuis la voûte de la chapelle jusqu'à l'encoignure du château, sur la terrasse qui regarde le parterre du Nord.

Quelle était la raison de ce changement? Il y avait bien, entre l'appartement du Roi et celui de la comtesse de Toulouse, un escalier dérobé qui datait du siècle précédent. Par cet escalier, Louis XIV descendait chez madame de Montespan, et Louis XV s'en servait pour rejoindre sa fille aînée, Madame Infante, lorsque elle venait de Parme et séjournait dans le logement inhabité de la comtesse de Toulouse... Mais l'escalier n'était pour rien dans la décision des deux

amants. Madame de Pompadour, en se mettant ainsi sous les yeux de toute la cour, dans le voisinage immédiat de madame Adélaïde, sacrifiait une liberté amoureuse dont elle n'avait plus que faire, puisque, entre elle et le Roi, désormais, l'amour n'était plus qu'un souvenir.

Le duc de Luynes rend compte de cet évènement, à sa manière discrète qui laisse entendre tout ce qu'il ne dit pas : « Madame de Pompadour connaît le Roi : elle sait qu'il a de la religion et que les réflexions qu'il fait, les sermons qu'il entend peuvent lui donner des remords et des inquiétudes; qu'il l'aime à la vérité de bonne foi, mais que tout cède à des raisons sérieuses, d'autant qu'il a plus d'habitude que de tempérament et que s'il arrivait de trouver dans sa famille une compagnie qui l'occupât avec douceur et gaîté de ce qui pourrait l'amuser, peut-être, n'ayant pas une passion violente à vaincre, il ferait céder son goût présent à son devoir. Elle a remarqué le goût du Roi pour Mesdames... Comme il est vraisemblable que madame Sophie et madame Louise ne seront pas longtemps sans revenir de Fontevrault et que cela fera une augmentation de logements, il était aisé de prévoir que le Roi qui a pris l'habitude de faire revenir, depuis environ quatre mois, Mesdames sans panier chez lui, après souper, faire une espèce de retour de chasse, pourrait bien loger Madame et madame Adélaïde dans cet appartement, s'accoutumer à y descendre et même à y souper. Voilà précisément ce qu'elle a voulu éviter. »

L'installation de l'appartement prend deux années. Il n'est pas encore terminé que déjà, dans le beau parc de Bellevue, la marquise fait élever une gracieuse statue qu'elle a commandée à Pigalle, pour remplacer un marbre emblématique de l'Amour. La Reine, qui consent à visiter Bellevue, apercevra un jour la figure féminine, presque chaste, malgré le sein découvert à l'antique et la jambe nue jusqu'au genou. Elle remarquera la noble décence de la draperie, la simplicité de l'attitude, un bras replié vers la poitrine, l'autre ébauchant un geste d'accueil. Elle reconnaîtra sur le visage de la nymphe, la ressemblance idéalisée de madame de Pompadour et demandant au vieux jardinier qui la suit le nom du bosquet embelli par cette déesse, elle l'entendra répondre :

— On l'appelait autrefois le Bosquet de l'Amour. A présent, Madame, c'est le Bosquet de l'Amitié...

Et peut-être, au fond de son cœur, Marie Leczinska aura-t-elle le sentiment d'une revanche secrète, qui n'ira pas sans inquiétude...

Dès 1751, la transformation s'est accomplie. La marquise a réussi ce beau et difficile travail, ce chef-d'œuvre d'habileté féminine; quitter ou paraître quitter la première l'amant qu'elle aurait perdu; garder l'ami, et, dans la chasteté d'une liaison encore étroite, demeurer, au sens réel du mot, la maîtresse.

Sacrifice qui ne coûte rien à la chair épuisée, sacrifice qui ménage l'orgueil de la favorite et sert ses intérêts; sacrifice pourtant, et douloureux. Une femme ne renonce jamais, sans souffrance, à ce qu'elle posséda, même lorsqu'elle n'y tient guère, à moins que de le remplacer aussitôt. L'amour seul fait oublier l'amour. Personne n'a connu le secret de ce long adieu que madame de Pompadour dit à l'amour du Roi, lentement, tristement, tandis qu'elle se détachait, peu à peu, de lui, qui se détachait d'elle... Sans doute, Louis XV fut distrait, impatient, taciturne; il se leva souvent, sans un baiser, du lit décevant où il revenait quelquefois. Puis il espaça ces rencontres. Il se désaccoutumait physiquement de celle qui pouvait l'amuser encore et non plus l'enivrer. Il regardait, avec des yeux neufs, le corps voilé des autres femmes; et partout, entre la marquise et lui ,il y avait cette forme, indécise comme un nuage dans l'aube — la nouvelle « Inconnue » qui allait venir.

Comment se nommera-t-elle? Forcalquier, Choiseul ou Coislin?

« Madame, écrit madame du Hausset, éprouvait beaucoup de tribulations au milieu de toutes ses grandeurs. On lui écrivait souvent des lettres anonymes. On menaçait de l'assassiner ou de l'empoisonner.

« Je ne l'ai jamais vue dans un plus grand chagrin qu'un soir, au retour du salon de Marly. Elle jeta, en rentrant, avec dépit, son manteau, son manchon, et se déshabilla avec une vivacité extrême. Ensuite, renvoyant ses autres femmes, elle me dit, à leur sortie :

Je ne crois pas qu'il y ait rien de si insolent que cette madame de Coislin. Je me suis trouvée, ce soir, au jeu, à une table de brelan avec elle... Vous ne pouvez vous imaginer tout ce que j'ai souffert. Les hommes et les femmes semblaient se relayer pour nous examiner. Madame de Coislin a dit deux ou trois fois, en me regardant : « *Va tout!* » de la manière la plus insultante. Et j'ai cru me trouver mal quand elle a dit, d'un ton triomphant : « J'ai brelan de rois ». Je vou-

drais que vous eussiez vu sa révérence en me quittant!

— Et le Roi, lui dis-je, lui a-t-il fait ses belles mines?

— Vous ne le connaissez pas, ma bonne! S'il devait la mettre ce soir dans mon appartement, il la traiterait froidement devant le monde et me traiterait avec la plus grande amitié. Telle a été son éducation, car il est bon par lui-même et ouvert.

Mais la marquise de Coislin manqua son coup. Elle effraya le Roi par des exigences qui le firent réfléchir et madame de Pompadour put dire à sa confidente, quelques mois plus tard. « La fière marquise s'est conduite comme Mlle Deschamps, la courtisane à la mode... Elle a été *éconduite.* »

Autre sujet d'inquiétude : on voit un jour, à Compiègne, une très belle fille qui se montre à la Comédie de la ville, au souper public du Roi, parmi les invités qui suivent la chasse. On l'appelle Mlle Dorothée. D'où sort-elle? Nul ne le sait exactement. On la dit fille d'un porteur d'eau de Strasbourg, amenée par un Gascon nommé Du Barry, « le plus mauvais sujet qu'il y ait en France ». Cet homme — qui reparaîtra plus tard, avec une autre belle fille à jeter dans le lit du Roi vieillissant — fonde tous ses espoirs sur le succès de Dorothée... Mais Lebel, le valet de chambre, tout dévoué à Mme de Pompadour, persuade Louis XV que la belle Dorothée n'est pas sûre, l'amant gascon étant rongé d'un vilain mal que Sa Majesté n'a pas le pouvoir de guérir comme les écrouelles.

Puis c'est une parente de la marquise, une très belle, très jeune et très sotte personne, mariée par les soins de Mme de Pompadour au comte de Choiseul Romanet, qui livre l'assaut au cœur du Roi. La marquise, sans défiance, la met de toutes les parties et couve ce petit serpent avec un autre serpent plus venimeux encore, Mme d'Estrades. Le mari n'est pas gênant; il est « la plus grosse bête de la cour ». Madame d'Estrades et son amant Argenson soutiennent la « candidature » de la comtesse. Celle-ci se garde bien de demander de l'argent! Elle joue exactement le jeu qui a si bien réussi à madame d'Etiolles, en déclarant « qu'elle est incapable de manquer à son mari; qu'elle déteste tous les jeunes gens qu'elle voit à la cour et que pour le Roi seul, elle ne résisterait pas ». Le Roi, ému par ce beau désintéressement, accorde à la dame tout ce qu'elle exige — sans avoir l'air d'exiger. Les Choiseul seront reconnus comme parents du Roi, à cause d'une alliance très ancienne avec une princesse du sang et l'on promet au mari de la belle une place de maréchal de camp. Cette affaire se traite en des rendez-vous nocturnes où le Roi risque de se casser la jambe dans un escalier noir et tortueux. Enfin, les conseillers de madame de Choiseul décident que le temps de capituler est venu. Dubois, le secrétaire du comte d'Argenson, fit confidence à Marmontel de la scène capitale dont il fut un des témoins, ainsi que le médecin Quesnay qui était à la fois l'ami de madame d'Estrades et l'ami de Mme de Pompadour : « L'intrigue avait fait du progrès. Elle était au dénouement. Le rendez-vous était donné; la jeune dame y était allée; elle y était dans le moment même où M. d'Argenson, madame d'Estrades, Quesnay et moi nous étions ensemble dans le cabinet du ministre... Après une assez longue attente, arrive madame de Choiseul, échevelée et dans le désordre qui était la marque de son triomphe. Madame d'Estrades court au-devant d'elle, les bras ouverts, et demande si c'en est fait : « Oui, c'en est fait, répondit-elle. Je suis aimée; il est heureux; *elle* va être renvoyée; il m'en a donné sa parole. » A ces mots, ce fut un grand éclat de rire dans le cabinet. Quesnay lui seul ne fut point ému. « Docteur, lui dit M. d'Argenson, rien ne change pour nous et nous espérons bien que vous nous resterez.

« — Moi, monsieur le comte, répondit froidement Quesnay en se levant, j'ai été attaché à madame de Pompadour dans sa propriété; je le serai dans sa disgrâce. » Il s'en alla sur le champ. Nous restâmes pétrifiés, mais l'on ne prit de lui aucune méfiance. « Je le connais, dit madame d'Estrades, il n'est pas homme à nous trahir. » Et en effet, ce ne fut point par lui que le secret fut découvert et que la marquise de Pompadour fut délivrée de sa rivale. L'artisan de cette délivrance fut le propre cousin de la nouvelle maîtresse, M. de Choiseul-Stainville, ennemi déclaré de madame de Pompadour, et qui saisit habilement cette occasion de se raccommoder avec elle. Il lui remit les preuves de la trahison, ajoutant que sa cousine était trop légère pour obtenir un crédit dont elle userait mal, et que lui-même, l'ayant jugée, n'avait en vue que le bonheur de son cousin et l'intérêt de l'Etat. Quelques jours plus tard, madame de Choiseul-Romanet était renvoyée de la cour, ainsi que madame d'Estrades, et M. de Choiseul-Stainville invité au souper du Roi.

Ainsi donc, sur ce terrain mouvant de la cour, la marquise rencontre partout le mensonge et l'ingratitude. Ses seuls amis vrais, c'est la maréchale de Mirepoix et madame d'Amblemont, deux étourdies qu'elle appelle gentiment ses « petits chats »; c'est la bonne du Hausset et l'honnête docteur Quesnay... Tous les autres n'ont en vue que leur intérêt propre, et ceux qui la flattent le plus marcheraient sur elle pour saluer plus vite sa remplaçante. Quelles affections, chaudes et tendres, pourraient la consoler de ses tristesses? Elle a perdu ses parents qu'elle chérissait. Son frère, dont elle a fait la fortune, qui a du mérite et de l'esprit, souffre d'être secrètement mésestimé, et refuse les mariages que sa sœur lui offre. Reste la petite fille bien-aimée, la jolie Alexandrine qui croît en grâce et en beauté, dans son couvent.

La marquise adore cette enfant qui lui ressemble. Un charmant tableau de François Guérin nous a conservé l'image de la mère et de la fille, — la mère en robe fleurie ,coiffée d'un feston de perles, assise sur un canapé chargé de coussins, le dos tourné à une haute glace qui reflète sa nuque poudrée et ses épaules; tenant de la main gauche un livre entr'ouvert, caressant, de la main droite, la tête ébouriffée et soyeuse d'un petit chien noir; la fille, âgée de sept ou huit ans, dans ce costume à longue jupe et à corsage décolleté qui est celui des femmes, des fillettes et des poupées, au XVIIIe siècle; une dentelle sur les cheveux, un ruban au cou, une rose au côté. Assise sur un tabouret, contre la robe bouffante de sa mère, l'enfant appuie un bras sur une cage ouverte, et tient sur un doigt son oiseau favori, tandis qu'un second petit chien, ébouriffé et soyeux comme l'autre, mais tout blanc, fait « le beau » avec gravité. Les figures sont un peu mignardes et précieuses. Cependant l'œuvre a du prix. Elle nous montre une Pompadour souriante et comme apaisée, dans un doux orgueil maternel... Peut-être songe-t-elle à l'avenir d'Alexandrine, à ce mariage qu'elle voudrait si brillant et dont elle parle quelquefois à sa fidèle du Hausset... Le mari qu'elle rêve, pour sa fille, c'est le fils adultérin du roi et de madame de Vintimille, le petit comte de Luc, âgé de onze ans, et qui ressemble à Louis XV « de figure, de gestes et de manières » comme Alexandrine à madame de Pompadour.

Cet enfant d'une rivale morte, la marquise le fit venir un jour à Bellevue, conduit par son gouverneur. Tous deux goûtèrent chez le suisse, et madame de Pompadour, en se promenant, eut l'air de les trouver par hasard. Elle admira la beauté du petit comte et l'emmena, avec Alexandrine, dans une figuerie où le Roi devait se rendre. Louis XV, qui ne reconnaissait pas son fils, fut un peu gêné quand on le lui présenta. La marquise s'attendrit sur les deux enfants et murmura :

« Ce serait un beau couple. »

Le Roi feignit de ne pas comprendre. Il s'amusait avec la petite, sans s'intéresser au garçon qui tout en mangeant des figues et de la brioche, accusait sa filiation par toute sa physionomie et par tous ses gestes. Madame de Pompadour s'exclama :

— Ah! Sire, voyez!

— Quoi? dit Louis XV.

— Rien... Si ce n'est qu'on croit voir son père.

— Je ne savais pas, dit le Roi en souriant, que vous connaissiez le comte de Luc si particulièrement.

— Vous devriez l'embrasser, car il est fort joli.

— Je commencerai donc par la demoiselle, dit le Roi, d'un air contraint.

Le soir, madame du Hausset fit la remarque « que le Maître n'avait pas paru fort vif dans ses embrassements. »

« Il est comme cela, répondit madame de Pompadour. Mais n'est-ce pas que ces deux enfants ont l'air faits l'un pour l'autre? Si c'était Louis XIV, il ferait du jeune enfant un duc du Maine. Je n'en demande pas tant : une charge et un brevet de duc pour son fils, c'est bien peu... Et c'est à cause que c'est son fils que je le préfère, ma bonne, à tous les petits ducs de la Cour. Mes petits-enfants participeraient en ressemblance au grand-père et à la grand-mère, et ce mélange que j'ai l'espoir de voir ferait mon bonheur un jour... »

Elle parlait ainsi, les yeux pleins de larmes, et, malgré l'ambition et la vanité, il se réveillait en elle quelque chose de l'ancienne « Reinette », de la tendre et bonne petite créature gâtée par une éducation sans moralité, mais non pas tout à fait pervertie.

Obligée de renoncer à un projet chèrement caressé, elle pensa au fils de Richelieu, le petit Fronsac, pour Alexandrine, et là encore, elle fut poliment refusée. Le duc de Chaulnes se montra plus accommodant. Il accepta de fiancer son fils, le duc de Picquigny, à Mlle d'Etiolles, quand

elle aurait accompli ses treize ans, contre la promesse d'être nommé gouverneur du duc de Bourgogne, et la duchesse gouvernante des Enfants de France.

Mais ce bonheur qui devait payer madame de Pompadour de tous ses chagrins, elle n'en eut que l'espérance. Rêves maternels, douce fierté, tendresse, tout s'écroula. En juin 1754, Alexandrine tomba malade : fièvre violente, vomissements, convulsions. Le lendemain, elle était morte.

Le désespoir de la mère fut terrible et dérangea pour longtemps sa santé. Quelques jours plus tard, en ce même mois de juin 1754, madame de Pompadour perdait son père, François Poisson, tué par la mort d'Alexandrine. Abel de Vandière de Marigny s'éloignait d'elle. Dans ce grand déchirement de tout son cœur, si sensible aux affections familiales, la marquise éprouvait sa solitude... Le Roi lui avait bien témoigné de la compassion, mais il n'aimait pas les larmes. Elle sécha les siennes, maîtrisa ses nerfs, reçut des gens à sa toilette, et ne parla plus de ses douleurs, par une sorte d'héroïsme professionnel qui fit pitié à quelques-uns... Cependant, « Reinette », tout ce qui survivait de « Reinette » était enseveli à jamais dans la tombe d'Alexandrine.

Et la vie continue : intrigues, flatteries, mensonges, fatigue extrême du corps et de l'âme, sans autre intérêt désormais que la lutte éternelle pour la puissance.

Les femmes qui ont beaucoup aimé et beaucoup souffert, lorsqu'elles vieillissent, cherchent quelquefois en Dieu l'amour suprême qui resplendira sur leur crépuscule. Ou bien, si ce n'est le besoin de l'amour qui les ramène à l'autel, c'est un sens nouveau de la vie enfin révélé à des yeux plus clairvoyants, à des âmes plus instruites qu'aux temps troublés de la jeunesse. On put croire que madame de Pompadour, après la mort de sa fille, inclinerait à la dévotion. Sa position auprès du Roi n'était même plus équivoque. Tout le monde savait que l'amitié régnait dans le bel appartement au salon de laque rouge, comme dans le bosquet de Bellevue, et que c'était à titre d'ami seulement que Louis XV descendait chez la marquise, — et encore passait-il par la « pièce de compagnie », car l'escalier mystérieux était muré. Madame de Pompadour assistait régulièrement aux offices; elle faisait maigre le vendredi, et elle parlait déjà de son confesseur qui serait le P. de Sacy, jésuite. On l'avait vue chez les Religieuses Capucines de Paris, aller, coiffes baissées, à la chapelle où était le corps de sa fille et prier longuement sur le tombeau. En réalité, elle avait des velléités de religion plutôt que de la religion, et n'étant pas hypocrite, elle avouait franchement qu'elle espérait obtenir, par ses prières, la dévotion véritable dont elle était encore bien éloignée. L'intention suffisait pour toucher le cœur de la Reine qui marquait à l'ex-favorite une réelle bienveillance, et comptait peut-être qu'en voulant faire son salut, madame de Pompadour aiderait, indirectement, au salut du Roi. Si elle éprouvait un réel désir de pénitence, ne serait-elle pas obligée de quitter la cour, où sa présence — même à titre d'amie — perpétuait le scandale? Quitter la cour, la marquise n'y pensait guère, et elle entendait bien que la dévotion et l'amitié purifiée s'accorderaient ensemble. C'était aussi l'avis de Louis XV. Après avoir accordé à son « amie », les honneurs de duchesse, en 1752, il la nomma, en février 1756, dame du palais de la Reine. Marie Leczinska, un peu choquée par cette nomination, laissa entendre qu'elle ne pouvait recevoir les services d'une personne qui, étant mariée devant l'église, n'habitait pas avec son mari. L'objection était forte. Madame de Pompadour consulta le P. de Sacy qui approuva le sentiment de la Reine. Il dit à la marquise qu'il lui refuserait l'absolution tant qu'elle n'aurait pas regagné le domicile conjugal. Dans cet extrême embarras, M. de Machault vint au secours de la marquise et lui suggéra la conduite la plus habile. Il savait que M. Le Normant d'Etiolles menait une vie fort joyeuse avec une danseuse de l'Opéra, Mlle Rem, et n'avait pas la moindre envie de reprendre l'épouse infidèle. Qu'il affirmât son refus, et le tour était joué. La pénitente ne portait plus la responsabilité d'une situation scandaleuse, qui lui était en quelque sorte, imposée par l'implacable M. Le Normand. Donc, madame de Pompadour écrivit à son mari une lettre toute pleine de repentir. « Je reconnais mon tort. Je veux le réparer. Déjà le point capital de ma faute a cessé et il ne reste plus que d'en faire cesser les apparences, ce que je souhaite ardemment; je suis résolue, par ma conduite à venir, d'effacer ce qu'il y a dans ma conduite passée. Reprenez-moi, vous ne me verrez plus occupée qu'à édifier le monde par l'union où je vivrai avec vous, autant que j'ai pu le scandaliser par ma séparation. »

Marcelle TINAYRE.

L'ÉCOLE CELTIQUE

C'est encore une école littéraire qui se dresse indirectement contre les Humanités et contre le décret Léon Bérard.

Charles de Saint-Cyr, un des chefs de cette Ecole, en même temps qu'un sagace critique et qu'un de nos plus savoureux romanciers, est un exquis poète, de la famille verlainienne. Or, Verlaine, à qui son talent l'apparente, se rattache directement à Villon, et par Villon, aux poètes lyriques du moyen âge, c'est-à-dire à Charles d'Orléans et à Rutebeuf. Et c'est pourquoi Saint-Cyr nous veut médiévaux comme lui et comme Verlaine et maudit la Renaissance qui a mis fin au moyen âge.

Verlaine n'égale pas tout à fait Villon. Il n'a pas fait la *Ballade des Dames du Temps Jadis* ni la *Ballade à Notre-Dame*. Villon est plus artiste et ses ballades, légères et hautes comme des cathédrales, flamboient comme de merveilleux vitraux. Villon est un très grand artiste et c'est pourquoi il nous apparaît un si grand poète. Il s'impose d'abord à nos imaginations et il achève de nous gagner par sa sensibilité. Verlaine a beaucoup d'art, une technique très savante et très sûre sous son nonchaloir apparent, une vaste culture, qui l'autorise à prendre toutes les libertés et une sensibilité délicieuse. Mais son art n'a pas la grandeur ni la svelte élégance de l'art de Villon. Verlaine n'est que le second des poètes médiévaux.

Ce grand art, qui illustre à jamais Villon, est ce qui manqua le plus aux poètes du moyen âge et, en revanche, il caractérise nos grands poètes, à partir de la Renaissance. Il est la marque et le souci principal de l'Humanisme.

Villon, par son éducation, par sa grande culture, — car c'est, avant tout, un enfant de l'école, — appartient déjà à la première Renaissance, mais il adore son passé gothique, son vieux Paris, son temps qui s'en va et avec les yeux que la Renaissance lui a ouverts, il s'attendrit sur tant de beauté, et avec le style, dont elle lui a donné un sentiment si vif et si sûr, il fixe toute cette beauté qui va mourir en des traits d'un relief et d'une élégance inégalables.

Voilà ce qu'est Villon. C'est plus qu'un Renaissant, c'est un grand Romantique.

Verlaine, lui, avec un style très moderne, une concision remarquable, est, en effet, un poète du moyen âge ou l'est devenu avec *Sagesse*. Il pense, sent, écrit en chrétien, qui *ne veut savoir que sa mère Marie*. Et Charles de Saint-Cyr sent et pense comme lui. La chanson qu'ils ont à dire ne comporte rien autre. Elle est droite, émue, simple et pure.

Charles de Saint-Cyr ne comprend pas qu'elle ne nous suffise pas, puisqu'elle lui suffit. Et, en effet, elle est touchante et belle. Et il part en guerre contre la Renaissance.

Si nous ne savions pas goûter la chanson de Verlaine et de Saint-Cyr, nous serions inexcusables. Nous la goûtons pleinement, mais elle ne nous suffit pas. Elle ne nous paraît pas suffire à toutes les exigences de nos cœurs et de nos esprits de Civilisés. Nous avons encore d'autres besoins, qu'elle ne satisfait pas. Nous ne voulons pas, pour garder Villon et Verlaine, nous priver de Ronsard, de J. du Bellay, de Racine, de Molière, de la Fontaine, de Chénier, de Hugo, de Banville, de Henri de Régnier : nous y perdrions décidément trop. Nous voulons tout garder, mais s'il nous fallait absolument choisir, eh bien ! nous préférerions renoncer à Verlaine et même à Villon, plutôt que de nous passer de ceux que je viens de nommer, car ils représentent pour nous une Civilisation bien plus large et qui, embrassant l'Hellénisme, le Christianisme et la Latinité, l'Antiquité et les Temps Modernes, agrandit le champ de notre pensée, de notre action et de notre rêverie et permet à chacun de trouver l'emploi de ses facultés et de ses goûts.

Le Crime de la Renaissance ! ô mon cher Saint-Cyr, c'est Versailles, après Fontainebleau et les Châteaux de la Loire et Anet, et c'est le Paris du Louvre, des Tuileries, des Invalides, des Champs-Elysées, de l'Arc de Triomphe, le Paris des vastes avenues, où l'air, la lumière et la gloire circulent avec les peuples, qui y défilent. Oh ! le beau Crime et puissions-nous en voir bientôt un pareil !

Le Crime de la Renaissance, c'est l'hégémonie de notre langue dans le monde ; c'est ce même monde, attentif à tout ce qui se passe et se dit à Paris ; c'est notre théâtre et toute notre dramaturgie auxquels les autres peuples ne peuvent rien opposer de pareil.

Le Crime de la Renaissance, je vous entends bien, est de nous avoir arrachés à notre personnalité ethnique pour nous faire endosser l'Hellénisme universel. Mais ne fut-ce pas là précisément la cause de notre grandeur indiscutable et indiscutée ? Nous ne parlions plus au nom d'une civilisation particulière, mais de la Civilisation et ce fut notre force. Nous nous sommes dénationalisés, pour conquérir le monde, pour devenir la Civilisation. Mais ce ne fut qu'une apparence et jamais nous ne fûmes plus Français et même, si vous y tenez, plus Celtes, qu'en agissant ainsi.

* * *

En effet, la théorie de Camille Jullian, de laquelle se réclame, depuis quelque temps, toute une école littéraire, de tendance catholique et médiévale, consiste à dire que nous ne sommes pas des Latins, que nous sommes, depuis nos plus lointaines origines, toujours le même peuple, reconnaissable aux mêmes traits de caractère et d'intelligence. Et cela, je le crois volontiers. Sommes-nous des Celtes ? Ça, c'est une autre question. Les Celtes fondèrent un immense empire, au VIe siècle avant notre ère. Ils firent, d'après Jullian, la conquête de la Gaule, vers cette même époque, mais ils y trouvèrent déjà les Grecs, fortement installés, en train de fonder partout des villes et des comptoirs. Ils semblent bien n'avoir été que des envahisseurs, comme plus tard les Romains et puis les Goths et les Francs. Nous fîmes partie de l'Empire Celtique, comme plus tard de l'Empire Romain et ensuite du royaume de Dagobert, mais probablement à titre de sujets, d'abord contraints, puis volontaires et enthousiastes. Nous nous laissâmes celtiser, puis latiniser et franciser, jusqu'au jour, où, ayant absorbé nos vainqueurs successifs, nous eûmes fini par acquérir d'eux un sens suffisant de l'organisation, de la discipline et de l'unité pour avoir un vrai gouvernement et une méthode. Nous étions des populations intelligentes, passionnées et généreuses ; nous sommes lentement devenus un peuple.

Rien n'est plus aisé pour des nomades, qui constituent, en somme, une armée en marche, à qui la discipline et l'obéissance s'imposent comme une nécessité primordiale, mais rien n'est plus difficile pour les sédentaires, car cela comporte pour eux une organisation à la fois civile et militaire, plus civile encore que militaire et cela réclame un long code de lois spéciales et vraiment adaptées et une série d'institutions séculaires, dont la vertu a été longuement éprouvée. Un peuple ne se constitue qu'après beaucoup d'alertes et de souffrances et le plus souvent il n'acquiert le sentiment de sa nationalité propre que dans les douleurs de la servitude.

Il semble bien que nos populations s'accommodèrent assez vite de la domination celtique et plus tard de la domination romaine, car si elles eurent à en souffrir, elles eurent aussi à s'en féliciter, Elles y trouvèrent des commodités et une sécurité plus grandes et cet avantage balança les inconvénients. On y gagna de pouvoir circuler par tout le pays plus librement qu'auparavant. Et c'était un résultat très appréciable.

Ce que les Celtes apportèrent à notre pays, nous en sommes réduits à le conjecturer ; ce que les Romains lui ont apporté est encore visible et vivant : des routes, de nombreuses villes magnifiques, toutes construites, il est vrai, sur un plan à peu près uniforme, un code législatif, logique et pratique, dont nous nous servons encore ; une langue admirable, la langue du droit et de la liturgie, la langue lapidaire des inscriptions de victoire ; une littérature à son apogée, qui n'était, il est vrai, qu'une branche, mais la plus brillante alors, de la littérature alexandrine. Et quand ils ne nous auraient apporté que Virgile, que la souveraine beauté virgilienne, en vérité, ne serait-ce pas un des plus beaux cadeaux qu'un peuple ait jamais faits à la Civilisation ? En même temps qu'ils couvraient notre pays de villes et ses campagnes de délicieux palais, ils instituèrent partout des Ecoles, où l'on enseignait tout ce qu'on pouvait savoir alors, ou plutôt sans doute, ils donnèrent l'exemple, que nos compatriotes suivirent avec enthousiasme. La science ne fut plus composée de quelques secrets, chuchottés en des réunions d'initiés. Elle quitta le mystère des temples et l'obscurité des conciliabules pour se répandre dans les rues et les places publiques. Enfin, Rome apporta la paix, quatre siècles de paix.

Il fallait bien que le bénéfice fût éclatant, pour que notre peuple, naturellement si fier et si amoureux de liberté, se soit soumis si vite et donné si complètement tout de suite à César, au point de lui fournir non seulement sa garde personnelle, mais ses meilleures troupes et se soit laissé pétrir et façonner si docilement qu'il en devint l'orgueil de la Rome impériale et plus romain de conviction que Rome elle-même.

Certes, il y avait de la civilisation en Gaule, quand les Romains y arrivèrent. Il y en avait même déjà un peu, quand les Grecs y débarquèrent. On peut être assuré que, pendant les cinq cents ans, où ils précédèrent les Romains, les Grecs apprirent à nos compatriotes leur langue et qu'Homère, le véritable père de la Civilisation, n'y fut pas inconnu. Les cervaux de nos pères, s'ils ressemblaient aux nôtres, ce que je crois, avaient de trop merveilleuses affinités avec l'intelligence grecque, pour ne s'en être pas pénétrés. C'étaient des Celto-Grecs, que nos pères, surtout dans les villes, situées aux confluents des fleuves et aux carrefours des routes naturelles. Néanmoins, les Grecs des Gaules eux-mêmes s'allièrent aux Romains, pour leur faciliter la conquête ,tant ils en espéraient de profit pour la Civilisation. Et, en réalité, la Conquête Romaine fit la Gaule grecque, comme elle fit grec le reste de l'Empire. La Civilisation proprement

romaine, avec sa littérature latine, ne fut qu'un feu de paille. Dès le deuxième siècle, on ne parlait presque partout que le Grec, sauf en Espagne et en Afrique, à tel point qu'un Empereur comme Marc Aurèle rédigeait en grec ses réflexions de la journée et son journal. C'est, en grec, on le sait, que fut prêché chez nous, l'Evangile.

J'ai expliqué ailleurs comment la fondation de Constantinople, en dépossédant Rome, amena la réaction et comment le latin, organe de l'orthodoxie chrétienne, reprit définitivement le dessus, au moment des Invasions.

Le latin resta, pendant tout le moyen âge, la langue de la pensée et conséquemment la langue de la haute culture et de la Civilisation, dont on conserva le mieux possible tous les trésors. Scientifiquement et philosophiquement, le moyen âge continua et développa la Civilisation, en l'adaptant de plus en plus étroitement au Christianisme. Il y eut ralentissement du progrès, mais le progrès continua dans certaines sphères. Seule, la grande poésie ne put se relever. Il y avait, en effet, dans la littérature latine, un principe de décadence et de stérilité, qu'elle ne put secouer, et qui tenait à son caractère artificiel dès l'origine.

Il se créa alors, dans la société des Châteaux, née des Croisades, une littérature en langue vulgaire, une abondante littérature de primaires. Mais cette littérature, poussée d'aventure et non alimentée par les grandes sources de la Civilisation, resta grêle, linéaire, étriquée et comme étranglée. Même ses plus hauts chefs-d'œuvre, dont un au moins, Tristan et Iseult, est d'une poésie admirable, dont l'accent fait penser aux plus belles épigrammes grecques, même ses plus hauts chefs-d'œuvre, dis-je, manquent d'étoffe et, s'égarant en inventions extravagantes et pauvres, se ressentent de l'impuissance intellectuelle véritable du milieu qui les a inspirés. En emportant l'Iliade et l'Odysée, c'est une Civilisation complète que l'on emporte avec soi et comme un abrégé de la vie et de la pensée humaines. On a de quoi rêver et méditer, jusqu'à la fin de ses jours. Les hommes qu'on y voit sont des hommes vivants. La *Chanson de Roland* nous montre des hommes de pierre, qui sont des statues de cathédrales. Quant à *Tristan et Iseult*, dix vers suffisent pour que j'en emporte tout le parfum et que j'en retienne l'essentiel.

Les Cathédrales ? Oui, certes. Mais ce furent d'abord des basiliques romaines, puis romanes et enfin gothiques. On les ajoura et les effila amoureusement, on en fit de la dentelle, mais elles commencèrent par être des basiliques romaines.

Le moyen âge ne vécut que dans l'espoir de reconstruire le monde romain, la Majesté Romaine ; le moyen âge ne vécut que du souvenir de Rome et de l'idéal de Rome.

La Renaissance mit fin à ce rêve. Elle dissocia définitivement l'Empire et sur ses ruines édifia les Etats modernes. C'est le moment où le français succède au latin comme langue littéraire et où il travaille à se fixer, afin d'avoir, à son tour, l'éternité pour lui. Ronsard s'efforce de trouver une langue et un vers, convenables à la grande poésie, et qui puissent rivaliser avec ceux de Virgile et d'Homère et rendre tout ce que ces Maîtres divins ont proféré.

Ce qui en est résulté, nous le savons : une des plus grandes et des plus magnifiques littératures qui aient existé, une Civilisation, qui a été, pendant plusieurs siècles pour tous les peuples et qui est encore la Civilisation la plus fine, la plus vaste, la plus généreuse des Temps modernes et qui traîne dans son flot tout ce qui compte pour l'Occident, l'Hellénisme, le Judaïsme, le Christianisme fondus ensemble, en un brillant et orthodoxe synchrétisme.

Vous voulez être médiéval et verlainien ? Soit.

Plus vous fournirez aux sensibilités diverses de moyens de s'exprimer et plus vous rendrez de services aux lettres.

Mais, par grâce, ne tentez pas de boucher les issues aux autres. Laissez tous les tempéraments s'épanouir. Il y a place pour tous au soleil.

N'appauvrissez pas la Civilisation, en ne lui reconnaissant qu'une source légitime. Verlaine est beau, mais Racine aussi, mais la Fontaine aussi, mais Henri de Régnier aussi et aussi Molière et aussi Corneille.

Tous sont des branches du même chêne puissant, qui en poussera encore d'autres.

Nous sommes toujours le même peuple, je le veux bien, mais qui, étant fort avisé, n'a pas rougi d'apprendre des autres ce qu'il ne savait pas, et d'étendre ses moyens et son expérience. Et tous les peuples ont fait de même et tous ont tâché de progresser ensemble. Cela n'a pas nui à leur originalité ; cela l'a enrichie.

Alfred Poizat.

**

PAROLES DES BLÉS

Dans la campagne, les blés pacifiques s'étendaient jusqu'à l'horizon. Et la terre étant comme une aire, leur nappe était unie comme l'onde. Du ciel aussi, comme une onde immense, tombait la lumière de l'été. C'était un épanchement sans rivages, ainsi que d'un océan solaire, une fécondation de splendeurs descendue vers la terre qui l'acceptait jusqu'aux entrailles, et par ses bois, ses blés et ses vignes, ses monts et ses coteaux transparents, dans la magnificence de ses formes se donnait aux rayons du dieu. L'air était calme et en vibration : les feuillées dormaient sur les chênes et les oiseaux sous les feuillées. L'espace n'avait pas d'autres bruits que le bourdonnement universel des mouches et des abeilles sur les herbes et le crépitement des épis. Parfois, passait une brise errante : lentement épandue au large, elle poussait en frémissements une double houle superposée d'éblouissement et d'or rougeâtre qui déferlait jusqu'à la forêt. Alors le peuple innombrable des grands blés barbelés parlait. La voix des eaux arrivait des grèves, atteignait les bois assoupis... Ils remuaient vaguement leurs branches, laissaient tomber de lointains murmures... De houle en houle, dans l'étendue, l'air et les bruits mouraient en splendeurs et les blés disaient :

« Gloire à la terre ! gloire à notre père le soleil ! toutes nos grâces au bon laboureur ! Nous dormions au fond des greniers, dans les coffres et dans les corbeilles, d'un sommeil semblable à la mort. Le laboureur qui a fendu la terre nous a donnés aux sillons vivants et par lui la terre a porté. Par lui, dans la glèbe nourricière, riche d'humus aux fumants aromes, sous les rayons du soleil d'automne, aidés par les ondées pénétrantes et les vents du sud charrieurs de nuages, la germination invincible a travaillé notre léthargie, et nous nous sommes éveillés dans les rumeurs de la Nature à notre existence renaissante. Les bruits des travaux attardés remuaient sourdement aux guérêts, la charrue passait en couvrant les grains, le soc entrait dans le champ propice, le rouleau nivelait les mottes, les dents des herses déracinaient l'herbe et pulvérisaient le labour. Les pieds fourchus des bestiaux pesaient, le souffle fumait amical de leur naseaux laborieux ; et leurs mugissements étaient doux qui répondaient aux appels des hommes comme la parole de la terre, acquiesçante à l'esclavage nécessaire des bêtes, à la déchirure du fer...

Ils disaient encore :

« Bonne est la vie ! la terre fait des ouvriers gais et rudes. Celui qui labourait où nous sommes a chanté jusqu'au dernier sillon. Celui qui nous semait a chanté. Le pâtre dans les chaumes d'hiver, au milieu des brebis qui broutent, regarde sans tristesse les nuées dérober l'ampleur des campagnes et jeter sur les vals rouillés la nappe enveloppante des brumes, le terne égouttement de la pluie. Le paysan traîne des sabots pesants, le soir, par les chemins défoncés ; ses bras comme un balancier fatigué, se meuvent, équilibrant son pas lourd ; ses larges reins et son cou épais se courbent aux servitudes de l'argile ; mais son cœur est peu mélancolique et il se réjouit au foyer. Chantera l'enfant dans les friches, le faucheur d'ajoncs dans les halliers. Le chevrier sous sa peau de bique, à l'ombre des hêtres de montagne, jouera de la flûte de Pan. Le meunier gouvernant ses meules, le bouvier sur les chariots lents, le vigneron pétrissant les grappes chanteront aussi les chants de la terre ; et la fille de la métairie rencontrée par le gars qui siffle, accueillera son ami en riant. Ainsi la glèbe âpre et magnifique donne à tous les êtres la joie qu'ils lui rendent. L'alouette, des sillons au soleil, emporte une âme humble et lumineuse. Les joies ailées vont partout chantantes... »

Ils disaient :

« Au printemps nouveau nous avons ondulé par nappes. Et par nous la campagne était comme une prairie bleuissante, d'où les bestiaux, tentés au passage, s'écartaient avec déplaisir. Notre herbe repliée sur soi-même, frémissait au vent fort ou léger ; et la lumière était caressante qui courait aussi sur nous par ondes, plus joyeuse aux matins dorés, plus sereine au déclin des soirs...

« La caille et le lièvre lascif abritaient leurs ébats en nous, dans la forêt des blés tutélaires, dont l'épaisseur et les senteurs vertes défiaient l'œil de proie des milans, dépistaient le nez du chien d'arrêt. Nous grandissions et déjà la vieille, courbée sur le sarcloir, ou arrachant pour ses oisons l'ivraie et l'avoine, quand elle redressait avec effort son dos rouillé au dessus des tiges, s'étonnait de les voir si hautes, s'affligeait d'être si bas courbée sur la glèbe et disait pour se rassurer : « Ce n'est point la terre qui m'appelle, car je suis aujourd'hui comme j'étais hier... mais ces blés sont grands, on y disparaît... bientôt ils me cacheront toute entière, c'est comme une grâce de Dieu... »

« Nous avons monté au soleil, nous avons monté sous la lune. Et l'homme qui venait le dimanche disait de même : « C'est gloire de Dieu. » Car nous élaborions nuit et jour la tâche éternelle des cam-

pagnes, et la fermentation universelle fleurissait dans les blés mouvants... Travail de l'homme, travail de la terre, des oiseaux au nid, des fleurs dans les prés, vous faites les échanges de la Nature, et la fécondation réciproque de chaque pensée humble ou souveraine, répartie en ses créatures...

Ils disaient enfin :

« Bonne est notre œuvre ! la voici presque terminée... Le laboureur, après la journée, présentera ses paumes calleuses, le sage offrira ses pensées... Donnons à l'homme les gerbes promises et rendons sans regret la vie. Voici que notre épi fatigué penche lourdement sur sa tige, comme un génie accablé par les magnificences qu'il porte, incline du désir au sommeil... Bienvenu donc soit le moissonneur ! Saluons la faucille nécessaire ! Chaque existence doit être accomplie, tout labeur vient à l'achèvement, chaque destinée à l'harmonie. Le même éternel Moissonneur engrange les créatures patientes à toutes les minutes du temps, et pour les froments et les hommes, il a tous les greniers de la vie.

« Nous serons portés dans les granges, nous serons gardés dans les greniers. Epuisons nos heures lumineuses, mourons du soleil qui nous fit vivre, buvons le jusqu'au dernier rayon ! Notre maturité expirante marque dans l'année sa splendeur, et belle, dans les heures de la saison, sera notre agonie pacifique... Déjà sur les prairies, les herbes du printemps, travaillées par l'ardent été , ont répandu au vent leurs semences et tombent sous la faux par jonchées : les jeunes filles avec leurs rateaux, les étendent et les retournent, puis vers le soir, en meules multipliées, élèvent leurs rangées odorantes. Tandis que les faneuses reviennent agacées par leurs gars joyeux, le maître, conducteur indolent, marche l'aiguillon sur l'épaule, devant les bœufs attelés, dont le frontail couvert de fougères et l'échine sous un drap de lin se meuvent lentement, environnés d'un essaim de mouches importunes. Ils emportent les foins en montagnes et l'essieu crie dans le soir sonore entre les talus des sentiers. Les branches s'opposent aux chariots. Les vastes aromes des prairies passent des vallées aux campagnes. La brise nous porte des voix lointaines... Alors, quand le soleil élargi qui nous a muris depuis l'aube descend et pacifie ses splendeurs, nous agitons nos ondes bruissantes, et notre peuple émeut de son âme vers la beauté de la terre, ses graves mais tranquilles regrets... Et la nuit encore, quand l'homme dort, quand les bestiaux déliés du joug ruminent couchés dans l'étable, ou vont errants dans le pâturage, par les nuits d'étoiles solennelles, pas les nuits de lune plus amies, nous élevons aussi dans l'espace la douce harmonie des adieux... »

Ils reprenaient :

« Demain, dès l'aurore, les hommes viendront avec les faucilles. Ils ouvriront la tranchée mortelle. Nos pailles que l'acier coupera avec un résonnement métallique couvriront la terre en javelles, et l'épaisseur de la jonchée présagera la gerbée coulante... Ils travailleront depuis l'aube, ils s'arrêteront à midi. Les moissonneurs et les moissonneuses mangeront autour des corbeilles, puis s'étendront pour se reposer à l'ombre des haies de clôture ou de quelque chêne étêté : ils sommeilleront pêle-mêle, épuisés de chaud et de fatigue, au chant des cigales, au bruit des grillons, comme les moissonneurs d'autrefois, comme les ouvriers de demain, dans les campagnes antiques... Notre javelle sera nouée en gerbes, nos gerbes seront portées jusqu'aux granges et s'écrouleront en monceaux pour les airées opulentes. Sous les fléaux et sous les rouleaux, sous la dent vorace des batteuses, l'épi crevé donnera son grain : et les grains lourds, secoués dans les vans parmi la poussière de la glèbe, seront versés des vans dans les cribles, des cribles dans les boisseaux de mesure. Il y aura du pain pour les fileuses et les oiseaux aussi glaneront... Dieu de la terre, Père du soleil, Maître des eaux et des jours propices, donne aux villages la joie rassasiée ! épargne les grêles aux campagnes, la discorde aux foyers d'argile... fais beaux les blés pour l'homme des plaines, et multiplie les hommes pour toi !... »

Charles DE BORDEU.

LE SERGENT LYNCH

« Lorsque le Conseil de guerre me condamna à quitter la garnison pour être incorporé dans un des petits détachements qui tenaient alors en échec les attaques des Indiens, j'étais loin de me douter que je serais forcé de tuer un homme.

Imaginez (et ici la voix laissa percer une émotion contenue) sous l'azur uniforme du ciel, au milieu de la chaleur torride, telle une petite barque dans la mer, une chaumière misérable. C'était le dernier poste avancé de la civilisation dans la pampa. Autour, le désert, à peine interrompu à l'ouest, sous le

soleil en sang, par un petit bouquet d'arbres qui dans la solitude paraissaient avoir peur et se serrer les uns contre les autres, la crinière en désordre, comme des chevaux qui fuient. Contre la masure, le long d'une lourde raie d'ombre, les soldats, mi-vêtus fumaient et buvaient du *maté*. Quatre ou cinq chevaux fameliques flairaient en vain la terre.

Je n'enviai pas cependant le sort du caporal et des trois hommes qui m'avaient conduit là, ni les cinq jours de fatigue qu'il leur faudrait endurer une seconde fois avant de retourner à la première gare.

La punition est dure, me dis-je, mais j'ai insulté un supérieur et je l'ai bien gagné.

Une querelle au sujet d'une femme m'éloignait pour la première fois de ma famille et de la ville natale. Au fond, je n'étais pas fâché de connaître un milieu nouveau. Cependant...

La nuit n'est peut-être que l'ombre de quelqu'un qui passe, mais dans le vide des plaines désertes l'obscurité paraît cacher des agresseurs et le silence n'est qu'une des formes de la mort. Je ne suis pas lâche, mais à mesure que les ténèbres enveloppèrent le campement ,les choses ne furent plus les mêmes. Une inquiétude croissante me fit tout examiner.

A en juger par leur aspect, les métis qui composaient la petite garnison étaient des voleurs ou des malfaiteurs rebelles qui expiaient là, comme dans un bagne, leurs forfaits. On parlait d'un tigre qui ravageait la région et du malheureux qui avait disparu la nuit précédente, comme tant d'autres, sans laisser de trace.

— Nous allumerons des feux et le fauve s'éloignera, déclara le sergent Lynch, notre chef.

Dur, athlétique, impérieux, il paraissait régner comme un dieu sur ce fumier humain. Dans ses yeux d'ivrogne luisait un éclair de sadisme et de folie. Sous son regard les hommes se sentaient courbés par le malaise qui saisit les fauves à l'approche d'un animal plus fort.

Derrière sa silhouette, se traînait Zug, un nègre à la face bestiale qui paraissait exercer à la fois les fonctions de caporal et d'ordonnance.

Dès le lendemain je pus apprécier l'atmosphère de folie qui régnait dans ce poste perdu, où les officiers inspecteurs ne se hasardaient jamais. Le sergent était toujours ivre. Il nous fit faire des marches absurbes. Remarquant qu'un soldat maniait son arme avec lenteur, le chef s'avança, sombre :

— Qu'est-ce ?

Le métis montra un de ses doigts, énorme sous l'enflure.

— Une piqûre de vipère ?, s'écria Lynch, narquois. Je te la guérirai d'un coup de sabre.

Le malheureux recula.

— Tu as peur, insista le fou avec un rire froid ; tu vas voir, je n'ai pas été piqué, mais voici...

Appuyant sa main gauche sur le poteau où l'on attachait les chevaux, il se coupa lui-même un bout de chair.

— Tu recevras cinquante coups de bâton, vieux lâche...

Et pendant que le nègre nouait un chiffon autour de la blessure, je compris la fascination qu'exerçait cet hercule en délire qui jouait avec la douleur.

Le soir je ne pus dormir. Dans la nuit tropicale, à la lueur des feux qui devaient empêcher l'arrivée du fauve, le silence perçait l'air comme un siflement. Je me moque des pierrots naïfs qui perdent la tête sous la guillotine de la lune, mais une émotion inexplicable m'étreignait la gorge. Aux gémissements de l'homme qu'on fouettait se mêlait le souvenir d'un incident futile : le regard du sergent Lynch qui, me voyant arriver murmura : « C'est l'enfer ! Nous sommes encore treize ! ».

***

Tandis que tout dormait, il me sembla que de la plaine morte surgissait l'ombre du déséquilibré. J'aurais voulu me tromper. Le chef devait dormir comme tous, y compris la sentinelle chargée de veiller sur les chevaux. Mais Lynch passa près de moi, une bêche sur l'épaule. Je le vis s'arrêter un peu plus loin, pour réveiller quelqu'un. La tête de Zug se leva dans la nuit. Je vois encore les deux hommes. Ils s'éloignèrent ensemble vers le petit bouquet d'arbres qui se profilait au loin.

La curiosité n'est parfois qu'une grimace de la peur. Sans faire de bruit, je me traînai à travers la plaine, dans la même direction. Arrivé au pied des arbres, Lynch désigna un endroit de sa main mutilée enveloppée d'un mouchoir sanglant. Le nègre commença à creuser une fosse avec une régularité étrange, sans ouvrir la bouche, comme s'il accomplissait une tache supérieure à sa volonté.

Le sergent murmura :

— Le lit n'est pas bon, mais l'hôte dormira quand même...

Zug approuva et ils retirèrent des ronces un paquet lourd et volumineux. Le dialogue me révéla l'horreur de ce que je ne pouvais pas voir.

— Je n'aurais jamais cru que le boiteux fût si lourd, dit Lynch.

— Il aura mangé de la terre, plaisanta le nègre.

Un silence.

— Je ne veux pas laisser de traces, grommela le sergent, il suffirait d'un soupçon...

Zug demanda :

— Combien cela fait-il ?

— Neuf avec celui-ci.

— Et nous n'avons pas fini.

— C'est leur faute. Il faudra...

— ... faire disparaître ceux qui gênent.

— Tais-toi, nègre maudit, c'est le tigre qui les mange, tu entends ?

Zug trembla comme un chien.

— Aide-moi à pousser le corps dans le trou. Laisse tomber les jambes...

Après la chute, j'entendis de nouveau la voix de Lynch :

— Maintenant pousse la terre avec la pelle. Pourvu qu'ils ne se réveillent pas. Ce serait plus dangereux que jamais.

— Pourquoi ? bégaya Zug.

— Nous sommes de nouveau treize.

Un sursaut faillit me dénoncer.

— Il faudra préparer un autre lit, déclara le nègre en tassant la terre avec ses talons.

— Tant qu'ils ne nous laisseront pas tranquilles, répondit Lynch, avec une lueur bestiale dans les yeux. Quand il en viendra plusieurs en même temps et que nous dépasserons d'un saut le chiffre, tout ira bien. Pour le moment il faut que le dernier disparaisse. Il s'agit d'éviter le malheur. Te rapelles-tu ce qui arriva l'année dernière ?

— L'orage qui balaya la plaine et nous laissa sans abri et sans chevaux, demanda Zug, stupide.

Le sergent conclut :

— Je vais régler l'affaire sans tarder.

Je compris alors pourquoi les arbres eux-mêmes semblaient vouloir s'éloigner de ce lieu maudit. C'était ma condamnation à mort et tous les élans de mon être se résumèrent en un mot : fuir.

***

Comment ? A pied, c'était impossible, et dans ce repaire de malfaiteurs, vivant avec l'idée fixe de s'évader, il suffirait de s'approcher d'un cheval pour être puni de mort. Protégé par les ténèbres, je regagnai le campement. Contre toutes mes prévisions la sentinelle chargée de veiller sur les chevaux ne dormait pas. Lynch devait l'avoir réveillée en passant d'un coup de fouet.

Le tonnerre majestueux retentit au loin et une rafale d'air humide me fouetta le visage. L'orage roulait vers nous. Dans quelques minutes ce serait la pluie torrentielle et peut-être un cataclysme sous la fureur sauvage des éléments. Les chevaux hennissaient, lamentables. Les soldats, qui dormaient à ciel ouvert, se réfugiaient dans la masure ; et le sergent, debout, levait les bras au ciel, comme s'il donnait des ordres à la tempête.

Un instant je songeai à crier ce qui se passait. Mais, me croirait-on ? Et puis, que pouvais-je espérer de ces êtres superstitieux et sanguinaires ? Lynch ne me laissa pas d'ailleurs le temps de réfléchir.

— Selle deux chevaux, cria-t-il à Zug.

Il sauta sur l'un et me montra l'autre :

— Allons explorer les environs, ordonna-t-il, je ne veux pas que les Indiens profitent du mauvais temps pour nous attaquer.

Un prétexte. Me révolter, c'était me faire exécuter sur place. Je préférai obéir, prêt à me défendre, si je pouvais. Car ma résistance au colosse serait faible. Lynch était plus robuste, plus adroit, plus courageux. Moi aussi, je me sentais pris de cette crainte qui courbait tout devant lui.

Nos chevaux galopèrent si près l'un de l'autre, que nos genoux se frôlaient. Lynch sembla au début ignorer ma présence, tout à sa besogne de multiplier les malédictions contre le ciel. Je fus sur le point de croire qu'il m'avait oublié. Mais l'inutilité de l'expédition était évidente. Le chef, sûr d'être seul à connaître son secret, espérait me tuer par surprise.

Quand nous arrivâmes devant les arbres, les éclairs aveuglaient et le tonnerre retentissait dans la solitude comme si le monde croulait. Lynch arrêta sa monture et feignit d'examiner l'herbe sur laquelle tombaient, lourdes et espacées, les premières gouttes de pluie.

— Regarde bien ,me dit-il, il me semble qu'ils ont passé par là.

C'était le moment fatal. Il voulait me faire baisser la tête pour en finir. Alors je résolus de risquer tout. Pendant que le monstre indiquait la terre des yeux, je lui assénai un coup de sabre sur la nuque. Puis je fermai les yeux pour attendre la riposte. Mais à mon grand étonnement le colosse avait roulé. La blessure était mortelle. Cependant la mort elle-même recula devant Lynch. Dans un effort suprême, il se retourna sur le sol et tira sur moi deux coups de feu. Les balles me frôlèrent le visage. Mais l'arme lui tomba des mains et dans un affaissement de toutes ses énergies le fou s'écroula.

Sans retourner la tête, sous la pluie torrentielle, les cheveux hérissés, brandissant encore le sabre comme si je combattais avec le souvenir, je lançai mon cheval à plat ventre, poussé par l'épouvante. Me voici en Europe depuis dix ans. Mais l'image du sergent Lynch me poursuit encore. »

Et l'homme aux cheveux gris qui racontait l'histoire passa sa main devant les yeux pour effacer une vision sinistre.

Manuel UGARTE.

UN CENTENAIRE OUBLIÉ (1)

C'est là, aux pieds de l'Aïgonal dans la vallée de la Jonte, non loin de ce Valdonnès où Sidoine Apollinaire a placé la résidence des Ferréol, que naquit, au début du dernier siècle, Henri Maret. Il appartenait à une famille cénévole de robe et il porta jusqu'à la fin l'empreinte de cette double origine, l'activité intellectuelle, le goût de la controverse, l'indépendance, et par dessus tout la fermeté dans les idées, l'obstination du caractère. Dès sa sortie de Saint-Sulpice il fut de ceux qu'enthousiasmait la parole de Lacordaire et qui rêvèrent d'une rénovation catholique sur le terrain de la liberté et du droit commun. Il collaborait à l'*Ere nouvelle*; j'ai trouvé dans les papiers de Buchez une lettre inédite datée du 2 septembre 1848, 37 rue de Fleurus, dans laquelle il écrivait : « Par le départ du Père Lacordaire, « je me trouve chargé de la direction de l'*Ere nou-* « *velle*; cette tâche présente bien des difficultés et « je désirerais beaucoup connaître vos idées sur le « rôle que doit prendre un journal de cette nature. « Si ma demande n'était pas trop importune, soyez « assez bon pour me donner une audience... » Il prenait conseil de Buchez et correspondait avec Arnaud de l'Ariége. Après le coup d'État de décembre il ne fut pas de ceux qui, suivant le mot de Lacordaire, saluèrent César d'une acclamation qui aurait provoqué le mépris de Tibère ; dans un mémoire prophétique du 10 octobre 1852, il conjurait Mgr Sibour de se prononcer au Sénat contre le rétablissement de l'Empire et il terminait en disant : « Heureux ceux qui dégageront leur mémoire de cette responsabilité ! » En 1843, l'abbé Maret avait publié dans l'*Univers* sa leçon de clôture du cours de théologie dogmatique. Lorsque, vers 1850, l'*Univers* allicha les doctrines les plus absolutistes, M. Maret applaudit à sa condamnation par l'archevêque de Paris. Il écrivait à Arnaud de l'Ariège : « Vous avez dû être bien content de cet acte impor- « tant qui montre à tous les jeunes qu'une partie « notable du clergé se sépare de la politique de l'*Univers*. La décision a éclaté et nous pouvons « espérer qu'on s'avancera avec prudence sans « doute, mais avec fermeté dans la nouvelle voie « qui s'ouvre. L'archevêque reçoit et a reçu tous les « jours des adhésions de la part de ses collègues à « son mandement. Que fera-t-on à Rome, à l'appel « de l'*Univers* ? On sera fort embarrassé, car sans « doute, on n'ordonnera pas à l'archevêque de Paris « d'abdiquer le gouvernement de son diocèse entre « les mains de MM. Veuillot et Dulac. » On n'alla pas jusque là, mais les sympathies romaines n'en restèrent pas moins jusqu'à la fin du pontificat de Pie IX du côté de l'*Univers*. M. Maret dut le sentir lorsque, en 1861, nommé à l'évêché de Vannes, il ne put obtenir l'agrément de Rome qui prétexta sa surdité pour lui refuser les bulles d'investiture : il dut se contenter du titre d'évêque de Sura *in partibus infidelium*. A partir de ce moment et à mesure qu'il s'éloigne du Vatican, le doyen de la Sorbonne semble se rapprocher des Tuileries. Les lycéens de ma génération ont gardé le souvenir de la distribution des prix du concours général en Sorbonne du 3 août 1868 ; Godefroy Cavaignac, sur un signe de sa mère, refusa d'aller recevoir ses prix des mains du Prince Impérial auquel on avait eu la fâcheuse inspiration de faire présider la cérémonie : Mgr Maret, qui était sur l'estrade, manifesta sa désapprobation d'un geste auquel tous les élèves et beaucoup de maîtres applaudirent. L'année suivante, il publiait son livre : *Du Concile général et de la paix religieuse, mémoire soumis au prochain concile œcuménique du Vatican*. Le Gouvernement paya les frais de l'édition d'un ouvrage que l'auteur, après la définition du Concile, retira du commerce. Ce livre, aujourd'hui introuvable, résume la tradition gallicane ; il conteste que l'infaillibilité puisse exister en dehors du concours manifeste ou tacite de l'épiscopat. Il oppose à l'ancienne Église de nos pères, monarchie tempérée d'aristocratie, l'Église nouvelle dont on veut faire une monarchie autoritaire et absolue. Il finit en réclamant avec les pères de Constance, la périodicité, la décennalité des conciles généraux. Bien avant, en 1856, M. Maret avait publié ses leçons de la Sorbonne sous ce titre : *Philosophie et religion*. Le livre donna lieu à des polémiques aujourd'hui bien oubliées. Plus tard, lorsque la lutte anti-cléricale agita de nouveau ce pays, l'évêque de Sura fit un appel à la conciliation. Son livre : *La Vérité catholique et la paix religieuse, appel à la raison de la France* est le dernier qui soit sorti de sa plume. Il s'y applique, comme dans les précédents, à dissiper le malentendu entre l'Église et la société moderne, à concilier devant le domaine scientifique, le respect des dogmes et l'esprit de libre recherche, dans le domaine politique la foi religieuse et les mœurs démocratiques. Noble tâche à laquelle se sont consacrés dans ce pays depuis plus d'un siècle les esprits les plus généreux et qu'ils poursuivent avec un inlassable persévérance en dépit des reculs momentanés et des défaites provisoires. Le dernier Doyen de la Sorbonne est mort dans un de ces moments de recul, mais avec une foi

(1) V. *La Revue Bleue* du 15 septembre 1923.

indomptable dans le succès de la cause à laquelle il avait voué sa vie.

Autour de lui, il groupa, pendant quarante ans, des hommes qui, avec des tempéraments et des talents bien différents, exprimaient presque tous les mêmes tendances. Au premier rang il faut placer l'abbé Bautain qui, de 1853 à 1863, professa à la Sorbonne la théologie morale. Brillant élève du Lycée Charlemagne, élève de l'Ecole Normale à dix-huit ans, il eut pour maître Cousin et Royer Collard et pour condisciples Jouffroy et Damiron. Il demeura leur inférieur dans l'art d'écrire, mais il les égala dans l'art d'enseigner. Il eut, au Collège royal et à la Faculté des lettres de Strasbourg, des succès qui le rendirent populaire des deux côtés du Rhin. Devenu prêtre, il fonde cette école de Strasbourg, dont l'histoire encore inédite devrait bien être écrite par un des professeurs que la France vient d'envoyer à l'Université de cette ville. Il est docteur ès-lettres, ès-sciences, en droit, en médecine et en théologie, et sous le poids de tous ces diplômes, il conserve une originalité de vues et une indépendance de caractère qui, de Strasbourg, le font aller à Juilly et de Juilly à Paris. A la Sorbonne, il professe pendant dix ans et je ne puis mieux caractériser cet enseignement que par une lettre de M. Guizot. « J'ai beaucoup connu, écrivait-il « en 1867, M. Bautain, avant et depuis son entrée « dans les ordres. J'ai toujours fait grand cas de « son caractère, de son esprit et de ses œuvres. « Arrivé à la foi chrétienne par la philosophie, « il a été de ceux qui ont constamment et sérieu- « sement travaillé à défendre le christianisme dans « la société moderne et à faire comprendre et ac- « cepter la société moderne par l'Eglise chrétienne. « Grande œuvre de laquelle dépendent ensemble « l'ordre social et le progrès social et moral. J'es- « père que les collègues et les continuateurs ne « manqueront pas à l'abbé Bautain dans cette salu- taire entreprise... » Ces collègues et continuateurs devaient se trouver à la Sorbonne.

Ces maîtres, tels que je les aperçois dans mes lointains souvenirs, formaient deux groupes : les uns, hommes de doctrine et d'étude, épris d'idéal, dédaigneux des honneurs, ne songèrent qu'à l'enseignement et à la propagation de leurs idées ; les autres, hommes d'action, avides d'influence et de réalisation pratique, conçurent d'autres ambitions. Dans le premier groupe je trouve Henri Perreyve, Alphonse Gratry, Adolphe Perraud, Louis Lescœur, Jules Loyson... Dans le second s'agitent déjà, dans des sens bien divers, Lavigerie, Hugonin, Bourret, Freppel, Elie Méric... Ecrire la biographie de ces hommes serait écrire l'histoire religieuse de la France dans les quatre-vingt dernières années. Leurs noms reviennent à toutes les pages de cette émouvante histoire.

Dans le premier groupe, la figure de l'abbé Perreyve se détache avec l'éclat de la jeunesse et du talent et cette mélancolique douceur que donne aux poitrinaires la certitude d'une mort prochaine. Il provoqua pendant sa trop courte existence, même après sa mort, d'ardents enthousiasmes. Je ne sais rien de plus émouvant que le récit de ses derniers jours par celui qui fut le compagnon de sa jeunesse, le confident de tous ses secrets, le témoin de sa mort. Henri Perreyve était le fils d'un professeur à la Faculté de Droit de Paris. Mais à la science qu'enseignait son père, il préféra celle qu'il appelait lui-même « la première de toutes les sciences » et il fut professeur à la Faculté de Théologie de Paris. Il enseigna, non seulement dans cet amphithéâtre aujourd'hui disparu de la vieille Sorbonne, mais aussi dans la chaire de l'église, heureusement conservée ; c'est là qu'il donna, un an avant sa mort, une série d'instructions qui sont de magnifiques leçons d'histoire et d'éloquence. C'est en sortant d'une de ces conférences que M. de Montalembert lui écrivait sur une carte au crayon : « Mon ami, on me refuse l'entrée. Mais « je veux vous dire que je suis ému et ravi, comme « je ne l'ai pas été depuis vingt ans, depuis que « celui dont vous êtes le digne successeur enivrait « ma jeunesse à Notre-Dame. » On a bien essayé, au cours de ces dernières années, de nous montrer l'abbé Perreyve sous un autre jour et de faire de cet apôtre généreux et enthousiaste un naïf désillusionné qui se serait éteint dans l'amertume des plus cruelles déceptions. Etrange procédé historique que cette défiguration des plus nobles âmes par le jeu des petits papiers et l'abus des confidences ! Ceux qui ont connu et aimé Henri Perreyve peuvent se rassurer. Sa correspondance intime avec Eugène Bernard sera bientôt publiée. Elle nous le montrera tel que ses écrits et son enseignement nous l'avaient révélé : catholique pénitent et libéral impénitent. Nous savions déjà par ses lettres à Lacordaire quelle indignation avait soulevée dans ce cœur loyal et généreux le coup d'État du 2 décembre, et comment il avait rêvé d'une protestation dont son maître eut beaucoup de peine à le dissuader. En 1859, lors de l'entrée des troupes françaises, il était en Italie pour y arrêter les progrès de la maladie dont il devait mourir. Ses lettres à Eugène Bernard sur l'arrivée de l'armée française, sur l'impression produite par cette occupation étrangère, sur le pouvoir temporel, sont de véritables prophéties. Henri Perreyve n'eut qu'un tort, commun à beaucoup de catholiques de son école, celui d'avoir raison vingt ans trop tôt.

Le maître de Perreyve fut Alphonse Gratry, qui eut la douleur de lui survivre et d'écrire sa vie. Il fut aussi son collègue à la Faculté de Théologie et ses biographes paraissent l'avoir trop facilement oublié. M. Chauvin, dans le volume de 500 pages qu'il lui a consacré, ne dit pas un mot de ce professorat et de cet enseignement. Le Père Gratry tenait cependant à son titre de professeur en Sorbonne : il ne manqua jamais de l'inscrire sur ses ouvrages et sur sa tombe, au cimetière Montparnasse, il est gravé avant celui de « Membre de l'Académie Française ». Le 13 février 1872, dans l'église de la rue du Bac, où avaient lieu ses funérailles, j'ai vu la Faculté de Théologie en robe violette avec son doyen, l'évêque de Sura en tête, et, quelques jours après, j'ai entendu dans l'amphithéâtre de la Sorbonne, le récit émouvant de ses derniers jours, par Adolphe Perraud. Le Père Gratry avait été nommé titulaire de la chaire de Théologie morale, en 1863, et son livre des *Sources* contient la plupart des leçons qu'il donna à la Sorbonne. Il aimait cette chaire autour de laquelle il groupait un auditoire de choix. Sa voix très faible ne convenait pas aux grandes assemblées; l'amphitéâtre de la Faculté de Théologie, les chapelles de la rue du Regard et de Saint-Etienne-du-Mont, furent les lieux préférés de son enseignement. C'est là que Montalembert, Berryer, Guizot, venaient l'entendre; c'est là qu'il attira tant de jeunes hommes, Alfred Tonnellé, Henrich Charaux, Nourrisson, Amédée de Margerie, Charles et Hilaire de Lacombe, Ollé-Laprune, Charles Huit... qui devaient répandre dans l'Université et dans le monde les doctrines philosophiques du maître. Le Père Gratry, voulant se faire remplacer dans sa chaire, chercha son suppléant parmi ses confrères de l'Oratoire : ce fut d'abord Louis Lescœur. Il avait été reçu docteur ès-lettres en 1852, après la soutenance d'une thèse qui, d'après Victor Cousin, était une invasion de la théologie dans la philosophie. Le Père Lescœur, suivant l'exemple et le conseil du Père Gratry, avait pris pour sujet de son cours : la morale sociale et l'Evangile. Son enseignement ne dura que deux ans; à la fin de 1868, écrit son biographe, des convoitises auxquelles Mgr Maret prêta une oreille trop complaisante l'écartèrent de la Sorbonne. Ces mots discrets disssimulent un dissentiment profond : celui que créa entre les Oratoriens et M. Elie Méric, non seulement la suppléance du Père Gratry, mais surtout la succession d'Alfred Tonnellé. Les Archives de l'ancienne direction des Cultes pourraient seules révéler les conséquences que ce dissentiment a eues dans la carrière ecclésiastique de M. Méric Ce Toulousain avait beaucoup de verve et de facilité; il a écrit un nombre considérable d'ouvrages, aujourd'hui oubliés; son *Histoire de M. Emery et de l'Eglise de France pendant la Révolution* est certainement le plus remarquable. M. Méric occupa sa chaire jusqu'à la suppression de la Faculté de Théologie et son nom restera inscrit parmi les derniers professeurs de la vieille Sorbonne. A côté d'un autre qui a eu dans la dernière moitié du siècle dernier une plus grande notoriété.

(à suivre) Henry JAUDON,
Conseiller à la Cour de Cassation.

LA JEUNESSE DE JULES LEMAITRE

Nul ne fut moins curieux que Jules Lemaître de paysages exotiques, plus attaché à son clocher. Pour éprouver un pareil amour du pays natal, il faut être né dans un modeste village. D'après une statistique de 1863, le hameau de Vennecy comptait un peu de plus de 600 habitants ; le chiffre de sa population devait être sensiblement le même à la naissance de Jules Lemaître, dix années plus tôt.

Vennecy est situé à la lisière de la forêt, dans un paysage plat et monotone, entre de grandes cultures et de petits étangs où dorment des nénuphars. Mais quand Jules Lemaître a décrit le pays de chez lui, ce n'est pas sous cet aspect qu'il l'évoque : au loin, à plusieurs lieues de là, dans le val, coule le fleuve lent et capricieux, que l'on ne devine pas du plateau, mais vers lequel on semble attiré sans le voir, et c'est lui qui hante sa pensée, car c'est lui qui a été mêlé, sinon aux premiers jeux de son enfance, du moins aux vagues rêveries de sa jeunesse, puis aux méditations de toute sa vie. La Loire est inséparable de ses souvenirs. Lorsqu'il en est éloigné, il la revoit avec les yeux de la mémoire « étalée et bleue comme un lac, avec ses prairies, ses peupliers, ses îlots blonds, ses touffes d'osiers bleuâtres, son ciel léger », ou « muette, énigmatique, et souple, et lente, et bleue ».

C'est qu'en effet, la Loire coule à deux pas de la maison familiale où, de bonne heure, il avait pris l'habitude de passer ses vacances, où, las de Paris, il revenait se reposer chaque été, la petite maison de Tavers où le physicien Charles, celui qui devait épouser Elvire, s'était réfugié sous la Terreur, d'où lui était resté le nom de maison Charles qu'elle portait dans le village — l'humble coin de campagne et de verdure qu'il a si joliment décrit dans ses

moments de nostalgie : « Il y a quelque part un grand verger qui descend vers un ruisseau bordé de saules et de peupliers. C'est pour moi le plus beau paysage du monde, car je l'aime et il me connaît. » Le ru descend vers le grand fleuve à travers de fraîches prairies qui baignent dans l'eau leurs longues herbes, où voltigent les papillons et les libellules.

On a exagéré, à notre époque, l'influence de la race et du milieu sur les esprits, et Jules Lemaître s'est insurgé, l'un des premiers, contre l'abus que l'on a fait de cette théorie consacrée par Taine. Mais lui-même, en usant de l'ethnologie avec une certaine complaisance, s'est souvent vanté de ses origines de Beauceron ou de Tourangeau ; il croyait devoir au climat tempéré de son pays, aux molles lignes de son horizon, à la mobilité de ses feuillages la sage modération de ses désirs, la nonchalance de sa nature, la légèreté de son intelligence, ondoyante comme l'ombre des feuilles ou comme les nuages qui sillonnent le ciel au-dessus du fleuve, fuyant, emportant les rêves en sens contraire, du même glissement paresseux et changeant. Si l'on retrouve en lui quelque chose des nuances et des nuances de Montaigne, cela tient un peu à la similitude de leurs *berceaux* — tant le cours des grands fleuves se ressemble. Il n'a pas l'âpre génie de Pascal, ni la fougue de Bossuet. Rien d'orageux non plus, rien de mélancolique. Au lieu de la verve gasconne, il a le sourire caustique des guêpins, cette forme particulière d'ironie qui est la marque de la province où il est né, et qu'il définit : un esprit fait de raillerie, et aussi de bon sens, et de modération ; fin, tempéré, harmonieux, comme les lignes et les teintes des paysages de l'Orléanais.

Fils d'instituteur, Jules Lemaître fut envoyé au Petit Séminaire d'Orléans pour y commencer ses études. Il a célébré hautement les bienfaits de cette éducation religieuse, dirigée alors par Dupanloup. Il se sentait fier d'avoir été l'élève du grand prélat ; vraiment, cet orgueil s'explique : il a tiré profit de l'instruction qu'on y donnait plutôt que des exercices de piété qui s'y multipliaient et dont la régularité, paraît-il, fait l'âme plus douce et plus tendre. « Tous les jours, messe, chapelet, méditation, lecture spirituelle ; tous les dimanches, catéchisme et sermons » : il est douteux que le jeune écolier ait beaucoup gagné à ce régime. Mais l'enseignement y était solide ; toutes les heures n'étaient pas consacrées à la prière.

Naturellement — tout s'oublie — le grec qu'on y apprenait, qu'on y récitait même par cœur, quand on jouait la tragédie, ne résistait pas plus à l'épreuve des années que celui de nos rares *hellénistes*. Les partisans de la culture moderne auraient beau jeu s'ils voulaient se retrancher derrière l'exemple de Jules Lemaître qui se vante, parvenu à la cinquantaine, de ne plus savoir un mot de grec et de lire très rarement le latin. Que les langues mortes soient utiles ou inutiles aux trois quarts des Français, la question reste pendante ; mais ce n'est guère à ceux qui les ont étudiées dans leur jeunesse qu'il appartient d'en médire. En réalité, Jules Lemaître s'est pénétré de l'esprit des classiques ; on s'en aperçoit à le lire. Des premières leçons du collège, il a gardé une forte teinture d'humanités.

Mais, surtout, cette jeunesse était gaie et se pliait de bon cœur aux exigences de l'internat, sans trop souffrir de la discipline, sans se plaindre de la nourriture : « Le menu n'était pas succulent, mais il n'y avait pas toujours des cloportes dans la soupe — et on redemandait des haricots ! On avait si bon appétit ! » La maison de campagne du Séminaire, où l'on passait les belles journées d'été, ouvrait à leurs ébats ses profondes allées, bordées de hautes charmilles, les ronds-points de son parc qui domine la Loire, prolongé encore au delà du mur d'enceinte par un mince rideau de bois qui cache aux yeux les cultures maraîchères et donne l'illusion d'une vaste forêt. Le fleuve clapote sur la berge, et par les trouées du feuillage on l'aperçoit qui étale en nappes abondantes la moire de ses eaux ou ses longues îles de sable jaune, avant de se perdre à l'horizon.

En dehors du Séminaire, le milieu dans lequel s'écoula son enfance était des plus modestes. Les amis qu'il fréquentait, les parents qui l'accueillaient, les jours de sortie, appartenaient tous à la petite bourgeoisie, à ce monde d'humbles fonctionnaires dont Theuriet a tracé un portrait si ressemblant, dans sa famille Malapert, que Jules Lemaître croyait y reconnaître, à s'y méprendre, l'entourage de sa vie d'adolescent. L'écolier comptait au nombre de ses distractions les « assemblées » du dimanche qui se tenaient à tour de rôle dans les quinze ou seize paroisses de la ville, avec leurs chevaux de bois et leurs boutiques en plein vent ; la Fête-Dieu avec son luxe de reposoirs : « Moi, je représentais le petit Saint Jean-Baptiste et je conduisais devant le dais un petit mouton vivant ; j'étais frisé comme le mouton, j'étais beau » ; par-dessus tout, la fête de Jeanne d'Arc : « Cette procession du 8 mai est un de mes plus somptueux souvenirs d'enfance. Les tours de Ste-Croix éclairées au feu de Bengale, le feu d'artifice sur le fleuve, la veille au soir ; puis ces interminables panathénées orléanaises, avec des gendarmes, des soldats, des magistrats rouges, des robes blanches, et des

bannières ! des bannières !... Une bonne moitié de la ville défilait devant l'autre. »

Après six années de catéchisme de persévérance, des triomphes aux distributions de prix, où il recevait en récompense les livres de Veuillot, on le crut assez bien doué pour suivre les cours de Notre-Dame-des-Champs : il partit pour Paris. Chez l'abbé Cognat, ou à l'institution Massin, où il se préparait à l'École Normale Supérieure, il ne respirait plus l'air vivifié par le vent de la Loire, il ne voyait plus le ciel sans limites, ni les grandes cimes de peupliers trembler sur les bords de son fleuve préféré. Adieu, les joies de la nature ! C'étaient des journées sombres sans jeux, sans promenades, terminées par les études du soir qui duraient trois heures et demie ! Mais Jules Lemaître piochait ferme, et son désir se réalisa : il passa l'examen d'entrée avec succès.

Entre temps la guerre avait éclaté et, comme il le rappelle brièvement, il avait assisté, chez lui, à la déroute de l'armée de la Loire, « la nuit, par la neige », puis, à Paris, aux premières hostilités de la Commune.

Zola s'est plu dans une de ses diatribes à traiter les Normaliens de fieffés pédants, de détestables pions. Mais le plus frappant, au dire de Jules Lemaître, chez tous ceux qui sortent de la grande pépinière de la rue d'Ulm, leur marque distinctive, c'est de ne se ressembler guère, ou s'ils montrent un air de famille, c'est le désir plutôt exagéré de n'avoir même entre eux rien de commun, le culte de l'originalité jalousement poussé jusqu'au paradoxe. Rien d'étonnant pour qui connaît les habitudes de la maison : un gai couvent, selon sa propre expression, avec une discipline extrêmement libérale, le milieu le plus favorable au développement des individualités. L'École Normale n'a laissé dans l'esprit de Jules Lemaître que de plaisants et même de gais souvenirs. Le sans-gêne, l'indépendance régnaient au sein de cette « abbaye de Thélème », où les maîtres, d'éminents philologues, jouissaient du respect, mais non de l'aveugle confiance de leurs élèves qui s'érigeaient en juges impitoyables de leurs manies, et ils en avaient tous : celui-ci, de professer pour Balzac une telle horreur qu'il déclarait n'en pouvoir supporter la lecture ; celui-là, resté légendaire entre tous pour avoir imprudemment recommandé à ces jeunes grammairiens « de combler l'absence de leurs lacunes ». Un des plaisirs de Jules Lemaître et de ses camarades était d'aller, le dimanche, aux matinées de la Gaieté ou de la Porte St-Martin, où ils avaient des cartes de faveur et l'avantage d'être relégués dans les coulisses du théâtre, quand il n'y avait plus de place dans la salle.

L'École avait alors pour directeur le sage Bersot, moraliste fin et indulgent, qui ne perdait pas de vue ses élèves, tout en les laissant agir à leur guise, et qui admettait ces grands garçons dans son intimité, si bien qu'en quittant la maison, la plupart restaient ses amis.

Qu'on se représente le jeune maître en 1874 au début de sa carrière : il est à peine plus âgé que les plus âgés de ses élèves ; intelligent, cultivé, sans aucune expérience de la pédagogie ; mais il veut plaire et il y réussira. En dépit des inspecteurs généraux, il dirigera sa classe comme il l'entendra. Chargé d'enseigner le grec, le latin en même temps que le français, Jules Lemaître négligera (il le dit, du moins) les anciens auteurs et s'en tiendra de préférence à la littérature moderne qui l'attire et qui intéresse davantage ses rhétoriciens. Il ne se servira pas d'une page de Démosthène pour expliquer à ses auditeurs l'art de bien dire, mais il ouvrira *Madame Bovary* et leur lira l'emphatique discours du conseiller Lieuvain pour qu'ils saisissent sur le vif ce qu'on peut appeler l'art de mal parler. Non seulement Lamartine, Hugo, Musset remplaceront les vieux textes d'explication sur lesquels ont pâli tant de générations, mais il prendra l'actualité même, les romans qui viennent de paraître. Un professeur d'histoire contemporaine peut donner aux jeunes gens qui l'entourent une idée de la société française sous le règne de Louis-Philippe en leur lisant les comédies d'Émile Augier — il ira plus loin, il choisira Zola et ne reculera pas devant *L'Assommoir*.

Ce professeur extraordinaire est extraordinairement aimé de ses disciples. Il fait ses débuts au lycée du Havre, et tout de suite il a conquis son public. Sur les jeunes esprits qui l'écoutent, il a exercé une influence bienfaisante : il ne se trompe pas lorsqu'il se flatte d'avoir développé leur sens esthétique, peut-être même leur sens moral. Quelques-uns de ses élèves — comme par hasard — sont devenus des écrivains très convenables, sinon excellents (Hugues Le Roux, Tellier) ; ils le seraient devenus sans lui, probablement, mais l'empreinte qu'ils ont reçue ne leur fut pas préjudiciable. L'un d'eux (Tinchant) se fourvoya dans la bohême : c'est la seule objection que pourraient soulever les pessimistes.

Le Havre offrait à ses yeux le spectacle inaccoutumé d'un grand port marchand et de la mer, singulièrement intéressante lorsque l'on monte à Ste-Adresse et que, du haut de la falaise, on découvre le large estuaire, que l'on aperçoit devant soi, à perte de vue, jusqu'aux confins de l'horizon, la ligne houleuse des vagues, où passent les lointains paquebots.

En même temps qu'au lycée, Jules Lemaître enseignait dans une institution de demoiselles. Le professeur de littérature, dans un pensionnat, devient facilement un idéal : les imaginations qui s'exaltent lui prêtent, sans qu'il ait besoin de les avoir, les qualités des héros dont il parle, s'éprennent de ses idées, l'entrevoient comme entouré, transfiguré par l'atmosphère romanesque qui se dégage des livres remplis de beaux sentiments qu'il commente. Ajoutez qu'il en parlait bien et qu'il était jeune. Sa propre sympathie et sa curiosité en éveil ont été émues devant cet auditoire de jeunes filles. On dit plus — on croit que, sans le lui avouer, il aima l'une d'elles et souffrit en apprenant son mariage :

Bien qu'elle ne fût pas à moi,
Je suis triste qu'on me l'ait prise...
J'ai revu ses yeux noirs où mon âme se fond
Et qui n'ont jamais su tout le mal qu'ils me font.

Si ces impressions sont précieuses, c'est qu'elles ont laissé leur trace dans son œuvre : à ses heures de loisir il taquinait la Muse, et le démon de l'homme de lettres s'était éveillé en lui. Or il y avait, à une trentaine de lieues du Havre, un auteur, une sorte de bon géant, dont le monde littéraire s'était beaucoup occupé et qui, aux yeux d'une partie de ses contemporains, passait pour un dieu. Le savoir si près, la tentation était forte. Jules Lemaître entreprit le pèlerinage de Croisset et vit Flaubert. Il se trouvait guidé dans cette démarche par une certaine candeur de provincial qui n'est pas fâché de voir un grand homme, mais aussi par une admiration sincère. « Plusieurs fois, j'ai passé à Croisset une après-midi tout entière : car, pour peu qu'on lui plût, il vous gardait, il ne vous laissait plus partir. On causait littérature. » Et si Jules Lemaître ne se rappelle plus y avoir rencontré Maupassant, il se souvient d'avoir entendu l'impeccable romancier réciter de sa voix tonitruante une poésie de son jeune ami et, presque à chaque rencontre, des vers de Louis Bouilhet qu'il ne se lassait jamais de redire.

Professeur aussi peu que possible, au sens le plus strict du mot, il a pourtant conservé dans sa critique quelques-unes des habitudes du professeur de rhétorique : il est hanté (rarement, il est vrai) par le souvenir des syllepses et des synecdoques.

Ancien élève de l'École Normale et bien noté, il vit s'ouvrir devant lui toutes grandes les portes de l'enseignement supérieur. En quittant le Havre, il obtint la chaire d'Alger. L'Algérie fut l'extrême limite du monde qu'il connut, le terme de ses illusions de voyageur, s'il en eut jamais. Il faut lire le récit qu'il a tracé, avec son habituel enjouement, de son excursion à Boghari, à l'entrée du désert : « Douze heures de diligence en partant de Blidah !... On arrive à la nuit. On couche dans une auberge fort incommode, au pied de la colline fauve et nue, aux luisants de faïence, où se tasse la petite ville arabe. J'éprouvai si douloureusement cette nuit-là l'angoisse absurde, mystérieuse, d'être si loin de chez moi, sous un ciel qui ne me connaissait pas, parmi des gens qui ne parlaient pas ma langue et qui n'avaient pas le cerveau fait comme le mien, que je sortis par la fenêtre pour attendre la diligence qui repartait à trois heures du matin. Je n'avais rien vu du tout, et j'éprouvais un désir fou de m'en aller... Je sentais autour de moi la solitude démesurée ». C'est la même impression qu'il note dans *Le Désert :*

Cette immensité jaune et morte me fait mal.

Cependant, Jules Lemaître s'était marié. Il avait épousé une orpheline, élevée dans une pension de religieuses, et rencontrée dans son pays au cours de ses vacances. Homme d'études, confiné dans ses lectures, il n'accompagnait pas volontiers sa jeune femme dans les soirées et les bals où elle, au contraire, se plaisait à briller. On connaît ce drame intime, puisqu'il a jugé bon, sans fausse honte, de mettre le public au courant de sa « méprise » : il s'aperçut qu'elle était volage, qu'elle ne l'aimait pas, et qu'il leur valait mieux se séparer.

La blessure, à ce qu'il semble, a fait saigner son cœur ; il ne s'en est guéri qu'à force de travail.

D'Alger, il était passé à la Faculté de Besançon, où il exerçait les fonctions de maître de conférences, lorsqu'il présenta ses deux thèses de doctorat à la Sorbonne : sa thèse latine sur Corneille interprète d'Aristote, sa thèse française sur Dancourt. Les thèses, en ce temps-là, étaient de proportions réduites, encore honnêtes. On ne concourait pas à qui écrirait le plus, mais le mieux. Les candidats cherchaient à faire preuve d'un peu d'érudition et de beaucoup de goût. L'esprit de finesse l'emportait sur l'esprit de géométrie. La thèse française de Jules Lemaître ne comprend que 217 pages. Quelques développements peuvent paraître trop sommaires, d'autres risquent de ne pas sembler assez austères ; mais ces pages alertes se lisent avec facilité et avec plaisir, et la thèse latine aussi bien que la thèse française.

Dans celle-là, il montrait avec beaucoup d'à-propos que Corneille s'était assez bien accommodé des règles d'Aristote, les entendant à sa façon et comme il lui plaisait de les entendre, torturant le texte pour y découvrir bon gré mal gré la conception cornélienne de la tragédie et pour se donner finalement raison, brodant sur l'original ou renforçant la rigueur de ses préceptes jusqu'à les rendre

absurdes et inacceptables lorsqu'il les trouvait en contradiction avec ses propres idées et, par là, s'absolvant lui-même du reproche de les avoir enfreints ; en un mot, il prouvait que Corneille, préoccupé, mais non entravé par la critique, n'avait jamais suivi d'autre voie que la pente de sa nature qui le portait à préférer le sublime à la simplicité et la stupéfaction à la pitié.

Dans celle-ci, il revisait nombre de jugements tout faits sur Molière, leur opposant des appréciations qui, pour être plus esquissées que motivées, morcelées plutôt que coordonnées, n'en avaient pas moins le mérite d'être franches, d'être directes et, sinon neuves, du moins d'un tour imprévu ; puis, pénétrant au delà des livres jusqu'à la vie, il demandait à la critique de se confondre avec l'histoire des mœurs et, prêchant d'exemple, reconstituait le monde évoqué par les comédies de Dancourt (mésalliances, intrigues féminines, parvenus, traitants et joueurs, tout, jusqu'au monde interlope), à l'aide d'analyses plus que de réflexions, sans craindre les allusions contemporaines, lorsqu'elles se présentaient à son esprit.

Les dernières étapes de sa carrière universitaire qui ont été de courte durée ne comptent guère : l'impatience de secouer le joug se fait sentir à Grenoble, comme à Besançon. En 1884, Jules Lemaître accourait à Paris, libre de se vouer désormais tout entier à la tâche qu'il préférait, débarrassé de tout souci. Yung, le directeur de la *Revue Bleue*, lui assurait une collaboration régulière à sa Revue. Il avait trente et un ans. Parmi les grands écrivains qu'il fréquente alors, il nomme Renan, Meilhac, Halévy, Dumas fils et Daudet.

Il avait trouvé sa voie : ses premier articles le consacraient l'un des maîtres de la critique contemporaine.

Victor Fleury.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA CRISE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le conflit italo-grec s'est terminé sans dommages. M. Mussolini a obtenu le tromphe d'amour-propre qu'il poursuivait pour son pays et pour lui-même ; la Grèce, désemparée et désarmée, s'est inclinée sans qu'aucune révolution éclatât à Athènes et la conférence des Ambassadeurs, agissant avec une promptitude ingénieuse sous l'impulsion de son président, M. Jules Cambon, a trouvé cette occasion pour faire prendre le pas à un organisme des Etats de l'Entente sur la Société des Nations. C'est un triomphe peut-être éphémère, et dans tous les cas, assez facile, de l'ancienne diplomatie des grandes puissances sur l'internationalisme wilsonien dont se réjouissent plus ou moins ouvertement tous les adversaires avérés ou sournois de l'institution de Genève.

C'est un organisme politique assez singulier que cette conférence des Ambassadeurs ; elle vient de montrer qu'elle peut exercer une puissance de fait considérable, mais sa situation juridique est assez paradoxale. Elle a été créée pendant la Conférence de Paris par le fameux triumvirat Clemenceau-Lloyd George-Wilson qui, composé d'un chef d'Etat et de deux ministres alors tout puissants, exerça pendant quelques mois sur les affaires du monde une omnipotence qui n'a abouti qu'au traité de Versailles. Occupé de refaire la carte du monde, prétendant au rôle gigantesque de créer le nouveau statut des peuples et des États, les triumvirs avaient jugé qu'ils n'avaient pas le loisir de s'occuper des questions secondaires : *de minimis non curat praetor.* Ils en avaient chargé les Ambassadeurs résidant à Paris, groupés en une sorte de commission permanente. Depuis, le chef d'Etat et les deux grands ministres ont disparu de la scène politique, les Etats-Unis se sont pratiquement retirés de l'Entente et celle-ci n'existe plus que de nom, mais la conférence des Ambassadeurs subsiste. Son intervention dans un conflit dont on a pu craindre un instant qu'il remettrait le feu aux poudres, vient de montrer qu'elle pouvait encore avoir une action considérable. Elle apparut comme l'affirmation de la persistante volonté des grandes puissances de jouer dans le monde un rôle de tutrices alors qu'à la Société des Nations, leur influence est fortement contrebalancée par celle des petits Etats. Tous ceux qui, dès le premier jour, n'ont vu dans la création wilsonienne qu'une duperie destinée à limiter les droits de la victoire, s'en réjouissent. Faut-il s'en réjouir avec eux?

Certes, la Société des Nations, malgré l'activité qu'elle déploie, est très loin d'avoir rendu jusqu'ici les services qu'on en attendait. Mais la politique contradictoire et pleine d'arrière-pensée que les grands Etats ont poursuivie depuis l'armistice a-t-elle donné des résultats beaucoup plus brillants?

Toujours est-il que cet incident italo-grec a provoqué, dans la Société des Nations, une crise intérieure qui est loin d'avoir fortifié son autorité encore hésitante.

***

Au fond, cette crise est un de ces hasards que tout nécessite. Elle souligne ce qu'il y a d'imparfait et de boiteux dans l'organisation même de la Société des Nations. Elle montre que toute institution politique qui n'est pas fondée sur une idée claire et poussée jusqu'à ses conséquences dernières porte en soi des germes de mort.

L'idée wilsonienne, idée qui fut d'abord accueillie avec enthousiasme par l'opinion universelle était que la Société des Nations, créée pour rendre impossible le retour d'une guerre comme celle qui venait d'épuiser le monde, devait être une sorte de *super-État*, expression juridique de la conscience universelle, et chargé d'imposer ses décisions, de même qu'au sein de chaque nation la puissance publique impose les siennes aux citoyens. On ne saurait contester qu'il y ait eu là une conception élevée et généreuse du droit public nouveau, mais elle impliquait cette idée qu'un pays de deux millions d'habitants constitue une personne morale de même valeur qu'un pays de 100 millions d'habitants, idée que les grandes puissances n'admettent jamais qu'en théorie et quand leurs intérêts majeurs ne sont pas en cause. De plus, elle comportait de la part des États l'abandon d'une partie de la souveraineté, au profit d'un pouvoir étranger.

Il est assez aisé de démontrer que cela ne saurait présenter d'inconvénient bien sérieux du moment que tous les États du monde consentaient au même abandon, mais il est apparu immédiatement que les temps n'étaient pas venus et que, pour démocratiques et pacifistes qu'ils soient, les grands États modernes ne sont pas prêts a renoncer aux prérogatives de l'antique *imperium*. Et en effet on s'imagine difficilement que dans une question essentielle, la France, l'Angleterre ou les Etats-Unis puissent avoir à s'incliner devant la volonté concertée du Nicaragua, du Honduras, du Venezuela où de ces ennemis neutres d'Europe dont la fausse impartialité a si souvent masqué les intérêts.

Et ce qu'il eut de significatif, c'est que ce furent les Etats-Unis d'où était partie l'initiative de la Société des Nations qui se révoltèrent d'abord contre cette conception du super-Etat. Très fière de sa puissance, cette grande démocratie impérialiste est plus jalouse des droits de sa souveraineté que les plus vieilles monarchies d'Europe. En quelque mois Wilson et le Wilsonisme se trouvèrent répudiés sans que l'Europe s'en aperçut. Mais les représentants de l'ancienne politique, ceux qui eussent voulu sagement que la paix fût une paix comme toutes les paix d'autrefois, une paix consacrant la victoire, mais qui avait à tenir compte de l'opinion universelle où l'idée wilsonienne déchaînait d'immenses espoirs, avaient déjà arrêté leur plan de campagne. Tout en couvrant de louanges le président Wilson — le nom des rues dans toutes les villes de France témoigne encore des hommages officiels qu'on lui décerna — ils s'étaient entendus pour énerver complètement l'idée wilsonienne. « L'opinion pacifiste, tout ce que le monde compte encore d'internationalistes, réclame l'institution de la Société des Nations : fondons la Société des Nations. » Et l'on crée l'organisme de Genève, on le dote d'un budget considérable, on y délègue des personnages non moins considérables parmi lesquels il est certes des hommes de grande valeur mais où les retraités de la politique sont en majorité. On l'entoure de beaucoup de faste, de beaucoup de témoignages de considération, mais avec le dessein caché de la priver de tout pouvoir effectif. Du moment en effet que les membres de la Société des Nations ne sont pas obligés de faire prévaloir ses décisions au besoin par la force, du moment que l'institution ne possède à aucun titre la puissance d'un super-État, elle n'est plus évidemment qu'une sorte de conseil consultatif préposé à régler amiablement certaines questions secondaires mais incapable de résoudre les problèmes réellement épineux.

Cependant, lorsque la Société des Nations trouva moyen de résoudre, à la satisfaction générale, le problème très délicat de la Haute-Silésie, on put croire que le pouvoir restreint qu'on lui avait concédé s'étendrait considérablement sous l'effort irrésistible de l'opinion. Dans ces circonstances, la Société des Nations s'était montrée vraiment prudente, sage et parfaitement impartiale. Ceux qui, lors de sa fondation, avaient craint qu'elle ne fût un instrument entre les mains de l'Angleterre qui par ses Dominions, considérés comme des Etats complètement indépendants, dispose d'un grand nombre de voix, avaient été obligés de convenir que le conseil était parfaitement capable de juger en toute indépendance. Bref, l'institution sortit singulièrement grandie de cette épreuve. Elle avait permis de croire qu'elle était capable de résoudre la tâche infiniment délicate de régler les conditions d'un traité dont le principal défaut est d'être en perpétuel devenir. On conçut même alors l'espoir que les Etats intéressés finiraient par consentir à lui remettre le soin de résoudre ce problème des réparations qui empoisonne la vie économique du monde. Mais l'attitude de l'Angleterre, et celle des principaux Etats ci-devant neutres a inspiré légitimement aux puissances créancières,

et principalement à la France une telle méfiance qu'il a fallu y renoncer. Et depuis lors, l'activité de la Société des Nations s'est singulièrement ralentie ; on discute longuement, et sans grande conviction, semble-t-il, la question du désarmement, on étudie minutieusement et théoriquement le traité d'assistance mutuelle.

Dans ces conditions, le geste autoritaire de M. Mussolini lui déniant toute compétence dans une question qui était incontestablement de son ressort devait nécessairement porter un coup sensible à son autorité morale. Au moment aigu de la crise, les petits Etats firent bloc ; il leur apparaissait que si chaque fois qu'une grande puissance jugerait son intérêt ou son amour-propre engagé, elle pouvait s'affranchir de l'autorité de la Société ,c'en était fait de la garantie que les puissances secondaires croyaient pouvoir trouver en elle. L'adroite et rapide intervention de la Conférence des Ambassadeurs a conjuré la crise .Puisque la Grèce s'inclinait — en fait son cas était fort mauvais — la Société des Nations n'avait pas à se montrer plus susceptible que la principale intéressée ; mais il n'en demeure pas moins que cet incident italo-grec a montré que les grandes puissances n'ont qu'une confiance relative dans cette institution qu'elles patronent officiellement. Aux yeux du public, l'institution de Genève, comme celle de La Haye, n'est plus qu'une sorte de conseil académique, un Congrès permanent de jurisconsultes essayant de concilier des formules platoniques. L'impression de la faiblesse initiale de l'institution est apparue cruellement aux yeux de tous.

***

On aurait tort de s'en réjouir. Il n'était pas très raisonnable de croire que la Société des Nations suffirait à conjurer définitivement tout péril de guerre, et à assurer le régime du droit. Il y a encore, entre les divers Etats qui composent la société internationale, des différences de civilisation trop accentuées pour que la conscience universelle soit suffisamment claire, pour que les décisions d'un organisme chargé de la représenter soient indiscutables pour tous. L'atmosphère est encore trop chargée de passions, de rancunes, d'intérêts cyniques ou avoués pour que, quand leurs intérêts essentiels sont en jeu, les peuples puissent se fier à une institution internationale. Mais, après la grande hécatombe, le désir de paix qu'éprouvent tous les peuples est tel qu'un organisme quelconque tendant à éviter les conflits peut incontestablement jouer un rôle utile. Pour peu qu'elle ait la sagesse d'éviter d'intervenir dans des cas où son action ne peut s'imposer dans l'état actuel des esprits, l'autorité de la Ligue grandira peu à peu, et à défaut de la force matérielle qu'on lui a refusé, elle acquerra une force morale qui n'est pas négligeable ; les événements se précipitent aujourd'hui de telle manière qu'on oublie déjà l'incident italo-grec. La sagesse pour les peuples pacifiques est assurément de ne pas confier absolument le soin de leur sécurité ou de leurs intérêts majeurs à d'autres mains qu'aux leurs, mais aussi de maintenir une institution où les peuples ont vu l'expression d'un idéalisme juridique auquel ils aspirent confusément.

L. Dumont-Wilden.

LES ROMANS

ORIENTATION (1)

Les romanciers n'avaient pas fait jusqu'ici une grande place aux très jeunes gens, les sujets qu'ils traitent d'ordinaire ne comportant que par exception cette sorte de personnage. Quand Alphonse Daudet écrivait *Le Petit Chose* et *Jack*, comme lorsque Dickens composait *David Copperfield*, c'était une enfance malheureuse qu'ils voulaient nous représenter, et ces malheurs, ainsi que le milieu qui les provoque, faisaient le véritable sujet de leurs tableaux. Il n'y a pas aujourd'hui de sujet que le roman s'interdise, et quelques auteurs n'attendent point d'avoir passé devant le conseil de revision pour se dévêtir fort complaisamment à nos yeux. Nous les voyons tels qu'ils sont aujourd'hui et ils évoquent volontiers l'image de ce qu'ils étaient hier. L'éveil de leurs sens leur paraît avoir pour nous comme pour eux un incomparable intérêt, de sorte qu'ils ne nous épargnent rien des pensées, des rêveries, des malaises, des accidents ni des aventures où les engage cette condition. On a lancé l'un d'entre eux en jetant aux quatre vents de la publicité qu'il n'avait encore que dix-sept ans; et *Le Diable au corps*, de Raymond Radiguet (2), nous retrace, en effet, les amours singulièrement précoces d'un

(1) Voir la *Revue Bleue* du 15 septembre.

(2) Bernard Grasset, éditeur.

jouvenceau qui eut douze ans quelques mois avant la déclaration de la guerre et ne vit dans l'immense tragédie que quatre années de vacances. Il ne nous cache pas que son personnage se conduisit en enfant « dans une aventure où déjà un homme eût éprouvé de l'embarras. » Thème repris sur un mode plus léger dans *La chair fraîche,* de Fortuné Paillot (1), petit roman badin et humoristique.

Patrice, de Jacques Darnetal (2), appartient, au contraire, au genre frénétique. Une préface de Maurice Rostand salue dans ce livre « un beau livre qui a vingt ans ». Sans doute est-ce aussi l'âge de l'auteur. « Rayonnant d'orgueil, il vacille aux vents nouveaux comme un jeune cyprès moderne » : c'est du livre qu'il s'agit. « Le feuilleter, c'est poser longuement la main sur une palpitation. » Livre ardent, en effet, où se répand le désordre d'une jeune sensibilité corrompue par l'ambiance, aspirant à un vague idéal, douloureuse, inassouvie, et, par cette inquiétude même, supérieure aux maux dont elle souffre, digne de se redresser et de guérir. Sous l'éloquence, trop fréquemment déclamatoire, et le lyrisme, presque toujours facile à l'excès, nous discernons des traits d'observation assez vifs, une impatience assez noble, un désenchantement assez amer, de l'esprit avec une pointe de cynisme. Il est difficile de prévoir ce qui suivra ce premier essai; mais ne le tenons pas pour négligeable, et attendons.

Il ne suffirait pas de nommer ici *Le Pénitencier* (3), où M. Roger Martin du Gard nous donne une étude d'une précision, d'une vigueur et d'une originalité remarquables. Ce n'est d'ailleurs que la deuxième partie d'un ensemble qui en comprendra plusieurs : « Les Thibault ». La première partie, *Le Cahier gris,* a paru l'année dernière. Nous avions déjà remarqué le *Jean Barois* du même auteur, publié en 1913. Nous reviendrons à l'œuvre de ce romancier, qui mérite un examen approfondi.

Commencé avec *L'Inquiète adolescence* de Louis Chadourne et *L'Enfant inquiet* d'André Lebey, ce mouvement, qui a fait entrer les tout jeunes gens dans la littérature, se poursuit ainsi à travers une série de livres parmi lesquels se détache avec un relief exceptionnel le *Silberman* de Jacques de Lacretelle (4). Il met en scène, avec d'autres lycéens, trois protagonistes : un juif, un protestant et un catholique. La psychologie très fine et très sûre des personnages, et surtout du jeune juif, la sobriété du récit et la pureté de ses lignes, sa vérité sociale, désignaient le livre au suffrage d'une élite et l'ont imposé très vite à un public plus étendu. L'attribution du prix « Vie Heureuse », en même temps qu'elle proclamait son mérite, préparait son succès. L'auteur avait déjà publié une monographie d'adolescent, où il se montrait capable d'appliquer une vue claire et une notation directe aux troubles incertitudes de cet âge. Le second pas marque un étonnant progrès.

Encore qu'elle ne soit pas un roman, il convient de nommer ici *La Relève du Matin* (1) où Henry de Montherland, comme ses confrères les jeunes romanciers, invoque des âmes d'adolescents, rêve, médite et commente. Non sans quelque imprécision et confusion. Il avoue faire sienne la fine remarque d'un écrivain qu'il admire et qu'il aime et qui reprochait à la pièce principale du livre de « donner l'impression du *bougé* dans un cliché photographique ». Mais quel intérêt exceptionnel présente cette louange de l' « âge ingrat » !

***

Les romans qui mettent en scène la jeune fille trouvent un sujet nouveau dans la vie et la condition de celles qui, chaque jour plus nombreuses, suivent dans nos Facultés et nos grandes écoles les mêmes cours que les jeunes gens, préparant les mêmes examens, se destinant aux mêmes carrières. Deux femmes distinguées dont l'une au moins, ainsi que l'indique son titre, le Dr Berthe Grimpret, a passé par cette voie, ont mis en action dans *Etudiantes* (2) le problème que posent les deux épigraphes inscrites sur le seuil de leur livre. Celle-ci, d'abord, de notre philosophe Taine : « La Française est un homme d'essence raffinée et sublime, muni de nerfs plus excitables que ceux de l'autre; son camarade au besoin, son égal toujours, et son maître si elle peut »; et cette autre, du philosophe allemand Nietzsche : « Tu vas chez les femmes, n'oublie pas le fouet. » La solution des auteurs? C'est que les soucis d'avenir, les tristes expériences, les théories, tout cela peut disparaître et s'abî-

(1) Ernest Flammarion, éditeur.
(2) Aux Editions du Monde Nouveau.
(3) Editions de la Nouvelle Revue Française.
(4) Editions de la Nouvelle Revue Française.

(1) Nouvelle édition augmentée. Bloud et Gay, éditeurs.
(2) Calmann-Lévy, éditeurs.

mer dans « l'union vraie de deux êtres, prêts à tout supporter ensemble de la vie, à lui donner, ensemble, ses significations les plus hautes », à les accorder dans cet « amour nouveau qui les emporterait vers les sommets ».

Mlle Léontine Zanta, la première femme, si je ne me trompe, qui ait pris chez nous le doctorat ès-lettres, est un esprit formé par la haute culture philosophique. Elle a écrit une grosse thèse sur *La Renaissance du stoïcisme au* XVIe *siècle,* et la pratique de l'enseignement a révélé en elle une éducatrice de la plus rare qualité. Nous ne saurions laisser passer l'occasion de mentionner ici, bien qu'il ait paru depuis quelque temps déjà, ce « Journal d'une Etudiante » qu'elle a écrit sous le titre significatif *La Science et l'Amour* (1). Il nous présente une forme toute neuve du vieux conflit de la Science et de la Foi. Car l'Amour aussi, le véritable amour, est une foi qui s'oppose à la conception matérialiste de la vie. « Pour que l'amour donne vraiment ce qu'il promet et ce qu'il doit donner, il faut le conquérir, il ne faut pas que ce soit lui, Génie de l'Espèce, qui s'impose à nous en conquérant. » Tel est le sentiment de Mad, la jeune fille, philosophe et chrétienne. Elle réussit à y convertir Jacques, son camarade d'études, qui l'aime. Mais elle renonce au mariage, devant l'opposition des parents, parce qu'elle veut, en pleine conscience, suivre la voie douloureuse où doivent, selon sa conviction, s'avancer les femmes nouvelles, dans ce siècle qui semble offrir toutes les libertés et qui exige pourtant tous les efforts. N'ont-elles pas pour mission d'entretenir la fidélité à l'idéal, qui pour une femme chrétienne s'identifie avec la fidélité à la loi du Divin Maître?

***

La grande guerre, comme les Croisades de jadis, a mis en contact les nations et mêlé les peuples. Elle a développé dans la littérature une curiosité des pays et des âmes, un sens du cosmopolitisme qui se manifestaient déjà avec éclat aux approches de 1914. Nous n'avions jamais vu tant de romans consacrés aux pays étrangers ou aux étrangers chassés de leurs pays.

M. Claude Anet a été conduit, par ses fonctions de correspondant d'un grand journal, à faire un long séjour au pays bouleversé des tzars. Ses aptitudes de romancier, qui s'étaient affirmées naguère dans un ironique et pénétrant roman, *Petite ville,* trouvaient là un champ nouveau. Il ne s'est donc pas borné à écrire les quatre volumes si copieusement documentés de *La Révolution russe,* il nous a donné encore deux romans d'une rare valeur : *Ariane, jeune fille russe* (1) et *Quand la terre trembla* (2). M. Jean Vignaud, l'auteur de *Sarati le Terrible,* nous donne aujourd'hui, avec *Niky* (3), le roman de l'émigration russe et nous représente des réfugiés de l'aristocratie qui ont fui la terreur bolcheviste et emporté pêle-mêle leurs derniers bijoux, leur fanatisme quasi oriental, leur mysticisme aussi, parfois leurs rancunes de classe et leur appétits. Grand sujet, que l'auteur n'a peut-être pas traité sans quelques touches de convention.

Isvor, le pays des saules (4), de Mme la princesse Bibesco, nous transporte dans cette Roumanie qu'une si grande réforme sociale vient de modifier, en même temps que la victoire des Alliés la faisait plus grande. Et c'est toute la vie rustique, avec ses travaux, ses traditions, ses légendes, qu'évoquent les deux volumes suivant le cours des saisons : le Printemps et ses vingt-quatre chapitres, l'Eté qui n'en comprend que cinq, l'Automne, divisé en quatre, et l'Hiver qui en compte huit. Une cinquième partie, comme un épilogue, donne une conclusion au livre en évoquant le renouveau. Œuvre riche, diverse et pleine de poésie.

Les Nuits de fer (5), de Mme Yvonne Schultz, sont un admirable roman lapon, d'un pittoresque intense recouvrant une très forte psychologie. Il est divisé aussi selon les saisons; mais le pays n'en connaît que deux : l'été et l'hiver.

M. Daniel Riche laisse à son imagination complaisante le soin d'évoquer les îles inexplorées du Pacifique et cette Papeete où nous avait jadis menés l'enchanteur Pierre Loti. Il nous raconte dans *La Forêt frémissante* (6) les mœurs de Manoua, jeune fille d'origine blanche qui est devenue sauvage, et de Warupi, l'*ibitoë* de l'île Erabana...

Mais c'est, comme il est naturel, notre grand

(1) Librairie Plon.

(1) Editions de « La Sirène ».
(2) Bernard Grasset, éditeur.
(3) Librairie Plon.
(4) Librairie Plon.
(5) Librairie Plon.
(6) J. Ferenczi et fils, éditeurs.

empire colonial qui continue à inspirer les romanciers de l'exotisme.

Il faut mettre à part Mme Elissa Rhaïs qui nous donne, avec *La Fille des Pachas* (1), son quatrième volume. Nous avons exposé naguère le cas de cette jeune Kabyle, élevée dans une école française d'Algérie, et qui nous conte maintenant, avec un gracieux talent d'écrivain français, les histoires de son pays et de sa race. Le recueil de M. Maurice Le Clay, *Badda, fille berbère,* concentre, en quelques drames de violence et de passion, des scènes empruntées à l'observation directe des milieux marocains, évocatrices de la vie berbère. *Koffi, roman vrai d'un noir* (2), est une sorte de contre-partie de *Batouala*. M. Gaston Joseph s'est proposé de nous présenter sous un jour plus équitable les représentants des deux races et leur contact. Il s'est efforcé d'être également juste pour les indigènes, qu'il représente avec leurs qualités et leurs défauts, et pour ceux aussi qui, dans les climats malsains, dans la tristesse d'une vie errante, privée souvent de tout confort, aux prises avec des forces brutales, travaillent, comme le dit M. Gabriel Angoulvant, ancien gouverneur général des colonies en conclusion de son excellente préface, « à faire une humanité meilleure dans une plus grande France, glorieuse et prospère. »

C'est l'Afrique encore qui inspire à l'exploratrice russe Isabelle Eberhardt, morte à vingt-sept ans victime de sa passion pour le désert saharien, cet étrange roman d'amour et d'aventure, *Trimardeur* (3), où le mysticisme slave vient s'enflammer au contact de l'Islam. L'œuvre inachevée a d'ailleurs été reprise et continuée, à l'aide de notes et de fragments, par M. Victor Barrucand, qui avait déjà collaboré au roman antérieur : *Dans l'Ombre chaude de l'Islam* et qui a publié deux autres volumes du même auteur : *Notes de Route* (Algérie-Tunisie-Maroc) et *Pages d'Islam* (Nouvelles algériennes).

Voici notre empire colonial d'Asie, avec *Trois femmes annamites,* de Cl. Chivas-Baron (4), remarquable peinture des mœurs d'Extrême-Orient, qui est aussi une étude psychologique du conflit entre les traditions nationales et les conditions d'existence imposées aux indigènes par la pénétration européenne; — *La simple histoire des Gaudraix,* du même auteur, où nous apparaît l'existence des coloniaux, bons et mauvais, dans cette Indo-Chine que Clotilde Chivas-Baron, coloniale elle-même, connaît si bien; — *Frick en exil* (1), exquis roman de Jeanne-Leuba, dont nous avons déjà loué *L'Aile de feu.* Nul ne nous a montré avec autant de pénétration et de force nos fonctionnaires coloniaux à l'œuvre dans leur milieu. Frick, le charmant Frick, n'est que l'un d'eux, et il est quelque chose de plus : l'image idéalisée, symbolique, des meilleurs parmi ses pareils. Vérité et poésie : cette œuvre si simple, si vive, si aimable, est d'une qualité rare et d'une grâce prenante.

(1) Librairie Plon.
(2) J. Ferenczi et fils, éditeurs.
(3) Aux éditions du Monde-Nouveau.
(4) Eugène Fasquelle, éditeur.

***

Le classement esquissé dans nos deux articles d' « Orientation » ne prétend point à être complet ni exhaustif. Il nous a permis de relever quelques tendances du roman contemporain et de mentioner, en les signalant du moins à nos lecteurs, des œuvres trop nombreuses pour que nous puissions les examiner en détail, trop importantes ou d'un intérêt trop certain pour être passées sous silence.

Firmin Roz.

LE THÉATRE

LA PROSE DE M. ABEL HERMANT MISE EN VERS

M. Abel Hermant, chacun le sait, est un de nos premiers écrivains. Sa prose est une de nos parures nationales ; et, surtout, sa syntaxe est une sauvegarde de notre langue, de toutes parts si menacée. Une phrase de lui est un accomplissement, et, dans un temps de désordre et d'approximation, quelle joie pour les raffinés que de lui devoir encore le sentiment du parfait... ! Il y a beaucoup d'écrivains, d'ailleurs de grand mérite, qui auraient pu ne pas

(1) Librairie académique Perrin et Cie.

exister sans que rien fût changé dans l'histoire de la littérature contemporaine, de même que, dans un salon bourré de meubles, peut disparaître un bibelot de la plus grande valeur sans que l'effet d'ensemble en soit compromis. Supprimez, par hypothèse, la prose d'Abel Hermant : la tradition serait rompue.

Voici donc un exemple typique, un cas crucial, comme dirait un philosophe, où l'on peut saisir la déformation que, selon les auteurs dramatiques, il faut faire subir aux plus belles choses pour les porter à la scène.

M. Bousquet, qui est un habile homme, a fort justement aperçu un sujet de comédie légère et spirituelle dans le volume charmant d'Abel Hermant intitulé Phili. N'y avait-il pas là le plus heureux mélange de satire politique et de satire morale, de fantaisie et d'observation, de cynisme et d'indulgence, de grâce et de cruauté, de grivoiserie et de délicatesse... ? Tout cela, pourtant, n'était point suffisant ou plutôt, c'était trop. Il fallait d'abord, pour tirer du livre une pièce, se débarrasser de ce qui constituait le mérite essentiel du livre et que n'eussent pu goûter les spectateurs internationaux du Théâtre Daunou : la prose. C'est pourquoi l'on a mis en petits vers cette grande prose... !

Si encore on y avait ajouté de la musique... !

Je m'empresse, d'ailleurs, d'ajouter, que les vertus de cette prose sont telles que les vers eux-mêmes n'ont pu manquer de s'en ressentir : il y a des couplets charmants.

Mais tout de même... !

* * *

Phili, sous sa forme légère, est l'histoire même du bouleversement social qui, au lendemain de la guerre, a substitué le pouvoir de l'argent à toutes les aristocraties chez chaque peuple et a, chez quelques-uns et momentanément, provoqué la fièvre révolutionnaire et soviétique.

Phili est un archiduc que son peuple expulse de sa principauté. Il part pour le chemin de l'exil en compagnie d'un ami que le hasard avait d'abord mis à la tête du mouvement révolutionnaire, de la jeune fille, la princesse Sophie Charlotte, qui est destinée à sa couche royale mais n'a pas encore atteint l'âge canonique, de la duègne, la Baronne de Krakus, qui surveille la Princesse et l'écarte avec vigilance des entreprises possibles de son éventuel mari, et enfin d'une charmante femme qui est son amie et qui déclare avec raison que la maîtresse d'un roi doit être plus royaliste que le roi. La misère des Princes en exil, malheureusement, n'est pas l'exil, mais le manque d'argent. De l'argent, il en faudrait d'abord pour conspirer et tenter de reconquérir le trône perdu ; ensuite et surtout, il en faudrait pour vivre : les hôteliers ne font pas indéfiniment crédit, même aux Altesses. Par bonheur, pour les Majestés tombées, il y a les nouveaux riches : il y a cette famille de parvenus, de nationalité vague, qui a fait fortune sur le dos de toutes les nations pendant la guerre, qui se compose du père, de la mère, du fils et de la fille. Ils seraient charmés d'entretenir un Prince pour se donner du style. De plus, chacun ne trouverait-il pas, dans la cour de Phili, une passion à satisfaire? Le père est amoureux de la maîtresse du Prince, la mère de l'ami du Prince, le fils de la Princesse et la fille du Prince lui-même. Le Prince garde bien quelques scrupules, et son premier mouvement est de repousser les avances et les offres des enrichis dont l'espèce tend à remplacer la sienne. Mais il y a urgence. Au reste, ne lui suffit-il pas de donner à l'entreteneur le titre de baron pour que les subsides deviennent aussitôt légitimes et honorables. Et puis Phili est jeune. L'amour le préoccupe autant que la politique. Les sentiments qu'il éprouve, entre sa maîtresse et sa fiancée, sont confus. Ayant surpris le fils du parvenu aux pieds de la Princesse, il conçoit aussitôt le dessein de la répudier avant même de l'avoir épousée. Mais, à la faveur d'une intrigue qui met à sa disposition une chambre confortable, il parvient à tromper la surveillance de la duègne et à consommer, comme la plus aventureuse des intrigues, sa légitime union avec Sophie Charlotte. Comme un bonheur n'arrive jamais tout seul, la nouvelle lui est apportée jusque dans le lit où il cache la princesse que le gouvernement soviétique vient de s'écrouler et que son peuple vient de proclamer la république mais en lui réservant la Présidence avec tous les pouvoirs et attributs de la royauté.

* * *

La satire politique a toujours été une des grâces de l'esprit français, de même que le marivaudage sentimental et le badinage grivois. Le charme principal de ce petit ouvrage dramatique est précisément d'avoir fondu ces trois éléments en un comique aimable, harmonieux, et qui n'est point sans faire réfléchir, parfois très philosophiquement.

Certains détails de mise en scène sont particulièrement heureux à cet égard. Il suffit parfois d'un geste, d'un mouvement, pour dégager, bien mieux que tout un couplet (fût-ce en vers), l'esprit d'une situation, d'une œuvre. Au troisième acte, par exemple, on se souvient que le Prince a été surpris dans le lit où il s'était secrètement réfugié avec la

Princesse. C'est leur nuit de noces, mais encore défendue et illégitime. C'est pourquoi, ayant à recevoir subitement sa cour et l'envoyé de son peuple, il cache la princesse sous sa couverture. Mais voici l'heure de la destinée : on lui apporte le pouvoir et il faut se décider tout de suite : le peut-il, maintenant, sans consulter la Princesse... Le Prince demande donc à se recueillir un instant et se cache la tête sous sa couverture, puis se relève, après avoir ainsi consulté sa moitié : c'est charmant.

Lorsque j'ai assisté à la représentation de Phili (ce n'était pas à la répétition générale, car, au mois de septembre, on va au théâtre quand on peut), il y avait dans la salle beaucoup d'étrangers. J'ai vu des Américaines emperlées rire aux éclats. Je ne sais si elles avaient compris toute la finesse de l'observation et de la versification ou toute l'acuité du trait. N'importe, elles avaient le sentiment qu'il se passait devant elle quelque chose de drôle et qu'elles ne pouvaient réellement trouver qu'à Paris. Je sais que l'un des auteurs au moins — c'est Abel Hermant — n'a pas manqué de faire à plusieurs reprises justice du fatigant argument qui consiste à juger un ouvrage français par rapport à l'opinion qu'en pourront avoir les étrangers : rien de plus absurde, en effet, et de plus dangereux surtout, que cette sorte de nationalisme littéraire. Les œuvres valent par elles-mêmes, et non pour la propagande. Néanmoins, quel plaisir vif et singulier j'ai eu l'autre jour à penser que tous ces spectateurs venus des quatre coins du monde entendaient un dialogue qui ne fût pas indigne de nous ! C'est sans doute absurde et enfantin. Mais j'étais content tout de même et même un peu fier.

Gaston RAGEOT.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Angleterre

Tandis que la dernière note britannique était pour apporter à Berlin un précieux réconfort, *The Quarterly Review*, dont on sait l'autorité, écrivait (n° 476) sous le titre « *Germany's capacity to pay* » :

« L'Allemagne s'acquitterait aujourd'hui bien plus aisément qu'elle n'eût fait avant la guerre. Sa productivité reste vraisemblablement la même, car, si elle se voit diminuée dans son territoire, elle a par ailleurs grandement développé et perfectionné son outillage. D'autre part, elle bénéficie et de la suppression de sa dette nationale et de la réduction du minimum des charges qu'impose l'entretien d'une armée et d'une marine. En réalité, on peut estimer que, moyennant une sage administration de sa production et quelque souci d'économie dans ses finances tant publiques que privées, l'Allemagne disposerait présentement d'un excédent de ressources double de ce qu'il était avant le cataclysme... Un gouvernement sincèrement désireux de rétablir l'ordre réussirait sans peine à faire de « cette Allemagne appauvrie » une Allemagne magnifiquement prospère. On stabilisera le mark dès qu'on le voudra, puisqu'il suffirait pour y parvenir d'arrêter la fabrication du papier-monnaie. Il est vrai que l'application du remède ne manquerait pas d'entraîner une crise, mais cette crise est fatale et, pour être retardée, elle n'éclatera pas moins un jour ou l'autre... Un travail intensif fournirait à une large exportation... L'Allemagne importe actuellement beaucoup plus qu'elle n'exporte... Un travail intensif, ce serait le salut pour le commerce allemand et, en même temps, la solution du problème des réparations... »

Allemagne

Dans le fascicule d'août de la *Deutsche Rundschau*, M. Peter Zingen stigmatise « la politique d'émasculés » (« *die Politik der Entmannung* ») qui est aujourd'hui, dit-il, celle de son pays. Une belle colère, qui ne se défend d'ailleurs pas toujours de verser dans l'attendrissement. Un bon exemple, en même temps, non seulement des procédés de provocation coutumiers à la presse nationaliste de là-bas, mais aussi de ce ton larmoyant où les Allemands sont sans rivaux.

En se soumettant aux conditions du Traité de Versailles, c'est d'abord, c'est surtout au détriment des Rhénans que « l'Allemagne a péché contre l'esprit ». Le Traité de Versailles livrait la Rhénanie à l'ennemi. Et pas de sophisme qui tienne : la faute est sans excuse, car en 1919 l'Allemagne connaissait de longue date la haine des Français à son endroit et leur rapacité.

« Maintenant encore et alors que la Ruhr expérimente depuis six mois les horreurs de l'occupation, le peuple allemand ne voit pas à quelle extrémité sa politique a réduit les Rhénans... Et puis, à considérer les choses du dehors, comment se rendrait-on compte de ce que cela signifie au juste, de se sentir chaque jour et à chaque heure du jour sous la domination étrangère et de ne pouvoir se défendre et de devoir toujours, toujours baisser la tête ?.. Le supplice de se savoir sans cesse provoqué, surveillé, espionné, de s'interdire toute confiance, de s'attendre constamment à être arrêté ou expulsé !... Les Rhénans luttent seuls et ils espèrent, ils espèrent encore ! Ils espèrent que le peuple allemand finira quand même par ouvrir les yeux au spectacle de leurs souffrances. Ils luttent seuls et souffrent en silence... Ils n'entendent pas se laisser esclavager et ils ne veulent pas que les fils qui naîtront de leurs filles portent jamais les armes contre leurs frères de la rive droite... Et ils comprennent ce que leurs frères, eux, ne comprennent pas, à savoir qu'ils luttent pour l'Allemagne entière ».

Italie

M. Americo Scarlatti publie dans *Minerva* (fasc. 15) d'agréables considérations sur les transformations et déformations que subit le langage courant. Incidemment, un joli détail entre autres. L'auteur rencontra un jour un Français, fort cultivé du reste, qui prononçait « j'*élois* », « il *avoit* » et qui disait « l'*agnel* » « le chastel », etc. Une originalité, sans doute ou une affectation ? Pas du tout : l'homme débarquait du fond du Canada et parlait notre langue d'il y a trois cents ans, la langue de Montaigne...

Suisse

De M. Pierre Kohler, dans la *Bibliothèque Universelle* (fasc. d'août), la première partie d'une étude, composée d'abord pour deux conférences données à Lausanne, sur « la Littérature d'aujourd'hui dans la Suisse romande ». Une étude, à en juger par ces premières pages, où les précisions abondent aussi bien que les vues générales. Un intéressant exemple de celles-ci : « Si, nous dit M. P. Kohler, si l'on classait les écrivains d'après le style et que nous cédions à la France tous ceux qui écrivent comme des Français, nos cadres se videraient en partie et nos troupes iraient grossir la grande armée d'outre-Jura. Car, si le nombre des mauvais écrivains suisses ne diminue pas sensiblement, le nombre croît certainement de ceux qui manient la plume aussi bien qu'homme de France. La raison générale m'en paraît simple : nos cantons romands ont à peu près achevé d'oublier le patois ; le français se substitue graduellement dans nos familles au langage indigent dans lequel les enfants de notre pays ont si longtemps été nourris ». Cependant, ne risque-t-on pas de perdre son caractère en négligeant ses façons à soi de s'exprimer ? « Mieux écrire et devenir plus parfaitement nous-mêmes », répond la jeune école romande. Avant elle d'ailleurs, certains y ont réussi. Ainsi, Philippe Godet a réalisé ce prodige d'être « à la fois le plus neuchâtelois et le plus français des écrivains suisses » et « d'exprimer ses convictions de patriote cantonal et de protestant du Jura suisse en maniant sans défaillance le pur style de Voltaire ».

Turquie

M. Guy de Pourtalès raconte dans *les Echos de l'Orient* une visite qu'il fit, il y a dix ans, à Pierre Loti, dans l'antique maison Viaud, rue Chanzy à Rochefort, où la porte lui fut ouverte par un vieillard en culotte et en bas de soie mauve. Accueilli dans un salon sombre, aux volets clos, devant une cheminée sur laquelle brûlaient deux candélabres à sept branches, le narrateur garde un souvenir ineffaçable de sa rencontre avec l'auteur *d'Aziyadé*. « Trop jeune, dit-il, je ne savais pas qu'il y eût des génies timides, qu'un peu de mise en scène rassure. Loti était de ceux-là. De petite stature, on le trouvait grand. Personne de moins innocemment bavard, personne de moins cordial, ni de plus gravement attentif. Invité à passer trois jours auprès de lui, je crus que je ne franchirais point les aspérités de la première heure... » Mais, le troisième jour, quand il fallut partir, « l'arrachement fut une vraie douleur ».

Gaston Choisy.

LES LIVRES NOUVEAUX

VERNER VON HEIDENSTAM. *Les Carolins*. Chronique de Charles XII. Traduit du suédois avec une introduction, par Jacques de Coussanges (1 vol., Perrin).

Aux traductions d'ouvrages scandinaves qu'on lui devait déjà, Jacques de Coussanges ajoute la traduction de l'un des chefs-d'œuvres de la littérature suédoise contemporaine.

Poète et romancier, von Heidenstam est aujourd'hui une sorte de maréchal des Lettres suédoises. Ses derniers poèmes, d'une beauté grave, avec des accents à la Vigny, l'ont mis hors de pair. Mais ses compatriotes relisent toujours les *Carolins*, œuvre en prose, déjà ancienne, où il a glorifié les plus hautes vertus de son peuple. Dans ce livre, Heidenstam évoque le souvenir de Charles XII — mystérieux, et toujours énigmatique — et de ses compagnons de lutte et d'héroïsme : une série de courts récits, dont l'ensemble atteint à la grandeur épique, de vifs tableaux de la guerre et de la captivité en Russie, d'inoubliables figures de soldats et de héros auxquels se mêlent d'étranges aventuriers. La Suède a connu des périodes d'une gloire plus profitable ; mais jamais ses fils n'ont témoigné de plus d'abnégation, de stoïcisme et d'amour du devoir qu'aux heures douloureuses du désastre national. Ce livre, écrit à la louange du sacrifice, est l'un des plus nobles et des plus émouvants qui nous soit encore venu du lointain septentrion.

L. M.

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

Le Conflit Italo-Grec

L'assassinat, le 27 août, près de la frontière gréco-albanaise du général Tellini et de ses compagnons, dont un interprète albanais, de la commission de délimitation de la frontière, a soulevé dans le monde entier une intense émotion, surtout par ses conséquences. Dès le reçu de la nouvelle, M. Mussolini s'enfermant dans son cabinet, méditait sur les mesures à prendre. A 4 heures du matin sa détermination lui dictait un ultimatum vengeur à la Grèce. Cette dernière puissance en acceptant la majeure partie des demandes italiennes souleva des objections sur certaines ; l'escadre italienne, appareillant immédiatement, allait occuper Corfou bombardée au préalable. Cette occupation était qualifiée de « pacifique et de temporaire ». La Grèce, émue au plus haut point de cette invasion et de cette saisie de son territoire, faisait appel à la Société des Nations. L'Italie, signa-

taire du pacte créateur de la Société des Nations, déniait immédiatement la compétence de cette juridiction et menaçait de se retirer, si l'Assemblée de Genève s'occupait du litige. On céda. La conférence des Ambassadeurs sauva les apparences d'une compétence européenne en envoyant une note à la Grèce sur les satisfactions à accorder à l'Italie. La Grèce avait par avance déclaré vouloir accepter les conditions qui lui seraient imposées par les représentants des grandes puissances. Les cérémonies expiatoires ont eu lieu suivant les rites prescrits. L'Italie a évacué Corfou le 27 septembre, en obtenant, arbitrairement, des ambassadeurs désireux avant tout d'en finir, le paiement de cinquante millions de lires, sous le fragile prétexte que l'enquête sur l'assassinat avait été mal conduite par les autorités grecques chargées de ce soin. Tel est dans ses grandes lignes l'histoire du conflit italo-grec.

Pendant trois semaines la presse mondiale s'en est abondamment occupée et il n'y aurait pas à y revenir si le public français avait été sérieusement et impartialement informé. Mais tel n'a pas été le cas. Obéissant à un mot d'ordre du quai d'Orsay, la grande presse, systématiquement gouvernementale — survivance sans doute de la servilité que la censure imposait pendant la guerre — s'est efforcée non seulement de ménager la célèbre susceptibilité italienne mais a soutenu la thèse italienne avec des arguments qu'on eût cru empruntés aux journaux allemands de juillet 1914. Tout ce que contre quoi la France avait alors protesté et ce sur quoi Berlin et Vienne avaient appuyé leur criminelle attitude contre la Serbie et la paix de l'Europe s'étalait avec componction dans les organes les plus respectés de la presse française. Nous nous faisions les avocats de l'impérialisme le plus flagrant et le plus éhonté. Nous donnions rétrospectivement raison au grand Etat-Major de Potsdam qui demandait à occuper « pacifiquement et temporairement » Verdun et Toul comme garantie des sentiments pacifiques de la France. Voilà où peut mener une politique opportuniste ou qui se croit telle et qui fait bon marché des traditions de justice de la France, en vue de servir, problématiquement d'ailleurs, des intérêts immédiats. On aura beau le nier officieusement, la France n'a adopté cette attitude que pour se ménager l'appui de M. Mussolini dans la question des réparations et de la Ruhr. Etait-il indispensable que la France, à l'heure précise où l'effondrement de l'Allemagne faisait prévoir la fin de la résistance et où l'Angleterre faisait preuve de bonne volonté dans la reconnaissance du bien-fondé de la thèse française, de prendre parti contre les intérêts anglais dans la Méditerranée en nous faisant les complices de l'impérialisme italien, dirigé, dans ses buts lointains, autant contre l'Angleterre que contre nous et d'autre part de renier tous les principes de l'esprit français, intransigeant en matière de justice? Servions-nous la cause supérieure de la paix en aidant l'Italie à ruiner l'autorité naissante de la Société des Nations? Des politiciens à courte vue se sont frotté les mains de cette atteinte si grave à la Société des Nations uniquement parce qu'ils considèrent l'Assemblée de Genève comme étant le produit de l'idéalisme anglo-saxon et qu'ils la croient dominée par l'influence anglaise. Ainsi dans l'affaire italo-grecque nous retrouvons cette même politique turcophile de la France (avec les résultats que l'on sait). Nous nous sommes rangés aux côtés de l'Italie contre l'Angleterre comme nous avons pris le parti des Turcs uniquement pour faire pièce à l'Angleterre. On ripostera que l'Angleterre fait de même en adoptant les thèses allemandes contre celles de la France.

Mais ce n'est pas une raison parce que l'Angleterre se trompe pour que nous imitions son exemple. La loi du talion appartient à des époques disparues. Si les hommes d'Etat ne savent pas s'élever au-dessus de la pauvre mentalité des représailles, autant avouer que la civilisation est en voie de régression. La Société des Nations, évidemment sans puissance matérielle à l'heure actuelle, était une très grande idée qui pouvait assurer, dans un avenir imprécis, la paix du monde. En lui confiant la solution du conflit italo-grec on assurait d'une façon éclatante, son autorité. Cette démonstration eut sans doute suffi à lui rallier l'Amérique. Si l'Italie, donnant suite à sa menace, s'était retirée, le dommage n'eût été que pour elle. Et si la France avait fait corps avec toutes les autres puissances fidèles au pacte, l'Italie n'eût pu faire autrement que de venir à résipiscence malgré toutes ses manifestations d'indépendance souveraine. Jamais l'Italie ne se fût risquée à affronter le veto franco-anglais. Si l'Italie n'avait cessé de manifester à l'égard de la France des sentiments d'une inaltérable amitié on pourrait sentimentalement justifier notre attitude. Mais comment peut-on oublier que, depuis un quart de siècle, l'Italie ne cesse de combattre par tous les moyens l'influence française dans la Méditerranée orientale, qu'avec l'appui de la papauté elle fait passer sous pavillon italien les établissements religieux jusque-là de notre ressort, qu'elle poursuit des intrigues contre nous en Tunisie, qu'elle a hué le maréchal Fayolle en pleine Piazetta de Venise et qu'en juillet 1919 des soldats italiens ont assassiné 9 soldats français et blessé 67 officiers et soldats français à Fiume. Par amitié pour l'Italie le silence a été gardé sur ce drame abominable et tandis qu'on évoque périodiquement la malheureuse affaire du Zappeion pour exciter *ad æternum* l'animosité contre la Grèce nul ne s'avise jamais de parler des morts français de Fiume. On demeure tristement songeur devant cette partialité systématique qui fausse le jugement de nos compatriotes et qui fait dévier la France de ce droit chemin d'honneur et de justice qui a assuré sa gloire dans le monde.

L'épreuve de la guerre a-t-elle été si forte que nous ne soyons plus en mesure de réagir quand les grands principes sont en jeu? En sommes-nous réduits aux petites chicanes de basoche quand on fait appel à nos sentiments de justice?

On le croirait vraiment quand on voit des hommes qui prétendent faire autorité en matière de politique étrangère en arriver à dénaturer les textes des traités qui donnaient à la France le droit d'intervenir de façon catégorique pour protester contre l'occupation de Corfou.

Corfou et les îles de Paxos et d'Anti-Paxos jouissaient et *jouissent toujours* d'une neutralité garantie par le traité de Londres du 29 mars 1864. En échange de cette garantie donnée par l'Angleterre, la France et la Russie, la Grèce s'engageait à ne pas fortifier les îles.

Quand la flotte italienne a bombardé le « fort » de

Corfou, elle a tiré sur un monument historique du XVIe siècle où étaient hospitalisés de malheureux réfugiés d'Asie-Mineure.

Au lendemain de cet attentat la France était en droit et avait le devoir d'exiger l'évacuation immédiate de Corfou, de la neutralité de laquelle elle s'était portée garante. Pour éviter d'avoir à remplir ce devoir gênant les organes officieux ont prétexté que le préambule du traité de 10 août 1920 conclu entre les puissances alliées et la Grèce au sujet de la protection des minorités en territoire hellénique avait abrogé le traité du 29 mars 1864 en ce qui concerne la neutralité perpétuelle de Corfou.

La Grèce avait secoué le joug du contrôle des puissances protectrices, mais elle en avait perdu les avantages. Nous pouvions respirer, nous n'étions plus tenus de faire respecter la neutralité de Corfou.

Or, si l'on se rapporte aux textes, on lit dans ce préambule du traité du 10 août 1920.

« La France et la Grande-Bretagne renoncent aux *droits spéciaux de surveillance et de contrôle* qui leur avaient été reconnus vis-à-vis de la Grèce par le traité de Londres du 7 mai 1832, par le traité de Londres du 14 novembre 1863 et, en ce qui concerne les Iles Ioniennes, par le traité de Londres du 29 mars 1864. »

Il est manifeste que les droits qui ont été abrogés sont uniquement ceux qui ont trait à la surveillance et au contrôle, droits qui sont mentionnés dans les *articles spéciaux* des trois traités de 1832, 1863 et 1864.

La question de la neutralité de Corfou ne peut pas avoir été envisagée dans le traité de 1832, époque à laquelle Corfou n'appartenait pas à la Grèce. La neutralité perpétuelle de Corfou est un fait tellement acquis que ces mêmes avocats de l'indépendance de la Grèce, avec ses risques et périls, seraient les premiers à pousser les hauts cris si la Grèce, avertie par la récente agression italienne, s'avisait de fortifier sérieusement l'île au lieu de n'y tenir qu'une garnison d'une centaine d'hommes. Lorsqu'il a été question de donner à la Grèce la côte voisine d'Epire, l'Italie a posé comme condition *sine qua non* la neutralisation des deux rives du Canal de Corfou.

La Grèce se trouve donc dans cette situation paradoxale qu'une de ses possessions les plus chères est neutralisée sans l'être et que sa grande voisine italienne, ne se considérant liée par rien, interdit la fortification de Corfou pour pouvoir s'en emparer plus facilement. Il y a de quoi révolter tout serviteur conscient de la justice. Jamais la théorie du droit du plus fort n'a été plus scandaleusement étalée. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie elles-mêmes, au temps de leur splendeur, avaient la pudeur de chercher des arguments de casuistes et n'affichaient pas ce cynisme. Roland Dorgelès pourrait ajouter un chapitre diplomatique à son admirable « *Réveil des Morts* ».

Si c'est pour faire triompher ces doctrines-là, on s'est vraiment battu en vain !

Nous vivons dans une époque de mauvaise foi et de mensonge. M. Mussolini est peut-être un grand homme d'Etat italien qui a su enrayer le bolchevisme dans la Péninsule par des méthodes qui conviennent sans doute à des latins friands de doctrines d'autorité, mais il est un dangereux Européen. Dans un coup d'humeur il a envoyé à la Grèce un ultimatum qu'aucune nation ne pouvait accepter dans ses clauses humiliantes. Le gouvernement grec a répondu en acceptant tout ce qui était acceptable. M. Mussolini a jugé que cette réponse était incompatible avec l'honneur de l'Italie et a ordonné le coup de force de Corfou.

L'affaire portée devant la Conférence des ambassadeurs a abouti à une note acceptée d'avance par la Grèce et qui a satisfait l'honneur italien. Or on a la stupéfaction de constater que la Conférence des ambassadeurs ne reprend à son compte aucune des clauses italiennes dont le rejet par la Grèce avait été le soit-disant prétexte à l'occupation de Corfou. La Grèce se refusait à l'humiliation inouie de mettre toute sa flotte de guerre sous pavillon italien pour saluer une division italienne. La conférence des ambassadeurs a décrété que cette humiliation ne serait pas exigée et que la flotte grecque, sous pavillon hellénique, saluerait des navires des trois puissances qui rendraient le salut.

L'Italie, qui tirait gloire de la suppression de la peine de mort, il y a plus d'un siècle par Léopold de Toscane, loi dont Crispi avait en 1888 fait celle de tout le royaume, exigeait *a priori* la peine capitale pour tous les coupables bien qu'inconnus. La Conférence des Ambassadeurs n'a pu suivre M. Mussolini dans cette singulière application de la justice.

Ainsi l'Italie accepte de la Conférence des Ambassadeurs ce qu'elle déclarait ne pouvoir accepter de la Grèce: singulière évolution de l'honneur italien. Il serait faux de prétendre que l'Italie n'eût pas obtenu satisfaction sans l'occupation de Corfou, puisque l'occupation de Corfou ne lui a donné gain de cause sur aucun des points discutés de son ultimatum. La Conférence des ambassadeurs a adopté le point de vue grec et n'a donné satisfaction à l'Italie que sur la question d'argent qui n'a, espérons le, rien à voir avec l'honneur italien. Il n'est qu'un point sur lequel les diplomates alliés n'ont pas osé aller jusqu'à infliger un blâme à l'Italie. Ils n'ont pas parlé du bombardement meurtrier de Corfou. J'ai sous les yeux le récit complet qu'en a fait le Dr Kennedy qui était en tournée d'inspection pour le compte du fond de sauvetage de l'enfance. Il a vu seize cadavres et, avec ses collègues, a soigné trente-deux blessés. Le commandement italien, honteux sans doute du meurtre de ces innocents, fit enterrer les petites victimes de nuit, entre trois et quatre heures du matin.

On ne peut comparer le meurtre du général Tellini avec cette boucherie sans gloire. Le général Tellini, mandaté par les Puissances pour une œuvre politique de délimitation de frontière, génératrice d'animosité, courait des risques professionnels indéniables. Les orphelins arméniens que la charité internationale entretenait à Corfou loin du charnier asiatique où l'égoïsme de l'Europe avait laissé exterminer leur race, étaient étrangers à toute dispute. Nul drapeau ne s'est incliné sur la fosse commune où, de nuit, les petits corps ont été jetés.

Et devant ce spectacle d'iniquité, je songe à une page de Clémenceau à la fin de la préface de la *Mêlée sociale*.

« Plaignons le faible de souffrir. Plaignons le fort de faire souffrir. Montrons-lui que, sous d'autres formes, le mal qu'il inflige lui est rendu. Faisons apparaître dans l'égoïsme triomphant l'ignominieuse déroute de

toute noblesse. Combattons les sophistes qui mettent en doctrine moderne l'antique barbarie du *chacun pour soi*. Prêchons la paix, puisqu'il n'y a plus que bataille; la justice, puisque l'iniquité nous enveloppe; la bonté puisque la haine sévit. »

René Puaux.

Bulletin Roumain

La situation politique en Roumanie est encore stationnaire. Les partis n'ont pas repris leur activité et ne la reprendront qu'à l'occasion de la rentrée parlementaire, qui aura lieu le 15 octobre.

Par contre, l'activité ministérielle continue l'application du programme de consolidation du pays dans le domaine économique adopté par le gouvernement à son arrivée au pouvoir et dont l'application jusqu'ici a déjà donné de si bons résultats.

Un des points du programme a été, on le sait, la réforme fiscale. La loi du 23 février 1923 a modifié le régime des contributions directes en Roumanie. Elle a supprimé l'ancien système et institué plusieurs impôts cédulaires sur les différents revenus ainsi qu'un impôt progressif sur le revenu global.

Cette loi est appliquée en ce moment. Naturellement elle rencontre parfois des résistances, comme toute nouvelle mesure fiscale qui astreint les contribuables à des sacrifices un peu importants; mais dès maintenant, les résultats qui s'annoncent sont de nature à inspirer confiance dans le succès final de cette réforme. Ainsi, à Bucarest seulement, le produit des nouveaux impôts s'élèvera, d'après les évaluations faites sur les travaux des commissions de recensement, à plus d'un demi-milliard de lei. Or, les prévisions pour 1923 étaient de 1.577 millions dans tout le royaume, et, d'autre part, les impôts directs ont produit, en 1922, 1.100 millions de lei contre 650 millions de prévisions : ces chiffres donnent une idée approximative, mais exacte, de ce que peut représenter le produit total de la nouvelle réforme fiscale pour tout le pays, en comparaison avec le produit, d'une part, de la seule ville de Bucarest et, d'autre part, avec les recettes de 1922.

Dans un autre ordre d'idées, mais lui aussi rattaché au programme de relèvement appliqué par le gouvernement, il convient de signaler le crédit de 300 millions de lei qui vient d'être alloué aux victimes de la guerre, quoique la question des réparations soit encore pendante et que la Roumanie n'ait presque rien reçu jusqu'ici sur l'indemnité que lui a réservée le traité de Versailles.

Ce crédit de 300 millions sera distribué à 208 communes rurales dévastées ou ruinées par la guerre. Relevons également la décision prise par l'office pour la liquidation des biens ennemis de régler rapidement la situation de ces biens, et, à cet effet, de destituer tous les administrateurs sequestres qui n'ont pas encore déposé les mémoires relatifs à leur gestion et de les traduire devant les tribunaux.

A la suite de cette décision prise par le gouvernement roumain, il semble que le gouvernement allemand se serait décidé à reprendre avec la Roumanie les pourparlers, qu'il avait interrompus il y a quelques mois, pour régler la question des biens de Roumanie appartenant à ses nationaux.

On annonce de Bucarest, que l'aviation commerciale roumaine vient d'effectuer une performance intéressante en exécutant sans accident les six premiers voyages de nuit organisés sur le parcours Bucarest-Belgrade.

Une association des banques roumaines vient de se constituer à Bucarest. Elle est composée de toutes les grandes institutions de crédit de l'ancien royaume et des nouvelles provinces. Son but est de défendre les intérêts communs des banques dans leurs rapports avec les autorités publiques.

D'autre part, l'association des industriels du pétrole a tenu une réunion qui a été consacrée à l'examen des questions intéressant à l'heure actuelle l'industrie pétrolière roumaine, à savoir : la livraison de combustible aux chemins de fer; les dettes de l'Etat envers l'industrie pétrolière; les droits de douane pour les machines-outils et instruments de forage; le tarif des transports par les conduites de l'Etat et le régime de l'exportation du pétrole et de ses dérivés. L'association a rédigé un mémoire qui sera communiqué au ministère de l'industrie et du commerce, et demandera la liberté du commerce du pétrole et des dérivés.

Enfin, on annonce que la société nationale de crédit industriel, créée par une loi du 19 juin 1923, vient de se fonder à Bucarest et procède en ce moment à la constitution de son capital social. La loi fixe ce capital à 500 millions de lei qui doit être réparti entre l'Etat, la Banque Nationale et les particuliers à raison de 20, 30, et 50 % du nombre des actions émises. Les actions sont nominatives, valeur mille lei.

Une première tranche de 100.000 actions, sur les 200.000 qui constituent la première émission conformément aux statuts, vient d'être mise à la disposition du public.

En dehors de son capital, le Crédit industriel est autorisé à émettre des obligations pour se procurer les fonds nécessaires.

Il est prématuré de se prononcer sur l'avenir de la nouvelle institution. Le Crédit industriel répond à un besoin réel en Roumanie, et c'est pourquoi il est permis de croire que la crise de numéraire dont souffre en ce moment le marché roumain et le délaissement des valeurs mobilières et surtout des titres à revenus fixes ne constitueront pas des difficultés insurmontables pour le placement des nouvelles obligations et le succès de la société nationale de crédit industriel.

BULLETIN MARITIME

Les Châteaux flottants

Ah! mon beau château
Ma tante Tirelire... lire
Ah! mon beau château
Ma tante Tirelire... lo
(Chanson enfantine du XVIIe siècle)

Maintenant que les navires à passagers ont atteint des proportions gigantesques et que, grâce à l'application de maintes découvertes scientifiques, le confort le plus moderne règne à bord (éclairage et chauffage électrique, télégraphie sans fil, téléphone, chambres frigorifiques, cinéma, etc...), il n'est pas rare de voir employer à leur propros l'expression de « Palaces marins ». Mais nous n'avions point imaginé que ces paquebots, propagandistes de la pensée française et missionnaires de l'Art, pussent encore apporter aux pays les plus lointains une vivante leçon d'Histoire. C'est pourtant ce que vient de réaliser, par un raffinement de sensibilité où se reconnaît l'âme d'origine, la Compagnie des Messageries Maritimes en attribuant à certaines de ses unités les noms des plus beaux châteaux français de la Loire et de l'Ile de France, les premiers voguant vers la Chine et le Japon, les seconds vers l'Indo-Chine.

Par la magie du nom, cent fois répété parmi l'élite des voyageurs, s'exerce un pouvoir d'attraction certain vers les chefs-d'œuvre de notre architecture ancienne : l' « *Amboise* » !, l' « *Angers* » !, l' « *Azay-le-Rideau* » !, le « *Chambord* » !, le « *Chantilly* » !, le « *Compiègne* » !, le « *Fontainebleau* » !. Quel « appel au voyage » pour l'âme orientale que cette simple évocation des blancs châteaux français posés au bord du val de Loir qui les reflète, ou bien enchâssés dans de vastes forêts et de précieux gazons.

Peut-être l'avenir se plaira-t-il à rendre une seconde fois célèbres des noms que notre histoire a déjà recueillis. A ce point de vue nul ne saurait oublier les services qu'ont rendus, pendant la guerre (1), certains des navires de la Compagnie des Messageries Maritimes, transports de troupes et de blessés, transports d'armes et de ravitaillement, navires-hôpitaux, etc... etc... plusieurs fois cités à l'ordre du jour à la suite des hauts faits patriotiques de leurs équipages. Et, tout récemment, les journaux n'ont-ils pas signalé le rôle joué dans l'évacuation des blessés au Japon par l'« *André Lebon* », le « *Cordillère* » et l'« *Amboise* » qui se sont ainsi inscrits dans les Annales nippones.

Mais le nom de ces châteaux rappelle essentiellement aux passagers notre magnifique passé historique. Sur les murs des cabines et des salons, construits d'après une architecture heureusement plus confortable que celles de nos plus belles demeures royales, les divers aspects du château homonyme, interprétés par l'intelligent pinceau de nos meilleurs artistes, trompent l'impatience du touriste ce pendant qu'un passager plus curieux trouve dans la bibliothèque du bord, sous la forme d'ouvrages anciens ou récents, des brochures, des cartes, des reproductions photographiques, les détails historiques et artistiques les plus circonstanciés sur le « parrain » de son navire.

Vous plaît-il de feuilleter avec lui cette documentation ? D'abord voici le château d'*Amboise* dont un navire de 14.000 tonnes de déplacement porte le nom. Situé sur une haute terrasse et dominant les rives de la Loire, ce château a été construit par Charles VII sur l'emplacement d'un donjon dont l'origine remonte au VIIe siècle. Remanié par Charles VIII, Louis XII et François 1er, il fut habité par Louis XI avant son exil à Plessis-les-Tours et par Charles VIII qui y naquit et y est mort des suites d'une blessure qu'il se serait faite au front en passant à cheval sous une voûte basse. C'est à ce dernier roi que l'on doit la Chapelle Saint-Hubert, vrai bijou d'architecture gothique, ainsi que le Logis du roi. Louis XII y séjourna; François 1er y passa sa jeunesse auprès de sa mère Louise de Savoie. C'est là qu'il reçut plus tard la visite de l'empereur Charles Quint et l'on voit encore, à l'intérieur de la Tour des Minimes, la rampe voutée, tournant en spirale, par lequel entra l'Empereur et sa suite pour gagner le côté des terrasses où l'attendait le Roi de France. C'est par cette rampe, ménagée en pente si douce que les voitures légères et les chevaux pouvaient la gravir, que le sonore cortège s'éleva doucement dans l'écho des pierres froides.

Mais en 1560, sous l'inspiration des protestants, le Prince de Condé propose d'enlever François II à Blois et de donner aux Bourbons le Gouvernement. Avertis à temps, les Guises mènent en hâte le jeune roi à Amboise. Les conjurés assiègent la ville et le château, mais sont défaits. Plus de 1.500 de leurs soldats, faits prisonniers, sont pendus et l'on voit encore le balcon où étaient accrochés leurs cadavres répandant une odeur si infecte que la Cour dut s'éloigner.

Les rois ne devaient plus y revenir.

Le château fut transformé en une prison d'Etat où furent enfermés notamment le Cardinal de Bourbon et le Prince de Joinville. Louis XV le donne au Duc de Choiseul en 1762, puis le rachète pour le céder au Duc de Penthièvre. Napoléon l'abandonne à son ancien collègue du Consulat, Roger Ducos, qui fit démolir une partie des bâtiments en 1809. La Restauration le restitua à la famille d'Orléans à laquelle il appartient encore aujourd'hui. Telle est l'histoire de ce château admirablement restauré, aux remparts chargés d'arbres et de charmilles, d'où se découvrent au loin la ville de Tours et ses flèches et la sombre forêt de Blois.

*
* *

Avec ses 17 énormes tours circulaires, rasées, sauf celles du Nord, jusqu'à la courtine, le château d'Angers, dont le nom a été attribué à une autre unité de la ligne de Chine, offre un tout autre aspect. Ecrasant de sa masse trapue la vieille ville qui l'entoure, il occupe une surface immense dominant la rivière de la Maine et constitue le plus formidable monument d'architecture militaire qui nous reste du Moyen-Age.

Cette forteresse féodale, dont Philippe-Auguste entreprit la construction lors de la première réunion de l'Anjou à la Couronne de France, fut achevée sous Saint-Louis.

(1) Voir à ce propos : « La Compagnie des Messageries Maritimes et la guerre. »

Henri III s'en étant emparé en 1585 au cours des guerres de religion, en ordonna, sur la requête des bourgeois, la démolition partielle.

Les événements nécessitèrent heureusement en 1589 l'arrêt de la destruction et le Gouverneur Donadieu de Puicharie le remit en état de défense; il ne subit plus depuis lors de grosses modifications.

Prison d'Etat à partir de Louis XIV, déclassé comme place militaire et transformé en arsenal par la Révolution, puis converti à nouveau en prison jusqu'en 1856, il ne sert plus aujourd'hui que comme dépôt d'armes.

*
* *

L'« *Azay-le-Rideau* », autre navire de la Compagnie des Messageries Maritimes, placé également sur la ligne de Chine et du Japon, porte le nom d'un des plus délicats bijoux de la Renaissance française. Sur l'emplacement d'un premier château ruiné par les guerres qui aurait été édifié vers 1255 par un certain Hugues Ridel ou Rideau, cette gracieuse construction a été élevée vers 1518 pour le compte de Gilles Berthelot, Trésorier Général de Finances. Confisqué par le roi François Ier à la suite de la disgrâce et de la fuite de son propriétaire, Azay passa depuis lors dans bien des mains différentes. Il appartint entre autres, au XVIIe siècle, à l'écuyer Henri de Beringhem qui fit orner les grands appartements de riches peintures en souvenir du passage de Louis XIV.

Construit d'un seul jet sur des plans de la plus pure harmonie, le château d'Azay se compose d'un double corps de logis en équerre, flanqué aux angles de tours et de tourelles en encorbellement et baigne sur trois côtés ses pilotis dans l'Indre, reflétant parmi les roseaux et les nénuphars ses toits d'ardoises violettes et les pierres blanches de ses façades.

De dimensions réduites, admirablement conservé, placé dans un site charmant, il résume à merveille l'inspiration artistique française de cette époque, tant par la précieuse décoration sculptée de ses murailles que par ses lucarnes chargées d'emblèmes et son célèbre escalier d'honneur.

*
* *

Voici enfin la Merveille de la Renaissance, le Château de Chambord auquel pendant 15 ans, dit-on, 1.800 ouvriers travaillèrent! Ce château est le parrain d'un des navires des Messageries Maritimes qui desservent Madagascar et la Côte Orientale d'Afrique.

Ancienne maison de plaisance et rendez-vous de chasse, Chambord fut reconstruit à partir de 1525 par François Ier. Quatre architectes français, Maître Pierre Neveu, Maître Denis Sourdeau, et Maître Jean Gobereau, puis un peu plus tard Maître Jean Coqueau collaborèrent à la direction des travaux avec l'aide d'un artiste italien, dit Boccador, et les conseils de François Ier.

Continué sous Henri II et Charle IX, le château fut remanié par Louis XIV qui y logea sa suite et y donna des fêtes brillantes. On y voit encore la petite salle, aménagée en théâtre, dans laquelle Molière donna, devant la Cour ses premières représentations de *M. de Pourceaugnac* et du *Bourgeois Gentilhomme*.

Au XVIIIe siècle, Chambord fut successivement l'apanage du Roi Stanislas de Pologne, du Maréchal de Saxe et des Polignac. Napoléon en gratifia le Maréchal Berthier, Prince de Wagram.

Enfin, une souscription nationale le racheta en 1821 pour en faire don au jeune duc de Bordeaux qui prit de ce fait le titre de Comte de Chambord et le légua à sa mort (1833) au Duc de Parme.

Au contraire d'Azay-le-Rideau les proportions ici sont vastes. Le château, qui est carré, mesure 156 mètres de façade, la longueur d'un grand navire! Ses quatre grosses tours ont 20 mètres de diamètre.

A l'intérieur, on compte en tout 13 grands escaliers et 365 chambres à feu. Les voûtes des quatre immenses salles des gardes portent 400 écussons sur lesquels on lit la lettre F couronnée, enlacée d'une salamandre.

Si nous parcourons ce château, nous y trouvons le magnifique escalier d'honneur composé de deux rampes en spirales permettant à deux personnes, dont l'une monte et l'autre descend, de ne pas se rencontrer; et dans un autre corps du bâtiment, le charmant cabinet de travail de François Ier. C'est là que, d'un diamant de sa bague, le roi galant aurait tracé le fameux distique :

« *Souvent femme varie,*
« *Bien fol est qui s'y fie* ».

A l'extérieur, le château de Chambord se distingue par sa masse imposante et blanche, très simple en ses parties basses mais hérissé, sur des hauteurs, d'une profusion d'ornements : cheminées, flèches, clochetons, formant comme un panache d'architectures... Ce silencieux domaine est entouré de la vaste forêt de Boulogne où tant de chasses royales menèrent jadis leur train joyeux.

*
* *

Ici s'arrête la liste des châteaux de la Loire dont la Compagnie des Messageries Maritimes inscrit les noms sur la coque de quatre de ses navires. Dans un avenir plus ou moins rapproché, d'autres unités prendront, dans l'ordre alphabétique, les noms célèbres des autres châteaux de Tours et de Blois, châteaux de Chinon, de Chenonceaux, de Loches et combien encore!

Cependant, sur la ligne de l'Indo-Chine, colonie française plus accessible par conséquent que d'autres pays orientaux au charme délicat de notre art, voici déjà que vogue le premier des trois navires auxquels furent attribués les noms des châteaux de l'Ile de France, le « Chantilly », que suivront d'ici peu le « Compiègne » et le « Fontainebleau ». Ceux-ci ne le cèdent en rien, par leur intérêt artistique et architectural, ainsi que par les souvenirs historiques qui y demeurent attachés, aux châteaux que nous venons de décrire.

Le château de Chantilly, un des plus voisins de la capitale française, attire presque chaque jour un grand nombre de visiteurs, soit dans son parc dessiné par Le Nôtre, où se distingue la Maison de Sylvie dans laquelle se réfugia naguère le poète Théophile de Viau condamné à mort, soit dans les salles de son admirable musée de peinture. Le château se compose de deux parties. L'une, datant du XIXe siècle est la reconstruction de l'ancien château de Chantilly, détruit sous la

Révolution; le duc d'Aumale y réunit pendant cinquante ans les plus précieuses collections d'art qu'il légua à sa mort à l'Institut de France. La partie ancienne, appelée le Châtelet ou la Capitainerie, fut fondée au XIIe siècle et reconstruite au XVIe par le Connétable Anne de Montmorency, connu sous le nom du Grand Condé, qui s'y retira après ses victoires et y donna des fêtes splendides. Madame de Sévigné raconte à ce propos que Vatel, le fameux maître d'hôtel du Prince, s'y tua un soir parce que la marée allait manquer au festin de son maître! Excès d'amour-propre que nous ne proposerons pas en exemple aux cuisiniers des Messageries Maritimes bien que ces derniers jouissent, dans le monde entier, d'une réputation culinaire digne du grand siècle.

Au contraire des châteaux de la Loire, Chantilly dans sa partie ancienne, magnifiquement décorée par Mansard et dans laquelle les hôtes habituels du Grand Condé, Racine, Molière, La Fontaine, Fénélon et Boileau habitèrent, a conservé de très beaux meubles. C'est là que se trouve le charmant Salon des Singes, attribué à Huet, orné de peintures décoratives représentant des singes costumés mimant les personnages de qualité du XVIIIe siècle; là encore, dans un autre ordre d'idées, que reposent dans une cippe, sous les voûtes gracieuses d'une Chapelle Renaissance, les cœurs des Princes de Condé...

Combien nous avons redouté au cours de la dernière guerre que ce séjour magnifique, habité pendant quelque temps par notre grand quartier général, fût détruit par les canons ou les avions ennemis!

*
* *

Des craintes analogues furent malheureusement vérifiées en ce qui concerne le château de Compiègne, partiellement incendié vers la fin des hostilités. Placé aux confins de l'admirable forêt de Compiègne, la plus belle de France peut-être, et de la ville où Jeanne d'Arc fut faite prisonnière par les Bourguignons, le château actuel a été construit sous Louis XV sur les fondations d'un « Louvre » qui datait de Charles V. Louis XIV y donna des fêtes splendides dont la tradition se perpétua sous Louis XV, Napoléon Ier et Napoléon III. Le roi d'Espagne Charles IV et sa famille y résidèrent sous le premier Empire. Les fiançailles de Louis XVI et de Marie-Antoinette, de Napoléon Ier et de Marie-Louise, le mariage du roi Léopold Ier de Belgique avec la princesse Louise, fille de Louis-Philippe, y furent célébrés. Le Tsar Nicolas II et la Tsarine pendant trois jours furent les hôtes du château en 1903.

*
* *

Nous terminons par le Palais de Fontainebleau, placé lui aussi à l'orée d'une forêt célèbre, bordé par des douves et des étangs où vivent des carpes centenaires. L'histoire de ce palais remonte au XIIe siècle, à Robert le Pieux qui en bâtit probablement les premières fondations. Saint-Louis en fit son séjour préféré, Philippe le Bel y naquit et y mourut, Charles V y fonda une bibliothèque. Après un court abandon, François Ier appelle à Fontainebleau les Maîtres de la Renaissance italienne pour agrandir et embellir le château dont il fut le véritable créateur. Sous son règne et sous celui d'Henri II des fêtes splendides et des tournois y furent donnés. Henri IV à son tour y dépensa des sommes énormes pour continuer les restaurations et les embellissements. Louis XIII y naquit, Louis XIV, encore enfant, y récita des vers de Benserade et dansa son « Ballet des saisons » qui fut joué en grande pompe. Et c'est là encore qu'il accepta, plus tard, la succession d'Espagne pour son petit-fils. Louis XV y reçut la visite du Tsar Pierre Ier et y construisit, sur les conseils de Madame de Pompadour, un petit théâtre sur lequel eut lieu, en 1752, la première représentation du « Devin du village ». Jean-Jacques Rousseau dans ses « Confessions » raconte comment il y assista et partit le lendemain pour éviter d'être présenté à Louis XV.

Après avoir servi de caserne à des prisonniers de guerre, Fontainebleau fut restauré par Napoléon Ier pour recevoir le pape Pie VII qui venait le couronner. Douze millions furent dépensés à cet effet, somme considérable à cette époque. C'est là encore qu'en 1814 l'Empereur signa l'Acte d'abdication (sur un guéridon d'acajou où l'entaille de son canif est visible) après avoir fait à sa garde, dans la cour du Cheval Blanc, les émouvants adieux que l'on sait.

Un grand nombre de meubles rappelant le passage de ces rois et empereurs sont conservés dans les magnifiques salles de Fontainebleau, décorées par des artistes tels que Germain Pilon et Jean Goujon, le Primatice, Boucher, etc...

A l'extérieur l'architecture Renaissance, aux toitures élevées, aux tours carrées, offre, reflétée dans les eaux, des façades claires égayées de briques roses.

Ces châteaux de France, qu'il soient en Touraine ou en Ile de France, n'ont pas manqué d'inspirer maints poètes et maints prosateurs et ce ne sera pas une des moindres originalités des paquebots fastueux qui porteront leurs noms que de contenir, gravées sur leurs murs à la place d'honneur, telle phrase célèbre de nos grands écrivains, telle poésie charmante célébrant les plaisantes demeures de nos rois.

VALEURS DE NAVIGATION

Bourse de Marseille

9 octobre 1923

Fraissinet	760
Messageries Maritimes	206
Mixte	239
Transatlantique	165
Transports Maritimes	905

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 20 61e ANNÉE 20 OCTOBRE 1923

L'EXPOSITION DES ARTS DÉCORATIFS MODERNES DE 1925

En juin 1911, les représentants de toutes les Sociétés s'occupant exclusivement d'Art Décoratif, ainsi que ceux des trois grands Salons annuels, réunis au Pavillon de Marsan, émettaient à l'unanimité le vœu qu' « une Exposition Internationale des Arts Décoratifs Modernes, soit ouverte à Paris, en 1915 ».

Le 8 février 1912, ce vœu était tranformé en proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre.

En juillet 1912, la Commission du Commerce, à l'unanimité, décidait que « l'institution d'une Exposition d'art décoratif contemporain s'imposait, et qu'il était de toute nécessité de l'organiser *le plus tôt possible* ».

« Il y va de la situation artistique de la France dans le monde, écrivait son rapporteur, il y va de l'existence de toute une branche de notre activité nationale. C'est, pour toute une partie de notre production, une question de vie ou de mort ».

Suivirent les nominations de Commissions, les lenteurs de la mise à l'ordre du jour du Parlement, les polémiques de presse — il y en a toujours en France — les oppositions véhémentes d'une partie des industriels, contre le mot « moderne ».

Et puis : la guerre.

La paix signée, l'idée est reprise, elle fait son chemin, les oppositions désarment, le Ministre du Commerce fait approuver le principe par les Chambres, nomme un Commissaire Général, qui meurt bientôt après. Au bout de longs mois enfin, son successeur est nommé, et M. Fernand David peut engager entre la Ville de Paris, les Sociétés de Crédit et le Gouvernement, des pourparlers qui, après dix-huit mois de travail, ont enfin abouti : l'emplacement est donné, le budget est établi. L'Exposition Internationale des Arts Décoratifs Modernes aura lieu en 1925.

Elle aura lieu, mais pourquoi, et comment ?

Quelle est sa raison d'être ?

Quels doivent être son programme, et l'organisation imposée par ce programme ?

Auteur responsable de cet enfant, qui va avoir douze ans, je vais essayer de répondre ici à ces questions.

* * *

Depuis plus d'un demi-siècle, la tradition s'était établie d'avoir à Paris, tous les onze ans, une Exposition Universelle Internationale.

Je n'ai besoin de rappeler ni les splendeurs de 1889 et de 1900, ni les vives critiques auxquelles donnèrent lieu ces gigantesques kermesses, où l'effort de toutes les industries du monde entier venait se présenter dans une multiplicité de pro-

duction qui dépassait les limites de l'imagination et excédait surtout la force d'attention de l'esprit humain.

Cette tradition aurait appelé une nouvelle manifestation en 1911, mais, lorsque devant le Parlement et devant l'opinion publique, la question fut posée de savoir s'il fallait la réaliser, la presque unanimité des personnes ou des collectivités consultées se prononça pour la négative : lassitude des visiteurs, dépenses excessives, augmentation continuelle de la surface nécessaire — 42 hectares en 1878, 70 hectares en 1889, 120 hectares en 1900 — s'aggravant encore du fait de la diminution des espaces libres, tous les arguments, dès 1910, portaient à cette conclusion : ne faisons plus d'Expositions Universelles, qui ont cessé d'être réalisables, et portons désormais tout notre effort vers des Expositions sélectionnées et « spécialisées ».

« La manifestation de 1900, écrivait Roger Marx, « s'est chargée d'établir la vanité ou plutôt le « danger des conceptions chimériques, hors de « relation avec l'échelle humaine... Il faut l'excuse « d'un intérêt scientifique, ou le bénéfice d'un ensei- « gnement certain pour justifier un tel branle-bas, « et ce bénéfice, on ne le doit attendre que d'une « Exposition spéciale, au programme restreint, net- « tement défini. »

Ce qui était vrai en 1910 l'était plus encore en 1920, où pour l'augmentation du coût de la vie, il fallait quadrupler au moins le total des dépenses à envisager. Force était donc d'aiguiller la future manifestation internationale vers une spécialité : or il est incontestable que pour inaugurer à Paris ce nouveau type d'Exposition, la spécialité dans laquelle peut et doit s'affirmer encore la supériorité traditionnelle de la France, c'est l'Art Décoratif dans toutes ses applications, c'est l'ennoblissement du cadre et des accessoires de la vie individuelle ou collective *moderne*.

L'Art Décoratif : mot prestigieux, mystérieux et d'une décevante imprécision. Que de malentendus a causés cette expression vague et que, faute de mieux, nous sommes bien obligés d'employer encore !

Pour les uns, cela signifie seulement peinture décorative, celle que Cormon définit un jour si cruellement :

« La peinture décorative, c'est comme l'autre, mais en plus gris. » Pour ceux-là, une Exposition d'Art Décoratif pouvait se résumer en quelques centaines de cadres accrochés aux murs.

Pour d'autres, Art Décoratif, cela veut dire, objets d'art *inutiles* destinés à être mis sur étagères, fantaisies faciles d'artistes désœuvrés. Pour ceux-ci, c'est dans quelques vitrines qu'une telle exposition devrait se présenter.

Pourtant, lorsqu'on parcourt la classification de la future Exposition de 1925, on serait plutôt effrayé de la variété des objets qu'elle comprend, car les Arts Décoratifs — ce sont *tous les arts qui concourent à la beauté de la Cité, de la Maison, ou de l'individu.*

Tout ce qui est Architecture, Mobilier, Parure, Théâtre, Jardins, doit y trouver son expression artistique, sa forme vivante.

Le grand Ruskin a pu dire :

« Il n'est pas d'art existant d'ordre plus élevé « que l'Art Décoratif ; la meilleure sculpture qui « ait jamais été produite jusqu'à ce jour est la « décoration d'une façade de temple, la meilleure « peinture, la décoration d'une salle. Libérez-vous « donc de cette idée que l'Art Décoratif est une « espèce d'art isolé et inférieur ; sa nature, ou plutôt « son essence est d'être destiné et approprié à une « place définie, et dans cette place de former une « partie d'un ensemble harmonieux et grand. »

Et, si nous redescendons des régions supérieures, où plane le grand esthète anglais, pour compléter sa pensée et ramener l'Art Décoratif à un rôle plus terrestre, j'ajouterai que le plus beau verre est incomplet lorsqu'il est vide du vin généreux qu'il doit contenir, et que la plus belle robe est chose morte si elle n'emprunte la vie au corps qu'elle doit envelopper. L'art Décoratif, c'est l'expression de la Beauté en fonction de la Vie.

On voit comment s'éclaire le sens véritable de ce terme vague et quelle est l'importance de l'Art Décoratif dans l'industrie humaine.

Mais pourquoi Arts Décoratifs *modernes ?*

Pourquoi, s'écrient les uns, bannir ainsi de chez nous ce qui a été la gloire de notre passé et renoncer à la richesse d'un héritage aussi envié? Pourquoi, pensent tout bas les autres (ce sont peut-être parfois les mêmes), abandonner les confortables pantoufles de nos grands-pères, que notre paresse avait si bien chaussées, et nous fatiguer l'imagination à créer, alors que nous vivions si tranquillement en copiant les créations de nos ancêtres? Pourquoi nous imposer l'honneur d'un effort coûteux, quand le profit modeste d'un commerce facile et sans gloire nous suffisait? Il va falloir créer des modèles, et cela coûte plus cher que de surmouler. Il va falloir regarder, chercher à se mettre en route par des chemins inconnus. A quoi bon?

Chercher des formules nouvelles, c'est pourtant là le but et la raison d'être de cette Exposition et du programme précis et formel que contient ce mot « moderne ».

Certes, le Président de l'Union Centrale des Arts Décoratifs serait bien le dernier à méconnaître

ou à oublier les gloires admirables du passé artistique de la France. Mais la manière de les honorer n'est pas de les plagier. C'est de les continuer.

Il ne faut pas, pour l'honneur de notre pays, et pour le souci de la vérité, se lasser de dire que, jamais, dans la succession des nobles styles décoratifs de la France — du XIIe siècle jusqu'au 1er Empire, — il n'est venu à la pensée ni de nos artistes ni de leur clientèle, de se contenter avec les restes des générations précédentes et de ne pas chercher une expression neuve pour répondre à des besoins nouveaux.

Ils ont tous fait du moderne — les ébénistes et les orfèvres de Tut-Ank-Amen en faisaient, — et la gloire de notre art est faite de l'accumulation de ces « modernes » successifs.

Ce n'est que dans l'assoupissement moral de la monarchie de juillet, que nous avons vu s'endormir l'esprit de création de notre race. Les digestions béates de M. Prudhomme s'accommodaient mal d'un travail de création. La réouverture du Palais de Versailles avait donné un emploi facile à ses facultés d'admiration : il en estimait les dorures et se prenait pour le Roi-Soleil dès qu'il se mirait dans une glace dont le cadre de plâtre s'embellissait de rocailles.

De ceci, nous avons souffert plus d'un demi-siècle. En 1851, à Londres, en 1855 à Paris, en 1862 à Londres, en 1867 à Paris, tous les esprits clairvoyants, Delaborde, Mérimée, Taigny, Didron, signalent le péril : « L'originalité est chose rare », dit l'un ; « grande stérilité de conception dans les applications de l'Art à l'industrie », dit l'autre ; « Nous nous demandons s'il existe une Ecole Française et quels sont ses caractères... Ce n'est pas qu'on ne sente le besoin de se soustraire à ces imitations continuelles », écrit Mérimée en 1862 ; « Tendance à l'imitation servile du passé », constate Taigny en 1867, en ajoutant : « demeurer simple, sobre et vrai, *sans cesser d'être original*, tel devrait être l'objectif de tout artiste consciencieux ».

En 1889, malgré une remarquable évolution de l'architecture, par l'emploi savant et esthétique des charpentes métalliques, malgré l'effort de quelques artistes, parmi lesquels le nom de Gallé évoquera toujours le souvenir d'un maître verrier incomparable, la tendance est encore la même, le culte du passé est poussé à l'excès, tout meuble qui n'est pas une copie littérale d'un style est l'objet du mépris général, toute idée neuve et *originale* est proscrite...

C'est enfin en 1900 que se livre la première bataille pour un retour à la création, pour le « moderne ». Bataille malheureuse, mal préparée, mal conduite, par des soldats braves, mais sans discipline, et sur un terrain dont tous les accidents se tournaient contre eux.

D'abord en 1900, être « moderne », ce n'était pas le programme, cela ne faisait même pas partie du programme. Dans des palais, à colonnades et à ordonnances excessives, la première place était partout donnée à des Rétrospectives, souvent somptueuses, et qui constituaient un perpétuel sujet de comparaison avec toute tentative de production indépendante. Le malheureux artiste ou industriel qui essayait de vendre un bureau moderne et modeste de 1.500 francs se voyait à tout instant jeter à la tête la supériorité du meuble somptueux fait pour Colbert ou pour Cambacérès, et qu'on pouvait admirer à vingt mètres de là.

Cela déjà prédisposait le public à l'injustice parce que le public réfléchit peu et garde rancune au bureau de 1.500 francs de paraître moins riche que celui qui sous Louis XIV fut payé 200.000 fr. si l'on calcule en monnaie de notre temps.

De plus, le désir de faire du nouveau, du jour au lendemain, à tout prix, sans préparation, sans étude, sans contact avec la clientèle, sans éducation suffisante de celle-ci, aboutissait à des œuvres de parti pris, à des modèles souvent mal conçus, mal adaptés à la matière employée, et dont les courbes aussi inutiles et fantasques que celles des plus mauvais jours du style rocaille, semblaient un défi au bon sens comme au confort, il faut bien le constater.

A côté de ceux-ci, un effort estimable et méritoire avait trouvé son expression dans quelques pavillons isolés, Pavillon de l'Union Centrale des Arts Décoratifs, Pavillon de l'Art nouveau Bing, petits temples où, en dehors du grand public, quelques poignées d'artistes de haute conscience apportaient aux fervents de l'Art français la preuve que les qualités créatrices de notre race n'étaient pas abolies. Mais la logique, l'élégance, la perfection des œuvres de Colonna, de Feure, d'Eugène Gaillard, de Majorelle, et d'autres encore, n'arrêta pas le jugement général. On décréta le « Modern Style » (le nom déjà en était fâcheux) ridicule et fou. Les quolibets et les attaques des partisans plus ou moins désintéressés des styles anciens réussirent à ameuter l'opinion. Ceux-même, parmi les industriels, qui avaient tenté un effort, gardaient rancune de leur insuccès et en rendaient responsable l'idée moderne elle-même. 1900 marqua une rechute de l'industrie vers la copie ou le pastiche, et Alfred Picard put écrire mélancoliquement : « On ne peut que regretter de voir le XIXe siècle prendre fin sans avoir engendré un style qui lui soit propre. »

Eh bien, malgré tout, l'effort de 1900 ne fut pas perdu. Banni, bafoué par la presse, renié par les industriels, l'Art Décoratif moderne n'est pas mort, parce qu'il ne pouvait pas mourir : parce qu'une idée juste, une vérité, porte en soi une force indestructible, une puissance de vie et d'expansion.

La lutte que l'industriel abandonnait, ce sont les artistes qui l'ont reprise pour leur compte. Il faut leur rendre cet hommage et cette justice. Patiemment, au prix de constants efforts et de constants sacrifices, ils ont réagi contre l'opinion publique, et parfois contre eux-mêmes. Ils ont travaillé, étudié, discipliné leur production, tombant encore par instant dans des outrances qui trouvaient ensuite leur contrepoids dans une réaction salutaire, et pendant vingt ans, *même pendant la guerre*, et plus encore peut-être depuis 1914, ils ont affirmé leur volonté de ne pas laisser leur pays déchoir de son rôle de grand initiateur de l'Art dans le monde.

Secoué par la manifestation très critiquée, très critiquable, mais très instructive des Munichois à Paris, en 1910, le public n'était plus indifférent. Déjà il prenait parti, s'intéressait aux présentations de nos décorateurs, chaque jour davantage. Dans les salons et dans les expositions, à Turin, à Gand, à Lyon en 1914, l'Art décoratif moderne marquait sa place, chaque jour plus importante, et cette fois l'élan était donné ; le public, las jusqu'à l'écœurement des copies, des pastiches, des imitations de toutes sortes, des bahuts faux Henri II, des lustres électriques faux gothiques, et des salamandres faux Louis XV exprimait son sentiment d'une manière non équivoque. Notre industrie l'a bientôt compris et, assurée cette fois d'être soutenue par une clientèle, ce qui est une condition économique indispensable, elle entre délibérément en action et cherche dans un accord loyal avec les artistes la formule pratique qui assurera la réalisation de l'œuvre moderne.

Voilà la situation, et le but de l'Exposition de 1925 n'est pas autre que de prouver au monde civilisé la renaissance de la puissance d'invention de la France moderne, de montrer qu'elle s'accorde avec le goût traditionnel de ce pays, et qu'elle s'applique aussi bien à la création d'objets usuels fabriqués industriellement, qu'à la création d'objets de luxe et de pièces uniques.

François Carnot,
Président de la Fédération des Sociétés d'Art pour le développement de l'art appliqué.

(*A suivre.*)

LA VIE INTIME DE Mme DE POMPADOUR (1)

LE PARC AUX CERFS

Il est difficile de concilier cette manœuvre avec la franchise qui était une des qualités de Mme de Pompadour. Comment s'abaissait-elle à mentir aussi laidement, dans le temps même qu'elle s'essayait à la dévotion ? C'est qu'il est moins malaisé de revenir à une certaine piété que de retrouver le sens moral quand on l'a perdu. Cette piété superficielle peut ne pas toucher au profond de l'âme, elle peut être seulement une velléité, une émotion, une duperie du cœur, qui n'entraîne aucune véritable rénovation de la conscience et ne trompe pas un confesseur clairvoyant.

Le P. de Sacy ne se prêta pas longtemps de bonne grâce à la combinaison imaginée par Machault, et sans doute fut-il indigné en apprenant que M. de Soubise était allé trouver M. Le Normant pour lui annoncer la démarche projetée par la marquise et l'avertir qu'en acceptant une réconciliation il désobligerait le Roi. Le Jésuite montra bien qu'il ne conduisait pas ses pénitents par un « chemin de velours ». Mme de Pompadour le congédia et lui garda une rancune fort peu chrétienne qu'elle étendit à l'ordre tout entier. Elle alla jusqu'à envoyer au Pape par un agent secret, une note confidentielle qui est un bien curieux document de psychologie féminine. L'histoire de la conversion y est tout entière, mais tout arrangée, « romancée » pour sauvegarder les intérêts de Mme de Pompadour et son orgueil de femme qui fut aimée. Elle y expose que la séparation est venue, par sa volonté seule, et contre le désir du Roi qui, cependant, *connaissant son caractère, sentit « qu'il n'y avait pas de retour à espérer »*. Décidé à garder près de lui cette personne si ferme dans sa nouvelle vertu, Louis XV consulta des « *docteurs en Sorbonne* » et le P. Pérusseau, jésuite, son confesseur... Les docteurs firent « des *réponses sur lesquelles il aurait été possible de s'arranger* », mais le P. Pérusseau, fut intraitable. En vain, Mme de Pompadour lui démontra « *qu'en refusant de céder au vœu du Roi, il jetterait celui-ci dans une façon de vivre dont tout le monde serait fâché* », cet espèce de chantage n'entama pas la résolution du Jésuite. Quant au P. de Sacy, en dépit de la lettre écrite sur son

(1) V. la *Revue Bleue* des 15 décembre 1922, 1er et 20 janvier, 18 août et 6 octobre 1923.

ordre à M. Le Normant, en dépit de la réponse faite par le mari qui voulait bien pardonner à sa femme, mais non point la revoir, il continua d'exiger le départ de la marquise. Il déclara même « *que l'on s'était trop moqué du confesseur de Louis XIV quand le comte de Toulouse était venu au monde, qu'il ne voulait pas encourir le même ridicule.* » Si bien qu'après avoir tenté de le convaincre « *qu'il devait écouter la religion et non l'intrigue* », Mme de Pompadour cessa de le voir...

Le Pape prit ce beau récit pour ce qu'il était et il approuva la conduite des confesseurs, au grand étonnement et à la grande colère de Mme de Pompadour, qui chercha un prêtre plus accommodant que les deux jésuites. Elle le trouva bientôt : il lui fut procuré... par le lieutenant de police !

Enfin la voilà dame du palais ! Le bruit se répand qu'elle va « quitter le rouge », c'est-à-dire abdiquer définitivement toutes prétentions à la jeunesse et à la beauté, il lui suffit pour le moment d'avoir abdiqué l'amour. Elle paraît chez la Reine, vêtue d'une très belle robe et couverte de bijoux et elle fait son service, comme si elle n'avait jamais fait autre chose.

Le bon duc de Luynes persiste à croire que la grâce divine touche ou va toucher l'ancienne maîtresse du Roi. « Elle a une mauvaise santé et plusieurs incommodités, dit-il naïvement. Ce sont des moyens dont Dieu se sert souvent pour opérer les conversions. » Et il souhaite que « ces heureux commencements de piété se continuent avec la même ferveur et qu'ils fassent réellement impression sur l'esprit du Roi... »

Et tristement, il ajoute : « Le temps n'est pas encore venu. Les maîtresses passagères continuent. J'ai déjà parlé d'une, nommée Morphise... »

IX

En renonçant à sa maîtresse devenue son amie, Louis XV n'avait pas renoncé aux femmes. Il en avait le besoin plus que l'amour et l'habitude plus que le besoin. Passé la quarantaine, la première ardeur de ses sens s'amortissait. Déjà il avait cette fringale de la chair fraîche, cet appétit du fruit vert qui succèdent à la passion de l'homme fait pour la femme épanouie, et qui annoncent le vice du vieillard.

A ce monstre de la débauche qui s'éveille dans les sens du Roi, il faut une pâture. Mme de Pompadour accepte qu'il la prenne, pourvu qu'il ne la prenne pas à la Cour. Elle ne supportera pas les rivales titrées, Choiseul ou Coislin, qui briguent sa place et pour en divertir l'attention du Roi, elle souffre les « femmes obscures », les filles séduites ou achetées par les soins du valet de chambre Lebel Cela ne signifie pas, comme ses détracteurs l'ont prétendu, qu'elle les procure elle-même à son examant, et que la dévote se double d'une entremetteuse. La légende qui fait de Mme de Pompadour une sultane Validé du Parc aux Cerfs, est, comme toutes les légendes, une grossière simplification de sentiments et d'actes très complexes et très mal analysés.

Il semble que le secret de cette attitude complaisante se révèle dans les Mémoires de Mme de Hausset, portraitiste sans art, mais fidèle, de la maîtresse qu'elle connaît si bien. Le passage vaut d'être cité tout entier.

« Madame me fit appeler un jour et entrer dans son cabinet où était le Roi qui se promenait d'un air sérieux.

« Il faut, me dit-elle, que vous alliez passer quelques jours à l'avenue de Saint-Cloud, dans une maison où je vous ferai conduire. Vous trouverez là une jeune personne prête à accoucher. »

Le roi ne disait rien.

« Vous serez la maîtresse de la maison et présiderez, comme une déesse de la Fable, à l'accouchement. On a besoin de vous pour que tout se passe suivant la volonté du Roi et secrètement. Vous assisterez au baptême et indiquerez les noms du père et de la mère. »

Le Roi se mit à rire et dit :

« Le père est un très honnête homme. »

Madame ajouta :

« Aimé de tout le monde et adoré de tous ceux qui le connaissent. »

Madame s'avança vers une armoire et en tira une petite boîte qu'elle ouvrit. Elle en sortit une aigrette de diamants en disant au Roi :

« Je n'ai pas voulu, et pour cause, qu'elle fût plus belle.

— Elle l'est encore trop.

Et il embrassa Madame, en disant :

« Que vous êtes bonne ! »

Elle pleura d'attendrissement, et mettant sa main sur le cœur du Roi : « C'est là, dit-elle, que j'en veux ! »

Les larmes vinrent aussi aux yeux du Roi et je me mis à pleurer sans savoir pourquoi. Ensuite, il me dit :

« Guimard vous verra tous les jours pour vous aider et vous conseiller. Et, *au grand moment* vous le ferez avertir de se rendre auprès de vous. Mais nous ne parlons pas du parrain et de la marraine. Vous les annoncerez comme devant arriver, et un moment après, vous aurez l'air de recevoir une lettre qui vous apprendra qu'ils ne peuvent venir. Alors, vous ferez semblant d'être embarrassée et Guimard dira : « Il n'y a qu'à prendre

les premiers venus. » Et vous prendrez la servante de la maison, un pauvre ou un porteur de chaises. Vous ne leur donnerez que douze livres, pour ne pas attirer l'attention... Guimard vous dira les noms du père et de la mère. Il assistera à la cérémonie qui doit être le soir et donnera les dragées. Il est bien juste que vous ayez les vôtres. »

Et il tira cinquante louis qu'il me remit, de cette mine gracieuse qu'il savait prendre dans l'occasion, et que n'avait personne autre que lui dans son royaume. Je lui baisai la main en pleurant.

« Vous aurez soin de l'accouchée, n'est-ce pas ? C'est une très bonne enfant, qui n'a pas inventé la poudre, et je me fie à vous pour la discrétion. Mon chancelier vous dira le reste, dit-il en se tournant vers Madame. Et il sortit.

« Eh bien, comment trouvez-vous mon rôle ? dit-elle.

— D'une femme supérieure et d'une excellente amie, dis-je.

— C'est à son cœur que j'en veux, me dit-elle, et toutes ces petites filles qui n'ont point d'éducation ne me l'enlèveront pas. Je ne serais pas aussi tranquille, si je voyais quelque jolie femme de la Cour ou de la Ville, tenter sa conquête. »

Je demandai à Madame si la jeune personne savait que c'était le Roi qui était le père.

— Je ne le crois pas, me dit-elle. Mais comme il a paru aimer celle-ci, on a craint qu'on ne se soit trop empressé de le lui apprendre. Sans cela, on dit, à elle et à d'autres, dit-elle en levant les épaules, que c'est un seigneur polonais, parent de la Reine et qui a un appartement au château. Cela a été imaginé, à cause du cordon bleu que le Roi n'a pas souvent le temps de quitter, parce qu'il faudrait changer d'habit, et aussi pour donner une raison de ce qu'il a un logement au château si près du Roi. »

La scène est complète et chaque personnage y tient son rôle et parle selon sa nature. Qu'il y ait là de l'immoralité, tous trois en conviendraient facilement, mais ils n'y trouvent nulle indélicatesse. Louis XV est persuadé qu'il ne nuit à personne, puisqu'il est accoutumé de bien doter et marier ses petites sultanes et d'assurer le sort très modeste de ses bâtards. Madame du Hausset obéit à un ordre du Roi. Quant à Madame de Pompadour, elle fait la part du feu, et se moque des préjugés. Elle dit vrai : c'est au cœur de Louis XV qu'elle tient. Les passades sont sans importance. La marquise peut être indulgente et bonne sans croire engager sa dignité. Elle a, sur ces choses, les idées de son temps, et pour elle la « bagatelle » n'est que... bagatelle.

Elle connaît l'existence du logement dans les combles de Versailles, où le Roi se rend sans être vu, et elle sait que dans la petite maison du Parc aux Cerfs, une et quelquefois deux jeunes personnes, gouvernées par la femme d'un commis de bureau de la guerre, attendent le bon plaisir du Roi. Ce Parc aux Cerfs qui fera écrire tant de sottises, où l'imagination des mémorialistes et de certains historiens, mettra un « troupeau de filles » — dix-huit cents, dit Soulavie, l'éditeur des douteux Mémoires de Richelieu, — ce « sérail » qui, d'après Lacretelle, coûta plus de cent millions à l'Etat, — cent cinquante millions, dit un autre. — ce prétendu château sinistre, entouré de murs épais, « lugubre comme un abattoir », où les portes capitonnées devaient étouffer les cris des victimes... qu'est-ce donc en réalité ?

Allez dans la rue Saint-Médéric, à Versailles. Cherchez la maison qui porte aujourd'hui le nº 4, joli petit hôtel avec une aile en retour formant pavillon. Ce pavillon, c'est le Parc aux Cerfs, comme en fait foi l'acte de vente, retrouvé par M. Leroi, conservateur de la Bibliothèque de Versailles.

Entrez dans le jardin — si la permission vous en est donnée — montez les six marches appelées « le degré du Roi », et pénétrez dans la toute petite maison drapée de lierre et de vigne-vierge. Au rez-de-chaussée, il y a une grande cuisine, un cabinet de bains, une remise, une écurie pour un seul cheval. Gravissez l'escalier de bois qui mène à l'étage — étage unique sous la haute lucarne du toit d'ardoises. Il y a encore, au mur, les anneaux de la main courante. Au premier, deux pièces seulement, un salon avec une alcôve et un cabinet adjacent, une chambre avec un cabinet. Dans le salon, une porte en glaces dissimule un placard. Ni boiseries luxueuses, ni trumeaux dorés. Tout est peint d'un seul ton blanc gris. De simples et belles moulures chantournées, des cheminées gracieuses, en marbre de couleur. Pas d'autre luxe. Les habitantes du logis ne devaient pas songer que le « seigneur polonais » fût bien riche.

Combien de jolies filles passèrent, pour quelques semaines ou quelques mois, dans cette maison dont un financier n'aurait pas voulu pour sa « folie » ? Nul ne peut le dire, mais on sait qu'elles n'y furent jamais plus d'une ou deux à la fois, avec l'intendante — la « mère abbesse », dit Mme du Hausset, et les domestiques. Le première fut cette Murphy que le duc de Luynes appelle *Morphise*, ravissante fille, qui avait désappris la pudeur en posant les nymphes dans l'atelier de Boucher. Quatorze ou quinze ans, un petit corps enfantin et féminin, souple et bien en chair, veiné de bleu, avivé de rose, où sur la douce soie de la peau, la lumière nacrée jouait comme une caresse, un visage puéril, aussi frais qu'une fleur sous la rosée, le rire et l'accent de

Paris, l'humeur « folâtre » si reposante pour un homme las et blasé. Cette fillette devient mère et sa maternité, qui la rend plus éclatante, rend plus vif le caprice du Roi. Il la fait venir à Versailles, la montre à ses familiers. Bientôt, elle n'est plus la petite Murphy, fille d'une revendeuse à la toilette et d'un savetier ; elle est Mlle O'Morphy (?) d'une noble maison irlandaise (?). La maréchale d'Estrées la flatte, lui arrache des confidences, lui suggère de se faire « déclarer ». Et Murphy, sans prudence et sans malice, profite de l'intimité pour demander un jour, au Roi : « *Où en êtes-vous, avec votre fameuse vieille* ? » Le Roi, étonné, l'interroge. En véritable enfant, elle se met à pleurer et raconte tout. L'histoire arrive aux oreilles de Mme de Pompadour. Il suffit d'un mot d'elle, au Roi : Mme d'Estrées est exilée de la cour, et Murphy est mariée avec un major du régiment de Beauvoisis qui reçoit 50.000 livres pour prix de sa complaisance, avec les 200.000 livres de la dot et un superbe trousseau. Quant à la petite fille, née des amours du Roi, elle sera mise dans un couvent, avec une rente viagère de 3.000 livres.

D'autres pensionnaires, Mlles Fouquet, Hénault, Robert, Nicquet, Tresson, succédèrent à la Murphy dans le pavillon mystérieux. Quelle était, parmi ces jeunes filles, celle dont Mme du Hausset dut prendre soin, et qui accoucha non pas dans la maison du Parc aux Cerfs, dont on l'avait retirée provisoirement, mais dans une autre maison de l'avenue de Saint-Cloud ? La suite du récit de Mme du Hausset nous apprend seulement que cette demoiselle était de la plus jolie figure, mise fort élégamment, très gaie, et singulièrement naïve. Elle reçut l'aigrette de diamants avec la plus vive joie. Après souper, elle demanda à Mme du Hausset : « Comment se porte monsieur le comte ? » — C'était le Roi qu'elle appelait ainsi. — Il sera bien fâché de n'être pas auprès de moi, mais il a été obligé de faire un assez long voyage... C'est un bien bel homme et il m'aime de tout son cœur. Il m'a promis des rentes, mais je l'aime sans intérêt, et s'il voulait, je le suivrais bien dans sa Pologne. »

Elle parla ensuite de ses parents et de Lebel, qu'elle connaissait sous le nom de Durand.

« Ma mère, ajouta-t-elle, avec fierté, était une grosse épicière-droguiste, et mon père n'était pas un homme de rien... Il était des Six-Corps, et c'est comme on sait, tout ce qu'il y a de mieux. Enfin il avait pensé deux fois être échevin. »

Elle dit encore que sa mère, devenue veuve, avait « essuyé des banqueroutes », mais *Monsieur le Comte* avait sauvé la famille en lui donnant 1.500 livres de rentes et 6.000 francs d'argent comptant.

« Six jours après, elle accoucha. On lui dit, suivant mes instructions, que c'était une fille, quoi que ce fût un garçon et bientôt après, on devait lui dire que son enfant était mort, pour qu'il ne restât aucune trace de son existence pendant un certain temps. Ensuite on le remettrait à la mère... Le Roi donnait sept ou huit mille livres de rente à chacun de ses enfants. Ils héritaient les uns des autres, à mesure qu'il en mourait. Il y en avait déjà sept ou huit de morts. »

Mme du Hausset reçut une tabatière d'or, fort grande, où étaient deux rouleaux de vingt-cinq louis, et la demoiselle, dont le Roi s'était dégoûté, fut mariée en province, avec quarante mille écus de dot et quelques éléments.

Toutes les pensionnaires du Parc aux Cerfs n'avaient pas cette parfaite crédulité. L'une d'elles, que le « comte polonais », avait vue plusieurs fois et fort tendrement, montra un désespoir étrange quand elle apprit l'attentat de Damiens. La « mère abbesse », Madame Bertrand, l'interrogea et lui fit avouer la vérité ; poussée par la curiosité et peut-être par la jalousie, elle avait fouillé les poches du Roi et trouvé des lettres — l'une du Roi d'Espagne, l'autre de l'abbé de Broglie — qui l'avaient instruite. Le même jour le roi étant venu voir secrètement l'autre pensionnaire, la délaissée se précipita, en bousculant tout, dans la chambre où était le couple. Elle se jeta aux genoux de Louis XV. « Oui, vous êtes le Roi, criait-elle, et de tout le royaume, mais ce ne serait rien pour moi, si vous ne l'étiez pas de mon cœur. Ne m'abandonnez pas, mon cher Sire ! J'ai pensé devenir folle, quand on a manqué vous tuer. »

— Mais vous l'êtes encore ! criait l'abbesse.

Le Roi embrassa la pauvre fille — et ne sachant qu'en faire... la fit conduire dans une maison d'aliénées où elle demeura quelques jours. On essaya de la persuader qu'elle avait rêvé, mais elle savait bien, par le témoignage de ses yeux et l'instinct de son cœur, que le Roi avait été son amant.

Ce qu'il y avait de cruel dans cette conduite du Roi, Mme du Hausset ne le sentait pas, et Mme de Pompadour moins encore. Bien mieux — on le voit clairement par les passages cités — la marquise admirait la « bonté » du Roi, et le Roi la « bonté » de la marquise.

Cette « bonté » fut mise à l'épreuve en 1762, lorsqu'entra, dans la vie secrète du souverain, une jeune femme plus redoutable, à elle seule, que tout le harem du Parc aux Cerfs. Il ne s'agissait pas d'une « petite fille sans éducation », offerte à Louis Louis XV comme un bouquet de roses ou un panier de pêches veloutées, et incapable d'émouvoir son cœur. Après les grâces et les « folâtreries », les ingénuités libertines et les douceurs moutonnières,

dont il était rassasié, le Roi découvrait soudain la grande beauté sculpturale, la majesté du corps unie à la fierté du caractère une personne bien née, bien élevée, plus royale d'aspect que bien des reines, et près de laquelle il semblait — lui, le plus bel homme de son royaume ! — « un écolier, un demi-roi ». Cette vivante statue, qui dépassait de la tête les autres femmes, et dont les cheveux noirs, déroulés, tombaient jusqu'à terre, c'était Mlle Anne de Coupiers de Romans, fille d'un avocat de Grenoble. Elle fut présentée au Roi dans les jardins de Marly. Louis XV en fut épris, dit Mme du Hausset « autant qu'il pouvait l'être. » Pour cette belle, il n'était pas question du Parc aux Cerfs. Elle fut logée à Passy, dans une maison achetée pour elle, où son amant, de plus en plus fou, l'allait voir. Elle devint grosse, et mit au monde un fils dont elle ne voulut pas se séparer et qu'elle nourrit elle-même. Dans ce bel enfant — vivant portrait du Roi — baptisé sous le nom de Louis-Aimé de Bourbon, « fils de Charles de Bourbon, capitaine de cavalerie », Anne de Romans voyait un futur duc du Maine. Souvent, aux Tuileries ou au Bois de Boulogne, elle allait s'asseoir, ayant son fils dans une corbeille et, devant les gens qui les admiraient tous deux, elle ouvrait son fichu de dentelles pour allaiter l'enfant du Roi. Mme de Pompadour, dévorée d'inquiétude et de curiosité, voulut connaître sa rivale. Un jour, avec Mme du Hausset, elle se rendit au Bois de Boulogne, la figure cachée dans ses coiffes et tenant un mouchoir sur sa bouche, comme une personne qui souffre des dents.

« Nous nous promenâmes quelques moments dans un sentier, raconte Mme du Hausset, d'où nous pouvions voir la demoiselle allaitant son enfant. Ses cheveux, d'un noir de jais, étaient retroussés avec un peigne orné de quelques diamants.

Elle nous regarda fixement, et Madame la salua. Puis, me poussant le coude, elle me dit :

« Parlez-lui. »

Je m'avançai et lui dis :

« Voilà un bien bel enfant ! »

— Oui, répondit-elle, je peux en convenir, quoique je sois sa mère.

Madame, qui me tenait sous le bras, tremblait. Je n'étais pas trop rassurée. Mlle de Romans me demanda :

« Etes-vous des environs ? »

— Oui, Madame, je demeure à Auteuil, avec cette dame, qui souffre en ce moment d'un mal de dents cruel.

— Je la plains fort, car je connais ce mal qui m'a souvent bien tourmentée.

Je regardai de tout côté, dans la crainte qu'il ne vînt quelqu'un qui nous reconnût. Je m'enhardis à lui demander si le père était un bel homme.

« Très beau, répliqua-t-elle, et si je vous le nommais, vous diriez comme moi.

— J'ai donc l'honneur de le connaître, Madame ?

— Cela est très vraisemblable... »

Mme de Pompadour n'en voulut pas entendre davantage. Elle prit congé, en hâte, et regagnant sa voiture, elle soupira :

« Il faut convenir que l'enfant et la mère sont de belle créatures, sans oublier le père... L'enfant a ses yeux... »

Cette rencontre lui laissa une tristesse profonde. Peut-être se souvenait-elle d'Alexandrine, peut-être craignait-elle, chez le Roi, un sursaut inconnu d'amour paternel. La maréchale de Mirepoix, qui avait du bon sens et de l'expérience, la rassura en affirmant que le Roi se souciait fort peu d'enfants ; qu'il ne faisait rien pour le comte de Luc ; qu'il n'en parlait même jamais et qu'encore une fois on n'était pas sous Louis le Quatorzième... « Je ne vous dirai pas qu'il vous aime mieux qu'elle ajouta la maréchale ; et si, par un coup de baguette, elle pouvait être transportée ici, qu'elle lui donnât ce soir à souper et fut au courant de ses goûts, il y aurait peut-être pour vous de quoi trembler, mais les princes sont gens d'habitude ; l'amitié du Roi pour vous est la même que pour votre appartement, vos entours ; vous êtes faite à ses manières, à ses histoires ; il ne se gêne pas ; il ne craint pas de vous ennuyer ; comment voulez-vous qu'il ait le courage de déraciner tout cela en un jour, de former un autre établissement, et de se donner en spectacle au public par un changement aussi grand ? »

Le dénouement de l'aventure fut terrible pour Mlle de Romans. Elle avait la beauté, la jeunesse, une maternité brillante, l'amour du Roi — tout ce qui manquait à Mme de Pompadour, mais il lui manquait ce que possédait sa rivale : l'art de plier et de patienter. Elle fatigua Louis XV par ses prétentions. Aussi vite détaché que conquis, il ne vit plus, en elle, qu'une personne imprudente, indiscrète, dont les propos hardis le gênaient. Sans pitié, il fit enlever l'enfant, qu'on éleva loin de sa mère, et qui devint, plus tard, après une jeunesse malheureuse, l'abbé de Bourbon, protégé par Louis XVI et par Mesdames.

Anne de Romans épousa, quasi par force, un M. de Cavanhac, — et la route fut libre, devant Mme de Pompadour, la route qui n'était plus bien longue.

Marcelle Tinayre.

(*A suivre.*)

LA PIRATERIE PRUSSIENNE AU XVIIe SIÈCLE

Les actes de piraterie auxquels se sont livrés les sous-marins allemands ne constituent pas un précédent. Voici bientôt trois cents ans que les annales prussiennes mentionnent, très discrètement, il est vrai, les hauts faits des navires brandebourgeois. En effet, au temps, pas si lointain, du grand Electeur, nos ennemis s'étaient essayés une première fois à la piraterie. On ne sera peut-être pas fâché de connaître ce détail d'une histoire, assez peu glorieuse.

A l'époque où Frédéric-Guillaume jetait les bases de la puissance brandebourgeoise, il reçut un beau jour la visite d'un aventurier hollandais qui se nommait Benjamin Raulé, et qui était originaire de Flessingue. Cet individu, renseigné sur les projets ambitieux du prince, notamment sur les négociations infructueuses qu'il avait pratiquées avec les Danois, concernant l'achat du fort de Daneborg — près de Tranquebar, sur la côte de Coromandel — et, le sachant très désireux de posséder une marine, vint le trouver à Berlin et lui offrit ses services. L'électeur, pour lors tout entier à l'idée de reprendre aux Suédois Stettin et l'île de Rügen, qu'il avait dû leur restituer à la paix de Westphalie, agréa ses propositions et lui confia la mission de créer, pour son compte, une *flotte provisoire*, uniquement destinée dans son esprit, à seconder ses opérations contre les deux objectifs désignés plus haut. Faute d'argent, Frédéric-Guillaume était contraint de recourir à cet expédient. (Les revenus de l'électorat, en ce temps-là, n'atteignaient pas 2.500.000 thaler, c'est-à-dire neuf millions de francs, et, sur cette maigre somme, il fallait entretenir une armée de trente-cinq mille hommes.)

Raulé, un débrouillard, comme on dirait aujourd'hui, ne disposant que de très faibles crédits, loue quelques bateaux marchands, leur fait subir les aménagements nécessaires, y place des canons, leur donne des équipages de fortune et, grâce au concours de cette flotte improvisée, Stettin est pris le 6 janvier 1678. Mis en goût par ce premier succès, l'électeur, qui a la hantise de l'argent (1), s'empresse d'instituer un Collège supérieur de commerce, dont les statuts sont copiés sur ceux de la Compagnie française des Indes occidentales, y fait entrer bon gré mal gré tous les commerçants des villes maritimes du Brandebourg et élève Raulé à la dignité de directeur général de la marine. Le titre est assurément imposant, mais, malheureusement pour lui, il ne correspond à rien de réel, puisque le lendemain du jour où Stettin a été pris, les navires de la flotte provisoire ont été restitués à leurs propriétaires légitimes.

Cependant, pressé de justifier les espoirs que l'électeur fonde sur ses talents, Raulé se met à l'œuvre avec ardeur. En moins d'un an, il construit, équipe et arme six frégates portant de vingt à quarante canons. Il ne se fait, d'ailleurs, aucune illusion sur l'usage auquel son maître les destine. Il sait qu'il ne pourra pas les compromettre dans une lutte contre la puissante flotte française et, que, par conséquent, il s'en servira pour écumer les mers. Effectivement, dès que les navires sont prêts, l'électeur les dépêche vers les Indes occidentales avec mission de courir sus à tous les bateaux de la compagnie, ce qui est une manière bien prussienne de récupérer les subsides que le grand Roi ne verse plus depuis 1672, à son déloyal protégé. Mais l'expérience ne réussit guère : dès leur première rencontre avec la marine de Louis XIV, les frégates brandebourgeoises se trouvent en si fâcheuse posture qu'elles doivent s'enfuir toutes voiles dehors, donnant l'exemple d'une prudence que, deux cent cinquante ans plus tard, leurs épigones imiteront jalousement.

La paix de Saint-Germain survenant sur ces entrefaites (19 juillet 1678), l'électeur dut restituer, une fois de plus, Stettin et la Poméranie citérieure à la Suède, et, pour un temps, il ne fut plus question du Conseil supérieur de commerce. Ne voulant pas laisser les frégates sans emploi, Frédéric-Guillaume eut alors l'idée de s'attaquer à l'Espagne. Sous prétexte que cette puissance ne lui payait pas certains subsides convenus, il entama une guerre de course contre sa flotte marchande. Au début, les Brandebourgeois exécutèrent quelques opérations fructueuses : un gros bâtiment qui sortait d'Ostende avec un chargement de drap de Hollande et de dentelles du Brabant fut capturé par eux et amené à Pillau, où sa cargaison fut vendue moyennant la somme de cent mille thaler. Un beau denier, si l'on veut bien se rappeler le chiffre indiqué plus haut du budget brandebourgeois.

Encouragées par ce premier succès, les frégates cinglèrent vers les Indes occidentales, prirent en cours de route deux navires espagnols, puis, re-

(1) Pendant tout le cours de sa vie, la cour de Berlin fut un centre d'attraction pour les praticiens du grand œuvre et autres charlatans. Plus tard, la tradition du grand électeur fut observée par son petit-fils, le roi-sergent.

broussant chemin, vinrent s'embusquer aux environs du cap Saint-Vincent et y attendirent une occasion de tomber sur les galions du Mexique. Cette occasion se présenta effectivement et, encore une fois, les pirates eurent la chance de capturer deux bâtiments de la *flotte d'argent*.

Pour le coup, les Espagnols prirent très mal la chose : une escadre de douze voiles se mit à la poursuite des forbans, leur fit la conduite jusqu'à Pillau, malheureusement sans parvenir à les détruire, et procéda au blocus de ce port. Frédéric-Guillauue comprenant que la partie n'était pas égale et devait forcément se terminer à son désavantage, essaya de négocier avec l'Espagne. Il offrit de ne plus inquiéter avec ses six frégates la puissante flotte du Roi très catholique, si ce dernier lui abandonnait l'île de la Trinité, dans les Antilles. Pour toute réponse à des propositions aussi éhontées, l'Espagne maintint le blocus de Pillau. Toutefois, au bout de quelques mois, elle se lassa de ce jeu et rappela son escadre.

Raulé, ne craignant plus rien pour ses frégates, obtint alors de son maître la permission de tenter l'aventure en Afrique occidentale. Le 1er janvier 1683, il réussit à créer sur la Côte-d'Or, entre Axim et le cap de Three Points, un établissement qu'il dénomma Gross-Friedrichsburg, et il en confia le commandement à un aventurier prussien, von der Groeben, qui représentait, avec le titre de capitaine, la *Compagnie africaine de commerce*, fondée l'année précédente à Emden. Cette société, dont les actions étaient émises au taux minimum de deux cents thaler, avait pour directeur Jacques Buriette, d'Aix-la-Chapelle, qui se donnait pour un ancien gentilhomme de la suite du roi Charles Ier d'Angleterre.

Pendant quelques années, les affaires de la société marchèrent assez bien et l'électeur put enfin réaliser son rêve, c'est-à-dire faire frapper un certain nombre de ducats avec la poudre d'or que lui avaient apportée des nègres envoyés par Raulé. Mais son bonheur fut de courte durée. Exactement au bout de trois ans, les Hollandais, mécontents de voir les Brandebourgeois s'implanter au milieu de leur colonie et même tout mettre en œuvre pour les en évincer, se fâchèrent sérieusement. Un beau matin, sans grands discours, ils attaquèrent les forts de Gross-Friedrichsbourg et les enlevèrent haut la main, ne laissant à von der Groeben et à Raulé d'autre ressource que de retourner à Berlin. Il faut reconnaître que les deux compères ne s'en allèrent pas les poches vides.

Leur société végéta pendant quelques années encore, puis elle finit pas vendre ses établissements aux Hollandais, moyennant une somme de sept mille ducats et douze esclaves nègres. Quant aux frégates, elles furent désarmées et vendues à des armateurs.

La première flotte et les premières colonies prussiennes avaient vécu...

P. de Pandiellan.

LA ROUTE DE L'INDOCHINE

Les commentaires si documentés que le *Temps* du 5 août dernier consacrait à la future base navale britannique de Singapour, se terminaient sur ce conseil : « Suivons attentivement la politique de Singapour. » C'est dans cet esprit qu'il semble intéressant d'analyser brièvement les raisons profondes d'une telle politique et d'en déduire, autant du moins que la logique s'y prête, les conséquences éventuelles pour notre pays.

Pour expliquer l'érection d'un nouveau Gibraltar à l'entrée de la Malaisie, on a tout d'abord imaginé des prétextes qui n'ont trompé personne. Un simple coup d'œil sur la carte démontre, en effet, qu'il ne s'agit ici ni de la défense avancée de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, distantes de plus de 4.000 milles, ni de la protection du commerce anglais en Chine, à laquelle pourvoit la base de Hong-Kong. Il est hors de doute — et nos voisins d'outre-Manche ne songent même plus à s'en défendre — qu'une place d'armes maritime, commandant la passe la plus resserrée du détroit de Malacca, vise tout spécialement le Japon.

Les Anglais, gens positifs et peu sentimentaux en affaires, ne s'illusionnent pas sur la pérennité des amitiés, encore moins des alliances. Celle qui les liait au Japon ne vient-elle pas de se dénouer à l'amiable ? La cordialité des relations entre les deux pays n'en souffre pas. Subsistera-t-elle indéfiniment ? A cette question le colonel Repington a répondu dans le *Daily Telegraph* du 30 juillet dernier : « La guerre, dit-il, vient subitement, dans le Pacifique comme ailleurs. » A Londres on connaît « la psychologie des *genro*..., la puissance du Japon et son aptitude à envoyer de grandes expéditions outre-mer », et prudemment, avant que le péril ne se révèle, on se prémunit contre lui. Ce faisant, le gouvernement britannique ne croit pas manquer aux règles de la courtoisie internationale, qu'à l'occasion d'ailleurs — et nous en avons fait cruel-

lement l'expérience au cours de ces dernières années — il n'hésite pas à sacrifier à la sécurité de l'Empire ou seulement à sa prospérité.

L'Angleterre veut s'assurer le contrôle de l'itinéraire le plus rapide, sinon le plus direct, menant de l'Extrême-Orient vers l'Inde, tout comme elle s'est efforcée de monopoliser les routes joignant l'Europe à sa grande colonie asiatique (1). Et, de son plan d'hégémonie, elle est aujourd'hui d'autant plus pressée de réaliser la seconde partie que l'échec de ses tentatives sur l'Asie antérieure y a provoqué des réactions diamétralement opposées aux résultats espérés. Loin d'asservir les populations à ses desseins gigantesques, elle a dû céder devant la résistance obstinée, tantôt agissante et tantôt passive, des Turcs, des Persans, des Afghans et enfin des Russes au Caucase et en Transcaspie, en un mot devant la coalition islamo-bolchévique.

Depuis quatre ans l'Asie bouillonne : servi par une propagande intense, dont Angora est le cerveau, le panasiatisme musulman, fruit des imprudences anglaises, a réveillé les masses amorphes, jusque dans les contrées les moins accessibles, telles que le Yunnan. La guerre civile, qui sévit en Chine, y secoue d'autre part l'apathie des indigènes. Partout les particularismes de races ou de religions s'atténuent pour se muer en des nationalismes ombrageux et souvent vindicatifs. Avec une inquiétante rapidité la haine de l'Européen se propage, et la devise « l'Asie aux Asiatiques » sert de programme aux agitateurs. La Turquie vient de remporter à Lausanne un succès, à franchement parler, sans précédent depuis trois siècles : elle a imposé sa volonté à l'Europe. Son exemple peut être et sera contagieux ; qu'en pense-t-on à l'autre pôle de l'Asie où se perpétue la grandiose tradition des vieux rêves nippons ? (2)

Ainsi, plus que jamais, l'Inde est menacée. Pour parer au danger, l'Angleterre veut, de toute urgence, « dresser une barrière entre les deux moitiés de ce monde en fermentation » (3). Après avoir mis le feu à la maison, elle cherche à circonscrire l'incendie. Elle ne pourrait supporter « que, dans un moment de crise, la flotte asiatique du Japon parût dans les eaux asiatiques de l'océan Indien ou du golfe Persique » (1). L'Inde doit rester interdite aussi bien aux étrangers de l'est qu'à ceux de l'ouest. Voilà pourquoi la fortification de Singapour s'impose.

Puisqu'une seule voie d'accès à l'Inde lui demeure ouverte, par Suez et la mer Rouge, l'Angleterre a besoin d'être complètement maîtresse en Méditerranée. « Cela, constate le *Temps*, ne simplifie ni le problème de Tanger, ni peut-être l'avenir de Rhodes. » L'on voit aussitôt que de cette affaire nous avons lieu de nous préoccuper. La possession de Gibraltar, de Malte, de Chypre, de la Palestine et de l'Égypte transforme à présent la Méditerranée, où dominaient jadis les couleurs françaises, en une mer britannique. De même l'îlot de Périm et Aden permettent à la Grande-Bretagne de surveiller le détroit de Bab-el-Mandeb et de tenir la mer Rouge.

Or, par la Méditerranée, la mer Rouge et le détroit de Malacca ne passe pas seulement la route de l'Inde, mais aussi celle de l'Indochine. Nos arrière-neveux seront confondus à l'aspect de l'indifférence des Français d'aujourd'hui envers cette route, alors qu'à nos alliés aucun sacrifice n'a paru trop lourd pour l'accaparer. Car le système des bases britanniques, tel que le parachèvera Singapour, livre pratiquement le chemin de l'Indochine au bon vouloir anglais. Un télégramme de Londres suffira dorénavant pour isoler totalement de la métropole notre magnifique colonie d'Extrême-Orient. Les ardentes convoitises qu'elle suscite ne sont cependant un mystère pour personne.

Pour user de la méthode anglaise et prévoir le pire, supposons un instant une Grande-Bretagne hostile, disposant à Singapour et à Hong-Kong des solides points d'appui qu'elle sait organiser. A l'Indochine en danger comment porterons-nous secours ? Nos escadres, si tant est qu'il nous en reste pour accomplir ce long périple, devront, comme la flotte russe en 1905, doubler le cap de Bonne Espérance, puis se glisser par le détroit de la Sonde, à travers le dédale d'un archipel propice aux surprises, sous l'œil vigilant d'un adversaire embusqué à 100 ou 150 milles à peine de ses bases.

Cette hypothèse n'a rien d'invraisemblable. Nous souhaitons toutefois ardemment que l'avenir la démente et donne raison aux optimistes qui voient au contraire dans l'entreprise anglaise sur Singapour un gage de sécurité pour l'Indochine et une protection supplémentaire contre les ambi-

(1) Route du Turkestan, par Orenbourg, Tachkend, Samarkande, Boukhara, Kaboul, Péchaver.

Route du Caucase et de la Perse, par Rostow, Bakou, Tauris, Téhéran, Ispahan, Kirman, Quetta.

Route d'Anatolie et de Mésopotamie, par Constantinople, Alep, Bassorah, Bender Abbassi, Karatchi, Bombay.

Route de Syrie et de Mésopotamie, par Caïffa, Damas, Bagdad, Bassorah et le golfe Persique.

Route maritime, par Suez et la mer Rouge.

Voir : Poidebard, *Au carrefour des routes de Perse ;* et, du même auteur, *Mossoul et la route des Indes (Asie Française*, mai 1923. Documents annexes).

(2) Cf. Rousset, *Histoire de l'Asie*, Tome III.

(3) Le *Temps*, 5 août 1923.

(1) id.

tions nippones. Quoiqu'il en soit, si nous ne voulons risquer de pleurer un jour l'excès de notre imprévoyance, ou, si l'on préfère, de notre confiance, la sagesse prescrit au gouvernement français de choisir entre deux politiques, puis de s'y tenir résolument. Un peuple énergique doit savoir, à certaines heures de son histoire, se mettre en face des réalités, quelques dures puissent-elles être, et y conformer sa conduite.

Les charges financières, dont la guerre nous a laissé pour tout bénéfice l'écrasant fardeau, et l'amoindrissement actuel de notre marine, ne nous permettent-ils plus d'ici longtemps de défendre efficacement, le cas échéant, nos colonies lointaines ? Dans l'affirmative il y aurait, semble-t-il, dès maintenant profit à les échanger contre des avantages équivalents et mieux garantis, plutôt que de les exposer à nous être un jour enlevés sans compensation. Mais l'humiliation d'en être réduits, au lendemain de la plus glorieuse victoire, à pareille extrémité serait, sachons-le bien, fatale à notre prestige. Le monde ne sourit qu'aux forts. La France, tombée au rang des puissances de second ordre, verrait, dans le naufrage de son influence, s'abîmer ses espoirs d'expansion économique. Aussi, de cette solution défaitiste qui dénoterait chez ses partisans une étrange myopie politique, nul esprit, conscient des destinées et de la grandeur de son pays, n'oserait prendre l'initiative.

C'est donc un grand effort qu'il faut demander à la nation pour sauvegarder la totalité de son empire colonial. En particulier, dans les conditions présentes, elle doit accorder à l'Indochine une pleine autonomie militaire et navale, la doter des voies, bases et fortifications indispensables, lui fournir tout le personnel et l'outillage propres à tenir en respect, sans le concours d'aucune aide extérieure et durant une période indéterminée, l'agresseur le mieux préparé et le plus audacieux.

Verrait-on d'autre part nos alliés se formaliser si, prenant exemple sur eux, nous organisions nos points d'appui de Cheikh Saïd et de Djibouti sur le modèle de celui qu'ils installent à Singapour ? L'entente mutuelle, si nécessaire à la paix du monde, n'en saurait être affectée, mais, en cas de besoin, semblable précaution permettrait à la France de neutraliser Périm et Aden, et, sinon de contribuer activement à la défense de l'Indochine, d'en couper tout au moins la route ainsi que celle de Madagascar à laquelle il est aussi bon de penser.

Un si vaste programme peut effrayer les timides ; les dépenses qu'il entraînera pèseront lourdement sur nos épaules, déjà surchargées. Il coûtera cependant moins cher, croyons-nous, que certaines économies au bout desquelles on entrevoit la ruine. Et, puisque la vie des peuples comme celle des individus n'est faite que de contradictions, nous sera-t-il permis d'en relever une qui fera sourire l'Histoire : il est certain que la décision britannique va de nouveau précipiter la course aux armements ; alors de quelle portée vont être le traité de Washington, qui limite les forces navales des grands États, et l'Accord tout récent, conclu sous les auspices de la Société des Nations, en faveur de la réduction des armements ? Auprès d'actes qu'il n'est au pouvoir d'aucune Conférence d'empêcher, ces manifestations ne paraissent-elles pas singulièrement platoniques ?

R. DE GONTAUT BIRON.

MATINÉE

Lève-toi, paresseuse, et descends dans l'aurore !
Ton réveil est une aube et veut plus d'aube encore !
Tous les Princes charmants s'étreignent sur ton seuil
Et tous les chants d'avril leur sont des chants d'accueil.
  Il n'y a plus au bois de Belles condamnées
  A dormir sur le cœur ardent des matinées
Et les blonds Chevaliers aux fleurs n'attendent pas
L'heure où s'effeuilleront toutes les roses sur tes pas.
Déjà dans tes blancheurs les rayons te visitent
    Et t'embrasent et t'invitent,
      Abeilles sans aiguillon,
        Papillons !
      Il faut obéir aux rayons,
        Ma petite...
      Lève-toi, lève-toi vite !

Vêts les mules d'argent, ta guimpe de linon
    Et la robe de Cendrillon
      Après les fées,
    Ta robe la moins étoffée
    Qui se nuance à ton frisson
    Et contient mal la floraison
De ta gorge ravie où tout ton corps exulte,
  Qui moule tes reins et ton buste
      Et qui sculpte,
Lorsque mon bras te ceint et que nous nous baisons,
  Ta ligne impérieuse et ta souplesse
  Et ton jaillissement, et ta jeunesse !

Viens, je me sens un cœur pur de tentations,
Tous les autels de la lumière te réclament,
  Le matin clair sourit à notre passion,
Tous les oiseaux du ciel s'envolent de mon âme !
Ton charme m'enveloppe et m'étreint chastement,

Mes désirs ne sont plus qu'un agenouillement
Et, devant tes seins nus qui des voiles émergent,
Il me semble qu'un Dieu très tendre, et mariant
La piété d'un page à l'ardeur d'un amant,
A vêtu la pudeur avec des fils de vierge.

Viens, prenons notre envol dans le soleil et dans les fleurs.
Soyons des fiancés avec des âmes blanches
Et sur nos corps élus inclinons la fraîcheur
De l'aube et des parfums, des ailes et des branches.
Confondons nos soupirs et nos enchantements,
Le geste harmonieux de notre enlacement
Aux rythmes d'avril qui nous transfigurent.
Laisse crouler ta chevelure
Comme une gerbe où les essors
Viendront boire aux encens qui montent de ton corps.
Un rayon nous entraîne en dansant sous les trembles,
L'allégresse a fleuri les roses de ton teint ;
Comme une aile dans l'air tu flottes et tu sembles,
Tant ton corps est léger, transparent et lointain,
Dans le ciel de Corot une âme de Fantin.

Vois, tout autour de toi se trouble et se surpasse,
On sent battre le cœur amoureux du jardin
Et s'exhaler son souffle vers ta grâce.
La violette brûle à tes pieds ses parfums,
La langueur des grands lys s'abîme sur ton sein,
Les pervenches attendries
Aux replis de ta robe
Dérobent
L'azur de leurs broderies.
Et les arbres sur toi penchent leurs frondaisons
Et voici qu'apparaît le cortège des fées,
Toutes de soleil coiffées
Et portant dans leurs bras des roses en trophées...
L'ostensoir du soleil s'élève à l'horizon :
La nature n'est plus qu'une immense oraison !

Que tu es belle, mon amie,
En la prière et l'eurythmie
De ce printemps extasié,
Et désirable aussi comme un fruit sous la feuille,
Comme une rose unique au cœur fier du rosier
Et comme un rêve que l'on cueille !
Mais les vœux les moins fous à tes genoux s'effeuillent,
L'élan de ma tendresse aspire à ta hauteur,
Mes désirs de beauté vers ta beauté s'envolent :
L'amour n'a pas le droit de froisser les corolles
Et mes mains n'osent plus effleurer ta blancheur.
Dans l'éblouissement où tous les chants te font cortège,
Tu es toute la joie et toute la douceur
Et le lys est sacré qui garde et qui protège,
Mon amie et ma sœur,
Dans l'aube virginale
Cette fleur que tu es, aux multiples pétales.

Le printemps aujourd'hui nous berce et nous retient
Et sertit notre couple en sa magnificence
Et toute la splendeur du soleil t'appartient
Et toute l'aube en fleurs te baigne en ses essences.
Dans l'onde de tes yeux s'exalte le verger,
Ton corps s'épanouit de brise submergé,
Des rayons s'insinuent en ton ombre et se jouent,
L'éclat des roses meurt en chantant sur ta joue,
Les ramiers de tes seins s'épanchent tendrement
Et ton épaule émerge en l'air bleu comme un cygne,
Et ta hanche infléchie en son élancement
Semble vouloir rythmer ton âme avec ta ligne.
Tes bras ont le ton rose et blanc de l'amandier
Et ton geste fleuri couronne ta jeunesse.
Tu es l'Ève adorable au sein de la Genèse,
La Psyché frémissante au ciseau de Pradier,
Tu es Primavera sans la parodier
— Donne ta main, Primavera, que je la baise !

La vie a des matins fervents et triomphaux,
Des matins où l'enclos rit de toutes ses branches,
Où le ciel apparaît plein de promesses blanches,
Où les cygnes rêvant se pâment sur les eaux.
La vie a des matins où les dieux collaborent
Des matins pieux et si purs,
Que l'âme en s'y penchant boit à l'azur
Et boit à ce Ciel qu'elle ignore
Comme les lèvres à l'amphore.

Buvons à Dieu, buvons l'instant
Impérissable où tient tout le printemps,
Où tout nous point et nous embrase,
Où la nature bat ainsi qu'un cœur d'amant,
Nous n'aurons plus jamais cet émerveillement,
Cette envolée et cette extase !
Le miracle d'avril nous exalte et nous prend,
Laissons s'agenouiller notre âme en son prodige
Et portons notre amour religieux et grand
Parmi les rayons et les tiges.
Et laissons choir sur nous les fleurs
Et baignons dans l'azur comme dans des caresses :
Il pleut du soleil sur ton cœur,
Il pleut du ciel sur ma tendresse !
Lorsque tu viens à moi, vois-tu, tout disparaît,
Le moment qui saignait soudain change de face,
Tout s'arrête et s'émeut, s'atténue et s'efface :
Le printemps n'éblouit qu'en animant tes traits !
Le cœur de la nature en moi cesse de battre
Et ses fleurs d'embaumer, ses oiseaux de s'ébattre ;
Tu es dans l'infini l'âme que j'attendais,
Vers qui les parfums ascendaient,
Dont tout caressait la venue ;
Et cette immensité que l'ombre te gardait
Tu ne la ravis pas au soleil, tu l'avais
Et l'ombre te la restitue...

Et c'est pourquoi si beaux que soient les horizons
Où le soleil s'éploie, et si douce l'emprise
Des clairs matins d'avril où flottent dans les brises
Tant de cris et d'odeurs, d'ailes et de frissons,
Si tendres la jeunesse et l'ardeur des saisons,
L'air qui nous alanguit, les fleurs qui nous enlacent,
Si purs les golfes bleus où nous appareillons,
L'abîme de lumière et d'harmonie où nous noyons
Nos piétés et nos extases,
Et si prestigieux le divin miracle où tu passes
Dans le rayonnement des fleurs et l'encens des rayons,

Le printemps n'est pour moi qu'un hommage à ta grâce !

Ernest PRÉVOST.

(1) *Le Livre de l'Immortelle Amie*, le nouveau recueil de M. Ernest Prévost, paraîtra fin octobre, à la Librairie Jourde, 15, rue Racine.

UN CENTENAIRE OUBLIÉ (1)

M. Jules Loyson fut en Sorbonne le dernier titulaire de la chaire d'Eloquence sacrée. En la lui confiant, l'Université de France n'avait fait que réaliser à sa manière une prophétie de Lacordaire ; ce n'est pas en effet de son frère, le célèbre Père Hyacinthe, mais de Jules, alors dominicain, que le conférencier de Notre-Dame avait dit : « Celui-là me remplacera ». C'est à lui que pensait également Henri Perreyve lorsque dans sa station « de la Sorbonne il s'écriait : « O Dieu, puisque vous « avez ravi le prophète, laissez tomber sur quel- « qu'un le manteau d'Elie : et s'il s'était permis « d'ajouter un vœu à cette prière, nous dirions : « que ce soit, Seigneur, sur l'un des fils de cette « grande famille de Saint-Dominique, qui a droit, « ce semble, à l'héritage de son éloquence comme à « l'héritage de ses vertus. » L'apaisement et l'oubli se sont faits sur les noms des deux frères Loyson. Mais on peut dire que des deux fils de l'ancien recteur de Pau, aucun n'a rempli sa destinée ; l'un pratiqua l'éloquence sacrée avec un éclat incomparable, l'autre l'enseigna. Le cadet souffrit cruellement du bruit qui se fit autour de son aîné. Ceux qui les ont entendus et connus ne peuvent penser à eux sans éprouver, devant leur figures tourmentées, le sentiment d'une grande infortune et d'une cruelle déception.

Plus reposante est la physionomie du Père Adolphe Perraud, qui, de 1865 à 1874, occupe la chaire d'histoire ecclésiastique. On écrira bien sans doute un jour la vie de cet ancien normalien qui devait mourir cardinal et membre de l'Académie Française. Son enseignement à la Sorbonne devra y occuper une large part. Adolphe Perraud était né professeur : il faisait son cours à la Faculté de Théologie, comme il le faisait au lycée d'Angers, avec la plus scrupuleuse impartialité et une glaciale sérénité ; il arrivait à l'heure exacte, précédé de l'appariteur portant le manteau de cérémonie ; au premier rang se groupèrent toujours quelques Polonais ou Irlandais ; dans l'auditoire on signalait parfois un personnage de marque, j'y ai vu le comte de Montalembert, plus tard l'Empereur du Brésil et le duc de Nemours. Ses leçons sur l'histoire du protestantisme français jusqu'au synode de 1872 n'ont été publiées que par fragments dans diverses Revues ; elles témoignent de la plus haute impartialité, jointe à une érudition impeccable. Parfois, le professeur interrompait le développement de son cours pour commenter un événement contemporain : lorsque, un mercredi de février 1872, il nous raconta la mort du Père Gratry, cet homme, dont la marmoréenne impassibilité glaçait ses interlocuteurs, arracha des larmes à tout son auditoire ; c'est qu'il était inébranlablement fidèle à ses amitiés, et, lorsque, en 1874, le nonce Chigi faisait des objections à sa nomination épiscopale à raison de sa collaboration avec Gratry, le pieux oratorien s'écria : « On m'offrirait dix « mitres, que je ne désavouerais pas l'homme « auquel j'ai dû ma foi et ma vocation sacerdo- « tale. » A la fidélité, il alliait la plus haute indépendance de caractère. Lorsqu'on visite l'église de la Sorbonne, devenue une sorte de musée religieux, on voit, dans le transept où est inhumé le grand cardinal, deux plaques de marbre noir où sont inscrits les noms de l'Empereur Napoléon III, du ministre Duruy, de l'archevêque Darboy et du doyen Maret. Elles rappellent la translation du chef de Richelieu qui eut lieu le 16 décembre 1866. Ce jour là, dans cette église, en présence du ministre qu'il devait plus tard recevoir sous la coupole du Palais Mazarin, Adolphe Perraud donna une haute leçon d'histoire. Il termina son discours par ces paroles : « Il n'est pas bon qu'un homme, « fût-il un Richelieu, se substitue, lui seul, à toute « une nation pour tout penser, tout vouloir et « tout faire. » Dans un temps où l'opposition était obligée de se dissimuler sous des allusions historiques, on vit dans cette phrase une critique de régime impérial qui n'était pas encore devenu libéral. On invita l'orateur à la supprimer. Il s'y refusa énergiquement et le discours ne fut publié qu'après la chute de l'Empire. Cette haute leçon d'indépendance suffirait pour illustrer le professorat d'Adolphe Perraud à la Sorbonne. Je la dédie, avec la parole qui la provoqua, à ceux qui rêvent en France d'un Mussolini.

Dans cette Faculté de Théologie, un autre groupe de maîtres ne firent que passer, cherchant ailleurs l'emploi de leur activité. Tel fut Lavigerie, qui vers 1862, y professa un instant l'histoire ecclésiastique. Il devait étouffer dans ce modeste amphitéâtre que cent auditeurs remplissaient, cet apôtre qui rêvait sans cesse de nouvelles conquêtes. L'artiste qui l'a si fièrement campé sur le « réduit » de Bayonne, l'a admirablement représenté ; il tient la Croix comme un *conquistador* du XVIe siècle tenait l'épée ; il s'efforce de la planter toujours sur de nouveaux territoires conquis à l'Evangile. Cet homme était fait non pas pour enseigner l'histoire du passé, mais pour créer l'histoire du présent ; autant que lui homme d'action, et plus que lui homme d'étude, fut son collègue l'abbé Freppel. Pendant toute la durée du second Empire, cet

(1) V. la *Revue Bleue* du 15 septembre et du 6 octobre 1923.

Alsacien apporta à l'enseignement de la Sorbonne la qualité de sa race et les ardeurs de son tempérament combatif. Il les porta plus tard dans l'Episcopat et au Parlement. Homme politique, il fut l'adversaire de son ancien collègue de la Sorbonne qu'il appela un jour « l'aventurier algérien ». La mort et la guerre ont apaisé toutes ces querelles. Lorsque, suivant son suprême désir, le cœur de l'ancien évêque d'Angers a été apporté à Obernai, toute l'Alsace s'est levée pour saluer le patriote qui ne désespéra jamais. A la Faculté de Théologie appartinrent M. Hugonin, qui devait devenir évêque de Bayeux, les abbés Meignan et Bourret, qui devaient être tous deux cardinaux : l'un préludait, dès 1861, à ses travaux d'exégèse par son livre sur le *Monde et l'homme primitif*, et l'autre s'attirait, à la Faculté des Lettres, les sévérités du doyen, Victor Leclercq, à l'occasion de sa thèse sur *l'Ecole chrétienne de Séville sous la monarchie des Wisigoths*. MM. Barges, Fabre d'Envieu, Roche, Blampignon... furent, avec ceux que je viens de citer, les derniers Sorbonnistes.

Ils vécurent et enseignèrent dans un temps où les deux plus grandes forces sociales, la liberté d'examen et la religion, se disputaient l'âme française. Ils trouvèrent partout le conflit, dans la vie sociale, dans la famille, dans la science, dans l'éducation... Ils ne furent étrangers à aucune des questions qui passionnaient leur pays, et ils surent partout et toujours mettre d'accord leur patriotisme et leur foi religieuse.

Quelles questions ont plus agité l'Eglise que celle de l'exégèse biblique et de l'authenticité des récits évangéliques ? La bataille livrée par M. M. Loisy, Lagrange, Houtin, Rose..., n'est peut-être que momentanément apaisée. Nos Sorbonnistes l'avaient prévue, il y a plus d'un demi-siècle, avant la publication de la *Vie de Jésus*, de Renan. C'est en 1863 que la première édition de ce livre provoqua dans notre société française une si vive émotion. Or, j'ai sous les yeux les procès-verbaux inédits des conférences tenues à la Sorbonne en 1862, par les professeurs de la Faculté de Théologie, sur la situation de l'Eglise en face : 1° de la science et de l'exégèse modernes ; 2° de la discipline ecclésiastique ; 3° de la société contemporaine ; 4° du gouvernement impérial. Ces réunions avaient lieu sous la présidence de l'évêque de Sura. Le secrétaire était l'abbé Perreyve qui a lui-même de sa plume rédigé, avec le plus grand soin, les comptes rendus. Ai-je besoin de dire avec quelle émotion j'ai feuilleté ce cahier jauni par le temps ? Il me semblait s'en exhaler comme un délicat parfum, le dernier souffle de l'âme généreuse de celui qui l'a écrit. Si ce précieux manuscrit est un jour publié, on verra comment en 1862 notre docte Sorbonne résolvait le redoutable problème de l'inspiration divine des Ecritures.

Plusieurs professeurs de la Faculté de Théologie étaient en même temps membres de l'Oratoire. Sous l'inspiration généreuse du Père Gratry, ils prirent dans leurs leçons et dans leurs livres la défense des peuples opprimés dans leur liberté ou dans leur foi. M. Louis Lescœur avait publié, dès 1860 : *L'Eglise catholique en Pologne, sous le gouvernement russe*. Réédité en 1876, le livre l'a été en 1903. Deux volumes remplis de faits rappellent de quelle manière la Russie a respecté les engagements de tolérance religieuse qu'à l'époque du partage elle avait pris devant l'Europe. « Le « dernier martyre de la Pologne, écrivait L. Les- « cœur, n'est pas d'hier, il est d'aujourd'hui, et « qui sait ce que lui réserve l'avenir ? » Ces appréhensions n'étaient que trop justifiées. A la même époque, et sous la même inspiration, Adolphe Perraud se rendait en Angleterre et en Irlande et il en rapportait les éléments de ses *Etudes sur l'Irlande contemporaine* « Le jour de la justice, « écrivait-il, viendra pour rappeler aux hommes « qu'il n'y a point de droit contre le droit, que « l'épreuve n'est pas l'abandon, que Dieu et la « conscience ont contre les spoliations brutales « et les victoires injustes des ressources inatten- « dues, et que, si les hommes sont souvent immo- « raux dans leurs desseins et dans leurs actions, « il y a dans la trame générale de l'histoire une « moralité souveraine et des jugements précur- « seurs du jugement infaillible de Dieu. » Que de fois, dans son cours d'histoire, n'a-t-il pas jeté, devant les Irlandais et les Polonais qui le suivaient, ce cri d'angoisse et d'espérance ! L'espérance n'est pas encore réalisée et l'angoisse dure toujours. Mais où sont aujourd'hui les Gratry, les Lescœur et les Perraud ?

Ces souvenirs de la vieille Sorbonne seraient incomplets si je ne rappelais la part qu'elle prit à l'agitation religieuse qui précéda la réunion du concile du Vatican. Ceux qui n'ont pas vécu à cette époque peuvent difficilement, à un demi-siècle de distance, s'imaginer les discussions passionnées auxquelles, dans tous les milieux, même les plus indifférents et les plus éloignés des croyances religieuses, donna lieu la question de l'infaillibilité. Tout le monde se croyait théologien et obligé de prendre parti. La Faculté de Théologie devait être au premier rang du combat : son doyen avait ouvert le feu par son mémoire : *Du concile général et de la paix religieuse*. Il était soutenu par le Père Gratry et encore plus ardemment par l'abbé Méric. Dans l'autre camp combattaient M. Freppel,

et avec plus de réserve, l'abbé Bourret. Qui le croirait ? Les étudiants allaient aux cours de ces professeurs manifester leurs sympathies et, comme Mgr Maret et le Père Gratry ne paraissaient pas dans leurs chaires magistrales, c'est à M. Méric qu'allaient nos ovations et nos applaudissements. Il ne paraissait pas d'ailleurs insensible à cette popularité. On étonnerait bien aujourd'hui les jeunes étudiants en droit si on leur demandait leur opinion sur ces questions qui alors nous passionnaient ; à leur dédaigneuse et sceptique indifférence je me permets de préférer le généreux enthousiasme et les ardeurs irraisonnées qui faisaient vibrer nos cœurs de vingt ans. Le concile du Vatican ne nous écouta pas et la guerre apaisa toutes ces querelles. Qui s'en souvient aujourd'hui ?

***

Après la guerre de 1870-71, la Faculté de Théologie reprit ses cours publics. Mais les plus renommés de ses maîtres avaient disparu ou allaient disparaître. Le doyen se taisait, Gratry mourait, et MM. Freppel, Bourret et Perraud allaient à de plus hautes destinées. Ils n'étaient pas remplacés et l'agonie commençait pour la vieille Sorbonne. Elle dura quinze ans.

Les Facultés de Théologie de l'État étaient en France l'expression scolaire ou universitaire du régime concordataire, tel que l'avait conçu le premier Consul. La Sorbonne, « concile permanent des Gaules », symbolisait l'esprit et le système gallicans qui avaient si longtemps assuré l'accord de l'Eglise romaine et de l'État français. Si l'on entrait dans la voie de la rupture, le lien le plus facile, et par conséquent le premier à dénouer, était celui des Facultés de Théologie, il n'avait jamais solidement tenu que d'un côté. Après le vote de la loi du 12 juillet 1875, on songea à instituer des Facultés de Théologie libres. Mgr Maret vit le danger et il s'efforça de défendre l'institution dont, depuis quarante ans, il était le plus éminent représentant. Il fallait la défendre de deux côtés, du côté du Parlement français et du côté de la Cour romaine. Le 7 juillet 1882, M. Paul Bert déposait un projet de loi tendant à la suppression des Facultés de Théologie et à la création, pour les remplacer, de chaires d'histoire religieuse, de droit ecclésiastique, hébraïque... Peu de temps après, MM. Marcou et Boysset, les auteurs du premier projet de dénonciation du Concordat, demandaient à leur tour la suppression de ces Facultés. Tous invoquaient, qui le croirait ? non pas la laïcité de l'État, mais le défaut de canonicité des grades conférés et leur méconnaissance par Rome. Pour leur répondre, Mgr Maret fit des efforts surhumains, afin d'obtenir cette reconnaissance : voyages à Rome, pétitions épiscopales, intervention du cardinal Lavigerie, il employa tous les moyens et se heurta à la plus invincible des résistances passives. C'est que l'archevêque de Paris était hostile à la Sorbonne et que Rome ne lui avait jamais été favorable. Econduit à Rome, Mgr Maret luttait encore à Paris : s'autorisant de ses vieilles relations de 1848 avec Arnaud, de l'Ariège, il allait trouver Gambetta, il écrivait à Jules Ferry pour lui énumérer les évêques et les écrivains sortis de la Faculté de Théologie. Rien n'y fit, et par une singulière ironie du sort, le dernier coup fut porté à la vieille Sorbonne par le neveu d'un de ses derniers professeurs, M. Jules Roche. Il employa le procédé législatif alors en usage, la suppression des institutions par la suppression des crédits. Les Facultés de Théologie catholiques de l'État disparurent en 1884, en même temps que celui qui en fut jusqu'à la fin la plus haute personnification et le plus intrépide défenseur. Celle de Paris avait été installée à la Sorbonne il y a plus d'un siècle, en 1821, et ce centenaire n'aurait pas dû passer inaperçu.

Du rapide coup d'œil jeté sur cette institution, se dégage une pénible impression, celle d'un contraste entre le mérite de ses professeurs et l'impuissance de leur action. La Sorbonne ecclésiastique a eu des maîtres de choix, tous docteurs ès-lettres, à une époque où ce grade était moins prodigué qu'aujourd'hui, profonds théologiens, savants érudits, orateurs éloquents... Ils n'ont pas fait école et n'ont pas eu d'action sur le clergé français. Ils ont eu l'autorité du caractère et du talent ; il leur a manqué celle qu'un accord avec Rome aurait pu leur donner.

Il est regrettable qu'elle leur ait été refusé. Les sciences qu'ils enseignaient, ne pouvaient pas disparaître des programmes universitaires. On ne se désintéressera jamais en France de nos origines religieuses, des grands problèmes de la vie future et de la destinée humaine ; l'éloquence sous toutes ses formes exercera toujours sur nos esprits un empire puissant. Ce que les professeurs de la Faculté de Théologie enseignaient dans la vieille Sorbonne, d'autres l'ont après eux mais dans un autre esprit, enseigné dans la nouvelle. De la Faculté libre de Théologie lui sont même venus deux maîtres, l'un d'histoire ecclésiastique, l'autre d'exégèse biblique ; MM. Duchesne et Loisy appartinrent à l'Ecole des Hautes-Etudes avant d'aller à Rome et au Collège de France. Leur notoriété y dépassa même très vite celle des professeurs dont j'ai voulu rappeler le souvenir

La Sorbonne fut, sous le régime concordataire, une pépinière épiscopale. Elle a fourni à la France 22 évêques, écrivait Mgr Maret, dans son mémoire à Jules Ferry. Tous furent à des titres divers l'honneur de l'Eglise de France

Pour la première fois dans l'histoire, le régime de la séparation a remis au Saint-Siège le choix des évêques, sans aucune intervention, sous une forme quelconque, du pouvoir civil, des chapitres ou du clergé national. Bellarmin n'aurait jamais songé à une aussi complète application de ses doctrines. Mais l'histoire est un perpétuel recommencement et qui sait si demain, avec le « droit de regard » ou de « veto » on n'essaiera pas de reprendre quelques-unes des prérogatives abandonnées? Ce jour-là, on ne manquera pas d'invoquer les souvenirs et les exemples de notre vieille Sorbonne.

A l'heure actuelle, de tous ces souvenirs, il n'en subsiste qu'un, c'est l'église, heureusement conservée par M. Nénot, l'architecte de la nouvelle Sorbonne. En 1821, elle fut affectée à des cours de la Faculté de Droit. Aujourd'hui, elle est transformée en une sorte de musée ou de salle de spectacle pour auditions de musique religieuse. Un marchand étale et vend des cartes postales devant le tombeau de Richelieu ; des saxophones et des contre-basses occupent la chaire où prêchaient Henri Perreyve et Adolphe Perraud. Robert de Sorbon et Gerson, dont les portraits ornaient l'entrée, ont eux-mêmes quitté la place : ils y auraient été trop dépaysés.

Henry JAUDON.
Conseiller à la Cour de Cassation,

LE CONFIDENT

(*Nouvelle*)

Le brigadier bondit de son siège, et, les yeux écarquillés, regarda son interlocuteur bien en face.

— Parlez-vous sérieusement ? en êtes-vous certain ? s'exclama-t-il.

— Tout comme je suis certain d'être là, qui vous parle.

— C'est vraiment « Napoli » ?

— « Napoli » en personne.

— Et comment est-il ? l'avez-vous bien vu ? Allons, dites...

— Il commence à vieillir, il a les cheveux et la barbe poivre et sel, les épaules un peu voûtées, très robuste encore, le nez aquilin, les yeux verts, les mains énormes, une cicatrice sur la joue gauche...

— C'est lui ! c'est lui ! Vous y gagnerez la récompense de mille francs et moi mes galons de maréchal... Voulez-vous à boire ?

— Dites-moi plutôt comment faire...

— Voici — et le brigadier plissa le front — je vous exposerai mon plan ; mais... — il s'interrompit, saisi de scrupule — il est bien entendu que vous...

— Que moi ?... quoi ?...

— Prenez l'affaire au sérieux et ne me lâchez pas au dernier moment; d'ailleurs si vous bronchez d'une ligne, gare à vous !

Le vieux braconnier eut un sourire de mépris qui illumina toute sa belle physionomie un peu finaude, brûlée du soleil et ravagée par les fatigues ; puis il tira fébrilement de sa poitrine un petit médaillon noué d'un ruban et le mit brusquement sous les yeux du brigadier en disant :

— Regardez, voilà la garantie !

— La garantie ? quelle garantie ?

— Alors vous ne comprenez pas, vous n'avez pas encore compris que je ne fais pas l'espion ! Que je ne me soucie de rien, ni du brigand, ni des gens qu'il a tués, ni de la justice, ni de Dieu! Vous n'avez pas compris que je n'ai plus rien, que rien ne me touche plus, ni l'argent ni la peau, et que si je suis venu vous trouver, j'y suis venu avec un seul but : me venger! Si j'ai reçu le proscrit, c'est pour une seule raison : pour le faire arrêter, moi, moi-même, et pour qu'il sache ensuite que c'est moi qui l'ai fait prendre et qui l'envoie au bagne ; pour qu'il me voie bien lui rire en face quand on lui mettra les menottes... avez-vous compris maintenant?

Le brigadier, encore stupéfait, regardait fixement le portrait décoloré dans le petit médaillon de cuivre ; le braconnier poussa un long soupir et continua d'une voix plus sourde :

— « J'étais en Amérique et Concetta s'était engagée comme gardienne là-bas, au Castellaccio, quand Napoli, qui ne me connaissait pas, y alla pour voler. Elle entendit et descendit, comme elle était, en chemise et pieds nus, et elle reçut le coup de hache qui lui fendit la tête !

« Quand je revins, le crime était accompli! Napoli s'était ensuite jeté au maquis, il battait la maremme et en faisait de toutes les cou-

leurs. Je vendis le peu qui me restait et vins m'établir là-haut, avec mes économies. Pendant vingt ans je n'ai fréquenté personne, je suis demeuré seul comme un crapaud dans ma maison au bord du marais, dans un endroit bon, sauf votre respect, monsieur le brigadier, pour les sangliers sauvages, mais lui, « Napoli », changea ensuite de pays, parcourut la campagne romaine, assaillant, tuant, volant ; on ne l'attrapait pas, il était introuvable comme le loup de l'Amiata ; puis il disparut, on le crut mort... oh ! mais moi je le savais, voyez-vous, je le savais qu'il reviendrait ; je le savais, le cœur me le disait et j'attendais parce que j'avais fait un vœu que je renouvelais chaque soir avant de me coucher en mettant des fleurs devant le portrait de ma sainte ; et, finalement, il est arrivé et, cette nuit, je lui donnerai asile, moi ! dans ma maison ! comprenez-vous ?

— Mais lui ne vous connaît pas ?

— Il ne m'a jamais connu ! et comment pourrait-il imaginer que je suis là ! Comment est-il arrivé ici ,je n'en sais rien, c'est un miracle du ciel : il est tombé dans le piège et y restera... c'est certain !

Puis, les yeux luisants, Pirico se demanda : Comment ai-je pu me retenir ce matin ?

— Il n'aurait plus manqué que cela, hurla le brigadier, si vous l'aviez tué, j'étais perdu !

— Il s'en est fallu de peu ! je me suis fait violence, j'ai pensé : qu'est-ce que la mort pour un homme comme ça ? Une libération ! Au lieu qu'au bagne, enfermé entre quatre murs, seul avec ses remords, s'il en a, ce sera la mort lente, à petits coups, goutte à goutte, minute par minute, heure par heure ; il crèvera comme un chien... et je suis venu vous trouver.

— Et celle-ci, dit le brigdier rendant à Pirico son médaillon, celle-ci serait...

— Concetta, parfaitement.

— Mais lui, le brigand, où l'aviez-vous pêché ?

— Dans le maquis, monsieur le brigadier, au plus épais du maquis... pris au lasso, par une jambe, comme un renard, et je ne l'ai pas tué! Il p;araît qu'il est venu par mer, il n'a pas voulu me dire au juste où... il est muet là-dessus comme une carpe... mais il y vient, pourtant, il y vient et ce soir..

— Ce soir, il dîne chez vous?

— Et il y couche ! Je lui ai dit où est ma maison, il se rappelle l'endroit et y viendra...

— Nous verrons. J'arriverai vers minuit...

— Venez un peu plus tard...

— Avec deux hommes...

— Venez seul en avant, je vous en prie, laissez-les postés...

— J'imite le cri de la chouette...

— Il dormira... je me charge de le faire dormir... j'ai un vin...

— Vous m'ouvrez...

— Vous entrez sur la pointe des pieds, je vous conduis à son lit...

— Je lui pointe mon révolver sur le front...

Et, chuchotant à voix basse, les deux hommes descendirent l'escalier et arrivèrent à la porte de la petite caserne où, avec une poignée de main significative, ils se séparèrent.

*
* *

La maison de Pirico, une cabane à un étage, basse, sinistre, solitaire, s'élevait au confin du maquis, sur une pente maintenue toujours verte par l'humidité souterraine qui y faisait croître les herbages, les lichens et les mousses.

Un bout de champ transformé en potager, une petite étable délabrée, une niche pour abriter le féroce « Parana », souvenir de la lointaine Amérique, formaient les dépendances de cette propriété en miniature, de cet asile d'un misanthrope qui s'était choisi comme compagnons les bêtes sauvages, comme patrie la forêt, tout concentré dans sa douleur et dans son désir de vengeance, dédaigneux et solitaire, isolé entre deux barrières formidables : le maquis et le marais.

Quand le braconnier s'engagea sur la pente et que sa haute silhouette se profila sur le ciel nuageux, un vol de canards sauvages s'enleva bruyamment de l'eau et Parana bondit à la rencontre de son maître avec des marques de joie éperdue.

Pirico sursauta, il lui parut que tout son sang lui refluait au cœur avec une extrême violence; pour la première fois de sa vie la tête lui tourna et il glissa le long de la pente herbeuse. Il resta assis sur le bord, les jambes pendantes au-dessus du champ en contrebas, en face du marais silencieux. Le chien lui posa sa tête énorme sur l'épaule, cherchant à lui lécher le visage, mais il l'attira sur ses genoux, appuya son front à celui de l'animal, et, le tenant embrassé étroitement comme un frère, il murmura mille choses à son oreille velue. Le chien gémissait en remuant la queue comme s'il eût compris et quand ils eurent fini de discourir ainsi, tous deux, l'homme et la bête, semblaient avoir les yeux humides de larmes.

L'homme, finalement, se leva et entra péniblement dans la maison, toujours suivi du chien et là, commença de sangloter pour de bon.

Il allait et venait dans la chambrette basse, chargeant un énorme fusil de marais avec des plombs gros comme des pois; de temps en temps il s'interrompait pour essuyer, du revers de la main, les larmes qui débordaient de ses yeux sur ses joues hâlées, et en passant devant le portrait de Concetta encadré de fleurs sur la console de bois il le regardait comme pour lui demander courage.

Quand il eût chargé son fusil, il lia d'une courroie Parana qui fit entendre un aboiement de joie et de triomphe, sortit avec lui, l'attacha à un piquet sur le bord du marais, s'éloigna de quelques pas, et montrant au chien la ligne lointaine de l'horizon, lui dit : « Attention, hein!... »

Parana se retourna brusquement, regardant là-bas, vers le ciel sombre sillonné d'éclairs, les oreilles droites, une patte repliée sous le ventre, tout son grand corps immobile, et Pirico saisissant le fusil, visa avec précision et laissa partir le coup.

Le chien foudroyé, la tête fracassée, s'abattit sans mouvement sur l'herbe humide. L'homme lui lia la courroie au cou, l'enroula deux ou trois fois, chercha une pierre, fit un nœud coulant à l'extrémité du lasso, y passa la pierre et l'y lia fortement, puis poussa chien et pierre dans l'eau livide qui s'ouvrit et se referma avec un bref clapotis.

Sur le marais, le silence étouffant de l'ouragan prochain retomba, tandis qu'un vol de corbeaux épouvantés par la détonation tournoyait bien haut au-dessus des eaux mortes en croassant sinistrement.

Pirico, la tête basse, rentra dans la maison, ôta le portrait de la morte de dessus la console de noyer, le baisa, le cacha dans sa poitrine près de l'autre, jeta les fleurs au loin puis saisit un seau et sortit; il le remplit deux ou trois fois, lava les taches de sang au bord du remblai, puis laissant tomber à ses pieds le récipient qui roula le long de la pente herbeuse jusque dans le jardin, il demeura immobile, regardant sans voir, les yeux perdus dans l'immensité nébuleuse qui s'étendait devant lui.

Longtemps il demeura ainsi, comme si toutes les choses d'alentour lui fussent devenues étrangères et il ne s'aperçut même pas que le soleil descendait derrière la nappe d'eau blême, la teignant en son milieu d'une large bande vermeille.

Les énormes nuages, si bas qu'ils semblaient vouloir boire l'eau immobile, phosphorescente sous la lueur rapide des éclairs, devinrent violets, puis bleu foncé, puis noirs. Sur la solitude lacustre les éclairs s'affaiblirent, s'espacèrent ; au long des berges on entendit le rauque bavardage des grenouilles qui se répondaient d'une touffe d'herbe à l'autre, de nénuphar en nénuphar. Parfois l'une d'elles plongeait avec une sorte de rage et un petit « plouff » rapide et sourd. Les autres continuaient de parlotter sans se risquer à entonner le grand hymne de la nuit puisque la lune jaune n'apparaissait pas à l'horizon, barré de nuées de plus en plus menaçantes et obscures.

L'obscurité enveloppa toute chose comme un suaire opaque, un oiseau aquatique cria désespérément — d'où ? — le maquis s'agita longtemps avec un bruissement prolongé de feuilles, puis ce fut le silence impénétrable, absolu.

Les bêtes et les choses, terrorisées, attendaient, muettes, le déchaînement de la tempête qui couvait au-dessus d'eux et, dans le silence, l'homme croyait entendre encore le bavardage des grenouilles, distinct et strident, s'incruster dans son cerveau, tel qu'une phrase humaine répétée jusqu'à la satiété, jusqu'au délire.

Immobile, comme enraciné au sol, il était tout brutant, ses tempes battaient terriblement: devant ses yeux, dans l'ombre, des étincelles s'entrecroisaient ; il ne discernait même plus la lueur froide et vague qui séparait l'eau sombre du ciel sombre ; une brume cendrée voilait sa pensée et, dans cette brume, passaient et repassaient les deux êtres pour lesquels seuls il avait vécu jusqu'alors : Concetta, le chien...

*
* *

— Nom de nom! je vous croyais mort! allons compère, allons, buvez de ceci qui ressuscite les gens ! Venez à la maison ; qu'est-ce qui vous a pris de vous étendre-là avec cette fièvre ? j'ai eu du mal à vous trouver, savez-vous...

Le bandit, fort encore comme un chêne, aidait Pirico à entrer dans la maison, le soutenait solidement du bras gauche, tandis que de la main droite il s'efforçait de lui introduire entre les lèvres une gourde d'eau-de-vie de grain.

Rentrés, la porte et les fenêtres closes, Napoli alluma un lumignon, l'approcha du visage de son compagnon qui claquait des dents et le scruta jusqu'au fond des prunelles avec des yeux de flamme.

Le braconnier, sous l'action de l'atroce liqueur, reprenait des forces, ses joues se coloraient ; il se leva, titubant, jeta un fagot de sarments dans la cheminée en murmurant : — « Ce n'est rien, compère, rien de rien ; c'est la fièvre, voyez-vous, la fièvre de la maremme, qui m'a saisi tout d'un coup... cela passe, maintenant je vais mieux, n'y pensons plus ; aidez-moi à préparer le dîner ».

Napoli regarda son hôte bien en face, puis d'un mouvement dégingandé se leva, déboucla sa cartouchière, tira de sa ceinture un poignard et un révolver, et déposa le tout sur un siège.

Il ôta le fusil qu'il portait en bandoulière, une merveilleuse arme de Liège damasquinée, calibre 10, à la crosse recourbée, comme celle d'un pistolet. Il vérifia machinalement les ressorts des chiens qui claquèrent sèchement, et l'appuya dans un angle chargé et armé. Ensuite il s'affaira autour du feu.

Tandis que Pirico allait et venait avec le broc d'eau, les assiettes, les verres, deux flacons de vin, jetait une nappe blanche sur la table de chêne, partageait le pain dur à la croûte couleur de bronze, le bandit cassait les œufs dans la poêle où bouillait l'huile, prenait le pot de confiture des mains de son compagnon, le versait lentement sur l'omelette, la repliant avec la fourchette d'étain.

Une atmosphère champêtre enveloppait les deux rudes figures penchées vers d'humbles travaux, tandis que leurs ombres immenses passaient et repassaient sur les parois blanches qu'éclairait la lampe à trois flammes suspendue par une chaîne à la gueule d'un serpent de fer bizarrement contourné. Au dehors, l'eau ruisselait avec un bruit ample et majestueux, se déversant sur le miroir du lac et sur les broussailles de la forêt qu'on entendait, de temps en temps, secouer au vent sa grande crinière feuillue.

Le repas fut silencieux. Le braconnier et le bandit mangeaient le pain de leurs mains noueuses, se regardant de temps en temps à la dérobée comme s'ils ne se fussent pas encore bien étudiés l'un l'autre. Enfin, comme la première bouteille se faisait légère aux mains qui souvent la saisissaient par le goulot, et que les joues livides commençaient à s'empourprer d'un sang plus chaud, Napoli, le premier, rompit le silence.

— Compère, s'exclama-t-il, le verre tendu vers la lumière et regardant ses reflets du rubis — compère, si vous faites les choses sérieusement, vous devez me permettre quelques petites questions.

— A votre service, répondit le braconnier choquant son verre contre celui de Napoli.

— Eh bien, — reprit-il après avoir bu — comment se fait-il qu'un chasseur comme vous qui êtes... un peu en délicatesse avec la loi, qui habitez seul comme les bêtes féroces, n'ayez pas même un chien ? à sanglier, à lièvre, de berger, pas même un roquet pelé ?

Pirico se leva sans répondre, alla ouvrit un coffre, en tira deux colliers, les jeta sur la table :

— Voilà, dit-il, j'en avais deux, deux chiens hauts comme cela, fidèles, dressés, humains... et ils me les ont tués !

— Comment ?

— Qui sait ? Je n'ai plus rien, rien, rien ! excepté le courage, l'escopette et la volonté de me venger ! Compris ? J'ai besoin de courir le maquis de jour et de nuit sans faire de mauvaises rencontres, hein ? et puis quand ce sera l'heure, je file sur une barque et en route... vers la mer !

— Vous aussi! Vers la mer? La mer m'a emporté, mais c'est elle qui m'a rejeté par ici!.. Vous ne comprenez pas ?

Il songea un instant, puis fit un geste d'indifférence et saisissant la seconde bouteille, il versa distraitement dans les verres, en arrosant la nappe.

— En somme, continua-t-il, si vous faites les choses sérieusement il faut pourtant que vous sachiez qui vous avez chez vous, pas vrai? Bien ! Je suis de ces pays-ci, ou pas loin, et je viens... d'où je viens ne vous regarde pas, je vous dirai seulement que c'est une nostalgie à en crever qui m'a ramené ici ; et j'irai encore plus loin, où je suis né, pour me faire tuer. Parce que, vous entendez, hors des bois je suffoque, je meurs, mais je meurs de mille morts parce que... — et il se leva un peu théâtralement, les yeux pleins de l'orgueil de qui sait devoir produire un certain effet — je suis Napoli..., Napoli, le banni, ma tête est mise à prix mille francs et j'en ai tué une dizaine, voilà !

Il but d'un trait et reposa le verre sur la table d'un coup sec.

Pirico prit le flacon et versa à nouveau d'une main ferme, regardant fixement le bandit qui se rasseyait à califourchon, les coudes appuyés au dossier de la chaise.

Ils se turent un instant, pendant que le brigand bourrait sa pipe, jusqu'à ce que l'autre lui tendît une allumette allumée en disant :

— Napoli !... Vous êtes Napoli... ça va bien ! et vous en avez tué une dizaine ? Je veux le croire, puisque vous le dites... et votre tête est mise à prix mille francs... c'est parfait ; mais moi, je vous dis que cette maison est à vous comme à moi, et que quand il y a du danger, j'en suis, et je ne sais pourquoi vous voulez aller plus loin, comme vous avez dit, peut-être dans votre pays pour vous faire tuer... pourquoi ?

— Parce que, répondit le proscrit en baissant la voix, parce que j'ai un autre coup à faire...

Et, cligunant de l'œil, il s'enveloppa d'un nuage de fumée.

— Voyez-vous cela!... et... qui est-ce?

— Ceci ne vous regarde pas.

— Vous avez raison... Excusez.

— D'ailleurs... que m'importe de vous le dire ?... maintenant... donc, donnez-moi à boire et écoutez-moi... c'est une histoire qui se rattache à ma première affaire.

— Je comprends... quand vous avez tué le premier...

— C'est-à-dire quand j'ai tué la première...

— La première ? ah ! c'était... une femme ?

— Une femme.

Pirico, sans le vouloir, approcha sa chaise de celle du bandit qui continua, tandis que l'autre buvait pour se donner une contenance et commençait, lui aussi, de bourrer sa pipe...

— Elle s'appelait Concetta. Belle ! belle comme la Vierge du moulin faite de terre blanche et peinte. Elle avait un mari en Amérique, un garçon venu du dehors qui avait dû émigrer parce qu'on ne voulait pas le faire travailler sous prétexte qu'il était étranger... Vous savez... toujours les mêmes histoires...

— Je connais ça — dit brusquement Pirico en laissant tomber sa pipe et en se baissant pour la ramasser.

— Donc, elle était belle, seule... je venais de rentrer du service quand je revis cette belle jeune femme, sans son homme, et nous nous étions connus gamins... on avait été amoureux pour rire... enfin, on se rencontre un jour, on se retrouve le lendemain... on parle d'autrefois, on fouille dans les cendres et à force de tisonner, on rallume le feu éteint et on devient tous deux fous à lier... Qu'est-ce que vous avez? La fièvre vous reprend ?

— Rien... rien... j'ai l'habitude ; regardez, je bois par dessus... continuez !

— En deux mots j'ai fini; nous en étions arrivés à un tel point que nous avions décidé de fuir ensemble, Dieu sait où, loin, avant que l'autre ne revînt d'Amérique. Mais le principal manquait. Vous avez saisi : moi je n'avais ni feu ni lieu ; elle, était gardienne d'une villa dite le « Castellaccio », elle habitait là deux chambres à un bon kilomètre de la ferme et tressait la paille; elle se tirait d'affaire avec ce qu'elle gagnait ainsi et ce que lui envoyait le mari de temps en temps. C'était peu et, à nous deux, nous le dépensions en une nuit de ribote, enfermés dans la maison, la bouteille devant nous et en liberté...

— Ah ! dit Pirico d'une voix éteinte en cherchant fébrilement son verre sur la table — et cet autre...

— C'est toujours le mari qui paye, mon cher! mais buvez, pardieu ! où diable avez-vous pincé une pareille fièvre ?

— La nuit... à l'affût... continuez.

— La conclusion fut qu'on se mit d'accord pour dévaliser la villa, un beau soir, et puis... filer ! Mais les femmes ! Les femmes, mon cher, qui s'y fie est un imbécile qui ne mérite ni pitié ni miséricorde ; les femmes sont un engin plus dangereux à manier que le fusil ou le poignard. Elles brûlent et piquent. Voilà ! Elle me prenait pour un enfant et pour un crétin. A présent qu'elle s'était amusée, qu'elle était lasse de moi, elle ne savait qu'inventer pour me mettre joliment de côté. Alors elle inventa le vol, comprenez-vous ? et comme elle sut faire! Dans le pays on la croyait une « santificetur » et ils en auraient tous répondu sur leur tête !... et au contraire... au contraire... elle m'avait attiré dans un piège, et la nuit du vol elle m'attendait à la villa, en chemise, comme si elle dormait... mais avec le garde...

— Le garde ? !

— Oui, Raphaël, un grand benêt, haut de deux mètres, mais bon à rien, tandis que moi j'avais le sang chaud dès avant de l'avoir gâté, et elle ne s'attendait pas à ce que j'aille au rendez-vous avec ma cognée à la ceinture.. eh ! mon cher ! on ne sait jamais et ce soir là la cognée me fut utile ! quand je le vis, lui, au haut de l'escalier, le révolver en joue qui me disait : halte ! tandis que sous prétexte de m'embrasser elle me tenait serré, je devins comme un lion, je la saisis par les cheveux, je la jetai à mes pieds et... vlan ! un seul coup ! Lui? il ne tira même pas. Il croyait que je me serais jeté à genoux, il le croyait !.... au contraire... à peine vit-il le sang qu'il se laissa glisser par une fenêtre du premier étage et fila à travers le parc ; et le matin suivant, motus ! tous muets! Le mari était revenu et l'avait trouvée morte, as-

sassinée... cette perle, cette sainte, cet ange, pour défendre le bien des patrons ! ah ! ah ! ah ! ah !

Et Napoli rit d'un mauvais rire en vidant pour la centième fois son verre. Puis se levant d'un bond et saisissant le fusil.

— Il y a vingt ans que j'attends : maintenant c'est le tour de l'autre... allons au lit.

— Arrêtez-vous — dit Pirico hors de lui, se levant aussi — arrêtez-vous...

— Qu'avez-vous, s'exclama le proscrit en regardant à nouveau fixement son hôte... qu'y-a-t-il ?

Pirico, le doigt sur la bouche, lui fit signe de se taire ; il se dirigea vers le mur, prit son escopette et commença de la charger lentement, les mains tremblantes.

— Mais que faites-vous, pardieu ! êtes-vous fou ?

— Taisez-vous, je vous en prie, et restez aux écoutes...

Ils se turent. Dehors le vent hurlait follement puis se calmait en de longues trêves. Toute la forêt sifflante se tordait en des spasmes lamentables pour s'assoupir ensuite dans une molle langueur et l'eau avait cessé de tomber ; on entendait, durant les accalmies, l'égouttement rapide des tuiles dans les flaques.

— Courage et sang froid ! dit Pirico d'une voix sourde, méconnaissable, et excusez, je vous en prie ! Si nous en réchappons cette nuit... je me charge de l'autre !

Le brigand le regarda, fit un mouvement avec son fusil, se contint, murmurant :

— Mais est-ce que vous... peut-être...

— Oui, c'est moi! malheureux, je suis le mari de Concetta et je vous ai dénoncé aujourd'hui !... les voilà ! silence !

Il éteignit la lumière et doucement, doucement ouvrit la fenêtre basse. Un souffle glacé emplit la chambre obscure : dehors, dans la déchirure d'un nuage, s'allumait et s'éteignait une lointaine étoile. Le vent se taisait. Le sifflement léger, monotone, de la chouette résonna deux fois dans la paix profonde.

Le braconnier se serra contre le bandit, lui heurta à peine le coude, puis les deux hommes tenant en joue leurs armes chargées avec des yeux dilatés qui s'efforçaient de pénétrer l'obscurité, muets, féroces, attendirent.

Ferdinando Paolieri.

(Traduit de l'italien par Maurice Vaussard).

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA DÉSAGRÉGATION DE L'ALLEMAGNE ET LA QUESTION DE L'EUROPE CENTRALE

La ferme politique de M. Poincaré a valu à la France et à la Belgique, sinon à la communauté incertaine et vacillante des Alliés, un incontestable succès. L'abandon de la résistance passive vaut dans le monde entier, au gouvernement de la République et à son président du Conseil, un accroissement de prestige qui sans doute ne sera pas sans influence sur la suite des événements. Mais comme M. Poincaré a pris soin de le déclarer lui-même cette victoire n'est pas définitive, et le moment n'est pas venu d'entonner l'hymne du triomphe ; et sans aller jusqu'à dire comme le font certains adversaires du gouvernement que c'est une victoire à la Pyrrhus, il ne faut pas négliger de se rendre compte de sa relativité.

L'Allemagne est vaincue, une fois de plus, mais on ne sait encore ce qui sortira des convulsions où sa défaite l'a fait tomber. Lord Curzon, dont la mauvaise humeur a quelque chose de comique, assure que cette défaite même rend plus improbables que jamais les réparations que la France et la Belgique attendent avec tant d'impatience, d'autres soutiennent que de cet excès de l'humiliation de la nation allemande pourrait bien sortir la guerre.

Le fait est que le chaos allemand est extrême. Dans le domaine du Reich tout n'est que désordre et confusion et il est presque impossible de déterminer dans quelle voie son instinct va pousser ce peuple désarticulé et désaxé. Les nationalistes dans leurs écrits et dans leurs discours ne cessent d'évoquer les souvenirs de la fièvre patriotique de 1813, mais trouve-t-on aujourd'hui rien de semblable aux grands sentiments qui animaient Fichte dans ses discours à la nation allemande? Du moins ils pouvaient dans une grande partie de l'Allemagne, trouver un écho unanime. Ces sentiments certes, ils existent dans les cadres de l'ancienne armée, de l'ancienne administration, chez ceux qui ont tout perdu à la chute de l'Empire et aussi dans cette jeunesse universitaire qui atteignit l'âge d'homme au moment de la défaite et qui a vu s'écrouler le plus grand rêve de domination qu'une race ait conçu, sentiment légitime et dont on ne saurait sans injustice méconnaître la grandeur, mais comment soutenir qu'il trouve un écho dans

les masses quand on constate l'atonie et le découragement, l'indifférence qui s'est emparée des populations de la Ruhr et la confusion d'esprit qui règne dans tout l'Empire.

Dans *Par delà le Bien et le Mal* Nietzsche écrivait : l'âme allemande a des galeries et des couloirs, des cavernes, des cachettes, des réduits. L'Allemand est à son aise parmi les voies furtives qui conduisent au chaos... Les Allemands ont ceci de particulier qu'on a rarement tout à fait tort lorsqu'on porte un jugement sur eux.

Le fait est qu'ils ont l'air de s'accommoder du désordre dans lequel ils vivent puisqu'ils ne font rien pour en sortir.

Ceux qui parmi nous estiment que la question de sécurité doit primer la question des réparations se sont effrayés de cet esprit de haine et de remords qui se développe de plus en plus dans les classes dirigeantes et intelligentes de l'Allemagne qui aspirent à la dictature. Mais si cela se conçoit, comment admettre la possibilité d'une dictature s'imposant à toute l'Allemagne quand on se trouve en présence d'une Bavière monarchiste, d'une Saxe communiste, d'un Wurtemberg modéré, d'une Prusse sociale démocrate? quand on voit un gouvernement dont le président est un ancien ouvrier sellier, jadis marxiste et le chancelier un disciple de Bismarck. L'aspiration de l'élite allemande à la dictature et à la revanche est incontestable et nous serions impardonnables de ne pas en tenir compte, mais pour le moment l'impossibilité d'organiser cette dictature d'une façon durable saute aux yeux. M. Stresemann est certainement un homme d'une tout autre envergure que son prédécesseur Cuno. Les circonstances semblaient favorables à l'établissement de son pouvoir dictatorial puisqu'il avait été appelé à la chancellerie pour liquider les faillites de la résistance passive que tout le monde reconnaissait, il n'en a pas moins échoué dans sa première tentative. Qu'il recommence il échouera encore et si l'on écarte l'éventualité d'un ressaisissement de l'opinion qui semble bien improbable, ses successeurs échoueront de même. La dictature en effet n'est possible aujourd'hui que si elle est soutenue par un sursaut du sentiment national comme celui de 1813. Or, ce qui a provoqué le mouvement national de 1813 auquel la puissance napoléonienne a succombé, ce fut l'éveil de la race, phénomène nouveau, dont la brusque éclosion avait été provoquée par la domination de l'étranger, mais qui était due à l'exemple national donné par la France. Il eut quelque chose de spontané, mais s'il a pris corps, s'il a pu vaincre, c'est que dès ce moment il avait pu se grouper autour d'une cellule centrale extrêmement vigoureuse et que la défaite d'Iéna n'avait pas détruite : la Prusse des Hohenzollern. Il est parfaitement exact que la race allemande — l'Allemagne est peut-être le seul pays où le mot race exprime une réalité — aspire, à la domination, mais pour satisfaire cette aspiration toujours confuse elle a besoin d'être guidée, encadrée, commandée. « En 1911, disait M. Etienne Fournol, dans la remarquable conférence qu'il donnait, le 29 janvier 1923, à la Société des anciens élèves de l'Ecole libre des sciences politiques (1), l'Allemagne s'est dressée à la face de l'univers et l'a sommé de se soumettre non seulement à ses armes, mais à ses lois et à son esprit, prétention dont l'impudence et la naïveté nous parurent aussitôt monstrueuses et nouvelles aussi. Mais il est des peuples qui n'en furent nullement surpris, ce sont ceux de l'Europe centrale qui connaissent bien depuis des siècles cette dure chanson. L'Allemand ne prétendit à l'hégémonie mondiale qu'après avoir établi son hégémonie sur le Mittel Europa ; il n'imagina sa supériorité universelle que parce qu'il l'avait d'abord imposée autour de lui. Les Allemands ont toujours eu à l'égard de leurs voisins slaves, de l'Orient et du Midi, les mêmes sentiments que les compagnons de Charlemagne et de saint Boniface avaient à l'égard de l'Allemagne elle-même. Ils se sont d'abord convaincus eux-mêmes de la supériorité de leur race sur ces peuples inférieurs, promis par destination naturelle ou divine à la colonisation germanique. Si ces peuples avaient une culture propre ils l'ont étouffée ou confisquée par leur système militaire, scolaire, administratif, ils ont subjugué ces peuples pour les attacher au char du Germanisme, ils ont fait du Tchèque un contremaître, du Croate un soldat au service de leur empire. Lorsqu'ils ont agrandi à l'échelle de l'univers cette doctrine de la supériorité ethnique, lorsqu'ils ont porté jusqu'aux limites de la planète l'arrogance de cette prétention, pour eux simple et naturelle, vous avez été brusquement épouvantés, vous auriez été moins surpris si vous aviez seulement observé l'histoire politique de l'Europe centrale dans les trois derniers siècles ».

Lumineuses observations, mais cette supériorité ethnique dont les Germains avaient la conviction intime, n'a pu s'affirmer et se réaliser que parce qu'elle a été concrétisée et systématisée par deux dynasties et deux administrations d'abord hostiles puis unies, la dynastie des Habsbourg et l'administration autrichienne, la dynastie des Ho-

(1) Les Problèmes de l'Europe centrale, Conférences organisées par la Société des anciens élèves et élèves de l'École libre des Sciences politiques (Félix Alcan, édit.).

henzollern et l'administration prussienne. Or, le grand résultat de la victoire a été de faire disparaître à jamais la dynastie des Habsbourg et la dynastie des Hohenzollern. Les Habsbourg ont disparu de l'histoire et leur administration qui était très forte et très savante ne leur a pas survécu. On nous parle quelquefois de la possibilité d'une restauration des Hohenzollern ; c'est une illusion, le passé ne se refait pas. Quant à l'administration prussienne, elle est en pleine décomposition.

* * *

Allons-nous donc assister à la désagrégation de l'Allemagne bismarckienne et à la reconstitution des petits États allemands d'avant 1870, « des Allemagnes », comme dit M. Jacques Bainville? Nous n'avons pas osé imposer cette politique en 1919, d'abord parce que nous nous heurtions à l'idéologie wilsonienne et aux promesses solennelles que le président des États-Unis avait faites à tous les peuples, aux Allemands aussi bien qu'aux autres peuples et, ensuite, parce que cette formule politique apparaissait aux hommes qui ont fait ou inspiré le traité de Versailles comme un anachronisme ; elle était en contradiction avec ce principe de la philosophie de l'histoire généralement enseigné, que tous les peuples tendent à l'unité et que l'État-nation est la formule des sociétés politiques. Le principe des nationalités, ou, pour employer la phraséologie nouvelle, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était valable quand il s'agissait de désagréger l'Autriche-Hongrie ; il ne l'est plus quand il s'agit de désagréger l'Allemagne. Aux jurisconsultes, aux théoriciens du droit international, aux élèves de l'Ecole libre des sciences politiques dont l'esprit règne dans tout le perpersonnel diplomatique, il est difficile de concevoir que l'Allemagne ne forme pas une nation mais un ensemble de nations, ayant le même sang, la même race, la même culture. Selon la formule de Renan, n'était-il pas incontestable en effet que l'Allemagne est une nation au même titre que la France, l'Angleterre ou l'Italie?

Il serait tout de même d'une singulière ironie que la force des choses démontrât que ces principes n'ont décidément rien d'universel et que l'Allemagne elle-même, par l'impossibilité de se reconstituer, arrivât à créer l'État d'anarchie organisé dont notre sens des réalités politiques n'est pas arrivé à imposer la nécessité à notre esprit juridique. C'est que le moment semble venu où les principes doivent être rangés dans la catégorie de l'idéal. Il s'agit avant tout de vivre et d'assurer à l'Europe la paix et la tranquillité dont elle a besoin pour se refaire. Il s'agit surtout de lui donner l'impression que cette paix et cette tranquillité seront durables, car les troubles économiques et le désarroi moral qui règnent actuellement dans toute l'Europe ont avant tout pour origine le sentiment de l'éphémère. Si l'on dépense trop, si l'on veut jouir trop vite, c'est que l'on a partout l'impression que rien ne dure, que rien n'est certain, que toutes les fortunes, toutes les entreprises, tous les États sont à la merci d'une bourrasque comme celle de 1914. Il est très important que l'Allemagne ou les Allemagnes payent les réparations et soient rendues responsables du déficit laissé par l'Empire défunt, mais il est plus important encore que nous soyons assurés de ne pas avoir à faire face à une guerre de revanche ou une mobilisation générale de tous les éléments de désordre qui subsistent dans l'Europe centrale. C'est pourquoi, quel que soit l'accroc que cette solution donne à nos principes de droit international et à nos conceptions de la philosophie de l'histoire, il faut envisager avec plaisir la désagrégation possible du Reich. Après tout, les Allemands vivaient heureux dans leurs petits États d'avant 1866 et n'est-ce pas alors, alors seulement que leur culture, leur fameuse culture, fut vraiment brillante?

* * *

Et pourquoi, en effet, la partie de l'Europe où le sceptre allemand était tenu par les Hohenzollern ne supporterait-elle pas le régime dont on a doté la partie de l'Europe où le sceptre allemand était tenu par les Habsbourg? C'est que, nous dit-on, l'ancien empire d'Autriche-Hongrie était fait d'une marquetterie de peuples ; il avait imposé son administration unique, ou plus exactement son administration dualiste à une infinité de nationalités qui étaient vraiment des nationalités, ou du moins des minorités nationales qui tendaient à rejoindre le groupement ethnique dont elles faisaient naturellement partie. Il devait fatalement se dissoudre et les traités de Versailles et de Saint-Germain n'ont fait que consacrer une situation déterminée par la nature et l'histoire. Et de fait, les grandes puissances qui ont dicté ces traités n'étant pas directement intéressées, ont pu s'efforcer, le plus loyalement du monde, de faire régner la justice politique dans des pays qui avaient toujours été gouvernés par la raison d'État, dans ce qu'elle a de plus brutal. Certes, elles n'y sont pas parvenues tout à fait — toutes les créations humaines sont imparfaites ; — l'Autriche-Hongrie expirante, mauvaise fée malicieuse, a légué aux États successeurs la question des minorités, qui est un poison analogue à cette

question des nationalités dont elle est morte. Mais quoi? Les peuples ne se prêtent jamais aisément au découpage logique que veulent leur imposer les politiques; les nécessités de l'économie et de la géographie ne coïncident pas toujours avec les nécessités de l'ethnographie; ce n'est pas la faute de nos diplomates si, il y a des siècles, au temps des grandes invasions, les groupements de peuples se sont enchevêtrés les uns dans les autres, au point qu'il est impossible de faire passer entre eux une frontière tout à fait raisonnable. Somme toute, la nouvelle carte de l'Europe centrale fut un beau travail politique et diplomatique

C'est ce qui ressort très nettement de la série de conférences organisée au cours de l'hiver dernier par la Société des anciens élèves et élèves de l'Ecole libre des Sciences politiques, et dont les textes viennent d'être réunis en volume. On y entendit quelques-uns des maîtres de la science politique, comme M. Louis Eisenmann, Emile Bourgeois, Etienne Fournol, Gaston Bourniols, Henri Lorin, et chaque conférence fut présidée et commentée par une personnalité politique ou diplomatique ayant été mêlée aux événements : MM. Georges Leygues, ancien ministre des Affaires étrangères, le général Weygand, MM. Jules Camban, Dumaine, Charles Laurent, ambassadeurs de France. Tous les problèmes qui se posent en Europe centrale furent examinés avec autant d'indépendance que d'élévation et rien ne montre mieux que la lecture de ces essais la part que la France a prise dans ce remarquable effort vers la justice et l'équilibre politique. De funestes souvenirs, de terribles rancunes divisaient et divisent encore ces peuples de l'Europe centrale. Peut-être a-t-on cédé un peu trop facilement à ceux qui s'étaient jetés les premiers dans nos bras. Peut-être a-t-on fait payer trop cher à la malheureuse Hongrie l'appui qu'elle a donné à la politique des Habsbourg qu'elle avait jadis si vaillamment combattue. Mais ils vivent librement, ces peuples, ils se développent selon leurs lois propres, et des nécessités économiques qui leur sont souvent communes leur imposent de vivre en paix. Le XIXe siècle a cru que la forme politique idéale était la formation de grands États nationaux : ne semble-t-il pas que l'avenir soit à des unités plus réduites, mais solidement constituées? On nous dit que les Allemands, tous les Allemands forment nécessairement une nation, parce qu'ils parlent tous la même langue. Mais si l'on admettait cette thèse, on reconnaîtrait la légitimité du pangermanisme et l'État allemand s'étendrait bien au delà de ses lignes actuelles. On a tiré argument, en faveur de l'unification du Reich, de l'unité de culture, mais on voit bien aujourd'hui que cette culture était assez artificielle, que c'était la culture prussienne érigée en culture d'État. La vraie culture allemande, celle qui, jadis, a constitué un élément précieux de la civilisation européenne, est singulièrement diverse. Pourquoi le régime de l'Europe centrale ne leur conviendrait-il pas? Au lendemain de la victoire, l'idée de la dislocation de l'Allemagne bismarckienne n'était défendue que par des publicistes indépendants. Elle paraissait absurde ou monstrueuse aux hommes d'État. Sans doute n'était-elle pas mûre. On dirait que les Allemands eux-mêmes vont nous l'imposer.

Louis DUMONT-WILDEN.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

UNE ENQUÊTE SUR LA JEUNE LITTÉRATURE

Qui donc déclarait que la jeunesse est ingrate, et surtout la jeunesse littéraire? On a connu des générations irrespectueuses envers les maîtres, promptes à secouer le joug de l'admiration, et à renier les influences les plus certaines. On a connu des générations présomptueuses, ivres d'indépendance, un peu folles, et capables de scandaliser par leur audace les « pontifes »... Tel n'est pas le cas de la jeunesse d'aujourd'hui; il n'y a plus de pontifes; il n'y a plus que de bons génies dont on suit pieusement les traces : les maîtres sont les maîtres; on les encense, on prétend s'inspirer de leurs ouvrages; on les juge avec bienveillance, mieux, avec humilité, et peut-être quelque discernement.

Les sympathiques jeunes gens!

Une jeunesse équitable, nous possédions une jeunesse équitable et ne le savions pas : MM. Pierre Varillon et Henri Rambaud nous l'apprennent, et pour que nul n'en ignore, ils enregistrent les déclarations circonstanciées de nos débutants de Lettres, et leurs attestations de loyalisme, et leurs serments de filiale obédience. Cette « enquête sur les maîtres de la jeune littérature » est prodigieusement édifiante. Elle réhabilitera aux yeux des esprits timides un âge longtemps calomnié, et que l'on

(1) Pierre Varillon et Henri Rambaud. Enquête sur les maîtres de la jeune littérature (1 vol. Bloud, édit.).

imagine volontiers turbulent. Elle rassurera les âmes inquiètes qu'un certain Dada avait épouvantées. Grâce à Dieu, et au prestige incontesté de quelques œuvres, notre littérature n'est point menacée d'une révolution violente; notre littérature continue sous les auspices de la trinité Barrès, Bourget, Maurras. Une divinité en trois personnes — que nos jeunes gens rangent au même plan sur leurs autels — préside aux destinées littéraires de la France d'aujourd'hui et de demain.

Ces jeunes gens ont des maîtres : quelques-uns en ont trop; à les en croire, leurs quartiers de noblesse seraient quasiment innombrables; ils affichent des parentés illustres; ils font le trust des grands hommes et revendiquent en bloc un fantastique héritage. Seraient-ils après tout dupes de leur modestie? Chargés de tant de reliques, ne cherchent-ils pas à nous éblouir? S'éblouissent-ils eux-mêmes?

Tout cela est inattendu; cette jeunesse nous étonne par l'étalage de vertus que ses devancières n'avaient point accoutumé de pratiquer. Peut-être vaut-il la peine d'éclaircir ce petit mystère?

* * *

M. Pierre Varillon et Henri Rambaud posaient les questions suivantes :

1° *Quels sont les maîtres à qui vous devez le plus et pourquoi?*

2° *Quelles influences vous paraissent devoir commander les directions de la littérature contemporaine, et que pensez-vous notamment de l'épuisement ou du renouvellement possible des genres traditionnels?*

Ils ont interrogé deux douzaines de romanciers, quelques poètes, auteurs dramatiques et critiques. Or je ne dis pas qu'ils l'aient fait exprès ni qu'ils aient comploté une machination; leur bonne foi est évidente, leur sincérité manifeste; mais enfin des sympathies, obscures ou avouées, ont guidé la plupart de leurs choix. Je ne leur reproche pas d'avoir choisi ces romanciers et ces poètes, mais d'avoir limité leur enquête à un nombre trop restreint d'écrivains qui ne peuvent prétendre représenter toutes ni même peut-être les plus originales tendances de notre jeune littérature. S'ils ne se sont point appliqués à rechercher les bons élèves — les noms de Salmon, Pourrat, Benjamin Crémieux et Cocteau entre autres nous le prouvent surabondamment — une sorte de hasard providentiel a élu pour eux les plus disciplinés d'entre les jeunes. Et c'est ainsi que le sens principal de cette enquête se résume en un hommage aux maîtres — hommage fort légitime en soi, mais qui ne nous renseigne que très partiellement sur les ambitions complexes et d'ailleurs contradictoires de nos futurs grands hommes.

MM. Varillon et Rambaud n'ont exploré qu'un canton de notre jeune littérature; l'effort est méritoire; on ne l'accueillerait qu'avec des louanges, s'ils avaient mieux marqué le caractère particulier et en quelque sorte local de leur pittoresque voyage. Leurs conclusions peuvent être justes en ce qui concerne un groupe d'écrivains : elles ne valent point pour l'ensemble de la jeunesse littéraire; elles ne nous permettent pas même de mesurer le degré d'importance et la valeur relative des déclarations qu'ils ont rassemblées.

Ce dernier point mérite particulièrement d'être retenu : les correspondants de MM. Varillon et Rambaud — la majorité d'entre eux — participent à une sorte d'apothéose de la littérature d'avant 1914; de tels triomphes peuvent-ils être durables? Le mouvement naturel de la vie les condamne à l'instabilité. Les maîtres ne sont égalés que par de robustes novateurs; ils le savent; un Barrès invite la jeunesse à ne renier aucune des suggestions du présent, aucune des chances de l'avenir; un Maurras écrit : « il ne faut pas que l'apparence de réalisations trop heureuses occupe les voies trop longtemps », et encore : « la méthode qui me sembla toujours la mieux accordée aux lois de la vie, l'empirisme organisateur, n'a jamais délivré un quittus général au « bloc » de ce que les Pères ont fait ». Le créateur qui orientera prochainement notre littérature aura subi des influences : il ne sera pas un disciple. Les pieuses réponses que nous révèlent MM. Varillon et Rambaud n'éclairent point les lendemains d'une brillante période à son apogée; elles nous inquiéteraient plutôt s'il n'était permis de supposer que l'émotion des plus éloquentes trahît l'imminence d'un adieu.

N'en découvrons-nous pas l'aveu dans cette constatation plusieurs fois répétée au cours de l'enquête que les admirations, voire les prédilections littéraires ne supposent ni docilité excessive ni même acceptation d'un enseignement quelconque? Tel écrivain préfère des auteurs auxquels il ne doit presque rien. Parfois l'écart est si grand entre les œuvres qu'un trop pompeux étalage de gratitude fait sourire. M. François Mauriac nous en avertirait charitablement si nous ne nous en avisions nous-mêmes. Comment ne pas goûter la franchise ironique de ce petit morceau? « Il serait amusant de corriger la liste des maîtres que nos jeunes confrères s'assignent en toute bonne foi. Il n'est pas bon que nous choisissions nous-mêmes nos ancêtres,

parce qu'alors nous prétendons tous à la cuisse de Jupiter. J'imagine Bourget, Barrès et Gide en leurs cabinets, Balzac, Stendhal et Beaudelaire sous les myrtes immortels, se répétant après avoir lu notre enquête, le vers de Booz :

Se pourrait-il, Seigneur, que ceci de moi vînt!

et je crois voir le spectre de Paul Féval (ce charmant auteur de France trop dédaigné et si supérieur au mulâtre Dumas) accuser Barrès et Bourget de détournement d'enfant. C'est vrai qu'un romancier peut, dans son particulier, professer la doctrine Bourget-Barrès-Maurras, sans que ses livres en reflètent rien, et qu'une œuvre, que littérairement nous portons aux nues, souvent ne déteint pas sur notre vie intérieure... »

MM. Varillon et Rambaud ont posé une question insidieuse ; ils ont tendu un piège où sont tombés candidement plusieurs de leurs correspondants. Quel état pouvons-nous faire de semblables confessions, plus sincères parfois que véridiques? Où est la vérité? Chaque cas particulier appellerait un examen sévère. Telle quelle, et prise en bloc, cette enquête est très propre à nous égarer. Nous n'en accepterons les conclusions que sous bénéfice d'inventaire.

Ceux de nos jeunes gens qui se réclament d'une trop nombreuse ascendance ne nous apprennent rien : de Rabelais et de Montaigne à Anatole France, de Ronsard à Henri de Régnier et Maurras, une longue lignée d'œuvres impérissables ont fleuri sur le sol de France ; le rayonnement qui s'en dégage éclaire notre atmosphère qu'un jeune Français respire dès sa naissance ; énumérer les plus hautes et les plus brillantes, c'est proclamer sa nationalité, ce n'est rien de plus.

Quant aux maîtres vivants, ceci encore est à considérer : MM. Varillon et Rambaud ont interrogé une jeunesse heureuse et que les circonstances favorisent étrangement : ces jeunes auteurs n'ont point eu à soutenir les luttes où parfois s'épuisèrent leurs aînés ; à peine nés à la littérature, la notoriété les accueille. Rivaux par le succès de leurs grands devanciers, pourquoi leur ménageraient-ils les témoignages de courtoise révérence?

Nos mœurs littéraires sont souvent si fâcheuses qu'on se réjouira volontiers de cette attitude nouvelle de la jeunesse.

Cet échange de politesses — car les maîtres vivants apportent leur contre-partie à l'enquête, et les pages de Barrès et de Maurras demeurent les plus séduisantes, littérairement, de ce livre — ces congratulations réciproques ont-elles un autre sens? Elles témoignent que l'éternelle querelle des anciens et des modernes s'est soudain apaisée ; nous la voyons s'atténuer, et presque disparaître dans l'effusion des compliments mutuels... Et le sort de notre future littérature demeure sur les genoux des dieux.

* * *

Un jour viendra où la critique tentera de définir le retentissement des grandes œuvres contemporaines. Que subsistera-t-il des monuments élevés par Barrès, Bourget et Maurras? En vérité il est trop tôt pour se le demander — et d'autant plus que leur architecture continue de se développer sous nos yeux. Certes nous voyons bien que le romantisme de Barrès demeure vivant ; nous lui savons gré de défendre les privilèges de l'art et de n'admettre pas que la fantaisie et la poésie échouent dans une bastille théologique ; certains jeunes auteurs ont subi la puissante étreinte de Maurras ; on peut s'y dérober, discerner les parties de chimère que ne dissimule pas sa dure doctrine, et cependant goûter les pures cadences élyséennes dont il a retrouvé le secret, voire témoigner une sincère gratitude à sa critique de la vie et des idées contemporaines ; l'influence de Bourget est moins aisément définissable ; M. Henri Massis assure que les jeunes romanciers lui sont surtout redevables d'utiles leçons techniques.

Tout cela, c'est le présent : l'avenir proche demeure impénétrable, et l'on ne saurait dire que l'enquête de MM. Varillon et Rambaud annonce le plus petit rayon de l'aube future.

Cette aube, l'une des réponses à l'enquête, la présage splendide. M. Benjamin Crémieux néglige délibérément les maîtres d'hier et d'aujourd'hui ; son radicalisme rejoint celui de M. Henri Massis aux yeux de qui les maîtres illustres avant 1914 se survivent. M. Benjamin Crémieux est critique en même temps que romancier ; est-ce le critique qui prophétise si lyriquement l'éclosion d'une éclatante littérature aux environs de 1930?

Nous voici aux hypothèses. Voulez-vous donc — Maurice Barrès s'en défend — que l'on vous dise la bonne aventure?

Méditons plutôt ce billet du sage André Gide :

« *L'exemple de Proust et de Valéry me permet de penser que les plus importants et intéressants jeunes hommes d'aujourd'hui ne laisseront connaître leur valeur que dans quelque vingt ans d'ici. Et ceci me rassure un peu — mais me retient aussi de répondre à votre question, malgré le désir que j'ai de vous être agréable.*

« *Veuillez donc m'excuser.* »

Lucien MAURY.

L'HISTOIRE

COMMENT ON MANQUE UNE BELLE CARRIÈRE

Que Jean-de-Dieu Raymond de Boisgelin de Cucé, « bachelier sorbonique » et prieur de Sorbonne, licencié en droit canon, grand-vicaire de Rouen à 24 ans, abbé de Vauluisant, official de Pontoise et du Vexin français (sorte de vice-évêque) à 28 ans, évêque de Lavaur à 32, archevêque d'Aix à 38, pourvu des abbayes de Saint-Maixent, de Saint-Gilles et de Chaalis, puis en 1802 archevêque de Tours et cardinal, ait manqué sa carrière, c'est ce qui n'apparaît pas d'abord à l'énumération de ses titres. De ses titres ecclésiastiques, s'entend. Ces titres, au surplus, M. l'abbé Lavaquery, dans les deux volumes qu'il consacre à son héros, clairement distribués, écrits d'une langue lumineuse, présentés avec un extrême agrément, d'une critique et d'une érudition également sûres, ne s'applique guère à les faire « mousser ». Boisgelin a été d'Eglise gallicane. Or, cette Eglise, M. Lavaquery nous la montre mise alors en grand péril par les attaques des « philosophes », discréditée par les interminables querelles jansénistes, privée d'appuis essentiels par l'expulsion des Jésuites et la décadence accélérée des ordres religieux. Elle n'est plus qu'un « grand organisme, majestueux et affaibli », que la « prudence quelque peu séculière » de Saint-Sulpice ne réussit pas à galvaniser, et dont la représentation officielle, les Assemblées du clergé, tout absorbées par la gestion du temporel, « n'offrent plus rien de vivant ». L'auteur est informé, et il faut l'en croire. Notons pourtant que, jusqu'à la fin du siècle, « la force d'usages et de traditions séculaires associe à tout événement important une fonction religieuse ». Ordre d'Etat donc, cette Eglise du XVIIIe siècle, et corps social usé comme les autres, si l'on veut ; mais aussi communauté d'esprits à ce point emmêlée à la vie nationale qu'ayant côtoyé l'abîme où sombraient Parlements, Cours supérieures, gouvernements et Intendances, elle allait se retrouver en peu d'années renouvelée par la Révolution et rajeunie. Autrement, pensez-vous qu'y auraient suffi les artifices d'un Concordat ?

Haut dignitaire de l'Eglise, c'est un fait que Boisgelin a souhaité d'autres distinctions. Celles du bel esprit ? Assurément. Car il est de son temps. Bien apparenté (la famille, d'abord de robe, mais d'épée depuis plus d'un siècle, détient l'une des neufs baronnies qui confèrent la présidence aux Etats de Bretagne), doué d'un goût très vif pour la vie de société, fréquentant chez Mme du Deffand et chez Julie de Lespinasse, assuré d'un grand accueil chez les Beauvau, les Poix et les Choiseul, comment s'étonner qu'il ait, autant et plus qu'un autre, subi, avec délices, l'ascendant des rois de l'opinion, les gens de lettres parisiens ? Il est l'hôte des salons où les réputations se consacrent, ceux de sa nièce de Gramont, de Mme de Liancourt, de Mme Necker, qui aime les « sententieux » et ne déteste pas chez lui l'humeur « métaphysique ». S'il professe qu' « il faut écrire comme Racine et Jean-Jacques et parler comme Voltaire écrit », c'est qu'il vit au temps de Delille et de Saint-Lambert, de Barthélemy et de Bernardin et qu'il envie leur renommée. Enthousiaste aussi, d'un enthousiasme réfléchi, et pour la Grèce, et pour la science, dont les premières merveilles intriguent par leur prétendu mystère, mais non point pour un Mesmer qu'il devine un charlatan. Cet esprit équilibré se dit amoureux de la poésie (et même poète), mais de la « poésie-délassement », et il sacrifie à cette muse pédestre, plus connaisseur en Ovide qu'en Virgile, attardé autour d'un *Temple de Gnide*, traducteur de ces *Héroïdes* dont s'armera l'austérité de Talleyrand pour lui faire manquer l'archevêché de Paris. Critique pénétrant, il l'est de ses propres vers, de son *Art de juger par l'analyse des Idées*, qu'il n'ose avouer en face d'un Condillac, — et aussi de ces grandes œuvres (même de l'*Encyclopédie* qu'il tient cependant sous sa main) devant lesquelles s'incline le siècle. Dans l'*Essai sur les mœurs*, il dénoncera le parti-pris de l'information et la composition lâchée. D'un autre « historien », il pense : « Quelle est cette fatale nécessité de suppléer toujours ce qu'on ignore ? » Et voici l'*Esprit des Lois* qu'il a voulu commenter page à page. Est-ce injustice d'observer que ce livre, plus fameux que lu, n'exprime guère que l'esprit des lois françaises, que l'auteur n'est donc pas allé « au fond de sa matière » et que, ménageant toutes les puissances, « s'il flatte la nation par son langage, il rassure le gouvernement par

(1) Abbé E. Lavaquery, docteur ès lettres. — *Le Cardinal de Boisgelin* (1732-1804) deux volumes (trois photogravures). (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1921) — Pierre de La Gorce, de l'Académie Française. — *Histoire religieuse de la Révolution Française* tome IV (thermidor an II - fructidor an VII) (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1921).

ses principes » ? Dépassant une telle méthode, qui respecte les usages et consacre les abus, Boisgelin se donne comme autrement hardi qui, à ce qu'il appelle la décadence française propose des spécifiques forts : « la liberté, la propriété, la puissance », l'égalité devant l'impôt, et (fronde à l'égard de la monarchie ou illusion de jouer au « premier ministre de Provence » ?) dessine l'esquisse voilée d'une république fédérale.

Mais, pour l'auteur de tous ces plans, que de déceptions ! Si l'oraison funèbre du roi Stanislas, prononcée en 1766, celle de la dauphine saxonne ont mis l'évêque en vedette, si le sermon du sacre de Louis XVI le désigne pour l'Académie où, sous sa présidence, sera attribué, le 25 août 1783, le premier « prix de la vertu du peuple », il attend autre chose, à savoir que « le hasard monarchique » lui procure bientôt « plus de pouvoir et d'occupation ». Attente vaine. Le discours du sacre, si peu courtisan, qui ne lui vaut pas le cordon bleu espéré, n'a guère remporté les suffrages que de Turgot et de Malesherbes. Un instant, Turgot a pensé à lui pour le secrétariat d'Etat de la Maison du Roi. Et Turgot, « l'homme du peuple », est tombé. La feuille des bénéfices lui échappe encore, ainsi que la grande aumônerie, réservée à un Montmorency. « On a tort de ne pas m'employer », écrit-il. Contre lui se devinent des hostilités tenaces à la cour, dans le clergé, chez Brienne, le confrère de Sorbonne à « l'amitié menteuse », chez Calonne, le « banqueroutier infâmé », qui ne le convoque qu'en rechignant à l'Assemblée des notables. Et il constate, mélancolique : « Je suis égaré dans mon pays et dans mon état ».

Voilà la vraie blessure, et profonde. Quand il avait quitté sa Bretagne, les affections de famille dont le souvenir ne l'abandonna pas, et ce château de Cucé qui, à quelques deux lieues de Rennes, domine gracieusement la vallée de la Vilaine (on y voit encore la « chambre du cardinal »), ce qu'il venait chercher à Paris c'était, outre l'accès aux dignités d'Eglise, les relations profitables qui ouvraient les routes du pouvoir. Au milieu de ces jeunes gens de bel avenir, un Véri, un Cicé, un Loménie, un Morellet et, le plus admiré, un Turgot, représentons-nous l'abbé de Cucé pris, à leur contact, d'une « ivresse intellectuelle », attiré par les lettres et par l'étude de ces questions politiques que l'*Encyclopédie* met à la mode. C'est là que le harcèle Renaud de Boisgelin le père, l'exact et âpre président à mortier, pour qu'il ne manque pas « une occasion de paraître », qu'il « plaise à ses supérieurs : c'est le moyen de parvenir », qu'il pense surtout « à une abbaye, que tous les autres objets cèdent à celui-là ». Il est vrai que « c'est Mme de Pompadour qui donne tout aujourd'hui ». L'évêché ne viendra qu'après la mort de la marquise.

Aussitôt, quelle activité ! quelle volonté de « servir brillamment », de mériter les applaudissements de Gournay, de Trudaine, de Malesherbes, de Turgot ! Lavaur n'est que gîte de passage. Mais à Aix, l'archevêque, président-né des Etats, traite en personne et à fond toutes les affaires de la province, insensible au persiflage que prodiguent certains pamphlets à « cet être intéressant, présent inestimable du Ciel,... sorte de métis moitié sacré moitié profane » : l'évêque-administrateur. Liberté réclamée pour le commerce des grains, le canal de Boisgelin ouvert pour l'irrigation d'un sol déshérité, des « chemins de vigneries » tracés entre les villes dans les cinq arrondissements, des ponts sur la Durance, des casernes construites à Toulon pour atténuer ce fléau : le logement des gens de guerre chez l'habitant, des plantations d'oliviers, Marseille à joindre « avec la Provence et les autres ports du royaume », le pays à protéger dans ses libertés contre la bureaucratie centralisatrice, à embellir, à raconter en son histoire, à représenter dans une carte que dressera Cassini, les matières de finances à s'assimiler pour traiter avec Turgot, obtenir un impôt moins lourd sur le sel, le maintien de l'abonnement et du « don gratuit », combattre « la cruelle activité de la ferme », arracher au contrôle général des secours pour les orages de grêle, se rendre, en qualité de « premier procureur-né du pays », l'intermédiaire avec le ministre ; — un travail prodigieux s'aperçoit pour lequel Boisgelin mérite mieux que la qualification de « doublure d'intendant ». « Je désire toujours, dit-il, de prendre les voies de prudence qui peuvent se concilier avec l'intérêt général ». Même maxime au regard de son diocèse. Grand seigneur très « aumônier », protecteur, comme il se doit, des établissements d'assistance, il pousse ses curés à s'instruire et à instruire, les visite régulièrement en ses quatre mois de tournées annuelles, soigne son séminaire, institue des « conférences ecclésiastiques », soutient les revendications de ses prêtres que l'hostilité avaricieuse des paysans contre la dîme réduit à la misère et dont le recrutement, par l'insuffisance des portions congrues, risque de tarir, jusqu'au moment du moins où leurs « syndicats » vont

protester à Vergennes que « les curés sont les vrais prélats et hiérarches immédiats de l'Eglise ». Serait-il enfin prélat lettré et « éclairé » s'il ne tentait de ressusciter l'Université de Provence, de soutenir le collège d'Aix, s'il n'avait créé à Lambesc une école de filles pour laquelle il écrirait quelques *Fénéloniana*, et, malgré les seigneurs et l'intendant qui « sont charmés... que leurs vassaux soient tous illettrés », multiplie les petites écoles de village? Cette activité rayonne sur les collaborateurs administratifs, Coriolis et Portalis, Bigot de Préameneu (car l'archevêque se connaît en hommes), sur la brillante cohorte de quinze vicaires généraux qu'il dresse pour l'épiscopat. Dans la décadence de l'Eglise gallicane, Boisgelin va-t-il enfin trouver sa chance, puisque les gens de cour, en 1789, en « ont assez bonne opinion pour en dire du mal »?

A Aix, au retour de l'Assemblée des notables qui a suivi l'ignominieuse chute de Brienne, il serait, selon Pascalis, « le point de réunion des trois ordres », si, déjà en butte à l'hostilité de Necker, il ne se heurtait encore à la tumultueuse opposition de Mirabeau. « Je suis, proclame-t-il, plus tiers-état que ces gens-là, puisqu'ils ne veulent faire que du bruit et que je voudrais faire pour le peuple des choses sans trouble et sans violence ». Pour le peuple, non par le peuple. Il se trompe; ce n'est pas là « être tiers-état ». Il s'en apercevra quand, député aux Etats-Généraux par le clergé d'Aix (avec le curé de Cucuron), il s'imaginera qu'il lui suffit d'apporter à Versailles une haine égale pour « le despotisme et l'anarchie », avec une « sagesse enragée », pour accomplir la révolution française au prix de quelques discours homilétiques, comme il se vante d'avoir « fait la révolution » en Provence.

La désillusion ne tarde pas. Si ses conceptions, assez radicales, en matière d'impôts, le font élire président du Comité des Finances, puis, à son tour, président de l'Assemblée, il ne siège pas au Comité de Constitution. Lui, l'adversaire des privilèges au 4 août, il s'attarde à forger une combinaison qui ferait garantir par le clergé, sur ses biens, un emprunt de la Nation. Mais le clergé est-il encore un ordre propriétaire? Mirabeau le nie, et Talleyrand, et Petion, et le décret du 2 novembre. Découragé, Boisgelin ne peut que prédire le pire : « C'est la confiscation qui amènera la banqueroute ». Mais qui l'entend, cet homme que la médiocrité de ses moyens oratoires empêche de s'imposer dans un débat politique? « Un pouvoir sans abus, réclame-t-il, des droits sans privilèges, la liberté sans troubles et sans excès ». Belle formule pour discussions d'Académie, dont se jouent les événements, en entraînant l'archevêque dans la débâcle de son Eglise. Impossible de suivre ici ces essais désespérés de Boisgelin, dont il faut demander le récit à M. Lavaquery, pour sauver, non plus une organisation périmée que la *Constitution civile* vient d'achever (car du clergé comme de l'ancien régime politique il est vrai de dire qu'il « s'est écroulé plutôt qu'il n'a été détruit »), mais l'existence d'une religion catholique et le principe même de la libre conscience; « car une religion persécutée est la liberté qu'on opprime ». Déjà M. Mathiez avait raconté ces efforts de l'archevêque pour rendre la Constitution viable, la « faire baptiser » par Rome. Il y aurait fallu trop d'heureuses rencontres et plus de sagesse apparemment qu'il n'en est départi aux hommes : un roi moins inerte, moins facile à déterminer à la politique du pire, un ministère plus ferme, moins suspect à l'Assemblée et moins sceptique, un ambassadeur à Rome moins purement « aristocrate » que le cardinal de Bernis, la plus triste figure de ce temps, traître à sa fonction et à ce qu'il devait à Montmorin, son chef immédiat, un pape moins ignorant de la France, moins sensible sur l'affaire d'Avignon, liée par malheur à la discussion de discipline ecclésiastique, moins disposé à en croire les émigrés de Turin et les tantes de Louis XVI, vieilles filles royales sans mandat, plutôt que cette *Exposition des principes sur la constitution du clergé*, que Boisgelin, son auteur, approuvé par la majorité des évêques offrit en vain d'aller commenter à Rome même, une Assemblée moins désinvolte enfin à l'égard du St-Siège, moins désireuse de se donner la gloire d'humilier Pie VI parce que l'avaient fait impunément Catherine et Joseph II. Au milieu de ces gens d'ancien monde, Boisgelin fait presque seul figure d'homme moderne, sans rancunes, sans irritation « contre cette loi de tous les humains : la nécessité ». Est-ce la raison qui le fait méconnaître de tous? Attaché à la « paix publique », que compromettent les chefs de la Révolution, il entrevoit le temps où « peut-être la nation fatiguée ira tristement se reposer à l'abri du despotisme », tomber, comme parle son ami Véri, sous « le pouvoir arbitraire et despotique des armes ». Pour lui, sa carrière, de 1792 à 1802, c'est « celle de l'adversité ». N'ayant « appris à combattre ni contre la loi ni contre le peuple », il accepterait l'obli-

gation d'un serment qu'acceptent aussi Emery et Bausset; mais le décret du 26 août 1792 le force à « se déporter » en Angleterre où, bien qu'accueilli par des amis et prisé du gouvernement royal, il connaîtra, au milieu des 25.000 Français de Londres, la pire détresse morale, celle d'un émigré malgré lui qui déteste l'émigration.

Comment Boisgelin, conciliant avec tous, organisa son action charitable autour de cette chapelle de Portman Square devenue « atelier intellectuel » pour le clergé et centre d'enseignement pour les fidèles, M. Lavaquery l'a très justement marqué. Il n'est alors qu'un prêtre qui, méprisant les desseins politico religieux de Louis XVIII servis en aveugles par un Maury ou un Dillon, ne pense qu'au rétablissement du culte en France, soit à la faveur de la liberté conventionnelle de 1794 soit à l'abri de cette législation des Conseils de 1797, où M. de La Gorce a su discerner un « noble effort pour fonder la République libérale », mais qui n'aboutira pas; « la France ne fera que traverser la liberté et ne s'y fixera point ». Voici venir en effet le soldat qui « prescrit de force l'oubli, interdit toute discussion, mêle dans les mêmes honneurs ceux qui se sont combattus et, ayant commandé de tous côtés le silence, nomme ce silence la paix ». Puis donc que, pour le profit personnel de Bonaparte, le pape « baptisait » enfin la Constitution civile, Boisgelin, laissant à Londres les aristocrates à leur chimère de restauration bourbonienne, ou, selon le mot de Mallet du Pan, à leur « indomptable esprit de discorde, de malignité et de despotisme », n'avait plus qu'à rentrer en France, où l'appelaient Portalis et Siméon, ces Provençaux qu'il avait formés, Préameneu et Fontanes. Portalis le voudrait au siège de Paris, encore à demi politique. « Le citoyen Boisgelin », qui connaît peut-être trop bien l'Angleterre, sera nommé à Tours. Comme il avait prêché au sacre du dernier roi, il prononcera, pour la Pâque du Concordat, le sermon de Notre-Dame, ce qui lui vaut le premier chapeau donné aux « cardinaux consulaires ». Avec la plaque de la Légion, c'est pour lui le dernier sourire du pouvoir; la mort, le 22 août 1801, le privera de figurer dans la promotion du Sénat.

Depuis deux ans, il avait goûté la douceur du nouveau régime, ayant affaire à Tours à un compatriote, Pommereul, général de division de 96, préfet d'Indre-et-Loire et simple imbécile. Contre l'archevêque occupé à relever ses ruines, à restaurer les bâtiments religieux, à reconstituer péniblement ses paroisses qu'à soixante-douze ans il parcourt en grande hâte, à réconcilier ses prêtres, constitutionnels et anciens gallicans, défiants et peu souples, le préfet, paralysant de son mieux la mise en train du Concordat, organisait une « suite de persécutions de détail », dont la puérilité écœure, « jouait des tours » à ce gentilhomme impénitent qui, instruit des difficultés que Portalis n'arrivait pas toutes à lever, reprenait près de lui et du gouvernement son rôle d'avocat du clergé de France. « Faites-vous, mande-t-il par ailleurs à ses curés, un cœur doux et charitable ». Et lui, le bon artisan de paix sociale que la Monarchie avait écarté, que la Révolution avait jeté à l'étranger, dépouillé de la fortune des Cucé, que harcèlent les créanciers de parents pour qui il a répondu, laisse apercevoir dans le secret une tristesse inconsolée pour tout ce qu'il a vu crouler et, pour l'avenir, des appréhensions que ne suffit pas à voiler à ses yeux la proclamation, qu'il approuve peu, de l'Empire.

> ... Je voudrais qu'à cet age
> On sortit de la vie ainsi que d'un banquet....

Eh! qui ne le voudrait! Mais les vieillards de 1804 n'ont pas connu cette fortune.

Paul Feyel.

LE THÉATRE

L'ENFANT

Lorsque, plus tard, on cherchera à déterminer au juste la place occupée par Brieux dans le théâtre contemporain, deux traits essentiels de son œuvre, confirmés aujourd'hui par sa dernière pièce, ne pourront échapper aux historiens de la littérature : le sentiment de l'actualité morale, — par où il se rapproche de tous les grands écrivains, qu'ils soient de théâtre ou non, — c'est-à-dire le don de saisir, dans sa continuité, le mouvement des idées et des mœurs, et le goût de militer, de prendre parti en faveur de certaines de ces idées et de combattre certaines de ces mœurs, — par où il se distingue de

la plupart des artistes de son époque pour prendre rang parmi les grands hommes d'action, les apôtres et les bienfaiteurs. Pendant la guerre, il s'est consacré, avec le dévouement le plus délicat et le plus généreux, aux aveugles : activité aussi symbolique que charitable, semble-t-il, puisque chacune de ses pièces semble avoir été destinée à ceux qui, dans le domaine intellectuel, sont aussi des aveugles... !

Toutes les fois que Brieux conçoit une pièce, c'est pour signaler un danger social.

Il est devenu célèbre, au temps de Blanchette, en dénonçant les risques de l'instruction fortuitement distribuée à travers toutes les classes, aux filles comme aux garçons. Aujourd'hui, il attire l'attention publique sur le risque social et moral qui résulte de la contrariété créée par les mœurs nouvelles de la femme et ses instincts maternels. Nous sommes à un moment critique où la solution de ce conflit profond n'a pas encore été trouvée.

Considérations indispensables pour nous éviter de tomber dans quelqu'une des erreurs qu'a provoquées la représentation, d'ailleurs éclatante, de l'Enfant, au théâtre du Vaudeville, avec l'admirable et lumineuse interprétation de Madeleine Lely.

***

Une jeune fille a reçu une instruction, — non pas élémentaire comme Blanchette, car les temps ont marché, — mais véritablement scientifique : elle est ingénieur. Elle a transformé le pays où elle travaille et où son beau-frère possède des usines. Non seulement elle a réussi, mais son succès est manifeste, reconnu de tous et attire sur elle l'attention d'un vieil enrichi de guerre qui serait heureux d'offrir à la jeune fille, avec sa main, des commandites pour de nouveaux travaux. Malheureusement — et c'est là l'observation fondamentale de Brieux, — le travail, la science, l'art de l'ingénieur ne suffisent point à remplir la vie d'une fille normale. Que manque-t-il donc à celle-ci... ? On pourrait d'abord croire que c'est l'amour, mais ce ne serait, en tout cas, qu'un besoin de jeunesse, un peu romanesque, et momentané. La preuve, c'est que notre héroïne s'est laissé toucher le cœur par un garçon qui ne la comprend ni ne l'aime comme elle voudrait être aimée et auquel elle renonce sans désespoir. Non, le vrai besoin de la femme qu'aucun succès d'intelligence ou d'affaires ne saurait combler, c'est la maternité. D'abord, notre savante, à peine consciente de ce qui se passait en elle, a cru tromper son désir en se consacrant à l'éducation d'une petite nièce dont elle s'est occupée plus passionnément que la mère et qu'elle espère former à son image. Mais, justement, cette influence est redoutée par les parents et la petite est mise en pension. Comment compenser cette perte et satisfaire enfin à la nature ? C'est alors que la jeune fille, dont le savoir a libéré l'esprit de tout préjugé, se souvient qu'elle est une créature indépendante, maîtresse d'elle-même et qu'elle décide de se donner un enfant, — son enfant, qui ne sera qu'à elle... Celui qu'elle avait aimé et qu'elle n'aime plus, elle le revoit une fois et referme son cœur comme sa vie sur sa maternité prochaine. Pourtant la famille lui fait durement remarquer que si elle peut diriger sa propre destinée selon des principes qui la mettent en révolte contre les actuels usages sociaux, elle n'a pas le même droit pour l'enfant qui naîtra d'elle... Elle consent donc à accepter le mariage de celui qui s'est mis tardivement à l'aimer et dont elle n'attend plus que de régulariser, selon l'état-civil, la naissance de son enfant.

***

On voit, d'après cette donnée, l'idée que l'auteur de l'Enfant a voulu mettre en lumière : c'est celle qui lui a fait choisir son titre même. Il l'a précisée, non seulement par l'étude de son personnage principal qui ne se décide à rechercher un enfant par elle-même qu'après avoir été dépossédée d'un enfant d'emprunt, mais par la conception de ses personnages secondaires, notamment celui de la mère de la jeune fille, lequel, à lui seul, suffirait à illuminer toute l'œuvre. Cette mère, en effet, est elle-même attachée à sa fille avec l'égoïsme ingénu et passionné qui, dans la vieillesse des femmes, correspond par un renversement naturel, à l'abnégation farouche de leur jeunesse. La passion de l'enfant n'est pas chez la femme momentanée : elle embrasse toute la vie : elle change de caractère, comme la femme elle-même. Bien plus, qu'à cette époque même d'égoïsme innocent et quotidien, surgisse un événement qui menace l'enfant, et toute la fièvre tendre du premier instinct se réveille : n'est-ce pas ainsi que, en apprenant ce qui, à ses yeux, ne peut être qu'une faute et un deshonneur, la vieille mère de Brieux redevient douce et tutélaire à son enfant douloureuse ?

Mais, comme il arrive toujours lorsque se trouvent abordés les sujets touchant de près nos habitudes morales, un incident, qui, dans le développement psychologique que je viens d'esquisser, est somme toute, secondaire, a été projeté au premier plan et beaucoup de spectateurs ou même de critiques n'ont point manqué de prendre la partie pour le tout.

Certes, on eût pu mettre au premier plan l'idée d'une fille affranchie et qui, délibérément, comme l'héroïne de Brieux, se résout à avoir un enfant en

dehors du mariage et de l'amour. On pouvait concevoir, en d'autres termes, que le troisième acte de L'Enfant en devint le premier. Mais c'était une autre pièce : c'était surtout ce que l'on est convenu d'appeler une pièce à thèse, dans laquelle l'auteur était obligé d'aboutir à une conclusion pratique, laquelle fût restée parfaitement discutable, que les uns eussent sans doute approuvée passionnément et dont les autres eussent été choqués. Personnellement, je persiste à croire que Brieux a été seulement frappé du fait que je signalais au début et qu'il n'eut d'autre intention que de signaler la nouvelle psychologie féminine qui découlait de ce fait, en faisant pressentir aussi quelques-unes des conclusions logiques auxquelles pourrait conduire rapidement, vu la persistance de l'instinct maternel chez la femme nouvelle, le présent état de choses.

Il a donc une fois de plus, avec sa force, sa verve, sa logique vivante et son pittoresque pathétique, réalisé la plénitude de son dessein. Certes, le risque de ces œuvres, attentives et combattantes, est d'échapper à la généralité des œuvres classiques : en revanche, quelle générosité et quelle beauté elles empruntent, avec la vie, à leur opportunité historique ?

Gaston RAGEOT.

LES LIVRES NOUVEAUX

L. COUPAYE : *La Ruhr et l'Allemagne* (Paris, Dunod).

La Ruhr est à l'ordre du jour, et pour longtemps sans doute. Que représente-t-elle pour l'Allemagne, pour la France, pour l'Europe ? Le présent livre nous l'apprend si nous l'ignorions. Les entreprises industrielles et leurs groupements : horizontaux (cartells) et verticaux (Konzern) apparaissent ici d'abord dans leur développement propre, puis placés à leur rang dans l'économie générale allemande. La puissance aussi est estimée qu'ils sont capables de développer à travers le monde pour l'exaltation de l'Allemagne, ou plutôt de ces grands *duchés* d'un nouveau genre qu'au dire des Allemands eux-mêmes constituent désormais les entreprises des Stinnes, des Thyssen, des Stumm, des Krupp, des Haniel. Ceux-là commmandent, tandis qu'à Berlin produisent des gestes de figuration les pantins de la politique. Que beaucoup de Français comprennent et méditent le livre de M. Coupaye. Ils y prendront une leçon de géographie économique que les circonstances rendent bien nécessaire.

Alfred FABRE-LUCE : *La crise des Alliances* (Paris, Bernard Grasset).

Comme l'indique le sous-titre, c'est l'histoire des relations franco-britanniques, depuis la signature de la paix jusqu'au moment du redressement de la politique française par le ministère Poincaré. M. Fabre-Luce montre très bien que c'est dans le traité de Versailles même qu'a été déposé le germe du conflit entre la France et l'Angleterre. L'année 1920, « l'année perdue », voit se développer ce conflit : en Orient, en Russie, dans la question des Réparations. 1921, c'est la résignation française aux fantaisies lloyd-georgiennes. Admirable moyen (étant donné qu'il s'agit des Anglais) d'envenimer définitivement toutes les questions. 1922, que l'auteur appelle l'année de « liquidation », s'appellerait plutôt « explications », si le *Premier* français a dû d'abord s'appliquer à débarrasser le terrain diplomatique des perfidies et des hommes qui l'avaient embroussaillé à plaisir. Et l'on s'étonne seulement que M. Fabre-Luce n'ait pas conclu que la crise serait résolue (comme il faut qu'elle le soit) et la paix assurée quand se trouveront de l'autre côté du détroit, comme ils se sont enfin rencontrés chez nous, les hommes « de bonne volonté ».

Emile GABORY : *Les Bourbons et la Vendée* (Paris Perrin et Cie).

Est-il vrai que la duchesse de Berry, en dépit des avertissements qui lui parvinrent de tous côtés, n'ait tenté en 1832 l'aventure de Vendée que pour faire oublier la défection des « princes » en 1793 et pour montrer aux fils des grands insurgés les Bourbons que la Vendée n'attendait plus? Ainsi Marie-Caroline, de déceptions en trahison, aurait du moins « sauvé l'honneur des Bourbons ». La thèse est ingénieuse ; mais c'est une thèse. Le lecteur lui préférera certainement le récit, abondant en documents de premier ordre et clairement ordonné, des événements qui agitèrent la France de l'Ouest, de 1815 (occupation prussienne) à la révolution de juillet. Grâce à la conservation d'archives départementales que les invasions n'ont pas saccagées, M. Gabory a pu reconstituer toute une période de notre histoire nationale. C'est comme le dernier épisode, non le moins dramatique, de la *chouannerie*. A la manière dont l'a traité M. Gabory, il semble bien qu'il n'y aura plus à y revenir.

Giovanni GIOLITTI, ancien président du Conseil italien : *Mémoires de ma vie* ; traduction de Mme Jean Carrère (Paris, Plon-Nourrit et Cie).

Juriste, financier, bureaucrate, issu de paysans montagnards, de tempérament autoritaire, Giolitti, député à 40 ans, en 1882, ministre du Trésor, avec Crispi, dès 1889, a été cinq fois président du Conseil : en mai 1892, en 1903, en 1906, en mars 1911 et jusqu'après la guerre de Libye, enfin en juin 1920, après la débâcle ignominieuse du ministère Nitti. En dépit de l'activité d'esprit de l'auteur qui, à 80 ans passés, se considère encore comme une des forces du régime, il faut bien avouer que sa politique, adaptée du *transformisme* de Depretis, ne correspond plus guère aux aspirations de la jeune Italie et qu'elle « date » terriblement. Le programme de gouvernement parlementaire que, revenant pour la dernière fois au pouvoir, il formulait pour obvier à ces deux dangers : « le discrédit du parlement et la désastreuse condition des finances », avec son annexe démagogique d'une « rigide application de l'impôt sur le capital », c'est justement ce que le *fascisme* triomphant a commencé par mettre de côté. Raison de plus pour faire grande attention à ces *Mémoires*, auxquels, sans le vouloir, Giolitti aura su communiquer la majesté des choses historiques.

Comte R. DE GONTAUT-BIRON : *Comment la France s'est installée en Syrie* (1918-1919) (Paris, Plon et Cie).

Elle s'y est même trop bien installée, à en croire ses adversaires, et aussi ses « amis ». Par quelle vertu? Ce livre le dit qui retrace l'histoire d'une année de politique syrienne, mais décisive pour la situation de la France en Orient, pour sa réputation de grande puissance et, tout simplement, pour son honneur. De la fin de septembre 1918, date de l'effondrement de l'armée

turque, au 30 novembre 1919, où M. Georges Picot transmit au général Gouraud les services du Haut-Commissariat, nos représentants, réduits presque à leurs seules forces par l'ignorance, l'insouciance ou les défaillances de ceux qui traitaient en notre nom à la Conférence de la paix, ont eu à lutter, jour après jour, pour l'exécution du mandat à eux confié : relèvement de la Syrie (non plus intégrale, mais amputée de la Palestine). Ils l'ont fait contre les « rivalités mesquines », les « méfiances rageuses ou obtuses », les arrière-pensées inavouables de l'Etat-major anglais aux ordres de Sir Ed. Allenby, et de ses multiples services. Comment le gouvernement de Londres, tirant parti de notre obstination à gagner d'abord la guerre (pour lui comme pour nous) sur le front occidental, arracha à la faiblesse complaisante d'un Clemenceau la renonciation, sur un point essentiel (Mossoul et le contact avec la Perse), à nos accords de 1916, comment, avec une application sournoise, il dressa successivement contre nos intérêts les moins contestés le Sionisme, entreprise jusque-là germanophile, le panarabisme d'un Faïçal, simple pantin aux mains du colonel Lawrence, les défiances du protestantisme et de l'orthodoxie, l'américanisme enfin de Croix-Rouge et de démagogie, c'est ce que M. de Gontaut-Biron a parfaitement exposé grâce à une exacte connaissance des faits, acquise sur place, et une sérénité d'expression que l'on ne saurait trop admirer. Livre triste au total, puisqu'il est l'histoire d'une défaite de la France, trahie par ses alliés après la victoire. Un publiciste en a fait un mot assez gaillard : « Décidément, nous n'irons plus au Tigre ». Ajoutons que ce publiciste n'est pas M. Clemenceau.

Mémoires de ALEXANDRE ISWOLSKY, ancien ambassadeur de Russie à Paris (Paris, Payot).

Il est bien regrettable que l'ancien ambassadeur de Nicolas II, ancien ministre des Affaires étrangères à l'époque des essais constitutionnels, n'ait pu écrire qu'une sorte de préface aux *Mémoires* où il se proposait de retracer ce qu'il avait vu de la politique de son pays. Par l'abondance de l'information, la sincérité évidente de l'exposé, la modération de la forme, la prudence apportée à critiquer les faits et les hommes, ce que nous donne ce volume ne nous console pas de ce que la mort de l'auteur nous a fait perdre. Etrange seulement cette confiance accordée par l'auteur aux dires, démarches et écrits d'un Dillon, du *Daily Telegraph*. Mais comme la lecture de ces pages nous fait comprendre par le dedans ce curieux milieu de politique, d'intrigues, de vénalité et de mysticisme suspect que présente, avant 1914, l'empire russe, sorte de république de fonctionnaires développée à l'abri de l'autocratie ! On tient là un témoignage direct qui s'imposera aux historiens de l'avenir.

P. F.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Bulletin Yougoslave

La Question de Fiume.

Les pourparlers italo-yougoslave, relatifs à l'exécution du traité de Rapallo et des accords de Santa Margarita, sont entrés dans une phase aiguë. Certes, il est encore permis d'espérer que la Yougoslavie et l'Italie parviendront à se mettre d'accord pour régler entre elles la question de Fiume. Aussi, nous persistons à croire que le bon sens finira par prévaloir chez les dirigeants italiens, et qu'ils se rendront compte qu'il est de l'intérêt vital pour les deux pays de ne pas laisser s'envenimer la tension actuelle, créée par l'arrivée à Fiume d'un gouverneur militaire italien.

L'Italie et la Yougoslavie ont signé à l'amiable le traité de Rapallo, en 1920; deux ans après, elles ont signé une série d'accords fixant les conditions pour l'exécution de ce traité. Les clauses de ces arrangements sont précises et ne peuvent avoir en aucune façon des interprétations différentes. En outre, l'arbitrage est prévu en cas de désaccord pour le réglement des questions de détail. Il faut rendre cette justice à la Yougoslavie qu'elle a fait le maximum de sacrifices pour conclure un compromis acceptable pour les deux pays, leur permettant d'assurer dans l'intérêt commun la paix dans l'Adriatique. Elle a consenti à la création de l'Etat indépendant de Fiume, alors que le traité secret de Londres, que les grandes puissances alliées ont conclu avec l'Italie en 1915, prévoyait lui-même l'attribution de ce port à la Yougoslavie comme étant indispensable pour assurer son indépendance économique. Elle a dû consentir à ce que la ville de Zara, qui se trouve en Dalmatie, devienne possession italienne et que l'Italie s'empare de plusieurs îles qui lui permettent de considérer l'Adriatique comme un lac italien. En échange de ces sacrifices, l'Italie a reconnu à la Yougoslavie le port de Baros et le Delta de la rivière fiumaine. Cette reconnaissance formelle constitue un document annexe du traité de Rappalo auquel est joint également une carte géographique d'une échelle de 1.200,000 et sur laquelle le comte Sforza a tracé lui-même la ligne frontière entre la Yougoslavie et l'Etat indépendant de Fiume.

Depuis trois ans, tous les efforts de l'Italie tendent exclusivement à se dérober aux engagements pris par le traité de Rappalo pour annexer Fiume. On pouvait espérer que M. Mussolini, qui a fait ratifier le traité de Rappalo par le parlement italien, l'exécuterait loyalement. Malheureusement, il est arrivé au pouvoir comme chef des fascistes et c'est probablement pour des raisons de politique intérieure qu'il s'est engagé dans la voie que tous les juristes s'accordent à considérer aujourd'hui comme un défi au droit international public. Sa théorie personnelle sur la valeur du traité de Rappalo et des arrangements de Santa Margarita, proclamant comme applicables les clauses qui sont favorables à l'Italie et caduques celles qui ne lui conviennent pas, doit inspirer la plus vive inquiétude à tous ceux qui tiennent au respect des traités, de tous les traités conclus, et qui les considèrent comme une garantie pour la sécurité de la paix européenne, issue de la Grande Guerre.

D'après l'article 11 du traité de Rappalo, la commission paritaire italo-yougoslave, qui s'était réunie d'abord à Abbazia, devrait terminer en un mois ses travaux d'organisation et de délimitation de l'Etat indépendant de Fiume. Ce délai a été successivement prolongé d'un commun accord pour lui permettre de trouver les solutions acceptables pour les deux parties. Comme la commission n'aboutissait à aucun résultat, le gouvernement italien, avec l'approbation du gouvernement serbe, l'a fait transférer à Rome, sous prétexte qu'elle soit en communication plus directe avec les deux gou-

vernements. Les difficultés étant restées les mêmes, la commission a fini par se séparer pour un temps indéterminé. La responsabilité en incombe exclusivement au gouvernement italien, car il persistait à vouloir déjouer le traité de Rappalo pour annexer la ville de Fiume et même le port de Baros et le Delta, attribués à la Yougoslavie et que les troupes italiennes occupent encore aujourd'hui.

En présence de cette attitude du gouvernement italien et surtout à cause des menaces qu'il adressait au gouvernement de Belgrade de reprendre sa « liberté d'action » dans le cas où la commission mixte ne trouverait une solution satisfaisante dans le délai qu'il a lui-même fixé, la Yougoslavie ne pouvait agir autrement que de faire enregistrer à la Société des Nations le traité de Rappalo et les accords de Santa Margarita. L'Italie s'est vue obligée de les faire enregistrer également. Les arrangements intervenus entre les deux Etats ont ainsi reçu un caractère international et se trouvent désormais sous la garantie de la S.D.N. Il est vrai que cette garantie n'a pas empêché l'Italie, qui siège dans le Conseil de cette haute institution, fondée pour veiller au respect des traités internationaux, de se livrer à une double violation des engagements qu'elle a pris : engagement pris par le traité de Rappalo vis-à-vis de la Yougoslavie et obligation contractée par le Pacte envers toutes les nations, membres de la Société des Nations. En effet, deux jours après cet enregistrement, l'Italie a nommé le Sénateur général Giardine gouverneur militaire de Fiume, qui s'y est rendu immédialement pour prendre possession de son poste. Le gouvernement italien s'est borné d'informer le gouvernement yougoslave du fait accompli, l'assurant que cette nomination ne modifiait en aucune façon la situation internationale de l'Etat indépendant de Fiume et qu'il était tout disposé de reprendre les pourparlers en vue de trouver une solution définitive, réglant les relations italo-yougoslaves. Il prétend avoir envoyé le général Giardine pour assurer l'ordre dans la ville, tant que son sort ne sera pas fixé par une entente commune et qu'il a pour mission de maîtriser l'agitation des éléments extrémistes à Fiume pour éviter toute complication entre l'Italie et la Yougoslavie. L'opinion publique yougoslave a des raisons de se méfier de ces assurances. Depuis la fin de la guerre, l'Italie a tout fait pour s'emparer de Fiume. L'incurtion des fameux arditi de Gabriel d'Annunzio pour chasser le contingent français qui occupait Fiume au nom de tous les Alliés et leur régime de terreur dans cette ville, ainsi que l'occupation de Fiume par les troupes régulières italiennes, depuis le départ de Gabriel d'Annunzio, sont des preuves indéfiantes des intentions de l'Italie. Les événements qui ont précédé l'arrivée du général Giardine à Fiume et ceux qui se sont produits depuis, les confirme encore davantage. En effet, dans la première quinzaine de septembre, alors que la Commission paritaire siégeait encore, l'Italie se livrait à des préparatifs militaires en vue de s'emparer de Fiume. D'importantes forces militaires étaient concentrées tout le long de la frontière en face de Fiume. On évaluait le nombre de cette armée à une centaine de mille d'hommes. L'état-major général de l'armée italienne était venu à Vipava pour prendre des dispositions sur place en vue d'une action de guerre qui aurait été déclanchée si la Yougoslavie avait tenté d'opposer la moindre résistance contre la nomination du général Giardine comme gouverneur de la ville de Fiume. La flotte italienne était concentrée à Pola, pour coopérer éventuellement avec l'armée de terre. Les aéroplanes de l'armée militaire survolaient la ville de Fiume et même le faubourg yougoslave de Sussak en y jetant des proclamations, leur annonçant l'arrivée imminente de l'armée italienne. Tout était donc prévu, et préparé en accord avec les fascistes de Fiume. En effet, la lettre de démission du prétendu gouvernement fiumain porte la date du 2 septembre, alors qu'il l'a remise quinze jours après, lors de l'arrivée à Fiume du général Giardine.

Depuis que le général Giardine gouverne Fiume, il a pris diverses mesures qui prouvent que pour lui le traité de Rappalo n'est qu'un « chiffon de papier ». La police fiumaine a reçu pour chef un haut fonctionnaire du ministère intérieur italien, et son uniforme est aujourd'hui identique à celui des agents de police en Italie. La frontière douanière entre Fiume et l'Italie a été abolie par un décret du ministère des finances italien.

Il en résulte que la situation actuelle à Fiume contient de germes dangereux pour les bonnes relations entre l'Italie et la Yougoslavie et même pour la paix dans l'Adriatique. Elle ne pourrait se prolonger indéfiniment sans provoquer les plus graves complications. Les Alliés communs des deux nations intéressées ont le devoir d'intervenir et de les rappeler au respect du traité de Rappalo. D'ailleurs, c'est même leur droit, puisque la question de Fiume et celle de la délimitation de ses frontières les intéressent tous, en vertu de l'article 53 du traité de Trianon et par lequel ils ont collectivement imposé à la Hongrie de renoncer à tous les droits sur Fiume et son territoire, dont ils auraient à fixer les limites ultérieurement. Si les Alliés ont laissé à l'Italie et à la Yougoslavie, comme étant les plus intéressées dans la question, le soin de se mettre d'accord, il l'ont fait dans l'espoir que cette entente directe serait la meilleure solution pour assurer la paix dans l'Adriatique. Mais, du moment qu'elles ne peuvent pas s'entendre, il appartient aux Alliés de leur rappeler qu'en vertu du traité de Trianon, ils ont le même droit de s'intéresser et d'intervenir dans la question de Fiume.

Quant à la Yougoslavie, son point de vue est bien net. Elle considère que le traité de Rappalo et les accords de Santa Margarita, ayant été ratifiés par les parlements des deux pays, ont reçu une force de loi et, par conséquent, doivent être exécutés. Toutefois, si le gouvernement italien trouve qu'il faudrait modifier certaines clauses de ces arrangements, cette modification ne saurait être faite que par un commun accord, et par un compromis satisfaisant pour les deux parties. La Yougoslavie est toute prête à s'entendre avec l'Italie sur cette base. Mais sa dignité d'Etat indépendant ne lui permet pas d'accepter une solution imposée par l'Italie. Si l'accord ne peut pas se faire entre les deux Etats, la Yougoslavie fera appel à l'arbitrage prévu par le traité de Rapallo et à la Société des Nations.

D. Tomitch.

BULLETIN MARITIME

La propagande française par le navire

Nous avons essayé, dans un précédent article, de montrer comment la *Compagnie des Messageries Maritimes*, en donnant à certains paquebots de ses services contractuels les noms de nos plus magnifiques châteaux historiques, servait au mieux les intérêts nationaux.

Mais les richesses architecturales de la France ne sont pas les seules dont cette Compagnie ait voulu rappeler l'existence à l'étranger et dans nos Colonies.

Les noms de nos littérateurs, nos grands coloniaux, officiers, explorateurs, etc... devaient revivre aussi, grâce à elle, dans les pays où, naguère, s'exerça leur influence et puisa leur génie. C'est ainsi que les navires de la ligne Méditerranée-Nord des Messageries Maritimes ont reçu les noms des littérateurs français qui ont contribué par leur naissance, par leurs voyages ou par leurs œuvres, à faire mieux connaître chez nous le Proche-Orient ou à faire apprécier des Orientaux la France.

Le « *Lamartine* », le « *Pierre Loti* », l'« *André Chénier* » ont été les premiers désignés pour cette liste, tandis que, sur la ligne de Madagascar, le « *Maréchal Galliéni* », le « *Général Duchesne* », le « *Général Voyron* », l'« *Amiral Pierre* », l'« *Aviateur Rolland Garros* », et d'ici peu, le « *Leconte de Lisle* », le « *Bernadin de Saint Pierre* », l'« *Explorateur Grandidier* » et le « *Général Metzinger* » porteront les noms glorieux des héros et des littérateurs de nos colonies de l'Océan Indien.

Enfin, sur la ligne d'Alexandrie, pour rappeler le souvenir de deux grands français dont le nom est intimement lié à l'histoire de la civilisation en Egypte, deux navires des Messageries Maritimes vont porter les noms de « *Champollion* » et de « *Mariette-Pacha* ».

*
* *

Si tous les grands hommes dont le mérite reçoit ainsi une consécration nouvelle, ne sont point également célèbres, il n'est pas besoin cependant d'être un fin lettré pour connaître les deux grands poètes français que sont André Chénier et Lamartine.

*
* *

André Chénier n'est pas seulement un « attique » pour avoir animé de « pensers nouveaux » la pure forme classique des chefs d'œuvre de l'antiquité littéraire. C'est à juste titre qu'il a pu revendiquer l'Orient comme une seconde patrie, puisqu'il naquit d'une mère grecque, Élisabeth Santi l'Omaka, à Constantinople où son père, Louis Chénier, était Consul de France.

C'est à cette naissance qu'il doit d'avoir si parfaitement compris la beauté antique que ses églogues se confondent, en quelque sorte, avec celles des premiers âges de la littérature. Des pièces comme « La Jeune Malade » et « La Jeune Tarentine » sont absolument sans pareilles chez nous parce qu'elles ont l'air des pièces antiques sans rien d'artificiel ou qui tienne du « pastiche ».

Ce poète franco-grec trouvait son âme propre réalisée dans les œuvres grecques et il a même ce caractère unique dans notre littérature d'être plus hellène que latin. Est-il connu et apprécié en Grèce ? La traduction des vers donne rarement une idée suffisante de la beauté qu'ils contiennent dans leur langue originelle. Nul doute pourtant que les intellectuels de l'Athènes contemporaine, pour peu qu'ils les lisent d'un cœur impartial, ne retrouvent en ces pièces, si tard connues en France, l'œuvre d'un compatriote. A ce point de vue, les citations et extraits de poèmes qui recouvrent les parois des salons de l'*André Chénier*, comme aussi la collection des œuvres complètes du poète, en lecture à la bibliothèque du bord, ne pourront que confirmer les passagers orientaux dans cette opinion.

*
* *

Alphonse de Lamartine est connu dans le monde entier comme un des plus illustres représentants de la poésie française romantique. Les vers qu'il a consacrés à sa terre natale, les sentiments qu'ont éveillés en lui la contemplation de la Nature, dans laquelle il voyait à la fois un reflet de l'âme divine et un écho de sa propre sensibilité, l'ont rendu plus célèbre encore que sa carrière politique. On sait pourtant que, attaché à la Légation de France à Naples, il fut élu membre de la Chambre des Députés en 1833, et Membre du Gouvernement provisoire en 1848, et que le magnifique talent oratoire qu'il a su déployer dans ses nombreux discours aurait suffi à rendre son nom immortel.

Mais on oublie volontiers que Lamartine est encore l'auteur d'« Un voyage en Orient », de « Nouveaux voyages en Orient » et d'une « Histoire de la Turquie ». A une époque où l'exotisme commençait à entrer en faveur, rien pourtant dans les poèmes de Lamartine ne se sent d'une influence orientaliste. C'est à une crise mystico-religieuse qu'il faut rattacher les deux années que le poète politicien consacra à son voyage en Grèce, en Syrie, en Palestine et au Liban.

(à suivre)

VALEURS DE NAVIGATION

BOURSE DE MARSEILLE

Fraissinet	756
Messageries Maritimes	208
Mixte	235
Transatlantique	170
Transports Maritimes	886

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et Rue des Carmes, Angers.
Bureaux : 2, Rue Mongo, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. DESNOËS.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 21 61e ANNÉE 3 NOVEMBRE 1923

SOUVENIRS SUR EMILE BERGERAT

Emile Bergerat est parti, mais, déjà, il avait à peu près disparu de la vie littéraire; l'âge et la maladie le clouaient dans son logis; c'est à peine si, de temps à autre, nous lisions, de lui, quelque bout de chronique où étincelait toujours la verve de ses jeunes années. Aussi, les nouvelles générations durent-elles être assez étonnées de ce beau salut accompagnant un grand journaliste qui avait tenu une si brillante place sur le boulevard vers la fin du siècle dernier.

On a reparlé de la maîtrise de « l'Homme Masqué » et de « Caliban », dans ce genre si français de la Chronique que l'information a tué peu à peu: on a évoqué le jeune poète surgi à la veille de 1870, à côté des Mendès, des Coppée, des Richepin, sous la bannière du Parnasse, derrière d'illustres chefs de file, Banville et Gautier, mais, à mon sens, on a trop peu parlé de l'auteur dramatique que Bergerat fut, avant tout, passionnément. Et si aucune de ses pièces n'eut la chance de marquer et de rester au répertoire, je voudrais rappeler que Bergerat compta parmi les plus ardents champions de la phalange de chez Lemerre qui tenta la conquête des planches entre 1870 et 1900. Jusque-là, ces jeunes gens n'avaient pu donner leur mesure; barrés par le théâtre bourgeois, la comédie de caractère ou de situations des Dumas fils, des Augier et des Sardou, alors maîtres absolus des scènes parisiennes, ils avaient piétiné aussi derrière le néo-classisme de Ponsard et de ses héritiers. Les flamboyantes reprises des chefs-d'œuvre de Hugo proscrits par l'Empire et soudain libérés, à son retour d'exil, comme des aigles encagés trop longtemps, accaparaient la ferveur du public; même Banville n'arrivait pas à faire jouer ses merveilleux petits actes après le triomphe de son « Gringoire » resté au répertoire de la Comédie et, il lui avait fallu attendre quinze ans pour « Socrate et sa Femme ».

L'Odéon, plus accueillant, ne fut pourtant guère accessible qu'à Coppée et à ses grands drames en vers comme « Severo Torelli » ou « Pour la Couronne », et si Jean Richepin et Catulle Mendès trouvèrent, un instant, asile près de Sarah-Bernhardt, à la Porte Saint-Martin ou à l'Ambigu, ces manifestations restèrent isolées.

Par les six volumes de théâtre que nous laisse Bergerat, on peut apprécier la continuité de son effort personnel; si, quelques années après que le Théâtre-Libre eût enfin enfoncé quelques portes, il put faire passer « Manon Roland », à la Comédie Française et « Plus que Reine » à la Porte Saint-Martin, on ne peut dire qu'il gagna tout à fait la partie. Dès 1870, et, surtout, de 1875 à 1885, il donna à l'Ambigu, à Cluny, au Vaudeville, jusqu'à Bruxelles, des comédies trop souvent incertaines, en dépit de leur amusante

fantaisie et on ne peut le classer tout-à-fait comme le dramaturge de premier plan qu'il rêva d'être.

Cependant, si Bergerat n'est point parvenu à la haute place ambitionnée, il n'en a pas moins par ses polémiques, son action incessante dans la Presse, et autant que Zola, peut-être, préparé l'évolution qui allait survenir. Bergerat restait persuadé que la flamme romantique n'était point tout-à-fait éteinte; il voulait ressusciter le vers comique, la comédie picaresque; pour lui, le quatrième acte de « Ruy Blas », « Tragaldabas » n'étaient que des points de départ, et cette illusion restait commune à ses grands amis: Jean Richepin triomphait même un instant avec « Monsieur Scapin », et après le « Baiser », que Banville venait de donner au Théâtre-Libre on parlait enfin de voir « Florise » et « Riquet à la Houpe », demeurés jusqu'ici dans les anthologies; mais, moins tenaces que Bergerat, les Parnassiens, lassés, passaient peu à peu au Roman, à la Critique, tandis que leur camarade persistait à accumuler les manuscrits dans tous les théâtres. Chacun des refus qu'il essuyait devenait l'occasion de campagnes retentissantes.

Telle était la situation aux environs de 1887. Il ne s'agit pas ici de faire un récit connu, simplement de noter l'énorme action que Bergerat exerça sur le mouvement nouveau. Le Théâtre Libre, parti d'un petit groupe d'amateurs isolés, ne disposait d'aucun des moyens indispensables pour soulever la curiosité d'un Paris assez indifférent. On venait d'y donner un premier spectacle et le hasard qui permit de porter sur le programme le grand nom de Zola, suscita une curiosité qui nous révèla la possibilité de pousser une tentative semblant mener vers quelque chose. Je démêlai très nettement, à cet instant *décisif*, qu'il nous fallait un parrainage retentissant, et, évidemment, si j'ai jamais eu une bonne idée dans ma vie, ce fut bien celle de m'adresser à Emile Bergerat. Ses démêlés avec les Directeurs étaient fameux; il menait depuis longtemps contre Porel une campagne enragée, à propos d'un « Capitaine Fracasse » que le Directeur de l'Odéon lui avait refusé, au cours de laquelle il sortit son « tripatouillage » resté célèbre. En réalité, le mot, si drôle, était assez injuste: Bergerat ne pouvait concevoir que le travail de l'avant-scène pût nécessiter des coupures et des modifications utiles. Enfin, il avait publié deux volumes sous le titre d' « Ours et Fours », dont l'amusante préface que je veux reproduire ici, obtenait plus de succès que ses ouvrages :

« Je n'ai rien à dire sur cette publication de « mes essais dramatiques si ce n'est qu'elle repré- « sente, en cinq tomes, trente-cinq années de « lutte, non sans courage peut-être, pour la vie « théâtrale. Il n'y a pas à se dissimuler qu'elle « gagnerait beaucoup à être posthume. Mais ils « n'ont pu me tuer; ce n'est pas de ma faute. « On cite d'autres exemples de cette récalci- « trance. C'est ainsi que Damiens, écartelé à « quatre percherons et tronqué des jambes et « des bras, bombait encore le torse!

« Si je m'abuse sur un don scénique, ce « dont les divers ouvrages de ce recueil permet- « tront au public de décider à loisir, je reven- « dique pourtant ici — car c'est l'heure et le « lieu — la gloire d'avoir, par trois mots « prompts comme des revers de main, arraché le « masque du visage aux imbéciles, tyranneaux « éternels, j'en ai peur, de notre art national. « Ces trois mots, tombés dans le courant du « verbe et portés par l'usage à l'Académie, dont « ils forceront certainement la porte avant leur « auteur, sont : *tripatouillage*, *Cabotinville* et « *soireux* ». Ils résument toute l'historiographie « des mœurs théâtrales de mon temps.

« Encore n'ai-je eu ni le mérite, ni la peine « d'en inventer le néologisme, car ils étaient et « sont toujours les noms des quatre chevaux de « mon écartèlement légendaire et typique.

« Emile Bergerat. »

J'avais donc trouvé mon homme et ce fut à sa porte que j'allai frapper, dès qu'il fut question d'organiser un second spectacle. Celui-là devait avoir une pièce à me donner, une pièce avec une histoire, et il aimerait batailler avec nous. Or, il arriva mieux encore : c'est que Bergerat, qui tenait Paris dans sa main avec ses deux ou trois chroniques hebdomadaires, était l'homme le plus accessible, le plus affable et le cœur le plus enthousiaste. Cette entreprise de bohémiens sans le sou le souleva d'enthousiasme et, un soir, ma journée finie à la Compagnie du Gaz où j'étais encore employé, il me lisait très sérieusement une comédie en trois actes, *La Nuit Bergamasque*, que le Théâtre Français venait de lui refuser. Ce serait le second spectacle du Théâtre-Libre et ce que j'a-

vais bien escompté se réalisa pleinement; Bergerat cria dans tout Paris qu'une scène extraordinaire était née, qu'on allait y jouer un chef-d'œuvre de lui, dont le triomphe remplirait la Comédie Française de confusion. Il m'emmena tout droit au Figaro, où Caliban était roi, et nous ouvrit toutes les portes. Sans ce coup de fortune, sans cette miraculeuse rencontre d'un tel homme, le Théâtre-Libre restait dans les limbes.

Bergerat aimait tellement le théâtre, il était si heureux d'avoir enfin une pièce reçue quelque part, qu'il ne s'inquiétait même pas de savoir si nous avions une salle, des acteurs et même un endroit pour le jouer. Or nous n'avions rien du tout et après avoir préparé notre première soirée dans une salle de marchand de vins, à Montmartre, nous allions étudier sa pièce en vers dans le rez-de-chaussée vide d'une maison de la rue Bréda, dont la concierge, séduite par notre camarade Barny, à la fois couturière et actrice chez nous, nous laissa travailler le soir, de 8 heures à minuit, à la condition que nous ne réveillerions pas les locataires. C'est dans ce logis démeublé, éclairé par deux lampes à pétrole, que Bergerat, assis sur une vieille malle, présidait à nos répétitions, avec autant d'allégresse que s'il eût été installé à l'avant-scène de la Comédie-Française.

La représentation donnée devant le Tout-Paris des Lettres ameuté par les clameurs de Bergerat fut fort réussie; le Théâtre-Libre était lancé. Mais ce dont je garde le souvenir le plus ému, c'est que lorsque le poète eut compris que cette Maison allait, par la force des choses, échapper à un art qu'il avait servi avec tant de passion, qu'elle ne serait pas, pour les Parnassiens, la scène de bataille qui leur avait tant manqué, et, qu'en somme, ils avaient tiré les marrons du feu pour la génération montante du Naturalisme, il n'en continua pas moins à nous aimer et à nous servir; dans nos aventures les plus dangereuses, Bergerat fut toujours à nos côtés.

On pense que, par la suite, ma reconnaissance resta acquise à Bergerat et que je m'ingéniai à lui procurer cette joie tant ambitionnée d'un véritable succès de public. Dès ma première direction de l'Odéon avec Ginisty, nous donnâmes ce légendaire *Capitaine Fracasse*, sans grandes illusions sur le résultat, et même, son échec, grossi à plaisir, entraîna ma débâcle au bout de dix-sept jours; je n'en ai jamais gardé le moindre regret; plus tard, remis à flot, je repris sa *Nuit Bergamasque* et la jouai un peu partout, jusqu'à Berlin même, et, enfin, il remporta, au Théâtre Antoine, un vrai succès mené jusqu'à la centième, avec son *Capitaine Blomet*.

Durant de longues années, j'ai entretenu avec Bergerat les plus affectueuses relations, coupées, bien entendu, des petits nuages inévitables, et il m'en reste une liasse de délicieuses lettres dont je voudrais citer quelques extraits :

« Vous devez pourtant éprouver en ce moment « le besoin de jouer quelque chose en vers? Il « ne m'appartient pas de vous dire si la réus- « site de mon recueil « Ballades et Saynètes », « dont je vous adresse d'ailleurs un exemplaire, « appellera un peu votre choix sur une œuvre de « mon encre; mais je me risque à vous remé- « morer que vous en avez plusieurs, de cette « encre, dans votre portefeuille directorial, et « que je serais heureux d'en voir sortir une aux « trente-six chandelles que vous allumez tous « les soirs. »

Une autre, m'offrant un manuscrit :

« Pièce moderne, pas de frais pour huit sous, « et en plein dans le mille de la bourgeoisie cas- « quante. Cent représentations et le tour du « monde. »

Comment résister à cela? Et pourtant il le fallait bien!

« De retour. Si vous voir moi désirez, vous « fixer rendez-vous à moi; Odéon loin Ternes; « bonne santé, itou; votre.

« Emile Berge. »

« Ne veux plus écrire que de ce style avenireux (!), aéroplanard et Hertzien. »

Et dans un moment où ça n'allait pas :

« Vous regagnez au Théâtre Antoine le temps « perdu au Théâtre-Libre et vous voilà atteint « de Koningite professionnelle. Bravo! la for- « tune est au bout de ce chemin d'apache jon- « ché de chevelures. Le jeune D'Avançon (il « s'agissait de son fils) fera comme son père, il « tournera ses pouces en regardant, et il y a à « voir en ce moment chez vous, comme cet ab- « surde Gémier qui ne me salue plus quand je « suis dans votre théâtre; car il ne me salue « plus, votre Gémier, c'est à la lettre! Voilà ce « que c'est que de s'habituer à dire m...., on finit « par se croire du dernier carré.

« Mon humble rêve était d'aller déjeuner un « matin avec vous et sans plus, mon Dieu, oh!

« sans plus, que de vous lire, en trois quarts « d'heure, dans le bleu des cigares, trois actes « que je crois hors ligne, et que seul vous pour- « riez me jouer à Paris, car ils sont d'une har- « diesse sociologique peu commune. Parlez-en à « H... qui les connaît. Ils prendront leur tour « à la queue leu-leu des autres, voilà tout et je « n'y prétends point à autre faveur ni privi- « lège. Votre phrase : « J'ai peur de me lais- « ser tenter » est tout à fait rigolotte. Si vous « voulez, nous l'attribuerons à Porel pour la « rendre tout à fait directoriale. Allons, voyons, « quand déjeunons-nous ou chez vous ou chez « moi, Sacré Roi Lear va !

« Mon cher Antoine,

« Et alors? Rien, rien, toujours rien. Aller « vous voir? Oui, je sais bien. Mais on prend « le coche et quand on arrive vous êtes invisi- « ble. Pourquoi ne transportez-vous pas l'Odéon « aux Ternes? Ça, c'est un quartier humain; est- « ce que vous n'avez pas la poste dans votre « exil, mérité d'ailleurs? On dit que l'Expédi- « tion Charcot apporte des lettres de vous en « France; peut-être y en aura-t-il une pour « votre

« Emile Bergerat. »

J'en citerais des douzaines, de ces épîtres charmantes relues ces jours-ci dans la mélancolie de voir disparaître un si noble artiste et un si brave cœur.

Mais voici la dernière et sans doute la plus émouvante; de décembre 1891, après le triomphe de Rostand et de son Cyrano :

« Ami Antoine,

« C'est à M. Rostand qu'échoie la revanche « du « Fracasse »! Elle est toujours drôle, « n'est-ce pas? Et si vous êtes un bon et brave « camarade, fidèle à ceux que vous aimez et qui « vous aiment itou, vous comprendrez quel plai- « sir j'aurais à voir ma pauvre « Nuit » sur « votre affiche maintenant, et à prouver, par « elle, qu'au Théâtre arriver « le premier », « c'est arriver « trop tard », paraît-il. Tel est mon « rôle sur la terre et j'avoue que je m'en lasse « un peu. Le vers comique au Théâtre, disent- « ils? Eh bien et Gautier? Et moi?

« Je vous mâche affectueusement l'oreille.

« Votre Berge. »

Toute la mélancolie, toutes les illusions, toute la gaîté quand même de cette noble et rare figure sont là-dedans, et il est bien entendu que, tout de suite, je réaffichai cette « Nuit Bergamasque » qui, en effet, laissait entrevoir ce que, quinze ans plus tard, l'autre, le Jeune de génie, allait réaliser triomphalement.

André Antoine.

LA VIE INTIME DE Mme DE POMPADOUR (1)

LE DÉCLIN

Dans cette guerre cachée, que la femme livre aux autres femmes, pour les écarter ou les maintenir en état d'infériorité et de dépendance, Mme de Pompadour est toujours victorieuse ; mais sa victoire n'est jamais définitive. C'est un recommencement perpétuel d'anxiétés épuisantes ; c'est l'obligation de tout prévoir, de tout deviner, de tout surveiller, de garder partout des intelligences, de payer partout des complicités, d'envelopper le Roi dans un filet invisible où il a l'illusion d'être libre. Et cette guerre, où la marquise ne craint pas de favoriser la débauche pour conserver l'amitié, double l'autre guerre, celle que la femme politique doit soutenir contre des ennemis puissants qui, eux non plus, ne désarment pas.

Là aussi, elle est victorieuse. Richelieu est bridé, Choiseul conquis, Maurepas en exil, et le dernier adversaire qui lutte encore, le comte d'Argenson, a été battu déjà dans la personne de sa laide et méchante femelle, la d'Estrades.

Cependant, en 1757, la chance paraît tourner.

Un fanatique, un pauvre fou, Damiens, frappe le Roi d'un coup de canif... La blessure est si légère que, d'après le dire du chirurgien La Martinière, Louis XV, dès le lendemain, pourrait se lever en robe de chambre et vaquer à ses affaires au bout de trois jours... Mais cette égratignure jette le Roi, sa famille et toute la cour dans un état d'inquiétude et de désespoir, qui nous paraît, à la lecture des documents, tout à fait disproportionné à sa cause, et même assez ridicule par ses manifestations.

(1) Voir la *Revue Bleue* des 15 décembre 1922, 1er et 20 janvier, 18 août, 6 et 20 octobre 1923.

Le Roi, porté dans sa chambre, ne cesse de répéter : « Je suis assassiné ». En vain, le chirurgien le rassure. Il a subi un choc nerveux qui le détraque et dont il se ressentira longtemps. Il réclame un prêtre, la confession, les saintes huiles. Son confesseur, le P. Desmarets, est à Paris. L'abbé Soldini, aumônier du grand commun, passe trois quarts d'heure sous le rideau du lit royal. Il faut qu'il demeure encore dans la chambre, toute la nuit, rappelé à chaque instant par le malade, et la scène recommence avec le P. Desmarets, cependant que la Reine gémit, que la Dauphine et Mesdames sanglotent, que les ministres et le Dauphin s'assemblent, — et que, dans son appartement d'en bas, Mme de Pompadour, oubliée, ne fait que pleurer et s'évanouir.

Oubliée — du Roi, cela s'entend — car Louis XV ne prononce jamais son nom durant ces heures et durant les jours de sa convalescence. La peur de la mort rompt tout à coup le lien que douze ans d'affection avaient tissé. Et la malheureuse, qui se rappelle Metz et le renvoi de Mme de Châteauroux, tremble à l'idée de tous ces prêtres penchés sous le rideau du Roi... Mais si son amant l'oublie, ses rivales et ses rivaux se souviennent. Il y a chez elle un défilé de gens qui viennent, sous prétexte d'intérêt, pour voir la ruine de la favorite menacée, que le Dr Quesnay et Mme du Hausset entourent de soins affectueux. Quelques amis, fidèles à l'infortune, se montrent aussi, Saint-Florentin, Bernis, Rouillé, Mme de Brancas, la petite maréchale de Mirepoix... Mais pourquoi ne voit-on point Machault ? Il est chez le Roi. Sans doute, en sortant, viendra-t-il réconforter sa bienfaitrice ? Il sort et ne vient point. On l'a vu s'en retourner chez lui, suivi d'une foule pressée. Et Mme de Pompadour, touchée au cœur par cet abandon si lâche, s'écrie à travers ses larmes :

« Et c'est là un ami ! »

Une heure après, Machault, sévère et froid, entre dans le cabinet de la Marquise. Tout le monde sort. Les voilà seuls. Apporte-t-il enfin, avec des paroles d'amitié, la consolante espérance ? Une demi-heure passe. Mme de Pompadour sonne enfin. L'abbé de Bernis et Mme du Hausset accourent à son appel... Dans le beau cabinet de laque rouge, elle les accueille par des sanglots. Ses dents claquent. « Il faut que je m'en aille, mon cher abbé ! » Mme du Hausset lui fait boire un peu d'eau de fleur d'oranger dans un gobelet d'argent. Un peu plus calme, elle donne des ordres pour son départ, puis elle s'enferme avec Bernis et condamne sa porte.

Et voici qu'arrive une autre fidèle, Mme de Mirepoix, qui force cette porte close. Elle se récrie : « Qu'est-ce donc, Madame, que toutes ces malles ? Vos gens disent que vous partez ?

— Hélas ! ma chère amie, le Maître le veut, à ce que m'a dit M. de Machault.

— Et son avis, à lui, quel est-il ?

— Que je parte sans différer.

Pendant ce temps, Mme du Hausset déshabille sa maîtresse et l'étend sur une chaise-longue. La maréchale de Mirepoix — un tout petit bout de femme ! — considère la situation de la marquise, la conduite de Machault, l'état physique et moral du Roi, et résumant dans une phrase énergique tous les conseils qu'on ne lui demande pas :

— Il veut être le maître, votre garde des sceaux, dit-elle. Il vous trahit. Qui quitte la partie la perd.

Mme du Hausset se retire. Une heure plus tard, Marigny entre chez elle : « Elle reste, mais *motus !* On fera semblant qu'elle s'en va, pour ne pas animer ses ennemis. C'est la petite maréchale qui l'a décidé, mais le garde des sceaux le paiera. »

Suit le Dr Quesnay, et « avec son air de singe, il récite la fable du renard qui, étant à manger avec d'autres animaux, persuada à l'un que ses ennemis le cherchaient, pour hériter de sa part en son absence. »

Mme de Pompadour demeura — et ce fut Machault qui partit. Le roi, étonné d'être encore vivant, conserva quelques jours une humeur mélancolique. « Le corps va bien, disait-il, mais — touchant sa tête — ceci va mal, ceci est impossible à guérir... » Il pensait peut-être qu'il était marqué pour le couteau d'un Ravaillac, et peut-être souffrait-il aussi de sentir l'inimitié latente de son peuple. Toute la famille royale escomptait son repentir public et son retour à la vertu. Il ne retourna qu'à ses habitudes. Un beau jour, il descendit, comme naguère, chez Mme de Pompadour.

Le lendemain, la marquise monta en chaise et se fit conduire chez M. d'Argenson. Elle revint de fort mauvaise humeur. Appuyée à la cheminée, les mains dans son manchon, elle ne disait rien. L'abbé de Bernis lui dit : « Vous avez l'air d'un mouton qui rêve. »

Elle tressaillit, jeta son manchon sur un fauteuil, et répondit : « C'est un loup qui fait rêver le mouton. »

Le Roi entra, sur ces entrefaites, et resta seul avec la marquise et Bernis. Mme du Hausset, à travers la porte, entendit des sanglots, et bientôt l'abbé de Bernis demanda des gouttes d'Hoffmann. La fidèle femme de chambre apporta ce médicament, alors en vogue, qui passait pour calmer les « vapeurs ». Louis XV prépara lui-même la potion avec du sucre et la présenta très gracieusement à

la belle éplorée. La marquise finit par sourire et baisa les mains du Roi.

Le lendemain, M. d'Argenson était exilé.

« C'était bien sa faute, conclut Mme du Hausset, et c'est le plus grand acte de crédit que Madame ait fait. Louis XV aimait beaucoup M. d'Argenson, et la guerre sur terre et sur mer exigeait que l'on ne renvoyât pas ces deux ministres. C'est ce que tout le monde disait dans ce moment. »

Bernis avait pris ouvertement le parti de Mme de Pompadour pendant ces onze journées mortelles qu'elle fut sans voir le Roi, et lorsque Machault, devançant tous les ingrats, l'abandonnait à sa mauvaise fortune. L'abbé, en cette occurrence, montra du cœur et du jugement. Il avait souhaité un rapprochement entre la marquise qu'il aimait et le comte d'Argenson qu'il estimait ; mais le ministre, trop sûr de l'amitié du Roi, refusa avec hauteur tout accommodement. Il ne voulut voir dans les avances de son ennemie « que les derniers efforts d'une personne qui se noie et s'attache où elle peut ». Ainsi, lui-même se noya. Bernis, nommé ministre, puis ambassadeur, devenu cardinal et très bon prêtre, devait connaître à son tour l'amertume d'une disgrâce imméritée. Il ne partageait pas les idées politiques de la marquise et son enthousiasme pour l'alliance autrichienne qui renversait toutes les traditions de la monarchie française depuis Richelieu. Il ne signa pas de bon gré et sans restrictions le traité de Versailles, et après la défaite de Rosbach et la déconfiture de Soubise, il osa parler au Roi de faire la paix. Choiseul, partisan de la guerre, l'emporta et Mme de Pompadour sacrifia Bernis à ses chimères et à de mesquins intérêts de vanité. Le Roi de Prusse s'était moqué d'elle. Il fallait, pour sa vengeance, que le Roi de Prusse fût battu.

En 1761, le cardinal de Bernis revit une dernière fois M. d'Argenson qu'il trouva, dit-il, « la tête pleine d'intrigues et de projets, pendant que le froid de la mort s'emparait de sa personne ; il mourut avec le désir de vivre et de régner. »

XI

Cette même année 1764, Mme de Pompadour, dont la santé déclinait rapidement, eut une fluxion de poitrine qui aggrava beaucoup la maladie de cœur dont elle souffrait. Elle était à Choisy, quand une crise l'obligea de s'aliter. On dit que le Roi lui prodigua des soins affectueux et ne cessa pas de l'entretenir des affaires publiques.

Elle parut se rétablir et put être transportée à Versailles. Le bruit de sa maladie et de sa guérison courut dans le public, et les poètes qui l'avaient toujours aimée, parce qu'ils ne considéraient pas son rôle au triple point de vue de la morale, de la politique et de l'économie politique, célébrèrent son retour à la santé, par de petits vers qui voulaient être prophétiques :

Vous êtes trop chère à la France,
Au dieu des arts et des amours,
Pour redouter du sort la fatale puissance ;
Tous les dieux veillaient sur vos jours,
Tous étaient animés du zèle qui m'inspire,
En volant à votre secours,
Ils ont raffermi leur empire...

Ainsi Palissot se réjouit. Et Favart chante, à propos d'une éclipse :

Le soleil est malade
Et Pompadour aussi.
Ce n'est qu'une passade,
L'un et l'autre est guéri.
Le bon Dieu qui seconde
Nos vœux et notre amour,
Pour le bonheur du monde
Nous a rendu le jour
Et Pompadour.

Cependant, une rechute avait mis Mme de Pompadour au plus mal. Le Roi, très affecté, descendait toujours chez elle, et, par un sentiment assez mal compris de ses courtisans, se défendait d'exprimer son inquiétude. Elle, au contraire, qui voyait clairement son état, montrait une sorte de résignation, plus stoïque assurément que chrétienne.

Assise dans une bergère, joliment vêtue et une pointe de rouge aux pommettes, comme par une politesse suprême envers des amis qu'on ne veut pas effrayer, elle était courageuse par lassitude, détachée déjà de tout, et de tous, et d'elle-même. On lui parla de son âme. Elle fit demander au Roi quelle conduite elle devait tenir, si elle devait mourir impénitente ou repentie, comme si elle n'eût pas voulu se sauver ou se perdre sans la permission du Roi. Louis XV lui conseilla de voir un prêtre. Dans la nuit du 14 au 15 avril, elle se prépara pour recevoir les sacrements, et elle envoya même chercher son mari qui ne se soucia pas beaucoup de cette entrevue au bord du tombeau. Il répondit qu'il était malade. La cérémonie de l'extrême-onction parut bien longue à Mme de Pompadour. Elle pria le curé de faire vite, puis elle s'excusa de cette impatience.

L'aube vint, blême sur les charmilles du parc. C'était le 15 avril, jour des Rameaux. Lentement, la vie du palais s'éveilla, autour de l'appartement clos où tremblotaient des bougies. A l'étage supérieur, dans la grande chambre dorée, Louis XV

reposait, ou feignait de reposer, entre ses courtines, et s'il ne dormait pas, songeait, douloureusement, à l'agonisante qu'il ne devait plus revoir en ce monde

Elle, étouffée et suffocante, ne pouvant supporter le lit, se tenait, le buste droit, dans sa bergère, et tandis que le matin tendait un fil gris entre les volets, sa pensée rejoignait celle du Roi, évoquant peut-être les souvenirs de l'amour passé : le phaéton bleu de Sénart, le bal des Ifs, l'appartement du haut, le petit théâtre et la robe de *Galathée*, peinte de roseaux vert et argent, d'algues et de coquillages. Peut-être aussi, mesurait-elle la vanité des honneurs achetés par tant de complaisances et de chagrins secrets. Tout ce qui avait été la grande affaire de son existence, elle le considérait maintenant avec une indifférence qui étonnait ses amis, et dont on n'a pu savoir si c'était un effet de la religion ou de la philosophie, un mépris chrétien pour les grandeurs de chair ou l'adieu d'une épicurienne fatiguée à un monde dont elle a épuisé les joies et les peines.

Il me semble que la foi de la marquise était bien incertaine pour affermir ainsi son courage ; et il faut penser plutôt que Mme de Pompadour regardait la vie comme Maurice de Saxe : « un beau songe » déjà presque évanoui.

Elle avait fait son testament dans les formes ordinaires, avec des formules pieuses qui, paraît-il, étaient l'œuvre du notaire. Au cours de cette dernière journée, elle se le fit apporter et le relut ; puis, n'ayant plus la force de tenir une plume, elle dicta un codicille à son intendant. Ensuite, elle eut la visite de l'intendant des postes Janelle — celui qui, tous les jours, venait *travailler* avec elle, c'est-à-dire lui rendre compte des correspondances examinées par le Cabinet noir. Un peu plus tard, ce fut la toilette, rapide mais toujours minutieuse, la poudre sur les cheveux et le rouge sur les joues cadavéreuses... Parée pour la mort, la marquise, malgré ses souffrances, voulut encore remettre ses clefs à M. de Soubise, son exécuteur testamentaire, ordonner à son homme d'affaires Colin tous les détails de ses funérailles, et recevoir, une dernière fois, ses amis Choiseul et Gontaut. Ceux-là, qui demeurèrent jusqu'au soir, elle les congédia doucement en disant :

« *Cela* approche ; laissez mon âme, mon confesseur et mes femmes. »

Ils sortirent, tout émus, et la mourante demeura avec le curé de la Madeleine qui lui parla encore quelques instants. Comme il allait se retirer, Mme de Pompadour trouva la force de sourire, et lui dit :

« Un moment, monsi ur le curé... Nous nous en irons ensemble... »

A sept heures et demie, elle s'en alla, toute seule, dans l'inconnu terrible, qui ne l'avait pas effrayée. Elle mourait à quarante-et-un ans, satisfaite et non pas heureuse, ayant obtenu de la destinée tout ce qu'elle avait désiré, mais ayant pu connaître que ce « tout » était peu de chose.

Ce soir-là, Louis XV contremanda le « grand couvert » ou dîner public.

Cependant, le comte Dufort de Cheverny, s'étant rendu, ce même soir du dimanche, chez la duchesse de Praslin qui avait un appartement dans le château, trouva celle-ci tout en larmes.

« Vous me voyez encore tout émue, dit la duchesse, et si vous étiez venu une demi-heure plus tôt vous auriez partagé mon émotion. Il y a une heure que j'ai appris la mort de Mme de Pompadour. Elle n'était pas mon amie particulière, mais je n'avais nullement à m'en plaindre. J'ai vu passer deux hommes portant une civière. Lorsqu'ils se sont approchés (ils ont passé sous mes fenêtres), j'ai vu que c'était le corps d'une femme, couvert seulement d'un drap si succinct que la forme de la tête, des seins, du ventre et des jambes se prononçait très distinctement. J'ai envoyé aux informations. C'était le corps de cette pauvre femme, qui, selon la loi stricte qu'aucun mort ne peut rester dans le Château venait d'être porté chez elle. »

La marquise avait demandé, par son testament, d'être enterrée auprès de sa fille Alexandrine, dans l'église des Capucines de la place Vendôme. Le cortège funèbre quitta l'hôtel de Versailles, à six heures du soir, par un orage épouvantable.

A six heures, Louis XV était seul, avec son valet de chambre Champlost dans le Cabinet intime, dont la fenêtre ouvrait juste en face de l'Avenue. Le Roi fit fermer la porte du Cabinet, prit Champlost par le bras et se mit, avec lui, sur le balcon. En silence, il regarda le convoi défiler et se perdre au loin entre les arbres, dans le crépuscule tombant. La pluie flagellait sa tête nue et mouillait ses habits, mais il paraissait insensible à tout ce qui n'était pas sa douleur.

Quand il ne vit plus rien que l'orage et la nuit, Louis XV rentra dans le Cabinet. Deux grosses larmes coulaient encore sur ses joues, et Champlost l'entendit murmurer :

« Voilà les seuls devoirs que j'ai pu lui rendre... »

XII

La postérité qui a d'étranges accès de pudibonderie a été bien sévère pour Mme de Pompadour. Michelet, en particulier, a fait d'elle une image déformée jusqu'à la caricature, d'après les seuls témoignages de ses ennemis, mémorialistes et pamphlétaires. Il n'a voulu voir en elle que la

« courtisane » et la « sangsue ». Entre le témoignage si mesuré, si véridique, de l'honnête duc de Luynes, et les accusations forcenées d'un Argenson, il n'a pas hésité. Toutes les absurdes légendes sur les orgies cachées de Versailles et les débauches sadiques du Parc aux Cerfs, toutes les imaginations obscènes des bas chansonniers, toutes les rages d'un Richelieu et d'un Maurepas, il les a acceptées et utilisées aveuglément. Esprit, beauté, bonté, et même le goût, et même ce charme délicat qui explique son extraordinaire et longue fortune, Michelet a tout refusé à la marquise.

C'est qu'il voulait la voir avec les yeux du peuple, et que, pour ce fils de Rousseau, plébéien de génie, passionné jusqu'à l'injustice, tout ce qui représente l'ancienne France aristocratique est mauvais en bloc. Il ne comprend pas plus le caractère d'une Pompadour que la grâce d'un tableau de Boucher. Le bien qu'elle a pu faire, la création de l'École militaire et de la manufacture de Sèvres, la rénovation des Gobelins, l'encouragement donné aux artistes, la protection assurée aux écrivains, même aux plus libres d'esprit, même aux auteurs de l'Encyclopédie — ne comptent pour rien à cause du Parc aux Cerfs et des millions dépensés à Crécy, à Bellevue, à l'Élysée.

Les Goncourt aussi, plus sensibles aux qualités d'artiste de Mme de Pompadour, ont cédé trop aisément à l'influence des pamphlétaires. Ils ont vu l' « âme laide », le « cœur sec », de la favorite, à travers les Mémoires d'Argenson qui avait de bonnes raisons pour n'être pas équitable.

Le beau livre de M. de Nolhac, *Madame de Pompadour et Louis XV*, nous a donné enfin une image fidèle et nuancée de la marquise, et peut-être contribuera-t-il à rectifier les traits mensongers ou déformés de sa figure conventionnelle.

Voltaire, qui avait louangé honteusement, puis honteusement insulté Mme de Pompadour, lui rendit justice lorsqu'elle fut morte, et Diderot écrivit :

« Que restera-t-il d'elle ? Le traité de Versailles qui durera ce qu'il pourra, l'*Amour* de Bouchardon qu'on admirera à jamais, quelques pierres gravées qui étonneront les antiquaires, un bon petit tableau de Vanloo qu'on regardera quelquefois, et une pincée de cendres... »

Il est resté bien autre chose : des chefs-d'œuvre qui ont enrichi nos musées et qui eussent été plus nombreux si la stupidité révolutionnaire avait respecté Bellevue, Crécy, l'Ermitage, disparus comme tant de merveilles de la vieille France. Il est resté l'École militaire, Sèvres, tout un style décoratif, et une charmante image de la Parisienne du Tiers-État qui, pour la première fois, entre dans l'histoire et s'assied tout près — à gauche — du trône. « Statuette en pâte tendre, parmi les marbres et les bronzes » selon l'expression d'un contemporain, Mme de Pompadour, avec ses qualités et ses défauts, est une des plus intéressantes expressions du XVIIIe siècle. Elle a encore des détracteurs fanatiques, mais elle aura toujours des amoureux... « Sa grâce est la plus forte. »

Marcelle TINAYRE.

L'EXPOSITION DES ARTS DÉCORATIFS MODERNES DE 1925 (1)

Pour atteindre ce but, il faut un programme nettement moderne, une Exposition sélectionnée.

D'abord, un programme moderne résolu et inflexible, excluant toute copie et tout pastiche. Si la moindre défaillance à cet égard se produisait, la force de l'habitude et la tendance au moindre effort nous ramèneraient bien vite les vieux modèles qui nous ont fait à l'étranger la réputation d'un peuple d'antiquaires.

Pas de Rétrospective. Nos Musées, et Paris, tout entier plein de passé, suffisent à ce point de vue. Rien que du moderne. Mais que faut-il entendre par « moderne »?

Existe-t-il un style « moderne »? me demande-t-on souvent. Pouvons-nous le voir ?

Ne serions-nous pas comme le jeune Fabrice, de Stendhal, qui se trouvait en plein cœur de la bataille, et demandait à chacun : « où est-ce qu'on se bat? Où faut-il aller pour voir la mêlée? » Ne serions-nous pas aussi, sans nous en douter, en pleine formation du style nouveau?

Pourquoi non? Sans doute chaque artiste suit sa tendance, un meuble de Sue ne ressemble pas à un meuble de Dufrêne, ni une chaise de Groult à une chaise de Ruhlmann. C'est vrai, mais sous la Renaissance, la France n'a-t-elle pas eu dix écoles différentes? Est-ce que sous Louis XVI un siège de Nadalaine ressemble à un siège de Jacob, un meuble d'Oléon à un meuble de Riesener ?... Pour-

(1) Voir la *Revue Bleue* du 20 Octobre 1923.

tant qui conteste qu'il y ait eu un style Louis XVI, qui fut moderne à son heure?

Etre moderne ne signifie pas s'asservir à telle formule à la mode. Les industriels qui cherchent des « documents modernes » font fausse route, par la force de l'habitude. Ils auraient de la sorte toujours un retard de quelques années.

Être moderne, dans le sens le plus général et philosophique du mot, c'est donner le pas à la raison sur l'autorité de l'exemple. Au point de vue des Arts qui concourent à la beauté de la maison et de la Cité, c'est chercher dans sa raison et dans son goût, mais non ailleurs, la réalisation des programmes que propose la vie.

Est moderne tout ce qui n'est pas contrefaçon ou copie, tout ce qui vit dans son temps.

L'œuvre moderne sera donc bonne ou mauvaise, selon les qualités propres de son créateur. Ne perdons pas de vue qu'en 1925, contrairement à toutes les habitudes des Expositions Universelles, une sélection des œuvres sera opérée par le Jury d'admission, car ce n'est pas le créateur qui sera admis, mais l'œuvre elle-même, indépendamment de tous les titres personnels du créateur. Cette sélection portera sur le caractère moderne des objets et sur la qualité de leur exécution, car de cette qualité, particulièrement dans les objets usuels fabriqués en série, dépend leur puissance d'expansion dans le monde.

C'est donc une Exposition de création et de sélection, qui n'est en rien comparable à ce que nous avons coutume de connaître.

Ce n'est pas une exposition de firmes industrielles et commerciales, elle n'a pas pour but de montrer *toute* la production nationale ; au contraire, sa raison d'être c'est, d'éliminer de cette production tout ce qui n'est pas digne d'éloge par sa qualité d'Art en même temps que par son exécution. Quelle que soit la valeur commerciale ou la puissance industrielle d'une maison, cette maison n'a pas sa place dans cette Exposition, si les œuvres qu'elle présente n'ajoutent aucune contribution *personnelle* au patrimoine constitué déjà par l'effort artistique de notre pays.

Ce principe formel, « admission de l'œuvre et non pas de l'exposant », doit avoir pour conséquence un mode spécial de présentation de l'Exposition, soit au point de vue général, soit au point de vue individuel.

Quel était donc le mode de présentation usité jusqu'à ce jour dans les Expositions Universelles et tel que nous l'avons vu à Paris en 1889 et en 1900, à Bruxelles en 1910, à Turin en 1912, à Gand en 1913 ? Il consistait à construire un ou plusieurs immenses palais, découpés en tranches réparties entre les groupes et entre toutes les nations. Sous la même nef métallique viennent se juxtaposer dans des vitrines officielles et uniformes, sans le souci de l'adaptation du cadre à l'objet, les produits les plus divers et les contrastes parfois les plus choquants. Chaque classe est découpée elle-même en stands. Les firmes concurrentes cherchent à y rivaliser, par le nombre des objets exposés, sur quelques mètres carrés. Vingt lustres sont accrochés au plafond, au-dessus d'une table hérissée de trente candélabres et sous laquelle s'empilent quarante chenets. Ailleurs, des tissus de costume ou d'ameublement se présentent en un amoncellement de cent rouleaux d'étoffes superposés.

D'autre part, les industries de grand luxe ayant en quelque sorte droit consacré à une place d'honneur, c'est sous la coupole ou la voûte la plus haute qu'elles veulent être présentées, et on arrive à ce paradoxe de donner la nef d'une cathédrale comme cadre aux quelques centimètres cubes de diamants de la joaillerie.

Cette présentation peut avoir sa raison d'être économique et même psychologique. Elle peut donner à la masse des visiteurs l'impression, contestable d'ailleurs, de la puissance de production d'une industrie, ou de la richesse inestimable d'un joaillier, mais elle a le défaut très grave en l'espèce de ne tenir aucun compte de l'objet exposé, de son rôle décoratif, de son emploi dans la vie individuelle ou collective, de l'harmonie nécessaire avec le cadre et avec la destination.

Le but d'une Exposition dont le plan et les aspects sont commandés par un besoin de publicité nationale et internationale, est de frapper l'imagination. Une tour de 300 mètres, un dôme central tout rutilant de dorures, en 1889, même les palais lamentablement surchargés de l'Esplanade des Invalides en 1900, le débordement d'ornementation du Pont Alexandre et des Palais des Champs-Elysées, toute cette ostentation répond au besoin de réclame d'une colossale entreprise. C'est ce décor qui d'abord se fixe sur les affiches, puis dans le souvenir des visiteurs attirés par cette publicité.

Quant aux exposants, ils se construisent eux-mêmes leur Tour Eiffel, par la masse de leur présentation, le nombre des médailles d'or qu'ils alignent dans des cadres, ou l'étalage saugrenu d'une Vénus de Milo en stéarine ou d'un Arc de Triomphe en godillots.

Cela, c'est le type même de l'Exposition, dans laquelle l'admission est prononcée sur le nom de l'exposant et non pas sur son œuvre. Mais tel n'est pas le principe de l'Exposition projetée.

Pour que les productions prennent toute leur

valeur décorative, il sera indispensable qu'elles soient présentées comme elles le sont dans la réalité, suivant leur destination, leur emploi, en un ensemble créant le décor de notre existence quotidienne.

L'art décoratif moderne doit être montré, sous toutes ses formes, comme une réalité vivante, entièrement appropriée à des besoins actuels, tant esthétiques que matériels, et non pas comme la réunion fortuite d'un grand nombre d'objets de vitrine, disparates et sans destination. Un carreau de revêtement céramique, une étoffe de tenture ou un papier peint ne prennent leur raison d'être que sur la muraille qu'ils doivent décorer. Un bureau n'a sa valeur que dans le cadre du cabinet auquel il est destiné. Une lampe de bureau ne se justifie que sur la table qu'elle doit éclairer. En un mot, pour faire comprendre l'art décoratif moderne et donner la sensation nette de son existence et de sa valeur propre, il faut que, dans la mesure du possible, chaque objet présenté participe à la constitution logique d'un ensemble homogène.

Le mode théorique et idéal de présentation serait donc la réunion d'un certain nombre de demeures modernes, variées dans leur conception comme dans leur utilisation, entièrement décorées extérieurement et intérieurement, meublées, du salon à la cuisine ou à la salle de bain, appropriées aux besoins et aux ressources de toutes les classes de la nation, et présentant dans les moindres détails de leur installation le même souci d'harmonie et de logique, de probité dans l'exécution et d'appropriation dans le choix des matières employées qui doit constituer la marque distinctive d'un art décoratif moderne.

Le rêve serait que — comme on va à Carcassonne, à Sienne, ou à Tolède, pour se baigner dans la pure atmosphère du XIIIe, du XVe ou du XVIe siècle — on puisse, en entrant dans notre Exposition, se trouver placé dans le cadre harmonieux et complet de la vie moderne, avec *tout* ce qu'elle comporte et *rien que* ce qu'elle comporte : des bureaux, des écoles, des salles d'usines, une église et une mairie, des villas et des maisons à bon marché, des hôtels, des magasins, des restaurants, une salle de cinéma, même un bureau de T. S. F. ou un hangar d'avion, tout cela avec son aménagement intérieur et son mobilier ; en un mot le schéma d'une ville moderne avec sa voierie et ses squares... Surtout pas de palais : ce n'est plus du tout à l'ordre du jour.

Ce souhait ne constitue pas d'ailleurs une chimère irréalisable. Déjà, dans des Expositions récentes, des tentatives ont été faites en ce sens. De l'Exposition des Munichois au Salon d'Automne, nous avions pu, en 1910, tirer cet enseignement que dans la présentation des objets, le volume des salles joue un rôle très important, et que des meubles, même médiocres en soi, prennent une valeur toute différente suivant qu'ils ont, ou n'ont pas, autour d'eux le cube d'espace correspondant aux nécessités de leur emploi dans la vie réelle, conditions que nous n'observions jamais dans nos Expositions.

Cette compréhension juste des besoins de la présentation, les Décorateurs Français ont su se l'approprier. Le Pavillon d'Art Décoratif Moderne français à Turin, construit par Plumet, les sections d'Art Décoratif Moderne Français à Gand, décorées par Sorel, celles de Lyon en 1914, organisées par Sorel et Sue, nous en ont donné la preuve.

D'autre part, toutes les productions de l'art décoratif moderne ne pouvant trouver place suffisante dans ces ensembles types, à moins d'en multiplier le nombre d'une façon trop onéreuse et fatigante, il sera nécessaire d'avoir, pour chaque groupe de la classification proposée, un pavillon ou une salle dans laquelle pourraient être réunies les œuvres qui n'ont pu être présentées dans les ensembles décoratifs, ainsi qu'une salle de maquettes et projets et une salle de la fabrication et des procédés techniques. Il est bien évident, par exemple, que l'art décoratif appliqué à la verrerie aussi bien qu'à la joaillerie, à la maroquinerie ou à l'imprimerie ne saurait être suffisamment représenté par les objets faisant partie des ensembles prévus. A fortiori, il en serait de même du costume féminin, de la dentelle et d'une foule de produits. D'où nécessité d'une série de pavillons plus ou moins importants.

Chaque nature d'objet a besoin d'un cadre architectural, d'un mode de présentation, même d'un éclairage particulier. De ceci, je puis citer en exemple la parfaite appropriation des bâtiments de la section allemande de Bruxelles. Le hall des machines, celui de l'imprimerie, celui du matériel scientifique, pour ne citer que ceux-là, s'y sont présentés comme de véritables types du genre. Je puis signaler dans le même ordre de préoccupations les pavillons spécialisés construits par l'architecte Boberg à l'Exposition Baltique de Malmœ en 1914.

De tels résultats ne peuvent être obtenus que par le groupement d'un certain nombre de bâtiments, juxtaposés suivant un plan harmonieux, mais indépendants les uns des autres, dans leur décoration comme dans leur proportion, et n'ayant entre eux, dans leur diversité, qu'un seul lien : celui d'être tous parfaitement adaptés aux besoins de la présentation spéciale à laquelle ils doivent servir, en utilisant logiquement toutes les ressources

que l'industrie moderne met au service de l'architecte.

Comment réaliser ce programme de présentation ? et dans quelle mesure pourrons-nous le faire ?

En premier lieu, pour les ensembles décoratifs, types de maisons, villas, constructions diverses entièrement installées et meublées, il sera nécessaire de provoquer la constitution d' « Ateliers » comprenant chacun un architecte chargé de coordonner tous les efforts, un peintre, un sculpteur, et plusieurs artisans d'art et industriels, capables de se comprendre, de se compléter, et de collaborer à la conception et à la réalisation de ces ensembles, pour lesquels le terrain devrait être concédé gratuitement après soumission des projets et plans détaillés à la commission d'admission.

Je suis convaincu que de tels « Ateliers » se constitueront d'eux-mêmes, en certain nombre, mais il appartient à ceux qui assument la direction esthétique de l'Exposition d'user de toute leur influence pour multiplier ces initiatives individuelles, dont on peut attendre des résultats extrêmement intéressants pour l'art français.

Le plan général adopté pour l'Exposition et, jusqu'à un certain point, imposé par l'emplacement choisi, permettra sans difficulté de réaliser cette partie du programme.

Evidemment, le voisinage des Palais existants et du Pont Alexandre, les quinconces des Invalides et l'imposante architecture de Mansard comme fond de tableau, tout cela constitue une atmosphère peu favorable au pittoresque et un peu écrasante pour la simplicité et la modestie que les conditions économiques de la vie moderne vont imposer à la logique de nos architectes. Mais cependant, les ensembles décoratifs peuvent encore trouver une place où ils soient en valeur.

En ce qui concerne les pavillons de classe ou de groupe, les uns se succéderont en façade des quinconces des Invalides et les autres viendront s'édifier en architectures plus légères encore à l'intérieur du Grand Palais des Champs-Elysées, dont la nef sera pour eux un simple toit les mettant à l'abri de tout risque d'intempéries.

Chacun de ces pavillons devra être confié naturellement à l'un de nos architectes modernistes, c'est-à-dire de ceux dont l'effort s'est orienté d'une façon incontestable vers la création d'œuvres personnelles et originales. Cet architecte en fera la décoration intérieure aussi bien que la construction, sous le contrôle d'une commission d'esthétique chargée d'harmoniser l'ensemble des pavillons, dont chacun devrait conserver néanmoins son caractère approprié, le pavillon de la céramique ne pouvant être conçu comme celui des textiles.

Enfin, l'Art de la Rue, l'Art du Théâtre, l'Art des Jardins doivent trouver leur place, et ce n'est pas seulement par une froide présentation de dessins ou de modèles réduits qu'ils doivent s'exprimer, mais par le groupement heureux des immeubles, par le décor varié des façades et des boutiques, par la disposition ingénieuse et élégante d'une ou plusieurs salles de Théâtre, par le cadre de verdure, de fleurs et de jardins qui doit sertir chaque construction.

Ce sont des ressources variées, presque illimitées, que notre manifestation peut mettre au service de l'art et de l'industrie de notre pays.

Que faut-il pour en tirer parti ?

De l'union et de la discipline. Industriels et artistes avaient coutume d'agir séparément, presque en hostilité les uns contre les autres. Dès maintenant, ils ont compris la nécessité de l'accord. Devant la concurrence étrangère, leur union va devenir étroite et complète.

Industriels et artistes avaient aussi coutume de n'en faire qu'à leur tête, de présenter ce que bon leur semblait, comme bon leur semblait. La contrainte pourra leur paraître dure. La discipline sera difficile à faire respecter, et pourtant, il faudra qu'elle soit. Ceux qui assumeront la charge de réaliser ou de diriger l'Exposition ne pourront pas laisser porter la plus légère atteinte à cette discipline nécessaire. L'affaiblir serait la ruine de tout le programme. Nous prétendons aujourd'hui faire rompre avec des habitudes de soixante ans : une continuité dans la volonté sera nécessaire à ceux qui veilleront à cette mission.

Ce n'est qu'à ce prix que l'Exposition de 1925 apportera à la France, à ses artistes et à ses industriels la victoire attendue.

Cette victoire, nous l'aurons si nous avons foi dans la puissance inventive de notre race, si nous voyons dans son glorieux passé artistique, non des modèles à copier sans effort, non une mine à exploiter commercialement, mais l'exemple à suivre d'une généreuse énergie créatrice dont l'arrêt serait une humiliation et un affaiblissement national.

François Carnot,
Président de la Fédération des Sociétés d'Art pour le développement de l'Art appliqué.

VEROTCHKA [1]

Ivan Alexéïévitch Ogniev se rappelle encore cette soirée d'août où, en ouvrant avec bruit la porte vitrée, il sortit sur la terrasse.

Il portait alors son vaste pardessus à grandes ailes, et ce chapeau de paille à larges bords qui maintenant traîne là, dans la poussière, sous le lit avec ses bottes. D'une main il tenait un gros paquet de livres et de cahiers, de l'autre un gros bâton noueux.

Sur le seuil, lui éclairant le chemin avec une lampe, se tenait le maître de la maison, Gavril Pétrovitch Kouznietzov, un vieillard tout chauve, à la barbe grise, en veston de piqué blanc comme la neige. Il souriait d'un air débonnaire et secouait la tête.

— Adieu, bon vieillard! lui cria Ogniev.

Kouznietzov posa sa lampe sur un guéridon et sortit lui aussi sur la terrasse. Leurs ombres allongées en descendirent les marches, se dirigèrent vers les parterres de fleurs et vinrent ensuite appuyer leurs têtes contre les troncs des tilleuls.

— Adieu, et encore une fois merci, mon cher Gavril Pétrovitch, dit Ivan Alexéïévitch Je vous remercie de votre hospitalité, de votre bonne grâce, de votre affection pour moi... Jamais, jamais je n'oublierai votre cordial accueil. Vous êtes trop aimable, et votre fille aussi, tous vous êtes ici tellement bons, gais, hospitaliers!... Non, vraiment..., vous êtes tous plus parfaits que je ne saurais l'exprimer.

Sous l'influence du sentiment et de l'excès de liqueur qu'il venait de boire, Ogniev parlait sur un ton chantant, comme parlent les séminaristes. Il était si ému, qu'il manifestait ses sentiments, non seulement par des paroles, mais encore par de continuels clins d'yeux et mouvements d'épaules. Kouznietzov, très ému et un peu gris lui aussi, vint au jeune homme et l'embrassa.

— Je m'étais habitué à vous comme un chien couchant, poursuivit Ogniev. J'allais vous voir presque tous les jours, j'ai passé chez vous une dizaine de nuits ; et quant à vos liqueurs, j'en ai pris tant de petits verres que je n'ose m'en rappeler le nombre. Mais ce dont je vous sais le plus de gré, Gavril Pétrovitch, c'est de m'avoir accordé votre concours, votre appui. Sans vous, je ne me serais pas tiré de ma statistique avant le mois d'octobre. Aussi ne manquerai-je pas d'imprimer dans ma préface : « Je considère comme un devoir d'exprimer ma reconnaissance au président du Comité de l'Assemblée provinciale de N..., M. Kouznietzov, pour son concours si bienveillant. » La statistique a devant elle un brillant avenir... Mes salutations très respectueuses à Mlle Véra, et, quant aux docteurs, aux deux juges d'instruction et à votre secrétaire, dites-leur, je vous prie, que je n'oublierai jamais leur assistance. Et maintenant, mon vieil ami, allons, il faut nous embrasser et nous donner la dernière accolade.

De plus en plus ému, Ogniev embrassa encore une fois le vieillard et se mit à descendre l'escalier de la terrasse. Arrivé à la dernière marche, il se retourna et demanda :

— Nous reverrons-nous jamais ?

— Qui sait ? répondit le vieillard. Probablement jamais.

— Oui, c'est vrai. Vous ne viendriez à Pétersbourg pour rien au monde, et moi je ne crois pas non plus que le hasard me ramène jamais dans ce pays... Portez-vous bien, alors.

— Vous pourriez bien laisser vos livres ici ! lui cria Kouznietzov. Quelle idée de vous charger ainsi ? Je vous les enverrai demain par quelqu'un...

Mais Ogniev ne l'entendait plus ; il s'éloignait de la maison à pas rapides. Stimulé par l'alcool, il sentait au fond de son âme quelque chose de gai, de chaud et... de triste en même temps. Il marchait, et songeait qu'on rencontre souvent dans la vie d'excellentes gens, et quel dommage que, de la plupart de ces rencontres, il ne restât que des souvenirs. Telle une bande de grues que l'on voit apparaître sur l'horizon, la brise vous apporte leur cri plaintif et ivre de liberté ; mais, au bout d'un moment, vous avez beau scruter avidement le lointain bleu, vous n'entendez plus un son. Ainsi les gens, avec leurs visages et leurs discours, nous apparaissent dans la vie, et bientôt ils sont comme noyés dans le passé, ne laissant que des traces presque nulles dans notre mémoire...

Pendant son séjour dans le district de N..., où il était arrivé au commencement du printemps, Ivan Alexéïévitch venait presque quotidiennement chez les hospitaliers Kouznietzov, et il avait fini par connaître tous les détails de la maison, la terrasse si intime, les détours des allées, jusqu'aux silhouettes des arbres qui masquaient la cuisine et le pavillon des bains...

(1) Diminutif câlin de Véra.

Et cependant, il sera tout à l'heure de l'autre côté de la petite porte du jardin, et tout cela ne sera plus pour lui qu'un souvenir, tout cela perdra à jamais, pour lui, son importance réelle. Puis une année se passera, une autre encore, et toutes ces images si agréables s'effaceront dans son esprit sans y laisser plus de vestiges que les histoires inventées et les produits de la fantaisie humaine.

« Il n'y a rien de meilleur dans la vie que les hommes », pensait Ogniev toujours ému, en suivant l'allée dans la direction de la sortie. « Rien de meilleur. »

Il faisait doux et calme dans le jardin, d'où s'exhalait l'odeur des résédas et des héliotropes encore fleuris. Entre les buissons et les troncs des grands arbres s'étendait un léger et tendre brouillard, qui laissait passer une partie des rayons lunaires, et — circonstance qu'Ogniev devait conserver longtemps dans sa mémoire — des traînées de ce brouillard, semblables à des fantômes, se poursuivaient doucement dans l'allée. La lune planait très haut au-dessus du jardin, et vers l'Orient, un peu plus bas, filaient des masses nébuleuses et transparentes. Tout l'univers, semblait-il, n'était composé que de silhouettes noires et d'ombres blanches qui flottaient. Et Ogniev, en observant ce brouillard par cette soirée d'août, au clair de lune, s'imaginait, peut-être pour la première fois de sa vie, que ce n'était point la nature qu'il voyait, mais un décor planté par de maladroits machinistes qui, voulant illuminer le jardin avec des feux de Bengale blancs, s'étaient cachés dans les buissons et remplissaient l'air de fumée blanche.

Comme Ogniev atteignait la petite porte du jardin, une ombre noire se dégagea de la palissade basse et vint à sa rencontre.

— Véra Gavrilovna !... dit-il tout joyeux. Vous ici ?... Et moi qui vous cherchais partout... je voulais vous faire mes adieux... Adieu donc, je pars !...

— Déjà ?... Il n'est que onze heures.

— Non, il est temps. J'ai à franchir cinq kilomètres à pied, et je dois encore faire ma malle. Demain, il faut que je me lève de bonne heure...

Ogniev avait devant lui la fille de Kouzniettzov, Véra, une jeune fille de vingt-et-un ans, à l'air mélancolique, négligemment vêtue et néanmoins attrayante. Les jeunes filles qui rêvent beaucoup, qui sont toute la journée à lire, étendues et indolentes, tout ce qui leur tombe sous la main, qui s'ennuient et s'abandonnent à une sorte de mélancolie —, ces jeunes filles négligent souvent leur toilette. A celles d'entre elles que la nature a douées d'un goût esthétique et qui ont l'instinct du beau, ce négligé ajoute un certain charme particulier.

Du moins Ogniev, chaque fois qu'il se rappelait, par la suite, la gentille Vérotchka, ne pouvait jamais se la représenter sans cette blouse large qui retombait le long de la taille en plis lâches, laissant le corps libre, sans cette boucle folle qui s'échappait toujours de sa haute coiffure, et sans le châle rouge bordé de pompons qui, le soir, pendait mélancoliquement sur l'épaule de Véra, comme un drapeau par un temps calme, tandis que dans la journée on le voyait traîner tout chiffonné dans l'antichambre à côté des chapeaux d'hommes ou bien sur le coffre dans la salle à manger, avec le vieux chat couché dessus sans la moindre gêne.

Ce châle, les plis de cette blouse, respiraient la libre paresse, le bien-être, le « chez soi » absolu. Peut-être aussi la sympathie que lui inspirait Véra faisait-elle trouver à Ogniev, dans chaque pompon, dans chaque petit volant de la jeune fille, quelque chose de familier et de poétique, ce quelque chose qui manque justement aux femmes froides, dénuées de simplicité, et qui n'ont pas le sentiment du beau.

Vérotchka était bien faite ; elle avait en outre un profil régulier et de beaux cheveux frisés. Ogniev, qui avait jusque-là vu fort peu de femmes, la trouvait belle.

— Je pars, dit-il, en la quittant à la porte du jardin. Pensez quelquefois à moi. Je vous suis très reconnaissant de toutes vos bontés.

Sur le même ton chantant de séminariste, toujours en clignotant des paupières et en remuant les épaules, il se mit à remercier Véra de sa cordiale hospitalité.

— Dans toutes les lettres que j'écrivais à ma mère, lui disait-il, je lui parlais de vous. Si tout le monde était comme votre père et vous, la vie ne serait pas la vie, ce serait une fête... Vous êtes tous charmants. Tout le monde ici est simple, sincère et cordial.

— Où allez-vous maintenant ? lui demanda Véra.

— D'abord j'irai voir ma mère à Orel, je passerai sans doute une quinzaine de jours auprès d'elle, puis je rentrerai à Pétersbourg pour y reprendre mes occupations.

— Et puis ?

— Et puis ?... Tout l'hiver on travaillera, et au printemps on ira de nouveau quelque part en province, recueillir des matériaux... — Eh

bien, soyez heureuse, vivez cent ans... et ne pensez pas mal de moi. Nous ne nous reverrons plus...

Ogniev se pencha et baisa la main de Véra. Puis, très ému, il ne dit plus rien ; il rajusta son pardessus, arrangea son paquet de livres, et, après un nouveau silence, il dit finalement :

— Quel brouillard, hein ?

— Oui... Vous n'avez rien oublié chez nous?

— Mais non, rien, il me semble...

Pendant quelques secondes, Ogniev demeura silencieux. Puis il se tourna gauchement vers la porte et sortit du jardin.

— Attendez, je vais vous reconduire jusqu'à la forêt, lui dit Véra en le suivant.

Ils se mirent à marcher le long du chemin. Maintenant les arbres ne cachaient plus le ciel et le lointain. La nature entière apparaissait comme voilée d'une gaze transparente à travers laquelle sa beauté regardait gaîment. Le brouillard, là où il était plus dense et plus blanc, s'étalait en masses inégales autour des meules et des arbrisseaux ou, traversant le chemin, en longues traînées, s'aplatissait contre la terre et semblait faire de son mieux pour ne pas limiter la vue. A travers la gaze on voyait tout le chemin jusqu'au bois, avec ses deux fossés obscurs. A un demi kilomètre de la porte brunissait la bande de forêt appartenant à Kouznietzov.

« Pourquoi diantre a-t-elle voulu m'accompagner? Il faudra que je la reconduise après », pensa Ogniev.

Mais ayant jeté un regard sur le profil de Véra, il eut un sourire bienveillant et dit :

— On n'a pas envie de partir par un si beau temps. Voilà une soirée vraiment romantique avec la lune, le silence et tout le tremblement... Savez-vous, mademoiselle Véra ? — Voilà déjà vingt-neuf ans que je vis dans le monde, et je n'ai pas encore eu un seul roman. Pas une seule histoire romanesque dans toute mon existence, de sorte que les rendez-vous, les allées des soupirs, les baisers... tout cela, je ne le connais que par ouï-dire. Ce n'est guère naturel. Dans la ville, quand on est enfermé dans sa chambre, on ne s'aperçoit point de cette lacune ; mais ici, en plein air, on le sent bien, allez!.. Quelquefois même on est tout drôle...

— Mais comment vous êtes-vous rendu compte ?...

— Je ne sais pas. Peut-être simplement parce que je n'avais jamais eu le temps d'y réfléchir ; peut-être aussi parce que je n'ai pas rencontré jusqu'ici de femme qui... En somme, je n'ai pas de relations et je ne fréquente personne.

Les jeunes gens firent à peu près trois cents pas en silence. Ogniev regardait de temps à autre la tête nue et le châle de Véra, et l'un après l'autre les jours de printemps et d'été s'évoquaient dans son esprit.

C'était le temps où, loin de sa triste chambre de Pétersbourg, tout à la joie de l'affable accueil que lui faisaient ces bonnes gens et de son travail qu'il aimait, il ne s'apercevait pas comment le couchant succédait à l'aurore, et comment, l'un après l'autre, prédisant la fin de l'été, cessaient de chanter, d'abord le rossignol, puis la caille, et enfin, un peu plus tard, le râle de genêt... Le temps s'en allait sans qu'on s'en aperçût, on vivait donc bien et doucement...

Il se rappela tout haut quels efforts il lui avait fallu, à lui, qui n'était pas riche, ni habitué au mouvement et au monde, pour se rendre, à la fin d'avril, dans ce district de N..., où l'attendaient évidemment l'ennui, la solitude et une complète indifférence à l'égard de la statistique qui, selon lui, occupait maintenant la première place parmi toutes les sciences.

Arrivé par une matinée d'avril dans cette petite ville de N..., il était descendu à l'auberge du vieux sectaire Riaboukine où, pour vingt kopeks par jour, on lui donna une chambre propre et claire, à la seule condition qu'il fumerait dehors. Après un court repas, il avait demandé le nom du président de l'assemblée provinciale et s'était immédiatement rendu à pied chez Gavril Pétrovitch. Il avait eu à faire quatre kilomètres à travers de magnifiques prairies et de jeunes bois. Sous les nuages frémissaient les alouettes remplissant l'espace de leur chant argentin, et au-dessus des champs verdoyants volaient des freux qui agitaient leurs ailes d'un air grave.

— Mon Dieu ! se demandait alors Ogniev tout surpris ; se peut-il qu'on respire toujours ici une pareille atmosphère ? ou ne serait-ce qu'aujourd'hui, en l'honneur de mon arrivée, que la campagne exhale une si bonne odeur ?

Dans l'appréhension d'un accueil sec et officiel, il entra chez Kouznietzov d'un air hésitant, en jetant des regards timides et en tiraillant sa barbiche. D'abord le vieillard avait froncé les sourcils, sans comprendre en quoi ce jeune homme et sa statistique pouvaient avoir besoin de l'administration provinciale. Mais quand l'autre lui eût expliqué en détail ce que c'était que des matériaux statistiques et comment on les recueillait, Gavril Pétrovitch se rasséréna, com-

mença à sourire, et se mit à examiner les cahiers avec une curiosité d'enfant...

Le soir de ce même jour, Ogniev était déjà assis à la table des Kouznietzov ; il se grisait de leurs bonnes liqueurs et, devant les physionomies paisibles et les mouvements indolents de ses nouveaux amis, il ressentait dans tout son corps une sorte de paresse somnolente et douce, avec une envie de dormir, de s'étendre, de sourire... Et ses nouveaux amis l'examinaient naïvement, lui demandaient s'il avait encore son père et sa mère, combien il gagnait par mois, s'il allait souvent au théâtre, etc.

Ogniev se ressouvint aussi de ses excursions dans le pays, des pique-niques, des parties de pêche et de la visite faite en société à la mère Marfa, la supérieure du couvent de jeunes filles, qui leur avait offert à chacun une bourse en perles. Il se ressouvint aussi de leurs discussions interminables et passionnées comme les Russes en ont seuls, — ces discussions où les adversaires écumant de colère, avec des coups de poing sur la table, ne se comprennent pas, s'interrompent l'un et l'autre, sans s'apercevoir qu'ils se contredisent eux-mêmes à chaque phrase, changent continuellement de sujet, et, après avoir ainsi bataillé deux ou trois heures, éclatent de rire en disant :

— Le diable seul pourrait comprendre pourquoi nous nous sommes disputés. On a commencé par une chose et on a fini par Dieu sait quoi.

— Vous rappelez-vous notre chevauchée à Chestovo, le docteur, vous et moi ? disait Ivan Alexéïévitch à Véra, comme ils approchaient de la forêt. Nous avons rencontré un fou. Je lui ai donné une pièce de cinq kopeks, et lui, il s'est signé trois fois, puis a jeté ma pièce dans le seigle... Mon Dieu ! que d'impressions j'emporte avec moi ! Si l'on pouvait seulement les rassembler en une masse compacte, cela ferait un fameux lingot d'or ! Je me demande pourquoi les braves gens qui savent penser et sentir s'entassent dans les capitales plutôt que de venir vivre ici? Est-ce que là-bas, sur la Perspective Newski, dans les grandes maisons humides, on a plus d'espace et de vérité qu'ici? Je vous assure que toutes nos chambres meublées, du haut en bas remplies d'artistes, de savants et de journalistes, m'ont toujours semblé quelque chose d'absurde.

A une vingtaine de pas de la forêt, le chemin était traversé par un petit pont muni de bornes dans les angles, qui servait toujours de halte aux Kouznietzov et à leurs invités. De là, les amateurs pouvaient taquiner l'écho et voir disparaître la route dans la percée noire de la forêt.

— Eh bien ! nous voilà au petit pont, dit Ogniev. C'est ici que vous devez rebrousser chemin.

Véra s'arrêta et reprit haleine.

— Reposons-nous un moment, voulez-vous? répondit-elle en s'asseyant sur l'une des bornes. Avant le départ, quand on se fait ses adieux, c'est l'usage de s'asseoir.

Ogniev prit place à côté d'elle sur son paquet de livres et poursuivit la conversation. La jeune fille était essoufflée par la marche et ne regardait pas son interlocuteur, qui ne lui voyait pas le visage.

— Si nous nous rencontrons dans une dizaine d'années, hein ? Comment serons-nous alors ? Vous serez déjà une bonne mère de famille, et moi, l'auteur d'un recueil statistique, très gros, et dont personne ne voudra pas plus que de 40.000 autres recueils. Nous nous rencontrerons, et nous nous souviendrons du passé... Maintenant, nous sentons le présent, il nous agite et nous remplit ; mais alors, quand nous nous reverrons, nous ne nous rappellerons plus ni le jour, ni le mois, ni même l'année où nous nous serons vus pour la dernière fois sur ce petit pont... Vous serez peut-être changée... Dites-moi, vous serez changée ?

Véra frissonna et se tourna vers lui :

— Comment ? fit-elle.

— Je vous demandais...

— Pardon, je n'ai pas entendu ce que vous m'avez dit.

C'est alors seulement qu'Ogniev remarqua un changement chez la jeune fille. Elle était pâle, elle étouffait, et le tremblement de sa voix se communiquait à ses mains, à ses lèvres et à sa tête. De sa coiffure s'échappaient, non pas une, comme d'habitude, mais deux boucles de cheveux... Elle évitait visiblement de le regarder en face et, pour masquer son émotion, tantôt rajustait son petit col comme si elle en eût été incommodée, tantôt faisait passer son châle rouge d'une épaule sur l'autre.

— Il me semble que vous avez froid, lui dit Ogniev. Ce n'est pas très sain de s'attarder ici, dans le brouillard. Allons, j'aime mieux vous reconduire chez vous.

Véra se taisait.

— Qu'avez-vous ? lui demanda Ivan Alexéïévitch en souriant. Vous vous taisez et ne répondez pas à mes questions. Vous n'êtes pas bien, ou vous êtes fâchée, dites ?...

Véra appuya fortement sa main contre sa joue, puis l'écarta brusquement.

— Voilà une situation terrible... murmura-t-elle avec une expression d'extrême douleur : terrible !...

— En quoi la situation est-elle si terrible ? lui demanda Ogniev sans dissimuler sa surprise. De quoi s'agit-il ?

Toujours haletante, les épaules secouées de frissons, Véra se détourna, regarda un moment le ciel, et dit enfin :

— J'ai à vous parler, Ivan Alexéïévitch...

— Je vous écoute.

— Vous trouverez peut-être singulier... vous allez être étonné... mais cela m'est égal...

Ogniev eut un mouvement d'épaules et se prépara à écouter.

— Voici de quoi il s'agit, commença Véra en baissant la tête et en pétrissant entre ses doigts un des pompons de son châle. Voyez-vous, je voulais... vous dire... vous trouverez étrange et... stupide... mais moi... je n'en peux plus...

Le murmure de sa voix s'éteignit dans un brusque sanglot. La jeune fille se voila le visage de son châle, se pencha davantage et se mit à pleurer amèrement. Ivan Alexéïévitch, déconcerté, fit un : ah ! et tout étonné, ne sachant que dire ni que faire, promena autour de lui des regards désespérés. N'ayant pas l'habitude de voir pleurer, ses yeux commençaient à lui picoter.

— En voilà, une histoire ! murmura-t-il tout confus. Voyons, Véra Gavrilovna, à quoi bon tout cela, je me le demande ? Dites-moi, ma bonne demoiselle, vous... vous êtes souffrante? On peut-être quelqu'un vous a-t-il insultée?... Dites-moi franchement si... si je peux vous être... utile...

Comme, afin de la consoler, il s'était permis de lui écarter les mains du visage, elle lui sourit à travers ses larmes et lui dit :

— Je... je vous aime...

Ces paroles simples et communes étaient formulées dans une langue humaine, mais Ogniev se détourna d'un air fort troublé ; puis il se leva, et sa confusion devint de l'appréhension.

La mélancolie, la chaleur, l'humeur sentimentale provoquées chez lui par les adieux et la liqueur, se dissipèrent tout-à-coup, cédant la place à une sensation désagréable et aiguë de malaise. On eût dit que son cœur s'était retourné dans sa poitrine. Ogniev jetait sur Véra un regard oblique, et maintenant que sa déclaration venait de lui faire perdre cet air inaccessible qui donne à la femme une beauté particulière, la jeune fille lui paraissait plus petite, plus simple et moins claire à pénétrer.

— Qu'est-ce donc ? se demandait-il à lui-même avec effroi. Mais moi, est-ce que je l'aime aussi, ou non ?... En voilà, un dilemme !...

Cependant Véra, après s'être enfin soulagée de ce qui lui pesait le plus, respirait maintenant plus librement. Elle se leva à son tour, et, regardant Ogniev en face, elle se mit à parler d'abondance, ardemment et rapidement.

Comme un homme soudainement effrayé ne peut jamais se retracer la succession des phases de la catastrophe qui l'a stupéfié, Ogniev est incapable de se rappeler dans leur ordre les paroles et les phrases de Véra. Il garde seulement dans sa mémoire le sens de son discours, son image, et ce qu'il éprouvait en l'écoutant. Il se souvient de sa voix entrecoupée et un peu enrouée par l'émoi, de la musique et de la passion qui vibraient dans son intonation.

Pleurant et riant, des larmes brillantes dans les yeux, elle lui racontait que, dès le début de leurs relations, il l'avait frappée par son originalité, par son intelligence, par ses bons yeux limpides, par son idéal et le but de sa vie. Tout de suite, elle s'était mise à l'aimer profondément, passionnément, follement. Chaque fois qu'elle rentrait du jardin et qu'elle voyait dans l'antichambre le pardessus ou entendait la voix d'Ogniev, son cœur se dilatait, et elle ressentait un frisson de bonheur. Les plaisanteries les moins spirituelles du jeune homme la faisaient rire aux éclats; dans chaque chiffre de ses cahiers, elle voyait quelque chose d'intelligent et de grandiose, et son bâton noueux lui semblait plus beau qu'aucun arbre.

La forêt, et les traînées du brouillard, et les fossés qui bordaient les deux côtés du chemin, tout semblait écouter Véra avec recueillement, tandis que dans l'âme d'Ogniev il se passait quelque chose de mauvais, quelque chose de bizarre...

En racontant son amour, Véra était ravissante. Elle parlait bien, et ses paroles respiraient la passion. Mais ce qu'il éprouvait, lui, ce n'était ni un délire, ni la joie de vivre, comme il l'aurait voulu : c'était plutôt un sentiment de pitié pour Véra, un regret de voir souffrir à cause de lui une femme délicieuse. Qui sait ? Etait-ce la circonspection du savant qui se réveillait en lui ? ou cette habitude de juger toute chose objectivement qui nous empêche si souvent de *vivre* ? Toujours est-il que l'enthousiasme et les souffrances de Véra lui semblaient exagérés et peu sérieux. Et en même temps, il y avait en

lui quelque chose qui se révoltait et lui disait tout bas que tout ce qu'il voyait et entendait maintenant était, au point de vue de la nature de son bonheur personnel, infiniment plus sérieux que sa statistique, ses livres et ses vérités scientifiques...

Et il s'énervait, il s'accusait, bien qu'il ne pût comprendre en quoi consistait sa faute...

Pour comble de disgrâce, il ne savait absolument pas que dire, et il lui fallait cependant, à tout prix, dire quelque chose. Répondre tout bonnement : « Je ne vous aime pas », il n'en avait pas le courage ; et quant à répondre «oui», il ne le pouvait pas non plus, car il avait beau fouiller dans le fond de son cœur, il n'y trouvait même pas une étincelle...

Il se taisait, et, pendant ce temps, elle lui disait qu'elle ne concevait pas d'autre bonheur que de le voir, que de le suivre, à l'instant même, partout où il voudrait, que d'être sa femme, son aide, que, s'il la quittait, elle mourrait de douleur...

— Je ne puis plus demeurer ici, disait-elle en se tordant les mains. J'en ai assez de cette maison, de cette forêt, de cet air. Je ne peux plus supporter ce calme continuel, cette existence sans but aucun ; je déteste notre monde fade et pâle, où tous se ressemblent comme deux gouttes d'eau! Tous, ils sont sincères et bons, parce qu'ils sont rassasiés, parce qu'ils ne souffrent pas, ne luttent pas... Et moi, je voudrais précisément aller dans ces grandes maisons humides, où l'on souffre, où l'on est exaspéré par le travail et la misère...

Et cela encore, Ogniev le trouvait banal et peu sérieux. Lorsque Véra eut cessé de parler, il ne savait toujours pas ce qu'il devait dire, mais il lui était impossible de se taire plus longtemps, et il finit par balbutier :

— Véra Gavrilovna, je vous remercie infiniment, tout en comprenant que je n'ai guère mérité... de votre part... ce sentiment. De plus, en honnête homme, je dois vous déclarer que... le bonheur doit reposer sur l'équilibre..., c'est-à-dire... il ne peut exister que lorsque... des deux côtés... on aime également.

Mais déjà Ogniev avait honte de ce balbutiement. Il sentait qu'en ce moment il avait l'air niais, coupable, petit, que son visage avait une expression tendue et forcée... Véra sut apparemment lire la vérité sur ce visage, car tout à coup elle devint sérieuse et pâle et baissa la tête.

— Excusez-moi, murmura Ogniev, ne pouvant plus supporter ce silence. Je vous estime trop et... cela me fait tant de peine...

Véra se détourna brusquement et se dirigea d'un pas rapide vers la villa. Ogniev la suivit.

— Non, il ne faut pas... lui dit Véra en lui faisant signe de la main. Ne me reconduisez pas, je rentrerai seule...

— Mais non, voyons... je ne peux pas vous laisser aller seule...

Tout ce que disait Ogniev ,jusqu'à ses dernières paroles, lui semblait détestable et plat. Le sentiment de sa faute s'accentuait à chacun de ses pas. Il s'indignait, serrait les poings, maudissait sa froideur et sa maladresse à l'égard des femmes. Afin de s'exciter, il regardait la jolie taille de Vérotchka, sa belle natte, et les traces que ses petits pieds laissaient dans la poussière; il se rappelait ses paroles et ses larmes; mais tout cela ne faisait que l'attendrir sans exciter son âme.

« Ah ! mais on ne peut se forcer à aimer ! » se persuadait-il à lui-même.

Et en même temps il pensait :

« Mais alors, quand aimerai-je sans me forcer?... puisque me voilà déjà presque dans ma trentième année... Je n'ai jamais rencontré une femme meilleure que Véra, et jamais je n'en rencontrerai de meilleure... Oh! la maudite vieillesse! La vieillesse à trente ans!... »

Véra marchait devant lui, toujours de plus en plus vite, sans regarder derrière elle, et la tête baissée... Il semblait à Ogniev qu'elle eût déjà maigri de chagrin et que ses épaules étaient devenues plus étroites...

« Je m'imagine ce qui se passe en ce moment dans son âme, pensait-il, les yeux sur la jeune fille. Elle doit éprouver une honte et une peine à en mourir! Mon Dieu! quelle vie, quelle poésie, que de sens il y a dans tout cela! Une pierre en serait touchée, et moi... moi je suis un sot, un imbécile!... »

— Ecoutez-moi, Véra Gavrilovna !

Ce cri lui échappa malgré lui.

— Ne pensez pas que... que je...

Ogniev se troubla et se tut. A la porte du jardin, Véra le regarda un moment, et, toute courbée, en se couvrant de son châle, elle s'engagea vivement dans l'allée.

Ivan Alexéïévitch resta seul. En reprenant le chemin de la forêt, il s'arrêtait à tout moment et jetait, derrière lui, un regard sur la porte du jardin, avec l'expression de quelqu'un qui ne se fierait pas au témoignage de ses sens. Il cherchait sur la route les traces des pieds de Véra, et il ne pouvait croire que la jeune fille qui lui plaisait tant venait de lui faire une déclaration

d'amour et qu'il lui avait « refusé » d'une manière si maladroite et si grossière !...

Pour la première fois de sa vie, il constatait par expérience combien peu l'homme dépendait de sa bonne volonté ; pour la première fois, il se trouvait par lui-même dans la situation d'un homme loyal et bon causant malgré lui à son semblable des souffrances cruelles et inméritées.

Il avait la conscience malade, et quand Véra eût disparu, il sentit qu'il venait de perdre quelque chose de très cher, de très proche, quelque chose qu'il ne retrouverait jamais plus. Il sentit qu'avec Véra une partie de sa jeunesse s'en était allée, et que les moments qu'il avait laissé passer si inutilement ne reviendraient jamais plus...

Arrivé au petit pont, il s'arrêta et devint pensif. Il voulait trouver la cause de son étrange froideur. Que ce ne fût pas en dehors de lui, mais en lui-même qu'elle gisait, cela lui parut évident. Il dut s'avouer sincèrement que ce n'était pas là cette froideur raisonnée, dont les gens intelligents aiment à se piquer, non plus la froideur d'un sot égoïste ; c'était tout simplement l'impuissance de l'âme, l'incapacité de sentir plus ou moins profondément le beau, une vieillesse prématurée, due à une éducation désordonnée, à la lutte pour le pain quotidien, à la vie sans famille dans les chambres garnies...

En descendant du pont, il se dirigea lentement, comme à contre-cœur, vers la forêt. Ici, dans les épaisses et noires ténèbres traversées ça et là par des blancheurs de clair de lune, ici, tout seul, tout seul avec ses pensées, il voulut passionnément ravoir ce qu'il venait de perdre.

Et Ivan Alexéïévitch se rappelle avoir rebroussé chemin. En s'excitant par ses souvenirs, en dessinant de force le portrait de Véra dans son esprit, il traversait rapidement le jardin. Sur la route et dans le jardin, le brouillard s'était dissipé, et la lune brillait dans le ciel, toute propre, comme si elle venait de se laver. A l'orient seulement, il y avait quelque chose de trouble et de ténébreux...

Ogniev se rappelle sa démarche silencieuse, les croisées non éclairées et l'intense odeur des résédas. Son ami Karo, en remuant la queue d'un air amical, s'approcha et flaira sa main. Ce fut le seul être vivant qu'il aperçut, comme, après avoir fait deux fois le tour de la maison, il s'était arrêté un moment sous la fenêtre sombre de Véra. Puis, avec un geste désespéré et un profond soupir, il sortit du jardin.

Une heure après, il se retrouvait dans la petite ville, et, brisé de fatigue, la tête brûlante, frappait du marteau la porte de l'auberge. Quelque part dans la ville un chien aboyait en se réveillant, et comme pour répondre à ses coups de marteau, le tambour de fer résonna près de l'église.

— Tu ne fais que vagabonder dans la nuit, grognait son vieux sectaire d'hôte, revêtu d'une chemise longue comme celle d'une femme, en lui ouvrant la porte. Au lieu d'errer ainsi, tu ferais mieux de prier Dieu...

Aussitôt rentré chez lui, Ivan Alexéïévitch s'affaissa sur son lit. Longtemps il regarda le feu ; puis il secoua la tête et se mit à faire sa malle...

Anton Tchékov.

(*Traduit du russe par Ernest Jaubert*).

POUR L'AMOUR DU GREC

C'est devenu un lieu commun que de constater que la guerre a bouleversé nos institutions sociales en général et spécialement notre système d'éducation nationale. L'enseignement ne peut, sous peine de ne plus répondre aux besoins de l'heure présente, rester ce qu'il était auparavant. D'autre part, on ne peut songer à faire table rase du passé, à créer de toutes pièces un régime nouveau, sans utiliser au moins les matériaux du vieil édifice qu'il s'agit de restaurer. Mais quels éléments du système ancien doit-on conserver? Comment faut-il les adapter à de nouvelles aspirations ou à des nécessités nouvelles? Telle est la question qui se pose aujourd'hui, non seulement au Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, mais à tous les éducateurs qui prennent leur rôle au sérieux. Et c'est de ce point de vue que je voudrais examiner un côté particulier de ce vaste problème, celui de l'étude du grec dans l'enseignement secondaire.

Où en est, à l'heure actuelle, l'enseignement du grec? Au point de vue « quantité », si l'on s'en rapporte aux dernières statistiques du baccalauréat, la section « latin-grec » se mainte-

nait avant la récente réforme à un niveau très honorable : sans compter, à beaucoup près, un nombre de candidats comparable à celui des sections « latin-langues » et « latin-sciences », il ne semblait pas que, dans l'ensemble, elle fût en recul. En juillet 1920, nos dix-sept Facultés des Lettres ont encore examiné 2760 « latin-grec » et fait sur ce nombre 1288 bacheliers, contre 4686 candidats en « latin-langues » (dont 1788 seulement reçus) et 5167 en « latin-sciences » (dont 2289 admis).

Mais tout change, dès que l'on considère la proportion, dans ce total, des élèves de nos établissements publics : sur cent candidats, il n'y en avait ordinairement pas vingt qui provenaient de nos lycées et collèges. Ce n'est pas que l'étude du grec y fût complètement abandonnée; mais beaucoup se contentaient d'en apprendre les éléments pendant deux ans, pour s'orienter ensuite vers une tout autre direction.

A quoi tenait cette désertion à la fin de la Troisième? Dégoût ou découragement chez les enfants? désillusion chez les parents? Pas nécessairement. Bien des pères de famille, décidés dès l'origine à « pousser » plus tard leurs fils vers les langues vivantes ou les sciences positives, tiennent cependant à leur donner une teinture d'humanités ; j'en ai même entendu plus d'un déplorer qu'il ne fût plus possible, depuis 1902, de mener de front la culture du grec et l'étude approfondie des mathématiques.

Au point de vue « qualité », que valent ces jeunes hellénistes? Dans plusieurs académies, les épreuves de grec, surtout à l'oral, se classent au baccalauréat parmi les meilleures... ou parmi les moins mauvaises. Ce résultat, pour être encourageant, ne laisse pas d'être quelque peu paradoxal, si l'on songe que l'enseignement du grec a été réduit à quatre années, dont les deux premières ne comportent que trois classes d'une heure par semaine. Or, c'est surtout au début que les élèves éprouvent le plus grand embarras, qu'ils auraient le plus grand besoin d'être soutenus et suivis de près. A l'inverse du latin, où les formes sont relativement simples et la syntaxe d'une redoutable délicatesse, le grec obéit à des règles syntaxiques toutes claires, souples, logiques, tandis que la morphologie en est assez compliquée et le vocabulaire d'une richesse désespérante pour les débutants. Aussi un grand effort d'attention et de mémoire est-il nécessaire pour vaincre les difficultés initiales; mais ensuite, la route se poursuit sans aspérités bien pénibles. Sans doute, il est naturel qu'on n'entreprenne pas à la fois l'étude du latin et celle du grec; c'est déjà trop qu'avec les programmes actuels on commence en même temps la première langue morte et la première langue vivante; mais pourquoi ne pas commencer le grec, comme autrefois, un an après le latin?

*
* *

En présence de cette situation, somme toute, assez précaire, bien des esprits des plus sincères n'hésitent pas à proclamer que le maintien du grec dans l'enseignement secondaire n'est qu'un leurre et se demandent s'il ne vaudrait pas mieux le supprimer franchement que de faire semblant de le conserver. « A quoi bon, disent les uns, faire peser sur le budget la charge d'un enseignement à peu près abandonné? La dépense qu'entraîne pour l'État l'existence des classes de grec est-elle en rapport avec le profit qu'on en peut tirer, quand elles ne comptent parfois qu'un ou deux élèves, le plus souvent que quatre ou cinq? » — « A quoi, disent les autres, peut mener l'étude du grec? Quelles carrières ouvre-t-elle? Une seule : l'enseignement. N'est-ce pas alors tourner dans un cercle vicieux que de cultiver une discipline qui ne peut servir qu'à former des professeurs, qui se borneront à en former d'autres à leur tour? »

Les humanistes — j'emploie le mot sans aucune intention péjorative ou ironique — ne manquent pas de raisons à opposer à ces objections. Il n'entre pas dans le cadre de cet article de reprendre le détail de leur argumentation; qu'il me soit permis néanmoins d'en rappeler en quelques mots les points essentiels. Il ne s'agit pas de faire valoir, comme on l'a fait parfois (toutes les causes ont des défenseurs plus zélés qu'habiles), l'avantage qu'il y a pour les médecins à connaître le sens étymologique des termes techniques de leur art. Mais il est certain que le génie français est imprégné d'esprit antique : la culture gréco-latine a marqué tous nos grands écrivains d'une si forte empreinte que les plus rebelles d'entre eux n'ont pu s'en dégager; qu'il suffise d'évoquer l'exemple de Victor Hugo, le si classique adversaire du classicisme. Or peut-on apprécier, peut-on même comprendre pleinement une œuvre, si l'on ne peut remonter jusqu'aux sources de son inspiration ? La question n'est pas de savoir si la France ne produirait plus d'écrivains de talent au cas où les jeunes Français n'étudieraient plus le latin et le grec : il serait trop facile d'objecter que le rôle de l'enseignement

secondaire n'est pas de former des êtres d'exception ; mais l'ignorance de l'antiquité classique amènerait promptement le public français à l'incompréhension des chefs-d'œuvre qui sont comme notre patrimoine national ; et il en résulterait fatalement, à bref délai, un irréparable abaissement de la pensée française.

Soit, dira-t-on ; mais l'étude du latin ne suffit-elle pas à écarter ce danger ? En instituant les sections « latin-sciences » et « latin-langues », la législation de 1902 n'a-t-elle pas voulu, précisément, sauvegarder les humanités en les rendant accessibles aux jeunes gens que le souci de leur carrière attirerait vers les sciences positives ou vers des connaissances plus pratiques ? Mais ce que nous disions des lettres et de la civilisation françaises n'est-il pas plus juste encore lorsqu'il s'agit de Rome, de son histoire et de sa littérature ? Quelle idée se fera-t-on de Cicéron ou de Virgile, si l'on ignore les modèles grecs dont ils se sont inspirés ? Jamais peut-être une influence aussi profonde n'a été exercée par une nation sur une autre, que celle de la Grèce sur Rome ; n'est-ce pas, alors, s'arrêter à mi-chemin que d'étudier celle-ci et de négliger celle-là, sans laquelle on ne peut concevoir ce que l'autre eût été? Qu'on me pardonne cette réminiscence : l'antiquité classique est un bloc; en sacrifier une partie, n'est-ce pas la méconnaître dans son ensemble?

*
* *

S'il est malheureusement exact que l'enseignement du grec est en décadence dans nos lycées, il ne faut donc pas en conclure qu'il y a lieu de le supprimer, mais qu'il est urgent de le restaurer. Bien entendu, il ne saurait être question de faire revivre un état de choses aujourd'hui périmé : il y a des courants qu'on ne remonte pas. Même si l'on aspirait — et je n'irai pas jusque-là — à rendre au grec la place prépondérante qu'il occupait autrefois dans nos programmes scolaires, ce ne pourrait être qu'en en rajeunissant les méthodes, afin d'infuser pour ainsi dire un sang nouveau à ce corps anémié.

Tout d'abord, s'il est reconnu que des nécessités d'ordre pratique imposent en cette matière un enseignement d'une durée restreinte, il est indispensable de renoncer complètement aux anciens procédés déductifs, qui donnaient peut-être plus de rigueur aux notions acquises, mais ne pouvaient porter leurs fruits qu'avec une extrême lenteur ; il faut lancer en pleine eau l'apprenti nageur ; il faut faire lire, écrire et au besoin parler l'élève qui débute dans l'étude d'une langue morte, non pas certes comme s'il devait en faire un usage courant, mais de manière à le mettre au plus vite en présence d'une réalité concrète et animée. La méthode directe — dont l'abus seul a donné prise à de sérieuses critiques — est ici parfaitement de mise ; elle l'est d'autant plus qu'à la différence des Latins, chez qui dominent les développements généraux et les termes abstraits, les classiques grecs citent constamment dans leurs écrits les noms des objets les plus usuels. Qu'on remplace donc le vieux thème d'application par des exercices de questions et de réponses sur des sujets familiers; il n'y aura pas de meilleure préparation à la lecture de Lucien, de Xénophon, d'Aristophane. En usant avec discernement d'une méthode qui a fait ses preuves dans l'enseignement des langues vivantes, nul doute qu'on n'arrive, dans celui du grec, à des résultats à la fois plus rapides et plus positifs.

Quel est, en effet, le but à atteindre ? N'est-ce pas d'obtenir, par des méthodes rénovées, que la culture du grec laisse dans l'esprit des jeunes gens des traces plus profondes que ne pourrait faire une étude purement philologique, même appuyée sur la lecture des textes ? Or tous les procédés qui tendront à remplacer les notions trop abstraites par des impressions plus vivantes contribueront à réaliser cet idéal. En premier lieu, je citerai l'emploi judicieux de l'image, plus exactement du commentaire illustré. C'est un fait reconnu qu'on ne peut bien se pénétrer de l'esprit d'un homme ou d'un peuple que si l'on connaît — *de visu*, lorsque c'est possible, — le milieu où son activité s'est exercée. Il est malheureusement assez malaisé, pour un professeur de grec, de promener ses élèves dans les ruines de Delphes ou d'Olympie, de leur faire étendre leurs regards, du sommet du Pentélique, sur l'immensité de l'empire maritime athénien ou de les inviter à contempler, comme Chateaubriand, « le soleil se levant derrière les monts Ménéléon ». Néanmoins, de bonnes vues photographiques d'Athènes, de Thèbes, de Mycènes — et il n'est pas difficile de s'en procurer — éclaireront mieux que de longues dissertations certaines lectures d'Homère ou de Sophocle. De même, l'emploi de quelques planches où sera tentée une reconstitution scientifique du costume des

Grecs, de leur mobilier, de leur habitation, ne manquera pas de donner à l'*Odyssée* ou à l'*Économique* un sens et un attrait tout nouveaux.

Il faut seulement se garder d'aller trop loin dans cette voie. J'ai vu de jeunes maîtres, avec une ardeur de néophytes, tomber dans un défaut non moins grave que l'ancien dogmatisme grammatical : dans leur désir d'évoquer avec toute la précision possible les divers aspects de la civilisation hellénique, ils en viennent à remplacer l'étude de la langue et de l'histoire littéraire par celle de l'archéologie, à donner à leurs élèves une érudition de spécialistes et à justifier ainsi toutes les critiques des « modernistes » contre la culture classique. Il ne faut pas perdre de vue le véritable objet de cet enseignement, qui est d'initier les jeunes gens à la connaissance des œuvres de la Grèce, de l'esprit grec, de l'âme grecque.

C'est la principale objection qu'on peut faire également aux théoriciens qui proposent de remplacer l'étude du grec ancien par celle du grec moderne, pour permettre à nos jeunes gens de s'assimiler la langue en la parlant couramment. D'autres, moins révolutionnaires, demandent seulement qu'on applique au grec ancien la prononciation moderne. Mais, s'il s'agit d'apprendre une langue vivante, il y en a bien d'autres qui mériteraient de passer avant le grec : notre objectif est de mettre un élève en état de lire une page de Démosthène et non de causer avec un matelot du Pirée. (1)

*
* *

Les lecteurs m'excuseront de m'être attardé à des considérations peut-être un peu trop didactiques ; mais il ne me semblait pas possible de préconiser la conservation — j'allais dire le rétablissement — des études grecques sans indiquer en même temps dans quel esprit il me paraissait urgent de les rénover. Quant à la nécessité même de cette restauration, elle commençait à apparaître manifestement dans les années qui précédèrent immédiatement la guerre : un mouvement très net en faveur d'un retour à la culture classique se dessinait chez nous vers 1912 ou 1913, — au moment même où, par une curieuse coïncidence, elle déclinait dans d'autres pays, notamment en Allemagne (1).

La guerre aura-t-elle complètement étouffé ces germes de renaissance ? Il est à souhaiter que non. Sans doute, personne ne peut raisonnablement désirer qu'on en revienne au temps où nul ne pouvait être médecin ou avoué s'il n'avait prouvé par devant un jury qu'il était capable d'expliquer une page de Platon ou une tirade d'Euripide. Mais, outre qu'à un point de vue strictement professionnel on doit déplorer qu'il soit permis aujourd'hui d'enseigner l'histoire de l'antiquité ou de la philosophie ancienne sans connaître les ouvrages des philosophes ou des historiens grecs autrement que par des traductions, il serait infiniment regrettable de voir le génie français s'altérer par l'oubli ou le mépris de ce qui a toujours fait sa force et son éclat. L'esprit de la race est « un »; ce n'est pas seulement dans le domaine littéraire qu'il brille par ses qualités de clarté féconde, d'imagination à la fois vive et réglée, par son sens de la mesure et de l'harmonie en toutes choses; et quand un inventeur crée une machine nouvelle ou met au jour une importante découverte, qui oserait affirmer que sa puissance créatrice n'est pas le fruit de son éducation libérale ? Quand on sait et qu'on sent tout ce que la France doit à ses grandes traditions intellectuelles, ce n'est pas se montrer routinier ou rétrograde que de vouloir empêcher le flambeau de s'éteindre.

Pierre Waltz,
Professeur à la Faculté des Lettres
de Clermont-Ferrand.

(1) Qu'on me permette d'entrer dans quelques détails. En dépit de leur proche parenté, le grec ancien et le grec moderne sont deux langues nettement différentes : de l'une à l'autre, il y a une évolution de 2.000 ans. En particulier, le phénomène bien connu de l'*iotacisme* (*u*, *oi*, *ei*, *ê*, etc., se prononçant indistinctement *i*) a forcé le grec moderne à abandonner une foule de mots et de tours qui devenaient inintelligibles dans le langage parlé, en raison surtout de trop nombreuses homonymies ; ainsi *nous* et *vous*, *hêmeis* et *humeis*, se prononceraient également *himis*, etc. ; un Grec même ne saurait s'y reconnaître. La prononciation moderne n'est possible qu'avec la langue moderne.

(1) « Nos enfants, écrivait tristement M. de Wilamowitz-Möllendorf, apprendront de moins en moins à connaître la Grèce ; l'égoïsme, la jactance moderne se pavane sur son trône comme un barbare inflexible, immole des victimes au culte idolâtre de sa toute-puissance, n'éprouve que du mépris pour la modestie et l'humilité de la sagesse hellénique. » M. de Wilamowitz-Möllendorf n'avait pas encore signé le Manifeste des 93.

APPEL AUX POÈTES

Nous vivons sous le poids de notre iniquité ;
Des taches du passé le cœur garde la trace.
Nous subissons le joug des instincts de la race,
En les léguant, plus forts, à la postérité.

L'amour n'est plus qu'une ombre où l'homme se délasse,
En y renouvelant sa soif de volupté !
L'amour n'est plus, hélas ! il meurt d'impureté,
Sans qu'on le pleure, et la débauche prend sa place.

Mais voici que l'aurore annonce Floréal...
Hosanna ! Le printemps répandra sur la terre
La lumière et ses fleurs et son troublant mystère !

L'espérance est sacrée à qui veut l'idéal !
Nous goûterons le ciel durant des heures brèves,
En érigeant la splendide cité des Rêves.

Camille FABRY.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LA DICTATURE ALLEMANDE

Le Reischtag, après des débats assez confus, et des intrigues plus confuses encore, s'étant finalement décidé à donner pleins pouvoirs à M. Stresemann, on en a conclu que, dans sa détresse, l'Allemagne s'abandonnait à la dictature, et que nous allions voir s'établir à Berlin un régime analogue à celui que M. Mussolini a instauré en Italie, ou même au gouvernement militaire du général Primo de Rivera. Cette illusion était entretenue par ceux qui, très frappés du discrédit dans lequel sont tombées les doctrines libérales, estiment, à tort ou à raison, que la dictature est le seul remède au désordre actuel.

Et en vérité, aucun pays ne semblait avoir plus besoin d'un dictateur que l'Allemagne. Une République, de fondation récente, généralement aussi impopulaire dans les partis d'extrême-gauche que dans les partis de droite, instituée hâtivement à la suite d'une défaite sans précédent, et sous la menace étrangère, des foyers révolutionnaires mal éteints, les plus grandes et les plus riches provinces du territoire en proie à des mouvements séparatistes, l'enrichissement scandaleux de quelques industriels et de quelques financiers sans conscience au milieu de la misère générale, la disparition soudaine des classes moyennes, retombant tout à coup au plus misérable prolétariat, quel terrain favorable à l'établissement d'une dictature ! Quand un peuple tombe au dernier degré de la misère et de l'inquiétude, les libertés qui lui étaient les plus chères sont à ses yeux de peu de prix. Il cherche un sauveur d'où qu'il vienne. C'est pourquoi il nous paraissait naturel que l'Allemagne, à bout de nerfs et d'espérance, s'abandonnât à la discrétion du premier dictateur venu. Fallait-il s'en réjouir ou s'en alarmer ? Le dictateur serait-il l'homme de la révolte et l'homme de la revanche, le paravent de Ludendorff, ou l'homme d'État sage et loyal qui aurait enfin compris que le souci du salut de l'Allemagne aussi bien qu'un sentiment élémentaire de justice et d'honnêteté lui commandait de faire l'effort d'exécuter le traité de Versailles ? On ne savait, mais la dictature paraissait inévitable. Elle était dans l'ordre logique des choses et ce qu'il y a peut-être de plus inquiétant c'est que cette dictature qui vient de s'établir est plus nominale que réelle.

Pour faire une dictature, en effet, il faut un dictateur. Il paraît qu'on ne s'improvise pas plus dictateur qu'on ne s'improvise homme d'État. C'est un métier qui demande certains dons particuliers, et peut-être une sorte d'apprentissage. Toujours est-il que Mussolini, ou Lénine, qui apparaissent comme les deux types modernes du dictateur, avaient commencé par exercer leur autorité dictatoriale sur un parti. C'est à la tête d'une bande de partisans déterminés et disciplinés qu'ils se sont emparés de l'État, pour des fins différentes assurément, mais par des moyens analogues. M. Stresemann, lui, n'a pas de parti. Produit d'un parti, le parti populiste, sorte de camouflage des anciens nationaux libéraux, il semble avoir été abandonné par lui, depuis qu'il a pris le pouvoir. Il ne s'est pas imposé au Parlement et au peuple, il a été choisi comme un pis-aller ; on s'est résigné à lui confier les pleins pouvoirs, mais en le considérant plutôt comme un bouc émissaire que comme un maître et un sauveur.

Mauvais départ. Il eût fallu que M. Stresemann fût un véritable génie politique pour dominer la situation. Il ne semble pas que cet avocat habile,

intelligent, et qui passait surtout pour un procédurier adroit, soit de taille.

Au premier abord, on a pu croire, cependant, qu'il tenterait, au moins, d'imposer à son pays une ligne politique hardie et franche. Dans la manière brusque et précise dont il reconnut l'échec de la résistance passive, il y avait une certaine grandeur. C'en serait donc fini de toutes les finasseries, de toutes les promesses hypocrites, de toutes les demi-mesures et de toutes les réticences avec quoi nous avions à lutter, du temps des ministères Wirth et Cuno; nous allions enfin nous trouver devant un négociateur loyal et désireux d'aboutir.

Hélas! il a fallu déchanter promptement : depuis le prétendu abandon de la résistance passive, la politique de M. Stresemann est celle d'un fonctionnaire qui cherche à éviter les responsabilités : cet avocat ne veut à aucun prix du métier de bouc émissaire. Et comme du temps de M. Cuno, ce ne sont que petites habiletés, ruses de maquignons, menaces puériles dissimulées sous les lamentations. On dit quelquefois que M. Poincaré a mauvais caractère; il lui faut une patience de notaire rural pour poursuivre la conversation avec des interlocuteurs d'aussi mauvaise foi.

* * *

On s'en souvient, c'est le 26 septembre que le cabinet Stresemann annonçait qu'il cesserait la résistance passive : c'était une mesure d'apaisement. On trouvait bien dans son manifeste cette phrase : « Il dépend des puissances qui nous ont envahis, et de leurs alliés, de rendre la paix à l'Allemagne en reconnaissant cette manière de voir, ou bien de refuser cette paix et de déchaîner ainsi toutes les conséquences qui en résulteront nécessairement pour les relations des peuples. » Cela pouvait apparaître comme une menace, comme une ébauche de chantage : mais le vaincu qui vient à composition est bien excusable d'essayer de sauver la face. Seulement, il apparut bientôt que cette attitude était tout autre chose qu'un alibi destiné à faire admettre la soumission par les nationalistes. C'était le retour, sous une forme nouvelle, aux méthodes dilatoires et faussement habiles de M. Cuno. Dans les premiers jours d'octobre, au moment où la crise ministérielle empêchait le chancelier de s'expliquer devant le Reichstag, on trouvait dans un journal officieux, la *Zeit*, une véritable menace de rupture :

« Au point de vue extérieur, disait cette gazette, la déclaration ministérielle met en lumière les conséquences d'une situation incontestable. Il est clair que le gouvernement français ne veut pas négocier : la manière dont il traite la réintégration des fonctionnaires allemands, notamment, est intolérable. » Enfin, le 8 octobre, M. Stresemann ayant constitué son cabinet et reçu les pleins pouvoirs, jette le masque. Lui, qui a annoncé la fin de la résistance passive, il déclare que l'Allemagne ne cède pas : « M. Poincaré a compris, déclare-t-il avec candeur ou avec imprudence, qu'en cessant la résistance passive, nous n'avons nullement admis l'invasion de notre territoire, ni la violation du traité. Il a compris que nous ne reconnaissions ni ce que fait la régie française des chemins de fer, ni l'ensemble de la situation qui s'est développée là-bas. Rien ne sera changé dans notre manière de voir. » Cela revenait à dire que l'annonce de la soumission n'avait été qu'une tactique. Tout le sens du discours de M. Stresemann était celui-ci : « Je vais vous montrer, Messieurs de la droite, Messieurs les mécontents, que ma tactique est meilleure que la vôtre ».

Et la conduite du chancelier répond à ces bonnes paroles. Il supprime l'impôt sur le charbon, il déclare que le Reich est incapable de payer aux industriels ce qu'ils auront donné aux Alliés au titre réparations. Il essaie de créer des malentendus entre Paris et Bruxelles, et tente de soulever l'opinion anglaise. Bref, la soumission de M. Stresemann ressemble, à s'y méprendre, à la résistance passive de M. Cuno.

* * *

Est-ce habile ? M. Stresemann et tous les hommes politiques allemands devraient savoir que M. Poincaré n'est pas de ceux qui se laissent prendre à ces petites finesses — c'est son immense mérite de s'en être tenu fermement, et même obstinément, à la ligne de conduite qu'il s'était donnée en prenant le pouvoir —. Ils ont spéculé sur les modifications possibles de la politique intérieure en France; ils ont eu l'espoir que le Bloc national serait renversé par les radicaux-socialistes et que ceux-ci adopteraient une politique plus libérale à l'égard de l'Allemagne.

Il faudrait qu'ils fussent bien mal renseignés pour croire encore à cette chimère. Même au cas où la Chambre nouvelle aurait une orientation toute différente de la Chambre actuelle, et où nous aurions un gouvernement du Bloc des gauches, celui-ci ne pourrait pas adopter une politique sensiblement différente de celle de M. Poincaré, dont la popularité, au surplus, a singulièrement grandi durant ces derniers mois. Alors, on se

demande ce que peut bien espérer M. Stresemann. Il a reconnu que la résistance passive était désormais impossible et que la population de la Ruhr était aux abois ; il a déclaré qu'il était prêt à négocier. Cette attitude lui avait valu quelque sympathie, quelque bonne volonté ; elle semblait ménager un bon terrain de négociations. Pourquoi y avoir renoncé ? Un article de son journal nous le fait soupçonner. A la suite de la démarche infructueuse du chargé d'affaires allemand auprès de M. Poincaré, la *Zeit* déclarait : « Que le gouvernement ayant cessé tout payement de salaires en territoire occupé, avait voulu établir ainsi, par un dernier effort de conciliation, la responsabilité du gouvernement français dans les troubles d'une gravité incalculable qui allaient nécessairement se produire dans la Ruhr. »

Ainsi, l'homme à qui la nation allemande aux abois a délégué de pleins pouvoirs afin de la sauver de la ruine, de la famine et de la dissolution n'a d'autre objectif que de rejeter sur d'autres la responsabilité des événements. Singulier dictateur, en vérité !

On lui donne la tâche immense, écrasante, mais glorieuse, de sauver sa patrie en entamant les négociations indispensables à son relèvement financier il a pour programme la stabilisation financière par la création d'une nouvelle monnaie ; son premier soin devrait être de nourrir le peuple, et il ne songe qu'à chercher un alibi, à éviter le jugement de l'histoire ! Ce dictateur ne serait-il qu'un pauvre homme ? Dans tous les cas, on ne voit pas qu'il puisse mettre en péril les libertés « germaniques ». Jamais on n'a vu gouvernement plus faible et plus décrié. Il est incapable d'obliger la Bavière et la Saxe de Rhénanie à l'obéissance, il est obligé de tolérer que les grands industriels de la Ruhr aient une politique différente de la sienne, il en est réduit à vivre d'expédients. Drôle de dictature. Peut-être la dictature, expression d'un sursaut d'énergie des peuples en péril, est-elle une forme de gouvernement incompréhensible pour l'âme grégaire de l'Allemagne.

L. Dumont-Wilden.

LES ROMANS

LE ROMAN BIOGRAPHIQUE

Pourquoi la vie d'un personnage réel présenterait-elle moins d'intérêt que celle d'un personnage imaginaire, et pourquoi serait-il besoin de moins de talent pour la raconter? Sous couleur sans doute que l'invention n'y est point nécessaire, la biographie reste aux mains d'historiens consciencieux, de critiques honnêtes, incapables trop souvent de nous rendre la réalité des temps, des milieux et des âmes, tandis que, de leur côté, les romanciers croiraient dessécher leur talent s'ils l'attardaient dans la poussière des archives ou le fatiguaient dans les allées mieux aérées des bibliothèques. Il n'est rien pourtant de plus propre à tenter un narrateur des existences humaines, un analyste des sentiments, un observateur des passions et des mœurs, que le récit d'une de ces existences, telle qu'elle fut vécue, l'évocation du milieu réel où elle s'est développée, l'histoire d'une âme et d'un cœur qui ont vraiment marqué leur empreinte sur leur époque, y ont à jamais mêlé leur pensée et leur action et n'ont disparu qu'après nous avoir laissé d'eux-mêmes une expression authentique. En vérité on se demande comment de pareils sujets ne sont pas plus souvent traités, quand on lit l'*Ariel* (1) de M. André Maurois, dont le titre même nous annonce qu'il ne s'agit de rien d'autre que de la vie de Shelley.

***

Un romancier déjà, M. Romain Rolland, nous a conté la vie de Michel Ange et la vie de Beethoven ; mais le romancier s'est fait biographe. M. André Maurois n'a pas oublié, en nous retraçant la biographie de Shelley, qu'il était romancier. En puisant dans les mémoires des amis du poète, dans ses lettres, dans ses poèmes, il s'est assigné comme tâche d' « ordonner les éléments véritables de manière à produire l'impression de découverte progressive, de croissance naturelle qui semble le propre du roman ». Disons qu'il a reconstruit son personnage, comme un romancier construit le sien. Autour de ce personnage central, il a, comme le

(1) Ariel ou la Vie de Shelley, par André Maurois : un vol. « *Les Cahiers verts* ». Bernard Grasset, éditeur.

romancier, distribué tous les autres, qui lui deviennent ainsi naturellement subordonnés, puisqu'ils ne nous sont plus présentés et ne nous intéressent que par rapport à lui.

L'unité, condition essentielle de l'œuvre d'art, se trouve ainsi assurée : unité organique et vivante, puisque le personnage est réel, qu'il a vécu dans un temps et dans un milieu déterminés, mêlé à d'autres êtres réels, agissant sur eux comme ils agissaient sur lui ; unité dramatique aussi, car un grand homme est toujours, à sa manière, un héros. Il accomplit son œuvre et sa destinée. Il y a dans sa carrière une préparation, un épanouissement, des conséquences : elle est traversée de péripéties, elle aboutit à un dénouement. Le génie est une réussite, qui exige le concours de bien des circonstances et des conditions : chimie mystérieuse.

Où la douleur de l'homme entre comme élément.

Quoi de plus pathétique, — et de plus réconfortant aussi ! Car si nul enfantement ne se fait sans douleur, et si l'envers des plus belles créations laisse voir tant de taches sombres, d'erreurs, de méprises et de reprises, c'est la vie finalement qui triomphe, c'est la beauté.

Oui, la vie du héros est un drame, dans la mesure même où sa personnalité plus forte, plus originale, s'adapte plus difficilement au milieu, si même elle n'essaie pas de le transformer pour se l'adapter. Il y a là un conflit de forces, une lutte essentiellement dramatiques ; et l'on ne s'étonne pas que la biographie de personnages réels ait été souvent portée au théâtre. Nous ne pensons pas ici au drame historique, non plus qu'au roman historique. Nous avons en vue des tentatives plus originales, comme l'*Adrienne Lecouvreur* de Scribe et Legouvé, et plus récentes surtout, comme les essais malheureux d'un Catulle Mendès — qui essayait tout — *Scarron* et *La Vierge d'Avila*, les pièces habiles, faciles, un peu sommaires par lesquelles M. Sacha Guitry a réussi à varier son heureuse production : *Béranger*, — *La Fontaine*, — *Pasteur*.

Est-il besoin de faire ressortir la faiblesse et les insuffisances du genre dramatique dès qu'il s'en prend à la biographie ? Disons seulement qu'il oblige à des simplifications et à un grossissement qui ne peuvent s'accommoder ni de la complexité ni des nuances de la vie. Il ne peut mettre en lumière que les traits saillants, les manifestations les plus éclatantes de la personnalité, sans le détail, la genèse, la continuité du développement.

***

Ce détail, cette genèse, cette continuité, l'homme tout entier, sa pensée, ses rêves, son imagination et sa sensibilité, et autour de lui ceux et celles qui l'ont aimé, qu'il a aimés, qu'il a connus, avec qui il a réussi ou échoué à s'accorder ; son milieu, son pays, son temps : voilà ce que M. André Maurois a voulu saisir et nous restituer. L'humoriste souple et souriant des *Silences du Colonel Bramble* et des *Discours du docteur O'Grady*, le romancier de *Ni Ange ni Bête* et des *Bourgeois de Mitzheim*, unit les dons du conteur, du psychologue et du moraliste dans ce récit d'une brève existence qui signifie la lutte de l'Idéal contre le Réel, de l'Esprit contre la Matière. Mieux encore : il a su envelopper d'une atmosphère de poésie diaphane, irisée, la figure du plus aérien, du plus lyrique de tous les poètes anglais.

On pourrait souhaiter que des traits plus nombreux, plus précis, eussent marqué tout ce qui blessa l'enfance et l'adolescence du jeune rêveur révolté « dans la rude Angleterre des Lords, des Marchands, des Evêques ». Rappelez-vous l'épisode de Chatterton dans le *Stello* d'Alfred de Vigny. Il y a là quelques tableaux dont nous aimerions trouver ici l'équivalent. M. André Maurois procède par indications éparses, très justes, mais très rapides, très discrètes, d'une sobriété peut-être excessive. Une seule esquisse un peu poussée ; celle de l'aristocratique école d'Eton. Encore devons-nous, à ce propos, présenter une remarque. L'auteur la prend en 1809, quand le roi George III vient de mettre à sa tête « le docteur Keats, petit homme terrible, qui considérait la bastonnade comme une station nécessaire sur le chemin de toute perfection morale ». Or Shelley, en 1809, avait déjà dix-sept ans. C'est en 1810 qu'il entre à l'université d'Oxford. C'est vers sa dixième année, en 1802 ou 1803, qu'il dut entrer à Eton. Mais peu importe. Le système du Dr Keate avait précédé cet homme terrible et lui survécut. C'est le système anglais. Nous le retrouvons à peu près le même, soixante-dix ans plus tard, dans *Stalky and Co* de Rudyard Kipling. Il tend à cette seule fin de former des caractères durs coulés dans un moule unique. Il n'en est pas auquel répugnât avec plus de violence le tempérament — et le génie — de Shelley. Nous pourrions dire aujourd'hui, devant l'attitude des hommes d'Etat anglais dans le règlement de la paix, qu'il n'en est point qui favorise moins l'ouverture de l'intelligence, la souplesse d'esprit, l'aptitude à se dégager des partis pris et des préjugés, la liberté des conversations...

Shelley souffrit beaucoup dans cette école comme vous le verrez en lisant les sept ou huit pages qui ouvrent le récit de sa vie par M. André Maurois. Et

vous verrez aussi avec quelle spontanéité il se réfugiait dans le rêve, tout en se révoltant violemment contre le réel. La révolte ne dura guère : le rêve se prolongea toute l'existence et en forma la trame même. Shelley aurait pu s'appliquer le vers de Shakespeare : « Nous sommes de la même étoffe que nos songes. »

Mais ce fut la révolte d'abord. Elle éclata à Oxford, quand ce grand garçon de dix-huit ans, mince et souple, entra cheveux au vent et chemise ouverte dans la boutique d'un libraire de la ville théologique et prude, — le Christminster que Thomas Hardy nous a si magnifiquement peint plus tard dans *Jude l'Obscur*, — pour y étaler lui-même aux vitrines les exemplaires de la brochure scandaleusement intitulée: *La Nécessité de l'Athéisme*. Beaucoup de tapage pour le seul plaisir, en effet, de scandaliser. Athée ? Certes il ne l'était point et ne le fut jamais, le rêveur mystique qui croyait, comme le dit en termes si justes M. André Maurois, « avec une ardeur fervente à un esprit de bonté universelle, créant et gouvernant toute chose, à la vie future, à toute une théologie personnelle de Vicaire Savoyard anglican. » Il disait plus tard de son athéisme à son ami Trelawney : « C'est un diable peint pour effrayer les imbéciles. » Toujours est-il que le mot lui plaisait par sa violence. Il signifiait pour lui protestation contre la bigoterie et l'intolérance.

Les mots ainsi prennent chez ceux qui les prononcent, surtout d'un pays à l'autre, un sens bien différent. Je me rappelle l'étonnement où m'a jeté, dans ce même Oxford, lors de ma première visite, l'emploi d'un terme que nous entendons de tout autre manière. J'étais à peine arrivé que mon hôte, après le thé, m'exposa, au cours d'une promenade, la situation assez particulière et délicate que lui faisait, dans le monde académique de la grande cité universitaire, sa qualité de libre-penseur. Le soir, au dîner, avant que fût servi le potage, il joignit les mains, s'inclina, se recueillit, et tout bas, dit une prière. Le lendemain matin, qui était un dimanche, il me demanda si je désirais l'accompagner au service. Il m'installa dans une stalle du temple et s'éloigna. Quelques minutes plus tard, il reparaissait revêtu d'un surplis et commençait l'office : lecture de la Bible, chant de psaumes, comme dans toute autre église non-conformiste. Cet orientaliste éminent n'appartenait pas à l'Église établie, et sa « libre pensée » n'était qu'une forme, plus radicale peut-être, de dissidence.

L'évolution du caractère de Shelley nous le montre se détachant de plus en plus d'un monde auquel il ne saurait s'adapter et se réfugiant dans la contemplation de ses chimères et de ses rêves. Ariel édifie pour son propre usage des constructions aériennes, de cristallins palais où habite son imagination. Il n'emprunte aux choses que les plus fugitives nuances de leur changement et sent chaque jour davantage que sa mission véritable est de les fixer par des mots aussi légers et aussi charmants qu'elles. De là le caractère de sa poésie. Mais M. André Maurois ne fait que l'indiquer et en explique l'origine : il n'y insiste pas. C'est la vie du poète qui le retient.

Elle fut courte et singulièrement agitée, tourmentée, malheureuse. Nous la résumerions en deux mots : inquiétude et aspiration. Il est inquiet, parce qu'il aspire toujours à cet idéal impossible que ne lui présente pas la réalité. Il souffre et il fait souffrir. Les femmes qui l'ont aimé, celles mêmes qu'il a aimées, ont été ses victimes. Sa jolie cousine, Harriet Grove, vit clairement le danger et se déroba. L'autre, Harriet, qu'il épousa quand elle avait seize ans et qu'il en avait dix-neuf, fut abandonnée et finit par le suicide. Il se détachait de sa seconde femme, Mary Godwin, quand il périt soudainement dans une catastrophe. Fanny Imlay se tua par amour pour lui. Figures charmantes que M. André Maurois a évoquées dans toute leur grâce.

Mais c'est par contre avec un persévérant réalisme qu'il a fait revivre l'intérieur des Godwin, l'étrange bonhomme dont le livre fameux, *La Justice politique*, somme du radicalisme philosophique français, avait énivré Shelley qui y puisa toutes ses idées, voulut connaître l'auteur, enleva une de ses filles et finit par l'épouser. Le pharisaïsme de ce doctrinaire, hardi en théorie, positif en pratique, maladroit en affaires, besogneux, cupide, exploitant son gendre, est peint avec un sens de la vérité et un assaisonnement d'ironie et d'humour qui font le mélange le plus savoureux. Voilà un aspect de la réalité qui n'était pas pour ramener Shelley sur la terre.

La rencontre de Shelley et de Byron est le grand épisode du livre, comme l'attitude respective des deux hommes en forme un des grands thèmes de psychologie morale. Byron avait non pas séduit mais subi une des belles-sœurs de Shelley, Jane Clairmont, « jolie, de type italien, brune de peau et vive d'esprit », qui avait elle-même substitué à son nom de Jane celui de Claire, mieux adapté à sa nature brillante. Nerveuse jusqu'à la maladie, elle avait suivi le jeune couple et admirait passionnément Shelley. Par dépit, colère, désir inassouvi, ambition, elle se jeta dans les bras de Byron. Elle en eut une fille, et le noble lord se conduisit à l'égard de l'une et de l'autre avec une parfaite indignité. Nous voyons fort bien, d'ailleurs, le contraste des deux poètes. En dépit des apparences et de l'opi-

nion superficielle à laquelle elles ont pu donner naissance, la volonté, comme il arrive souvent, n'est nullement du côté de l'énergie exaltée, orgueilleuse. Byron, dit un des personnages clairvoyants du roman, est de ceux qui paraissent en simples spectateurs et tiennent le rôle du chœur dans la tragédie antique. « Byron est l'esclave de son humeur, et de toute femme un peu décidée. Shelley, dans sa coquille de noix, se met en travers du torrent de l'Arno et refuse d'être emporté. Il ne l'est pas. Ses idées sont fermes : il a une doctrine. Byron est incapable d'en conserver une deux heures de suite. » Et plus loin, M. André Maurois nous montre que la ténacité de Shelley triomphait toujours de la hautaine langueur de Byron. Comment n'y aurait-il pas beaucoup de force dans une idée ferme qui ne tient aucun compte du monde extérieur ?

***

Mais cette force ne saurait lui assurer la victoire : et c'est la haute leçon qui se dégage de cette vie. Leçon de la vie même, en vérité. Il reste toujours un dangereux fond d'arbitraire dans la conclusion que le romancier ou les lecteurs peuvent tirer d'un roman. Si, au contraire, le roman est une biographie exacte, la philosophie où il s'achève est puisée à bonne source et tire de cette origine une authenticité garantie. N'est-ce pas là un incomparable privilège qui recommande le genre au psychologue et au moraliste, à tous ceux pour lesquels l'art ne perd rien à se charger de sagesse et de vérité ?

A la condition, bien entendu, qu'il reste l'art, M. André Maurois, nous croyons l'avoir montré, n'a pas oublié cette condition. Son récit est d'une forme charmante, mêlé de portraits nets et vifs, de jolis dialogues, de pittoresque et de poésie. Le style, de bon aloi, n'est pas extrêmement châtié ; mais il a une gracieuse aisance, plus de mouvement que de couleur, et parfois les ailes de la fantaisie. Le talent de l'auteur a été touché ça et là, de la manière la plus heureuse, par le génie de son modèle dont il reflète les couleurs et l'accent.

Firmin Roz.

LES ARTS APPLIQUÉS

LA RENAISSANCE D'UNE CITÉ D'ART

Notre France est pleine de mémorables cités endormies dans leur gloire. Leurs habitants côtoient d'impressionnantes cathédrales sans jamais se demander pourquoi leur époque demeure si mesquine à l'ombre d'un passé si grandiose. Les municipalités veillent avec plus ou moins de compréhension — le plus souvent par habitude — sur quelques vieilles pierres, un mur d'enceinte, une façade ou une fontaine et ceci fait, elles pensent avoir suffisamment rempli le devoir de continuité. De célèbres capitales provinciales ont ainsi glissé peu à peu dans un sommeil d'autant plus lourd qu'il n'est point gardé comme celui de la Walkyrie par un cercle de flammes, mais par une épaisse atmosphère d'ennui. Les Siegfried sont rares. Nul ne songe à rompre une léthargie qui évolue vers la Mort et les plus belles gardiennes de notre histoire sont ainsi victimes de l'indifférence et de l'inaction.

Cet état de choses trop général fait mieux apprécier l'œuvre salvatrice de M. Jean Ajalbert à Beauvais. Nommé administrateur de la Manufacture décrépite d'où ne sortait depuis longtemps rien d'original et de vivant, il eût pu considérer son poste comme une sinécure et n'apparaître aux gens de Beauvais qu'en des circonstances espacées, dernier fantôme d'une maison un peu légendaire où l'on tissait encore quelques souvenirs derrière des fenêtres toujours fermées.

Une semblable existence eût peut-être valu aux Lettres Françaises quelques savoureux volumes de plus, mais elle rencontra dès le début la répugnance de l'homme d'action, de l'ancien colonial qu'est M. Ajalbert.

Surmontant les difficultés de la guerre et l'hostilité que fait naître chaque tentative de redressement, notre administrateur entreprit une dure besogne de nettoiement et de réorganisation. Il sauva la Manufacture que sans lui on allait transporter moribonde aux Gobelins.

La réforme intérieure mise en route, des baies largement ouvertes par son ordre il jeta ses regards sur le Beauvaisis et l'aspect lui en parut morne, d'un accueil peu propre à attirer les visiteurs dont il avait l'intention d'obtenir la venue. Avec une ténacité, doublée d'une diplomatie indispensable, il parcourut le pays, découvrant partout des beautés

cachées qu'il résolut de mettre en valeur. Son plan d'ensemble aboutit à la création de la *Saison d'Art de Beauvais* et c'est ainsi que par la volonté d'un de ces écrivains trop souvent calomniés quand il s'agit d'ordre et d'esprit de suite, un foyer d'art français s'est rallumé.

A partir de 1919, chaque saison estivale a vu fleurir à la Manufacture, à l'Hôtel de Ville, au Musée, à la Cathédrale, des manifestations diverses qui toutes valaient d'accomplir le voyage de Beauvais. Ce furent, entre autres : l'exposition de cent quarante toiles ou esquisses de l'atelier de François Desportes ; la présentation des tapisseries de la Cathédrale, *Histoire de la vie de la Vierge*, précieux ensemble du XVIe siècle ; la récapitulation de l'œuvre d'Auguste Delaherche, le grand potier que sa petite patrie oubliait ; un savoureux groupement de céramiques anciennes et modernes du Beauvaisis ; un autre de tapisseries et soieries anciennes ; puis le plus animé des « bouquets de Beauvais », un décor floral dans le jardin transformé, entre les ateliers rendus à la lumière.

La saison qui vient de se clore aura été des plus instructives et des plus utiles.

En plaçant sous nos yeux l'œuvre de la Manufacture Nationale de Beauvais pendant le dernier siècle, Jean Ajalbert nous a donné une salutaire leçon. En attirant l'attention sur les artisans d'Andeville et de Sainte-Geneviève, ces localités qui virent naître tant d'adorables éventails du XVIIIe siècle, il a sommé nos décorateurs de ne pas laisser dépérir une des plus exquises industries de France. En provoquant le don au Musée d'une collection splendide et raisonnée de poteries de Delaherche, il contribue à maintenir en province le sens des créations régionales, sauvegarde d'originalité dans l'universalisation des techniques et des conceptions.

La réunion des spécimens les plus typiques de la fabrication de la Manufacture Nationale de Beauvais entre 1820 et 1923, illustre la profonde misère de cette institution durant une période où, abandonnée par l'initiative privée, elle reste confiée à la parcimonieuse administration de l'État.

Quelle pauvreté d'invention ! Quelle absence de tout désir créateur pendant plus d'un siècle !

Que fait-on sous la Restauration ? On réédite les modèles du XVIIe et du XVIIIe siècle. Desportes et Casanova sont sur les métiers. On fabrique à grands frais des pin outfles et des cabas. Desportes et Casanova sont encore sur les métiers pendant l'Empire second. L'avènement de la République ne marque l'introduction d'aucun idéal nouveau. Les trônes chancellent et tombent. La Manufacture continue à reproduire Casanova, Desportes et Oudry. Pardon ! Un effort est fait : on commande des modèles ! Chabal et Cesbron apportent de lamentables pastiches du XVIIIe siècle ou de ternes élucubraitons de leur cru. MM. Mazerolle, Bourgogne, Laugé Zuber, et une vingtaine d'autres ne feront pas mieux. Et voilà le travail de cent ans !

Dans la galerie où M. Jean Aljabert a rassemblé ces indigents témoignages de la décadence, on cherche en vain une autre attirance que celle dont le temps pare les objets qu'il a touchés. On gémit sur tant d'argent et tant de capital humain vainement gaspillés ! On peut gémir davantage encore en parcourant les ateliers. Nous sommes en 1923 et Casanova est encore sur le métier !

Ah ! ce n'est pas par le bon plaisir de Jean Ajalbert. Son excuse est trop certaine : on manque de modèles modernes ! Il faut pourtant occuper les élèves.

Consolons-nous. La situation s'améliore. Pour la première fois cette année, on nous exhibe à Beauvais des tapisseries et des meubles dont les auteurs sont bien de notre époque par leur goût et leur conception. Voici *Les Animaux dans la Forêt* d'après M. Jean Veber, montage par M. Michon, *Les Contes de Fées*, également de M. Jean Veber, sur mobilier de M. Paul Follot ; voici enfin la plus importante réalisation de la direction actuelle, une garniture de salon exécutée d'après M. Maurice Taquoy pour un mobilier dû à MM. Sue et Mare. Une salle est consacrée à cette présentation. On s'y repose rasséréné, sûr cette fois que la Manufacture de Beauvais est dans la voie du progrès.

Bien des critiques peuvent encore être adressées à cet ensemble. La plus grave est le manque de liaison entre l'auteur du carton et ceux du meuble, manque de liaison qui apparaît, hélas ! dans un siège où les dimensions de la tapisserie et celles que commandent les bois diffèrent déplorablement.

De semblables erreurs ont pour cause la commande par un organisme bureaucratique qui n'a pas qualité pour suivre l'exécution. Le remède est dans l'autonomie des Manufactures Nationales et dans l'attribution à leurs administrateurs d'une autorité et d'une initiative réelles. Hors cela pas de responsabilité possible !

Ces réflexions à part, je constate avec joie ce fait consolant : la Manufacture a ouvert ses portes sans restrictions aux novateurs. Elle contribuera à établir le décor du XXe siècle ainsi que le commande la simple logique. Les destins de l'entreprise sont redressés.

En 1833, M. Grau du Vincent écrivait :

« J'apporte mes soins à faire rentrer cette Manu-

facture dans ses véritables attributions; elle produira des meubles d'une très grande richesse et d'autres d'une très grande simplicité; les sujets seront dans le goût actuel, et vous verrez les fabriques particulières venir puiser à la Manufacture Royale de Beauvais des leçons pour tâcher d'arriver à sa perfection sans pouvoir jamais y atteindre; voilà la position que doit prendre la Manufacture Royale. »

Ce judicieux programme que M. Grau n'a pu exécuter, c'est celui de M. Jean Ajalbert. A 90 ans de distance nous revoilà à pied d'œuvre. Il ne faut pas que les bonnes intentions à nouveau tournent mal. La Manufacture de Beauvais a la chance d'avoir à sa tête un chef de sens pratique et d'esprit hardi. Qu'on lui fournisse les moyens d'agir et de mettre sa fabrique en mesure de participer à l'Exposition de 1925 dans des conditions dignes d'une mondiale renommée.

Yvanhoé RAMBOSSON.

A TRAVERS LES REVUES ETRANGÈRES

Outre-Océan

Des renseignements parus au cours des derniers mois dans la presse d'Outre-Océan plus spécialement consacrée aux choses du cinématographe, le périodique italien *Minerva* dégage une vue d'ensemble assez impressionnante. On compte sur le territoire de l'Union quinze mille établissements cinématographiques pouvant abriter au total sept millions et demi de spectateurs; le nombre des amateurs qui s'empressent ici est, d'un samedi à l'autre, de cinquante millions en moyenne; les recettes excèdent par semaine la somme de dix millions de dollars. L'industrie du cinématographe nourrit aux Etats-Unis bon an mal an trois cent mille personnes au bas mot et dès 1921 elle figurait au chapitre des exportations pour le chiffre de cent quarante millions de dollars. Le capital engagé dans ces entreprises s'élève à un milliard deux cent cinquante millions de dollars. Et « le ciné » était une nouveauté il y a vingt ans à peine...

Allemagne

Dans la *Neue Rundschau*, M. Ferdinand Lion disserte du « nationalisme français ».

C'est une des supériorités de celui-ci de conserver et d'exalter avec tant de ferveur le culte du passé : ainsi, Claudel tient pour la France médiévale, Barrès pour Napoléon, Maurras pour Louis XIV.

Mais, par ailleurs, c'est non moins certainement une infériorité pour le nationalisme français de rattacher sans cesse aux questions politiques les questions religieuses. Si le temps devait avoir bientôt raison des dernières répercussions du Boulangisme, l'affaire Dreyfus, elle, laisserait des traces durables dans l'opinion et donc dans la délimitation des partis. Or, dans l'Affaire, les nationalistes combattirent également et les Juifs et l'esprit protestant.

Depuis la victoire qui a comblé ses vœux immédiats en rendant à la République l'Alsace-Lorraine, le nationalisme français rêve, semble-t-il, d'une organisation qui grouperait sous « le signe » catholique la France, l'Italie, la Belgique, l'Espagne, l'Autriche, la Pologne et qui ferait bloc contre l'Europe protestante.

Cependant, religion, morale, philosophie, tout cela relève essentiellement de « la conscience individuelle » et ne saurait offrir le terrain sur lequel toutes les volontés se pourraient accorder au service du pays : la science représenterait bien plus sûrement l'élément régulateur dans « la mécanique sociale ».

Italie

C'est dans tous les domaines que nos voisins ont commencé à recueillir le bénéfice du redressement opéré Mussolini *consule*.

Le commerce maritime de Gênes, qui devait fatalement pâtir de la guerre et de ses suites, a repris son essor et enregistré pour la période du 1er juillet 1922 au 30 juin 1923 une augmentation de trafic de près de douze cent mille tonnes par rapport à la période correspondante de l'année précédente; il est à remarquer en outre que les navires ayant participé au mouvement du port sous le pavillon national ont été pendant le premier semestre de 1923 au nombre de 2.953, soit 774 unités de plus que pendant le premier semestre de 1922.

Minerva note avec une trop compréhensible satisfaction dans son numéro d'octobre (fasc. 18) que le régime qui est aujourd'hui celui de l'Italie recrute des admirateurs et des envieux jusqu'en Chine. Parmi les étudiants chinois, une élite s'est formée qui, excédée du long désordre dont souffre le pays, souhaite et préconise l'application chez les Célestes des méthodes fascistes. Le périodique *Tou-fu-za-ze*, qui paraît à Shang-Haï, écrit : « L'Italie a tous les bonheurs. Chaque fois qu'elle se voit sur le bord de l'abîme, un homme nouveau surgit qui s'emploie à la sauver et réussit finalement à la faire plus forte et plus grande devant l'univers. Espérons que nous aurons bientôt, nous aussi, notre Mussolini. »

Belgique

A la *Renaissance d'Occident*, M. de Bersaucourt silhouette avec beaucoup d'agrément, dans sa chronique rétrospective (fasc. d'octobre), quelques-uns des plus célèbres mystificateurs de notre âge. On sait que l'art de se moquer avec esprit de son prochain recrute volontiers « ses maîtres » parmi les écrivains et dans les ateliers. Besoin de brimer « l'affreux bourgeois » ou bien manifestation de cette persistante gaminerie si fréquente chez ceux qui vivent de l'intelligence, nécessité de la détente après un long et pénible effort ou bien désir de rompre la monotonie de l'existence quotidienne? Quoi qu'il en soit, Sapeck, le fameux Sapeck,

Salis, du *Chat noir*, Romieu (qui, un moment préfet de la Dordogne, choisit la date du 1er avril pour couvrir son département d'immenses affiches annonçant aux populations dans le style le plus solennellement administratif que les têtes des hannetons qui désolaient la contrée étaient mises à prix), Alphonse Allais, Georges Auriol se montrèrent de prodigieux inventeurs dans la mystification. Mais M. de Bersaucourt veut qu'on leur soit indulgent puisque le grave Mérimée lui-même ne craignait pas — pour complaire à une jeune femme, « de celles dont il dirigeait la conscience », — de fabriquer de toutes pièces un autographe de Robespierre.

Suisse

Une lecture éminemment recommandable est celle de l'article intitulé dans le fasc. de septembre de la *Bibliothèque Universelle* « la Disparition des armées » et que j'aurais voulu signaler ici plus tôt. Le lieutenant-colonel Emile Mayer y envisage le cas d'une guerre où l'un des deux belligérants a cessé de recourir à l'emploi des armes proprement dites. Tandis que la France mobilise, l'Allemagne, dans l'hypothèse, transforme tous les moyens de transport aérien dont elle dispose. Des aviateurs expérimentés jettent aux bons endroits des bombes incendiaires, répandent des vapeurs corrosives, déversent des gaz asphyxiants ou somnifères ou vésicants. Des émissions de microbes corrompent les stocks de vivres et les cours d'eau. Des contre-courants électriques entravent les communications télégraphiques et téléphoniques... Certes, la France peut compter sur la science de ses chimistes et de ses physiciens et l'ingéniosité de la race finira par déjouer cette monstrueuse déloyauté. Toutefois, il y faudra du temps, — un temps que l'ennemi mettra à profit pour s'assurer un système défensif où tout le merveilleux outillage agricole des jours de paix sera employé à l'établissement de galeries souterraines comme on n'en aura jamais vu...

Hé! pareille conception ne trouve-t-elle pas déjà « une amorce de réalisation » dans l'armée allemande? « Ses éléments sont épars dans des organismes variés, dont les uns ont une existence légale, dont d'autres sont simplement tolérés par le gouvernement; il en est qu'il combat ou qu'il fait semblant de combattre; il en est qu'il encourage... » Dans cette armée, les chefs n'ont pas l'autorité qui correspond à leur grade et la discipline est plus consentie qu'imposée : mais quel redoutable instrument de guerre l'unité de pensée et la haine n'en feraient-elles pas!

De la part de l'Allemagne, ce serait folie pure? Cependant, de quelle démence l'Allemagne n'est-elle pas capable?

Gaston Choisy.

CORRESPONDANCE

21 octobre 1921.

Monsieur le Directeur,

Après une absence de plusieurs mois je prends seulement connaissance de l'article de M. Lucien Maury : *Cyrano et les libertins* sur mes deux ouvrages : *Les Œuvres libertines de Cyrano de Bergerac* et *Les successeurs de Cyrano*.

Il va de soi que je n'ai pas à discuter l'opinion de M. Lucien Maury sur Cyrano et sur mes ouvrages; je tiens seulement à préciser que le reproche qu'il me fait, si tant est qu'il soit exact, « des motifs de ma sévérité » envers les libertins « qui seraient fort peu historiques et encore moins scientifiques » ne s'applique qu'à mes préfaces; mes biographies des libertins et mes annotations de leurs œuvres, au contraire, sont traitées objectivement, c'est-à-dire sans aucun parti pris, de façon à ce que le lecteur puisse se faire une opinion. J'ajoute que personne n'est obligé de lire mes préfaces et que M. Hanser de la *Revue Historique*, par exemple, a reconnu mon impartialité dans les limites que je viens de tracer.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Frédéric Lachèvre.

Mon cher Ami,

J'écrivais dans mon article du 18 août dernier :

« Les opinions de M. F. Lachèvre, encore que très affirmatives, sont moins solides que son érudition. Cette érudition seule nous importe; elle est de premier ordre, minutieuse, méticuleuse à souhait, merveilleusement active et habile à constituer l'encyclopédie, pittoresque et vivante, du Libertinage. »

Voilà donc établie la distinction sur laquelle insiste M. F. Lachèvre.

M. F. Lachèvre semble souhaiter qu'on ne lise pas ses préfaces. Pourquoi les écrit-il? L'argument est imprévu : je n'aurais point eu la cruauté de le formuler.

Il reste — mon article tendait à le prouver et M. F. Lachèvre paraît en convenir implicitement — qu'il est dangereux de mêler la polémique et l'histoire.

Je suis, mon cher ami...

Lucien Maury.

LES LIVRES NOUVEAUX

M. Daniel V. Valenfort. *Dans le silence auguste*, (South american review).

M. Daniel V. Valenfort dont les poèmes nous arrivent du Sud de l'Amérique, nous montre que par delà les mers notre poésie est connue, aimée, pratiquée. En vers colorés il célèbre tout ce qui le charme en son pays, le Brésil et les jolies brésiliennes, ou évoque les mystérieuses légendes des Seychelles des Amirantes et autres îles de l'océan indien. Cette poésie a

son charme et sa saveur. Elle évoque, toute ensoleillée, les mers heureuses que hante le Riga, ce vaste oiseau qui, prenant son vol aux premiers rayons de l'aube, passa sa journée à butiner l'océan, et, regagnant ses cavernes au crépuscule remplit la nuit de soupirs étranges.

Hôtes des Capucins que la mort ravagea,
Est-ce vous qui pleurez dans la voix du Riga ?

Stanislas SZPOTANSKI. — *Adam Mickiewicz et le Romantisme* — 1 vol. petit in-8°, 112 pages. Paris, Société d'Édition « les Belles Lettres ».

Cette étude très consciencieuse remet en lumière la belle figure, — un peu oubliée aujourd'hui, — d'Adam Mickiewicz. Tout en nous montrant la valeur morale, et l'action toujours agissante du grand patriote polonais, elle dénonce, — involontairement peut-être, ce qui frappa de stérilité l'immense effort de cet homme, qui ne se contenta pas d'être un admirable poète, un profond philosophe, mais qui eut encore les qualités plus rares, d'un meneur des masses ; et, en dépit de ses rêveries romantiques, le tempérament d'un chef. Son erreur fut certainement cette tendance vers une sorte de mysticisme généralisé, si j'ose dire, qui enfermait dans la même ferveur d'un triple amour sa patrie, l'idéalisme romantique, — sous ses trois formes, littéraire, sociale et religieuse, — et l'humanité tout entière, qu'il rêvait de régénérer. — Évidemment, la réalisation d'un programme aussi vaste, exigeait un fondement plus solide que les nuageuses conceptions de l'évolutionnisme romantique, sous peine d'aboutir à un échec. Et, de fait, cet homme qui, par tant de côtés touchait au génie ; et qui mettait au service de ses convictions, — profondes au point qu'il leur sacrifia tout —, cet homme ne réussit dans aucune de ses entreprises ; et la gloire, si justement méritée, qui l'accompagne devant la postérité, n'auréole que la continuité d'un effort magnifique de volonté vers le mieux, mais, en somme, absolument stérile. — Il faut féliciter et remercier M. Stanislas Szpotanski d'avoir écrit ce livre ; surtout, il faut le lire, non seulement parce qu'il fait heureusement revivre une grande figure, près de s'effacer, mais aussi pour l'impression très exacte qu'il nous donne du mouvement des esprits dans la première moitié du XIXe siècle.

A. R.

André THÉRIVE. *Le Voyage de M. Renan.* — 1 vol. in-16, Bernard Grasset.

Tandis que M. Pierre Lasserre, à l'occasion du centenaire d'Ernest Renan, et dans l'impossibilité où il se trouvait de faire coïncider avec cette circonstance la publication du grand ouvrage, depuis longtemps annoncé, nous donnait en un petit livre exquis et fort, *Renan et nous* (« Les Cahiers verts, librairie Grasset) un aperçu des grands problèmes qui fournissent à l'œuvre du philosophe, de l'artiste, de l'historien, ses thèmes généraux, « de ceux-là du moins qui conservent le plus vivant intérêt pour nous », — M. André Thérive s'amusait à poser, dans un roman d'aventures extraordinaires et vraisemblables, doublé d'un conte moral fort irrespectueux, le problème où l'on voit déjà poindre la légende de l'auteur de la *Vie de Jésus* : « Y a-t-il eu deux Renan ? » Critique littéraire d'un esprit pénétrant et alerte, M. André Thérive, qui nous avait déjà donné un premier roman, l'*Expatrié* (Éditions de « La Sirène », peut se réclamer, pour le ton et le style, de la tradition classique telle que la représentait naguère dans nos lettres contemporaines un Edmond About. Félicitons ce jeune écrivain de ce que, en la rajeunissant, il la renouvelle.

Nicolas SÉGUR. *M. Renan devant l'amour.* — Un vol. in-16 (Eugène Fasquelle.)

Moins personnel et moins original que M. André Thérive, M. Nicolas Ségur se borne à introduire l'auteur de la *Vie de Jésus* dans une légère intrigue, où il lui assigne la place prépondérante qu'occupe Socrate dans les Dialogues de Platon. Et c'est un prétexte à le faire disserter, en reproduisant ses propres phrases, sur maints problèmes de philosophie amoureuse et de mystique sentimentale, à propos desquels Ernest Renan nous expose sa conception très idéaliste de l'amour, considéré comme « la leçon qui nous enseigne le divin » et posé comme fondement d'une philosophie optimiste. Au ton dégagé et irrévérencieux de M. André Thérive, s'oppose l'onction de M. Nicolas Ségur, disciple qui confesse avoir dressé à son maître une chapelle distincte dans son cœur, et déclare : « Il me semble que quelque chose de lui soit resté en moi, et, en tous cas, ses pensées retentissent amoureusement et avec persistance dans ma conscience. »

Georges OUDARD. *Ma Jeunesse.* — 1 vol. in-18. (Ernest Flammarion).

L'âme complexe, incertaine, d'un jeune homme comme il y en a tant, et peut-être trop : voilà ce qu'a voulu nous révéler l'auteur. Type inconscient d'égoïsme, qui s'efforce de devenir, non sans peine d'ailleurs, vraiment un homme. La période 1914-1918 intervient ici comme un facteur de l'évolution psychologique du personnage principal : c'est la guerre entière incorporée au roman. Le problème qui s'y pose est celui-ci : la guerre a-t-elle, oui ou non modifié l'individu ? Le dessein de l'auteur est de nous montrer dans quelles limites cette transformation s'est réalisée. « Je veux accorder ma vie avec la guerre », proclame Jacques Golange, « non pas en vissant une lampe électrique voilée de crêpe au-dessus de l'affiche de la mobilisation, mais en retournant me battre dans les tranchées de la vie. » Et déchirant les pages déjà écrites de sa thèse sur Catherine de Médicis, ce jeune bourgeois naguère encore vaniteux, ami du luxe, avide de renommée, le mari de Clotilde de Robure, va demander un emploi au successeur de son père, le fabricant de porte-monnaie de la rue de Turenne. Roman d'une saveur assez âpre, d'un ton assez désenchanté, mais qui exprime une sagesse positive un peu rude et conforme aux difficultés présentes de la vie.

Pierre LADOUÉ. *Les Attardés.* — 1 vol. in-16. (Bloud et Gay.)

Très joli roman d'après-guerre, bien différent du précédent et qui fait avec lui un contraste nettement marqué. Il y a vingt-cinq ans, M. François de Curel nous donnait *Les Fossiles*. Il ne serait pas juste de dire que M. Pierre Ladoué reprend le thème, même si on ajoutait qu'il le rajeunit. A la vérité, notre temps le lui propose et le lui impose. Temps troublé, où la vie est allée infiniment plus vite qu'à l'ordinaire, exigeant une adaptation plus prompte et plus radicale pour se conformer aux nécessités nouvelles. Temps terrible pour ceux qui ne sont pas « à la page », ceux à qui la guerre n'a rien appris, ceux qui s'obstinent, ceux qui s'endorment. Tel est le cas du vieux hobereau imbu de préjugés surannés, dont tous les plans se trouvent ruinés par le grand cataclysme. Mais la philosophie indulgente de l'auteur, pareille à celle du charmant Alfred Capus, arrange toutes choses. Le vieux châtelain voit finalement s'accomplir ses désirs les plus chers, d'une manière bien différente de celle qu'il avait rêvée. *L'Attardé* devient ainsi l'*Adapté* malgré lui. Tout est bien qui finit bien.

Une excellente leçon se dégage du récit : à savoir la nécessité, plus que jamais pressante, d'agir et d'évoluer. Et le récit

lui-même a cet agrément, cette bonne grâce qui s'annonceaient déjà dans le premier roman de l'auteur, *Un nuage passa* et que nous aimions dans la *Fontaine aux Charmes*, autre roman de l'après-guerre auquel la Société des Gens de Lettres a décerné son prix Balzac.

F. R.

Louis MADELIN : *La France du Directoire* (Paris, Plon-Nourrit et Cie).

Du moment que vous concédez à M. Madelin que Bonaparte, en l'an VIII, était le soldat nécessaire et, comme disait Hugo, « l'homme prédestiné », tout va bien et l'histoire de France, de 1795 à 1799, se déroule suivant la fatalité inéluctable. Un tel parti-pris donne beaucoup de solidité à l'exposé, tandis que le talent d'exposition du conférencier (car ce sont cinq conférences) y ajoute un grand éclat. Tout de même, historien de sang-froid observe que c'est le Directoire qui a établi le système d'impôts auquel les gouvernements successeurs ont emprunté les ressources qui les ont fait vivre — et non le premier Consul, et que Masséna et Brune avaient sauvé le territoire avant que Bonaparte, en rupture de commandement, eût débarqué à St-Raphaël. Enfin Brumaire est bien l'œuvre de Siéyès, de Lucien et, remarque parfaitement juste, des idéologues de l'Institut, non du général de l'armée d'Egypte. Mais à quoi bon chicaner ? Le livre est trop amusant.

Emm. de MARTONNE, professeur de Géographie à la Sorbonne : *Abrégé de Géographie physique* (Paris, Armand Colin).

Sous ce titre modeste, M. de Martonne ne publie point un simple abrégé de son grand *Traité de Géographie physique*, aujourd'hui classique, instrument de travail essentiel pour tout étudiant. C'est autre chose : une sorte de synthèse de tout ce que nous savons présentement sur le climat, l'hydrographie, le relief du sol, la répartition des populations et les conditions naturelles de leur vie. Et tout cela, non point déduit pédantesquement de quelques principes, mais sortant d'observations directes, de la description des phénomènes, objet de la plus vivante des sciences de la nature. D'admirables photographies initient le lecteur à la constatation des ensembles, le convient à interpréter les paysages. Des exercices pratiques lui apprennent à lier ces interprétations, à coordonner les résultats de ses expériences. Ainsi ce livre d'un savant s'atteste le guide parfait pour l'initiation géographique.

ROBER-RAYNAUD : *En marge du « Livre jaune ». Le Maroc* (Paris, Plon-Nourrit et Cie).

« Il nous faut, disait en 1911 le général de Berhmardi, entamer une action politique qui nuise si gravement aux intérêts de la France et de l'Angleterre, que ces États soient absolument contraints de nous déclarer la guerre. Cette occasion, on peut facilement la trouver, soit en Afrique, soit en Europe. » Ce n'est pas dans un « livre jaune » que M. Rober-Raynaud a relevé ces paroles, non plus que tant d'autres qui font une partie de la richesse de son livre, ni les informations sur l'attitude secrètement hostile du gouvernement de Madrid, furieux de nous voir nous installer sur ses « terres de croisade », et qui ne nous l'a pas pardonné. Le titre est donc beaucoup trop modeste En voulant mettre justement en relief le rôle tenu par ces bons serviteurs du bien public que furent les Revoil, les Saint-René Taillandier, les Regnault, les Lyautey, M. Rober-Raynaud, « témoin » de leur activité, a tout simplement écrit la meilleure histoire que nous ayons de la conquête du Maroc par la France. Le détail en est émouvant et l'auteur sait le faire valoir. L'ensemble est traité avec une connaissance de la politique générale qui fait de l'ouvrage un beau traité d'histoire diplomatique.

Raymond RECOULY : *La Ruhr* (Paris Flammarion : Collection « Les Questions actuelles »).

Il n'est pas, en effet, de question plus « actuelle » que celle de la Ruhr. M. Recouly, bon connaisseur des choses allemandes, nous fournit ici tout ce qu'il est nécessaire de connaître sur l'histoire de la région et sur la manière dont l'ont accaparée et l'exploitent les seigneurs des *Konzern* métallurgistes. Soyons-lui reconnaissants aussi de ne pas se laisser duper par les apparences, qui amusèrent si longtemps les responsables de la politique française d'après-guerre, et d'avoir démonté la comédie que nous jouèrent impunément les Stinnes, les Thyssen, les Kirdorf, avec l'aide de leurs vassaux du Reichstag berlinois et de leurs associés britanniques. Il y a là un d'Abernon, embusqué à l'ambassade d'Angleterre, et que M. Recouly drape comme il convient. Un livre véridique, en un mot. C'est de ceux-là que nous avons besoin en ce moment.

Henri ROBERT : *Les grands procès de l'histoire* ; deuxième série (Paris, Payot).

S'il fallait choisir dans cette suite d'études à la fois historiques et judiciaires, où se déploie le subtil talent de Me Henri Robert, sur la marquise de Brinvilliers, Charlotte Corday, Madame Roland, Madame Lafarge, c'est peut-être la reconstitution de *l'Affaire du Collier* qui retiendrait le plus volontiers l'attention. Car les autres « affaires » qu'expose le bâtonnier, toutes captivantes qu'elles sont, par la qualité des personnages ou par le doute dont elles restent enveloppées, n'ont pas pour elles d'avoir marqué une date dans l'histoire d'un régime. Tandis que la série de faits issus de l'intrigue nouée autour du cardinal de Rohan et de Marie-Antoinette dépasse singulièrement la portée d'un procès, même « sensationnel », comme on dit, et s'insère dans la trame de l'histoire politique. Et quelle histoire! Celle de l'agonie d'un régime millénaire. Rien de ce qui peut nous émouvoir dans ce drame n'a échappé à l'auteur, qui a rempli tout son dessein, pour notre plaisir et pour notre instruction.

Camille JULLIAN, membre de l'Institut : *De la Gaule à la France* (Paris, Hachette).

Pour pouvoir écrire ces 250 pages dans lesquelles M. Jullian a ramassé l'histoire de nos origines depuis le plus lointain passé jusqu'au moment de l'établissement définitif de la monarchie capétienne, il aura fallu le travail d'une vie ; vie de recherches patientes et tenaces, d'une étendue prodigieuse, servies par une imagination sûre et une rare faculté de concevoir les ensembles Il y a une France, que les premiers habitants du sol ont déjà conçue comme un pays un, que les Gaulois ont aimé comme une patrie, qu'ils étaient en train de doter de la civilisation hellénique quand les lourdes brutes de Julius Caesar sont venues saccager, écraser, défigurer le travail des générations. Puis s'est étendu le silence de l'empire romain, cette « décadence terminée par une catastrophe », qui n'a même pas su défendre la Gaule contre l'assaut barbare. C'en était fait de l'Occident si le christianisme, fort de ressources spirituelles insoupçonnées par les proconsuls de Rome, ne l'avait reconstitué en lui restituant les éléments d'une patrie. Voilà des idées qui ne courent pas les manuels d'histoire. Mais comme il faut remercier M Jullian d'avoir osé écrire ce livre de bon sens !

P. F.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La Question d'Orient

La gravité du problème allemand a effacé de l'actualité le problème oriental. Les alliés, après avoir signé le lamentable traité de Lausanne, se sont hâtés de donner l'ordre d'évacuation de Constantinople. On liquide piteusement cette immense entreprise séculaire que la victoire de 1918 avait couronnée. On abandonne l'Orient. Les journaux ne consacreront plus que quelques lignes fragmentaires, incompréhensibles par leur brièveté, à ce qui se passe là-bas. Les vieilles tendresses et les engouements et animosités de plus récente date s'expriment encore de ci de là par quelques notes tendancieuses qui claquent comme des fusillades d'arrière-garde. Tel, toujours fervent de la thèse kemaliste dont il fut l'inventeur, s'en va chercher dans les annales du Moyen-Age la preuve que les Turcs furent toujours de tempérament républicain et reviennent à leurs traditions en supprimant le dernier vestige de l'autorité politique du Khalife, sultan de l'Empire ottoman. Ce pittoresque jeu d'érudition n'éveille plus de passions. On a l'impression que l'opinion publique est lasse. Nous avons perdu la partie en Orient. Notre influence y est ruinée, notre prestige y est défunt. Les Turcs peuvent faire ce qu'ils veulent. L'Europe ne semble plus avoir ni l'humeur ni le courage de réagir. Si l'on veut connaître l'état d'esprit en Turquie, qu'on lise cet « Adieu » du *Vakit* aux troupes d'occupation de Constantinople :

« Vous êtes partis avec vos forteresses d'acier dans lesquelles vous aviez tant de confiance. Vous êtes partis malgré toute votre armée et vos tanks. Vous êtes partis après vous êtes rendus ridicules et vous être changés en *Karagheuz* (polichinels). Allez continuer vos pirateries ailleurs ! »

Voilà sur quel ton les anciens alliés de Guillaume II, dont M. Franklin-Bouillon prétendait avoir fait les amis exclusifs de la France, osent aujourd'hui parler. Joignant le geste à la parole, les nationalistes turcs ont, le 14 octobre, roué de coups, à dix heures du soir, en plein Pera, le premier drogman du Haut-Commissariat de France, M. Cuinet, le fils du célèbre historien-géographe de l'Empire ottoman.

Les autorités kemalistes n'ont pas plus présenté d'excuses pour cet attentat que pour le guet-apens de la fin de juillet à Bihendour, près de la frontière syrienne, qui coûta la vie à quarante et un Français dont trois officiers. Cherchez mention de ce véritable *casus belli* dans les grands journaux dits d'informations. Vous ne trouverez rien, mais vous y trouverez des couplets sur l'amitié franco-turque, sur la valeur diplomatique d'Ismet pacha, sur le triomphe éclatant de l'admirable politique française à Lausanne. Par un déplacement singulier des termes du problème, on ne débattait pas, paraît-il, à Lausanne, des intérêts français en Turquie. Il s'agissait de savoir si l'on adopterait la politique de Lord Curzon teintée de résistances aux exigences kemalistes ou la politique de capitulation totale préconisée par les conseillers du Quai d'Orsay. Et c'est ainsi que la lassitude ayant réduit les négociateurs à tous les abandons, nous prétendons fêter une victoire française ! On fête ce qu'on peut !

Dès l'instant que des attentats comme celui dont a été victime le premier drogman de l'ambassade de France ne font même plus l'objet de platoniques excuses, les Turcs ont la partie belle pour s'attaquer aux éléments chrétiens de l'Empire — ou plutôt à ce qu'il en reste — qui jouissaient jadis de la protection des grandes puissances, bien que le traité de Lausanne eût spécifié que la population grecque de Constantinople ne serait pas comprise dans ce monstrueux échange de population qui fait table rase du principe sacré du sol natal et considère les hommes comme un bétail qu'on peut librement changer de pâturage, les Turcs ont fait, dès leur rentrée à Constantinople, le nécessaire pour rendre la vie intenable aux Grecs. Près de cinq mille magasins grecs ont été fermés et Hussein Djahid avertit ironiquement, dans le *Tanine*, les chrétiens qu'ils sont désormais à l'entière merci d'Angora.

« Il a été prouvé que la protection des puissances étrangères était provisoire et éphémère. Il est possible que les éléments non-musulmans se considèrent maintenant exposés à la vengeance des Turcs. Car nous sommes certains qu'ils se sont suffisamment réveillés de leur rêve pour ne pas attendre grand profit des promesses d'intervention et de protection de la Société des nations. Les mesures prises sans crainte par d'autres Etats qui avaient pris des engagements de cet ordre, montrent la confiance que l'on peut attacher aux clauses des traités relatifs à la protection des minorités. *Les voix en faveur de l'humanité, même si elles s'élèvent, ne servent à rien.* »

Si les appels à l'humanité doivent rester vains, combien plus stériles, si possible, seront ceux qui pourraient être adressés à la chrétienté, pourtant directement menacée dans une de ses plus vénérables et importantes institutions : le patriarcat œcuménique de Constantinople.

Les Turcs, en s'attaquant à l'autorité suprême de la Chrétienté d'Orient, visent au cœur. Ils savent qu'au travers des persécutions, les chrétiens de leur empire ont trouvé dans le Phanar (corruption du mot : Fanal) le véritable fanal qui guida leurs pas vers l'incertain avenir, cependant lumineux des éternelles espérances. En éteignant cette lumière spirituelle, ils se font fort de compléter de façon radicale la victoire que l'Orient musulman remporta en 1453 sur l'Europe chrétienne.

La Turquie moderne veut réparer l'erreur des anciens sultans qui, par leur tolérance à l'égard de leurs sujets chrétiens, auraient entretenu dans leur sein le serpent meurtrier. C'est une façon d'interpréter l'histoire. En vérité, le sultan Sélim, tout comme Mustapha Kemal, avait songé à faire disparaître les chrétiens et eût passé aux actes sans la remarque de son grand vizir : « Qui est-ce qui travaillera pour nourrir les Turcs si les chrétiens disparaissent. » La jeune Turquie se croit assez forte pour pouvoir se passer des chrétiens. L'avenir seul justifiera ou démentira leurs prétentions. En attendant, l'œuvre de démolition se poursuit impunément. Angora a recruté, pour mener l'assaut contre le patriarcat œcuménique, un prêtre grec, le pappas Efthymios, dont la psychologie est assez complexe. Certains prétendent qu'ayant en plusieurs proches parents massacrés par les Turcs, il vivrait dans l'emprise de la peur et serait le jouet terrorisé des autorités kémalistes. Avoir pour paroisse Angora n'est évidemment pas un élément de sérénité. D'autres voient dans Efthymios un arriviste d'intelligence bornée, facilement manœuvré.

Qu'un ecclésiastique grec ait pu déclarer, comme il le fit l'an dernier, que « Dieu s'exprimait certainement en turc » est d'une sottise qui n'est égalée que par la courtisanerie. Efthymios s'est fait le propagateur d'une doctrine politico-religieuse (dont l'inventeur est un ex-

député turc) d'après laquelle les Hellènes de Turquie ne diffèrent des Turcs que par les divergences dogmatiques, comme catholiques et protestants en France, qu'ils sont tous fils de la patrie ottomane et qu'en conséquence il est vain de poursuivre la prétendue protection des minorités chrétiennes en Turquie. Il est concurremment superflu de maintenir les privilèges du patriarcat tels que l'acte de Gulhané de 1839 et le *hatt-houmayoun* de 1856 avaient continué à les reconnaître. Le patriarcat doit être ramené à l'état de simple rouage de la direction des cultes de l'Etat kémaliste.

La lutte des partis en Grèce devait donner à cette perfide campagne un dangereux appui. Le patriarche en fonction, Mgr Meletius IV, était l'ami et le partisan dévoué de M. Venizelos. Metropolite d'Athènes au moment de la restauration de Constantin, il avait dû quitter ce poste et se réfugier en Amérique. L'association de son nom à d'aussi graves événements politiques devait prêter élément aux discussions et animosités. Après la défaite grecque d'Asie-Mineure, on lui reprocha tout à tour l'ardeur avec laquelle il avait enflammé le patriotisme des micrasiates, compromettant ainsi le patriarcat aux yeux d'une Turquie victorieuse, son opportunisme politique qui lui avait fait prêcher la fidélité à Constantin, représentant à ses yeux l'hellénisme au-dessus des partis, au lieu de se faire l'avocat d'un venizelisme intransigeant qui eût peut-être tout sauvé. Alors qu'à l'heure de la victoire on applaudissait à son action, la défaite, irrémédiable du fait de l'abandon des alliés, faisait naître une excusable lâcheté dans certains cœurs faibles — les héros sont, parmi les humains de toutes races, l'exception — et la perspective du retour des Turcs à Constantinople éveillait chez certains l'espoir de reconquérir la tolérance ottomane en sacrifiant le patriarche. Ainsi, dès le printemps dernier, une bande, de composition douteuse, envahissait, sous les yeux et avec la complicité de la police turque, le palais patriarcal, tentait d'en expulser Mgr Meletius et créait une telle agitation que Mgr Meletius, menacé de mort, quittait Constantinople pour chercher un refuge au Mont-Athos. C'était déjà là un résultat important aux yeux des Turcs. Tout à leurs querelles intestines, les Grecs commentaient l'événement en le réduisant, à tort, à des questions de personnes.

Au lendemain du départ des contingents européens, le pappas Efthymios qui n'avait, entre temps, point cessé sa propagande parmi les Hellènes d'Anatolie, en leur exposant que, n'ayant plus rien à espérer de l'Europe, le plus sage était de se rallier à sa théorie de l'unité nationale ottomane, faisait une brillante rentrée en scène en envahissant à son tour avec éclat le palais patriarcal où siégeait le Saint Synode. Il faisait jeter à la rue ceux des évêques qui lui déplaisaient, arrachait aux autres, terrorisés, le mandat de les représenter à Angora et s'érigeait en dictateur de l'Eglise orthodoxe, préconisait l'élection d'un nouveau patriarche agréable à Moustapha Kemal, autrement dit prêt à n'être plus qu'un fonctionnaire quelconque aux ordres d'Angora. Cette atteinte portée aux privilèges du Patriarcat était en violation flagrante des stipulations du traité de Lausanne. La Grèce a immédiatement protesté auprès des puissances. Mais qui donc se soucie des traités, de l'Eglise orthodoxe et de la Grèce ?

On ne se soucie même plus des intérêts français en Turquie. Le *Temps*, qui n'est pas suspect en la matière, publie, dans son numéro du 24 octobre, une lettre de son correspondant particulier à Constantinople qui constate que « le départ des alliés a coïncidé, *comme il fallait s'y attendre* (*sic*), avec une reprise subite de l'activité allemande sur les bords du Bosphore. Les fonctionnaires du Reich qui travaillaient à la Légation de Suède se sont immédiatement transportés à l'ambassade d'Allemagne », et le conseiller de légation Holstein, interrogé par le *Tevhid I Efkiar*, a annoncé l'arrivée d'ingénieurs, d'hommes d'affaires, de savants allemands, l'intensification des lignes de navigation et le transfert de l'ambassade d'Allemagne à Angora, même si les autres ambassadeurs étrangers, répugnant à quitter leurs beaux palais de Péra et leurs villas d'été de Thérapia et de Buyuk Déré, refusent d'aller s'enterrer dans la sinistre capitale de l'Etat kémaliste.

Les soldats de Kémal devant lesquels M. Franklin-Bouillon et le colonel Mougin défilaient, le sourire complaisant aux lèvres, il y a deux ans, portaient cyniquement le casque boche. Des officiers d'état-major allemand conseillaient Kémal dans sa campagne contre la Grèce et contre le corps français de Cilicie. Le correspondant du *Temps* dit vrai : il fallait s'attendre à ce qui arrive aujourd'hui. Jamais plus terrible condamnation n'a été prononcée contre une politique qui n'a même pas l'excuse d'avoir été ignorante.

S'il peut être lamentable de constater l'effondrement, au seul profit de l'Allemagne, d'une situation privilégiée que des siècles de patient labeur avaient édifiée, et que le grandiose sacrifice de notre armée d'Orient avait cru couronner, le désastre qui menace l'idée chrétienne en Orient est d'une portée encore plus grande. Une situation économique peut se refaire, c'est une question de temps, de méthode, d'initiative, mais on ne rompt pas impunément une tradition morale. Les hommes d'Etat matérialistes, qui ne comprennent pas que le maintien du patriarcat orthodoxe avec son entier prestige à Constantinople est d'un intérêt majeur pour l'Europe, font preuve d'une triste méconnaissance de l'histoire et du rôle primordial des facteurs religieux dans le problème mondial.

Nous ne voulons pas croire que le Saint-Siège se félicite *in petto* de cette défaite de sa vieille rivale orientale. Il ne serait pas de plus déplorable calcul. Au simple point de vue pratique, Rome n'y gagnera pas la conversion qu'elle escompte peut-être et nulle perspective d'héritage ne saurait diminuer le deuil qui menace la famille chrétienne.

Mais peut-on encore parler de famille chrétienne dans une Europe qui a laissé massacrer et exiler les chrétiens d'Orient et construit avec éclat des mosquées musulmanes que les sectateurs d'Allah ne considèrent pas, dans l'esprit qui les conçut, c'est-à-dire d'amicale propagande, mais comme une victoire de leur foi sur la nôtre.

René Puaux.

Bulletin Tchécoslovaque

Le ministre des Affaires Etrangères, M. Benès, a fait de bonne besogne pendant tout ce mois de septembre qu'il a passé à Rome et à Genève. Ses conversations avec M. Mussolini ont abouti à établir une politique parallèle entre l'Italie et la Petite Entente dans l'Europe Centrale, ainsi qu'à jeter les bases d'un traité de commerce italo-tchécoslovaque. A Genève, l'attitude de la Petite Entente dans le conflit italo-grec, la mesure et la clair-

voyance avec lesquelles M. Benès a défendu, au sein de la commission de désarmement, le système des accords particuliers entre Etats, pratiqué depuis longtemps par la Tchécoslovaquie, ainsi que la façon dont la Petite Entente s'est conduite dans la question de l'aide financière à la Hongrie — tout cela n'a fait qu'augmenter le prestige de M. Benès. Sa candidature au Conseil de la Société des Nations où il devait représenter la Petite Entente, a été favorablement accueillie par tout le groupe français, le groupe britannique et le groupe scandinave. Ces trois groupes, renforcés encore par le Japon, la Lithuanie, l'Italie, la Grèce et l'Autriche ont voté pour le ministre tchécoslovaque qui a été élu par 38 voix. La candidature de M. Benès n'était nullement dirigée contre la Pologne. Elle était parallèle à celle de M. Skirmunt et la France n'avait pas, comme on l'a prétendu, à choisir entre les deux pays amis.

Ajoutons encore que, sur un rapport de M. Quinones de Léon, la question de Iavorina a été renvoyée par la Société des Nations à la Haute-Cour permanente de Justice internationale de la Haye qui procédera à l'examen de deux thèses en présence du point de vue juridique, et sa décision sera sans appel. Il faut espérer qu'une prochaine décision de la Cour permanente mettra fin à ce litige qui, seul, depuis plusieurs années, empêchait une collaboration plus intime entre deux nations slaves, si proches l'une de l'autre, et menacées par le même danger.

Depuis les conversations de Genève entre les représentants de la Petite Entente et le comte Bethlen, on peut constater une certaine détente dans les relations de la Hongrie avec la Tchécoslovaquie. Faisant preuve d'un large esprit de conciliation, les Etats de la Petite Entente avaient prié le Conseil de la Société des Nations de charger son conseil financier d'élaborer, d'accord avec la Commission des Réparations, un plan pour l'assainissement financier de la Hongrie. Et ce fut M. Stephen Osusky, ministre de Tchécoslovaquie à Paris et représentant commun de la Petite Entente, qui a chaudement recommandé, à la Commission des Réparations, l'adoption à l'unanimité du plan élaboré à Genève. On peut donc espérer que, si les négociations entamées à Genève entre les gouvernements de la Petite Entente et de la Hongrie aboutissent, le Conseil de la Société des Nations, qui se réunira en décembre, pourra adopter un plan définitif qui permettrait à la Hongrie de sortir de ses difficultés actuelles. Si le plan est adopté par le Conseil, il ne paraît pas douteux que la C.D.R. procédera, de son côté, à la levée du privilège établi par le traité de paix, en faveur des réparations. Cette initiative de la Petite Entente qui est un sacrifice réel prouve que la Petite Entente désire non seulement de vivre en rapports de bon voisinage avec la Hongrie, mais qu'elle veut l'aider sérieusement à surmonter la crise financière qu'elle traverse.

Il faut dire cependant, que les Magyars n'ont pas facilité leur tâche aux négociateurs. Au moment même où le comte Bethlen traitait avec la Petite Entente l'aide financière à la Hongrie, un autre représentant hongrois, M. Bersevici, déclarait froidement devant la cinquième commission, que le plus grand obstacle à la coopération intellectuelle des peuples étaient les traités de paix ! En même temps, l'amiral Horthy prononçait à Karzag, dans une réunion d'anciens officiers, un discours où il déclarait que le moment viendrait où les Hongrois pourront de nouveau planter leurs drapeaux sur les territoires perdus à la guerre. Simultanément, la Commission militaire interalliée de Budapest découvrait à Hajmaskör la fabrication, contraire aux stipulations des traités, de canons et de munitions. Malgré ces événements incontestables — le démenti officiel hongrois lui-même n'essaie pas de nier leur existence — qui ne sont pas de nature à inspirer aux nations voisines une confiance excessive, la Petite Entente a maintenu ses propositions. Ce geste sera-t-il compris à Budapest ? Espérons-le, pour le bien et la tranquillité de l'Europe.

La visite que le Président Masaryk vient de faire à Paris, à Bruxelles et à Londres, a une portée historique. Pour la première fois depuis 1378, date du dernier voyage de Charles IV à Paris, un chef d'Etat tchèque se fit acclamer par la population parisienne. L'accueil qui a été réservé par le gouvernement, par la Ville de Paris, par les milieux intellectuels, par la presse et par la population, au premier président de la République a produit, en Tchécoslovaquie, l'impression la plus favorable et le profond attachement de la nation tchèque à la France n'en a été que renforcé. Lorsque le Président a dit, à l'Elysée : « Vous pouvez compter sur nous dans les bons et dans les mauvais jours », il ne faisait qu'exprimer ce que tous les Tchécoslovaques, dans un élan commun d'ardente sympathie, ont toujours senti, surtout depuis la guerre. Ce n'est pas une phrase de toast ; ces paroles partent du cœur, elles sont aussi solides que la foi jurée et dans la bouche du vénérable vieillard, elles ont le poids d'une promesse qui engage. On examine et on examinera les modalités qui donneraient à cet engagement moral la forme précise d'un traité. Ne soyons pas impatients et laissons à M. Benès le temps nécessaire pour trouver le moment opportun et la formule nécessaire.

La visite du Président, qui était accompagné de M. Benès, présente certainement un intérêt politique immédiat, surtout au moment où de graves événements se déroulent en Allemagne. Tant à Paris qu'à Londres, dans leurs conférences avec les gouvernements, les deux hommes d'Etat ont insisté sur la nécessité que présente pour la Tchécoslovaquie et pour tous les membres de la Petite Entente le maintien de la solidarité de tous les Alliés et particulièrement entre la France et l'Angleterre.

Une petite partie de la presse française a exprimé la crainte que la visite du Président ne fût suivie d'une demande d'emprunt, et des nouvelles tendancieuses ont été lancées. Qu'on se rassure. Les finances de la Tchécoslovaquie sont assez solides pour que le pays n'ait pas besoin de recourir à l'aide financière de la France. Le Président Masaryk n'est pas venu en France en agent financier. Il est venu pour dire aux Français la reconnaissance éternelle et l'amitié profonde de son pays. Il est venu pour serrer la mains aux intellectuels, aux savants s'intéressant aux nations slaves qui jouent et qui joueront, dans l'Europe d'aujourd'hui et de demain, un rôle de première importance. Dans le magistral discours prononcé à l'Institut Slave, il a tracé tout un vaste programme de travail scientifique et politique, en même temps qu'une analyse historique de l'évolution de son peuple, et il a ouvert une large perspective philosophique sur l'avenir non seulement des nations slaves, mais de toute l'humanité.

Les Parisiens ont bien senti que l'hôte de la République n'est pas un simple représentant d'un Etat étranger, venant rendre une visite de politesse. La déférence sympathique qui entourait le Président Masaryk pendant son séjour à Paris allait non seulement au chef d'Etat, mais au penseur qui réunit, en sa personne, la dignité d'un chef d'Etat à la haute autorité du chef intellectuel de sa nation.

H. Jelinek.

BULLETIN MARITIME

La propagande française par le navire

(suite)

Après la mort de Casimir Perrier, la carrière politique de Lamartine subissait un arrêt forcé. D'autre part, le poète catholique sentant son christianisme ébranlé voulut tenter l'épreuve du pèlerinage à Jérusalem. Le voici donc qui hèle un navire et part pour la Méditerranée orientale. Désireux d'accomplir une croisière fastueuse qui servirait sa gloire autant que celle de la France, comme Bonaparte qui vit en Égypte se lever son étoile, celui qui sera une heure « le Roi Lamartine » va chercher en Orient la consécration des grands conducteurs de peuples.

Il quitte La Ciotat le 14 juillet 1833 emmenant à bord de l' « Alceste » plusieurs amis, sa femme et sa fille. Madame de Lamartine, en effet, en sa qualité d'anglaise, aimait les voyages. Malgré les pressentiments du poète, elle avait insisté pour que la petite Julia, de santé délicate, les accompagnât. Hélas, tandis qu'Alphonse de Lamartine se rendait au Saint-Sépulcre à la recherche « d'une foi vivante » qu'il ne trouva point, au contraire, Julia, dans les jardins de Beyrouth dépérissait peu à peu et mourut le 7 décembre. Le « *Voyage en Orient* » contient le récit de ce pénible retour à travers l'Europe pendant lequel Lamartine, vaincu par la douleur, faillit mourir sur le bord d'une route bulgare.

Ce grand chagrin devait rejeter le poète dans la vie politique. A la fin de 1833 on le voit faire son entrée à la Chambre des Députés ce pendant qu'il écrit son « Voyage en Orient ». Dans ce premier de ses ouvrages en prose il emploie un procédé d' « idéalisation » dont il ne se départira plus dans la suite. C'est ainsi qu'il invente une histoire de pirates « entre le Cap Matapan et l'île de Sérigo », puis la céleste apparition d'une jeune fille au milieu de ces « figures infernales », puis, enfin, un tournoi poétique avec un poète du désert en l'honneur d'une séduisante Mademoiselle Malagamba qui n'exista, paraît-il, que dans son imagination.

Si l'on en croit son ami Dargaud, la partie du voyage qui est consacrée aux peuplades du Liban, à leur religion et à leurs coutumes, est beaucoup plus véridique. Au reste Lamartine est toujours vrai dans les généralités et ne modifie les détails que pour les embellir. Il place les faits, non à la date où ils se sont passés, mais à l'endroit de la composition où ils contribuent le mieux à l'harmonie générale.

Cet art si différent de celui des meilleurs chroniqueurs actuels, n'a pas manqué de séduire les lecteurs du XIXe siècle. Le 1er décembre 1833, un de ses amis lui écrivait ceci : « Ce que je connais de votre Itinéraire (1) est du plus haut intérêt. Le style de votre voyage est vivant, rapide, bouillonnant, plein de lumière et plein de pensées. Les phrases négligées coulent, comme les vagues de la Méditerranée, limpides et régulières. Elles se gonflent, elles retombent laissant une couleur, une harmonie et aussi une écume. »

Il serait curieux, à ce point de vue, de comparer les nombreux livres qui ont été écrits sur l'Orient avec celui du grand poète romantique. N'oublions pas, en tous cas, qu'il fut un des premiers à avoir exprimé sur l'Islam, son art et ses mosquées, des réflexions et des remarques empreintes d'une « compréhension » qui ne peut manquer de frapper de la part d'un poète catholique.

A Jérusalem, les Turcs qui gardent le Saint Sépulcre sont ceux qui lui ont inspiré le plus de sympathie. A Constantinople, la visite des sept mosquées principales lui dicte les phrases suivantes : « On sent que le mahométisme avait son art à lui, son art tout fait et conforme à la lumineuse simplicité de son idée lorsqu'il éleva ces temples simples, réguliers, splendides, sans ombres pour ses mystères, sans autel pour ses victimes. ».

« L'effet est simple et grandiose. Ce n'est point un temple où habite Dieu, c'est une maison de prières et de contemplations où les hommes se rassemblent pour adorer le Dieu unique et universel. »

Les passagers du « *Lamartine* » liront avec un très vif intérêt ces ouvrages, malgré les hésitations de rédaction qu'ont entraînées, chez l'écrivain, les alternatives de foi et de scepticisme qu'il a traversées à la suite de son voyage. Sans doute trouveront-ils en Orient nombre de lettrés qui auront lu eux-mêmes les « Voyages en Orient ». A Beyrouth, en 1911, c'est-à-dire bien avant que la France eut pris en Syrie l'influence qu'elle y a actuellement, il n'était pas rare de rencontrer des indigènes qui, désignant telle magnifique vallée, savait ajouter : « C'est celle-ci que Lamartine décrit dans son *Voyage en Orient*. »

(1) C'est ainsi qu'on appelait à l'époque les récits de voyages (cf. Itinéraire de Paris à Jérusalem.)

COURS DES VALEURS DE NAVIGATION

Le 29 octobre 1923,

Cours de la Bourse de Marseille

1°	— Fraissinet	pas cotée
2°	— Messageries Maritimes	204
3°	— Mixte	233
4°	— Transatlantique	165
5°	— Transports Maritimes	890

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. Dessoës.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 22 61e ANNÉE 17 NOVEMBRE 1923

LA HAINE SURNATURELLE

(Nouvelle)

« Cette terre est étrange ! » songea Frédéric Maldar tandis qu'il longeait le Marais des Esclaves, dans la lueur décroissante du crépuscule.

Une vapeur livide sortait des eaux, parmi des archipels d'algues, et le vieux marécage avait la même figure qu'au temps où les hommes antiques lui donnèrent un nom, transmis de millénaire en millénaire. On devinait le grouillement d'une vie visqueuse, sournoise et pesante, enfouie dans les fanges, aux aguets dans les forestieules sous-palustres, et livrée aux batailles de celui qui dévore et de celui qui est dévoré...

« A l'époque où Suffren menait ses flottes victorieuses contre les maîtres de la mer, mon trisaïeul vivait ici. Ils furent six frères, dont l'un combattait dans les Amériques... Pourquoi, depuix deux générations, n'y sommes-nous pas revenus ? » Mais vais-je renouer la tradition ?

Il marchait, alourdi d'une inquiétude latente, qui le reprenait chaque soir, à l'heure où ce coin de la planète quittait la lumière pour le néant. Ce soir, un grand trouble. Deux ou trois fois, il crut apercevoir un être qui le suivait dans le bois, et il évoqua les chauffeurs qui avaient, pendant six mois, terrifié le pays. Ce souvenir lui pesa sur l'échine. Pourtant, depuis, aucune terre plus paisible et plus propre à faire aimer les mélancolies du crépuscule, qu'il aimait mystiquement.

Au sentiment d'une présence se joignait je ne sais quelle crainte, qui venait de lui-même. Pour éloigner les choses sinistres, il regarda, entre les mains étendues d'une pinède, une forge où fondaient des métaux violets. C'était bien une forge aux braises écarlates, une forge de Cabires creusée dans un nuage, où l'on eût martelé des montagnes de fer, et que la nuit dévorait, immense, impondérable.

« Une fable ? Mais non, pas plus que le marécage... pas plus que Frédéric Maldar. Elle subsiste une heure, Maldar quelques saisons, le marécage quelques millénaires — et tous trois auront été un petit moment de la Métamorphose éternelle... »

Le marécage était toujours là, quand la clarté ne fut plus qu'une fluorescence perdue dans la mer des ténèbres. Une odeur menaçante arriva du large ; sur la rive, des bois s'épaissirent ; et Maldar vit Altaïr, Wega, Capella dénoncer l'énormité du monde. A chaque minute, un atome de feu complétait une figure illusoire, que les changements démesurés des mondes n'ont pas modifiée depuis les pâtres chaldéens, les prêtres d'Égypte et les sophistes de l'Hellade.

Un frisson lui passa sur l'échine ; debout entre deux roches, un homme l'épiait, et sans qu'il pût s'y tromper, malgré l'épaississement de l'ombre un homme de stature assez haute, penché en avant, et qui, deux ou trois fois, changea de position tandis que Maldar continuait sa marche.

Le promeneur tâta son browning, dans la poche intérieure de sa veste, mais quand il ne fut plus qu'à cinq ou six mètres des rochers, la silhouette s'évanouit.

Frédéric voulut savoir et il avança plus vite. Par-delà l'échancrure, il ne vit qu'un terrain planté d'herbes courtes, étendu jusqu'au marécage : le bois reprenait ensuite... L'aura passa, l'horripilation qui dresse les poils ; Maldar pressentit un péril énigmatique et redoutable.

Il n'y eut plus que la luminosité indécise tissée par les astres dans l'Océan noir. On n'eût pu distinguer, à vingt pas, la forme d'un saule de la forme d'un homme, mais Frédéric était sûr que l'*autre* continuait à le suivre. A la fin, une longue lueur perça la nuit et, après le pont de l'Herbeuse, trois fenêtres éclairées apparurent, un chien aboya joyeusement ; une servante parut dans la baie de la porte, une gaîté paisible pénétra Maldar.

II

— Le crépuscule était impressionnant remarqua Cécile Maldar en plongeant la louche dans le potage.

Le frère et la sœur s'avéraient de même race, encore qu'il eût des cheveux clairs, tandis qu'elle portait une vaste chevelure d'Erèbe, mais les yeux étaient pareils, couleur de jade, longs, fins, avec des pupilles qui s'ouvraient largement dans la pénombre.

— Oui, répondit-il..., impressionnant ... ! très impressionnant.

Dans la salle lumineuse, près de cette fille aux traits gaulois, qu'il avait vu croître et à qui l'attachaient toutes les racines de l'habitude, devant la table blanche et le potage qui fleurait bon, il oubliait son inquiétude. Pourvu d'organes sains, il aima le repas qui rappelait tant d'autres repas, haltes douces et reposantes de la vie... Il y avait un petit brochet au museau vorace, bien assaisonné, tendre et ferme :

— On peut manger sans remords ce tigre des rivières ! fit-il en riant.

— Et la truite, cette panthère ! ...

— Il est curieux que ces carnivores des eaux soient savoureux... alors que les félins...

Une tarte aux quetsches fut jugée délicieuse, puis, la cigarette, une petite mais pénétrante tasse de café. Parce que Maldar avait reçu le don heureux de l'imprévoyance et que Cécile ne songeait jamais au temps rongeur, ils goûtèrent pleinement la halte...

Plus tard, il se trouva seul dans la bibliothèque, pendant qu'elle donnait des ordres, vérifiait ses comptes.

Les livres étaient là, dont les uns venaient de l'amont, jusqu'à l'époque du bonhomme Franklin, et dont les autres étaient nés au vingtième siècle... Maldar choisit *Les Voyages du Capitaine Cook*, et un roman dénommé *Gaspard des Montagnes*, mais il n'ouvrit d'abord ni l'un ni l'autre.

Le crépuscule était revenu, une petite angoisse serrait la gorge de Frédéric et en même temps une singulière irritation contre soi-même. Il y eut des minutes où le moi semblait sauvagement dressé contre le moi, où une haine intérieure déferla, inexprimablement. — Frédéric détesta Frédéric !

Cela lui arrivait quelquefois mais pas avec cette intensité, et il demeura surpris de cette lutte intime.

Elle s'apaisait d'ailleurs ; le crépuscule s'évanouit et il eut plaisir à se trouver dans cette salle dont les fenêtres étaient garnies de barreaux de fer.

Puis, il saisit *Gaspard des Montagnes* et s'en alla vivre avec lui au Pays d'Auvergne. Parfois, il s'interrompait, il aimait à évoquer les personnages, les sites et les circonstances... puis, il reprenait l'exploration avec un petit frémissement de plaisir...

Cependant, après une heure, il abandonna *Gaspard* et il commença d'accompagner Cook dans son étonnant périple.

Ce n'était pas la première fois : adolescent, il s'était lié d'une amitié fidèle avec l'incomparable rôdeur d'océans... Mais jamais il ne l'avait suivi de plus près, sur l'*Endeavour* d'abord, à travers le Pacifique, dans les îles de la Société, à la Nouvelle Zélande et la Nouvelle Hollande pour repartir par l'Océan Indien. Ensuite sur la *Révolution* et l'*Adventure*, le voici de nouveau dans l'immense Pacifique, à Taïti, à la Nouvelle Zélande et l'Ile de Pâques, les îles de la Société, les Nouvelles Hébrides... Au retour, dans l'immense Pacifique, navigua non loin des terres antarctiques, et son âme audacieuse rêva sans doute de siller vers le Pôle Sud.

Ce soir, Frédéric suivit ce roi de la mer aux îles Sandwich, le long de la presqu'île d'Alaska, et jusque dans l'Océan glacial arctique. La fin est proche. Revenu aux îles Sandwich, l'homme formidable, qui cent fois frôla la mort, périt sous la main de sauvages obscurs.

« Quels périples » rêvait Maldar... Quels planements dans l'inconnu, à jamais devenus impossibles sur la terre rapetissée... Tout était énorme pour les frêles navires qui prenaient leur énergie dans les éléments mêmes ... De quelle poésie vierge, ces hommes-là pouvaient s'alimenter lorsque leur imagination était puissante !

Le livre clos, il contempla Cécile qui lisait un livre sur la sorcellerie.

— Épouvantable ! dit-elle... Comme l'homme a souffert par l'homme...

— Il souffre toujours, ma sœur !... Pendant quatre ans, des millions et des millions d'hommes ne viennent-ils pas d'endurer d'affreuses tortures ? Combien furent brûlés vifs qu'on arrosait de liquides enflammés... combien hurlèrent de détresse sur la terre nue... et là-bas, dans le grand Orient, aucune torture n'est positivement abolie...

— Mauvaise causerie ! dit-elle en rejetant le livre... Consolons-nous avec Gérard d'Houville dans la forêt enchantée.

Elle se réfugia dans le songe, tandis que Maldar, ayant assez lu, considérait cette caverne humaine où, depuis trois générations, s'accumulaient des livres, des tableaux, des gravures. Par une des fenêtres ouvertes, à travers les barreaux de fer, on apercevait une prairie, telle un lac glauque dans le clair de lune, Un ruisseau élevant sa voix d'ondine affaiblissait encore la voix faible des peupliers. Et Maldar sentit que l'inquiétude était revenue ; elle rôdait en lui comme une louve dans la futaie,

— Pourquoi n'y a-t-il point de paix dans l'homme? fit-il avec impatience. Dans cette heure tranquille, il est absurde que je sois condamné à des pressentiments. Mon esprit devrait être semblable à mon corps qui ne ressent aucune douleur, ni aucun malaise.

Il se leva et marcha, car la marche était son recours contre l'anxiété et contre la souffrance. Passant de la bibliothèque dans la salle à manger, il eut envie de voir le jardin sous les étoiles.

La petite poterne ouverte, il entendit la mélopée consolante du ruisseau et il aperçut, entre le hêtre rouge et l'abiès aux mains étendues, un quart de lune orange qui déclinait parmi les onstellations. L'herbe, oscillant à peine sous une brise imperceptible, répandait une odeur fraîche et l'on apercevait une haute colline ronde, dont le profil devait être semblable à ce qu'il était pour un veilleur du moyen-âge ou un chasseur gaulois rôdant à travers la nuit.

— Comme tout est vieux... et comme tout est jeune ! se dit-il, l'œil fixé sur l'astre crevassé et troué qui grise l'âme des rêveurs et guide les braconniers parmi les futaies noires.

Il s'avança sous les arches des frênes, jusqu'à la passerelle de bois moisi, cependant qu'un gros nuage violescent montait dans l'Ouest et couvrait la lune. L'ombre s'appesantit, vaguement cendrée par les astres et, un peu las, Maldar s'arrêta... Un froissement lui fit tourner la tête ; il aperçut, sur la rive du ruisseau, à moitié dissimulée par l'oseraie, une silhouette humaine...

L'angoisse le ressaisit, il cria d'une voix rauque :

— Qui va là !

La silhouette recula et s'effaça dans l'oseraie.

Frédéric, frémissant, épiait l'ombre.

Quand il fut rentré, la porte bien close, dans la lueur des lampes et la paix du home, il se mit à réfléchir. L'inquiétude demeurait tapie en lui comme une bête de nuit : se trouvait-il devant une réalité énigmatique ou était-il la proie d'une hallucination ?... L'une et l'autre hypothèses lui étaient désagréables, mais il eût encore préféré la première, plein d'horreur pour les désordres nerveux...

Après une demi-heure de conjectures, il essaya de reprendre *Gaspard des Montagnes*, mais son attention se disloquait, s'évaporait, si bien qu'il abandonna le livre et se remit à marcher.

— Qu'as-tu ? lui demanda Cécile, frappée par son visage assombri.

Il essaya de sourire :

— Rien de précis... et trop absurde pour que j'essaie de t'expliquer...

Elle songea nécessairement à quelque mauvaise nouvelle, mais l'arrivée de la correspondance remontait au matin, cette correspondance n'avait aucunement troublé Frédéric et, dans le pays, ils n'avaient point de parents et pas d'amis intimes.

Elle demanda encore :

— Tu ne te sens pas indisposé ?

— Non... pas du tout. Ne t'inquiète pas, ma chérie. Ce n'est rien..., te dis-je..., des idées... et rien de plus.

La voix de Frédéric était trouble, et comme brumeuse : Cécile épiait son frère en dessous, saisie d'une inquiétude sans forme... mais il parut se calmer, et il se calmait réellement, malgré un malaise confus dans les ténèbres de l'inconscient et de la vie végétative.

Il reprit *Gaspard des Montagnes* et se demanda s'il n'avait pas été impressionné par ce récit où passe une manière de fantôme. Mais cent fois, il avait lu des récits dramatiques sans ressentir une nervosité troublante et surtout sans aucune suite hallucinatoire. D'ailleurs, là-bas, au bord du marécage, quand l'*autre* avait paru, aucune lecture ne hantait l'imagination de Maldar...

III

Il crut qu'il allait s'endormir difficilement et il s'endormit dès qu'il eut posé la tête sur l'oreiller. Pendant longtemps, ce fut un sommeil profond, sans

rêves, sans sursaut... Environ une heure avant l'aube, il s'éveilla subitement.

Comme il faisait toujours en été, il avait laissé une fenêtre large ouverte : à travers les barreaux, il pouvait voir la silhouette indécise d'un arbre qu'il savait être un tilleul de Hongrie, et la broderie étincelante d'Orion, de Regulus et d'Aldébaran sur le velours violet de la Nuit.

Le cœur de Frédéric battait violemment, tout son corps était bouleversé, il avait le sentiment aigu d'une Présence. A moitié soulevé dans son lit, il épiait l'ombre... Il discernait confusément les chaises, un fauteuil, le poêle de porcelaine, la commode et la pâleur scintillante de l'armoire à glace...

— Rien ! balbutia-t-il pour se rassurer.

L'angoisse persistait, et tout à coup, au seuil du cabinet de toilette, il eut la certitude d'apercevoir une silhouette humaine. Alors, d'une main tremblante, il tourna le commutateur : il n'y avait plus là que les meubles ; dans le silence émouvant de la nuit, il n'entendait que des frissons légers et la mélopée fraîche du ruisseau, assourdie, de l'autre côté de la villa...

Il hésita une minute à peine, puis, il décrocha son revolver et se leva.

Il n'avait pas rêvé : la porte extérieure du cabinet de toilette était ouverte, et il l'avait, comme d'habitude, fermée en donnant un double tour de clef. Donc quelqu'un était venu. Mais d'où et comment ? Toutes les fenêtres étaient pourvues de barres de fer — et la porte n'avait pas été forcée.

— Ou bien, se dit Maldar d'une voix tremblante, c'est un être grêle qui a pénétré d'abord dans la chambre... ou bien je suis décidément halluciné... et somnambule par-dessus le marché !

Il examina les fenêtres : les barreaux étaient intacts. Quant à la porte extérieure du cabinet de toilette et celle de la chambre à coucher, qui toutes deux donnaient sur un palier, elles ne décelaient rien d'anormal.

— Voyons tout de même !

Il grelottait ; une peur mystique lui glaçait les vertèbres ; il dut faire un effort énorme pour s'engager sur le palier, après avoir allumé l'électricité du corridor que commandait un commutateur placé à l'étage...

Revolver au poing, il descendit avec lenteur en scrutant l'ambiance... Soudain, la lumière électrique s'éteignit, quelque chose frôla Frédéric, et il sentit une pointe qui le piquait rudement, entre les deux épaules... Il oscilla, roula le long des marches, et s'évanouit...

Il demeura-là un temps indéterminé. Cécile, dont le sommeil était sain et profond, n'avait rien entendu Quand il revint à lui, il lui fallut quelques minutes pour se rendre compte qu'il gisait sur le sol. Sa mémoire vacillait, dans le petit tourbillon d'un réveil vertigineux ; elle s'ordonna, elle le ramena par degrés à l'instant où il avait été frappé. Alors, effaré et triste, il se dressa, il se dirigea vers le commutateur le plus proche : la lumière jaillit et montra le corridor, les trois portes de l'entrée, de la cuisine et de la salle à manger. Maldar s'entendit murmurer :

— Qu'est-ce que ça signifie ? Qu'est-ce que ça signifie ? »

Il ne ressentait qu'une douleur légère dans le dos, et il aurait pu croire à une hallucination si, d'une part, il n'avait aperçu un couteau sur une marche et si, d'autre part, portant la main entre les deux épaules, il ne l'avait ramenée rouge de sang.

Donc, il avait évidemment été frappé par derrière, à l'aide de ce couteau dont la lame était tachée de pourpre, et toutefois l'assaillant n'était pas revenu à la charge. Que voulait-il ? Etait-ce un voleur, un ennemi, un fou ?...

Machinalement, Frédéric entra dans la salle à manger dont il alluma les lampes, puis dans le salon bibliothèque, enfin dans la cuisine : il trouva les trois portes d'entrée et les volets clos et verrouillés : il semblait donc probable que le visiteur nocturne, ou bien était venu pendant le jour, et s'était caché, ou bien avait pénétré par une fenêtre du premier étage ou par le toit...

Ces constatations faites, Maldar s'étonna de son sang-froid. Il se sentait étrangement rassuré, il avait la conviction que sa blessure était légère, nullement dangereuse et qu'aucun danger ne le menaçait *maintenant*. C'est dans cet état d'esprit qu'il remonta à l'étage : là encore, aucune trace d'effraction, pas plus d'ailleurs qu'au grenier, où il alla ensuite... Ce grenier, très vaste, ne communiquait avec le dehors que par deux fenêtres à tabatière, solidement grillées, et fermées par un ingénieux appareil à engrenage :

— En somme, conclut-il, personne n'est entré *dans* la maison depuis l'heure de la fermeture.

Pour en être plus assuré, il essaya, silencieusement d'ouvrir les portes qui commandent les chambres de Cécile et celles des domestiques ; les portes résistèrent. Comme d'habitude, les femmes avaient donné un tour de clef... Ainsi, une seule conjecture demeurait possible : le malfaiteur, si c'était un malfaiteur, se trouvait dans la maison quand les servantes et Maldar lui-même avaient procédé à la clôture du soir.

— Mais alors ! exclama-t-il... *il* est encore là !...

La peur passa, froide et dure, qui s'atténua vite. Maldar fut sur le point d'appeler Cécile, mais il pré-

féra examiner d'abord sa blessure, ce qu'il fit à l'aide d'un double jeu de glaces... Elle lui parut légère et à coup sûr, elle n'était point profonde. Il se sentit alors tellement rassuré qu'il fut sur le point de se recoucher, après avoir, du mieux qu'il le put, lavé sa blessure avec du Pond's extract et y avoir appliqué une compresse... Mais il pensa que s'*il* était encore dans la maison, comme il le semblait, Cécile et même les bonnes devaient être averties. Il se résigna donc à éveiller la jeune fille...

Le récit de Maldar la consterna et l'abasourdit, sans lui faire perdre le courage qui lui était naturel...

— Il faut, dit-elle, visiter de nouveau et à fond la demeure...

Pour plus de sûreté, elle alluma des bougies, puis — Frédéric browning au poing — ils descendirent au rez-de-chaussée. Comme l'avait bien vu Maldar, toutes les portes donnant sur la route et sur le jardin étaient doublement closes, par les serrures et par les verrous; les volets, fermés aussi, n'avaient évidemment laissé pénétrer aucun être... A l'étage, sauf la porte du corridor, tout était en ordre. Sans doute, on aurait pu s'introduire par la fenêtre que Frédéric laissait ouverte la nuit, par hygiène, mais cette fenêtre comportait des barreaux solides et si rapprochés qu'à peine si un enfant de sept ans eût pu passer.

— Ce n'est pas un enfant que j'ai vu... c'est un homme... à peu près de ma taille, remarqua Frédéric.

Cécile alla frapper chez les bonnes. Pour ne pas épouvanter ces filles simples, elle se borna à parler de bruits suspects : la visite de leur chambre n'apporta du reste aucune lueur nouvelle...

— Si tu n'avais pas cette blessure dans le dos, je croirais que tu as rêvé, fit-elle, quand ils se retrouvèrent seuls.

— Il faudrait en outre que j'eusse eu un accès de somnambulisme ! riposta-t-il.

Cécile examina à son tour la blessure. Elle était superficielle, située près de la cinquième vertèbre et on voyait qu'elle avait dû être produite par une arme frappant horizontalement.

— Ce qui ruine une hypothèse extrême, remarqua Frédéric, à savoir que, dans une crise hallucinatoire, j'aurais pu me frapper moi-même...

Et il montrait le couteau abandonné par l'agresseur.

Ils ne se couchèrent qu'après avoir épuisé toutes les conjectures imaginables...

Au matin, on fit prévenir le médecin de Favrègues, bourg dont dépendait la demeure des Maldar, ainsi que le maire et la gendarmerie. Les gendarmes ne découvrirent rien et se retirèrent vaguement soupçonneux. Le médecin lui, vieux praticien assez habile, scruta la blessure, regarda le couteau, et conclut :

— Un coup très faiblement porté ! Main hésitante ou main d'enfant...

Il écouta tous les détails de l'aventure qui parut l'intéresser très vivement, et finit par dire :

— Ça ressemble absolument à une affaire de l'autre monde, ce que, au dix-neuvième siècle, on a dénommé l'Au-Delà... Si vous ne vous êtes pas trompé, si vous avez rigoureusement vérifié toutes les entrées, seul une manière de fantôme a pu pénétrer dans votre maison...

— Vous croyez aux fantômes, docteur ?

— Je ne sais pas... Quand je dis un fantôme, je m'exprime mal... mieux vaudrait dire un esprit...

— Vous vous êtes occupé d'occultisme ?

— Oui... mais assez peu : de la littérature occultiste, si nombreuse et si variée, je n'ai lu que quelques bouquins, parmi les plus célèbres.

— Les théories occultistes m'ont toujours inspiré de la répulsion... quoique, parfois, elles m'aient étrangement troublé.

— On ne sait rien, rien, ou du moins on sait à peine plus que cette mouche qui, posée sur ma main, ignore évidemment qu'elle est à la merci d'un être aussi formidable pour elle que le serait pour nous un colosse de la grandeur d'une montagne... Elle ne sait pas, nous ne savons pas... Le jour où des faits de l'Au-Delà nous seraient clairement révélés, ils ne nous paraîtraient peut-être pas plus surprenants que le prodige de notre corps, où des millions de fibres nerveuses coordonnent les révélations du monde extérieur... Pour moi, je suis à peu près sûr que des êtres invisibles s'agitent innombrablement autour de nous; l'univers me paraît ainsi beaucoup plus logique et plus cohérent que si je supposais des espaces vides d'énergie et vides de vie.

— Nous n'avons pas d'autre ressource que de nous en rapporter à l'expérience.

— C'est la sagesse simple et plénière. Dans votre cas l'interprétation de l'expérience paraît devoir présenter quelques difficultés... Enfin ! avec la gendarmerie d'une part et vos propres recherches d'autre part !... Vous serait-il désagréable que je me livre à quelques investigations d'ordre psychique ?

— En aucune manière, fit Maldar en souriant.

Un instant après, l'idée lui causa une obscure répugnance. Déjà le médecin lui posait un certain nombre de questions précises, encore que subtiles, et reprit :

— Tout de même !... Ce n'est pas naturel, puisque vous n'avez pas d'ennemis... puisqu'on n'a rien volé ici. Je pourrais soupçonner une crise d'auto-suggestion... mais il est impossible que le

coup porté entre vos deux épaules, et de la manière dont il fut porté, soit votre œuvre...

— Et puis non..., non ! se récria Frédéric avec une sorte d'indignation, j'ai toujours été normal.

— Oui..., sans doute ! acquiesça le médecin qui, sur ce point, était sceptique et très enclin à croire que les meilleures machines humaines se détraquent facilement. D'ailleurs, même si vous n'étiez pas normal je ne vois pas que, dans le cas présent, vous eussiez pu intervenir. C'est donc une conjecture écartée. On peut aussi supposer l'intervention d'un fou : dans l'espèce, son apparition et sa disparition ne seraient pas plus concevables que celles d'un criminel...

Le docteur considéra d'un œil rêveur l'ongle de son pouce. Il appartenait à une catégorie humaine très velue : deux touffes, pareilles à des écheveaux de fil, lui jaillissaient des oreilles, sa barbe était d'une densité extraordinaire, ses mains produisaient un poil couleur de fer et vraisemblablement tout son corps était couvert d'un pelage abondant. Des yeux jaune d'or, diaprés de jade, luisaient sous les sourcils énormes.

Il tira sa montre et dit :

— La blessure ne présente aucune espèce de gravité : vous n'avez pas besoin de moi... Je reviendrai toutefois vous voir, si vous le permettez, mais non comme médicastre.

IV

Ainsi que l'avait prévu le médecin, la blessure guérit rapidement, et Maldar passa quelques semaines dans une entière tranquillité. L'enquête judiciaire, conduite par des sous-ordres, n'avait rien révélé ; le médecin s'en tenait à ses premières conclusions...

Tout d'abord, quelque nervosité persista chez Frédéric : le soir surtout, il avait de petites crises d'angoisse qui s'exacerbaient lorsqu'il se trouvait seul dans sa chambre à coucher. Parce que tout est habitude, au bout de quinze jours, il se rassura à peu près complètement. L'aventure demeurait incompréhensible, mais de plus en plus, elle semblait ne jamais devoir se renouveler. Alors, ayant repris son humeur accoutumée, il s'adonna paisiblement à ses études, à ses lectures et à ses randonnées. Grand marcheur et grimpeur agile, il recherchait les sites solitaires, qui donnent cette impression de recommencement du monde qu'évoque surtout la montagne.

Parfois, pourtant, il se demandait :

« Ai-je rêvé ? Est-il possible que cette chose absurde, et qui a l'air d'une mystification tragique, me soit arrivée. »

Alors, s'il était seul, il avait un petit frisson. Cependant, même sous une forme semi-abstraite, il se posait de moins en moins la question. Et un soir, qu'il parcourait de nouveau le livre sur la sorcellerie, il se dit :

« Bientôt je n'y songerai plus jamais ».

Il se mit à lire, mais il sentit une inquiétude sourde qui finit par lui faire rejeter le livre — puis il eut une sorte de colère, presque haineuse, contre soi-même.

— Il y a vraiment des moments où l'on a l'impression d'être son propre ennemi, grommela-t-il.

Il était seul, Cécile en train de donner des ordres à la cuisinière, et comme tous les soirs de ce bel été, les fenêtres étaient ouvertes, on voyait la prairie et le jardin, les sapins et les hêtres, on entendait la mélopée jeune du ruisseau... Un tiers de lune rôdait parmi les étoiles... Par bouffée, des odeurs de foin coupé pénétraient comme un essaim de parfums... « Il fait bon vivre... il *doit* faire bon vivre ! se disait Maldar.

D'avoir dit ces paroles, il parut que l'inquiétude s'évaporât. Il se dirigea vers une des fenêtres, qui était une esquisse de bow-window, il regarda, parmi des ramures, un fragment de Voie Lactée, et il pensa à la douceur qu'il éprouvait à regarder cela quand il avait vingt ans...

Des noctuelles lui frôlaient le visage, une bête passa, au corps allongé comme un corps de gros serpent — une belette ou une loutre ; — un chien aboya au loin contre l'éternel ennemi que les chiens flairent dans l'ombre, et d'autres chiens répondirent...

Coucher auprès du ciel, comme les astrologues,
Et, voisin des clochers, écouter en rêvant
Leurs hymnes solennels emportés par le vent

scanda Frédéric...

— Allons !

Il prit un livre apaisant, l'*Illustre docteur Mathieus* et il parut à Maldar que le temps s'écoulait maintenant avec une douceur naïve.

Toutefois, quand il se trouva dans sa chambre à coucher, il eut soin de décrocher à la panoplie un pistolet automatique et un couteau de chasse. Il serra ces armes dans le tiroir de sa table de nuit et se coucha...

Un rêve pénible l'éveilla ; il entendit son cœur qui battait avec une extrême précipitation. Une sueur abondante couvrait sa poitrine et son cou, un effroi vague l'angoissait. Il regarda avidement vers la fenêtre où s'épandait la traîne d'argent de la lune. Un frôlement léger..., une forme pâle... et se tournant, Frédéric aperçut au fond, près du poêle de

porcelaine, en face de la panoplie, une forme pâle :

— Qui va là ? cria-t-il d'une voix ensemble forte et brisée.

Les coups de marteau du cœur devenaient intolérables... Quoique sa main tremblât comme une ramille dans le vent, il réussit à ouvrir le tiroir de la table de nuit et à saisir le pistolet automatique... Dans ce moment, l'être mystérieux — le même, Frédéric en était sûr, que l'autre nuit — décrochait une arme de la panoplie et tendait le bras...

— Misérable ! gronda Maldar.

Pendant un moment, tous deux visèrent, et les deux détonations partirent en même temps. Une balle s'enfonça dans la muraille, au-dessus du chevet ; le visiteur inconnu fit un pas en avant, tournoya et roula sur le plancher...

Maldar tourna le commutateur : aucune lumière ne jaillit... Alors, un accablement immense le saisit, tellement qu'il crut qu'il allait s'évanouir mais il se domina, découvrit la boîte d'allumettes et la bougie d'en cas. Une faible lueur s'ajouta à la lueur indécise de la lune... Frédéric se demanda s'il aurait le courage de se lever. Il scrutait la pénombre où devait être le corps de l'homme, mais le bois du lit le cachait...

Péniblement, Frédéric mit pied à terre puis, le pistolet au poing droit, le bougeoir dans la main gauche, il s'avança... Avant qu'il eût dépassé le lit, il vit l'*autre*... et, se penchant, dardant la bougie, il poussa une faible plainte, l'épouvante le paralysa.

L'homme étendu là, vêtu d'une simple chemise, était, sauf une pâleur indescriptible, une pâleur de brouillard, étrangement, fantômalement, à l'image de Frédéric.

Une minute s'écoula, avant que Maldar osât bouger. Il s'appuyait au lit, grelottait, les dents claquantes, les yeux fous et fixes... Par moments, il ne voyait plus rien, tout s'enfonçait dans une nuit insondable puis le cadavre réapparaissait, le visage fantastiquement livide... La main morte tenait encore le revolver décroché de la panoplie, un revolver léger, chargé de vieilles cartouches...

La terreur et l'horreur se dissipaient lentement... et Frédéric s'entendit dire : — D'où vient-il ? Pourquoi m'a-t-il attaqué ?

Il osa faire deux pas et se pencher, il discerna une petite blessure ronde dans le front de l'homme : c'est là qu'il avait été frappé.

Plus encore que tous les cadavres qu'avait vus Frédéric, ce cadavre était vide, plat, à la fois dérisoire et terrible... Les paupières étaient closes, les bras raidis le long du torse et les lèvres s'entr'ouvraient faiblement sur des dents translucides...

En ce moment, on frappa à la porte.

Frédéric ouvrit, après avoir constaté que la porte était fermée à clef, et vit sa sœur, qui avait hâtivement passé un peignoir :

— Que se passe-t-il ? demanda-t-elle, Je me suis éveillée en sursaut... il semble qu'on ait tiré des coups de fusil ou de revolver...

— C'est moi qui ai tiré, fit doucement Maldar, moi et... lui.

— Qui, lui ? exclama-t-elle, effarée.

— L'homme... celui qui m'a attaqué déjà...

Les pupilles dilatées par l'étonnement et la peur, elle s'avança cependant dans la chambre et soudain aperçut le cadavre...

Ses mains se mirent à trembler et elle vacillait tellement qu'il avança le bras pour la soutenir. Alors, d'une voix de rêve :

— Tu l'as tué ?

— Que pouvais-je faire... il a tiré le premier...

— C'est épouvantable... Et puis.... mais oui..., il te ressemble...

— N'est-ce pas ? soupira Frédéric. Et toujours la même énigme... Par où est-il entré ? Les deux portes étaient closes ; il est matériellement impossible qu'il se soit glissé entre les barreaux de la fenêtre... J'étais à sa merci... c'est par hasard que je me suis éveillé et que je l'ai vu... Il a pris ce revolver dans la panoplie, en même temps que je saisissais le revolver automatique... Enfin, n'est-ce pas... c'est à perdre la tête.

Ils demeurèrent un moment silencieux, pleins d'horreur, de tristesse et d'inquiétude...

— Le matin est proche, dit enfin Cécile. Il faudra avertir le maire.

Comme elle se tournait, elle vit, sur le seuil de la porte, la cuisinière et la femme de chambre, la première déjà vieille, une face rustique, l'autre toute jeune, avec une tête immense, un visage de veau et des mains de terrassier...

— On a entendu, fit la vieille, dont les yeux pie décelaient une curiosité lente mais tenace, tandis que la jeune semblait abasourdie. Alors on est venues...

Quand elles eurent vu le cadavre, elles poussèrent des clameurs dissemblables, où l'effroi se compliquait de la satisfaction obscure d'être mêlées à l'aventure. Elles se calmèrent et leur surprise diminua, le drame de cette nuit évoquant l'autre drame, qu'elles avaient abondamment commenté avec les voisins et les fournisseurs.

— C'est le même, allez ! chuchota la vieille. Faut-y appeler le père et le fils Legouvent... c'est quasi l'heure où y se lèvent...

Maldar acquiesça d'un signe de tête et, un quart d'heure plus tard, le père, le fils, la grand'mère et les deux filles Legouvent se pourléchaient de la vue du cadavre.

Le fils Legouvent consentit à se rendre chez le maire et la plus jeune des filles à la gendarmerie :
— Il sera bon d'amener le médecin, fit Cécile.

Des minutes inquiètes, pesantes, mystérieuses. Frédéric et Cécile, ayant clos la chambre tragique, attendaient dans le petit matin blêmi par une brume. Une gaîté s'éleva, les herbes étincelèrent ; des ailes frissonnantes annonçaient l'ardeur de vivre...

Ce fut le médecin qui parut d'abord, les yeux en arrêt, le visage enseveli dans la barbe :

— Eh ! s'écria-t-il... La même aventure ?

Il observait obliquement Frédéric et Cécile, brumeux, nerveux et pâles :

— La même, mais pire ! soupira Maldar... Je l'ai tué...

— Tué ! Ah ! diable, fit le docteur alléché... *Self defence* je présume ?

— Il ne m'a pas laissé d'autre alternative que de mourir ou de faire mourir...

La curiosité étincelait derrière les lunettes et sur la partie nue du visage :

— Etes-vous mieux renseigné ?

— Pas du tout... comme l'autre nuit, j'ai été surpris... *Il* était là, dans ma chambre... inexplicablement... les deux portes closes à clef et au verrou...

— Nous allons savoir tout de même... avec l'aide de ces messieurs...

Il tournait une face gravement ironique vers deux nouveaux venus, deux gendarmes, mal éveillés et bourrus...

L'un d'eux, un brigadier, grommela :

— Paraît qu'on vient cette fois pour quelque chose...

— Voulez-vous voir ?

Ils suivirent Maldar, suivis à leur tour par le médecin, et le brigadier, ayant fait mine d'examiner la chambre, se pencha sur le cadavre :

— C'est particulier !... Et comment c'est-il arrivé

Pour le médecin plutôt que pour les gendarmes, Frédéric raconta l'aventure :

— Il a pas pu traverser les portes... ni la fenêtre, affirma le brigadier, qui secoua un à un les barreaux. Probable que vous vous trompez... vous avez oublié de fermer quelque chose.

— Je ne crois pas !

— C'est pas un fantôme ! dit l'autre avec un faible ricanement... à preuve que le voilà !

— Peut-être que c'est un fantôme tout de même ! fit le médecin...

Il s'était approché à son tour du cadavre et il étendit la main pour le toucher :

— Faut pas que rien soye dérangé ! exclama le brigadier.

— Soyez tranquille, brigadier... tel il est là.... tel il restera... mais voyons...

Il saisit le bras du mort, l'attira de bas en haut, poussa un cri où se mêlaient la stupeur et la crainte et laissa retomber le bras...

Puis, se dressant tout pâle :

— Ce n'est pas un homme ! dit-il.

D'un autre que le médecin, les gendarmes eussent accueilli la déclaration avec un dédain dérisoire — mais ils connaissaient le vieil homme, mêlé à nombre d'accidents et à plus d'un crime :

— Alors, quéque c'est ? s'enquit le brigadier.

— Je ne sais pas... pas encore !... C'est tout au plus si je présume quelque chose... Mais tenez, faites l'expérience, brigadier... soulevez un peu la tête... vous verrez que l'homme n'*a presque pas de poids*...

L'autre écoutait les yeux béants, tandis que l'aura des épouvantements passait sur l'échine de Frédéric.

— Voyons, monsieur le docteur... vous ne vous moquez pas de nous ?

— Essayez ! Essayez ! répéta le docteur d'un ton péremptoire.

Les morts, depuis longtemps, n'intimidaient pas plus ce gendarme qu'ils n'intimident un interne des hôpitaux... Il en avait tant vu !

Néanmoins, il n'approcha pas de celui-ci sans un petit frisson qui devint un long frémissement quand il eut soulevé et laissé retomber la tête...

— Ah ! c'est rare, balbutia-t-il... même que c'est effrayant !... Et puis, j'avais pas encore remarqué... Voyez sa figure et celle de Monsieur !...

Une même horreur mystique passa qui, se diversifiant selon les âmes, éveillait toutes les formes de l'épouvante...

V

La chambre close, un des gendarmes demeura devant la maison, tandis que le maire, le médecin et Maldar se réunissaient dans le salon-bibliothèque.

Le maire, homme roux, d'aspect préhistorique, déclara :

— L'Au-Delà existe !

— Que voulez-vous dire ? demanda le médecin. Evidemment, il y a dans ce monde, comme dit l'autre, plus de choses que nous ne pouvons en comprendre... et beaucoup plus encore que nous n'apercevons même pas... Mais dans ce cas-ci, qu'est-ce que l'Au-Delà !

— Mais tout simplement ce qu'on nomme l'Autre monde, reprit le maire ; puisque l'être... de là-haut... ne peut pas être un homme... c'est une autre sorte de vivant... ce que les bonnes gens appellent un spectre ou un fantôme...

— Voilà précisément qui n'est pas sûr, fit le médecin. Cet être peut-être *de notre monde*...

— C'est alors que l'Au-Delà est parmi nous ?

— Je pense qu'il doit l'être de toute façon... comme il doit aussi être ailleurs... mais si j'ose dire toute ma pensée, ce n'est ni d'un Au-Delà terrestre, ni d'un Au-Delà interstellaire ou stellaire que vient celui-ci...

— Alors, d'où vient-il ?

Le médecin ne répondit pas. Il regardait devant lui fixement ; il eut, pendant une minute l'air d'un hypnotique. Puis, à voix basse :

— Il y a plusieurs manières de concevoir le monde occulte... et sans doute ce monde est très divers. Je ne nie ni n'affirme ce que vous appelez l'Au-Delà, mais je suis à peu près sûr que *celui d'en haut* vient d'ici... et qu'il vient de très près...

— Je ne comprends pas...

— Vous avez remarqué l'étrange ressemblance du mort avec Monsieur Maldar ?

Maldar tressaillit violemment. Il était pâle, et très las, il sentait en lui un vide immense et un étrange chagrin.

— Tout le monde l'a remarqué, répliqua le maire.

— Eh bien ! reprit le médecin plus bas encore et comme effrayé de ses propres paroles... l'être de là-haut est une émanation de notre hôte... C'est son double... le combat dans la nuit a été un combat de l'homme contre soi-même... et l'homme a failli périr..

Les trois hommes se regardèrent, sidérés. Et pour tous trois, plongés dans la même atmosphère, ce fut la même évidence.

— C'est pourtant incroyable ! murmura enfin le maire,.

— Mais toute l'aventure n'est-elle pas incroyable?

— Je commence à comprendre, fit Maldar d'une voix de rêve, ce grand mécontentement que j'avais contre moi-même et qui devenait haineux par intervalles... C'était la lutte... avec *lui*.

— Les Doubles ne sont donc pas immortels ? soupira le maire.

— N'avons-nous pas ici la preuve du contraire ? reprit le médecin. Je suppose *maintenant*... que ce sont des formations de notre moi, d'ailleurs douées de vie et d'individualité... Presque toujours, leur personnalité est confondue avec la nôtre, mais nous venons de voir qu'ils peuvent s'en séparer, même avec violence, jusqu'à devenir nos ennemis... Je me demande si beaucoup d'actes, accomplis contre notre intérêt évident, ne s'expliquent pas ainsi... et même certains suicides ?

Frédéric se souvint des soirs où il se *détestait* si étrangement, où il semblait qu'une partie de son être se dressât sauvagement contre l'autre... Puis, un regret immense s'éleva dans son âme, comme s'il avait perdu un être très cher, et une sourde épouvante

— Pourrai-je vivre sans *lui*, gémit-il... ou tout au moins ma vie ne sera-t-elle pas diminuée ?

— J'ai le pressentiment, répondit tout bas le médecin, qu'un autre double ne tardera pas à naître en vous, pour remplacer celui qui est mort.

J.-H. Rosny aîné,
de l'Académie Goncourt.

LA HONGRIE RESTE L'ALLIÉE DE L'ALLEMAGNE

Au moment où la question de l'emprunt international est sur le point de recevoir une solution favorable pour la Hongrie, nous croyons de notre devoir d'attirer l'attention de tous ceux qui tiennent à la paix dans l'Europe centrale sur ce qui se passe en Hongrie. Quand il s'agit de prévenir le retour de la catastrophe, qui a causé tant de morts et de ruines, il est tout naturel d'éprouver une certaine méfiance à l'égard de ceux qui ont combattu aux côtés des Allemands pour imposer à l'Europe tout entière leur domination, et de leur demander, non pas des promesses même écrites, mais des garanties réelles pour l'exécution des engagements auxquels ils sont disposés à souscrire. Jusqu'à présent, ni le gouvernement, ni les éléments dirigeants en Hongrie, n'ont rien fait pour inspirer la moindre confiance aux Alliés qu'ils se conformeront loyalement à l'exécution du traité de Trianon et qu'ils pratiqueront une politique de paix et de rapprochement à l'égard de leurs voisins. Les déclarations publiques, faites par le régent Horthy, les flagrantes violations portées aux clauses militaires du Traité de Trianon par l'armement continuel de la Hongrie, les agissements de la Ligue des Hongrois éveillés et, enfin, le gaspillage des finances publiques, auquel se livre le gouvernement, sont des preuves irréfutables que les éléments dirigants en Hongrie refusent de se concilier avec l'état de choses issu de la grande guerre européenne. Il y a un mois, le régent Horthy a harangué à Kartzag les anciens combattants de l'armée hongroise en leur disant notamment de

se tenir toujours prêts à être appelés pour libérer leurs frères qui gémissent sous le joug tchécoslovaque, roumain et serbe. Des paroles analogues de nuance à l'adresse des Etats de la Petite Entente ont été prononcées par le régent encore tout récemment, au cours de sa tournée d'inspection des garnisons, dans les régions frontières tchécoslovaques et roumaines.

Quant à l'armement persistant de la Hongrie, la Commission militaire de contrôle interalliée, qui fonctionne à Budapest, découvre continuellement des dépôts cachés d'armes et de munitions, provenant de la guerre et que les Hongrois n'ont pas remis aux Alliés, lors de l'armistice. Mais, ce qui nous inspire le plus d'inquiétudes, c'est de savoir que la Hongrie se ravitaille encore aujourd'hui en armes et munitions, qu'elle réussit à se procurer en Allemagne, notamment en Bavière, et même, en Italie. La Commission de contrôle interalliée l'a constaté déjà à plusieurs reprises. Tout récemment, elle a découvert l'arrivée de deux trains chargés de munitions qui étaient importées en fraude et sous désignation d'articles de ménage. Ayant été avisée assez tôt, elle a pu faire saisir ce matériel de guerre avant qu'il ait été réparti dans les dépôts des organisations locales de la Ligue des Hongrois éveillés. Ces dépôts sont nombreux et se trouvent surtout dans les régions frontières de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Serbie. Malheureusement, les moyens de surveillance de la Commission ne sont pas suffisants pour les découvrir. Il arrive même assez fréquemment que lorsque ses agents d'informations en découvrent et les signalent, les autorités locales hongroises les font transporter ailleurs, avant que les délégués de la Commission aient eu le temps de se rendre sur place. Lors de la découverte d'un dépôt de fusils et de cartouches, près de Budapest, il s'est produit le cas suivant : le délégué de la Commission interalliée en a fait même l'inventaire, laissant aux autorités militaires hongroises le soin de veiller sur le dépôt découvert, en attendant des instructions ultérieures. Quelques jours après, la Commission a été informée que des inconnus s'étaient emparés de tous les fusils et des cartouches, qu'ils les avaient emportés et qu'une « enquête » était ouverte pour retrouver le matériel volé. Inutile d'ajouter que jusqu'à présent cette enquête n'a donné aucun résultat.

Le gaspillage des finances publiques est identique à celui auquel se sont livré jusqu'à présent les dirigeants allemands pour se dérober au paiement des réparations. A ce propos, les révélations faites au parlement hongrois par le député Varnai sont édifiantes. Le gouvernement hongrois, loin de réduire le nombre du personnel administratif d'avant guerre, l'a même augmenté. Ainsi, dans la Hongrie d'avant guerre, on comptait 11.621 gendarmes, et, aujourd'hui, elle en possède 11.412, alors que son territoire se trouve réduit d'une bonne moitié. Le ministère de la guerre possédait 541 fonctionnaires, aujourd'hui il en a 6.086. Quant au ministère de l'intérieur, il a conservé tout son personnel d'avant guerre; la plupart d'entre-eux, sont titulaires de fonctions qu'ils ne peuvent pas remplir, vu que leurs postes se trouvent en territoire ne faisant plus partie de la Hongrie. On trouve dans le budget de cette année les noms de 32 préfets avec l'indication de leurs préfectures, alors que la Hongrie actuelle ne compte plus que treize départements. La liste de ces faits serait trop longue s'il nous fallait les citer tous.

En dehors du gaspillage qui se fait à l'intérieur du pays, en entretenant les fonctionnaires d'avant guerre et en subventionnant les organisations de propagande pour la guerre de revanche, comme celle de la Ligue des Hongrois éveillés, le régime du régent Horthy dépense des sommes considérables pour la propagande à l'étranger. La majeure partie des recettes dans les Légations et provenant des taxes de légalisation et de visa des passeports, est laissée aux représentants diplomatiques hongrois pour alimenter la propagande de réhabilitation de la Hongrie auprès des peuples alliés et neutres.

Toutes ces constatations démontrent que la Hongrie pourrait équilibrer son budget et se suffire largement à elle-même, étant un pays très fertile, si le gouvernement hongrois ne s'était pas livré à un gaspillage scandaleux des revenus de l'Etat. Si on lui accordait l'emprunt international, sans prendre les garanties indispensables pour surveiller son emploi, et pour surveiller les dépenses générales de l'Etat, tout cet emprunt pourrait être englouti dans des préparatifs militaires que la Hongrie poursuit inlassablement depuis la signature du traité de paix de Trianon. Aussi, l'intérêt et la sécurité de tous exigent qu'un contrôle soit confié à nos alliés de la Petite Entente qui sont plus près et plus directement intéressés que la France et l'Angleterre.

***

LES POÈTES DE LA CAMARGUE

La Camargue, où, devant l'église des Saintes-Maries de la Mer, va se dresser la statue de Mireille, n'avait de tout temps intéressé que les géographes : la Renaissance provençale lui amena des poètes. C'est avec les félibres que commence la « littérature » de la Camargue.

Des écrivains français, il est vrai, ont suivi le mouvement, mais ils sont très peu nombreux.

M. Jean Aicard a écrit un roman-feuilleton, le *Roi de Camargue*, où, comme il sied au genre, la Camargue est traitée avec une joyeuse fantaisie.

Le *Trésor d'Arlatan*, d'Alphonse Daudet, est un petit bijou. La peinture de la Camargue n'y est pas poussée bien avant, mais quelques traits joliment évocateurs suffisent à en dégager la poésie particulière ; d'une touche légère, le prestigieux écrivain a su rendre exactement l'atmosphère de ce pays étrange, terre des traditions et des mirages. Il l'avait connu au temps de sa jeunesse, lorsqu'il habitait son Moulin de Fontvieille, où il écrivit ses fameuses *Lettres* et d'où il s'échappait parfois pour rôder, à travers Arles, avec Mistral et les félibres, à la recherche de la bonne auberge de pêcheurs ou d'un joli minois, toujours disposé aux fantaisies les plus folles, comme le jour où, sur le pont de Trinquetaille, voyant passer une noce, il se jetait à la tête de la mariée pour l'embrasser et ne devait qu'à l'intervention du vigoureux Mistral d'échapper à un bain forcé dans le Rhône...

Un roman intéressant de MM. Louis André et Jean Bosc, *La haine d'un Gardian*, offre une peinture très exacte des mœurs camarguaises.

C'est de ses promenades à cheval à travers la Camargue et des jours et des nuits passés à écouter les histoires de ses amis les gardians ou à accompagner avec eux les taureaux, que Jean Carrère a rapporté cette charmante nouvelle qui a pour titre : *La Dame du Nord*.

Dans la *Terre provençale*, de Paul Mariéton, ce « journal de route », toujours délicieux à lire et précieux à consulter, on trouve, sur la Camargue, avec la citation d'une belle page de Félix Gras, de fines et exactes notations, accompagnées d'une histoire étrange et savoureuse.

⁂

C'est Mistral qui a introduit la Camargue dans la littérature. Dans *Mireille*, elle tient une large place. Deux des amoureux de la jeune fille, qu'elle éconduisit, lui étaient venus de Camargue, Véran, le gardien de cavales, et Ourrias, le gardien de taureaux :

Au même Mas des Micocoules — vint aussi un gardien de cavales, — Véran. Ce Véran y vint du Sambuc. — Au Sambuc, dans les grandes prairies — où fleurit la cabridelle, — il avait cent cavales blanches — épointent les hauts roseaux des marécages...

Et voici Ourrias :

Au Mas, dans le courant du même été, — vint, des pâturages du Sauvage, — pour voir la jeune fille, Ourrias le toucheur. — Du Sauvage, noirs, méchants — et fameux sont les taureaux...

Avec les troupeaux de cavales et les manades de taureaux, c'est toute la vie de la Camargue qui se déroule dans *Mireille*, ses durs travaux, ses amusements violents ou gracieux, ses mœurs antiques, ses plantes, ses oiseaux, ses jeux de lumière, ses paysages mélancoliques sur un fond d'azur :

Sous les feux que juin verse, — comme l'éclair, Mireille court, et court, et court ! — De soleil en soleil et de vent en vent, elle voit — une plaine immense : des savanes — qui n'ont à l'œil ni fin ni terme ; — de loin en loin, et, pour toute végétation, — de rares tamaris... et la mer qui paraît.

Des tamaris, des prêles, — des salicornes, des arroches, des soudes, — amères prairies des plages marines — où errent les taureaux noirs — et les chevaux blancs : joyeux — ils peuvent là librement suivre — la brise de mer tout imprégnée d'embrun.

La voûte bleue où plane le soleil — s'épanouissait, profonde, brillante, — couronnant les marais de son vaste contour ; — dans le lointain clair, parfois un goëland vole ; — parfois un grand oiseau projette son ombre, — ermite aux longues jambes des étangs d'alentour...

C'est dans ce paysage, devant l'église des Saintes-Maries, bâtie à l'endroit même où s'arrêta la barque des amies de Jésus, que Mireille mourut : heureux pays qui offre aux poètes, aux croyants, aux amoureux de la Provence, les plus émouvantes évocations !

⁂

Qui voudrait composer une anthologie littéraire de la Camargue trouverait dans l'œuvre

du poète provençal Félix Gras, l'auteur du *Romancero* et des *Papalines*, des pages de belle couleur et d'un puissant relief.

On aurait à choisir aussi dans l'intéressant recueil de sonnets provençaux que Marius Jouveau a réunis sous le titre : *En Camargue*, plus d'un tableautin exact et agréablement présenté.

Les *Clartés d'aurore* de Bernard de Montaut-Manse, sont l'œuvre d'un jeune homme de vingt ans. Tout enfant, le poète avait vécu parmi les gardians, les taureaux et les chevaux ; il avait coopéré au tri des bêtes dans la manade, manié le trident, poursuivi les taureaux à cheval ; il avait dormi dans les cabanes camarguaises, bercé par la chanson de la mer ; il avait entendu, ivre de joie, les acclamations de la foule acclamant les gardians qui poussent les taureaux à une allure folle à travers les rues des villes et des villages, et ces heures lumineuses de son enfance et de son adolescence revivent dans ses vers.

Dans *Notre-Dame d'Amour*, le poète rappelle sa randonnée avec une jeune fille des Saintes-Maries de la Mer, la Saintine, dont il est aimé et qu'il emporte sur son cheval ; c'est une vision rapide et suggestive de la Camargue, qui se termine par un phénomène fréquent dans ce pays, un mirage :

La Saintine que j'ai enlevée — sur mon étalon — je l'ai conduite — vers le Mas d'Agon.

La crête sablonneuse des dunes — et les étangs — tout étincelle — sous la clarté de la lune.

Tout est silencieux dans la Camargue... — On entend seulement — dans le lointain — le bruissement de la mer.

Les herbes et les salicornes — notre cheval blanc — les dépasse — excité par l'éperon.

Sous le battement des sabots — qui galopent rapides — l'eau éclate — en gerbes de diamant.

Et sur notre passage — s'envolent parfois — de leurs nids — des bandes de flamants.

Nous traversons les grands troupeaux — où, dans l'enceinte des parcs — les taureaux — rêvent des charges estivales.

L'air qui souffle du bois des Rièges — apporte un parfum lourd — de vieux arbres — et de jeunes pins.

C'est à peine si on peut voir — les cabanes sombres — où les aïeux — ont planté la croix.

Je sens dans ma poitrine — tressauter mon cœur — la petite main — le presse trop fort.

Mais voici le matin rose — qui fait briller la terre salée — et sur le Rhône — pousse les bateaux.

Ma monture sauvage — s'arrête soudain — mon étalon blanc — se cabre :

Car, dans une gloire étincelante — s'avance pour nous bénir — en pleine lande — Notre-Dame d'Amour !

⁂

Mais nous avons hâte d'arriver aux deux poètes qui ont consacré leur lyre à la Camargue, qui ont donné à cette terre tout l'amour, toute l'ardeur, toute la foi de leur jeunesse et qui en ont reçu, en retour, d'admirables inspirations : Joseph d'Arbaud et Folco de Baroncelli.

La poésie de Joseph d'Arbaud est simple et grave, elle a par moments un accent religieux ; aux aspects immuables, aux antiques traditions, aux types séculaires de la Camargue, elle donne comme une couleur sacrée. Aussi son lyrisme concentré émeut-il plus qu'il n'éblouit, mais il est singulièrement émouvant ; puisé aux sources mêmes du génie provençal, à la fois païen et évangélique, il se déploie richement, sur un ton large, d'une noblesse soutenue et d'une impeccable pureté de lignes.

Voici le *Mas :*

Le mas sera bâti sur la hauteur gazonnée — et, un jour, dans le cours des saisons et des événements — pour la jeune fille qui vient vers moi dans la vie, — à l'aube, j'ouvrirai ma haute porte de frêne.

Je lui donnerai la croix, la chaîne et l'anneau ; — dans la langue des aïeux elle me répondra ; — pour l'honneur de la maison, coquette, elle portera — le ruban provençal et le blanc fichu.

Et lorsque nous serons bien vieux, devant les hauts chenêts — pieusement et sans nous plaindre du temps qui fuit — ensemble nous défendrons les traditions de la Race — et chaque année, pour Noël, nous mettrons au feu la bûche sacrée.

Ce calme, cette sérénité, ce parfum biblique se retrouvent dans la scène suivante où l'on voit le poète camarguais parler à son cheval avec affection, comme à un ami :

Viens, je vais te desseller. Voici la nuit. — Tout le jour tu m'as porté sur ton échine blanche ; — maintenant, face au nord, tu aspires le vent qui se calme — et dans le crépuscule qui monte tu élargis les yeux.

Voici l'ombre, cheval, la journée est finie. — Toute la nuit, libre, tu suivras les taureaux. — A l'aube, rassasié, tu reposeras sur le pâturage — au bord de l'eau et vautré sur l'herbe courte et drue.

Avant de partir, la poignée de grains — que le chef a vidée dans la musette de toile — mange-la. Les premières étoiles luiront — quand je prendrai ma soupe et bénirai le pain.

Le gardian de Camargue vit entre les chevaux et les taureaux. Il aime son cheval blanc, dont la queue balaie presque le sol, rapide et résistant, n'ayant peur de rien, capable de rester trois jours et trois nuits debout, sans nourriture, quand il faut rechercher et rame-

ner un taureau échappé, passant par les endroits les plus difficiles, traversant les rivières avec de l'eau jusqu'au poitrail, camarade de combat et compagnon des heures joyeuses, lutteur hardi si son maître, campé sur lui avec le trident en main, affronte le taureau vicieux pour le châtier, gracieux comme un cheval de cirque au jeu des aiguillettes et des écharpes. Mais le gardian aime aussi ses taureaux qui, dans les courses, portent les couleurs de sa manade et défendent vaillamment la cocarde posée sur leur front, entre les deux cornes, contre la hardiesse et l'habileté des amateurs qui essaient de l'arracher. Chacun de ces taureaux a son nom, un nom provençal, qui parfois devient célèbre dans tout le pays de Provence et de Languedoc parce que celui qui le porte a fait reculer devant lui les plus audacieux, parce que sa seule entrée dans l'arène, tantôt tranquille et noble, et tantôt fougueuse, suffit à déchaîner les clameurs des hommes et les cris d'effroi des femmes.

Voici qu'un de ces taureaux, gloire et orgueil de la manade, est mort, et la voix grave du poète-gardian lui rend cet hommage émouvant :

Le grand taureau à mufle blanc que nous avions dans la manade — et qui, farouche et fier, suivait la marche — tu ne l'entendras plus aux aubes de printemps — quand le rut d'amour fait beugler les jeunes mâles. — Il est couché sur le flanc parmi les salicornes, — il est mort. Ras du front, j'ai scié ses deux cornes ; — sur le soir, on disposera sa fosse. — Tu diras aux compagnons de bien creuser. Les taureaux — s'ils voyaient son grand corps rongé par les vers — et ses os décharnés traînant sur l'herbe — y viendraient, ameutés, mugir sans trêve. — Tu diras aux compagnons de bien tasser la terre. Les chiens — et les renards, la nuit, festoieraient de sa chair ; — je ne veux pas, parmi les joncs, voir pourrir la tête — qui a porté mes couleurs dans toutes les arènes. — Tu diras aux compagnons qu'en traversant le pâturage — ils coupent au grand tamaris quelques pousses — que nous planterons dans la terre molle — pour nous rappeler l'endroit où est mort notre taureau.

Tel est l'art sobre et pur qu'on admire dans le *Laurier d'Arles*, les *Chants palustres* et les *Rameaux d'airain*.

⁂

Si Joseph d'Arbaud s'efface ordinairement derrière le sujet de ses poèmes, interprète ému de la poésie du pays dont l'âme chante dans ses vers, le marquis Folco de Baroncelli, qui, propriétaire d'une manade, mène toute l'année la rude existence des gardians, ne demande à sa chère Camargue qu'un décor original et magnifique pour les aventures passionnées de son cœur et les nobles ambitions de son esprit. Ouvrez le beau recueil de ses poèmes, *Blé de Lune* : il n'en est pas un qui ne soit ou un chant d'amour ou le cri d'un ardent patriotisme provençal.

Quelle couleur et quelle haute élégance dans cet épithalame en l'honneur d'une jeune fille qui était la très belle reine des Félibres :

Reine vêtue de bleu, Reine des Mirages — de toute part s'est battu le rappel — pour chanter vos fiançailles — et voici que vous apportent leurs hommages — les pauvres gardians au teint brûlé.

Vers l'église illuminée — ô Reine ! que nous aurions aimé vous conduire environnée — par la sauvage cavalcade — de nos camarguais blancs !

Nous aurions noué à nos tridents — beaucoup de rubans verts... — Mais ces choses sont un rêve — engendré par le mystère — de la plaine qui se perd dans l'infini.

Car notre âme est ensorcelée — depuis que, délicieusement — sur la foule éblouie — vous passâtes toute fleurie — dans l'azur du mois de mai.

La brise paludéenne — baisa votre cou — et votre coiffe arlésienne. — Votre robe virginale — enbauma le sol.

Semblable à un troupeau de jeunes filles — le peuple vous suivait — et vous vîtes l'arène rougie par le combat des bœufs sauvages — comme Yolande la vit.

. . . . . .

Cependant, quand les cloches — là-haut sonneront pour vous — que votre pensée revienne aux plaines — qui voient se dérouler la mer... — Ce jour-là, dans l'air pur,
je ferai mettre mes hommes en selle — et moi, devant toute ma tribu — pour honorer votre anneau — je donnerai la chasse à la plus belle — génisse noire des prairies.

Et puis, comme aux temps de beauté — retournant mon cheval — trois fois vers le Soleil glorieux — Reine, pour vous honorer — je le ferai se cabrer fièrement.

Envoi. — Reine blonde qu'Arles adore — excusez mes paroles rudes. — Nous n'entendons, nous autres, au désert — aucune chanson de mandore — mais les rafales du mistral.

N'est-ce pas que voilà vraiment des accents inconnus et un beau bouquet d'images neuves ?

Une très belle pièce est celle qui est intitulée : le *Sacrifice*. C'est du très grand art, et un art qui n'a rien d'artificiel : il rejoint directement l'antique :

Vénus, que puis-je t'offrir sur ton autel ? — Si nous avions, comme autrefois, l'usage des sacrifices, — humble et reconnaissant, j'aurais mis mes délices — à t'amener le taureau qui, depuis les étangs — des Saintes-Maries jusqu'aux monts des Cévennes est célèbre. — Je l'ai vu naître avec orgueil dans le troupeau sauvage — car il est issu d'un sang fameux. J'ai

regardé pousser — ses cornes suivant la perfection désirée pour sa race, — attentif. Aujourd'hui il a un garrot qui dépasse — large et velu, d'un empan, son échine veloutée ; — il est noir comme le jais ; il a l'œil sombre et farouche ; — il est encorné comme aucun et le peuple voit rouge — dès qu'il entre dans l'arène, semblable au tonnerre : — il gratte le sol, regardant de travers et grondant ; — il se secoue et malheur au pauvre razeteur — qui, pour l'amour de la gloire ou du gain, veut lui toucher le front ! — On l'adore comme un dieu, et je l'ai nommé *Provence* — pour l'honneur du pays... Vénus, devant toi, — la corde aux cornes, furieux, cabré et maintenu — par vingt garçons superbes, le pantalon retroussé jusqu'aux hanches — je l'aurais conduit. Car, douce Vénus blanche — tu as été pour moi si bonne !...

On songe à Théocrite, à Virgile, et à la frise des Panathénées où l'on voit des garçons superbes conduire le taureau au sacrifice...

Voilà pourtant les richesses qui sont à portée de notre main et qu'on ignore. Il est vrai que ces poètes écrivent en provençal, mais, comme disait Jules Simon, si le provençal n'est pas la langue française, c'est une langue de France. Et ne lisons-nous pas les poètes étrangers ? Aussi bien, la langue provençale demeure-t-elle l'incomparable traductrice de l'âme provençale. Les aspects si divers, si nuancés et si curieux de la nature et de la vie au pays de Camargue, quel autre instrument les pourrait rendre avec cette vérité, ce charme, cette harmonie ? Les amis de la poésie, les curieux de littérature, que nous voudrions avoir intéressés par cette courte étude, ne seront pas déçus s'ils ont fantaisie de mieux connaître l'œuvre des d'Arbaud et des Baroncelli : c'est une terre vierge qu'ils découvriront.

Jules VÉRAN.

Portraits d'Hommes d'États étrangers

M. STANLEY BALDWIN

D'assez petite taille, mais les épaules bien carrées; sous les cheveux châtain clair, que sépare une raie médiane, la figure entièrement rasée, une figure lougue, au long nez fureteur; des yeux vifs, où il y a de la malice avec de la bonhomie; beaucoup de simplicité de mise et de manières; par là-dessus, un grand air de raffinement : tels sont les traits qui extérieurement caractérisent M. Baldwin.

Quand, en mai dernier, il fut appelé soudain à la succession de M. Bonar Law, lequel se savait déjà condamné à mort, une grande dame du parti conservateur, nous raconte-t-il lui-même, demanda négligemment : « Ce nouveau Premier Ministre, est-ce un homme de quelque culture? »

M. Baldwin qui, en d'autres circonstances récentes, célébra l'incomparable force de résistance de l'écolier britannique vis-à-vis des maîtres qui voudraient lui mettre trop de choses dans la tête, M. Baldwin, pour son compte, a bien su garnir la sienne.

D'avoir été au collège à Harrow, cela ne suffirait pas sans doute à le distinguer de la plupart des jeunes gens de sa classe. D'avoir complété ses études à l'Université de Cambridge, cela commence à marquer un niveau supérieur. Surtout il a trouvé autour de lui, sans sortir de sa famille proche, un milieu d'élite. Par les sœurs de sa mère, il est le neveu de Burne-Jones et d'un autre artiste qui, sans avoir autant d'originalité, occupe un place honorable dans l'histoire de la peinture anglaise, Sir Edward Poynter. Ruydard Kipling est son cousin germain; ils ont passé ensemble une grande partie de leur jeunesse, ils demeurent intimement liés; et c'est fort à propos que l'Université écossaise de Saint-Andrew's vient de conférer à l'un le titre de docteur en même temps qu'elle choisissait l'autre pour Recteur.

M. Baldwin a de la lecture; il aime les livres. Son rêve serait de vivre à la campagne, avec sa pipe, sa bibliothèque, ses pourceaux et ses chiens. Il connaît ses classiques. Dans ses discours, il cite les poètes aussi bien que les hommes d'Etat, Kipling et Matthew Arnold autant que Pitt et Beaconsfield.

De l'éloquence, au sens le plus gros du mot, des grandes phrases ronflantes, des effets oratoires capables de soulever les foules, ce n'est pas à lui qu'il les faut demander. Ses qualités sont celles qu'apprécie de plus en plus la Chambre des Communes dans les débats parlementaires : le talent de discussion; la justesse et la clarté des idées; la transparence et l'élégance du langage; à l'occasion, les heureuses trouvailles de mots, l'humour qui s'exerce aux dépens de soi-même tout aussi bien qu'aux dépens des autres, l'esprit mordant qui parfois enlève le morceau. M. Baldwin, quand il le veut, peut avoir la dent très dure.

Au reste, facile à vivre; de relations agréables et sûres. Comme M. Bonar Law qui, le premier, le patronna et avec qui il a tant de choses en commun, il ne compte que des amis; malgré la violence et l'originalité habituelle de l'esprit de parti (bien moins grossièrement déchaîné, d'ailleurs, en Angleterre que chez nous, du moins jusqu'aux succès travaillistes des dernières élections), il possède lui aussi, l'estime, le respect, l'affection de ses adversaires politiques.

Il doit cela, avant tout, à ses qualités de caractère, à sa simplicité, à sa modestie, à son désintéressement : les honneurs sont venus à lui sans qu'il fît jamais rien pour les chercher; il y a vu surtout des responsabilités et des devoirs; et, de ces devoirs, il s'est invariablement acquitté en toute conscience, avec une honnêteté qui regarde en face les choses et les gens et qui n'hésite jamais à reconnaître tout ce qu'il y a de bon chez les uns et chez les autres.

Un autre élément d'influence lui vient de son expérience des affaires. A peine sorti de Cambridge, ce lettré, cet intellectuel entrait dans la maison fondée par son père : cette grande firme Baldwin, de Cardiff et de Swansea qui, des charbonnages et des mines de fer jusqu'aux ateliers de construction mécanique, concentre toute la série des opérations métallurgiques. Plus tard, il siègera au conseil d'administration d'une banque et d'une compagnie de chemins de fer. Et quand, après quinze ou vingt années d'une existence si remplie, à la mort de son père, il le remplace en 1902 au Parlement; quand, en 1916, Bonar Law le prend pour secrétaire, puis l'attache au service du Trésor; quand, en mars 1921, lors du remaniement ministériel causé par la retraite de Bonar Law, il succède à Sir Robert Horne au Board of Trade, les connaissances commerciales, économiques et financières qu'il a accumulées dans cette longue pratique de l'industrie le mettent aussitôt hors de pair et lui permettent de faire la preuve de ses capacités. Elles le serviront mieux encore; en octobre 1922, à l'âge de cinquante-cinq ans, n'ayant pas peu contribué à renverser le Cabinet de Coalition de M. Lloyd George, il devient Chancelier de l'Echiquier dans le Cabinet Bonar Law.

Avec la pratique des affaires, l'industrie lui a procuré la pratique des hommes; elle l'a initié à l'art de les conduire; elle l'a tenu en contact intime, quotidien, avec les classes laborieuses. Il fut un temps, nous dit-il, où il connaissait tous ses ouvriers par leur nom. Il aime à se retrouver au milieu d'eux. Il a une sympathie profonde, une véritable affection pour eux. Les problèmes économiques ne sauraient désormais se poser à lui comme de simples équations à résoudre dans l'abstrait. Il les sait tout palpitants de réalité vivante, de réalité humaine. Une entreprise qui ne reçoit plus de commandes et qui ne peut plus donner de travail; des centaines ou des milliers d'hommes qui tout d'un coup se voient privés de leur gagne-pain; des familles entières qui n'ont littéralement plus de quoi vivre, qui achètent à crédit aussi longtemps que les fournisseurs veulent bien leur faire crédit, qui mettent ensuite en gage leurs menus bibelots ou leurs pauvres hardes, qui enfin tombent à la charge de l'assistance publique à moins qu'elle ne soient trop fières : voilà les images concrètes qui lui apparaissent à travers la sécheresse décharnée des statistiques de chômage. L'hiver prochain va être le quatrième où le chômage sévit sans interruption en Grande-Bretagne. Les chômeurs officiellement inscrits dans les bureaux de placement (et combien d'autres ne s'inscrivent pas!) ont été au nombre de deux millions et demi à trois millions en 1921; depuis plus d'un an, ils n'ont jamais été moins d'un million et quart, sans compter les familles qui dépendent d'eux.

C'est là le mal criant de l'heure présente, le mal auquel il est essentiel de porter remède d'urgence, si l'on ne veut que la nation entière dépérisse.

Secrétaire au Trésor, Président du Board of Trade, Chancelier de l'Echiquier, Premier Ministre, M. Stanley Baldwin n'a cessé d'être obsédé par cet angoissant spectacle. C'est ce spectacle, ce sont ces êtres humains en détresse qu'il retrouve toujours derrière tous les autres aspects du drame économique et financier : les budgets si difficiles à équilibrer, parce que les charges

issues de la guerre sont écrasantes et que les contribuables sont à bout de force; les entreprises, les industries entières qui appellent au secours, qui demandent aide ou protection, parce que leur clientèle n'a plus le moyen d'acheter, que les prix de revient dépassent les prix auxquels elles peuvent vendre, et qu'elles ne peuvent plus joindre les deux bouts; les sans-travail qu'il faut tout de même empêcher de mourir de faim, qu'il faut tâcher d'occuper d'une manière quelconque, à qui il faut verser leurs indemnités d'assurance même s'ils ont été hors d'état de payer régulièrement leurs primes. De là, de nouvelles aggravations d'impôts. Et le cercle vicieux tourne ainsi, sans fin.

Aux élections générales de 1922, M. Bonar Law avait lancé l'idée d'une Conférence impériale comme seule capable de développer entre les différentes parties de l'Empire ce courant d'activité productive que, jusqu'à nouvel ordre, ne peuvent plus absorber les marchés européens. La Conférence s'est, en effet, réunie à Londres au début d'octobre. Elle recherche tous les moyens de resserrer les liens, d'améliorer les communications, d'activer les échanges entre la métropole et les différents territoires britanniques d'Outre-Mer. Elle propose d'assurer aux produits de la métropole un régime de préférence, ou de préférence accrue, sur les marchés des Dominions. Mais, en retour, les Dominions aimeraient à se voir assurer une réciprocité de préférence sur les marchés de la métropole. Pour leur donner cette préférence, il faudrait que la métropole commençât par frapper de droits d'entrée toutes les importations de l'étranger. Or, on sait que, depuis plus d'un demi-siècle, la politique fiscale britannique, fidèle aux doctrines du libre-échange, se refuse à élever de pareilles barrières.

Le système de préférence mutuelle préconisé par la Conférence impériale risque donc de raviver la querelle suscitée il y a une vingtaine d'années par Joseph Chamberlain et qui a, une fois déjà, coûté le pouvoir au parti conservateur. Sur cette « réforme du tarif », les conservateurs ne sont pas unanimes, contre cette réforme se referait l'unité des libéraux, aujourd'hui divisés entre partisans de M. Asquith et partisans de M. Lloyd George. Au surplus, M. Bonar Law a promis qu'au cours de la présente législature, il ne serait pas touché au régime fiscal en vigueur. Sur cette promesse, M. Baldwin ne saurait revenir sans en appeler aux électeurs. Dans ses discours de la fin d'octobre à Plymouth et à Swansea, c'est ce qu'il s'est déclaré prêt à faire, si les circonstances l'y obligent.

A côté des résolutions d'ordre économique, la Conférence impériale aura à prendre des résolutions d'ordre politique. Par le rôle qu'elles ont joué dans la guerre, les Dominions sont passées au rang d'égales et d'associées de la mère-patrie; elles entendent être consultées désormais sur l'ensemble des relations extérieures de la Grande-Bretagne, dont les conséquences les touchent de si près. L'Empire devient une communauté des nations-sœurs.

Ce qui préoccupe par-dessus tout ces nations, c'est, bien entendu, la situation actuelle de l'Europe, au point de vue politique comme au point de vue économique.

M. Stanley Baldwin, en recueillant les fonctions de Premier Ministre, n'a pas caché qu'il avait l'intention d'abandonner l'attitude d'effacement adoptée par son prédécesseur et de tout mettre en œuvre afin d'arriver à résoudre, une fois pour toutes, l'irritant problème des réparations. La façon dont il avait réussi, au début de l'année, à régler le remboursement des quatre milliards et demi de dollars dus par l'Angleterre aux Etats-Unis l'encourageait à l'optimisme. Après ce premier pas vers le rétablissement de l'équilibre normal du monde, pourquoi n'irait-on pas jusqu'au bout?

Animé des meilleures dispositions personnelles à l'égard de la France, M. Baldwin n'en est pas moins le prisonnier des conceptions particulières qu'impose à son pays une situation économique des plus difficiles et des plus gênées. Il est le prisonnier des actes accomplis, des traditions établies, des préjugés amoncelés par ses devanciers. Il est le prisonnier des bureaux; le prisonnier de la division du travail ministériel. Dans les derniers temps du Cabinet Lloyd George, on se plaignait fort que le Premier Ministre usurpât sans cesse sur les attributions du Ministre des Affaires Etrangères. Comment celui-ci ne reprendrait-il pas aujourd'hui la place qui lui appartient?

Le Ministre des Affaires Etrangères, Lord Curzon, ne s'est-il pas, d'ailleurs trouvé en concurrence avec M. Baldwin pour la succession de M. Bonar Law? Son âge, son expérience, son autorité semblaient lui conférer les premiers titres. S'il a été évincé, c'est d'abord, comme il l'a déclaré lui-même avec amertume, parce qu'il était membre de la Chambre Haute et que la majorité du pays voulait un Premier Ministre siégeant aux Communes. Quand, après cela, il a

consenti pourtant à continuer de servir sous les ordres de son heureux rival, ne devons-nous point présumer que cela n'a pas été sans stipuler qu'on le laisserait maître dans son domaine?

La modestie même de M. Baldwin, sa défiance de lui-même, la conscience qu'il a de ne pas connaître grand chose aux subtilités et aux complexités de la politique internationale ne pouvaient que le rendre docile aux conseils et aux impulsions d'un vétéran de l'art diplomatique.

Foncièrement circonspect, il désirait sans doute aussi réserver sa liberté d'action et de jugement, se rendre compte des données exactes du problème, reconnaître son terrain. Sa première manifestation d'initiative a été l'entrevue de septembre avec M. Poincaré.

Très discutée, très critiquée, très mal interprétée en Angleterre, cette entrevue a eu tout au moins le bon effet de mettre face à face les deux hommes qui dirigent les destinées de la Grande-Bretagne et de la France, de renverser le mur des raides et froids protocoles, de nouer des relations directes et vivantes entre eux.

La personnalité de M. Baldwin est toute faite de qualités solides, aimables et charmantes; ce n'est pas à dire qu'elle soit faible. M. Baldwin a ses idées; il y tient, d'une ténacité qui peut aller jusqu'à l'entêtement. En plus d'une conjoncture, notamment lorsque se discutait la loi de sauvegarde des industries nationales, il a montré qu'il savait bravement les défendre contre la plus violente opposition, et que, plutôt que ses idées, il était prêt à sacrifier sa position. Mais dans quelle mesure est-il capable de les imposer aux autres? Le degré de vigueur ou de puissance intime qui suffit au chef d'une industrie, même considérable, pour mener son affaire, garder son personnel en main, lutter contre ses concurrents, surmonter les obstacles, suffit-il également à un chef de gouvernement pour débrouiller l'écheveau sans cesse renaissant des intrigues, se fixer nettement une ligne de conduite, y plier des collaborateurs qui sont parfois des rivaux, y rallier de gré ou de force les adversaires, la faire prévaloir au dehors?

C'est une plainte assez commune, en Grande Bretagne, qu'après bientôt six mois on ne sait pas encore au juste où va M. Baldwin et qu'il ne paraît pas toujours le savoir lui-même.

Dans un récent article de l'*Observer*, M. Garvin, l'imagination évidemment toute pleine encore des prestiges de M. Lloyd George, dont il finit par prédire le retour prochain à la direction des affaires nationales, estime que M. Baldwin reste à l'état de quantité indéterminée et que son discours de Plymouth, au congrès annuel du parti unioniste, ne l'a pas révélé.

L'essence de l'homme d'Etat, écrit-il, se traduit dans l'action, non dans l'expression. Il a encore à faire ses preuves à cet égard. Il manie bien les mots, en tant que mots. Est-il capable d'agir comme il parle, avec effet et avec suite? C'est là la véritable pierre de touche des vrais grands hommes; et ils ne sauraient être trop grands pour cette extraordinaire fonction de Premier Ministre, appelé à gouverner les mouvements de l'Empire et du monde. Profondeur de pensée, portée de vision, énergie des résolutions, intensité des actes : voilà à quoi l'on reconnaît les Cromwells et les Chathams.

« M. Baldwin n'a pas cessé d'avoir l'appui chaleureux des gens de son parti; il n'a pas cessé d'avoir la bienveillante estime des gens qui ne sont pas de son parti; devant lui s'ouvrent toujours les plus vastes perspectives qui puissent s'offrir à tout homme de notre temps. »

Comment va-t-il user de tout cela?

« Son avenir personnel en dépend, et bien d'autres choses aussi », conclut M. Garvin.

Pour qui sait la confiance qui régnait entre lui et M. Bonar Law, leurs consultations constantes, les inspirations qu'il y a puisées en matière de politique sociale, économique, fiscale ou internationale, nul doute que la mort de son ancien chef ne soit pour M. Stanley Baldwin une grosse perte à l'heure des orientations décisives dans l'histoire intérieure de la Grande-Bretagne et dans l'histoire du monde.

Augustin Léger.

Souvenirs d'Enfance

LA JOURNÉE D'HIVER

L'hiver fut très clair et très gai. Il gelait chaque nuit. Vers dix heures du matin, on approchait mon lit de la fenêtre ouverte, on me revêtait d'un tricot de laine et d'un vieux châle à franges, et je restais là tout le long du jour. J'entrouvrais les lèvres et je jouissais de l'air frais à travers mes dents; je l'aspirais lentement; il caressait ma bouche et venait gonfler mes poumons; je l'y retenais, je l'y emprisonnais, ma poitrine s'élevait, ma tête se renversait, et soudain mon souffle s'échappait avec un grand soupir.

— Les paysans sont contents, disait bon-papa, ce froid sec détruit la vermine de la terre.

Pendant plus de deux mois, je vis la campagne gelée. Elle paraissait, le matin, toute recouverte d'un bleu transparent; puis le soleil venait éveiller des lueurs liquides au cœur des glaçons; sous l'air sonore, des petits feux rosés, gris et verts, brillaient d'un éclat immobile; il me semblait alors que la campagne s'étirât avec délices et fît craquer sa robe de glace; pas d'autre bruit que ce craquement insensible et rien ne bougeait jusqu'à la limite du ciel limpide, sauf la fumée d'un feu de charbonniers qui s'exhalait, là-bas, de la masse mauve des châtaigniers.

Bon-papa s'asseyait souvent auprès de mon lit, en compagnie de deux ou trois bouquins. Il ne se lassait pas des fables de La Fontaine.

— Je les sais par cœur, petit, et pourtant, il faut que je les relise, explique-moi çà !

Les yeux sur son livre, il soupirait tout seul, se grattait la lèvre avec le bout de l'ongle, et murmurait d'un air ravi en agitant ses petites boucles blanches :

Chacun songe en veillant; il n'est rien de plus doux.
Une flatteuse erreur emporte alors nos âmes;
Tout le bien du monde est à nous,
Tous les honneurs, toutes les femmes.
Quand je suis seul, je fais au plus brave un défi...

« Dis, petit, me vois-tu en matamore? Ah! quelle histoire!

Il continuait et déclamait :

Je m'écarte, je vais détrôner le sophi;
On m'élit roi, mon peuple m'aime;
Les diadèmes vont sur ma tête pleuvant :
Quelque accident fait-il que je rentre en moi-même?

Son geste retombait, et d'un ton narquois, piteux, indulgent :

Je suis Gros-Jean comme devant!

Vers trois heures nous apercevions habituellement M. Sylvain Taureau qui apparaissait au tournant de Mazet et trottinait sur la route nationale. Il adressait un salut à bon-papa qui lui répondait de la main.

— Ce pauvre Sylvain Taureau, tout le monde le dit toqué, mais quoi ? Voyons, toi qui as le jugement jeune... Un fait est sûr, c'est sa maladie d'estomac. M. Taureau se trouve sans famille. Il avait pris pension chez Mlle Mayniel; il l'a quittée parce qu'elle lui faisait manger trop de haricots, qui lui ballonnaient le ventre. N'est-ce pas sensé? De cette Meyniel, il est passé chez les dames Vie : là, les pommes de terre lui affadissaient les nerfs. A l'hôtel Blat, on l'empoisonnait avec des sauces. Il a consulté un médecin homéopathe de Paris, qui lui a conseillé du venin d'abeilles, un spécialiste de Bordeaux qui en tenait pour la bile de porc. Alors, M. Taureau a dit : « Je vois bien que nous sommes encore aux remèdes du Moyen Age ». Il s'est retiré dans sa maison : il vit de légumes, de laitages et de fruits. Mon Dieu, je conviens qu'il est cocasse... On lui reproche de garder depuis dix-sept ans le même binocle cassé. Et puis quoi, encore? Tiens, regarde-le.

M. Sylvain Taureau, l'air pincé, fluet dans son manteau bleu, passait à notre portée, et chantonnait tout en tambourinant des doigts sur son estomac :

L'as-tu vue,
La casquette, la casquette...

L'instant d'après, il s'éloignait sur cet air de cantique :

Il est né, l'agneau si doux...

— Voici, reprit bon papa, comment M. Taureau explique son système : *Promenade et chanson, avec accompagnement des doigts sur la partie malade, jamais plus de deux airs dans la même journée, jamais le même air deux jours de suite.*

Le fait est que M. Sylvain Taureau se porte bien, se trouve heureux, et ne fait de tort à personne. Beaucoup de gens sensés n'en pourraient dire autant ! Et puis, petit... écoute... écoute !...

Oh, je savais ce que j'allais entendre ! M. Taureau habitait à quelque cent mètres, une maison délabrée au milieu d'un jardin sauvage; et dans le fond de ce jardin, il avait installé un vieil orgue de Barbarie. Il en tournait la manivelle chaque soir, en rentrant chez lui. Des sons longs et mélancoliques

s'élevaient alors dans le crépuscule, et leurs modulations bizarres donnaient envie de soupirer et de se taire. Souvent, des notes manquaient, et l'on ne percevait qu'une sourdine usée d'où jaillissaient soudain des accents déchirants qui perçaient l'âme.

— Qu'en dis-tu, petit? murmurait enfin bon-papa comme réveillé d'une étrange somnolence. Est-il fou ? Alors je le suis autant que lui.

***

Bon-papa se hâtait de fermer la fenêtre, car on entendait le pas de bonne-maman qui gravissait l'escalier.

Une autre partie de la journée commençait alors ; je ne l'aimais pas moins. Bonne-maman pénétrait dans la chambre, tenant tout allumée la grande lampe à l'abat-jour rose, brodé de perles. Elle transportait sur une pelle large à manche court quelques tisons du feu de la cuisine : je la vois courant et laissant derrière elle un sillage de fumée. Notre feu crépitait bientôt ; et là, volets poussés, dans la vaste chambre obscure qu'éclairaient seulement la lueur pâle de la lampe et les reflets du foyer, se tenait autour de mon lit une petite réunion tranquille. Bon-papa rêvait, bonne-maman raccommodait des bas sur son gros œuf d'ivoire ; je les regardais tous deux les yeux mi-clos.

Un soir le nom de Puydagnel fut prononcé, je ne sais comment.

— Encore une famille éteinte, dit bonne-maman.

— Et de quelle étrange façon reprend bon-papa. Petit, il faut que je te raconte la mort du dernier Puydagnel !

Attention ! Bon-papa prend son air gourmand, sa voix se fait petite, il rit tout seul : son imagination travaille, le voilà parti dans le merveilleux ! Bonne maman lui jette un regard rapide par dessus ses lunettes, et lui, qui s'amuse de la voir inquiète, demande innocemment :

— Rose, tu l'as connu, M. Puydagnel ?

— Oui.

— Et sa cuisinière?

— Aussi.

— N'est-ce pas devant toi qu'elle s'est changée en fumée?

— Qui, la cuisinière?

— Bien sûr !

Bon-papa jubile, mais bonne-maman :

— Mon pauvre Octave, je ne comprends pas tes inventions. Cette fille s'appelait Eugénie et ne s'est jamais changée en fumée.

— Nous allons bien voir, riposte le pauvre Octave comme si ce propos l'avait piqué.

« Le père Puydagnel, petit, possédait, il y a trente ou trente-cinq ans, cette jolie maison et ce jardin de fleurs qui se trouvent en contre-bas de la route de Sainte-Colombe. Rose, ai-je tort?

Bonne-maman dédaigne de répondre, mais elle coud plus lentement, les histoires de son mari l'intéressent quoi qu'elle en ait.

Il reprend :

— Bon. C'était un vieux bonhomme aux cheveux argentés, rieur, coquet, aimable, propre et grassouillet. Il vivait enveloppé d'une robe de chambre couleur tabac et ne quittait jamais sa propriété, disant : « Pourquoi sortir? Dehors, il y a de la pous-« sière ou de la boue, mes allées sablées m'évitent « ces inconvénients. Pleut-il ? J'attends que l'eau « du ciel cesse de tomber, je passe ma houppelande, « et je retrouve mon jardin aussi net qu'avant la « pluie. Je ne travaille pas et je vis très bien ; ma « vue ne pourrait donc qu'agacer le prochain. Il y « a des parasites maladroits qui veulent se montrer « à droite, à gauche, courent par ci, trottent par là, « excitent des démangeaisons sur la peau dont ils « vivent. C'est un jeu très dangereux, ils se font « pincer tôt ou tard. Mieux vaut s'installer comme « moi entre cuir et chair ; c'est autrement chaud, « confortable et sûr. »

« Tu vas voir, petit, quelles surprises attendaient pourtant M. Puydagnel. Voilà qu'un jour il veut dire à sa cuisinière — c'est bien Eulalie qu'elle se nommait ?

— J'ai dit Eugénie !

— Merci. Le voilà qui demande à Eugénie de lui mijoter pour dîner des cuisses de grenouilles, qu'il aimait beaucoup. Mais à peine a-t-il fini de parler qu'Eugénie semble se dissoudre, onduler, et finalement s'évanouit dans la cheminée. En même temps, casseroles et boîte au sel viennent se mettre à sa portée, comme pour dire : « Fais donc tes fricots toi-même, cher ami. »

« Oh !... De ce coup, il reste abasourdi. Heureusement aperçoit-il par la fenêtre Giscard le boucher, qui traverse le jardin. M. Puydagnel court à sa rencontre. — « Eh bien, lui dit-il, vous m'apportez une gentille escalope ? » — Mais ffft..., Giscard se dissipe à son tour comme une fumée de cigare, tandis qu'un jeune veau se présente d'un air engageant et que notre rentier découvre un couteau dans sa main droite.

« M. Puydagnel s'éponge les tempes et, pour savoir s'il rêve, examine là-bas, la montagne de Lasfons avec les taches blanches des trois métairies : tout y occupe la place accoutumée. Il veut s'élancer, fuir au dehors, chercher du secours ! Mais la serrure du portail, jusqu'alors si docile, refuse de jouer : en revanche, lime, marteau, pince, petite enclume se hâtent d'accourir en trottinant

« Tu le vois, ce pauvre M. Puydagnel ! Il n'osait

plus regarder ni sa robe de chambre, ni ses souliers fourrés, ni ses allées sablées, ses fleurs, ses légumes, sa maison. Il craignait de leur découvrir des visages ennemis. Si bien qu'il tomba mort de saisissement et de chagrin !

— Octave, dit bonne-maman, que vas-tu farcir la tête de cet enfant avec toutes tes cuisinières, veaux, serrures, etc !... On dit : Un jour un vieil égoïste, nommé Puydagnel, est tombé d'apoplexie et on l'a trouvé dans son jardin. N'est-ce pas plus clair?

— Non.

— Pardi ! Mon pauvre Octave, tu as le génie de l'embrouillamini.

Mais bon-papa clignait de l'œil vers moi, avançait le menton et faisait :

— Hem !

Je répondais :

— Hem !

Et nous rions tous deux un bon moment.

JEAN VIOLLIS.

LUDOMIR ROZYCKI

Compositeur Polonais

Tout le monde est d'accord aujourd'hui pour admettre que la musique est le plus expressif des arts et que l'onde sonore stylisée forme le contact le plus direct, le plus émouvant qui puisse s'établir entre les humains.

C'est aussi de toutes les conventions esthétiques la moins mensongère, car le compositeur, qu'il le veuille ou non, est pour ainsi dire contraint à la sincérité. Un peintre, un dramaturge, un romancier, voire même un poète lyrique peut réussir à toucher par l' « attitude », par la « manière », grâce à mille artifices qui ont un sens propre, même s'ils jurent avec la vérité intérieure. Un musicien ne le peut guère; s'il ne parle pas le langage de l'âme, aussitôt il glace. Tout au plus parviendra-t-il à échafauder de savantes structures que goûteront peut-être de rares initiés... Mais les milliers d'hommes qui viennent communier dans le mystère musical demeureront insensibles à ces apprêts; irrésistiblement ils se détourneront de celui qui a créé sans l'étincelle divine.

Un compositeur, de même qu'il ne saurait masquer sa personne intérieure, son « moi profond », ne peut non plus rien cacher de la race qui l'a fait naître. La musique ne se contente pas de révéler, sans discrétion, l'âme individuelle : elle trahit aussi avec magnificence le secret psychologique des ancêtres.

J'en veux prendre pour exemple aujourd'hui un compositeur polonais, dont les théâtres de Varsovie, de Copenhague et d'Allemagne se disputent les œuvres, mais qui, par la faute de cette étrange négligence qui nous laisse ignorer les beaux spectacles et même les nuages surgissant au-delà de nos frontières, est presque un inconnu chez nous. Il sagit de Ludomir Rozycki, digne émule de Chopin et de Moniuszko. Ce grand musicien est parmi nous; il respire l'air de nos boulevards depuis plusieurs semaines. Cependant nul n'a parlé de sa présence; aucun grand quotidien ne l'a jugé aussi intéressant que Papyrus ou tel nègre pugiliste. Et notre hôte doit certainement se demander pourquoi l'amitié franco-polonaise ne se niche qu'au cœur des maréchaux.

Le bagage de Rozycki est cependant considérable; il y a de quoi attirer l'attention des amateurs. Des poèmes symphoniques : *Anhelli, Monna Lisa,* des préludes, des nocturnes, des danses polonaises, un *Concerto,* plusieurs morceaux de chambre, dont un *Quintette* justement célèbre dans les salles de concert de l'Europe centrale et orientale, plusieurs opéras : *Boleslaw le Téméraire, la Méduse, Eros et Psyché,* un ballet-pantomine : *San Twardowski,* enfin un opéra-comique : *Casanova.*

Toutes ces œuvres, d'inspiration et d'époque diverses, où la personnalité tendre et passionnée de Ludomir Rozycki a su s'incarner avec variété, respirent cependant un charme plus général, peut-on dire, plus pénétrant et plus grandiose : l'âme séculaire de la race, l'âme de la vieille Pologne, meurtrie et triomphante.

Tout entière, elle danse et chante dans les opéras et les ballets de Rozycki. Sa musique non seulement ne cache rien du mystère intérieur des aïeux, mais se plaît à le glorifier, à l'élever au rang de type de beauté.

Oui, toute la Pologne, celle de naguère et celle d'aujourd'hui, se meut et palpite en cette pantomine-ballet, dont une légende populaire du XVIe siècle a fourni la matière. « Maître Twardowski » est un de ces humanistes de la Renaissance qui joint au goût de la philosophie celui de l'aventure. Alchimiste aussi, il cherche à fabriquer de l'or. Mais en attendant les créanciers assiègent sa porte. Mme Twardowska qui met le

bon sens au-dessus des songeries chasse les créanciers, disperse livres et éprouvettes, et administre au mari insouciant une scène retentissante, dont Rozycki est arrivé à traduire merveilleusement en musique les tragi-comiques glapissements. Twardowski, en homme qui fréquente l'absolu et dédaigne les compromis, laisse échapper une parole irréparable : « J'aime mieux vendre mon âme au diable que de supporter ce diable de femme ».

Satan, dont les espions guettent partout les âmes défaillantes, surgit immédiatement en personne et tous deux, par la cheminée, s'envolent sur le dos d'un coq. Le prince des Ténèbres promène son nouveau sujet à travers les splendeurs de son royaume : grottes scintillantes d'or et d'argent, que hantent des nymphes exquises, de redoutables sirènes, qu'habitent le roi et la reine des Mines qui promettent au visiteur le paradis sur terre, s'il accepte de signer le traité avec le Démon. Twardowksi résiste encore. Mais arrivé à Rrzemionki, il se décide, à la condition toutefois qu'il ne livrera son âme au diable qu'à Rome seulement. L'alchimiste espère, par cette clause, échapper à l'échéance fatale. Il a compté sans Lucifer. Déjà une bande de diablotins fête la victoire prochaine par une danse bien satanique.

Voici Twardowski muni de pouvoirs surnaturels; nous le retrouvons au milieu d'une foire pleine de costumes, de vacarme et de mouvement, comme il y en a encore en Pologne. L'alchimiste ensorcelle tout le monde : jeunes et vieilles, chevaliers et manants se mettent à danser et tournent en une ronde folle jusqu'à complet épuisement.

Rozycki est parvenu à donner à cette scène un entrain vraiment diabolique. Inspiré par le génie chorégraphique de son peuple qui est un des plus naturellement « danseurs » qui soit au monde, il enlève les « cracoviaques » les maparkas et les marches cadencées avec un brio et une fougue qui ne laissent rien à désirer. Twardowski continue ses exploits, mais l'exercice de la puissance et de la magie ne suffit pas à remplir le cœur d'un homme — l'alchimiste aspire aux délices de l'amour. Aussitôt Satan exauce ses désirs, et l'emporte vers un fabuleux Orient. Là, c'est l'idylle avec la reine de Golconde, que soutiennent de tendres accompagnements sonores. Le « gamelan » qu'aima Debussy scande avec langueur une danse javanaise. Mais les caresses des odalisques n'arrivent point à faire oublier le pays natal. Twardowski reprend bientôt le chemin de la Pologne.

Le voici devant une auberge, où une belle fille le retient par ses grâces et ses coquetteries. Il la suit à l'intérieur du cabaret et franchit ainsi, par distraction amoureuse, le seuil du piège. L'auberge fatale porte le nom de *Rome*. Il est dans Rome, à jamais perdu! La belle danseuse était une émissaire de Satan! L'âme de Twardowski est désormais au Diable. Les démons enlèvent leur proie. La terre, l'auberge et le reste s'abîment en un fracas épouvantable.

L'alchimiste flotte dans l'espace interstellaire. Cependant des hymnes pieux montent de la terre lointaine. Twardwoski tend l'oreille; il écoute avec une joie angoissée ces « Heures de la Vierge » qu'il composa à la gloire de Marie aux Temps de sa jeunesse et de sa pureté.

Dans cette scène de contraste violent, le compositeur a donné toute la mesure de son large talent. Le diabolique et l'angélique alternent avec une grandeur émouvante.

En l'âme du pécheur, l'ultime combat est engagé. Twardowski entonne un cantique de délivrance. L'appel à Dieu fait reculer Satan qui lâche sa proie. Mais l'alchimiste n'est plus sur la terre, il ne peut plus y retourner. Aussi restera-t-il suspendu sur la lune jusqu'à la fin du monde. (C'est sa silhouette qu'aujourd'hui encore les enfants de Pologne croient distinguer sur l'orbe blafard de l'astre des nuits.)

Cette légende pleine d'humour, de fantaisie et d'effroi, a permis à Ludomir Rozycki de déployer tous ses dons de vivacité et de lyrisme. Et il faut reconnaître que les rythmes du maître polonais sont tellement suggestifs, ses mélodies si vivantes, que la parole n'ajouterait rien à cette tragi-comédie mimée et dansée.

« Pan Twardowski » a été représenté à l'Opéra de Varsovie plus de cent cinquante fois en deux ans. On ne peut que souhaiter qu'un de nos théâtres s'empare de cette œuvre, dont le succès devant un public français est certain. Ce qui plaît tant à Varsovie ne saurait déplaire à Paris, car de tout temps, dans le domaine du sentiment, Français et Polonais se sont ressemblés comme de bons cousins.

La deuxième pièce capitale de Rozycki est son « *Casanova* », opéra-comique en trois actes, avec prologue et épilogue. L'imagination musicale du maître polonais a eu ici le champ plus libre encore. On sait qu'il n'existe peut-être rien de plus divertissant ni de plus savoureux dans toutes les littératures que les Mémoires de Jacques Casanova, seigneur de Seingalt. Cependant le compositeur ne pouvait mettre en musique les

innombrables épisodes qui remplissent les volumes des « *Mémoires* ». Il a fait un choix, qui est des plus heureux.

Le premier acte se passe sur les rives du Bosphore, c'est l'épisode avec le terrible Yousouf bey, aux yeux duquel Casanova se fait passer pour un ambassadeur vénitien afin de n'être point puni d'avoir contemplé les chairs roses du harem et même la nudité nacrée de la fille beylicale. Mais Casanova, invité à l'épouser, ne pousse pas plus loin l'aventure et s'enfuit à Venise avec une autre.

Le deuxième acte nous transporte en plein carnaval de Venise. Casanova retrouve Caton, son premier amour. Il enlève la charmante créature au nez du préfet, son amoureux officiel, qui de désespoir s'arrache la perruque.

Au troisième acte nous sommes au palais de Lazienki, puis de Varsovie, à la Cour de Philippe-Auguste. La belle cantatrice Caton y donne un concert. Un terrible conflit de jalousie éclate entre le comte polonais Branicki et le seigneur italien. Duel. Branicki est grièvement blessé par Casanova, mais il procure généreusement à son adversaire les moyens de fuir.

Dans l'épilogue, Casanova vieilli et attristé évoque les folies de sa jeunesse, et la pensée de Caton, la seule que véritablement il aima, son cœur se brise... et la femme de chambre du château ne retrouve plus que les « *Mémoires* », devant un cadavre.

Dans cette œuvre où règnent tour à tour l'épée et la volupté, Rozycky a été amené à mettre surtout en valeur sa puissance d'évocation pittoresque. La scène du harem respire la beauté quiète et parfumée, dont Ingres donne en son bain turc un parfait modèle. Le carnaval scintille de sonorités vivaces, fuyantes qui sont comme les mille facettes d'un lustre vénitien. La mélodie se fait grave et saccadée dans la dispute tragique au palais de Lazienki. Mais surtout l'opéra tout entier est baigné de cette atmosphère de tendresse discrète et de passion contenue, où excellèrent quelques maîtres polonais, et, qui est un des symptômes certains du chef-d'œuvre.

Lucien Bourguès.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

LA RENTRÉE DES CHAMBRES

Les Chambres sont rentrées. Dans quel état d'esprit?

Si l'on en juge par le Congrès radical, M. Poincaré n'a pas grande opposition à craindre. C'est que les députés viennent de passer un long trimestre dans leurs départements, face à face avec sa popularité! Peut-être lui seront-ils infidèles, comme à celle de M. Clémenceau le lendemain des élections. Mais la veille, c'est bien imprudent!

Le grand élan excommunicateur qui avait un instant soulevé le comité exécutif au point de lui faire exclure du parti un huitième de ses élus à la Chambre s'est calmé au grand air des vacances.

C'est heureux, d'abord parce que les excommunications, religieuses ou politiques, ne valent que contre ceux qui les prononcent, ensuite parce que la logique de l'anathème eût contraint la minorité radicale de la Chambre à décréter d'hérésie la majorité radicale du Sénat dont le chef demanda l'affichage du discours Poincaré sur la Ruhr, enfin parce que nul n'a intérêt aux maladresses du radicalisme.

Cette dernière raison est assez difficile à faire entendre aux modérés. « Le radicalisme, voilà l'ennemi », diraient-ils volontiers sans s'apercevoir que ce cri prépare le communisme.

Le pays n'est nullement réactionnaire. Il est conservateur de la propriété individuelle, et de tout ce qui la garantit. Dans les villages, vous ne verrez guère que les très jeunes gens se tourner vers le communisme; cela signifie qu'ils ne sont pas encore propriétaires. Quand leur tour sera venu d'hériter, ils seront partisans de l'héritage, et ne souhaiteront guère que les impôts le leur diminuent.

N'imaginez pas cependant qu'on puisse immobiliser la République. Il y a du mouvement dans l'esprit français ou plutôt l'esprit français est mouvement. La force du radicalisme fût de combiner le besoin intellectuel de la nouveauté avec le sens de l'intérêt bien entendu et, en cherchant la réforme, de redouter l'aventure. Le parti radical, parti des petits propriétaires et de ceux qui rêvent de l'être, est le bénéficiaire de la politique

sociale de la Révolution française et l'héritier de son esprit.

Non pas que son programme soit très défini. On est radical par tempérament plutôt que par doctrine, on aime le changement sans le trouble : on suit la mode des idées, aussi imprévue que les autres; tout ce qu'on lui demande est d'éviter les contradictions.

Sans doute plus d'un lecteur ne sera-t-il pas de mon avis, mais je confesse librement qu'une telle disposition d'esprit me semble excellente. La société évolue sans cesse, et de plus en plus vite depuis que les chemins de fer, le télégraphe, le téléphone, la presse ont fait communiquer les esprits et propagé d'un bout de la terre à l'autre les courants de la pensée. Etre prêt à accepter la transformation dont le besoin apparaît, à l'aménager, à l'adapter, croire que la politique, c'est l'histoire en marche, chercher le sens de l'évolution plutôt que sa limite, penser avec Leibnitz que « les doctrines sont vraies dans ce qu'elles affirment et fausses dans ce qu'elles nient », être, pour le profit constant de l'avenir, c'est appliquer toutes les vertus modernes de l'esprit critique au service de la religion nationale.

Si je risquais un regret, ce ne serait pas de voir le radicalisme appliquer cette méthode, mais de le voir y manquer : il n'a que trop de tendance aujourd'hui à s'enliser dans les mares stagnantes. C'est la rançon des partis qui occupent depuis longtemps les places : ils n'ont plus de plaisir à bouger.

Par exemple, représenter l'esprit laïque est fort bien. Nos plus grands politiques de l'ancien régime eux-mêmes furent laïques, c'est-à-dire attentifs à la suprématie du pouvoir civil, ennemis de toute emprise sacerdotale sur l'Etat, trop fiers des libertés nationales pour en rien abandonner aux Pontifes. Cléricalisme et militarisme sont sous tous les régimes phénomènes du déclin. Leur triomphe marque l'heure où les dirigeants s'abandonnent.

Encore faut-il définir ces mots en *isme* qui finissent trop bien les phrases pour qu'on ne soit pas tenté de les prononcer à tout bout de champ, au hasard, pour le rythme. Prétention de l'armée ou du clergé à se soumettre la société, résignation des pouvoirs publics à cet empire, gouvernement des généraux ou des prêtres : voilà le cléricalisme et le militarisme. Le bienfait de la séparation de l'Eglise et de l'Etat fût d'élever entre les deux domaines le mur mitoyen qui limite les droits et les vues, assure à chacun sa part et rien que sa part. Aussi dès la loi votée, M. Briand prononçait-il avec un grand sens politique le mot d'apaisement. Plus de raison de lutte du moment que l'Eglise cessait d'être un Etat dans l'Etat. « Jamais la liberté de penser ne troublera la liberté de croire », avait dit Waldeck-Rousseau.

M. Poincaré nous le signifiait l'autre jour à Tulle : la politique religieuse du gouvernement est celle de Waldeck-Rousseau. Seulement la Papauté l'accepte, la plus grande partie du clergé français l'accepte : la guerre aux cultes a perdu son sens. Les radicaux qui s'y obstinent sont en retard. Leur passion anticléricale prend l'apparence d'un entêtement dogmatique. L'électeur ne la partage plus. Le curé, devenu souvent le plus pauvre citoyen de la commune, n'excite plus l'envie. La puissance, l'argent vont ailleurs, ailleurs les haines.

Par l'enseignement seulement, la congrégation pourrait peu à peu reconquérir l'Etat. M. Malvy laissa, paraît-il, en suspens maint décret d'expulsion. A la gauche démocratique du Sénat, on dénonça le printemps dernier le retour clandestin des congrégations enseignantes. Plusieurs sénateurs furent chargés d'une enquête dont ils n'ont pas encore apporté les résultats. Attendons. Le pays veut la paix partout : paix extérieure et intérieure, religieuse et civique. Mais la paix se fonde au dehors sur le respect des traités, au dedans sur le respect des lois.

Quoi qu'il en soit, réduire son activité politique à la défense de la laïcité et de la République, ce serait un peu comme si l'on réduisait l'activité nationale à l'entretien des gendarmes et des douaniers.

En s'enfermant dans ces tâches devenues après cinquante-trois ans de République et près de vingt ans de séparation entre l'Eglise et l'Etat un peu étroites, pour ne pas dire un peu vaines, le parti radical limiterait sa force d'expansion et se vieillirait prématurément à la manière des hommes dont avant l'âge une carrière trop monotone alourdit les gestes et endort les propos.

Certes, de l'extrême droite à l'extrême gauche, il ne manquerait pas de gens pour s'en réjouir; ainsi de l'autre côté de la Manche, conservateurs et labouristes chantent en chœur le déclin du libéralisme.

Cette joie aurait tort. S'il n'y avait plus rien entre le Bloc national et le Communisme, où serait le gain pour la raison?

M. Poincaré n'en verrait évidemment aucun.

Il n'y a pas plus d'attaques contre le radicalisme dans son prudent discours de Tulle qu'il n'y a d'attaques contre le poincarisme dans les prudentes conclusions du Congrès Radical. Les journaux radicaux ont généralement loué la réserve témoignée en Corrèze par M. le Président du Conseil.

Nous revenons, semble-t-il, à la méthode des politesses mutuelles, des signes d'intelligence, des égards réciproques. Il est peu probable que le chef du Gouvernement change de tactique lors du banquet républicain du Commerce et de l'Industrie où il sera reçu par M. Chaumet dont on se rappelle le discours d'été, au carrefour des partis républicains.

S'il y a en effet, à droite et à gauche, des politiques qui voudraient rejeter M. Poincaré de l'autre côté, il en est d'autres, à droite et à gauche, qui cherchent à le tirer de leur côté. Ils sont les plus nombreux; la confusion des programmes et des listes sert leur tactique.

— Comment voulez-vous que je m'y reconnaisse, me disait récemment dans le train un sénateur du Sud-Ouest. Quand je me suis présenté à la députation avant la guerre, j'avais deux adversaires : l'un à droite, l'autre à gauche. Aux prochaines élections, ils vont se représenter l'un contre l'autre. Mais celui qui était à droite est à gauche, et celui qui était à gauche est à droite. Souffrez que je ne me passionne pas pour cette élection.

Dans ce désordre, M. Poincaré demeure le seul point fixe. Quoi d'étonnant si chacun cherche à s'y appuyer?

Surgira-t-il, d'ici les élections, d'autres forces solides, capables d'aimanter les esprits? Il faudrait pour cela qu'on accordât moins d'importance à la tactique, et davantage aux programmes. Hélas! Il n'y a jamais eu moins d'idées dans la politique. Elles courent les livres, les revues, et même les rues.

Mais dès qu'on les signale aux assemblées et aux partis, elles y font scandale. Rappelez-vous le discours d'Evreux. Il était singulièrement courageux, et de nature à secouer rudement l'indifférence. Un Président de la République qui demande la révision de la Constitution, cela compte. Le parti radical d'autrefois qui dénonçait sans cesse la constitution hybride votée par une Assemblée monarchique se fût jeté sur l'aubaine.

Peu lui eût importé que les arrières-pensées du chef de l'Etat ne fussent pas favorables aux tendances du radicalisme. Il se fût annexé ce révisionniste de marque pour établir la nécessité d'une réforme; il eût pris texte de son discours contre une Constitution dont le principal bénéficiaire lui-même ne veut plus. Au lieu de cela, tir de barrage, défensive, défensive et encore défensive : ne changeons rien, ne dérangeons personne. Notez que cette attitude serait fort naturelle si le parti radical soutenait comme M. Poincaré que la politique extérieure domine la politique intérieure au point de tenir les esprits tendus vers les événements du dehors, résignés au sacrifice des opinions dans l'intérêt supérieur de la discipline nationale. Ce n'est pas le cas. A tort ou à raison, la gauche a dénoncé l'union sacrée, réclamé le retour aux luttes d'idées.

Il en est vrai que les idées n'émergent pas dans une lumière très vive. Que voulez-vous. C'est l'hiver. La nuit tombe de bonne heure.

Cependant le peuple français ne fait pas longtemps halte. Il s'ennuie à l'étape. Il a le temps d'apercevoir les défauts du régime que lui signalent les gouvernements eux-mêmes dans des circulaires vaines, dans des projets de réforme administrative et judiciaire que les successifs ministres de l'intérieur et de la justice adressent à des commissions parlementaires oublieuses ou sceptiques; il écoute le Président du Conseil demander à Tulle la réforme des mœurs parlementaires, le Président de la République, gardien en titre de la Constitution, appeler à Evreux la révision. Il s'étonne que les maîtres du pouvoir ne portent pas remède aux maux qu'ils signalent et, comme s'ils étaient de l'opposition, souhaitent des réformes au lieu de les faire.

Sortira-t-il de toutes ces aspirations sans résultat un néo-radicalisme rendant à la République une jeunesse nouvelle dans laquelle elle puiserait la force d'entreprendre, la passion de réformer, la joie d'aboutir?

Sans doute ce ne sera pas pour ce mois-ci.

Mais nous ne pourrons cependant pas supporter indéfiniment une administration qui n'administre pas, un Parlement qui ne contrôle pas, parce qu'il ne sait pas, et un pouvoir exécutif qui n'exécute pas.

Henry de Jouvenel
Sénateur

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LES CHANCES DE LA RÉPUBLIQUE RHÉNANE

Le 7 avril de cette année, à propos de la tentative d'assassinat dont M. Smeets, leader séparatiste rhénan venait d'être la victime, j'écrivais ici-même :

« Au fond, tout ce problème rhénan est accroché à une question de fait : les Rhénans désirent-ils, oui ou non, rester liés à la Prusse? Sont-ils satisfaits de cette Constitution de Weimar qui renforce singulièrement l'unité allemande? Souhaiteraient-ils l'indépendance ou l'autonomie? »

Et j'ajoutais :

« Rien n'est plus difficile que de déterminer les aspirations d'un peuple, que de jauger l'opinion. Les peuples savent parfois ce qu'ils ne veulent pas, mais ils ne savent presque jamais ce qu'ils veulent. »

Aujourd'hui, il semble que les Rhénans sachent à peu près ce qu'ils veulent; ils savent, dans tous les cas qu'ils ne veulent pas rester Prussiens, ni être mêlés à une débâcle qui se terminera probablement par la guerre civile. Ils ont manifesté cette opinion avec une clarté très suffisante, sauf pour ces hommes d'Etat anglais qui tiennent absolument à se mettre un bandeau sur les yeux. L'histoire des débuts du mouvement, à Aix-la-Chapelle, demeure assez obscure. Certes, les séparatistes avaient trouvé en Belgique — on sait qu'Aix-la-Chapelle est dans la zone belge d'occupation — certains appuis dans l'opinion, et si le Gouvernement, représenté par M. le baron Rollin-Jacquemyns, Haut-Commissaire, n'avait rien fait pour les encourager, il était du moins resté strictement neutre. Mais ce n'avait jamais été à Aix-la-Chapelle que le mouvement avait eu son centre, et les hommes qui s'étaient trouvés tout à coup à sa tête, et qui avaient proclamé la République rhénane, MM. Deckers et Matthes, étaient complètement inconnus la veille. Dès lors, pourquoi le mouvement partait-il d'Aix-la-Chapelle? Erreur d'aiguillage de la part des conspirateurs, manœuvres d'agents provocateurs, désir des séparatistes de couper l'herbe sous le pied à certains autonomistes encouragés par Berlin? On ne sait. Toujours est-il que la Révolution est manifestement partie trop tôt. De là le flottement, l'incohérence qui s'est manifestée. Mais le caractère sporadique que le mouvement séparatiste a revêtu, ce manque de coordination et de concert, montre ce qu'il a de sincère, de profond, de vraiment populaire. Si, comme on le dit à Berlin et hélas! à Londres, toute l'affaire avait été montée dans les bureaux du Quai d'Orsay et subventionnée par les fonds secrets, on pourrait nous accorder que la conspiration eût été mieux machinée. Quand de Mayence à Aix-la-Chapelle, on voit partout dans les grandes et les petites villes des émeutes éclater l'une après l'autre, quand on constate que, sauf dans la zone anglaise, il n'est pas un district des provinces rhénanes où l'on n'ait pas arboré le drapeau républicain, et où des bandes de citoyens armés de bâtons et de revolver, ne soient pas entrées en collision avec la police du Reich, on est bien forcé d'admettre que le peuple rhénan manifeste sa volonté.

Il ne s'agit que d'une minorité, dit-on? Minorité assez importante tout de même pour animer, secouer, éclairer une masse inerte qui ne demande qu'à se laisser conduire. La meilleure manière qu'on ait trouvé jusqu'ici de manifester son opinion, c'est de risquer sa vie pour elle. Les Rhénans qui ont pris d'assaut l'hôtel de ville d'Aix-la-Chapelle, ceux qui se sont emparés du pouvoir municipal à Mayence et à Coblence croient certainement que la République du Rhin mérite d'être fondée. Quoi qu'on en pense à Londres on ne se fait pas tuer pour faire plaisir au Comité de la rive gauche du Rhin.

Ainsi se vérifie la légitimité de cette politique du général Mangin qui indisposa si fort le président Wilson. Les Rhénans sont des Allemands, c'est se leurrer que de croire que dans les vagues souvenirs qu'ils peuvent avoir gardé de l'époque napoléonienne il y ait les éléments d'une sympathie française, mais devant le spectacle du désarroi dans lequel se débat le Reich, devant la perspective d'une guerre civile qui pourrait jeter l'Allemagne dans un chaos analogue au chaos russe, ils songent à se tirer d'affaire comme ils peuvent et sentent se réveiller les sentiments anti-prussiens que la prospérité impériale avait refoulés. Voilà ce qu'il y a à l'origine d'un mouvement séparatiste dont on ne peut plus contester l'importance et l'ampleur. Quelle chance a-t-il d'aboutir, quels avantages offre-t-il pour la France et pour la paix de l'Europe? C'est ce qu'il convient de se demander.

*
* *

Et d'abord les Rhénans ont-ils le droit de se séparer du Reich? Il faut examiner la question, car aujourd'hui les intérêts même les plus sordides ont toujours besoin de prendre le mas-

que du droit; c'est une des grandes conquêtes de la civilisation. Le traité de Versailles et la charte de la Société des Nations ont proclamé solennellement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais on a négligé de définir ce que c'est qu'un peuple. Existe-t-il un peuple rhénan distinct du peuple allemand? « Jamais de la vie! répondent les gens de Berlin à qui les Anglais, et les Américains, fort ignorants de l'histoire, font écho ». Mais voilà que les Rhénans protestent, puisqu'ils risquent de se faire tuer pour bien montrer qu'ils sont un peuple. Ne font-ils donc pas partie de la nation allemande? Assurément. Mais en étudiant le problème d'un peu près, on s'aperçoit que les Allemands n'ont pas de la nationalité la même conception que nous. La notion de l'Etat-nation, telle que nous la concevons, n'est pas assez ancienne chez eux pour avoir pénétré profondément les âmes. Ils vous diront fort bien qu'ils appartiennent à la race allemande, à la culture allemande, mais non à l'Etat allemand. Sous prétexte que nous, et les Anglais, nous avons, de la nationalité, une idée plus simple, allons-nous la leur imposer, et leur dénier ce droit de disposer d'eux-mêmes, que nous avons reconnu aux Lithuaniens, aux Lettons, aux Ukrainiens?

En réalité, ici, la question de droit se confond avec la question de fait. Si la République rhénane arrive à se créer, c'est-à-dire si la minorité séparatiste l'emporte sur la minorité qui défend les intérêts du Reich en ralliant à sa cause une majorité inerte qui ne demande qu'à suivre le plus fort, les Rhénans formeront une nation au sens entendu par le Droit international. Une fois de plus en politique, le droit sera la sanction du succès. Les autorités occupantes n'ont donc, en toute justice, qu'à s'en tenir à une stricte neutralité...

Fort bien, mais c'est là une attitude très incommode, en des temps comme ceux-ci et qui présente un certain aspect, assez déplaisant d'hypocrisie. *Summum jus, summa injuria*, à force de scrupules juridiques, nous finirions par assumer aux yeux des populations un rôle qui leur paraîtra singulièrement perfide. Si nous croyons la fondation de la République rhénane utile à la France et à la paix de l'Europe, il faut l'encourager et la soutenir. Sinon, il fallait la décourager dès le premier moment. Mais voilà : il paraît qu'il est impossible aux gouvernements d'opinion d'éviter d'avoir plusieurs politiques contradictoires...

⁂

Mais avons-nous intérêt à la constitution d'une République rhénane?

Le gouvernement anglais a fait tenir à la Belgique et à la France une note dans laquelle il entreprend de leur démontrer que la désagrégation du Reich, dont la reconnaissance d'une République rhénane donnerait le signal, serait un véritable désastre. Ce serait la « balkanisation » de l'Europe, dit-on, et, dans tous les cas, pour nous, France et Belgique, la renonciation définitive à toute espèce de réparations.

L'argument semble avoir porté sur le gouvernement belge, pour qui les réparations sont d'un intérêt capital, et qui paraît croire, à tort, que le statut politique définitif de l'Europe, est pour lui, d'un intérêt secondaire.

Il est incontestable, d'ailleurs, que cet argument mérite considération. Si l'Allemagne se désagrège, si, d'ici à quelques années, il ne reste de l'ancien Empire bismarckien qu'une poussière de petits Etats, les uns farouchement réactionnaires, les autres, plus ou moins communistes, mais tous également pauvres, impuissants et jaloux, on se trouvera devant le problème insoluble de la répartition de la dette et devant l'impossibilité de la recouvrer. « L'Allemagne, disent les partisans de la thèse anglaise, quels qu'aient été ses fautes ou ses crimes, est un facteur indispensable de la civilisation et de l'équilibre européen. Si l'Allemagne était pour longtemps livrée au chaos comme la Russie, toute l'Europe serait empoisonnée par ce gigantesque abcès, et la France, pour l'illusoire satisfaction d'exercer sur le continent une hégémonie d'ailleurs ruineuse aurait créé à ses portes le plus dangereux foyer de révolution. Pour sauver l'Europe, il faut donc sauver le Reich. »

Pour peu réjouissante qu'elle soit, cette perspective n'est pas absurde. Mais est-il possible, a-t-il jamais été possible de venir sérieusement au secours du Reich? Les avances que la France lui a faites n'ont-elles pas montré qu'en dépit des reproches qu'on lui adresse, elle ne désirait nullement la ruine de l'Allemagne, mais poursuivait seulement les réparations, qui lui avaient été solennellement consenties? Tout encouragement donné au Reich n'a-t-il pas été interprété aussitôt comme un signe de faiblesse, comme une prime donnée à cet esprit de revanche dont nous sommes bien en droit de chercher à nous garantir? Et, dans sa haine aveugle, n'est-ce pas l'Allemagne elle-même qui a creusé son tom-

beau, avec l'espoir de nous y entraîner tous? Une caricature du *Simplicissimus* montrait dernièrement le « Michel allemand » sortant du sépulcre, et y entraînant de sa main impérieuse et amaigrie la France et l'Angleterre. Voilà quel est l'esprit catastrophique de l'Allemagne. Dans le même temps que ce gouvernement frappé de folie se lamente parce que nous lui refusons notre aide, il fait tout ce qu'il peut pour qu'il nous soit impossible de la lui donner.

Nous ne serons jamais payés, disent les Anglais si nous ne sauvons pas l'unité allemande. Le serons-nous davantage, si nous la sauvons? La preuve de la mauvaise volonté de cet Etat unitaire que nous avons contribué à fonder n'est-elle pas faite? Ne voyons-nous pas clairement que s'il redevenait fort, puissant et riche, le premier usage qu'il ferait de sa force, de sa puissance et de sa richesse serait de se dérober à des obligations contre lesquelles il a toujours protesté?

Au fond, nous nous sommes toujours trouvés devant ce dilemme : ou bien nous aiderons notre créancier à se relever, et il ne nous payera pas, parce qu'il sera assez fort pour refuser de s'exécuter, ou bien nous assisterons, indifférents, à sa ruine, et il ne nous payera pas, parce qu'il n'en aura pas le moyen. Depuis quatre ans, nous essayons de sortir du cercle, soit en persuadant l'Allemagne, soit en la menaçant. Vainement. Nous nous heurtons toujours à la même mauvaise volonté, au même chantage. On nous dit aujourd'hui : « La vraie politique à suivre à l'égard de l'Allemagne, c'eût été la politique de la générosité. » Nous en a-t-elle donné le moyen? Tous les chanceliers qui se sont succédés, socialistes, centristes, populistes, n'ont-ils pas montré la même mauvaise foi, le même sentiment de haine irréconciliable? Dès lors, n'est-il pas naturel que la question des réparations passe au second plan, et cède la place à la question de sécurité? Une Allemagne unifiée, un Reich fortifié, ne nous paiera pas, mais ne cessera d'être un danger. Une Allemagne unifiée ne nous paiera pas non plus; elle cherchera toujours à refaire son unité. La puissance et la splendeur de l'Empire prendront aux yeux des Allemands de l'avenir l'aspect d'une légende animatrice. D'accord, mais nous aurons assuré pour cinquante ans, pour cent ans peut-être la sécurité de nos frontières.

Et puis, les fondateurs de la République rhénane ne nous promettent-ils pas de reconnaître leur part des réparations? Nous serons toujours en mesure de leur rappeler leurs promesses : ils ont besoin de nous. Et si derrière la Rhénanie, préservée de l'incendie, on voit l'Allemagne disloquée en proie à la guerre civile, aux troubles, à la misère, ce sera grand'pitié — car il est toujours lamentable de voir un peuple manquer à sa destinée — mais qu'y pourrions-nous? La situation sans issue dans laquelle se débat le pauvre M. Stresemann est le résultat des manœuvres dilatoires de M. Wirth, et de la folle politique d'inflation et de résistance de M. Cuno. C'est l'Allemagne elle-même qui a voulu sa ruine et sa dissolution. Si grâce à nous, la Rhénanie échappait au naufrage, nous aurions contribué à sauver quelque chose de l'esprit allemand, ce qu'il y a de meilleur, de vraiment « européen » dans l'esprit allemand.

L. Dumont-Wilden.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

JOUBERT ET SON TEMPS(1)

Au temps déjà lointain où l'un des ministres les plus vraiment lettrés de la République, A. Bardoux, évoquait la destinée tragique de Pauline de Beaumont, nul ne s'étonnait qu'il montrât une connaissance délicatement nuancée d'une époque et de mœurs disparues. Bardoux avait vécu et partagé les enthousiasmes républicains de la période impériale; il avait été des amis et des collaborateurs de Gambetta. A mesure qu'il s'éloignait des années actives de sa carrière militante, ses goûts d'historien l'inclinaient à méditer les événements du début du XIXe siècle; l'histoire est peut-être la consolation des hommes politiques sur le retour. Il apparaissait toutefois qu'une sorte de nostalgie guidait A. Bardoux dans ses recherches. Le XVIIIe siècle finissant l'attirait; il se plaisait à en découvrir les survivances, à illustrer le suprême rayonnement d'un esprit défunt parmi les hommes qu'il avait connus. Son enfance lui rappelait une province encore très proche des anciennes mœurs; Bardoux collégien, étudiant, avait approché à Clermont-Ferrand une société lettrée où latinistes et hellénistes n'étaient

(1) André Beaunier. *Le roman d'une amitié. Joseph Joubert et Pauline de Beaumont* (1 vol. Perrin).

point d'Université, où la courtoisie, les belles manières et la forte culture de nos ancêtres triomphaient discrètement, où les vertus, les idées et quelques-uns des préjugés du XVIIIe siècle étaient encore d'usage courant. L'histoire de ces ultimes foyers de notre civilisation provinciale n'est pas écrite; on en fera quelque jour de bien charmantes peintures. Or, c'est de là que A. Bardoux avait tiré la plus claire substance de sa pensée et de son talent; il y revenait, vieillissant, y éprouvait ses affinités profondes. Ainsi se prolongent bien au-delà de leur épanouissement apparent et de leur déclin certain les traditions françaises. L'historien A. Bardoux semblait un survivant de générations mortes quelque cinquante ans plus tôt. Tous ceux qui se souviennent de sa conversation peuvent en témoigner; son esprit, sa courtoise sympathie, ses façons de sentir et de s'exprimer nous restituaient, en chair et en os, l'image d'un grand bourgeois de la fin de l'ancien régime.

Rendre hommage à cette mémoire, ce n'est diminuer en rien le mérite de M. André Beaunier qui approfondit, à l'aide de documents nouveaux, les études esquissées par A. Bardoux. André Beaunier n'a pas, comme son prédécesseur, recueilli les derniers vestiges d'une tradition orale; mais ses talents d'historien et de psychologue, sa méthode, une passion du XVIIIe siècle qui le rapproche curieusement de ses modèles, font ici merveille; André Beaunier s'est donné quelques-uns des traits de ses héros préférés; il n'imite pas leur style; il le retrouve parfois spontanément et jusqu'aux négligences élégantes; ces grâces piquantes, cette netteté dans l'expression des sentiments délicats, ces tours vifs d'une justesse si française, personne, de nos jours, n'en connaît aussi bien le secret que l'auteur de *Picrate et Siméon*. Ce normalien érudit ne nous rendrait pas mieux l'atmosphère des salons célèbres s'il avait fréquenté la société galante et spirituelle où brillèrent les Staël, les Coigny, les Beaumont, dans l'entourage des Chateaubriand, des Joubert et des Fontanès.

Sainte-Beuve, qui a tout dit, a formulé un thème dont les historiens de nos Lettres ne cesseront jamais de s'inspirer :

> Les critiques, et particulièrement les étrangers, qui, dans ces derniers temps, ont jugé avec le plus de sévérité nos deux siècles littéraires, se sont accordés à reconnaître que ce qui y dominait, ce qui s'y réfléchissait en mille façons, ce qui leur donnait le plus d'éclat et d'ornement, c'était l'esprit de conversation et de société, l'entente du monde et des hommes, l'intelligence vive et déliée des convenances et des ridicules, l'ingénieuse délicatesse des sentiments, la grâce, le piquant, la politesse achevée du langage. Et c'est bien là... le caractère distinctif, le trait marquant de la littérature française entre les autres littératures d'Europe. Cette gloire, dont on a presque fait un reproche à notre nation, est assez féconde et assez belle pour qui sait l'entendre et l'interpréter (1).

Méditez chacun de ces termes savamment complémentaires; ils résument en une brève et saisissante synthèse la quintessence d'une vaste bibliothèque historique et critique, qui n'a cessé de grandir depuis Sainte-Beuve, et s'accroît quotidiennement de nouvelles recherches, et semble destinée à s'accroître et à s'enrichir indéfiniment. Nous goûtons fort ces explorations qui nous procurent la joie de découvertes agréables en des régions connues. Les étrangers s'y empressent avec le même zèle qu'autrefois; la société française si policée d'avant la démocratie requiert éternellement leur amicale curiosité. Par exemple le vieux G. Brandès, dont l'amitié nous fut aux heures graves si décevante, ne se lasse pas d'interroger l'ancienne France; tout récemment il publiait, dans une Revue danoise (2) une étude sur Aimée de Coigny; et voici qu'il consacre un volume à la duchesse de Dino (3). Cette France du passé demeure plus forte que les haines et les préjugés; elle subjugue les jalousies si promptes à s'alarmer de nos succès récents; elle est un empire idéal où se réconcilient, par delà leurs passions présentes, les hommes d'esprit de toutes les nations. Nos pères plaident pour nous et gagnent encore la partie.

Et voilà bien l'actualité des travaux rétrospectifs où se plaît André Beaunier. Cet historien prolonge l'écho des voix les plus persuasives, des plus éloquentes, des plus habiles à nous concilier la faveur désintéressée des peuples étrangers.

Il s'y est repris à plusieurs fois; on n'a pas oublié ses portraits des plus célèbres amies de Chateaubriand. Présentement il élève à la mémoire de Joubert un ample monument. Un monument, je ne dis pas une monographie. L'histoire de Joubert est d'abord celle de ses amitiés; on ne le sépare pas d'un cercle d'amis et d'amies dont les destinées furent étroitement mêlées à la sienne; de proche en proche, c'est

(1) Portraits de femmes, Mme de Sévigné.

(2) Tilskueren.

(3) Hertuginden af Dino og Fyrsten af Talleyrand (Copenhague, 1903).

toute une époque qui se reflète au calme miroir de cette existence philosophique. André Beaunier ne se refuse point au jeu de poursuivre tant d'images, brillantes ou légères, accourues de tous les points de l'horizon pour faire cortège à l'auteur des *Pensées*. Marmontel, La harpe, Diderot et d'Alembert, puis Clausel, de Féletz, de Bonald, de Sèze, Fontanes, et Chateaubriand, Mmes de Chateaubriand, de la Briche, de Vintimille, de Lévis, de Staël, Pauline de Beaumont... cinquante ans de vie française, l'Encyclopédie, la Révolution, l'Empire et la Restauration, Paris et la province, les mœurs bourgeoises, l'aristocratie, les lettres et la politique, quelle riche galerie, que d'événements, de modes, d'enthousiasmes et de deuils!

Quiconque n'a point présente à l'esprit cette expérience si complexe, si diverse, ne comprend rien à l'art des deux volumes de sentences qui sont le testament littéraire, un peu oublié, un peu trop négligé, de Joubert. Telle est l'immense matière d'où l'analyste a su extraire ces gouttes du métal le plus fin et le plus résistant, en vérité précieux, encore qu'on y discerne çà et là les effets d'une chimie un peu subtile, un peu artificielle.

Après *La jeunesse de Joubert* (1), et *Joseph Joubert et la Révolution* (2) voici *Le roman d'une amitié : Joseph Joubert et Pauline de Beaumont*. Deux protagonistes; mais André Beaunier ne saurait renoncer à une méthode qui lui est imposée par son sujet; ceci n'est point un dialogue, mais une conversation, où il ne manque presque aucun des grands interlocuteurs du temps; André Beaunier n'écrit pas une monographie : le visage si sage et si modeste du méditatif Joubert apparaît encore au centre d'une sorte de fresque.

Ce « roman d'une amitié », André Beaunier pouvait l'écrire de bout en bout en le repensant, en le revivant, en disposant à son gré les lumières et les ombres, pour nous offrir un récit uni, composé selon les règles du récit historico-romanesque. N'est-il pas romancier aussi bien qu'historien? Il a préféré suivre l'ordre de ses documents adroitement classés et confrontés; les nombreuses correspondances qu'il a pu consulter l'ont tenu sous le charme; il entend que son lecteur en subisse à son tour l'ascendant; il cite sans se lasser, il cite par courts fragments, par phrases qui se répondent, s'appellent, en un vif échange de questions, de pensées et de réflexions de tout ordre. Il y a bien de la grâce dans l'attitude de cet historien qui s'efface et craint toujours de ne pas pousser assez avant au premier plan ses personnages. Et nous aimons qu'on laisse parler les documents. Pourtant l'auteur ne s'efface pas au point de se laisser oublier. J'y consens volontiers; j'encouragerais même André Beaunier à ne nous point céler son opinion, à nous la dire tout uniment, tout franchement. Dois-je croire que sa discrétion le lui interdit? Il biaise et prend mille précautions pour nous glisser à l'oreille un jugement. Attendez-le au détour d'une aventure d'amour, à tel trait mélancolique ou tragique dont il ne peut s'empêcher de relever l'accent de profonde sincérité humaine. Il tient en réserve de fines remarques, et tout à coup ne se tient plus de les formuler; il les formule en hâte, avec une ingéniosité réticente; et tous ces stratagèmes auxquels il a recours pour se faire entendre sans paraître un intrus retiennent un peu trop l'attention; certaines gens se font remarquer par le zèle même qu'ils mettent à ne point manifester une trop voyante originalité. Et puis l'esprit de pointe et une certaine préciosité fatiguent à la longue... Il y a là un péril qu'il faut bien signaler à André Beaunier. Du même coup on notera que tant de documents mis en pièces, présentés fragmentairement, juxtaposés à la façon d'une mosaïque ou d'un puzzle, déroutent parfois l'esprit le plus sensible aux mérites d'un travail aussi délicat. Le mouvement ne nous entraîne que jusqu'à un certain degré d'accélération : au delà, l'inertie nous ressaisit; nous avons tort, notre paresse d'esprit est seule coupable; hélas! l'écrivain triomphe dangereusement qui nous oblige d'en convenir.

J'ai l'air de faire une querelle à André Beaunier; certains reproches, confusément sentis, doivent à la consistance des mots une apparence d'excessive et injuste rigueur. Les taire serait peut-être témoigner une bien timide gratitude à un auteur capable de nous procurer un plaisir littéraire d'une rare qualité. Il reste qu'André Beaunier, critique, romancier, historien, a trouvé le loisir de composer, avec autant de goût que d'érudition, un tableau très vaste, infiniment séduisant, et que son Joubert demeurera l'une des œuvres importantes de l'historiographie contemporaine.

Lucien MAURY.

(1) Un vol., 1918 (Perrin).
(2) Un vol., 1919 (Perrin).

LE THÉATRE

LE CAS DE DEUX JEUNES AUTEURS DRAMATIQUES

J'avoue que, depuis que je m'applique à suivre le mouvement du théâtre avec des préoccupations d'ensemble, je n'ai jamais encore été pareillement troublé, et c'est pourquoi je demande la permission d'exposer simplement les faits, qui parleront d'eux-mêmes et suffiront sans doute à poser une question qui est peut-être celle dont dépend l'avenir de notre théâtre.

* * *

On sait que M. Nathanson n'a pas vingt-cinq ans et on se rappelle peut-être tout le bien qui fut dit ici de la pièce qu'il avait fait représenter à l'*Œuvre* avec le plus éclatant et le plus légitime succès.

L'Enfant truqué, en effet, reposait sur une donnée charmante et un acte au moins avait été supérieurement exécuté. C'était de la comédie psychologique et de la satire, de la vérité et de la fantaisie, de l'observation et de l'ingéniosité : il y avait déjà, à vrai dire, une part de métier un peu dangereuse, mais excusable chez un jeune écrivain extrêmement intelligent et très doué : les dons emportaient tout.

Dans la nouvelle pièce que vient de faire représenter M. Nathanson, c'est exactement le contraire : le métier l'emporte sur les dons.

Dans l'*Enfant truqué*, la donnée était originale, si originale même qu'elle n'était admissible qu'au titre de la fantaisie, mais d'une signification si juste et d'une réalisation si mesurée que la fantaisie, comme il arrive dans les grandes œuvres, rejoignait la vie. Un homme avait été malheureux avec les femmes et, en conséquence, était devenu misogyne. Par compensation, la nature lui avait donné un fils très beau et c'est par la beauté de cet enfant qu'il entreprenait de se venger, bien plus, de venger tout le genre masculin : il suffisait d'apprendre à ce garçon l'art de faire souffrir les femmes de la même manière qu'elles font souffrir les hommes. L'enfant apprenait docilement sa leçon et l'on assistait à une scène charmante et neuve de séduction apprise.

Dans les *Amants saugrenus*, il n'y a plus de sujet, plus de donnée particulière : c'est la généralité des classiques. Un homme et une femme sont amants et, par eux, nous voyons que l'amour se tue lui-même et que toute liaison est nécessairement saugrenue : soit. C'est là un lieu commun, c'est-à-dire une vérité fort approximative, et il n'est pas plus vrai que l'amour meurt par la possession qu'il n'est vrai qu'il se développe et se fortifie pour la même raison. Cela dépend des amours et des amoureux. Une pièce fondée sur un postulat de ce genre ne se peut donc justifier que par une étude minutieuse des caractères... On ne tolère, dans la psychologie sentimentale, où le vrai et le faux se confondent, que des personnages très déterminés trouvant en eux-mêmes la loi même de leur évolution. Nous ne trouvons rien de tel dans l'amant de M. Nathanson qui pèche surtout par défaut d'intelligence. On le voit, en effet, avec deux femmes, l'une qu'il quitte parce qu'il ne l'aime plus, et l'autre avec laquelle il se querelle parce qu'il l'aime. Dans l'un et l'autre cas, il ne s'exprime ni selon la vérité ni selon la fantaisie. A serrer de près ce personnage, on s'aperçoit même que l'auteur y a mêlé deux éléments contradictoires. Dans la scène du troisième acte où il explique à la femme qu'il vient de conquérir combien il est déçu de cette conquête, ce singulier amant allègue, en effet, deux motifs qui n'ont aucun rapport. Il se plaint que cette femme lui soit maintenant connue et ne lui réserve plus, par conséquent, d'imprévu : c'est la thèse même de la pièce que j'ai mise tout de suite en lumière : la possession tue l'amour. Mais, en même temps, avec une vanité un peu sotte, cet homme demande à cette femme : « Qu'est-ce que tu pourrais faire pour moi... Te tuerais-tu pour moi ? » N'est-ce point là toute autre chose et qu'il eût été très intéressant d'étudier comme un trait de l'homme d'aujourd'hui, ne cherchant dans les yeux de sa maîtresse que sa propre image. En tout cas, est-ce la possession qui tue l'amour ou bien la vanité et le narcissisme ? Il semble bien, ici, que le jeune écrivain ait passé à côté de la nouveauté pour s'attacher au lieu commun. On voit donc que le fonds même de l'ouvrage n'était peut-être pas suffisant pour compenser quelques-uns des défauts que M. Nathanson s'est complu à accuser lui-même dans la forme.

D'abord, le dialogue. Si rien n'est plus insupportable au théâtre que la tirade ni rien de plus artificiel que le couplet, il ne faudrait point croire que le contraire fût plus naturel. L'une des gloires de Georges de Porto-Riche aura été de porter à la scène le rythme même de la conversation avec cet étincelant jeu de répliques qui fit fortune. M. Nathanson, lui, a poussé la manière à outrance. Les acteurs, dans ce dialogue haché si menu, en sont réduits à « déblayer » leurs monosyllabes alternés comme de longs paquets... Certes, il y a dans ce jeu souvent de l'esprit, parfois de la poésie et toujours de l'intelligence, mais rien n'est moins conforme au mouvement naturel des sentiments et au ton habituel des conversations pathétiques. Ainsi, pourrait-on dire, chassez l'artificiel, il revient au galop.

Enfin, comme M. Nathanson est incontestablement un auteur dramatique de race authentique, il excelle dans l'art d'utiliser les accessoires et de faire pivoter une scène sur un détail matériel. Ainsi, au premier acte, l'amant embrasse pour la première fois la nouvelle femme dont il est amoureux : elle lui retire le rouge qu'il a gardé aux lèvres avec le mouchoir qu'il porte dans la poche de son smoking. Dans la scène suivante, alors qu'il consomme la rupture avec celle qu'il n'aime plus, celle-ci, au moment de pleurer, tire naturellement le susdit mouchoir et découvre ainsi la vérité : très ingénieux, assurément... Et il y a de cette ingéniosité-là tout le temps ; au troisième acte, un pyjama n'a pas un moindre rôle : n'est-ce pas inquiétant ?

* * *

M. Jacques Deval nous avait donné une pièce intitulée *Une faible femme* sur le mérite de laquelle je ne veux pas revenir, car personne de ceux qui l'ont vue ou lue n'ont pu en perdre le souvenir. Il y avait là le talent le plus fin, le plus délié, le plus ému et le plus spirituel qu'un jeune poète puisse apporter au théâtre.

Que retrouve-t-on de tant de richesses dans l'œuvre représentée à Marigny, *Beauté ?*

Sans doute on trouve encore une donnée charmante et bien consolatrice, à savoir que la beauté ne sert de rien à l'homme en amour ; des scènes de jolie comédie sentimentale ou sensuelle, à savoir celles où se révèlent, en face l'un de l'autre, les deux partenaires, l'homme laid que sa violence fait aimer et la jeune femme qui balance un moment, mais un moment seulement, entre la beauté d'un homme beau et la violence de l'homme laid et, partout répandue, une certaine grâce gaie qui rappelle que l'auteur possède tout à la fois la jeunesse et la poésie. Mais, en revanche, où est la belle unité harmonieuse, tout à la fois de ton et de composition, que nous avions précédemment admirée ?... Où est l'esprit élégant et discret, la tenue, cette subtile fierté qui classait si haut, comme une grande dame dans un salon, *Une faible femme* ?... M. Jacques Deval s'est laissé aller à des procédés et à des mots de vaudeville... Trop de fantoches et de plaisanteries... Trop de jeux de scène aussi, comme si l'auteur n'avait pas eu assez de confiance dans son sujet et dans sa pièce et qu'il eût essayé de nous donner le change, comme faisait Molière, par des « divertissements ». Seulement, là, les divertissements, tout aussi postiches que ceux du grand comique, veulent tricher en faisant croire qu'ils font partie de la composition dramatique. Bref, l'impression est d'autant plus trouble que les qualités essentielles de M. Jacques Deval, qui sont de premier ordre, font un contraste plus violent avec les défauts de l'exécution. Nous admirons trop ce qui lui est naturel pour ne pas souffrir de ce qui est factice.

* * *

Voilà donc, en vérité, qui mérite réflexion.

Isolé, en effet, le cas de M. Nathanson ou celui de M. Jacques Deval garderait un caractère individuel et nous révélerait seulement un flottement, trop naturel, dans l'évolution d'un jeune auteur dramatique aussi vite parvenu à la célébrité. Mais, rapprochées, ces deux mésaventures ne prennent-elles pas une signification tout autre, dépassant les écrivains eux-mêmes, pour atteindre et accuser les conditions mêmes de notre production dramatique ?

Je suis convaincu, personnellement, que des écrivains jeunes, qui ont eu du succès, ne s'appartiennent plus et que leur responsabilité se trouve entièrement effacée devant celle du public, des comédiens, des directeurs. Ce qui sépare respectivement les deux œuvres de Nathanson et de Jacques Deval, celle qu'ils avaient faite pour eux et celle qu'ils ont voulu faire pour nous, n'est-ce point, en vérité, cette préoccupation qui se respire dans nos milieux théâtraux comme l'odeur même des coulisses et des plateaux, à savoir : faire de l'argent ? Le public a les auteurs qu'il mérite. Cette observation n'a pas d'importance lorsqu'il s'agit d'écrivains arrivés chez qui le métier et l'habileté, la finesse et l'expérience techniques, que je me garde bien de mépriser puisque j'admire celle des ingénieurs, tiennent lieu du reste, et que nous sommes, au surplus, en dehors du domaine littéraire... Mais quand nous avons affaire à des jeunes gens, à des poètes, à de vrais psychologues, à un Nathanson ou à un Deval, n'est-ce pas mélancolique de penser que ceux-là aussi, on les asservit et les dévoie ?...

Au reste, parlons franc. Les deux pièces que je viens de citer n'ont pas « fait d'argent ». MM. Nathanson et Jacques Deval n'ont pas atteint ce public qu'ils voulaient suivre, — eux, les novateurs prédestinés, au lieu de le diriger, de s'imposer à lui... Par contre, ils ont inquiété les gens de goût, alarmé leurs vrais admirateurs et leurs amis sincères... Alors ?

Gaston RAGEOT.

VARIÉTÉS

LE TRAIN-EXPOSITION CANADIEN EN FRANCE

Les visiteurs de l'exposition canadienne aux Tuileries auront quelque peine à imaginer, en voyant dans ce baraquement les produits de la terre et de l'industrie du Canada, la curiosité, le mouvement, l'animation, voire le remue-ménage que le train-exposition a suscités dans toute la France.

Hors de Paris, en effet, ce n'était pas une exposition du même genre que toutes les autres : c'était une exposition ambulante, qui s'avançait, non point sur des wagons en suivant les voies ferrées, mais par la route, au moyen d'auto-camions, nouveauté sensationnelle et bien digne d'attirer les curieux des villes et des campagnes. Ils ne faisaient pas défaut : partout ils se pressaient aux fenêtres, sur le seuil des portes, sur les places, à l'entrée et à la sortie des bourgs, ravis de voir défiler ces trente remorques vertes à bande bleue qui roulaient d'une allure égale à la suite de leurs tracteurs ornés d'un fanion français et d'un fanion canadien, dans un ordre toujours le même et en gardant leurs distances, — convoi militaire chargé des œuvres de la paix. Parti du Hâvre le 17 juillet, ce convoi s'est promené chez nous sur un parcours de plus de 6.000 kilomètres, dont les points extrêmes ont été Lille, Strasbourg, Marseille, Bayonne et Rennes, avant d'arriver à Paris.

L'installation du train dans chacune des villes d'exposition était un petit événement. Les voitures se rangeaient sur une des plus belles places de la ville — la place Kléber à Strasbourg, la place Bellecour à Lyon, le parc Borély à Marseille, les Quinconces à Bordeaux —, et l'on formait aussitôt le parc; puis les employés de service ouvraient un des panneaux de chaque roulotte et débarrassaient les objets exposés de la poussière de la route. Il n'y avait plus alors qu'à laisser venir le public. Le public s'empressait, et l'on peut évaluer à plusieurs millions les personnes qui ont passé, dans les trente villes d'exposition (1), devant les voitures canadiennes, — admirant surtout les minerais, les fourrures et les pirogues —, et qui ont regardé, le soir, les projections cinématographiques relatives au Canada.

Pourquoi trente villes, et pas davantage? Certes, le Comité français du train-exposition, magistralement présidé par M. Dal Piaz, aurait été heureux de donner cette satisfaction à un nombre encore plus grand de nos cités. Mais le voyage du train, commencé le 17 juillet, ne s'est terminé que le 7 octobre, et il était difficile de retenir plus longtemps encore les membres de la Mission loin de leurs occupations habituelles. C'est pourquoi le train a passé sans s'arrêter, ou s'est arrêté sans ouvrir ses voitures, dans quelques villes importantes. Certaines d'entre elles ont supporté avec peine cette abstention — que les organisateurs du convoi regrettaient plus que personne — et l'ont laissé voir; d'autres, au contraire, faisant à mauvaise fortune bon visage, ont reçu les membres de la Mission, lorsqu'ils faisaient étape dans leurs murs, avec une courtoisie et une cordialité tout à fait charmantes. Ces réceptions et les discours ne se ressentaient nullement de la déception que l'on pouvait saisir seulement dans les conversations particulières ou dans les réflexions des passants : il était évident que tous, — autorités administratives, politiques, religieuses, militaires, notabilités industrielles et commerciales, bourgeois et artisans — désiraient accueillir avec honneur et amitié leurs frères de race et leurs frères d'armes du Canada. Aucun des membres de la Mission n'oubliera la réception qui nous a été faite, par exemple, à l'évêché de Verdun, dans la cathédrale de Chambéry, à l'hôtel-de-ville de Valence, sur le rocher des Doms en Avignon ou à l'hôtel de Superbagnères. Dans ces manifestations si généreuses, l'âme de notre « gentil » peuple se montrait toute.

Il y eut, naturellement, de nombreux banquets offerts aux Canadiens par les Municipalités, les Conseils généraux, les Chambres de commerce ou les Syndicats d'initiative. Il y en aurait eu plus encore, m'a-t-on dit, si une note de notre gouvernement, adressée aux diverses villes du parcours quelques jours après la mise en marche de la Mission, n'avait prié les autorités locales de ne pas faire périr les Canadiens à force de bonne chère et de vins délicieux. Si l'éloquence continue ennuie, le banquet perpétuel exténue. Dans quel état serions-nous aujourd'hui si nous avions été traités jusqu'au bout comme dans l'hospitalière Nancy où, sur trois repas, nous eûmes trois banquets! Et quels festins! Il aurait fallu être un Epictète doublé d'un Pascal pour résister à leur séduction!... Songez aussi que nous avons traversé la Champagne, la Bourgogne, le Bordelais et l'Anjou, et que, dans ces provinces viticoles, les propriétaires des vignobles se sont empressés à nous faire faire une étude comparative des grands crus et des meilleures années. (Un seul de ces crus, un des plus célèbres de la Bourgogne, ne nous est apparu que sous la forme d'une visite « sèche ». Je ne le nommerai pas ici, mais j'ai raconté cette visite à tous les viticulteurs que j'ai rencontrés ensuite, et ils en ont été fort scandalisés.) Bref, la propagande destinée à faire que toutes les provinces du Canada deviennent « humides » — comme l'est actuellement celle de Québec — a été conduite suivant l'excellente maxime : *res, non verba.*

Les banquets engendrent les toasts. Le nombre des discours que nous avons entendus au dessert est à peine concevable, et c'est ainsi que le superbe banquet de la mairie de Bordeaux dura jusqu'à près de cinq heures du soir. Il va sans dire que, partout, les mêmes idées, les mêmes sentiments étaient exprimés par les divers orateurs français, et dans des termes assez semblables; mais, comme c'étaient des compliments et des paroles amicales, les Canadiens supportèrent ces redites allègrement. Leur chef, le sénateur Beaubien, avait dans ces réceptions un rôle particulièrement difficile, car, si les orateurs français se relayaient de ville en ville, le principal orateur canadien ne changeait pas. Il fut admirablement à la hauteur de sa tâche.

Le fond de ses discours était, forcément, toujours le même, mais il eut le talent d'en varier constamment la forme. C'était un art remarquable d'emprunter à l'histoire ou à l'aspect de la ville, à la décoration de la salle, à la date de la cérémonie, quelque trait, quelque anecdote qui touchait les auditeurs et leur faisait dire : « Comme ce Canadien est au courant des choses de chez nous! » Il commençait son discours d'une voix

(1) Le Hâvre, Rouen, Amiens, Lille, Reims, Metz, Nancy, Strasbourg, Mulhouse, Dijon, Vichy, Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Lyon, Aix-les-Bains, Grenoble, Marseille, Nîmes, Montpellier, Toulouse, Bayonne, Bordeaux, Angoulême, Limoges, Orléans, Tours, Angers, Nantes, Rennes et Le Mans.

lente et basse qui forçait le silence et l'attention, puis il allait *rinforzando* jusqu'à donner toutes les réserves d'un timbre métallique et sonore; il prenait à partie les Français qui ignorent ou négligent les immenses ressources du Canada; il leur jetait des statistiques à la tête; il les priait, les adjurait, les sommait de nouer des relations commerciales avec son pays; il les forçait à la réflexion et bien souvent à l'émotion. Il arrachait des larmes aux auditeurs les plus habitués aux prestiges de l'éloquence. On dit même qu'il a fait pleurer un journaliste! Le pouvoir d'émotion, chez un orateur, est rare et difficile à analyser. M. Beaubien le possède au degré suprême.

Il connaît aussi la puissance de la poésie sur l'oreille et sur l'âme des auditeurs; c'est pourquoi il terminait le plus souvent ses discours en récitant quelques vers de deux poètes canadiens-français, Louis Fréchette ou Octave Crémazie : ces vers, de Fréchette, par exemple, que devraient savoir par cœur tous les petits Français qui apprennent l'histoire de Louis XV et de la perte du Canada :

Regarde, me disait mon père,
Ce drapeau vaillamment porté :
Il a fait ton pays prospère
Et respecte ta liberté.
C'est le drapeau de l'Angleterre;
Sans tache, sous le firmament,
Presque à chaque point de la terre
Il flotte glorieusement.
— Mon père, pardonnez si j'ose...
N'en est-il pas un autre, à nous?
— Ah! celui-là, c'est autre chose!
Il faut l'embrasser à genoux!

En outre des discours, la Mission canadienne a employé les conférences comme moyens de propagande, dans presque toutes les villes où le train a séjourné. Les conférenciers étaient choisis dans l'état-major de la Mission : c'étaient M. le lieutenant-colonel Hercule Barré, — un des premiers Canadiens qui soient venus combattre sur le front français au début de la guerre (son nom figure dans le beau rapport de M. Gaston Deschamps sur la cession au Canada du glorieux champ de bataille de Vimy), aujourd'hui Commissaire du commerce pour le Canada en France; M. Henry Laureys, directeur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal; M. Henry Bouchard, professeur d'agriculture et membre du Parlement fédéral d'Ottawa; M. Arthur Buisson, délégué du Département des Mines du Canada; M. Alphonse Désilets, agriculteur et poète, et M. Théophile Giroux, tous deux délégués de la province de Québec. Grâce aux exposés faits par ces orateurs, des milliers de Français, pour qui le Canada n'était guère qu'une expression géographique, savent aujourd'hui quelque chose et même beaucoup de choses sur le présent et les espérances de cet immense territoire dont le passé nous appartient.

Et en même temps que nos hôtes canadiens faisaient connaître leur pays aux Français, ils apprenaient à connaître la France. Transportés dans deux auto-cars le long de nos belles routes, ils n'ignorent plus rien de la vie de notre pays; ils ont visité nos églises, nos châteaux historiques, nos usines, nos exploitations agricoles ou minières, nos musées et nos bibliothèques; ils ont vu au passage les régions libérées et les cimetières du front, et, dans l'intérieur de la France, les monuments aux Morts; ils ont pu apercevoir la vie française dans sa simplicité, sa bonhomie, son ardeur au travail, et se rendre compte de l'esprit pacifique qui anime la France entière. Quand ils rentreront dans leur pays, cette Nouvelle France dont ils nous ont si bien parlé, ils sauront parler fidèlement à leur tour de l'Ancienne, et ce ne sera pas sans doute le moindre résultat de cette ambassade.

Hubert MORAND.

LES LIVRES NOUVEAUX

Pierre DAYE : *L'empire colonial belge* (Bruxelles, Editions du « Soir »; Paris, Berger-Levrault).

Un Empire belge? Oui! Moindre en étendue même que M. Pierre Daye ne le souhaiterait. Car il était de ces soldats qui abattirent en Afrique orientale la puissance allemande et il s'indigne que le tricolore brabançon ne flotte plus à Tabora. Revenu au Congo après la guerre, il l'a parcouru en entier, attentif à observer toutes les promesses de richesses que recèle la colonie léguée (un peu malgré eux) aux Belges par le roi Léopold, d'esprit assez libre aussi pour noter ce qui manque dans l'outillage et dans les méthodes. Le livre amusera par les détails inattendus qu'il nous offre de la vie imposée aux fonctionnaires et colons blancs en Afrique centrale. Il fera réfléchir, par surcroît. M. Daye a regardé la carte d'Afrique telle que l'ont dressée les profiteurs du traité de Versailles. Le lecteur français trouvera profit aussi à la regarder avec lui, et à tâcher de la comprendre. Nulle part mieux qu'ici n'aurait place la formule : « A bon entendeur... »

Albert DEMANGEON, professeur de Géographie à la Sorbonne : *L'Empire Britannique*, étude de géographie coloniale (Paris, Armand Colin).

L'Empire britannique, il est entendu que ce n'est plus une métropole, avec des colonies exploitées par elle, mais une agrégation d'états liés entre eux par des intérêts économiques et, davantage encore, par des sentiments communs. Mais encore est-il nécessaire de connaître la manière dont cet empire d'un genre nouveau s'est formé, et à quelle époque. M. Demangeon l'a parfaitement débrouillé dans la première partie de son ouvrage. Il n'a pas été moins bien servi par sa méthode quand il a analysé les types divers de la colonisation britannique et montré comment l'Angleterre, surtout au cours du dernier siècle, a su rendre une domination, souvent lourde, bienfaisante matériellement par l'adaptation des moyens de transport, de l'irrigation raisonnée, des capitaux et de la recherche scientifique aux besoins de pays qu'il fallait éveiller à la vie moderne. Aujourd'hui, d'autres problèmes, « problèmes impériaux », se posent dans l'Empire, à la suite des revendications nationales suggérées par l'effort des *Dominions* dans la grande guerre. L'Angleterre saura-t-elle les résoudre dans le sens de la conservation de l'Empire? Oui, sans doute, si elle conserve la maîtrise de la mer. Mais, c'est là la question.

Maximin Deloche : *Le Père du Cardinal* (de Richelieu) (Paris, Perrin et Cie).

Sans doute connaît-on peu de chose sur la vie de François du Plessis, qui fut prévôt de l'hôtel du Roi et grand prévôt de France à l'époque de Henri III et dans les premières années d'Henri IV (il est mort en juillet 1590). Et c'est peut-être beaucoup que de lui consacrer tout un livre. Le futur ministre de Louis XIII avait cinq ans à la mort de son père et il est peut-être illusoire d'essayer de déterminer ce qui a pu passer du caractère du père dans celui du fils. L'intérêt véritable consiste à suivre les étapes de la carrière d'un haut fonctionnaire de cour au XVIe siècle, rigide dans le service, dévoué au maître, besogneux au surplus, malheureux au total dans ses spéculations de finance, très ferme enfin sur sa dignité. M. Deloche apporte en plus le document qui établit que le cardinal est né à Paris, dans l'hôtel paternel de la rue du Bouloi. Ce point d'histoire méritait en effet d'être fixé.

Comte Arnaud Doria : *Une incroyable odyssée* (Paris, Plon-Nourrit et Cie).

Il s'agit d'un épisode de la bataille de l'Ourcq, en septembre 1914, qui aurait pu être beaucoup plus qu'un simple épisode. La 5e division de cavalerie, aux ordres du général de Cornulier-Lucinière, succédant au général Bridoux, était chargée de glisser en arrière de la 1re armée allemande, de porter le désordre dans ses convois, de l'inquiéter sur ses liaisons, de lui asséner dans le dos le « coup d'épée » qui aiderait à la briser. Par des prodiges d'intelligence chez les chefs et chez les hommes, la division a réussi, et si exactement, qu'elle a jeté la panique jusque dans l'état-major de Kluck, réduit à faire contre elle le coup de feu. Et cependant ce ne fut qu'un *raid* sans grande conséquence, faute d'avoir été suivi comme il aurait fallu par le commandement supérieur. M. le comte Doria, qui n'ignore rien de ce qui pouvait éclairer son récit, nous donne la relation de cette belle opération cavalière, unique par malheur en son genre, puisque la guerre dite de positions allait interdire de la répéter.

André Duboscq : *L'évolution de la Chine* (Paris, Editions Bossard).

S'il ne s'agissait que de raconter l'histoire des deux ou trois *Républiques* qui se sont déjà succédé en Chine depuis la chute du régime impérial, le livre de M. Duboscq serait utile ; il ne présenterait pas l'intérêt que l'auteur a su lui donner en prenant la question de plus haut et en suivant les transformations survenues dans le gouvernement, l'administration, et surtout l'état d'esprit du pays au contact de l'étranger. Ici, l'étranger, ce n'est plus seulement l'Européen, c'est encore l'Américain, et c'est le Japonais. Comment réagit le Chinois, mieux informé qu'on ne le croit, contre les entreprises des uns et des autres, depuis qu'il existe une *question chinoise* propre à être débattue dans des congrès internationaux? M. Duboscq essaie de le dire, autant qu'il est permis à un Occidental de se renseigner dans un pays que cependant il connaît bien. Il mérite d'être écouté. Et la carte, si intelligente, qu'il a dressée des pouvoirs divers qui se partagent pour l'heure le territoire des *dix-huit provinces*, doit être étudiée par ceux qui ne connaîtraient l'ex-empire du milieu que par les atlas classiques et l'imagineraient doté de la centralisation d'état d'un de nos compartiments européens

Eginhard : *Vie de Charlemagne*, éditée et traduite par Louis Halphen, professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux (Paris, Honoré Champion).

L'idée est heureuse de commencer, par cette édition nouvelle de l'œuvre d'Eginhard, la publication des *Classiques de l'Histoire de France au moyen âge*. Eginhard est connu de tous ceux qui ont lu la vie du grand empereur ; il est presque illustre. M. Halphen, qui en a critiqué le texte avec beaucoup de méthode et de finesse, distingue à merveille tout ce qu'il y a d'artificiel, d'appris, de calqué même sur les ouvrages des historiographes anciens, de Suétone notamment, dans cette manière de *Panégyrique*. L'ensemble forme le meilleur et le plus agréable instrument de travail.

Marcel Gillard, agrégé de l'Université : *La Roumanie nouvelle* (Paris, Félix Alcan).

L'auteur donne ici une esquisse du sujet à traiter. Les questions à étudier sont indiquées, mais en des formules schématiques qui dressent un bilan sans représenter les réalités. M. Gillard a vu pourtant le pays ; il ne nous donne pas la sensation d'une prise directe. Toutefois, si la description de la situation économique demeure superficielle, et plus encore la situation intellectuelle (surtout pour les provinces de la Roumanie récemment reconquises), le récit rapide des événements ministériels et parlementaires depuis 1918 intéressera, qu'il serait long d'aller chercher ailleurs. On comprend mieux la position occupée par le Royaume dans la politique actuelle de l'Europe du sud-est.

Comte de Gobineau : *Trois ans en Asie* (Paris, Grasset).

De ces deux volumes, dont la réimpression est heureuse, le premier constitue, avant la lettre, un *Vers Ispahan* qui serait écrit par un diplomate fort instruit, un peu précieux, assez satisfait de sa personne (ce que les Anglais appellent *conceited*) et de constante bonne humeur. Le second tente de présenter, sans l'ombre de pédantisme didactique, un état de la Perse entre les années 50 et 60 (qui sont déjà loin !), avant que ne l'atteignissent les voies ferrées, mais alors qu'elle était déjà visée par la concurrence jalouse de plusieurs pays occidentaux et de la Russie. Inutile d'ajouter que le tableau paraîtra un peu passé de ton : l'Orient moyen se transforme, bien que lentement, comme le reste du monde. Il « date » donc ; et c'est tant mieux pour les historiens. Mais c'est tant mieux aussi pour les lecteurs avertis qui retrouveront ici en Gobineau le mieux informé et le plus aimable des initiateurs.

Alfred Pribram, professeur d'histoire à l'Université de Vienne : *Les Traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie* (Paris, Alfred Costes).

Voici sans doute l'un des principaux résultats de la guerre : un historien, aussi diligent que M. Pribram, a pu faire sortir des archives d'État de Vienne les textes sur lesquels reposa, de 1879 à 1914, la politique extérieure de la Double-Monarchie. Le premier volume révèle ainsi ce que l'auteur appelle *le Secret de la Triple-Alliance* : demi secret plutôt, car on se doutait, en dépit des dénégations de certains intéressés, du réseau de tractations qui avaient fini par enchaîner à l'alliance austro-allemande et l'Italie de Umberto et de Mancini, et la Serbie des Obrenovitch, et même la Roumanie de Carol de Hohenzollern. Enfin, les traités sont là, en forme, dûment signés par souverains et chanceliers, ratifiés par les chefs d'États, demeurés secrets pour les Parlements et pour les peuples. Le commentaire de M. Pribram, sobre, précis, informé, ne fera pas plaisir à tout le monde, et d'abord aux Transalpins, qui y trouveront des formules un peu dures. Mais il est précieux par tous les renseignements qu'il apporte. Et l'ensemble constitue à coup sûr le plus nécessaire instrument de travail historique qui ait été publié depuis longtemps. Il faut remercier M. le ministre plénipotentiaire Camille Jordan d'en avoir procuré la traduction.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Bulletin Yougoslave

Stoyan Protitch et son œuvre.

Le peuple serbe vient de perdre un de ses hommes politiques qui ont le plus contribués à l'organisation politique et à la prospérité économique de la Serbie d'avant-guerre, ainsi qu'à l'union des Serbes, Croates et Slovènes. M. Stoyan Protitch, qui vient de mourir à l'âge de soixante-six ans, était non seulement un homme d'Etat et l'un des chefs du parti radical serbe, mais aussi un grand patriote, dont la vie toute entière peut servir de modèle à ceux qui ont à parachever l'œuvre de leurs aînés.

Né en 1857, à Krouchevatz, en Serbie, il fit ses études au lycée de Kragoujevatz et ensuite à la Faculté des lettres à l'Université de Belgrade.

Devenu professeur au lycée de Svilajnitza, il y est resté très peu de temps, préférant se consacrer au journalisme. Il ne tarda pas à se faire remarquer par sa collaboration assidue au journal « *Samouprava* », organe du parti radical serbe, à la tête duquel se trouvait déjà M. Pachitch, président du conseil actuel.

Dès le début de sa carrière de journaliste, M. Protitch a eu à partager le sort de ses amis aînés et a été plus d'une fois emprisonné pour délit d'opinions. En 1884, il était devenu déjà si populaire dans les masses paysannes serbes, que le régime des Obrénovitch lui avait interdit la publication du journal qu'il avait fondé, « même si ce journal ne devait avoir aucun autre texte que son titre et le nom de M. Protitch comme directeur ». C'était à l'époque où le parti radical combattait âprement le régime réactionnaire et austrophile des Obrénovitch au prix de bien des souffrances infligées à tous ses militants.

En 1887, M. Protitch a été élu pour la première fois député au parlement serbe, et il s'était fait remarquer aussitôt par ses connaissances du droit constitutionnel et de l'histoire politique des nations démocratiques. Ses collègues, aussi bien radicaux que ceux des partis gouvernementaux, l'ont élu à l'unanimité rapporteur du projet élaboré de la nouvelle constitution que le parlement a adopté en 1888. Dans la suite, M. Protitch n'a cessé de faire partie du parlement pendant plus de trente ans et se trouvait toujours au premier rang aux côtés de M. Pachitch, dans la lutte contre le régime arbitraire du roi Milan Obrénovitch.

En 1899, lors de l'attentat contre le roi Milan, que ce dernier avait lui-même organisé pour compromettre le parti radical, M. Protitch a été, avec M. Pachitch et tous les autres chefs du parti radical, emprisonné et condamné à vingt ans de travaux forcés.

Au lendemain du coup d'État du 29 mai, en 1903, il devint pour la première fois ministre, en prenant le portefeuille de l'intérieur. C'est à son énergie et à sa clairvoyance, que la Serbie doit en grande partie de n'avoir pas subi une agression de l'Autriche-Hongrie, qui voulait l'occuper militairement pour se venger de la perte éprouvée par la déchéance de la dynastie des Obrénovitch qui s'était liée l'Autriche-Hongrie par un traité secret pour assurer sa sécurité sur le trône de Serbie.

A partir de ce moment là, M. Protitch était plusieurs fois ministre de l'intérieur, deux fois ministre des Finances et même deux fois président du Conseil, en 1918-19 et en 1920. Il fut, en outre, conseiller d'Etat et, pendant quelque temps, président du conseil d'Etat.

Au cours de sa longue carrière politique, M. Protitch a conquis l'estime unanime de ses amis, aussi bien que de ses adversaires politiques, par son activité et son dévouement patriotique. A un moment donné, où il était président du conseil par intérim, en remplaçant M. Pachitch, qui a dû s'absenter pendant plusieurs mois pour visiter les capitales des pays alliés et les armées yougoslaves reconstituées en Russie, M. Protitch était à la fois ministre de l'Intérieur, des Finances et ministre de la Guerre. Il avait à s'occuper de la reconstruction de l'armée serbe à Salonique, de tous les problèmes politiques intéressant la libération de la Serbie et la fondation de l'Etat uni des Serbes, Croates et Slovènes et il trouvait le moyen d'écrire des articles dans la presse anglaise, plaidant la cause yougoslave.

Aussi, c'est surtout au patriote et au journaliste de grand talent que nous tenons à rendre ici un pieux hommage. Il a écrit plusieurs ouvrages, dont nous ne citerons que l'Histoire de la Macédoine, « qui est considérée comme étant le mieux documenté, ainsi que son remarquable ouvrage : « La Bulgarie, ses ambitions et sa trahison », qui a été publié, sous le pseudonyme de Balcanicus, en français et en anglais, et dans lequel se trouvent exposés, à l'appui des documents diplomatiques, les raisons et les causes de la double trahison bulgare, en 1913 et en 1915. Il laisse, en outre, un ouvrage inachevé sur l'histoire politique de la Serbie depuis 1899 jusqu'à la fondation du royaume des Serbes, Croates et Slovènes; et ses Mémoires sur les événements politiques qui se sont déroulés, alors qu'il était président du Conseil.

Les funérailles nationales qui lui ont été faites, et auxquelles le roi Alexandre a tenu à assister personnellement, ont permis de constater l'immense deuil qu'éprouvait la nation yougoslave toute entière. Ses adversaires politiques se sont joints à ses amis personnels pour porter son cercueil, suivant la tradition serbe. Ce spectacle émouvant était non seulement le meilleur hommage qui pouvait être rendu au grand patriote et au premier président du Conseil du jeune royaume des Serbes, Croates et Slovènes, mais aussi une preuve de l'union sacrée que la nation yougoslave sait pratiquer quand il s'agit d'affirmer sa volonté inébranlable de vivre dans l'union actuelle, acquise au prix de tant de sacrifices et de souffrances humains.

D. Tomitch.

BULLETIN MARITIME

Le « Leconte de Lisle » et le « Pierre Loti »

Avec l'« *André Chénier* » et le « *Lamartine* », paquebots des Messageries Maritimes affectés aux voyages en Méditerranée Nord, le « *Leconte de Lisle* », destiné à la ligne de l'Océan Indien, porte également le nom d'un illustre poète français. On sait qu'il fut le maître de l'Ecole Parnassienne et les Parisiens peuvent entendre à la « Comédie Française » les tragédies grecques qu'il a traduites en vers célèbres. On sait moins généralement qu'il naquit à Saint-Paul de la Réunion et que son enfance s'écoula parmi les paysages exotiques dont il devait donner, plus tard, de magnifiques descriptions.

Il est piquant d'observer que la théorie « de l'influence de milieu », chère à M. Taine trouve ici son illustration chez le plus impersonnel et le plus « impassible » de nos poètes : chez lui, en effet, la source d'inspiration la plus sûre est le souvenir des spectacles qui ont frappé sa sensibilité d'enfant. Il s'agit, en outre, d'un érudit qui connaissait les nombreuses philosophies et religions de l'Orient et savait animer d'une pensée réellement orientale ses poèmes.

Ainsi que l'écrit Marius Ary Leblond, Leconte de Lisle « né aux Colonies, grandi au milieu des races asiatiques et africaines, dans une île qui les compose heureusement, condensa avec une puissance incomparable les génies de ces races ». En ce sens on peut dire qu'il est, par excellence, le poète de nos Colonies de l'Océan Indien : Madagascar, La Réunion, Maurice semblent apparaître lorsque vous lisez ce simple quatrain :

« Parmi les caféiers et les cannes mûries
« Les effluves du sol, comme d'un encensoir,
« S'exhalent en mêlant dans le souffle du soir
« A l'arome des bois, l'odeur des sucreries. »

Les sables du Sahara sont évoqués dans le poème intitulé : « Les éléphants » :

« Les éléphants rugueux, voyageurs lents et rudes
« Vont au pays natal à travers les déserts... »

Lorsque Alexandre Dumas reçut Leconte de Lisle à l'Académie Française il le qualifia d'« apologiste de la mort », et ces paroles convenaient, en effet, à l'auteur des pièces telle que « Midi » dont toute la philosophie n'est qu'une longue aspiration au néant.

Ce pessimisme désenchanté, ou plutôt cette confusion de l'âme avec la fatalité, semble traditionnelle chez les Orientaux et les hommes qui ont beaucoup connu et aimé l'Orient ont, en quelque sorte, adapté leur christianisme à ce mode.

C'est le cas de Pierre Loti dont le nom est aussi attribué à un paquebot des Messageries Maritimes et que nous pouvons citer sans quitter le domaine de la poésie, puisque sa prose n'est qu'un long et magnifique poème consacré à l'Orient.

Le Capitaine de Vaisseau en retraite Julien Viaud aurait pu laisser son nom à un navire de notre Marine de guerre. Personne, en effet, n'ignore la brillante carrière de ce parfait Officier sur toutes les mers du monde. Pourtant rien ne devait le toucher davantage, et il a tenu à exprimer ce sentiment à la Compagnie des Messageries Maritimes, que de voir son nom attaché à l'une des plus belles unités de la Flotte marchande française destinée aux seules eaux orientales.

L'amour de l'Orient, celui de l'âme turque en particulier qu'il n'a cessé de défendre et qu'il trouvait pleine d'affinités avec l'âme française, c'est, avec l'amour de la mer, le grand thème principal de son œuvre, tel qu'il l'a développé dans de nombreux romans, « *Azyade* », « *Fantômes d'Orient* », « *Les Désenchantées* », etc. La Turquie connaît son œuvre. Elle a tenu à perpétuer sa mémoire en attribuant à l'une des principales rues de Constantinople le nom de « *Pierre Loti* ».

Aussi bien le navire qui porte aussi ce nom aurait-il pu gagner les mers les plus lointaines du Pacifique, sans risquer de rencontrer une zone qu'il n'ait pas chantée, et c'est en cela que ce maître de la langue française était particulièrement qualifié pour porter le pavillon de la grande Compagnie française dont les lignes font maintenant le tour du monde. Aussi, lorsqu'en juin dernier, à l'annonce de la mort du grand écrivain, la Compagnie des Messageries Maritimes faisait mettre en berne le pavillon du « *Pierre Loti* », rendant ainsi hommage au grand Français dont la disparition attriste les Lettres, chacun comprit-il qu'il s'agissait encore pour cette Compagnie d'un deuil qu'elle éprouvait en quelque sorte personnellement...

VALEURS DE NAVIGATION

Cours de la Bourse de Marseille.

	Le 9 novembre 1923.
1° Fraissinet	760
2° Messageries Maritimes	202 et rien
3° Mixte	232
4° Transatlantique	163
5° Transports Maritimes	877

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 23 61e ANNÉE 1er DÉCEMBRE 1923

LE DERNIER PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE

W.-B. YEATS

Né à Sandymount près de Dublin en 1865, W. B. Yeats semble bien être le plus grand écrivain de l'Irlande, le plus grand poète actuel de l'Angleterre, disait Maurice Bourgeois dans la préface du *Baladin du Monde Occidental*. Il domine sans conteste la Renaissance littéraire irlandaise. Synge l'emporte comme dramaturge, jusque dans le beau langage véhément qu'il prête à ses héros, mais W. B. Yeats est le lyrisme même, et un écrivain supérieur.

Comme Synge et les autres représentants de la Renaissance irlandaise, ses contemporains : George Russell (A. E.), aux dons si variés, à la fois peintre et poète, théosophe et politique économiste ; John Eglinton, le subtil essayiste ; Lady Gregory, sa collaboratrice à la direction du Théâtre de l'Abbaye, auteur d'œuvres d'imagination brillante et de piquantes études de mœurs, W. B. Yeats écrit en anglais. Il se voulait Européen ; il rêvait, pour l'Irlande et l'esprit de la race celtique un triomphe comparable à celui des temps de Chrestien de Troyes. Il a renoncé à cette ambition ; désormais il prend plus directement dans l'histoire locale ses sujets d'inspiration, (*Les Cygnes sauvages à Coole* ; *Responsabilités*), mais son œuvre antérieure, si fidèle à ce pays gris et hanté, à ses nuages, à ses rochers et à ses eaux, est en effet accessible à tout Européen cultivé, et suscite un inévitable amour de l'Irlande.

Dans ses *Rêveries sur l'enfance et la jeunesse*, W. B. Yeats nous a rendu sensible l'éveil en lui du poète. Remué par tout ce qui touchait à l'Irlande, même par de mauvais vers politiques, mais doué d'un exigeant esprit critique — faute duquel tant d'écrivains irlandais n'ont pas été plus que l'écume rejetée le long du rivage, — il est allé d'instinct aux croyances du peuple et aux vieilles légendes. Un style, l'art, la beauté, il les leur doit.

Son chef d'œuvre, *Le Vent parmi les roseaux*, recueil surtout de ces brefs poèmes extatiques, riches de musique et de sens, où il excelle, se rattachait au symbolisme, mais W. B. Yeats eut cette chance d'avoir derrière lui le peuple, un mouvement. Etranges, mystérieux, la plupart des poèmes sont-ils vraiment obscurs ? Ainsi de cette *Chanson d'Aengus errant*. Chez W. B. Yeats, l'amour est toujours intense passion spirituelle, et Aengus symbolise la recherche d'un amour idéal, impossible.

Je jetai la baie dans un ruisseau
Et j'attrapai une petite truite d'argent.

Quand je l'eus posée sur le sol,
J'allai souffler le feu pour l'attiser,
Mais quelque chose frétilla sur le sol
Et quelqu'un m'appela par mon nom ;
Cela était devenu une brillante jeune fille
Avec des fleurs de pommier dans sa chevelure
Qui m'appela par mon nom, s'enfuit
Et disparut dans l'air illuminé.

Bien que je sois vieux d'errer
A travers terres creuses et terres montueuses,
Je veux découvrir où elle est allée,
Et baiser ses lèvres et lui prendre les mains,
Et marcher dans les hautes herbes bariolées.
Et cueillir jusqu'à ce que le temps et les temps soient accomplis
Les pommes d'argent de la lune,
Les pommes d'or du soleil.

Dans *Le Vent parmi les roseaux*, la nature est mystique et subjective, mais ce sont bien les bois rêveurs d'Irlande, le ciel, la mer, les lacs solitaires.

O'Driscoll chassait avec une chanson
Le canard sauvage et la poule d'eau
Dans les roseaux hauts et touffus
Du stérile lac Hart.

On voudrait citer cette *Troupe de l'Air*, vrai petit chef d'œuvre inspiré du folklore, comme *Le Violon de Dooney* :

Lorsque je joue de mon violon dans Dooney
Les gens dansent comme une vague de la mer ..

C'est l'heure grise et crépusculaire, « lorsque les phalènes blancs secouent leurs ailes et que les phalènes semblables aux étoiles se mettent à voleter », « quand les hiboux commencent à se faire entendre ». Les « douces voix éternelles » ne cessent d'appeler « par les oiseaux, par le vent sur la colline,

Par le frémissement des buissons, par la marée sur le rivage ».

Le cri du courlis symbolise un amour perdu, Les joncs et les oiseaux de l'air crient cet amour « avec de pitoyables cris ».

Partout l'inquiétude d'un esprit qui ne peut trouver de repos que dans une vie plus parfaite. « Des vents désolés » soufflent « sur la mer errante, et battent aux portes du Ciel et battent aux portes de l'Enfer ». Les rameaux se flétrissent parce que le poète leur a dit ses rêves. Ecoulement, douleur et lassitude en tous lieux sur la terre, à quoi s'oppose la vie passionnée des êtres qui habitent la Terre du Désir du Cœur, de « la multitude qui s'élève aile sur aile et flamme sur flamme » parmi la musique enivrante du cliquetis des épées.

Parallèlement W. B. Yeats avait donné des volumes d'essais (*Idées du bien et du mal, La Taille d'une agate*) ; les pièces de théâtre jouées à l'Abbaye : *Deirdre* ; *Le Heaume vert, Sur la Grève de Baile, Cathleen ni Houlihan, La Terre du Désir du Cœur, Le Sablier*, etc. C'est dans ces temps aussi que parurent les *Histoires de Hanrahan le Rouge*. Elles se présentaient avec les contes mystiques ou magiques de *La Rose secrète*, contes irlandais sombres, étranges et inquiétants. En réalité, ces *Histoires* s'apparentaient à l'un des premiers livres de W. B. Yeats, au *Crépuscule celtique*, ce carnet d'un poète qui a « trouvé sa terre sainte là où il a rampé pour la première fois sur le sol ». Ce livre avait plus encore de fraîcheur, d'humour, de charme heureux ; la nature et la jeunesse s'y épanouissaient librement. Il avait paru à l'époque des premiers *Poèmes* où l'on trouve *L'Ile du Lac d'Innisfree, Lorsque vous serez vieille, La Méditation du vieux pêcheur, A une Ile dans l'eau*, directs et limpides, et universellement connus en Angleterre.

C'est aidé, soulevé par le folklore, la légende, surgis d'une terre qu'ils transfigurent, que W. B. Yeats a créé l'image de cet humble et grand poète des haies en fleur, à qui le rêve, le mystère, la beauté, l'amour et l'Irlande composent un si émouvant destin. La version ici présentée est celle que le poète, rejetant les joyaux des cités et leur éclat factice, récrivit en un noble et simple langage, proche de celui du peuple des campagnes irlandaises et de tous les grands livres. Lady Gregory, qui l'y aida, venait de le ramener à l'Irlande du *Crépuscule celtique* : elle l'avait fait retourner s'asseoir près des feux de tourbe, et observer à nouveau la vraie contenance de la vie paysanne.

JEANNE LICHNEROWICZ.

HISTOIRES DE HANRAHAN LE ROUGE

HANRAHAN LE ROUGE

Hanrahan, le maître d'école de la haie, jeune homme aux cheveux rouges, grand et fort, entra dans la grange où quelques-uns des hommes du village étaient réunis la nuit de Samhain ! (1) Ç'avait été une maison d'habitation, mais l'homme à qui elle appartenait s'en était construit une meilleure, et avait réuni les deux pièces de celle-ci pour y mettre à l'abri diverses choses. Le feu brûlait dans le vieil âtre, de longues chandelles étaient fichées dans des bouteilles, et il y avait une bouteille noire sur quelques planches qui, posées sur deux

(1) La nuit de Samhain, est celle du 1er au 2 novembre. Avant celle du 1er mai, c'est la grande nuit de la Sidhe ; on appelle ainsi la troupe généralement invisible des fées. Il y a des reines parmi eux. *(Echige, Maeve)*. Elles volent les enfants, les nouvelles mariées, et aussi les « esprits », la raison. Alors, on est « touché ».

barils, constituaient une table. La plupart des hommes étaient assis auprès du feu, l'un d'eux chantait une longue et divaguante chanson sur un homme de Munster et un homme de Connaught se querellant au sujet de leurs deux provinces.

Hanrahan alla trouver le maître de la maison, et lui dit :

— J'ai reçu votre message. Ayant prononcé ces mots, il s'arrêta, car un vieux montagnard, vêtu d'une chemise et d'un pantalon de flanelle écrue, qui était assis seul près de la porte, le regardait, en remuant un vieux paquet de cartes qu'il avait dans les mains, et en marmonnant.

— Ne faites pas attention à lui, dit le maître de la maison ; ce n'est qu'un étranger entré il y a un moment. Nous l'avons bien reçu, car c'est la nuit de Samhain, mais je crains qu'il n'ait perdu l'esprit. Ecoutez ce qu'il raconte à présent.

Alors ils l'écoutèrent, et ils entendirent le vieillard murmurer en retournant les cartes :

— Pique et Carreau, Courage et Puissance ; Trèfle et Cœur, Savoir et Plaisir.

— Voilà ce qu'il ne cesse de répéter depuis une heure, dit le maître de la maison, et Hanrahan détourna les yeux du vieillard, comme s'il avait crainte de le regarder.

— J'ai reçu votre message, reprit alors Hanrahan. Vous le trouverez dans la grange avec ses trois cousins de Kilchriest, a dit le messager, et quelques-uns des voisins avec eux.

— C'est mon cousin, là-bas, qui désire vous voir, dit le maître de la maison.

Il appela un jeune homme, vêtu d'une veste à poil rude, qui écoutait la chanson, et il lui dit :

— Voici Hanrahan le Rouge, pour qui vous avez un message.

— C'est un doux message, en vérité, dit le jeune homme, car il vient de votre promise, Mary Lavelle.

— Comment pouvez-vous avoir un message d'elle, et que savez-vous sur son compte?

— De fait, je ne la connais pas, mais j'étais à Loughrea hier, et l'un de ses voisins, qui a quelques affaires avec moi, disait qu'elle l'avait prié de vous faire avertir, s'il rencontrait au marché quelqu'un d'ici, que sa mère est morte, et que si vous aviez l'intention de la rejoindre, elle était désireuse de tenir sa parole envers vous.

— Je vais aller chez elle, en vérité, dit Hanrahan.

— Et elle vous prie de ne pas tarder, car s'il n'y a pas un homme dans la maison avant que le mois soit écoulé, il est probable que le petit bout de terre sera donné à un autre.

Quand Hanrahan entendit cela, il se leva du banc où il était assis.

— Je ne tarderai pas, en vérité, dit-il. Il fait pleine lune, et si j'arrive à Kilchriest cette nuit, je serai chez elle demain avant le coucher du soleil.

Les autres se mirent à rire de le voir dans une telle hâte de rejoindre celle qu'il aimait, et l'un d'eux lui demanda s'il abandonnerait son école du vieux four à chaux, où il enseignait si bien les enfants. Mais il répondit que les enfants seraient assez contents le matin de trouver la place vide, sans personne pour les obliger à la tâche. Quant à son école, il pourrait la rouvrir n'importe où, avec son petit encrier suspendu à son cou par une chaîne, et son gros Virgile, avec son abécédaire dans la basque de son habit.

Quelques-uns d'entre eux l'invitèrent à boire un verre avant de s'en aller, et un jeune homme le saisit par son habit, lui disant qu'il ne devait pas les quitter avant d'avoir chanté la chanson qu'il avait composée à la louange de Vénus et de Mary Lavelle. Il but un verre de whisky, disant qu'il ne voulait pas s'attarder mais se mettre en route.

— Vous avez bien le temps, Hanrahan le Rouge, dit le maître de la maison. Il sera temps pour vous de renoncer à l'amusement quand vous serez marié. Peut-être ne vous reverrons-nous pas de sitôt.

— Je ne veux pas m'arrêter, dit Hanrahan, mon esprit serait sur les routes, me menant vers la femme qui m'a envoyé chercher, et qui est solitaire et dans l'attente de mon arrivée.

Quelques-uns des autres l'entourèrent, insistant pour que lui, un camarade si agréable, si plein de chansons et de toutes sortes de tours et de plaisanteries, il ne les quittât pas avant la fin de la nuit, mais à tous il refusa, se dégagea de leurs mains, et se dirigea vers la porte. Mais comme il mettait le pied sur le seuil, l'étrange vieillard se leva, posa sa main qui était mince et ridée comme une serre d'oiseau sur la main d'Hanrahan, et dit :

— Ce n'est pas Hanrahan, l'homme savant et le grand faiseur de chansons qui devrait sortir, quittant une compagnie comme celle-ci, une nuit de Samhain. Restez maintenant, dit-il, et venez jouer une partie avec moi. Voici un vieux paquet de cartes, qui a servi plus d'une nuit avant celle-ci, et vieux comme il est bien des richesses du monde furent perdues et gagnées par lui.

Un des jeunes gens remarqua :

— Peu de richesses du monde vous sont restées, vieillard.

Il regarda les pieds nus du vieillard, et tous se mirent à rire. Hanrahan ne rit pas, mais il s'assit très tranquillement, sans un mot. Alors, l'un d'eux :

— Vous restez donc avec nous, après tout, Hanrahan.

Le vieillard repartit :

*

— Il restera en effet, ne m'avez-vous pas entendu le lui demander?

Tous alors regardèrent le vieillard, comme s'ils se demandaient d'où il était venu.

— C'est de loin que je viens, dit-il. J'ai traversé la France pour venir, et l'Espagne, et le Lough Graine à l'embouchure cachée, et nul ne m'a rien refusé.

Puis il demeura silencieux, et nul n'osa le questionner, et ils se mirent à jouer. Ils étaient six jouant sur les planches, les autres derrière, regardant. Ils jouèrent deux ou trois parties pour rien, puis le vieillard sortit de sa poche une pièce de quatre pence, très mince et très effacée, et dit aux autres de parier aussi quelque chose sur la partie. Alors tous mirent quelque chose sur les planches, et si peu que ce fût, cela semblait beaucoup, de la façon dont cela passait de l'un à l'autre, l'un gagnant le tout, d'abord, puis son voisin. Quelquefois la chance se tournait contre un homme, et il ne lui restait rien, alors l'un ou l'autre lui prêtait quelque chose, qu'il rendait sur ce qu'il gagnait, car ni la bonne ni la mauvaise chance ne demeurait longtemps avec quiconque.

Une fois, Hanrahan dit, comme en rêve. :

— Il est temps que je prenne ma route.

Mais juste alors une bonne carte lui vint, il la joua, et tout l'argent se mit à affluer vers lui. Une fois, il pensa à Mary Lavelle, et il soupira ; cette fois sa chance le quitta, et il l'oublia de nouveau.

Mais à la fin la chance alla au vieillard, et resta avec lui. Il gagna tout ce qu'ils avaient. Il se mit à rire par petits rires tout seul, et sans cesse il se chantait à lui-même : « Pique et Careau, Courage et Puissance », et ainsi de suite, comme si c'eussent été là les vers d'une chanson.

Après quelque temps, quiconque eût regardé les hommes, et vu comment leur corps oscillait çà et là, la façon dont leurs yeux restaient fixés sur les mains du vieillard, aurait pensé qu'ils étaient pris de boisson, ou que tout ce qu'ils possédaient au monde était misé sur les cartes, mais il n'en était rien, car la bouteille, n'ayant pas été touchée depuis le début du jeu, était encore presque pleine, et tout l'enjeu consistait en quelques pièces de six pence et en quelques shillings, et une poignée peut-être de pièces de cuivre.

— Vous êtes hommes excellents pour gagner ou pour perdre, dit le vieillard, vous avez le jeu dans vos cœurs.

Il se mit alors à battre et mêler les cartes, très rapidement, de plus en plus vite, si bien qu'à la fin ils ne voyaient plus que ce fussent des cartes du tout, mais vous auriez pensé que le vieillard dessinait des anneaux de feu dans l'air, comme les petits garçons quand ils font tourner un bâton allumé ; ensuite, il leur sembla que toute la pièce était obscurcie, ils ne pouvaient voir rien d'autre que ses mains et les cartes.

Tout soudain, un lièvre bondit d'entre ses mains, et que ce fût une des cartes qui eût pris cette forme, ou si elle se créa de rien entre les paumes de ses mains, nul n'aurait su le dire, mais là il se trouvait, sur le sol de la grange, aussi rapide qu'aucun lièvre jamais vivant.

Quelques-uns regardaient le lièvre, mais la plupart tenaient les yeux attachés sur le vieillard, et tandis qu'ils le regardaient, un chien bondit d'entre ses mains, de la même façon que le lièvre, puis un autre chien, et encore un autre, si bien que toute une meute poursuivait le lièvre autour de la grange.

Tous les joueurs étaient debout maintenant, le dos aux planches, se garant des chiens en criant, presque assourdis par le tapage de leurs abois. Aussi vites que fussent les chiens, ils ne purent, rattraper le lièvre, mais il continuait à tourner, jusqu'à ce qu'à la fin il sembla qu'une rafale de vent ouvrait brusquement la porte de la grange. Le lièvre fit un détour, sauta par-dessus les planches où les hommes avaient joué, et se sauva dans la nuit, les chiens sautant les planches et s'élançant par la porte à sa poursuite.

Alors le vieillard cria :

— Suivez les chiens, suivez les chiens, et vous verrez grande chasse cette nuit.

Et il sortit derrière eux. Mais si habitués que fussent les hommes à chasser des lièvres, et prêts à tous les sports, ils redoutèrent de sortir dans la nuit. Seul Hanrahan se leva et dit :

— Je suivrai, je suivrai.

— Vous feriez mieux de rester ici, Hanrahan, lui dit le jeune homme qui était le plus près de lui, car il se peut que vous alliez dans un grand danger.

Mais Hanrahan dit :

— Je verrai un beau spectacle, je verrai un beau spectacle.

Et trébuchant il passa la porte comme un homme dans un rêve, et la porte se referma derrière lui.

Il crut voir le vieillard devant lui, mais c'était seulement son ombre que la plein lune projetait sur la route. Pourtant il entendait les cris des chiens qui poursuivaient le lièvre à travers les vastes champs verts de Granagh, et il les suivit très vite, rien ne l'arrêtant. Quelque temps après il arrivait dans de plus petits champs entourés de murets de pierre. Il renversa les pierres en les enjambant, et ne s'attarda pas à les remettre en place. Il passa par l'endroit où la rivière s'enfonce sous terre à Ballylee, et il entendait devant lui les chiens qui

se dirigeaient vers la source de la rivière. Bientôt il lui fut plus malaisé de courir, car il montait une colline ; des nuages couvrirent la lune, et il lui devint difficile de voir son chemin. Une fois, il abandonna le sentier pour un chemin de traverse, mais son pied glissa dans un trou, et il dut revenir sur ses pas. Combien de temps il alla, il ne put s'en souvenir, ni quel chemin il prit. A la fin il se trouva au sommet de la montagne dénudée, sans rien autour de lui que la bruyère rude, n'entendant ni les chiens ni rien. Bientôt leurs cris résonnèrent de nouveau, d'abord loin, puis très près, et quand ils furent tout près de lui, ils s'élevèrent tout soudain dans l'air, la rumeur de la chasse passant au-dessus de sa tête. Puis cela s'éloigna dans la direction du Nord, jusqu'à ce qu'il ne pût plus rien entendre du tout.

— Cela n'est pas bien, dit-il, cela n'est pas bien.

Il ne pouvait plus marcher, il s'assit sur la bruyère là où il était, au cœur de Slieve Echtge, car toute sa force l'avait abandonné, après la fatigue de la longue course qu'il avait fournie.

Au bout d'un moment, il remarqua une porte tout près de lui, d'où sortait de la lumière, et il s'étonna qu'étant si près il ne l'eût pas encore vue. Il se leva, fatigué comme il était ; il alla à la porte, et bien qu'il fît nuit alentour, c'est la lumière du jour qu'il y trouva. Bientôt il rencontra un vieillard qui venait de ramasser du thym et des glaïeuls jaunes, et on aurait dit que les douces senteurs de l'été y étaient renfermées. Le vieillard dit :

— Vous avez mis longtemps à venir vers nous, Hanrahan le savant et le grand faiseur de chansons.

Là-dessus il l'emmena dans une très grande maison resplendissante, et toute chose merveilleuse dont Hanrahan eût jamais entendu parler, toute couleur qu'il eût jamais vue s'y trouvaient. Il y avait un lieu élevé à un bout de la maison, et là était assise sur une haute chaise une femme, la plus belle que le monde ait jamais vue. Elle avait un long visage pâle entouré de fleurs, et le regard fatigué d'une qui a longtemps attendu. Quatre vieilles femmes aux cheveux gris étaient assises au pied de sa chaise, l'une d'elles soutenant sur ses genoux un grand chaudron, une autre soutenait ainsi une grande pierre, et lourde comme elle était elle lui semblait légère. Une autre portait une très longue lance faite de bois pointu ; et la dernière portait une épée qui n'avait pas de fourreau.

Hanrahan resta longtemps à les regarder, mais aucune ne lui dit un mot, aucune ne le regarda. Il avait dans l'esprit de demander qui était cette femme sur la grande chaise, qui ressemblait à une reine, et ce qu'elle attendait. Mais prompt de langage comme il était, sans nulle crainte de personne, il redoutait maintenant de parler à une aussi belle femme dans un lieu aussi magnifique. Alors il pensa à demander quelles étaient les quatre choses que les quatre vieilles femmes aux cheveux gris tenaient comme de grands trésors, mais il ne put trouver les paroles convenables pour s'exprimer.

Alors la première des vieilles femmes se leva, tenant le chaudron dans ses deux mains, et elle dit « Plaisir », et Hanrahan ne dit mot. Alors la seconde vieille femme se leva, la pierre dans les mains, et elle dit « Puissance » ; la troisième vieille femme se leva la lance en main, et elle dit « Courage » ; la dernière des vieilles femmes se leva l'épée dans les mains et elles dit « Savoir ». Et chacune, après avoir parlé, attendait, comme si elle pensait être questionnée par Hanrahan, mais il ne dit rien du tout. Alors les quatre vieilles femmes allèrent à la porte, emportant leurs quatre trésors, et en sortant l'une d'entre elles dit : « Il n'a aucun désir de nous » ; une autre dit : « Il est faible, il est faible » ; une autre dit : « Il est effrayé » ; et la dernière dit : « Il a perdu ses esprits ». Alors toutes dirent : « Echtge, fille de la Main d'Argent, doit rester dans son sommeil. C'est une pitié, c'est une grande pitié ».

Alors la femme qui ressemblait à une reine poussa un très triste soupir, et il sembla à Hanrahan que ce soupir était comme le bruit de ruisseaux cachés ; et si l'endroit où il se trouvait avait été dix fois plus magnifique, et elle plus resplendissante qu'elle ne l'était, il n'aurait pu empêcher le sommeil de se saisir de lui ; il chancela comme un homme ivre et s'affaissa sur le sol.

Quand Hanrahan se réveilla, le soleil brillait sur son visage, mais la gelée blanche couvrait l'herbe autour de lui ; il y avait de la glace au bord du ruisseau près duquel il était couché, et qui continue sa course à travers Daire-caol et Druim-da-rod. Il reconnut par la forme des collines et par le Lough Graine resplendissant au lointain qu'il était sur l'une des collines de Slieve Echtge, mais il n'était pas sûr de la manière dont il y était venu ; car tout ce qui était arrivé dans la grange, il l'avait oublié, ainsi que sa course, n'était qu'il sentait ses pieds endoloris et ses os raidis.

Un an après, des hommes du village de Cappaghtagle étaient assis auprès du feu dans une maison au bord de la route, quand Hanrahan le Rouge qui était maintenant très maigre et très usé, les cheveux très longs et en désordre, vint à la porte et demanda à entrer pour se reposer ; et ils lui souhaitèrent la bienvenue parce que c'était la nuit de Samhain. Il s'assit avec eux, et ils lui versèrent un verre de whisky. Ils virent le petit encrier sus-

pendu à son cou, et ils surent qu'il était savant ; ils lui demandèrent des histoires sur les Grecs.

Il sortit le Virgile de la grande poche de son habit. La couverture en était très noire et gonflée par l'humidité, la page où il l'ouvrit était très jaune, mais cela importait peu, car il regardait comme un homme qui n'aurait jamais appris à lire. Un jeune homme qui était là se mit alors à se moquer de lui, et il lui demanda pourquoi il portait un livre si lourd alors qu'il n'était pas capable de le lire.

Hanrahan se sentit offensé. Il remit le Virgile dans sa poche, et il leur demanda s'ils n'avaient pas un jeu de cartes, car les cartes valaient mieux que les livres. Quand on lui eut apporté des cartes, il se mit à les battre. Pendant qu'il les mêlait, quelque chose sembla lui revenir à l'esprit, il porta la main à son visage comme un qui essaye de se souvenir, et il demanda :

— Ne me suis-je pas déjà trouvé ici, ou bien en quel endroit, une nuit comme celle-ci?

Tout à coup il se leva, laissant tomber les cartes à terre, et il s'écria :

— Qui est-ce qui m'a apporté un message de Mary Lavelle?

— Nous ne vous avons encore jamais vu, et nous n'avons jamais entendu parler de Mary Lavelle, dit le maître de la maison. Qui est-ce? et de quoi parlez-vous?

— Un an auparavant par une telle nuit j'étais dans une grange ; des hommes y jouaient aux cartes ; il y avait de l'argent sur la table, ils se le poussaient çà et là l'un l'autre, et je reçus un message, et j'allais sortir pour aller trouver celle que j'aimais, Mary Lavelle, qui avait besoin de moi.

Et il cria très fort :

— Où ai-je été depuis? Où ai-je été pendant toute l'année?

— Il est difficile de dire où vous avez pu aller pendant tout ce temps-là, dit le plus vieux des hommes, et dans quelle partie du monde vous avez voyagé ; ce qui est certain, c'est que vous avez sur vos pieds la poussière de bien des routes... Il en est beaucoup qui vont errant et oubliant ainsi, quand une fois ils ont été touchés.

— Cela est vrai, dit un autre des hommes. Je connaissais une femme qui s'en alla errer ainsi la longueur de sept années ; quand elle revint elle raconta à ses amis qu'elle avait souvent été assez contente de pouvoir manger la nourriture qu'on mettait dans l'auge du cochon. Votre meilleur maintenant, dit-il, est d'aller trouver le prêtre, et il vous enlèvera quoi que ce soit qu'on ait mis sur vous.

— C'est vers celle que j'aime, c'est vers Mary Lavelle que je veux aller, dit Hanrahan. Trop longtemps j'ai tardé, comment savoir ce qui a pu lui arriver durant la longueur d'une année?

Il se dirigeait vers la porte, mais tous lui dirent qu'il valait mieux pour lui rester cette nuit-là, afin de prendre des forces pour son voyage, et vraiment il en avait besoin, car il était très faible, et quand ils lui donnèrent de quoi manger, il se jeta dessus comme quelqu'un qui n'aurait jamais vu d'aliments et l'un d'eux dit :

— Il mange comme s'il avait marché sur l'herbe de la faim.

Ce fut par la blanche lumière du matin qu'il se mit en route, et le temps lui sembla long jusqu'à la maison de Mary Lavelle. Mais quand il y arriva, il trouva la porte brisée, le chaume tombant du toit, et visible nulle personne vivante. Quand il demanda aux voisins ce qui lui était arrivé, tout ce qu'ils purent dire c'est qu'elle avait été chassée de la maison, avait épousé un journalier, et ils étaient partis chercher du travail à Londres ou à Liverpool ou en quelque lieu importan . Si elle trouva un lieu meilleur ou pire, il ne le sut jamais, car d'aucune façon il ne se rencontra plus jamais ni avec elle, ni avec nouvelles d'elle.

(a suivre)

W. B. Yeats.

(Traduit par J. Lichnerowicz.)

JAMES MONROË EN FRANCE

On ne connait guère, ici, de James Monroë (5e président des Etats-Unis) que sa doctrine dont, au surplus, on interprète, parfois, assez mal l'esprit. On ne sait rien du rôle important qu'il joua — à un moment critique — dans l'histoire du rapprochement des Républiques française et américaine, des « Républiques sœurs », selon l'expression que son amour pour elles lui inspira, et qui devait faire une si belle fortune.

Véritable *self-made man*, fils d'un charpentier, ancien soldat, puis avocat, il était sénateur depuis quatre ans quand, le 28 mai 1794, Washington, alors président des Etats-Unis pour la seconde fois, le désigna pour le poste de ministre plénipotentiaire auprès de la République française. Il remplaçait dans ces fonctions, Governor Morris, traité avec fort peu de courtoisie par la Convention et, enfin, rappelé

sur la demande de celle-ci pour en avoir trop ouvertement blâmé les rigueurs.

Le rôle dont le président des Etats-Unis chargeait Monroë était difficile et ne pouvait être confié au premier venu ; aussi faut-il voir une éclatante reconnaissance des mérites du nouveau plénipotentiaire dans le fait que le Sénat ratifia avec empressement sa nomination.

Ce Virginien, de l'école de Jefferson — dont on n'ignorait ni la haine pour l'Angleterre (1), ni les sympathies ardentes pour notre pays et sa forme de gouvernement — devait, comme le lui précisait le Secrétaire d'Etat Randolph, « fortifier l'amitié de la France pour les Etats-Unis, et l'assurer *qu'en cas de guerre* avec quelque nation que ce fût, ceux-ci la considéreraient comme leur premier et naturel allié ».

Telle était, en effet, la prudente politique de Washington qui, malgré sa répugnance profonde pour les démagogues, ne désirait pas rompre avec la France. Quoique ses conseillers fédéralistes — et surtout le vindicatif et militant Hamilton — « animés de sympathies persistantes pour l'Angleterre » (2) l'engageassent à maintenir les Etats-Unis étrangers à l'implacable lutte entreprise contre nous par les monarchies européennes, il désirait sagement nous ménager dans l'incertitude de l'avenir, à un moment où « les sentiments des Anglais à l'égard de leurs anciennes colonies semblaient si hostiles que l'on commençait à songer sérieusement à une guerre » Il ne voulait en tout cas pas perdre le bénéfice de notre amitié et négliger de la faire valoir dans les négociations qu'il chargeait, d'autre part, John Jay d'ouvrir avec le gouvernement britannique (3).

Quelque temps, il avait hésité sur l'attitude à prendre à l'égard de la France, en guerre avec l'Angleterre. Il avait consulté le Congrès pour savoir s'il fallait dénoncer ou renouveler le traité d'alliance conclu avec nous, tandis qu'un roi nous gouvernait, et qui restait toujours en vigueur sous le gouvernement révolutionnaire.

Le 22 avril 1793, seulement, il s'était décidé pour la neutralité, malgré la pression des Républicains (1) et, en dépit ou peut-être à cause de l'accueil trop enthousiaste fait par son peuple au ministre plénipotentiaire des Girondins, le citoyen Edmond Genet, ou Genest, fraîchement débarqué à Charleston (15 avril 1793).

Sa déclaration avait soulevé la réprobation générale. Accusé par les Républicains d'ingratitude à l'égard de la nation à laquelle les Etats-Unis devaient leur indépendance, soupçonné même de servir d'instrument à la Grande-Bretagne (*a tool of great Britain*), il ne vit le pays se grouper de nouveau autour de lui que quand Genet, enivré de ses succès parmi les démocrates et les anti-fédéralistes, eût commis la grossière maladresse d'en appeler du président au peuple (2).

Washington n'ignorait pas en quelle méfiance le tenaient les révolutionnaires avancés de France, aux yeux de qui il passait pour homme de l'ancien régime. Fidèle au souvenir de ce que Louis XVI et l'aristocratie française avaient fait pour son pays, il ne laissait pas d'être, en vérité, par tempérament, je le répète, hostile aux masses sociales sans éducation ni tradition. Mais il avait vu quelle superstition le peuple américain entretenait pour la jeune République européenne, dont l'abandon, sinon le reniement à l'heure du péril ne lui eût pas paru une moindre trahison que l'établissement d'une monarchie. Il sut habilement profiter de l'imprudence ou de l'impudence de Genet pour justifier sa tentative de rapprochement avec l'Angleterre, et l'on est fondé à croire qu'il laissa volontairement Monroë dans l'ignorance de son intention bien arrêtée de n'intervenir en rien dans les affaires d'Europe.

Il insista pour que le nouveau ministre plénipotentiaire protestât des bons sentiments de son pays auprès du gouvernement français, et surtout pour qu'il fît valoir combien l'attitude de celui-ci à l'égard

(1) « We have more reason to hate her (England) than any nation on earth ». (Nous avons plus de raison de la haïr (l'Angleterre) qu'aucune nation au monde), lui écrivait Jefferson, son conseiller et son ami.

(2) A. Moireau : Chapitre « Amérique » du tome VII de l'*Histoire générale* de Lavisse et Rambaud.

(3) Jay débarqua à Falmouth en juin 1794. Une résolution de la Chambre des Représentants (House of Representations), faillit compromettre sa nomination d'ambassadeur extraordinaire, malgré le vote du Sénat. Cette résolution ne fut rejetée que par un vote du vice-président John Adams.

(1) Pendant la « période critique » de l'*Histoire des Etats-Unis* (1781-1788), deux partis s'étaient formés dans la nouvelle nation, celui des *Républicains* qui tenaient à conserver à chaque État sa souveraineté, son indépendance et son égalité, par rapport aux autres, et celui des *Fédéralistes* qui entendaient qu'un gouvernement central unit les États par un lien solide, encore qu'il leur laissât une large autonomie. Hamilton, John Adams, Jay, Washington lui-même étaient fédéralistes. Jefferson, Madison, Livingston, Monroë étaient républicains.

(2) Non seulement Genet ne craignit pas de s'appuyer sur l'opposition au gouvernement pour arriver à entraîner l'Amérique dans la guerre, non seulement il organisa des clubs démocratiques et présida des « fêtes civiques », mais il prépara un mouvement ayant pour but la conquête de la Louisiane et arma en corsaires plusieurs bateaux qui devaient croiser devant les côtes de Floride tandis qu'un corps de troupes envahirait la Nouvelle-Orléans.

de la marine marchande américaine était inamicale.

A la vérité, aucun des signataires du traité de 1783 n'en avait respecté les termes ; mais les Anglais moins que tous les autres. Dix ans après la paix de Versailles, le gouvernement britannique maintenait des garnisons dans les postes du nord-ouest (Oswego, Niagara, Détroit et Mackinac, notamment), bien que leur évacuation fût une stipulation formelle du traité ; et si les Etats-Unis faisaient obstacle au recouvrement, par les créditeurs anglais, de leurs dettes privées en Amérique, la Grande-Bretagne refusait d'offrir des dédommagements pour l'enlèvement d'esclaves par ses armées.

Aux représentations que Monroë était chargé de faire à la France au sujet de « l'embargo qu'elle mettait sur les navires américains ancrés dans le port de Bordeaux », de la saisie qu'elle opérait des cargaisons, de leur appropriation aux besoins publics, sans paiement d'aucun dommage, de la non-exécution des contrats passés avec les agents de son gouvernement, etc...(1) ; à l'exposition de tous ces griefs qui n'étaient que trop réels, la France pouvait arguer de la nécessité où la mettait la conduite de son ennemie d'agir avec rigueur.

Eclairé par l'expérience que Jefferson avait des Français, Monroë ne s'effrayait pas, comme Governor Morris et Washington lui-même, des désordres et des violences de notre révolution. Il était de ces Américains dont parle M. Schalk de la Faverie (2), qui suivirent de loin, avec intérêt et impartialité ce grand mouvement d'émancipation, et « qui en comprirent mieux la portée philosophique ». Il faisait crédit à notre bon sens, et se rendait, en outre, très exactement compte de l'embarras de notre situation, de l'impossibilité où elle nous mettait de ménager les intérêts des Etats-Unis. Il avait essayé de prendre la défense de la jeune République « une et indivisible », contre les Fédéralistes, et de faire valoir, à leurs yeux, combien, assaillie de toutes parts, elle était excusable, non seulement d'attendre de sa vieille alliée un secours contre ses agresseurs, mais d'essayer par tous les moyens de forcer ce secours. Il s'était élevé énergiquement, à la Chambre des Représentants, contre la mission Jay, quoique Washington eût affirmé que le rôle de celui-ci dût se borner « à prévenir une guerre et à obtenir justice en représentant, avec force et exactitude, les griefs et les offenses de divers genres » reçus par les Etats Unis de la Grande-Bretagne.

Les actes, votés par le Congrès, pour mettre le pays en état de défense, si la guerre était rendue inévitable par l'échec de la mission Jay, l'ordre de fortification des ports, la mobilisation de 80.000 hommes de la milice, etc... (1) donnaient à Monroë l'assurance nécessaire à sa bonne foi pour parler en ami, voire en allié, au gouvernement français afin de le convaincre des bonnes intentions des Etats-Unis.

Monroë arriva dans la capitale peu après la chute de Robespierre, mais en dépit de la réputation de sympathie pour la France et pour la cause révolutionnaire qui le précédait, il ne fut pas tout de suite reçu par le Comité de Salut Public.

Dans la crainte de subir un sort pareil à celui du ministre de Genève (le seul représentant des puissances étrangères à Paris, alors) qui attendait depuis six semaines, Monroë adressa une lettre au Président de la Convention, Merlin de Douai. Le résultat de sa démarche fut qu'un décret annonça immédiatement que le ministre des Etats-Unis serait reçu « au sein de la Convention » le 15 août 1794, à deux heures de l'après-midi.

Il serait trop long de reproduire ici le chaleureux *speech* (il ne dura pas moins de dix minutes) que Monroë prononça lors de cette solennité, et qui fut imprimé, par ordre de la Convention, en français et en *américain* (non pas en anglais, comme l'écrit, par erreur John-Joseph Conway (2), car le gouvernement de la République avait pris bien soin d'établir la distinction.

Le secrétaire d'Etat Randolph devait amicalement blâmer Monroë des expressions échappées, estimait-il, à l'enthousiasme, dans son discours, et qui, outrepassaient ses instructions. Et sans doute, quand le représentant des Etats-Unis souhaitait une alliance plus étroite entre la France et son pays, quand il déclarait que « l'Amérique ne demeurait pas en spectatrice insensible de nos affaires dans la présente crise », quand il faisait l'éloge de la sagesse et de la fermeté de notre gouvernement, c'étaient bien plus ses désirs et ses opinions qu'il exprimait que la pensée de Washington.

Il ne me semble pas que ce fut en toute candeur, comme on l'a écrit, qu'il observa si peu l'attitude circonspecte d'un ambassadeur, je crois, plutôt, qu'il parla en homme de l'opposition, par-dessus le Président et les ministres responsables, au nom du peuple américain dont son parti approuvait les aspirations. C'était, ainsi qu'il l'a déclaré lui-même, les sentiments de sa propre patrie qu'il traduisait en obéissant aux injonctions de son cœur. Et donc, quand, sur la fin de sa vie, revenant sur ces évènements capitaux, il assura qu'il avait voulu, en ren-

(1) Gibbs : *Administration of Washington and Adams.*
(2) *Napoléon et l'Amérique.*

(1) Guizot : *Washington : Fondation de la République des Etats-Unis.*
(2) *Footsprints of famous Americans in Paris.*

dant publiques ses paroles, s'adresser à la nation française, c'est-à-dire au « gouvernement réel à travers le nominal » (1), il ne reconnaissait que la moitié de ce qu'il avait fait.

Notons-le : son discours qui irrita tant l'Angleterre et effraya les Fédéralistes, inaugurait une méthode diplomatique que nous avons vu le président Wilson reprendre, au cours de la grande Guerre et des longues négociations qui l'ont suivie...

Peut-être Thiers va-t-il trop loin (2) quand il prétend que Monroë donna à notre gouvernement le plus prudent des avis en lui conseillant de patienter jusqu'aux prochaines élections présidentielles où le remplaçant de Washington (un républicain à coup sûr) réparerait ses torts en concluant une alliance offensive avec la France...

Washington avait trop assuré Monroë de ses bonnes intentions à notre égard pour qu'il fût en droit d'en douter. Il savait la vénération que ce citoyen intègre inspirait aux Français raisonnables, et il espérait seulement l'entraîner, malgré ses conseillers fédéralistes, à suivre le sentiment de la grande majorité du peuple américain, tout en faisant revenir de leurs préventions contre sa personne ceux de nos compatriotes influents qui poussaient à la rupture avec les Etats-Unis. Il est certain qu'en leur déclarant la guerre, la France les eût jetés dans les bras de l'Angleterre et, du même coup, précipités dans la réaction. C'est ce que comprit Merlin de Douai, quand, donnant l'accolade à Monroë en témoignage « de l'éternelle fraternité qui unissait les deux peuples », il fit voter à l'unanimité un décret approuvant la nomination du nouveau ministre plénipotentiaire et déclarant que le drapeau des Etats-Unis serait suspendu à côté de celui de la France dans la salle des séances de la Convention.

Simple, l'allure aisée, avec son visage long, au nez aquilin, sa bouche spirituelle, son menton volontaire, creusé d'une fossette profonde, son front haut découvert par les cheveux rejetés sur la nuque, ses yeux doux, mais insistants et nuancés de malice, Monroë sut, du reste, moins par sa bonne grâce que par sa vivacité même, la sincérité persuasive de son éloquence, se gagner très vite les sympathies de nos compatriotes (3). On ne saurait dire qu'il se montra jamais grand politique ; mais il n'avait perdu aucune des leçons de Jefferson, et son patriotisme — dont il devait donner de si éclatants témoignages au cours de sa carrière — tempérait fort heureusement l'ardeur et l'irascibilité de l'homme de parti qu'il fut, surtout dans la première moitié de son existence. Démocrate convaincu, mais Américain par-dessus tout, il commanda l'estime par sa fermeté et sa persévérance, et sans qualités diplomatiques particulières, il se tira, somme toute, à son honneur et à l'avantage des Etats-Unis d'une des situations les plus épineuses dans laquelle se soit trouvé un ambassadeur.

Monroë était à Paris depuis sept mois lorsque la nouvelle y parvint de la conclusion d'un traité entre John Jay pour l'Amérique et Lord William Grenville pour l'Angleterre (19 novembre 1794). Il n'en savait pas encore les termes que le Comité de Salut Public le sollicitait, le sommait presque, d'en révéler le contenu sous prétexte « qu'entre deux peuples libres ne devait pas subsister cette dissimulation qui appartient aux cours ». Monroë allégua son ignorance ; mais quand, en décembre, il reçut de Timothy Pickering, qui succédait à Randolph (1) au Secrétariat d'Etat, communication complète du traité, en même temps que notification de sa signature par Washington, son étonnement et son indignation furent tels qu'il ne put s'empêcher d'écrire à Judge Jones que la transaction de Jay « dépassait tout ce qu'il en avait craint, et qu'il la considérait comme la plus honteuse de son espèce ».

Comme le dit Henry William Elson (2), il se tint pour la dupe de son gouvernement et il se fit un scrupule de conscience d'avoir, par là-même, trompé le gouvernement français. Il hésita à suivre les instructions qu'il avait reçues ; et ce ne fut que plus tard, quand il apprit par notre ministre des Affaires Etrangères, de la Croix, que l'alliance entre les deux Républiques avait cessé (février 1796) qu'il considéra de son devoir de défendre le traité Jay avec vigueur. Mais Washington avait déjà décidé son rappel, sous l'accusation de s'être *entiché* de la France (*infatuated*, écrit le Président Wilson) (3) et d'avoir abandonné au profit de ce pays les intérêts de sa propre patrie. Accusation injuste. Non que Washington fût mal inspiré en cherchant un compromis avec

(1) Daniel C. Gilman : *James Monroë*.

(2) *Histoire de la Révolution française*.

(3) Quand le corps de Rousseau fut conduit au Panthéon, le neveu de Monroë, accompagné du capitaine Barney, jeune officier de l'Union, porta le drapeau américain, en tête de la colonie américaine « qui, à cette époque troublée, existait déjà à Paris » (J.-J. Conway). Il obtint, en outre, la libération de plusieurs de ses compatriotes, celle de Thomas Paine, notamment, emprisonné au Luxembourg, et à qui il offrit l'hospitalité, dans cette « Maison des Etrangers, du 101 de la rue Richelieu, où il logeait. Comme le dit M. J.-J. Conway, il trouva le peuple de la capital, franc et amical ».

(1) Accusé de connivence avec le Ministre de France, il avait dû résigner ses pouvoirs.

(2) *History of the United States*.

(3) *Ibid.*

l'Angleterre, mais parce qu'il sous-estimait la force de la République française et parce qu'il y a tout à parier que, sans les assurances formelles et réitérées d'amitié de son ambassadeur à Paris, la guerre avec la France eût résulté de sa politique imprudente par excès même de prudence.

A lire, — surtout sous sa première forme — le traité Jay, on comprend, du reste, non seulement la colère de la Convention, mais le désappointement et jusqu'à un certain point même, la honte de Monroë.

Si le gouvernement britannique s'engageait, en effet, à évacuer les ports de l'Ouest, à la date du 1er juin 1796, s'il acceptait qu'une commission mixte réglât la question des dettes et qu'une indemnité fût payée pour les nègres enlevés — sur la question du commerce neutre il ne cédait pas un iota. Enfin, au dire de Channing (1), « la disposition la plus reprochable du traité en était le douzième article », subordonnant l'ouverture des ports du British West Indies aux seuls navires américains *ne jaugeant pas plus de* 70 *tonnes*, à la condition que, pendant toute la durée du traité (douze ans) les Etats-Unis n'exporteraient ni mélasse, ni sucre, ni café, ni cacao, ni coton, dans aucune partie du monde...

Le Directoire qui, depuis la fin de 1795, avait pris le gouvernement des affaires de la France, n'était donc pas mal fondé de reprocher à la transaction de Londres de ne pas assez ménager la France sous prétexte d'intentions pacifiques et de violer les traités de 1778. Ce n'était pas assez, comme le leur avait reproché Genet, que les Américains eussent « cessé de considérer la liberté en amants, mais en personnes mariées », ils semblaient vouloir la trahir au profit de la tyrannie. Adet, le successeur de ce trop turbulent Genet auprès du gouvernement américain, fit ressortir que les Etats-Unis nous mettaient dans une position inférieure vis-à-vis de l'Angleterre en permettant à cette nation « de nous piller sous pavillon américain », et le parti républicain, et le peuple tout entier des Etats-Unis sentirent d'ailleurs si bien les faiblesses et les torts du traité qu'ils élevèrent contre lui la plus indignée des protestations. Le drapeau anglais fut traîné dans la boue, le ministre britannique insulté, Jay, pendu en effigie, guillotiné en effigie, brûlé en effigie, depuis l'état du Maine jusqu'à celui de Géorgie. Toutes les sociétés démocratiques fermentèrent pendant plus de six mois ; meetings et pamphlets se multiplièrent de toutes parts, et les principaux journaux ne consacrèrent leurs colonnes qu'à attaquer ou à défendre l'œuvre du signataire de la convention de Londres. Washington lui-même fut maltraité par la tourmente, jeté bas de son piédestal de gloire et — comme il s'en plaignit amèrement — s'entendit comparer à Néron, traiter de concussionnaire, voire de vulgaire picpocket...

Le Sénat eut toutes les peines du monde à se résigner à ratifier le traité, allégé de son douzième article, et ce ne fut qu'après un tumultueux débat que la Chambre des Représentants le ratifia à son tour, par 48 voix contre 41, non sans avoir passé, au préalable, une résolution demandant au président de produire les pièces relatives à ses négociations.

Pensant que la Chambre des Représentants rejetait le traité, le gouvernement français n'avait pas trop pressé les choses. Mais, aussitôt qu'il fut informé du vote qui lui donnait force de loi, il décida de prendre des mesures de représailles, et le 2 juillet promulgua le célèbre décret énonçant que les navires neutres seraient traités par nous de la même manière qu'ils souffriraient de l'être par l'Angleterre.

Monroë déploya, alors, la plus louable activité et grâce à son influence personnelle réussit à gagner à la cause américaine quelques membres du Directoire, comme Passoret, qui prêcha la modération. Si le gouvernement de la République resta, dans son ensemble, rebelle à tout accommodement, du moins ne prit-il pas de décision extrême. Sa plus grave détermination fut de bouder les Etats-Unis et de refuser de prendre connaissance des lettres de crédit du général Charles Cotesworth Pinckney que Washington envoyait à Paris, pour y remplacer Monroë.

En revanche — afin de bien marquer la différence qu'il faisait entre le gouvernement et le peuple des Etats-Unis, dont il estimait que Monroë représentait les sentiments — le Directoire donna un caractère solennel aux adieux de l'ambassadeur disgracié.

A son assurance émue qu'il continuerait, de retour dans sa patrie, de payer à la France et à ses représentants « le tribut d'un souvenir reconnaissant », Barras, le président du Directoire répondit :

— « En présentant aujourd'hui au Directoire exécutif vos lettres de rappel, vous offrez un étrange spectacle à l'Europe. La France, riche de sa liberté, entourée par le cortège de ses victoires, et forte de l'estime de ses alliés ne s'abaissera pas à calculer les conséquences de la soumission du *gouvernement américain* aux vœux de ses anciens tyrans. La République attend, cependant, que les successeurs de Colomb, de Raleigh et de Penn, toujours fiers de leur liberté, n'oublient jamais ce qu'ils doivent à la France. Ils pèseront dans leur sagesse la magnanime amitié du peuple français, avec les caresses de ces hommes perfides qui méditent de les ramener sous

(1) *History of the United States*. Ce douzième article fut supprimé par la suite.

leur ancien joug. Assurez *le bon peuple d'Amérique*, M. le Ministre, que, comme lui, nous adorons la liberté. Qu'il possèdera toujours notre estime, et qu'il trouvera toujours dans le peuple français cette générosité républicaine qui sait aussi bien accorder la paix que faire respecter sa souveraineté. Quant à vous, M. le Ministre Plénipotentiaire, qui avez combattu pour des principes et qui avez su reconnaître les véritables intérêts de votre patrie, partez avec notre regret; nous honorons en vous un représentant de l'Amérique, et nous conservons le souvenir du citoyen que ses qualités personnelles rendirent digne de ce titre ».

Exemple unique, sans doute, dans l'histoire des relations de deux peuples, que ce témoignage de sympathie rendu à un ministre au préjudice de son gouvernement! De retour aux Etats-Unis, Monroë en appela au public de sa conduite officiellement condamnée et publia cette : « *View of the Conduct of Executive in the Foreign Affairs of the United States, connected with the mission to French Republic during the years* 1794, 95 *and* 96 » qui acheva de miner la popularité de Washington et de discréditer le parti des Fédéralistes. En Virginie même, le grand citoyen américain perdit son prestige, et la législature de cet Etat refusa de passer un vote de confiance non altérée (*undiminished*) en le plus distingué de ses fils.

Pendant une période de très de trois lustres, les Démocrates allaient gouverner et rétablir, peu à peu, la bonne entente avec la France. Quant à la guerre avec l'Angleterre, si, grâce à Washington, elle fut différée, elle n'en éclata pas moins en 1812. Comme l'avait dit Franklin, il restait aux Américains « à faire la guerre de la libération définitive ».

Instruit par l'expérience, Monroë — qui devait bientôt négocier avec Napoléon l'achat de la Louisiane — pourra désormais établir le principe de l'interdiction à l'Europe de toute ingérence dans les affaires américaines — *cis-atlantic affairs*, selon son expression.

JOHN CHARPENTIER.

LES NOUVEAUX ACADÉMICIENS

Me HENRI-ROBERT

Vous désirez un portrait de Maître Henri Robert; vous entendez célébrer son entrée à l'Académie; justement, la manière dont cette entrée s'est passée le caractérise à merveille, lui et la force secrète qui conduit sa destinée et la comble. Il semble au spectateur qu'aucune action n'était plus simple que celle-là. Le récipiendaire a frappé : la porte s'est ouverte. Un concurrent non méprisable guettait l'entrebaillement, ce rival a dû s'effacer et Me Robert est entré. Simple en effet —. parce que c'était lui. D'autres auraient trouvé un seuil plus hérissé. Souvenez-vous de Me Henri Barboux, c'est tout dire. Que de supplications, quelles œillades, quelle patience! Quelle résistance aussi! La capricieuse porte ne s'ouvrit qu'après maints refus. Qu'y faire? Me Barboux n'avait pas le « Sésame». Sa voix aigrelette, sous laquelle l'ample période, industrieusement ouvrée, s'éraillait à l'audience, ne donnait pas aux syllabes magiques le velouté qu'elles voulaient. Dans tout le courant de la vie professionnelle de Me Henri Robert, il en fut ainsi. Les difficultés s'aplanissaient devant lui, parce qu'il avait le don, le plus riche et le plus rare des dons, la volonté ponctuelle de le faire fructifier, et puis, — sans parler de la chaleur du cœur qui lui a valu « ces amitiés inlassables » qu'il sait reconnaître, — et puis encore ... l'Etoile!

Voyez! De la même façon que Me Henri Robert est entré à l'Académie, il s'est assis à son banc du Palais, et ce premier siège a pris des airs de trône. Je me souviens de l'*avènement* comme si c'était hier. Les Chambres civiles applaudissaient Bétolaud, la conscience, Cléry, l'esprit, Cresson (si excellent), la morale, Du Buit; que sais-je? C'était une assez belle pléiade d'illustres modestes, qui s'effacaient devant les grands ancêtres, et se réclamaient respectueusement des Bethmont, Paillet, Jules Favre, tutti quanti. Les Assises, d'ordinaire sonores et véhémentes, se taisaient à moitié; on y portait encore le deuil de Lachaud, quoique dans la salle, où le crêpe persistait, on entendît de fort nobles voix. En tête, au milieu de l'estime générale, le vétéran aimé et respecté d'aujourd'hui : Albert Danet, choyé par les conseils de guerre, si sincère, si honnête, si prudent que les jurés acquittaient ses clients pour lui faire plaisir, puis les novices, les Crémieux, Saint-Auban, Viviani, Léon Barthou, surtout Décori dont la voix

chaude, les attitudes, la diction faisaient songer à la scène. Un jour, au milieu de ces débutants, parut, sans grand tam-tam, Henri Robert, mon Dieu, à peu près pareil à ce qu'il est présentement, car il a vieilli moins que beaucoup d'autres ; et les traits mobiles sous le lorgnon déjà subi, la démarche, la sveltesse n'accusent pas de graves changements. Durier portait alors le bâtonnat de son mieux ; il fit montre d'une prédilection immédiate, et réserva au nouvel arrivant, presque sans partage, la manne disputée des grandes affaires criminelles d'office. Je le crois : elles procuraient alors les premiers rôles, les articles d'Albert Bataille, la réclame et la célébrité. Dire qu'on ne s'étonna point d'abord serait mentir. Il y avait faveur manifeste, mais les petites jalousies s'apaisèrent, car il y avait aussi le talent. — un talent qui ne semblait pas à la mesure des autres, né tout formé et presque épanoui, quelque chose enfin que l'on n'avait pas encore vu comme cela, et qui, dans son originalité, frappait jusqu'à ceux qui auraient bien voulu rester sourds. On en eut la preuve tout de suite.

A l'issue d'une des premières grandes affaires plaidées aux assises par Henri Robert, un maître du criminel venu, pour écouter, derrière son secrétaire, dit à ce dernier, en lui mettant la main sur l'épaule : « Ce jeune homme a de la facilité. » — De la facilité ! — c'est cela ; et c'est aussi l'apparent critérium de ce qui émane de Me Robert, comme de ce qui lui arrive. De la facilité ! — à condition qu'on sous-entende une foule de qualités innées, qui constituent, au point devue oratoire, la force la plus heureuse, la plus efficace, la plus triomphante, sur le champ où elle doit s'employer.

De ce moment, en effet, Henri Robert fut le maître des assises, non pas seulement à Paris, mais en France. Qu'est-ce donc que sa plaidoirie ? — Ah, voilà qui ne se définit pas aisément, tant elle échappe à l'analyse, tant elle l'effarouche, tant elle l'étouffe même, comme sous le gobelet d'un prestidigitateur. Elle ne paraît pas le résultat de notes ni de plans, avec divisions préalables, développements s'emmanchant les uns dans les autres, selon la construction classique, depuis qu'il y a des barreaux dans tous les pays et sous tous les ciels. On cherche la préparation, elle se dérobe, on ne voit ni compartiments, ni points de suture. Le discours vous prend au collet, sans exorde, ni préliminaire ; tout de suite on est dans le vif, enlevé sans répit, ni repos, sans parties spécialement brillantes qui fassent dire : « Mon Dieu, qu'il parle bien ! » On vit l'affaire à bride abattue ; on court d'arguments en arguments, ils passent, cèdent la place aux suivants, reparaissent, s'enlacent. Aucun appareil rigoureux. Pourtant le sentiment que tout marche à un but, s'adresse à quelqu'un, peut-être à ce juré-ci, peut-être à cet autre. C'est un entraînement plein de tours et détours, des clartés qui jaillissent, comme des jets d'eau spontanés avec l'arabesque de retombées éblouissantes sans écume ; enfin des paroles pressées qui sortent de la nécessité du moment, d'un incident, d'une impression, d'un geste. — qui vous convainquent par mille détails, et qui font que vous n'avez plus envie de lutter. Vous vous rendez ; mais vous vous étiez déjà rendu aux premiers mots. Pas d'insistance dans l'émotion, ni de pathétique ; peu de pathétique, à dire vrai ; de la raillerie par traits rapides, souvent du sarcasme, une dialectique emballée avec la raison toujours en vue. Voilà le roi des avocats d'assises ; — et maintenant revenons au rôle de l'étoile dans la vie de Me Henri Robert, et à cette complicité du bonheur qui lui fait atteindre des buts refusés à tant d'autres.

Il faut avoir vécu au Palais, il y a vingt ou seulement dix ans, pour se douter du discrédit profond où vivait l'avocat criminel au point de vue des honneurs de l'ordre. Me Lachaud n'a jamais été bâtonnier, que je sache. Cependant cette distinction suprême, entourée d'un éclat presque superstitieux à Paris, recherchée par les plus glorieux, — Me Henri Robert l'a cueillie sans difficulté. Il a été le chef de son ordre, aussi jeune que ses devanciers, et il l'a été comme pas un, pendant trois ans au moins, comparable au seul Rousse, notre plus grande fierté. Si Rousse mérite le titre de « Bâtonnier de la Commune », Henri Robert, quoiqu'on en aie, portera, dans l'histoire celui de bâtonnier de la guerre, ayant dit les paroles qu'il fallait, à tel ou tel moment, dans telle cérémonie — Et cela, c'est l'*étoile*, aux rayons cette fois terribles, l'*étoile* tout de même. — Ainsi donc, des débuts professionnels quasi-fulgurants ; un bâtonnat insigne, une réception du premier coup à l'Académie. — trois chances, et plus qu'il n'en faut, mérite mis à part, pour illustrer une vie. — Poursuivons !

Quiconque aujourd'hui ne voudrait voir en Me Robert qu'un avocat d'assises, se tromperait. A mesure que ce favori du talent et du destin triomphait au criminel, il rêvait de s'en dégager, non pas entièrement, (c'eût été de l'ingratitude), mais un peu. Il accepta de plaider au civil. Il est l'avocat de la Société des gens de lettres, si je ne me trompe. Cela nous mène à l'examen d'une dernière ambition. Repu de succès oratoires, Me Robert a senti qu'il se devait à l'ordre, son bienfaiteur. Il a donc étudié le passé de sa Compagnie ; et il a livré au public le résultat de ses études sous deux formes. Nous avons de lui, en plusieurs volumes, les récits de

certains procès célèbres, préalablement lus dans une salle de conférences élégantes, et ces lectures, fort simplement faites, prenaient une telle vie ; ces récits semblaient si réels, qu'il fallut recommencer la conférence une deuxième fois. Puis, parut un petit livre, l'*Avocat*, miroir des mœurs du barreau français moderne et ancien. On vit que Me Robert connaissait à fond les phases diverses de notre histoire, ces séances mémorables de la rentrée de nos Parlements du XVIe siècle, notre âge héroïque, ces Mercuriales où des magistrats, célèbres dans l'État et dans les lettres, Faye d'Espeisses, Du Faur de Pibrac, recherchaient les règles de l'éloquence nationale, au moment où Du Vair composait sa rhétorique, et où le grand Pasquier plaidait. — gloire durable de notre ordre. — Voilà certes de quoi justifier le titre d'Académicien !

Mais Me Henri Robert, modeste ou non, sa't-il lui même un des plus beaux triomphes de sa parole? Je vais le lui apprendre, s'il l'ignore, pour finir. C'était pendant la guerre, à Lausanne, ville dont tant d'événements récents ont augmenté l'antique célébrité, — devant un public étrange, mélangé, inquiet et inquiétant. Des conférenciers choisis venaient développer la cause française dans des salles où l'on s'entassait : MM. Boutroux, Donnay, Brieux, Mgr Baudrillart, très écouté. Henri Robert parut à son tour. Il parla au Lumen dans une salle de théâtre du Grand Pont, ordinairement réservée aux représentations cinématographiques. Çà et là, on voyait des figures et des personnages que l'on connaissait bien, quand on était français, et quand on avait à discourir là-bas en public, — auteurs probables des lettres anonymes qu'on recevait, dès qu'on avait quitté son estrade, injurieuses, menaçantes, quelques-unes encourageantes, et — celles-là même — parfois allemandes, — ah, la curieuse ville ! — Me Robert parut donc, et on le redouta sur la foi de sa renommée. Dame ! on était neutre ; et l'on se sentait durement surveillé. Il parla ; l'on fut rassuré. Tout fut dit, sans bris ni éclat. Cependant les bons Lausannois n'en revenaient pas. Les compatriotes de Vinet et de Juste Olivier, ces fils ou petits fils des gens dont Sainte-Beuve appréciait le goût sûr et sérieux, admiraient que l'on pût parler ainsi. Cette aisance si juste les confondait en les ravissant. Pendant fort longtemps, on célébra Henri Robert dans les milieux les plus qualifiés : — le sut il?

C'est par là que je veux finir ces notes hâtives que je crois exactes. Je n'ai guère cherché à nuancer mes mots ; le chagrin d'un deuil cruel me poursuit. Je n'ai pas cherché à faire un portrait anecdotique. Mes anecdotes eussent paru des redites. A quoi bon ! Il valait mieux, je pense, dégager les traits originaux d'une carrière et d'un talent, et saisir leurs rapports avec l'homme et avec la loi de sa destinée. Il en résulte que Me Henri Robert est à sa place à l'Académie. Il y trouvera le souvenir d'illustres confrères, qu'on peut nommer en parlant de lui, qui goûte notre histoire : Patru, favori de la marquise de Rambouillet, inventeur du discours de réception, Sacy, ami de la marquise de Lambert. Il ne manquera pas d'y donner tort à maître Normand qui estimait, au dix-huitième siècle, qu'un avocat, méritant ce nom, ne doit pas chercher à être *Immortel*, parce que les visites de candidature étaient des offenses à la dignité de l'ordre.

J. Munier-Jolain,
Avocat à la Cour d'appel.

LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE IMPÉRIALE ET LA POLITIQUE COMMERCIALE DE L'ANGLETERRE

Pour la huitième fois, les représentants des Dominions se sont assemblés à Londres en vue de discuter avec le Gouvernement Britannique les questions intéressant les peuples qui composent l'Empire, ou plutôt « la communauté des nations britanniques.» puisque ce terme est celui qui tend à prévaloir aujourd'hui.

La première de ces réunions se tint en 1887 au moment du premier jubilé de la reine Victoria ; les autres eurent lieu en 1894, 1897, 1902, 1907, 1911 et 1921, après l'interruption de la guerre. Elles eurent presque toujours un caractère économique très prononcé et discutèrent des questions de douane, de commerce, de services postaux, de navigation marchande, d'émigration, En 1911 la Nouvelle Zélande, par l'organe de son Premier, M. Ward, proposa la constitution d'une Fédération impériale. On se rappelle que cette idée fut vivement rejetée.

En somme les Dominions, qui ont obtenu de la Métropole leur autonomie pour les questions intérieures, voudraient participer à la politique générale de l'Empire. Pendant la guerre, ils ont bien affirmé leur indépendance en soutenant qu'ils étaient réunis sur un pied d'égalité, bien que le premier ministre du Royaume-Uni présidât le

cabinet de guerre, *Primus inter pares*. C'est à titre individuel que les Dominions ont adhéré au traité de Versailles et au pacte de la Société des Nations ; c'est à ce titre aussi que chacun d'eux est représenté à Genève. Il semble bien, au reste que, pas plus que la métropole, ils ne désirent voir une Constitution écrite arrêter les conditions qui règleraient leurs rapports avec le Royaume-Uni. L'Empire n'en est pas moins un organisme vivant, dont les diverses parties sont unies par des liens réels. La question qui se pose est de savoir s'il est opportun de resserrer ces liens, et comment.

La Conférence qui vient de siéger avait deux programmes, l'un politique, l'autre économique. Celui-ci, le seul dont nous parlerons, répond à l'idée première de M. Bonar Law, qui avait décidé, lors de son arrivée au pouvoir, de convoquer le plus tôt possible une conférence économique pour chercher, par une coopération avec les Dominions autonomes, la solution des difficultés dont l'Angleterre souffre aujourd'hui, difficultés telles que dans aucun autre pays le chômage n'atteint si durement la population ouvrière.

Comment peut se traduire cette coopération des Dominions?.

Un plan se présente immédiatement à l'esprit. Le Royaume-Uni a 1.200.000 chômeurs, les Dominions manquent de main-d'oeuvre, il faudrait y diriger tous les travailleurs qui ne trouvent pas d'occupation dans la métropole. L'avantage serait double : en débarassant l'Angleterre des sans-travail, qui sont toujours un élément de désordre, on donnerait aux entreprises coloniales les ouvriers dont elles ont besoin. En même temps ces entreprises pourraient accroître leur production de matières premières, augmenteraient leurs exportations, et par conséquent, leur pouvoir d'achat, ce qui leur permettrait d'absorber une plus grande quantité de marchandises anglaises.

Ce plan paraît très simple en théorie. C'est pourquoi, dès l'année dernière, le Gouvernement avait fait voter, le 31 mai 1922, une loi dite de « colonisation impériale ». aux termes de laquelle il était autorisé à dépenser un million de livres la première année et trois millions de livres par an durant les 13 années suivantes, pour faciliter l'émigration des travailleurs anglais dans les Dominions. Mais cette loi n'a, jusqu'à présent, donné presque aucun résultat, puisque la première année il n'est parti pour les Dominions que 26.000 émigrés, et que, sur les crédits votés, 156.000 livres seulement ont pu être dépensées.

Cet échec s'explique par diverses raisons. D'abord l'opposition du parti travailliste qui voudrait qu'au lieu d'exploiter les colonies on commençât par mettre en valeur toutes les ressources naturelles de la Grande-Bretagne. Ensuite les ouvriers anglais d'aujourd'hui montrent une vive répugnance à s'expatrier. Quand les allocations de chômage leur permettent de subsister médiocrement, mais après tout de vivre, pourquoi iraient-ils outre-mer gagner au prix d'un dur labeur des salaires qui, si beaux soient-ils, les laisseraient incapables de satisfaire les habitudes qu'ils ont prises dans les cités ouvrières d'Angleterre et d'Ecosse?

Les Dominions eux-mêmes ne montrent pas beaucoup d'empressement à recueillir les émigrés. Ils ne voudraient recevoir que des travailleurs agricoles ; or, il ne leur arrive guère que des ouvriers des villes, n'ayant aucun gout ni aucune aptitude pour le métier de cultivateur. Ajoutons enfin qu'en Australie et en Nouvelle-Zélande surtout. les syndicats ouvriers s'opposent vivement à un afflux de main-d'œuvre qui risquerait de déterminer une baisse des salaires.

Un autre remède aux difficultés économiques dont souffre l'Empire serait de développer le commerce entre la Métropole et les Dominions. Certains hommes politiques poursuivent cette idée depuis longtemps. C'est ce que Joe Chamberlain avait voulu faire en établissant ce qu'il appelait la « préférence impériale », d'après laquelle l'Angleterre et ses Dominions s'accordaient mutuellement un tarif douanier préférentiel. Il s'agirait en somme de créer un vaste État économique fermé, suivant la conception si souvent préconisée par les théoriciens allemands à la suite de Fichte et de Frédéric List, C'est sur cette base fragile que les Allemands avaient édifié leur projet du Mittel Europa. Malgré la vogue présente de ce qu'on appelle le « nationalisme économique », l'expérience montra l'impossibilité de réaliser une pareille idée. Si grande en effet que soit l'étendue d'un Etat, si variées que soient ses conditions géographiques et climatériques, pût-il même comme les Etats-Unis trouver sur son propre sol à la fois les produits des tropiques et ceux des zônes glaciales, il en est qui lui manqueront toujours, ne serait-ce que par l'impossibilité d'adapter sa main d'œuvre à leur production ; tel est le cas pour la soie par exemple. Bien plus encore l'Empire Britannique est incapable de se suffire à lui-même.

L'Angleterre d'autre part a-t-elle intérêt à concentrer son effort commercial à l'intérieur de l'Empire plutôt que de le diriger sur l'ensemble du marché mondial? La question a donné lieu à des controverses passionnées, fondées sur la manière dont les partisans de chacun des deux systèmes interprètent les chiffres. Il est certain que les 15 millions d'hommes de race anglaise qui se trou-

vent dans les dominions britanniques achetaient avant la guerre pour 93 millions de livres de produits anglais, tandis que les 50 millions d'individus de race anglo-saxonne vivant aux Etats-Unis n'en achetaient que pour 20 millions de livres. Il est certain aussi que depuis le début du XXe siècle le commerce des colonies entre elles et avec la métropole s'est accru en valeur absolue. Mais il a décru relativement, tandis que leur commerce avec l'étranger n'a pas cessé d'élever son pourcentage. Ajoutons que les échanges de la Grande-Bretagne avec les pays étrangers sont deux fois plus importants que le commerce intérimpérial. Celui-ci peut donc servir de moyen pour resserrer les liens entre les parties de l'Empire, mais il ne tient dans le commerce extérieur total qu'une place assez faible. Ce serait donc une erreur que de vouloir restreindre le domaine commercial de la Grande-Bretagne à ses possessions d'outre-mer, il doit s'étendre sur le monde entier.

Les Dominions enfin, qui se montrent si exigeants pour un tarif préférentiel en faveur de leurs marchandises, seront peut-être amenés, sinon à restreindre les avantages qu'ils font jusqu'à présent aux articles fabriqués venant d'Angleterre, du moins à diminuer leurs importations. A l'abri du protectionnisme, ils s'efforcent de créer chez eux une industrie capable de traiter sur place les matières premières qu'ils produisent : ce sera autant de moins pour les fabriques et les commerçants britanniques. Le Canada, l'Inde, l'Australie sont entrés dans la voie industrielle et y persévèrent, ne serait-ce que par amour-propre national.

Leurs tendances se sont affirmées à la Conférence économique impériale par l'organe de M. Bruce, le « Premier » australien. Il a littéralement sommé la Grande-Bretagne d'accorder à ses Dominions un tarif préférentiel et d'augmenter les droits pesant sur les produits venant des pays étrangers à l'Empire Britannique. « Le développement de l'Empire, a-t-il dit, dépend de trois facteurs : des hommes, de l'argent, des marchés Ces trois facteurs dépendent étroitement les uns des autres, et nous pensons que la question capitale est celle des marchés. Inutile de s'occuper d'émigration à l'intérieur de l'Empire tant que nous n'aurons pas réussi à trouver des marches pour les productions qui résulteraient du développement de la colonisation. L'Australie a été sollicitée par divers États étrangers de conclure des traités de commerce offrant des avantages réciproques. Elle s'y est refusée jusqu'ici, mais elle ne pourra rester fidèle à sa politique d'union avec la Grande-Bretagne que dans la mesure où sa propre situation économique le lui permettra.

« La Grande-Bretagne, a dit aussi M. Bruce, est d'autant plus intéressée à ce système que les Dominions lui achètent plus qu'ils ne lui vendent, à la différence d'autres pays tels que les Etats-Unis, l'Argentine, le Danemark qui, en 1922 ont importé de Grande-Bretagne à eux trois le tiers seulement de ce qu'ils lui ont vendu. Les achats de l'Australie en Angleterre représentent par tête d'habitant australien 11 livres 9 shillings Pour la Nouvelle-Zélande, la proportion est plus forte encore. Tandis que les Etats-Unis, si riches soient-ils, n'arrivent qu'à la proportion dérisoire de 14 shillings 7 pence par tête ».

M. Bruce a demandé une protection toute particulière pour les fruits séchés australiens qui subissent de la part des fruits de Californie une concurrence qu'ils sont incapables de soutenir.

On pourrait lui répondre que c'est la faute du Gouvernement socialiste d'Australie, qui a favorisé par tous les moyens la hausse démesurée du prix de la main-d'œuvre, se mettant ainsi en condition d'infériorité par rapport aux Etats-Unis, où les salaires sont pourtant si élevés.

Le ministre du Commerce britannique, assisté du secrétaire financier du Trésor, a promis aux Dominions que le gouvernement de la Métropole était disposé à leur accorder des détaxes importantes sur la plupart des produits alimentaires qu'ils peuvent fournir notamment sur les fruits et sur les vins.

Il reste à savoir si le Parlement adoptera ces mesures, et ensuite, si elles n'entraîneront pas des représailles de la part des pays étrangers auxquelles elles nuiront. Nous en avons déjà un écho à la Conférence internationale sur les formalités douanières, qui vient de se tenir à Genève sous les auspices de la Société des Nations. Le Japon et les Républiques latines de l'Amérique du Sud se sont inquiétés de la politique préférentielle impériale. Cette politique, ont-ils déclaré, est en opposition avec l'article 23 du pacte de la Société des Nations, qui prévoit un traitement équitable en matière de douane pour tous les Etats sans discrimination entre eux.

Un autre inconvénient des tarifs préférentiels est qu'ils élèvent forcément le prix de la vie, surtout lorsqu'ils s'appliquent aux denrées alimentaires. Or, ils soulèvent à ce propos une vive opposition, à la fois du côté des libéraux férus du libre échange au point de vue doctrinal, et de la part des ouvriers qui appréhendent justement la répercussion de cette hausse sur leur bien-être. On ne voit donc pas comment M. Baldwin pourra concilier cette politique avec les déclarations par lesquelles il a promis de sauvegarder le *Standard*

of life des citoyens britanniques. A vrai dire, toute politique protectionniste, quelle que soit sa forme, abaissera certainement ce standard. Elle fera monter les prix à coup sûr, mais rien ne dit qu'elle rendra aux industries britanniques la vitalité qu'il faudrait pour supprimer le chômage.

Quant aux doctrinaires du libre-échange, leurs protestations sont plus vives encore. Ils ne sortent pas de la thèse classique que le libre-échange a seul assuré la prospérité de la Grande-Bretagne dans les circonstances difficiles, et qu'aujourd'hui encore il peut seul permettre à l'Empire Britannique de se relever des ruines de la guerre. Il y a du vrai dans cette thèse, en ce sens que la Grande-Bretagne est un pays plutôt commerçant qu'industriel. Néanmoins les protectionnistes, M. Baldwin en tête, sont fondés à répondre qu'elle assumerait un rôle insoutenable en persistant à admettre en franchise les marchandises de toute provenance, alors que tous les pays du monde ferment leurs frontières aux importations britanniques.

Dans un article très remarquable qu'a publié l'*Empire Rewiew* du 1er octobre, Lord Milner a écrit qu'avant de modifier le régime actuel en multipliant les tarifs préférentiels, il vaudrait mieux employer d'autres moyens pour améliorer la constitution économique de l'Empire. Ce serait de développer les communications de toute sorte entre ses diverses parties, d'encourager l'émigration et d'atténuer les inconvénients qu'apporte au commerce impérial l'absence d'une monnaie commune.

Enfin la direction de la Fédération des industriels britanniques a signalé un autre point intéressant : l'Angleterre, a-t-elle dit, pourrait sans aucun doute acheter aux Dominions des quantités de matières premières beaucoup plus importantes qu'elle ne le fait actuellement, mais une condition serait nécessaire pour cela : il faudrait que ces matières premières puissent rivaliser de qualité et de prix avec celles des autres pays. Quel que soit le patriotisme des manufacturiers britanniques, ils ont à lutter contre une concurrence étrangère si redoutable qu'ils ne peuvent, pour des raisons de sentiment, prendre aux Dominions des matières premières de qualité inférieure ou de prix plus élevés.

La question des communications intérimpériales a d'ailleurs été étudiée par la Conférence. Celle-ci a pu seulement constater la difficulté qu'éprouve le Gouvernement impérial à s'entendre sur ce point avec les Dominions. Qu'il s'agisse d'aviation ou de radiotélégraphie, ceux-ci se retranchent derrière leur situation financière qui ne leur permet pas de contribuer à la réalisation des projets établis par le Gouvernement britannique.

Quant aux difficultés d'ordre monétaire, la Conférence a rejeté les plans plus ou moins compliqués que l'on a proposés pour créer de nouveaux instruments de crédit ayant cours dans toutes les parties de l'Empire. Pour remédier aux difficultés qui entravent les échanges, elle a recommandé la création de stocks de crédit en livres sterling et celle de banques centrales de réserve qui contrôleront le marché des transferts. Enfin, elle a affirmé le principe qu'il était nécessaire de revenir le plus tôt possible à la libre circulation de l'or dans l'Empire, Mais comme la livre sterling, au lieu de rejoindre le pair, tend à s'en éloigner, il est possible que Londres perde partiellement sa prééminence comme place bancaire et le contrôle qu'elle a toujours exercé dans le commerce des Dominions. Inutile d'insiter sur les conséquences de cette éventualité.

La Conférence impériale a voté aussi l'établissement d'un Comité économique permanent. Il sera chargé d'étudier toutes les questions d'ordre économique et commercial que lui soumettra un des gouvernements représentés à la Conférence.

Il faut noter que le Canada a voté contre la création de ce Comité. Ses représentants n'ont fait que se conformer à l'état d'esprit de leurs concitoyens. Durant toute la Conférence, les journaux canadiens français ont publié des articles d'un ton extrêmement vif pour rappeler que la question des relations entre la Grande-Bretagne et ses Dominions devait se traiter comme une question d'affaires, en faisant abstraction du sentiment pour tenir compte seulement de l'intérêt. Or le Canada, alors qu'il a tout fait pour favoriser le commerce impérial, n'a reçu de l'Angleterre aucun avantage réciproque. Il n'a donc pas de raison pour sacrifier son propre développement industriel à la prospérité des usines britanniques.

La solution du problème est donc difficile. Les intérêts économiques des diverses parties de l'Empire sont trop différents pour s'effacer devant l'intérêt politique commun. Néanmoins, la Conférence a marqué de part et d'autre un sincère esprit de conciliation et les premiers ministres des Dominions ont exprimé au gouvernement britannique leur gratitude pour les concessions qu'ils leur avaient faites. Reste à savoir quel accueil la population de la métropole fera aux innovations qui vont être ainsi apportées à la politique traditionnelle de l'Angleterre. Depuis près d'un siècle, c'est la première fois qu'un gouvernement ose revenir au protectionnisme : révolution grosse de conséquences à l'intérieur comme à l'extérieur de la Grande-Bretagne, et bien capable d'exercer une action directe sur les élections prochaines.

ANTOINE DE TARLÉ.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'ÉVOLUTION DE LA POLOGNE

L'attitude de l'Angleterre et de l'Amérique, qui semblent avoir oublié les leçons de la guerre et qui se refusent à croire au retour d'un péril allemand, nous oblige à porter nos regards vers les peuples nouveaux qui, devant leur existence au traité de Versailles ou aux traités annexes, ont le même intérêt que nous à sauvegarder cet instrument diplomatique, charte de l'Europe nouvelle en dépit de ses nombreuses imperfections.

Cette paix fut dictée par les grandes puissances qui assumaient ainsi une sorte de direction morale de l'Europe et du monde. Mais leur mésentente a rendu cette tutelle illusoire, et la France, pour qui le péril allemand peu devenir urgent d'un jour à l'autre, a le plus grand intérêt à savoir jusqu'où elle peut compter sur les Etats de l'Europe centrale qui lui doivent tous plus ou moins leur existence. Un des arguments de ceux qui auraient voulu qu'après tant de concessions elle fit encore des concessions nouvelles, c'est qu'il faut éviter à tout prix l'isolement

En vérité ! .. La France serait-elle complètement isolée parce que l'Angleterre aurait voulu poursuivre seule ses destinées? Ces Etats de l'Est, qui doivent leur existence à la France, ne lui sont-ils pas attachés, non seulement par les liens toujours assez lâches de la reconnaissance, mais aussi par les liens infiniment plus solides de l'intérêt? La Pologne, la Tchéco-Slovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie, ont en effet un intérêt aussi urgent que nous à ce que l'on ne touche pas aux frontières qui ont été établies après de si laborieuses discussions. Aussi, depuis le retour du Kronprinz et en présence de l'attitude décidément trop hésitante de la Grande-Bretagne, ces jeunes peuples alliés commencent à manifester quelque inquiétude. Le courant nationaliste et militariste qui se manifeste en Allemagne a attiré leur attention, et quel que soit l'égoïsme sacré avec lequel il faut toujours compter, il semble qu'au cas où la situation se brouillerait tout à fait en Allemagne, on puisse compter sur eux. Mais sont-ils solides? La Pologne qui, par sa position, sa structure et ses inimitiés naturelles est notre alliée la plus sûre, a vu se dresser contre elle, dans certains milieux internationaux, toute une campagne sournoise qui avait pour but d'insinuer que cette création, ou plutôt cette résurrection, opérée par les Alliés, n'était pas viable. Et en effet, la Pologne a passé par des moments très difficiles, mais le fait même qu'elle en est sortie victorieusement montre ce que cette nation rajeunie a de force interne. C'est à la lumière de ces difficultés passées qu'il faut juger les événements présents.

* * *

La politique polonaise semble être entrée dans une phase assez confuse et la situation, d'après les journaux, les dépêches et les informations souvent contradictoires qui nous arrivent de Varsovie, est assez difficile à comprendre.

Controverses politiques violentes, débats tumultueux dans la presse et à la tribune, grèves des chemins de fer, des principales industries, autant de symptômes d'une agitation dont il convient de déterminer et la portée et les mobiles.

La France a le droit et le devoir de s'informer exactement sur ce qui se passe chez son alliée, et rien d'ailleurs n'est plus propre à dissiper les malentendus que la vérité pleine et entière.

La Pologne a fait, depuis quelques années, des progrès surprenants. Son organisation générale, comme sa situation économique, se sont considérablement améliorées. La Pologne a travaillé. C'est le grand fait qu'il faut constater tout d'abord. Quand on songe que, de 1914 à 1921, la guerre n'a pour ainsi dire pas cessé de faire rage dans ce malheureux pays, quand on réfléchi à ses difficultés financières qui prenaient leur origine dans ce fait que le mark polonais descend du mark allemand et que 60 pour 100 des exportations polonaises se sont faites jusqu'à présent vers le Reich et ont été payées en monnaie allemande, on est confondu de la manière dont l'industrie et l'agriculture polonaises se sont réorganisées.

Et cependant la Pologne souffre d'un malaise gouvernemental et d'une crise financière entre lesquels on pourrait d'ailleurs établir une relation de cause à effet.

Pour avoir de bonnes finances, il faut deux choses : une bonne balance commerciale et un bon budget.

La balance commerciale est le résultat du travail des particuliers. Les individus qui composent la nation produisent et échangent. S'ils sont laborieux et industrieux, s'ils sont pourvus d'une quantité raisonnable de richesses naturelles, la somme de leur travail collectif, défalcation faite de ce qu'il faut payer à l'étranger, laissera un excédent ; l'exportation dépassera l'importation, la balance commerciale sera favorable. La Pologne est dans ce cas. Voilà pourquoi on peut et on doit avoir confiance dans son avenir économique.

Un bon budget est une chose bien différente. Ce n'est plus du travail des individus qu'il dépend. Il est œuvre gouvernementale. Pour avoir un bon budget, il faut avoir un bon gouvernement, un gouvernement stable.

La Pologne a-t-elle bénéficié jusqu'à aujourd'hui des bienfaits d'un bon gouvernement? Une réponse affirmative serait bien téméraire. De quoi donc la Pologne a-t-elle manqué jusqu'à présent?

Il ne peut être question ici de donner des conseils aux Polonais sur leur politique intérieure. Une extrême réserve s'impose dans ce domaine, surtout lorsqu'on a affaire à un peuple aussi vibrant et aussi chatouilleux. Il faut se garder surtout de juger la politique populaire d'un point de vue polono-parisien qui est généralement faux. Il faut se garder des « philies » et des « phobies ». Les Polonais se plaignent parfois, avec discrétion d'ailleurs, de ce qu'à Paris on ait délivré, parfois un peu légèrement, des certificats *exclusifs* de francophilie à certains hommes d'Etat de Varsovie au point de suspecter certains autres.

En Pologne nous ne comptons que des amis, et si nous ne sommes pas toujours d'accord avec tous nos amis sur certains problèmes pratiques, il n'en résulte point qu'il y ait lieu de suspecter leurs sentiments à notre égard.

La France n'a eu que des amis dans tous les gouvernements qui se sont succédé en Pologne. Cela doit être préalablement entendu. Mais il ne nous suffit pas de savoir que les gouvernements polonais successifs n'ont compté que des amis de la France dans leur sein, ce qui nous intéresse, c'est la façon dont ils ont rempli leur tâche. Or, lorsqu'on examine l'évolution polonaise depuis 1919, on remarque que ce qui a le plus manqué à ce pays, c'est un gouvernement durable et fort.

* * *

Convenons-en, une des causes de cette instabilité et de cette faiblesse gouvernementale, c'est que, dans son enthousiasme pour les choses françaises, pour la démocratie française, la Pologne a calqué sa Constitution sur la Constitution de 1875. Or, si la Constitution de 1875 est loin de satisfaire tous les Français — le premier magistrat de la République lui-même songe à la réformer — du moins est-elle acceptable pour un peuple qui a une armature administrative un peu vétuste sans doute, mais encore solide et de grandes et vieilles traditions politiques. La Pologne, longtemps divisée en trois tronçons, qu'il s'agissait de raccorder ensemble, était loin d'être dans le même cas. Comme elle a été longtemps gouvernée par des étrangers et que les rares Polonais qui entraient dans l'administration russe ou allemande étaient généralement envoyés à l'autre bout de l'empire où ils se dénationalisaient, elle manque d'un personnel administratif expérimenté qui ne peut se former qu'à la longue; elle manque aussi de personnel et de tradition politique, bien qu'elle ait la passion de la politique. Elle a des partis, mais sans doctrine solide et sans véritables traditions parlementaires. Or, un des défauts de la Constitution de 1875, c'est de reposer sur le jeu des partis.

Ce qui caractérise la Constitution de 1875, c'est la prédominance qu'elle donne au pouvoir législatif et la méfiance qu'elle manifeste à l'égard de l'exécutif. Or, dans un pays encore mal remis d'un grand bouleversement de la guerre, et d'ailleurs de tendances assez anarchiques, ce qu'il fallait avant tout, c'était donner à l'exécutif assez de force et de cohésion pour mener à bien l'œuvre de reconstitution économique et nationale.

Et ce qui ajouta encore aux inconvénients de cette Constitution trop libérale et trop parlementaire, ce fut l'intrusion dans la Constitution polonaise de l'idiologie wilsonienne. Cette idéologie qui a proclamé si magnifiquement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans prendre la précaution de déterminer ce que c'est qu'un peuple, a donné aux allogènes que la géographie englobe dans la République polonaise, une importance et une puissance difficilement compatibles avec l'unité nécessaire d'un Etat toujours menacé. C'est très bien de garantir les droits des minorités, mais encore faut-il que ces minorités n'empêchent pas la nation de vivre.

« Dans cet ordre d'idées, écrit fort justement M. René Johannet, il est vraiment déplorable que la haute protection accordée par les traités d'il y a trois et quatre ans aux « minorités nationales », rende facile à ces dernières leur formation en partis politiques, qui cause à l'économie du nouvel Etat un déséquilibre profond. On l'a bien vu aux élections de novembre 1922 : quatre-vingt-huit députés allogènes, hostiles somme toute à la Pologne, furent envoyés à la Diète de Varsovie. Un israélite a pu écrire avec une certaine arrogance : « En Pologne, étranger et citoyen polonais ont des droits égaux à la direction du pays. » Voilà où mènent les principes wilsoniens. Ils frappent d'impuissance la Pologne soi-disant indépendante. Il serait donc souverainement injuste de reprocher aux seuls Polonais les anicroches, pour ne pas dire plus, par où se signale déjà l'histoire de leur réunion. Chaque citoyen polonais devrait cumuler sur sa tête les vertus domestiques de saint Pierre et le savoir-faire politique de Machiavel, pour tirer de la Cons-

titution que l'Europe a en partie imposée les résultats sans lesquels, il faut bien le dire aussi, son indépendance restera précaire. »

Durant les premières années d'existence de la République, l'espèce de dictature morale exercée par le maréchal Pilzudski a remédié à ces inconvénients constitutionnels qui ont valu à la Pologne un parlement aussi divisé que ceux qui règnent dans nos vieux pays parlementaires. Mais il était inévitable que le péril extérieur aussitôt écarté, les partis reprissent leurs droits. C'est la signification du changement profond qui s'est produit à Varsovie au printemps dernier et à la suite duquel le gouvernement de M. Witos a remplacé le ministère « d'affaire » du général Sikovski.

Le gouvernement de M. Witos, qui est lui-même une des figures les plus originales et les plus intéressantes du monde politique polonais, aura-t-il cette stabilité qui est pour le moment la principale qualité qu'on ait à réclamer d'un gouvernement à Varsovie? Cela paraît assez douteux, précisément parce que c'est un gouvernement exclusivement parlementaire et qu'il s'appuie sur une majorité singulièrement faible ; il est à la merci de la première coalition de mécontents. Les remaniements successifs que le Président du Conseil a fait subir à son cabinet montrent d'ailleurs ce qu'il a de vacillant. Il vient d'y introduire quelques-uns des chefs du parti national-démocrate, c'est-à-dire de la droite, personnalités de valeur qui avaient été tenues jusqu'ici un peu à l'écart. Grâce à eux, parviendra-t-il à gouverner avec assez d'autorité pour s'imposer aux compétitions des partis ? On ne pourrait le dire encore, mais il y a quelque chose de paradoxal dans ce fait que c'est le moment où toute l'Europe se plaint de l'impuissance du parlementarisme que la Pologne choisit pour se donner un gouvernement purement parlementaire. Mais quoi? Faut-il s'étonner de ce que la Pologne passe par les expériences que toutes les vieilles démocraties ont faites? L'étonnant, c'est qu'elle n'ait pas fait plus d'écoles. La nation travaille, prend conscience d'elle-même, c'est le point important.

L. Dumont-Wilden.

LES ROMANS

DEUX ROMANS DE LA VIE SPIRITUELLE (1)

Un livre anglais, qui a fait grand bruit en Angleterre et, traduit chez nous, n'y est point passé inaperçu, portait déjà le titre *Père et Fils*. Il traitait, avec une impitoyable franchise, le problème de l'antagonisme qui peut contrecarrer le lien du sang et dresser la révolte filiale sur les ruines de la tendresse. Le roman anonyme dont nous voudrions aujourd'hui préciser l'intérêt s'inspire d'une réalité toute différente et nous présente en quelque sorte une contre-partie de ce cas.

Si quelques mots, quelques allusions, une habile présentation du sujet, ne nous mettaient bien vite sur la voie, nous ne saurions comprendre pourquoi Gabriel de Provençaire subit dès la première heure avec tant de force le prestige et l'autorité d'un bénédictin qu'il a entendu par hasard, la veille d'un duel, prêcher un soir à Saint-Germain-des-Prés. Sans doute il est naturel qu'un garçon de vingt ans, élevé sans père ni mère, qui va se battre et tuer un ami peut-être ou se faire tuer par lui, découvre soudain que son existence est assez vide et se trouve tout à coup assez désemparé pour se laisser prendre à la première affirmation de force morale. Celui-là a vécu jusqu'alors à la dérive et cherche plus ou moins consciemment un terrain solide où appuyer désormais ses pas. Mais était-ce une raison pour qu'il ne lui fût plus possible de quitter le religieux, de concevoir la vie sans lui, de ne pas confondre sa destinée avec la sienne ? Nous avons là un curieux exemple de fausse vocation, de vocation sentimentale si je puis dire. Appel tout humain, que celui auquel il s'adresse, et plus encore celui de qui il émane, peuvent prendre pour l'appel de Dieu. La foi religieuse de Gabriel de Provençaire, « née de cette humaine tendresse, ne vivait que d'elle et ne s'appuyait que sur elle... à son insu. » A l'insu de la tendresse qui l'inspire, ou d'elle-même qui se méprend sur sa propre origine ? L'amphibologie de la phrase correspond bien au double aspect de la pensée : ni le Père de Saint-Jean ni Gabriel ne se rendent compte de la réalité des choses. L'un et l'autre demeurent dans l'ignorance de ce qui se passe véritablement en eux.

Gabriel, aussi bien, ne pourrait le savoir, puisque le secret de sa naissance ne lui a pas été révélé. Il se croit attiré par la vie monastique, dont la règle austère lui apparaît facile parce qu'entre

(1) *Père et Fils*, non signé. Librairie académique Perrin et Cie. — Édouard Estaunié : *L'Infirme aux mains de lumière*, » Les Cahiers verts ». Librairie Grasset.

elle et lui s'interpose un attrait tout humain : « En réalité il obéissait à la voix qui lui enseignait la loi, bien plus qu'à la loi elle-même. » De son côté, comment le robuste bénédictin, si sage fût-il, ne s'y serait-il pas trompé ? C'est le père qui a voulu, qui a réalisé la conquête, bien plus que l'apôtre sincère et désintéressé. Mais le sentiment de la paternité spirituelle se mêle si intimement dans son cœur à celui de la paternité physique qu'il ne saurait en vérité les démêler ni faire à chacun sa part. »

L'originalité de la peinture, la qualité de l'analyse procèdent de cette donnée. C'est elle qui fait l'intérêt principal du sujet, elle qui domine et qui conditionne tout le tableau de la vie monastique. Le jour où Gabriel ne peut plus se mouvoir dans l'ombre du père de Saint-Jean, cette vie lui devient intolérable : il s'y sent enseveli comme dans la mort. « Toute la joie, toute la paix, tout l'enthousiasme qu'il avait goûtés depuis deux années avaient leur source dans son imagination. » L'appui qui la soutenait se dérobant soudain, elle tomba lourdement sur le sol et se brisa les ailes. Le jeune religieux connut alors cette torpeur de l'âme, cet abandon, cette sécheresse que les théologiens nomment l'*acedia*. Nous en trouvons ici une représentation vraie, retracée avec ses caractères essentiels et ramassée dans ce trait vigoureux, terrible : « Il souffrait de tout dans tout son corps et dans toute son âme. »

La vie religieuse se vide alors pour lui de tout ce qu'elle lui avait paru contenir de richesses et de vertu, de toute sa réalité et de toutes ses promesses. « En méditant dans mon isolement et dans mon désespoir, j'ai compris que tous les trésors de paix, de charité, de quiétude morale que vous m'avez fait voir au fond du cloître n'existent en réalité que pour ceux qui les y mettent. » Égarement de la douleur ! Si le jeune novice n'a point trouvé de tels trésors dans son cloître, c'est qu'il n'est point venu les y chercher. Il n'a cherché que la forte et magnifique tendresse de celui qui l'attirait et le retenait : avec le départ de celui-là tout s'est dépeuplé, la lumière s'est éteinte et la plus affreuse solitude, la solitude dans les ténèbres, a commencé.

Les autres religieux, et tout le premier l'abbé lui-même, ne pouvaient rien comprendre à cette aventure, et nous ne saurions leur faire un trop grand grief de n'y avoir rien compris. L'auteur n'a pas cherché à adoucir les couleurs de la peinture assez crue, assez dure qu'il nous a tracée de la vie monastique telle qu'elle se révèle à ceux pour qui l'harmonie en est rompue. Ne nous l'avait-il pas peinte, d'abord, dans sa douceur et ses enchantements, lorsque Gabriel la découvrait au sortir du monde et de ses agitations, refuge béni où « il aspirait le mysticisme comme un air embaumé, qui remplissait tout son être », où il goûtait aussi l'agrément des joies terrestres les plus sereines, entre « des hommes intelligents, liés les uns aux autres par une affection sincère et par une confiance absolue, heureux et insouciants ? » Voici la contre-partie maintenant. Autour de lui, autour du Père de Saint-Jean — deux isolés qui vivent l'un pour l'autre et l'un par l'autre — le jeune religieux voit émerger « la partie basse et demeurée humaine des âmes qui l'entouraient ». Il s'aperçoit que « sous les vertus merveilleuses et multiples qu'engendre et que développe la vie claustrale il reste, en effet, une couche légère d'envie, de jalousie, de méchanceté, résidu néfaste des vices propres à notre espèce, comme au pied des plus belles fleurs demeure parfois un peu du fumier sur lequel elles ont poussé. » Découverte plus pénible encore et mal plus grave : « Même un peu de haine germa dans la mauvaise et sombre place où se réfugient, chez les meilleurs, les restes mal écrasés des passions humaines. » Et plus tard il souffre « de l'attitude qu'avaient prise à son égard tous ces moines dont pas un ne trouvait dans sa charité l'intelligence de son martyre, la compassion de sa faiblesse, l'indulgence qui peut-être l'eût retiré de l'abîme où il roulait... » Tout cela est noté, suivi, du commencement à la fin, avec une précision, une vérité implacables. C'est la partie vraiment originale de l'œuvre. Grandeur et servitude monastiques ! Le Père de Saint-Jean accepte, mais le jeune novice, encore à peine plié à la règle et qui n'est entré au cloître qu'à l'appel d'un sentiment humain, ne peut ni accepter ni comprendre le martyre de l'obéissance passive. Sa foi s'abîme dans le désastre de son cœur, et il ose jeter le cri qui affirme le double naufrage : « En vérité, l'homme n'a plus de raison de croire quand il n'a plus rien à aimer. »

Il est possible de répondre, comme le fera le Père de Saint-Jean : « La vérité n'est-elle pas au-dessus de vous, au-dessus de vos sentiments, de vos désirs et de vos larmes ? » Non, l'homme n'est pas la mesure de toutes choses. Le scepticisme n'a rien inventé depuis le temps des vieux sophistes grecs qui proposaient cette doctrine. Non, tout ne se ramène pas à nos désirs, à nos passions et à nos souffrances. Rien n'est moins sage que nos révoltes. Au-dessus de nous, il y a les idées, « il y a le devoir mystérieux dans sa source, précis et inéluctable dans ses applications multiples : il y a le sacrifice de soi... Le reste n'est rien et ne vaut pas la peine qu'on y songe. » Au-dessus de nous, il y a surtout, dans la conception chrétienne, « cette formidable loi religieuse de la répa-

ration par la souffrance », qui menace toute existence et pèse sur toute destinée. Elle enveloppe le drame où nous voyons entraînés jusqu'à la mort, à travers la double épreuve, le père coupable et le fils immolé.

Voilà un thème d'une âpre grandeur, qui communique au roman, avec un caractère de gravité, d'austérité et d'élévation, une beauté sévère dont nous sommes trop déshabitués. Il faut reconnaître que cette beauté ne mêle aucun sourire à sa tristesse. Un épisode jette au travers du drame si douloureusement tendu l'image d'une jeune fille : mais la pauvre Lucette, la fille du valet de chambre de Gabriel de Provençaire, n'a entrevu son maître, avant qu'il entre au couvent, que juste assez pour brûler ses ailes à la lumière et mourir d'un amour silencieux, condamné : si bien que rien ne vient détendre la rigueur d'une œuvre dont la spiritualité ne résonne que des notes les plus graves et n'éveille que les plus hautes pensées. Par là même, encore qu'on lui puisse reprocher certes quelque gaucherie et de la raideur, elle s'impose à notre attention et conquiert notre sympathie.

* * *

Des mérites du même ordre ont depuis longtemps assuré l'une et l'autre aux romans de M. Edouard Estaunié. Le succès de *L'Empreinte*, en 1896 avait marqué le début d'un romancier qui n'a cessé de grandir par la seule vertu d'un talent toujours plus maître de lui-même et toujours élargi, d'une originalité toujours plus fortement affirmée Les quinze dernières années sont jalonnées à intervalles réguliers de cinq ouvrages entre lesquels nous pouvons avoir nos préférences, mais dont il est impossible de ne pas reconnaître l'égale beauté et la qualité rare. Je ne vois rien de comparable dans la production contemporaine, pour l'intensité de vie intérieure, la force pénétrante de la psychologie, la puissance d'exécution, à cette suite de *La Vie secrète, Les Choses voient, Solitudes, L'Ascension de Monsieur Baslèvre, L'Appel de la Route.* On a fini par s'apercevoir, en France et à l'étranger — et j'entends dans le grand public même — que notre littérature contemporaine comptait peu de joyaux d'une matière plus riche, d'un ouvrage plus pur. Fidèle à un éditeur unique, M. Edouard Estaunié vient de faire une exception en faveur des « Cahiers verts », pour un court récit, *L'Infirme aux mains de lumière*, égal à ce qu'il a écrit de plus parfait.

Avec cette aisance, qui est à la fois le plus grand charme de l'art et le signe de la maîtrise de l'artiste, l'auteur des grands livres que nous rappelions nous conte une très simple et brève histoire : celle d'un dévouement poussé jusqu'au sacrifice.

Anselme Théodat est commis principal des Contributions indirectes, à Bordeaux. Il doit cet avancement rapide à la bienveillance exceptionnelle de son directeur, trop heureux de se débarrasser d'une nièce orpheline, charmante et sans dot, en la lui faisant épouser. Plus heureux encore Anselme de se voir le fiancé de la jeune fille. Mais son père meurt ruiné dans une petite ferme du Languedoc où il « achevait au village natal une vieillesse autoritaire, sous la garde attentive d'une fille, elle-même toujours malade ». Anselme rompt ses projets de mariage pour se consacrer tout entier à cette sœur qu'il connaît si peu, avec laquelle il n'a jamais vécu. Il réduit d'abord ses dépenses, quitte la chambre qu'il aime et dont le balcon lui offrait une si plaisante vue de la ville : la vie lui devient insupportable dans ce bureau où les faveurs du chef avaient amassé autour de lui des jalousies, maintenant déchaînées. Bientôt il est envoyé en disgrâce dans une petite ville, et, le jour venu de la retraite, vient vivre avec sa sœur dans cette solitude dont le silence pèse sur lui comme la présence même de la mort. Silence et solitude auxquels toute sa nature répugne, qui lui sont un supplice et finissent par l'absorber, l'anéantir.

Sa sœur n'a jamais soupçonné le sacrifice : elle ne le pouvait point et il ne l'a pas voulu. Elle vit dans son rêve, âme tendre, ignorante, que la réalité briserait. Pour elle, l'argent « sort de la famille comme d'une source à laquelle un certain nombre d'êtres portant le même nom ont droit de s'abreuver. » Le frère, qu'elle connaît à peine — il a quitté la maison depuis tant d'années ! — n'a pas cessé de résumer à ses yeux l'univers. Elle l'aime « comme elle peut, avec un dévouement impuissant, des illusions, et une ferveur candide » : à lui de ne pas déchirer pareille confiance ingénue. Sa mission, telle qu'il se la représente, est celle d'un « gardien de rêve », gardien d'un rêve auquel il ne croit pas. N'est-ce pas une sorte de nihilisme sentimental et moral?

Elle est charmante, pourtant, cette sœur, qui possède « le don suprême de créer autour de soi l'irréel et de faire oublier le grossier de la vie ». Elle est « l'infirme aux mains de lumière ». Et son rêve intact paraît au gardien qui veille sur lui une merveille infiniment fragile, quelque chose de miraculeux, qu'on tremble de briser, « quelque chose à sauver pour la beauté du monde. » Anselme ne veut pas que sa sœur soupçonne le sacrifice, et d'ailleurs, elle ne le pourrait point. Comme tant d'autres héros de M. Edouard

Estaunié, celui-là aussi a sa double vie, sa vie secrète.

Est-ce à dire que son sacrifice soit inutile? Anselme, d'abord, n'avait pas le choix : on ne choisit jamais. « Un instinct mystérieux, incompréhensible, me poussait. Je lui obéirais encore... Il y en a qui qualifient cela : faire son devoir. D'autres disent : suivre sa destinée. Qui a raison? Je ne cherche pas à le savoir. » N'ayant pas choisi, il ne saurait regretter ce qu'il a fait ; sans s'interdire pour cela de trouver son sort assez cruel, il n'éprouve nul besoin de revenir sur le passé. En revanche, une question le tourmente, — « insoluble d'ailleurs et qui nous fera sourire : où cela conduit-il? » Quel est le sens de la vie? L'ami auquel il pose cette question ne va point, vous le pensez bien, s'empresser de la résoudre. Il ne peut tout au moins se défendre de se la poser à lui-même, sous cette forme, déterminée par une réalité qui l'obsède : « Pourquoi des martyres dans l'ombre et des saints dont la vertu ne rayonnera jamais aux yeux des hommes? Tant d'injustices exigent un Dieu, soit : mais suffit-il d'avoir besoin de justice pour l'obtenir? »

Nous touchons au terme du récit, et c'est un souvenir de jeunesse de Théodat qui va permettre à son ami de répondre. Il avait seize ans ; sa sœur était une toute petite fille ; ils étaient allés ensemble se promener dans la montagne. Au sommet d'un des blocs de granit qui parsemaient l'alpe désolée, l'enfant avait cueilli un saxifrage pourpre, et comme son frère, pour ajouter à l'émerveillement de cette jeune âme, demandait à quoi bon une si belle chose que personne ne pouvait voir, la fillette avait répondu : « C'est pour que le monde soit beau quand le soleil le regarde ! » Théodat, lui, se demande aujourd'hui pourquoi il raconte cela. Et son ami de répondre, « avec certitude, cette fois : — Parce qu'ayant créé de la beauté, vous aussi ne doutez pas qu'il y ait un soleil pour regarder notre âme. »

Réponse qui contient en résumé, avec la consolation et l'espérance, de quoi résoudre l'énigme du devoir et de la destinée. Supposez que le dernier mot de cet admirable petit livre devienne un point de départ : toute la philosophie de M. Edouard Estaunié, sa conception de la solitude des âmes et du mystère de leur vie secrète, serait touchée d'un rayon, éclairée et transfigurée. L'ombre accablante se dissiperait, et le pessimisme desserrerait son étreinte...

Nous avons essayé de dégager le sens du récit, son inspiration : nous n'en avons pas dit le charme, l'habileté, le rare bonheur d'exécution. Nous ne savons ce qu'il faut admirer le plus dans son double aspect : le réalisme si simple, si familier, si prenant d'une vie toute simple, monotone, la vie d'un vieux garçon maniaque, d'un modeste fonctionnaire attaché à ses habitudes, au désir de vie confortable « qui tient lieu d'idéal à tous les fils arrivés de petits bourgeois » ; et la simplicité d'un héroïsme qui sacrifie tout à un devoir problématique, mais jugé d'obligation, le sentiment de grandeur certaine auquel nous ne pouvons pas nous dérober, l'atmosphère de spiritualité dans lequel vivent ces deux personnages, raffinés l'un et l'autre par les siècles de culture où leur race a puisé la vie et où leur vie a puisé sa force. De là aussi l'art de M. Edouard Estaunié tire une vigueur et une grâce qui l'apparentent, avec toute son originalité, à celui des maîtres classiques et le rangent dans la plus pure tradition.

Firmin Roz.

LE THÉATRE

UNE COMÉDIE DE BOURDET ET UNE FANTAISIE DE DUVERNOIS

Contrairement à la plupart des jeunes gens qui ont eu du succès au théâtre, M. Bourdet vient de nous donner une comédie qui marque un grand progrès sur les précédentes, dans lesquelles il y avait, pourtant, beaucoup de talent déjà. L'*Homme enchaîné*, représenté au théâtre Fémina, est une œuvre digne de la plus grande attention, puisqu'elle contient un sujet, d'abord, ensuite un acte excellent et deux autres dans lesquels il reste beaucoup de mérite. J'ajoute que, malgré l'ingéniosité de la situation, le dialogue et les sentiments des personnages ne s'écartent jamais du naturel : il y a là, parfois un peu inattendu, mais toujours vraisemblable, du pathétique sincère. Une œuvre de ce genre, dans l'actuelle production où l'on voit les mieux doués, parmi les jeunes, se corrompre si vite et les plus respectés, parmi les chevronnés, se répéter si naïvement, est du moins réconfortante, puisque le succès, même matériel, ne lui manque point.

C'est une étude d'amour, de grand amour, de cet amour devenu si rare aujourd'hui, car il ne s'agit point là de la frénésie des sens, mais au contraire de l'abnégation la plus haute et la plus durable à laquelle puisse parvenir la tendresse

véritable, surtout chez un homme. Il ne s'agit point là, non plus, de ce romanesque désuet où l'on voit les héros d'amour recommencer, avec des phrases, des sacrifices de chevaliers. Ici, l'amour agit et se tait, souffre et protège, discrètement, la femme aimée. L' « homme enchaîné » s'est enchaîné lui-même. Il a mis au-dessus de tout et à l'insu de tout le monde le bonheur d'une autre.

Jean Dartès est un garcon fort intelligent, de la meilleure tenue et d'une parfaite honorabilité. La femme d'un de ses amis intimes, Michel, offre son salon à sa belle-sœur, marieuse acharnée comme il en sévit toujours dans le monde et principalement aujourd'hui, pour une entrevue entre Jean et une jeune fille. La femme de Michel se montre elle-même très empressée à faire ce mariage : elle s'intéresse fort à l'avenir de Jean. Mais Jean ne vient pas. Il a été, selon l'opinion de tous ceux qui le connaissent, retenu par la vieille femme, fort riche, dont il est l'amant officiel et docile. Ils s'affichent ensemble, à Paris, aux bains de mer, partout. De méchants bruits commencent même à circuler sur Jean, à cause de l'âge et de la fortune de sa trop voyante amie. Bientôt même, on apprend que, loin de se prêter aux manœuvres matrimoniales de la marieuse, il s'est décidé, à la stupeur de tous, à épouser sa maîtresse vieille et riche : son ami Michel, grand avocat laborieux, qui s'est fait lui-même par son effort et son mérite, ne dissimule pas à Jean la tristesse qu'il éprouve à le voir ainsi tombé, gâchant sa vie et compromettant jusqu'à son honneur. C'est qu'il y a dans la vie de Jean un secret : son secret est justement celui sur lequel repose tout le bonheur du ménage de Michel. Pendant plusieurs mois, jadis, Jean a été l'amant de la femme de Michel : la pauvre enfant a toutes les circonstances atténuantes. Dans sa fierté d'homme pauvre, Michel l'a brusquement quittée, sans explication, pour aller ramasser un peu d'argent au loin et ne revenir qu'avec une situation : elle l'aimait, et elle n'a pas aimé Jean. De cette brève aventure, sur laquelle le silence s'est fait, la femme n'a gardé qu'une amitié très tendre à l'homme, mais l'homme a gardé l'amour, avec tout ce que l'amour malheureux comporte de désintéressement et de générosité. Le secret a été surpris par la vieille maîtresse de Jean qui ne cesse de s'en servir comme d'un moyen de chantage : que son amant la quitte, qu'il refuse seulement de l'épouser, elle révélera à Michel tout le passé. Telle est la chaîne de Jean... Ce sera donc à celle qui bénéficie de ce sacrifice de la rendre enfin inutile en révélant elle-même à son mari ce que son amant veut cacher... Jean sera délivré par la douleur de Michel... ! Tel est le jeu des profits et pertes dans la balance des Passions... !

Après un premier acte, dont le ton s'accorde mal avec le reste de la pièce, l'auteur a réalisé ce thème, avec une véritable maîtrise psychologique au second acte, et peut-être un excès d'habileté au troisième.

Au second acte, la situation est exploitée, dans toute sa vérité et sa simplicité, en deux scènes capitales et par un baisser de rideau qui est une trouvaille. La vieille maîtresse vient elle-même rendre visite à sa rivale et la prier d'intercéder en sa faveur... Jean hésite encore à l'épouser... Elle sait l'influence d'une amie sur une irrésolution de ce genre... Que cette amitié s'emploie donc au profit de cet amour... Car, dans un mouvement de passion qu'elle ne parvient pas à contenir, la vieille amoureuse laisse échapper toute la force de cet amour : elle ne peut vivre sans Jean, qui est bien, à l'âge où elle est arrivée, son dernier amour : elle est prête à tout pour le conserver... ! C'est alors que, apprenant cette démarche, Jean révèle lui-même à la femme de son ami son silencieux sacrifice et l'horrible chaîne dont il s'est lui-même enchaîné... Les deux scènes se font elles-mêmes pendant dans un très harmonieux et puissant contraste. Survient Michel qui fait une avanie à Jean pour le mariage, et c'est quand celui-ci, qui n'a rien répondu a disparu, que la jeune femme, sentant qu'elle ne peut maintenant continuer de bénéficier de cette abnégation, envoie une lettre à Jean pour le prévenir de sa résolution et s'avance vers le cabinet de son mari en disant : « Michel, j'ai à te parler...» Et le rideau tombe...

Au troisième acte, l'auteur tire parti de l'idee qu'il a eue en annonçant seulement la grande scène : cette scène, en effet, n'a pas eu lieu. La coupable n'a pas eu la force : elle a été prise d'un malaise mystérieux... Nous assistons donc simplement à une enquête de Michel cherchant à expliquer ce que sa femme peut avoir et progressivement conduit sur la piste par le témoignage de la femme de chambre qui a porté la lettre, par la ruse qu'il emploie auprès de Jean en lui déclarant que sa femme lui a tout révélé ... etc... Tout cela, comme on voit, habile, mais relativement facile, puisque les faits l'emportent ici sur l'analyse même des sentiments.

Il s'en est donc fallu de bien peu que la pièce ne fût accomplie. Il y reste, pourtant, une lacune grave. Peut-être le lecteur aura-t-il remarqué que, dans mon analyse, je n'ai jamais parlé de l'héroïne qu'en la désignant par une périphrase, disant tantôt « la femme de Michel », tantôt « l'ancienne maîtresse de Jean »... C'est que ce personnage a, par lui-même, bien peu d'existence.. On explique mal ce qui s'est passé jadis dans son cœur, la nature

de l'affection qu'elle porte à son ancien amant et surtout à son mari... Il semble que l'auteur, pris tout entier par la situation qu'il avait imaginée, ne se soit appliquée qu'à l'étudier dans le personnage même qui en était victime et ne se soit pas aperçu de l'intérêt psychologique qui devait s'attacher à celle qui en profitait jusqu'au moment où elle en était déchirée... Malgré tout l'art, et surtout le naturel infiniment méritoire et la sincérité de Mme Marthe Régnier, cette figure de femme n'a pu prendre le relief et la vie qui eussent classé plus haut encore cette belle œuvre...

Il semble que, chez les esprits délicats et très raffinés comme Henri Duvernois, il y ait, devant les sacrifices qu'un romancier doit consentir pour faire du théâtre, comme une pudeur secrète, mais assez persistante... Ils commencent par mettre leurs romans mêmes à la scène, ou bien ils se contentent de composer des piécettes en deux ou même un acte. Enfin lorsqu'ils se risquent à en composer trois, on dirait qu'ils cherchent dans la fantaisie une circonstance atténuante. Du moins, sous ce pavillon, qui ne peut couvrir que des marchandises de première qualité, pourront-ils, comme Musset lui-même, garder le meilleur d'eux-mêmes et enchanter leurs amis.

Henri Duvernois, qui est la sensibilité faite esprit, a donc tenté, en collaboration avec M. Pascal Fortuny, une chinoiserie qui a été représentée avec un vif succès dans une salle toute neuve, le studio des Champs-Elysées, assez petite pour garder une grâce de mondanité et assez grande pour contenir un public : les invités s'y trouvaient, à la répétition générale, tout à la fois au spectacle et entre soi : nuance charmante et qui s'accordait si bien à la nature même de l'œuvre représentée.. Nous sommes en Chine, ce qui estompe la hardiesse de la situation et des propos, car la distance, bien mieux que le latin, brave l'honnêteté. Le décor figure l'intérieur de ce qui s'appelle là-bas une « maison de thé »... Parmi les jeunes beautés qui versent le thé aux nobles visiteurs, Reine brille par son charme et sa pureté. Elle est intelligente, cultivée, fait des vers. Elle repousse violemment les plus puissants amateurs, Mais elle a inspiré l'amour au petit marchand d'huile... Le jeune homme est pauvre et ne saurait payer la somme nécessaire pour seulement approcher la belle vierge... Il travaille six mois et, au second acte, revient avec son amour et son argent... Il pourra enfin passer la nuit en compagnie de Reine... Mais Reine est allée dire des vers en ville... Elle revient ivre, hélas ! les plus belles choses ne se réalisent jamais comme on les a rêvées... Le pauvre petit marchand d'huile, ayant donné son argent, n'a obtenu que la faveur de soigner, toute une nuit, sa bien-aimée... Ce second acte est exquis... On y trouve des réflexions comme celle-ci : en voyant le petit marchand d'huile, Reine s'écrie et lui demande d'où lui sont venus ces espoirs chimériques et le petit moraliste inconscient répond : « Tous les espoirs sont chimériques. C'est la déception qui est naturelle... » Pourtant, au troisième acte, son rêve est réalisé : nous sommes donc bien dans la fantaisie.

GASTON RAGEOT.

LES BEAUX-ARTS

LE SALON D'AUTOMNE

Il est difficile de tirer une conclusion quelconque de l'examen du Salon d'Automne. Il faut attendre l'exposition des Indépendants pour savoir exactement à quoi s'en tenir sur les directions de la jeune peinture.

L'équilibre apparent du Salon de 1923 (un des meilleurs qu'il nous ait été donné de voir), est dû peut-être à une extrême sévérité de la part du jury et au fait que seuls auraient trouvé grâce à ses yeux les toiles qui témoigneraient d'une certaine tendance à revenir aux traditions, — et quand je dis traditions, entendez un enseignement par dessus lequel aurait sauté l'impressionnisme.

Je causais dernièrement avec un des mieux doués parmi nos jeunes artistes ; il avouait qu'à ses yeux, comme à ceux de la plupart de ses confrères du même âge, Corot était le plus grand peintre du dix-neuvième siècle. (Ajoutez à ce propos le petit livre sur Corot, publié par André Lhote, dans la collection des *Contemporains*, et qui contient, avec des pages charmantes, des points de vue très personnels). On sent très bien que Corot inspire beaucoup de ces jeunes gens, — non le Corot des dernières années, aux arbres vaporeux et trop facilement poétiques, — mais celui des figures et des paysages précis, nuancés, éclatants et sobres, le Corot si riche dans sa limitation apparente, dans son aspect presque minéral, dont on voit au Louvre le *Forum*, le *Colisée* et le *Beffroi de Douai*, le Corot de l'*Ile Tibérine* et de la « fabrique » de la collection Jacques-Emile Blanche. Si une autre influence intervient, c'est Courbet, et par endroits, Daumier. Celle d'Ingres est visiblement en décroissance. Parmi les contemporains, on n'imite plus

Utrillo, ni Vlaminck, ni Favory, comme les années précédentes, mais Derain et Dunoyer de Segonzac.

Cela donne à l'ensemble beaucoup d'homogénéité ; en même temps, on s'efforce de sortir des ocres, des bitumes, des terres de Sienne qui assombrissaient les dernières expositions. La peinture a des tendances à redevenir claire sans rien perdre pour cela de cette volonté de construction qui s'exprimait jusqu'ici par des teintes très opaques.

Sur tout cela continue à planer l'ombre de Cézanne ; mais les peintres récents commencent à assimiler Cézanne ; ils ne le copient plus. Cézanne, Daumier, Courbet, Corot, et par delà, Chardin, les frères Le Nain, Poussin, Fouquet, cela fait une belle filiation. Il faut féliciter les jeunes de vouloir recréer cette tradition, sans abandonner tout à fait quelques-unes des innovations de l'impressionnisme, mais en refusant d'employer ses procédés.

Ce retour à l'équilibre, cette sévère évaluation des moyens utilisés, cette recherche du caractère dans des tonalités sourdes, sans tourner au noir, cet amour de la nature, cette discrétion dans l'apparence, cette heureuse composition donnent à beaucoup des tableaux du Salon de 1923 leur véritable signification. Il y a en ce moment, à la suite de quelques grands peintres (Derain, Vlaminck Utrillo, Friesz, Jean Marchand, Dunoyer de Segonzac, Luc-Albert Moreau), un groupe d'artistes, assez homogène, d'inspiration très française (je parle de leur formation d'esprit, non de leur naissance : il y a actuellement, à Paris, des peintres, suisses, polonais, catalans, grecs, tchéco-slovaques, hollandais, etc., qui font de la peinture essentiellement française, et tant mieux pour nous !)

Ces artistes, que le public distingue encore mal, qui sont un peu noyés dans le flot des productions courantes, porteront un jour prochain le témoignage que dans les années qui ont suivi la guerre, il se sera formé sur notre sol une école qui risque d'être plus tard comparée aux grands mouvements de 1830 et de 1860. Je ne dis pas qu'elle aura son Corot ou son Manet : et je n'en sais rien ; peut-être ne les aura-t-elle pas, peut-être sont-ils présents, et ne les voyons-nous pas : il faut bien cinquante ans pour que l'on distingue un vrai grand peintre de la cohue de ses concurrents.

Mais enfin ce qu'il faut reconnaître et ce qui est visible, c'est que beaucoup des peintres qui donnaient ces dernières années de brillantes promesses commencent à les tenir et à se réaliser. Certaines personnes se plaignent de la monotonie de ce Salon ; il n'est, en effet, varié qu'à qui le regarde de tout près ; il y règne, dans l'ensemble, un esprit général, qui est comme le souffle de notre temps. Ainsi on pouvait dire qu'une Exposition des Impressionnistes était monotone à qui distinguait encore mal les premiers Monet des premiers Renoir et les premiers Sisley des premiers Pissaro. Mais si l'on se penche sur les toiles, si on les examine mieux, on voit une grande diversité d'accent, une grande richesse de talents variés. Nous ne pouvons les examiner tous, mais nous voudrions indiquer quelques noms, parce qu'ils sont représentatifs et aussi parce qu'il faut des exemples qui permettront aux lecteurs indépendants de douter de nos affirmations ou au contraire de les approuver.

Je crois en principe que le Salon de 1923 est le meilleur que nous ayons vu depuis celui qui suivit l'armistice et qui nous étonna tous par un brusque jaillissement d'œuvres jeunes, brillantes et vigoureuses, mais encore chaotiques. Le seul danger, c'est que, par goût de la réserve, de l'ordre, des harmonies sourdes, on en vienne vite à trop de sagesse et que tant de peintres hardis n'aboutissent rapidement à une modération morne et bourgeoise. Je signale le danger : je n'y crois pas. En tout cas, c'est le secret de l'avenir.

* * *

Comme toujours, ce sont les paysagistes qui triomphent. Quel sens intime, profond, grave du paysage ont nos peintres contemporains ! Quelle voie leur ont ouverte et Corot et Cézanne ! Deux choses relativement nouvelles sont à signaler : le goût du paysage à vastes perspectives, à terrains juxtaposés : non l'arbre, comme chez les peintres de Fontainebleau ; non la lumière décomposant et irisant un coin du monde, l'air, en un mot, comme chez les impressionnistes, mais la terre. L'autre innovation consiste dans les paysages de villes ; il y a une poésie secrète, intime, douloureuse qui est cachée dans les maisons, les pauvres rues, les terrains vagues, comme il y en a une dans les forêts, les étangs, les buissons. Le plus beau créateur de ces paysages de villes, c'est, je crois bien, Utrillo. Au Salon de 1923, il nous montre un coin de Lourdes, d'un singulier et troublant mysticisme, avec une basilique toute transparente et qui a l'air d'être en argent. Il y a chez Utrillo une imagination d'enfant qui le pousse à revêtir les choses de féerie quand elles ne sont point si tristes, ni si pesantes qu'elles n'oppressent son imagination. Quizet et Marcel Leprin nous montrent aussi de mélancoliques rues, dans des quartiers misérables, qui sont d'un grand charme à travers leur douloureuse humilité.

Voici un paysage d'Othon Friesz, une des œu-

vres maîtresses du Salon ; on y voit une des montagnes qui dominent Toulon s'y lever du sein des terres, dans un monde de nuées et présider à une ronde presque bachique de vignes et d'oliviers. Il y a chez Othon Friesz un sens particulièrement cosmique de la peinture.

On a fort admiré deux nouveaux venus : Barth, avec un paysage à la fois sec et fluide, d'une grande qualité et chez qui l'on retrouve l'influence des premiers Corot, et Gatier, qui donne une âme tendre et presque humaine à des terres mouillées et douces des bords de l'Oise.

Ne pouvant nous arrêter à tout, citons les paysages, les marines de Zingg, de Roger Fry, de Mlle Geneviève Gallibert, de Chabaud, de Waroquier, de Seyssaud, de Jacques Mauny, de Tristan Klingsor, de Pierre Dubreuil, de Céria, de René Durey, de Conrad Kickert, de Brabo, de Lewitzka, d'Hermine David, de Lombardon, d'Eugène Martin, de Francis Smith, de Claude Rameau, de Seevagen, de Porteu, d'Eyzenchitz, de Louis Audibert, de Van Maldère, de Stopplaere, de Marini, de Lewino, etc.

La recherche de la composition est une des manifestations les plus heureuses du Salon d'Automne, comme nous l'avons dit plus haut. Une des œuvres où elle se manifeste le mieux est la *Terrasse*, de Bonnard. Ce tableau chaud, lumineux, d'une magnifique saturation, égale dès aujourd'hui Bonnard aux grands impressionnistes ; elle fait de lui un des maîtres incontestables de notre temps.

Parmi les jeunes, Clairin et Lotiron sont à signaler ; Clairin, avec un groupe en pleine campagne d'un esprit délicieux et d'une harmonie grave et sourde ; Lotiron, avec une vue franche et gaie de restaurant au bord de la Seine, éclairée par des couleurs à la fois chaudes et pâles. Olga Sacharoff amuse par une scène de foire d'une vivante et naïve vivacité. Gimmi, un des jeunes artistes les mieux doués, montre une scène d'atelier et des passants sur un pont qui ont des délicatesses de touche et quelque chose de moelleux, de frais et de neuf, qui le mettent tout à fait hors de pair. Une belle toile de visionnaire de Bosshard. Une partie de foot-ball de Lhote qui a fait cette chose rare de saisir un mouvement d'ensemble et de le transporter sur une toile, tout en le stylisant. Verdilhan-Mathieu, Foujita, Casimir Raymond, Andrieu, Charbonnier, Diguimont, Marval, Flandrin, Valdo Barbey, Laboureur, Ekegard, Liausu, Casimir Reymond, exposent aussi des toiles intéressantes à divers égards.

Si nous passons aux figures, nous devons constater que depuis l'impressionnisme nos artistes n'ont pas obtenu dans les portraits les mêmes résultats que dans le paysage, les compositions ou les natures-mortes. C'est que dans le portrait il faut tenir compte d'un problème qui n'est pas absolument réductible par la couleur : c'est l'élément de la vie intérieure, qui est visible chez tous les grands portraitistes et que l'on ne peut résoudre en traitant un visage comme un simple thème à nuances diverses. Mais c'est là une discussion générale que nous réservons pour d'autres circonstances.

Parmi les meilleurs portraits, signalons cependant ceux de Van Dongen (où il y a plus de virtuosité que de caractère), de Jean de Gaigneron (très en progrès), de Simon-Lévy, de Charles Guérin, de Mlle Raymonde Hebert (un ravissant portrait de femme), de Léopold-Lévy, de Savreux, de Féder, de Reno, etc.

Enfin, dans les figures, nous avons remarqué quatre beaux morceaux de Maurice Barraud, excellent peintre genévois, encore inconnu à Paris, les charmants et nostalgiques visages de Mme Hélène Perdriat, *la Pénombre* de Mlle Charlotte Gardelle, et les nus de Favory, Kvapil, Brabo, Fragnaud, Marcel Roche, Sabbagh, Giriend, Odette des Garets, Gernez, Leuritzka, etc.

Il n'y a rien à dire de particulier d'une rétrospective où l'on a réuni un magnifique Gréco, un admirable Cézanne, Manet, Gauguin, Bazile, etc. Mais pourquoi avoir choisi un détestable Renoir alors qu'il en est de si beaux?

Enfin saluons au passage l'exposition d'un beau peintre belge, Rick Wouters, mort tout jeune, pendant la guerre, et qui, influencé en partie par James Eusor, a peint avec une violence et une verve extraordinaires, des portraits, des intérieurs, des figures de femmes très vivantes dans une frénésie de couleurs.

* * *

Le Salon de sculpture n'a pas la richesse, ni l'intérêt du Salon de peinture, mais il contient cependant de remarquables bustes de Despiau, une belle jeune fille de Joseph Bernard, des œuvres intéressantes de Guénot, Gargallo, Pompon, Hernandez, Zadkine, etc.

Mais, je le répète en terminant cette visite au Salon d'automne, nous ne connaîtrons qu'avec les Indépendants les vraies tendances de la jeune peinture française et nous verrons mieux si le mouvement actuel, qui s'oriente vers une sorte de nouveau classicisme, est artificiel, ou bien s'il a des racines profondes.

Edmond Jaloux.

LA MUSIQUE

A L'OPÉRA-COMIQUE

LA GRIFFE. — SAINTE ODILE

Nos théâtres lyriques attendent volontiers le mois de novembre pour monter des œuvres nouvelles. En octobre, malgré cette grande affluence d'étrangers qui leur apporte un public si favorable, ils préparent leur nouvelle affiche et remettent leur troupe en train grâce à l'exécution du répertoire. Fidèles à cette façon de faire, l'Opéra et l'Opéra-Comique, coup sur coup, viennent de donner, en novembre, plusieurs premières.

Sur l'une et l'autre scène, l'effort est d'une valeur très différente. A l'Opéra-Comique, les deux drames lyriques ne demandent guère de commentaires importants.

L'un est une pièce tout à fait conçue selon l'esthétique du Grand Guignol, et dans laquelle la musique semble fort dépaysée, ou plus exactement inutile. *La Griffe*, dont le livret est de M. J. Sartène, nous montre tout un lot d'a sez vilains personnages, dans une action qui est un brutal fait divers. Un vigneron, sans doute slave, mais certainement avare, cupide, n'a que des menaces de mort dans sa bouche hirsute. Ce Marovitz, sur le tard, épousa une femme trop jeune pour lui : elle cherche une distraction auprès d'un jeune homme. Par ailleurs, elle n'a que des duretés et des brutalités envers un malheureux vieillard paralysé, sans parole, et qui fait peine à voir.

Or Marovitz est si cupide qu'il n'a pas fait remettre en état l'escalier vermoulu qui descend à sa cave. En son absence, l'escalier s'écroule. Sa femme le sait, mais ne prévient pas ce mari dont elle désire la mort. Si bien que Marowitz se précipite et se tue. L'émotion galvanise le vieillard : il retrouve soudain sa force d'autrefois, et il étrangle la femme perfide.

La partition fut écrite par un compositeur encore jeune et qui vient de mourir, M. Félix Fourdrain. Elle affirme de la facilité et des dons de musicien de théâtre. On aurait pu espérer que Fourdrain, s'il s'était dégagé de la formule « vériste » aurait connu des succès louables. Il était un travailleur acharné ; déjà, il se montrait en possession de son métier. Nous croyons savoir qu'il laisse des inédits importants.

La distribution de *La Griffe* est très bonne. On sent que le théâtre où triomphent quatre fois par semaine la *Tosca*, la *Vie de Bohême* ou *Madame Butterfly*, garde une étrange, une inquiétante prédilection pour les œuvres « véristes ». Il avait donc prêté à *La Griffe* Mlle Sibille, M. Audoin, et même M. Azéma dans un rôle muet.

* * *

Sainte Odile relève plutôt de l'esthétique de l'ancien opéra, du « genre grand opéra ». Evidemment la musique est quelque peu rajeunie par le style. On constate que le compositeur, M. Marcel Bertrand, ne manque pas de culture, et même qu'il respecte son art. Il écrit avec soin, et plus d'une fois il est récompensé de ses excellentes intentions. Il donne aux parties vocales des mélodies caractérisées, d'une élégance et d'une facilité gracieuses où passe un reflet de Gounod. Son orchestre sonne bien, sait parfois montrer de l'éclat, et présente une variété agréable mais un peu prévue.

Le livret de *Sainte Odile*, qui s'est proposé d'atteindre à la simplicité naïve d'une fresque de légende ou d'un Puvis de Chavannes, donne plutôt l'impression d'une imagerie d'Epinal. Cette simplicité fort conventionnelle s'ajoute à ce qu'il y a aussi de conventionnel dans la partition « grand opéra ».

On nous montre donc la jeune Odile réfugiée dans un couvent. Son frère Adalbert la découvre, et lui persuade de revenir vers leur père. Mais celui-ci, Atalric, dès qu'il apprend ce retour, tue son fils Adalbert... Odile s'enfuit dans la solitude de la montagne et fonde un couvent...Et déjà, pour que le rideau tombe sur une belle image, nous voyons une apparition de la future Sainte Odile, dans une auréole de lumière, entourée d'anges aux ailes azurées, avec des cheveux très blonds et parfaitement frisés.

La distribution nécessite un grand nombre de voix féminines, et on les écoute avec plaisir. Au premier rang, Mlle Marguerite Roger joue avec naturel et fait entendre un timbre pur. M. Lafont donne au farouche Atalric un relief admirable, et M. Oger montre de l'éclat et de la chaleur.

A L'OPÉRA

LE JARDIN DU PARADIS

L'Opéra, en montant le *Jardin du Paradis*, vient de faire un effort considérable et particulièrement heureux. Spectacle magnifique, livret agréable et qui même invite au rêve, partition animée par un grand souffle de lyrisme musical.

Pour le livret, MM. Robert de Flers et Armand de Caillavet ont utilisé un *Conte* d'Andersen.

Les enfants se plaisent à lire ces *Contes*, qui sont d'une invention charmante et pleine d'imprévu. Mais, de même que les Fables du « bon » La Fontaine, les *Contes* d'Andersen ont aussi de quoi intéresser les meilleurs lecteurs : ils portent la marque d'un véritable et grand poète, ils évoquent souvent de profonds symboles ; et souvent aussi, en quelques pages rapides, ils contiennent des drames d'une émotion et d'une profondeur saisissantes. La *Marchande d'Allumettes*, l'*Ange*, *Une feuille du ciel*, l'*Aiguille à repriser*, sont tout simplement admirables.

Le Jardin du Paradis, tel que nous le présente l'Opéra, est une sorte de féerie autour d'une fable, ou autour d'un conte philosophique, vaguement oriental. Le prince Assur, glorieux à la guerre, aime la princesse Arabella. Celle-ci est belle comme le jour, mais curieuse comme une femme. Pour éprouver Assur, elle lui dit qu'elle l'a trompé... Aussitôt le prince amoureux (et un peu esthète) se retourne vers une tapisserie où il voit la première femme : en toutes les femmes, se dit-il, Eve vit encore. Donc, pour se venger d'Arabella et de tout « l'éternel féminin », il voudrait aller braver Eve dans « le Jardin du Paradis »... Voilà qui est ingénieux, et même subtil ; mais cela nous promet de beaux décors.

Avant le paradis, voici d'abord, pour le contraste, une sombre forêt Car pour aller vivant dans le monde surnaturel, Asur doit s'en remettre à une sorcière. Celle-ci l'attend dans un antre rocheux. Elle est la mère des Quatre Vents du Ciel, qui doivent emporter Assur dans l'au-delà

Il y parvient. Il voit les Bienheureux. Il est soumis à une série d'épreuves, et il triomphe. Donc, sous l'Arbre de la Science, une apparition éblouissante... Ah, c'est la première femme, l'immortelle trompeuse... Soudain, coup de tonnerre, tout disparaît dans les ténèbres, et Asur retombe sur la terre.

Le voici, brisé, comme un nouvel Icare. Mais les quatre Vents du Ciel ont amorti sa chute... Il dort... Arabella s'approche de lui. Elle l'éveille d'un baiser. Elle lui apprend (enfin !) qu'elle l'a toujours aimé. Elle voulut seulement l'éprouver, et lui faire comprendre qu'une âme vraiment grande doit savoir pardonner.

Ce conte philosophique, qui devient aussi une féerie symbolique, présente au compositeur plus d'une excellente occasion de lyrisme musical. Et c'est là, apparemment, ce qui séduisit M. Alfred Bruneau.

On sait quelle place importante l'auteur du *Rêve* occupe, fort justement, dans la musique française contemporaine. Il y a quelque trente ans, le *Rêve* fut une date marquante dans l'évolution de notre théâtre lyrique. Les hautes qualités qui s'imposèrent alors à l'attention des musiciens et du public n'ont rien perdu de leur prestige : plusieurs reprises de cette œuvre vigoureuse, émouvante et poétique, ont prouvé que parmi les productions hâtives ou secondaires qui paraissent et disparaissent, la sincérité gardait une force intacte. Si bien que le *Rêve*, comme l'*Attaque du Moulin*, quels que soient les changements du goût ou les variations des modes théâtrales, se maintiennent au répertoire, avec une jeunesse et une vigueur victorieuses.

Par ailleurs, M. Alfred Bruneau affirma encore ses qualités de musicien : dans les concerts symphoniques on applaudit souvent telles de ses pages qui se prêtent à une exécution fragmentaire, et par exemple les préludes de *Messidor* ou de l'*Ouragan*, ou encore l'ardente évocation du *Paradou*, écrite pour la *Faute de l'Abbé Mouret*.

La nouvelle partition, qui se produit après une si belle carrière de compositeur, ne peut donc pas être traitée à la légère. Il serait injuste de juger M. Bruneau uniquement d'après certaines idées qui sont à la mode aujourd'hui. La vogue du debussisme et de la musique russe, en ce moment, habitue le public à une orchestration chatoyante, papillotante,et à une déclamation qui évite toute mélodie caractérisée. De telles habitudes musicales ont réussi à quelques auteurs : est-ce là une raison pour les imposer à tous les auteurs? Et parce qu'elles triomphent aujourd'hui, faut-il les croire inévitables ou même éternelles?

M. Alfred Bruneau, fidèle à sa propre nature, a le courage que donne une conviction sincère : il reste lui-même. Pour nous, en le constatant, nous avons aussi une conviction : c'est de lui reconnaître un grand mérite, une valeur indiscutable, et de lui donner le haut éloge qui lui convient. Oui, il reste lui-même parce qu'il est quelqu'un. Sa musique sait garder une originalité personnelle. Il écrit comme il est et comme il sent. Il a quelque chose à dire (ce qui est rare), et il le dit à sa manière (ce qui est rare aussi).

Le *Jardin du Paradis* fournit au musicien tour à tour des sentiments à exprimer et de grands tableaux de nature dont il faut suggérer la vision. Il apporte même tout le domaine de l'extraordinaire, que ce soit la rapide légèreté des Quatre Vents du Ciel, la tortueuse et sombre sauvagerie de la sorcière, ou l'aérienne et lumineuse suavité des jardins paradisiaques. Dans ces occasions diverses M. Alfred Bruneau, avec une inspiration sincère, a laissé librement chanter ses amples idées mélodiques.

L'orchestration est traitée avec une sûreté

remarquable. Elle offre de la couleur, de la variété ; elle s'adapte toujours à la situation dramatique, et ne surcharge jamais les voix. Le prélude du dernier acte ne tardera pas, sans aucun doute, à s'inscrire bientôt au répertoire des concerts symphoniques. Enfin l'œuvre se termine par des pages grandes, sereines et puissantes : lorsque les deux héros se retrouvent et sont réunis par leur amour, d'innombrables voix sortent de la forêt ; et alors, le compositeur, souvent inspiré par un profond sentiment de la nature, laisse chanter et s'épanouir tout son lyrisme.

Cette œuvre est exécutée et mise à la scène avec un art et un bonheur dont il faut vivement féliciter M. Jacques Rouché. La distribution des rôles présente un ensemble vocal absolument remarquable. Il suffit de citer les noms de MM. Franz, Rouart, Fabert, Rambaud, Huberty, et aussi ceux de Mlle Fanny Heldy, de Mlle Yvonne Gall et de Mme Lapeyrette.

Les décors et les costumes, dus à M. Drésa, sont riches de ton et harmonieux ; la chorégraphie est habilement réglée par M. Staats. Enfin c'est M. Philippe Gaubert, l'un de nos meilleurs chefs d'orchestre, qui anime l'exécution de l'œuvre.

Adolphe Boschot.

LES LIVRES NOUVEAUX

Abbé Ferdinand Renaud. — *Les Associations diocésaines. Etude sur le statut de l'Eglise en France.* Dunod, éditeur.

L'abbé Renaud a eu l'excellente idée de réunir en un volume des documents qu'il devient difficile de trouver, le texte du Concordat de 1802, le texte de la loi de Séparation de 1905 avec les divers décrets et les diverses circulaires qui l'ont expliquée et d'y joindre un texte que nous ignorions encore le statut des Associations diocésaines en projet ainsi que l'avis des jurisconsultes autorisés sur la légalité de ce statut. A la simple lecture de ces documents il apparaît que les associations diocésaines constituent l'organisation du culte la plus libérale que nous ayons connue en France. Cette organisation est parfaitement conforme au droit canonique et le Pape n'a pas pu s'empêcher de l'approuver. Des jurisconsultes éminents déclarent qu'elle est également conforme à la loi française, en particulier à la loi de séparation. Voilà bien un terrain rêvé pour l'entente que souhaitent tous ceux qui regardent la paix religieuse comme nécessaire à la prospérité de notre pays. Pourquoi donc ce statut que le pouvoir civil et le pouvoir religieux approuvent n'est-il pas mis en application? C'est la question que pose le bon sens. A cette question personne ne répond comme si on avait peur de découvrir quelque mystère. La question du statut légal de l'Eglise Catholique en France est cependant une chose grave qui intéresse au plus haut point l'Eglise et l'Etat. Le mérite d'un livre comme celui de l'abbé Renaud c'est qu'il va forcer « qui de droit » à prendre des décisions. Nous connaissons toutes les pièces officielles du débat.

James M. Beck Solicitor General des Etats-Unis : *La Constitution des Etats-Unis* ; traduction John Charpentier (Paris, Armand Colin).

On ne saurait exagérer le service que M. Charpentier a rendu au public français en procurant cette traduction des cinq conférences où M. James M. Beck expose le mécanisme de la constitution fédérale américaine. De la constitution *fédérale* seule ; car il y a celle des États dont il faudrait tenir compte pour se donner une idée d'ensemble de la législation politique de là-bas. Telle quelle, cette constitution, combien d'Européens la connaissent, savent surtout comment elle a été élaborée, par quels hommes, au milieu de quelles nécessités du moment ? M. Beck explique tout cela, à sa manière, qui n'est exactement ni celle d'un historien ni celle d'un juriste, qui reste discursive et anecdotique, mais qui, sur le Sénat, sur la Cour suprême, apporte tant de précisions nécessaires dont nous nous doutons si peu. Le volume se termine par deux documents essentiels : la déclaration d'Indépendance, et la Constitution de 1787 avec ses 19 amendements, dont le 18e, qui établit le régime « sec », aurait sans doute bien amusé les contemporains de Washington.

Amédée Britsch : *Le Maréchal Lyautey* (Paris, Renaissance du Livre).

Ce n'est pas une « vie de saint » ; les lecteurs de la *Revue* le savent qui ont eu la primeur de plusieurs chapitres de ce beau livre. Mais, autant qu'il est possible de le faire pour un grand chef qui n'a pas fini d'œuvrer, c'est la relation, vivante, alerte, puissante à la fois et nuancée de tout ce qui a été l'activité du « colonial » Lyautey. M. Britsch est trop bon historien pour ne pas nous montrer dans l'officier du Tonkin et de Madagascar, disciple alors de Gallieni, l'homme que nulle tâche, si âpre qu'elle pût paraître, ne devait trouver démuni, ni pour l'intelligence ni pour le caractère. C'est pourquoi les chapitres consacrés au Maroc — au sauvetage du Maroc — respirent une aisance si allègre. Le général était là ; il semble que tout devait se passer comme cela s'est passé! Et pourtant ... C'était bien alors le « navire en perdition », au commandement duquel l'avait appelé le président du conseil Poincaré. Mais pourquoi M. Britsch appelle-t-il Lyautey un « proconsul » ? Proconsul ? Qu'il me cite donc un seul de ces honorables fonctionnaires qui ait jamais accompli une œuvre comme celle du maréchal.

Général Cherfils : *La Guerre de la Délivrance* ; tome II : 1915-1917 ; tome III : 1917-1918 (Paris, de Gigord).

Il était malaisé de suivre, à partir de 1915, les événements d'une guerre qui s'étendait désormais à toute l'Europe centrale et orientale et à une partie de l'Asie. Le général Cherfils est sans doute le premier qui y ait réussi. Grâce à des habitudes d'esprit acquises dans l'enseignement de l'histoire militaire, il ne se contente pas d'informations vagues, ou de désignations sans précision (les Français, les Anglais, les Russes), comme le font trop d'écrivains empressés à « sortir » des récits hâtifs de la guerre. Tout ici est raisonné, critiqué, appuyé de documents qui présentent une valeur de première information. Dommage que des préventions obscurcissent parfois (contre Sarrail, par exemple, et son organisation du camp de Salonique) la sérénité de la narration. L'auteur aurait eu profit à renvoyer le jugement qu'il prétend porter sur les événements et sur les hommes à ce tome IV, qu'il annonce et que nous attendons. Mais, tout compte fait, c'est

encore dans le livre du général Cherfils que le lecteur français trouvera l'image la plus fidèle et la plus *intelligente* de la dernière guerre européenne.

Mémoires du Grand Amiral Von Tirpitz (Paris, Payot). Cf. Gaston Raphael : *Tirpitz* (Payot).

M. Gaston Raphaël a parfaitement marqué ce qui manque aux *Mémoires* du créateur de la flotte impériale allemande pour que le lecteur français puisse en prendre connaissance en toute sécurité. « Menteur comme Tirpitz », est passé à l'état de proverbe dans la patrie de l'amiral. Tout de même, c'est un des livres les plus considérables et les plus significatifs que nous aient livrés les vaincus de la dernière guerre. Tirpitz a connu, bien qu'il s'en défende, le plan général de conquête et de domination auquel correspondait le système maritime à la réussite duquel il a consacré sa vie. Et il a donné à plein dans les formules les plus provocantes du Pangermanisme. Il les livre ici avec ce mélange de candeur cynique et d'insolence militaire qui était de règle en Allemagne depuis les victoires de 70 et la constitution de l'empire prussien, de la *Prusse-Allemagne*, comme il dit. Deux êtres excitent spécialement sa fureur : le chancelier Bethmann, qui fit manquer la guerre sous-marine, et l'Angleterre... Bethmann est mort. Quant à l'Angleterre Il pensait en 1917 qu'il suffirait de la battre pour obtenir son amitié. Qu'en pense-t-il aujourd'hui ?

Charles Tisseyre, député : *La Hongrie mutilée* (Paris, Mercure).

« Cette parfaite unité qu'était la Hongrie d'avant-guerre » ; ainsi parle M. Tisseyre. Et sans doute il s'agit d'une unité économique. Tout de même, il est dangereux, et il n'est pas juste d'imprimer que les vainqueurs de la guerre, provoqués et mis en danger par la folle initiative des Centraux, se seraient ensuite rendus coupables d'une « erreur » à couleur d'injustice en rendant incapables de nuire (pour combien de temps ?) ceux qui, en dépit de certaines allégations, sont aux origines du conflit. En fait, depuis un millénaire, les Magyars étaient campés au centre de la plaine danubienne, comme une horde dans un camp. La horde y est toujours. Les limites qui l'enserrent aujourd'hui ne représentent pas le tracé idéal de démarcation entre les races ? Sans doute. Mais si les Hongrois tenaient à conserver celles qui les avantageaient, pourquoi déchaîner la rafale qui devait saccager l'Europe centrale ? On peut réserver sa pitié pour des infortunes plus imméritées.

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

La Question d'Orient

LA CRISE GRECQUE

La Grèce traverse actuellement une crise d'une particulière gravité et qui, au moment où ces lignes paraîtront, n'aura pas encore trouvé sa solution. La question du régime se trouve en effet posée, non plus de façon académique et théorique, mais précise. Les élections générales attendues vont se faire pratiquement sur cette plate-forme. Les amis de la Grèce s'inquiètent des conséquences d'une pareille et aussi rapide évolution des idées constitutionnelles. M. Vénizelos lui-même a crié « casse-cou » à ses partisans (j'entends par là ceux qui se réclament de ses idées, car l'ancien président du Conseil est catégoriquement décidé à ne plus rentrer dans l'arène politique) mais ceux-ci ont passé outre à ses conseils et se sont ralliés à l'idée républicaine. La Grèce se trouve donc actuellement sur le point de se décider pour ou contre la royauté.

Pour en être arrivé là, il fallait de biens graves raisons. Les récents événements suffisent à l'expliquer.

Dans la nuit du 21 au 22 octobre dernier éclatait en Grèce une sédition militaire à ramifications étendues, à la tête de laquelle on avait la surprise de voir les noms de deux généraux peu suspects de compromission avec les éléments réactionnaires constantiniens au nom desquels le général Metaxas menait ouvertement la lutte contre la direction Révolutionnaire qui, depuis plus d'un an, à la suite de la débâcle d'Asie-Mineure, a pris possession du pouvoir. Les généraux Leonardopoulos et Gargalidis avaient l'étiquette venizeliste, ce qui était fait pour dérouter tant l'opinion publique que les observateurs étrangers mal instruits des dessous de la vie politique en Grèce.

Le général Leonardopoulos en particulier, qui avait pris part au mouvement venizeliste de Salonique, considérait que la haute fonction de généralissime devait lui revenir de droit. Il ne cacha pas son amère déception quand elle fut attribuée à son cadet, le général Pangelos.

Quant au général Gargalidis, il avait dès l'an dernier comploté contre le même général Pangelos et tenté d'organiser une sorte de plébiscite secret des officiers dans ce sens.

Des débats du Conseil de guerre devant lequel ont comparu les généraux Leonardopoulos et Gargalidis, après l'échec complet de leur tentative, il est apparu ceci : Les deux chefs du mouvement ainsi que certains de leurs principaux officiers n'avaient nullement en vue le rétablissement de la monarchie absolue, telle que le général Metaxas et son parti la désiraient. Ils ne cherchaient qu'à renverser personnellement leur ancien camarade le général Pangalos, président du Conseil auquel ils reprochaient un favoritisme dont ils avaient été exclus et des ambitions dictatoriales dangereuses.

Le général Metaxas, averti de cette animosité violente de certains officiers supérieurs mis à la retraite ou rayés des cadres, des rancunes soulevées chez d'autres par l'avancement insuffisant, sut à merveille exploiter ces sentiments trop humains. Il introduisit dans le mouvement des hommes à lui, les officiers Skylakakis, Panagakos et Polyzos, chargés de faire directement la liaison. A leur procès les généraux Leonardopoulos et Gargalidis ont nié avoir jamais su que Metaxas participait de son côté à la contre-révolution qu'ils préparaient. Certains documents, comme une lettre de M. Fessas à Metaxas, datée du jour-même où éclata l'insurrection prouverait, que tout au moins ce jour-là, le général Gargalidis en eut conscience et s'efforça uniquement de sauver les apparences en invitant les hommes politiques metaxistes à s'abstenir de paraître dans les réunions publiques que les généraux contre-révolutionnaires organisaient pour convaincre le peuple de la nécessité de renverser le cabinet Pangalos.

En lançant son appel à l'insurrection militaire le général Gargalidis avait évidemment franchi le Rubicon. Dans ces sortes d'aventures la conscience sociale tend à s'estomper. Les généraux Leonardopoulos et Gargalidis nourrissaient peut-être l'illusion qu'ils seraient de taille, une fois le gouvernement Pangalos renversé, à barrer la route aux ambitions de Metaxas leur allié de fait. Leur naïveté alors était grande. Metaxas se servait de ces officiers aigris qu'il eut vite, après usage, balayés de sa route.

Dès le mouvement lancé, d'ailleurs, il se démasqua. Parti d'Athènes dans la nuit du coup de force, avec les

directeurs des journaux de son parti qui avaient, avant de chercher un abri dans le Péloponèse réactionnaire, surveillé la mise en page du manifeste des généraux, il lança à son tour des proclamations, prononça des discours incendiaires demandant au peuple de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang, pour libérer la Grèce de la tyrannie que le gouvernement révolutionnaire était censé faire peser sur elle.

On sait que le mouvement échoua aussi rapidement que piteusement. Les soldats et officiers subalternes qui s'étaient mis en campagne sans trop savoir de quoi il s'agissait — la discipline militaire n'exige-t-elle pas d'obéir aveuglément? — mirent la crosse en l'air dès qu'ils se trouvèrent en présence des troupes gouvernementales. Les quelques semblants de combats qui se produisirent ne firent heureusement que très peu de victimes. Les soldats prisonniers, considérés comme simplement dévoyés, furent réintégrés dans leurs unités. On ne fit passer en jugement que les chefs dont beaucoup furent acquittés, convaincus d'avoir agi sans discernement ou sous la contrainte des meneurs. Ceux-là seuls furent sévèrement condamnés, mais la clémence est invoquée pour éviter le peloton d'exécution à des soldats qui furent vaillants devant l'ennemi bulgare ou turc, mais s'égarèrent dans la politique.

Metaxas parvint à s'enfuir et se réfugia en Italie. Là il affirma qu'il avait été trahi au dernier moment, mais qu'il se préparait, en étudiant les procédés fascistes, à recommencer. Il se déclarait certain de l'accueil de M. Mussolini et des groupements fascistes.

L'insurrection vite réprimée, comme je l'ai dit, avait cependant bouleversé l'opinion publique en Grèce. Metaxas ayant été l'âme du mouvement et son programme étant nettement monarchiste, deux aides de camp du roi, MM. Vlachos et Nicolaïdis d'autre part, royalistes comme peuvent l'être des officiers de Cour, étant plus ou moins impliqués dans le complot (ils furent relâchés d'ailleurs, aucune charge n'ayant été relevée contre eux), il était fatal que la couronne fût mise en cause. On eut beau affirmer que le roi George avait offert de se mettre en personne à la tête des troupes chargées de réprimer l'insurrection, le colonel Plastiras, chef de la Révolution, peu suspect en la matière, eut beau confirmer que c'était sur sa demande que le roi n'avait point publié de message au peuple en ajoutant que le souverain avait donné pleins pouvoirs pour qu'une enquête sévère fût ouverte au sujet des agissements imputés à son entourage, rien n'y fit. Persuadés que du régime monarchiste découlaient tous les maux dont la Grèce avait eu à souffrir, les plus ardents d'entre les révolutionnaires déclaraient qu'il fallait en finir sur l'heure et proclamer la République.

Les Grecs, comme tous les Méditerranéens, ont la tête près du bonnet et ont pour les passions de la politique une faiblesse qui détrône dans leur cœur les passions même de l'amour. L'idée républicaine qui n'avait jusque là trouvé qu'un petit nombre d'amateurs fit aussitôt recette. Un peuple qui vient d'être longuement et cruellement éprouvé a forcément tendance à espérer quelque miracle d'une modification sensationnelle de sa constitution.

Le général Pangalos, ministre de la guerre, se rallia ouvertement aux théoriciens de la République MM. Papanastassiou, Aravandinos et le général Condylis. Il préconisait un plébiscite sur la question du régime, avant les élections. A cette proposition, les libéraux venizelistes, ayant à leur tête le général Danglis et M. Cafandaris, répondaient que le plébiscite devait suivre les élections et non les précéder. Nuls ne seraient mieux qualifiés pour étudier toute modification proposée de la Constitution que les nouveaux élus.

Tandis que républicains et libéraux venizelistes discutaient ainsi, plus sur les modalités d'une révision profonde de la Constitution que sur son principe même, l'opposition ne restait pas inactive. Le metaxisme, par la réprobation unanime de l'insurrection qu'il avait fomentée, avait reçu un coup que la fuite de son chef pouvait faire considérer comme mortel. Si les extrémistes révolutionnaires n'avaient pas soulevé, de façon quelque peu brutale, la question du régime, l'opposition de nuance metaxiste se trouvait dépourvue de toute plate-forme électorale. La défense non plus vaguement théorique mais effective de la monarchie devenait un cri de ralliement pour les adversaires de la Révolution. M. George Rhallys, chef du parti conservateur, tentait de grouper les modérés, monarchistes constitutionnels comme MM. Eutaxias, Triandaphyllakos, Boussios, Marcouris et de placer les contingents ainsi réunis sous la bannière du vénérable M. Zaïmis, apôtre de la réconciliation. Ce front unique des monarchistes constitutionnels, allant des conservateurs d'extrême droite comme M. G. Rhallys à d'anciens venizelistes, comme l'ancien ministre Per. Argyropoulo s'appuie sur des positions assez fortes. D'une part il compte sur la grande simplicité d'esprit des masses populaires grecques qui n'ont pas vainement été élevées dans le respect presque superstitieux de la monarchie, qui, suivant les légendes et les prophéties, doit restaurer la splendeur de l'empire byzantin; elle fait état, d'autre part, des manifestations d'inquiétude que les progrès de l'idée républicaine ont provoquées à l'Etranger. Les liens étroits de famille qui unissent la cour d'Athènes avec celles de Bucarest, Belgrade et Londres devaient motiver des démarches assez inquiétantes en faveur du maintien du régime.

Le 9 novembre, au banquet du Lord-Maire, M. Baldwin faisait à cette situation une allusion non déguisée, en déclarant :

« Nous croyons que les progrès et la paix de ces peuples (balkaniques) ne peuvent être assurés par des révolutions ou des changements de dynastie, ou par l'établissement violent du gouvernement de la populace.

« Ces nations doivent savoir qu'elles ne serviront pas leurs intérêts par de pareilles méthodes. Toutes les nations de l'Orient, ou presque toutes, se trouvent dans des difficultés financières par suite de la guerre et elles auront besoin demain d'un secours financier pour leur relèvement. Mais lorsque leurs envoyés arriveront en Europe pour frapper aux portes financières de Londres, de Paris ou d'autres centres, la première question qui leur sera posée concernera la situation intérieure de leur pays et la première garantie qu'on leur demandera sera l'ordre et la sécurité à l'intérieur de leur pays. »

La menace du premier ministre anglais laisse, il est vrai, la porte ouverte, car la monarchie n'est pas absolument nécessaire au maintien de l'ordre et de la sécurité intérieure d'un pays. S'ils aboutissent à la République et l'organisent normalement, l'huis des financiers anglais n'aura point de raison de demeurer clos.

Quant à la France, elle n'a pas adopté d'attitude bien définie. Elle a prêché le calme et la stabilité, mais semble bien n'avoir pris partie pour aucun régime. Elle était favorable à la reconnaissance du Roi dont l'annonce avait été faite au cours de l'été. Elle attendra vraisemblablement le dénouement de la crise. Les veni-

zelistes d'Athènes, ayant désiré avoir l'avis de leur ancien chef dont ils ne cessent, à juste raison, de respecter et d'admirer la sagesse, lui délèguèrent le général Othonaios, républicain convaincu.

M. Venizelos se montra catégoriquement hostile à tout dénouement brusque. Prenant d'autre part en considération les avertissements étrangers, il déclara à son interlocuteur, que la Grèce était déjà assez isolée et entourée d'ennemis et d'adversaires pour s'offrir le luxe de braver des animosités nouvelles. Enfin, au point de vue intérieur, il lui paraissait dangereux pour le parti libéral de s'engager dans la lice électorale sur un tel programme qui pouvait certes convenir aux préoccupations d'une élite, mais qui risquait d'égarer l'opinion d'un corps électoral simpliste et de le rejeter dans les bras de l'opposition conservatrice. Les élections de novembre 1920 avaient été une significative leçon dans ce sens.

L'avis, plein de modération, de M. Venizelos, semble avoir été malgré tout de peu de poids, car après le retour du général Othonaios, les libéraux ont cru devoir adopter la thèse républicaine. On a sans doute estimé que M. Venizelos, loin de Grèce ,ne pouvait exactement apprécier la situation. Les animosités se sont cependant calmées et le général Pangelos a publié un communiqué le 21 novembre disant qu'aucune difficulté n'existait entre le roi et le gouvernement pour une loyale collaboration jusqu'au dénouement de la crise que les élections auraient moralement résolue, mais l'on annonce aujourd'hui que l'opposition, prétextant l'appui donné par le gouvernement au mouvement républicain, aurait décidé la grève électorale. Une fois de plus l'intérêt de parti passe avant l'intérêt national. L'abstention est une savante hypothèque prise sur l'avenir, mais elle n'est pas la solution d'un immédiat problème. Cette décision de l'opposition, si elle est maintenue, semblerait en tout cas indiquer que l'idée républicaine a fait en Grèce de tels progrès que les monarchistes n'osent plus compter sur le traditionnel attachement du peuple au *basileus* quel qu'il soit, qui avait contribué à la chute de Venizelos en novembre 1920.

René Puaux.

Bulletin Polonais

En procédant à une courte analyse de la vie politique polonaise, je tiens à constater tout d'abord que ma tâche est bien difficile étant donné que l'opinion française est en général mal renseignée sur tout ce qui se passe en Pologne. Cependant, il serait superflu de souligner ici tout l'intérêt pour la politique extérieure française d'une connaissance approfondie de la situation actuelle de l'Etat polonais, parce que c'est de la force et de la résistance intérieure de cet Etat que dépend au plus haut degré l'avenir de la France en Europe Orientale. Le développement politique de la Pologne, sa consolidation intérieure devraient être aussi l'objet de constantes préoccupations de l'opinion publique française.

Depuis sa renaissance, la Pologne ne cesse pas de jouer un rôle de facteur très important dans l'équilibre politique résultant du nouvel ordre de choses créé par le Traité de Versailles. N'oublions pas que les débuts de ce jeune Etat étaient des plus difficiles. Le Traité de Versailles n'a fixé qu'en partie les frontières politiques de la Pologne. Rappelons en premier lieu toute une série de plébiscites qui avaient à décider le sort de grandes provinces habitées par la population polonaise. Avec son armée à peine formée, la Pologne était obligée d'entreprendre une guerre avec la Russie soviétique pour la reconnaissance de ses frontières orientales. Cependant, malgré sa situation parfois très difficile, elle a su jouer, aux confins de l'Europe Centrale et Orientale, ce rôle que le Traité de Versailles a eu en vue en reconnaissant solennellement l'Etat polonais. Aussi cet Etat, par sa grandeur et le nombre de ses habitants (30 millions), est-il l'un des plus grands pays de notre continent. Malgré 100 ans de partages et de vie dans les cadres des autres Etats, la civilisation polonaise restée intacte et différente de celle des pays environnants rend une grande homogénéité et unité au pays. C'est ce sentiment civique qui a su créer en 1920 cette atmosphère d'enthousiasme qui transforma la bataille de Varsovie en une grande victoire nationale. Tout observateur de la vie politique polonaise doit compter avec ce facteur important dont l'influence se fait sentir dans tous les domaines de l'activité nationale. La littérature polonaise en porte surtout une empreinte caractéristique, ce qui l'empêche d'ailleurs d'être suffisamment appréciée par les étrangers qui ne sont pas initiés aux souffrances du peuple polonais au XIXe siècle. Si le sentiment national était développé au plus haut degré, ce qui laisse prévoir le grand avenir à la Pologne, nous ne pouvons pas en dire autant de la conscience des autres devoirs envers l'Etat qui peuvent se développer seulement avec la consolidation même de cet État. Trop longtemps l'État apparaissait aux Polonais comme une puissance haïe et étrangère; l'idée de la résistance transmise de génération en génération a abouti à créer une mentalité toute spéciale; le peuple polonais, en s'abstenant de recourir à l'intervention et à la protection de l'État, tentait toujours de le suppléer par l'activité des forces sociales libres Cette mentalité nous explique pourquoi jusqu'ici les Polonais qui, après les pays anglo-germains, ont le plus contribué au perfectionnement des organisations sociales, n'ont pas formé jusqu'ici une armature administrative assez forte et puissante. Mais nous tenons à souligner que depuis cinq ans le peuple polonais a subi une merveilleuse évolution qui touche au fond même de la psychologie nationale. Placée au milieu des plus grandes difficultés, en face de différents régimes administratifs, laissées par les douloureuses années de l'occupation étrangère, la Pologne en cinq ans a su unifier ses trois parties, former de nouveaux modèles d'administration nationale et transformer profondément son esprit en le faisant plus docile et plus discipliné à l'égard de son propre Etat. Là où le grand élan du sentiment national suffisait pour créer de grandes œuvres, en ce qui concerne l'armée, par exemple, les progrès atteints par la Pologne sont les plus marquants. Cette superbe armée dont s'émerveillait le maréchal Foch au cours de son voyage en Pologne, c'est sans doute une des preuves les plus éclatantes des talents du peuple et de sa capacité d'organisation.

Là, où pour arriver aux résultats durables il a fallu combattre de multiples préjugés héréditaires et où tous les efforts ne peuvent être couronnés de succès qu'après de longues années, le domaine de l'administration des finances, par exemple, il faudra encore attendre un certain temps pour juger l'œuvre accomplie par le jeune Etat. Si la situation économique du pays est aujourd'hui excellente, nous le devons en premier lieu

à la libre activité des forces sociales. Le rétablissement de la vie normale du pays, les progrès de l'agriculture qui mettent la Pologne parmi les grands pays exportateurs de céréales, le relèvement de l'industrie textile et métallurgique, dont la production égale presque celle d'avant-guerre malgré les ravages systématiques opérés au cours de la guerre par les germano-russes, tous les magnifiques résultats qui témoignent d'une activité intense du peuple, ont été atteints en grande partie par l'effort spontané du pays. Mais le rôle de l'Etat augmente d'année en année, et il ne faut pas oublier que la reconstruction des régions dévastées n'a pu s'effectuer que grâce à l'appui de l'Etat et les subsides financiers de la Banque d'Etat ont permis à l'industrie polonaise d'éviter une crise difficile qui aurait pu être extrêmement difficile pour toute la vie intérieure du pays. Les dernières nouvelles à ce sujet qui nous arrivent de Pologne sont tout-à-fait réconfortantes. Le nouveau budget polonais sans déficit a clôt une période douloureuse pour le pays causée par l'inflation fiduciaire et la Pologne entrera ainsi dans la voie de l'assainissement définitif de ses finances.

Cette œuvre, la plus délicate et exigeant le plus grand effort de la part des citoyens va être résolue dans le même élan d'enthousiasme national qui a permis à la Pologne de traverser la crise de 1920. On a su se libérer de vieux préjugés à l'égard de l'Etat, on a compris toute l'importance du problème financier. C'est au fond de l'âme polonaise qu'il faut descendre pour comprendre ce grand mouvement qui s'effectue actuellement en Pologne et pour saisir la portée du moment. Toute la situation intérieure et extérieure du pays est commandée maintenant par le problème financier. Et c'est pour cela que nous pourrons croire que cette réforme parviendra à résoudre le problème compliqué du change polonais.

Dans tous les domaines de la vie politique intérieure polonaise, c'est le problème de l'autorité de l'Etat qui s'impose avant tous les autres. Et toute l'évolution traversée par la Pologne au cours des cinq années de son existence nous porte à croire que ce problème sera résolu de la façon la plus satisfaisante pour la puissance du pays appelé à jouer un rôle tellement important dans l'Est de l'Europe.

Titus Komarnicki,
Docteur en droit.

La Politique extérieure de la Pologne

Les événements qui se produisent en Allemagne depuis le jour où la République rhénane a pris naissance et qui attirent à juste titre l'attention des peuples civilisés ont acquis récemment un caractère de gravité qu'il serait vain de dissimuler. L'émotion provoquée par le coup d'Etat de Munich persiste encore et voilà qu'on nous annonce le retour dans le Reich du prince impérial. Certes les pessimistes exagèrent quand ils y voient le présage d'une guerre nouvelle, mais n'y a-t-il pas lieu de s'attendre à des complications fâcheuses dont l'effet certain serait de retarder le relèvement de l'Europe bouleversée? Il est évident que la situation intérieure de l'Allemagne comporte trop d'inconnues pour que le pronostic soit facile et même en s'appliquant à ne considérer les événements en cours qu'au point de vue de deux facteurs dominants, je veux dire facteurs économique et national, on aurait de la peine à prédire les conséquences que leur combinaison pourrait engendrer. Quoi qu'il en soit, le coup d'Etat manqué de Ludendorff et le retour du Kronprinz en Allemagne ont jeté une nouvelle gerbe de lumière sur les possibilités de la politique allemande. On a pu constater à la faveur de ces deux événements que la tendance à l'unité persiste outre-Rhin malgré les séparatismes renaissants et se fait jour aussitôt que « la patrie allemande » semble mise en péril. N'a-t-on pas vu à l'encontre de certaines prévisions l'armée de von Seckt demeurer fidèle à l'idée du Reich et les nationalistes bavarois bien capables de réprimer un mouvement jugé préjudiciable à l'intérêt général de l'Allemagne? N'est-il pas légitime de considérer le séparatisme bavarois comme l'expression du patriotisme allemand exaspéré, la Bavière ne visant après tout qu'à occuper la place de la Prusse trop compromise aux yeux des pangermanistes par le support qu'elle a prêté à la politique vacillante du Reich? Et comment douter que le retour du Kronprinz en Silésie n'ait pour effet de raviver le nationalisme prussien en le dérivant vers l'idée dont les Hohenzollern étaient pendant un siècle les représentants attitrés?

En attendant la suite des événements, limitons-nous à enregistrer un fait : le jour où la nouvelle du coup d'Etat de Munich s'était répandue, quelques aspects négligés de la politique allemande ont pris soudain du relief. Les regards du public, trop exclusivement fixés sur les provinces rhénanes, s'étaient portés de suite vers l'Est, non seulement vers la Bavière tumultueuse, mais au delà de ce pays, vers la frontière orientale du Reich, bien qu'aucun coup d'Etat ne s'y fût produit. Aussi dans les conversations suscitées par cette nouvelle a-t-on pu entendre bien fréquemment les noms de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, voire même de la Petite Entente.

En signalant cette réaction de l'esprit public, nous sommes loin d'adresser à quiconque le reproche de voir les choses sous un angle étroit. L'Europe actuelle est trop semblable à une scène mal éclairée pour qu'il soit toujours facile de discerner ou de reconnaître les ombres qui passent. Cependant nous croyons indiqué de ne pas laisser s'évanouir l'intérêt que viennent d'éveiller les problèmes de la politique orientale de l'Allemagne en apportant sur cette matière quelques renseignements utiles.

Il est superflu de rappeler que c'est la Pologne qui, parmi les voisins orientaux du Reich, tient la place la plus considérable. Ce pays d'environ 30 millions d'habitants possède vis-à-vis de l'Allemagne une frontière de plusieurs centaines de kilomètres et dont le trajet accuse une particularité importante : la frontière polono-allemande, loin de se poursuivre d'une manière continue, est interrompue par le fameux « couloir » de Dantzig « en laissant au delà de ce territoire la Prusse Orientale comme une enclave ». L'importance de cette configuration territoriale est trop évidente pour qu'il soit nécessaire d'y insister. L'état de choses qui en résulte ressemble étrangement à celui qui a existé vers la fin du XVIIIe siècle et qui a déterminé la politique antipolonaise de la Prusse militaire.

D'autre part la Pologne continue à être la voisine de la Russie... Une frontière de 1.400 kilomètres de longueur met côte à côte ces deux pays slaves pouvant

longtemps être ennemis, mais qui, à la faveur des circonstances nouvelles, pourraient évoluer vers une entente et vers un rapprochement.

Ainsi les éléments même de la géographie suffisent pour marquer avec toute la netteté désirable la position politique de la Pologne et pour faire entrevoir les problèmes graves et complexes qui s'en suivent. Il devient clair que non seulement la République polonaise restaurée est exposée à subir le contre coup de l'instabilité politique de ses voisins mais qu'elle doit affronter contamment le danger d'une entente russo-allemande. La tradition de l'amitié entre Berlin et Saint-Pétersbourg qui se maintient en dépit des bouleversements politiques et sociaux, voilà une menace sérieuse que la Pologne est obligée d'écarter pour assurer complètement sa sécurité.

Dans un discours prononcé vers la fin du mois d'octobre, Trotzky s'est exprimé au sujet de la Pologne de la manière suivante : « Ce pays ne peut être qu'un pont ou une barrière entre la Russie soviétique et l'Allemagne. Si la République polonaise se décide à être un pont, nous saurons la récompenser largement car nous avons besoin de moyens de communication directe avec l'Allemagne et ces moyens nous sont indispensables pour nos relations commerciales. Si toutefois la Pologne préfère être une barrière ou un obstacle, elle ne tardera pas à se trouver entre le marteau russe et l'enclume allemande. »

Si nous faisons abstraction des menaces que Trotzky a jugé opportun de prononcer à cette date à l'adresse de la Pologne, nous trouvons dans les paroles du grand chef bolcheviste l'énoncé d'un problème qui domine, en fait, la politique extérieure de la Pologne. Il n'est que juste de reconnaître que c'est de la manière dont il sera résolu que dépend l'avenir de toute l'Europe Orientale et peut-être même de l'Europe tout court. Mais ce n'est pas dire que la solution en soit proche ou facile. Il existe des problèmes (et celui que nous venons de signaler est de leur nombre) qui sont en réalité des expressions des ressorts cachés de l'histoire. Ceux-là évoluent toujours lentement et ne se font connaître que de temps à autre en déterminant quelque crise aiguë.

Ainsi nous sommes portés à croire que les événements dont l'Allemagne nous offre aujourd'hui le spectacle angoissant sont de nature à donner du relief aux tendances qui caractérisent la politique extérieure de la Pologne. Les symptômes ne manquent pas du reste pour confirmer cette opinion. Il y a trois semaines seulement la presse nous a mis au courant d'un remaniement du cabinet polonais dont la véritable signification n'a échappé, semble-t-il, à personne. Les noms des nouveaux ministres auraient suffi d'ailleurs pour se rendre compte que c'est l'incertitude qui plane sur les intentions du gouvernemnt allemand qui a déterminé ce remaniement. Tout le monde se souvient du rôle que M. Korfanty a joué lors des luttes pour la Haute-Silésie. Quant à M. Roman Dmowski, il est évident que sa présence à la direction des Affaires étrangères de la Pologne exprime mieux que les plus longs discours l'orientation politique de ce pays. Ceux qui ont eu l'occasion de prendre contact avec les problèmes de l'Europe centrale n'ignorent pas que le nom même de M. Dmowski signifie une idée, un programme, une attitude. Mais cela étant, c'est la connaissance de la carrière de cet homme d'Etat, réputé comme un des artisans de l'indépendance polonaise, qui nous aidera le mieux à saisir les tendances fondamentales dont témoigne la politique extérieure de la Pologne.

M. Dmowski n'était pas un inconnu en France, même avant la guerre qui permit à la Pologne de rompre les chaînes d'esclavage et de faire valoir avec succès, enfin, ses revendications nationales. Il attira d'abord l'attention des milieux politiques comme leader des députés polonais à la première et à la seconde Donma russes où il défendait avec énergie les intérêts de ses compatriotes soumis au régime tsariste. Cependant c'est en 1908 qu'il parvint à acquérir une renommée qui n'a pas tardé à dépasser les frontières de son pays. Il dut cette renommée à la publication d'un livre intitulé : « L'Allemagne, la Russie et la question polonaise », qui posait le problème de l'avenir de la Pologne sur une base nouvelle et visiblement plus solide. Ce livre, traduit aussitôt en français et précédé d'une préface du regretté Anatole Leroy-Baulieu, mettait le public européen au courant des tendances et des idées qui se faisaient jour dans la nation polonaise; cependant il lui offrait aussi une analyse substantielle du système de forces politiques existant alors dans l'Europe orientale. M. Dmowski s'appliquait notamment à démontrer que l'expansion allemande se dirigeait, en premier lieu, vers l'Est européen où le terrain paraissait mieux préparé pour la réalisation de conquêtes permanentes. C'est un fait remarquable que pour étayer sa thèse M. Dmowski n'avait qu'incidemment recours à la littérature politique allemande dans laquelle pourtant le rêve pangermaniste d'une grande Allemagne trouvait une expression fidèle. Il s'appuyait plutôt sur des faits politiques récemment survenus et qui constituaient autant de preuves de l'emprise croissante de l'Allemagne sur les empires voisins et sur tous les pays balkaniques.

Tel ayant été son point de départ il n'eut pas de peine à marquer la vraie position de la Pologne dans cette partie de l'échiquier européen et à définir en fonction des plans pangermanistes les possibilités que l'avenir réservait à son pays. La tension de l'énergie allemande vers l'Est lui parut immédiatement un danger si grave pour la conservation de la race polonaise qu'il conclut à la nécessité de reviser les bases mêmes de l'idéologie politique de la Pologne jusqu'alors traditionnellement anti-russe et de lui imprimer une orientation anti-allemande.

Si M. Dmowski a donné la preuve d'une indépendance d'esprit peu commune en dégageant des faits particuliers une ligne de conduite politique toute nouvelle, il n'a pas en moins de mérite en imposant son point de vue à la majorité de ses compatriotes. Il dut, bien entendu, livrer un combat acharné contre la tradition séculaire, profondément enracinée en Pologne, de luttes contre la Russie. Il eut surtout à vaincre la puissance du sentiment inséparable de toute tradition établie. Et bien que, pour parfaire cette œuvre éminemment réformatrice, il eût le secours d'un grand parti politique connu sous le nom de démocratie nationale et dont il avait été quinze ans auparavant l'un des fondateurs les plus en vue, c'est à lui, somme toute, que revient l'honneur d'avoir conduit la Pologne dans le camp de la coalition anti-allemande. Une action de grande envergure qu'il avait entreprise en 1914 à St.-Pétersbourg et qu'il poursuivit ensuite dans les capitales de l'Europe Occidentale avec une énergie inflexible eut pour effet d'introduire la Pologne dans le concert des nations alliées et de lui assurer la participation formelle à la Conférence de la Paix.

Il serait certes oiseux d'entrer ici dans les détails de la politique intérieure polonaise et de scruter les raisons pour lesquelles cet homme d'Etat, qui a si bien mérité de sa patrie, fut obligé, en 1919, de se retirer de la vie publique. Peut-être étaient-ce certains courants d'idées qui soufflaient alors en Europe, sans excepter la Pologne, qui l'ont empêché d'affirmer sa personnalité vigoureuse et réfractaire aux compromissions. On a fait plusieurs fois allusion à des fautes que son propre parti aurait commises sur le terrain de la politique intérieure polonaise. Quoi qu'il en soit, M. Dmowski, après avoir apposé sa signature au Traité de Versailles, à côté de celle de M. Paderewski, disparut complètement de la scène politique. Un grand silence se fit autour de son nom, silence qui n'a pas été interrompu, même à la suite des événements les plus retentissants survenus en Pologne au cours des quatre dernières années.

Néanmoins, son œuvre continuait à porter des fruits. En janvier 1921, au cours d'une visite faite à Paris par le chef de l'Etat polonais, le maréchal Pisudski, un traité d'alliance fut conclu entre la France et la Pologne, traité qui correspondait à la conception de M. Dmowski d'un nouveau système d'équilibre politique en Europe, et dont il avait, en 1917, exposé les principes dans un mémoire relatif aux problèmes de l'Europe Orientale.

Dans un autre domaine de faits, on a pu constater également les effets de sa politique clairvoyante : des territoires occidentaux de la Pologne, ceux qui avoisinent l'Allemagne et que M. Dmowski a revendiqués au nom du principe des nationalités, constituent depuis un vrai rempart contre la poussée du germanisme récalcitrant. La population de ces territoires, après le reflux en Allemagne des fonctionnaires prussiens ainsi que d'une bonne partie des colons que Berlin y avait envoyés pour déraciner les autochtones de leur sol, demeure presque entièrement polonaise.

Le résumé bref et forcément incomplet que nous venons de faire du passé politique du nouveau ministre polonais des Affaires étrangères, suffit — ce semble — pour marquer la voie que la Pologne, redevenue libre, entend suivre en face des complications qui menacent de plonger l'Europe dans un chaos encore plus profond. Aussi devient-il clair que le retour de M. Dmowski à la vie politique, à un moment où la République polonaise doit être sur ses gardes, est un indice et, dirions-nous, même un gage.

C'est donc avec quelque étonnement que nous avons lu un article d'un écrivain aussi averti que M. Bainville, exprimant des doutes au sujet de la ligne de conduite de la Pologne. Notre étonnement fut d'autant plus motivé que l'image tracée par lui du danger prussien pour les Polonais nous a paru d'une finesse et d'une précision remarquables :

« Le plus grand danger que la restauration des Hohenzollern présenterait pour l'Europe — disait dans cet article M. Bainville — ce serait justement la restauration d'une politique de longs desseins et à longue portée qui consisterait à refaire la Prusse par où elle s'était faite, c'est-à-dire par le côté oriental. La véritable guerre de revanche, un Frédéric ne l'entreprendrait certainement qu'après avoir mis hors de combat la Pologne, supprimé le couloir de Dantzig, repris la Haute-Silésie et occupé la Bohême d'où l'on tient la clef de l'Europe orientale ».

En face d'une telle perspective comment supposer que la Pologne puisse demeurer inactive et vieillir, ou qu'elle hésite à poursuivre le chemin que M. Dmowski lui a tracé longtemps avant la guerre et qui l'a conduite à travers mille vicissitudes, il est vrai, vers l'affranchissement suprême ? Aucune parole ne nous semble d'ailleurs mieux appropriée pour dissiper toute incertitude à cet égard que celle de M. Dmowski lui-même. Nous avons sous la main la traduction française d'un de ses articles polonais publié en 1921, donc du temps de sa retraite où il discutait avec le serment d'un homme d'Etat responsable le problème fondamental des réparations polono-allemandes et polono-russes. Nous y trouvons le passage suivant dont il est inutile de souligner l'actualité :

« Malgré la révolution que le peuple allemand a connu à la suite de sa défaite militaire il n'a pas renoncé à ses anciennes idées concernant les visées politiques dans l'Est européen. Ce ne serait d'ailleurs qu'une illusion de croire que les idées professées par toute une nation sont susceptibles de transformations brusques. La seule différence avec le passé, c'est que l'Allemagne est aujourd'hui affaiblie par la guerre et paralysée par son désordre intérieur. Mais étant donné que les nombreuses voies d'expansion qu'elle a suivies avant la guerre lui sont fermées, pour quelque temps du moins, ses tendances à l'expansion vers l'Est s'accroissent démesurément.

« Quel est cependant le but précis de la politique allemande dans l'Est ? Il est de toute simplicité : utiliser d'abord la Pologne comme une terre de passage menant en Russie pour réaliser ensuite avec le concours de celle-ci l'asservissement de celle-là. La conquête économique de la Russie précéderait ainsi comme cause déterminante la déchéance politique de la Pologne. Il n'est pas besoin de dire que ce programme d'action n'a rien de neuf quant à son essence; les moyens seuls qu'il comporte ont dû être ajustés aux conditions actuelles ».

Décidément de telles paroles se passent de commentaires ! Tout en venant d'un seul homme elles paraissent être l'expression d'une expérience collective profonde qui suscite et détermine les actes. En définissant l'attitude de la Pologne à l'égard des visées politiques de l'Allemagne, M. Dmowski prend implicitement position vis-à-vis de la Russie qu'il voudrait voir avant tout délivrée de l'emprise germanique. Il pose nettement le principe de la politique extérieure polonaise qu'il déduit simplement de l'histoire de l'Europe de l'Est et dont l'intérêt général est évident. Ce principe, c'est manifestement la défense des pays longtemps opprimés ou exploités par la race allemande contre le retour du pangermanisme conquérant; c'est donc aussi la sauvegarde d'individualités nationales.

La nomination de M. Roman Dmowski au poste de ministre des Affaires étrangères de Pologne nous permet ainsi de nous faire une idée plus claire et plus précise sur un point du problème allemand qui n'est pas des moins importants. Elle peut nous rendre aussi plus confiants dans l'avenir que nous ne l'avons été jusqu'ici.

Gaston Victor.

BULLETIN MARITIME

LES GRANDS COLONIAUX DE L'OCEAN INDIEN ET LES MESSAGERIES MARITIMES

Avant de clore la liste des grands écrivains qui ont été les parrains de certains paquebots des Messageries Maritimes ,il nous faut encore citer Bernardin de Saint Pierre dont le nom doit être attribué à un navire qui desservira la ligne de l'Océan Indien.

Né au Hâvre de Grâce, Bernardin de Saint Pierre, fut un grand « navigateur ». A 12 ans il faisait son premier voyage à la Martinique à bord d'un navire de commerce que commandait son oncle; puis il alla à Malte et voyagea à travers l'Europe. Un peu plus tard il s'embarque pour l'île de France (Ile Maurice actuelle) où il devait séjourner pendant trois ans.

Dès cette époque il était question d'établir une colonie française à Madagascar et Bernardin de Saint Pierre passa deux autres années dans cette île en qualité d'Ingénieur de Fort-Dauphin, puis revint à Paris et, comme Intendant du Jardin des Plantes, vécut encore parmi les arbres exotiques des pays qu'il avait chantés.

Après avoir été professeur de morale à l'Ecole Normale, il mourut au début du XIXe siècle, membre de l'Institut.

A cette époque les voyages et les descriptions de pays lointains étaient choses encore tout à fait rares. La touchante idylle de « Paul et Virginie » rencontra donc le plus grand succès parmi les lecteurs du XVIIIe siècle finissant, que charmaient les belles descriptions. Dans les autres livres « Voyage à l'Ile de France », « La Chaumière Indienne » etc... Bernardin de Saint Pierre, ainsi que le signale, Petit de Juleville, découvre l'exotisme, « il rehausse et simplifie le beau de la nature européenne par son entente du beau tropical : il peint les charmes du globe dans plusieurs climats et initie les Français à la Poésie dont ils sont entourés par la révélation de celle qui abonde loin d'eux. Il ouvre un nouveau monde, une partie inexplorée de la planète à l'imagination et à l'art des romanciers et des voyageurs ».

Cet « art des romanciers et des voyageurs » compte aujourd'hui les plus brillants écrivains. Récemment n'avons-nous point lu toute une série d'ouvrages consacré à la Syrie, au Maroc ? Ce ne sera pas le moindre des mérites des navires des Messageries Maritimes, placés sous l'égide de l'art et de la littérature, de porter à leur bord, vers les régions inspiratrices de l'Orient, la pléiade des jeunes écrivains d'aujourd'hui en quête d'émotions nouvelles sur un sol antique.

***

D'autres noms illustres, nous l'avons dit précédemment, ont été attribués aux nouveaux navires des Messageries Maritimes. Ce sont les noms des grands soldats qui ont contribué à nous acquérir la belle colonie de Madagascar.

Parmi eux le Maréchal Galliéni demeure l'un des plus honorés. Si nous lui devons la défense de Paris en 1914 et, par voie de conséquence, l'arrêt sur la Marne, ce glorieux épisode de sa carrière militaire ,qui lui vaut la reconnaissance de tous les Français, ne saurait faire oublier la longue, périlleuse et magnifique mission qu'il remplit aux Colonies avant la guerre.

Après la campagne de 1870, au cours de laquelle il fut fait prisonnier, à Sedan, le lieutenant Galliéni inaugura sa carrière d'outre mer en 1873, dans l'île de la Réunion, puis fut envoyé au Sénégal où il prépara une mission de pénétration dans la région du Niger.

En 1880 il entreprend une expédition hardie parmi les turbulentes populations de la Sénégambie. Après des luttes épiques et d'incroyables aventures, il reparut 20 mois plus tard, conquérant auréolé d'exploits et de légendes. Le triomphe retentissant de cette expédition lui vaut, avec la Légion d'Honneur, la Médaille d'Or de la Société de Géographie et un éclatant avancement.

Un peu plus tard, il organise au Soudan, une expédition minutieusement préparée. La « méthode de Galliéni » a écrit le Maréchal Lyautey, peut se formuler ainsi : « L'occupation militaire consiste moins en une opération militaire qu'en une organisation qui marche ».

Puis il part au Tonkin, contre les Pavillons Noirs, et sa politique adroite, inédite, a raison des plus subtiles défenses de ces peuples retors. Miné par la fièvre, il part néanmoins de nouveau en 1896 pour Madagascar, dont la situation présentait pour la France un péril grave. L'insurrection et l'anarchie y régnaient, en effet, et le Gouvernement français avait adjuré Galliéni de prendre la double direction militaire et civile de notre nouvelle colonie. Arrivé à Tamatave au moment où les rebelles préparaient une action en masse sur Tananarive, Galliéni, silencieux et calme, en deux jours a tout vu et tout appris. Muni de pleins pouvoirs, il parle le langage du maître et condamne à mort un Ministre, déporte la famille de la reine, exile la reine elle-même à la Réunion. Puis, à l'aide de colones volantes, mettant en pratique sa méthode des « taches d'huile », petit à petit il conquiert l'île et l'organise. Dès la fin de 1897 Madagascar est devenue terre française. Les résultats de l'énorme labeur de Galliéni apparaissent aux yeux les moins prévenus. La colonie se développe en tous sens et lorsqu'il la quitte définitivement, le 19 mai 1905, après 9 années de labeur continu, il laissait la « Grande Ile » transformée, méconnaissable, entièrement organisée. « Galliéni », écrivait Gabriel Hanotaux, « a reçu une forêt insurgée; il a rendu une colonie tranquille et prospère ».

VALEURS DE NAVIGATION

Cours de la Bourse de Marseille

Le 29 novembre 1923

1° Fraissinet	760
2° Messageries Maritimes	198
3° Mixte	226
4° Transatlantique	165,50
5° Transports Maritimes	913

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. Dessoës.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

REVUE
POLITIQUE·ET·LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

EUGÈNE YUNG·FONDATEUR·1863 PAUL FLAT·DIRECTEUR·1908-1918
DIRECTEUR PAUL GAULTIER

N° 24 61e ANNÉE 15 DÉCEMBRE 1923

HOMO POLITICUS

Avec sa verve coutumière et son entrain habituel, M. Louis Barthou nous trace de l'homme politique un portrait en pied (1). A chaque ligne s'y décèle sa passion de la politique, qui est et restera pour quiconque a sacrifié à ses charmes la plus tyrannique des maîtresses. « On ne la quitte pas, elle nous quitte », disait je ne sais plus quel homme célèbre. « Il n'y a pas de retraite pour le *Politique* » écrit M. Barthou. Illuminé par cet amour, M. Barthou est plein d'indulgence pour ceux qui s'y consacrent. Il n'est pas jusqu'à son esprit si vif qui n'adoucisse ses traits pour nous présenter, sous le masque latin, quelques-uns de ses plus célèbres collègues. Sa bienveillance ne le cède qu'à son application à nous conduire à travers les tours et les détours du Palais-Bourbon qui, on le sait, fait battre son cœur.

Il a des sollicitudes d'amant pour nous retracer la carrière de l'homme politique depuis ses timides essais dans les réunions publiques jusqu'à la tribune de la Chambre des Députés, « cet autel de la parole », ainsi qu'il le salue et devant lequel il s'incline, envahi par une émotion sacrée. Il est beau, je le dis sans ironie, de voir un homme d'Etat, qui a connu toutes les gloires de la parole et du pouvoir, garder une telle ferveur après tant et tant de succès pour l'instrument de ses débats.

C'est l'honneur de la tribune française que d'inspirer de pareils enthousiasmes, car M. Barthou n'est pas le seul : je me suis laissé conter telle anecdote sur *Nammetamus,* qui le représente en posture de vénération devant cette tribune qui, lui aussi, l'a si bien inspiré. Et c'est l'honneur de notre Parlement que de renfermer des hommes de cette envergure, qu'anime à ce point la passion de la chose publique. Il n'y a qu'en France où, parmi les représentants du peuple, se rencontre une telle pléiade de talents que possède le feu sacré. Et de fait, la liste serait longue des grands parlementaires qui ont été l'honneur de la tribune et de la France.

M. Louis Barthou répare bien des injustices, car nous sommes très souvent injustes vis-à-vis de nos hommes politiques. Toutefois, emporté par un plaidoyer qu'inspire son amour de la politique et sa bienveillance envers ses collègues, il a omis de mettre des ombres au tableau. Il a négligé les défauts. Il a fait comme les grands peintres, qui, soulevés par l'enthousiasme, transfigurent leur modèle. Ne le croyez pas dupe, cependant; les défauts, M. Barthou les connaît. Telle petite phrase du chapitre unique par où se termine son livre, nous en dit long sur ce qu'il ne veut pas dire, par respect pour l'idole de son cœur : « Aucune limite d'âge, conclut-il de l'homme politique, ne fixe de limite à son dévouement ».

(1) *Le Politique* par Louis Barthou de l'Académie française 1 vol. de la Collection *Les Caractères de ce temps* (Hachette et Cie)

Ah! le bon billet. Ne sentez-vous pas l'ironie de cette conclusion qui n'a l'air de rien. Le dévouement de l'homme politique! Il n'est pas si fréquent que nos honorables veulent bien le laisser paraître. Je dirai même qu'il est fort rare. Trop souvent, l'homme politique est un ambitieux qui se lance dans les affaires publiques faute de mieux, ou parce qu'il y voit un admirable moyen de parvenir. Aussi s'inquiète-t-il des opinions moins pour les servir que pour s'en servir. Il n'a, d'ordinaire, ni idée bien nette, ni programme bien défini. Il adoptera non celui qui correspond à des convictions intimes qu'il n'a pas, mais celui qu'il pense devoir le plus facilement le porter. Il se tourne tout naturellement, après avoir flairé le vent, du côté où il lui semblera avoir le plus de chances de réussir. Pour mieux y arriver, il flattera les passions populaires, se livrera à toutes sortes de surenchères, distribuera les promesses à poignées et changera d'avis suivant les circonstances avec une désinvolture ingénue. Réussir, voilà son principal souci et son unique programme. Il n'y a souvent pas d'autres raisons aux étourdissantes volte-faces qu'exécutent certains hommes politiques avec des souplesses auxquelles les acrobates ne peuvent atteindre. Il est vrai que si cela conseille de ne jamais se fier pleinement à eux, cela autorise à ne jamais en désespérer tout à fait.

Et puis, il faut le dire, tous ne professent pas pour « l'autel de la parole » le même respect que M. Barthou. Combien, de nos jours, l'escaladent sans vergogne pour y bafouiller sans pudeur! Beaucoup trop n'y voient qu'un tréteau. Tels des acteurs, ils y parlent pour la galerie, dans l'attente des applaudissements. Ils cherchent, en réalité, moins à convaincre qu'à paraître. Un succès de tribune leur suffit. Ce sont des comédiens et des avocats. D'ailleurs la plupart viennent du Barreau où, tout en soutenant indifféremment le pour et le contre, on n'agit jamais qu'en parlant. Aussi bien la majorité de nos ministres, parce qu'ils sont issus du Parlement, croient avoir agi quand ils ont parlé. On les étonnerait bien en leur soutenant le contraire.

Hélas ! là est bien la tare essentielle de trop de nos parlementaires parvenus au pouvoir : habiles à discourir, bien peu savent gouverner. Tel qui a donné ses preuves d'orateur hardi, une fois au gouvernement s'effondre lamentablement dans l'impuissance, quand ce n'est pas dans la plus complète aboulie. Soit par faiblesse congénitale ou acquise de l'homme rompu à la parole, soit par crainte de descendre, comme ils disent, du pouvoir, combien n'osent pas prendre la moindre décision.

M. Barthou l'indique rien que par ses silences : il nous entretient de l'homme politique, non de l'homme d'Etat. Il ne faut pas confondre. Ce dernier est fort rare. On peut même dire qu'il y en a grande disette. M. Barthou le reconnait quand il constate que de la Chambre de 1919 il en a surgi peu. Cela est si vrai que, dans tout le courant de la législature, on a dû, à quelques exceptions près, faire appel aux anciens.

C'est que, pour être un véritable homme d'Etat, il faut des qualités auxquelles, si elle y aide, ne prépare pas tout à fait la vie politique. Habitués à tourner à tous les vents, dénués de programme et parfois d'opinion, entêtés de leurs succès personnels, courageux en paroles, mais craintifs en action, les traits distinctifs de trop d'hommes politiques sont, en grande partie, à l'opposé de ceux qu'un pays est en droit de réclamer d'un homme de gouvernement. Comment en irait-il autrement? La sélection de nos hommes politiques se fait, par le suffrage universel, au rebours des qualités d'action. Le beau parleur sans conviction ni énergie aura toujours le pas auprès des foules sur l'homme de caractère ou simplement convaincu.

Pour toutes ces raisons, l'homme politique ne tourne que trop facilement au politicien, qui exploite la politique comme un métier et, pour ce faire, excite les appétits, quand ce ne sont pas les passions. Dépourvu de scrupules vis-à-vis de ses électeurs, il n'en a pas davantage à l'endroit de ses collègues. Ceux-ci sont-ils au gouvernement, il ne songe qu'à les en précipiter, quels que soient les services qu'ils rendent et surtout quand ils en rendent beaucoup, car alors ils sont encore plus gênants. A l'affût d'un portefeuille, ils guettent leurs moindres maladresses, habiles à semer la fameuse « pelure d'orange » sous les pas de ceux qu'on ne peut renverser sur une question importante, dût l'intérêt public en souffrir cruellement.

M. Barthou a campé un magnifique portrait de l'homme politique, mais un portrait qui, comme tout portrait de famille digne de ce rang, est légèrement flatté. Va-t-on découvrir les tares de ses proches, surtout quand on les aime d'un si parfait amour?

Paul GAULTIER.

HISTOIRES DE HANRAHAN LE ROUGE[1]

LA TRESSE DE LA CORDE

(*Nouvelle*).

Une fois, à la chute du jour, Hanrahan parcourait les routes près de Kiuvara, quand il entendit venir d'une petite maison à quelque distance les sons d'un violon. Il prit le sentier qui menait à cette maison, car jamais il ne s'éloignait sans entrer d'un endroit où se trouvait musique, danse, ou bonne compagnie. Le maître de la maison était sur le seuil, et lorsque Hanrahan s'approcha, il le reconnut et lui dit :

— Bienvenue à vous, Hanrahan. Voici longtemps que vous étiez perdu pour nous.

Mais la femme de la maison vint à la porte, et elle dit à son mari :

— Je serais plus contente si Hanrahan n'entrait pas ce soir, car il ne jouit pas d'un bon renom parmi les prêtres, ni parmi les femmes qui se respectent, et d'après sa marche je ne serais pas étonnée s'il avait bu.

Mais l'homme répliqua :

— Jamais je ne renverrai de ma porte Hanrahan des poètes.

Et il le pria d'entrer.

Il y avait bon nombre de voisins rassemblés dans la maison, et certains se rappelaient Hanrahan ; mais quelques-uns des petits garçons qui étaient dans les coins avaient seulement entendu parler de lui, et ils se levèrent pour le bien voir, et l'un d'eux me dit :

— N'est-ce pas ce Hanrahan qui tenait école et qui a été emporté par Eux?

Mais sa mère lui mit la main sur la bouche et lui ordonna de rester tranquille, de ne pas dire des choses semblables.

— Car Hanrahan peut devenir méchant, expliqua-t-elle, s'il entend parler de cette histoire ou si quelqu'un le questionne.

Il fut alors interpellé par l'un ou l'autre, qui demandait une chanson, mais l'homme de la maison dit que ce n'était pas le moment, alors qu'il ne s'était pas encore reposé ; et il lui donna du whisky dans un verre, et Hanrahan le remercia, lui souhaita une bonne santé, et but.

Le violoneux accordait son violon pour une autre danse, et le maître de la maison dit aux jeunes gens qu'ils sauraient ce que c'était que la danse lorsqu'ils verraient Hanrahan danser, car on n'avait jamais rien vu de pareil depuis qu'il avait passé jadis. Hanrahan déclara qu'il ne danserait pas ; il faisait maintenant un meilleur usage de ses pieds en voyageant à travers les cinq provinces de l'Irlande. Juste comme il disait cela apparut à la demi-porte Oona, la fille de la maison, qui apportait de Connemara quelques morceaux de tourbe pour le feu. Elle les jeta dans l'atre et la flamme s'éleva, et la montra très avenante et souriante, et deux ou trois des jeunes gens se levèrent pour lui demander une danse. Mais Hanrahan traversa et les écarta. Il dit qu'elle devait danser avec lui, après le long chemin qu'il avait fait avant d'arriver jusqu'à elle. Et il est probable qu'il lui dit quelque douce parole à l'oreille, car elle n'eut pas d'objection à faire là contre. Elle partit avec lui, les joues vermeilles. Alors d'autres couples se levèrent, mais comme la danse allait commencer, Hanrahan baissa les yeux par hasard, et il remarqua ses chaussures usées et éculées, les chaussettes grises en loques qui se montraient par les trous. Il dit que le sol ne valait rien, ni la musique, et il s'assit dans un coin sombre près de l'âtre. Mais s'il fit ainsi, la jeune fille s'y assit avec lui.

La danse alla son train, et lorsqu'elle fut terminée, une autre commença, et pour un moment personne ne fit grande attention à Oona et à Hanrahan le Rouge dans le coin où ils étaient. Mais la mère se sentait mal à l'aise ; elle appela Oona pour venir l'aider à mettre le couvert dans la pièce intérieure. Mais Oona qui ne lui avait jamais désobéi auparavant répondit qu'elle viendrait bientôt, mais pas tout de suite, car elle écoutait ce qu'il lui disait à l'oreille. La mère se sentit plus mal à l'aise encore, et alors s'approcha d'eux, pour activer le feu, semblait-il, ou balayer l'âtre, et elle écoutait une minute ce que le poète disait à son enfant. Une fois elle l'entendit parler de Deirdre aux blanches mains, et comment elle mena à la mort les fils d'Usnach ; et comment ses joues n'étaient pas si rouges que le sang des fils de rois qui fut versé pour elle, et ses douleurs n'avaient jamais été oubliées. Peut-être était-ce son souvenir qui a l'oreille du poète rendait le cri du pluvier dans le marais aussi douloureux que la lamentation de jeunes hommes sur un camarade. Et jamais son souvenir n'aurait subsisté sans les poètes qui avaient mis sa beauté en leurs chants. Et la fois d'après, elle ne comprit pas bien ce qu'il disait, mais autant qu'elle pût entendre, cela ressemblait à de la poésie bien qu'il n'y eût pas de rimes, et voici ce qu'elle entendit qu'il disait : « Le soleil et la lune sont le jeune homme et la jeune fille, ils sont ma vie et votre vie, ils ne cessent de voyager par le ciel comme sous le même capuchon. C'est Dieu qui les a créés l'un pour l'autre. Il créa votre vie et ma vie avant le commencement du monde, et il les créa de telle

(1) V. *La Revue Bleue* du 1er décembre 1923.

sorte qu'ils puissent aller par le monde de haut en bas comme les deux meilleurs danseurs qui vont de haut en bas sur toute la longueur de la grange, frais et rieurs, alors que tous les autres sont fatigués et se reposent contre la muraille.

La vieille femme se rendit alors vers son mari qui jouait aux cartes, mais il ne voulut pas lui prêter attention ; alors elle alla trouver une de ses voisines et elle lui demanda :

— « Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de les séparer? » Et sans attendre une réponse elle dit à quelques jeunes hommes qui parlaient ensemble :

— A quoi êtes-vous bons si vous ne pouvez pas faire danser avec vous la meilleure fille de la maison ? Allez-y tous maintenant, dit-elle, et voyez si vous ne pouvez pas l'éloigner de la conversation du poète.

Mais Oona ne voulut en écouter aucun : elle agita seulement la main pour les renvoyer. Alors ils en appelèrent à Hanrahan, et ils lui dirent qu'il ferait mieux de danser lui-même avec la jeune fille, ou de la laisser danser avec l'un d'eux. Lorsque Hanrahan entendit ce qu'ils disaient :

— C'est bien ; je vais danser avec elle ; aucun homme dans la maison sauf moi ne doit danser avec elle.

Alors il se leva avec elle, la menant par la main, et quelques-uns des jeunes gens furent vexés, et quelques-uns se mirent à se moquer de sa veste en lambeaux et de ses chaussures éculées. Mais il n'y prêta aucune attention, et Oona n'y prêta aucune attention mais ils se regardaient comme si le monde appartenait à eux seuls. Deux autres cependant qui étaient restés assis ensemble comme des amoureux se levèrent en même temps, se tenant les mains, et remuant les pieds pour rester en mesure avec la musique. Mais Hanrahan leur tourna le dos comme en colère, et au lieu de danser il se mit à chanter, et en chantant il lui tenait la main, et sa voix devenait plus forte. La moquerie des jeunes gens cessa, le violon s'arrêta et on n'entendit plus rien que sa voix pleine de la rumeur du vent. Et ce qu'il chantait, c'était une chanson qu'il avait entendue ou qu'il avait jadis composée pendant ses errances sur Slieve Echtge, et telles en étaient les paroles :

O le vieux doigt osseux de la mort
Ne nous trouvera jamais là
Dans la haute contrée creuse
Où il y a de l'amour à profusion ;
Où les rameaux portent fruits et fleurs
En tout temps de l'année ;
Où les rivières débordent
De bière rouge et de bière brune.
Un vieil homme joue de la cornemuse
Dans un bois d'or et d'argent ;
Des reines, les yeux bleus comme la glace,
Y dansent en foule.

Et pendant qu'il chantait, Oona se rapprochait de lui ; toute couleur avait quitté ses joues, ses yeux n'étaient pas bleus maintenant, mais gris des larmes qu'ils contenaient, et quiconque l'aurait regardée aurait pensé qu'elle était prête à le suivre sur le champ de l'Ouest à l'Est du monde.

Mais l'un des jeunes gens cria :

— Où est cette contrée qu'il chante? Prenez garde, Oona, elle est très loin, vous pourriez rester longtemps par les routes avant de l'atteindre.

Et un autre dit :

— Ce n'est pas au Pays des Jeunes que vous arriverez si vous partez avec lui, mais à Mayo des mares. Alors Oona le regarda comme si elle voulait le questionner, mais il éleva sa main dans la sienne, et proclama mi-chantant mi-criant :

— Ce pays est tout proche, il est de tous côtés ; il se peut qu'il soit sur la colline nue derrière, ou peut-être dans le cœur du bois.

Et il dit à voix très haute et très distincte :

— Dans le cœur du bois ; oh, jamais la mort ne nous trouverait dans le cœur du bois. Et voulez-vous y venir avec moi, Oona? demanda-t-il.

Tandis qu'il disait ceci, les deux vieilles femmes étaient sorties devant la porte, et la mère d'Oona pleurait et disait :

— Il a jeté un enchantement sur Oona. Ne pourrions-nous persuader aux hommes de le mettre à la porte de la maison?

— C'est une chose que vous ne pourriez faire, dit l'autre femme, car il est un poète des Gaels, et vous savez bien que si vous mettiez à la porte un poète des Gaels, il vous lancerait une malédiction qui dessécherait le blé dans les champs, tarirait le lait des vaches, devrait-elle planer dans l'air pendant sept ans.

— Dieu nous aide, dit la mère. Pourquoi l'ai-je jamais laissé entrer dans la maison, avec le mauvais renom qu'il a !

— Il n'y aurait pas eu de mal à le laisser dehors, mais un grand malheur tomberait sur vous si vous le faisiez sortir de force. Mais écoutez un plan pour le faire sortir de lui-même, sans que personne ait à le mettre à la porte.

Bientôt après les deux femmes rentrèrent avec chacune leur tablier plein de foin. Hanrahan ne chantait plus maintenant, mais il parlait à Oona très vite et très doucement, et voici ce qu'il disait :

— La maison est étroite, mais le monde est vaste, et nul amant vrai n'a rien à craindre de la nuit ni du matin, du soleil ni des étoiles ni des ombres du soir, ni d'aucune chose terrestre.

— Hanrahan, dit alors la mère, en lui tapant sur l'épaule, voulez-vous m'aider un moment ?

— Aidez-nous, dit la voisine, à faire une corde de

foin, car vous êtes adroit de vos mains, et une rafale a défait le toit de la meule.

— Je le ferai, dit-il, et il prit le petit bâton dans ses mains, et la mère lui passait le foin, et il le tressait, mais il se hâtait pour en avoir plus vite fini, et être de nouveau libre. Les femmes continuèrent à parler, à lui passer le foin et à l'encourager, louant sa manière de tresser. Il était plus habile que leurs voisins, ou que n'importe qui. Haurahan vit que Oona le regardait, et il se mit à tresser très vite, la tête haute, et à se vanter de la dextérité de ses mains, du savoir qu'il avait dans sa tête, et de la force de ses bras. Tandis qu'il se vantait, il reculait, tressant toujours la corde, si bien qu'il arriva à la porte ouverte derrière lui, et sans penser il franchit le seuil et se trouva sur la route. Il n'y fut pas plutôt, que la mère s'élança, jeta la corde, ferma la porte et la demi porte et poussa le verrou.

Elle fut bien contente quand elle eut fait cela, et rit tout haut, et les voisins rirent et la complimentèrent. Mais ils l'entendaient heurter à la porte, prononcer des paroles de malédiction, et la mère eut juste le temps d'arrêter Oona qui avait la main sur le verrou. Elle fit alors signe au violoneux, et celui-ci commença un branle, et l'un des jeunes gens ne demanda pas la permission de s'emparer d'Oona et de la mener au plus épais de la danse. Quand celle-ci fut terminée et que le violon s'arrêta, on n'entendait plus rien au dehors, la route était aussi tranquille qu'auparavant.

Haurahan, quand il vit qu'il était mis dehors et qu'il n'y avait ni abri ni boisson ni l'oreille d'une jeune fille pour lui cette nuit-là, la colère et le courage l'abandonnèrent, et il se rendit là où les vagues venaient se fracasser sur la grève.

Il s'assit sur une grosse pierre, et il se mit à balancer son bras droit et à chanter lentement pour lui-même, de la façon dont il avait coutume pour se donner du courage quand tout l'avait abandonné. Et l'on ne sait pas s'il composa cette fois-là ou une autre la chanson appelée jusqu'à ce jour la Tresse de la Corde, et qui commence ainsi : « Quel chat mort m'a amené en cet endroit ? »

Mais, lorsqu'il eut chanté un moment, le brouillard et les ombres semblèrent se rassembler autour de lui, parfois venant de la mer, parfois allant mourir sur celle-ci. Il lui sembla que l'une des ombres était la même qu'il avait vue endormie à Slève Echtge ; elle ne dormait pas maintenant, elle se moquait, criant à ceux qui étaient derrière elle : « Il était faible, il était faible, il n'avait aucun courage ». Et il sentait encore dans sa main les fibres de la corde, et il continuait à la tresser, mais il lui semblait, tandis qu'il la tressait, que toutes les douleurs du monde s'y trouvaient. Et alors il lui sembla que la corde s'était changée dans son rêve en un grand serpent d'eau qui sortait de la mer, et qui s'enroulait autour de lui, et le tenait de plus en plus serré, et qui croissait et qui croissait, si bien que toute la terre et tous les cieux en étaient enveloppés, et les étoiles elles-mêmes n'étaient que l'éclat des replis de sa peau. Alors il s'en débarrassa, et continua son chemin, tremblant et chancelant, le long du bord de la grève, et les ombres grises volaient çà et là autour de lui. Et voici ce qu'elles disaient : « Quelle pitié pour celui qui refuse l'appel des filles de la Sidhe, car il ne trouvera aucun confort dans l'amour des femmes de la terre jusqu'à la fin de la vie et du temps et le froid du tombeau est dans son cœur à jamais. C'est la mort qu'il a choisie ; qu'il meure, qu'il meure, qu'il meure. »

(à suivre) W. B. YEATS.

(Traduit de l'anglais par J. Lichnerowicz.)

L'ÉTABLISSEMENT DU MANDAT FRANÇAIS EN SYRIE (1)

§ 1. *Phase d'installation*

La campagne de Palestine glorieusement terminée par la bataille de Tull-Keram, près Naplouse (19 sept. 1918), ouvrit aux armées alliées les portes de la Syrie. Tandis que le gros de l'armée poursuivait les Turco-Allemands en déroute et que, profitant de la brèche ouverte par les troupes franco-anglaises, le contingent arabe du Hedjaz faisait à Damas, le 1er octobre, une entrée théâtrale, la division navale française débarquait à Beyrouth le 7 octobre.

Dès le 26, Alep fut occupé par un corps anglais, le corps monté du désert, et au début de décembre la légion arménienne, encadrée par les troupes françaises, partait d'Alexandrette pour occuper la Cilicie (2).

(1) Les éléments de cette étude ont été réunis par l'auteur au cours d'une mission officielle récente (octobre 1922-janvier 1923) en Syrie et en Egypte avec transit par la Palestine. M. Paul Pic prépare sur les mandats français et anglais dans le Proche-Orient un important ouvrage.

(2) Pour plus de détails sur cette occupation, et sur le rôle effacé des contingents arabes, voir : *La Syrie et*

L'état-major britannique constitua alors quatre zones d'occupation : la zone sud (Palestine), réservée à l'Angleterre ; la zone ouest (Syrie littorale) à la France ; la zone est (Syrie intérieure) à l'administration chérifienne; et la zone nord (Cilicie), constituée seulement au début de 1919, confiée à la France.

Sur les quatre zones s'étendait l'autorité quasi dictatoriale du général Allenby, commandant en chef des troupes anglaises. Le Haut-Commissaire français en Syrie, M. G. Picot, et ses subordonnés, civils et militaires, ainsi que le Commandant du contingent français, étaient placés sous ses ordres et recevaient ses directives.

Une telle situation ne pouvait manquer d'être exploitée contre la France par tous les adversaires de notre influence : Arabes et Bédouins de la suite de Fayçal, rêvant de la constitution à Damas d'un royaume arabe indépendant ; coloniaux anglais suivant l'inspiration du colonel Lawrence désireux de réduire le rôle de la France et d'humilier ses représentants ; *observateurs* américains, groupés autour de la Faculté de médecine américaine de Beyrouth, ambitionnant pour les Etats-Unis le rôle d'arbitre suprême entre les puissances au sujet du Proche-Orient (1).

Toute cette agitation devait aboutir à la constitution d'une *Commission d'enquête américaine* (mars-août 1919), dont nos adversaires attendaient de merveilleux résultats, et qui, malgré les efforts de certains de ses membres pour intensifier le mouvement pro-arabe, dut se résigner finalement à reconnaître la prépondérance française.

Se dégageant enfin des influences hostiles à la France, le gouvernement anglais comprit que ce régime équivoque, source fatale de conflits, ne pouvait se prolonger plus longtemps. A la suite de négociations relativement courtes, intervint, à la date du 15 septembre 1919, une convention anglo-française décidant la relève des troupes britanniques par les troupes françaises dans les zones bleue et A (Syrie littorale et intérieure, et Cilicie) de l'accord Sykes-Picot, et reconnaissant par voie de conséquences l'indépendance absolue de la France dans les dites zones. C'est au général Gouraud, investi du double titre de Haut-Commissaire en remplacement de M. Georges Picot, et de commandant en chef de l'armée du Levant, qu'allait incomber le périlleux honneur d'inaugurer le régime nouveau. Le 21 novembre 1919, le nouveau Haut-Commissaire débarquait à Beyrouth, au milieu de l'enthousiasme général.

La France avait désormais ses coudées franches, mais la tâche à accomplir était immense, tant à raison de l'insuffisance de nos contingents, que de la misère affreuse où la guerre avait plongé le pays.

On sait quelles difficultés rencontra le général Gouraud dès son arrivée, dans ses relations avec l'émir Fayçal qui, aussitôt installé à Damas (fin 1918), avait cherché à saper l'influence française. Mal informés sur les ambitions et les intrigues du personnage, les Alliés eurent l'imprudence de l'autoriser à venir plaider, devant la Conférence de Paris, la cause de l'indépendance arabe. En Europe, il avait dissimulé avec soin ses véritables projets ; mais, à peine rentré en Syrie (janvier 1920), il jette le masque, se fait proclamer le 8 mars, à Damas, roi de Syrie par un Congrès, composé uniquement de ses créatures, et prêche aussitôt la guerre sainte contre la France.

La mesure était comble ; il n'était que temps de réagir. Le 14 juillet 1920, le général Gouraud adressait à l'émir Fayçal un ultimatum le mettant en demeure de reconnaître et de respecter le mandat français. Aucune réponse satisfaisante n'ayant été obtenue, les troupes françaises s'ébranlèrent le 21, et le 24, l'armée chérifienne était battue et mise en déroute dans les défilés de Khan Mesplun (Anti-Liban), qui commandent la route de Damas.

Plus graves furent les événements de Cilicie. Nos troupes, en trop petit nombre, trop éloignées de leur base, durent résister tout à la fois aux réfugiés turcs et aux insurgés de Cilicie, qui leur firent une guerre d'embuscade, sur un terrain particulièrement difficile. La victoire de Khan-Messelonm permit au général Gouraud de prendre résolument l'offensive; la paix d'Aïntab (Février 1921) rétablit notre prestige, et rendit possible les négociations qui aboutirent en octobre 1921 à la signature de l'accord franco-turc d'Angora.

Mais, tandis que la lutte armée se prolongeait ainsi, dans tout le nord de la Syrie, le Haut-

le Liban en 1922 (public. du Haut-Commissariat), p. 40; Gontaut-Biron, *Comment la France s'est installée en Syrie* (1 v. P. 1923) p. 36, 185 et 283; H. Lammen, *La Syrie, Précis historique* (2 vol., Beyrouth, 1921), t. II, p. 216. — V. aussi Pierre Lyautey, *Le drame oriental et le rôle de la France* (1 v., 1923), p. 95 sq.

(1) Sur la propagande anti-française, arabe, anglaise ou américaine, v. Gontaut-Biron, p. 185, 246.

Commissariat avait à faire face à des difficultés d'un autre ordre résultant de la désorganisation complète du pays ruiné par une guerre sans merci.

§ 2. *Phase d'organisation :*
L'armature politique du mandat français

Que fallait il pour sortir du chaos? L'œuvre la plus urgente était de reconstituer le cadre de l'administration locale, et de doubler chaque service indigène d'un controleur français. Il était nécessaire, d'autre part de coordonner les efforts des administrations locales sous une impulsion unique à la fois énergique et souple : ce fut l'œuvre du Haut Commissariat.

I. *Le Haut Commissariat*
Ses principaux services; son rôle de coordination. Résultats obtenus

Le Haut Commissaire est le représentant du Gouvernement de la République française auprès des Etats syriens et du Grand Liban. Il est particulièrement le grand conseiller et le grand contrôleur de tous ces Etats indigènes, dont nous étudions plus loin l'organisation. « Il plane au dessus des organisations locales » (1).

Assisté de son secrétaire général, qui le supplée de droit pendant ses absences ou ses déplacements, et du secrétaire-général adjoint, il coordonne leur action. Il leur fournit toute directive générale par l'entremise des *Services techniques* correspondant *à toutes les branches de l'administration*.

Bien que toute récente, cette organisation a déjà fait ses preuves. Deux ans à peine après le débarquement du général Gouraud à Beyrouth, tout était transformé.

Le Liban, ravitaillé, se repeuplait; les hôpitaux et dispensaires, bien pourvus en matériel et personnel, se multipliaient et parvenaient à juguler la malaria, qui, en 1919, avait décimé à Alexandrette le corps d'occupation.

Economiquement, la Syrie se reconstituait également. La sériciculture en particulier reprenait un rapide essor. Avant 1911, la Syrie exportait plus de 500.000 kilog. de soie grège. Tombée à 100.000 en 1920, par suite de la destruction des mûriers dans le Liban et de la raréfaction de la main d'œuvre, l'exportation était déjà remontée fin 1922 aux 2/3 de ce chiffre, soit à plus de 200.000 kilog. (1).

D'une manière générale un très grand effort a été accompli déjà au point de vue agricole. Il serait exagéré de prétendre que la Syrie, qui fut dans l'antiquité l'un des greniers de Rome, nous donne aujourd'hui dans son ensemble, par suite de l'incurie ottomane, la même impression de prospérité. Sans doute, la grande plaine alluvionnaire de la Bakaa (la Calésyrie et environs), entre le Liban et l'Anti Liban, a conservé sa fertilité d'antan. D'autres régions encore sont privilégiées : telle la banlieue nord de Saïda, l'antique Sidon, tels les jardins de Damas, arrosés par les eaux rapides du Barada, dont le charme a inspiré maints poètes arabes. Malheureusement ces terres fertiles sont autant d'îlots, séparés par de vastes territoires désertiques. Mais il est indéniable que des travaux d'irrigation méthodiquement conduits permettraient d'augmenter dans des proportions considérables les surfaces cultivables. Dans cet ordre d'idées, de très sérieux progrès ont été déjà réalisés, en moins de deux années. Des crédits importants ont été consacrés à l'irrigation, et ont facilité le développement, dans la région d'Antioche et d'Alep, de la culture du coton.

Au cours de cette même période, des mesures très efficaces ont été prises en vue d'assurer la reprise du commerce, et la renaissance de l'industrie. Dès le début de 1922, les chemins de fer et les routes principales étaient remis en état. Les ports, encombrés d'épaves, étaient désembouteillés et pourvus, tout au moins celui de Beyrouth, de tout le matériel indispensable à la reprise du commerce. Les industries indigènes (filatures, tapis, tannerie et maroquinerie, etc.), étaient encouragées.

L'instruction publique à tous les degrés était réorganisée, par une étroite et féconde association des cadres locaux, fournis surtout par les missions, et les cadres français dépendant du Ministère de l'Instruction publique.

La justice (compliquée par le maintien provisoire des capitulations), était dotée d'un statut régulier, faisant contraste avec l'arbitraire et l'incohérence du régime ottoman.

Enfin, les travaux archéologiques, dont ces régions si riches en souvenirs du passé, si char-

(1) *Syrie et Liban*, p. 6.

(1) Clerget, *La Syrie sous le mandat français* (broch. extr. de la *Revue économique internationale*, 1923), p. 25; Pilosse, *La sériciculture en Syrie*, 1923.

vées d'histoire, étaient encouragés et méthodiquement poursuivis.

On a reproché à cette organisation d'être trop coûteuse. Le reproche est injuste, car la tâche incombant au Haut-Commissariat était presque surhumaine; et l'on doit rendre hommage à son activité fiévreuse, ainsi qu'aux remarquables résultats obtenus en si peu de temps. D'ailleurs, si le budget de la Syrie est encore loin de s'équilibrer (1), néanmoins les dépenses sont aujourd'hui trois ou quatre fois moins fortes qu'en 1920, et les recettes, facilitées par la réorganisation des services financier et douanier, et du régime monétaire avec le concours de la Banque de Syrie, augmentent rapidement, au fur et à mesure que la situation économique s'améliore.

Peu à peu les courants commerciaux se rétablissent (2), et leur intensité croîtra rapidement après la ratification du traité de paix avec la Turquie.

II. — *L'organisation fédérative : Fédération syrienne, Grand Liban*

Restait à régler une question capitale, d'ordre politique et même en un certain sens international. La Syrie, amputée de la Palestine, ne compte plus aujourd'hui que trois millions d'habitants à peine, très inégalement répartis sur 150.000 kilomètres carrés (dont une partie désertique et presque inhabitable). Formerait-elle un seul Etat centralisé, en convenait-il au contraire de constituer une Fédération syrienne, comprenant trois ou quatre Etats autonomes, s'administrant eux-mêmes sous le contrôle du Haut-Commissariat?

C'est à cette conception fédéraliste qu'il a paru indispensable de s'arrêter, à raison du caractère profondément hétérogène des populations, et plus encore de l'inégale répartition des confessions religieuses dans les différentes parties de la Syrie. On sait qu'en Orient et tout spécialement en Syrie, véritable mosaïque de religions et de cultes, « c'est par la religion, contrairement à la conception des peuples de l'Europe occidentale, que se classent les habitants » (3).

Les statistiques officielles ne distinguent pas moins de 18 groupements religieux principaux se rattachant les uns, plus ou moins directement à l'islamisme (1), les autres au christianisme, d'autres enfin au judaïsme. L'Islam revendique plus de 2 millions d'adeptes, le christianisme 890.000, le judaïsme 35.000 (dans les villes seulement).

En présence de toutes ces oppositions de races et de religions (2), la création d'un Etat unique et centralisé était impossible.

Ainsi s'explique la division finalement adoptée : Fédération syrienne d'une part, groupant les Etats musulmans de *Damas* et *d'Alep*, le territoire des *Alaouites* (secte des Ansariehs), et d'autre part l'Etat du *Grand Liban*, en grande majorité chrétien et formé de la région du Liban proprement dit avec la région littorale, et de la plaine fertile de la *Bekaa*.

Remarquons toutefois que le sandjak d'*Alexandrette*, bien que dépendant de l'Etat d'Alep, a conservé une certaine autonomie, à raison de la prépondérance de l'élément turc. Le *Djebel Druze*, quoique dépendant de Damas à certains égards, forme aussi une espèce de petit Etat. Les tribus bédouines (3 à 400.000 habitants), qui nomadisent dans le désert syrien, entre Damas, Palmyre et Deir-El-zor sur l'Euphrate, jouissent également d'une large autonomie; la police de la puissance mandataire s'y exerce par une compagnie de méharistes et une escadrille d'avions (3).

Beyrouth, siège du Haut-Commissariat, capitale du Grand-Liban, Tripoli et Lattakieh (capitale des Alaouites) sont d'autres part érigés en municipes. Il a même été question de faire de Beyrouth une sorte de capitale fédérale, et de port français en marge des Etats.

Auprès de chaque gouvernement local, la puissance mandataire a un délégué, subordonné direct du Haut-Commissaire, qui exerce sur les agents administratifs de ce gouvernement, à

(1) Les statistiques de 1922 accusent 586 millions d'importations contre 87 millions seulement aux exportations.

(2) Sur les réformes douanières destinées à faciliter cette renaissance économique, v. *Syrie et Liban*, p. 168, 173 et s., Cf. Bret, p. 8 et s.

(3) *Syrie et Liban*, p. 53. « L'Islam, a écrit Renan — qui a créé un Empire immense, a détruit toute nationalité chez les peuples qu'il a subjugués et ne leur laisse plus d'autre patrie que la Mosquée et la Zaouia »

(1) Sur les sectes dissidentes et leurs origines païennes (anciens cultes syro-phénicien de Baal, d'Adonis, etc.) v. Maurice Barrès : *Une enquête au pays du Levant* (*Rev. des Deux Mondes*, Fév.-Oct. 1923).

(2) Sur cette hostilité profonde des chrétiens et des musulmans dans la région libanaise, v. le dernier roman d'H. Poupeaux : *Vanité sous les Cèdres*, 1923.

(3) *Syrie et Liban*, p. 58 et s. Colonel Nicolle, *Les Alaouites* (in *Géographie*, janv. 1922); J. Bureau, *Le dernier des Etats Syriens, Le Djebel druse* (*Revue bleue*, 7 janv. 1922); Baynaud et Martinet, *Les Bédouins de la moyenne Euphrate de Damas*, broch. 1922.

tous les degrés de la hiérarchie, un contrôle à la fois politique et technique.

Il convient de noter qu'il existe, depuis la constitution en 1922 (25 juin) d'une *Fédération syrienne*, un lien étroit, surtout au point de vue économique et financier, entre les deux Etats de Damas et d'Alep et le territoire des Alaouites. La Fédération, présidée par un notable indigène, a pour organisme un Conseil Fédéral, sorte de Parlement consultatif, composé uniquement de notables désignés par la puissance mandataire et investi au point de vue budgétaire d'attributions assez étendues. Le premier budget fédéral, voté pour les six derniers mois de l'année 1923, vient d'être approuvé par le Haut-Commissaire (juillet 1923).

Il a été impossible jusqu'ici, pour des raisons multiples, — prédominance de l'élément chrétien, souvenirs de l'oppression musulmane, niveau général d'instruction plus élevé, — de faire entrer le Grand Liban dans la Fédération Syrienne. *Le Conseil représentatif* du Grand Liban, seule Chambre élue de tout le Proche-Orient (élection à deux degrés) est d'ailleurs investi de pouvoirs relativement étendus : pouvoirs qu'il serait difficile de reconnaître dès maintenant à un organisme similaire dans les Etats arabes de Damas et d'Alep, encore trop accessibles à certaines influences extérieures, périlleuses pour la sécurité de la puissance mandataire.

En résumé, suivant la formule du général Gouraud, dans tous les territoires soumis au mandat français, celui-ci apparaît comme un *régime de collaboration* entre les autorités indigènes, qui gouvernent et administrent, et le Haut-Commissariat, qui contrôle, consulte, suggère et surveille. « Mais, comme on se trouvait en présence de milieux très dissemblables et très inégalement évolués, des correctifs temporaires, destinés à s'effacer graduellement, furent apportés dans les modalités d'application. Le mandat, en définitive, *peut se comparer à une chrysalide* qui se dégage successivement d'enveloppe en enveloppe, jusqu'à ce que la population puisse parvenir à se gouverner entièrement par elle-même » (1).

Paul Pic,
Professeur de droit international public à l'Université de Lyon.

(1) Déclaration du Général Gouraud à M. Daussat, adjoint par le journal *Lyon-Républicain* à la mission économique de 1922 (*Lyon-Républicain*, n° 27 octobre 1922).

— V. conclusion de l'article de M. Recouly sur *Le Général Weygand* (*Illustration*, n° 28, avril 1923).

Nous trouvons une note presque identique dans la brève déclaration faite au Sénat par M. Poincaré, Président du Conseil, à l'occasion de la discussion du budget des Affaires Etrangères : « Le mandat sur la Syrie — dit-il — consiste en une surveillance générale ou un contrôle de haut exercé sur les populations syriennes. Ce n'est ni une annexion, ni un protectorat ». (Sén., s. du 15 juin 1923.)

LES NOUVEAUX ACADÉMICIENS

EDOUARD ESTAUNIÉ

C'est surtout pour ceux qui avaient lu toute son œuvre que l'élection de M. Estaunié sous la Coupole n'aura pas été une surprise. Au lendemain de cette haute consécration qui marque l'apogée d'une carrière, il n'est pas sans doute de plus bel éloge à faire du talent d'un écrivain.

A l'encontre de tant de romanciers trop pressés d'accumuler d'éphémères succès, M. Estaunié, en trente-cinq ans de vie littéraire, n'a produit qu'une dizaine de volumes. Mais ces dix volumes pèsent d'un grand poids sur le jugement de la postérité. Déjà ils forment un édifice grandiose et d'une belle envolée, où chaque pierre veut être commentée, mais où l'harmonie surtout emporte l'admiration.

Depuis *L'Empreinte* jusqu'à *L'Infirme aux mains de lumière*, M. Estaunié a obéi, on pourrait dire, au même instinct de romancier-né. Il n'a jamais changé de directives. Il ne s'est jamais écarté de la ligne qu'il s'était tracée. C'est le plus docte des psychologues, mais un psychologue austère. Il a dû sans doute à cette austérité d'attendre le dénoncement officiel de son haut mérite pour que son nom devienne familier à la foule. Mais il ne déplaisait pas à l'élite, qui seule jusqu'ici l'avait goûté, que sa gloire discrète fût son seul apanage.

Bien souvent la grande notoriété force les portes de l'Académie. Il sied que de temps en temps l'Académie crée cette notoriété, et impose à la foule des noms qu'elle a trop longtemps méconnus, mais qu'elle honorera ensuite d'une longue estime.

M. Estaunié est de ceux-ci, car les raisons qui font aimer son œuvre sont bien au-dessus de l'actualité. Au delà des mœurs, des apparences de la vie contemporaine, il touche à l'éternité du cœur humain. Il est déjà classique. Ses romans sont d'une nudité voulue. Il n'y met guère d'ornements. Sans doute il estime que la peinture des âmes est le plus noble dessein d'un écrivain digne de ce nom,

et qu'elle se suffit à elle-même, qu'elle n'a point besoin de vaine parure pour forcer l'estime du lecteur et emporter le succès.

Et M. Estaunié est un fouilleur d'âmes, un découvreur de tout ce que les âmes humaines recèlent de vertus ou de faiblesses cachées. Dans les plus humbles ou les plus étriquées, il découvre l'humanité toute entière. Il jette sur elles la lumière de son ardente recherche, de ses infatigables explorations, et l'âme sans relief, en s'éclairant, apparait riche de substance. Elle devient un champ d'investigation immense. Elle découvre des perspectives psychologiques et littéraires illimitées.

M. Estaunié est un véritable chirurgien des âmes. Dissecteur impassible et patient des médiocres, hommes d'une outrageante petitesse, sans aucune envergure. Il en a fait des héros. Car il n'est pas d'être sans grandeur qui ne puisse, à un moment donné, transporté dans un roman, faire un héros. Ce principe, ce dogme, est la base même, la raison d'être du roman tel que l'a toujours pratiqué M. Estaunié.

A travers leur banalité, parfois même par l'excès de leur banalité, certains de ses personnages redeviennent des êtres d'exception. Mais on n'a jamais démontré, en littérature romanesque, des vérités éternelles qu'avec des êtres d'exception. Dans les romans, la vie quotidienne la plus plate n'est jamais que de la vie exceptionnelle d'un seul jour. D'aucuns s'imaginent volontiers que l'art du roman psychologique est de généraliser un cas particulier M. Estaunié, qui est fort habile en son art, démontre après bien d'autres, qu'il est aussi de particulariser un cas général. Et c'est plus vrai. Car il peut y avoir des événements identiques. Mais dans deux circonstances pareilles, deux êtres n'agissent ou ne réagissent jamais exactement de la même façon.

Jamais la médiocrité d'un de ses personnages n'a rebuté M. Estaunié. Jamais non plus elle ne l'a mis en échec. Il se trouve toujours parfaitement à l'aise au milieu des pires difficultés de métier. Ancien élève de l'École Polytechnique, comme son « camarade de promotion » M. Marcel Prévost, il a gardé, on dirait, le culte du beau problème. Avec les éléments les plus simples, avec de la vie journalière, il fait des épopées. Et sa pénétration psychologique est si pure, si profonde, si solide, qu'elle apporte à la littérature l'infaillibilité des mathématiques. Elle en a tout au moins la pérennité.

La pérennité, car, M. Estaunié, classique, fait de la littérature pure comme on n'en fait presque plus. Bien des romans célèbres d'aujourd'hui ont puisé dans de mystérieuses ou trop savoureuses recherches des raisons de se faire aimer. M. Estaunié dédaigne pour son œuvre de tels artifices. Parfois même il semble redouter d'éveiller chez le lecteur, pour un personnage, une trop vive sympathie, comme si cet attrait pouvait donner de la mollesse au récit. Il n'admet ni le charme factice, ni les élégances futiles. Il n'a souci que de vérité. C'est un praticien qui dédaigne la couleur et ses séductions, et l'ordonnance de ses récits est réduite à l'essentiel. Ce peintre averti, cet accusateur des jésuites de l'*Empreinte*, est en quelque sorte le janséniste du roman contemporain.

Souvent l'entreprise est hardie. Mais nous aimons toujours l'œuvre de M. Estaunié et sa personnalité même lorsque nous n'en aimons pas les héros. Prenons un exemple qui est dans toutes les mémoires : Théodat de *L'Infirme aux mains de lumière*.

Lorsque Théodat se sacrifie, c'est par faiblesse par pusillanimité, et non en beauté. Ceci est sans doute aux dépens de l'émotion, mais M. Estaunié sacrifiera toujours l'émotion à la vérité. Théodat est un de ces hommes à vie étroite dont on sent qu'ils auront toujours des habitudes, mais jamais des aventures. Il eût été bien aisé de le faire plus sympathique. M. Estaunié a répugné à cet attrait trop facile. Mais à tout prendre qu'importe que nous n'aimions pas Théodat... puisque nous aimons M. Estaunié.

Il n'est pas de plus probe écrivain, ni de plus profond. Il a fouillé la vie en scientifique, en érudit. Il n'a pas de lyrisme, à moins que la vérité ne porte en elle son lyrisme. Son style même dédaigne les envolées. Et pourtant ce romancier a travaillé trente ans avec le plus pur désintéressement d'artiste. Nul labeur n'est plus digne. Nul n'est plus vaste. *L'Empreinte* ? C'est tout le problème de l'éducation et de son influence. *L'Ascension de M. Baslèvre*? C'est l'abime des pauvres amours, c'est tout le cœur humain. *La Vie secrète*? Mais nous avons tous notre vie secrète ! M. Estaunié, plus que quiconque, lui qui a si longtemps, dans un quasi-silence, œuvré pour la foule qui va seulement l'adopter aujourd'hui.

M. Estaunié a cadastré l'âme humaine. Il en a borné le bonheur et la bassesse. Sous d'instables apparences quotidiennes, il a mis à nu de la vérité éternelle et multiforme. Il a dénoncé nos douleurs et nos ambitions. Il a accompli sa belle tâche de romancier avec toute sa pénétration, toute sa clairvoyance, toute sa patience, toute son énergie, toute sa foi.

Car M. Édouard Estaunié croit au roman. Nous nous croyons à son œuvre !

PIERRE TROGMÉ.

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA POÉSIE MODERNE

M. Henri Clouard est un fin lettré qui aime les poètes, qui se connaît assez en poésie et qui pourtant vient d'écrire sur la poésie française moderne un livre irritant et déconcertant.

Je voudrais chercher pourquoi et établir en même temps quelle méthode s'impose pour ces sortes d'ouvrages.

Une histoire d'une période de la poésie française, si limitée qu'en soit la durée, est un aspect et non le moins intéressant de notre histoire nationale. Elle représente l'action intérieure et extérieure de la France dans un de ses domaines les plus essentiels et les plus rayonnants.

Individuelle dans ses réalisations, la Poésie n'en est pas moins une expression collective de la vie intellectuelle d'un peuple. Le poète plonge par toutes ses racines dans le cœur et l'histoire de sa race. Toutes les molécules de son cerveau en proviennent. Sa sensibilité est un héritage complexe. Le développement de sa personnalité est tantôt contrarié, tantôt favorisé par le milieu et les circonstances. Qu'il le veuille ou non, il prend une suite, il arrive à un moment avec lequel, bon gré, mal gré, il lui faut compter. Il entre dans une littérature ancienne, il y trouve une langue ancienne, tout un riche outillage dont il aura à utiliser une partie, sauf à rejeter l'autre. Il s'y sentira d'abord un peu perdu, emporté par les courants existants. Peu à peu, il prendra conscience de sa vraie individualité et de ses possibilités propres, que souvent le hasard lui révèlera. Il ne lui échoira de faire que ce qui était possible, que ce qui lui était possible à lui-même. Il rencontrera de nombreux camarades, tous, animés comme lui de l'ambition de marquer leur place dans l'histoire, en créant des chefs-d'œuvre et tous, ayant à résoudre le même problème aux moindres frais. Ils se grouperont par affinités, s'influenceront les uns et les autres, en échangeant leurs idées, en se conseillant et se critiquant mutuellement. Instinctivement, ils s'associeront, ils mettront en commun leurs relations et leurs ressources, pour se créer des auditoires et des lecteurs, pour se chercher des éditeurs ou fonder de petites revues. Ils se constitueront en écoles, ils élaboreront des programmes, assurés qu'ils seront de faire remarquer sinon leur personne, du moins leur groupe, dont s'inquiéteront les gens arrivés. Bientôt, le groupe aura ses chefs et ses manœuvriers. A plusieurs, on voit mieux ce qu'il y a à faire, on voit mieux ce qui manque à la littérature existante et ce qu'on peut y ajouter. Il est rare qu'on ne discerne pas quelque grande éventualité prochaine. Du reste, la vie et la fortune du groupe se mesureront à la perspicacité dont il aura fait preuve.

Cela s'est toujours passé ainsi, parce qu'il est dans la nature des choses que cela se passe ainsi.

Il y a toujours vraisemblablement à toutes les époques la même quantité de génie. Mais le génie, sans les circonstances, avorte. Imaginez, si vous le pouvez, ce que serait devenu Bonaparte, sans les guerres et la Révolution, qui lui fournirent la possibilité de saisir le pouvoir, qui mirent le pouvoir à portée de ses mains puissantes. Imaginez ce qu'auraient été Shakespeare et Racine, s'ils n'eussent trouvé dans un théâtre déjà constitué, déjà très évolué, l'emploi de leurs prodigieuses facultés dramatiques et poétiques, qu'ils n'y ont du reste pas adaptées tout de suite ni sans tâtonnements, si sans efforts. Imaginez-les encore jetés par le sort dans un milieu social moins heureux, moins averti, moins cultivé. Il est très possible de concevoir pour eux telles circonstances où leurs dons naturels, restés sans emploi, se seraient atrophiés ou auraient été rendus inutiles. C'est la splendeur de leur époque qui luit en eux, de leur époque dont ils ont été les suprêmes fleurs humaines.

Et maintenant, renversons la proposition, et voyons ce qu'eût été le dix-neuvième siècle sans l'énorme et éblouissant Hugo. Nous avions tout de même Lamartine, Chénier, Musset, Vigny, Baudelaire, et probablement aussi Gérard de Nerval, Banville, Leconte de Lisle, Mallarmé, Verlaine, et toute leur suite, c'est-à-dire que rien de trop essentiel n'eût manqué. Il y aurait encore là de quoi faire un grand siècle de poésie. Et le Romantisme se fût produit tout de même, et j'ajouterai sans enlever les objections de goût, que nous sommes obligés de lui faire, car lorsque nous attaquons le Romantisme, c'est surtout à Hugo et à ses calamiteux continuateurs que nous en avons. S'il a fait les plus beaux vers, il a fait aussi les pires et il en a fait, et il en a fait, et il a développé, et il a développé. Victor Hugo, je l'ai dit plusieurs fois, a été un véritable cataclysme littéraire, tandis, que les poètes que j'ai nommés plus haut ont tous, dans une langue neuve et dans une sensibilité très moderne, réalisé des œuvres d'une pureté et de proportions presque classiques. Leur Romantisme nécessaire a consisté à réinfuser au classicisme débilité du XVIIIe siècle la vigueur et les couleurs qu'il avait perdues, ainsi qu'à réviser certaines doctrines dramatiques trop rigoureuses.

Rien, en somme, n'était plus légitime.

Donc, Hugo, n'était pas indispensable. Tout ce qu'il y avait d'utile à faire s'est fait sans lui, mais tout ce qu'il y a eu de fuligineux, d'extravagant, de bouleversant, d'anarchique en somme, dans le Romantisme, il l'a incarné à la suprême puissance. Et, en ce sens, il a été tout le Romantisme, à la fois grand et monstrueux.

***

Pour éclairer le problème, remontons à l'origine de la grande poésie française, c'est à-dire à la Renaissance. Jusque-là en effet, il n'y a qu'une grande littérature en Occident, c'est la littérature latine, seule pratiquée par les esprits dirigeants, seule outillée pour rendre toutes les nuances de la pensée. La langue française est alors une langue vulgaire, c'est-à-dire abandonnée aux primaires, un patois non fixé encore et qui évolue d'un siècle à l'autre. Elle n'a ni vocabulaire scientifique, ni vocabulaire philosophique. Elle est naïve et enfantine. L'idée et le sentiment y tournent court. Villon, le plus grand de ses poètes, en a tiré tout le parti possible, en bon fils de la Sorbonne qu'il était et qui avait fréquenté les poètes latins. Mais Villon lui-même a dû se contenter du petit vers.

En somme, tout ce qu'expriment Lucrèce, Horace, Virgile, était inexprimable en français d'alors. Et même, lorsque Clément Marot avait tenté de mettre en vers les psaumes, on se rappelle à quels ridicules effets il avait abouti.

La Pléiade entreprit précisément de nous doter d'une poésie française, capable de rivaliser en souplesse, en profondeur, en éclat, en sonorité, en noblesse avec tout ce que les anciens avaient pu faire de mieux. Et la réussite fut si merveilleuse qu'aucune langue moderne n'eut à sa disposition de plus riche instrument de poésie. C'est celui qui nous sert encore, et Victor Hugo n'en a pas tiré de plus beaux vers que n'avaient fait Ronsard et J. du Bellay, tant la lyre était bien construite et tant ses cordes avaient de puissance et de grâce.

La réforme opérée par la Pléiade fixa la langue française et constitua le programme de notre littérature. Il fut entendu que la France reprenait à son compte la Civilisation gréco-latine et allait restaurer, dans toute leur splendeur, tous les genres littéraires qui avaient brillé à Athènes et à Rome. Cette restauration s'accomplit au XVIIe siècle, et particulièrement par les soins de la jeune école classique, celle de Racine, de Molière, de la Fontaine et de Boileau. La forme est antique, le sentiment est moderne, non par inadvertance, mais délibérément et par principe. A ces yeux d'humanistes, il n'y a qu'une seule littérature, comme il n'y a qu'une seule civilisation, qui se continue. Notre littérature est la littérature grecque en langue française et adaptée au siècle où l'on vit. C'est la littérature universelle, en honneur et en pratique chez tous les peuples. Elle est celle que l'on étudie au Collège et qu'au sortir du Collège on retrouvera vivante et renouvelée chez la plus policée des nations. Ainsi le Collège est vraiment l'apprentissage de la vie, et la vie est la suite du Collège, une suite aussi brillante qu'amusante et émouvante.

Les autres peuples auront chacun leur littérature nationale, mais qui, par le fait qu'elle est nationale, n'intéressera guère les gens hors des frontières du pays. Seule, la littérature française sera universellement goûtée, parce qu'en se dénationalisant, elle sera restée simplement humaine. Telle est la grande, la merveilleuse idée qui nous a assuré et nous assure encore l'empire intellectuel du Monde. Telle est l'idée-mère qui préside à l'organisation de notre littérature et qui en régit le développement, sans laquelle nous n'y comprendrions rien. Mais cette idée n'a prévalu chez nous que parce qu'elle nous était congénitale. Nous avons dans le sang le cosmopolitisme des Grecs. Nous sommes par nos origines des Celto-Grecs. Nous ne sommes pas la France de Clovis. Clovis et ses Francs n'ont été qu'un accident dans notre carrière nationale. Il y a beau temps que nous avons absorbé ces Barbares. Nos origines se perdent dans la nuit des temps. Nous avons été nous, le jour où nous avons appris à raisonner juste, à nous analyser, à nous comprendre. Et cela remonte probablement à l'époque où les Phocéens nous apportèrent leur langue exacte, précise et nuancée, à la fois poétique par Homère et scientifique par les penseurs ioniens. Nos véritables fondateurs sont ceux qui nous ont appris à penser et à formuler, qui nous ont dotés de la raison.

Nous tenons moins à vaincre qu'à convaincre. Quand nous croyons avoir raison, nous n'avons de cesse que nous n'ayons fait connaître la vérité au reste du monde. Nous n'écrivons pas pour nous mais pour l'Univers. Il nous faut donc raisonner sur des faits, avec des symboles, connus de tous, familiers à tous. Nous parlons de Thémistocle beaucoup plus que de Du Guesclin, parce que Du Guesclin n'est pas plus connu à l'étranger que Jean Sobieski ou Scanderberg, chez nous.

Notre littérature est humaniste, parce que l'Humanisme est à la base de la Culture Universelle.

Et si elle cessait d'être humaniste, elle perdrait son principal caractère.

Elle n'est pas seulement humaniste, elle est littéralement classique, puisqu'elle continue publiquement la littérature enseignée dans les classes.

Notre patrie originelle, c'est la Civilisation gréco-latine, dont notre pays représente le principal établissement. Nous ne savons pas exactement de quelles races nous descendons, nous sommes physiquement d'origines mêlées, mais nous avons pour ancêtres spirituels, pour pères réels, ceux qui nous ont fait notre âme et qui nous ont aussi donné leur sang : les Grecs ioniens et un peu aussi les Latins. Nous sommes la plus vigoureuse colonie de l'Hellénisme. Même au plus profond du Moyen-Age, nos maîtres sont Aristote et Platon ; nos cathédrales sont filles aussi légitimes de l'Hellénisme que les églises byzantines. Nous adaptons simplement à des besoins nouveaux les principes de raison, d'audace et de style qui ont présidé à l'architecture gréco-latine. Nous partons de la basilique romaine, et de cet abri utilitaire nous faisons une œuvre d'art, un monument de notre rêve.

***

Ceci posé, nous connaissons la loi intérieure de notre poésie et nous pouvons raisonner de son développement.

Elle est nationale quand elle est belle et quand elle remplit harmonieusement tous ses cadres : une simple chanson d'amour réussie est plus utile à la patrie que le mieux intentionné des poèmes épiques, s'il est manqué. Si l'aventure d'Ariane doit vous mieux inspirer que l'épopée de Jeanne d'Arc, n'hésitez pas à préférer Ariane. Faites ce que vous êtes le plus capable de mieux faire. Faites votre métier.

La Poésie française est un organisme qui répare ses pertes, comble ses lacunes, étend ses tentacules ou les rentre, se déploie ou se ramasse, se risque ou se refuse. L'individu y fait partie d'un tout. La Poésie française s'ampute elle-même de tout ce qui gêne son jeu. Si un individu trop puissant l'entraîne hors de ses voies, elle sécrète le poison qui l'en débarrassera.

Le Romantisme, lui, a été une seconde Renaissance. Sous ce nom s'est dissimulé le plus puissant mouvement humaniste et néo-grec qui se soit produit depuis la Pléiade. Et qu'ont été, en vérité, les Chénier, les Vigny, les Gautier, les Banville, les Leconte de Lisle, les Heredia, sinon des humanistes ? Et Victor Hugo lui-même et aussi Musset ? Et Gérard de Nerval, dans ses *Chimères?*

Cependant l'Humanisme ne s'est pas installé sans luttes en France. Il n'a pas fait disparaître un certain nombre de courants secondaires, que nous retrouvons à toutes les époques et particulièrement à la nôtre.

Il y a : 1° l'influence espagnole, qui s'était déjà fait sentir à Rome avec Sénèque et Lucain et que nous retrouvons, mêlée au latin chez Corneille, chez Hugo, chez Rostand.

Il y a : 2° le Jansénisme austère, sombre, antiromain, antipaïen, biblique de ton, chez qui la notion du péché s'exaspère avec celle de la Damnation, le Jansénisme qui domine et dénature un peu notre XVIIe siècle. Au XIXe siècle il explose magnifiquement, mêlé à des influences anglaises, chez Baudelaire. Impossible de l'y méconnaître. Vers lyrique, solennel, liturgique du XVIIe siècle, ample style des sermonnaires, hantise du péché claustral, désespoir et damnation.

Il y a : 3° le catholicisme médiéval, tendre, confiant, repentant et plein de rechutes, avec son lyrisme humble et dépouillé, tout en soupirs et implorations, que retrouve Verlaine et que complique et embrouille un peu Péguy.

Mais, cas exceptionnels, faits de survivances ou d'atavisme, Baudelaire et Verlaine ne conduisent leurs imitateurs qu'à des impasses, à moins que ceux-ci, à force de talent, ne s'échappent par des sentiers détournés.

Tel est le cas de Mallarmé, qui, engagé, à la suite de Baudelaire, dans des chemins sans issue, se replie sur lui-même, médite et commence le songe prodigieux dont sa parole subtile va enivrer notre jeunesse.

Ah ! celui-là, nous ne pouvons permettre qu'on y touche ! Nous sommes trop de témoins dignes de foi pour n'avoir pas le droit de dire arrière aux sacrilèges et stupides mains qui voudraient inventorier ce mystérieux trésor !

Socrate n'a rien écrit de ses entretiens, mais sa pensée a multiplié les semences qui ont fleuri dans d'autres âmes. La pensée de Mallarmé a subitement pénétré la poésie et la littérature contemporaines et y a fait germer les fleurs les plus étrangement capiteuses. Elle suspend encore l'avenir et y mêle son inquiétude. Ni Maeterlink, ni Claudel, ni tant d'autres que vous admirez, n'eussent été ce qu'ils furent, n'eussent plongé si avant dans le mystère, s'ils n'avaient reçu de lui l'initiation, s'il ne les avait, au moins une fois, introduits à sa suite dans son sibyllin empire.

Eh quoi ! ne sentez-vous donc pas que toute une part de notre littérature moderne, et non certes la moindre, porte le reflet d'une vision et a des manières qu'elle n'avait pas avant ? Elle est comme ensorcelée. Eh bien ! ne cherchez pas plus loin le sorcier, qui, lui, a fait cette incantation. C'est Mallarmé, et nul autre que lui.

Par sa seule présence, Mallarmé a suscité le Symbolisme, en mettant pour ainsi dire la jeunesse qui l'entourait en demeure de creuser davantage

le problème de la poésie, de scruter la vie secrète et le sens humain des choses qui nous entourent et surtout de chercher tout ce qui se cache dans notre moi.

A ce moment, se sont formés, parmi les disciples du Maître, deux groupes principaux : d'abord celui des Mallarméens purs, qui a abouti aujourd'hui à Paul Valéry et qui, gardant comme Mallarmé, le vers parnassien, s'est efforcé, par des combinaisons syntaxiques neuves, par des assemblages obscurs de sons et de mots, de tirer du texte ainsi formé des significations ésotériques, d'en faire une musique qui parle directement à l'âme « sa douce langue natale ».

L'autre groupe, fidèle, au contraire, à la logique et à la syntaxe classiques, mais rompant avec le vers régulier en usage, entreprit de renouveler la langue poétique par les images, qu'il choisit parmi les emblèmes, pour leur valeur allégorique ou symbolique, et de chanter ainsi la romanesque épopée intérieure dont chaque homme est le théâtre. C'était refaire quelque chose comme le Roman de la Rose. Mais cette fois, un Henri de Régnier sut l'animer d'une émotion, d'une grâce mélancoliques jusqu'alors inconnues et faire vivre ces figures allégoriques d'une vie profonde comme la Mort, ardente comme l'amour et comme le regret.

Lorsque parurent ces poèmes, il se fit, tous ceux de ma génération en peuvent porter le témoignage, il se fit cette heure de grand silence et de recueillement qui suit l'apparition de certains chefs-d'œuvre exceptionnels. Ils n'ont pas cessé de m'émouvoir et de me remplir d'admiration. Si ce n'est pas de la beauté, si ces vastes compositions si souples et si riches ne sont pas de la grande poésie, si la grande poésie tient toute dans quelques stances de Moréas, renouvelées de Malherbe, alors je renonce à comprendre, car de la grande poésie je m'étais fait une autre idée.

Certes, j'estime Moréas un assez grand poète, je l'estime pour la variété de ses œuvres et de ses dons, je l'estime pour l'envergure de sa pensée, qui n'a pas pu donner toute sa mesure, je l'estime pour avoir compris que s'il eût réussi son *Iphigénie*, (dont certaines parties sont très belles), il eût pris place, à la suite de Racine, parmi les plus grands, mais je ne puis admettre que quelques beaux quatrains, construits tous sur le même modèle, soient tout ce qui reste de notre poésie, car alors ce ne serait pas grand'chose. En vérité, ce ne serait pas la peine que la France ait tant travaillé à se donner une grande poésie, pour en arriver là.

Non ! les *Stances* ne sont pas négligeables. Elles font belle figure classique, à leur place, dans la galerie des chefs-d'œuvre. Elles valent moins par elles-mêmes que par le sens sévère qu'elles prennent dans le voisinage d'autres œuvres. Elles sont un rappel aux principes oubliés, une leçon de tenue aux arrivistes, le testament d'un homme de goût. La leçon que nous donne Moréas, c'est qu'on est allé assez loin dans l'aventure et qu'il est temps de sonner le rassemblement et de compter le butin. Après comme avant, Malherbe, Corneille, Racine, La Fontaine, Molière, restent les sommets, auxquels il faudra toujours revenir.

Au contraire, la leçon que nous donne M. Clouard est une leçon d'anarchie, puisqu'il ne voit que des individualités dans l'histoire de la Poésie et qu'il pousse ainsi à une individualisation de plus en plus grande, pour une recherche de vaines glanes. Il a l'air de croire qu'une pincée de vers heureux, recueillis çà et là, suffit. Il y en a toute une poussière dans son livre. En rapprochant tous ces morceaux soi-disant originaux, on s'aperçoit qu'il y en a des quantités qui se ressemblent et qui, entre eux, font double et quadruple emploi. Ce n'est pas l'épanouissement, c'est la fin d'une poésie. Il les distribue, les range selon son caprice. Mais les goûts personnels de M. Clouard n'ont d'importance que pour lui. Ce que nous lui demandons, à lui, historien, c'est un classement par familles spirituelles, c'est un arbre généalogique des esprits, c'est, en un mot, une histoire des courants d'idées, un fil conducteur pour nous diriger dans cette broussaille.

Je n'ai pu, dans un article si court, qu'indiquer certains points de vue, qui m'ont permis de redresser en passant quelques jugements vraiment trop sommaires sur Mallarmé ou sur Henri de Régnier. Mais que dire d'une critique qui met sur le même pied Pierre de Nolhac et Édouard Beaufils et qui oublie la portée historique que donne à l'œuvre de Banville son merveilleux théâtre ? Un fait comme ce théâtre suffit à changer toute la perspective, car il introduit dans l'histoire un élément durable dont il faudra tenir un compte permanent. Ce théâtre fait de Banville un des plus grands poètes de son siècle, en tous cas, le maintiendra longtemps et peut-être toujours en vedette, le fera survivre à beaucoup de poètes, qui peuvent lui paraître supérieurs.

La poésie ne se circonscrit pas aux anthologies, qui, du reste, sont mortelles au plus grand nombre des poètes. Le théâtre demeure une de ses plus importantes citadelles. Clouard a l'air de l'ignorer. S'il avait à parler du XVIIe siècle, ne mentionnerait-il de Racine que ses odes ? Les vers de Racine, au théâtre, ne sont-ils pas parmi les plus beaux de toute la poésie ? Or, si Racine n'avait écrit que ses Odes, sa réputation n'égalerait peut-être même pas celle de son fils.

Alfred Poizat.

Souvenirs d'Enfance

LE RABOT DE St-JOSEPH

J'atteignais mes sept ans. Bonne-maman et bon-papa discutaient de ma taille, l'une me jugeant trop petit, l'autre assez grand, ou pour mieux dire, d'une hauteur raisonnable.

— Eh bien, dit bon papa, nous le comparerons avec un enfant de son âge !

C'est alors que l'on s'aperçut que je n'avais pas d'amis. Les familles de Lunegarde se fréquentaient peu de ménage à ménage ; les relations devenaient encore plus rares entre les enfants.

Nos voisins Ferrand, les hôteliers de la *Pomme Reinette*, avaient bien un petit garçon, mais entre Peyriac et Ferrand existait une différence de niveau que bonne-maman voulait maintenir. En vain, M. le curé Ribérot, qui favorisait Mme Ferrand en retour des chasubles dorées, des calices en vermeil et des bons repas dont elle le gratifiait, avait-il essayé d'amorcer des rapports entre les deux familles, sous le couvert d'une amitié d'enfants : bonne-maman me laissa, sans plaisir, aller deux ou trois fois chez nos voisins, et reçut chez elle le petit Achille Ferrand ; mais elle saisit prestement le premier prétexte de rompre cette camaraderie naissante, et ce prétexte fut « l'histoire de la terre qui tourne ».

Achille était un petit garçon paisible, obstiné, réfléchi, qui allait tranquillement jusqu'au bout de tout ce qu'on lui enseignait. Son père lui expliqua un jour que la terre tournait. Le premier mouvement d'Achille fut une surprise mêlée d'incrédulité. Pourtant, quand il se rendit compte qu'on lui parlait sérieusement, et qu'en somme cette idée-là n'était pas plus extravante que beaucoup d'autres, il se prit à songer, et demanda :

— Mais alors... il y a des moments où nous avons la tête en bas?

Le père Ferrand eut la paresse de lui faire comprendre que, par rapport à la terre, il n'existait ni haut, ni bas ; ou peut-être était-il au bout de son savoir.

— Oui, répondit-il.

— Et nous ne tombons pas?

— Jamais.

— Et... les maisons, les voitures, les rivières ne tombent pas?

— Non plus.

Achille Ferrand enregistra sans trouble ces constatations ; il se contenta de demander encore si, au moment présent, on avait la tête en haut ou en bas.

— En haut, évidemment, répliqua le père.

— Quand l'aurons nous en bas?

— Il est sept heures du matin, ce sera donc à sept heures du soir.

A l'instant précis où l'horloge du couvent sonnait sept heures, on entendit dans la chambre d'Achille un bruit effrayant de vaisselle cassée et d'eau répandue. Mon camarade, plein d'esprit de certitude, venait de monter sur son lit et d'appliquer contre le plafond sa cuvette, son broc, une chaise, un pot de fleurs. Devant la carpette ruisselante et semée de débris, il n'éprouvait qu'un étonnement sans borne. A son père épouvanté il demanda seulement pourquoi les brocs se renversent, les rivières pas.

On le calotta. Quant à bonne maman, elle s'écria que le petit Ferrand était un camarade dangereux.

— Bah ! dit bon-papa.

— Cette histoire ne t'effraie pas?

— Elle m'amuse.

— Toi, tu ris de tout ! Ce Ferrandou qui plante des cruches au plafond pour savoir si la terre tourne... Ne vois-tu pas là l'esprit du siècle?

Je ne fréquentai plus Achille et m'en consolai dans la compagnie de Pétronille.

C'était une petite orpheline que l'on élevait au couvent par charité. Elle avait un corps mince et sans couleur. Quand elle apparaissait au fond d'une avenue, je croyais entrevoir un brouillard fluet que le vent balançait légèrement. Tout était gris en elle, jusqu'à ses cheveux cendrés. Elle tenait ses paupières baissées ; mais qu'elle les levât, son visage de rat noyé s'éclairait de deux prunelles vertes, fraîches, pures, qui s'ouvraient lentement comme des corolles marines pour se retrécir ensuite sur elles-mêmes.

Sœur Marie-Édouard, qui s'occupait particulièrement d'elle, l'envoyait presque chaque semaine chez nous pour la distraire. La première fois que Pétronille vint, elle me parla de cartes minéralogiques et zoologiques qui ornaient sa classe, et me demanda quelle était la couleur de la topaze. Comme je restais bec cousu, elle m'appela gros serin, puis ajouta :

— Connais-tu la couleur du serin?

— Non, lui répondis-je.

Alors elle se mit à rire et à danser autour de moi.

Tantôt Pétronille était d'une politesse inlassable, disant à chaque mot « merci » ou « s'il vous plaît ». Cette crise de douceur passée, il lui arrivait de s'élancer de-ci, de-là comme une furie. La grosse

sœur Marie-Edouard aux bonnes joues rouges l'appelait déluge, fléau, et lui disait de sa voix placide :

— Eh, quelle vie donc que tu mènes? Tu sais, moi, je n'aime pas les déluges !

Mais avec bonne maman les choses ne se passaient pas si bien, et je revois encore ma petite amie, le corps raide, le visage dressé, les regards jaillissants, la poitrine sifflante, répondant mot pour mot à bonne maman immobile, qui la dominait de sa grande taille et s'efforçait de mettre dans ses yeux une autorité souveraine.

Je finis par l'aimer beaucoup ; sans que je m'en rendisse compte, elle exerçait sur ma petite personne de garçonnet un ascendant étrange et qui me troublait. Elle faisait des choses que je n'avais vues chez nul autre. Un jour, dans le jardin, elle prit une grappe de raisin entre ses deux mains fuselées et la baisa avant de la manger. Mon cœur se mit à battre violemment. Je ne pus chasser cette image, et le soir, comme bonne maman me demandait : « A quoi penses-tu, Jean? », je fis un mensonge.

Je sentais que Pétronille ne plaisait pas à bonne maman. Nous avions dans un tiroir d'armoire un grand châle aux nuances tendres.

— Oh, madame, dit un jour Pétronille, faites-moi voir votre châle couleur de sucre d'orge...

Bonne maman la considéra sans répondre, puis murmura :

— « Cette enfant est trop sensuelle. »

Sa surveillance devint plus étroite. Nous allions souvent, les après-midi d'été, jouer sous un pin qui s'élevait au milieu de la pelouse du jardin. Là, nous croquions des pignons, ou bien nous nous battions à coups de pignes, ou nous cherchions des bêtes sous la mousse, Mais je sentais que, de la fenêtre, l'œil de bonne maman ne nous quittait pas, et si nous nous élancions dans quelque allée touffue, j'entendais aussitôt une voix sévère et sonore, dont la modulation m'arrivait, prolongée à travers les nappes de l'air : « Jea-an... Jea-an ! » Je remontais en toute hâte, suivi de loin par Pétronille dépitée.

Pétronille fut chassée un jour de mai en même temps que la vieille Mélanie Bourde. Cette Mélanie Bourde, couturière de son état, venait chez nous travailler à la journée. Avec sa figure carrée, son nez plein de poils, et son corps très haut et très large, je lui trouvais l'air d'un ogre et elle me faisait peur. Elle travaillait au premier étage dans la chambre rose.

Nous nous étions donc réfugiés près d'elle, Pétronille et moi, parce qu'il pleuvait. Je me rappelle que la fenêtre était ouverte et que nous écoutions glisser l'eau le long des gouttières. Derrière les bois d'Olmières, le vent commençait à chasser les nuages et découvrait une bande de ciel d'un bleu frais et doux. Mélanie Bourde se leva pour ajuster sur un mannequin le corsage qu'elle cousait.

— Dites, Mélanie, demanda Pétronille qui se tenait là, le regard baissé. Est-ce que plus tard j'aurai la poitrine gonflée comme votre mannequin?

On n'entendait pas souvent le rire de Mélanie Bourde. Celui qu'elle fit m'est resté dans l'oreille.

— Petite gueusette, ça te tracasse donc?

— Oui, reprit résolument Pétronille. Répondez-moi bien.

— Eh, pardi oui ! Toutes les femmes ont la poitrine gonflée !

— Ah ! merci... dit l'enfant avec un soupir satisfait.

Mélanie Bourde reprit de sa voix rugueuse, en appuyant sur son casavet ses deux mains aux doigts écartés :

— Même moi, petite... j'ai tenu sur ma poitrine deux belles pommes dures comme du buis ! Mais voilà bien quinze ans que saint Joseph y a passé le rabot...

La porte s'ouvrit brusquement. Je n'ai rien vu de si tragique que l'entrée de bonne maman sur ces paroles.

— Mélanie, dit-elle en tremblant, comment pouvez-vous tenir devant ces innocents des propos qui offensent la morale et la religion? Vous, une femme de soixante-trois ans... Emportez ce corsage (elle arracha du mannequin le corsage dont l'étoffe craqua), il me brûlerait si je le mettais sur moi ! Partez, malheureuse ! Que mes yeux ne vous voient plus !

Sœur Marie-Edouard fut priée de garder Pétronille au couvent. L'absence de ma petite amie me fut d'abord très cruelle. J'allai trouver la bonne sœur et lui demandai pourquoi Pétronille ne venait plus me voir.

— Ah ! dit-elle, ce sont des idées, des idées... Demande à ta bonne maman !

J'eus besoin de mon courage pour suivre le conseil de sœur Marie-Edouard, et j'allai poser ma question sur le départ de Pétronille.

— Si l'on t'interroge là-dessus, répondit bonne maman d'un ton froid et calme, tu diras que tu n'en sais rien.

— Oh, dis-moi pourquoi... pourquoi?

— Les petits enfants ne doivent jamais demander pourquoi. Récite plutôt ton *Histoire Sainte*.

Sa voix paisible commença :

— *C'est alors que Dieu, irrité contre les Juifs...* Eh bien? Mouche-toi... Que fit Dieu?

— ...*Les affligea...*

— Oui, *les affligea...* De quoi Dieu les affligea-t-il?

Je rêve à Pétronille et je revois la belle grappe de raisin entre ses doigts...

Jean VIOLLIS.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

PRIÈRE DE CONCLURE

Ce temps ne sait pas s'étonner. Un Président de la République en exercice déclare-t-il que la Constitution de la République a besoin d'être révisée?

— Tiens, se dit-on, voilà le gardien de la Constitution qui la lâche...

Et il n'en résulte rien.

Un ancien Président de la République confesse-t-il à la tribune que, signataire constitutionnel des traités de paix, il n'a pas réussi à faire écouter son avis par les négociateurs du pacte qui ne valait rien sans sa signature, ajoute-t-il que le Maréchal Foch a été aussi peu considéré que lui-même?

— Tiens, se dit-on, la paix a été conclue en dehors du Parlement qui exerce le contrôle, du Président qui détient la signature et du chef qui remporte la victoire...

Et il n'en résulte rien.

Quelqu'un a dit : « c'est de l'étonnement que naquit un jour la philosophie ». La politique aussi. Quand l'étonnement s'émousse, l'attention cesse, il n'y a plus qu'indifférence. On ne choisit plus entre les faits, on admet tout, pêle-mêle; rien ne vaut plus la peine d'un effort : laissons faire, pas d'émotion, pas de fatigue, pas de réforme, pas de vie!

Cette nonchalance a ses excuses. La guerre nous a secoués, l'armistice nous a transportés. Quatre années de luttes ont épuisé les colères, un seul jour a épuisé l'enthousiasme. Nous sommes las. La longue déception du traité, des réparations qui traînent, tandis que les gouvernements s'accusent, aujourd'hui contre hier, hier contre aujourd'hui; l'absence des programmes, le déclin des partis, le retour fastidieux des luttes locales, l'incertitude, l'insécurité générale ont répandu dans ce pays qui avait tout subordonné à la victoire le sentiment que la victoire ne suffit pas.

Et cependant le peuple travaille, les industries ont repris, les affaires prospèrent, l'ordre règne; il n'y a pas de grèves dans les usines, pas de misère dans les campagnes. La résistance a cessé dans la Ruhr, les magnats allemands se sont inclinés. Aucune nation d'Europe ne peut présenter un bilan économique et politique comparable au nôtre.

Pourquoi les commerçants se plaignent-ils, les fonctionnaires s'agitent-ils, les ouvriers recommencent-ils à réclamer? D'où vient que tant de mécontentement accompagne tant de prospérité?

La contradiction s'explique de plus d'une manière. Tout d'abord les intérêts privés n'ont jamais parlé si haut que depuis la guerre. Ils supportent malaisément des restrictions qui leur furent imposées trop tard.

Et puis leur triomphe d'aujourd'hui leur semble épisodique; ils ne croient pas au lendemain. La vie chère les inquiète. L'équilibre des revenus et des salaires est menacé. Que la livre monte encore un peu, et avec elle le prix des denrées, les bénéfices, eux, tomberont.

Enfin la politique énerve le pays. Elle s'adonne aux détails et oublie l'horizon. On dirait que la vague de paresse qui passa partout le lendemain de la guerre ne recouvre plus aujourd'hui que le Parlement.

La France voudrait de grandes réformes et on ne lui fait que de petites lois, au petit bonheur et au petit malheur des circonstances. A chaque terme, une loi, sur les loyers. Pour résoudre la question? Non. Pour l'ajourner. A vrai dire, il n'y a qu'une loi des loyers, la loi de l'offre et de la demande. Précisément, toutes sont faites contre celle-là qui se venge de toutes.

Et puis, à la veille des élections, une loi électorale. Imaginez les locataires chargés de faire eux-mêmes la loi sur les loyers quinze jours avant d'être mis à la porte. Quelle sérénité, n'est-ce pas? Comme ils s'attarderaient volontiers dans la contemplation des principes!

Les garanties d'impartialité qu'ils offriraient aux propriétaires seraient assez analogues à celles qu'offrent aux électeurs les candidats discutant en décembre le système électoral de l'avril suivant. Trop tard, toujours trop tard!

La machine parlementaire n'a plus un rendement suffisant. Voilà qui est évident à la limite de l'évidence. Evident, mais pas avoué. Le Président du Conseil a pû dire aux députés : « Vous

êtes incapables de voter le budget dans l'année de votre réélection. »

— C'est vrai, ont répondu les députés, nous en sommes incapables.

— Vous gaspilleriez toutes les ressources de l'Etat.

— Nous les gaspillerions.

— Le budget de l'année dernière resservira.

— Il resservira. Voyez comme nous sommes sages.

Vous le seriez davantage, Messieurs, si au lieu de décider pour l'année, vous aviez décidé pour l'avenir.

Puisqu'il est entendu, avéré, que les législateurs de quatre ans ne font rien la première année de la législature et, la dernière ne font que des bêtises, décidez le mandat de six ans, et le renouvellement par tiers.

Ainsi les candidats seront toujours en minorité à la Chambre comme ils le sont au Sénat, où le passage des élections ne suscite pas la foire aux surenchères.

Les projets des députés de bonne volonté, les travaux des Commissions ne connaîtront plus cette caducité qui les frappe et fait de la Chambre une Assemblée sans mémoire.

Au lieu de perdre la moitié du temps du pays, de remettre la République en question tous les quatre ans, on supprimera la période d'apprentissage et la période d'égarement et le Parlement vivra d'une vie continue, assurera au régime sa tradition, sans en appeler à ces passions factices qu'on soulève à l'heure des candidatures pour les oublier le lendemain des votes.

Rappelez-vous le couteau entre les dents de 1919, l'effort fait en ce moment pour trouver d'autres croquemitaines, cette risible course de la peur qui fait de la politique électorale un énorme enfantillage.

— Je dénonce, tu dénonces, il dénonce. Prenez garde à gauche, prenez garde à droite, prenez garde à Rome, à Moscou, comme M. Herriot vous le demande, à Berlin, comme M. Poincaré vous y appelle, à Londres, comme M. Mauras vous l'ordonne; mais ayez peur surtout, peur pour la France, peur pour la République, car mon rival les perd séparément ou ensemble, et il faut que je les sauve. Et si vous n'aviez pas peur, à quoi servirais-je, candidat que je suis?

Attention, je vous en supplie. Voyez ce fantôme, et cet autre : le noir, le rouge, cléricalisme, bolchevisme, militarisme, ...isme, ...isme, ...isme.

Quand on pense qu'un peuple de vainqueurs supporte ce langage!

Il est vrai qu'il s'y intéresse de moins en moins, et vote de moins en moins. Il n'accorde plus que la considération qu'on lui donne, il éprouve un peu le sentiment qu'exprimait dans l'auditoire, à son voisin, au bout d'une heure d'ennui, le spectateur spirituel d'une pièce qui ne l'était pas.

— Il me semble qu'en l'écoutant nous faisons pour l'auteur plus qu'il n'a fait pour nous.

Comme le spectateur, l'électeur préférerait pouvoir prendre de l'intérêt aux histoires qu'on lui conte. Auteurs, faites donc de bonnes pièces; élus, faites une bonne politique.

Mais qu'est-ce qu'une bonne politique? C'est avant tout une politique qui va quelque part, une politique, non de raccommodage, mais de réorganisation; une politique qui, lorsque le Président de la République déclare à Evreux la Constitution mal faite, lorsque l'ancien Président de la République en apporte la preuve à la tribune, lorsque la Chambre avoue son incapacité d'exercer dans l'année de sa réélection le contrôle budgétaire qui est sa principale fonction, en conclut qu'il y a quelque chose à changer dans la République.

Conclure ici, c'est réviser la Constitution.

Comment? Au moment où se posera cette question, il est possible que les partis reprennent force et raison d'être. Nous verrons d'un côté les partisans du pouvoir personnel, de l'autre ceux de la souveraineté populaire. Ceux-ci demanderont l'élargissement du contrôle, ceux-là le renforcement du pouvoir exécutif. Nous assisterons à un reclassement des idées. Quand on saura où on va, on pourra savoir avec qui.

Un parti ne se passe pas de programme; un pays ne se passe pas d'espérance.

Henry de Jouvenel,
Sénateur.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'ISOLEMENT DE LA FRANCE

M. Stresemann l'a déclaré dans un de ses discours, toute sa politique tendait à isoler la France, dans l'espoir, chimérique d'ailleurs, que devant le sentiment de réprobation universelle que rencontrerait notre politique de coercition, nous serions obligés de desserrer notre étreinte. La politique de M. Marx, dont le même M. Stresemann est d'ailleurs le ministre des Affaires étrangères, tend-elle au même but? Ce n'est pas certain (il y a des symptômes de détente), mais c'est fort possible. L'attitude de l'Angleterre, un peu plus favorable ces derniers temps, mais toujours hostile, au fond, à la politique de M. Poincaré, le discours agressif de M. Mussolini, le voyage du roi d'Espagne en Italie et les commentaires auxquels il a donné lieu, tout, jusqu'aux hésitations et aux tergiversations du gouvernement belge, tout contribue à donner l'impression que cette politique n'a pas complètement échoué. Les Français qui voyagent à l'étranger sont stupéfaits de ce qu'ils entendent. Dans les pays scandinaves, en Hollande, en Angleterre, en Suisse, il est presque unanimement admis qu'un invincible courant d'impérialisme a passé sur la démocratie française, et que le Gouvernement « capitaliste et industriel » qui s'est installé au pouvoir cherche à réaliser un vaste plan d'hégémonie européenne, sinon universelle. L'Allemagne, dont la situation politique et économique est, à la vérité, fort pitoyable, a réussi à émouvoir le monde de compassion. On consent quelquefois à admettre que le gouvernement allemand lui-même et les grands industriels qui le dominent sont *en partie* responsables de cette situation, mais on accuse la France, et particulièrement M. Poincaré, d'en profiter pour réaliser ses desseins machiavéliques, dont l'Europe entière serait la victime.

Le *Progrès civique* a publié dernièrement un article de Wells, dont voici le passage essentiel :

« Dans les années qui ont suivi immédiatement le Traité, l'événement a montré que la France n'avait jamais cessé d'interpréter la paix nouvelle comme une continuation, comme un achèvement de sa vendetta héréditaire contre l'Allemagne. Tranquillement, elle a étranglé l'Allemagne au nom de sa créance.

« A Washington, on l'a vue se refuser à la discussion de la question du désarmement terrestre : et quelques uns ont peut-être gardé souvenir de ce ridicule discours, où M. Briand agita la menace des armes dissimulées et des corps d'armée cachés par l'Allemagne! Et on l'a vue aussi, sous le couvert de cette aimable fantaisie que constitue la Ligue des Nations de Genève, tisser un filet d'alliances armées et pourvoir à grands frais d'innombrables canons des Etats ruraux de l'Europe Orientale, gaspillant ainsi, en nouvelles aventures militaires, l'argent qu'elle doit à la Grande-Bretagne et à l'Amérique.

« Résultat : la France a, de façon indiscutable, établi sur l'Europe son contrôle militaire. »

Après une telle lecture, la plupart des Français à qui ces lignes tombent sous les yeux sont encore plus étonnés qu'indignés. Comment ce Wells, à qui la France a fait jadis un magnifique succès littéraire, et qui, au début de la guerre, alors qu'il écrivit *M. Britling commence à voir clair*, paraissait se donner tout entier à la cause des Alliés, a-t-il pu écrire de pareilles choses? Et ce Mussolini, dont toute la France, les socialistes exceptés, acclama l'action régénératrice! En vérité, la France victorieuse serait elle victime d'une sorte de conspiration universelle? Et le sentiment populaire d'autant plus blessé par ces accusations qu'elles lui semblent aussi absurdes qu'injustes, d'incriminer M. Lloyd George, Lord Curzon, la finance internationale ou la propagande allemande.

Certes, la propagande allemande existe encore. Tout ruiné qu'il soit, le Reich, jusqu'à ces derniers temps, a trouvé le moyen d'entretenir des agents à l'étranger. Les sentiments hostiles de quelques Anglais, comme M. Lloyd George, lord d'Abernon, peut-être même lord Curzon, ne font guère de doute. Enfin, il est certain que beaucoup de financiers plus ou moins internationaux, ayant spéculé sur le prompt relèvement de l'Allemagne, ont fait ce qu'ils ont pu pour y aider. Mais les conjurations les plus habiles et les mieux armées sont impuissantes, quand elles ne sont pas servies par les circonstances, et par certains courants d'idées favorables à leur action. Le populaire a besoin de donner un nom aux forces ennemies; il lui faut un épouvantail, un croquemitaine. M. Lloyd George remplit, pour le moment, cet office en France. D'autre part, l'esprit de parti n'hésite pas à attribuer à certaines fautes diplomatiques du gouvernement l'isolement dont nous sommes menacés. Mais quand on examine les événements de ces dernières années avec un peu de sang-froid, on s'aperçoit bien vite que cette situation est le produit de certains courants

d'idées, de certaines coalitions naturelles d'intérêts qui se sont développés logiquement depuis l'armistice. Il n'est peut-être pas inutile de chercher à les analyser.

« La France, dit Wells, a établi son contrôle militaire sur l'Europe. » Cela, c'est le premier grief.

Pendant la guerre, la France, incontestablement, a joué, au point de vue militaire, le premier rôle. Sans mésestimer le concours britannique, américain, belge — je ne parle que du front principal — on peut dire, en toute justice, que ce sont ses soldats et ses généraux qui ont remporté la victoire. Les armées françaises ont combattu sur tous les fronts, elles se sont données sans compter. Ce sont les méthodes de combat françaises qui ont triomphé de la formidable organisation militaire allemande. En 1918, au moment du péril, cette primauté apparut naturelle; la France, avec ses 1.500.000 morts, l'avait du reste achetée assez cher. Mais dès le lendemain de l'armistice, elle excitait déjà dans toutes les armées alliées une sorte d'obscure jalousie, qui ne fit que s'accroître quand on vit que, la paix conclue, la France conservait son armée, et continuait de faire pour elle des sacrifices considérables, alors que tant d'autres pays désarmaient plus ou moins complètement, du moins sur terre. La France se trouvait dans de toutes autres conditions que l'Angleterre, par exemple. Elle avait une frontière à défendre, l'exécution du traité à surveiller ; aucun pacte ne lui garantissait cette sécurité qu'elle s'était cru en droit d'exiger. Tout cela nous paraissait tellement évident que nos plus farouches antimilitaristes, sauf quelques énergumènes isolés, n'ont pas fait de campagne sérieuse pour la réduction des charges militaires. Mais à l'étranger, tout cela ne comptait pas. On ne voyait que ce fait : il n'y a plus en Europe que deux armées sérieuses, en état de faire la guerre du jour au lendemain : l'armée française et l'armée serbe, son alliée.

La menace allemande? Chimère. Les troubles endémiques de l'Europe orientale, éternel foyer de conflit? Vision. Si la France demeurait armée, c'est qu'elle voulait conserver la possibilité de recourir à la force.

Ce sont là des griefs que l'on n'ose pas produire dans des conférences diplomatiques, mais dont on n'hésite pas à faire état dans les couloirs, et notamment dans les entours de la Société des Nations. Ils trouvent d'autant plus de crédit que la légende de la France militaire et conquérante est encore vivante dans l'Europe entière; on n'a oublié ni Louis XIV, ni Napoléon Ier, ni Napoléon III, et l'on n'arrive pas à s'imaginer que cet impérialisme historique n'est plus qu'historique.

Ces griefs servent d'ailleurs de prétexte à certaines antipathies séculaires et foncières que le péril de la guerre avait effacées un instant, celles qui se concrétisent dans l'esprit puritain.

Rien de plus opposé, par exemple, à l'esprit, au sentiment, à l'instinct français que l'idéal d'austérité et de mercantilisme de l'Angleterre méthodiste, idéal qui a conquis l'Amérique du Nord. On s'est étonné de voir qu'en Angleterre c'était généralement le parti conservateur qui était sympathique à la France, alors que les radicaux et les socialistes lui étaient naturellement hostiles. Cela tient à ce que l'on appartient généralement à un parti politique, non parce que l'on a fait un choix, mais parce que l'on obéit soit à des habitudes familiales, soit aux impulsions de son tempérament. Les conservateurs anglais sont les descendants, les héritiers naturels de ces *tories* du XVIIIe siècle qui représentaient les traditions de la « joyeuse Angleterre », en opposition aux « non conformistes » Westleyens, Baptistes, Quackers et autres descendants des « Saints » de Cromwell. Le tory anglais, protestant assez tiède, amoureux de la bonne vie, et souvent de sentiments chevaleresques, comprend le caractère français, et ne s'effarouche pas trop de notre liberté de mœurs et d'esprit. Le radical, héritier du wigh puritain, se souvient vaguement que ses pères nous ont considérés comme les fils de Belial, les enfants de la « prostituée romaine », ou pis, comme des libertins et des athées. La légèreté, la liberté d'esprit française, la facilité de nos mœurs, lui paraissent au fond incompréhensibles et scandaleuses. Or, cet esprit puritain, qui était en recul depuis le règne d'Edouard VII, a profité de la crise économique et sociale qui a suivi la guerre. Lloyd George qui, dans sa campagne électorale, fait très bien alterner un prêche et un discours humoristique, en est le représentant.

Et cet esprit puritain, avec des nuances assez diverses, règne, non seulement dans le monde anglo saxon, mais aussi dans le monde scandinave. C'est lui qui a donné naissance à cette idéologie wilsonnienne, à quoi nous devons l'escamotage de notre victoire. La France a toujours été le champ de bataille des idées, c'est ce qui

fait que ses ennemis peuvent la représenter tour à tour comme la citadelle du catholicisme, ou comme le foyer de l'athéisme.

Et puis, la France a toujours exercé sur l'étranger une séduction mêlée d'envie et d'inquiétude : on ne lui pardonne pas d'avoir été si longtemps « la grande nation », la nation qui fut l'institutrice, celle dont la langue fut parlée par toutes les élites. Avant la guerre, quand elle paraissait faible et décadente, quand on voyait en elle la victime désignée d'une évolution industrielle trop rude et trop sérieuse pour sa « grâce vieillotte », on était plein de sympathie pour elle. L'Europe germanique et anglo-saxonne eût entouré son agonie de regrets et de consolations à demi-sincères. Et voilà que, dans la guerre, elle révèle sa force renouvelée, sa vitalité éternelle. Voilà qu'après la guerre, son peuple décimé se remet au travail avec une sagesse et un courage admirables, qu'il relève ses ruines sans attendre les réparations auxquelles il a droit. Voilà que ce pays qui passait, économiquement, pour assez arriéré, renouvelle son outillage, et devient, en quelques années, une des premières puissances industrielles du monde. L'Europe, et spécialement l'Angleterre, trouvent que ce n'est pas de jeu.

Ce sont là des raisons idéologiques, sentimentales et profondes de l'hostilité plus ou moins informulée qui s'est manifestée à l'égard de la France depuis quatre ans; mais sa politique des réparations rencontre des adversaires qui obéissent à des raisons beaucoup plus positives. Ce sont les gens d'affaires, industriels et financiers, et ces adversaires-là, M. Poincaré les rencontre même dans le pays. Leur hostilité tient à ce qu'ils ne se sont jamais mis sur le même plan que les juristes et les hommes politiques qui ont fait le traité, et que, dès le premier jour, jugeant ce traité impraticable et funeste aux affaires, ils ont compté sur la force des choses, et aussi sur la « combine » pour le rendre inopérant.

Ce traité est un traité pénal : c'est ce caractère pénal qui le fait apparaître comme une nouveauté dans l'histoire du droit des gens. Ce n'est pas un arrangement entre nations s'entendant, après la guerre, pour donner une solution contractuelle à leur conflit, c'est une sentence prononcée par l'amphyctionie des peuples civilisés contre une nation coupable d'avoir violé les lois de la civilisation. Considéré sous un autre angle, le traité de Versailles, que les Allemands n'ont pas été admis à discuter, serait indéfendable : c'est pourquoi les Alliés ont commis une faute considérable en ne se montrant pas intransigeants sur la question de la livraison des coupables.

Ce caractère pénal du traité était la conséquence à la fois de l'idéologie wilsonienne et du sentiment populaire dans tous les pays de l'Entente. Il avait pour corollaire la réparation des dommages : c'est pourquoi ceux-ci devaient être fixés indépendamment de la capacité de paiement de l'Allemagne. On en eût été quittes pour accorder ensuite des moratoires plus ou moins longs, ou même, au bout d'un certain temps, une remise partielle de la dette. Mais, devant l'énormité des chiffres, les hommes d'affaires — même ceux qui participaient au gouvernement de l'Entente, et qui promettaient d'exécuter le traité — furent immédiatement d'avis qu'un tel transfert de richesses d'une nation à l'autre était impossible. Cela ne s'était jamais fait, c'était contraire à toutes les lois de l'économie, de telles exigences n'aboutiraient qu'à ruiner le crédit du créancier, à détruire un grand marché de l'Europe, et, finalement, à provoquer une crise internationale dont on ne pouvait prévoir les conséquences.

Les économistes se sont trompés tant de fois dans leurs prévisions, depuis 1914, ils ont si bien montré que leur science n'était que conjecturale, que ces affirmations eussent demandé à être vérifiées; mais elles ont impressionné tous les hommes d'Etat, et particulièrement les hommes d'Etat anglais, qui ont tous suivi plus ou moins ouvertement M. Keynes, l'homme qui avait donné à cette thèse sa forme la plus tranchante. Aussi, depuis 1920, cherchent-ils par tous les moyens à tourner ce traité qu'ils n'osent pas dénoncer. C'est pourquoi le problème des réparations n'a jamais été posé franchement. Entre les Français, qui s'en tiennent à leur droit strict, et qui pensent légitimement et logiquement que si l'on cesse de considérer l'intégralité des réparations comme due, tout s'écroule, et les Anglais, à qui le caractère juridique du traité est indifférent, mais qui veulent reprendre leurs transactions commerciales avec les vaincus, il n'y a guère d'entente possible. Aussi, l'Allemagne, ne sentant plus devant elle ni concert, ni volonté ferme, n'a-t-elle plus songé qu'à éluder des obligations que les bénéficiaires eux-mêmes semblaient considérer comme

inexécutables. De sorte qu'en n'exécutant pas le traité, on est arrivé à la catastrophe économique dont les économistes nous menaçaient au cas où on l'eût exécuté. Chef-d'œuvre de politique en vérité.

Et cette catastrophe, c'est la France, uniquement la France qu'on en rend responsable. Or, pour qui examine le problème de bonne foi, elle ne pouvait avoir d'autre politique que celle qu'elle a adoptée. Le gouvernement de M. Poincaré serait remplacé demain par un gouvernement plus à gauche, voire même par un gouvernement socialiste que celui-ci serait obligé de s'engager dans la voie qui a été suivie jusqu'ici. Si médiocre qu'il soit, le traité est notre seule garantie. Nous devons nous y tenir et toutes les tentatives qui ont été faites pour le tourner subrepticement n'ont fait qu'augmenter le gâchis. La confusion actuelle vient de ce que dès les débuts, dès le moment où la Commission des réparations à commencer à fonctionner, on n'a pas eu le courage d'éclaircir les idées. Les hommes d'affaires ou ceux des hommes d'Etat qui acceptaient la thèse des hommes d'affaires n'ont pas osé la formuler, reculant devant la colère des peuples à qui l'on avait répété à satiété : le Boche paiera; les juristes, les auteurs responsables du traité ou du moins ceux qui l'avaient signé se sont laissé impressionner par la « technicité » des hommes d'affaires, et ce manque de franchise et de netteté a engendré une situation tellement obscure que personne n'y reconnaissait plus rien. Le grand mérite de M. Poincaré, c'est d'y avoir mis un peu de clarté en revenant toujours avec obstination au point de vue juridique. Le parti des hommes d'affaires ne le lui pardonne pas. Mais quand on les pousse à fond et qu'on leur demande le plan qu'ils auraient à opposer à la saisie des gages, ils restent muets, ou reviennent au plan d'emprunt international que l'attitude de l'Amérique rend illusoire, ou aux études techniques qui constituent une sorte d'esquisse de plan belge, plan qui ne serait applicable qu'avec le consentement bénévole de l'Allemagne. « L'isolement » de la France était donc inévitable. Aussi bien n'est-il que fort relatif. La rupture avec l'Angleterre reste dans le domaine des choses possibles; la défaite des conservateurs aux élections du 7 décembre fait qu'elle est fort à craindre; mais à Londres même on sent très bien que cette solution serait au moins aussi fâcheuse pour la Grande-Bretagne que pour la France.

L. Dumont-Wilden.

LES ŒUVRES ET LES IDÉES

UNE DIRECTION DES BELLES-LETTRES

Le monde des écrivains subit depuis la guerre une crise d'une inquiétante gravité. Non seulement la corporation souffre d'une situation générale qui blesse douloureusement les intérêts des professions libérales et intellectuelles et tend à ravaler le labeur de l'esprit bien au-dessous du plus humble travail manuel, mais tout un ensemble de raisons particulières introduisent dans la carrière un désordre néfaste.

Le public lit beaucoup : le commerce des livres — de certains livres — paraît florissant. Ni cette curiosité ni cette activité commerciale ne semblent favoriser autant qu'on le souhaiterait un développement normal de notre littérature.

Le public est devenu foule au moment même où s'en retirait toute une classe de lecteurs, et justement la plus éclairée et à quelques égards la plus exigeante : la bourgeoisie moyenne, qui maintenait traditionnellement en France le goût des préoccupations intelligentes, est désormais absorbée par le souci de vivre : elle n'exerce plus sur la destinée des livres cette influence prépondérante, et somme toute assez sage, par où se maintenait une tradition d'équilibre et de goût. Une masse de nouveaux lecteurs exige une littérature spécialement adaptée à son incompétence, à ses instincts, à son besoin de sensations fortes et élémentaires. De là un culte, intransigeant et naïf, de la nouveauté à tout prix. Les jeunes l'entretiennent et en bénéficient. Seul le roman paraît capable de satisfaire cette fringale d'esprits à demi cultivés, et dont la culture, hétérogène, ignorante de tout le passé, est née d'hier. Les jeunes romanciers connaissent un succès étourdissant; les aînés sont négligés; leurs successeurs accaparent l'attention; le bénéfice de l'âge prime aujourd'hui les qualités profondes; il s'entend à l'avantage de l'inexpérience et de l'improvisation.

La critique — et non point seulement par sa propre faute, en raison de sa complaisance et du mercantilisme de la presse — a perdu toute autorité : nous ne manquons pas de critiques; ils représentent un effort de pensée devant lequel regimbent la plupart des lecteurs.

Abandonnant ces guides trop difficiles à suivre, la foule obéit aux suggestions de la pure

réclame : l'éditeur est roi de par la puissance de la publicité.

Pour remédier à un désordre aussi manifeste, on a inventé les prix littéraires; remède pire que le mal et qui n'a fait qu'aggraver un chaos où règnent déplorablement le caprice et la mode.

La majorité des écrivains ne se défend plus d'un attristant marasme : les meilleurs n'aspirent plus au réconfort moral que leur procurait naguère l'approbation des gens de goût. Et voici qu'ils meurent de faim parmi les clameurs ahurissantes de la foire littéraire.

D'où viendra le salut? Il serait également vain de s'imaginer qu'on abrègera la crise par des moyens artificiels ou qu'elle sera durable. Elle est fonction du désarroi social : l'ébranlement de la guerre a bouleversé la société française : nous savons par expérience qu'en France de tels cataclysmes engendrent assez vite un ordre nouveau. Des élites surgiront; l'esprit public rasséréné, rééduqué, reconstruira la cité spirituelle hors laquelle il n'est point de civilisation véritable. N'attendons que du temps cette indispensable restauration. Travaillons.

Pourtant que de sacrifices! Certains esprits, scandalisés, s'en affligent : ils se tournent vers l'ultime providence que les Français invoquent spontanément aux heures cruelles : ils font appel à l'Etat. Que peut l'Etat pour soulager la grande misère des écrivains de France?

*
* *

L'Etat peut instituer un Ministère des Lettres.

M. Fernand Vandérem a lancé l'idée vers la fin de l'été (1) : l'année n'est pas encore terminée que déjà se précise un commencement de réalisation; à défaut d'un ministère autonome, une Direction des Belles-Lettres serait créée; adjointe à la Direction des Beaux-Arts, elle annexerait au Ministère de l'Instruction publique une province trop longtemps privée des bienfaits de l'administration officielle.

Une création aussi brusque n'étonne point; aucune administration ne résiste à la suggestion de multiplier les bureaux; l'Etat envahisseur accepte les responsabilités d'un cœur léger; les promesses lui coûtent peu. Notre démocratie frondeuse cesse de fronder aussitôt que les pouvoirs publics s'arrogent de nouveaux privilèges en invoquant une hypothétique utilité.

Que fera cette Direction des Belles-Lettres? Nul ne le sait. Un beau programme nous sera offert quelque jour; il ne s'agit pas de le discuter avant de le connaître. Pour l'instant, seul le promoteur de l'idée peut nous renseigner. Interrogeons M. Fernand Vandérem.

Son exposé des motifs, comparable, sauf le style, aux démonstrations que le législateur inscrit en tête des projets de loi, est éloquent : toutes les raisons valables ont été classées en bel ordre, et selon leur ordre d'importance, par notre spirituel confrère; plaidant la cause des Lettres françaises, son plaidoyer est chaleureux, vibrant, avec une pointe d'émotion.

Toutes les activités de la nation, déclare-t-il, sollicitent et obtiennent le concours de l'Etat. Seule l'activité littéraire fait exception à la règle. Un sentiment exagéré de son indépendance, un individualisme instinctif ou raisonné, mais toujours farouche, éloignent l'homme de lettres des pouvoirs publics; l'homme de lettres ne sollicite, il n'obtient ni encouragements, ni aide d'aucune sorte, matérielle ou morale. Ses intérêts, il les défend seul, plutôt mal que bien, et ne compte que sur son ingéniosité personnelle. L'individu en pâtit; la corporation y perd maintes occasions de relever son prestige; la littérature elle-même, le renom intellectuel de la France souffrent de ce divorce entre les écrivains et les représentants autorisés de la nation. L'Etat manque à son devoir en laissant quasiment en jachère le beau jardin des lettres; les écrivains sont à peine moins coupables en ignorant que les heureuses floraisons ne dépendent pas seulement des caprices de la lumière et du climat, et que les soins méthodiquement dispensés d'un habile jardinier ne sont jamais superflus.

Faisons cesser ce malentendu; rapprochons ces deux forces qui s'ignorent, l'une éparse et trop divisée pour manifester toute sa puissance, l'autre concentrée en un faisceau d'institutions prêtes à agir, capables d'unifier sans les asservir, et de rassembler pour un plus vigoureux essor les énergies dispersées.

M. Fernand Vandérem n'a aucune peine à démontrer que le Ministère de l'Instruction publique se soucie peu du mouvement littéraire.

L'indiscipline naturelle des hommes de lettres ne l'inquiète pas : non moins individualistes, les peintres, les sculpteurs, les architectes s'accommodent de relations officiellement organisées avec tantôt un directeur et tantôt un sous-secrétaire

(1) V. la *Revue de France* des 15 août, 1er octobre et 1er novembre 1923.

d'Etat. Direction des Beaux-Arts, Direction des Belles Lettres, la symétrie, qui oblige si aisément les cerveaux français, quel argument !

M. Fernand Vandérem découvre en Sainte-Beuve un auxiliaire inattendu, et rappelle que l'auteur des Lundis préconisait déjà la création d'un ministère des Lettres. Ce ministère au surplus a existé ou failli exister en 1870.

L'intérêt général, l'intérêt des particuliers, les précédents, le témoignage d'autorités irrécusables concourent ainsi à nous convaincre. Morigénant les uns, reprenant doucement les autres, rassurant les timides, brusquant un peu les railleurs et les sceptiques, M. Fernand Vandérem s'achemine à une conclusion positive ; il organise le plan de son ministère où les concours bénévoles seront nombreux, groupés autour des conseils corporatifs désintéressés mais actifs. Quant aux bureaux, cinq sections :

« 1° Section des distinctions honorifiques, françaises et étrangères.

« 2° Section des souscriptions, missions et voyages.

« 3° Section des intérêts économiques et secours, c'est-à-dire subsides, pensions, salaires, retraites.

« 4° Section de la propagande littéraire .

« 5° Section des théâtres littéraires subventionnés et autres.

« Un point, c'est tout. »

Coût, trois millions.

*
* *

Voilà qui est fort bien; et qui donc ne consentirait volontiers à l'octroi de ce triple et modeste million si l'on en peut attendre, pour les écrivains, un allègement de leurs soucis, et pour nos Lettres un surcroît de rayonnement?

On ne se refuse pas à croire que quelque bien puisse sortir d'une organisation de ce genre. Puisse-t-elle toutefois demeurer modeste et discrètement étrangère à toute ambition d'influence littéraire.

Elle suppléera une organisation corporative absente. — Encore M. Fernand Vandérem oublie-t-il les groupements professionnels déjà existants et le vaste mouvement de coopération intellectuelle auquel participe la Société des Nations.

Somme toute, deux fonctions importantes lui seront attribuées :

Elle gèrera un fonds de prévoyance dont l'utilité ne paraît pas douteuse : société de secours mutuels avec la garantie de l'Etat.

Elle gèrera une entreprise de propagande littéraire à travers le monde

Ce second point appelle quelques réflexions. On se leurre généralement sur les vraies conditions d'une propagande littéraire. Ce qui importe ici, ce sont moins peut-être les dispositions matérielles et les commodités de l'exportation qu'une certaine politique du livre, différente selon les pays et adaptée à l'opinion, aux habitudes intellectuelles de chaque nation. Cette politique, infiniment variable, ne peut être définie qu'en étroit contact avec le ministère des Affaires étrangères qui possède seul l'information journalière indispensable.

Pour le reste, aidez, stimulez, conseillez nos éditeurs. La vente du livre français importe au pays, et même aux auteurs. De ce point de vue la littérature est comparable à l'automobile, ce sont deux puissantes industries. L'une et l'autre ont des droits certains à la bienveillance du Ministère du Commerce. Et c'est peut-être l'une des infortunes de ce temps que tant de questions aient leur aboutissement normal au Ministère du Commerce. L'avenir, encore à peine entrevu, de l'édition française est là sous le signe de Mercure.

Cette politique du livre, cette discipline commerciale peuvent secourir nombre d'écrivains en détresse; elles impliquent des rapports délicats entre les auteurs et l'autorité qui patronne, choisit, et par conséquent exerce un certain contrôle. C'est ici que s'alarment les consciences chatouilleuses.

Rassurons-les; les intérêts supérieurs de notre littérature ne seront que lointainement solidaires de quelques bureaux voués à une tâche nettement définie, et d'autant plus efficaces qu'ils n'en excèderont pas les limites. On peut faciliter la marche du navire; on n'accélérera pas sa vitesse; et nul autre ne s'emparera de la barre que le pilote inspiré dont personne ne sait prévoir la venue.

Il reste qu'une Direction des Belles-Lettres sera sans doute créée, que nous la devrons à l'initiative généreuse de M. Fernand Vandérem, et que devant elle s'ouvrira un champ d'activité utile. Elle n'abolira pas la présente crise dont nous avons esquissé les causes profondes ; elle contribuera peut-être à en atténuer certains effets. Cela nous suffit. Attendons-la à l'œuvre.

Lucien Maury.

LA PHILOSOPHIE

L'ÉVOLUTION DU RATIONALISME (1)

Que le rationalisme lie volontiers sa fortune à celle de l'idéalisme, la plus sommaire histoire des doctrines philosophiques oblige à le constater. Les écrits de Hegel, de Lachelier, d'Hamelin, comme les récentes discussions de la *Société française de philosophie,* témoignent de cette alliance, dont la raison d'être se laisse aisément apercevoir : dans les systèmes idéalistes le rationalisme se sent en sûreté.

N'est-il pas avant tout l'affirmation que l'intelligence humaine suffit pleinement à sa tâche la plus ambitieuse, qui est la parfaite compréhension de l'univers? Où puise-t-il cette confiance, sinon dans la conviction que cet univers, objet de la connaissance, n'est point différent en nature de l'esprit qui connaît? Et quelle doctrine mieux que l'idéalisme rendrait compte de cette étroite parenté, puisque c'est le propre de l'idéalisme de soutenir que les choses mêmes sont filles de l'esprit? Cette audacieuse conception métaphysique apporte au rationalisme la promesse de succès qui soutient son effort. Que redoute en effet celui-ci? De ne pouvoir surmonter le conflit si souvent remarqué de l'intelligible et du réel, de rencontrer dans le monde des régions irrémédiablement opaques à la pensée. Or ce conflit, l'idéalisme le supprime, professant que la pensée ne se trouve jamais en face que d'elle-même et de ses propres créations inconscientes, que par suite tous les problèmes se posent à l'intérieur d'un seul domaine et que tout ce qui existe doit être déclaré intelligible en droit.

Vaine assurance d'ailleurs puisque rien ne devient plus intelligible en fait. La nature n'est pas rendue plus transparente parce que nous la déclarons engendrée par l'esprit. Nous continuons à nous sentir enveloppés de ténèbres au delà de la zone étroite que notre science parvient à éclairer. Les moins confiants en la force de notre raison croient cette nuit éternelle; quelques-uns même se félicitent d'une impuissance que sceptiques et mystiques, par des moyens divers, font tourner au profit de leur thèse préférée. Au contraire le rationaliste attend la clarté. Mais ces conjectures sur l'avenir ne modifient pas la nuit présente, pour les uns et pour les autres aussi dense, aussi mystérieuse, aussi fertile en déceptions.

A dire vrai, en adoptant l'idéalisme, le rationaliste, loin de simplifier sa tâche, s'embarrasse de difficultés nouvelles et fort troublantes. Car le voici tenu désormais de retracer la genèse du monde, de déduire les choses en partant de la pensée, de reprendre une tentative à laquelle le génie d'un Hegel n'enlève pas son caractère de vaine prestidigitation. Il a prétendu supprimer la dualité de l'esprit et des choses, et cette dualité reparaît sous une autre forme. Il n'y a plus de nature matérielle en face de l'esprit; mais la dualité est située désormais dans l'esprit lui-même, puisqu'il faut bien reconnaître en lui deux activités, séparées l'une de l'autre au degré le plus inconcevable : d'une part une activité inconsciente, créatrice de ces images qui constituent le monde, — impersonnelle, puisque tous les esprit s'imaginent contempler la même expérience, — sûre de ses démarches, puisque les lois des choses, qui ne sont que ses propres lois, nous apparaissent immuables; d'autre part une activité consciente qui ignore totalement cette procréation, même après les extraordinaires révélations d'un Fichte ou d'un Hegel, — essentiellement individuelle, puisque chaque savant oriente la recherche à sa façon, — tâtonnant sans qu'aucune réminiscence la préserve des égarements et comme perdue au milieu d'une expérience construite cependant de toutes pièces par nous-mêmes. Est-il vraisemblable que le même esprit ait dressé contre lui-même ces murailles et recherche vainement la clef de la place assiégée, qu'il ait dessiné le labyrinthe et n'en possède pas le secret? On loue de nos jours Einstein d'avoir enfin expliqué l'aberration du périhélie de Mercure : l'idéaliste se charge-t-il de déduire l'expérience qui nous met en présence de cette anomalie? N'est-il pas singulier d'admettre que la pensée crée elle-même cette aberration de quarante-trois secondes par siècles pour se forger une énigme insoluble jusqu'à l'apparition des théories de la relativité?

Que le rationalisme ne croie donc pas s'assurer contre des échecs toujours possibles en recherchant l'appui des métaphysiques qui lui promettent le succès total, mais plutôt qu'il ose contempler sa tâche la plus ardue et courir les

(1) Cet article, dont la seconde et la troisième partie paraîtront dans les deux prochains numéros, sans exiger la lecture d'autres études publiées dans cette même Revue sous le même titre (3 juillet 1920, 4 décembre et 5 février 1921, 21 janvier 1922) peut leur servir de conclusion.

risques inhérents à sa grande entreprise. Aucun augure ne saurait prophétiser sa victoire avec sûreté, et c'est se duper que s'ingénier à contester la réalité de l'obstacle pour se donner le cœur de l'affronter. Aussi bien le rationalisme du savant est d'un autre ordre. Le chercheur journellement aux prises avec une nature qui fait éclater formules et théories, l'expérimentateur en lutte avec les choses, celui qui ne voit pas la bataille du sommet de l'hégélianisme, mais qui est sur le front, celui-là sait bien que le fait résiste à la raison, que celle-ci gagne du terrain lentement, après des assauts répétés, parfois après de tels arrêts que les plus solides esprits s'interrogent avec inquiétude sur le résultat de ce grand labeur. Pour se mettre au travail, le savant n'exige pas que le métaphysicien lui garantisse un univers tout entier perméable à la raison humaine. Il accepte l'aventure, et le combat seul lui prouvera si c'était folie ou sagesse de la tenter. Il ne puise pas son audace et son obstination dans la certitude du triomphe, mais seulement dans cette avidité de savoir qui paraît aussi impérieuse à l'homme que ses besoins corporels les plus forts. Son rationalisme, à la différence du rationalisme des métaphysiciens idéalistes, n'exclut pas la possibilité de conflits définitifs entre la raison et les choses. C'est un rationalisme de méthode, une attitude plutôt qu'un système, une discipline de la pensée recommandée par l'histoire des conquêtes scientifiques, développée par la fréquentation du laboratoire, exigée par la transmission de nos connaissances à d'autres esprits. Ce n'est aucunement la téméraire affirmation que l'univers est rationnel sous tous ses aspects et dans toutes ses parties.

Parmi les lettres que ces brèves études ont valu à leur auteur, celle d'un ingénieur polytechnicien est particulièrement significative à cet égard. Elle exprime à la fois la préférence la plus marquée pour l'attitude rationaliste chère à tout homme de science, et la ferme conviction que l'univers, dans sa constitution essentielle profonde, demeure impénétrable à la pensée. Notre correspondant exagère même, à notre sens, l'impuissance de notre raison, paraissant enclin à supposer des résistances définitives quand il s'agit peut-être simplement d'habitudes intellectuelles provisoirement déconcertées et réformables. Il insiste en tout cas d'une manière saisissante sur les déceptions répétées, accablantes par leur nombre et par l'importance des dogmes remis en question, qui amènent le savant à craindre que notre logique ne soit irrémédiablement infirme. « J'ai suivi passionnément, écrit-il, les dernières métamorphoses de la physique et je suis maintenant persuadé que le réel est, à proprement parler, « impensable » par l'esprit humain actuel, en ce sens que notre esprit est trop étroit, trop rigide, trop « humain » en un mot, pour pouvoir se former jamais une représentation exacte du monde matériel. Nous ne pouvons lui appliquer nos procédés logiques, ou même nos définitions intuitives, qu'après l'avoir déformé et, si j'ose dire, caricaturé à l'échelle de notre entendement. En effet, si l'on examine de près n'importe quelle loi physique, qu'il s'agisse de physique moléculaire ou d'astrophysique, ou même de mécanique dite rationnelle, on s'aperçoit qu'elle ne peut être qu'une loi « statistique », aussi dépourvue de vérité absolue qu'une table de mortalité par exemple; ou bien encore c'est une fiction géométrique, sans valeur explicative, énonçant simplement des relations entre des points ou des lignes. Les derniers travaux des « relativistes » sont à cet égard décisifs et interdisent tout espoir. Nous sommes, vis-à-vis de l'univers qui nous entoure, exactement dans la situation des cloportes infiniment plats posés sur une orange, dont H. Poincaré tente d'imaginer la physique dans son ouvrage *Science et Hypothèse*... Toute notre mécanique n'est, en fait qu'un effort, impuissant, pour faire entrer dans le cadre d'un espace à trois dimensions un monde qui en a certainement davantage. Toute notre physique n'est qu'un effort également impuissant pour faire entrer dans un cadre proportionné à notre entendement fini un monde caractérisé par sa complexité presque infinie. Nous ne pourrons jamais décrire, par exemple, un centimètre cube d'hydrogène : il renferme je ne sais combien de milliards de molécules et nous ne pouvons opérer rationnellement sur cet objet que par l'intermédiaire des lois statistiques dont je parlais plus haut. Mais nous savons la faiblesse de ces lois, et qu'elles ne sont qu'un grossier encadrement du hasard. »

C'est miracle, conclut notre savant, que tant d'échecs n'aient pas brisé l'énergie de l'humanité, qu'au contraire celle-ci demeure prête à renouveler l'assaut chaque fois que l'inconnu vient irriter sa curiosité. Mais quel prix, demande-t-il, est promis à cette magnifique obstination?

Nous répondons : aucun prix n'est *promis*. A tout moment le progrès réalisé témoigne seul de ce qui était réalisable. Mais ce progrès est assez

manifeste, assez rapide, pour inspirer cette admiration populaire de la science qui n'est pas tout à fait sans fondement. L'homme qui n'a pas « philosophé » a confiance. Accordons qu'il est un pauvre juge, que les applications pratiques de la science le touchent plus vivement qu'une exacte interprétation des phénomènes, que ces explications mesurent notre emprise sur la nature plutôt que la valeur de vérité de nos connaissances et prouvent seulement la justesse d'un mot célèbre de Claude Bernard : « Notre pouvoir va plus loin que notre savoir ». Toujours est-il que ce pouvoir ne s'est jamais notablement accru sans entraîner une floraison de théories explicatives nouvelles. Un très érudit historien des sciences (1) a récemment montré que, malgré les conseils d'un Auguste Comte, d'un Mach ou d'un Duhem, le savant ne s'est jamais contenté de formuler des lois de succession, de les coordonner et de les classer, mais que, de nos jours comme autrefois, inlassablement, il recherche l'intelligibilité. L'éternelle résurrection des théories mécanistes, leur persistante faveur en dépit des obstacles que chaque découverte dresse contre elles n'ont peut-être pas d'autre origine : elles sont explicatives au premier chef. Le rationalisme est essentiellement l'attitude que commandent cet incoercible besoin de compréhension et la conviction qu'il faut penser avec méthode pour le satisfaire, que la solution ne doit être attendue, ni de l'accumulation passive des faits, ni des illuminations du mystique.

Faut-il penser que l'état présent de la science démontre la vanité de cette attitude, l'inefficacité de tous les efforts pour construire une interprétation rationnelle du monde? Posons d'abord ce truisme : pour déclarer que le monde déconcertera toujours notre raison, il faudrait pouvoir énoncer très précisément ce que notre raison exige, ce qu'elle approuve, ce qu'elle interdit. Or déjà comment le pourrait on si notre raison évolue? Mais supposons qu'elle n'évolue pas; aussi bien, qu'elle prenne de mieux en mieux conscience d'elle-même, comme il semble, à mesure qu'elle s'applique à de nouveaux problèmes, ce n'est pas signe qu'elle change dans son fonds. A qui désespère de la raison nous n'opposerons pas cette assertion discutable : la raison est plastique, ses ressources permettront demain l'impossible d'aujourd'hui. Nous lui demanderons seulement : connaissez vous ses ressources aujourd'hui?

(1) M. Meyerson dans *Identité et Réalité*, 2me édition, 1912.

Certes ceux là croient les connaître qui se flattent de dresser la table définitive des catégories, d'en déduire, sans recours à l'expérience, les grands principes du savoir humain, d'édifier en un mot par effort de pure dialectique ce que les successeurs de Kant ont appelé, d'un nom plein d'équivoques, mais consacré par l'usage la « philosophie de la nature ». De cette entreprise nous avons contemplé chez Hegel les surprenants résultats. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'aux yeux des savants elle n'existe pas. Ils n'éprouvent même aucun besoin de la désapprouver, la plupart l'ignorent, ceux qui la soupçonnent croiraient perdre leur temps à discuter de telles imaginations. Toute l'histoire des sciences depuis trois siècles proteste contre cette prétention de se passer du fait. Toutes les découvertes qui ont agrandi notre horizon ou mieux assuré notre puissance sur les choses procèdent d'une méthode expérimentale, bien différente sans doute d'un simple entassement de matériaux sans intervention de la pensée, mais qui pourtant signifie toujours défiance à l'égard des constructions à priori trop vastes, esprit de soumission au fait.

Les « philosophes de la nature » mis hors de cause, qui se vanterait d'énumérer les exigences de notre raison? Serait-ce les savants? Certains ouvrages consacrés aux idées fondamentales de la mécanique et de la physique modernes le donneraient à penser. Il n'est pas rare d'y trouver plusieurs grands principes, le principe de l'inertie et le principe de la conservation de l'énergie par exemple, présentés comme de véritables axiomes. D'Alembert, dans sa *Dynamique*, a proposé des lois de l'inertie une démonstration qui semble ne rien devoir à l'expérience : « Un corps, dit-il, ne peut se déterminer au mouvement, puisqu'il n'y a pas de raison pour qu'il se meuve d'un côté plutôt que d'un autre »; un corps mis en mouvement poursuivra sa route en ligne droite, car « *il n'y a pas de raison* pour qu'il s'écarte à droite plutôt qu'à gauche »; ce mouvement sera uniforme, si aucune force nouvelle n'intervient, car dans ce cas « *il est clair* que l'action de la cause motrice *doit* demeurer continuellement la même et produire constamment le même effet ». Les expressions que nous soulignons évoquent nettement l'idée de la nécessité logique. Spencer, dans ses *Premiers principes*, ne parle pas autrement de la « continuité du mouvement » ou de l'indestructibilité de la matière. Faut-il conclure, qu'en passant en re-

vue les principes les plus généraux des sciences, nous obtiendrons la liste, vainement demandée au métaphysicien, des exigences primordiales de notre raison?

Cet espoir ne paraît pas d'abord chimérique. Dans une étude antérieure sur le rationalisme de M. Brunschvicg, nous remarquions après ce penseur que l'esprit ne se révèle à lui-même qu'en s'éprouvant au choc d'une réalité toujours rebelle à son emprise. Etudier la raison dans son œuvre la plus consciemment poursuivie qui est la science, c'est donc apparemment la voie la plus sûre. Encore ne faut-il pas demander à la considération rapide de quelques résultats scientifiques cette connaissance de notre raison qui requiert le patient effort d'une critique éclairée par une enquête historique très poussée. Nous ne découvrons pas cette raison dans son essence et, pour ainsi dire, à l'état pur toutes les fois que nous rencontrons un de ces dogmes scientifiques qui semblent s'imposer au physicien contemporain. Ne croyons pas qu'il suffirait, pour en développer le contenu, de collectionner ces principes où d'Alembert, Spencer et divers théoriciens de la science voient les axiomes constitutifs de notre logique. La raison n'est certes pas entièrement étrangère à leur découverte et à leur expression, mais elle ne les eût pas tirés de son propre fond et nous ne saisissons pas en eux du rationnel sans alliage, les sciences ne nous montrent jamais que l'esprit en lutte avec une matière, aux prises avec un *donné* qu'il essaie de s'assimiler et qui l'oblige à varier ses ressources, à imaginer des compromis, à consentir des sacrifices. N'en déplaise à d'Alembert et à Spencer, le principe de l'inertie n'est pas un axiome de notre raison, puisque la raison d'un Aristote et même celle d'un Copernic s'accommodaient de conceptions profondément différentes. Aristote ne jugeait pas rationnel qu'un corps abandonné à lui-même poursuivit son mouvement en ligne droite ; il eût estimé parfaitement logique qu'un corps d'abord astreint à décrire un mouvement circulaire continuât de tourner quand il a quitté la main ou la fronde; et c'était précisément l'expérience contraire à cette prévision qui déconcertait sa raison. Les beaux travaux de Gaston Milhaud et de M. Meyerson sur l'histoire des sciences ne laissent aucun doute sur ce point : les grands principes de la physique ne sont ni des vérités axiomatiques, ni de simples enseignements de l'expérience. Ce sont des hypothèses soumises à l'épreuve des faits et retenues quand elles permettent *l'explication*.

Ainsi, pas plus que la raison ne se définit par une table de catégories, elle ne se confond avec une liste de principes scientifiques. Mais ces principes, — nous entendons les principes fondamentaux de la physique, — traduisent cependant sous des formules diverses l'exigence la plus profonde de notre nature intellectuelle qui est le besoin de trouver de l'identique sous le changeant. Dès son premier grand ouvrage, *Identité et Réalité*, M. Meyerson avait établi, qu'à l'exception du seul principe de Carnot, ces principes sont des principes de *conservation*. Ils nous enseignent que quelque chose demeure quand le spectacle de l'univers s'est renouvelé, ils nous indiquent dans quelle voie chercher la permanence qui se dissimule, ils nous épargnent ce pénible sentiment d'inintelligibilité que sans eux provoquerait la moindre transformation des apparences autour de nous. Plus fortement encore le récent travail du même auteur sur *l'Explication scientifique* démontre qu'il n'y a qu'une manière d'expliquer : c'est de faire voir qu'il n'est rien de nouveau sous le soleil, que tout ce qui se remarque dans l'effet était déjà dans la cause, qu'il y a toujours préformation quand nos sens nous signalent une création. D'où l'on ne conclurait pas mal en soutenant que la raison se réduit à une très impérieuse, mais unique tendance, la tendance à l'identification.

Cette conception de la raison nous interdit certains désespoirs. Quand on se représente l'entendement humain comme un ensemble de catégories ou de principes rigides, de cadres immuables et précis, on se demande avec inquiétude si le réel s'accommodera de ces cadres ou les débordera. Qu'une découverte dérange nos habitudes de pensée, aussitôt le doute fait place à la certitude de notre impuissance et nous nous proclamons intellectuellement aussi chétifs que les cloportes infiniment plats d'Henri Poincaré. Parce que nous avons défini la raison au moyen de certaines formules arrêtées dans lesquelles l'expérience ne se laisse pas enserrer, nous proclamons l'impossibilité d'une représentation rationnelle de l'univers. Mais si ces formules ne sont que des artifices provisoires par lesquels la raison a tenté de se procurer une satisfaction toujours partielle, si dans son fond elle est une simple tendance, caractérisée par le terme vers lequel elle tend, beaucoup plus que par les moyens qu'elle met en œuvre pour l'atteindre, nous devrons être singulièrement moins prompts à dé-

clarer que dans tel cas particulier elle a épuisé ses ressources et que l'obscurité est impénétrable. Une défiance peut substituer, mais qui se fondera sur des considérations tout autres. Aucune résistance du réel dans tel ou tel canton de la science ne peut être légitimement considérée comme un échec définitif, puisque le savant plus imaginatif ne saurait prévoir les détours et les ruses dont notre raison s'avisera pour ramener la nouveauté déconcertante à des phénomènes déjà catalogués et bien connus. Mais ce besoin d'assimiler les choses les unes aux autres, le présent au passé, l'effet à sa cause, conduira-t-il toujours le chercheur de succès en succès? La tentative de nier le changement peut-elle réussir *intégralement?* En ces termes généraux nous paraît se poser aujourd'hui le problème du rationalisme.

Désiré Roustan.

LES ARTS APPLIQUÉS

AU SALON D'AUTOMNE

La section des arts décoratifs fut toujours une des principales attractions du Salon d'Automne. Depuis deux ans, grâce à l'activité et au dévouement de M. Temporal, une autre section s'est organisée et se développe brillamment sous le nom de l'*Art Urbain*.

De quoi s'agit-il? Tout simplement de constituer pour nos arts appliqués ce qui leur manque depuis trente ans que nous assistons à de successives tentatives de renaissance, c'est-à-dire des cadres directeurs.

Il est très louable de vouloir fournir à notre temps le mobilier auquel il a droit, mais comment établir un aménagement intérieur répondant vraiment aux besoins modernes si l'architecte reste en dehors du mouvement? A toutes les époques c'est le *maître des œuvres* qui imprimait à toutes les branches industrielles de la construction et de l'ameublement les directives générales. Hélas! depuis trente ans, nos décorateurs œuvrent chacun de leur côté et la production contemporaine ressemble trop souvent à une exécution musicale assurée par des solistes de premier ordre, jouant ensemble, avec une parfaite maîtrise, des morceaux divers, dans une effroyable cacophonie.

C'est pour remédier à cet état de choses, pour reprendre l'entreprise à la base de départ, pour rendre à l'architecte son rôle primordial et assurer des chefs à l'admirable mouvement moderne que M. Temporal et ses amis ont fondé le groupe de l'Art Urbain.

Tout se tient dans le puissant désir de renouvellement qui sourd de tous côtés. Mais de même que la transformation du home tient en grande partie à celle de la construction, celle-ci est également commandée par l'urbanisme.

La besogne la plus urgente pour ceux qui veulent à la vie nouvelle un décor nouveau, c'est le remaniement de la cité, c'est aussi d'aviser à son développement selon des principes conformes aux conditions actuelles de l'existence, en prévoyant autant que faire se peut ce qui deviendra indispensable à l'évolution future.

Ces préoccupations, pour avoir été chez nous longtemps abandonnées — l'étranger fut loin de les perdre de vue, depuis cinquante ans — ne sont pas sans précédent. M. E. de Thubert rappelle dans la revue *La Douce France* que l'idée du plan d'extension des cités modernes, imposé par la loi Cornudet à toute ville de 10.000 habitants et au-dessus, n'est pas chose récente en ce qui concerne Paris. Au XIIe siècle, *le maître des œuvres de maçonnerie et de pavement* est consulté sur tout projet intéressant l'agrandissement de la Ville. Plus tard, Henri IV impose un plan d'ensemble à tout un quartier et même la symétrie des maisons de la Place Royale (Place des Vosges). Louis XIV en libérant Paris de sa vieille enceinte sénge aux dispositions des espaces qui vont être absorbés. Les projets du XVIIIe siècle, ceux de la Convention et celui d'Haussmann se sont successivement complétés. L'Art Urbain se situe donc dans la plus nette tradition française et parisienne.

L'an dernier, il nous avait proposé de captivantes conceptions des agglomérations citadines. Cette année, le programme comportait la présentation d'un motif central de parc, celle d'un rez-de-chaussée de rue avec boutique, enfin des exemples de locaux d'hôtellerie du réseau touristique français.

La rotonde du Grand Palais fut habilement transformée en coin de parc par l'architecte Mallet-Stevens, avec la collaboration de nombreux sculpteurs parmi lesquels il me faut surtout citer le maître animalier M. Pompon, M. Lamourdedieu dont j'aime le sens décoratif, M. Chassaing à la technique si personnelle, Mlle Céline Lepage

dont les œuvres ont toujours quelque chose d'intense, Mlle Fougère, M. Brécheret, enfin les frères Martel, auteurs, avec M. Burkhalter comme architecte d'un monument à Claude Debussy, apportent deux leçons profitables. La première est que l'architecture compte dans une œuvre autant que la statuaire. MM. Martel ont eu l'intelligence de rester à leur place dans un ensemble harmonieux, sans chercher à dominer ou à écraser ce qui les entourait. Leur œuvre en acquiert un charme beaucoup plus pénétrant. La seconde démonstration me touche d'autant plus qu'elle est en accord avec ce que j'ai écrit antérieurement, en particulier au moment des incidents relatifs à la statue de Balzac par Rodin, c'est-à-dire que le plus pur hommage qu'on puisse rendre à une œuvre, c'est de n'y point mêler le souvenir de notre loque humaine parfois si peu esthétique. Nul Debussy en redingote ne vient ici troubler l'évocation de son génie qu'évoquent seuls l'équilibre des dispositions architecturales, la fluide parenté de la musique et de l'eau, le pur lyrisme de l'inspiration sculpturale et surtout le symbolisme de l'œuvre prenant la place d'une ressemblance physique souvent désastreuse, louable exemple.

Passons à la rue. M. Temporal y a rassemblé, en outre de son apport personnel (architecte, M. Kamenka), des boutiques pittoresques dues à MM. Francis Jourdain, Herbst, Rigault, Sielis, Mallet-Stevens, Valensi, Djo-Bourgeois.

Les réalisations les plus complètes de l'Art Urbain sont des installations d'ordre immédiatement utilitaire, pour le service de la section gastronomique qui doit sa création, elle aussi, au zèle de M. Temporal, concerté avec celui de M. Austin de Croze, un des hommes les plus documentés de Paris sur la question du bien manger.

Pour accueillir les amateurs de plats régionaux qui se pressent au Salon d'Automne pour honorer la merveilleuse diversité de la cuisine française, Mme Chanchet-Guilleré et MM. Francis Jourdain et Djo-Bourgeois, ont composé des salles de restaurant, les deux premières l'une bretonne et l'autre provençale, la troisième simplement parisienne, le tout entièrement décoré, meublé et muni de tous accessoires de la table.

Il y a là un effort d'autant plus remarquable qu'il ne fut l'objet d'aucune subvention et qu'il a fallu pour le réaliser la foi tenace de MM. Temporal et Austin de Croze, secondés par quelques bonnes volontés, parmi lesquelles celles de trois grandes firmes. La démonstration est faite de ce que peuvent réaliser nos décorateurs lorsqu'on leur confie des travaux d'ordre pratique. C'est dans la satisfaction donnée aux nécessités de l'existence quotidienne que l'art d'aujourd'hui trouvera sa voie forcément industrielle. Je dois féliciter M. Francis Jourdain d'avoir été un des premiers à montrer le chemin. Il a prouvé une fois de plus aujourd'hui son sens pratique en décorant la muraille de sa salle d'hôtellerie d'une fresque originale, autrement agréable à voir que les évolutions symboliques de personnages drapés : une carte à grande échelle de ce relais touristique.

Bien que le stand de M. Le Bourgeois soit placé dans un autre endroit de l'Exposition, il fait à mon sens tout à fait partie de la section que je viens d'étudier. Arriver par de simples assemblages d'ardoises de tons différents à parer des toitures d'une rue de la façon la plus savoureuse, n'est-ce pas là de l'art urbain au premier chef?

La boutique que M. Louis Bigaux a fort habilement dressée pour la maison Vuitton eût pu, elle aussi, prendre place dans la rue de M. Temporal. Elle a la qualité d'être bien disposée, claire et gaie.

La gaieté, tout au moins la sérénité, cet indispensable élément de l'intérieur. Celui qui rentre chez soi fatigué du labeur du jour, l'esprit souvent préoccupé, soucieux, doit ressentir une impression de détente et non d'accablement. Ce fut un défaut de l'art moderne il y a dix ans que l'abus des tonalités moroses et même funèbres. Peu à peu il s'est désenvoûté, si j'ose dire. Il faut qu'il rejette tout-à-fait le voile des mauvais rêves. On peut s'efforcer de résoudre un problème constructif ou de chercher le rythme polygraphique d'un ensemble sans tomber dans une gravité pesante qui confine au pédantisme ou à l'incompréhension. Les meubles les plus étudiés sont les plus agréables à la vue. M. Ruhlmann nous en a donné depuis longtemps la preuve. Son aristocratique bureau la renouvelle aujourd'hui.

M. Fabre expose dans son salon en citronnier un petit meuble de forme neuve sans être excentrique, ce qui est assez rare. Au premier étage, on peut voir de lui, dans les salles de peinture, une armoire à glace d'une réelle pureté de forme. C'est une des meilleures pièces du Salon avec le beau meuble de M. Dominique, si sobre et si bien équilibré.

M. Pierre Chareau ajoute aux préoccupations de confort et d'agrément celle des volumes architecturaux. Il dépense aussi beaucoup d'ingéniosité à l'usage des pièces et des objets, par exemple, ici, dans la cloison mobile, en éventail, qui permet de séparer le cabinet de toilette du boudoir proprement dit. Le lit de repos en belle matière s'accompagne d'une étoffe blanche coupée de bandes parallèles de galon marron clair dont le ton est en accord par-

fait avec les bois. Une petite bibliothèque portative dont le plan utilise une triangulation chère à M. Chareau, est d'un aspect inédit. J'aime moins les abat-jour géométriques d'apparence trop mécanique.

La bibliothèque monumentale en palissandre de M. Maurice Dufrène est disposée sur une ellipse complétée par un triangle. Il y a, dans la somptueuse réalisation qui nous est présentée, un essai d'orchestration de l'architecture et du mobilier. Au plafond notamment une série d'ondes très étudiées s'efforcent de renforcer par des concordances formelles la conception générale. Les parties rayonnées sont divisées par des avancées de bois formant piliers et donnant à la construction beaucoup d'ampleur.

Au milieu des stands souvent trop austères de ses confrères, M. Paul Follot garde la préoccupation de la magnificence. Parmi les décorateurs de notre temps, il est de ceux que leur tempérament prédisposent le mieux à réussir un ameublement de Salon. Il a naturellement le défaut de ses qualités et pèche parfois par un abus du décor. On ne saurait faire ce reproche à son salon-bibliothèque, mais sa chambre à coucher l'encourt quelque peu. M. Paul Follot a du moins le mérite de défendre avec bonheur l'emploi de la ligne courbe que trop de meubliers ont abandonnée, cette ligne courbe si répandue dans la nature dont elle exprime toutes les nuances comme elle doit exprimer celles de notre sensibilité.

Les ateliers Primavera ont fait cette année un très gros effort, avec une salle à manger bien composée de M. Guillemard, une chambre d'homme sévère et harmonieuse de M. Sognot, un boudoir de Mlle Claude Levy et un cabinet de travail de Mme Chauchet-Guilleré. Ce bureau ne manque pas d'allure, mais ses proportions sont critiquables. Il y a là des colonnes dont la grosseur n'est pas toujours en rapport avec l'épaisseur des plateaux qu'elles ont à soutenir. N'oublions pas que les ébénistes de l'époque Henri II nous ont laissé à cet égard des canons fort étudiés.

Dans le bureau exécuté par MM. Kohlmann et Matet pour le Studium (Louvre), je relève le défaut contraire. Les pieds des tables sont trop maigres par comparaison avec le reste du meuble. Je regrette aussi que les motifs de marqueterie ne se limitent pas par eux-mêmes. Il serait, en effet, possible de les couper sans inconvénient sur d'autres dimensions. Ces erreurs m'étonnent de décorateurs qui manifestent une évidente volonté d'utilitarisme. Les deux pièces de MM. Kohlmann et Matet, comme la salle à manger de M. Djo-Bourgeois sont un peu chagrines, mais la dernière est plus sûrement architecturée. Le restaurant installé dans le pourtour supérieur de la rotonde par M. Djo-Bourgeois est par contre des plus avenants. Les meubles en sont pratiquement conçus, sauf que la glace qui protège le dessus des tables devrait le recouvrir entièrement. Cette surface étant susceptible de recevoir des liquides, il sied que ceux-ci ne puissent s'infiltrer dans aucune rainure.

M. Leleu est un ébéniste pour lequel le fini du travail est la règle. Son meuble de salon est une œuvre précieuse. Je déplore qu'il n'ait pas songé à protéger un bois admirable contre les tâtonnements de la clé. La marqueterie dont les pavots manquent de stylisation eût été avantageusement remplacée par de riches entrées de serrures. Le stand de M. Leleu contient également deux fauteuils. Leur monture incurvée avec une piquante recherche se recouvre de velours rouge d'un ton un peu agressif.

La chambre à coucher de M. Montagnac est d'agréable accueil. Quant à sa table à jeu en palissandre, ébène et corail, avec incrustations de nacre, c'est un chef-d'œuvre d'ébénisterie, avec assemblage par triangles et losanges, chaque triangle étant coupé en quatre, de façon à obtenir de beaux ramages. Le bois de corail et l'ébène pour le damier, le thuya et le houx moucheté pour l'échiquier, font admirer leur heureux mariage.

M. Majorelle, lui aussi, a fort adroitement utilisé de beaux bois en composant ses panneaux d'un pavage dans lequel le sens des veinures est contrarié.

La bibliothèque de MM. Charpentier et Courtray apparaîtrait plus logique si sa base — pleine — n'était pas en retrait.

Les créations de M. Fréchet sont ordinairement rationnelles. Le décor en souligne l'architecture avec tact. Le pied de son lit est un peu haut. Son armoire à glace nous baille la commodité de portes à glissières.

La ferronnerie est un des métiers qui ont apporté à l'art moderne quelques-unes des réalisations les plus complètes.

M. Brandt est à l'heure actuelle son plus brillant représentant. La séparation de hall qu'il nous soumet (architecte, M. Favier) est d'une imposante somptuosité, avec les figures de bronze par MM. Max Blondot et les panneaux en fer forgé dont le décor est cousin de ceux des tapis d'Orient.

Il est vrai qu'à cette réelle splendeur je préfère souvent la robuste simplicité d'autres créations dans lesquelles le même artiste reste plus près de la technique traditionnelle.

Un maître ferronnier, dont l'effort est souvent lié à celui d'un jeune architecte de talent, M. Roux-

Spitz, est M. Pignet. Son balcon est d'un art exquis ; son radiateur est d'une louable sobriété.

M. Yung est dans une voie des plus saines. Sa quincaillerie de bâtiment, dont la diversité d'aspect est obtenue par le traitement même de la matière, doit être signalée à tous les constructeurs. La porte en fer forgé, exécutée pour M. Abraham, architecte, est dans sa partie principale un modèle de pureté constructive. Elle se réduit à quatre quadrilatères étrésillonnés par des arcs, le tout en fer étiré et poli, avec arêtes martelées. Pourquoi faut-il qu'un ouvrage aussi réussi ait à souffrir du voisinage d'une imposte inutilement compliquée?

M. Subes est de ceux pour lesquels ni le fer, ni la forge n'ont de secrets. Il est autant forgeron que ferronnier et je ne saurais trop le louer de s'en tenir à la franchise du métier. Je souhaiterais seulement dans son utilisation de la plante — pour son balcon par exemple — plus d'interprétation. En ce qui concerne le meuble en chêne de M. Subes, je dois élever une grave critique. Lorsque le fer prend le rôle utile, il doit rester à sa place. Une penture ne doit pas recouvrir la plus grande partie d'un panneau lorsque le faible poids qu'elle doit soutenir ne justifie pas ce débordement. C'est la question de discipline esthétique.

Les céramistes sont fort nombreux.

Il faut accorder une attention spéciale au service de M. Goupy. Voici réalisé dans des conditions d'exécution qui permettent à notre fabrication de lutter victorieusement avec l'industrie anglaise, un ensemble dont le décor habilement stylisé peut être exécuté au gré du preneur dans les tonalités désirées. Chaque service peut prendre ainsi figure de pièce unique. C'est un tour de force qui fait honneur à l'éditeur, M. Rouard, dont on sait les constants efforts de modernisme.

M. Lalique suffirait à illustrer l'art et l'industrie du verre d'aujourd'hui. Ses tentatives de commercialisation des belles formes facilitent considérablement l'extension du mouvement moderne. A côté de ses productions si complètes, il faut admirer la féconde variété de M. Marinot et noter les efforts de MM. Augy-Rousseau.

Après avoir mentionné les reliures si originales et si puissamment évocatrices de M. Pierre Legrain, celles de Mlle de Félice et de Mlle Moullade, les papiers peints de M. Cannus et ceux de M. Crevel, les chaussures dans lesquelles M. Perugia dépense tant de goût, un panneau de Mlle Steege, j'aurai, je pense, commis peu d'oublis, à propos d'une manifestation qui certifie avec éclat, à la veille de l'Exposition de 1925, la force, le charme et la variété des beaux métiers de France.

Yvanhoé Rambosson.

LES LIVRES NOUVEAUX

LIVRES D'ÉTRENNES

Il n'est pas de public plus facile à satisfaire et en même temps plus difficile que les enfants : leurs goûts, leurs curiosités, variables selon l'âge et le tempérament, appellent les lectures les plus diverses. A l'occasion de la Noël et du Jour de l'An, les éditeurs s'efforcent de répondre à une sollicitation si variée. Il n'est besoin que de choisir parmi cette abondante production. En donnant ici les quelques notes suivantes, on voudrait faciliter un choix toujours malaisé.

Voici tout d'abord des textes célèbres, qui ne peuvent être mis intégralement dans toutes les mains ; du moins la jeunesse prendra-t-elle grand plaisir à parcourir le *Vert Vert* de Gresset habilement transformé et illustré (1), ou quelques-uns des plus beaux chapitres des *Travailleurs de la Mer*, par Victor-Hugo (2), ou encore des extraits judicieusement choisis du fameux *Don Quichotte* (3), et ce joli conte tiré des *Mille et une nuits* (4) et ce choix de morceaux empruntés au *Gil Blas de Santillane* de Le Sage (5).

Quant au *Merveilleux voyage de Nils Holgersson à travers la Suède* (6), c'est le texte complet de l'édition française du chef-d'œuvre de Selma Lagerlöf que l'on offre pour la première fois à notre public avec une illustration appropriée : ouvrage déjà classique en France au même titre que les contes d'Andersen, et où brille d'un incomparable éclat la fantaisie de la célèbre romancière suédoise.

Voici un conte oriental, qui évoque l'Inde aux richesses fabuleuses, aux traditions millénaires. Deux jeunes espagnoles, âgées de seize et treize ans, rassemblent un texte émouvant et des illustrations qui témoignent d'une rare précocité de talent (7).

A ceux qui préfèrent une inspiration française, signalons les *Poèmes et chants* (8), morceaux choisis en vue de la diction et de la récréation en famille par Mme A. Chavannes.

---

(1) *Vert-Vert*, d'après Gresset ; 1 vol. (28 × 25), avec 8 planches en couleur. Broché, 3 fr. ; cartonné, 1 fr. 50 (Collection Imagerie sur des thèmes français. Laurens).

(2) *Les Travailleurs de la Mer*, par V.-Hugo ; 1 vol. in-8° (27 × 19) ; 24 planches hors-texte en couleurs de A. Granchi-Taylor. Broché, 12 fr. ; relié, 18 fr. (Laurens).

(3) *Don Quichotte*, par Cervantes. Edit. mise à la portée de la jeunesse par P. Lefèvre-Géraldy ; 16 hors-texte en couleurs de R. Gilley ; 1 vol. in-1°, broché, 20 fr., relié toile, fers spéciaux, 30 fr. (Delagrave).

(4) *Le Cheval enchanté*, conte tiré des Mille et une nuits. Album illustré de 15 dessins en couleurs de Fau et Bonamy. Cartonnage artistique, 20 fr. (Larousse).

(5) *Gil Blas de Santillane*, par Le Sage. Edit. mise à la portée de la jeunesse, vignettes d'après Gigeux, 8 planches h. texte d'après Gavarni ; 1 vol. broché, 12 fr. ; rel. romantique, toile fers spéciaux, 17 fr. (Delagrave).

(6) Traduction Hammar. Préface inédite de l'auteur ; 12 compositions h.-texte et 100 dessins de Roger Reboussin ; 1 vol. in 1°, broché, 30 fr., relié toile, fers spéciaux ou relié amateur, 50 fr. (Delagrave).

(7) *Rose des bois*. Texte par Consuelo Gil Roësset. Ill. par Marga Gil Roësset. Un vol in 1°, avec 11 dessins h. texte, 30 francs (Plon).

(8) Un vol. (15 × 21) tiré en deux tons ; ill. de vignettes et de 12 h.-texte ; relié toile, 15 fr. (Larousse).

Au surplus, nous possédons en France un précieux trésor de légendes ; on en explorera l'un des plus riches domaines avec Mlle Yvonne Ostroga, auteur de *Quand les fées vivaient en France* (1), et qu'on ne saurait trop louer d'avoir donné libre cours à la fantaisie de son imagination autour de ces prestigieuses figures : Viviane, Obéron, Mélusine, hôtes éternels de la forêt de Brocéliande. Plus rapprochés de nous les contes de Mme d'Aulnoy ne sont guère moins affectionnés : *La chatte blanche* est l'un des plus connus de ces contes (2).

Dans la série des récits de voyage retenons : *Au cœur de l'Afrique*, par Guy de Téramond (3), d'après un très beau film suédois édité par les Etablissements Gaumont.

Parmi les romans, citons :

Le Trésor de Carcassonne, texte et dessins de A. Robida (4), où l'on voit l'histoire d'un troubadour sauvant la cité fameuse au temps de sa splendeur féodale : prétexte à l'évocation d'une civilisation violente et colorée dans le plus beau des cadres.

La Bibliothèque rose, perpétuant une agréable et bienfaisante tradition, nous offre trois nouveaux volumes. *Le Secret de Pif-Paf*, par Denise Aubert (5), histoire de clowns qui se déroule dans l'atmosphère divertissante des cirques. *Le Cirque Piccolo*, par Madeleine de Genestoux (6), récit d'aventures enfantines situé dans la région d'Ambert, *Deux mois de vacances*, par Jeanne Suzanne (7) où nous sont décrits les plaisirs des trois petits enfants de Mme de Gensé au château de Fleurac.

Les amateurs de musique et de chant retiendront : *Les plus belles chansons de France*, avec commentaire historique et, explicatif par Mme Bonafous (8), et ce *Bouquet de chansons* (9) titre qui convient parfaitement aux reconstitutions de vieux airs français où excelle Rachel de Ruy.

Les jeunes enfants liront volontiers les *Aventures du baron de Crac* (10), renouvelées à leur usage.

Les tout petits préféreront :

L'Alphabet en images où les charmantes illustrations de Marie-Madeleine tiennent lieu d'un texte superflu (11) ; *Le renard nigaud et la poule avisée* (12), texte et images d'une parlante simplicité : *Son ami Ralph* (13), histoire de Jo, qui a cinq ans et de son fidèle ami, le chien Ralph. Ajoutons enfin à l'intention du premier âge les albums Camo, qui s'enrichissent de deux nouveaux cahiers aux divertissantes enluminures (14). M.

(1) Un vol. in-4° ; ill. en noir et en couleurs (Hachette).

(2) Un album, cartonné, ill. de Lola Angiada. (Hachette).

(3) Un volume, gr. in-8°, nombreuses photographies. (Hachette).

(4) Un vol. (18,5×24,5), ill. de 4 pl. en couleurs et de nombreuses gravures en noir ; broché, 7 fr., relié, 12 f. (Laurens).

(5, 6, 7). Trois vol. ill. de dessins (Hachette).

(8) Un album (19,5×27,5), ill. de 12 compositions en couleurs de Bonamy, cartonnage artistique, 6 fr. (Larousse).

(9) *Bouquet de chansons*, recueillies, chantées et animées par Rachel de Ruy, Accompagnement de piano par P. Letorey, ill. de Raynolt. Album in-8°, cartonné, 7 fr. 50 (Delagrave).

(10) Un album (19,5×27,5), ill. de 27 compositions en couleurs de Gérard Cochet, cartonnage artistique, 6 fr. (Larousse).

(11) Album (19,5×27,5), ill. de 30 compositions originales en couleurs, cartonnage artistique, 6 fr. 50 (Larousse).

(12) Album (19,5×27,5), ill. de 22 compositions en couleurs de B. Le Fanu, cartonnage artistique, 6 fr. (Larousse).

(13) Album (22×24) ; 12 h.-texte en couleurs, 40 dessins par A. Rapeno, texte de J. Bonnerot, relié toile, 11 fr. (Laurens).

(14) *Miquette et Polo à la mer, Miquette grand chef indien* (Plon).

Peintures et Pastels de René Ménard, avec une préface de M. André Michel, membre de l'Institut ; un album. (Colin).

Peu d'œuvres de peintres contemporains se prêtent aussi bien, par leur belle unité et leur parfaite harmonie, à une présentation d'ensemble que celles de René Ménard. « A feuilleter les pages de cet album, écrit M. André Michel dans sa préface, on pourra suivre ce travail de l'esprit d'un contemplateur. Nul ne fut plus persuasif dans sa tranquille et saine robustesse. Il mêle à l'évocation d'un aspect choisi d'une contrée le sentiment toujours vivant de l'ordre universel de la création, du permanent par delà l'éphémère. Il a résumé, en émouvantes synthèses, le dialogue éternel des paysages d'un rythme si large et d'une sérénité si apaisante, l'action même de la logique créatrice qui compose sous le firmament la grande symphonie de l'univers. » B.

Histoire de l'Art depuis les premiers temps chrétiens jusqu'à nos jours, publiée sous la direction de M. André Michel. Tome VII. *L'Art en Europe au* XVIIIe *siècle* (A. Colin).

Avec le volume qui vient de paraître commence le XVIIIe siècle, par l'étude de l'art en France jusque vers 1750 : architecture, par M. René Schneider ; sculpture, par M. André Michel ; peinture, par M. Louis Réau.

Puis, pour l'ensemble du XVIIIe siècle, MM. Marcel Reymond et Charles Marcel-Reymond traitent de l'architecture et de la sculpture, et M. André Pératé de la peinture en Italie ; M. Paul Vitry étudie l'architecture et la sculpture, et M. Louis Gillet la peinture aux Pays-Bas.

Dans son chapitre, sur l'art du XVIIe et du XVIIIe siècle en Allemagne, en Scandinavie et en Russie, M. Louis Réau montre l'expansion victorieuse de l'art français se substituant aux influences italienne et hollandaise. Enfin M. Jean Babelon traite de la médaille en France et à l'étranger de 1650 à 1789. B.

K. Waliszewski : *Le Règne d'Alexandre Ier* ; tome I (Paris Plon-Nourrit et Cie).

De 1801 à 1812, Alexandre Ier n'est pas encore le souverain qui, après la chute de Napoléon, jouera à l'arbitre de l'Europe. Mais il a déjà donné toute sa mesure comme maître de l'Empire. M. Waliszewski a suivi avec soin, à travers les manifestations capricieuses et contradictoires de la volonté impériale, allant du « libéralisme » le plus occidental au despotisme complet et capable de passer sans transition de Spéranski, épris d'idées constitutionnelles, à l'*Araktchéev-china*, invention d'une brute caporalisée, l'histoire d'un règne qui devait décevoir successivement tous les esprits, tous les partis, et jusqu'à Alexandre lui-même. Les historiens français avaient surtout étudié le vaincu d'Austerlitz et de Friedland et le négociateur heureux de Tilsitt. Ici apparaissent les tractations de l'intérieur et la vie intime de « la Russie d'il y a cent ans ». C'est encore le régime de « la bastille ». Il se passera du temps avant que les énergies révolutionnaires, concentrées alors dans les sociétés secrètes, puissent le faire sauter.

P. F.

BULLETINS DE L'ÉTRANGER

Bulletin Yougoslave

Les relations serbo-bulgares.

Depuis la signature de l'accord de Nisch du 27 mars dernier, accord conclu avec le gouvernement yougoslave par M. Stamboulisky, et, surtout depuis le coup d'Etat qui a renversé celui-ci, et amené au pouvoir des hommes choisis par le Comité des Macédoniens et de la Ligue militaire, les relations serbo-bulgares laissaient beaucoup à désirer. Le gouvernement de M. Stankoff, sous l'influence de ces deux organisations, hésitait à appliquer l'accord de Nisch et à le compléter par des conventions additionnelles qu'il prévoyait, tout en se rendant compte qu'une telle situation ne pouvait pas se prolonger indéfiniment. En effet, les deux pays en souffraient à tout point de vue. Aussi, dès que son pouvoir s'est un peu consolidé, dès qu'il s'est aperçu de la possibilité de s'affranchir de la tutelle du Comité macédonien, M. Tsankoff s'est empressé d'informer le gouvernement de Belgrade que, dans l'intérêt des deux pays voisins, il était tout prêt à reprendre la politique de son prédécesseur, M. Stamboulisky, sur les bases de l'exécution du traité de Neuilly et de l'accord de Nisch, et à conclure les conventions nécessaires pour compléter cet accord. Des délégués ont été nommés de part et d'autre pour se réunir dans la capitale bulgare et négocier les clauses des conventions qu'il y avait à conclure. Ces négociations ont abouti le 26 novembre dernier, à la signature de trois conventions et de deux protocoles. Les arrangements intérieurs entreront en vigueur dès que les Parlements des deux pays les auront ratifiés. Les conventions signées sont conclues pour un temps indéterminé et peuvent être dénoncées par l'une et l'autre partie, un an avant leur annulation. Les deux premières conventions sont relatives à la livraison des coupables pour délits de droit commun, à la procédure judiciaire, et à la coopération des tribunaux serbes et bulgares pour l'instruction judiciaire. Les deux parties contractantes s'engagent mutuellement à se livrer ces coupables pour qu'ils soient jugés par les tribunaux compétents. Ceci s'applique surtout aux bandes des comitadjis qui s'organisaient jusqu'à présent en territoire bulgare pour se livrer à des incursions de brigandage en territoire serbe et passer la frontière sans être inquiétées par la police bulgare. Elles prévoient également l'assistance judiciaire et l'égalité des Bulgares devant les tribunaux serbes, et des Serbes devant les tribunaux bulgares. La troisième convention est relative à l'assistance gratuite dans les hôpitaux des deux pays pour les ressortissants indigents.

Quant aux protocoles, l'un d'eux fixe les conditions de paiement pour les réquisitions effectuées par les autorités militaires bulgares en Serbie envahie avant la guerre. Une somme globale a été fixée de 300 millions de lèvs (prenant pour base 100 lèvs pour 4,90 francs or en comptant 5 fr. 18, pour un dollar), dont la moitié est payable au comptant en quatre tranches (30 millions de lèvs, soit un million 420 mille francs or, au 1er mai 1924; 40 millions de lèvs, soit un million 960 mille francs or, au 1er mai 1925; 40 millions de lèvs au 1er mai 1926 et 40 millions de lèvs au 1er mai 1927). L'autre moitié devra être payée en nature, à savoir : pour 75 millions de lèvs, en céréales (blé ou maïs) à livrer jusqu'au mois d'avril 1925, et pour 75 millions de lèvs de charbon provenant des mines de Pernik et représentant une quantité de 105.000 tonnes de charbon de première qualité, à livrer par quantités fixées et aux dates déterminées, jusqu'au mois de juin 1927. L'autre protocole est relatif aux restitutions des biens confisqués des ressortissants serbes en Bulgarie et des ressortissants bulgares en Yougoslavie, ainsi qu'à la levée des séquestres.

Par la conclusion de ces conventions et protocoles, les deux gouvernements ont posé la première base pour le rétablissement des relations normales de bon voisinage entre les deux pays. Quant aux relations meilleures et même à un rapprochement, la situation intérieure en Bulgarie n'est pas encore suffisamment stabilisée pour pouvoir les envisager dès maintenant. C'est une question d'avenir, et il dépend surtout de la Bulgarie et de sa bonne foi dans l'application de ses engagements, pour les examiner lorsqu'elle aura donné des preuves suffisantes de sa détermination de poursuivre une politique de paix dans les Balkans. La Yougoslavie lui a fait d'importantes concessions et s'est montrée très conciliante au cours de ces dernières négociations comme elle a déjà fait en conclnant avec M. Stamboulisky l'accord de Nisch. Elle a également autorisé le retour des émigrants macédoniens dans leurs foyers, en Yougoslavie, leur demandant uniquement d'être désormais de loyaux citoyens et de respecter les lois du pays. Ceci s'applique aux habitants qui ont quitté leurs foyers depuis la seconde guerre balkanique et s'ils n'ont pas obtenu la naturalisation bulgare. Quant à ceux qui ont quitté leurs foyers avant 1913, pour s'établir en Bulgarie, ils sont reconnus comme étant devenus sujets bulgares.

Il faut espérer que le gouvernement bulgare sera en mesure d'exécuter ses engagements; si le Comité macédonien et les gens de la Ligue militaire ne s'y opposent plus, les deux pays pourront se consacrer à leur relèvement économique, sans que leurs relations soient constamment troublées par des incidents de frontières.

La Bulgarie y trouverait son intérêt autant que la Yougoslavie.

D. Tomitch.

Bulletin Roumain

La situation politique.

Contrairement aux prévisions des pessimistes, la vie politique se déroule très normalement en ce pays. On avait beaucoup parlé de crises et la crise ministérielle semblait devoir résumer toutes les autres; il n'en a rien été. Le président du Conseil, M. Jean Bratiano, a pu dire à la Chambre au lendemain des remaniements ministériels : « Le nouveau cabinet n'est que la continuation de l'ancien et n'implique aucun changement de politique. » Cette déclaration qui, en d'autres temps et en d'autres lieux, faite par d'autres Ministres, a pu signifier le contraire de ce qu'elle disait, est ici l'expression de la plus exacte vérité. Comment en serait-il autrement puisqu'il n'y a pas actuellement d'opposition organisée? Sans doute, de nombreux partis aspirent — ardemment d'ailleurs — au pouvoir; mais ces partis, malgré la présence dans leur sein de certains

hommes éminents, n'ont ni programme très défini et distinct du programme du gouvernement, ni moyen d'action, ni discipline, ni cadre, ni passé surtout. Dans cette nation essentiellement traditionaliste qui craint l'aventure, où le moindre *tiens* vaut mieux que mille *tu l'auras*, ce manque de racines est une sérieuse faiblesse. Aujourd'hui comme hier, les nouveaux venus auront du mal devant cette solide formation du parti national libéral aussi vieille que l'Etat roumain, où l'on propose plus qu'on ne discute, qui a une organisation et qui, en dépit de toutes les imperfections inhérentes aux institutions qui durent, a fait ses preuves et a été comme par hasard au pouvoir quand les grands événements et les grandes réformes sont arrivés.

Cette situation ne présente pas d'ailleurs seulement des avantages. La concurrence comporte, même en politique, de précieux bénéfices. On risque de voir les vainqueurs, n'ayant plus à combattre au dehors, se chercher entre eux des raisons de querelles qui ne sont pas toujours très raisonnables. Qui sait entre autres si le petit mouvement qui aboutit au remaniement ministériel n'était pas un peu de cette nature? Quoi qu'il en soit, tout est rentré dans l'ordre — maintenant il n'y a plus trace d'arrière-pensée. On travaille.

La tâche est singulièrement difficile. Le pays a vu revenir à lui, après la guerre, une population presque double de la sienne, de race identique, mais qui avait eu une formation bien différente. De plus, d'impérieuses circonstances ont contraint la nation à adopter en même temps, et sans beaucoup de préparation, deux réformes suffisant à elles seules pour créer un radical changement de la structure politique et sociale de la Roumanie : le suffrage universel et la réforme de la propriété terrienne; tout ceci, sur un territoire où il y a déjà des institutions dont il faut tenir compte; dans une période où l'Europe entière est en crise, à la recherche d'un équilibre stable qu'on ne semble pas près d'atteindre tout de suite.

Si l'on regarde tout ce chemin à parcourir, on est tenté de féliciter les Roumains du chemin parcouru. A l'heure actuelle, ici comme partout, c'est le problème de la vie matérielle qui préoccupe le plus. Le coût de l'existence est sensiblement moins élevé qu'en France par exemple, et, objets de luxe mis à part, on trouve aisément ce dont on a besoin. Naturellement, pour parer aux difficultés causées par la guerre, il a fallu instituer des impôts. Le gouvernement, utilisant d'ailleurs en partie les travaux de ses prédécesseurs, en a fait voter un grand nombre. Evidemment, il y a eu quelques inévitables grincements de dents, mais la meilleure preuve que ces impôts sont possibles est qu'ils rentrent : le budget de l'année présente s'équilibre par un appréciable excédent de trésorerie. Les finances sont menées, somme toute, très sainement. Le ministre qui les dirige, M. Vindila Bratiano, le frère du Président du Conseil, apporte dans sa gestion un esprit d'économie intense doublé peut-être d'une prudence presque exagérée; quelques-uns le lui reprochent pensant qu'on pourrait brûler les étapes; ils ont tort parce que, en ces matières, les difficultés les plus grandes de mise en œuvre sont de peu d'importance, l'essentiel pour les créanciers de l'avenir étant de se trouver devant une situation nette et fixe, devant des valeurs, sur lesquelles ils pourront compter.

Une des grosses difficultés de l'heure présente est la monnaie. Il n'y a pas suffisamment d'argent en circulation et ceux qui ont besoin de capitaux doivent payer des intérêts à des taux dont on n'a pas idée dans des pays comme la France. Ce mal est très sérieux. On comprend facilement que le seul remède pour le relèvement financier — étant donné que les dépenses ont été comprimées « à bloc » — c'est la production. Or, comment produire s'il faut payer des sommes fabuleuses le capital de premier investissement? Quelle affaire, surtout à ses débuts, pourra supporter des obligations aussi lourdes?

Pour sortir de cette impasse, il y a donc deux moyens et il n'y en a que deux : ou bien l'inflation ou bien l'appel au crédit étranger. L'inflation, on l'a dit bien souvent, n'est qu'une apparence de remède; la baisse inévitable qu'elle produirait serait grave, risquerait de compromettre les résultats acquis et d'arrêter l'ensemble même de la production. La Roumanie doit donc faire appel au crédit de l'étranger. C'est par cet apport de capitaux frais que le taux de l'argent s'abaissera automatiquement et c'est par lui que les vieux capitaux — ceux qui restent à l'heure actuelle dans les coffres — reviendront, et que la machine ainsi alimentée pourra repartir à nouveau. Même ceux qui ne sont pas dans les confidences du ministre des finances, savent que précisément parce que le ministre est un homme prudent, fatalement il sera amené à prendre cette voie.

Ici il faut dire un mot de certains échos de presse française qui, reproduits la plupart du temps par des journaux peu amis de la France, ont fait une certaine impression. Les journaux disent : « la France n'a pas d'argent, elle n'en a donc pas à donner à la Roumanie ». C'est jouer vraiment un peu trop sur les mots. Nos amis ici sont assez affectés par ces échos. Il ne peut s'agir pour la France de « donner » son argent. Dans la pensée de ceux qui ont poussé vers la France l'appel inévitable pour la Roumanie, au crédit de l'étranger, il n'y avait pas la moindre intention de diminuer le patrimoine financier de notre pays; ceux-ci voulaient au contraire que la France profitât des avantages que cette opération doit forcément comporter. Nos amis roumains savent que la France a une politique en Orient qui cadre complètement avec la politique roumaine, ils savent que la France n'a aucune visée impérialiste, ils savent que pendant toute la période des emprunts roumains d'avant-guerre, c'est la France qui fournissait l'argent et l'Allemagne qui encaissait les bénéfices. Dans la pensée de tout homme sensé, une demande de crédit ne peut pas ne pas être liée à une offre de garantie. Nos amis souhaitent que les garanties offertes nous conviennent; ils préféreraient que ce soit nous qui les acceptions, et non pas d'autres grands pays. N'est-ce pas leur droit d'avoir de telles préférences? Sur place, où ces idées de simple bon sens apparaissent clairement, on ne comprend pas bien à quels mobiles peuvent obéir les Français qui avant de connaître même les conditions offertes crient « au voleur ». On offrira, c'est toujours au prêteur de dire s'il accepte ou non. On pourrait tout de même attendre ce moment pour manifester cette prudence exagérée qui ressemble par trop à un parti-pris dont la France ne peut pas profiter.

Souhaitons au contraire que les finances roumaines restent saines, telles qu'elles sont, mais que l'activité économique puisse retrouver ici, et non ailleurs, les conditions nécessaires à l'exploitation des richesses formidables qui sont dans ce pays, sur terre et sous terre. A cela doit se borner notre proverbiale sagesse en matière de finances.

E. E. T.

BULLETIN MARITIME

Les Grands coloniaux de l'Océan Indien et les Messageries Maritimes

C'est encore à l'histoire de Madagascar que se rattachent les noms des deux généraux Duchesne et Voyron dont deux paquebots des Messageries Maritimes ont reçu les noms.

Le général de Division Duchesne prit part à la guerre d'Italie et fut blessé comme sous-lieutenant à Solférino. En 1870, il se bat à Forbach comme capitaine adjudant-major et fait le siège de Metz. Puis, de 1872 à 1883, ce sont les campagnes d'Afrique auxquelles il prend part successivement comme chef de bataillon au 2e régiment de zouaves et comme lieutenant-colonel à la Légion étrangère. Pendant l'expédition du Tonkin, il commande le régiment de marche du 110e d'infanterie qui se bat à Formose le 5 septembre 1884. Puis il repart, après avoir repris du commandement en France, comme commandant en chef du Corps expéditionnaire de Madagascar, en 1895, et c'est lui qui prend les villes de Mevatanana, Andriba et Tananarive en 1895. La défaite de cette dernière ville marque la soumission de la reine Ranavalo III.

Le général de division Voyron fut envoyé en 1863 comme sous-lieutenant à La Martinique, puis il prit part à l'expédition de Cochinchine, où il accomplit de nombreuses opérations au Cambodge. Fait prisonnier à Sedan en 1870, en même temps que le maréchal Galliéni, il part ensuite pour le Sénégal où il se joint à la mission Borgnis-Desbordes et aux colonnes du Cayor et du Foula. Au Tonkin, il prend, comme général de brigade, le commandement par intérim des troupes de l'Indo-Chine, puis le voici, à son tour, en 1895 à Madagascar, commandant la brigade d'infanterie de marine, noyau de la colonne du général Duchesne, avant d'être nommé lui-même chef du corps expéditionnaire. Sa carrière active s'achève ensuite en Chine comme commandant du corps expéditionnaire. En 1921 (le général Duchesne est mort en 1918) s'éteignit cet autre officier de valeur dont la ténacité fut, pour le maréchal Gallieni, d'une si précieuse collaboration dans sa grande œuvre de pacification.

***

C'est un peu plus tôt, en 1883, que le contre-amiral Pierre, commandant la division navale de la Mer des Indes, débarquant à Madagascar au moment du premier conflit entre la France et le gouvernement Hovas, prit Majunga et Tamatave, préparant ainsi la voie à notre colonisation future.

Obligé d'abandonner son commandement pour raison de santé, il se rendit à la Réunion où il s'embarqua sur le paquebot « Calédonien » (1) de la Compagnie des Messageries Maritimes pour rentrer en France. Il mourut à bord de ce navire devant Marseille, le 11 septembre 1883.

(1) Le « Calédonien », lui-même, devait être, par la suite, une autre victime de guerre. On se souvient que, parti le 12 juin 1917 pour Madagascar, il fut détruit le 30 du même mois à une trentaine de milles de Port-Saïd par une torpille allemande qui brisa le navire en deux parties, entraînant la mort de 51 personnes.

***

L'histoire de la Grande Ile de Madagascar a trouvé en Alfred Grandidier son historien. C'est, en effet, ce savant qui écrivit les 30 volumes déjà parus, sur les 60 que comporteront en son entier l' « *Histoire physique naturelle et politique de Madagascar* ». Alfred Grandidier, après différentes missions et explorations dans plusieurs pays du monde pour le ministère de l'Instruction Publique, devint membre de la « Société de Géographie » et se rendit, en 1867, à Madagascar où il consacra deux années à un voyage d'exploration scientifique. Après avoir étudié la côte orientale, de Farafangana à Majunga, il pénétra ensuite à l'intérieur des pays, explora les hauts plateaux qui entourent Tananarive et détermina, d'après une série d'observations astronomiques, la position géographique de la future capitale de Madagascar.

***

L'aviateur Roland Garros se rattache à la série des héros de l'océan Indien par sa naissance. C'est, en effet, à Saint-Denis de la Réunion qu'il est né. L'orientation première de ses goûts le dirigea vers les études musicales et c'est au Conservatoire de Paris, comme élève des classes d'harmonie et de contrepoint, qu'il comptait entrer lorsque l'aviation absorba soudain toute son attention et son activité. Emmené en Amérique du Nord par le célèbre aviateur américain John Moisant, il revint en France après une tournée triomphale de virtuosité et se classa aux premiers rangs dans différentes courses internationales. Recordman de la hauteur, il s'engage à la déclaration de la guerre et abat successivement trois avions, mais après avoir bombardé un train allemand, il est obligé, par une panne de moteur à atterrir dans les lignes allemandes où il est fait prisonnier. Ayant réussi après de multiples difficultés à s'évader trois ans plus tard, il reprend sa place au poste de combat dans un groupe de chasse; mais un jour qu'il était parti en patrouille avec l'aviateur Fonck, il fut attaqué par trois avions allemands. Garros disparut et l'on retrouva plus tard sa sépulture dans le cimetière civil de Vouziers, que venait de reprendre nos soldats.

Son nom reste à jamais célèbre parmi les aviateurs et les combattants de la dernière grande guerre et ce n'est pas sans fierté que les habitants de La Réunion verront flotter dans leur port le navire qui portera le nom de leur grand compatriote, préférant pour l'immortalité de cet oiseau des îles, une inscription dorée sur la coque d'un paquebot à la triste tombe demeurée en pays reconquis.

— —

VALEURS DE NAVIGATION

Le 11 décembre 1923

Cours de la Bourse de Marseille.

1°	— Fraissinet	824
2°	— Messageries Maritimes	200
3°	— Mixte	230
4°	— Transatlantique	184
5°	— Transports Maritimes	900

Société Française d'Imprimerie et de Publicité
Ateliers : Rue Garnier et rue des Carmes, Angers
Bureaux : 2, Rue Monge, Paris (5e)

L'Imprimeur-Gérant : A. Desnoës.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

TABLE DES MATIÈRES

61e ANNÉE

Du 1er Janvier au 31 Décembre 1923

Beaux-Arts

BOSCHOT (Adolphe). — La Musique : Polyphème et Cydalise, 100. — Deux pièces françaises : l'Amour masqué ; le Hullo, 247. — Fin de Saison, 354. — Les « Noces » d'Igor Stravinski et « Padmavati », 462. — Edouard Grieg, Poète des Fjords, 604. — A l'Opéra-Comique : La Griffe, Saint-Odile ; A l'Opéra : Le Jardin du Paradis, 819.

CARNOT (François). — L'Exposition des Arts décoratifs modernes de 1925, 685, 728.

JALOUX (Edmond). — Le Salon d'Automne, 816.

PÉRATÉ (André). — Les Salons, 422.

RAMBOSSON (Yvanhoé). — Les Arts Appliqués : La Tapisserie moderne au Musée Galliéra et l'Art appliqué aux Salons, 350. — Le Salon des Artistes décorateurs, 390. — La Renaissance d'une Cité d'art, 747. — Au Salon d'Automne, 857.

Bibliographie

CHOISY (Gaston). — A travers les Revues étrangères, 140, 213, 320, 426, 572, 677, 749.

DUMAS (André). — Quelques récents volumes de vers, 316.

DIVERS. — Les Livres nouveaux, 30, 104, 141, 175, 285, 321, 355, 392, 427, 501, 644, 678, 717, 750, 789, 821, 860.

Biographie

BOURGUÈS (Lucien). — Ludomir Rozycki, compositeur polonais, 776.

CHARPENTIER (John). — James Monroë en France, 798.

CRÉMIEUX (Benjamin). — Portraits d'Ecrivains étrangers : Luigi Pirandello, 337.

CURIE (Marie). — Pierre Curie intime, 217.

FLEURY (Victor). — La Jeunesse de Jules Lemaître, 666.

GOJON (Edmond). — Portraits d'Ecrivains : Georges Lecomte, 227.

GUY (Camille). — Figures coloniales : M. Martial Merlin, 262 ; M. Carde, 490.

JAN-TOPASS. — Portraits d'Ecrivains étrangers, Boleslas Prus, 153.

JÉLINEK (H.). — Portraits d'Ecrivains étrangers : Aloïs Jirasek, 295.

LÉGER (Augustin). — Portraits d'Hommes d'Etat étrangers : M. Stanley Baldwin, 770.

LICHNEROWICZ (J.). — Le dernier Prix Nobel de Littérature : W. B. Yeats, 793.

MATTER (Paul). — La Jeunesse de Gambetta, 80.

MOREAU (Pierre). — Portraits d'Ecrivains : Gustave Lanson, 363.

MUNIER-JOLAIN (J.). — Les nouveaux Académiciens : Me Henri Robert, 803.

RÉGNIER (P. E. G.). — Un Centenaire : Alexandre Petœfi, 112.

TROCMÉ (Pierre). — Les nouveaux Académiciens : Edouard Estaunié, 837.

Bulletins de l'Étranger

E. A. — Chronique roumaine, 35, 68, 106, 143, 176, 249, 286, 357, 428, 644, 681.

E. E. T. — Chronique roumaine, 861.

JÉLINEK (H.). — Chronique Tchécoslovaque, 69, 142, 215, 287, 359, 429, 502, 647, 754.

POLITIS. — La Question des réfugiés en Grèce, 33.

PUAUX (René). — La Question d'Orient, 31, 105, 177, 250, 321, 393. — L'Incendie de Smyrne, 463. — La Question d'Orient, 568, 608. — Le Conflit italo-grec, 679. — La Question d'Orient, 753, 822.

TITUS KOMARNICKI. — Chronique polonaise, 824.

TOMITCH (D.). — Chronique Yougoslave, 358, 396, 466, 503, 571, 611, 645, 718, 791, 862.

VERTON (Jacques). — Chronique Polonaise, 70.

VICTOR (Gaston). — La Politique extérieure de la Pologne, 825.

XXX. — Chronique roumaine, 395, 573, 611.

Bulletin Maritime

Bulletin maritime, 36, 72, 108, 144, 180, 216, 252, 288, 324, 360, 431, 467, 504, 540, 575, 648, 682, 720, 756, 792, 828, 864.

Correspondance

XXX. — Comment se propagent les idées françaises en Orient, 430.

LACHÈVRE (Frédéric). — Correspondance, 750.

MAURY (Lucien). — Correspondance, 750.

Enseignement

LE CHATELIER (Henry). — Le Travail manuel dans l'Enseignement, 37.

WALTZ (Pierre). — Pour l'amour du Grec, 738

Histoire

ANDRÉ (Louis). — L'Opinion publique en France au XVIIe siècle, 403, 451.

AURIANT. — Charles X et Méhémet-Ali, 198.

FEYEL (Paul). — De Saint-Irénée à Charles de Foucauld, 132. — La Nouvelle « Imago Mundi », 385. — Le dernier des Historiens de Port-Royal, 533. — Comment on manque une belle carrière, 712.

JULLIAN (Camille). — Questions d'empire, 433, 473.

Pelliot (Paul). — Mongols et Papes aux XIIIe et XIVe siècles, 109.

Rébelliau (Alfred). — La Figure religieuse de Pascal, 469, 505.

Rocquain (Félix). — Henri III et les Guises : La Journée des Barricades, 256, 289. — Les États de Blois, 541.

Vaussard (Maurice). — Le Fascisme dans l'Histoire italienne, 51.

Impressions

Antoine (André). — Souvenirs sur Emile Bergerat, 721.

Beaume (Georges). — Au Val d'Andorre, 416.

Benoist (Baronne de). — Les Ames Neuves : Les Combattants de la Grande Guerre, 14.

Chabert (S.). — Stendhal et le Paysage dauphinois, 375.

Dostoiewski (Alméa). — Dostoiewski au bagne en Sibérie, 561.

Haumant (Emile). — Le Journal d'une Collégienne russe en 1917 et 1918, 512.

Iorga. — Le Nouvel An en Orient européen, 73.

Jaudon (Henry). — Un Centenaire oublié, 621, 664, 698.

Maublanc (René). — Peut-on voir avec sa peau?, 85.

Morand (Hubert). — Le Train canadien en France, 788.

Philippar (Georges). — Calme du Soir (Impressions du temps de Guerre), 481.

Poizat (Alfred). — Quelques réflexions sur la Poésie moderne, 839.

Salleron (Louis). — Des Collégiens français en Pologne, 307.

Viollis (Jean). — Souvenirs d'enfance : la Journée d'hiver, 774. — Le rabot de Saint-Joseph, 843.

Littérature (Histoire et Critique)

Bordeu (Charles de). — Paroles des Blés, 660.

Coussange (Jacques de). — Un Jugement allemand sur l'Allemagne, 553.

Faure (Gabriel). — L'Evolution d'un Poète : de l'Amour à la Nature, 401, 439.

Gaultier (Paul). — La Leçon des grands Hommes, 79. Homo Politicus, 829.

Laudet (Ferdinand). — La distribution des Prix à l'Académie française, 75.

Launay (Louis de). — Les Amitiés féminines de Descartes, 145.

Le Breton (André). — Les premiers Romans sociaux de Victor Hugo, 577.

Maury (Lucien). — Les Œuvres et les Idées : Nos Hommes politiques, 63. — Une Histoire de la Littérature suédoise, 125. — M. Le Moine et Chateaubriand, 209. — M. Henri Pourrat et le régionalisme, 279. — Le Français langue morte? 346. — Cyrano et les Libertins, 567. — Le Déséquilibre du Monde, 635. — Une Enquête sur la jeune Littérature, 709. — Joubert et son temps, 783. — Une Direction des Beaux-Arts, 850.

Mayr (W.). — La Poésie d'aujourd'hui : de l'Incohérence à l'Hermétisme, 588.

Mérejkowski (Dmitri). — La Fuite en Egypte, 181, 225.

Michaut (Gustave). — Pascal et le Problème du « Discours sur les Passions de l'Amour », 102, 135, 171.

Montesquiou (R. de). — Les Pas effacés : Gabriele d'Annunzio, 258.

Poizat (Alfred). — A propos de Théodore de Banville : de l'Alexandrisme dans notre Poésie, 330. — L'Ecole celtique, 657.

Poizat (Valentine). — La Princesse de Clèves, 499.

Puaux (René). — Les Littératures étrangères : la Roserale d'Arménie, 641.

Roz (Firmin). — Les Romans : Un Roman du Maroc, 26. — Un Conteur, 95. — Le Roman historique ; à propos de Cardénio, 166. — M. Henry Bordeaux et l'Orient, 458. — Un Rappel à la Vie intérieure, 495. — Nouveau Roman psychologique, 530. — Un Roman de Terroir, 569. — Après le Cubisme, 599. — Orientation, 637, 672. — Le Roman biographique, 744. — Deux Romans de la Vie spirituelle, 811.

Saint-Valéry (Léon de). — Pierre Loti et Jean Aicard, 479.

Schinz (Albert). — Un Examen de Conscience par un Américain, 584.

Schuré (Edouard). — Maeterlinck philosophe : le grand Secret, 613.

Tinayre (Marcelle). — La Vie intime de Madame de Pompadour : Les belles années, 346. — Le Théâtre des Petits-Cabinets, 546. — Le Chemin de l'Amitié, 649. — Le Parc aux Cerfs, 688. — Le Déclin, 724.

Truc (Gonzague). — Racine et la polémique de Port-Royal, 519.

Véran (Jules). — Les Poètes de la Camargue, 767

Philosophie

Pérès (Jean). — La Philosophie du Fascisme, 301.

Roustan (Désiré). — L'Evolution du rationalisme, 853.

Troude (Robert). — La Psychanalyse, 371.

Poésie

Allorge (Henri). — Rondels Watteau, 205. — Petits Poèmes électriques, 595.

Bocquet (Léon). — Prière du Temps de Guerre, 309.

Cazamian (André). — Dans un vieux Parc, 342.

Cé (Camille). — Poèmes, 23.

Deberly (Henry). — Poèmes, 526.

Fabry (Camille). — Appel aux Poètes, 742.

Fort (Gustave). — Le Muguet ; Exode printanier ; La Légende du Saule, 411.

Lefebvre (Louis). — La Peine quotidienne, 242.

Masefield (John). — Poèmes, 624.

Prévost (Ernest). — Jeunesse dans le Printemps, 381. — Matinée, 696.

Rambosson (Yvanhoé). — Les Cyclopes, 412.

Wolmar (V. de). — La Descente, 563.

Questions Politiques, Économiques et Sociales

Barety (Léon). — La Politique de la France au Maroc, 619.

Clavié (Marcel). — La Réorganisation de la Lecture publique en France : Bibliothèques municipales de Paris, 201. — Le Congrès international des Bibliothécaires et des Bibliophiles, 379, 412.

Gaultier (Paul). — La Nécessité d'agir, 1. — Comment l'Allemagne a su se faire payer, 222. — La Réforme constitutionnelle, 325.

Gontaut-Biron (R. de). — La Route de l'Indo-Chine, 694.

Jouvenel (Henry de). — La Politique intérieure : La rentrée des Chambres, 778. — Prière de conclure !, 845.

Lescure (Jean). — Le Paiement de l'indemnité de cinq milliards par la France à l'Allemagne (1871-1873), 514.

Marvaud (Angel). — La Situation dans la Sarre, 333

Milhaud (Albert). — La Fin d'une Epoque, 361.

Narquet (Louis). — La Crise de la Démocratie, 625.

Roussel (Félix). — Le Rôle politique d'Albert Ballin, 397.

Tarlé (Antoine de). — La grande Industrie allemande contre l'Etat, 119. — La Conférence économique impériale et la Politique commerciale de l'Angleterre, 805.

XXX. — Ce que nous faisons dans la Ruhr, 253.

Questions Extérieures

Aubry (Elise). — Les Préjugés des Travaillistes anglais contre notre Armée noire, 161.

Duboscq (André). — Le Protectorat français des Missions en Chine, 5.

Dumont-Wilden (Louis). — La Politique étrangère : La Crise belge, 23. — La Rupture de l'Entente cordiale, 61. — L'Allemagne au Carrefour, 92. — Le Problème turc, 121. — La Crise du Socialisme et la Question des réparations, 164. — La Paix de l'Est, Memel, Vilno, les Frontières orientales de la Pologne, 206. — La question rhénane, La puissance démonstrative d'un assassinat, 242. — Comment faire payer l'Allemagne, 275. — L'Affaire de Memel, 311. — Les Affaires d'Orient et le Nationalisme asiatique, 343. — La Politique catastrophique de l'Allemagne, 382. — La Crise du Fascisme, 418. — Le Rôle de l'Angleterre et le Problème de l'Ordre, 455. — Une Conspiration internationale, 492. — M. Mussolini et le problème de l'Ordre, 527. — La Cacophonie européenne, 564. — France et Belgique, 596. — L'Echec d'une Féodalité industrielle, 631. — La Crise de la Société des Nations, 670. — La Désagrégation de l'Allemagne et la Question de l'Europe centrale, 706. — La Dictature allemande? 742. — Les Chances de la République rhénane, 781. — L'Evolution de la Pologne, 809. — L'isolement de la France, 847.

Gontaut-Biron (R. de). — La situation en Syrie et ses remèdes, 269.

Halot (Alexandre). — La Discussion linguistique en Belgique à propos de l'Université de Gand, 441.

Iorga (N.). — L'Orthodoxie latine, 437.

Lugan (A.). — La Crise économique et sociale en Angleterre, 185, 236.

Malye (Jean). — Barcelone et l'Orientation spirituelle de la Catalogne, 272.

Pardiellan (P. de). — La Piraterie prussienne au XVIIe siècle, 693.

Pic (Paul). — L'Etablissement du Mandat français en Syrie, 833.

Sartiaux (Félix). — La Destruction et l'Exode des Indigènes d'Asie Mineure, 148.

Tomitch (D.). — Les Pourparlers italo-yougoslave, 231. — Le Rapprochement serbo-bulgare, 267.

XXX. — L'Opinion en Suède à l'égard de la France, 42. — La Hongrie se prépare à la Revanche, 293. — La Hongrie reste l'Alliée de l'Allemagne, 765.

Romans et Nouvelles

Boleslas Prus. — Ramsès se meurt (trad. par M. Jan Topass), 157.

Caragiale. — A l'Auberge de Manuel (trad. par M. Voilquin), 591.

Cleuzière (Marthe). — Luce, 522.

Duboscq (André). — Justice, 628.

Gaument (J. et C. Cé). — L'Enfant passionné, 446.

Géniaux (Charles). — La Tornade, 7.

Jirasek (Aloïs). — Blajeyi Choterjinsky (trad. par O. Simek et Eugène F. Maloubier), 300.

Lafcadio Hearn. — Un Dieu vivant (trad. par Marc Logé), 483.

Maurière (Gabriel). — Le Marais, 83.

Paolieri (Ferdinando). — Le Confident (trad. par M. Vaussard), 701.

Pirandello (Luigi). — Dessus et Dessous (trad. par M. Benjamin Crémieux), 339. — Nénette et Nono (trad. par M. Benjamin Crémieux), 367.

Pourrat (Henri). — Les Jardins sauvages, 54.

Quercy (Jean). — Les Tribulations de M. Lesourd, 557.

Rosny aîné (J.-H.). — La Haine surnaturelle, 757.

Samat (Jean-Toussaint). — Le Solitaire, 115. — Banarù, le Menon, 233.

Schalom Asch. — Un monstre (trad. par M. Blumenfeld), 406.

Tchékov (Anton). — Vérotchka (trad. par M. Jaubert) 732.

Tersane (Claude et Jacques). — L'Aventure éternelle, 191.

Ugarte (Manuel). — Le Sergent Lynch, 661.

Van Dyke. — Un Changement d'Air (trad. par A. La Mazière), 59.

W. B. Yeats. — Histoire de Hanrahan le Rouge, 794, 831.

Zangwill (J.). — Celle qui enfreignit la Loi du Sabbat (trad. par Mme Girette), 265.

Théâtre

Rageot (Gaston). — Le Théâtre : De « Terre inhumaine » à « Michel Auclair », ou de la Synthèse à l'Analyse, 28. — La dernière Pièce de Sacha Guitry, ou du plaisant au sévère, 66. — Le Charme au Théâtre, 98. — Jolies Pièces sans succès, 130. — De l'Ingéniosité au Théâtre, 169. — Le Vieil Homme et les Mœurs d'aujourd'hui, 212. — Le Rôle du sujet dans les bonnes pièces, 245. — Du mauvais au bon Métier, 282. — Deux Auteurs dramatiques, un Comédien étranger, 314. — Deux romans à la scène, 349. — De la Chimère aux Œuvriers, 388. — Victor Hugo et d'Annunzio, 420. — Une Pièce dangereuse à la Comédie Française : L'Homme en Marche, 460. — De la Comédie Française au Conservatoire, 497. — Un intéressant Essai, 535. — Comédiens de Théâtre et Comédiens de Cinéma, 602. — La Prose de M. Abel Hermant mise en vers, 675. — L'Enfant, 715. — Le Cas de deux jeunes Auteurs dramatiques, 786. — Une Comédie de Bourdet et une Fantaisie de Duvernois, 814.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

Allorge (Henri). — 205, 595.
André (Louis). — 403, 451.
Antoine (André). — 721.
Aubry (Elise). — 161.
Auriant . — 198.

Baréty (Léon). — 619.
Beaume (Georges). — 416.
Benoist (Baronne de). — 14.
Bocquet (Léon). — 309.
Boleslas Prus. — 157.
Bordeu (Charles de) — 660.
Boschot (Adolphe). — 100, 247, 354, 462 604, 819.
Bourguès (Lucien). — 776.

Caragiale. — 591.
Carnot (François). — 685, 728.
Cazamian (André). — 342.
Cé (Camille). — 23.
Chabert (S.). — 375.
Charpentier (John). — 798.
Choisy (Gaston). — 140, 213, 320, 426, 572, 677, 749.
Clavié (Marcel). — 201, 379, 412.
Cleuzière (Marthe). — 522.
Coussange (Jacques de). — 553.
Crémieux (Benjamin). — 337.
Curie (Marie). — 217.

Deberly (Henri). — 526.
Dostoiewski (Alnéa). — 561.
Duboscq (André). — 5, 628.
Dumas (André). — 316.
Dumont-Wilden (Louis). — 23, 61, 92, 121, 164, 206, 242, 275, 311, 343, 382, 418, 455, 492, 527, 564, 596, 631, 670, 706, 742, 781, 809, 847.

E. (A.). — 35, 68, 106, 143, 176, 249, 286, 357, 428, 644, 681.
E. E. T. — 863.

Fabry (Camille). — 742.
Faure (Gabriel). — 401, 139.
Feyel (Paul). — 132, 385, 533, 712
Fleury (Victor). — 666.
Fort (Gustave). — 111.

Gaultier (Paul). — 179, 222, 325, 829.
Gaument (J. et C. Cé). — 416.
Géniaux (Charles). — 7.
Gojon (Edmond). — 227.
Gontaut-Biron (R. de). — 269, 694.
Guy (Camille). — 262, 490.

Halot (Alexandre). — 411.
Haument (Emile). — 512.

Iorga (N.). — 73, 437.

Jaloux (Edmond). — 816.
Jan-Topass. — 153.
Jaudon (Henry). — 621, 664, 698.
Jélinek (H.). — 69, 142, 215, 287, 295, 359, 429, 502, 617, 751.
Jirasek (A.). — 300.
Jouvenel (Henry de). — 778, 846.
Julian (Camille). — 133, 473.

Lafcadio Hearn. — 483.
Laudet (Fernand). — 75.
Launay (Louis de). — 115.
Le Breton (André). — 577.
Le Chatelier (Henry). — 37.
Lefebvre (Louis). — 242.
Léger (Augustin). — 770.
Lescure (Jean). — 514.
Lichnerowicz (J.). — 793.
Lugan (A.). — 185, 236.

Malye (Jean). — 272.
Marvaud (Angel). — 333.
Masefield (John). — 621.
Matter (Paul). — 80.
Maublanc (René). — 85.
Maurière (Gabriel). — 83.
Maury (Lucien). — 63, 125, 209, 279, 346, 567, 635, 709, 783, 850.
Mayr (W.). — 588.
Mérejkowski (Dmitri). — 181, 225.
Michaut (Gustave). — 102, 135, 171.
Milhaud (Albert). — 361.
Montesquiou (R. de). — 258.
Morand (Hubert). — 788.
Moreau (Pierre). — 363.
Munier-Jolain (J.). — 803.

Narquet (Louis). — 625.

Paolieri (Ferdinando). — 701.
Pardiellan (P. de). — 693.
Pelliot (Paul). — 109.
Pératé (André). — 122.
Pérès (Jean). — 301.
Philippar (Georges). — 481.
Pic (Paul). — 833.
Pirandello (Luigi). — 339, 367.
Poizat (Alfred). — 330, 657, 839.
Poizat (Valentine). — 199.
Pourrat (Henri). — 51.
Prévost (Ernest). — 381, 696.
Puaux (René). — 31, 105, 177, 250, 321, 393, 463, 568, 608, 641, 679, 753, 822.

Quercy (Jean). — 557.

Rageot (Gaston). — 28, 66, 98, 130, 169, 212, 245, 282, 314, 349, 388, 420, 460, 497, 535, 602, 675, 715, 786, 814.
Rambosson (Yvanhoé). — 350, 390, 112, 747, 857.
Rébelliau (Alfred). — 469, 505.
Régnier (P. E. G.). — 112.
Rocquain (Félix). — 256, 289, 541.
Rosny aîné (J.-H.). — 757.
Roussel (Félix). — 397.
Roustan (Désiré). — 853.
Roz (Firmin). — 26, 95, 166, 158, 495, 530, 569, 599, 637, 672, 741, 811.

Saint-Valéry (Léon de). — 479.
Salleron (Louis). — 307.
Samat (J. T.). — 115, 233.
Sartiaux (Félix). — 148.
Schalom Asch. — 406.
Schinz (Albert). — 584.
Schuré (Edouard). — 613.

Tarlé (Antoine de). — 119, 805.
Tchékov (Anton). — 732.
Tersane (Claude et Jacques), 191.
Tinayre (Marcelle). — 3, 46, 546, 649, 688, 724.
Titus Komarnicki. — 824.
Tomitch (D.). — 231, 267, 358, 396, 466, 503, 574, 611, 645, 718, 791, 864.
Trocmé (Pierre). — 837.
Troude (Robert). — 371.
Truc (Gonzague). — 519.

Ugarte (Manuel). — 661.

Van Dyke. — 59.
Vaussard (Maurice). — 51.
Véran (Jules). — 767.
Verton (Jacques). — 70.
Victor (Gaston). — 825.
Viollis (Jean). — 771, 843.

Waltz (Pierre). — 738.
Wolmar (Valentine de). — 563.

Yeats (W. B.). — 794, 831.

Zangwill (J.). — 265.

XXX. — 12, 253, 293, 395, 573, 611, 765.

197241
(Revue politique et littéraire)
Revue Blue, politique et littéraire.
Vol. 61. 1923.
P
LF
R

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED